La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

(Le portail a été actualisé une seconde fois ce matin [10h en Inde, 5h30 en France], la causerie du jour figure plus loin.)

- Au format pdf (4 pages)

On commence très fort l'année calendaire !

La concurrence est rude dans le clan de la réaction.

Le 6 mai 2017 *Libération* titrait à la Une : Faites ce que vous voulez mais votez Macron.

Le 28 décembre 2018 *Le Monde* a fait plus fort encore.

France Info posait cette question avant-hier : "Le Monde" s'est-il inspiré de l'"iconographie nazie" pour sa une sur Macron ?

La réponse est oui. J'en ai parlé dans la causerie du 31, mais je crois que j'étais passé à côté de l'essentiel.

Non, cela ne fut pas une faute de mauvais goût, un hasard ou une coïncidence malencontreuse, une méprise, non, plutôt une provocation délibérée, mieux une inspiration motivée, assumée, partisane, idéologique, dont Le Monde pensait pouvoir se glorifier, Le Monde le journal du nouveau régime nazi établi en France et dirigé par Macron, c'est de la communication parfaitement contrôlée.

Le président de l'Assemblée nationale, le maréchal Ferrand (LREM) s'en est ému, non pas que la Une du Monde lui aurait déplu, non, bien au contraire, il estimait seulement qu'il était trop tôt ou que le moment était mal choisi, on ne vend jamais la peau de l'ours avant de l'avoir tué, la peau des gueux avant de les avoir massacrés.

D'où après coup les explications maladroites du Monde, relayé par sa fosse septique, Mediapart, spécialisé dans l'amalgame rouge-brun.

Je pense que Le Monde a délibérément choisi d'emprunter l'iconographie nazie après que Macron eut réprimé violemment ceux

qui manifestaient contre sa politique depuis le 17 novembre dans tout le pays, pour l'encourager à poursuivre dans cette voie, Le Monde lui indiquant clairement qu'il pourrait compter sur lui, ce dont personne ne doute. Cela doit correspondre à l'état d'esprit nauséabond qui doit régner au sein de la rédaction de ce torche cul institutionnel.

Je pense que cette mise au point s'imposait.

Disponible :

- Causeries et infos de 2018 (1563 pages)

La suite aujourd'hui ou plus tard, je suis épuisé et pas très bien, j'ai besoin de beaucoup de repos.

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui a dit ?

- Macron n'a "*pas entendu la leçon qu'essaient de lui donner les 'gilets jaunes' depuis plusieurs semaines. C'était lui ce soir qui était dans la posture du donneur de leçon alors qu'on aurait pu attendre des mots d'apaisement ou des annonces plus conséquentes que celles qu'il nous a données ces dernières semaines*". "*Il a choisi de passer un savon à ces Français mobilisés contre sa politique*"...

Valet, vous attendiez "*des mots d'apaisement ou des annonces plus conséquentes*" de la part de votre suzerain, permettez-nous de ne pas partager vos illusions.

- ...pour qui le chef de l'État "*a profondément tort de considérer comme une menace ce mouvement des "gilets jaunes" alors que c'est une opportunité pour le pays. C'est une France qu'on disait résignée, qui ne voulait plus se mêler de politique, qui décide finalement de s'en mêler. Il est regrettable qu'il ait choisi cette posture de donneur de leçons plutôt que de saisir une occasion nouvelle de faire des annonces conséquentes*". AFP 01.01

Monsieur le commis y tiens à ses "*annonces conséquentes*" afin d'écarter toute "*menace*" qui sinon pèserait sur le régime et qu'il partage parce qu'il craint de l'affronter.

Réponse : Le député LFI Adrien Quatennens démasqué par lui-même !

Totalitarisme. En direct du ministère de la Vérité.

- Dans ses voeux pour 2019, Macron fait le pari de la vérité - HuffPost 31.12

- Macron repasse à l'offensive pour rebondir en 2019 - AFP 31.12

Emmanuel Macron a adopté un ton pugnace et offensif lundi pour ses voeux 2019 en appelant à "l'unité retrouvée" des Français après la crise des "gilets jaunes", qui démontre que la France n'est "pas résignée".

Le chef de l'Etat a également utilisé des termes forts pour dénoncer "les porte-voix d'une foule haineuse" et affirmer, dans une allusion aux débordements des dernières semaines, que "l'ordre républicain sera assuré sans complaisance".

"Je suis au travail (...) Je crois en nous", a conclu le président qui a présenté durant un quart d'heure ses voeux debout, sans pupitre, en agitant beaucoup ses mains. Mais "que certains prennent pour prétexte de parler au nom du peuple (...) et n'étant en fait que les porte-voix d'une foule haineuse, s'en prennent aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels, c'est tout simplement la négation de la France", a-t-il dénoncé.

Il a également mis en garde contre le "déni flagrant de réalité" dans lequel "nous nous sommes installés": "On ne peut pas travailler moins, gagner plus, baisser nos impôts et accroître nos dépenses, ne rien changer à nos habitudes et respirer un air plus pur".

Le chef de l'Etat n'a pas fait de nouvelles annonces sociales, trois semaines après son allocution télévisée du 10 décembre au cours de laquelle il avait annoncé 10 milliards d'euros d'aides en faveur du pouvoir d'achat pour tenter de répondre aux demandes

des "gilets jaunes".

Cette absence de nouveaux gestes a été immédiatement critiquée par certains "gilets jaunes" mobilisés sur de nombreux sites en France. "Il a rallumé le feu, il a décrété qu'il ne ferait rien pour nous aider. S'il veut rien faire, on restera là comme on l'a décidé", a annoncé Marc, 40 ans, qui a regardé l'intervention avec une quinzaine de personnes près du Mans. "Franchement, il est sourd, il ne montre aucun signe d'apaisement. Les gens vont continuer de plus belle", a averti Rabah, 52 ans, qui avait prévu de fêter le réveillon sur le pont d'Aquitaine à Bordeaux.

"Je pense qu'il a toujours pas compris et que de toute façon on tend vers une dictature. Maintenant, c'est officiel: taisez-vous, faîtes ce que je vous dis", estime de son côté Karine, également mobilisée à Montabon. "Il faudrait plutôt écouter les vœux des gilets jaunes", ironise Étienne.

Un discours que partage Isabelle, enseignante de 36 ans de côté de Strasbourg. "Je suis très en colère face à ce que le président a dit... J'ai l'impression qu'il est totalement sourd à ce qu'il se passe. Il nous a parlé de vérité, de dignité, d'espoir. Sa vérité, ce n'est pas la nôtre. Il nous dit que toutes les réformes qu'il avait prévues, il va les faire en nous disant en plus que c'est pour améliorer les choses. Notre vérité, c'est qu'on n'en peut plus de ne pas pouvoir finir le mois, et je n'ai rien entendu dans ce sens, c'est scandaleux", déplore-t-elle.

Et de renchérir: "Pour la dignité, il a parlé de foule haineuse...ça va faire réagir! On est une foule et tant mieux, ça veut dire qu'on est nombreux. On a la dignité pour beaucoup d'entre nous de travailler, de produire les richesses de la France dont il a parlé. Notre dignité, c'est ce mouvement depuis plusieurs semaines dont il faut qu'on soit fier (sans se la faire confisquer) par quelques personnes qui viennent casser. Le premier qui ne nous respecte pas, c'est lui et ce n'est pas nous qui ne respectons pas les autres. Enfin, l'espoir, c'est que ce mouvement continue et aboutisse, pourquoi pas, à une grève générale, c'est peut-être le seul moyen pour nous de ne plus subir. Il y a un grand vent de démocratie réelle qui souffle sur le pays et je n'ai pas l'impression que les gens veulent arrêter de dire ce qu'ils ont à dire".

Un "gilet jaune" mosellan, Mathieu, n'a pas écouté les vœux du président. "Je compte passer une bonne soirée... C'est dommage, c'est triste d'en arriver là, il pourrait annoncer que le Smic passe à 3000 euros que je ne l'entendrais pas. Je ne l'écoute plus. Quand on passe de déceptions en déceptions, on n'a plus envie de les écouter. La télé, maintenant, c'est juste pour mes enfants", indique-t-il.

Les opposants de droite et gauche ont également critiqué les voeux d'Emmanuel Macron, dont "le ton un peu martial" va "sans doute renforcer la mobilisation" des "gilets jaunes", selon Adrien Quatennens, député LFI.

Il a cependant dénoncé la désinformation, les "manipulations" et les "intoxications" qui sapent selon lui la "confiance démocratique". "On peut débattre de tout" mais "débattre du faux peut nous égarer, surtout lorsque c'est sous l'impulsion d'intérêts particuliers".

Le chef de l'Etat a par ailleurs confirmé qu'il entendait lancer en 2019 les réformes de l'assurance-chômage, des retraites et de la fonction publique.

"Le gouvernement dans les prochains mois devra poursuivre ce travail pour changer en profondeur les règles de l'indemnisation du chômage afin d'inciter davantage à reprendre le travail, l'organisation du secteur public pour le rendre plus efficace, et notre système de retraites pour le rendre plus juste". HuffPost avec AFP et Reuters 31.12

Macron la haine. A bas l'ordre républicain synonyme d'inégalités sociales et d'injustices monstrueuses! A bas le porte-parole de la minorité haineuse !

- Macron pourfend les "porte-voix d'une foule haineuse" - Reuters 1 janvier 2019

Emmanuel Macron a appelé lundi soir, dans ses voeux aux Français pour l'année 2019, au respect de "l'ordre républicain", fustigeant les "porte-voix d'une foule haineuse" qui s'en prennent à certaines catégories de personnes au prétexte de "parler au nom du peuple."

"Nous ne vivons libres dans notre pays que parce que des générations qui ont précédé se sont battues pour ne subir ni le despotisme, ni aucune tyrannie. (Elles ont courageusement combattu le despotisme et la tyrannie au pouvoir. - LVOG) Et cette liberté, elle requiert un ordre républicain, elle exige le respect de chacun et de toutes les opinions", a dit le président dans un message télévisé enregistré à l'Elysée à l'occasion du Nouvel an. (La démocratie, c'est lorsque la minorité respecte la majorité et non quand la minorité impose sa politique à la minorité. Or vous êtes ultra minoritaire dans le pays, alors respectez la démocratie : Dégagez! - LVOG)

"Que certains prennent pour prétexte de parler au nom du peuple : mais lequel, d'où, comment ? (Pas le vôtre assurément ! -

LVOG) Et n'étant en fait que les porte-voix d'une foule haineuse (Parce que vous transpirez la haine du peuple qui vous le rend bien, c'est la moindre des choses. - LVOG) , s'en prennent aux élus (Corrompus, menteurs, imposteurs! - LVOG), aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels, c'est tout simplement la négation de la France", a énuméré le chef de l'Etat.

Visant sans les nommer les partis extrêmes et certaines actions et prises de parole en marge du mouvement des "Gilets jaunes", Emmanuel Macron a rappelé les règles de la démocratie et de l'Etat de droit.

"Le peuple est souverain, il s'exprime lors des élections, il y choisit des représentants qui font la loi. Précisément parce que nous sommes un Etat de droit", a-t-il dit. (Comme à plus de 80% le peuple n'a pas voté pour vous, vous n'être pas son souverain, mais un imposteur, un dictateur, vous êtes illégitimes pour gouverner : Dehors tout de suite! - LVOG)

"L'ordre républicain sera assuré sans complaisance car j'attends de chacun ce respect indispensable à la vie en société." Reuters 1 janvier 2019 ("L'ordre républicain" de la matraque et de l'humiliation doit être renversé "sans complaisance " ! - LVOG)

Union nationale contre Macron et LREM.

- Voeux 2019 : la classe politique française vent debout contre Macron - LePoint.fr 1 janvier 2019

"On ne sait pas pourquoi mais tout ce qu'il dit tombe à plat. Et quand on comprend, on préférerait ne pas avoir entendu. Quel lunaire donneur de leçons", n'a pas hésité à lancer Jean-Luc Mélenchon, sur Twitter. Avant d'ajouter : "Le président des riches a fait son rideau de fumée. Le partage des richesses, t'as compris Monsieur Macron ?" (Le pouvoir politique en premier, le "partage des richesses" ensuite monsieur le charlatan. - LVOG)

Chez Les Républicains, on regrette qu'Emmanuel Macron ait décidé de réciter "un texte sans émotion, sans conviction et si loin de la réalité des Français. Un clip de campagne plus que la parole d'un homme d'État", écrit la porte-parole du parti Laurence Sailliet. (L'hypocrisie habituelle... - LVOG)

S'il vous plaît, choisissez du papier hygiénique de qualité!

- Emmanuel Macron va écrire aux Français sur le "grand débat" national - Le HuffPost 1 janvier 2019

Ils osent tout. Féministes : Toutes des prostituées ! L'égalité est respectée ! Parole de mères maquerelles.

- Réalisatrices, elles promeuvent une pornographie alternative - AFP 1 janvier 2019

Du sexe éthique, diversifié et plus égalitaire: des réalisatrices féministes s'emparent de la pornographie avec l'idéal d'en faire un instrument d'émancipation politique et sexuel face aux productions de masse gratuites et stéréotypées sur internet. AFP 1 janvier 2019

"*face aux productions de masse gratuites*", autant que leurs culs rapportent du fric, merde alors !

Haut de page

Le 3 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

Vous avez dit déterminé :

10 ans de causeries et infos en bref : 14664 pages.

Son auteur est au bord de l'épuisement total, je parle physiquement, mais on va trouver la force de continuer.

Que des bonnes nouvelles en 2018 et j'ai terminé en beauté.

Tout d'abord, j'ai renoué des relations avec ma chère fille. Ensuite il y a eu la naissance de sa fille Catarina. Après, les citronniers

et les orangers croulent sous les fruits. Mais encore, on a eu une mousson abondante, le niveau de la nappe phréatique est remontée. Mais encore, ma facture Internet a été divisée par 8 par miracle d'une multinationale (Vodafone) pour le même service. Mais encore, j'ai fini par résoudre le grave problème que j'avais eu avec la CNAV, ma caisse de retraite, la Sécu me devait 5 mois de retraite. Mais encore, grâce à la variation du taux de change entre l'euro et la roupie, ma misérable retraite a augmenté de 6%. Mais encore, j'ai reçu mon visa à vie, me voilà citoyen indien, c'est marqué dessus. Mais encore, j'ai réussi à récupérer le 31 décembre les 50.000 roupies que j'avais versées à un avocat véreux il y a 3 ans, en fait il ne s'était pas du tout occupé de mon affaire ! Et enfin, j'ai des bonnes relations avec mes voisins, ma nouvelle belle-famille, bref, tout le monde, incroyable, un autre miracle, je déconne.

- Au format pdf (15 pages)

Toujours dans le registre des bonnes nouvelles.

Etats-Unis.

- 52% des personnes interrogées ont déclaré soutenir les mesures prises en Syrie et en Afghanistan, mesures qui ont surpris les conseillers à la sécurité nationale du président lors de leur annonce la semaine dernière. Moon of Alabama – Le 29 décembre 2018 (Article publié par le Saker francophone)

LVOG- Moon of Alabama fait partie de la gauche réformiste américaine

Les fachos, les médias sont bien placés pour les reconnaître.

Les médias-oligarques tirent à boulets rouges sur Mélenchon qui a osé afficher son soutien à un des leaders des gilets jaunes, Eric Drouet, traité de facho, diffamé en fait par ces scélérats de médias de merde.

Si c'était vrai, ce serait une bonne nouvelle...

- Fascination pour Eric Drouet: Mélenchon «a quitté les rives de la gauche», déplore Hamon - Liberation.fr 02.01

La gauche : C'est la réaction !

Tandis qu'au même moment les chef d'Etat des puissances occidentales et leurs médias célébraient l'investiture du chef de Etat brésilien d'extrême droite, Bolsorano, un facho notoire, un vrai comme ils les aiment ! La preuve.

L'AFP et tous les médias lui donnent du monsieur le président au facho à la tête du Brésil. La réaction exulte.

- Le président Bolsonaro promet de "rétablir l'ordre" au Brésil - AFP 02.01

Le nouveau président d'extrême droite du Brésil Jair Bolsonaro a promis mardi de "rétablir l'ordre", se lançant dans une croisade contre la criminalité, la corruption et l'idéologie de gauche, au premier jour de son mandat de quatre ans.

"Aujourd'hui est le jour où le peuple commence à se libérer du socialisme et du politiquement correct", a affirmé l'ancien capitaine de l'armée de 63 ans, lors d'un vibrant discours d'investiture devant une foule de partisans qui l'acclamaient aux cris de "Mito" (le mythe, son surnom).

Brandissant un drapeau brésilien, ce farouche anticommuniste a affirmé que "cette bannière ne sera(it) jamais rouge", "sauf si "notre sang doit être versé".

Le président américain Donald Trump a félicité dans un tweet M. Bolsonaro "pour son super discours d'investiture", ajoutant: "Les Etats-Unis sont avec vous". AFP 02.01

Ils osent tout.

Mike Pompeo, qui représentait Donald Trump, a cité le Venezuela, Cuba et le Nicaragua parmi les pays qui ne respectent pas selon lui les valeurs démocratiques.

"Nous avons une occasion de travailler côte à côte contre les régimes autoritaires", a-t-il déclaré. (Source : Reuters 2 janvier 2019)

Tenez, un autre truc au passage, au hasard, les (dés)infos en fourmillent.

Vous ne trouvez pas suspect leur engouement unanime pour les manifestations qui se déroulent en ce moment au Soudan du Nord pour réclamer un changement de régime ? Démocratique, cela va de soi !

En réalisant la partition du Soudan en 2011, ils ont amputé des trois-quarts de ses réserves de pétrole le Soudan du Nord qui assuraient l'essentiel de ses revenus, du coup il est financièrement à l'agonie. Quel autre régime ferait mieux ? Aucun, à moins de réunifier le Soudan, est-ce à l'ordre du jour de l'opposition à Omar el-Béchir ? Pas du tout. Donc le Soudan est destiné au chaos et à la misère dans tous les cas de figure.

Et qui trouve-t-on derrière cette opposition, je vous le donne en mille, les mêmes que ceux qui avaient déclaré la guerre au régime en place en Afghanistan, Irak, Libye, Egypte, Tunisie, Syrie, les Américains et les Israéliens, l'ONU et bien sûr les ONG (Amnesty International), cela ne s'invente pas.

Les infos sont pleines de pièges, faites très attention, même en étant très vigilant on peut se faire manipuler.

Ne prenez surtout pas pour argent comptant les infos qui figurent dans les publications des partis dits ouvriers ou sur leurs pages Facebook ou dans leurs blogs, ils sont truffés de fausses informations ou d'infos déformées parce qu'ils ignorent la situation qui existe réellement dans de nombreux pays et ils ne la vérifient pas, ils se fient aux dépêches des agences de presse. Vous pouvez faire comme moi et le vérifier vous-mêmes.

Personnellement, je ne prends plus aucune info comptant quand elle vient d'une agence de presse ou d'un média institutionnel, absolument jamais, je vérifie tout, quand c'est possible évidemment, simple précaution et non paranoïa, je suis mentalement très équilibré rassurez-vous, je crois même que je ne me suis jamais senti aussi serein, ça doit être la vieillesse ! Mais aussi révolutionnaire qu'à 20 ans !

Tous les jours je tombe sur des infos qui déclenchent chez moi un réflexe de méfiance, et je me dis, tiens, c'est bizarre, pourquoi en parlent-ils, quel intérêt ce truc-là présente-t-il pour eux, car la plupart du temps cela ne présente aucun intérêt pour nous, on s'en tape complètement, on n'en saurait rien que cela ne changerait rien à notre vie, ensuite je m'aperçois que France Info, Libération, Le Monde, Le Parisien, Le Figaro, L'Express, etc. la reprennent, là je me dis qu'ils ont un truc pourri à nous vendre, voyons ce que c'est, et je ne suis jamais déçu ! Ils fabriquent l'actualité ou leur propagande selon le cahier des charges ou l'agenda de ceux qui gouvernent.

C'est pour cela que je parle aussi d'autres choses ou que j'aborde d'autres sujets, je suis mon idée, j'ai autres choses en tête que leurs conneries, heureusement !

Comment peut-on passer de la social-démocratie au national-socialisme ?

Cette question nous est offerte gratuitement par Mediapart, sous-traitant du journal Le Monde. Pas besoin de souscrire un abonnement à Mediapart ou Le Monde pour lire la réponse, en plus vous faites des économies !

Alors, vous n'avez pas une petite idée ?

A une autre époque qui n'est pas très éloignée, nous affirmions que la social-démocratie était l'antichambre de l'extrême droite, du fascisme, de la guerre. L'actualité politique nous oblige à préciser cette caractérisation parce qu'on part des faits et on s'y tient.

Je vais vous mettre sur la piste en posant une autre question : Qu'ont-ils en commun ?

Formulons-la autrement : Que partagent-ils ?

Réponse : la même idéologie, celle du capitalisme.

En fait, ce ne sont que des variantes de la même idéologie en fonction de la situation économique et politique ainsi que des rapports entre les classes. Ils ont la même nature de classe, le capitalisme. A l'opposé, ce qui définit la nature de classe du socialisme, c'est qu'il est anticapitaliste, il en est l'antithèse, la négation.

Donc il est parfaitement normal que quelqu'un qui a adopté à un moment donné la social-démocratie en arrive à devenir social-libéral, social-néolibéral, social-impérialiste dans tous les cas de figure, le néolibéralisme étant la version économique extrémiste du capitalisme qui amène ses représentants à adopter sur le plan politique certains procédés employés par les régimes fascistes, sur le plan de la propagande, de la police et de la justice, ce qu'on a eu l'occasion d'observer ces dernières semaines en France.

Avant de continuer il faut préciser ce qu'on entend par idéologie pour qu'on se comprenne bien.

Il faut distinguer la définition de l'idéologie de la nature de chaque idéologie. On peut concevoir que chaque classe, chaque parti ou courant politique possède sa propre idéologie, on pourrait aller plus loin et ajouter chaque acteur politique. Mais toujours est-il que chaque idéologie est toujours rattachée à l'une ou l'autre classe indépendante, et comme dans la société il n'existe que deux classes indépendantes, la classe des capitalistes et celle de la classe ouvrière, en conclusion toutes les idéologies ou les variantes idéologiques qui existent incarnent soit les intérêts des capitalistes, soit ceux de la classe ouvrière. C'est dans ce sens-là que j'explique qu'il n'existe que deux idéologies, on mettra de côté celles qui nous renverraient à des régimes antérieurs et qui ne nous concernent pas ici.

Ce n'est pas hasard que j'avais caractérisé le néolibéralisme d'extrême droite, on vient d'en avoir confirmation avec Macron (et ce n'était qu'un début) qui a délibérément piétiné le droit de manifester en empêchant des milliers de travailleurs de monter sur Paris, sans parler de la répression policière préventive digne d'une dictature militaire ou d'un régime dictatorial.

Pourquoi nous sommes-nous acharnés ces dernières années à briser en mille morceaux le mythe de la gauche ? Parce que nous savions sur quel régime la situation allait déboucher : un régime totalitaire, nous avions même évoqué une monarchie absolue, constitutionnel uniquement pour la forme. Qui ou quel parti ou courant politique avait formulé un tel pronostique ? Absolument aucun. La preuve? Ils ont tous continué à participer au jeu institutionnel, on est bien d'accord, n'est-ce pas? Je n'invente rien, alors allons plus loin.

Avant que Sarkozy soit élu, j'avais émis une mise en garde que j'avais formulée ainsi : Il a annoncé le programme, la réaction sur toute la ligne, si le mouvement ouvrier ne se mobilise pas pour l'empêcher de l'appliquer et pour le renverser, le pire sera à venir. A cette époque, souvenez-vous ou relisez mes causeries, j'évoquais "la tentation de la dictature" de plus en plus ouverte, directe. On ne m'a pas pris au sérieux et je fus traité de furieux extrémiste, de gauchiste. Soit.

Quand Hollande fut élu, mon avertissement fut encore plus précis, constatant avec quel mépris il gouvernait, qui l'avait choisi, ce qu'il incarnait et comment il était parvenu au pouvoir, je mis immédiatement l'accent sur l'imposture ou le déni permanence qui lui servirait de mode de gouvernance en précisant que c'était l'apanage des dictateurs, donc je franchis un cran de plus dans ma caractérisation du régime conformément à l'orientation politique adoptée par Hollande et sa manière d'exercer le pouvoir, ni plus ni plus. Là, on me prit pour un fou furieux ! Soit.

Avec l'élection de Macron la boucle du despotisme était bouclée, je l'ai annoncé tel quel sachant ce qu'il incarnait : le pouvoir absolu de l'oligarchie, partant de là, c'était écrit qu'il allait écraser sans merci tous ceux qui se dresseraient sur son chemin, puisqu'il avait été élu pour appliquer jusqu'au bout ou à la lettre la politique néolibérale dictée par l'oligarchie, quitte à recourir à la force si nécessaire, ce qu'il vient d'illustrer.

Dans ces conditions véhiculer la moindre illusion sur la gauche était criminel ou assimilable à une trahison de la classe ouvrière. Pendant ce temps-là, les uns et les autres au sein du mouvement ouvrier continuèrent de tenir les mêmes discours que ceux qu'on avait entendus pendant plus d'un demi-siècle, c'était complètement délirant! J'ai essayé d'alerter les militants, en vain, aucun ne m'apporta son soutien, ce qui est révélateur à plus d'un titre, passons, sinon on va encore se fâcher et le moment ne s'y prête pas, essayons plutôt de comprendre ce qui s'est passé. Pendant plus d'un demi-siècle, on s'est laissé berner ou bercer par une rhétorique ou plutôt une idéologie qui puait à plein nez la collaboration de classes, le réformisme bourgeois, le révisionnisme du marxisme ou l'antimarxisme, l'antisocialisme, qui était un des masques de la gauche pour tromper les travailleurs et les militants.

Idéologie qui allait être compatible avec le capitalisme pendant toute une période, quand le rapport de forces n'était pas en sa faveur, dont les représentants de cette idéologie allaient se séparer à l'étape suivants, dès lors que la crise du capitalisme allait franchir un nouveau stade, et que les conditions politiques étaient propices à un alignement complet sur les besoins du capitalisme, la classe ouvrière étant solidement amarrée au capitalisme, ainsi que le mouvement ouvrier devenu hostile et étrange au socialisme, conditions idéales pour régler ses comptes estima l'oligarchie, qui n'avait plus réellement d'ennemis de taille à la menacer. Comment ? En utilisant les partis institutionnels de droite et de gauche dans un premier temps, la gauche étant la mieux placée pour faire le sale boulot, puisqu'elle pouvait compter sur le soutien indéfectible ou sans faille des dirigeants du mouvement ouvrier qui serait ainsi neutralisé ou réduit à l'impuissance. Mais en se compromettant ainsi ouvertement, révélant au passage qu'elles partageaient la même idéologie, les mêmes intérêts de classe, ceux des capitalistes, la droite et la gauche allaient se brûler les ailes, de sorte que la prochaine étape devrait se passer de leur service ou se déroulerait sans eux, l'heure d'instaurer un gouvernement oligarchique à caractère totalitaire était enfin arrivée. Cependant, ne pouvant apparaître tel quel aux premiers jours, il fallait lui trouver un adversaire à sa taille, ni de droite ni de gauche puisqu'elles sortiraient laminées, désorganisées, en lambeau ou presque à l'issue de cette expérience, pas d'extrême gauche, impensable, idée totalement saugrenue écartée d'avance, il ne restait plus que l'extrême droite qui ferait parfaitement l'affaire, parce qu'elle permettrait de camoufler la nature d'extrême droite du régime qui allait se mettre en place, il suffirait de proclamer qu'il était démocratique et le tour serait joué, et il en fut ainsi, bravo !

Désigner l'extrême droite comme son principal opposant présentait en réalité de nombreux avantages pour le nouveau monarque et ses courtisans.

Faire monter l'extrême droite dans les sondages ou lors des élections fut un jeu d'enfant auprès des couches les plus arriérées ou décomposées de la société (mais pas seulement) sur les cerveaux desquels agissait efficacement la fabrique du consentement ou le matraque médiatique, et puis ils disposaient d'une longue expérience dans ce domaine, qui, honneur oblige revenait à la gauche depuis les années 80. N'oublions pas que Macron et la plupart de ses conseillers, Attali, Jouyet, etc. sont issus du PS.

L'instrumentalisation de l'extrême droite allait être également un jeu d'enfant, non seulement parce qu'ils partageaient la même idéologie, mais parce que l'extrême droite n'a aucune existence indépendante, elle n'a pour ainsi dire aucune inexistence dès lors qu'elle n'est pas soutenue par le clan dominant du capitalisme, l'oligarchie ou les banquiers, donc évidemment les sionistes d'extrême droite qui sont également néolibéraux, c'est drôle comme le monde des fripouilles est petit. On en veut pour preuve, notamment, que selon les circonstances l'extrême droite est raciste envers les juifs ou les musulmans ; à notre époque dominée par le néolibéralisme elle cible les musulmans, et ce n'est pas un hasard si parmi les conseillers et avocats de Marine Le Pen figure des juifs sionistes d'extrême droite, des dirigeants de RN se rendent discrètement en Israël ou le Crif ménage Marine Le Pen, sans parler du soutien public à Netanyahu par Le Pen, c'est la position officielle du RN que partage LREM, rien de plus normal. Chacun peut vérifier si nécessaire ces faits , ainsi que leurs sources, en consultant les causeries des années précédentes ou en recourant à un moteur de recherche sur Internet, je n'ai pas tous les détails en tête et je n'ai pas le temps de les rechercher.

A partir de là, on comprend qu'on a affaire à de faux ennemis ou adversaires qui conspirent en permanence.

On s'aperçoit que l'oligarchie, la gauche, la droite, l'extrême droite marchent ensemble, sont liés par le même pacte contre la classe ouvrière et les classes moyennes qui n'a rien de secret pour peu qu'on s'en strictement tienne aux faits. Et si on faisait l'inventaire de la lutte des classes depuis que la gauche est passée de l'autre côté de la barricade, c'est-à-dire il y a un siècle, on arriverait à la même conclusion tout au long de cette longue période. Ils sont liés par ce pacte à la vie jusqu'à la mort, ils peuvent même se sacrifier plutôt que le renier. C'est pour dire à quel point leur détermination à vaincre la classe ouvrière est totale, sans faille, quitte à employer les moyens les plus sordides, crapuleux, monstrueux, ce qu'évidemment n'imaginera pas ou très difficilement le commun des mortels mentalement équilibré. Et bien il va falloir que cela rentre dans le cerveau des travailleurs et des militants.

La réalité est cruelle pour tous ceux qui avaient eu une autre idée de la gauche, le PS et le PCF, aujourd'hui davantage LFI, le PG, Générations.s, EELV, bref, leurs satellites, tous partagent la même idéologie des capitalistes, tous combattent le socialisme ou l'idéologie de la classe ouvrière, il va falloir se faire à cette idée avant qu'il ne soit trop tard. Il faut l'expliquer tel quel aux travailleurs, sans tourner autour du pot, sans maquillage, sans chercher à ménager qui que ce soit, tant l'enjeu est capital pour l'avenir de l'humanité, telle est la terrible responsabilité qui pèse sur nos épaules.

Nous devons dénoncer la compromission, la collusion de tous ces partis ou courants politiques avec le régime. Pratiquement chaque fois qu'un de leurs dirigeants ouvre la bouche ou qu'il écrit quelque chose, il confirme les faits que nous venons d'énoncer, le jugement sans appel que nous venons de prononcer, les accusations que nous portons contre eux, donc il ne s'agit pas de paroles en l'air, d'interprétations ou de spéculations oiseuses, non, de faits avérés, vérifiables, bien réels.

Encore faut-il avoir en permanence à l'esprit et en toute circonstance, que les conclusions auxquelles nous sommes parvenus inclues la reconnaissance de la lutte des classes, et ensuite reposent sur un unique constat, l'opposition, l'antagonisme irréconciliable entre les intérêts de la classe des capitalistes et ceux de la classe ouvrière, ce que les penseurs et dirigeants Marx et Engels ont théorisé pour nous permettre de mener notre combat politique et accomplir la tâche historique de libérer l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

On pourrait réduire ces conclusions à un seul et unique principe, non négociable, indivisible, que chaque militant devrait adopter, se graver profondément dans le cerveau : le respect absolu de l'indépendance de classe de la classe ouvrière. Pourquoi ? Parce que si on s'y tient strictement, on ne risque pas de basculer à droite ou à gauche, dans l'opportunisme ou le gauchisme ou pire encore.

Comment expliquer que des militants ayant rejoint des partis comme la LCR ou le NPA, LO ou des syndicats, la CGT par exemple, se retrouvent un jour au FN-RN, comment expliquer que jusqu'à une date relativement récente un dirigeant anarchiste membre du comité central de l'OCI (Aujourd'hui POI et POID) et secrétaire départemental de FO (Loire-Atlantique) soit en même temps lié à la famille Le Pen et se voit citer dans les publications du FN, sinon que tous ces courants politiques liés à cette gauche pourrie étaient dégénérés, n'avaient de trotskyste que le nom, trotskystes en parole, social-démocrates en acte. Et on ne parle pas de tous ceux qui ont rejoint le PS ou le PCF. Comment expliquer que l'un d'entre eux soit devenu Premier ministre sous la Ve République, et je passe sur tous ceux qui ont milité dans tous ces partis et qui sévissent dans les médias aux ordres.

Le PCF a eu aussi son heure de gloire en la matière dans les années 30, quand certains de ses dirigeants allaient rallier les milices fascistes ou le régime de Vichy, tout comme la SFIO, tout ce beau monde ayant adopté la devise "plutôt le fascisme et la guerre que le socialisme", allait se retrouver réuni un peu plus tard au sein du CNR (Conseil national de la résistance). Plus tard encore, ils allaient constituer les piliers de la IVe République et se mettre au travail pour reconstruire la France des capitalistes (les seuls véritables gagnants de cette guerre impérialiste) sur fond de guerres coloniales en Afrique du Nord et en Asie

du Sud-Est ; cela donne une idée assez précise à ceux qui ont la mémoire courte ou sélective sur le contenu de l'infâme supercherie que constituent les prises de position de ces partis (PS, PCF et leurs satellites ou appendice, clones de gauches) 40 ans ou 70 ans plus tard en faveur de l'antifascisme, de l'antiracisme, de l'anticapitalisme, une imposture destinée à tromper les travailleurs et les militants sur leur véritable nature et intention pour mieux aliéner leur indépendance de classe, les empêcher de se dresser contre le régime, chasser Macron, abattre la Ve République.

Voilà ce qu'il faut dire ou rappeler aux travailleurs ou aux militants, voilà ce qu'ils doivent savoir pour chercher une issue politique ailleurs, cesser de s'en remettre à ces imposteurs, charlatans, aventuriers, sous peine peut-être à leur tour de glisser un jour lentement mais sûrement vers l'extrême droite. Il faut qu'ils sachent qu'en refusant de rompre avec ces partis, ils oeuvrent à leur propre perte, ils combattent contre leur camps, ils cautionnent nos ennemis, car ces partis qui légitiment Macron et les institutions de la Ve République, le capitalisme, combattent à leur côté et non au côté de la classe ouvrière, et en combattant au côté de nos ennemis, ils sapent quotidiennement l'indépendance de notre classe, or sans cette indépendance, il sera impossible de vaincre, nous courons à la catastrophe.

Cela dit, il faut distinguer les militants des dirigeants de ces partis, et on peut affirmer que la majorité des militants du POID, du POI, du NPA, de LO et l'intégralité des militants d'autres groupes ou organisations qui en sont issus sont d'authentiques militants socialistes révolutionnaires, même s'ils sont passagèrement sous l'influence de ces dirigeants, et il en existe autant ou plus encore qui en sont issus et qui ne sont plus organisés, qui n'attendent que le signal pour participer à la révolution socialiste, on ne le dit pas assez souvent et c'est sans doute une erreur de ma part, disons que pour moi cela va de soi, j'oublie seulement de le préciser.

Les militants qui sont restés fidèle à notre classe, à notre cause, au socialisme doivent chasser les dirigeants corrompus de leurs partis, refuser de leur obéir plus longtemps, les démettre de leur mandat, les destituer, ne leur accorder aucune confiance, ils ne peuvent bénéficier d'absolument aucune circonstance atténuante pour justifier la politique opportuniste qu'ils ont adoptée depuis des années ou des décennies, ainsi que les méthodes déloyales (ou pire encore) qu'ils ont employées pour les imposer à leurs militants.

Quels rôles ont-ils joué au sein du mouvement insurrectionnel qui a surgi le 17 novembre 2018, aucun pratiquement, quel concours ou soutien lui ont-ils apporté, aucun en dehors pour certains de belles déclarations, mais ce n'est pas avec cela qu'on fait une révolution, mais en participant à son organisation, en mettant tous les moyens dont on dispose à son service...

En complément.

On disait qu'ils partageaient la même idéologie, voici qui le confirme si nécessaire.

- La popularité de Macron ne sera pas remontée en 2018 - L'Express.fr 31 décembre 2018

Emmanuel Macron cède notamment du terrain auprès des proches du PS (-7 points à 33%), de La République en marche (-3 points à 85%) et des Républicains (-2 points à 23%). Il progresse au contraire auprès de ceux de La France insoumise et du PCF (+5 points à 23%) et du Rassemblement national (+2 points à 9%). L'Express.fr 31 décembre 2018

Macron aurait des sympathisants parmi les proches du PS, de LREM, de LR, de LFI, du PCF, de RN, ce qui ne nous surprend pas ou ne nous choque pas, puisque nous savons pourquoi et nous en sommes en mesure de l'expliquer.

Quand c'est pas la faute à pas de chance, c'est la fatalité !

Voici ce que j'ai lu dans un article ; "*La répression n'est aujourd'hui possible, avec cette intensité, que parce qu'elle est acceptée par les dirigeants du mouvement ouvrier.* "

Avertissement aux lecteurs : Attention ce qui suit n'est pas un jugement, mais un constat.

Serait-ce la seule explication ?

Voici une question qui revient souvent : Pourquoi le mouvement ouvrier ne bouge-t-il pas ou ne s'engage-t-il pas au côté des "gilets jaunes" ?

Vous êtes-vous posés cette question : Pourquoi la majorité des travailleurs ne bougent-ils pas, ne s'engagent-il pas au côté des "gilets jaunes"? Si vous trouvez la réponse à cette question, vous aurez trouvé la réponse à la précédente.

Je vous en propose une.

Si l'immense majorité des travailleurs ne bougent pas, c'est qu'ils s'accommodent de leur condition qui n'est pas aussi

insupportable que cela, ou tout du moins ils ont toujours les moyens financiers pour faire face à leurs dépenses, ils disposent encore de réserves plus ou moins importantes pour y faire face et économiser un peu d'argent, donc ils sont portés à se dire que leur situation pourrait être pire encore et qu'il est urgent d'attendre des jours meilleurs, plutôt que de se lancer dans une aventure à l'issue incertaine et qui plus est dangereuse, bref, le jeu n'en vaut pas la chandelle, trop risqué, sachant que ce serait pour récupérer des miettes.

Quand je disais que la classe ouvrière s'était embourgeoisée, je ne voulais pas dire autre chose, cela me valu d'être conspué. Soit. Les faits me donnent raison une fois de plus, je ne les compte plus à force.

Et en ce qui concerne le mouvement ouvrier ? Le constat est exactement le même, ce sont des nantis qui sont organisés dans les syndicats pour la plupart d'entre eux, des fonctionnaires, des membres de l'aristocratie ouvrière, des entreprises du CAC40, des grandes entreprises où les profits sont mieux partagés, les salaires plus élevés, où les conventions collectives sont les plus favorables, les Comités d'entreprises les plus généreux, qui plus est la plupart bénéficient de la garantie de l'emploi comme les fonctionnaires, pourquoi voudriez-vous qu'ils aillent se faire matraquer ou gazer pour des cacahuètes ? Ils n'en ont rien à foutre du sort du reste de la classe ouvrière, qui plus est de celui des couches inférieures des classes moyennes.

Les fonctionnaires n'attendent plus que la retraite, même quand ils ont 20 ans, qu'ils se mettent en couple, et ça baigne, dès le mardi ils ne pensent plus qu'à organiser le week-end prochain, et dès la fin de la saison des sports d'hiver, ils ont les yeux rivés sur les grandes vacances de l'été, une bonne partie d'entre eux sont logés en HLM, ils sont prioritaires, sinon ils n'ont pas de problèmes pour se loger dans le privé, ils ont la caution de l'Etat.

Les membres de l'aristocratie ouvrière sont encore mieux lotis puisque leurs salaires sont plus importants, par 13, pas 14, voire davantage, intéressement aux bénéfices de l'entreprise, jours de congés supplémentaires payés et primes à l'ancienneté selon certaines conventions collectives, mutuelle quasi gratuite, une poignée d'euros par mois j'ai été délégué syndicale et j'ai une bonne mémoire pour ce genre de trucs, j'ai eu l'occasion d'en profiter, voyages organisés ou sports d'hiver à prix cassé, environ 1/5e du prix public, j'ai aussi été trésorier-adjoint d'un comité d'entreprise, la plupart sont propriétaire de leur habitation, ils possèdent même une résidence secondaire, je connaissais un ouvrier d'entretien de chez Dassault donc c'était le cas, un ouvrier à la chaîne chez Bic également, ils achetaient une bagnole neuve payée cash tous les trois ans pour ne pas être emmerdés, quand tu rames en vélo ou en mobylette pour aller bosser à plus de dix bornes de chez toi en plein hiver, c'est le genre de trucs que tu n'oublies pas, bref, quand tu n'es pas vraiment dans le besoin et tu tires satisfaction de ta condition, certes, ce n'est pas le paradis, tu fais facilement abstraction du reste, pas de quoi risquer de prendre un mauvais coup ou de perdre son boulot, et puis tu n'as même pas besoin de te justifier, tu peux avoir bonne conscience ou tu n'as pas à culpabiliser ou assumer ton attitude, en te disant tout simplement que, si les autres étaient à ta place, ils réagiraient exactement de la même manière, ce qui est vrai hélas dans la plupart des cas !

On ne leur en veut pas du reste, ils ont été éduqués ainsi, mieux, avec la caution du mouvement ouvrier qui a achevé de les corrompre au capitalisme.

C'est cette réalité ou ce constat que nos braves révolutionnaires ou anticapitalistes refusent de regarder en face. remarquez qu'ils sont d'autant plus portés à adopter ce comportement, qu'ils sont eux-mêmes dans les cas de figure que je viens de décrire, mais ils n'ont pas conscience que cela pourrait influencer leur manière (déformée) d'interpréter la situation ou de percevoir la société, ils prennent leurs désirs pour la réalité ou s'en remettent à leur dogme et pour finir ils ne comprennent pas grand chose à ce qui se passe, simple constat une fois de plus, qu'ils s'emploient à illustrer dès qu'ils prennent la parole, vous en êtes témoins.

La fatalité, cela n'existe pas.

Maintenant, on se répète, excusez-moi, on peut bénéficier de conditions de travail ou d'existence relativement satisfaisantes sans pour autant avoir un mode de vie idéal, loin s'en faut. Dit autrement, en employant un autre registre de langage : tu peux avoir un boulot et du fric, une belle baraque et une jolie bagnole, des économies à la banque, il n'empêche que tu dois te lever à l'aube pour aller gratter et que tu rentres au crépuscule 5 jours sur sept durant 11 mois de l'année, et cela jusqu'à tant que tu sois vieux, usé, diminué, décrépi, sans parler des multiples humiliations, difficultés, emmerdements, souffrances en tout genre que tu auras subis tout au long de ta vie de merde, qui aura été enrobée de tant de choses superflus ou tant de plaisirs éphémères tout juste destinés à te faire oublier qu'en réalité tu n'avais jamais été libre de choisir ton destin, que du premier au dernier jour tu auras subi le sort qu'on t'avait réservé, donc pas de quoi pavoiser, pas vraiment de quoi se sentir heureux.

Cela nous concerne tous pour le coup, sans exception dès lors qu'on a renoncé à notre aspiration légitime à la liberté, à changer de société.

C'est ce discours qu'il faut tenir aux travailleurs, à ces couches de travailleurs privilégiés en particulier, de manière à les éduquer autrement, à les faire réfléchir sur leur condition. On ne s'adresse pas de la même manière à des ventres pleins et à des ventres vides, nous sommes un peu plus qu'un tube digestif, pour le coup c'est leur manquer de respect de ne pas en tenir compte, mes détracteurs devraient y réfléchir car cela s'adresse à eux ou à tous ceux qui n'en avaient pas conscience.

C'est le seul moyen d'aider les travailleurs à rompre avec l'idéologie capitaliste qu'ils ont adoptée, afin que les plus déterminés et évolués d'entre eux rejoignent les militants qui combattent pour le socialisme.

Nos dirigeants rejettent en bloc cette analyse, ils refusent d'examiner les arguments sur lesquels je m'appuie, ils se réfugient dans le déni de la réalité, et ils continuent comme si de n'était de débiter les mêmes discours sur l'unité teintés de réformisme, histoire que l'enrobage dont il fut question plus haut camoufle davantage ou couvre plus efficacement aux yeux des travailleurs la vie misérable qu'ils auront eu. Je vous le demande, en quoi cela a-t-il encore un rapport avec la cause pour laquelle nous combattons? Aucun, c'est un appel à la reddition, nous refusons de nous y soumettre, il n'est pas dit que le socialisme ou la liberté demeure des utopies, nous nous emploierons à combattre jusqu'à notre dernier souffle pour faire en sorte qu'ils deviennent réalité.

C'était bien un soulèvement révolutionnaire.

Il y a quelque mois un militant m'a accusé de ne pas voir que la situation était révolutionnaire, son parti n'a pas cessé de l'affirmer pendant 70 ans, donc j'étais porté à avoir un doute venant de lui. J'étais plutôt porté à penser qu'elle l'était pour certaines couches de travailleurs, mais pas pour la majorité d'entre eux, bref, elle pouvait l'être à condition que...

Et quand éclata le soulèvement du 17 novembre, spontanément son parti le condamna, c'était un coup des fachos

- Le soulèvement des Gilets Jaunes ne s'essouffle pas : il s'enracine ! (Tendance Claire du NPA 30 décembre 2018)

LVOG - Il commence même à s'organiser sérieusement et nous ne pouvons que nous en féliciter, nous appelons tous les militants à s'engager dans ce mouvement en proposant à ses participants une issue politique à la crise du capitalisme qui est à l'origine de la politique résolument antisociale menée par tous les gouvernements depuis près de 40 ans, pour ne pas remonter plus loin.

Par endroit ce mouvement s'est doté d'assemblées populaires élisant leurs délégués pour les représenter, dans un second temps elles ont décidé de préparer une réunion nationale de ses délégués qui constituerait l'Assemblée populaire nationale des assemblées populaire de l'ensemble du pays. Ces délégués sont porteurs d'un mandat, des cahiers de doléances ou de revendications sociales et politiques sont en train d'être rédigés par les participants à ces assemblées populaires, ce qui en fait un processus démocratique contrôlé par les participants à ces assemblées populaires, partant de là nous devons le soutenir inconditionnellement et aider à le développer dans toutes les communes du pays, dans tous les départements.

En tant que militants marxistes, si nous pouvons leur proposer d'examiner les revendications sociales ou les objectifs politiques qui figurent dans notre programme, en aucun cas nous devons tenter de leur imposer, je dirais même qu'il est encore trop pour avancer une grande partie de notre programme, hormis celle politique concernant l'abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République et la nécessité de chasser Macron, d'exiger un gouvernement qui représente et prenne en compte les besoins et aspirations légitimes de la classe ouvrière et des classes moyennes qui ne pourrait être issu que de ses Assemblées populaires démocratiques souveraines.

On s'aperçoit au passage que le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine est dépassé avant même d'avoir vu le jour, comme quoi il était véritablement opportuniste. Car, en aucun cas une institution politique qui serait le produit d'une élection au suffrage universelle à laquelle participerait l'ensemble des électeurs de toutes les classes sociales et tous les partis qui les représenteraient, y compris celui ou ceux de l'extrême droite, serait indépendante ou pourrait exprimer les intérêts de la classe ouvrière et des classes moyennes puisqu'il y figurerait ceux de la classe des capitalistes.

Seul un organisme politique constitué au cours du soulèvement des travailleurs des différentes classes exploitées et opprimées contre le régime peut incarner ou peut disposer de la légitimité pour représenter les aspirations ou de les besoins de l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes, et adopter les tâches politiques qu'ils devront accomplir au préalable pour atteindre cet objectif, autrement dit, ils doivent se fixer comme objectif politique la prise du pouvoir politique sans lequel ils ne pourront jamais s'attaquer aux fondements du capitalisme pour satisfaire leurs revendications sociales. C'est la dialectique ou le principal enseignement de toutes les révolutions qui ont eu lieu dans le passé, des révolutions bourgeoises comme des révolutions socialistes.

2ème appel de Commercy : l'assemblée des assemblées !

Je mets en ligne cet appel que je partage, que je soutiens inconditionnellement et que j'appelle chaque militant à adopter.

Si à ce stade il ne se fixe pas d'objectif politique précis, en soi il en atteint un du fait de l'existence de ces assemblées populaires ou du processus révolutionnaire engagé, qui, s'il parvenait à se développer ou à se généraliser, à gagner tout le pays dans les mois qui viennent, déboucherait sur une situation de double pouvoir en France, mettant à l'ordre du jour le combat pour la prise du pouvoir, la révolution politique, exactement comme je l'avais décrit ou prévu dans une causerie, vous avouerez que j'ai le pif pour sentir ce qui va ou peut se produire dans certaines conditions, peu de dirigeants peuvent en dire autant, n'est-ce pas, citez-

moi en un pour qu'on puisse partager notre analyse de la situation.

J'ai écrit le 3 décembre :

- "Il faut proposer aux travailleurs et aux militants d'avancer sur la voie de l'établissement d'un double pouvoir. Il faut populariser cette perspective politique face à l'intransigeance de Macron et l'ampleur des besoins urgents à satisfaire exprimés par l'ensemble de la population laborieuse et des classes moyennes.

C'est le régime qui est remis en cause, c'est le régime qu'il faut renverser. Assemblée populaire ou constituante souveraine élue par le peuple travailleur... Grève générale jusqu'à la satisfaction de l'ensemble des revendications de toutes les catégories de travailleurs du pays... Faisons table rase du passé..."

Le 7 décembre, je récidivais :

- Priscillia Ludosky soumet 4 revendications au vote des Gilets jaunes, dont celle « pour ou contre la Création d'une Assemblée citoyenne ? » leparisien.fr 06 décembre 2018

Ce n'est pas encore le soviet (comité) ou l'Assemblée constituante, mais l'idée mûrie de la nécessité de se doter d'une représentation nationale des exploités et des opprimés, qui pourrait être appelé à constituer un organisme politique dans le cadre de la situation et pourrait évoluer vers l'instauration de fait d'un double pouvoir en France...

Le 14 décembre 2018 j'ai publié intégralement l'*Appel des Gilets jaunes de Commercy à des Assemblées populaires partout*

A la suite d'un passage de cet appel, j'avais écrit le commentaire suivant : Puis au niveau national pour constituer un organe de contre-pouvoir, un gouvernement ouvrier, ce qui créerait une situation de double pouvoir qui poserait directement la question de la lutte pour le pouvoir politique, dont l'objectif ne pourrait être que le renversement du régime en place ou la défaite.

Quelques jours plus tard, je leur ai envoyé un courriel de 8 pages, dans lequel je me suis présenté brièvement. Dans ce courriel je leur ai proposé une stratégie politique révolutionnaire, qui figure plus haut dans la page d'accueil du portail. Ils ne m'ont pas répondu. Peu importe.

Toujours est-il que j'avais consacré plusieurs pages de mon courriel au RIC ou RIP, en les mettant en garde... je constate que dans leur second appel il n'est plus mentionné, et le processus politique qu'ils ont adopté coïncide avec celui que je leur ai proposé, il peut s'agir d'une simple coïncidence, toujours est-il qu'on en est là, on avance, c'est le principal.

Autre chose.

Apparemment les médias-menteurs-mafieux-corrompus-flics ont décidé de ne plus relayer le mouvement insurrectionnel du 17 novembre ou alors au compte-gouttes. Demain il pourrait comme en RDC avant-hier couper les réseaux (a)sociaux. Comment imaginer un seul instant que Facebook, qui figure parmi les entreprises les plus cotés à Wall Street, pourrait servir de support ou favoriser un processus révolutionnaire mettant à bas le régime en France sans recourir à cette arme ultime si les choses se précisait, impensable. Il faudra donc passer par d'autres instruments, à part ceux dont dispose le mouvement ouvrier, je ne vois pas lesquels, car même les blogs et portails seront inaccessibles, ce sont eux qui possèdent aussi les satellites, les antennes relais.

Propagande du régime pour le RIC.

-Le RIC séduit la grande majorité des Français - Le HuffPost 2 janvier 2019

Selon un sondage Harris Interactive pour RTL et M6 publié ce mercredi 2 janvier, 80% de la population est favorable à un référendum d'initiative citoyenne pour proposer une loi, 72% pour en abroger une et 63% pour mettre fin au mandat d'un élu.

Toutefois, un Français sur deux seulement pense que le gouvernement tiendra au moins partiellement compte des avis émis lors de cette consultation, toujours selon le sondage Harris interactive. Pour 47% en revanche, il n'en tiendra "pas du tout" compte. Et seuls les proches de La République en marche considèrent majoritairement que le gouvernement en tiendra compte (82%), selon ce baromètre annuel. Le HuffPost 2 janvier 2019

Bref, l'immense majorité des travailleus qui composent la majorité de la population est favorable à la démocratie, et près de la moitié ou plus considérent qu'elle n'est pas compatible avec l'existence de la Ve République, il faut donc s'en débarrasser, se débarrasser de l'Etat des capitalistes.

2ème appel de Commercy : l'assemblée des assemblées !

Notre deuxième appel s'adresse :

A tous les Gilets Jaunes. A toutes celles et ceux qui ne portent pas encore le gilet mais qui ont quand même la rage au ventre.

Cela fait désormais plus de six semaines que nous occupons les ronds-points, les cabanes, les places publiques, les routes et que nous sommes présents dans tous les esprits et toutes les conversations.

Nous tenons bon !

Cela faisait bien longtemps qu'une lutte n'avait pas été aussi suivie, aussi soutenue, ni aussi encourageante !

- Encourageante car nos gouvernants ont tremblé et tremblent encore sur leur piédestal

- Encourageante car ils commencent à concéder quelques miettes.

- Encourageante car nous ne nous laissons désormais plus avoir par quelques os à ronger.

– Encourageante car nous apprenons toutes et tous ensemble à nous respecter, à nous comprendre, à nous apprécier, dans notre diversité. Des liens sont tissés. Des modes de fonctionnement sont essayés. Et ça, ils ne peuvent plus nous l'enlever.

– Encourageante aussi, car nous avons compris qu'il ne faut plus nous diviser face à l'adversité. Nous avons compris que nos véritables ennemis, ce sont les quelques détenteurs d'une richesse immense qu'ils ne partagent pas : les 500 personnes les plus riches de France ont multiplié par 3 leur fortune depuis la crise financière de 2008, pour atteindre 650 milliards d'€!!! Les cadeaux fiscaux et sociaux faits aux plus grandes sociétés s'élèvent également à plusieurs centaines de milliards par an. C'est intolérable !

– Encourageante enfin, car nous avons compris que nous étions capables de nous représenter nous mêmes, sans tampon entre les puissants et le peuple, sans partis qui canalisent les idées à leur seul profit, sans corps intermédiaires davantage destinés à amortir les chocs, à huiler le système, plutôt qu'à nous défendre.

Nous pleurons aujourd'hui les victimes de la répression, plusieurs morts et des dizaines de blessés graves. Maudits soient ceux qui ont permis cela, mais qu'ils sachent que notre détermination est intacte, bien au contraire !

Nous sommes fiers de ce chemin accompli si vite et de toutes ces prises de conscience qui sont autant de victoires sur leur système écrasant. Et nous sentons très bien que cette fierté est partagée par énormément de gens.

Comment pourrait-il en être autrement, alors que ce système et ce gouvernement qui le représente n'ont de cesse de détruire les acquis sociaux, les liens entre les gens, et notre chère planète?

Il nous faut donc continuer, c'est vital. Il nous faut amplifier ces premiers résultats, sans hâte, sans nous épuiser, mais sans nous décourager non plus. Prenons le temps, réfléchissons autant que nous agissons.

Nous appelons donc toutes celles et ceux qui partagent cette rage et ce besoin de changement, soit à continuer à porter fièrement leur gilet jaune, soit à l'enfiler sans crainte.

Il faut désormais nous rassembler partout, former des assemblées citoyennes, populaires, à taille humaine, où la parole et l'écoute sont reines.

Des assemblées dans lesquelles, comme à Commercy, chaque décision est prise collectivement, où des délégués sont désignés pour appliquer et mettre en musique les décisions. Pas l'inverse ! Pas comme dans le système actuel. Ces assemblées porteront nos revendications populaires égalitaires, sociales et écologiques.

Certains s'autoproclament représentants nationaux ou préparent des listes pour les futures élections. Nous pensons que ce n'est pas le bon procédé, tout le monde le sent bien, la parole, notre parole va se perdre dans ce dédale ou être détournée, comme dans le système actuel.

Nous réaffirmons ici une fois de plus l'absolue nécessité de ne nous laisser confisquer notre parole par personne.

Une fois ces assemblées démocratiques créées, dans un maximum d'endroits, elles ouvriront des cahiers de revendications.

Le gouvernement a demandé aux maires de mettre en place des cahiers de doléances dans les mairies. Nous craignons qu'en faisant ainsi nos revendications soient récupérées et arrangées à leur sauce et qu'à la fin, elles ne reflètent plus notre diversité. Nous devons impérativement garder la main sur ces moyens d'expression du peuple ! Pour cela, nous appelons donc à ce qu'ils soient ouvert et tenus par les assemblées populaires ! Qu'ils soient établis par le peuple et pour le peuple !

Depuis Commercy, nous appelons maintenant à une grande réunion nationale des comités populaires locaux.

Fort du succès de notre 1er appel, nous vous proposons de l'organiser démocratiquement, en janvier, ici à Commercy, avec des délégués de toute la France, pour rassembler les cahiers de revendications et les mettre en commun.

Nous vous proposons également, d'y débattre tous ensemble des suites de notre mouvement.

Nous vous proposons enfin de décider d'un mode d'organisation collectif des gilets jaunes, authentiquement démocratique, issu du peuple et respectant les étapes de la délégation.

Ensemble, créons l'assemblée des assemblées, la Commune des communes

C'est le sens de l'Histoire, c'est notre proposition.

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, ET POUR LE PEUPLE !

LVOG - Attention, si je peux me permettre ce conseil, la Commune est une référence limitée ou à manier avec beaucoup de précautions, car elle n'a duré que 72 jours et elle a été liquidée dans un gigantesque bain de sang, et il aura fallu attendre le milieu des années 30 au XXe siècle, soit plus de 65 ans pour que la classe ouvrière reparte à l'offensive contre le régime...

Si vous ne tenez pas compte des enseignements qu'en avaient tirés Marx et Engels, ce mouvement insurrectionnel n'a aucune chance d'aboutir, à moins bien sûr que vous soyez en mesure de démontrer que vous avez trouvé les moyens de palier les faiblesses de la Commune en procédant autrement. Pourquoi pas, on est prêt à l'admettre, après tout la société et toutes les classes ont connu de gigantesques transformations depuis la fin du XIXe ou le début du XXe siècle.

Sachez tout de même qu'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire ne présente pas que des inconvénients ou des contraintes, il présente aussi de nombreux avantages qui peuvent faire la différence au moment décisif d'un processus révolutionnaire...

Et puis, il faut bien avoir à l'esprit que c'est le type d'organisation qui avait été adopté par la Commune qui l'a conduite à la défaite, et non un parti ouvrier puisqu'il n'en existait pas à cette époque, c'est justement l'absence cruelle de ce parti qui est à l'origine de sa fin tragique, réfléchissez bien à cela.

On ne peut pas faire l'impasse sur la principale faiblesse de la Commune, son auto-organisation et l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire qui la conduira à la débâcle, après qu'en eurent été tirés les enseignements qui permettront à la révolution russe de 1917 de triompher. Comment, lesquels ? En combinant l'auto-organisation des masses dans des assemblées populaires, dont les délégués élus représentaient l'ensemble de la classe ouvrière et de la paysannerie incluant les différents courants du mouvement ouvrier qui étaient engagés dans le processus révolutionnaire, et qui furent dénommés soviets en russe, et second facteur, l'existence d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire concentrant l'expérience de la lutte de classe du prolétariat mondial. Et c'est seulement parce que ce parti parvint à acquérir démocratiquement la confiance de la majorité des travailleurs, qu'il fut en mesure d'orienter ces assemblées populaires et le cours de la révolution dans la bonne direction, sans ce parti, sans ses dirigeants, elle était vouée à la défaite. C'est la combinaison gagnante, les masses organisées et le parti de la révolution, à notre connaissance il n'en existe pas d'autres.

Précisons qu'une direction ouvrière révolutionnaire présente l'avantage d'être consciente du processus dialectique ayant mené à cette situation ou à cette insurrection, et qu'elle est en principe en mesure de définir une orientation politique conforme aux tâches et aux objectifs que la révolution doit accomplir ou se fixer à chaque étape du processus révolutionnaire en fonction de l'évolution du rapport de forces entre les classes et l'Etat, ce qui évidemment ne s'improvise pas. On ne peut pas se consacrer à acquérir les enseignements de deux siècles de lutte de classe dans le feu de l'action, on a autres choses de plus urgent à faire, il est trop tard, il faut l'admettre une fois pour toute.

Tout cela pour en arriver à la conclusion que le processus révolutionnaire que vous avez engagé est extraordinaire et qu'il doit être soutenu inconditionnellement, ce qui ne doit nous empêcher d'en signaler les faiblesses pour qu'il se renforce et conquiert la confiance de la majorité des travailleurs, les conduise à y participer, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Aussi doit-il inclure les courants politiques du mouvement ouvrier qui souhaitent sincèrement y participer, s'y intégrer, qui le soutiennent déjà, vous devriez donc vous adressez à eux, les inviter à vous rejoindre, leur adresser vos appels. Cela permettrait d'enclencher une dynamique à l'échelle nationale qui ferait progresser à pas de géants cette insurrection. Il faut seulement exiger que chaque participant aux assemblées populaires décline publiquement à quel courant ou parti politique il est affilié quand c'est le cas, ensuite seulement il faut leur accorder le droit de se présenter lors des élections des délégués de ces assemblées populaires, de manière à éviter toute manipulation, tout participant qui aurait camouflé son affiliation politique serait radiée définitivement des listes des délégués, et il se verrait interdire tout droit de parole.

- Des gilets jaunes appellent les chômeurs à les rejoindre face au durcissement des sanctions - Le HuffPost 2 janvier 2019

"Soit il est vraiment con soit il nous cherche." Alors que l'exécutif s'échine à reprendre la main dans la crise des gilets jaunes, un décret sur le contrôle des chômeurs pourrait venir brouiller le message d'apaisement et apporter un nouveau souffle à la contestation.

Publié dimanche 30 décembre au Journal officiel, soit entre Noël et le jour de l'An, le texte durcit les sanctions à l'encontre des chômeurs en cas de manquement à leurs obligations. Certaines dispositions vont même plus loin que ce qu'avait initialement annoncé le gouvernement, notamment sur la suppression de l'allocation dès le premier manquement et la durée de la radiation des listes en cas d'absence à un rendez-vous.

Un "coup en douce" dénoncé par bon nombre de syndicats tout comme les oppositions de gauche et les inévitables gilets jaunes. Sur Facebook, là où le mouvement a débuté et où il perdure encore, ces Français en colère s'indignent du "cadeau de Noël" empoisonné offert par Emmanuel Macron aux chômeurs. Certains déplorent le fait que ces mesures viennent une nouvelle fois frapper les plus faibles quand d'autres exigent les mêmes sanctions pour les députés absentéistes. Le HuffPost 2 janvier 2019

En macronnerie.

Prestation télévisuelle médiocre d'un psychopathe au regard halluciné, illuminé.

Voeux de Macron : «Brillant sur la forme, mais inaudible sur le fond» - LeParisien.fr 02.01

Parole de dictateur.

- L'opposition bouge encore. - Le Parisien 02.01

La militarisation des consciences attendra.

- Nouvel An: les militaires engagés contre Daech à l'honneur - L'Express.fr 02.01

Ils ne sont plus à un mensonge près.

- La présidence avait assuré ne plus entretenir aucun contact avec l'ancien chargé de mission depuis son licenciement cet été après sa mise en cause pour des violences le 1er mai. AFP 31 décembre 2018

Deux jours plus tard.

- Macron admet avoir échangé avec Benalla depuis l'été - L'Express.fr 02.01

Le chef de l'État a reconnu avoir répondu "deux fois" aux messages... L'Express.fr 02.01

Ce ne serait pas une fois et demie ou un quart par hasard ?

Ces instruments de la propagande du régime...

- La «lettre aux Français» de Macron diffusée mi-janvier par la presse et les réseaux sociaux - LeParisien.fr 02.01

Raison de plus pour les boycotter ! Quand on dispose d'un blog ou d'un portail, d'un journal, on n'a pas besoin des réseaux sociaux pour communiquer.

... et piège à cons, un référendum le même jour que les élections européennes pour contrer l'abstention massive. Boycott !

L'exécutif envisage un référendum à questions multiples sur les institutions, selon des parlementaires LREM - francetvinfo.fr 02.01

Le chef de file des sénateurs LREM, François Patriat, soutient également cette idée de référendum sur les institutions, qu'il aimerait voir organisé le jour des élections européennes, le 26 mai, a précisé l'élu de Côte d'Or, confirmant une information du Canard enchaîné. francetvinfo.fr 02.01

Une manière comme une autre de cautionner les institutions antidémocratiques de la Ve République.

Macron l'insignifiant.

- Syrie: Macron a évoqué la protection des Kurdes avec Poutine - Reuters 2 janvier 2019

Emmanuel Macron a insisté mercredi sur la nécessité de préserver les forces alliées de la coalition en Syrie, notamment kurdes, lors d'un entretien avec le président russe Vladimir Poutine. Reuters 2 janvier 2019

Message du roitelet reçu 5/5 :

- Syrie: Les combattants kurdes se retirent de Manbij, selon Damas - Reuters 2 janvier 2019

Macron n'en loupe pas une pour se ridiculiser. Cela donne aussi une idée assez précise sur la médiocrité de ses conseillers.

Macron et LREM : La haine du peuple. Acharnement sur les chômeurs tandis que la corruption des riches bat tous les records.

- Contrôle des chômeurs: Bergé (LREM) assume des sanctions plus dures dans une "logique de justice" - AFP 2 janvier 2019

Le fait de ne pas se rendre à un rendez-vous avec un conseiller, par exemple, devait être sanctionné de 15 jours de radiation des listes au lieu des deux mois actuellement en vigueur. Finalement, ce sera un mois de radiation selon le texte du décret, deux mois au bout de deux manquements et quatre mois au "troisième manquement" constaté.

S'agissant des sanctions concernant l'insuffisance de recherche d'emploi (refus à deux reprises de deux offres raisonnables d'emploi par exemple), le gouvernement avait évoqué des sanctions graduelles: suspension de l'allocation d'un mois la première fois, de deux mois la deuxième fois et quatre mois la troisième fois. Il avait alors précisé que l'allocation serait amputée à partir de la deuxième fois.

D'après le décret, l'allocation est "supprimée" dès le premier manquement et non "suspendue", ce qui permettait de conserver ses droits. AFP 2 janvier 2019

Leur vieux monde pourri

- Danemark : les causes de l'accident se précisent - euronews 02.01

Six personnes ont été tuées et seize autres blessées dans l'accident ferroviaire qui a frappé le Danemark ce mercredi matin. Le drame s'est produit lorsque un train de passager a percuté un objet tombé d'un train de marchandises qui circulait en sens inverse. euronews 02.01

- Un navire perd près de 300 conteneurs en mer - L'Express.fr 02.01

Certains renfermaient des substances dangereuses. Le MSC Zoe est l'un des plus gros porte-conteneurs au monde. Battant pavillon du Panama, le MSC Zoe mesure 396m de long et 59m de large, précise-t-il dans un communiqué. L'Express.fr 02.01

- Netflix retire une émission critique envers "MbS" à la demande de Ryad - Reuters 02.01

Netflix a annoncé mercredi avoir retiré de son service de vidéo à la demande en Arabie saoudite une émission satirique critique envers le prince héritier Mohamed ben Salman, confirmant une information du Financial Times. Reuters 02.01

Occupez-vous de votre cul ou trempez-le dans votre bénitier !

- Malgré le combat des femmes, l'excision persiste au Kurdistan irakien - la-croix.com 02.01

En fait, un article de l'Agence Française de propagande reproduit tel quel par La Croix et d'autres médias.

De quoi je me mêle. Dites à vos curés d'arrêter de picoler du pinard, c'est notre religion qui l'exige ! Arrêtez de piller les richesses de notre pays et de le détruire, dehors les prédateurs, les envahisseurs, les colons !

Haut de page

Le 8 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

Si vous pouvez m'envoyer les appels adoptés par les Assemblées populaires qui existent dans le pays, je les publierai ausitôt, car plus il y en aura, et plus il sera facile pour les personnes qui se connectent à Internet d'y accéder. Idem, pour toute section syndical d'entreprise ou d'administration, union locale, départementale, fédération de syndicat, toute prise de position de formations politiques issues du mouvement ouvrier. Je met le portail à leur disposition.

Désolé de ne pas pouvoir faire davantage. Ici, il est 17h31 et la nuit tombe déjà, j'ai commencé à bosser à 9h ce matin, je suis épuisé !

Bonne continuation à tous, bon courage, bon moral, rassemblons-nous, faisons comme nos ennemis, gardons le cap vers le socialisme et on les vaincra !

PS : Ne m'envoyez plus de courriels ou de documents à mon ancienne adresse électronique (milarepa13), utilisez la nouvelle adresse jctardieu@outlook.fr. Merci.

- Au format pdf (32 pages)

Quelques infos personnelles.

- Je n'ai pas actualisé le portail plus tôt parce que je partage la vie des travailleurs indiens et de leurs familles, et comme ici on travaille 6 jours sur 7, je fais de même, même parfois ou souvent le dimanche qui est consacré à tout ce qu'on n'a pas eu le temps de faire durant la semaine, s'occuper de ses propres affaires ou rendre service à tel ou tel membre de la famille en difficulté. C'est ainsi que ma compagne est souvent absente, donc derrière il faut bien que j'assume, je ne peux pas dire que j'ai quelque chose de plus important ou d'urgent à faire. Et puis, ma contribution politique ne présente pas un caractère indispensable, donc cela peut bien attendre.

- J'ai dû remplacer l'écran de l'ordinateur qui était foutu. Le nouveau est plus grand (Dell), 24" au lieu de 19", mais au lieu d'être carré, il est au format 16/9, il va falloir que je m'y adapte.

- Mon épouse m'a dit que j'avais envoyé 19 courriels à la Caf de Marseille avec laquelle elle a un problème depuis 2013. Ils ont finalement accepté de réduire sa "dette" après qu'ils l'eurent accusée d'avoir fraudé la Sécu. En réalité, ce qui s'est passé, c'est qu'on pensait qu'elle avait le droit de s'absenter du territoire français durant 6 mois par an calendaire, alors qu'eux ils comptaient 12 mois à partir de la date de sa sortie du territoire, par exemple de mars 2018 à mars 2019, donc si elle avait passé 5 mois en Inde entre mars 2018 et juillet 2018 et 2 mois en Inde entre février et mars 2019, elle s'était absentée de France 7 mois au lieu de 6, sauf qu'ils ne lui ont jamais dit et que je l'ignorais. Il lui réclame encore environ 3700 euros et ils lui retiennent chaque mois 85 euros sur son allocation adulte handicapée. Je vous passe les détails, car ils ont également commis une erreur que j'ai repérée et je dois encore leur écrire. Cette pauvre femme hait les agents de la Caf, cela vous étonne? Moi, non.

Toujours est-il que pour me remercier de l'avoir aidée, alors que nous sommes séparés, elle m'a donné 5.000 euros, 400.000 roupies, j'ai refusé cet argent qui lui appartient évidemment. Elle m'a dit qu'elle ne voulait pas que sa famille en profite si elle venait à mourir subitement (elle vit avec deux valves métalliques cardiaques), comme elle insista lourdement après avoir déposé cette somme dans mon sac, je lui ai répondu que je la déposerais à la banque, et que si un jour elle en avait besoin, il serait toujours à sa disposition, correct, non ? J'en ai profité pour aller m'acheter une nouvelle paire de sandales, et là je ne déconne pas !

Sur l'argent que j'ai récupéré de mon ex-avocat véreux, je précise. J'ai horreur des histoires d'argent. Je n'ai pas de bol, car chez les pauvres il en est très souvent question, c'est même un sujet récurrent, que dis-je, quotidien, mais ils n'y sont pour rien, vous comprenez, n'est-ce pas ?

- Même dans le journal local de Pondichéry il y a des photos et des articles sur le mouvement populaire qui s'est développé depuis le 17 novembre, mon épouse me les a montrés.

- Aujourd'hui il y a une grève générale à Pondichéry, et demain au Tamil Nadu, j'ignore ce qu'il en est dans le reste de l'Inde. Pourquoi ? Contre la décision du gouvernement central de Delhi d'interdire les sacs plastiques. Je vois d'ici la gueule enfarinée des petits bourgeois écologistes occidentaux qui vont maudire ces abrutis d'Indiens et leur faire la leçon, qu'ils la gardent pour eux et qu'ils se joignent aux travailleurs qui participent à ce mouvement populaire en France ! Finissez-en avec le capitalisme pour cesser de nous envoyer vos déchets industriels !

- On n'aborde pas la lutte de classe en France de la même manière qu'en Inde où je vis depuis plus de 22 ans, et il serait aberrant à bien des égards de vouloir l'aborder de la même manière qu'autrefois en France. C'est la réflexion que je me suis faite hier soir en relisant un texte de Lénine. Bien que cette observation soit banale, cette lecture le confirmait en partant du constat que la condition des travailleurs en Inde était plus proche de celle qu'avaient connue autrefois les travailleurs en France, plutôt que celle qu'ils vivent un siècle plus tard.

Car ici, on est plus proche de l'époque de Zola, où la précarité sociale est le lot quotidien des travailleurs, ainsi que tous les rapports détestables qui en sont la conséquence au sein de la société, qui font que la vie est une lutte quotidienne pour survivre sur fond d'angoisse et de souffrance, dont les travailleurs indiens doivent trouver la force de faire abstraction pour se procurer quelques instants de répit et de bonheur artificiel, une nécessité absolue pour tout bonnement pouvoir continuer à vivre, sans laquelle il ne pourrait pas supporter un jour de plus la rude condition qu'on leur impose.

J'avoue que c'est quelque chose que j'ai eu beaucoup du mal à cerner en tant qu'occidental privilégié, dont la mentalité ou le mode de pensée a été formatée à partir d'une matrice totalement différente, et qui par conséquent aura des réactions et des rapports à la société et à l'existence même complètement différents des leurs. C'est tellement frappant qu'on est obligé de s'interroger sur la signification de leur comportement que l'on ne comprend pas au premier abord, qui éveille irrésistiblement chez nous un sentiment d'émerveillement teinté de compassion et de pitié, car de haine envers le régime politique qui est responsable de leur condition, tout en ayant bien conscience qu'on est impuissant face à ce drame, à cette cruelle injustice, sans espoir. Cela explique pourquoi ils s'en remettent à la fatalité en dernier ressort ou ils se réfugient dans le mysticisme, la religion qui a un côté magique, celui de faire abstraction de toutes ces abominations terrestres, et à défaut de rendre l'espoir d'une vie meilleure puisqu'on sait que c'est impossible dans l'immédiat, entretenir cette idée totalement déconnectée de la réalité pour que la sève de la vie continue de couler dans notre tête et notre coeur, un monde meilleur et plus juste, utopique, aux secrets insondables et qui le demeurera pour la plupart, mais qui peut cesser de l'être pour peu qu'on parvienne à en découvrir les origines...

Quelques mots sur la situation politique en France.

1- Désinformation systématique, accusations calomnieuses, provocations policières, répression violente de manifestants pacifiques, assassinats, simulacres de procès, détentions arbitraires, menaces, etc. en quelques semaines c'est l'ensemble de la rhétorique des imposteurs au pouvoir en faveur de la démocratie qui a volé en éclats en dévoilant la véritable nature oppressive du régime.

Ceux qui minoritaires n'avaient plus de doutes sur celle-ci et qui participent à ce mouvement populaire révolutionnaire, se voient conforter dans leurs convictions, ceux qui en avaient encore et qui hésitaient à y participer, disposent désormais d'arguments ou motivations solides pour le rejoindre, et quant à ceux qui se posent encore questions sur les intentions du régime ou de ses représentants, leurs dernières illusions ne tarderont pas à s'envoler. Ainsi une des conditions subjectives déterminantes pour que la crise politique se transforme en crise révolutionnaire est en train de se réaliser, il ne restera plus que la seconde soit réunie pour que la révolution politique passe de l'utopie à la réalité, l'organisation des masses populaires engagées dans le processus révolutionnaire, encore faut-il qu'elles parviennent à se doter d'une direction qui ait conscience de l'ensemble de ce processus dialectique et des objectifs politiques qu'il doit de fixer, sans quoi il leur sera impossible de vaincre leurs ennemis et elles seront défaites, et là ce n'est pas gagné d'avance car elles partent à l'assaut du régime avec un lourd handicap, l'inexistence d'un parti ouvrier révolutionnaire qui les guide ou leur montre la voie à suivre.

Nous avions affirmé qu'il fallait tout au long des décennies antérieures (et avant) subordonner tous nos combats à la construction de ce parti. On nous a rétorqué que cet axe politique était erroné, que cet objectif ne correspondait pas à la situation ou que les rapports entre les classes ne s'y prêtaient pas, bref, que c'était impossible et qu'on verrait le moment venu pour s'atteler à cette tâche politique, qu'il ne serait jamais trop tard, chaque chose en son temps, etc. autant d'arguments fallacieux qui ne servait

qu'à justifier ou camoufler l'abandon du combat politique pour atteindre cet objectif.

Un sage dicton populaire dit qu'on ne doit pas reporter à demain ou plus tard ce qu'on peut faire le jour même, car peut-être que demain ou plus tard on n'en aura pas le temps non plus et ainsi de suite, sous peine de crouler un jour sous le poids de tâches innombrables qu'on n'a jamais accomplies et d'en payer les fâcheuses conséquences, on y est hélas !

Nos détracteurs opposèrent la lutte sur les revendications sociales immédiates au combat politique pour construire le parti, ils se comportèrent en vulgaires trade-unionistes. Et on put constater au fil du temps qu'ils en arrivèrent à abandonner les revendications sociales collectives telle par exemple la retraite à 60 ans, âge trop avancé selon moi, 50 ou 55 ans serait préférable accompagné d'une réduction du temps de travail sans diminution de salaire, la gratuité de la scolarité (collège et université), l'accès gratuit à tous au droit à la santé, la gratuité des transports en commun, la fixation du smic entre 1800 et 2000 euros nets, ainsi que l'allocation chômage, le minimum retraite, l'allocation adulte handicapée, l'expropriation sans indemnité des capitalistes du CAC40, pour ne conserver dans certains cas que l'interdiction des licenciements qui ne concernait pas la majorité des travailleurs employés dans des petites ou moyennes entreprises ou la défense des services publics sans remettre en cause la participation des syndicats à leur gestion, autrement dit ce mot d'ordre en direction des salariés ou agents des grandes entreprises et des services publics qui représentent le fond de commerce des syndicats (et des partis ouvriers), où sont concentrés plus de 90 ou 95% des syndiqués, était uniquement destiné à leurs troupes, à leurs propres militants qui en sont issus principalement et ne s'adressaient pas vraiment aux travailleurs, c'était un mot d'ordre purement corporatiste qui n'avait aucune valeur politique, et ce n'est pas un hasard si ces secteurs d'activité qui aujourd'hui coïncident avec le mouvement ouvrier ne se sont pas engagés au côté du mouvement populaire initié depuis le 17 novembre.

Les partis ouvriers ne représentent pas les intérêts de l'ensemble des travailleurs, c'est la conclusion à laquelle on arrive sur la base de ce constat. Et contrairement aux apparences, l'issue politique que certains proposent, ne peut masquer qu'en réalité ils sont déconnectés de l'immense majorité de la classe ouvrière et de leurs besoins sociaux ou de leurs aspirations démocratiques. Et le plus navrant, c'est que lorsque vous critiquez leurs stratégies politiques, ils vous sortent que vous ne pouvez pas la comprendre parce que vous êtes coupés des masses contrairement à eux, argument que vous devez être nombreux à avoir déjà entendu, n'est-ce pas ? A suivre.

2- L'immense masse des travailleurs qui sont entrés progressivement en léthargie vont-ils passer à l'action, quand, comment, à quelle occasion, c'est la question que nous sommes nombreux à nous poser et à laquelle il nous est impossible de répondre.

Quelle que soit leur condition, elle n'est guère enviable tant la société dégénère à grande vitesse depuis des décennies et laisse guère d'espoir de s'améliorer dans le futur, toute rémission apparaissant utopique sans un changement radical d'orientation, et ne parlons pas de la jeunesse qui ne doit se faire aucune illusion sur son destin, tant il est compromis sur l'autel de la dette qui l'a déjà largement hypothéqué, il est pour ainsi dire scellé si elle renonçait à son idéal de justice et de liberté, qui pour se réaliser doit briser le joug qui l'opprime.

Tant que le carcan de l'exploitation et de l'oppression se situent à des niveaux supportables, personne ou peu sont disposés à les secouer pour les faire tomber. On se résigne à cette vie médiocre qu'on n'a pas choisie. On se fait une raison. On se résigne quelque part à la subir en se disant qu'elle pourrait être pire encore, en n'imaginant même plus qu'elle pourrait être meilleure aussi. Cette magnifique et légitime idée nous est totalement sortie de l'esprit sans qu'on sache réellement ni pourquoi ni comment. On préfère ne plus y penser, à quoi bon tourner le couteau dans la plaie et se torturer inutilement puisque c'est sans espoir, tout du moins c'est la conclusion à laquelle nous sommes parvenus ou qu'on nous avait fortement suggérée et qu'on a adoptée sans que nous offrions beaucoup de résistance il faut bien l'admettre, parce qu'elle était relativement confortable, apaisante, réconfortante, disons qu'elle était dans la mesure de nos moyens ou à notre portée. Alors qu'un idéal, imaginez un peu les efforts qu'on devrait produire pour s'en rapprocher sans avoir la garantie de l'atteindre un jour ou d'en profiter. Maintenant quand le carcan de l'exploitation et de l'oppression se resserre, la menace se fait plus pressante, quand partout dans notre entourage il fait des victimes innocentes, brise des vies qui jusque là semblaient harmonieuses, on est davantage disposé à repenser notre condition, à en parler, parfois sans même l'avouer, on en arrive à être envahi par un affreux doute qui va se transformer progressivement en angoisse persistante à en faire des cauchemars et nous rendre d'humeur taciturne. On va se forcer à affecter un air heureux, mais le coeur n'y est plus, l'enchantement a disparu. Il y a quelque chose qui s'est brisée quelque part chez nous au point de ne plus croire en rien ni en personne, et il va falloir du temps pour sortir de cet état de prostration et de vide qui nous submerge.

Et soudain, en passant à l'action, en décidant de prendre notre sort en mains, ce malheur qui nous accablait se dissipe plus vite encore qu'il était apparu, on revit, on reprend espoir, on gagne en confiance, on prend conscience que pour peu qu'on s'en donne les moyens il existe une issue à la crise du capitalisme et que changer la société est tout à fait réalisable...

Parole d'internaute. Le pouvoir en place : "Tenir par la répression ou partir" !

1- "Si les mouvements protestataires se poursuivent, on pourra penser que la France entre dans une période révolutionnaire :

ça commence toujours comme ça dans l'Histoire progressivement. Le pouvoir le sent et a décidé d'accélérer les mesures autoritaires, mais il sent aussi qu'il risque de mettre le doigt dans un engrenage. (...) C'est d'ailleurs presque logique, le pouvoir n'a qu'un seul choix – tenir par la répression ou partir. Les Français sentent bien d'ailleurs qu'au fond cette histoire de "Grand Débat" est une arnaque, puisque le président actuel a dit qu'il ne reviendrait pas sur toutes les réformes qu'il veut faire…"

2- "La vérité se trouve dans les faits et le peuple français à désormais compris que la non-possibilité de vivre dignement découle directement des décisions prises dans l'ombre des conseils d'administration des entreprises internationales apatrides (finances, industrie..) qui + ou – indirectement dictent ce qui se décide dans l'ombre toujours, de chaque conseil des ministres, jusque dans l'ombre du cabinet élyséen pour lequel ils ont eux-mêmes choisi le porte-parole en chef.

Les français n'étant pas des veaux ont fini par comprendre que tout cela n'était qu'une grande pièce de théâtre des plus mauvais goûts, et la conscience comme les idées ne seront jamais arrêtées par des textes de lois et autres mesures sécuritaires et répressives..."

Au passage.

- Lénine évoquait en 1912 " l'énorme majorité des « sans-droit »", c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs...

- L'histoire ne se répète pas (Léon Trotsky - Bilan et Perspectives)

Avis à ceux qui veulent à tout prix reproduire telle quelle telle ou telle révolution...

Défense du marxisme ou quelques enseignements de notre histoire.

LVOG - Changer les consciences pour changer la société et la vie, ou agir pour changer les conditions objectives dans lesquelles se forgent les conscience pour changer la société et la vie.

Dans le premier cas cela pendrait des siècles et des siècles ou une durée indéterminée, car il faudrait pratiquement tout reprendre à zéro avec chaque génération et ainsi de suite, de telle sorte qu'on n'en verrait jamais le bout ou cet objectif se perdrait dans la nuit des limbes. Et sachant qu'on ne pourra réellement éradiquer le capitalisme qu'à l'échelle mondiale, s'il fallait attendre que les 3 ou 4 milliards d'adultes soient parvenus à prendre conscience de leur condition pour atteindre cet objectif, autant dire qu'il faudrait attendre éternellement, ce qui ne peut qu'encourager à l'abandonner et nous conduire à se résigner à notre sort !

Dans le second, il suffirait que l'action des hommes parviennent à modifier les rapports sociaux sur lesquels repose la société pour que les consciences réalisent plus de progrès en un jour qu'en vingt ans ou davantage encore, car ils seraient amenés à faire l'expérience de rapports sociaux incarnant un niveau de conscience supérieur (et un mode de production supérieur) et à les comparer avec ceux de l'ancien régime, dit autrement au contact de rapports sociaux incarnant un niveau de conscience supérieur, ils seraient amenés à l'adopter après avoir constaté ses bienfaits...

Bilan et Perspectives - Léon Trotsky 1916

Extraits.

Il serait stupide, à l'heure actuelle, de nier la nécessité pour le prolétariat de se préparer à une telle tâche (conquérir, dans une lutte ouverte, le pouvoir politique. Trotsky - LVOG) . Les vieux blanquistes pouvaient espérer le salut de l'initiative d'organisations conspiratives structurées indépendamment des masses; seuls, au pôle opposé, les anarchistes peuvent escompter une explosion spontanée, élémentaire, des masses, une explosion dont nul ne puisse dire le but. Les social-démocrates, eux, parlent de la conquête du pouvoir en tant qu'action consciente d'une classe révolutionnaire. (...)

Mais bien des idéologues socialistes (idéologues dans le pire sens du terme : celui d'hommes qui mettent toute chose la tête en bas) parlent de préparer le prolétariat pour le socialisme dans le sens de le régénérer moralement. Le prolétariat, et même "l'humanité" en général devraient tout d'abord se dépouiller de leur vieille nature égoïste, l'altruisme devrait dominer la vie sociale, etc. Comme nous sommes encore très loin d'un tel état de choses, et que la "nature humaine" change très lentement, voilà le socialisme différé de plusieurs siècles. Un tel point de vue semble probablement très réaliste et évolutionniste, etc., mais il n'est, en réalité, que le fruit de plates considérations moralisantes. On admet qu'une psychologie socialiste doit se développer avant l'avènement du socialisme; en d'autres termes, qu'il est possible, pour les masses, d'acquérir une psychologie socialiste sur la base des rapports capitalistes. Il ne faut pas ici confondre l'effort conscient vers le socialisme avec une psychologie socialiste. Cette dernière suppose l'absence de motivations égoïstes dans la vie économique; cependant que, si le prolétariat aspire au socialisme et lutte pour le socialisme, cela résulte de sa psychologie de classe. Quel que soit le nombre de points communs qu'il puisse y avoir entre la psychologie de classe du prolétariat et la psychologie socialiste sans classe, un gouffre profond ne les en sépare pas moins. (...)

Si le socialisme voulait créer une nouvelle nature humaine dans les limites de l'ancienne société, il ne serait rien d'autre qu'une nouvelle édition des vieilles utopies moralisantes. Le socialisme n'a pas pour but de créer une psychologie socialiste comme prémisse du socialisme, mais de créer des conditions de vie socialiste comme prémisses d'une psychologie socialiste.

LVOG - Voilà le compte réglé à ceux qui veulent s'attaquer aux préjugés archaïques de larges couches des masses, qui voudraient changer leur mentalité dans le cadre du régime capitaliste, et qui en fait emboîtent le pas à ses représentants qui se servent de ces préjugés pour mener leur guerre psychologique contre les masses afin de les diviser pour affaiblir leur résistance à leur politique antisociale.

Oui, ce seront des travailleurs bourrés d'illusions et de préjugés qui feront la révolution, ils s'en débarrasseront au cours du processus révolutionnaire pour certains ou plus tard pour d'autres, beaucoup plus tard pour d'autres encore.

La dialectique de la révolution russe de 1905

- 1905 - L. Trotsky.

Extraits.

- “ Souverain, nous, les ouvriers, nos enfants, nos femmes et nos vieillards débiles, nos parents, nous sommes venus vers toi, souverain, pour demander justice et protection. Nous sommes réduits à la misère, on nous opprime, on nous accable de travail au -dessus de nos forces, on nous injurie, on ne veut point reconnaître en nous des hommes, on nous traite comme des esclaves qui doivent endurer leur sort et se taire. Nous avons patienté, mais on nous précipite de plus en plus dans l'abîme de l'indigence, de l'asservissement et de l'ignorance.

Le despotisme et l'arbitraire nous écrasent, nous étouffons. Les forces nous manquent, souverain ! La limite de la patience est atteinte ; pour nous, voici venu le terrible moment où la, mort vaut mieux que le prolongement d'insupportables tourments. ”

Tels sont les accents solennels dans lesquels la menace des prolétaires gronde à travers la supplique des sujets ; tel est le début de la fameuse pétition des ouvriers de Pétersbourg.Elle dépeignait toutes les persécutions et toutes les injures que le peuple subissait. Elle énumérait tout : depuis les courants d'air qui traversaient les fabriques jusqu'à la servitude politique du pays. Elle demandait l'amnistie, les libertés publiques, la séparation de l'Eglise et de l’Etat, la journée de huit heures, le salaire normal et l'abandon progressif de la terre au peuple. Mais, avant tout, elle exigeait la convocation d'une assemblée constituante, élue par le suffrage universel non censitaire.

“ Voilà, souverain, disait enfin la pétition, les principaux besoins que nous te soumettons. Ordonne et jure de les satisfaire, et tu rendras la Russie puissante et glorieuse, tu imprimeras ton nom dans nos coeurs, dans les coeurs de nos enfants et petits - enfants, à tout jamais. Si tu refuses d'entendre notre supplication, nous mourrons ici, sur cette place, devant ton palais. Il n'y a point d'autre issue pour nous, nous n'avons aucun motif d'aller ailleurs. Devant nous, il ne reste que deux voies : celle qui mène à la liberté et au bonheur, celle qui mène à la tombe. Indique-nous, souverain, celle que nous devons choisir, nous la suivrons sans répliquer, quand bien même ce serait le chemin du trépas. Que notre vie soit sacrifiée pour la Russie épuisée par les tourments. Nous ne regretterons point ce sacrifice, nous l'offrirons volontiers. ”

Et ils l'offrirent en effet.

La pétition des ouvriers opposait à la phraséologie confuse des résolutions libérales les termes précis de la démocratie politique ; de plus, elle y introduisait l'esprit de classe en exigeant le droit de grève et la journée de huit heures. Sa signification politique n'est cependant pas dans le texte, mais dans le fait. La pétition servait de prologue à une action qui unirait les masses ouvrières en face du fantôme d'une monarchie idéalisée, et cela pour dresser immédiatement l'un contre l'autre le prolétariat et la monarchie réelle, comme deux mortels ennemis.

A la tête du mouvement se trouve la “ Société des ouvriers des fabriques et usines ”, organisation d'origine policière. Les radicaux, que leur politique de banquets a acculés dans une impasse, brûlent d'impatience. Ils sont mécontents du caractère purement économique de la grève et poussent en avant le meneur du mouvement, Gapone. Celui-ci s'engage dans la voie de la politique et trouve, dans les masses ouvrières, un tel débordement de mécontentement, d'irritation et d'énergie révolutionnaire que les plans de ses inspirateurs libéraux s'y perdent et s'y noient. La social-démocratie passe au premier plan. Elle est accueillie par des manifestations hostiles, mais bientôt elle s'adapte à son auditoire et le subjugue. Ses mots d'ordre deviennent ceux de la masse et sont fixés dans la pétition.

- Le véritable acteur, c'était le prolétariat. Il commence par une grève, s'unifie, formule des exigences politiques, descend dans la rue, attire à lui toutes les sympathies, tout l'enthousiasme de la population, se heurte à la force armée et ouvre la révolution russe.

- ...le soviet de Pétersbourg fut un exemple et un modèle pour Moscou, Odessa et plusieurs autres villes. Mais il faut dire surtout

que cette organisation, qui était vraiment l'émanation de la classe des prolétaires, fut l'organisation type de la révolution. Tous les événements pivotèrent autour du soviet, tous les fils se rattachèrent à lui, tous les appels vinrent de lui.

- Qu'était-ce donc que le soviet ?

Le conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin pratique, suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison ; cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat ; elle devait être capable d'initiative et se contrôler elle-même d'une manière automatique ; l'essentiel enfin, c'était de pouvoir la faire surgir dans les vingt-quatre heures. Le parti social-démocrate qui unissait étroitement, dans ses retraites clandestines, plusieurs centaines, et, par la circulation des idées, plusieurs milliers d'ouvriers à Pétersbourg, était en mesure de donner aux masses un mot d'ordre qui éclairerait leur expérience naturelle à la lumière fulgurante de la pensée politique ; mais ce parti n'aurait pas été capable d'unifier par un lien vivant, dans une seule organisation, les milliers et les milliers d'hommes dont se composait la masse : en effet, il avait toujours accompli l'essentiel de son travail dans des laboratoires secrets, dans les antres de la conspiration que les masses ignoraient. Le parti des socialistes-révolutionnaires souffrait des mêmes maladies de la vie souterraine, aggravées encore par son impuissance et son instabilité.

Les difficultés qui existaient entre les deux fractions également fortes de la social-démocratie d'une part, et leur lutte avec les socialistes-révolutionnaires de l'autre, rendaient absolument indispensable la création d'une organisation impartiale. Pour avoir de l'autorité sur les masses, le lendemain même de sa formation, elle devait être instituée sur la base d'une très large représentation. Quel principe devait-on adopter ? La réponse venait toute seule. Comme le seul lien qui existât entre les masses prolétaires, dépourvues d'organisation, était le processus de la production, il ne restait qu'à attribuer le droit de représentations aux entreprises et aux usines.

LVOG - Il fallait y ajouter les masses non prolétariennes ou semi-prolétariennes, ce qu'on appelle de nos jours les couches inférieures des classes moyennes amenées à se paupériser ou disparaître sous le néolibéralisme.

A ceux qui s'offusquent parce que le mouvement des gilets jaunes ne correspondrait aux stéréotypes d'organisations du mouvement ouvrier, imaginez un peu le hurlement qu'ils pousseraient si c'était une "organisation d'origine policière" qui en était à la tête !

Pire, bien pire encore, c'est que la réaction le sait, elle sait à quel point l'extrême gauche est décomposée, dogmatique et gauchiste à ses heures, et elle en profite pour agiter le spectre de l'extrême droite qui serait à la tête du mouvement initié par les gilets jaunes de telle qu'il apparaisse infréquentable ou de maintenir le mouvement ouvrière à l'écart au lieu de s'y associer, elle leur donne des arguments pour justifier leur gauchisme. Il faut préciser que cela ne concerne pas tous les dirigeants ou tous les partis de l'extrême gauche, ils se reconnaîtront.

Au lieu de rejoindre ou de participer à ce mouvement populaire et de mener un combat loyal pour en prendre la direction et l'orienter dans la bonne direction, ils le dénigrent ou le méprisent, ils font le jeu de la réaction, bref, ils manquent à tous leurs devoirs.

La dialectique de la révolution russe de 1917.

- Une leçon dure, mais nécessaire - Lénine 25 février 1918

Extrait. Le 27 février 1917, le prolétariat russe a renversé la monarchie en agissant en commun avec une partie de la paysannerie, réveillée par le cours des événements militaires, et avec la bourgeoisie. Le 21 avril 1917, il a renversé le pouvoir absolu de la bourgeoisie impérialiste et fait passer le pouvoir entre les mains des partisans petits-bourgeois de la conciliation avec la bourgeoisie. Le 3 juillet, le prolétariat urbain, soulevé en une manifestation spontanée, a porté un coup au gouvernement conciliateur. Le 25 octobre, il l'a jeté bas et a instauré la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre.

LVOG - On appelle aussi ce processus dialectique, la révolution permanente, qui se développe naturellement jusqu'à son objectif final, la prise du pouvoir par les masses exploitées et opprimées sous la direction de la classe ouvrière ou l'accomplissement de ses tâches historiques. La théorie de la révolution permanence s'oppose à celle de la révolution par étape, dans la mesure où seule l'objectif final exprime consciemment ou concentre l'ensemble du processus dialectique, il consacre son achèvement.

L'évolution des rapports des classes et couches de ces classes qui participent au processus révolutionnaire en déterminent les différentes étapes et les objectifs politiques, dès lors seule la classe indépendante peut incarner consciemment son degré le plus élevé et doit en prendre la direction, fixer son objectif final, la classe ouvrière et les partis ou courants politiques qui luttent à ces côtés...

A la conquête de la majorité des masses exploitées et opprimées.

- Une des questions fondamentales de la révolution - Lénine 14 septembre 1917

Extrait. Pendant une révolution populaire, c'est-à-dire une révolution qui a appelé à la vie les masses, la majorité des ouvriers et des paysans, seul un pouvoir s'appuyant ouvertement et sans réserve sur la majorité de la population peut être stable.

LVOG - De nos jours, ce sont les ouvriers et les employés, les masses semi-prolétariennes des villes et des campagnes, les couches inférieures de la petite bourgeoisie qui en partagent en partie les conditions ou dont le sort dépend de la classe ouvrière qui constituent la majorité de la population.

La conquête de la majorité de la population par le prolétariat ne peut pas passer par le bulletin de vote ou la dialectique de la conquête du pouvoir par les masses exploitées et opprimées.

Le prolétariat ne peut pas vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. (Lénine)

- Les élections à l'assemblée constituante et la dictature du prolétariat - V. Lénine, 1919.

Extraits. Cette dialectique, les représentante de la 2e Internationale n'ont jamais pu la comprendre : le prolétariat ne peut pas vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. Mais limiter ou conditionner cette conquête à l'acquisition électorale, sous la domination bourgeoise, témoigne ou d'une inguérissable indigence intellectuelle ou tout bonnement, du désir de tromper les travailleurs. Pour mettre de son côté la majorité de la population le prolétariat doit, tout d'abord, renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir gouvernemental, introduire ensuite le système des Soviets, après avoir brisé l'ancien appareil de l'État, — ce qui anéantit instantanément la domination, l'autorité de la bourgeoisie et des petits-bourgeois conciliateurs sur les masses laborieuses non-prolétariennes. Il doit enfin, en troisième lieu, achever de détruire l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la majorité des masses laborieuses non prolétariennes en réalisant révolutionnairement leurs desiderata économiques, aux dépens des exploiteurs.

La possibilité de ces faits est naturellement conditionnée par un certain degré d'évolution capitaliste. Sans cette condition fondamentale il ne peut y avoir ni formation du prolétariat en une classe distincte, ni succès de sa longue préparation, de son éducation, de son aguerrissement par des années de grèves, de manifestations, de lutte contre les opportunistes chassés et déshonorés. Sans cette condition fondamentale on ne peut concevoir le rôle économique et politique des centres, dont la conquête équivaut pour le prolétariat à celle de tout le pouvoir politique, ou plus exactement de son noeud vital, de son nerf essentiel. Sans cette condition fondamentale, cette proximité, cette parenté de situation du prolétariat et des classes laborieuses non prolétariennes qui est indispensable à l'influence du prolétariat sur ces masses, un succès de son action à leur égard ne peut exister. (...)

Seules les illusions des petits bourgeois démocrates, des « socialistes » et des « social-démocrates » de même que de leurs leaders actuels les plus marquants, peuvent faire croire qu'en régime capitaliste les masses laborieuses peuvent atteindre un degré de conscience assez élevé, une fermeté de caractère, une perspicacité, une largeur de vues politiques suffisante pour avoir la possibilité de décider à l'avance par le seul vote, ou, d'une façon générale, pour décider de quelque manière que ce soit, sans une longue expérience de lutte, de suivre telle classe, tel parti défini. (...) (La révolution "par les urnes" ou "citoyens" est un leurre, une supercherie politique, ce que nous n'avons cessé d'affirmer, et toujours combattu.

Bien entendu pour qu'un processus révolutionnaire ait une chance de se développer et d'aboutir il faut au départ que les masses laborieuses aient atteint un minimum de conscience politique, qui ensuite se nourrira de leur propre expérience et pourra s'élever à un niveau supérieur. Si maintenant leur niveau de conscience était trop faible au début de ce processus, il ne pourrait pas en prendre conscience par la suite et le processus révolutionnaire serait amené à avorter ou à d'interrompre rapidement, à échouer avant même d'avoir pu se développer au niveau national.

D'où le combat politique acharné qu'on a mené sur tous les plans pour déblayer le terrain aux masses, saper les bases régimes avant que ce processus commence, de manière à ce que leur niveau de conscience soit suffisamment élevé pour qu'il puisse se développer dès le début de l'offensive contre le régime, sans autre prétention, de telle sorte que lorsque sonnerait l'heure de l'affrontement direct avec le régime les masses y soient préparées ou abordent cette étape de la lutte de classes dans les meilleures conditions possibles, stratégie qui n'a pratiquement trouvé aucun relais ou écho au sein du mouvement ouvrier il faut bien l'avouer.

Ce travail a davantage été réalisé par des membres des classes moyennes ou extérieurs à la classe ouvrière, et qui pour cette raison était incapable de l'armer théoriquement ou de définir les objectifs politiques qu'un mouvement révolutionnaire devrait adopter.

De mon côté, j'ai sous-estimé les conditions de la classe ouvrière et des couches inférieures des classes moyennes rurales. Je n'ai pas perçu que leur situation était devenue quasi désespérée et les amènerait à se soulever, pour avoir concentré exclusivement mon attention sur le reste de la classe ouvrière et le mouvement ouvrier. Ne vivant plus en France depuis plus de 22 ans et en étant isolé, je suis passé à côté de ce facteur. Et il semble que j'aie pas été le seul dans ce cas-là, apparemment il a surpris tous les partis ouvriers qui pourtant sont plus ou moins implantés dans tout le pays, un comble, à croire qu'ils étaient

tous sourds et aveugles ! Il était d'autant plus difficile à cerner que le prolétariat rural est atomisé, peu ou pas organisé. On y reviendra plus tard. - LVOG)

Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne condamnait d'une part les masses à un état d'abrutissement, d'intimidation, d'éparpillement (voyez la campagne !), d'ignorance, — et si d'autre part, il ne mettait à la disposition de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, pour tromper et abrutir les masses ouvrières et paysannes. (Fonction des médias, de leurs instituts de sondages, leurs réseaux (a)sociaux de nos jours. - LVOG)

C'est pourquoi le prolétariat seul peut conduire les travailleurs du capitalisme au communisme. Que les masses laborieuses petites-bourgeoises ou à demi petites-bourgeoises puissent résoudre à l'avance le plus grave des problèmes historiques : « être avec la classe ouvrière ou avec la bourgeoisie » - il n'y faut pas penser. Les hésitations des masses laborieuses non prolétariennes sont inévitables ; il est inévitable aussi qu'elles aient besoin de leur propre expérience pratique afin de comparer le gouvernement de la bourgeoisie et celui du prolétariat.

Les adorateurs de la « démocratie conséquente » qui s'imaginent que les questions politiques les plus importantes peuvent être tranchées par des votes perdent constamment cette circonstance de vue. En fait, ces questions, si la lutte les rend très aiguës et tarés âpres, sont tranchées par la guerre civile et dans cette guerre civile, l'expérience des masses laborieuses non prolétariennes (celle des paysans en premier lieu) joue un rôle énorme : elles ont à comparer le pouvoir du prolétariat et celui de la bourgeoisie.

LVOG - Ce texte qui date de 1919, donc deux ans après le renversement de l'ancien régime en Russie, contient des enseignements qui s'appliquent avant la révolution

Actuellement en France, les masses laborieuses non prolétariennes ne peuvent pas encore "comparer le pouvoir du prolétariat et celui de la bourgeoisie", en revanche elle peuvent comparer l'attitude des représentants de la réaction avec celui du mouvement ouvrier qui dans l'ensemble est similaire et épouvantable, puisque les syndicats refusent de s'associer au mouvement populaire insurrectionnel qui a démarré le 17 novembre2018. A ma connaissance, il n'existe pas de convergence entre ce mouvement et les sections syndicales d'entreprises (privé) ou d'administrations (public) qui n'y sont pas représentées. C'est aux militants syndicaux de prendre cette initiative puisque leurs dirigeants y sont hostiles. Ils doivent y associer les travailleurs de leurs entreprises en constituant des comités ou des sections de ce mouvement...

La fuite en avant est entamée.

- Avec les choix de Macron, on entre dans l'aventure par Michel Pinault - 5 janvier. 2019

Michel Pinault - Historien, membre du Groupe d'histoire sociale (GHS), recherches sur l'histoire des sciences et des milieux scientifiques.

Après le président Macron qui qualifiait les gilets jaunes, dans ses « vœux » du 31 décembre, de « foule haineuse », mais après Castaner qui avait parlé de « factieux », voici Griveaux qui voit, dans ceux qui poursuivent le mouvement, des « agitateurs qui veulent l'insurrection et, au fond, renverser le gouvernement ». Au-delà des mensonges, le ton est à l'aggravation de la répression avec l'intention d'en finir avec le mouvement, dans la suite logique des propos de Macron qui avait appelé au « rétablissement de l'ordre républicain qui sera assuré sans complaisance ». Après le mépris puis les miettes distribuées sans répondre aux principales demandes et doléances, voici venir la reprise en main.

Au lieu de miser sur une baisse de la tension, sur un dialogue sincère et sans conditions préalables, sur la réponse à ceux qui ne voient pas une prise en compte des demandes des gilets jaunes dans les concessions faites jusque-là, arque bouté sur son projet de réforme libérale à la hussarde de la société française, le gouvernement choisit la confrontation.

Le pouvoir qui avait déjà exercé la pire des violences policières et provoqué ainsi de multiples blessures, parfois invalidantes, chez les manifestants et qui avait appelé les juges à prononcer « les peines les plus sévères » contre ceux qui avaient été capturés, très souvent sans motif valable, veut une solution policière et autoritaire à la crise de crédibilité et d'autorité qui l'atteint. Voilà qu'on pressent un retour possible à une situation que la France n'avait même pas vécue lors de la crise de mai-juin 68 et qu'elle n'avait plus connue depuis la répression des manifestations contre la guerre d'Algérie voire depuis la répression des grandes grèves ouvrières de 1947.

L'homme qu'on avait vu au départ comme un courtisan vaniteux, arriviste et sans scrupules, comme un bonimenteur fatigué, un dissimulateur maladroit, un attrape-tout menteur et cynique, et finalement comme un aventurier à la vocation autoritaire non dissimulée auquel les « élites » avaient décidé de livrer le pays (voir à ce sujet notre post de blog d'avril 2017 intitulé « Une aventure », sur ce site), révèle, après un peu moins de deux ans de ce mandat présidentiel obtenu à l'esbroufe, sa tentation de se mouler dans ce que la droite - qu'on appelait « le parti de l'Ordre » - a produit de plus insupportable au cours des deux siècles qui ont suivi la Révolution ; on pense à l'exemple de Louis Napoléon Bonaparte, ce premier président de la République élu au suffrage universel devenu l'homme du coup d'État sanglant du 2 décembre 1851 que Victor Hugo traitait de « Napoléon-le-petit »

et qu'il dénonça sans relâche depuis l'exil, en particulier dans Les Châtiments**, et à l'exemple d'Adolphe Thiers, l'homme qui fut le massacreur de la Commune de Paris de 1871 (25 000 assassinés, sans doute) et que Karl Marx qualifiait de « nabot monstrueux (qui) a tenu sous le charme la bourgeoisie française pendant plus d'un demi-siècle parce qu'il est l'expression intellectuelle la plus achevée de sa propre corruption de classe ».

Le choix de la surdité, de la manipulation mensongère, de la menace et de la violence répressive, la promesse d'un « retour à l'ordre », via les bras de la police et de la justice, face aux demandes et doléances exprimées pacifiquement par les gilets jaunes et où se mêlent des aspirations à plus de liberté, d'égalité et de fraternité - considération et respect, justice fiscale et sociale, expression citoyenne et réformes démocratiques, moins d'égoïsme et plus d'« en commun » -, ce choix est lourd de menaces pour la paix et le lien civiques. Il ne peut être analysé que comme un choix de caste, hautain et aveugle, de maintenir à tout prix ses privilèges et ses prérogatives.

Le gouvernement met en scène sa proposition de soi-disant « grand débat national » pour se présenter comme ouvert au dialogue mais dans le même temps il ne dissimule pas qu'il s'agira d'un dialogue sourd - comme l'avaient déjà été les « concertations » autour de la loi Travail ou de la loi SNCF - et il affirme que « le cap sera maintenu », que les « réformes » (libérales) prévues seront menées à leur terme et que les principales demandes des gilets jaunes seront donc rejetées. Il s'agit donc d'un simple habillage. Aucune solution institutionnelle démocratique n'est envisagée à ce stade : le pouvoir est décidé à s'appuyer sur sa « majorité » fictive parmi les députés pour passer en force au Parlement. Ne peut s'ensuivre qu'une nouvelle fracture entre « le pays légal et le pays réel ». La fuite en avant est entamée.

Dans cette situation, tous les démocrates ne peuvent qu'être très inquiets. Ils doivent se rassembler pour arrêter les apprentis-sorciers qui détiennent le pouvoir, les appeler à la retenue et à l'ouverture, appeler à une issue politique respectueuse de l'esprit républicain. Et appeler à une réponse qui soit à la hauteur de toutes les doléances qui montent du pays.

LVOG - Même la chute de Macron et de son gouvernement ne suffirait plus maintenant, elle ne ferait que pousser les masses à profiter de cette victoire pour exiger davantage, le jugement des responsables d'hier et d'aujourd'hui de la situation actuelle, de la répression, la fin du régime, des institutions de la Ve République, ce qui déclencherait une guerre civile, puisque la classe dominante s'accrocherait au pouvoir les armes à la main, dont personne à cet instant ne peut prédire l'issue.

Tout dépendrait de la capacité de la classe ouvrière et des classes moyennes engagées dans ce processus révolutionnaire à s'organiser et à s'adresser à l'ensemble des travailleurs du pays pour que la majorité les rejoignent dans leur combat politique, le ralliement du mouvement ouvrier étant acquis et ses dirigeants traîtres chassés, il ne resterait plus qu'à neutraliser l'appareil policier et militaire de l'Etat ou à l'affronter, ce qui nécessiterait au préalable que la révolution se dote

Tribune libre de la lutte des classes.

Editorial de la Tribune des Travailleurs (POID) - Contre la marche au chaos, l'issue démocratique par Daniel Gluckstein - 3 janvier 2019

Un président de la République pris en flagrant délit de mensonges ; un sommet de l'État où on ne sait qui… distribue des passeports diplomatiques pour servir on ne sait quels intérêts privés ; une commission d'enquête parlementaire que sa présidente refuse de réunir pour couvrir les uns et les autres ; qui osera appeler cela une démocratie ?

La Ve République se meurt comme elle est née : un régime de coups tordus, de services secrets, d'officines parallèles, dont le président concentre tous les pouvoirs et bénéficie de toutes les impunités.

Jamais président n'avait été à ce point méprisé et rejeté par l'immense majorité.

Ce régime agonise… et pourtant il survit. Il est vrai que personne dans l'opposition politique n'appelle à le chasser ; et que du côté des organisations syndicales on continue à s'asseoir à la table de la concertation qui prépare les contre-réformes.

Personne, surtout, n'ose avancer l'exigence qu'appelle toute la situation : rompre avec la politique menée depuis des décennies contre les travailleurs et les jeunes.

La situation de chaos et de crise dans laquelle Macron entraîne le pays exige en effet des mesures radicales qui ne sauraient se limiter à un changement de Premier ministre ou à une réformette constitutionnelle (une dose de référendum, une autre de proportionnelle…). La démocratie exige la rupture avec la dictature de la classe capitaliste.

Car c'est de cela qu'il s'agit. Les mesures gouvernementales du 1er janvier visent à écraser encore plus chômeurs, salariés et retraités au motif des économies nécessaires. Et pourtant, de l'argent, le gouvernement en a pour transférer chaque année 40 milliards d'euros de fonds publics à l'armée, 41 milliards aux grandes banques (intérêts de la dette) et 40 milliards aux patrons (CICE). Quant aux entreprises du CAC 40, elles versent en un an 66 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Total :

187 milliards pour les militaires, les capitalistes, banquiers et actionnaires ! À quoi s'ajoutent les centaines de milliards de profits des entreprises hors CAC 40 et des multinationales étrangères en France, les exonérations de cotisations sociales et l'évasion fiscale…

La seule vocation de la Ve République et de l'Union européenne, c'est de permettre à une poignée de profiteurs d'extorquer toujours plus de profits en spoliant l'immense majorité des travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités, mères de famille, petits paysans, petits artisans.

La solution démocratique exige d'inverser l'ordre des choses : prendre à la minorité de capitalistes et d'accapareurs pour satisfaire les besoins de l'immense majorité.

Et, pour cela, balayer la Ve République et l'Union européenne, convoquer l'Assemblée constituante souveraine qui établira une authentique démocratie, forme politique inséparable de son contenu social : le gouvernement de la majorité, gouvernement ouvrier. Cette voie, la classe ouvrière a la capacité de l'ouvrir en réalisant son unité dans la grève générale avec ses organisations.

Telle est l'issue démocratique à laquelle travaillent les adhérents du POID préparant leur IIIe Congrès.

LVOG - Gluckstein est très fort, il a réussi à faire disparaître le mouvement populaire insurrectionnel du 17 novembre 2018 ! Il le méprise, et les travailleurs engagés dans ce combat lui rendent bien, dommage.

Si on devait attendre la grève générale pour ouvrir la voie qui permettrait d'atteindre ces objectifs politiques, compte tenu de l'atomisation de la classe ouvrière, de son extrême hétérogénéité par rapport au passé, le fait que les syndicats organisent moins de 5% des travailleurs du secteur privé, la moitié si on retire les syndicats jaunes et des cadres, le fait que le mouvement ouvrier est devenu dans une large proportion corporatiste ou que son orientation est corporatiste, qu'il n'organise plus que les couches privilégiées de la classe ouvrière, les plus corrompues par le capitalisme ou qui ont le moins intérêt à combattre pour un changement de régime, que le mouvement ouvrier demeure contrôlé par des agents du régime ou acquis au capitalisme, bref, on pourrait attendre longtemps, et si c'était ses organisations qui devraient prendre l'initiative, organiser ou contrôler la grève générale, l'éternité ou elle se terminerait comme chaque fois par une trahison ou l'enterrement de la révolution politique.

On aurait pu partager cet éditorial, à une réserve près que l'on formulera sous la forme d'une question : Cela veut dire quoi "convoquer l'Assemblée constituante souveraine", qui, quoi, comment ? Mystère, comme d'habitude.

Pourquoi ne pas faire référence à l'Appel de l'Assemblée populaire de Commercy qui montre la voie à suivre pour parvenir à la convocation d'une Assemblée constituante souveraine ?

Pourquoi se détourner ou ne pas s'inspirer des enseignements de la lutte de classe du passé, notamment ceux des révolutions russes de 1905 et 1917 ?

Quelle forme spécifique avaient-elles prise ? En 1905 spontanément les masses ont adopté les instruments qui étaient à leur disposition, puis elles se sont constituées en assemblées populaires, elles ont constitué dans la langue russe des soviets (conseil ou comité) sans attendre l'appel d'aucun parti ouvrier, le mouvement ouvrier russe, partis et syndicats s'y intègrera pratiquement immédiatement, les bolcheviks n'ayant pris aucune part à la fondation de ces soviets, y compris Lénine en 1905, en exil à Londres je crois, qui avait manifesté sa méfiance envers cette forme d'auto-organisation des masses avant de l'adopter et d'en devenir le plus fervent partisan.

Sur le terrain ou en contact quotidien avec les masses, les militants du POSDR adopteront cette forme d'organisation politique, s'y intègreront , ils conquièrent la confiance des masses et y devinrent majoritaires, ils définirent son orientation politique qui fut démocratiquement approuvée par les masses, pour finir, en 1905 et 1917 ils menèrent la révolution prolétarienne aussi loin qu'elle pouvait aller sans jamais la trahir, et après le coup d'essai de 1905, en 1917 ils remportèrent la victoire finale.

Pour revenir à l'insurrection populaire actuelle en France, force est de constater que l'immense majorité des travailleurs n'y pas ou pas encore. Pourquoi ? Apparemment cette question n'intéresse personne. Pourquoi ? Il est dit que la majorité des travailleurs la soutient passivement. Leur condition ne se sont pas suffisamment dégradée pour qu'elle franchisse le pas. On ne peut évidemment pas se contenter de cette explication, car dans ce cas-là, là aussi on risquerait d'attendre fort longtemps.

Si elle conserve encore le moral ou un brin d'optimisme dans le futur sous ce régime, il faut leur pourrir, leur casser, leur montrer à quel point il est illusoire d'espérer que la société s'améliorera sans un changement de régime, ce qui est juste mais qu'elle ignore, d'où la stratégie que j'ai développée dans sa direction qui repose sur la situation nauséabonde, l'atmosphère délétère qui règne désormais en France et qui empeste un peu plus chaque jour tous les rapports, phénomène à laquelle elle ne peut pas échapper, personne ne peut échapper, ne se monnaie pas, mais se traite à la racine, qu'il faut trancher, car c'est là que cela pue, les fondements du capitalisme entrés en putréfaction.

Pour certains ce mouvement populaire a déjà pris la forme d'une insurrection et pourrait être les prémices d'une révolution sans que personne n'ose la caractériser, hormis les petits bourgeois de droite qui y participent ou la soutiennent et qui rêvent d'une révolution nationale, qui dans ce cas-là aurait le contenue d'une révolution nationale-socialiste, de type fasciste, à laquelle l'oligarchie et ses représentants s'associeraient, d'où notamment les amalgames rouge-brun qui envahissent ses médias.

Il y a urgence à ce que les Assemblées populaires, qui ont commencé à éclore dans tout le pays, se dotent de quelques mots d'ordre de nature social et politique dans lesquels l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes pourraient se reconnaître, comme par exemple l'interdiction des licenciements déclarés illégaux, l'expropriation sans rachat des capitalistes du CAC40, l'annulation de la dette des particuliers et des petites entreprises, la retraites à 50 ou 55 ans, le smic, la retraite minimum, l'allocation adulte handicapée, l'allocation chômage à 1800 euros nets, la gratuité totale de l'école, de l'université, des transports en commun, des traitements et des frais médicaux, la convocation d'une assemblée constituante souveraine ou qui détiendrait le pouvoir politique, l'abolition de la Constitution de la Ve République. Les autres qui ne figurent pas dans cette liste et qui sont tout aussi déterminants suivraient, disons naturellement.

Pour revenir au passage de Lénine et à la révolution de 1905.

- Elle a commencé par des pétitions au souverain...
- A l'initiative d'une organisation extérieure à la classe ouvrière, mais dont elle s'était saisie avant de l'abandonner...
- Dont le principal dirigeant était un agent provocateur...
- Les grèves se multipliaient dans tout le pays de manière désordonnée...
- Puis les grévistes s'organisèrent pour unifier leur lutte et formèrent des soviets ou conseils ouvriers qui succéda à l'organisation d'origine policière...
- Aux mots d'ordre à caractère social étaient associés des revendications politiques...
- Les militants du principal parti ouvrier, le POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie), prirent le relais des libéraux radicaux...
- Ces conseils ou soviets rassemblaient désormais l'ensemble des classes exploitées et leurs représentants, dont des délégués syndicaux d'entreprises, d'universités, des militants des différents courants politiques du mouvement ouvrier. Ils formèrent en quelque sorte le gouvernement de la révolution...

En 2019 qu'avons-nous ?

- Un mouvement quasi insurrectionnel non-organisé qui n'a pour seul support que Facebook, dont les références vont de 1789 au coup d'Etat de l'Otan et des milices néonazis à Kiev (Maïdan) en Ukraine, précisons que ceux qui s'en réclament ne semblent pas avoir conscience de la nature de ce coup d'Etat, ce sont de dangereux aventuriers. Ce mouvement est traversé par de nombreux courants poursuivant des objectifs politiques contradictoires, on peut dire que tous les courants politiques y sont présents...

- Des représentants de ce mouvement plus ou moins autoproclamés et extérieur au mouvement ouvrier, qui n'ont acquis ni l'expérience ni les connaissances pour diriger une révolution. Ce sont eux qui ont appelé aux acte I à 9 à Paris depuis le 17 novembre 2018...

- Des Assemblées populaires dans un certain nombre de ville qui rassemblent des centaines de travailleurs de toute condition, voire des milliers. Combien existe-t-il d'assemblées dans ce genre, je l'ignore à l'heure actuelle.Elles tentent de se fédérer à l'échelon nationale...

- Deux mouvements en fait coupés du mouvement ouvrier et dont les objectifs politiques ne sont semble-t-il pas les mêmes...

Le premier viserait plutôt, au pire à une révolution nationale ou de type nationale-socialiste, au mieux à une réforme démocratique (illusoires, impossibles) des institutions, tandis que l'autre viserait une révolution politique ou démocratique. Aucun ne vise une révolution socialiste, même si le second fait référence à la Commune de 1871. Le premier pourrait être instrumentalisé ou noyauté par l'extrême droite, donc au conditionnel car je manque d'éléments pour en juger définitivement, certains éléments ou meneurs autoproclamés qui se disent apolitiques, pourraient en fait être manipulés par l'extrême droite, à moins que leur confusion soit le produit de leur ignorance ou les deux à la fois, je n'en sais rien...

- Un prolétariat urbain qui se révolte ainsi que certaines couches inférieures des classes moyennes rurales...

- Un mouvement soutenu en parole par des dirigeants de certains partis ouvriers incapables de mobiliser leurs troupes ou leurs électeurs, de sorte que seule une minorité d'entre eux y participent... Rappelons que Mélenchon avait obtenu plus de 9 millions de voix, où sont-ils passés ? Pas dans la rue en tout cas...

- Des partis ou formations d'extrême gauche dont les effectifs sont très faibles, qui pour la plupart participent à ce mouvement sans en comprendre réellement la nature...

- Des syndicats qui au sommet y sont hostiles, tandis qu'à la base de plus en plus de militants s'y investissent.

- Des dizaines de mouvements sociaux ou grèves dans tout le pays dont les revendications visent des objectifs immédiats, ils sont de nature alimentaire et aucune coordination n'existe entre eux...

- Une agitation dans les collèges et les universités qui ne parvient pas à se généraliser...

- Un président de la République littéralement haï par l'immense majorité, incapable de saisir la situation et qui croit qu'en distribuant quelques miettes et en recourant à une féroce répression ce mouvement pourrait cesser, en vain. Un président de la République qui affiche son mépris des masses laborieuses et qui affirme qu'il gardera le "cap", qu'il ne changera pas de politique, annonçant son intention d'appliquer son programme ultra réactionnaire quoi qu'il arrive...

- Des partis de droite qui volent au secours du régime, normal, ils sont totalement inaudibles, y compris chez leurs partisans débousolés par le développement de la situation...

- Une extrême droite qui se pose en dernier rempart des institutions ou du régime, et qui après avoir tenté d'infiltrer ce mouvement en a été (en partie) expulsée, maintenant elle ne cherche plus qu'à le récupérer sur le plan électoral...

- Des forces de polices divisées, de même que l'armée, mais qui demeurent fidèles au régime...

- Une crise économique qui s'aggrave provoquant la démission hier (7 janvier 2019) du président de la Banque mondiale...

Lu dans le blog de la tendance Claire du NPA.

- "*Sans le soutien des chefs syndicaux comme Berger (CFDT), Martinez (CGT), Veyrier (FO), Beynel (Solidaires) et Groison (FSU), Macron ne pourrait pas continuer ses réformes, ni réprimer avec une telle brutalité la mobilisation. Il devrait céder. Alors, c'est essentiel de se battre pour faire basculer nos organisations dans la lutte contre Macron et son monde. C'est à nous de décider, car c'est à nous qu'elles appartiennent, pas aux bureaucrates !*"

Qu'attendez-vous pour réunir votre section syndicale et la faire adhérer à l'Assemblée populaire la plus proche de votre lieu de travail ou pour créer un comité du mouvement du 17 novembre ? Qu'attendez-vous pour adresser cette exigence à votre union locale, départementale, à votre fédération, au bureau confédéral de votre syndicat ? Qu'attendez-vous pour lancer un appel en direction des salariés de votre boîte ou des agents de votre administration, lycée, université, pour qu'ils participent à ce mouvement populaire ?

Et puis, on va vous dire un truc, s'ils soutiennent Macron après avoir appelé à voter pour lui ou refusé d'appeler au boycott du second tour de la présidentielle en 2017, ce n'est peut-être pas uniquement parce que ce sont des agents (avérés) du régime, c'est peut-être aussi parce que les secteurs d'activité où ils sont implantés partagent majoritairement leur position. Vous êtes-vous au moins posés la question un jour ? Pour bien vous connaître, je répondrai non à votre place, avec une marge d'erreur de 0,1% je vous l'accorde volontiers. Maintenant, l'état d'esprit de ces travailleurs peut encore évoluer.

Si on n'a pas les dirigeants syndicaux qu'on mérite, on est tout de même en droit de se demander qu'est-ce qu'ils foutent là, qui les a mis en place et pourquoi, non ? Cette question est tabou, je le sais et c'est la raison pour laquelle je la pose parce que moi je n'en ai pas. Si les travailleurs étaient révolutionnaires, croyez-vous que ces dirigeants pourris pourraient se maintenir un jour de plus ? Non, évidemment, comme Macron ils les dégageraient. S'ils ne sont pas révolutionnaires, ils sont quoi alors ? Allez, répondez.

- "Nous savons que nous sommes nombreux à porter ce combat à la base. Mais pour lui donner bien plus de la force, nous devons nous regrouper à tous les niveaux pour peser dans la situation et faire basculer nos syndicats nationaux, nos fédérations, nos confédérations."

L'intention est bonne, mais je crains que cela soit insuffisant. Que disait Lénine, il faut commencer par conquérir la majorité des masses, la majorité, cela vous dit-il quelque chose ? Aujourd'hui la majorité des travailleurs ne bougent pas, pourquoi, on a fourni plusieurs explications qui permettent de répondre à cette question, je vous y renvoie.

Au fait, une précision, ils avaient écrit "*nous sommes nombreux/ses*", donc j'ai rectifié, je ne publierai jamais un document ou un passage d'un texte rédigé en recourant à l'écriture inclusive, nous sommes là pour aider les travailleurs à progresser et non à régresser. Il n'y a que des désoeuvrés ou décérébrés et la gauche libérale-libertaire pour l'employer, la plus réactionnaire.

Qui a dit ?

- "*Il faut que le gouvernement entende raison.*"

Qui colporte l'illusion criminelle qu'il pourrait satisfaire les exigences sociales et politiques du mouvement populaire du 17 novembre ?

Réponse : Le député LFI du Nord Adrien Quatennens, dimanche sur franceinfo.

Au moment même où se développe un mouvement populaire insurrectionnel qui manifeste que les masses sont en train de rompre avec le régime et cherche la voie pour l'abattre, ce discours est contre-révolutionnaire.

Les besoins sociaux et les aspirations démocratiques des travailleurs sont incompatibles avec l'existence du capitalisme en crise et des institutions de la Ve République, donc il faut les abolir en commençant par s'emparer du pouvoir politique pour immédiatement après s'attaquer aux fondements du capitalisme, tâche historique qui revient à la classe ouvrière à laquelle doivent s'allier les couches moyennes qui n'ont aucun intérêt à la survie du capitalisme et ses institutions antidémocratique, telle est la dialectique du processus révolutionnaire.

En macronnie.

A valeur d'exemple pour la France : Macron dégage !

- Pour la première fois, un roi abdique en Malaisie - Liberation.fr 07.01

La légitimité de Muhammad V, 49 ans, était contestée depuis les rumeurs de son mariage avec une Miss russe de 25 ans. Liberation.fr 07.01

Les psychopathes osent tout, la preuve. Cynisme assumé.

- Emmanuel et Brigitte Macron à l'hôpital : ce cliché qui choque les internautes - voici.fr 05.01

Emmanuel Macron et sa femme ont rendu visite aux patients du centre de lutte contre le cancer Gustave Roussy.

En colère, ils ont crié leur mécontentement sur la page Facebook de l'hôpital, qui a partagé vendredi 4 janvier un cliché d'Emmanuel et Brigitte Macron, entourés d'une partie du personnel soignant. Sur cette photo, on peut voir le sourire du chef de l'Etat, accroupi avec sa compagne au premier plan. Cette apparition du couple n'a pas du tout plu à de nombreux anonymes, qui ont expliqué dans les commentaires de la publication pourquoi ce cliché d'Emmanuel Macron ne passait pas.

Une utilisatrice de Facebook a fermement critiqué les sourires affichés par le président et par le personnel : « Quand on pense que son gouvernement vient de refuser d'aider la recherche contre le cancer chez les enfants… Mais quels hypocrites, il aurait mérité un mépris total ou au moins d'être interpellé sur toute sa politique qui tue la santé ». La réaction de cette internaute a fait réagir beaucoup de monde, mais ce n'est pas la seule. Une autre, qui a malheureusement perdu son enfant, se dit « choquée » par la sortie d'Emmanuel Macron : « Et ils osent se pavaner comme ça… J'en pleure… » Un dernier n'hésite pas à écrire : « Il aurait mieux valu un clown. » voici.fr 05.01

Macron est isolé, achevons-le !

- Sondage : 75% des Français sont mécontents de l'action du gouvernement, sa cote de popularité en baisse - franceinfo 03.01

Les trois quarts (75%) des Français sont mécontents de l'action du gouvernement, selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié jeudi 3 janvier.

Neuf sympathisants socialiste sur dix (90%) désapprouvent le gouvernement, tout comme les proches de La France insoumise (89%).

Selon le sondage, le gouvernement mécontente non seulement les Français les moins aisés (87%) et les ouvriers (82%), mais aussi les cadres (54%) et les CSP+ (67%), ainsi que la France rurale et périurbaine (77 à 79%), et les citadins (70% à 74%).

Pour certains membres du gouvernement, les niveaux de popularité sont d'une étonnante faiblesse : 12% de bonnes opinions seulement pour François de Rugy et 13% à 16% pour Nicole Belloubet, Benjamin Griveaux, Muriel Penicaud et Gérald Darmanin. franceinfo 03.01

Acte VIII

- Des gilets jaunes annoncent un "acte VIII" avec une lettre ouverte à Macron - Le HuffPost 4 janvier 2019

Le groupe de gilets jaunes "La France en colère" appelle à une nouvelle journée de mobilisation ce 5 janvier, en publiant une lettre ouverte adressée au président de la République et diffusée sur les réseaux sociaux ce jeudi 3 janvier.

"Nous ne sommes pas résignés, nous irons plus loin", dit la lettre partagée sur Twitter par l'une des porte-paroles du mouvement, Priscillia Ludosky, qui ajoute dans son tweet qu'un rassemblement aura lieu à l'Hôtel de Ville de Paris samedi.

À Paris, la marche (déclarée auprès de la Préfecture de police) devrait partir de l'Hôtel de Ville à 14 heures pour passer par l'Île de la Cité, Notre-Dame, le Musée d'Orsay et finir devant l'Assemblée nationale. Le groupe "La France en colère", également géré par le médiatique Éric Drouet, interpellé pour la deuxième fois mercredi soir et placé en garde à vue après une manifestation place de la Concorde, annonce par ailleurs des rassemblements "en région".

La mobilisation a nettement décru ces dernières semaines, mais de nouveaux appels à manifester samedi ont été lancés à Lyon, Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, Besançon, Clermont-Ferrand ou Nice.

Dans sa lettre ouverte "en réponse aux allocutions télévisées de monsieur Emmanuel Macron", "La France en colère" exprime de nouveau sa défiance envers le président et demande un dialogue. Refusant de participer au grand débat national annoncé par Emmanuel Macron, le groupe demande la nomination d'une "personnalité respectable" pour "commencer les discussions (...) autour de la reprise de souveraineté du peuple".

"Trouvez donc une personnalité respectable qui n'ait pas été visée par des enquêtes judiciaires, qui n'ait été politisée en aucune façon, qui n'ait pas été l'objet de polémiques et qui soit sans reproches et non corrompue par le système financier", détaille le collectif.

"Nous nous défions de la mise en place de votre plan de consultation nationale. Nous le considérons comme un piège politique pour tenter de noyer le sujet qui vous terrifie : redonner la souveraineté au peuple de France par la mise en place du Référendum d'initiative citoyenne en toute matière, mais aussi dans la mise en place d'une baisse significative de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité, et enfin, une baisse significative de toutes les rentes, salaires, privilèges et retraites courantes et futures des élus et hauts fonctionnaires d'État."

- "Nous irons plus loin" : les "gilets jaunes" écrivent à Emmanuel Macron et annoncent un acte 8 - Franceinfo 4 janvier 2019

Le ton est très virulent. Dans une lettre de quatre pages, diffusée, jeudi 3 janvier, sur la page Facebook "La France en colère" qui réunit près de 300 000 personnes, les "gilets jaunes" s'adressent à Emmanuel Macron. "La colère va se transformer en haine si vous continuez, de votre piédestal, vous et vos semblables, à considérer le petit peuple comme des gueux, des sans dents, des gens qui ne sont rien", préviennent-ils. Cette lettre se veut une réponse aux vœux du président de la République du 31 décembre. Le chef de l'Etat avait notamment ciblé ceux qui "prennent pour prétexte de parler au nom du peuple" mais qui ne sont "que les porte-voix d'une foule haineuse".

"Vous dénoncez maintenant, lors de vos vœux, des excès, des débordements ? Vous parlez sans nul doute des exactions de vos forces de l'ordre à l'égard des citoyens", ironisent les "gilets jaunes" dans cette lettre. Franceinfo 4 janvier 2019

- Un «porte-parole» de Gilets jaunes prédit «un soulèvement national avec des armes» - sputniknews.com 03.01

Presque deux mois après le lancement du mouvement des Gilets jaunes, Maxime Nicolle, alias Fly Rider, l'un des leaders des manifestants, a fait un direct sur Facebook mardi pour réaffirmer son intention de poursuivre la lutte. Selon lui, en 2019, des «gens préparent un soulèvement national avec des armes».

«Beaucoup de gens dans ce mouvement sont prêts à perdre la vie pour que notre futur soit meilleur. Des gens préparent un soulèvement national avec des armes», a déclaré Maxime Nicolle lors d'une diffusion en direct sur Facebook dans un groupe comptant plus de 150.000 membres.

Et d'ajouter: «Il y a des gens qui se préparent à être beaucoup moins pacifiques, voire plus du tout être pacifiques».

Dénonçant la politique d'Emmanuel Macron, il s'est adressé directement au Président français en le tutoyant.

«Tout ce qui se passe, c'est de la faute des gouvernements qui sont vendus par le fric. Aujourd'hui, il y a des gens qui ne lâcheront pas. Dans le pacifisme, en étant présent, en manifestant, etc… et d'autres qui ne veulent plus du tout être pacifiques parce qu'ils ont vu que tu as envoyé des flics taper leurs gosses, leurs grands-mères, leurs grands-pères, leurs frères, leurs sœurs, des femmes, des enfants», a-t-il ainsi lancé dans sa harangue. sputniknews.com 03.01

Essoufflement ou étouffement par les médias aux ordres.

- Ce que préparent les gilets jaunes pour leur "acte 8" samedi - huffingtonpost.fr 04.01

Ce samedi 5 janvier, des gilets jaunes entendent à nouveau se mobiliser malgré l'essoufflement du mouvement les semaines passées.

On peut recenser une dizaine d'autres événements pour la seule capitale sur Facebook

L'une des manifestations, déclarée auprès de la préfecture de Paris selon BFMTV, partira ainsi des Champs-Élysées en direction de la place de la Bourse (...) un autre événement invite à "continuer de faire le siège des médias".

Le dimanche 6 janvier, une marche des femmes gilets jaunes est aussi prévue à 11 heures, à Paris.

Quid de la mobilisation dans d'autres villes en France? Des événements Facebook ont été créés, appelant notamment à des manifestations à Lyon, à Toulouse, à Bordeaux, à Laval, Rennes, Brest, ou encore à Rouen. Cette dernière a été marquée par de nombreux débordements, lors du septième samedi de mobilisation.

À Firminy, dans la Loire, une marche solidaire est organisée afin de rendre hommage aux personnes décédées en France, depuis le 17 novembre, indique Le Progrès. Dans le sud de la France, la préfecture du Gard a décidé d'anticiper tout rassemblement, interdisant les manifestations sur plusieurs axes routiers dans le secteur de Nîmes et d'Alès...

L'acte 9 a, lui aussi, été d'ores et déjà programmé, à Bourges, le samedi 12 janvier. huffingtonpost.fr 04.01

Ils désespèrent : "Regain partout en France" ! "Le calme est donc loin d'être revenu" !

- Les "Gilets jaunes" maintiennent la pression - Reuters 5 janvier 2019

Des contestataires du mouvement des "Gilets jaunes" ont de nouveau manifesté samedi, le huitième d'affilée, à Paris et en province, où des heurts ont éclaté en marge de défilés visant à interpeller un pouvoir aux réponses jugées insuffisantes.

50 000 personnes étaient mobilisées ce samedi pour l'acte 8 du mouvement des "gilets jaunes", a annoncé ce samedi soir le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, soit bien plus que les 32 000 mobilisées une semaine plus tôt.

À Paris, la préfecture de Police a recensé 3500 manifestants contre 800 la semaine dernière. La chiffre est même plus élevé que pour les mobilisations du 15 et du 22 décembre qui avaient respectivement réuni 2200 et 2000 personnes dans les rues de la capitale.

Quelques heurts entre des manifestants et les forces de l'ordre ont éclaté non loin du musée d'Orsay, où une péniche a été incendiée. Des dégâts ont aussi été constatés par des journalistes de Reuters sur le boulevard Saint-Germain où des voitures, des scooters et du mobilier urbain ont été vandalisés et incendiés. La tension montait à la tombée de la nuit sur l'avenue des Champs-Elysées.

3 500 manifestants ont défilé dans les rues de Paris. La situation s'est tendue sur le boulevard Saint-Germain, où des incendies ont été allumés sur une voiture, sur des scooters, sur des trottinettes et des scooters en libre-service, sur du mobilier urbain. Des projectiles ont été lancés et un drapeau européen a été brûlé devant le ministère de la Transition écologique. Un gendarme a été blessé, molesté alors qu'il était à terre. Les locaux du porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, situés rue de Grenelle à Paris, ont été évacué ce samedi en fin d'après-midi après une intrusion violente à l'aide d'un engin de chantier dans la cour. La RATP a fermé plusieurs stations de métro. 24 personnes ont été interpellées.

Pour cette première journée d'action après les fêtes de fin d'année, de nombreux défilés ont aussi eu lieu en province.

A Beauvais les forces de l'ordre ont tiré samedi à midi des grenades de gaz lacrymogène pour empêcher environ 600 gilets jaunes d'entrer dans le centre de Beauvais, selon des images diffusées sur les réseaux sociaux et confirmées par la préfecture. Selon la préfecture, qui n'a pas pris d'arrêté interdisant les manifestations, il s'agit d'un rassemblement non-déclaré et certains manifestants auraient jeté des projectiles en direction des forces de l'ordre. Environ 350 à 400 personnes sont d'abord allées dans la matinée aux abords de l'aéroport de Beauvais, sans entrer dans les terminaux ni importuner les passagers, a précisé à l'AFP l'aéroport.

A Bordeaux, plus de 5 000 "gilets jaunes" se sont mobilisés, selon la préfecture, rapporte la préfecture du département, retrouvant leur niveau de mobilisation d'avant les fêtes de fin d'année et consacrant la capitale de Nouvelle-Aquitaine comme l'un des bastions du mouvement. Précédés d'une grande banderole proclamant «Unis, le changement est possible», les manifestants défilaient dans le calme en milieu d'après-midi, alors que ces rassemblements se sont toujours terminés jusqu'à présent par des heurts avec

les forces de l'ordre à la tombée de la nuit.

Un des orateurs en début de parcours a énuméré les revendications que les gilets jaunes souhaiteraient voir soumises au référendum d'initiative citoyenne, le RIC qu'ils réclament: «moralisation de la vie politique, réévaluation des salaires et du minimum vieillesse, remise en place de l'ISF, indexation sur l'inflation des allocations familiales et des retraites»…Parmi les pancartes, certaines réclamaient le «Frexit», c'est-à-dire la sortie de la France de l'Union européenne. une autre proclamait «vive la VIe république».

A Bayonne, plus d'un millier de "gilets jaunes" ont marché dans les rues de la ville.

A Pau, près de 600 "gilets jaunes" ont fait une halte devant le commissariat.

A Limoges, une centaine de manifestants se sont présentés devant la gare et ont décidé de faire visiter pacifiquement sept lieux de la ville pour déposer les vœux des "gilets jaunes", et notamment à l'Urssaf. La circulation a été ralentie au niveau de Grossereix où une centaine de "gilets jaunes" ont participé à un "banquet gaulois".

À Périgueux, un peu plus de 50 "gilets jaunes" se sont rassemblés sur le rond-point Yves-Guéna. En Dordogne, pas de manifestation unitaire : les "gilets jaunes" ont décidé d'occuper les ronds-points et de marcher en ordre dispersé à Mussidan, Ribérac, Trélissac, Bergerac, Terrasson et Sarlat.

A La Rochelle, un rassemblement départemental place de Verdun était prévu à 14 heures. Les "gilets jaunes" avaient également prévu une opération péage gratuit devant le péage de l'île de Ré.

À Lyon (Rhône), des manifestants ont défilé sur les voies de l'autoroute A7 à l'entrée sud de la ville. Les forces de l'ordre sont intervenues et la circulation a été perturbée pendant une heure. Elle est revenue à la normale depuis 16h30 selon la préfecture.

À Besançon, les "gilets jaunes" se sont retrouvés à 14 heures en centre-ville. Des mobilisations sur les ronds-points étaient aussi programmées dans le Jura.

À Belfort, des centaines de manifestants ont défilé dans le calme.

À Clermont-Ferrand, un millier de "gilets jaunes" étaient rassemblés.

À Dijon (Côte-d'Or), plus de 2 500 personnes ont manifesté samedi 5 janvier et des affrontements ont eu lieu devant la caserne de gendarmerie et place de la République. Deux policiers ont été blessés, dont l'un a reçu une barre de fer en plein visage et a quelques dents cassées, selon une source chez les gendarmes à franceinfo. Il y a au moins six blessés parmi les manifestants, indique France Bleu Bourgogne, notamment par des tirs de Flash-Ball.

À Sedan, à la gare des gilets jaunes se sont introduits sur les voies ferrées, interrompant le trafic moins d'une demi-heure samedi matin aux alentours de 8 heures, a appris l'AFP auprès de la préfecture des Ardennes.

Au Mans, 300 "gilets jaunes" environ se sont mobilisés devant la préfecture. Ils se sont mis à genoux, en référence aux lycéens arrêtés à Mantes-la-Jolie, puis la situation a dégénéré quand ils ont voulu mettre des cadenas sur les grilles de la préfecture. Des affrontements ont eu lieu entre manifestants, qui ont lancé des projectiles, et forces de l'ordre, qui ont répliqué avec des grenades lacrymogènes, a indiqué le journaliste de France Bleu Maine sur place. Une personne a été interpellée.

A Laval, une cinquantaine de "gilets jaunes" de Mayenne sont arrivés peu avant 12h devant la gendarmerie. Ils devaient porter plainte contre le gouvernement (notamment le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner) pour usage abusif de forces de police lors des manifestations.

À Tarbes (Hautes-Pyrenées), 1.300 personnes réunies place Verdun ont fait un "die-in" - les manifestants s'allongent à terre comme des morts - pour rendre hommage aux victimes du mouvement, a indiqué la préfecture.

À Grenoble (Isère), environ 400 personnes sont parties à 8h30 du parc Paul-Mistral pour une "marche citoyenne". L'objectif de la journée était de manifester devant les rédactions dont le traitement du mouvement des "gilets jaunes" est jugé incorrect. Devant les locaux de France 3, ils ont discuté une quinzaine de minutes avec le rédacteur en chef. Les "gilets jaunes" ont tenté de bloquer les trains en descendant sur les voies mais ils ont été dispersés par les forces de l'ordre à l'aide de gaz lacrymogène.

A Saint-Etienne. La situation s'est tendue avec les forces de l'ordre, qui ont essuyé des jets de projectiles et ont chargé au flashball et usé de gaz lacrymogène. Les affrontements ont eu lieu devant la préfecture.

Vinci Autoroutes avait signalé à la mi-journée la présence de manifestants à Montbrison (Loire) sur l'A72.

Des manifestants étaient présents sur l'A7 à Montélimar Sud.

À Valence (Drôme), les manifestants étaient entre 2 500 et 3 000, soit deux à trois fois plus que samedi 29 décembre, indique France Bleu Drôme Ardèche.

A Montoir-de-Bretagne. Entre 200 et 300 "gilets jaunes" se sont retrouvés ce matin sur le rond-point du restaurant "L'Air Bleu", à proximité du pont de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Après un face-à-face quelque peu tendu avec les forces de l'ordre, qui ont usé de gaz lacrymogènes à plusieurs reprises pour empêcher les manifestants d'aller sur le pont, des voitures ont recommencé à circuler au compte-gouttes. Les ralentissements sont restés importants. Hormis les ambulances et véhicules de secours, la circulation a été totalement coupée en fin de matinée, provoquant de très importants embouteillages sur le pont de Saint-Nazaire, mais également sur les routes d'accès.

À Brest (Finistère), une manifestation était prévue à 13h30 au départ de la place de Strasbourg.

À Rennes (Ille-et-Vilaine), près de 200 "gilets jaunes" se sont rassemblés devant la mairie, et certains ont forcé la porte d'accès. Ils ont finalement tous été refoulés et le cortège a ensuite paisiblement dans le reste du centre-ville. Quelques palettes et cartons ont brûlé place de la mairie, rue Jean Jaurès et boulevard de la Liberté notamment, mais les feux ont rapidement été éteints.

À Saint-Malo, des heurts ont éclaté devant le commissariat, avec des dégradations de mobilier urbain de la part de certains gilets jaunes. Trois hommes ont été interpellés.

A Nantes, au moins 2 000 personnes, dont beaucoup de femmes, ont défilé dans le centre-ville. La manifestation, partie en début d'après-midi, a aussitôt dégénéré, a constaté un photographe de l'AFP. Des heurts ont éclaté et des grenades ont été tirées. Au moins une personne a été blessée. Les gilets jaunes nantais ont mis le feu à un tas de sapins sur la place de la cathédrale. Certains arboraient un drapeau tricolore, un bonnet phrygien ou une banderole «RIC», le référendum d'initiative citoyenne.«Il y a des affrontements sporadiques», a indiqué à l'AFP le sous-préfet de permanence à la préfecture de Loire-Atlantique. Autre point de tension dans le département: Saint-Nazaire, dont le pont a été bloqué plusieurs heures dans la matinée par plus d'une centaine de personnes. Des échauffourées ont éclaté entre forces de l'ordre et manifestants. «Ils continuent de circuler dans la ville et ont mis le feu aux grilles de la sous-préfecture», a indiqué le sous-préfet de permanence. Des manifestants s'en sont également pris à une banque. Le pont de Saint-Nazaire a rouvert en milieu d'après-midi dans les deux sens.

A Tours, le cortège a rassemblé environ un millier de manifestants dans les rues du centre-ville et la tension est montée d'un cran vers 15h30, quand les "gilets jaunes" ont fait face aux policiers au niveau du commissariat. Des barricades ont été dressées et des poubelles incendiées.

À Châteauroux (Indre), 350 "gilets jaunes" ont formé une chaîne humaine autour de la place Lafayette. Une minute de silence a été observée devant la préfecture en hommage aux manifestants morts depuis le début du mouvement.

Vinci autoroutes a signalé des manifestations sur l'A10 à Meung-sur-Loire (Loiret, n°15), à Château-Renault (Indre-et-Loire, n° 18), Châtellerault Nord (Vienne, n°26) et Futuroscope (n°28), Poitiers Nord (n°29) et Poitiers Sud (n°30) ; sur l'A11 à Chartres (Eure-et-Loir, n°2) et Illiers-Combray (Eure-et-Loir, n°3). Grand Est

À Reims (Marne), une centaine de "gilets jaunes" ont investi l'autoroute urbaine à hauteur du stade Auguste-Delaune. La traversée urbaine de Reims a été coupée dans les deux sens jusqu'à la mi-journée.

A Colmar, les "gilets jaunes" ont manifesté dans le calme. Plus d'un millier de personnes se sont réunies selon la préfecture, le double selon les organisateurs. Ils ont observé une minute de silence devant la cour d'appel en mémoire des blessés et des morts depuis le début du mouvement.

A Épinal (Vosges), une manifestation régionale était prévue sur le Champ-de-Mars. La préfecture a écrit aux commerçants pour leur demander de protéger leurs boutiques et de ranger leurs terrasses. Hauts-de-France

A Lille (Nord), un millier de personnes se sont rassemblées, dans une ambiance plutôt calme .

À Amiens (Somme), une soixantaine de "gilets jaunes" s'est élancée du parc de la Hotoie en début d'après-midi. D'autres mobilisations étaient prévues dans la Somme où la préfecture a pris des arrêtés pour interdire officiellement le port de masques à gaz ou de lunettes de protections.

A Rouen, où 2 000 manifestants, selon la police, ont défilé dès le milieu de la matinée dans les rues du centre-ville, des tensions ont éclaté vers midi. Ils ont marché jusqu'à la place du vieux marché, où ils ont allumé un feu qu'ils alimentent avec des barrières, du matériel de chantier, des poubelles. La vitrine d'une boutique a été brisée. L'entrée de la cité administrative a été dégradée, indique France Bleu Normandie. En fin de matinée, les magasins de la rue du Gros Horloge ont fermé en urgence pour éviter des dégradations. Du matériel de chantier a été balancé par des manifestants, au moins un feu a été allumé. Des jets de pavés ont entraîné la réplique des forces de l'ordre qui ont tiré des grenades lacrymogènes ainsi que des balles de lanceurs de balles de défense (LBD), atteignant un manifestant à l'arrière de la tête, a constaté un correspondant de l'AFP.

À Caen (Calvados), 3 000 manifestants des "gilets jaunes" se sont rassemblés et la mobilisation était "plus forte qu'il y a quelques semaines", selon France Bleu Normandie. La manifestation s'est tendue lorsque les manifestants sont passés près du commissariat de police mais il n'y a eu ni jets de projectiles ni utilisation de gaz lacrymogène. Les manifestants ont ensuite terminé leur marche devant la préfecture, où ils ont planté un olivier.

Dans les Deux-Sèvres, la préfecture avait interdit les actions sur les ronds-points de la Crèche à l'est de Niort, ainsi que la vente et le transport d'objets pouvant servir à déclencher des incendies.

En Dordogne, pas de manifestation unitaire : les "gilets jaunes" ont décidé d'occuper les ronds-points et de marcher en ordre dispersé à Mussidan, Ribérac, Trélissac, Bergerac, Terrasson et Sarlat.

Vinci Autoroutes avait signalé la présence de manifestants à St Maixent-Lusignan et à Chatellerault-Nord et Sud sur l'A10. Occitanie
À Toulouse (Haute-Garonne), 2 000 manifestants sont rassemblés, selon la préfecture. La situation s'est tendue un peu avant 17h, des bouteilles de verre ont été lancées, des affrontements ont eu lieu entre manifestants et forces de l'ordre.

Vinci Autoroutes avait signalé des manifestants sur l'A20 à la hauteur d'Aussonne (Haute-Garonne).

L'autoroute A61 a été coupée à hauteur de Carcassonne (Aude) dans les deux sens de circulation.

A Montpellier (Hérault), un millier de manifestants ont défilé dans les rues de la ville et des "gilets jaunes" ont forcé les grilles de la gare. La police est intervenue et la gare Saint-Roch a été évacuée, rapporte France Bleu Hérault. Des vitrines de banques et des distributeurs automatiques ont été cassés. La situation est revenue au calme en fin d'après-midi. Quatre CRS ont été blessés et quatre manifestants interpellés. Contrairement à ce qu'indiquait une source policière, il n'y a pas eu d'intrusion à la préfecture de l'Hérault.

Dans le Gard, la préfecture avait interdit les manifestations sur plusieurs axes routiers jusqu'à lundi 7 janvier, 8 heures. Pays de la Loire

À Marseille (Bouches-du-Rhône), une centaine de "gilets jaunes" se sont réunis dans les locaux du journal La Provence, sur invitation du patron Bernard Tapie. Objectif : créer une association à vocation politique appelée "Gilets Jaunes le Mouvement."

À Avignon, 400 manifestants se sont rassemblés dans le calme. Il n'y a pas eu de débordement.

À Nice, environ 150 "gilets jaunes" se sont réunis sur la place Massena. Reuters5 janvier 2019 Reuters, Franceinfo et Libération 5 janvier 2019

O désespoir, ils sont toujours là!

- Gilets jaunes : un avenir politique en suspens - LeParisien.fr 05.01

Le soufflé jaune n'est pas retombé. Ceux qui tablaient sur les dix milliards d'euros lâchés par Emmanuel Macron, et sur la simple usure d'une mobilisation sur les ronds-points dans le froid et pendant les fêtes peuvent être déçus. La journée de ce samedi, acte 8 des Gilets jaunes, a encore rassemblé à travers la France quelque 50 000 manifestants - selon l'Intérieur. Et a, à nouveau, connu son lot de violences à côté des marches pacifiques.

À Paris, nouvelles images chocs avec ces CRS tabassés par un casseur boxeur au bonnet noir, et l'évacuation du porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, dont le portail du ministère a été défoncé par un engin de chantier ! Une première sidérante, redoutée depuis les samedis d'ultra-violence de décembre.

La grande leçon, cependant, c'est que les Gilets jaunes, deux mois après leur apparition, sont toujours là. Et avec eux la plus grave crise politique depuis très longtemps. Mais maintenant, que vont-ils faire ? La vraie question pour ce mouvement disparate, tant par les gens qui le portent que par ses revendications, reste de trouver comment durer. Et marquer de son empreinte le paysage politique. LeParisien.fr 05.01

"Nous sommes le peuple, nous sommes l'État"

- "L'union fera la force, donc il ne faut pas qu'on se lâche" : les "gilets jaunes" toujours mobilisés dans le Loiret - franceinfo 05.01

"Et on tient et on ne lâchera pas. Il y a de moins en moins de ronds-points aujourd'hui en France tenus par des 'gilets jaunes', mais c'est parce que Monsieur Castaner a décidé de démanteler les ronds-points mais nous, tant qu'on n'aura pas obtenu ce qu'on demande, on ne lâchera rien". "Normalement les policiers n'ont pas le droit de nous taper dessus, mais nous, on a décidé de tout filmer"

"On ne lâchera pas l'affaire parce qu'on nous a donné des miettes, des pommes pourries, du pain moisi, on n'en veut pas, nous on veut des choses correctes".

"Je pense que Monsieur Macron, il a vraiment du souci à se faire, puisque nous sommes le peuple, nous sommes l'État et on représente la France". franceinfo 05.01

La jaunisse. Ils n'avaient même plus besoin de porter un gilet jaune, on les aurait reconnus !

Les patrons et l'UE ont leur parti jaune.

- Gilets jaunes : à Marseille, l'embryon d'un mouvement - LeParisien.fr 6 janvier 2019

Gilets jaunes contre Gilets jaunes ! Devant le siège marseillais du quotidien La Provence, une centaine de Gilets jaunes marseillais ont manifesté ce samedi contre la réunion qui se tenait dans un local proche des rotatives à l'invitation de Bernard Tapie. Ils ont hué ceux qui y participaient. Venus de toute la France, des délégués y ont annoncé après six heures de discussion la création d'une coordination nationale, « Gilets Jaunes - Le mouvement ».

« Nous n'avons pas parlé des européennes, il n'a pas été question de valider quelque liste que ce soit, nous ne sommes pas des candidats à des élections mais des citoyens », précise Hayk Shahinyan, un Gilet jaune de Lyon. « Nous sommes un mouvement a partisan, nous ne voulons être récupérés par personne, mais nous faisons de la politique au sens noble, pour créer un vrai projet de société ».

Refusant le grand débat national du gouvernement, cette coordination devrait proposer dans les prochains jours une plateforme Internet pour recueillir et traiter les revendications venues de tout le territoire avant de les présenter d'ici deux mois.

« Peu importe le parti, peu importe le syndicat, peu importe ce qui s'est passé en France, on n'a jamais obtenu un tel rassemblement sur un temps si long », se réjouit Ingrid Levavasseur, aide soignante de l'Eure. « Nous nous sommes rassemblés et on ne va plus se quitter ». LeParisien.fr 6 janvier 2019

Et même que BFMTV voulait en être, c'est pour dire !

Ingrid Levavasseur annonce finalement avoir refusé d'être chroniqueuse sur BFMTV - Le HuffPost 6 janvier 2019

Finalement, c'est non. L'une des figures du mouvement des gilets jaunes, Ingrid Levavasseur, dont BFMTV avait annoncé qu'elle participerait à une émission en vue d'y être intégrée par la suite comme chroniqueuse, a annoncé sur Facebook samedi 5 janvier avoir "refusé cette offre". Le HuffPost 6 janvier 2019

La social-démocratie de droite se dote aussi de son parti jaune.

- "Gilets jaunes": Jacline Mouraud va créer un parti baptisé "Les Emergents" - AFP 8 janvier 2019

"Que les "gilets jaunes" disent "rien ne m'intéresse dans le paysage politique, mais moi je veux participer au débat politique, bravo, bienvenue !", a réagi lundi soir à Lille le fondateur du mouvement Générations, Benoît Hamon, lors d'une conférence de presse organisée juste avant une réunion publique.

"Je me réjouis que ce débat-là existe et j'encourage même les "gilets jaunes+ à faire ce pas-là, qu'ils rejoignent des formations existantes, qu'ils en créent des nouvelles, plus on sera dans le débat et plus ça durera, plus on aura la garantie de ne pas revenir au bon vieux train-train des débats tels qu'on les connaissait", a-t-il ajouté.

Se démarquant désormais du mouvement des "gilets jaunes", Mme Mouraud avait déjà annoncé à l'AFP qu'elle présenterait fin janvier "un parti du bon sens", "sans étiquette" avec "des idées nouvelles et constructives pour le pays, en harmonie avec les

enjeux du changement climatique" et qui "arrête de nourrir le culte de la société de consommation". AFP 8 janvier 2019

Acte IX

- Les gilets jaunes annoncent déjà un acte 9, "au centre de la France" - Le HuffPost 6 janvier 2019

L'acte VIII n'avait pas encore commencé qu'ils étaient déjà prêts. Les gilets jaunes ont annoncé sur les réseaux sociaux l'organisation d'un "Acte 9" le 12 janvier, pour le neuvième samedi consécutif de leur mobilisation pour le pouvoir d'achat.

Sur Facebook, un événement pour un "acte 9" était déjà visible dans la nuit de vendredi à samedi, avant même la huitième journée de mobilisation qui a eu lieu ce 5 janvier. L'événement a été créé par le groupe "La France en colère", géré notamment par Éric Drouet, interpellé à deux reprises dans des manifestations, et Priscillia Ludosky. Près de 1400 personnes étaient inscrites comme "participantes" dimanche matin, et plus de 7700 personnes se disaient "intéressées".

La page propose aux manifestants de se retrouver "au centre de la France", "pour confirmer notre unité et permettre à tous d'être à distance égale en partance des grands villes". Pour l'heure, le lieu défini pour l'événement est donc la ville de Bourges, dans le Cher.

D'autres événements ont aussi été créés pour appeler à manifester de nouveau le 12 janvier. Le HuffPost6 janvier 2019

Calomnies, menaces, répession, l'attirail de l'Etat policier aux abois.

Quand ils revendiquent le droit de calomnier et quand ceux qui prétendent lutter contre les fausses infos en sont les champions.

- Le journaliste Jean-Michel Aphatie a mis le feu aux poudres sur les opinions politiques d'Éric Drouet en un seul tweet. - L'Express 03.01

Selon le journaliste et éditorialiste, l'une des figures du mouvement des gilets jaunes, Éric Drouet, aurait voté aux dernières élections présidentielles pour Marine Le Pen. "[Il] ne s'en cache pas, il a voté pour Marine Le Pen lors des deux tours de l'élection présidentielle 2017. Ceci ne paraît pas un obstacle aujourd'hui à Jean-Luc Mélenchon. Quelles conclusions tirer de ce constat ?", se demande-t-il le 1er janvier sur le réseau social.

Le même jour, le 2 janvier, voilà que Libération, La Dépêche du Midi ou encore BFMTV enchaînent (comme le souligne Check News) et font référence au supposé vote d'Eric Drouet pour Marine Le Pen.

Or, Éric Drouet, confondu par le passé avec un autre gilet jaune (il était accusé d'être un membre du Conseil national de transition, lié au mouvement du 14 juillet 2015) n'a jamais affirmé où que ce soit avoir voté pour Marine Le Pen.

Lors d'une interview donnée à La Croix, le 5 décembre 2018, Éric Drouet dit seulement avoir dû faire face à un dilemme lors des dernières élections. "La faille du système démocratique, c'est que 18 % des Français [des électeurs inscrits au premier tour] ont voté pour lui. Il s'est trouvé face au FN. C'est sûr que pour plein de gens, même s'ils voulaient voter contre Macron, ils ne pouvaient pas non plus voter Le Pen. C'est un problème qui s'est posé pour moi." Un discours qu'on ne peut pas qualifier de pro-Marine Le Pen.

Éric Drouet finit par démentir lui-même avoir voté pour la présidente du Rassemblement National, le 2 janvier. D'abord dans une vidéo publiée sur YouTube. "Est-ce vrai que tu as voté Marine Le Pen aux deux tours", lui demande un internaute. "Ah non, pas du tout, non", répond-t-il.

Puis dans un message écrit sur Facebook. "Non je n'ai pas voté Le Pen, et même si je l'avais fait, ce n'est pas la question du jour", estime-t-il.

Alors que Jean-Michel Aphatie est désormais accusé d'avoir propagé des "fake news", notamment par Aude Lancelin, directrice du Média, celui-ci, joint par L'Express, dément être à l'origine de cette information et ironise. "La France a beaucoup de chance d'avoir cet immense révolutionnaire qu'est Éric Drouet, il ne faudrait absolument pas le calomnier." L'Express 03.01

"Gilets jaunes": Éric Drouet dénonce une interpellation "politique" avant de nouvelles manifestations - AFP 4 janvier 2019

Le médiatique et controversé "gilet jaune" Éric Drouet a dénoncé une interpellation "politique", en sortant jeudi d'une garde à vue qui a provoqué l'indignation, à deux jours d'un huitième samedi de manifestations en France.

Interpellé mercredi soir près des Champs-Élysées pour "organisation d'une manifestation sans déclaration préalable", il affirme qu'il devait juste rencontrer d'autres "gilets jaunes" pour un "rendez-vous au restaurant".

"On cherche à nous mettre des responsabilités sur le dos, alors qu'il y en a pas du tout ", a déclaré le chauffeur routier de Seine-et-Marne, 33 ans.

La garde à vue de trois autres personnes interpellées avec lui mercredi soir a été levée jeudi matin, selon une source proche du dossier.

"Éric Drouet est libre aujourd'hui, dans une opération purement et bassement politique, qui n'a rien de juridique", a commenté son avocat, Me Kheops Lara. À Lille, une cinquantaine de personnes s'étaient rassemblées pour réclamer sa "libération".

"Abus de pouvoir. Une Police politique cible et harcèle désormais les animateurs du mouvement gilet jaune", avait tweeté Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), juste après l'arrestation de celui pour lequel il avoue sa "fascination".

"Drouet s'est fait arrêter pour rien", a affirmé à l'AFP Fabrice, un fonctionnaire "gilet jaune" lyonnais de 46 ans. "On ne lâche rien, les "gilets jaunes" sont encore là. On est remontés après les v?ux de Macron, qui pour nous ont été une déclaration de guerre. Il croit qu'on est une poignée, mais il ne voit pas qu'il parle au peuple", dit-il.

Le syndicat Unité SGP police-FO a dénoncé jeudi 3 janvier "les propos de certains responsables politiques à l'égard de policiers" lors de l'interpellation d'Éric Drouet et réclame "des excuses publiques" à l'égard des fonctionnaires de police.

"Comment des personnages dits "publics", dont des élus, peuvent-ils se comporter de la sorte et tenir de tels propos à l'encontre des policiers?", s'interroge Yves Lefebvre, Secrétaire général du syndicat dans un communiqué.

Il reproche notamment à LFI d'avoir parlé de "police politique" et à "d'autres, comme Maxime Nicolle", autre figure des "gilets jaunes", d'essayer "de se trouver une légitimité" et d'appeler "quasiment à l'insurrection".

"Unité SGP Police–FO ne peut accepter ces comportements et demande que des enquêtes soient ouvertes à l'encontre de ces personnes et que, dans un premier temps, des excuses publiques soient faites à l'endroit des fonctionnaires de police qui, tous les jours, exercent un métier de plus en plus difficile et doivent faire face à de plus en plus de violences à leur encontre", affirme le syndicat.

Une majorité de Français (55%, +1) souhaite que le mouvement des "gilets jaunes" se poursuive et l'amélioration du pouvoir d'achat est désormais en tête des attentes pour 2019, selon un sondage Odoxa Dentsu consulting publié jeudi. AFP 4 janvier 2019

Manipulation et amalgame. Fausse nouvelle en titre, démentie dans le même article, du grand art de l'amalgame policier rouge-brun !

- "Le désaveu est massif à gauche comme à l'extrême droite." - France Info

- Gilets jaunes: L'abrogation du mariage pour tous, revendication N°1 de la consultation en ligne - Le HuffPost 05.01

En tout, quelque 9000 contributions avaient été déposées vendredi soir sur cette plateforme censée recueillir les inquiétudes des citoyens, "gilets jaunes ou non", et lister les thématiques ayant émergé avec la crise et sur lesquelles des débats pourraient être ouverts.

Chacun a pu "donner son avis" sur six sujets: "inégalités sociales", "justice fiscale", "inégalités territoriales", "pouvoir d'achat", "participation des citoyens" et "transition écologique". Chaque "contribution" est une proposition faite sur l'un de ces sujets et pouvant être "votée" par chacun pour être soutenue.

Des propositions issues de réseaux militants

À la clôture de la consultation, les contributions les plus votées étaient souvent celles issues de réseaux militants très marqués à droite comme celles de l'Institut pour la justice ou de collectifs opposés au mariage pour tous ou à la PMA.

C'est d'ailleurs une contribution pour l'abrogation de la "loi Taubira" qui a recueilli le plus de voix, avec près de 5900 votes sur un total de 260.879 votes exprimés, tous sujets confondus. La contribution a été formulée par le collectif "On ne lâche rien", opposé à la loi pour le Mariage pour tous votée en 2013. Sur son site internet, le groupe appelait d'ailleurs à voter sur le site du Cese pour peser dans le débat sur le mariage homosexuel.

Comme le souligne le journaliste de Libération Vincent Glad, le mariage pour tous ne figure pas parmi les revendications affichées par les gilets jaunes. Difficile, donc, de considérer que les résultats de cette consultation traduisent les inquiétudes des manifestants qui se revendiquent comme gilets jaunes. Le HuffPost 05.01

On retiendra : cela "*ne figure pas parmi les revendications affichées par les gilets jaunes*", mais ils le montent en épingle pour les besoins de leur amalgame rouge-brun. Vous cherchez où elle est l'extrême droite, dans les salles de rédaction des médias dominants, pas seulement...

En complément.

La question du pouvoir d'achat arrive en tête des préoccupations exprimées dans les cahiers de doléances ouverts dans des mairies. AFP8 janvier 2019

Et puis ça marche à fond, et aussi, il fallait bien que cela serve à quelqu'un, la preuve.

Où va la CGT ? - "Les contradictions du mouvement, fascisme, racisme, homophobie"

- Les revendications réactionnaires anti-immigrés restent forte dans le mouvement, on l'a vu avec la polémique complotiste autour du Pacte de Marrakech, et l'extrême-droite est à la manœuvre. D'ailleurs peut-être plus dans les manifestations que sur les ronds-points, mais bel et bien là.

Ces " véritables syndicalistes" sont en réalité des porte-parole de l'ONU et de l'oligarchie...

Le stalinisme ou la promotion de la médiocrité partagée...

La migration, c'est le bonheur ! Qui tient ce discours délirant ? Le Pacte de Marrakech et le Forum économique mondial (Davos).

- L'accord de Marrakech est né à Davos - ruptures-presse.fr le 30 décembre 2018

Le « Pacte global pour des migrations sures, ordonnées et régulières » est le fruit de négociations entre près de 190 pays depuis 2013. Rappelant le principe de souveraineté des Etats, le texte se veut « non contraignant ».

Mais derrière l'apparence rassurante se profile un contenu explosif, plus idéologique que juridique. En substance : les migrations sont une composante nécessaire et bienvenue d'une mondialisation heureuse… Et dans la quarantaine de pages du document, il est à peine question des causes qui poussent aux mouvements collectifs de populations : la misère est peu évoquée, les guerres, jamais. A fortiori leurs responsables.

Au contraire, l'introduction affirme d'emblée que « les migrations font partie intégrante de l'histoire humaine et (… sont) source de prospérité, d'innovation, et de développement durable dans notre monde globalisé ». Conséquence : les impacts positifs « doivent être optimisés en améliorant la gouvernance des migrations ».

L'accord prévoit donc de « créer les conditions pour que les migrants enrichissent les sociétés par leurs capacités humaines, économiques et sociales, et de faciliter ainsi leur contribution au développement durable aux niveaux local, national, régional et global ».

Parmi les vingt-trois objectifs énoncés figurent « le renforcement de la disponibilité et de la flexibilité des routes pour les migrations régulières », « l'investissement dans la reconnaissance mutuelle des qualifications et compétences », ainsi que « la promotion des transferts d'argent sûrs et rapides et de l'inclusion financière des migrants ».

« Subventionnement du Nord par le Sud »

L'économiste allemand Norbert Häring s'est attaché à décortiquer le Pacte, ainsi que l'influence de ceux qui ont, très en amont, déterminé son contenu. Il s'appuie notamment sur les analyses d'un des meilleurs spécialistes du sud en matière migratoire, l'économiste Raoul Delgado Wise. Cet universitaire mexicain antilibéral résume ainsi l'une de ses conclusions : « la migration est fondamentalement un subventionnement du Nord par le Sud ».

L'affirmation est fondée sur un constat, confirmé entre autres par une étude de la grande banque américaine Citi, qui se réjouit : « les migrants arrivent avec une éducation et une formation qu'a financées leur pays d'origine ».

Le Pacte évoque peu le problème de la « traite des cerveaux », regrette Norbert Häring. A peine est-il noté que « le départ des jeunes qualifiés a des conséquences importantes tant financières que sociales pour les pays d'origine ». Pourtant, cette fuite des mieux formés représente entre le cinquième et la moitié des jeunes qualifiés en Afrique et en Amérique centrale. Une saignée d'autant plus dramatique que, par exemple en Afrique sub-saharienne, seulement 4% des jeunes accèdent à l'université.

Plus globalement, l'expert mexicain conclut que « le scénario soi-disant gagnant-gagnant (notamment martelé par la Banque mondiale) ne bénéficie en réalité qu'aux pays d'accueil, et plus précisément aux employeurs dans ceux-ci ». Quant au souhait, exprimé dans le Pacte, de promouvoir une migration sur la seule base volontaire, Raoul Delgado Wise n'y croit pas un instant : « les migrations du Sud vers le Nord sont par essence des migrations forcées par le fossé de niveau de vie ».

Cela ne concerne du reste pas seulement les rapports Nord-Sud. Norbert Häring cite ainsi une étude de la Banque centrale allemande de janvier 2018 pointant en particulier l'arrivée en Allemagne de travailleurs de l'Est de l'UE : « l'immigration nette en provenance des Etats membres a été, ces dernières années, un facteur qui a fortement ralenti la hausse des salaires ».

Brochette de patrons

Ce n'est donc pas un hasard si les idées clé du Pacte migratoire trouvent leur origine dans le cénacle de Davos. Au sein dudit Forum économique mondial, un réseau, nommé Conseil de l'agenda global sur les migrations, est particulièrement actif. Entre 2011 et 2013 en particulier, une brochette de patrons de grandes multinationales et de responsables politiques a élaboré un document très complet qui a largement inspiré les organes des Nations Unies s'occupant des migrations.

Les têtes de chapitres de ce discret document sont édifiantes : « migrants et compétition mondiale pour les talents », « migration et compétitivité », « la migration engendre des opportunités de business », « démographie, migration et business »…

Outre le mantra selon lequel les migrations seraient bonnes pour tout le monde, on y lit notamment que les partis politiques s'opposant à celles-ci représentent un problème pour le monde des affaires ; et que les entrepreneurs ne s'engagent pas assez sur ce terrain, par peur d'impopularité.

Plus important encore : les auteurs soulignent que les migrations ne devraient pas mettre en jeu les rapports entre les individus et les Etats, mais bien entre les individus et les employeurs, par l'intermédiaire des Etats.

L'économiste allemand livre en outre les notes prises lors de la présentation orale de ce document dans le cénacle helvétique. Selon celles-ci, les travailleurs migrants, toutes qualifications confondues, sont devenus des « forces motrices » pour l'économie mondiale. Et les responsables politiques qui promettent de restreindre les migrations constituent « un grave danger pour les entreprises ». D'où la nécessité que ces dernières travaillent main dans la main avec les responsables politiques et les ONG.

Bref, de plus en plus de pays auraient besoin d'une immigration forte pour des raisons démographiques, de forces de travail, mais aussi fiscales et de « diversité ». Par ailleurs, les migrants représentent non seulement de la main d'œuvre, mais potentiellement un marché de consommateurs avec d'« énormes potentialités de business ».

A ce titre, le groupe de Davos considère constituer « un microcosme idéal pour la formation d'une coalition en faveur des migrations ». Et martèle : « le secteur privé a intérêt à attirer les talents du monde entier. Pour leur part, les gouvernements, dans l'intérêt de la compétitivité des entreprises, doivent changer le ton des débats en s'engageant pour les migrations. Pour sa part, la société civile (y compris les syndicats) comme garante de conditions de travail décente, (…) doit se considérer comme partenaire du secteur privé ».

Hôte du sommet de Marrakech, le ministre marocain des Affaires étrangères décrivait récemment les migrations comme des « phénomènes naturels ». Force est de constater que certains entendent bien encourager la « nature »… ruptures-presse.fr le 30 décembre 2018

Quand l'Etat se réduit à un appareil policier...

- Castaner veut la "libération définitive" des ronds-points - L'Express.fr 04.01

- "Gilets jaunes": le gouvernement veut une nouvelle loi "anticasseurs" - AFP 08.01

- Edouard Philippe dégaine l'arsenal «ultra-sévérité» - Liberation.fr 08.01

- Gilets jaunes : les mesures d'Edouard Philippe pour mettre un terme aux violences - Le Parisien 07 janvier 2019

Ferme, sur le fond comme sur la forme. Invité sur le plateau du journal de 20 heures de TF1, ce lundi soir, Édouard Philippe a ébauché les mesures du gouvernement pour mettre un terme aux violences commises en marge des manifestations des Gilets jaunes, comme cela a été de nouveau le cas, ce week-end, lors de « l'acte 8 ».

80 000 gendarmes et policiers déployés ce week-end

Le Premier ministre a d'abord affirmé que le gouvernement apporterait une « réponse opérationnelle » aux casseurs. « Ils n'auront pas le dernier mot », a-t-il tonné. Et d'évoquer « une mobilisation considérable des forces de l'ordre », avec « 80 000 » gendarmes et policiers déployés lors du week-end à venir, dont « 5000 » à Paris.

Arguant que « ceux qui profitent des manifestations pour casser changent de méthodes », le locataire de Matignon a demandé à ce que soit opérée « une actualisation du schéma national d'ordre public » afin que les forces de l'ordre, « plus mobiles », « ne soient plus dépassées ». « J'ai demandé aux ministères de l'Intérieur et de la Justice à ce que, de façon systématique, dès que l'on constate des actes délictueux, on procède à des interpellations », a-t-il également appuyé.

Vers un durcissement législatif

Le Premier ministre estime par ailleurs qu'il faut « sanctionner ceux qui veulent enfreindre » le cadre législatif entourant « la liberté de manifester », qu'il faut « préserver ». Une loi devrait donc être adoptée, qui permettra notamment de punir les manifestants n'ayant pas déclaré au préalable leur rassemblement en préfecture.

Cette loi comportera d'autres volets, comme le fait de considérer comme un délit le port d'une cagoule lors d'une manifestation, actuellement sanctionné d'une simple contravention.

Un fichier de casseurs à l'étude ?

Édouard Philippe a aussi laissé entendre qu'un fichier recensant les casseurs pourrait être mis en place afin de les interdire de manifester. Évoquant un « dispositif » à l'étude, le Premier ministre a notamment pris en exemple les mesures adoptées, « dans les années 2000 », afin d'interdire aux « hooligans » de se rendre dans les stades de football, justement basées sur des fichiers de personnes à risque.

« Ce dispositif a bien fonctionné, a-t-il fait valoir. Si on veut défendre la liberté de manifester, il faut faire évoluer notre droit ». Interrogé par Gilles Bouleau sur le calendrier entourant cette nouvelle loi, le chef du gouvernement a assuré qu'elle pourrait être « déposée et discutée à l'Assemblée nationale dès le mois de février ».

Plus de « 1000 condamnations »

Le Premier ministre a enfin donné un bilan des condamnations prononcées en marge des rassemblements de Gilets jaunes jusqu'à présent. « Au total », le gouvernement recense à ce jour « plus de 1000 condamnations » sur « 5600 gardes à vue ».

Édouard Philippe a évoqué plusieurs scènes concrètes ayant marqué l'opinion. Il a ainsi mentionné une interpellation, suivie d'un placement en détention provisoire, pour un homme suspecté d'avoir participé à la tentative de lynchage de policiers à moto, près des Champs-Elysées. Ou encore « 13 personnes identifiées et interpellées », suspectées d'avoir commis des dégradations sur l'Arc de Triomphe. Deux de ces personnes ont été placées en détention provisoire. Le Parisien 07 janvier 2019

La loi destinée aux hooligans qui date de 2010, à l'époque de Sarkozy.

Article 222-14-2 du Code pénal.

Créé par loi n°2010-201 du 2 mars 2010 - art. 1 (V)

Le fait pour une personne de participer sciemment à un groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

A quoi devaient servir les "attentats" et autres "attaques terroristes" commis en France et couverts ou commandés par la DGSI depuis l'affaire Mehra jusqu'à celui de Strasbourg en passant par Charlie Hebdo ? A renforcer l'arsenal judiciaire liberticide, qui le moment venu servirait à mater l'insurrection des masses. Avez-vous été Charlie par hasard, si oui, bien mal vous en a pris ! Au moins ces attaques ou actes terroristes ont permis de faire passer ces lois comme une lettre à la poste, bravo, avec évidemment les compliments du mouvement ouvrier qui en choeur fut Charlie, vous vous en souvenez, n'est-ce pas ?

- Toulon : un commandant de police filmé en train de frapper deux personnes en marge d'une manifestation de "gilets jaunes" - franceinfo 06.01

- Sur une des vidéos en question, on voit le commandant divisionnaire Didier Andrieux, en tenue mais tête nue, donner plusieurs coups de poing au visage d'un homme plaqué contre un mur, avant que d'autres fonctionnaires ne s'interposent.

Il a été décoré le 1er janvier dernier de la Légion d'honneur.

Le parquet n'envisage pour l'instant pas de saisir l'IGPN. Les policiers auraient agi en état de légitime défense. franceinfo 06.01

J'ai vu les images, elles montraient un manifestant collé contre un mur et entravé, donc dans l'impossibilité de bouger, maintenu par deux policiers tandis qu'un troisième cognait dessus.

LREM : Le parti policier.

- Le fichier recensant les casseurs réclamé par la police est plébiscité par LREM - Le HuffPost 08.01

Stanislas Guerini, nouveau délégué général de La République en marche, a plaidé ce lundi 7 janvier pour la création d'un fichier recensant les casseurs... Le HuffPost 08.01

Ceci explique cela.

Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics.

- Gilets jaunes: «S'il y a un danger, je n'ai aucune difficulté à l'idée d'interdire» une manifestation, affirme Olivier - Dussopt L'Opinion 08.01

- Impôt dès le premier euro: «Cela renforcerait le lien entre le fait d'être contribuable et citoyen», juge Olivier Dussopt - L'Opinion 08.01

Le syndicat jaune... est policier, sans surprise !

Commentant les violences, le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger a appelé à "arrêter d'être naïfs" face à "des gens qui veulent renverser la démocratie".

Le syndicat de police Alliance a de son côté réitéré dimanche sa demande de création d'"un fichier" de manifestants violents.

Le gouvernement n'a pas fermé la porte à une évolution, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Laurent Nuñez évoquant un possible "durcissement de la législation pénale". AFP 7 janvier 2018

- Gilets jaunes: Interpellations après des tentatives de blocage de dépôts pétroliers - Reuters 04.01

Les forces de l'ordre sont intervenues dans la nuit de jeudi à vendredi pour déjouer des tentatives de blocage des deux dépôts pétroliers de l'agglomération toulousaine et ont procédé à cinq interpellations, conformément aux instructions du gouvernement, a annoncé vendredi la préfecture de Haute-Garonne.

Vers 23h, dans la nuit de jeudi à vendredi, entre 50 et 70 "Gilets jaunes" ont allumé un feu de palettes et de pneus sur la voie d'accès au dépôt pétrolier de Lespinasse, au nord de Toulouse, relate la préfecture dans un communiqué.

Ils ont quitté les lieux à l'arrivée des gendarmes et se sont dirigés vers le dépôt de Fondeyre, sur la commune de Toulouse. Aux environs de minuit, ces mêmes individus, aux visages dissimulés, ont mis le feu à des palettes devant le site pétrolier, érigé des barricades et dégradé des clôtures.

"Ils ont violemment pris à partie les policiers arrivés sur place pour rétablir la liberté de circulation et ont été dispersés après l'emploi de gaz lacrymogène", indiquent les services de l'Etat.

L'intervention a donné lieu à l'interpellation de cinq personnes et à leur placement en garde à vue après la découverte "d'armes blanches et de stupéfiants" dans leurs véhicules, précise la préfecture. Reuters 04.01

- Des "gilets jaunes" saisissent le Défenseur des droits pour "atteintes à la liberté" de manifester -

franceinfo 05.01

"L'atteinte à la liberté d'aller et venir de l'ensemble de ces personnes parfaitement pacifiques, pour la plupart en mouvement au moment des interpellations, ne fait pas le moindre doute", écrivent les avocats William Bourdon, Vincent Brengarth et Céline Mokrane dans ce courrier envoyé vendredi au Défenseur des droits Jacques Toubon. "Nous nous inquiétons de telles mesures qui (...) semblent poursuivre une finalité dissuasive."

"Un nouveau palier semble désormais avoir été franchi" avec le recours par les autorités à l'infraction de "participation à un attroupement", considéré "comme un délit politique" par la Cour de cassation, rappellent les avocats. Selon eux, "le droit pénal n'a pas à servir d'instrument pour bâillonner ce qui relève de droits démocratiques et en particulier le droit de manifester". franceinfo 05.01

Leur vieux monde : Une poubelle à brûler.

- France. Pollution : le fléau des dépôts sauvages - francetvinfo.fr 06.01

314 000 tonnes de déchets dans la nature. francetvinfo.fr 06.01

- Italie. Rome croule sous les ordures - euronews 6 janvier 2019

Des déchets qui s'accumulent dans la capitale italienne depuis l'incendie qui a ravagé à la mi-décembre le principal incinérateur de la ville. Des sacs poubelles abandonnés dans la rue qui provoquent la colère des riverains. Certains ont même brûlé des dizaines de bennes à ordure : ils ne supportent plus les odeurs pestilentielles. euronews 6 janvier 2019

Ils osent tout.

- Espagne : la droite choque dans un tweet souhaitant la mort du Premier ministre - LeParisien.fr

- GB/Brexit: Les partisans du maintien et d'un second référendum majoritaires - Reuters

- Les Gafa vont-ils payer «leur juste part d'impôt» en France en 2019 ? - Liberation.fr

- Donald Trump répond à une élue démocrate qui promet de "destituer cet enfoiré" - Le HuffPost

- Venezuela: les pays du Groupe de Lima accentuent la pression sur Maduro -

Les pays du Groupe de Lima, à l'exception du Mexique, ont accentué la pression sur Nicolas Maduro, indiquant à l'issue d'une réunion vendredi qu'ils ne reconnaîtraient pas le deuxième mandat du président vénézuélien qui doit débuter le 10 janvier. AFP

- Une vidéo du «New York Times» montre comment l'Europe laisse les migrants mourir en mer - Liberation.fr

- Le drapeau trans a désormais sa place dans les bureaux du Congrès américain - Slate.fr

Venezuela: le Parlement déclare illégitime le nouveau mandat de Maduro - AFP

Le Parlement vénézuélien, contrôlé par l'opposition, a déclaré samedi illégitime le nouveau mandat du président Nicolas Maduro qui doit débuter le 10 janvier, promettant d'encourager un "gouvernement de transition" et des "élections libres". AFP

- Hongrie : menaces de grève générale - euronews

Une nouvelle vague de manifestations en Hongrie... et le ton monte doucement. Désormais les contestataires de la politique du président Viktor Orban menacent d'une grève générale si les les dernières lois votées par le parlement ne sont pas abrogées ou modifiées. euronews

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie: un accord avec le régime est "inévitable" selon un commandant kurde - AFP 05.01

Un accord avec le pouvoir en Syrie sur l'avenir de l'administration autonome kurde de régions du nord est "inévitable", a déclaré samedi à l'AFP un haut responsable militaire kurde, en plaidant pour un maintien de ses combattants sur place. AFP 05.01

- Le conseiller de Trump parle de "conditions" préalables avant le retrait de Syrie - AFP 6 janvier 2019

Des conditions doivent être réunies avant le retrait des troupes américaines de Syrie, telle que la sécurité de leurs alliés kurdes, a affirmé dimanche John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale du président américain Donald Trump. AFP 6 janvier 2019

- Trump n'a pas changé de position sur le retrait de Syrie, selon la Maison blanche - Reuters 8 janvier 2019

Algérie

- L'Algérie accuse des capitales arabes d'infiltrer des terroristes pour déstabiliser le Maghreb - Franceinfo 4 janvier 2019

La décision du gouvernement d'interdire l'accès à l'Algérie aux migrants arabes arrivant par le Niger et le Mali est irrévocable", a déclaré au site algérien en ligne TSA Arabi Hacène Kacimi, le directeur en charge de la migration au ministère de l'Intérieur.

Rappelant que son pays avait accueilli jusqu'à présent plus de 50 000 Syriens pour des raisons humanitaires, le responsable a révélé que l'Algérie faisait face désormais à un nouveau phénomène. L'infiltration de migrants arabes venus de Syrie, du Yémen et de Palestine "par des canaux sous contrôle de groupes armés".

Et "quand certains de ces migrants deviennent un danger pour la stabilité nationale et une menace pour la sécurité, alors l'Algérie doit bouger", a-t-il ajouté.

Selon lui, ces migrants arabes traversent plusieurs pays tels que l'Egypte, la Turquie, le Soudan et la Mauritanie jusqu'au Niger et au Mali sans demander l'asile politique, "alors qu'une personne menacée demande l'asile au premier pays dans lequel il arrive", a-t-il commenté.

Indiquant ne pas vouloir porter d'accusations a priori, Hacène Kacimi a expliqué que son pays était en droit de s'interroger sur le fait de savoir s'il s'agissait véritablement de migrants ou "de terroristes pénétrant en Algérie sous couverture humanitaire". Pour lui, "il y a sûrement des parties occultes qui financent de telles norias terroristes".

Corroborant ces propos, TSA Arabi rapporte également, de source sécuritaire, que "l'armée algérienne est confrontée à un nouveau défi, celui de l'infiltration de terroristes âgés de 20 à 30 ans, la plupart de nationalité syrienne ainsi que quelques éléments yéménites".

Porteurs de faux papiers soudanais,"ces infiltrés viennent de la ville d'Alep, en Syrie, et ils sont poussés par des capitales arabes qui les encouragent à se déployer en Algérie dans le but de la déstabiliser", a précisé cette source, soulignant que ces terroristes syriens transitaient par le Niger depuis que ce pays est devenu un couloir pour les migrants clandestins.

A l'appui de cette thèse, TSA Arabi rappelle l'arraisonnement il y a quinze jours d'un navire chargé de munitions turques, 45 millions de balles pour être précis, au large de la Libye.

Un chiffre "colossal", selon la source de TSA, au regard d'une population de quatre millions de Libyens. "On peut en conclure que cette énorme quantité d'armes n'était pas destinée à la Libye mais à armer les combattants venus de Syrie et d'autres régions", a-t-elle dit.

Haut de page

Le 9 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

Comme ma compagne est absente les trois premiers jours de la semaine, j'en profite pour bosser tranquillement, non-stop, il n'y a personne pour interrompre mes pensées, donc je peux davantage me concentrer sur mon sujet. Vous savez tout !

Sa mère, qui a environ 75 ans, a balancé à la poubelle et brûlé le sac plastique qui contenait les 7 chemisiers tout neufs que je lui avais fait faire sur mesure et que je lui avais offerts pour Diwali ! C'était la connerie du jour ! Sur le coup, j'ai fait celui qui était en colère parce que personne ne s'occupe d'elle, puis je me suis marré, j'y suis tellement habitué !

Non mais sans déconner, je plains ceux qui ne supportent pas les préjugés des masses arriérées, moi je n'y fais pas attention, car ici en Inde ce serait à devenir fou !

Tenez, hier soir j'ai regardé un film français en noir et blanc des années 50 je crois, Raboliot, l'histoire se déroulait en Sologne, un journalier à la campagne, braconnier à ses heures injustement poursuivi, refusant de purger une peine de prison dérisoire (un mois) qui n'aurait rien changé à sa vie, il choisira la fuite et la rébellion pour défendre son honneur, erreur d'appréciation fatale puisqu'elle le conduira à commettre un meurtre sur la personne du garde forestier qui le harcelait, et qui non seulement avait monté son épouse contre lui pendant son absence, mais était parvenu à la séduire, fin dramatique et injuste.

En écoutant les dialogues et en observant les rapports qu'avaient entre eux les différents personnages, je me suis dit que les gens étaient beaucoup plus libres et plus heureux à cette époque par rapport à maintenant. Comme le dit l'auteur d'un article que j'ai reproduit plus loin "*Aujourd'hui, en France, il est interdit de plaisanter, de rire, de faire de l'humour, de pratiquer l'auto dérision traditionnelle ou même la satyre*" sous peine d'être mis au ban de la société ou d'être "*condamnés devant les tribunaux*", quel horreur ce pays est devenu! Cela fait réfléchir.

Je n'ai jamais été un adepte de propos grivois, et quand j'en entends, je m'en fous éperdument. Je n'ai pas l'état d'esprit d'un policier de la pensée comme cela s'est beaucoup trop répandu également dans le mouvement ouvrier, hélas ! Ceux qui les condamnent sont en réalité coupés de la classe ouvrière, ils ne la connaissent pas, ils ne méritent pas de la représenter, ils la méprisent. Comme cela doit être difficile de supporter ces procureurs généraux, et pourtant on n'a pas le choix, quelle bien triste compagnie ! Bref, ici la vie du prolétariat est très dure, tout est pourri, mais au moins on se marre bien, entre nous, en public, n'importe où, on a au moins cette liberté, vous, vous n'avez même plus cela et c'est bien triste.

Tenez, vaut mieux moins mais meilleur, que plus mais pire ! Ce sera l'aphorisme du jour dans la bonne humeur, que j'espère avoir pu transmettre à certains, quant aux autres, ils riront jaune, sans gilet ! (Rire !)

- Au format pdf (16 pages)

On se répète, mais c'est inévitable !

(Et puis comme je ne fais pas partie des perroquets qui reproduisent les discours de leurs dirigeants, cela me permet de vérifier que je n'ai pas dit des conneries précédemment ou de les corriger !)

Toute discussion sur la situation politique, les institutions, la Constitution, la République, la démocratie, etc. ne servent à rien ou à pas grand chose si elles font l'impasse sur la situation économique qui est à l'origine de la lutte des classes, et encore faut-il cesser d'imaginer que le capitalisme n'aurait pas évolué depuis son passage à l'impérialisme au début du XXe siècle.

Car depuis que les oligarques se sont octroyés le pouvoir politique de se transformer en faux monnayeurs en toute impunité, penser la situation économique uniquement en terme de crise dans le cadre du capitalisme est insuffisant, dépassé, dérisoire, voire obsolète, et ne permet pas de comprendre ce qui se passe, encore moins de le prévoir, puisqu'ils recourent dorénavant à des facteurs ou des règles qui sont déconnectés du fonctionnement du capitalisme, qui pour ainsi dire n'ont plus rien à voir avec l'économie, mais dépendent uniquement de la nature et de leur volonté à préserver à long terme les privilèges de leur caste, leur survie au détriment de celle du reste de l'humanité qui est devenu son ennemi. Leur stratégie politique est dictée par cet unique objectif, et non celui de continuer à exercer leur hégémonie de classe dans le cadre du capitalisme, ce qu'ils ne cessent de démontrer et qu'on s'emploie à ignorer, d'où notre incapacité à définir une stratégie pour préparer les masses à les affronter pour les vaincre.

Ce n'est pas seulement l'évolution à venir du capitalisme et le développement de la lutte de classes qui les condamne à disparaître en supposant que le prolétariat parvienne à s'emparer du pouvoir politique, mais la démographie mondiale exponentielle, qui ne cesse de croître pour atteindre bientôt 10 milliards d'habitants, puis 12, 15, plus encore, et qui dans ces conditions sape leur propre survie si leurs besoins devaient être satisfaits, j'entends leurs besoins les plus élémentaires, alimentation, eau, santé, logement, espace vital, énergie, qui s'accompagnent de défis gigantesques, impossible à maîtriser, sans oublier leurs inévitables conséquences, violence, insécurité, pollution, déchet, etc. le tout rendant la société et le monde quasiment invivable, y compris pour eux.

Qu'on partage ou non cette analyse, peu importe ici, toujours est-il que contrairement à nous ils ont parfaitement conscience de

la direction dans laquelle s'oriente le monde et qu'elle est incompatible avec l'idée même de civilisation humaine, ce n'est évidemment pas cela qui les choque, mais qu'ils en soient victimes eux-mêmes et ils s'y refusent. Du coup, ils entendent dessiner l'avenir ou le sort de l'espèce humaine uniquement en fonction de leurs besoins pour perpétuer leur propre espèce. Oui, on peut affirmer qu'à présent ils considèrent globalement l'espèce humaine comme leur ennemi, ce qui peut paraître incroyable quand on n'a pas en tête leur détermination sans faille et leur cynisme sans fond.

Les discours que tiennent les uns et les autres sont inconsistants, parce qu'ils ne tiennent pas compte de la dimension historique de cette stratégie qui conduit à la disparition de la civilisation humaine. On nous dit que les Etats ne pourront jamais rembourser leurs gigantesques dettes à l'oligarchie, on nous dit qu'elle continue de s'enrichir encore et encore, on observe qu'elle continue de fabriquer des milliers de milliards de dollars, euros, yen, livre qu'elle se distribue par l'intermédiaire des banques centrales, on veut bien admettre qu'elle n'a plus d'autre recours que la fuite en avant, mais quand il s'agit de se demander pourquoi, d'essayer de comprendre ce qui se passe réellement, on ne nous fournit aucune explication cohérente ou sérieuse. On devrait se contenter d'un constat, c'est à croire qu'il s'agirait encore d'un sujet tabou parce que les sacro-saintes lois du capitalisme sont violées, et personne ne veut admettre que c'est possible et c'est pourtant le cas. Les actifs de la banque américaine Goldman Sachs se montent à 700 milliards de dollars, autrement dit selon le ratio en vigueur, elle dispose auprès de la Fed de 7.000 milliards de dollars pour spéculer sur le marché mondial ou faire tranquillement ses affaires, et toutes les autres grandes banques bénéficient des mêmes facilité, Citi, JP Morgan, Chase Manhattan Bank, etc. ce qui leur donne un pouvoir supérieur à n'importe quel Etat dans le monde. Et ces sommes phénoménales d'argent ne figure nulle part au bilan de la Fed, pourquoi faire puisqu'elle figurerait à la fois dans la colonne des actifs et des passifs, les deux s'équilibrant égal à zéro et le tour est joué, circulez il n'y a rien à voir ! Mais qui donne ce pouvoir à la Fed ? Question stupide puisque la Fed, c'est eux, ce sont eux qui détiennent la planche à billets ! En fait, c'est tellement rudimentaire que tout le monde ou presque passe à côté.

Le capitalisme est virtuellement en faillite, et ils le maintiennent artificiellement en survie en recourant à des procédés financiers mafieux, ils ont même été jusqu'à hypothéquer la plus-value qu'il dégagerait au cours des prochaines décennies, de sorte que réduit à l'état de banqueroute, paradoxalement ils en viennent à devoir le financer pour éviter qu'il ne tombe en ruine, car ils craignent que sur ses ruines le prolétariat bâtisse une autre société d'où ils seraient exclus. Ils ne volent pas à son secours pour le sauver mais pour en conserver le contrôle, y compris de son effondrement qui ne peut être que programmé, qui n'interviendra ni n'importe quand ou dans n'importe quelle circonstance, ni n'importe où, il interviendra quand ils l'auront décidé, ni avant ni après, de toutes manières ils ont les moyens de l'empêcher avec la puissance financière dont ils disposent, pour ainsi dire illimitée.

Il faut être bien naïf ou complètement ignorant pour ne pas avoir compris que depuis 1929 toutes les crises économiques ou financières qui se sont produites dans le monde ont été planifiées, il faut ne pas avoir à l'esprit que 24h/24 ils ont le pouvoir de la déclencher, de la laisser se développer, de la stopper, bref de siffler la fin de la partie et de rafler la mise au passage, après avoir ruiné des Etats, les avoir conduit à la guerre, avoir dépouillé des centaines de milliers de petits actionnaires, avoir mis la main sur des pans de l'économie d'un pays ou certains secteurs économiques qui leur échappaient encore ou dans lesquels ils voulaient renforcer leur présence, etc. Ne dites pas que vous n'en croyez pas un mot, vérifiez-le vous-mêmes, faites comme moi, lisez les documents qui figurent sur le Net et vous en aurez confirmation. Je vais vous dire un truc, tant que je n'avais pas lu de mes propres yeux, je ne le croyais pas, et je ne me suis pas contenté d'un seul document, j'ai continué mes recherches, j'ai recoupé les informations que j'avais obtenues, j'ai vérifié les sources.

Vous vous demanderez peut-être pourquoi ils n'arrosent pas le monde entier de millions de milliards de dollars pour que l'humanité toute entière partage leur bonheur puisqu'ils en ont le pouvoir, au lieu de les haïr ils seraient vénérés, mais parce que ce n'est pas leur objectif, car même dans ce cas-là les besoins de la population mondiale entreraient en concurrence avec les leurs qui seraient relativement modestes compte tenu qu'ils représentent moins d'1% de la population mondiale, du coup ils ne peuvent que la considérer que comme leur ennemi pour les raisons que j'ai indiquées plus haut. Cela sous-entend un certain nombre de choses que nous n'avons fait qu'effleurer, dont la réduction de la population mondiale. Comment ils comptent s'y prendre pour y parvenir, je l'ignore et je crois bien qu'ils l'ignorent eux-mêmes, parce qu'ils n'ont aucune idée du rythme et du délais dans lesquels cela pourrait se réaliser ou ils sont divisés sur les moyens à appliquer pour atteindre cet objectif pour le moment hypothétique, puisque la population mondiale continue d'augmenter, et encore faudrait-il qu'ils soient sans risque pour eux, on ne s'avancera pas au-delà sur ce sujet, car ce serait de la pure spéculation. Et n'oublions jamais qu'ils ont de la suite dans les idées !

On vient de voir très rapidement que notre ennemi disposait d'importants moyens pour mener à bien sa politique ou sa stratégie, il dispose en fait de tous les pouvoirs, économique, politique, judiciaire, médiatique, et il s'en sert pour mener sa lutte de classe contre les exploités et les opprimés...

Nous de notre côté, nous disposons du mouvement ouvrier, de sa longue expérience, de sa tradition révolutionnaire, des enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes principalement, de nos propres forces, de notre volonté intacte à refuser de se résigner à vivre en esclavage, nous disposons de la légitimité puisque nous sommes l'immense majorité de la population et que nous partageons les mêmes besoins ou aspirations à la justice sociale, au bien-être, à l'épanouissement individuel, à vivre en harmonie avec tous les peuples, en paix, et surtout nous disposons du droit politique de nous organiser pour décider librement qui doit détenir la pouvoir, qui doit gouverner, sur quelle base sociale doit reposer la société, son orientation, de sorte que l'humanité puisse relayer au musée de la préhistoire l'exploitation de l'homme pas l'homme, toute forme d'oppression ou de servitude exercée par des hommes sur d'autres hommes.

Notre ennemi ne s'embarrasse pas de ce qu'on pense de lui ou de sa stratégie, il suit sa route, et bien faisons de même, tenons-nous en résolument, strictement à notre terrain de classe, nous sommes le nombre, nous sommes la force, la légitimé est de notre côté, faisons en sorte que la prochaine étape du processus dialectique matérialiste et historique soit en notre faveur, et rira bien qui rira le dernier !

Car oui, même la mafia, la mafia financière en fait partie !

Qu'est-ce que c'est que l'« ***extrême centre*** », le centrisme, le "***ni de droite ni de gauche***" dont se réclame Macron ?

Dans la rubrique ils osent tout. Comment les médias dominants manipulent les consciences en faisant passer pour démocrates des "*experts*" travaillant dans un magazine britannique de l'oligarchie financière, détenu par la famille Agnelli et Rothschild, voué à la propagation du néolibéralisme.

Et en quoi consiste exactement son "*indice de démocratie*" ? Tenez-vous bien : Le libéralisme économique, le libre-échange, la dérégulation financière, le libéralisme sociétal, mais encore : Margaret Thatcher, Ronald Reagan, John Kerry, Barack Obama, Bill Clinton, Nicolas Sarkozy, mais encore : le général Pinochet !

Délirant, incroyable, mais vrai !

Dans un article du 9 janvier Le HuffPost relate un "*classement annuel des démocraties*" établi par "*un groupe d'experts*" de "*The Economist Intelligence Unit*".

La cible : L'Italie ou plutôt le gouvernement italien. (Ce pourrait être le gouvernement vénézuélien ou bolivien. - LVOG)

En cause: sa position anti-immigration, il a "fermé les ports italiens aux navires ayant secouru des migrants".

Conclusion : "De nouveaux dangers potentiels pour réduire les libertés des citoyens."

Qu'est ce que c'est The Economist Intelligence Unit ?

(Sur leur site Internet.)

- "We are the research and analysis division of The Economist Group, the sister company to The Economist newspaper."

Donc un département de The Economist.

(Sur Wikipédia)

Qu'est ce que c'est The Economist ?

The Economist est un magazine d'actualité hebdomadaire britannique. Il est l'un des hebdomadaires de référence à l'échelle mondiale, ciblant une population hautement éduquée.

L'Obs et Le Monde diplomatique le citent comme l'hebdomadaire « le plus influent du monde ».

The Economist est l'une des marques de The Economist Group, qui possède également l'Economist Intelligence Unit, proposant des recherches et des analyses pour conseiller ses clients et connue pour son indice de démocratie. Il détient également l'Economist Intelligence Unit.

Le groupe était possédé à hauteur de 50 % par Pearson de 1928 à 2015. En août 2015, Pearson, après avoir vendu le Financial Times, annonce la vente pour 469 millions de livres de sa participation dans The Economist Group, au groupe italien Exor (la famille Agnelli) et à la famille Rothschild.

Les États-Unis sont le pays étranger comportant le plus de journalistes.

À l'inverse de la majorité des journaux actuels, aucun journaliste ne signe ses articles, même le nom rédacteur en chef n'est pas mentionné dans un signat. The Economist justifie cet anonymat par la volonté de ne s'exprimer que par une seule voix commune, définie lors de réunions hebdomadaires, plutôt que par une multitude de voix aux opinions diverses : dans une sorte de « centralisme démocratique », chaque article devient une « œuvre collective ». (C'est en réalité l'inverse du « centralisme démocratique », puisqu'ici le directeur de la rédaction ou le rédacteur en chef fait un briefing à son troupeau de

moutons de rédacteurs ou il leur dicte la ligne politique adoptée par la direction politique du journal qu'ils doivent suivre à la lettre. Le véritable centralisme démocratique, c'est quand l'ensemble des participants à une réunion peuvent s'exprimer et soumettre librement leur position sur une question, ensuite ils votent et la position qui a obtenue la majorité des voix est adoptée, et tous s'engagent à la défendre loyalement. - LVOG)

The Economist est fondé par James Wilson en 1843 et paraît pour la première fois en septembre de la même année. Il est créé pour soutenir la campagne demandant l'abrogation des Corn Laws, lois protectionnistes sur les céréales, et pour promouvoir le libre-échange. Son titre reflète alors cette orientation politique marquée, le terme « économisme » désignant à l'époque principalement le libéralisme économique (On dirait l'ultra libéralisme ou le néolibéralisme, le néoconservatisme de nos jours. - LVOG). Bien que les Corn Laws soient abolies en 1846, le journal perdure, restant fidèle aux idées libérales de Wilson. Karl Marx décrit en ce temps le journal comme « l'organe européen » de « l'aristocratie des finances ».

Le magazine est tiré à 1,3 million d'exemplaires en 2007 puis 1,6 million en 2015.

Selon l'étude de 2006 de l'Audit Bureau of Circulations, l'organisme de mesure anglais, 53 % des lecteurs sont nord-américains, 14 % britanniques et 19 % d'Europe continentale. 40 000 exemplaires sont vendus en France chaque semaine.

Le revenu annuel moyen des lecteurs du journal est de 200 000 dollars ; la publication est largement bénéficiaire avec 411 millions de chiffre d'affaires en 2015 dont 75 millions de bénéfice opérationnel.

The Economist se considère comme d' « extrême-centre » et comme partisan d'un libéralisme inspiré d'Adam Smith, de John Stuart Mill et de William Ewart Gladstone, s'opposant à toute limitation injustifiée des libertés individuelles, qu'elles soient économiques ou personnelles.(Qui décide qu'elle est "injustifiée" ou la limite à ne pas dépasser ? Le législateur au service de l'oligarchie ! - LVOG) Il prend ainsi position en faveur à la fois d'un libéralisme économique, notamment le libre-échange et la dérégulation, et d'un libéralisme sociétal, en défendant par exemple la légalisation des drogues et le mariage homosexuel. (Intéressant n'est-ce pas ? Vous avez là la confirmation que c'est bien l'oligarchie financière qui est à l'origine de toutes ces campagnes identitaires ou communautaristes. - LVOG)

Il a soutenu des dirigeants politiques conservateurs comme Margaret Thatcher ou Ronald Reagan comme des travaillistes (Tony Blair) ou des démocrates (John Kerry, Barack Obama et Bill Clinton). Le journal a pris parti dans l'élection présidentielle française en soutenant Nicolas Sarkozy. (D'où vient leur amalgame rouge-brun ? De la confusion des rôles entre la droite et la gauche, des républicains et des démocrates qu'ils ont camouflée si longtemps avec le soutien de nos dirigeants. - LVOG)

Partisan de l'intervention américaine au Viêt Nam. Le journal donne une couverture plutôt favorable au putsch du général Pinochet en 1973.

Sur l'échiquier politique anglais, The Economist se définit lui-même comme proche des radicaux, voyant dans l'« extrême centre » sa position historique. (Source : Wikipedia.org)

Ce ne serait pas plutôt l'inverse, faisons notre révolution pour écrire une nouvelle Constitution ?

Mais notez bien que nous devrions rédiger un projet de Constitution. D'ailleurs, vous ne vous êtes jamais demandés pourquoi tous ces partis (POID, POI, NPA, LO) partisans de la rupture avec la Ve République ne s'y sont jamais attelés, tout du moins à ma connaissance ? Quel formidable outil de propagande il aurait été depuis...1958 !

"Nous devons réécrire la Constitution pour la faire respecter et cela provoquera une Révolution"

- Les Gilets-Jaunes provoquent la restauration de la Constitution par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 31 décembre 2018

LVOG - Ce texte était bourré d'illusions dans le régime que je n'ai pas reproduites, celles qui restent et que je n'ai pas pu couper sont inoffensives. Il y est fait également références à quelques personnes que l'on jugera plus ou moins infréquentables, François Asselineau, Etienne Chouard, Natacha Polony, Dieudonné, Michel Onfray, et je vous en ai évité d'autres bien pire encore ! C'est malheureusement inévitable dans ce genre d'articles destinés à un large public.

On retiendra son côté pédagogique à la portée de tous, l'auteur va à l'essentiel et on voit qu'il maîtrise son sujet, et on peut penser qu'au terme de sa lecture le lecteur aura appris ou retenu quelque chose, c'est l'essentiel, ce qui est rarement le cas des articles publiés dans les hebdomadaires des partis ouvriers, énoncer leurs défauts serait trop long ici.

Extraits.

Le premier ennemi du peuple c'est un État qui se croit tout permis parce qu'il pense qu'il détient un pouvoir qu'il s'est attribué mais

que jamais personne ne lui a donné. Le second ennemi du peuple c'est le même État qui veut faire croire qu'il est innocent. Le troisième ennemi du peuple, c'est l'État qui, se croyant ou se considérant innocent, pense que le peuple ne peut en aucun cas se permettre une incroyance en cette innocence. C'est ainsi qu'il fait passer la conscience d'une volonté démocratique du peuple à la croyance théocratique qui lui liera les mains. Si l'État se fait passer pour innocent, c'est parce qu'il se réfère à un principe supérieur à celui de la souveraineté constituante du peuple : le principe pontificaliste théocratique qui fait de l'État le Pontife de la société laïque. Voilà pourquoi le premier terroriste menaçant le peuple c'est l'État. Il n'est donc nullement étonnant que l'État réprime abusivement le peuple et organise l'oppression du peuple en gérant son management de la terreur.

Si les « élites » se sont attribuées un pouvoir, c'est parce que le peuple a été dépossédé de sa souveraineté qui aurait naturellement organisé un contrepouvoir contrôlant tout abus de pouvoir. Nous allons voir comment ce tour de passe-passe s'est réalisé.

Une Constitution c'est l'expression de la souveraineté du peuple. Ensuite, les parlementaires sont des législateurs qui vont mettre au service du peuple leur compétence pour élaborer des lois qui ne seront que le reflet de ce qui est exprimé dans la Constitution. La référence au socle constitutionnel est primordiale. La Constitution qui exprime la volonté souveraine et démocratique du peuple, n'est une Constitution qu'à la condition d'avoir été écrite par le peuple. Seul le peuple peut donc modifier la Constitution. Aucun Parlement, aucun Sénat, aucun Gouvernement ni aucun Président de la République ne peut modifier une virgule de la Constitution. La Constitution écrite par le peuple constituant définit le cadre dans lequel le service de la représentation doit s'exercer. Aucun pouvoir n'est donné à personne. Le Président et tous les représentants du peuple sont au service exclusif des intérêts réels du bien commun du peuple. La liberté, la sécurité, les intérêts du bien commun sont assurés par les lois qui explicitent la Constitution en étant compatibles avec elle.

Le peuple accepte d'être gouverné par un Gouvernement dans la mesure où l'exercice de son service est encadré, limité, par la Constitution que le peuple lui-même a rédigée et que lui seul peut modifier.

Etienne Chouard, logiquement très critiqué par les chiens de garde du système, dit que « Le problème qui nous concerne, c'est notre dépossession du politique par des Constitutions qui n'en sont pas. Nous devrions refuser d'appeler « Constitution », des textes qui, au lieu d'être des protections, sont des prisons. » (Cf., Etienne Chouard, invité par Natacha Polony sur Polony.tv, le 02 décembre 2017, « Nous ne sommes pas en démocratie » ; visionner également la vidéo Etienne Chouard, le 04 août 2017, entretien chez Thinkerview)

Dès qu'une représentation se permet de toucher ou de modifier, une Constitution, il n'est plus une représentation mais une usurpation, un délit de pouvoir, une forme de putchisme politique, un coup d'État juridique illégal.

James Madison (1751-1836, quatrième président des États-Unis d'Amérique, de 1809 à 1817), écrivait : « Là où règne un excès de pouvoir, aucune propriété n'est dûment respectée. Personne n'est en sécurité dans ses opinions, sa personne, ses facultés ou ses biens. » (Cf., The Fouders' Constitution Volume 1, Ch 16,Document 23)

En France, la liberté d'expression n'est plus qu'une belle idée ancienne. Les dernières lois (Cf., article du 19 novembre 2018, dans mondialisation.ca : l'avalanche liberticide appelle à la résistance) posent répétitivement les limites de ce qu'elle représente aujourd'hui.

Ouvrons cette parenthèse. Depuis la loi Gayssot du 13 juillet 1990, jusqu'aux dernières sur les « fakes news » de Macron en novembre 2018, la liberté d'expression est devenue dérisoire en France. Les citoyens peuvent être sévèrement condamnés pour un oui ou pour un non, au nom d'un soi-disant «discours de haine » ou «d'incitations à la haine raciale» ou «d'antisémitisme», alors que la Constitution garantit la liberté d'expression.

Aujourd'hui, en France, il est interdit de plaisanter, de rire, de faire de l'humour, de pratiquer l'auto dérision traditionnelle ou même la satyre. Les Coluche ou Desproges sont inimaginables aujourd'hui : ils seraient condamnés devant les tribunaux! Un Dieudonné, quelles que soient ses opinions, est condamné par les tribunaux et harcelé par la police de la dictature française pour interdire aux sympathisants la participation à ses spectacles, car de toute évidence, la liberté de pensée et d'expression n'existe plus en France, Patrie des Droits de l'homme! Frédéric Taddeï a été viré de France Télévision pour avoir dit la vérité sur l'engagement criminel de l'Etat Français dans la coalition illégale de Doha au service des intérêts d'Israël en Syrie et ce journaliste travaille désormais sur RT France; Natacha Polony a, elle aussi, été virée de partout. Elle a été obligée d'organiser son indépendance. Elle anime entre autres choses les activités du Comité Orwell. Michel Onfray s'est fait virer des TV et des Radios de France et de Navarre pour avoir osé publier un écrit satyrique sur Macron et critiquer les partisans du pacte de Maastricht. Des pressions venant de l'Etat terroriste français ont été organisées pour l'empêcher de continuer son Université populaire. Le but était d'étouffer la voix du philosophe qui a été jugé, par la macronie, dissident et véhiculant des idées incompatibles avec la vision dictatoriale de la politique fasciste ultra libérale qu'elle pratique. D'autres journalistes avaient déjà été censurés avant eux, comme Jean-Loup Izambert sur la Syrie en 2015 ou Paul Moreira sur l'Ukraine en 2016…

Dans les « élites » politiques, il n'y a plus personne aujourd'hui en France qui pourrait prononcer cette parole attribuée traditionnellement à Voltaire : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai pour que vous puissiez

le dire librement. » Cette liberté est devenue impensable en France! Comment en est-on arrivé là?

Les chiens de garde habituels que l'on entend dans les médias collabo du système, nous sidèrent par leur pratique d'un psittacisme journalistique déconcertant ou des paralogismes informels en continu à travers lesquels ils prennent constamment les gens pour des idiots. Ils finissent par nous gaver avec leurs fixations et nous rappellent bien souvent Simone de Beauvoir qui disait si justement dans « Les Mandarins » (1954) : «Ces gens ont l'air de croire que le vide de leur cerveau leur meuble les couilles!»

Ces « gens » en question sont, en vrac, les Jean-Michel Aphatie, les Christophe Barbier, les Hervé Gattegno, les Patrick Cohen et autres BHL, bref, la cohorte des abrutis du même acabit que l'on subit à longueur de temps sur les ondes et qui polluent la vie publique française, et en particulier lorsqu'ils délirent sur les Gilets-jaunes…

Fermons la parenthèse.

Des lois qui ne sont pas compatibles avec la Constitution, sont illégitimes et sans valeur. Si un citoyen peut être condamné à de la prison ferme alors qu'il dit une vérité historique avérée, vérifiée, ou parce qu'il plaisante, simplement parce qu'une représentation législative s'est emparée d'un pouvoir qu'elle n'a pas et qu'elle n'a jamais eu, mais qu'elle s'est arbitrairement attribué, nous ne pouvons plus parler de démocratie mais de dictature. Une loi qui n'est pas compatible avec la Constitution écrite par le peuple n'a aucune légitimité et le citoyen a le devoir de s'opposer à cette loi qui n'a aucune valeur. Il est même tenu à la désobéissance civique, puisqu'il est tenu de respecter la Constitution.

Nous pouvons tous constater à quel point nous sommes dans une dérive totalitaire en France, puisque ce qui est naturel et inscrit dans la Constitution est foncièrement contesté par un pouvoir qui s'est attribué le droit de contredire la Constitution en la niant quasi intégralement!

Georges Orwell écrit dans 1984 : «Pour que les grands gardent perpétuellement leurs places, la condition mentale dominante doit être la folie dirigée.» (P.307) (...)

Une Constitution n'a de sens que si elle est respectée. Autrement dit, toute Constitution qui n'est pas respectée cesse d'en être une.

En France la Constitution, en plus d'avoir été modifiée à maintes reprises, sans le consentement du peuple français, a été ouvertement ignorée à de très nombreuses occasions par le Président de la République, notamment par Emmanuel Macron. Les exemples sont pléthore.

François Asselineau, président de l'UPR, a pointé 13 violations de la Constitution française par le Président de la République actuel. Or, selon l'article 68 de la Constitution, une procédure de destitution devrait avoir lieu alors qu'elle ne se fait pas! (Cf., François Asselineau, le 27 décembre 2018, interview BFM TV sur les Gilets-jaunes et sur la destitution d'Emmanuel Macron) (...)

Une Constitution doit protéger de tout abus de pouvoir. Une Constitution doit régler la question du contrôle des élus, de la révocation des élus à n'importe quelle moment si ceux-ci ne sont plus dans le respect de leur mission ; une Constitution doit être respectée pour être une Constitution. Une Constitution doit être écrite par le peuple si nous voulons parler de démocratie et installer une démocratie. Seul le peuple est habilité à écrire la Constitution, à amender la Constitution, à modifier la Constitution et à faire respecter la Constitution par le referendum d'Initiative Citoyenne, révocatoire ou autre, si quelqu'un, en cours de mandat, voulait s'emparer d'un pouvoir échappant au contrôle du peuple.

La Constitution est là pour protéger le peuple des législateurs. Les législateurs sont là uniquement pour nous rendre service : détailler les règles qui impérativement doivent être absolument compatibles avec la Constitution écrite par le peuple et qui reste la vraie et fondamentale volonté du peuple et souveraineté du peuple supérieure à toute autre loi ne pouvant que venir confirmer ce que dit la Constitution. Toute loi qui viendrait contredire la Constitution est d'office illégitime et non valide : elle doit être abrogée immédiatement et aucun citoyen ne peut ni ne doit respecter une loi qui contredit la Constitution ou qui s'oppose au respect de la Constitution. Ce ne sont pas les « représentants » du peuple qui sont habilités à écrire les règles de leur propre « représentation ». C'est au peuple d'écrire les règles qui définissent le travail de ses représentants.

Tous ceux qui considèrent qu'ils ont un « pouvoir », ne peuvent évidemment pas se mettre à écrire les règles qui vont contrôler leur propre « pouvoir ». Pourtant c'est ce qui se fait continuellement depuis longtemps en France. Le peuple doit abroger cette perversion et définir dans la Constitution ce qu'est le rôle du « représentant serviteur du peuple » et non pas « détenteur d'un pouvoir sur le peuple ».

Le problème qui est celui du peuple, c'est la dépossession du politique par des Constitutions qui n'en sont pas. Les marchands, les financiers, les spéculateurs se sont emparés du pouvoir en écrivant les lois à la place du peuple. Ils ont donc rédigés les lois en vertu de leurs intérêts marchands, contre ceux du peuple dépossédé de sa souveraineté constitutionnelle. De fausses constitutions ont remplacé la Constitution.

Dès qu'on lit, par exemple, l'Article 3 de la Constitution française actuelle on trouve cette affirmation illégitime: « La souveraineté appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants…» Autant dire qu'on se moque ouvertement du peuple. Cela veut dire que les « représentants » détiennent le pouvoir qu'ils exercent au nom du peuple et le peuple accepte implicitement d'être dépossédé habituellement de son pouvoir par le fait même. Dire ensuite que le referendum est également prévu par cet article n'a plus beaucoup de sens puisque ce sont les « représentants » qui vont décider à quel moment un referendum doit avoir lieu et en définissant ses modalités.

La seule façon d'organiser une démocratie représentative qui n'aille pas dans ce type de falsification, c'est de la penser à partir du plus petit échelon : la commune. Les représentants locaux sont choisis par la population locale. On les connaît, on les voit faire leur travail, on les contrôle en direct et on se donne le droit de pouvoir les révoquer si leur travail n'est pas satisfaisant ou s'il va dans le sens contraire des intérêts du bien commun.

Ensuite, nous déléguons au niveau départemental les décisions que nous ne pouvons pas prendre au niveau local. Par une fédération pensée d'en bas, s'organise le processus de la délégation et non pas à partir d'en haut. Une fédération pensée depuis le haut est une caricature de démocratie.

C'est l'exemple de l'Union Européenne qui veut organiser une fédération de pays mais à partir de Bruxelles, à partir de « représentants » que personne n'a élus et qui ne représentent donc personne, mais qui nous imposent en revanche leur « Constitution » et les traités, sans que les peuples ne se soient en rien prononcés. On se rappelle que même les consultations par referendum sur la Constitution européenne, ayant donné un résultat négatif pour plusieurs pays, ont été ignorées et imposées à tous par les « représentants » détenant un pouvoir qui, par conséquent, ne venait pas des peuples!

Le fait que le citoyen devienne un citoyen constituant, lui permet d'écrire lui-même le fondement du droit dans la Constitution, parce qu'il est le souverain.

Les voleurs de pouvoir, les oligarques, les « élites » politiques, ont absolument intérêt à placer la sphère des prises de décisions le plus haut possible : pour eux un pouvoir exercé par un Gouvernement mondial constitue ce qu'il y a de plus souhaitable. Le communal est balayé depuis longtemps, puis même le national a été balayé à son tour. Actuellement c'est la gouvernance supra nationale de l'Union Européenne qui logiquement a été pensée par des « élites » pour nous conduire tout droit vers la gouvernance mondiale! Le processus est évident. C'est aussi la raison pour laquelle les peuples se rendent parfaitement compte qu'ils ont été dépouillés de toute souveraineté. Ils ont été trompés, abusés, volés, arnaqués. On les a dépossédés de leur volonté démocratique : ils n'ont plus rien en mains et ne peuvent plus rien réclamer. Ils n'ont aucune souveraineté mais seulement un devoir de soumission radicale. (...)

C'est aussi la raison pour laquelle les peuples se remettent à voter en Europe pour les candidats des partis nationalistes. Ce réflexe est bien entendu erroné, puisque faire appel à des candidats nationalistes ne redonnera pas la souveraineté au peuple. Il s'agirait plutôt de redevenir citoyens constituants, afin de retrouver la démocratie qui redonne la souveraineté au peuple, qui permet au « démos » d'exercer le « cratos » (Du grec Demos, le peuple, Cratie le pouvoir - LVOG).

Les « élites » de Bruxelles, plus exactement les « juges européens » ont décidé en 1964 que « le Droit européen serait désormais supérieur au droit constitutionnel de chaque nation »! Aucune Constitution nationale ne serait supérieure à la Constitution européenne, qui pourtant n'est pas une Constitution puisqu'elle n'a pas été écrite par les peuples européens. Ce qui fait que tous les peuples européens ont été, déjà à cette époque-là, dépossédés ipso facto de leur souveraineté. Ces juges européens n'avaient aucun mandat électoral pour faire ce coup d'État juridique: ils ont pratiqué le « putsch juridique ».

Les « élites » politiques nous trahissent en permanence depuis tout ce temps, car ils vendent nos richesses et ils les donnent même, puisqu'en réalité ils en vivent très grassement. Toutes ces « élites » politiques s'enrichissent sur le bradage de nos richesses, de nos acquis, de nos biens… sans jamais nous demander notre avis sur rien. Les élus ne vendent pas seulement les richesses des peuples, mais aussi leur souveraineté aux plus offrants pour eux-mêmes. Or, les élus ne sont pas propriétaires de la souveraineté. Au nom de qui et de quoi se permettent-ils de vendre quelque chose qui ne leur appartient pas?

Le comportement des élus au niveau européen, comme actuellement au niveau de chaque pays européen, est à l'image d'un locataire qui déciderait arbitrairement de vendre l'appartement dans lequel il vit, en croyant que par le simple fait d'y vivre il en serait devenu le propriétaire!

Le principe du vote tel qu'il est imaginé actuellement dans tous les pays occidentaux, est foncièrement infantilisant : les citoyens sont, par le vote, tenus à l'écart de toute responsabilité. Le citoyen fait de l'élu, un homme de pouvoir ayant le droit de le tyranniser durant toute la période d'exercice de son mandat. C'est l'élu qui détient toute la responsabilité du politique pendant que le citoyen en est dépouillé. L'institution du vote telle qu'elle existe chez nous, infantilise le citoyen, le déresponsabilise, et donc le décourage de toute implication politique. (...)

L'élection telle qu'elle existe actuellement est une véritable incitation au mensonge, avant d'être élu, pendant le mandat et après le mandat pour être réélu! L'élection fabrique nécessairement des maîtres dominants, croyant détenir un pouvoir sur leurs

concitoyens, alors que le tirage au sort construit des serviteurs nécessairement contrôlés, puisque non élus sur une confiance a priori, et par obligation attentifs au bien commun. La professionnalisation de la politique et le cumul des mandats fabriquent des tyrans et empêchent la rotation dans l'exercice du service du bien commun, de la « res publica ». C'est le principe de l'élection qui a créé les partis. Les partis n'ont de raison d'être que pour les élections. Ce qui veut dire que la démocratie n'est pas envisageable tant qu'il y a des partis ou des mouvements politiques qui sont plus ou moins des partis déguisés. (...)

Le système actuel de la « représentation nationale » est plutôt un système de domination parlementaire qui est une authentique imposture, une tricherie, une supercherie, un abus. (...)

Enfin, il n'y a pas de souveraineté politique sans souveraineté monétaire en même temps. Le coup de la monnaie unique gérée par une banque centrale européenne interdisant aux banques nationales de jouer leur rôle naturel auprès de chaque État nation, était un enchaînement radical imposé à tous les citoyens de tous les pays de l'Union Européenne et une manière absolument perverse d'écraser toute souveraineté possible des peuples.

Nous ne disposons plus d'aucune souveraineté politique à partir du moment où nous avons accepté de perdre la souveraineté monétaire. En France, cette capacité à fabriquer sa propre monnaie a été abandonnée le jour où l'Union Européenne a décidé de créer la monnaie unique et de passer à la fondation de la BCE. Le 1er juin 1998, la Banque centrale européenne prenait la place de l'Institut monétaire européen. Six mois plus tard, le 1er janvier 1999, onze États membres (sur les 15 qui composaient alors l'Union européenne) intégraient la troisième phase de ce projet de monnaie unique et acceptaient la fixation irrévocable des taux de conversion de leurs monnaies. La zone euro était en place et la souveraineté des peuples irrévocablement perdue.

Dès lors, demander aux Français en 2005, s'ils acceptaient par referendum la « Constitution européenne » qui n'en était pas une, puisque non écrite par les peuples européens, était une gageure, une farce de mauvais goût. Tout le système était sidéré en apprenant que les Français avaient voté « non », croyant toujours qu'ils avaient leur souveraineté. Très vite, ils allaient découvrir que cette souveraineté avait disparu et que ce referendum était une farce, un simulacre de « démocratie », une manière ultime de vouloir faire dire aux Français qu'ils avaient librement choisi leur enchaînement volontaire! En réalité, il était tout à fait naturel que Sarkozy ait modifié la Constitution française à Versailles et que le « non » des Français sur la Constitution européenne fut transformé en « oui » des Français, le 4 février 2008. Ce « non » des français était anachronique et inimaginable dans ce contexte Maastrichtien dominant qui avait d'office volé la souveraineté du peuple ayant procédé à un referendum n'ayant plus de « légitimité » légale. C'était comme si l'on demandait aux Français, à travers ce referendum, de viser une cible avec un fusil dont on avait supprimé et la balle et le percuteur! Une véritable farce et une injure suprême.

Aujourd'hui, 10 ans plus tard, nous voyons le résultat spectaculaire obtenu par cette moquerie d'une arrogance extrême et hautement injurieuse. Le peuple a compris qu'il s'était fait abuser et qu'il devait se réapproprier sa souveraineté.

En fonction de ce que l'on vient de dire, il est donc évident que tout le système est farouchement sur le pied de guerre contre ce peuple récalcitrant qui n'accepte pas de continuer à se faire voler sa souveraineté.

Ce qui anime les Gilets-jaunes aujourd'hui, constitue une menace extrême pour ce pouvoir des dominants de l'oligarchie européenne. La revendication du RIC est pire que le FREXIT lui-même. Car c'est toute la mécanique souterraine de la fabrication de l'UE telle qu'elle est qui est fondamentalement remise en cause par cette volonté de réappropriation de la souveraineté du peuple et de la politique… Voilà le cauchemar absolu pour les prédateurs de l'UE au pouvoir partout en Europe. Macron est un pion de ce système et il n'est là que pour servir ce système. Il se trouve que les Français lui disent stop! On ne va pas plus loin. Mais, cet homme a été placé là où il se trouve par la volonté du capitalisme ultra libéral au pouvoir en Europe: il a donc des obligations vis-à-vis de ses parrains. Ce qui veut dire qu'il ne peut pas faire autrement que de pratiquer la répression à haute dose ou trouver le moyen de s'enfuir, de s'échapper de ce piège dans lequel il a accepté de se laisser prendre. Il en est à « la fuite de Varenne », en espérant pour lui qu'il passera la frontière, ou à la décapitation politique.

Pour le peuple, il est temps de reprendre la légitimité là où elle est. Et là où elle est n'est pas l'UE. L'UE est diamétralement opposée à la revendication des Gilets-jaunes et ne peut tolérer la revendication des Gilets-jaunes. Elle va donc déclencher une répression spectaculaire en Europe, puisque les Gilets-jaunes font des émules dans toute l'Union. Cette répression est logique, Bruxelles sera obligée d'en arriver là.

C'est la raison pour laquelle nous avons toutes les « chances » de voir « fleurir » le terrorisme partout dans l'UE, car il faut maintenir par la peur tous ceux qui veulent s'opposer à ce vol de la souveraineté des peuples. Les Français seront sévèrement punis. Les agents dormants ou les mercenaires de l'OTAN/CIA seront réactivés partout en Europe. La menace de guerre sera exaspérée. L'UE tentera de trouver un ennemi extérieur (déjà tout trouvé : la Russie) pour y détourner les tensions internes exaspérées. Déjà la macronie a ouvertement accusé la Russie d'être derrière la révolte des Gilets-jaunes! La manipulation des peurs sera accentuée via les medias aux ordres. Il est hors de question pour ce système que le peuple puisse sortir de cet enfermement qu'il a si bien construit au bénéfice exclusif de la caste des oligarques et des financiers au pouvoir.

Les européens sont là pour enrichir ce monde des privilégiés et ce monde des privilégiés est tout à fait prêt à exterminer les récalcitrants. Qu'on se le dise clairement sans avoir peur des cris d'orfraie que les gardiens de la dictature européenne

vont pousser assurément avec l'hypocrisie dont elle a le secret, en écoutant ce type de discours qui sera aussitôt qualifié de « complotiste » ou de « populiste » ou de « radicalisé »…

Dans un premier temps, le plus grand bouleversement à opérer désormais, c'est celui d'une restauration du « citoyen constituant ». A partir de là, il est possible de penser le RIC (referendum d'initiative citoyenne) en imaginant une démocratie directe ou une démocratie représentative à condition qu'elle le soit depuis l'échelon le plus petit et toujours selon l'initiative venant d'en bas. Il s'agit pour les citoyens de réécrire la Constitution et de la faire rigoureusement respecter : ce qui entraîne avant tout l'abolition de la 5è République, mais aussi que la Constitution de Lisbonne (le Traité de Maastricht) ne puisse pas être supérieure à la Constitution française, jusqu'au moment où tous les peuples européens auront décidé de réécrire ensemble une nouvelle Constitution de l'Union Européenne.

On peut déjà là se rendre compte à quel point la situation est beaucoup plus dangereuse qu'elle n'en a l'air. La revendication des Gilets-jaunes est totalement grotesque, absolument anachronique pour Bruxelles et ubuesque pour les « élites » qui ont clairement opté, comme Jacques Attali, pour le modèle dictatorial actuel de l'UE. Ce qui est inacceptable et qui est un véritable désastre pour la majorité des modestes maltraitée par l'injustice sociale et l'injustice fiscale, est un succès pour les « élites » au pouvoir à Bruxelles, car elles ont planifié volontairement ce désastre pour les « sans-dents », puisqu'il fallait abolir la démocratie, tout ce qui donnait la souveraineté aux peuples, tout ce qui pouvait rendre fort les États afin de faire triompher un Nouvel Ordre Mondial. Ce nouveau monde en construction est celui de l'idéologie fasciste d'un ultra libéralisme ne servant que les riches, les nantis, les privilégiés du système, grâce aux masses laborieuses dépouillées de toute volonté démocratique par l'abolition des Constitution en les échangeant par une Constitution qui n'en serait pas une, puisque écrite par la caste de l'oligarchie au pouvoir.

La Révolution française dès ses débuts a exigé l'écriture de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen pour qu'elle puisse aller de l'avant. Aujourd'hui, nous devons réécrire la Constitution pour la faire respecter et cela provoquera une Révolution. Mondialisation.ca, 31 décembre 2018

Rappel. Quelques chiffres sur la syndicalisation.

LVOG - J'ai commis une erreur dans une ou plusieurs causeries. J'ai confondu le pourcentage de travailleurs dans les secteurs privé et public et celui des syndiqués dans ces deux secteurs, mes excuses. Bon à quelques pourcents près cela ne changeait rien à mes conclusions.

- Etabli à 30,1% des salariés en 1949, il est passé à 17% en 1967, avant de remonter légèrement à 20% l'année suivant les événements de mai 1968. Il a ensuite chuté tout au long des années 1980, atteignant même 9,4% des salariés en 1993. Stagnant autour de 10,7% entre 1996 et 2005, il est par la suite légèrement remonté à 11% des salariés en 2013, avant d'atteindre son niveau actuel.

En 1950, 30 % des salariés adhéraient à un syndicat, contre 11 % aujourd'hui. Un chiffre désormais stable, mais avec une grosse différence entre le public et le privé. Dans la fonction publique, 20 % des salariés sont syndiqués, alors qu'ils sont seulement 9 % dans le privé, énumère notre journaliste Jean-Paul Chapel. Aujourd'hui , le nombre d'adhérents revendiqués par les syndicats est d'environ 2,3 millions. C'est peu, mais ça reste plus que les adhérents des partis politiques ; il y en a à peine un million, soit moins de 2 % des électeurs inscrits". (Quand on soustrait les syndicats jaunes, de cadres, les retraités, le chiffre tombe sous la barre des 1 million. Et il faut diviser par 8 à10 celui des effectifs des partis ouvriers. - LVOG)

Dans l'ensemble, le rapport (du Ministère du Travail - ndlr) montre quatre grandes disparités. La première concerne le type de structure: en effet, la fonction publique conserve un taux deux fois plus élevé, à 19,1% (contre 19,8% en 2013), à comparer aux 8,4% des secteurs privés (8,7% trois ans plus tôt). La baisse du premier secteur est toutefois plus notable en trois ans.

Le taux de syndicalisation augmente avec l'âge du salarié: 14,9% des 50 ans et plus sont adhérents, contre 3,7% seulement des moins de 30 ans.

Si 12,3% des professions intermédiaires sont syndiquées, ce chiffre tombe à 11,2% chez les cadres, 10,8% chez les employés et même à 9,7% chez les ouvriers.

«la syndicalisation est associée à la stabilité de l'emploi»: moins la situation du salarié est pérenne, moins celui-ci sera engagé dans un syndicat. Ainsi, 1% seulement des salariés en intérims appartenaient à une structure, et 2% chez les salariés en CDD.

4,1% seulement des salariés étaient syndiqués dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, contre 9,6% dans l'enseignement, la santé et le social, et jusqu'à 18%, soit près d'un salarié sur cinq, dans les transports. FranceInfo 24.05.2018 et Le Figaro 09.10.2018

"***Des critiques, des accusations, des humiliations***" : Macron est bien un pervers narcissique !

LVOG - Apparemment, la "*marionnette*" fait subir au peuple, ce qu'il subit de la part de sa Barbie toute fripée.

- Comment les pervers narcissiques font de l'insulte un instrument de pouvoir - Le HuffPost 8 janvier 2019

Il s'agit, comme expliqué dans cet article du HuffPost américain, d'une forme de violence morale, qui peut aussi s'exercer à travers des critiques, des accusations, des humiliations. Elle peut aussi se caractériser par des tentatives de destruction psychologique en rabaissant la personne et en donnant de l'affection au compte-gouttes pour garder le contrôle de la relation.

Ces insultes sont une manière pour le pervers narcissique de prendre sa victime au piège. Constamment rabaissée par des réflexions blessantes, la victime finit par être persuadée qu'elle ne vaut rien sans lui. "Il me fait un lavage de cerveau. Je ne suis plus qu'une marionnette dont il manie les ficelles à sa guise. Je n'ai plus de pensées propres. Je subis sans consentir", racontait ainsi auprès du Monde une victime de pervers narcissique. Le HuffPost 8 janvier 2019

Le documentaire portait sur "*l'emprise psychologique et la violence verbale exercée par les pervers narcissiques sur leur conjoint*".

Macron non plus n'a "*plus de pensées propres*" ! En a-t-il eu un jour? Il est permis d'en douter fortement, après avoir été pris en charge par sa mémé à l'âge de 15 ans, plus tard, c'est Attali, Minc, Jouyet et Cie. qui prendront le relais, un pur décérébré !

Révélateur. Macron, Philippe, Castaner, etc. des cas qui relèvent de la psychiatrie.

- «Il faut réfléchir à une psychiatrie plus humaine, moins axée sur la sécurité» - Liberation.fr 8 janvier 2019

Contrôleuse générale des lieux de liberté depuis plus de quatre ans, Adeline Hazan alerte sur la baisse des effectifs e sur les dérives en cours dans certains établissements. Liberation.fr 8 janvier 2019

Macron n'en souffrira pas plus tard !

Même la fabrication du consentement est enrayée !

- La popularité de Macron et de Philippe repart à la hausse - Franceinfo 8 janvier 2019

Plus de sept Français sur dix (72%, -4) jugent toutefois négativement l'action du président de la république. Franceinfo 8 janvier 2019

Ca c'est con, ils ne peuvent plus le camoufler.

Le régime craque de partout, achevons-le !

Macron est "***le chef des armées***", mais pas du peuple insurgé ! On se fait passer pour le chef de ce qu'on peut !

LeParisien.fr - Emmanuel Macron supprime ses traditionnels rendez-vous des vœux - LeParisien.fr 8 janvier 2019 Fini les habituelles cérémonies au monde rural, aux corps constitués, aux bureaux des assemblées, ou encore à la presse. L'an passé, en janvier 2018, pas moins d'une vingtaine de vœux de ce genre avaient ainsi été adressés par le président de la République. Selon nos informations, il fera néanmoins une exception, « et une seule », précise l'Elysée, celle des vœux aux armées qu'il tiendra le 17 janvier sur la base du 1er Régiment du Train Parachustiste, à Cugnaux, près de Toulouse. « Il est le chef des armées, donc c'était naturel de maintenir au moins cette cérémonie », précise-t-on. LeParisien.fr 8 janvier 2019

Je n'ai pas titré *on est le chef de ce qu'on peut*, puisque Macron est le chef de rien du tout !

-Mariani claque la porte des Républicains au nez de Wauquiez - Le HuffPost 8 janvier 2019

-Chantal Jouanno annonce qu'elle se retire du "grand débat national" - AFP 8 janvier 2019

-Nouveau couac du gouvernement sur la taxe d'habitation - LeParisien.fr 8 janvier 2019

LaRem a son syndicat jaune.

- Berger invité du séminaire de rentrée des députés LaRem - Reuters 8 janvier 2019

- Annonces du gouvernement : des policiers déplorent une stratégie «purement sécuritaire» - RT 8 janvier 2019

Après les annonces du gouvernement prônant la fermeté à l'encontre des manifestations des Gilets jaunes, les syndicats et les associations de police s'inquiètent de la stratégie adoptée par l'exécutif et déplorent un manque de dialogue.

Contacté par RT France, le porte-parole de l'association policière Union des policiers nationaux indépendants (UPNI), Jean-Pierre Colombies, a pour sa part vu dans ces déclarations une certaine redondance : «Edouard Philippe dit n'importe quoi. Quand il annonce des sanctions accrues pour les personnes participant à des manifestations non-déclarées, je rappelle que les dispositions existent déjà dans le code pénal, à l'article 431. Il s'agit d'un délit déjà puni par un an d'emprisonnement. Mais le pire est peut-être le message politique que ces déclarations envoient : nous nous trouvons dans une situation où le Premier ministre de notre pays prévoit déjà qu'il y aura des manifestations violentes à l'avenir. A aucun moment, il ne semble se poser la question d'une sortie de crise et il ne parle que du bras de fer. La réponse est purement sécuritaire. C'est un peu court !»

L'ancien gradé en retraite s'interroge : «C'est à se demander si le gouvernement ne cherche pas la confrontation ! Par ailleurs, sur le principe annoncé du "casseur-payeur", Philippe ne fait qu'annoncer des choses qui existent déjà... Il veut faire payer les casseurs ? Je rappelle que c'est déjà prévu à l'article 222-13 alinéa 4 du code pénal. C'est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende et ça va jusqu'à cinq ans en cas de violences physiques. Je ne sais pas qui est son conseiller justice, mais ce que fait le gouvernement actuellement, ça me rappelle les années Sarkozy. On montre les muscles, mais on n'est pas dans la réflexion, on ne cherche pas à savoir où tout cela va mener.»

Jean-Pierre Colombies déplore également l'idée consistant à constituer un nouveau fichier : «Cette idée vient des syndicats. On veut dupliquer la loi anti-hooligans. Mais ce qui est applicable dans ce contexte particulier ne l'est pas forcément dans celui des Gilets jaunes. Les supporteurs de football sont très identifiables, ils soutiennent toujours la même équipe et se rendent dans les espaces fermés que sont les stades. Par contre, comment va-t-on s'assurer que tel ou tel manifestant violent va participer à telle ou telle manifestation ? A laquelle va-t-on leur interdire de venir ? Cette mesure me paraît inapplicable et du point de vue des données personnelles, j'imagine qu'elle sera au moins questionnée par la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) ou retoquée par le conseil d'Etat. De plus, des fichiers existent déjà, les manifestations sont filmées par les forces de l'ordre. Ces personnes violentes ne sont-elles pas déjà connues des services de renseignement ? Bien sûr que si ! Tout cela n'est que gesticulation !»

Concernant les effectifs impressionnants qui sont annoncés par le Premier ministre, l'ancien policier n'est pas plus optimiste : «On va dire aux policiers qu'ils doivent poser le doigt sur la couture et retourner au combat, mais les flics sont déjà sur-sollicités ! Je pense qu'avec cette logique, on va vers une configuration d'accident. Il y a actuellement une polarisation des images et des actes de la part du gouvernement. C'est trop facile et dangereux. Les gens attendent de vrais actes politiques, pas des mesurettes et surtout pas une invitation à remettre ça ! Le gouvernement se lance dans une stratégie binaire : il y aurait d'un côté les citoyen et de l'autre les forces de l'ordre. Mais la police, ce n'est pas une équipe de gros bras qui serait là pour protéger le gouvernement. La police n'est pas partisane, elle est là pour défendre l'intérêt général. Ce n'est pas "Venez me chercher !"»

Dans un tweet, le syndicat des commissaires de police SCPN a eu une analyse similaire le 7 janvier : «Le dernier mot à la crise doit être politique, issu du dialogue et de la concertation. Ce n'est pas un match Police-GiletsJaunes.»

Jean-Pierre Colombies rappelle également que les policiers montraient des signes de fatigue, voire d'exaspération dans leurs relations avec le ministère de l'Intérieur : «Cette institution était déjà en plein mal-être et épuisée. Edouard Philippe assure : "Nous répondrons présents", mais ce ne sera pas eux sur le terrain, ce seront les policiers ! Ce gouvernement ne peut pas se contenter d'une opposition police-citoyenneté, c'est très dangereux. D'ailleurs, vous remarquerez que l'exécutif ne parle plus des mesures économiques qu'attendait le public, on ne parle plus de la TVA, des taxes sur le carburant, ni surtout de la répartition des richesses, tout cela est totalement noyé dans un discours sécuritaire.»

Répondant aux propos de Christophe Castaner, le syndicat de police VIGI a également considéré que le ministre de l'Intérieur en demandait trop à ses forces de l'ordre et a déclaré sur Twitter : «Apportez des réponses politiques pour que nous ne soyons plus insultés à votre place, que nous n'ayons plus à prendre des coups à votre place. Ce n'est pas la République qu'ils veulent outrager, mais le gouvernement. Par contre honte à eux de s'en prendre aux mauvaises personnes.» RT 8 janvier 2019

L'oppression, la répression, le matraquage, le gazage, le flicage, l'arrestation préventive : C'est la liberté !

- Les libertés passent par la casse fichier - Liberation.fr 8 janvier 2019

Parole de nervi ou pousse au crime.

- «Qu'ils se servent de leurs armes»: un ex-ministre appelle à tirer sur les manifestants - sputniknews.com 08.01

Interrogé sur les violences contre les forces de l'ordre lors de manifestations des Gilets jaunes, Luc Ferry, philosophe et ancien ministre de l'Education nationale, a estimé que les forces de l'ordre devraient avoir le droit d'ouvrir le feu et a également appelé à faire intervenir l'armée.

«On ne donne pas les moyens aux policiers de mettre fin aux violences», a-t-il affirmé.

«Quand on voit des types qui tabassent à coups de pieds un malheureux policier […] Qu'ils se servent de leurs armes une bonne fois. Ça suffit!»

«On a, je crois, la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies.»

Toutefois, mardi après-midi, Luc Ferry est revenu sur ses propos et a assuré que les armes dont il parlait était l'équipement non-létal des forces de l'ordre et qu'il ne voulait pas que les policiers tirent à balles réelles sur les manifestants.

Je n'ai évidemment jamais appelé à tirer sur les gilets jaune dont je défends le mouvement depuis l'origine. Je demande simplement que les policiers puissent se servir comme ils le demandent de leurs armes non létales quand certains cherchent carrément à les tuer. Clair? sputniknews.com 08.01

Il fait dans son froc, tu as peur de prendre une balle ?

La confrontation est inévitable et Mélenchon l'apprenti sorcier la craint.

- "Gilets jaunes": Mélenchon fustige Luc Ferry, pour qui les policiers doivent "se servir de leurs armes" - AFP 9 janvier 2019

"Quand on voit des types qui tabassent à coup de pied un malheureux policier par terre, que (les policiers) se servent de leurs armes une bonne fois! Ca suffit, ces nervis d'extrême droite et extrême gauche ou des quartiers qui viennent taper des policiers. (...) On a la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies", a tranché lundi l'ex-ministre de l'Education (2002-2004) sur Radio Classique.

De quoi suscité la colère de plusieurs personnalités de gauche. "Avez-vous entendu quelqu'un de la majorité parlementaire, du gouvernement ou de LREM condamner de tels propos? Ils m'inquiètent au plus au point", s'est insurgé dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux Jean-Luc Mélenchon, dénonçant des "excès".

Le patron des députés LFI lance un appel à des "casques blancs, c'est-à-dire des personnes respectées, tranquilles, dont la présence ferait baisser les tensions". "Ne laissez pas ces violents qui sont au gouvernement manipuler l'opinion, et surtout vous mêmes, en vous poussant à aller là où je sais que vous ne voulez pas aller, dans la violence", a-t-il poursuivi.

"Nous n'avons aucun intérêt à faire croire que la violence serait du côté du peuple", a dit M. Mélenchon. "C'est en y venant de plus en plus largement en famille qu'on arrivera à augmenter la pression sur ce gouvernement et à faire baisser la tension." (Ne l'écoutez pas, je vous déconseille absolument d'y aller avec vos enfants, il est dingue, quel irresponsable, pauvre type ! - LVOG)

Le leader de LFI s'est dit "inquiet" de "la détermination irresponsable d'un gouvernement à aller de plus en plus loin dans une confrontation avec le peuple français". AFP 9 janvier 2019

Il «***se croit à la guerre***»

- Une enquête ouverte contre le masque de tête de mort d'un policier à Toulouse - sputniknews.com 08.01

D'après la préfecture de la Haute-Garonne, citée par franceinfo, il s'agit d'un agent «intégré au dispositif de sécurisation de la manifestation». Une source policière contactée par France 3 affirme que ce dernier portait la cagoule «sans arrière-pensée» et l'a retirée après un rappel à l'ordre d'un membre de sa hiérarchie.

Dans le même temps, une enquête administrative s'est ouverte pour identifier le policier et les motivations qui l'ont poussé à porter ce masque, assure la préfecture qui estime que le port de ce type d'équipement est «inapproprié et inadmissible». Elle rappelle en outre que les policiers «ne sont anonymisés sur la voie publique que s'ils font partie de services spécialisés dans la lutte antiterroriste ou le renseignement».

Pour le secrétaire général de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) François Mignard cité également par franceinfo, lorsqu'un membre des forces de l'ordre «se balade avec ce genre de choses», il «se croit à la guerre». «Il y a une espèce de fossé qui se crée» ainsi entre policiers et manifestants, «vus comme des ennemis», insiste-t-il. sputniknews.com 08.01

Édouard Philippe : "***Un discours de guerre civile***".

- "Gilets jaunes" : "Le gouvernement calomnie le mouvement", estime Coquerel (LFI) - francetvinfo 08.01

Éric Coquerel revient dans les 4 Vérités de France 2, mardi 8 janvier, sur les annonces du Premier ministre la veille au soir. L'exécutif souhaite notamment identifier les casseurs, créer un fichier et les empêcher en amont, s'il le faut, de venir dans les manifestations. "Comme beaucoup de français j'ai été un peu effaré, figurez-vous, parce que l'on nous annonçait depuis plusieurs jours des grandes annonces du Premier ministre (...) il n'a pas parlé depuis le 6 décembre, et ont voit Édouard Philippe arriver et nous faire un discours uniquement sur la question de la sécurité. Il n'a pas eu une réponse sur les revendications politiques des " gilets jaunes", critique le député La France insoumise et co-coordinateur du Parti de gauche.

Coquerel prône la dissolution de l'Assemblée

"Le peuple français n'est pas un peuple à qui on peut faire ingurgiter toujours plus d'injustice sociale à coups de bâton. Ceux qui ont tenté cela dans l'histoire, cela s'est toujours mal terminé pour eux. Il y a de la part du gouvernement une escalade verbale, de calomnie du mouvement, d'utilisation répressive des forces de police, qui me fait dire que ce n'est pas avec un discours de guerre civile qu'on va régler les problématiques déposées par les Français qui veulent une vie plus tranquille et plus juste", tonne le député de Seine-Saint-Denis.

Le gouvernement a lancé un grand débat national qui doit démarrer à la mi-janvier. Mais Éric Coquerel ne fait pas grand cas de l'initiative. "C'est eux qui le disent : on discutera de tout sauf de politique ! On a un peuple qui fait un mouvement très politique dans le sens pur du terme, qui conteste la politique d'injustice fiscale gouvernementale". Pour sortir du blocage, Éric Coquerel évoque des solutions politiques, notamment la mise en place d'une assemblée constituante et une dissolution de l'Assemblée nationale. francetvinfo 08.01

Une réaction salutaire et courageuse.

- Christophe Dettinger: une gilet jaune affirme qu'il lui a "sauvé la vie" - Le HuffPost 9 janvier 2019

Ce témoignage sera-t-il de nature à arranger le sort de Christophe Dettinger, placé en garde à vue lundi 7 janvier après avoir été filmé lors de l'acte 8 des gilets jaunes en train de frapper des policiers? C'est ce que veut croire cette manifestante qui a livré ce mardi 8 janvier sa version des faits au micro de RTL.

"J'étais déjà au sol en boule, et Christophe Dettinger est venu et a pris le CRS qui était en train de me frapper et l'a enlevé", affirme-t-elle, assurant que c'est grâce à l'intervention du boxeur qu'elle peut témoigner aujourd'hui. "Il m'a sauvé la vie", assure la jeune femme auprès de la radio, précisant avoir porté plainte au commissariat du XIIe arrondissement de Paris pour violences volontaires.

Lorsqu'il avait expliqué ses gestes dans une vidéo, l'ancien champion de boxe avait justifié ses coups par "la répression" qu'il avait observée tout au long de la mobilisation des gilets jaunes. "J'ai vu la répression qu'il y a eu. J'ai vu la police faire mal à des gens avec des flashballs, j'ai vu des blessés, j'ai vu des retraités se faire gazer", avait-il énuméré.

Selon RTL, "sur les vidéos de l'incident, on peut voir la jeune femme, qui arborait un bonnet phrygien, prise dans un affrontement entre les forces de l'ordre et les manifestants". Le HuffPost 9 janvier 2019

Ils osent tout.

- L'ex-directeur de campagne de Trump a partagé des données internes avec un Russe - Le HuffPost

- L'Italie plonge dans un classement des démocraties - Le HuffPost

- L'UE impose des sanctions à un service de renseignement iranien - Reuters

Haut de page

Le 11 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

La nuit tombe et j'ai encore un plat à cuisiner, en principe on mange dans une heure, il est 18h15, 13h45 en France. Hier soir j'ai téléchargé une vingtaine de documents rédigés par Marx, Lénine ou Trotsky que je n'ai jamais lus, dont certains assez volumineux. J'en ai lu un de Lénine (de 1916) jusqu'à minuit et j'ai noté quelques passages qui pourraient alimenter notre réflexion.

Quand on lit de vieux textes, on peut rarement en tirer des enseignements systématiques sans avoir à les adapter à notre époque, et il vaut mieux connaître ou avoir à l'esprit le contexte qui prévalait lorsque l'auteur s'est exprimé, sinon on peut commettre de graves erreurs politiques ou des contresens qui peuvent avoir des conséquences catastrophiques. Il vaut mieux y réfléchir à deux fois ou à tête reposée avant d'en tirer la moindre conclusion théorique ou pratique.

Je crois qu'on s'est mépris sur un tas de choses qu'on a transposées telles quelles, ce qui explique le marasme épouvantable dans lequel nous nous retrouvons. On devrait pouvoir rediscuter tranquillement d'absolument tout, sans se balancer des invectives. On devrait décortiquer chaque argument, chaque position, etc. et réfléchir ensemble, éliminer ce qui ne tient visiblement pas la route, retenir ce qui a été validé par les faits et vérifier que c'est toujours valable, on ne doit transposer dans le présent absolument rien qui appartient au passé, seule la situation économique et/ou politique du présent détermine qu'un mot d'ordre, une position, un principe est correcte ou non ou correspond aux besoins de notre combat politique.

Il existe une multitude de facteurs et de rapports qu'on ne peut plus, qu'on ne doit plus aborder comme autrefois, il y a un siècle ou un siècle et demi. Il faut être un furieux dogmatique pour imaginer le contraire ou refuser cette évidence. Bref, il y a du boulot sur la planche ! Avant de faire table rase du passé, on devrait commencer par se débarrasser du fatras dogmatique qui s'est emparé de bien des militants, cadres ou dirigeants. Comment gagner les masses (ses éléments les plus avancés ou déterminés) au socialisme devrait être notre obsession de tous les instants, le reste apparaîtrait secondaire si on s'en tenait à ce principe. Saper les bases du régime, lutter contre sa propagande, démasquer ses réelles intentions, etc.

- Au format pdf (20 pages)

Parole d'internaute.

Wanted mort ou vif. Sa tête ne valait déjà pas grand chose, maintenant elle ne vaut plus rien !

1- "*On attend toujours l'arrestation de Luc Ferry pour incitation au meurtre.*"

2- "*Je me demande pourquoi aucune association n'a fait de dépôt de plainte avec constitution de partie civile pour provoquer l'ouverture d'une information à la suite de cette déclaration publique, qui en plus évoque clairement le fait qu'un 1er ministre confirmerait ce crime, sans l'avoir lui-même dénoncé à l'autorité judiciaire.*"

L'affrontement entre les classes est inévitable, la lutte des classes s'en porte garante !

- Macron 2019 :

La vérité c'est l'enfumage
La dignité c'est la répression sanglante
L'espoir c'est une dictature implacable

GJ 2019 :

La vérité c'est la vérité
La dignité c'est pouvoir vivre dignement
L'espoir c'est la démission de Macron, la réduction des inégalités et le RIC.

Dilemme 2019 :

1e dictature ou 1e démocratie ?
Par instauration de la loi martiale ou par un soulèvement de plusieurs millions de personnes dans les rues ?

Où sont donc passés les citoyens fachos avec ou sans gilets jaunes ?

Nîmes (Gard).

Dans un cahier mis à disposition par la mairie, les citoyens ont compilé leurs exigences. Plus souvent nationales que locales. Le cahier de doléances est déjà plein.

- RIC,

- rétablissement de l'ISF,

- lutte contre l'évasion fiscale,

- revalorisation du smic et des retraites,

- réduction des taxes sur les produits de première nécessité.

- destitution de M. Macron

- contrôle citoyen sur les médias

- mise au smic de tous les représentants de l'Etat

- abolir le franc CFA

Le passage aux 80 km/h sur les routes secondaires n'est évoqué qu'à deux reprises, tout comme les questions liées à l'immigration. Rien sur le mariage pour tous. (Source : Libération 9 janvier 2019)

- Grand débat : brief des griefs dans les cahiers du Morbihan - Libération 10 janvier 2019

«Libération» a parcouru les doléances des citoyens émises ces dernières semaines dans les petites communes du département breton. Les réclamations des gilets jaunes y figurent souvent, mais également les appels à l'aide de personnes à bout.

...on retrouve de manière récurrente des demandes liées au pouvoir d'achat et au coût de la vie, des mots d'ordre comme la restauration de l'ISF, la suppression de la CSG sur les retraites ou l'instauration du référendum d'initiative citoyenne. Mais aussi des témoignages qui trahissent des détresses individuelles ou de nombreux appels à davantage de solidarité, dont n'est pas absente la préoccupation écologique.

- «Mesdames, Messieurs les dirigeants ! Un toit pour tous ! De la nourriture de proximité pour tous ! Des salaires augmentés, le partage des richesses, le développement des transports en commun et leur gratuité, le respect des citoyens les plus fragiles. Si vos réflexions partent de ces quelques critères, l'écologie s'installera comme une évidence pour tout le monde»

- «L'argent, on sait où on peut en trouver mais les GROS on ose pas y toucher, de la solidarité de leur part serait exemplaire»

- «Stop à la politique de l'individualisme, de la performance, fin de la marchandisation à tout-va, aide aux économies d'énergie, grand plan d'isolation de l'habitat, accès à la culture pour l'épanouissement de chacun.»

- «Un gros dirigeant qui gagne des millions d'euros est amoral. La fiscalité en France, gros problème ! Pourquoi ceux qui gagnent le plus arrivent avec toutes sortes de procédés à ne pas payer d'impôts ?»

- «Taxe sur le kérosène, taxe sur les transactions financières, des aides pour les agriculteurs en transition bio, les impôts pour plus et de meilleurs services publics, pas pour renflouer les banquiers»

- «l'arrêt des avantages aux présidents de la République et leur famille, la suppression des frais d'obsèques aux sénateurs, le non-paiement des sénateurs et députés qui dorment durant leur représentation au Sénat et à l'Assemblée nationale». «Monsieur Macron se plaint que le social appliqué aux pauvres coûte un "pognon de dingue". Il y a autre chose qui coûte un "pognon de dingue" : ce sont nos élus et anciens élus»

Désertification, éloignement des services publics, déserts médicaux, fracture numérique… Les maux de la ruralité, dans des cahiers de doléances essentiellement ouverts dans des petites communes, sont bien sûr très prégnants.

- «Transports en commun inexistants ; classes menacées de fermeture; Internet qui ne passe pas ; il faut grimper sur un mur pour capter le téléphone portable. […] Merci de prendre en considération ce moment démocratique et de le transmettre.»

- «Travaillant dans le milieu médical les jours fériés, les week-ends, en horaires décalés, je ne m'en sors plus financièrement.

Que faire ?»

- «Nous sommes tous courageux mais nous ne comprenons plus ce système français qui nous étouffe.»

- une «politique au service du peuple et non l'inverse» (Source : Libération 10 janvier 2019)

La fabrication du consentement ne fonctionne plus.

- "Gilets jaunes" : le soutien des Français pour le mouvement baisse, mais reste majoritaire - Franceinfo 09.01

Environ 6 Français sur dix disent "soutenir" le mouvement ou avoir de la "sympathie" pour lui.Franceinfo 09.01

Toutes les bonnes (ou plutôt mauvaises) choses ont une fin ! Cause toujours tu m'intéresses ! L'enfumage : C'est terminé !

- Grand débat national : les Français sont sceptiques - LeFigaro.fr 11 janvier 2019

Sept Français sur dix estiment que la consultation ne sera pas utile pour le pays, selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et France Info. LeFigaro.fr 11 janvier 2019

Même cela n'a pas eu le "succès escompté !"

Totalitarisme. Militarisation des esprits. J'ignorais que France Télévisions vous avait offert un Noël dans une caserne... à vos frais !

Le 25 décembre dernier, la deuxième chaîne du poste diffusait « Un Noël avec nos soldats », animée par Michel Drucker et Marie-Sophie Lacarrau. Tournée à la base de Port-Bouët à Abidjan (Côte d'Ivoire), cette dernière avait pour but d'immerger les téléspectateurs dans le quotidien des forces armées.

Seulement voilà : l'émission n'a pas rencontré le succès escompté.

Estimée à un million d'euros, l'émission devait pourtant être partiellement financée par les grands groupes industriels français. Tim Newman, producteur du show, avait rencontré la délégation à l'information et à la communication de la défense (DICoD) le 12 septembre dernier, affirme La Tribune. Se prévalant d'un accord de l'Elysée – afin de promouvoir l'armée française -, il avait demandé à être co-financé à hauteur de 450 000 euros. Une demande finalement déboutée par Airbus, Dassault Aviation, MBDA, Nexter ou encore Naval Group.

Résultat, c'est France Télévisions qui a dû mettre la main à la poche?! Alors que le groupe ne devait financer l'événement qu'à hauteur de 450 000 euros, il a dû injecter 200 000 euros supplémentaires… voici.fr 09.01

Ils ont la haine du prolétariat chevillée au corps. Les belliqueux se vengent sur nos gosses !

- Suppression des allocations pour les parents d'élèves violents : Blanquer hérisse les Marcheurs - LeParisien.fr11 janvier 2019

En confirmant qu'il songeait à sanctionner les parents d'enfants violents, le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, s'est immédiatement attiré des critiques chez les députés LREM.

La majorité n'a pas tardé à sortir les herses ! Et avec une vivacité rarement vue. La possibilité, sérieusement étudiée par le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, - comme nous l'avons révélé ce mercredi - de priver d'allocations les parents « complices d'une évolution violente » de leur enfant a été accueillie par une salve de réactions résolument hostiles, via Twitter notamment.

« Ajouter de la misère et de la précarité aux difficultés parentales ne peut constituer une mesure éducative appropriée », prévient ainsi Marie-Pierre Rixain, députée LREM de l'Essonne.

Comment imaginer une seconde qu' une famille dépassée par un adolescent violent, pourra mieux y faire face une fois privée de ces allocations ? Ce serait une double peine insupportable.

« On touche au cœur de ce qu'on porte, c'est pour cela que ça réagit très fort », observe Martin Bohmert, délégué général des Jeunes avec Macron, qui se dit lui-même « tout à fait opposé » à une telle mesure. LeParisien.fr11 janvier 2019

Instrumentalisation de l'extrême droite.

- Gilets jaunes : Le Rassemblement National sort grand gagnant dans un sondage - publicsenat.fr 09.01 Selon un sondage Ifop-Fiducial, le Rassemblement National est le parti qui incarne le mieux l'opposition. Une première depuis mai 2017. Jusqu'au mois dernier, cette position était dévolue à La France Insoumise.

- Marine Le Pen voit des "convergences" avec Mélenchon - Reuters 09.01

Le lendemain, elle a fait savoir que tout "rapprochement" avec LFI était impossible à envisager.

On se marre, parce que cette "*convergence*" avait dû lui être soufflée par un de ses conseillers bien inspiré, et dès la parution de cette info son entourage qui doit avoir un niveau intellectuel supérieur au sien, sans difficulté ou mérite, a dû lui dire que c'était une grosse connerie, une de plus !

Les amalgames rouge-brun ne doivent pas dépasser le stade de la propagande, c'est bon pour les médias de merde, au-delà ce n'est pas sérieux ou les intentions de leurs auteurs seraient démasquées !

Boycott ! Qui participe au "***grand débat national***" cautionne la politique antisocial de Macron et le régime, c'est un jaune, un traître !

- Grand débat: CGT et Solidaires n'iront pas à Matignon - AFP 10 janvier 2019

"Non", Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, n'ira pas vendredi à Matignon pour discuter du grand débat national à venir organisé par l'exécutif en réponse au mouvement des "gilets jaunes", a-t-il dit jeudi, de même que Solidaires.

De leur côté, Laurent Berger (CFDT), Yves Veyrier (Force ouvrière), François Hommeril (CFE-CGC), Philippe Louis (CFTC) et Luc Bérille (Unsa) se rendront à ce rendez-vous prévu à 09H00, ont dit leurs services respectifs à l'AFP.

Matignon a convié vendredi les responsables syndicaux à une "consultation" sur le débat national.

Philippe Martinez n'appelle pas à rejoindre le mouvement des "gilets jaunes", alors que fin décembre, il avait donné des signaux de rapprochement.

"Ce mouvement n'a pas de coordination nationale. Quel interlocuteur on a au niveau national pour discuter? Aucun, d'ailleurs ils n'en veulent pas", a-t-il dit.

Solidaires a appelé mercredi à manifester sur l'ensemble du territoire samedi prochain lors de l'acte 9 de la mobilisation des "gilets jaunes", de même que les samedis suivants. AFP 10 janvier 2019

Collaboration de classes (dialogue social). Yves Veyrier (FO) se sent frustré, on l'a empêché de faire le sale boulot au côté de Macron!

"Ce qui a manqué depuis longtemps, c'est l'écoute des syndicats, la place et la prise en compte du dialogue social" estime ce mercredi sur franceinfo Yves Veyrier, secrétaire général du syndicat Force Ouvrière

"Cela fait longtemps par exemple qu'on alerte sur la présence des services publics, sur la fermeture de classes, d'hôpitaux, de bureaux de poste, d'agences du trésor, etc", rappelle Yves Veyrier. "On va ré-alerter encore et encore, argumenter, etc. Ensuite il revient aux politiques d'arbitrer sur l'intérêt général".

Yves Veyrier s'interroge également sur l'après-débat : "Comment le grand débat sera-t-il pris en compte et de quelle manière ? C'est effectivement la question qui se pose pour nous. Quand est-ce qu'on va répondre à ce que nous avons déjà pu dire ?" franceinfo 09.01

Rappel : Sept Français sur dix estiment que la consultation ne sera pas utile pour le pays, selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et France Info. LeFigaro.fr 11 janvier 2019

Infos et derniers développements du mouvement populaire lancé le 17 novembre 2018

Légitime défense. Les agresseurs étaient les CRS.

- L'ex-boxeur suspecté d'avoir agressé deux gendarmes placé en détention provisoire - BFMTV 09.01

Christophe Dettinger, l'ancien boxeur professionnel filmé en train d'agresser des forces de l'ordre samedi à Paris dans le cadre de la mobilisation des "gilets jaunes" a été placé en détention provisoire, au terme de sa comparution immédiate ce mercredi. Le procès est reporté au 13 février, puisque l'ex-boxeur suspecté a demandé un délai supplémentaire afin de pouvoir préparer sa défense.

"On considère que rien ne justifiait ce placement en détention" a regretté son avocat Me Vigier à la sortie de l'audience. "La motivation retenue est pour nous une motivation d'habillage mais qui n'est pas conforme à ce qu'un juge doit dire" a-t-il expliqué.

"Je regrette, j'aurais pas dû le taper", s'est exclamé le prévenu dans la salle d'audience juste avant le délibéré. "C'était un moment de panique, on s'est fait gazer. Je vois des CRS matraquer des gens et là j'ai perdu le contrôle", a déclaré Christophe Dettinger.

"Cette réaction je l'aurais eue comme si j'avais vu une dame se faire taper dans le métro", a poursuivi l'ancien-boxeur... BFMTV 09.01

Commentaires d'internautes.

1- Tout est filmé, finalement, on voit un "force de l'ordre tabasser et mettre à terre une femme puis lui mettre des coups de pieds ensuite seulement le boxeur et un autre gilet jaune l'arrête en l'arrachant et devant la lâcheter de cet homme lui fait subir le même sort qu'il faisait à la dame !

Ca n'excuse pas la violence, mais il est clair que le "bleu" n'avait certainement aucune justification de donner des coups de pieds à une femme au sol…

https://twitter.com/LinePress/status/1081554081922064386/video/1 mettre en grand à 7' et regardez à gauche, la femme c'est la boule rouge au sol.

2- Puisque vous en parlez je tiens à vous montrer la vidéo de ce qu'il s'est passé avant, on le voit se faire gazer en plein visage à au moins 2 reprises ce qui d'expérience est très désagréable. On y voit aussi nos chers CRS lancer des GLI-F4 en arc de cercle, ce qui est complètement illégal bien entendu. Donc à mon sens sa réaction est normale et d'ailleurs elle n'est pas préméditée car il n'a pas le visage masqué. https://www.youtube.com/watch?v=-NTwurUqUwo

3- La friction commence en aval de la passerelle. Les CRS stoppe la manifestation avant qu'elle n'atteigne son point de dispersion prévu en face de l'Assemblée Nationale. De ce fait, ceux qui sont à hauteur de la passerelle et tout ceux devant eux ne savent plus avancer.

4- J'ai vu ailleurs qu'ils ont été bloqué sur le parcours qui devait se terminer devant l'assemblée. ils se sont donc fait rouler dans la farine (ou plutôt embrumé dans le gaz en fait. ils ont négocié pour passer par d'autres côtés, sans résultats

https://youtu.be/JMG3Lqupeds?t=1506

Je viens de regarder quelques vues, apparemment technique de blocage, encerclement, et ensuite infiltration gazeuse et grenade.

Franchement, il faut être courageux pour aller manifester à Paris, les Gilets Jaunes risquent littéralement leur tronche.

5- Si Christophe Dettinger est devenu si populaire depuis samedi, c'est parce qu'il apparaît comme le poing vengeur du Peuple contre les RoboCops de l'État policier, qui se croient tout permis depuis Sarkozy.

Après tout, il a réussi à repousser les pandores sur la passerelle. Sans matraque, sans flashball, sans grenade de défigurement (euh, de "désencerclement").

6- "Et en même temps" ce boxeur courageux, traité de lâche, est mis en garde à vue, alors qu'un commissaire voyou, fraîchement décoré de la Légion d'honneur, tabasse des GJ en toute impunité.

7- Je ne comprends pas l'accusation de violence faite au boxeur Dettinger. La boxe est un 'art martial' qui canalise la violence. Ce que les images montrent parfaitement: il frappe non pas un policier mais le bouclier que celui-ci tient; comme un sac de sable à l'entraînement. Le policier n'est pas frappé ni au visage ni sur le corps; le boxeur n'a pas de gants. ce déséquilibre des forces permet de dire qu'il fait "reculer" son adversaire, sans le frapper directement. Le policier le sait parfaitement d'ailleurs, qui encaisse les coups sans souffrir, mais qui recule. Plutôt qu'une menace "menaçante" avec un pavé ou un cocktail Molotov, l'homme est parfaitement "transparent", visage découvert, mains nues, son innocuité est manifeste. Comment les journalistes arrivent-ils

à totalement renverser les faits?

8- L'itinéraire était déclaré et a été empêché ce qui a amené les participants à prendre cette passerelle très pacifiquement.

9- Ce reportage d'un blogueur sur la journée du 15 Dec, confirme votre témoignage et celui bien nombreux des Gj sur ces brigades spécialisées dans la provocation d'émeutes. En outre de façon pondérée, il démontre par ce reportage, qu'un ensemble d'appareil d'état est mis en œuvre de concert afin de délégitimer toutes revendications populaire.

https://www.youtube.com/watch?v=H_WKBqhDggY

10 - La police organise une nasse. Elle provoque les violences pour que les journaux fassent des images et que les commentateurs habituels des JT fassent leur numéro au 20H.

11- Ce n'est pas tant la violence physique qui lui est reprochée, que le fait d'avoir tenu en respect des agents des forces de l'ordre, même plus, de les avoir contraint à reculer.

C'est symboliquement, d'avoir indirectement défié le pouvoir en place, au travers des forces de l'ordre qui exécutent les ordres donnés par ce pouvoir.

La violence brute exercée par ces forces de l'ordre a causé chez de nombreux manifestants des dégâts physiques bien plus graves, surtout quand ils sont irréversibles, que ceux infligés par le "gj boxeur". Mais les commentateurs des "médias mainstream" n'ont rien à redire, car les forces de l'ordre ont le monopole de la violence légale, et défendent en exécutant les ordres du pouvoir en place, un ordre social qu'ils ne souhaitent pas voir remis en question.

L'ordre policier doit régner !

- La gilet jaune qui dit avoir été sauvée par Christophe Dettinger raconte - Le HuffPost 10 janvier 2019

Elle a défendu Christophe Dettinger, l'homme qui lui a "sauvé la vie" pendant l'acte VIII de la manifestation des gilets jaunes, devant le tribunal de Paris le 8 janvier. L'ancien boxeur professionnel, accusé d'avoir roué de coups deux gendarmes, aurait ainsi sorti la manifestante, de son prénom Gwenaëlle, d'une situation qui mettait sa vie en danger (découvrez son témoignage en tête de cet article).

"Je me suis retrouvée par terre, en boule" explique-t-elle, alors qu'elle était matraquée par un policier. Ce dernier la frappait à la poitrine: atteinte d'un cancer du sein, elle n'arrivait pas à reprendre son souffle. C'est alors que Christian Dettinger serait arrivé : "Il a enlevé le policier qui était sur moi [...] j'ai pu enfin me sortir de là, il m'a sauvé la vie" Le HuffPost 10 janvier 2019

Nous soutenons Christophe Dettinger, évidemment et cette jeune femme sauvagement agressée par les CRS.

Quand on entrave la liberté de manifester, ce sont les libertés politiques qui définissent la république qui sont trahies, piétinées.

- Denormandie reproche à Mélenchon d'avoir "trahi la République" - AFP 09.01

Le ministre du Logement Julien Denormandie a reproché mercredi à Jean-Luc Mélenchon d'avoir "trahi la République", le chef de file de La France Insoumise ayant condamné la fermeture de la cagnotte de soutien pour l'ex-boxeur soupçonné d'avoir agressé deux gendarmes. AFP 09.01

Lénine - À propos de l'"économie impérialiste" - Août – Octobre 1916 - Tome 23

Et comment l'impérialisme « concilie »-t-il son économie avec la république ?

Nous lui rappellerons les paroles suivantes d'Engels.

Il s'agit de la république démocratique. La question posée est la suivante : la richesse peut-elle dominer sous cette forme de gouvernement ? C'est-à-dire la question porte précisément sur la « contradiction » entre l'économie et la politique. Engels répond : « La république démocratique ne reconnaît pas officiellement les différences de fortune» (entre les citoyens). « La richesse y exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre. D'une part, sous forme de corruption directe des fonctionnaires» (ce dont « l'Amérique offre un exemple classique ») ; « d'autre part, sous forme d'alliance entre le gouvernement et la Bourse » (14) (...)

La république démocratique contredit « logiquement » le capitalisme, car elle met « officiellement » sur le même plan le riche et le pauvre. C'est là une contradiction entre le régime économique et la superstructure politique. La même contradiction oppose la république à l'impérialisme, et elle est approfondie ou aggravée du fait que le remplacement de la libre concurrence par le monopole rend encore plus « difficile » la réalisation de toutes les libertés politiques.

Comment le capitalisme se concilie-t-il avec la démocratie ? Par la réalisation indirecte, dans la pratique, de la toute-puissance du capital ! Il existe deux moyens économiques à cet effet :

1) la corruption directe ;

2) l'alliance du gouvernement avec la Bourse. (Pour exprimer cette vérité nos thèses portent qu'en régime bourgeois, le capital financier «achètera et corrompra librement tout gouvernement et ses fonctionnaires ».)

Avec la domination de la production marchande, de la bourgeoisie, du pouvoir de l'argent, la corruption (directe ou par la Bourse) est « réalisable » sous toute forme de gouvernement, sous toute démocratie.

Qu'y a-t-il de changé sous ce rapport lorsque le capitalisme est remplacé par l'impérialisme, c'est-à-dire lorsque le capitalisme pré monopoliste fait place au capitalisme monopoliste ?

Le seul changement est que le pouvoir de la Bourse s’accroît ! Car le capital financier est le très grand capital industriel, arrivé au stade du monopole et fusionné avec le capital bancaire. Les grandes banques fusionnent avec la Bourse en l'absorbant. (Dans les publications sur l'impérialisme, on parle d'une diminution du rôle de la Bourse, mais seulement en ce sens que toute banque géante est elle-même une Bourse.)

Note

14 - Voir F. Engels, L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, Éditions Sociales, Paris 1954, p. 158.- P. 49

L'alliance du sabre et de la banque.

- "Gilets jaunes" : la cagnotte en soutien aux forces de l'ordre blessées dépasse le million d'euros - Franceinfo10 janvier 2019

Hystérie. Qui sont les complotistes, devinez.

- Cagnottes: Schiappa s'interroge sur une ingérence étrangère - L'Express.fr 10.01

Interrogée au sujet de la cagnotte pour Christophe Dettinger, Marlène Schiappa a évoqué la possibilité d'une ingérence étrangère. L'Express.fr 10.01

Que tous les opprimés s'unissent et se soulèvent pour renverser le régime et instaurer une République sociale!

- Après l'arrestation de Dettinger, les appels de gitans à se mobiliser enflamment les gilets jaunes - Le HuffPost 10 janvier 2019

Tout est parti de vidéos publiées lundi 7 janvier sur des pages Facebook dédiées aux gilets jaunes. Deux hommes, présentés comme membres de la communauté gitane, appellent leurs proches à se mobiliser en soutien à l'ancien boxeur Christophe Dettinger.

L'un des deux protagonistes des vidéos alerte même le gouvernement sur le caractère inextinguible que prendrait la colère si jamais le "garçon" venait à être incarcéré. "Si vous voulez la Révolution, prenez ce garçon là et on vous fera une guerre, tous, dans toute la France. Et à tout le peuple gitan de la France: il faut qu'on se rejoigne samedi prochain et on va voir si on va pas casser nous", alerte l'homme sur la page "Gilet Jaune Pour le Peuple par le Peuple". Une vidéo visionnée à 200.000 reprises et partagée par près de 10.000 internautes en trois jours.

Depuis, les appels à la mobilisation gitane se multiplient. Et ils témoignent -presque- toujours de la volonté jusqu'au-boutiste de se faire entendre par la violence et le chaos face à la surdité du gouvernement et les violences policières.

"À ta place j'aurais fait la même chose. T'as agi comme il le fallait. Ce sont des forces de l'ordre, ils n'ont pas à être au dessus des lois", explique par exemple un jeune homme dans une vidéo publiée sur la page Facebook "La France en colère - Carte des rassemblements" (une des plus populaires du mouvement), avant d'ajouter: "Macron, je vais te dire quelque chose. Les gitans c'est comme les braises. Quand tu as une braise qui est bouillante et que tu souffles dessus, ça ravive une flamme. Et

cette flamme-là, c'est le peuple voyageur. (...) C'est tout le peuple gitan qui va se réveiller. Du haut de ton piédestal, on va te faire redescendre." Et de conclure sur cette note tranchée: "ce gouvernement il va tomber, je vous le dis moi."

Cet appel à faire des "dégâts" et du "grabuge" à Paris "pour plusieurs jours" est relayé cette fois ci par plus de 40.000 internautes.

Deux autres personnes évoquent même la mise en branle d'une organisation discrète voire secrète pour préparer l'acte IX de samedi et leur "entrée" dans la contestation. "Castaner, ici c'est les gens du voyage. (...) On est tous en train de se parler à l'heure qu'il est", lance par exemple un gilet jaune dans une vidéo publiée mercredi et visionnée 200.000 fois en une trentaine d'heures.

"Jusqu'à maintenant on s'est fait tout petit. Faire les manifestations pacifiquement c'est très dur pour nous, on n'y arrive pas. Partout où on va en manifestation y'a du dégât", ajoute-t-il avant de menacer le président de la République entre deux condamnations de violences policières: "le gitan de Massy, s'il n'est pas dehors vendredi, samedi tu vas avoir affaire à nous. Nous, on va pas venir huit semaines pour prendre des coups gratuits. On va aller chercher directement tes CRS et tes policiers. Et après on viendra te chercher."

De nombreux autres appels de ce type font mouche sur les pages Facebook dédiées aux gilets jaunes. Et tous se rejoignent dans la volonté affichée de faire basculer le mouvement pacifique dans une lutte armée. "Regarde ce qui arrive samedi. On est déjà une bonne centaine, une bonne centaine de camions et de campings", prévient un autre membre de la communauté gitane dans une vidéo adressée, là aussi, à Emmanuel Macron.

Celui qui parle de "groupe privé spécial" dédié à l'organisation de l'Acte IX -et interdit aux médias- promet lui aussi un renversement du gouvernement: "on va essayer de rentrer à l'Élysée samedi (...) Nous aussi on est armé, nous aussi on a ce qu'il faut Macron."

Face à la violence des propos tenus dans ce genre d'extraits, le Préfet de Police a fait, selon BFMTV, des signalements au parquet de Paris pour "trois vidéos" circulant sur les réseaux sociaux, sans préciser lesquels.

Très partagés, ces messages, aussi radicaux et violents soient-ils, suscitent énormément d'espoir parmi les gilets jaunes. Depuis quelques jours, ce sujet monopolise une grande partie des échanges sur les pages Facebook dédiées au mouvement, là où la mobilisation a démarré et où elle perdure aujourd'hui. Qu'elles soient écrites ou simplement des partages de vidéos existantes, les publications sur ce thème y sont largement commentées, approuvées et partagées.

L'écrasante majorité des internautes qui réagit à l'entrée probable d'une partie de la communauté des gens du voyage dans la lutte se dit ravie de voir ces jeunes hommes à la réputation quelque peu bagarreuse se joindre à eux.

Même son de cloche du côté de "la France en colère." "Macron veut une sanction exemplaire pour notre boxeur. Il vient de déclarer la guerre aux gitans. Ils sont chaud patate (sic)", se félicite un autre gilet jaune avec un smiley qui semble dire sa joie de voir potentiellement le mouvement se durcir.

Cet appétit pour le "tsunami gitan", comme certains le désignent sur Facebook, témoigne d'une radicalisation du noyau dur du mouvement alors que le contexte sécuritaire s'alourdit face à un gouvernement prônant "l'ultra fermeté face à l'ultra violence". Ils sont en réalité très peu à dénoncer la violence encouragée et élevée en valeur morale dans ces vidéos partagées, commentées et approuvées avec ardeur au sein des pages "gilets jaunes."

Les rares internautes sceptiques le sont uniquement en raison du caractère imprévisible de ces appels à manifester et de leurs conséquences impossibles à anticiper. Ils craignent, entre autres, de voir les gens du voyage se défiler comme ils le font, selon eux, depuis le début de la mobilisation.

D'autres, membres de la communauté gitane ou non, pointent les contradictions du mouvement contestataire. "C'est marrant les gens toute l'année nous crachent sur la gueule et maintenant tout le monde et content de notre venu dans le mouvement (sic)", s'indigne par exemple une internaute, avant d'interroger les principaux intéressés via cette publication sur une de leurs pages Facebook favorite: "enfin venu le temp de nous respecter? D'arrêter de nous montrer du doigt? De nous intégrée?"

"Tous unis", lui répondent les gilets jaunes. Le HuffPost 10 janvier 2019

Totalitarisme. "Tout manifestant peut être un jour soupçonné d'être un mauvais manifestant".

Fichier de casseurs : "Cela devient extrêmement dangereux pour les libertés publiques", prévient l'ex-bâtonnier de Seine-Saint-Denis - franceinfo 08.01

Stéphane Campana : Encore un fichier ! Il y a une boulimie de fichiers, de fichages, au ministère de l'Intérieur depuis des années, au point qu'entre les recoupements des différents fichiers on est arrivé à 19,8 millions personnes fichées en France, c'est un chiffre

de la commission d'enquête parlementaire. Le problème c'est aussi la gestion du fichier, sa permanence, quelle va être la durée, l'étendue, le contrôle. Est-ce que vous y serez toute votre vie sous prétexte que personne n'aura pris la peine de nettoyer ces fichiers, malgré la nouvelle loi sur le régime des données personnelles ?

Que pensez-vous du parallèle avec les hooligans ?

On n'est plus du tout sur une niche de population de supporters, on est sur une liberté publique, celle de manifester, d'aller et venir. Si on applique la réglementation en matière de répression contre le hooliganisme, cela devient extrêmement dangereux pour les libertés publiques. Cela a toujours été la contradiction entre les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre et le maintien des libertés publiques. Tout supporter peut être soupçonné d'être un mauvais supporter. Ce qui m'inquiète c'est que tout manifestant peut être un jour soupçonné d'être un mauvais manifestant. C'est là le problème. franceinfo 08.01

Totalitarisme. Même à la longue-vue, la simple "***présence de manifestants hostiles***" à sa majesté doit être réprimée.

- Pour la visite de Macron à Créteil, tensions entre gilets jaunes et forces de l'ordre - HuffPost 09.01

Le chef de l'État a vu sa première sortie de l'année 2019 quelque peu mouvementée. Emmanuel Macron devait inaugurer la maison du Handball à Créteil, dans le Val-de-Marne ce mercredi 9 janvier. Sa visite a été marquée par la présence de manifestants hostiles à sa venue, entraînant des heurts avec les forces de l'ordre.

Dans le détail, environ 150 gilets jaunes et stylos rouges - des professeurs en colère -, se sont rassemblés à proximité de la sortie du métro 8 Créteil-Pointe du Lac, à l'appel des syndicats, notamment, expliquait Le Parisien, la veille, le mardi 8 janvier.

Un vaste périmètre de sécurité avait été mis en place autour de la Maison du handball, et la centaine de manifestants était cantonnée à environ 900 mètres. "Police nationale, milice du capital" ou "Macron t'es foutu, les travailleurs sont dans la rue", ont scandé les manifestants. Afin d'empêcher les manifestants d'atteindre le gymnase, les forces de l'ordre sont intervenues, des heurts ont éclaté.

Elles ont eu recours à du gaz lacrymogène afin de les disperser. HuffPost 09.01

Totalitarisme. Appel à la délation. "Il y a pire que celui qui tabasse", celui qui souhaite "un climat insurrectionnel", qui ose souhaiter la chute du régime. Donc, toute opposition au rigime doit être interdite, réprimée.

- Aurore Bergé signale les propos de cadres LFI à la justice - L'Express.fr 09.01

La députée LREM leur reproche d'encourager les gilets jaunes à poursuivre leurs actions violentes, y compris contre les élus.

La République en marche a choisi de répondre à La France insoumise dans les tribunaux. Aurore Bergé, la porte-parole des députés LREM, a signalé ce mercredi à la justice les propos tenus par deux "cadres de LFI", Thomas Guénolé et Juan Branco, en soutien aux gilets jaunes. Ils relèvent, selon elle, de la "provocation aux crimes et délits".

"En tant qu'élus de la République, quand on a connaissance de crimes ou de délits, c'est notre devoir, notre responsabilité de les signaler et on a des propos qui, aujourd'hui, clairement, invitent à commettre des délits ou des crimes", a expliqué la députée sur France 2 . Son domicile "a été placé sous protection parce qu'il y a des menaces sur mon domicile privé", a-t-elle expliqué.

Dans ces propos, a-t-elle résumé sur France 2, ils "ont dit clairement qu'ils souhaitaient que la violence se poursuive, qu'ils souhaitaient un climat insurrectionnel, qu'ils souhaitaient que nous tremblions, nous, élus de la République, dans notre chair ; qu'ils souhaitaient que nous ayons peur, qu'ils se félicitaient des violences, qu'on ne pouvait pas caractériser de violence le fait d'avoir balancé des pavés, je cite, ou renversé des bagnoles".

"Il y a pire que celui qui menace, que celui qui tabasse, que celui qui intimide, il y a ceux qui arment les esprits pour légitimer ces violences dans notre pays", a dénoncé la députée des Yvelines.

Elle a également critiqué l'attitude de Jean-Luc Mélenchon qui, "depuis des mois, se félicite et se gargarise de ces violences". "Quand a-t-il condamné les menaces contre les élus de la République en marche ? Quand a-t-il condamné les violences contre les journalistes ? Quand a-t-il condamné les violences contre les forces de l'ordre ?", a-t-elle demandé. L'Express.fr 09.01
Quand Macron et son gouvernement, LREM, Aurore Bergé ont-ils condamné les provocations policières, les insultes, les violences des forces de l'ordre contre des manifestants pacifiques ou parfois de simples passants ?

Quand on méprise le peuple, il vous répond à sa manière, c'est tout !

- "Gilets jaunes" : insultée sur les réseaux sociaux, Marlène Schiappa porte plainte - Franceinfo 09.01

"Sur la page Facebook de la ministre, il y a des milliers de commentaires d'insulte, de menaces de mort, de viol, d'appel au suicide, des montages photo orduriers", décrit son cabinet à franceinfo. Franceinfo 09.01

Qui est à l'origine des violences ? Les auteurs du coup d'Etat de mai 2017 qui sont minoritaires et illégitimes pour décider l'orientation de la société.

- Le Gendre dénonce le "silence" des "extrêmes" face aux violences anti-députés - Reuters 09.01

Le président du groupe La République en marche à l'Assemblée nationale, Gilles Le Gendre, dénonce le "silence assourdissant" du Rassemblement national et de La France insoumise face aux violences subies par des députés de la majorité en marge du mouvement des "Gilets Jaunes"... Reuters 09.01

Totalitarisme. De la présomption d'innocence, à la présomption de culpabilité.

- ArcelorMittal : le lanceur d'alerte Karim Ben Ali placé en garde à vue à Thionville - Franceinfo 09.01

Selon le parquet, l'ancien chauffeur intérimaire a proféré des menaces à l'encontre d'un responsable d'ArcelorMittal. Franceinfo 09.01

Parole du parti de Vichy ou du fascisme.

- Le climat social "rappelle des choses terrifiantes" à Juppé - Reuters 09.01

L'ancien Premier ministre Alain Juppé a tiré mercredi la sonnette d'alarme à propos de la crise des "Gilets jaunes", qui menace selon lui les libertés et rappelle "des choses un peu terrifiantes en termes historiques". Reuters 09.01 Reuters 09.01

On rappellera que la majorité des personnalités qui figuraient dans l'entourage de de Gaulle après la fin de la Second Guerre mondiale avaient collaboré avec le régime de Vichy. C'est vérifiable sur le Net.

Totalitarisme. Interdit de réunion.

- La justice nantaise ordonne l'évacuation de "Gilets jaunes" - Reuters10 janvier 2019

Le juge des référés du tribunal administratif de Nantes a ordonné jeudi l'expulsion des "Gilets jaunes" qui occupent un terrain près du périphérique nantais et deux ronds-points de Donges, près de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique).

Même si cette occupation a été jusqu'à présent "sans violence et sans gêne particulière pour la circulation des personnes et des biens", cela "ne saurait exclure à tout moment, dans un climat d'exaspération, des réactions particulièrement inappropriées de conducteurs de véhicules ou même de manifestants", considère le magistrat.

L'évacuation du terrain n'est donc "pas constitutive (...) d'une atteinte disproportionnée à la liberté de réunion" et présente "un caractère utile et urgent", conclut le juge.

L'avocat des occupants avait pourtant rappelé à l'audience que les gendarmes eux-mêmes avaient fait état de distributions "ponctuelles" de tracts au niveau de la porte de Grand-Lieu, près du périphérique nantais, et que les Gilets jaunes y "veillaient à ne pas gêner la circulation".

"Ils n'en distribuent que quand il y a des bouchons en direction de l'aéroport", avait-il dit.

Me Pierre Huriet estimait également que l'expulsion de ses clients serait contraire à la "liberté de réunion", alors que les Gilets jaunes peinent à obtenir des salles municipales. Reuters10 janvier 2019

Il ne leur restera plus qu'à prendre d'assaut la préfecture ou la mairie et à s'y installer pour tenir leur Assemblée populaire...

"J'ai été agressée alors que j'utilisais mon droit de manifester"

- Nantes : six personnes portent plainte et dénoncent des violences policières lors de manifestations de "gilets jaunes" - franceinfo 10.01

À Nantes, six personnes blessées au cours de manifestations de "gilets jaunes" ont déposé plainte contre X, jeudi 10 janvier, pour des faits de violences volontaires avec arme par des personnes dépositaires de l'autorité publique, rapporte France Bleu Loire Océan. Deux femmes et quatre hommes ont déposé plainte. Des blessures à la tête ou à la cuisse

"Cela ne devrait pas être un danger de manifester. Nous continuerons de faire des actions pour dénoncer ce qui ne va pas dans notre pays et qui touche le monde entier" a expliqué à France Bleu, sur le parvis du palais de justice de Nantes, la belle-mère d'un manifestant blessé à la tête dans le cortège du 29 décembre, l'"acte 7 des gilets jaunes". Adrien, 22 ans, est sorti de l'hôpital le 7 janvier. Les médecins lui ont posé pas moins de 50 agrafes, explique encore France Bleu, et est encore très affaibli. La police des polices avait été saisie.

Autre blessée et plaignante : Agnès, "gilet jaune" du Pays de Retz (au sud-ouest du département de la Loire-Atlantique, autour de Pornic). Elle est touchée à la cuisse : "J'ai été blessée par un éclat de grenade de désencerclement alors que je marchais et qu'on allait se disperser" explique-t-elle. "Je n'ai rien commis d'illégal. J'ai été agressée alors que j'utilisais mon droit de manifester" témoigne-t-elle au micro de France Bleu Loire Océan. franceinfo 10.01

La Bourse ou la vie ?

- Les Gilets jaunes appellent à retirer l'argent des banques : est-ce dangereux ? - Capital 9 janvier 2019

Maxime Nicolle, alias "Fly Rider" du mouvement des Gilets jaunes, incite à retirer l'épargne des banques pour faire plier le gouvernement. Ce phénomène économique bien connu s'appelle un "bank run" ou une "panique bancaire". Il est très dangereux mais reste improbable.

"On va retourner aux urnes mais en passant par le distributeur", annonce sur Facebook le 7 janvier Maxime Nicolle, alias "Fly Rider", l'une des figures les plus médiatiques des Gilets jaunes. Cet appel n'a rien d'anodin et commence à faire tache d'huile sur les réseaux sociaux. L'opération est intitulée le "référendum des percepteurs" et consiste à se rendre simultanément aux distributeurs de billets pour retirer le maximum selon son patrimoine. "Beaucoup de gens vont retirer leur argent des banques. Beaucoup, beaucoup, beaucoup", prévient-il. L'objectif est clair : déclencher une panique bancaire et contraindre le gouvernement à céder à leurs revendications.

L'initiative a en réalité été lancée la veille par un autre internaute se revendiquant des Gilets jaunes. Toujours sur Facebook, un certain Tahz San déclare : "Pour l'Acte 9, nous allons faire peur à cet État en toute légalité et sans la moindre violence. (...) Nous savons tous que les pouvoirs du pays ne sont pas entre les mains du gouvernement mais dans celles des banques. Si les banques faiblissent, l'État faiblit aussitôt. (...) Samedi nous allons tous voter en retirant notre argent pour lui imposer le RIC (Référendum d'initiative citoyenne) en urgence". L'opération est prévue samedi 12 janvier à 8 heures. Elle est amenée à être reproduite le mois suivant en cas d'échec.

Les conséquences sont potentiellement très importantes : aucun établissement ne détient les liquidités correspondant aux dépôts de ses clients. Une banque incapable de faire face aux demandes de retraits (qui augmenteraient à mesure que les distributeurs s'assèchent) s'expose à l'impossibilité de payer ses frais de fonctionnement. Le schéma est ensuite classique : si une banque s'écroule, c'est l'ensemble du secteur qui vacille.

Il faut souligner que la perspective de retirer des grosses sommes est également conditionnée au type de carte bancaire. Les plafonds dépendent des banques, mais ils tournent la plupart du temps entre 300 et 500 euros par jour. Les titulaires de carte premium peuvent espérer retirer autour de 1.500 euros. Ces contraintes limitent les risques, néanmoins les participants au mouvement peuvent augmenter les tensions plus facilement s'ils s'en prennent aux agences du même réseau bancaire.

Il est donc très improbable que l'appel des Gilets jaunes entraîne suffisamment de retraits. Toutefois, il ne faut pas sous-estimer la peur engendrée chez les épargnants exposés à la rumeur. On constate ce type de comportement chez certains automobilistes lorsqu'ils anticipent une pénurie de carburant avant que celle-ci aie lieu. Ils sont alors nombreux à se ruer dans les stations-service et génèrent eux-mêmes la pénurie tant redoutée.

En dernier recours, les autorités financières disposent d'une panoplie d'outils afin d'éviter la panique totale. "Le plus simple est de limiter le montant de retrait par jour et par compte, comme cela a déjà été fait en Grèce par exemple. Éventuellement cela peut s'accompagner d'un contrôle des capitaux. C'est très efficace pour éviter que les banques ne fassent faillite", souligne Christopher Dembik de Saxo Bank. Capital 9 janvier 2019

Accusation infondée.

"80 % des radars de Seine-et-Marne sont estimés hors service (or) ce n'est pas dans ce département que les gilets jaunes ont été les plus nombreux, les plus visibles et les plus mobilisés."

- Radars : comment un outil efficace pour la sécurité routière est devenu une des cibles de la colère des "gilets jaunes" - francetvinfo.fr 09.01 LVOG - On devrait aussi pouvoir élire et révoquer les enseignant-chercheur en sciences politiques à l'université...

Fabrice Hamelin, auteur de cet article, est enseignant-chercheur en sciences politiques à l'université Paris-Est Créteil Val de Marne (Upec).

Depuis plusieurs semaines, la vindicte s'abat sur les radars automatiques fixes. Recouverts de sacs-poubelle, repeints, dégradés ou même incendiés, plus de la moitié des 3 200 radars fixes installés au bord des routes de France auraient été rendus inopérants depuis le début du mouvement des "gilets jaunes".

Le bilan des radars automatiques est connu. Ce bon bilan est aujourd'hui largement relayé par les médias : les radars installés au bord des routes ont permis une nette diminution des vitesses moyennes de circulation, la quasi-fin des grands excès de vitesse et la multiplication des infractions constatées.

Pour leurs défenseurs, cette technologie aurait sauvé 40 000 vies sur les routes de France et, depuis 2017, les recettes annuelles dépassent le milliard d'euros. Elles sont à plus de 90 % consacrées à la sécurité routière et à l'entretien des infrastructures. Et d'autres vertus pourraient lui être imputées : la rapidité de la sanction – qui a valeur éducative –, une meilleure équité dans le traitement des contrevenants – par la fin des indulgences – et une sanction qui n'est pas que pécuniaire.

Aujourd'hui, la perte d'efficacité des radars automatiques fixes ne fait plus de doutes. Le nombre de flashs est en baisse, tout comme l'est la transformation de ces flashs en contraventions. Les évolutions successives du dispositif de contrôle automatisé (les radars mobiles, les radars embarqués dans des voitures banalisées et privatisées) l'attestent mieux encore que les simples données enregistrées.

L'outil reste cependant essentiel à la réussite de la politique nationale de sécurité routière.

Pour autant, l'évaluation de l'action du gouvernement n'est plus perçue qu'à travers la réussite ou l'échec supposé de ce seul outil. Pour ces raisons, les radars détruits devront être réparés et/ou remplacés, y compris par les voitures banalisées comme le demandent des associations. La réduction de la vitesse à 80 km/h n'aura les résultats attendus qu'à la condition d'un contrôle sanction sans faille. Les coûts humains et économiques seront payés par la collectivité.

Il y a dans la dégradation des radars une forme singulière, extrême et visible de résistance aux outils de gouvernement de la sécurité routière. N'oublions pas qu'il s'agit d'actes de vandalisme. La dégradation d'un radar est un délit !

Les dégradations se sont accentuées avec le passage au 80 km/h. Elles se sont amplifiées avec le mouvement des « gilets jaunes ». Le gilet de sécurité, les ronds points, le coût du carburant, l'automobilité renvoient directement à l'exercice et à la régulation du droit à la mobilité. Même si le mouvement évolue dans sa composition comme dans ses revendications, il faut envisager cette délinquance – comme la violence routière d'ailleurs – à l'aune des pratiques de résistance à la politique de sécurité routière de l'État.

Les atteintes aux radars automatiques restent l'expression colérique d'une minorité délinquante. Ces actes sont le plus souvent individuels. En cela, ils témoignent d'abord de l'échec de la mobilisation des groupes organisés à faire entendre la parole des protestataires. Ce fut le cas pour les opposants au 80 km/h dont l'action collective n'a pas fait reculer le gouvernement en juillet dernier. Cette délinquance individuelle apparaît alors comme le geste un peu désespéré de ceux qui n'acceptent pas de n'avoir pu se faire entendre.

Ce type d'acte témoigne aussi autant de l'inorganisation d'un mouvement contestataire que de l'incapacité du gouvernement à lui apporter des réponses. Ces actions prennent aussi des formes plus collectives, à l'exemple des actions coup-de-poing menées sur un même territoire.

Ces actes délictueux sont aussi facilités par le fait qu'il s'agit d'objets technologiques, inanimés, et d'une grande fragilité pour certains. Lorsqu'ils sont signalés, facilement accessibles, non surveillés, ils sont particulièrement vulnérables aux dégradations. De ce fait, il faut aussi reconnaître que s'en prendre aux instruments du pouvoir plutôt qu'aux individus qui l'incarnent ou l'exercent reste une violence contestataire à niveau modéré et en voie de banalisation dans les sociétés démocratiques.

Les atteintes aux radars peuvent aussi être interprétées comme une réponse à la violence politique et sociale des gouvernants. La violence contre l'État et ses symboles répondrait à celle de l'État. La répression alimenterait l'indignation et la protestation.

Pour autant, il est bien difficile d'y avoir l'empreinte d'une quelconque stratégie politique. Quand 80 % des radars de Seine-et-

Marne sont estimés hors service, il faut garder en tête que ce n'est pas dans ce département que les gilets jaunes ont été les plus nombreux, les plus visibles et les plus mobilisés. Les appels à s'attaquer aux radars « pompe à fric » et le déploiement de haine sur les réseaux sociaux suggèrent aussi qu'on a peu affaire à une violence instrumentale. francetvinfo.fr 09.01

Ils osent tout. Novlangue et lobotomie. France Info ou le formatage des esprits à la résignation, à l'esclavage. Ce n'est pas de l'info, mais de la propagande idéologique.

Grille de lecture.

- Pour France Info se sont de bonnes nouvelles ou tout du moins leurs objets sont légitimes.

- Ils dénaturent systématiquement la réalité pour imposer la leur. En bons dictateurs, ils ne supportent pas que la réalité ne soit pas conforme à celle qu'ils avaient imaginée et qui devait servir leurs intérêts ou ceux de leurs mentors.

Comment France Info le cautionne : "***Les montants conséquents (sic!) (...) s'expliquent...***". Exorbitant !

Prédateurs. Les trusts pharmaceutiques sont des vautours.

- Les prix provisoires de deux anticancéreux innovants fixés à plus de 300 000 euros par patient - Franceinfo 09.01

Le prix unitaire du Yescarta, traitement du laboratoire américain Gilead, a été fixé à 350 000 euros par patient en France, tandis que celui du Kymriah, développé par le géant biopharmaceutique suisse Novartis, atteint 320 000 euros.

Les montants conséquents demandés par les deux laboratoires s'expliquent en partie par la grande complexité de ces thérapies. Elles consistent à prélever des cellules immunitaires (les lymphocytes T) chez un patient, puis à les modifier génétiquement in vitro pour les rendre capables, une fois réinjectées dans l'organisme, de détecter et tuer des cellules cancéreuses. France Info 09.01

Vous allez vous retrouver au chômage : C'est "***une bonne chose***"!

- La Tunisie va accueillir une partie des productions Bic délocalisées de Bretagne - France Info 09.01

Si la délocalisation de la production de crayons Bic est une mauvaise nouvelle pour les ouvriers de l'usine vannetaise, c'est une bonne chose pour l'économie tunisienne qui a du mal à décoller et à créer des emplois. France Info 09.01

L'AFP s'offusque, il a osé demeurer "***inébranlable face aux manifestations contestant son régime***". Emmanuel Macron ? Mais non, le président soudanais Omar el-Béchir !

- Le président Béchir, inébranlable face aux manifestations au Soudan - AFP 10.01

Défiant depuis des années la justice internationale qui l'accuse de génocide, le président soudanais Omar el-Béchir se montre aussi inébranlable face aux manifestations contestant son régime.

A 75 ans, malgré le mouvement de protestation qui agite le Soudan depuis le 19 décembre, M. Béchir est déterminé à conserver le pouvoir saisi en 1989 après un coup d'Etat soutenu par les islamistes.

Au moins 19 personnes ont été tuées et des centaines blessées, depuis le début du mouvement provoqué par la hausse du prix du pain, dans une économie dévastée par la crise.

Crâne dégarni, large moustache et silhouette enrobée, M. Béchir doit sa longévité aux liens étroits qu'il a su conserver avec l'armée.

Malgré les nombreux défis qu'il a su relever, les analystes s'interrogent sur les capacités de M. Béchir à relever le défi des protestations actuelles au Soudan. AFP 10.01

Le nouvel ordre mondial ou la gouvernance mondiale. Plus vous serez nombreux et plus vous serez pauvres ou la paupérisation mondiale comme perspective.

- Quelles pourraient être les 10 premières économies mondiales en 2030 ? - LePoint.fr 9 janvier 2019

Dans les prochaines années, les pays émergents vont progressivement s'imposer dans le classement des 10 plus grandes

économies du monde, selon la banque britannique Standard Chartered.

Les économies émergentes vont progressivement s'imposer, selon les prévisions pour l'année 2030 de la banque britannique Standard Chartered.

Dans les prochaines années, les pays émergents vont progressivement s'imposer dans le classement des 10 plus grandes économies du monde, selon la banque britannique Standard Chartered. Cette dernière a fait évoluer ses prévisions à long terme et propose un classement des 10 premiers pays, en termes de PIB, pour l'année 2030, a relevé Bloomberg.

Selon ces nouvelles prévisions, la Chine occupera la première place du podium, suivie de l'Inde et des États-Unis à la troisième place. L'Indonésie s'installera en quatrième position, talonnée par la Turquie à la cinquième place.

« Nos prévisions de croissance à long terme reposent sur un principe fondamental : la part des pays dans le PIB mondial devrait finalement converger avec leur part dans la population mondiale, tirée par la convergence du PIB par habitant entre les économies avancées et les économies émergentes », expliquent dans une note les économistes de Standard Chartered.

L'Allemagne, seul pays d'Europe dans le classement

Selon Standard Chartered, la croissance de l'Inde devrait s'accélérer à 7,8 % d'ici à 2020, alors que celle de la Chine se réfrènerait à 5 % d'ici à 2030. La part de l'Asie dans le PIB mondial, qui atteignait 20 % en 2010, puis 28 % en 2018, atteindrait 35 % en 2030. Un chiffre comparable à celui de la zone euro et des États-Unis. LePoint.fr 9 janvier 2019

(Suite de la dernière causerie) Italie. Intox ou propagande du ministère de la Vérité.

- L'Italie chute dans un classement des démocraties, la France se maintient au 29e rang - franceinfo avec AFP 10.01

L'Italie a plongé au classement annuel des démocraties établi par The Economist Intelligence Unit (en anglais), publié mercredi 9 janvier. Le pays arrive en 33e position en 2018... franceinfo 10.01

- "Cette chute est en grande partie liée..."
- A "4 places de la France", mais la position de la France est enviable pour France Info, une "démocratie imparfaite" !
- "L'Italie souffre..." Tous les peuples souffrent, suffoquent !
- "The Economist Intelligence Unit, une société britannique." Pour un peu ne société anonyme. Qui ? The Economist détenue par la famille Agnelli et Rothschild ! (Lire l'article d'avant-hier plus détaillé et révélateur.)

Félicitation, la Grèce est entrée dans une "***nouvelle ère***"... ou la régression sociale généralisée!

- La Grèce est entrée dans une "nouvelle ère", se félicite Merkel à Athènes - Reuters11 janvier 2019

La Grèce est entrée dans une "nouvelle ère", mais doit poursuivre sur la voie des réformes, a estimé jeudi Angela Merkel, en visite à Athènes six mois après la fin du troisième plan de sauvetage financier.

"Aujourd'hui, vous arrivez dans une Grèce différente", a déclaré le chef du gouvernement. "Nous avons tous les deux traversé des moments difficiles (...) mais nous avons réussi à trouver (...) des solutions pour les surmonter", a déclaré le Premier ministre Alexis Tsipras.

Quelques centaines de personnes se sont rassemblées pour protester contre la visite de la chancelière et les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser, selon un journaliste de Reuters sur place. Reuters11 janvier 2019

Quand Jean-Yves Le Drian (PS) rejette les résultats d'une élection parce que son candidat n'a pas été élu. Où, en France ? Mais non voyons, son candidat a été élu en France et il en est le ministre des Affaires étrangères, en République démocratique du Congo. Mais il a hurlé à l'ingérence dans les élections présidentielles française (ou américaine) quand des chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers ont osé exprimer des critiques envers son candidat, Macron (ou Clinton).

- RDC: l'opposant Tshisekedi proclamé vainqueur d'un scrutin contesté - AFP11 janvier 2019

La République démocratique du Congo semble s'engager jeudi dans la voie d'une alternance historique avec l'annonce de la victoire à la présidentielle d'un opposant, Félix Tshisekedi, cependant aussitôt contestée par une partie de l'opposition et par l'Eglise, et déjà marquée par le sang.

Actant la première transition démocratique depuis l'indépendance du pays en 1960, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a déclaré Felix Tshisekedi, 55 ans, vainqueur de la présidentielle avec 38,57% des voix, devant l'autre candidat de l'opposition divisée, Martin Fayulu (34,8%) selon des résultats provisoires.

La France elle est étonnamment montée au créneau.

"Il semble bien que les résultats proclamés (?) ne soient pas conformes aux résultats" réels et que M. Fayulu est "a priori" le vainqueur du scrutin du 30 décembre, a déclaré son ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian à la télévision CNews, assurant s'appuyer sur les chiffres de la mission d'observation de l'Eglise catholique.

La RDC, plus grand pays d'Afrique sub-saharienne, vit une double situation historique. C'est la première fois qu'un opposant est proclamé vainqueur d'une élection présidentielle. C'est aussi la première fois que le président sortant accepte de se retirer, conformément à la Constitution, qui interdisait à Joseph Kabila de briguer un troisième mandat d'affilée.

Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, dit "Fatshi", haute taille et carrure massive, hérite du nom de son père Etienne, figure historique de l'opposition en RDC décédé le 1er février 2017, et de la machine de guerre laissée en héritage, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), fondée dans les années 80 contre la dictature du maréchal Mobutu et au sein de laquelle il a gravi tous les échelons.

Il faisait équipe pour ce scrutin avec un "ticket", l'ex-président de l'Assemblée Vital Kamerhe. Mais c'est à Joseph Kabila qu'il a dédié ses premières paroles après avoir été "provisoirement élu" selon les termes officiels. "Aujourd'hui, nous ne devons plus le considérer comme un adversaire mais plutôt comme un partenaire de l'alternance démocratique dans notre pays."

La Cour constitutionnelle doit publier les résultats définitifs, qui peuvent encore faire l'objet de recours, dans les dix jours. Une possibilité évoquée par la coalition au pouvoir même si celle-ci a "pris acte" des résultats provisoires.

Son candidat, l'ex-ministre de l'Intérieur sous sanctions de l'Union européenne Emmanuel Ramazani Shadary, n'est arrivé qu'en troisième position avec 23,8%. Les 18 autres candidats font des scores anecdotiques.

Ce sont désormais les résultats des élections législatives, qui ont eu lieu le même jour que la présidentielle, qui sont attendus et qui permettront de déterminer les capacités de M. Tsishekedi à diriger le pays - s'il est confirmé.

Ces derniers jours, son camp avait tendu la main au président Kabila.

Avant même la proclamation des résultats "une rencontre" entre MM. Tshisekedi et Kabila avait été évoquée par l'UDPS "pour préparer la passation pacifique et civilisée du pouvoir". A quoi le gouvernement avait répondu qu'il n'allait "pas rejeter la main tendue parce qu'il y a un temps pour tout, un temps pour s'opposer et se disputer l'électorat mais aussi un temps pour s'unir".

Pour le centre de recherche EXXAfrica si la victoire de Tshisekedi est "très surprenante" elle prend cependant sens dans le contexte actuel où le président sortant pourra "user de son influence sur Tshisekedi qui doit désormais son ascension au contrôle de Kabila sur la commission électorale". AFP11 janvier 2019

Aucun de ceux qui contestent l'élection de Maduro n'a été élu avec un pourcentage de voix équivalent. Si on tient compte de leurs critères, ils sont tous illégitimes !

- Venezuela : Nicolas Maduro est-il illégitime ? [À vrai dire] - Franceinfo 10.01

Ce jeudi 10 janvier, le président vénézuélien entame un deuxième mandat contesté. Plus de cinquante pays ne reconnaissent pas ce mandat, à l'issue d'un scrutin controversé. L'Assemblée nationale vénézuélienne considère sans ambages Nicolas Maduro "illégitime".

Ces accusations remontent à l'élection présidentielle du 20 mai 2018. Nicolas Maduro est réélu avec 68 % des voix, mais les grands partis d'opposition jugent cette victoire truquée. Que signifie la légitimité ?

Au total, 51 pays ne reconnaissent pas la réélection de Nicolas Maduro, l'héritier de Hugo Chavez : les États-Unis, mais aussi l'Union européenne, ou l'Organisation des États américains. Franceinfo 10.01

Cela signifie que sur les quelques 200 pays qui siègent à l'ONU, les trois quarts estiment son élection légitime.

Voilà qui devrait exciter un peu plus ces réactionnaires fanatiques.

- Le plafonnement des indemnités de licenciement «viole le droit international» - Liberation.fr 10 janvier 2019

Trois conseils de prud'hommes ont choisi de passer outre le plafonnement des indemnités versées en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse. Liberation.fr 10 janvier 2019

- Dialogue entre Damas et les Kurdes, un ministre syrien optimiste - Reuters 9 janvier 2019

Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Mekdad, s'est déclaré mercredi optimiste sur l'issue du dialogue politique entre Damas et les groupes kurdes, entamé grâce à une médiation russe.

Sous la menace d'une offensive de la Turquie qui les considère comme des terroristes, les groupes kurdes du nord de la Syrie ont repris contact avec le gouvernement de Bachar al Assad après la décision de Donald Trump de retirer les forces américaines du pays.

Interrogé par des journalistes sur l'avancée des discussions, Fayçal Mekdad a répondu: "Je pense que nous devons toujours être optimistes. Les précédentes tentatives n'ont guère été encourageantes mais, actuellement, les choses avancent bien".

Il a rappelé les récentes déclarations des groupes kurdes affirmant clairement qu'ils appartenaient à la nation syrienne. De tels propos, a-t-il poursuivi, montrent que "les conditions" semblent favorables à une réconciliation.

"Par conséquent, je suis toujours optimiste (...) Nous incitons ces groupes politiques à être sincères dans le dialogue actuel avec l'Etat syrien, sachant qu'il n'y a pas d'autre solution", a souligné Fayçal Mekdad. Reuters 9 janvier 2019

Quelques bonnes nouvelles quand même pour eux.

- Jaguar Land Rover va supprimer des milliers d'emplois au Royaume-Uni - euronews 10 janvier 2019

Le constructeur automobile, propriété de l'indien Tata Motors, va supprimer 4500 emplois, essentiellement au Royaume-Uni, dans le cadre d'un vaste plan d'économies de 2,8 milliards d'euros. Le groupe emploie dans ce pays plus de 95% de ses 44 000 salariés. euronews 10 janvier 2019

- CAC 40 : par ici les dividendes - Libération 9 janvier 2019

LVOG - Ils osent tout. A ne pas louper dans cet article :

- "*Le versement d'un dividende ne vous enrichit pas...*"
- "*Aucune recherche scientifique n'a montré que les actionnaires s'enrichissaient significativement*".

Libération - Les 40 premières entreprises françaises ont battu leur record de 2007 en reversant 57 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2018.

Publiée chaque année, l'étude de la lettre professionnelle Vernimmen révèle que les versements de dividendes et rachats d'actions des quarante premières capitalisations de la place boursière parisienne ont augmenté de plus de 12 % l'an dernier. Il faut remonter à 2007, c'est-à-dire juste avant la grande déflagration financière de 2008, pour retrouver un tel niveau de rémunération du capital. Cette année-là, le CAC 40 avait reversé 57 milliards d'euros en dividendes et rachats d'actions contre 57,4 milliards en 2018. Record battu donc.

«Ce n'est pas surprenant, compte tenu de leurs très bons résultats (à l'exception des banques) à ce point du cycle», notent Pascal Quiry et Yann Le Fur, les deux auteurs de la lettre, professeurs à HEC. Ces derniers anticipent d'ailleurs que le meilleur est encore à venir pour les actionnaires : ces versements de dividendes devraient continuer à augmenter l'an prochain, pronostiquent-ils.

Basés sur leurs bénéfices de 2017 qui s'élèvent à 92 milliards d'euros, les dividendes versés en 2018 représentent 46% du résultat généré (59% en incluant les rachats d'actions et les dividendes extraordinaires). Un «taux de distribution» en recul dans le partage des richesses, souligne néanmoins l'étude, qui note qu'il était de 48% en 2017 et de 50% en 2015. Au total, le montant des dividendes versés n'a ainsi augmenté «que» de 4,96% alors que dans le même temps, le résultat net courant de ces sociétés a globalement bondi de 18%. En revanche, la valeur boursière des 40 premières entreprises françaises aura globalement diminué de 10,95% l'an dernier, après une hausse de 9% en 2017.

Nouveauté qui illustre la santé insolente du CAC 40, l'intégralité de ces multinationales, dont l'immense majorité des revenus proviennent désormais de l'étranger, ont versé un dividende l'an dernier. Pour trois d'entre elles seulement (Engie, Carrefour, TechnipFMC), il est en baisse. A elles seules, trois entreprises représentent un tiers des capitaux redistribués. Première capitalisation boursière française, Total en a reversé pour 10,1 milliards d'euros l'an dernier, le laboratoire pharmaceutique Sanofi pour 4,8 milliards et BNP Paribas pour 3,8 milliards. Et si l'on inclue LVMH, Axa, L'Oréal et Schneider, cette part grimpe à plus de 50% des versements du CAC 40 tandis que les 20 dernières entreprises du CAC représentent 18% des versements.

Interrogé dans les Echos, Pascal Quiry juge évidemment qu'il n'y a pas lieu de se scandaliser de ces versements records. «Le versement d'un dividende ne vous enrichit pas plus que le retrait de billets à un distributeur ne vous enrichit, dit-il, vous avez simplement transformé en liquide une partie de votre patrimoine. Ce qui compte, c'est que les entreprises françaises se portent bien.»

Certains groupes comme Total ou Danone ont préféré verser une partie de ces dividendes sous forme de distribution d'actions (3,8 milliards au total en 2018) afin de préserver leurs marges financières en vue de futures acquisitions.

Les auteurs jugent enfin qu'il est «plus sain» de reverser ces sommes à ses actionnaires, «plutôt que de les gaspiller en surinvestissements ou en placements oisifs de trésorerie et de priver ainsi de capitaux propres d'autres groupes qui en auront besoin pour se développer». Un raisonnement qui part de l'idée que ces dividendes seraient forcément réinvestis ailleurs, ce qui n'a rien d'évident au vu de la sous-capitalisation de nombre de PME en France dont la situation ne ressemble en rien à celle du CAC 40. Plus que jamais, l'indice phare de la place financière parisienne ressemble à une bulle au regard de la situation de la plupart des entreprises françaises.

Last but not least, Vernimmen défend également le principe du rachat d'actions (10,90 milliards d'euros en 2018) qui permet de soutenir les cours de bourse. «C'est une façon de rendre du cash de façon discrétionnaire et transitoire, explique encore Pascal Quiry dans les Echos. Aucune recherche scientifique n'a montré que les actionnaires s'enrichissaient significativement par un rachat d'actions.»

Une chose est sûre, la priorité donnée à la création de valeur au profit de l'actionnariat et au détriment du travail ne semble guère être remise en cause dans le sérail feutré des grandes entreprises françaises. De nombreuses voix se sont pourtant récemment élevées pour réclamer une évolution de cette doctrine qui doit beaucoup à l'économiste néo-libéral Milton Friedman : c'est le cas du rapport Notat-Senard sur «l'entreprise, objet d'intérêt collectif», celui de l'ONG Oxfam sur les profits du CAC 40, de l'économiste Patrick Artus dans son dernier ouvrage Et si les salariés se révoltaient ? (Fayard, 2018), ou encore du rapport sur «l'entreprise post-RSE à la recherche de nouveaux équilibres» de l'Institut de l'entreprise… Mais pour l'heure, les cadors du CAC 40 font manifestement la sourde oreille face à cette demande de rééquilibrage en faveur des salaires et de plus d'investissement. Libération 9 janvier 2019

Haut de page

Le 13 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai quand même pris le temps de fêter le 38é anniversaire à ma fille. Bon dimanche.

- Au format pdf (23 pages)

Boycott du "*grand débat national*", combat politique classe contre classe ! A bas Macron : démission !

ACTUALITÉ DU JOUR

Acte IX des gilets jaunes

84.000 gilets jaunes dans toute la France contre 50.000 samedi 5 janvier. C'est même plus que le 15 décembre, après l'allocution du président de la République. A Paris, la préfecture a recensé 8000 manifestants, contre 3500 sur la toute la journée du 5.

A Bourges près de 7000 personnes ont défilé dans le périmètre que la préfecture du Cher.

À Rouen, plus de 3 000 manifestants ont été décomptés par France Bleu Normandie. La préfecture a elle estimé qu'ils étaient 2 500. Des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont émaillé la mobilisation.

Les gilets jaunes se sont comptés en milliers à Toulouse (5000, contre 2000 la semaine passée), Rouen (2500 personnes parmi lesquelles les agresseurs d'une équipe de LCI), Bordeaux (5000 contre 4600), Perpignan (2000). Preuve que les attentes restent fortes et que les 10 milliards d'euros mis sur la table en décembre par Emmanuel Macron ne suffiront pas. AFP 12.01

La suite demain si plus de chiffres étaient disponibles. (Dimanche à 13h en Inde, 8h30 en France)

Pays basque

- Plus de 80 000 manifestants au Pays basque en faveur du rapprochement des prisonniers d'ETA - Franceinfo 12 janvier 2019

Deux marches ont eu lieu à Bilbao, au Pays basque espagnol, et à Bayonne, au Pays basque français. Franceinfo 12 janvier 2019

Hamon ou l'extrême centre néoconservateur masqué.

Quand l'UDR-RPR-UMP-LR était le parti de l'ordre officiel, la SFIO-PS était le parti de l'ordre officieux. Maintenant que LREM est devenu le parti de l'ordre officiel, et comme le PS n'est plus en position pour assumé le rôle le parti de l'ordre officieux, c'est à Générations.s que revient cet honneur.

- "Quand Mélenchon parle, Le Pen récolte", accuse Benoît Hamon - Franceinfo 12.01

- Pour Hamon, "Mélenchon ne se dit plus de gauche, il est populiste" - Le HuffPost 12.01

-Benoît Hamon s'en prend directement à Jean-Luc Mélenchon dans un long entretien accordé au Point, samedi 12 janvier. - franceinfo 12.01

Benoît Hamon va plus loin en affirmant que Jean-Luc Mélenchon "considère désormais que sa stratégie est populiste et que le mot gauche ne l'intéresse plus". Un désaveu, juge-t-il, pour le député des Bouches-du-Rhône qui "s'est longtemps réclamé de François Mitterrand" mais abandonne aujourd'hui l'idée d'unité de la gauche comme "référence pertinente". Une erreur de stratégie, aux yeux de Benoît Hamon, qui prend pour exemple la formation espagnole Podemos. Celle-ci "n'a jamais entretenu la confusion [avec l'extrême droite] et a assumé un dialogue avec un certain nombre de composantes de la gauche afin de gouverner."

"Moi je ne suis pas dans une stratégie qui considère que ce mouvement [des "gilets jaunes"] est insurrectionnel"

Conséquence, selon Benoît Hamon ? Cet "agenda populiste" au sein de La France insoumise "est devenu prioritaire et amène cette confusion entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen (...). Par ses choix, ses mots et ses fascinations, Jean-Luc Mélenchon entretient une zone grise. C'est préjudiciable pour la France."

"La responsabilité d'un dirigeant comme Jean-Luc Mélenchon, c'est de ne pas participer à la confusion en passant sous silence les errements d'Éric Drouet ou de Maxime Nicolle sur le pacte de Marrakech par exemple." au "Point". franceinfo 12.01

Rappel.

La causerie du 10 mars 2012

- Benoît Hamon: «A gauche, on aime les riches» ... - 20minutes.fr

La causerie du 24 septembre 2012

- «Parier aujourd'hui sur l'échec de François Hollande, c'est se tirer une balle dans le pied. Je suis favorable à ce que le débat vive à gauche mais la situation est trop grave pour qu'on se divise artificiellement», poursuit-il. (20minutes.fr 23.08)

La causerie du 9 avril 2013

- "La gauche doit être collective (...) appeler à une manifestation coup de balai contre la gauche, ça rompt avec toutes les

traditions, toute l'histoire de la gauche", a souligné le ministre interrogé sur RTL.

La causerie du 16 septembre2013

- Hamon : «Hollande président des patrons ? C'est absurde» - LeParisien.fr

La causerie du 3 avril 2014

- Benoît Hamon, la caution de gauche du gouvernement Valls - AFP

La causerie du 5 octobre 2014

- Benoît Hamon n'est "pas dans l'opposition" au gouvernement - AFP

La causerie du 11 juillet 2015

- Benoît Hamon sur la Grèce : « Aujourd'hui madame Merkel et la politique austéritaire ont perdu et je m'en réjouis » - Public Sénat

La causerie du 3 novembre 2016

- Benoît Hamon : « Hollande doit être candidat » - LeParisien.fr

La causerie du 2 février 2017

- M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue 31.01.2017

- De 2004 à 2009, Benoît Hamon était député européen. Extrait de sa fiche dans les archives en lignes du Parlement européen. Alors que George Bush et Ariel Sharon étaient au pouvoir, Benoît Hamon avait néanmoins choisi de rejoindre -dès son élection en 2004- les groupes parlementaires dénommés "délégation pour les relations avec les États-Unis" et "délégation pour les relations avec Israël". Il assuma la vice-présidence du groupe connecté à Washington. Invité en 2011 par l'UPJF (Union des patrons juifs de France qui se qualifie elle-même de "lobby juif"), Benoît Hamon avait présenté Israël comme une "démocratie" et manifesté son refus de toute forme de "boycott" envers ce régime colonial et ségrégationniste. (source : Panamza)

- Benoît Hamon et Manuel Valls (...) semblent partager la même volonté de museler la diffusion de l'information indépendante sur Internet.

Le 12 novembre, invité sur Franceinfo, Benoît Hamon a ainsi dénoncé les «médias et hébergeurs» -tels Facebook et Twitter qui seraient «co-responsables» de la victoire de Donald Trump et, plus généralement, de l'apparition de «contre-sociétés» dans lesquelles «chacun se construit une théorie, une vérité qui est très loin de la réalité» {https://twitter.com/franceinfo/status/797356249381818368}.

Le 8 janvier, interviewé par France Inter, Benoît Hamon a surenchéri en affirmant que la lutte contre la «déradicalisation islamiste» devait d'abord passer par un combat contre «le complotisme, cet écosystème extrêmement violent» {https://youtu.be/DPcDZMKWkLM}.

À l'instar de la mouvance sioniste et de Rudy Reichstadt, principal référent politico-médiatique de l'imposture intellectuelle du "conspirationnisme", Benoît Hamon établit clairement un lien -inquiétant pour les libertés individuelles- entre "complotisme" (attitude qu'il ne définit précisément pas), djihadisme et terrorisme (id)

A lire - M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue . 31.01.2017

La causerie du 11 février 2017

- "...il n'y a aucune solution politique ou aucun avenir envisageable avec Bachar al-Assad pour la Syrie derrière." Europe1.fr 09.12.2016

- Benoit Hamon ou la gauche rêvée - lesechos.fr 29.01.2017

Benoit Hamon "apparatchik du PS depuis trente ans"

- Ancien président du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), de 1993 à 1995, il fut longtemps celui qui organisait la claque pour les ténors, le leader d'une force d'appoint pour les congrès du parti. Celui qui oeuvrait en coulisses pour Michel Rocard (son premier engagement), Henri Emmanuelli, Lionel Jospin, Martine Aubry... Il était lieutenant, il aspirait à plus depuis longtemps.

Mais un tel leader, qui aide Manuel Valls à accéder à Matignon en avril 2014 avant de devoir quitter quatre mois plus tard le gouvernement, est-il autre chose qu'un apparatchik opportuniste. (...)

Ces idées sont travaillées par des chercheurs et en vogue chez des patrons de la Silicon Valley. (...)

Sa compagne mi-danoise mi-catalane, Gabrielle Guallar (cadre dirigeante de LVMH, propriétaire des « Echos »)

Rappel : Benoit Hamon « a voté l'état d'urgence », rappelle son porte-parole...

La causerie du 21 février 2017

- Benoît Hamon veut "une nouvelle loi Travail" et non plus son abrogation. - Franceinfo

- Comment Hamon reprend les arguments de l'extrême droite selon lequel le wahhabisme serait un produit de l'islam. - Hamon en famille avec l'oligarque Bill Gates. - Présidentielle : le point commun inattendu de Benoît Hamon et Bill Gates - LePoint.fr

Le fondateur de Microsoft et le vainqueur de la primaire de la gauche partagent une vision similaire de l'avenir du monde du travail. (LePoint.fr)

- M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue 31.01.2017

En décembre 2016, Benoît Hamon voulait voler au secours des populations d'Alep bombardées par le méchant Poutine. Il a même déclaré que s'il était président de la République, il y serait allé, comme Mitterrand à Sarajevo. Lors des primaires qui l'ont désigné comme candidat du PS, il s'est opposé à toute aide financière destinée au peuple syrien. « Arroser les zones contrôlées par Bachar al-Assad, je ne vois pas bien en quoi cela doit être une priorité de l'Union européenne quand il existe tout une autre Syrie avec d'autres partenaires possibles, comme les villes quasi autonomes autogérées ».

La causerie du 25 février 2017

- Hamon vient de participer au dernier dîner de l'organisation d'extrême droite sioniste le Crif, en famille, en compagnie de Hollande et Macron.

- Hamon, le frondeur, les cocus et les arrivistes par Bruno Adrie - arretsurinfo.ch 20.02.2017

- Benoît Hamon, voiture-balai d'un PS vermoulu par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 20 février

La causerie du 18 mars 2017

- Présidentielle 2017 : aux Antilles, Benoît Hamon loue le bilan du quinquennat - Franceinfo

La causerie du 22 mars 2017

- Hamon à Bruxelles reçoit l'appui de Moscovici - AFP

La causerie du 28 mars 2017

- Fillon est "indigne de la fonction présidentielle" déclare Hamon - AFP

- Présidentielle : Marine Le Pen est "soumise" à Vladimir Poutine, selon Benoît Hamon - Franceinfo

La causerie du 7 avril 2017

- Syrie: Hamon s'en prend à Le Pen, Fillon, Mélenchon, "inféodés" à Poutine - AFP

La causerie du 17 septembre 2017

- Quand Mélenchon estime qu'il aurait dû être président et Hamon son Premier ministre - LeParisien.fr

L'idéologie du totalitarisme. L'extrême centre néoconservateur sans masque.

LVOG - Si je trouve le temps, j'analyserai plus tard en détail le discours de Raffarin, le même que Macron, Attali, Minc, etc.
Son modèle de société démocratique : le "*modèle israélien*" !

- Jean-Pierre Raffarin : «La réforme permanente, voilà la solution» - LeParisien.fr 12 janvier 2019

L'ancien Premier ministre et actuel président de l'ONG Leaders pour la paix estime qu'il faudrait modifier la méthode pour mieux réformer. Mais aujourd'hui, avec la crise des Gilets jaunes, il s'inquiète d'une remise en cause de la démocratie.

On répète souvent que la France n'est pas réformable. Cette crise des Gilets jaunes en est-elle l'illustration ?

JEAN-PIERRE RAFFARIN. Cette crise est révélatrice d'une chose : on a plus de difficulté avec la démocratie qu'avec la réforme. On accepte volontiers les principes de la République, mais on n'adhère pas forcément aux valeurs de la démocratie. Elle ne nous est pas si naturelle. La France est un des rares pays où on fait des manifestations après le vote de la loi. La loi votée, l'appareil démocratique, pour beaucoup, c'est plus un système qu'une valeur.

D'où la difficulté à réformer ?

Pas de complexes ! Notre pays a fait beaucoup de réformes. Giscard avait réussi des réformes importantes, puis la décentralisation, en deux actes, a été une réforme essentielle, ainsi que la professionnalisation de nos armées, le mariage pour tous, ou la réforme des universités…

Comment sortir de cette perpétuelle remise en cause ?

Je crois qu'on ne pratique pas suffisamment la réforme permanente. Le dossier des retraites est à peu près le seul pour lequel chaque quinquennat a apporté sa pierre. Il faut concevoir une nouvelle ingénierie de la réforme. Des réformes à mener en gérant le temps, avec le minimum de brutalité...

Certains Gilets jaunes prônent un régime militaire...

On assiste à la remise en cause de trois points essentiels de la pratique démocratique : la règle majoritaire, la force de la loi -c'est-à-dire la force du vote- et la représentation politique. Notre vrai enjeu porte plus sur le nouveau système démocratique à inventer que sur un pessimisme quant à la réforme.

Un nouveau système démocratique ?

Il existe de nombreux modèles démocratiques, jusqu'au modèle israélien...

Le système français repose, lui, sur l'alternance : pendant cinq ans on donne des pouvoirs forts, au bout du quinquennat on peut changer. Les Gilets jaunes contestent un vote démocratique qui a donné cinq ans à l'actuel exécutif. Pour eux, l'objectif est la représentativité de l'instant. La société française est traversée par ces deux grandes forces paradoxales : le besoin de participation et le besoin d'autorité. Notre vivre ensemble doit trouver le bon équilibre entre ces forces.

La Ve République peut être mise en question ?

C'est le vrai débat, il faut clarifier nos règles du jeu et les partager, si on veut une démocratie apaisée. C'est le respect des règles qui protège la démocratie du désordre.

Il y a trop d'autorité ?

La Ve République donne au chef de l'État un vrai pouvoir, il dispose des outils de l'autorité. Ce n'est pas en affaiblissant cette autorité qu'on corrigera l'impuissance de la politique. Mais il faut limiter l'autorité à « l'essentiel ». Les autres sujets doivent être confiés à la subsidiarité.

Comment aérer ce système ?

Par la décentralisation ! Le référendum devrait être une pratique courante au niveau régional. (...) Hélas pour le référendum, la jurisprudence Notre-Dame-des-Landes a été une tragédie démocratique.

Comment inciter les Français à voir les réformes sous un jour plus positif ?

En faisant des réformes par marches plutôt que par étages. La réforme permanente, pas à pas, dans un monde toujours en mouvement, voilà la solution. La grande réforme, le grand soir, génère le blocage. Le besoin de cohésion sociale est essentiel.

Vous reprenez la formule de Chirac**…**

Jacques Chirac était, plus que tous, conscient de cela. Par exemple, en tant que Premier ministre, j'étais interdit de Davos. Je pouvais envoyer un ministre à Porto Alegre, avec les altermondialistes, mais pas à Davos...

Cette cohésion sociale, comment la retisser ?

Il faut rechercher un nouveau pacte social, en remettant tous les acteurs sociaux autour de la table. La démocratie politique représentative ne peut pas ignorer la démocratie sociale représentative. Le nouveau pacte social doit s'appuyer sur l'ensemble des partenaires, Gilets jaunes compris.

La lettre d**'**Emmanuel Macron aux Français sur le grand débat national doit proposer ce pacte social ?

L'initiative est bonne. Il va devoir préciser ce qu'il va faire du débat. Indiquer clairement que le débat doit être fertile, qu'il tiendra compte des propositions, comment et sur quel calendrier. Notre devoir est de nous impliquer dans cet exercice démocratique. Quel est notre choix ? L'exercice démocratique ou l'aventure politique !

La République est en danger ?

Je suis inquiet. La violence est le nouveau paramètre de la contestation, ce n'est plus le nombre de protestataires. Ce principe me paraît être incompatible avec le respect démocratique. La température sur les réseaux sociaux et dans la rue grimpe rapidement. Le temps qui passe ne sert pas la sagesse.

Une dissolution de l**'**Assemblée nationale pourrait être une solution ?

L'exécutif a des cartes à jouer, encore faut-il les jouer au bon moment. Pour moi, ce n'est pas le moment de dissoudre. Le scénario à l'italienne n'est pas impossible, les convergences entre l'extrême droite et l'extrême gauche sont en train de se construire.

Une haine contre Macron s**'**exprime dans cette crise**…**

C'est injuste. Mais le système politique du président manque de puissance. Il faut aujourd'hui que les démocrates se fassent entendre. La majorité ne protège pas assez son leader. En réalité, la Ve République est peu compatible avec la surexposition du président.

Il a les moyens de mener ses réformes ?

Tout dépend du geste politique. Le geste politique, c'est le débat. Il faut lui donner du sens. À mon avis, deux objectifs sont prioritaires : inventons la règle démocratique que nous voulons respecter et proposons le pacte social qui consolidera la République. LeParisien.fr 12 janvier 2019

Propagande. Le totalitarisme ou "l"***extrême centre***", c'est la démocratie. Parole d'oligarques suppôts (Rothschild-Agnelli) de Thatcher, Reagan et Pinochet. (Suite - 2)

Ce sujet a été abordé en détail dans les deux précédentes causeries.

- L'Europe de l'Ouest victime d'un «malaise démocratique», selon The Economist - Le Figaro 11.01

À sa tête figurent la Norvège, l'Islande, la Suède, la Nouvelle-Zélande et le Danemark. Trois monarchies (Norvège, Suède, Danemark) où les syndicats sont entièrement intégrés à l'Etat, où il fait bon vivre sous le corporatisme, et un autre de leurs alliés (Nouvelle-Zélande) parmi les plus réactionnaire, et pour finir, l'Islande qui ressemble aux trois premiers et de

taille microscopique.

Dans le collimateur des néocons anglo-saxons, trois États ont chuté: l'Italie (de la 21e place à la 33e place), l'Autriche (de la 15e à la 16e place), et la Turquie (de la 100 à la 110e),

Quand les banquiers faiseurs de guerre, de guerres civiles, de coups d'Etat sanglants, de génocides, de famines, de réfugiés ou de déplacés à travers le monde condamnent la «rhétorique anti-étrangers» ou prennent position en faveur de l'immigration illégales, des migrants, etc. cela ne vous interpelle-t-il pas ?

Croyez-vous qu'en tenant le même discours qu'eux vous défendez la cause des peuples dominés ? N'avez-vous pas l'impression d'être manipulés ? Ne voyez-vous pas qu'en instrumentalisant ce facteur, ils s'en servent pour affaiblir la résistance des peuples des pays dominants qui sont les seuls à pouvoir renverser le capitalisme? Ne voyez-vous pas qu'ils s'en servent pour nous diviser et nous détourner de la lutte contre leur régime ?

En cause, la «*rhétorique anti-étrangers*» de l'Italie et de l'Autriche, la Turquie d'Erdogan pour son double jeu avec la Russie et l'Iran. Bien entendu, il n'est nullement question pour nous de soutenir les gouvernements de ces pays-là qui de leur côté tiennent un discours aussi démagogique ou nauséabond, réactionnaire. Notre démarche consiste uniquement à montrer la démagogie de ceux qui les attaquent pour que les travailleurs ne leur accordent aucune vertu, aucun soutien, dans aucun domaine. Ils sont tous aussi pourris les uns que les autres, c'est juste ce que l'on tient à leur montrer.

Les États-Unis, mieux positionnés que la France avec la 25e place

Leurs "*ennemis*" en bas du classement.

La Chine au 130e rang.

Du côté de l'Amérique latine, deux pays ont vu leur réputation d'état possiblement démocratique s'écrouler le Nicaragua (à la 122e place) et le Venezuela.

Ce classement est bouclé par des régimes dictatoriaux dont le Tchad, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la Syrie et la lanterne rouge du classement: le régime autoritaire de Corée du Nord qui finit 167e. (Source : Le Figaro 11.01)

Hier je ne l'ai pas relevé mais d'autres médias avaient relayé cette propagande du ministère de la Vérité. Donc finalement, comme on peut le vérifier ici, leur ligne politique est bien alignée sur l'idéologie de la branche de l'oligarchie partisane de l'instauration d'une gouvernance mondiale.

Commentaires d'abonnés du Figaro qu'on ne soupçonnera pas d'être des opposants virulents au capitalisme !

1- Résumons: les serviteurs de l'OTAN sont les meilleures démocraties. Venant de The Economist, on ne s'attendait pas à autre chose...

2- Mondialisme, oligarchie, financiarisation, le trio gagnant.

3- Les néocons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnait.

4- Au XXI ème siècle qui sera analogue au XVII ème ce sera un siècle de remise à l'ordre. La démocratie telle que nous la connaissons n'est plus adaptée. Le système d'avenir sera le despotisme (qui n'est pas la tyrannie) éclairé. Pour le peuple et la Nation comme Pierre le Grand, Frederic II etc ...

5- Autrement dit, l'Italie et l'Autriche sont des démocraties imparfaites parce que leur gouvernement suit leur peuple qui veut limiter l'immigration plutôt que de suivre les groupes de pression de Soros qui veulent l'accélérer.

Ça disqualifie complètement ce classement.

6- Leurs critères sont hautement contestables. On voit bien que pour eux démocratie = idéologie mondialiste avec ouverture des frontières, idéologie sociale unitaire, etc... Critères idéologiques qui n'ont rien à voir avec la définition politique de ce qu'est une démocratie, à savoir un peuple qui décide librement de son avenir, comme de son présent.

7- Une politique anti-immigration peut bien entendu être contestée. Est-ce-que ça la rend anti-démocratique pour autant?

Que je sache les élections n'ont pas été truquées en Autriche.

8- En gros The Economist confond démocratie et idéologie du parti démocrate. Il est inique de tenter de décrédibiliser un adversaire politique en expliquant sans fondement qu'il n'est pas bien démocratique. Qui sont-ils pour en juger?

9- Le classement des démocraties par l' " Economiste" ou comment faire main basse sur le vocabulaire politique: la démocratie est démocratique si et seulement si elle est conforme à l'idée que l'"Economiste" s'en a fait (de la démocratie).

10- De toute façon, ce n'est pas à des journalistes économiques de dire qui est une démocratie de qui ne l'est pas, c'est juste du marketing.

11- Que les anglo-saxons se mêlent de leurs affaires. La conception des anglo-saxons de ce qu'est une démocratie ne correspond pas nécessairement à la nôtre. Et tous ces classements et ces ONG ont pour finalité d'anglo-saxonniser le monde.

12- Le malaise démocratique est justement dû à de tels journaux qui font des procès d'intention aux gouvernements comme ceux d'Autriche et d'Italie et qui jugent antidémocratiques les mesures prises alors qu'elles sont soutenues par les citoyens.

Etonnant que la Suisse, modèle de pays démocratique, n'apparaisse pas en haut de l'échelle.

En quoi le fait d'être opposé à l'immigration est-il antidémocratique ?

Le Traité de Lisbonne est l'exemple parfait de décision autoritaire qui s'assoit sur la volonté démocratique exprimée lors du referendum de 2005. Et plus récemment, le TAFTA et le traité avec le Canada.

LVOG - Normal, la Suisse leur appartient, c'est leur coffre-fort, un paradis fiscal, le siège de la banque centrale des banques centrales, la BRI! Moins elle fait parler d'elle, et mieux ça vaut.

Même parmi les partisans du régime, ils sont de plus en plus nombreux à se poser des questions sur l'avenir qu'il leur réserve, c'est révélateur...

Ils sont à l'origine de la stratégie de la tension et du chaos au Venezuela et en RDC.

- Venezuela: appel à une mobilisation pour un "gouvernement de transition" - AFP 11 janvier 2019

Le Parlement vénézuélien, seule institution contrôlée par l'opposition, a appelé vendredi à une mobilisation le 23 janvier en faveur d'un "gouvernement de transition", au lendemain de l'investiture du président Nicolas Maduro pour un deuxième mandat contesté. AFP 11 janvier 2019

- Élections RDC: Fayulu contre-attaque, les résultats des législatives se font attendre - AFP 11 janvier 2019

Bras de fer au RD Congo après l'annonce contestée de l'élection à la présidentielle de l'opposant Félix Tshisekedi: Martin Fayulu, autre candidat de l'opposition donné perdant, revendique la victoire et contre-attaque en justice, et l'Eglise en appelle à l'ONU... AFP 11 janvier 2019

Stop ou encore ? Le capitalisme pollue et rend "***bête***".

- En plus de nous rendre malades, la pollution de l'air va-t-elle nous rendre bêtes ? - Franceinfo 12 janvier 2019

Selon une récente étude, la pollution de l'air aurait aussi des conséquences sur le cerveau.

Une étude récente publiée en 2018 dans la revue PNAS a révélé que chez des personnes âgées vivant en Chine, une exposition de long terme à la pollution de l'air pouvait entraver les performances cognitives – comme la capacité à prêter attention, à se remémorer des connaissances passées ou à générer de nouvelles informations – dans le cadre de tests verbaux et mathématiques.

À mesure que les personnes vieillissent, le lien entre pollution de l'air et déclin mental se renforce. L'étude a également montré que les hommes et les personnes les moins éduquées étaient particulièrement exposés, pour des raisons que l'on ne connaît pas encore.

Nous avons aussi prouvé de manière convaincante que la pollution de l'air – et spécialement les particules les plus petites, invisibles

à l'œil nu – endommagent le cerveau à la fois des humains et des animaux. La pollution liée à la circulation des véhicules est ainsi associée à la démence, au comportement délinquant chez les adolescents, et à un retard de développement du cerveau chez les enfants fréquentant des écoles très polluées.

Une détérioration du cerveau

Chez les animaux, les souris exposées à une pollution de l'air urbain pendant quatre mois ont montré un fonctionnement du cerveau réduit et des réponses inflammatoires dans les principales régions du cerveau. Cela signifie que les tissus de cette zone ont changé en réponse aux stimulations nocives induites par la pollution.

Nous ne savons pas encore quels aspects de ce « cocktail » de particules polluantes – comme la taille, le nombre ou la composition des particules – contribuent le plus à cette détérioration du cerveau. On estime toutefois que les particules nanométriques seraient en cause.

Ces particules présentent une taille 2 000 fois plus petite que le diamètre d'un cheveu humain et peuvent se déplacer dans le corps par le flux sanguin après avoir été inhalées. Elles pourraient même atteindre le cerveau directement via les nerfs olfactifs qui transmettent au cerveau des informations sur l'odeur. Cela laisserait les particules contourner la barrière hématoencéphalique, qui protège normalement le cerveau des éléments nocifs circulant dans le flux sanguin.

Des symptômes typiques d'Alzheimer

Des échantillons de cerveau prélevés post mortem sur des personnes exposées à des niveaux élevés de pollution de l'air, qui vivaient à Mexico City et à Manchester, affichent les symptômes typiques de la maladie d'Alzheimer. Cela inclut des amas de fragments de protéines anormales entre les cellules nerveuses, des inflammations, et une abondance de nanoparticules riches en métal (incluant fer, cuivre, nickel, platine et cobalt) dans le cerveau.

Les nanoparticules riches en métal identifiées dans ces échantillons de cerveau sont similaires à celles que l'on trouve en général dans la pollution de l'air ambiant en ville ; celle-ci se forme lors de la combustion du pétrole et d'autres carburants, associée aux particules d'usure des freins et pneus. Ces nanoparticules toxiques sont souvent accompagnées d'autres composés dangereux, comme des hydrocarbones polyaromatiques qui se produisent naturellement dans les carburants fossiles et peuvent endommager les reins et le foie ou provoquer des cancers.

Cellules endommagées

Inhaler des nanoparticules de façon répétée pourrait avoir une série d'effets négatifs sur le cerveau, y compris une inflammation chronique des cellules nerveuses. Lorsque nous inhalons la pollution de l'air, cela peut activer les cellules immunitaires du cerveau.

Respirer un air ambiant pollué pourrait ainsi activer de façon continue une réponse de destruction au sein des cellules immunitaires, entraînant la création plus fréquente de molécules dangereuses. Des niveaux élevés de telles molécules pourraient provoquer le dommage et la mort de cellules.

La présence de fer trouvé dans la pollution de l'air pourrait accélérer ce processus. Des nanoparticules riches en fer (magnétite) peuvent augmenter la toxicité des protéines anormales trouvées dans la zone cérébrale. L'analyse post mortem de cerveaux issus de patients malades d'Alzheimer et de Parkinson montre ainsi que l'activation microgliale est commune aux maladies neurodégénératives.

LVOG - Tout cela pour nous balancer leur propagande habituelle...

En dehors de la preuve que nous détenons déjà du lien entre pollution de l'air et démence, la dernière étude sur le lien entre pollution de l'air et intelligence en déclin démontre encore plus la nécessité de combattre la pollution de l'air. La combinaison de changements en termes de technologie de véhicules, régulation et politique fournirait des instruments pratiques pour diminuer de manière globale le fardeau que représente la pollution de l'air en matière de santé. Changer ses habitudes

Toutefois, il existe des moyens de se protéger. Moins conduire, marcher davantage et faire du vélo peut avoir un impact positif sur la pollution. Si vous devez utiliser une voiture, conduire doucement sans accélérer ou freiner brutalement, et éviter de voyager pendant les heures de rush, peut diminuer les émissions. Garder les fenêtres fermées et recycler l'air dans la voiture pourrait également contribuer à diminuer l'exposition à la pollution pendant les embouteillages.

LVOG - Non sans cynisme...

Les jeunes enfants comptent parmi les plus vulnérables car leurs cerveaux se développent encore. Beaucoup d'écoles se situent près de routes principales, réduire la pollution de l'air s'avère donc nécessaire. Planter certaines espèces d'arbres spécifiques qui capturent efficacement les particules le long des routes et autour des écoles pourrait aider.

LVOG - Et les conseils aux bobos et autres petits bourgeois qui ont le droit de profiter de la vie et de rester en bonne santé.

En fin de compte, ce qui est bénéfique à votre cœur l'est aussi pour votre cerveau. Stimuler son activité cérébrale, opter pour un bon régime alimentaire riche en antioxydants, et se maintenir actif et en bonne santé favorise la résilience de l'organisme.

Puisque nous ne connaissons pas encore exactement les mécanismes par lesquels la pollution endommage nos cerveaux – ni comment ses effets pourraient être contrés – nous protéger exige de réduire ou d'éviter l'exposition à la pollution autant que possible. Franceinfo 12 janvier 2019

Défense du marxisme et enseignements de notre histoire.

A l'adresse de ceux qui fustigent l'emploi du terme "***peuple***".

Lénine - Seuls les « économistes » de triste mémoire pensaient que les « mots d'ordre d'un parti ouvrier » étaient proclamés exclusivement à l'intention des ouvriers. Non, ces mots d'ordre sont proclamés pour l'ensemble de la population laborieuse, pour le peuple tout entier. (Lénine - Août – Octobre 1916 - Tome 23)

LVOG - A l'exception des bourgeois, des capitalistes du CAC40, de l'oligarchie, cela va de soi.

Nous n'avons donc pas le droit de soutenir n'importe quelle lutte contre l'impérialisme.

Lénine - L'impérialisme est notre ennemi tout aussi « mortel » que le capitalisme. C'est juste. Toutefois, aucun marxiste n'oubliera que le capitalisme est un progrès par rapport au féodalisme, et l'impérialisme par rapport au capitalisme pré monopoliste. Nous n'avons donc pas le droit de soutenir n'importe quelle lutte contre l'impérialisme. Nous ne soutiendrons pas la lutte des classes réactionnaires contre l'impérialisme, nous ne soutiendrons pas l'insurrection des classes réactionnaires contre l'impérialisme et le capitalisme. (id)

LVOG - "*Nous ne soutiendrons pas l'insurrection des classes réactionnaires contre l'impérialisme et le capitalisme*", question : Macron et le clan des ultra néoconservateurs qui s'attaquent à Trump, n'incarnent-ils pas cette "*classes réactionnaires*" ? Je n'ai pas attendu après Lénine ou je n'ai pas eu besoin de recourir à lui pour justifier ma position vis-à-vis de Trump ou la différence de traitement que je lui ai accordée et à Clinton ou Obama, au clan qui combat Trump et qui est la pire réaction.

Très modestement parce qu'il m'arrive encore de sortir des conneries, n'est pas marxiste qui veut ou celui qu'on croit !

Sur l'impérialisme et la démocratie.

Au point de vue économique, l'impérialisme (ou « l'époque » du capital financier, la question n'est pas dans le terme) est le stade suprême du développement du capitalisme, celui où la grande production a atteint des proportions telles que la libre concurrence fait place au monopole. C'est là l'essence économique de l'impérialisme.

Le monopole se manifeste à la fois dans les trusts, les cartels, etc., dans la toute puissance des banques géantes, dans l'accaparement des sources de matières premières, etc., dans la concentration du capital bancaire, etc. Le monopole économique, tout est là.

La superstructure politique qui coiffe la nouvelle économie, le capitalisme monopoliste (l'impérialisme est le capitalisme monopoliste), c'est le tournant à partir de la démocratie vers la réaction politique.

À la libre concurrence correspond la démocratie.

Au monopole correspond la réaction politique.

« Le capital financier tend à l'hégémonie et non à la liberté », dit très justement R. Hilferding dans son livre Le Capital financier.

Séparer la « politique extérieure » de la politique en général ou, à plus forte raison, opposer la politique extérieure à la politique intérieure est une idée radicalement fausse, non marxiste, antiscientifique. En politique extérieure tout comme en politique intérieure, l'impérialisme tend à enfreindre la démocratie, à instaurer la réaction. En ce sens, il est incontestable

que l'impérialisme est la « négation » de la démocratie en général, de toute la démocratie, et nullement d'une seule des revendications de la démocratie, à savoir : la libre disposition des nations.

Étant la « négation » de la démocratie, l'impérialisme est également la « négation » de la démocratie dans la question nationale (c'est-à-dire en ce qui concerne la libre disposition des nations) : « également», c'est-à-dire qu'il s'efforce de l'enfreindre (...)

...la contradiction entre l'impérialisme et la république est la contradiction entre l'économie du capitalisme le plus récent (plus précisément du capitalisme monopoliste) et la démocratie politique en général. (id)

LVOG - On doit se demander quel niveau a atteint cette "*contradiction entre l'impérialisme et la république* depuis que le "*capitalisme monopoliste*" a été supplanté par l'introduction d'instruments financiers de type mafieux ou sans rapport avec l'économie réelle ou productive, qui ont permis à l'oligarchie d'accroître sa fortune et son pouvoir dans des proportions phénoménales et tentaculaires sur l'économie mondiale, de telle sorte qu'elle est parvenue à étouffer littéralement la démocratie politique. Cela signifie que, ce qui n'était qu'une tendance autrefois ou il y a un siècle (l'impérialisme tend à enfreindre la démocratie, à instaurer la réaction.), est devenue une réalité ou s'est pleinement réalisée. Et cela ne date pas de janvier 2019, mais d'au moins quatre ou cinq décennies en arrière, depuis beaucoup plus longtemps s'agissant des Etats-Unis, sans qu'on en ait tiré tous les enseignements politiques, puisqu'on a continué à considérer les différents régimes des puissances occidentales comme des démocraties ou des républiques démocratiques bourgeoises, ce qui manifestement ne correspondait plus à la réalité, autrement dit aux rapports entre les classes.

On n'avancera pas le mot d'ordre du retour à la démocratie politique, puisque nous n'avons pas l'intention de faire tourner les roues de l'histoire à l'envers, ce qui serait d'ailleurs peine perdue, constatant qu'elle est incompatible avec l'existence du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme qui ne peut survivre qu'en instaurant un régime bureaucratique centralisé totalitaire à l'échelle de la planète.

Maintenant la putréfaction du capitalisme ne peut se traduire que par une régression sociale généralisée à l'échelle mondiale, l'accroissement des inégalités sociales et des injustices, de l'exploitation et de l'oppression, une baisse ou une détérioration du niveau de vie de tous les peuples, la destruction de tous les progrès réalisés par la civilisation humaine au cours des derniers millénaires dans absolument tous les domaines, et évidemment le saccage de la planète, ce qui implique qu'on défende tous nos acquis ou toutes nos conquêtes sociales, que chaque peuple défende sa culture, sa langue, sa propre histoire, ce qui fonde son identité, son unité, sa souveraineté, mais comme on sait après l'avoir observé depuis des décennies qu'il est inefficace de lutter pour obtenir des réformes sociales collectives ou qui bénéficie à l'ensemble des exploités (dans les pays les plus développés, la situation est différente dans les autres pays...) car aucune ne sera adoptée du fait que la majorité des travailleurs ne se mobiliseront pas pour obtenir de nouveaux droits sociaux. Pourquoi ? Parce qu'ils s'accommodent de leur condition ou parce que leur niveau de vie n'est pas menacé ou encore, ils ont encore les moyens d'encaisser les coups qui leur sont portés, ils disposent encore de réserves. A quel prix ? Au prix de quels sacrifices, d'importantes concessions ou frustrations portant sur leurs aspirations. Ils ne comprennent pas le danger fatal et immédiat qui les menace en se résignant ainsi, car c'est le meilleur moyen pour qu'ils soient les prochaines victimes innocentes, les prochains sur la liste de la précarité généralisée qui guette l'ensemble des travailleurs, sans parler qu'ils devront se résoudre à vivre dans le futur dans une société détestable ou tous les rapports seront exécrables, un véritable cauchemar dont ils n'ont pas idée.

C'est le discours qu'il faut leur tenir, afin qu'ils prennent conscience que l'orientation politique qu'on leur propose, et dont l'objectif est de se débarrasser du capitalisme et ses institutions, correspond aux tâches politiques qu'ils doivent accomplir pour conquérir la démocratie, le pouvoir politique, pouvoir changer de société (ou réaliser le socialisme, c'est la même chose), pour que leurs aspirations légitimes puissent être satisfaites, et qu'il n'existe pas d'autre issue politique, se résigner et attendre que le pire arrive inexorablement et alors il sera trop tard pour réagir ou prendre leur destin en mains, tout de suite, sans attendre un jour de plus.

Ca ne prend plus !

- Le grand débat est encore très flou pour 82% des Français - Le HuffPost

La question qui va être fatale à Macron.

- Grand débat : «Tu crois qu'ils vont nous écouter ?» - Liberation.fr 11 janvier 2019

Question posée par un manifestant.

Clonage. Après "***moi je***", "***Moi le premier***"

- Macron s'engage à ce que le grand débat national soit suivi d'effets - Reuters 11 janvier 2019

"Ce n'est pas un débat dont on connaît les termes et l'aboutissement, c'est un débat sur lequel je souhaite que nous nous

engagions tous et moi le premier." Reuters 11 janvier 2019

Enfumage, mascarade, démagogie, il le dit lui-même : Macron affirme qu'il ne changera pas de cap et déclare simultanément que "ce n'est pas un débat dont on connaît les termes et l'aboutissement", il prend donc les citoyens pour des abrutis ou il les méprise.

En macronnie.

Mimétisme. Comment échapper à une conférence de presse ?

- Trump annule sa venue à Davos "à cause des démocrates" - Le HuffPost 11.01

- Gilets jaunes : Macron n'ira pas au Forum de Davos - LeParisien.fr 11.01

Un peuple de fainéants, de nantis, de profiteurs, d'irresponsables, de salauds !

- Macron s'offre une nouvelle polémique avec sa petite phrase sur «le sens de l'effort» - LeParisien.fr 12 janvier 2019

Emmanuel Macron a loué ce vendredi 11 janvier "le sens de l'effort" en estimant que "les troubles que notre société traverse sont parfois dus au fait que beaucoup trop de nos concitoyens pensent qu'on peut obtenir quelque chose "sans que cet effort soit apporté. Parfois, on a trop souvent oublié qu'à côté des droits de chacun dans la République - et notre République n'a rien à envier à beaucoup d'autres - il y a des devoirs. "

Guère opportun, dans le contexte. Sa sortie de ce vendredi sur le « sens de l'effort » n'est pas pour apaiser les esprits. LeParisien.fr 12 janvier 2019

"Le sens de l'effort", cela peut payer...chez les aristocrates du régime.

- Macron : 13 884 euros net par mois
- Le gouverneur de la Banque de France : 285 538 euros brut par an auxquels s'ajoutent une indemnité de logement de 5 653 euros par mois, une enveloppe annuelle de 46 500 euros qui lui est versée en tant qu'administrateur de la Banque des règlements internationaux (BRI). Au total, son salaire culmine à 37 580 euros brut mensuels.
- L'ambassadeur à Kaboul : 30 000 euros net par mois.
- Le vice-président du Conseil d'Etat : 16 170 euros net mensuels.
- Le président du directoire de la Société du Grand Paris : 300 000 euros brut par an plus une part variable sur objectifs, pouvant aller jusqu'à 60 000 euros par an.
- Le président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie : 130 000 euros brut mensuel, plus un variable de 26 000 euros maximum par an.
- Le président de l'Etablissement public de la réunion des musées nationaux et du Grand Palais : 120 000 euros brut, et un «complément personnel» de 42 000 euros et une part variable de 30 000 euros maximum par an. (Source : Libération 10 janvier 2019)

Le modèle de société de Macron : Partir tôt le matin bosser et rentrer tard pour un salaire de misère !

Le chef de l'État a aussi fait l'éloge de l'apprentissage, qui "permet à chaque jeune de trouver sa place dans la société". Il enseigne "l'engagement des matins tôt et le soir tard, pour arriver à l'excellence", à une époque "où on pense qu'on peut tout apprendre en quelques jours".

"Notre jeunesse a besoin qu'on lui enseigne un métier et le sens de cet engagement qui fait qu'on n'a rien dans la vie si on n'a pas cet effort", a-t-il ajouté. AFP 11.01

La jeunesse, elle n'aura aucun avenir tant que le capitalisme n'aura pas été renversé, voilà ce qu'il faut dire aux jeunes.

Macron le néocon anglo-saxon.

- Emmanuel Macron moqué par les handballeurs : cette bourde qui n'est pas passée inaperçue - Gala.fr10 janvier 2019

Il a fait une grosse faute de prononciation, en disant « hand-baule », au lieu de « hand-ball ». Une erreur qui n'a pas manqué de faire réagir. A commencer par l'équipe de France des moins de 21 ans qui était installée derrière le président. Entre ceux qui ont affiché un sourire moqueur et ceux qui ont été bouche-bée. Gala.fr 10 janvier 2019

Il l'a prononcé en anglais, ce qui a échappé à Gala dont le niveau n'atteint même pas le niveau du caniveau de la rue du Faubourg Saint-Honoré !

Ce n'est qu'un début continuons le combat... jusqu'à la chute du régime !

- 67% des Français les plus modestes veulent que le mouvement des Gilets jaunes se poursuive - RT 11 janv. 2019

Le mouvement des Gilets jaunes s'essouffle-t-il ? Alors qu'un sondage semble pointer un effet de ras-le-bol de la part des Français les plus aisés, ils sont plus des deux tiers des plus modestes à souhaiter que les manifestations continuent.

Le soutien au mouvement des Gilets jaunes est-il en déclin ? C'est ce que semble montrer un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié le 10 janvier qui annonce que «près d'un Français sur deux souhaite désormais l'arrêt du mouvement».

Cependant, les chiffres avancés par ce sondage montrent également plus des deux tiers des Français aux revenus les plus modestes (67%) veulent pour leur part une poursuite du mouvement. Inversement, un peu moins des deux tiers des sondés les plus aisés (62%) souhaitent qu'il prenne fin.

Le clivage social semble se répercuter sur l'échiquier politique : les soutiens de la France insoumise (LFI) sont à 78% pour la poursuite de la mobilisation et ce chiffre monte à 84% chez les électeurs du Rassemblement national (RN). Fait notable : ce chiffre est en hausse, puisqu'il était à 77% la semaine précédente.

Sept Français sur dix (70%) jugent que le gouvernement porte «une grande responsabilité des violences» qui ont eu cours lors des dernières manifestations. Mais l'opposition n'est pas non plus épargnée, puisque, dans le même temps, 63% des sondés estiment qu'elle est responsable des violences. Quant aux forces de l'ordre, 51% des Français pensent qu'elles sont responsables des violences.

Selon les tendances politiques, ces chiffres varient très amplement : 86% des sympathisants LFI jugent que le gouvernement est responsable de ces violences. Idem pour les sympathisants RN. Au contraire, les sympathisants LREM mettent en cause les Gilets jaunes qui sont responsables selon 95% d'entre eux. RT 11 janv. 2019

Totalitarisme. Amalgame, intimidation, menace d'un ministre de l'Intérieur d'un Etat policier.

- Pour Christophe Castaner, "ceux qui manifestent là où il y a de la casse annoncée savent qu'ils seront complices" - Le HuffPost 12.01

Où le ministre de l'Intérieur place-t-il la frontière entre manifestants et casseurs? Christophe Castaner a estimé ce vendredi 11 janvier que les personnes appelant à manifester samedi pour "l'acte IX" des gilets jaunes "savent qu'il y aura de la violence" et ont donc "leur part de responsabilité" dans ces événements.

"Ceux qui appellent aux manifestations demain savent qu'il y aura de la violence et donc ils ont leur part de responsabilité. Que les choses soient claires", a dit Christophe Castaner, interrogé depuis la place Beauvau. "C'est assez facile de dire je vais descendre dans un quartier, je vais tout casser", a-t-il continué, "on est en France, dans un pays où il y a des droits, il y a des devoirs, et notamment celui de la responsabilité".

"On peut appeler à la révolte, on peut appeler à la casse, certains le font, mais alors qu'ils assument leurs responsabilités", a-t-il expliqué, fustigeant ceux qui "se cachent". "Ils se cachent derrière l'anonymat, ils se cachent derrière les attaques nocturnes qu'on a régulièrement sur les institutions, sur la mise en cause des journalistes de façon systématique mais toujours dans l'anonymat, moi je suis pour le courage, le courage d'assumer sa responsabilité", a-t-il ajouté.

Refusant pour autant de faire un quelconque "amalgame" entre manifestants et casseurs, prônant "la fin de la violence", le ministre a dit "regretter (...) que ceux qui appellent à se mobiliser à gauche n'aient pas le courage d'assumer leurs choix jusqu'au bout et juste de faire un mail au préfet de passer un coup de fil à la sous-préfecture du coin et dire 'voilà je veux manifester'".

Il a par ailleurs rappelé que si une manifestation est "déclarée, elle n'a même pas à être autorisée". "Le droit français est simple: vous déclarez et automatiquement, vous avez le droit d'aller manifester", a-t-il expliqué.

"Ceux qui pensent que, à quelques milliers de personnes, on peut mettre en cause nos institutions, se trompent", a également déclaré Christophe Castaner un peu plus tard vendredi, lors d'une rencontre avec des CRS dans une caserne dans le Val-de-Marne.

Devant eux, il a évoqué "des méthodes différentes de présence de mobilité" samedi, avec "un effet de sidération par votre capacité

à être présent, à intervenir et à faire en sorte que ceux qui viendront vous provoquer soient immédiatement interpellés". Le HuffPost 12.01

En cas de récidive, vont-ils la brûler vive en place publique ?

- Une infirmière condamnée pour avoir peint des coquelicots sur les marches de la mairie de Reims - RT 11 janv. 2019

Le tribunal de Reims vient de condamner une femme à une amende de 500 euros pour quelques dessins de fleurs à la peinture à l'eau sur les marches de l'Hotel de Ville réalisés pour se plaindre de utilisation des pesticides en France.

Une infirmière de 38 ans, mère célibataire officiant dans un service de réanimation, s'est vu infliger une lourde amende de 500 euros par le tribunal de Reims. Son forfait ? Avoir dessiné, le 2 novembre, des coquelicots à la peinture à eau sur les marches de l'hôtel de ville rémois, et avoir inscrit «Stop pesticides».

Officiellement, l'infirmière a commis une «dégradation». Elle a pourtant fait valoir qu'il ne s'agissait que des marches d'un bâtiment, qui étaient de plus en travaux : la peinture à l'eau n'avait donc même pas été apposée sur le revêtement définitif.

Katia Lock s'est aussi vu imposer un stage de citoyenneté de 250 euros, à ses frais. La trentenaire avait déjà averti qu'elle refuserait ce stage. «Je suis suffisamment citoyenne pour savoir comment œuvrer pour le bien commun», avait-t-elle rétorqué.

Katia Lock a été soutenue par la Ligue des droits de l'homme, Artisans du monde ou encore Attac Reims. Les milieux de gauche, syndicalistes et des collectifs de gilets jaunes ont exprimé leur soutien à l'infirmière condamnée. La sanction n'a pas entamé l'enthousiasme des Coquelicots qui selon France 3 continueront à se regrouper une fois par mois devant la mairie.

Totalitarisme. Ils ont déclaré la guerre au peuple ! Si le peuple réagit au même niveau, c'est légitime.

- Intervention musclée du RAID pour interpeller un Gilet jaune en Lorraine - RT 11 janv. 2019

Soupçonné d'avoir participé à des violences lors d'un rassemblement de Gilets jaunes, un homme a été interpellé à Pont-à-Mousson par une unité du RAID, dont la spécialité est la lutte contre le terrorisme et les arrestations à haut risque.

La manière forte. Le 10 janvier à l'aube, une dizaine d'hommes du groupe d'intervention du RAID s'est rendu à Pont-à-Mousson, au domicile d'un homme soupçonné d'avoir participé à des violences lors du dernier rassemblement des Gilets jaunes à Epinal, selon des informations de L'Est Républicain. A cette occasion, une voiture de police avait notamment été retournée.

Cagoulés, casqués et lourdement armés, l'unité du RAID de Nancy – dont la spécialité est la lutte contre le terrorisme et les arrestations à haut risque – est arrivé peu avant 6 heures du matin pour procéder à son interpellation. Rejoignant un tireur d'élite déjà en position, les hommes du RAID ont enfoncé la porte du domicile du suspect, qui se trouvait encore au lit avec sa compagne. En une poignée de secondes, lui laissant à peine le temps d'échapper quelques cris de surprise, l'homme a été interpellé puis menotté.

Une fois sa tâche accomplie, l'unité du RAID a remis le Gilet jaune entre les mains des enquêteurs du SRPJ de Nancy et de la BSU d'Epinal qui ont procédé à la perquisition de son domicile. Le suspect a ensuite été conduit au commissariat d'Epinal et placé en garde à vue, selon L'Est Républicain qui précise qu'il sera présenté au parquet le 11 janvier, lequel devrait demander son placement en détention. RT 11 janv. 2019

- Etat de guerre civile déclenché par le gouvernement et blessures de guerre.

- Gilets jaunes : éclats de grenades, brûlures, membres arrachés… retour sur 82 blessures graves - Libération 11 janvier 2019

«Libération» a épluché et vérifié des centaines de photos, vidéos ou déclarations, notamment à partir du recensement du site Désarmons-les, un collectif «contre les violences d'Etat», afin de dresser un profil des manifestants blessés gravement lors des huit week-ends de mobilisation des gilets jaunes.

Ils s'appellent Patrick, Franck, Cédric, Ayhan ou Fiorina. Leur nom, les photos de leur visage et surtout leurs mutilations sont connus des gilets jaunes. Avec des dizaines d'autres blessés, ils font partie du «mur de la honte», une liste partagée massivement sur Facebook, dans de nombreux groupes de soutien au mouvement. Parce qu'il est arrivé que, parfois, des clichés de blessés antérieurs au mouvement se glissent dans les diaporamas des victimes, Libération a analysé des centaines de photographies, de vidéos et de déclarations afin d'en détacher une liste, non exhaustive, de 82 manifestants blessés gravement - et d'une femme morte à cause d'une grenade lacrymogène.

Blessures retenues : les membres arrachés, les organes ayant perdu leur fonction principale, les os fracturés, les pieds et jambes incrustés de bouts de grenades, les brûlures graves, mais aussi toutes plaies ouvertes au niveau de la tête. Ainsi, les hématomes, parfois exceptionnellement vastes, causés par des tirs de lanceur de balles de défense (LBD) ou des coups de matraques n'ont pas été comptabilisés. Enfin, nous n'avons gardé que les cas où nous pouvions identifier la victime, soit par son prénom ou parce que nous avions suffisamment d'images d'elle.

De ces 82 blessés graves, dont l'âge varie entre 15 et 80 ans, on remarque que la très grande majorité sont des hommes. Dix femmes, toutes touchées à la tête, ont été recensées. Parmi elles, on compte Zineb, l'octogénaire morte, ainsi que Fiorina, une étudiante de 20 ans éborgnée par un tir de lanceur de balles de défense (LBD), selon ses proches, en plein visage. Cette arme - fortement critiquée pour les dégâts qu'elle peut causer et dont le Défenseur des droits, Jacques Toubon, préconise l'interdiction pour le maintien de l'ordre - est celle à l'origine des coupures et fractures de quelque 60 victimes.

Le ministère de l'Intérieur, de son côté, a été incapable de donner un nombre précis et circonstancié des blessés. Estimant qu'ils étaient, au lendemain de l'acte VIII, «une cinquantaine» de manifestants blessés gravement. Son porte-parole justifie cette indistinction par le caractère évolutif de la gravité. «Parfois les pompiers vont catégoriser une personne en urgence absolue mais elle sera finalement traitée, après diagnostic, comme une urgence relative», explique Beauvau, avant d'énumérer de manière générale «environ 1 700 blessés du côté des manifestants et environ 1 000 pour les forces de l'ordre».

Concernant le nombre de morts, le ministère rappelle que 11 personnes ont été tuées pendant le mouvement des gilets jaunes: à l'exception de l'octogénaire touchée par une grenade lacrymogène alors qu'elle fermait ses volets pendant une manifestation à Marseille, les autres victimes ont été renversées à proximité des ronds-points.

Si la liste du «mur de la honte» ainsi qu'une photo compilant une vingtaine de blessés avec leurs prénoms font partie des sources les plus partagées sur les réseaux sociaux au sujet des gilets jaunes, il s'avère que leurs auteurs ne sont pas directement liés au mouvement. A l'origine de cette liste, on trouve ainsi le site Désarmons-les, un collectif «contre les violences d'Etat» actif depuis 2012. A la veille des manifestations de ce samedi, son recensement comptait 81 blessés.

Pour notre recensement, nous nous sommes appuyés sur leur liste et leurs photos, ainsi que sur les nombreux signalements du journaliste David Dufresne sur Twitter, afin de reconnaître les victimes, identifiant parfois plusieurs photos d'une seule et même personne, comme Thomas, un étudiant originaire de Nîmes, dont les différents clichés à divers moments de ses pansements pouvaient laisser penser qu'il s'agissait de plusieurs personnes. Lors de nos vérifications, il nous est aussi arrivé de ne pas trouver traces de certaines victimes sur les réseaux sociaux. Résultat : elles ne font pas partie de notre décompte.

Contacté par Libération, Ian, un des membres fondateurs de cet observatoire des violences policières, explique la genèse de cette liste de blessures «sans précédent», créée «dans les jours qui ont suivi la manifestation du 24 novembre», alors que Jérôme, avec qui l'association va entrer en contact, a perdu un œil. Pour établir ce recensement, le collectif compte sur plusieurs éléments : sa participation aux manifestations, principalement à Paris, une veille des réseaux sociaux, ainsi que des contacts d'avocats ou de street medics (soignants volontaires dans les manifestations) dans plusieurs villes de France.

A ceux-là s'ajoutent des témoignages directs de victimes ou de leurs proches, que Désarmons-les vérifie. En effet, toutes les victimes ne figurent pas dans ce recensement non exhaustif, explique Ian : «S'il n'y a qu'une photo, on n'en fait rien. Soit on retrouve la personne et on la contacte. Soit la personne ou ses proches se manifestent et on vérifie auprès d'eux, en leur demandant de nous fournir des preuves de leur récit. Comme on bosse avec des medics, on sait distinguer si une blessure a été causée par une grenade ou un lanceur de balles de défense.» Le collectif ne compte pas les bleus ou les blessures légères.

Priorisant la gravité des blessures comme critère pour ce décompte, Libération n'a pour l'instant pas noté toutes les intentions de plaintes qui devraient être déposées pour ces 82 blessés. Au micro de la matinale de France Inter, Eric Morvan, le patron de la Direction générale de la police nationale, indiquait vendredi que «l'IGPN a reçu sur sa plateforme 200 signalements et elle est aujourd'hui saisie par l'autorité judiciaire de 78 dossiers».

Une procédure qui n'est pas toujours envisagée par les victimes. A l'image d'Alexandre, coupé au-dessous de l'œil par un projectile lancé par la police en fin de manifestation à Lyon samedi dernier. «J'y ai pensé, mais si je le fais, je pense que je passerai par un avocat. Je n'ai pas envie de me retrouver face à quelqu'un qui ne prendra pas ma plainte», confie-t-il à Libération. Pourtant, il n'est pas nécessaire d'être assis face à un policier pour signaler un abus à la police des polices. «On a une plateforme en ligne de l'IGPN, où tout citoyen peut faire un signalement», rappelle Beauvau. Libération 11 janvier 2019

Présumés, les violences policières : des centaines de vidéos sont autant de preuves matérielles irréfutables.

- L'IGPN saisie de 78 cas présumés de violences policières - Reuters 11 janvier 2019

L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a reçu depuis le début du mouvement des "Gilets jaunes", à la mi-novembre, 200 signalements pour violences policières présumés et a été saisi de 78 dossiers par l'autorité judiciaire, a déclaré vendredi le directeur général de la police nationale (DGPN).

Eric Morvan a précisé à France Inter qu'aucun policier n'avait été suspendu pour l'instant dans le cadre de ces dossiers mais a assuré qu'il n'y aurait aucune complaisance à l'égard de tels actes s'ils étaient avérés.

"Il n'y a pas de mois où je ne sois amené à signer des sanctions extrêmement fortes contre des policiers. Donc l'idée selon laquelle il y aurait une permissivité vis-à-vis des forces de police est totalement fausse", a-t-il déclaré.

Il a également rejeté l'idée qu'on puisse mettre sur le même plan des manifestants violents et des policiers chargés du maintien ou du rétablissement de l'ordre.

"Il n'est pas normal (...) qu'on puisse mettre sur le même pied d'égalité des manifestants, qui sont en fait des émeutiers quand on arrive à ce degré de violence, et puis de l'autre côté des agents de la force publique, qui ont pour mission, encadrée par la loi, le maintien de l'ordre public", a-t-il déclaré.

"Le maintien de l'ordre public, voire son rétablissement, ça ne se fait pas sans moyens", a-t-il poursuivi. "Rétablir l'ordre public c'est utiliser (...) des armes intermédiaires qui peuvent provoquer des blessures."

Eric Morvan a toutefois souligné que les "flash balls" dénoncés par des manifestants n'étaient plus utilisés.

"On utilise ce qu'on appelle des lanceurs de balles de défense, qui ont une visée, et donc il y a moins d'accidents qu'avec les flash balls, qui n'en disposaient pas", a expliqué le patron de la police nationale. Il est convenu que cela pouvait tout de même occasionner des blessures involontaires. Reuters 11 janvier 2019

Mais ils n'aiment pas Macron. La démocratie, c'est l'avenir, ni le passé ni le présent.

- Las et moroses, les Français aiment la démocratie et les Gilets jaunes - Reuters 11.01 Las, moroses et méfiants pour l'avenir, les Français se disent néanmoins très attachés à la démocratie. Reuters 11.01

Totalitarisme. Quand la "start-up France" devient une dictature. Vivre en permanence en liberté surveillée.

- A Nice, levée de boucliers contre un projet de vidéosurveillance des émotions - Liberation.fr 11 janvier 2019

La mairie a été approchée par une start-up capable d'analyser les visages des passagers.

A bas les institutions de la Ve République, vive la République sociale !

- Enquête Cevipof : flambée de défiance contre les institutions politiques - Liberation.fr 11 janvier 2019

Dans la dixième vague de son baromètre annuel, la cote de confiance en Emmanuel Macron s'érode un peu plus.

Un séisme démocratique. De mémoire de sondeur du Centre d'étude de la vie politique (Cevipof), la défiance des Français envers leur classe politique n'a jamais été aussi forte depuis le lancement de l'enquête, en 2009. «Nous n'avions jamais vu un tel sentiment de dégoût, de morosité mais aussi de colère», relève Bruno Cautrès, le coordinateur du baromètre annuel de l'institut, publié par le Figaro. Réalisée par Opinionway du 13 au 24 décembre, cette dixième vague confirme la progression spectaculaire des trois sentiments, les plus représentatifs de «l'état d'esprit actuel des Français» sur un an : +7 points pour la lassitude, +8 pour la morosité et +4 pour la méfiance. Une tendance qui trouve à s'exprimer au travers de la crise des gilets jaunes, qu'une majorité de l'opinion continue de soutenir. Plus inquiétant encore est le regard que portent les Français sur la politique : pour 32% d'entre eux, c'est le «dégoût» qui l'emporte, un score en hausse de 7 points par rapport à 2017…

Dix-huit mois après l'élection d'Emmanuel Macron, et du léger regain d'optimisme qu'avait traduit le baromètre fin 2017, le désenchantement est général. «Tout le terrain gagné a été intégralement perdu et c'est encore pire», souligne Bruno Cautrès. La fonction comme la personne du chef de l'Etat est à l'épicentre du mécontentement. Lequel s'exprime d'autant plus que le nom des titulaires des mandats est cité. Ainsi, les Français sont seulement 23% (-13 points) à faire confiance au «président de la République actuel» et moins encore (20%, -16 points) à «Emmanuel Macron».

Depuis 2009, l'écart entre ceux qui considèrent que la «démocratie fonctionne bien ou assez bien» et ceux qui pensent qu'elle ne fonctionne «pas bien ou pas bien du tout» n'a cessé de croître. Mais sur un an, il augmente de manière spectaculaire : 18 points. Ainsi, le vote aux élections est de moins en moins perçu comme un bon moyen pour peser sur les décisions prises en France (55%, -6 points), tandis que manifester dans la rue est perçu comme un moyen d'action autrement plus efficace (42%, +16 points). Dans la même veine, le sentiment que les responsables politiques se désintéressent de l'opinion de leurs administrés progresse (85%, +2 points). Liberation.fr 11 janvier 2019

Ils désespèrent, la majorité est du côté de la démocratie, pas du régime antisocial et policier.

- Avant l'acte IX, le soutien aux gilets jaunes reste (très) majoritaire - Le HuffPost 11 janvier 2019

Il faiblit un peu mais se maintient à un niveau très largement au dessus de 50%. Près de deux mois après le début de la mobilisation et alors que se profile l'acte IX, on compte toujours 62% des Français pour soutenir les gilets jaunes, selon le baromètre mensuel YouGov pour Le HuffPost et CNews réalisé entre vendredi 4 et lundi 7 janvier.

Il est toujours "justifié" pour 74% des personnes interrogées même si la baisse est légèrement plus importante (-9 points). Seulement 22% trouve la mobilisation "injustifiée".

S'il n'est pas surprenant que 87% des sympathisants LREM appellent à l'arrêt du mouvement, ça peut davantage surprendre chez Les Républicains (53%) et chez les Socialistes (46%). Le HuffPost11 janvier 2019

Le Quai d'Orsay, la DGSI et le patronat complices des barbares issus d'Al-Qaïda, des terroristes.

- Affaire Lafarge en Syrie : révélations sur les liens entre la DGSI et Lafarge - RT 11 janv. 2019

Le JDD a eu accès à des documents et mails échangés entre le cimentier Lafarge et les services secrets français de 2012 à 2014, révélant une collaboration officieuse, alors que ceux-ci et le Quai d'Orsay avaient jusqu'ici minimisé leur implication.

Rebondissements dans l'affaire Lafarge, en Syrie. Une enquête du Journal du dimanche (JDD) qui a pu consulter des documents inédits, a révélé les collusions entre la DGSI et l'usine Lafarge de Jalabiya, soulignant en filigrane l'implication du Quai d'Orsay. Les services secrets français, par l'entremise du directeur de la sécurité du cimentier, Jean-Claude Veillard, auraient recueilli des informations sur la situation en Syrie glanées sur le terrain par les salariés de Lafarge.

Les journalistes ont dévoilé des e-mails échangés entre deux agents et le directeur. Jean-Claude Veillard s'y voit demander de confier des missions en Syrie à ses «contacts», à savoir le réseau Lafarge. «Je ne vous fais pas l'affront de vous expliquer. Ça marche comme le renseignement», a expliqué l'homme de la DGSI dans son mail. Les agents vont jusqu'à transmettre des photos de deux islamistes et chargent Jean-Claude Veillard de les faire repérer par ses contacts.

La direction de la sécurité envoie à une autre occasion un fichier excel répertoriant une dizaine de milices en activité dans la région, avec une foule de détails comme leur nom et des numéros de portable. La hiérarchie de ces deux agents est informée en juin 2013 de l'existence de ce fichier et du fait que Lafarge était à la barre pour le constituer.

Difficile après toutes ces révélations d'imaginer que le Quai d'Orsay n'ait pas eu vent de toutes les tractations opérées par Lafarge. Pourtant, en juillet 2018, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, entendu en qualité de témoin dans l'enquête, a tenté d'exonérer la France de toute responsabilité. Il a assuré ne pas avoir été informé des activités de l'entreprise affirmant qu'«aucun élément d'information» ne lui était parvenu concernant le maintien en Syrie de l'entreprise au prix de présumés arrangements financiers avec des groupes armés dont l'organisation terroriste Daesh.

Mais en octobre 2018, l'avocat du cimentier a demandé aux juges en charge de l'enquête sur les soupçons de financement du terrorisme en Syrie d'interroger deux agents de la DGSI, qui auraient assisté à une réunion du comité exécutif de Lafarge le 6 avril 2012, selon l'Express. Ce sont les divers échanges entre le directeur de la sécurité de l'usine et ces agents que le JDD a pu consulter. Il s'avère que la DGSI elle-même avait fourni des documents à la justice, qui avaient été purgés des mails que ces trois personnes s'envoyaient.

Le JDD a aussi réussi à s'entretenir à Dubaï avec Firas Tlass, un personnage clé du dossier, intermédiaire pour payer en bakchichs les groupes armés concernés pour le compte de Lafarge – bakchichs qui valent à l'entreprise sa mise en examen pour complicité de crimes contre l'humanité. En exil depuis 2012, il vit actuellement aux Emirats arabes unis. Bien que son témoignage soit primordial, il n'a pas été entendu dans le cadre de l'enquête. Après son départ de Syrie, cet homme issu d'une famille riche et influente a conservé un rôle dans la gestion de l'usine Lafarge, qu'il avait lui-même vendue au groupe en 2008. Firas Tlass insiste sur un point : «Quand un groupe rejoignait Daesh, on arrêtait de le financer.» Selon le JDD, l'homme d'affaires syrien estimerait que la «France ne [méconnaissait] pas» les «réalités» des bakchichs donnés aux groupes rebelles ou islamistes opposés à Bachar el-Assad, dont elle souhaitait ardemment le départ. Les manœuvres françaises en coulisses pour contrer le pouvoir syrien seront-elles le prochain volet des révélations sur l'affaire Lafarge ? RT 11 janv. 2019

Venezuela. Nouveau coup d'Etat en préparation pour renverser Maduro ?

- Venezuela: Le chef du Parlement se dit prêt à assurer la présidence du pays - Reuters 11 janv. 2019

- Venezuela : l'opposition se mobilise contre «l'usurpateur» Maduro - LeFigaro.fr 11 janv. 2019

Le président de l'Assemblée nationale a annoncé qu'il allait désormais assumer avec les parlementaires les charges de la présidence de la République. LeFigaro.fr 11 janv. 2019

Ils osent tout.

- Aucun compromis face à la corruption, dit Juncker à la Roumanie - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- La coalition confirme le début d'un retrait d'équipements de Syrie - Reuters11 janvier 2019

La coalition formée à l'initiative des Etats-Unis pour combattre les djihadistes de l'Etat islamique a ajouté vendredi de la confusion autour du retrait annoncé des forces américaines de Syrie, annonçant d'abord qu'elle avait entamé son retrait avant que des responsables américains précisent qu'il s'agit de matériels, et non de troupes.

Dans un premier temps, le colonel Sean Ryan, porte-parole de la coalition, a déclaré que "le processus de retrait volontaire de Syrie" avait débuté. "Pour des raisons de sécurité opérationnelle, nous ne détaillerons pas le calendrier, les localisations ou les mouvements de troupes", ajoutait-il.

Des responsables américains ont par la suite clarifié les choses: le retrait ne concerne pour l'heure aucun soldat et la bataille contre l'EI continue dans les derniers réduits où les djihadistes sont retranchés en Syrie.

S'exprimant sous couvert de l'anonymat, ces trois responsables ont confirmé en revanche que des équipements étaient actuellement en cours de transfert hors de Syrie.

Pour le gouvernement russe, cité vendredi par l'agence de presse, RIA, les Etats-Unis n'ont pas vraiment envie de quitter la Syrie.

Pour le ministre français des Affaires étrangères, Washington a bel et bien décidé de temporiser, ce dont il s'est félicité.

"Aujourd'hui, il (Trump) annonce que le retrait se fera de manière plus lente, sans doute grâce aux pressions diverses qu'il a pu avoir, y compris de la France", a déclaré Jean-Yves Le Drian sur CNews. "Le président Macron s'en est entretenu avec lui à plusieurs reprises et il semble qu'il y ait une inflexion que je trouve positive", a-t-il ajouté.

Le ministre turc de la Défense a quant à lui réitéré les menaces d'Ankara à l'encontre des YPG, lors d'une visite à la frontière syrienne. "Le moment venu, les terroristes seront ensevelis dans les fossés qu'ils ont creusés, comme lors des opérations précédentes", a promis Ulusi Akar, évoquant deux autres interventions turques en Syrie.

"Des préparatifs et une planification importants ont été réalisés. Ils se poursuivent de façon intensive", a-t-il ajouté. Reuters 11 janvier 2019

- Huit missiles israéliens interceptés à l'ouest de Damas - presstv.com 12.01

L'aviation israélienne a tenté une nouvelle fois hier, vendredi, vers 23 heures (heure locale) de frapper des localités dans l'ouest de la capitale. Citant un communiqué de l'armée syrienne, l'agence d'informations syrienne SANA affirme que huit missiles ont été interceptés et détruits. « Les dégâts sont limités et ne concernent qu'un hangar de l'aéroport où les vols se poursuivent normalement », a précisé SANA.

Une vidéo publiée par SANA dans les heures suivant la frappe met en scène plusieurs explosions dans le ciel de la capitale, provoquées par les missiles de la DCA syrienne. Quelques heures avant la frappe israélienne, trois chasseurs israéliens survolaient le ciel libanais, mais les missiles semblent avoir été tirés depuis le ciel de la Galilée, au nord de la Palestine occupée. presstv.com 12.01

- Kurdes de Syrie: "optimiste", Pompeo minimise les divergences avec Ankara - AFP 13 janvier 2019

Washington a minimisé samedi ses divergences avec Ankara sur le sort des Kurdes de Syrie, assurant pouvoir garantir leur protection malgré le retrait américain, présenté par le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo comme une décision purement "tactique".

"Beaucoup de détails restent à régler mais je suis optimiste quant à la possibilité de parvenir à un bon résultat", a déclaré à la presse le chef de la diplomatie américaine juste après s'être entretenu au téléphone, depuis Abou Dhabi où fait étape sa tournée régionale, avec son homologue turc Mevlut Cavusoglu.

"Les directives du président sont incroyablement claires", a toutefois assuré Mike Pompeo dans un entretien à la chaîne américaine CBS. AFP 13 janvier 2019

Suède

En famille.

- Suède : enfin un accord de gouvernement - euronews 12 janvier 2019

Pour la première fois depuis les législatives de septembre dernier et leur résultat absolument pas tranché, les partis du gouvernement sortant, sociaux-démocrates et Verts, ont présenté un projet d'accord avec le Centre et les Libéraux pour constituer une coalition minoritaire.

Au total, la nouvelle coalition dispose de 167 sièges sur 349, soit huit de moins que la majorité requise au Riksdag, la chambre unique du Parlement. euronews 12 janvier 2019

ECONOMIE

Inde

- L'Inde porte un coup inattendu à l'économie américaine - sputniknews.com 12.01

L'Inde appliquera une taxe de 30% sur les produits agricoles US à compter du 31 janvier. La mesure portera sur 857 millions de dollars de produits, soit plus d'un tiers des importations agricoles en provenance des USA. Pourquoi les autorités indiennes ont-elles pris une telle décision et pourquoi les experts y perçoivent-ils une «trace chinoise»?

Bien que la Chine reste le front principal de la guerre commerciale menée par Washington, Donald Trump a déjà réussi à irriter sérieusement le Premier ministre indien Narendra Modi.

Tout a commencé en mars 2018 quand Donald Trump a annoncé des taxes de 10% sur l'aluminium et de 25% sur l'acier, ce qui a affecté le secteur métallurgique de la Russie, de la Chine, de l'UE, du Japon et d'autres pays tels que l'Inde.

Cette dernière a également souffert à cause de sa coopération militaro-technique avec Moscou. En avril, la Maison-Blanche a inscrit l'agence russe Rosoboronexport sur la liste des sanctions dans le cadre de la loi «sur la lutte contre les adversaires de l'Amérique par les sanctions» (CAATSA), et les banques indiennes ont été contraintes de geler une tranche de 2 milliards de dollars prévue pour payer les réparations du sous-marin nucléaire Chakra (projet 971 Chtchouka-B) loué à la Russie. Dans le cas contraire, elles risquaient d'être privées de la possibilité d'effectuer des opérations en dollars.

Début mai, le chef de l'État américain a annoncé le retrait de l'accord nucléaire avec l'Iran et a promis de rétablir les sanctions contre Téhéran et tous ceux qui coopéreraient avec les autorités iraniennes. Cela s'adressait notamment à la Chine et à l'Inde — les deux principaux acheteurs de pétrole iranien.

Toutefois, le locataire de la Maison-Blanche a accordé à Pékin et à New Delhi un délai de 180 jours pour trouver de nouveaux fournisseurs. Selon le département d'État américain, les paiements devaient transiter par un compte fiduciaire spécial ouvert par le pays acheteur, et les fonds transférés ne pouvaient être utilisés par l'Iran que pour se procurer des produits humanitaires dont l'achat était autorisé par Washington.

Donald Trump n'a pas accepté d'accorder ce délai par bonté de cœur, mais après des négociations qui avaient duré six mois. C'est ce qu'a déclaré début novembre une source du ministère des Affaires étrangères de l'Inde.

De par l'ampleur de son économie, l'Inde ne peut pas répondre symétriquement aux taxes américaines et entrer en confrontation ouverte avec Washington comme le fait la Chine (selon la Banque mondiale, le PIB de l'Inde s'élevait en 2017 à 2.600 milliards de dollars, et celui de la Chine à 12.200 milliards de dollars).

Mais face à l'agressivité de Washington, pour la première fois depuis longtemps, Pékin et New Delhi sont passés d'une confrontation économique aux mesures coordonnées contre la pression américaine — même si au fond l'Inde et la Chine sont des rivaux stratégiques en Asie-Pacifique.

Pendant ce temps, New Delhi et Téhéran sont convenus de renoncer au dollar dans les achats de pétrole pour passer aux roupies à partir de janvier. C'est ce qu'a annoncé à l'agence Reuters le directeur exécutif de la banque publique indienne UCO Charan Singh.

Plus tôt, un accord similaire avait été conclu avec la Russie. Début novembre, le vice-premier ministre russe Iouri Borissov avait annoncé que l'Inde paierait les systèmes antimissiles russes S-400 en roubles. A terme, il est prévu d'élargir les échanges en monnaies nationales aux produits civils.

En pratique, cela signifie que l'Inde ne dépend plus de la monnaie américaine pour échanger les principaux produits de son commerce extérieur.

Le 21 décembre, les chefs de diplomatie de l'Inde et de la Chine Sushma Swaraj et Wang Yi se sont rencontrés à New Delhi. Les médias en ont peu parlé, mais ce n'est certainement pas une coïncidence si deux semaines plus tard l'Inde a annoncé de nouvelles taxes sur les pommes, les amandes, les noix, les lentilles et les pois chiches américains. Sachant que New Delhi a averti qu'à terme les restrictions pourraient s'étendre à plusieurs produits d'acier et de fer, l'acide borique, ainsi que les pièces pour les tuyaux et les motos.

L'automne dernier, Pékin avait également décrété des taxes de 25% sur des produits agricoles américains. Cela avait sérieusement affecté les fermiers fournissant du blé, du maïs, des produits laitiers et du porc à la Chine. Le plus touché a été le marché du soja, dont les exportations en Chine ont chuté de 98%, ce qui a provoqué une crise de surproduction (le soja représentait près de 60% de toutes les fournitures agricoles américaines en Chine).

Il n'y avait tout simplement pas de place pour le stocker. Même quand le prix de location des entrepôts a grimpé de 40% par rapport à l'année précédente, ils se sont tous remplis de soja dont personne n'avait besoin. Il ne restait plus aux fermiers qu'à détruire les récoltes en les enterrant.

A présent, la même perspective peu réjouissante se profile à cause des taxes indiennes, alors même que les États agricoles constituaient l'appui électoral principal de Donald Trump lors de la présidentielle de 2016. En 2020, il ne pourra manifestement plus compter sur leur soutien.

Afin de remédier à la situation, la Maison-Blanche a mis en place un programme d'aide aux fermiers à hauteur de 15 milliards de dollars. Mais suite aux litiges avec le président au sujet de la construction du mur à la frontière mexicaine, les sénateurs ont refusé de valider le budget 2019 et à présent toutes les dépenses publiques sont gelées pour une durée indéterminée. Y compris le programme de soutien aux fermiers.

Il est évident que ce n'est pas par hasard que l'Inde et la Chine se sont rapprochées l'an dernier en organisant plusieurs réunions (hormis celle du 21 décembre à New Delhi) après de nombreuses années d'hostilité et de litiges territoriaux.

Désormais, les deux plus grandes puissances économiques de l'Asie-Pacifique, qui représentent près de 20% des importations et 12% des exportations des USA, affrontent Washington en tandem. Cette année, il ne sera donc certainement pas plus facile pour Donald Trump d'améliorer la balance du commerce extérieur. sputniknews.com 12.01

Haut de page

Le 15 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (20 pages)

Le pire, cela aurait été "***de s'arrêter à mi-chemin***".

LVOG - En guise de soutien au mouvement populaire engagé le 17 novembre 2018.

Souvenirs sur Lénine de N.K. Kroupskaïa (la compagne de Lénine pendant près de trente années) de 1893 à 1905.

Extrait. Vladimir Ilitch se distinguait par une intuition particulière, une compréhension profonde de ce que sentait la classe ouvrière.

S'orientant sur la bourgeoisie libérale qui n'était pas encore en branle, les menchéviks déclaraient qu'il fallait « déchaîner » la révolution. Ilitch savait que les ouvriers étaient bien résolus à lutter jusqu'au bout. Et il était avec eux. Il savait qu'il était impossible de s'arrêter à mi-chemin, car il en fût résulté une telle démoralisation, une telle dépression dans la classe ouvrière, un tel préjudice pour la cause qu'il ne fallait y songer à aucun prix. Et l'histoire a montré que, si la classe ouvrière a subi une défaite pendant la révolution de 1905, elle n'a pas été brisée et a conservé intacte sa volonté de lutte. Cela, ils ne le comprenaient pas, tous ceux qui reprochaient à Lénine son « manque de souplesse », ou qui, après la défaite, ne savaient que dire : « Il ne fallait pas prendre les armes ». Pour demeurer fidèle à sa classe, il fallait prendre les armes, l'avant-garde n'avait pas le droit de faire défection pendant la lutte.

Et Ilitch ne cessait d'appeler le Parti, avant-garde de la classe ouvrière, à la lutte, à l'organisation, à l'armement des masses. Il en parlait dans le Vpériod, dans ses lettres en Russie.

« Le neuf janvier 1905 a montré la gigantesque réserve d'énergie révolutionnaire accumulée par le prolétariat et toute l'insuffisance de l'organisation des social-démocrates », écrivait-il au début de février dans son article : « Devons-nous organiser la révolution ? » dont chaque ligne réclame le passage des paroles à l'action. Ilitch n'avait pas seulement lu et très minutieusement étudié, médité tout ce que Marx et Engels avaient écrit sur la révolution et l'insurrection, il avait lu également un grand nombre de livres sur l'art militaire, étudiant sous toutes leurs faces la technique et l'organisation de l'insurrection armée. Cela l'occupait bien plus qu'on ne se l'imagine généralement, et ses vues sur les équipes de choc pendant la guerre de partisans, « sur les groupes de cinq et de dix » n'étaient nullement un verbiage de profane, mais le fruit de longues réflexions. Fin de l'extrait.

LVOG - J'ai dévoré ces 48 pages et j'attends avec impatience la suite. En comparant la mentalité et le mode de vie de Lénine et de ses compagnons de lutte avec ceux de nos dirigeants, je me suis dit que ceux de ces derniers ressemblaient davantage à celles des petits bourgeois !

Les vertus que l'on prête au capitalisme sont usurpées

Note figurant dans ***Le programme du Parti ouvrier*** rédigé en 1883 pendant les six mois de prison auxquels Guesde et Lafargue avaient été condamnés à la suite de conférences dans le bassin houiller du Centre.

C'est "*leur propre intérêt (aux capitalistes - ndlr) qui commande aux propriétaires de contribuer à répandre l'instruction dans tous les rangs de la société.*", et non l'intention de les sortir de l'ignorance qui profite aux exploiteurs.

- « *Le travail de l'homme est d'autant plus productif que son intelligence est plus cultivée. Le travail d'un homme ignorant n'a guère plus de valeur que celui d'un animal de force égale. La propriété a le plus grand intérêt à ce que l'instruction soit répandue. Il n'est pas une ferme, pas une manufacture, pas une boutique, dont le revenu ne soit plus grand si elle est située dans une localité où la population est instruite ; c'est donc leur propre intérêt qui commande aux propriétaires de contribuer à répandre l'instruction dans tous les rangs de la société.* » (Horace Greeley)

Horace Greeley (3 février 1811-29 novembre 1872) est éditeur d'un important journal américain, l'un des fondateurs du Parti républicain, un réformateur et un homme politique.

Greeley s'est glorifié en prenant des positions radicales sur toutes sortes de questions sociales; peu de lecteurs ont suivi ses suggestions. Utopia le fascine ; influencé par Albert Brisbane, il promeut le fouriérisme. Il préconise toutes sortes de réformes agraires, y compris des lois sur le fermage.

Champion de l'ouvrier, il attaque les monopoles de toutes sortes et rejette les concessions de terre aux chemins de fer.

Quand le nouveau Parti républicain est fondé en 1854, Greeley fait du Tribune son organe abolitionniste national officieux, qui combat l'extension de l'esclavage et du pouvoir esclavagiste dans chacune de ses parutions. (Wikipédia.org)

Pourquoi avoir reproduite cette note? Pour montrer que les capitalistes ne peuvent en aucune manière s'attribuer le mérite d'avoir contribuer au progrès social ou de la civilisation humaine ou que l'on ne doit accorder aucune vertu au capitalisme, pas même celle d'avoir participer au développement des forces productives, puisqu'à aucun moment ils n'eurent pleinement conscience ou ils ne furent à l'origine du processus dialectique dans lequel il s'inscrivait et que finalement ils ont subi comme le reste de la société ou les autres classes.

Chaque fois qu'ils promulguèrent une réforme progressiste, ce fut par cupidité, par intérêt, par nécessité pour accroître leur richesse et rien d'autre, toujours à contrecoeur de devoir accorder des concessions aux masses exploitées qu'ils haïssaient, qu'on imagine une seconde quelle devait être la condition des ouvriers qui travaillaient jusqu'à16 heures par jours sept jour sur sept, de leurs enfants voués au même sort cruel, barbare, voilà la vérité sur le capitalisme.

J'ai l'avantage en vivant en Inde depuis plus de 22 ans, de partager le sort des ouvriers qui travaillent six jours sur sept, certes 8 heures au lieu de 16, mais dont les conditions demeurent plus proches de celles du prolétariat de la fin du XIXe siècle que des vôtres en France. Pourquoi ? Parce que quand on travaille six jours sur sept, on vit pour travailler et on ne travaille pas pour vivre, on dispose de peu de temps libre, quand on prend son travail le matin les commerces et les administrations sont fermés, et quand on arrête de travailler en fin de journée ils sont également fermés, pas tout à fait pour les commerces, qui pour les plus petits doivent ouvrir très tôt le matin et fermer très tard le soir, et sont souvent ouvert sept jours sur sept, ce qui transforme en véritables forçats leurs propriétaires et leurs employés quand ils en ont.

Quand je suis arrivé en Inde la première fois en décembre 90, je constatai qu'un grand nombre d'adultes ne travaillaient pas sans connaître le taux de chômage à l'époque, j'estimai qu'il devait être considérable, le travail était rare et les besoins des masses n'étaient pas développés comme aujourd'hui, elles disposaient de beaucoup de temps libre ou elles pouvaient profiter de la vie, ce qui n'est plus le cas de nos jours. Tout changea en 1991 quand le gouvernement décida de favoriser le développement économique en ouvrant l'économie aux investisseurs étrangers et en facilitant l'accès au crédit, ce qui se traduisit par l'explosion de nouvelles entreprises et des classes moyennes, la création de dizaines de millions d'emplois, par le nivellement par le haut du niveau de vie de toutes les classes. Pour dissuader les paysans et les couches de la petite bourgeoisie des villes qui avaient d'importantes économies de continuer à les déposer en banque (ou sous forme d'or), les banques baissèrent progressivement leur rémunération, de 16% l'an en 1990 elle est passée à 6,70% en 2019, c'est ainsi que des millions de petits commerces ou entreprises artisanales, petites entreprises, maisons, immeubles, écoles privées, etc. virent le jour, ce qui allait enrichir certains et en ruiner d'autres ou tout du moins les appauvrir. On m'a souvent sollicité pour que je m'associe à leurs affaires ou que je les imite, j'ai toujours refusé, je ne partage pas l'idéal du petit bourgeois qui veut s'enrichir à n'importe quel prix.

L'époque des déplacements à pied ou en vélo, du transport en rickshaw ou en char à boeuf était définitivement révolue. L'économie de survie agrémentée de liberté en compensation cédait la place à l'économie de marché, du crédit, de l'endettement agrémentée de la suppression de cette liberté sans autre compensation que le fardeau de nouvelles et multiples charges incompressibles toujours plus lourdes à supporter (Essence, facture élevée d'électricité, téléphone, achat à crédit et entretien d'un deux roues à moteur et assurance, frais scolaire, etc.), qui si elles correspondaient à la satisfaction de nouveaux besoins ont été imposées aux masses, obligeant les femmes à travailler et à partager le cauchemar de celles en occident qui ont des enfants à charge.

S'ils ont refait les routes, électrifier les villages, moderniser ou réaliser de nombreuses infrastructures dans le pays, ce n'était pas pour rendre service à la population mais pour permettre aux capitalistes, aux multinationales, aux oligarques, aux banquiers de s'enrichir. Si l'état des routes était demeuré tel qu'il était en 1990, l'industrie automobile n'aurait jamais pu se développer. le transport du fret et la demande de marchandises en tout genre qui avait explosée, le cycle du capital auraient été ralentis. S'ils n'avaient pas considérablement augmenté (parfois doublé d'un coup, par exemple au milieu des années 2000.) le salaire des fonctionnaires, ils n'auraient jamais pu les motiver pour qu'ils prennent au sérieux leur travail, dont celui des enseignants pour rehausser le niveau d'instruction des écoles publics qui était misérable, etc.

Tandis que j'allais m'endormir hier soir après avoir passé la soirée à lire ces documents, il me vint une idée à l'esprit. Allongé sur le lit les fenêtres ouvertes, respirant l'air des champs recouverts d'épicéas, de tamariniers et d'eucalyptus, par une nuit noire, je me mis à écouter le profond silence qui régnait, imposant, majestueux, quelle tranquillité, quelle paix, quelle sérénité, quel bonheur ! Au lieu d'être propice au sommeil, ce bref moment suffit à me régénérer, alors que quelques instants auparavant j'étais complètement épuisé, minuit était déjà passé, j'en vins à me dire que la ville était littéralement abrutissante et que ce bruit permanent empêchait de penser, de se concentrer pour penser, de penser en profondeur, qui plus est si on y ajoute la télévision, la radio, l'autoradio, le son des haut-parleurs de l'ordinateur (les miens sont toujours éteints), la musique, le brouhaha ambiant qui règne dans les foyers, et que c'était le sort réservé au prolétariat et aux classes moyennes urbaines, contrairement au prolétariat et aux classes moyennes rurales, ce qui expliquait peut-être aussi pourquoi les uns se soulèvent et les autres non, sans que ce soit la seule explication, mais disons que cela peut jouer un rôle important dans la manière d'aborder leur condition, j'y reviens plus loin et ajoutant d'autres éléments qui permettent de les distinguer.

Toujours est-il que le bruit est une source de nuisance pour le bon fonctionnement du cerveau. J'avais lu cette remarque dans les souvenirs de la compagne de Lénine, où elle racontait qu'il avait besoin d'être seul et au calme pour réfléchir à fond sur une question, et c'est vrai. Moi-même, je pense et je travaille davantage quand ma compagne est absente, trois jours par semaine, une bénédiction !

Si on ne peut pas vivre loin du bruit en permanence, il suffit de profiter d'un moment de silence, de préférence en pleine nature, pour que nos idées deviennent soudainement plus claires, pour venir à bout en un éclair d'un problème qu'on s'était acharné à résoudre en vain pendant des heures ou des jours, pour qu'on bénéficie d'un instant de lucidité ou de conscience extraordinaire, ce qui montre au passage que le reste du temps on vit dans un état d'inconscience, ce qui est inévitable et force à la modestie quand on en a conscience.

C'est comme si le cerveau était trop plein, fatigué, pas forcément à force de penser, mais parce qu'il a été trop sollicité par le monde extérieur, tous les sens qui y sont reliés, il a besoin de repos et de sérénité pour se régénérer, pour que toutes ses facultés soient à nouveau disponibles ou en bon état de marche, condition incompatible avec le bruit infernal des villes, à moins de s'enfermer seul dans une pièce comportant des doubles vitrages, des murs et des portes épaisses !

Je plains ceux qui ont fait le choix d'aller vivre en ville quand ils pouvaient vivre en dehors. Et quant à ceux qui n'ont pas eu le choix, on leur conseillera de lutter pour mettre fin au régime le plus tôt possible pour changer de fond en comble la société, sachant que la nouvelle société devra complètement revoir les rapports existant entre la ville et la campagne, modifier ou supprimer les infrastructures existantes, en créer de nouvelles qui soient compatibles avec la réorganisation de la production, et conforme à un mode de vie qui favorise le développement harmonieux des hommes dans le respect de la nature, de leur nature.

Comment procèdent les idéologues de l'extrême-centre ou du totalitarisme ?

Par l'inversion de la réalité dans tous les domaines ou chaque fois que c'est possible. La victime devient l'accusé, l'agresseur, la victime, l'opprimé, l'oppresseur, l'exploité, le profiteur, le rentier, l'exploité, le mensonge, la vérité, l'ignorance, la connaissance, la guerre, la paix, etc.

Cette technique de manipulation des consciences relève du déni de la réalité poussé à l'extrême, car sans se soucier du fait que ce discours soit grotesque ou irrationnel et apparaisse tel quel ouvertement, elle déstabilise, choque, paralyse, empêche toute réaction, rend dérisoire toute réponse, elle est faite uniquement pour susciter une émotion et non pour convaincre, pour détruire les convictions ou les connaissances qu'on a pu acquérir, de sorte que celui qui recourt à cette méthode demeure seul maître de la situation, son interlocuteur reste interloqué.

Privé des instruments de la logique et de la discrimination, du discernement, il ne dispose plus de points de repère pour penser, construire son argumentation, sa pensée est annihilée, mais aussi de la morale puisque son antagoniste recourt à des procédés manifestement déloyaux dignes des procès en sorcellerie employés sous le règne de l'inquisition, il agit en despote...

Editorial de la Tribune des Travailleurs (TT), (POID) Que cela plaise ou non...par Daniel Gluckstein, publié le 10 janvier 2019

LVOG - En gros, il vous dit d'aller vous faire foutre ailleurs si vous n'êtes pas d'accord avec lui ! Message reçu 5/5 !

TT- Quand ils ne se réfugient pas dans l’anonymat, leurs auteurs ont un point commun : naguère partisans de la lutte de classe, du mouvement ouvrier et de la démocratie politique, ces convertis au « gilet-jaunisme » proclament aujourd’hui que partis et syndicats appartiennent à un monde définitivement disparu. C’est évidemment leur droit. Mais en démocratie, est-on autorisé à ne pas les suivre ?

TT - "Quand ils ne se réfugient pas dans l’anonymat.

LVOG - . Il ne citera aucun nom, aucune formation politique, bref, il ne fait pas mieux ! Tout comme il citera jamais les sources des données qu'il rapporte et qu'il a été glaner sur les portails tels que le Réseau Voltaire, Le centre de recherche sur la mondialisation et d'autres, à ses yeux Les Echos, Le Monde ou Le Figaro sont plus fréquentables.

TT- Mais en démocratie, est-on autorisé à ne pas les suivre ?

LVOG - Ceux qui proclament avec Macron que la France est une démocratie auront apprécié, pas nous qui pensons le contraire. Le régime en France n'est pas une démocratie, mais une dictature démocratique de la bourgeoisie qui au stade l'impérialiste tend de plus en plus vers la dictature pure et s'éloigne de la démocratie, qui pour autant n'a jamais réellement existé, ce que Lénine précisait, mais pas les opportuniste. Quand on fait l'impasse sur sa nature de classe, après on peut tenir un double langage sur tous les rapports qui existent entre les classes et leurs représentations idéologiques ou leur faire dire ce que l'on veut sans que personne ne s'en aperçoive, sauf pour les marxistes.

Faites ce que voulez, cela n'intéresse pratiquement personne !

TT- "N’en déplaise à nos critiques, les travailleurs ne confondent pas les syndicats construits par eux dans leur lutte de classe avec la politique de leurs directions."

LVOG - "*Les syndicats construits par eux dans leur lutte de classe*", on veut bien, ce genre de discours était valable il y a un siècle en arrière, depuis on a eu le temps de s'interroger sur leur orientation politique, non ? A ma connaissance, elle a beaucoup changé en un siècle, non ? Ne serait-elle pas devenu la négation de ce qu'elle était à cette époque ? Comme on nous prend pour des demeurés ou des amnésiques, on fait les idiots en posant des questions stupides dont tout le monde connaît la réponse, mais beaucoup de monde aussi se fout, et Gluckstein le sait, sinon il ne pourrait pas tenir ce discours.

Et puis, il faut distinguer les sections syndicales d'entreprises qui sont animées par des militants sincères (admettons-le quand ils ne se laissent pas corrompre) qui défendent les intérêts des travailleurs, des directions nationales qui défendent les intérêts du patronat ou se positionnent au côté du gouvernement. Mais il faut reconnaître qu'ils sont une minorité, tout du moins à l'heure actuelle. Ceci explique aussi cela.

TT- " La politique de leurs directions. Laquelle peut légitimement être discutée, approuvée ou contestée par les syndiqués"

LVOG - Pour un peu, c'est comme s'il nous disait qu'en démocratie on peut légitimement discuter, approuver ou contester la politique de Macron, par exemple en participant à son "*grand débat national*" attrape-nigauds ou que les travailleurs seraient en droit d'en attendre quelque chose de bon. Si on y participait, ce serait uniquement pour démontrer le contraire et expliquer pourquoi. Depuis que les syndicats ont été pourris par le stalinisme, la social-démocratie dégénérée et l'anarcho-syndicalisme, soit pas loin d'un siècle, quand les syndiqués ont-ils pu virer les bureaucrates corrompus des syndicats, quand ont-il pu donner une orientation de classe indépendante ou révolutionnaire à leur syndicat, jamais ! Braves gens, soyez heureux, on vous octroie le droit de vous exprimer et nous on s'autorise à ne pas vous écouter, c'est du pareil au même !

TT- "Mais cela n'empêche nullement les travailleurs, dans les grèves et autres mouvements de classe (et dans les élections professionnelles), de manifester leur attachement aux syndicats."

LVOG - Ultras minoritaires dans tous les cas de figure, et l'abstention aux élections professionnelles n'a jamais été aussi élevée. Ils y sont tellement attachés que plus de 95% ne sont pas syndiqués, si on soustrait les retraités et les cadres des 11% de syndiqués en France, ceux qui prennent une carte syndicale comme on prend un billet du loto ou pour se conformer à une tradition, sans réelles convictions ou sans avoir développé la moindre conscience de classe, je me réfère à mon expérience d'employé administratif au GAN en observant les adhérents de la CGT au milieu des années 70 ; 10 ans plus tard, en présence d'une génération plus jeune et n'ayant pas de lien avec le mouvement ouvrier, en tant que technicien chez Konica (ex-U-Bix) et délégué syndical FO, je constaterai que c'était plus difficile de réaliser des adhésions à un syndicat sur une véritable base de classe. Des secteurs économiques, des pans entiers ou des couches entières de la classe ouvrière ne sont pas syndiqués.

TT- "appendices des gilets jaunes ou d'autres groupements de ce type"

LVOG - Il ne peut contenir plus longtemps son mépris des masses qui tentent de se soulever hors du contrôle du mouvement ouvrier. Ce sont les fossoyeurs du socialisme qui en portent la responsabilité, pourquoi ne pas le dire, pourquoi les ménager ?

TT- "Encore une fois, c'est le droit de chacun en démocratie de mettre en cause l'indépendance syndicale, donc la démocratie."

LVOG -On s'étrangle en lisant cela, quel déni de la réalité. Comment pourrait-on remettre en cause quelque chose qui n'existe pas, quelle entourloupe ! L'indépendance syndicale consiste à défendre des droits sociaux compatibles avec l'existence du régime, et quand ses représentants estiment qu'elle serait menacée, ils sifflent la fin de la partie et les dirigeants se mettent à table pour signer leur capitulation, en 36, en 68, à l'occasion d'une multitude de mobilisations de masse qui étaient en train de prendre de l'ampleur et qui furent ainsi étouffées, trahies. Voilà pour l'indépendance syndicale vis-à-vis de l'Etat ou du capitalisme.

TT- "Mais de grâce, messieurs, ne venez pas donner des leçons à ceux qui se réclament de la lutte de classe, du mouvement ouvrier et de ses organisations."

J'ignore de qui parle monseigneur, vous pouvez vous réclamer de ce que vous voulez, cela n'engage que vous et ceux qui sont assez naïfs pour vous croire, vous avez fait vos preuves et votre bilan est désastreux, le reste importe peu. Et de nous sortir ensuite de son chapeau d'illusionniste un syllogisme qui tient du lieu commun en guise de leçons, décidément tel maître tel disciple ! Et de se gargariser du fait que le POID gagnerait des adhérents, le PCF stalinisé en avait compté jusqu'à un million et la CGT aussi stalinisée 5 millions, aurait-on dû s'en féliciter pour autant ?

Monsieur, l'état de grâce des héritiers autoproclamés de Trotsky appartient définitivement au passé, comment faut-il lui dire pour qu'il le comprenne ?

De la tendance Claire du NPA.

- Le gouvernement n'est pas parvenu à venir à bout du mouvement des gilets jaunes. Le mouvement a montré sa force et

sa détermination. Des voix s'élèvent et se font de plus en plus entendre contre les violences policières et pour l'amnistie des gilets jaunes. Le mouvement va se poursuivre. Mais il faudra franchir un nouveau seuil pour vaincre Macron et sa politique. Des gilets jaunes interpellent les directions syndicales pour qu'elles cessent de protéger Macron et pour qu'elles appellent à la grève. C'est aujourd'hui la question clé : il faut se battre pour imposer la rupture du dialogue social aux directions syndicales et pour imposer un véritable plan de mobilisation. C'est la question de l'appel à la grève générale qui doit être posée face à un gouvernement qui liquide nos acquis sociaux et qui s'attaque à nos libertés fondamentales.

Sur tous nos lieux de travail, nous devons poser dès lundi la question de la convergence avec les gilets jaunes. Il faut amplifier encore la mobilisation pour l'Acte 10 des la mobilisation samedi prochain. Et surtout, il faut poser la question de la grève et du blocage du pays. C'est le moment !

(A Paris) Notre parti, le NPA, a été la seule organisation de la gauche politique et syndicale à former un cortège au cœur de la manifestation, drapeaux déployés.

LVOG - Hélas !

Brève réflexion sur les rapports entre les classes.

Certaines couches de la classe ouvrière et inférieures des classes moyennes sont prêtes à affronter le régime, dont celles du prolétariat rural, mais pas le majorité. Celles des banlieues et des quartiers ouvriers des grandes villes bénéficient de davantage d'infrastructures et de services publics, du soutien matériel et moral d'associations, de salaires plus élevés, de distractions, de sorte qu'elles supportent relativement mieux leur condition d'existence.

L'isolement des premières les pousse au désespoir, elles ont l'impression d'être complètement abandonnées, d'être injustement sacrifiées sur l'autel de la mondialisation, elles n'ont plus d'autre issue que se résigner à périr à petit feu ou se soulever contre le régime.

Elles sont généralement endettées, comme l'ensemble des travailleurs, aussi l'une des premières revendications sociales qui devrait être avancée devrait être l'annulation de leurs dettes, cela vaut pour les artisans, les patrons des petites entreprises, des petites exploitations agricoles, etc. qu'on pourrait ainsi gagner au socialisme. A suivre.

Il abdique ou on le chasse !

En "***République, le roi n'a plus sa place ni sur le trône, ni dans une galette***", nulle part : Dehors, place à la République social !

- « Qui a eu la fève ? ». Emmanuel Macron : ce moment embarrassant lors de la galette des rois de l'Elysée - gala.fr 13 janvier 2019

Alors que tout le monde dégustait la frangipane, le président s'est alors lancé dans une drôle d'investigation : « Il cherchait la fève dans la galette géante qui a été servie » raconte un convive au JDD avant de préciser : « On ne lui a manifestement pas expliqué qu'il n'y en a jamais dans les galettes présentée à la présidence depuis 1975 »

Ce rendez-vous du 6 janvier à l'Elysée fut lancé par Valéry Giscard d'Estaing. Et effectivement cette galette de l'Elysée se démarque de toutes les autres par un détail d'importance : elle n'a pas de fève! Le Parisien rappelle qu'il s'agit d'« un héritage de la Révolution, qui tenta de remplacer l'Epiphanie par une Fête des sans-culottes et la galette des Rois par la galette de l'Egalité ». Pour résumé en République, le roi n'a plus sa place ni sur le trône, ni dans une galette. Une tradition qui aura échappé à Emmanuel Macron. gala.fr 13 janvier 2019

A propos du "grand débat national".

Ils ne craignent pas les "*gilets jaunes*", ils craignent par dessus tout les Assemblées populaires qui se développent à travers le pays, ils craignent que les masses s'organisent, constituent des organes politiques indépendants qui intègreraient le mouvement ouvrier. Comment cautionner le régime illégitime, comment justifier qu'une infime minorité continue de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains, de gouverner, de décider du sort de tout un peuple.

Un "grand débat" pourquoi ? Devinez.

- Un grand débat pour remettre Macron en marche - Liberation.fr 14.01

La consultation voulue par l'Elysée en réponse au mouvement de colère qui dure depuis deux mois débute ce mardi. Le chef de l'Etat y voit l'occasion de relancer son quinquennat et de renouer avec l'esprit du mouvement qu'il a lancé en 2016. Liberation.fr 14.01

On pourrait presque croire qu'ils ignorent que les masses haïssent Macron...

Déjà clos !

- Macron : une lettre pour ouvrir le grand débat - LeParisien.fr 14.01

Deux jours enfermés dans son bureau élyséen. Et prière de ne pas déranger. « Il travaille sa lettre, peaufine le moindre détail. Chaque mot compte », explique en plein cœur du week-end un proche d'Emmanuel Macron. LeParisien.fr 14.01

Ils veulent nous faire croire que ce minable produit de marketing lancé par l'oligarchie à grand renfort médiatico-financier disposait du pouvoir et de la capacité de concevoir une telle lettre : une pure imposture !

On nous assure que ce n'est "*ni une élection, ni un référendum*" un exercice d'autosatisfaction, un plébiscite! Sous le joug, nous refuserons d'abdiquer nos aspirations légitimes.

- Macron fixe le cadre du grand débat, qui n'est "ni une élection, ni un référendum" - AFP 14.01

Le grand débat qui sera lancé mardi n'est "ni une élection, ni un référendum", a affirmé Emmanuel Macron dans sa "lettre aux Français", en appelant "le plus grand nombre" à y participer. AFP 14.01

Totalitarisme. Fabrication du consentement à l'asservissement de tout un peuple.

Que propose Macron ? Un exercice d'union nationale, de corporatisme, associer tous les citoyens sans distinction de classe à la réalisation de son programme électoral néolibéral entièrement tourné contre les exploités et les opprimés.

Ils sont impayables, ils en avaient perdu leur latin, maintenant ils ne savent plus lire ou compter : 32, 33, 34...

- Franceinfo - les 32 questions qu'Emmanuel Macron pose aux Français dans sa lettre...
- Le Parisien - 33 questions pour débattre...
- Le HuffPost - Les 34 questions autour desquelles Macron souhaite orienter la consultation...

Les jeux sont faits, circulez, il n'y a rien à voir !

Libération - "2335 mots précisément, pour justifier son projet présidentiel, réaffirmer sa capacité à réformer."

- "En guise de conclusion, Emmanuel Macron ne prend aucun engagement sur la manière dont il tiendra compte de ces deux mois de débat"

Esbroufe pour gagner du temps, en espérant que le mouvement populaire s'essouffle ou se disloque. Ils le disent eux-mêmes à leur manière.

Problème, l'exécutif a déjà fait savoir qu'il ne comptait pas revenir sur des mesures qu'il a prises depuis 18 mois alors qu'elles sont dénoncées par les gilets jaunes.

Quand le "***préambule***" de sa lettre... sert de conclusion.

France Info : "S'il veut un débat libre, y compris sur la question de la fiscalité, Emmanuel Macron n'est pas prêt à tous les revirements. "Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations auxquelles je demeure fidèle", écrit-il dans un préambule général".

Il a fait les questions et les réponses, ils le disent eux-mêmes.

- Libération - Le Président pose (...) plus d'une trentaine de questions, allant parfois jusqu'à suggérer des réponses.

C'est clair, non ?

Vraiment ? Macron : « Pas de sujet tabou, on n'a peur d'aucun sujet »

- Aucune question sur l'UE, l'euro, l'OTAN, l'ONU, les opérations militaires à l'étranger, etc...

Libération - ISF. Sur ce point, le chef de l'Etat leur adresse très formellement une fin de non-recevoir.

- Aucune question sur les médias, l'armée, la police, la justice qui constituent avec les institutions politiques les piliers du régime...

Les conditions objectives finissent toujours par l'emporter.

Le HuffPost - Il y a un doute: 77% des sondés par Odoxa pour Franceinfo et Le Figaro pensent que le débat ne sera pas mené "de façon indépendante du pouvoir".

Un "***enfumage***" de plus.

- La lettre de Macron aux Français a mis les gilets jaunes d'accord - huffingtonpost.fr 14.01 Avant le grand débat national, cette missive est vertement critiquée sur Facebook, les gilets jaunes y voyant un "enfumage" de plus. huffingtonpost.fr 14.01

Quand les agresseurs hurlent à l'agression.

Macron - "Si tout le monde agresse tout le monde, la société se défait". (Cela correspond à ce que nous avons écrit au début de cette causerie.

Qui est l'agresseur, celui qui travaille et perçoit un salaire qui ne lui permet pas de vivre décemment ou celui qui l'exploite et empoche des milliards ?
Qui est l'agresseur, celui qui distribue des centaines de milliards aux plus riches ou le pauvre réduit à l'indigence qui se révolte contre sa condition misérable ?
Qui est l'agresseur, celui qui se gave ou celui qui doit subir le chômage et qui a faim?
Qui est l'agresseur, celui qui licencie ou celui qui est licencié ?
Qui est l'agresseur, celui qui vit dans une demeure spacieuse ou celui qui est réduit à vivre dans la rue ou dans des immeubles insalubres dont le loyer est exorbitant ?
Qui est l'agresseur, celui qui vous jette à la rue ou celui qui travaille et ne peux pas payer son loyer ?
Qui est l'agresseur, ceux qui manifestent paisiblement ou ceux qui les matraquent, les gazent, les mutilent, les assassinent?
Qui est l'agresseur, celui qui est attaché aux services publics ou celui qui s'emploie à les détruire ?
Qui est l'agresseur, celui qui promet un avenir meilleur au peuple, ou le peuple qui se révolte parce qu'il constate qu'en réalité son existence est pire de jour en jour ?
Qui est l'agresseur, celui qui fait la guerre à des Etats et des peuples qui ne lui ont jamais déclaré la guerre ou ceux qui exigent le respect du principe de l'autodétermination des peuples et des nations ?

La situation leur échappe, ils le disent eux-mêmes.

Libération - "Emmanuel Macron veut reprendre la main."

Ils n'y croient pas eux-mêmes.

- "Une longue missive, et beaucoup de points d'interrogation."

L'espoir fait vivre... jusqu'à quand, le compte à rebours est lancé

- "Pour moi, il n'y a pas de questions interdites. Nous ne serons pas d'accord sur tout, c'est normal, c'est la démocratie. Mais au moins montrerons-nous que nous sommes un peuple qui n'a pas peur de parler, d'échanger, de débattre", espère le président de la République.

LVOG - Notre réponse : Pour nous non plus, il n'y a pas de questions interdites, nous refusons de consentir à la classe des capitalistes que vous représenter et qui est ultra minoritaire dans la société de détenir le moindre pouvoir. Nous ne seront pas d'accord sur l'essentiel, c'est inévitable, c'est la démocratie. Le peuple n'a pas peur de parler, d'échanger, de débattre, quand il est souverain et que ses décisions sont appliquées sous son contrôle.

Echec et mat. Le projet de Macron : un changement de société ou l'adoption du modèle néolibéral anglo-saxon.

Libération - Le Président pose (...) plus d'une trentaine de questions, allant parfois jusqu'à suggérer des réponses.

Le questionnement du chef de l'Etat est toutefois limité par quelques invariants : il entend demeurer fidèle aux «grandes orientations» de son projet présidentiel

L'exécutif espère que cette publication permettra d'apaiser les gilets jaunes en donnant à leur colère la possibilité de s'exprimer ailleurs que dans les rues, dans le cadre d'un débat censé mobiliser la nation tout entière. Dans la majorité, certains n'hésitent pas à dramatiser. Macron serait là en train de jouer «sa dernière carte». Il n'en aurait d'ailleurs pas d'autres.

En cas d'échec, il ne lui resterait que la dissolution de l'Assemblée nationale, dont chacun s'accorde à considérer qu'elle pourrait déboucher un raz de marée populiste.

...cette lettre et le débat qu'elle prétend instaurer seraient une entreprise historique dont la portée pourrait dépasser les frontières. «Plus qu'une sortie de crise, ce grand débat sera, s'il réussit, un tournant dans la manière dont les gouvernements […] associent les citoyens à des projets de transformation», assure Gilles Le Gendre, chef de file des députés de la majorité.

Au même moment, sur Europe 1, le secrétaire d'Etat chargé du numérique, Mounir Mahjoubi, assurait que plus «rien ne serait pareil» après le grand débat. Selon lui, cette consultation «obligera à changer la façon de faire de la politique en France». C'est «le fonctionnement de la démocratie» qui s'en trouverait modifié : «Nous allons changer profondément notre façon de faire la loi, notre façon de gouverner le pays», a assuré Mahjoubi. Libération 14.01

Bienvenue en régime totalitaire.

La marque déposées ***Les jaunes*** vole à son secours. Plutôt "***Grenelle***" qu'un référendum trop risqué.

- Grand débat: Berger (CFDT) rejette l'idée d'un référendum à l'issue - AFP 15.01

Le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger a rejeté lundi soir l'idée évoquée par certains élus de la majorité d'organiser un référendum à l'issue du grand débat, préférant l'organisation d'un "Grenelle du pouvoir de vivre". AFP 15.01

Matignon, Grenelle de la trahison...

Bonne chance, il ne faut "***surtout pas***" souhaiter que le "***grand débat***" tourne mal, Macron appréciera.

M. Quatennens (LFI) pense donc que ce débat "fera pschitt" et "craint que, peut-être même parfois, il tourne mal". "Mais il ne faut pas le souhaiter", a-t-il aussitôt ajouté. AFP 15 janvier 2019

Voici la liste exhaustive de ses 32 questions posées aux Français. - franceinfo 13.01

LVOG - Je n'ai pas le temps de peaufiner des réponses à chaque question.

Sur les impôts et les services publics

1. Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ?

Réponse : En rendant l'impôt plus progressif, en faisant payer les riches...

2. Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?

Réponse : Supprimer la TVA...

3. Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?

Réponse : Supprimer les subventions aux médias et au-delà abolir le capitalisme...

4. Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?

Réponse : Au contraire, il faut rétablir l'ensemble des services publics tels qu'ils existaient il y a 50 ans...

5. A l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?

Réponse : Annulation de la dette au marché et confiscation des biens et des avoirs de l'oligarchie...

6. Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ? Sur l'organisation de l'Etat et des collectivités publiques

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître. En inversant les rapports sociaux au profit de la majorité qui produit les richesses...

7. Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

8. Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? A quels niveaux et pour quels services ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître... 9. Comment voudriez-vous que l'Etat soit organisé et comment peut-il améliorer son action ? Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

10. Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

11. Comment l'Etat et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

Sur la transition écologique

12. Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?

Réponse : En expropriant les patrons et actionnaires du CAC40...

13. Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ?

Réponse : En rompant avec l'euro et la BCE, en rétablissant la souveraineté en matière monétaire et en rendant le crédit gratuit. En annulant la dette de tous les ménages, à l'exception des riches...

14. Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ? Réponse : La rupture avec le capitalisme...

15. Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ?

Réponse : C'est à chaque citoyen d'en décider librement...

16. Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?

Réponse : Rompre avec le capitalisme...

17. Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à l'égard de la biodiversité ?

Réponse : Ces choix devront être établis par l'Assemblée constituante souveraine...

18. Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos producteurs ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?

Réponse : Instaurer les Etats-Unis des Républiques sociales d'Europe.

Sur les institutions, la démocratie et la citoyenneté

19. Faut-il reconnaître le vote blanc ?

Réponse : Pas concerné. Si les institutions étaient réellement démocratiques chaque citoyen saurait s'il doit approuver ou rejeter une proposition de loi ou une mesure. Ce qui ne peut pas être le cas en régime capitaliste.

20. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Réponse : Non.

21. Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?

Réponse : Aucune, la Constitution antidémocratique de la Ve République doit être abrogée...

22. Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?

Réponse : Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies...

23. Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental (Cese), doivent-ils jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Réponse : Aucun. Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies...

24. Faut-il les transformer et comment ?

Réponse : Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies...

25. Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?

Réponse : Instaurer une Assemblée constituante souveraine dont tous les élus seraient révocables à tout moment...

26. Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?

Réponse : Non, seule l'Assemblée constituante souveraine dont tous les élus seraient révocables à tout moment détiendrait le pouvoir...

27. Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?

Réponse : Non, la Constitution de la Ve République doit être abrogée...

28. Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ?

Réponse : Instaurer les Etats-Unis des Républiques sociales d'Europe.

29. En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

Réponse : Nous ne reconnaissons aucune légitimité au Parlement. Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies

30. Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

Réponse : Abolir le capitalisme et les institutions antidémocratiques de la Ve République...

31. Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?

Réponse : Instaurer une République sociale, laïque et démocratique débarrassée du capitalisme...

32. Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

Réponse : Abolir le capitalisme et les institutions antidémocratiques de la Ve République. Instaurer une République sociale, laïque et démocratique débarrassée du capitalisme...

Le "***grand débat national***" ou le négation de Assemblée populaire ou constituante souveraine.

- L'organisation du grand débat national un peu plus détaillée dans une lettre aux préfets - Le HuffPost13 janvier 2019

"Le Président de la République et le Gouvernement portent une attention forte au bon déroulement du Grand Débat National, sur l'ensemble de notre territoire national." À deux jours du début de la consultation qui débutera partout en France le 15 janvier, on en connaît un peu plus de détails.

Dans un courrier que révèle France info, le directeur de cabinet du ministère de l'Intérieur, Stéphane Bouillon, explique ainsi aux préfets comment va se dérouler le débat au niveau local. Et il leur demande "une implication forte pour le lancement du processus".

L'une des principales requêtes formulées par l'énarque et ancien préfet du Rhône est la désignation d'un référent dans chaque département. Ses missions: s'assurer que "les réunions d'initiative locale pourront bien se tenir, dès le 15 janvier dans un lieu mis à disposition de préférence par une collectivité locale ou une structure associative, et dans des conditions de sécurité" et être en relation avec les élus afin d'organiser au mieux ces réunions.

Stéphane Bouillon ajoute que les préfets n'ont pas pour vocation d'organiser ni d'animer ces débats, mais que leur engagement est souhaitable dans les premiers temps du processus, par exemple pour susciter la prise d'initiative tant chez les élus locaux que chez des militants, des associatifs et autres acteurs. Le HuffPost13 janvier 2019

S'il faut appeler au boycott des rencontres au sommet entre Macron ou ses ministres avec les syndicats ou les partis ouvriers qui ont pour vocation de lier le sort de notre classe à celui du régime, en revanche, en revanche il faut participer à toutes les réunions publiques ou assemblées populaires des "gilets jaunes" pour exposer notre analyse de la situation et développer nos propositions, etc. c'est une formidable tribune pour les faire connaître aux travailleurs.

Quant à la farce et attrape-nigaud du "*grand débat national*", j'attends d'en savoir davantage sur son déroulement pour me prononcer. Au premier abord j'étais évidemment pour le boycotter, mais maintenant je suis curieux de savoir qui va y participer, si des centaines de milliers de travailleurs vont y aller, si c'était le cas, il faudrait les suivre pour leur exposer notre politique, si au contraire tout indiquait qu'ils le boycotteraient on les imiterait. Tout dépendrait aussi si on pourrait s'exprimer ou non, on peut envisager aussi de tracter massivement à l'entrée de ces réunions. Je ne suis ni un opportuniste ni un gauchiste, j'attends de voir l'attitude des travailleurs avant de me prononcer.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie: Trump menace de "dévaster" l'économie de la Turquie si elle s'en prend aux Kurdes - AFP 14 janvier 2019

Le président américain Donald Trump a menacé dimanche la Turquie d'une catastrophe économique, en cas d'attaque contre les Kurdes après le prochain retrait des troupes américaines de Syrie, tout en appelant les Kurdes à ne pas "provoquer" Ankara. AFP 14 janvier 2019

- La France ne quittera la Syrie qu'après "l'éradication de Daech" - Le HuffPost 14 janvier 2019

Voilà qui est dit. Le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian a réaffirmé dimanche 13 janvier à Amman que la guerre contre le groupe Etat islamique n'était pas achevée en Syrie ajoutant que ceux qui pensent que les jihadistes ont été vaincus

"se trompent".

"Il y a deux guerres croisées. Il y a une guerre contre Daech (acronyme arabe de l'EI) qui n'est pas achevée, et ceux qui considèrent que Daech a été éradiqué se trompent. Et puis il y a une guerre civile interne, et parfois les deux guerres ont des liens", a-t-il ajouté. Le HuffPost 14 janvier 2019

Macron et Le Drian, le camp de la guerre perpétuelle. Même politique à l'intérieur et à l'extérieur, la marque de l'impérialisme... Retrait des troupes françaises intervenant en Syrie !

- Trump vante le potentiel de développement économique avec la Turquie - Reuters 15 janvier 2019

Donald Trump, qui menaçait dimanche de "dévaster" l'économie turque si Ankara s'en prenait aux milices kurdes de Syrie, s'est entretenu lundi par téléphone avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, avant de souligner "le formidable potentiel" de développement économique entre les Etats-Unis et la Turquie.

"J'ai parlé avec le président Erdogan de Turquie pour aviser où nous en sommes sur tous les dossiers, y compris nos deux dernières semaines de succès dans le combat contre les vestiges de l'EI et une zone de sécurité de 20 miles (ndlr, 32 km, dans le nord de la Syrie)", a tweeté le président des Etats-Unis.

"Nous avons aussi parlé du développement économique entre les Etats-Unis et la Turquie - formidable potentiel de l'enrichir considérablement !", ajoute-t-il.

Dans son compte rendu de leur entretien, la présidence turque a elle aussi noté que les deux dirigeants avaient évoqué la création d'une "zone de sécurité" dans le nord de la Syrie, d'où les groupes armés devraient se retirer, a annoncé la présidence turque. Reuters 15 janvier 2019

Bolivie

- Cesare Battisti, expulsé de Bolivie, attendu lundi en Italie - AFP 14 janvier 2019

Cesare Battisti, ex-activiste d'extrême gauche italien condamné à perpétuité en Italie pour quatre meurtres, est attendu lundi midi à Rome où il doit être emprisonné, après avoir été expulsé par la Bolivie.

"Il rentrera directement de la Bolivie. De cette façon, l'ex-terroriste purgera la peine prononcée par la justice italienne : la perpétuité!", a précisé le ministre italien de la Justice Alfonso Bonafede sur son compte Twitter.

Cesare Battisti avait été condamné une première fois au tournant des années 80 à 13 ans de prison pour appartenance à un "groupe armé", les PAC (Prolétaires armés pour le communisme), un groupuscule d'extrême gauche particulièrement actif à la fin des années 70 et considéré comme "terroriste" par Rome.

Dès 1981, Battisti est exfiltré de prison au terme d'un raid éclair mené par des membres présumés des PAC. Fuyant l'Italie, il est condamné par contumace à la réclusion à perpétuité pour quatre homicides et complicité de meurtres dans les années 1970 - les "années de plomb" en Italie.

La justice italienne l'a condamné notamment pour son rôle dans les meurtres d'un boucher et d'un joaillier, abattus froidement par balles.

Cesare Battisti, qui clame son innocence, vivait en exil au Brésil depuis 2004, après avoir passé près de 15 ans en France.

L'homme aujourd'hui âgé de 64 ans avait refait sa vie dans ce pays où il a un jeune fils mineur de mère brésilienne, une paternité sur laquelle il comptait d'ailleurs pour le protéger légalement d'une extradition du Brésil.

Il a toujours clamé son innocence.

Le président brésilien Jair Bolsonaro a félicité dimanche sur Twitter "les responsables de la capture du terroriste Cesare Battisti".

En 2010, ce dernier avait bénéficié d'une décision du président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva, du Parti des Travailleurs, qui avait bloqué son extradition vers l'Italie pourtant autorisée par la Cour suprême.

Le 13 décembre, un juge de la Cour suprême du Brésil avait ordonné l'arrestation de Cesare Battisti "en vue d'une extradition".

L'acte d'extradition avait été signé le lendemain par le président conservateur Michel Temer, auquel Jair Bolsonaro a succédé le 1er janvier. Mais les autorités brésiliennes avaient ensuite perdu sa trace. Selon une source gouvernementale bolivienne, il est entré "de manière illégale dans le pays".

Le fils du président brésilien, le député Eduardo Bolsonaro, a commenté l'arrestation en italien sur Twitter: "le Brésil n'est plus une terre de bandits. Matteo Salvini, le "petit cadeau" va arriver".

Le chef de La Ligue (extrême droite), homme fort de l'Italie, n'a pas manqué aussi d'adresser des remerciements à Jair Bolsonaro, son nouvel allié.

Cesare Battisti avait été repéré "avec certitude" en Bolivie, la semaine dernière à Santa Cruz, où une opération avait été préparée avec la police bolivienne, a-t-on appris auprès du gouvernement italien.

"Battisti a été arrêté dans la rue, il n'était pas armé et n'a pas opposé de résistance. Il a répondu à la police en portugais et montré un document brésilien qui confirmait son identité.

Il avait demandé le statut de réfugié politique à la Bolivie mais La Paz n'avait pas donné suite à sa requête. AFP14 janvier 2019

- "Contre-révolutionnaire" ou stratégique: l'expulsion de Battisti divise en Bolivie - AFP15 janvier 2019

Raul Garcia Linera, le frère du vice-président Alvaro Garcia Linera, a qualifié de "contre-révolutionnaire" la décision d'expulser l'Italien, un choix "injuste, lâche et réactionnaire".

"Les intérêts de l'Etat se sont placés au-dessus de la morale révolutionnaire, de la praxis révolutionnaire. Nous avons livré un prisonnier qui avait demandé l'asile, comme une simple marchandise, un acte contraire aux règles", a-t-il déclaré.

L'ex-ministre de l'Intérieur, Hugo Moldiz, a estimé que les droits de Cesare Battisti n'avaient pas été respectés et que le "coût politique pour le gouvernement bolivien serait élevé".

"C'est comme si on avait attrapé (Ernesto) Che Guevara et qu'on l'avait livré à la droite", s'est indigné de son côté Rolando Cuellar, chef des jeunesses du parti du président Morales, le Mouvement vers le socialisme (MAS), qui a qualifié le ministre de l'Intérieur, Carlos Romero, de "Judas".

Pour le sociologue Carlos Borth, la décision du président bolivien, en campagne pour un quatrième mandat, se veut un message en direction de l'Union européenne (UE). "Cette décision vise à ne pas ouvrir d'autres fronts de tension sur la scène internationale, en particulier avec l'Union européenne", estime le chercheur.

Ces dernières années, la Bolivie et l'UE entretiennent des relations plutôt tendues. En mars 2017, notamment, la décision de La Paz de doubler la surface de culture légale de la feuille de coca, de 12.000 à 22.000 hectares, avait fait grincer des dents à Bruxelles.

Selon une étude financée par l'Union européenne en 2013, quelque 14.700 hectares de coca sont suffisants pour couvrir la demande légale.

Ne pas avoir expulsé Battisti "aurait eu des conséquences imprévisibles pour la Bolivie", a ajouté Carlos Borth.

"Le régime de gauche d'Evo Morales a accepté de livrer Battisti en raison de ses intérêts stratégiques", juge pour sa part Gaspard Estrada, spécialiste de l'Amérique latine à Sciences Po.

"Il y aura une présidentielle en Bolivie en 2019, la Bolivie va mieux que le reste de l'Amérique du Sud (si on prend en compte) ses indicateurs économiques, elle a besoin d?un contexte régional pacifié", a-t-il ajouté. Evo Morales était un des seuls présidents d'Amérique latine de gauche à participer à la cérémonie d'investiture du président d'extrême droite brésilien Jair Bolsonaro et "la Bolivie fait face à des renégociations importantes, en ce qui concerne le gaz, dans ses relations bilatérales avec le Brésil", rappelle le chercheur.

Le Brésil est le principal marché pour le gaz bolivien.

"Cette arrestation permet à la Bolivie d'envoyer un signal vis-à-vis du gouvernement brésilien", a ajouté M. Estrada. AFP15 janvier 2019

C'est ce que les fossoyeurs du socialisme appellent "*le socialisme du XXIe siècle*".

Brésil

- Le gouvernement Bolsonaro veut durcir la répression face aux paysans "sans terres" - Reuters 15 janvier 2019

Le nouveau gouvernement brésilien souhaite modifier le droit pour que les envahissements de terrains agricoles par des paysans "sans terres" soient considérés comme du terrorisme, a déclaré lundi un responsable du ministère de l'Agriculture.

Nabhan Garcia, chargé des questions foncières à la tête d'un secrétariat nouvellement créé au sein du ministère, a précisé que le gouvernement du président Jair Bolsonaro allait devoir convaincre les parlementaires de réformer la loi et d'octroyer plus d'autonomie aux forces de police pour qu'elles agissent face à ces envahissements.

"C'est le défi de notre gouvernement de faire la démonstration au Congrès qu'il s'agit d'un fait très proche du terrorisme, voire que cela peut être considéré dans certaines circonstances comme du terrorisme, et d'avoir une application plus sévère de la loi", a-t-il dit à la presse.

Le secteur agro-industriel a fourni au président issu de l'extrême droite un fort soutien lors de la campagne électorale.

A l'inverse, le Mouvement des sans terres (MST) était une des bases majeures de l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva. Reuters15 janvier 2019

Venezuela

LVOG - Venezuela. La dernière provocation en date.

- Venezuela : le président du Parlement brièvement détenu - AFP 14 janvier 2019

Juan Guaido, le président du Parlement vénézuélien, la seule institution contrôlée par l'opposition, a été arrêté dimanche pendant près d'une heure par les services de renseignement, et le gouvernement s'est défendu de toute responsabilité dans cette arrestation.

Juan Guaido, 35 ans, a été arrêté par des hommes du Service bolivarien de renseignement national (Sebin), alors qu'il circulait sur l'autoroute pour se rendre à une réunion publique à Caraballeda, à 40 km de la capitale.

Le gouvernement vénézuélien s'est défendu de toute responsabilité dans cette arrestation, l'imputant à une décision "unilatérale" de fonctionnaires des services de renseignement.

"Nous avons appris qu'un événement illégal s'est produit, au cours duquel un groupe de fonctionnaires agissant unilatéralement a mené une procédure irrégulière contre le député Juan Guaido", a déclaré le ministre de la Communication, Jorge Rodríguez, dans une déclaration diffusée à la télévision gouvernementale.

"Ces fonctionnaires qui se sont prêtés à cette mise en scène contre le déroulement normal de vie de la République sont en train d'être démis et soumis à une procédure disciplinaire la plus stricte afin d'établir s'ils se sont bien prêtés à ce type d'événement".

"Si Jorge Rodriguez dit qu'il s'agit d'une opération spontanée, cela veut dire que (le président Nicolas) Maduro ne contrôle plus l'armée, qu'un maillon s'est rompu dans la chaîne de commandement", a réagi M. Guaido.

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a dénoncé quant à lui une arrestation "arbitraire". "Nous appelons les forces de sécurité à défendre la Constitution et les droits des Vénézuéliens. Les Etats-Unis et le monde regardent", a-t-il commenté sur Twitter. AFP 14 janvier 2019

- Venezuela: Maduro qualifie de "show" l'arrestation du président du Parlement - AFP 15 janvier 2019

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a qualifié lundi de "show médiatique" l'arrestation la veille pendant près d'une heure du président du Parlement, l'opposant Juan Guaido, l'attribuant à des agents des services de renseignements souhaitant déstabiliser le gouvernement.

Pour Nicolas Maduro, qui s'exprimait devant l'Assemblée constituante, composée uniquement de ses partisans, cet incident s'est produit à cause de la "participation d'un groupe de fonctionnaires" du Sebin, qualifiés de "corrompus" et de "traîtres".

"Quelle coïncidence! Une caméra professionnelle qui cadre parfaitement (...), qui filme le moment où le député (...) est arrêté", a déclaré le président socialiste, parlant de "faits étranges".

Le chef de l'Etat, qui a été investi le 10 janvier pour un deuxième mandat de six ans contesté par l'opposition et non reconnu par une bonne partie de la communauté internationale, a assuré qu'en apprenant cette arrestation, il avait ordonné la destitution de ces agents qui s'étaient "prêté à un show médiatique".

"J'agirai de cette façon contre n'importe quel fonctionnaire qui trahira son serment (...) Main de fer contre la corruption ! Main de fer contre la trahison ! Ma main ne tremblera devant personne (...). Nous sortirons plus fort de chaque show", a-t-il prévenu. AFP 15 janvier 2019

- Affaire ExxonMobil : Nicolas Maduro publie les preuves - Réseau Voltaire 9 janvier 2019

Selon la transnationale états-unienne ExxonMobil, la marine du Venezuela a expulsé deux navires explorant les fonds des eaux territoriales de la zone contestée entre le Venezuela et le Guyana, le 22 décembre 2018. Sur la foi de ce communiqué, le Guyana, puis les États-Unis, et enfin le Groupe de Lima ont condamné le militarisme vénézuélien.

Au paragraphe 9 de la Déclaration du Groupe de Lima en date du 4 janvier 2019, les 13 États restant de cette organisation ont dénoncé la provocation militaire du Venezuela qui menace la paix et la sécurité de la région [1].

Or, le 9 janvier, le président vénézuélien Nicolas Maduro, à l'occasion d'une conférence à la presse internationale, a présenté les preuves de la machination contre son pays.

Il a diffusé des vidéos et des enregistrements des conversations entre le capitaine d'un des deux navires en cause et l'armée vénézuélienne. Le capitaine donne sa position exacte, il admet être dans les eaux internationalement reconnues du Venezuela et ne disposer que d'une autorisation du gouvernement du Guyana qui venait de chuter la veille. L'armée lui ordonne alors de quitter le territoire.

La révélation de cette supercherie médiatique dément la communication d'ExxonMobil, principal fournisseur de pétrole du Pentagone et société anciennement dirigée par Rex Tillerson (précédent secrétaire d'État US) [2]. Elle fait perdre au Royaume-Uni la justification de sa proposition d'installation d'une base militaire au Guyana. Et elle retarde la préparation de la guerre entre Latino-américains que le Pentagone prépare [3].

Le Venezuela a donné deux jours au Groupe de Lima pour retirer le paragraphe 9 de sa déclaration. Réseau Voltaire 9 janvier 2019

- Le Groupe de Lima reconnaît la manipulation belliqueuse états-unienne - Réseau Voltaire 14 janvier 2019

Suite à la révélation des preuves de l'affaire ExxonMobil par le président vénézuélien Nicolas Maduro, les États membres du Groupe de Lima ont retiré l'article 9 de leur communiqué commun. Ce texte dénonçait une provocation du Venezuela mettant en danger la sécurité collective.

Cependant, deux États n'ont pas apporté leur correction : le Canada et le Paraguay. Pour eux la version d'ExxonMobil et du département d'État US est toujours valide : malgré les preuves qui la démentissent, l'armée vénézuélienne aurait chassé un bateau de prospection pétrolière (photo) des eaux contestées avec le Guyana.

Au contraire, les enregistrements attestent que l'incident a eu lieu à l'embouchure de l'Orénoque, donc dans les eaux internationalement reconnues du Venezuela.

Il n'échappe à personne que le gouvernement du Guyana avait été renversé la veille de l'incident par un député de son propre parti, Charrandas Persaud, qui s'est enfui de son pays pour se réfugier au Canada.

Cette polémique illustre de manière indubitable qu'ExxonMobil et le département d'État US ont eu recours au mensonge pour fomenter une guerre entre Latino-américains.

Par ailleurs, alors que le Groupe de Lima n'a pas reconnu le second mandat du président élu Nicolas Maduro, le Guyana et Santa Lucia ont accepté les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs vénézuéliens. Réseau Voltaire 14 janvier 2019

Honduras

- Une nouvelle caravane de migrants se forme au Honduras - AFP 15 janvier 2019

Des dizaines de candidats au départ se rassemblaient lundi dans la ville de San Pedro Sula, au Honduras, en vue de former mardi une "caravane" à destination des États-Unis, ont constaté des journalistes de l'AFP. AFP 15 janvier 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Zimbabwe

- Zimbabwe: les manifestations contre la hausse des prix du pétrole font des morts - AFP 14 janvier 2019

Plusieurs personnes ont été tuées lundi au Zimbabwe lors de violentes manifestations contre la forte hausse des prix du carburant décrétée par le président Emmerson Mnangagwa, dans un pays au bord de l'explosion sociale pour cause de crise économique et financière.

Au premier jour d'une grève générale de trois jours, la police est intervenue pour disperser des centaines de personnes qui ont bloqué les routes et pillé des commerces dans les deux plus grandes villes du pays, Harare et Bulawayo (sud), paralysant largement l'activité.

D'importants effectifs de l'armée ont été déployés en fin de journée dans plusieurs quartiers de Harare et Bulawayo.

Depuis près de vingt ans, l'économie zimbabwéenne n'en finit pas de dégringoler, étranglée financièrement par un manque criant de liquidités et une inflation galopante.

Sa situation s'est encore aggravée ces derniers mois. De nombreux produits de base manquent, à commencer par le pétrole. Des kilomètres de queue de véhicules se sont formés devant les stations-service du pays.

Samedi soir, M. Mnangagwa a annoncé la multiplication par deux et demi des prix de l'essence, dans l'espoir de réduire la consommation et les trafics liés à la dévaluation de la quasi-devise locale, les "bond notes".

Cette hausse a mis le feu aux poudres. De nombreux Zimbabwéens redoutent qu'elle provoque une flambée généralisée des prix.

La Confédération syndicale du Zimbabwe (ZCTU) a dénoncé une "folie" et appelé la population à arrêter le travail jusqu'à mercredi.

En visite lundi en Russie, le président Mnangagwa a répété devant la presse que sa décision était "nécessaire".

"Il faut du temps pour que tout soit en place et les résultats apparaissent, l'économie commence à croître et le bien-être des personnes s'améliore", a-t-il plaidé.

Dans les quartiers pauvres de Harare, les manifestants ont déversé lundi leur colère contre le gouvernement en bloquant les routes menant au centre-ville.

"Nos perspectives de carrière sont mortes, tous ceux qui ont plus de 18 ans sont condamnés à rester chez eux sans travail", a vociféré l'un d'eux, Elisha Sukunyudzai. "Le gouvernement doit faire quelque chose car nous avons voté pour lui".

A Bulawayo, un fief de l'opposition, des centaines de manifestants ont également érigé des barricades, attaqué des minibus, pillé des magasins et détruit ou incendié des véhicules, selon un correspondant de l'AFP.

"Le gouvernement sait désormais que nous sommes en colère contre la décision stupide d'augmenter les prix de l'essence", a justifié un protestataire, Philani Nyoni. AFP 14 janvier 2019

Vous aurez constaté que nulle part l'AFP ne condamne la répression sanglante des manifestants, et les puissances occidentales dont l'AFP est le porte-parole sont muettes, normal, elles avaient salué la "*transition démocratique*" au Zimbabwe... à la mitrailleuse !

Au Zimbabwe comme en France ou au Bangladesh : même combat pour en finir avec les inégalités et les injustices qui frappent les masses exploitées...

Bangladesh

- Bangladesh: grève des ouvriers du textile pour de meilleurs salaires - AFP 13 janvier 2019

Des milliers d'ouvriers du textile au Bangladesh qui confectionnent des vêtements pour les grandes chaînes d'habillement mondiales ont débrayé dimanche et manifesté pour demander de meilleurs salaires, dans le cadre d'un mouvement entamé il y a une semaine.

La police a indiqué avoir utilisé des canons à eau et du gaz lacrymogène pour disperser la foule d'ouvriers en grève à Savar, un faubourg de la capitale Dacca où s'était produit l'effondrement du complexe textile du Rana Plaza, l'une des pires catastrophes industrielles, qui avait tué au moins 1.130 personnes le 24 avril 2013.

Mardi, un ouvrier avait été tué et 50 blessés au cours de manifestations qui avaient rassemblé quelque 5.000 personnes à Dacca et sa banlieue, lorsque la police avait fait usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène.

Depuis sept jours, les ouvriers du textile manifestent pour réclamer une hausse des salaires. Ce mouvement émaillé de violences a contraint des usines à fermer.

Dimanche, "les ouvriers ont dressé des barricades sur l'autoroute, nous avons dû les faire partir pour faciliter la circulation", a indiqué à l'AFP un responsable de la police, Sana Shaminur Rahman.

"Jusqu'à présent 52 usines, certaines importantes, ont cessé leur activité à causes des manifestations", a-t-il dit.

Le dirigeant syndical Aminul Islam a accusé les propriétaires des usines de recourir à la violence contre les grévistes.

Mais ces derniers "sont plus unis que jamais", a-t-il dit à l'AFP. "Apparemment, ils ne quitteront pas la rue tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites".

Les salaires minimum pour les ouvriers les plus mal payés ont augmenté d'un peu plus de 50% ce mois-ci, pour atteindre 8.000 taka (83 euros, 95 dollars) par mois.

Mais les travailleurs intermédiaires indiquent avoir eu une augmentation dérisoire, au regard de l'augmentation du coût de la vie, notamment celui du logement.

Le mouvement de protestation est le premier test d'ampleur pour la Première ministre Sheikh Hasina depuis sa victoire aux élections du 30 décembre marquées par des violences et des accusations de fraudes, pour un quatrième mandat.

L'économie du Bangladesh, pays de 165 millions d'habitants, repose largement sur les millions d'ouvriers employés dans des ateliers de confection à des salaires très bas.

La vente de vêtements représente quelque 80% des exportations du pays, avec de gros clients comme H&M, Primark, Walmart, Tesco, Carrefour et Aldi.

Les 4.500 usines de textile et d'habillement du Bangladesh ont produit pour plus de 30 milliards de dollars (environ 26 milliards d'euros) de vêtements en 2018.

Le Bangladesh a été l'an dernier le deuxième exportateur de vêtements après la Chine et ambitionne de développer encore ce secteur pour en faire une industrie pesant 50 milliards de dollars par an d'ici 2023. AFP 13 janvier 2019

Haut de page

Le 17 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (10 pages)

La ligne politique révolutionnaire que nous vous proposons pour les mois à venir.

La manière dont les différents acteurs engagés ont été amenés à poser un certain nombre de revendications sociales ou politiques depuis le début de la mobilisation populaire du 17 novembre 2018, la condamne à l'impasse ou est vouée à l'échec, non pas à cause de l'obstination affichée de Macron de ne rien céder ou de la violente répression qu'il a déclenché en réponse aux manifestations des masses laborieuses, mais tout simplement parce leur satisfaction est incompatible avec l'existence du régime capitaliste et ses institutions en crises. Aussi, la seule manière d'inverser le rapport de forces consiste à inscrire cette mobilisation dans une perspective révolutionnaire dont les prémisses sont apparus de plus en plus clairement au cours du développement de la situation des deux derniers mois, et poser directement la question du pouvoir politique ou qui doit gouverner, l'infime minorité de privilégiés dont le pouvoir et les prétentions sont illégitimes ou l'immense majorité des travailleurs dont les aspirations et besoins sont légitimes, question à laquelle on doit répondre en se fixant pour tâche et objectif de préparer les conditions de l'insurrection des masses laborieuses pour renverser le régime en place et s'emparer du pouvoir politique.

Dans ces conditions, nous confirmons notre appel à boycotter le "grand débat national" initié par Macron puisqu'il doit uniquement servir à cautionner sa politique ultra réactionnaire ou faciliter l'application de son programme électoral entièrement tourné contre les intérêts des travailleurs. En revanche, nous appelons les travailleurs et les militants à participer à toutes les réunions ou assemblées générales, assemblées populaires initiés par des travailleurs ou leurs organisations ou partis dans la perspective de la grève générale insurrectionnelle contre le régime.

Attention, si cette stratégie s'inscrit dans la perspective d'une mobilisation insurrectionnelle des masses exploitées et opprimées, cela ne signifie nullement que toutes les conditions soient réunies pour qu'elle se produise, encore moins pour la déclencher demain matin. Elle doit s'inscrire dans le cadre d'un processus conscient auquel les travailleurs doivent participer pour ne pas relever de l'aventurisme ou du gauchisme. Si nous constations que ce n'était pas le cas, la réalisation de cet objectif serait retardé ou renvoyé à plus tard. Nous partons du constat que les premiers signes pour que de telles conditions soient réunies ont commencé à se manifester, reste à voir dans les semaines ou mois qui suivent s'ils seront confirmés ou amplifiés ou au contraire s'ils se seront atténués ou auront disparu.

Cela implique évidemment que l'ensemble des militants du mouvement ouvrier oeuvrant pour l'émancipation du capital ou pour le socialisme y participent sans sectarisme ou dogmatisme, car ce mouvement populaire aura besoin de l'expérience acquise par chaque militant pour mener ce combat jusqu'au bout et vaincre notre ennemi. C'est possible si nous partageons ces objectifs et si nous faisons en sorte que le plus grand nombre possible de travailleurs s'en emparent. Et au cours du développement du processus révolutionnaire les travailleurs se doteront d'une direction politique qui les guidera jusqu'à la victoire.

La machine à fabriquer le consentement à la peine.

Les Français et le grand débat national / Sondage ELABE pour BFMTV

(https://elabe.fr/wp-content/uploads/2019/01/20190115_elabe_bfmtv_les-francais-et-le-grand-debat-national-1.pdf)

LVOG - Sondage à lire en ayant à l'esprit qu'il a été conçu comme tous les sondages en fonction des résultats attendus ou souhaités par celui qui l'a commandé, ici BFMTV que l'on ne présente plus.

ELABE - Auprès des personnes se définissant « gilets jaunes », les quatre thèmes les plus cités sont : pouvoir d'achat (65%), impôts/taxes (47%), puis plus loin les retraites (35%) et les inégalités/injustices sociales (24%).

Auprès des personnes se définissant « gilets jaunes », les quatre propositions les plus citées sont : la suppression des avantages des élus (54%), le rétablissement de l'ISF (52%) et la diminution du nombre de députés et de sénateurs (45%), une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité (42%).

Dans toutes les catégories de la population, une large majorité des Français estime que ce « grand débat national » ne va pas marquer un changement de style et de méthode dans le quinquennat d'Emmanuel Macron.

C'est surtout chez les catégories sociales populaires (72%) et parmi les habitants de commune rurale (72%) que cette opinion est la plus marquée.

Gilets jaunes : après un recul à 60%, l'approbation (soutien et sympathie) de la mobilisation rebondit de 7 points (67%). Dans le détail, c'est le soutien qui est notamment en hausse de 5 points (36%).

54% des Français estiment que la mobilisation doit se poursuivre (+3 points en une semaine) pendant la tenue du « grand débat national »

LVOG - Certains pourcentages doivent être volontairement réduits, on se contentera de la tendance qu'ils indiquent ou on n'en tiendra pas compte en cas de doute.

Tribune libre de la lutte de classe.

À bas Macron ! Manifestation centrale de la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Élysée ! Grève générale ! - Groupe marxiste internationaliste (GMI) 5 décembre 2018

Les syndicats des travailleurs salariés doivent rompre leurs négociations des plans de Macron contre les retraites, contre les chômeurs, contre les fonctionnaires. Avec les partis d'origine ouvrière, ils doivent convoquer des assemblées générales, appeler à la grève générale, à manifester massivement ensemble au palais de l'Élysée.

- Contre l'appauvrissement, il faut arracher l'augmentation du salaire minimum, de tous les salaires, l'augmentation des allocations pour les petits revenus, l'indexation des salaires et des pensions.

- Contre l'inégalité, il faut supprimer les impôts qui frappent la consommation populaire, supprimer les cotisations sociales des travailleurs salariés, instaurer un impôt progressif sur les revenus et un véritable impôt sur le patrimoine (l'ancien ISF était de portée réduite), donner des moyens à la santé publique et à l'école publique, garantir un logement décent pour tous.

- Contre le réchauffement climatique, il faut exproprier Total, les sociétés d'autoroute, les banques, toutes les multinationales dont la production pollue massivement la planète, il faut développer les transports en commun (dont les petites lignes de chemin de fer et les RER) et le fret ferroviaire,

- Contre l'État bourgeois, les fascistes et les pilleurs, il faut organiser l'autodéfense, dissoudre les corps de répression, supprimer la présidence et le Sénat, rétribuer les élus au niveau des travailleurs, les rendre révocables.

- Pour que les travailleurs contrôlent leur propre mouvement et instaurent une forme de démocratie supérieure : assemblées générales dans les villes, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les lieux de formation, les administrations) ; élections par les AG de comités, centralisation des comités dans une coordination nationale.

Le mouvement doit s'ancrer dans les entreprises et être contrôlé par les travailleurs eux-mêmes. Alors, le drapeau rouge remplacera le drapeau tricolore de l'écrasement des communards de 1871, des guerres coloniales et mondiales.

Le prolétariat doit diriger l'ensemble des opprimés et des exploités vers le pouvoir des travailleurs, pour un gouvernement ouvrier seul à même d'unir la masse des travailleurs et de la petite bourgeoisie contre leur ennemi commun, le capital. Pour y parvenir, il faut construire au plus vite un parti ouvrier révolutionnaire du type du Parti bolchevik qui a mené les masses russes à la victoire en octobre 1917. *Le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les groupes capitalistes haïs de tous*. (Lénine, juillet 1916)

Macron président ou la guerre civile est déclarée aux masses laborieuses.

Etat de siège proclamé à Bourgtheroulde.

LePoint.fr - Ce mardi 15 janvier, le patelin de 3 700 âmes s'est transformé en forteresse. Une imprenable citadelle défendue par une dizaine d'escadrons de gendarmerie mobile, sept compagnies de CRS et près de 300 gendarmes des unités territoriales. LePoint.fr 16 janvier 2019

Reuters - Dans l'Eure, en prévention de potentielles actions des "Gilets jaunes", le dispositif de sécurité a été renforcé. La préfecture du département avait notamment pris deux arrêtés.

Un important dispositif de sécurité a été déployé autour de la commune avec des barrages filtrants. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène à deux reprises dans l'après-midi contre des manifestants rassemblés sur la place de la mairie, selon un journaliste de Reuters présent sur place.

Un important dispositif de sécurité a été déployé autour de la commune avec des barrages filtrants. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène à deux reprises dans l'après-midi contre des manifestants rassemblés sur la place de la mairie, selon un journaliste de Reuters présent sur place. Reuters16 janvier 2019

Gilets jaunes hors la loi.

- Lancement du grand débat national : des manifestants vêtus de "gilets jaunes" menacés d'une amende de 135 euros - francetvinfo.fr 15.01

Des gendarmes ont demandé à des "gilets jaunes", présents à Grand Bourgtheroulde (Eure) pour la venue d'Emmanuel Macron, mardi 15 janvier, d'enlever leurs vestes fluo "sous peine de 135 euros d'amende". Les manifestants ont été contrôlés aux abords de la commune normande, où vient d'être lancé le grand débat national, comme l'a constaté une journaliste du Monde.

La préfecture dit ne pas avoir donné de consigne

"Cette mesure n'est applicable que ce mardi dans le cadre de la visite du président de la République", a indiqué la brigade de gendarmerie de Grand Bourgtheroulde à France Soir. Une interdiction de manifester dans le périmètre autour du gymnase où se rendait le président a d'ailleurs été mise en place. Néanmoins, contactée par franceinfo, la préfecture affirme qu'il n'y a pas eu de consigne spécifique quant à l'amende de 135 euros. "Ce n'est pas une demande préfectorale", insiste la préfecture. De son côté, la mairie assure à franceinfo n'être au courant de rien.

Dans tous les cas, même si l'amende paraît liée à l'interdiction de manifester, son montant ne semble pas correspondre à la législation. En effet, organiser une manifestation interdite est passible d'une sanction de "six mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende", comme le stipule l'article 431-9 du Code pénal. En revanche, participer à une manifestation interdite est seulement punie d'une contravention de 1re classe, soit une amende maximum de 38 euros. francetvinfo.fr 15.01

CRS assassins.

- Des images d'une vielle dame touchée par un flashball à Nîmes secouent la Toile - Sputnik 15.01

Une vieille dame aurait reçu un tir de flashball en pleine tête en marge de l'acte 9 des Gilets jaunes à Nîmes. Une vidéo choc montrant des secouristes improvisés en train d'apporter les premiers soins à une femme atteinte par un tir de flashball en marge d'une manifestation des Gilets jaunes a fait le tour des réseaux sociaux.

Les images en question auraient été prises en marge de l'acte 9 des Gilets jaunes à Nîmes. Sur l'enregistrement, on voit une femme ensanglantée aux cheveux gris qui ne bouge pratiquement pas tandis que les personnes venues à son secours lui nettoient le visage et tentent d'arrêter l'effusion de sang.

Début décembre 2018, une femme de 80 ans était morte à Marseille en marge des incidents ayant émaillé la manifestation des Gilets jaunes. L'octogénaire a reçu une grenade lacrymogène en pleine tête en allant fermer le volet de sa fenêtre avant de succomber à ses blessures à l'hôpital. Sputnik 15.01

Macron a déclenché la guerre civile.

Lanceurs de balles de défense : "Le choix qui a été fait depuis une dizaine d'années, c'est de viser la foule" - franceinfo 16.01

"Le choix qui a été fait depuis une dizaine d'années, c'est le durcissement, d'aller au contact, de viser la foule" a dénoncé mercredi 16 janvier sur franceinfo, David Dufresne, journaliste indépendant qui recense les cas de violences policières contre les "gilets jaunes". Ce même jour, le préfet Éric Morvan, directeur de la police nationale, rappelait aux policiers que l'utilisation des lanceurs de balles de défense (LBD) devait être proportionnée et le tir "exclusivement" dirigé vers le corps. (Tirez en direction du corps sans viseur, c'est prendre le risque de toucher la tête, le coeur d'un cardiaque et de le tuer, ce sont bien des tueurs. - LVOG)

franceinfo : Depuis près de deux mois, vous relayez des cas de violences dénoncées par des manifestants. Vous en dénombrez combien ?

David Dufresne : Je dénombre plus de 200 blessés et 300 signalements en tout, de ce qu'on pourrait appeler des manquements à la doctrine, à la déontologie. Ce recensement, c'est pour être une sorte de lanceur d'alerte, de dire 'qu'est-ce qui se passe ?'. Pourquoi aujourd'hui on dénombre quatre personnes qui ont perdu une main, un peu plus de quinze qui ont perdu un œil, parce qu'ils ont manifesté ?

On est à plusieurs dizaines - pas loin de la centaine - de personnes qui ont été visées à la tête, ce qui est parfaitement interdit dans les manuels d'instruction des armes type LBD, flashball, etc. Certains perdent un œil, d'autres c'est la mâchoire, le nez, la tempe, la joue, il faut que cela cesse !

Le directeur de la police nationale a fait un rappel à l'ordre mercredi 16 janvier sur les LBD. C'est un aveu ?

Enfin, on sort du déni politique et policier qui entoure ces agissements depuis deux mois. En même temps, c'est totalement désolant : expliquer à des gens, qui sont censés être formés, qu'ils ne suivent pas la formation, ça pose quand même énormément de questions. Evidemment que c'est un désaveu, c'est une façon de reconnaître qu'il y a eu un problème.

La police ne peut pas faire autrement, elle est acculée, elle n'a pas le choix. Il y a 78 ouvertures d'enquêtes judiciaires par l'IGPN, la police des polices ! Quand on connaît les réticences de l'IGPN - et ses difficultés d'ailleurs - à travailler au sein même de la police, c'est considérable. Ça devient trop énorme pour être passé sous silence.

Mais ce qui me désole encore plus, c'est que d'un côté, vous avez le patron des policiers qui alerte ses troupes et qui leur dit 'arrêtez de viser la tête' et de l'autre, le ministre de l'Intérieur qui annonce la veille à Carcassonne, qu'il n'avait connaissance d'aucune attaque de policiers envers des "gilets jaunes". Moi j'en suis à 300 signalements...

Est-ce que depuis le début de la crise des "gilets jaunes", il n'y a pas eu un engrenage de la violence de part et d'autre ?

L'engrenage est plus ancien. Le maintien de l'ordre à la française se croit toujours supérieur aux autres. Il l'a été. En France, pays de contestation, la police était plutôt aguerrie. Mais le choix qui a été fait depuis une dizaine d'années, c'est le durcissement, d'aller au contact, de viser la foule - ce qui ne se faisait plus depuis la Deuxième Guerre mondiale - c'est une stratégie, on le voit chaque samedi : on voit des policiers qui arrivent dès le matin, avec des tenues de combat. Cela veut dire quelque chose, c'est un signal envoyé à la foule. Dans la doctrine, vous avez un tas d'étapes avant d'arriver à l'armure.

En Angleterre, en Allemagne, où vous avez des manifestations autrement plus difficiles, avec des néonazis, qui ne sont pas des rigolos, il n'y a pas de blessés, parce qu'en Allemagne, le maintien de l'ordre est basé sur la désescalade. Là, en France, il y a une fuite en avant de l'État, car le maintien de l'ordre, c'est une police qui obéit aux ordres politiques. La preuve, c'est qu'on verra monsieur Castaner ou monsieur Philippe nous annoncer, à la veille du prochain samedi de manifestation, le nombre de policiers mobilisés. franceinfo 16.01

A quoi le "***grand débat***" doit-il servir ? A légitimer Macron, il le dit lui-même.

Macron : "*quand on a la légitimité c'est bon, ça y est, on peut y aller. (Mais) même avec cette légitimité il faut continuer, associer, partager, le grand débat doit servir à ça*".

Les néocons, c'est à cela qu'on les reconnaît, ils osent tout.

Macron estime que certaines personnes en difficulté "*déconnent*" - Reuters 16.01

Macron : Les gens en situation de difficulté, on va davantage les responsabiliser parce qu'il y en a qui font bien et il y en a qui déconnent. Reuters 16.01

Si tu es pauvre, si tu as un salaire misérable, si tu ne t'en sors pas, si tu es au chômage, à la rue, c'est que tu l'as bien voulu, en fait tu as ce que tu mérites pauvre con ! Après ils s'étonnent qu'on veuille leur faire la peau, c'est ce qu'ils méritent.

Il faut avoir en permanence à l'esprit que les forces productives sont suffisamment développées pour satisfaire l'ensemble des besoins des 7,6 milliards d'habitants de notre planète. Donc ceux qui nous pourrissent la vie ne peuvent faire prévaloir aucun argument pour s'y opposer, hormis leur soif insatiable de pouvoir et de richesse que rien ni personne ne peut justifier ou légitimer. Leur ôter tout pouvoir de nuisance est une nécessité de salut public !

Une supercherie peut en cacher une autre.

- Grand débat national : Mélenchon dénonce "une supercherie" - Franceinfo17 janvier 2019

Mélenchon : "*Il faut à tout prix se mettre à la transition écologique.*" Macron ne demande pas mieux ! Ils tiennent le même discours, puisque ni l'un ni l'autre ne l'envisage dans la perspective d'un changement de régime, de la part de Macron, c'est normal, de celle de Mélenchon aussi puisqu'il y est opposé. L'avez-vous entendu déclarer qu'il fallait éradiquer le capitalisme de la surface de la terre pour soulager notre planète de ses méfaits ?

Une fois servi... commence "***l'équité fiscale***" ou partagez entre vous l'addition.

Emmanuelle Wargon a bénéficié de la suppression de l'ISF, mais "souhaite que le grand débat permette d'avancer sur l'équité fiscale" - franceinfo.fr 16.01

Celle qui est en charge d'animer le grand débat national "souhaite" justement que ce rendez-vous avec les Français "permette d'avancer sur l'équité fiscale".

Cette énarque, diplômée de la même promotion que le Premier ministre Edouard Philippe, a débuté une carrière de haut fonctionnaire avant de rejoindre le privé. A partir de septembre 2015, elle a ainsi été la directrice générale responsabilité

d'entreprise, affaires publiques et communication de Danone. en 2018 elle a perçu 470 000 euros. franceinfo.fr 16.01

Dépakine : l'Etat seul est responsable de ce scandale sanitaire contrairement aux affirmations de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux (Oniam) et de la ministre de la Santé Agnès Buzyn.

Pourquoi France Info relaie-t-il cette info et charge-t-il Sanofi ? Pour épargner les gouvernements (et tous les partis qui y participaient) qui se sont succédés depuis 1980.

France Info - Le laboratoire Sanofi se défend en affirmant, notamment, qu'il a "informé les autorités en toute transparence" sur les risques de la Dépakine pour les femmes enceintes, au fur et à mesure de l'avancée des connaissances scientifiques. Depuis la fin des années 1980, les autorités de santé auraient même plusieurs fois "rejeté les demandes de Sanofi qui visaient, en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques, à mentionner dans la notice patient les risques pour le fœtus pouvant être liés à la prescription de ce médicament dans le cadre d'une grossesse". Une mention que Sanofi ne pouvait apposer sans les autorités, dont l'approbation est indispensable pour modifier les informations relatives à un médicament.

La Dépakine et ses dérivés ont provoqué depuis 1967 des malformations congénitales graves chez 2.150 à 4.100 enfants, selon une évaluation de 2017 de l'agence du médicament et de l'Assurance maladie. En prenant en compte les enfants souffrant de retard de développement (troubles autistiques, psychomoteurs, etc.), il pourrait y avoir 14.000 victimes, selon l'épidémiologiste Catherine Hill. francetvinfo.fr 16.01

Le statut ne fait pas le bonheur. (confirmation)

- Comment les profs dégringolent l'échelle sociale - Challenges 15.01.2019

Une sévère et douloureuse désillusion. C'est le mal dont est atteint une grande partie des 880.000 enseignants français. Ils ont fait de longues études, travaillent plus de 40 heures par semaine en moyenne, exercent leurs fonctions dans des conditions dégradées et voient depuis plusieurs années leur pouvoir d'achat fondre.

En choisissant de devenir profs, ils ont toujours su qu'ils ne gagneraient pas des mille et des cents. Mais ils pensaient avoir gagné l'assurance de finir les mois sans angoisse. Depuis bien des années déjà, beaucoup d'enseignants ont pourtant l'impression d'avoir sombré dans la catégorie "survie", celle de l'euro près et de l'imprévu qui vient casser des mois de gestion rigoureuse.

Les difficultés de recrutement le montrent: fini le temps où les étudiants envisageaient le professorat comme une sinécure, considérant que les vacances et l'emploi à vie compensaient finalement une gratification modeste. Les professeurs subissent de plein fouet la stagnation de leurs salaires et les prix galopants de l'immobilier dans les métropoles. Certes, leur salaire moyen (2.380 euros nets en 2016) est légèrement au-dessus du revenu moyen français (2.250 nets en 2015), mais leur niveau de vie doit aussi être analysé au regard de leur niveau d'étude élevé (bac + 5, fonctionnaire catégorie A) et des conditions de travail qui se dégradent d'année en année. D'autant que les chiffres cachent de nombreuses disparités. Car entre le professeur des écoles avec 10 ans d'expérience (1.894 euros nets) et l'agrégé tout juste passé "hors classe" (3.514 brut), il existe un gouffre. "Même mon grand frère gagne plus que toi"

"Je ne m'en sors pas", raconte Vanessa, mère divorcée de 43 ans, qui exerce dans un collège près de Lille. Ancienne chef de produit en commerce internationale, elle a passé le CAPES de lettres modernes il y a deux ans pour pouvoir consacrer plus de temps à sa fille de 9 ans. "Dans mon entourage, on m'a dit 'allez, fais prof, c'est la stabilité et la sécurité'. Sauf que c'était les conseils de proches de 70 ans, qui ont connu l'âge d'or du professorat", regrette-t-elle. Avec ses 1.650 euros nets, cette fraîche reconvertie déplore un découvert de 300 euros tous les mois. Elle énumère ses dépenses contraintes avec découragement: un prêt immobilier de 650 euros, 180 euros d'eau et d'électricité, 150 euros de cantine et de garderie, à quoi s'ajoutent différents abonnements et assurances... L'essence de sa voiture représente également un poste de dépense important, car comme bon nombre de jeunes professeurs elle est "titulaire sur zone de remplacement" (TZR). Elle sillonne les académies pour effectuer de plus ou moins longs remplacements, là où son rectorat l'envoie.

"Les conditions de travail sont mauvaises et ça n'échappe pas aux élèves. Inconsciemment, ils ont compris qu'on appartenait à une profession reléguée et notre autorité s'en ressent. Des réflexions méprisantes comme 'même mon grand frère, gagne plus que toi', ce sont des choses qu'on entend régulièrement", explique-t-elle. (...)

"Les seuls qui s'en sortent, c'est les conjoints de cadre"

Le contexte social a renforcé l'amertume des profs. Prime pour les policiers, pour les personnels d'Ehpad, pour les agents du fisc, augmentation du smic... Les professeurs, dont le point d'indice est gelé depuis 2010 (brièvement revalorisé entre 2016 et 2017), se sentent lésés et se regroupent sous la bannière des "Stylos rouges", un groupe asyndical et apolitique créé pour faire entendre leur exaspération. "Je sais très bien qu'on a un problème de pouvoir d'achat des professeurs, depuis le début

des années 90, a rapidement réagi Jean-Michel Blanquer, sentant le mécontentement monter. Mais augmenter le point d'indice n'est pas l'alpha et l'omega de ce qu'il y a dire", a-t-il tranché, rappelant plutôt les mesures prises depuis son arrivée, telles que la reprise du Protocole sur les carrières et les rémunérations et l'accélération de l'avancement, soit 1,75 milliard d'euros en plus sur le quinquennat pour mieux rémunérer les professeurs, selon le ministère. "Nous sommes obligés de faire la différenciation: il serait absurde de saupoudrer sans prendre compte l'engagement qualitatif du système", a-t-il expliqué, prenant en exemple la prime créée pour les professeurs d'éducation prioritaire.

Martin fait partie de ceux qui bénéficient de cette nouvelle prime, réservée aux enseignants des zones sensibles. Il exerce en maternelle depuis 14 ans dans les Hauts-de-Seine. Grâce à un bonus de 190 euros mensuel REP +, il touche 2.350 euros par mois net. Malgré cette somme, il est obligé de prendre un petit job, 7 heures d'étude surveillée par mois pour augmenter ses revenus de 200 euros. Sa vie en région parisienne lui coûte cher. Son loyer, pourtant social, de 750 euros et sa pension alimentaire grèvent son pouvoir d'achat "Les seuls qui s'en sortent à Paris c'est ceux qui sont mariés à des cadres", grincent certains "Stylos rouges" sur le groupe Facebook qui leur sert de forum. Agrégée, mais chassée par le prix des loyers

Violaine, prof de musique agrégée, fait partie des profs forcés de quitter la capitale. Les loyers d'un deux-pièces pour vivre avec sa fille y étaient trop élevés pour son salaire de 2.100 euros. "Après une agrégation, à 37 ans, je trouve ça lamentable de ne pas pouvoir choisir l'endroit où je voudrais vivre", souffle-t-telle. Mais il n'y a pas qu'à Paris que les profs galèrent. Valérie, prof à Nancy, donne, elle, 6 heures de cours particuliers par semaine, en plus de son travail soir et week-end pour préparer ses cours et corriger ses copies. Cette deuxième activité lui rapporte environ 500 euros par mois. "C'est grâce à ces 500 euros que je pars en vacances, peux aller au cinéma... Bref, avoir enfin une vie normale", raconte cette mère célibataire de deux enfants qui gagne 2.200 euros par mois.

Le ministre de l'Education nationale a annoncé la création d'un observatoire du pouvoir d'achat des professeurs, qui sera mis en place dans quelques semaines. Une mesure raillée par les "Stylos Rouges", qui déplorent que Jean-Michel Blanquer ait besoin d'un observatoire pour réaliser à quel point leur profession s'est paupérisée. En attendant, les conclusions de l'observatoire, et les éventuelles leçons que le ministère pourrait en tirer, le collectif s'organise. Les premiers rassemblements ont eu lieu cette semaine à Lorient et devant le lycée Henri IV à Paris. Mercredi dernier, à Lille, des professeurs ont manifesté devant le rectorat. Une mobilisation qui ne devrait que s'amplifier. Les "Stylos rouges" promettent des actions jusqu'à ce que, à l'image des Gilets jaunes, leur parole soit "enfin entendue" par le gouvernement. Challenges 15.01.2019

On ne tentera pas de mesurer la taille de leur cerveau ni même de le passer au scanner !

- Pour le bernard-l'ermite, la taille du pénis ça compte ! - Franceinfo16 janvier 2019

- Royaume-Uni: une loi va interdire les photos sous les jupes - L'Express.fr 16 janvier 2019

Je suis peut-être arriéré, je me demande comment peut-on prendre de telles photos ?

- "Sex Education" ose enfin montrer des femmes qui se masturbent sur le ventre - Le HuffPost

Ouf, cela nous manquait, quelle connerie ! C'est le niveau du HuffPost.

- Sexe : selon une étude, les filles et garçons perdent leur virginité trop tôt - Glamour

Guerre psychologique contre les déviations à l'idéologie totalitaire.

- «Humour et injures sexistes bénéficient d’une grande tolérance sociale» - Liberation.fr 16.01

C’est un mal sournois qui semble solidement implanté, sans que l’on sache précisément dans quelle mesure.

Libération - Sur une centaine de pages, le HCE (Haut Conseil à l’égalité) livre un bilan peu reluisant, qui commence par une mise au point : non, le sexisme n’est pas une simple «attitude discriminatoire fondée sur le sexe», comme le définit le Larousse, mais bien une «idéologie qui repose sur le postulat de l’infériorité des femmes par rapport aux hommes» et se manifeste par des «gestes, propos ou comportements», des plus anodins (remarques) aux plus graves (viols, meurtres).

LVOG - "L’infériorité des femmes par rapport aux hommes" qui fait le bonheur des exploiteurs partout à travers le monde.

Libération regrette que la répression ne soit pas plus féroce.

Libération - En matière de violences conjugales par exemple, l’instance souligne le «décalage important entre le nombre de plaintes enregistrées et le nombre de condamnations» : en 2017, 81 080 plaintes ont été enregistrées, qui n’ont abouti qu’à 15

418 condamnations, soit 19 % des cas… Signe s'il en fallait de la grande «tolérance sociale dont bénéficie le sexisme par rapport à d'autres systèmes d'oppression».

LVOG - Quant à la "grande tolérance" envers le "système d'oppression" de l'homme par l'homme pratiquer par le capitalisme elle est la bienvenue.

Quand un trait d'humour devient un délit, c'est que le régime est devenu tyrannique.

Libération - Pour illustrer son propos, le Haut Conseil a mis l'accent sur deux manifestations quotidiennes largement banalisées de ce fléau : l'humour et les injures. Tout au long du mois de novembre, la très sérieuse institution a passé au crible près de 70 contenus humoristiques diffusés dans des matinales radio, des vidéos YouTube, ou ailleurs sur Internet. Résultat ? Dans plus de la moitié des cas, au moins un ressort sexiste est mobilisé.

LVOG - Des chiffres invérifiables qui relèvent de l'invention pure et simple.

Libération - Autre pandémie sexiste : l'injure. En 2017, 1,2 million de femmes ont subi une injure sexiste, complètement gratuite, cela va sans dire, puisque 70 % d'entre elles ne connaissent pas l'auteur de ces invectives. Seules 6 % se sont rendues dans un commissariat, et quatre condamnations ont été prononcées.

LVOG - Quel délire, passer de 1,2 million à 4 ! Ce sont bien des psychopathes, des éléments nuisibles à l'espèce humaine qu'il faut éliminer.

Et c'est bien un état permanent chez eux, et non une pathologie passagère.

Libération - Face à ce constat, le HCE appelle de ses vœux au lancement d'un vaste plan d'action contre le sexisme en France, qui pourrait être étalé de 2019 à 2022 et, pourquoi pas, reprendre une partie des préconisations contenues dans le rapport.

C'est la guerre permanente contre l'ensemble de la société, tous les peuples, à tous les niveaux, dans tous les domaines, quoi ! Un geste, un sourire, une grimace, une mimique, une parole, etc. et ils vous dénoncent, vous harcèlent, vous persécutent, vous jugent, vous condamnent, vous excommunient, vous censurent, vous torturent, vous brûlent en place public ou vous mitraillent.

Dans son dernier courriel, ma fille, 38 ans et institutrice, m'a écrit à propos des femmes "*Nous sommes très primaires!*, pour se marrer je lui ai répondu "*Je ne te le fais pas dire !*". Il existe des traits dominants de caractère chez les femmes ou chez les hommes qui sont à leur avantage ou leur désavantage, qui proviennent des rapports sociaux établis de dominant à dominé, qui sont à l'origine de tous les rapports dans la société, on ne peut pas les nier ou les faire disparaître tant que le capitalisme existera...

1984. Basez-vous sur vos propres expériences de la vie.

Nos propres expériences nous renvoient en permanence à la réalité, aux conditions objectives, c'est le message que voulait transmettre Orwell pour pouvoir résister au totalitarisme. C'est d'actualité.

Quelques extraits des Chroniques orwelliennes par Jean-Jacques Rosat consacrées au roman 1984 de George Orwell. Roman que je vous conseille de lire (téléchargement gratuit sur le Net) attentivement et d'étudier, ces chroniques peuvent en faciliter l'étude indépendante.

- Il (le roman - ndlr) nous met en présence d'une société d'où la vérité objective a disparu, d'un monde où l'accès à la vérité est devenu impossible ; et il nous montre, expérimentalement pourrait-on dire, tout ce qui s'ensuit : dans un tel univers sans vérité, il n'y aurait plus non plus, par voie de conséquence, ni sentiments sincères, ni liberté, ni communauté. Il n'y aurait plus que des individus atomisés, emplis de croyances et de sentiments que leur insuffle le pouvoir et que celui-ci peut leur faire modifier à tout moment.

- 1984 raconte l'histoire d'un homme qui refuse d'adopter les stratégies intellectuelles et psychologiques qu'exige de lui le pouvoir totalitaire ; il sait qu'il n'aura jamais aucune liberté d'expression ni d'action ; mais il cherche à préserver sa liberté intérieure, c'est-à-dire la continuité de ses souvenirs, l'authenticité de ses sentiments et la capacité de former ses convictions à partir de son expérience et de sa raison. Dans les premières pages, Winston contemple une pièce de monnaie sur laquelle est gravé le visage de Big Brother : « Toujours ces yeux qui vous observaient et cette voix qui vous enveloppait. Dans le sommeil ou la veille, au travail ou à table, au-dedans ou au-dehors, au bain ou au lit, pas d'évasion. Rien ne vous appartenait sauf les quelques centimètres cubes de l'intérieur de votre crâne.20 » À la fin du roman, le lecteur apprendra que même l'intérieur de son propre crâne n'appartient pas à Winston. Comme le lui dit O'Brien, « nous allons vous presser jusqu'à ce que vous soyez vide, puis nous vous remplirons de nous-mêmes ». Et c'est ce qui arrive en effet.

- Le conflit entre l'intellectuel d'État, qui s'identifie au pouvoir et manie en virtuose la novlangue et la double pensée, et l'homme ordinaire, qui s'accroche désespérément aux exigences de vérité et de liberté, constituera la trame de 1984

- La capacité pour tout un chacun de se constituer une expérience à partir de ses observations et de ses raisonnements, et à en faire le socle de ses jugements et de ses actions est pour Orwell un enjeu politique décisif. Ce qui est décrit et dénoncé dans 1984, ce ne sont pas tant les mécanismes de contrainte physique du totalitarisme que les moyens psychologiques et intellectuels (autocensure, double pensée, novlangue, etc.) par lesquels celui-ci détruit la relation de tout un chacun avec sa propre expérience et s'assure ainsi le contrôle sur les esprits. Parmi ces moyens, il y a un certain nombre d'idées philosophiques qui, au sens où Orwell emploie ce mot, sont totalitaires. Ce qui rend une idée totalitaire, ce n'est pas son contenu particulier – rien n'est plus opposé quant à leurs contenus respectifs que les idées fascistes et les idées communistes – mais son fonctionnement ou, plus exactement, sa capacité à fonctionner comme une arme pour détruire l'homme ordinaire.

En quoi consiste la pratique de la double pensée ?

- une sorte d'autocontrôle psychologique qui fait qu'on croit réellement ce que le pouvoir ordonne de croire, même si on a la preuve par ailleurs que c'est faux.

Les médias ou sous-officine de l'AFP sont le fer de lance de la réaction sur toute la ligne, on vient d'en avoir un nouvel exemple. En voici un autre.

A quelques heures d'intervalle.

Les procureurs refusent de reconnaître un verdict des juges qui ne correspond pas à celui des besoins de la caste extrême-centriste de l'oligarchie dont ils sont les porte-parole et exécutants.

- L'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo doit être libéré, disent les juges de la CPI - AFP 16 janvier 2019

Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont rejeté mercredi la demande du procureur de maintenir l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo en détention, après avoir annoncé mardi son acquittement pour crimes contre l'humanité.

Les procureurs de la Cour basée à La Haye ont exprimé leur intention de faire appel de l'acquittement retentissant de l'ancien président ivoirien. AFP 16 janvier 2019

Pour Libération, ce verdict est logiquement une "défaite".

- CPI : l'affaire Gbagbo est «une immense défaite de l'accusation» - Libération 16 janvier 2019

Libération - La grande faiblesse de la CPI ne réside-t-elle pas dans les actes d'accusation et dans le travail du procureur ?

Libération - Mais comment s'explique cette faiblesse de l'enquête et de l'acte d'accusation ?

Libération - Il y a un problème de casting ?

Libération - Les trois juges de première instance se sont divisés. Celle qui était en minorité, Olga Herrera Carbuccia, estime qu'il y avait suffisamment d'éléments de preuve pour condamner les accusés.

Libération - Certains proches de victimes ont regretté cette décision...

Vous aurez constaté que Libération privilégiait la juge "qui était en minorité", c'est sa conception de la démocratie, du totalitarisme en fait.

Quelques heures plus tard, les procureurs de la CPI fidèles à l'idéologie totalitaire qu'ils incarnent suspendent le verdict des juges. L'AFP sur un ton laconique s'en félicite ou exprime son soulagement.

- La CPI suspend la remise en liberté de Laurent Gbagbo - AFP16 janvier 2019

La Cour pénale internationale (CPI) a suspendu mercredi soir la remise en liberté de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, après un nouvel appel déposé par le procureur au lendemain de son acquittement retentissant.

Les juges avaient ordonné plus tôt sa remise en liberté, ainsi que celle de son bras droit Charles Blé Goudé (ex-chef du

mouvement des Jeunes patriotes), après leur acquittement d'accusations de crimes contre l'humanité.

Mais, selon la CPI, les deux hommes doivent maintenant "rester sous la garde de la CPI" jusqu'à ce que l'appel du parquet contre leur libération soit entendu. AFP16 janvier 2019

Des articles comme ceux-là, les médias en sont pleins quotidiennement. Ce n'est pas l'unique raison pour laquelle j'appelle à les boycotter, à cesser de les acheter et de les lire tellement ils sont nocifs ou toxiques, mais parce que c'est une perte d'argent et de temps qui nous font tant défaut et qu'on devrait s'épargner, pour se consacrer exclusivement à nos propres intérêts de classe, à nos aspirations ou besoins légitimes, à chercher les moyens pour mener le combat politique qui permettrait de les imposer. Autrement dit, il vaut mieux encore lire les articles publiés par d'autres médias (dits alternatifs ou indépendants), de formations politiques issues du mouvement ouvrier ou étudier des ouvrages consacrés aux enseignements de le lutte des classes, à l'économie, aux sciences sociales, etc.

Haut de page

Le 19 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (22 pages)

Quelques réflexions politiques.

1- La lutte des classes est une lutte à mort, vous ne trouvez pas étrange qu'on ait eu tendance à l'oublier ?

2- Comment se fait-il qu'une manifestation parisienne contre la politique de Macron qui se déroule un samedi ne mobilise que 10.000 travailleurs, soit moins de 1% en comptant uniquement les adultes ? Où sont donc passés la classe ouvrière et les étudiants, les classes moyennes, le mouvement ouvrier ? A croire qu'ils sont mieux encadrés qu'en province et bénéficient de plus de distractions pour en oublier leur propre sort. Quand se décideront-ils à passer à l'action, que faut-il, plus de morts et de blessés parmi les manifestants à Paris et en province, d'handicapés à vie, plus de travailleurs embastillés ou accusés injustement ?

Honte aux militants, aux cadres et aux dirigeants qui suivent les évènements tranquillement assis au chaud devant leurs écrans et qui se permettent de juger les victimes de la répression policière, et de donner des leçons aux autres militants ou aux travailleurs !

3- Je n'ai jamais fait la promotion des gilets jaunes, vous êtes témoin. J'ai même mis 5 jours avant de rendre compte de leur première mobilisation. Non seulement je ne les ai calomniés, mais depuis je n'ai cessé de les soutenir, même si j'estime que l'issue de la crise révolutionnaire ouverte ne peut passer que par les Assemblées populaires incluant le mouvement ouvrier décidant de préparer l'insurrection pour chasser Macron et abattre le régime.

J'ai lu dans un article sur lequel je n'arrive pas à remettre la main, qu'au départ ce mouvement des gilets jaunes était de tendance fasciste ou d'extrême droite, et qu'à peine avait-il démarré qu'il avait été submergé par les masses populaires qui avaient mis en avant leurs propres revendications sociales, salaire, retraite, etc. pendant que les discours racistes ou xénophobes devenaient ultra minoritaires et leurs auteurs expulsés des ronds-points où les travailleurs se rassemblaient.

Il n'en fallut pas davantage pour que les médias les présentent comme des rouge-brun, formule chère à l'idéologie de l'extrême centre dont se revendique Macron et le clan de l'oligarchie qui l'a porté au pouvoir. Les dirigeants du mouvement ouvrier furent tentés de leur emboîter le pas, mais quand ils virent la réaction de la base, très vite ils se ravisèrent à l'exception de quelques irréductibles parmi les plus sclérosés pour ne pas dire pire, qui osent se réclamer du trotskysme, ce qui n'engage qu'un, mais on ne comprend toujours pas comment des militants peuvent s'en accommoder.

Il était d'autant plus facile d'éviter cette interprétation scabreuse ou malintentionnée que l'extrême droite ne s'est pas remise de son échec électoral de 2017, elle a même éclaté, elle n'était donc pas en mesure de mobiliser des centaines de milliers de partisans le 17 novembre. De la même manière que Mélenchon n'est jamais parvenu à mobiliser les 9 millions d'électeurs qui avaient pour lui, ni même les centaines de milliers d'adhérents de LFI qui sont plus hypothétiques que réels, cela vaut évidemment dans un autre registre pour Macron et ceux de LREM, la petite souris ne fait des miracles que le temps d'un clic... ou clique ! On peut même prévoir qu'ils vont tous perdre des millions de voix lors des élections européennes, en prenant en compte le taux d'abstention de la présidentielle et non des européennes qui est traditionnellement beaucoup plus élevé, plus du double, à ce jour RN (ex-FN) donné à 20% par les instituts de sondages perdrait plus de 3 millions de voix.

En attendant, ce sont de simples travailleurs qui ont fait le boulot à la place de ces dirigeants faillis et cyniques donneurs de leçons, qui plus est dans les pires conditions et au péril de leur vie ou de leur mode de vie, et le plus extraordinaire c'est que la plupart à l'issue de cette expérience parfois dramatique sont plus déterminés que jamais à continuer le combat contre le régime. Raison de plus pour saluer leur courage exemplaire au lieu de les assimiler à des fachos, quelle honte !

Au passage, on notera que leur détermination ne s'est pas forgée du jour au lendemain ou ne datait pas de la veille du 17 novembre 2018, c'est quelques choses qui a mûri et qui était déjà parvenu à maturité depuis des années et des années, sans que ce soit des cas isolés. Car depuis des décennies ou même toujours des millions de travailleurs ne supportent plus leur condition ou la trouvent profondément injuste ou encore ne sont pas satisfaits du mode de vie que leur impose la société soumise au joug du capitaliste. Ils n'étaient pas plus résignés qu'aujourd'hui à la subir, toujours est-il que personne n'a su leur proposer un discours dans lequel ils auraient pu se reconnaître. C'est d'ailleurs ce qu'ils affirment eux-mêmes en tournant le dos au mouvement ouvrier qui les a littéralement abandonnés ou trahis, ce qui devrait interpeller chaque militant ouvrier, même quand on a toujours eu l'impression d'être resté fidèle à ses engagements politiques, l'errance en politique cela existe aussi, surtout avec de tels dirigeants qui n'ont rien fait pour les aider à élever leur niveau de conscience politique, à les former au marxisme et au socialisme.

Je ne vais pas revenir sur ma propre expérience, toujours est-il que si je suis parvenu à progresser, c'est uniquement parce que j'ai réussi à rompre avec le conditionnement politique dont j'avais fait l'objet durant mes courtes années de militantisme et qui s'était traduit par un épouvantable dogmatisme, véritable obstacle à toute progression et sclérose garantie à terme, qui devait se traduire par des errements entre opportunisme et gauchisme, maladie dont je ne suis peut-être pas totalement guéri, car il est très difficile de se débarrasser de cette plaie.

La manière de procéder la plus efficace ne fut pas difficile à trouver. Au lieu de se dire qu'on avait été victime d'un lavage de cerveau et qu'il fallait tout balancer, j'ai préféré vérifier chaque interprétation que j'avais adoptée, puisqu'à l'époque j'avais été incapable de les élaborer par moi-même, un peu comme si on vérifiait le contenu d'un manuel scolaire d'histoire ou d'économie, ce qui allait se traduire par l'émergence de centaines et centaines de questions auxquelles il allait falloir trouver des réponses, qui pour certaines devraient être correctes ou correspondre absolument à la réalité, et pour d'autres se contenter d'être cohérentes et sérieuses quand elles étaient sujettes à une certaine dose d'interprétation ou de subjectivité. On en vient à examiner le rôle et la fonction précise de chaque facteur, dont certains ont été sous-évaluées ou surévaluées ou encore complètement occultées, ce qui nous amène à revoir certains rapports et aboutit à une toute autre interprétation de pans entiers de la lutte des classes et de l'évolution du capitalisme. Cela revient si vous voulez à évaluer après coup une théorie ou une stratégie, à partir des faits et de leur enchaînement tels qu'ils se sont réellement produits, les conclusions qu'on en tire est une autre affaire, elles peuvent être justes ou erronées, comme toute analyse quand on ne s'en tient pas strictement à la réalité.

Tenez, récemment j'ai évoqué l'extrême-centre à propos de The Economist et Macron, la caractérisation politique du néoconservatisme ou néolibéralisme. J'ai découvert cette caractérisation en lisant un article publié par un blog extérieur au mouvement ouvrier. Vous serez d'accord avec moi que cette caractérisation politique est de la première importance au regard du rôle que remplit cette idéologie depuis de nombreuses années, en réalité depuis bien plus longtemps.

Bien qu'ayant lu des centaines ou des milliers d'articles depuis 2001 sur Internet dans les différents portails des formations politiques qui se réclament de l'avant-garde du mouvement ouvrier, jamais elle ne fut mentionnée. J'ai découvert hier que l'Humanité y avait consacré plusieurs articles au cours des dernières années. De mon côté, j'en étais arrivé à la conclusion que l'idéologie néolibérale ou de Macron devait être caractérisée d'extrême droite, qu'elle était pire ou plus dangereuse encore, donc finalement sur la base des faits je suis parvenu à caractériser correctement le centrisme ou l'extrême-centre, ce qui démontre que ma méthode était valable ou que j'ai atteint un niveau politique qui me permet d'analyser la situation en toute indépendance, ce qui n'exclut pas les erreurs évidemment. D'où proviennent ces erreurs ? Pour l'essentiel, d'un manque d'informations précises et de temps pour réfléchir en étant totalement isolé et en vivant à 10.000 kms de la France depuis plus de 22 ans.

Parfois, je ne suis pas très fixé sur certaines notions ou concepts ou je n'y prête pas trop d'attention, par exemple il m'est arrivé de confondre agitation et propagande, j'ai reproché à nos dirigeants de ne faire que de la propagande, alors qu'en réalité c'était de l'agitation qu'il s'agissait, peu importe, chacun avait compris qu'ils ne faisaient rien pour populariser le socialisme, d'ailleurs je l'avais mentionné. Je ne suis pas un intellectuel à la base, je suis un ouvrier, je n'ai pas dans mon cerveau des petites boîtes qu'il suffirait d'ouvrir pour en sortir les informations ou les connaissances bien rangées et prêtes à l'emploi, je ne dispose pas de cette facilité, qui du reste n'est pas infaillible, car c'est l'emploi qu'on en fait qui est l'essentiel, c'est ainsi que je comble cette lacune, à l'aide du pragmatisme ouvrier.

On reviendra sur l'extrême-centrisme dans une prochaine causerie, parce que cela a un lien direct avec la stratégie et le régime totalitaire que l'oligarchie est résolue à nous imposer dans le cadre de la gouvernance mondiale. Cela a également un lien avec le tournant idéologique adopté par une partie de la social-démocratie, et qui finira par l'emporter au sein du PS, du PSOE, du Pasek, etc., ce lien remonte aux milieux des années 70, après que le candidat du centre ou de l'UDF eut été élu président de la République en France, Valérie Giscard d'Estaing, les conditions n'étant pas encore réunies et manquant de temps pour opposer au sein de PS un candidat acquis à l'extrême-centre, et c'est à ce moment que seront mise en scène les BHL, Bernard Kouchner et Harlem Désir, mais aussi Rocard et Delors, plus tard Hollande et Valls et bien d'autres dirigeants du PS, qui en deviendront tous de farouches idéologues ainsi que de l'UE, dont l'orientation mérite la même caractérisation politique totalitaire. Tous préparèrent

le terrain à l'avènement de Macron et de LREM qui devaient en être le point culminant ou l'achèvement, donc cette facteur ne date pas de 2016.

Question, pourquoi l'avons-nous ignoré ou sous-estimé si longtemps ? Pourquoi nos dirigeants n'ont-ils rien vu venir, je ne parle pas de leurs discours ou ils ont pu tout dire et son contraire, je parle en pratique, pourquoi dès le début des années 70 n'ont-ils pas modifié leurs rapports avec le PS, leur stratégie ? L'arrivée au pouvoir de Giscard d'Estaing en 74 fut la réponse de l'oligarchie à la crise économique et politique mondiale de la fin des années 60, sauf qu'ils ont été incapables d'en tirer les enseignements politiques qui s'imposaient. En conséquence le prolétariat britannique écopera de Thatcher et le prolétariat américain de Reagan...

Je pense qu'il faut reprendre cette analyse en la situant dans le contexte économique de cette époque pour comprendre comment l'oligarchie allait finir par imposer cette idéologie dans chaque pays en Europe, notamment en se servant de l'UE, le bastion de l'oligarchie à abattre. Si cela prit autant de temps, c'est parce qu'il fallait finir de pourrir de l'intérieur le mouvement ouvrier, tâche qui reviendra au PS et au PCF principalement, qui une fois pour ainsi dire totalement gangrené, corrompu, discrédité, serait neutralisé, réduit à l'impuissance pour résister à l'offensive de l'extrême-centrisme contre la classe ouvrière et les classes moyennes, forme politique du néolibéralisme, au contenu extrémiste dans la mesure où elle était destinée à ne satisfaire que les besoins de l'oligarchie qui trône au sommet du capitalisme.

Autant vous dire que je n'ai jamais lu ce type d'analyses quand je militais à la fin des années 70 et au début des années 80, ni par la suite. A suivre.

L'extrême-centrisme, c'est la caractérisation politique de l'idéologie totalitaire de l'oligarchie.

L'extrême-centrisme, c'est le régime totalitaire de l'oligarchie, des banquiers, du 10 thermidor de l'An II (28 juillet 1794), date de l'exécution de Robespierre et ses partisans à l'élection de Macron en mai 2018 en passant par le 18 brumaire de l'An VIII (9 novembre 1799), le coup d'Etat de Bonaparte.

- Les centristes sont les plus hostiles à la démocratie, pas les extrémistes (Mis à part l'extrême droite) par David Adler 1 Juin 2018

David Adler est un chercheur en sciences politiques.

Mes recherches suggèrent qu'en Europe et en Amérique du Nord, les centristes sont les moins favorables à la démocratie, les moins attachés à ses institutions et les plus favorables à l'autoritarisme.

J'ai examiné les données de la plus récente Enquête Mondiale des Valeurs (World Values Survey, 2010 à 2014) et European Values Survey (2008), deux études parmi les plus exhaustives concernant l'opinion publique, menées dans plus de 100 pays. L'enquête demande aux personnes interrogées de se placer sur un spectre allant de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par le centre. J'ai ensuite pointé le soutien porté par chaque groupe aux principales institutions démocratiques.

Les centristes sont les plus sceptiques envers la démocratie

Les personnes interrogées se plaçant au centre du spectre politique sont les moins favorables à la démocratie, selon plusieurs critères d'évaluation, faisant référence à la démocratie comme « meilleur système politique », ou à la politique de façon plus générale. Dans tous les cas, les personnes au centre ont les opinions les plus critiques sur la démocratie.

Les centristes ont le moins tendance à soutenir la tenue d'élections libres et justes

Certaines des données les plus frappantes reflètent le point de vue des personnes interrogées sur les élections. Le taux de soutien à des élections « libres et équitables » chute chez les centristes, dans chaque pays de l'échantillon. L'amplitude de l'écart chez les centristes est frappante. Dans le cas des États-Unis, moins de la moitié des personnes au centre considèrent les élections comme essentielles.

Les centristes ont moins tendance à soutenir les institutions libérales

Bien sûr, le concept de « soutien à la démocratie » est quelque peu abstrait et les personnes interrogées peuvent interpréter la question de différentes façons. Qu'en est-il du soutien aux droits civils, si essentiel au maintien de l'ordre démocratique libéral ? Dans presque tous les cas, le soutien aux droits civils diminue au centre. Aux États-Unis, seulement 25% des centristes s'accordent à dire que les droits civils sont une caractéristique essentielle de la démocratie.

Les centristes sont les plus grands soutiens de l'autoritarisme (Mis à part l'extrême droite)

L’un des signes avant-coureurs les plus forts d’un danger pour la démocratie a été la montée de leaders populistes aux tendances autoritaires. Mais bien que ces chefs politiques aient gagné en popularité, il n’est pas certain que les citoyens soutiennent explicitement des modes de gouvernement plus autoritaires. J’ai trouvé, cependant, des preuves d’un soutien considérable au concept du « chef fort » qui ignore la législation de son pays, en particulier chez les centristes. Aux États-Unis, le soutien des centristes à un chef politique de type fort dépasse de loin celui de la droite et de la gauche.

Qu’est-ce que cela signifie ?

L’un des signes avant-coureurs les plus forts d’un danger pour la démocratie a été la montée de leaders populistes aux tendances autoritaires. Mais bien que ces chefs politiques aient gagné en popularité, il n’est pas certain que les citoyens soutiennent explicitement des modes de gouvernement plus autoritaires. J’ai trouvé, cependant, des preuves d’un soutien considérable au concept du « chef fort » qui ignore la législation de son pays, en particulier chez les centristes. Aux États-Unis, le soutien des centristes à un chef politique de type fort dépasse de loin celui de la droite et de la gauche.

Qu’est-ce que cela signifie ?

En Europe et en Amérique du Nord, le soutien à la démocratie est en déclin. Pour expliquer cette tendance, la sagesse conventionnelle pointe vers les extrêmes politiques. À la fois l’extrême gauche et l’extrême droite sont, selon ce point de vue, prêtes à contourner les institutions démocratiques pour parvenir à un changement radical. Les modérés, au contraire, sont censés défendre la démocratie libérale, ses principes et ses institutions.

Les chiffres indiquent que ce n’est pas le cas. Alors que les démocraties occidentales tombent dans le dysfonctionnement, aucun groupe n’est à l’abri de l’attrait de l’autoritarisme – et encore moins les centristes, qui semblent préférer un gouvernement fort et efficace à une politique démocratique désordonnée.

Dans le monde en développement, les hommes forts ont trouvé un soutien au centre : du Brésil et de l’Argentine à Singapour et l’Indonésie, les modérés de la classe moyenne ont encouragé les transitions autoritaires pour obtenir la stabilité et assurer la croissance. La même chose pourrait-elle se produire dans les démocraties établies comme celles de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis ?

En complément. Vous avez dit les pires ennemis de la démocratie.

- "Destination Eurovision": le plateau investi en direct par des opposants à la tenue de l'émission en Israël - Le HuffPost 20 janvier 2019

Boycott de l'Etat sioniste !

L'importation d'esclaves est "***une opportunité et non une charge***"

Étude sur l'impact économique des migrants en Europe : "Les flux migratoires sont une opportunité et non une charge" - franceinfo 19.01

LVOG - Une opportunité pour qui ? Une charge pour qui ? Une opportunité pour les exploiteurs, une charge pour les exploités.

Selon une étude du CNRS, les migrants ne sont pas une charge économique pour l’Europe. L’augmentation du flux de migrants permanent produit même des effets positifs. C'est ce que démontre Ekrame Boubtane, économiste, maître de conférence à l’Université Clermont Auvergne, co-auteure de l'étude sur l’impact positif de la migration sur l’économie européenne.

Les flux migratoires sont une source de main d'oeuvre flexible et mobile. (Ce que rejette à raison les travailleurs en France. - LVOG) L'Allemagne comme la France ont toujours eu un discours plutôt rationnel et un peu dépassionné de la question migratoire. Je pense à une initiative intéressante en Bretagne où le secteur agroalimentaire avait des difficultés pour pourvoir une centaine de postes. Le pôle emploi local n'a pas trouvé les travailleurs compétents pour ces tâches-là. Le Conseil régional Bretagne et Pôle Emploi ont donc investi dans la formation de migrants, principalement des Afghans qui venaient d'avoir la protection de l'Ofpra [Office français de protection des réfugiés et apatrides]. Ils les ont formés, et notamment à la maîtrise de la langue, pour pourvoir ces postes.

LVOG - Ce qu'on raconte ici, c'est que des négriers des temps modernes préféraient produire moins plutôt que de proposer des salaires et des conditions de travail décentes, parce qu'automatiquement c'est l'ensemble de l'échelle des salaires qu'ils auraient dû revoir à la hausse, s'ils avaient dû rémunérer davantage des emplois non qualités, de la même manière qu'Amazon préfère détruire trois millions de produits invendus...

Ils utilisent bien l'immigration illégale qu'ils ont encouragée uniquement à des fins mercantiles.

franceinfo - Les flux migratoires peuvent donc être une chance pour les économies européennes ?

C'est ce que démontrent tous les travaux de recherches scientifiques.

LVOG - Quelle chance, quelle aubaine pour les capitalistes ou les patrons !

On oublie souvent que les migrants - en proportion de la population - permettent de réduire les dépenses de retraite donc ils permettent de les financer. Généralement on se focalise sur les dépenses et on ne regarde pas ce qui se passe du côté des recettes, alors que du côté des recettes on établit clairement que les migrants contribuent aussi aux recettes des administrations publiques et donc, finalement, on a une implication des flux migratoires sur le solde budgétaire des administrations publiques qui est positif et clairement identifié dans les données. franceinfo 19.01

Ils osent tout ou ils font preuve d'un cynisme sans borne. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que même les chômeurs cotisent aux caisses de retraite quand ils perçoivent des allocations chômages, de plus ces migrants qui disposent d'un emploi déclaré payé au smic représentent moins de 1% des cotisants, à côté la fraude fiscale des nantis se chiffre chaque année entre 80 et 100 milliards d'euros, mais là comme dirait Macron à propos de l'ISF notamment, c'est "une opportunité et non une charge" car c'est pour conserver des emplois destinés aux esclaves des temps modernes.

Ce qui décidément ne passe pas et ne passera jamais.

Parmi les exclus ou les démunis "*il y en a qui déconnent*", des propos qui font écho à des déclarations antérieures sur le «*pognon de dingue*» des minima sociaux, les chômeurs auxquels il suffit de «*traverser la rue*» pour trouver du travail, ou encore les gens qui «*ne sont rien*».

- 30 000 euros par mois : Jacques Toubon «ne comprend pas que ça choque» - LeParisien.fr 17 janvier 2019

« Je touche un salaire qui est fixé dans le budget, qui a été fixé en 2011 (...) et d'autres parts depuis 2006 je touche une pension de fonctionnaire, de parlementaire et une pension de conseiller de Paris pendant 25 ans. Je ne comprends pas que ça choque, car ce que je fais c'est un travail à temps plein, rémunéré conformément aux règles », a déclaré Jacques Toubon. LeParisien.fr 17 janvier 2019

Acte X du samedi 19 janvier 2019

- Vers un "acte X" des gilets jaunes aux couleurs des victimes du mouvement? - Le HuffPost 18 janvier 2019

Seront-ils un million à Paris? Sans doute pas, mais leurs initiatives pourraient bien faire parler. Lancé il y a quelques heures sur Facebook, là où est née et perdure la fronde, un événement consacré à l'Acte X des gilets jaunes prévoit de rendre hommage en largeur aux victimes de la mobilisation, qu'elles aient été blessées par des forces de l'ordre où tuées dans un accident de la route consécutif à une action du mouvement.

Pour cela, les organisateurs de la manifestation demandent à ceux qui entendent y participer d'amener des bougies, photos et autres fleurs pour afficher leur soutien aux familles de "ceux qui se sont sacrifiés et ont perdu la vie pour [leur] cause".

Seulement, comme toujours lorsqu'il s'agit de prévoir une journée de mobilisation, les gilets jaunes seront en ordre dispersé ce samedi 19 janvier.

Au total, une petite dizaine d'"événements" Facebook créés spécialement pour l'occasion recueillent au moins 1000 personnes "intéressées" chacun. Si les mots d'ordre et les lieux de rassemblement divergent, beaucoup s'accordent au moins pour regagner la capitale en ce dixième samedi de mobilisation, sorte de journée anniversaire du mouvement. Un rassemblement baptisé "De retour à Paris!" est d'ailleurs particulièrement populaire au sein de ces communautés virtuelles.

Mais au jeu du "likomètre", c'est l'initiative de la page "Mai 68 - Novembre 2018" baptisée "Acte 10 Les Gilets Jaunes Triompheront" qui remporte le plus de succès sur les réseaux sociaux. 27.000 personnes ont déjà manifesté leur intérêt tandis que près de 4000 personnes ont prévu de descendre dans les rues. Pas question toutefois d'en dire plus sur l'organisation de la journée. La description de l'événement est un condensé des principales revendications des contestataires. À savoir: le RIC, le retour de l'ISF, le Smic à 1300 euros net ou encore, inévitablement, la démission d'Emmanuel Macron.

Une autre page baptisée "Acte 10: Fini l'échauffement" connaît également son petit succès auprès des gilets jaunes. Dans la description de l'événement, l'organisateur n'hésite pas à avancer que cette journée de mobilisation signera "la fin de

ce gouvernement".

Aucun de ces événements ne mentionnent un quelconque hommage aux citoyens morts ou blessés durant ces derniers mois. Une petite désunion qui pourrait avoir raison de l'effet de foule voulu par les organisateurs de l'action baptisée "le million à Paris". Si jamais un tel scénario se produit, les protestataires pourront compter sur le 26 janvier prochain pour saluer la mémoire de leurs compagnons. Une "Marche Blanche pour les blessés et disparus Gilets Jaunes" devrait parcourir les rues de Paris.
Le HuffPost18 janvier 2019

Ils osent tout. "***Malgré les efforts de l'exécutif***"... pour enfumer et réprimer les travailleurs mobilisés, mais ce ne prend plus.

- Mobilisation stable des "gilets jaunes" : "C'est le statut quo, malgré les efforts de l'exécutif" - Franceinfo 19.01

"C'est assez statique en termes de mobilisation et de soutien", analyse le politologue Jérôme Sainte-Marie, après une nouvelle mobilisation des "gilets jaunes" partout en France samedi. Franceinfo 19.01

Le monarque et sa cour se sont adressés à leurs sujets, et malgré tout ils ne veulent rien entendre, c'est désolant ! On comprend, on comprend votre angoisse, pourvu qu'elle se transforme en cauchemar.

Ils peinent à contenir leur désarroi.

- Les "gilets jaunes" restent mobilisés après le lancement du débat national - AFP 20 janvier 2019

Les "gilets jaunes" sont restés mobilisés samedi partout en France après le lancement par Emmanuel Macron d'un débat national censé canaliser deux mois de colère sociale, lors d'une dixième journée d'action marquée par une participation record à Toulouse et des heurts dans plusieurs villes.

Le ministère de l'Intérieur a recensé 84.000 manifestants en France, comme samedi dernier. Ce chiffrage est chaque semaine contesté par les manifestants et certains ont mis en place leur propre système de comptage baptisé "le nombre jaune", au résultat plus élevé.

A Lille, Pierre, retraité, résumait: "Ce qui est proposé n'est pas acceptable pour l'instant, le gouvernement semble ne pas comprendre ce que demandent les "gilets jaunes", c'est surprenant... Il noie le poisson avec des concertations, mais on n'y croit absolument pas". La mobilisation a atteint un record à Toulouse, avec 10.000 manifestants selon la préfecture, loin devant la capitale (7.000) et Bordeaux (4.000), selon les autorités.

A Bordeaux, des heurts ont éclaté dans le centre-ville à la tombée de la nuit, une ville où 200 "individus radicaux" ont été recensés, selon une source policière.

Des journalistes de l'AFP ont vu de très jeunes hommes casqués, masqués, en tenue de camouflage, utiliser disqueuses et marteaux pour déterrer et transporter des pavés, se relayant pour les amener face aux forces de l'ordre, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau. La gendarmerie a déployé ses blindés à roues et les manifestants commençaient à se disperser vers 18H30.

Ailleurs, les manifestations ont parfois été émaillées d'échauffourées ou ont dégénéré lors de leur dispersion comme à Nancy, Angers, Toulon ou Rennes.

A Toulon, des affrontements ont ainsi éclaté aux abords du stade Mayol, où le RC Toulon affrontait les Écossais d'Edimbourg en coupe d'Europe de rugby. Quatre personnes ont été interpellées et un manifestant blessé à l??il par un lanceur de balles de défense.

A Angers, où des barricades ont été érigées, la préfecture a fait état d'une tentative d'incendie contre la Banque de France et des dégradations sur le chantier du tramway.

Pour la première fois depuis le début du mouvement social, la manifestation parisienne s'est, elle, déroulée sans débordements et avec un parcours pré-établi.

Les slogans "Macron démission" ou "Tes hauts et débats, on n'en veut pas, Macron dégage" ont donné le ton, affichant le scepticisme général vis à vis du grand débat national lancé cette semaine par le chef de l'Etat.

"Je veux juste plus de démocratie", "Macron, ton compte est bon", "RIC!" ont répondu les pancartes dans les rues.

Dans la capitale comme en région, la colère était toujours intacte face à la violence policière, dénoncée ses derniers jours, et à l'injustice sociale. Depuis le début du mouvement le 17 novembre, plus de 1.800 "gilets jaunes" ont été blessés, selon une source policière samedi soir.

"Stop aux massacres" affichait une pancarte à Dijon ; "Castaner le boucher, France mutilée", a crié la foule à Toulouse, visant le ministre de l'Intérieur qui a défendu vendredi l'utilisation par les forces de l'ordre du lanceur de balles de défense controversé LBD.

"Bienvenue en lacrymocratie", pouvait-on lire à Tours. A Dijon, une cinquantaine de "gilets jaunes" ont brièvement pénétré dans le périmètre de la prison pour demander la "libération de leurs camarades" arrêtés lors de précédentes mobilisations.

En fin de journée, Christophe Castaner a salué dans un tweet "l'action des forces de l'ordre à nouveau mobilisées partout en France" et a condamné "sans réserve des dégradations commises à Rennes, Bordeaux, Toulouse... et des violences à nouveau perpétrées contre des journalistes".

Plusieurs dizaines de personnes ont été interpellées en France, selon les préfectures: 42 à Paris (dont 36 gardes à vue selon le parquet à l'AFP), 49 à Bordeaux, 24 à Toulouse où les façades de l'hôtel de ville ont été taguées et des vitrines d'agences bancaires détériorées.

La mobilisation doit se poursuivre dimanche dans plusieurs villes. Des femmes "gilets jaunes" appellent à une manifestation à Paris, inspiré par l'événement pacifique qu'elles avaient déjà organisé le 6 janvier. AFP 20 janvier 2019

A Toulouse, le "ras le bol" a nourri une mobilisation record - AFP 20 janvier 2019

"Pourquoi on est de plus en plus nombreux ? Parce qu'on en a ras le bol": pour Brown, 32 ans, le record de mobilisation des "gilets jaunes" battu samedi à Toulouse, avec un pic d'au moins 10.000 manifestants, n'a rien d'étonnant, car "le peuple se réveille".

"On en a plein le cul, ras le bol des taxes", martèle ce Toulousain qui a inscrit sur le dos de son gilet jaune une phrase du rappeur engagé Kery James: "Le peuple se réveille, vous allez prendre cher".

"On demande à vivre, avoir de quoi acheter à manger du 1er au 30 du mois", autant de revendications restées pour lui et le groupe qui l'accompagne en suspens, alors que le gouvernement cherche une sortie de crise via le grand débat lancé cette semaine.

Replié près de la Garonne, échappant ainsi au nuage de gaz lacrymogènes planant sur le centre historique après des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, Alexandre est aussi là pour le "peuple", pour qu?il "retrouve le pouvoir".

"A Toulouse, plus ça va, plus il y a de monde parce qu'on se motive les uns les autres pour obtenir la démission de Macron et du gouvernement", affirme ce trentenaire, casque de scooter sur la tête "pour ne pas être défiguré" par les tirs de grenades des forces de l'ordre.

- "Prête à recommencer" -

Avant que la manifestation ne dégénère en heurts et actes de vandalisme, notamment contre deux banques, faisant rapidement fuir une partie de la foule, les violences policières ont alimenté nombre de slogans: "Castaner le boucher, France mutilée", ou "Police partout, justice nulle part".

Une trentaine de manifestants se sont aussi allongés sur la place centrale du Capitole, au son d'une chanson appelant à la non-violence, tandis que d'autres se sont interposés à plusieurs reprises pour éloigner des casseurs, chiffrés à quelque 500 par la préfecture.

Pour le rendez-vous, les "gilets jaunes" avaient appelé à un grand rassemblement régional, selon le maire LR de Toulouse Jean-Luc Moudenc, qui avait une nouvelle fois demandé "un renforcement des effectifs des forces de l'ordre". Un renforcement pour faire face à des manifestations devenues à ses yeux "le prétexte à des dégradations et à un mouvement extrêmement inquiétant dont le but est de renverser la République et de bousculer le système économique et social".

Sur les réseaux sociaux, des appels avaient circulé pour un afflux battant en nombre les précédentes manifestations. Outre la CGT, le parti communiste a aussi grossi les rangs des manifestants, selon sa fédération départementale.

Mais pour Laetitia, lunettes de plongée remontées sur le front, l'enjeu était ailleurs. Avec "trois personnes à charge" pour un salaire de 1.400 euros net, elle est venue "pour montrer que ça ne suffit pas qu'ils annoncent le grand débat".

"Moi j'ai fait huit manif et je suis prête à recommencer tant que je n'aurai pas de quoi nourrir mes enfants", dit cette Toulousaine employée dans la restauration.

Sur leur page Facebook, des "gilets jaunes" toulousains appelaient déjà samedi soir à un acte 11, la semaine prochaine.

"La douleur, la pauvreté, la misère, étaient là, elles explosent et ça tombe sur Macron. A lui de prouver que ce débat, c'est chiche", analyse Stéphane, 33 ans, qui travaille dans l'aéronautique.

S'il en est à sa "quatrième manif, pour montrer sa solidarité avec ce mouvement", il entend, lui, participer au grand débat.

Mais il redoute "qu'il ne dure trop longtemps" et "se méfie un peu" de nouvelles revendications "ressemblant à s'y méprendre, parfois, au programme des extrêmes de droite ou de gauche".

"On dirait que c'est un chaos cette situation, comme un mur qui s'effondre, peut-être faut-il attendre qu'il s'effondre totalement pour reconstruire quelque chose", s'interroge-t-il. AFP 20 janvier 2019

- Gilets jaunes : à Bordeaux, une mobilisation toujours à vif - Liberation.fr 20 janvier 2019

Commencée dans le calme, la manifestation s'est tendue aux abords de l'hôtel de ville, avant d'être dispersée par les CRS dans des nuages de gaz lacrymogènes.

A sa hampe, ce chauffeur routier a accroché une large pancarte. On peut y lire «Olivier, marié, 3 enfants et pompier volontaire». Le nom de la victime du tir de LBD et de la grenade assourdissante est inscrit sur de nombreux panneaux. «Lorsque Castaner nous dit qu'il n'y a pas de violence policière, excusez-moi, mais ça me fait bien rire», affirme Daniel. Les déclarations du ministre de l'Intérieur résonnent encore dans les têtes de nombreuses personnes croisées. Sur le chemin, on retrouve de nombreux slogans et affiches contre la BAC, la brigade anticriminalité, soupçonnée d'être responsable du tir de LBD contre le pompier volontaire lors du rassemblement du 12 janvier.

Malgré la pluie, le nombre des gilets jaunes ne cesse de grossir. Arrivé place Pey-Berland, le défilé s'arrête. Le gros de la foule reste bloqué dans une rue. Masqués et cagoulés, de nombreux Black Blocs sortent alors des rangs et se dirigent vers la mairie, gardée par les CRS. Organisés et mobiles, les petits groupes allument des feux de poubelles, tandis que d'autres s'attaquent aux palissades de chantier qui protègent la tour Pey-Berland.

Quelques gilets jaunes sont montés sur le toit de l'entrée du parking souterrain et guettent l'avancée des CRS. «On est complètement pris en étau», constate désespéré un retraité venu de Dax. Malgré la cohue, Hélène, militante à Lutte ouvrière continue de distribuer ses tracts. Imperturbable. «On viendra tous les week-ends, jusqu'à ce que Macron daigne nous entendre, soutient-elle. On s'appelle "Lutte ouvrière", pas "causerie ouvrière". Alors il va falloir se battre.» Plusieurs fronts se forment, l'un près de la mairie, l'autre dans les rues piétonnes du centre : jets de pavés contre LBD, les affrontements de la fin d'après-midi sont violents.

Dans un déluge de grenades lacrymogènes, la place Pey-Berland qui comprenait plusieurs milliers de personnes se vide très rapidement. Face aux canons à eau, le cortège est forcé de reculer. Sous les applaudissements, Philippe Poutou s'éloigne des échauffourées. Il rejoint un petit groupe d'ouvriers de l'usine Ford de Blanquefort. Un des leurs tient dans sa main une balle de LBD. «Les gaz lacrymos ça va encore, c'est quand ils tirent au "Flash-Ball" que ça devient dangereux», déclare l'ouvrier syndicaliste et ancien candidat à la présidentielle. Sur la place, les CRS procèdent à des interpellations sous les lazzis des gilets jaunes obligés de fuir. Ce samedi, 49 personnes ont été interpellées par les forces de l'ordre.

Alors que la nuit tombe, le gros de la manifestation s'est dispersé. Cours Pasteur et cours Victor-Hugo, des feux sporadiques sont allumés. Devant les voies du tramway, des casseurs, armés de marteaux et de pieds de biche, s'en prennent aux vitrines des banques non protégées. Face à cela, de nombreux gilets jaunes aident les garçons de café à ranger leur terrasse pendant que les commerçants se dépêchent de baisser leur rideau de fer. Les petits groupes restants se dirigent vers la place de la Bourse. Une centaine de gilets jaunes et de jeunes se rassemblent sur le miroir d'eau, là où la journée avait commencé. De leur enceinte portative jaillit la voix de Bob Marley : «Get up stand up, stand up for your rights», reprennent en chœur les manifestants. Liberation.fr 20 janvier 2019

- A Nantes, gilets jaunes et antifas défilent côte à côte - Liberation.fr 19 janvier 2019

A Nantes, les gilets jaunes qui n'ont pu rejoindre la manifestation régionale du mouvement à Angers (Maine-et-Loire) ont été contraints de faire cause commune avec une manifestation d'antifas mobilisés contre un spectacle de Dieudonné. Un mélange hétéroclite de plusieurs centaines de personnes s'est ainsi élancé vers 13h45 de la place du Bouffay, une place piétonne de l'hypercentre de Nantes : à 13h54, résonne le premier «Macron démission», et à 14h07 le premier «La police mutile, la police assassine», quand le cortège passe devant son premier cordon de forces de l'ordre.

«Nous on n'a rien à voir avec eux, on les trouve très intolérants», peste Gilbert, un fonctionnaire de 56 ans, qui se tient bien à distance des antifas. L'un d'eux a ainsi demandé à sa collègue Dalila, 52 ans, de plier son drapeau tricolore et son bonnet phrygien. Elle les a finalement gardés, tout au long du parcours. «C'est trop connoté... Ça peut être mal interprété», explique Stéphane, 50 ans, dont le fils est en tête du cortège des antifas.

Un «hyper-émotif», «comme beaucoup de manifestants», surtout depuis qu'il a fait son stage chez ATD Quart-Monde. «Il a vu la misère des gens, la réalité des gens... Ça m'a beaucoup secoué», explique son père. Ce quinquagénaire des Herbiers (Vendée), lui, veut démissionner de l'hôpital où il travaille comme aide-soignant de nuit depuis quinze ans. «Dégoûté» par le manque de moyens du système hospitalier, il réfléchit à se lancer «dans la permaculture». Mais il redoute de «ne pas avoir les moyens» de mener son idée à terme : la pension alimentaire qu'il verse à son ex-femme, pour leurs trois enfants, lui coûte cher.

Dalila, elle, n'a «pas capté tout de suite» le problème posé aux antifas par son drapeau et son bonnet rouge : elle y voit d'abord «un symbole de liberté». La fonctionnaire est ainsi venue militer «pour le RIC» et «pour qu'ils nous enlèvent toutes ces maudites taxes de partout». Même si elle n'est pas imposable, en raison de son salaire à 1 400 euros, cette mère de famille veut donc «défendre (son) pognon mais aussi les gens qui sont dans la galère».

La manifestation, qui s'était jusqu'alors déroulée plutôt tranquillement, a finalement dégénéré en fin de journée. Après un premier tour du centre-ville, le cortège avait dû rebrousser chemin au niveau de la préfecture après de premiers tirs de gaz lacrymogènes. Un manifestant a été «blessé à la tête par un tir de lacrymo alors que la situation était calme», a ainsi rapporté sur Twitter le photographe Jérémie Lusseau, image à l'appui. Selon la préfecture de Loire-Atlantique, la mobilisation a attiré entre 800 et 900 personnes et huit manifestants y ont été interpellés. Liberation.fr 19 janvier 2019

Exercice de démagogie. La haine du peuple par les élites. Des cyniques et des profiteurs du système dans chaque "camp"?

- La défiance envers les élites exige une défiance réciproque envers le peuple - Le HuffPost17 janvier 2019

Vincent Lamkin, président d'Opinion Valley, co-fondateur du cabinet Comfluence.

S'il faut soumettre les élites à la critique, ne le faisons pas à partir d'une contestation populaire idéalisée qui serait la référence du vrai et du bien.

Le dernier baromètre du Cevipof, réalisé par l'institut OpinionWay, révèle ce qui ne sera une surprise pour personne: la défiance envers les élites se durcit dans l'opinion publique française. Comprenons: l'exécutif politique, les parlementaires, les médias, les syndicats, les partis politiques, les dirigeants des grandes entreprises...

Mais s'il faut soumettre les élites à la critique, ne le faisons pas à partir d'une contestation populaire idéalisée ou d'un peuple magnifié qui serait la référence du vrai et du bien, sauf à tomber dans le pire des populismes.

Y-a-t-il plus d'intégrité ici ou là? Ne trouve-t-on pas, certes à des échelles différentes, des cyniques et des profiteurs du système dans chaque "camp"? Le HuffPost17 janvier 2019

"*Dans chaque "camp"*", c'est à ce genre d'arguments qu'on reconnaît les idéologues de l'extrême-centrisme. L'amalgame peuple et élites, mouvement ouvrier et médias, les institutions de la Ve République ou encore les "*dirigeants des grandes entreprises*", rouge-brun, etc.

A quoi doit servir le "***grand débat national*** ? A "***tourner la page de deux mois de crise***".

- "Macron (...) mise sur la grande concertation nationale qui se terminera le 15 mars pour tourner la page de deux mois de crise" - Reuters 19.01

- Grand débat : Macron, le long chemin de la reconquête - LeParisien.fr

Mais encore ?

- Macron prévient qu'il ne répondra pas à toutes les demandes - Reuters

- Pour le maire (LR) de Toulouse, la poursuite des manifestations de "gilets jaunes" est un "réflexe anti-démocratique" - AFP

Quand il n'est plus possible de gouverner comme avant, c'est le signe que la crise politique va prendre une tournure révolutionnaire ou totalitaire.

- Débats versus Gilets jaunes - LeParisien.fr 19.01

"Ce débat doit avoir pour vocation de récréer par la délibération cette part de consensus dont nous avons besoin"

Il a estimé qu'il n'était plus possible pour le monde politique de "décider comme avant, sans aller chercher de la délibération et de consensus". LeParisien.fr 19.01

Pour le moment l'issue est incertaine, reste à savoir si la majorité des masses vont rallier les couches du prolétariat et des classes moyennes qui ont commencé à se soulever, et si elles vont trouver la voie de l'organisation pour se fixer comme objectif d'abattre la Ve République pour s'emparer du pouvoir politique...

Le roi et sa cour débattent entre eux.

Quelque 360 débats, à partir de samedi, sont actuellement référencés sur la plateforme, a précisé M. Lecornu: 40% organisés par des élus locaux, des collectivités territoriales, 40% par des citoyens et 20% par des associations. AFP 19 janvier 2019

Applaudi debout à l'issue d'un nouveau débat-marathon de plus de six heures, Emmanuel Macron n'a toutefois pas convaincu tout le monde à Souillac, où il a rencontré ce vendredi 600 maires d'Occitanie. Maire France insoumise de la commune de Grabels dans l'Hérault, René Revol avait fait le déplacement dans le Lot afin d'interpeller le chef de l'État sur la situation sociale du pays et relayer les revendications des gilets jaunes.

Maire France insoumise de la commune de Grabels dans l'Hérault, René Revol avait fait le déplacement à Souillac dans le Lot afin d'interpeller le chef de l'État sur la situation sociale du pays et relayer les revendications des gilets jaunes.

"À quoi a-t-on assisté? À un soi-disant débat. Le président Macron a eu l'audace de dire que c'était un débat sans filtre. Or il n'y a eu que des filtres", a déploré l'élu dans une vidéo mise en ligne sur un blog.

"Aucun citoyen présent, des barrages à plus de 10 kilomètres, des contrôles d'identité dans tous les sens... [...] Qui présidait le débat? Un ministre [Sébastien Lecornu, NDLR]. [...] Qui choisissait les intervenants par département? Les préfets du département. Vous imaginez un débat présidé par un ministre avec les préfets qui choisissent ceux qui doivent intervenir?", a détaillé René Revol, accablant, à quelques exceptions près, des maires "cireurs de pompes" n'ayant pas fait remonter les demandes des gilets jaunes et du peuple. Le HuffPost 19.01

Christian Venries, maire de Saint-Cirgues et président de l'association des maires ruraux du Lot a commencé son intervention en plaisantant sur le fait qu'il venait de Saint-Cirgues et pas de Saint-Cyr, Christian Venriues a annoncé la couleur: "Je ne suis pas titulaire d'un master option langue de bois et je n'ai pas l'intention de le passer". Avant de prononcer un sévère réquisitoire contre le président et ses prédécesseurs.

Ce grand débat, est-ce "une opération de com', une mascarade, de l'enfumage?", s'est-il interrogé, en fustigeant les "lois complètement déconnectées", qui sont "pondues dans les bureaux parisiens".

"J'espère que vous n'êtes pas dans la posture du 'dites-moi de quoi vous avez besoin, je vous expliquerai comment vous en passer'". "Il faut arrêter de jeter en pâture les plus faibles", a-t-il notamment lancé au chef de l'Etat, qui prenait des notes, assis au premier rang.

Pendant 13 minutes, Christian Venries a vivement critiqué les postures d'Emmanuel Macron, lui reprochant aussi certaines de ses expressions qui ont fait polémique, comme celle sur les "fainéants". Le HuffPost 19.01

Cela ne dépasse pas le niveau de l'indignation qui ne coûte rien noyé dans une nuée d'interventions de courtisans.

"Il fallait trouver une cinquantaine de maires en 24 heures", déplore auprès du Midi Libre l'association des maires de l'Hérault qui dit n'en avoir trouvé qu'une vingtaine. Idem dans le Gard, ajoute le quotidien local. Le HuffPost 18 janvier 2019

Messieurs René Revol et Christian Venries ont été invités pour garnir la salle..

Etat de siège.

- Macron à Souillac pour la suite du grand débat, une visite sous tension - Le HuffPost18 janvier 2019

Manifestations interdites, centre bouclé, marché annulé... La localité de Souillac (Lot) est placée sous haute surveillance ce vendredi 18 janvier pour accueillir Emmanuel Macron venu rencontrer 600 maires d'Occitanie dans le cadre du débat national lancé par l'exécutif. Ce bourg de 3750 habitants en plein cœur du Quercy doit se réveiller sous un dispositif important de sécurité, "à l'échelle d'un déplacement présidentiel" a indiqué la préfecture du Lot.

Pour entrer dans la ville, les habitants doivent présenter aux forces de l'ordre carte d'identité et justificatif de domicile et, pour les commerçants, leur affiliation au registre du commerce.

Un arrêté préfectoral interdit "toute manifestation, notamment dans le cadre du mouvement dit des gilets jaunes", de 8 heures à 23 heures. En l'absence dans l'immédiat d'appels à la mobilisation de ce mouvement, la CGT avec des associations, dont ATTAC, ou des partis politiques - France Insoumise, Parti de Gauche, PC - a fixé un rendez-vous en fin de matinée au lieu-dit "Les cuisines", proche de Souillac. "Notre objectif: pouvoir manifester et faire part de nos revendications", portant sur "un revenu minimum décent, le développement des services publics en milieu rural, une fiscalité plus juste", a indiqué à l'AFP Jérôme Delmas, secrétaire départemental de la CGT du Lot.

Dans la matinée, une cinquantaine de "Gilets jaunes" ont réussi à pénétrer dans la ville mais ont été repoussés par les forces de l'ordre qui ont procédé à au moins une interpellation après quelques heurts. Les manifestants ont été cantonnés sur une petite place du centre-ville.

Des manifestants venus de l'Aveyron ont déroulé la banderole "Manu arrête tes macroneries, tu ne vas pas réussir à nous endormir avec ton Grand débat" tout en scandant "Macron démission" et en chantant La Marseillaise.

Le matin, des heurts ont opposé les manifestants aux forces de l'ordre, qui les ont repoussés, parfois à coups de matraque, et procédé à deux interpellations, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le HuffPost 18 janvier et Reuters 19.01

Circulez, il n'y a rien à voir:

- Des gilets jaunes ont forcé l'entrée d'un débat avec le patron de LREM - Le HuffPost 19 janvier 2019

Ce vendredi 19 janvier, le délégué général de La République En Marche (LREM) Stanislas Guérini participait à son premier grand débat à Besançon. Un rendez-vous qui a failli mal tourner lorsqu'une cinquantaine de gilets jaunes ont forcé l'entrée de la salle avant de s'en prendre vertement au patron du parti présidentiel.

Alors que le lieu s'était rapidement rempli, empêchant de faire entrer plus de participants, les gilets jaunes affirmaient avoir été interdits de réunion, les organisateurs prétextant que les contestataires avaient refusé la fouille de leurs sacs, selon les témoignages recueillis par France-Bleu Besançon.

Finalement, les gilets jaunes ont choisi de passer en force, avant d'adresser leurs reproches au patron de LREM dans un climat de tension. "Il y a une colère et vous n'ouvrez même pas la porte à la classe ouvrière, aux gens qui se battent et qui travaillent tous les jours!", a crié au micro l'un des contestataires sous les applaudissements de ses camarades. Le HuffPost 19 janvier 2019

Ils n'ont pas compris que c'était la réaction qui était conviée à ce "grand débat" en présence du délégué général de LREM... Qu'avaient-ils à se dire ? Rien.

Les "gilets jaunes" s'organisent sur le long terme.

- Une application "gilets jaunes" disponible - Le HuffPost 19 janvier 2019

Le mouvement des gilets jaunes investit encore un peu plus le champ numérique. Vendredi 18 janvier, Priscillia Ludosky, l'une des figures de cette révolte née sur les réseaux sociaux, a annoncé sur la page Facebook "La France En Colère" (source de tensions avec Éric Drouet) le lancement d'une application baptisée "GJ-France".

Une "surprise" disponible uniquement sur Android, en attendant que la version iOS sorte "sous peu", promet la militante. Cette initiative a par ailleurs ravi Maxime Nicolle, alias Fly Rider, qui a appelé les gilets jaunes à s'en emparer dans une courte vidéo.

"Cette application est conçue PAR des bénévoles gilets jaunes et POUR des gilets jaunes. Elle va devenir votre compagnon idéal lors de tous les rassemblements", promet la description de cette appli, qui est censée remplir plusieurs missions: le recensement des militants "actifs sur le terrain", le comptage des "soutiens" du mouvement ainsi qu'un suivi des chiffres de la mobilisation.

À en croire ses concepteurs, ce n'est qu'un début. Dans ses "fonctionnalités à venir", l'application promet la mise en place d'outils permettant aux gilets jaunes de trouver des solutions d'hébergement et de covoiturage les jours de manifestations, ainsi que des "solutions en cas d'urgence sur un événement". Autre promesse, la création d'un cahier de doléances "avec un système de vote". Le HuffPost19 janvier 2019

"Il est temps que le peuple se constitue lui-même en adoptant une nouvelle Constitution".

- Mélenchon veut poursuivre la fronde des «gilets jaunes» - Le Figaro 18.01

Lors de ses vœux à Marseille, le leader des Insoumis s'en est pris directement à Emmanuel Macron et à son grand débat.

«Ceux qui écoutent Macron depuis deux heures peuvent s'interrompre s'ils veulent entendre une autre musique. Nous voyons 600 personnes, nos élus locaux, des braves gens, en écharpe. Au milieu, un type qui répond aux questions. Et tout autour, 1200 policiers. Je récuse le fondamental de ce qu'a dit le président de la République. Il ne changerait pas de cap? C'est le problème! Ça ne sert à rien de bavarder si c'est pour ne rien changer.»

Le leader des Insoumis passe ensuite à la fronde des «gilets jaunes»: «Vous aviez cru effacer de la France le souvenir du Front Populaire, des jours heureux, de la Résistance, le souvenir de 1968 et de 1981. Mais voici qu'arrive le mouvement des “gilets jaunes”. Je vous appelle, Insoumises et Insoumis, à être sur les ronds-points, à porter des “gilets jaunes”, en respectant l'autonomie d'action du mouvement. Merci les “gilets jaunes”!» Avant d'élargir son propos à la défiance des électeurs vis-à-vis des politiques: «Si les gens veulent des référendums d'initiative citoyenne, c'est parce qu'ils n'ont plus confiance dans ceux qui gouvernent et qu'ils veulent prendre eux-mêmes les décisions. Il est temps que le peuple se constitue lui-même en adoptant une nouvelle Constitution.» Le Figaro 18.01

En complément.

Mélenchon - "Ce qui serait décisif, me semble-t-il, ce serait que les confédérations syndicales appellent aux mobilisations du samedi avec les gilets jaunes" Le HuffPost 18 janvier 2019

Pas certain. Personne n'a besoin de cet appel pour se mobiliser, pas un travailleur en France n'ignore la situation à présent. S'ils ne se mobilisent pas, il faut en chercher la cause ailleurs... Je ne vais pas me répéter pour la énième fois !

Totalitarisme. La France est devenue un Etat policier.

Macron où le ferment de la guerre civile.

- «On n'a jamais entendu Emmanuel Macron dire que les riches déconnent» - Libération 18.01

Florent Guéguen, directeur général d'une fédération qui regroupe les associations de lutte contre la pauvreté, déplore des propos qui montent les Français les uns contre les autres.

Quelle est votre réaction après cette déclaration du chef de l’Etat qui pointe les gens en difficulté «qui déconnent» ?

Les 8,8 millions de personnes touchées par la pauvreté dans notre pays, ce qui fait quand même 14 % de la population, se trouvent une nouvelle fois pointées du doigt. Au-delà de l’aspect blessant du propos, cette déclaration du président de la République traduit une vision politique – réaffirmée à plusieurs reprises – selon laquelle les pauvres seraient responsables de leur sort. En creux, il laisse entendre que les démunis se complaisent dans leur situation, ne font aucun effort pour s’en sortir. Comme si la pauvreté était un choix, une sinécure.

La déclaration du président de la République est totalement déconnectée de la vie quotidienne des personnes en difficulté. L’immense majorité d’entre elles se bougent pour s’en sortir et rament au jour le jour pour tenir le coup avec des ressources extrêmement limitées. Mais elles se heurtent à de nombreux obstacles : pénurie d’emplois disponibles, problèmes de formation et de qualification qui ne se résolvent pas en quelques semaines d’apprentissages. Sans compter les problèmes liés à la santé, à la mobilité ou à des configurations familiales complexes. Je rappelle aussi que le nombre d’emplois aidés dont l’objectif est de favoriser l’entrée dans l’emploi des personnes en difficulté a été considérablement réduit.

La déclaration de Gasny sème la discorde et la division. On monte les moins pauvres contre les très pauvres. Et les actifs contre les gens qui sont au chômage, en sachant que la plupart des chômeurs d’aujourd’hui travaillaient hier. Ils ont eu la malchance de perdre leur emploi, souvent parce qu’il y a eu un plan social dans leur entreprise ou parce que leur entreprise a carrément mis la clé sous la porte.

Les pauvres sont-ils irresponsables comme le laisse entendre sa déclaration ?

Quand on touche 550 euros de RSA, et qu'il faut vivre tout le mois avec cette somme modique, on développe une stratégie de survie qui amène à gérer son budget au plus juste. A l'euro près. Les dépenses ciblent à l'extrême l'indispensable : le logement et l'alimentation. Il n'y a aucune marge. Les responsables politiques qui vont déclarer sur les plateaux télé que les démunis gèrent mal leur argent méconnaissent totalement la vie quotidienne des pauvres et l'expertise qu'ils ont acquise pour vivre avec très peu. Ce dont nous serions bien incapables. Libération 18.01

- Face aux gilets jaunes, le pouvoir exécutif ne respecte pas l'Etat de droit - Le HuffPost 19.01

Sophia Salmeron-Albert, avocate au barreau d'Avignon

Je suis active au sein du mouvement des Gilets Jaunes depuis le début du mouvement et actuellement administratrice ce jour de "Gilets Jaunes of the World" sur Facebook.

Le jour de mon intervention à Avignon Nord, je venais de prendre mes congés de fin d'années (c'était mon premier jour).

Je me suis connectée sur Facebook et comme je suis adhérente sur "Gilets Jaunes Avignon Nord", j'ai vu le live où les gendarmes démontaient la cabane édifiée par les GJ sur un terrain privé.

J'ai immédiatement compris que l'ordre reçu par les gendarmes était manifestement illégal.

Me trouvant à 5 minutes du site, sans réfléchir, j'ai immédiatement pris mon véhicule pour m'y rendre afin de solliciter des forces de l'ordre, soit une plainte de Monsieur le Procureur (au cas où le propriétaire aurait porté plainte), soit un arrêté préfectoral ou communal ou tout au moins une mise en demeure indiquant les motifs de cette expulsion, afin que les GJ puissent contester cette décision par devant le Tribunal administratif de Nîmes le cas échéant.

Il y a de nombreuses situations identiques sur le territoire actuellement (Orange, et Drôme-Ardèche notamment) mais qui n'ont pas eu la chance d'avoir à faire à des gendarmes qui respectent la loi comme à Avignon Nord (car en définitive, eux ont respecté la loi après notre entretien, ce qui n'est pas le cas d'autres).

Nous sommes donc bien en présence de forces de l'ordre qui ne respectent pas le Droit où qui reçoivent des ordres manifestement illégaux et les gilets jaunes sont privés de leur possibilité de former tout recours (en l'absence de décisions non écrites et non notifiées) ou qui voient leur expulsion prendre effet alors même qu'ils ont formé un recours qui est suspensif.

En ma qualité d'avocat, il est évident que ces comportement expéditifs sont inacceptables et qu'on ne peut demander au peuple de respecter le droit (par exemple en déclarant leur manifestation) lorsque le pouvoir exécutif lui-même ne le respecte pas.

Je suis extrêmement inquiète car face à de tels événements et comportements, j'estime ne plus être dans un État de droit et en conséquence, les avocats ne peuvent assurer la défense de leurs clients dans ces conditions.

Il y a une multiplication des gardes à vue aboutissants à des comparutions immédiates, audiences auxquelles, très souvent, le Ministère public requiert la détention provisoire (dans le cas où l'affaire n'est pas immédiatement jugée) ou des peines d'emprisonnement fermes avec mandats de dépôt alors qu'il s'agit de primo-délinquants ayant une situation stable, pères ou mères de famille qui travaillent et qui ne représentent aucun danger pour la société pour des faits qui habituellement font l'objet d'une composition pénale ou CRPC.

S'agissant des violences policières, j'ai vu des vidéos où la riposte des forces de l'ordre n'était absolument pas proportionnée et pire encore, où elle n'était absolument ni justifiée ni nécessaire, renforçant ainsi le sentiment d'injustice et d'impunité à l'égard de certains et attisant malheureusement mais légitimement la colère des Français.

Alors oui, les Français s'interrogent à bon droit sur le sort d'Alexandre Benalla, sort qui est aux antipodes de celui réservé à certains manifestants interpellés et/ou inquiétés.

Enfin, lors de ma dernière audience correctionnelle et où dans ce type d'affaires il n'y a jamais de demande de détention de la part du Ministère public, j'avais simplement plaidé que "d'une magistrature debout, on était passé d'une magistrature à genoux".

Suite à cela, Monsieur le Procureur a interpellé mon Bâtonnier en exercice sur mes propos tenus à l'audience, alors même que la parole de l'avocat à l'audience est libre et qu'il ne lui est interdit ni de critiquer les réquisitions du Ministère public (c'est même sa qualité et rôle essentiels) ni les décisions rendues par les magistrats.

Cela en dit long et j'espère qu'à présent, il n' y aura pas une volonté de museler les avocats. Si c'est le cas, je quitterai bien entendu la profession! Le HuffPost 19.01

- Violences policières. Les armes du déni - Liberation.fr 18 janvier 2019

Malgré l'ampleur historique des blessures infligées par des armes dites «intermédiaires» contre des gilets jaunes, le gouvernement persiste à nier l'évidence. Du côté des forces de l'ordre, la multiplication des dérives commence à inquiéter. Liberation.fr 18 janvier 2019

- "Gilets jaunes": Castaner "sidéré" par les accusations de violences policières - AFP 18 janvier 2019

Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, s'est dit vendredi "sidéré" par les accusations de violences policières commises lors de manifestations de "gilets jaunes". AFP 18 janvier 2019

- Castaner défend le lanceur de balles de défense, sans lequel il y aurait "beaucoup plus de blessés" - Franceinfo 18 janvier 2019

* Violences contres les gilets jaunes : «Toutes les chairs étaient brûlées, J'ai été amputé au niveau du poignet» - Libération 17 janvier 2019

Blessés par les forces de l'ordre, les manifestants témoignent de leurs séquelles.

- Antoine, 26 ans (Paris) : «J'avais les mains trempées de sang, je ne sentais plus une partie de mon visage»

«J'étais chez moi, tranquille. C'était le 8 décembre. J'habite près de la place de la République. Entre la marche pour le climat et les gilets jaunes, elle était blindée. J'ai voulu aller voir. Mais quand je suis sorti, la nuit était tombée, c'était plus du tout la même ambiance : ça chauffait un peu, des mecs étaient en train de casser un magasin de sport. Ça sentait la gazeuse partout. J'ai voulu rentrer. Il était un peu plus de 20 heures. En marchant boulevard Saint-Martin, j'ai entendu des bruits derrière moi. J'ai tourné la tête. D'un coup, j'ai reçu un impact. La balle de défense m'a tapé sec. C'était vraiment puissant. Je me suis retrouvé couché direct.

«Autour de moi, les gens répétaient : "Il a été touché, il a été touché." J'avais les mains trempées de sang, je ne sentais plus la partie gauche de mon visage, mais je me suis vite relevé. Un mec m'a aidé, il criait «médic, médic». J'ai été transféré à l'hôpital Cochin. Sur le moment, j'ai pas trop réalisé. J'étais trop sonné, même si je ne voyais plus rien. Vers 1 heure, j'ai été opéré. Les médecins m'ont dit que mon œil avait été gravement touché. Puis, j'ai été opéré de nouveau pour une fracture du plancher orbital. On m'a fait comprendre que retrouver la vue allait être chaud. Un miracle. Ça m'a mis une claque.

«Je commence à m'habituer à vivre d'un œil. Je ne suis pas du genre à déprimer. Je vais me battre en justice, j'ai porté plainte. Le matin, il arrive que je me cache l'œil droit pour voir si ça revient. Quand je marche dans la rue aussi, je me sens différent. Je ne me sens plus comme les autres. On n'est pas prêt pour des trucs comme ça.»

- Frédéric Roy, 35 ans (Gironde) : «Toutes les chairs étaient brûlées, J'ai été amputé au niveau du poignet»

«Ça s'est passé le 1er décembre au pied de l'Arc de triomphe, à Paris. J'étais là pour la première fois, à vrai dire c'était même ma première manifestation. J'avais décidé de venir pour mes deux enfants, pour le monde qu'on leur laisse et aussi pour mes parents qui peinent à boucler leurs fins de mois. C'est d'ailleurs ce que j'avais écrit sur mon gilet jaune : "Pour mes enfants et pour mes parents." Je travaillais dans la logistique, parfois il m'arrivait de ne pas manger le midi. J'arrivais tout juste à payer mes factures.

«Ce 1er décembre, je voyais plein de gens se faire gazer autour de moi, des femmes qui tombaient au sol, même des personnes âgées. A un moment, une rondelle de gaz lacrymogène est arrivée dans ma direction, j'ai mis un coup de pied dedans. Et puis j'ai senti un choc violent sur mon visage, ça venait de la droite du camion de jet d'eau. Heureusement que je portais un masque de ski pour me protéger quand je vois dans quel état il est… Après l'impact, je suis tombé au sol et j'ai senti qu'on me tirait pour me mettre en sécurité. La balle de défense m'a enfoncé le coin de l'œil et cassé le nez. Aujourd'hui, je vois moins bien. Cela fait quatre mois que je suis au chômage, je me demande ce que je vais faire car c'est difficile de continuer dans la logistique sans pouvoir lire correctement les étiquettes.

«Ce n'est pas normal ce qui s'est passé, il y a beaucoup trop de blessés. Il y en a de plus graves que moi. Mais quand je me regarde dans un miroir, je ne vois plus la même personne, avec toutes ces cicatrices.»

- Franck, 44 ans (Meurthe-et-Moselle) : «La balle m'a enfoncé le coin de l'œil et cassé le nez»

«Je vis à 35 kilomètres de Bordeaux, où je suis lamaneur - j'amarre et largue les bateaux qui accostent au port. Chaque mois, je dépense 200 euros de carburant pour aller au travail. C'est comme ça que je suis devenu gilet jaune. Le 1er décembre, c'était la première grande mobilisation dans le coin. J'y suis allé avec un ami rencontré sur un rond-point. Tout juste arrivés place Pey-Berland, les forces de l'ordre ont commencé à gazer dans tous les sens. Il n'y avait pourtant aucune violence. Très vite, je suis tombé au sol. J'allais me relever quand j'ai vu cette grenade tomber à côté de moi. Mon premier réflexe a été de vouloir la repousser : j'avais peur qu'elle m'explose au visage. J'ai senti un énorme souffle. Quand j'ai vu ma main droite, j'ai compris… Toutes les chairs étaient brûlées, ça saignait à peine. On m'a fait un garrot, mis sous une couverture de survie. J'ai été amputé au niveau du poignet ; j'attends maintenant d'être appareillé. J'ai réussi à expliquer à mes enfants de 9 et 12 ans ce qui s'était passé.

«Aujourd'hui, ils me coupent ma viande, me disent : "Papa, je serai ta deuxième main." Les nuits aussi sont difficiles. J'ai des douleurs en permanence, c'est horrible pour trouver le sommeil. La morphine est le seul truc qui me calme. Tout a changé dans ma vie. Avant, j'étais vachement bricoleur… aujourd'hui, je suis devenu tributaire des autres pour le moindre geste . J'ai une perte de salaire conséquente : comment vivre avec 700 euros mensuels ? J'ai un crédit immobilier, deux enfants à nourrir. Je vais essayer de leur proposer des solutions, mais j'ai peur de perdre mon boulot. J'ai de la colère, je me sens désemparé - même si des gilets jaunes me soutiennent.» Libération 17 janvier 2019

- Gilets jaunes : le décompte des blessés graves - Libération 15 janvier 2019

- Après l'acte IX : 94 blessés graves parmi les gilets jaunes et les journalistes, dont 69 par des tirs de lanceur de balle de défense. Au moins quatorze victimes ont perdu un oeil. Libération 15 janvier 2019

- «Les violences policières masquent la violence du gouvernement» - Libération 15 janvier 2019

- Un collectif d'universitaires réclame la révision de la doctrine française du «maintien de l'ordre», l'arrêt de l'utilisation des lanceurs de balle-défense (LBD) et l'amnistie pour les Gilets jaunes condamnés. Libération 15 janvier 2019

- Gilets jaunes : les CRS ont bien reçu l'ordre de déployer des agents armés de fusils d'assaut HK G36 - RT 16 janvier 2019

Le Canard enchaîné confirme que l'ordre de porter des fusils d'assaut et de «prééquiper un binôme observateur tireur» en cas de besoin a bel et bien été donné aux commandants des CRS avant l'acte 9 des Gilets jaunes, le 12 janvier dernier.

L'édition du 16 janvier du Canard enchaîné lève le mystère sur la présence de ces armes létales entre les mains des policiers antiémeute. Il s'agit en réalité d'un ordre du ministère de l'Intérieur émis le 10 janvier à destination des commandants de CRS, leur demandant de déployer systématiquement «2 HK G36» lors d'«opérations de maintien de l'ordre».

Interrogé sur l'utilité d'un tel étalage de force par l'hebdomadaire, Philippe Klayman, le directeur central des CRS, a donné une explication pour le moins surprenante. Il s'agirait en effet d'éviter les vols de ces armes dans les véhicules de police par des émeutiers, comme cela s'est produit lors de l'acte 3 de la mobilisation.

Autre ordre transmis par le ministère de l'Intérieur à chaque commandant de CRS : celui de «prééquiper un binôme observateur tireur» (BOT), comprenant un tireur équipé d'un fusil à lunette et un observateur, en capacité de se déployer rapidement sur des «points hauts» en cas de besoin. Sur cet aspect, l'hebdomadaire évoque une raison antiterroriste pour expliquer la présence de ces «BOT» dans des manifestations. RT 16 janvier 2019

- Gilets jaunes: "Je n'ai jamais vu autant de blessés graves" - L'Express.fr19 janvier 2019

Antoine et Frédéric ont chacun eu une main arrachée à Bordeaux. Jérôme, Fiorina, Patrick et Alexandre ont tous les quatre perdu un oeil. Quant à Florent et Geoffrey, ils sont désormais défigurés. Leur point commun, au-delà des sutures et des bandages : tous ont été blessés ces dernières semaines lors des manifestations des gilets jaunes. L'IGPN - la police des polices - a reçu 200 signalements sur sa plate-forme et a été saisie par la justice à 78 reprises.

Sur les réseaux sociaux, les vidéos de CRS en action se multiplient, tout comme les photos et témoignages de blessés. Aux premières loges de ce triste spectacle, les soignants, qui chaque week-end de manifestation pansent les plaies de dizaines de victimes. Les passages aux urgences s'intensifient régulièrement les samedis, jours de rassemblement de ce mouvement social inédit. Témoins d'une situation sans précédent, ils craignent, non pas d'être débordés, mais bien de devoir faire face à de plus en plus de cas graves.

Une centaine de blessés graves

Mi-décembre, Amnesty international alertait déjà contre un "usage excessif de la force lors des manifestations des gilets jaunes". Selon l'Intérieur, 1800 manifestants et 1000 membres des forces de l'ordre ont été blessés au cours des neuf premiers actes de la révolte populaire. Le ministère ne distingue pas les cas graves des autres car "il est impossible de qualifier la nature des blessures", assure-t-on à Beauvau.

Du côté des militants, une comptabilité non officielle est mise à jour. Sur sa page Twitter, le documentariste engagé David Dufresne relaie le signalement de plus de 300 blessés graves. Dans cet hospice 2.0, il répertorie mains arrachées, mâchoires brisées et yeux crevés. Sur les réseaux sociaux, des pontes de la médecine comme le Professeur Lantieri -spécialiste de la greffe de visage- dénoncent aussi cette vague de mutilation hors norme, toujours difficile à quantifier.

Selon le collectif "Désarmons-Les", les forces de l'ordre auraient grièvement blessé 98 personnes ces deux derniers mois. Un ordre de grandeur proche de ce que constatent, sur le terrain ou dans les hôpitaux, les services d'urgence amenés à soigner ces manifestants. Le résultat "n'est pas beau à voir"

"Certaines journées ont provoqué un nombre de passages aux urgences supérieur à la moyenne, en particulier à Paris, notamment lors de l'acte IV [le 8 décembre 2018]", souligne Christophe Prudhomme, urgentiste au SAMU 93. Pour faire face à l'afflux de blessés, l'hôpital Cochin, dans le 14e arrondissement, a ainsi mis en place des mesures d'exception, afin de permettre aux urgences de continuer à tourner malgré les épidémies et le manque de personnel. "Il y a des lieux prévus pour manifester, avec des parcours protégés. Les rassemblements spontanés, eux, sont beaucoup plus violents", observe François Lecomte. Mutilations, blessures à la tête, lésions fonctionnelles importantes - notamment intracrâniennes, comme à Bordeaux où un gilet jaune a été placé en coma artificiel la semaine dernière - et séquelles permanentes... Face à la gravité des cas, il est temps d'alerter sur les moyens de défense utilisés par la police, inappropriés selon lui. "En termes de santé publique, nous constatons un usage disproportionné de la force. La police doit s'adapter si on ne veut pas encore voir le nombre de blessés graves augmenter."

Le Flash-Ball au coeur des préoccupations

Selon Libération, les tirs de Flash-Ball (ou "lanceur de balles de défense" dans leur dernière version) sont impliqués dans 60 des cas graves répertoriés au 11 janvier. Les grenades de désencerclement (9 cas) et les grenades lacrymogènes (2 cas), complétant le tableau. Face à "l'évidence" de la dangerosité des tirs de Flash-Ball, le Défenseur des droits, Jacques Toubon, réclame que le gouvernement prenne des dispositions et suspende son utilisation. Avant lui, dès 2016, des médecins du CHU Pellegrin de Bordeaux alertaient déjà sur la dangerosité de cette arme dite "non-létale". Mais pour le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, il y aurait "beaucoup plus de blessés" si elle n'était pas utilisée.

D'autant que la tête est par ailleurs touchée - les enquêtes détermineront si elle était réellement visée - dans la majeure partie des cas (67 personnes) contre 8 personnes blessées à la main et une au pied. "La tête est tout de même quelque chose de très fragile. Au niveau de la face, des projectiles à haute vélocité ne peuvent que provoquer des dégâts", confirme l'urgentiste Christophe Prudhomme. Les policiers ciblent-ils volontairement le visage des manifestants - ce qui est interdit - ou ne maîtrisent-ils que partiellement ces armes ? "Que ce soit volontaire ou un signe d'incompétence, ça pose problème", tranche le médecin, qui voit défiler "des citoyens lambda, pas des délinquants" dans sa salle d'attente.

Pour lui, l'ampleur des dégâts physiques est inédite. "Je travaille depuis les années 1980 dans ce secteur et c'est la première fois que je vois autant de blessés graves lors d'un mouvement social." Sur ce point, ni la loi Travail, pourtant perçue comme particulièrement violente à l'époque, ni les manifestations étudiantes de ces quarante dernières années n'égaleraient celles des gilets jaunes.

Doit-on s'attendre à une aggravation de la situation ? Pour Patrick Pelloux, le plus inquiétant, ce ne sont pas les prochaines manifestations des gilets jaunes, mais la potentielle tenue d'une marche en soutien à Emmanuel Macron - annoncée fin décembre pour le 27 janvier. "Cela risque de rameuter ses opposants, les gilets jaunes notamment. Et si les gens commencent à se taper dessus, entre eux, là on risque d'être réellement débordés. L'Express.fr19 janvier 2019

De vrais jaunes.

- Attaqués sur Facebook, ces gilets jaunes décident de jeter l'éponge - Le HuffPost18 janvier 2019

- Fabrice Schlegel, ancien candidat DVD aux élections départementales de 2015...

- Jacline Mouraud a finalement décidé d'engager des poursuites en justice, avant d'annoncer la création de son propre parti politique.

Et ceux qui se planquent...

- Céline Roy, porte-parole du mouvement (A Vesoul) pendant des semaines, a aussi jeté l'éponge. "J'ai donné une interview et

raconté qu'on m'avait proposé une place en politique. Sur les réseaux sociaux, on m'a dit que j'étais une corrompue", dit-elle, désabusée et annonçant son intention de rejoindre La France Insoumise. Le HuffPost18 janvier 2019

En donnant l'autorisation de la vente d'Alstom énergie, Macron a-t-il passé un pacte de corruption avec General Electric?

- Alstom-GE : le député Marleix (LR) saisit le parquet de Paris et met en cause Macron - RT 18 janvier 2019

Le député Olivier Marleix (LR) a saisi la justice afin d'enquêter sur les circonstances de la vente du pôle énergie d'Alstom à l'américain General Electric en 2014. Il s'interroge sur le rôle joué par Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie.

Dans une lettre au procureur de la République de Paris, l'ex-président de la commission d'enquête à l'Assemblée sur la politique industrielle de la France s'étonne que les autorités judiciaires françaises n'aient «jamais ouvert d'enquête» sur Alstom alors que l'entreprise a notamment versé une amende à la justice américaine en 2014 pour des faits de corruption.

Dans cette lettre datée du 14 janvier, révélée par Le Monde et que l'AFP a pu consulter, l'élu d'Eure-et-Loir s'appuie sur les travaux de la commission d'enquête qui «ont mis en évidence» la façon dont la procédure de contrôle des investissements étrangers en France «a été détournée».

Olivier Marleix note qu'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie a «formellement donné l'autorisation» de la vente d'Alstom énergie et a «également autorisé» d'autres cessions d'actifs «d'entreprises stratégiques françaises», citant celles d'Alcatel-Lucent au groupe finlandais Nokia ou de Technip à l'entreprise américaine FMC Technologies.

Il note que le candidat Macron a bénéficié d'un «montant de dons records pour sa campagne» et estime que «le fait que l'on puisse retrouver dans la liste des donateurs ou des organisateurs de diners de levée de fonds des personnes qui auraient été intéressées aux ventes précitées ne peut qu'interroger».

Le député LR émet l'hypothèse que le «système» mis en place dans le cadre de ces cessions aurait pu bénéficier à l'actuel président de la République pendant sa campagne. «S'il était vérifié, un tel système pourrait être interprété comme un pacte de corruption», affirme le document. «Puisqu'une enquête préliminaire a été ouverte en novembre dernier sur les dons reçus par le parti En Marche pendant la campagne (présidentielle) il m'a paru nécessaire de vous signaler ces éléments», ajoute le député.

Quelque jours avant que Le Monde révèle le signalement d'Olivier Marleix auprès du parquet de Paris, un ex-dirigeant d'Alstom avait livré un témoignage sur les dessous du rachat d'Alstom par General Electric dans un ouvrage, Le piège américain, publié chez l'éditeur JC Lattès. RT 18 janvier 2019

Après Trump et Macron. Davos ou la fosse septique du mondialisme se vide.

- Avec le Brexit, Theresa May annule son voyage à Davos - Le HuffPost 18.01

Quand ils osent tout et vont trop loin. Qui complote ? Devinez.

- Le procureur Mueller qualifie d'"inexactes" des allégations explosives contre Trump - AFP 18.01

Dans une déclaration extrêmement rare, le procureur spécial Robert Mueller en charge de l'enquête russe a qualifié vendredi d'"inexactes" des informations de presse selon lesquelles Donald Trump aurait ordonné à son ancien avocat personnel de mentir au Congrès. AFP 18.01

Fake news, les masques tombent.

LVOG - Délibérément, parce que terriblement compromettante pour Trump leur ennemi, ils n'ont pas pris la précaution de prendre le temps de vérifier une info ou ils se sont démasqués eux-mêmes. Vous avez dit les médias tous pourris. Vous aviez raison. La preuve.

- Trump aurait demandé à Michael Cohen de mentir au Congrès - Reuters
- Trump aurait demandé à son avocat de mentir - Liberation.fr
- Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir devant le Congrès - Liberation.fr
- Trump-Cohen-Russie: mensonges sur commande au Congrès? - Liberation.fr
- Donald Trump a-t-il demandé à son ex-avocat de mentir au Congrès ? Quatre questions sur les révélations de Buzzfeed - Franceinfo
- Affaire russe : Donald Trump dans le viseur des démocrates après de nouvelles révélations - LeFigaro.fr
- Donald Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir devant le Congrès - LePoint.fr

- Donald Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir ... - Boursorama -
- Donald Trump aurait poussé son ex-avocat à mentir devant le ... - JDD
- Trump aurait demandé à son ex-avocat de mentir au Congrès, et si c ... - 20minutes.fr
- Enquête russe : Trump aurait ordonné à son avocat de mentir au ... - lesechos.fr
- Le scénario d'une destitution de Donald Trump relancé après un aveu ... - huffingtonpost.fr
- Donald Trump a demandé à son ex-avocat de mentir au Congrès, selon BuzzFeed - RFI
- Donald Trump et la Russie : de nouvelles accusations relancent l'hypothèse d'une destitution - LCI
- Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir devant le Congrès - L'Obs
- Donald Trump aurait demandé à son avocat de mentir, ce qui pourrait lui coûter très cher - RTL.fr

Etc. Etc. Etc.

Effectivement, les médias ne peuvent qu'inspirer la méfiance, c'est un euphémisme. Quant à la question de leur indépendance, ils viennent d'en fournir la réponse, sans appel ! Qui complote ? Pourquoi posent-ils la question ? Vous venez d'avoir la réponse également.

Grève massive dans le secteur public en Tunisie - AFP 17 janvier 2019

Transports, écoles et administrations sont paralysés jeudi en Tunisie par une grève générale massive dans les services publics à l'appel de la puissante centrale syndicale UGTT, dans un contexte politique tendu en ce début d'année électorale.

"Dégage, gouvernement du FMI", ou encore "Chahed, ô lâche, le peuple tunisien n'accepte pas l'humiliation", ont scandé des manifestants, reprochant au Premier ministre Youssef Chahed de céder aux directives du Fonds monétaire international (FMI).

Certains ont arboré des portraits de la directrice du Fonds, Christine Lagarde, barrés d'une croix rouge, tandis que le journal de l'UGTT arborait en Une un photomontage montrant M. Chahed en marionnette de Mme Lagarde.

Le pays, lourdement endetté auprès de bailleurs étrangers, a obtenu en 2016 du FMI un nouveau prêt de 2,4 milliards d'euros sur quatre ans, en promettant de mener de vastes réformes, et de diminuer le poids de la fonction publique dans le PIB -- les gouvernements successifs ont massivement recruté après la révolution pour tenter d'apaiser la colère sociale.

A travers le pays, écoles et universités étaient fermées, les transports en commun paralysés et l'aéroport de Tunis quasiment à l'arrêt, en dépit d'un décret gouvernemental publié in extremis mercredi exigeant un service minimum.

De nombreux vols ont également été annulés ou repoussés dans d'autres aéroports du pays, à Monastir (est) et Djerba (sud-est) notamment.

- Un quart de la population active -

L'UGTT a appelé à une grève de 24 heures des 677.000 fonctionnaires et 350.000 employés des entreprises publiques, soit un million de personnes, représentant près d'un quart de la population active tunisienne.

A Sfax, deuxième ville du pays, des manifestants ont également défilé par milliers, a constaté un correspondant de l'AFP.

Dans un discours devant la foule rassemblée au siège de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) à Tunis, le secrétaire général Noureddine Taboubi s'est montré très offensif envers le gouvernement.

"L'UGTT s'opposera à l'échec des choix libéraux de ces dirigeants", a-t-il lancé, assurant "nous (leur) couperons les ongles" afin de les rendre impuissants.

Le syndicat réclame des augmentations de salaires plus importantes que les 130 à 180 dinars (40 à 55 euros) étalés sur deux ans proposés par le gouvernement, pour contrer la baisse du pouvoir d'achat due à l'inflation, qui a atteint 7,5% en 2018.

Le salaire brut moyen d'un fonctionnaire est de 1.580 dinars (500 euros) selon le dernier rapport officiel pour 2016.

- "Course-poursuite" -

Le Premier ministre a assuré, dans un discours télévisé mercredi soir, que les finances publiques ne permettaient pas d'accepter les demandes de l'UGTT, ajoutant que le dialogue se poursuivrait après la grève.

"Ce sont les augmentations salariales concédées après la révolution en l'absence de croissance réelle qui ont entraîné l'inflation, l'endettement et la baisse du pouvoir d'achat", a-t-il argué.

Pour l'économiste Ezzedine Saïdane, la situation résulte d'une "absence de vision globale" à long terme et de réformes économiques.

"Les négociations auraient dû débuter avant le vote du budget 2019", dont "aucun article ne prévoit une augmentation" des salaires, a-t-il déploré.

Au lieu d'une "course-poursuite au salaire, qui risque d'augmenter la dette et l'inflation, il faudrait un programme de réformes structurelles de l'économie, pour limiter l'inflation, relancer une croissance créatrice d'emploi", a-t-il déclaré à l'AFP.

La grève de jeudi est la première à rassembler la fonction publique et les entreprises publiques.

Une grève des fonctionnaires avait été très suivie en novembre dernier, d'une ampleur inédite depuis deux grèves générales en 2013 en réaction aux assassinats de deux opposants.

Ces mobilisations interviennent alors que le débat politique s'est crispé ces derniers mois à l'approche des élections législatives et présidentielle prévues fin 2019, à l'issue incertaine et dans lesquelles l'UGTT souhaite peser.

Malgré les avancées de la transition démocratique après la chute du régime de Zine el Abidine Ben Ali en 2011, et une reprise fragile de la croissance après des années de marasme, la Tunisie peine à répondre aux attentes sociales.

Le chômage se maintient au-dessus de 15%, selon les chiffres officiels, et la dévaluation du dinar s'est traduite par une inflation désastreuses dans un pays où le salaire minimum est en deça de 400 dinars (120 euros). AFP 17 janvier 2019

Haut de page

Le 21 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rectifié la mise en page de la causerie d'hier à deux endroits, j'avais oublié deux balises <> pour formater deux paragraphes ou effectuer un renvoie à la ligne, les yeux fatiguent !

Je vous rappelle que je rédige la causerie sur un bloc-notes, et ensuite je dois à l'aide de balises (<...>) formater chaque paragraphe, chaque mot en caractère gras ou en italique, en couleur, souligné, etc. Quand ce travail est terminé je dois faire un copier/coller de la causerie du jour dans Word, ensuite je corrige les fautes dans Word et dans le bloc-notes de la page d'accueil du portail, et pour finir je convertis le texte sous Word en pdf. Quel boulot de dingue !

- Au format pdf (17 pages)

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, nos ennemis le savent bien, nous, nous sommes en train de le découvrir ou d'en prendre conscience après l'avoir ignoré pendant plus d'un demi-siècle ou devoir payer le prix fort de 78 ans d'opportunisme. Eh oui, plus c'est long et plus la note va être amère et difficile à digérer ! En attendant les oligarques continuent de se gaver, pourvu qu'ils en crèvent !

La classe cherche une issue politique, elle essaie de s'organiser, aidons-la de toutes nos forces à y parvenir, mobilisation générale pour abattre le régime, prendre le pouvoir. La grève générale et les assemblées populaires souveraines sont les seuls instruments dont nous disposons aujourd'hui, puisque les syndicats et les partis ouvriers ont été confisqués par des agents du régime, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il faudrait les ignorer ou ne pas s'en servir.

Cependant nous leur refusons toute légitimité pour parler en notre nom. Seuls les travailleurs ou les représentants qu'ils ont élus au sein d'assemblées générales ou d'assemblées populaires peuvent légitimement détenir un mandat pour s'exprimer au nom de l'ensemble des travailleurs. Si les dirigeants syndicaux n'appellent pas à la grève générale illimitée dans la situation actuelle, c'est uniquement parce qu'ils y sont opposés et soutiennent Macron, le régime. Par conséquent, en cas de grève générale à laquelle ils auraient été obligés d'appeler à un moment donné ou de soulèvement insurrectionnel spontané auquel ils n'auraient pas appelé évidemment, nous leur interdirions de les contrôler, seuls les délégués élus par les grévistes ou le peuple entré en insurrection seraient habilités à en être les porte-parole. On ne doit croire aucun dirigeant sur parole compte tenu de leurs errements théoriques ou de leurs compromissions passées, de l'opportunisme ou des trahisons dont ils firent preuve.

Pour bien faire, les délégués qui se voient confier la responsabilité de représenter les intérêts des travailleurs à l'échelon national, doivent non seulement pouvoir être révoqués à tout moment, leur mandat ne doit pas excéder la durée correspondant à la tâche précise qu'il avait à accomplir, ce qui signifie qu'au-delà de cette période qui peut être très brève, la représentation des travailleurs (ou la direction) est assurée par un collectif national de délégués élus par les délégués de l'ensemble des Assemblées populaires. La durée de leur mandat peut être fixée et variée en fonction du nombre de participants aux Assemblées populaires, ainsi que le nombre de délégués élus. Aucun délégué ne doit pouvoir s'arroger un droit supérieur aux autres délégués ou se prévaloir de privilèges particuliers. Si tous les délégués sont élus et révocables à tout moment, il ne doit exister aucune restriction au droit de chaque délégué de proposer sa candidature lors de chaque élection des délégués, sauf avis contraire prononcé par l'Assemblée populaire après avoir enfreint son mandat.

En écrivant ces lignes, je n'ai pas pu ne pas repenser aux tentatives infructueuses de certains d'organiser les travailleurs dans des comités depuis les années 70, alors que la situation n'était pas plus fleurissante qu'aujourd'hui, disons qu'elle était meilleure dans certains domaines et pire dans d'autres. Je pense qu'on n'a jamais été capable de tenir un discours aux travailleurs qui tenaient compte de leurs aspirations, parce qu'on n'a jamais eu la patience ou on ne s'est jamais donné la peine de les écouter réellement.

Pour parler vulgairement, je me souviens que cela nous faisait chier d'entendre leurs histoires, on leur parlait de politique, et eux ils nous déballaient leurs difficultés quotidiennes, ils nous racontaient leur vie, dont on n'avait rien à foutre, on n'était pas là pour cela, on devait vendre un journal, faire signer une pétition et ramasser du fric (Objectif/résultat), on était les VRP d'une SARL iront jusqu'à dire certains vieux militants ! On commit l'erreur d'oublier que rien ne remplaçait l'école de la vie à laquelle était soumis chaque travailleur avec lesquels on discutait, et que chacun d'entre eux l'abordait différemment, et que si on voulait y jouer un rôle, il fallait commencer par tisser des liens avec eux à partir de ce qu'ils vivaient ou de leurs propres expériences, et non à partir du discours politique qu'on leur tenait, et que c'était seulement en procédant ainsi qu'on pourrait gagner leur confiance ou les faire participer à notre combat politique. Quand les travailleurs affirment que personne ne les écoute, ils ont raison, ils ne parlent pas uniquement de Macron ou du gouvernement.

Pour savoir dans quelle condition ils vivent, comment ils la vivent, eux seuls peuvent nous le dire. On dispose bien d'un certains nombre d'éléments qui nous permettent de la savoir, mais on ignore ce qu'ils pensent et pourquoi ils ne pensent pas autrement, qu'est-ce qui les a amenés à penser ainsi, et quand bien même on le devinerait ou on en aurait une petite idée, cela ne nous servirait pas à grand chose, puisque c'est à eux de le dire, d'en prendre conscience, et c'est seulement à partir de là qu'on peut les aider à progresser, sinon tous nos beaux discours peuvent être les justes du monde, ils ne serviront strictement à rien. Les travailleurs accordent volontiers leur confiance à un énarque, à quelqu'un qui incarne le pouvoir, à tort évidemment, mais nous, petits militants de base, nous sommes que dal, nous ne représentons rien à leurs yeux, tout au plus nous leur ressemblons et nous n'avons rien à leur apporter, c'est ainsi qu'ils nous perçoivent, sauf qu'on a tendance à l'ignorer. Bref, nous fûmes de bien piètres dialecticiens en vérité ! Une grande partie des critiques que vous avez pu lire dans mes causeries s'adressaient également à moi.

Les vases communicants. Plus les hyper riches deviennent ultra riches, plus il y a de pauvres dans le monde, normal, non ?

N'est-ce pas normal dès lors que l'on considère que l'existence de riches et de pauvres serait normal, n'est-ce qu'on a enseigné à l'école, à l'université, à l'église, à la télévision, on finit par s'accommoder de tout, même des pires injustices ou crimes, sauf évidemment quand on en commence à en être aussi les victimes.

Là on commence enfin à se poser des questions, dans les pires conditions parce qu'on est accaparé par celles que l'on a à résoudre quotidiennement pour survivre. Certes on en vient à se poser des questions quand il est trop tard pour les autres, car en attendant votre condition ou bien pire encore était déjà le lot de milliards d'autres travailleurs et leurs familles. On le savait, mais on s'en foutait parce qu'on n'était pas directement concerné ou c'était ce qu'on croyait en se disant qu'on en était pas responsable, attitude renforcée par les ouvriéristes qui affirmaient que finalement vous n'étiez responsables de rien. Et quand votre voisin qui dispose encore de réserve en vient à tenir le même discours que celui que vous teniez hier encore, vous le blâmer, vous l'insultez, vous trouvez son indifférence détestable. Vous tombez dans le même travers au lieu d'essayer de comprendre pourquoi il pense ainsi, lui aussi il a été conditionné, donc il ne mérite pas plus que vous qu'on le juge.

Cela devrait vous faire réfléchir, demandez-vous si par hasard tout au long de ces années ou de votre vie pour certains, vous ne seriez pas passés à côté de l'essentiel, peut-être que si vous vous étiez mobilisés et organisés, si vous aviez pris votre sort en mains, vous auriez pu agir sur l'orientation de la société ou empêcher d'en arriver à cette situation quasi insupportable. Car il n'existe pas de fatalité, c'est la pire explication qui soit ou qui n'en est pas une pour justifier le traitement que le capitalisme vous inflige ainsi qu'aux milliards de travailleurs qui partagent votre sort d'exploité et d'opprimé.

Ne cherchez pas ailleurs, seule l'existence du capitalisme est responsable de votre condition épouvantable, c'est la raison pour laquelle vous devez engager le combat politique pour l'éradiquer de la surface de la terre.

La voie à suivre.

Plus de 50 Assemblées de Gilets Jaunes ont déjà répondu à l'appel de l'Assemblée des Assemblées de Commercy des 26 et 27 janvier! Cette coordination peut être un premier pas dans la structuration démocratique du mouvement à l'échelle nationale. (Tendance Claire du NPA)

Acte X (suite)

- Comptage des manifestants par le "Nombre jaune": 147.500 gilets jaunes pour l'acte 10 - tendanceclaire.org 21.01

Un comptage précieux et minutieux, qui arrive à un total de 147.365 manifestants au minimum (contre 84.000 selon Castaner). https://www.facebook.com/lenombrejaune ou le blog de la tendance Claire du NPA.

Personnellement, ayant observé que le ministère de l'Intérieur avait tendance à diviser par deux, voir parfois par trois le nombre de manifestants, j'avais retenu le chiffre de 160.000 pour l'acte 10, j'avais systématiquement multiplié par deux le nombre de travailleurs mobilisés dans toute la France.

Le "***grand débat national***" ou quand les maquereaux font la retape pour sauver la marionnette de l'oligarchie et son programme destructeur de tous nos acquis sociaux.

Faites tomber les masques. Le "***grand débat national***" : Du mépris à l'insanité du populisme ou quand une farce puérile verse dans la pire crasse médiocrité.

- Marlène Schiappa va animer avec Cyril Hanouna une émission sur le grand débat national et se défend sur Twitter - Franceinfo 21 janvier 2019

Libération - Entre thérapie de groupe citoyenne, assemblées locales et séances de remobilisation de la majorité : le grand débat se décline depuis une semaine sur tout le territoire. Libération 21 janvier 2019

LVOG - La "thérapie", c'est pour ceux qui se mobilisent contre la politique de Macron, parce qu'ils sont malades, et ce sont les "référents" de LREM ou de LR qui vont les soigner !

Une caricature grotesque de démocratie, l'entre-soi en macronnie.

Libération - A La Colle-Sur-Loup (Alpes-Maritimes), une commune de 7 000 habitants située à une vingtaine de kilomètres de Nice, l'invitation n'a été diffusée que sur les pages Facebook et le site de LREM, les gilets jaunes n'ayant pas été spécifiquement conviés. Chantal Maimon est bien référente de LREM. Au plus fort de la matinée, seize personnes s'assiéront face à Chantal. Certaines sont encartées LREM, toutes ont voté Macron et soutiennent encore ce président si peu populaire. Libération 21 janvier 2019

A Arras, c'est le maire centriste, Frédéric Leturque, qui est le référent : "c'est une affaire de citoyens, avec tout le monde sur un pied d'égalité". Egalité entre 26 et 3,8 milliards ?

A Palaiseau c'est le maire LR, Grégoire de Lasteyrie, dans assure le rôle de tartuffe. A la fin des deux heures d'échanges, un militant macroniste engagé n'est pas tout à fait rassuré : «Je regarde la salle, je connais les trois quarts des gens.» Pour les trois prochains débats d'ici mi-mars, il invite chacun à revenir «accompagné de personnes qu'on n'entend jamais». Pour lui, le chef de l'Etat a pris un «gros risque» avec ce grand débat. Il «craint le pire» si cet exercice ne devait pas avoir de débouchés concrets.

A Morestel (Isère), 4 500 habitants, la députée LREM du cru, Cendra Motin, a invité ses concitoyens à un pique-nique-débat, d'où la présence d'une centaine de personnes (pour le pique-nique! - LVOG), dont seize gilets jaunes et sept gendarmes, tous les gilets jaunes quitteront la pièce assez vite, sauf une. Moyenne d'âge : la cinquantaine. (Source : Libération 21 janvier 2019)

L'extrême-centre et l'extrême droite "***tête d'affiche***" de Davos avec ou sans Trump et Macron.

- Davos : Jair Bolsonaro en tête d'affiche - euronews 21 janvier 2019

- Espagne : le parfum persan de Vox - Libération 21 janvier 2019

Selon de nouvelles révélations d'El País, c'est grâce à de généreux donateurs que la formation d'extrême droite Vox est née en 2013. Des mécènes non pas espagnols, mais iraniens. Le journal, qui assure avoir eu accès à un listing de ces donations, écrit

qu'au moins 1 million d'euros a été versé par des membres de l'opposition iranienne en exil. Les fonds recueillis auraient permis de louer le siège de Vox à Madrid, de salarier son secrétaire général et de financer la campagne des européennes de 2014.

El País ne dévoile ni le nombre ni l'identité des contributeurs, mais affirme qu'ils sont liés au Conseil national de la résistance en Iran (CNRI), un des groupes d'opposition au régime de Téhéran, basé à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise). Quel rapport entre le CNRI et la frange la plus radicale de la droite espagnole qui a fait irruption en décembre dans le paysage politique en faisant élire 12 de ses membres au parlement d'Andalousie ? La réponse tient en un seul nom : Alejo Vidal-Quadras, ex-vice-président du Parlement européen.

Chef de file du Partido Popular (droite catholique) en Catalogne, ce féroce détracteur de l'indépendance de sa région est élu eurodéputé en 1999 puis devient une figure de la droite à Strasbourg. Il noue alors des liens avec le CNRI, qui rassemble plusieurs tendances de l'opposition au régime des mollahs. Dont un secteur marxiste et armé, les Moujahiddines du Peuple.

A Strasbourg, le CNRI a déployé une intense activité de lobbying pour obtenir le retrait des Moudjahiddines de la liste noire des organisations terroristes. Qu'il obtient en 2009. Croyant tenir en Vidal-Quadras un appui fidèle, ou peut-être pour lui renvoyer l'ascenseur, les hommes d'affaires de la diaspora persane lui auraient donné un coup de pouce financier pour lui permettre de retrouver un fauteuil au Parlement européen. Il avait en effet quitté le PP et devait faire campagne avec le nouveau-né Vox. Le scénario n'a pas abouti : 1,56 % des voix. La diaspora iranienne a alors arrêté les frais. Libération 21 janvier 2019

- Vox (Andalousie) est financé par les Moujahiddines du Peuple - Réseau Voltaire 19 janvier 2019

Selon une enquête d'El País, la campagne électorale du parti andalou, Vox, aux élections européennes de 2014 a été financée par les Moujahiddines du Peuple (MEK) à hauteur de 800 000 euros [1].

Le quotidien socialiste a établi la filière utilisée pour le transfert d'argent, mais n'est pas parvenu à éclairer sa signification.

Les Moujahhidines du Peuple étaient une organisation marxiste iranienne à la fin de la dictature du Shah Reza Pahlevi. Ils ont progressivement dérivés en une secte travaillant pour le compte d'Israël et des États-Unis contre le régime anti-impérialiste des révolutionnaires islamiques.

Le fondateur de la secte, Massoud Rajavi, s'enfuit en France après avoir organisé le carnage du gouvernement islamique, le 28 juin 1981. Il obtient la protection du président François Mitterrand (qui bombardait secrètement l'Iran) avant d'être expulsé par le Premier ministre Jacques Chirac. La secte se replie en Iraq (en pleine guerre lancée par le président Saddam Hussein contre l'Iran). Elle devient l'exécutrice des basses œuvres de l'administration Hussein, acceptant de faire ce que la Garde présidentielle refuse. Lorsque les États-Unis renversent le président Saddam Hussein, la CIA hésite à la recycler. Elle se spécialise dans des attentats contre des civils en Iran et participe à la campagne d'assassinat des scientifiques iraniens.

Finalement, en 2013, l'Albanie accepte de créer une ville pour 3 à 4 000 d'entre eux, près de Tirana. Ils y mènent aujourd'hui des actions de cyber-attaque contre les intérêts iraniens. Selon la presse locale, la police albanaise n'a pas accès à ce camp où les membres de la secte vivent en situation d'esclavage.

L'investissement des Moujahiddines du Peuple pour soutenir Vox doit probablement être compris dans le contexte de l'investissement d'Israël dans les partis politiques qualifiés d'extrême-droite en Europe. Il s'agissait d'orienter leur vindicte non plus contre les juifs, mais contre les musulmans.

Alejo Vidal-Quadras (à gauche de la photo), qui créa Vox en 2013, s'était rendu en 2009, en tant que parlementaire européen, au camp Ashraf (Iraq) des Moujahhidinnes du Peuple, sous la présidence de Maryam Radjavi (à droite de la photo). Il a participé à au moins dix des rassemblements annuels de la secte à Villepinte (France). Il s'y est trouvé une fois aux côtés de l'ex-Premier ministre socialiste José Luis Rodríguez Zapatero. Plus récemment, il y a côtoyé Ruddy Giuliani et John Bolton.

Selon El País, le transfert d'argent a été organisé par Alejo Vidal-Quadras, alors président de Vox, qui démissionna après son échec aux élections européennes de 2014. Il en avait informé son successeur, Santiago Abascal. Il n'est pas établi que ce financement ait perduré au-delà. Réseau Voltaire 19 janvier 2019

Note.

[1] « El exilio iraní financió el 80% de la campaña de Vox de 2014 », Joaquín Gil y José María Irujo, El País, 13 de enero de 2019. (https://elpais.com/politica/2019/01/11/actualidad/1547224673_461197.html)

LVOG - Cela ne vous étonnera pas, si je vous dis que parmi nous certains continuent de considérer les Moujahhidines du Peuple comme une organisation marxiste iranienne... Tous les partis de droite en France dont le PS n'ont cessé de les soutenir, mais là c'était normal en tant qu'alliés de l'Etat sioniste et de l'impérialisme américain.

Splendeur et décadence d'un régime. A Versailles, le roitelet va donner "***des gages***" aux oligarques.

LOVG - Etait-ce vraiment nécessaire ? Pas en ce qui concerne la loyauté de Macron évidemment, mais peut-être s'inquiètent-ils de la tournure de la situation sociale et politique en France, va-t-il réussir à en conserver le contrôle ou va-t-il être obligé d'abdiquer?

- A Versailles, Macron veut rassurer les grands patrons du monde - Le HuffPost21 janvier 2019

Son entourage ne voit vraiment pas où est le problème. Qu'Emmanuel Macron accueille au château de Versailles -pour le sommet Choose France- 150 patrons des plus grandes entreprises mondiales (Microsoft, Uber, Coca, HSBC, Heineken, BMW, Nokia, Samsung...) au surlendemain de l'acte X des gilets jaunes et alors que le grand débat national vient de débuter ne provoque aucune inquiétude dans ses équipes sur le décalage que cela pourrait créer dans l'opinion publique.

Malgré le mouvement des gilets jaunes, il n'a jamais été envisagé de reporter cette deuxième édition du sommet à laquelle 25 ministres (dont le premier d'entre eux, Édouard Philippe) participeront. Il n'a même pas été question de changer le lieu, même si le symbole peut faire débat. "L'an passé, nous avons fait le choix de Versailles pour attirer les personnalités dans un lieu emblématique du patrimoine français dont on sait qu'il donne envie. Comme nous sommes à la recherche d'une certaines récurrence, il nous paraissait logique de recommencer ici. Peut-être changerons-nous dans le futur", indique prudemment un conseiller du chef de l'Etat.

Macron va donner "des gages" aux entreprises

Emmanuel Macron se rassure par des études économiques. L'une réalisée tout début 2019 par Kantar pour Business France auprès "de 600 leaders d'opinion" tend à prouver que le mouvement des gilets jaunes n'a pas d'impact décisif, six cadres dirigeants étrangers sur dix considérant toujours que l'attractivité de la France s'est améliorée depuis 18 mois.

"L'image et l'attractivité d'un pays sont des notions complexes qui ne s'apprécient ou ne se déprécient pas au gré d'événements circonscrits", tente-t-on de se rassurer dans l'entourage présidentiel. Contrairement à l'image du chef de l'Etat qui, elle, s'est considérablement dégradée depuis un an. Le HuffPost 21 janvier 2019

Avec leurs condoléances, c'est le minimum. Il semblerait que le régent soit sur le point de succomber précocement !

- Décès du comte de Paris, prétendant au trône de France - Reuters 21.01

Le comte de Paris, Henri d'Orléans, prétendant au trône de France, est mort lundi à l'âge de 85 ans, a annoncé son fils aîné, Jean de France. Reuters 21.01

- Monarchie : le prétendant est mort, vive le prétendant ! - Liberation.fr 21.01

La réaction En Marche doit être brisée !

- «Foulards rouges», «gilets bleus» : en marche pour l'ordre - Liberation.fr 21.01

Si peu d'élus de la majorité semblent vouloir y participer, la mobilisation de dimanche, qui réclame la fin des troubles publics, a initialement été organisée en soutien au Président. Trois groupes Facebook mènent la danse. Liberation.fr 21.01

Lutter exclusivement contre les inégalités et la pauvreté ou également pour en finir avec le capitalisme ?

- En 2018, 26 personnes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité - Libération 20 janvier 2019

- Bruno Le Maire souligne "*un refus croissant des inégalités*" - AFP 21.01

Le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire a souligné lundi "*un refus croissant des inégalités lié au capitalisme*", souhaitant que la crise actuelle soit l'occasion d'"apporter des réponses nouvelles". AFP 21.01

Si les inégalités croissantes sont liées à la survie du capitalisme, il faut l'abolir et non s'en accommoder. La monstrueuse concentration des richesses entre les mains de 26 oligarques démontre suffisamment l'échec ou l'impossibilité de toutes les politiques qui s'étaient données pour objectif de réformer le capitalisme ou tenter de lui donner un visage plus humain. En revanche, cela vérifie ou confirme l'analyse de l'évolution du capitalisme par le marxisme ainsi que ses conclusions.

LVOG - Mes critiques s'adressent principalement au POID et aux militants qui traitent avec mépris les travailleurs qui se mobilisent depuis le 17 novembre 2018 revêtus d'un gilet jaune ou manifestants à leur côté. Je brocarde aussi ces saloperies d'ONG qui tiennent un discours politique destiné à détourner les travailleurs et les militants de la lutte contre le capitalisme, dont la survie est la cause de toutes les difficultés et souffrances que subit la classe ouvrière.

Quel gauchiste ce Tardieu, quel con ! Votre lutte qui se borne à combattre contre les inégalités et la pauvreté, en voici le résultat, ça va vous êtes satisfait, êtes-vous concernés au moins, non mais on en arrive à se le demander en présence d'une telle mauvaise foi, le refus de reconnaître que vous n'avez adopté que des théories foireuses émis par des dirigeants faillis, incapables ou corrompus, est insupportable au regard de la situation à laquelle nous sommes arrivés.

Quand Mélenchon, que je ne ménage jamais, a fait campagne sur le thème on les dégage tous, je me suis dit que cela devait être en écho à ce qu'il avait entendu un peu partout en France, je ne pas été con au point de lui reprocher ce mot d'ordre, je me suis borné à mettre en doute sa volonté de le réaliser, ce qui n'est pas pareil. Et j'ai eu raison, je vais finir par en être gêné !

Il y a des travailleurs qui se contenteraient bien d'une simple amélioration de leur condition, parce que finalement la leur est loin d'être la pire qui soit, et il y en existe d'autres qui sont à bout, qui n'en peuvent plus, que rien ne pourrait apaiser tellement ils cumulent les difficultés ou ils estiment leurs aspirations bafouées, à juste titre.

En principe, un parti ouvrier, un militant ouvrier devrait s'inspirer du discours du second au lieu de s'aligner sur celui du premier qui se contenterait bien de quelques miettes en se foutant bien du sort des autres travailleurs moins bien loti que lui, qui de préférence ne se mobilisera pas, mais attendra que d'autres se mobilisent à sa place pour profiter par la suite des concessions qu'ils auraient pu obtenir.

Ils sont tellement embourbés dans la collaboration de classes qu'ils passent à côté de l'essentiel ou pire encore.

Que fait Macron, ce qu'on n'a pas été foutu de faire, profiter de cette occasion pour appeler dans tout le pays les travailleurs et jeunes à se mobiliser, à s'organiser en Assemblée populaire souveraine, à poser la question du pouvoir et de l'Etat, qui produit les richesses, qui fait fonctionner les services publics, qui doit gouverner : Rothschild, Bouygue, Arnault , Pinault, Pigasse, Drahi, Dassault, Lagardère, Niel, etc. ou les 35 à 40 millions de travailleurs de la classe ouvrière et des classes moyennes ?

La société détestable dans laquelle nous vivons désormais, c'est celle qu'ont produite les Rothschild, Bouygue, Arnault , Pinault, Pigasse, Drahi, Dassaut, Lagardère, Bettencourt, etc. le CAC40 dont les représentants n'ont pas cessé de se succéder au pouvoir pendant des décennies et des décennies. Peut-on faire pire, n'est-on pas capable de faire mieux, si on le pensait, c'est qu'on aurait (avec Macron, Philippe, Castaner, etc.) les dirigeants qu'on mérite pour sûr, mais pas un travailleur ne le pense. Tous depuis 1958 ont tenu le même discours dans le cadre des institutions de la Ve République, tous ont oeuvré pour l'intérêt général en démocratie, alors qu'ils n'ont fait que servir les besoins du capitalisme, donc en piétinant la démocratie.

Nous avons vécu en permanence sous une dictature, qui parce qu'elle était masquée pour présenter les apparences d'une démocratie, ne devait pas être dénoncée comme telle, gravissime erreur, c'était paraît-il pour ne pas effrayer le petit-bourgeois qui sommeillait chez chaque travailleurs, foutaise, baratin de capitulards qui craignaient par dessus tout d'affronter le régime, ceux qui aujourd'hui conspuent les travailleurs qui se mobilisent hors du cadre du mouvement ouvrier parce qu'il est devenu trop pourri ou tout simplement parce qu'il les a abandonnés à leur triste sort. Il y a ceux qui ont balancé la dictature du prolétariat préférant celle du capitalisme ou de l'oligarchie, puis à la première occasion, il y a eu ceux qui ont balancé le type de parti qui avait permis de porter le prolétariat russe au pouvoir en 1917, pendant des décennies à les entendre nous vivions l'époque merveilleuse de "l'imminence de la révolution" qui n'est jamais venue, et quand elle frappe à la porte, ils répondent aux abonnées absents, franchement comment voulez-vous qu'on s'en sorte avec de tels dirigeants, il faut arrêter de déconner, franchement, un peu de sérieux.

De Pompidou ancien directeur général de la Banque Rothschild à Macron banquier d'affaires de la Banque Rothschild, on a l'impression qu'hormis l'UE et l'euro il ne s'est rien passé de spécial en France, rien ne se dessinait à l'horizon, de quoi justifier la routine quoi, le train-train de la lutte des classes et de la crise du capitalisme.

Le crise du capitalisme, qui prit une tournure plus aiguë à la fin des années 60, servit de prétexte pour accentuer celle à laquelle était au prise la bureaucratie du Kremlin, qui combinée quelque temps plus tard à l'aventure afghane, ne s'en remettra pas et précipitera sa chute. Au même moment l'accession de Mitterrand au pouvoir ainsi qu'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale allait se traduire par la poursuite de la politique appliquée par Giscard d'Estaing que la cohabitation en 1986 devait confirmer, de telle sorte que la distinction entre la droite et la gauche allait finir par s'estomper préparant ainsi le terrain à l'émergence du centrisme ou de l'extrême-centre qu'incarnerait plus tard Macron. Sarkozy et Hollande ne servirent qu'à préparer cette transition qui ne pouvait pas se réaliser du jour au lendemain, de la même manière que la dérégulation de la finance et le recours à des instruments financiers de types mafieux, le noyautage ou la prise de contrôle des institutions financières et des gouvernements en Europe par l'oligarchie réclamaient un certain délai et des conditions favorables.

On notera au passage qu'avec Pompidou, Giscard d'Estaing (marié à la fille d'un comte romain, donc comtesse, leurs trois filles sont également devenues comtesses par mariage) puis Macron, on retrouve les deux branches financière et monarchique de l'extrême-centre qui sont représentés au sein du groupe Bilderberg depuis 1952. Giscard d'Estaing présentera aussi la particularité d'avoir été inspecteur, puis ministre des Finances avant de devenir président de la République en 1974, et d'avoir toujours été un fervent partisan de l'Union européenne, et corédacteur du projet de Traité de Constitution européenne, c'est d'ailleurs davantage ici qu'il exercera ses talents de centriste, puisque les conditions n'étaient pas encore mûres en 1974 pour que le centrisme exerce son pouvoir, il faudra attendre 43 ans avant que les oligarques réalisent enfin leur rêve... qui est en train de tourner au cauchemar, y compris pour eux !

Ils n'ont semble-t-il pas réalisé ou ils ont sous-estimé la résistance de pans entiers du capitalisme au néolibéralisme et à la gouvernance mondiale qui tend à les broyer, au-delà de celle de la classe ouvrière et des classes moyennes, pans du capitalisme dont la production est destinée au marché local ou national plutôt qu'à l'exportation, et qui subit de plein fouet la paupérisation de la classe ouvrière et des classes moyennes, ainsi que la concurrence des pays pratiquant le dumping social, de sorte qu'ils se retrouvent littéralement étranglés de toutes parts ou en situation de survie.

Cette résistance s'exprime sur le plan politique. J'ai lu quelque part que plus de 70% des patrons, commerçants et artisans étaient favorables au mouvement des gilets jaunes, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'ils comptent dessus pour les envoyer au front à leur place afin de monnayer des concessions auprès de Macron en échange de leur soutien à sa politique si elle se cantonnait à attaquer la classe ouvrière. Ce qu'ils semblent ne pas avoir compris, c'est que cette politique était dictée par les besoins de la finance internationale, et qu'elle n'avait absolument rien à voir avec des considérations d'ordre national ou avec l'intérêt général qui se réduisait à celui de l'oligarchie. Dès lors ils sont condamnés à faire cause commune avec la classe ouvrière et les classes moyennes jusqu'à la chute de Macron, ce qui est guère problable et déboucherait sur une situation incertaine ou encore plus instable, qui pourrait être favorable à l'établissement d'un régime d'extrême droite ou au contraire social et révolutionnaire, soit ils doivent se résigner à disparaître pour certains d'entre eux ou à devenir de simples commis des banquiers ou encore des sous-traitants des multinationales.

Si on doit dénoncer et combattre chacune de leurs attaques contre les services publics ou les acquis sociaux des travailleurs, chaque fois que cela est possible, il vaut mieux s'en faire des alliés en leur expliquant qu'avec ce régime leur sort est scellé d'avance et qu'ils n'ont rien de bon à en attendre dans le futur, contrairement à un gouvernement ouvrier qui annulerait leurs dettes, leur permettrait d'emprunter à des taux très bas ou pratiquement sans intérêts, qui manifesterait la ferme résolution de pérenniser leurs activités dès lors qu'elles correspondraient aux besoins de la population, et qu'ils s'engageraient à respecter la nouvelle législation du travail adoptée par le gouvernement ou à ne pas combattre sa politique.

Quel gauchiste ce Tardieu, quel con ! Vraiment ?

C'est marrant, il y a même des organisations qui ont fait de la dette leur fond de commerce, le CADTM par exemple, nombreux sont ceux aux discours qui se veulent radicaux qui évoquent la dette de l'Etat qu'ils estiment en tout ou partie illégale, mais jamais aucun ne pense à annuler celle des travailleurs, non mais sans blague, cela doit être un regrettable oubli ! Cela devrait être un de nos principaux mots d'ordre. De la même manière, ils veulent bien soulager la condition des travailleurs, mais tout de même pas au point de mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou du capitalisme, leur générosité ne va pas jusque là ! Entre nous, autrement dit, ils n'ont rien compris ! Cela me fait marrer, cela doit être nerveux, car c'est pitoyable en réalité.

Le nombre de milliardaires a doublé depuis 2008 paraît-il.

Vous souvenez-vous de ce que j'ai écrit sur la "crise" de 2008 ? Non, bravo ! J'avais affirmé en m'appuyant sur un certains nombres de faits qu'elle avait été planifiée et déclenchée par l'oligarchie uniquement en vue d'accroître sa fortune et sa puissance. Exactement comme en 1929, à ceci près que cette fois les banquiers de la Fed n'allaient laisser s'effondrer le capitalisme afin de créer les conditions favorables à une nouvelle guerre mondiale, non, ils allaient en profiter pour fabriquer des dizaines de milliers de milliards de dollars qu'ils allaient se distribuer, le bilan 10 ans plus tard le confirme. La question qui tue les naïfs ou ceux qui croient aveuglément leurs dirigeants. Bien sûr que la crise (des subprimes) était bien réelle 2008, même avant et après, s'ils avaient le pouvoir de fabriquer cette gigantesque somme d'argent, pourquoi ne s'en ont-ils pas servi pour fabriquer la toute petite quantité d'argent qui aurait permis de couvrir les positions de Lehman Brothers, qu'est-ce que c'était quelques centaines de milliards de dollars à côté des 25 à 30.000 milliards de dollars qu'ils allaient fabriquer par la suite, même pas 1% ? Parce qu'ils n'y tenaient pas, ils avaient un autre objectif en tête. Eux au moins ils sont capables de faire preuve d'audace et de détermination, ils ont de la suite dans les idées, ils ne sont pas comme nous !

Sérieusement, citez-moi un parti, une formation politique, un dirigeant du mouvement ouvrier qui aurait fourni cette explication, personnellement je n'en connais aucun.

Et je m'étais livré à la même démonstration à propos du 11/9, mais là je n'avais fait que reprendre les arguments et les analyses fournis par des personnes extérieures au mouvement ouvrier, donc je n'ai eu aucun mérite, hormis celui de ne pas avoir imité nos dirigeants qui croient toujours la version de G. W. Bush, tout comme celles qu'on leur a servies en une multitude d'occasions.

L'article de Libération.

Le rapport, intitulé «Services publics ou fortunes privées» et dont Libération a eu la primeur, regorge de chiffres, tous plus frappants les uns que les autres. Chacun rappelle que les inégalités s'exercent à toutes les échelles. Entre Etats d'abord. Les pays de l'OCDE affichent un revenu par habitant 52 fois plus élevé que celui des pays à revenu faible. Entre individus ensuite, en recoupant souvent d'autres inégalités. Aux Etats-Unis, un homme blanc possède ainsi en moyenne un patrimoine 100 fois plus important qu'une femme hispanique. Certains déséquilibres sont si marqués qu'aucune échelle ne semble plus pouvoir les mesurer. Ainsi 1 % seulement de la fortune de Jeff Bezos, patron d'Amazon et homme le plus riche du monde, avoisine le budget de la santé de l'Ethiopie et de ses 105 millions d'habitants. Morts précoces

Aussi abstraites ou vertigineuses qu'elles puissent paraître, ces inégalités ne sont pas que des chiffres. Elles pèsent lourdement sur la vie de millions de personnes. Parfois même, elles tuent. Au Népal, un enfant issu d'une famille pauvre est 3 fois plus susceptible de mourir avant l'âge de 5 ans qu'un enfant d'une famille riche, faute de véritables services publics sanitaires. Un problème de pays en développement ? «Aux Etats-Unis, un enfant noir est 2 fois plus susceptible de mourir avant sa première année qu'un enfant blanc. Les enfants noirs aux Etats-Unis sont plus susceptibles de mourir avant leur premier anniversaire que les enfants en Libye», répond le rapport.

La concentration des richesses entre quelques mains, en hausse depuis 2009, a continué à augmenter l'an passé. Désormais, 26 personnes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit 3,8 milliards de personnes. Ils étaient 43 en 2017. La fortune des milliardaires a augmenté de 900 milliards de dollars en 2018, l'équivalent de 2,5 milliards par jour. Un enrichissement qui s'est fait aux dépens des plus pauvres. La réduction de la pauvreté ralentit depuis 2013, et l'extrême pauvreté s'intensifie même en Afrique subsaharienne.

LVOG - Non, les inégalités ne sont pas "le résultat de choix politiques", c'est une nécessité qui remonte aux inégalités entre les classes qui constituent les fondements sur lesquels reposent les rapports sociaux de production du capitalisme ou l'existence du capitalisme. Ces inégalités sociales sont la raison d'être du capitalisme et déterminent la nature oppressive du régime qui en est issu.

Elles s'inscrivent dans le cadre du processus de l'exploitation de l'homme par l'homme qui débuta lorsque les forces productives, la division du travail et le commerce se développèrent, mettant fin à la propriété collective de la terre et à la répartition collective des richesses qui en étaient issues.

Le passage à la propriété privée des moyens de production allait se traduire par la division de la société en classes, et une répartition inégale des richesses produites entre propriétaires et esclaves, puis serfs et enfin salariés, au profit de ceux qui détenaient les moyens de production, les propriétaires d'esclaves, les seigneurs féodaux ou les nobles, les bourgeois ou les capitalistes. Ces différentes classes d'exploiteurs ont toujours constitué une infime minorité par rapport aux exploités. Ils accrurent leur richesse et leur pouvoir en se livrant au brigandage, à la guerre, en se servant de la machine de l'Etat pour asservir et réprimer les masses laborieuses soumises à des conditions d'exploitation implacables qui ne leur laissaient pas d'autre choix que vendre leur force de travail pour survivre ou périr.

Cette concentration des richesses et du pouvoir politique entre les mains des différentes classes exploiteuses était une question de survie liée au développement des forces productives et aux différents modes de production qui allaient se succéder en conséquence. Autrement dit, cette concentration des richesses et du pouvoir politique allait être le produit du développement des forces productives et non son origine, donc quand on nous dit que les inégalités sont "le résultat de choix politiques", l'ensemble du processus historique démontre que c'est faux. Dès lors on comprend pourquoi ils avancent cet argument : Uniquement pour épargner le capitalisme ou le système de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine des inégalités et dont nous devons nous débarrasser pour mettre un terme à ces inégalités.

Voyons maintenant de plus près comment cela fonctionne, sans entrer dans les détails.

En pratique, ces inégalités et les rapports sociaux de production sont liés entre eux par les lois de la logique, lois auxquelles est soumis le fonctionnement du capitalisme, de telle sorte que chacun des acteurs sociaux, exploiteurs et exploités, ne peuvent se soustraire à ces lois sous peine de disloquer ce système économique.

Or, il se trouve que ces lois renferment des contradictions qui ne peuvent que se renforcer au fur et à mesure que se développent les forces productives, les besoins d'une population toujours plus nombreuse à l'échelle mondiale, la lutte de classe des exploités pour les satisfaire, jusqu'à atteindre un niveau de tension insupportable, un point de rupture qui menace l'existence même de ce système économique, ce qui se traduit par des crises, des guerres et des révolutions, ce qui explique pourquoi il arrive un moment où le mode de production en vigueur doit céder la place à un mode de production supérieur de manière à pouvoir libérer les forces productives du carcan qui les étouffait, et permettre de satisfaire les nouveaux besoins de la population qui sont apparus au cours de la période précédente, dans le cas contraire les forces productives se transformeraient en forces destructives et les masses laborieuses seraient vouées à une précarité généralisée et à une paupérisation croissante.

La concentration des richesses entre les mains d'une poignée d'oligarques à l'échelle mondiale est incompatible avec les besoins grandissant et pressant des 7,6 milliards d'habitants que compte notre planète de nos jours, que 26 d'entre eux possèdent l'équivalent des richesses de la moitié des habitants de la terre est une aberration totale, mais le plus incroyable encore, c'est qu'on ait permis que cette situation se réalise.

J'ai déjà expliqué dans de nombreuses causeries comment on avait pu en arriver là, quelles facteurs ou conditions ont favorisé le développement d'un tel monstrueux parasitisme et totalitarisme. Personne apparemment n'a voulu prendre en compte mes arguments, soit, le déni permanent est devenu le principal principe qui commande à la destinée du mouvement ouvrier, bref, c'est à désespérer qu'on s'en sorte un jour. Je ne vais pas me répéter une énième fois, j'en ai marre, je suis physiquement épuisé.

Vous préférez peut-être le discours d'Oxfam, une officine de l'oligarchie qui vante le modèle social danois. Oxfam financée par Bill Gates et d'autres oligarques, plus de détails notamment dans la causerie du 11 décembre 2018.

Oxfam, auxiliaire de Macron. Son objectif, faire en sorte que Macron soit "*crédible*".

- Tout en saluant un discours "*fort*" (de Macron - ndlr), l'ONG Oxfam a appelé le chef de l'Etat "*à joindre bien davantage le geste à la parole (...) s'il veut être réellement crédible*". AFP 26 septembre 2018

- Contrôle des chômeurs : la face cachée du modèle danois - francetvinfo.fr 14.12.017

Malene Gregaard Wilslys, ancienne cadre au chômage à franceinfo : " Pour la première fois au Danemark, on voit un certain nombre de nouveaux pauvres qui fouillent dans les poubelles pour se nourrir". (Solidarité oblige : les poubelles sont toujours plus pleines ! - LVOG)

- Car être chômeur au Danemark est un parcours du combattant. Il faut envoyer deux lettres de candidature par semaine, se rendre chaque mois à son agence pour l'emploi, être toujours disponible et éviter de partir en vacances. Il est en effet interdit de s'absenter sans autorisation préalable de son agence pour l'emploi. Pour l'exemple, quelques rares chômeurs ont été arrêtés à l'aéroport de Copenhague, au motif qu'ils partaient en vacances sans avoir prévenu.

- Selon Lise Bayer (directrice de l'équivalent d'une agence Pôle Emploi du centre de Copenhague - ndlr), les demandeurs d'emploi retrouvent un travail au bout de quelques mois, mais leur nouveau poste peut être loin de chez eux, ils n'ont pas le droit d'être difficiles.

- Les conseillers du "job center" vérifient que leurs recherches vont dans la bonne direction. Pas question de perdre son temps à trouver une offre qui correspond parfaitement à votre profil. "Vous ne pouvez pas chercher un travail comme un astronaute, de loin", détaille-t-elle, "vous devez coller à la réalité du marché du travail et nous avons un système pour cela".

- Au siège de LO, l'un des principaux syndicats de travailleurs, Mads Busk estime par exemple que les allocations chômage ne sont pas assez élevées. En principe, les chômeurs reçoivent 90% de leur salaire pendant deux ans maximum. Ces allocations ne sont pas dégressives. Mais dans la réalité est un peu différente. "Les chômeurs reçoivent de moins en moins d'argent. En moyenne ils reçoivent 54% de leur précédent salaire, ce n'est pas assez", s'insurge-t-il. francetvinfo.fr 14.12.017

Les Echos - Ce "marché" (la flexisécurité - ndlr) passé entre partenaires sociaux, avec la bénédiction des gouvernements successifs, est entré dans les moeurs des 5,7 millions de Danois.

Au nom de la Banque du Danemark, Per Callesen rappelle qu' " il serait utile d'élargir encore le marché du travail " pour éviter une surchauffe, qui se traduirait par des salaires toujours plus élevés et une baisse de la compétitivité danoise. En outre, plus de salariés signifierait aussi plus de rentrées fiscales pour contribuer à l'Etat providence, à l'éducation gratuite, aux programmes de formation des chômeurs, etc.

Message reçu par les gouvernements successifs. Ils cherchent à puiser dans le réservoir d'adultes sans emploi ne figurant pas dans les statistiques du chômage (étudiants, personnes en congé maladie, en préretraite, recevant des pensions d'invalidité, etc.). Et ils reportent peu à peu l'âge du départ à la retraite. Ainsi le gouvernement actuel vient-il de proposer de le faire passer à 67 ans et demi d'ici à 2025, tout en rognant les possibilités de partir en préretraite. Pour être sûrs de ne pas manquer de main-d'oeuvre, bon nombre d'employeurs, eux, voudraient que le pays ouvre davantage ses portes aux travailleurs hautement qualifiés originaires de pays non membres de l'UE. lesechos.fr 16.11.2016

Libération - «Ces inégalités ne sont pas une fatalité mais le résultat de choix politiques», martèle Oxfam. Une fiscalité progressive, destinée à financer des services publics universels et gratuits serait tout à fait apte à réduire les écarts de richesses et leurs conséquences. «Dans les années 2000, les inégalités de revenus ont connu un recul phénoménal en Amérique latine, grâce à des Etats qui ont augmenté les impôts pour les plus riches, relevé les salaires minimum et investi dans la santé et l'éducation», rappelle le rapport. Aujourd'hui, «le Danemark est le pays qui fait le plus pour réduire les inégalités, avec des

dépenses sociales, une fiscalité progressive, et un droit du travail protecteur», explique Cécile Duflot, directrice d'Oxfam France (Danemark : 11,9 % de la population sous le seuil de pauvreté. En Finlande 11,6 %, en Norvège 12,2 % [inegalites.fr - 13 juin 2018] , quel modèle social !- LVOG). Des services publics universels et de qualité ne sont pour autant pas l'apanage des pays riches. Dès 2002, la Thaïlande a mis en place un système de santé universel. En profitant à tous, mais surtout aux plus pauvres à qui il ouvre l'accès aux soins, il réduit les inégalités. (D'où les coups d'Etat de 2006 et 2014... - LVOG)

«L'éducation publique est essentielle. C'est une première étape, elle permet l'émergence d'une société civile qui va ensuite réclamer d'autres droits, comme celui à la santé», poursuit Cécile Duflot. Les dépenses destinées à l'éducation et à la santé publique sont les plus efficaces pour réduire les inégalités comme la pauvreté. «L'existence même d'écoles ou d'hôpitaux publics ne suffit pas, il faut aussi les rendre accessibles», souligne la directrice d'Oxfam France. Ainsi un raccordement au réseau d'eau courante va bénéficier à tous, mais plus particulièrement aux femmes, à qui incombent les corvées d'eau. Déchargées de ces heures de travail non rémunérées, les filles auront le temps d'aller à l'école, et leurs mères l'opportunité de se consacrer à d'autres tâches qui pourront leur fournir un revenu.

(Quelle "opportunité", elles seront doublement exploitées, quel bonheur ! Ici en Inde, beaucoup de femmes travaillent désormais, car il est devenu impossible de survivre avec un seul salaire. Et ces familles sont tellement pauvres qu'elles n'ont pas les moyens de s'acheter une machine à laver. Chaque matin, entre 5 et 6 heures je suis réveillé, à 50 mètres de chez moi, j'entends le bruit du linge frappé sur un parterre en ciment par des femmes. Ensuite elles vont cuisiner, laver et habiller leurs enfants, prendre leur douche, leur repas, balayer, s'habiller pour aller bosser à l'usine ou ailleurs, une partie d'entre elles se taperont une partie du trajet à pied, ensuite elles prendront le bus. Et elles rentreront chez elles sur les coups de 18 ou 18h30 après avoir fait quelques courses, et elles enchaîneront en préparant le repas, lavant leurs gosses, balayant à nouveau, épuisez elles iront se coucher vers 20 heures, à moins qu'il faille encore emmener un gosse chez le médecin, ce qui arrive très souvent, parfois elles viennent chez et je leur donne des médicaments. J'allais oublier la corvée d'eau, car toutes les maisons ne sont pas raccordées. L'eau n'est disponible que pendant 2 heures le matin et le soir, d'où les femmes qui viennent chercher de l'eau chez moi. Et les hommes, ils n'en foutent pas une ! Il paraît que c'est la coutume et qu'il faut la respecter, ce sont ces femmes qui le disent ! Cela dit les mentalités ont tendance à changer chez les jeunes, quand ils sont plus ou moins amoureux, cela leur passent vite il faut bien dire, et ensuite ils se rangent derrière les coutumes, c'est si pratique ! Cela fait 24 ans que je les observe, donc j'en connais un bout sur leur mode de vie et le reste. Après cela comment voulez-vous que je refuse de leur rendre service ? Ce qu'ont besoin en priorité les travailleurs indiens et bien d'autres pays, c'est deux jours de repos par semaine et une hausse des salaires de 70 à 100%, le droit à la retraite, ce qui ne figure pas dans le rapport de cette saloperie d'ONG, normal. - LVOG)

Une fois posée la question de l'efficacité des services publics dans la réduction des inégalités, reste celle de leur financement. «Les taux maximum d'impôt sur le revenu, les successions et les sociétés ont diminué dans de nombreux pays riches, rappelle le rapport. Si la tendance était inversée, la plupart des Etats auraient des ressources suffisantes pour fournir des services publics universels.» Aux Etats-Unis par exemple, le taux maximum d'impôt sur le revenu des particuliers était de 70 % en 1980, alors qu'il n'est plus aujourd'hui que de 37 %. ISF et taxes sur la consommation

Ce sont les plus riches qui ont bénéficié de ces baisses généralisées. «Pour chaque dollar de recette fiscale, en moyenne seulement 4 [centimes] proviennent de la fiscalité sur la fortune», interpelle le rapport. «L'argument toujours opposé aux hausses de la fiscalité sur les plus riches est le risque d'augmentation de la fraude fiscale. Mais c'est un leurre, assure Cécile Duflot. Les recettes de l'ISF n'ont cessé d'augmenter depuis sa création. Les impôts élevés mènent certes à plus de fraude mais surtout à davantage de recettes. Les exilés fiscaux ne représentent que 0,2 % des assujettis à l'ISF», détaille la directrice d'Oxfam France.

Les impôts tels qu'ils sont répartis aujourd'hui n'épargnent pas seulement les riches. Ils pénalisent aussi les pauvres. «Depuis la crise de 2008, le poids de la fiscalité a été transféré des entreprises vers les ménages, l'augmentation nette des recettes fiscales est attribuable aux impôts sur les salaires et aux taxes sur la consommation comme la TVA», précise Oxfam. Ces taxes sur la consommation, identiques pour tous, aggravent les inégalités puisqu'elles pèsent plus lourdement sur le budget des moins riches. Si on combine les différents impôts, on en arrive dans certains pays, comme au Royaume-Uni, à des déséquilibres tels que les 10 % les plus pauvres paient proportionnellement plus que les 10 % les plus riches. Troisième fortune mondiale, le milliardaire américain Warren Buffet lui-même a souligné que son taux d'imposition reste moins élevé que celui de sa secrétaire. Libération 20 janvier 2019

En France, les oligarchies se gavent avec la complicité de l'Etat.

Libération 20 janvier 2019 -

En 2017, ils (les entreprises du CAC40 - ndlr) se sont acquittés d'un peu plus de 30 milliards d'euros de taxes sur les bénéfices dans le monde, soit 6,4 % de moins par rapport à 2010, alors que leurs profits ont augmenté dans le même temps de 9,3 % et les dividendes versés aux actionnaires de 44 %. Avec 57,4 milliards d'euros en 2017, ils ont l'an dernier battu leur précédent record datant de 2007, juste avant la crise financière.

Le fait que l'Etat soit présent au capital de certains de ces géants «n'a malheureusement pas d'effet sur leur comportement», dénonce l'association. Elle cite l'exemple du gazier Engie, dont l'Etat est actionnaire à 24 %, et qui, sur ses 2 300 filiales, en compte 327 basées dans des paradis fiscaux. Les effectifs, eux, ont suivi la pente inverse, chutant de près de 20 %. A l'image

de Michelin, dont le chiffre d'affaires a progressé de 22 % pendant que l'emploi en France a été réduit d'autant.

Une attrition qui contraste avec les rémunérations octroyées aux dirigeants, en hausse de 32 % entre 2010 et 2017 alors que le salaire moyen n'a augmenté que de 22 %.

Selon plusieurs autres études récentes, les inégalités de revenus entre les ménages ont également plutôt tendance à se creuser en France, même si elles restent parmi les plus faibles des pays riches. Comme le souligne en substance James Browne, économiste de l'OCDE, la France est de tous les pays d'Europe celui qui parvient le plus à les contenir grâce à une redistribution après impôts. La part des revenus des 10 % les plus riches (qui représentent en moyenne 22 fois ceux des 10 % les plus pauvres) serait six fois supérieure en l'absence de ces transferts via les prélèvements obligatoires.

Selon Malka Guillot, de l'Ecole d'économie de Paris, si le système fiscal et social français a globalement permis de contrecarrer l'augmentation des inégalités en France depuis trente ans, l'abandon par Macron de l'impôt sur la fortune et la mise en place d'un impôt forfaitaire de 30 % sur les revenus du capital a fait des ultrariches les grands gagnants des dernières réformes fiscales. «Du fait de l'importance historique des cotisations sociales et des impôts indirects dans notre système fiscal, les plus riches dont la part des revenus issus du patrimoine est plus forte sont structurellement avantagés, souligne-t-elle. Avec les mesures mises en place par le gouvernement, cette tendance s'est accentuée, avec un effet redistributif de l'impôt qui décroît lorsque l'on atteint le haut de la pyramide des revenus pour les 1 % et même les 0,1 % les mieux lotis.» Libération 20 janvier 2019

La liste des 26 oligarques milliardaires les plus riches qui concentrent autant de richesses que 3,8 milliards d'habitants.

Jeff Bezos, Bill Gates, Warren Buffett, Bernard Arnault, Mark Zuckerberg, Amancio Ortega, Carlos Slim, Helú Charles Koch , David Koch, Larry Ellison, Michael Bloomberg, Larry Page, Sergey Brin, Jim Walton, S.Robson Walton, Alice Walton, Ma Huateng ,Françoise Bettencourt Meyers, Mukesh Ambani, Jack Ma, Sheldon Adelson, Steve Ballmer, Li Ka-shing, Hui Ka Yan, Lee Shau Kee, Wang Jianlin.

Pour en arriver-là, ils ont mis le monde à feu et à sang au quotidien. Un bref échantillon.

- La coalition menée par Ryad dit avoir "détruit" des sites de drones au Yémen - AFP
- Irlande du Nord: Deux arrestations après l'explosion d'une voiture - Reuters
- Nom de la Macédoine: incidents lors d'une manifestation à Athènes - AFP
- Egypte: un an de prison pour un présentateur TV pour avoir interviewé un gay - AFP
- Un raid israélien déjoué dans le sud de la Syrie - Reuters
- Un attentat fait trois morts à Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie - Reuters
- La Syrie en guerre secouée par deux attentats, dont un à Damas - AFP
- Sanaa visée par une série de raids aériens de la coalition saoudienne - Reuters
- Plus de 100 morts dans l'attaque d'une base en Afghanistan - Reuters
- Attaque contre l'ONU au Mali : 10 Casques bleus ont été tués - Liberation.fr
- Soudan: nouvelles manifestations, Béchir défend les forces de sécurité - AFP
- Colombie: marche contre le terrorisme après l'attentat de Bogota - AFP
- Dans le nord du Brésil, une vague de violences alimentée par le chaos carcéral - AFP
- Le bilan de l'explosion d'un oléoduc dans le centre du Mexique vendredi s'est alourdi à 89 morts - Liberation.fr

La pauvreté récurrente produit de l'"Europe sociale"...oligarchique!

- La pauvreté en Europe - inegalites.fr 13 juin 2018

17 % des Européens vivent sous le seuil de pauvreté de leur pays. Cette proportion varie du simple au double, de 12 % en Finlande à 25 % en Roumanie.

17,3 % des Européens, soit 87 millions de personnes, vivaient sous le seuil de pauvreté en 2015 selon Eurostat [1], si on prend en compte le seuil à 60 % du revenu médian de chaque pays (voir encadré ci-dessous). La Finlande (11,6 %), le Danemark (11,9 %), la Norvège (12,2 %) et les Pays-Bas (12,7 %) font partie des pays où le taux de pauvreté est le plus faible. Avec un taux à 13,6 %, le niveau de la pauvreté en France se situe également parmi les plus bas d'Europe. Il est même le plus faible des pays les plus peuplés.

À l'opposé, la Roumanie (25,3 %), l'Espagne (22,3 %) et la Grèce (21,2 %) ont les taux de pauvreté les plus élevés. L'Italie et le Portugal ne sont pas loin avec respectivement 20,6 % et 19,0 %. Ces pays sont fortement touchés par la crise économique et ont un taux de chômage très élevé, notamment chez les jeunes. inegalites.fr 13 juin 2018

Le visage hideux du capitalisme.

- Des sacs Dior aux taudis : Hongkong, concentré d'inégalités - Libération 20 janvier 2019

Selon Oxfam, la ville fait partie des endroits du monde où les inégalités sont les plus «extrêmes». Alors que les plus riches se pavanent avec leurs chiens manucurés à bord de leurs Tesla, Kelly, 10 ans, ou la famille Wong, qui vit à quatre dans 27m², tentent de survivre tant bien que mal loin des gratte-ciel.

Kelly n'a ni père ni loisirs, et ne mange pas à sa faim. La fillette fluette aux manches trop courtes nourrit pourtant l'ambition de devenir une «femme riche». Et ça la fait rire, car elle sait qu'il lui faudra «étudier et travailler très très dur» pour accomplir son rêve. A 10 ans, elle vit sous le seuil de pauvreté à Hongkong, comme un enfant sur cinq dans cette ville où, selon Oxfam, les inégalités sont «parmi les plus extrêmes» au monde et se creusent depuis quinze ans. Ici, magasins de luxe et magnats milliardaires côtoient sans-abri et vieillards ramasseurs de carton. Inabordables

En 2016, le revenu médian moyen par ménage du plus haut décile (les 10 % les plus riches) était 44 fois plus important que celui du plus bas décile (les 10 % les plus pauvres). En 2006, c'était «seulement» 34 fois plus. A cette date, les plus pauvres devaient travailler pendant près de deux ans et dix mois pour gagner ce que les plus riches engrangeaient en un mois. Il faut désormais trois ans et huit mois.

La richesse est fortement concentrée : les particuliers disposant de plus de 20 millions d'euros possèdent à eux seuls 47 % des richesses. Et elle se montre. Sacs Dior, talons Louboutin et bracelets Love de Cartier font partie intégrante du décor. Les Tesla sont à tous les coins de rue, au point que leur fondateur, Elon Musk, a jusqu'à récemment considéré Hongkong comme «la ville-balise» pour ses produits car elle comptait par habitant le plus grand nombre de ces voitures électriques haut de gamme. Même les chiens mènent ici une vie en or, dorlotés et manucurés par des propriétaires qui n'hésitent pas à payer rubis sur l'ongle pour des toilettages au lait ou des soins à l'oxygénothérapie.

La pauvreté, grandissante, se fait très discrète. Elle touche 1,38 million de personnes, soit 20,1 % de la population hongkongaise. Dont Kelly. Abandonnée à la naissance par son père, la fillette survit dans le quartier saturé de Mongkok (en face de l'île de Hongkong) avec sa mère, Jojo, 40 ans, Chinoise du continent en situation irrégulière.

A Hongkong, le marché immobilier est parmi les plus inabordables au monde. Des places de parking s'arrachent pour 250 000 euros, des appartements sur l'emblématique pic de l'île Victoria pour 14 000 euros le mètre carré. Kelly et sa mère vivent, elles, dans un studio oppressant : 9 m² de boîtes et de sacs amoncelés autour d'un lit et d'une table. Elles disposent de 6 000 dollars hongkongais (660 euros) par mois, donnés par un oncle. Une fois décomptés les 4 200 HKD de loyer, 200 HKD d'électricité et 100 HKD de téléphone, il leur reste 1 500 HKD (soit 166 euros). Pas suffisamment pour trois repas par jour, ni pour l'uniforme de l'école, ni pour l'ordinateur, ni pour une consultation médicale. Il ne leur reste rien, sauf une vie de galère, à grappiller d'ONG en banques alimentaires quelques vêtements et aliments. Indigence

Le plus difficile pour Kelly ? Voir ses camarades acheter des goûters après l'école. Quand ses copines partent suivre des cours de soutien ou des activités extrascolaires à 25 euros la demi-heure, elle rejoint sa paroisse pour faire ses devoirs avec l'aide d'une sœur. Les notes de ses copines grimpent en anglais mais pas les siennes, faute de cours particuliers, explique la fillette discrète dans un anglais mal assuré.

Dans son jean trop grand et ses tongs Peppa Pig, Kelly réussit à se mouvoir dans la minuscule pièce encombrée, fouille sous une pile de feuilles et brandit fièrement des natures mortes au fusain, ses trophées des cours de dessin qu'il a fallu arrêter car trop onéreux, 45 euros par mois. «J'étais déçue, j'aimais beaucoup ça», souffle-t-elle dans une moue. Selon Sze Lai-shan, de l'ONG Hongkong Society for Community Organization, qui s'occupe de la petite fille, en étant privée de ces activités parascolaires bénéfiques pour son bien-être et l'acquisition d'autres compétences, Kelly est lourdement pénalisée et rejetée. Or cet isolement social dès le plus jeune âge est préjudiciable dans une société régie par les réseaux, où la compétition est reine et la réussite une obligation. «Il y a vingt ans, l'école permettait de s'élever dans l'échelle sociale, ce n'est plus le cas. Aujourd'hui les élèves doivent payer pour avoir plus de ressources et d'opportunités. Beaucoup se retrouvent en échec dès la ligne de départ parce que leur famille est pauvre», explique Sze Lai-shan.

Le travail ne permet pas non plus de sortir de l'indigence. Dans ce quartier de Sham Shui Po, une personne sur quatre est pauvre. Beaucoup sont des actifs qui, malgré un emploi voire deux, peinent à se maintenir à flots. Ils vivent entassés dans de vieux immeubles des années 60. Les appartements y sont subdivisés en micros studios ou des «lits-cercueils» où l'on ne tient qu'allongé, des espaces sans intimité, ni lumière, ni air ventilé. Certains de ces locataires espèrent décrocher un logement social, comme l'ont déjà fait 45,6 % des 7,4 millions de résidents de Hongkong. Dans l'attente du Graal, cinq ans et demi en moyenne, ils s'entassent à Sham Shui Po ou s'excentrent vers les zones rurales des Nouveaux Territoires, la partie continentale de Hongkong.

C'est le cas de la famille Wong, venue de Chine il y a moins de dix ans, rencontrée à Long Ping, à plus d'une heure de métro des gratte-ciel rutilants du centre des affaires. Le père, Wong Chi Keung, travaille dans le bâtiment quand sa santé défaillante le

lui permet. Son épouse, Lau Ying Sheung, ne travaille pas, afin de s'occuper de leurs jumelles de 6 ans, scolarisées seulement la moitié de la journée. «On vit dans le stress», raconte-t-elle. Depuis quelques mois, ils sont installés dans un espace de 27 m² construit illégalement sur le toit d'un hôtel de passe. Mégots et préservatifs usagés jonchent les marches de l'immeuble.

Un matin, intriguées par l'odeur, les jumelles, Mei Yin et Shuk Yin, ont découvert un rat en décomposition sur le toit, à côté de leur poupée. Depuis, racontent-elles en secouant la tête, elles n'y laissent plus traîner aucun de leur jouet. Elles restent confinées à l'intérieur de leur logement pour dessiner ou étudier, «parce que ça demande trop d'énergie de descendre les sept étages et le square est trop loin», explique la mère, vite essoufflée par l'effort physique à cause de son diabète.

«Restrictions»

Malgré cet environnement, Lau Ying Sheung se satisfait de son logement, «un luxe comparé au conteneur perdu dans la campagne» que la famille louait pour 3 000 HKD (331 euros). Problème : le propriétaire compte les expulser d'ici quelques semaines. «Aides sociales comprises, nous ne touchons qu'environ 10 000 HKD par mois (1 106 euros). C'est impossible avec ça de payer des frais d'agence pour trouver un autre logement», raconte Lau Ying Sheung, très préoccupée.

Sentiment d'insécurité et angoisse sur l'avenir alimentent son quotidien, comme près de la moitié des foyers défavorisés, selon une étude menée en 2017 par la fondation Caritas. «Le gouvernement n'aide pas correctement les gens et met énormément de restrictions et de conditions pour l'obtention des aides sociales, regrette Kelvin Lee, de Caritas. Les salariés peu qualifiés doivent travailler plus de dix heures par jour, sans pour autant s'en sortir et encore moins économiser. Ils placent donc beaucoup d'espoir dans la réussite de leurs enfants, beaucoup trop.».

Hongkong, un cinquième de la population sous le seuil de pauvreté

«Hongkong est peut-être le seul pays au monde à avoir accentué ses inégalités après qu'il a rejoint un pays communiste.» La boutade de Thomas Piketty lancée lors d'une conférence à Hongkong à l'automne a été confirmée par les dernières statistiques officielles. La pauvreté ne diminue pas en dépit d'une croissance de 3,8 %.

En 2017, un cinquième de la population est passé sous le seuil de pauvreté (calculé à partir des revenus des ménages avant impôts et aides sociales), soit une hausse de 0,2 % et un record depuis 2010. Pourtant près de 79,8 milliards de dollars hongkongais (8,9 milliards d'euros) sont alloués à l'aide sociale, près de deux fois plus qu'en 2009 lorsque le gouvernement a commencé à publier des statistiques sur la pauvreté, ce qui en fait le deuxième poste de dépenses après l'éducation.

Les autorités imputent cette hausse au vieillissement de la population. Les plus de 65 ans représentent 16,6 % de la population totale, et un tiers des indigents. Plus inquiétant, le taux de pauvreté des enfants a grimpé de 0,3 point à 23,1 %, et s'accentue aussi la paupérisation des jeunes diplômés et étudiants qui travaillent pour rembourser leurs études.

On est considéré comme pauvre à Hongkong quand on gagne moins de 4 000 HKD par mois (445 euros) pour une personne seule, 19 900 HKD (2 200 euros) pour une famille de quatre.

Le logement est l'une des racines du problème. Il engloutit plus du tiers du budget des ménages défavorisés. Pour Paul Yip, professeur au département des sciences sociales de l'Université de Hongkong, sont aussi en cause la piètre protection du travail, un salaire minimum dérisoire, à 34,5 HKD de l'heure (3,9 euros), instauré en 2011 seulement, et des syndicats fantoches.

Selon lui, en externalisant ses emplois, le gouvernement a par ailleurs «mené la danse dans cette spirale négative» qui fait que la croissance économique n'aide plus les classes inférieures à participer aux succès économiques. «Plutôt que de créer une dépendance aux allocations sociales, le gouvernement devrait pousser à l'augmentation des salaires.» Libération 20 janvier 2019

Autre monstruosité du capitalisme. En France.

LVOG - Inexplicable, sans cause réelle et sérieuse, une pure coïncidence, la fatalité.

- L'affaire des bébés sans bras relancée par trois nouveaux cas autour de l'étang de Berre - Liberation.fr 21.01

En 2016, dans un espace géographique restreint de 30 kilomètres autour de Vitrolles, trois bébés sont nés sans bras. La pollution, liée à la forte activité industrielle, est pointée comme une cause éventuelle de ces malformations. Liberation.fr 21.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Espagne. Podemos au bord de l'implosion. - LePoint.fr 20 janvier 2019

Le divorce est consommé entre les deux leaders du mouvement espagnol, Pablo Iglesias et Íñigo Errejón. En chute dans les sondages, Podemos risque de se diviser en deux blocs.

Podemos, cette formation qui, il y a tout juste cinq ans, avait bouleversé la politique espagnole, fête cet anniversaire dans la pire situation possible : au bord du gouffre. Longtemps contenue, la guerre entre ses deux leaders et frères ennemis est ouvertement déclarée. Ce qui affaiblit considérablement ce parti de la gauche radicale qui, né en 2014, est la troisième force parlementaire avec 5 millions de suffrages et 67 députés à la chambre basse du Parlement. L'étincelle : l'annonce par l'un des cofondateurs de Podemos, Íñigo Errejón, qu'il ne concourra pas sous les couleurs du parti aux régionales de Madrid en mai prochain, mais qu'il le fera sous la bannière du mouvement plus modéré, plus pragmatique, de la maire de Madrid, Manuela Carmena, Mas Madrid. La réaction du chef de file incontesté de Podemos, Pablo Iglesias, a été immédiate : « Cette décision qui a été prise sans me consulter me rend très triste. »

Ce coup de tonnerre consomme une scission, de l'avis général, irréversible. C'est tout à la fois un divorce politique, stratégique et personnel entre les deux personnalités les plus en vue de Podemos depuis son lancement : d'un côté, Pablo Iglesias, le secrétaire général, partisan d'une formation verticale, d'un pouvoir autoritaire, et de positions jusqu'au-boutistes face aux autres forces parlementaires, des socialistes à la droite la plus radicale ; de l'autre, Íñigo Errejón, plus modéré, moins dogmatique, et favorable à une gauche transversale en quête d'une alliance stratégique avec les socialistes. LePoint.fr 20 janvier 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Psychiatrie: une journée d'action contre le manque de moyens - Liberation.fr 21 janvier 2019

Marcher… «pour un printemps de la psychiatrie». Le slogan est audacieux, tant la situation actuelle est hivernale. En tout cas, c'est sur ce thème que vont se rassembler mardi à 11 heures quelques centaines de personnes à l'appel de plusieurs collectifs, dont certains regroupant des patients, mais aussi à l'appel de l'Union syndicale de la psychiatrie (USP) ainsi que des syndicats SUD et CGT, place de la République à Paris.

Une manifestation qui s'inscrit dans le sillage de plusieurs mouvements de grève qui ont eu lieu, ces derniers mois, dans les hôpitaux psychiatriques d'Amiens, de Rouen mais aussi du Havre. Tous pointant un manque cruel de moyens et de personnel, se traduisant par des situations mettant en danger les patients (lire Libération du 9 janvier 2019). Ces grèves, menées non par des médecins mais par le personnel soignant, ont eu des résultats variables.

En finir avec l'isolement et la contention

Si un accord de «sortie de crise» prévoyant l'embauche d'infirmiers et d'aides-soignants a été signé, la semaine dernière, entre la direction de l'hôpital psychiatrique Philippe Pinel à Amiens et les syndicats, en revanche au Havre, les syndicats s'inquiètent du fait que les promesses d'embauche ne sont pas tenues financièrement, et que des patients se retrouvent de nouveau sur des brancards, dans des couloirs, parfois même attachés.

Aujourd'hui, ce sont plus d'une dizaine d'hôpitaux psychiatriques qui connaissent des mouvements suivis de mobilisations. «Plus de 25% des postes de psychiatres dans les hôpitaux ne sont pas pourvus, nous disait le Dr Pascal Boissel, président de l'USP. Les 50 millions d'euros promis par la ministre de la Santé risquent de n'être qu'une paille tant la situation est tendue et dramatique.» «Nous voulons en finir avec l'augmentation continuelle du recours à l'isolement et à la contention; la contrainte doit cesser d'être la norme», insiste de son côté le Collectif des 39, qui regroupe des patients et des professionnels de santé. Liberation.fr 21 janvier 2019

Haut de page

Le 27 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

Manifestation mardi 29 janvier à Paris à 18h « pour le retrait du projet de loi « Répression » de Macron-Philippe-Retailleau.

Mardi 29 janvier - 18h - Manifestation - départ 18h fontaine Saint Michel à Paris (pour le début de l'examen du texte en séance à l'assemblée).

« pour le retrait du projet de loi « Répression » de Macron-Philippe-Retailleau contre le droit de manifester ; pour l'abandon des poursuites à l'encontre des victimes de la répression policière et leur indemnisation ; pour l'interdiction des armes mutilantes dites « intermédiaires » (flash-balls, grenades de désencerclement...) ; pour l'arrêt des violences policières et la fin de l'impunité ».

Considérant qu'un tel projet menace les libertés démocratiques et concerne tout le mouvement ouvrier, le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID) s'est associé à un appel d'organisations qui se prononce en particulier « pour le retrait du projet de loi « Répression » de Macron-Philippe-Retailleau contre le droit de manifester ; pour l'abandon des poursuites à l'encontre des victimes de la répression policière et leur indemnisation; pour l'interdiction des armes mutilantes dites « intermédiaires » (flash-balls, grenades de désencerclement…) ; pour l'arrêt des violences policières et la fin de l'impunité ».

Premiers signataires :

ACORT, AMDH Paris-IDF, Amelior, ASSO-Solidaires, ATTAC, ATMF, Campagne BDS France, Cedetim-IPAM, CNDF, CNT-FTE, Collectif des Universitaires contre les violences policières, Collectif Faty Koumba, Collectif habitants urgence 31, Comité Adama, Comité Montreuil Palestine, Coordination Pas sans nous, CRLDHT, CVDT, DAL, DIEL, Droits devant !, Emancipation Tendance Intersyndicale, La Fanfare Invisible, Fédération Solidaires Etudiant-e-s, Femmes Egalité, Femmes Plurielles, Fondation Copernic, FTCR, Identité plurielle, Instants Vidéo et Numériques, LDH Paris 18, Marche des Solidarités, UJFP, UTAC, Sud PTT, SNJ, SNJ-CGT, Solidaires, Sud Industrie...

Ainsi que : Alternative Libertaire, Ecolo, EELV, Ensemble!, Gauche Démocratique et Sociale, Coopérative Ecologie Sociale, Décroissance IDF, NPA, Parti de Gauche, PCOF, POID...

Contact: contact@nonetatdurgence.org

- Au format pdf (29 pages)

PREMIERE PARTIE

Quelques réflexions politiques.

Je suis épuisé, donc je vais m'accorder un peu de repos. Si l'on veut. Après avoir déménagé depuis 5 ans déjà, je n'ai pas encore terminé mes travaux... Et puis rien ne presse, si on peut dire, puisqu'aucun changement politique n'est envisageable avant une durée indéterminée dans aucun pays, sauf peut-être au Venezuela dans le mauvais sens, quoique, c'était prévisible, on l'a déjà écrit il y a longtemps, comme en Equateur, en Argentine et au Brésil, aucun de ces régimes dits progressistes ou de gauche n'ayant rompu avec le capitalisme, ils devaient être tous balayés un jour par la réaction. Sur quoi reposaient-ils ? Je vous le donne en mille, l'armée mise en place par leurs prédécesseurs, le reste était à l'avenant.

Ceux qui nous ont vendu ces régimes comme des modèles à suivre ("Le socialisme du XXIe siècle") étaient en réalité des charlatans de la pire espèce pour avoir fait naître des illusions dans la tête de nombreux militants qu'ils ont trompés délibérément. On pouvait apporter notre soutien à ces pays contre leurs agresseurs, à condition de caractériser ces régimes et dénoncer leurs faiblesses...

Quand ils ont des parts dans le marche des sextoys.

- Bienvenue chez les psychopathes. La décadence dans laquelle ils veulent nous entraîner n'a plus de limite dans l'abjection. Ce n'est pas seulement à la place du cerveau qu'ils ont un sexe ! C'est toute trace de sociabilité (et d'évolution culturelle) chez l'homme ou chez la femme, la notion de sentiment amoureux qui doit disparaître au profit de relations sexuelles. Les relations qu'un homme et une femme pourraient tisser ensemble ou l'attirance qu'ils pourraient ressentir réciproquement n'aurait pas plus de valeur qu'un vulgaire objet destiné à procurer un plaisir éphémère que l'on consommerait et que l'on jetterait ensuite. Quel cauchemar !

- Saint-Valentin: troquez les roses pour ces sextoys - Le HuffPost 26.01

Comment ne pas se rendre compte qu'ils tiennent absolument à pourrir, effacer, détruire toutes les relations, tous les liens qui existent au sein de la société ou qui se sont constitués au fil des siècles et même des millénaires entre les hommes et les femmes, notamment.

Quelqu'un de mentalement équilibré peinera à croire qu'une telle intention puisse exister, et pourtant c'est bien la réalité.

On est en présence de monstres et non d'êtres humains, qui ont conçu une idéologie où toute trace d'humanisme serait bannie parce qu'ils considèrent qu'il constituerait une menace pour le modèle de société totalitaire qu'ils envisagent de nous imposer. Les hommes tout comme les femmes doivent être ramenés à une condition primaire, à l'état de primate, où seul demeurerait présent chez eux l'instinct bestial de survie qui s'accompagne de relations sexuelles du même ordre, comparables par exemple à celles des bonobos chez lesquels la notion de transgression sexuelle n'existe pas.

Ne vous êtes-vous jamais demandés pourquoi depuis déjà de nombreuses années, au-delà de la promotion de la pornographie et de la prostitution, ils nous rebattent les oreilles avec leurs histoires d'homosexualité, de pédophilie, d'inceste et de zoophilie, qui ne concernent qu'une infime minorité de la population, mis à part l'homosexualité qui n'a pas à être traité par le législateur et encore moins être évalué comme un délit, quand il s'agit d'un acte consenti entre adultes libres d'adopter cette orientation sexuelle, tout en les condamnant, ils manifestent clairement la volonté de banaliser ces comportements à force d'en entendre parler, les suggérant l'air de rien, les encourageant, les imposant, qu'ils soient légaux ou illégaux selon les pays, peu importe.

On n'est pas jamais au bout de nos surprises. Et dire qu'il y en a encore pour se demander s'il faut ou non "débattre" avec les représentants de cette idéologie, de ce régime, avec Macron et ses ministres, etc. c'est cela le plus stupéfiant en fait. Tous les jours il y en a qui ne manquent pas une occasion pour s'adresser à eux. Quelle en est la signification politique ? Devinez. Si vous en attendez quoi que ce soit, car c'est ce que cela signifie, vous êtes très très mal barrés ! Et nous aussi par voie de conséquence, hélas ! C'est difficile à vivre parfois d'avoir atteint un niveau de conscience que seul une infime minorité partage, si infime qu'on peine à se compter...

"***50% d'un coup***". Quelle générosité, quel bonheur ! Non, trop, c'est trop !

Rendez-vous compte, incroyable, le salaire minimum augmenterait de "50% d'un coup". Où cela, en France, mais non ballot, au Nigéria! France Info ne s'en remet pas, quelle tragédie ! Quand même, "50% d'un coup", c'est super, en partant de 44 euros mensuel, c'est déjà moins génial, cela donne 66 euros, tient un peu plus que le salaire que perçoivent les femmes indiennes de mon village qui travaillent 48 heures par semaine durant 12 mois de l'année, 60 euros, en France environ 1.000 euros, donc les heureux travailleurs nigérians vont percevoir un salaire équivalant à 6% du smic, c'est géant, que réclame le peuple franchement ! De la part de France Info des négriers, pas étonnant !

Cela explique aussi qu'on vive mieux en France qu'au Nigéria, premier producteur de pétrole d'Afrique, donc un pays riche ou plutôt, où les actionnaires des multinationales occidentales sont riches. Ces chers Français si attentionnés au sort des migrants, mais qui se foutent du sort qui leur est réservé quand ils bossent pour un salaire de misère dans leurs pays, c'est beau tout de même la bonne conscience, l'impérialisme a du bon, il faut le reconnaître...

En fait, c'était une information en partie fausse de France Info, car les salariés nigérians des entreprises de moins de 25 salariés ne sont pas concernés par cette mesure, donc les plus nombreux d'entre eux, et pour avoir la paix social le gouvernement a accordé 7,33 euros en plus aux fonctionnaires (j'ai fait le calcul!). Dans tous les pays les fonctionnaires sont devenus un des piliers de l'Etat ou de la stabilité du régime, les travailleurs les plus corrompus par le capitalisme en somme, souvent avec un bas salaire, l'un n'empêche pas l'autre, sur lesquels certains comptent pour faire la révolution, si, si, sans plaisanter, ce sont des révolutionnaires, quel délire, quelle dégénérescence de la lutte de classe ! France Info est à l'image de l'AFP, ils ne peuvent pas sortir une info sans y mêler une contrevérité ou un mensonge, c'est plus fort qu'eux !

- Nigeria: le salaire minimum va augmenter de 50% d'un coup - franceinfo 24.01

Le salaire minimum dans le pays le plus peuplé d'Afrique est actuellement de 18 000 nairas (un peu moins de 44 euros) par mois pour les salariés du public comme du privé. En novembre 2018, les gouverneurs des Etats avaient rejeté un accord portant sur un montant de 30 000 nairas. Ils l'avaient alors qualifié d'"impraticable" à moins de réduire drastiquement le nombre de fonctionnaires ou d'augmenter les subventions du budget fédéral qui leur sont allouées. Malgré les allocations mensuelles du gouvernement fédéral, de nombreux Etats n'ont pas payé leurs fonctionnaires depuis des mois, blâmant le ralentissement économique qui a plombé le géant ouest-africain depuis 2016.

Le ministre du Travail a déclaré à la presse que la somme de "27 000 (nairas) mensuels a été approuvée", suite à une réunion du Conseil national des Etats. Le nouvel accord, applicable aux secteurs privé et public, et qui doit encore être ratifié par le Parlement, sera révisable tous les cinq ans. Les entreprises employant moins de 25 personnes sont toutefois exemptées, a ajouté Chris Ngige. Par ailleurs, "les Etats et les organisations capables de payer plus de 27 000 nairas pourront le faire. Cela dépendra de leur capacité financière", a-t-il déclaré. "Par exemple, le gouvernement fédéral a décidé de ne pas payer

les travailleurs moins de 30 000 nairas", a-t-il ajouté. Fronde syndicale

Les syndicats n'ont pas réagi dans l'immédiat. Auparavant, ils avaient menacé à plusieurs reprises de paralyser le pays s'ils n'obtenaient pas un minimum de 30 000 nairas. L'inflation (11,5% actuellement) est devenue un problème majeur au Nigeria. Alors que le pays est le premier producteur de pétrole en Afrique, la majorité de ses 194 millions d'habitants vivent dans la pauvreté. "Le Nigeria est (...) devenu un pays pauvre", déclarait le président Muhammadu Buhari en 2016. La faute à la chute des cours du brut, affirmait-il. "C'est oublier une situation économique et politique locale en grande partie responsable des problèmes", observait alors franceinfo Afrique. A commencer par la baisse de la production d'hydrocarbures, la corruption... franceinfo 24.01

Il ne fallait pas oublier de le signaler.

Au-delà des critiques que j'ai formulées sur le mouvement ouvrier à propos de son attitude sectaire envers le mouvement populaire initié le 17 novembre 2018, il faut saluer l'engagement du POI, du NPA, de LO, de LFI, du PRCF, du ParDem, des groupes de militants du GMI, de La Commune et bien d'autres, dont les anarchistes et les maöistes, ainsi que l'ensemble des militants de tous les syndicats qui y participent, sans oublier certains militants du POID qui n'ont pas suivi leurs dirigeants.

Tendance Claire du NPA 24 janvier 2019

Finalement, Solidaires a décidé jeudi 24 janvier de s'associer à la grève du 5 février (https://urlz.fr/8JyS) en posant la question de la "grève générale reconductible".

Boycott du grand débat pipé de Macron ! Stop au dialogue social avec Macron !
Halte à la répression ! Amnistie des gilets jaunes condamnés !
Grève générale illimitée à partir du 5 février !

Les gilets jaunes. Pas du tout une dynamique de droite.

- Gérard Filoche à Sputnik 23.01 à propos des gilets jaunes.

«*Il y a 5% de casseurs, de fachos, de gens très détestables là-dedans. 95% de gens qui sont à gauche et qui cherchent une solution sociale […] Sur un rond-point où j'étais dans le Vaucluse, où on dit que c'est à droite, pas besoin de discuter longtemps avec les gens pour voir que vous augmentez les retraites, augmentez réellement le SMIC […] Mettez en cause le partage des richesses et vous faites une réforme fiscale: c'est ça ce que veulent les gens […] la tonalité, la dynamique, c'est une dynamique sociale. Pas du tout une dynamique de droite.*» Sputnik 23.01

- Acte XI: à Lyon et Caen, des gilets jaunes scandent des slogans anti-fachos - HuffPost 26 janvier 2019

À Paris, les choses ont pris une tournure plus violente. Un groupe de manifestants identifiés comme des militants d'extrême droite par un journaliste du Point présent sur les lieux aurait attaqué d'autres citoyens vêtus de gilets jaunes. Selon des témoins, il s'agirait de militants du NPA, un parti classé à l'extrême gauche de l'échiquier politique. HuffPost 26 janvier 2019

Ils osent tout. Fabrique du consentement en mode surchauffe.

- Popularité: Macron (+4) et Philippe (+6) en hausse - AFP 25.01

La popularité d'Emmanuel Macron progresse pour le deuxième mois consécutif (+4) à un niveau cependant toujours limité et celle d'Édouard Philippe gagne 6 points en un mois, selon un sondage BVA diffusé vendredi. AFP 25.01

Il y a huit jours environ, d'autres sondages disaient l'inverse ! Plus personne n'y prête attention...

Vite, vite...

- Ce qui contrarie Macron, c'est qu'il voudrait bien que cette mobilisation populaire cesse le plus rapidement possible pour pouvoir embrayer tranquillement sur la casse des retraites, passons sur le bradage des allocations chômages qui va passer comme une lettre à la poste, les fonctionnaires, donc la majorité des syndiqués ne sont pas concernés, et ceux qui travaillent ne le sont pas davantage, il faut dire les choses telles qu'elles sont, non ? Avoir une conscience de classe commence par regarder la réalité en face, sinon il s'agit d'autre chose, d'intérêts purement corporatistes...

Le problème : C'est qu'elles sont déjà mobilisées !

Un internaute - "*Mr Edward Bernays, neveu de Freud, le modèle de Goebbels.*

Il écrit en 1928 dans Propaganda : Si l'on parvenait à comprendre le mécanisme et les ressorts de la mentalité collective, ne pourrait-on pas contrôler les masses et les mobiliser à volonté sans qu'elle s'en rendent comptent ?"

Pour leur vendre n'importe quoi, y compris des idées. Attention, cela ne fonctionne pas indéfiniment, même s'il y a des irréductibles. A trop vouloir en faire, on se trahit aussi...

Défense du marxisme.

Le commentaire que j'ai posté mercredi dans le blog Les Crises.fr.

Un internaute -"*Un des principaux dogmes du communisme et aussi du socialisme, mais dans une un peu moindre mesure, est le suivant : Les humains sont bêtes et méchants par nature et seuls quelques esprits éclairés peuvent les guider vers le bon chemin.*"

Ma réponse - Un déni et un mensonge ou une ignorance.

Le socialisme repose sur le constat que seule une fraction des exploités et des opprimés est capable dans un premier temps d'atteindre un niveau de conscience politique correspondant au processus dialectique matérialiste et historique inconscient à l'œuvre tout au long du développement de la civilisation humaine (ce que vous niez), et de définir dans quelle direction il est susceptible de s'orienter en fonction de l'évolution des rapports (contradictoires) qui existent entre les différents facteurs qui les composent, de sorte qu'en tenant compte et en agissant sur ces facteurs et ces rapports il soit possible d'orienter ce processus historique dans une direction plutôt qu'une autre, autrement dit vers le chaos, la guerre sans fin, la barbarie ou le socialisme et au-delà le communisme ou la liberté.

Et parmi (ce que vous ignorez) les facteurs déterminants sans lesquels il est impossible d'orienter la société dans une autre direction que la barbarie, figure ces éléments les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes rassemblés dans un parti politique, ainsi que les dizaines de millions de travailleurs organisés au sein des organismes politiques indépendant qu'ils ont créés (Assemblée populaire ou constituante par exemple), et c'est uniquement la combinaison de ses deux facteurs qui peut permettre à un moment donné de réaliser un changement de régime, autrement dit, de liquider le capitalisme et ses institutions antidémocratiques.

Que vous l'admettiez ou non, c'est ce que nous enseigne la lutte de classe internationale depuis les révolutions du XIXe siècle.

Idée reçue ou formule bâclée ou interprétée à sens unique.

Il est de bon ton ou il est admis que les conditions objectives l'emportent sur les conditions subjectives, argument que l'on emploie pour justifier l'analyse selon laquelle le développement de la crise du capitalisme va conduire inexorablement à une modification des rapports établis entre les classes, et se traduire par un affrontement direct entre les deux principales classes, celle des capitalistes et celle de la classe ouvrière, de sorte que lorsque leurs contradictions seront poussées au paroxysme, tous les obstacles que les représentants de la classe dominante et ses agents au sein du mouvement ouvrier avaient dressés pour empêcher les masses exploitées de surgir sur l'arène politique tomberont les uns après les autres ou seront submergés ou s'avèreront impuissants à contenir la puissante vague destinée à emporter le régime...

C'est exact, et on a pu le vérifier une multitude de fois dans le passé à travers le monde. En revanche, ce qu'on admet moins ou ce qu'on n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi une crise politique puisse durer des décennies sans pour autant se transformer en crise révolutionnaire, ou pourquoi une situation révolutionnaire ne donnera pas lieu à une révolution et débouchera sur une longue période de réaction, à laquelle succédera une nouvelle situation révolutionnaire et ainsi de suite...

Jusqu'à présent on a commis l'erreur de concentrer notre attention uniquement sur le rôle joué par ces agents du capital sévissant au sein du mouvement ouvrier ou s'en réclamant, alors qu'ils pouvaient être amenés à être désavoués ou écartés, à perdre tout crédit auprès des travailleurs, pour aussitôt être remplacés par d'autres imposteurs ou partis acquis au capitalisme, qui reprenaient le flambeau de la social-démocratie, dont on a pu observé à quoi cela menait en Grèce avec Syriza, en Allemagne avec Die Linke, en Espagne avec Podemos, en France avec le PG ou LFI, etc. On a pu observer le même phénomène sur le plan syndical avec Sud ou Solidaire en France par exemple.

Pendant ce temps-là, soit de nombreuses décennies, les travailleurs n'ont cessé d'être sous l'emprise d'un conditionnement bien plus pernicieux et constant, quotidien, et cela depuis leur naissance, ce qu'on a pour ainsi dire totalement négligé ou pire encore, auquel on a attribué des vertus, que ce soit le capitalisme et ses institutions, ou la multiplication des médias, les nouveaux supports de communication, sans parler des ONG et du monde associatif, qui spontanément nous fait penser à l'association capital-travail chère à l'extrême droite.

On a pratiqué sans modération ou aveuglément le culte de la République, de la démocratie, de la liberté d'expression, de la justice, du droit international, des médias, des réseaux sociaux, de l'instruction publique, du mouvement ouvrier, etc. pour finalement s'apercevoir que depuis le début ils étaient rongés par un mal qui allait finir par les emporter : le capitalisme.

On fit passer à la trappe ou au second plan leur nature de classe au profit de formules creuses, de définitions génériques, qui ne profitaient qu'à leurs ennemis ou à ceux qui les manipulaient pour mieux conditionner les masses, au point d'en arriver à déclarer que le combat contre la lutte idéologique et psychologique que menaient les porte-parole et les agents de la classe dominante ne méritait pas d'être mené, affirmant que de toutes manières un jour ou l'autre les conditions objectives finiraient par l'emporter sur les conditions subjectives, ne voulant pas voir que l'extrême hétérogénéité de la classe ouvrière et des classes moyennes n'aboutirait pas à la maturité des conditions objectives, hormis chez certaines couches isolées ou une minorité qui à un moment donné ne supporteraient plus leur condition d'existence et se soulèveraient, tandis que la majorité mieux lotie et conditionnée par la propagande des représentants du régime s'accommoderait de son médiocre destin et déciderait de ne pas se mobiliser, quitte à abandonner ses aspirations à une vie meilleure.

J'allais ajouter, et ne comprenant pas qu'un jour fatalement leur tour viendrait, puis je me suis ravisé, parce qu'en réalité c'est faux, car hormis dans les pays les plus pauvres, nulle part dans le monde la majorité de la population n'est soumise à des conditions matérielles d'existences insupportables ou misérables, à l'indigence, conduite à mendier des aides de l'Etat ou d'organismes privés caritatifs. Or, jusqu'à preuve du contraire, et on est en train d'en faire l'expérience en France, seule cette condition peut conduire les masses à se soulever contre le régime, qui réprimera violemment toute tentative de soulèvement sachant qu'il peut compter sur la passivité et la neutralité de la majorité.

Cette majorité des masses, comme je l'ai expliqué dans des causeries précédentes, d'un côté elle dispose de revenus qui lui permettent de bénéficier d'un mode de vie relativement confortable, et d'un autre côté elle est conditionnée ou influencée par la propagande officielle, du coup la combinaison de ces deux facteurs la conduit à accepter une multitude de frustrations ou à abandonner ses aspirations à vivre dans une société meilleure ou plus juste, car finalement si elle est satisfaite de son sort sur le plan matériel, dans tous les autres domaines elle ne peut pas y prétendre, elle doit se contenter de rapports médiocres ou détestables, elle est contrainte de vivre dans une société où tout idéal a disparu ou ne peut être que teinté d'hypocrisie et de cynisme, pire encore, elle se voit contrainte de renier les valeurs et les principes qui coïncidaient avec ses aspirations les plus profondes, les plus légitimes, elle préfère encore être l'acteur de sa propre déchéance plutôt que prendre le risque de remettre en cause sa condition matérielle d'existence en l'absence de toute issue politique à la crise du capitalisme, qui existe, mais dont elle n'est pas parvenue à prendre conscience, parce que la classe ouvrière (et les masses en générales) n'est pas parvenue à se doter d'une nouvelle direction politique au cours des 80 dernières années malheureusement.

Il ne fait absolument aucun doute que parmi la majorité des masses les mieux loties et les plus évolués des centaines de milliers de travailleurs furent en mesure de s'élever au niveau du socialisme mais en ont été détournés, des dizaines de milliers s'en approchèrent, puis s'en éloignèrent, de sorte que bien que les conditions existaient nous ne purent jamais construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut aujourd'hui.

Ainsi, le problème que nous avons à résoudre, ce ne sont pas les masses, elles sont plutôt la solution, mais celle de la direction de l'avant-garde du mouvement ouvrier, autrement dit, le problème ce sont uniquement nos dirigeants, leurs analyses, leurs stratégies, leurs conceptions de la lutte de classe, les rapports qu'ils entretiennent avec les différentes classes, avec l'Etat.

Nous avons dit précédemment que nous avions commis l'erreur d'avoir accordé beaucoup trop d'importance aux agents du capital sévissant dans le mouvement ouvrier parce que finalement une fois démasqués ou rejetés d'autres viendraient les remplacer et ainsi de suite, de la même manière nous nous sommes épuisés en pure perte à vouloir absolument coller au mouvement spontané des masses qui étaient bourrées d'illusions et qui les conserveraient par la suite, donc là encore, cela ne servit strictement à rien, bref, on oscilla sans cesse entre opportunisme et gauchisme, entre dogmatisme (et sectarisme) forcené et éclectisme débridé, de telle sorte qu'on ne pouvait inspirer confiance à personne, et si on se demandait pourquoi, je répondrais parce que personne n'avait quelque chose à y gagner !

On a pu observer au cours des 8 dernières décennies que des millions et millions de travailleurs avaient participé à la lutte de classes, que des millions s'étaient syndiqués, que plus d'un million avait adhéré un jour à un parti ouvrier, et tout d'un coup on s'aperçoit que c'est comme si rien ne s'était passé, comme si ces expériences n'avaient jamais existé, vous ne trouvez pas cela curieux, vous ne vous êtes jamais posés la question de savoir pourquoi, au-delà des explications foireuses ou intéressées fournies par nos dirigeants, et bien j'ai une autre explication à vous proposer, qui a un lien avec tout ce qui vient d'être exposé dans les paragraphes précédents.

Qu'y a-t-il de commun entre les masses, la totalité des masses et pas seulement la majorité, et tous ces travailleurs qui ont participé un jour à la lutte de classes ou qui se sont engagés dans le mouvement ouvrier ?

Ils partagent tous le même mode de pensée, celui qui leur a été inculqué par une multitude d'intermédiaires au sein de la société agissant pour le compte de la classe dominante, de l'éducation qu'ils ont reçue de leurs parents, de l'instruction qu'ils ont reçue à l'école puis à l'université, des informations qui leur ont été transmises par les médias et les réseaux sociaux de nos jours,

des histoires qu'on leur a contées dans des livres, au cinéma, au théâtre, parfois dans des lieux de culte, etc. Leur mode de pensée a été formaté de telle sorte qu'ils n'interprètent pas la réalité, la situation, leur condition, leurs propres expériences à partir des faits et de leur enchaînement, mais en les traitant comme des abstractions détachées les unes des autres de telle sorte que les liens qui existaient entre eux s'évanouissent ou disparaissent au point de ne laisser aucune trace, hormis des impressions impossibles à relier entre elles ou inutilisables, incompréhensibles une fois la relation dialectique de cause à effet rompue ou obscurcie par l'épais brouillard de la spéculation ou de la confusion à laquelle elles allaient donner lieu par la suite.

Dans ces conditions toute interprétation dialectique, donc correspondant au déroulement des faits ou de la réalité présente ou passée est impossible à saisir, alors de là à imaginer le futur ou comment pourrait évoluer la situation, vaut mieux l'oublier ou ne pas y penser. Quel que soit le sujet que l'on doit aborder, la question à laquelle on doit réfléchir, le problème que l'on a à résoudre, la difficulté que l'on a à traiter, la situation que l'on a à analyser, les faits que l'on doit examiner, donc tout ce qui concerne la vie en général et pas seulement la politique, si en terme de mode de pensée on ne recourt pas au processus qui en est à l'origine, on ne risque pas d'en venir à bout ou d'y comprendre grand chose, et bien c'est à côté de cette logique implacable, qui s'impose à tout et à tous, que nous sommes passés ! En un mot, on a appris à lire et à écrire, à compter, mais pas à penser. Qui dit apprendre à penser n'impose pas davantage de contraintes que savoir lire, écrire ou compter, bien au contraire, c'est une libération.

Il n'y a que les esprits tordus ou malintentionnés pour l'interpréter différemment, parce qu'ils ne savent pas penser ou ne tiennent pas à ce que les masses apprennent à penser par elles-mêmes, librement. C'est tout le contraire de l'endoctrinement ou du conditionnement, du lavage de cerveau, c'est justement se donner les moyens d'y échapper ou de s'en débarrasser. C'est uniquement dans ce sens que nous avions évoqué la tâche d'éduquer les masses, et non pour qu'elles deviennent des masses serviles ou obéissantes. Et évidemment cela a un rapport avec la démocratie, puisque pour pouvoir librement se prononcer sur une mesure, il est préférable au préalable de savoir penser. Et non pas savoir quoi penser, ce qui est du domaine réservé à chacun en fonction de ses intérêts, personne n'a le droit de penser à votre place ou de décider ce que vous devez penser, c'est uniquement à vous de le savoir.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'on n'a pas progressé en un siècle, et qu'avec un tel handicap on n'est pas près de s'en sortir, tout du moins on est en droit de le craindre, hélas !

On a parlé à tort et à travers du marxisme et on est passé à côté de sa méthode pour interpréter le monde, après on ne s'étonne plus de rien, ou plus précisément on a pu la maîtriser plus ou moins, mais on a oublié qu'on devait la rendre accessible au plus grand nombre. Ceux qui l'ont diabolisé visaient visiblement la dialectique matérialiste et historique, une arme aussi redoutable que le diamant pour venir à bout du plus dur problème que les hommes aient eu à résoudre, réunir les conditions pour se libérer du règne de la nécessité.

Tenez, il y a une idée qui me vient à l'esprit. Dès notre plus jeune âge en entendant quotidiennement une langue, on apprend spontanément à la parler ou à maîtriser l'expression orale, et on peut la maîtriser sans aller à l'école, ce fut le cas de ma compagne. Mon épouse a appris le français toute seule en vivant en France. Etc. Pourquoi les militants et cadres des partis ouvriers ne maîtrisent-ils pas la dialectique ? Que leur ont-ils appris leurs dirigeants ? Rien ou presque ou en tout cas pas l'essentiel puisqu'ils sont incapables de penser librement par eux-mêmes, même si certains ont réussi à se convaincre du contraire.

Puisque tout est régi par les lois de la dialectique, cette "science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée (R. Luxemburg), donc y compris les expériences que nous vivons quotidiennement, pourquoi dès lors qu'on nous aiderait à en prendre conscience, on n'y parviendrait pas ? Comment cela se traduirait-il en pratique ? Par l'observation, l'écoute, l'attention, et toutes les questions qui en découleraient et auxquelles on chercherait des réponses cohérentes, en posant ou en imaginant un tas d'hypothèses qu'on étudierait ou vérifierait une à une pour ne conserver que les plus crédibles ou valables et ainsi de suite. Cela nécessite une certaine discipline ou de faire preuve d'une grande rigueur, car on ne doit se satisfaire d'aucune réponse approximative ou contenant un doute. En cas d'incertitude ou si on tombe en panne d'imagination, on met cette question précieusement de côté et on y repensera plus tard, surtout on ne l'enfouit pas au fond d'un tiroir, à un autre moment on sera mieux inspiré, il ne faut jamais désespérer. Et puis, on apprendrait un tas de choses, on se débarrasserait d'idées fausses et on se forgerait de solides repères ou convictions qui nous serviraient par la suite.

On pourrait dire tout bêtement que faire preuve de logique, c'est refuser de subir le sort qu'on nous a réservé, c'est donc se poser un tas de questions et ne jamais cesser de se les poser tant qu'on n'a pas obtenu de réponses satisfaisantes, on doit être animé par cette détermination absolue pour progresser. Voyez de quelle détermination font preuve nos ennemis, prenez exemple sur eux et nous les terrasserons, parce que nous sommes le nombre, la force, c'est aussi bête que cela ou tout simplement logique, un miracle de la dialectique, quand la quantité se transforme en qualité.

Kant définissait la logique comme « la science des lois nécessaires de l'entendement et de la raison », Hegel comme « la science de l'Idée pure », pour Marx la logique était tout simplement le processus matériel qui se déroulait sous ses yeux. (Causerie du 14 juillet 2018)

Et la conscience de classe est le prolongement ou l'expression de processus matériel, ce qui signifie que si on ne le voit pas ou qu'on a une perception déformée, on ne peut pas acquérir une conscience de classe, plus précisément si on ne saisit pas les lois

qui sont à l'oeuvre dans ce processus matériel, on ne risque pas de le saisir lui-même ou d'agir dessus consciemment. En revanche si on maîtrise ses lois, on ne confondra pas la cause avec ses effets ou ses conséquences, par exemple on ne peux pas aborder la pauvreté sans spécifier que c'est le capitalisme qui en est l'origine, donc on ne supprimera pas la pauvreté tant qu'on n'aura pas éliminé le capitalisme.

Quand on vit une expérience et qu'on n'en tire aucun enseignement, notre niveau de conscience en général ne peut pas progresser, pire, on demeurera la proie d'éléments extérieurs qui pourrons influencer notre mode de penser et nous conditionner à notre insu, on pourra même être amené à régresser ou à croire n'importe quoi puisqu'on ne se pose pas de questions. Quand on ne cherche pas à savoir pourquoi les choses se passent ainsi plutôt qu'autrement, on en arrive à se dire qu'elles sont comme elles devaient être et que personne n'y pouvait rien, c'est ainsi que la fatalité permet de justifier l'inaction. C'est un enchaînement logique, qui n'est pas inexorable heureusement, mais qui en l'état demeurera toujours nuisible si on ne le brise pas, hormis les situations désespérées.

Le mode de pensée des travailleurs est le produit de leurs conditions qui ont fait l'objet d'interprétations qu'ils ont adoptées, de telle sorte qu'ils reproduisent inconsciemment ces conditions (ce mode de vie et de pensée) sans en connaître l'origine, et ils auront toute leur existence pour les découvrir ou non, ce qui finalement déterminera l'orientation de la société.

Leur mode de pensée est idéaliste ou teinté d'un matérialisme purement empirique qui justement ne leur permet pas de saisir les lois de la dialectique à l'oeuvre dans chaque expérience vécue ou subie, et par conséquent ils seront influencés ou orientés idéologiquement, d'où la nécessité de partir de leurs expériences, de leurs conditions, pour les aider à comprendre comment fonctionnent ces lois de la dialectique. C'est la raison pour laquelle il faut les laisser parler, les faire parler et avoir la patience de les écouter au lieu de leur débiter un grand discours politique, car quel que soit le bout par lequel ils aborderont la réalité, il sera facile de leur montrer ensuite que chaque expérience qu'ils ont vécue ou la situation sociale et politique sont régis par les mêmes lois, y compris leur mode de pensée.

On ne peut progresser dans aucun domaine, que ce soit en mathématiques ou en linguistique, dans l'étude de n'importe quelle science si on ignore leurs règles, leurs principes, leurs théorèmes, qui en quelque sorte ne font que synthétiser des rapports dialectiques de cause à effet ou conséquence qui existent en dehors de leur volonté ou qui s'imposent à eux...et bien avec la pensée c'est un peu la même chose.

Les hommes sont parvenus à apprendre à lire, à écrire et à compter, pourquoi n'apprendraient-ils pas à penser ? Attention, je ne prétends pas qu'il suffirait que les travailleurs parviennent à adopter un autre mode de pensée pour qu'il soit possible de changer la société, j'affirme que des centaines de milliers de travailleurs, voire davantage parmi les plus évolués et les plus déterminés possèdent les qualités requises qui peuvent leur permettre immédiatement d'adopter le matérialisme dialectique, donc se débarrasser du fatras idéologique qui empoisonne leur mode de pensée de manière à pouvoir agir pour changer la société, les masses évoluant à un rythme plus lent, mais qu'il faut aussi les aider à prendre conscience des lois de la dialectique, car si on ne peut pas changer de société avec des militants, cadres ou dirigeants qui en seraient inconscients, on ne pourrait pas davantage contrecarrer la propagande de nos ennemis qui comptent sur l'ignorance des masses pour mener à bien leur contre-révolution.

Tout cela ne se fait pas en un jour ou ne se décrète pas, et si en participant à un processus révolutionnaire on peut développer un certain niveau de conscience politique, il n'en demeure pas moins qu'il n'atteindra jamais spontanément un niveau suffisant pour en saisir les lois dialectiques, si on n'y a pas été préparé longtemps à l'avance, n'oublions pas qu'il ne s'agit pas seulement de prendre le pouvoir, faut-il encore être capable de le conserver. On a pu voir au cours de chaque révolution à quel point le niveau de conscience des masses pouvait s'élever pour ensuite retomber, parfois à un stade inférieur à celui auquel elles étaient parvenues avant le déclenchement de la révolution, autrement dit elles n'en auront tiré pratiquement aucun enseignement. A suivre.

Parole d'internaute.

1- En effet, le courant dominant est le subjectivisme et seule l’apparence, soit l’écume des choses compte. C’est le triomphe provisoire de l’interprétation sur les faits que l’on tord dans tous les sens pour les faire coller à une réalité totalement construite du dehors.

2- À la différence près qu’Acrimed a soutenu la propagande de guerre lors de la guerre en Syrie dans un article lors de la bataille d’Alep où le site chargeait Mélenchon de soutenir le dictateur Al-Assad puisqu’il ne soutenait pas Al-Qaïda, heu pardon les “rebelles modérés”.

Article qui a mystérieusement disparu du site d’Acrimed (je viens d’aller chercher) mais qui reste gravé dans ma mémoire comme l’un des moments les plus orwellien qu’il m’ait été donné de voir dans le journalisme.

Bref, se méfier de tout le monde, notamment des sites d’infos alternatives qui sont d’autant plus puissant pour manipuler qu’ils sont crédibles.

LVOG - "*Se méfier de tout le monde, notamment des sites d'infos alternatives*", vous avez raison, je viens de découvrir que Anticons - Observatoire du néo-conservatisme avait ajouté une carte des NéoCons US dans laquelle figure Léon Trotsky, le principal dirigeant avec Lénine de la révolution russe de 1917, puis à partir de 1924 le plus déterminé des ennemis du stalinisme au sein du mouvement ouvrier international, ce qui lui vaudra d'être assassiné sur ordre de Staline le 20 août 1940.

On doit donc en déduire au regard de cet amalgame scélérat que ce site est animé par des staliniens ou des ignorants qui se font également manipulés.

3- C'est bien possible : d'ailleurs Acrimed n'avait guère critiqué la partialité médiatique lors du coup d'État en Ukraine, en 2014, si mes souvenirs sont bons. On touche là aux limites de la "gauche radicale" française, ou "gauche de gauche".

LVOG - Vous n'êtes pas au bout de vos mauvaises surprises...

4- C'est juste une question de nombre.

La population est désarmée mais elle est nombreuse.

La police et le gouvernement, ils font actuellement les malins, mais uniquement parce que la mobilisation reste assez limitée en nombre, quoiqu'on en dise. Pourtant je suis très enthousiaste car c'est vraiment pas la saison idéale pour sortir (et encore on a évité jusqu'à aujourd'hui le froid). Sur le plan tactique, ne jamais sous-estimer la météo.

La BAC sort uniquement en fin de manif', ils chargent et interpellent quand il ne reste guère quelques dizaine de personne, trop facile pour eux.

Jamais l'appareil policier et judiciaire ne pourra en l'état arrêter (en proportion) autant de personne qu'en décembre si les gens descendent par centaines de milliers dans la rue.

Pour le moment, ce n'est pas le cas. A voir comment évolue la mobilisation.

Je relisais hier un article sur la "révolution des bougies" en Corée du Sud. Ils sont sortis par millions pendant plusieurs weekends. 2 mois plus tard la présidente (élue !) est destituée, et est en tôle à l'heure où l'on parle.

LVOG - Pourquoi n'y a-t-il que 1 ou 2% des travailleurs qui descendent dans la rue pour manifester contre Macron ?

5- Oui, la propagande, çà marche.

Il suffit de discuter autour de soi et de lancer les sujets classiques : Trump, Poutine, Syrie, Russie, Euro, Brexit

Ecoutez les gens parler et vous entendrez immédiatement les éléments de langage habituels :

– Si on sort de l'Euro, çà sera le chaos
– Les Anglais regrettent amèrement le Brexit
– Bachar, le tyran qui empoisonne son propre peuple

Même chez des gens intelligents et cultivés, il est impossible de discuter sérieusement de ces sujets. Il est même impossible de leur faire admettre qu'ils sont victimes de propagande.

LVOG - Méfiez-vous des "gens intelligents et cultivés"... Au fait, n'en feriez-vous pas partie par hasard ?

6- Il semblerait que la propagande marche, tant qu'elle ne vous concerne pas. Je considère qu'elle est annonciatrice d'un déséquilibre et de changements prochains. Normalement, dans un état équilibré, il n'y aurait pas besoin de propagande. Les faits seraient les faits, les forces seraient équilibrées. Mais des qu'un déséquilibre apparaît, la propagande s'installe. Au début, elle parait toute puissante, mais au fur et a mesure qu'elle concerne de plus en plus de personnes elle perd de sa force. Il n'y a pas de retour en arrière: la succession des crises qui arrivent, va ouvrir obligatoirement les yeux a de plus en plus de personnes car elles seront concernées par les faits. Jusque au point de non retour. Ainsi finissent tous les régimes, c'est a dire qu'ils meurent et disparaissent quand la propagande ne fonctionne plus.

LVOG - Cela peut prendre beaucoup de temps, voyez Franco...

Lorsque les déséquilibres augmentent, la propagande est obligée d'augmenter également, jusqu au point ou elle devient visible

au plus grand nombre. Cela ne veut pas dire que tous ouvrent les yeux, et deviennent contre la propagande. cela veut dire que ceux qui faisaient semblant de ne pas la voir, sont alors obliges de dévoiler leurs positions.

C'est pourquoi la propagande, quand elle arrive au bout de son cycle, conduit souvent à la guerre civile.

LVOG - Nous n'en sommes plus très loin...

7- L'intuition première – sans cesse vérifiée – que l'on peut avoir est celle d'une "soumission" des médias à l'ordre établi. Puis en creusant un peu la question du traitement médiatique de l'actualité, on s'aperçoit que les mécanismes sont assez complexes car l'évolution du champ journalistique est protéiforme :
- la mise sous tutelle financière (banques, industrie de l'armement, …) des médias favorisant un climat de censure
- précarisation des journalistes favorisant l'autocensure
- poids d'une structuration hyper-concurrentielle du secteur, qui uniformise mécaniquement les contenus
- suprématie de l'image sur le texte favorisant la réaction plutôt que la réflexion
- avènement de supports de diffusion alternatifs, à la fois plus "performants" (instantanéité du web) et démocratique, où chacun peut s'exprimer (avec pour effet pervers d'entretenir le règne de l'opinion …)
- … le tout dans une société qui promeut le consommateur plutôt que le citoyen (le fameux temps de cerveau disponible)

8- Par contre les rapports des éditorialistes, des journalistes "stars", directeurs de rédaction, etc… avec l'ordre établi, c'est plus pour moi de la collusion, des affinités. Ces gens font les mêmes écoles, fréquentent (pour certains contractent leur mariage) les mêmes milieux, ont la même vision du monde. Il n'y a pas besoin que les directives soient exprimées, dès qu'elles sont partagées et comprises en amont.

Le documentaire "Les nouveaux chiens de garde" est très instructif sur ce rapport de collusion. Ce sont des gens qui dînent une fois par mois au Siècle par exemple, et ceci n'est pas une idée complotiste ou une fake news.

DEUXIEME PARTIE.

L'acte XI

Censuré la veille par les médias, pas un seul article sur Yahoo.news !

- Acte XI des gilets jaunes: une mobilisation en légère baisse, des heurts partout en France - Le HuffPost 27 janvier 2019

"Y'a aucun intérêt à faire ce grand débat." Plusieurs milliers de gilets jaunes sont (re)descendus dans la rue ce samedi 26 janvier pour leur onzième grosse journée d'action. Le grand débat national a beau battre son plein, ils étaient encore nombreux à crier leur colère face au gouvernement dont la volonté affichée de dialogue ne trouve toujours pas grâce à leurs yeux.

Au total 69.000 gilets jaunes ont défilé dans les plus grandes villes de France selon le ministère de l'Intérieur. Un chiffre en deçà des 84.000 manifestants recensés la semaine dernière, toujours selon la place Beauvau. Et si le comptage provisoire réalisé par la page Facebook "le nombre jaune" fait état quand à lui de 87.700 personnes dans les rues, le chiffre reste en baisse par rapport aux premières estimations livrées le 19 janvier qui évoquaient 109.930 participants.

Une légère érosion de la mobilisation donc, qui n'a pas empêché les heurts pour autant. Partout en France, des manifestants violents s'en sont pris aux forces de l'ordre quand d'autres ont dégradé des bâtiments ou du mobilier urbain. À Paris, la place de la Bastille a été le théâtre des plus violents affrontements. Jérôme Rodrigues, une des figures des gilets jaunes, a même été blessé à l'œil alors qu'il filmait en Facebook Live sans être menaçant pour qui que ce soit. De quoi provoquer la réaction du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner qui a réagi aux violences de "manifestants déguisés en gilets jaunes" et aux soupçons de bavures policières.

Les rassemblements des gilets jaunes ont en effet été émaillés de plusieurs incidents. Outre place de la Bastille à Paris, Toulouse, l'un des bastions de la contestation, avec ce samedi encore plusieurs milliers de manifestants, a également connu des heurts et des dégradations en fin de défilé.

Pour la première fois depuis le début du mouvement dans la ville rose, la préfecture n'a pas donné une estimation précise du nombre de manifestants, évoquant le chiffre de "plusieurs milliers" pour samedi. Le 19 janvier, elle avait donné le chiffre de 10.000 personnes, un record national. En revanche, la préfecture fait état de "dégradations de vitrines d'agences bancaires, de mobilier urbain et de chantiers", de "feux de poubelles" et autres barricades. Au total, dix personnes ont été interpellées en centre-ville.

Des heurts se sont également produits à Dijon, Montpellier et en Avignon, ou encore dans l'Ouest, où plusieurs milliers de gilets jaunes ont manifesté. Des échauffourées ont éclaté entre forces de l'ordre et protestataires, notamment à Nantes et Évreux.

"Il y a eu de nombreux jets de projectiles et même un cocktail Molotov" à Nantes a indiqué la préfecture de Loire-Atlantique. "Les forces de l'ordre ont riposté avec des gaz lacrymogènes", a ajouté cette source. En fin d'après-midi, il y avait eu neuf interpellations. Selon un photographe de l'AFP présent, les manifestants étaient environ 2000.

À Évreux, des incidents ont éclaté en marge d'un rassemblement qui a réuni plus de 800 personnes, selon la préfecture. Des dégradations ont été commises devant le siège de la Banque de France et les locaux de la police municipale ont été dégradés, selon les autorités, qui ont également déploré l'incendie de "deux véhicules" aux abords de la mairie. En fin d'après-midi, dans un communiqué particulièrement cinglant, le maire Les Républicains Guy Lefrand a estimé que "la ville a été livrée à elle-même". "Les commerçants, les riverains, les usagers du centre-ville n'ont pas eu le droit à la protection de l'État, en première partie de journée", a-t-il écrit.

Une figure du mouvement blessée

Mais c'est bien à Paris que s'est déroulée la scène qui restera comme celle la plus marquante de la journée. Peu après 17h, une des figures médiatiques du mouvement, Jérôme Rodrigues, a été blessée à l'œil place de la Bastille à Paris. Touché alors qu'il se trouvait face à des forces de l'ordre, il était au même moment en train de filmer en direct sur son compte Facebook l'arrivée du cortège des manifestants sur la place. Munition d'un Lanceur de balles de défense (LBD), éclat de grenade ou autre projectile: l'origine de sa blessure demeurait inconnue à ce stade.

Une image qui, à l'heure où nous écrivons ses lignes, est en train de faire le tour des réseaux sociaux consacrés aux gilets jaunes, véritable agora du mouvement. Sans surprise, elle provoque l'indignation de l'écrasante majorité des internautes qui dénoncent une nouvelle preuve de violence policière. Dans un contexte où les effectifs de sécurité sont accusés d'utiliser plus de force que nécessaire pour contrôler les manifestants.

Éric Drouet a rapidement publié un communiqué via sa page Facebook la France en colère!!!" dans lequel il appelle les Français à "un soulèvement sans précédent par tous les moyens utiles." Proche de Jérôme Rodrigues, avec qui il posait quelques heures avant les faits, le chauffeur-livreur accuse le gouvernement de faire le jeu des casseurs et les autorités d'être "fortes avec les faibles mais lâchement faibles avec les forts".

"Les Black Block étaient présents et avaient annoncé leur présence ce samedi, vous les avez laissé prendre la tête de plusieurs cortèges en attendant naïvement qu'ils passent à l'action. L'inaction des pouvoirs publics est inacceptable", cingle-t-il avant d'ajouter: "il y a du monde pour placer plus de 5000 gilets jaunes en garde à vue et en condamner une centaine à des peines de prison ferme. Mais il n'y a plus personne pour les vrais fauteurs de trouble."

Un sentiment d'injustice qui anime les contestataires depuis le premier jour du mouvement et qui ne cesse de croître au fil des événements. De quoi susciter un nouveau regain de mobilisation pour le douzième samedi de suite? Avant cela, place au premier acte des foulards rouges, ce dimanche 27 janvier à Paris. Une marche pro-Macron muée en rassemblement pour la République qui pourrait donner, elle aussi, des indications sur la suite du mouvement des gilets jaunes. Le HuffPost 27 janvier 2019

A Lille

Liberation - «Le grand débat, on n’en veut pas ! La vraie démocratie, elle est ici !» Ce samedi, à Lille, les gilets jaunes ne défilent pas seuls pour l’acte XI de leur mouvement. Des professeurs «Stylos rouges», des travailleurs sociaux, des infirmières et quelques cégétistes ont rejoint la grande marche régionale. Sous des bannières différentes, près de 1500 personnes réclament ensemble «plus de justice fiscale et sociale».

À l’avant du cortège, un service d’ordre, composé d’hommes coiffés de bérets avec insignes militaires, empêche toutes les tentatives de manifestation sauvage. Les CRS se font discrets. Seuls des agents de la BAC restent au contact des manifestants. Grand débat ou pas, «on va continuer à manifester», annonce Alison, 28 ans, gilet jaune sur le dos. Pour cette professeur des écoles, il faut «revoir les modalités du Grand débat» : «Ça ressemble plus à un questions-réponses qu’à un débat avec les citoyens, dans lequel Macron a réponse à tout. Nos revendications sont connues depuis le 17 novembre : on veut un impôt plus juste.»

«Macron ne change pas ses idées alors la manifestation, c’est pour se faire comprendre», lâche Perrine, 27 ans, salariée dans la grande distribution. «On a déjà fait remonter nos doléances. On a écrit dans les cahiers. On fait des réunions. On participe à des actions humanitaires», témoigne un petit groupe venu du Valenciennois. Liberation.fr26 janvier 2019

LVOG - On observe au regard de tous ces témoignages, que ce mouvement est en recul puisqu'il ne pose plus aucune

revendication politique ou presque, et il n'arrive pas à faire le lien avec les Assemblées populaires qui se sont réunies dans certaines villes, ni avec le mouvement ouvrier. A suivre.

- Jérôme Rodrigues blessé, Éric Drouet appelle à "un soulèvement sans précédent" - Le HuffPost 27 janvier 2019

"La France en colère" déclare "l'état d'urgence du peuple". Dans un communiqué publié ce samedi 26 janvier en fin de journée, le groupe créé par Éric Drouet, l'une des figures des gilets jaunes, réagit à la blessure d'une autre figure médiatique du mouvement, Jérôme Rodrigues, touché à l'œil plus tôt dans la journée, au moment même où il était en train de filmer le cortège parisien de "l'acte XI" en direct sur son compte Facebook.

"Encore un œil crevé, un de trop", estime le groupe, selon lequel la blessure a été faite "semble-t-il par une grenade, tirée à bout portant". "Il ne peut donc pas s'agir d'une erreur."

"Au moment des faits, il était en train de filmer sans occasionner aucun trouble à l'ordre public, il est d'ailleurs connu par tous pour prôner le pacifisme et ce depuis le début du mouvement", poursuit le groupe dans son communiqué, en demandant "une sanction pénale lourde" à l'encontre des "agents des autorités qui ne respectent pas les conditions d'utilisation de leurs armes et s'en servent avec la volonté de briser des vies".

À leur sujet, le groupe estime qu'ils "ternissent l'image de leurs collègues qui ont encore une conscience et du bon sens, il faut donc briser leur vie en les bannissant du maintien de l'ordre".

Le communiqué sous-entend par ailleurs que le ministre de l'Intérieur aurait laissé faire les casseurs pour ternir l'image du mouvement: "Monsieur Castaner, prenez vos responsabilités, nous ne jouons pas. Les Black block étaient présents et avaient annoncé leur présence ce samedi, vous les avez laissé prendre la tête de plusieurs cortèges en attendant naïvement qu'ils passent à l'action. L'inaction des pouvoirs publics est inacceptable".

Le groupe d'Éric Drouet appelle enfin à un regain de mobilisation "par tous les moyens utiles et nécessaires".

"Nous appelons à un soulèvement sans précédent par tous les moyens utiles et nécessaires pour que plus personne ne soit victime de ces blessures de guerre. Amis gilets jaunes, organisez-vous plus que jamais, laissez vos querelles de côté, un combat ne se joue pas, il se gagne", dit le communiqué. Le HuffPost 27 janvier 2019

LVOG - Ma réflexion précédente est confirmée, il appelle Castaner à prendre "*ses responsabilités*", mais il ne fait que cela ! On aurait pu imaginer qu'il aurait exigé sa démission, même pas, il doit avoir la trouille des représailles...

- "Gilets jaunes" : Jean-Luc Mélenchon soutient l'appel d'Eric Drouet et de la CGT à une "grève générale" le 5 février - Franceinfo 23 janvier 2019

Après Olivier Besancenot, Jean-Luc Mélenchon. Le chef de file de La France insoumise a affirmé, mercredi 23 janvier, qu'il soutenait l'appel à la "grève générale" pour le 5 février, formulé par la CGT et Eric Drouet, l'une des figures des "gilets jaunes".

La CGT a appelé à la grève et à manifester sur tout le territoire, le 5 février, pour répondre à l'"urgence sociale". Le syndicat a réclamé une hausse du smic et une réforme de la fiscalité. Sur Facebook, Eric Drouet a appelé à transformer cette mobilisation en "blocage total".

De son côté, le porte-parole du NPA, Olivier Besancenot, a annoncé se joindre à cette initiative. "Jusqu'à présent, on avait un mouvement social, un mouvement syndical et les 'gilets jaunes' qui se regardaient un peu en chiens de faïence, a-t-il affirmé. Là, il y a un geste qui a été fait du côté des 'gilets jaunes' et je crois que ça doit interpeller les organisations syndicales, c'est peut-être le moment de la convergence." Franceinfo 23 janvier 2019

LVOG - Monsieur Mélenchon, où sont-ils donc passés vos 9 millions d'électeurs ?

"Assemblée des assemblées"

- Dans la Meuse, les "gilets jaunes" à l'épreuve du débat démocratique - AFP 26 janvier 2019

"La démocratie, c'est nous!": des collectifs de "gilets jaunes" venus de toute la France se retrouvent samedi et dimanche à Sorcy-Saint-Martin, près de Commercy (Meuse), pour débattre de sujets selon "un modèle de fonctionnement collectif".

"Gilets jaunes de France et du monde bonjour! Je déclare ouverte la première "Assemblée des assemblées"", lance au micro,

Claude, un quinquagénaire, investi dans la fronde à Commercy et en charge de l'animation.

L'appel des "gilets jaunes" de Commercy pour débattre des revendications, de la poursuite du mouvement, du débat national ou des élections européennes a été entendu par 75 groupes locaux.

Quelques 300 personnes sont venues de Poitiers, Le Vigan (Gard), Paris et sa région, Dijon, Nancy, Nantes ou Sète.

Inscriptions, tampon sur la main, sécurité, repas, hébergement, élaboration d'un livret, retransmission du débat sur un réseau social... l'événement a été soigneusement organisé.

"On teste un modèle de fonctionnement collectif démocratique", explique à l'AFP Joël, 36 ans.

"C'est un processus par le bas, si tout le monde est d'accord", ajoute Claude, après des consignes sur le silence et la brièveté des prises de parole. "Il ne faut pas attendre monts et merveilles de cette assemblée", prévient-il.

Après une présentation des collectifs, l'assistance, aborde les "très nombreuses revendications" collectées et synthétisées dans un document. "Ca rend compte de la diversité des luttes qu'on a à mener. Il y a beaucoup de choses à défendre", explique Jonathan, un trentenaire qui porte une chasuble jaune barrée d'un "rends l'ISF d'abord!".

Beaucoup de participants, des hommes, des femmes, jeunes ou plus âgés, la plupart un gilet fluorescent sur le dos, prennent des notes. Seuls les délégués, ayant un mandat de leurs groupe, sont autorisés à prendre la parole en levant un carton.

Le débat s'échauffe lorsqu'une Strasbourgeoise, Isabelle, souhaite que "l'Assemblée soit légitime à prendre des décisions aujourd'hui et que l'on puisse voter sur des grands thèmes". La majorité refuse, s'estimant pas suffisamment représentative en l'absence de nombreux collectifs.

"Nous prendrons la parole en notre nom, pas au nom de nos collègues qui ne nous ont pas désignés" comme représentants, approuve un jeune homme de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), très applaudi.

"On est un mouvement qui ne veut pas de récupération politique et syndicale, on ne veut pas de leader, on est apartisan", abonde un Montpelliérain.

Venu de Nemours, un chapeau arc-en-ciel sur la tête, un autre prône "un fonctionnement radicalement démocratique". Une Strasbourgeoise suggère "une démocratie à l'horizontal". "La démocratie, c'est nous", s'enthousiasme une participante.

Les heures passent et "l'Assemblée des assemblées" doit encore aborder les sujets de fond comme la participation aux élections européennes.

"Je ne voterai pas jaune. En tout cas, pas la liste" Rassemblement d'initiative citoyenne, assure Sylvie, une serveuse de 35 ans d'Essey-les-Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Ingrid Levavasseur, tête de liste et ses colistiers "n'ont pas de légitimité pour porter une liste "gilets jaunes", personne ne les a réellement élus, ils se sont revendiqués porte-parole", renchérit Anne, une fonctionnaire de 43 ans.

"C'est quelque chose d'autoproclamé", insiste Steven, éducateur spécialisé de 28 ans et porte-parole des "gilets jaunes" de Commercy.

"Si on décide d'aller aux élections européennes ou (à d'autres scrutins), on le fera de la manière la plus légitime. Les groupes locaux devront avoir été consultés et en avoir débattu", ajoute-t-il.

Dimanche, les participants se retrouveront pour des tables rondes et élaborer "une déclaration finale sur les grandes orientations" de "l'Assemblée des assemblées, acte 1". AFP 26 janvier 2019

- A Commercy, le modèle des gilets jaunes meusiens érigé en exemple national - Liberation.fr 27 janvier 2019

Plus de 400 gilets jaunes venus de toute la France ont répondu samedi à l'appel de Commercy, lancé en décembre pour créer une coordination du mouvement au niveau national sur le modèle des Assemblées quotidiennes pratiquées dans la Meuse.

Dans la salle polyvalente de Sorcy-Saint-Martin (Meuse), plus de 250 gilets jaunes de toute la France se passent le micro. En ce

froid samedi de janvier, des porte-parole de groupes bretons, de région parisienne ou encore d'Occitanie ont répondu à «l'appel de Commercy». Dès 13h, ils racontent leur lutte sur les ronds-points, leurs blocages et leurs manifestations. La pièce est bondée. Une centaine de personnes assistent à cette «Assemblée des assemblées» devant un écran installé sous une tonnelle. L'objectif : créer une coordination du mouvement au niveau national.

La déléguée de l'assemblée «Strasbourg République» finit son intervention sous les applaudissements nourris. Pour elle, «le vrai débat national, c'est ici» Ils sont nombreux à prendre la parole pour rejeter la concertation proposée par le gouvernement. Liberation.fr 27 janvier 2019

Le "***grand débat national***", un exercice d'entre soi.

- «Le grand débat est faussé» : Chantal Jouanno dénonce une opération de com' - LeParisien.fr 25.01

Les masques des imposteurs tombent.

LVOG - Lutte contre la misogynie, l'homophobie, le racisme, la xénophobie, les fake news, le complotisme, le réchauffement climatique, etc. : Une imposture, la preuve.

- Schiappa chez Hanouna : la ministre assume - Le Parisien 22 janvier 2019

La secrétaire d'Etat n'est pas perturbée par le profil de l'animateur télé, régulièrement brocardé pour ses propos sexistes ou homophobes. Elle rappelle en outre que si Hanouna, alias « baba », a été sanctionné par le CSA, c'est aussi parce qu'elle-même l'avait saisi. Une façon pour cette militante féministe d'envoyer sur les roses ceux qui lui intentent un procès en sorcellerie. Le Parisien 22 janvier 2019

- Sur l'ISF, Hanouna et Philippe partagent le même avis - Le HuffPost 26.01

- A Davos, l'élite se préoccupe du climat mais vole en jet privé - AFP 22 janvier 2019

Quand le "grand débat" supplée au "dialogue social"

- "Un débat bien français": Edouard Philippe dans le chaudron d'une réunion citoyenne - AFP 26 janvier 2019

Une réunion citoyenne relayée notamment par la députée LREM de la circonscription, Yaël Braun-Pivet. A Sartrouville (Yvelines). Peu de jeunes, pas mal de retraités. 100 à 150 personnes participaient à une réunion.

"Le RIC, ça me hérisse". "Si on fait ça, on rentre dans une mécanique qui est terrible, où on passe son temps à remettre en cause des choses" votées, plaide Edouard Philippe. AFP 26 janvier 2019

Totalitarisme. Une "***expérimentation***".

- Le gouvernement encourage le débat mais supprime les enquêtes publiques environnementales francetvinfo.fr - francetvinfo.fr 22 janvier 2019

En ce moment, le gouvernement n'a qu'un mot à la bouche : le débat. Mais pendant qu'il encourage le grand débat national, il a décidé de supprimer dans certaines régions, une autre forme de consultation : les enquêtes publiques...

Des enquêtes publiques, il y en a eu quelque 7000 en France l'an dernier. C'était le cas à Longueau, dans les Hauts-de-France, où une filiale du groupe Vinci avait prévu de construire une usine de bitume, à 130 mètres des habitations. Une enquête publique a été ouverte, tous les habitants ont pu s'exprimer sur le projet. "S'il n'y avait pas eu d'enquête publique, les tractopelles seraient en route"

Conclusion de l'enquête : avis défavorable. Cette zone est jugée inadaptée pour accueillir une telle usine. L'industriel a abandonné l'idée, à la grande satisfaction des opposants. "S'il n'y avait pas eu d'enquête publique, je pense que les tractopelles seraient déjà en route pour construire l'usine," se félicite Sébastien Galland-Rins, un riverain. "C'est un rouage important de démocratie : face à des grosses industries comme Vinci, Eurovia, on ne fait pas le poids."

Pourtant à quelques mois près, il aurait bien pu ne pas y avoir d'enquête publique pour ce projet d'usine. Dans un décret promulgué fin décembre, le gouvernement impose en effet une expérimentation dans les Hauts de France et en Bretagne : pour les installations présentant un risque environnemental, les enquêtes publiques pourront être remplacées par une consultation sur internet.

Plus d'enquête, et plus de commissaires-enquêteurs... Nous avons rencontré l'un d'eux dans la Somme : François-Charles Grévin y instruit sans doute l'une de ses dernières enquêtes publiques, sur l'implantation de 10 éoliennes. Avant de rendre un avis favorable ou défavorable au projet, il a étudié les 1142 pages du dossier dans le détail, pour le présenter aux riverains. "Il fait 8 kilos : pour le lire j'ai mis 2 journées," relève-t-il. Il n'imagine pas un internaute consacrer autant de temps à étudier un dossier. "A mon avis nous remplissons un rôle qui me semble difficilement remplaçable par une procédure sur internet."

3 avis pour, 2768 avis contre, mais le décret promulgué

Mais pour le gouvernement, ces enquêtes publiques sont trop longues et trop complexes. Au revoir monsieur le commissaire-enquêteur : les Français sont désormais invités à laisser leurs avis directement sur internet. Seront-ils mieux entendus ?

Avant de remplacer la procédure par une consultation en ligne, le gouvernement avait interrogé les citoyens… sur internet justement. Résultat : 3 avis en faveur de la suppression de l'enquête publique, 2768 contre. Cette procédure consultative n'a pas empêché le décret d'être promulgué.

C'est là un avant-goût amer des enquêtes publiques 2.0, selon France Nature Environnement. "On est à des années-lumières des garanties qu'offre une procédure d'enquête publique," estime Florence Denier-Pasquier, secrétaire nationale de l'association. "Ca n'a rien à voir : on nous fait croire que c'est la même chose mais c'est un faux-semblant !" Les députés de la majorité l'assurent, il ne s'agit que d'une expérimentation, dont les leçons seront tirées dans 3 ans. Si l'essai est jugé concluant, l'enquête publique pourrait alors être supprimée partout en France, pour tous les projets touchant à l'environnement. francetvinfo.fr 22 janvier 2019,

- "Paradis fiscaux, dette, hôpitaux, rémunération des politiques"**...** Les habitants de Saint-Just ouvrent le grand débat dans le Cher - francetvinfo.fr 22.01

Pour organiser la première réunion du grand débat national dans le Cher, lundi 21 janvier, le maire de Saint-Just, Stéphane Garcia, s'est appuyé sur "la charte du grand débat pour que tout ce qui soit exprimé soit républicain". La commune de 650 habitants, au sud de Bourges, a motivé une centaine de personnes.

Les "mots" pour flécher une "sortie de crise"

Dans la toute nouvelle salle des fêtes du village, les participants, installés en arc de cercle, écoutent le maire lancer la soirée. "Je crois profondément que la seule solution pour sortir de cette crise se fera par le verbe, par les mots, par la discussion, par le débat", déclare l'élu, sans étiquette. Un "gilet jaune" venu de Bourges a la primeur de la prise de parole. Bruno, au RSA, s'étonne, dit-il, de "la neutralité d'un débat avec la présence d'un député de la majorité". Il vise Loïc Kervran, député La République en marche (LREM) du Cher, invité par le maire. Le parlementaire tente de rassurer l'assemblée : "Je ne suis pas là pour défendre la politique du gouvernement. Je suis là pour vous écouter." Le député, très sollicité, passe une grande partie de la soirée à répondre aux nombreuses questions des participants.

Des satisfactions et des regrets

Les interrogations et les contributions sont variées, "sur les paradis fiscaux", "le remboursement de la dette", "le maintien des hôpitaux dans le Cher". Au total, plus de trois heures d'échanges et des participants partagés. En fin de débat, certains affiche une grande satisfaction face un exercice inédit, d'autres regrettent "des questions et des réponses un peu techniques". "On oublie l'essentiel, pourquoi des gens sont dans la rue, déplore un participant. Des choses intéressantes ont été évoquées, mais ça ne fait pas avancer le schmilblick. On n'a pas parlé des vrais problèmes."

Stéphane Garcia, lui, est convaincu de l'utilité de la soirée interactive. "Je crois que notre pays a besoin de pédagogie. Il a besoin qu'on se parle et la preuve en est qu'en une semaine, on peut organiser un débat, faire venir du monde et que les choses se passent bien, de façon républicaine, constate l'élu. Le contrat est rempli." Rempli comme le cahier de doléances posé sur une table. Sur une des pages, ces quelques mots : "On veut juste plus de démocratie". francetvinfo.fr 22.01

- Services publics : «Sociabilité, commerces**...** Chaque fermeture a un effet boule de neige» - Libération 22 janvier 2019

François Taulelle est professeur des universités au centre universitaire Jean-François Champollion, rattaché à l'université de Toulouse. Il a codirigé en 2017 l'ouvrage Services publics et Territoires (Presses universitaires de Rennes).

La révision générale des politiques publiques (RGPP) a été mise en place en 2007. Chaque ministère a alors fait des coupes franches pour réorganiser les services publics. Certaines communes ont perdu, en même temps, des classes dans les écoles, leur tribunal, leur hôpital… Ce pilotage distancié par les chiffres a fortement touché certains lieux. Quand nous avons mené

notre étude en Ariège, dans le Tarn ou le Lot, nous avons constaté ce sentiment de délaissement. L'attachement des Français aux services publics et au modèle redistributif hérité de l'après-guerre est très ancré. La RGPP a cristallisé ce sentiment d'un démantèlement de tout ce qui avait été patiemment construit avant.

Nos travaux montrent qu'entre 1980 et 2013, les équipements et services sur les territoires ont, selon les données de l'Insee, nettement reculé. La baisse a été de 24 % pour les écoles, de 36 % pour les bureaux de poste, de 31 % pour les centres des impôts, ou encore de 41 % pour les maternités. Ces évolutions répondent à des logiques différenciées. Pour les hôpitaux, le discours a été celui du renforcement des établissements des villes moyennes, jugés plus sûrs, ce qui a conduit à laisser tomber les petits hôpitaux de proximité. Dans l'éducation nationale, c'est le nombre d'élèves par classe qui a servi à justifier des fermetures.

Cependant, comme les services publics se sont surtout restructurés en fonction de la fréquentation et de la densité, les territoires les moins denses ont été touchés le plus rapidement. La France rurale, soit 20 à 25 % de la population, a vécu une recomposition majeure, notamment là où la densité est inférieure à 15 habitants au kilomètre carré. Mais des villes moyennes, des quartiers défavorisés ont aussi été touchés.

La fermeture d'un service public, au-delà du lieu, déstabilise l'ensemble de la collectivité locale. L'école, la gendarmerie ou le tribunal constituent l'élément d'un tout. Le service public est également un lieu de sociabilité. C'est aussi pour cela que les gens s'accrochent à un bureau de poste, au maintien d'une classe. De plus, les conséquences sont aussi économiques : quand un service public s'en va, ce sont tous les salaires des fonctionnaires qui partent, avec un effet direct sur l'économie et les commerces locaux.

Il faut désormais s'interroger : tout ne peut pas être monétaire et mesuré par des indicateurs statistiques, et peut-être que les notions de qualité de vie, de cohésion sociale, devraient aussi être prises en compte. Avec une autre logique, celle d'un investissement d'avenir, volontariste, marque de la présence de la République dans les territoires. Libération 22 janvier 2019

- Fermetures en série - Liberation.fr 23 janvier 2019

8414 bureaux de poste étaient ouverts en France en 2017. Un chiffre en baisse de 17 % depuis 2010.

744 kilomètres de «petites lignes» ont été fermés depuis 2011, selon la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut).

77 boutiques EDF ont fermé ces trois dernières années.

73 services de maternité ont fermé entre 2003 et 2016. Liberation.fr 23 janvier 2019

Propagande des médias. Leur ennemi, le "***malaise***", c'est "***la dépense publique***", autrement dit les services publics.

- Pour notre nation, il y a urgence à sortir du malaise français - Le HuffPost 25 janvier 2019

Sans surprise, les revendications initiales des Gilets Jaunes portaient sur le trop-plein fiscal. Ce n'est d'ailleurs que l'expression de la faillite d'un pays qui se complaît dans l'utilisation abusive de la dépense publique, d'où un déficit devenu abyssal. Les prélèvements obligatoires ne seront réduits que lorsque la réforme de l'État aura été réellement entreprise et que l'Etat lui-même ne monopolisera plus aveuglément tous les pouvoirs. Le HuffPost 25 janvier 2019

Alexia Germont, fondatrice et présidente du think tank de la société civile France Audacieuse, auteure de "Réveillons Notre Europe".

La réflexion dans le temps et autour des ronds-points a évolué vers des revendications plus politiques, allant jusqu'à la remise en cause de la profondeur démocratique de notre République voire au rejet des résultats des élections démocratiques. (Ce que vient de faire Macron avec Maduro ! - LVOG)

Des idées très politisées, en support d'une envie contestataire de faire table rase de nos institutions, sont apparues dans le débat, au premier rang desquelles le référendum d'initiative citoyenne. (La Ve République issue d'un coup d'Etat, déjà, est éternelle! - LVOG)

Les appels de certains responsables politiques à la révolution citoyenne ont tenté de mettre à mal et de fragiliser notre République. (Un Etat policier, la république des oligarques. - LVOG)

L'intérêt d'un pays qui crée de la richesse n'est que peu perçu par certains de nos concitoyens qui s'enferment dans une logique d'affrontement social. (Richesse... "peu perçu(e)", en effet, sauf quand on est actionnaire du CAC40 ! - LVOG)

Macron et l'UE ont leurs listes jaunes. "***Voter Gilets jaunes, c'est voter Macron***".

- «Gilets jaunes» : Francis Lalanne vante sa liste aux élections européennes - LeFigaro.fr 25 janvier 2019

Retrouvera-t-on deux listes estampillées “gilets jaunes” aux prochaines européennes. «Ce serait une grave erreur qui profiterait au pouvoir que nous combattons», juge Francis Lalanne. S'il regrette la «zizanie» dont «Levavasseur et ses amis se font les apôtres», le compositeur appelle à l'unité: «Il faut que nous trouvions un accord». LeFigaro.fr 25 janvier 2019

- Européennes: Retailleau et Jacob (LR) saluent la liste "gilets jaunes" - AFP 24.01

Les chefs de file des sénateurs et députés LR, Bruno Retailleau et Christian Jacob, ont salué jeudi l'intention annoncée de "gilets jaunes" de constituer une liste pour les élections européennes.

Avec les félicitations de Benjamin Griveaux (LREM) et Olivier Faure (PS)... (France Info 24.01)

- Qui est Ingrid Levavasseur, tête de liste des gilets jaunes? - lexpress.fr 24.01

Dès le début du mouvement des gilets jaunes, Ingrid Levavasseur a crevé l'écran. Depuis le 17 novembre, après avoir démarré son action en occupant le péage d'Heudebouville, dans l'Eure, elle enchaîne les plateaux télé et radio.

C'est son passage à l'émission La grande explication, diffusée sur LCI une semaine après le début du mouvement, qui la mettra définitivement sous le feu des projecteurs.

En deux mois, elle aura fait tous les plateaux ou presque : France 2, TF1, CNews face à Morandini, Europe 1, LCI ou encore BFMTV. Sa page facebook regorge de ses interventions médiatiques. Et aujourd'hui, elle veut transformer cette notoriété en vote dans les urnes. Un engagement qu'elle n'a pourtant pas toujours souhaité.

Comme le souligne Le Huffington Post ce jeudi, le 25 novembre 2018, alors qu'elle se trouvait sur le plateau de l'émission C Politique sur France 5, Ingrid Levavasseur se disait défavorable à un prolongement de ce mouvement social dans la sphère politique traditionnelle. Elle assurait vouloir "juste être entendue", et écartait l'idée d'une candidature politique : "C'est pas du tout ce qui est prévu à l'avenir."

Début décembre, changement de discours. Ingrid Levavasseur n'écarte plus l'idée d'une candidature et se projette dans un parti "apolitique des gilets jaunes". Avec une liste pour les Européennes ? "Pourquoi pas" assure-t-elle sur LCI, le 7 décembre.

En janvier, dans les colonnes du quotidien local Paris Normandie, elle retourne de nouveau sa veste et assure ne pas vouloir s'engager en politique. "Pour moi, ce n'est pas envisageable. En revanche, l'associatif, pourquoi pas." Avant de finalement changer à nouveau d'avis, à la fin du mois de janvier.

Figure emblématique du mouvement, Ingrid Levavasseur ne fait pourtant pas l'unanimité dans ce mouvement protéiforme. Sollicitée par la chaîne d'information en continu BFMTV pour devenir chroniqueuse, rémunérée 150 euros bruts par passage, elle a décliné l'offre face à la pression et aux attaques d'autres gilets jaunes.

À l'instar des pros de la politique, le discours de cette novice souffre aussi de contradictions. "Je ne m'affiche pas dans tous les médias", affirmait ainsi Ingrid Levavasseur début décembre... tout en commençant à faire le tour des plateaux de télé et d'accepter finalement la proposition de BFMTV d'intégrer une émission politique en tant que chroniqueuse, avant d'y renoncer sous la pression des gilets jaunes.

"J'ai refusé cette offre ! Vous n'imaginez même pas le mal que vous faites aux gens qui se battent pour vous !! Débrouillez vous entre vous puisque vous avez les solutions...", a-t-elle répondu, amère, dans un message publié sur sa page Facebook.

Sitôt intervenue l'annonce d'une liste gilets jaunes avec Ingrid Levavasseur à sa tête, d'autres figures du mouvement sont montées au créneau pour dénoncer "un coup d'éclat médiatique", comme Benjamin Cauchy, l'un des leaders des gilets jaunes "libres", lors d'une interview sur BFMTV ce mercredi.

"Je ne suis pas sûr que ce soit une bonne idée. Pour l'instant, je la trouve un peu trop proche de Bernard Tapie", mercredi 23 janvier sur franceinfo.

Eric Drouet a lancé un sondage à ce sujet sur la page. "Résultat sans équivoque, 18 000 votes (98%) contre une liste 'gilets jaunes', seulement 400 en sa faveur", annonce-t-il, jugeant cette initiative comme une "trahison" du fait du caractère apolitique du mouvement des "gilets jaunes". Jeudi, il a publié un communiqué au message percutant : "Voter Gilets jaunes, c'est voter Macron".

Matthieu Blavier, "gilet jaune" dans les Bouches-du-Rhône, se dit quant à lui "embêté" par cette initiative. "Le mouvement, pour moi, il est apolitique, explique-t-il à franceinfo. Que certains souhaitent faire de la politique, pourquoi pas, mais n'entrons pas dans le système actuel, changeons-le." Pour lui, ces candidats aux européennes "vont se retrouver seuls". "Les gens n'ont plus confiance dans le système politique actuel. Ils vont se dire que ces 'gilets jaunes' vont se faire acheter", insiste-t-il.

Sur Youtube, Maxime Nicolle, autre figure du mouvement a étrillé l'idée d'une telle liste : "Vous êtes en train de vous foutre de la gueule de je ne sais combien de personne. Des opportunistes [...]"

Sur le plateau de L'Émission politique, Évelyne Liberal, gilet jaune du Nord de la France, a fait savoir clairement que son vote n'irait pas à sa compatriote. "Je voterai pas pour elle, a lancé la militante, et je lui dis carrément, faut qu'elle enlève son gilet jaune".

"Elle a créé un parti politique, c'est fini, on n'en parle plus", a-t-elle tranché. Pour Evelyne Liberal, "c'était pas le moment" . Elle a ensuite reproché à la gilet jaune devenue candidate d'avoir voulu "faire le buzz" et d'avoir "caché à tous les gilets jaunes du secteur" le fait qu'elle allait rencontrer la secrétaire d'État à l'égalité entre les hommes et les femmes Marlène Schiappa.

Une rencontre qui a eu lieu le 6 décembre selon le Courrier picard. "Vous pouvez enlever votre gilet, c'est mort", a conclu Évelyne Liberal, avant qu'un dialogue de sourd ne s'engage entre les deux femmes sur le nom de la liste, Ralliement d'initiative citoyenne, soit RIC, la même abréviation que le Référendum d'initiative citoyenne que demandent les gilets jaunes.

Enfin, comme le souligne le journaliste Vincent Glad sur Twitter, la personnalité d'Ingrid Levavasseur et l'idée d'une liste aux Européennes laissent sceptique, y compris sur les groupes Facebook des gilets jaunes. Principal reproche qui leur est fait : celui de contribuer à favoriser La République en marche. Selon un sondage Elabe -portant sur l'hypothèse d'une liste de gilets jaunes en général et non sur celle-ci en particulier- elle est créditée de 13% d'intentions de vote, arrivant ainsi à la 3e place devant LREM et le RN. Principaux partis défavorisés par cette liste : le RN et le parti de Nicolas Dupont-Aignan. HuffPost, lexpress.fr et franceinfo.fr 23, 24 et 25.01

Franceinfo.fr - Votre liste a-t-elle une couleur politique ?

Ingrid Levavasseur - Absolument pas. Pas d'extrême droite, pas d'extrême gauche. (Reste l'extrême-centre ! - LVOG)

Franceinfo.fr -Pour qui avez-vous voté à la présidentielle ?

Ingrid Levavasseur - J'ai voté Macron. Je ne regrette pas mon choix.

Qui sont les premiers candidats de cette liste ?

Certains ne sont pas des néophytes en politique. Comme l'a relevé le journaliste Vincent Glad sur Twitter, l'une des membres du Ralliement d'initiative citoyenne, Brigitte Lapeyronie, est conseillère municipale sans étiquette à Nandy (Seine-et-Marne). Elle a néanmoins participé au conseil national du parti de centre-droit Union des démocrates et indépendants (UDI), jusqu'en septembre 2013, précise le journaliste. D'après lui, un autre membre, Marc Doyer, a été "candidat à l'investiture" La République en marche pour les élections législatives en 2017. En novembre, ce dernier était également présenté comme "membre du bureau départemental de La République en marche" dans l'Oise.

Il se disait "candidat à l'investiture" LaRem aux européennes le 13 décembre. Il est finalement investi Gilet jaune le 23 janvier.

Le directeur de campagne de la liste, Hayk Shahinyan, est également un ancien du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) de Dieppe (Seine-Maritime), précise le site actu.fr.

Nous, citoyens français, ne voulons plus subir les décisions des instances européennes et les diktats des castes de financiers et de technocrates, qui ont oublié le principal : l'humain, la solidarité et la planète. Franceinfo.fr 24.01

Les plumitifs putassiers de l'UE s'exposent dans Libération.

- «Il y a le feu à la Maison Europe», le manifeste des patriotes européens - Liberation.fr 25.01

Trente écrivains internationaux, dont plusieurs Prix Nobel, ont répondu à l'appel de Bernard-Henri Lévy pour tirer la sonnette d'alarme, en exclusivité dans «Libération», sur la montée des dangers qui menacent l'Europe.

Signataires : Vassilis Alexakis ; Svetlana Alexievitch ; Anne Applebaum ; Jens Christian Grøndahl ; David Grossman ; Ágnes

Heller ; Elfriede Jelinek ; Ismaïl Kadaré ; György Konrád ; Milan Kundera ; Bernard-Henri Lévy ; António Lobo Antunes ; Claudio Magris ; Adam Michnik ; Ian McEwan ; Herta Müller ; Ludmila Oulitskaïa ; Orhan Pamuk ; Rob Riemen ; Salman Rushdie ; Fernando Savater ; Roberto Saviano ; Eugenio Scalfari ; Simon Schama ; Peter Schneider ; Abdulah Sidran ; Leïla Slimani ; Colm Tóibín ; Mario Vargas Llosa ; Adam Zagajewski.

A bas le peuple et la démocratie!

- "La foule est le plus mauvais décideur politique qui soit" - LePoint.fr 24.01

Denys de Béchillon Juriste et professeur de droit à l'université de Pau.

Je trouve trop confortable d'accuser les institutions. Personne n'a la solution magique pour éradiquer le chômage, la pauvreté, la dette, l'insécurité, le déficit éducatif ou les effets toxiques de la mondialisation. La vérité est que nous sommes assez impuissants, et que c'est insupportable. Les acteurs politiques sont donc obligés de dire (et souvent de penser) le contraire. Mais ils sont condamnés à enregistrer des frustrations immenses. La tentation de faire croire qu'il existe des moyens simples et gratuits de fabriquer un monde meilleur est gigantesque, même pour ceux qui se refusent à raconter que tout ira mieux lorsqu'on aura mis les étrangers à la porte, fait payer les riches ou sorti la France de l'Union… LePoint.fr 24.01 LVOG - Pas de "solution magique", un "monde meilleur", n'y comptez pas ! Tant que leur régime n'aura pas été abattu, on leur fait confiance sur ce plan-là ! C'est exactement le procédé inique dénoncé par Orwell dans *1984*.

Vive la démocratie à bas les médias corrompus qui vous désinforment, plus dure sera la "chute"!

Les Français font de moins en moins confiance aux médias d'information - Liberation.fr 24 janvier 2019

Le baromètre annuel de «la Croix» témoigne d'une chute spectaculaire de la crédibilité de la radio, la télévision et la presse auprès du public.

C'est encore pire que prévu. La méfiance des Français envers les médias d'information s'est spectaculairement accrue en 2019, selon le baromètre annuel réalisé par l'institut Kantar pour le quotidien la Croix, et publié ce jeudi. Il ne reste plus que 50% des personnes interrogées – un échantillon de 1 024 individus, représentatifs de la population, sondés début janvier – à penser que «les choses se sont passées comme le raconte» la radio, le support dont la crédibilité dans l'opinion est traditionnellement la plus forte. Avec une chute de 6 points en un an, la radio atteint un point historiquement bas (c'est la 32e édition du baromètre).

A 44% de réponses positives, la presse perd 8 points. Sale année pour la télévision, qui plonge de 10 points, à 38%. C'est là aussi un record à la baisse. Quant à Internet, il ne bouge pas, à 25%. Cette stabilité traduit-elle un renforcement de sa crédibilité ? Ou est-ce qu'il se situe à un niveau si bas qu'il lui est difficile de reculer encore ? «Les usages internet sont devenus tellement forts qu'il y a un certain niveau de confiance qui apparaît», répond Carine Marcé, directrice associée de Kantar.

La détestation des journalistes, illustrée par les violences à leur encontre qui ont émaillé le mouvement des gilets jaunes, est donc confirmée par ce sondage. Parmi les personnes sondées, 23% estiment que l'hostilité récemment manifestée à l'égard des médias est «tout à fait ou plutôt justifiée» et 39%, «pas vraiment justifiée» – ce qui revient à dire un peu, quand même. Un petit tiers des Français seulement condamne cette attitude qui a tourné parfois ces dernières semaines à l'insulte, la menace ou l'agression physique. Les journalistes sont toujours autant soupçonnés d'être serviles : un quart des individus interrogés jugent qu'ils ne résistent pas aux pressions des pouvoirs politiques ou économiques. De quoi inviter la profession à une vaste autocritique.

Le paradoxe observé chaque année dans ce baromètre persiste : la télévision, jugée de moins en moins fiable, reste pourtant la principale source d'information des Français. Elle recueille 46% des faveurs, contre 29% pour Internet, 18% pour la radio et 6% pour la presse écrite. Dans le sous-ensemble Internet, les sites et applications de presse écrite restent les moyens d'information privilégiés (28%), devant les réseaux sociaux (18%).

A part cela, les journalistes sont jugés les mieux placés pour agir contre «la propagation» des fausses informations, aussi appelées «infox». Mais à 36% des réponses seulement, contre 34% pour les «organismes de contrôle» et 31% pour les «citoyens», leur avance est tellement faible qu'on se demande si c'est encore une bonne nouvelle pour la profession. Liberation.fr 24 janvier 2019

LVOG - Il faut harceler les médias, les démasquer, briser leur propagande...

TROIXIEME PARTIE

L'extrême-centre, c'est le fascisme !

En Marche vers le totalitarisme.

LVOG - Un faux prétexte, un faux alibi, un exercice de démagogie, inversion de la cause et de l'effet... En vous interdisant de manifester, on vous protège, en supprimant vos libertés, vous vous sentirez plus en sécurité, et en remplaçant les conditions objectives par le "*bon sens*", on instaure un régime totalitaire en guise de démocratie.

Le problème des travailleurs tout comme des militants, et encore plus leurs dirigeants, c'est qu'ils ont toujours un train de retard sur ce que la réaction est en train de concocter. Ils l'évoquent en passant, puis ils attendent tranquillement qu'elle exécute ses intentions malfaisantes pour appeler à la mobilisation, quand il est déjà trop tard parce que les premiers coups ont déjà commencé de tomber, à défaut d'avoir conçu leur ligne politique dans cette perspective.

A quoi se résume leur rôle? A rien ou presque. A dresser des constats, à affirmer que Macron et le gouvernement sont d'épouvantables réactionnaires ou que leur politique est dirigée contre les travailleurs, qui sont tellement abrutis qu'ils n'auraient jamais pu le deviner eux-mêmes ! Et là-dessus ils vont plaquer des mots d'ordre, ensuite ils déclareront mission accomplie ! Les militants tiendront ce discours aux travailleurs, qui entendant le discours qu'ils avaient envie d'entendre les féliciteront, éventuellement achèteront leur journal et leur fileront un peu de fric, tout le monde sera content... sans que cela ne fasse avancer notre cause d'un millième de millimètre ! Stupéfiant de naïveté ou de bêtise !

- Loi «anticasseurs» : le gouvernement fonce tête baissée vers les interdictions de manifestation - Liberation.fr 22.01

Le ministre de l'Intérieur a confirmé la volonté de l'exécutif d'adopter un dispositif d'interdiction administrative de manifestation, sans en préciser les détails.

Resté jusqu'alors dans les tiroirs, le texte a été récupéré précipitamment par un exécutif confronté depuis plusieurs semaines aux manifestations violentes du mouvement des gilets jaunes.

Assurant que ce recyclage d'un texte proposé par Les Républicains ne lui «posait aucun problème», le ministre a d'ailleurs tenté de déminer: «Ce n'est pas une loi anti-gilets jaunes, ni une loi antimanifestation mais une loi anticasseurs.» Christophe Castaner assure d'ailleurs qu'il ne s'agit pas non plus d'«une loi de circonstance mais de bon sens» et pas d'«une loi de répression mais de protection». Liberation.fr 22.01

Davos ou d'un coup d'Etat fasciste à l'autre.

LVOG - Tournant confirmé de la stratégie mondiale de l'oligarchie. L'extrême droite n'est pas l'ennemi, mais l'allié de l'extrême-centre contre la gauche et tous les peuples.

- A Davos, Bolsonaro et Pompeo en porte-parole du camp conservateur mondial - AFP 22 janvier 2019

Le nouveau président brésilien Jair Bolsonaro a mis à profit son passage à Davos mardi pour étriller la gauche, tandis que le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, s'exprimant par visioconférence, a vu dans la montée des populismes des "chamboulements positifs".

"Le Brésil a besoin de vous et l'inverse est vrai aussi", a lancé le président d'extrême droite lors de son baptême du feu international devant les hauts responsables économiques et politiques réunis comme chaque année dans la station de ski des Alpes suisses.

L'organisateur historique du Forum économique mondial, Klaus Schwab, a lui résumé l'état d'esprit de l'auditoire en souhaitant "le meilleur" au nouveau président brésilien, et en louant les "grandes opportunités" s'ouvrant selon lui dans le pays.

Jair Bolsonaro a aussi mis à profit son passage devant un auditoire acquis au libéralisme économique pour étriller la gauche en Amérique latine, un discours familier aux Brésiliens mais plus inattendu sur la scène internationale. "La gauche ne s'imposera pas dans la région ce qui, de mon point de vue, est une bonne chose", a-t-il assuré, disant refuser que la région devienne "bolivarienne".

Mike Pompeo, que les organisateurs du Forum économique mondial ont convaincu de s'exprimer par visioconférence en l'absence de Donald Trump et de toute sa délégation pour cause de shutdown, y est aussi allé de son commentaire politique.

"Au cours des dernières années, à travers le monde, les électeurs ont renvoyé chez eux des politiques et des alliances politiques

dont ils estimaient qu'ils ne représentaient pas leurs intérêts", a dit le secrétaire d'Etat, parlant de "chamboulements positifs."

Il a cité en exemple de ces "nouvelles directions choisies par les peuples" le Brexit, "la montée du Mouvement 5 Etoiles en Italie", l'élection de Jair Bolsonaro et de Donald Trump.

Mais aussi celle d'Emmanuel Macron. AFP 22 janvier 2019

- Le Venezuela accuse Washington d'avoir ordonné "un coup d'État fasciste" - AFP 23 janvier 2019

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé mardi le gouvernement américain d'avoir ordonné "un coup d'État fasciste", au lendemain d'un soulèvement militaire réprimé et à la veille de manifestations pro et anti-gouvernementales.

Au cours d'une allocution radio-télévisée, M. Maduro, dont le deuxième mandat est contesté par l'opposition, a demandé à son ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza d'engager une "révision totale des relations" avec Washington.

Quelques heures plus tôt, le ministre de la Communication du Venezuela, Jorge Rodriguez, avait accusé le vice-président américain Mike Pence d'avoir ordonné à des "terroristes" de provoquer des violences durant la manifestation de l'opposition prévue mercredi afin de déstabiliser le gouvernement socialiste de Nicolas Maduro.

Selon le ministre, les 27 militaires arrêtés lundi après s'être soulevés contre le président vénézuélien ont remis à des militants de l'opposition une partie des armes dérobées "pour que soient perpétrées des violences, qu'il y ait des blessés et des morts pendant la manifestation".

M. Rodriguez a désigné ces militants comme des "civils appartenant à la cellule terroriste Voluntad Popular", le nom du parti de l'opposant emprisonné Leopoldo Lopez et du président du Parlement, Juan Guaido.

D'après le ministre, le plan prévoirait que des individus habillés en uniforme militaire "tirent demain matin (mercredi) contre la manifestation de l'opposition".

"Pourquoi? Pour obéir aux ordres de Mike Pence", a-t-il affirmé, en référence au vice-président américain qui a affiché mardi sa solidarité avec la manifestation organisée à l'appel de l'opposition pour exiger un gouvernement de transition et l'organisation d'élections libres.

Le ministre a précisé que sur les 51 armes dérobées par le groupe de militaires insurgés, 11 n'avaient pas été récupérées et seraient utilisées contre les participants au rassemblement.

La vice-présidente, Delcy Rodriguez, s'en est également prise au vice-président américain qui, selon elle, "prétend venir gouverner le Venezuela en donnant des instructions sur ce qui doit se passer demain au Venezuela, appelant ouvertement à un coup d'État".

"Yankee go home, nous n'allons pas vous permettre de vous immiscer dans les affaires de la patrie", a-t-elle lancé.

Les États-Unis, l'Union européenne et plusieurs pays d'Amérique latine n'ont pas reconnu le deuxième mandat du socialiste Nicolas Maduro, investi le 10 janvier. AFP 23 janvier 2019

Le fascisme, c'est la liberté.

- Crise au Venezuela: Macron soutient les opposants à Maduro - L'Express.fr 24.01

Le chef de l'État a salué ce mercredi "le courage des centaines de milliers de Vénézuéliens qui marchent pour leur liberté". L'Express.fr 24.01

- USA et taliban afghans ont ébauché un projet d'accord - Reuters 26.01

A lire: *L'usage du terrorisme selon John Bolton* par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 22 janvier 2019 (www.voltairenet.org/article204791.html)

- Venezuela: le président du Parlement s'autoproclame "président" par intérim - AFP 24 janvier 2019

Juan Guaido, le président du Parlement vénézuélien contrôlé par l'opposition, s'est autoproclamé mercredi "président" par intérim du pays, et a immédiatement été reconnu par les Etats-Unis et ses alliés dans la région.

Mais l'armée vénézuélienne, soutien indéfectible du président socialiste Nicolas Maduro, a rejeté l'autoproclamation de Juan Guaido. "L'armée défend notre Constitution et est garante de la souveraineté nationale", a affirmé le ministre de la Défense, Vladimir Padrino.

A la suite de l'annonce, des heurts ont éclaté entre forces de l'ordre et partisans de l'opposition à Caracas, selon des journalistes de l'AFP.

Le président américain Donald Trump a immédiatement annoncé dans un communiqué qu'il reconnaissait officiellement le jeune opposant de 35 ans comme "président par intérim du Venezuela".

En réponse, le président Maduro a annoncé que son pays rompait ses relations diplomatiques avec "le gouvernement impérialiste des États-Unis", donnant 72 heures aux représentants diplomatiques nord-américains pour quitter le pays.

La Colombie et le Brésil, alliés de Washington dans la région, ont emboîté le pas à la Maison Blanche, ainsi que l'Argentine, le Chili, le Paraguay et le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), Luis Almagro, qui a assuré à Juan Guaido "sa reconnaissance pour impulser le retour de la démocratie dans ce pays".

En revanche, Cuba a fait part de son "ferme soutien" au président Maduro face à une "tentative de coup d'État". Et le Mexique du président de gauche, Andrés Manuel Lopez Obrador, a indiqué maintenir son soutien au dirigeant socialiste, reconnaissant "les autorités élues selon la Constitution vénézuélienne".

A Bruxelles, l'Union européenne a appelé mercredi soir à écouter la "voix" du peuple du Venezuela et réclamé des élections "libres et crédibles". L'UE espère lancer en février un groupe international de contact pour tenter de trouver une sortie à la crise, selon la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini.

Peu avant la proclamation de M. Guaido, la Cour suprême vénézuélienne, plus haute juridiction du pays, composée de fidèles au régime, a annoncé avoir ordonné une enquête pénale contre les membres du Parlement, en les accusant d'usurper les prérogatives du président Maduro.

Mardi, le vice-président américain Mike Pence a affiché sa solidarité avec la manifestation de l'opposition. Un appel à "un coup d'Etat fasciste", a dénoncé Nicolas Maduro.

"Le temps du débat est terminé, le régime de l'ancien président Nicolas Maduro est illégitime. Son régime est moralement en faillite, économiquement incompétent et profondément corrompu. Il est fondamentalement antidémocratique" , a expliqué Mike Pompeo, secrétaire d'État américain devant les Nations Unies.

Seuls quelques pays d'Amérique latine, comme le Mexique et l'Uruguay, n'ont pas reconnu Juan Guaido comme président par intérim. La Russie, la Turquie et la Chine ont manifesté leur soutien à Nicolas Maduro.

Dans la foulée du soulèvement des militaires, une trentaine d'émeutes avaient été enregistrées dans des quartiers populaires de la capitale et de sa banlieue. Et dans la nuit de lundi à mardi, des chars anti-émeutes avaient patrouillé dans la capitale. AFP 24 janvier 2019 et euronews 25 janvier 2019

- Moscou: la crise au Venezuela montre ce que le droit international est pour l'Occident - Sputnik 24.01

La situation au Venezuela montre ce que le droit international est pour des pays occidentaux, a indiqué la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

On peut juger de l'attitude de l'Occident à l'égard des normes du droit international d'après les événements actuellement en cours au Venezuela, a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova.

«Les événements qui se déroulent actuellement au Venezuela montrent la vraie attitude de la communauté progressiste occidentale à l'égard des normes du droit international, de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays où elle cherche à changer le pouvoir», a indiqué Mme Zakharova sur Facebook. Sputnik 24.01

- Venezuela: à l'ONU, Américains et Européens affichent leur soutien à Guaido - AFP 26 janvier 2019

Les Etats-Unis et les Européens ont affiché samedi à l'ONU un clair soutien au président autoproclamé vénézuélien Juan Guaido, la Russie, minoritaire, continuant de défendre Nicolas Maduro qui a rejeté tout ultimatum pour convoquer de nouvelles élections.

A New York, la Russie et la Chine bloquaient dans le même temps un projet américain de déclaration du Conseil de sécurité visant à apporter "un plein soutien" à l'Assemblée nationale vénézuélienne dirigée par Juan Guaido, selon le texte auquel a eu accès l'AFP. AFP 26 janvier 2019

- Le retour d'Elliott Abrams - Réseau Voltaire 26 janvier 2019

Le secrétaire d'État Mike Pompeo vient de nommer Elliott Abrams envoyé spécial pour le Venezuela.

Elliott Abrams est un néo-conservateur historique. Il a appartenu à la petite coterie juive entourant le sénateur démocrate Henry Scoop Jackson, avant de rejoindre l'administration Reagan. Il a épousé la belle-fille de Norman Podhoretz, le rédacteur-en-chef de Commentary. C'est un des initiateurs de la théopolitique.

Il supervisa la création de la National Endowment for Democracy, l'agence chargée de poursuivre à découvert les objectifs de la CIA. Il fut un des organisateurs de la guerre contre le Nicaragua et le Salvador, incluant l'affaire Iran-Contras, sous la présidence de Ronald Reagan. Il fut également conseiller pour la « démocratie globale » dans l'administration Bush fils. C'est à ce titre qu'il supervisa la tentative de coup d'État contre le président vénézuélien Hugo Chávez, en 2002.

Durant la campagne électorale présidentielle US, il avait pris position contre Donald Trump. Cependant, une fois celui-ci élu, l'État profond avait tenté de l'imposer comme secrétaire d'État, ce que le président Trump avait refusé.

Sa nomination comme envoyé spécial pour le Venezuela marque un tournant radical de la politique de l'administration Trump. Réseau Voltaire 26 janvier 2019

A lire également : « Les États-Unis créent les conditions de l'invasion du Venezuela », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 janvier 2019, www.voltairenet.org/article204845.html

- Missiles balistiques: La France menace l'Iran de sanctions - Reuters 25.01

La France se tient prête à imposer des sanctions à Téhéran si aucun progrès n'est enregistré dans les discussions sur le programme balistique iranien, a déclaré vendredi Jean-Yves Le Drian. Reuters 25.01

A lire aussi

- Les tirs balistiques iraniens ne violent pas la résolution 2231 par Eshagh Al Habib - Réseau Voltaire 14 janvier 2019

https://www.voltairenet.org/article204784.html

- Pas d'accord entre l'Otan et Moscou sur les missiles russes - Reuters 25.01

La réunion organisée vendredi à Bruxelles entre représentants de l'Otan et de la Russie n'a abouti à aucun compromis sur la question des missiles russes que les Occidentaux perçoivent comme une menace, a annoncé le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg .Reuters 25.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

- Mexique : un nombre record d'homicides en 2018 - LeFigaro.fr 23 janvier 2019

Avec 33.341 meurtres en 2018, le Mexique a franchi un nouveau cap dans la violence. LeFigaro.fr 23 janvier 2019

L'esclavisme moderne, le pendant de la survie du capitalisme

- La traite des êtres humains en augmentation dans le monde - Libération 23 janvier 2019

Selon le dernier rapport sur la traite des personnes de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, hommes, femmes comme mineurs sont concernés par ce trafic.

Dans 142 pays, le nombre de victimes de la traite des êtres humains est en augmentation. Plus de 70% d'entre elles sont des femmes. L'exploitation sexuelle, totalisant près de 60% des causes de trafic, est la première forme de violence subie.

Le phénomène regroupe plusieurs types de réseaux criminels dont les plus courants sont la prostitution, le travail et la mendicité forcés, ou le trafic d'organes. Des textes comme la Convention contre la criminalité transnationale organisée (convention de Palerme), adoptée par les Nations unies en 2000, tentent de combattre ce «marché» humain qui générerait plus de 32 milliards de chiffre d'affaires annuel, ramenant la traite des êtres humains à la troisième forme de trafic la plus lucrative dans le monde – après le trafic de drogues et la contrefaçon.

Hommes, femmes comme mineurs sont concernés par ce trafic, entretenu par les conflits armés, en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient notamment. Selon les données de l'ONUDC, les hommes et les jeunes garçons sont plus souvent soumis au travail forcé dans les industries extractives (même si les garçons mineurs sont près de 30% à être touchés par le trafic sexuel), les femmes et les filles davantage sujettes à l'exploitation sexuelle. Entre 2014 et 2016, la part des mineurs dans l'ensemble des recensés a plus que doublé, passant de 13% à 30%.

Phénomène protéiforme mais aussi transnational, la répartition du profil des victimes par région révèle l'ampleur du trafic. «Pratiquement tous les pays sont touchés par ce crime, que ce soit en tant que pays d'origine, de transit ou de destination des victimes», a déclaré Alena Kupchyna, présidente de la Commission pour la prévention du crime. Au total en 2016, près de 25 000 personnes ont été victimes d'un trafic, dans 97 pays, soit en moyenne 254 par pays. Un chiffre en constante augmentation qui témoigne du plus grand nombre de signalements. Mais il convient de noter que ces statistiques sont dans l'ensemble inférieures à la réalité du trafic – étant donné son caractère clandestin –, et peuvent être largement sous-estimées dans des régions où l'identification et le recensement des populations concernées sont moins évidents. C'est le cas de l'Afrique subsaharienne et de certaines parties de l'Asie par exemple.

Finalement, le rapport pointe une augmentation du nombre de condamnations à l'échelle internationale, tout en déplorant que «les trafiquants ne risquent pratiquement pas d'être traduits en justice». Libération 23 janvier 2019

Tartufferie.

Et de rappeler : «Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes», précise l'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Etats-Unis

- À Los Angeles, les enseignants trouvent un accord après une semaine de grève - LeFigaro.fr 23 janvier 2019

Les professeurs de Los Angeles ont repris le chemin des classes mercredi, après avoir obtenu une augmentation de salaires et l'embauche de personnels.

C'est une victoire pour l'enseignement public de Los Angeles. Un accord a été signé mardi entre le district scolaire de la ville californienne, le Los Angeles Unified School District (LAUSD) et le syndicat des enseignants United Teacher. Validé par la majorité du syndicat, ce contrat met fin à la grève des enseignants, qui ont accepté de retrouver leurs classes mercredi, après une semaine de mobilisation.

La revendication des enseignants était simple: avoir plus de moyens pour le système scolaire public. Le 14 janvier, 30 000 enseignants de Los Angeles s'étaient déclarés en grève, perturbant ainsi pendant six jours le fonctionnement de 1 241 établissements et affectant les cours de quelque 500 000 élèves. Il s'agissait d'une situation inédite en Californie depuis 30 ans. Ce mouvement a été soutenu par un grand nombre de parents d'élèves et d'organisations de professeurs dans tout le pays.

Après 5 jours de négociations intenses, le district scolaire a finalement reconnu le sous-financement dont est victime l'éducation publique. Les deux parties ont trouvé un terrain d'entente pour un contrat sur trois ans et demi. Les enseignants se sont résignés à une augmentation immédiate de 6% sur leur salaire. Cette proposition avait déjà été soumise par le district avant la grève, mais les enseignants maintenaient leur souhait à 6,5%.

Appel à la grève à Denver

Concernant l'embauche de personnels, le syndicat a obtenu ce qu'il espérait: 300 infirmiers devraient être employés d'ici à l'année scolaire 2020-2021. Chaque établissement aura donc au moins un infirmier à temps complet. Des bibliothécaires seront aussi recrutés pour les collèges et les lycées, tout comme des conseillers pour aider les élèves du secondaire. La diminution du nombre d'élèves par classe - qui dépasse parfois quarante élèves actuellement - a aussi été acceptée par le LAUSD. Elle se fera progressivement. Selon la porte-parole Barb Jones, le district dépensera 403 millions de dollars pour mener à bien ces deux résolutions.

À la demande du syndicat, la commission scolaire envisage de discuter avec l'État de Californie pour limiter le développement des écoles indépendantes. D'après les enseignants, ces dernières piocheraient dans les ressources destinées à l'enseignement traditionnel. La gestion du budget est le point sensible des deux parties. Le directeur du LAUSD, Austin Beutner, était la cible des protestataires. Le syndicat lui reprochait sa volonté de maintenir les réserves du district à 1,8 milliard de dollars, sans jamais s'en servir pour aider les établissements publics.

Néanmoins, Austin Beutner et le maire - démocrate - de Los Angeles, Eric Garcetti, considèrent cet accord comme «historique». Pour certains enseignants, les décisions prises ne sont pas suffisantes, comme l'exprime une professeure de Marshall High, interrogée par le Los Angeles Times. «Je pense que c'est un peu triste que nous ayons dû passer six jours à obtenir les chiffres que nous avions déjà.» D'autres préfèrent s'en satisfaire. Pour le président du syndicat, Alex Caputo-Pearl, cet accord constitue une victoire majeure. «Il est très rare de se rendre à une table de négociations avec autant de demandes et de gagner presque chacune d'entre elles», a-t-il déclaré à la foule d'enseignants réunis pour célébrer l'accord devant l'Hôtel de ville.

Cet accord doit être examiné par le Bureau de l'éducation du comté de Los Angeles et approuvé officiellement par la commission le 29 janvier avant d'entrer en vigueur. La lutte continue toutefois pour d'autres enseignants dans le reste du pays: à Denver (Colorado), les professeurs ont massivement voté pour une mobilisation en faveur d'une augmentation de salaires et des primes d'incitation. Leur grève devrait débuter lundi prochain. LeFigaro.fr 23 janvier 2019

France

- Près de huit Français sur dix opposés aux suppressions de postes dans l'éducation nationale, selon un sondage - Franceinfo 23 janvier 2019

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting, une large majorité de Français est contre une baisse du nombre de postes dans l'Éducation nationale. Près de 6 personnes interrogées sur 10 déclarent également soutenir la grève des enseignants prévue jeudi. Franceinfo 23 janvier 2019

Haut de page

Le 31 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (25 pages)

Cette causerie a été rédigée sans tenir compte des infos de la veille.

Je ne peux plus visualiser une page Facebook, désormais il faut être abonné, donc créer sa page Facebook. Comme un nombre incalculable d'écervelés ont choisi ce support pour publier des infos, pour y accéder il va falloir que je crée une page qui demeurera vide, hormis le nom du portail et son adresse électronique. Et si je vois que je suis harcelé de pubs ou autres choses, je la fermerai aussitôt.

J'assimile cette méthode à un procédé autoritaire, puisque le contenu des pages Facebook n'appartient pas à Facebook, mais à ceux qui les ont créées. Quelle saloperie ! On est bien les otages des plus attardés.

Je rappelle qu'un simple portail ou blog fait parfaitement l'affaire ou rend exactement les mêmes services, et qu'il est référencé de la même manière par les moteurs de recherche, donc facilement accessible à tous.

Une contribution politique.

«Pour contrer le chaos créé par l'impérialisme, un leadership honnête et des institutions fortes doivent s'accompagner d'une mobilisation populaire intense et bien organisée»

Par Atilio A. Boron et Mohsen Abdelmoumen - Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

Le Professeur Atilio Borón est un sociologue, politologue, professeur et écrivain argentin.

Mohsen Abdelmoumen : Comment expliquez-vous le recul de la gauche et la montée de l'extrême-droite en Amérique Latine, comme on l'a vu au Brésil avec l'élection du fasciste et tortionnaire Jaïr Bolsonaro et celle de Mauricio Macri en Argentine ?

Prof. Atilio Borón : Il existe de nombreuses raisons, que je ne peux que résumer ici. Premièrement, l'intensité de la contre-offensive américaine visant à vaincre les gouvernements progressistes a été impressionnante. Macri était un cadeau inattendu, plus dû aux erreurs du kirchnerisme qu'à autre chose. Mais la victoire était très importante pour les États-Unis. Bolsonaro est le produit de la démobilisation du PT établie par Lula depuis les débuts, de la corruption complète du système judiciaire qui a mis en prison Lula et a permis à Bolsonaro de ne pas être présent dans les débats présidentiels, le soutien constant des médias hégémoniques et, bien sûr, les graves erreurs des gouvernements Lula/Dilma qui croyaient que la politique sociale et l'extraction de millions de personnes de l'extrême pauvreté seraient suffisantes pour changer la conscience populaire et faire de ces personnes les partisans de politiques progressistes. Comme en Argentine, il s'agissait d'une politique de redistribution des revenus sans éducation de masse ni socialisation. En plus de cela, le problème de la violence des gangs dans les favelas était crucial au Brésil, et il n'a pas été bien combattu par les gouvernements PT, ce qui donnait l'impression que la seule politique dont ils disposaient pour faire face à ce grave problème était un programme d'éducation civique à long terme qui, bien sûr, n'a pas réussi à arrêter le progrès fulgurants de la criminalité dans les bidonvilles et les favelas. Une propagande subtile et des métadonnées, plus Cambridge Analytica et l'habileté de Steve Bannon ont fait le reste. Le Brésil a prouvé, comme plus tôt en Amérique, que les « fake news » sont généralement considérées comme des informations fiables. Ainsi, les mensonges et la diffamation de la campagne Bolsonaro ont été extrêmement efficaces.

Dans votre livre très pertinent "Twenty-First Century Socialism : Is There Life After Neo-Liberalism ?", vous démontrez que l'Amérique Latine n'a aucune perspective avec le capitalisme, et vous démentez les thèses néolibérales qui affirment que le capitalisme est le remède à tous les maux. Ne pensez-vous pas que le système capitaliste a tout simplement échoué, que ce soit dans le centre capitaliste comme on le voit avec le mouvement des Gilets Jaunes en France mais aussi à la périphérie ? Ne pensez-vous pas que le système capitaliste n'offre aucune perspective nulle part ?

Le capitalisme a été un immense échec. De nombreuses réalisations technologiques et des hausses très modestes du niveau de vie des majorités sociales se sont combinées à une concentration irrésistible de la richesse et des revenus, aussi bien au centre qu'à la périphérie. Le livre de Thomas Piketty et des milliers d'articles et de livres l'ont prouvé, et la tendance ne peut être inversée. Aujourd'hui, le 1% le plus riche de la population mondiale s'est emparé de plus de richesses que les 99% restants. Cette situation n'a pas de précédent dans l'histoire universelle ! Et c'est politiquement, socialement et économiquement insoutenable. En outre, les récents développements capitalistes ont nui à Mère Nature comme jamais auparavant. Ainsi, la « deuxième contradiction » du capitalisme, telle que posée par Jim O'Connor, est devenue fatale de nos jours. Suffisamment en regardant les catastrophes environnementales du changement climatique pour comprendre l'ampleur de ce problème et l'incapacité totale des sociétés capitalistes de s'en débarrasser.

D'après vous, le capitalisme ne porte-t-il pas en son sein sa propre ruine ?

Oui, c'était la thèse principale de Marx dans ses écrits, mais elle a également été établie, bien que métaphysiquement, par les réflexions pénétrantes de Hegel sur la dialectique des marchés et de la société civile dans le capitalisme. Mais, comme Lénine l'a enseigné, le système capitaliste ne s'effondrera pas à moins que des forces sociales et politiques ne le renversent. Bernstein avait tort à cet égard et Marx et presque tous ses partisans avaient raison de souligner le besoin d'une force révolutionnaire, qu'il s'agisse d'un parti, d'un mouvement ou de toute autre organisation populaire. De lui-même, le capitalisme perdurera malgré ses contradictions et, dans ce processus, la barbarie deviendra son signe distinctif.

À votre avis, le mouvement des Gilets Jaunes qui a vu le jour en France et qui se propage en Europe n'est-il pas un mouvement révolutionnaire et fondamentalement anticapitaliste ?

C'est une révolte populaire, anti-néolibérale mais pas entièrement anticapitaliste. De plus, il s'agit d'une collection extrêmement hétérogène d'acteurs sociaux et je ne suis pas sûr qu'au bout du compte, ils seraient tous prêts à prendre d'assaut la citadelle ou le pouvoir capitaliste. Je ne serais pas surpris si une partie importante d'eux finissait par mettre fin à leur activisme en rejoignant les forces de la droite. Le « poujadisme » a été une expérience très importante dans la France post-seconde guerre mondiale.

Ne pensez-vous pas qu'il y a une nécessité de refondation de la gauche en Amérique Latine et dans le monde ? La classe laborieuse n'a-t-elle pas un besoin impératif d'un encadrement révolutionnaire qui obéit aux exigences du moment ?

Oui, c'est absolument nécessaire. Mais nous sommes confrontés à un problème critique : la division des conditions objectives de la révolution, déjà suffisamment mûres, et le retard dans la constitution d'une conscience révolutionnaire, le retard dans la maturation des conditions subjectives. Malgré le passé, la perspective révolutionnaire est complètement invisible pour les masses, en Amérique Latine comme dans le reste du monde. La formidable efficacité des appareils idéologiques de l'État capitaliste a complètement effacé la révolution du paysage. Par conséquent, l'énorme importance de la bataille idéologique est de convaincre les masses que la révolution est non seulement possible mais nécessaire. Deuxièmement, une fois le premier acquis, nous devrions trouver la forme politique appropriée pour canaliser l'impulsion révolutionnaire renouvelée des masses. Les partis léninistes ou gramsciens traditionnels sont-ils la réponse adéquate à un nouveau prolétariat mondial, immense et très hétérogène, fragmenté en milliers de petits morceaux, comme un miroir brisé ? J'en doute. Le dicton de Mariategui selon lequel « la révolution ne peut être ni une « copie conforme » (calco, »trace »), ni une réplique mais une création héroïque des masses » est plus valable que jamais.

L'ancien conseiller de Trump Steve Bannon est en train de fédérer toute l'extrême-droite en Europe. Sachant qu'en Amérique Latine, les USA ont soutenu des fascistes comme Bolsonaro et Macri, ne pensez-vous pas qu'il y ait un plan piloté par l'administration US d'unir toute l'extrême-droite à travers le monde ?

Oui en effet. Et cela a été explicitement déclaré par Bannon et de nombreuses autres personnes. C'est une aspiration de longue date du gouvernement américain depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et le changement rapide du climat politique (dans une direction réactionnaire, commençant en Europe en raison des réfugiés et de la présence croissante de la population musulmane) a fourni à Trump une opportunité en or. Cependant, le résultat est loin d'être ce qu'ils attendent et de nombreux facteurs interviennent dans l'évolution de la situation politique. Les résultats peuvent être très décevants pour le gouvernement américain.

D'après vous, dans certains pays susceptibles de connaître des interventions impérialistes qui visent les richesses de leur sous-sol et par intérêt géopolitique, comme par exemple l'Algérie, n'y a-t-il pas une nécessité d'avoir des dirigeants légitimes et intègres et des institutions fortes pour éviter le chaos ? Ibn Khaldoun a prophétisé que les tyrans ramèneront les envahisseurs ; les véritables alliés de l'impérialisme ne sont-ils pas des dirigeants corrompus et illégitimes ?

Pour contrer le chaos créé par l'impérialisme, un leadership honnête et des institutions fortes doivent s'accompagner d'une mobilisation populaire intense et bien organisée. Il existe de nombreuses histoires en Amérique latine dans lesquelles des gouvernements honnêtes ont été évincés par des coups d'État promus par le gouvernement américain et ses alliés oligarchiques sur le terrain. Prenons le cas de Salvador Allende au Chili en 1973 ou d'Arturo U. Illía en Argentine en 1966, deux exemples éloquents de ce que je dis. Par contre, les sabotages, la corruption et le despotisme ont été les marques de tout régime établi après une intervention impérialiste en Amérique latine ou dans les Caraïbes. Des cas tels qu'Alfred Stroessner au Paraguay, François Duvallier en Haïti, Rafael L. Trujillo en République dominicaine ou Anastasio Somoza au Nicaragua, sans parler des dictatures les plus récentes en Argentine, au Brésil et au Chili prouvent de manière concluante que les États-Unis et les intérêts locaux bourgeois ne croient pas du tout aux procédures démocratiques. La rhétorique de la droite est absolument fallacieuse. Si, pour faire prévaloir leurs intérêts, ils doivent tuer, incarcérer ou torturer, ils feront tout cela. Prenons le cas de Sukarno en Indonésie et l'assassinat de masse d'un demi-million de personnes afin de nettoyer le pays des « communistes » ; ou les milliers de « desaparecidos » (ndlr : disparus) en Argentine, ou les magnicides perpétrés contre des personnalités exceptionnelles de gauche en Amérique latine comme Joao Goulart, Pablo Neruda, Orlando Letelier (à Dupont Circle, Washington DC !!!), Omar Torrijos de Panamá et Jaime Roldós de l'Équateur, parmi les personnalités les plus connues. L'impérialisme et les gouvernements honnêtes ne vont pas bien ensemble. La lutte pour l'autodétermination nationale, pour une démocratie dynamique et pour une gouvernance honnête est vouée à l'échec sans une forte résistance contre l'impérialisme, véritable factotum des régimes les plus atroces jamais connus dans notre région.

Les acquis de la révolution sandiniste au Nicaragua survivront-ils aux assauts permanents de l'impérialisme US ?

Je pense que oui, mais au prix d'un durcissement du régime politique. Une citadelle assiégée n'offre jamais un terrain propice à la tolérance, au pluralisme, à des libertés débridées. Mais les plans de l'empire sont exactement de faire régresser le sandinisme dans une involution non démocratique menant à une « crise humanitaire » qui pourrait servir de prélude à une « solution libyenne » : invasion, chaos social et économique, troubles et lynchage d'Ortega et de son entourage immédiat.

N'y a-t-il pas un risque d'intervention américaine au Venezuela ?

Il y a des plans. Le Commandement du Sud l'a dit il y a quelques années. Le problème auquel ils sont confrontés est que les forces militaires bolivariennes sont fortes, bien équipées et prêtes à se battre. L'armée brésilienne hésite à participer à une invasion et ses homologues colombiens craignent que la distraction de leurs forces au Venezuela ne crée les conditions d'une croissance rapide de la guérilla dans leur pays. Donc, je n'exclurais pas la possibilité d'une intervention militaire chirurgicale des États-Unis au Venezuela, mais jusqu'à présent, tout n'a été que pourparlers et aucune action. Par ailleurs, de manière non militaire, l'intervention américaine au Venezuela est persistante depuis la montée de Chavez en 1999. Les sanctions économiques, les sabotages, les tentatives de coup d'État, les pressions diplomatiques, le blocus commercial, etc. ont été courants et persistants au cours de toute l'expérience bolivarienne.

Comment analysez-vous la transition politique à Cuba ? Comment expliquez-vous l'acharnement permanent de l'administration US contre Cuba depuis la mise en place de l'embargo en 1962 ?

C'est une longue histoire. Déjà en 1783, John Adams demanda l'incorporation de Cuba sous la juridiction des États-Unis. Cuba a une énorme valeur géopolitique en tant que porte d'entrée principale des Caraïbes, qui est considérée par l'armée et les stratèges américains comme une sorte de « mare nostrum », et ils n'acceptent pas le fait que Cuba agisse en tant que nation souveraine, avec autodétermination et ne veuille pas recevoir humblement les ordres de la Maison-Blanche. Le blocus a échoué parce que le régime révolutionnaire n'est pas tombé, mais les souffrances infligées au peuple cubain sont énormes et criminelles, de même que les obstacles que le blocus a causés au développement économique de Cuba. Pourtant, la Révolution reste en mesure de proposer de meilleures politiques sociales en matière de santé, d'éducation et de sécurité sociale que la plupart des pays du monde, et pour Washington, c'est un « mauvais exemple » intolérable qui devrait être éradiqué à tout prix. Jusqu'à présent, ils n'ont pas été en mesure de le faire et je ne pense pas qu'ils le feront dans un proche avenir.

On voit par exemple le martyr du peuple palestinien par l'entité criminelle d'Israël, ou le massacre du peuple du Yémen par l'Arabie saoudite, alliée des Etats-Unis. N'y a-t-il pas une nécessité d'avoir un front mondial anti-impérialiste que ce soit en Amérique, en Afrique, en Europe ou en Asie, où les peuples partagent le même combat : résister à l'impérialisme qui dévaste les pays et au capitalisme qui exploite et saigne les peuples ?

Absolument. Chávez voulait créer ce front anti-impérialiste, mais sa demande n'a pas été bien accueillie car beaucoup interprètent mal sa proposition comme étant une renaissance ou la Troisième Internationale sous Staline. C'était stupide, mais malheureusement, de nombreuses organisations populaires ont suivi cette ligne. Samir Amin, François Houtart et moi-même avons proposé la création d'un tel front international au Conseil international du Forum social mondial de Porto Alegre et nous avons été battus, en grande partie à cause de l'opposition de puissantes ONG qui ont totalement rejeté cette idée. Non seulement cela : ces ONG ont également joué un rôle déterminant dans la diffusion d'un fort sentiment « antipolitique » qui méprisait les partis politiques, les dirigeants politiques et les agendas politiques. Au point qu'il était très difficile d'inviter Lula et Chávez aux réunions successives du Forum. Aujourd'hui, cela a changé, bien que je ne sois pas sûr de la profondeur et de la cohérence de ce développement prometteur. Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

LVOG - Que faisiez-vous au Forum social mondial de Porto Alegre financé par les multinationales de Wall Street, dites-nous, vous en espériez autres choses, qu'est-ce que cela signifie sur le plan politique ? Les ONG sont des ennemis du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, des officines de la contre-révolution, de la réaction mondiale, comment, vous l'ignoriez monsieur le professeur et vos amis aussi ?

A votre décharge, peut-être que vous auriez été mieux inspirés si la IVe Internationale n'avait pas été liquidée au début des années 50 par les courants révisionnistes lambertiste et pabliste.

Quelques sujets de réflexion politique.

Quand ils disent eux-mêmes que la Ve République est foncièrement antidémocratique et irréformable.

Il est vrai que la concentration du pouvoir a pour effet de concentrer aussi les critiques et les indignations. On le sait, la Ve République confie l'essentiel du pouvoir à un monarque républicain élu par le peuple. Les révisions constitutionnelles n'ont cessé de renforcer le pouvoir du président, de l'élection au suffrage universel direct en 1962 à l'introduction du quinquennat et des élections législatives dans la foulée en 2000, sans oublier les effets de la pratique gouvernementale. En sorte que l'affaiblissement progressif des corps intermédiaires n'est pas seulement dû à la personnalité des présidents ou à leur appétit de pouvoir, mais aux institutions elles-mêmes.

Les institutions politiques n'ont pas changé mais aujourd'hui, le délitement de la société de la démocratie – qu'en empruntant à Montesquieu, j'ai appelée "extrême" – est frappant. Toutes les institutions sont contestées. francetvinfo.fr 29.01

Le reste de l'article faisait l'éloge de Macron... France Info ne peut pas publier un article sans réserver une place à la propagande en faveur du régime, cela vous êtes censés le savoir depuis le temps.

Quelle aberration, quel naufrage !

Extrait. Le néo-conservatisme est une forme du trotskisme, donc idéologiquement d'extrême-gauche, ralliée à l'appareil d'État US lors de l'administration Reagan. Ses partisans n'ont cessé de basculer de gauche à droite et vice-versa à chaque alternance politique. Toutefois, ils se sont opposés à l'élection de Donald Trump qu'ils rejoignent pourtant maintenant. (Donald Trump a-t-il été contraint de renoncer ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 29.01

Thierry Meyssan, de tendance radicale de gauche si je ne me trompe pas, a cofondé le Réseau Voltaire avec un chef d'entreprise militant du PCF et cela se voit ou ceci explique en partie cela.

Il lui arrive régulièrement de délirer quand il a été surpris à se fourvoyer gravement, pour un peu il accuserait son chien, le trotskysme d'en être responsable. Après avoir affirmé que Trump incarnait "*le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple*", ce que j'avais dénoncé, voilà qu'il nous dit qu'en réalité ce serait le pire réactionnaire ou la pire ordure qui soit, et au lieu de "*rétablir la République*", de "*rendre l'Amérique aux Américains*", voilà qu'il serait prêt à la vendre à la Fed alliée au Pentagone, sans blague, quelle misère d'aussi énormes contradictions pour un journaliste par ailleurs de grand talent, dommage.

Ce n'est pas la première fois qu'on fait ce constat, je le signale pour ceux qui croiraient que je le découvrirais seulement maintenant, je sais parfaitement à quoi m'en tenir, rassurez-vous.

Le droit international ou la bonne conscience du petit bourgeois.

Le petit bourgeois interprète le monde de préférence en fonction de ses propres besoins, c'est ce qui déterminera également son orientation politique. A proprement parler, c'est un opportuniste, il n'a pas vraiment de conscience politique, pas indépendante en tout cas, elle est dictée uniquement par ses intérêts individuels, c'est d'ailleurs ce qui le caractérise. Etant mieux loti que la moyenne, il soutiendra le régime en place ou le capitalisme dont dépend son statut ou son niveau de vie. Ponctuellement, il lui arrivera de soutenir la classe ouvrière ou de participer à sa mobilisation, s'il estime qu'il pourra en tirer profit à titre individuel.

Les nerfs, l'incohérence, les contradictions des laudateurs du droit international, des traités, conventions, déclarations ou chartes internationales en tous genres, bref, de l'ONU, sont mis à rude épreuve ces derniers temps parce qu'ils volent en éclats, et cela devrait s'amplifier. Ils en attendaient des miracles, oubliant qu'à l'impossible nul n'est tenu, à commencer par les chefs d'Etat des puissances occidentales impérialistes (pas seulement) !

Parce qu'ils continuent d'ignorer le contexte dans lequel ces mesures avaient été adoptées, ils en viennent à livrer des analyses de la situation mondiale qui ne correspondent pas à la réalité, retour à la "guerre froide", retour à "1983", retour "aux années 30", alors qu'il s'agirait plutôt d'un retour au milieu ou à la fin du XIXe siècle selon les nations, quand les différentes puissances coloniales guerroyaient à travers le monde et le prolétariat était faiblement organisé ou le mouvement ouvrier peinait à se constituer, à peine formé était-il presqu'aussitôt trahi par ses dirigeants, la comparaison s'arrêtera là. On notera au passage qu'à ces spéculations foireuses répondent en échos au sein du mouvement ouvrier les appels des opportunistes au retour aux "années heureuses, à la démocratie...

En réalité, elles furent le produit du rapport de forces établit entre le capitalisme et la classe ouvrière à partir de l'issue de la Première Guerre mondiale impérialiste, qui se traduisit par la montée en puissance du mouvement ouvrier international dont le point culminant fut la révolution russe victorieuse de 1917, période qui s'acheva au cours des décennies qui précédèrent et succédèrent l'implosion de l'URSS et ses satellites.

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale impérialiste du XXe siècle signifia aux peuples du monde entière qu'ils ne devaient accorder aucun crédit à ces traités, déclarations, chartes, qui avaient été conçus pour mieux les maintenir en servitude, pendant que leurs rédacteurs préparaient les prochaines guerres ou se livraient simultanément à d'autres guerres en Afrique et en Asie...

Les institutions qui constituaient le cadre dans lequel ils avaient été adoptés étant dirigées par les impérialismes les plus puissants de la planète qui se partageaient le marché mondial, Société des Nations (SDN), puis l'Organisation des Nations Unis (ONU), il fallait être aveugle ou de mauvaise foi ou encore d'une naïveté incroyable pour ne pas comprendre que ces accords signés ne serviraient jamais la paix, le progrès social ou le bien-être des peuples, surtout après la proclamation d'Israël, et que les représentants du capitalisme s'emploieraient à les contourner dans un premier temps, pour ensuite les ignorer ou les piétiner littéralement pour peu que le rapport de force entre les classes leur soit plus favorable, sur fond de crise du capitalisme mondial devenue permanente.

La remise en cause de la convertibilité du dollar en or en 1971 par les Américains, fut leur réponse économique aux mouvements populaires qui avaient secoué tous les continents à la fin des années 60, et le néolibéralisme en fut leur réponse politique, avec en perspective la centralisation et la concentration de tous les pouvoirs pour instaurer un nouvel ordre mondial de type totalitaire, dont les régimes de Pinochet, Videla, Thatcher et Reagan ne furent qu'un avant-goût, se caractérisant notamment par une intransigeance totale face au mouvement ouvrier et par sa féroce répression, la poursuite des guerres impérialistes.

La mise en oeuvre de leur stratégie totalitaire s'accéléra dès cette époque pressentant la fin prochaine de l'URSS à laquelle ils allaient contribuer de manière décisive dès les années 70, qui se précisera lors de la chute de la Pologne en 81, dès lors ce n'était plus qu'une question de quelques années, et ils pouvaient préparer l'offensive tout azimut qu'ils allaient livrer contre le prolétariat mondial sans craindre qu'il se soulève puisque le mouvement ouvrier international allait littéralement se disloquer à l'issue de cette expérience, les social-démocrates et les staliniens en profitant pour rallier ouvertement leur camp naturel, celui du capitalisme, donc abandonnant la classe ouvrière totalement désarmée pour résister et affronter cette offensive de la réaction mondiale, puisque durant les cinquante années précédentes elle avait été incapable de se doter d'une nouvelle direction

et d'une nouvelle Internationale.

Il ne leur restait plus qu'à laisser pourrir sur place le mouvement ouvrier, à l'y aider évidemment, en proie à des contradictions dont il n'allait pas parvenir à venir à bout au cours des 3 décennies suivantes, tous ses courants n'ayant jamais cessé d'être à la remorque de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme, ce qu'ils justifient ou ce dont ils sont fiers aujourd'hui, ce qui a de quoi rassurer nos ennemis n'en doutons pas.

A l'étape suivante, annoncée ou préparée par l'élection de Sarkozy, puis de Hollande, ils allaient réaliser un véritable coup d'Etat en portant à la présidence la créature monstrueuse qu'ils avaient minutieusement sélectionnée et formée, Macron, pour porter le coup de grâce à ce qui restait de nos droits les plus vitaux, ou engager définitivement la France sur la voie du néolibéralisme totalitaire ou de la gouvernance mondiale.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en liant le sort de la classe ouvrière et des classes moyennes au respect de ces traités, déclarations ou chartes, à l'ONU principalement, tous ceux qui n'ont cessé de s'en réclamer depuis 1944-45, ont livré pieds et mains liés au capitalisme et à ses représentants, ils leur ont interdit de chercher une issue politique au-delà du capitalisme, hors du carcan institutionnel qui était destiné justement à les étouffer, ils partagent donc l'extraordinaire responsabilité de la situation dramatique actuelle.

Ces philistins, qui eux aussi ne doutent de rien, justifièrent leur orientation politique en expliquant que les concessions qu'elle comportait était un moindre mal ou inévitables et qu'elles servaient les intérêts des peuples, sans se soucier que ceux de l'immense majorité d'entre eux seraient sacrifiés ou continueraient de crouler sous la misère ou les bombes. En fait du moment que la crise du capitalisme mondial pouvait être contenue et que intérêts des classes moyennes ou des couches supérieures de la classe ouvrière dans les pays occidentaux étaient préservées, le reste leur importait peu. On en veut pour preuve qu'ils ne cesseront de s'adresser aux représentants du capitalisme, dans lesquels ils avaient placé leur propre destin ou avec lesquels ils partagent les mêmes intérêts, au lieu de s'adresser à la classe ouvrière qu'ils considèrent comme insignifiante ou qu'ils méprisent, qui en tout cas ne peut pas ou ne doit pas prétendre à gouverner ou doit demeurer soumise indéfiniment au règne impitoyable de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ces petits bourgeois ont mis leurs talents au service des esclavagistes et dictateurs des temps modernes, au nom du progrès social, de la démocratie, de la liberté, autrement dit, ils se sont livrés à une épouvantable escroquerie politique à peine déguisée digne de leurs maîtres à penser.

Leurs masques marqués du sceau de l'infamie tombent les uns après les autres, et on ne peut que s'en réjouir. Ils pleurnichent après leurs premières victimes en attendant angoissés que leur tour viennent, cela ne tardera plus maintenant, du coup certains d'entre eux ou la plupart s'en arrangeront et rejoindront ouvertement les rangs de la pire réaction par crainte de perdre leur statut privilégié, la seule chose qui n'a jamais cessé de compter pour eux. Seuls quelques intellectuels courageux et isolés qu'on comptera sur les doigts d'une main rejoindront le camp de la résistance au totalitarisme, sans qu'on exige d'eux l'impossible ou qu'ils rejoignent spontanément le camp de la révolution socialiste mondiale, puisqu'ils en sont incapables à ce stade. Et ceux qui hésitent préfèreront encore se vendre au plus offrant, ce marché est moins prospère qu'autrefois, mais il existe encore, voyez RT ou Spunik par exemple.

De manière générale, il ne faut accorder aucune confiance à un auteur qui se réclame du droit international, de l'ONU ou une de ses officines. Demandez ce qu'il en pense à un Palestinien ou à un de ces peuples qui ont connu depuis 1945 la famine, des guerres civiles, des guerres, des coups d'Etat, des épidémies, etc. tous cautionnés par l'ONU, avec la bénédiction du droit international et celle du Pape qui estime légitime l'existence des riches et des pauvres, l'origine des inégalités ou du capitalisme, de tous ces criminels méfaits.

Pour conclure, la crise du capitalisme a atteint une telle profondeur ou elle a pris une telle ampleur que non seulement aucun retour en arrière n'est possible, mais il est devenu impossible de la stopper, ni même de la ralentir sans affronter directement le prolétariat, d'où les multiples coups d'Etat orchestrés par la branche radicale de l'oligarchie financière internationale en Amérique latine ou le recours au fascisme en Europe, en Italie, en Espagne avec Vox, en France avec Macron, Porochenko en Ukraine, en embuscade aux Etats-Unis où se sont enchaînés ces derniers jours des discours particulièrement belliqueux envers la Syrie, le Venezuela, l'Iran, la Russie et la Chine.

Dans ce contexte politique, comme à la veille des deux guerres mondiales du XXe siècle, tous les traités, conventions, déclarations ou chartes internationales qui n'ont pas servi à protéger des bombardements (ou de l'invasion) de l'Otan ou des puissances occidentales impérialistes la Serbie, la Somalie, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, le Yémen, ne sont plus que destinés à être violés par ceux qui les ont rédigés et signés, et porteur de nouvelles guerres, de déstabilisation ou d'ingérences destructrices d'autres Etats et pays...

Suite du mouvement populaire du 17 novembre

Appel de la première "***Assemblée des Assemblées***" des Gilets Jaunes

Nous, Gilets Jaunes des ronds-points, des parkings, des places, des assemblées, des manifs, nous sommes réunis ces 26 et 27 janvier 2019 en « Assemblée des assemblées », réunissant une centaine de délégations, répondant à l'appel des Gilets Jaunes de Commercy.

Depuis le 17 novembre, du plus petit village, du monde rural à la plus grande ville, nous nous sommes soulevés contre cette société profondément violente, injuste et insupportable. Nous ne nous laisserons plus faire ! Nous nous révoltons contre la vie chère, la précarité et la misère. Nous voulons, pour nos proches, nos familles et nos enfants, vivre dans la dignité. 26 milliardaires possèdent autant que la moitié de l'humanité, c'est inacceptable. Partageons la richesse et pas la misère ! Finissons-en avec les inégalités sociales ! Nous exigeons l'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous.

C'est pour tous ces droits que nous occupons quotidiennement des ronds-points, que nous organisons des actions, des manifestations et que nous débattons partout. Avec nos gilets jaunes, nous reprenons la parole, nous qui ne l'avons jamais.

Et quelle est la réponse du gouvernement ? La répression, le mépris, le dénigrement. Des morts et des milliers de blessés, l'utilisation massive d'armes par tirs tendus qui mutilent, éborgnent, blessent et traumatisent. Plus de 1.000 personnes ont été arbitrairement condamnées et emprisonnées. Et maintenant la nouvelle loi dite « anti-casseur » vise tout simplement à nous empêcher de manifester. Nous condamnons toutes les violences contre les manifestants, qu'elles viennent des forces de l'ordre ou des groupuscules violents. Rien de tout cela ne nous arrêtera ! Manifester est un droit fondamental. Fin de l'impunité pour les forces de l'ordre ! Amnistie pour toutes les victimes de la répression !

Et quelle entourloupe que ce grand débat national qui est en fait une campagne de communication du gouvernement, qui instrumentalise nos volontés de débattre et décider ! La vraie démocratie, nous la pratiquons dans nos assemblées, sur nos ronds-points, elle n'est ni sur les plateaux télé ni dans les pseudos tables rondes organisées par Macron.

Après nous avoir insultés et traités de moins que rien, voilà maintenant qu'il nous présente comme une foule haineuse fascisante et xénophobe. Mais nous, nous sommes tout le contraire : ni racistes, ni sexistes, ni homophobes, nous sommes fiers d'être ensemble avec nos différences pour construire une société solidaire.

Nous sommes forts de la diversité de nos discussions, en ce moment même des centaines d'assemblées élaborent et proposent leurs propres revendications. Elles touchent à la démocratie réelle, à la justice sociale et fiscale, aux conditions de travail, à la justice écologique et climatique, à la fin des discriminations. Parmi les revendications et propositions stratégiques les plus débattues, nous trouvons : l'éradication de la misère sous toutes ses formes, la transformation des institutions (RIC, constituante, fin des privilèges des élus…), la transition écologique (précarité énergétique, pollutions industrielles…), l'égalité et la prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité (personnes en situation de handicap, égalité hommes-femmes, fin de l'abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outres-mers…).

Nous, Gilets Jaunes, invitons chacun avec ses moyens, à sa mesure, à nous rejoindre. Nous appelons à poursuivre les actes (acte 12 contre les violences policières devant les commissariats, actes 13, 14…), à continuer les occupations des ronds-points et le blocage de l'économie, à construire une grève massive et reconductible à partir du 5 février. Nous appelons à former des comités sur les lieux de travail, d'études et partout ailleurs pour que cette grève puisse être construite à la base par les grévistes eux-mêmes. Prenons nos affaires en main ! Ne restez pas seuls, rejoignez-nous !

Organisons-nous de façon démocratique, autonome et indépendante ! Cette assemblée des assemblées est une étape importante qui nous permet de discuter de nos revendications et de nos moyens d'actions. Fédérons-nous pour transformer la société !

Nous proposons à l'ensemble des Gilets Jaunes de faire circuler cet appel. Si, en tant que groupe gilets jaunes, il vous convient, envoyez votre signature à Commercy (assembleedesassemblees@gmail.com). N'hésitez pas à discuter et formuler des propositions pour les prochaines « Assemblées des assemblées », que nous préparons d'ores et déjà.

Macron Démission ! Vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

Appel proposé par l'Assemblée des Assemblées de Commercy.

Il sera ensuite proposé pour adoption dans chacune des assemblées locales.

Chacun (...) saura (...) quoi en faire... sauf lui !

Mélenchon - C'est sans doute l'initiative la plus captivante de celles qui se prennent ces temps-ci à l'initiative des gilets jaunes. L'assemblée des assemblées citoyennes de gilets jaunes à Commercy semble prolonger en profondeur le mouvement né sur les ronds-points en lui donnant une expression collective non partisane. Autrefois, dans les luttes étudiantes on aurait appelé

cela une « coordination des AG ». Dans les grèves de salariés, un comité national de grève.

Dans la lutte du peuple, l'assemblée citoyenne est la structure de base du mouvement. L'idée de se fédérer nationalement est ici la vraie nouveauté, le vrai pas en avant. Dans la Révolution de 1789, de tels comités se constituèrent pour organiser l'action locale et notamment l'auto-défense des communautés rurales. C'est de là que partit la Fête de la Fédération qui célébra nationalement le premier anniversaire officiel du 14 juillet. C'est dire si l'initiative de Commercy porte un sens large et profond. J'ai trouvé le texte de l'appel final sur le site de Reporterre. Je crois utile de le faire connaître du mieux que je peux, en utilisant tous mes moyens de communication. Chacun de ceux qui me lisent saura, j'en suis certain, quoi en faire. melenchon.fr 28.01

Il est impayable ! Il est vrai qu'une telle initiative ne lui serait pas venue à l'idée. D'ailleurs, il ne dit pas qu'il va la reprendre à son compte ou on ignore à part débiter son baratin habituel ce qu'il va en faire. Etrange pour le chef d'un parti qui revendiquait des centaines de milliers d'adhérents et qui a eu plus de 9 millions d'électeurs...

Une proposition.

Je propose que tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière se rassemblent et appellent ensemble les travailleurs à se réunir en Assemblée populaire dans chaque commune où aucune Assemblée n'existe encore, et s'adressent aux sections syndicales des entreprises présentent sur ces communes pour qu'elles y participent. Et partout où il existe déjà une Assemblée des Gilets Jaunes, ils doivent appeler ensemble à y participer et y participer eux-mêmes évidemment.

Si on rassemble toutes nos forces dispersées et qu'on met toute notre énergie au service de cette cause, Macron et le régime peuvent tomber. Parfois la détermination a force d'argument...

Autre point.

Eric Drouet et Maxime Nicolle, sont des pures produits des réseaux sociaux tels qu'on a pu les voir à l'oeuvre au cours des dernières années en Tunisie, en Egypte, en Irak, en Libye, en Syrie, qui ont donné lieu à toutes sortes de manipulations et d'illusions dont ont dû revenir tous ceux qui les avaient suivis aveuglément avant de quasiment disparaître aussi vite qu'ils étaient apparus opportunément ou que les objectifs de leurs créateurs avaient été atteints. Si les médias institutionnels n'avaient pas relayé en boucle leurs appels parus sur Facebook, il y a fort à parier qu'après avoir séduit à peine quelques milliers de personnes dans toute la France, on n'en aurait plus entendu parler. Alors qu'il est extrêmement difficile à un nouveau parti politique d'émerger, on est en droit de se demander comment deux inconnus sortis de nulle part ont pu pour ainsi dire s'autoproclamer dirigeants des Gilets Jaunes et se voir propulsés du jour au lendemain sur le devant de la scène politique.

On peut tenter une explication, et imaginer que ceux qui ont conçu ce stratagème comptaient se servir de leur inexpérience de la lutte de classe et de leur absence de convictions profondément enracinées pour affaiblir les adversaires et les ennemis de Macron, afin qu'il puisse appliquer tranquillement la suite de son programme politique. Il fallait avant tout créer les conditions pour pouvoir leur infliger une cinglante défaite, et il n'y aurait rien de telle que quelques chose suffisamment spectaculaire pour choquer les esprits, une sorte de soulèvement mal organisé ou sans direction pour y parvenir, ses dirigeants autoproclamés ou inexpérimentés perdraient pieds à un moment donné, multiplieraient les atermoiements ou les indécisions, les erreurs, se décrédibiliseraient eux-mêmes du même coup, ce mouvement se diviserait et commencerait à se disloquer, ce qui permettraient de le réprimer violemment, et tout rentrerait dans l'ordre au bout de quelques mois. Ils n'ont pas eu besoin de faire intervenir leurs propres agents, les réseaux sociaux fourmillent d'éléments pouvant faire parfaitement l'affaire pratiquement sans risque et à leur insu.

Cela, c'est le scénario qu'ils ont dû concevoir. Sauf que la situation a pris une autre tournure, cette fois inattendue, lorsque des centaines de milliers de travailleurs se sont saisis de cette occasion pour surgir à leur tour sur la scène politique et exiger la démission de Macron, manifestant leur détermination à ne rien céder pour n'avoir plus rien à perdre, ce que visiblement les conseillers de Macron n'avaient pas prévu au programme.

Pour tenter de briser la dynamique engagée et éviter que des millions de travailleurs s'y rallient, ils ont décidé de se lancer dans une parodie de démocratie en mettant à contribution les élus et les partisans de Macron dans une mise en scène grotesque destinée à légitimer sa politique et les institutions, le "grand débat national", qui est la réponse politique à la question du pouvoir et de l'Etat que pose directement la constitution des Assemblées populaires ou l'organisation indépendante des masses qui cherchent une issue à la crise du capitalisme et du régime conforme à leurs intérêts de classe, le pire scénario qu'ils pouvaient envisager puisqu'à terme il déboucherait sur une situation de double pouvoir qui ne pourrait être résolu que par une insurrection du peuple ou son écrasement dans un bain de sang.

En guise d'épilogue à ce point. Drouet et Nicolle les girouettes.

Comme je le fais souvent le soir, après manger j'écris un peu, puis si ma connexion Internet le permet, je m'avance pour le lendemain en consultant les articles de presse du jour.

J'avais lu que monsieur Drouet avait appelé samedi 26 janvier dans un communiqué à un "*soulèvement sans précédent*" après la blessure à l'oeil de Jérôme Rodrigues, une figure du mouvement nous dit-on. En revanche, ce que j'ignorais, c'est que peu de temps après il avait retiré ce communiqué de "La France colère !", sa page Internet.

Mieux encore, lundi 28, monsieur Rodrigues annonce que Drouet se joignait à son appel au calme, tandis que le sieur Drouet faisait son mea culpa au ministre de l'Intérieur qui voulait le traîner devant les tribunaux pour avoir appelé à un soulèvement en écrivant dans un Facebook Live. "*J'étais au chevet de Jérôme quand l'équipe d'administrateurs l'a rédigé. (...) Je ne l'ai lu qu'après. Le mot "soulèvement" était de trop*", a-t-il estimé, appelant "*au plus grand pacifisme*" pour la prochaine journée d'action samedi. (source : AFP 29.01) Allez, va te coucher !

En quelques heures mon analyse était confirmée. Et un petit rappel sur la dialectique de la lutte des classes.

Quant aux autres dirigeants autoproclamés qui ont depuis créé un parti (Jacline Mouraud) ou des listes aux élections européennes (Ingrid Levavasseur ou Jean-François Barnaba associé au chanteur Francis Lalanne), ils ont tous été rapidement récupérés par le régime ou ses partis par crainte d'être associés à un affrontement direct avec le régime qu'ils ne souhaitaient pas, ils n'ont pas pu rompre avec l'idéologie dominante.

Avec de tels dirigeants on est sûr d'aller à l'abattoir inutilement, donc la meilleure voie est encore celle des Assemblées populaires qu'il faut essayer de développer dans tout le pays. Et si cela s'avérait impossible ou que ce mouvement finisse par se disloquer ou s'éteindre, il faudrait en chercher la signification, se demander pourquoi les masses n'ont-elles pas profité de cette occasion pour se soulever contre le régime. Si on répondait que c'était parce qu'elles avaient encore les moyens de supporter les coups qui leur sont portés ou les conséquences des contre-réformes successives depuis plus de 30 ans, autant dire qu'on pourrait attendre très longtemps ou indéfiniment avant qu'un soulèvement se produise, mais en toile de fond qu'on l'admette ou non, cela signifierait que l'influence idéologique qu'elles subissent constitue le facteur déterminant qui conditionne leur comportement, et puisqu'on refuse de le reconnaître et de s'y attaquer, et bien il n'y aurait plus qu'à dire adieu à toute issue politique ou attendre des jours meilleurs qui ne viendront finalement jamais.

La dialectique de la lutte des classes, ce n'est pas seulement des rapports entre conditions objectives et subjectives, c'est aussi l'évolution interne de chacune de ses conditions qui va contribuer à renforcer ou atténuer leur rôle au sein des rapports qui les lient. Si maintenant on décrète ou on s'en tient à la formule selon laquelle les conditions objectives l'emportent toujours sur les conditions subjectives, en partant du constat que les conditions objectives seraient encore favorables à la majorité des masses et qu'il risque d'en être encore ainsi pour de longues décennies, logiquement on ne peut être qu'amené à considérer que la révolution doit être envoyée aux calendes grecques ou qu'il est inutile de combattre dans cette perspective politique.

En revanche, si on considère qu'un aspect des conditions objectives est susceptible de se transformer en condition subjective du fait de l'évolution défavorable de la société, de sa décadence, de sa décomposition, des rapports détestables qu'elle a engendrés et auxquels personne ne peut échapper, processus particulièrement lent et laborieux il faut bien l'admettre, les rapports entre conditions objectives et subjectives peuvent s'inverser au profit des conditions subjectives, qui à leur tour si elles se traduisent par une prises de conscience peut déclencher un changement de comportement chez les travailleurs les plus conscients et favoriser leur engagement politique, qui en intervenant dans la lutte des classes deviennent à leur tour un facteur objectif modifiant et rééquilibrant le rapport de forces établis entre conditions objectives et subjectives permettant d'entrevoir à nouveau l'espoir ou la possibilité de changer la société, de renverser le régime en place.

D'autant plus que l'on sait, que seul une minorité participe au début à la révolution, tandis que la majorité des travailleurs affichent une neutralité bienveillante à son égard avant de la rejoindre. Il s'agit donc de se donner les moyens de réunir les conditions subjectives qui permettront de rassembler une minorité de travailleurs conscients dans un parti ouvrier révolutionnaire, qui auront acquis l'expérience et les connaissances indispensables pour guider, orienter et prendre la direction d'un soulèvement des masses minoritaire, pour qu'il soit suffisamment crédible et déterminé et que la majorité des travailleurs s'y engagent.

Ce que nous n'avons pas su faire jusqu'à présent, c'est gagner au socialisme cette minorité de travailleurs les plus critiques envers le capitalisme, ceux auxquels il ne manque pas grand chose pour qu'ils rompent avec le régime et son idéologie. Leurs conditions objectives pour peu qu'elles leur soient favorables, car il peut aussi y avoir des travailleurs conscients parmi les couches les plus défavorisées, servent d'obstacles à leur engagement politique, certes, on le sait, mais ce n'est pas un obstacle insurmontable, sauf évidemment si on décide le contraire, dans ce cas-là autant ne pas s'adresser à eux car cela ne servira à rien. Certes, ils disposent de conditions matérielles qui leur permettent encore de vivre à peu près normalement, par contre ce n'est pas le cas de leurs aspirations les plus profondes qui sont bafouées en permanence.

Que leurs conditions d'existence leur procurent certaines satisfactions, il n'en demeure pas moins qu'ils ont plus ou moins conscience qu'elles sont aléatoires, éphémères, mesquines, futiles ou superficielles, fabriquées, minables ou forcées plus que réelles très souvent, de telle sorte que le reste du temps, soit la majorité de leur existence ce sont des gens profondément frustrés, qui n'ont jamais voulu avoir cette vie-là, qui avaient espéré autre chose, sans parler que ces petits plaisirs s'accompagnent d'une multitude de complications, de difficultés, de déboires, de désillusions, d'angoisses, de souffrances en tout genre qui leur pourrissent littéralement la vie, bref, bien qu'ils fassent partie de la majorité la mieux lotis, il n'empêche qu'ils sont en proie à

tant de contradictions qu'ils ne peuvent pas passer à côté, sans parler des humiliations qu'ils sont contraints de subir, et l'hypocrisie ou le mensonge dans lequel ils sont obligés de se réfugier pour se donner bonne conscience ou pour justifier le traitement privilégié que leur accorde la société, tout cela à un côté insupportable ou détestable quand on se regarde en face, quand on regarde la réalité en face, et personne ne peut y échapper.

Et c'est uniquement parce qu'ils sont sous l'influence idéologique du régime qu'ils peuvent adopter ce comportement, c'est elle qui lui fournit tous les prétextes dont il a besoin pour le justifier, ce qui entre violemment en contradiction avec leurs aspirations comme on vient de le rappeler, et bien c'est cette faille, cette faiblesse qu'il faut exploiter pour qu'ils s'en détachent ou parviennent à la conclusion qu'ils doivent rompre avec le régime, qu'ils ne peuvent rien en espérer de mieux, mais pire s'ils ne le combattent pas.

Qu'on ne viennent pas nous dire que les centaines de milliers de travailleurs sensés ou parmi les plus évolués demeureraient insensibles à cette argumentation, car elle décrit la réalité qu'ils vivent quotidiennement.

Reste à nos dirigeants ou à ceux qui s'autoproclament dirigeants d'apprendre à maîtriser la dialectique, et ensuite nous pourrons peut-être espérer sérieusement nous en sortir, pas avant.

Pour être agréable à ceux parmi mes détracteurs qui sont friands de citations, j'en ai dégoté une par hasard qui devrait leur convenir :

- "*Nous appelons notre dialectique matérialiste, parce que ses racines ne sont ni dans les cieux (ni dans les profondeurs de notre "libre esprit"), mais dans la réalité-objective, dans la nature. La conscience est née de l'inconscient, la psychologie de la physiologie, le monde organique de l'inorganique, le système solaire de la nébuleuse. A tous les degrés de cette échelle du développement, les changements quantitatifs sont devenus qualitatifs. Notre pensée, y compris dialectique, n'est qu'une des manifestations de la matière changeante. Il n'y a place, dans cette mécanique ni pour Dieu, ni pour le diable, ni pour l'âme immortelle, ni pour les normes éternelles du droit et de la morale. La dialectique de la pensée, procédant de la dialectique de la nature, a par conséquence un caractère entièrement matérialiste*." (L'opposition petite-bourgeoise dans le Socialist Workers Party. - L. Trotsky)

Il en va également ainsi des rapports entre les conditions objectives et subjectives. Une pensée ou une idée, une théorie appartiennent aux conditions subjectives jusqu'au moment où elles se traduisent en pratique et en terme d'organisation et se transforment en conditions objectives agissant sur le cours de la société...

C'est ce qu'on devrait enseigner aux enfants dès l'école primaire, non ? Mais comme ce n'est pas le cas, tous leurs rapports au monde extérieur y compris à leur propre nature s'en trouvent faussés, la plupart du temps jusqu'à la fin de leur existence. C'est vraiment un truc auquel chacun devrait profondément réfléchir ou mieux, que chacun devrait étudier sérieusement, si possible jusqu'à fin de son existence puisqu'on n'en viendra jamais à bout, à moins bien sûr de se prendre pour Dieu ou le diable!

S'il y avait dans la vie un seul sujet qui vaudrait la peine d'être étudié, ce serait celui-là. Il permet de prendre conscience de notre inconscience ou de notre ignorance, et il porte à faire preuve de modestie plutôt que se prendre pour ce qu'on n'est pas.

Dernières infos en guise de confirmation.

- Maxime Nicolle menace de quitter la France - Le HuffPost 30 janvier 2019

Maxime Nicolle, figure du mouvement des gilets jaunes, lance un ultimatum au gouvernement, dans une vidéo, diffusé mardi 29 janvier, sur la page Facebook "Fly rider infos blocage". En l'absence "d'avancée concrète", "dans les deux semaines qui suivent", il indique qu'il quittera l'Hexagone et demandera l'asile politique dans deux semaines si l'exécutif ne répond pas aux attentes des Gilets jaunes. Le HuffPost 30 janvier 2019

- Européennes : après des défections, la liste gilets jaunes dans la tourmente - Liberation.fr 29.01

Marc Doyer et Hayk Shahinyan ont tous les deux quitté la liste gilets jaunes. Ces départs marquent une frontière nette entre deux courants de la mobilisation : les réseaux sociaux et les ronds-points d'un côté, les canaux politiques plus classiques de l'autre. Liberation.fr 29.01

- Gilets jaunes: une seconde liste pour les européennes? - L'Express.fr 30 janvier 2019

Un des meneurs niçois de la contestation a présenté mardi l'ébauche d'une liste "apolitique et asyndicale" qu'il compte présenter aux élections européennes, baptisée "Union Jaune", pour porter des idées notamment en matière d'immigration et de souveraineté.

"Si j'ai cette chance que je suis élu ambassadeur ou député de nos grands coeurs jaunes, je m'engage à percevoir un Smic et à reverser la différence au Restos du Coeur", a proclamé Patrick Cribouw, 64 ans, un récidiviste du vote blanc, épaulé par deux porte-parole tout aussi novices que lui en politique. L'Express.fr 30 janvier 2019

- On a testé la "vraie" plateforme de débat des gilets jaunes - Le HuffPost 30 janvier 2019

Critiques envers le grand débat national mis en place par le gouvernement, des citoyens ont créé une alternative présentée comme neutre et ouverte.

Il était censé être la réponse à la crise qui dure depuis plus de deux mois. Mais le grand débat national voulu par Emmanuel Macron n'en finit pas d'être critiqué de toutes parts. En réponse, des gilets jaunes lancent ce mercredi 30 janvier une plateforme concurrente permettant de débattre en ligne de questions sociétales: "le vrai débat". Le HuffPost 30 janvier 2019

Autre point. Une revendication pour fédérer les classes exploitées.

Annulation de la dette des travailleurs. On a déjà payé avec notre sueur, vous nous avez déjà extorqué une partie de la plus-value que nous avons produite, on ne payera pas, on ne vous engraissera pas toute notre vie !

Les Gilets Jaunes n'ont pas mis en avant cette revendication capitale qui pourrait rallier ou déclencher le soulèvement des plus larges masses, car tous les travailleurs ou presque sont endettés, parfois ou souvent lourdement, y compris ou surtout les membres des classes moyennes, les petits patrons, les artisans, les commerçants, les agriculteurs, tous ceux qui sont au chômage, et qui d'une certaine manière contraints ou forcés se sont lancés dans l'aventure de l'auto-entrepreneuriat, nombreux sont ceux qui ont dû s'endetter sur de nombreuses années pour se loger, là encore contraints ou forcés du fait des loyers prohibitifs ou de la crise du logement, d'autres ou les mêmes ont dû acheter à crédit une voiture par nécessité pour aller travailler ou parce qu'ils sont éloignés de tout commerce ou service.

Je peux me tromper, mais à mon avis, cette revendication est une bombe encore plus efficace que la hausse du smic, des retraites, etc. elle concerne une multitude de travailleurs écrasés par les dettes, qui enchaînent les crédits pour juste essayer de continuer à vivre à peu près normalement, crédit à la consommation qui pousse à vivre au-dessus de ses moyens mais pas forcément, pour attenuer bien des frustrations ou privations, ce qui est somme toute compréhensif aussi, crédit revolving, rechargeable, qui font que vous ne cessez de verser des intérêts aux banquiers qui s'engraissent ainsi en dormant sur votre dos, les bienfaits de la politique d'austérité ou des salaires misérables, de la hausse des prix déguisées, de nouveaux besoins qui se sont transformés en nouvelles charges, etc.

Autre point. Sur le RIC ou RIP.

J'avais indiqué dans une causerie que le RIC ou RIP présentait des avantages et des inconvénients.

L'un des avantages qu'il faut peut-être retenir ou qui est déterminant, c'est qu'il est incompatible avec la Constitution de la Ve République et le régime, l'UE également, puisqu'il remettrait en cause l'hégémonie politique de la classe des capitalistes ainsi que ses besoins, qui privée de son pouvoir politique ne pourrait plus défendre son pouvoir économique, ce qui pour eux et ses représentants est inconcevable évidemment.

Présenté de cette manière-là, c'est une véritable bombe politique destinée à faire sauter la banque et le régime si les masses s'en emparaient.

Dernier point. Solidarité !

Je ne suis pas le mieux placé pour en parler de mon trou en Inde, mais bon, cela m'est venu à l'esprit à plusieurs reprises donc je vous le soumets. Il faut assurer le soutien financier et juridique à tous les manifestants qui ont fait l'objet de la répression policière. Je crois avoir lu quelque part que quelque chose avait été fait dans ce sens, mais j'ignore si cela a été généralisé sur le plan national.

D'autres arguments.

Le travail constituant (deuxième partie) Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

Extrait. A la suite du « Grand Débat » citoyen qui doit se terminer le 15 mars prochain, il faudra que cette demande essentielle remonte au « sommet ». Nous savons déjà qu'elle sera niée, critiquée, condamnée, rejetée par la macronie au pouvoir. Voilà pourquoi, la suite des événements sera très vraisemblablement la grève générale et le blocage économique radical du pays obligeant Macron à démissionner. Dès que ce préalable sera obtenu, alors il sera possible d'envisager cette réforme exigée par le peuple. (...)

On peut ainsi comprendre très clairement que le sujet majeur actuel, pour le peuple Français, c'est de passer à la démocratie véritable : une démocratie directe participative, incluant en soi l'abolition de la 5ème République et de tous les pouvoirs donnés au Président de la République. La France ne peut plus être une monarchie républicaine, elle doit devenir

une démocratie; les Français veulent être directement responsables de la vie politique du pays et de la communauté de destin qui les réunit. Le régime parlementaire représentatif ne représentant absolument plus les désirs, la volonté, la conscience et la souveraineté du peuple, le temps est venu de reprendre en mains cette souveraineté.

Les « représentants » étaient légitimes à l'époque où le peuple était majoritairement analphabète. Aujourd'hui, le peuple est constitué de personnes qui sont bien mieux informées et bien plus compétentes que la plupart de ses représentants. Le régime parlementaire représentatif est aujourd'hui caduc et ses défenseurs sont manifestement de mauvaise foi, car tout le monde sait pertinemment que l'Assemblée Nationale n'est, en aucun cas, représentative du peuple français!

Cette réforme implique également que le pouvoir supra national donné arbitrairement à l'Union Européenne, contre la volonté du peuple exprimée le 29 mai 2005 par le référendum, soit aboli. (...) (Mais pas l'UE, puisque plus loin il parle de "réaménagement de l'Union Européenne", ce qui est incohérent ou une contradiction qui n'effleure pas l'esprit de son auteur. - LVOG)

Le pacte d'Aix-la-Chapelle entre Merkel et Macron, écrit et signé en catimini, sans l'avis du peuple, va à l'encontre de cet objectif souhaitable. Macron et Merkel sont entrain de concocter un système de verrouillage qui rendra encore plus compliqué ce réaménagement de l'Union Européenne. Il est clair que dans ces conditions, la lutte sera beaucoup plus violente, puisque les prédateurs du système ultra libéral veulent l'abolition des Etats Nations, alors que les peuples révoltés veulent qu'on reconnaisse leur souveraineté. Il y a là deux logiques diamétralement opposées et dont l'incompatibilité s'accentue chaque jour un peu plus, grâce aux manigances et aux trahisons des oligarques placés illégitimement au pouvoir. Rappelons que la présence de Macron à l'Elysée n'est pas légitime, compte tenu du nombre de voix qui l'a placé à ce poste usurpé par la manipulation électorale avec l'aide des médias aux mains des milliardaires et de la banque. (...)

Le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) est une procédure législative dont l'initiative appartient exclusivement aux citoyens et qui leur permet — si les conditions prévues par la loi sont remplies — d'imposer un référendum pour prendre une décision concernant la Constitution, les traités, les lois, les règlements…

C'est cette procédure qui fait du peuple le législateur en dernier ressort. Dans le régime politique « représentatif », avec son règlement électoral très injuste, les citoyens sont réduits au silence pendant toute la durée du mandat des élus. A partir du moment où ils ont voté, tout leur échappe ensuite et ils ne décident plus de rien pendant des années! Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

Je n'ai pas reproduit tous les passages qui colportaient un tas d'illusions ou de contradictions, voire des aberrations ou absurdités genre tirage au sort des élus, qui auraient été trop longues à commenter et que nous n'avons cessé de combattre dans ce portail.

On ne trouve guère d'auteurs qui ne soit pas en proie à une profonde confusion dès qu'ils abordent le développement de la situation social et politique, parce qu'ils veulent régler un tas de problèmes sans rompre avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions économiques ou politiques nationales, européennes et internationales, ils en restent prisonniers.

Nous sommes lundi 28, il est 21h55, je reprends après avoir lu cinq articles publiée par le Saker francophone.

C'est fantastiques tous présentent de graves lacunes, et ils partent dans des analyses qui sont évidemment faussées à la base. En gros, ne comprenant pas que ce qui se déroule sous leurs yeux est la cause et non la conséquence d'une décision politique ou d'un développement, ils vont attribuer des intentions ou évènements à des acteurs ou à des institutions qui ne les ont jamais eu ou qui n'en ont jamais été à l'origine.

Au-delà du fait qu'ici ou là on peut glaner quelques données intéressantes, les lire est un véritable supplice qui induira en erreur un lecteur mal informé, toutefois ce qui est intéressant aussi, c'est que leur démonstration inclut à leur insu apparemment ou le plus souvent des éléments de la propagande officielle, de sorte qu'on peut examiner les ravages qu'ils produisent sur le cerveau d'intellectuels généralement bien intentionnés ou qui se définissent comme des démocrates ou des progressistes, qu'ils partagent avec la plupart des gens, ce qui permet de mieux comprendre ce qu'ils pensent et pourquoi ils le pensent, ce qui permet une fois qu'on l'a discerné d'y répondre avec des arguments appropriés, au lieu de se livrer à un grand discours théorique qui sera déplacé ou incompréhensible.

Ce que nous savons ou ce que nous avons compris est une chose, et dans bien des cas cela importe peu ou doit passer au second plan quand on discute avec quelqu'un ou quand on lit un article écrit par un auteur qu'on ne connaît ou qu'on ne rencontrera sûrement jamais, il faut saisir le cheminement de sa pensée pour comprendre pourquoi il ne parvient pas à saisir la situation ou pourquoi il la saisit d'une manière plutôt qu'une autre, cela peut nous aider également à déceler des failles ou des erreurs dans notre propre argumentation, donc à l'améliorer.

Si on ne discute qu'avec des gens qui partagent nos idées ou qu'on ne lit que des articles qu'on aurait pu signer, c'est comme si on se parlait devant une glace ou qu'on lisait notre propre prose, ce qui ne nous avancerait pas à grand chose ! D'où l'intérêt de donner la parole à d'autres acteurs.

Pourquoi la "loi anticasseurs" est liberticide - Le HuffPost 29.01

Vincent Brengarth, avocat au Barreau de Paris.

Aujourd'hui mardi 29 janvier 2019, est prévu l'examen en séance de la controversée proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations, et à sanctionner leurs auteurs. D'aucuns ont pu voir dans ce texte, non sans raison, la résurgence de la "loi anticasseurs" du 8 juin 1970 qui punissait de deux ans d'emprisonnement toute personne ayant continué à participer volontairement à un rassemblement illicite ou interdit, alors que des violences ou des voies de fait contre des personnes, ou des dégradations causées aux biens, avaient été commises du fait de ce rassemblement. Le législateur avait donc institué une responsabilité collective, rappelant également les propos tenus en mai 2018 par Gérard Collomb, alors ministre de l'intérieur, "Il faut que les personnes qui veulent exprimer leur opinion puissent s'opposer aux casseurs" et appelant les manifestants "à ne pas être complices de ce qui se passe par leur passivité".

Les gouvernements successifs ont toujours su tirer profit des violences commises pour discréditer les manifestations. Au prétexte de protéger le droit de manifester, la proposition de loi cherche notamment à accroître les pouvoirs de l'administration, comme ce fut le cas pendant l'état d'urgence.

Le texte est articulé autour d'un premier volet préventif et d'un second volet répressif. Le premier volet, relevant de la police administrative, offrirait ainsi la possibilité de créer des périmètres de sécurité autour de manifestations (contrôle visuel, ouverture des sacs et palpations de sécurité), mais également celle d'interdire à toute personne susceptible de se livrer à des violences de participer à une manifestation. Le second volet, judiciaire, prévoit, d'une part, la création d'un délit consistant dans le fait de punir la dissimulation de son visage lors de manifestations et de rassemblements et, d'autre part, une responsabilité civile collective des personnes coupables d'actes délictueux qui ont participé à une manifestation ou à un rassemblement ayant entraîné des dommages. Les nouvelles mesures sont déclinées dans sept articles.

L'article 1 de la proposition de loi concerne les périmètres de contrôle. Le législateur revient à la charge après que le Conseil constitutionnel a censuré, dans une décision de janvier 2018, le dispositif comparable que prévoyait la loi sur l'Etat d'urgence, compte tenu de l'atteinte portée à la liberté d'aller et venir. La commission des lois de l'Assemblée nationale n'a pas été dupe du risque d'inconstitutionnalité, puisqu'elle a supprimé l'article prévoyant la création des périmètres de sécurité.

Cependant, l'intention demeure et elle est d'autant plus préoccupante qu'elle est calquée sur un régime prévu pour lutter contre la menace terroriste. C'est compte tenu de cette menace qu'on admet généralement que le droit puisse être exceptionnellement altéré par une entrave aux libertés, avec les risques que cela engendre. L'hypothèse n'est donc aucunement celle de violences qui interviendraient en marge d'un mouvement social. La création de tels périmètres revient à créer un environnement criminalisant pour le manifestant, auquel il est attribué la volonté de participer à un mouvement suspect alors qu'il ne souhaite qu'exercer ses droits d'aller et venir et de manifester. De plus, les mesures prévues sont particulièrement intrusives même si, malheureusement, la menace terroriste nous y a accoutumés.

Le périmètre de protection n'est cependant pas le seul emprunt fait à la loi sur l'état d'urgence. En effet, l'article 2 de la proposition de loi duplique également l'interdiction de séjourner dans un périmètre défini (article 5 de la loi de 1955 sur l'état d'urgence) pour permettre au préfet ou, à Paris, au préfet de police, la possibilité de prononcer à l'encontre de toute personne, par arrêté motivé, une interdiction de prendre part à une manifestation, et ce particulièrement s'il existe des raisons sérieuses de soupçonner que son comportement puisse constituer une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public. De plus, la personne peut être astreinte à une obligation de "pointage".

Il s'agit ainsi de créer un nouvel outil de police administrative. Le justiciable n'aura qu'un temps extrêmement réduit pour pouvoir saisir le juge administratif en référé afin de contester le bien-fondé de la mesure. De plus, c'est à l'administration, bien souvent visée par les manifestations, et donc juge et partie, qu'il incombera de définir la menace contre l'ordre public. En temps normal, l'interdiction de manifester peut être prononcée par le juge judiciaire, gardien institutionnel des libertés. Ce monopole lui serait donc retiré, au profit d'une administration dont les pouvoirs sont déjà extrêmement étendus.

L'appréciation de l'existence d'une menace, justifiant l'interdiction de la manifestation, se fera à travers une présomption qui va à l'encontre de la philosophie de notre droit réprimant des agissements et des actes positifs.

Par l'article 3 de la proposition, le législateur souhaite par ailleurs l'inscription, au sein de fichiers créés par les préfets de département et, à Paris, par le préfet de police, de toutes les interdictions de manifester.

Cet article rejoint l'accroissement toujours plus important des fichiers individuels, au mépris de la vie privée. De plus, la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés interdit de traiter des données à caractère personnel qui révèlent les opinions politiques. Il est impossible de garantir que la constitution d'un fichier pour les interdictions de manifester ne permettra pas aux pouvoirs publics de ficher des opposants politiques. De plus, et pour ne citer que ce dernier, il existe déjà le fichier de prévention des atteintes à la sécurité publique, qui est de nature à atteindre les objectifs qui sont poursuivis par le législateur.

Ensuite, l'article 4 de la proposition prévoit un nouveau délit de dissimulation du visage, au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation. Il faut préciser qu'une contravention est déjà prévue pour réprimer de tels faits (article R. 645-14 du code pénal), et qu'il ne s'agirait donc que d'accroître la sanction.

A titre de rappel, les contraventions étaient rarement appliquées, ce qui illustre déjà la difficulté à manier un tel outil. Le principal écueil d'un tel délit, qui peut se comprendre dans son principe, résulte de la difficulté à sonder l'intention des personnes, qui ne cherchent pas nécessairement à échapper à la police dans le but de troubler impunément l'ordre public. Un certain nombre de manifestants ont été blessés au visage et peuvent en toute logique vouloir se protéger des armes utilisées par les forces de l'ordre, dont l'intense utilisation semble disproportionnée depuis ces dernières semaines. La blessure infligée à Jérôme Rodrigues en constitue la dernière et triste illustration. De plus, compte tenu de l'appétence de l'administration pour les fichiers et du peu de contrôle sur ces derniers, l'on peut légitimement comprendre la volonté de ne pas montrer son visage dans des manifestations où les policiers et les médias sont omniprésents, sans que ce choix trahisse une volonté de troubler l'ordre public.

L'article 6 de la proposition de loi ambitionne d'étendre le champ d'application de l'incrimination relative au port d'arme lors d'une manifestation pour, schématiquement, y ajouter les «armes par destination» (dont les fusées et artifices).

Un tel article parait assez redondant avec l'appréciation qui était déjà faite par les juridictions, outre qu'il alimente la conception particulièrement culpabilisante des manifestations. Le moindre objet, tel un masque pour se protéger du gaz lacrymogène, devient suspect et permet de criminaliser le manifestant.

Le même article prévoit également de généraliser l'interdiction de manifester, susceptible d'être prononcée par le juge comme peine complémentaire.

Enfin, l'article 7 de la proposition de loi consacre une présomption de responsabilité civile collective des personnes condamnées pénalement pour des infractions commises à l'occasion d'une manifestation, et spécifiques à celles ci.

Cet article ignore la conception classique de la responsabilité civile, qui exige la démonstration d'une faute, d'un préjudice et d'un lien de causalité. Il vient instituer une forme de responsabilité civile collective pour des infractions commises à l'occasion d'une manifestation. Le risque de jugement arbitraire est d'autant plus fort que les délits qui concernent les manifestations, dont la participation délictueuse à un attroupement, sont des infractions dont il faut comprendre qu'elles peuvent être largement interprétées. La proposition d'amnistie des manifestants condamnés, faite par le député André Chassaigne, rappelle également que les condamnations s'inscrivent dans un contexte très particulier de revendication sociale, et qu'elles ne résultent pas mécaniquement d'atteintes délibérées aux biens et aux personnes. Il faut encore souligner que le climat de tension n'est pas le fait exclusif des manifestants, mais aussi du déploiement très lourd de la force publique.

Paradoxalement, les manifestations, qui sont censées veiller au respect des droits, aboutissent à leur restriction. Le gouvernement tire avantage des violences qui nuisent aux manifestations pour augmenter son autorité. Il s'arroge une capacité grandissante à définir les contours des troubles à l'ordre public afin de mieux contrôler le droit de manifester pour, à terme, le rendre politiquement inoffensif. Un droit de manifester dont on abandonnerait la définition aux pouvoirs politiques est profondément anti-démocratique.

Le gouvernement avait déjà accru ses prérogatives en intégrant certains des outils de l'état d'urgence dans le droit commun, il va désormais plus loin. Il n'est plus question de lutter contre la menace terroriste, mais de protéger le droit de manifester en le restreignant et en faisant peser des présomptions de culpabilité.

Le contrat passé avec l'Etat est d'autant plus biaisé que lui-même ne se justifie pas lorsque la violence qu'il utilise est illégitime. Les violences policières se multiplient sans qu'on cherche à les sanctionner avec le même empressement que celles des manifestants. Le législateur augmente le recours au fichage, sans faciliter la possibilité d'en sortir pour le justiciable. Tout cela s'opère dans le cadre d'une présomption de bonne foi, qui voudrait que la violence soit l'apanage des manifestants. Un piège se tend peu à peu. Il ne pourra plus être question de protéger nos droits lorsque nous aurons abandonné à l'Etat la possibilité d'en contrôler l'expression. Le HuffPost 29.01

Le parti de l'extrême-centre ou pour un peu, la droite bascule à l'extrême droite !

- Européennes: "LR a confié sa liste à (son) extrême droite", accuse Lagarde (UDI) - AFP 29.01

Le président de l'UDI Jean-Christophe Lagarde, qui doit prendre la tête d'une liste centriste pour les Européennes, a estimé mardi que le choix du conservateur François-Xavier Bellamy par LR pour conduire leur liste revenait à confier celle-ci "à l'extrême droite". AFP 29.01

L'extrême-centre fasciste a un autre parti de gauche.

LVOG - Pour rappel, Raphaël Glucksmann fut au côté de BHL l'un des porte-parole hystérique du coup d'Etat de l'Otan réalisé par des partis néonazis à Kiev (place Maidan), en Ukraine.

- Européennes: Place publique donne à voir un début de convergence à gauche - AFP 30 janvier 2019

Des socialistes, des membres de Générations, des écologistes... mais pas de représentants du PCF ou d'EELV: Place publique a tenu mardi à Paris un meeting qui a pour la première fois donné à voir l'esquisse d'une réconciliation des formations des gauches, que le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann appelle de ses voeux en vue des européennes.

Membre de Générations, l'ancienne députée Barbara Romagnan a jugé qu'il serait "irresponsable" que l'unité ne se fasse pas, alors que les uns et les autres "sont d'accord sur l'essentiel".

La numéro deux du PS Corinne Narassiguin s'est mise à l'unisson, soulignant que le PS avait rapidement "répondu présent" à l'invitation de Place publique, et participé "activement" à la rédaction des dix combats communs.

Présente dans le public, la maire PS de Paris Anne Hidalgo a salué devant la presse une "belle aventure". "Ca crée beaucoup d'espoir dans toute une population qui se sent écolo, de gauche, sociale-démocrate, européenne, et qui a envie d'autre chose", a-t-elle relevé.

"Est-ce qu'on peut parler de sauver l'Europe, de sauver le climat plutôt que de sauver le Parti socialiste ?", a ironisé le de file des écologistes, Yannick Jadot.

Au sein de Générations, tous ne sont pas prêts à rendre les armes. "L'appel à l'union c'est intéressant (...) Mais comment a-t-on la garantie que le PS est sincère lorsqu'il dit qu'il va rompre avec le libéralisme, quand en même temps il reste au PSE ?", a réagi auprès de l'AFP le bras droit de Benoît Hamon, Guillaume Balas.

"L'idée est de donner sa chance au produit, le rassemblement", a expliqué le député PS du Val-de-Marne, Luc Carvounas. AFP 30 janvier 2019

Tous les jours l'AFP lui consacre au moins un article, ceci explique cela.

Non, ce n'est pas "***la nouvelle 'gôôche'***", mais la gauche qui est liée au capitalisme depuis plus d'un siècle.

Extrait. Ainsi, une majorité de Français a voulu tourner le dos à l'extrême-droite, votant pour un candidat issu du PS – et des milieux financiers… non, il n'y a pas d'oxymore, c'est la nouvelle 'gôôche' paraît-il – mais se déclarant « ni de gauche ni de droite »… et elle a eu un président dont les déclarations, actions et manœuvres depuis son accession à la fonction, ainsi que celles de son équipe, sont plus répressives les unes que les autres, ne laissant planer aucun doute quant à l'inclinaison pour une droite… extrême. Quand il est dit qu'il faut préférer l'original à la copie, cherchez l'erreur ! (Les 'Gilets Jaunes': proposition pour aller plus loin par Daniel Vanhove Mondialisation.ca, 16 janvier 2019)

Du PS à RN en passant par LREM, LR, l'UDI, le MoDem, le PR, le MRC, le PCF, tous ont finalement la même nature sociale pour être tous liés au régime capitalisme. Le jour où on l'aura admis, le mouvement ouvrier et l'humanité feront un pas de géant en avant vers le socialisme et la liberté, pas avant.

La preuve :

Daniel Vanhove - Et il faut espérer que le mouvement (des gilets jaunes - ndlr) continuera, allant même en amplification tant que le changement en profondeur d'une structure d'Etat obsolète et du 'système' ne seront pas envisagés.

LVOG - Il évoque la nécessité d'un "changement en profondeur d'une structure d'Etat obsolète et du 'système', mais pas le renversement des rapports sociaux de production qui constituent les fondements de l'Etat et du régime capitaliste, autrement dit on ne change rien !

Maintenant il faut le justifier, voyons comment il s'y prend.

Daniel Vanhove - Les 'GJ' de tous pays n'obtiendront rien de substantiel en se cantonnant à manifester dans leurs villes et pays. Ils devront intégrer cette notion et se rendre à l'évidence : leurs gouvernements nationaux sont pieds et poings liés par les Traités signés.

LVOG - Ah ben voilà, il est inutile pour les travailleurs de "manifester dans leurs villes et pays" puisqu'ils "n'obtiendront rien" ! Et comme ils ne feront jamais le déplacement jusqu'à Bruxelles, messieurs les capitalites vous pouvez dormir tranquille.

Mais il existe bien une raison à cela, en effet, il va s'employer à la fabriquer.

Daniel Vanhove - Les pouvoirs nationaux ont été lentement mais assurément transférés à l'Europe. Et c'est donc bien contre cette Europe inéquitable qu'il faut concentrer les efforts de contestation et d'opposition. C'est-là que se situe le pouvoir. Et c'est ce dernier qu'il convient de renverser.

LVOG - En réalité, il n'a l'intention de rien "renverser" du tout. Sa démonstration va juste consister à faire croire que cette "Europe" pourrait devenir moins "inéquitable".

Pour commencer, il va donc jusqu'à nier que la France demeure un Etat libre et souverain, et surtout que son peuple peut décider souverainement, librement son destin ou l'orientation de la société y compris en se débarrassant du capitalisme et de l'UE. Mais pourquoi le nie-t-il ? Parce qu'il ne faudrait pas qu'il s'engage dans cette perspective politique, il doit rester pieds et mains liés au capitalisme et à l'UE, il ne doit pas envisager son avenir autrement.

Sur quoi fait-il sciemment l'impasse ? Sur le fait que ce n'est pas l'UE qui a adopté la Constitution de la Ve République ou les Constitutions nationales de chaque pays, mais le peuple souverain, et que ce qu'il a adopté un jour, il détient toujours le pouvoir de l'abolir ou à aucun moment il n'a abdiqué ce pouvoir, que cela plaise ou non à l'UE.

Une fois posée la nécessité de conserver le capitalisme après l'avoir critiqué en empruntant un discours radical de façade, au stade suivante il ne peut pas non plus envisager de rompre avec l'UE qui tout comme le capitalisme doit seulement être réformée.

Daniel Vanhove - Dans la foulée, quand les citoyens auront compris et intégré cette notion et qu'ils voudront pousser plus loin la réforme indispensable du système actuel tant décrié pour ses injustices, c'est au niveau des alliances qu'il faudra repenser les choses.

LVOG - La panacée ou la solution pour sortir le capitalisme français et l'UE de la crise qui les ravage, serait que l'impérialisme français se tourne de préférence vers les impérialismes russe et chinois au lieu de demeurer fidèle à l'impérialisme américain qui dans son sillage les conduit à leur perte.

Daniel Vanhove - Comme je le dis souvent, à terme la géographie a toujours le dernier mot sur l'Histoire, et nous indique que nous devons absolument nous tourner vers la Russie, porte d'accès vers l'Asie dont le continent auquel nous appartenons nous lie.

Nous avons donc toutes les possibilités de créer une autre Europe que celle improbable, que nous voyons se déliter sous nos yeux. Il est urgent d'y réfléchir, de défaire la construction européenne existante et ses alliances mortifères au profit de nouveaux choix dans le sens du continent Eurasiatique dont nous sommes citoyens.

LVOG - De fil en aiguille ce philistin a rabaissé ses ambitions, l'UE qu'il fallait "renverser" regagne du galon pour redevenir seulement "improbable", qui sait, à défaut de mieux, ce serait toujours mieux que rien. En fait, il regrette qu'elle se délite ou il ne supporte pas que ces illusions de petits bourgeois désabusé apparaissent au grand jour et soient si mal menées, trahissent ses intentions qui ne pouvaient conduire qu'à une impasse politique, alors en désespoir de cause, à défaut de se tourner vers la classe ouvrière, il se tourne vers la Russie et la Chine.

Depuis des années les médias dits alternatifs publient à la pelle ce genre d'articles qui présentent la particularité de partager la même orientation politique opportuniste. Ces intellectuels n'ont décidément rien à envier à la social-démocratie, ils en ont pris le relais en quelque sorte, et ils distillent le même poison.

Au fait, c'était le dernier paragraphe de son article intitulé *Les 'Gilets Jaunes': proposition pour aller plus loin*, autrement dit, il n'avait absolument rien à leur proposer "*pour aller plus loin*", mais plus sûrement pour les tirer en arrière ou les mener dans une impasse politique qui leur serait fatale.

Le grand débat nationale : Circulez, il n'y a rien à voir, rien à gratter !

0% de matière grasse, non, pas chez les actionnaires du CAC40 !

- TVA à 0% sur certains produits: une fausse bonne idée? - L'Express.fr 28.01

Le gouvernement est ouvert à cette proposition prônée par les gilets jaunes, qui se rélève presque impossible à appliquer. L'Express.fr 28.01

On vous pourrira la vie à petit feu s'il le faut.

- Le bilan de la mortalité routière conforte le 80km/h - LeFigaro.fr 28.01

Édouard Philippe a réaffirmé son intention de maintenir cette mesure contestée sur le réseau secondaire, mais laisse entrevoir un assouplissement. LeFigaro.fr 28.01

"***Une banalisation de la situation serait irresponsable***", c'est vrai : Macron dégage !

- Syrie: Une banalisation de la situation serait irresponsable, dit Macron - Reuters 28.01

Une "normalisation ou banalisation" de la situation en Syrie, où le régime de Bachar al Assad ne donne "aucune indication" de vouloir engager une discussion en vue d'une transition politique, serait "irresponsable", a déclaré Emmanuel Macron lundi. Reuters 28.01

L'extrême-centre, c'est le fascisme. Et ils ne manquent pas d'alliés.

D'un coup d'Etat à l'autre, la nouvelle gouvernance mondiale.

- Venezuela : Guaido remercie Macron "pour sa prise de position forte" - LePoint.fr 27.01

Dans une interview exclusive accordée au "Figaro", le chef de l'opposition confirme vouloir organiser une élection présidentielle le plus rapidement possible. LePoint.fr 27.01

Nous n'avons pas mérité Macron !

- Macron : "le peuple italien mérite des dirigeants à la hauteur de son histoire" - euronews 27.01

Le président français Emmanuel Macron a jugé " insignifiantes " les récentes attaques verbales des deux vice-premiers ministres italiens, affirmant que son seul homologue était le Premier ministre Giuseppe Conté.

Les barbares "***en grâce***".

- Le taliban Baradar converti en négociateur pour la paix - Liberation.fr 27.01

Cofondateur du mouvement fondamentaliste afghan, le mollah avait été arrêté en 2010 par la CIA avant de revenir en grâce pour diriger les discussions avec les Etats-Unis. Infructueuses depuis 2012, elles pourraient avancer pour la première fois.

Ils savent tout juste compter jusqu'à16 (Ce n'est pas de moi, mais de Prévert.)

- Foulards rouges : à Paris, les slogans contre les Gilets jaunes ont fusé - LeParisien.fr 27.01

Une grosse dizaine de parlementaires LREM, en rang derrière une cordelette verte, scande : « On a voté ! On a voté ! » Ou encore : « Liberté ! Egalité ! Fraternité ! » Jean-Michel Fauvergue défile, gros cigare à la bouche.

"La Marche républicaine des Libertés" qui a réuni, dimanche 27 novembre, 10 500 personnes, selon la préfecture de police de Paris.

Marie-Line Houard, 62 ans, adhérente de LREM, est « là parce qu'il y a trop d'exactions contre notre démocratie, nos élus, nos forces de l'ordre ». Ingrid, retraitée, peste contre les « Gilets jaunes » : « On peut leur proposer n'importe quoi, ils ne veulent rien entendre. C'est abominable ! »

Tous clament, parlementaires compris, à intervalles réguliers, « Vive nos policiers ! Vive nos gendarmes ! » « Nous aussi, on est le peuple », prône cette foule...

« Toute l'énergie de LREM doit se concentrer sur la réussite du Grand débat pour qu'il permette, je l'espère, d'apaiser et de rassembler. Il faut prendre garde au risque de la perception du camp contre camp », commente ainsi Philippe Grangeon, dirigeant de LREM, très proche du président.

Un vœu pieux ? Dimanche, place de la Bastille, une trentaine de « Gilets jaunes » avaient déployé une banderole « Macron Destitution » pour accueillir les « Foulards rouges ». Huées et invectives de part et d'autre. LeParisien.fr 27.01

Précision.

A 14h (heure de départ de la manifestation), il y avait quelques centaines de manifestants. A 14h15, LCI, officine pro-Macron annonçait le chiffre le plus haut, à savoir entre 1.500 et 2.000.

Certes, des manifestants ont rejoint la manifestation en cours de route, mais la vidéo de Russia Today (qui a filmé toute la manif en direct) montre qu'on était très loin des 10.000 manifestants. Russia Today annonce 1.500 manifestants. C'est visiblement sous-estimé, mais on peut estimer à environ 3.000 le nombre de manifestants. Cette manifestation est un échec pour Macron. 3.000 manifestants environ pour une "montée nationale" à Paris de tous ses soutiens, c'est ridicule. tendanceclaire.org 27.01

Les Orléanistes ont leur parti.

- "Gilets jaunes": le parti "Les Émergents" de Jacline Mouraud fondé à Orléans - AFP 27.01

Jacline Mouraud, figure des "gilets jaunes", a annoncé dimanche à Orléans la fondation du parti "Les Emergents". AFP 27.01

Jaune tout court.

- "Gilets jaunes": Ingrid Levavasseur réclame l'arrêt de "toutes les violences" - AFP 27.01

Toutes les occasions sont bonnes pour collaborer avec leur monarque, sinon ils les créent.

- Agora à Paris : les écolos profitent du climat pour s’inviter dans le grand débat - Liberation.fr 27.01

Quelques centaines de personnes ont répondu dimanche à l’appel des ONG environnementales. Rassemblées place de la République, elles ont réfléchi, le temps d’un après-midi, à la meilleure façon d’alerter les pouvoirs publics. Liberation.fr 27.01

Enfin ! Je propose à Macron de le nationaliser pour le sauver.

- "C'est un journal qu'on n'a pas le droit de laisser mourir" : les salariés de "l'Huma" se battent pour sauver le quotidien de Jaurès - Franceinfo 30 janvier 2019

La semaine dernière le quotidien a été contraint de se déclarer en cessation de paiements, comme l'a révélé l'hebdomadaire Marianne, auprès du tribunal de commerce de Bobigny. Une audience s'y déroule mercredi 30 janvier afin de décider du sort du journal. Lundi, celui-ci a lancé un appel à la mobilisation générale à destination de ses lecteurs afin de l'aider à surmonter ses difficultés financières. "On ne s'est jamais retrouvé dans une situation pareille mais on est prêt à relever le défi", assure Pierre Barbancey, grand reporter à l'Huma.

"Pour la France, la disparition de l'Huma, ce serait un appauvrissement du débat démocratique. On apporte dans le pot commun des idées pour aider à la réflexion et même si ces idées-là sont affaiblies, elles n'ont pas disparu", renchérit-il.

Mais la crise que traverse l'Huma pourrait avoir raison de cette "formidable rédaction". Tiré à près de 50 000 exemplaires, le quotidien a vu ses ventes chuter en France de 6% en 2017-2018, à 32 700 exemplaires en moyenne. Franceinfo 30 janvier 2019

Dans quel monde vivons-nous ?

Royaume-Uni : des enfants mal nourris… Par Eleanor Busby - Le 11 janvier 2019 - Source The Independant - Publié par le Saker francophone 21.01.2019

Siobhan Collingwood, directrice de l’école primaire de Morecambe Bay, dans le comté de Lancashire, a déclaré qu’un élève sur dix venait de familles qui ont recours aux banques alimentaires.

« Lorsque les enfants sont affamés, cela altère leur comportement et les rend complètement obsédés par la nourriture, ainsi nous avons des enfants qui vont voler des noyaux de fruits dans les poubelles », a déclaré la directrice.

S’exprimant à l’émission BBC-Breakfast, Siobhan Collingwood a déclaré : « Nous avons des enfants qui n’ont rien dans leur gamelle du déjeuner et qui font une fixation sur la nourriture ».

La directrice a ajouté qu’il y avait actuellement 35 enfants dans son école dont les familles sont aidées par des banques

alimentaires, en ajoutant : « Le nombre est probablement plus élevé, mais nous ne connaissons que ceux-là. »

En début de semaine, le Comité d'audit environnemental a présenté les chiffres de 2017 de l'UNICEF selon lesquels 19% des enfants britanniques de moins de 15 ans vivent avec des adultes qui ont du mal à se procurer de la nourriture.

Siobhan Collingwood a déclaré que la faim à laquelle sont confrontés les élèves « brisait le cœur » et ajouté qu'elle avait vu des parents arriver à l'école et fondre en larmes, affirmant qu'ils n'avaient pas les moyens de nourrir leurs enfants.

« Des familles me disent qu'elles se prêtent régulièrement de la nourriture, et mon expérience quotidienne me dit que c'est un problème qui s'aggrave de plus en plus », a-t-elle déclaré.

Siobhan Collingwood a affirmé qu'elle avait constaté davantage de problèmes depuis l'introduction du Crédit universel, [un système d'indemnisation unique qui regroupe et remplace une série d'indemnités sociales qui existaient auparavant – NdT].

Ses commentaires ont eu lieu après qu'un groupe de députés représentant plusieurs partis a appelé le gouvernement à nommer un « ministre de la faim » pour lutter contre « l'insécurité alimentaire » – en particulier parmi les jeunes enfants. (Publié par le Saker francophone 21.01.2019)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela : face au duel entre Maduro et Guaido, la communauté internationale divisée - Le Figaro 29.01

À l'égard du Venezuela, le monde est coupé en deux parts de taille inégale. Depuis que Juan Guaido, le président du Parlement vénézuélien, tenu par l'opposition, s'est autoproclamé «président par intérim», seulement treize États, menés par les États-Unis, lui ont reconnu ce titre. Le Canada ainsi que onze des douze membres du Club de Lima (Brésil, Argentine, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Panama, Paraguay, Pérou) puis l'Australie ont rapidement suivi Washington.

Certains États européens soutiennent par ailleurs Guaido sans le reconnaître formellement. Ainsi, la France, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ont lancé un ultimatum au président élu mais contesté, Nicolas Maduro, que celui-ci a d'ores et déjà rejeté: s'il n'annonce pas dans les jours qui viennent l'organisation d'élections anticipées, ceux-là reconnaîtront à leur tour le «président par intérim». L'Union européenne elle-même, plus frileuse, s'est aussi prononcée en faveur de Guaido, mais, là encore, sans reconnaissance officielle.

D'ici à quelques jours, une vingtaine voire, au maximum, une trentaine d'États occidentaux, dont trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Washington, Paris, Londres), feront ainsi face à l'écrasante majorité des 193 États membres de l'ONU qui reconnaissent, implicitement ou explicitement, le président en exercice, héritier et successeur de Hugo Chavez depuis 2013. La Russie et la Chine, membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, ont pris la tête de ce mouvement, soutenues à haute voix par la Bolivie, Cuba, le Mexique, la Turquie, l'Iran et d'autres États qui dénoncent une tentative d'«ingérence» et craignent une tentative de «changement de régime». Mais il faut ajouter à cette liste les États qui ne se sont pas prononcés depuis le déclenchement de la crise et qui, par continuité et en l'absence de déclaration opposée, continuent de facto de reconnaître Maduro.

«Ce clivage recoupe celui qui existe lors des interventions militaires, comme en Libye en 2011. On retrouve à chaque fois cette même opposition entre un monde occidental prompt à l'interventionnisme et un monde composite formé des anciennes puissances de l'Est, des États émergents et des pays issus de la décolonisation qui craignent de voir leur souveraineté remise en cause», analyse Bertrand Badie, professeur des Universités à Sciences Po Paris et spécialiste des relations internationales.

Les États qui reconnaissent Guaido s'appuient sur l'analyse de l'opposition vénézuélienne selon laquelle l'élection présidentielle de décembre 2018, lors de laquelle Maduro a été réélu à 68% des voix, était irrégulière. Il y aurait donc une vacance du pouvoir dans la mesure où celui-là serait illégitime. Les États qui restent fidèles à Maduro en appellent a contrario au droit international et à la souveraineté des États: selon eux, les relations internationales ne doivent pas interférer avec les affaires intérieures d'un pays. Quoi que l'on penserait de l'élection qui a conduit à la victoire de Maduro, ce dernier serait bien celui qui occupe la tête de l'État vénézuélien. (...)

Juan Guaido a lui-même reconnu avoir rencontré il y a plusieurs semaines le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton,

partisan de longue date des «changements de régime».

Au-delà de la lettre du droit, Bertrand Badie note que «la décision occidentale» de reconnaître Guaido est absolument «inédite». «Pour la première fois, la réalité du pouvoir est complètement mise de côté dans le processus de reconnaissance internationale d'un État. (...)

Qu'on le veuille ou non, Maduro dispose du pouvoir. Le plus probable, c'est que tout cela conduira à une radicalisation des deux camps car internationaliser un conflit conduit quasiment toujours à le rendre plus aigu encore». En une semaine, les violences entre manifestants et forces de l'ordre auraient fait au moins 40 morts, selon le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme. Le Figaro 29.01

- Venezuela: l'opposition dans la rue, Maduro prêt à des législatives anticipées - AFP 30 janvier 2019

La pression diplomatique des Etats-Unis se fait aussi chaque jour plus insistante: premiers à accepter Juan Guaido comme président, ils viennent de prononcer de nouvelles sanctions contre l'entreprise pétrolière PDVSA, source de 96% des revenus du Venezuela.

"La stratégie des Etats-Unis est de provoquer l'effondrement du système économique du Venezuela pour forcer la sortie" du président, explique l'économiste Luis Vicente Leon.

"Mais s'ils échouent, comme à Cuba, en Syrie ou en Iran, ce sera le peuple qui en sera le plus affecté". AFP 30 janvier 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Usine Arjo : «C’est les gendarmes qui nous ont appris la fermeture» - Libération 29 janvier 2019

En bordure de départementale, des palettes en bois font office de panneaux de signalisation. Les salariés d’Arjowiggins Security, entreprise vendue il y a huit mois par le groupe français Sequana à un fonds d’investissement suisse, Blue Motion Technologies Holding, y ont écrit en lettres noires : «Arjo 240 morts. Merci patron.» Jusqu’au 16 janvier, ils étaient 199 à faire tourner ce site, situé à Jouy-sur-Morin (Seine-et-Marne), le reste des troupes se trouvant au siège du groupe et dans un bureau d’études. Niché en contrebas, au milieu des arbres, on y fabriquait alors du papier sécurisé, celui qui sert pour les billets, les cartes grises ou les passeports.

Barnum. Mais en plein cœur de l’hiver, les «formes rondes», petit nom des machines, se sont arrêtées. Ce jour-là, le verdict est tombé au tribunal de commerce de Nanterre : liquidation judiciaire, avec fermeture des portes ce mercredi. Karine, 50 ans, dont vingt de boîte, se souvient: «On était quelques-uns à attendre devant l’usine. Les gendarmes sont passés et c’est eux qui nous ont appris la nouvelle. Quand le directeur est revenu, il n’a pas eu un mot pour nous.» Depuis, plus de nouvelle de la direction. «Ils ont quitté le navire et nous, souffle un autre employé. Ils s’en foutent de notre gueule.» Passé le «coup de massue», les salariés ont lâché leur besogne et décidé d’occuper l’usine. Sur les tôles, deux banderoles ont été tendues : «Encore une fermeture», et «La guerre civile approche sans réponse», comprendre sans réponse de l’Etat. Un gilet jaune pendouille au-dessus de l’entrée.

Nuit et jour, ils se relaient sous un barnum ou autour d’un feu de camp. Dans les braises, des planches, des pneus, et leurs stocks de papier spécial carte grise. «C’est notre monnaie d’échange», explique Patrice Schaafs, le délégué syndical central CGT. Toutes les douze heures, ils jettent une bobine de 200 kilos aux flammes. De quoi sonner l’alarme auprès de l’Etat français, leur client. «On a un an de stock et on est les seuls en France à pouvoir fabriquer ce type de papier», précise le cégétiste.

Depuis, les journalistes ont accouru, prophétisant la pénurie de cette matière première vitale pour l’administration. Dans la foulée, un rendez-vous a été organisé lundi avec la préfète du département. Le lendemain, un autre a eu lieu avec un représentant du ministère du Travail. Des rencontres qui n’ont rien donné de concret, râlent les «Arjo». Ne croyant guère à une reprise, ils réclament avant tout de pouvoir «partir dignement, explique l’élu syndical. Pour cela il faut que l’Etat injecte de l’argent pour qu’on ait droit à un plan social digne de ce nom». Ce qui, pour l’heure est loin d’être garanti, les caisses de l’entreprise étant, précise-t-il, vides. Dans ce cas, l’Association pour la gestion du régime d’assurance des créances des salaires (AGS) est appelée au renfort. Mais les enveloppes risquent d’être bien maigres, s’inquiètent les futurs licenciés.

Perfusion. «Les repreneurs ont tout pillé. Ce sont des escrocs. On est livrés à nous-mêmes, on n’a même pas notre lettre de licenciement. On sait même pas si on va être payés», fustige l’un d’eux. «On n’a même plus de mutuelle. Ils n’ont pas

payé l'organisme. Plus le droit d'être malade», ajoute Yohan, automaticien, 43 ans, en poste depuis ses 16 ans. Plus que de la colère, lui parle de «haine» : «Nous on a gratté comme des cons pendant des années et, eux, ils ont bien dû avoir du fric; ils ont dû faire de beaux voyages. C'est insupportable. Il est où, le pognon ?» D'autant plus difficile à encaisser pour lui que la boîte a été sous perfusion de l'Etat, via la Banque publique d'investissement. «Autant d'argent injecté pour ce résultat. Quel scandale»,s'insurge Yohan.

Pour Ivan, 61 ans, filigraniste, le plus dur est ailleurs : la disparition du savoir-faire de cette usine jadis «familiale» qui existe depuis quatre cents ans : «On faisait des billets pour 150 pays. Il y a peu, on a reçu les félicitations de la banque de Hongkong.» Il raconte le «filigrane moulé dans le papier», la «toile», les «paillettes» fixées sur le papier. «Ici, poursuit-il, on aime nos métiers. Même les simples colleurs y mettent tout leur cœur.» Des boulots bien payés, pour la région : de 1 600 à 2 000 euros pour un ouvrier, 2 500 pour un conducteur. Avec possibilité d'évoluer. «Un mousse pouvait devenir amiral», ajoute Ivan.

Autour du feu, la liste des griefs s'allonge. Bernard, 53 ans, du service logistique, n'en revient pas que ce site, «avec tous les produits chimiques qu'il y a dedans», ait été abandonné depuis le 16 janvier. «C'est nous, les salariés, qui sécurisons. Si ça gèle, que les tuyaux explosent, on refait AZF», assure-t-il. La CGT, elle, pointe la responsabilité du Comité interministériel de restructuration industrielle (Ciri), organisme interministériel chargé d'aider les entreprises en difficultés, «qui a participé au choix du repreneur». Mauvaise pioche. «Il y a eu des engagements, et en fin de compte, pas un euro pour nous», résume Karine, une des rares femmes du site.

Anthony, 23 ans et déjà quatre licenciements économiques à son actif, n'est pas trop inquiet. Pour lui, ce sera l'intérim, quitte à partir bosser à cent kilomètres de chez lui comme il l'a déjà fait. «Mais pour les autres?», questionne-il. «Dans le coin, y a plus rien, dit son voisin. C'est le désert complet.» Libération 29 janvier 2019

Espagne

- La police espagnole déloge les taxis qui poursuivent leur grève - AFP 28 janvier 2019

La police anti-émeute espagnole a délogé lundi de l'une des principales artères de Madrid les chauffeurs de taxis qui poursuivaient leur grève "illimitée" contre les VTC pour le huitième jour consécutif.

Des dizaines de policiers casqués et armés et des véhicules de fourrière ont été déployés sur le Paseo de la Castellana, un axe nord-sud de la capitale, pour obliger les taxis à dégager les véhicules qui bloquaient le trafic.

Malgré la tension entre grévistes et policiers, aucune violence n'a été signalée.

Après que les premiers véhicules des grévistes eurent été emportés, les chauffeurs de taxis en tête de colonne se sont mis en marche lentement en klaxonnant pour protester, a constaté l'AFP.

Les grévistes avaient annoncé leur intention de paralyser le trafic à Madrid, avec l'appui de confrères attendus de plusieurs autres villes d'Espagne.

"Le droit de grève, légitime, n'inclut pas le droit de paralyser la ville", a fait savoir le préfet de Madrid, José Manuel Rodriguez Uribes, dans un message sur Twitter annonçant l'intervention des policiers.

Les chauffeurs de taxis en grève sont ensuite allés manifester devant le siège du Parti populaire (PP) qui dirige la région de Madrid ayant compétence sur les taxis, avant de se rendre à l'aéroport.

Vers 17h00 (16h00 GMT), ils avaient commencé à se rassembler sur la Puerta del Sol, place centrale de Madrid, devant le siège de la région.

Le mouvement durera "aussi longtemps qu'il le faudra", a lancé Angel Vallejo, l'un des chauffeurs en grève.

"Nous n'avons rien à perdre, nous sommes perdus, nous sommes déjà perdus. Ça ne peut pas empirer, alors on va se battre jusqu'à ce qu'on soit épuisés. Cette grève n'a pas de fin", a-t-il ajouté.

Les taxis exigent une réglementation qui limite la concurrence des véhicules de transport avec chauffeur (VTC), essentiellement, en Espagne, ceux d'Uber et sa concurrente Cabify.

Les taxis de Barcelone ont mis fin jeudi dernier à une grève de plusieurs jours après avoir obtenu une modification de la réglementation en Catalogne qui permettra d'exiger des usagers une réservation d'un VTC au moins une heure à l'avance.

Une mesure dénoncée vertement par les VTC. "La nouvelle réglementation que veut mettre en place le gouvernement régional catalan signifie notre expulsion de Barcelone pour satisfaire la frange la plus radicale des taxis en provoquant plus de chômage et moins de liberté", a lancé Cabify. AFP 28 janvier 2019

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 3 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (27 pages)

C'est la question du pouvoir, du capitalisme, du régime, des institutions, de l'Etat qui est posée.

Mardi et les jours suivants, tous en grève et dans la rue, constituons du peuple laborieux en Assemblées populaires ou constituantes souveraines dans toutes les communes de France pour décider de la suite du processus révolutionnaire jusqu'à l'établissement d'une République sociale.

Nous exigeons :

Macron et son gouvernement : Démission !

Abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République !

Expropriation du CAC 40 sans indemnité, et confiscation des biens et des avoirs de tous les oligarques milliardaires et multi millionnaires !

Dissolution de l'appareil répressif de l'Etat !

Tout le pouvoir au peuple travailleur !

Au secours, «Nous avons affaire à un froid historique» !

Les températures ressenties ont chuté encore plus bas que moins 45°C dans le Midwest septentrional.

À Chicago, la troisième ville du pays surnommée la «ville des vents», il a fait mercredi jusqu'à -30 degrés en matinée et -26 dans l'après-midi.

«Nous avons affaire à un froid historique, de toute évidence», a jugé le maire de Chicago Rahm Emanuel lors d'une conférence

de presse mercredi soir.

Sur ordre de la gouverneure du Michigan, Gretchen Whitmer, les administrations de l'État sont fermées jusqu'à vendredi et les fonctionnaires considérés comme non essentiels sont restés chez eux. Les écoles ont également fermé alors que le mercure devait rester entre -30 et -40°C ce jeudi, selon le NWS. Le Figaro 31.01

Ne vivons-nous pas dans le meilleur des mondes ?

A mesure que diminue la liberté économique et politique, la liberté sexuelle a tendance à s'accroître en compensation. (...) Conjointement avec la liberté de se livrer aux songes en plein jour sous l'influence des drogues, du cinéma et de la radio, elle contribuera à réconcilier ses sujets avec la servitude qui sera leur sort. (Aldous Huxley - Le Meilleur des Mondes)

Pour se soulager un peu, ce moment de détente à consommer sans modération vous est offert par le marché

A quoi pensent-elles ? Quand des femmes découvrent qu'elles ont un pubis, c'est que la civilisation humaine est au bord de l'abîme. Place aux mutants.

- Le "rajeunissement vaginal", l'intervention de chirurgie plastique qui ne cesse de croître - Le HuffPost 31 janvier 2019

Le marché mondial de l'esthétique médicale ne s'est jamais aussi bien porté. Il a presque doublé ces quatre dernières années, passant de 5,6 à 10 milliards d'euros. Cette croissance insolente ne devrait pas seulement se poursuivre d'ici 2022 mais aussi s'accentuer selon les prévisions. Ce marché a ses bestsellers: dans l'ordre d'importance, l'augmentation mammaire, la liposuccion, la chirurgie des paupières et la rhinoplastie.

Depuis plusieurs années, les interventions de "rajeunissement vaginal" font aussi partie du tableau. Selon une étude de la Société Internationale de Chirurgie Esthétique et Plastique portant sur l'année 2017, elles sont les interventions qui se sont développées le plus vite avec une croissance de 23% par rapport à l'année précédente. Elles devancent le lifting du bas du corps (22%), le lifting fessier (17%) et la rhinoplastie (11%). Alors que se tient à Paris, du 31 janvier au 2 février, un congrès mondial rassemblant chirurgiens plasticiens, dermatologues et experts de l'esthétique médicale et chirurgicale, Le HuffPost a voulu comprendre ce que signifiait ce succès et ce qu'il recouvrait.

Outre la vaginoplastie, le terme "rajeunissement" (ou rénovation vaginale) recouvre des interventions aussi diverses que la restauration de l'hydratation du vagin après un cancer, le traitement de l'incontinence ou la labiaplastie, autrement dit les opérations de chirurgie des lèvres génitales. C'est cette dernière qui soulève le plus de questions. Certaines femmes se plaignent d'une atrophie ou hypertrophie des grandes lèvres et/ou des petites lèvres. Il est ainsi possible de gonfler les grandes lèvres en les remplissant d'acide hyaluronique ou de graisse.

Si de nombreux gynécologues rappellent qu'il existe autant de formes de vulves que de femmes, la représentation de l'appareil génital féminin largement partagée est souvent simplifiée et résumée à une fente, des tableaux de la Renaissance ou au porno. Cela pèse sur l'image que les femmes portent sur l'apparence de leur sexe et les oblige à faire une comparaison pas forcément pertinente. Une étude publiée en juin 2018 a montré après avoir étudié pendant deux ans les appareils génitaux de 657 femmes suisses de 15 à 84 ans qu'il n'existait pas de "vulve normale", vu l'importance des différences anatomiques constatées.

"Lorsque l'on vient me voir pour une nymphoplastie, mes patientes me disent souvent: 'c'est très moche'", admet Nicolas Berreni. Cependant, la notion d'inconfort ou de problème plus sérieux est aussi avancée pour justifier ce type d'interventions. "Les grandes lèvres sont comme des paupières, là pour protéger les petites lèvres, l'entrée du vagin, explique-t-il encore. Sans cette protection, les petites lèvres frottent contre un sous-vêtement, un vêtement et cela peut créer une inflammation qui peut revenir de manière chronique, la vulvite". Il est difficile de faire la distinction entre les opérations à visée fonctionnelle et celles qui relèvent purement de l'esthétique, car une étude précise sur les motivations des patientes sur le sujet manque.

Pour Gilbert Montale, chirurgien plasticien, interrogé dans Grazia, l'argument fonctionnel explique de moins en moins le recours à ce type d'interventions. "Les jeunes femmes d'aujourd'hui demandent une nymphoplastie à but esthétique (si les lèvres pendent trop par exemple), c'est un choix subjectif. Tandis qu'auparavant, les femmes recourraient davantage à cette intervention pour régler un problème d'inconfort ou de douleurs pendant les rapports."

Sarah Piazza, psychologue clinicienne à l'université Paris Diderot et autrice d'une étude portant sur une trentaine de femmes ayant eu recours à la nymphoplastie en France, avance quant à elle, interrogée dans L'Express: "Mon hypothèse est que la gêne physique est mise en avant alors qu'elles sont préoccupées par la question de l'esthétisme et surtout de la norme. Elle parlent d'une vulve 'informe', 'dégoûtante'".

Malgré les critiques qui leur sont faites, ces interventions ont aussi permis d'amorcer certaines discussions qui n'existaient

pas jusqu'alors. "Les innovations technologiques qui ont été apportées par la chirurgie esthétique ont levé un tabou, avance Nicolas Berreni. Avant, on ne parlait pas, on n'avait pas les moyens de répondre à ces demandes et on n'écoutait pas ces patientes. Désormais, il s'agit d'un sujet à part entière, les gynécologues ont entendu parler de ces méthodes et les patientes osent de plus en plus en parler". Ce que confirme Gilbert Montale lorsqu'il dresse le portrait robot de la femme qui a recours à ce type de chirurgies. "Elle a entre 30 et 40 ans. C'est une femme qui se regarde plus qu'avant, et qui fait notamment attention à son pubis, chose qui n'arrivait pas (ou peu) à l'époque."

Ces conversations aussi existent grâce à des projets artistiques, en particulier sur Internet. Comme le travail de l'artiste Hilde Atalanta qui, en réaction au succès des labiaplasties, publie sur Instagram des témoignages et des dessins de vulves de personnes qui la contactent. Le HuffPost 31 janvier 2019

LVOG - Ce sera à celui ou celle qui sera le plus dingue ! Pour que ces femmes en arrivent à se dégoûter elles-mêmes à ce point, c'est qu'elles ne peuvent se prévaloir d'aucune qualité humaine, elles ne valent vraiment pas la peine qu'on les regarde et encore moins qu'on les plaigne. Puisque l'insignifiance de leur personnalité se réduit à leurs lèvres génitales, les baiser serait se corrompre avec le diable en personne !

- Chirurgie esthétique : «Elles veulent les fesses de Kim Kardashian» - LeParisien.fr 2 février 2019

LVOG - A défaut de charme, où va-t-il se nicher !

- Le carton de la chirurgie esthétique auprès des jeunes Français - LePoint.fr 2 février 2019

La chirurgie esthétique séduit un public de plus en plus jeune. Selon une étude relevée par le quotidien Le Parisien, le nombre d'interventions est pour la première fois plus important sur les 18-34 ans que sur les 50-60 ans. Selon des chiffres délivrés à l'occasion de l'IMCAS, un congrès international consacré à la médecine et la chirurgie esthétique, il s'agit là d'une grande première.

On parle notamment des injections de botox et d'acide hyaluronique ou encore des ultrasons qui créent des impacts de coagulation sous la peau pour la retendre et resserrer les pores, le tout sans injection ou autre bistouri. Dans les colonnes du quotidien, le Dr Ascher, chirurgien plasticien, explique que « ces méthodes soft ont été initiées il y a dix ans, avec une accélération depuis cinq ans, et évoque « des progrès spectaculaires ».

Parmi ces actes non chirurgicaux, l'injection d'acide hyaluronique reste la plus plébiscitée devant la réduction de graisse sans opération et l'épilation au laser, toujours selon les chiffres de l'IMCAS. Pour ce qui concerne les opérations de chirurgie esthétique, l'augmentation mammaire reste en tête avec plus de 47 000 interventions en 2017, devant la liposuccion (31 822), et la chirurgie des paupières (26 681).

Les réseaux sociaux en cause ? LePoint.fr 2 février 2019

LVOG - Autrefois, elles étaient poudrées, crémeuses, fardées, peinturlurées, de nos jours elles sont siliconées, acidifiées, botoxisée, etc. elles n'ont plus rien de naturel et ils appellent cela "le progrès" ! C'est légitime paraît-il, mais les femmes qui manifestent pour accéder à une vie meilleure depuis le 17 novembre 2018 parce qu'elles ont à peine de quoi survivre, elles sont illégitimes, et qu'elles ne se plaignent pas, apparemment elles ont été épargnées jusqu'à présent par les FBD, elles ont juste été gazées, dommage, car sinon elles auraient goûté aux délices de la chirurgie esthétique !

Réflexion politique à propos du mouvement populaire en cours.

Je condamne l'agression dont ont été victimes des militants du NPA, lors de la manifestation du 26 janvier dernier à Paris, par les «Zouaves», un groupuscule d'extrême droite héritier du GUD, et j'exprime ma solidarité aux militants blessés lors de cette agression. Ils m'excuseront de ne pas agir réagi plus tôt, je fais ce que je peux !

Je suis loin de la France (10.000 kms) et il y a forcément des aspects des Gilets Jaunes qui m'échappent ou qui me parviennent uniquement au fil des infos disponibles sur le Net. En conséquence, je dois m'entourer de davantage de précautions avant de m'exprimer ou de formuler une analyse, qui n'interviendra qu'après coup ou passé un certain délai, c'est inévitable pour écarter un certain nombre de pièges et induire en erreur les lecteurs, chacun peut le comprendre.

S'agissant des Gilets Jaunes - mettons des majuscules après que Macron les ait traité de "Jojo", il faut distinguer ceux qui en sont à l'initiative, ceux qui se sont autoproclamés leurs dirigeants ou qui remplissent cette fonction, les manifestations prévues chaque samedi depuis le 17 novembre 2018, à Paris et en province, celles qui se déroulent dans les grandes villes en direction des préfectures ou sous-préfectures ou encore d'un objectif précis, celles qui ont un parcours disons officiel d'un point à un autre d'une ville, et celles qui se déroulent sous forme d'occupation de ronds-points ou qui empruntent un itinéraire non fixé à l'avance et qui évoluent en fonction du blocage des forces de l'ordre, ceux qui ont constitué un parti ou des listes électorales pour les européennes, on retrouve souvent les mêmes personnes mais pas forcément, et enfin les Assemblées populaires dont j'ignore

le nombre et l'importance qui se sont constituées dans toute la France, je crois ne rien avoir oublié, on peut ajouter le soutien et la participation de certains partis et syndicats, bref, cela donne un mouvement très hétérogène, sans véritable direction, dont les membres peuvent être animés de revendications contradictoires puisque tous les courants y sont présent de l'extrême gauche à l'extrême droite, face à un Etat policier centralisé.

Dans ces conditions, chapeau pour s'y retrouver, d'autant plus que la situation n'est pas figée.

Maintenant, maintenant que ce mouvement a commencé à se structurer avec les Assemblées populaires, je peux enfin vous livrer les premières impressions que j'ai eues au lendemain de l'Acte I à IV des Gilets Jaunes, notamment à Paris. En observant l'extrême violence qui accompagna les premières manifestations, j'en déduisis immédiatement que cela ne pouvait être que l'oeuvre de l'extrême droite et personne d'autres. Et l'attitude bienveillante des médias aux ordres qui s'en suivit semblait le confirmer.

Maintenant, je ne pouvais pas ignorer que des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs n'ayant rien à voir avec l'extrême droite avaient participé à ces manifestations, donc mon premier réflexe a été de me dire qu'il était impossible de condamner ces manifestations, ni même les violences qui avaient été commises puisque je savais qu'elles leur seraient imputées, tout comme je savais qu'elles desserviraient leur cause. Sachant par ailleurs que l'extrême droite était l'allié du régime, je me suis dit que ces violences avaient été programmées à l'avance et qu'elles avaient été exécutées dès le début dans un but bien précis qui ne me semblait pas très clair. Aussi, me fallut-il un peu de temps pour émettre un certain nombre d'hypothèses et les vérifier une par une, tandis que la situation évoluait d'un jour ou d'une semaine à l'autre.

S'agissant spécifiquement de la manifestation parisienne, l'agression dont ont été victimes les militants du NPA par des nervis le 26 janvier, confirme qu'elle est noyautée par l'extrême droite, dans quelle proportion, je l'ignore, en tout cas suffisamment pour que ce genre d'incidents se produisent. J'en tire donc la conclusion qu'à ce stade il faut recommander aux travailleurs et surtout aux militants de ne pas y participer, on peut ajouter que les militants du mouvement ouvrier paient le prix fort de sa décomposition, de sa division, de la dislocation de son avant-garde, et qu'en présence d'organisations fascistes mieux structurées ou tout du moins plus déterminées car bénéficiant du soutien de leurs dirigeants, il est préférable de ne pas exposer inutilement la vie des militants.

Mon avis vaut ce qu'il vaut, toutefois, sans vouloir polémiquer, je m'étonne que les dirigeants sur place ne soient parvenus à la même conclusion que moi pour protéger leurs militants.

Quand je m'en suis pris aux dirigeants du POID, c'était parce qu'ils avaient caractérisé globalement ce mouvement de fachos. Ma réaction n'avait pas seulement été dictée parce que la majorité des participants n'en étaient pas, mais aussi ou surtout, parce que j'ai estimé que ce n'était pas le moment opportun de faire ressortir cet aspect-là, préférant attendre la suite des évènements pour le traiter, histoire de voir s'il allait ou non déterminer l'orientation de ce mouvement, espérant qu'il en sorte autre chose et que l'extrême droite serait marginalisée ou ne parviendrait pas à le contrôler, et quelque temps plus tard apparurent les premières Assemblées populaires, tandis que les revendications qui pouvaient émaner de l'extrême droite ne figuraient plus parmi la liste des revendications des Gilets Jaunes ou étaient rejetés par plus de 90% d'entre eux. Dès lors, on pouvait traiter cette question, en cernant précisément où et comment l'extrême droite intervenait, autant pour le dénoncer que pour prémunir les travailleurs et les militants de ne pas participer à leurs provocations, de s'en tenir aussi éloignés que possible. Je crois que cette mise au point était nécessaire. J'aurais pu la faire plus tôt, mais je n'en ai pas eu le temps !

En ce qui concerne les dirigeants autoproclamés, observant qu'ils sont en train de rentrer dans le rang les uns après les autres ou d'être récupérés, ce qui était prévisible, donc j'avais eu aucun mérite à l'évoquer dès le début, dans peu de temps on n'en entendra plus parler et cela vaudra mieux ainsi. Cela dit on veut admettre que certains ont été poussés sur le devant de la scène politique malgré eux.

Quant au reste du mouvement initié le 17 novembre 2018, qu'ils s'agissent des mobilisations de travailleurs en province ou dans les quartiers des grandes villes ou des banlieues, les Assemblées populaires, j'estime qu'elles sont parfaitement légitimes et qu'on doit continuer de les soutenir et y participer, parce qu'elles incarnent l'ensemble des besoins ou aspirations de la classe ouvrière et au-delà, de certaines couches des classes moyennes, elles correspondent aux tâches que la situation sociale et politique leur dicte d'accomplir, tout en s'inscrivant dans la perspective d'une issue politique à la crise du capitalisme conforme au processus dialectique matérialiste et historique, donc conduisant au renversement des institutions de la Ve République, à la prise du pouvoir politique par les masses exploitées et opprimée, condition préalable pour abolir le capitalisme et instaurer une République sociale, sans quoi aucun progrès social ne serait envisageable dans le futur.

Cependant elles ne résolvent pas la question déterminante de leur direction, c'est l'une de leurs principales faiblesses, qui peut faire échouer ce mouvement populaire ou le condamne à une impasse. La féroce répression qui s'est abattue sur eux et le lourd tribut qu'ils ont déjà payé en est le produit, le produit de bien des illusions ou errements.

Les travailleurs qui participent à cette mobilisation, et plus particulièrement ceux qui parmi eux les influences, ne veulent pas comprendre que la direction d'un mouvement révolutionnaire, son programme, sa stratégie, ses objectifs, ses tâches, la prise de conscience indispensable à chaque étape de l'ensemble de ce processus et de son développement, les rapports entre les

classes et à l'intérieur des classes qui sont amenés à changer, etc. ne s'improvisent pas, qu'ils veuillent bien y réfléchir un instant posément, sinon cela se saurait depuis longtemps et les questions que nous avons à résoudre ne se poseraient même pas. C'est ce que nous enseigne la lutte de classe du passé, malheur à ceux qui les ignorent, car ils iront infailliblement de désillusions en défaites, et le sort qui les attend sera pire que tout ce qu'ils ont pu imaginer jusqu'à maintenant.

Nous leur disons tranquillement, sans animosité ou arrière-pensées, car nous sommes parfaitement conscients d'être embarqués dans la même galère, aussi vaut-il mieux mettre toute les chances de notre côté pour atteindre l'autre rive plutôt que tenter l'aventure et sombrer avec tout l'équipage.

Maintenant, on comprend parfaitement leur réaction, leur rejet épidermique des partis du mouvement ouvrier pour les avoir trahi ou avoir failli à leur devoir ou responsabilités pendant de trop longues décennies. Il ne faut tout de même tous les loger à la même enseigne, et il faut reconnaître qu'il y en a qui sont plus fréquentables que d'autres pour avoir toujours été à leur côté, je pense au POID, au POI, moins au NPA et à LO, mais aussi le PRCF, le Pardem, ainsi que des groupes de militants dont les engagements sont sincères et remontent à des décennies. Certes, disons qu'ils ont été très maladroits pour ne pas les accabler inutilement, auquel cas cela ne vaudrait même pas la peine de les évoquer. Certes, ils présentent tous des travers ou ils sont loin d'être irréprochables, on ne peut pas non plus leur reprocher de ne pas être parfait puisque cela n'a jamais existé nulle part, pour autant ils possèdent une longue expérience de la lutte de classe.

Ils n'ont pas su la partager avec un grand nombre de travailleurs, donc ils en sont restés à l'état de petits partis organisant au mieux quelques milliers de militants. Leur principal défaut, c'est d'être demeurés trop dogmatiques ou sectaires, attitude défensive plus ou moins inconsciente qui s'apparente à un moyen pour préserver leur identité, ce qui ne leur a jamais permis de rompre leur isolement, pire, à défaut d'évoluer au même rythme que les transformations de la société ils ont pu par endroit se scléroser ou sombrer dans des dérives de type bureaucratique et autoritaire, donc antidémocratique, du coup ils n'ont jamais pu adapter leur conception de la lutte de classe au modification qu'allait connaître la composition des différentes classes sociales et se retrouver littéralement coupés de la classe ouvrière et des classes moyennes, particulièrement leurs couches les plus défavorisées.

Certains ont tenté de remédier à cette situation, mais chaque fois ils ont été rattrapés par leur fâcheux penchant à favoriser les rapports entre les appareils des partis au lieu de se tourner résolument vers les masses exploitées. Ils ont essayé de créer des comités pour rassembler les travailleurs à travers tout le pays, mais chaque fois ils ont échoué. Au lieu d'élaborer un discours en direction de l'ensemble des travailleurs, qui soit accessible au plus grand nombre, dans lequel chaque travailleur pourrait se reconnaître, ils s'adressèrent à d'autres classes ou couches de la population, aux élus, aux militants ou aux dirigeants d'autres partis, aux syndicalistes, ce qu'ils considéraient comme l'élite du mouvement ouvrier ou de la classe ouvrière, en vain, leur stratégie se solda par des scissions et une dislocation de leurs forces les laissant exsangue et dans l'incapacité de jouer le moindre rôle politique ou presque.

Là encore, cela les amena à justifier leur bilan pitoyable en recourant à des arguments pour le moins fort discutables. Il est bien connu que lorsqu'on est acculé, on a le choix entre reconnaître les faits ou assumer ses erreurs pour ensuite les corriger, ou s'enfermer dans un déni permanent dont les conséquences seront plus désastreuses encore, c'est là qu'ils en sont rendus, réduits à l'état d'impuissance et de spectateurs du mouvement populaire en cours, auquel ils essaient non sans peine de s'accrocher ou de participer.

Ce serait injuste et improductif de leur jeter la pierre, il existe d'autres acteurs sur la scène politique qui la mérite, Macron, Philippe, Castaner, ainsi que tous ceux qui reprennent leur discours.

Renforcer ces partis pour les aider à définir une orientation et une conception de la lutte de classe qui correspondent à la situation, et qui répondent aux besoins exprimés par les travailleurs en les faisant participer à ce mouvement populaire, pourrait procurer du même coup des solutions aux faiblesses de ce mouvement pour qu'il aille le plus loin possible et évite de commettre bien des erreurs irréparables ou dramatiques en terme de travailleurs blessés ou handicapés à vie.

La lutte de classe n'est pas une affaire d'aventuriers, c'est quelque chose d'aussi sérieuse que l'intégrité physique d'un travailleur.

On ne prend pas à la légère des décisions qui engagent la vie de dizaines de millions de travailleurs, cela requiert d'avoir acquis un niveau de conscience ou savoir de quoi on parle. Or, il est incontestable que seule une infime minorité parmi nous en sont capables, encore une fois, malheur à ceux qui l'ignorent, ils porteront la lourde responsabilité des conséquences qui en découleront !

Cela dit, il faut aussi avoir conscience qu'aucune décision ne vaut la peine d'être appliquée, si elle n'est pas partagée ou adoptée par le plus grand nombre, dans le cas contraire elle n'aura aucune chance d'aboutir au résultat recherché. Donc, il est fortement recommandé de ne pas se détourner des dirigeants ou des partis qui ont quelque chose à proposer, d'y réfléchir collectivement et de mettre en délibération leurs propositions au lieu de les écarter sous prétexte qu'elles ne proviendraient pas d'un Gilet Jaune. Qui jusqu'à présent aurait donné mandat à monsieur Drouet d'appeler à des manifestations chaque samedi ? Personne à ma connaissance, chaque fois ce fut une décision individuelle. Qui a décidé le thème sous lequel se déroulerait chaque manifestation ? Personne, et pourtant vous y participer.

Tout dépend aussi de l'objectif qu'on se fixe.

S'il s'agit uniquement d'obtenir des aménagements de la politique foncièrement antisociale, liberticide, réactionnaire, impérialiste de Macron, et non de parvenir à un changement de régime et de société pour résoudre tous les problèmes sociaux auxquels sont confrontés les travailleurs de ce pays, des miettes supplémentaires destinées aux uns au détriment des autres feront temporairement l'affaire et la vie continuera comme avant avec son lot d'inégalités, d'injustices, de difficultés et de souffrances en tous genres avec lesquels on s'accommode finalement à défaut de mieux, la paix sociale sera préservée, l'ordre établi sera sauvegardé et le règne de la servitude ou de l'esclavage sera plus sûrement enraciné, est-ce cela que vous voulez ?

C'est à ce résultat qu'on aboutit quand on ne se situe pas strictement sur un terrain de classe indépendant, quand inconsciemment on accorde la moindre légitimité à Macron, au gouvernement, aux institutions, au capitalisme, on est prêt à passer des compromis avec eux au lieu de rompre et de les affronter dans la perspective politique de les renverser, de prendre le pouvoir, en fait on abandonne cet objectif qu'on le veuille ou non.

Il ne faut pas se leurrer ou se raconter des histoires.

On ne peut pas acquérir une conscience de classe, on ne peut pas développer un esprit libre et critique, on ne peut pas comprendre grand chose à la situation ou au monde dans lequel on vit, quand on continue de penser dans le cadre des rapports sociaux établis (au présent comme au futur), on ne fait que manifester notre incapacité à saisir le processus dialectique historique à l'oeuvre, dont l'issue n'est écrite nulle part, et laisse entrevoir la possibilité d'inverser ces rapports sociaux ainsi que l'orientation de ce processus, dès lors qu'un ensemble de conditions objectives et subjectives sont réunies, d'où la nécessité absolue de les étudier attentivement pour en tirer des conclusions théoriques et pratiques (dans lesquels figurent les enseignements du marxisme dont on se détourne) qui permettront d'avancer dans cette voie, sinon il ne faut se faire aucune illusion et n'espérer aucun changement politique ou de société dans le futur.

En complément.

Nervis et provocateurs, policiers casseurs déguisés en manifestants.

Un internaute - Il est vrai que ces foulards rouges ont bénéficié d'une belle tranquillité : les Black blocks devaient récupérer leurs RTT (très occupés la veille), les sauvageons qui traversent la rue pour piller les magasins s'occupaient sans doute à fourguer leurs emplettes du samedi, les membres des groupuscules d'extrême droite assistaient probablement aux vêpres à St Nicolas du Chardonnet, ceux d'extrême gauche à une réunion de cellule, bref, la tranquillité. Quant aux forces dites du maintien de l'ordre, elles étaient d'une discrétion remarquable, et nous l'avons remarquée. Aussi discrètes que lors de la manif anti IVG, il y a quelques semaines, ou de la manif pour tous, il y a quelques années qui, contrairement à la tradition lors des manifestations syndicales, ne furent pas "émaillées par des incidents en fin de parcours".

La "Marche Mondiale pour le Climat", qui n'a pas un programme de revendications bien définies, si ce n'est le climat, ont pu occuper sereinement la place de la République.

Confirmation.

Drouet encense Schiappa et Hanouna.

- Le gilet jaune Éric Drouet encense Schiappa et Hanouna sur C8 - Le HuffPost 31 janvier 2019

Il faisait partie du million de téléspectateurs devant C8. Invité des "Grandes Gueules" de RMC ce mercredi 30 janvier, Éric Drouet est revenu sur l'émission exceptionnelle de la chaîne consacrée au grand débat national avec Marlène Schiappa et Cyril Hanouna.

"Le seul vrai débat qu'on a vu pour l'instant c'est ce qui s'est passé vendredi dernier sur C8 sur une chaîne privée. C'est pour l'instant, à notre avis le meilleur débat qu'il y a eu parce qu'il y avait la secrétaire d'État", a-t-il expliqué en faisant référence à l'émission dont le concept avait suscité la polémique jusque dans l'hémicycle du Sénat.

"Il y a eu pas mal d'avancées, il y a eu pas mal de propositions de tous bords", a-t-il argué avant de saluer la diversité des personnes présentes sur le plateau: "il y avait des chefs d'entreprise, il y avait un peu de tous les corps de métier. C'est selon moi dans ce sens là qu'il faut faire les débats." Également présente dans le studio de RMC, Laetita Dewalle a appuyé les propos d'Éric Drouet. "Il faut effectivement un débat de visu. Pas un débat où l'on écrit sur un cahier de doléance qui va finir par allumer le barbecue au 14 juillet à l'Élysée, a-t-elle estimé, plaidant pour "un vrai débat avec de vrais échanges constructifs, où on repose certaines choses." Le HuffPost 31 janvier 2019

LVOG - Depuis on n'en entend plus parler, y aurait-il renoncé ?

- Éric Drouet va porter plainte contre Christophe Castaner pour "dénonciation calomnieuse" - Le HuffPost 30 janvier 2019

"Les accusations qu'il porte sont très graves." Invité des Grandes Gueules sur RMC, Éric Drouet, une des figures emblématiques des gilets jaunes a annoncé qu'il avait décidé de porter plainte contre Christophe Castaner pour "dénonciation calomnieuse." Une réponse au ministre de l'Intérieur qui indiquait la veille vouloir demander au procureur de poursuivre le leader officieux de la contestation après qu'il a appelé à un "soulèvement sans précédent par tous les moyens utiles et nécessaires."

"'Soulèvement' veut dire plein de choses. Nous on l'entend dans le sens que les gens se mobilisent dans les manifestations", a ainsi déclaré Éric Drouet ce mercredi 30 janvier avant d'être immédiatement soutenu par Laetitia Dewalle, autre figure emblématique du mouvement présente sur le plateau. "Soulèvement ça peut être une grève, ça peut être une manifestation, ça peut être un soulèvement de conscience. Ce n'est pas forcément par les armes", a-t-elle ajouté comme vous pouvez le voir ci-dessous. Le HuffPost 30 janvier 2019

Drouet "***en roue libre***"... avec l'UDI !

- Éric Drouet, Joachim Son-Forget et Doc Gynéco: l'invitation reçue par le porte-parole des gilets jaunes - Le HuffPost 2 février 2019

On peut difficilement faire plus transparent. Éric Drouet, figure charismatique du mouvement des gilets jaunes, a rendu publique sur Facebook la proposition faite par le député Joachim Son-Forget, qui a récemment quitté -et dans des conditions particulières- La République En Marche.

"Bon les amis, je fais tout dans la transparence, vous le savez! J'ai reçu ça ce soir", a indiqué le chauffeur routier dans la nuit de ce vendredi 1er au samedi 2 février, en copiant le message qu'il venait de recevoir de la part de l'élu: une invitation à déjeuner en compagnie du rappeur Doc Gynéco.

"Bonjour Éric, c'est le député Son-Forget, qui a quitté En Marche en fracas en fin d'année. Je voulais te proposer qu'on se voie la semaine prochaine avec Doc Gynéco, qui essaie de m'aider depuis quelques jours, pour déjeuner", écrit celui qui siège désormais avec l'UDI, qui ajoute: "jusqu'à la fin d'année j'avais la ligne directe et on se parlait souvent; depuis que j'ai quitté LREM c'est chaud, mais il y a un truc à tenter".

Au HuffPost, Joachim Son-Forget confirme être l'auteur de ce message. "Et quand j'évoque la 'ligne directe', je parle de Macron", précise-t-il. Reste maintenant à savoir dans quelles conditions ce triumvirat pour le moins hétéroclite pourrait se réunir.

À en croire les premiers résultats du sondage lancé par Éric Drouet, il n'est pas impossible que le leader officieux des gilets jaunes accepte un déjeuner, mais en compagnie de l'avocat François Boulo, autre figure médiatique particulièrement appréciée au sein du mouvement.

À noter cependant que de nombreux gilets jaunes expriment en commentaire leur scepticisme quant au caractère potentiellement opportuniste de l'invitation de ce parlementaire "en roue libre". Le HuffPost 2 février 2019

Lordon a évoqué "***le devenir néofasciste du macronisme.***"

La vidéo tournée d'un immeuble en hauteur plonge sur une cour de récréation du 19e arrondissement d'où monte un grand cri scandé : « Macron démission ! Macron démission ! ». Ce pouvoir est devenu l'objet du lazzi des enfants. Normalement un régime qui en est là ne connaît plus qu'une forme ou une autre de sursis. On ne spéculera pas plus que ça sur le sens politique des petits. Davantage sur le degré auquel le pays est imprégné de la détestation du monarque pour que les mioches en aient capté quelque chose. En tout cas, les petites éponges de cour de récré ne se trompent pas : il est haï. Et pour des raisons écrasantes, incontestables, dont la gravité ne cesse d'ailleurs de croître. Dans la série graduée des actes par lesquels un souverain en vient à perdre sa légitimité, le point maximal est atteint quand il prend le parti de constituer sa population en ennemie, et par conséquent de lui faire la guerre. Nous en sommes là, littéralement. Déployer des blindés en ville, équiper les forces de police de fusils à pompe, et même de fusils d'assaut, infliger aux manifestants des blessures… de guerre, c'est bien être en guerre. Du reste, s'il en est à prévoir des plans d'exfiltration des ministres et à prépositionner un hélicoptère pour évacuer l'occupant de l'Élysée, c'est que ce régime lui-même ne s'illusionne pas tout à fait quant à la réalité de ses rapports avec « sa » population.

En vérité, ce pouvoir est symboliquement à terre. Il a franchi un à un tous les seuils du discrédit, et puis ceux du scandale. Il ne lui reste plus que la force armée pour contenir la contestation. Et, pour tenir le reste, celle des répétiteurs médiatiques qui s'acharneront jusqu'au bout à soutenir qu'élu régulièrement, haut la main ajouteront même les plus bêtes ou les plus oublieux des conditions réelles de son élection, il est entièrement « légitime ». Nous apprenons donc de leurs bouches autorisées qu'un dirigeant, pour peu qu'il ait satisfait à une comédie électorale entièrement truquée, peut parfaitement mutiler ses opposants, envisager de leur faire tirer dessus au fusil d'assaut — une image que, pour tout leur récent bon vouloir, les médias n'ont pas encore trouvé le temps de montrer —, s'engager dans des voies juridiques proto-totalitaires, sans que sa « légitimité » soit

le moins du monde remise en question.

En vérité, ce pouvoir est symboliquement à terre. Il a franchi un à un tous les seuils du discrédit, et puis ceux du scandale. Il ne lui reste plus que la force armée pour contenir la contestation. (Non, il dispose aussi du soutien de tous les partis qui malgré tout continus de collaborer aux institutions qui le protègent, dont évidemment LFI, le PCF, etc. auxquels il faut ajouter les directions syndicales, qui quel que soit le langage qu'elles emploient lui demeureront acquises. - LVOG)

Malheureusement, ces verdicts de légitimité ne valent pas mieux que la légitimité de ces véridicteurs. Or, de ce côté non plus la situation n'est pas fameuse. On n'en finit pas, par exemple, de contempler les étonnants renversements qui conduisent l'éditocratie à trouver horrifiant ici ce qu'elle trouvait admirable là, et réciproquement. « Qu'ils dégagent ! » en Tunisie : magnifique ; « Macron démission ! » : foule haineuse. Place Tahrir : printemps arabe ; Place de l'Étoile : hordes de casseurs. Crémation des statues de Chávez : peuple en lutte ; parodie de guillotine pour Macron : extrémistes violents. Police poutinienne : dictature ; police macronienne : ordre républicain.

À ce sujet, précisément, Bloomberg, organe bien connu pour ses sympathies révolutionnaires, titre ceci : « La réponse de Macron aux "gilets jaunes" fait paraître Poutine modéré en comparaison (1) ». On voit d'ici le tableau sauter dans les têtes de Laurent Joffrin ou Jérôme Fenoglio, les soudures qui se défont, les écoulements de matière cérébrale par les oreilles : comment se peut-il ? Poutine, pourtant le nom propre de la tyrannie ? Macron pire ? C'est impossible. Logiquement, pas un média français n'en parlera. Ordinairement très préoccupés du prestige international de la France, des regrettables dommages que peuvent lui causer d'irresponsables mouvements de grève de fonctionnaires, pas un n'a rapporté la stupéfaction de la presse anglo-saxonne qui observe, médusée, le devenir néofasciste du macronisme. Ni, symétriquement, le fait que le gilet jaune est devenu une sorte de symbole international, adopté par tous ceux qui sont en lutte, où l'on pourrait trouver de quoi nourrir une certaine fierté — question de point de vue, sans doute.

Voilà en tout cas où en sont encore les diseurs de légitimité. Obstinés à maintenir qu'un pouvoir en guerre contre sa population n'en est pas moins tout démocratique. Car c'est là le propre de l'inconséquence médiatique qui, après avoir occulté les violences policières pendant deux mois, se met d'un coup à en parler, d'ailleurs plus sous l'effet de l'emballement mimétique que d'un quelconque retour de conscience, mais pour n'en tirer aucune conclusion substantielle. (Pourquoi, devrait-il en être autrement ? Ce constat porte à confusion, car c'est prêter ou concéder aux médias des vertus ou des intentions qui ne correspondent en aucune manière avec leur nature, qui ne peut que coïncider avec l'idéologie du régime et aucune autre. Dit autrement, c'est laisser entrevoir l'illusion qu'il pourrait en être autrement ou que les médias pourraient servir d'autres intérêts que ceux de l'oligarchie ou du capitalisme. - LVOG) La « démocratie » fait la guerre au-dedans, elle s'apprête, sous les approbations de l'extrême droite, à passer une loi de musèlement de toute forme de contestation, mais ça ne pose pas le moindre problème de principe. (Même remarque que précédemment puisque ce passage est inspiré par le même état d'esprit de l'auteur. Pourquoi, cela le devrait-il ? Dans ce cas-là il est inutile d'entourer la démocratie de guillemets, si c'est pour colporter ce genre d'illusions. - LVOG) Si bien qu'on peut continuer d'en appeler au « Grand débat » au nom de « la démocratie » même, comme de juste. Pendant que, samedi après samedi, les hôpitaux se remplissent. Et que les tribunaux débordent. (Normal, non ? A qui s'adresse ici Lordon sinon à Macron. Vous en étiez-vous aperçus ?Si non, la suite va le confirmer. - LVOG)

Il s'agit donc maintenant de faire savoir à ce pouvoir qu'il est trop tard, beaucoup trop tard. En fait même, que c'est fini. (Voilà pour la confirmation. Cependant Lordon va recourir immédiatement au double langage pour camoufler les illusions qu'il a encore dans le régime. - LVOG) Pour cette raison toute simple qu'on ne parle pas avec des institutions qui, après avoir fait pendant trois décennies la démonstration constante de leur absolue surdité, sont désormais de fait passées au stade militaire (grenades au TNT, blindés, fusils d'assaut : stade militaire). Et dont on ne voit pas par quel soudain accès de sincérité, elles se seraient miraculeusement converties à « l'écoute ». (Mais alors monsieur Lordon, pourquoi n'avez-vous pas rompu avec ces institutions depuis au moins trois décennies ? - LVOG)

On pense au misérable QCM gouvernemental, à ses lignes déjà toutes tracées (« Baisser le taux d'impôt sur les sociétés à 25% », « Rendre la fiscalité du capital comparable à celle des autres pays européens pour stimuler l'investissement, y compris en supprimant l'ISF »), à sa manière toute particulière de poser les questions (« Identifier le type de dépenses publiques à baisser », « Faut-il supprimer certains services publics ? »), bref à cette parfaite ouverture du débat ouvert (2). On pense aussi à ce qu'écrit Éric Vuillard dans sa Guerre des pauvres (il s'agit de la révolte paysanne emmenée par Thomas Müntzer dans l'Allemagne du XVIe siècle) : « C'est alors que le duc Albert de Mansfeld entama des négociations. Il fallait que ça traîne en longueur, afin de démoraliser l'adversaire et de gagner du temps. La négociation est une technique de combat (3) ». Et il faudrait aller « dialoguer » dans ces conditions ? (Que faites-vous d'autre comme on l'a vu plus haut dans cet article ? Tout son discours consiste à reprocher à Macron, aux institutions et aux médias leur comportement, alors qu'il est absolument normal en tant que représentants des intérêts du capital. Leur reprocher signifie qu'ils pourraient ou devraient adopter un autre comportement, c'est donc colporter des illusions sur leur rôle politique. Dans le paragraphe suivant il va reprocher au journal Le Monde de ne pas changer, pourquoi, le devrait-il, pour devenir le porte-parole de la classe ouvrière ? - LVOG)

Pour l'éditorialiste du Monde, la réponse ne fait pas de doute. « L'ultraviolence » de ceux qui veulent « attaquer la République (…), voire renverser le gouvernement (…) est la négation de la tolérance et du débat (…), [l']ennemie de la démocratie ». Ici la revue de détail est complète : il ne manque pas un recouvrement, pas une escroquerie nominale, pas une fausse position de problème — tout n'est-il pas d'ailleurs joué quand le texte s'intitule « Gilets jaunes : la violence ou le débat » ? Il est vrai qu'il

date énormément, du 7 janvier, une éternité, une époque en tout cas où Le Monde ne s'était pas encore aperçu qu'il y avait des violences policières. Ni ne savait comment on organise les « Grands débats ». Au demeurant, maintenant il le sait et, visiblement, ça ne change pas grand-chose à sa manière de concevoir « la tolérance et le débat » — on aura même sous peu l'occasion de mesurer quel degré de pantomime Le Monde est capable d'endosser pour maintenir la fiction de la démocratie (élevé, pressent-on).

En tout cas, nous savons que, dans une tête d'éditorialiste du Monde, la politique ne connaît qu'un état possible : « le débat », à part bien sûr son opposé maléfique : « la violence ». Qu'on doive débattre, soit pour trancher des différences de troisième ordre au milieu des questions écrites par le gouvernement, soit à la rencontre des LBD, ça n'ôte rien, aux yeux du Monde, de sa qualité de débat au « débat ». La « démocratie » a les défenseurs qui lui correspondent exactement. (Il s'époumone à vouloir convaincre Le Monde de cesser d'être Le Monde. - LVOG) Hormis la philosophie d'éditorialiste et les scénographies présidentielles aimablement relayées par les chaînes d'information en continu, ça n'est pourtant pas ainsi que les « gilets jaunes » l'entendent. Assez logiquement, les institutions présentes, et celui qui en incarne les tares au plus haut point, récupèrent aujourd'hui la fin de non-recevoir appelées par leurs propres fins de non-recevoir administrées pendant trente ans. On peut autant qu'on veut ripoliner de « démocratie » des institutions sous prétexte qu'elles pratiquent l'élection, et de temps en temps la parlote, sans que cela suffise à en faire des institutions démocratiques.

En fait, les institutions de la surdité organisée finissent toujours par recueillir l'émeute, et c'est dans l'ordre des choses. Un certain philosophe écrit ceci dans un de ses traités politiques : « Les séditions, les guerres, le mépris ou la violation des lois doivent être imputées, c'est certain, non tant à la méchanceté des sujets qu'au régime vicieux de l'État (4) ». Et telle est bien, à l'os, la seule conclusion valide à tirer des événements actuels : ils ont pour cause que le régime de l'État est vicieux.

En fait, les institutions de la surdité organisée finissent toujours par recueillir l'émeute, et c'est dans l'ordre des choses.

Parfois aussi, c'est sous la forme la plus innocente que se laisse découvrir la vérité : un syndicaliste policier, invité de l'émission d'Arrêt sur images (5), exprime avec une désarmante candeur son désarroi : « Les manifestants ne jouent plus le jeu ». C'est tellement complet, tellement profond, que c'en est vertigineux. En un mot, tout est dévoilé. La pantomime démocratique-sociale, c'était un jeu. Vous faites semblant de demander, nous faisons semblant d'écouter — n'oubliez pas de vous munir de vos merguez, et soyez rentrés pour 18 heures. Incidemment, le syndicaliste policier nous apprend que dans la liste des morts en puissance, on pourrait bien compter, non seulement Macron, les institutions de la Ve République, la presse, mais aussi les confédérations syndicales (au désespoir de leurs bases, souvent admirables) : mortes d'inutilité, pour n'avoir fait trop longtemps que « jouer ». Car voilà la chose enfin dite : Bastille-Nation, c'était un jeu.

Comment s'étonner que, la nullité des médiateurs visible de tous, le jeu de la « médiation » n'ait plus la cote ? Depuis 1995, aucune action revendicative dans la forme réglée de la manifestation n'a rien obtenu — c'est bien plus probablement la part « débordante » du mouvement anti-CPE qui lui a valu son succès. Mobilisation après mobilisation, on a vu monter le « seuil d'écoute » du pouvoir : un million de manifestants, puis un et demi, puis deux, en-dessous de quoi : rien (en fait, au-dessus de quoi, rien non plus). Ce que pour le coup on peut appeler le « minimum syndical » n'a jamais cessé d'être rehaussé. Et les syndicats, qui aiment tant le jeu qu'ils sont prêts à le jouer à n'importe quelle condition, de ramer pour mettre toujours plus de monde dans la rue pour toujours moins de résultat. Une syndicaliste dépitée du SNES admet elle-même : « Depuis la réforme des retraites en 2003, les gens ont intériorisé l'idée que la grève ne servait à rien pour se faire entendre » (6). En effet, dans ces institutions-là, rien ne sert plus à rien pour se faire entendre. Alors, voyons : que reste-t-il pour se faire entendre quand il n'est plus possible de se faire entendre ? — à part la voie des « gilets jaunes ».

De là le policier un peu stupéfait, et ses manifestants qui « ne jouent plus le jeu ». C'est exact : les « gilets jaunes » n'ont plus envie de jouer. Ils ne jouent plus le jeu, pour avoir tout simplement compris cette vérité tautologique que, dans le monde de la surdité institutionnalisée, on ne parle jamais qu'à des murs. Voilà très exactement ce que signifie que « le régime de l'État est vicieux » : délibérément fermé à tout, il ne laisse d'autre alternative que de le souffrir tel quel ou de le renverser. Souffrir : depuis, trente ans, c'est assez. Donc le renverser. (Pourquoi, avant, tous ne jouaient-ils pas déjà le jeu dans un autre contexte ? - LVOG)

Au stade où nous en sommes, d'ailleurs, il n'est plus seulement question de la surdité des institutions, mais aussi de l'infamie des personnes, qui fait du renversement presque une exigence sanitaire. On dit qu'on connait quelqu'un à ceux dont il fait ses proches. Castaner, Griveaux, Benalla. Benalla, nous commençons à être fixés. Griveaux, on a bien avancé également (7). Non, là c'est Castaner qui fait une percée. « Aucun policier n'a attaqué de "gilets jaunes" », c'était déjà une sorte d'exploit. Ici on se demande : que peut-il se passer dans une tête comme celle de Castaner pour oser ceci quand (normalement) il doit savoir que les réseaux sociaux sont submergés des preuves de son obscénité ? Mais on connait que quelqu'un a atteint le dernier degré de l'ignominie quand ses efforts pour tenter de s'en tirer l'y enfoncent encore davantage : quelques jours après, réflexion faite, « il y a eu des atteintes graves à la vision ». Même France Info, la honte du journalisme, n'osera pas reprendre tels quels les éléments de langage du ministre — il faudra bien parler d'yeux crevés.

On notera que, comme Griveaux, Castaner vient du Parti socialiste. Et c'est comme une sorte de destin historique de la social-démocratie, ou d'une certaine « gauche républicaine », de se rouler dans la honte, depuis Thiers jusqu'à Collomb, en passant par Ebert. Et maintenant Castaner. « On parle de perte d'œil, je préfère ne pas reprendre ce terme-là ». Qu'est-il

possible, même à froid, de penser d'un individu comme Castaner ? Qui peut encore lui accorder le moindre respect, à lui, mais aussi à celui qu'il sert, et aux institutions qui maintiennent de tels personnages ?

Yaël Pivet-Braun, la présidente LREM de la commission des lois déclare sur RFI qu'elle « ne croi(t) pas qu'il y ait eu d'abus des forces de l'ordre (8) ». Comment des députés LREM peuvent-ils s'étonner de retrouver murées leurs résidences ou peinturlurées leurs permanences ? Par exemple : vous aviez deux mains, une est arrachée par une grenade qui est une arme de guerre. Là-dessus, vous vous entendez dire qu'il n'y a pas eu d'abus des forces de l'ordre, et même, de TF1, qu'il n'y a aucun blessé grave. Puis Macron ment outrageusement. « Vous êtes le seul pays qui utilise des grenades contre sa population » l'interpellent des étudiants à l'université de Louvain — « Alors là, vous dites n'importe quoi ». Qui niera qu'il y a de quoi avoir des envies de parpaings et de truelle ? — même à une seule main. Et si c'est plutôt votre œil qui a fini dans une poubelle d'hôpital, Castaner préfère ne pas utiliser ce terme-là. On y réfléchit posément, et on se demande : qu'est-ce qu'on peut faire avec ces gens-là ? Y a-t-il quoi que ce soit d'autre à faire que de les chasser ? Peut-être même faudrait-il s'aviser de le faire sans tarder, avant qu'ils n'aient achevé de refermer sur nous un État policier forteresse.

Élu avec un soutien réel d'à peine 10,5 % du corps électoral (9), tenu, par les conditions mêmes du second tour, de se séparer d'une partie de son programme, foulant au pied cet élémentaire devoir moral, portant et la violence sociale et le scandale de l'enrichissement des riches à un point inouï, recevant pour ces textes les plus sinistres l'approbation répétée de l'extrême droite à laquelle il était supposé faire barrage, et désormais en guerre plutôt qu'en marche, Macron est allé trop loin, beaucoup trop loin. Il n'a plus aucun titre à faire valoir pour sa légitimité — à part les proclamations obstinées de l'éditorialisme de service.

Le propre des grands événements politiques, c'est qu'ils sont des leçons de choses — ici, comme une physique de la légitimité, et de ses effondrements. À cet égard, Arendt, s'interrogeant sur le paradoxe qui veut que le mot « révolution » vienne de l'astronomie, où il désigne non pas du tout le changement mais le retour circulaire du même, Arendt, donc, signale qu'il emporte aussi l'idée d'une nécessité irrésistible. C'est une révolte, non sire c'est une révolution indique à Louis que cette fois-ci c'est cuit : ça lui vient dessus avec la force de l'inéluctable, il n'y échappera pas. On a sans doute le devoir intellectuel de se méfier de la résonance en histoire, mais on ne peut pas non plus ne pas être sensible à ses avertissements, et parfois à ses charmes.

À l'époque, déjà, Christophe Barbier ne voyait pas ce qu'on pouvait opposer à la légitimité de Louis XVI puisqu'il avait été installé selon les procédures régulières de la succession dynastique — parfaitement légitimes, ainsi, par conséquent, que le produit de leur opération. Ce que ces gens sont à l'évidence incapables de voir, c'est que la légitimité n'est pas une qualité substantielle. Un temps les institutions sont dites légitimes. Et puis un jour on les regarde sous un autre angle, et on se dit qu'en fait elles ne le sont pas. Alors elles tombent, et toujours de la même manière : sous le poids du scandale. (Sauf que ce qui est en cause, ce ne sont pas les institutions, mais le capitalisme, car les institutions peuvent changer sans que rien ne change, car de deux choses l'une, soit les institutions en place ou celles qui sont destinées à les remplacer sont conçues pour légitimer les fondements du capitalisme, pérenniser le pouvoir économique que les capitalistes détiennent, les rapports établis entre la classe dominante et la classe dominée, leur apporter une caution juridique et les protéger, soit les nouvelles institutions ou plutôt la nouvelle Constitution considère illégitime les inégalités sur lesquelles reposaient les fondements du capitalisme et elle décide de les abolir, de retirer le pouvoir économique à la classe des capitalistes, qui se trouvent ainsi privé du droit de capter les richesses produites par les travailleurs, de renverser les rapports entre les classes au profit de la classe qui produit les richesses, elle décrète que les moyens de production appartiennent désormais à l'ensemble de la collectivité et qu'ils sont destinés uniquement à satisfaire les besoins de l'ensemble de ses membres sans discrimination ni privilège d'aucune sorte, conditions qui sont irréalisables au moyen d'un "scandale", mais nécessite une révolution politique, prolétarienne et sociale ou socialiste, un soulèvement révolutionnaire des masses pour chasser du pouvoir les capitalistes et ses représentants... La fin de cet article est navrante, mais elle était inévitable dès lors qu'on ne voulait pas "*jouer le jeu*" de la dialectique de l'histoire monsieur Lordon ou qu'on refusait d'admettre ses enseignements. - LVOG)

Il s'en suit, pour les personnages de l'époque, qu'ils viennent prendre une certaine place dans l'Histoire — leur place. Celles de Castaner et de Macron sont en train de s'aménager. Macron va rester dans l'Histoire, c'est désormais acquis. Comme Macron-l'éborgneur, ou Macron-la-grenade. Peut-être Macron-l'hélicoptère. Ce serait souhaitable. Car maintenant, il faut qu'il parte. (Franchement, si c'était pour nous dire cela ou en arriver à cette conclusion, cela ne valait pas la peine, nous voilà bien avancé ! Il a proposé quoi pour le faire partir, quel moyen d'organisation ou quels instruments, quelle tactique, stratégie, ligne politique ? Rien. Dans quelle perspective politique devrait s'inscrire le départ de Macron ? Pas de réponse. Pour faire quoi, avec qui, comment ? Néant ! Tout ce qu'il nous a raconté, on le sait tous, on l'a tous constaté, c'est le genre d'intellectuels qui est dans la dénonciation stérile, qui s'écoute penser ou parler et qui est satisfait de lui-même. Remarquez qu'il n'est pas le seul à l'avoir remarqué, sinon Le Monde diplomatique dont Le Monde est l'actionnaire majoritaire ne publierait pas sa prose.

Source : Le Monde diplomatique, Frédéric Lordon, 28-01-2019

Fabrique du consentement et manipulation sondagière. BFM(ensonge)TV à la manoeuvre.

- 8% estiment que Macron "renouvelle la politique" = 92% estiment qu'il poursuit la politique de ses prédécesseurs.

- 8% estiment qu'il tient "ses promesses" = 92% considèrent qu'il les a trompés sur la marchandise.

- 7% qu'il incarne la fonction = 93% jugent qu'il n'en a pas les capacités.

- 6% approuvent l'orientation globale de sa politique. = 94% désapprouvent son orientation politique.

- 78% des Français le jugent "autoritaire".

Entre nous, on se demande en quoi citer les avis ridicules bas qui lui sont favorables pourrait faire oublier ceux de l'écrasante majorité qui lui sont contraires, à moins qu'ils soient aveuglés par leur complexe de supériorité et le mépris qu'ils portent au peuple, qui les perdra.

Du simple au triple, qui dit mieux !

Cette fois, c'est au sujet du niveau de vie des plus pauvres qui ne cesse de diminuer.

RT - La revue (Que Choisir? - ndlr) cite par exemple les propos d'un des responsables de l'institution (INSEE) selon lequel «en moyenne, les Français n'ont pas eu de gain de pouvoir d'achat depuis dix ans». Ce dernier précise que le pouvoir d'achat par unité de consommation a augmenté sur cette période de 0,1% par an alors qu'il augmentait de 1,9% par an avant la crise de 2008.

- L'Insee, a en outre révélé que la hausse constante des dépenses dites «contraintes» (les dépenses liées au logement, comme le loyer, l'eau, les combustibles ou l'électricité, ainsi que les services financiers, de télévision, les assurances ou les services de télécommunication, cantine…) pesait sur le revenu dit «arbitrable», c'est-à-dire sans le poids de ces dépenses. Pour essayer de fournir des indicateurs plus représentatifs, l'institut calcule désormais le pouvoir d'achat «arbitrable» des ménages et note que la part des dépenses contraintes ou «pré-engagées» n'a cessé d'augmenter, passant de 26,8% à 29,4% au cours des vingt dernières années. Mais là encore, ce n'est qu'une moyenne et l'Insee note : «La part des dépenses pré-engagées dans le budget est plus élevée pour les ménages à faibles revenus : elle passe de 22 % pour les ménages aisés à 38 % pour les ménages pauvres, selon une étude de la Drees de 2016.» RT 28.01

- Ménages pauvres : un budget avec 61% de dépenses contraintes - force-ouvriere.fr 24 novembre 2018

La part de dépenses pré-engagées dans les budgets pour les ménages pauvres est de 61% contre 23% pour les ménages aisés, a rappelé le quotidien Le Monde le 14 novembre dernier, s'appuyant sur les chiffres d'une étude de la Dress (Direction des études statistiques du ministère de la santé et des solidarités) publiée en mars 2018. Les dépenses pré-engagées, dites également contraintes, sont du type assurances, logement, énergie, assurances, emprunts, etc., et généralement incompressibles.

Reste : 180 euros par mois.

Dans le revenu disponible des ménages (salaires et prestations sociales, moins impôts directs et indirects), leur poids est d'autant plus fort "que leur niveau de vie est faible". Ainsi toujours selon la Dress, "les 10 % les plus modestes doivent ainsi se contenter en moyenne de 180 euros par mois pour financer transport, équipement, loisir ou habillement", mais aussi santé et dépenses alimentaires... force-ouvriere.fr 24 novembre 2018

Encore un petit effort et ils vont nous livrer les chiffres qui correspondent à la réalité.

Les dépenses contraintes, ces poids devenus insupportables pour les ménages - Le Figaro 13 décembre 2018

D'abord, d'après l'Insee, le poids des dépenses contraintes, passé de 12,4% du revenu disponible en 1951 à près de 30% en moyenne 2017, ne cesse de s'accroître dans un mouvement qui s'explique pour «plus des trois quarts» par la hausse des coûts liés au logement.

Ensuite, la part des dépenses contraintes dans les budgets des ménages diffère selon l'année, le lieu ainsi que la catégorie socioprofessionnelle (CSP) de la personne de référence du ménage.

Pour la DREES, «la part des dépenses pré-engagées dans le revenu disponible des ménages est d'autant plus forte que leur niveau de vie est faible». Par exemple, une famille monoparentale dans une situation financière délicate devra supporter les coûts liés à l'enfant, comme la cantine, les assurances, un logement plus grand ou les «coûts d'entretien» associés. La DREES estime que les dépenses contraintes représentent 34% du total du budget pour un ménage pauvre, contre 42% pour une famille monoparentale de la même CSP. A la fin du mois, ces ménages ont donc une marge de manoeuvre financière plus étroite et ne peuvent réinjecter beaucoup d'argent dans l'économie par la consommation ou l'investissement.

Dans le détail, les ménages pauvres, quant à eux, n'ont que 340 euros en moyenne après avoir payé ces dépenses contraintes,

tandis que les classes moyennes disposent de 1190 euros. Le Figaro 13 décembre 2018

Reste à savoir combien il existe de ménages pauvres dans le pays, et combien de ménages qui n'appartiennent pas aux classes moyennes n'en font pas partie. Si quelqu'un avait la réponse précise, cela nous rendrait un immense service de nous la communiquer. Personnellement, je pense que les classes moyennes et les ménages ouvriers qui n'appartiennent pas à la catégorie des pauvres, constituent toujours la majorité de la population, bien qu'elle a dû se réduire au cours des dernières décennies, ce qui expliquerait bien des choses. Je ne veux rien affirmer avec certitude puisque je ne dispose pas de suffisamment d'éléments précis et à jour pour cela.

Qui a osé dire à propos de la parodie de démocratie ou le "***grand débat national***"?

- "*Nous ne connaissons ni l'objectif de ces réunions, ni le bilan qui en sera fait*"

Vraiment ? Macron et Philippe n'arrêtent pas de le claironner. La preuve.

Réponse : Mélenchon, dans un courrier à Edouard Philippe.

Parce qu'en plus il lui écrit ! Après il se permet de dire qu'il boycotte le grand débat (Le HuffPost 31.01)

Quel pitoyable tartuffe, charlatan !

Et pendant ce temps-la Castaner reconnaissait que le LBD - utilisée plus de 9.200 fois depuis le début de la contestation - pouvait "blesser" mais en a défendu l'utilisation "face aux émeutiers".

- Pour Edouard Philippe, le grand débat national doit «compléter», pas «remplacer» le projet présidentiel - Liberation.fr 31 janvier 2019

Distraction ou numéro d'illusionnisme. Ne mêler pas le peuple à l'entreprise totalitaire de cette officine de la gouvernance mondiale, l'Union européenne.

- LFI recycle ses hologrammes pour un "contre-débat" - Reuters 1 février 2019

La France Insoumise a dévoilé jeudi une nouvelle phase de sa campagne pour les européennes, qui verra une vingtaine de candidats se démultiplier en hologrammes lors de 471 étapes dans toute la France afin de faire "entrer le peuple" au Parlement européen. Reuters 1 février 2019

Boycott !

Ils regrettent que les conditions d'"***indépendance***" d'un grand débat national n'étaient pas réunies.

- "Grand débat": Macron va recevoir les chefs des partis politiques - Reuters 2 février 2019 Emmanuel Macron recevra la semaine prochaine les chefs des principaux partis politiques dans le cadre du "grand débat national" organisé en réponse à la crise des "Gilets jaunes", a annoncé vendredi l'Elysée. L'issue du débat et la prise en compte par l'exécutif des positions qui seront exprimées dans ce cadre sont des points de crispation entre le gouvernement et l'opposition, cette dernière mettant en doute la sincérité de l'exercice et dénonçant un "enfumage" et une manoeuvre "dilatoire". Signe de leur défiance, la France insoumise (LFI) et Europe Ecologie-Les Verts (EELV) ont boycotté mercredi le "comité de suivi" du "grand débat" convoqué par le Premier ministre Édouard Philippe, jugeant que les conditions d'"indépendance" n'étaient pas réunies. Reuters 2 février 2019

Ce qu'ils ne vous disent pas, c'est qu'ils continuent de collaborer à toutes les commissions parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat...

Ils osent tout, et c'est même à cela... qu'on reconnaît les psychopathes... en proie à une crise de paranoïa aiguë.

- Macron explique que lui aussi pourrait être gilet jaune - Le HuffPost1 février 2019

Le HuffPost - Ce 31 janvier, Emmanuel Macron a reçu quelques rares journalistes à l'Élysée, pour un entretien d'au moins une heure au cours duquel il est revenu sur la situation actuelle du pays, et distillé ses commentaires quant aux actualités.

...il maintient que ses sorties parfois polémiques ne sont dues qu'à son franc-parler.

LVOG - Ce qui signifie qu'il pense ce qu'il dit. Quand des gens s'excusent après avoir parlé trop vite et expliquent que leur langue a précédé leur pensée, en réalité, c'est leur inconscience qui a parlé pour eux, et généralement elle est révélatrice ou elle trahit leur véritable disposition d'esprit qu'elle ne tenait pas à manifester... - LVOG)

Le HuffPost Et d'affirmer que son objectif est désormais de faire une politique plus efficace, en rendant le débat et la délibération "permanents".

LVOG - Le débat est clos d'avance puisqu'il n'a cessé de répéter qu'il ne changerait pas de "cap". Dans ce cas-là, la délibération ne doit servir qu'à faire croire le contraire, et pendant ce temps-là il applique sa politique. Elle ne peut servir qu'à justifier sa politique, sachant qu'elle est pratiquement unanimement rejetée. Il faut entendre par "faire une politique plus efficace", déployer des moyens plus efficaces pour obtenir le consentement des masses à sa politique, mission impossible dans l'état actuel des choses, donc inévitablement la situation devrait se radicaliser et précipiter l'affrontement direct entre les classes, aucune autre issue n'est envisageable désormais à brève échéance... - LVOG)

Le HuffPost - Avant de regretter qu'au cours de la crise actuelle, la France ait parfois été partagée entre le "nihilisme" au nom duquel la parole d'un gilet jaune vaut celle d'un ministre ou d'un élu, et "l'autoritarisme", la tentation d'un pouvoir fort.

LVOG - Qu'il cultive le culte de la hiérarchie et haïsse ceux qui "ne sont rien" tout en recevant à Versailles les oligarques les plus puissants de la planète, et qu'il en arrive à faire une crise d'autoritarisme, ce n'était pas dû au hasard ou ne requiert aucun regret, il n'a fait qu'exercer sa fonction de porte-parole de la ploutocratie et le pouvoir qui va avec. - LVOG)

Le HuffPost- "Si être gilet jaune, c'est vouloir moins de parlementaires et que le travail paie mieux, moi aussi je suis gilet jaune!".

Emmanuel Macron n'en démord pas: la solution viendra à ses yeux du débat permanent, à commencer par celui, national, qui se tient en ce moment. Le HuffPost 1 février 2019

Il doit être le seul à le croire !

Autres passages délirants extraits de l'article du Point reproduit en partie par le blog Les Crises.fr.

Macron - « "D'où tu parles ? Quelle est ta légitimité ? " Celui qui est maire, celui qui est député, celui qui est ministre a une légitimité ou une responsabilité. Le citoyen lambda n'a pas la même. Il ne représente que lui-même. »

LVOG - Que dal, quoi !

Macron - « Quand vous écoutez les gens, qu'est-ce qu'ils disent ? Ils veulent couper la tête du président. Ils disent que les députés sont tous des salopards. Ils décident que n'importe qui décide est illégitime, énumère-t-il. Ils ne veulent même plus que quelqu'un décide en leur sein. Et ils disent que les journalistes mentent. Et ils croient leur boucle mail ou leurs copains sur Facebook dans une espèce de système où chacun représente lui-même. C'est la dissolution d'une démocratie si on les suit. Par des mécanismes que j'ai expliqués, ils arrivent à se diffuser partout. Pour des gens qui sont faibles, ou fragiles, ou en colère, cela a une espèce de résonance. Et donc la question, c'est comment on le déconstruit. Comment on rebâtit des tiers de confiance. Il y a un vrai travail sur ce qu'est la presse, sur ce qu'est la fonction politique, sur ce que sont les syndicats, les partis politiques. Il doit y avoir une capacité à rehiérarchiser les paroles. Ça, c'est fondamental. Parce que, sinon, le complotisme nourrit l'autoritarisme. »

LVOG - On lui dit ou on ne lui dit pas ? Salopard ! Quant à savoir si on doit ou non te couper la tête, devine ?

Le Point - ...selon le président, les gilets jaunes ont été infiltrés par «40 à 50 000 militants ultras qui veulent la destruction des institutions». Face aux violences orchestrées par les extrêmes

Le Point - Il promet de raréfier ces séquences et, peut être, de s'inspirer d'Angela Merkel qui ne va jamais au contact de gens en colère.

LVOG - Attention, même les Champs-Elysées ne sont plus sûrs !

Le Point - «Le pays doit savoir qu'il est commandé», prévient le. (Plus loin) «Il y a un besoin de commandement».

LVOG - Il se croit dans une caserne ou un camp de concentration...

D'autres aspects de cet interview.

- Macron étrille la "naïveté" des médias sur les gilets jaunes - huffingtonpost.fr 01.02

Dans une série de confidences publiées par Le Point, Emmanuel Macron revient sur la crise des gilets jaunes. Et il ne se montre pas tendre avec les médias, qu'il accuse de "naïveté" dans le traitement de la fronde faisant notamment référence à la séquence tournée par l'ancien boxeur Christophe Dettinger avant qu'il ne se rendre aux autorités pour avoir frappé plusieurs policiers.

"Il ne faut pas se tromper. On est d'une naïveté extraordinaire. (...) Le boxeur, la vidéo qu'il fait avant de se rendre, il a été briefé par un avocat d'extrême gauche. Ça se voit! Le type, il n'a pas les mots d'un Gitan. Il n'a pas les mots d'un boxeur gitan", a-t-il expliqué, comme le relate le magazine.

LVOG - L'extrême-centre vise l'extrême gauche, l'extrême droit lui sert uniquement de caution pour que la population s'y rallie, la gauche et la droite étant inexistantes puisqu'elles ont fusionné avec l'extrême-centre néofasciste.

Huffington Post - En creux: la critique d'une presse qui ne ferait pas l'effort de parler de "l'envers du décor" des gilets jaunes, et de son "abdication" "à faire [son] travail de hiérarchisation et d'analyse".

LVOG - Rappelons que c'est son "abdication" "à faire [son] travail de hiérarchisation et d'analyse" qui lui a permis d'être élu au détriment d'autres candidats qui n'avaient pas bénéficié du même traitement.

Huffington Post - La veille, Paris Match, BFMTV et Le Figaro publiaient déjà une série d'articles nourris par de nombreuses citations du chef de l'État recueillies par une poignée de journalistes à l'Élysée. Une opération de communication huilée mais qui n'a pas empêché Emmanuel Macron de laisser échapper de nouvelles petites phrases polémiques. Au premier rang desquelles le reproche fait aux chaînes d'information qui accorderaient la même importance à la parole des élus et celle des gilets jaunes sans distinction, avec cette formule: "Jojo avec un gilet jaune a le même statut qu'un ministre ou un député!".

LVOG - "Jojo", pourquoi pas crotte de chien pendant qu'il y est !

Crime de lèse majesté envers les députés corrompus, quand un député se présente, la révérence devrait être de rigueur, et quand il s'exprime, un devoir de l'écouter et de le croire sur parole, ensuite seulement d'applaudir, ainsi le veut la bienséance à la cour de sa majesté ! Cette vermine ne nous inspirent qu'un profond mépris.

A court d'argument, il verse ensuite allègrement dans le délire complotisme.

Huffington Post - Une fronde manipulée par les extrêmes et l'étranger

Dans les citations révélées par Le Point - sans que l'on sache si elles sont tirées du même entretien que celles des autres médias, le chef de l'État prend l'exemple d'Éric Drouet, un des gilets jaunes les plus visibles notamment parce qu'il anime la page Facebook la plus populaire du mouvement avec plus de 300.000 membres. "Drouet, c'est un produit médiatique, un produit des réseaux sociaux", explique-t-il avant d'ajouter: "Il y a eu une forme aussi de légitimation accélérée de ce qu'a été ce mouvement qui est un problème."

LVOG - Si Macron n'avait pas été "un produit médiatique", il n'aurait jamais été élu.

Huffington Post -Toujours dans l'optique d'étriller la presse, Emmanuel Macron voit également cette fronde comme "une manipulation des extrêmes, avec le concours d'une puissance étrangère", écrit Le Point. Le président de la République estime que les médias ont peu parlé des "différentes strates de gilets jaunes, la déconstruction de ce qu'est le mouvement, de ses influences, la déconstruction de ses influences extérieures".

Car il est certain de l'influence des Russes sur la fronde. "Les gens qui sont surinvestis sur les réseaux sont les deux extrêmes. Et après, ce sont des gens qui achètent des comptes, qui trollent. C'est Russia Today, Sputnik, etc", explique-t-il en pointant l'influence de "la fachosphère, la gauchosphère, la russosphère" qui représenteraient "90 % des mouvements sur Internet". "Regardez, à partir de décembre, les mouvements sur Internet, ce n'est plus BFM qui est en tête, c'est Russia Today", conclut-il.

LVOG - Outre l'amalgame ordurier rouge-brun "fachosphère" - "gauchosphère" cher aux idéologues de l'extrême droite néolibérale, le crétin reconnaît ici que 90 % rejette sa politique. Au passage, il se ridiculise un peu plus.

Huffington Post - "Ce qui est en train de fixer ça dans la vie politique du pays, c'est le nombre de vues [sur Internet, NDLR] et les manipulations qui vont avec le nombre de vues. On l'a bien vu sur Facebook: plus j'ai d'amis, plus j'ai de capacité de diffusion, plus je suis relayé", estime le président de la République.

LVOG - Lui et En Marche ont profité du même procédé...

Huffington Post - Et le chef de l'État d'enfoncer le clou: "de plus en plus, des chaînes d'information disent 'ceci est important, ceci est légitime' parce qu'il y a du mouvement sur Internet. Ce mouvement est fabriqué par des groupes qui manipulent, et deux jours après, ça devient un sujet dans la presse quotidienne nationale et dans les hebdos." huffingtonpost.fr 01.02

LVOG - Ce n'est "deux jours après", mais quotidiennement que l'AFP concocte des dépêches reprises par l'ensemble des médias-oligarques qui ont pour seule but de propager l'idéologie dont Macron est le porte-parole en chef, donc de manipuler les consciences et non d'informer de manière impartiale les lecteurs.

En complément. En effet : La porte est grande ouverte !

- Grand débat: pour Philippe, un référendum "ne peut pas être le seul point de sortie" - AFP 31 janvier 2019

Totalitarisme En Marche. Criminalisation de toute opposition à l'ordre établi.

- "Anticasseurs": feu vert de l'Assemblée à des interdictions administratives de manifester - AFP 31 janvier 2019

L'Assemblée nationale a donné mercredi soir son feu vert à la possibilité pour les préfets de prononcer des interdictions de manifester, disposition clé de la proposition de loi "anticasseurs", malgré des critiques jusqu'au sein de la majorité.

"Il ne faut pas caricaturer" cet article 2 et "en aucun cas il ne s'agit d'autre chose que de garantir le droit de manifester", a assuré le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

Dans l'arsenal français, ces interdictions administratives préalables s'ajouteront aux interdictions qui peuvent déjà être prononcées par la justice lors de condamnations.

Les préfets pourront prononcer des interdictions de manifester à l'encontre d'individus représentant "une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public", sous peine de six mois d'emprisonnement et 7.500 euros d'amende en cas d'infraction.

Des "critères objectifs" ont été ajoutés: la personne devra avoir commis des "atteintes graves à l'intégrité physique des personnes ainsi que des dommages importants aux biens" ou encore "un acte violent" lors de manifestations précédentes.

Le préfet sera en droit d'imposer une convocation à la personne concernée, afin qu'elle ne se rende pas à la manifestation.

En cas de risque de participation à d'autres rassemblements, a ajouté le gouvernement, le préfet pourra interdire à la personne de prendre part à toute manifestation sur le territoire national durant un mois maximum.

Les personnes "interdites" de manifester pourront faire un recours en urgence devant la justice administrative, a précisé un amendement de la rapporteure Alice Thourot (LREM).

Elles seront inscrites au fichier des personnes recherchées (FPR). La proposition de loi prévoyait initialement un fichier dédié mais M. Castaner a vanté le FPR, accessible depuis les tablettes des forces de l'ordre. "La fiche tombe dès qu'elle est inactive", a-t-il aussi affirmé aux opposants au "fichage".

La gauche est montée au créneau contre la mesure sur les interdictions, dénonçant des "lettres de cachet" (PS) ou une "loi de circonstance" (PCF) face aux "gilets jaunes", s'attaquant "aux libertés fondamentales de tout un peuple" et introduisant dans le droit commun une mesure permise dans le cadre de l'état d'urgence (LFI).

Le Rassemblement national s'y est également opposé, critiquant un calque des interdictions de stade pour les hooligans alors que la liberté de manifester est d'un niveau supérieur.

"On se croit revenu sous le régime de Vichy", s'est exclamé Charles de Courson (Libertés et territoires), suscitant de vives protestations.

Dans les rangs LREM, quelques voix se sont également élevées pour réclamer la suppression de l'article, manquant de "garde-fou" selon Delphine Bagarry. Aurélien Taché s'est aussi inquiété de ce que pourrait en faire un pouvoir autoritaire. D'autres "marcheurs" ont défendu en vain des amendements pour un meilleur encadrement.

De son côté, le MoDem a plaidé pour une condamnation pénale préalable de la personne.

A l'inverse, Les Républicains ont défendu une mesure d'interdiction qui "va faire progresser la sécurité de nos concitoyens, des forces de l'ordre et des manifestations". AFP 31 janvier 2019

- Loi anticasseurs: un nouveau délit de dissimulation du visage adopté par l'Assemblée - Liberation.fr 31 janvier 2019

Un délit qui serait passible d'une peine d'un an d'emprisonnement et 15.000 euros d'amende.

L'Assemblée nationale a voté dans la nuit du mercredi 30 au jeudi 31 janvier la création d'un délit de dissimulation du visage dans les manifestations, dans le cadre de la proposition de loi LR "anticasseurs" dont les députés n'ont pas achevé l'examen. Un dispositif législatif étudié après les violences observées en marge des manifestations de gilets jaunes. Liberation.fr 31 janvier 2019

La criminalisation assumée du mouvement populaire.

- Face aux Gilets jaunes, le gouvernement assume la fermeté - LeParisien.fr 03.02

« Maintenant, cela devient plus un sujet d'ordre public que politique », évacue de manière lancinante un collaborateur d'Édouard Philippe, après ce nouveau samedi de manifestation.

Selon le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, très peu de manifestations annoncées pour ce samedi ont été déclarées. Il a fait savoir que le dispositif de maintien de l'ordre de ces dernières semaines serait reconduit mais adapté, avec notamment le soutien, à Paris, de six véhicules blindés de la gendarmerie. LeParisien.fr 03.02

En complément. Les "Jojos" peuvent crever de froid.

Brooklyn: le cas de ces détenus privés de chauffage en plein froid scandalise - Le HuffPost 03.02

Au moment de la rédaction de cet article, la température à New York affichait 0 degré. Et depuis une semaine, les prisonniers du Metropolitan Detention Center à Brooklyn vivent sans chauffage ni lumière. Le HuffPost 03.02

Acte XII

Avec l'Acte XII des gilets jaunes, le cache-œil devient le symbole de la révolte - Le HuffPost 2 février 2019

"Quatre manifestants ont été frappés violemment à la vision". C'est par cet euphémisme que Christophe Castaner a reconnu le 22 janvier dernier, soit plus de deux mois après le début de la fronde, l'existence de blessés graves parmi les contestataires. Une pudeur dans les mots choisis par le ministre de l'Intérieur pour évoquer des manifestants éborgnés ou énucléés, souvent par des tirs de Lanceur de balles de défense (LBD), qui n'est pas passée inaperçue du côté des gilets jaunes.

Sur les réseaux sociaux, les internautes ne prennent pas les mêmes pincettes que Christophe Castaner et relaient sans cesse des images de violences policières présumées, bien souvent sanglantes. Très présent depuis le début de la contestation, le sujet a redoublé d'ampleur depuis la blessure à l'œil de Jérôme Rodrigues, un des visages connus de la mobilisation. Le jeune homme est rapidement devenu un martyr au sein de la communauté et son cache-œil s'impose peu à peu comme l'un des symboles de la mobilisation avant l'Acte XII du mouvement.

Les gilets jaunes ont d'ailleurs comme mot d'ordre pour cette nouvelle journée d'actions de se grimer en manifestants blessés avec, notamment, du sang sur les tuniques fluo et des bandages sur les yeux. Le but? Faire de ce samedi un grand hommage aux 144 blessés graves dans les rangs des manifestants, dont au moins 14 ont perdu l'usage d'un œil selon Libération.

La veille, le Conseil d'Etat a rejeté la demande de suspension des lanceurs de balles de défense. Le HuffPost 2 février 2019

- L'acte XII des gilets jaunes rassemble les leaders du mouvement - huffingtonpost.fr 03.02

Après avoir étalé leurs désaccords sur la place publique, Maxime Nicolle, Priscillia Ludosky et Eric Drouet s'affichent ensemble. huffingtonpost.fr 03.02

- Avec l'acte XII, l'affluence des gilets jaunes marque le pas - huffingtonpost.fr 02.02

Selon un comptage du ministère de l'Intérieur (que les manifestants estiment régulièrement minoré), ce sont 58.600 gilets jaunes

qui ont répondu à l'appel des leaders du mouvement qui voulaient rendre hommage à tous ceux qui ont été blessés par la police depuis le 17 novembre.

Pour la première fois, un comptage indépendant réalisé par le cabinet Occurrence (mandaté par un collectif de médias) a pu être mis en place car il n'y a eu qu'un seul cortège qui a bien suivi le parcours prévu. Il a débouché sur le chiffre de 13.800 manifestants, soit un peu plus que les 10.500 évoqués par la préfecture de police.

En fin d'après-midi, et comme chaque samedi au moment de la dispersion du cortège, des affrontements ont mis aux prises manifestants et forces de l'ordre place de la République. La police a eu recours aux très décriés lanceurs de balles de défense (LBD). Leader du syndicat lycéen UNL, Louis Boyard a dit avoir été touché par un tir; il a été évacué par les pompiers. Plus d'une vingtaine de personnes ont été interpellées.

Des échauffourées ont également éclaté en fin de manifestation à Valence où environ 5000 personnes ont manifesté en périphérie de la ville qui avait été mise sous cloche.

Des heurts ont aussi été signalés à Toulouse, Nantes et Rennes, selon une source policière.

A Bordeaux, le cortège de plusieurs milliers de personnes est parti comme à l'accoutumée de la place de la Bourse en direction du centre-ville avec à sa tête des étudiants portant une banderole "Etudiants et gilets jaunes. Tous unis contre Macron et son monde".

En fin de journée près de l'hôtel de ville, des manifestants ont commencé à jeter des projectiles sur les forces de l'ordre qui ont répliqué par des gaz lacrymogènes pour les disperser dans les rues avoisinantes. Sur le cours d'Alsace-et-Lorraine, une voiture a été incendiée.

A Strasbourg, la police a procédé à des jets de gaz lacrymogène pour repousser les manifestants, devant la gare notamment. Les portes vitrées des Galeries Lafayette ont été brisées par des manifestants quand les employés ont baissé le rideau de fer.

A Morlaix (Finistère), les manifestants ont tenté de forcer un barrage policier près de la sous-préfecture. Un policier a été blessé, quatre contusionnés, selon la préfecture du Finistère. Quatre personnes ont été interpellées, rapporte France 3 Bretagne.

Des marches ont également eu lieu à Lille (1.400 personnes selon la police, 2.000 selon les organisateurs), Marseille (2.000 selon la police), Tours ou Lyon. Partout, les manifestants arboraient cache-oeil, bandages et faux sang. 400 rassemblements étaient prévus dans toute la France.

Dans une tribune publiée sur franceinfo.fr, une soixantaine d'avocats ont dénoncé le traitement judiciaire des manifestants. Entraves au recours à un avocat, comparutions immédiates généralisées, peines sévères... "Nous, avocats signataires, tenons à alerter quant aux dérives que nous constatons et qui semblent porter atteinte aux droits individuels et aux libertés publiques dans notre pays", écrivent-ils. huffingtonpost.fr et franceinfo 02 et 03.02

- Acte XII : à Valence, «ça va vraiment finir par mal tourner» - Liberation.fr 2 février 2019

Reportage dans la préfecture de la Drôme, où plus de 5 000 personnes ont défilé samedi 2 février.

Le raz-de-marée jaune tant redouté par les autorités n'aura pas eu lieu à Valence. La préfecture, qui avait annoncé la veille attendre entre 6 000 et 10 000 manifestants, a comptabilisé à 15 heures 5 400 personnes, au plus fort de la déambulation, dont le parcours n'avait pas été déclaré. C'est à cette heure-là que le cortège, parti vers 13h30, s'est heurté à un premier barrage de CRS, empêchant à coups de lacrymos les gilets jaunes d'approcher la préfecture. La prédiction de «10% de casseurs» du préfet de la Drôme ne s'est pas non plus réalisée. Suite au gazage, la foule s'est scindée en plusieurs groupes, l'un passant par la gare, d'autres rejoignant le rond-point menant à l'autoroute au sud de l'agglomération, où une cohorte de CRS a fait rempart devant le péage. A 17 heures, ils n'étaient plus que quelques centaines de gilets jaunes à faire le pied de grue face aux uniformes. La préfecture a également annoncé avoir procédé à dix-huit interpellations et à la saisie d'une «centaine d'armes blanches ou par destination», photos à l'appui, insérées dans son communiqué.

Le centre-ville, barricadé pour cet acte XII du mouvement, avait des allures de ville fantôme. Le patron de la brasserie Les Halles avait lui décidé de rester ouvert, bravant les recommandations des autorités : «J'ai mis mon personnel en congé, mais moi, je suis là. Je viens de racheter, je ne peux pas me permettre de fermer, mais vous savez, on est tous dans le même bateau. Ils ont peur de quoi là-haut ? Regardez», dit-il en montrant les gilets jaunes réfugiés dans le troquet, trempés par la pluie. A une table, Michel dit son dégoût de «tout ce que fait ce gouvernement sans entendre la misère des gens, les services publics démontés de partout, la justice à deux vitesses qui donnent aux puissants et prend aux petits».

Il a 59 ans, sera à la retraite dans deux mois. Salarié de la Poste durant 42 ans, il touchera 1 150 euros nets de pension. «Ca va être compliqué, je le sais. Et je devrais écouter ceux qui décident comment on doit se serrer la ceinture alors qu'eux émargent à 8

000 euros par mois ?»

Face à lui, son épouse Muriel, 58 ans, opine. Prof documentaliste, elle s'insurge contre les violences policières : «Vous avez vu le siège de la ville aujourd'hui ? C'est hallucinant. Je n'avais pas voté Macron et j'étais inquiète. Là, c'est encore pire, on se croirait presque en dictature.» Michel : «Le gouvernement devrait faire gaffe. La seule réponse à la colère populaire, ce sont les lois sécuritaires, ça fait monter la sauce. Dans certaines manifs, il y a eu quelques débordements, mais elles sont globalement pacifistes. Là, ça va vraiment finir par mal tourner», prévient-il. Muriel espère de son côté la «jonction public, privé, gilets jaunes», une «grosse manif avec les travailleurs, les chômeurs» pour «empêcher» les réformes à venir des retraites et de la sécurité sociale. Tous deux devraient répondre à l'appel à la grève générale du 5 février. En fin de journée, sur l'un des panneaux de bois arrimés à la devanture d'un commerce dans le centre-ville, on pouvait lire ce tag : «A mardi !» Liberation.fr 2 février 2019

Parole d'internaute.

1- ...il y a des ouvriers qui votent bourgeois, nous dit-il ! Non, c'est faux ! Ils votent pour eux, selon l'idée qu'ils se font de leurs intérêts futurs d'ouvriers ! S'ils pensent qu'ils auront plus de chances d'avoir du pouvoir d'achat et un emploi (tout simplement) en votant à Droite, c'est peut-être aussi que la Gauche (pas bourgeoise ?) les a trompés depuis des lustres, et qu'ils ne lui font plus confiance. La faute à qui ?

LVOG - "La Gauche (pas bourgeoise ?) les a trompés depuis des lustres", mon petit doigt me dit qu'elle devait être un peu bourgeoise quand même, non ?

2- La Révolution qui vient, c'est maintenant !

LVOG - On voudrait y croire, mais en même temps il faut être lucide, on l'aborderait dans les pires conditions sans parti pour en assurer la direction...

3- L'Empire du toc, du mensonge, de l'hypocrisie, mais aussi de l'arrogance et de la bêtise s'effondre sous nos yeux presque en temps réel. C'est proprement historique. Nous sommes l'Histoire que nous écrivons !

Nos adversaires ou plutôt nos ennemis font figurent de lapinos pris dans les phares d'une voiture une nuit de pleine lune et eu égard à mon amour pour les animaux en général (et non, je ne suis pas Vegan), je pense qu'un bon coup d'accélérateur s'impose maintenant !

4- Pour mardi. A l'attention de tous les amateurs du grand soir, des longs samedis ou des appels à l'armée. La grève générale est le premier échelon crédible de toute contestation réelle un pouvoir quel qu'il soit. Si vous n'en êtes pas il ne faudra pas vous plaindre. Mardi est le grand test. Un échec mardi et c'est parti pour six mois de violences d'essoufflement et reniement. Un succès massif mardi et Macron sera plus près que jamais de la sortie. Ou du moins ses politique. Tous retors et puissant que soit le camp d'en face. Soyons millions mardi. Cela changera davantage votre vie que la présidentielle (et c'est bien entendu plus important que les élections européennes). Le 5 février 2019 sera dans l'histoire si vous le voulez. Ce ne sera pas le chaos mais l'arrêt d'une dégringolade si vous le voulez.

Calmement résolument et en masse. C'est le seul vrai pouvoir que nous ayons.

J'appelle chacun à prendre position et à agir pour que cette grève générale soit un succès.

LVOG - ... et les jours suivants, non ?

5- Pour les observateurs un tant soit peu minutieux, il ne fait aucun doute que Macron fait le pari d'une guerre civile, offrons-lui donc une Révolution !

6- On a bel et bien tendance à revenir au XIXe siècle, quand les manifestations et les grèves étaient interdites et qu'on envoyait l'armée. Cela commence à être évident au niveau du discours, mais il faudrait montrer aussi comment cela se traduit en terme de législation et de politique de maintien de l'ordre.

7- Faut-il être aussi optimiste que Frédéric Lordon ?

Il vit dans la sphère intellectuelle et universitaire. Dans la France profonde, le ressenti est différent.

Il y a de bonnes chances que le pouvoir tienne jusqu'aux élections européennes, et que LREM les emporte, parce que le pouvoir contrôle la quasi-totalité des médias de masse et met en oeuvre une ingénierie sociale redoutable d'efficacité.

J’entends autour de moi de braves gens prendre pour un vrai débat la parodie de concertation mise en scène tambour battant sur tous les canaux de propagande mainstream. Les gilets jaunes incarnent l’élite du prolétariat, l’avant-garde du peuple, mais ne sont pas majoritaires.

Le lendemain de l’élection, la mise au pas sera sévère. Et définitive. Les lois répressives de la liberté d’expression vont pleuvoir encore plus dru qu’aujourd’hui. L’oligarchie ne lâchera pas le manche aussi facilement que ça. Si le pouvoir d’extrême-centre vacille, alors les provocations succèderont aux provocations jusqu’à déclencher l’état de siège. Les braves gens goberont n’importe quel narratif mis au point par les disciples d’Edward Bernays.

Je crains le pire, mais j’espère sincèrement me tromper.

LVOG - Croyez-vous qu'il pourra tenir jusque là ?

Non, les gilets jaunes n'incarnent pas "l’élite du prolétariat", mais les couches les plus durement frappées par la politique menée par les gouvernements successifs depuis 40 ans ou la financiarisation internationale de l'économie.

Le pire est à craindre en effets, mais dans ce genre de situation bien des obstacles qu'on croyait infranchissables peuvent tomber aussi et l'avant-garde du prolétariat peut se rassembler et revendiquer la direction du processus révolutionnaire, à elle de gagner la confiance des masses...

8- Pour que le pire n’advienne pas : réveillons nos concitoyens, et s’il le faut, accélérons la révolution.

LVOG - Mais elle ne se fera pas devant l'écran d'un ordinateur...

9- «Nos états-majors nous ont donné carte blanche pour NETTOYER les rues, les directives ont été jusqu’à aujourd’hui des plus claires : “Force doit rester à la loi, dégagez-nous TOUT ÇA !” …

C’est ainsi que ces monstres parlent du peuple de France exerçant son droit de manifester sa dissidence et son opposition. C’est ainsi qu’ils le traitent? Comme si ce peuple n’était qu’un tas d’ordures ou que vermine?!!! Comment un être encore humain peut-il simplement obéir à de tels ordres?

On n’imagine pas plus grand mépris. Or qui donc fait vivre ces créatures si ce n’est ce peuple? Sûrement pas les adeptes de l’évasion fiscale et du blanchiment d’argent!

Ce sont toutes ces créatures parfaitement méprisables, parasitaires et désormais criminelles qui doivent maintenant dégager en urgence.

10- N’y a t il pas une volonté délibérée de provoquer une “révolution” populaire par un usage disproportionnée de la violence ?

Macron parlait de son “projet” révolutionnaire, de faire sauter les anciens repères, des analystes prévoyaient ce mécontentement populaire, et Attali l’expliquait aussi… ce que je ne comprends pas, c’est pourquoi des gens du système veulent faire sauter le système…

LVOG - Parce qu'ils ne peuvent pas recourir à une nouvelle guerre mondiale pour accroître leur pouvoir, ils doivent au préalable imposer une sévère défaite politique aux masses pour pouvoir ensuite leur imposer leur politique ultra réactionnaire, CQFC.

11- Je pencherais plutôt pour le rasoir d’ockham : l’explication la plus simple est la plus vraisemblable. Ils tablaient plutôt sur l’apathie généralisée de la population (et j’avoue que j’étais suffisamment désespéré, depuis plus de vingt ans, de l’inertie française alors que les coups pleuvaient).. Et du coup, ils sont totalement surpris et réagissent en montrant leur vraie nature. Rien n’a changé depuis 1848, 1851 et 1871, souvenez vous : tous ces soulèvements ont été réprimés dans le sang... quand ses intérêts sont menacés, la bourgeoisie au pouvoir (oui, celle qui met les mots “liberté égalité fraternité” à toutes les sauces) est capable d’exécuter froidement hommes, femmes et enfants. Les possédants sont démocrates, jusqu’au moment où leur démocratie est menacée… A ce moment là, ils ne pensent qu’a une chose : tuer toute opposition dans l’oeuf. Ceci dit, pas sur qu’ils y arrivent, les leçons du passé (1793] n’ont pas forcément été apprises et comprises par tout le monde. Qui vivra verra…

LVOG - Leur "vraie nature". Mais qui s'est employé à faire croire qu'ils en auraient eu une autre ? Qui s'est contenté du masque qu'ils portaient pour justifier la collaboration de classes ou une multitude de compromissions ? Qui a caractérisé le régime de démocratique, qui a entretenu des rapports avec ses représentants pendant des décennies en escamotant sa nature despotique ?

12- Pas besoin de voir des intentions cachées partout. A mon avis le gouvernement ne contrôle plus rien. Il ne peut pas reculer

sous peine de créer un appel d'air dévastateur. Il n'a pas réussi à contrôler ou détourner le mouvement des gilets jaunes. Du coup, il se réfugie dans la violence en espérant faire tourner une partie de l'opinion publique dans son camp.

LVOG - Vous les prenez pour des naïfs, vous oubliez qu'ils ont de la suite dans les idées... Qu'ils ne contrôlent pas tout, certes, c'est évident, mais jusqu'à preuve du contraire, ils s'en tirent plutôt bien.

13- La stratégie du gouvernement est purement policière et "démocratique".

Macron et son entourage ont effectivement fait le choix délibéré de poursuivre la répression, mais globalement la stratégie c'est de jouer la montre.

D'un coté le pouvoir espère éroder le mouvement des GJ avec les méthodes de l'état policier (fichage – intimidation – violence – prison), et d'un autre il distrait avec un grand débat bidon, une manif bidon, et une liste GJ bidon, avec pour horizon des élections européennes qui comptent pour du beurre, donc qui ne changeront rien.

De leur point de vue, ils jouent sur du velours tant qu'ils tiennent légalement les institutions et que les media maintiennent le blackout. Dans le même esprit, plus cette situation dure plus le mouvement aura de chances de s'éparpiller de lui-même (palabres et djembé à la Nuit Debout, mouvements extrêmes qui règlent leurs comptes, récupération, etc.).

LVOG - Tout va dépendre de la capacité ou non de ce mouvement à parvenir à se structurer et à se donner une direction, donc à intégrer les éléments les plus conscients du mouvement ouvrier...

14- Je persiste à croire que la volonté jupitérienne n'est que la continuité d'une politique amorcée 2 ans au moins sous Hollande, en gros à l'arrivée de notre Young Leader au gouvernement: la répression déjà féroce et gratuite des manifs (avec non filtrage des Blacks Blocs) contre la loi travail et la commande pour 20 M€ de babioles explosives diverses dès la présidentielle passée semble confirmer une prévision bien programmée de tension sociale…

Effectivement, soit le gouvernement (E. Philippe bien en retrait…) gagne par la force et la loi de Bruxelles s'imposera davantage, soit le RN récupère la mise (???…) et on a un autre régime autoritaire qui fera la même chose : fortifier la dictature financière…

LVOG - RN, seul, n'a pas la capacité d'imposer un tel régime...

Et surtout, il y a la contre-réforme des retraites explosive.

Ceci pourrait expliquer cela au regard de l'enjeu ou du gigantesque hold-up programmé sur les cotisations sociales qui se situe entre mille et deux milliards d'euros, je n'ai pas le chiffre en tête, à ce prix franquement, ils peuvent s'offrir le luxe d'un peu de casse et quelques frayeurs, ils peuvent se permettre de sacrifier leur pantin de service, Macron, non ? Je n'irais pas jusqu'à dire que ce serait l'explication, mais je ne peux pas m'empêcher de le penser. Je crois qu'à leur place, j'aurais procédé ainsi, la méthode est éprouvée ou efficace.

Ce qu'ils n'avaient pas bien mesuré apparemment, c'était la profondeur et l'ampleur du désespoir de pans entiers de la classe ouvrière et des classes moyennes, qui estimant qu'elles n'ont plus rien à perdre peuvent faire bousculer ou ruiner leur scénario.
A suivre

Ils osent tout

- Nicolas Hulot retrouve ses habits de militant écologiste - Reuters 31 janvier 2019

- Djihadistes: un député LR veut des "assassinats ciblés" - L'Express.fr 31 janvier 2019

Pierre-Henri Dumont souhaite l'"élimination ciblée" de djihadistes français en Syrie et en Irak pour éviter leur retour en France.

- Dieu "voulait que Trump soit président", selon la porte-parole de la Maison Blanche - Le HuffPost 31 janvier 2019

Soutien inconditionnel à Maduro !

Arguments. Propagande contre le Venezuela par Romain Migus - romainmigus.info 28.01

Le président français, Emmanuel Macron, ordonne á Nicolas Maduro de ne pas réprimer l'opposition MAIS IL OUBLIE les 3.300 arrestations et les 2000 blessés liés à la répression du mouvement des gilets jaunes.

Le président du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, donne huit jours à Nicolas Maduro pour organiser des élections MAIS IL OUBLIE qu'il n'est à son poste que grâce à une motion de censure, et non par des élections libres.

Le président des Etats-Unis, Donald Trump, accuse Nicolas Maduro de ne pas être légitime car le président vénézuélien n'a été élu qu'avec 30,45% des inscrits, MAIS IL OUBLIE que seulement 27,20% des électeurs étatsuniens l'ont choisi.

Le président colombien, Ivan Duque crie à la "narco-dictature vénézuélienne" MAIS IL OUBLIE que 65% de la cocaïne dans le monde est fabriqué en Colombie, sous le regard complaisant des autorités du pays.

Le président brésilien, Jair Bolsonaro, est préoccupé par les droits de l'Homme au Venezuela MAIS IL OUBLIE qu'il a déclaré que les mouvements sociaux qui s'opposeraient à sa politique seraient considérés comme organisations terroristes.

Le président argentin, Mauricio Macri, accuse Nicolas Maduro d'être un corrompu MAIS IL OUBLIE que seul son nom apparaît dans les Panama Papers, pas celui du président vénézuélien.

Le Portugal déplore la crise vénézuélienne qui, selon l'ONU, a poussé 7,2% des Vénézuéliens sur les chemins de l'émigration MAIS IL OUBLIE que 21% des portugais ont dû abandonner leur pays et vivent à l'étranger, selon les mêmes sources.

Le président péruvien, Martin Vizcarra, crie à la dictature au Venezuela MAIS IL OUBLIE qu'il a été nommé à la tête de son pays sans le moindre vote populaire, juste en remplacement du précédent président, destitué pour corruption.

Au Royaume Uni, les dirigeants dénoncent les atteintes à la liberté d'expression au Venezuela MAIS ILS OUBLIENT qu'ils maintiennent, sans aucun motif valable, le journaliste Julian Assange en réclusion.

La Belgique s'alarme de la situation de l'économie vénézuélienne MAIS ELLE OUBLIE qu'à Bruxelles, l'entreprise Euroclear retient 1,25 milliards de dollars appartenant à l'Etat vénézuélien.

Ces inversions accusatoires, propres à cette "école du monde à l'envers" décrite par Eduardo Galeano, font parti du modus operandi de la propagande contre le Venezuela. Elles visent à préparer l'opinion publique internationale à la légitimité d'une action violente contre le Peuple vénézuélien.

Les bombes médiatiques sont déjà en train de pleuvoir. romainmigus.info 28.01

- La Banque d'Angleterre refuse de rendre 1,2 milliard de dollars en or au Venezuela - bloomberg.com 25.01

Les 1,2 milliard de dollars d'or représentent une grande partie des 8 milliards de dollars de réserves de change détenues par la banque centrale vénézuélienne.

L'endroit où se trouvent le reste est inconnu. La Turquie, cependant, est apparue récemment comme une destination pour l'or vénézuélien fraîchement extrait. Les États-Unis dirigent un effort international visant à persuader la Turquie - qui est l'un des principaux bailleurs de fonds de Maduro, avec la Russie et la Chine - de cesser de servir d'intermédiaire pour ces expéditions d'or.

Depuis des années, l'or constitue une part cruciale des réserves de change du Venezuela. Hugo Chavez, le regretté leader socialiste et mentor de Maduro, a converti une grande partie de la richesse pétrolière du pays en or, en partie à cause de son dédain pour le dollar américain. bloomberg.com 25.01

- Les sanctions sont une forme de guerre contre les peuples - Moon of Alabama 30.01

Un ancien rapporteur de l'ONU affirme que les nombreuses sanctions américaines contre le Venezuela sont dévastatrices et illégales :

M. De Zayas, ancien secrétaire du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH) et expert en droit international, a accordé une interview au journal The Independent quelque mois après la présentation de son rapport sur le Venezuela au CDH. Il a dit que le rapport qu'il avait présenté en septembre dernier avait été ignoré par l'ONU et n'avait pas suscité le débat public qu'il méritait.

'Les sanctions tuent', a-t-il déclaré à The Independent, ajoutant que les sanctions contre le Venezuela frappaient plus durement les personnes les plus pauvres de la société, causaient clairement la mort du fait du manque de nourriture et de médicaments, conduisaient à des violations des droits humains et visaient à imposer des changements économiques dans une 'démocratie sœur'.

Lors de sa mission d'enquête dans le pays fin 2017, il a constaté que la dépendance excessive du pays au pétrole, la mauvaise gouvernance et la corruption avaient durement frappé l'économie vénézuélienne, mais il a déclaré que la 'guerre économique' pratiquée par les États-Unis, l'UE et le Canada étaient des facteurs importants de la crise économique.

Les sanctions entraînent toujours une hausse des prix et de l'inflation dans le pays visé. Elles détruisent la classe moyenne et dévastent les pauvres...

Les États-Unis accusent le gouvernement du Venezuela d'être corrompu. Ils déplorent que 2 millions de personnes aient fui le pays. Mais ces phénomènes sont en grande partie les conséquences de la guerre économique qu'ils mènent contre le pays.

Les sanctions ne peuvent atteindre leur objectif que lorsque l'entité visée peut changer son fonctionnement et obtenir ainsi un allègement des sanctions. Mais les sanctions contre l'Irak, l'Iran, la Syrie et le Venezuela étaient ou sont toutes destinées à provoquer un changement de régime. Il faudrait que les responsables de ces pays se suicident, ou du moins renoncent à leurs positions, pour obtenir un allégement des sanctions. Ils n'ont aucune raison de le faire. De vastes sanctions contre un pays rendent la population plus dépendante de son gouvernement. Elles permettent aux responsables d'augmenter leur pouvoir.

Il est donc évident que ces sanctions sont destinées à détruire des pays, et n'ont rien à voir avec les 'droits de l'homme', la 'démocratie' ou même le 'changement de régime'. Ce sont des guerres d'agression par d'autres moyens :

Les sanctions américaines sont illégales en vertu du droit international parce qu'elles n'ont pas été approuvées par le Conseil de sécurité de l'ONU, a déclaré M. de Zayas, expert en droit international et ancien avocat principal du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

'Les sanctions économiques et les blocus actuels sont comparables aux sièges médiévaux des villes.

'Les sanctions du XXIe siècle tentent de mettre à genoux non seulement des villes, mais aussi des pays souverains', a écrit M. de Zayas dans son rapport.

Les sièges et les sanctions à eux seuls permettent rarement d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Les sièges médiévaux se terminaient généralement soit par le retrait de l'attaquant, soit par l'assaut et le pillage de la ville. Les sièges et les sanctions sont les moyens d''assouplir' la cible, pour avoir moins de mal à l'attaquer ensuite. Pendant treize ans, des sanctions très brutales ont été imposées à l'Irak. Il a quand même fallu une guerre à grande échelle pour faire tomber Saddam Hussein. Et la guerre ne s'est même pas arrêtée là. Moon of Alabama 30.01

- Un général vénézuélien fait défection, Maduro sous pression - Reuters 2 février 2019

Un membre de l'état-major vénézuélien a fait défection samedi en appelant l'armée à reconnaître l'opposant Juan Guaido en tant que chef d'Etat par intérim, tandis qu'une foule immense se rassemblait pour réclamer la démission du président Nicolas Maduro.

Dans une vidéo diffusée sur Twitter, le général de l'armée de l'air Francisco Yanez, membre du haut commandement des forces armées, affirme que les militaires sont dans leur immense majorité hostiles au chef de l'Etat.

"Peuple du Venezuela, 90% des membres des forces armées du Venezuela ne sont pas dans le camp du dictateur, mais dans celui du peuple vénézuélien. La transition démocratique est imminente", affirme l'officier.

Francisco Yanez est le premier général en activité à apporter son soutien à Juan Guaido depuis que le président de l'Assemblée s'est proclamé président, le 23 janvier.

Sur son compte Twitter, le haut commandement des forces armées l'accuse de "trahison". Le général occupe la fonction de chef de la planification stratégique de l'armée de l'air.

D'après des sources diplomatiques, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Espagne ont prévu de reconnaître à compter de lundi le président de l'Assemblée nationale comme chef d'Etat par intérim, suivant ainsi l'exemple des Etats-Unis.

La majorité des autres pays de l'UE devraient apporter leur soutien à Guaido tout en évitant d'utiliser explicitement les termes "reconnaissance" et "reconnaître".

Nicolas Maduro va lui aussi prendre part à un rassemblement, organisé à l'occasion du 20e anniversaire de l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir.

"Aujourd'hui, c'est l'anniversaire de 20 ans de travail, de combats, de progrès et d'importantes réalisations, malgré les difficultés et les complots impériaux. Félicitations à tous.", dit-il sur Twitter.

Le président, investi le 10 janvier après sa réélection contestée en mai dernier, s'est dit prêt cette semaine à dialoguer avec l'opposition, dans le cadre d'une médiation internationale.

Le vice-président américain, Mike Pence, a écarté cette hypothèse lors d'un rassemblement organisé vendredi en Floride pour exprimer le soutien des Etats-Unis et des expatriés vénézuéliens à Juan Guaido.

Il n'est plus l'heure de négocier mais d'agir "pour mettre fin une fois pour toute à la dictature" de Maduro, a-t-il déclaré. Reuters 2 février 2019

Syrie.

- Face aux sanctions, la Syrie et l'Iran organisent leur résistance économique - RT 29.01

La presse syrienne rapporte que Damas et Téhéran ont signé le 28 janvier 11 accords et protocoles d'entente, dont un accord de coopération économique «stratégique» et à «long terme», visant notamment à encourager les investissements iraniens dans la Syrie ravagée par la guerre depuis 2011.

Ces accords ont été conclus dans le cadre d'une visite à Damas du vice-président iranien Eshaq Jahangiri. L'un d'eux porte sur les transactions financières entre les deux pays. Cité par les médias iraniens, Abdolnaser Hemmati, gouverneur de la Banque centrale d'Iran, a déclaré que l'accord permettait aux banques d'effectuer des transactions dans leurs monnaies locales et dans des monnaies étrangères non libellées en dollars.

Ces accords «revêtent une dimension stratégique et constituent un pilier économique solide, qui doit contribuer à consolider la résilience des deux pays face à la guerre économique qui leur est livrée par certains pays occidentaux », a souligné Bachar el-Assad, le président de la République arabe syrienne, selon l'agence officielle Sana. Les accords conclus entre la Syrie et l'Iran ont pour contexte de nouvelles sanctions américaines contre Téhéran, tandis que plusieurs responsables de Damas, mais aussi des hommes d'affaires et entreprises syriennes sont toujours sur les listes noires américaines et européennes.

Les accords signés le 28 janvier à Damas concernent notamment la réhabilitation de certaines infrastructures, à l'instar des ports de Tartous et de Lattaquié, mais aussi la construction d'une centrale électrique d'une capacité de 540 mégawatts.

Le coût des destructions dues à la guerre en Syrie est estimé par l'ONU à quelque 350 milliards d'euros. Récemment, le Liban a proposé à ses partenaires au sein de la Ligue arabe la création d'une banque de reconstruction qui, selon son président, «aiderait tous les Etats et peuples arabes touchés par les conflits à surmonter leur situation critique». Mais c'est surtout de la Syrie et du Yémen que parlait Michel Aoun. RT 29.01

Haut de page

Le 7 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie demain vers midi (heures locales), elle sera assez consistante, ce soir (21h27) je suis trop crevé pour formater les pages.

Le 4 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie de janvier est disponible au format pdf, 194 pages, exactement le même nombre qu'en décembre 2018, c'est à croire qu'il ne s'est absolument rien passé entre le 31 décembre à minuit et le 1er janvier à zéro heure, comme quoi on n'est pas sous influence, c'est rassurant, non ? Peu nombreux sont ceux qui peuvent en dire autant, vous ne trouvez pas ?

C'est un signe qui ne trompe pas, car je ne crois pas au hasard, le hasard, c'est juste quelque chose qu'on n'est pas encore parvenu

à expliquer, qu'il fasse bien ou mal les choses, c'est une autre histoire, à chacun d'en juger.

- Au format pdf (14 pages)

Demain 5 février, je dois donner mon scooter en révision. J'ai déjà loupé la précédente, et si je continue je ne bénéficierai plus de la garantie. Je vais revenir en bus et à pied jusqu'à mon village, et le lendemain je devrai faire le trajet inverse de la même manière. Je ne vais pas débourser 500 roupies en autorickshaw au lieu de 30 en bus juste pour gagner deux heures !

Donc j'actualiserai le portail comme je peux, désolé. Et je suis épuisé, du coup j'ai plus de mal à penser et ce n'est vraiment pas le moment. On a besoin aussi de prendre du recul par rapport au développement de la situation, il ne faut pas s'emballer, il faut faire la part des choses et rester lucide, par exemple les Assemblées populaires ne réunissent que quelques centaines de participants tout au plus, parfois seulement quelques dizaines. La grève de demain va être un test pour mesurer l'état d'esprit des travailleurs, bien qu'elle n'ait pas été préparée dans les meilleures conditions. A suivre. Et puis il faut distinguer ou il ne faut pas confondre l'agitation de la perspective politique qui se dégage de la situation.

Tribune libre.

- Pourquoi la France est-elle une dictature? Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 01 février 2019

La révolte des Gilets-jaunes a permis au monde entier de découvrir à quel point la France avait rapidement dérivé, depuis 2005, 2006, 2008, vers une véritable dictature. Il faut, bien entendu, se remémorer l'avalanche des lois liberticides qui se sont accumulées avec l'aide d'une pratique opportuniste du management de la terreur, exploitant les attentats à des fins de répression de plus en plus grande contre un peuple ainsi expulsé de ses droits constitutionnels les plus fondamentaux, allant jusqu'à inscrire la permanence de « l'état d'urgence » dans la Constitution, sans l'avis du peuple.

Je renvoie le lecteur aux deux articles du 18 novembre 2018 – « La liberté ne permet pas l'insouciance», publié dans www.mondialisation.ca; le 19 novembre – « France : l'avalanche liberticide appelle à la résistance », idem. Ces deux articles démontrent la dérive inéluctable de la France vers la dictature que nous découvrons concrètement aujourd'hui, à travers les faits et méfaits infligés aux Gilets-jaunes.

En faisant le bilan monstrueux de la répression sanglante des citoyens exprimant leur colère légitime, nous allions commencer à énumérer toutes les exactions commises par le régime en place, dans une liste devenue interminable. Consternés par l'importance considérable des actes hors-la-loi française commis par cet Etat voyou, nous, les Français, nous devions en conclure que nous étions bel et bien passés en dictature! Jusque-là, nous ne pouvions pas y croire, personne ne s'en était vraiment rendu compte, mais le Pouvoir était enfin obligé de découvrir son véritable visage de dictateur, car il ne pouvait plus se cacher plus longtemps.

Certes, nous énumérions souvent les multiples infractions et entorses qui nous étaient infligées par l'UE et les Gouvernements successifs conduisant la France dans la coalition illégale de Maastricht (puisque les Français avaient refusé la reconnaissance de la Constitution européenne en 2005), soumettant le peuple Français au silence et bafouant ses droits constitutionnels les plus fondamentaux, détruisant systématiquement les principes dits « démocratiques » de la République laïque française.

Aujourd'hui, voyons donc ce que contient cette liste sidérante qui énumère les faits révélant le visage du régime politique actuellement en place en France, puisqu'il est en fait imposé par l'essence foncièrement dictatoriale de l'Union Européenne.

1 – Ce qui, dans un premier temps, a permis de lever le voile sur la véritable nature du Pouvoir du régime actuel macronien, c'est l'hécatombe survenue dans les rangs des Gilets-jaunes :

Plus de 10.000 interpellations; plus de 5600 gardes-à-vue; plus de 1000 condamnations; plus de 2000 blessés; plus de 100 blessés graves: éborgnés, mutilés, membres brisés.

Selon des sources indépendantes du journal Libération et du journaliste David Dufresne, 109 manifestants ont été mutilés, dont 18 sont devenus aveugles d'un œil et quatre ont perdu une main. « Nous n'avions pas peur de la police, mais les choses ont changé », a déclaré Fiorina Lignier, une étudiante en philosophie de 20 ans qui a perdu un œil lors d'une manifestation des Gilets-jaunes à Paris le 8 décembre. « Ils sont plus offensants, plus répressifs, aveugles dans leurs actions. » Enfin, nous devons conclure ce triste bilan par les 12 morts qu'il faut déplorer à ce jour.

En lisant ce bilan d'une répression sanglante acharnée, jamais vue en France depuis l'Insurrection de la Commune de Paris entre les 21 et 28 mai 1871, nous sommes dépités par ce constat qui nous renvoie si loin en arrière. Toutes les luttes sociales représentant tant de sacrifices, puis la première et la seconde guerres mondiales, si hautement meurtrières, n'auraient donc servi à rien puisque nous en sommes encore là à devoir lutter pour une liberté élémentaire, pour le respect des plus démunis, pour

la solidarité humaine avec les plus faibles, pour une justice sociale primordiale assurant la paix des peuples?

Samedi après samedi les tribunaux sont saturés, les hôpitaux submergés et la colère plus grande encore.

Pour se rendre compte de l'extrême violence de la situation, il faut encore dire que du côté de la police, c'est 1200 agents de la force publique qui ont été blessés, selon le ministère de l'Intérieur. Dans quoi la France a-t-elle basculé? Pourquoi les politiques ne comprennent-ils pas leur totale irresponsabilité et la violence permanente, infligée depuis 40 ans aux plus modestes de nos concitoyens, à travers le saccage ultra libéral encensé par les inconscients et venté comme étant « l'unique alternative » de la vie en commun?

2 – Le fascisme néoconservateur et ultra libéral macronien, s'apprête à faire passer une nouvelle loi du musellement de toutes les formes de contestation. Même le droit de manifester va être aboli ; même un appel à la résistance publié sur une page Face Book, sera passible des galères et des travaux forcés de la rééducation carcérale!

Félix Tréguer, de la Quadrature du Net, l'association de défense des droits et libertés des citoyens sur Internet, disait :

« Emmanuel Macron oublie que l'anonymat constitue un droit associé à la liberté d'expression et de communication et au droit à la vie privée. Il est reconnu comme tel au niveau international, notamment par la Cour européenne des droits de l'Homme », a-t-il ajouté, avant de rappeler que les élites politiques ont de « la méfiance envers la parole critique ou irrévérencieuse qui se déploie sur Internet.»

Une nouvelle loi sur les casseurs est très significative de la fin terminale des libertés.

Il ne s'agit pas des « casseurs » en tant que tels, car personne n'a abrogé le Code pénal dans lequel cette loi existe déjà, mais des « casseurs de système ». Le problème est bien: comment gérer des manifestants qui s'attaquent à la dictature et qui ne défendent pas la lutte contre le réchauffement climatique en bouffant des OGM, et en engraissant les multi nationales étrangères?

Il faut durcir les conditions de manifestation et faciliter les interpellations, ficher le plus rapidement possible ceux qui osent contester le bien-être universel.

La majorité des Français qui galèrent ne peut plus se faire entendre. C'est pour cela qu'il ne restait que la voie empruntée par les Gilets-jaunes : celle de l'insurrection. Les diplômés des écoles de journalisme, de Science Po, de l'ENA ou de Normale Sup ne peuvent pas comprendre ces revendications des Gilets-jaunes, parce qu'ils vivent depuis très longtemps dans un autre monde tout à fait étranger à ce genre de préoccupation relevant de la survie. Ceux qui manifestent sont pauvres et les prédateurs qui détiennent les pouvoirs – politique, médiatique et économique – ne savent pas ce que signifie faire manger une famille avec 2 ou 3 euros par repas. Les grands journaux se permettent de salir les pauvres qui se battent pour survivre. BHL disait cette parole représentative du mépris de classe, lui qui se plaint « d'avoir trop de maisons à travers le monde » : « Ces pauvres qui disent qu'ils le sont et qu'ils n'en peuvent plus de l'être, quelle beaufitude, quelle grossièreté, quel manque de manière! »

Les Gilets jaunes sont censurés à la télévision. France-Culture interdit de parole cette voix dissidente sur les radios du service public. Le système veut faire taire la « racaille populiste », car quiconque demande du pain pour ses enfants est un « salaud de pauvre »!

Face à la surdité du Pouvoir qui depuis 40 ans n'écoute plus rien et n'accepte plus rien des revendications successives, il ne restait que deux solutions : ou bien continuer à souffrir en silence ou bien renverser ce pouvoir oppresseur! C'est ce que les Gilets-jaunes ont compris et c'est le chemin qu'ils ont emprunté, celui du renversement de Régime, une insurrection et une volonté de sécession d'avec cette caste de privilégiés qui se cramponne au pouvoir pour le confort indécent qu'il leur offre.

3 – La dénégation des politiques : une stratégie par le mépris de l'Etat de droit.

Les Castaner et Bennalla, voilà le type d'individus délinquants qui gravitent autour de Macron! Castaner a oser dire : « Je ne connais aucun policier qui ait attaqué des Gilets-jaunes! » Toute la macronie radote en chœur qu'il n'y a eu aucun blessé grave et Macron répondait aux étudiants de Louvain « qu'ils disaient n'importe quoi », lorsque ceux-ci lui faisaient remarquer que la France était le seul pays européen à utiliser des grenades au TNT contre son peuple. Pourquoi nier à ce point là la réalité qui par ailleurs est bien connue de ces fanatiques du fascisme ultra libéral? Quel est le but ou le sens de cette négation et la violence de ce mensonge? Cet entêtement à nier la réalité inacceptable des violences policières démesurées, ne peut que déboucher sur une seule issue : la décapitation politique pure et simple de ces criminels et leur condamnation devant la Cour Pénale Internationale.

L'Histoire retiendra le passage délirant de « Macron-la-haine » et de « Castaner-le tortionnaire » et avec eux, toute l'équipe du « Gouvernement-des-faussaires » et des menteurs.

De très nombreuses images de violences policières, elles se dénombrent par centaines, authentifiées, compilées dans un

dossier incontestable constitué par les avocats des Gilets-jaunes, démontrent clairement que la déontologie de la Police Française a été pulvérisée. De nombreux policiers, y compris des responsables de police (comme le commandant Andrieux) sont tout à fait hors-la-loi, ne savent plus qu'il existe un code de déontologie, ignorent allègrement ses articles 8, 9 et 10 en particulier. Les plaintes des citoyens maltraités abusivement par cette police délinquante, que ce soit à travers la trahison de l'IGPN, celle du Parquet qui a perdu toute indépendance ou auprès du Procureur de la République qui protège sa place en exécutant les caprices du Pouvoir en place, sont systématiquement rejetées, bloquées ou jugées sans suite! Comment peut-on qualifier une telle situation et négation de l'Etat de droit? Par la dictature: c'est la dictature qui caractérise une telle situation et un tel comportement de la police aux ordres des politiques qui imposent leur tyrannie sans se soucier ni du droit constitutionnel, ni du droit civil ou pénal et cela on le doit au Traité de Lisbonne, comme on va le voir.

Lorsque les citoyens secondés par les avocats, tentent d'obtenir des enquêtes de l'IGPN sur les comportements criminels de certains policiers, ils n'obtiennent rien, pour cause, puisque les policiers reçoivent les ordres des services du ministère de l'Intérieur qui contrôle les préfectures de police et puisque le directeur de la Police nationale nommé par le Ministère de l'Intérieur est celui qui contrôle l'IGPN.

Il faut savoir également que l'IGPN est une institution qui est, comme le reste du droit français, en pleine contradiction avec les lois européennes car les règlements européens disent que la police ne peut pas enquêter sur la police. Et en effet, actuellement, le directeur de la police nationale qui commande l'IGPN, est celui qui fait appliquer par la police la volonté des tyrans politiques qui nous gouvernent. Si on déclenche donc une enquête de l'IGPN, elle ne peut en aucun cas aboutir dans la situation présente des plaintes des Gilets-jaunes contre les violences policières, puisque c'est le patron de l'IGPN qui est responsable de l'application par la police de la doctrine actuelle de la répression policière en France. Le directeur de la police ne peut donc pas se poursuivre lui-même! De plus, en fonction des besoins de la communication gouvernementale, l'IGPN peut très bien procéder à la culpabilisation tordue des policiers qui contesteraient les ordres crapuleux et contraires au code de déontologie de la police ou faire condamner des citoyens qui sont réellement innocents des torts dont on les accuse, au nom de la pure et simple répression qui n'est « légitime » que pour un Régime dictatorial. On le voit : l'IGPN est une plaisanterie qui ne peut en aucun cas faire respecter la loi et encore moins une justice élémentaire de démocratie républicaine!

Lorsque le policier Alexandre Langlois, Secrétaire Général du Syndicat de Police VIGI, dénonce le Gouvernement du Régime en place, il énumère toutes les infractions graves à la loi française, pratiquées par l'Etat voyou macronien qui reste dans l'impunité absolue. Ce Gouvernement délinquant, dit Alexandre Langlois, va jusqu'à donner des ordres aux magistrats chargés de juger des Gilets-jaunes exerçant leur droit constitutionnel à manifester, pour les condamner lourdement, contre toutes les règles du droit français qui est ouvertement bafoué. Cette manière de faire est celle des dictatures.

Emmanuel Macron a décidé de considérer les Français qui souffrent d'un effondrement de leur pouvoir d'achat et qui n'en peuvent plus de galérer au jour le jour pour survivre, comme des ennemis réunis dans « une foule haineuse ».

Il a équipé la police de grenades au TNT, de flash ball dont les porteurs n'hésitent pas à viser les têtes, causant des blessures irréversibles de mutilations, des canons à eau, des fusils à pompe, des fusils d'assaut, il a fait déployer en ville des blindés de l'EuroGendFor ou FGE, et fait donner l'ordre à ses policiers de causer de nombreuses blessures, de handicaper, d'éborgner, de casser et logiquement à l'étape suivante, on le verra prochainement, de tuer! Macron a déjà accusé des Gilets-jaunes « d'être monté à Paris avec la ferme intention de tuer »! Donc, à son tour, pourquoi ne pourrait-il pas tuer, puisque la Constitution européenne, refusée par les Français en 2005 mais imposée aux Français en 2008, prévoit cette possibilité pour les Gouvernants de l'Union Européenne? (Cf., Le traité de Lisbonne 152 pages, contenant plus de 350 dispositions de droit primaire, auxquelles s'ajoutent 13 protocoles et 59 déclarations, et complexifié à l'extrême à dessein, pour qu'on n'y comprenne rien. Voir : article 2-2 du protocole N°6 annexé à la Convention Européenne des Droits de l'Homme)

La conséquence de ce camouflage sur le sujet qui nous occupe c'est que la suppression de la peine de mort est rendue caduque par « l'explication » suivante : « La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire: pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale; pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue; pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection » (article 2 – 2 de la Convention européenne des droits de l'homme) « Un Etat peut prévoir dans sa législation la peine de mort dans certaines situations (article 2 du protocole N° 6 annexé à la CEDH). Selon l'explication, la peine de mort peut être introduite en temps de guerre ou de danger imminent de guerre ou d'insurrection.

Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que l'on puisse tuer illégalement et sans ordonnance d'un juge lors d'une émeute ou d'une insurrection. Qui définit cela? Les « manifestations des Gilets-jaunes » partout en France, pourraient être qualifiées d'insurrection, comme pratiquement toute manifestation non autorisée. Il suffit que quelques « Gilets-jaunes » lancent des pierres pour que ce droit soit revendiqué par la dictature du Régime Macron, grâce au droit constitutionnel européen. Cette qualification d'émeute, qui autorise donc à s'affranchir de l'obligation de ne pas donner la mort, permet en réalité de rendre légale n'importe quelle répression sanglante. Difficile de ne pas croire que c'était justement le but poursuivi par l'assemblée conciliaire des sorciers de la Constitution européenne: sinon, pourquoi avoir pris la peine d'inscrire cette disposition dans un texte de plein droit, si ce n'est pour se donner la possibilité de l'invoquer?

Il est évident que la fabrication de cette Union Européenne, sans l'avis des peuples, et s'attribuant de tels pouvoirs, n'avait pour seul but que celui de construire un Régime politique a priori dédié à l'avènement du Nouvel Ordre Mondial, dont les Maîtres sont les acteurs essentiels de la puissance financière Internationale. Les Gouvernements du fascisme ultra libéral mondialisé s'attendaient logiquement et manifestement à des insurrections! En effet, le scepticisme à l'égard des Gouvernements et de l'appareil dictatorial européen ne cessait d'augmenter et a fini par donner en France l'insurrection des Gilets-jaunes. La crise financière et économique provoquée sciemment par le système bancaire mis en place et les règles de la BCE, allait accentuer la pression sur la population. Les dirigeants de cette Institution Européenne, appelée UE, avaient donc clairement l'intention de pouvoir tirer un jour à balles réelles sur les manifestants? Ce droit était donc écrit noir sur blanc dans la Constitution Européenne que les Français ont massivement rejetée notamment pour cette raison, et c'est cette même constitution encore plus complexifiée qui leur a été imposée par Sarkozy sous le nom de Traité de Lisbonne! Il est certain que les citoyens Français les plus modestes représentés par les Gilets-jaunes, souffrant des conséquences d'une telle injustice sociale organisée, n'avaient que la résistance en option. Depuis le 17 novembre 2018, les Manifestations ont été inévitablement qualifiées « d'insurrections »; le Pouvoir a tout fait bien entendu pour que cela le devienne, alors que les Gilets-jaunes ont toujours revendiqué la « manifestation pacifique ». Cela constituait en soi un aveu de la dictature.

Ce n'est pas pour rien qu'un hélicoptère d'exfiltration a été positionné à l'Elysée, car le dictateur Macron, par procuration, savait bien, dès le début, qu'il ne pourrait pas tenir longtemps dans ce rôle parfaitement suicidaire au seul service des intérêts du totalitarisme financier mondialisé. D'ailleurs il s'efforce depuis novembre dernier d'être en voyages perpétuels à l'étranger, en attendant que la « rébellion » soit matée au pays.

4 – Puis, les gros imprévus allaient surgir à leur tour : essentiellement la résistance policière. A la suite de l'agression du gilet-jaune Jérôme Rodrigues, un Collectif autonome des policiers d'Île-de-France, le CAP-IDF, a déclaré :

«Nos états-majors nous ont donné carte blanche pour nettoyer les rues, les directives ont été jusqu'à aujourd'hui des plus claires : « Force doit rester à la loi, dégagez-nous tout ça!» Nous en voyons les résultats. Plus de 1200 blessés dans nos rangs, tandis que les Gilets jaunes en comptabilisent plus de 2000.» Le Collectif policier ajoutait : «Castaner, on le sent de moins en moins arrogant, moins serein. Devant les caméras, on les sent fébriles à présent. Et cette fébrilité politique va se répercuter sur nous.» «Nous, on écoute les collègues et on sent bien que quand les patrons nous disent : « Nettoyez tout ça », certains se sentent pousser des ailes… Et ils y vont. La hiérarchie ne peut pas plaider l'innocence à cet égard, parce qu'ils entendent les conférences radio en direct dans les manifestations. Pour les préfets et les ministres, c'est pareil.» « Les collègues qui font n'importe quoi, il faudra qu'ils assument, mais ce ne sont pas forcément ceux qui auront le plus mal agi qui seront les plus sanctionnés.»

«Les collègues nous disent que si on leur retire les LBD40, ils n'iront plus! Mais il va se passer quelque chose de grave, on le sait.»

« Elle n'est pas claire cette affaire de Jérôme Rodrigues. D'un côté, Castaner se félicitait de n'avoir jamais vu de policier attaquer un Gilet-jaune, mais ensuite, il annonçait qu'il y aurait des sanctions. Donc on nous dit désormais qu'il faut « nettoyer les rues », mais «attention, pas de bavures.» En fait, les responsables disent à leurs policiers de commettre des infractions à la loi française, mais pas européenne, tout en se protégeant eux-mêmes de toute responsabilité dans ces infractions graves à la loi républicaine qui, dans les faits, ne représente plus rien face au pouvoir supra national de l'Union Européenne. En fait, on découvre peu à peu que ces criminels sont tout à fait protégés par les règlements européens. Voilà pourquoi il est évidemment question de « transfert massif de souveraineté à Bruxelles ». C'est également l'un des objectifs évidents de la signature du traité de Aix-La-Chapelle entre Merkel et Macron (sans l'avis du peuple).

Le CAP-IDF admettait, dans sa déclaration, que « la majeure partie des incidents » était imputable aux Brigades anti-criminalité (BAC). En gros, lorsqu'on met des LBD40 entre les mains de ces gens-là, ils se prennent aussitôt pour des cowboys du Far West qui dégainent leur jouet contre les citoyens, à l'image de ce que font les abrutis des westerns sur les « peaux rouge » présentés habituellement comme les « méchants » des apologies traditionnelles étasuniennes du génocide. Ici, les Gilets-jaunes sont une classe à exterminer sans scrupules!

Les grenades GLI-F4 au TNT et le LBD40 non réglementaire et désormais le fusil d'assaut HKG36 sont des armes dangereuses qui sont létales : rien d'étonnant donc qu'il y ait autant de blessés graves parmi les victimes de la police volontairement abandonnée à elle-même par un Pouvoir qui lui a laissé carte blanche pour « nettoyer tout cela », pour nettoyer les citoyens exerçant leur droit constitutionnel de manifester pacifiquement. Il est évident que dans ces conditions, il devient de moins en moins possible de manifester pacifiquement. Le comportement de la dictature entraîne une montée obligatoire de la violence et elle compte bien s'en justifier pour en arriver à tirer à balles réelles sur les citoyens contestant le Régime. Encore là, on peut souligner l'incongruité de la revendication des Gilets-jaune à propos du RIC : cette revendication comme le « Grand Débat » avec elle, sont diamétralement opposés à toute la marche forcée des dirigeants de l'Union Européenne qui ont créé délibérément la dictature de l'UE abolissant en soi les Etats Nations et leurs droits constitutionnels! Certes, les Français sont logiques avec eux-mêmes aujourd'hui, puisqu'ils avaient refusé en 2005 cette Constitution Européenne-là! Que va-t-il donc se passer? Ce que prédisait le CAP-IDF : « Il va se passer quelque chose de grave, on le sait.»

Une ONG a comptabilisé 46 blessés dans les manifestations entre l'an 2000 et 2017. Et maintenant en quelques jours nous en sommes à un bilan monstrueux qui a pulvérisé toutes les statistiques de la répression policière en France. Les CRS ont reçu

l'ordre de déployer des équipes munies de fusils d'assaut à l'occasion des manifestations des Gilets-jaunes. Il y a donc une militarisation de la police qui s'opère et les mobilisations des Gilets-jaunes sont considérées par le Régime macronien en place, comme une atteinte à la sécurité de l'Etat. Le peuple Français qui manifeste sa colère est donc insurrectionnel, un ennemi qui ose réclamer le respect de ses droits constitutionnels, alors que l'UE les a abolis.

Les citoyens qui veulent porter plainte contre les responsables qui donnent des ordres dignes de la dictature, doivent le faire sous la forme du dépôt de plainte contre X, faute de quoi toutes les autres plaintes seront jugées sans suite. La police actuelle ne remplit pas sa fonction de « gardienne de la paix » mais de « force répressive » au service d'un Pouvoir qui n'a que très peu de légitimité. Nous sommes en France, dans une escalade de la violence à cause même de la doctrine du Régime Macron sur le maintien de l'ordre qui se cale sur le droit Européen. Tout nous échappe et nous sommes dans un porte-à-faux juridique à cause de l'UE.

Logiquement, le Régime Macron fait tout ce qu'il peut pour aller dans la répression: il ne s'agit pas d'accompagner un mouvement de revendications sociales et politiques, il s'agit de le réprimer. La police n'est donc pas là pour protéger les citoyens exerçant un droit constitutionnel de manifester, devenu désuet, elle est là pour réprimer ce mouvement de contestation, conformément au Traité de Lisbonne.

Lorsque le Procureur de la République qui est nommé par le Pouvoir politique en place, classe sans suite les plaintes déposées contre les responsables du Gouvernement, est-ce qu'il est encore utile de saisir un juge d'instruction? Peut-être. Nous savons, en tous les cas, que les juridictions de l'UE ont été déclarées supérieures aux juridictions nationales à partir de « l'arrêt Costa du 15 juillet 1964 ». Il semble donc que nous soyons tous piégés, dans le cas de la révolte des Gilets-jaunes, par ce juridisme protecteur des tyrans qui ont fabriqué l'Union Européenne sans l'avis des peuples. La seule porte de sortie qui reste, c'est logiquement le FREXIT, mais cela nécessite le renversement des dictateurs en place. Nous marchons donc à grands pas vers le coup d'Etat inévitable…

Jérôme Rodrigues n'était pas en infraction lorsque le policier se trouvant à quelques mètres de « l'icône » des Gilets-jaunes, connue de tous les services de police, lui a tiré délibérément une balle de LBD40 dans la tête, alors que ce comportement est foncièrement hors-la-loi française. Qui lui a demandé de commettre cet acte crapuleux? Forcément sa hiérarchie qui a vu que le célèbre Gilet-jaune connu sur le web pour ses films des manifestations, se trouvait là et qu'il serait sans doute parfait de le faire taire en lui rendant sa tâche extrêmement difficile, puisque désormais il a perdu un œil. La manifestation pour laquelle il était là présent, était une manifestation légale, déclarée en préfecture. L'heure de dispersion avait été fixée à 17h00 et Jérôme Rodrigues a été agressé arbitrairement entre 15h45 et 16h00. Donc, on voit bien que ce comportement est hors-la-loi française, sans motif autre que celui de réprimer pour réprimer comme cela se fait en dictature, en même temps que de briser une figure symbolique du mouvement des Gilets-jaunes. Il est clair que chacun de ces actes pervers ne fait que renforcer la montée de la violence et qu'on finira par avoir des citoyens assassinés arbitrairement par les forces de la répression approuvées par Bruxelles, même si « Bruxelles » se dit aujourd'hui inquiète des violences en France! C'est un langage ambigu: quelle violence ? Celle des citoyens ou celle de la police qui a provoqué celle des citoyens en colère légitime?

Si on en arrive-là, un coup d'Etat a toutes les chances d'arriver en France, pour mettre un point final à cette dérive d'un pouvoir aux ordres d'un exécutif supra national. Dans le cas de Jérôme Rodrigues, le Procureur de la République est saisi, mais compte tenu de tout ce que l'on vient de voir, il ne serait pas surprenant que le dossier soit classé sans suite! Le tribunal administratif a donc aussi été saisi par son avocat pour tenter de mettre en accusation l'Etat.

Concernant les Gilets-jaunes, nous avons à faire à une justice d'exception, puisque les Gilets-jaunes condamnés à des peines de prison ferme, le sont alors qu'ils n'ont pas de casiers judiciaires. Le garde des sceaux macronien, ministre de la justice, a fait circuler le 22 novembre 2018, une directive auprès des présidents de tribunaux de Grandes Instances, pour qu'ils exercent la plus grande fermeté à l'encontre des Gilets-jaunes. Il y a donc une pression inadmissible sur les Magistrats qui sont sensés être indépendants. Mais manifestement, le Pouvoir politique se sent protégé par le droit européen et peut agir librement sans craindre les sanctions.

Beaucoup de personnes qui n'étaient même pas des Gilets-jaunes se sont retrouvées bloquées dans des attroupements et arrêtées pour motif de « participation à un attroupement en vue de commettre des violences »! C'est un des exemples d'une pratique de l'arbitraire absolu actuellement pratiqué contre les citoyens français: une authentique dictature répressive, sans la moindre trace de justice. C'est le Traité de Lisbonne qui permet cela, comme on l'a vu! Maintenant, Traité de Lisbonne ou pas, cela peut-il réellement rester impuni en France? Je ne le crois pas. Lorsque la perversion d'une dictature a atteint un tel sommet d'arbitraire, il faut s'attendre à ce qu'un tel comportement engendre naturellement le feu et le sang, car des humains ignorés dans leurs revendications légitimes à ce point là, n'ont alors plus rien à perdre et vont agir avec le désespoir en prenant les armes de la légitime défense et en nettoyant la nation de la pourriture qui l'empeste! Les pratiques de la « nasse » qui immobilisent par exemple les gens pendant 4h00 sous la pluie et dans le froid, dans une rue, se fait régulièrement dans les villes. C'est une atteinte directe au droit de manifester; c'est une atteinte directe au droit de circuler librement en France; c'est une atteinte à la liberté d'expression… Bref, c'est la dictature pure et dure, du droit constitutionnel européen qui s'applique actuellement en France.

En réalité, ceux qui ont voté macron « pour éviter Le Pen », auraient du savoir que l'idéologie ultra libérale est un fascisme.

Macron représentait le fascisme ultra libéral maastrichtien et mondial et Le Pen le fascisme ultra libéral national. Entre la peste et le choléra il n'y avait en réalité aucun choix possible, voilà pourquoi la position la plus juste était de s'abstenir de voter au deuxième tour.

Aujourd'hui, le résultat de la peste est là et nous pourrions bien en crever par millions. Qui peut tolérer cette situation d'injustice sociale poussée à se degré de perversion? Certainement pas un peuple ayant une histoire révolutionnaire. Ce qui s'avère réellement sidérant, c'est de constater que des pantins politiques aient pu croire un seul instant qu'ils auraient pu dresser et réduire au silence un peuple qui a une telle histoire et un tel sens de la liberté, de la complémentarité et de la solidarité.

Le fascisme ultra libéral (Cf., article sur cette question dans www.mondialisation.ca) est ce qui explique en profondeur l'aberration du Traité de Lisbonne concocté et complexifié après le refus français de la Constitution Européenne, le 29 mai 2005.

Message de Sandra MOLINERO, Présidente SAF (syndicat des avocats de France) de Rouen.

« Je souhaite attirer votre attention sur une difficulté que nous rencontrons, nous avocats, pour défendre les personnes en garde à vue et notamment les Gilets-jaunes : les services de police nous baladent au téléphone et ne font pas d'audition tout de suite alors que l'avocat est à disposition; nous finissons ensuite par avoir un appel des services de police nous disant que le gardé à vue a changé d'avis et qu'il ne veut plus d'avocat.

Il faut que vous puissiez faire passer le mot: même si les policiers disent aux Gilets-jaunes ou autres manifestants que si la garde à vue dure aussi longtemps c'est parce que l'avocat tarde à venir, il ne faut en aucun cas qu'ils ne renoncent à la présence de l'avocat car c'est un mensonge et un stratagème de la part des policiers! Si c'est long c'est uniquement à cause des policiers, l'avocat de permanence a 2h pour arriver et nous respectons toujours ce délai! »

La situation des victimes de cette politique maastrichtienne semble sans issue.

Si les plaintes déposées contre des policiers et leurs responsables n'aboutissent pas, parce que la dictature verrouille tous les pouvoirs, les blessés, les 109 Gilets-jaunes mutilés, les plus de 1000 condamnés ayant subi les préjudices graves d'une « justice arbitraire d'exception », ces Gilets-jaunes ont intérêt à se constituer en Collectif pour saisir la Cour Pénale Internationale à La Haye, (même si notre confiance demeure limitée par la force des choses, concernant les Institutions et la justice cadenassée par le Traité Européen), car selon la loi qui a été ratifiée par la France, dans le Statut de Rome, Macron, Castaner, Nicole Belloubet et Edouard Philippe sont justiciables devant la CPI. (D'ailleurs, ils ne sont pas les seuls Français à être justiciables devant la CPI: rappelons qu'il y a aussi Sarkozy pour les crimes perpétrés en Libye; Hollande avec Macron pour les crimes perpétrés en Syrie avec l'aide de la « coalition illégale de Doha »… D'autres complices comme Laurent Fabius, Emmanuel Valls, Jean-Yves Le Drian relèvent également de la CPI.) Mais les textes, on le voit, sont contradictoires entre eux. Il est donc facile pour les dirigeants de se protéger en utilisant un droit qui se contredit à dessein, dans le seul but de laisser les mains libres aux Maîtres du jeu pipé par la supercherie Européiste ayant anéanti le projet d'une Europe des Nations. (...)

CONCLUSION

Ce tour d'horizon nous a permis de constater que les Français sont prisonniers d'une souricière cauchemardesque. La seule issue possible afin de sortir de cette situation d'injustice sociale grave causée par le mal du fascisme ultra libéral et des violences policières actuelles voulues par un Pouvoir qui ne peut en aucun cas reculer sur la répression s'accentuant de jour en jour, c'est le coup d'Etat suivi directement du Frexit.

Jean-Yves Jézéquel

LVOG - Laissez tomber vos dernières illusions. Les crimes commis par Sarkozy, Hollande, Fabius, Valls, Le Drian, Macron, Castaner, Belloubet, Philippe, etc. ne relèvent pas de la CPI, mais d'un tribunal populaire révolutionnaire.

Cela dit, ce texte est excellent.

Analyse politique.

Non, le mouvement social initié en France depuis le 17 novembre 2018 ne remet pas seulement en cause la "mondialisation financière internationale de l'économie", le néolibéralisme, mais l'existence même du capitalisme ainsi que l'ensemble de ses institutions qui lui sont inféodées et qu'il faut abolir à l'échelle mondiale pour satisfaire les besoins et aspirations légitimes des 7,6 milliards d'habitants qui peuplent notre planète.

Pourquoi cette distinction ? Parce qu'elle permet de mettre les choses au point et en perspective, de situer et de s'attaquer aux fondements des inégalités et des injustices sociales, qui sont à l'origine des maux dont souffrent quotidiennement à des degrés divers les quelque 50 millions d'exploités et d'opprimés en France et plus de 7,5 milliards dans le monde.

On ne peut pas à la fois combattre le capitalisme et souhaiter sa préservation, il faut choisir son camp, les intérêts de quelle classe sociale on représente ou on défend, sur une barricade il n'existe que deux côtés, donc vaut mieux savoir de quel côté on se situe en toute circonstance.

Les seuls partis qui méritent d'être caractérisés de gauche, sont uniquement ceux qui au cours de leur combat quotidien au côté des travailleurs, témoignent qu'ils sont indépendants du capitalisme et de l'Etat (de leurs représentants) avec lesquels ils appellent à rompre, en admettant évidemment que ces partis existent, à défaut de mieux on se contentera de leurs bonnes intentions, sous réserve qu'elles se confirment par la suite. Ce sont les partis ouvriers qui dans leurs déclarations, leurs littératures, leurs programmes axent leur combat politique dans la perspective de la rupture avec le capitalisme, dans la perspective d'une société débarrassée du capitalisme, d'un gouvernement ouvrier s'attaquant résolument aux fondements du capitalisme, qui stipulent dans leur projet de Constitution (qui n'existe pas !) que le capitalisme est désormais déclaré hors-la-loi, que nul ne peut s'accaparer à titre individuel le produit du travail d'autrui à son insu ou une meilleure formule...

Maintenant, il faut concevoir qu'on peut très bien en avoir conscience sans pour autant avoir la volonté d'éradiquer le capitalisme de la surface de la terre.

C'est ainsi que pour de multiples raisons qu'on implorera hypocritement, on recourra à des arguments que l'on aura fabriqués ou qu'on aura empruntés à d'autres pour camoufler son refus de l'affronter, bref, pour s'en accommoder en poussant le cynisme jusqu'à y trouver des qualités ou des vertus usurpées, et à justifier ses crimes les plus abominables qu'on déguisera au besoin en les recouvrant d'un verni démocratique, ce qui permettra au passage de se donner bonne conscience à bon compte.

Les partis de gauche, en fait l'extrême gauche, est victime aujourd'hui de son propre opportunisme érigé en dogme.

Des millions de travailleurs et de militants ont crû sincèrement qu'ils étaient de gauche au cours des 8 dernières décennies, alors qu'en réalité ils ne le furent pas, pour en avoir toujours ignoré la signification politique ou certains s'empressèrent de l'oublier parce qu'ils n'avaient jamais acquis de solides convictions, leur conscience de classe n'avait jamais été au-delà de revendications immédiates. Ils furent d'autant plus portés à le croire qu'ils en tirèrent profits ou ils crurent plus ou moins aveuglément ce que leurs dirigeants leur racontèrent. Il faut dire aussi, que pendant tout une période, la situation fut propice au développement de l'opportunisme, notamment les trois décennies qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui furent si mal nommées, les "Trente glorieuses" ou les "années heureuses"... pour l'impérialisme, mais pas seulement de toute évidence ! C'est aussi l'argument fétiche des staliniens et néostaliniens.

Les travailleurs et les militants furent induits en erreur sur l'évolution du capitalisme et les perspectives sur lesquelles elle devait déboucher, celles qui s'imposent à nous depuis déjà plusieurs décennies, mais qu'on a continué de nier. Même aujourd'hui 4 février 2018, nos dirigeants rechignent ou se refusent encore à caractériser le régime de Macron, refusent de caractériser le courant politique qu'il incarne avec LREM, l'extrême-centre néofasciste ou totalitaire ou encore l'extrême droite néolibérale, caractérisation qui ne laisse planer aucun doute sur leurs intentions et les méthodes auxquelles ils sont prêts à recourir pour atteindre leurs objectifs, ceux dictés par l'oligarchie financière internationale aux commandes du capitalisme mondial. La détermination et le mépris affichés par Macron, ainsi que la répression policière sanglante des derniers mois, en sont l'illustration.

Laissons de côté Mélenchon et sa bande d'aventuriers, ainsi que leurs semblables au sein des Gilets Jaunes, qui continuent d'entretenir des relations avec Macron ou ses ministres, les médias, les institutions de la Ve République et l'UE, qui pas un jour ne se livrent à un double langage dès que Castaner les menaces de représailles, le plus souvent même pas, juste pour leur montrer qu'ils demeurent de fidèles serviteurs du régime en place. Cela ne coûte absolument rien d'appeler à l'insurrection, quand dans le même temps on ne fera rien pour la préparer, pour ensuite s'excuser d'avoir tenu un discours trop radical qui aurait pu être mal interprété...

Je crois qu'on n'a pas compris ce que Trotsky avait voulu dire, lorsqu'il déclara que l'art de la politique c'était de prévoir.

Il n'évoqua pas seulement le fait que l'on devait parvenir à analyser la situation et son développement à venir, ce que manifestement nos dirigeants furent incapables, disons au-delà de 24 heures pour ne pas les accabler inutilement, mais surtout qu'on devait arriver à traduire en termes pratiques (et organisationnels) les conclusions auxquelles elle menait, autrement dit, partant de là, quelle stratégie il fallait définir et quelles tâches politiques les révolutionnaires devraient se fixer à chaque étape de la période somme toute indéterminée qui précèderait le jour où la question de l'assaut final contre le capital viendrait à l'ordre du jour, de manière à y préparer les masses et à l'aborder dans les meilleures conditions possibles pour avoir une chance de l'emporter sur nos ennemis, sur ce plan-là aujourd'hui force est de constater que c'est un désastre total, je pense que personne ne me contredira.

Je crois qu'on n'a pas saisi que le processus dialectique qui menait à la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'une poignée d'oligarques, qui parachevait le cycle du capital une fois rendu au stade de l'impérialisme, engendrerait de profondes transformations au sein de toutes les classes , de telle sorte que ce n'était plus seulement quantitativement que la société et le monde allaient connaître de profondes modifications, mais que cela allait se traduire par un bouleversement qualitatif

remettant en cause pratiquement toutes les valeurs et tous les principes que la civilisation humaine avait acquis au cours de son évolution ou plus précisément, au cours de la phase ascendante du capitalisme sous l'effet de la lutte des classes qui l'avait accompagnée, et que ce gigantesque revirement était inscrit ou figurait en filigrane depuis la transformation du capitalisme en impérialisme, et qu'on n'a pas été foutu de le percevoir ou tout du moins d'en tirer les enseignements pratiques qui s'imposaient.

Sachant de quelle manière allait évoluer les rapports entre les classes, il s'imposait dès la fin de la Seconde Guerre mondiale de revoir notre conception de la lutte de classe sous peine de vouloir appliquer des méthodes qui avaient été conçues pour répondre à d'autres besoins en terme de tâches politiques. Et il était d'autant plus facile de le prévoir que les conditions et les rapports économiques, sociales et politiques qui prévalurent et se développèrent au cours de la période qui précéda cette guerre ne prirent jamais fin jusqu'à nos jours, mieux encore, sans être tout à fait identiques, elles furent en quelque sorte la réplique de la Première Guerre mondiale, en pire, puisque le stalinisme était parvenu à pourrir le mouvement ouvrier international. Chaque fois, les banquiers et l'oligarchie sortirent vainqueurs et renforcés sur le plan économique et politique à l'issue de ces épreuves, bien qu'1/6e de la terre ait été soustrait à l'économie capitaliste, à aucun moment Moscou ou Pékin ne cessèrent d'être subordonnés au marché mondial... Ils en profitèrent pour créer de multiples institutions internationales financières et politiques, qui leur permirent d'accroître leur fortune et leur puissance dans des proportions phénoménales, bref, la concentration du capital et du pouvoir politique entre leurs mains poursuivait tranquillement son chemin vers l'instauration d'une gouvernance mondiale qui serait soumise à leur contrôle exclusif.

Etape par étape, morceau par morceau la société et la lutte des classes telle qu'on les avait connues jusqu'au milieu du XXe siècle allaient disparaître, étaient vouées à disparaître au profit d'un régime de type bureaucratique et totalitaire où toute trace de progrès social ou de démocratie aurait disparu. C'est tout moins leur objectif à terme, qui se précise de jour en jour comme on peut l'observer. Bien entendu, ce processus est traversé par des contradictions, qui constituent autant de failles dans lesquelles la lutte de classe des exploités essaie de se frayer un passage pour faire échouer leur scénario diabolique, ce qui témoigne que notre ennemi n'a pas encore gagné la lutte des classes, Warren Buffett a semble-t-il vendu notre peau un peu trop tôt, ce que signifie aujourd'hui le combat engagé depuis le 17 novembre 2018.

C'était inscrit à l'ordre du jour du passage du capitalisme à l'impérialisme il y a plus d'un siècle. Il était inscrit que le capitalisme allait engendrer à terme un monstre de cruauté ou de barbarie en guise de liberté et de démocratie, si on commettait l'erreur gravissime de ne pas le caractériser en conséquence (ainsi que tous ses représentants, y compris le PS et ses satellites, alliés), sous prétexte qu'on n'en était pas encore rendu là, que ce n'était qu'une hypothèse lointaine ou vague, infondée, on pouvait en fabriquer à l'infini quand on était d'une mauvaise foi incurable, alors que l'on ne cessa jamais d'en avoir les prémisses tout aussi dramatiques sous les yeux, mais on s'en détourna, on préféra se laisser corrompre par le miroir aux alouettes du réformisme qui compensait avantageusement la médiocrité intellectuelle de nos dirigeants.

Toujours est-il, que nous nous retrouvons sans direction pour mener les masses au combat. La suite figure dans les différentes causeries des derniers mois. Nous y reviendrons une autre fois.

Le danger mortel pour Macron : C'est la radicalisation des masses et leur jonction avec l'extrême gauche.

- A deux reprises Macron a visé l'extrême gauche dans son interview publié par Le Point, une première fois à travers l'avocat de Christophe Dettinger, le manifestant qui avait boxé un gendarme pour protéger une femme à terre de sa matraque, et la seconde fois en désignant «40 à 50000 militants ultras» qui voudraient «provoquer une crise de régime» (Libération), car ils veulent «la destruction des institutions» (Paris-Match), et qui par conséquent seraient à l'origine de toutes les violences commises depuis l'Acte I du mouvement des Gilets Jaunes.

Lu dans un article de Claude Askolovitch publié par Slate.fr.

- "Je sais simplement que le pouvoir, avec méthode, brutalise et dénigre et humilie les corps intermédiaires qui tenaient à peu près ce pays, dialogue social, méthode des Grenelle, journalistes libres, parlement..."

LVOG - "*Les corps intermédiaires qui tenaient à peu près ce pays*", en effet, c'est ce que j'ai expliqué plus haut, les faux amis de la démocratie, les faux amis du mouvement ouvrier, les faux amis du socialisme, l'imposture permanente...

Lu dans un article de Jean-Pierre Page, ancien responsable international de la CGT, membre de la Commission exécutive confédérale de la CGT publié par investigaction.net

-"Faut-il continuer à parler de partage des richesses et des ressources, quand dans la réalité il s'agit de la recette du pâté d'alouettes où le travail enrichit le centile le plus riche de la population et que les inégalités explosent ?"

LVOG - Il fallait y penser avant ! Le "*partage des richesses*", cela n'a jamais été autre chose que la richesse pour les riches, et la pauvreté pour les pauvres !

- "Pour un grand nombre de gilets jaunes, et même si c'est parfois confusément, ce qui est en question, au fond, c'est la nature de cette société inégale, brutale, prédatrice et criminelle. Cette société-là, c'est le capitalisme lui-même. Qui va le dire ? Faut-il le considérer comme un horizon indépassable ou faut-il au contraire l'abolir ? Pour le syndicaliste faudrait-il se plaindre d'une telle prise de conscience? On peut comprendre qu'un tel changement des esprits n'est pas sans déranger les tenants d'une adaptation du syndicalisme-partenaire d'un capitalisme à visage humain. Certains, comme la CFDT, préférant négocier le poids des chaines plutôt que d'exiger l'abolition de l'esclavage. Mais, ne doit-on pas voir dans ce mouvement des gilets jaunes une prise de conscience qui s'affirme, celle qui conduit à la conscience d'appartenir à une classe, et par conséquent des opportunités à saisir ! N'y a-t-il pas là pour le syndicalisme une responsabilité à assumer pour qu'il en soit ainsi ?

Aussi, et comme cela est souvent le cas dans les grands mouvements sociaux, il y a urgence pour le mouvement syndical à prendre en compte combien les consciences ont progressé quant aux causes, aux responsabilités et à la nature du système capitaliste lui-même.

Ce constat renvoie à la « double besogne », cette double fonction qui doit être celle du syndicat: luttant tout à la fois pour les revendications immédiates comme pour le changement de société. "

LVOG - Tiens, il le découvre maintenant !

- "En fait, cette insurrection sociale, à laquelle nous assistons, tire sa force dans sa capacité à fédérer le peuple : les ouvriers, les employés, les paysans, les classes moyennes, les petits artisans, les chômeurs, les retraités, les ruraux et les citadins, ceux des banlieues. Fait significatif, les femmes sont au premier rang des manifestations, des blocages routiers, des parkings, des centres commerciaux. "

- "L'on sait maintenant qu'à la fracture sociale, il faut associer la fracture politique et démocratique. Elle révèle l'étendue d'une rupture entre le peuple et ses représentants, les institutions nationales et supranationales, les partis politiques, les syndicats, les parlementaires de droite comme de gauche, le gouvernement et singulièrement le chef de l'État sur qui se focalise l'ensemble du rejet exprimé à travers le mot d'ordre « Macron démission ! ». En une année, la confiance dans le président de la République s'est effondrée de 23%. Jamais en France, un homme politique n'aura fait l'objet d'une telle détestation, pour ne pas dire d'une haine. Un récent sondage fait ainsi apparaître que 88% des Français ne font pas confiance aux partis politiques, 73% ne font pas confiance aux médias et 70% aux banques. 55% se déclarent prêt à participer à des manifestations pour défendre leurs idées. Deux mois après le début de l'action des « Gilets jaunes », 57% continuent à leur apporter leur soutien. Plus de 70% des Français n'attendent rien du grand débat voulu par Macron."

LVOG - "On sait maintenant", non, sans blague !

Je ne veux pas vous influencer, chacun est libre de penser ce qu'il veut, gardez cela en mémoire et observez tous ceux qui feignent de découvrir que l'on vit sous une dictature, que le capitalisme et le régime sont épouvantables, comme s'ils n'avaient pas eu une multitude d'occasions de s'en apercevoir au cours du XXe siècle. Méfiez-vous, la plupart font dans la récupération pour mieux vous manipuler ensuite, c'est ainsi qu'ils ont toujours procédé, ce sont de faux amis la plupart du temps. Ici on a affaire à un membre de la Commission exécutive confédérale de la CGT, donc au moins on sait à quoi s'en tenir sur ses réelles intentions, qui n'apparaissent nulle part autrement que par ce que j'ai signalé.

Tenez, les infos suivantes sont de bons exercices pour s'entraîner à reconnaître les faux amis.

- Martinez (CGT): "il faut arrêter avec les armes contre les manifestants" - AFP 3 février 2019 "Il faut arrêter avec les armes contre les manifestants": le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez s'est indigné dimanche des nouveaux blessés samedi lors des manifestations deux jours après la décision du Conseil d'État de maintenir l'usage des lanceurs de balles de défense (LBD).

"Il y a encore eu des blessés hier, je pense au secrétaire du syndicat lycéen UNL, Louis Boyard, qui a été blessé", a déclaré le responsable syndical sur le plateau de France 3, assurant être "inquiet depuis longtemps".

La CGT et la Ligue des droits de l'homme ont été déboutées vendredi en référé de leur demande d'interdiction des LBD parce que, selon le Conseil d'État, le risque de violence rend "nécessaire de permettre aux forces de l'ordre" de pouvoir y recourir.

"On nous dit: "ce n'est pas dangereux quand c'est bien utilisé" or, tous les samedis, il y a des blessés graves", a regretté M. Martinez, promettant la "poursuite" de l'action judiciaire "parce que ce n'est pas possible qu'on tire comme ça sur des manifestants avec les conséquences qu'il y a".

M. Martinez a par ailleurs indiqué que lui-même, en tant que manifestant, ne se sentait pas en sécurité dans les défilés. "Le 1er mai, on a été enfermé sur le pont d'Austerlitz par un cordon de CRS devant, un cordon CRS derrière et impossible de sortir", a-t-il raconté.

Il a également critiqué le "droit divin" selon lui des préfets pour "interdire une manifestation". "Il y a des militant de la CGT qui se rendent en manif, qui sont interpellés, c'est pas nouveau, et qui sont placés en garde à vue plusieurs heures, donc ça s'adresse à tous ceux qui veulent manifester, que la manifestation soit déclarée ou pas", a-t-il expliqué. AFP 3 février 2019

Ils ne rompront jamais avec l'idéologie du capitalisme.

- Des transfuges du PS et du MRC fusionnent pour fonder un nouveau parti - AFP 3 février 2019

Le Mouvement républicain et citoyen (MRC) et les socialistes ayant quitté le PS dans le sillage d'Emmanuel Maurel ont fondé ce week-end à Valence un nouveau parti baptisé Gauche républicaine et socialiste, situé dans l'orbite de la France insoumise.

Les militants du nouveau parti avaient le choix entre quatre noms. 45,5% des 2.538 votants ont choisi Gauche républicaine et socialiste, selon une vidéo diffusée dimanche.

Dans son discours de clôture, le député européen Emmanuel Maurel a plaidé pour le rassemblement de la gauche, et pour cela "il faut clarifier": "Aucune ambiguïté envers le macronisme", a prôné M. Maurel, en fustigeant "une verticalité grotesque", le "retour des barbouzeries", "une scandaleuse politique diplomatique" et un "hold-up sur les plus pauvres, les retraités".

"Aucune ambiguïté" non plus "envers ceux qui contestent le macronisme": "On ne finasse pas, on n'hésite pas, on soutient pleinement" les "gilets jaunes", dont les revendications - "égalité fiscale, justice sociale, approfondissement démocratique, renforcement des services publics" - "sont les nôtres".

Poursuivant son dialogue avec ses anciens camarades socialistes, M. Maurel a critiqué ceux qui "expliquent des trémolos dans la voix qu'il faut rassembler la gauche mais qui commencent déjà par excommunier le premier parti de gauche", la France insoumise.

"Poser comme préalable à l'union de la gauche que c'est la gauche non mélenchoniste, ça sera sans nous", a-t-il insisté.

"Nous ne sommes pas là pour aider à ressusciter le centre gauche ou à inventer un improbable cartel d'appareils qui ont peur pour leur survie. Nous sommes là pour changer le monde (...) alors assez de tartufferie", a affirmé M. Maurel, dans une allusion aux efforts du PS et de Place publique pour rassembler la gauche non-mélenchoniste en vue des élections européennes du 26 mai.

"Vous cherchez une liste de rassemblement. Une liste où il y a des socialistes, des gens du MRC, un député écologique sortant (Sergio Coronado, ndlr), menée par une fille qui n'est même pas trentenaire, engagée dans des combats incroyables contre l'évasion fiscale (Manon Aubry, ndlr), eh bien ! cette liste de rassemblement elle existe, c'est celle de Maintenant le peuple", a lancé M. Maurel, qui figure en bonne place dans cette liste.

Environ 400 personnes ont participé à ces rencontres. Parmi les représentants des partis invités, Sarah Legrain (Parti de gauche), Cécile Cukierman (PCF) et Younous Omarjee (LFI). AFP 3 février 2019

LVOG- "*Aucune ambiguïté envers le macronisme*", on leur fait confiance ! Chacun se souviendra de Mélenchon se voyant Premier ministre de Macron, donc Macron compatible, après avoir été Hollande compatible, Chirac et Jospin compatible, en effet "*assez de tartufferie*" !

Faites tomber les masques. L'Union européenne cautionne tous les coups d'Etat fascistes !

- La France demande à Maduro d'annoncer une élection présidentielle "d'ici ce soir" - Reuters 03.01

La réponse de Maduro.

- Maduro rejette l'ultimatum européen: pas de présidentielle au Venezuela - AFP 04.01

Le chef de l'Etat vénézuélien Nicolas Maduro a rejeté dimanche soir l'ultimatum de plusieurs pays européens pour l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle, tandis que ces membres de l'UE ont promis de reconnaître dans ce cas l'opposant Juan Guaido comme président dès lundi. AFP 04.01

- Venezuela : la cohésion de l'UE se fracasse sur le cas Caracas - Libération 3 février 2019

Face au refus de Nicolás Maduro de convoquer une élection présidentielle, six voire sept pays européens, dont la France, devraient reconnaître ce lundi la légitimité de Juan Guaidó. Hormis la Grèce qui soutient encore le régime chaviste, les autres Etats invoquent la non-ingérence. Libération 3 février 2019

Ils n'en reviennent pas !

- Gilets jaunes : Un acte XII qui mobilise encore - Liberation.fr 04.01

Dites donc, Libération, cela existe encore ?

Le régime est acculé, sa seule réponse, la suppression des libertés collectives et la répression sanglante, les tribunaux d'exception

- Blessé durant l'acte XII des gilets jaunes, Louis Boyard va porter plainte - Le HuffPost 3 février 2019

"J'étais sur la place de la République et je me suis pris un tir de LBD ou de grenade de désencerclement, pour le moment on ne sait pas vraiment." Samedi 2 février, à l'occasion de l'acte XII de la mobilisation des gilets jaunes, Louis Boyard a été blessé et évacué par les secours face aux caméras des journalistes, dont celle du HuffPost.

Après être passé par l'hôpital, le président de l'Union nationale lycéenne, la principale organisation syndicale représentant les élèves du secondaire, a donné des nouvelles de son état de santé dans une vidéo publiée sur Facebook, lui qui expliquait à chaud avoir été atteint par une balle de LBD et souffrir de fractures. "J'ai été pris en charge par les urgences, on m'y a très vite envoyé parce que ça commençait à gonfler et parce que la peau avait de très mauvaises réactions."

Toutefois, après plusieurs heures d'attente aux urgences, les médecins lui ont livré des nouvelles rassurantes. "On m'a expliqué que j'avais énormément de chance parce que j'avais été touché par un tir à 10-15 mètres, et donc finalement je n'ai pas de fracture, j'ai juste un œdème." Le HuffPost 3 février 2019

59 avocats disent leurs quatre vérités sur le traitement judiciaire des Gilets jaunes - Sputnik 03.02

59 avocats ont confié dans une tribune publiée sur franceinfo les difficultés auxquelles ils devaient faire face en exerçant correctement les droits de la défense dans les dossiers de nombreux Gilets jaunes.

Dans une tribune publiée le 2 février, sur franceinfo, 59 avocats mettent en garde contre «les dérives» qu'ils ont pu constater dans le traitement des dossiers des Gilets jaunes depuis le début du mouvement et pointent du doigt des «atteintes aux droits individuels et aux libertés publiques dans notre pays».

«Par la présente tribune, nous, avocats signataires, entendons alerter quant au danger que constituent ces procédures faites souvent dans l'urgence et visant principalement à gonfler, souvent de manière artificielle, des chiffres qui seront annoncés par le ministère de l'Intérieur», indiquent-ils en guise de préambule.

Ainsi, les avocats ont pu constater «la violation délibérée des droits de manifestants par des expulsions et délogements totalement illicites et en ayant recours à la force publique».

«Pire encore, tant dans le cadre des auditions libres que durant les gardes à vue, nombre de Gilets jaunes indiquent que des enquêteurs les ont dissuadés du recours à l'assistance d'un avocat en arguant que si l'avocat intervenait, ils seraient remis en liberté beaucoup plus tardivement», fustigent-ils.

Compte tenu de la rapidité du traitement de tels dossiers, les avocats y voient entre autres «le désir des pouvoirs exécutifs de donner une réponse forte».

D'autre part, poursuivent-ils, «les procédures relatives à de présumées violences policières ne font pas l'objet de la même célérité d'enquête ou de poursuites».

«Enfin, à l'instar de plusieurs parlementaires, nous sommes particulièrement inquiets quant au projet de loi actuellement en discussion dit "anti-casseur" qui nous semble contraire à nombre de principes fondamentaux», concluent-ils. Sputnik 03.02

Haut de page

Le 8 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie ne tient pas des infos d'hier.

On retiendra dans l'actualité politique française.

1- "*Bien qu'il soit clair que la grève générale semble très très très éloignée*".

Mais dites-moi, cela pose un certain nombre de questions politiques, non ?

Comment expliquez-vous que ce mot d'ordre soit repris par certains militants, y compris les Gilets Jaunes dorénavant, en tout cas par certains d'entre eux, alors que la grève générale semble renvoyer aux calendes grecques ? Quelles conditions faudrait-il réunir pour qu'elle se réalise ? Pourquoi ces conditions semblent réunies et malgré tout ne se produit-elle pas ? Comment expliquez-vous pourquoi si peu de travailleurs se mobilisent-ils contre la politique de Macron ? Comment expliquez-vous que si peu de travailleurs soient organisés ?

C'est curieux, n'est-ce pas ? On a déjà proposé des réponses à toutes ces questions et je n'ai pas le temps de me répéter ici, désolé.

2- "*Le Premier ministre recevra mercredi les partenaires sociaux pour faire le point sur le grand débat.*"

Ses alliés, ses complices.

Il y en a encore pour croire que sans conscience de classe, sans conscience politique, on pourrait renverser le régime ou ne serait-ce que le menacer, quelle illusion, c'est à se demander dans quel monde ils vivent et ce qu'ils ont appris, c'est pitoyable !

Personnellement, je préfère m'en tenir à la réalité aussi dure ou cruelle soit-elle.

3- « *La décision des États-Unis et de l'Ukraine de voter (le 17décembre 2018 à l'ONU - ndlr) contre la résolution initiée par la Russie s'inscrit dans le cadre de la stratégie de ces pays consistant à utiliser les forces néo-nazies et ultra-droites pour leurs propres intérêts politiques* », a déclaré Patrushev, secrétaire du Conseil de sécurité russe, rapporte (l'agence) Tass. (Newsweek 27.12.2018)

Dites-moi, "*Utiliser les forces néo-nazies et ultra-droites pour leurs propres intérêts politiques* ", ne serait-ce pas ce que fait le régime en France depuis les années 70, en hissant sur le devant de la scène politique le FN pour le faire passer de 1 à 20% lors des élections présidentielles entre les années 60 et 2017, s'en servir ensuite comme épouvantail ou repoussoir pour éliminer tous les candidats face à leur candidat Macron, pour alimenter la propagande ordurière consistant à amalgamer l'extrême droite et l'extrême gauche pour finalement accuser l'extrême gauche de collusion rouge-brun, le communisme d'être semblable au nazisme, pendant qu'ils soutiennent le fascisme en Ukraine et dans les pays baltes, en Espagne, au Brésil, au Venezuela et dans bien d'autres pays dans le monde. Sans parler des barbares de Daesh et des groupes issus d'al-Qaïda qui ont tous adopté l'idéologie des Frères musulmans ou du wahhabisme, dont les dirigeants sont reçus à Washington et dans toutes les chancelleries occidentales, qui sont à l'origine de tous les attentats commis en France et en Europe au cours des dernières années, qu'ils ont employé pour mener leurs guerres en Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Somalie, etc.

"*Utiliser les forces néo-nazies et ultra-droites pour leurs propres intérêts politiques* ", c'est la dernière carte qu'il leur reste pour tenter de sauver leur abominable régime en perdition...après le Front populaire ! En France le régime s'extrême droitise un peu plus chaque semaine, comment cela va-t-il finir ? Nul ne le sait, pour me répéter encore une fois, disons qu'on est très mal barré pour éviter le pire, malheureusement. Nos dirigeants sont frappés d'autisme, ils sont apparemment incurables. Quoi qu'on vous propose, cela ne vous intéresse pas, j'estime avoir assumé mes responsabilités de militants ouvriers, que voulez-vous qu'on vous dise de plus ? A chacun ses responsabilités.

Entre nous, en avant-propos de cette causerie, je savais d'avance que cette journée de grève du 5 février ressemblerait plutôt à une journée d'action banale et sans lendemain. Si je ne l'ai pas dit, c'était pour ne pas jouer les troubles fêtes ou démoraliser davantage les militants.

Si je les ai ménagés, maintenant ils vont déguster ! Non, je plaisante, à moitié seulement comme toujours. En attendant les faits m'ont encore donné raison, et je me demande si un jour des lecteurs vont finir par s'en apercevoir, là je ne déconne pas, à force cela me fait même marrer, je sais qu'il n'y a pas de quoi, que voulez-vous il faut bien prendre les choses comme elles sont, non, non vous n'y tenez toujours pas, et bien moi je n'en démordrai pas, non mais alors !

Plus le temps passe, moins j'ai envie de me prendre au sérieux, il faut dire que je vieillis un peu plus chaque jour qui passe, et à mon âge on a passé le cap de se raconter des histoires ou de cultiver des illusions, peut-être parce qu'on sait qu'on arrive au bout

du chemin, alors on est tenté de se foutre de tout, là je suis très sérieux, qu'est-ce qu'on risque maintenant pour le peu de temps qu'il nous reste à vivre, franchement cela rimerait à quoi de raconter des conneries, il faut arrêter de délirer ou il faut changer de dealer les gars et les filles. Bon, je sais que la terre est peuplée de vieux cons, mais on n'est pas non plus obligé de leur ressembler. Quand je perdrai la tête je vous préviendrai, d'accord ? D'ici là, on va essayer encore de progresser, sinon à quoi bon continuer de vivre !

- Au format pdf (28 pages)

Passage rédigé le 5 février.

En réalité, ce matin mon voyage en bus depuis Pondichéry ne m'a coûté que 9 roupies au lieu de 200 ou 250 en autorickshaw, et je me suis tapé une heure de marche. A 14 heures je remettrai cela pour aller chercher le scooter, et en route un vieil indien de mon village m'a pris sur son scooter et m'a déposé à l'arrêt de bus sur la grande route, c'était sur son chemin, je ne le connaissais pas, mais lui si apparemment, il faut dire que je suis facilement repérable, je suis le seul Blanc du village !

J'ai affirmé il y a de cela déjà quelques années, que compte tenu de l'évolution de la composition de la classe ouvrière, de la disparition de pans entiers de l'industrie qui constituaient ses bastions, de son extrême hétérogénéité (y compris entre ses couches supérieures et ses couches les plus défavorisées), de son atomisation (ainsi que ses droits ou ce qu'ils en resteraient), du penchant à la régression du syndicalisme qui est devenu une tendance confirmée au fil des décennies, de l'absence de réformes sociales collectives depuis les années 80, il était improbable que se réalise une grève générale dans l'avenir à partir de revendications sociale ou les conditions avaient disparu pour qu'elle se produise, et que vraisemblablement elle serait déclenchée ou prendrait immédiatement la forme d'une insurrection politique contre le régime du fait de son caractère de plus en plus autoritaire, donc contraignant les masses à recourir à ce type de mobilisation pouvant prendre une tournure révolutionnaire et évidemment violente en présence d'un tel régime.

Personne ne m'a écouté, mieux ou pire, on s'est foutu de moi, Tardieu débloque de son trou en Inde, il ne peut pas saisir l'évolution de la situation en France, c'est un révisionniste et j'en passe et des meilleurs. Soit, je constate que les faits m'ont donné raison, car immédiatement le mouvement populaire du 17 novembre 2018 s'est cristallisé autour d'une revendication politique : Macron démission, maintenant (avec le RIC ou RIP) c'est nous (les travailleurs) qui devons gouverner. Je n'en tire aucune satisfaction, je suis plutôt amer en constatant l'attitude injuste des militants à mon égard pour ne pas dire pire.

J'ai reproduit l'appel à la grève générale le 5 février, mais je n'y croyais pas du tout en fait. Je ne l'ai pas dit les jours précédents pour ne pas démoraliser les lecteurs.

J'ai imaginé le dialogue suivant entre deux travailleurs pour illustrer l'incurie légendaire de nos dirigeants.

- Mais enfin bordel, c'est à rien n'y comprendre

- Garde ton calme Emile, tu vas en avoir besoin pour la suite !

- Ne me coupe pas, merde ! Les syndicats se sont toujours adressés aux travailleurs, non ? Nous aussi, alors quoi, et qu'ils soient bien lotis ou pauvres, ils s'en sont détournés et ils nous prennent pour des rigolos

- Il y a sans doute des raisons à cela, tu ne crois pas ?

- Arrête de déconner, pour un peu tu vas leur trouver des excuses

- Non, une explication ou plusieurs si tu préfères

- On a retourné le problème dans tous les sens et on est toujours arrivé à la même conclusion

- Tu as raison de le rappeler

- Bon alors, tu vois que j'ai raison

- Je n'ai pas dit que tu avais raison, je pense même le contraire

- Ah ben elle est bien bonne celle-là ! Et moi qui te prenais pour un camarade...

- Là, c'est toi qui déconnes

- Excuse-moi

- Laisse-moi continuer. Je voulais juste dire que ce n'était pas parce que nous étions toujours arrivés à la même conclusion, que c'était forcément la bonne

- Tu veux dire qu'on se serait planté pendant toutes ces années. Non mais tu te rends compte de ce que tu es en train de dire

- Parfaitement. Après tout qu'est-ce qu'on en savait toi et moi et les camarades, tu veux me le dire toi ?

- Je ne comprends pas où tu veux en venir Marcel, arrête tes mystères, tu veux m'embrouiller ou quoi ?

- Pas du tout, je voulais juste dire qu'on n'avait jamais réellement étudié la question à fond, on n'a fait que croire et répéter ce qu'on nous racontait, en gros, si les choses se passaient ainsi, c'est qu'elles devaient se passer comme cela

- Tu veux dire qu'on a gobé un tas de trucs aveuglément et que c'était des conneries

- C'est à peu près cela, oui, c'est ce que je pense en observant comment les choses se passent sous nos yeux

- Là je te donne raison, c'est vrai que ce n'était pas prévu...

- Tu vois, tu y viens aussi...

- Dis, tu le fais exprès ou quoi de ne pas finir tes phrases ou de dire les choses à moitié

- Je voulais dire que si nos dirigeants n'ont rien vu venir et si nous sommes sur la touche, cela peut signifier qu'ils ont pu passer à côté de bien des choses qui nous ont échappé également, ce qui expliquerait pourquoi nous en sommes arrivés là.

- En somme, tu es en train de me dire qu'ils se sont complètement plantés et qu'on a été assez cons pour les suivre.

- En quelque sorte, oui

- Mais attends, c'est grave ce que tu insinues

- Hier cela pouvait passer pour une n'insinuation, aujourd'hui c'est devenu un constat incontestablement

- Mais alors, il va falloir qu'ils s'expliquent

- Je ne suis pas sûr qu'ils y soient prêts ou que les explications qu'ils fourniront nous convaincrons

- C'est vrai que c'est un sacré coup dur pour eux à encaisser, je n'aimerais pas être à leur place

- Moi non plus.

- Tu crois qu'ils vont nous raconter encore des blagues ?

- Ecoutes, c'est bien parti puisqu'ils continuent avec le même refrain, apparemment ils sont incapables de tirer les leçons de ce qui est en train de se dérouler sous leurs yeux, donc je suis plutôt pessimiste.

- Alors on est dans la merde jusqu'au cou

- Cela tu l'as dit, et c'est très désagréable car nous n'y sommes pour rien

- Mais alors qu'est-ce qu'on peut faire, on ne va pas continuer à ramer pour que dal et en plus passer pour des cons

- On devrait y être habitué depuis le temps

- Qu'est-ce que tu veux dire par là ?

- Tu ne te souviens pas qu'en 81 on passait déjà pour des farfelus

- Ah ouais, tu as raison, j'avais oublié, j'en étais gêné et je ne savais plus où me foutre

- Et c'est bien cela aussi notre problème

- C'est vrai maintenant que tu le dis, on ne se souvient que de ce qu'on nous a raconté à l'époque, mais on ne souvient plus de comment les choses se sont réellement passées, du coup on était bon pour faire des conneries indéfiniment

- Et les justifier

- C'est bien cela le pire, arrête j'en ai honte

- On avait des excuses

- A l'époque, je suis d'accord avec toi, mais pas 40 ans plus tard on n'en a plus ou alors c'est qu'on n'a jamais progressé

- Effectivement, on est devenu des vieux cons, mais cela peut encore s'arranger

- Tu crois, rassume-moi.

- Ecoute, c'est à nous à réfléchir à la manière dont tous les rapports entre les classes ont évolué, surtout à l'intérieur de notre classe, qui et quoi influence les travailleurs, comment pour les détourner du socialisme, pour comprendre pourquoi ils ont abandonné l'idée de vivre dans une société meilleure et plus juste, pourquoi ils sont indifférents à leur destin et qui plus est à celui des autres, pourquoi ils se contentent de cette vie médiocre qui n'a aucun sens, dépourvue d'idéal. Et à bien d'autres choses encore

- Moi c'est un truc que je n'arriverai jamais à faire

- Peut-être, mais ensemble on peut peut-être y arriver, regarde comme on a avancé

- C'est vrai, on a progressé ou tout du moins on a une piste de réflexion

- C'est mieux que rien ou de reproduire toujours les mêmes erreurs, non ?

- Assurément.

- Courage, patience et détermination valent mieux que force ou que rage.

- Salut camarade.

Parole d'Internaute

1- "Nous n'acceptons pas encore l'idée que nous ne vivons pas encore sous une dictature brutale, mais seulement une dictature "molle", c'est à dire pas vraiment une dictature. Il est vrai que tant que nos revenus sont suffisants pour vivre décemment sans dépenses extravagantes, nous n'avons pas besoin, ni envie d'aller manifester dans le froid, la pluie et risquer la mutilation. Donc le dénis nous satisfait : il n'est simplement pas possible que nous vivions dans une dictature qui s'appelle "démocratie". Les horreurs lues sur internet sont encore un "ailleurs". Ce n'est pas très confortable intellectuellement, mais beaucoup peuvent encore tenir le coup ainsi. Combien de temps, combien de coups bas portés par le régime pour que la colère atteigne les tièdes ?"

LVOG - Ce témoignage confirme mon analyse et justifie les conclusions que j'en ai tirées.

2- "50 ans de syndicalisme "de base", je confirme ce qui est bien historiquement documenté la collusion effective des appareils syndicaux et de leurs "patrons" (!) avec les pouvoirs en place pour faire accepter aux salariés toutes les dispositions les plus régressives depuis des décennies. Ces dirigeants syndicaux vendus sont largement récompensés de leur servilité à la fin de leur carrière."

LVOG - Banal constat. Quelle en est la signification politique ? Dans quelles conditions ces agents du capital sont-ils parvenus à la direction des syndicats, en ont-ils pris le contrôle, ont-il pu continuer à faire leur sale besogne, quels ont été leurs complices au

sein du mouvement ouvrier ? Au départ il s'est agi d'un coup d'Etat, par la suite ils ont été confortés par la tournure que prenaient les rapports entre la classe ouvrière et le capitalisme ou encore l'Etat, une fois les social-démocrates et les staliniens ayant adopté le réformisme bourgeois et le parlementarisme...

3- "Ce que je trouve remarquable, un gouvernement ukrainien ouvertement pro néo nazi, qui fait des affaires, par un accord de libre échange (http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2019/01/21/97002-20190121FILWWW00332-israel-et-l-ukraine-signent-un-accord-de-libre-echange.php), avec le gouvernement israélien, dont l'origine et la légitimité découlent de circonstances historiques des actes de barbarie de nazis… Et tout ça semble normal, "décontrachté !" comme dirait notre bon vieux Garcimore, y'aurait pas comme une sorte de dissonance cognitive ?"

LVOG - Qu'est-ce qui différencie le régime néonazi de Kiev de celui de Tel Aviv ? Rien !

Parole d'internaute à propos des Gilets Jaunes.

- "Je suis assez consternée de voir toujours, parmi les commentateurs de Mediapart, ces lanceurs d'anathèmes qui embrouillent voire rendent impossible toute réflexion. Réfléchir sans oeillères est pourtant, aujourd'hui, notre seule chance, car appliquer les vieilles recettes sur une situation neuve peut nous amener à faire d'énormes conneries.

Le mouvement des gilets jaunes m'a d'abord trouvée perplexe. Ce que j'ai repéré en premier, c'est les tentatives de le dévoyer: contre l'écologie (ça n'a pas marché), au service des fraudeurs de l'impôt en transformant leur refus de taxes injustes en cette tarte à la crème de "ras-le-bol fiscal", qu'ils ont su exprimer plus justement en "justice fiscale", ça n'a pas marché. Tentative de l'entraîner vers une violence mortifère, ça n'a pas marché. Tentative de le dévoyer vers l'électoralisme, ça ne semble pas marcher vraiment.

L'autre face du dévoiement s'adresse à nous: nous conduire à le rejeter vers l'ED (extrême droite - ndlr) en le considérant comme un ramassis de "populistes" et d'ED... ça pourrait marcher, mais heureusement c'est pas sûr, ça dépend de nous."

LVOG - Vous n'avez pas été la seule à être perplexe quand ce mouvement a surgi, un réflexe salutaire, car ayant été lancé par des inconnus à partir des réseaux dits sociaux.

Quant à Mediapart, c'est un sac à merde, dans la mesure où il y figure des blogs d'idéologues de l'extrême-centre et des commentateurs y interviennent pour y diffuser cette idéologie ultra réactionnaire. On les reconnaît facilement puisqu'ils assimilent l'antisionisme à l'antisémitisme, et ils reprennent la propagande rouge-brun assimilant l'extrême gauche à l'extrême droite, la question de savoir si on doit ou non dialoguer avec ce tas d'ordures ne se pose même pas.

L'un de ces commentateurs avait repris un article du Nouvel Observateur qui s'était basé sur une étude réalisée par Roman Bornstein, membre d'un think thank de l'extrême-centre, la fondation Jean Jaurès, partant de là tout était dit, puisque ce think thank s'est spécialisé dans l'interprétation falsifiée des faits, l'amalgame, la diffamation, les accusations sans preuves, etc. méthode propre au totalitarisme qui consiste à présenter des conclusions infondées comme cohérentes et sérieuses, de telle sorte que les lecteurs soient portés à y adhérer sous peine de se sentir coupables ou d'être traités d'antisémitisme, de racisme, de xénophobie, de misogynie, de fascisme, de populisme, de complotisme, de suppôt du terrorisme, etc.

La gauche et le PS ont servi de marche pied à l'extrême-centre dont l'extrême droite est l'allié naturel. Les uns servent de couverture aux autres, d'autant plus facilement que l'interprétation de leurs intentions est faussée, ils tirent leur légitimité de leur affrontement fictif, qui lorsqu'il est démasqué laisse apparaître qu'ils n'ont qu'un seul et unique ennemi, la classes ouvrière et l'avant-garde d'extrême gauche qui incarne ses intérêts, le socialisme. Et dès lors qu'on n'a pas conscience qu'ils partagent le même fond idéologique, on est prêt à subir l'influence de l'un ou de l'autre selon sa situation ou le milieu dans lequel on évolue.

Il est d'autant plus facile de tomber dans leur piège, que tous se présentent sous les meilleurs auspices ou tous les courants politiques de l'extrême gauche à l'extrême droite partagent en apparence les mêmes aspirations générales, progressistes, sociales, de manière à ce que la confusion soit portée à son comble, la ligne de fracture qui existait entre eux devient flottante et le curseur se déplace au grès de la propagande (et des besoins) du clan de l'oligarchie qui a adopté l'extrême-centre, c'est lui qui est aux commandes, tandis que les étiquettes des uns et des autres demeurent, de sorte que n'importe qui peut se voir dorénavant accusé d'être d'extrême gauche, de gauche, de droite ou d'extrême droite.

L'avantage d'un tel procédé, c'est qu'il permet de cibler n'importe quel dirigeant ou militant politique de l'ensemble des partis, la totalité des membres des différentes classes qui peuvent se voir accusés de tout ou son contraire indistinctement sans qu'ils puissent se défendre, à partir du moment où effectivement tous les partis de l'extrême gauche à l'extrême droite pratiquent la confusion des genres (à des degrés divers) ou même leur inversion, par exemple quand la gauche soutient un coup d'Etat néonazi elle empiète sur le territoire de l'extrême droite, quand elle attaque la Syrie au lieu de la soutenir, quand elle partage la version du 11/9 de G.W. Bush, et la distorsion entre ce qu'ils font et ce qu'ils disent, entre ce qu'ils font et la manière dont ils le présentent prend de telles proportions qu'on sera porté à tous les rejeter. Et qui resterait en lice ? Le parti d'extrême-centre totalitaire, LREM, Macron et les élites corrompues qui diffusent cette idéologie aux relents philosophiques

nauséabonds nihilistes. En Marche, le mouvement, le "débat" ou la "réforme" permanente, tout se tient, c'est la même idéologie despotique, non ?

Les instituts de sondages sont des officines qui pratiquent l'amalgame rouge-brun des néolibéraux ou de l'extrême-centre.

Dans le baromètre mensuel YouGov réalisé pour Le HuffPost et CNews.

Quand Macron perd 1 point auprès des sympathisants d'extrême gauche (4% d'opinions favorables), huffingtonpost.fr 07.02

Comment peut-on imaginer qu'il existerait un sympathisant d'extrême gauche qui soutiendrait Macron ?

C'est intéressant, caricatural, ils vont trop loin et se démasquent eux-mêmes. Il s'agit d'une propagande frauduleuse qui a pour origine la réalité qu'ils fabriquent uniquement et non ce qui existe réellement, on en a ici la preuve flagrante.

Le maquillage de la fusion de l'extrême-centre et de l'extrême droite.

- Steve Bannon : «Macron est un pantin» et «les Gilets jaunes sont une inspiration pour le monde» - RT 5 février 2019

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire L'Express, Steve Bannon, ancien conseiller de Donald Trump et influent théoricien du renouveau du populisme, étrille violemment Emmanuel Macron.

Steve Bannon regarde de près la scène politique européenne et notamment française. Il avait rencontré le 11 octobre dernier à Paris Marine Le Pen, qui avait «renouvelé son intérêt» envers le projet de Steve Bannon destiné à aider techniquement les partis populistes d'Europe en vue des élections européennes. RT5 février 2019

LVOG - Tout s'accélère à notre époque, aussi il faut suivre comment évoluent les différents courants politiques, ceux qui se créent, fusionnent, se disloquent, se recomposent, disparaissent, renaissent temporairement, etc.

Tous les courants, toutes les représentations idéologiques créés pour servir la cause de l'oligarchie sont démasqués ou leur durée de vie est de plus en plus brève ou hypothétique, par conséquent sans cesse ils doivent pourvoir à leur remplacement, quitte à passer parfois par des coalitions scabreuses à défaut de mieux, comme c'est le cas aujourd'hui en Italie par exemple.

Au passage, vous aurez remarqué que tous se servent de l'extrême droite, Macron, Trump, Poutine, en France tous les partis de droite du PS à LREM qui partagent la même idéologie, mais aussi la pseudo-gauche (LFI-PCF) et extrême gauche (NPA-LO)...

Un exemple de fusion entre l'idéologie d'une partie de l'extrême gauche (notamment, NPA) et celle du clan ultra réactionnaire de l'oligarchie

- «Monstruosités grammaticales» : un chercheur s'alarme de l'écriture inclusive au CNRS - RT 6 février 2019

L'Académie française a adopté le 26 octobre 2017, à l'unanimité, une déclaration contre l'écriture dite «inclusive». Pour autant le CNRS fait fi de cet avis, ce qui inquiète l'un de ses chercheurs, Marcel Kuntz. Il dénonce une dérive idéologique.

Marcel Kurtz, chercheur en biotechnologie au CNRS, a exprimé, à la faveur d'une tribune publiée le 4 février dans Le Figaro, son opposition à la généralisation de l'écriture inclusive. Si l'Académie française s'est clairement opposée à son application le 26 octobre 2017, ce biotechnologiste végétal et directeur de recherche au Laboratoire de physiologie cellulaire végétale du CNRS à Grenoble, remarque, non sans regret, la féminisation des termes dans des documents édités par son centre de recherche. Un procédé qui engendre selon lui «des monstruosités grammaticales telles que «technicien.ne.s, ingénieur.e.s et chercheur.e.s».

Selon lui, l'objectif affiché «d'imposer une égalité des représentations entre les femmes et les hommes», cache en réalité «un champ de bataille idéologique, où resurgit la dialectique marxiste des rapports exploiteurs/exploités, oppresseurs/opprimés, revisitée par l'idéologie postmoderne – où la société est vue comme une juxtaposition de communautés, la plupart rangées en catégories victimaires (dont les femmes)». Un égalitarisme exacerbé qui aurait en outre pour «faire endosser aux mâles hétérosexuels le statut de Bourreau».

(Les gauchistes, qui, réduits à l'impuissance, peut-être au-delà de ce qu'on imagine et qui le vivent très mal psychologiquement ou sexuellement, ont adopté l'écriture inclusive, sont ultra minoritaires ou pour ainsi dire insignifiants au sein du mouvement ouvrier, y compris de l'extrême gauche. En quête de reconnaissance, il faut bien qu'ils se distinguent pour continuer à exister.

Leur comportement, qui dénote de grandes frustrations et contradictions qu'ils peinent à contenir, frise avec le crétinisme, et qui pour être dépourvu d'imagination n'a absolument rien à voir avec "la dialectique marxiste", pour laquelle la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière constitue la condition préalable à l'abolition de toutes les formes de discrimination entre les hommes et les femmes dans la société, car les rapports sociaux en vigueur aujourd'hui dans la société ne peuvent être que la reproduction de ceux issus du capitalisme.

Les gauchistes présentent la singularité de manquer de patience et de prendre leurs désirs pour la réalité. Du coup, ils en viennent à perdre de vue que seule la classe ouvrière est en mesure de mettre un terme à toutes les discriminations dont ses différentes couches sont victimes sous le capitalisme, et non les représentants du capitalisme. Il en découle qu'ils se retrouvent à combattre la classe ouvrière au côté de ses ennemis.

En plus d'être les fossoyeurs du socialisme, ils confondent également le combat contre les inégalités qui est parfaitement légitime, et la prétention d'établir une quelconque égalité entre les différentes classes en régime capitaliste, idéologie et conception de la lutte de classe qui sont étrangères au marxisme, mais par contre appartiennent bien aux opportunistes de tous poils. Ces militants qui adoptent l'écriture incursive ont un grave problème politique à résoudre de toute évidence. - LVOG)

Se félicitant de l’absence d’une inégalité de traitement entre les hommes et les femmes dans le domaine de la recherche, «ce milieu est culturellement tourné vers la prise en compte de la production scientifique et non pas vers d'autres critères [sexuels, ethniques, etc.]», assure-t-il, Marcel Kurtz désapprouve néanmoins l’existence d’une «Mission pour la place des femmes au CNRS». Selon lui, cette initiative est symptomatique d’une dérive causée par la théorie du genre.

«Cette Mission n'en reste pas moins influencée par l'idéologie du genre, impulsée par des sciences humaines et sociales, thuriféraires du postmodernisme. Parmi les déconstructions du postmodernisme (les Lumières, la science, la vérité, la nation, la transmission) figure aussi l'altérité des sexes. Et pour ces idéologues, s'il n'y a pas une parité absolue dans telles ou telles disciplines scientifiques, ou dans tels ou tels postes, cela ne peut être dû qu'à des «discriminations» ou à des «stéréotypes genrés» inculqués par la société».

Enfin, revenant à l’écriture inclusive, il accuse ses ardents défenseurs de faire la promotion du «mythe constructiviste» et notamment de balayer d’un revers de main «l’héritage civilisationnel» de l'homme. «Il s'agit en réalité d'un rêve despotique, peut-être doux, de bobos bien-pensants, mais une forme de despotisme quand même, portée par des inquisiteurs qui veulent nettoyer la grammaire et le langage et éliminer tout comportement non-politiquement correct», écrit-il.

Et de conclure sous la forme de questions rhétoriques : «Une vision politisée dénonçant comme "réactionnaire antigenre" toute critique à l'encontre de la "théorie du genre" (en fait il s'agit d'une idéologie du genre), doit-elle avoir sa place dans la communication institutionnelle du CNRS ? L'esprit critique faisant partie intégrante de la démarche scientifique, de telles réactions ne peuvent que confirmer que, en la matière, le pouvoir a été pris au CNRS par des tenants d'une approche non scientifique de problèmes par ailleurs bien réels. A l'heure où les choix politiques et budgétaires sont difficiles, la science a-t-elle intérêt à obéir aux injonctions des minorités agissantes, au risque de se couper d'une autre partie de la société ?» RT 6 février 2019

Pourquoi le clan ultra réactionnaire de l'oligarchie s'en prend-il à tous les rapports qui existent dans la société, exceptés évidemment ceux établis entre les classes ?

Parce qu'ils doivent déstabiliser toutes les classes, afin de pouvoir étendre leur hégémonie sur l'ensemble de la société, leur imposer un modèle de société ou un régime où ils ne disposeraient plus d'aucun repère pour résister ou s'y opposer. Et le meilleur moyen qu'ils ont imaginé pour y parvenir, serait de semer le chaos ou un climat permanent de suspicion, de haine, d'affrontement ou de violence entre tous les membres de la société, en brisant tous les rapports qu'ils peuvent avoir entre eux, en s'appuyant sur leurs aspects parfois archaïques ou sachant que certains de ces rapports se sont construits sur la base de préjugés que les classes dominantes qui se sont succédées au pouvoir avaient créés et entretenus pour asseoir leur hégémonie de classe.

En imaginant ce scénario, ils savaient pertinemment qu'une partie de la gauche ou de l'extrême gauche parmi les plus corrompues ou ignares ou encore habitées par un furieux dogmatiques les rejoindraient ou tomberaient dans le panneau, et cela a relativement bien marché, sauf avec l'écriture inclusive qui a été rejetée pratiquement unanimement, hormis au NPA, le parti qui se trouve être justement le plus décomposé de l'extrême gauche, mais il n'est pas le seul parmi les gauchistes en mal de repères, c'est à cela qu'on reconnaît ceux qui subissent le plus l'influence de l'idéologie de la classe dominante.

Au lieu de simplifier l'orthographe et les règles syntaxiques, l'écriture inclusive les complique à l'infini, c'est un professeur de français qui s'exprime ici. Elle est destinée à l'élite, aux nantis, au détriment du peuple qui peine déjà à maîtriser sa langue. L'écriture inclusive est une abomination, d'ailleurs quand je lis "chercheur.e.s", je leur rappelle que chercheuses existaient déjà !

A l'expression écrite, c'est une torture, à l'expression orale c'est carrément impraticable, je mets au défi quiconque de s'y livrer. Faites un test, essayez de prononcer : Hier j'ai croisé des militant. e.s, des étudiant. e.s, des intermittent.e.s, des paysan. e. s, attention, vous devez prononcer "militant -antes, étudiant -antes, intermittent -entes, paysan -sanes, " si, si, vous devez détacher

les syllabes, essayez encore, vous avez l'impression d'être en présence d'ânes (bac +5 !), c'est là qu'on s'aperçoit qu'on a affaire à une entreprise qui tend à la destruction du langage, de tout moyen de communication entre les hommes, car si demain je devais parler ainsi, c'est simple, je préfère encore cesser de m'exprimer !

Le despotisme leur a toujours servi de guide à travers les siècles jusqu'à nos jours.

Du puritanisme à la chasse aux préjugés en passant par prohibition, la permissivité, la pornographie, la dérégulation financière pour justifier l'impérialisme et la barbarie.

C'est ce courant politique de l'oligarchie qui est à l'origine de toutes les campagnes mondiales des dernières années, dont celles ayant conduit dans de nombreux pays (principalement occidentaux) à la légalisation du mariage (et de l'adoption) des homosexuels, du cannabis, de la PMA, etc. qui a fait la promotion des LGTB, qui instrumentalise le réchauffement climatique, qui a planifié l'afflux de migrants en Europe, après avoir été à l'origine du 11/9 et de toutes les guerres qui ont suivi, etc. et qui a porté Macron au pouvoir en France... C'est aussi ce courant politique qui a adopté la stratégie du nouvel ordre mondial totalitaire, et qui de fait détient le pouvoir aux Etats-Unis et influence largement le cours de l'évolution de la situation mondiale.

- Les États-Unis vont-ils se réformer ou se déchirer ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 25 octobre 2016

Extrait. Pour comprendre ce qui est en jeu, il faut revenir en Angleterre au XVIIème siècle. Oliver Cromwell renversa par un coup d'État militaire le roi Charles Ier. Il prétendit instaurer une République, purifier l'âme du pays, et fit décapiter l'ancien souverain. Il créa un régime sectaire inspiré des idées de Calvin, massacra en masse les Irlandais papistes, et imposa un mode de vie puritain. Il conçut aussi le sionisme : il rappela les Juifs en Angleterre et fut le premier chef d'État au monde à réclamer la création d'un État juif en Palestine. Cet épisode sanglant est connu sous le nom de « Première Guerre civile britannique ».

Après le rétablissement de la monarchie, les Puritains de Cromwell fuirent l'Angleterre. Ils s'installèrent aux Pays-Bas, d'où certains d'entre eux partirent à bord du Mayflower aux Amériques (les « Pères pèlerins »), tandis que d'autres fondèrent la communauté Afrikaneer en Afrique australe. Lors de la Guerre d'indépendance des États-Unis au XVIIIe, on revit l'affrontement des Calvinistes contre la Monarchie britannique, de sorte que dans les manuels actuels d'Histoire britannique, on la désigne comme la « Seconde Guerre civile ».

Au XIXème siècle, la Guerre de sécession opposa les États du Sud (principalement habités par des colons catholiques) à ceux du Nord (plutôt habités par des colons protestants). L'Histoire des vainqueurs présente cet affrontement comme une lutte pour la liberté face à l'esclavage, ce qui est de la pure propagande (les États du Sud abolirent l'esclavage durant la guerre lorsqu'ils conclurent une alliance avec la monarchie britannique). De fait, on retrouva l'affrontement des Puritains contre le trône anglais, raison pour laquelle certains historiens parlent ici de « Troisième Guerre civile britannique ».

Au cours du XXème siècle, cet affrontement interne de la civilisation britannique semblait révolu, hormis la résurgence des Puritains au Royaume-Uni avec les « chrétiens non-conformistes » du Premier ministre David Llyod George. Ces derniers divisèrent l'Irlande et s'engagèrent à créer le « Foyer national juif » en Palestine.

Quoi qu'il en soit, un des conseillers de Richard Nixon, Kevin Philipps, consacra une thèse volumineuse à ces guerres civiles, constata qu'aucun des problèmes n'était résolu, et annonça une quatrième manche [1].

Les adeptes des Églises calvinistes, qui depuis 40 ans votaient massivement pour les Républicains, soutiennent désormais les Démocrates.

Je ne doute pas que Madame Clinton sera le prochain président des États-Unis, ou que si Monsieur Trump était élu, il serait rapidement éliminé. Mais en quelques mois, on assiste à une large redistribution électorale sur fond d'une évolution démographique irréversible. Les Églises issues des Puritains ne totalisent plus que le quart de la population et basculent dans le camp démocrate. Leur modèle apparaît comme un accident historique. Il a disparu d'Afrique du Sud et ne pourra pas survivre encore bien longtemps, ni aux États-Unis, ni en Israël.

Au-delà de l'élection présidentielle, la société US doit rapidement évoluer ou se déchirer à nouveau. Dans un pays où la jeunesse rejette massivement l'emprise des prêcheurs puritains, il n'est plus possible de déplacer la question de l'égalité. Les Puritains envisagent une société où tous les hommes sont égaux, mais pas équivalents. Lord Cromwell voulait une République pour les Anglais, mais seulement après avoir massacré les papistes irlandais. C'est ainsi qu'actuellement aux États-Unis, tous les citoyens sont égaux devant la loi, mais au nom des mêmes textes les tribunaux condamnent systématiquement des noirs tandis qu'ils trouvent des circonstances atténuantes aux blancs ayant commis des crimes ou délits équivalents. Et, dans la majorité des États, une condamnation pénale, même pour un excès de vitesse, suffit à se voir retirer le droit de vote. Par conséquent, blancs et noirs sont égaux, mais dans certains États, la majorité des hommes noirs a légalement été privée de son droit de vote. Le paradigme de cette pensée, en politique étrangère, c'est la « solution à deux États » en Palestine : égaux, mais surtout pas équivalents.

C'est la pensée puritaine qui a conduit les administrations du pasteur Carter, de Reagan, de Bush (Sr. et Jr. sont deux descendants directs des Pères pèlerins), de Clinton et d'Obama à soutenir le wahhabisme en contradiction avec les idéaux affichés par leur pays, et aujourd'hui à soutenir Daesh.

Jadis, les Pères pèlerins fondèrent des communautés à Plymouth et Boston, qui ont été idéalisées dans la mémoire collective états-unienne. Les historiens sont pourtant formels, ils disaient former le « Nouvel Israël » et choisirent la « Loi de Moïse ». Ils ne placèrent pas de Croix dans leurs temples, mais les Tables de la Loi. Quoique chrétiens, ils attachaient plus d'importance aux écritures juives qu'aux Évangiles. Ils obligèrent leurs femmes à se voiler la tête et rétablirent les châtiments corporels. (Réseau Voltaire 25 octobre 2016)

- Ce que révèlent les élections US sur le conflit intérieur par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 novembre 2018

Extraits. Au contraire, l'idéologie alors dominante, aussi bien au Parti démocrate qu'au Parti républicain, était celle des Puritains : ordre moral et impérialisme.

...les Puritains qui fondèrent les colonies britanniques des Amériques

La première composante historique des États-Unis (les Puritains) entendait créer des colonies au mode de vie « pur » (au sens calviniste du terme) et poursuivre la politique étrangère de l'Angleterre.

Au cours des dernières années, les partis démocrate et républicain ont évolué pour devenir les porte-paroles de la pensée puritaine, défendre l'ordre moral et l'impérialisme. Les Bush sont des descendants directs des « Pères pèlerins ». Barack Obama a composé son premier cabinet en s'appuyant massivement sur les membres de la Pilgrim's Society (le club transatlantique présidé par la reine Elizabeth II).

Cependant, à la différence de l'Angleterre, où les Puritains finirent par perdre, ce sont leurs descendants qui vainquirent aux USA. (Ce que révèlent les élections US sur le conflit intérieur par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 novembre 2018)

La civilisation humaine est à la croisée des chemins.

La survie du capitalisme, un siècle après avoir atteint le stade de l'impérialisme, tend dorénavant à disloquer l'ensemble des rapports que les hommes ont patiemment tissés au fil des deux derniers millénaires et plus particulièrement au cours des trois ou quatre derniers siècles, qui se sont traduits par des progrès réalisés dans tous les domaines, social, culturel, éducation, connaissance, science, art, etc. qui coïncidèrent avec une élévation de leur niveau de conscience en général et de leurs conditions de travail et d'existence, sans toutefois qu'ils aient conscience de ce processus (de ses origines) ou que, l'évolution et l'issue des contradictions qui composaient ces rapports permettraient à la civilisation humaine d'atteindre un niveau de progrès supérieur ou au contraire précipiteraient sa destruction.

Ce n'est qu'à l'issue du développement des forces productives et de la lutte des classes, qui sont les deux principaux facteurs de l'évolution de la civilisation humaine dont dépendent toutes les relations qui existent dans la société, que ces deux orientations sont parvenues à maturité, au point que les différents protagonistes qui en sont les acteurs principaux (la classe des capitalistes et la classe ouvrière) sont amenés à se livrer une lutte à mort pour continuer d'exister, et de l'issue de ce combat dépend l'avenir de l'humanité.

Le défi qui nous est posé est simple : Soit on parvient à prendre conscience que la survie du capitalisme est le principal obstacle à tout progrès social, et constitue un péril mortel pour la démocratie et la civilisation humaine, soit on n'y parvient pas et nous sommes condamnés à en subir les terribles conséquences jusqu'à la disparition de la civilisation humaine. Que ce soit le capitalisme ou son pendant, la masse des exploités, aucun ne peut échapper aux lois de la dialectique, chaque corps a une durée de vie limitée au-delà de laquelle il se décompose, se putréfie, puis disparaît pour céder la place à d'autres.

Contrairement aux modes de production antérieurs, le capitalisme présente la particularité de n'avoir engendré aucun mode de production supérieur, aucune nouvelle classe qui l'incarnerait, dès lors qu'il ne peut plus concourir au progrès de la civilisation humaine, et qu'il n'existe aucun autre mode de production capable de lui succéder que le mode de production basé sur la propriété collective des moyens de production qu'incarne la classe ouvrière, il revient donc légitimement à cette classe de détenir le pouvoir politique pour mettre en oeuvre ce nouveau mode de production (supérieur et de répartition des richesses), ce qui implique qu'elle fasse à son tour sa révolution et se débarrasse du mode de production capitaliste...

Telle est l'une des deux issues que présente le processus dialectique matérialiste et historique qui permettrait de renouer avec le progrès social et d'assurer la pérennité de la civilisation humaine, qui vivrait enfin en paix et en harmonie avec sa planète. L'autre ne conduirait qu'au chaos, à la guerre sans fin, à la barbarie, à leur destruction.

On peut adopter le pire des comportements et le nier ou l'ignorer, dans ce cas on sera baloté de l'extrême gauche à l'extrême droite,

et le pire nous attend.

La ligne de fracture est facile à saisir, elle réside dans la rupture inconditionnelle avec le capitalisme et ses institutions qui toutes tendent vers le totalitarisme ou le fascisme.

Fake news. Tous riches ou presque, de quoi se plaignent les peuples, franchement !

Nouvelobs.com - Il y a certes une bonne nouvelle : la proportion des pauvres dans le monde a drastiquement baissé. Voici quarante ans, elle dépassait 40%. Aujourd'hui, 10 % de la population mondiale vit avec 1,90 dollar par jour. La moitié de ces personnes résident en Afrique.

LVOG - D'où sortent-ils ce chiffre de 1,90 dollar par jour par personne ? Parmi tous les Indiens que je côtoie ou que je connais, ils disposent d'1/5e ou d'1/6e de cette somme, voire moins encore.

Nouvelobs.com - 97% des Français appartiennent aux 30% les plus riches du monde. nouvelobs.com 02.02

LVOG - Quand Macron vous le disait que vous manifestiez la gueule pleine, il avait raison ! Scélérats !

Sans rire, dans cet article il était précisé que "*les comparaisons tiennent compte des prix dans chaque pays*", voyons ce qu'il en est vraiment en Inde où je vis de 1996.

En Inde ou le taux de change entre l'euro et à la roupie est de 1 euro = 80 roupies.

Le salaire minimum net mensuel avoisine 5.000 roupies. Pas de retenues sur salaire puisque les travailleurs indiens ne bénéficient d'aucun avantage social. Un ménage se compose en moyenne de 2 ou 3 adultes plus 3 enfants, parfois ou souvent plus avec un ou des vieux parents ou une parente veuve sans ressources, etc. Quand un seul adulte travaille, cela donne 5.000/30/5 = 33, 33 roupies par jour, soit 0,30 euro ou 0,55 dollar (à environ 1 dollar = 65 roupies). Si les deux adultes travaillent et que l'homme a un salaire plus élevé, disons 8.000 roupies, cela donne 13.000/30/5 = 86.66 roupies, soit à peine plus de 1 euro ou 1,33 dollar.

Mais dès que l'un ou l'autre s'absente de son travail, on lui déduit une journée de salaire, et cela arrive tous les mois, soit à plusieurs reprises, soit pendant plusieurs jours, pour cause de maladie, très fréquente ici, ou un enfant malade, un évènement familial, les familles comptent des dizaines, voir des centaines de membres, dont là aussi cela se produit fréquemment, décès, mariage, fiançailles, naissance, premières règles, etc, sans compter les pèlerinages, la mousson, les grèves générales imposées, les quelques jours fériés par an. Bref, il est rare qu'un Indien perçoive un salaire complet en travaillant 6/7j, sans congés. Sans parler des nombreux Indiens qui ne sont pas mensualisés, c'est la règle générale pour ceux qui travaillent dans l'agriculture, plus de 50% des actifs.

Et comme il n'existe pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie la plupart du temps, vous pouvez êtes licencié du jour au lendemain, quitte à être réembauché deux semaines ou trois mois plus tard, les travailleurs sont taillables et corvéables à merci et sans droit ni recours d'aucune sorte. Donc il est rare que les deux travaillent simultanément pendant des mois ou des années, leur revenus annuel est toujours amputé.

J'imagine que la même situation prévaut dans de très nombreux pays en Asie et en Afrique.

Et je n'ai pas mentionné l'inflation. Pour un peu le litre d'essence serait aussi cher qu'en France 70 roupies, près d'un 1 euro avec une monnaie qui vaut 1/80e de l'euro, que dis-je, il est 40 fois plus cher qu'en France !

Ici les prix augmentent une ou deux fois par an, entre 10 et 20% chaque fois ! Non, mais je ne raconte pas de blague, hormis quelques denrées alimentaires qui augmentent moins vite, et encore, on oublie vite les anciens prix ; Le petit pain qui valait 1 roupie il y a 20 ans, en vaut 10 aujourd'hui, son prix a été multiplié par 10, mais en réalité il a augmenté de 1000%, et je ne connais rien qui n'ait pas augmenté dans les mêmes proportions, à part les salaires qui ont augmenté de moitié seulement pour les plus mal lotis, la majorité.

Autrefois, les charges fixent des Indiens étaient réduites au minimum ou n'existaient même pas : pas d'équipements électriques à part une ampoule et un ventilateur, et encore, la facture d'électricité était de 10 ou 20 roupies, aujourd'hui elle tourne entre 500 et 1000 roupies, pas d'essence à acheter, tout le monde se déplaçait en vélo ou en bus, pas de téléphone... bref, leurs revenus leur servait à vivre, dorénavant ils servent à payer toutes ces charges, et ce qui leur reste sert juste à survivre. Quel progrès, quel bonheur ! Autrefois, avec un seul salaire une famille pauvre parvenait à s'en sortir, de nos jours avec deux salaires ils n'y arrivent plus, cherchez l'erreur.

Contrairement à ce que ces misérables falsificateurs, ces idéologues du régime, cet article a été rédigé par Speranta

Dumitru, maîtresse de conférences en science politique à l'université Paris-Descartes, les travailleurs pauvres sont encore plus pauvres et plus nombreux qu'autrefois, et en prime ils sont surexploités ou soumis en esclavage, car travailler 6 jours sur 7, c'est de l'esclavage, et travailler 6 jours sur 7 sans pouvoir vivre décemment, l'angoisse permanente de l'accident, de la maladie, du chômage en plus, c'est pire encore ! Et ce n'est là qu'un échantillon du tableau, la réalité que vivent les Indiens est pire encore.

Il n'y avait bien que Mélenchon pour l'ignorer.

Rappel de la causerie du 3 février- Mélenchon : "Nous ne connaissons ni l'objectif de ces réunions, ni le bilan qui en sera fait" (Le HuffPost 31.01)

Muriel Pénicaud - Le cap est légitime, puisqu'il est issu d'un programme pour lequel le président, puis une majorité de députés, ont été élus démocratiquement.

LVOG - Et les miracles de la collaboration de classes pour l'appliquer.

Muriel Pénicaud - Il y a un télescopage entre le temps nécessaire pour ces réformes et l'impatience que l'on comprend pour rendre les solutions concrètes et tangibles. La crise que nous vivons montre que pour compléter la démocratie représentative, colonne vertébrale de notre République, nous avons besoin de la démocratie participative, qui permet aux citoyens de donner leur avis au fil de l'eau, et de la démocratie sociale, que font vivre les partenaires sociaux et les associations. nouvelobs.com 31 janvier 2019

Ceci explique cela.

- Emmanuel Macron veut « booster » les petites associations - La Croix 05.02

- Macron envisage le retour des emplois aidés pour les associations - Le Dauphiné Libéré 05.02

Grand débat national en famille ou quand Mélenchon aime parler avec Macron.

À l'issue de près de deux heures d'entretien entre Jean-Luc Mélenchon et le président de la République ce mercredi soir.

À propos d'une dissolution, "(cela) paraît plutôt comme une solution d'apaisement et de règlement des problèmes", a-t-il admis, en précisant que "c'est pas là-dessus qu'(il a) été consulté".

Le chef de file des Insoumis a estimé avoir eu une "discussion intéressante" avec le président, "parce que cela permet de suivre les affaires de l'État, de donner son point de vue, d'échanger, même quand, comme c'est le cas, on est âprement séparés". "Mais ce n'est pas la guerre civile dans ce pays, on parle, il faut qu'on parle", a-t-il insisté. Le HuffPost 07.02

Mélenchon pouvait-il l'ignorer ?

- La popularité d'Emmanuel Macron penche toujours plus à droite - Le HuffPost 07.02

Les bienfaits annoncés du "Grand débat national".

- Doit-on fermer les urgences de nuit des petits hôpitaux? - Le HuffPost 07.02

Cela pourrait être la contribution de la Cour des comptes au quatrième thème du grand débat voulu par Emmanuel Macron: l'organisation de l'État et des services publics. Le HuffPost 07.02

Le "grand débat national" ou d'une dictature à l'autre.

- "Grand débat" : Macron a t-il copié le très autoritaire leader de Singapour? - nouvelobs.com 05.02

Le premier grand débat national, similaire à celui que le président de la République vient de lancer, s'est déroulé en 2012 à Singapour. Certes, tout n'est pas comparable, à commencer par le régime de cette cité-Etat de 5 millions d'habitants, sorte de "démocrature" éclairée. Mais, à y regarder de près, la comparaison entre les deux exercices est fascinante.

A l'instar de la crise des "gilets jaunes", tout commence à Singapour par un tremblement de terre politique. En mai 2011, malgré un scrutin aussi peu démocratique que les précédents, le parti au pouvoir depuis l'indépendance de Singapour en 1965, le Parti d'action populaire (PAP), ne récolte "que" 60% des voix. L'opposition, représentée par le Parti des travailleurs, obtient un

score historique et 6 députés… sur 87.

L'élite au pouvoir prend peur. Le divorce entre le peuple et ses gouvernants est patent. Un politologue singapourien se souvient : ""Les leaders du PAP se sont rendus compte que le point le plus faible du gouvernement était le communication.""

Comme en France aujourd'hui. "Notre Conversation singapourienne"

Le Premier ministre Lee Hsien Loong, fils du fondateur de l'Etat, prend alors une initiative qui surprend toute l'Asie. Il lance "Notre Conversation singapourienne" ("Our Singapour Conversation"): une série de débats ouverts à tous, y compris les fonctionnaires jusque-là tenus au secret absolu. Le but, explique notre politologue : ""Permettre au gouvernement de se reconnecter avec les électeurs et de tester de nouvelles options politiques.""

Là encore, troublante analogie...

Selon les documents officiels, la "Conversation singapourienne" est, comme en France, coordonnée par un Comité dirigé par un ministre, celui de l'Education. Et cette présidence par un membre de l'exécutif, est, comme en France, fortement critiquée, mais seulement anonymement sur les réseaux sociaux. Le Comité est composé de vingt-six autres membres, dont "un chauffeur de taxi, un artiste (sic) et un présentateur de télé", ce qui n'est pas le cas en France…

660 débats puis un triomphe électoral

La Conversation dure un an : 47.000 personnes y participent (soit l'équivalent de 600.000 en France), en 660 petits groupes. Le thème : "Qu'est-ce que les Singapouriens veulent pour 2030 ?" Les organisateurs sont perplexes. Comment rendre compte des travaux ? Comment, ce faisant, rebâtir la confiance entre le gouvernement et le peuple ? "Nous pensions que ce serait 'mission impossible'", racontent certains. D'autant qu'il y a énormément de requêtes, de paperasses… comme aujourd'hui en France.

Finalement, le Comité publie en rapport en 2013. D'où il ressort plusieurs demandes précises, concernant, notamment, le logement, la santé, les transports et l'immigration.

Avait-il déjà préparé ces réformes ? Quoi qu'il en soit, après la Conversation, Lee Hsien Loong prend des mesures qui correspondent tout à fait à certaines revendications exprimées : il augmente les aides à l'achat de logements devenus hors de prix au centre la cité-Etat, il fait changer les règles de l'assurance maladie de façon à mieux couvrir les personnes très âgées et modifie les règles de notation des élèves et des étudiants jugées trop sévères. Enfin, l'obtention de visas de travail est devenue beaucoup plus difficile.

L'un explique-t-il l'autre ? Aux élections suivantes, en 2015, le PAP fait un triomphe... nouvelobs.com 05.02

Le totalitarisme passe par le contrôle de l'information.

Quand le président de la République invite des professionnels des médias pour avoir "*une conversation libre dans son bureau*".

Lors de cette rencontre, Emmanuel Macron a assuré que "*le bien public, c'est l'information. Et peut-être que c'est ce que l'État doit financer. (...) Le bien public, c'est l'information sur BFM, sur LCI, sur TF1, et partout. Il faut s'assurer qu'elle est neutre, financer des structures qui assurent la neutralité*". En gros, "*il voudrait qu'une sorte de conseil, d'organisme, se charge de la vérification. Comme s'il y avait une part du journalisme qui consistait à vérifier des choses, et une autre part qui consisterait à raconter n'importe quoi*", éclaire Etienne Gernelle. Franceinfo 06.02

En complément.

- La police demande à Google de supprimer un photomontage d'Emmanuel Macron - BFMTV 30.01

Une demande des autorités françaises a été envoyée au géant américain pour faire supprimer une image sur laquelle le président de la République apparaît grimé en général Pinochet. BFMTV 30.01

- L'Ukraine fait de la date d'anniversaire d'un collaborateur nazi un jour férié et interdit un livre critiquant un leader antisémite - Les Crises 30.01

Le Parlement ukrainien a officiellement désigné l'anniversaire d'un collaborateur nazi de premier plan (Stepan Bandera Bandera - ndlr) comme jour férié, tout en interdisant un livre critiquant un autre dirigeant national antisémite (Symon Petliura - ndlr).

Le 17 décembre, l'Ukraine a voté contre une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à lutter contre « la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques contribuant à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y sont associées », selon l'agence de presse Tass. Les États-Unis ont également voté contre la mesure, bien que 129 pays aient appuyé cette initiative.

Yaroslav Stetsko, bras droit de Stepan Bandera, écrit donc en 1941 qu'il approuve totalement "l'extermination des Juifs et la rationalité des méthodes allemandes d'extermination des Juifs, au lieu de leur assimilation".

Ce Yaroslav Stetsko, sous prétexte de lutte contre le communisme, va bénéficier du soutien des USA comme de nombreux autres criminels de guerre ayant collaboré avec les nazis. Il va créer à Munich en 1946 le "Bloc des nations anti-bolchéviques" qu'il présidera jusqu'à sa mort en 1986.

Article complaisant du "Washington Post" du 21 juillet 1981, "Yaroslav Stetsko, le patriote solitaire" :

https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/1981/07/21/yaroslav-stetsko-the-lonely-patriot/5f432413-8437-4b17-8326-35a2253a66cc/?noredirect=on&utm_term=.e870ce569f79

Les Crises 30.01

Le totalitarisme passe par le contrôle total de la population.

- À Paris, bientôt des "rues sans mégots" - L'Express.fr 06.02

Les élus ont adopté des mesures visant à faire disparaître les mégots, très polluants, des trottoirs de la capitale. L'Express.fr 06.02

Le régime commence à craquer de partout, aidons-le à s'écrouler.

- "Anticasseurs": plusieurs abstentions voire oppositions de députés LREM - AFP 04.02

Plusieurs députés LREM ont indiqué lundi qu'ils allaient s'abstenir mardi, voire réfléchissaient à voter contre la proposition de loi LR "anticasseurs" qui va être soumise au vote solennel de l'Assemblée en première lecture.

- Aurélien Taché (LREM) ne votera pas la loi anticasseurs "en l'état" - Le HuffPost 03.02

- Record d'abstentions, départ d'Orphelin: chocs en cascade chez les députés LREM - AFP 7 février 2019

Record d'abstentions de députés LREM mardi sur le texte "anticasseurs", départ mercredi d'une figure, Matthieu Orphelin: le groupe majoritaire a subi deux coups durs, les oppositions percevant un début de "fronde".

Orphelin autrefois membre d'EELV, qu'il avait quitté en 2012, M. Orphelin pourrait-il rejoindre les rangs écologistes?

50 "marcheurs" souvent issus de l'aile gauche se sont abstenus, soit un sixième du groupe ce qui est "considérable", selon une source parlementaire. AFP 7 février 2019

- Quand Darmanin cite Coluche au lieu de Churchill - L'Express.fr 07.02

Le ministre des Comptes publics a attribué par erreur une citation à Winston Churchill, ce mercredi, à l'Assemblée nationale.

- LREM : le départ de Matthieu Orphelin porte un nouveau coup à la majorité - Le Parisien 07.02

- L'historien Gérard Noiriel: Macron "ne comprend pas les classes populaires" - AFP 04.02

- «Donner une satisfaction facile à des secteurs non éclairés de l'opinion» - Liberation.fr 05.02

L'avocat Jean-Pierre Mignard, pourtant proche de Macron, pointe une loi inefficace, décidée dans l'urgence et qui donnera un pouvoir exorbitant aux préfets. Une «aberration» symptomatique d'un pouvoir qui se durcit en se rétrécissant politiquement. Liberation.fr 05.02

- Serge Hefez : «Il faut qu'Emmanuel Macron redescende de son Olympe» - LeParisien.fr 05.02

- "Nous sommes responsables devant nos lecteurs" : le coup de gueule du directeur du "Point" contre Emmanuel Macron - Franceinfo 07.02

Le directeur de l'hebdomadaire "Le Point", Etienne Gernelle, n'a pas apprécié les propos tenus par le président de la République lors d'une réunion informelle avec des journalistes le 31 janvier. Franceinfo 07.02

- Hulot accuse Monsanto d'avoir voulu nuire à sa réputation - huffingtonpost.fr 03.02

- Gilets jaunes : un ancien officier du service action de la DGSE dénonce la répression. - Le Média

- Enregistrements de Benalla : Mediapart refuse une perquisition après l'ouverture d'une enquête préliminaire - Liberation.fr 04.02

Le parquet de Paris a ouvert ce week-end une enquête pour «atteinte à l'intimité de la vie privée» et sur les conditions d'enregistrement d'une conversation entre Alexandre Benalla et Vincent Crase fin juillet. Liberation.fr 04.02

Gilets Jaunes

Les Gilets Jaunes : Pas vraiment des fachos, dommage !

LVOG - Et pourtant, on vient de voir à quel point ils appréciaient les fascistes, Macron, Trump et consorts.

- Dans le "vrai débat" des gilets jaunes, les propositions "épouvantails" ne passent pas - huffingtonpost.fr 04.02

Evidemment, plateforme à forte connotation "gilets jaunes" oblige, le référendum d'initiative citoyenne (RIC) rafle la mise avec 88% votes favorables (sur 3000 votants). De même, la volonté de réduire le train de vie des élus est plébiscitée par plus de 91% de 2400 votants.

...parmi les propositions les plus débattues, celle visant à supprimer la loi sur le mariage pour tous est rejetée par une écrasante majorité des quelque 1700 votants (83%).

Quant à la peine de mort, la position des participants au "vrai débat" est aussi homogène que pour le mariage pour tous. Sur près de 1800 votes, 15% des participants seulement sont d'accord avec l'idée d'une réinstauration de la peine de mort.

Un élément de plus qui semble indiquer que les gilets jaunes sont très diversifiés idéologiquement. L'expulsion définitive des fichés S vers leurs pays d'origine, la suppression des allocations familiales pour les parents d'enfants délinquants et le retour du service militaire n'obtiennent aucune majorité claire. huffingtonpost.fr 04.02

- Gilets jaunes: Un observateur blessé porte plainte contre la police - Reuters 04.02

Un membre de l'Observatoire des pratiques policières (OPP) et de la Ligue des droits de l'homme (LDH), blessé au front par un projectile tiré par les policiers samedi à la fin de la manifestation des gilets jaunes à Toulouse, va déposer plainte lundi... Reuters 04.02

- Avec la grève générale illimitée, François Boulo assoit son influence chez les gilets jaunes - HuffPost 05.02

L'avocat rouennais, à l'origine du premier appel à la "grève illimitée" serait le meilleur représentant du mouvement selon un sondage effectué par Éric Drouet.

Organisée avec Solidaires et une partie de Force ouvrière, soutenu par le NPA, le PCF et la France insoumise, cet appel à la grève nationale a très vite été repris par les gilets jaunes sur les pages Facebook dédiées au mouvement, véritable agora de la fronde. Éric Drouet, un des visages de la mobilisation y harangue notamment les foules depuis la fin du mois de janvier pour faire de cette journée d'action le point de départ d'une grève générale illimitée.

"Un sacrifice à faire aujourd'hui pour notre avenir et celui de nos enfants et petits enfants", estime François Boulo, le porte-parole des contestataires à Rouen à l'initiative de cet embryon de convergence des colères. L'avocat de 32 ans veut croire à un "moment historique" et semble, par cette initiative, asseoir son influence au sein d'un mouvement contestataire qui jusqu'ici a peiné à faire émerger des leaders incontestés.

Les gilets jaunes ne boudent plus les syndicats

De fait, tout est parti d'une vidéo publiée le 22 janvier par Le Média, un site d'informations proche de la France insoumise. Dans cette séquence visionnée près de 2.000.000 de fois -à retrouver ci-dessous- François Boulo estime qu'il "est temps que la résignation change de camp et d'en revenir au respect de l'article 2 de notre Constitution selon lequel le principe de la République est: 'gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple'." Il présente la grève générale illimitée comme le seul moyen de gagner la bataille.

L'appel de François Boulo a créé une petite brèche dans la défiance qu'entretenaient les gilets jaunes envers les syndicats. Jadis réticente à s'afficher avec ce type d'organisations, la grande majorité des gilets jaunes semble désormais encline à s'ouvrir un peu, sans doute animée par le sentiment de devoir évoluer pour durer. De nombreuses publications et autres sondages en vogue chez ces contestataires ont fleuri tout au long de ces derniers jours pour interroger la base du mouvement sur l'opportunité de se joindre à la CGT. Et les commentaires hostiles au syndicat sont désormais résiduels, beaucoup souhaitant profiter de l'appel de l'organisation pour se faire entendre plus durement. HuffPost 05.02

- Tribune de chercheurs: Nous sommes tous des gilets jaunes

Un large collectif d'intellectuels lance un appel à se mobiliser aux côtés des gilets jaunes. Ils exhortent leurs collègues à «inventer de nouveaux espaces de luttes et de débat» afin de soutenir le mouvement, mais aussi «d'y participer de l'intérieur». Ils appellent également à se joindre à la grève générale interprofessionnelle du mardi 5 février.

La déflagration « jaune » surgie depuis le mois de novembre partout en France semble maintenant réveiller la peur des populismes dans de nombreuses sphères de la société. Depuis le mois de janvier, des interventions de plus en plus nombreuses nous mettent en garde sur la présence « désormais dominante » de la droite populiste et fascisante au sein du mouvement des « gilets jaunes ».

Nous pensons que ces affirmations alarmistes se fondent sur une vision biaisée, qui interprète un mouvement né et développé avec des formes totalement inédites à partir de catégories politiques anciennes et inadéquates pour en saisir la nature. C'est un biais tout aussi important que dangereux, car il a conduit plusieurs intellectuels et observateurs de gauche à écrire, en toute bonne foi, que la critique de la démocratie représentative exprimée par les gilets jaunes et leur refus de se structurer comme mouvement en élisant des responsables les positionnait en dehors du champ démocratique. Dans cette veine, d'autres chercheurs ont même cru nécessaire d'enquêter sur le passé informatique des gilets jaunes les plus médiatisés pour traquer leurs agissements passés et démasquer des affiliations secrètes.

Loin d'éclairer le débat, une telle posture empêche de saisir la complexe physionomie d'un mouvement qui a provoqué, par sa force et par la singularité de ses formes d'organisation, une véritable « mue identitaire » chez la plupart de ceux qui l'ont vécu et s'y sont engagés.

Comme cela a été souvent le cas dans l'histoire, il y a un avant et un après à la participation de l'intérieur à un mouvement social de cette ampleur. Si les nombreux intellectuels et observateurs politiques qui s'échinent à traquer les traces d'une affiliation politique « douteuse » dans le passé des gilets jaunes, écoutaient davantage les déclaration de celles et ceux qui manifestent dans les rues et occupent les ronds-points, ils verraient que leurs actions concrètes ne rentrent absolument pas dans les cadres des catégories politiques traditionnelles : elles s'inscrivent en revanche dans un horizon fondamentalement marqué par une demande large, profonde et urgente de justice sociale. Et s'ils prenaient le temps et le courage d'écouter les très nombreux témoignages enregistrés en direct sur les médias alternatifs, ils entendraient à quel point l'éclosion du mouvement a totalement bouleversé la vie de chaque participant, en reconstruisant des liens, en faisant émerger des questions communes au-delà des anciennes positions idéologiques.

Nous sommes conscients du fait que des groupes qui prêchent des paroles de haine sont également présents sur les ronds-points et dans les cortèges. Mais nous savons aussi que, pour le moment, ils ne sont qu'une composante marginale d'une masse qui demande et revendique avant tout dignité et justice sociale. Les enquêtes développées sur le terrain en partenariat actif avec les gilets jaunes par plusieurs groupes d'étudiants et chercheurs ont d'ailleurs montré à quel point la grille de lecture du populisme est radicalement obsolète pour comprendre ce soulèvement. Déclenché sur la base d'une réponse à l'augmentation des prix de l'essence, le mouvement des gilets jaunes a su poser sur l'avant de la scène, une fois de plus, mais sans doute de manière claire et incontestable, toutes les questions fondamentales qui se posent dans une société épuisée par le pillage infligé au cours des quarante dernières années par les politiques néolibérales successives.

Comme nombre de nos concitoyens, nous avons assisté impuissants à ce pillage qui a systématiquement transféré la quasi-totalité de la valeur du travail effectué par des millions d'hommes et femmes vers le marché financier, qui a saccagé les biens communs en les donnant en pâture à sa clientèle, et qui a altéré progressivement mais profondément et sûrement la valeur et la signification mêmes du travail accompli. En tant que femmes et hommes travaillant depuis des années dans les structures de l'enseignement et de la recherche, nous avons à notre façon connu l'impact de ces politiques. L'utilisation de plus en plus massive du travail précaire, la destitution de toute forme d'autonomie de recherche, la centralisation des contrôles sur les projets et

les financements de la recherche ont conduit également à une prolétarisation du travail intellectuel, tout en l'assignant bien souvent à un rôle de servile complaisance avec les formes et les demandes du pouvoir politique et économique.

C'est pourquoi nous croyons important d'adhérer à ce mouvement de son intérieur et de participer, avec les femmes et les hommes gilets jaunes, à son ouverture vers une société plus juste : une société qui soit en mesure de garantir à chaque citoyen une juste rémunération pour son travail, l'aide dont il nécessite lorsqu'il est dans le besoin, tout en garantissant la justice sociale ainsi qu'une vraie égalité dans la cité. Nous appelons donc nos collègues à s'organiser et à inventer de nouveaux espaces de luttes et de débat où nous pourrions, non simplement soutenir le mouvement, mais y participer de l'intérieur avec les compétences qui nous sont propres, comme tout autre acteur du champ social.

C'est dans cette optique que nous souscrivons pleinement à l'Appel proposé par l'Assemblée de Commercy les 26 et 27 janvier 2019 que nous appelons nos collègues à participer massivement, avec le plus de publicité possible, à la manifestation du 2 février en hommage aux victimes des violences policières, ainsi qu'à la grève générale interprofessionnelle du 5 février prochain. (Suit la liste des premiers signataires) blogs.mediapart.fr

- Un gendarme aux Gilets jaunes à Montpellier : «Toutes nos familles, elles sont avec vous !» - RT 6 février 2019

Scène étonnante à Montpellier lors de l'acte XII : un gendarme a été filmé en pleine discussion avec des manifestants. Le militaire explique aux Gilets jaunes que les gendarmes n'ont rien contre eux, mais qu'ils doivent obéir aux ordres.

A en croire les sources policières contactées par RT France, la scène est courante sur les ronds-points : les forces de l'ordre maintiennent leur position, mais lorsque c'est possible, elles échangent dans le calme avec les Gilets jaunes. «Malheureusement, ce ne sont pas ces images qui sont montrées dans les médias», a ainsi déploré un porte-parole du Collectif autonome des policiers d'Ile-de-France (CAP-IDF). C'est une scène similaire qui a été filmée lors de l'acte XII à Montpellier le 2 février. On y voit un gendarme discuter avec des manifestants, place des Martyrs de la résistance.

Alors que ces derniers cherchent à lui expliquer qu'ils n'ont rien contre les forces de l'ordre et qu'elles bénéficieraient d'un «droit de réserve» – notion inexistante, peut-être confondue à tort avec le «devoir de réserve» –, le gendarme oppose : «Nous non plus, on n'a rien contre vous. Toutes nos familles elles sont avec vous. [...] On est militaires, on n'a pas le droit de désobéir.»

Les propos entendus sur la vidéo mettant en scène ce gendarme font écho à ceux relayés par une page Facebook soutenant les forces de l'ordre (Collectif Urgence Notre Police se Fait Assassiner 2). Dans ce texte, attribué à un gendarme mobile, on peut lire : «La plupart de mes collègues soutiennent et partagent le ras le bol des Gilets jaunes». L'auteur précise ensuite sa pensée : «Quand ça pète en guérilla à côté de toi et que tu CHOISIS de rester là parce que ça fera une bonne vidéo [...]. Si après l'appel à la dispersion tu es encore sur notre chemin c'est que tu en acceptes les conséquences. Certes ça n'est pas facile d'être opposé au peuple, nous n'y prenons aucun plaisir brutal, nous accomplissons simplement notre devoir, non pas de protéger la personne d'Emmanuel Macron mais simplement les institutions françaises que sont le Président de la République, le Palais de l'Élysée et surtout l'Ordre Public».

Et de rappeler : «Non, nous ne pouvons, et ne devons pas déposer casques et boucliers, car ça serait considéré comme un acte démissionnaire, nous aussi nous payons ces impôts qui nous payent, et avons besoin de notre job. Et nous risquerions en prime des poursuites pénales de par notre statut.» RT 6 février 2019

Mobilisation du 5 février.

- 8500 à 12 000 défilent à Toulouse, 300 000 en France selon la CGT - ladepeche.fr

La CGT appelait à une grève générale ce mardi 5 février. Un appel entendu et repris par plusieurs syndicats et associations, ainsi que par les Gilets jaunes. Les cortèges ont rassemblé 300 000 personnes en France selon le syndicat.

Toulouse : 8 à 12 000 personnes et camions poubelles en grève

Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Toulouse en début d'après-midi ce mardi, à l'appel de plusieurs syndicats. La CGT estime qu'ils étaient près de 12 000. La police a comptabilisé 8500 personnes.

Dans le cadre de la grève des agents territoriaux de la ville de Toulouse, une vingtaine de camions de collecte ménagère ont stationné une partie de la matinée autour de la gare Matabiau. Issus des dépôts Monlong et Raisin, ces agents, au nombre environ de 200, contestent la décision de la mairie de réduire la fréquence des passages de collecte entraînant une réduction d'équipes d'où une surcharge de travail. « Au vu de la pénibilité de leur activité, ils demandent de conserver leurs conditions de travail ainsi qu'une augmentation de leur salaire vu le bénéfice engendré par cette réduction (entre 2 et 3 millions annuellement) », explique Nicolas, du syndicat FO. Après s'être rassemblé, ces agents pour certains ont rejoint leur camion soit pour continuer

leur tournée ou poursuivre le mouvement de grève ».

Au collège Jolimont de Toulouse, suite aux réunions du personnel, les enseignants ont décidé de se mettre en grève dans l'optique d'une opération "collège mort". Plus de 95 % du personnel, enseignant et non-enseignant, est en grève ce mardi. Ils dénoncent des classes surchargées, des problèmes de sécurité au sein de l'établissement et un manque de moyens

Un autre défilé a commencé à Saint-Gaudens 14h30 place Jean Jaurès.

1500 manifestants à Albi

Dans le Tarn, un rassemblement départemental est en cours depuis 14h30, il s'est élancé de la place du Vigan à Albi.

Depuis ce matin 6 heures, une trentaine de Gilets jaunes bloquent le rond point de l'Hermet sur la RN 88. Ils interdisent aux véhicules l'accès vers Carmaux et donc de l'Aveyron. En ce jour de manifestation nationale, ils ont décidé que ce blocus durerait toute la journée.

400 manifestants dans le Tarn-et-Garonne

Dans le Tarn-et-Garonne, la mobilisation a touché plusieurs secteurs du service public dont la santé, le social, les transports et l'éducation. Dans les rues, les manifestants se sont dirigés vers la place nationale après une prise de parole devant le siège du Medef par les représentants de la CGT, Solidaires et du syndicat enseignant FSU. "L'union fait la force", a clamé Lina Desanti, Secrétaire générale de l'UD CGT 82. Selon les forces de l'ordre ils sont 230 participants. Ils ont ensuite été rejoints par 170 Gilets jaunes. Ces derniers ont été accueillis sous les applaudissements et le slogan "Tous ensemble ! Tous ensemble !".

Gilets jaunes et CGT défilent à Montauban

1800 à 2000 personnes à Tarbes

1800 manifestants selon la police et plus de 2000 selon les syndicats ont défilé aujourd'hui à Tarbes. Le cortège, mêlant militants de la CGT, Gilets jaunes et personnels enseignants très remontés contre les suppressions de 44 postes dans le secondaire dans les Hautes-Pyrénées, s'est élancé à 10h45 de la place Verdun. En tête de cortège, les salariés de la société Toupnot, sinistrée par un incendie, mènent la danse, suivis par les gilets jaunes. En début d'après-midi, une agora est prévue, toujours place Verdun.

A Tarbes également, des perturbations sont à prévoir dans 20 des 27 écoles publiques aujourd'hui.

1500 manifestants à Pamiers

Malgré une météo pluvieuse, une centaine de manifestants se sont positionnés sur le rond point Gabrielat à Pamiers. Ils ont particulièrement ciblé les poids lourds. Les Gilets jaunes ont bloqué les camions avant de les envoyer en direction de la zone d'activité de Trémège où ils étaient stockés. Plus d'une dizaine de poids lourds, dont plusieurs de sociétés locales de transports et de livraison de supermarchés, ont d'ores et déjà été détournés de leur destination. L'action des Gilets jaunes a provoqué un ralentissement aux abords du rond point Gabrielat. Ce barrage "filtrant" a permis aux manifestants de distribuer des tracts expliquant aux automobilistes les raisons de leur mouvement. Les Gilets jaunes ont rejoint la manifestation qui a démarré à 10 heures du centre-ville de Pamiers à l'appel de l'intersyndicale CGT, FSU, FO et Solidaires et à laquelle 1500 personnes ont participé.

3 à 400 personnes à Agen

3 à 400 Lot-et-Garonnais se sont retrouvés devant le siège du Medef, suite à un appel à la grève de la part de la CGT. Tous réclament la même chose : plus de pouvoir d'achat. « Nos combats se rejoignent, commente Alain, 62 ans, ancien postier syndiqué à la retraite. Mais la CGT se bat depuis plus de trente ans pour avoir une meilleure qualité de vie. C'est bien que les Gilets jaunes nous rejoignent, même si nous ne sommes pas d'accord sur toutes leurs revendications, surtout ce qui concerne l'immigration. Mais la bataille pour un meilleur salaire doit se faire avec le plus de forces possible. » Il réclame un salaire brut de 1 800 euros. Dans le cortège, il y a presque plus de jaune que de rouge. Certains ont collé un autocollant CGT sur leur gilet. Jean-Louis et Mauricette sont mobilisés sur les ronds-points depuis le 17 novembre : « Il faut lutter tous ensemble pour avoir plus de pouvoir d'achat et offrir une meilleure vie à nos enfants. De toute manière, on est arrivé à un point de non-retour avec le Président. Il essaie de nous enfumer avec son grand débat. Nous, on n'est pas près de lâcher.»

D'autres cortèges étaient prévus ailleurs dans la région. Dans l'Aveyron, un rassemblement à Rodez avenue de l'Entreprise, à Decazeville au rond-point des Tuileries, à Villefranche aux Halles, à Millau au Mandarou et à Saint Afrique depuis l'union locale de la CGT.

Dans le Lot, un rassemblement a été organisé à Cahors au départ de la place Mitterrand, à Figeac au rond-point Lycée Champollion. A Biars le rendez-vous était fixé au rond-point Bretenoux.

Dans le Gers, rendez-vous était donné à Auch, place de la Libération.

Dans l'Aude, à Carcassonne, une opération escargot a eu lieu au départ de la cité administrative pour rejoindre le siège du Medef à Lézignan-Corbières. Un départ était organisé à 10 heures depuis la CCI de Narbonne. Les deux cortèges se sont rejoints à 11 heures.

Le 5 février à Nancy

Prises de paroles des syndicats et des Gilets Jaunes de Commercy

Les personnels de l'éducation ont (...) rejoint la manifestation interprofessionnelle qui a commencé par des prises de parole de chacune des organisations syndicales appelantes. Mais, petite – et excellente - surprise, Solidaires 54 a décidé de céder son temps de parole aux Gilets Jaunes de Commercy, qui ont ainsi pu lire l'appel issu de l'Assemblée des Assemblées de Commercy. Événement important. Les Gilets Jaunes ont ainsi pu exposer le sens de leur mouvement et leurs objectifs aux salarié.e.s venu.e.s manifester à l'appel de leurs syndicats, contre le torrent de calomnies déversées sur eux par les médias. Une façon de lever les méfiances de part et d'autre et de percevoir les convergences : les prolétaires, avec ou sans gilet jaunes, du privé ou du public, ont bien les mêmes intérêts.

La manifestation interprofessionnelle

La manifestation s'est ensuite ébranlée selon l'ordonnancement fixé par la CGT. En tête on trouvait le cortège CGT fort d'environ 800 personnes (avec des traminots, des cheminots, des personnels de l'hôpital, de Safran, etc.). Un cortège étudiant de même taille le suivait, mobilisé contre la hausse inique des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors UE qui criaient à tue-tête « mêmes études, mêmes droits », après quoi venait le cortège de FO, puis celui de la FSU et de Solidaires, comportant environ 200 personnes chacun. Enfin, en queue de manifestation, serré de près par de nombreux véhicules de gendarmes mobiles, l'imposant cortège de plus de 1000 gilets jaunes, de tous le plus dynamique, lançant avec puissance des « Macron, démission ! », « Tous ensemble, tous ensemble », « Grève générale ! », chantant parfois un morceau de Marseillaise, ou entonnant un « ahou ahou ahou… ». Après avoir déambulé dans le centre de Nancy, la manifestation s'est terminée sur la place Stanislas. Et après ?

Un peu plus de 3.000 manifestant.e.s, ce n'est pas un raz de marée pour Nancy, et on est encore loin d'une véritable « grève générale », mais c'est déjà une manifestation respectable, dix fois plus importante en particulier que la journée du 14 décembre. Confirmation que l'appel des Gilets Jaunes à faire grève a pesé dans la mobilisation. Cette dynamique ascendante doit nous conforter dans nos efforts pour construire la mobilisation. Cela suppose de continuer à impulser l'auto-organisation dans tous les secteurs, de favoriser les convergences, en se battant pour des revendications claires et unifiantes contre la politique du gouvernement. Cela suppose aussi de lutter à tous les niveaux pour que les directions syndicales rompent avec le gouvernement et fassent une véritable campagne de mobilisation (tracts, vidéos, heures d'info syndicales, AG dans les entreprises, meetings publics, intervention dans les médias, etc.) avec l'objectif de la victoire, avec la conviction profonde que pour chasser cette politique, il faut chasser Macron, un mot d'ordre mis en avant par les Gilets Jaunes, mais qui doit devenir celui de toute la classe ouvrière et de la jeunesse. Un mot d'ordre qui ne peut devenir une réalité qu'à condition de réussir peu à peu, en tissant les liens, à créer les conditions pour que tout.e.s les salarié.e.s aient le sentiment que c'est le moment d'y aller et qu'en se mettant tout.e.s ensemble en grève, on peut défaire Macron, le MEDEF et imposer les revendications démocratiques et sociales les plus urgentes. tendanceclaire.org (NPA)

Sur la mobilisation du 5 février à Nantes

En Loire-Atlantique, les actions ont commencé dès 5h du matin, avec le blocage de la zone aéroportuaire notamment : environ 170 personnes étaient présentes (CGT et gilets jaunes), blocage plutôt réussi du périphérique malgré le nombre. Dans l'ensemble les actions prévues en amont de la manif ont été réussies et ont permis une heureuse rencontre GJ/syndicats (CGT en majorité).

A 9h, une action éducation devant la présidence de l'université ironisait sur les réformes Blanquer et appelait à une école plus juste.

Plus tard dans la matinée avait lieu à la maison des syndicats une AG éducation, à l'initiative de l'intersyndicale. Au plus fort de l'AG, il y avait environ 120 personnes, représentant des personnels et établissements divers : premier degré, second degré (collèges et lycées), lycées généraux et technologiques, lycées professionnels, AED en grève et qui commencent à construire une coordination. Les collectifs déjà existant sur le secteur (collectif contre les réformes Blanquer et Parcoursup mais aussi collectif des lycées pro) ont pu présenter leurs actions et souligner la nécessité et l'efficacité de l'auto-organisation. Un appel, sur la base d'un texte qui avait été écrit lors d'une AG en décembre (défense du service public et abrogation des réformes) et ajoutant la nécessité de mettre à l'ordre du jour, dès la rentrée des vacances d'hiver, la question de la reconductible dans tous les établissements a été travaillé et voté à l'unanimité.

Toutes ces personnes ont convergé ensuite en manif dans le centre de Nantes (2.500 environ) qui a commencé par des prises de paroles des syndicats mais aussi des AED en lutte. Le cortège syndical était majoritaire, le cortège prof était visible bien que non massif, les GJ étaient moins nombreux que lors des manifs du samedi à Nantes. Quelques jeunes et lycéens, qui restent malgré tout les grands absents de la manif. Lorsque la CGT a annoncé qu'elle « s'arrêtait là », après un tour de boulevard, les jeunes ont lancé un nouveau cortège, suivis par les GJ (aux cris de « syndicats avec nous ») et finalement les 80 % du reste de la manif. Ce second cortège, plus combatif, plus défiant vis à vis des forces de l'ordre présentes en masse, a « repris la rue » et s'est fini relativement dans le calme. tendanceclaire.org (NPA)

Sur la mobilisation du 5 février à Auxerre

Lundi 4 février

Réunion Gilets jaunes à Auxerre. Le but de la réunion était de discuter, tout mettre à plat concernant la vie du mouvement GJ sur Auxerre. Sachant qu'il y a plusieurs groupes GJ, issus d'un rond-point et un « groupe de travail » constitué « d'intellos ».

Les groupes du rond-point fonctionnent sur le mode AG + portes-parole. L'autre groupe est plutôt issu de la mouvance Nuit Debout, fête à Macron. Mais même dans ce groupe, il y a des GJ de la première heure.

J'étais déjà intervenu dans une réunion, la semaine dernière, du « groupe de travail » pour présenter un compte rendu de l'Assemblée des Assemblées de Commercy.

Hier, il était question que l'on parle aussi de cela, avec les autres groupes.

Réunion passionnante, vivante, houleuse, bruyante, et absolument enthousiasmante.

Il a été décidé de fusionner tous les groupes pour travailler à la préparation d'un « Vrai Grand débat » à Auxerre sur le thème : Justice sociale et pouvoir d'achat, dans une quinzaine de jours.

Il a été décidé également de répondre à l'appel syndical de manifester le lendemain.

Il a été décidé de tout faire pour communiquer le plus possible sur l'extérieur et de continuer à faire vivre par tous les moyens toutes les composantes du mouvement GJ.

Mardi 5 février

Rassemblement à la maison des syndicats. La CGT a sorti sa camionnette avec sa sono, les autres syndicats sont sous-représentés. Ambiance bon enfant. Les GJ arrivent. Tout le monde se rassemble sans trop se mélanger. Puis la CGT donne le départ en voulant prendre la tête du cortège. Evidemment, petites tensions. Le responsable syndical local éructe un « C'est une manifestation CGT ici monsieur » à un GJ… il se fait vite recadrer et les GJ prennent la tête du cortège, bruyamment et en rigolant.

Pendant un bon moment, les GJ ont été en tête du cortège. Le parcours était plutôt « caché », mais bon, à chaque rond-point les GJ ont bloqué la circulation, fait du bruit, désorganisant, déstabilisant le cortège syndical (il leur en faut peu pour être déstabilisés…) et mettant un peu d'ambiance dans cette promenade de santé. Et puis, il y a eu une halte devant la CCI. Avec prises de paroles. Et là, petit à petit tout le monde s'est mélangé. Tout le monde a écouté tout le monde. Un communiqué GJ a été lu (proposé à la réunion d ela veille par « le groupe de travail ») dans un silence émouvant… Et là, c'était beau. Là, on pouvait se dire qu'on vivait un grand moment de la lutte de classe. Enfin. Des applaudissements, des accolades et le cortège est reparti.

Direction un autre rond-point. Le cortège syndical s'est éparpillé, normal, il était déjà midi passé ! Les GJ sont restés pour former une chaîne humaine, main dans la main, tout autour du rond-point. C'était vraiment chouette ! Tous les slogans mythiques des GJ y sont passés, une marseillaise a été clamée. Retour au point de départ et aux voitures. Il est décidé d'aller manger un morceau su le rond-point de l'Europe, le QG avant de revenir en ville pour voir ce qui se passait au niveau des lycées. Casse-croûte au rond-point et à 14h les GJ sont devant un lycée de centre ville… et là, rien. Aucun blocage. Pas de profs en grève, donc pas d'élèves en grève… rien. On cherche les infos. Ca se passe à l'inspection académique. Il y a une réunion syndicale avec l'inspection sur des négociations de fermetures d'écoleS. Allez hop, les GJ foncent. On se retrouve au milieu des enseignants (quelques dizaines) et les parents d'élèves (quelques uns) qui font le pied de grue devant l'inspection, pendant que ça discute miettes à l'intérieur.

Sud éducation n'est pas autour de la table bien entendu. Ils sont très heureux de voir débarquer les GJ (plusieurs dizaines). Très rapidement ça fait du bruit. Ça chante, ça demande à entrer. Les représentants syndicaux SNUIPP etc. expliquent aux GJ qu'il ne faut pas interrompre la réunion, sinon, l'inspectrice d'académie va arrêter les négociations. Les GJ veulent rentrer, puis veulent que l'inspectrice vienne leur parler. On fait du bruit.

Les enseignants les plus avancés discutent, expliquent. Les discussions s'engagent. Les GJ hurlent pendant de longues minutes « Aucune fermeture ! Aucune fermeture », tapent contre les vitres pour que l'inspectrice sorte. Mais rien n'y fait. Au bout d'une heure de joyeux brouhaha, les GJ décrochent.

Les profs ont été un peu dérangés dans leurs petites habitudes, c'est très bien. Ca a permis d'ouvrir les yeux à tout le monde et, comme le matin, de créer une jolie convergence.

Au total sur les 2 actions, plus de 100 GJ étaient mobilisés.

La presse parle de 300 et 350 manifestants le matin. Il y en avait probablement davantage. Mais l'important n'est pas là, on l'aura compris. Bien qu'il soit clair que la grève générale semble très très très éloignée, le mouvement social est loin, très loin d'être étouffé. Il est grandissant et très ancré. A Auxerre en tous cas, ça s'est ressenti aujourd'hui.

Très fier d'être GJ ! tendanceclaire.org (NPA)

Sur la mobilisation du 5 février à Orléans

Ce matin, une cinquantaine de gilets jaunes accompagnés par Sud Energie ont filtré l'entrée de la Centrale Nucléaire de Dampierre en Burly, réclamant notamment la renationalisation d'EDF-GDF, un plan de rénovation et d'isolation des bâtiments contre le gaspillage énergétique, le retour de l'ISF...

Il y avait 3 points de mobilisation dans le département. Gien: 100 manifestantEs. Montargis: 350 manifestantEs. Orléans: 1500 manifestantEs, dont beaucoup de gilets jaunes.

La semaine dernière avait eu lieu une rencontre CGT-Solidaires avec les Gilets Jaunes et donc la banderole de tête était siglée CGT-Solidaires-Unef-Gilets Jaunes et intitulée « Réunis pour un même combat - Justice fiscale et sociale ».

Coté boites à la manif, il y avait les cheminots (une trentaine), une délégation de Federal Mogul (pieces automobiles), les Chèques Postaux, le Centre psy de Daumezon, la poste, les finances publiques, des profs... Pas de jeunes. Ce qui revenait le plus dans les discours, c'était les salaires et l'ISF.

A 15 heures, il y a eu une action de blocage d'Amazon à Saran. Quelques dizaines de gilets jaunes, ainsi que la CGT et Solidaires, ont bloqué l'accès des camions au site Amazon de Saran. Les présents entendaient protester contre le licenciement de personnel, et contre le non paiement d'impôt d'Amazon à l'Etat. Les flics sont intervenus à 20h30. tendanceclaire.org (NPA)

- Manifestation à Paris : rouges et jaunes à petits pas - Libération 5 février 2019

Mardi, à l'appel de la CGT, mais aussi de Solidaires, de la FSU, de sections locales de FO et de plusieurs acteurs militants et politiques, dont Attac et la Fondation Copernic, plusieurs milliers de personnes ont battu le pavé parisien le long de la rue de Rivoli jusqu'à la place de la Concorde. Un drôle de parcours, de mémoire de syndicalistes, pour une manifestation atypique à laquelle plusieurs figures des gilets jaunes s'étaient associées, dont Eric Drouet.A Paris, 30 000 personnes ont marché entre l'Hôtel de Ville et la Concorde selon la CGT, 18.000 pour la préfecture de police, 14.000 d'après le cabinet Occurrence, mandaté par un collectif de médias dont l'AFP. Lors de son dernier cortège dans la capitale le 14 décembre, la CGT avait plus faiblement mobilisé: 15.000 manifestants selon elle, 6.000 pour la police. «C'est un succès qui en appelle d'autres», s'est réjoui le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

A Marseille, 5200 personnes, selon la police, ont manifesté entre le Vieux-Port et la gare Saint-Charles. Si la CGT dominait très largement, plusieurs centaines de "gilets jaunes" étaient présents en milieu de cortège.

"Nos revendications sont identiques. Il faut être tous ensemble", témoignait Brigitte, retraitée qui perçoit une pension de 680 euros. Elle a rejoint les "gilets jaunes" à Fos-sur-Mer. "Il arrive un moment où toutes les luttes se rejoignent. Sans convergence avec les partis et les syndicats, on n'arrivera à rien", estime-t-elle.

A Lyon, parmi les 4300 manifestants selon la préfecture, environ 500 "gilets jaunes". "Cela fait trois mois qu'on est dehors et il faut aller plus loin alors on fait un pas: les syndicats ont appelé, on est là, maintenant on verra quand on appellera s'ils répondent", constate l'un d'eux, Fabrice.

Parmi les autres cortèges en régions, on recensait selon la police environ 8500 personnes à Toulouse, 2500 à Caen, 2300 à Lille et Clermont-Ferrand, 2200 au Havre, 1500 à Strasbourg, 1400 à Nîmes, 1300 à Tours, 500 à Rennes...

Le Premier ministre recevra mercredi les partenaires sociaux pour faire le point sur le grand débat.

Outre les revendications sociales, certains entendaient défendre "la liberté de manifester". Hasard du calendrier, mardi a été votée la loi "anticasseurs", donnant la possibilité aux préfets de prononcer des interdictions de manifester, un dispositif vivement critiqué par les syndicats.

La CGT prévoit une nouvelle journée nationale à la mi-mars. Libération et euronews 5 et 6 février 2019

Acte XIII

- Avant l'Acte XIII, le soutien aux gilets jaunes ne se dément pas - Le HuffPost7 février 2019

Semaine après semaine, le soutien de l'opinion publique au mouvement des gilets jaunes se maintient. Quand il ne se renforce pas. Près de trois mois après le début de la mobilisation et alors que se profile l'acte XIII, on compte toujours 64% des Français

Même petit rebond pour la perception du mouvement aux yeux des Français. Ils sont désormais 77% à trouver la mobilisation "justifiée" contre 74% au mois de janvier.

Autre indice de ce semblant de second souffle: l'opinion publique estime majoritairement que le mouvement doit se poursuivre pendant les deux mois du grand débat national, une première. Le taux de soutien grimpe de quatre points d'une vague à l'autre pour s'établir aujourd'hui à 52% contre 48% en janvier 2019.

Toujours selon notre baromètre du mois de janvier, les Français restent sceptiques à l'égard de ces semaines de discussion.

Dans le détail, ils sont 58% à penser que ces discussions ne contribueront pas à infléchir la politique du gouvernement et 54% à douter d'une restitution des propositions "en toute transparence et impartialité." Le HuffPost 7 février 2019

- Les Français massivement favorables au RIC - Reuters 6 février 2019

Neuf Français sur dix se déclarent favorables à l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC), l'une des revendications majeures des "Gilets jaunes", selon un sondage Ifop pour Valeurs actuelles à paraître jeudi. Reuters 6 février 2019

Une idée à soumettre à Macron

- En France, le suicide se porte tristement bien - Liberation.fr 5 février 2019

Serait-ce une fatalité française ? Les chiffres sur le suicide ne sont pas bons : l'Hexagone présente toujours un des taux les plus élevés d'Europe, avec près de 9 000 suicides par an. Et ce chiffre ne s'améliore pas vraiment.

Pour ce nouvel état des lieux, le baromètre de Santé publique France a interrogé en 2017 plus de 25 000 personnes de 18 à 75 ans, autour des pensées suicidaires ainsi que des tentatives de suicide. En 2017, ce sont 4,7% des 18-75 ans qui «ont déclaré avoir pensé à se suicider au cours des douze derniers mois», 7,2% ont tenté de se suicider au cours de leur vie. Et 0,39% au cours de l'année. C'est beaucoup, cela fait plus d'un million de personnes qui ont pensé à se suicider l'année écoulée. Liberation.fr 5 février 2019

- AP-HP Suicide d'un chirurgien à l'hôpital Avicenne - Liberation.fr 6 février 2019

Dimanche, en fin d'après-midi, il est venu à l'hôpital. Il a enfilé sa tenue de chirurgien. Et là, de son bureau de l'hôpital Avicenne à Bobigny (Seine-Saint-Denis), le professeur Christophe Barrat, 57 ans, s'est défenestré. Il est mort sur le coup. A l'hôpital, le choc est profond, le malaise aussi. L'homme était reconnu et apprécié. Chef du service de chirurgie bariatrique et métabolique du groupe hospitalier «Hôpitaux universitaires Paris-Seine-Saint-Denis (Avicenne, Jean-Verdier et René-Muret)», Christophe Barrat avait dû quitter l'hôpital Jean-Verdier il y a quatre ans, pour des raisons de restructuration au sein de l'AP-HP, et intégrer Avicenne. La direction de l'hôpital a évoqué «un professionnel respecté et apprécié de ses équipes qui incarnait l'excellence de sa spécialité». Et pointé le fait qu'il luttait contre un cancer. «Je m'élève en faux sur le fait de mettre en avant que Christophe était malade, dit Pierre Nahon, hépatologue. Il y avait une vraie souffrance au travail. Et dans un conflit comme il pouvait y avoir, là, entre plusieurs médecins, la direction s'en servait pour le fragiliser. C'est le système qui est dramatiquement défaillant.» Liberation.fr 6 février 2019

Ils osent tout

- 2015-2018: période la plus chaude depuis le début des relevés météo - AFP 07.02

Les quatre dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, a indiqué mercredi l'ONU, qui y voit la confirmation du réchauffement climatique causé par les concentrations record de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a annoncé que la température moyenne à la surface du globe en 2018 avait dépassé d'environ 1,0° C celle qui prévalait à l'époque préindustrielle (1850-1900). AFP 07.02

LVOG - Des "quatre dernières années", demain ils vont nous sortir que la température a augmenté par rapport à l'année précédente et que cela prouve que la terre se réchauffe, délirant. Dans 1984, le roman d'anticipation d'Orwell, les tyrans au pouvoir ont ordonné à la population de croire que 2 et 2 ne font plus 4 mais 5, on y est presque, c'est la même méthode de lavage de cerveau...

1,0° C en plus en 169 ans (1850) ou 119 ans (1900), c'est gi-gan-tes-que !

- Venezuela : on ne peut pas exclure que le régime reste en place - euronews 06.02

Hélas ! Consolez-vous, en France aussi, hélas !

- Aux Etats-Unis, le rêve d'un Big Bang de l'assurance médicale - AFP 05.02

Avoir une carte d'assurance maladie américaine ne garantit pas d'être soigné sans se ruiner. AFP 05.02

Elle garantit au moins qu'on peut se ruiner sans pour autant être soigné, c'est déjà un progrès ! Non, mais attendez, c'est cela la gauche américaine.

- Génocide arménien: Macron annonce un jour de commémoration nationale - Le HuffPost 06.02

Ces prédécesseurs on tous institués "*un jour de commémoration nationale*" en hommage aux peuples victimes des boucheries coloniales de leurs ancêtres, sans avoir rompu avec l'impérialisme et le colonialisme. La preuve.

- L'armée française intervient au Tchad pour éviter sa "déstabilisation" - Reuters 06.02

La démocratie par les bombes, rien de tel pour stabiliser un pays, c'est bien connu !

- Les talibans réclament une «constitution islamique» pour l'Afghanistan - Liberation.fr 06.02

- Les taliban optimistes pour leurs négociations avec les Etats-Unis - Reuters 06.02

Les négociations que les taliban ont menées le mois dernier au Qatar avec les Etats-Unis ont été un succès, a estimé mardi leur négociateur en chef lors d'une visite à Moscou. Reuters 06.02

- Cameroun : sortie antisémite d'un ministre sur fond de rivalités ethniques - Liberation.fr 06.02

Il doit être dans le colimateur de Tel Aviv ou Washington...

- Rohingyas: Angelina Jolie appelle la Birmanie à cesser la persécution - AFP 06.02

Et la ségrégation raciale aux Etats-Unis, vous appelez cela comment ?

- Manifestation pro-ouïghours devant la mission américaine à l'ONU - AFP 06.02

Quelques dizaines de personnes manifestent mardi 5 février devant la mission américaines aux Nations unies afin d'encourager le département d'Etat à se battre pour la liberté de la minorité musulmane ouïghoure, réprimée par les autorités chinoises dans le Xinjiang, une région du nord-ouest de la Chine... AFP 06.02

Simultanément, on apprenait que Erik Prince, le fondateur de Blackwater, avait investi précisément au Xinqiang.

- Sa société FSB, détenue à 25 % par le conglomérat financier public chinois, Citic, a signé un accord avec le Comité de gestion du parc industriel de Kashgar Caohu afin de former 8 000 agents de sécurité par an. Une cérémonie de signature s'est tenue le

11 janvier 2019 à Beijing (photo).

Selon Reuters, le partenaire chinois de FSB serait à la fois lié au Parti communiste local et au Groupe Chine Xinjiang (le « Bingtuan »), une agence publique de développement de la région turcophone doublée d'une milice paramilitaire Han. Réseau Voltaire 5 février 2019

Autrement dit, pendant que le département d'Etat soutient la minorité musulmane ouïghoure, l'un des dirigeants de sa milice privée lié au Pentagone s'engage à former des dizaines de milliers de miliciens paramilitaires Han pour les réprimer. L'AFP ne diffusera pas cette information évidemment.

On croit toujours avoir tout vu ou tout entendu, mais comme on ne peut pas les concurrencer ou rivaliser avec eux sur le plan du cynisme, on doit s'attendre à tout avec ces monstres sous peine d'être manipulé.

- En Cisjordanie, un far west à l'israélienne - Liberation.fr 06.02

Symbole d'une culture des armes à feu de plus en plus décomplexée, des Israéliens se mobilisent et participent à des stages d'autodéfense. Liberation.fr 06.02

Sur cibles réelles ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: la terre, priorité de la gauche radicale de Julius Malema - Franceinfo 5 février 2019

"On ne peut plus reporter la question de la terre, on ne peut plus reporter la question de l'emploi", a déclaré le chef des EFF, Julius Malema, le 2 février 2019, dans l'un de ces discours enflammés qui ont fait sa réputation.

"Nous avons faim maintenant, nous voulons manger maintenant", a-t-il lancé devant plusieurs milliers de personnes vêtues de rouge (la couleur du parti) et massées dans un stade de Soshanguve, au nord de la capitale Pretoria.

Transfuge du Congrès national africain (ANC) au pouvoir depuis la fin de l'apartheid en 1994, Julius Malema a fondé les EFF en 2013. Il défend une ligne radicale qui dénonce les "compromissions" du pouvoir avec la minorité blanche du pays.

La redistribution des terres, thème de campagne

Dans une Afrique du Sud au taux de chômage endémique (27%), ce fort en gueule de 37 ans a commencé à grignoter l'électorat jeune et pauvre de l'ANC. Il espère dépasser en mai son score national de 8% des élections locales de 2016.

Sans surprise, il a enfourché son cheval de bataille favori, celui de la redistribution des terres.

"L'économie est entre les mains de la communauté blanche, nous voulons que cela change", a-t-il promis sous les vivats et devant les poings levés de ses partisans.

"Nous allons placer les terres sous le contrôle de l'Etat afin de les redistribuer également entre tous (...). Ils ont tué notre peuple, ils ont violé notre peuple, nous ne pouvons pas récompenser ces violeurs, ces meurtriers. Nous voulons retrouver notre terre, ce n'est pas négociable", a tonné Julius Malema, en référence à l'époque de l'apartheid. Des emplois et une lutte contre la corruption

La question foncière constitue l'un des principaux thèmes de la campagne électorale.

Le chef de l'Etat et de l'ANC Cyril Ramaphosa a lancé une réforme foncière qui prévoit de modifier la Constitution pour permettre des expropriations sans indemnisation. Cette initiative très controversée vise, selon lui, a réparer les "injustices" de l'apartheid. A ce jour, les trois-quarts des exploitations agricoles du pays sont encore détenues par des Blancs, qui ne représentent que 8% de sa population.

Dans son discours, Julius Malema s'est également engagé à créer des emplois et à mettre fin à la corruption.

L'ANC part largement favori pour le scrutin de mai. Selon les analystes, le parti fondé par Nelson Mandela devrait conserver sa majorité absolue au Parlement. Et ce malgré les mauvais résultats économiques du pays et les affaires de corruption qui l'éclaboussent. Franceinfo 5 février 2019

Haut de page

Le 9 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'allais oublier de vous dire que j'avais reçu un bref message de remerciement d'un membre de l'Assemblée de Commercy.

Le grand délire continue, je parle dans notre camp, c'est à désespérer !

En face, ils sont comme ils sont, point final, ils ne changeront jamais.

C'est fou le nombre de gens et de militants qui tiennent à ce que le capitalisme et ses institutions exaucent leurs voeux, satisfasse leurs besoins, réponde positivement à leurs aspirations, c'est qu'ils sont toujours aussi ignorants ou ils n'ont pas appris grand chose au cours de leur vie. C'est à croire que lui trouver des vertus les rassure, c'est dingue !

Ils sont évidemment très mal placés pour donner des leçons aux autres ou pour critiquer leurs attitudes ou leurs idées. D'ailleurs, quand on les observe, on remarque immédiatement qu'ils sont eux-mêmes bourrés de contradictions et qu'ils n'en ont pas davantage conscience, du coup ils ont tendance à se comporter en petits despotes, pas vraiment éclairés, mais plutôt bien sombres, arrogants ou au bord du désespoir.

Le plus remarquable, parce que cela saute aux yeux, on pourrait leur retourner tout ce qu'ils reprochent aux travailleurs ou aux autres militants, pour être incapables de sortir du cercle vicieux de l'immédiateté dans lequel ils se sont enfermés, et de réfléchir ne serait-ce que pour se projeter au-delà. Pas dans l'au-delà, au-delà du capitalisme, pas en en faisant abstraction, mais en mettant leur imagination au service de la réalité qui ne se réduit pas à l'immédiateté largement instrumentalisée ou bourrée d'illusions ou d'émotions incontrôlées ou également inconscientes, superficielle, ils y trouveraient les matériaux pour envisager de changer de société, car ils ne se trouvent nulle part ailleurs que dans la réalité, où s'expriment les rapports entre les classes, qui sont à la fois à l'origine de la situation et de la condition de chaque travailleur, ce qui permet de discerner dans quelle direction ils peuvent s'orienter dans le futur en fonction de l'influence qu'exerceront sur eux différents facteurs, dont leur engagement politique...

Il arrive dans la vie qu'on soit en proie à bien des problèmes qu'on ne parvient pas à résoudre, c'est généralement parce qu'on ne les prend pas par le bon bout ou on ne les pose pas correctement. Autrement dit, on voudrait agir sur la réalité, non pas telle qu'elle se présente, mais telle qu'on l'interprète, et cela ne fonctionne pas, évidemment !

Les travailleurs pensent ceci ou cela, se comporte comme ceci ou cela, nous dit-on. Et alors, on a envie de leur dire, qu'est-ce que cela peut vous foutre ? Est-ce que parce que vous faites ou vous pensez ceci ou cela j'exigerais de vous que vous changiez de comportement ou d'idées ? Pas du tout, cela ne me regarde pas, c'est uniquement votre affaire. En revanche, on peut chercher ensemble ou se demander pourquoi. Ce n'est pas interdit à ce que je sache, il faut cesser de culpabiliser, à la longue c'est devenu un réflexe ou un prétexte pour ne pas réfléchir par crainte de ce qu'on va découvrir, vous êtes malade ou quoi, non, ben alors ! Voyez, je suis le premier à me livrer librement à cet exercice dans mes causeries, et non seulement je n'en suis pas mort, je me porte mentalement à merveille, et ne dites pas que ce serait à cause de l'âge, je connais plein de vieux cons, aigris et réacs ! Je n'admettrais pas que quelqu'un exige que je change d'idées, par contre cela m'intéresse de savoir d'où elles viennent ou d'en comprendre mieux la signification, parfois je l'ignore totalement ou je ne m'en souviens plus, à moi et à moi seul ensuite de décider de les conserver, de les modifier ou de m'en séparer, au moins j'aurais appris quelque chose, j'aurais progressé.

N'est-ce pas cela l'essentiel pour réunir les conditions qui nous permettraient d'agir pour changer de société, ou tout du moins parvenir à réunir cette condition, qui lorsqu'elle fait défaut fait obstacle à tout changement de société ?

On pourrait continuer longtemps sur ce sujet.

Tenez, imaginez qu'un élève abandonne l'école en fin de 3e pour rentrer dans un lycée professionnel, son niveau d'étude le permet, il pourra suivre en principe. Maintenant imaginez que vous l'inscriviez à un cursus universitaire quelconque, il va décrocher immédiatement.

On pourrait aussi demander à un simple menuisier de réaliser un travail d'ébénisterie, il va le saloper. On pourrait demander à un médecin généraliste de réaliser une transplantation d'organe chez un patient, vous pourriez prendre rendez-vous avec la morgue !

Je vis avec une femme indienne illettrée de 48 ans, qui compte sur ses doigts, et dont le niveau de conscience dépasse à peine celui des aborigènes. Est-ce que vous croyez que je vais exiger d'elle quoi que ce soit ? Bien sûr que non, je ne suis pas un tyran, je la respecte, il faut arrêter de déconner à un moment donné. Dites-le à vos dirigeants ou à ceux qui attendent des miracles de la part des travailleurs, arrêtez les conneries s'il vous plaît, où ont-ils la tête ?

- Au format pdf (6 pages)

On retiendra.

1- "*Quand on a renoncé à s'opposer aux puissants, on devient solidaire de victimes. Quand on a renoncé à être révolutionnaire, on devient dénonciateur du capital…*" (Commentaire d'un internaute dans un blog)

LVOG - Bref, on s'en accommode et on collabore avec ses représentants. On devient un de ses agents inconsciemment au départ, puis, embourbé dans des contradictions intenables pour tenter de le justifier, on va sombrer petit à petite dans le déni en enchaînant mensonges et interprétations fallacieuses des faits. A l'étape suivante, il ne nous restera plus qu'à capituler totalement ou à se renier, on sera devenu un agent conscient de la réaction maniant à tour de bras la démagogie la plus éhontée et recourant à l'hypocrisie la plus vile, au double langage trompeur pour continuer de paraître ce qu'on n'est plus depuis longtemps ou sauver les apparences... C'est triste d'en arriver là, non ?

C'est la dialectique du naufrage annoncé, quand on refuse de rompre avec le capitalisme et ses institutions, quand on abandonne le socialisme.

2- Parole d'un de ces agents.

Entretien avec le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

Politis - Faut-il aller vers une grève générale ?

Martinez- Une grève générale, ça ne veut rien dire ! C'est un mythe. Même en 1968, il n'y a pas eu d'appel à la grève générale. Il s'agissait de grèves en cascade, qui ont fini par faire boule de neige. Il faut donc travailler à une généralisation des grèves dans toutes les entreprises. Cela suppose d'aller à la porte de chacune, de discuter, d'entendre les problèmes.

Nous avons donc lancé le « véritable débat national », avec des cahiers d'expression revendicative.

Martinez- Nous ne sommes pas débordés sur notre gauche. Politis 30 janvier 2019

LVOG - Vous avez du bol, on doit être une poignée en France à l'avoir remarqué, avec bien entendu les idéologues de la réaction qui eux savent pertinemment à quoi s'en tenir, ils savent qu'on ne fait pas une révolution avec le ventre plein et la tête ailleurs. Quant à nos dirigeants, posez-leur la question ? Attention tout de même à leur réaction, elle peut être imprévisible et violente !

Il n'ont pas plus de sexe que de cerveau !

- Suivez en direct la journée de débats «Le pouvoir a-t-il un sexe ?» - Liberation.fr 8 février 2019

Parité, plafond de verre, machisme ordinaire ou partage du temps de travail ? Toute la journée, ce vendredi 8 février, Libération organise une journée de... Liberation.fr 8 février 2019

LVOG - Au passage, les médias sont bien des rouages du régime...

Acte XIII

- A quoi va ressembler le treizième samedi de mobilisation des "gilets jaunes" ? - FranceInfo 08.02

Où se rassembleront les "gilets jaunes" à Paris ? La manifestation ne devrait pas être déclarée cette fois, affirme Le Journal du dimanche. Selon le JDD, Eric Drouet a annoncé cettte décision sur Facebook, expliquant que "ceux qui déclarent en ont marre que les manifestations se finissent toujours de la même manière".

Sur les réseaux sociaux, plusieurs événements appellent toutefois les "gilets jaunes" à se retrouver sur les Champs-Elysées. Un premier donne rendez-vous sur l'avenue à partir de 7 heures et un deuxième, qui "intéresse" 13 000 personnes, à 9 heures. Celui-ci a été déclaré en préfecture. Une troisième page Facebook propose une manifestation à 10h30 au pied de l'Arc de triomphe, pour "destituer Macron et la Ve République". Quelque 1 800 personnes prévoient de s'y rendre et plus de 9 000 se disent intéressées.

Un autre cortège pourrait partir de la place de l'Etoile, entre 9 heures et 11 heures, pour "tenter un siège place Beauvau", selon la page "Acte XII - Destitution de Castaner". Un autre événement appelle au "blocage de l'Assemblée" nationale à partir de 8 heures. Plus de 2 200 personnes sont "intéressées". Les manifestants sont enfin invités à un "acte 3" de la "nuit jaune" à partir de 17 heures, place de la République.

Maxime Nicolle, alias "Fly Rider", est annoncé à Nice samedi 9 février. Les organisateurs de l'événement Facebook "Acte XIII - Pour notre liberté ! Frontière italienne" prévoient "une action à impact médiatique" en présence de cette figure du mouvement. Ils appellent "tous les GJ" de la région Paca à rejoindre cette manifestation, "en soutien à [leurs] blessés et aux familles de [leurs victimes]". Rendez-vous est donné au stade Allianz Riviera, à 11 heures. Quelque 1 700 personnes se disent intéressées par cet événement Facebook.

Plus de 2 400 personnes se disent intéressées par le "grand défilé" prévu par les "Gilets jaunes Rhône-Alpes" place Bellecour, à Lyon, à partir de 14 heures. Un autre événement Facebook prévoit "une opération escargot pour sillonner la périphérie lyonnaise", dimanche 10 février. Le trajet, déclaré en préfecture, prévoit un départ à 10h30 du Palais des sports de Lyon, puis un circuit passant notamment par le périphérique et plusieurs portions d'autoroute. Plus de 900 personnes se déclarent intéressées.

D'autres rassemblements sont prévus dans plusieurs villes de province. La page Facebook "Gilets Jaunes 67" annonce une assemblée générale à 10 heures, place de la République, à Strasbourg, suivie d'une manifestation et "d'actions" dans la ville. Les organisateurs prévoient également des covoiturages "pour se rendre à la manifestation régionale, qui part de la place de la réunion à Mulhouse à 13 heures". Plus de 300 personnes se disent intéressées par la mobilisation.

A Toulouse, la page "Révolution gilet jaune" appelle les manifestants à se rassembler au métro Jean-Jaurès à 14 heures. Quelque 2 700 personnes se disent intéressées par l'événement. Un autre événement, qui pourrait attirer 534 manifestants, propose un rassemblement au même endroit mais à 13 heures. Selon La Dépêche, des militants appellent également à des rassemblements à 11 heures sur des ronds-points en périphérie de Toulouse, en vue de bloquer des centres commerciaux.

A Bordeaux, le rendez-vous est donné à 13 heures place de la Bourse, indique LCI. Les "gilets jaunes" prévoient "une manifestation pacifiste" de "Gaulois réfractaires". A Rennes, les militants sont appelés à se réunir à 14 heures place de la République. FranceInfo 08.02

Le "Grand débat" : Un exercice pour plébisciter le programme ultra réactionnaire de Macron.

- Grand débat national : ce que disent les premières réponses des Français Le Parisien 07 février 2019

La fiscalité représente la thématique la plus visitée jusqu'à présent : ce jeudi près de 65 000 internautes avaient répondu à ses différentes questions. Et à les croire, plus de 6 Français sur 10 (62 %) pensent qu'il faudrait « revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales ». (Le discours de Macron. - LVOG)

Les allocations sont ainsi la première variable d'ajustement citée par les sondés pour financer les dépenses sociales. Une large majorité pense d'ailleurs qu'il faudrait « instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ». (Visiblement, les personnes qui ont répondu à ce questionnaire très orientée sont sous l'influence de l'idéologie qu'incarne Macron : Fainéants de chômeurs, salauds de pauvres, des profiteurs, etc. - LVOG)

Suivent, très loin, l'augmentation du temps de travail (29,7 %) et le recul de l'âge de départ à la retraite (24,5 %). (N'en jetez plus, la poubelle de la réaction est pleine ! - LVOG) L'augmentation des impôts arrive en dernier, avec 5 % d'internautes prêts à mettre davantage à la poche. L'ISF, qui ne fait pas partie des réponses suggérées, est spontanément cité par 2 % des sondés seulement. (Et pour cause, toutes les mesures plébiscitées sont tournées contre les travailleurs et en faveur des plus riches. - LVOG)

Une écrasante majorité (93,7 %) est sûre de pouvoir faire quelque chose pour la planète. Deux tiers estiment que leur vie est « touchée par le changement climatique ». (Ce qui en fait des schizophrénes ! Comme quoi la propagande marche à fond. Dès lors tout s'explique, non ? - LVOG)

...le cas de la transformation des « assemblées » (Assemblée nationale et Sénat) : 87,2 % se prononcent pour ! Celles-ci ne sont pas les seules dans le collimateur des sondés : les trois quarts d'entre eux (73,5 %) pensent qu'il faudrait réduire le nombre

d'élus, hors députés et sénateurs. (Macron aussi, encore une coïncidence ! - LVOG)

Une certaine demande de démocratie participative est tangible. (Mais pas nettement exprimée, CQFD. - LVOG) Elle s'illustre notamment dans la popularité du référendum d'initiative partagée, le RIP, organisé à l'initiative de membres du Parlement et d'une partie du corps électoral : plus de la moitié (53,3 %) se prononce en sa faveur (20 % ne se prononcent pas). (Je croyais que RIP voulait dire référendum d'initiative populaire ? L'ont-ils détourné ou c'est moi qui me suis trompé de lecture ? Bref, un référendum sur mesure pour légitimité la politique du locataire de l'Elysée. - LVOG)

Un tiers des sondés (32,2 %) estiment par ailleurs ne pas avoir accès aux services publics dont ils ont besoin. Il ne se dégage en revanche pas de consensus pour améliorer cet état de fait. (Et pour cause, Macron envisage plutôt de liquider ce qu'il en reste ! - LVOG) Le Parisien 07 février 2019

En prime, l'Etat policier a encore frappé.

- Manuel Bompard, n°2 de la liste France insoumise aux européennes, perquisitionné - Le HuffPost 8 février 2019

Invités en famille à boire la cigue de l'infâmie jusqu'à la lie.

- Hamon propose une votation citoyenne pour unir la gauche - Reuters 8 février 2019

Le chef de file de Génération.s, Benoît Hamon, appelle vendredi la gauche, les écologistes et les mouvements citoyens à participer à une votation citoyenne pour construire une liste d'union aux élections européennes du 26 mai.

Il propose aux électeurs un vote préférentiel, par voie électronique mais aussi physiquement, par lequel trois listes seront choisies et ordonnées par ordre de préférence.

"Ce mode de scrutin permet de voter, donc de choisir, sans exclure, et correspond à l'état de la gauche aujourd'hui", explique-t-il dans un entretien au journal Le Monde. ("Choisir, sans exclure", bref, ni droite ni gauche ou et de droite et de gauche, excellent, normal, ils partagent la même idéologie... que Macron. - LVOG)

"Les électeurs ne sont plus 100% attachés à une étiquette de parti mais peuvent être à la fois écolos, sensibles à la question du travail et soucieux de garder une part de souveraineté", ajoute-t-il. (Ils ne sont plus "attachés" à rien du tout, il n'y a plus de limite à la démagogie, au populisme. - LVOG)

La France insoumise, le Parti socialiste, les Radicaux de gauche (PRG), Europe Ecologie-Les Verts (EELV), le Parti communiste (PCF), Nouvelle donne, ou encore le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann, Place publique, font partie des formations visées par l'invitation de Benoît Hamon.

"Je souhaite que d'ici le 22 février, c'est-à-dire d'ici quinze jours, nous puissions avoir les réponses" des partis, a-t-il précisé sur RTL. (Il ne doute de rien ! - LVOG)

L'ancien candidat socialiste à l'élection présidentielle, qui espère des convergences, estime qu'il y aura des désaccords sur des "points de programme" mais juge que la question de la sortie des traités européens n'est plus aussi clivante. (Il sait qu'entre eux elle ne l'a jamais été. - LVOG)

"LFI semble avoir changé sur cette question. Il n'y a pas de mention du 'Plan B' dans leur document signé avec Podemos [Espagne] et le Bloco [Portugal]. Leur tête de liste, Manon Aubry, met beaucoup d'eau dans le vin de M. Mélenchon sur cette question et je m'en réjouis", dit-il. Reuters 8 février 2019 (Rien de telle qu'une Ongiste pour amorcer un virage encore plus à droite. Mais apparemment cela le sera pas pour cette fois-ci. - LVOG)

Et moi qui croyais qu'ils ne buvaient pas de picrate ces gens-là, comme quoi ils ne savent même pas vivre décidément, comme quoi on les surestime encore! Vous imaginez un Meursault, un Vosne-Romanée ou un Pétrus coupé avec de la flotte, ce serait un sacrilège ! J'évoque juste un souvenir, depuis 30 ans je suis abonné au château la pompe !

Le PS et le clone de BHL, Glucksmann, ont déjà répondu qu'ils étaient partants, normal, LFI, EELV et le PCF qu'ils n'en seront pas. Ils vont tous être laminés à ces élections...

Confirmation. Ils étaient compatibles ou la cloison qui existait entre eux était artificielle ou juste de circonstance.

- Espagne : Valls manifestera dimanche avec la droite et l'extrême droite - Le Parisien 8 février 2019

Heureusement que l'avortement est légal ! Tous les partis liés au régime sont traversés par des tensions insoutenables.

- Pinel retourne au PRG avec la "grande majorité des anciens radicaux de gauche" - AFP 8 février 2019

L'ancienne présidente du Parti radical de gauche (PRG) Sylvia Pinel a affirmé vendredi sur Facebook qu'elle retournait dans sa formation d'origine, avec selon elle la "grande majorité des anciens radicaux de gauche", après la tentative de fusion avortée du PRG et des radicaux valoisiens.

"Partageant le choix de la grande majorité des anciens radicaux de gauche, je rejoins donc le Parti radical de gauche, notre formation d'origine (...) à laquelle je veux, avec beaucoup d'autres, donner le nouvel élan qui lui permettra d'être au premier rang de la reconstruction, pour la République et pour la France", a-t-elle écrit sur le réseau social.

"La tentative de regroupement des radicaux de gauche et des radicaux valoisiens engagée avec la création du Mouvement radical/social-libéral, qui avait vocation à constituer une nouvelle formation politique pleinement indépendante, n'a pas abouti", a-t-elle constaté. (Trop tard, LREM avait déjà pris la place ! Ce sera peut-être pour une autre fois, qui sait, LREM n'est pas immortel ! - LVOG)

Interrogée par l'AFP, Mme Pinel a confirmé laisser son poste de présidente du PRG à Guillaume Lacroix, jusqu'alors secrétaire général du Mouvement radical, comme celui-ci l'avait lui-même indiqué mercredi.

Selon l'ancienne ministre, les anciens radicaux de gauche ne se reconnaissent pas dans la décision du MR de soutenir La République en marche pour les européennes.

"S'allier aux européennes alors que nous ne sommes pas d'accord sur la ligne nationale, c'était compliqué", a-t-elle souligné. (Compliqué à assumer seulement ! - LVOG)

Les radicaux valoisiens et de gauche s'étaient réunifiés le 9 décembre 2017, après 45 ans de schisme, laissant toutefois subsister pour une période transitoire leurs structures partisanes. AFP 8 février 2019

Ils osent tout

Non, il est les deux à la fois, d'extrême centre.

- Juan Guaidó est-il de droite, voire d'extrême droite ? - Liberation.fr 08.02

Assassinats ordinaires... dans une démocratie !

- Deux adolescents palestiniens tués à la limite de la bande de Gaza - Reuters 08.02

Non, sans blague, vivrions-nous dans un monde dirigé par des sourds dingues ?

- Ile-de-France : le bruit nuit gravement à la santé des habitants, selon une étude - Franceinfo 08.02

A ne pas confondre avec sourdingue, sourd tout court. On peut oeuvrer à l'éducation des masses et parfaire leur maîtrise de la langue française. Franceinfo 08.02

Haut de page

Le 13 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

Je fatigue à la longue, on vieillit !

Tous les jours sur les coups de 19 heures ou même parfois avant, j'ai un sérieux coup de barre, je ne tiens plus le coup.

Pour continuer à actualiser le portail mon mode de vie est complètement déréglé, car en plus quand je vais me coucher, je ne peux pas dormir parce que j'ai trop fumé, des clopes uniquement je précise depuis 3 mois, ou je me lève à 4 heures, cette nuit à 2h30 ! Je ne dors plus qu'une nuit sur deux en moyenne, et la journée je n'arrête pas un instant, je ne peux pas rester à rien foutre, et puis j'ai trop de trucs à faire, en plus je dois toujours être derrière ma compagne, je dois m'occuper de tout, quant à la sieste, c'est formidable en 20 minutes on a l'impression d'avoir fait une nuit, mais ce n'est pas dans mes habitudes, c'est stupide j'en conviens, on a tous des petits défauts.

Si rien de spécial ne se passe dans les semaines à venir, on va lever sérieusement le pied, j'ai besoin de repos pour réfléchir plus en profondeur. Si j'avais été un intellectuel j'aurais abandonné les causeries depuis longtemps pour me consacrer à l'étude de certaines questions. J'ignore si j'en suis capable, et puis je ne me vois pas me détourner de l'actualité sociale et politique. D'un autre côté, c'est vrai qu'on peut trouver des articles qui la résument assez bien, donc on n'est pas obligé de suivre l'actualité au jour le jour, c'est un truc de fou en réalité. A un moment donné il faut en sortir sous peine d'y laisser sa santé, c'est une réflexion que je me suis faite à plusieurs reprises sans en tenir compte. Et puis vu le nombre restreint de visiteurs et la situation inextricable dans laquelle nous sommes, je me demande si cela vaut la peine que je continue à ce rythme.

- Au format pdf (22 pages)

Contribution adressée à l'Assemblée des Assemblées populaires.

Le mouvement populaire du 17 novembre ne peut plus reculer.

Après la féroce et sanglante répression dont il a fait l'objet par Macron et l'appareil répressif de l'Etat, il doit exiger l'annulation de toutes les condamnations prononcées à l'encontre de manifestants ainsi que la libération de ceux qui sont actuellement emprisonnés, et poser clairement la question de réunir les conditions politiques pour y parvenir : chasser Macron du pouvoir et convoquer des élections à une Assemblée constituante souveraine qui adoptera une nouvelle Constitution.

Bien que minoritaire, parce qu'il exprime leurs intérêts, il bénéficie du soutien ou de la neutralité bienveillante de l'immense majorité des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes des secteurs privé et public, ainsi que des militants du mouvement ouvrier engagés dans le combat contre Macron et sa politique ultra réactionnaire.

Bruno Lemaire vient de confirmer que Macron ne changera pas de cap, qu'il était décidé à aller au bout des contre-réformes qui figuraient dans son programme électoral, dont la liquidation du régime de retraite par répartition au profit d'un régime de retraite individualisé encore plus inégalitaire et injuste destiné à paupériser les futurs retraités, ce qui concerne l'ensemble de la jeunesse et des travailleurs occupant actuellement un emploi ou au chômage, signifiant qu'il ne reculera pas. Par conséquent, il faut appeler l'ensemble des travailleurs du pays à s'organiser pour préparer le soulèvement qui leur permettra de s'emparer du pouvoir politique, parce que c'est le seul moyen qu'il leur reste pour pouvoir adopter une politique sociale conforme à leurs besoins et satisfaire leurs aspirations démocratiques et légitimes.

Il n'existe pas d'autres alternatives politiques. Toute autre voie conduirait infailliblement à une impasse et à une défaite accompagnée d'une répression encore plus inutile et sanglante.

Ce sont les Assemblées populaires qui ont commencé à se constituer dans tout le pays qui doivent prendre cette initiative, adopter cet appel. Seules ces Assemblées populaires sont légitimes pour lancer cet appel en direction des travailleurs, et non des dirigeants autoproclamés qui ne disposent d'aucun mandat, d'aucune légitimité pour s'exprimer au nom des travailleurs, et qui plus est se sont comportés comme de dangereux aventuriers.

Quelques réflexions politiques et autres.

Matérialiste et dialectique.

- Méthodique, ordonné et logique, et je ne tourne pas les faits pour les faire coller à ma théorie. (Le personnage d'Hercule Poirot dans 1,2,3 d'Agatha Christie)

Néolibéralisme, nihilisme, "***société ouverte***", extrême-centre, totalitarisme.

- A l'extrême-centrisme, il faut ajouter la notion de "*société ouverte*" de Henri Bergson que les idéologues néoconservateurs ont théorisé sur le plan politique et qui trouve son application pratique dans la stratégie du chaos développée notamment par Soros et Attali. J'ai découvert cela dans des articles passionnants qui comportent par ailleurs des appréciations que je ne partage pas, peu importe en ce qui me concerne puisque je suis blindé ou incorruptible.

Ce qui m'étonne, c'est la lucidité dont font preuve un certain nombre d'intellectuels dans leurs analyses dont certains depuis

les années 60-70, et que nous avons passé notre temps à ignorer ou dénigrer par pur sectarisme, parce qu'ils ne partageaient pas nos analyses politiques, notamment sur le parti bolchevik ou le léninisme, tandis que ce sont de fervents admirateurs apparemment sincères de Marx. On aurait voulu les jeter dans les bras des ennemis du socialisme qu'on ne s'y serait pas pris autrement. A suivre.

La prostitution ordinaire. Si c'était entre la gauche et la droite, il était inutile de vous donner cette peine!

- Saint Valentin 2019: Ce que mon expérience échangiste m'a appris sur ma sexualité - Le HuffPost 11.02

Que reste-t-il de la partie du cerveau réservée à la réflexion ? Elle a été asphyxiée par la propagande.

Nos dirigeants n'ont pas vu venir les Gilets Jaunes, comme ils sont passés à coté des profondes transformations de la société, des classes et évidemment des multiples et puissants moyens dont disposaient dorénavant la classe dominante pour manipuler les consciences. Il ne leur est pas venu un seul instant à l'esprit, que dans les rapports qui composent la situation, le facteur subjectif allait devenir prépondérant au fur et à mesure que le facteur objectif passait au second plan, une fois que les conditions d'existence des masses furent amplement améliorées par rapport à ce qu'elles étaient au début ou pendant la première moitié du XXe siècle, ce qui allait avoir forcément des répercussions sur la manière dont elles percevaient leur condition et interprétaient la société, aidées en cela par la propagande officielle, mais pas seulement. Combinés au contrôle du mouvement ouvrier par les staliniens et les social-démocrates auquel participent aussi les trotskystes, les maoïstes, les anarchistes, qui évidemment relaient cette propagande idéologique, cela allait conduire la majorité des masses à s'accommoder du sort que le capitalisme leur a réservé ou à abandonner leurs aspirations légitimes à vivre dans une société meilleure ou plus juste. C'est selon moi ce qui explique pourquoi les masses n'ont pas répondu à l'appel des Gilets Jaunes.

La manière dont est abordée la question de l'environnement l'illustre parfaitement, jusqu'à la caricature. Cette propagande a tellement bien fonctionné que dans la plate-forme des Gilets Jaunes mise en ligne, plus de 9 personnes sur 10 se disent prêtes à faire quelque chose pour changer leurs habitudes pour sauver la planète du réchauffement climatique.

Quand un trotskyste m'expliqua qu'il était inutile de mener le combat contre la guerre idéologique que mène la classe dominante contre les masses, j'en étais arrivé à la conclusion que la situation telle qu'elle était devait lui convenir, ou que son militantisme devenu aussi routier que sa vie en général, l'avait conduit à se complaire dans une paresse intellectuelle suicidaire qu'il était évidemment incapable d'assumer, ce qui expliquait son harcèlement, parce qu'il ne supportait pas toutes les questions que je posais, par crainte des réponses que la vie ou la réalité allait se charger d'y apporter, et qui dans la plupart des cas confirmeraient celles que j'avais formulées.

On ne fait pas la révolution le ventre plein avec la tête farcie à la propagande officielle. Ceux qui se soulèvent aujourd'hui n'ont plus le ventre plein, et ils ne sont pas encore parvenus à extraire de leurs têtes la vermine qui s'y était profondément incrustée et qui leur a pourri l'existence.

Par des internautes, dont un mathématicien.

1- Allez, je pose les questions de l'idiot-bête que je suis concernant le CO2: ça mange quoi, les végétaux? Et s'il y a plus de CO2, ça fait plus de miam pour les végétaux, non ? Donc ce phénomène doit à terme favoriser la croissance végétale, donc la diminution du CO2, non? Et le «poumon» de la terre, c'est pas plutôt les mers et océans, avec les algues et surtout le phytoplancton? Peut-être parce que les océans découvrent la planète sur 80% de sa surface?

Bref, j'ai l'impression que l'équilibre fragile de la mère Terre, n'est, heureusement pour nous, pas si fragile que ça.

2- Ne vous inquiétez pas du CO2 en progression constante du fait de nos chois économiques et technologiques et d'une démographie exponentielle. C'est une narrative pour créer de nouveaux marchés et continuer de nous essorer. L'humanité mourra de faim et d'empoisonnements chimiques dans ses propres ordures. Tel que l'avait décrit Sitting Bull dans sa lettre au président américain en 1886, 4 ans avant son assassinat.

3- On sait l'importance que la communauté internationale attache aux émissions dites « anthropiques » de dioxyde de carbone ou CO2. Ces émissions, réputées néfastes, donnent lieu à d'innombrables publications, rapports, engagements internationaux, pronostics et mises en garde. Il est permis de mettre en doute le bien-fondé des théories actuellement en vigueur.

https://mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com/2019/02/07/emissions-et-concentrations-de-co2-dans-latmosphere-pour-servir-a-la-prospective/

Même pas peur !

Un internaute - "*La peur étant la source de la haine notre nouveau monde prend forme.*"

Pourquoi haïssent-ils tant le peuple opprimé ? Parce qu'ils en ont peur. Pourquoi en ont-ils peur ? On pense immédiatement à juste titre à des raisons économiques. Mais cette explication est insuffisante quand on veut saisir leur stratégie.

Quand on ne peut pas imaginer de quoi ils sont capables, on risque fort d'interpréter de travers les intentions que recouvrent telle ou telle déclaration ou mesure ou on ne sera pas en mesure de découvrir leur réel objectif. Non seulement on produira une analyse erronée, en plus on sera incapable de concevoir une stratégie pour les combattre efficacement ou d'avancer vers notre propre objectif.

On ne doit prêter à nos ennemis aucune qualité morale ou humaniste car ils en sont dénués, et ceux qui leur en attribuent commettent une gravissime erreur qui les amène à se placer à leur côté ou à partager leurs positions. Ces gens-là n'ont absolument rien d'humain à part eux-mêmes, le reste du monde n'existe pas et ils sont prêts à le sacrifier si nécessaire pour continuer à exister.

C'est tellement monstrueux comme conception de l'existence, qu'on a du mal à concevoir que cela existe vraiment, et pourtant il faut se rendre à l'évidence, ils l'illustrent quotidiennement.

Il faut avoir à l'esprit, que de nos jours on pourrait produire et satisfaire les besoins de l'humanité sans pour autant que les oligarques ou les capitalistes vivent plus mal. Tout au plus seraient-ils obligés d'avoir un niveau de vie plus modeste une fois débarrassé du superflu dont ils se sont entourés, et comme tout un chacun ils devraient participer à l'administration des choses et contribuer à l'organisation de la société à égalité de droit avec tous ses membres, ce qui leur permettrait de jouir du bien-être et de s'épanouir individuellement comme n'importe quel membre de la collectivité, la richesse et le pouvoir n'étant plus des attributs réservés à une classe, mais partagés et exercés par l'ensemble des membres de la société de telle sorte qu'aucun d'entre eux ne se sente frustré. Le bien commun ayant remplacé le profit et la concurrence à laquelle se livraient les hommes entre eux et les dressaient les uns contre les autres, serait une source de richesse et de pouvoir supérieure et infinie, d'épanouissement, de sérénité, d'harmonie, de paix et de liberté.

Ceux qui s'opposent au communisme en affirmant qu'il serait la négation des libertés individuelles, ignorent ou n'ont pas conscience que sans liberté collective, donc débarrassée de tout le fatras réactionnaire du capitalisme qui y fait obstacle, la liberté individuelle demeure un leurre, une illusion. La liberté individuelle ne peut s'épanouir quand elle n'est pas partagée, tant que tous les membres de la société n'en bénéficient pas.

La conception de la liberté individuelle, qui consiste à empiéter sur celle d'autrui ou à recourir à la violence ou à des méthode coercitives pour l'exercer, témoigne qu'elle est viciée ou que son champ d'action s'en trouve fortement réduit ou limité, car dès lors qu'elle ne peut s'exercer qu'en recourant au despotisme ou à la tyrannie, c'est toute notion de liberté qui disparaît.

Que ce soit cette conception de la liberté individuelle qui prévale de nos jours et qu'on oppose à celle du communisme, témoigne que ceux qui s'en réclament sont sous l'influence de l'idéologie capitaliste. On ne peut pas penser librement, quand on demeure soumis à ce carcan qui emprisonne la liberté de penser, on ne peut que reproduire le mode de penser de la classe dominante.

De la même manière, on ne peut pas définir une conception de la lutte de classe et une stratégie politique pour lutter contre nos ennemis afin de le vaincre, quand on leur emprunte leur interprétation de l'histoire présente et passée, puisqu'elle a été uniquement conçue pour justifier leur domination de classe ou l'existence du capitalisme.

La plupart du temps, on lutte contre le capitalisme pour satisfaire des besoins immédiats, pour résister à la remise en cause de nos droits, cela ne signifie pas pour autant qu'on aurait acquis une conscience de classe ou qu'on serait sur le point de rompre avec le capitalisme, loin s'en faut. Pour rompre avec le capitalisme, il faut non seulement le combattre quotidiennement, il faut rompre avec son idéologie, avec son mode de penser, avec sa conception de l'existence, de la société.

La pire des confusions consiste à lutter contre les rapports sociaux qui sont présents à tous les stades de la société, sans combattre pour l'éradication de ceux dont ils découlent, les rapports d'exploitation établis entre les classes, du coup ils ne cessent pas pour autant d'exister. C'est ainsi que 50 ans ou un siècle plus tard, on s'épuise à livrer les mêmes combats qui produiront les mêmes effets ou résultats, autrement dit, rien fondamentalement n'aura changé, pire encore, si on en juge par la situation actuelle.

La question qui est posée, est de savoir si on est prêt ou non à en tirer des enseignements, jusqu'à présent la réponse a plutôt été négative, ceci explique cela où ou nous en sommes rendus.

La lutte, le rapport de forces, l'unité, tous les refrains qu'on entend depuis des décennies et des décennies répétés des milliers et des milliers de fois n'ont servi strictement à rien, simple constat. Vous ne croyez pas que cela vaudrait le coup d'y réfléchir tranquillement ?

« *Dans la production, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, ces rapports de production correspondent à un degré de développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève l'édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes de déterminisme de la conscience sociale.* » (Karl Marx, Critique de l'économie politique)

Ce sont eux qui détiennent le pouvoir oui ou non !

- Un internaute - "Seuls les membres de l'élite (journalistes, politiciens, éditocrates etc) ont le droit de voir "des agents de l'ombre" des conspirations" quand ça les arrange."

Le ***"marxisme culturel"*** est la négation du socialisme scientifique.

Discussion entre internautes.

1- Fractionner les gens, c'est le principe du "marxisme culturel".

On divise toutes les populations en dominants/dominés, et en découpant en populations de plus en plus petites on arrive a opposer tout le monde avec tout le monde et puis à récupérer électoralement toutes ces franges de population en leur promettant à chacune un truc qui leur fait plaisir.

Diviser pour mieux régner, c'est un grand principe depuis des milliers d'années.

2- La seule dialectique que reconnait le marxisme est celle des producteurs et des propriétaires, point barre. Le libéralisme libertaire conduit à la guerre de tous contre tous, alors que le marxisme conduit logiquement à la dictature du prolétariat. Retoquer le libéralisme libertaire en marxisme culturel relève de l'inversion communément opérée par les libertariens précisément.

3- "marxisme culturel" par analogie avec le concept de "lutte des classes " on redéfinit de nouvelles classes que l'on oppose. Question : s'agit-il d'une manoeuvre délibérée du pouvoir (complotisme ?) ou se contente-t-il de profiter d'une situation crée par des associations en général très subventionnées par le même pouvoir (simple opportunisme). Le marxisme culturel avait été étudié par William Lind qui avait travaillé pour le Pentagone sur les guerres de 4ème génération et qui avait même esquissé le concept de "Guerre de 5ème Génération " definissant la guerre des gouvernements contre les peuples.

4- Le paradigme "marxisme culturel" constitue un code par lequel on reconnait à coup sûr le libertarien qui l'emploie. Il s'agit de l'amalgame d'une idéologie d'extrême-gauche fantasmée autour de la révolution culturelle maoïste et de l'internationalisme trotskyste, avec le néolibéralisme globaliste dénoncé comme une perversion du capitalisme libéral pur. Ce paradigme codé opère la disqualification du marxisme et du néolibéralisme confondus dans un paradoxe logique recouvert par le déni.

5- La "question" LGBTQ ou celle du racisme, est souvent opposée aux mouvements sociaux, pour les discréditer ou tenter de les fractionner.

Pas plus tard que l'autre jour je regardais un débat du Média avec des gilets jaunes et un politologue (assez mauvais d'ailleurs), qui leur a reproché de ne pas revendiquer contre le racisme… C'est bien une tentative de fragmentation couramment appliquée, selon Michea il s'agit de "libéralisme culturel", qui vise bien à évacuer la question sociale et revendicative, qui est quand même la question numéro 1, celle qui conditionne toutes les autres. Ce libéralisme culturel permet d'opposer une multitude d'intérêts particuliers et de particularismes entre eux : les blancs, les noirs, les jaunes, les homos, les bisexuels, les zoophiles, les mangeurs de pancakes VS les mangeurs de crêpes, etc. Etc. Ainsi, on évacué le problème, la question centrale qui conditionne toute les autres : la domination du capital sur le travail, disons le très clairement. La "gauche" aurait dû voir venir le piège… Les gilets jaunes l'ont bien vu, eux, et on ne peut que s'en féliciter !

LVOG - La "*gauche*" ne pouvait pas "*voir venir le piège*", pour la bonne raison qu'elle s'est identifiée avec lui, on peut même dit que sinon ce "*piège*" n'aurait pas pu exister ou se développer, prendre une telle ampleur. Vous avez encore des illusions dans cette gauche avec ou sans guillemets, rompez avec le capitalisme et vous n'en aurez plus ! La gauche n'a été qu'une pure mystification...

6- " La "gauche" aurait dû voir venir le piège…" Dans son bouquin "les mystères de la gauche" Michéa démontre que c'est la gauche qui a opéré cette substitution du sociétal au social en récupérant mai 68. C'est elle qui a construit le piège à con Mélenchon/ Le Pen. Avant Michéa, Michel Clouscard avait déjà tout dit dès 1972.

LVOG - Exact. Elle était déjà aussi pourrie qu'aujourd'hui, on ne cesse de le répéter, cela date de plus d'un siècle maintenant, elle est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction le 3 août 1914, mais hélas par la suite on a eu tendance à l'oublier...

7- La gauche n'étant plus suivie par le peuple qu'elle méprise (des beaufs , sans-dents, votant à droite ...) , elle a revu sa stratégie électorale (façon Terra Nova) pour récupérer toutes les minorités, même celles qui ne peuvent pas se supporter.

LVOG - Détrompez-vous, elle a pris le masque de Générations et LFI et bien d'autres encore moins visibles...

8- Non, ce n'est pas du "libéralisme culturel" mais du "marxisme culturel". Le principe de base étant de définir des associations "dominants/dominés " pour recréer une forme de lutte des classes, d'où l'analogie avec le marxisme alors que le libéralisme ne comporte aucune notion d'opposition entre populations puisque pour le libéralisme seuls existent des individus libres.

LVOG - Dans leur propagande uniquement...

9- … ce qui démontre immédiatement et sans appel l'extrême indigence de ses présupposés anthropologiques.

10- La définition de classes et de population ne sont pas des présupposés anthropologiques mais sociologiques , donc sans aucune base scientifique.

En ce qui concerne le libéralisme, ce sont des préjugés philosophiques : les individus sont libres et responsables de leurs actes , la condition est de ne pas nuire à un autre individu.

LVOG - La définition de classes a une base économique, donc scientifique ne vous en déplaise.

11- Comme tous les préjugés donc, une idéologie sans rapport avec la réalité. Où avez-vous vu des individus libres et responsables? Qui décide de ce qui nuit ou non?

12- C'est quoi le "Marxisme culturel" ?

Marx n'a jamais prôné une culture.

Marx était un scientifique, un sociologue et est le seul à avoir, à ce jour, établi une théorie économique véritablement scientifique.

« Le marxisme est l'ensemble des contresens faits sur Marx » M. Henry in «Marx. Tome 1 : Une philosophie de la réalité. Tome 2 : Une philosophie de l'économie, Gallimard, 1976, réédition collection « Tel », 1991.

13- c'est juste une analogie … établir une lutte des classes pour diviser les populations et les gouverner plus facilement.

LVOG - Il n'est pas nécessaire d'"*établir une lutte des classes*" puisqu'elle existe, vouloir l'établir, c'est déjà la nier !

14- Disons que "libéralisme culturel" ou "gauchisme culturel" seraient plus appropriés.

LVOG - Pas mal pour une idéologie de droite ou d'extrême droite centriste !

15- On utilise bien trop de mots fourre tout des pseudo-concepts sans définition ou encore du vocabulaire inapproprié.

Comment dans ces conditions pourrait-on penser et débattre ?

LVOG - En s'en tenant aux faits ou à la réalité au lieu de s'en remettre à des "préjugés philosophiques".

Est-ce qu'on lui dit de la fermer, pâte molle ?

- "Gilets jaunes" : "Je ne comprends pas cette obstination à continuer à être ferme alors que ça ne résout rien" tempête Alexis Corbière - Franceinfo 09.02

Ce philistin demande à Macron de prendre des mesures pour résoudre la crise sociale et politique afin que la vie continue comme avant, c'est bien cela, n'est-ce pas ? Est-ce possible, est-ce souhaitable ? C'est ce que suggère Corbière.

C'est marrant, nous nous pensions que l'issue viendrait uniquement des masses révolutionnaires mobilisées. Non mais attendez, vous ne vous situez pas sur le même terrain de classe. Ah ben ouais, que je suis con, pour un peu cela m'aurait échappé !

En complément. Ils osent tout.

- Allemagne : le SPD, à gauche toute ! - LePoint.fr 12.02

LVOG - Si c'est Le Point qui le dit...

Le régime craque de partout

Leur propagande hystérique, leur matraquage médiatique quotidien sont impuissants face à la vague révolutionnaire qui s'annonce et qui va submerger, abattre le régime en place.

Il y a des signes qui ne trompent pas, le diable est parfois dans le détail dit-on !

Patrick Sébastien revient sur la "révolte" des gilets jaunes (et quitte définitivement la télévision) - GQ 11 février 2019

Dans une interview accordée à "PureMédias", Patrick Sébastien s'est exprimé sur la crise des gilets jaunes et sur son avenir professionnel.

"Moi, ça fait dix ans que j'annonce ce qu'il se passe aujourd'hui. Quand j'ai fait le "D.A.R.D (mouvement politique lancé en 2010, ndlr), tout le monde m'est tombé sur la gueule. Toute cette caste de banquiers, de hauts-fonctionnaires, de mecs de médias, qui dirigent tout..."

Sébastien est revenu sur la crise des gilets jaunes : "Je savais que ça (la crise des Gilets jaunes, ndlr) allait se passer et ce n'est que le début. Ce que vivent les gens au quotidien, ce mépris, ce manque de considération... En bloquant les voitures à un rond-point, ils ont enfin un pouvoir alors qu'on leur disait depuis des années qu'ils n'existaient pas. On les a pris pour des merdes. A un moment, c'est la révolte."

L'animateur évincé de France 2, qui enregistrera la dernière des Années bonheur ce mardi 12 février, affirme "avoir parlé avec le président Macron pendant la crise des Gilets jaunes". Mais s'il est "vrai que les présidents ont tendance à faire appel à [lui] parce qu'ils savent qu'[il] est proche d'une certaine catégorie de gens", ce dernier "ne prétend pas influer sur leurs décisions, attention". Quant à savoir s'il sera un jour le Beppe Grillon français (dirigeant de mouvement Cinq étoiles en Italie), c'est "non", car "trop dangereux" : "Moi, j'ai des enfants. Le D.A.R.D, j'ai arrêté parce que ça devenait dangereux pour les autres, pas pour moi. Tu as affaire à des fous. Tu as surtout affaire à des gens qui ont des privilèges et qui n'ont pas envie qu'on les leur enlève." GQ 11 février 2019

LVOG - D'où la nécessité de les réprimer, de les mater pour leur ôter leurs privilèges. Effectivement ce sont "des fous" prêts à tout pour les conserver, à nous d'être encore plus "fous" pour anéantir leur pouvoir de nuisance sur la société. C'est une lutte à mort, chacun doit en prendre conscience.

Bien que je n'ai jamais été fan du personnage, je n'ai jamais réussi à le trouver antipathique.

Jean-Marie Bigard, son gros coup de gueule en soutien aux gilets jaunes - Gala.fr 12 février 2019

Certains artistes ne cachent pas leur soutien envers les gilets jaunes. Depuis le début du mouvement, Jean-Marie Bigard fait partie de ceux qui se mobilisent à leur côté. Mais les manifestants ont, aussi, leurs détracteurs. C'est notamment le cas de François Berléand, qui a pris la parole sur RTL ce week-end pour affirmer : "Moi, depuis le début, ils me font chier les "gilets jaunes" (...). Comment vingt personnes peuvent emmerder autant de monde ? Ce n'est pas possible !"

Des propos qui n'ont pas plu du tout à Jean-Marie Bigard. Invité sur le plateau de Touche pas à mon poste, l'humoriste a poussé un coup de gueule, avec sa virulence habituelle. "Moi je suis choqué par ce qu'il dit, parce qu'il commence sa phrase en disant : "Ils ne se rendent pas compte qu'il y a des gens qui travaillent." Eh, les gilets jaunes, ils travaillent ! C'est pas des clochards, c'est pas des demandeurs d'emploi, c'est pas des mecs qui veulent du fric. C'est des mecs qui bossent, putain, toute leur vie, et puis le 20 du mois, ils n'y arrivent plus !"

Il affirme comprendre la colère éprouvée par les manifestants, et a même de grandes ambitions pour eux : "Moi je souhaite que les gilets jaunes deviennent une révolution mondiale. On est les champions du monde de la révolution. Et je souhaite qu'on aille à la chasse aux gros, pas la chasse aux petits." Le tout avant de conclure : "Devenons les vrais révolutionnaires de toute la planète !" Une sacrée ambition. Gala.fr 12 février 2019

LVOG - Vive la révolution socialiste mondiale qui éradiquera le capitalisme de la surface de la terre !

Je ferai la même remarque qu'à propos de monsieur Patrick Sébastien, même si je n'ai jamais été porté à la vulgarité, mes parents avaient été très stricts sur ce sujet, un con ou un merde et je prenais une grande baffe par mon père qui avait les mains d'un ouvrier du bâtiment.

Ils respirent la sympathie, on sent qu'ils aiment les gens et qu'ils sont sincères, à l'inverse des psychopathes qui nous gouvernent et qui transpirent tellement la haine qu'ils ne peuvent pas le camoufler. Certes, ils ont servi le régime, mais l'essentiel c'est qu'ils aient le bon réflexe au bon moment, on ne peut pas exiger davantage d'eux.

Acte XIII

Des dizaines de milliers de gilets jaunes pour l'Acte 13 - tendanceclaire.org 09.02

Selon un décompte du ministère de l'intérieur en fin de journée, 51 400 personnes ont manifesté dans toute la France, dont 4 000 à Paris, contre respectivement 58 600 et 10 500 la semaine dernière.

Bizarrement, quand Occurrence ne compte pas, le ministère de l'intérieur fait plonger ses chiffres.

Il y avait globalement autant de monde que samedi dernier.

La détermination reste intacte malgré la violence de la répression.

Il y avait énormément de monde à Bordeaux, plus que la semaine dernière, au moins 5.000 gilets jaunes :

La mobilisation des gilets jaunes bordelais ne faiblit pas et grimpe même légèrement.

Une participation en légère hausse par rapport à la semaine précédente (ils étaient environ 4 000). À noter que la Préfecture ne communique plus de chiffres sur la manifestation. Le cortège s'est élancé en début d'après-midi de la place de la Bourse devenu point de ralliement. Une voiture de gendarmerie qui passait par les quais a été coincée par les manifestants une bonne dizaine de minutes. Les fonctionnaires ont pu reprendre leur route après avoir été chahutés. Le cortège a transité par le centre-ville.

En fin d'après-midi après un passage par la place de la Victoire une partie des manifestants a rejoint le place Pey-Berland. Des individus encagoulés se sont mis aux premières loges. Aux jets de projectiles ont succédé les lances à eau des forces de l'ordre et les gaz lacrymogènes. Vers 17h45, la place Pey-Berland a été évacuée. Deux véhicules ont été incendiés dans une rue adjacente. À 19 heures une centaine de personnes étaient encore place de la Victoire, sous le regard des forces de l'ordre.

https://www.sudouest.fr/2019/02/09/gilets-jaunes-a-bordeaux-5000-manifestants-et-incidents-en-fin-de-cortege-5807802-2780.php

Egalement à Toulouse, où il y avait 6.000 manifestants selon la police

https://www.ladepeche.fr/2019/02/09/les-gilets-jaunes-retrouvent-la-rue-ce-samedi-pour-lacte-xiii,8005132.php

Toulouse (La Dépêche)

Et des défilés conséquents dans beaucoup d'autres villes.

Mulhouse: 800 gilets jaunes

https://www.lalsace.fr/actualite/2019/02/09/gilets-jaunes-une-manifestation-prevue-samedi-a-mulhouse

A la Roche-sur-Yon, plus d'un millier de personnes se sont réunies. Des incidents ont eu lieu. L'entrée d'une banque a notamment été forcée. Selon la préfecture, entre 150 et 200 manifestants violents étaient dans le cortège.

Ils ont causé des dégâts, feux de poubelles, de mobilier urbain, et dégradation de deux banques. L'hôtel du département a été vandalisée, des vitres et des fenêtres ont été brisées. Des affrontements avec les forces de l'ordre ont également eu lieu à partir de 16 heures. Avant cela, la manifestation s'est passée dans le calme.

https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/forte-mobilisation-des-gilets-jaunes-ce-samedi-a-la-roche-sur-yon-1549716993

tendanceclaire.org 09.02

A Lorient est le 5e rassemblement régional, entre 3 000 et 3 500 personnes.

En Dordogne, 260 personnes ont défilé dans le centre-ville de Bergerac ce samedi.

Dans le Béarn, une manifestation matinale s'est déroulée dans le centre-ville de Pau avec environ 170 manifestants.

Mais la manifestation la plus conséquente était attendue à Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées. Les gilets jaunes bigourdans invitaient en effet les gilets jaunes béarnais à les rejoindre dès 9h30 sur la place de Verdun, avec la participation de motards du 64 et du 65. Au total, plus d'un millier de manifestants étaient présents.

En Charente, le rendez-vous était fixé à Angoulême. Un rassemblement (200 gilets jaunes) était organisé depuis 9 heures depuis la gare.

En Charente-Maritime, À La Rochelle, 400 à 500 personnes se sont réunies en tout début d'après-midi sur la place de Verdun, comme chaque samedi depuis de longues semaines. Mouvement des Gilets jaunes : un millier de personnes à La Rochelle (https://france3-regions.francetvinfo.fr)

À Saintes, plus de 200 manifestants – gilets jaunes, syndicalistes CGT et FO, militants du PCF – se sont progressivement rassemblés devant le palais de justice.

Dans les Landes : A Mont-de-Marsan, ils étaient une cinquantaine de personnes au rendez-vous de 15 heures devant les arènes du Plumaçon.

Dans le Pays basque, à Hendaye, renforcés par leurs homologues du département et du sud Landes, les gilets jaunes ont une nouvelle fois défilé, ce samedi après-midi. Une première action avant la manifestation nocturne organisée en soirée à Biarritz et qui a rassemblé entre 250 et 300 personnes.

À Marseille, comme chaque samedi, le rendez-vous est fixé en début d'après-midi sur le Vieux-Port. Ils étaient 1 500 selon la police au plus fort de la manifestation, dans une ambiance festive avec beaucoup de musique et de déguisements.

Plusieurs actions sont prévues à Montpellier. Une "déambulation festive" est annoncée dès ce vendredi soir "pour arpenter les rues de Montpellier dans la joie et la bonne humeur". À Montpellier, environ 1 500 manifestants sont partis de la Place de la Comédie vers 14h30, sous des banderoles : "Macron, rends l'ISF", "tous unis pour la démocratie et la solidarité".

Quelques incidents ont émaillé samedi la fin de manifestation des "gilets jaunes" à Rouen où "un noyau dur" continuait "à tourner en centre-ville" vers 18h30, a indiqué la préfecture de Seine-Maritime dans un point-presse par téléphone. La préfecture s'est refusée à donner le nombre de manifestants, se contentant de déclarer qu'il représentait ce samedi "40%" de la fréquentation du samedi précédent à Rouen et "55%" au Havre.

https://www.sudouest.fr/2019/02/08/gilets-jaunes-a-quoi-s-attendre-samedi-pour-l-acte-xiii-5804709-10530.php

Gilets jaunes: Affrontement entre groupes d'extrême droite et d'extrême gauche à Lyon - Le HuffPost 10 février 2019

Ambiance règlement de comptes dans les rues de Lyon samedi 9 février en marge de l'acte XIII des gilets jaunes. La manifestation lyonnaise a en effet été marquée par des affrontements entre groupuscules d'extrême gauche et d'extrême droite, rapporte l'antenne locale France 3.

La préfecture de la région Auvergne Rhône-Alpes, citée cette fois par Le Parisien, a précisé que cette rixe a impliqué environ 80 militants d'extrême droite, contre 100 membres de groupes antifascistes. Les faits, qui se sont produits au niveau du cours Lafayette dans le 3e arrondissement, sont particulièrement violents, comme le montrent les images de cette bataille rangée publiées sur les réseaux sociaux Le HuffPost 10 février 2019

- Attaque fasciste à Toulouse : l'extrême-droite n'a rien à voir avec le mouvement des Gilets Jaunes ! - Communiqué du NPA 31 - 11 février 2019

Extrait. Ce samedi 9 février, environ 10 000 personnes ont battu le pavé des rues toulousaines pour l'Acte 13 des Gilets Jaunes, faisant de la ville rose une place forte de la mobilisation contre Macron. Plus que jamais, les revendications sociales et démocratiques sont mises en avant par les manifestantEs. La convergence entre Gilets Jaunes et organisations du

mouvement ouvrier progresse comme l'a montré la journée de grève du 5 février.

C'est dans ce contexte qu'une trentaine de fascistes, proches des milieux identitaires et hooligans, ont attaqué un pôle de la manifestation progressiste et anticapitaliste, dont le NPA faisait parti. Pour la plupart masqués, ils ont voulu en découdre avec notre cortège mais ont été repoussés par les militantEs présentEs. Ils ont rapidement quitté la manifestation face à la solidarité exprimée par de nombreuses et nombreux manifestantEs et organisations envers le cortège attaqué. Communiqué du NPA 31 - 11 février 2019

Quand la jaunisse tourne au parti de l'union nationale.

- Le Gilet jaune Hayk Shahinyan, ancien soutien d'Ingrid Levavasseur, lance son parti - Le Parisien 10 février 2019

Ce dimanche, Hayk Shahinyan a annoncé qu'il allait fonder le Mouvement alternatif citoyen (MAC). Son ambition est de « rassembler la société française le plus largement possible, sans être dans Gilets jaunes ou pas Gilets jaunes », indique-t-il dans une vidéo tournée à Lyon et diffusée sur le site putsch. media.

« Nous allons construire ce mouvement citoyen, faire un tour de France » et « on aura beaucoup d'adhérents, entre 10 et 15 000 d'ici fin mars », assure Hayk Shahinyan, 30 ans. « Courant mars, on va organiser un débat interne et les adhérents vont voter » pour décider de la présentation ou non d'une liste aux européennes du 26 mai, précise-t-il. Le cas échéant, ce seront « les adhérents qui constitueront la liste ».

« L'objectif de ce mouvement, c'est d'arriver au pouvoir » et « dans les années à venir d'avoir des élus dans les mairies, au Parlement européen », poursuit Hayk Shahinyan, qui se met « au service » du projet. Il entend « créer un parti sans faire les erreurs des autres partis », en portant « un projet collectif et qui vient du terrain ».

Et de lancer : « Nous irons convaincre non seulement tous les abstentionnistes » mais aussi « les électeurs du Rassemblement national, des électeurs du Parti socialiste qui retrouveront des valeurs de la gauche portées par des citoyens lambda » et encore « ceux qui ont voté Emmanuel Macron, avant de comprendre qu'il a été enfanté par les élites financières et politiques ». Le Parisien 10 février 2019

On peut choper la jaunisse même "sans être trop gourmand".

- "Gilets jaunes" : "Le référendum d'initiative citoyenne et un smic à 1 300 euros, et on éteint le mouvement" - franceinfo 10 février 2019

Benjamin Belaïdi, militant associatif et "gilet jaune", assure dimanche 10 février sur franceinfo qu'il y a "une telle gronde sociale que ce n'est pas près de s'éteindre". Il déplore que "la réponse soit autre que policière et répressive" alors que le mouvement a connu son treizième samedi de mobilisation. était présent à la manifestation à Paris, samedi 9 février, pendant laquelle un manifestant a eu la main arrachée.

franceinfo : Le week-end prochain, la mobilisation aura trois mois. Est-elle toujours aussi forte selon vous ?

Benjamin Belaïdi : La mobilisation ne baisse pas. Si on parle de la mobilisation dans les grandes métropoles telles que Paris, il y a peut-être une petite diminution des personnes qui sont mobilisées sur le terrain, et il y en a aussi beaucoup qui ne restent pas jusqu'à la fin de la manifestation. Vers 17 heures ou 18 heures, on sait qu'il va y avoir des débordements, donc les gens préfèrent partir, et c'est ce qu'on les invite à faire. L'idée, ce n'est pas de rester sur place et de prendre un mauvais coup. Il y a des gens qui ont peur aujourd'hui de venir manifester, qui ont peur de prendre un mauvais coup. Aujourd'hui, quand on va manifester en France on ne sait pas si on va rentrer entier chez soi. Donc c'est normal qu'il y ait une baisse de la mobilisation sur le terrain, mais ce qui ne veut pas dire qu'il y ait une baisse du soutien de l'opinion publique. C'est toute cette nuance là qu'il faut prendre en considération.

Depuis le début du mouvement et avec la création du grand débat national, estimez-vous avoir été entendu ?

Entendu, non. Il faut essayer de lire un peu entre les lignes. On a des élections européennes qui arrivent, c'est une vaste opportunité pour le gouvernement et pour le président de la République de mettre en place un grand débat, mais on sait très bien, et il l'a dit, qu'il ne bougerait pas sa ligne politique, qu'il a été élu sur un programme et qu'il irait jusqu'au bout. Quand on n'est pas capable de faire la moindre concession et on tient ce discours dès le début, quel résultat et quelle légitimité on va donner à ce grand débat-là, si ce n'est un débat de l'entre-soi où on fait le tour de France avec des maires, avec des personnes qui sont triées sur le volet ? Moi, je suis désolé, je n'ai été invité à aucun grand débat.

Qu'est-ce qui vous ferait arrêter de vous mobiliser ?

La mise en place du référendum d'initiative populaire. Si Emmanuel Macron met ça en place, clairement, on éteint le mouvement. Ensuite, ce serait une hausse du smic, mais sans être trop gourmands. Les gens sont raisonnables. Quand on lit les revendications, les personnes demandent un smic à 1 300 euros par mois, ce n'est pas vrai qu'on demande un smic à 3 000 euros. S'ils arrivent à mettre ces deux dispositifs en place, ça va clairement mettre le mouvement en sommeil. Il y aura toujours des irréductibles, mais clairement s'il y a un pas, et c'est tout ce que demande les "gilets jaunes", c'est un pas. Pour que la réponse soit autre que policière et répressive. Aujourd'hui, on est dans un tel déni, dans un tel mépris que le mouvement continue de grossir. Même si sur le terrain vous ne le constatez par forcément, nous on constate qu'il y a un ras-le-bol. Il y a une telle gronde sociale que ce n'est pas près de s'éteindre et il y a aura un acte XIV, il y aura un acte XV, etc. franceinfo 10 février 2019

LVOG - Allez, va te coucher, tu as décidément "sommeil", la nuit porte conseil !

L'absence de conscience de classe conduit à toutes les dérives possibles.

- Européennes: Étienne Chouard "votera Asselineau" - L'Express.fr 9 février 2019

Étienne Chouard, enseignant antilibéral et promoteur controversé du référendum d'initiative citoyenne (RIC), a indiqué qu'il voterait aux élections européennes pour la liste de l'UPR (Union populaire républicaine) conduite par son président, le souverainiste François Asselineau.

"La dernière fois, j'ai voté Mélenchon. Ce coup-ci, je voterai Asselineau. Ce sont mes deux préférés", a déclaré cet enseignant en économie à Marseille, qui a fait polémique pour son intérêt pour l'essayiste d'extrême droite Alain Soral.

Défenseur, comme l'UPR, d'un référendum d'initiative citoyenne, et soutien des gilets jaunes, il a expliqué qu'il déplorait qu'à LFI, il ne soit "plus question de sortir de l'Union européenne", ce que prône l'UPR (le fameux "Frexit").

Le député LFI François Ruffin avait rendu en décembre hommage à Étienne Chouard, suscitant la controverse dans son camp. "Je ne pense pas qu'il faut s'abstenir", a ajouté Étienne Chouard, même si "on ne s'émancipera pas par l'élection", d'autant que selon lui, le Parlement européen est un "Parlement croupion, cornaqué par le Conseil" européen.

LVOG - C'est ce genre de mégalomanes aux relents proudhoniens mal digérés, qui sont les ferments sur lesquels vient germer la théorie rouge-brun ou de l'amalgame scélérat de l'extrême gauche avec l'extrême droite propagé par les idéologues des think tanks néoconservateurs. Chouard, c'est le sosie ou le clone de Boon, ni l'un ni l'autre vraiment comiques !

Il a fini par se sentir lui-même ma parole ! Paroles de fascistes.

- Gilets jaunes : Gabriel Attal dénonce «des actions fascistes, qui puent» - Le Parisien 10 février 2019

- BHL estime que les Gilets jaunes sont un «fascisme nouveau», le Net lui rappelle la Libye - Sputnik 11.02

Cela pourrait aller encore plus vite. Je propose que ce genre d'enquêtes soit aboli.

- Violences policières : Christophe Castaner souhaite que les 133 enquêtes "aillent vite" pour montrer si les "reproches sont fondés" - franceinfo 10.02

Castaner : "La force publique est légitime pour protéger"... franceinfo 10.02

- Manifestant blessé à la main à Paris : un collectif d'avocats saisit le Conseil d'Etat pour interdire la grenade mise en cause - Franceinfo 10 février 2019

Des avocats vont saisir le Conseil d'Etat pour demander l'interdiction des grenades "GLI F4" qui seraient à l'origine de plusieurs blessures. Franceinfo 10 février 2019

Quant aux actes anti-ouvriers du ministre de l'Intérieur n'en parlons pas !

- Les actes antisémites en hausse de 74% en France en 2018 annonce Castaner - Liberation.fr 12.02

En déplacement à Sainte-Geneviève-des-Bois où un arbre planté en mémoire d'Ilan Halimi, jeune Juif tué en 2006, a été vandalisé, le ministre de l'Intérieur a évoqué une hausse des actes antijuifs en 2018. Liberation.fr 12.02

Totalitarisme. Annulation de toutes les condamnations et libération de tous les prisonniers politiques !

La République menacée par un chariot élévateur

- Intrusion au ministère de Griveaux par des "gilets jaunes": six personnes interpellées - AFP 12.02

Six personnes soupçonnées d'avoir forcé avec un chariot élévateur l'entrée du ministère de Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, le 5 janvier, lors de l'acte 8 des "gilets jaunes", ont été interpellées mardi, a-t-on appris auprès du parquet de Paris.

"Pas d'impunité pour les ennemis de la République", a réagi sur Twitter le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. AFP 12.02

- Gilets jaunes: près de 1800 condamnations prononcées par la justice - huffingtonpost.fr 12.02

La justice a prononcé près de 1800 condamnations depuis le début du mouvement des gilets jaunes mi-novembre, qui a été émaillé à plusieurs reprises de violences, a annoncé ce mardi 12 février Édouard Philippe devant l'Assemblée nationale.

Le 7 janvier, le Premier ministre faisait état d'"un millier" de condamnations.

"Depuis le début de ces événements, 1796 condamnations ont été prononcées par la justice et 1422 personnes sont encore en attente de jugement", a énuméré le chef du gouvernement lors de la séance des questions au gouvernement. Il répondait à une question du chef de file des députés MoDem, Patrick Mignola, sur le rétablissement de l'ordre républicain.

En outre "plus de 1300 comparutions immédiates ont été organisées et 316 personnes ont été placées sous mandat de dépôt", a-t-il rapporté. huffingtonpost.fr 12.02

Totalitarisme. Il ne manquera plus que l'emblème du IIIe Reich dans la caserne.

- L'Assemblée pour l'affichage des drapeaux tricolore et européen en classe - Le HuffPost 12.02

L'Assemblée nationale a prévu dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 février la présence obligatoire dans les salles de classe du drapeau tricolore et du drapeau européen, ainsi que des paroles de l'hymne national, dans le cadre de l'examen du projet de loi "sur l'école de la confiance. Le HuffPost 12.02

J'ai lu quelques déclarations des différents partis politiques présents à l'Assemblée nationale, pas un ne s'est opposé à ce carcan infâme des Versaillais.

A bas le drapeau tricolore de la monarchie républicaine ! A bas le drapeau européen des multinationales ! A bas la Marseillaise des va-t-en-guerre contre tous les peuples ! Vive le drapeau rouge libérateur de la Commune ! Vive l'Internationale des exploités et des opprimés !

Les drapeaux et l'hymne de Macron, Philippe, Castaner ne peuvent pas être ceux du peuple laborieux luttant pour son émancipation de la dictature du capital.

- Jean-Michel Blanquer présente sa loi confiance en pleine vague de défiance - Le HuffPost 11 février 2019

Porté le ministre Jean-Michel Blanquer, ce projet de loi "pour une école de la confiance" vise précisément à "élever le niveau général des élèves" et promouvoir "la justice sociale". Sans toutefois répondre aux interpellations des syndicats ni des enseignants mobilisés.

Cela n'empêche pas ce projet de loi "confiance" de déjà cristalliser le scepticisme à l'heure où les réformes du baccalauréat, celle du lycée ou encore Parcoursup sont encore contestées et accusées de promouvoir une vision libérale de l'éducation.

Malgré des mesures parfois emblématiques, le texte est contesté dès son premier article, qui rappelle le devoir "d'exemplarité" des enseignants et le respect que doivent leur manifester en retour élèves et familles. Des enseignants y voient une volonté de "museler" leur liberté d'expression... Le HuffPost 11 février 2019

- «On demande très tôt aux élèves de se comporter en consommateurs éclairés de l'offre scolaire»
- Liberation.fr 10 février

Sous couvert de liberté de choix, la réforme du lycée risque de renforcer les inégalités entre élèves, estime Jean-Yves Rochex, chercheur en sciences de l'éducation. Selon lui, cette nouvelle mouture contredit la mission de service public de l'école.

«On demande très tôt aux élèves de se comporter en consommateurs éclairés de l'offre scolaire»

Jean Yves RochexJean-Yves Rochex (photo DR) est professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII et spécialiste des questions d'inégalités scolaires, de politiques éducatives et de l'éducation prioritaire. Pour lui, la réforme du lycée risque d'accentuer les inégalités sociales.

Pourquoi cette réforme du lycée suscite-t-elle tant d'inquiétudes ?

On voit bien que cette réforme est conçue, comme Parcoursup avec laquelle elle est couplée, pour un certain type d'élèves, pensés comme étant très tôt autoentrepreneurs de leur propre vie, de leur propre parcours scolaire. Le risque est grand qu'elle se fasse au détriment de ceux qui ne correspondent pas à ce modèle d'élève de classe favorisée. Si on construit, avec cette réforme, les conditions de la liberté de choix, c'est au sens le plus calqué sur l'offre et la demande, qui ne correspond pas à l'idée du service public en éducation sur laquelle s'est construite l'école en France.

L'objectif de donner plus de liberté aux élèves n'est-il pas louable ?

La cohérence entre la réforme du lycée et celle de Parcoursup conduit à demander très tôt, dès l'entrée au lycée, aux élèves de se comporter comme des consommateurs éclairés de l'offre scolaire, à même de construire un parcours de formation individualisé et cohérent. Cela aurait pu être un point positif de lier le parcours au lycée au premier cycle universitaire. Mais, d'une part, une telle individualisation contribue à nier la conception de l'école comme service public se référant à des valeurs et objectifs communs pour en faire une offre de services aux individus et aux familles. D'autre part, ces derniers ne disposent pas des mêmes ressources économiques et culturelles pour être à armes égales face à cette logique accrue de l'offre et de la demande ou pour faire valoir leurs expériences hors école. Si vous avez les moyens de passer un mois d'été à faire un chantier de fouilles bénévole, vous pourrez bien mieux le valoriser dans votre parcours scolaire et universitaire que si vous le passez à travailler dans un fast-food. L'invocation de la liberté de choix des élèves fait bon marché des inégalités profondes qui pèsent déjà sur les modalités d'orientation et de «choix» des filières. On est sur le modèle de l'élève-consommateur. Si vous allez au supermarché choisir votre formation, selon votre capacité à lire les étiquettes, les ressources que vous pouvez mettre, vous n'achèterez pas les mêmes produits.

Cette inégalité face à l'orientation est-elle étayée par des chiffres ?

Quelques-unes suffiront pour illustrer à quel point l'orientation est très liée aux inégalités socio-économiques. Ainsi, à la session du baccalauréat de 2014, pour 100 enfants de cadres ou professions intellectuelles supérieures qui obtiennent un bac, 76 ont un bac général, 14 un bac techno, 10 un bac pro. Pour les enfants d'ouvriers, la même année, 32 sur 100 ont obtenu un bac général, 23 un bac techno et 45 un bac pro (1). Ça se passe de commentaires. On peut ajouter qu'il est paradoxal de prétendre renforcer la liberté de choix des élèves alors que, dans le même temps, on déstructure et on affaiblit durablement les services d'orientation, entre autres en fermant nombre de centres d'information et d'orientation (CIO).

Quels effets anticipez-vous ?

Je pense que cette réforme aggravera les choses. D'une part, parce qu'elle opacifie beaucoup la lisibilité des parcours et des options. D'autre part, parce que tout laisse à penser que la carte de l'offre des options sera très inégale selon les territoires et très peu régulée à l'échelle nationale. Et la part accrue du contrôle continu augmentera les différences d'exigences et d'acquisitions entre les établissements les plus socialement contrastés, affaiblissant donc la valeur nationale du bac, en particulier pour l'accès aux études supérieures, ce que l'on a déjà observé avec Parcoursup. On a déjà pu constater que ce dernier avait renforcé les phénomènes d'autosélection des élèves ayant un bac pro ou techno, et donc des élèves de milieux populaires. Tout porte à penser que la réforme du bac exacerbera cette logique.

Ne pensez-vous pas qu'il y a tout de même une volonté d'améliorer le système éducatif ?

Je ne sonde pas les âmes. Un des principaux problèmes de notre système est celui des inégalités sociales. Et on ne voit pas le moindre élément de diagnostic à ce propos dans les attendus de cette réforme.

(1) Chiffres de la Direction de l'évaluation de la prospective et de la performance du ministère de l'Education nationale (Depp). Liberation.fr 10 février

L'art d'aborder un problème et d'en chercher l'origine... en évitant soigneusement de l'identifier.

Grille de lecture.

Tout est dit ici : "*Il va falloir comprendre et analyser cette impuissance politique.*"

On est en présence d'un système financier international de type mafieux mais en très grande partie légale, connu de tous, qui a été mis en place avec la complicité de tous les gouvernements et partis politiques qui se sont succédés au pouvoir depuis les années 70.

Tout le monde sait de quoi il retourne et on nous sort qu'il "va falloir comprendre et analyser". En réalité, il n'y a rien à comprendre, dès lors qu'on nie ou qu'on ne relie pas la stratégie néolibérale et ces pratiques mafieuses qui en sont issues, à la crise et aux contradictions du capitalisme qui conduisent sans cesse à une plus grande concentration de la richesse et du pouvoir au détriment du reste de la population mondiale.

C'est la nature du système économique, le capitalisme qui en est la seule et unique cause de la situation sociale et politique actuelle. Mais lorsqu'on refuse de l'admettre parce qu'on ne tient pas à l'affronter, on en vient à ce genre de divagations qui servent finalement de diversion pour ménager le capitalisme et détourner les masses de la tâche historique qu'elles ont à accomplir : abolir le capitalisme et passer au socialisme.

- "En France, l'évasion fiscale c'est 100 milliards d'euros par an, le budget de l'Education" - nouvelobs.com 22 janvier 2019

Sept ans après les "Nouveaux Chiens de garde", coréalisé avec Gilles Balbastre, Yannick Kergoat s'attaque à la finance. Cette fois, avec "la Très Grande Evasion" il s'allie au journaliste d'investigation Denis Robert (à l'origine du scandale Clearstream) pour réaliser un documentaire sur les Panama Papers, Paradise Papers et autres scandales d'évasion fiscale qui se succèdent depuis dix ans. Explosif, le sujet résonne en bien des points avec la mobilisation des "gilets jaunes":

""Aujourd'hui, Emmanuel Macron organise un grand débat national, mais il y a une question qui n'est pas posée, et qui pour nous, résoudrait toutes les autres : qu'est-ce qu'on fait de l'évasion fiscale ?""

Après deux années d'enquête, Yannick Kergoat et Denis Robert se heurtent aujourd'hui à la frilosité des investisseurs. Pour financer la fin de leur travail, ils lancent un appel à crowdfunding. Entretien.

"La Très Grande Evasion" représente déjà deux années d'enquête. Richesses mal redistribuées, classes moyennes qui se paupérisent… A plusieurs égards, votre projet fait écho aux revendications des "gilets jaunes". Vous ont-ils inspirés ?

Le mouvement des "gilets jaunes", et le fait qu'il mette vraiment au cœur la question de la justice fiscale, c'est pour nous un énorme encouragement. Ça nous porte, ça nous engage. Ça fait deux ans qu'on écrit ce film, donc il n'y a pas l'idée opportuniste de surfer sur un mouvement social, une revendication partagée.

Le titre, "la Très Grande Evasion", est un clin d'œil au film, évidemment. A l'initiative de ce projet, il y a le producteur Bertrand Faivre : un ami de longue date, qui a coproduit le dernier film de Denis Robert. Il nous a réunis en pensant que la question de l'évasion fiscale est au cœur de nos vies de tous les jours. On en entend parler, il y a des livres, des articles et des reportages télévisés sur le sujet. Mais il n'y a pas un film, avec l'impact que ça peut avoir au cinéma, la capacité d'interpeller les gens. Donc, on s'est mis au boulot. Il a déjà financé deux ans de travail, d'enquête, de recherches, d'écriture.

Dans "la Très Grande Evasion", vous projetez de revenir sur les Panama Papers, Paradise Papers et autres scandales financiers qui révèlent depuis dix ans l'ampleur de l'évasion fiscale en France. Concrètement, ça représente quoi ?

Aujourd'hui, l'évasion fiscale, c'est 100 milliards d'euros, chaque année pour la France. 100 milliards d'euros, c'est plus que le budget de l'Education nationale. Le déficit budgétaire français, c'est 83 milliards d'euros. Ces chiffres ne sortent pas de nulle part, mais de nombreuses associations et de rapports parlementaires. Ça recouvre des réalités et des dispositifs qui sont un peu différents et qu'on nuancera dans le film : tout un agrégat de situations et de techniques d'évasion ou d'optimisation fiscales.

On vit depuis au moins quinze ans sous le régime de politiques d'austérité. On nous dit "il n'y a plus d'argent dans les caisses, il faut se serrer la ceinture", et le grand débat national organisé cette semaine, stipule noir sur blanc que l'alternative c'est soit augmenter les impôts, soit baisser les services publics. Nous, on dit : il y a une alternative, rétablissons la justice fiscale.

Comme les "Nouveaux Chiens de garde" en son temps, ce documentaire sera ponctué d'archives télévisuelles. En 2011, vous dénonciez la connivence entre le pouvoir et les "éditocrates". Cette fois, qui souhaitez-vous pointer du doigt ?

Ceux qui fraudent sont ceux qui ont le bénéfice de la fraude. Ceux pour lesquels c'est rentable de frauder, évidemment, ça ne sera pas le salarié qui s'apprête à être prélevé à la source. Ce sont les grandes fortunes, les plus riches de la société... ceux qui ont intérêt à soustraire des sommes à l'impôt ! La responsabilité est essentiellement politique, à différents échelons : français, européen, international... Une grande partie de l'optimisation agressive vient de la compétition que se mènent les pays

européens entre eux. Pourquoi les questions de fiscalité ne sont-elles pas mieux harmonisées ?

Connivence, bienveillance… le personnel politique est-il complice de ces grands circuits d'évasion fiscale ? Concrètement, à qui pensez-vous ?

Est-ce qu'il y a en France des hommes et des femmes politiques qui sont corrompus, en termes d'évasion fiscale ? La réponse est oui. On a quand même eu un ministre du Budget qui pratiquait la fraude fiscale. Est-ce que c'est la raison principale pour laquelle le problème perdure ? Je ne pense pas. Il va falloir comprendre et analyser cette impuissance politique. Essayer de définir pourquoi depuis tant d'années, il n'y a pas réellement eu de politiques conséquentes sur la question.

Avec Denis Robert, on posera la question à ceux qui ont des réponses et des solutions à apporter. On ne fait pas ce film pour donner notre opinion, mais pour aller à la rencontre de ceux qui sont bien plus spécialistes que nous sur ces questions.

Face aux difficultés rencontrées pour financer votkre film, vous lancez un crowdfunding sur KisskissBankbank. Comment expliquez-vous le refus de tous les services cinéma des chaînes de télévision de participer au financement du film ?

Le producteur a cette formule : "Jamais je n'ai eu de réponses aussi rapides, ça a été non tout de suite !". La difficulté de financer un film sur la fraude fiscale est quand même le signe qu'il va falloir beaucoup travailler... Et que le problème ne fait pas consensus du côté des élites.

La seule solution, c'était de demander aux gens directement et de leur dire "on a besoin de vous pour faire ce film, si vous croyez un peu à l'équipe qu'on forme, avec Denis, aidez-nous à le faire". Il faut d'abord comprendre qu'un film, ça coûte cher. Il y a beaucoup de collaborateurs, des animations, des tournages, des voyages. Et ce même si, nous, comme auteurs-réalisateurs, on ne prend pas d'argent ou très peu. On est à l'abri des coups de pression car on est indépendants. On n'appartient pas à un organe de presse, on n'est pas salariés à l'année d'une société de production, on n'a pas d'actionnaires, pas de directeurs, etc. Ça nous met largement à l'abri et on est bien déterminés à faire ce qu'on veut faire. nouvelobs.com 22 janvier 2019

Voilà ce qui confirme mon analyse : "*On posera la question à ceux qui ont des réponses et des solutions à apporter*", ben voyons, à ceux qui sont complices de l'évasion fiscale, pure numéro d'illusionnisme de faux opposants au capitalisme !

Quand on refuse de l'affronter, on collabore avec lui, on perd toute légitimité et dignité.

Quand la paupérisation valide la notion de milieux populaires.

- Christophe Guilluy sur les gilets jaunes - lemediapresse.fr 11.02

Géographe, Christophe Guilluy est avant tout connu pour sa cartographie des classes populaires, dont est né le concept de « France périphérique », qu'il affine un peu plus à chaque ouvrage. Selon lui, contrairement aux idées reçues, la majorité des classes populaires ne vit pas dans les grandes métropoles. Reléguées dans des zones loin des pouvoirs économiques, politiques et culturelles, dans cette « France périphérique », qui inclut zones rurales, périurbaines et petites villes, les classes populaires sont oubliées et méprisées des « élites ». Les banlieues ne formeraient donc pas les seuls quartiers populaires. Son dernier livre, No Society. La fin de la classe moyenne occidentale, est sorti en 2018 chez Flammarion. Les travaux du géographe nous paraissent aujourd'hui importants pour comprendre la révolte des Gilets jaunes, auxquels est consacré le dossier du troisième numéro de 99%, encore en vente sur notre site.

Le Média : Dans vos travaux, vous avez beaucoup ana-lysé la France périurbaine. Or, pour Hervé Le Bras, la mobilisation des Gilets jaunes correspond principale-ment à la diagonale du vide et donc à une France très rurale. Qu'en pensez-vous ?

Christophe Guilluy : Justement, ce n'est pas la France périurbaine que j'ai analysé, mais la France périphé-rique.

Mais qui comprend la France périurbaine….

Il y a du périurbain dans la France des métropoles et dans la France périphérique. Il y a une incompréhension ou une volonté de ne pas comprendre ce que je raconte. J'ai élaboré le concept de « France périphérique » entre la fin des années 1990 et le début des années 2000. Je travaillais sur les quartiers de logements sociaux en Seine-Saint-Denis, où je suis né. Je me suis rendu compte que ce n'étais qu'une fraction des classes populaires. Cela m'a emmené avec un autre géographe, Christophe Noyé, à élaborer les premières cartes de répartition dans l'espace des classes populaires. Nous avons analysé la répartition des ouvriers, des employés, des petits revenus, des petits retraités, etc. Évidemment, nous retrouvions parmi ces classes populaires des banlieues. Mais ce n'était qu'une minorité. La cartographie nous disait que la répartition dans l'espace des catégories populaires avait complètement changé. Aujourd'hui ces gens vivent très loin des zones d'emplois les plus actives, qui sont essentiellement des grandes métropoles.

En quoi est-ce si important ?

Je suis arrivé à la conclusion que les classes populaires vivent sur des territoires qui étaient très différenciés. J'ai été contraint de trouver un concept englobant qui ne passait pas par les typologies habituelles. L'incompréhension vient de là. La France périphérique n'est pas spécifiquement urbaine, rurale ou périurbaines. Elle est un peu tout cela. Le point commun entre ces territoires très différents, c'est que nous trouvons une majorité de catégories populaires. Il peut aussi y avoir des catégories supérieures, mais elles sont minoritaires. Nous avons bien une représentation sociale de la France. C'est pour cela que je dis qu'on se trompe en utilisant des typologies qui ne sont plus pertinentes. Les catégories de l'Insee qui divisent l'espace entre rural, urbain, etc. ne dit absolument rien. Aujourd'hui, quand on regarde les premières cartes de répartition des Gilets jaunes, c'est assez frappant. Dans La France périphérique (Flammarion, 2014), nous avons fait un indicateur de fragilité sociale. C'est un copié-collé de la carte des premières manifestations de novembre. Les Gilets jaunes ne proviennent pas exclusivement de la France rurale. Ils cassent complètement les représentations géographiques et sociales. On constate aussi qu'il n'y a plus l'opposition traditionnelle entre la France de l'est et celle de l'ouest. Les Gilets jaunes se répartissent équitablement entre l'est et l'ouest de l'Hexagone, entre petites villes, campagnes et « périurbain subi ». Le géographe Laurent Chalard distingue le « périurbain subi » de la France périphérique et le « périurbain choisi » de la France des métropoles. Par exemple, les Yvelines il s'agit de périurbain riche de grandes métropoles. Cela n'a rien avoir avec celui de Charleville-Mézières.

Paradoxalement, je suis géographe, mais je ne crois qu'aux gens. Un territoire cela n'existe pas. Pour moi, il n'y a pas de déterminisme géographique. Je pars des gens pour arriver aux territoires et pas l'inverse. La typologie géographique ne dit absolument rien. Quand un bobo s'installe dans le Lubéron, il ne se met pas à voter FN et il n'achète pas un berger-allemand. Ce qui compte, c'est le destin de ces catégories populaires, le champ du possible. Et le résultat est que ces territoires périphériques créent très peu d'emplois.

Peut-on parler réellement de France d'en bas pour qualifier les Gilets jaunes ?

Oui, c'est la France de catégories populaires et des petits salaires. Il ne s'agit pas exclusivement la France des pauvres. Mais l'instrumentalisation des pauvres par la bourgeoisie est vieille comme le monde. Dans les débats, on fait souvent l'impasse sur quelque chose : les pauvres sont issus des classes populaires à 99%. Il y a un lien organique entre ces dernières, même si elles travaillent, et les pauvres. Dans les milieux populaires, et c'est le cas chez les Gilets jaunes, il y a des gens qui occupent un emploi, heureusement. Mais ils sont parfois passés par la case pauvreté. Ils ont souvent dans leur entourage une sœur, un cousin, un père, etc. qui est pauvre. La pauvreté est intégrée au monde populaire. Mais la bourgeoisie, au moins depuis le XIXe siècle, fait tout pour scinder en deux les pauvres et les milieux populaires. Mais il n'y a pas d'oppositions de principe. C'est pareil avec les minorités.

Effectivement, les Gilets jaunes ne sont pas les plus pauvres, puisque être contraint de prendre sa voiture pour travailler exige d'avoir un emploi, même mal payé…

Les mouvements sociaux ne sont jamais portés par les pauvres. Ils sont trop fracassés. Quand on est pauvre, on pense juste à boucler non pas les fins de mois, mais les fins de journée. On ne se mobilise pas, c'est évident. Mais il n'y a pas d'opposition. On peut être dans les milieux populaires et avoir conscience de la pauvreté parce qu'elle est très proches. Pourquoi ? Parce que ces gens ont des petits salaires et vivent sur des territoires où il y a très peu de créations d'emploi. La case pauvreté vous attend très probablement, si vous perdez votre emploi. Le champ du possible se restreint pour soi-même et pour ses enfants hors des métropoles.

Les Gilets jaunes se sont beaucoup mobilisés sur des ronds-points. Qu'est-ce que cela représente pour eux, selon vous ?

C'est très symbolique, puisque le mouvement est parti de la taxe carbone Ils sont sur des territoires où le déplacement en voiture est une obligation. Ce n'est pas un choix. Bien évidemment, la question du rond-point s'impose. La grande difficulté de la question sociale est dispersée. Le système statistique français est très bon pour repérer les questions de concentration. Mais il est très nul pour les dispersions. Avec Christopher Noyé nous avons fait cet indicateur de fragilité sociale pour montrer à quel point il était difficile de toucher les classes populaires, parce qu'elles sont dispersées dans l'espace. C'est un problème politique, mais aussi pour les syndicats. En plus les représentations tendent à invisibiliser tous ces territoires. La typologie de l'Insee vise toujours à marginaliser. Par exemple, si vous prenez les ruraux, c'est 10% à 15% de la population, c'est marginal. Si vous parlez du périurbain, pareil, c'est 15%. Mes travaux ont permis d'expliquer que le rural, plus les petites villes, plus certaines villes moyennes forment un tout. Du coup, j'ai démontré que les classes populaires sont encore majoritaires, ce qui a gêné les classes dominantes.

La classe moyenne devait, à terme, englober, selon la classe dirigeante, deux Français sur trois. Il semble pourtant qu'elle est en voie de précarisation. Les classes populaires sont-elles en train de grossir à cause de ce phénomène ?

Bien sûr. C'est le sens de ce que j'écris depuis le début. Dans mon dernier livre, No Society, je me penche sur la classe moyenne, au sens culturel. Je laisse de côté la définition économique. Savoir à quel niveau de revenu on entre dans la classe moyenne, c'est une construction intellectuelle. Le plus important pour moi, c'est qu'hier, la classe moyenne était majoritaire. Il s'agissait en

effet des « deux Français sur trois » de Valéry Giscard d'Estaing. Les gens étaient intégrés économiquement, donc politiquement et donc culturellement. Tout cela formait un tout. Aujourd'hui, nous voyons bien que cette catégorie qui allait de l'ouvrier au cadre, n'a plus de sens.

Elle commence à disparaître à partir des années 1980. Il s'agit d'une conséquence du modèle mondialisé. La société devient de plus en plus clivé. Comme l'a montré Thomas Piketty, il y a une vraie poussée des inégalités. Le système économique fait exploser la classe moyenne dans le sens culturel, en France, en Europe ou aux États-Unis. Nous sommes bien dans un mouvement de recomposition des classes sociales. Ce qui m'intéresse dans ce mouvement, c'est que j'appelle « le mouvement réel des sociétés », c'est-à-dire celui du plus grand nombre et donc des classes populaires. Selon moi, il s'imposera de toute façon. C'est pour cela que les Gilets jaunes ne me surprennent pas. Nous avons là des gens qui peuvent être ouvriers, petits indépendants, paysans, etc. Hier, certains étaient considérés comme des catégories de gauche, comme les ouvriers, et d'autres de droite, comme les paysans. Aujourd'hui, ils se retrouvent et ont une perception commune des effets du système économique mondialisé. Cela montre bien une recomposition sociale, politique et culturelle. L'essentiel des partis politiques l'ont raté.

En-dehors des ronds-points il existe un deuxième type de mobilisation au sein des métropoles. S'agit-il de montrer aux pouvoirs économiques, politiques et médiatiques qu'ils existent ? Ou s'agit-il d'un affrontement de la France périphérique contre celle des métropoles ?

Il faut bien insister sur le fait que le mouvement des Gilets jaunes est d'abord un mouvement existentiel. Il s'agit pour eux de dire : « Nous existons et nous voulons être pris au sérieux. » C'est très important symboliquement de venir à Paris et dans les grandes métropoles. Ce sont les espaces où ils n'ont plus leur place. À cause du modèle économique, on n'a plus besoin de ces gens pour faire tourner la boutique. Venir au cœur du système, c'est venir au cœur des grandes métropoles, qui sont devenus des grands espaces hyper-embourgeoisés. On me rétorque à chaque fois : « Oui, mais il y a des banlieues. » C'est une instrumentalisation des pauvres et des minorités. On instrumentalise leur présence pour bien montrer que la ville est ouverte. Selon ce discours notre système correspond à celui d'une société où tout le monde aurait sa place. Mais l'instrumentalisation des minorités marche de moins en moins, notamment dans les quartiers de logements sociaux. lemediapresse.fr 11.02

Ils osent tout

- Gates: la pauvreté n'est pas un obstacle aux soins de santé - AFP 12.02

"En consacrant des sommes modestes à des problématiques prioritaires, on peut engranger des résultats phénoménaux", soutient M. Gates dans un entretien avec l'AFP, évoquant l'accès à certains vaccins, antibiotiques ou à des infrastructures de base. AFP 12.02

LVOG - Leur cynisme est sans fond, il faut les exterminer.

(En Inde où je vis) Quand nourrir sa famille ou se soigner est la seule alternative...

A force d'entendre des personnes se plaindre de douleurs ou de mal de tête, je me suis transformé en pharmacie ambulante distribuant des analgésiques et des antibiotiques à tour de bras, j'en emporte toujours une vingtaine dans mon sac à main. L'air de rien j'y consacre environ 500 roupies par mois. Avant de donner des antibiotiques (pour 3 jours seulement), je m'assure que la personne a bien de la fièvre, ce qui n'est pas le cas la plupart du temps.

Les pauvres ne sont pas seulement pauvres, ils sont très arriérés, ils ne sont pas capables de faire face aux difficultés qui les accablent, aux transformations rapides de la société... Ils ne retiennent pas les noms des médicaments, et quand ils ne se sentent pas bien, ils doivent aller chez un médecin, donc payer une consultation qui sera plus chère que le traitement qu'il leur donnera, du coup ils ne vont pas chez le médecin et ils souffrent en silence. Et puis, quand tu bosses 6 jours sur 7, tu trouves quand le temps d'aller chez le médecin, en fin de soirée, la salle d'attente est pleine à craquer, tu y restes au moins une heure, et ensuite tu rentres à pied à ton village quand il fait nuit noire ou tu téléphones pour qu'on vienne te chercher, et le lendemain matin tu te lèves à 5h30 pour laver le linge, cuisiner, etc, car plus tard l'eau sera coupée, et ensuite tu partiras bosser, à pied et ensuite en bus, bondé, debout de préférence, et plus tard il fera entre 36 et 40°C...

J'ai sélectionné les plus efficaces analgésique et antibiotique existant en Inde. Il faut savoir aussi que les médecins prescrivent des médicaments en fonction de la richesse de leurs patients. C'est ainsi que les plus pauvres se voient prescrire les médicaments les moins chers, mais aussi les moins efficaces, bref, ils cumulent vraiment tous les handicaps liés à une société basée sur les inégalités sociales. Je m'en suis aperçu quand l'autre jour la petite fille de ma compagne est venue passer quelques jours chez nous. Elle toussait depuis déjà 10 jours, j'ai regardé le sirop qu'elle avait emporté avec elle, 36 roupies. J'ai sorti celui que j'avais en stock à 110 roupies, au bout de deux jours elle ne toussait plus ! J'imagine que sa mère a dû acheter plusieurs flacons de sirop à 36 roupies en 10 jours pour aucun résultat, elle a donc dépensé plus de 110 roupies.

Ici, la santé, c'est la sélection en fonction de la richesse de la population. C'est ignoble, c'est le capitalisme, c'est ce que j'explique aux travailleurs indiens. Je vais devenir leur gourou politique, là je plaisante, il faut bien, cela soulage aussi un peu !

Une autre action philanthropique.

- Barkhane, Minusma: au Mali, les forces armées aident aussi au développement économique - Franceinfo 11.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Haïti

- Haïti en proie à des manifestations violentes, mutisme du pouvoir - AFP 12 février 2019

Haïti était lundi une nouvelle fois plongée dans l'incertitude et la tension avec des barricades paralysant l'activité dans les principales villes et un pouvoir exécutif muet face aux revendications sociales scandées lors de manifestations parfois violentes.

La police avait fait état jeudi soir de la mort de deux personnes. Samedi à Port-au-Prince, un adolescent de 14 ans a été tué par balle en marge d'un rassemblement. Une autre personne est morte dimanche à Jacmel dans le sud du pays, selon les médias locaux.

Les forces de l'ordre ont fait un large usage de grenades lacrymogènes pour disperser les centaines de jeunes issus des quartiers les plus pauvres qui ont défilé lundi sur l'une des principales artères de la capitale. Des coups de feu ont retenti dans les rues avoisinantes.

Dans la confusion ambiante, des commerces ont été pillés.

"Ce qu'on endure aujourd'hui c'est à cause du Jovenel (Moïse, le président, NDLR). Je n'en voudrais jamais à ceux qui ont pris mes affaires : ils ont faim. En revendant ce qu'ils m'ont pris, ils vont pouvoir soulager un peu leur famille. On n'a pas de bons dirigeants : s'il y avait du travail dans le pays, ça ne serait pas arrivé", témoignait Joseph, dont le stock de boissons a été entièrement volé.

Par ailleurs les policiers ont arrêté cinq jeunes qui se trouvaient à l'intérieur d'une banque. Dans l'après-midi, des tirs sporadiques résonnaient encore dans certains quartiers de la capitale.

Des blocages routiers ont été rapportés dans plusieurs villes de province où des manifestations se sont également déroulées lundi, occasionnant par endroits des dégâts matériels. Par peur des violences, une large majorité d'écoles, de commerces et d'administrations n'avaient pas ouvert leurs portes.

Depuis la large mobilisation nationale de l'opposition le 7 février, marquant les deux ans du mandat présidentiel de Jovenel Moïse, des manifestations spontanées de plus faible ampleur ont gagné les principaux centres urbains du pays.

Elles se sont accompagnées de barricades tenues par des jeunes rançonnant toute personne se risquant à traverser, d'incendies de véhicules, de dégradations de commerces, dans un climat d'intimidation qui a dominé dans la capitale Port-au-Prince.

La colère populaire s'intensifie avec l'aggravation des difficultés économiques subies par la majorité pauvre. Face à l'inflation qui dépasse les 15% depuis deux ans, la première des revendications des manifestants est de pouvoir manger à leur faim.

Lors de la campagne électorale, Jovenel Moïse avait promis qu'il mettrait "à manger dans toutes les assiettes et de l'argent dans les poches". Des promesses non tenues.

"Nous demandons à la police nationale d'arrêter Jovenel Moïse car il représente un danger et une menace pour la vie de chaque Haïtien", a déclaré lundi à l'AFP André Michel, une des principales figures de l'opposition.

"Il n'a plus de légitimité: le pays va rester bloqué jusqu'à la démission de Jovenel Moïse" assurait-il.

La frustration a été exacerbée par la publication, fin janvier, d'un rapport de la Cour supérieure des comptes sur la gestion calamiteuse et les possibles détournements des fonds prêtés depuis 2008 par le Venezuela à Haïti pour financer son développement.

Une quinzaine d'anciens ministres et hauts fonctionnaires sont épinglés. De même qu'une entreprise dirigée à l'époque par Jovenel Moïse, identifiée comme bénéficiaire de fonds pour un projet de construction d'une route sans signature de contrat.

Face à cet audit, à la colère populaire et aux violences qui émaillent le quotidien de la capitale, le pouvoir exécutif s'enfonce dans un mutisme troublant.

Seul le secrétaire d?Etat à la communication a publié une note de presse en créole via Twitter lundi matin.

"Le gouvernement reconnaît le droit de toute personne à manifester et exprimer ses droits selon la loi mais piller des magasins, bloquer la rue, brûler des pneus, briser les vitres des voitures et jeter de l'huile sur la chaussée n'entre pas dans ce cadre" a écrit Eddy Jackson Alexis.

Si le pouvoir en place n'offre aucune réponse concrète aux revendications populaires, les différents groupes d'opposition n'avancent également aucune mesure qui permettrait à la population de bénéficier d'une amélioration de ses conditions de vie.

"On est face à la plus grande crise depuis 2008", constate l'économiste haïtien Etzer Emile, en référence aux émeutes de la faim qui avaient à l'époque gagné le pays et l'Amérique centrale.

Après avoir enregistré un déficit budgétaire record de 24 milliards de gourdes (305,5 millions de dollars) en 2018, l'Etat haïtien ne pourra pas financer des aides sociales sans réduire ses dépenses de fonctionnement. "Il n'y a pas de mesure magique mais si on ne ferme pas la vanne des dépenses gouvernementales, on n'ira nulle part" conclut l'économiste. AFP 12 février 2019

On retiendra : Si le pouvoir en place n'offre aucune réponse concrète aux revendications populaires, les différents groupes d'opposition n'avancent également aucune mesure qui permettrait à la population de bénéficier d'une amélioration de ses conditions de vie.

Italie

- Contre le gouvernement italien, des centaines de milliers de manifestants à Rome - Le HuffPost 9 février 2019

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté ce samedi 9 février à Rome à l'appel des principaux syndicats italiens. Ces derniers demandent une vraie politique de croissance et du respect de la part du gouvernement populiste. Le HuffPost 9 février 2019

Haut de page

Le 18 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas eu le temps de traiter le thème des 3 méthodes employées par l'oligarchie (Pentagone-CIA-NED) pour déstabiliser des Etats, évoquées par monsieur Meyssan dans son dernier article sur le Venezuela.

La causerie du jour ne tient pas compte des infos de dimanche, je n'ai pas encore eu le temps de me connecter à Internet, et il est déjà 12h58 ici en Inde.

- Au format pdf (22 pages)

PREMIERE PARTIE.

A quoi bon essayer de donner un visage humain au capitalisme.

Les relations déshumanisées qu'ils veulent nous imposer.

- Un capteur pour informer votre partenaire de votre envie de faire l'amour - BFMTV 14.02

Vous lirez plus loin que le père et la mère n'existent plus non plus, normal puisque l'homme et la femme n'existent plus, ce

sont devenus des espèces hybrides, indéfinissable, donc inconnaissable, et qui plus est, sans droits autres que la fortune peut donner.

Ils ont de la suite dans les idées. Cette déconstruction du genre humain et de la science sert leur conception totalitaire de la société. On ne devrait pas s'y intéresser paraît-il. La guerre idéologique que l'oligarchie mène sur tous les fronts ne serait pas politique, elle ne ferait pas partie de la lutte des classes. Quel déni ! C'est peut-être pour cela qu'on en est arrivé là, non ?

Propagande et fabrication du consentement par les instituts de sondages, mode d'emploi. Ou fake news des médias.

Une fois que le plat mijoté par l'Ifop était prêt, les médias n'avaient plus qu'à le servir :

- Le mouvement des gilets jaunes "amplifié" par les Russes, pour un quart des Français - Le HuffPost16 février 2019

Le procédé est plutôt grossier, mais bon, comme ils osent tout...

Le sondage Ifop : "*Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante ?*"

Avant même d'aborder l'objet de ce sondage, ils allaient employer à quatre reprises l'expression "*d'accord*" qui était destinée à s'incruster dans le cerveau du lecteur, de telle sorte que les esprits les plus faibles ou ceux qui n'avaient aucune idée sur la sujet sur lequel on leur demandait de se prononcer, ce qui est le cas 9 fois sur 10, soient influencés ou se disent : Bon, d'accord, pourquoi pas, sinon ils ne poseraient pas cette question, et comme je n'ai aucun a priori, je ne pouvais pas répondre que je n'étais "*pas d'accord du tout*" et je ne pouvais pas répondre non plus que j'étais "*tout à fait d'accord*", restait deux options, "*plutôt d'accord*" ou "*plutôt pas d'accord*", mais comme il n'y a pas de fumée sans feu, j'ai répondu que j'étais plutôt d'accord pour ne pas passer pour un idiot, et le tour était joué !

Le sujet était cette fois : "*Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante? 'Grâce aux réseaux sociaux, les Russes ont soutenu et amplifié significativement le mouvement des gilets jaunes*"'.

Ah ben comment mon neveu, c'est évident, ils sont partout les ruskofs, on en parle tous les jours à la télé, à la radio, dans les journaux !

- Mais toi, tu en as la preuve ?
- Non, pourquoi ?
- Pour rien.
- C'est tout ce que tu voulais savoir ?
- Oui, ta réponse me suffit. Tu t'es fait manipuler.
- Tu crois ?
- Non, j'en suis sûr !

Ils sont "***contents***", tout est "***tranquille***", "***calme***"... mais ils sont "***soucieux***", ils ont quand même "***des inquiétudes***", des "***doutes***", non, sans blague ?

- 43 % - Liberation.fr 14 février 2019

43 % des personnes interrogées déclarent que s'ils avaient à choisir, ils habiteraient dans une ville moyenne alors que 35 % préféreraient la campagne et 22 % la grande ville, selon un baromètre Ipsos sur les différents territoires de vie.

Dans l'ensemble de la population, les critères les plus importants pour faire ce choix de résidence sont la tranquillité et le calme (43%) et le sentiment de sécurité (31%). L'offre de transport arrive en quatrième position à 22%, derrière la proximité de la nature (26%). Vue des ronds-points, cette hiérarchie n'est pas surprenante : les gilets jaunes demandent davantage une baisse du prix de l'essence que la création de lignes de bus.

Les taux de satisfaction sur ces critères sont à l'avenant. 85% des habitants des villes moyennes trouvent leur cité calme et tranquille et 79% s'y sentent en sécurité. De façon plus étonnante, 84% de ceux qui vivent dans une métropole ont ce même sentiment qu'elle est tranquille et calme. Et, encore plus surprenant, 70% des Parisiens et banlieusards.

Cela posé, même si les habitants des villes moyennes ont une bonne image de leur lieu de vie, cela ne les empêche pas de nourrir des inquiétudes : 40% d'entre eux estiment que l'offre de santé et celle de services publics se sont dégradées de même que l'offre d'emploi (38%) ou la vitalité commerciale (39%). La part de ceux qui ne voient ni dégradation ni amélioration dans tous

ces domaines est à peu près similaire. Mais les sondeurs ont dû bien gratter pour trouver, parmi ces citoyens des villes moyennes, les 17% d'enquêtés qui trouvent que l'offre de santé a progressé et les 15% qui discernent une amélioration des services publics.

Quand on vit dans l'une de ces localités de taille moyenne, on est content mais soucieux. Leurs habitants pensent – pour 86% d'entre eux – que les centres de ces communes sont en train de mourir. Même chiffre chez ceux du rural qui, en tant qu'usagers occasionnels des services de la ville moyenne la plus proche, savent de quoi ils parlent. Mais 76% des Parisiens et 74% des résidents des métropoles, moins touchés dans leur vie quotidienne par ce qui se passe au cœur des préfectures, partagent aussi cette certitude. «Les villes moyennes concentrent, à l'instar des communes rurales, les doutes en matière d'emploi, de déséquilibres territoriaux, de recul du commerce et des services publics», conclut l'Ipsos. Liberation.fr 14 février 2019

Que la population vive dans des grandes villes, des villes moyennes ou dans des communes rurales, elle n'a aucune liberté, son choix est dictée par des considérations sur lesquels elle n'a aucune emprise, qui s'imposent à elle, qu'ils soient d'ordre pratique, professionnel ou économique, et elle doit en subir les conséquences. Pendant combien de temps ? La question qui tue : Toute la vie ! Voilà qui devrait donner envie de changer de société, non ? A mon avis, cela vaut davantage le coup que de courir après des aménagements à la marge qui fondamentalement ne changent rien, on ne fait que déplacer le problème sans jamais le résoudre, non ?

L'art de tout dire et son contraire pour en arriver à des conclusions écrites d'avance

- Face aux manifs des Gilets jaunes, le ras-le-bol grandit - Le Parisien 14.02

Après trois mois de cortèges et de réunions sur les ronds-points, malgré les quelque 11 milliards d'euros distribués en faveur des petites classes moyennes, et au moment où le grand débat national bat son plein, le mouvement reste populaire. Un sondage Elabe réalisé les 12 et 13 février montre que près de six Français sur dix (58 %) continuent de le soutenir ou d'avoir de la sympathie (contre 63 % le 30 janvier). Pourtant, et c'est probablement un tournant, ce soutien s'effrite et surtout une majorité de Français (56 %, + 11 en un mois) souhaitent même que la mobilisation s'arrête. Le Parisien 14.02

Et puis c'est un ordre !

- Il faut faire retomber la fièvre jaune - Le Parisien 14.02

Du côté des Gilets jaunes, le mouvement n'a pas réussi à se structurer, ni à canaliser des revendications toujours aussi disparates. Le Parisien 14.02

Faux, à travers les Assemblées populaires il a commencé à se structurer, mais sans orientation et objectif politique il est voué à l'échec, c'est ce que j'avais affirmé dès le début. Il faut dire qu'en ayant le mouvement ouvrier contre eux, l'issue était fatale et écrite d'avance. Pourquoi ceux qui prônent l'unité n'ont-ils pas appelé à des Assemblées populaires dans leurs communes ? Pourquoi ne l'ont-ils pas proposé aux autres partis et aux sections syndicales d'entreprise ? En fait, ils ont tout fait pour que ce mouvement populaire pourrisse sur place parce qu'il leur échappait.

Gilets Jaunes et "***grand débat national***".

Aucune "***réconciliation***" possible un oeil ou une main en moins !

- "Gilets jaunes" : "Il faut qu'on se parle", Brigitte Macron appelle à la réconciliation - Franceinfo 15.02

Trop tard, vous avez déjà perdu votre tête !

On ne voit pas comment il pourrait la "***retrouver***", puisqu'il ne l'a jamais eu !

Une majorité de Français estime que Macron profite du grand débat pour faire campagne - LeFigaro.fr 14.02

Seuls 18 % des Français pensent que le président de la République parviendra à retrouver la confiance des citoyens.

«La plupart des internautes ne croient pas à une issue positive de ce grand débat. Pour bon nombre d'entre eux, la montagne accouchera d'une souris», observe Véronique Reille Soult, la présidente de Dentsu Consulting, qui analyse les réseaux sociaux. LeFigaro.fr 14.02

On évitera des spéculer sur les conclusions qu'il faut en tirer...

L'animateur de foire à trop en faire...

- Grand débat: pour 55% des Français, Macron "en fait trop" - L'Express.fr 16.02

Dehors Macron!

- Les Français débattent, la sortie encore inconnue - AFP 16.02

On croirait entre Mélenchon !

C'était juste un exercice de "***psychothérapie collective***", parce qu'en plus ils nous prennent pour des déséquilibrés mentaux !

- Que se passera-t-il après le grand débat national ? leparisien.fr - 14 février 2019

De soulagement ? 1,7 million de visiteurs uniques sur le site dédié, 320000 inscrits sur la plateforme, 6000 réunions programmées, 2500 déjà tenues… Mercredi matin, le gouvernement pavoise en communiquant les chiffres de participations au grand débat. « Ils sont contents. Ce n'était pas gagné, glisse le même conseiller. Ils ont franchi une première étape, maintenant ils cogitent sur la deuxième. »

Car il s'agit désormais de lever l'autre raison de douter, de démontrer que cet exercice inédit ne sera pas vain.

« Ça doit déboucher sur quelque chose », assure un ministre.

«Cela ne peut pas juste être de la psychothérapie collective », relève un conseiller ministériel. leparisien.fr 14 février 2019

Ils complotent contre tous les peuples.

Transition écologique : Une mystification foireuse.

- Timide début de mobilisation des jeunes pour le climat à Paris - AFP 16.02

Plus de 200 jeunes ont manifesté vendredi à Paris contre l'"inaction climatique" du gouvernement, une première mobilisation timide comparée aux milliers d'élèves ayant défilé en Belgique ou au Royaume-Uni.

La secrétaire d'Etat à la Transition écologique Brune Poirson est sortie à la rencontre des jeunes massés devant son ministère. "Derrière ces portes, contrairement peut-être à ce que certains peuvent penser, vous n'avez pas des adversaires mais des alliés", a-t-elle lancé.

Le ministre François de Rugy s'était réjoui de l'annonce de cette mobilisation, souhaitant que les jeunes générations "commencent à convaincre leurs parents". AFP 16.02

Raison de plus pour la dénoncer et ne pas y participer. La lutte de classe doit se concentrer contre le régime pour l'abattre, tous les combats doivent être subordonnés à cet objectif. Pour y avoir renoncé ou l'avoir oublié, certains en sont arrivés à combattre au côté de nos ennemis ou se sont transformés en agents de leur propagande...

Instrumentalisation du racisme pour soutenir l'Etat d'apartheid sioniste.

- 14 partis politiques lancent un appel contre l'antisémitisme - L'Express.fr 16.02

Il dit ne pas avoir entendu l'insulte de «***sale Juif***», peu importe, il a entendu « ***Sale sioniste de merde*** », ils sont donc antisémites.

- Alain Finkielkraut violemment insulté : «Ils visaient mes liens et mes positions sur Israël» - Le Parisien 16.02

J'entendais très mal mais il y avait des cris de haine. Les insultes sont violentes : « Sale sioniste de merde », « bâtard », « grosse merde », « nique ta mère »… Le philosophe Alain Finkielkraut, pris à partie ce samedi après-midi par des Gilets jaunes à Paris, raconte avoir été ciblé en raison de ses positions vis-à-vis d'Israël mais dit ne pas avoir entendu l'insulte de « sale Juif. Encore une fois, je n'entendais pas bien les insultes et ça s'est passé très vite. ».

«C'est un groupe de gens politiquement difficilement situables, me semble-t-il un mélange de gens des banlieues, de l'extrême gauche et peut-être aussi des soraliens. Emmanuel Macron m'a appelé pour me soutenir et me dire son soutien. Les ministres Jean-Michel Blanquer et Christophe Castaner m'ont aussi téléphoné.» Le Parisien 16.02

Au même moment, Israël révélait son engagement militaire au Yémen au côté de l'Arabie saoudite, et confirmait son alliance judéo-sunnite contre les chiites ou l'Iran et la Syrie.

A lire : À Varsovie, Israël révèle son engagement militaire au Yémen - Réseau Voltaire 15 février 2019

Acte XIV

LVOG - Je confirme que la veille sur Yahoo.news ne figura qu'un seul article. Même dans le blog de la tendance Claire du NPA il n'y avait aucun article, est-ce à croire qu'on approche de la fin ? De plus les participants des Assemblées populaires ne communiquent pas, c'est à se demander si elles existent vraiment en dehors des jours où elles se réunissent. Elles ont choisi de s'exprimer sur Facebook, sauf que de plus en plus de travailleurs (dont je fais partie) rompent avec ce support créé par la CIA. Alors qu'un blog ou un portail est accessible librement.

Le mouvement populaire du 17 novembre sans perspective politique est tiraillé entre deux tendances opposées.

- Un manifestant le 16 février à Bordeaux : «*Au début, je la condamnais cette violence. Puis quand on se rend compte que le mouvement a obtenu plus en quelques mois que les syndicats en plusieurs dizaines d'années on se rend à l'évidence… Parfois la violence devient nécessaire. En restant sur ses positions, le gouvernement a sa part de responsabilité*».

- Un manifestant le 16 février à Paris : «*Il y a de la fatigue, de la trouille, et les méthodes des forces de l'ordre commencent à payer, constate-t-il.Il faut faire un break, définir une stratégie, et revenir plus fort.*» Libération 16.02

- Nouvelle baisse de la mobilisation des "Gilets jaunes" - Reuters16 février 2019

Les estimations sur le nombre de Gilets jaunes, qui se sont rassemblés ce samedi pour l'acte 14 des manifestations dans toute la France, vont de 41.500 pour le ministère de l'Intérieur à 230.000 pour le syndicat France Police-Policiers en colère.

Le groupe Facebook baptisé «Le Nombre jaune», qui suit aussi la mobilisation des manifestants, a recensé quant à lui 101.379 manifestants à 18h00, précisant qu'il s'agissait d'une estimation basse. RT 16.02

Dans la capitale, où les Gilets jaunes étaient 5 000 selon la police (contre 4 000 samedi dernier). leparisien.fr 16.02

A bordeaux, les gilets jaunes semblent plus nombreux, environ 3000. libération.fr 16.02

A part le rouge, toutes les couleurs sont maudites !

- Ingrid Levavasseur quitte une liste "Gilets jaunes" - Reuters 14 février 2019

Ingrid Levavasseur, une des figures des "Gilets jaunes", a annoncé mercredi qu'elle quittait la liste "Ralliement d'initiative citoyenne" (RIC) dont elle devait prendre la tête pour les élections européennes du 26 mai sans toutefois renoncer à se présenter.

"Je ne renonce pas aux européennes, mais je repars sur de bonnes bases", a-t-elle déclaré lors de l'émission "La grande explication" (RTL-LCI-Le Figaro). "J'ai des compagnons qui me suivent, on lisse juste le nom RIC, on repart sur de bonnes bases".

Cette aide-soignante de profession, âgée de 31 ans, avait auparavant publié sur Twitter un message expliquant qu'elle se désolidarisait "officiellement du ralliement d'initiative citoyenne", un nom inspiré du Référendum d'initiative citoyenne, l'une des revendications majeures des "Gilets jaunes".

Plusieurs candidats annoncés à l'origine sur la liste d'Ingrid Levavasseur ont fait défection et au moins deux autres figures des "Gilets jaunes", Patrick Cribouw et Thierry-Paul Valette, ont annoncé leur intention de monter des listes distinctes.

Deux membres de la liste avaient ensuite annoncé renoncer, le 31 janvier: Brigitte Lapeyronie, brièvement encartée à l'UDI qui avait déploré "que sa candidature aux européennes lui imposait d'abandonner la défense des salariés"; et Marc Doyer, qui disait avoir été la cible de menaces de mort et de "fake news" en raison de son soutien passé à Emmanuel Macron. Reuters et AFP

14 février 2019

Etat policier et justice de classe.

La légitime défense est devenue un crime sous ce régime despotique.

- Le boxeur "gilet jaune" condamné à un an de prison ferme - Reuters 14.02

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné mercredi l'ancien boxeur professionnel Christophe Dettinger à deux ans et demi de prison, dont 18 mois avec sursis et mise à l'épreuve, pour s'en être pris le 5 janvier à deux gendarmes en marge d'une manifestation des "Gilets jaunes" à Paris.

La peine d'un an ferme pourra être aménagée sous le régime de la semi-liberté.

Devenu un "symbole malgré lui", selon les termes d'un avocat des deux gendarmes, Christophe Dettinger a dit à l'audience avoir "honte" d'une "erreur" commise sous le coup de la colère et en réaction notamment au "matraquage" de manifestants par les forces de l'ordre. Reuters 14.02

La voyoucratie en rit...

- Quand les Balkany rient de leurs démêlés judiciaires - LePoint.fr 14.02

Patrick et Isabelle Balkany ont fait preuve d'une certaine autodérision lors de la « Nuit de la déprime » de l'humoriste Raphaël Mezrahi, rapporte « Le Parisien ». LePoint.fr 14.02

...il faut dire qu'il y a de quoi. L'aménagement de peine de Jérôme Cahuzac accepté, appel du parquet - AFP 14.02 Un juge d'Ajaccio a accepté mercredi la demande d'aménagement de peine avec bracelet électronique de Jérôme Cahuzac, condamné à quatre ans de prison dont deux ans avec sursis pour fraude fiscale, a indiqué à l'AFP le procureur d'Ajaccio, qui a déposé un appel suspensif. AFP 14.02

En famille. Quand le PS assume son ancrage à l'extrême doite.

- Européennes: Faure obtient mandat pour entrer en campagne avec Place publique - AFP 14 février 2019

Olivier Faure a obtenu le feu vert du bureau national du PS pour entrer en campagne avec Place publique dès la semaine prochaine, malgré l'hostilité de Stéphane Le Foll et ses proches, a indiqué l'entourage du premier secrétaire mercredi.

Le PS et Place publique, le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann, sont engagés depuis plusieurs semaines dans des discussions pour tenter d'agréger les forces de la gauche anti-mélenchoniste en vue des européennes.

Mais ces discussions patinent, en raison du peu d'allant d'EELV, du PCF ou de Générations. AFP 14 février 2019

DEUXIEME PARTIE

Une contribution politique.

Un ventre plein à la tête vide ne pouvait rien donner de bon. Logique !

A défaut de s'employer à la remplir, le niveau de conscience général devait glisser progressivement de haut en bas selon les lois de la gravité, de sorte qu'à l'arrivée on ne saurait plus très bien qui du cerveau ou des intestins ressemblerait le plus à l'autre, et pas seulement sur le plan physiologique cette fois.

Quand on évoque les lois générales du mouvement de la matière ou la dialectique, on admet que la transformation ou l'évolution ainsi que le destin de toute chose seront déterminés par les rapports qu'elle entretiendra avec le monde extérieur sur lequel elle exercera à son tour une influence, de telle sorte qu'ils sont liés entre eux par les mêmes lois de la dialectique.

S'agissant de la société humaine, elle sera soumise également à ces lois mais elle les ignorera, du coup elle ne parviendra que

très difficilement à admettre ou à prendre conscience que son destin n'était pas écrit d'avance, et qu'il était déterminé uniquement par sa capacité à en prendre conscience ou non, car tel devait être son destin.

Une multitude de facteurs extérieurs déterminent le destin de chaque chose, être ou de la nature, comment ou à quel rythme s'accomplira sa croissance, quel niveau de développement il atteindra, quelle sera sa durée d'existence, dans quelle condition il disparaîtra, quelle contribution il aura apporté à la transformation de la matière ou de la civilisation humaine.

En cela, et apparemment c'est ce qu'on a le plus de mal à saisir, le destin de la société humaine diffère de celui du reste de la matière dans la mesure où l'homme possède la faculté de pouvoir agir sur les facteurs et les rapports qui y président, de manière à l'orienter dans un sens ou dans un autre selon qu'il privilégie ses propres besoins ou ceux de l'ensemble de la collectivité humaine, selon qu'il en a conscience ou non, au-delà qu'il a conscience ou non de la classe sociale à laquelle il appartient ainsi que son rôle historique.

S'agissant de l'exploité ou de l'opprimé, il n'a pas conscience que lorsqu'il se contente de lutter pour satisfaire ses propres besoins ou ses besoins immédiats, on dit aussi ses revendications démocratiques bourgeoises, il ne parviendra jamais à orienter la société dans une direction qui lui permettrait de s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il demeure prisonnier de sa propre ignorance, et par conséquent il ne pourra jamais conquérir sa liberté. Pire, tous les progrès dont il avait bénéficié jusque là seront (en permanence) remis en cause et finalement disparaîtront, et ne comprenant toujours pas pourquoi, il s'acharnera à vouloir les reconquérir et ainsi de suite jusqu'à son épuisement final sans être parvenu à sauver ou à reconquérir quoi que ce soit.

Sa priorité devrait être d'apprendre les lois de la dialectique qui régissent le fonctionnement de la matière, de la pensée, de la nature, de la société et du capitalisme, de manière à pouvoir élever son niveau de conscience général et politique, ce qui lui permettrait de saisir qu'il existe une alternative au capitalisme, et qu'il est le principal instrument pour s'en débarrasser, pour peu qu'il s'organise avec tous ceux qui ont développé le même niveau de conscience politique en vue de le partager avec le plus grand nombre possible d'exploités, car c'est seulement en menant consciemment ce combat ensemble que l'humanité pourra emprunter une orientation conforme aux besoins ou aspirations de l'ensemble de ses membres, hormis ses ennemis qui leur promettaient un avenir cruel ou cauchemardesque et qui devront être éliminés.

L'homme est un prédateur, un animal sauvage, un barbare qui lutte uniquement pour sa survie, il n'a aucune chance de s'en sortir s'il n'acquiert pas une conscience de classe, voyez les capitalistes, les banquiers, ils s'en tirent bien. Eux ils savent comment fonctionne la dialectique, ils savent en tirer parti, bien qu'ils ne soient pas plus intelligents que la moyenne des hommes, bien au contraire, et nous, pauvres couillons que nous sommes, nous manquons singulièrement de logique.

Pourquoi faire une fixation sur la logique ou la dialectique direz-vous ?

J'ai envie de vous répondre que sans elle je serais resté l'abruti fini, l'abominable crétin que j'étais à 19 ans, j'en ai 63 ans. Et la civilisation humaine n'aurait jamais existé, l'homme n'aurait jamais existé, il serait demeuré au stade du primate, s'il n'avait pas saisi les rapports de cause à effet qui existaient dans la nature et qui sont à la base de toute logique. Il a commencé à intégrer dans son cerveau les lois logiques qui existaient à l'état naturel, mais il n'ait jamais allé jusqu'au bout. Il n'est pas parvenu à concevoir que c'était l'ensemble du processus historique auquel il participait, qui était régi par les mêmes lois, partant de là il s'interdisait d'en prévoir les développements futurs, il devait sans cesse le subir et découvrir le destin qu'il lui avait réservé à défaut d'en avoir pris conscience pour agir et l'orienter en fonction de ses besoins.

On voit donc quelle implication extraordinaire peut avoir ce manque de logique.

Autrefois c'était justifié du fait que l'homme était uniquement occupé à trouver les moyens d'assurer sa subsistance quotidienne, maintenant également mais dans un tout autre contexte, on y reviendra plus loin, d'autre part son existence demeurait très précaire. Il faudra attendre que les forces productives, les sciences et les techniques aient atteint un haut degré de développement pour qu'ils créent de nouveaux besoins et les satisfassent, ce qui lui permettrait de réduire cet état de précarité qui pesait aussi bien sur son existence quotidienne que sur son destin, de telle sorte qu'une fois libéré de ce pesant fardeau, son esprit serait disponible pour envisager de refondre la société sur la base de nouveaux rapports sociaux à partir de ce processus dialectique.

Seule l'étude de ce processus historique allait lui permettre de découvrir comment la dialectique avait opéré pour permettre à la civilisation humaine de progresser, pour agir sur les facteurs et les rapports qui en avaient déterminé l'orientation, afin qu'elle puisse atteindre un niveau supérieur de développement au lieu d'être condamnée à son autodestruction. Son but n'était plus de créer des moyens pour satisfaire ses nouveaux besoins puisqu'il était atteint, mais pour qu'ils soient satisfaits à l'échelle de l'humanité toute entière, pour que les besoins de l'ensemble des hommes et des peuples soient satisfaits, ce qui n'a jamais été le cas jusqu'à présent. Il revenait aux hommes dont les besoins élémentaires étaient satisfaits, mais non les aspirations à la liberté, de se saisir de la dialectique pour mener ce combat à bien. Ils disposent du temps de cerveau et des conditions matérielles nécessaires pour y arriver, et personne ne le fera à leur place. Dans le cas contraire ou s'ils n'y parvenaient pas, leurs conditions matérielles et d'existence en général régresseraient et la société humaine serait vouée à une dégénérescence sans fin.

Ce que j'ai voulu expliquer ici rapidement, c'est que dorénavant l'évolution ou le destin de la civilisation humaine dépend davantage du facteur subjectif que des facteurs objectifs, qui pour ainsi dire ont rempli leurs fonction ou ont accompli leur tâche historique, produire plus ou créer de nouveaux besoins ne sert plus à rien, hormis alimenter la machine capitaliste et enrichir davantage les oligarques, accroître leur pouvoir politique. On voit bien que produire toujours plus de richesses ne sert plus à améliorer le sort des hommes ou des peuples, mais bien au contraire à leur pourrir l'existence, il faut donc concentrer notre attention sur le facteur subjectif, enseigner aux masses le matérialisme dialectique pour que leur niveau de conscience progresse, ce qui n'est pas du tout incompatible avec les enseignements du marxisme, car cet enseignement s'inscrit dans un processus pratique, dans un but matériel, objectif.

Si on veut que les masses deviennent un facteur qui influe sur les conditions objectives au-delà de leur participation au procès de production, donc que par leur action elles déterminent l'orientation de la société, il faut absolument que cette action soit consciente et qu'elles puissent en tirer des enseignements pour mener ce processus dialectique jusqu'au bout, donc parvenir à changer de société en se débarrassant du capitalisme et ses institutions.

C'est de cela qu'il faut les convaincre. J'y contribue modestement à mon niveau avec ces causeries, et je regrette que nos dirigeants n'en aient pas pris conscience.

Tribune libre

On propose dans ce portail différents angles et différentes analyses de lecture de la situation, qui correspondent aux différentes expériences ou aux différents niveau de conscience politique des lecteurs, de manière à ce que chacun puisse s'informer et progresser à son rythme.

Une idée ne nous vient jamais spontanément à l'esprit, cela n'existe pas. Elle a une histoire derrière elle, qu'on en soit ou non conscient. Elle s'est construite au fil du temps et de nos expériences, de nos réflexions. Elle est généralement le résultat d'un processus complexe, et il en va ainsi pour chacun d'entre nous. L'intérêt de présenter des analyses diverses permet de percevoir comment une idée, une position, une conviction, etc. s'est construite ou forgée, ce qui permet à chacun de l'aborder avec les repères qu'il est parvenu à discerner, ce qui lui permettra de se forger sa propre grille de lecture, qui favorisera la compréhension du sujet abordé.

- France – La fin de Macron ? - Gilets Jaunes, le RIC et le Frexit - par Jean-Yves Jézéquel, 12 février 2019

La répression est en marche, les lois qui nient les libertés citoyennes, qui interdisent à peu près tout à propos de tout, aux peuples des pays de l'UE, en plaçant partout des sens interdits pour obliger les individus et les sociétés entières à ne marcher que dans un seul sens : celui de l'ultra libéralisme qui est la cause du massacre social en Occident depuis 40 ans ; l'autoritarisme, la dictature et la criminalisation des mouvements sociaux, toute pensée dissidente, celle qui n'est pas politiquement correcte, les manifestations ; tout cela opère un amalgame entre maintien de l'ordre et répression, c'est-à-dire maintien coûte que coûte des serviteurs de la prédation financière au pouvoir ! La police est devenue en France une milice fasciste au service d'un Gouvernement inspiré par Vichy. La milice éborgne à cœur joie, elle estropie gaiement ; une parodie de justice condamne en cadence à la prison ferme ; toutes les libertés constitutionnelles se sont réduites à une peau de chagrin. C'est une accélération dictatoriale, certes, mais qui annonce en France la fin d'une domination idéologique du fascisme ultra libéral en politique et en économie et un appel sans précédent à la résistance citoyenne. La révolte est si grande, si profonde, si persistante et si déterminée que les prédateurs au pouvoir persistent dans leur tentative désespérée à vouloir infantiliser les masses en se livrant à un psittacisme directement inspiré par Goebbels, aidés par les médias collabos, accusant et condamnant la Russie, le Kremli, Poutine (et son alliée la Chine)… (...)

La colère de Jupiter allait atteindre son paroxysme : il n'en pouvait plus de supporter ces « salauds de pauvres » qui ne veulent plus se laisser abuser, qui se révoltent et qui osent encore se plaindre de la répression qui a été ordonnée pour les faire taire, eux qui par-dessus le marché témoignent ouvertement de leur sympathie pour les médias russes !

Malgré l'avalanche des lois liberticides, il n'y en avait pas encore assez : Jupiter faisait donc voter une nouvelle loi au Parlement, grâce à la clique des « béni-oui-oui » du Régime macronien, afin de contrôler tous les médias ainsi que leurs sources pour la protection de la « vérité du mensonge » !

Puis, le Traité d'Aix-La-Chapelle allait être signé en catimini : il était encore impossible de trouver une traduction française du Traité le jour-même de sa signature. Haute trahison d'un Pouvoir qui veut coûte que coûte, avec Bruxelles, l'abolition de la souveraineté nationale. Il est évident que pour lui le peuple n'a plus rien à dire. Ce Traité est entièrement dirigé contre l'idée démocratique, contre l'idée de souveraineté. Il veut une coopération militaire, un réarmement de l'Allemagne pour la préparer à la guerre contre la Russie, car l'Allemagne se considère comme la cible privilégiée de la Russie notamment à cause de la présence massive de l'OTAN et de ses structures de commandement yankee sur son territoire. Ce Traité veut donner toute raison à l'idéologie ultra libérale et à l'autoritarisme de son ordo libéralisme. Bref, tout le contraire de ce que réclament dans la rue, depuis le 17 novembre 2018, les Gilets-jaunes en « insurrection » et les 77% de Français qui les approuvent ! (...)

Les Gilets-jaunes ont bien discerné le jeu qui se joue dans l'ombre autant que celui qui se joue en pleine lumière. Voilà pourquoi ils ont aussi compris que la seule solution d'un aboutissement de leurs revendications passait par le départ de Macron, volontaire ou forcé, afin de restaurer la souveraineté constitutionnelle du peuple par l'adoption du Referendum d'Initiative Citoyenne.

Il est important de faire un discernement sur la question des violences policières qui sont en priorité le fait de la BAC réquisitionnée les samedis et qui n'est pas entraînée à « l'encadrement des manifestations », parce que ce n'est pas sa mission spécifique. Nous savons bien que le Ministère de l'Intérieur n'est pas honnête : il ment sur les chiffres, chaque samedi ; il veut ouvertement dénigrer, ridiculiser, décrédibiliser le mouvement des Gilets-jaunes ; il donne des ordres aux policiers pour un harcèlement provocateur des manifestants dans les rues au lieu d'encadrer et d'accompagner les mobilisations qui sont déclarées. Rappelons également que l'action des Gilets-jaunes se différencie complètement des actes imbéciles de certains casseurs écervelés qui s'en prennent aux CRS ou aux Gardes Mobiles ou encore à des véhicules, payés par les impôts des contribuables, qui sont là, comme à la tour Eiffel ce samedi 9 février, pour assurer la présence habituelle des militaires du plan anti terroriste…

La stratégie des Gilets-jaunes qui se sont organisés est de maintenir la pression sur le Gouvernement, de samedi en samedi. La mobilisation du XIIIème acte du samedi 9 février, démontre que cette stratégie perdure ; il n'y a pas « d'essoufflement », comme s'acharne à vouloir le faire entendre Mr Castaner et le Ministère de l'Intérieur, mais au contraire la même présence tranquille, déterminée, persévérante et pacifique des Français mobilisés. Rien ne s'arrêtera tant que leurs revendications majeures n'auront pas été entendues. Lorsque les débats dans toute la France seront achevés, le Gouvernement devra concrétiser sa réponse. S'il n'y a pas de réponse, si l'exigence constitutionnelle des citoyens n'est pas entendue, il est clair que les mobilisations reprendront dans toute leur intensité.

L'enjeu actuel des Gilets-jaunes, rappelons-le, c'est le départ de Macron, l'indifférence pour les européennes : il est hors de question de reconnaître une légitimité quelconque à cette liste fantaisiste baptisée « Rassemblement des Gilets-jaunes citoyens » qui demande à l'ex président US Obama, dans un communiqué officiel, de les « conseiller » sur la route à suivre, « lui qui connaît si bien l'état du monde actuel » ! On ne peut pas mieux se moquer des Gilets-jaunes qu'en prenant une telle initiative totalement déplacée et injurieuse aux yeux des vrais Gilets-jaunes qui sont approuvés et appuyés par 77% de la population française n'ayant pas besoin des conseils de monsieur Obama pour savoir où est le chemin de sa souveraineté et de sa responsabilité politique. D'ores et déjà, nous savons que ces soi-disant « Gilets-jaunes » pro américains, allant chercher leur inspiration auprès du chantre de la guerre (Obama prix Nobel de la paix = 7 guerres durant ses deux mandats) sont une supercherie de plus organisée par la macronie rampante dans laquelle il n'est pas étonnant de retrouver le magouilleur Bernard Tapie.

Les Gilets-jaunes veulent la dissolution du Parlement, l'aboutissement de leur « Grand débat national à eux », (pas celui de Macron qui fait sa campagne électorale des européennes) par le tirage au sort des citoyens pour la formation d'une Assemblée Constituante, l'inscription du RIC dans la Constitution, le rétablissement immédiat d'une justice sociale et fiscale élémentaires par des mesures d'urgence, puis le passage aux votes successifs : celui de la reconnaissance de la nouvelle Constitution qui abolira les prérogatives de la Monarchie Républicaine de la 5ème République ; celui des législatives ; celui de la présidentielle revu et corrigé par la nouvelle Constitution ; celui enfin absolument déterminant et nécessaire du Frexit pour une restauration effective de la souveraineté du peuple qui passe également par la souveraineté monétaire. Tout cela n'est plus du tout possible sans le Frexit et sans l'abolition de tous les Traités qui ont été signés par la France sans l'avis ou contre l'avis du peuple souverain. (...)

La France Insoumise citait souvent la phrase de Victor Hugo dans la campagne électorale de 2017 : « rien n'est plus puissant qu'une idée dont le temps est venu ! »

Cette réflexion dit très justement à quel point le sous-sol mental collectif d'une Nation doit être travaillé et retravaillé pour le préparer au passage à l'acte d'une Révolution, d'un changement déterminant. Rien d'important ne peut arriver à l'échelle d'une Nation sans cette préparation souterraine des esprits, silencieuse, discrète, pour une transformation radicale de sa physionomie politique.

Ce qui travaille en profondeur la terre du sous-sol mental collectif d'une nation, c'est d'abord son vécu, sa souffrance, ses galères, son expérience du malheur et de la répression sous toutes ses formes. Puis, des éléments de la Nation viennent ensuite mettre des mots sur les choses pour les identifier clairement. Commence alors le compte à rebours : tout devient plus clair peu à peu, plus évident, plus consensuel, car un travail considérable a ainsi été fait. (...)

Ce détonateur si petit, aux effets si spectaculaires, était fait d'une conjonction de deux éléments : une pratique obsessionnelle compulsive des humiliations par injures et petites phrases de l'arrogance et du mépris Macroniens et la décision inconsidérée qui rendrait insupportable l'injustice fiscale en supprimant l'ISF et en taxant à un niveau inacceptable le prix des carburants !

L'idée était mure, elle était là, prête à éclore et rien ne pouvait être plus puissant que cette éclosion dont l'heure était venue !

La crise financière extrême avait convaincu le roi Louis XVI de réunir les Etats-Généraux en 1789 pour tenter de résoudre le problème qui se posait à la France entière. Les idées de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen avaient fait leur chemin dans le silence de l'inconscient collectif français. L'heure était venue pour qu'elles s'imposent en illuminant la Nation tout entière qui allait se saisir de faits apparemment insignifiants pour les manifester. Le mépris des nobles et du clergé pour le Tiers-Etat, (« il n'y a rien de nouveau sous le soleil »), la fermeture de la salle de réunion des Etats-Généraux les empêchant de se réunir « illégalement » disait Louis XVI, puis la montée à Versailles d'un cortège de femmes de Paris pour réclamer du pain au roi, seront la conjonction de faits anodins qui constituerait en soi le détonateur de la Grande Révolution Française de 1789.

De même à la fin novembre 2018, devant la Salle du jeu de paume, dans laquelle le Tiers-Etat s'était juré de ne plus se séparer avant d'avoir donné une Constitution à la France, une représentation des Gilets-jaunes renouvelait la même promesse : ils ne cesseraient plus le combat engagé tant que la Constitution française ne serait pas réformée afin de redonner au peuple Français sa souveraineté constitutionnelle.

Conclusion.

Il va de soi que rien de toutes ces exigences ne pourra se faire facilement. On sait ce que la Révolution a entraîné avec elle. Il est quasi certain que le Pouvoir en place ne voulant rien lâcher sera obligé d'en venir à l'assassinat de citoyens descendus dans la rue, comme la Constitution européenne (le Traité de Lisbonne) l'autorise (voir article précédent pour références aux articles concernés du Traité de Lisbonne). Il y a une forte probabilité pour que nous soyons amenés à une guerre civile, comme le Tiers-Etat s'était mobilisé contre la noblesse et le clergé réfractaire. L'affrontement armé qui opposera les révoltés et ceux qui se mettront du côté du système dictatorial de l'UE, sera probablement inévitable. Si un coup d'Etat devenait nécessaire, il serait assurément à l'origine du déclenchement de la guerre civile en France. A l'heure actuelle on voit mal comment les Français pourraient retrouver leur souveraineté sans passer par un renversement du Pouvoir maastrichtien macronien.

Au nom du Traité d'Aix-La-Chapelle, les Allemands pourront intervenir légitimement dans les affaires de souveraineté de la France et des Français : nous avons été trahis et vendus aux prédateurs du monde, car l'allégeance de l'Allemagne à l'Etat profond des USA est bien plus importante que la relation de vassalité actuelle de la France avec l'Empire des pilleurs et flibustiers du monde qui ne pensent que domination pour eux et soumission pour les autres. Comme c'est le cas bien connu pour les USA, le Traité d'Aix-La-Chapelle nous démontre à son tour que l'Allemagne n'a ni allié, ni ami, ni ennemi, elle n'a que des intérêts à protéger et à favoriser quel qu'en soit le prix…

Il n'y a plus d'avenir pour nous les Français, sans la fin de Macron, sans la réforme de la Constitution et sans le Frexit. Jean-Yves Jézéquel

LVOG - Avec entre autres de telles illusions en guise de conclusion, c'est certain ! Et le pire est à venir si vous ne les abandonnez pas très rapidement, voyez ce qui nous attend ci-dessous

Et si la "gauche militante" arrêtait de se la raconter ? par Luniterre.

Le 10 février 2019

Alors que la mobilisation des GJ stagne, en légère régression, le socle de sympathie du public le plus large ne s'effrite pas, voire même, se consolide plutôt, malgré l'image médiatique assez négative du mouvement que forgent les médias aux ordres.

Un autre paradoxe apparent, dans ce contexte, c'est l'échec relatif de la journée de grève et de manifs du 5 Février, qui s'est avérée être une journée lambda de plus du train-train syndical français, dont on avait simplement un peu perdu l'habitude.

Pourtant, avec la convergence affichée par les ténors du mouvement GJ et de la pseudo « extrême-gauche » française, la conjonction des planètes politiques et syndicales française actuelles paraissait devoir faire de cette journée un « tournant historique » digne du 13 Mai 68, ou, plus récemment, du 17 Novembre.

Or il n'en a rien été, et, vue sous cet angle, la journée du 5 Février est carrément un échec absolu, et non pas relatif…

Mais de plus un « échec » que l'on peut considérer comme ayant été quasiment planifié par les promoteurs de la dite journée…

https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/01/30/martinez-aurait-il-subitement-trouve-la-lumiere-en-reponse-a-j-p-page/

En ce sens, un « échec » planifié et qui se concrétise sur le terrain cesse effectivement d'être un « échec », et peut être glorifié comme une « réussite » par les bureaucraties syndicales et politiques qui en avaient simplement besoin pour retrouver leur rôle de « pare feu » du système, rôle et système sérieusement affaiblis par le mouvement GJ depuis le 17 Novembre…

Bien évidemment, cette « culture de l'échec », dans le syndicalisme français, peut paraître paradoxale, mais il faut, pour la comprendre, ne pas perdre de vue que la vie sociale et politique des bureaucraties syndicales est aussi un jeu de billard à plusieurs bandes… A travers les subventions patronales et étatiques, en jouant ce rôle de « pare feu » elles font simplement le boulot pour lequel elles sont payées, mais cela n'exclut pas, bien au contraire, une certaine rivalité pour le partage… D'où la surenchère démagogique, qui n'a pas pour but d'obtenir réellement satisfaction des revendications, mais simplement d'élargir un peu la base en vue de prétendre à plus de « représentativité »… « Élargir un peu sa base », cependant, cela ne doit donc pas aller jusqu'à risquer une vague de lutte sociale qui remettrait en cause le système. Ce qui explique donc bien le « retard à l'allumage » de l'intervention cégétiste, par rapport aux débuts du mouvement, il y a bientôt trois mois, et le peu d'empressement à exprimer des revendications cohérentes qui risqueraient de remobiliser les foules du 17 Novembre…

Ce que le 17 Novembre avait mis en mouvement, c'est précisément tout le petit peuple « périphérique » qui ne se reconnaît pas, et pour cause, dans les bureaucraties syndicales.

Une majorité « silencieuse » qui avait soudain trouvé la voie de son expression en bloquant les ronds-points…

Comprendre la différence entre cette base sociale et celle des syndicats, c'est d'autant plus simple, à l'issue de la journée du 5 Février…

A lire les textes CGT, tracts ou articles, le capital se résumerait au CAC 40 en France… Si effectivement le capital financier est la force politique réellement dominante, le tissu économique et social français ne s'y résume pas, et de loin, tant en matière d'emploi que de rémunérations, donc. L

es PME représentent à elles seules près de 50% de l'emploi en France…

Les TPE encore 20% de plus….

Et les 30% restants ???

La fonction publique, stricto sensu, représente 20% de l'emploi en France.

Et il y a encore près de 5% des salariés qui dépendent du secteur public sans être fonctionnaires stricto sensu. (1)

Autrement dit, le salariat des grosses entreprises, celles qui servent directement de base économique et sociale au capital financier, ne représentent au plus que 5 à 6% du total des salariés.

Pour affiner encore cette approche il faudrait encore préciser, dans ces 6%, combien se trouvent directement dans le secteur productif, combien sont payés au SMIC, productifs ou non, etc…

C'est probablement faisable, mais la disproportion des chiffres d'ensemble, par rapport au discours habituel de la gauche, « extrême » ou non, suffit à en comprendre la vacuité totale.

La très grande majorité des prolétaires, smicards et productifs, se trouvent dans les PME et les TPE.

La base économique et sociale des bureaucraties syndicales, y incluant même, à quelques exceptions près, les sections anarcho-syndicalistes, se trouve dans les 30%, secteur public et grosses boites, qui ne sont pas majoritairement smicards, ni même concernés par ce niveau de rémunérations.

Dans ces conditions, il est logique que le langage de la CGT reste hermétique au plus grand nombre, qui ne se sent tout simplement pas concerné… ! De l'agit-prop essentiellement ciblée vers sa base « utilitaire », en quelque sorte, de la part de la CGT… Pas de risque de débordement…

Pour ce public, réclamer à la fois le SMIC à 1800 €, une hausse générale des salaires, retraites, minima sociaux, et la suppression des aides publiques aux entreprises, la suppression de la TVA et de toutes les taxes, une réforme de la fiscalité, etc…(2) tout cela ne pose pas de problème de cohérence, c'est seulement le langage auquel il est habitué depuis des décennies et qui l'amène à défiler régulièrement et rituellement dans les rues derrière ses banderoles syndicales, même si en rangs de plus en plus clairsemés, au fil des ans…

S'il est clair que les groupes financiers, industriels et commerciaux qui dominent la vie sociale et politique française se gavent au détriment de l'immense majorité et pourraient manifestement non seulement se passer des « aides publiques » sous quelque forme que ce soit, mais en outre, contribuer socialement réellement à hauteur de leurs superprofits, le cas de la plupart des TPE-PME est pourtant beaucoup plus nuancé.

En réalité, et contrairement à une idée reçue, l'artisan ou le petit entrepreneur qui travaille au quotidien sur les chantiers avec son personnel n'a pas forcément intérêt à le sous-payer. Pour autant, augmenter le SMIC, pour la plupart d'entre eux, ne peut se faire actuellement qu'avec des aides publiques sur les charges, aides qu'ils doivent quémander tout aussi bureaucratiquement que leurs salariés pour la nouvelle « prime Macron ». Néanmoins, comme on l'a déjà vu (3), le principe des aides publiques, complètement injuste et aberrant en pratique, même pour les TPE-PME, doit être tout à fait abandonné.

C'est pourquoi il est donc nécessaire de revendiquer une nouvelle répartition des charges sociales, qui permettra d'augmenter réellement le SMIC sans surcharger les TPE-PME, qui représentent 70% de l'emploi salarié en France.

La répartition des charges et cotisations pourrait donc être réglementée de façon progressive croissante pour charger davantage les groupes financiers et moins les TPE-PME selon un prorata tenant compte à la fois du chiffre d'affaire et du nombre de salariés. C'est à dire un moyen indirect mais incontournable de taxer socialement le capital, en fait.

https://www.change.org/p/emmanuel-macron-mettre-fin-au-scandale-%C3%A0-40-milliards-du-cice-et-de-son-substitut-actuel-82eed49b-2055-4be5-a0b0-4dcc8e80e771

Un ensemble de revendications concernant la répartition est aussi possible à travers une alternative « différenciée » à la CSG, c'est à dire, au moins, excluant cette taxe des salaires, alternative qui devrait donc viser également, et encore plus directement, les superprofits du capital financier.

Autrement dit, ce type de revendication, incluant une réforme de la CSG, qui n'est déjà plus véritablement « généralisée », et devrait donc être encore plus « différenciée », selon les catégories économiques et sociales, pourrait former la base d'un front social populaire et prolétarien véritablement représentatif de la très grande majorité du corps social, contrairement aux syndicats, et construire une alternative réellement démocratique qui balaierait le système actuel comme un fétu de paille, lorsque la base de ce front sera unie sur un programme revendicatif approprié. C'est l'ébauche d'un tel front qui s'était formée, sur le terrain, le 17 Novembre et dans les premières semaines qui ont suivi. Si elle avait voulu être à la hauteur de sa mission sociale originelle, c'est là que la « gauche militante » française, et la CGT en tête, aurait du intervenir, pour clarifier la base possible de cette unité. Arrivé près de la fin de l'année 2018, ce front était déjà en train de se disloquer sous l'effet de l'incohérence « spontanéiste » de ce mouvement.

Au cours des deux premiers Actes 2019, un rebond était encore possible, semble-t-il, si une structuration globale du mouvement et de ses revendications s'était mise en place.

Au lieu de cela, la CGT se contente de ramasser, sur sa base restreinte, quelques morceaux d'un mouvement social amorçant manifestement sa chute. Et de reprendre son train-train habituel qui convient parfaitement au pouvoir, au delà des rodomontades verbales de circonstances.

Dire qu'il y a là une stratégie délibérée, ce n'est qu'un simple constat, en réalité ! Et de constater, également, qu'elle est parfaitement complémentaire avec la stratégie du pouvoir.

En promulguant sa prime d'activité qu'il faut individuellement aller quémander auprès de l'administration, Macron a parfaitement analysé la situation, suite au 17 Novembre, et, en tablant sur l'inorganisation du prolétariat smicard des TPE-PME, en le renvoyant à sa démarche habituelle de survie individuelle, il a tout simplement sapé potentiellement la base économique et sociale de l'unité populaire renaissant spontanément, le 17 Novembre, suite à l'aggravation des conditions sociales de la majorité prolétarienne de ce pays. Vu la profondeur et la durabilité de la crise, le courant de sympathie demeure, vis à vis de la protestation sociale, mais la motivation immédiate du passage à l'acte, et notamment, à la grève générale et prolongée, a été à nouveau habilement remplacée par le pouvoir macronien par un retour à la « démerde » individuelle.

La « gauche » bureaucratique cégétiste et autre peut tranquillement « remobiliser » sa base sociale pour regagner le terrain perdu dans le partage des subventions et prébendes patronales et étatique, elle ne risque plus le « débordement » du prolétariat smicard qui eut réveillé le « démon rouge » d'une remise en cause du système.

S'il existait encore, dans ce pays, une gauche réellement prolétarienne, elle devrait (et même, aurait déjà du, en fait), logiquement, adapter sa stratégie et sa tactique à cet état de fait, et réfléchir au moyen de remobiliser le prolétariat des TPE-PME, mais on constate donc qu'une telle gauche prolétarienne n'existe pas en France, à part quelques individus isolés et inorganisés.

Une « force » politiquement inexistante et donc actuellement dans l'incapacité de faire évoluer le rapport de force, qui, lentement mais sûrement, et avec la complicité, objective et de fait, de la gauche actuelle, même « extrême », se reconstitue en faveur du système.

Pourtant, ce que prouvent les bons sondages de popularité du mouvement, c'est qu'Acte après Acte, Samedi après Samedi, la

flamme du 17 Novembre est loin d'être tout à fait éteinte. La ranimer et lui redonner même un nouvel éclat, en tenant compte de l'analyse et de l'expérience, tel pourrait être le défi que la gauche militante se fixe à elle même pour être à la hauteur de sa responsabilité sociale et historique. Luniterre

- 1 Structuration économique et sociale en France :

https://artisans.chefdentreprise.com/thematique/actualites-1063/Breves/TPE-326336.htm
https://www.economie.gouv.fr/cedef/chiffres-cles-des-pme
https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/3152833/ENTFRA17.pdf
https://www.insee.fr/fr/statistiques/2569436?sommaire=2587886
https://www.ouest-france.fr/economie/social/fonctionnaires-combien-sont-ils-combien-gagnent-ils-5301485)

- 2 Les liens et docs CGT :

https://www.cgt.fr/actualites/salaires/pour-un-smic-1-800-eu-il-est-urgent-dagir
https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20190108_Smic1800_Tract_SR_CA.pdf
https://www.cgt.fr/sites/default/files/2018-09/20180911_AugmentationSalaires_4pages.pdf https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20180108_SalaireBulletin_RectoVerso_SR_CA.pdf)

- 3 CICE, CSG, charges sociales :

https://gjles42revendications.wordpress.com/2019/01/15/2019-grand-debat-ou-grand-gaspi/
https://frontdeslaics.wordpress.com/2019/01/27/un-scandale-detat-a-40-milliards-que-les-syndicats-refusent-de-denoncer-pourquoi/
https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/01/05/unite-cgt-gj-le-baiser-qui-tue/)

SOURCE :

https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/02/10/et-si-la-gauche-militante-arretait-de-se-la-raconter-synthese-pour-agoravox/

TROISIEME PARTIE

Le cauchemar annoncé et programmé, et qui est en train de se réaliser.

LVOG - Retenez la date de cet article, mars 1999, il y a 20 ans, et voyez comme ils ont de la suite dans les idées...

- La surclasse - attali.com 7 mars 1999

La mode est au défaitisme. Si l'on en croit ce qui court de colloque en revue, l'Europe serait irréversiblement balayée par la mondialisation, où triompheraient politiquement l'Amérique et économiquement l'Asie. C'est ne rien comprendre à ce qui se passe : ce qui est balayé, ce n'est pas l'Europe mais une certaine façon de penser l'ordre social. Les Etats-Unis, pas plus que l'Asie, n'en tireront profit : car, à voir l'évolution américaine d'aujourd'hui, un tout nouveau capitalisme est en train de surgir, qui bouleversera aussi celui des autres pays développés. Un capitalisme global qui modifiera profondément le rôle des Etats et des nations dans le monde.

Un capitalisme entraîné par des forces nouvelles où émergera une élite nouvelle et où se prolétarisera l'ensemble des classes traditionnelles.

Aux Etats-Unis, la classe ouvrière est rapidement dissoute par la concurrence de la technologie du Nord et des salaires du Sud. Le salaire moyen ouvrier baisse depuis vingt ans. En dix ans, la proportion d'emplois précaires a quadruplé, et la probabilité d'être au chômage au moins une fois dans les cinq ans à venir a triplé. Cette précarisation touche peu à peu aussi la classe moyenne : ingénieurs, commerçants, employés, cadres sont menacés par l'entrée de l'informatique dans les services et par la concurrence de leurs homologues du Sud, qu'accélèrent les télécommunications.

Ils portent avec eux le meilleur et le pire de demain, installant une société volatile, insouciante de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence.

Il n'y aura plus bientôt, à la place du salariat, qu'un vaste prolétariat déclassé. Même les fonctionnaires rejoindront cette cohorte, les déficits publics entraînant la quasi-faillite du budget fédéral. A l'inverse, les rémunérations de certains nouveaux venus n'ont jamais été aussi élevées.

Ces fortunes nouvelles ne sont pas l'apanage de capitalistes traditionnels ni de dirigeants de grands groupes, mais plutôt des détenteurs ou de créateurs de rentes informationnelles, capables de disposer, même pour un temps bref, d'un savoir ou d'un savoir-faire unique.

Dans ce capitalisme global de haute compétition et de faible inflation, il faudra disposer de capitaux liquides, n'avoir ni dettes ni immobilisations et, surtout, disposer d'une rente de situation technologique (un savoir, une compétence, une opportunité d'être un intermédiaire utile à la valorisation ou à la circulation de l'information, une innovation dans le placement de titres, la génétique, le spectacle ou l'art).

Ceux qui seront les maîtres de ces rentes constitueront ce que j'appelle une surclasse parce qu'ils ne se regroupent pas en une classe dont les privilèges sont liés à la propriété des moyens de production et à transmission. Les théories libérales ou marxistes ne s'appliqueront pas à eux : il ne sont ni entrepreneurs-créateurs d'emplois et de richesses collectives ni capitalistes-exploiteurs de la classe ouvrière. Ils ne possèdent pas les entreprises, ni les terres, ni les postes administratifs. Ils sont riches d'un actif nomade, monétaire ou intellectuel et l'utilisent de façon nomade pour eux-mêmes, mobilisant rapidement du capital et des compétences en des ensembles changeants pour des finalités éphémères où l'Etat n'a pas de rôle. Ils ne veulent pas diriger les affaires publiques (la célébrité politique est, pour eux, une malédiction). Ils aiment créer, jouir, bouger ; ils ne se préoccupent pas de léguer fortune ou pouvoir à leurs enfants : chacun pour soi. Riches de surcroît, ils vivent luxueusement, souvent sans payer ce qu'ils consomment. Ils portent avec eux le meilleur et le pire de demain, installant une société volatile, insouciante de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence.

Les élites traditionnelles européennes seront, elles aussi, balayées par ces nouveaux venus. Civilisation agricole, l'Europe est en effet beaucoup moins bien placée que l'Amérique pour cette victoire de la mobilité. Elle aura plus de mal à accepter que le pouvoir économique ne soit plus réservé aux propriétaires de sols, des murs, d'usines ou de diplômes. Ses élites, qui cumulent ces propriétés devenues anachroniques, seront peu à peu déclassées.

La France est particulièrement mal préparée à cet avenir. C'est une nation paysanne et étatique (étatique parce que paysanne). Les élites en place feront tout pour barrer le passage à la surclasse. La France se méfiera d'elle, qu'elle confondra au mieux avec des saltimbanques et au pis avec des parasites.

Pourtant, il faut accepter cette mutation, car cette surclasse porte la créativité et le bien-être de demain. Certes, il ne faut pas faire de l'Amérique un modèle à suivre à l'identique. Là-bas, une surclasse triomphante flottera sur les eaux boueuses de la misère, et la réussite de quelques-uns se paiera au prix de la marginalisation du plus grand nombre et de la violence des déclassés.

L'Europe ne doit pas avoir de complexes. Dans la formidable phase de croissance qui commence, et qui durera trente ans, l'Europe a toutes les chances d'être la première puissance du XXIe siècle. A condition de permettre à une surclasse européenne de s'exprimer librement et de mettre ses compétences créatives au service du long terme et de la solidarité.

Pour cela, c'est plus qu'un programme politique qu'il faut imaginer, c'est une révolution culturelle : l'acceptation du neuf comme une bonne nouvelle, de la précarité comme une valeur, de l'instabilité comme une urgence et du métissage comme une richesse, la création de ces tribus de nomades sans cesse adaptables, libérant mille énergies et porteuse de solidarités originales.

Il faut pour cela tout changer, et vite, dans le système fiscal, éducatif et social. Il faut une fiscalité favorisant la création plus que la possession de richesses, l'innovation plus que la routine, le travail à haute valeur ajoutée plus que le travail non qualifié. Il est absurde de ne s'intéresser qu'au travail non qualifié en baissant les charges qui pèsent sur lui alors que le chômage le plus dangereux pour l'avenir de nos sociétés est celui des jeunes diplômés, membres potentiels de cette surclasse nécessaire et créateurs futurs d'emplois non qualifiés. Il faut favoriser par tous les moyens les créations de produits, d'idées, d'entreprises pour que naissent des emplois valorisants et que chacun puisse exprimer ses potentialités.

En contrepartie, il faut imposer une justice sociale plus exigeante qui assure à chacun l'égalité des chances d'accéder à cette surclasse. C'est-à-dire cesser de confondre sécurité et immobilisme et donner à chacun au minimum les moyens de manger, d'apprendre et de se loger. Ce minimum, qui va très au-delà du revenu, est la clé du succès de cette mutation en Europe.

Il convient de considérer la formation comme un travail socialement utile en déplaçant l'éducation, trop concentrée dans la jeunesse, vers l'éducation permanente, incitation au renouvellement et à l'invention de demain. Bref, en créant un projet social qui fasse du renouveau une valeur et qui fasse de la solidarité la plus riche des façons de l'exprimer en chaque personne humaine. attali.com 7 mars 1999

C'est la société monstrueuse, totalitaire imaginée par G. Orwell dans 1984, dans laquelle toute notion sociale ou d'humanité a disparu. Et le pire, c'est qu'on ne veut pas admettre qu'ils ont les moyens de nous l'imposer, demandez donc aux Américains ce qu'ils en pensent, eux qui la vivent déjà en partie au quotidien.

On retiendra.

- "C'est plus qu'un programme politique qu'il faut imaginer, c'est une révolution culturelle".

- Liquider "l'éducation, trop concentrée dans la jeunesse, vers l'éducation permanente".

- "La précarité comme une valeur, de l'instabilité comme une urgence et du métissage comme une richesse".

- "Donner à chacun au minimum les moyens de manger, d'apprendre et de se loger".

- "Il faut accepter cette mutation".

- "Il faut pour cela tout changer, et vite".

- Instaurant "une société volatile, insouciante de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence."

- "Un capitalisme entraîné par des forces nouvelles où émergera une élite nouvelle et où se prolétarisera l'ensemble des classes traditionnelles."

- "Une surclasse triomphante flottera sur les eaux boueuses de la misère, et la réussite de quelques-uns se paiera au prix de la marginalisation du plus grand nombre et de la violence des déclassés."

- "Aux Etats-Unis, la classe ouvrière est rapidement dissoute par la concurrence de la technologie du Nord et des salaires du Sud. Le salaire moyen ouvrier baisse depuis vingt ans. En dix ans, la proportion d'emplois précaires a quadruplé, et la probabilité d'être au chômage au moins une fois dans les cinq ans à venir a triplé. Cette précarisation touche peu à peu aussi la classe moyenne : ingénieurs, commerçants, employés, cadres sont menacés par l'entrée de l'informatique dans les services et par la concurrence de leurs homologues du Sud, qu'accélèrent les télécommunications."

On retrouve là tous les ingrédients qui avaient commencé à prendre forme sous Hollande et qui sont apparus plus clairement depuis que Macron a été élu. Il faut être borné au dernier degré pour refuser ce constat.

Ce qu'il appelle la surclasse, c'est le gang mafieux des oligarques les plus riches qui disposent des milliers de milliards de dollars que les banques centrales fabriquent et leur distribuent, en plus de leur propre fortune dont les capitaux sont déjà engagés, ils peuvent s'en servir pour intervenir quotidiennement sur tous les marchés, dans toutes les économies, ils disposent du pouvoir d'établir la règlementation financière favorable à leurs magouilles qui de fait sont tout à fait légales, ils peuvent vampiriser l'économie mondiale en toute impunité puisqu'ils disposent également du pouvoir politique et judiciaire, militaire même.

Donc contrairement à ce qu'affirme Attali, sa surclasse n'est rien d'autres que les pires voyous et tyrans qui trônent au sommet du capitalisme, ce n'est pas une nouvelle classe, auxquels il faut ajouter l'armada de prête-noms ou de mercenaires, de prédateurs qui agissent sur les marchés pour leurs comptes, et qui de ce fait sont forcément très riches aussi. L'oligarchie financière internationale est le produit du capitalisme à l'époque de l'impérialisme pourrissant tout sur son passage.

Attali en est un des idéologues pratiquant le culte de l'individualité jusqu'au fanatisme. Sa surclasse n'est finalement qu'une sordide mystification idéologique destinée à réduire en esclavage les peuples de la terre entière. Elle a pour pendant la déroute ou la faillite du mouvement ouvrier international.

Le plus effrayant ou terrifiant pour l'avenir, c'est encore l'attitude des dirigeants du mouvement ouvrier, mais pas seulement, de tous les militants qui de nos jours sont parfaitement informés et savent aussi bien que nous à quoi s'en tenir, et qui malgré tout s'accrochent à leurs analyses, théories ou conceptions de la lutte de classe erronées qui nous ont conduits où nous en sommes.

Pendant plus de 70 ans, ils ont consacré tout leur temps à s'en prendre au capitalisme, sans que celui-là en soit affecté le moins du monde, pour lui soutirer des réformes ou des miettes sans jamais vraiment menacer son existence, on pourrait même dire qu'il ne s'est jamais aussi bien porté qu'aujourd'hui puisque 26 oligarques concentrent à eux-seuls autant de richesses que la moitié de l'humanité. Ils lui ont donné de petits coups de griffes qui se sont presque aussitôt cicatrisés sans laisser de trace, alors qu'il aurait dû concentrer leur attention sur le mouvement ouvrier, la classe ouvrière et les classes moyennes. Au lieu de tirer les enseignements des transformations de la société et du capitalisme pour modifier leur conception de la lutte de classe, au lieu de l'adapter en conséquence, ils en restèrent à celle qui prévalait lors de la période précédente et qui devait les conduire à l'impuissance, et qui plus est à se couper complètement des masses, bref, ils eurent faux sur toute la ligne. Et le pire, c'est qu'ils ne veulent pas en démordre, ils ne veulent rien savoir. Force est de constater qu'ils se foutent des faits qui les contredisent, ils se foutent de la réalité qui leur donne tort. J'en suis arrivé à la conclusion qu'en m'adressant à eux indirectement, j'ai dû surestimer leur niveau théorique ou leur faculté intellectuelle ou leurs véritables intentions.

J'ai la chance d'avoir passé près de 25 ans dans un pays, l'Inde, où la lutte des classes est réduite au minimum syndical qui (les syndicats) en dehors de la fonction publique et les grandes entreprises n'existent pas, autrement dit, plus de 90% des travailleurs indiens n'y participent jamais, pour eux elles se limitent aux élections.

Pourtant, au cours de ces 25 dernières années les salaires et le niveau de vie des Indiens a considérablement progressé, certes, sans obtenir de droits nouveaux, hormis la journée de travail de 8 heures ils n'en possèdent aucun. En revanche, ils ont pratiquement tous l'électricité (les 100 premières unités sont gratuites), de l'eau potable à portée de la main (dans les villages ou raccordée aux habitations), ils possèdent presque tous un téléphone (plusieurs par famille), un deux-roues à moteur, un ou plusieurs ventilateurs, et de plus en plus un réfrigérateur, et comparativement avec la France, il y a moins de mendiants dans les rues, moins de chômeurs aussi, 9 enfants sur 10 sont scolarisés, à l'hôpital public les soins sont gratuits et l'école public aussi, les transports en commun sont bon marché, grâce à l'augmentation des salaires ils cotisent pour leur retraite et d'autres avantages sociaux auprès d'organismes publics, La Poste ou les banques d'Etat, et ils bénéficient tous du carnet de rationnement qui leur permet d'obtenir certaines denrées alimentaires à un prix réduit, dont le riz, les lentilles, l'huile et le sucre, le kérosène aussi, bien de plus en plus utilisent le gaz en bouteille, ils n'habitent plus dans des maisons en feuilles de cocotiers, mais en dur, les trois quart ou plus sont propriétaires de leur habitation, hormis la TVA, l'immense majorité ne paient pas d'impôts, et ils ne sont pas obligés de souscrire à des assurances, même si en principe c'est obligatoire pour un deux-roues à moteur, les comptes bancaires courants sont rémunérés (4%) et ils peuvent déposer leurs économies sur des comptes mieux rémunérés (6,70%)...

Bref, hormis qu'ils travaillent 6j/7 et n'ont pas de congés payés, ils peuvent toujours prendre des congés sans solde, ils n'ont pas grand chose à envier à la condition sociale qui prévaut en France, et cela sans lutte de classes, et en Chine également ou d'autres pays comparables, vous devriez demander à vos dirigeants comment ils expliquent un tel miracle ! Moi je connais la réponse, parce que contrairement à eux je n'ai jamais cru au miracle du réformisme qui leur a servi de boussole tout au long de la seconde moitié du XXe siècle, qu'ils avaient maquillé plus ou moins adroitement en marxisme ou trotskysme, maintenant que ce mirage s'est dissipé et que le vernis de leur mystification s'est fissurée, c'est leur totale impuissance et incurie politique qui s'étalent au grand jour.

Le réformisme a été une aubaine pour le capitalisme a plus d'un titre. Il peut lui en être reconnaissant pour lui avoir sauvé la mise en de nombreuses occasions. Il fut temporairement nécessaire à son développement, puis à l'expansion du marché et des classes moyennes, il alimenta la surexploitation, il couvrit ses entreprises coloniales ou impérialistes, il permit aussi d'écouler des marchandises en réalisant d'extraordinaires plus-values, il contribua à maintenir une importante aristocratie ouvrière, bref, il fut totalement intégré dans le cycle du capital sur le plan économique, et sur le plan politique il fut un allié sans faille du régime.

Aujourd'hui (comme hier), ceux qui courent après des revendications alimentaires et qui espèrent faire reculer Macron colportent des illusions malsaines. Au lieu de contribuer à aider les masses à élever leur niveau de conscience, ils se sont employés à les enchaîner encore plus solidement au capitalisme, alors quand ils en arrivent à les appeler à les briser, personne ne les écoute, normal, elles n'y sont pas du tout préparés, même si leur condition s'est considérablement dégradée, elles demeurent incapables de trouver une issue à la crise du régime ou plutôt de se saisir de celle qu'on leur propose.

J'avais noté aussi ceci dans un blog.

- Bien avant la société liquide dénoncée par Zygmunt Bauman et par le brillant styliste et matheux Gilles Chatelet, Guénon note la menace de la pensée fluidique de Bergson (Règne de la Quantité, chapitre XXIII). Il souligne la fascination fin de cycle pour la dissolution de toute chose (nations, sexes, religions, familles…)

- C’est dans les Deux sources, chapitre IV, incroyablement nommé « Mécanique et mystique », où Bergson évoque la société ouverte à venir : « Qu’un génie mystique surgisse ; il entraînera derrière lui une humanité au corps déjà immensément accru, à l’âme par lui transfigurée. Il voudra faire d’elle une espèce nouvelle, ou plutôt la délivrer de la nécessité d’être une espèce : qui dit espèce dit stationnement collectif, et l’existence complète est dans l’individualité. » (Henri Bergson et les blasphèmes de la société ouverte par Nicolas Bonnal – Février 2019 – Source nicolasbonnal.wordpress.com - Le Saker Francophone)

Comment ils mènent leur guerre idéologique.

- Vers la fin des mots «père» et «mère» dans les formulaires scolaires ? - Liberation.fr 14.02

Examiné dans le cadre du projet de loi sur l'école de la confiance, un amendement adopté mardi soir en première lecture à l'Assemblée nationale suggère d'utiliser les termes «parent 1» et «parent 2» pour refléter la diversité des familles.

En cause : une volonté de ne pas nier l’existence des familles homoparentales, selon la rapporteure, qui observe que certaines municipalités ont procédé à cette modification d’elles-mêmes, mais souhaite contraindre les réfractaires à s’adapter aux évolutions sociétales permises par l’adoption de la loi sur le mariage pour tous en mai 2013.

L’élue a reçu dans l’hémicycle le soutien de Jennifer de Temmerman, elle aussi députée LREM du Nord, pour qui faire modifier

les formulaires administratifs utilisés dans les écoles est «une mesure d'égalité sociale». «On a des familles qui se retrouvent face à des cases figées dans des modèles sociaux et familiaux un peu dépassés. Aujourd'hui, personne ne devrait se sentir exclu par des schémas de pensée un peu arriérés», a-t-elle argué. «Vous n'imaginez pas les conséquences lorsque des enfants ne se sentent pas traités comme les autres», a abondé le socialiste Joaquim Pueyo, élu dans l'Orne

En mars dernier, la Ville de Paris avait fait savoir qu'elle modifiait désormais ses formulaires d'état civil pour refléter davantage la diversité des familles, afin de «faire respecter les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination devant le service public». Liberation.fr 14.02

Vous imaginez, sur disons 50 millions d'adultes en France, vous retirez 15 millions de papis et mamies à la retraite, puis 5 millions de jeunes adultes, il reste 30 millions de père ou mère, et parmi eux il n'existe qu'une poignée de familles homosexuelles ayant adopté des enfant, combien, 5, 10 tout au plus, et ils font une loi qui annihile l'existence de 30 millions de pères ou mères, après cela qu'on vienne nous dire que leur intention n'est pas de détruire la civilisation humaine. Non mais vous imaginez, un gosse qui n'a pas de père ou de mère n'est plus orphelin, lui non plus il n'est plus rien, un numéro 1 ou 2.

Vous croyez que la pseudo-gauche et extrême gauche va s'emparer de cette question, pensez-vous, ils vont l'approuver, moi je la condamne.

L'extrême droite est le meilleur allié de l'extrême-centre

- Quand l'ultradroite tente d'infiltrer les "gilets jaunes" - Franceinfo

- "Je suis conscient de l'infiltration de l'ultradroite et je le condamne", déclare le "gilet jaune" Benjamin Belaïdi - Franceinfo

- Pourquoi ces gilets jaunes s'affrontent au cœur des cortèges - Le Huffington Post 8 février 2019

- Gilets jaunes: Affrontement entre groupes d'extrême droite et d'extrême gauche à Lyon - Le HuffPost 8 février 2019

- Des gilets jaunes sont-ils venus en manif «pour tuer avec des fusils» ? - Liberation.fr 9 février 2019

«Enlever le LBD aux forces de l'ordre alors que certains viennent pour tuer avec des fusils… Drôle de responsabilité.»
Cette confidence d'Emmanuel Macron faite le 31 janvier à des journalistes a de quoi surprendre.

- Aucun (policier - ndlr) n'a fait état d'armes à feu dans les cortèges. Liberation.fr 8 février 2019

Macron, il y a des balles qui se perdent!

- "Gilets jaunes" : le Rassemblement national en embuscade - Franceinfo 16.02

Leur vieux monde toujours en guerre.

- Guerre commerciale Chine-Etats-Unis: reprise des pourparlers à Pékin - AFP

- Le principal opposant du Cameroun inculpé de "rébellion" et "insurrection" - AFP

- En Syrie, les jihadistes défendent leur dernier réduit, les civils fuient - AFP

- Trois Syriens arrêtés en Allemagne et en France pour crimes contre l'humanité - Reuters

- Vingt-sept morts dans un attentat contre l'armée d'élite du régime en Iran - AFP

- Philippines : Maria Ressa, victime du nouveau coup de force du pouvoir - Liberation.fr

- USA: une ex-agente américaine inculpée après avoir fait défection en Iran - AFP

- Donald Trump annonce décréter "l'urgence nationale" pour le mur - Le HuffPost 16.02

- Brexit: Nouvelle passe d'armes jeudi au Parlement britannique - Reuters

- L'Australie rouvre le camp de migrants controversé de l'île Christmas - LeFigaro.fr

- Blanchiment: Bruxelles ajoute l'Arabie saoudite à sa liste noire - LeFigaro.fr

- La Pologne, cheval de Troie de l'Amérique - L'Express.fr

- Une fusillade près de Chicago fait au moins 5 morts - Le HuffPost 16.02

- L'Iran accuse le Pakistan de soutien à un groupe derrière un attentat meurtrier - AFP 16.02

- Albanie: manifestation tendue contre le Premier ministre - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- "Nicolas Maduro : "Ils voulaient me renverser, ils ont échoué" - euronews 13 février 2019

"Ils voulaient un coup d'État militaire. Mais ils ont échoué. Ils jouaient cette carte. Mais c'est fini". Dans cette déclaration, Nicolas Maduro, le président du Venezuela accuse Juan Guaido, le président auto-proclamé du pays. Mais faute du soutien de l'armée dit-il, il n'a pas réussi son objectif : chasser le président du pouvoir. Pour autant, il se dit prêt à parler avec ses adversaires, nous l'avons rencontré à Caracas.

" J'ai appelé au moins 400 fois l'opposition au dialogue. L'opposition va au-delà de ce prétendu président par intérim. Il est circonstanciel. Je suis disponible, prêt à engager le dialogue avec l'opposition dans son intégralité ou en partie. N'importe quand et n'importe où. La seule chose qui peut aider le Venezuela est, je crois, un dialogue franc, qui peut apporter la prospérité au pays."

" Si je ne comprenais pas la situation dans mon pays, je ne serais pas président, je n'aurais pas été élu et réélu explique Nicolas Maduro . Je comprends parce que je viens du peuple. Vous devez savoir, Anelise, que je n'ai pas étudié à Harvard ni dans une autre école américaine. Je n'ai pas un nom de famille connu, ni du sang noble. Je suis un ouvrier. Et je passe toutes mes journées près des gens. Je sais exactement ce qui se passe ."

Pour le président Maduro, le Venezuela n'a pas besoin de l'aide étrangère. " Si vous voulez aider le Venezuela a-t-il dit, libérez nos comptes, rendez-nous l'or que vous avez volé, nous avons les moyens de nous aider nous-mêmes ." euronews 13 février 2019

- Guaido répondra de ses actes devant la justice, prévient Maduro - Reuters14 février 2019

Le chef de file de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido devra répondre "tôt ou tard" devant la justice pour avoir enfreint la Constitution en se proclamant président par intérim, a déclaré mercredi le chef d'Etat en exercice, Nicolas Maduro.

Interrogé par la chaîne de télévision libanaise Al Mayadeen, Nicolas Maduro a estimé que son adversaire s'efforçait de diviser le pays et de convaincre la présidence américaine d'intervenir militairement.

"Si l'empire américain se risque à toucher à ne serait-ce qu'un palmier de notre territoire, l'entreprise se transformera en Vietnam", a-t-il dit.

"Cet individu, qui pense que la politique est un jeu et qu'il peut violer la Constitution et la loi, tôt ou tard, devra en répondre devant les tribunaux", a ajouté Nicolas Maduro, se disant tout à fait certain de cette issue.

La Cour suprême du Venezuela a déjà interdit à Juan Guaido de quitter le territoire et a gelé un de ses comptes bancaires. Reuters 14 février 2019

- Des Forces spéciales US arrivent dans les Caraïbes - Réseau Voltaire 15 février 2019

Selon le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, des Forces spéciales des États-Unis sont arrivées entre

le 9 et le 13 février à Puerto Rico et sur la base de San Isidro en République dominicaine. D'autres mouvements de troupes auraient eu lieu dans d'autres îles des Caraïbes sans que les gouvernements locaux en soient informés.

Cuba s'interroge sur une possible agression états-unienne du Venezuela sous couvert d'intervention humanitaire. Réseau Voltaire 15 février 2019

Moyen-Orient

- À Varsovie, Israël révèle son engagement militaire au Yémen - Réseau Voltaire 15 février 2019

La Conférence ministérielle de Varsovie sur la Paix et la sécurité au Moyen-Orient n'a accouché que d'une chose importante et pas celle qui avait été prévue : Israël s'y est affiché avec des États arabes, discutant avec eux alors qu'ils n'entretiennent pas de relations diplomatiques officielles.

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu a profité du vote de la Chambre des représentants US contre la guerre du Yémen pour révéler son engagement militaire dans ce pays.

En réalité, cette guerre a commencé dès le premier jour avec des troupes saoudiennes, émiraties et israéliennes. Les trois États avaient installé un état-major commun au Somaliland, un pays non-reconnu mais contrôlé par Tel-Aviv.

Cette guerre avait fait l'objet de plusieurs années de négociations entre Israël et l'Arabie saoudite. Elle avait pour objectif d'exploiter les réserves pétrolières du « quart vide », cette zone à cheval sur l'Arabie et le Yémen. Elle devait se prolonger par un projet commun dans la corne de l'Afrique.

Pour Israël, la révélation de son engagement au Yémen est un pas de plus après celui de ses interventions incessantes en Syrie. Il s'agit de s'affirmer comme un État agissant contre les intérêts iraniens. C'est en réalité une réécriture de l'Histoire puisque avant les interventions israéliennes, il n'y avait pas d'Iraniens, ni en Syrie, ni au Yémen.

Pour les États-Unis, cette révélation est un pas de plus dans la constitution de l'alliance judéo-sunnite contre les chiites, annoncée par le secrétaire d'État, Mike Pompeo.

Une soixantaine de délégations étrangères a assisté à ce show sans réagir. La presse occidentale a passé cette conférence sous silence.

À Varsovie, Israël révèle son engagement militaire au Yémen Réseau Voltaire 15 février 2019

Haïti

- Haïti: des manifestants brûlent un drapeau américain - AFP 16.02

Un groupe de manifestants a brûlé un drapeau américain vendredi après-midi au coeur de la capitale haïtienne Port-au-Prince, appelant à une aide de la Russie pour résoudre la crise qui paralyse le pays depuis plus d'une semaine.

"On veut dire qu'on divorce complètement des Américains: on a pris trop d'occupation aux mains des Etats-Unis, on n'en peut plus", a expliqué Bronson, un manifestant du petit groupe ayant incendié le drapeau.

Selon les quelque 200 participants au rassemblement, l'ancien président haïtien Michel Martelly et son poulain, l'actuel chef de l'Etat Jovenel Moïse, ont été placés au pouvoir par les Etats-Unis.

Washington a annoncé jeudi soir le rappel de ses diplomates non essentiels et de leurs familles basés en Haïti et a exhorté les Américains à ne pas s'y rendre. Le département d'Etat avait déjà ordonné mardi à tous les enfants du personnel diplomatique de l'ambassade de quitter le territoire.

Après avoir brûlé le drapeau, des jeunes hommes ont scandé "A bas les Américains, Vive Poutine", a constaté une journaliste de l'AFP.

"On demande à la Russie, au Venezuela, à la grande Chine d'avoir un oeil sur la misère que l'on vit ici", a ajouté Bronson. AFP 16.02

Espagne

- 200.000 manifestants à Barcelone contre le procès des indépendantistes (police) - AFP 16.02

Deux cent mille personnes, selon la police, ont manifesté samedi à Barcelone contre le procès de douze dirigeants indépendantistes pour la tentative de sécession de la Catalogne en octobre 2017. AFP 16.02

Inde

- Cachemire indien: 37 paramilitaires indiens tués dans un attentat - AFP 14.02

Au moins 37 membres des forces indiennes au Cachemire indien ont été tués jeudi dans un attentat contre un convoi près de Srinagar, le plus meurtrier depuis 2002, a annoncé la police. AFP 14.02

Haut de page

Le 22 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai de nouveau des problèmes de connexion avec Vodafone (Après Tata et Reliance). Je pensais passer par un service (privé) en mode Wifi, mais ma facture passerait de 354 à 2200 roupies par mois, j'ai donc renoncé. Parfois on n'a même plus de ligne téléphonique, j'ai envoyé une dizaine de plaintes par Internet, pas de réponses ni d'effets, je me suis déplacé à deux reprises à leur agence (30 kms aller/retour) pour rien, ils s'en foutent et ils sont incompétents. Il faut que je trouve le temps de voir si je ne peux pas installer Wifi moi-même, en achetant une carte PCI, un câble et une antenne, un gars située à 3 kms de chez moi a une antenne Wifi, elle pourrait servir de relais ?

Cela me tape sur les nerfs parce que je passe déjà trop de temps devant l'écran, et je n'en ai plus pour m'occuper de mes affaires. Leur progrès, quelle horreur !

Cette causerie a été réalisée sans les infos de la veille.

Précision.

Pourquoi ai-je indiqué que le génocide du peuple palestinien était un acte antisémite ? Non, ce n'était ni une provocation ni une erreur, une vérité historique.

Parce que les Palestiniens sont des sémites, contrairement à la plupart des personnes se présentant comme juives qui ne sont sémites que par la langue qu'ils ont adoptée ou par conversion au judaïsme de leurs ancêtres Khazars ou Slaves, mais pas sur le plan ethnologique ou génétique, ils n'ont aucun lien avec la Palestine. (Source : ● Shlomo Sand : l'exil du peuple juif est un mythe.)

Shlomo Sand est né en 1946 à Linz (Autriche) et a vécu les deux premières années de sa vie dans les camps de réfugiés juifs en Allemagne. En 1948, ses parents émigrent en Israël, où il a grandi. Il finit ses études supérieures en histoire, entamées à l'université de Tel-Aviv, à l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris. Depuis 1985, il enseigne l'histoire de l'Europe contemporaine à l'université de Tel-Aviv.

LVOG - On aura du mal à le taxer d'antisémite ! Antisioniste, c'est possible en revanche, bien qu'il se dise sioniste à la manière palestinienne, le seul sionisme que l'on puisse admettre.

Sémites - Wikipédia (http://fr.wikipedia.org/wiki/Sémites)

En linguistique les Sémites sont l'ensemble des peuples utilisant ou ayant utilisé les langues sémitiques. Cette notion est reprise par la linguistique contemporaine pour poursuivre l'étude de ces langues. Mais en ethnologie ce sont les peuples portant les traces génétiques des peuples anciens originels de l'Arabie, du croissant fertile et d'une partie de l'Afrique du Nord et de l'Est.

Le mot a été forgé à partir du nom propre Sem (en hébreu ???? ,šem, en arabe ???? « nom, renommée, prospérité ») désignant un des fils de Noé. August Ludwig von Schlözer, philologue allemand du XVIIIe siècle, est le premier à utiliser cet adjectif pour désigner un groupe de langues orientales nommées langues sémitiques, terme utilisé pour la première fois vers la fin du XVIIIe siècle pour désigner les peuples cités dans la Bible (Genèse, X, 21-32) comme les descendants de Sem, fils aîné de Noé.

La région d'origine des Sémites est inconnue. Certains la situent en Asie du Sud-Ouest, d'autres en Arabie. Les témoignages archéologiques montrent que les peuples parlant une langue sémitique étaient dispersés en Mésopotamie avant l'établissement d'une culture urbaine dans la région ; on pense que plusieurs vagues de nomades sémites, dès les temps préhistoriques, ont traversé successivement les déserts arides de l'Est pour rejoindre le Croissant fertile. Aujourd'hui, les Sémites (essentiellement des Arabes) sont concentrés au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Leur influence s'est toutefois propagée en Europe et en Amérique par le biais de la diaspora juive, jusqu'au sud du Sahara et dans le sous-continent indien par le biais des Arabes. Wikipédia.org

Vous pouvez ajouter parmi les sémites juifs et arabes, les tribus cananéennes, araméennes et akkadiennes originaires de la péninsule arabique. (http://fr.wikipedia.org/wiki/Proto-sémitique)

- Beaucoup de langues sémitiques sont devenues des langues liturgiques, utilisées lors des cérémonies religieuses. Ainsi, l'hébreu en tant que langue vivante a été supplanté par l'araméen et s'est éteint vers 200 av. J.-C. Elle ne survécut que comme langue liturgique, et ce n'est qu'au XIXe siècle que l'hébreu parlé en Israël a été reconstruit par Eliézer Ben Yehoudah sur base de l'hébreu liturgique et en s'inspirant également de l'arabe. (http://fr.wikipedia.org/wiki/Langues_sémitiques)

Un peuple ? Qui n'a plus de langue vivante depuis 2.000 ans ? Ils le disent eux-mêmes, ils l'ont reconstruite il y a à peine plus d'un siècle et qui plus est en "*s'inspirant également de l'arabe*". Décidément, cela fait beaucoup de ressemblances ou de points communs avec les Arabes ! Un peuple que les oligarques anglo-saxons sionistes ont fabriqué ou « élu » pour défendre leurs intérêts financiers.

A lire également :

- Le sionisme, comme pathologie. Les racines profondes de la terreur exercée par l'État juif (2009)

- Ilan Pappé (né en 1954), citoyen israélien, est l'un des « nouveaux historiens » qui ont réexaminé de façon critique l'histoire d'Israël et du sionisme. À la suite, l'an dernier, de son soutien au boycott des universités israéliennes par les pays étrangers, Ilan Pappe, ayant fait l'objet de menaces de mort, a été contraint de démissionner de son poste de professeur de sciences politiques à l'Université d'Haïfa et d'émigrer en Grande-Bretagne.

- Le Dr Oren Ben-Dor est né à Haïfa et a grandi en Israël ; il enseigne la philosophie juridique et politique à la faculté de droit de l'Université de Southampton, Royaume-Uni.

"*Les fous, les visionnaires, les hallucinés, les névrosés et les aliénés ont, de tout temps, joué un grand rôle dans l'histoire de l'humanité (...), ce sont précisément les traits pathologiques de leur caractère, l'asymétrie de leur développement, le renforcement anormal de certains désirs, l'abandon sans réserves ni discernement à un but unique qui leur donnent la force d'entraîner les autres à leur suite et de vaincre la résistance du monde. (…) les grandes oeuvres coïncident si souvent avec des anomalies psychiques que l'on est tenté de croire qu'elles en sont inséparables*". (Sigmund Freud à propos Président Woodrow Wilson)

- Au format pdf (40 pages)

PREMIERE PARTIE

Le mot du jour.

A bas le blocus de Gaza !

Vous ne lirez nulle part ce mot d'ordre dans la causerie d'aujourd'hui, j'espère que cela ne vous étonnera pas.

Sionisme : Mouvement politique et religieux visant à l'établissement puis à la consolidation d'un État juif (la Nouvelle Sion) en Palestine. (Le Grand Robert de la langue française)

Cette prétention affichée de s'emparer de la Palestine remonte au XVIIe siècle et a été réaffirmée sans cesse jusqu'à nos jours, alors que la population dite juive représentait moins de 10% des habitants de la Palestine.

C'est quoi la démocratie dans la version de l'extrême droite sioniste ?

- «Nouvelle Droite défend la majorité face aux droits de l'homme» - Libération 20 février 2019

Le parti de Shaked, Nouvelle Droite, se différencie des autres formations extrémistes en affichant une façade modérée et en défendant un capitalisme «absolu». Libération 20 février 2019

L'article figure en entier plus loin, dedans vous pourrez lire que ce parti d'extrême droite assumée propose d'"*appliquer un agenda idéologique très ambitieux*", à la fois économique et politique.

Ceux qui hurlent à l'antisémitisme affichent à la fois "*une façade modérée*", quoique de moins en moins à coup de Flash ball, et comme Macron défendent un capitalisme «*absolu*», l'ultra libéralisme, le néolibéralisme ou le néoconservatisme qui sont synonymes en fait.

Tous ceux qui s'affichent à leur côté, qui participent à leur campagne contre l'antisémitisme ont-ils conscience qu'ils défendent aussi "*un capitalisme «absolu»*" ? Ils peuvent s'en défendre pour certains, inutiles, les faits sont les faits. On ne peut pas reprendre la propagande de nos ennemis et prétendent les combattre. En vous situant à ses côtés, vous le soutenez politiquement, quoique vous disiez ou écriviez par ailleurs, c'est ainsi et c'est ainsi que les travailleurs vous jugeront. C'est si vrai, que face à cette offensive hystérique des sionistes ultra réactionnaires, aucune manifestation n'a été organisée ces derniers jours en soutien aux Palestiniens ou devant l'ambassade d'Israël.

Quelques réflexions politiques et autres.

1- L'art des démagogues de brasser du vent pour se donner bonne conscience.

Les lobbies sévissent, non, sans blague, les mafias aussi, ah bon ! Les médias sont corrompus et les magistrats aussi, ah ben elle est bien bonne celle-là ! Les multinationales réservent leurs profits à leurs actionnaires, oh que c'est vilain ça ! Les riches sont toujours plus riches, ça c'est à peine croyable ! Le soleil se couche tous les soirs, là c'est extraordinaire, mieux, il se lève tous les matins, bravo, je sens qu'on avance ! Sinon il y a la Troisième Guerre mondiale, la chute du dollar, la fin de l'hégémonie américaine, etc. annoncées régulièrement. Vous préférez peut-être celle-ci : le régime est à l'agonie, la Ve République c'est finie, etc.

C'est vrai qu'avec de telles analyses on va loin ! Quel délire ! Mais bon, apparemment les uns et les autres en redemandent. Quelle époque !

En fait, il s'agit plus de constats ou de lieux communs que d'analyses, c'est peut-être pour cela qu'il n'en sort jamais rien ! Et que lorsque sur la base d'une véritable analyse, vous proposez quelque chose cela n'intéresse personne, c'est logique !

Où peut-on lire cette énormité "Les deux grands conflits mondiaux du XXe siècle, chacun lié à des revendications politiques (et non pas économiques)" ?

Réponse : Wikipédia à la page sur Leo Strauss, le philosophe des "Chicago boys" ou des néoconservateurs !

Avez-vous remarqué que les idéologues néoconservateurs et sionistes étaient les mêmes personnes ? Avez-vous observé comment les oligarques anglo-saxons sont tous liés à Israël ? Cela doit être de pures coïncidences, d'ailleurs rien que ces questions me classent dorénavant parmi les antisémites.

2- La foule, les masses, le peuple, la plèbe : Insignifiant, donc son pouvoir doit l'être également !

Tiré d'Aristote.

La foule (oi polloi, « le grand nombre », « la plupart », « la foule », « le vulgaire ») recherche les plaisirs du corps plus que le bien : elle recherche le bonheur matériel plus qu'elle n'est à la recherche zététique de la vérité. Cette distinction entre « l'élite » et « la foule » — courante dans l'Antiquité... Wikipédia

LVOG - Cette distinction tient à leur condition matérielle d'existence, quelle révélation !

La question d'une distinction entre le grand nombre et le petit nombre ne concerne pas seulement la recherche de la vérité philosophique mais constitue aussi et surtout une articulation majeure dans la discussion antique sur le meilleur régime politique. C'est le petit nombre qui possède les moyens de s'adonner à la charge des affaires politiques. Or, toute la difficulté des régimes politiques, comme le fait remarquer Aristote dans son livre sur la Constitution d'Athènes, consiste à faire vivre ensemble le « petit nombre » (les riches, les possédants, les puissants, les savants, les experts, etc.) et le « grand nombre », sans mépriser celui-ci. Wikipédia

LVOG - Le maltraiter seulement !

La question du rapport entre la « raison » et la « révélation » est centrale dans toute l'œuvre de Strauss et évidemment problématique.

L'historicisme et le positivisme des sciences sociales sont les fruits problématiques de la science conçue à nouveau frais par les modernes, dont l'enjeu est la séparation entre les faits et les valeurs, voire la disparition de toute notion d'un droit naturel propre à l'être humain. La querelle des Anciens et des Modernes, si elle devait trouver son aboutissement dans la victoire des Modernes, verrait triompher le relativisme et le nihilisme moral, accompagnés d'une juridisation indéfinie des rapports humains.

Le lecteur attentif verra que les ouvrages que Strauss publie dans les années 1950, ainsi que certains de ses articles, comportent tous une attaque directe ou indirecte contre les sciences sociales. Wikipédia

LVOG - Normal.

L'enjeu de "*la séparation entre les faits et les valeurs*", c'est de pouvoir nier la valeur de certains faits, et de pouvoir en attribuer à des faits qui ne le méritent pas.

Voir "*triompher le relativisme et le nihilisme moral, accompagnés d'une juridisation indéfinie des rapports humains*", cela ne vous dit-il rien ? Cela va de paire avec "*la disparition de toute notion d'un droit naturel propre à l'être humain*", n'a pas de sens puisque le droit naturel n'existe pas, en revanche chez les néoconservateur il rime avec "*la disparition de toute notion*" de droit social.

Trois commentaires que j'ai rédigés et qui ont été publiés par le blog Les Crises.fr.

1- Ce que vous ne voulez pas comprendre, c'est qu'il n'existe que deux classes sociales indépendantes, la classe des capitalistes et la classe ouvrière, et qu'à l'une et l'autre correspondent deux idéologies irrémédiablement opposées, inconciliables, l'une à la gloire du régime (capitaliste), l'autre luttant pour un changement de régime, donc pour abolir le capitalisme, et que tous ceux qui se font passer pour des gens de gauche et qui dans leurs discours témoignent leur attachement au capitalisme, sont soit hypocrites et de droite, soit baignent en pleine confusion, et quand on leur reproche, ils ne comprennent pas ce qui leur arrive et sont incapables de s'assumer, et généralement se démasquent en vouant les vertus usurpées du capitalisme.

2- Ceux qui en appellent sans cesse au "droit international", à l'ONU – qui se confondent en réalité avec la "communauté internationale" – oublient que c'est cette institution au service de l'impérialisme américain (ou du capitalisme tout simplement) en acceptant la création d'Israël a mis fin à la Palestine et est à l'origine du malheur du peuple palestinien, mais aussi des juifs, car vivre dans un pays dont l'Etat est en guerre permanente contre tous les peuples n'est pas vraiment un cadeau.

Ce qui manque aux intellectuels ou à ceux qui croient être plus évolués que la moyenne, et qui ne cessent de se plaindre, c'est un peu de logique, l'absence de rigueur, leurs positions ou analyses sont davantage fonction de leurs intérêts individuels plutôt que d'œuvrer au progrès de la société ou de l'humanité, qu'ils y réfléchissent un peu.

Une question pour eux : Pourquoi Staline a-t-il voté la résolution créant Israël sur les cendres de la Palestine ? Parce que ses intérêts lui dictaient en tant qu'allié des Américains plutôt que du peuple palestinien ou des peuples opprimés en général.

3- Quand on n'a pas de conscience de classe ou qu'on a adopté l'idéologie du capitalisme mais qu'on ne peut pas l'assumer jusqu'au bout, on fait forcément dans la démagogie en se faisant passer pour démocrate, progressiste, humaniste, de gauche, alors qu'en réalité votre idéologie vous trahit !

Quelques infos en bref

- Vincent Bolloré met la main sur le deuxième éditeur français

"Retour sur le rachat d'Éditis, deuxième éditeur français, par Vincent Bolloré. Une opération qui témoigne des manœuvres en cours dans le secteur de l'édition. Le monde de l'édition des livres a connu quelques bouleversements ces dernières années. Après que Madrigall [1] eut acheté Flammarion à l'Italien Rizzoli en 2012, c'est le groupe Médias participation qui a acquis en 2016 le groupe La Martinière-Le Seuil. Et c'est maintenant Vincent Bolloré, l'homme des poursuites-bâillons, qui vient d'ajouter à la mosaïque de sociétés qu'il possède, une nouvelle pièce : le deuxième éditeur français, Éditis, qui regroupe 45 maisons d'édition [2] repris pour 900 millions d'euros au groupe espagnol Planeta, le 15 novembre 2018. Par une sorte de bégaiement de l'Histoire, cette transaction a été réalisée par Vivendi, possession de Bolloré, vingt ans après le rachat d'Éditis par le même Vivendi, alors aux mains de Jean-Marie Messier." Source : ACRIMED

- En Europe, plus une entreprise est grande, plus son taux d'imposition est faible

"Dans la plupart des pays européens, les multinationales paient nettement moins d'impôts que ne le suggère le taux d'imposition officiel. C'est ce que démontre, chiffres à l'appui, un rapport commissionné par le groupe des Verts au Parlement européen. La palme en la matière revient au Luxembourg où le taux d'imposition théorique est de 29 %, mais où les multinationales ne reversent au fisc en moyenne que 2 % de leurs bénéfices, grâce à des arrangements du type de ceux dénoncés dans le scandale des LuxLeaks. Mais la France est aussi concernée." Source : BASTAMAG

- La déconsommation affecte tous les secteurs. Les Gilets jaunes n'y sont pour rien

"La majorité des organisations professionnelles du commerce craint une baisse profonde et longue de la consommation des ménages. Dans un premier temps, le mouvement a d'abord touché l'activité dans les magasins physiques, mais dans un deuxième temps, on s'est aperçu que, contrairement à ce qu'on se racontait, cette baisse relative de la fréquentation des commerces n'a pas été compensée par le développement du e-commerce." Source : Atlantico.fr

Parole d'internaute.

- "*Dans quelques siècles, les historiens évoqueront notre époque comme un âge profondément obscurantiste. Je ne doute pas que l'on en sorte un jour, il me semble que l'évolution de la conscience humaine est inscrite dans les lois de la nature ; la question que je me pose est : va-t-on en sortir à une échelle de quelques années, quelques décennies ou quelques siècles ?*"

LVOG - Pour un peu vous seriez marxiste ! Sauf que des millions en France, des milliards dans le monde n'ont pas "*quelques années, quelques décennies ou quelques siècles*" à attendre parce qu'ils souffrent quotidiennement du sort que leur a réservé le capitalisme, c'est donc maintenant qu'il faut prendre conscience qu'il faut passer à l'action pour l'abattre...

Propagande xénophobe. La fake news était dans le titre.

LVOG - Quand l'Otan déploie des batteries de missiles en Europe, stock des bombes nucléaires en Italie, il ne faut y voir une menace pour aucun pays de la planète, mais quand la Russie ou un autre pays réplique en faisant de même, là cela devient une terrible menace !

- Poutine menace d'envoyer ses nouveaux missiles sur les pays occidentaux - Le Parisien 20 février 2019

Un discours de politique intérieure, mais pas que. Si Vladimir Poutine a assuré ce mercredi vouloir améliorer la qualité de vie de ses compatriotes, il a aussi menacé de déployer les nouvelles armes de la Russie contre les pays occidentaux.

Après avoir assuré au début de son discours annuel au Parlement vouloir se concentrer sur la situation sociale, il s'est lancé, comme l'an dernier, dans une tirade très menaçante envers les Etats-Unis, leur reprochant le déploiement de nouveaux systèmes d'armement en Europe.

« S'ils sont déployés et livrés sur le continent européen, cela envenimera gravement la situation et créera de graves menaces pour la Russie », a déclaré le président russe, relevant que certains de ces engins pouvaient atteindre « Moscou en 10-12 minutes ».

« Je vais le dire clairement et ouvertement : la Russie sera contrainte de déployer des armements qui pourront être utilisés non seulement contre les territoires d'où peut provenir une menace directe, mais aussi contre les territoires où se trouvent les centres de décision d'usage de missiles nous menaçant », a-t-il poursuivi. La Russie ne compte pas « frapper à une porte close »

L'Otan a qualifié d'« inacceptables » ces menaces de déployer de nouveaux missiles en mesure de frapper les territoires des Alliés, accusant le président russe de « tentative flagrante de détourner l'attention de sa violation du traité INF ». Le Parisien 20 février 2019

Réaction d'un internaute.

- "*Une fois de plus, on fait un beau chapeau d'articles pour effrayer la population. Poutine n'a jamais dit qu'il allait envoyer des missiles sur l'Europe. Il a dit qu'il allait positionner les missiles. Par ailleurs, les USA font la même chose. Pourquoi le Parisien n'en parle t-il pas ?*"

Fabrication du consentement. Les Français sont "***heureux***", si, si, si on vous le dit.

LVOG - Vous vous souvenez dans la dernière causerie du sondage Ifop qui avait été conçu pour faire croire qu' un quart des Français croyaient que les Russes étaient intervenus pour "amplifier le mouvement des gilets jaunes, la question avait été formulée ainsi : "*Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante ?*"

Ifop a récidivé dans ce sondage sur le bonheur des Français, au lieu de "*d'accord*", il ont répété à 4 reprises "*heureux*" : "*Êtes-vous tout à fait heureux, plutôt heureux, plutôt pas heureux ou pas heureux du tout*", du coup, tout d'un coup vous vous sentez déjà plus heureux que l'instant précédent, c'est magique, et le pire, c'est que cela marche, lisez, c'est délirant.

En même temps, c'est révélateur de l'état d'esprit de la majorité de la population, c'est ce que je n'arrête pas d'expliquer, mais personne ne me prend au sérieux, je fabulerais. Sauf que voilà, la réalité est incontournable, malheur à ceux qui s'en détournent ! Malheur à nous, puisque c'est le cas de nos dirigeants faillis ou corrompus.

France Info - Une "France en morceaux", avec quatre groupes de Français qui "se côtoient, voire se croisent au sein des mêmes territoires" : c'est le diagnostic dressé par le Baromètre des territoires, une enquête menée par Elabe avec l'Institut Montaigne. (Un puissant think tank néoconservateur qui a participé à la mise sur orbite de Macron. - LVOG)

73% des Français se déclarent "heureux", dont 33% "très heureux" et 40% "plutôt heureux". 67% assurent qu'ils ont trouvé un équilibre entre "temps de vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle". Et 75% estiment qu'en cas de "problèmes graves", ils auront "dans leur entourage des personnes sur qui vraiment compter".

Ce bonheur dans la sphère privée est décrit par les auteurs de l'étude comme un "cocon personnel". Et 66% des Français estiment qu'il fait "bon vivre" dans leur quartier ou leur commune.

Ce "bonheur privé" contraste avec les questions de pouvoir d'achat et la souffrance sociale. 48% des Français vivent des fins de mois difficiles et seuls 19% déclarent avoir une capacité d'épargne ("Je boucle facilement mes fins de mois et j'arrive à mettre de l'argent de côté"). 37% ont été à découvert au moins à plusieurs reprises ces douze derniers mois. Et un Français sur deux reconnaît avoir retardé ou renoncé à des soins de santé en 2018.

Cette précarité au quotidien se double du sentiment que la situation se dégrade. 43% des Français affirment que la situation de leur foyer a empiré en 2018, et ce sentiment grimpe à 60% chez les retraités. À ce ressenti s'ajoute le sentiment que les fractures de la société française produisent "relégation et exclusion". 78% des Français jugent la société actuelle injuste, et 70% sont pessimistes sur l'avenir de la société française.

Les "Français affranchis". 21% des Français sont "affranchis des contraintes territoriales et sociales". Ils réalisent leurs projets de vie "sans entrave", ont "les moyens socioculturels de surmonter les obstacles (…) et de tirer parti des évolutions de notre société". Ils sont les plus heureux (92%) et ceux qui manifestent le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent (61%).

Les "Français enracinés". Ils sont 22% à faire "le choix résolu d'un enracinement" dans leur territoire. Pour eux, la "bulle personnelle" est "un bouclier qui les protège de la violence sociale". Ces Français goûtent au bonheur de "vivre au pays" et n'aspirent pas à la mobilité, ni géographique, ni sociale. 90% considèrent qu'il fait "bon vivre" dans leur quartier ou leur commune. Et 77% ont le sentiment d'avoir choisi leur vie.

Les "Français assignés". 25% sont "bloqués géographiquement et socialement" par un faible capital économique, social et culturel. Assignés à leur territoire, ils subissent de plein fouet les inégalités sociales et territoriales. Leur quotidien est sous contrainte constante, ils vivent à l'euro près. 72% bouclent leurs fins de mois avec difficulté, 73% ont renoncé à des soins médicaux en 2018. Un sur deux est malheureux et 64% ont le sentiment de ne pas avoir choisi leur vie. Enfin, 97% d'entre eux estiment que la société est injuste, 78% que la réussite sociale est jouée d'avance et 92% sont pessimistes sur l'avenir de la société française. (Rien à foutre, ils ne sont que 25% et parmi eux la plupart ne bougeront qu'au dernier moment. - LVOG)

Les "Français sur le fil". Ils représentent 32% de la population. Ils expriment une envie de mobilité sociale et territoriale mais sont confrontés à la difficulté d'y arriver. Et à s'affranchir de leur situation socio-économique et des inégalités territoriales. C'est le groupe le plus partagé, entre les hauts niveaux de bonheur des "affranchis" et des "enracinés" et le mal-être des "assignés". Un peu plus de la moitié se dit pessimiste. L'enquête conclut que, "plus jeunes et plus mobiles', les "sur le fil" peuvent "basculer dans une des trois autres catégories en fonction des obstacles ou des opportunités". (Ce sont ceux qui forment le gros des troupes des Gilets Jaunes. - LVOG)

Des tendances par région mais pas "d'effet territoire"

L'enquête Baromètre des territoires permet d'identifier des tendances propres à certaines régions, même si les quatre profils de Français coexistent au sein d'une même région. Par exemple, l'Ile-de-France compte 28% de "Français affranchis" alors qu'ils ne sont que 17% en Nouvelle-Aquitaine ou en Centre-Val de Loire. Les "enracinés", eux, sont 32% en Bretagne alors qu'ils sont 13% en Île-de-France.

Les "Français sur le fil" sont 37% en Centre-Val de Loire, région où ils sont en plus grande proportion. Enfin, les régions Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Grand-Est et Occitanie comptent 27% de "Français assignés".

La distribution des quatre catégories de Français fait ressortir qu'il n'y a pas "d'effet territoire". D'abord, aucun d'entre eux ne concentre de manière écrasante une des quatre catégories. Ensuite, "le ressenti de sa propre qualité de vie n'est pas lié à une meilleure situation objective du territoire (...). Le territoire n'assigne pas lui-même à résidence". "C'est davantage le sentiment d'avoir choisi la vie que l'on mène et son niveau de vie qui façonnent la relation des Français à leur territoire que l'inverse", conclut l'enquête. franceinfo 19.02

Commentaires d'internautes.

1- "*Il est bon de rappeler que l'institut Montaigne, à l'initiative de cette enquête, revendique l'idéologie libérale (Wikipédia).*

Ce qui aide à comprendre certaines choses."

2- "*Les prolétaires, depuis cinquante ans, ont rêvé de devenir des bourgeois, comme les bourgeois d'il y a deux cents ans de devenir nobles. Leur imagination n'est pas allée plus loin que celle du premier bourgeois qui passe. On affecte de le mépriser, mais on ne cesse pas de l'imiter... Dans ce monde d'argent, du haut en bas, de degré en degré de fortune, de classe en classe, c'est imitation d'imitation, ambition ridicule et misérable envie, copie de copie, et ainsi s'est établie, cette société confuse et satisfaite, à la fois snob et conformiste dans laquelle nous vivons.* "

C'est un extrait de "*Carnet du vieil écrivain*", de Jean Guéhenno."

Ne connais pas. Il ne faut pas nier ce constat, car sinon on aura une interprétation faussée de la réalité et tout le reste sera à l'avenant, on aboutira à un bilan politique nul. J'ai envie de répondre que chacun en est là et n'a pas évolué au-delà. Donc la question est d'aller "*plus loin*", comment faire pour aller au-delà de ce conformisme qui ne satisfait personne en dehors des nantis, et encore, ils doivent en permanence défendre leurs privilèges.

Quand l'imagination fait défaut, c'est qu'on n'est pas vraiment relié à la réalité ou on en a une perception tronquée. La question est donc pour alimenter à nouveau notre imagination, d'envisager l'ensemble des facteurs qui composent la réalité et les rapports qu'ils entretiennent, afin d'y trouver les réponses aux multiples questions qu'on sera amené à se poser et nulle part ailleurs.

Généralement, quand les aspirations qui nous animaient lorsque nous étions jeune sont venues se fracasser sur le mur de cette société capitaliste, habituellement quand on entre dans le monde impitoyable du travail, qui broie toutes les illusions qu'on pouvait avoir jusque-là, c'est à ce moment-là que notre imagination s'est mise soudain à se tarir, très souvent soudainement. Il y avait un aiguillage et on a changé de direction sans qu'on nous demande notre avis, après on s'étonne de ne plus très bien savoir où on en est, c'est normal.

La question est donc de renouer avec ces aspirations légitimes. Il faut essayer d'arriver à comprendre pourquoi et comment on les a abandonnées, et par quoi elles ont été remplacées ou contre quoi on les a troquées, car on ne nous a guère laissé le choix. D'où effectivement la nécessité d'établir ce constat, mais sans porter de jugement sur les prolétaires ou les membres des classes moyennes.

Ce sont les couches de travailleurs comme cet écrivain qui bénéficient des meilleures conditions pour la résoudre, mais en même temps ce sont les plus embourgeoisés, d'où la difficulté de l'aborder sereinement sans heurter les sensibilités ou la susceptibilité de chacun.

Maintenant, quand on a fait ce travail sur soi-même, cela peut servir d'exemple ou de base à cette discussion avec des travailleurs, cela peut les éclairer, après c'est à chacun de faire sauter un par un les obstacles qui ont enrayé son imagination... En fait, cet exercice consiste à rétablir le lien qui s'est brisé un jour entre cause et effet, au profit d'une cause qui n'était pas la nôtre, servir et s'intégrer dans une société profondément inégalitaire et injuste, violente, antisociale, policière, etc. qui finalement nous priverait de toute liberté, et dans la quelle on ne pourrait pas s'épanouir pleinement puisque ce serait toujours au détriment de quelqu'un quelque part dans le monde, qu'on en ait conscience ou non, tout cela se traduirait d'une manière ou d'une autre et finirait par nous pourrir l'existence.

D'où la pertinence de cette question relative à nos aspirations, car c'est là que figure la réponse et nulle part ailleurs. On n'a pas idée de sa signification politique, qui se résume à l'abdication de nos droits, de notre propre légitimité à décider librement de notre destin, de l'orientation de la société, partant de là tout s'explique ou presque...

Fabrication du consentement. Propagande en faveur de la précarité généralisée comme avenir pour tous.

LVOG - Quand ce n'est pas le chômeur (fainéant), le jeune (anarchiste), le vieux (nanti), le malade (imaginaire ou qui coûte trop cher), l'handicapé (qui en fait trop), l'Arabe ou le musulman (barbare et antisémite), le catholique (pédophile), l'homme (sexiste), la femme (prostituée), l'ouvrier (heureux et qui l'ignore), la plèbe (cette saloperie), le chien (enragé), c'est au tour du fonctionnaire !

- Une majorité de Français favorables à une réforme du statut des fonctionnaires, selon un sondage - Franceinfo 19 février 2019

Plus de la moitié des Français (57%) sont favorables à une remise en cause du statut de fonctionnaire, envisagée par le gouvernement, révèle lundi 18 février un sondage Opinionway pour Radio Classique et Les Echos. Selon cette enquête, 41% des sondés sont d'un avis contraire.

La mise en place d'un plan de départs volontaires pour les agents est approuvée par 76% des personnes interrogées par Opinionway, qui voient également d'un œil favorable la rémunération au mérite des fonctionnaires (64%). L'idée, non portée pour l'heure par le gouvernement, de supprimer l'emploi à vie pour les fonctionnaires est approuvée par 60% des sondés, un niveau en hausse de trois points par rapport à un sondage réalisé l'an dernier.

Le projet de loi sur la fonction publique du gouvernement est inspiré du privé et âprement critiqué par les syndicats. Le texte de 33 articles a notamment pour but de simplifier les instances de représentation du personnel. Il engage aussi un recours élargi aux contractuels ou encore des parts de rémunérations variables, et s'accompagnera d'une suppression de 120 000 postes dans les fonctions publiques d'Etat et territoriale d'ici la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron.

Le texte doit être validé le 6 mars en Conseil commun de la fonction publique, puis présenté fin mars en Conseil des ministres et pourra faire l'objet d'amendements. Mais sept des neuf syndicats de fonctionnaires ont quitté mercredi en pleine séance le Conseil supérieur commun de la Fonction publique (CCFP) pour montrer leur désaccord avec le projet qui leur était présenté. Franceinfo 19 février 2019

Vous avez dit favorable. Quoi, favorable? Comment, favorable ? Hein, favorable ! Forcément voyons...

On imagine qu'Opinionway a opté pour la formule : "*Êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout*" à la remise en cause du statut des fonctionnaires.

Tribunal et justice d'exception en totalitarisme.

Le projet de réforme de la justice définitivement adopté par le Parlement - franceinfo 19.02

Feu vert pour la réforme de la justice. Le Parlement a définitivement adopté le texte, vanté comme "ambitieux" et "équilibré" par le gouvernement mais contesté par les oppositions, dans la nuit du lundi 18 au mardi 19 février, par un ultime vote de l'Assemblée. Peu avant une heure du matin, les députés ont adopté par 31 voix contre 11 le texte, qui prévoit notamment la création d'un parquet antiterroriste, la fusion des tribunaux d'instance et de grande instance ou une nouvelle échelle des peines. Seules les peines inférieures ou égales à un an ferme pourront à l'avenir obtenir un aménagement de peine, contre deux ans auparavant.

Le texte prévoit également d'expérimenter dans certains départements un tribunal criminel (ou cour criminelle) pour juger, par cinq magistrats, des crimes punis de 15 à 20 ans de prison. Les cours d'assises continueront, elles, à juger les crimes passibles de plus de vingt ans, et l'ensemble des crimes en appel. Il organise aussi la numérisation complète de la procédure, de la plainte jusqu'au jugement, assouplie les modalités de prolongement des gardes à vue, facilite les écoutes téléphoniques, doit favoriser les modes de règlement à l'amiable et simplifier les divorces. franceinfo 19.02

On retiendra

- La création d'un parquet antiterroriste. (Qui confondra terroriste et militant du mouvement ouvrier. - LVOG)

- Un tribunal criminel composé de cinq magistrats 15 à 20 ans de prison (Pour un peu, c'est comme si vous y étiez déjà. Mais où ? En tôle, quoi ! - LVOG)

- Les peines inférieures ou égales à un an ferme pourront à l'avenir obtenir un aménagement de peine, contre deux ans auparavant. (Les bâtisseurs de prison ont obtenu satisfaction. - LVOG)

- Assouplie les modalités de prolongement des gardes à vue (Une restriction de plus à la présomption d'innocence. - LVOG)

- Facilite les écoutes téléphoniques (Big Brother vous surveille et vous écoute partout. - LVOG)

- Favoriser les modes de règlement à l'amiable. (Où la loi du plus fort imposée au plus faible, comme dans les entreprises. - LVOG)

- Simplifier les divorces. (Tout ce qui permet d'accélérer l'éclatement de la cellule familiale est bon à prendre, avec un peu de chance ces membres seront plus fragilisés, vulnérables, donc plus malléables et influençables. - LVOG)

Répression judiciaire des gilets jaunes : Edouard Philippe fait du chiffre. Par Régis de Castelnau - Les Crises 19 février 2019

Condamnations de Gilets jaunes : la curieuse approche quantitative de la justice mise en avant par Édouard Philippe Les chiffres dévoilés par le premier ministre indiquent une instrumentalisation de la justice et un mépris du droit. Interview publiée dans Atlantico.

Atlantico : ce mardi 12 février, le premier ministre, Edouard Philippe, a déclaré devant l'Assemblée nationale : « Depuis le début de ces événements, 1796 condamnations ont été prononcées par la justice et 1422 personnes sont encore en attente de jugement » (…) « plus de 1300 comparutions immédiates ont été organisées et 316 personnes ont été placées sous mandat de dépôt ». Comment comprendre de tels chiffres, faut-il y voir une excessive sévérité, ou traitement « juste » de la situation eu égard aux événements ?

Régis de Castelnau : Ces chiffres sont proprement ahurissants. Il s'agit donc, et c'est assumé comme tel, d'une répression de masse. C'est-à-dire qu'on a mobilisé l'appareil judiciaire depuis trois mois pour faire ce qui ne peut plus s'apparenter à une justice normale, mais à une justice d'exception, à une justice de masse.

La justice française complètement en crise par défaut de moyens, et qui a beaucoup de mal à effectuer les missions qui sont les siennes dans le cadre de son service public vient d'être instrumentalisée au service du pouvoir exécutif pour mettre en place une répression sans exemple depuis la fin de la guerre d'Algérie. Soyons clairs, on ne peut pas rendre une justice digne de ce nom, avec des procédures régulières, des débats contradictoires, des décisions équilibrées dans ces conditions. 316 personnes placées sous mandat de dépôt, dont une proportion considérable de gens sans casier judiciaire, ce chiffre doit être rapporté à ce que la presse nous apprend tous les jours concernant la délinquance des quartiers ou des gens ayant jusqu'à 20 condamnations pour des délits graves à leur casier n'ont jamais fait un jour de prison. Cette statistique est claire, c'est une justice d'exception qui a été rendue indigne d'un pays comme le nôtre. Le président de la république a fait le choix, non pas du maintien de l'ordre mais celui d'une répression brutale du mouvement des gilets jaunes. Que la justice souvent parquet et juges du siège ensemble ait accepté d'exécuter les ordres de l'Élysée et de la place Vendôme est une régression qui nous renvoie des dizaines d'années en arrière. Désormais lorsque les syndicats de magistrats nous parleront d'indépendance et d'impartialité ils se feront rire au nez. Surtout que dans le même temps, et l'affaire Benalla est là pour le démontrer, la même justice est d'une complaisance surprenante avec les délinquants qui entourent le chef de l'État.

Des groupes d'avocats se sont organisés pour faire face à ce moment liberticide, et les informations qui remontent sont consternantes. Incriminations fantaisistes, procédures bâclées, peines exorbitantes infligées pour des infractions imaginaires, mises en cause systématique des droits de la défense. Il y a aussi bien sûr les comportements des parquets comme par exemple celui de Paris par le Canard enchaîné, ou le procureur du tribunal de grande instance ordonne à ses substituts de violer la loi et de conserver les gens garde à vue en commettant des séquestrations arbitraires. Il y a bien sûr également les refus catégoriques malgré les évidences de poursuivre les policiers frappeurs, alors que les préfets en saisissant l'IGPN font eux leur devoir.

Je dois reconnaître que la façon dont l'appareil judiciaire s'est comporté à l'occasion du mouvement des gilets jaunes a quand même été pour moi une surprise. L'image d'une justice équitable, respectueuse de sa mission et de la loi est détruite dans l'opinion publique pour longtemps. Comment pour complaire au pouvoir exécutif des magistrats ont-ils accepté de prendre ce risque ?

En tout cas cette statistique établit que cet appareil judiciaire, oubliant sa mission de rendre la justice, a choisi de se comporter en supplétif de la police pour rétablir l'ordre. C'est complètement déplorable.

Comment interpréter cette vision quantitative de la Justice de la part du premier ministre ?

Que le premier ministre revendique triomphalement de telles statistiques qui n'établissent qu'une chose, c'est la vision instrumentale de la justice de ce pouvoir, en dit long sur le mépris du droit qui le caractérise. Il dirige un gouvernement qui est en train de faire voter une nouvelle loi sur l'organisation de la justice que tout le monde judiciaire considère comme de pure régression, et qui passe son temps à rogner sur le budget de ce qui devrait être un grand service public. Et maintenant il vient à l'Assemblée nationale brandir des statistiques que ceux qui savent ce que doit être la justice, considèrent comme déshonorantes. « Regardez, la justice expéditive que nous avons ordonnée a condamné 1796 de ces horribles gilets jaunes. Elle en a mis 316 au trou. C'est une magnifique victoire ! » A quand le premier ministre venant de la même façon triomphale brandir les statistiques des gens éborgnés, des mains arrachées, des blessés de toutes sortes ?

Ce qui apparaît dans ce comportement passablement indigne, c'est cet aveuglement sur ce qui se passe dans ce pays et sur le rejet dont le président de la république lui-même font l'objet. Persuadés d'être plus intelligents que tout le monde lui et ses équipes emmènent le pays dans une impasse mortifère en continuant de l'abîmer. Je ne sais pas comment tout cela finira, mais il est sûr que la trace que Monsieur Édouard Philippe laissera dans l'histoire sera particulièrement laide. Les Crises 19 février 2019

Source : Vu du droit, Régis de Castelnau, 13-02-2019

DEUXIEME PARTIE

C'est marrant, tous ces gens bien comme il faut, à la morale irréprochable qui s'émeuvent de la recrudescence de l'antisémitisme, et qui en pincent pour les régimes néonazis de Kiev ou Sofia ou le régime d'apartheid de Tel Aviv, mais là cela s'explique très bien, puisque ces régimes sont alliés !

Et ne parlons même pas des savants qui avaient mis leurs talents au service du régime nazi du IIIe Reich à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et qui avaient été recrutés par la CIA et le Pentagone, mais aussi par les Israéliens, depuis Internet, c'est tombé dans le domaine public, mais ces braves gens l'ignorent. On a les alliés et la morale qu'on peut. Toujours de classe.

L'antisémitisme appartient à l'idéologie capitaliste, coloniale, impérialiste, fasciste.

LVOG - Une fois qu'on a dressé ce constat, on comprend mieux pourquoi ceux qui détiennent le pouvoir ou gouvernent recourent à l'argument de l'antisémitisme chaque fois qu'ils sont en difficulté pour appliquer leur politique antisociale, liberticide, impérialiste, et de nos jours réactionnaire sur toute la ligne.

- Antisionisme, antisémitisme et idéologie coloniale par Alain Gresh - Les Crises 21 février 2019

Dans le débat qui agite la France autour de l'antisémitisme, deux dimensions sont souvent absentes : le fait que, durant la première moitié du XXe siècle, la grande majorité des juifs était hostile au sionisme (étaient-ils aussi antisémites ?) ; que la caractéristique principale de ce mouvement était de s'inscrire dans une logique coloniale de conquête et de peuplement. Extraits du livre d'Alain Gresh, Israël-Palestine, vérités sur un conflit (Fayard, 2017).

Source : Orient XXI, Alain Gresh, 19-02-2019

Extraits de l'article.

Bien que sioniste, Albert Einstein exprimait ses inquiétudes : « La manière dont je conçois la nature essentielle du judaïsme résiste à l'idée d'un État juif, avec des frontières, une armée et une certaine mesure de pouvoir temporel, quelque modeste qu'il soit. J'ai peur des dégâts internes que cela entraînera sur le judaïsme — et surtout du développement d'un nationalisme étroit dans nos propres rangs […]. Un retour à une nation, au sens politique du terme, équivaudrait à se détourner de la spiritualité de notre communauté, spiritualité à laquelle nous devons le génie de nos prophètes. »

« Le sionisme n'est pas le corollaire obligatoire, fatal, de la persistance d'une identité juive, remarque Maxime Rodinson ; ce n'est qu'une option. » Et cette option est critiquable, non seulement comme toute idéologie nationaliste, mais aussi parce que son aboutissement — la création d'un État juif — n'était possible que par la dépossession des Palestiniens. Le sionisme s'est pleinement inscrit — et ce fut l'une des conditions majeures de sa victoire — dans l'aventure coloniale. Ce fut et cela reste sa principale faute.

RIEN DE COMMUN AVEC CE QUE L'ON APPELLE « L'ORIENT »

Le dévouement ou l'idéalisme de nombre de militants sionistes n'est pas en cause. Un jeune juif débarqué sur la Terre promise en 1926 pouvait écrire : « Je peux être fier car depuis un an que je suis en Palestine, je me suis débarrassé de la gangue d'impureté de la diaspora et je me suis purifié du mieux possible. Je voulais une patrie. Être un homme comme les autres, égal aux autres, fier comme eux d'être en Palestine. Dès l'instant où mes pieds ont foulé la terre de mes ancêtres, j'ai rompu tout lien avec l'Europe et l'Amérique. » Il changea de nom, se fit appeler Chaïm Shalom et déclara : « Je suis hébreu et mon nom est hébreu car je suis issu du pays des Hébreux. »

En dépit d'un credo socialiste — ou parfois à cause de lui —, les sionistes ressemblaient aux colons installés en Algérie ou en Afrique du Sud, convaincus de faire progresser la civilisation face à des populations sauvages. Le sionisme en Palestine, malgré des formes particulières, se rattache au mouvement de colonisation sur deux plans : par son attitude à l'égard des populations « autochtones » ; par sa dépendance à l'égard d'une métropole, la Grande-Bretagne, au moins jusqu'en 1939. D'ailleurs, à l'époque où le colonialisme n'avait pas la connotation négative qu'il a aujourd'hui, Theodor Herzl écrivait à Cecil Rhodes, l'un des conquérants britanniques de l'Afrique australe : « Mon programme est un programme colonial. » Zeev Jabotinsky, le dirigeant du mouvement sioniste révisionniste, pour sa part, se réjouissait : « Dieu merci, nous juifs n'avons rien en commun avec ce que l'on appelle l'"Orient". Nous devons venir en aide à ceux parmi le peuple qui sont incultes et qui s'inscrivent dans des traditions et

des lois spirituelles archaïques orientales. Nous allons en Palestine d'abord pour notre "bien-être" national, ensuite pour en expurger systématiquement toute trace de l'"âme orientale". »

Mordechaï Ben Hillel Ha Cohen, un juif installé à Jérusalem, note : « Nous sommes en Palestine la population la plus civilisée, personne ne peut rivaliser avec nous sur le plan culturel. La plupart des indigènes sont des fellahs et des bédouins ignorant tout de la culture occidentale. Du temps sera encore nécessaire avant qu'ils apprennent à vivre sans rapines, vols et autres forfaits, jusqu'à ce qu'ils éprouvent de la honte devant leur nudité et leurs pieds nus et qu'ils adoptent un mode d'existence où prévaudra la propriété privée, et où il sera nécessaire que des routes soient tracées et les chaussées goudronnées, que les écoles, les maisons de charité et les tribunaux essaiment sans qu'il y ait de corruption. » Mais l'insondable « âme orientale » semble résister à des décennies de civilisation puisque Moshé Katsav, alors président d'Israël, déclare en mai 2001 : « Il existe une immense fracture entre nous [les juifs] et nos ennemis, pas seulement en ce qui concerne les capacités, mais aussi sur le plan de la morale, de la culture, du caractère sacré de la vie et de la conscience […]. Ils sont nos voisins ici, mais on a l'impression qu'à une distance de quelques centaines de mètres il y a des gens qui ne sont pas de notre continent, de notre monde, mais qui finalement appartiennent à une autre galaxie. » Sont-ils humains, ces Palestiniens ?

À la suite d'émeutes à Jaffa en 1921, une commission d'enquête britannique note que le mouvement ne constituait nullement un pogrom antisémite, mais que les insurgés haïssaient les sionistes, non les juifs. Le Jewish Chronicle, organe des juifs britanniques, s'insurge : « Essayez d'imaginer que les animaux sauvages du parc zoologique sortent de leur cage et tuent quelques-uns des visiteurs, et que la commission chargée d'enquêter sur les circonstances établisse que la raison du drame est que les animaux n'aimaient pas leurs victimes. Comme s'il ne relevait pas du devoir de la direction du zoo de garder les animaux dans leurs cages et de s'assurer qu'elles soient bien fermées. » Quelle franchise ! Frantz Fanon, psychiatre antillais rallié à la révolution algérienne, auteur d'un pamphlet célèbre, Les Damnés de la terre (1961), constate : « Le langage du colon, quand il parle du colonisé, est un langage zoologique. On fait allusion aux mouvements de reptation du Jaune, aux émanations de la ville indigène, aux hordes, à la puanteur, au pullulement, au grouillement, aux gesticulations. Le colon, quand il veut bien décrire et trouver le mot juste, se réfère constamment au bestiaire. »

La conquête de la terre comme le « refoulement » des autochtones confirment la dimension coloniale du mouvement sioniste. L'un de ses cadres reconnaît dès les années 1910 : « La question arabe s'est révélée dans toute son acuité dès le premier achat de terres, lorsque je dus expulser pour la première fois des habitants arabes pour y installer à la place nos frères. Longtemps après continua de résonner à mes oreilles la triste complainte des bédouins rassemblés cette nuit-là autour de la tente des pourparlers, avant qu'ils ne quittent le village de Shamsin […]. J'avais le cœur serré et je compris alors à quel point le Bédouin était attaché à sa terre. » Mètre carré après mètre carré, les colons juifs s'emparent des terres, repoussant les Arabes.

Aucun compromis n'est possible, Ben Gourion en a bien conscience : « Tout le monde considère les relations entre juifs et Arabes comme problématiques. Mais ils ne voient pas tous que cette question est insoluble. Il n'y a pas de solution ! Un gouffre sépare les deux communautés. […] Nous voulons que la Palestine soit notre nation. Les Arabes veulent exactement la même chose. »

Israël Zangwill, un proche de Theodor Herzl, explique dans la presse britannique durant la Première Guerre mondiale : « Si l'on pouvait exproprier, avec compensation, les 600 000 Arabes de Palestine, ou si l'on pouvait les amener à émigrer en Arabie, car ils se déplacent facilement [sic !],ce serait la solution de la plus grande difficulté du sionisme. » Herzl avoue dans son journal en 1895 : « Nous devons les exproprier gentiment. Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être accompli à la fois secrètement et avec prudence. » Il sera achevé, sur une grande échelle, en 1948-1949. Source : Orient XXI, Alain Gresh, 19-02-2019

Ils partagent tous la même idéologie, de l'hypocrisie républicaine ou démocratique au fascisme.

- Alain Finkielkraut dénonce la plainte du Qatar contre Philippot - causeur.fr 9 juin 2015

- Le FN et la LDJ partagent le même avocat - alterinfo.net 3 Décembre 2014

LVOG - LDJ : Ligue de défense juive, une milice sioniste d'extrême droite.

Il s'agissait de David Dassa-Le Deist, depuis remplacé par Gilles-William Goldnadel, membre du directoire du Crif.

Tout cela à partir d'un fait démenti par Finkielkraut lui-même ou qui n'a pas eu lieu, c'est de la démence pure comme on en trouve que dans les régimes totalitaires qui relève de la conspiration pour justifier l'adoption d'une nouvelle loi liberticide.

(causerie du 18 février) Le Parisien 16.02 - Finkielkraut : J'entendais très mal mais il y avait des cris de haine. Les insultes sont violentes : « Sale sioniste de merde », « bâtard », « grosse merde », « nique ta mère »… Le philosophe Alain Finkielkraut, pris à partie ce samedi après-midi par des Gilets jaunes à Paris, raconte avoir été ciblé en raison de ses positions vis-à-vis d'Israël mais dit ne pas avoir entendu l'insulte de « sale Juif. Encore une fois, je n'entendais pas bien les insultes et ça s'est passé très vite. ». Le Parisien 16.02

Il a dit ne pas avoir entendu l'insulte de «sale Juif», alors où est l'antisémitisme, dans « Sale sioniste de merde » ?

Commentaire d'un internaute.

Léo Srauss a formé des individus comme Wolfowitz, Perle, Bolton, Kinssinger, en un mot, tous des individus animés d'une volonté hégémonique aux états unis et responsables de centaines de milliers de morts à travers le monde grâce à leur action.

Léo Strauss avait une doctrine très particulière. Pour lui, le "modèle" idéal de société était une société oligarchique, c'est à dire dominée par une infime minorité d'individus ultra riches seuls, selon lui, capables de diriger le monde qui devra être totalement sous leur autorité.

Déjà, présenté ainsi, les choses sont graves puisque bien sur, cette oligarchie est auto proclamée et ce ne sont pas ses qualités humaines ou ses compétences en matière de gestion des sociétés humaines qui sont les critères de son choix élitiste, mais sa richesse. Sauf que, pour accéder à un tel niveau de richesse, il n'est pas possible d'être honnête et bien souvent, pour ne pas dire systématiquement, elle est acquise grâce à mes magouilles de toutes sortes, et très souvent au mépris du droit le plus élémentaire, sans souci de la vie humaine et de l'environnement. C'est l'enrichissement à n'importe quel prix.

Mais il y a plus. Pour Léo Strauss, pour pouvoir se maintenir, l'oligarchie doit entretenir un certain degré de violence, de conflit et de chaos. Elle ne peut pas prospérer dans la paix et la concorde. Il lui faut entretenir en permanence les tensions entre les êtres humains. Si pour cela il faut sacrifier des centaines de millions de personnes, aucune importance. La fin justifie les moyens ! Mais dans le cas où, par miracle, l'humanité arrive à être en paix, alors la seule solution, pour Strauss, est l'annihilation totale de l'humanité et de toute vie sur Terre. C'est la doctrine nihiliste par excellence. On comprend mieux des individus comme Francis Fukuyama, ou Samuel Huntington, le premier, auteur de l'ouvrage de la "fin de l'histoire", ouvrage particulièrement nihiliste et l'autre "le choc des civilisations", bien connu. (On devrait plutôt dire le choc des ignorances), tous les deux disciples de Léo Strauss.

Alors se considérer comme un admirateur d'un malade mental amateur de la destruction de toute vie...et faire de cet individu l'avocat d'un parti politique comme le FN, nous donne une petite idée des hauts idéaux de ce parti, de ses dirigeants et de cet avocat. A chacun d'en tirer les conclusions...

La querelle des Anciens et des Modernes

La pensée de Strauss fait de la tension son élément : aussi se tient-elle délibérément à l'écart des synthèses réconciliatrices et de la plus magistrale d'entre elles, celle de Hegel. (Thèse, antithèse, synthèse, la dialectique qu'ont adoptée Marx et les marxistes, l'ennemi de Strauss, normal ! Pourquoi ? Vous ne voudriez tout de même pas que n'importe qui s'empare de la dialectique pour interpréter la situation, l'histoire, vous êtes fou ou quoi, très rapidement il comprendrait qu'on n'a pas cessé de lui mentir en lui présentant des interprétations falsifiées ou idéologiquement orientées.

Nos lecteurs y ont-ils pensé un jour, se sont-ils déjà posés la question ? Si non, je vous y encourage vivement. Vous verrez, la dialectique, c'est la clé qui ouvre toutes les portes, qui permet de résoudre les problèmes les plus coriaces, de venir à bout des questions les plus complexes, c'est merveilleux, je vous assure, elle est infaillible, elle ne vous décevra jamais, et si vous avez l'impression que ce n'est pas le cas, c'est que vous lui en avez demandé de trop ou que vous n'avez pas su vous y prendre avec elle. Ensuite, vous ne pourrez plus jamais vous en passer, c'est tout le malheur que je vous souhaite. - LVOG)

L'interprétation straussienne de la philosophie prend appui sur la thèse développée par Platon dans la République : ce qui est premier pour nous, et qui apparaît à la lettre comme phénomène, ce sont les opinions (doxa). Wikipédia

- Une journaliste accuse le gouvernement d'"intimidations" après avoir contredit Benjamin Griveaux et Christophe Castaner sur Twitter - telestar.fr 17 février 2019

Aude Lancelin, journaliste au Média TV, a accusé Benjamin Griveaux et Christophe Castaner de l'avoir "intimidée" après avoir affirmé que l'insulte "sale juif" n'avait jamais été prononcé par aucun Gilet Jaune à l'encontre d'Alain Finkielkraut.

Ce samedi 16 février, sur Twitter, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux réagit à l'agression verbale subie par Alain Finkielkraut, pris à partie dans Paris par plusieurs Gilets Jaunes : "La haine à l'état brut dans les rues de Paris contre Alain Finkielkraut hué aux cris de 'sale juif'" indiquait l'homme politique. Rapidement, Aude Lancelin, journaliste pour Le Média TV, a contesté les affirmations de Benjamin Griveaux.

"'Sale juif' ? Cette phrase est inaudible dans la vidéo. Tous les samedis le porte-parole du gouvernement Griveaux invente un nouveau mensonge gravissime pour faire monter la haine dans le pays. Ces gens ne se battent pas loyalement. Ils sont indignes" a déclaré la journaliste. Très rapidement, plusieurs voix se sont fait entendre, et ont contredit Aude Lancelin, comme notamment Marc-Olivier Fogiel et Anne Sinclair.

Dans un nouveau tweet, Benjamin Griveaux a réagi aux accusations de sa détractrice et a réclamé "un peu de décence" : "Après la 20ème seconde de cette vidéo, le terme 'sale juif' crié depuis la foule. Parfaitement audible. Un peu d'honnêteté intellectuelle de temps en temps ou y avez-vous définitivement renoncé ?" a taclé le porte-parole.

Libération donne raison à Aude Lancelin

Cible de vives critiques depuis plusieurs heures, Aude Lancelin a depuis réagi dans un long communiqué posté sur son compte Facebook, dans lequel elle accuse nommément Christophe Castaner et Benjamin Griveaux de "tentatives d'intimidations" répétées : "Le simple fait de pointer publiquement une journaliste, en bande organisée et sans même plus se cacher, montre à quel point les digues démocratiques sont en train de sauter les unes après les autres dans notre pays".

"Mon constat d'hier était simple : le mot infâme de 'sale juif' ne sort que de l'imagination malsaine de Monsieur Griveaux et des chiens de garde qui jappent joyeusement dans son sillage. On ne peut pas jouer avec des choses aussi graves pour détruire un mouvement social d'ampleur historique" a condamné la journaliste. À noter que dans un article Checknews, le journal Libération a lui aussi affirmé que l'insulte "sale juif" n'était pas audible dans les vidéos publiées sur les réseaux sociaux. telestar.fr 17 février 2019

Christophe Castaner et Benjamin Griveaux : C'est Goering et Goebel !

Quand Mélenchon fait profil bas et marche dans leur combine dégueulasse.

Jean-Luc Mélenchon a dénoncé les insultes dont a été victime l'essayiste Alain Finkielkraut, samedi dernier, lors d'une manifestation des "gilets jaunes" à Paris. "Quelles que soient les opinions détestables de monsieur Finkielkraut, quand il est injurié, pris à partie comme il l'est, ce ne sont pas ses opinions que nous voyons mises en cause, c'est son retrait de l'humanité que nous avons en commun, au motif de sa religion supposée ou de ses appartenances, a-t-il dit. La lutte contre le racisme est un tout dont le fondamental philosophique est que nous sommes tous semblables." franceinfo 19.02

Si "*ce ne sont pas ses opinions que nous voyons mises en cause*" quand il est traité de « Sale sioniste de merde », c'est quoi alors, le "*sale juif*" inventé par Castaner, Griveaux et Cie ? Quel ignoble individu ce Mélenchon ! Tu as raison, avec Finkielkraut, Minc, Macron,Castaner, Griveaux, etc. vous êtes "*tous semblables*", répugnant personnage.

- "***Les injures et agressions visant les juifs dans la rue***" (huffingtonpost.fr 20.02)

LVOG - Finkielkraut n'est pas un juif "*dans la rue*" comme les autres ou anonyme, c'est un sioniste d'extrême droite raciste assumé.

- Alain Finkielkraut : « Les Gilets jaunes sont devenus une secte » - LePoint.fr 19.02

La réunion était organisée par la Licra.

« Cela fait beaucoup de temps qu'une certaine intelligentsia et des journalistes me traitent de réac, de fasciste, de raciste. Ce que j'ai vécu, c'est un air de déjà-vu. Ces Gilets jaunes, cette plèbe incontrôlable, ne faisaient que traduire en acte l'hostilité d'une intelligentsia. Ils m'ont attaqué de manière très fruste, mais tout cela a été intellectualisé bien avant », a-t-il martelé, rappelant avoir subi le même sort lors de Nuit debout. LePoint.fr 19.02

Union nationale de l'extrême droite à l'extrême gauche contre tous les peuples.

- De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, les politiques tous azimuts - Liberation.fr 20 février 2019

- A Ménilmontant, le rassemblement des «vrais antiracistes» contre l'antisémitisme - Liberation.fr 20 février 2019

«Les vrais antiracistes, ils sont là ce soir.» Echarpe tricolore autour du cou, Madjid Messaoudene, conseiller municipal (Front de gauche) à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), annonce la couleur. «Il y a une flambée des actes antisémites : il fallait donc marquer le coup en les dénonçant fermement ce soir, insiste l'élu de gauche. J'ai d'ailleurs tout de suite condamné la façon dont Alain Finkielkraut a été alpagué samedi par des gilets jaunes. Mais il ne faut pas oublier les autres discriminations.»

«Il faut faire entendre une voix ferme et unitaire contre l'antisémitisme, prévient à ce propos l'universitaire Julien Salingue, figure du NPA, devançant les éventuelles accusations. Liberation.fr 20 février 2019

Le NPA est "*unitaire*"...sauf quand il s'agit de combattre Macron et sa politique ultra réactionnaire! Le NPA est "*unitaire*" avec

Macron, Finkielkraut et le Crif. On ne peut pas être "*unitaire*" avec tout le monde !

En famille. A bas les sionistes "***enragés***". A bas Israël !

- "Ça suffit !": à l'appel des partis, la France mobilisée contre l'antisémitisme - AFP 19.02

Edouard Philippe en tête, plus de la moitié du gouvernement et de nombreux représentants de la classe politique participeront mardi à des rassemblements en France contre la hausse des actes antisémites, dont celui ayant visé l'académicien Alain Finkielkraut en marge du mouvement des "gilets jaunes". (Voilà comment ils substituent leur mensonge à la réalité. A force de répéter des centaines de fois que Finkielkraut avait été victime d'un acte antisémitique, cela en est devenu un ! - LVOG)

"Il faut être totalement déterminé, je dirais presque enragé, dans notre volonté de lutter" contre l'antisémitisme qui "est très profondément enraciné dans la société française", a plaidé Edouard Philippe, dans un entretien publié mardi par l'Express.

Dans "un geste symbolique", avant les rassemblements prévus, les présidents du Sénat, Gérard Larcher (LR), et de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand (LREM), se recueilleront à 18H15 au Mémorial de la Shoah.

Les rassemblements, dont le principal se tiendra place de la République à Paris à 19H00, sont, eux, la suite d'un appel signé par une vingtaine de partis, à l'initiative du premier secrétaire du PS Olivier Faure. Le Rassemblement national de Marine Le Pen, qui n'a pas été invité par M. Faure, a annoncé lundi qu'il organiserait un hommage de son côté. (A-t-il invité le président du parlement ukrainien néonazi qui fut reçu récemment en grande pompe par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat ? - LVOG)

Face à une recrudescence des actes antisémites en 2018, M. Faure a souhaité que les partis s'emparent du flambeau de la lutte contre l'antisémitisme, plutôt que les représentants de la communauté juive. Au total, 541 actes antisémites ont été recensés en 2018, un chiffre en hausse de 74% sur un an mais qui reste inférieur au dernier pic de 2014 (851) et de 2004 (974). (Inférieur mais peu importe, y compris à celui des décennies précédentes en remontant au début du XXe siècle, peu importe puisqu'il s'agit d'une machination destinée à faire diversion en pleine crise politique ouverte. - LVOG)

De nombreuses personnalités ont annoncé leur venue, dont l'ancien président François Hollande, l'ex-Premier ministre Bernard Cazeneuve, le président de LR Laurent Wauquiez, celui de Debout la France Nicolas Dupont-Aignan, les responsables syndicaux Laurent Berger (CFDT) et Philippe Martinez (CGT). (La confrérie des raclures réunies. - LVOG)

Le président de la République Emmanuel Macron, qui a vivement dénoncé les actes antisémites et qui s'exprimera mercredi soir au dîner du CRIF, n'en sera pas.

"Il serait faux et absurde de dire que le mouvement des gilets jaunes est antisémite", a estimé Edouard Philippe. Mais "à l'occasion de la crise des "gilets jaunes" un certain nombre de garde-fous ou de digues sont tombés".

Plusieurs "gilets jaunes", Maxime Nicolle et Jérôme Rodrigues notamment, ont rappelé qu'ils étaient "contre le racisme" et "l'antisémitisme". Le groupe des "Gilets jaunes citoyens" emmenés par Thierry Paul Valette a annoncé sa venue à la manifestation de Paris. (Quelle bassesse, quelle ignominie, de dangereux aventuriers ! - LVOG)

"Le choix fait d'exclure l'extrême droite est lié à leur histoire, à leur présent aussi. Je ne me vois pas signer avec Marine Le Pen, alors même qu'elle soutient Jair Bolsonaro, Matteo Salvini, Viktor Orban, Sebastian Kurz", s'est défendu M. Faure auprès de l'AFP. (Il préfère Obama, Porochenko, sans oublier Macron pour qui il a voté ! - LVOG)

Le président de Debout la France Nicolas Dupont-Aignan, dont la formation n'a pas été invitée non plus, a indiqué mardi sur Cnews qu'il participerait au rassemblement, tout en disant ne pas être "dupe d'une sorte de grand cirque qui cherche à disculper la responsabilité de ceux qui vont être en tête du cortège" dans la montée d'un islamisme antisémite. AFP 19.02

L'union nationale est au complet! Un pogrom antimusulman, anti-ouvrier.

Quand les néofascistes s'emparent de la place de la République.

- La France se mobilise contre l'antisémitisme, Macron promet d'agir - AFP 20 février 2019

Des milliers de personnes se sont rassemblées mardi soir à Paris et partout en France pour protester contre la multiplication des actes antisémites dans l'Hexagone, illustrée le jour-même par la découverte de 96 tombes juives profanées dans un cimetière alsacien, et contre laquelle Emmanuel Macron a promis la plus grande fermeté.

"La République est un bloc", a déclaré le président de la République au Mémorial de la Shoah, où il s'est rendu en fin de journée en compagnie des présidents des deux chambres du Parlement pour se recueillir et déposer une gerbe.

Au même moment, la place de la République à Paris était noire de monde, la foule de 20.000 personnes selon le PS brandissant ici ou là des pancartes "Ça suffit" - le mot d'ordre du rassemblement -, "non à la banalisation de la haine". Une cinquantaine de partis, associations, mouvements avaient appelé à faire front commun contre l'antisémitisme, à l'initiative du premier secrétaire du PS Olivier Faure. (En réalité, quelques milliers seulement. d'ailleurs leur comédie n'a duré que 30 minutes (lire plus loin).

Le Premier ministre Édouard Philippe, accompagné de plusieurs membres du gouvernement, a pris place au sein d'un périmètre sécurisé où se pressaient de nombreux représentants politiques.

"Se rassembler, c'est nécessaire. Ça n'est pas suffisant, mais c'est nécessaire pour dénoncer ce qui n'est pas acceptable. Ensuite il y aura du travail d'éducation, de formation, probablement un travail législatif, aussi", a déclaré M. Philippe à l'issue de la cérémonie.

Les anciens présidents de la République François Hollande et Nicolas Sarkozy étaient présents, ainsi que le président de LR Laurent Wauquiez ou le délégué général de La République en marche Stanislas Guerini.

"L'antisémitisme, ça n'est pas l'affaire des juifs, c'est l'affaire de tous les Français", a déclaré M. Hollande. "Un certain nombre d'individus provoquent, insultent l'autorité de l'État. L'État doit répondre. Je suis sûr qu'il le fera, mais il faut le faire maintenant et avec une fermeté extrême", a de son côté affirmé M. Sarkozy.

La cérémonie démarrée vers 19H30 s'est achevée vers 20H00. Elle s'est ouverte sur une intervention du rabbin Delphine Horvilleur. Le chanteur Abd al Malik a conclu en chantant la Marseillaise.

Des "gilets jaunes" avaient fait le déplacement, notamment Côme Dunis et Frédéric Mestdjian, de la liste "Ralliement d'initiative citoyenne", souhaitant démentir par leur présence le fait que le mouvement des gilets jaunes soit gangrené par l'antisémitisme. Le philosophe Alain Finkielkraut avait été la cible d'insultes antisémites, samedi en marge d'une manifestation de "gilets jaunes". (Pure fabulation, répétons-le, il a été traité de "sioniste de merde". - LVOG)

Le chef de file de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon avait lui fait le choix de participer à un rassemblement à Marseille. "Toute forme de discrimination de racisme, d'antisémitisme, de sexisme et d'homotopie, incarnent ce que nous pouvons appeler le mal", a déclaré M. Mélenchon, mettant en garde une nouvelle fois contre "une utilisation politicienne de ces circonstances". (Et il en est par sa présence le charlatan ! - LVOG)

Un doute a brièvement régné sur la participation à ces rassemblements de la France insoumise, qui ne faisait pas partie de la liste des premiers signataires de l'appel lancé par M. Faure.

Ils étaient également des milliers dans quelque 70 villes de France.

La présidente du Rassemblement national Marine Le Pen s'est de son côté recueillie à Bagneux (Hauts-de-Seine), devant une plaque en hommage à Ilan Halimi, jeune juif tué en 2006 après avoir été séquestré et torturé. Elle avait dénoncé dans la journée le fait que M. Faure ne l'ait pas invitée à signer l'appel.

A l'Assemblée, M. Philippe a paru prendre lui aussi ses distances avec ce choix de M. Faure, appelant à "l'union sacrée" face à l'antisémitisme et à des manifestations "sans exclusive". (Il a raison, l'extrême droite est le meilleur allié des sionistes et de Netanyahu, la preuve, ils ont les mêmes avocats ! Heureusement qu'ils ont l'extrême droite pour alimenter l'antisémitisme ou le racisme, pour un peu, ils ne s'en cachent même plus. - LVOG)

Sur la chaîne de télévision israélienne I24News, la présidente du RN, Marine Le Pen, a dénoncé les élus qui "pour des raisons électoralistes, ferment les yeux" sur le "fondamentalisme islamiste". "Avant de changer la loi, commençons déjà par l'appliquer. Que les actes antisémites soient jugés. Derrière les actes antisémites, il y a la question de l'islamisme intégriste", a abondé le président des Républicains Laurent Wauquiez. (Plus déterminé à lutter contre l'antisémitisme que Marine Le Pen tu meurs. Normal, ils défendent les mêmes intérêts de classe. - LVOG)

Plus tôt dans la journée, Emmanuel Macron s'était rendu au cimetière de Quatzenheim (Bas-Rhin), où 96 tombes juives ont été profanées.

Une profanation qui a conduit le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à dénoncer un acte "choquant" commis par de "sauvages antisémites", et à appeler les dirigeants français et européens à prendre "fortement position contre l'antisémitisme". Son ministre de l'Immigration Yoav Gallant a invité les juifs de France à "rentrer à la maison" en émigrant vers l'État hébreu.

"On prendra des actes, on prendra des lois et on punira", a déclaré le chef de l'État. Accompagné du grand rabbin de France Haïm Korsia et portant la kippa, il s'est recueilli devant plusieurs tombes, marquées à la bombe de croix gammées bleues et jaunes.

L'exécutif envisage d'inscrire dans la loi "avant la fin de l'année" des dispositions visant à "mettre en cause la responsabilité" des réseaux sociaux lorsqu'ils colportent des propos haineux tombant sous le coup de la loi.

Le gouvernement n'est en revanche pas favorable à la pénalisation de l'antisionisme, une proposition émanant de députés membres du groupe d'études de l'Assemblée nationale sur l'antisémitisme.

Emmanuel Macron a d'ailleurs d'ores et déjà refermé cette porte. "Je confirme que ceux qui, aujourd'hui dans le discours, veulent la disparition d'Israël sont ceux qui veulent s'attaquer aux Juifs. Je pense néanmoins que lorsqu'on rentre dans le détail, la condamnation pénale de l'antisionisme pose d'autres problèmes", a tranché le chef de l'État. AFP et huffingtonpost.fr 20 février 2019

Le lendemain, Macron cédait aux ultra sionistes ou fanatiques d'extrême droite du Crif.

- La France va mettre en oeuvre une définition de l'antisémitisme intégrant l'antisionisme - AFP 21 février 2019

Le président Emmanuel Macron a dénoncé mercredi "une résurgence de l'antisémitisme sans doute inédite depuis la Seconde Guerre mondiale" en France et en Europe, y assimilant l'antisionisme et annonçant des mesures pour tracer de nouvelles "lignes rouges" après une série d'incidents dans le pays.

Répondant au voeu des instances juives et du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, il a annoncé que la France allait "mettre en oeuvre" - sans toutefois l'intégrer au Code pénal - une définition de l'antisémitisme élargie à l'antisionisme, qui est "une des formes modernes de l'antisémitisme".

"Le président Macron a informé le Premier ministre qu'il allait adopter la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), qui a fixé que l'antisionisme est une forme d'antisémitisme", a affirmé un communiqué du bureau de M. Netanyahu. Celui-ci a exprimé son "estime" pour cette décision, selon le communiqué.

Quelques minutes avant le discours de M. Macron, le président du Crif, Francis Kalifat, en avait fait la demande. "À l'unisson des autres pays européens, la France a voté en faveur de cette définition lors de son adoption par l'IHRA en 2016 et encore tout récemment fin 2018 dans la résolution du Conseil européen sur la lutte conte l'antisémitisme. Conformément aux recommandations du Parlement européen et du Conseil européen, plusieurs États membres l'ont déjà intégrée dans leurs propres textes de référence", avait-il dit.

Ce dîner annuel intervenait au lendemain d'une mobilisation contre l'antisémitisme à l'appel de responsables politiques, religieux et associatifs, qui a réuni des milliers de personnes dans plusieurs villes du pays et notamment à Paris, Marseille ou Strasbourg, sans pour autant prendre le caractère massif espéré par certains.

"La masse n'était pas là, la foule n'était pas là", a ainsi regretté à l'antenne de la chaîne CNews l'avocat Serge Klarsfeld, connu pour sa traque d'anciens nazis. "L'antisémitisme, ça ne se guérit pas facilement, c'est un travail très long". AFP 21 février 2019

LVOG - Dans cet article, il avouait leur supercherie ou machination.

AFP - L'intellectuel et membre de l'Académie française Alain Finkielkraut a été violemment pris à partie samedi en marge d'un défilé des "gilets jaunes" par des manifestants, dont l'un a notamment utilisé le mot "sioniste". Cela a suscité un débat en France sur le sens à donner à ce mot dans ce contexte. AFP 21 février 2019

LVOG - Les parents ne se composent plus d'une mère et d'un père, un homme n'en est plus vraiment un et une femme n'en est pas forcément une, l'URSS a joué un rôle minime dans la défaite du IIIe Reich en 1945, ce ne sont pas des facteurs économiques qui ont été à l'origine des deux guerres mondiales, mais des conflits politiques, etc. alors quand progrès et modernité rime avec régression sociale généralisée, entraves ou suppression des libertés individuelles ou collectives avec démocratie, il ne faut plus s'étonner de rien avec ces psychopathes, changer la signification d'un mot pour lui faire dire ce qui les arrange est une pure formalité.

Israël ou le fascisme ordinaire.

- Israël: Accord de coalition entre le Likoud et le Foyer juif - Reuters 21 février 2019

Le Likoud et les ultranationalistes du Foyer juif ont annoncé mercredi la conclusion d'une alliance en vue des législatives

israéliennes du 9 avril.

Le Likoud, auquel appartient le Premier ministre Benjamin Netanyahu, est en tête des intentions de vote et devrait être en mesure de former à nouveau une coalition gouvernementale avec l'extrême droite et les formations religieuses.

Benjamin Netanyahu a proposé de réserver deux ministères au Foyer juif, à condition qu'il fusionne avec Force juive, parti d'extrême droite dont les dirigeants se présentent comme les héritiers du rabbin Meir Kahane, assassiné en 1990, qui prônait le "transfert" des Palestiniens dans les pays arabes.

Le Foyer juif annonce dans un communiqué avoir accepté cette condition... Reuters 21 février 2019

- Israël : «Nouvelle Droite défend la majorité face aux droits de l'homme» - Libération 20 février 2019

Le chercheur Denis Charbit explique comment le parti de Shaked, Nouvelle Droite, se différencie des autres formations extrémistes en affichant une façade modérée et en défendant un capitalisme «absolu».

Denis Charbit est chercheur à l'Université ouverte d'Israël et l'auteur d'Israël et ses paradoxes (Cavalier bleu, 2018).

Comment définir l'extrême droite israélienne ?

Historiquement, dans le pays, cette notion désigne les «kahanistes» [fidèles de Meir Kahane, dont le parti Kach, interdit en 1988, est considéré comme une organisation terroriste en Israël, dans l'Union européenne et aux Etats-Unis, ndlr]. Ce courant de pensée raciste irrigue toujours le groupuscule Otzma Yehudit (Puissance juive), traduction politique des «jeunes des collines» [colons suprémacistes cherchant l'affrontement avec les Palestiniens]. Pour passer le seuil de représentation à la Knesset, ils devraient s'allier au Foyer Juif et à l'Union nationale, dont le projet théocratique est de soumettre l'Etat à la halakha [ensemble des prescriptions religieuses] la plus stricte. Il y a aussi le parti Yachad de l'ultraorthodoxe séfarade Eli Yishaï, xénophobe et violemment homophobe, qui fait campagne sous le slogan «pour qu'il n'y ait plus d'enfants avec deux papas». Tous partagent un rejet frontal des Arabes.

Où situer la Nouvelle Droite d'Ayelet Shaked et Naftali Bennett dans ce panorama ?

Ils partagent avec eux la notion d'un Grand Israël [de la Méditerranée au Jourdain] et le refus d'un Etat palestinien et de toute négociation. Des positions qu'on retrouve aussi dans le Likoud, mais là où Shaked et Bennett diffèrent, c'est par leur remise en cause systématique des fondations libérales de l'Etat, symbolisées par la Cour suprême. S'ils ne se disent pas populistes, ils défendent une suprématie de la majorité face aux droits de l'homme, ce que le Likoud n'a jamais fait aussi ouvertement.

Le duo incarnerait donc une sorte de Likoud sous stéroïdes ?

Pas seulement. Ils s'éloignent d'abord de l'extrême droite classique par leur volonté d'être un parti de gouvernement : ils parleront des Palestiniens comme des ennemis, mais en évitant de «racialiser» leurs attaques, et défendront les droits LGBT. Il y a aussi leur attachement au capitalisme absolu. Etonnamment, leur figure tutélaire, c'est Ayn Rand [philosophe juive russo-américaine et athée, papesse du courant libertarien] dont ils partagent le culte des meilleurs, celui d'être un «killer» en tout. C'est pour cela que leur électorat n'est pas issu des classes populaires, à l'inverse du Likoud. Ils visent une cible plus jeune, mieux intégrée socialement, pour qui la modernité économique doit s'appuyer sur un socle traditionaliste. Il y a aussi leur côté «cash» sur les réseaux sociaux qui plaît, un côté bulldozer qui séduit dans un pays obnubilé par l'action. Libération 20 février 2019

- Ayelet Shaked, le nouveau virage de l'ultradroite israélienne Libération 20 février 2019

La ministre de la Justice, qui vient de cofonder, à 42 ans, son parti, mélange nationalisme et libéralisme économique en vue des élections législatives d'avril.

Boutiques de luxe et voiliers : la marina de Tel-Aviv, un soir de mi-février. Dans le hangar rempli aux deux tiers où flottent des effluves de pop-corn, on croise principalement des quadras ainsi qu'une poignée de militaires. Pour la plupart des olim (juifs de la diaspora venus s'installer en Israël) anglophones venus voir le phénomène Ayelet Shaked en chair et en os.

La ministre de la Justice, 42 ans, a grandi à deux blocs de là. Mais la figure de proue de l'extrême droite israélienne n'est pas ici en terrain conquis, dans cette bulle de «gauchistes». Même si elle n'en montre rien, l'exercice en lui-même est délicat : un meeting exclusivement en anglais, qu'elle maîtrise bien moins que son alter ego Naftali Bennett, le ministre de l'Education né de parents américains avec qui elle vient de fonder le parti Nouvelle Droite.

Cette configuration en duo est sans précédent dans la politique israélienne. Le fruit d'un arrangement conclu en 2012 lors de leur

OPA conjointe sur le Foyer juif, régénération de deux archaïques partis religieux pro-colons. En janvier, à la surprise générale, le tandem a lâché le Foyer juif, se plaignant d'avoir les mains liées par les rabbins du parti qui les auraient empêchés d'en faire une tente assez large pour déçus du Likoud de Benyamin Nétanyahou et colons messianiques de Cisjordanie. «Ça n'a pas marché», admet Shaked. Ce qui reste du Foyer juif, en chute libre dans les sondages depuis leur défection, cherche à fusionner avec deux groupuscules suprémacistes pour assurer sa survie. Une union encouragée par Nétanyahou en personne, qui leur a promis mercredi deux portefeuilles dans son hypothétique future coalition afin «qu'aucune voix de droite ne se perde».

Remous

Sur le papier, Shaked est l'égale de Bennett, même si elle s'engage à lui laisser, pour l'heure, l'hypothétique fauteuil de Premier ministre («je dormirais bien la nuit si je le savais aux manettes»). Mais, séduits ou craintifs, c'est à elle que les médias israéliens prédisent un avenir au sommet de l'Etat hébreu, une destinée de Golda Meir ultradroitière dans l'Israël post-Nétanyahou. Echéance peut-être pas si lointaine. Cerné par les affaires, le Premier ministre brigue début avril un cinquième mandat dans ce que beaucoup voient comme une fuite en avant. Même réélu, son règne pourrait prendre fin dans un futur proche, coupé court par la justice. En tailleur bleu et col roulé, Shaked répond d'une voix monocorde au modérateur avant de se lever, mains dans les poches et menton en avant, pour s'adresser au public. Le caricaturiste d'Haaretz l'a griffonnée en Morticia de la famille Addams, avec le chauve Bennett en Oncle Fétide, celui du Globes en Terminator venue dire «Hasta la vista Bibi». Les mêmes clichés : la beauté glacée, voire maléfique. Shaked n'en joue pas, au contraire, et n'épouse pas non plus la familiarité provoc de Bennett, start-upper à kippa et ancien soldat d'élite. Tout sauf une pasionaria. L'ex-ingénieure passée par le fabricant de calculettes Texas Instruments parle comme une bureaucrate lassée de répéter des choses qui, selon elle, tombent sous le sens.

Interrogée sur les remous causés par la loi Etat-nation, jugée discriminatoire envers les minorités non juives, Shaked s'impatiente : «Tout le monde sait que chaque citoyen d'Israël jouit d'une totale égalité en matière de droits civiques. Les Druzes, les Arabes, ils le savent bien au fond de leur cœur.» L'accueil des réfugiés érythréens et soudanais en Israël ? «Ce n'est pas à nous de régler les problèmes de l'Afrique. Si l'on commence, tous voudront venir et il n'y aura plus d'Etat juif.» Shaked en a fait son credo : le maintien d'une majorité juive en Israël prime, y compris sur les droits de l'homme, même si elle assure vouloir concilier les deux autant que possible. Concernant les Palestiniens, elle érige le retrait de la bande de Gaza en épouvantail : «Qu'avons-nous eu en échange ? Terrorisme et roquettes. On ne va pas refaire ça en Judée et Samarie [nom biblique de la Cisjordanie, ndlr].» Opposée à la création d'un Etat palestinien, elle expose méthodiquement sa solution au conflit : annexer la «zone C» (60 % des Territoires occupés) et naturaliser les «100 000 Palestiniens [fourchette basse selon les analystes, ndlr] qui y vivent et qu'on peut absorber». Et pour les autres, qui vivent en zones A et B, soit les cités telles que Ramallah et les villages ? «Qu'ils se débrouillent en confédération avec Gaza et la Jordanie, qui est déjà à majorité palestinienne.» Mathématique, sans sentiment, même si le projet ressemble furieusement à la création de bantoustans.

Shaked a fait ses armes au côté de Nétanyahou, en tant que directrice de son cabinet de 2006 à 2008, quand ce dernier était au creux de la vague. Et comme tous ceux qui pouvaient lui faire de l'ombre, elle a été éjectée du Likoud. Elle reste pourtant magnanime envers le Premier ministre, qu'elle voit gagner et avec qui elle souhaite continuer à travailler. Mais elle témoigne aussi de son affection et «respect» pour le procureur général Avichai Mandelblit, l'homme qui tient le destin de «Bibi» entre ses mains. Habile. On murmure même que le magnat des casinos américain Sheldon Adelson, mécène de Nétanyahou, aurait changé de cheval et miserait désormais sur elle et sa Nouvelle Droite, actuellement créditée d'environ sept ou huit sièges dans la future Knesset, ce qui en ferait le deuxième plus gros parti du bloc de droite.

Bourgeoisie

«Les élections, on sait d'où on part mais jamais à combien on finit», balaye Shaked, qui appelle le général Benny Gantz, principal rival de Nétanyahou à la tête d'une formation centriste en plein boom dans les sondages, à la «modestie» : «Maintenir une coalition, c'est du boulot. Jongler entre Trump et Poutine, c'est du boulot. Il n'est pas prêt. Qu'il soit ministre d'abord s'il veut devenir un politicien.» Cet éloge de la patience éclaire la méthode Shaked. «Elle est moins dispersée que Bennett, explique le sondeur Camil Fuchs, de l'université de Tel-Aviv. C'est pour cela que beaucoup misent sur elle. Elle a démontré sa capacité à appliquer un agenda idéologique très ambitieux tant il est à droite, là où d'autres, comme la ministre de la Culture, ont échoué. Shaked, elle, ne bat pas un cil quand elle est attaquée ou retardée. Son ambition est de transformer profondément les structures du pays, qu'elle voit comme sous la coupe de la gauche, de l'université à la Cour suprême.» La ministre de la Justice a déjà bien amorcé sa révolution, plaçant des dizaines de juges conservateurs à tous les échelons.

Sur le versant économique, Shaked est acquise à l'ultralibéralisme le plus débridé, c'est sa vision de la modernité. Interrogée sur le coût du logement, sa solution se résume à «construire plus et mettre à bas la bureaucratie». Même chose sur le plan sociétal : non croyante et issue d'une famille aisée et politiquement modérée de Tel-Aviv, la ministre jure ne pas vouloir «forcer la religion dans l'espace public et la vie de tous les jours». Même si par le passé, le tandem Bennett-Shaked a fluctué sur la question, le premier accusé de bigoterie à géométrie variable, à l'instar de sa calotte de plus en plus petite en haut du crâne, et l'autre d'être seulement une caution laïque pour la bourgeoisie de la côte.

A la sortie du meeting, Jacob Cohen, natif de Chicago en doudoune et kippa, vante «une vraie pro, qui ne badine pas». Le vernis de respectabilité lui plaît («On n'est pas des fanatiques !») tout autant que sa radicalité comparé à Nétanyahou, jugé trop tiède. «Il

a besoin d'être entouré de gens de la vraie droite, à l'ancienne, pour garder le cap.» Comme Ayelet Shaked. En attendant de lui confier les rênes ? Libération 20 février 2019

En complément dans la même rubrique. Le règne de la terreur idéologique.

Comment faire pour stopper les Gilets Jaunes ? Leur interdire de manifester !

- «Comment faire pour stopper la haine ?» - Liberation.fr 19 février 2019

- Pour Buzyn, le mouvement des gilets jaunes doit s'arrêter - L'Express.fr 18 février 2019

Agnès Buzyn, la ministre des Solidarités et de la Santé, a appelé dimanche à ce que les manifestations des gilets jaunes s'arrêtent, critiquant vivement la "radicalisation" du mouvement et les injures antisémites contre le philosophe Alain Finkielkraut samedi. L'Express.fr 18 février 2019

- Gilets jaunes : Éric Ciotti appelle à « interdire les manifestations » - Le Parisien 19.02

« Quatorze samedis de violence, c'est trop ». Le Parisien 19.02

L'antisionisme puni comme l'antisémitisme? Des députés veulent une loi - Le HuffPost 18 février 2019

Plusieurs députés prévoient de proposer une résolution ou une proposition de loi afin que l'antisionisme - le fait d'être opposé à la création, l'existence ou l'extension de l'État d'Israël - soit reconnu comme un délit, au même titre que l'antisémitisme, a indiqué le député LREM Sylvain Maillard, à France info, ce lundi 18 février.

"La haine d'Israël est une nouvelle façon de haïr les juifs", estime le député de la majorité. "On peut critiquer le gouvernement d'Israël, mais pas remettre en cause l'existence même de cet État. Personne ne remet en question l'existence de l'État français ou de l'État Allemand".

Dans le détail, le projet est porté par un "groupe d'études", constitué d'une trentaine de parlementaires, et travaillant sur le sujet depuis plusieurs semaines. Deux options sont sur la table: une résolution qui serait votée par l'Assemblée nationale ou une proposition de loi. La décision des députés devrait être prise mardi 19 février, avant le discours du président de la République au Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), indique le site d'information. Le HuffPost 18 février 2019

En Grande-Bretagne ils sévissent aussi (et ailleurs).

- Royaume-uni: Corbyn désavoué par une scission au Labour - LeFigaro.fr 18 février 2019

Sept députés du Labour ont démissionné de concert, lundi matin, en protestation contre la gestion de Jeremy Corbyn, pour former un nouveau groupe indépendant au Parlement. Ils n'ont pas eu de mots assez durs pour condamner la dérive du Parti travailliste sous sa houlette. Antisémitisme, «complicité» dans le chaos du Brexit, noyautage du parti par son aile gauche, climat d'intimidation et d'agression contre les dissidents à la ligne officielle, trahison des valeurs traditionnelles de la gauche modérée: la liste des griefs est longue.

La députée de Liverpool Luciana Berger a été la cible d'une violente campagne de sa base locale cherchant à la destituer pour avoir dénoncé les attaques antisémites dont elle fait l'objet. «J'en suis venue à avoir honte de rester au sein du Labour, et je suis arrivée à la conclusion écœurante qu'il est devenu institutionnellement antisémite», explique-t-elle, dénonçant la complaisance de sa direction sur le sujet. Mike Gapes, membre du parti depuis cinquante ans, se dit lui aussi «dégoûté de constater que le Labour est devenu un parti raciste et antisémite». «Jeremy Corbyn est du mauvais côté de l'histoire sur tant de questions internationales, dont la Russie, la Syrie ou le Venezuela, estime-t-il. Un gouvernement dirigé par lui menacerait notre sécurité.»

«Nous ne pouvons plus faire campagne pour un parti mené par Jeremy Corbyn. Trop c'est trop!» renchérit Chris Leslie, élu de Nottingham. Le Labour «est noyauté par l'appareil politique de l'extrême gauche», déplore-t-il. Les désaccords dépassent le Brexit. Ils vont de la défiance à l'égard de l'Otan et «l'hostilité envers notre propre pays» à une idéologie de lutte contre des «ennemis de classe» et autres «oppresseurs». LeFigaro.fr 18 février 2019

Là ils ne risquent pas de se mobiliser, on comprend pourquoi.

Bulgarie : un défilé paramilitaire à Sofia rend hommage à un dirigeant pro-nazi - euronews 19.02

Une procession au flambeau pour rendre hommage à Hristo Lukov , un général bulgare pro-nazi de la Seconde guerre mondiale. A Sofia, plus de 2 000 militants d'extrême droite ont défilé. Certains sont venus d'Allemagne, de Suède ou de Hongrie.

La municipalité de Sofia avait bien tenté d'empêcher le défilé pro-nazi mais pour la seconde année consécutive, un tribunal a annulé l'interdiction votée par la mairie. euronews 19.02

Etrange silence de Finkielkraut et consorts. Non, c'est normal.

Finkielkraut incarne le totalitarisme et la terreur intellectuelle contre la démocratie.

Tout ça pour en arriver à l'amalgame du complotisme et de l'antisémitisme. Cherchez le mobil, dans quel but ? Pour discréditer les auteurs de toute critique sociale ou politique. En les classant dans la même catégorie que les antisémites notoires, vous en faites des gens infréquentables, vous les excluez du champ médiatique, vous les faites disparaître ou taire.

Finkielkraut n'a fait l'objet d'aucune insulte antisémite, cette affaire a été montée de toutes pièces pour discréditer le mouvement populaire du 17 novembre, c'est tout. Ils l'avaient accusé d'être des ennemis de la planète, cela n'a pas marché, de néonazi, cela n'a pas marché davantage, d'homophobe, cela n'a pas marché non plus, de sexiste, encore moins, alors cette fois ils ont mis le paquet en sortant la cabale la plus scélérate qui soit. Que feront-ils la prochaine fois, comme en Ukraine ou en Syrie, ils tireront sur les manifestants et les forces de l'ordre pour interdire toute manifestation des Gilets Jaunes ?

Finkielkraut est une ordure finie, il est de toutes les saloperies, de tous les coups pourris, ses paroles sont pleines d'aigreur et de fiel, il pue la haine à plein nez, rien que son existence est une provocation insupportable à la dignité humaine.

On aura noté :

- L'ombre d'un doute: critique sociale et critique des médias = antisémitisme

- La vacuité du débat intellectuel et politique. Faute d'arguments, on injurie.

- Finkielkraut est un islamophobe notoire.

- Les identitaires sont au pouvoir.

- Le « philosophe » médiatique et ultrasioniste Alain Finkielkraut, connu pour ses prises de position réactionnaires, anti-jeunes (surtout s'ils sont issus des classes populaires) et islamophobes et qui est présenté par le Cercle des Volontaires comme étant « de gauche ». (http://blogs.mediapart.fr/blog/frachon23)

- Bernard-Henri Lévy fonde avec Alain Finkielkraut et Benny Lévy, à Jérusalem, l'Institut d'études lévinassiennes, consacré à la pensée et à l'œuvre du philosophe Emmanuel Lévinas, et dirige depuis 1990 la revue qu'il a fondée, La Règle du jeu. (Wipipédia)

- Finkielkraut : « Les noirs et les arabes ont la haine de la France » ou « les Antillais vivent de l'assistance de la métropole » ou encore « l'équipe de foot de France est 'black-black-black', […] elle est devenue la risée de toute l'Europe ». (anticons.wordpress.com)

- Shlomo Sand analyse le déclin des intellectuels français (1/3) - investigaction.net 18 janvier 2017

Shlomo Sand est ce célèbre historien juif israélien, très courageux, qui a publié Comment le peuple juif fut inventé. Son récent livre La fin de l'intellectuel français ouvre des discussions intéressantes. Il analyse les causes du déclin de la pensée dans ce pays. De la pensée ? Non, plutôt, des intellectuels médiatisés.

Démontant les trucs et manipulations des BHL, Finkielkraut, Zemmour, Houellebecq, Val et autres Fourest, il pointe les principaux responsables de cette dégradation : les dirigeants des médias mainstream qui censurent les personnalités charismatiques, mais incontrôlables pour les remplacer par « l'autofabrication de leurs propres élites, des clercs qui se gardent de critiquer directement les véritables élites régnantes, qui savent parfaitement où se situe réellement le pouvoir et qui sont toujours disposés à accuser et à crucifier les misérables ». investigaction.net 18 janvier 2017

Comment le peuple juif fut inventé : http://www.librairie-quilombo.org/La-fin-de-l-intellectuel-francais

Sand, Shlomo; La fin de l'intellectuel français, pp. 219-222. La Découverte, 2016.

http://www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-La_fin_de_la__intellectuel_fran__ais__-9782707189394.html

Quelques rappels de ses méfaits.

L'ordre dans lequel apparaissent ces citations n'est pas forçément chronologique, certains passages en indiquent le contexte ou précisent leurs liens idéologiques.

Rappel de 1995 à 2004

- Alain Finkielkraut, ses pensées immortelles - legrandsoir.info 1er mai 2014

Sur le conflit israélo-palestinien et l'antisémitisme

« Israël n'avait pas d'autre choix que de tenter de juguler lui-même le terrorisme. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de solution militaire qu'une réaction militaire est frappée d'illégitimité. [...] On ne peut à la fois terrifier les gens et leur demander d'obéir scrupuleusement aux conventions de Genève. » La Croix, 17 avril 2002.

« Dans un premier temps, on dit : les Israéliens sont des nazis, et tous les Juifs qui les soutiennent aussi. Dans un deuxième temps, une fois qu'on a nazifié les Israéliens, on reverse sur Israël l'image de la pieuvre ou de l'araignée et le discours paranoïaque des Protocoles des Sages de Sion : ce sont les Juifs qui tirent tous les fils. » L'Arche, mai-juin 2002.

« Pour Le Monde diplomatique et pour Télérama, tous les sionistes sont des chiens, presque tous les Juifs sont des sionistes et donc des chiens, sauf Rony Brauman, ce juif qui sauve l'honneur. » Le Point, 3 octobre 2003.

« Hier, l'idéologie marxiste réduisait la réalité à la lutte des classes : tout était ramené à l'exploitation. Aujourd'hui, l'idéologie antiraciste réduit la réalité à la grande antithèse de la discrimination et des droits de l'homme : tout est ramené à l'exclusion. De la pluralité humaine et de la complexité du monde, il ne reste que deux camps : les oppresseurs et les opprimés. Dans l'idéologie communiste, l'oppresseur avait le visage du bourgeois. Dans l'idéologie antiraciste, l'oppresseur a le visage du nazi. Les juifs n'étant plus les opprimés, il faut donc qu'ils soient des nazis. » L'Express, 30 août 2004.

« Juppé a été très atteint, parce que 10 ans d'inéligibilité, ça veut dire aussi 10 ans... où il est rayé des listes électorales. C'est-à-dire, cet homme, qui a fait cette carrière, ne peut plus voter. C'est-à-dire, c'est le déshonneur auquel on condamnait les collabos après 1944 ! » France Culture, 23 octobre 2004.

À propos de « Underground », film réalisé par Emir Kusturica.

« Il [le jury de Cannes] a honoré un illustrateur servile et tape-à-l'oeil de clichés criminels ; il a porté aux nues la version rock, postmoderne, décoiffante, branchée, américanisée, et tournée à Belgrade, de la propagande serbe la plus raboteuse et la plus mensongère. [...] Ce que Kusturica a mis en images, c'est le discours même que tiennent les assassins pour convaincre et pour se convaincre qu'ils sont en état de légitime défense car ils ont affaire à un ennemi ». Le Monde, 2 juin 1995.

Nota bene : quelques mois plus tard, l'éminent philosophe avouera dans Libération ne pas avoir vu le film : « Maintenant que j'ai pu voir le film, je reconnais que j'ai été injuste avec Emir Kusturica. [...] Ce film crée un genre nouveau : la propagande onirique. [...] Mensonges, démesure et citations : les naïfs en prennent plein la vue et les cyniques relèvent la tête ». (Source : http://www.acrimed.org/article4316.html)

Causerie du 7 octobre 2015

Après avoir privatisé les profits, pourquoi ne pas privatiser la démocratie ?

- La démocratie peut-elle encore résister à la crise ? - slate.fr

Octobre 2003

Au sujet du sionisme, Alain Finkielkraut a émis une critique virulente, écrivant que « pour Le Monde diplomatique et pour Télérama, tous les sionistes sont des chiens, presque tous les Juifs sont des sionistes et donc des chiens, sauf Rony Brauman, ce juif qui sauve l'honneur [La querelle Finkielkraut-Brauman », Le Point, 3 octobre 2003.]. » (Wikipedia, page sur Le Monde diplomatique)

LVOG - Si "presque tous les Juifs" étaient des sionistes, il ne serait pas plus du double à vivre en dehors d'Israël ! Sans parler que plus de 80% des juifs ne sont pas des sémites, contrairement aux Palestiniens et aux Saoudiens notamment, ce qui explique

en partie la détestation des Palestiniens et l'alliance avec les Saoudiens...

Gérald Bronner, Rudy Reichstadt et Pierre-André Taguieff: les experts du chantage à la « théorie du complot » par Galil Agar, le 2 février 2016

Rappel : « Deux millions de musulmans en France, ce sont deux millions d'intégristes potentiels. » Pierre-André Taguieff, France Inter, 1997.

Extrait.

Régulièrement sollicités par les médias de masse et les organes institutionnels qu'ils ménagent assez complaisamment dans leurs analyses, Gérald Bronner, Rudy Reichstatd et Pierre-André Taguieff ont pris la fâcheuse manie d'assimiler toute critique sociale et politique d'envergure à une ténébreuse « théorie du complot ».

Bronner oscille donc entre le rôle de policier de la pensée chargé de donner aux médias les limites au-delà desquelles ils sont susceptibles de se faire qualifier de complotistes, et pourvoyeur d'arguments biaisés lorsque les mêmes médias cherchent à légitimer leur autocensure concernant les sujets les plus sensibles. Comme le suggère l'article de l'équipe rédactionnelle de ReOpen911 :

« Gérald Bronner est un universitaire régulièrement sollicité par les journalistes et dont le rôle consiste avant tout à les rassurer dans leurs préjugés, dans leurs croyances, de les conforter dans l'idée que le sujet ne mérite pas d'être étudié, analysé et qu'ils n'ont donc pas failli à leur devoir« .

Rudy Reichstadt (à droite) et son maître à penser Pierre-André Taguieff ont notamment participé ensemble à un séminaire organisé par la revue de BHL la Règle du jeu le 16 juin 2013

Pierre-André Taguieff : Du CRIF au Parti Socialiste en passant par le MRAP et la LICRA...

Près de 15 ans après sa mort, le sociologue Pierre Bourdieu demeure l'une des cibles de prédilection des chasseurs autoproclamés de « complotistes » et d' « antisémites » en France

La disqualification par l'accusation d'antisémitisme, Taguieff en a fait une spécialité. Les sociologues Patrick Champagne et Henri Maler rapportent une anecdote assez édifiante à ce sujet, dans un article intitulé « Usages médiatiques d'une critique « savante » de la « théorie du complot« » (Revue Agone, 24/01/12). Ils relatent un entretien entre Alain Finkielkraut et le linguiste sioniste Jean-Claude Milner datant du 13 janvier 2007, dans l'émission « répliques » de France culture. Milner fit à cette occasion la déclaration suivante sur l'ouvrage de Pierre BourdieuLes héritiers, les étudiants et la culture (Avec Jean-Claude Passeron, Editions de Miniuit, 1964) : « J'ai ma thèse sur ce que veut dire " héritiers" chez Bourdieu : les héritiers, c'est les Juifs ! (…) Je crois que c'est un livre antisémite« …

Champagne et Maler relatent ensuite un second entretien, toujours sur France Culture, entre Raphaël Enthoven et Pierre-André Taguieff, datant du 18 décembre 2009. Enthoven y revint sur les propos de Milner en demandant aà Taguieff :

« Vous iriez jusqu'à dire, comme Jean-Claude Milner sur les ondes de France Culture que Les Héritiers de Bourdieu c'est un livre sur les juifs ? ». Et Taguieff de répondre : « Non ça je… on peut soutenir cette thèse, mais ce n'est pas la mienne. Non moi je vois simplement la sociologie de Bourdieu comme une sociologie s'intéressant aux stratégies liées à des réseaux qui complotent. Je pense que le modèle, le paradigme de la pensée de Bourdieu est un modèle conspirationniste. »

Champagne et Maler donnèrent l'analyse suivante de cette déclaration:

« En soutenant qu'il s'agit d'une « thèse » qui « peut se soutenir » Taguieff entretient donc le doute – un doute qui lui fournit l'occasion de réaffirmer « simplement » que la sociologie de Bourdieu repose sur « un paradigme » : façon pseudo-savante de désigner un modèle sous-jacent, complotiste évidemment (…) Ainsi, les critiques englobantes de la « théorie du complot » ne se bornent pas à débusquer des interprétations abusives ou délirantes : ils les amalgament et leur amalgament tout ce qui, de près ou de loin, mais surtout de loin, leur déplaît« .

On voit par quels ressorts Taguieff entretient le doute sur l'antisémitisme présumé de Bourdieu. Dans une tribune intitulée « Après Bourdieu, à qui le tour ? » (8 février 2007), le philosophe Jacques Bouveresse répliqua aux propos de Milner de la manière suivante, qui , a posteriori, pourrait tout aussi bien s'appliquer à Taguieff :

« Ce n'est pas un hasard si ces propos visent un sociologue, et, qui plus est, un sociologue critique. Il serait piquant - si le sujet prêtait à rire - de rappeler que la sociologie dès ses origines, parce que son père fondateur, Durkheim, était fils de rabbin, fut traitée

de «science juive». Sociologue antisémite, science juive, ces anathèmes ne révèlent qu'une chose : les sciences sociales, dès lors qu'elles dévoilent la réalité des mécanismes sociaux, sont dérangeantes.

Au-delà, l'usage de cette injure, qui atteint également la personne de Jean-Claude Passeron, coauteur des Héritiers, est le symptôme de la vacuité du débat intellectuel et politique. Faute d'arguments, on injurie. Mais, à force de manier l'injure n'importe comment, ce sont les actes et les paroles réellement antisémites ou racistes que l'on banalise.» Par Galil Agar le 02 février 2016

Le 19 mars 2003

- Les Etats-Unis ont lancé une pluie de missiles sur Bagdad. - Arretsurinfo.ch 19 mars 2017

- En France Pascal Bruckner, Bernard Kouchner, Alexandre Adler, Alain Finkielkraut notamment, ont soutenu cette guerre. Arretsurinfo.ch 19 mars 2017

LVOG - Et ils ont soutenu toutes autres depuis 2003...

Un article de la Voix de l'Opposition de gauche du 29 novembre 2005 : De la démocratie à la dictature**...**

Le contexte : Jeudi 24 novembre. La liberté sous haute surveillance.

Extrait.

Les députés ont achevé l'examen en première lecture du projet de loi de lutte contre le terrorisme présenté par Sarkozy, dont l'objet était selon lui, de "prévenir et non de subir" la menace d'attentats en France.

Revenons sur la révolte des banlieues ouvrières des dernières semaines.

Dans une longue interview qu'il a donnée au quotidien israélien Haaretz le 18 novembre, il a développé sans retenue sa verve haineuse envers les Arabes et les Noirs.

En bon valet du pouvoir, il commence par se faire l'écho des déclarations de Sarkozy et de Le Pen, d'après lui : « Il est clair que nous avons affaire à une révolte à caractère ethnico-religieux. », puis il renchérit : voir dans les émeutes « une réponse au racisme français, c'est être aveugle à une haine plus large : celle de l'Occident », car en réalité « Il s'agit d'un pogrom antirépublicain : il y a en France des gens qui haïssent la République. », ce qui nous paraît tout à fait normal et salutaire, puisqu'il s'agit d'une république bourgeoise. Mais le pire c'est qu'on leur donnerait raison, puisqu'« on change l'enseignement de l'histoire coloniale et de l'esclavage. Désormais, on enseigne qu'ils furent uniquement négatifs, et non que le projet colonial entendait éduquer et amener la culture aux sauvages. », rendant ici un brillant hommage à l'esclavagisme élevé au rang d'« éducation » et de « culture », vous aurez sans doute noté au passage qu'ils étaient déjà des « sauvages », donc de là à penser qu'ils le sont restés, il n'y a qu'un pas que nous suggère de faire ce minable sioniste. Et comme il ne semble rien comprendre ou tout confondre, notre philosophe de pacotille s'interroge benoîtement : mais « Qu'a fait ce pays aux Africains ? Que du bien. A mon père, il a fait subir cinq ans d'enfer. Pourtant, je n'ai jamais été éduqué dans la haine. Or celle des Noirs (contre la France) est pire encore que celle des Arabes. », il est décidément intarissable sur les bienfaits de l'esclavage ce nationaliste partisan du communautarisme.

Pour résoudre le problème de manière expéditive, il préconise une solution à Sarkozy. Puisque ces jeunes ne se sentent pas très bien dans leur ghetto « Mais personne ne les retient ici de force. », donc, qu'ils dégagent ces Noirs et ces Arabes !

Le reste de son interview exhale la même puanteur fétide, toutefois nous ne pouvons pas vous épargner sa conclusion, car elle vaut son pesant de venin anti-ouvrier: « L'antiracisme sera au XXIe siècle ce que fut le communisme au XXe », car cet idéologue rongé par une médiocrité intellectuelle précoce, profite de chaque occasion pour exprimer sa haine viscérale du communisme qu'il amalgame au stalinisme, alors que le stalinisme n'est pas le produit du communisme mais bien celui du capitalisme.

Bien que Finkielkraut se soit excusé une semaine plus tard sur Europe 1, il aurait été « victime d''un immense malentendu » avec les rédacteurs du quotidien israélien Haaretz, nous ne pouvions pas passer sous silence son interview qui n'en demeure pas moins une saloperie immonde.

Un article de la Voix de l'Opposition de gauche du 6 décembre 2005 : La réaction sur toute la ligne : Haro sur les jeunes, les parents, les enseignants, les immigrés !

Extrait.

Le 4 décembre : Sarkozy vole au secours de l'intellectuel nauséabond Finkielkraut. Dans notre éditorial de la semaine dernière nous avions évoqué les propos racistes que Finkielkraut avaient tenus dans un journal israélien.

Lors du grand jury RTL-LCI-Le Figaro de dimanche dernier, Sarkozy très enthousiaste a tenu à le féliciter et à le soutenir suite à l'indignation qu'avait provoqué ces propos, que Le Pen n'aurait pas démentis : "M. Finkielkraut est un intellectuel qui fait honneur à l'intelligence française et s'il y a tant de personnes qui le critiquent, c'est peut-être parce qu'il dit des choses justes".

Gageons que tous les intellectuels n'ont pas le même sens de l'honneur que Sarkozy et Finkielkraut, et qu'ils ont un peu plus d'intelligence.

Qu'est-ce la Fondation Saint-Simon

Issue des milieux anti-communistes de la Guerre froide, la Fondation Saint-Simon a discrètement rassemblé en France, dans les années 80 et 90, des personnalités politiques, économiques, culturelles et médiatiques. Entre autres membres éminents... dont Finkielkraut

Membre du Club de La Haye, un réseau international de think-tanks animé par la CIA, la Fondation Saint- Simon a éclipsé les intellectuels de la gauche non-atlantiste et imposé une forme de pensée unique en France.

Son fondateur et premier président, l'historien François Furet, ne faisait pas mystère d'avoir noué des contacts avec la CIA après avoir rompu avec le Parti communiste. De plus, il se présentait comme le continuateur de l'oeuvre de Raymond Aron, un intellectuel anti-communiste qui anima le Congrès pour la liberté de la culture, une vaste opération de la CIA pour manipuler les intellectuels ouest-européens et les enrôler dans la Guerre froide. Malgré ces indices, les liens éventuels de la Fondation Saint- Simon avec les services états-uniens ne furent jamais discutés.

La face cachée de la Fondation Saint-Simon (10.02.2004) - http://www.luttedeclasse.org/dossier/saintsimon.pdf

Avec BHL Bernard Henri Levy, Phillippe Val, Christine Ockrent, Nicole Bacharan, André Glucksman, Bernard Kouchner, il est membre du Cercle de l'Oratoire

http://www.luttedeclasse.org/dossier3/le_cercle_de_loratoire.pdf

Mon ami Alain Finkielkraut.

Soutien inconditionnel à Israël et engagé à droite , il se présente comme un « Juif de combat » et se définit comme « sécuritaire », « réactionnaire » et partisan d'une « révolution conservatrice », se revendiquant de la « droite sauciflard » . Gilles-William Goldnadel se déclare «hostile à toutes formes d'antisionisme et d'antisémitisme indépendamment de leur orientation politique ». Dans le cadre de sa défense de la politique d'Israël, il s'oppose notamment à d'autres intellectuels juifs tels que Bernard-Henri Levy et Alain Finkielkraut qui, eux, expriment leurs réserves . L'historien Jérôme Bourdon le décrit comme un « militant proisraélien radical ». Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, le décrit comme quelqu'un de « fanatiquement, obsessionnellement, pro-israélien ». Les auteurs du livre OPA sur les Juifs de France (2006) l'accusent quant à eux de « [flirter] parfois avec la nouvelle droite, version relookée de l'extrême-droite », tandis qu'un spécialiste de ces courants politiques, Jean-Yves Camus, écarte le qualificatif d'extrême-droite pour le rattacher « au courant néo-conservateur juif qui [a pris] son essor dans les années 2000 ». (Biographie de Gilles-William Goldnadel sur Wikipédia)

Gilles William Goldnadel - Dans son Bloc-note - Actualité juive - N° 1281 – Atlantico.fr Jeudi 19 décembre 2013

- ... la semaine dernière, mon ami Alain Finkielkraut reconnaissait : « les juifs, de plus en plus, doivent s'excuser d'Israël, quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, et cela ne suffit jamais. Je suis sans cesse ramené à ma défense d'Israël, critiqué moi-même pour ma défense d'Israël alors que je suis signataire de J Call… Cela ne suffit pas. Au fond, viendra le jour où, pour que les juifs redeviennent acceptables, il faudra qu'ils se désolidarisent solennellement d'Israël ».

Causerie du 12 janvier 2014

Interdiction de Dieudonné / Clash entre Plantu et Finkielkraut . (+ de 500.000 visionnages en une journée) http://www.youtube.com/watch?v=YODdfx7nHBk

Finkielkraut : "La justice sans force disait Pascal est impuissante, il faut allier la justice et la force, faire en sorte que le juste soit fort,

et c'est exactement ce qu'a fait le ministre de l'Intérieur".

La justice a dit à Nantes : j'autorise ce spectacle, la force c'est quoi alors, le Conseil d'Etat présidé par le Premier ministre dont les membres sont nommés et non élus qui décrète l'interdiction.

Soyons plus précis, selon ce prédicateur du sionisme qui entend bâillonner la liberté d'expression, la justice est faible si elle n'est pas placée sous l'autorité d'une institution supérieure qui incarne la force, en réalité le pouvoir politique de la classe dominante, si elle ne lui est pas entièrement soumise ou dévouée, autrement dit la justice ne peut pas revendiquer son indépendance, c'est un droit illégitime.

En France, c'est le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel qui remplissent le rôle de protecteurs des institutions antidémocratiques de la Ve République ou du régime en place, celui de la force dont parle Finkielkraut, dans d'autres pays ce sera l'armée, un tribune militaire, dès lors on comprend pourquoi tous les chefs d'Etat qui se sont succédés sous la Ve République ont soutenu dictateurs et tyrans en Afrique et ailleurs dans le monde.

Absolument rien ne permet de distinguer l'UMP du PS sur cette question déterminante qu'est l'Etat.

La réaction de Plantu arrive trop tard, c'est sans doute pour cette raison qu'il se réveille, cela ne lui coûte rien. Mais bon, c'est mieux que rien car du coup un des plus fameux représentants du sionisme en France, Finkielkraut, est obligé de se défendre, et comme toujours dans ces cas-là il commet de monstrueuses maladresses qui dévoilent sa véritable nature, derrière lesquelles surtout la vérité commence à reprendre ses droits, l'imposture de Hollande-Valls est dévoilée ou devient indéfendable.

Passage ajouté :

Dans l'esprit d'un Finkielkraut, la justice sans le recours à la force est inconcevable, c'est ainsi que la justice se confond avec les forces de l'ordre, l'appareil militaro-policier de l'Etat, on pourrait en dire autant du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel qui sont des tribunaux d'exceptions dépendant directement du pouvoir politique, institutions qui surveillent le pouvoir judiciaire et se substituent à lui en cas de faiblesse ou quand il fait preuve de relents d'indépendance décrétée insupportable sous une dictature, néolibérale, celle de l'oligarchie financière qui désormais dicte sa politique au gouvernement français qui s'en fait volontiers le porte-parole.

Notons au passage que personne n'a usé de la force pour obliger l'Etat sioniste à appliquer les décisions de l'ONU depuis 1947, une faiblesse qui a pour origine l'hégémonie exercée par l'impérialisme américain au sein de cette institution au cours du XXe siècle et sa collusion permanence avec Israël qui sert ses intérêts au Moyen-Orient notamment. Quand la notion du droit se confond avec le recours à la force pour le faire appliquer, on n'est pas dans une démocratie, mais sous une dictature.

Et on peut ajouter en février 2019, rien ne permet de distinguer LREM de l'extrême droite en France et en Israël.

Causerie du 4 février 2014

- Alain Finkielkraut s'emporte contre la « malédiction d'Internet » - LeMonde.fr 31.01

Selon le philosophe, « Internet devient un immense cloître où les sphincters de la liberté ne cessent de déverser leurs productions innombrables » sur BFM-TV vendredi 31 janvier au matin.

En 2009, il avait déclaré dans l'émission Arrêt sur images qu'Internet était « la poubelle de toutes les informations ». LeMonde.fr 31.01

Causerie du 3 mai 2014

Au crépuscule d'un régime en putréfaction.

- De quoi Alain Finkielkraut est-il le nom ? - LePoint.fr

De rien, à part lui-même, mais pour l'élite qui sert le régime.

- Sébastien Le Fol pour Le Point. "Avec lui, ce n'est pas la France moisie qui va siéger à l'Académie, mais l'esprit de la Fronde et des Lumières, à la fois alerte et mélancolique, qui va, espérons-le, se rallumer." LePoint.fr 02.05

Le 13 mars 2015.

Slobodan Despot: Il est caractéristique qu'Alain Finkielkraut ait dû me désinviter de son Répliques consacré à l'Ukraine suite à la réaction épouvantée d'un invité issu de ce milieu à la seule mention de mon nom. À quoi leur servent leurs titres et leurs « travaux » s'ils ne peuvent endurer un échange de vues avec un interlocuteur sans qualification universitaire ? (arretsurinfo.ch 13.03.2015)

Causerie du 19 mai 2015

Revue des Deux mondes.

Fondée le 1er août 1829 par Prosper Mauroy et par Pierre de Ségur-Dupeyron, et éditée par François Buloz qui en devient le rédacteur en chef en 1831.

François Buloz avait soutenu Adolphe Thiers...

Éloge d'Alain Finkielkraut, par Michel Crepu (Revue des Deux Mondes) 4 novembre 2013

Le FN lance le Clic (Culture, libertés et création), son collectif culture, avec le soutien de BB - Le Figaro 03.06.2015

Sébastien Chenu (RN)

Sébastien Chenu a évoqué également une brochette d'intellectuels, tels Alain Finkielkraut, Michel Houellebecq, Éric Zemmour ou Michel Onfray, en estimant que leurs analyses convergeaient «bien souvent» avec celles du Front national. «Ces intellectuels ont, comme nous, les yeux ouverts sur notre pays», a-t-il insisté en considérant que la bataille intellectuelle était «en train d'être gagnée». «Elle précède toujours la victoire politique» a-t-il ajouté... Le Figaro 03.06.2015

Le 9 juillet 2015

Alain Finkielkraut signe une pétition polémique sur le très conservateur hebdomadaire Valeurs actuelles. Il s'engage pour "sauver les églises de France" d'un péril islamiste. HuffPost 9 juillet 2015

Causerie du 17 août 2015

Qui a dit ?

« Il est vrai que contrairement aux salafistes, les Portugaises se sont bien intégrées en France. Très vite, elles ont appris à se raser ».

Réponse : Le furieux sioniste Alain Finkielkraut a commis cette délicatesse.

Le 25 janvier 2016

« Né depuis peu » le débat sur l'identité nationale ? Alain Finkielkraut – abus de modestie ? – semble oublier qu'il est l'un des promoteurs de sa mise à l'agenda médiatique, comme le montre un bref inventaire des thèmes traités dans « Répliques », qu'on lira en suivant la note [3].

note 3 :

- 03/10/2015, « Situation de la France »
- 12/09/2015, « Raconter la France »
- 10/01/2015, « La France d'hier et d'aujourd'hui »
- 26/04/2014, « L'histoire de France a-t-elle encore un sens ? »
- 11/06/2011, « Au cœur de la France »
- 05/06/2010, « Retour sur l'identité nationale »
- 29/12/2007, « La France et la question de l'identité »
- 24/03/2007, « C'est quoi, une France fraternelle ? »
- 06/01/2007, « La France et ses nouveaux enfants »
- 14/10/2006, « La France est-elle encore aimable ? »
- 11/03/2006, « La France face aux communautés »
- 19/11/2005, « Le malaise français »

(acrimed.org)

Le 6 février 2016

- Finkielkraut et son obsession de l'islam : un danger pour le vivre ensemble par Chems Eddine Chitour - legrandsoir.info 6 février 2016

Extrait.

« En fait, Alain Finkelkraut est avant tout un intellectuel communautariste pro-israélien, et qui se permet de donner des leçons de patriotisme à la France entière ! Finkielkraut passe le plus clair de son temps à défendre la République contre les assauts du démon communautariste, mais que fait-il finalement ? Défendre les intérêts de sa communauté, devenant ainsi lui-même un communautariste. Alain Finkielkraut rejette le concept d'une société française multiculturelle. Pourquoi Finkelkraut dit-il systématiquement qu'une société multiculturelle est incompatible avec le concept de nation ? Qu'y a-t-il d'antinomique ?

On sait que Finkielkraut défend le sionisme, qui est un colonialisme. Par son comportement il rappelle les naturalisés européens non français pendant la colonisation en Algérie. Pour s'affirmer, ces derniers en rajoutent. Ils cassent de l'Arabe pour être reconnus comme blancs à part entière par les colons français de souche. Le même racisme antiarabe, se retrouve chez les Israéliens contre les Arabes israéliens.

En son temps, Pascal Boniface avait dénoncé dans son ouvrage, d'une façon plus générale les intellectuels faussaires. « Qui sont donc ces maîtres incontestés de la manipulation des esprits, ces illusionnistes de la science infuse, dont le prisme déontologique sélectionne soigneusement les causes à défendre en fonction des intérêts supérieurs qu'elles servent, et du profit personnel qu'il y a à en tirer ? (...) En tête de liste, il y a l'influent Bernard Henry-Lévy, alias BHL le « seigneur et maître des faussaires », (...) Alain Finkielkraut le talonne de près, lui « qui a contribué à alimenter la peur d'une grande partie de la communauté juive en grossissant de façon démesurée l'antisémitisme en France ». (...) La malhonnêteté intellectuelle a ses stars, qui lorgnent toutes sur la consécration médiatique en s'engageant dans le sens du vent, sur le dos d'un ennemi commun, et très tendance « l'islamofascisme », et de peurs irrationnelles à faire frémir dans les chaumières « l'islamophobie ».

Le sociologue Michel Wieviorka estime quant à lui qu'Alain Finkielkraut « fait partie de cet ensemble d'intellectuels qui, depuis 25 ans, ont mis en avant une vision outrée et « républicaniste » de l'idée républicaine. Du coup, ses propos sont devenus éloignés des réalités. (...) Finkielkraut s'est enfermé dans une logique incantatoire, qui ne peut déboucher que sur des propos extrêmes et sur l'appel à la répression policière. Wieviorka a également pointé un paradoxe d'Alain Finkielkraut, qualifiant l'intellectuel de « républicano-communautariste » : « Il prêche l'idée républicaine un jour sur France Culture et, le lendemain, dans Haaretz ou sur des radios juives, il se présente comme un intellectuel participant au monde juif. » Pascal Boniface, par ailleurs critiqué par Finkielkraut, émet un jugement analogue, observant chez l'intellectuel des « contradictions entre un universalisme revendiqué et un communautarisme forcené ». Éric Hazan reproche à Alain Finkielkraut une perte d'objectivité au sujet d'Israël, et voit en lui « la Star Academy du sionisme français ». legrandsoir.info 6 février 2016

Le 17 avril 2016

Les images du philosophe Alain Finkielkraut invectivé samedi soir place de la République ont suscité dimanche des réactions indignées au sein de la classe politique française, la droite dénonçant "l'intolérance" du mouvement Nuit debout.

On y entend: "Casse-toi, sale facho", "Allez, bouge, bouge", "Dégage". Le polémiste, furieux, répond: "Fasciste!", hurle "Gnagnagnagnagna, pauvre conne" à une femme, avant de tourner les talons. En quittant la place, il lance: "Ça va, je me fais insulter, je peux répondre aussi".

Le député Les Républicains Eric Ciotti et la députée Front national Marion Maréchal-Le Pen ont tous deux estimé que Nuit debout avait montré son "vrai visage": "celui de la haine et de l'intolérance". AFP 17 avril 2016

Le 27 avril 2016

Lors d'une intervention remarquée à la Bourse du Travail, mercredi dernier, Lordon a donné sa vision de ce que devait être Nuit Debout. Justifiant l'expulsion de Finkielkraut de la place de la République, il se positionne contre une «démocratie inclusive», qui prônerait le débat pour le débat, et lui préfère un militantisme assumé. «Ce pays est ravagé par deux violences à grande échelle: la violence du capital, et la violence identitaire raciste, cette violence dont Finkielkraut est peut-être le propagateur le plus notoire.» «Nous ne sommes pas amis avec tout le monde, et nous n'apportons pas la paix», a-t-il ainsi martelé. Le Figaro 27.04.2016

Le 28 avril 2016

L'académicien a fustigé la virulence de Nuit Debout toute entière («cette démocratie, c'est du mensonge, cette pluralité, c'est du bobard») mais c'est un seul côté de la place qui l'a insulté. Le côté ouest…

L'intellectuel, que l'on voit dans les vidéos déboucher de l'espace situé autour de la statue au moment de l'agression verbale, n'avait sans doute pas conscience qu'il avait pénétré un autre territoire de Nuit Debout, qu'il avait franchi la frontière, là où le principe dionysiaque –changeant, chaotique, violent– domine sur l'apollinien –mesuré, ordonné, solaire. «Il a fait le tour de la place et il est allé plus aux alentours de la statue –donc il s'est éloigné de l'assemblée populaire–, où il y a des personnes qui traînent, qui sont moins intéressées par l'ambiance et le dialogue», avait alors déclaré à Europe 1 Marion, témoin de cette scène et très consciente de cet enjeu spatial.

Les propos des journalistes et de commentateurs immédiatement après témoignent du statut «secondaire» et moins noble qu'occupe dans leur esprit cette seconde partie de la place: «Alain Finkielkraut a pu assister à l'assemblée populaire et a ensuite été éconduit par une poignée de personnes, en marge du mouvement Nuit Debout», écrit Europe 1. «En marge», oui, si l'on considère que cette partie de la place n'est pas Nuit Debout, une affirmation qui en dit long sur la gêne que ressent la tête à l'égard de son ventre. Cachez ces bruits d'intestin impolis! Slate.fr 28.04.2016

Le 8 mai 2016

"L'antisémitisme ravage ce parti" (le parti travailliste - ndlr), a jugé Alain Finkielkraut, avant de relier cette polémique à l'élection municipale londonienne. Sadiq Khan "ne manifeste pas la moindre complaisance pour ce genre de propos. Il les condamne avec la plus extrême fermeté (...) Reste que cette image de la victoire du musulman pauvre sur le juif riche me laisse un goût amer", a-t-il conclu. Lexpress.fr 08.05.2016

LVOG - Qui alimente l'amalgame juif égal riche, ne pense qu'au fric ? Ces salopards de sionistes. Après ils accusent d'antisémitisme ceux qui l'emploient parce qu'ils sont musulmans ou combattent la politique du gouvernement israélien.

Causerie du 12 mai 2016

Qui a dit ?

- "Cette image de la victoire du musulman pauvre sur le juif riche me laisse un goût amer".

Réponse : Alain Finkielkraut à propos de l'élection de Sadiq Khan à la mairie de Londres. Lefigaro.fr 08.05

Qu'est-ce qui peut rivaliser avec un juif riche ? Voyons, personne. A part cela, ce n'est pas eux qui alimentent en permanence l'antisémistisme.

Le 25 mai 2016

Ministre de la culture accusé de révisionnisme, Zlatko Hasanbegovic est le personnage le plus controversé du gouvernement ultraconservateur croate. Une tribune publiée mardi 24 mai dans Libération et signée par plusieurs intellectuels européens parmi lesquels Alain Finkielkraut ou Annette Wieviorka dénonce notamment son « idéologie » destinée à « mettre en cause les vérités historiques et les valeurs fondamentales » de l'Union européenne. LeMonde.fr 25 mai 2016

Le 3 juillet 2016

- Pour la France, c'est officiel : critiquer Israël est une forme d'antisémitisme Par Guillaume Weill Raynal - arretsurinfo.ch le 3 juillet 2016

La semaine dernière, lors d'une réunion de l'OSCE à Bucarest, le préfet « DILCRA » Gilles Clavreul qui représentait la France a « largement poussé » en faveur d'une résolution assimilant la critique de la politique d'Israël à l'antisémitisme.

Une thèse désormais quasi-officielle.

En général, cette idée s'exprime de manière plus subtile. « Bien entendu, il est légitime de critiquer Israël ! » s'écrient-ils la main sur le cœur. A condition, précisent-t-ils, de ne pas verser dans une critique excessive qui viendrait…. « délégitimer » Israël. Vertigineuse tautologie ! Car le critère qui pourrait aider à distinguer la critique légitime de la critique quidélégitime demeure introuvable. Finkielkraut avait proposé, il y a quelques années, le critère de la « satanisation », ce qui – faute de plus de précision – ne faisait guère avancer le débat. Après tout, peu importe. Il suffit d'affirmer. Car il s'agit en réalité d'un jeu qui, ignorant toute argumentation, ne connait pas d'autre règle que celle de la logomachie péremptoire. Et ça marche ! Par essence, ce qui est délégitimé n'a pas vocation à exister, est voué à disparaitre. La critique délégitimante d'Israël vise donc à sa destruction, à son anéantissement. Et voilà ce qui fait, Monsieur, qu'elle est antisémite… CQFD.

Cette rhétorique peut faire sourire lorsqu'elle émane de milieux communautaires, militants, ou d'intellectuels-relais dévoués à

leur cause. Mais, plus inquiétant, depuis plusieurs mois, la France la reprend à son compte, par la voix de ses représentants les plus officiels. En janvier dernier, déjà, Manuel Valls n'avait pas craint d'affirmer, lors d'une réunion publique organisée par le CRIF : « Les critiques de la politique d'Israël se sont transformées en un » antisionisme » dissimulant presque systématiquement de l'antisémitisme ».

Gilles Clavreul était l'invité deux jours après, jeudi 23 juin, à s'exprimer sur Radio J. [1] Interviewé par le journaliste Michel Zerbib, le préfet DILCRA a expliqué que la réunion avait précisément pour objet l'adoption d'une définition « claire » (!) de l'antisémitisme :

« Cette définition de travail à laquelle la France a pleinement souscrit est très intéressante parce qu'elle pose justement cette question là dans des termes qui sont très clairs : il y est dit que si la critique d'Israël – comme n'importe quel autre Etat, et je dirais même comme n'importe quel autre Etat démocratique – est parfaitement légitime et permise, en revanche, lorsque cette critique se fait démesurée, lorsqu'elle repose sur des arguments fallacieux, sur des réalités totalement falsifiées et transfigurées, alors, on n'est plus dans le cadre de la critique normale, et on est dans quelque chose qui, oui, peut relever de l'antisémitisme ».

Et de poursuivre :

« C'est très important que cela soit dit. Je représentais la France à cette réunion et j'ai fortement poussé, avec d'autres pays, parce qu'on n'est pas seuls du tout dans ce souhait-là – notamment avec la présidence allemande – pour que cette définition soit adoptée au niveau des membres de l'OSCE. C'est très important parce que ce sera un appui très fort pour le débat interne, justement, sur cette question de la critique démesurée et systématique d'Israël … qui ne porte pas sur les actions du gouvernement israélien… ça, effectivement, on peut critiquer… mais sur son existence même »

Ainsi et de manière très officielle, la France souhaite donc que la critique « anormale » et « démesurée » de la politique israélienne soit considérée au niveau international comme de l'antisémitisme, afin d'appuyer « très fort » sur le débat interne. Jusqu'à en faire un délit réprimé par le code pénal ? Et toujours, sans que soit apporté le moindre critère objectif permettant d'apprécier le caractère « anormal » et « démesuré » de cette critique… arretsurinfo.ch le 3 juillet 2016

Causerie du 20 janvier 2017

- Primaire de la gauche : Finkielkraut en pince pour Valls - LePoint.fr

Le 4 février 2018

Alain Finkielkraut, dimanche 4 février sur Radio Communauté Juive (RCJ), dénonçant dans l'antisémitisme d'aujourd'hui, « un sous-produit de l'immigration » et de la « société multiculturelle ») (blogs.mediapart.fr/guillaume-weill-raynal)

La Voix de l'Opposition de Gauche - Le bloc-notes du 7 mars 2018

Il fait partie du Comité Laïcité République

Qui y trouve-t-on ? Une brochette d'ordures.

- Inna Shevchenko, l'égérie des Femen financées par Soros notamment.
- Alain Finkielkraut
- Elisabeth Badinter
- A. Lacroix
- Anne Hidalgo
- Caroline Fourest
- Patrick Kessel (président du Comité Laïcité République)

Causerie du 31 mars 2018

- Des intellectuels français notamment communautaristes inventent le totalitarisme islamique - Mondialisation.ca, 29 mars 2018

L'objet de cette réflexion prend appui sur une tribune publiée par 100 intellectuels français qui dénoncent le 20 mars 2018 , les dangers du totalitarisme islamique. En effet comme lu sur le Huffingtonpost.fr, Finkielkraut, Kouchner, Ferry et 97 autres personnalités lancent un appel contre «le nouveau totalitarisme islamiste» dans une tribune intitulée: «Non au séparatisme islamiste», publiée ce mardi 20 mars par Le Figaro.

«Après avoir vaincu le fascisme, le nazisme et le stalinisme, le monde fait face à une nouvelle menace globale de type totalitaire : l'islamisme...»

TROISIEME PARTIE

ACTUALITÉ DU JOUR

Amnesty international une officine au service du fascisme, non, pas possible, qui l'aurait crû !

- Venezuela : Amnesty dénonce une "repression brutale" - euronews 20.02

- Venezuela: Amnesty dénonce "l'impunité totale" des forces fidèles à Maduro - Reuters 20.02

Les services de sécurité vénézuéliens ont procédé à des exécutions sommaires et à plusieurs centaines d'arrestations arbitraires parmi les manifestants hostiles au président Nicolas Maduro, selon Amnesty International. Reuters 20.02

Un Traité entre marchands d'armes et de morts.

- Une clause secrète au Traité d'Aix-la-Chapelle - Réseau Voltaire 19 février 2019

Selon le Spiegel, l'Allemagne et la France ont conclu une clause secrète en marge du Traité d'Aix-la-Chapelle [1]. Elle prévoit de ne pas s'opposer aux ventes d'armes produites en commun, sauf pour des motifs de sécurité nationale.

Depuis la chute du nazisme, l'Allemagne a conservé son idéal pacifiste et s'interdit de manière très restrictive d'exporter des armes vers des États qui pourraient en faire un mauvais usage. Cependant, a indiqué la chancelière Merkel à la Conférence sur la Sécurité de Munich 2019, ces restrictions sont trop étroites. Elles ne permettent que très peu d'exportations et par conséquent empêchent la rentabilité de la production d'armes.

Par cette clause secrète, la France pourra par exemple poursuivre ses exportations vers l'Arabie saoudite, ce que le Bundestag interdit. Les profits en seront répartis entre les deux États. Réseau Voltaire 19 février 2019

[1] "Deutsch-französisches Geheimpapier regelt Waffenexporte neu", Der Spiegel, 15. Februar 2019.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela: les militaires jurent fidélité à Maduro et bloqueront l'aide - AFP 20 février 2019

L'armée du Venezuela s'est dite mardi "en alerte" face à toute violation du territoire pour l'acheminement de l'aide humanitaire stockée aux portes du pays, et a annoncé la fermeture de la frontière maritime avec l'île néerlandaise de Curaçao.

Assurant une nouvelle fois de leur "loyauté sans faille" envers le président Nicolas Maduro, les militaires vénézuéliens ont rejeté les appels à désavouer le dirigeant socialiste lancés par le président américain Donald Trump et l'opposant Juan Guaido.

Le ministre de la Défense, Vladimir Padrino, entouré du haut-commandement militaire, a assuré que l'armée ne céderait pas au "chantage". Il a qualifié de "tissu de mensonges" la présentation par Donald Trump et Juan Guaido de "cette prétendue aide humanitaire" comme un sujet de confrontation entre civils et militaires vénézuéliens.

"L'armée restera déployée et en alerte le long des frontières, comme l'a ordonné notre commandant en chef (Nicolas Maduro) pour empêcher toute violation de l'intégrité du territoire", a averti le ministre. AFP 20 février 2019

Avec plus de 4 800 sites militaires, 95 % des bases militaires étrangères dans 164 pays, est-il outrancier de parler d'un Empire militaro-financier-totalitaire ?

LVGO - Totalitaire, despotique, tyrannique, appelez le régime américain comme vous voudrez, totalitaire parce que ces bases militaires à l'étranger sont imposées, et gare à ceux qui s'aviseraient de s'y opposer à leur installation, ils seraient broyés, bombardés, occupés, éliminés.

Comment appelle-t-on un tel chantage, une telle menace ? A un moment donné il faut appeler les choses par leurs noms, car à force de s'y refuser, on finit par avoir une vision du monde et de la situation totalement déformée, ce qui amène à adopter des positions politiques erronées ou pire en encore.

Des bases, des bases, partout**...** Sauf dans le rapport du Pentagone - (Les Crises.fr) Consortium News, 16-01-2019

Ces installations existent quelque part entre ombre et lumière, écrit Nick Turse. Bien qu'elles soient reconnues comme avant-postes militaires étrangers, elles sont exclues de l'inventaire officiel.

Quelques heures après l'annonce par le président Trump d'un retrait des forces américaines de Syrie, l'équipement de cette base faisait déjà l'objet d'un inventaire en vue de son retrait. Et d'un seul coup, la garnison américaine la plus importante en Syrie a été (possiblement) rayée des registres du Pentagone – sauf que, comme par hasard, al-Tanf n'a jamais figuré en réalité sur les registres du Pentagone. Ouverte en 2015 et qui, jusqu'à récemment, abritait des centaines de soldats américains, elle était l'une des nombreuses bases militaires qui existent quelque part entre l'ombre et la lumière, un avant-poste étranger connu qui, d'une certaine façon, n'a jamais vraiment été intégré à l'inventaire officiel des bases du Pentagone.

Officiellement, le ministère de la Défense maintient 4 775 « sites », répartis dans les 50 États, les huit territoires américains et les 45 pays étrangers. Au total, 514 de ces avant-postes sont situés à l'étranger, d'après le portefeuille immobilier mondial du Pentagone. Pour commencer par une longue liste, il y a des bases sur l'île de Diego Garcia dans l'océan Indien, à Djibouti dans la Corne de l'Afrique, ainsi qu'au Pérou et au Portugal, aux Émirats Arabes Unis et au Royaume-Uni. Mais la version la plus récente de ce portefeuille, publiée au début de 2018 et connue sous le nom de Base Structure Report (BSR), ne fait aucune mention d'al-Tanf. Ou, d'ailleurs, de toute autre base en Syrie. Ou en Irak. Ou en Afghanistan. Ou au Niger. Ou en Tunisie. Ou au Cameroun. Ou en Somalie. Ou un certain nombre de lieux où de tels avant-postes militaires sont connus pour exister et même, contrairement à la Syrie, pour s'étendre.

Selon David Vine, auteur de « Base Nation : How U.S. Military Bases Abroad Harm America and the World », [« La Nation des bases : Comment les bases militaires américaines à l'étranger nuisent à l'Amérique et au monde », NdT] il pourrait y avoir des centaines de bases militaires américaines à l'étranger dans le monde. « Les sites manquants reflètent le manque de transparence du système à propos de ce que j'estime encore à environ 800 bases américaines en dehors des 50 États et de Washington, D.C., qui encerclent le monde depuis la Seconde Guerre mondiale », explique M. Vine, qui est également membre fondateur de la Overseas Base Realignment and Closure Coalition, un groupe récemment créé par des analystes militaires de tout le spectre idéologique qui préconisent une « empreinte » mondiale des militaires américains.

Vue aérienne du Pentagone. (Archives nationales des États-Unis)

Il y a une raison pour laquelle de telles bases officieuses ne sont pas publiées dans les livres. Le Pentagone ne veut pas en parler. « J'ai parlé à l'attaché de presse qui est responsable du Rapport sur la structuration des bases [Base Structure Report, BSR, NdT] et elle n'a rien à ajouter et personne n'est disponible pour en discuter plus avant en ce moment », a déclaré à TomDispatch la porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Michelle Baldanza, lorsqu'on lui a posé des questions sur les nombreuses bases mystères du ministère de la Défense.

« Les bases non documentées sont à l'abri de la surveillance du public et souvent même du Congrès », explique M. Vine. « Les bases sont une manifestation physique de la politique étrangère et militaire des États-Unis, de sorte que les bases officieuses signifient que l'armée et l'exécutif décident d'une telle politique sans débat public, dépensant souvent des centaines de millions ou des milliards de dollars et impliquant potentiellement les États-Unis dans des guerres et des conflits dont la plupart des citoyens ne savent rien. »

Où se trouvent-elles ?

La Overseas Base Realignment and Closure Coalition [Coalition pour le réalignement et la fermeture des bases à l'étranger ,NdT] note que les États-Unis possèdent jusqu'à 95 % des bases militaires étrangères dans le monde, alors que des pays comme la France, la Russie et le Royaume-Uni ont peut-être 10 à 20 avant-postes étrangers chacun. La Chine n'en a qu'un seul.

Le ministère de la Défense se vante même de compter 164 pays parmi ses « implantations ». En d'autres termes, il a une présence militaire, quelque soit sa nature, dans environ 84 % des pays de la planète – ou du moins le DoD [Department of Defense, ministère de la Défense, NdT] l'a brièvement affirmé. Après que TomDispatch s'était renseigné sur le numéro d'une

nouvelle page Web destinée à raconter l'« histoire » du Pentagone au grand public, elle a rapidement changé. « Nous apprécions votre diligence pour aller au fond des choses », a déclaré le lieutenant-colonel Baldanza. « Grâce à vos observations, nous avons mis à jour le site defense.gov pour dire "plus de 160" ».

Les changements progressifs apportés à la page Web « Our Story » du ministère de la Défense à la suite des questions posées par TomDispatch.

Ce que le Pentagone ne dit toujours pas, c'est comment il définit un « lieu ». Le nombre 164 correspond à peu près aux statistiques actuelles du ministère de la Défense sur les effectifs, qui montrent des déploiements de personnel de tailles variables dans 166 localités « d'outre-mer » – y compris certains pays avec un nombre symbolique de militaires américains et d'autres, comme l'Irak et la Syrie, où l'effectif de la force était manifestement beaucoup plus important, même si elle ne faisait l'objet d'aucune liste au moment de l'évaluation. (Le Pentagone a récemment affirmé qu'il y avait 5 200 soldats en Irak et au moins 2 000 soldats en Syrie, bien que ce nombre devrait maintenant diminuer considérablement). Le décompte « outre-mer » du ministère de la Défense énumère également les troupes qui se trouvent dans des territoires américains comme les Samoa américaines, Porto Rico, les îles Vierges américaines et l'île de Wake. Selon le Pentagone, des dizaines de soldats sont également déployés dans le pays d'« Akrotiri » (qui est en fait un village sur l'île de Santorin en Grèce) et des milliers d'autres sont basés dans des endroits « inconnus ».

Dans le dernier rapport, le nombre de ces troupes « inconnues » dépasse 44 000.

Les statistiques officielles du ministère de la Défense montrent que les forces américaines sont déployées dans la nation d'« Akrotiri ».

Selon la Overseas Bases Realignment and Closure Coalition, le coût annuel du déploiement du personnel militaire américain à l'étranger, ainsi que de l'entretien et du fonctionnement de ces bases étrangères, est estimé à 150 milliards de dollars par an. Le prix à payer pour les avant-postes représente à lui seul environ un tiers de ce total. « Les bases américaines à l'étranger coûtent plus de 50 milliards de dollars par an à construire et à entretenir, un montant qui pourrait servir à répondre aux besoins urgents dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, du logement et de l'infrastructure », souligne Mme Vine.

Vous ne serez peut-être pas surpris d'apprendre que le Pentagone est aussi un peu confus quant à l'endroit où ses troupes sont stationnées. Le nouveau site Web du ministère de la Défense, par exemple, offrait un décompte de « plus de 4 800 sites de défense » dans le monde. Après que TomDispatch s'était renseigné sur ce total et sur la façon dont il se rapportait au décompte officiel de 4 775 sites figurant dans le BSR, le site Web a été modifié pour devenir « environ 4 800 sites de défense ».

« Merci d'avoir signalé l'écart. Pendant la transition vers le nouveau site, nous travaillons à la mise à jour de l'information », a écrit le lieutenant-colonel Baldanza. « Veuillez vous référer au Rapport sur la structuration des bases qui contient les derniers chiffres ».

Au sens le plus littéral du terme, le Rapport sur la structuration des bases contient effectivement les chiffres les plus récents, mais leur exactitude est une autre question. « Le nombre de bases figurant dans le BSR est depuis longtemps peu en rapport avec le nombre réel de bases américaines à l'extérieur des États-Unis », explique M. Vine. « Beaucoup, beaucoup de bases bien connues et secrètes ont longtemps été exclues de la liste ».

Tout d'abord, la constellation d'avant-postes que les États-Unis ont construite dans toute l'Afrique en est un excellent exemple. L'inventaire officiel du BSR n'y recense qu'une poignée de sites – sur l'île de l'Ascension ainsi qu'à Djibouti, en Égypte et au Kenya. En réalité, cependant, il y a beaucoup plus d'avant-postes dans beaucoup plus de pays africains.

Soldats américains au cours d'un exercice d'intervention d'urgence, Camp Lemmonier, Djibouti. (Photo de l'U.S. Air Force prise par le pilote gradé Peter Thompson)

Une enquête récente de l'Intercept, basée sur des documents obtenus du U.S. Africa Command par le biais de la Freedom of Information Act, a révélé un réseau de 34 bases fortement regroupées dans le nord et l'ouest de ce continent ainsi que dans la Corne de l'Afrique. La « posture stratégique » de l'Africom consiste en des avant-postes « durables » de plus grandes tailles, dont deux sites d'opérations avancés [Forward Operating Sites, FOS, NdT], 12 sites de sécurité coopérative [Cooperative Security Locations, CSL, NdT] et 20 sites plus rudimentaires connus sous le terme de sites de secours [Contingency Locations , CL, NdT].

L'inventaire officiel du Pentagone comprend les deux FOS : l'île de l'Ascension et le joyau de la couronne des bases africaines de Washington, le Camp Lemonnier à Djibouti, qui est passé de 88 acres au début des années 2000 à presque 600 acres aujourd'hui. Le Rapport sur la structuration des bases n'a toutefois pas mentionné le CSL de ce même pays, l'aérodrome de Chabelley, un avant-poste de moindre envergure situé à une dizaine de kilomètres de là qui a servi de plateforme de drones pour les opérations en Afrique et au Moyen-Orient.

Le comptage officiel du Pentagone mentionne également un site qui porte le nom confus de « NSA Bahreïn-Kenya ». L'Africom

l'avait précédemment décrit comme un ensemble d'entrepôts construits dans les années 1980 à l'aéroport et au port maritime de Mombasa, au Kenya, mais il figure maintenant sur la liste de 2018 de ce commandement comme un CSL. Il manque cependant une autre base kényane, le camp Simba, mentionnée dans une étude interne du Pentagone de 2013 sur les opérations de drones secrets en Somalie et au Yémen. Au moins deux avions de surveillance pilotés y étaient basés à l'époque. Simba, une installation dirigée depuis longtemps par la Marine, est actuellement exploitée par le 475e Escadron de la base aérienne expéditionnaire de la Force aérienne, qui fait partie de la 435e Escadre expéditionnaire aérienne.

Le personnel de cette même escadre aérienne se trouve à un autre avant-poste qui n'apparaît pas dans le Rapport sur la structuration des bases, et qui se trouve de l'autre côté de l'Afrique. Le BSR indique qu'il n'énumère pas d'informations spécifiques sur les « sites non américains » d'une superficie d'au moins 10 acres ou d'une valeur d'au moins 10 millions de dollars. Cependant, la base en question – la base aérienne 201 à Agadez, au Niger – a déjà un coût de construction de 100 millions de dollars, une somme qui sera bientôt éclipsée par le coût d'exploitation de l'installation : environ 30 millions par an. D'ici 2024, lorsque l'accord actuel pour l'utilisation de la base pendant 10 ans prendra fin, ses coûts de construction et d'exploitation auront atteint environ 280 millions de dollars.

Il manque également des avant-postes au Cameroun voisin, dont une ancienne base à Douala, un aérodrome de drones dans la ville reculée de Garoua, et une installation connue sous le nom de Salak. Ce site, selon une enquête menée en 2017 par l'Intercept, la société de recherche Forensic Architecture, et Amnesty International, a été utilisé par du personnel américain et des entrepreneurs privés pour des missions de surveillance et de formation de drones et par les forces alliées camerounaises à des fins d'emprisonnement illégal et de torture.

Selon M. Vine, le fait de garder secrètes les bases africaines des États-Unis est avantageux pour Washington. Ceci protège les alliés de ce continent d'une éventuelle opposition intérieure à la présence de troupes américaines, souligne-t-il, tout en contribuant à faire en sorte qu'il n'y ait pas de débat intérieur aux États-Unis sur ces dépenses et les engagements militaires en jeu. « Il est important que les citoyens américains sachent où se trouvent leurs troupes en Afrique et ailleurs dans le monde », a-t-il dit à TomDispatch, « parce que cette présence de troupes coûte des milliards de dollars aux États-Unis chaque année dans des guerres qui les impliquent, ou pourraient les impliquer, et des conflits qui pourraient partir en vrille ».

Ces bases omises

L'Afrique n'est pas le seul endroit où la liste officielle du Pentagone ne correspond pas bien à la réalité. Pendant près de deux décennies, le Rapport sur la structuration des bases a ignoré les bases de toutes sortes dans les zones de guerre actives de l'Amérique. Au plus fort de l'occupation américaine de l'Irak, par exemple, les États-Unis y avaient 505 bases, allant de petits avant-postes à des installations de grandes tailles. Aucune ne figurait sur les listes officielles du Pentagone.

En Afghanistan, les chiffres étaient encore plus élevés. Comme TomDispatch l'a signalé en 2012, la Force internationale d'assistance à la sécurité dirigée par les États-Unis avait environ 550 bases dans ce pays. Si vous aviez ajouté les points de contrôle de la FIAS – de petites bases de base utilisées pour sécuriser les routes et les villages – au nombre des méga-bases, des bases d'opérations avancées, des avant-postes de combat et des bases de patrouille, ce nombre aurait atteint le chiffre incroyable de 750. Et en comptant tous les types d'installations militaires étrangères – y compris les installations logistiques, administratives et de soutien – le Commandement interarmées de la FIAS a augmenté le nombre officiel de sites de la FIAS à 1 500. Cependant, la part importante de l'Amérique était aussi mystérieusement absente du décompte officiel du ministère de la Défense.

Le général Martin E. Dempsey, président de l'état-major interarmées des chefs d'état-major de l'armée américaine, se fait briefer par les forces spéciales américaines et afghanes au sommet du mont Moorehead, Afghanistan, le 23 avril 2012. (Photo DoD par D. Myles Cullen)

Il y a maintenant beaucoup moins d'installations de ce genre en Afghanistan – et leur nombre pourrait encore diminuer dans les mois à venir, à mesure que les effectifs militaires diminueront. Mais l'existence du Camp Morehead, de la Base d'opérations avancée Fenty, de l'aérodrome Tarin Kowt, du Camp Dahlke West et de l'aérodrome de Bost, ainsi que du Camp Shorab, une petite installation occupant ce qui était autrefois le site des bases jumelles beaucoup plus grandes connues sous les noms de Camp Leatherneck et Camp Bastion, est indiscutable. Pourtant, aucun d'entre eux n'est jamais apparu dans le Rapport sur la structuration des bases.

De même, bien qu'il n'y ait plus les 500 – plus de bases américaines en Irak, ces dernières années, lorsque les troupes américaines sont retournées dans ce pays, certaines garnisons ont été soit reconstituées, soit construites de toutes pièces. Il s'agit notamment du complexe du champ de tir de Besmaya, de la base de Sakheem, de la base de Firebase Um Jorais et de la base aérienne d'Al Asad, ainsi que de l'aérodrome de Qayyarah Ouest – une base située à 65 km au sud de Mossoul et mieux connue sous le nom de « Q-West ». Encore une fois, vous ne trouverez aucune d'entre elles dans le recensement officiel du Pentagone.

De nos jours, il est même difficile d'obtenir des effectifs précis pour le personnel militaire dans les zones de guerre américaines,

sans parler du nombre de bases dans chacune d'elles. Comme l'explique Vine, « l'armée garde les chiffres secrets dans une certaine mesure pour cacher la présence de la base à ses adversaires. Parce qu'il n'est probablement pas difficile de repérer ces bases dans des endroits comme la Syrie et l'Irak, cependant, le but du secret est surtout d'empêcher le débat national sur l'argent, le danger et la mort en cause, et d'éviter des tensions diplomatiques et des enquêtes internationales ».

Si l'objectif du Pentagone est d'étouffer le débat national par le contrôle de l'information, il fait du bon travail depuis des années en détournant les questions sur sa posture mondiale, ou ce que le regretté contributeur régulier au TomDispatch, Chalmers Johnson, a appelé l'« empire des bases » américain.

À la mi-octobre, TomDispatch a demandé à Heather Babb, une autre porte-parole du Pentagone, des détails sur les avant-postes en Afghanistan, en Irak et en Syrie qui étaient absents du Rapport sur la structuration des bases, ainsi que sur celles qui ont été omises en Afrique. Parmi les autres questions posées à Babb : Le Pentagone pourrait-il offrir un simple dénombrement – sinon une liste – de tous ses avant-postes ? Avait-il le nombre véritable d'installations à l'étranger, même si celui-ci n'avait pas été divulgué au public – c'est-à-dire, une liste qui a réellement fait ce que le Rapport sur la structuration des bases prétend seulement faire ? Octobre et novembre sont passés sans réponse.

En décembre, en réponse à des demandes d'informations complémentaires, Babb a répondu d'une manière résolument conforme à la politique bien huilée du Pentagone de tenir les contribuables américains dans l'ignorance des bases pour lesquelles ils paient – quelle que soit la difficulté théorique à nier l'existence des postes avancés qui vont de Agadez au Niger à Mossoul en Irak. « Je n'ai rien à ajouter, a-t-elle expliqué, aux informations et aux critères qui figurent dans le rapport ».

La décision du président Trump de retirer les troupes américaines de Syrie signifie que le Rapport de 2019 sur la structuration des bases sera probablement le plus précis depuis des années. Pour la première fois depuis 2015, dans l'inventaire des avant-postes du Pentagone il ne manquera plus la garnison d'al-Tanf (ou bien encore, peut-être manquera-t-elle). Mais il reste encore potentiellement des centaines de bases absentes des registres qui ne figurent pas sur les listes officielles. Considérez que c'est un avant-poste dévoilé et qui sait combien il en reste encore.

Nick Turse est le rédacteur en chef de TomDispatch et l'un des collaborateurs de l'Intercept. Son dernier livre est « Next Time They'll Come to Count the Dead: War and Survival in South Sudan ». [« La prochaine fois qu'ils viendront compter les morts : guerre et survie au Sud Soudan », NdT] Son site Web est NickTurse.com.

Haut de page

Le 26 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (30 pages)

L'internationalisation du totalitarisme.

En octobre 2017, la justice française condamnait Theodoro Obiang Jr, fils et vice-président de son père de la Guinée-Equatoriale, l'accusant d'avoir un "*train de vie hallucinant*" (Ce qui n'est évidemment pas le cas des oligarques du CAC40, de la Citi, de Wall Street, etc. - LVOG), dans le cadre de la loi "*dite des* «biens mal acquis»*, visant des dictateurs africains recyclant sans vergogne sur le sol français leurs détournements de fonds publics*", permettant à "*la justice française, au nom du principe de «compétence universelle» (de statuer) en matière de malgouvernance internationale*". (Source : Libération 25 février 2019)

Au droit d'ingérence humanitaire, de bombarder et envahir un pays, déposer et assassiner ses dirigeants, vient s'ajouter celui tout aussi exorbitant de "*malgouvernance internationale*" que les Américains avaient déjà adopté pour sanctionner les Etats ou les entreprises qui avaient effectué des transactions financières ou commerciales (en dollar) avec des Etats figurant sur leur liste des pays décrétés "*voyous*" ou "*ennemis*".

Nos ennemis ont de quoi se réjouir et pavoiser. Bravo, c'est bien joué !

- Dividendes : record au niveau mondial à 1.370 milliards de dollars - latribune.fr 18/02/2019

Les dividendes versés aux actionnaires dans le monde ont atteint un record en 2018 à 1.211 milliards d'euros, selon l'étude annuelle de la société de gestion américano-britannique Janus Henderson. La hausse devrait être moins forte cette année et atteindre 3,3% à 1.414 milliards de dollars, dans un contexte de ralentissement économique mondial.

Si les marchés d'actions ont connu la pire année depuis 10 ans l'an dernier en termes de performance, le cru a été exceptionnel sur le plan des dividendes. Selon l'étude annuelle de la société de gestion américano-britannique Janus Henderson publiée ce lundi 18 février, les dividendes versés aux actionnaires dans le monde ont atteint un nouveau record en 2018 et atteint 1.370 milliards de dollars (1.211 milliards d'euros) en hausse de 9,3% et de 8,5% hors distribution exceptionnelle, « la meilleure performance depuis 2015 » souligne Janus Henderson, et un niveau supérieur à la tendance à long terme de 5-7%. Près de neuf sociétés sur dix ont augmenté ou maintenu leurs dividendes à l'échelle internationale. Seule une entreprise américaine sur 25 a réduit son dividende. Certains pays ont enregistré des records historiques comme les États-Unis, l'Allemagne, le Japon, le Canada et la Russie.

La hausse devrait être moins forte cette année et s'élever 3,3% pour atteindre un montant total de dividendes au niveau mondial de 1.414 milliards de dollars (+5,1% hors exceptionnels), dans un contexte de ralentissement économique mondial. latribune.fr 18/02/2019

LVOG - Si, si, il faut les féliciter, ils le méritent, à défaut de pouvoir féliciter nos dirigeants, hélas !

Finalement, on s'adapte, on s'accommode, on se fait une raison et votre condition empirera inexorablement...

- 33h pour être soigné à l'hôpital - sputniknews.com 22.02.2019

Avec une blessure ouverte faite par une tronçonneuse, un habitant de la région de Brest a dû passer 33 heures à attendre avant de se faire opérer. Dans son courrier, dont des extraits ont été rendus publics par Ouest-France, il a fait part de son expérience au CHU de Brest.

Après être arrivé aux urgences vers 13h avec une blessure de sept cm de long et trois de profondeur, l'homme en est sorti que sept heures plus tard, mais toujours sans avoir été opéré. Sa plaie a été nettoyée trois fois, puisque l'infirmier qui s'occupait de lui est sorti plusieurs fois et a été obligé de redésinfecter la blessure. Le patient a tenu à souligner qu'il était resté à jeun toute la journée.

Lorsqu'il est revenu au CHU le lendemain matin, toujours avec la blessure ouverte, il a appris qu'il ne serait opéré que dans l'après-midi. L'opération s'est enfin déroulée dans la nuit et n'a duré que 14 minutes, insiste le patient:

«Je quitte l'hôpital vers une heure du matin. Bilan: 33 heures d'attente entre l'inscription aux urgences et la prise en charge, et ce avec une blessure ouverte.»

Tout en remerciant le professionnalisme des personnels soignants de l'hôpital, il a mis en relief la dégradation du système et la gestion technocratique du CHU «dramatique».

«Une fois admis, le patient est prisonnier du système. Il doit subir une organisation déficiente qui donne peu de place à l'humain au nom d'une pseudo-rentabilité. […] Plutôt que de donner au CHU une belle vitrine, des blocs opératoires supplémentaires ouverts auraient pu faire l'objet d'une expérimentation», a-t-il conclu. sputniknews.com 22.02.2019

Il existe encore des militants pour défendre le socialisme.

Un de mes commentaires, qui portait sur la nature sociale des classes (et du régime) et leurs idéologies, a été plébiscité sur le blog Les Crises.fr, il a notamment donné lieu au commentaire suivant (extrait) :

- "*La théorie de la valeur est essentielle. A noter d'ailleurs que Smith et Ricardo avaient également compris l'adéquation entre le travail humain et la plus value, même si Marx est allé encore plus loin en démontrant que la source de cette plus-value résidait dans la valeur d'usage de la force de travail qui a la faculté de produire une valeur supplémentaire à sa valeur d'échange. Et la valeur d'échange de la force de travail correspond toujours à un temps de travail moyen socialement nécessaire.*"

LVOG - Comme quoi mon intervention se situait bien sur notre terrain de classe. Vous voilà rassurez, non ? Non, je n'y peux rien !

Il y en a qui préfèrent participer aux machinations du pouvoir ou à la propagande officielle destinée à combattre les droits des travailleurs, et il y en a qui préfèrent diffuser les idées du socialisme. Partant de là, effectivement on n'a pas grand chose à voir ensemble ou à se dire...

Un "***bide***" n'est pas forcément sans conséquences. Lesquels ? A suivre !

- Le grand débat est un "bide total", selon Mélenchon - AFP 25 février 2019

"En réalité, 175.000 personnes différentes ont réellement participé. Et 53.000 n'ont répondu qu'à des questionnaires rapides. Si on ne compte que les personnes qui ont fait une contribution "détaillée", c'est 122.000", a-t-il ajouté, soit "1,4% du nombre d'électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle" et quatre fois moins, selon lui, que les "411.000 adhérents" de LREM.

Pour Jean-Luc Mélenchon, "c'est un bide total" parce que "les questionnaires proposés par le gouvernement sur le site internet sont caricaturalement orientés", et que "le libéralisme est la seule option envisagée" à cause de "questions très fermées rédigées par l'Élysée, (qui) ne laissent aucune place aux revendications portées par les "gilets jaunes"." AFP 25 février 2019

Aveu. L'extrême centre et l'extrême droite sont des alliés.

- A trois mois des européennes 2019, le moment "gilets jaunes" est passé - Le HuffPost 26 février 2019

Les macronistes reviennent de loin, les amis de Marine Le Pen aussi. Trois mois après le début de la fronde des gilets jaunes et trois mois avant les élections européennes, la liste de La République En marche et celle du Rassemblement national ont retrouvé leur première place en tête des intentions de vote pour le scrutin du 26 mai prochain, devançant très largement leurs poursuivants au point de résumer la bataille électorale à venir à un duel entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron.

Depuis, comme le montre notre courbe des sondages réalisés entre cette période et le week-end du 23-24 février, tout est (presque) rentré dans l'ordre. Depuis la fin 2018, les quelque 10 milliards d'euros de concessions aux travailleurs payés aux alentours du Smic, suivis du grand débat annoncé en fin d'année dernière, ont offert une très large fenêtre d'exposition médiatique au président de la République pour asphyxier le climat de contestation politique. Le HuffPost 26 février 2019

LVOG - Là ils se réjouissent un peu tôt...

Quand la parodie de démocratie tourne au grand guignol.

- Y a-t-il eu un million de contributions au grand débat, comme vanté par le gouvernement ? - lemonde.fr 21 février 2019

175 000 y ont réellement contribué.

Contacté par Le Monde, le collège des garants – un collectif d'experts censés « garantir l'indépendance du grand débat » – assure que 243 000 personnes s'étaient inscrites sur le site du grand débat. Parmi elles, 175 000 y ont réellement contribué ; 68 000 personnes se sont inscrites sans avoir, pour l'heure, apporté de contribution.

Au moment de ce pointage (le 17 février - ndlr), la plate-forme avait enregistré 122 309 contributeurs différents. Chacun d'entre eux correspond à un compte unique créé sur le site granddebat.fr. Cela représente l'équivalent de 0,2 % de la population française et de 0,3 % des inscrits sur les listes électorales (47,4 millions en 2017).

Comment le gouvernement parvient-il à comptabiliser un million de contributions ?

Sur la base des données rendues publiques sur data.gouv.fr, nous avons recensé quelque 250 000 contributions, c'est-à-dire des formulaires qui ont donné lieu à des réponses écrites. Pour parvenir au chiffre d'un million de contributions, il faut ajouter les 780 000 réponses aux questions rapides, selon les chiffres affichés sur le site du grand débat. Concrètement, le « million » de contributions mis en avant par le collège des garants du grand débat et le gouvernement correspond donc bien à une réalité.

Cependant, le fait que plus de trois contributions sur quatre soient des réponses aux « questions rapides » relativise l'ampleur du succès dont se vante le gouvernement, ces formulaires demandant assez peu d'implication.

L'examen des 243 000 contributions qui permettent des réponses plus détaillées laisse par ailleurs entrevoir des copies au niveau très variable. Selon nos relevés, plus d'un répondant sur deux (57,6 %) n'a rempli le formulaire correspondant qu'à une seule thématique, sur les quatre proposées. Seuls 12,8 % ont répondu aux quatre.

Par ailleurs, rien n'empêche une même personne de répondre plusieurs fois aux questionnaires détaillés – ce n'est cependant pas le cas pour les questions rapides. Selon notre décompte, on compte autour de 50 000 contributeurs uniques sur chacun des quatre grands thèmes du débat, soit autour de trois à quatre fois moins que pour les questions rapides sur les mêmes thèmes.

En résumé, on peut tout à fait dire qu'il y a eu plus d'un million de contributions au grand débat, mais il faut cependant noter que la plupart d'entre elles restent très succinctes. Sur les quelque 4 millions de réponses aux 72 questions « ouvertes » des différents questionnaires, 1,8 million sont totalement vides et 800 000 comportent moins de 10 mots. 15 % des contributeurs ont

écrit moins de cent mots dans la totalité de leurs contributions. lemonde.fr 21 février 2019

LVOG - 12%, 15%, bref l'électorat de Macron. 0,2 % de la population française et de 0,3 % des inscrits sur les listes électorales, l'équivalent de l'oligarchie.

Si vous le dites.

- Ingrid Levavasseur : chez les Gilets jaunes, «les figures médiatiques sont illégitimes» - Le Parisien 22.02

LVOG - Alors fermez-là ! Ils ne sont pas "*illégitimes*", ils n'ont pas de légitimité, ce qui n'est pas tout à fait pareil, car ils ont la légitimité de parler en leur nom comme tout un chacun, mais pas en notre nom.

Le concept des "***égalités sociétales***" est le point d'achèvement du réformisme : antisocial et plus encore antisocialiste.

Un internaute - "*En effet, c'est ainsi que le combat des inégalités sociales a été remplacé par celui des égalités sociétales en prétextant que ce serait un enjeu de la démocratie alors que c'est un des piliers du néo-libéralisme qui s'exprime: mettre en compétition les peuples et ses diversités pour créer des lignes de fractures sociales (les fameuses minorités) qui devaient provoquer l'implosion au sein des groupes constitués comme un rempart à la violence ultra-libérale comme le socialisme (et non la gauche) ou le syndicalisme. Le tout au motif de "progressisme".*

Nous avons le choix, voir même le devoir, de ne pas nous adapter aux injonctions néo-libérales en refusant d'obéir aux ordres contre notre nature."

LVOG - En fait, vous nous dites que la gauche était compatible avec le néo-libéralisme, l'ultime version idéologique du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant, d'extrême droite. On parle bien de la même gauche immonde qui fut encensée par l'extrême gauche pendant plus 70 ans, n'est-ce pas ? Et après il y en a encore parmi ceux qui se situent à l'extrême gauche qui s'étonnent qu'on en soit arrivé à la situation inextricable actuelle.

Elle est inextricable pour ceux qui refusent de la regarder en face, donc de faire l'inventaire de la lutte de classe des 70 dernières années ou du XXe siècle à nos jours. Elle est inextricable quand on reproduit indéfiniment les mêmes erreurs.

La gauche ne peut que vous donner envie de vomir.

- L'ex-patron de la CGT Thierry Lepaon récompensé par Macron : mediapart.fr 20.02 Mediapart révèle que l'ex-secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon est pressenti pour être coopté à l'Inspection générale de la jeunesse et des sports. Mediapart précise qu'il n'a aucune des qualités pour occuper un tel poste. C'est donc clairement une faveur accordée à un "partenaire" qui a oeuvré à empêcher toute lutte d'ensemble qui menace le pouvoir. mediapart.fr 20.02

- Brexit: le Labour soutient un nouveau référendum - Le HuffPost 26 février 2019

LVOG - L'oligarchie se déchire sur cette question, donc son pendant, la gauche aussi. C'est elle qui est à l'initiative du Brexit, c'est marrant tous gens qui se sont empressés de l'oublier...

Parole d'internaute.

- "*...beaucoup des grands théoriciens du courant néo-libéral (Hayek en particulier) sont issus d'une société qui a aussi vu grandir des gens comme Hitler ou Eichmann. Ce n'est pas qu'un pur hasard. Je suis pour ma part convaincue qu'il y a une profonde affinité conceptuelle entre ces deux courants qui en apparence ce sont construits l'un contre l'autre.*

Cela est en partie lié au contexte culturel et intellectuel de cette société à ce moment-là. Ce serait trop long a détailler dans un commentaire mais beaucoup de recherches ont été publiées qui éclairent ce qui parait à priori comme un paradoxe puisque les néo-liberaux, comme Hayek notamment, prétendaient lutter contre le totalitarisme qu'ils assimilaient au socialisme. (cf: « la route de la servitude »)"

LVOG - En quoi y aurait-il un paradoxe dans le fait que le néolibéralisme et le fascisme soient compatibles ? N'y aurait-il pas une étonnante similitude entre le projet d'Hitler et celui des sionistes ? Y aurait-il un lien entre le nazisme et le néolibéralisme ou le néoconservatisme ? C'est ce que nous allons vérifier maintenant.

Qui a dit ?

- « *Un État construit sur le principe de la pureté de la nation et de la race peut être honoré et respecté par un juif qui affirme son appartenance à ses semblables.* »

Réponse : Le rabbin Joachim Prinz, qui célébrait à Berlin en 1934 les lois raciales allemandes dans son livre Nous, les juifs, et deviendra président de l'American Jewish Congress de 1958 à 1966. (Wir Juden, par Joachim Prinz (1934).)

Quelques données pour comprendre.

- Le néoconservatisme, qui est généralement perçu comme une droite républicaine extrême, est en réalité un mouvement intellectuel né à la fin des années 1960 au sein de la rédaction de la revue mensuelle Commentary , l'organe de presse de l'American Jewish Committee qui a remplacé le Contemporary Jewish Record en 1945. The Forward, le plus ancien quotidien juif américain, écrit dans un article de 2006 : « *S'il y a un mouvement intellectuel en Amérique dont les juifs peuvent revendiquer l'invention, c'est bien le néoconservatisme. Cette pensée horrifiera sans doute la plupart des juifs américains, majoritairement libéraux. Et pourtant c'est un fait qu'en tant que philosophie politique, le néoconservatisme est né parmi les enfants des immigrants juifs et qu'il est actuellement le domaine particulier des petits-enfants de ces immigrants* » [1]. L'apologiste du néoconservatisme Murray Friedman explique cela par la bénéficience inhérente au judaïsme, « *l'idée que les juifs ont été placés sur terre pour un faire un monde meilleur, peut-être même plus sacré* » [2].

[1] « *If there is an intellectual movement in America to whose invention Jews can lay sole claim, neoconservatism is it. It's a thought one imagines most American Jews, overwhelmingly liberal, will find horrifying. And yet it is a fact that as a political philosophy, neoconservatism was born among the children of Jewish immigrants and is now largely the intellectual domain of those immigrants' grandchildren.* » in « *The Neoconservstism Persuasion* », par Gal Beckerman, The Forward, 6 janvier 2006.

[2] « *The idea that Jews have been put on earth to make it a better, perhaps even a holy, place* » in The Neoconservative Revolution : Jewish Intellectuals and the Shaping of Public Policy , par Murray Friedman, Cambridge University Press (2005).

(Source : « Le triple jeu des néoconservateurs », par Laurent Guyénot, Réseau Voltaire, 1er mars 2013, www.voltairenet.org/article177373.html ou

- Le triple jeu des néoconservateurs.

Un extrait de cet article vaut vraiment la peine pour situer précisément le sionisme.

- En 1947-48, le racisme sioniste s'abattra sur les Palestiniens sous la forme d'un nettoyage ethnique qui fit fuir 750 000 d'entre eux, soit plus de la moitié de la population native qui rappelle celui ordonné par Yahvé à l'encontre des Cananéens : « *faire table rase des nations dont Yahvé ton Dieu te donne le pays, les déposséder et habiter leurs villes et leurs maisons* » (Deut 19:1) et, dans les villes qui résistent, « *ne rien laisser subsister de vivant* » (20:16). Pour une communauté comme pour un individu, le problème ne vient pas de se croire l'Élu, mais de se croire élu par un dieu chauvin, raciste et génocidaire.

Le rêve biblique insufflé par Yahvé à son peuple élu, aussi bien dans l'Exode que chez les prophètes, n'est pas seulement un rêve racial et national ; c'est très clairement un rêve impérial. Jérusalem doit devenir le centre rayonnant du monde. On évoque souvent ces vers du deuxième chapitre d'Isaïe comme preuve que le message prophétique est pacifique : « *Ils briseront leurs épées pour en fait des socs, et leurs lances pour en faire des serpes. On ne lèvera plus l'épée nation contre nation, on n'apprendra plus à faire la guerre.* » Mais on omet toujours les vers précédents, qui indiquent que ce temps de paix ne viendra que lorsque « *toutes les nations* » rendront hommage « *à la montagne de Yahvé, à la Maison du Dieu de Jacob* », lorsque Yahvé, depuis son Temple, « *jugera entre les nations.* » Dans certains cercles intellectuels, le sionisme moderne se conçoit encore comme un projet de Nouvel ordre mondial. Jacques Attali se prend ainsi à « imaginer, rêver d'un Jérusalem devenant capitale de la planète qui sera un jour unifiée autour d'un gouvernement mondial. » (« *Le triple jeu des néoconservateurs* », par Laurent Guyénot)

LVOG - Tout est dit ici, n'est-ce pas ? Qui complotent, qui agitent l'argument du complotisme ? Qui se font les chantres du combat contre les théories du complot, etc ? Les mêmes !

Le temple "girondin". Le premier parti de France, un puissant relais du groupe Bilderberg. La franc-maçonnerie, c'est le sionisme laïc.

- Quel est vraiment le poids des francs-maçons sous l'ère Macron? - Challenge 23.02.2019

180.000 membres sont réunis dans une vingtaine d'obédiences, où élus locaux, médecins, petits patrons, avocats, enseignants, policiers et militaires sont surreprésentés.

Quelle est la vraie nature des liens entre Alexandre Benalla, membre de la loge des Chevaliers de l'Espérance à la Grande Loge Nationale Française (GLNF), et le conseiller d'Emmanuel Macron, bientôt exfiltré, Ismaël Emelien, formé à l'école très maçonnique de Stéphane Fouks (tendance Grand Orient), chez Havas? Comment comprendre les pluies de contrats que signe l'ancien garde du corps, son amitié avec l'affairiste Alexandre Djouhri, réfugié à Londres, comme avec Philippe Solomon, qui l'a introduit auprès de plusieurs chefs d'Etats africains francs-maçons? Dans un tout autre registre, pourquoi une telle férocité dans la lutte de pouvoir entre Denis Kessler (Scor) et Thierry Derez (Covéa), qui fait écho à la bataille qu'avait conduite François Pérol pour fusionner les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne et prendre la présidence? Au même titre qu'EDF, les entreprises du BTP, de distribution d'eau et toutes celles qui maillent le territoire, les mutuelles sont des repaires de " frères trois points ". Au siège de BPCE, les bornes directionnelles sont des triangles maçons, selon la volonté de Charles Milhaud, ex-président des Caisses d'Epargne évincé par Pérol, qui est tout sauf franc-maçon ! Et pourquoi les jeux de pouvoir à EDF et à la Caisse des dépôts entretiennent-ils le soupçon ? " Parce que les francs-maçons y ont eu de l'importance ", témoigne un homme de réseaux passé par les deux entreprises, l'ex-journaliste Etienne Bertier, lui-même soupçonné, à tort promet-il, d'être " initié ". Il est aujourd'hui au service du Tchèque Daniel Kretinsky, l'homme qui rachète des pans entiers de la presse française.

Bras de fer dans le business

" Sans verser dans la parano, chaque fois qu'une décision illogique est prise dans le monde des affaires, on peut suspecter qu'il y a solidarité maçonnique ", affirme le conseiller du tout-Paris du business, Alain Minc. Contrairement à une idée reçue, les réseaux maçons ne sont pas une survivance des IIIe et IVe Républiques. Ils se développent au même rythme que le nombre de francs-maçons en France, multiplié par cinq en cinquante ans, pour atteindre aujourd'hui 180 000 membres, réunis dans une vingtaine d'obédiences, où élus locaux, médecins, petits patrons, avocats, enseignants, policiers et militaires sont surreprésentés. La grande majorité est mue par le " besoin de perfectionnement de soi-même, symbolisé par le processus initiatique " si l'on en croit Roger Dachez, président de l'Institut maçonnique de France, membre de la GLNF, obédience déiste. Seuls les esprits mal intentionnés pensent que certains entrent dans ce " système assumé d'entraide " pour obtenir des contrats, favoriser sa carrière, voire faire sauter des PV ou décrocher un rendez-vous chez un spécialiste… Autant de petits arrangements locaux qui, toutefois, portent moins à conséquence que celui des maçons dans le big business.

C'est en 2014, lors de l'éviction d'Henri Proglio de la présidence d'EDF, que Macron a mesuré le poids des frères dans la sphère économique. François Hollande avait exigé de Manuel Valls qu'il avertisse l'intéressé moins d'une demi-heure avant la tenue du conseil des ministres. Pour empêcher son chef de gouvernement, avec Proglio et d'autres, de monter au front. Pris de vitesse, le réseau maçon réclame aussitôt… compensation. Directeur de cabinet de Jean-Yves Le Drian à la Défense, Cédric Lewandowski pousse Proglio pour la présidence de Thales. Hollande cède, contre l'avis de Macron, son ministre de l'Economie, qui en fait un casus belli et oblige Proglio à renoncer. Elu président, Macron prend le mors aux dents lorsqu'il apprend que Lewandowski, adoubé par François Roussely comme futur parrain des réseaux maçons dans le monde des affaires, cherche à être nommé patron de la DGSE. Muté au Quai d'Orsay, Le Drian est prié de se séparer de son directeur de cabinet, renvoyé à EDF. Celui-ci est toujours dans le collimateur : la ministre des Armées, Florence Parly, l'empêche de participer à des colloques organisés à l'Ecole militaire !

Emmanuel Macron n'entend pas céder aux frères trois points, alors que ceux-ci ont beaucoup contribué à son arrivée au pouvoir, avec notamment le soutien de François Patriat, Gérard Collomb et Richard Ferrand. Sa campagne, ni droite ni gauche, cherchait à " réunir ce qui est épars ", un dogme de la loi maçonnique. Sa tenue blanche fermée [séance ouverte à un seul invité non initié] au grand temple de la rue Cadet (Grand Orient) avait été appréciée. Les maçons avaient été séduits par sa jeunesse et la promesse d'un " pacte girondin ", d'une décentralisation heureuse, d'une décrispation générale. Et ils avaient appelé à voter en masse contre Marine Le Pen. La victoire acquise, de nombreux frères, assistant à l'intronisation du nouveau président devant la pyramide du Louvre, ont même cru, à tort qu'il était des leurs, tant l'allusion était évidente…

Ils ont été confortés, après l'élection, par la formation d'un gouvernement très maçon-compatible, avec des frères revendiqués, comme Gérard Collomb, Jean-Yves Le Drian ou Jacques Mézard (nommé le 14 février au Conseil constitutionnel) et des proches : le père d'Edouard Philippe est un éminent maçon, comme celui de Marlène Schiappa. Autres ministres femmes en sympathie avec la mouvance : Muriel Pénicaud et Agnès Buzyn. Quant à Jean-Michel Blanquer, il revendique sa proximité : invité au dîner annuel de la Grande Loge de France, il a souligné ses " convergences avec les valeurs maçonniques ".

Nouvelle donne avec l'Elysée

La désillusion n'en fut que plus brutale pour de nombreux maçons, choqués par les choix verticaux du chef de l'Etat au cours de la première année de son mandat et par son cléricalisme supposé. La rupture s'est approfondie au printemps 2018 quand Macron a prononcé son discours devant le collège des Bernardins dans lequel il a assuré vouloir " réparer " le lien " abîmé " entre l'Eglise et l'Etat. Bronca générale des maçons laïcards. " On attend un président, on entend un sous-curé ", a commenté Jean-Luc Mélenchon, maçon depuis 1985. Le toilettage programmé de la loi de 1905 ajoute aux inquiétudes des frères de toutes obédiences, qui demeurent opposées à l'idée de toucher à ce texte symbolique. Alors que, pour Macron, si l'Etat est laïc, la société ne l'est pas.

Mais les fleurets sont désormais mouchetés. Un frère de rang élevé confie qu'en conduisant Emmanuel Macron à changer de politique, à reprendre langue avec les corps intermédiaires, les " gilets jaunes " lui ont permis de renouer avec les francs-

maçons qui s'étaient éloignés, comme Gérard Collomb et Xavier Bertrand. La " bataille des cathos contre les maçons " n'aura peut-être pas lieu. Un legs de l'héroïque lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, à la fois fervent catholique et franc-maçon revendiqué ? Challenge 23.02.2019

Alors pourquoi ce titre ? Mais parce que ces gens-là n'ont pas d'autre morale ou conviction que leurs intérêts personnels liés à la perpétuer du régime, c'est la seule chose à laquelle ils croient et ils sont attachés, et la pyramide représente celle du pouvoir selon les principes du verticalisme qu'on retrouve dans le fascisme.

Dans ce bas monde on a tendance à confondre et à considérer un peu trop hâtivement que des gens qui s'affrontent seraient forcément des ennemis, alors que très souvent ils sont davantage concurrents et complémentaires. Il existe une multitude d'officines qui oeuvrent au côté des institutions et qui veillent à leur bon fonctionnement, moyennant des contreparties, c'est la moindre des choses. Elles défendent leur pré carré ou leurs privilèges, et quand quelqu'un empiète dessus et menace leur intégrité ou leur bout de gras, elles réagissent parfois violemment et sans prévenir pour déstabiliser leur concurrent et l'inciter à cesser cette guerre fratricide.

L'extrême droite est le frère ennemi de la franc-maçonnerie, pas son ennemi. Leur véritable et unique ennemi, c'est la classe ouvrière et le socialisme. Comment cela, prouvez-le. Immédiatement.

L'accusation d'antisémitisme portée contre les musulmans et le mouvement ouvrier par ceux qui sont au pouvoir est partagée par l'extrême droite comme vous avez pu l'observer, cela devrait vous suffire comme preuve. leur caractérisation d'islamo-gauchiste n'est rien d'autre que le miroir du judéo-maçonnique.

Toute discussion politique est devenue compliquée ou presque impossible, parce qu'on ne parle pas de la même chose.

Elle est faussée du fait que notre interlocuteur ignore ou fait abstraction d'un certain nombre de facteurs ou évènements qui jouent ou ont joué un rôle déterminant. Elle l'est également parce qu'il n'a pas conscience de ne pas avoir de conscience de classe ou elle est mal étayée, ce qui l'amène à emprunter des arguments à l'idéologie qu'il est censé combattre. Il en ressort des contradictions ou une confusion inextricable qui révèlent de graves lacunes, donc pour bien faire il faudrait commencer par là avant de continuer la discussion. Souvent ces lacunes sont si importantes qu'on en arrive à déduire qu'il ne réfléchit pas ou peu, qu'il manque singulièrement de logique, dans ce cas-là cela pose un gros problème, puisque c'est la structure de son mode de penser qui est en cause, bref, c'est comme si nous ne parlions pas la même langue !

On vient d'en avoir un aperçu avec la dernière provocation en date du raciste assumé Finkielkraut. Tous on évoqué un "un acte antisémite", alors qu'il n'y en pas eu, c'est extraordinaire ! Mais aucun ne dira que ceux qui se prétendent juifs ne sont pas des sémites, contrairement à une grande partie des Arabes dont les Palestiniens. L'antisémitisme qu'ils agitent comme un hochet est en réalité une mystification destinée à fonctionner de la même manière que celle qui sert à justifier l'hégémonie de classe des capitalistes, d'une minorité d'exploiteurs face aux Gilets Jaunes, ou face aux Palestiniens qu'ils oppriment et répriment également avec férocité ou cruauté. Pourquoi personne n'a fait le lien et n'en a profité pour renouveler l'appel à lever le blocus de Gaza ?

Macron et les médias-oligarques dictent de quelle manière il fallait aborder ce sujet, et tous à de rares exceptions près s'y plient. Une telle misérable manifestation de servilité de la part du mouvement ouvrier donne une idée assez précise du degré de décomposition ou de corruption de ses dirigeants.

A plusieurs reprises dans le passé j'avais indiqué que les pire antisémites étaient ceux qui le dénoncent, je ne m'étais pas trompé. On aura une pensée pour le peuple palestinien que tous ont abandonné pour l'occasion.

- Quand on interprète la situation, il faut distinguer ce qui appartient au présent, des éléments qui indiquent dans quelle direction elle va évoluer. Or, il est vrai qu'on a tendance à les mêler de telle sorte que le lecteur peut être amené à les confondre. Et du même coup on nous accuse à tort de gauchisme à défaut de faire la part des choses. Dans toute situation apparaissent des signes qui nous permettent de percevoir dans quelle orientation elle s'inscrit. Ceux qui ne les saisissent pas, ne peuvent pas comprendre notre discours et suivre l'évolution de la situation. Les deux étant intimement liés, une analyse qui en fait abstraction sera incomplète, inefficace, inutile, voire incohérente. J'ai sans doute commis l'erreur ou c'est mon principal défaut, de ne pas avoir été suffisamment rigoureux sur ce point très important. Ce n'est pas toujours facile de s'exprimer clairement pour éviter toute méprise et être à la fois concis et précis.

Par exemple quand je traite le régime de Macron de totalitaire, si cela concerne sa manière de traiter certaines questions, cela ne signifie pas pour autant que le totalitarisme se manifesterait dans tous les domaines, sinon je serais privé de ma liberté d'expression ou je serais peut-être déjà privé de liberté tout court, les partis politiques et les syndicats auraient été déclarés hors la loi ou interdits, ce qui n'est pas le cas non plus... En revanche, tout comme avant lui Sarkozy et Hollande, il a manifesté à de nombreuses reprises un penchant soutenu pour les méthodes totalitaires de gouvernance, on peut même ajouter qu'il les revendique, Attali aussi pour les avoir souhaitées et justifiées à haute voix.

Sa dernière sortie sur les syndicats vient de l'illustrer une nouvelle fois. A suivre.

De la mise en oeuvre de mécanismes « ***totalitaires*** » au totalitarisme.

Comme l'explique bien le philosophe américain James Conant :

Tel qu'[Orwell] l'emploie, le terme "totalitarisme" désigne des stratégies (à la fois pratiques et intellectuelles) qui […] sont appelées ainsi parce qu'elles ont pour but de parvenir à un contrôle total de la pensée, de l'action et de sentiments humains.

Cet usage du terme « totalitaire » est conforme à celui de son inventeur probable, le libéral antifasciste italien Giovanni Amendola qui écrivait en avril 1923 : Le fascisme ne vise pas tant à gouverner l'Italie qu'à monopoliser le contrôle des consciences italiennes. Il ne lui suffit pas de posséder le pouvoir : il veut posséder la conscience privée de tous les citoyens, il veut la « conversion » des Italiens. (L'objet du "grand débat national" et de la prestation hystérique de Macron. C'est sa tête qu'il essaie aussi de sauver ! - LVOG)

L'usage orwellien du terme totalitaire, poursuit Conant, « ne recouvre pas seulement des formes de régimes politiques, mais aussi des types de pratiques et d'institutions plus envahissantes et plus spécifiques (diverses pratiques journalistiques comptent parmi ses exemples favoris). Mais par-dessus tout, Orwell applique ce terme aux idées des intellectuels — et pas seulement à celles qui ont cours dans […] les "pays totalitaires", mais à des idées qui circulent dans tout le monde industriel moderne ». Par conséquent, les mécanismes « totalitaires », en ce sens du mot, sont à l'oeuvre aussi bien dans les régimes typiquement totalitaires que dans les pays qui se réclament du libéralisme.

Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Jean-Jacques Rosat - Collège de France

On n'avait jamais assisté à pareille bassesse.

Jacques a dit, condamnez l'antisémitisme, et tous se sont exécutés en choeur ! Quelle abomination ! Ah la fabrication du consentement fonctionne à merveille, même au niveau de nos dirigeants, à moins que ce ne soit un prétexte pour y participer, c'est pire encore !

Au garde-à-vous, le petit doigt sur la couture du pantalon ! Puisque dorénavant l'antisémitisme et l'antisionisme sont synonymes, dénoncer l'antisémitisme revient à soutenir le sionisme, on est bien d'accord, donc les voilà qui jurent tous allégeance aux sionistes par crainte d'être accusés d'antisémitisme, ce n'est pas cela qui permettra de relever le mouvement ouvrier des bas-fonds de l'opportunisme le plus misérable où il est tombé, honte à nos dirigeants !

Il aura suffit d'une provocation médiatisée qui tint toutes ses promesses, et de chiffres tout droit sortis du chapeau de ceux qui passent leur temps à trafiquer la réalité pour que tous déclarent en choeur leur flamme à l'antisémitisme. Comme si en combattant quotidiennement au côté de tous les peuples exploités et opprimés de la planète pour exiger que leurs droits et leurs besoins soient satisfaits sans distinction de race, de religion, de philosophie, cela ne suffisait pas, et en plus il faudrait justifier notre engagement politique devant le tribunal de l'inquisition de l'extrême droite sioniste ou le Crif devant lesquels Macron se prosterne, et puis quoi encore. Sans parler que ces tyrans ont annoncé

Qui a oublié que le mouvement ouvrier, le PC et la SFIO ont été procolonialistes et que le sionisme est une entreprise coloniale ?

La Tribune des travailleurs (POID) - Le mouvement ouvrier a toujours condamné et combattu l'antisémitisme.

Extrait - Le mouvement ouvrier a toujours condamné et combattu l'antisémitisme, comme toutes les manifestations et tous les actes visant à discriminer, ostraciser, réprimer ou persécuter des individus ou des groupes au motif de leur religion, de leur origine, de leur nationalité, de la couleur de leur peau, de leur sexe ou de leur mode de vie.

LVOG - Il y en a ainsi qui passent leur temps à réécrire l'histoire. Quelle crédibilité devrait-on leur accorder ? Aucune sous peine d'être manipulé.

Un contre 220 : La démocratie a été respectée !

- Un adolescent abattu par l'armée israélienne dans la bande de Gaza - Reuters 23 février 2019

L'armée israélienne a abattu un adolescent et blessé une quarantaine d'autres Palestiniens qui participaient à une manifestation vendredi dans la bande de Gaza, ont annoncé les services médicaux.

L'armée dit avoir riposté à des jets de grenades et d'objets explosifs en direction du territoire israélien.

Plus de 220 Palestiniens ont été tués par des soldats israéliens depuis le début des manifestations hebdomadaires en faveur du droit au retour des réfugiés, en mars 2018, et des milliers d'autres blessés.

Côté israélien, un soldat a été abattu par un tireur palestinien. Reuters 23 février 2019

La question qui tue les opportunistes.

Il n'est venu à l'esprit de personne que ces "*actes antisémites*" pouvaient facilement être réalisés par les hommes de main de ceux qui au pouvoir les dénoncent, que les discours en boucle sur ce sujet étaient destinés à exciter les fachos pour les pousser à passer à l'acte c'est vraiment pitoyable, quelle médiocrité intellectuelle ou servilité !

- Actes antisémites: un pourcentage est-il une information ? Par Jérôme Latta - Le Blog Mediapart 14-02-2019

Ce contexte a certainement contribué à la teneur de la médiatisation du pourcentage. Les titres des sites d'information en ligne mobilisent en effet deux angles principaux : cette « augmentation de 74% » des actes antisémites (le ministre avait dit : « L'antisémitisme a augmenté de 74% ») ; sa traduction en « explosion » (France Info, Paris Match, Les Échos, RMC, Huffington Post, France Culture, La Croix, L'Express, LCI, Europe 1, Euronews, etc.).

Si le corps de nombreux articles apporte des éléments de compréhension, d'autres s'inscrivent dans un registre très dramatisant – soutenu par les citations de membres du gouvernement, d'associations et de diverses personnalités.

Cette variation tend d'abord à occulter le chiffre en valeur absolue, que l'on peine parfois à trouver dans les retombées. Soit 541. On peut d'abord estimer, même si cela mérite débat, que relativement à une population de 67 millions d'habitants, les faits concernés sont (intolérables mais) marginaux [1]. On doit surtout affirmer que la variation de ce chiffre d'une année à l'autre est d'une portée très limitée, potentiellement trompeuse.

De fait, l'examen de cette donnée depuis l'année 2000 indique que :

– ses variations annuelles sont très importantes ;
– le chiffre a été plus élevé 9 fois (sur 19) ;
– le chiffre 2018 est en dessous de la moyenne (574) ;
– il est très en deçà des niveaux de 2014 (851) et 2015 (800).

Dès lors, parler de « déferlante » (RFI) et d'« explosion », donner à l'information une portée générale et le caractère d'une irrésistible progression (éditorial du Monde) constitue une présentation problématique. Le Blog Mediapart 14-02-2019

Commentaires d'internautes.

1- "*Énorme.*

Il s'agit donc bien d une énorme opération de propagande massive afin de mettre la liberté d expression sous le boisseau.

On s'en doutait un peu.

On le sentait.

Mais là c'est transparent.

D'ailleurs les tags antisémites qui ont accompagnés le mouvement sont plus que louches : Disons que cela arrivait à point nommé pour soutenir l'opération.

Tais toi : complotiste ! Antisémite!"

2- "*La déclaration de Castaner s'inscrit dans la* "séquence" *de 10 jours précédent les déclaration de Macron au Crif :*

Acte 1 - 9/02, Griveaux hurle à l'antisémitisme des GJ's suite à un tag sur une vitrine à Paris : mensonge.

Acte 2 - 11/02, Castaner annonce que « les actes antisémites ont bondi de 74 % en France en 2018 »*. Certes, les actes antisémites sont passés de 311 en 2017 à 541 en 2018, soit une hausse sur un an de 74% mais mais la moyenne depuis 2000 est de 574 et depuis 2010 de 526.*

Acte 3 -16/02, Griveaux hurle à l'anti.sémi.tisme des GJ's suite à une insulte anti.sémi.te, "sale juif"*, soi-disant proférée contre Alain Finkielkraut : mensonge.*

Acte 4 - 18/02, le groupe d'étude "antisémitisme" *de l'Assemblée Nationale annonce déposer le 19/02 une résolution ou un projet de loi visant à assimiler des propos anti.sionistes aux propos antisémites et les faire condamner pénalement.*

Acte 5 - 19/02, 80 tombes dans un cimetière juif à Strasbourg sont retrouvées profanées.

Acte 6 -19/02, une marche contre l'antisémitisme est organisée à l'initiative de 14 partis politiques.

Acte 7 - 20/02 Macron se rend au dîner du Crif – Conseil Représentatif des Institutions Juives de France – et y prononce un discours dans lequel il annonce, notamment, que l'Etat français va adopter la définition de l'IHRA de l'antisémitisme et que la France va reconnaître l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme."

- Lutte ouvrière - Antisionisme et antisémitisme : un amalgame à combattre - 20 Février 2019

Extrait.

Il faut rappeler que le sionisme, la doctrine fondée en Europe par Theodor Herzl en 1897, réclamant la création d'un foyer national juif, fut très longtemps rejeté par l'immense majorité des Juifs eux-mêmes. Les Juifs vivant en Europe n'aspiraient pas à construire un État spécifique mais à vivre sans ostracisme ni oppression dans les pays où ils étaient nés. Parmi le prolétariat juif particulièrement opprimé d'Europe orientale ou de Russie tsariste, la perspective d'une révolution sociale au côté de l'ensemble des exploités, portée par diverses organisations socialistes, l'emportait largement sur le sionisme.

Les dirigeants du Crif, le Conseil représentatif des institutions juives de France, une organisation proche de la droite sioniste, ne ratent pas une occasion de stigmatiser l'antisionisme qu'ils qualifient d'idée rouge-brune, assimilant l'extrême droite et l'extrême gauche.

Ils trouvent régulièrement le soutien de dirigeants politiques au pouvoir. Valls, Premier ministre, avait évoqué en 2016 lors du dîner annuel du Crif : « L'antisionisme, c'est-à-dire tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël. » Macron, recevant Netanyahou à l'Élysée en juillet 2017, avait affirmé : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est LA forme réinventée de l'antisémitisme .»

Après les insultes proférées le 16 février contre Finkielkraut, le député LREM Sylvain Maillard a remis le couvert. Il voudrait proposer une loi transformant l'antisionisme en délit, au même titre que l'antisémitisme. (...)

Le sionisme fut encouragé et utilisé par la Grande-Bretagne puis les États-Unis pour imposer leur domination au Moyen-Orient, en s'ap-puyant sur la minorité juive -contre la majorité arabe. Cependant, même après le génocide perpétré par les nazis, la majorité des Juifs survivants aspiraient à émigrer aux États-Unis plutôt qu'en Palestine, et ne s'installèrent dans le futur Israël que parce que l'ensemble des puissances occidentales les rejetaient.

Lors de la fondation d'Israël, en 1948, les partis sionistes imposèrent leur politique, par les armes, en chassant les Palestiniens des territoires où ils vivaient depuis des siècles. Le choix de bâtir un État donnant des droits à une seule communauté, au mépris des autres, était pourtant loin d'être partagé par tous les Juifs de Palestine. Les sionistes l'imposèrent, au nom d'une religion que tous étaient loin de pratiquer, creusant au fil du temps un fossé de sang entre les Palestiniens et les Israéliens, transformant ces derniers en geôliers de tout un peuple.

Malgré les pressions et la politique du fait accompli, il reste aujourd'hui en Israël de nombreux opposants à la politique sioniste des gouvernements successifs, eux-mêmes étant parfois qualifiés d'antisémites !

Qu'ils vivent en France, en Israël ou n'importe où sur la planète, qu'ils soient athées, juifs, musulmans ou autres, les travailleurs n'ont ni patrie ni communauté à défendre, mais des intérêts de classe à mettre en avant. Et être internationaliste signifie être opposé à tout nationalisme, le nationalisme sioniste y compris. Lutte ouvrière 20.02

Effectivement, Finkielkraut est antisémite (tout comme ses semblables ou ses soutiens).

- L’agresseur de Finkielkraut convoqué devant le tribunal le 22 mai - Reuters 21 février 2019

L'homme placé en garde à vue mardi pour avoir agressé verbalement le philosophe Alain Finkielkraut lors d'une manifestation des "Gilets jaunes" samedi dernier sera jugé le 22 mai prochain devant le tribunal correctionnel de Paris, a-t-on appris jeudi de source judiciaire.

Sa garde à vue a été levée et il a quitté le commissariat de Mulhouse, où il s'était rendu de lui-même, sans faire de déclaration. Il sera jugé pour injure publique en raison de l'origine, l'ethnie, la nation, la race ou la religion.

Benjamin W., un français de 36 ans converti à l’islam, la religion de son père algérien, apparaît sur une vidéo parmi un groupe de personnes qui insultent l’académicien, lui-même le traitant de "haineux", de "sioniste" et de "grosse merde".

Son avocat a indiqué qu'il n’était pas motivé par l’antisémitisme lors de cet incident qui a eu lieu à Paris

"Dans ce dossier, il n’y a rien qui permettrait de qualifier les propos de M. W. de propos antisémites", a dit à Reuters Me André Chamy, connu comme avocat de la CGT et de la CFDT à Mulhouse et pour avoir fait partie du collectif de défenseurs de l’ex-président irakien Saddam Hussein en 2005-2006.

"Ce dossier est monté de toutes pièces pour faire plaisir à M. Finkielkraut et appuyer une mouvance actuelle de lutte contre l’antisémitisme qui est un combat tout à fait respectable mais qui n’a rien à voir avec M. W.", a-t-il ajouté.

Pour l’avocat franco-libanais, les propos prêtés à son client, un père de cinq enfants qui tient une boutique de téléphonie à Mulhouse, ne sont que des "insultes".

"M. Finkielkraut se revendique comme sioniste. Qu’il ne nous embête pas à impliquer sa propre communauté dans cette histoire-là. Ce sont les propos politiques de M. Finkielkraut, connus de tous, qui ont été visés", ajoute-t-il.

L’avocat souligne que Benjamin W., également connu sous le prénom de Souleiman, n’a pas employé à l’encontre de l’universitaire l’injonction "Rentre chez toi" proférée par certains des individus autour de lui.

"Il l’a même traité d’antisémite parce que mon client considère que le combat sioniste mené par M. Finkielkraut est contre-productif pour la communauté juive", a-t-il ajouté.

Me Chamy conteste également que son client, auquel la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, prêtait mercredi une pratique "salafiste" de l’islam, soit un fondamentaliste ou un individu radicalisé.

"Il a eu une sorte de retour à la racine parce qu’il a découvert que son père était d’origine arabe-musulmane. Il a renoué avec la religion musulmane, il a été approché par des religieux musulmans, ça a duré deux ans et depuis 2003, il n’a plus eu de contact avec un quelconque mouvement musulman", a-t-il expliqué.

Me Chamy a par ailleurs affirmé faire l’objet de menaces de morts sur les réseaux sociaux depuis qu’il avait accepté de défendre Benjamin W. Reuters 21 février 2019

- Antisémitisme: "Nous allons adopter une résolution" sur l'antisionisme (Guerini, LREM) - AFP 21 février 2019

"Nous allons adopter une résolution qui a été adoptée aussi au niveau européen, qui reconnaît l'antisionisme comme une forme déguisée d'antisémitisme", a expliqué jeudi sur Radio Classique Stanislas Guerini.

"Il y aura la reconnaissance qui sera faite, les juges pourront s'en emparer, il n'y a pas besoin de modifier le code pénal pour cela", a-t-il précisé.

"Cela ne veut pas dire que l'on ne pourra pas demain, critiquer la politique de l'Etat d'Israël", a aussi assuré le délégué général de la République en marche.

Le député RN Gilbert Collard a dénoncé ce choix de l'exécutif et de la majorité. "Le texte pénalisant l'antisionisme ne sera pas contraignant. De la parole aux actes, il y a un pas de courage que Macron ne veut pas franchir: encore et toujours le "en même temps". Et pendant ce temps l'antisémitisme continue", a-t-il critiqué sur Twitter. (Merci monsieur Collard d'avoir confirmé que RN était le meilleur allié de LREM, de Macron et du sionisme. - LVOG)

"L'antisionisme aujourd'hui constitue le visage dissimulé de l'antisémitisme", a pour sa part estimé le député Eric Ciotti (LR), qui salue cette décision mais estime "personnellement" qu'"une résolution ne suffira pas" et demande "une traduction législative".

"L'antisionisme, notamment celui qui se développe dans les milieux d'extrême gauche, celui qui est porté par les milieux islamistes également (...) est aujourd'hui profondément antisémite", a-t-il réaffirmé lors d'une conférence de presse. AFP 21 février 2019

LVOG - Ils ne visent pas "les milieux d'extrême gauche", mais davantage les opposants à l'existence d'Israël et la classe ouvrière qui subit la même politique en France ou en Israël.

Ukraine: une croix gammée géante orne un centre commercial - editoweb.eu 20.02

Un centre commercial en Ukraine, situé dans une rue portant le nom d'un collaborateur des nazis (Stepan Bandera), a décoré un escalier avec une grande croix gammée. Bienvenue dans ce pays où le communisme est interdit

Ukraine (démocratique) : Une croix gammée géante orne un escalier d'un centre commercial

Il ne s'agit pas d'un fake, ni d'un montage venue de Russie et visant à perturber les élections présidentielles à venir.

Bienvenue dans l'Ukraine démocratique issue de la grande révolution "citoyenne" nommée EuroMaïdan. Le centre commercial Horodok, situé sur l'avenue Stepan Bandera à Kiev (ex-Avenue de Moscou) a décidé de décorer son escalier central d'une croix gammée, semblable au drapeau de l'Allemagne nazie.

Dans cette Ukraine désormais démocratique et libre depuis cette belle révolution "citoyenne" que fut EuroMaïdan, on peut afficher des symboles nazies et se balader dans des avenues qui portent le nom de collaborateurs des nazis, comme Stepan Bandera, qui en plus de fournir des combattants à la SS, fera massacrer des juifs, notamment du côté de Lvov (du 30 juin au 5 juillet 1941). editoweb.eu 20.02

LVOG - La croix gammée est bien l'emblème d'EuroMaïdan...

- Gilets Jaunes et antisémitisme : l'éternel procès - ujfp.org

Alain Finkielkraut a été pris à partie par des Gilets Jaunes lors de l'acte XIV, à Paris. Sa propension notable à être insulté dans l'espace public n'ont dissuadé ni le principal intéressé, ni les médias de masse d'en conclure que notre mouvement est gangrené par l'antisémitisme.

Samedi 16 février à Paris, Alain Finkielkraut, délaissant un instant les plateaux TV, décida dans un moment d'égarement d'aller observer de près l'acte XIV des Gilets Jaunes. Comme chacun sait désormais, il fut insulté et chassé par les manifestants dont la neutralité politique n'était pas à l'épreuve d'un tel voisinage. Voici les faits. On y voit Alain Finkielkraut qualifié tour à tour de « sioniste », de « raciste », de « haineux » et de « grosse merde », le tout agrémenté de références à la Palestine et à la « France d'en bas ».

Les Gilets Jaunes, à l'image de la société

Il n'en fallait pas plus pour susciter un regain d'intérêt immédiat des médias pour notre mouvement, décidément gangrené par l'antisémitisme selon eux. Puisque nous voilà comme chaque semaine sur le banc des accusés, nous allons mettre les choses au clair.

Nous sommes un mouvement à l'image de la société avec toutes les sensibilités et contradictions qui la traversent. Malheureusement, le racisme, le sexisme et l'homophobie n'y font pas exception.

Il serait ridicule d'imaginer qu'un mouvement d'une telle ampleur puisse être miraculeusement épargné par des maux qui infusent largement la société française ; à commencer par nos contempteurs, qu'il s'agisse des médias, du gouvernement ou des élites. Alain Finkielkraut en témoigne à lui seul brillamment !

Cependant, chez les Gilets Jaunes, les comportements haineux sont courageusement et collectivement combattus. Si bien qu'après avoir été voués au poujadisme et à diverses récupérations d'extrême droite contre les migrants, les juifs ou le mariage pour tous, nous avons beaucoup déçu les commentateurs en ne portant que des revendications d'ordre social et démocratique pour tous.

Le détournement médiatique de faits et la manipulation de l'opinion publique pour nous discréditer systématiquement ne sont

pas acceptables !

Nos procureurs : des pompiers pyromanes

Cela n'empêche pas nos procureurs de saisir la première perche tendue pour en remettre une couche, qu'il s'agisse d'un tag antisémite réalisé la veille d'une manifestation (qu'importe, il nous sera tout de même attribué !), ou d'un bourgeois réactionnaire, méprisant et raciste conspué par la foule.

Si encore nous avions affaire à des procureurs zélés d'une intégrité irréprochable, sévères mais justes… Ces mêmes médias qui nous accablent sont les porte-voix permanents des Zemmour et des Finkielkraut ! Ces mêmes politiciens qui nous condamnent banalisent avec un opportunisme inépuisable les discours jadis cantonnés à l'extrême droite, celle là même à laquelle ils tentent de nous réduire avec tant d'effort !

Reprenons à notre compte le raisonnement qui nous est infligé. Devons nous à notre tour déduire de l'affaire de la « Ligue du LoL » que la sphère médiatique est un repère de harceleurs sexistes et antisémites ? Et dans ce cas, que dire de la sphère politique ?

Et puisque notre inculpation porte aujourd'hui sur Finkielkraut, faut-il rappeler le tombereau de sorties racistes et insultantes, de l'ancien « l'équipe nationale est aujourd'hui black-black-black, ce qui en fait la risée de toute l'Europe » au récent « les non-souchiens brillaient par leur absence [aux funérailles de Jonnhy] » ?

Propos qui sont loin de rebuter la sphère médiatique, qui l'invite avec constance à poursuivre ses méfaits de plateaux TV en plateaux radio !

Pour revenir aux faits, la critique du sionisme et de la politique menée par l'État d'Israël ne font pas partie des revendications portées par notre mouvement, et chaque Gilet Jaune est libre d'avoir son opinion à titre individuel sur ces sujets. Mais tant qu'Alain Finkielkraut continuera à répandre son mépris de classe et ses préjugés racistes et insultants dans les médias, il ne devra pas s'attendre à être reçu courtoisement par le « petit peuple ».

Le racisme structurel : une violence d'État

Demain comme hier, nous serons vigilants pour combattre tout noyautage, toute dérive raciste et toute discrimination au sein de notre mouvement.

Le procès ridicule que nous font les amis de Finkielkraut et la fracture sociale béante qu'il exprime ne nous y aident pas ; nous préférons faire nôtres les mots de l'appel de l'Union Juive Française pour la Paix à manifester mardi 19 février contre les actes antisémites et leur instrumentalisation : « C'est bien le gouvernement qui, récemment, entreprenait de réhabiliter le Maréchal Pétain, chef du régime collaborationniste de Vichy. C'est bien cette même classe politique qui trouvait si peu à redire des hommages rendus à Maurras ou à Céline, écrivains violemment antisémites. Le sommet du cynisme est atteint lorsque, déjà, nous pouvons percevoir le glissement dangereux consistant à attribuer la montée de l'antisémitisme au « communautarisme musulman »[…]. Le racisme structurel n'est ni le fait des Gilets jaunes, ni le fait des minorités. Il est celui de l'État qui organise une société inégalitaire et violente. »

Nous encourageons donc tous les Gilets Jaunes qui en ont la possibilité à se joindre à l'UJFP mardi 19 février à 19h au métro Ménilmontant à Paris, pour combattre du même coup l'antisémitisme et ceux qui se cachent derrière. ujfp.org

- Antifascisme, antiracisme, antisionisme. Même combat! - npaherault.blogspot.com 21 février 2019
21 février 2019

Être antifasciste, c'est obligatoirement être antiraciste.

Être antiraciste, ça implique de combattre les états qui pratiquent le racisme et l'apartheid...

C'est donc être antisioniste !

Point de vue.

Eh oui ! C'est parti ! Parce que ce grand provocateur de Finkielkraut (défenseur revendiqué de l'état d'Israël et du sionisme) se fait insulter en marge d'une manifestation, voici que montent au créneau tous nos pseudo-antiracistes qui s'accommodent si bien du sort des Palestiniens en Israël et les territoires occupés. Et voici de nouveau l'antisionisme malhonnêtement assimilé à... l'antisémitisme. Comme si le fait de mettre dans le même sac toutes celles et tous ceux que l'on décide de considérer comme "Juifs" et de leur imposer comme leur un pays dans lequel ils n'ont jamais vécu ne revenait pas à les mettre à part du reste

de la population, les forcer à avoir un statut particulier, celui de défenseurs attitrés de l'état d'Israël, destinés tôt ou tard à partir s'installer dans ces lointaines contrées que l'on prétend être la patrie de leurs ancêtres. Racisme donc, au départ, dans cette mise à l'écart d'une partie de la population. Rien que combattre cette idéologie, c'est déjà faire preuve d'antiracisme. Et quand on sait à quel prix pour la population locale s'est faite cette installation artificielle, et ce qu'elle coûte depuis 70 ans au peuple palestinien, il faut vraiment avoir l'esprit tordu pour voir dans le fait de la combattre un acte raciste... antisémite !

Et puis, dans le grand concert orchestré pour dénoncer l'antisionisme, on oublie volontairement de parler des... Juifs antisionistes. Pourtant, ça existe, et pas qu'un peu, en France, en Europe, aux États Unis (voir ci-dessous le communiqué de l'Union des Juifs de France pour la Paix). Qui sont-ils, qui sont-elles pour nos ardents défenseurs d'Israël ? Des imbéciles qui n'ont rien compris (quel mépris !) ? Des traîtres ? Traîtres à quoi ? Et si c'étaient tout simplement des humains, des citoyens simplement antiracistes, révoltés par les injustice qui ne veulent pas voir leur appartenance à l'histoire juive salie par les exactions du sionisme ?

Il est grand temps de clamer haut et fort que combattre le racisme, combattre l'antisémitisme, c'est être antisioniste. npaherault.blogspot.com 21 février 2019

- Insultes envers Alain Finkielkraut: ma réponse aux calomnies - Le HuffPost: 21.02

Thomas Guénolé, coresponsable de l'école de la France insoumise, politologue et essayiste.

À présent, j'estime nécessaire de défendre mon honneur en remettant certaines pendules à l'heure. Ceci, d'autant plus vigoureusement qu'être accusé d'"ambiguïté", alors que mon engagement contre l'antisémitisme a toujours été indiscutablement radical, m'inflige une blessure très profonde.

Dans mon tweet ayant fait polémique, j'ai condamné les insultes envers Alain Finkielkraut. "L'insulter est condamnable": les mots ont un sens. Condamner, c'est condamner. Il est donc factuellement faux, comme divers porte-paroles macronistes et éditorialistes l'ont fait, de me prêter la moindre ambiguïté.

Par ailleurs, si les calomnies de ces derniers jours me sont une blessure profonde, c'est parce que mon engagement contre l'antisémitisme a toujours été radical et inexorable.

En d'autres termes, puisque mon combat contre l'antisémitisme a toujours été radical et inexorable, m'accuser de la moindre ambiguïté est un mensonge ignoble. Le HuffPost 21.02

LVOG - Mise au point.

LFI ou le PG ne sont pas issues de la classe ouvrière, sans la résonnante médiatique ils n'auraient pas existé ou seraient demeurés au stade de micro-organisations dont personne n'entendrait parler. Du coup, ils se retrouvent liés à leurs créateurs et leur doivent des comptes, qui plus est quand ils continuent généreusement de leur offrir gratuitement des tribunes pour s'exprimer, privilèges qui ne sera jamais donné à des partis comme le POI ou le POID par exemple, qui sont bannis de l'espace médiatique.

Nous, nous n'avons aucun compte à rendre aux médias ou à monsieur Finkielkraut, donc en aucun cas nous nous adresserons à eux, nous nous adressons uniquement aux travailleurs et aux militants du mouvement ouvrier, à notre camp.

Le sort des médias et de monsieur Finkielkraut et ses semblables nous laisse totalement indifférent. Tout ce qui peut leur arriver est le produit de l'idéologie qu'ils partagent et que nous combattons, qu'ils en assument ou non les conséquences ne nous concernent pas.

Nous nous situons exclusivement sur le terrain de la lutte de classe, à ce titre notre combat contre toute forme de discrimination, de communautarisme à caractère identitaire est subordonné à celui que l'on mène pour en finir avec le capitalisme, et tous les masques idéologiques qu'il peut revêtir pour détourner les travailleurs et militants de ce combat politique indispensable.

Cela étant précisé, chacun admettra qu'il serait totalement inutile, désuet, ridicule d'adresser ce discours à monsieur Finkielkraut ou aux médias-oligarques. En cherchant à entraîner ces gens-là sur leur terrain, ils révèlent qu'en réalité c'est sur leur propre terrain qu'ils se situent ou qu'ils partagent bien la même idéologie, car sachant que monsieur Finkielkraut ou les médias-oligarques n'adopteront jamais celle de la classe ouvrière, c'est bien l'idéologie du capitalisme qu'ils ont en commun.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que Mélenchon et consorts, ne peuvent pas s'adresser à Macron, aux médias, en appeler aux représentants de différentes institutions, sans leur reconnaître des qualités ou des vertus, des valeurs ou des principes qu'en réalité ils ne possèdent pas ou pire, qu'ils s'emploient à piétiner quotidiennement, ce qui revient finalement à admettre qu'ils partagent la même idéologie et qu'ils recourent à une escroquerie quand ils affirment le contraire, ce que ni les un ni les

autres ne peuvent dénoncer sous peine de se démasquer.

Privilégier ce qu'ils auraient en commun n'est pas anodin, car c'est minimiser ou faire passer au second plan ce qui est censé les opposer, et c'est seulement parce qu'ils partagent la même idéologie (du capitalisme), que cet exercice est rendu possible, c'est logique et rien de plus. Ce qu'ils font passer à la trappe, c'est la lutte de classes au profit de la collaboration de classes, car c'est ce qui caractérise cet exercice en dernière analyse. Et la collaboration de classes est la négation de la conscience de classe, d'où la nécessité de combattre toutes ses manifestations.

Moi, je suis un ouvrier, mon père était menuisier en bâtiment, donc je pense comme un ouvrier, certes, qui a un peu appris à réfléchir, mais cela ne change rien. Pour moi la question du sionisme est très simple. Le sionisme correspond à une entreprise coloniale et à l'instauration d'un Etat, l'Etat d'Israël ou l'Etat Juif, sur les cendre de l'Etat palestinien, une fois la population indigène chassée de ses terres et de ses habitations, de son pays. Et je me moque de savoir s'il existerait des sionismes de droite ou de gauche ou que les juifs ont été persécutés dans le passé, puisqu'à l'origine le sionisme est illégitime et le demeurera aussi longtemps que l'Etat d'Israël existera, donc il doit disparaître. Aucun argument ne peut justifier le sionisme. A moins qu'on puisse justifier le fait de s'emparer du bien d'autrui et de le réduire en esclavage, ce que seul peut faire le capitalisme, coïncidence qui n'en est pas une puisque le sionisme a un fondement colonial, impérialiste.

La population qui a été chassée de ses terres ou qui a été conduite à s'exiler était essentiellement composée de paysans et d'ouvriers, de travailleurs, voilà pour la nature de classe du sionisme, anti-ouvrière.

On nous rebat les oreilles avec une théorie dite du remplacement qui serait de droite ou d'extrême droite, mais force est de constater que les sionismes l'ont appliquée en Palestine, avec l'aide des monarchies du nord de l'Europe, l'Allemagne nazi et l'oligarchie anglo-saxonne, sans que cela gêne le moins du monde ceux qui dénoncent cette théorie, normal puisqu'ils partagent la même idéologie ou figurent dans le même camp des oppresseurs.

Quant à l'antisémitisme, il a donné lieu à tellement d'interprétations, qu'on ne sait plus très bien à laquelle chaque intervenant fait référence, parfois ils ne le savent même pas eux-mêmes, tellement leurs intentions inavouables sont tordues ou pourries, condamnables.

A partir du moment où l'on privilégie des critères qui permettent d'établir des distinctions entre les membres de la société autres que ceux rappelant leur appartenance à une classe sociale déterminée, on établit des discriminations entre eux ou on sombre dans le communautarisme à des fins politiques. Et on notera qu'à chaque fois que l'antisémitisme refait surface dans un pays, au même moment ses gouvernants font face à une grave crise économique ou politique qui menace leur régime ou sa stabilité, et ce sont eux qui l'instrumentalisent. Là non plus, il ne s'agit pas d'une coïncidence. Par sa nature et son contenu, cette instrumentalisation est évidemment anti-républicaine et antidémocratique.

On remarquera également, que chaque fois la minorité au pouvoir se sert d'une minorité victime d'actes commis par une minorité, actes au demeurant minoritaires par rapports à tous les actes violents commis dans un pays, pour accuser ou stigmatiser la majorité de la population qui en serait responsable, alors qu'elle n'est pas concernée, en revanche elle est directement concernée par les conséquences de la crise économique dont la minorité détenant le pouvoir est l'unique responsable.

Il s'agit donc d'une opération consistant à effectuer un transfert de responsabilité (de charge, d'accusation) de la situation entre les représentants du capitalisme, le chef d'Etat, son gouvernement, les institutions, les capitalistes, vers l'immense masse de la population composée d'exploités et d'opprimés, elle sert donc à soulager le régime de la pression politique qui pèse sur lui, voilà pour sa signification politique.

Le sionisme est au judaïsme, ce que le wahhabisme ou le salafisme est à l'islam, une idéologie politique destinée à maintenir ou assurer la suprématie de l'oligarchie financière anglo-saxonne issue des banquiers de Hanove du XVIIe siècle. La religion lui sert d'alibi, de couverture, de caution morale, alors que ses membres les plus imminents sont athées, même lorsqu'ils revendiquent une religion, catholique, protestante ou jadaïque.

- Contre le sionisme, pour la souveraineté des peuples. - lemediapresse.fr 23 février 2019

Ramzi Kebaïli, membre des Citoyens souverains et patron du blog Nation inclusive.

Il devient aujourd'hui de plus en plus difficile de se revendiquer antisioniste, et la situation va s'empirer avec la nouvelle définition de l'antisémitisme adoptée par l'Union européenne et bientôt par la France, qui inclut mensongèrement des formes d'antisionisme. Mais qu'est-ce que l'antisionisme, et pourquoi le combat pour la Palestine est-il si important à nos yeux ? Quelques éléments pour répondre aux critiques qui nous sont habituellement adressées, que je vous invite à venir discuter le vendredi 22 février lors de la soirée organisée par Montreuil Palestine : Cessons le soutien européen à Israël !

Ce qu'est l'antisionisme

Tout d'abord, soyons clairs sur le fait que l'antisionisme ne se limite pas à la seule critique des gouvernements israéliens. Nous remettons également en cause le principe même d'un « État juif » en Palestine que nous considérons comme définissant une ethnocratie. En ce sens, l'adoption de la définition IHRA de l'antisémitisme constituerait bel et bien une criminalisation de l'antisionisme, même si certains de ses promoteurs prétendent le contraire. Afin de mieux faire comprendre notre position, décrivons la situation sans faire référence au judaïsme : un groupe A a décidé de fonder un « État des A » sur une terre où vivaient déjà de nombreux non-A, qui se sont retrouvés colonisés ou expulsés de leur terre. Peu importe donc l'identité des uns et des autres, c'est cette injustice fondamentale qui nous révulse. Il y a en fait deux possibilités : soit le groupe A veut former un État des A sur une terre vide. Soit le groupe A veut s'installer sur une terre déjà occupée, et alors il doit s'intégrer aux populations sur place. Il est d'ailleurs important de rappeler que la résolution de l'ONU de 1947, qui prévoyait la création d'un État où les juifs auraient le droit de s'installer, était conditionnée au respect des droits des populations autochtones. Idem dans la Déclaration Balfour de 1917 : il s'agissait d'une condition sine qua non à toute émigration en Palestine. Cette condition ne fut jamais réalisée, ce qui rend donc caduque toute légitimité à Israël, sans même avoir à parler de tous les crimes commis depuis 1948 – qui s'expliquent finalement par la crainte qu'en cas de paix, les 800 000 Palestinien·ne·s expulsés lors de la Nakba rentrent dans leur foyer.

Avec leurs enfants, on compte aujourd'hui officiellement plus de 5 millions de réfugié·e·s, qui d'après les résolutions 242 et 3236 de l'ONU disposent d'un droit inaliénable à retourner chez eux. Le simple fait de leur refuser ce droit chez eux constitue un crime « d'apartheid » selon les normes de l'ONU, et donc un crime contre l'humanité. Comme le rappelle Scott Leckie du COHRE, « la majeure partie de ces terres reste sous le contrôle public de l'Etat d'Israël et n'a pas été transférée à des propriétaires privés. Des grandes surfaces de terres confisquées depuis 1948 restent vides et pratiquement toutes les familles palestiniennes conservent leurs titres de propriété d'origine ainsi que des registres prouvant leurs droits de propriétaire ». Or, quel est le seul argument donné contre le droit au retour ? D'après Thomas Guénolé, qui est représentatif d'une vision dominante à gauche, les Palestinien·ne·s devraient « abandonner le droit au retour » (à partir de 12:50 sur cette vidéo), au motif qu'Israël n'accepterait jamais de perdre son caractère « juif ». Mais c'est précisément là que réside le problème : en tant que projet visant à maintenir la domination d'un groupe sur une terre multi-culturelle, le sionisme n'est pas viable et est condamné à ne se maintenir que par la guerre et la barbarie. Il n'y a donc pas « d'autre Israël » possible et il ne pourra pas y avoir de paix tant qu'il n'y aura pas égalité des droits. Certes, certains antisionistes espèrent pouvoir transformer le régime israélien actuel en un État dans les frontières de 1967 qui cesserait de discriminer ses habitants. Sans se prononcer sur la viabilité de ce scénario, il est clair en tout cas que l'égalité implique d'accepter le droit au retour, et donc de renoncer à l'idéologie sioniste qui fonde le régime israélien.

En ce qu'il viole les droits fondamentaux d'un groupe humain, et notamment le droit à rentrer chez soi, le sionisme constitue un crime contre l'humanité toute entière. Mais on pourrait nous demander pourquoi se focaliser sur ce crime et pas sur d'autres ? C'est qu'en réalité, le sionisme doit être compris comme une idéologie européenne, dans la continuité du colonialisme européen qui a dévasté la planète. Et le régime israélien ne tiendrait jamais sans le soutien diplomatique, économique et militaire des puissances occidentales. Une situation d'autant plus déplorable dans le cas de la France que pendant longtemps, nos gouvernements avaient pris des positions fortes contre les exactions israéliennes et même instauré un embargo militaire. Nous avons donc une responsabilité pour faire cesser ce soutien français et européen au régime israélien.

Pour conclure, l'antisémitisme n'a pas sa place dans la lutte pour la Palestine. Malheureusement, la haine des juifs se retrouve de manière transversale dans la société, et on trouve même beaucoup d'antisémites qui sont très satisfaits qu'Israël existe car ils ne veulent pas de juifs sur le territoire français. Précisons d'ailleurs que pour un véritable antisioniste, cela n'a aucun sens de dire à une personne juive « rentre chez toi à Tel Aviv » ! Au contraire, le sens du message antisioniste est que chacun doit pouvoir vivre dignement sur la terre où il est né, et que toute personne souhaitant déménager doit respecter les droits des populations autochtones. lemediapresse.fr 23 février 2019

En famille. Et le dérapage. Les médias-oligarques seraient-ils autres choses que des instruments de propagande du régime ?

LVOG - Mais alors, si c'est qu'on veut vous faire, quelle en est la signification politique ? Quelle est la nature sociale des médias ? A qui appartiennent-ils ? Quelle idéologie ont-ils toujours véhiculée ? Une fois qu'on a répondu à ces questions, celle de les sauver ou de vouloir les réformer ne se pose même plus puisqu'ils ont été conçus pour combattre notre cause, à moins bien sûr d'en défendre une autre.

Le fonctionnement de ces médias et leur ligne éditorial s'adapte à la situation et aux besoins exprimés par les représentants des capitalistes, de l'oligarchie élevée au rang de ploutocratie de nos jours, donc aux exigences plus pressantes, plus dictatoriales auxquelles tous les médias sont invités à se plier sans broncher sous peine d'avoir de grosses difficultés financières et disparaître, le ton étant donné directement par leur représentant au sommet de l'Etat, Macron.

Tout comme les institutions, les médias n'ont jamais été démocratiques, puisqu'ils ont toujours servi les intérêts de la minorité qui détient le pouvoir, donc se mobiliser pour ces médias c'est lutter en fait contre la démocratie. La déclaration suivante ayant été initiée par des staliniens ou néostaliniens, on peut se demander si elle n'aurait pas un rapport avec la faillite de L'Humanité du PCF.

Déclaration commune : Se mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias - laquadrature.net 21 février 2019

Extrait.

Nous pensons que la défiance envers les grands médias doit être une opportunité. Opportunité, dans les rédactions, de remettre en cause les orientations délétères imposées par les directions éditoriales, et de replacer le reportage et l'enquête au cœur du travail journalistique. Opportunité, dans les médias indépendants, de faire la démonstration par l'exemple qu'un autre journalisme, plus exigeant et plus libre vis-à-vis des pouvoirs, est possible. (...)

C'est pourquoi nous affirmons qu'il est temps de se mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias. Pour défendre le droit d'informer et le droit à être informé, tous deux gravement menacés. Et pour que l'information, trop longtemps confisquée par les pouvoirs, devienne enfin un bien commun et non une marchandise. laquadrature.net 21 février 2019

D'associations, d'organisations de journalistes et de syndicats : Acrimed, Attac, Fédération Nationale de l'Audiovisuel Participatif, Info'Com-CGT, La Quadrature du net, Les Amis du Monde diplomatique, Profession : Pigiste, Résistance à l'agression publicitaire, Ritimo, SNJ-CGT, Union syndicale Solidaires.

De médias : Cause commune, Contretemps-web, CQFD, Démosphère Ariège, Démosphère Toulouse, Frustration, Hors-Série, Jef Klak, L'Alterpresse68, Là-bas si j'y suis, La Clé des ondes, La Gazette de Gouzy, Le journal minimal, L'Insatiable, Le Média, Le Ravi, MAP 36, MédiaCitoyens PACA et Rhône-Alpes, Mediacoop, Radio Parleur, radio Cause commune, Ricochets, Rosalux, Silence, Transrural initiatives, TV Bruits, Télé Mouche, Télé Regain, TVnet Citoyenne.

D'organisations politiques : Alternative libertaire (AL), Ensemble, Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Parti communiste français (PCF), Parti de gauche (PG).

Premiers signataires : Alain Accardo, sociologue; Gilles Balbastre, réalisateur; Patrick Champagne, sociologue; Sophie Chapelle, journaliste; Colloghan, dessinateur; Benoît Collombat, journaliste; Jean-Baptiste Comby, sociologue; Annie Ernaux, écrivaine; Nina Faure, réalisatrice; Benjamin Ferron, sociologue; Anne-Sophie Jacques, journaliste; Yannick Kergoat, réalisateur; Henri Maler, universitaire;Philippe Merlant, journaliste et conférencier gesticulant; Pierre Morel, photojournaliste; Gérard Noiriel, historien; Michel Pinçon, sociologue; Monique Pinçon-Charlot, sociologue; Denis Robert, journaliste;Karim Souanef, sociologue; Usul, vidéaste.

En totalitarisme, on ne discute pas, on exécute. Un avant-goût des conclusions du "grand débat national".

- Assurance chômage: Macron critique les partenaires sociaux - AFP 21 février 2019

Emmanuel Macron a critiqué jeudi l'échec des partenaires sociaux qui ne sont pas parvenus à tomber d'accord mercredi sur une réforme de l'assurance chômage, leur reprochant de se défausser de leurs responsabilités sur l'Etat.

Après trois mois et demi de négociation infructueuse, l'exécutif va finalement reprendre la main au risque d'acter la fin du paritarisme.

"On vient d'avoir un exemple de vraie négociation sociale", a commenté amèrement le chef de l'Etat devant les présidents de départements réunis à l'Elysée.

"On a dit aux partenaires sociaux: "Trouvez-nous une solution pour le chômage, vous êtes autour de la table, vous êtes responsables" alors même que les syndicats ne financent plus le chômage, c'est le contribuable".

"Comme c'est difficile, ils ont rendu hier au gouvernement la copie", a-t-il regretté.

"On est dans un drôle de système ! Chaque jour dans le pays, on dit "corps intermédiaires, démocratie territoriale, démocratie sociale, laissez-nous faire". Et quand on donne la main, on dit "mon bon monsieur, c'est dur, reprenez-la". Et le gouvernement va devoir la reprendre, car on ne peut pas avoir un déficit cumulé sur le chômage comme on a depuis tant d'années", a-t-il lancé.

"Non, Monsieur le président de la République, on ne vient pas d'avoir 'une vraie négociation sociale'", écrit Yves Veyrier (FO) dans un communiqué, rappelant que principe fondamental de l'Organisation internationale du travail (OIT) prévoit que la négociation collective "revêt un caractère libre et volontaire".

Or, "la lettre de cadrage que votre gouvernement a imposée, d'une part, et certaines de vos interventions publiques durant le déroulement de la négociation, d'autre part, ne nous ont 'pas donné la main' mais allaient à l'encontre de ce principe", insiste-t-il.

Les négociations entre partenaires sociaux ont buté sur le refus patronal d'un bonus-malus pour décourager les entreprises de recourir aux contrats courts. Le patronat a par ailleurs déploré le refus des syndicats de discuter des économies demandées par le gouvernement, au minimum un milliard d'euros par an.

La critique du président aux partenaires sociaux s'inscrivait dans une réponse plus globale aux présidents de départements. Après avoir écouté leurs revendications pendant quatre heures et demi, il leur a reproché globalement leurs "appels de compétences et refus de responsabilité". AFP 21 février 2019

LVOG - Macron : "*On vient d'avoir un exemple de vraie négociation sociale*", Veyrier (FO) : "*Non, Monsieur le président de la République, on ne vient pas d'avoir 'une vraie négociation sociale'*". Bon, il faudrait vous entendre : Avez-vous eu oui ou non une "*vraie négociation sociale*" ?

Les bureaucrates syndicaux vendus qui participent à ce marchandage de nos droits depuis des lustres (toujours en fait) étaient habitués jusque-là à ce que leur interlocuteur leur présente un plat consistant, qu'il allégeait pas la suite pour le rendre plus digeste, histoire de sauver les apparences et que cette sordide comédie puisse continuer, n'ayant pas perçu apparemment que depuis Sarkozy cet allègement avait plutôt tendance à se réduire drastiquement pour devenir chaque fois plus pesant, avec Hollande ils en arrivèrent à digérer entre autres le pavé incomestible de la loi Travail, mais il était de gauche, il leur offrit le mariage pour tous en compensation, avec Macron, il doivent se mettre à table et tout avaler d'une traite, qui plus est en le remerciant de leur avoir offert un repas uniquement à base de CAC40, ce qui facilite la digestion, comme quoi ils sont ingrats de se plaindre, franchement !

En Marche vers le totalitarisme. Quand la justice "***va au-devant des souhaits du pouvoir. C'est très grave.***"

- Gilets jaunes: «La justice n'a pas besoin d'obéir aux ordres, elle va au-devant» - sputniknews.com 22.02

François Boulo, avocat et porte-parole des Gilets jaunes de Rouen:

«Les condamnations qui ont été prononcées, en plus d'être extrêmement nombreuses et d'avoir touché en majorité des gens qui n'avait pas de casier judiciaire, ont été incroyablement sévères par rapport à ce qu'il se fait traditionnellement. Tout cela est le fruit de la politique de l'exécutif qui, au-delà de la répression policière, a mis en place une vraie répression judiciaire. Tout est fait pour interpeller un maximum, déférer devant le juge le plus vite possible et condamner le plus lourdement possible.»

Le cas de Hedi M., 28 ans, condamné à 6 mois de prison ferme et 3 ans d'interdiction de manifester pour un statut Facebook appelant à bloquer un dépôt pétrolier. Ou celui d'un autre Gilet jaune, condamnés «à 28 mois tout aussi fermes, sans avoir été défendu par un avocat, au prétexte, selon la présidente du tribunal, que cela n'aurait rien changé.»

Un article publié le 3 décembre dernier par BFMTV rend compte de plusieurs jugements suite aux violences du 1er décembre à Paris: «Nombre de prévenus ont été arrêtés avant les faits. Maçon, tourneur-fraiseur, soudeur, mécanicien, chauffeur, étudiant, des inspecteurs qualité chez Safran: nombre d'entre eux sont aussi bien insérés professionnellement et socialement. Âgés de 20 à 50 ans, ces pères de jeunes enfants, pour bon nombre d'entre eux, et habitant en régions, ont été arrêtés souvent avec des masques de ski, des lunettes de piscine, des gants, du sérum physiologique… Beaucoup ont été interpellés dès leur arrivée à la manifestation et n'ont pas eu le temps de mettre leurs gilets jaunes.» Nous sommes loin du profil du casseur issu d'un mouvement radical.

«Il faut être clair, il y a des gens, dont la plupart sont connus depuis des années, qui viennent dans les manifestations pour casser, mais ils représentent une minorité et ne sont pas des Gilets jaunes. Ensuite, il y a certains Gilets jaunes, qui n'avaient jamais eu affaire à la justice et qui n'étaient pas venus pour casser, mais qui se sont retrouvés nassés et sous les tirs de grenades lacrymogènes. Évidemment, certains ont pu tenter de forcer leur sortie. Même du côté de la police, des agents n'avaient même pas conscience que tout était bloqué», affirme François Boulo.

La vitesse des comparutions immédiates tranche avec des enquêtes de l'Inspection générale de la police nationale, qui semblent prendre leur temps. Au 18 février, l'écrivain et documentariste David Dufresne recensait 243 signalements à l'IGPN pour 133 enquêtes. Début février, 59 avocats ont publié une tribune dénonçant le traitement judiciaire dont ont fait l'objet plusieurs Gilets jaunes. Ils alertent notamment sur le «danger que constituent ces procédures faites souvent dans l'urgence et visant principalement à gonfler, souvent de manière artificielle, des chiffres qui seront annoncés par le ministère de l'Intérieur». Dans le même temps, les conseils dénoncent la lenteur des procédures engagées contre les policiers soupçonnés de violence:

«L'identification de policiers mis en cause est longue et laborieuse, les poursuites rares, dans le cadre de procédures excluant les avocats (enquêtes préliminaires, enquêtes internes) de sorte qu'à ce jour, à la connaissance des avocats signataires, aucune poursuite pénale n'a abouti concernant des violences policières.»

Célérité et sévérité pour les Gilets jaunes, clémence pour les policiers? «C'est l'impression que cela donne. Factuellement, nous

ne savons pas si des consignes du pouvoir ont été données à l'IGPN. Ce que l'on sait, c'est que l'exécutif a montré un soutien sans faille aux forces de l'ordre, quoi qu'il arrive. Au contraire de ses nombreuses dissuasions à venir manifester», analyse François Boulo. Régis de Castelnau cite le cas de Didier Andrieux, commandant divisionnaire, filmé molestant des manifestants à Toulon le 5 janvier.

«Le témoignage d'un de ses anciens collègues a indiqué que cet individu était caractériel et pourtant le procureur n'a pas décidé bon d'enquêter», souligne l'avocat. Le procureur de la République de Toulon a jugé qu'il avait agi «proportionnellement à la menace». Le policier, décoré de la Légion d'honneur, fait cependant l'objet d'une enquête de l'IGPN qui a été saisie par le préfet du Var.

Au-delà de la réponse pénale, c'est l'indépendance de la justice qui pose question. À plusieurs reprises, des membres du gouvernement ont appelé à la plus grande sévérité. La Garde des Sceaux Nicole Belloubet s'est déplacée en personne le 2 décembre au tribunal de Paris, dans les locaux de la permanence du parquet. Face caméra, elle appelait à «une réponse pénale extrêmement ferme» face aux débordements de la veille.

Alors, pas indépendante la justice en France?

«Les parquets et les procureurs ne sont pas indépendants comme l'a clairement dit la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) en 2010. Ils prennent des instructions du ministère. Ce sont eux qui mettent en application la politique de répression et décident de déférer les individus interpellés. Ensuite se pose la question des juges qui vont prononcer les peines et qui sont eux statutairement indépendants. Pourquoi autant de sévérité? À mon avis, l'explication est sociologique. Vous avez affaire à des gens qui, pour la plupart, ont un réflexe de classe et sont loin d'être des sympathisants du mouvement des Gilets jaunes. Ils leur font même très peur», analyse François Boulo.

Michel Taube a une vision différente des événements. Il met en avant la spécificité française: «Nous sommes dans un pays à tradition jacobine, où l'État est souvent très puissant, où la notion d'ordre public, qui est très importante, fait que souvent l'État prend le dessus sur les intérêts individuels. C'est aussi dans ce contexte que nous avons eu autant d'interpellations. Lorsque l'ordre public est menacé, les décisions de justice sont souvent fermes. Nous n'allons pas convoquer Montesquieu et "De l'esprit des lois". Je suis extrêmement attaché à la séparation des pouvoirs, mais la réalité est que la justice est une autorité indépendante, mais pas un pouvoir indépendant.»

«Dans tout État, même démocratique, le politique, via notamment le ministre de la Justice, a une certaine emprise sur la politique judiciaire menée par les tribunaux. Les juges sont autonomes et agissent en conscience indépendamment de toute pression du pouvoir politique. Il n'en demeure pas moins que le pouvoir judiciaire n'existe pas totalement. Cela ne me dérange pas, en tant de crise, que l'exécutif exprime des volontés ou des souhaits par rapport à ce que devraient faire les tribunaux. Encore une fois, au final, ce sont eux qui décident en leur âme et conscience.»

Régis de Castelnau est, lui, sur la même longueur d'onde que François Boulo:

«Sur le plan technique, on peut penser que les juges sont indépendants, mais il y a une telle cohérence intellectuelle, politique, sociologique avec les gens qui sont au pouvoir que la justice n'a plus besoin d'obéir aux ordres, elle va au-devant des souhaits du pouvoir. C'est très grave.» sputniknews.com 22.02

En complément. Les commissaires de police toucheraient des primes à la garde à vue

""La garde à vue est devenue un indicateur de performance du travail policier. C'est un peu comme si on disait qu'un juge va être payé au nombre de personnes incarcérées", a dénoncé le dirigeant syndical. "Je ne dis pas que le policier lui-même est payé comme ça mais les commissaires touchent des primes en fonction du nombre de gardes à vue réalisées dans leur commissariat" et "les crédits du commissariat dépendent de ce nombre-là", a-t-il affirmé."

Source : Le Monde

Acte XV

- L'acte XV des gilets jaunes éclipsé à la télé, pas dans la rue - Le HuffPost

Ils ont déjà prévu un acte XVIII quand viendra l'heure de la restitution du grand débat. Alors après un mois de baisse de la mobilisation, les gilets jaunes allaient-ils vraiment s'investir dans l'acte XV? Le HuffPost

Réponse.

- Les "gilets jaunes" toujours mobilisés pour leur acte 15 - AFP 24 février 2019

"On n'est pas fatigué": les "gilets jaunes" ont réinvesti les rues samedi pour leur acte 15, enrayant la baisse de mobilisation des dernières semaines, avec des manifestations entachées de heurts en fin de cortèges dans plusieurs villes et un pique-nique à Chambord.

Les manifestants étaient 46.600 dans toute la France, contre 41.000 samedi dernier, selon un décompte du ministère de l'Intérieur, contesté par les "gilets jaunes". Ils étaient 5.800 à Paris, soit 800 de plus qu'il y une semaine, selon la même source.

"A tous ceux qui pensent que la mobilisation s'essouffle je dis "regardez, ouvrez les yeux", a dit à l'AFP Céline, une Toulousaine de 46 ans. C'est une immense colère et il n'y a pas de retour en arrière possible. Si on rentre chez nous, on meurt, la France meurt".

Ils ont généralement défilé dans le calme, mais des heurts ont souvent éclaté en fin de journée lors de la dispersion des cortèges, comme à Toulouse, où les CRS ont été la cible de "cocktails molotov" selon la préfecture.

"La violence, toujours. Les exactions commises en marge des rassemblements de Clermont-Ferrand, Rouen, Montpellier... sont intolérables", a dénoncé sur Twitter le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner en début de soirée.

A Clermont-Ferrand, barricadée pour l'occasion dans la crainte de la présence de casseurs, des heurts ont éclaté dès l'après-midi. Trente-trois personnes ont été interpellées, dont 16 placés en garde à vue, neuf manifestants et un policier ont été blessés, selon un dernier bilan de la préfecture. A Bordeaux, manifestants et forces de l'ordre se sont affrontés pendant une petite demi-heure en fin de manifestation. Ces heurts ont fait quelques blessés, souvent soignés sur place par les pompiers.

En fin de journée, des sources policières et/ou les préfectures ont fait état d'interpellations dans de nombreuses villes: 28 à Paris, une quinzaine à Rennes dans le cadre de "contrôles et fouilles préventives", 12 à Lyon, selon la préfecture.

A Epinal, où environ 1.600 personnes ont manifesté, le défilé a été émaillé de heurts: les grilles de la préfecture ont été arrachées et des vitres cassées.

En pleines vacances scolaires et après des insultes contre l'intellectuel Alain Finkielkraut, traité de "sale sioniste" lors de l'acte 14, partout, les manifestants ont réaffirmé leur détermination et le caractère protéiforme de leur lutte contre la politique d'Emmanuel Macron, hors du champ politique traditionnel et sans chef.

"C'est aux citoyens de choisir dans quel monde ils veulent vivre. On ne peut plus attendre des solutions des politiques, ils nous ont assez montré leur malhonnêteté", a déclaré Caroline, monitrice d'équitation de 37 ans, dans le cortège de Strasbourg.

A Bordeaux, la marche s'est ébranlée derrière une grande banderole "Nous n'avons pas d'armes, vous n'avez pas d'âme". "Politicards tous des tocards, smicards au pouvoir, smic à 1850 euros net", pouvait-on lire sur une pancarte à Lille.

Dans la capitale, la "marche dans les beaux quartiers" a débuté à midi sur les Champs-Elysées, point névralgique de la mobilisation parisienne chaque week-end, pour gagner le Trocadero. Quelques bombes lacrymogènes ont été tirées sur l'esplanade en fin de journée pour disperser le cortège.

"L'essoufflement, je crois qu'on s'en fiche. Le noyau dur il est là, on sait qu'on est là et on est là pour longtemps. Le gouvernement ne sera jamais serein: même si les manifs du samedi finissent par s'arrêter, on redescendra dans la rue au moindre truc", a déclaré à l'AFP Karima, sans emploi de 48 ans, en quittant la place du Trocadero.

Et pour elle, "ça risque de repartir après le "grand débat", parce que les gens seront déçus".

Emmanuel Macron a lancé mi-janvier un grand débat national pour tenter de sortir de cette crise inédite: doléances et propositions - parmi lesquelles le "référendum d'initiative citoyenne" reste le plus populaire - seront recueillies jusqu'au 15 mars avant des décisions du pouvoir.

Populaires aussi, les pancartes "Macron rend le pognon" ou "Macron, démission". Le chef de l'Etat est depuis le début du mouvement la cible privilégiée des slogans et des chants des manifestants.

Priscillia Ludosky, une des figures du mouvement, avait choisi Chambord pour manifester et le pique-nique géant organisé devant le Château: un pied de nez à Emmanuel Macron qui y avait fêté ses 40 ans fin décembre 2017.

Les manifestants étaient encore très mobilisés en province, ont constaté des journalistes de l'AFP: ils étaient des milliers à Bordeaux (3.500 selon la police), à Toulouse (3.000 selon la police), entre 2.500 et 5.000 à Clermont-Ferrand selon les sources,

2.000 à Rennes, 1.500 à Montpellier, plus d'un millier à Marseille et à Caen (selon la préfecture), 900 à Nantes, 350 à Saint-Etienne.

- Selon le ministère de l'intérieur, les manifestations à Paris se déroulent dans le calme. Quelques heurts ont eu lieu à Clermont-Ferrand. - lemonde.fr 23.02

La mobilisation des « gilets jaunes » ne faiblit pas. Et elle est même en légère augmentation, samedi 23 février, pour l'acte XV. Près de 47 000 manifestants ont en effet défilé samedi dans toute la France, dont 5 800 à Paris, selon les chiffres du ministère de l'intérieur.

Il y a une semaine, l'acte XIV avait mobilisé 41 000 personnes en France, dont 5 000 à Paris, selon le ministère de l'intérieur, contre 282 000 lors de la première journée d'action du samedi 17 novembre, date du lancement de ce mouvement de contestation sociale inédit.

A Paris, cinq manifestations ont été déclarées, dont trois sous la forme de rassemblements, a indiqué par communiqué la préfecture de police. Les deux défilés, baptisés sur Facebook « Tsunami jaune » et « Tous aux Champs-Elysées, on ne lâche rien », ont rassemblé 5 800 personnes selon le ministère de l'intérieur, contre 5 000 la semaine dernière.

La « marche dans les beaux quartiers » a débuté à midi sur les Champs-Elysées, point névralgique de la mobilisation parisienne chaque week-end. Quelques bombes lacrymogènes ont été tirées à l'arrivée sur l'esplanade du Trocadéro pour disperser la cortège, en fin d'après-midi.

A Clermont-Ferrand, la ville entière s'était barricadée : commerces, parcs et bâtiments publics sont fermés, tandis que les concerts et les spectacles ont été annulés. Entre 2 500, selon la préfecture, et « de 5 000 à 6 000 » personnes selon les organisateurs ont défilé dans la ville auvergnate. Dans un concert de huées, de sifflets et de pétards, aux cris de « Castaner aux fers, Macron en prison », « Fin du monde, fin du mois, même combat », la majorité des « gilets jaunes » ont convergé vers 15 h 30 place de Jaude où des poubelles ont été incendiées. Un dispositif policier exceptionnel a été mis en place, selon les autorités locales.

Des affrontements ont eu lieu dans une artère commerçante de la ville entre une trentaine de « gilets jaunes » et les CRS qui ont tiré au lanceur de balle de défense. Une personne a été blessée au pied, selon la préfecture, qui ignorait à ce stade la gravité de la blessure. Au début de l'après-midi, quinze personnes ont été interpellées dont huit placées en garde à vue.

A Bordeaux, la mobilisation, samedi après samedi, reste intacte. Plusieurs milliers de « gilets jaunes », selon la police ont défilé dans le calme. Et alors que le cortège girondin se termine régulièrement par des heurts avec les forces de l'ordre, des organisateurs ont clairement montré samedi leur volonté d'une démonstration pacifique en bloquant eux-mêmes l'accès à la place Pey-Berland, théâtre habituel de violences.

Plusieurs « gilets jaunes » ont ainsi fermé quelques instants une rue conduisant à la place de la mairie à l'aide d'une large banderole grise où s'inscrivait, en lettres jaunes, « Pas de Pey-Berland aujourd'hui », détournant ainsi le cortège. Un jeune qui s'en prenait à un abribus a été expulsé du cortège par plusieurs manifestant.

Du côté de Toulouse, plusieurs milliers de personnes, selon un journaliste de l'AFP, ont manifesté samedi. La préfecture n'a pas donné de bilan chiffré de la participation, estimant dans un communiqué que le nombre de manifestants avait connu « une baisse sensible par rapport aux semaines précédentes ».

La semaine dernière, 4 000 personnes selon la police avaient manifesté dans la Ville rose, une des places fortes de la mobilisation en France. Une semaine auparavant, elles étaient 6 000 selon la police. Samedi après-midi, après près de trois heures de défilé dans les rues de Toulouse, dans le calme et sous le soleil, les manifestants se sont rassemblés devant l'Hôtel de ville, sur la place du Capitole.

Une large banderole avait été suspendue entre deux lampadaires de l'éclairage public, sur laquelle était écrit en lettre blanches sur fond noir: « Toutes et tous mobilisons-nous conte les politiques anti-sociales de Macron ». Quelques instants plus tard, les forces de l'ordre tiraient les premières salves de grenades lacrymogènes, les manifestants s'éparpillant alors dans les rues adjacentes. La préfecture a annoncé que quatre personnes ont été interpellées.

A Rennes, près de 2 000 personnes, selon la police se sont rassemblées. Les manifestants, venus de toute la Bretagne, mais aussi des Pays de la Loire et de la Touraine répondaient à un appel à un rassemblement interrégional.

« Macron démission ! Castaner en prison ! »: drapeaux bretons, tricolores ou jaune fluo appelant à un « RIC » (référendum d'initiative citoyenne), le cortège s'est ébranlé sous le soleil depuis la place de la République à 14 heures, au son d'un « chant des partisans » à la cornemuse. La préfecture a fait état d'une « quinzaine d'interpellations, dans le cadre de contrôles et de fouilles préventives avant la manifestation ». Des armes, des couteaux, des billes de plomb ont été saisis et les personnes interpellées placées en garde à vue, a-t-elle précisé.

Sur son compte Twitter, le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, a déploré les heurts qui ont eu lieu dans plusieurs villes.

Pique-nique géant à Chambord

Plusieurs leaders du mouvement, dont Priscillia Ludosky, sont à Chambord, dans le Loir-et-Cher. Ils participent dans une ambiance bon enfant au pique-nique organisé avec plus d'un millier de personnes devant le château, une manière de se moquer d'Emmanuel Macron qui y avait fêté ses 40 ans en 2017.

Principalement venus de Sologne et de Touraine, les manifestants ont mis en place, pour éviter tout débordement, un vaste réseau de « gilets blancs », chargés de surveiller le bon déroulement de l'événement organisé en coordination avec la mairie et les gestionnaires du château, mais aussi avec la gendarmerie qui a dénombré environ 1 200 personnes.

Blocage de la plate-forme Amazon de Toulouse

Une centaine de personnes, dont des « gilets jaunes » et des membres d'Attac, ont bloqué samedi matin la plate-forme Amazon de Toulouse, qui a été fermée, empêchant toute livraison. Parmi les tracts distribués, celui qui disait :

« Emmanuel Macron veut faire payer la transition écologique par les plus pauvres. Pourquoi ne pas faire payer les gros pollueurs qui doivent déjà de l'argent à la société ? »

Les manifestants dénonçaient aussi « l'exploitation » par Amazon« des salariés », « la pollution de l'environnement » et fustigaient le montant « dérisoire » des impôts payés par le géant américain de la distribution en ligne en Europe et en France, une « fraude fiscale »selon eux.

« Gilets jaunes » : le leader grenoblois Julien Terrier en garde à vue

Le leader grenoblois des « gilets jaunes », Julien Terrier, et un autre membre actif du mouvement ont été placés en garde à vue, samedi matin 23 février, a-t-on appris auprès du parquet de Grenoble. Les deux hommes sont « dans les locaux de la gendarmerie dans le cadre d'une enquête de flagrance », a précisé le procureur de la République. L'enquête a été ouverte pour « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences ou dégradations » et « organisation d'une manifestation sur la voie publique sans déclaration préalable ».

Julien Terrier et Jérôme Bouzendorffer avaient appelé cette semaine à une opération péage gratuit à Voreppe (Isère), sur l'autoroute A48, à l'occasion de l'acte XV du mouvement national des « gilets jaunes », alors que ce week-end de chassé-croisé des 23 et 24 février s'annonce très chargé sur les routes. Le 8 décembre, Julien Terrier avait déjà été placé en garde à vue à Grenoble. Il lui était reproché d'avoir organisé une manifestation illégale. lemonde.fr 23.02

Préméditation. "***C'était très étrange, l'hélicoptère (des forces de l'ordre) tournoyait toute la journée au dessus de chez nous***".

- L'acte XV s'est déroulé sans incident à Paris, où l'affluence était supérieure à la semaine dernière. liberation.fr 23.02

Aucun black block ne s'est constitué au sein du cortège pendant les cinq heures de manifestation. «Il n'y a pas d'hélicoptère aujourd'hui», remarque un jeune face au ciel bleu parfaitement dégagé. liberation.fr 23.02

LVOG - A Paris pas besoin d'hélicoptère puisque le ministre de l'Intérieur avait signifié leur congé aux black blocks et autres antifas. A Clermont en revanche il y en avait un dans le ciel, ce qui signifiait que c'était là que devait se produire ce samedi la grande provocation ou manipulation nationale !

- "Gilets jaunes": les Clermontois stupéfaits après les violences inédites de la veille - AFP 24 février 2019

"C'est désolant, on ne comprend pas. Ce n'est pas les Clermontois qui ont pu faire ça. On a regardé les images hier à la télé, ce n'était pas la même place de Jaude, le même Clermont si vivant et calme d'habitude", regrette Thomas Fageole, qui se baladait dimanche en famille sur la place emblématique de la ville, qui avait retrouvé sa quiétude.

Samedi, "du coup on n'est pas sorti. On a expliqué aux enfants que c'était un jour férié. C'était très étrange, l'hélicoptère (des forces de l'ordre) tournoyait toute la journée au dessus de chez nous", ajoute son épouse, Ambre, tandis que Louis, leur fils, demande interloqué "pourquoi les magasins sont recouverts de morceaux de bois".

"Du temps de Pompidou, Mitterrand, Chirac... on manifestait mais jamais cela s'est terminé de la sorte. Pourtant, on en a vu

des manifestations de la CGT. Ils s'en sont même pris aux pompiers (qui venaient éteindre un feu de poubelles), vous vous rendez compte?"

"Même en mai 68 à Clermont, on a jamais vu ça" renchérit Noëlle 72 ans, croisée devant la devanture endommagée d'une enseigne de chaussures.

Samedi après-midi, la manifestation régionale, qui avait réuni entre 2.500 selon la préfecture et 5.000 personnes selon les "gilets jaunes", avait pourtant débuté dans le calme avant les premiers tirs de grenades de gaz lacrymogène n'éclatent aux abords du palais de justice.

Le cortège s'était ensuite rapidement disloqué et ne restait sur place en fin de journée qu'entre "50 et 100 individus" qui ont dégradé une douzaine de commerces et jeté des projectiles sur les forces, selon le parquet.

Parmi eux, des groupuscules venus de l'étranger, "d'Allemagne et d'Italie", précise à l'AFP le procureur de la République, Eric Maillaud.

Au total, 37 personnes ont été interpellées, donnant lieu à 22 gardes à vue. Dimanche soir, 18 d'entre eux étaient encore dans les locaux de la police.

"Les policiers ont le sentiment d'avoir eu à faire à de vrais professionnels. Les mesures mises en places dès lundi ont permis d'éviter de plus lourds dégâts", a estimé samedi soir la préfète du Puy-de-Dôme Anne-Gaëlle Baudouin-Clerc, qui évoque par ailleurs "une violence sans retenue et organisée". AFP 24 février 2019

- Témoignage sur la manif à Clermont- Ferrand du 23 février - aplutsoc.org 24.02

Lorsque nous sommes arrivés Place du 1er Mai à Clermont, un peu avant 13h, nous avons trouvé des GJ pacifiques et une ambiance bon enfant. Quelques centaines de personnes étaient alors rassemblées.

Nous sommes partis en manifestation « dans le calme » à a peu près 1500 pour finir 2500. A ce moment là, nous n'avions croisé ni gendarmes ni policiers (sauf un contrôle a Riom, et notre voiture n'a pas été contrôlée). La manif s'est dirigée sans encombre (et sans forces de l'ordre) vers le centre-ville.

Arrivés près du Palais de justice, je me disais d'ailleurs, alors qu'un artiste chantait et jouait de la guitare, que la campagne de fake news et la propagande de la peur qui avaient conduit à vider Clermont et à barricader la ville (comme une ville américaine menacée d'un ouragan) était une manœuvre grossière.

Quelques minutes plus tard, les premiers gaz lacrymogènes étaient lancés sans aucune raison, ce qui a contribué à éparpiller le cortège, les « forces de l'ordre » étaient cachées et leur apparition était clairement provocante.

Lorsque nous sommes arrivés place de Jaude et que la majeure partie des manifestants s'est retrouvée, les casqués étaient prêts à intervenir, avec derrière eux les camions. La foule était pourtant totalement calme.

La manifestation était de fait terminée, la guérilla pouvait être organisée par les casqués.

Les gilets jaunes restaient, se prenaient de la lacrymo, reculaient, et revenaient, non pas pour être violents, mais, déterminés, pour garder la tête haute.

D'ailleurs, au moment où il y a eu un début de feu à l'écart de la manifestation, les forces de l'ordre étaient trop occupées à viser les manifestants.

Et l'on gueulait « Macron Démission », ça chantait, ça causait.

A partir du Palais de justice donc, l'air sentait partout la lacrymo. Grenades de désencerclement par dizaines, sans raison ni sommation… C'est cette provocation qui a entraîné les tensions, et quand nous sommes partis, les tensions se renforçaient à mesure que la police/gendarmerie attaquait, mais les manifestants étaient calmes.

Une camarade vichyssoise, pacifique et pacifiste, se retrouve à l'hôpital pour une grenade sur le pied.

Toutes celles et tous ceux qui étaient là, et notamment pas habitués aux manifestations difficiles, ont vu la charge brutale qui a été faite. Militant.e.s, gilets jaunes, jeunes et vieux, nous savons le comportement de l'État. Nous savons que nous n'étions pas

une menace à l'ordre public, nous savons qu'eux ont organisé le désordre.

Lorsque nous sommes repartis, nous avons trouvé un bistrot ouvert, plein de gilets jaunes, le bar passait la chanson des GJ. Et il y avait là des sourires, le bonheur d'être ensemble comme durant toute la manif. D'ailleurs, quelques petits commerces étaient restés ouverts sur le parcours, et les GJ s'y arrêtaient, il n'y avait pas de menace ni de danger pour les biens.

Le contraste entre la manière dont la ville a été barricadée, dont le dispositif policier a fait preuve de violence, et le comportement des manifestants était immense.

Alors nous sommes en colère, face à la violence de l'État. Mais notre colère face à leur provocation et leur violence ne nous feront pas perdre notre sourire et le bonheur d'être ensemble. aplutsoc.org 24.02

LVOG - Maintenant vous le savez, quand au tout début d'une manifestation il y a un hélicoptère de la police dans le ciel, c'est qu'ils vont se livrer à des provocations...

ACTUALITE EN TITRES

En famille. La main tendue de Drahi.

- A gauche, tous pour rien plutôt qu'un pour tous - Liberation.fr 21 février 2019

Malgré la main tendue de Place publique et moult discussions, chacun reste dans son couloir.

Sur le papier, la gauche est belle, forte et lucide. Dans la vraie vie, le scénario est triste comme un jour de pluie en plein été.

Pourtant, en novembre, on a scruté de près l'arrivée d'un super-héros dans le grand bain politique : Place publique. Un mouvement composé de figures reconnues à gauche - Raphaël Glucksmann, Claire Nouvian ou Thomas Porcher -, qui se retroussent les manches afin de mettre un terme aux querelles entre les différentes familles.

Aujourd'hui, au regard de la photo de famille, c'est la défaite de la gauche qui s'annonce historique. Liberation.fr 21 février 2019

LVOG - Ils désespèrent, ils l'aiment tant cette gauche qui a porté l'EuroMaïdan !

Non, pas celles de l'EuroMaïdan, voyons !

- Gilets jaunes : Valls aurait interdit les manifestations - L'Express.fr 21 février 2019

L'ex-Premier ministre a jugé qu'il aurait fallu "frapper fort dès le début" au vu des actes antisémites commis en marge. L'Express.fr 21 février 2019

Toujours plus à droite ou l'extrême droite centriste assumée.

- «Le chantier du macronisme, c'est d'élargir son assise sur la droite» - Liberation.fr 21 février 2019

Comment ? La réponse.

- Christophe Castaner explique l'usage des LBD à des enfants dans l'émission "Au tableau !" - Franceinfo 22.02

"C'est une arme dangereuse", explique dans cette séquence le ministre de l'Intérieur, qui évoque les blessures aux visages de certains manifestants, mais justifie son emploi. Franceinfo 22.02

Ils osent tout.

Nous aussi !

- «Les Algériens savent qu'on vote à leur place» - Liberation.fr

Il y a des écervelés partout.

- «On était heureux, on allait participer à la libération du Venezuela» - Liberation.fr

Parole de pervers.

- Sommet sur la pédophilie : le pape et l'Eglise ont "raté le rendez-vous avec leur conscience" - Franceinfo

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Tafta : l'Europe va-t-elle reprendre les négociations avec Trump ?

"Bloqué il y a trois ans suite à de fortes mobilisations citoyennes en Europe et à l'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis, le Tafta, ce projet d'accord de libéralisation du commerce transatlantique entre l'Union européenne (UE) et les États-Unis, va-t-il revenir sur la table ? Les ministres du Commerce des pays membres de l'UE sont sur le point de valider un mandat qui autoriserait la Commission européenne à négocier un accord transatlantique visant à réduire les droits de douane sur les biens industriels, notamment automobiles, et à « harmoniser » des normes et réglementations. La commission du commerce international (INTA) du Parlement européen a quant à elle voté une résolution en ce sens le 19 février. Aucun État membre ne semble opposé à l'idée de rouvrir des négociations commerciales avec Washington." Source : BASTAMAG

Mais pourquoi veulent-ils privatiser ADP, la FDJ et Engie ?

"Le gouvernement se dit résolu à procéder à la privatisation de trois entreprises importantes. Il est pourtant difficile de trouver des arguments qui la justifient. Après le vote positif de l'Assemblée nationale et le refus du Sénat de voter la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP), de la Française des Jeux (FDJ) et d'Engie, la commission mixte paritaire du 20 février rassemblant députés et sénateurs a de grandes chances de ne pas déboucher sur un accord. Le dernier mot reviendra alors à l'Assemblée. Au moment où le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, affirme que rien ne remettra en cause ces privatisations, on peine à trouver des arguments justifiant leur nécessité." Source : ALTERNATIVES ECONOMIQUES

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela: Les États-Unis annoncent "passer aux actes" contre Nicolas Maduro - Le HuffPost24 février 2019

Les États-Unis ont affirmé ce samedi 23 février qu'ils allaient "passer aux actes" pour soutenir la démocratie au Venezuela tout en qualifiant de "brutes" les forces de sécurité du président Nicolas Maduro, qui ont ouvert le feu sur des manifestants.

"Les États-Unis vont passer aux actes contre ceux qui s'opposent à la restauration pacifique de la démocratie au Venezuela. Maintenant, le temps est venu d'agir pour soutenir les besoins du peuple vénézuélien désespéré", a écrit le secrétaire d'État américain Mike Pompeo sur Twitter. "Nous sommes solidaires avec ceux qui poursuivent leur lutte pour la liberté." Le HuffPost24 février 2019

- Venezuela: le Groupe de Lima écarte l'usage de la force contre Maduro - AFP 26 février 2019

Le Groupe de Lima, qui se réunissait pour la première fois en présence de Juan Guaido, ainsi que du vice-président américain Mike Pence, a en outre demandé à la Cour pénale internationale (CPI) d'examiner "la grave situation humanitaire" dans l'ancienne puissance pétrolière en crise.

Ses membres ont estimé que "la violence criminelle de Maduro contre la population civile" et son refus de laisser entrer l'aide, envoyée essentiellement des Etats-Unis, "constituent un crime contre l'Humanité", ajoute le texte.

La veille, le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo avait qualifié le dirigeant chaviste de "pire du pire des tyrans" et s'était dit "certain que, grâce aux Vénézuéliens, les jours de Maduro sont comptés".

Mais l'Union européenne (UE) a réitéré lundi son appel à "éviter une intervention militaire".

Venezuela: l'Europe refuse l'option militaire des États-Unis - LeFigaro.fr 26 février 2019

- Venezuela : Nicolas Maduro rompt les relations diplomatiques avec la Colombie - Franceinfo 25.02

Propagande et désinformation.

- «L'aide humanitaire au Venezuela, une question de vie ou de mort» -Le Parisien

- Le "Venezuela Aid Live", dans la lignée des grands concerts caritatifs - Le HuffPost

- Aide humanitaire au Venezuela : comment les ONG se sont mobilisées - Le Parisien 23 février 2019

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Incurablement pourri.

"*Je n'ai jamais vu une classe si profondément immorale, si incurablement pourrie et intérieurement rongée d'égoïsme, si incapable du moindre progrès*", F. Engels en 1845 à propos de la bourgeoisie anglaise dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*.

Oh mon dieu, quel discours outrancier, encore un gauchiste !

Oui, ils sont immoraux et incurablement pourris, mais le pire mon très cher camarade, c'est qu'on a tendance à l'oublier, y compris de nombreux militants, alors que de nos jours ils continuent de guerroyer sur tous les continents, d'affamer des peuples, après avoir imposé à près des trois quarts de l'humanité un esclavage cruel et destructeur.

Il faut être lucide. Tout le monde ou presque s'en accommode, surtout ceux qui prétendent le contraire. Il ne faut pas chercher bien loin l'explication à ce manque de discernement ou cette absence de rigueur dans les principes, ils proviennent du fait que par rapport à ces populations sacrifiées, on bénéficie de conditions d'existence supportables qui nous empêchent de réfléchir davantage ou de prendre le temps de réfléchir pour progresser.

La société du spectacle comme certains l'appellent, les distractions et gadgets en pagaille, la servitude de l'immédiateté, le train-train quotidien, nos petites habitudes, la vie trépignante, le besoin de paraître, de faire comme les autres, de leur ressembler, d'appartenir à une communauté pour rompre notre solitude, notre anonymat ou l'insignifiance de notre existence, etc. se traduisent par un effondrement intellectuel et un détournement de notre esprit critique, où toute lecture ou plutôt étude pour acquérir de nouvelles connaissances, réclame de notre part un effort quasi surhumain que nous ne sommes pas prêts à fournir, préférant s'en remettre à des prêcheurs de bonnes aventures.

Ici, dans mon petit village indien, loin de tout ce vacarme médiatique et des bavards qui usent leur salive pour ne rien dire et nous soûlent, je ne suis pas tenu par cet agenda infernal qui accapare les esprits, je vis et je pense à mon rythme, et apparemment cela fonctionne beaucoup mieux, non ? Personne ne me dicte ce que je dois penser, parce que je n'en ai plus besoin, mais il m'a fallu des années, des décennies d'efforts et de réflexions pour en arriver-là, pour me libérer de ce pense les autres et qui nous influencent, qu'on en ait conscience ou non. Je le dis en toute modestie, puisque je ne suis jamais vraiment satisfait du résultat. Je considère que l'on peut ou on doit toujours s'améliorer, progresser, pour ensuite partager nos expériences et nos idées avec le plus grand nombre, y compris les gens que l'on côtoie quotidiennement. A quoi bon sinon parler de liberté d'expression, si on n'est même pas capable de penser par soi-même, elle est où dans ce cas-là la liberté, dites-moi, elle

est où ?

Un petit mot personnel

Mes deux ordinateurs sont trop anciens pour supporter wifi, que faire ? En acheter un troisième en me disant que celui du bureau lâchera bien un jour ou l'autre, remplacer simplement la carte mère (Intel) ? J'ai opté pour la solution la plus économique : changer la batterie du portable de manière à pouvoir me connecter à Internet sur la terrasse sans avoir à être relié au secteur puisque les fluctuations du courant peuvent bousiller l'ordinateur. Si Internet ne fonctionnait pas mieux, j'aurai acheté une batterie pour rien ou presque. Ce matin à deux reprises j'ai débranché en courant le réfrigérateur qui faisait un bouquant énorme, normal, le courant était tombé à 110 volts ! Il faut aussi que j'achète un onduleur pour le protéger, c'est cher, mais moins que le compresseur ! J'ai encore trois fuites d'eau à régler

Ici en Inde, la situation est de plus en plus tendue ou violente. Chaque semaine j'apprends qu'une famille se déchire, que ses membres se tapent dessus, se séparent ou divorcent, font face à des difficultés qui les conduisent au désespoir, et qui porte un nom : la précarité et la pauvreté.

La surpopulation combinée à des salaires misérables et des coutumes archaïques, auxquels il faut ajouter de nouveaux besoins qui sont devenus de nouvelles charges et que chacun se doit d'adopter ou d'honorer sous peine d'être exclu de la société, et généralement une ou des dettes.

Un accident ou une maladie et c'est le drame. Les Indiens étant très arriérés, ils sont incapables de se projeter dans l'avenir, et du coup ils ne pensent pas qu'il pourrait leur réserver des mauvaises surprises, sans même aller jusque là, ils prennent des décisions qui les engagent sur le moyen ou long terme sans en peser les conséquences ou imaginer qu'à un moment donné ils pourraient ne plus pouvoir les assumer.

Voici le problème numéro 1 qui se pose à chaque famille. L'habitation parentale est trop petite pour accueillir les familles de leurs 2 ou 3 enfants qui ont eux-mêmes 2 ou 3, aussi doivent-ils partir, mais où, quand louer est trop cher et pratiquement aucune maison n'est à vendre, et acheter un terrain et faire construire une maison coûte désormais une petite fortune qu'ils n'ont pas ? Quand leurs parents le peuvent ils les aident financièrement pour acheter une petite parcelle de terre dans le village, parfois pour débuter les travaux de la maison, ils peuvent aussi hypothéquer leur terrain en échange d'un prêt, mais au-delà ils n'ont pas de solution. De plus en plus souvent, ils n'ont pas la moindre roupie d'avance, parce qu'ils ont dilapidé leurs petites économies dans les dots ou les évènements familiaux ou encore parfois dans des dépenses somptueuses inutiles pour se donner de l'importance, ce qui ne devait en rien les protéger des aléas de l'existence.

S'agissant d'une population particulièrement vulnérable puisque peu ou pas instruite, elle est une proie facile pour la propagande commerciale des vendeurs d'illusions ou une victime toute désignée des méfaits de la publicité, l'argent désormais en abondance en début de mois lui brûle les mains et la pousse à réaliser des achats trop coûteux par rapport à ses revenus, bref à vivre au-dessus de ses moyens, parfois à en perdre la raison ou tout perdre.

Un jour, il y a bien longtemps, j'avais osé écrire que la plupart des Indiens ne pensaient pas, en fait je faisais allusion à ce que je viens d'exposer et je fût traiter de raciste, quelle connerie !

Effectivement, tant que leur revenu et leurs besoins se réduisaient à peu de choses, les salaires étaient versés quotidiennement tout comme les seuls dépenses des ménages, pourquoi auraient-ils dû penser au-delà, hormis lorsqu'ils le pouvaient, économiser pour la dot de leur fille quand ils en avaient une ? De nos jours, ils sont liés à des charges nouvelles qui correspondent à des besoins dont ils ne peuvent plus se passer qui les étranglent littéralement, les appauvrissent davantage qu'autrefois, puisque le peu qu'ils avaient ils le consacraient à la nourriture, alors que maintenant il leur arrive de n'avoir même plus de quoi se nourrir ainsi que leurs enfants bien avant la fin du mois, en fait comme partout ailleurs dans le monde, le bienfait de la mondialisation du capitalisme qui a fait du destin des peuples un cauchemar !

Pour la petite histoire, voilà pourquoi régulièrement, en fait chaque semaine, avec ma compagne Selvi dont une partie de la famille vit dans notre village, nous nourrissons plusieurs personnes de tout âge, nous prêtons ou donnons un peu d'argent, parfois nous en hébergeons ou nous en accueillons, on partage notre repas avec eux, on leur donne des fruits et des gâteaux pour les enfants, des fleurs, pour adoucir leur malheur et peut-être aussi leur montrer que tous les hommes ne sont pas mauvais, et que la cause de leur malheur est à rechercher ailleurs, dans les rapports sociaux à la base de toutes les inégalités sociales, c'est ce que je leur glisse en quelques mots (en tamoul) et ils comprennent parfaitement ce discours...

Je leur donne de nombreux conseils de tout ordre qui peuvent leur être utiles dans leur vie quotidienne, qu'au demeurant ils prennent très bien, contrairement à mes lecteurs, mais c'est une autre histoire, eux, ils ont tout vue, tout vécu et ils savent tout mieux que tout le monde, donc je ne leur suis d'aucune utilité, j'essaie de leur faire prendre conscience comment ils peuvent éviter de commettre certaines erreurs qui peuvent leur coûter très chères et compromettre leur existence ou la mettre en danger, à défaut de pouvoir faire davantage pour eux. Et puis d'une certaine manière, en ayant un comportement irréprochable, je leur montre l'exemple, celui de la dignité et du respect, qu'on peut s'en sortir mieux ou tout du moins se sentir mieux, quand on a

des principes et des valeurs ou lorsque c'est tout ce qu'il nous reste pour supporter cette épouvantable injustice.

J'ai envie de dire à ceux qui se posaient des questions légitimes sur mes réelles intentions, voilà le sens de mon combat politique. Vous comprendrez mieux pourquoi je haïs les arrogants, les donneurs de leçons...

- Au format pdf (19 pages)

Quelques passages issus de différents articles et une réflexion.

- Donnez-leur du pain, des jeux, des miracles et des mystères...

LVOG - ...et vous aurez la paix sociale !

Ce qui me stupéfait, ce n'est pas que les faits aient confirmé mon analyse des rapports qui existent entre la majorité des masses et le capitalisme et ses institutions, mais l'absence totale de réactions des lecteurs.

- L'Europe en pleine chasse à l'espion russe ou la construction de l'image de l'ennemi

LVOG - La fabrication de l'ennemi, le bouc émissaire, le prétexte pour justifier un tas de choses, budget militaire, loi liberticide, etc.

- Derrière cette belle allure, il y a l'hypocrisie, le mensonge, la manipulation et une ambition de pouvoir sans limites.

LVOG - Trump, Macron, Bolsonaro, Guaido, Rachid Nekkaz, etc.

- Le RIC devient une opération de fusion avec les institutions, qui empêche toute séparation d'avec celles-ci et s'oppose à tout procès de luttes de classes.

LVOG - A condition que le RIC soit conçu pour être compatible avec l'existence de la Ve République, dans le cas contraire cela pourrait être un puissant levier politique pour la renverser...

- Il ne fallait pas parler de répression, mais d'agression et de provocation des forces de l'ordre du régime contre les manifestants depuis le 17 novembre 2018.

LVOG - C'est la réflexion que je me suis faite après coup.

Le saviez-vous ?

En famille. Après avoir sponsorisé le Forum Mondial Social, Coca Cola parraine Le Conseil de l'Union européenne

- Le Conseil de l'Union européenne n'a pas de budget alloué à la présidence de l'UE, du coup le pays qui assure la présidence est parrainé par une multinationale, Coca Cola est le "partenaire" de la Roumanie en ce moment. avatarfranceinfoFrance Télévisions (Source : Franceinfo 27.02)

Comment l'Etat vous rackette.

- Souhaitant réduire la consommation de tabac dans le pays, l'État français envisage de fixer le tarif moyen de 10 euros pour un paquet de cigarettes. Actuellement, il est de quelque 7,90 euros, s'échelonnant entre 7,50 et 9,40 euros. À savoir que 80% du prix du tabac est constitué de taxes. sputniknews.com 27.02

En roupie, la monnaie indienne, cela fait 630 à 752 roupies le paquet de 20 cigarettes, en Inde il se situe entre 35 et 120 roupies. Autant dire que j'achète celles à 35 roupies, en les achetant chez un grossiste je les paie 30 roupies, sur un mois j'économise plus 200 roupies, même pas de quoi m'acheter un paquet de clopes en France... Adieu !

La criminalisation de l'antisionisme est destinée à favoriser l'antisémitisme.

- « En tant que juif et citoyen français, je suis extrêmement choqué » par Rony Brauman - Comité Valmy 27 février 2019

L'ancien président de MSF explique l'extrême dangerosité de l'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme annoncée par

le président français.

Extraits.

- Il s'agit de criminaliser des positions critiques sans toutefois faire de l'antisionisme un délit d'opinion de façon claire. Mais in fine, cela reviendra au même, car ce délit d'opinion sera de toute façon mis en place de façon détournée.

- Benjamin Netanyahou s'est effectivement acoquiné avec la pire racaille d'extrême droite, du Brésilien Jair Bolsonaro à l'Autrichien Heinz-Christian Strache, du président philippin à d'autres dirigeants ouvertement racistes. Quand on observe les alliances internes que le Premier ministre noue avec des mouvements explicitement racistes et violents, cela ajoute à ce sentiment de dépit et d'outrage qu'on ne peut que ressentir après la déclaration d'Emmanuel Macron.

Si des rabbins estiment que ces virulents opposants à l'antisémitisme sont des nazis...

- Benjamin Netanyahu fait alliance avec les racialistes d'Otzma Yehudit - Réseau Voltaire 27 février 2019

Alors que le général Benny Gantz est donné favori aux élections législatives israéliennes, le Premier ministre sortant, Benjamin Netanyahu, a fait alliance avec les racialistes d'Otzma Yehudit pour tenter de se maintenir.

Le général Benjamin (« Benny ») Gantz a créé une alliance avec deux autres anciens chefs d'état-major et le centriste Yaïr Lapid. Les sondages pronostiquent qu'ils pourraient battre le Likoud de Benjamin Netanyahu.

Otzma Yehudit est l'héritière de l'organisation terroriste états-unienne du rabbin Meir Kahane (la Jewish Defense League). Elle prône une hiérarchie des hommes selon les races à la manière du nazisme, mais selon un ordre différent. Elle souhaite interdire les relations sexuelles inter-raciales et expulser les « ennemis de la nation » (euphémisme pour désigner les Arabes) d'Israël.

La presse US a réagi très durement à cette alliance, rappelant que d'influents rabbins ont comparé le kahanisme au nazisme. La question se pose de savoir si l'Aipac (le lobby US pro-israélien) recevra ou non Benjamin Netanyahu lors de son prochain congrès, en mars, c'est-à-dire durant la campagne électorale israélienne. Réseau Voltaire 27 février 2019

Israël: Le procureur général veut inculper Netanyahu - Reuters 1 mars 2019

Le procureur général israélien entend inculper Benjamin Netanyahu dans le cadre de trois affaires de corruption, a annoncé jeudi dans un communiqué le ministère de la Justice, décision aussitôt qualifiée par le Premier ministre de "chasse aux sorcières".

Une audition aura lieu à une date non précisée, au cours de laquelle Netanyahu pourra contester les charges, a précisé le ministère.

Les élections législatives sont prévues le 9 avril en Israël et Netanyahu brigue un quatrième mandat consécutif de Premier ministre.

Résolument offensif, le Premier ministre a déclaré jeudi qu'il resterait à son poste pendant "encore de nombreuses années". Reuters1 mars 2019

Tribune libre.

- Gilets jaunes : Le RIC ou la « parabole des aveugles ». vendredi par Jean-Claude Paye, sociologue - Comité Valmy 1er mars 2019

La question de la représentation est devenue centrale dans le discours des gilets jaunes, alors qu'au départ, seules des revendications salariales, la défense du pouvoir d'achat, (« pouvoir remplir le frigo ») étaient émises par les manifestants. Le Référendum d'Initiative Citoyenne s'est progressivement imposé à travers les médias. Ainsi, le pouvoir est parvenu à occulter les priorités des manifestants, en faisant de la représentation la condition pour pouvoir entendre leurs voix.

S'opère ainsi une opération de déplacement, de la lutte salariale à une demande de réforme de légitimation du pouvoir. Le déplacement, en ce qui concerne la nature des revendications, permet un renversement de celles-ci en leur contraire. Elle permute une lutte sur le salaire, une lutte politique qui s'attaque directement aux nouveaux mécanismes d'exploitation, en une revendication de réforme de l'État qui, en ouvrant la possibilité à un renforcement du pouvoir, vide le caractère de contestation sociale du mouvement,

Résultat de cette double opération, de déplacement et de renversement, le RIC occupe la place du fétiche, d'un objet partiel se substituant au tout. C'est un vide que peut remplir le pouvoir, selon les nécessités du moment et l'évolution du rapport de forces. Le RIC devient une opération de fusion avec les institutions, qui empêche toute séparation d'avec celles-ci et s'oppose à tout

procès de luttes de classes.

Le rapport entre les gilets jaunes et le pouvoir est l'envers d'Oedipe et le Sphinx, relaté par la mythologie grecque. Ici, c'est le mouvement social qui se précipite dans le vide, car, en acceptant de se placer sur le terrain du pouvoir, il ne peut répondre à l' injonction : qui es-tu ? qu'en se déniant lui-même, en affirmant « nous sommes le peuple », alors que leur unité était basée sur une lutte contre la sur-exploitation, sur la réponse à la seule question recevable par le mouvement : « que voulons-nous ? » : « des sous ! ».

Le RIC, une revendication « embarquée »

La revendication d'un Référendum d'Initiative Populaire était restée marginale jusqu'à la mi-décembre 2018. Ensuite, elle a été présentée comme l'axe central de la lutte des gilets jaunes. Dans les faits, le RIC a été d'avantage mis en avant par les médias que par les manifestants eux-mêmes qui, le plus souvent, se limitent à revendiquer cette réforme, sans lui donner de contenu, comme si le mot lui-même était synonyme de démocratie. En conséquence, pour le patronat et le gouvernement, le RIC présente l'avantage de reléguer au second plan les revendications initiales, totalement inacceptables, portant sur la revalorisation des salaires minimaux et sur la baisse du prix des carburants, in fine sur la valeur de la force de travail.

Parallèlement, les médias ont fait connaître au grand public Etienne Chouard, porteur emblématique du « référendum d'initiative citoyenne ». Cette initiative a déjà été immédiatement reçue favorablement par le gouvernement. Le premier ministre, Edouard Philippe, a tout de suite exprimé le 17 décembre 2018, dans un entretien aux Echos, : « Je ne vois pas comment on peut être contre son principe ». Ensuite, fût installée une division des rôles entre le premier ministre et le président, l'un et l'autre alternant le rejet et l'ouverture.

Finalement, le président Macron, après avoir renouvelé sa défiance vis à vis du « RIC », un dispositif de démocratie directe qui « peut nourrir la démagogie » et risque de « tuer la démocratie représentative 1), » a ensuite laissé entendre qu'il pourrait se convertir à l'idée d'un référendum, son premier ministre émettant alors d'avantage de réserves . 2)

L'adoption du référendum d'initiative citoyenne commence à faire son chemin dans les arcanes du pouvoir. Terra Nova, think tank de « centre-gauche », a rendu public une « étude » estimant que le référendum d'initiative citoyenne est une « procédure légitime ». Tout le problème serait de circonscrire les « risques » liés à cette réforme en ajoutant « un temps de réflexion collective. » Une assemblée citoyenne composée d'une centaine de personnes « tirées au sort » serait chargée d'évaluer l'impact du scrutin, entre la période de recueil des signatures et le vote. 3)

Une manœuvre de diversion.

Une discussion centrée sur la proposition du RIC a l'avantage de faire diversion. Elle est beaucoup moins onéreuse qu'une réponse positive aux exigences monétaires et salariales. La possibilité d'organiser des référendums citoyens existe déjà en Suisse et en Italie, sans que l'organisation du pouvoir en ait été bouleversée, sans que des classes populaires aient pu effectivement peser sur la politique gouvernementale.

En ce qui concerne la France, il faut aussi rappeler la saga du référendum sur le Traité de la Constitution européenne en 2005, qui malgré le rejet de plus de 54 % des votants s'est terminée plus tard par la signature du Traité de Lisbonne, texte qui intégrait l'essentiel du caractère supranational de l'acte précédemment rejeté par les Français.

Le dispositif des référendums populaires, qu'ils soient à « l'initiative » des pouvoirs constitués ou du « peuple », se sont, le plus souvent, avérés incapables de peser sur la politique gouvernementale. Cependant, dans le contexte politique actuel, de neutralisation du pouvoir législatif par l'exécutif, le RIC pourrait avoir une influence sur les institutions, mais dans le sens inverse de celui attendu par ses promoteurs, celui d'un renforcement du pouvoir présidentiel au dépend du Parlement.

Un renforcement de l'exécutif.

Le 5 février, lors du vote en première lecture de la loi à l'Assemblée nationale « sur la prévention des violences lors des manifestations et sanction de leur auteurs », 50 députés de la majorité se sont abstenus, afin de marquer leur désaccord avec la proposition de loi .4) Pourtant, le parti gouvernemental a été entièrement construit par le président. Les candidats de la République en Marche à l'élection législative n'ont pas été élus par les bases locales du mouvement, mais désignés, d'en haut, par une commission dont les membres ont été choisis par Emmanuel Macron . 5)

Un Parlement, même avec une majorité caporalisée, peut toujours poser un problème au pouvoir exécutif. C'est pourquoi ce dernier a constamment introduit des réformes destinées à neutraliser le travail parlementaire.

Ainsi, les procédures accélérées réduisent déjà considérablement toute capacité de contestation, en imposant qu'un projet de loi ne puisse faire l'objet que d'une seule lecture par chambre du Parlement.

Le référendum d'initiative citoyenne, une réforme qui pourrait établir une « relation » directe entre le Président et le « peuple », pourrait favoriser une présidentialisation accrue du régime politique, une concentration des pouvoirs encore plus radicale dans les mains de l'exécutif. Ce que deviendra concrètement le RIC, dépendra de ses modalités d'applications et surtout, à chaque fois, du rapport de forces entre ses promoteurs et le pouvoir constitué.

Il n'est pas possible de maintenir en permanence un haut niveau de mobilisation pour faire passer des réformes, même si le vote est d'abord un succès pour ses initiateurs. Comme le montre l'adoption du Traité de Lisbonne, la pression doit être constante, afin que la volonté populaire soit finalement respectée. Cela suppose un ensemble de conditions particulièrement favorables, liés à des conditions historiques limitées.

« L'État du peuple tout entier ».

Les gilets jaunes représentent une partie importante de la population, mais ils ont des intérêts propres qui ne sont pas ceux de l'ensemble de la société. Ainsi, l'évocation de la notion de peuple occulte la spécificité d'un mouvement social, portant des revendications particulières, opposées aux intérêts patronaux.

La manière dont le mouvement se définit pose problème. Si les exigences exprimées portent bien sur la question du salaire et du pouvoir d'achat, les actions sont nommées comme celles d'un mouvement citoyen. Alors que la question salariale est au centre des revendications, le patronat se met complètement hors jeu. L'État peut alors se poser comme le seul interlocuteur des manifestants.

La notion de peuple recouvrerait un agrégat qui comprend quasiment l'ensemble de population, un rassemblement dont l'unité est présupposée, du fait qu'il ne comprendrait pas les 1 %, ou les 0,1 % ou même les 0,01 % de « l'oligarchie » financière. Ainsi, ce n'est pas un concept reposant sur la différence, mais au contraire une catégorie englobante, dont on déduit l'identité par une opposition pré-supposée aux ultra-riches.

Si les classes sociales n'existent que dans leur rapports de luttes, la notion de peuple, quant à elle, neutralise toute opposition de classe. C'est une notion psychotique, supprimant la différence et rejetant toute séparation d'avec les pouvoirs constitués. Ainsi, c'est une idée qui a souvent servi de référence idéologique diversifiée, à une partie de la social-démocratie, à des régimes autoritaires ou à Joseph Staline qui a même parlé « d'État du peuple tout entier. »

En France, les promoteurs de la notion de peuple font référence à la révolution de 1789 où le prolétariat urbain a renversé l'aristocratie avec les armes distribuées par les bourgeois et à qui ils les ont remis, une fois le travail accompli . 6) Déjà, dans historiographie de la révolution française, la référence au peuple est un paravent dissimulant les acteurs réels, tels les prolétariats urbain et agraire. Elle a le même effet actuellement, au niveau du mouvement des gilets jaunes, de déni de la composition de classe des manifestants.

Ainsi, disparaît plus de deux siècles d'histoire sociale et politique, celle des luttes prolétaires, au nom d'une référence a-historique de peuple, véhiculée non pas par l'histoire réelle, mais officielle de la révolution française de 1789.

Le RIC, une réforme compatible avec « l'anti-système » macronien.

La mutation de l'organisation du pouvoir, basée sur le RIC, pourrait suivre les traces des réformes antérieures, celles de « l'anti-système » macronien, d'une restructuration par le haut du système de la représentation politique. Son adoption pourrait aboutir à un mode de gouvernance qui abandonne d'avantage le système des partis et qui, dans les faits, rejette le politique, c'est dire la reconnaissance des oppositions de points de vue et d'intérêts, au profit d'une relation fusionnelle du président et de son peuple.7) Ainsi, le RIC peut conduire à un nouveau stade d'une mutation, déjà bien avancée, de l'exercice du pouvoir d'État, à savoir la fin de toute médiation d'avec la société civile.

L'élection du président Macron est en elle-même exemplaire de ce processus. Emmanuel Macron fût élu par une petite minorité de Français, 16,5 % des électeurs inscrits, permettant à son parti d'obtenir 60 % des sièges à l'Assemblée nationale . 8) Non seulement l'élection, mais déjà sa candidature à la présidence, pose question. Elle fut déjà envisagée au niveau d'une réunion du groupe de Bilderberg un an avant son élection. Son premier ministre y fût aussi présenté quelques mois avant sa désignation. Cette influence internationale explique pourquoi le président Macron est largement indifférent aux revendications des français : il ne leur doit pas son élection.

Ce 5 février 2019, une proposition de loi « anticasseur, » « visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs », a été adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale. Grâce au soutien du Parti des Républicains, il s'agit d'une première contre-offensive du pouvoir, couplée à une tentative de déstabilisation développée sur le mode de la lutte contre l'antisémitisme. 10)

9)Pendant longtemps, les gilets jaunes se sont trouvés face à un vide de pouvoir. Il ne s'agissait pas seulement d'une tactique destinée à pratiquer une politique de terre brûlée, face à un mouvement social difficilement contrôlable, mais aussi un élément caractéristique de la forme actuelle de l'exercice du pouvoir national. Celui-ci vient de réagir, dans le seul champ qui lui reste disponible, celui de la provocation idéologique et l'organisation de la répression.

Un État policier.

La répression, subie par les gilets jaunes, est d'un niveau inconnu en France depuis des dizaines d'années. On dénombre quelques 1 800 condamnations accompagnées de centaines de peines de prison ferme, ainsi que 1 400 personnes en attente de jugement. Il s'agit pourtant d'un mouvement social non violent qui n'a aucune capacité, ni volonté, de menacer l'exercice même du pouvoir. La violence policière est avant tout « proactive », elle a pour but de créer la peur et de dissoudre préventivement tout processus de recomposition sociale. Au 15 janvier, on comptait au moins 1700 blessés, 93 blessés graves dont 13 personnes éborgnées 11) parmi les manifestants.

Ainsi, tout au long de leurs manifestations, les gilets jaunes ont été confrontés à la seule structure effective de l'État national : la police. Les États membres de l'UE, même de grands pays comme la France, sont aujourd'hui des instances dépourvues de la plupart des prérogatives régaliennes, qu'elles soient politiques ou économiques. La plupart de celles-ci ont été transférés à des instances instances européennes et internationales. Les politiques économiques et sociales, telles la réforme du code du travail, sont de simples applications de directives de l'UE.

La police devient l'appareil central de l'État national 12) . La prérogative du maintien de l'ordre reste bien de son ressort, contrairement à la guerre, à la monnaie ou à la politique économique. Si à ce niveau, l'État national garde bien une autonomie, elle est relative car étroitement encadré par la structure impériale étasunienne. Depuis une trentaine d'années, les polices européennes ont été structurées directement par le FBI 13). Non seulement, la police fédérale américaine a organisé les équipes mixtes d'intervention, mais grâce à ses initiatives, elle est parvenue aussi à influencer fortement les législations européennes, tant nationales que communautaires et cela dans les domaines de l'interception des communications, du contrôle du Net, de la création de nouvelles incriminations spécifiant le terrorisme, ainsi que sur les réformes des appareils policiers et judiciaires.

La centralité de l'appareil policier au niveau national a d'abord été explicite dans des pays ayant abandonné depuis longtemps toute souveraineté nationale, telle la Belgique. Elle est maintenant organique à des pays comme la France. Il s'agit là du résultat d'une politique d'abandon de toute indépendance nationale et d'une intégration accrue dans l'Empire étasunien.

« La parabole des aveugles ».

Si la police est devenue, en France, le corps central de l'État national, c'est d'abord comme appareil soumis aux structures impériales. Cette articulation explique les difficultés rencontrées par les luttes prolétaires. La gestion de force de travail est internationale et les luttes restent nationales. L'adversaire est globalement insaisissable. Face aux gilets jaunes, il n'y a que la police comme représentante d'un Etat qui a perdu ses prérogatives régaliennes. Les manifestants doivent faire face à un vide de pouvoir. Ils sont confrontés à un Etat qui règne, mais ne gouverne pas.

La violence de la police vis à vis des manifestants, ainsi que l'utilisation massive de la procédure de comparution immédiate, sont révélatrices de la forme actuelle de l'État, d'un Etat national qui n'a plus d'autres prérogatives que les fonctions de police et de justice, cette dernière étant réduite à un simple auxiliaire de l'appareil répressif. La procédure de « comparution immédiate » est explicite de cette mutation. C'est donc le droit pénal qui est maintenant au centre des relations entre le pouvoir et la population.

Actuellement, le droit pénal a acquis un caractère constituant. Abandonner, comme le demande Etienne Chouard, les revendications salariales et ne pas faire de la défense des libertés fondamentales un axe central de lutte , afin de concentrer tous ses efforts sur le RIC, conduit à l'anéantissement du mouvement. Cela amène à traiter comme objectif principal, sinon unique, la capacité de transformer un texte constitutionnel qui n'a plus qu'une place résiduelle dans l'ordre politique et juridique actuel. Cette tactique se place hors de toute réalité effective. Elle conduit à un suicide politique, comme le suggère notre référence à la peinture de Jerôme Bosh, « La parabole des aveugles ».

Le RIC comme substitut à la lutte sur le salaire.

La dissolution de ses revendications propres dans une demande abstraite de démocratisation de l'État ne peut qu'affaiblir le mouvement. Cette exigence peut facilement se transformer en son contraire, en un renforcement du pouvoir exécutif. Le déni de la composition de classe du mouvement, leur refus de se nommer comme prolétariat fait qu'ils sont désignés comme peuple, comme base imaginaire d'une organisation étatique qui les combat.

En effet, la manière dont certains manifestants se définissent pose problème. Si leurs revendications portent bien sur la question du salaire, elle ne se nomment pas comme telles. Elles se présentent pas comme des actions prolétaires, destinées à défendre la valeur de la force de travail, mais comme un mouvement « citoyen », se réclamant d'un État qui est en première ligne dans la

baisse du salaire direct et indirect.

En conclusion, il apparaît que la revendication du RIC repose sur un double déni de la réalité politique. Elle suppose que l'État national exerce encore un pouvoir conséquent et que la Constitution en est encore un vecteur essentiel.

Un déni du caractère politique de la lutte salariale.

C'est aussi un déni du caractère directement politique de la lutte salariale, qui dans le contexte actuel, affronte globalement une accumulation du capital basée, non plus principalement, comme dans « les trente glorieuses », sur l'augmentation de la production de plus-value relative, mais bien sur une nouvelle croissance de la plus-value absolue . 14)

En occident, donc en France, dans une structure de très faible croissance, l'augmentation de la productivité du travail n'est plus le vecteur principal de l'augmentation de l'exploitation, de la hausse du taux de plus-value, mais bien la baisse des salaires directs et indirects, ainsi que l'augmentation de la durée et de la flexibilité du travail.

La lutte sur le salaire devient directement politique, car toute valorisation de la force de travail remet directement en cause un système d'exploitation basé essentiellement sur la baisse de la valeur absolue de la force de travail. La fonction de l'État comme capitaliste collectif, telles que nous le montre la loi El Khomri et les ordonnances Macron, est aujourd'hui centrale dans le démantèlement des garanties permettant aux travailleurs de défendre leurs salaires et leurs conditions de travail. Toute lutte pour le salaire devient une lutte directement politique.

Notes

1) Louis Nadau, « Face au RIC , Macron brandit le Brexit », Marianne.net, le 16/1/2019, https://www.marianne.net/politique/face-au-ric-macron-brandit-le-brexit

2) « Comment Emmanuel Macron prépare un référendum en secret », Le Journal du Dimanche, le 2 février 2019, https://www.lejdd.fr/Politique/exclusif-comment-emmanuel-macron-prepare-un-referendum-en-secret-3850556

3) Carole Piquet, « Qu'est-ce que le « RIC délibératif » proposé par Terra Nova ? », Le Parisien.fr, le 19 février 2019, http://www.leparisien.fr/politique/qu-est-ce-que-le-ric-deliberatif-propose-par-terra-nova-19-02-2019-8015343.php

4) « L'Assemblée vote la proposition de loi "anti-casseurs" par 387 voix contre 92 », Europe1.fr, le 5 février 2019, http://www.leparisien.fr/politique/qu-est-ce-que-le-ric-deliberatif-propose-par-terra-nova-19-02-2019-8015343.php

5) Lire : Jean-Claude Paye, « Que rien ne change, pour que tout change ! »,Comité Valmy, le 10 juin 2017,http://comite-valmy.org/spip.php ?article8652

6) Henri Guillemins, « La révolution française (1789-1794) », https://www.youtube.com/watch ?v=mh7DWUr_nyA

7) Jean-Claude Paye, « La fin du système des partis », Comité Valmy, le 22 avril 2017, http://www.comite-valmy.org/spip.php ?article8501

8) Résultats des élections législatives 2017, Ministère de l'Intérieur, https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__legislatives-2017/(path)/legislatives-2017/FE.html

9) « Les députés ont voté pour limiter la liberté de manifester », Reporterre.net, le 5 février 2019, https://reporterre.net/Les-deputes-ont-vote-pour-limiter-la-liberte-de-manifester

10 Bernard-Henri Lévy : "L'antisémitisme, c'est le coeur du mouvement des gilets jaunes", AFP, le 18 février 2019, https://www.lalibre.be/actu/international/bernard-henri-levy-l-antisemitisme-c-est-le-coeur-du-mouvement-des-gilets-jaunes-5c6a69ffd8ad5878f0c92226

11) « Au moins 93 blessés graves depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, 13 personnes éborgnées », RT France, le 15 janvier 2019, https://francais.rt.com/france/57917-au-moins-93-blesses-graves-debut-mouvement-gilets-jaunes-13-personnes-eborgnees

12) Jean-claude Paye, « « L'État policier, forme moderne de l'Etat ? L'exemple de la Belgique », Les Temps modernes,, no 605, août-septembre-octobre 1999 et « Vers un Etat policier en Belgique ? », Le Monde diplomatique, novembre 1999, ainsi que Vers un Etat policier en Belgique, 159 p, EPO 1999.

13) Jean-claude Paye, « Europe-Etats-Unis : un rapport impérial », Le Monde, le 23 février 2004, https://www.lemonde.fr/international/article/2004/02/23/europe-etats-unis-un-rapport-imperial-par-jean-claude-paye_354079_3210.html

14) L'augmentation de la valeur du capital par la production de plus-value absolue est la forme dominante au 19ieme siècle, avant que les travailleurs aient pu s'organiser massivement. Elle s'effectue par la prolongation de la journée de travail et la réduction des salaires réels. L'augmentation de la plus-value relative s'effectue, quant à elle, par l'accroissement de l'intensité et de la productivité du travail, en s'assurant que l'augmentation des salaires soit inférieure à celle de la productivité.

Dit, c'est qui qui t'a amputé d'une main ou rendu aveugle d'un oeil ? Réponse : Macron !

- Gilets jaunes: Ceux qui vont aux manifs violentes sont complices, dit Macron - Reuters 26 février 2019

Ceux qui participent aux manifestations violentes des "Gilets jaunes" sont "complices du pire", a déclaré mardi Emmanuel Macron, qualifiant de "miracle" l'absence de mort lors des heurts.

"Nous ne pouvons de manière raisonnable pas interdire les manifestations", a souligné le chef de l'Etat lors d'un débat avec des élus de la région Grand Est, à l'Elysée, en particulier parce que manifester est un droit.

Mais "il faut maintenant dire que lorsqu'on va le samedi dans des manifestations violentes, on est complice du pire. C'est tout", a-t-il ajouté.

Emmanuel Macron a jugé qu'on ne pouvait pas être dans "une démocratie de l'émeute" et a salué l'action des forces de l'ordre.

"Je considère qu'aujourd'hui nous devons nous féliciter du remarquable travail de nos forces de l'ordre", a-t-il dit.

"C'est un miracle qu'après autant de samedis avec cette violence à certains moments et dans certains endroits, il n'y ait eu aucun mort à déplorer de la part des forces de l'ordre." Reuters 26 février 2019

LVOG - Macron, c'est le mépris et le déni permanent de toute valeur social ou humanisme, de la réalité, c'est un monstre !

Quand être Gilet Jaune tourne au numéro d'illusionnisme ou est synonyme de dilettantisme.

Comment faire de la politique sans faire de la politique ?

Sur le plateau de la web-télé Le Média, lundi 25 février, l' auto-entrepreneuse et Gilet Jaune Priscillia Ludosky a indiqué qu'il suffisait "de rentrer en politique sans faire de la politique dans un parti" et le tour était joué ! (Source : Franceinfo 26.02)

Elle fait partie de ces gens dont l'individualisme suinte de toutes les pores de leur petite personne jusqu'au fanatisme, ne voulant se plier à aucune discipline par manque de détermination, aucun statut par manque de rigueur, refusant ou plutôt fuyant la confrontation qui révèlerait leurs contradictions ou la puérilité de leurs idées, ne partageant rien par crainte d'avoir à l'assumer, n'ayant de compte à rendre à personne, agissant en fonction de leur humeur, du temps qu'il fait, de leurs intérêts du moment.

Il se trouve que la société est divisée en classes, et que chaque classe est représentée par des partis, qui sont chargés de mener la lutte de classe sur le plan politique au nom des intérêts collectifs de leur classe.

Qu'on nie ou qu'on refuse d'admettre ce constat, c'est la réalité qui s'impose à tous. Donc autant dire que ceux qui font dans le déni ou s'en écarte, sont voués à l'impuissance ou ne pourront jamais infléchir le cours de la situation qu'ils en aient conscience ou non.

A défaut de cohérence ou pour illustrer le peu de sérieux de leur démarche, ils s'en remettront au hasard en sortant de leur chapeau de magicien de foire ambulante une "*assemblée citoyenne avec des gens tirés au sort*" entre les mains desquelles nous devrions remettre notre destin pour le meilleur et pour le pire, autant dire qu'on n'y tient pas vraiment !

La fabrique des sondages En Marche. A 13% près, on est plus à cela près !

- Sondage: la popularité de Macron et Philippe en hausse - L'Express.fr 26 février 2019

39% des Français font confiance en Emmanuel Macron, selon un sondage Harris Interactive réalisé pour LCI. L'Express.fr 26 février 2019

- Macron poursuit sa lente remontée dans l'opinion - Reuters 28.02

La cote de confiance d'Emmanuel Macron a progressé de deux points et s'établit désormais à 26%, selon la dernière livraison du baromètre mensuel de Kantar Sofres-One point pour Le Figaro Magazine parue jeudi. Reuters 28.02

La lessiveuse du Palais lave plus blanc que blanc.

- Alexandre Benalla et Vincent Crase remis en liberté - Reuters 26 février 2019

La cour d'appel de Paris a décidé mardi de remettre en liberté l'ancien homme de confiance d'Emmanuel Macron Alexandre Benalla et son ami Vincent Crase, qui avaient été placés en détention provisoire pour violation de leur contrôle judiciaire. Reuters 26 février 2019

En complément.

- Parly veut des sanctions contre un colonel qui a critiqué la coalition en Syrie - Le Parisien 28.02

S'ils disent que c'est "pour la bonne cause", c'est qu'elle est forcément mauvaise.

- Qui est Captain Europe, le superhéros pro-européen ? - L'Express.fr 28.02

Depuis quelques jours, il amuse les réseaux sociaux pour la bonne cause. Il confirme être pro-européen, mais pas lié à l'UE. L'Express.fr 28.02

Réponse :

- François Hollande plaide pour une Europe politique devant des lycéens à Nancy - AFP 28.02

L'ancien président François Hollande a plaidé jeudi pour une Europe politique qui s'engagerait pour "la paix, la résolution des conflits et le climat" devant des lycéens de Nancy qu'il rencontrait pour témoigner de son expérience européenne. AFP 28.02

Youth for climate change : La version mondiale des Young Leaders destinée à la jeunesse.

- Qui sont ces jeunes qui se battent pour le climat ? - euronews 27.02

Les étudiants de « Youth for climate change » ont pris d'assaut la rue et protestent depuis des semaines maintenant. Mais qui sont les personnes qui ont inspiré ces enfants à ne plus aller en cours et se battre pour notre planète ? euronews 27.02

LVOG - Ils feraient mieux d'aller à l'école.

Youth for climate change, Qu'est-ce que c'est ?

LVOG - Une officine de l'ONU sponsorisée notamment par le British Council (créer en 1940 par le gouvernement britannique) et des oligarques, ayant lié des partenariats avec d'autres ONG brassant au total des milliards de dollars. Cette ONG fait partie d'une nébuleuse comportant des milliers d'associations à travers le monde.

D'où vient son programme ? The United Nations Environment Programme. Inutile de traduire !

https://unfccc.int/page/partnerships

Since 2008, the UNFCCC secretariat coordinates the work of 16 intergovernmental entities and many youth organizations to empower youth to act on climate change and enhance their climate change policy decision-making processes.

Previous Partnerships (Partenaires précédents) (des oligarques multi milliardaires anglo-saxons)

Bloomberg Philanthropies – April 2018

UN Climate Change welcomes the announcement of the financial contribution made by Bloomberg Philanthropies to support its work.

The Rockefeller Foundation – November 2016

The Rockefeller Foundation and UNFCCC secretariat launched a three-year project shining a light on the solutions needed to balance both human and planetary health starting in 2017.

LVOG - Projet mondial concernant une période de trois ans et lancé en 2017, nous sommes en 2019, nous sommes en plein dedans ! Qui osera nous accuser de faire une fixation sur Rockefeller ?

En macronie.

Ce sont leurs créatures monstrueuses.

- Il n'y a pas de programme de retour des djihadistes français, selon Macron - Reuters 26 février 2019

Il n'y a pas de programme de retour des djihadistes français, a déclaré mardi Emmanuel Macron, ajoutant qu'ils devaient être jugés dans le pays où ils sont accusés et que la France demanderait que d'éventuelles peines de mort soient commuées en peines de prison à perpétuité. Reuters 26 février 2019

Comme ils les aiment quand ils sont aussi dociles et corrompus.

- Aurélien Taché, député LREM: «On a besoin de syndicats dans ce pays» - Slate.fr 26 février 2019 Selon le député du Val d'Oise, la faiblesses des forces syndicales est une des causes du mouvement des «gilets jaunes». Aurélien Taché, député LREM du Val d'Oise, était l'invité de Gilles Bornstein lundi dans l'émission l'Instant politique sur France Info. Slate.fr 26 février 2019

- Même pas besoin de savoir compter sur ses doigts. La médiocrité a son génie.

- Cédric Villani (LREM) : "Le grand débat national est un petit coup de génie" - Yahoo Actu 26 février 2019

- Le Soudan est plus démocratique que la France

- Soudan: 8 personnes condamnées à de la prison pour avoir manifesté - AFP 28.02

Huit personnes ont été condamnées jeudi à de la prison au Soudan pour leur participation à des manifestations interdites par le régime du président Omar el-Béchir, les premières peines prononcées depuis l'instauration de "tribunaux d'exception" en début de semaine. AFP 28.02

Le capitalisme n'a pas changé depuis deux siècles.

Vouloir absolument rendre les hommes malheureux, à quoi ça rime, c'est dément, il faut être mentalement dérangé, et le comble de la médiocrité quand c'est pour leur imposer par la force en guise de destin, car on peut espérer mieux, on doit oser l'exiger.

Dans la situation de la classe ouvrière en Angleterre, Engels disait qu'ils étaient atteintes par un "*aveuglement égoïste et la malhonnêteté*" à propos des industriels, des exploiteurs et leurs représentants on pourrait compléter.

Toute tyrannie est vulnérable.

Aldous Huxley (1958) - Arrivés à ce point, nous nous trouvons devant une question très troublante. Désirons-nous vraiment agir? Est-ce que la majorité de la population estime qu'il vaut bien la peine de faire des efforts assez considérables pour arrêter et si possible renverser la tendance actuelle vers le contrôle totalitaire intégral? Aux U.S.A. - et l'Amérique est l'image prophétique de ce que sera le reste du monde urbano-industriel dans quelques années d'ici - des sondages récents de l'opinion publique ont révélé que la majorité des adolescents au-dessous de vingt ans, les votants de demain, ne croient pas aux institutions démocratiques, ne voient pas d'inconvénient à la censure des idées impopulaires, ne jugent pas possible le gouvernement du peuple par le peuple et s'estimeraient parfaitement satisfaits d'être gouvernés d'en haut par une oligarchie d'experts assortis, s'ils pouvaient continuer à vivre dans les conditions auxquelles une période de grande prospérité les a habitués. Que tant de jeunes spectateurs bien nourris de la télévision, dans la plus puissante démocratie du monde, soient si totalement indifférents à l'idée de se gouverner eux-mêmes, s'intéressent si peu à la liberté d'esprit et au droit d'opposition est navrant, mais assez peu surprenant.

“ Libre comme un oiseau ”, disons-nous, et nous envions les créatures ailées qui peuvent se mouvoir sans entrave dans les trois dimensions de l'espace, mais hélas, nous oublions le dodo. Tout oiseau qui a appris à gratter une bonne pitance d'insectes et

de vers sans être obligé de se servir de ses ailes renonce bien vite au privilège du vol et reste définitivement à terre. Il se passe quelque chose d'analogue pour les humains. Si le pain leur est fourni régulièrement et en abondance trois fois par jour, beaucoup d'entre eux se contenteront fort bien de vivre de pain seulement - ou de pain et de cirque. " En fin de compte ", dit le Grand Inquisiteur dans la parabole de Dostoïevski, " ils déposeront leur liberté à nos pieds et nous diront : faites de nous vos esclaves, mais nourrissez-nous. " Et quand Aliocha Karamazov demande à son frère, celui qui raconte l'histoire, si ce personnage parle ironiquement, Ivan répond : " Pas le moins du monde! Il revendique comme un mérite pour lui et son Eglise d'avoir vaincu la liberté dans le dessein de rendre les hommes heureux. " Oui, pour rendre les hommes heureux. " Car rien ", assure-t-il, " n'a jamais été plus insupportable pour un homme ou une société humaine que la liberté. " Rien, si ce n'est son absence; en effet, lorsque les choses vont mal et que les rations sont réduites, les dodos rivés au sol réclament leurs ailes à tue-tête - pour y renoncer, une fois de plus, quand les temps deviennent meilleurs et les éleveurs plus indulgents, plus généreux. Les jeunes qui ont si piètre opinion de la démocratie combattront peut-être pour défendre la liberté. Le cri de " Donnez-moi la télévision et des saucisses chaudes, mais ne m'assommez pas avec les responsabilités de l'indépendance ", fera peut-être place, dans des circonstances différentes à celui de " La liberté ou la mort ". Si une telle révolution se produit, elle sera due en partie à l'action de forces sur lesquelles, même les gouvernants les plus puissants n'ont que très peu de pouvoir, en partie à l'incompétence de ces chefs, à leur manque d'efficacité dans le maniement des instruments de manipulation mentale que la technique et la science ont fournis et continueront à fournir aux aspirants dictateurs. Si l'on considère leur ignorance et le peu de moyens dont ils disposaient, les Grands Inquisiteurs du passé ont obtenu des résultats remarquables. Mais leurs successeurs, les dictateurs bien informés et intégralement scientifiques de l'avenir, feront à n'en pas douter beaucoup mieux. Le Grand Inquisiteur reproche au Christ d'avoir appelé les hommes à la liberté et Lui dit " Nous avons corrigé ton oeuvre et l'avons fondée sur le miracle, le mystère et l'autorité. " Mais cette trinité n'est pas suffisante pour garantir la survie indéfinie d'une tyrannie.

Dans Le Meilleur des Monde, les dictateurs y avaient ajouté la science, ce qui leur permettait d'assurer leur autorité par la manipulation des embryons, des réflexes chez les enfants et des esprits à tous les âges. Au lieu de parler simplement de miracles et de glisser des allusions symboliques aux mystères, ils étaient en mesure, grâce à des drogues, d'en faire faire l'expérience directe à leurs sujets - de transformer la foi en connaissance extatique. Les anciens dictateurs sont tombés parce qu'ils n'ont jamais pu fournir assez de pain, de jeux, de miracles et de mystères à leurs sujets; ils ne possédaient pas non plus un système vraiment efficace de manipulation mentale. Par le passé, libres penseurs et révolutionnaires étaient souvent les produits de l'éducation la plus pieusement orthodoxe et il n'y avait rien là de surprenant. Les méthodes employées par les éducateurs classiques étaient et sont encore extrêmement inefficaces. Sous la férule d'un dictateur scientifique, l'éducation produira vraiment les effets voulus et il en résultera que la plupart des hommes et des femmes en arriveront à aimer leur servitude sans jamais songer à la révolution. Il semble qu'il n'y ait aucune raison valable pour qu'une dictature parfaitement scientifique soit jamais renversée.

En attendant, il reste encore quelque liberté dans le monde. Il est vrai que beaucoup de jeunes n'ont pas l'air de l'apprécier, mais un certain nombre d'entre nous croient encore que sans elle les humains ne peuvent pas devenir pleinement humains et qu'elle a donc une irremplaçable valeur. Peut-être les forces qui la menacent sont-elles trop puissantes pour que l'on puisse leur résister très longtemps. C'est encore et toujours notre devoir de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous opposer à elles. Retour au meilleur des mondes - Aldous Huxley (1958)

Défense du marxisme.

LVOG - Le travail des femmes, c'est la libération, le bonheur... pour les esclavagiste ou les exploiteurs !

Engels - Le travail de la femme à l'usine désorganise inévitablement la famille et cette désorganisation a, dans l'état actuel de la société qui repose sur la famille, les conséquences les plus démoralisantes aussi bien pour les époux que pour les enfants. Une mère qui n'a pas le temps de s'occuper de son enfant, de lui prodiguer durant ses premières années, les soins et la tendresse les plus normaux, une mère qui peut à peine voir son enfant ne peut pas être une mère pour lui, elle devient fatalement indifférente, le traite sans amour, sans sollicitude, comme un enfant étranger; et des enfants qui grandissent dans ces conditions sont plus tard tout à fait perdus pour la famille, ils sont incapables de se sentir chez eux dans le foyer qu'ils fondent eux-mêmes, parce qu'ils n'ont connu qu'une existence isolée; ils contribuent nécessairement à la destruction de la famille d'ailleurs générale chez les ouvriers. Le travail des enfants entraîne une désorganisation analogue de la famille. (La situation de la classe ouvrière en Angleterre par F.Engels en 1845.)

- Robert Pounder raconte comment un autre ouvrier de sa connaissance, parti à la recherche de travail a rencontré un vieil ami à St Helen dans le Lancashire. « Eh bien, Monsieur, il l'a trouvé, et quand il est arrivé à sa baraque, qu'est-ce que c'était, pensez donc, eh ben une cave basse et humide; la description qu'il donna des meubles était la suivante : 2 vieilles chèses, une table ronde à 3 pié, une quesse, pas de lit mais un tât de vieille paille dans un coin avec une père de drat de lie sale dessu, et 2 bou de boit à la cheminai et quand mon povre ami entrat, le povre jack était assit sur le boit prai du feu, et qu'est-ce que vous croié qu'i fesait ? il était là et il raccmodait les bas de sa fame avec l'aiguille à reprisé et quan il a vu son vieil ami sur le seuille, il a essaillé de le cacher, mait Joé, s'ait son nom à mon ami, il a ben vu, et il a di : jack, Bon Dieu, qu'est qu'tu fait, où qu'est ta fame ? qu'est qu'c'est ce travail qu'tu fait ? Ce povre jack a eut onte et i dit, non, je sait bien, c'est pas mon travaille, mait ma povre fame elle est à l'usine elle doit y allé à 5 heures et demi et travaille jusqu'à 8 heures du soire et elle ait tellement à plat qu'ê peut rien faire, quand elle rentre à la méson, je doit faire tout pour elle ce que je peut, passque j'ai pat de travaille et j'en ai pas ut depuis pu de troit ans et j'en trou'vrai pu de toute ma vie et pi il a pleuré une grosse larme. Ah mon Joé qu'il a dit, y a assé de travaille pour les femmes et les gosses dans la région mais y en a pat pour les homes; c'est pu facile de trouvé cent livres sur la route que du travaille mai j'auré pas crut que toit ou un autre vous m'orié vu entrain de r'prisé les ba de ma fame passe que c'est du mauvais travaille, mé

elle peut presque pu tenir su ses jambes et j'ai peur qu'elle tombe tout à fai malade et là j'sais pu ce qu'on va devenir passque ça fait lontant que c'est elle qu'ait l'homme dans la méson; et c'est moi qu'é la fame; c'est pas du travaille, Joé et i s'est mit à pleuré a chaudes larmes et i dit mait ça pas été toujour comme sa; non jack, dit Joé, et comment qu' t'a fait pour vivre quand c'est qu'tavait pas de travaille; j'vais te l'dire Joé, comme ci comme ça, mais ça allé pluto mal, tu sais quant on s'est marié, j'avais bien du travaille, et tu sait que j'ai jamé été feignant mais non, t'at jamé été feignant; et pi on avait une belle méson meublé et Mary n'avé pas besoin de travaillé, moi j'pouvé travaillé pour nou deu, et maintenant c'est l'monde à Lanver; Mary faut qu'elle travail et moi resté ici pour gardé les enfants et balaillé, et lavé et faire la popote, et raccmodé, passque quant la povre fame rentre à la méson le soire elle est fatigué et claqué; tu sait Joé c'est dure quant qu'on a été abitué autremant ; Joé dit : oui mon gars, c'est dure, et jack recommança a pleuré et il auré voulu jamais avoire été marié et jamais été né, mais il auré jamé cru quand il a marié la Mary que tout ça seré arriver. Qu'ès que j'ai pu pleuré a cause de tout ça, dit le jack, et ben Monsieur, quand Joé il a entendu sa, i m'a dit qu'il avait maudi et envoyé à tous les diables les usines et les industrielles et le gouvairnement avec tous les jurons qu'il avait aprit depuis sa jeunaisse dans les usines 265.

Peut-on imaginer une situation plus absurde, plus insensée, que celle que décrit cette lettre ? Et cependant, cette situation qui ôte à l'homme son caractère viril et à la femme sa féminité sans être en mesure de donner à l'homme une réelle féminité et à la femme une réelle virilité, cette situation qui dégrade de la façon la plus scandaleuse les deux sexes et ce qu'il y a d'humain en eux, c'est la conséquence dernière de notre civilisation tant vantée, l'ultime résultat de tous les efforts accomplis par des centaines de générations pour améliorer leur vie et celle de leurs descendants ! Il nous faut ou bien désespérer tout à fait de l'humanité, de sa volonté et de sa marche en avant, en voyant les résultats de notre peine et de notre travail tournés ainsi en dérision; ou alors il nous faut admettre que la société humaine a fait fausse route jusqu'ici dans sa quête du bonheur; il nous faut reconnaître qu'un bouleversement si complet de la situation sociale des deux sexes ne peut que provenir du fait que leurs rapports ont été faussés dès le début. Si la domination de la femme sur l'homme, que le système industriel a fatalement engendrée, est inhumaine, la domination de l'homme sur la femme telle qu'elle existait auparavant est nécessairement inhumaine aussi. Si la femme peut maintenant comme jadis l'homme, fonder sa domination sur le fait qu'elle apporte le plus, et même tout, au fonds commun de la famille, il s'ensuit nécessairement que cette communauté familiale n'est ni véritable, ni rationnelle puisqu'un membre de la famille peut encore tirer vanité d'apporter la plus grande part à ce fonds. Si la famille de la société actuelle se désagrège, cette désagrégation montre précisément qu'au fond, ce n'est pas l'amour familial qui était le lien de la famille, mais l'intérêt privé nécessairement conservé dans cette fausse communauté de biens 266.

265 - Naturellement l'orthographe que nous avons adoptée ne rend qu'approximativement l'orthographe incertaine de l'ouvrier anglais qu'Engels avait lui-même déjà transposée eu allemand. Cf. sur ce cas T. C. BARKER and J. R. HARRIS : A Merseyside Town in the industrial Revolution : St Helens, 17501900 (1954), p. 321.

266 - Des renseignements donnés par les industriels eux-mêmes indiquent combien les femmes mariées travaillant en usine sont nombreuses; il y en a 10,721 dans 412 usines du Lancashire; parmi leurs maris, 5,314 seulement avaient également du travail en usine, 3,927 avaient un autre emploi, 821 étaient chômeurs et sur 329, on ne possédait aucun renseignement. Donc, dans chaque usine, il y a en moyenne 2 et parfois 3 hommes qui vivent du travail de leur femme. (F.E.) *. * Cf. Manchester Guardian, mai 1844, p. 5, col. 4-5

L'attitude de la bourgeoisie à l'égard du prolétariat.

Engels - Je n'ai jamais vu une classe si profondément immorale, si incurablement pourrie et intérieurement rongée d'égoïsme, si incapable du moindre progrès que la bourgeoisie anglaise, et j'entends par là surtout la bourgeoisie proprement dite, singulièrement la bourgeoisie libérale, qui veut abroger les lois sur les grains. Pour elle il n'existe rien au monde qui ne soit là pour l'argent, sans l'excepter elle-même, car elle ne vit que pour gagner de l'argent et pour rien d'autre, elle ne connaît pas d'autre félicité que de faire une rapide fortune, pas d'autre souffrance que de perdre de l'argent 477. Avec une telle rapacité et une telle cupidité il est impossible qu'il existe un sentiment, une idée humaine qui ne soient souillés. (...)

En dernier ressort, le seul facteur décisif reste l'intérêt particulier et spécialement la volonté de gagner de l'argent. (...)

Le bourgeois se moque éperdument de savoir si ses ouvriers meurent de faim ou pas, pourvu que lui gagne de l'argent. Toutes les conditions de vie sont évaluées au critère du bénéfice, et tout ce qui ne procure pas d'argent est idiot, irréalisable, utopique. C'est pourquoi l'économie politique, science qui étudie les moyens de gagner de l'argent, est la science préférée de ces juifs usuriers. Ils sont tous économistes. Le rapport de l'industriel à l'ouvrier n'est pas un rapport humain, mais une relation purement économique. L'industriel est le « capital », l'ouvrier est le « travail ». Si l'ouvrier ne veut pas se laisser enfermer dans cette abstraction, s'il affirme qu'il n'est pas le « travail » mais un homme qui, il est vrai, possède entre autres la faculté de travailler, s'il s'avise de croire qu'il ne devrait pas se laisser vendre et acheter en tant que « travail », en tant que marchandise, sur le marché, l'entendement du bourgeois est alors comme frappé de stupeur. Il ne peut comprendre qu'il puisse avoir avec les ouvriers d'autres rapports que ceux de l'achat et de la vente, et il ne voit pas en eux des hommes mais des « mains » (hands), puisque c'est ce nom qu'il leur jette constamment à la face; et, comme dit Carlyle, il ne reconnaît pas d'autre relation d'un homme à un autre homme, que celle du paiement comptant.

Même les liens entre lui et sa femme ne sont - dans 99 % des cas - qu'un « paiement comptant ». L'esclavage misérable dans lequel l'argent tient le bourgeois marque même le langage, du fait de la domination de la bourgeoisie; l'argent fait la valeur de

l'homme; cet homme vaut 10,000 livres (he is worth ten thousands pounds), c'est-à-dire il les a. Quiconque a de l'argent est « respectable », appartient à « la meilleure catégorie de gens » (the better sort of people), est « influent » (influential) et ce qu'il accomplit fait époque dans son milieu. Le sordide esprit mercantile imprègne la langue tout entière, tous les rapports humains sont traduits en formules commerciales expliquées sous forme de catégories économiques.

Commande et fourniture, demande et offre, supply and demand, telles sont les formules à l'aide desquelles la logique de l'Anglais juge toute la vie humaine. Voilà qui explique la libre concurrence partout, voilà qui explique le régime du « laissez faire » et du « laisser-aller 478 » dans l'administration, dans la médecine, l'éducation et bientôt aussi dans la religion où la domination de l'Église d'État s'effondre de plus en plus. La libre concurrence ne veut pas de limites, pas de contrôle d'État; tout l'État lui pèse, son voeu le plus cher serait d'être dans un régime tout à fait dépourvu d'État, où chacun pourrait exploiter son prochain à coeur joie comme dans la « société » de notre ami Stirner, par exemple. Mais comme la bourgeoisie ne peut se passer de l'État, ne serait-ce que pour tenir en respect le prolétariat qui lui est tout aussi nécessaire, elle utilise le premier contre le second et cherche à tenir l'État le plus possible à distance en ce qui la concerne.

Il ne faudrait cependant pas croire que l'Anglais « cultivé » fait si ouvertement étalage de cet égoïsme. Au contraire il le dissimule avec la plus vile hypocrisie. - Comment ? Vous dites que les riches Anglais ne pensent pas aux pauvres, eux qui ont bâti des établissements de bienfaisance comme on n'en voit dans aucun autre pays ? Oui-da, des établissements de bienfaisance ! Comme si c'était rendre service au prolétaire que de commencer par l'exploiter jusqu'au sang pour pouvoir ensuite apaiser sur lui avec complaisance et pharisaïsme votre prurit de charité et pour vous présenter à la face du monde en grands bienfaiteurs de l'humanité, alors que vous rendez à ce malheureux que vous avez sucé jusqu'à la moelle, la centième partie de ce qui lui revient ! Bienfaisance qui dégrade plus encore celui qui la pratique que celui qui la reçoit; bienfaisance qui enfonce encore davantage dans la poussière le malheureux qu'on a foulé aux pieds, qui implique que le paria déshumanisé, exclu de la société, renonce d'abord à la dernière chose qui lui reste, à son aspiration à la qualité d'homme, et mendie d'abord sa grâce auprès de la bourgeoisie, avant qu'elle lui fasse la grâce de lui imprimer sur le front, en lui faisant l'aumône, le sceau de la déshumanisation ! Mais à quoi bon ces réflexions. (id)

LVOG - De nos jours les plus cruels prédateurs de la planète que l'on présente comme des oligarques philanthropes déclenchent des opérations mondiales sur le climat, le sexisme, l'homophobie, le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, etc. et les uns et les autres courent après pour y participer, alors oui, à la suite d'Engels on a envie de dire, effectivement "*à quoi bon ces réflexions*" !

Totalitarisme. Schizophrénie agravée et complotisme hystérique.

Sur la Russie.

- Ingérence étrangère : la chaîne Russia Today dans le viseur du gouvernement français - Le Parisien 27.02

- L'Union européenne impuissante face aux menaces d'ingérences étrangères - Le Parisien 28.02

- Quand une "gilet jaune" souhaite que la France soit dirigée comme la Russie - Franceinfo 28.02

La plus grande menace que font peser les dictateurs sur tous les peuples : le "***changement***" et la "***réforme***", la "***transition pacifique et démocratique***".

Sur le Venezuela.

- Une transition démocratique au Venezuela est possible, selon des ...
https://www.challenges.fr

- Venezuela: le Groupe de Lima pour une transition démocratique...
https://www.lnc.nc

- L'Amérique latine pour une issue pacifique à la crise au Venezuela
https://www.lesechos.fr

Restauration de la démocratie par le dialogue ... ceux qui s'opposent à la restauration pacifique de la démocratie au #Venezuela ». ... nécessaire à la transition au Venezuela »...lesechos.fr

- Venezuela : "Toutes les options sont sur la table" pour les États-Unis
https://www.france24.com

Nous espérons une transition pacifique vers la démocratie. Mais le président ... "Il est important de récupérer la démocratie

au Venezuela". france24.com

- Venezuela : les Etats-Unis soutiennent Guaido "à 100%" et n'écartent ...
https://www.lepoint.fr

"Nous espérons une transition pacifique vers la démocratie. lepoint.fr

- L'UE veut une transition démocratique et pacifique au Venezuela ...
https://www.togodiplomatie.info

En complément.

- Veto russe et chinois à une résolution de l'Onu sur le Venezuela - Reuters 28.02

La Russie et la Chine ont utilisé jeudi leur droit de veto au Conseil de sécurité de l'Onu pour s'opposer à un projet de résolution rédigé par les Etats-Unis appelant à la tenue d'une élection présidentielle libre au Venezuela. Reuters 28.02

Sur l'Algérie.

Benjamin Stora, ex-permanent de l'OCI de 1976 à 1981, rejoint le Parti socialiste en 1985 soutien la candidature présidentielle de Ségolène Royal en 2007, En 2012 il a soutenu la candidature présidentielle de François Hollande.De 2013 à 2018, il se voit nommé à différentes fonctions par les diférents chef de l'Etat ou leurs ministères. (Source : Wikipédia.org

- "les jeunes qui n'ont connu qu'Abdelaziz Bouteflika depuis vingt ans ou plus veulent un changement profond et les réseaux sociaux y jouent un rôle important. L'opposition existe et différents partis politiques continuent d'exister."

- "Ce que veulent les jeunes, mais aussi le reste de la population, c'est une transition pacifique et démocratique."

- Les protestataires revendiquent "le changement et la réforme", a rapporté l'agence de presse APS. Reuters26 février 2019

Ils ont censuré l'Acte XVI des Gilets Jaunes au profit des manifestations en Algérie, cherchez l'erreur.

- Poursuite des manifestations contre la candidature de Bouteflika - Reuters

- Algérie : les étudiants se mobilisent à leur tour en masse contre un cinquième mandat de Bouteflika - Franceinfo

- Manifestations contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un nouveau mandat : les Algériens veulent une "transition pacifique et démocratique" - Franceinfo

- En Algérie, la colère gagne les campus - Le Parisien

- Algérie: les étudiants à leur tour dans la rue - LeFigaro.fr

- Beaucoup de jeunes Algériens dans la rue pour dire à Bouteflika "Dégage !" - euronews

- Manifestations en Algérie: La télé officielle en parle enfin... d'une drôle de façon - Le HuffPost

- Algérie : candidat à la présidentielle, l'homme d'affaires Rachid Nekkaz, populiste voltairien et opportuniste malchanceux - Franceinfo 26 février 2019

L'une des figures du mouvement qui a pris son essor en Algérie, Rachid Nekkaz, a assuré mardi à franceinfo qu'il avait été "placé en résidence surveillée illégale". À 47 ans, cet homme d'affaires algérien est né en France et entend se présenter le 18 avril à la présidentielle algérienne. C'est peu dire qu'il prête régulièrement le flanc à la critique, tant en Algérie qu'en France, lui dont les ambitions politiques ont embrassé les deux rives de la Méditerranée.

Rachid Nekkaz est un homme malchanceux. Lors de la présidentielle française de 2007, il se fait voler, dit-il, l'ordinateur qui contenait les coordonnées des élus qui lui promettaient parrainage. Lors de l'élection présidentielle algérienne de 2014, c'est cette fois la voiture dans laquelle étaient transportées les 60 000 signatures nécessaires qui se perd… Les affaires lui réussissent davantage : diplômé de philosophie à la Sorbonne, il fait fortune dans les nouvelles technologies et l'immobilier.

Pour la liberté, donc, Rachid Nekkaz est aussi capable d'affirmer sérieusement que le président Bouteflika est décédé depuis longtemps et est représenté par une image 3D. Sa page Facebook compte quelque 1 500 000 abonnés. Son credo ? La jeunesse algérienne, celle qui l'entoure dans les manifestations : "Il y a des jeunes femmes et des jeunes hommes qui aspirent à vivre un développement apaisé, défend-il, vivre comme n'importe quelle autre jeunesse du monde entier." Ses références sont Nelson Mandela ou Bill Clinton. Et quand on l'accuse de populisme, il répond : "Si Voltaire était un populiste, alors, je veux bien."

"Un clown, sauf qu'être clown est un métier respectable"

D'autres dressent de lui un portrait au vitriol. "J'aurais pu dire que Rachid Nekkaz est un clown, sauf qu'être un clown est un métier respectable", rétorque ainsi, cinglant, politologue Naoufel Brahimi El Mili. "C'est quelqu'un qui fait le buzz, soupire-t-il, mais qui sait très bien qu'il ne peut être élu puisqu'il est empêché par deux articles de la Constitution. D'abord parce que son épouse est étrangère, ensuite parce qu'il n'a pas vécu dix ans en continu en Algérie." Selon lui, l'homme vend une histoire, un storytelling en faisant croire en Algérie au sacrifice d'avoir renoncé à la France pour crédibiliser sa candidature. "Ce n'est pas une figure. Il est trop bien connu en France pour être pris au sérieux. Et encore mieux en Algérie pour être pris au sérieux." Franceinfo 26 février 2019

Etats-Unis sur Trump.

- Cohen, l'ex-avocat de Trump, égrène ses accusations contre son ancien client - Reuters 27.02

- Michael Cohen a dressé un portrait accablant de Donald Trump - Le HuffPost 27.02

- Donald Trump est un "escroc", un "raciste", un "tricheur" : devant le Congrès américain, son ex-avocat lâche tout - Franceinfo 27.02

- Trump est un «escroc», un «raciste», et un «tricheur» selon son ex-avocat - LeFigaro.fr 27.02

- Philippe Labro - « Donald Trump est un raciste, un escroc et un tricheur » - LePoint.fr 27.02

Sur le réchauffement climatique.

- Le diesel cause près de la moitié des décès prématurés liés aux émissions polluantes des transports, selon une étude - Franceinfo 27.02

- La France a connu mercredi son après-midi la plus chaude pour un mois de février - Franceinfo 27.02

- Pic de pollution : "Lorsqu'on diminue l'automobile, c'est pour préserver nos enfants" - Franceinfo 27.02

- Près d'un enfant sur deux souffrant d'un cancer dans le monde n'est pas diagnostiqué - Franceinfo 27.02

Totalitarisme. L'hymne à la dictature devient un exercice obligatoire.

- Brésil : Bolsonaro veut que l'hymne national soit chanté dans les écoles - euronews 26 février 2019

Comme leur nouveau président Jair Bolsonaro, les écoliers brésiliens devront connaître l'hymne national sur le bout des doigts. euronews 26 février 2019

L'internationalisme est à reconstruire.

- Bangladesh : l'usine textile du monde - Franceinfo 28 février 2019

Pendant deux semaines, ils ont bloqué la capitale Dacca, au Bangladesh. Tous ces gens en colère sont les petites mains du textile mondial. Ce sont eux qui fabriquent les vêtements pour toutes les marques de la planète, ou presque. S'ils sont sortis de leurs ateliers, c'est pour demander de meilleures rémunérations. Le salaire minimum légal a pourtant été augmenté. De 58 € par mois, il est passé à 83 €. Mais les travailleurs attendaient bien plus. Ils laissent éclater leur colère.

C'est dans la banlieue d'Ashulia, la principale cité-dortoir des ouvriers du textile, que vit Mounia, une mère célibataire de 38 ans. Elle a deux filles. Elle a fait grève en janvier et a été licenciée comme des milliers d'autres. Elle tient à dénoncer ses conditions de travail, inhumaines selon elle. La grève de janvier a donc débouché sur une précarité plus grande encore pour les travailleurs. Certains auraient même été emprisonnés. Pour les marques, ces grèves n'auront en fait aucun impact. Les 4 500 ateliers du pays tournent à nouveau à plein régime, comme si de rien n'était. Les carnets de commandes sont pleins. En 2018, le Bangladesh

a exporté pour 30 milliards d'euros de produits textiles. Franceinfo 28 février 2019

Haut de page

Le 6 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

On va actualiser le portail moins régulièrement à cause de la chaleur, 40°C à l'ombre à midi, 2°C de moins dans la pièce où je travaille, c'est difficile à supporter à mon âge ! Encore des histoires de famille et la flicaille dans le village ! Pas vraiment besoin d'une nouvelle guerre avec le Pakistan ! Vous non plus en France, vous voilà rassurés au moins !

Living on the edge ou vivre sur le fil du rasoir.

Avertissement aux âmes sensibles, aux grands déprimés, aux dépressifs, cette causerie risque de vous achevez ou de vous procurer un électrochoc salutaire, selon que vous êtes au bout du rouleau ou que vous avez encore la capacité de réagir sereinement. Si cela peut vous soulager, je partage votre tristesse, et dites-vous bien qu'ensemble cela peut faire un grand bonheur, car rien ne peut entamer notre détermination toujours intacte à vaincre nos ennemis. Pensez-y, cela vous fera du bien.

Ne me reprochez pas d'avoir fait une causerie particulièrement nauséabonde, ce sont les relents de leur vieux monde pourri qui empestent littéralement l'atmosphère sur tous les continents, non, franchement je n'y suis pour rien. Reprochez plutôt à ceux qui ne l'évoquent pas suffisamment en détails de passer sous silence bien des aspects de la situation sans lesquels il est difficile ou impossible de l'interpréter et donc de la combattre.

Sur ce plan-là, il faut avouer que chacun fait ce qu'il peut ou plus précisément ce qu'il veut, ce qui n'est pas du tout pareil, il y en a qui assument leurs responsabilités et d'autres non, voilà tout.

Si vous estimiez que je n'assumais pas les miennes, vous savez ce qu'ils vous resteraient à faire, à aller voir ailleurs si j'y suis, ici chacun est libre de penser ce qu'il veut, en principe à partir du moment où il l'assume, c'est une terrible exigence, j'en conviens, trop, au point qu'en fait je n'en tiens pas compte, j'ai l'esprit très large comme l'on dit et je ne juge personne à part moi-même, férocement, c'est la moindre des choses.

La bêtise humaine est désespérante, vous ne trouvez pas, on peut se le dire entre nous, non ? C'est curieux tout de même cette obstination à faire son propre malheur. Si vous avez lu Marx et Engels, vous avez pu constater à quel point ils n'y étaient pas indifférents et ils y ont fait référence une multitude de fois, chaque fois qu'ils y étaient confrontés. Chez nos braves dirigeants qui se disent marxistes, c'est un sujet tabou, cherchez l'erreur ! Etrange, n'est-ce pas ? Avez-vous une petite idée d'où cela pourrait provenir ? Allez, je vous mets sur la piste, cela aurait-il quelque chose à voir avec le fait que ce sont de piètres théoriciens ? Qu'est-ce qui nourrit la réflexion du théoricien ? Ce qu'il lit, ce qu'il étudie. A mon avis pas du tout, mais l'école de la vie, car c'est la seule expérience à laquelle il est directement confronté et où il peut mettre en pratique ce qu'il croit avoir compris, et en fonction du résultat il peut en tirer des conclusions qui peuvent avoir une valeur théorique, puisque par la suite il les confrontera à nouveau à la réalité ou lorsqu'il vivra d'autres expériences et ainsi de suite. En observant attentivement l'évolution de la société, du monde, du capitalisme, etc. il pourra se livrer au même exercice sur le plan politique... Et ce n'est que lorsqu'on dispose d'un solide bagage théorique qu'on espérer aller loin, sinon on est condamné à n'aller nulle part, avis aux aventuriers avec ou sans gilets jaunes. A suivre.

- Au format pdf (25 pages)

Un courriel reçu de l'Assemblée populaire de Commercy.

Bonjour Jean-Claude

Non au contraire c'est en pleine effervescence localement et ailleurs... d'ou notre manque de réactivité et disponibilité.

Vous attendiez une réponse ?

Solidairement

Un gilet jaune de Commercy

LVOG - Non, je n'attends rien...

En passant...

La franc-maçonnerie, c'est le sionisme laïc.

Parole d'internaute

- "*Malheureusement, je connais moi une bonne proportion de gens qui n'ont pas les yeux ouverts et sont soumis à la désinformation que vous soulignez.*

Il faut se méfier des sentiments exagérément optimistes que peut générer la lecture de forum comme celui-ci (Les Crises. fr), réunissant des gens plutôt d'accord entre eux…"

LVOG - L'entre soi est aussi l'exercice favori des militants, je parle par expérience.

Cela vaut dans les partis où la méthode Coué ou d'autosuggestion collective alimentée par leurs directions est de rigueur. Elle sert surtout à ne pas réfléchir en dehors du cadre fixé par leurs dirigeants.

S'agissant de votre première réflexion, il faut comprendre que se soumettre "à la désinformation", c'est faire partie du club de la majorité, c'est rassurant et permet de se forger une bonne conscience à peu de frais. Ce serait davantage le lot des nantis, plutôt que celui des défavorisés qui a un moment donné n'écoutent plus rien ni personne.

On nous dit que la majorité des masses ne se mobiliseraient pas contre Macron, parce qu'elles ne percevraient aucune issue politique. Certes, cela ne coûte rien de l'affirmer et cela ne nous fait pas avancer d'un pouce non plus. On ferait peut-être mieux de se demander s'il n'existerait pas des obstacles de nature sociale qui les dissuaderaient de passer à l'action, non ? Ne ferait-on pas mieux de partir de leurs réelles conditions, au lieu de se livrer à des spéculations qui ne mènent nulle part ?

Je rappelle qu'en 63 ans je suis passé successivement par tous les états d'esprit que peuvent connaître un travailleur au cours de sa vie, de l'arriéré profond au militant conscient que je croyais être devenu, pour ensuite régresser et adopter l'attitude du petit bourgeois, qui au détour de conditions favorables abandonnera le militantisme pendant deux décennies et profitera de la vie sans se soucier le moins du monde du sort du reste du monde comme s'il n'existait plus, pour enfin au moment du choc du 11 septembre 2001 reprendre conscience que la lutte des classes existait et qu'elle était l'un des deux facteurs décisifs qui avait concouru à l'évolution de la civilisation humaine.

Inorganisé, puis organisé, et à nouveau inorganisé, en quête depuis des années désespérément d'une organisation sans la trouver, puisqu'aucune n'a voulu dresser un inventaire ou un bilan impartial de la lutte de classe depuis les années 40, et qui plus est, le soumettre aux militants, toutes ont conservé les mêmes dirigeants et pratiquent l'autosatisfaction malgré leurs bilans désastreux, ce qui me contraint à demeurer inorganisé malgré moi. D'autant plus que j'en suis arrivé à la conclusion, que ce sont les rapports que les trotskystes (pas seulement) avaient adoptés avec la social-démocratie et le stalinisme, qui sont en grande partie à l'origine de la décomposition et de la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier, disons que cela en est la partie la plus visible, analyse qu'aucun parti ou groupe de militants ne partage, partant de là nous ne pouvons pas cohabiter dans la même structure...

D'où l'activité politique à laquelle je me livre à travers ce portail, pour partager mes expériences et mes réflexions que je relie en permanence à la situation, de telle sorte que chacun puisse en vérifier la cohérence ou non à travers les positions que j'adopte. Je déplore que cette contribution politique soit limitée, mais en vivant en Inde, je ne vois pas comment il pourrait en être autrement...

La nausée !

A force, ils rendent crédible, légitime, la nécessité de faire table rase de leur société pourrie. Ceux qui s'y complaisent sont des morts vivants.

Ce portail est un antidote efficace contre la schizophrénie du pouvoir et des élites à son service.

Rumeur, soupçon, appel à la délation, dénonciation calomnieuse, provocation, citation tronquée ou sortie de son contexte, amalgame, amnésie, diffamation, accusation, répression, censure, mise au ban de la société...

Je fais partie des privilégiés qui se sentent relativement bien, la nature offre un spectacle merveilleux et changeant quotidiennement, c'est une source de curiosité et de bonheur intarissable, mais dès que je pense à l'actualité des hommes ou à la société,dès que j'ouvre l'ordinateur, patatras, tout s'obscurcit soudainement et devient triste à mourir, un cauchemar !

Nous, l'humanité, avons tout pour être heureux, mais nous sommes incapable de l'être parce qu'il y en a qui profitent de leur pouvoir pour nous pourrir l'existence, il faut donc les neutraliser, exterminer cette pourriture puisque c'est le seul moyen de les empêcher de nuire à la société.

La lutte de classes est une lutte à mort, mais bien peu l'admette, comme quoi ils n'y ont pas compris grand chose soit dit en passant, leurs intérêts individuels l'emportent sur leur niveau de conscience politique qui demeure relativement médiocre ou présente de graves lacunes. Il y a ceux pour qui c'est devenu juste une lubie, un passe temps ; Il y a ceux pour lesquels c'était le moyen d'appartenir à une communauté, histoire dans les deux cas de donner un sens à leur vie et avec le temps de se donner bonne conscience à bon compte ; Et puis il y a ceux qui ont toujours baigné dedans depuis leur berceau ou qui sont tombés dedans très jeunes et n'ont jamais évolué par la suite ou si peu.

Pour tous ceux-là, c'est-à-dire l'immense majorité des militants, c'est devenu une routine, le train-train quotidien, une habitude aussi abrutissante ou aliénante que le travail ou la fréquentation des médias ou des réseaux dits sociaux, donc dès qu'on dénonce leurs contradictions, leur incohérence, leur mauvaise foi, leur malhonnêteté intellectuel ou leur manque de rigueur, leurs analyses foireuses, leurs spéculations oiseuses, leurs errements insensés, leur aventurisme ou opportunisme, etc. ils ne chercheront pas à comprendre pourquoi ou comment vous en êtes arrivé à ce constat, cela ne les intéresse pas, pensez-vous, ils sont bien au-dessus de ce genre de considérations, pour eux vous êtes des troubles fêtes, des parasites, des ennemis, que cela soit dit une bonne fois pour toute.

A leurs yeux vous êtes infréquentables pour avoir osé vouloir bousculer le monolithisme qui fait office chez eux de mode de penser. Ils ne s'aperçoivent pas que la rigidité de leur cerveau les a conduits à reproduire les comportements malsains qu'ils prêtent aux autres ou à la société, ils aspirent à la liberté mais la craigne plus que tout au monde dès qu'on leur demande de mettre à contribution leurs petites cellules grises. Vous êtes l'empêcheur de tourner en rond qui menace l'autosatisfaction à laquelle ils se raccrochent désespérément pour garder le moral, autosatisfaction qui leur sert également de digue face à tout bilan critique de leur courant politique, et pour cause ! Notez bien que les travailleurs s'en tapent complètement ou passent outre pour leur faire sentir ce qu'ils en pensent, les libres penseurs ne sont pas souvent ceux qu'on croie, au pire, ils seront traités avec dédain, ils se feront traiter de poujadistes ou de fachos en retour, au mieux ils feront l'objet de compliments pour le moins suspect car devant servir à faire oublier l'incurie politique de ceux qui les prononcent et dont la modestie est tout aussi légendaire.

Après avoir adopté l'agenda de l'oligarchie et partagé ses arguments ou positions sur tout un ensemble de questions, les militants du mouvement ouvrier sont très mal placés pour donner des leçons aux travailleurs. Pour ne prendre que deux exemples mais ô combien révélateurs, il suffit de considérer les discours des différentes formations politiques de l'avant-garde du mouvement ouvrier sur le plan sémantique et l'angle sous lequel ils abordent la situation, pour être stupéfié du gouffre qui existent avec la manière de s'exprimer de la masse des travailleurs ou de l'ensemble de la société du reste.

Vous aurez constaté qu'ici on s'exprime sans systématiquement recourir à cette terminologie, et on part du principe que les lecteurs ou les travailleurs ne sont pas forcément des militants, c'est-à-dire qu'ils abordent la situation à partir de leurs conditions, leurs expériences, et s'ils ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes, le contraire serait plutôt surprenant ou se saurait, on les y amène tranquillement mais sûrement, de manière à ce qu'ils se familiarisent avec un mode de penser, logique et qui privilégie les faits, le matérialisme dialectique si vous voulez.

On pourrait m'accuser d'être rustre, trop dur, trop direct, mais c'est cette société qui est ainsi faite. Pourquoi ne devrions-nous pas dire les choses telles qu'elles sont en réalité, dites-moi ? Vous préféreriez qu'on tourne autour du pot, qu'on dise les choses à moitié, qu'on s'entoure de précautions pour aborder des questions délicates, qu'on mette des gants pour parler de certaines personnes, et puis quoi encore! On les prend telles qu'elles se présentent à nous, et force est de constater qu'elles sont souvent extrêmement violentes et désagréables. Et quand on nous les présente hypocritement recouvertes d'un vernis pour nous tromper, c'est à l'acide nitrique qu'on disperse le voile de l'illusion qui nous empêchait d'en saisir la nature. Les oxymores du genre les oligarques philanthropes, on les découpe à la tronçonneuse pour que le lien soit tranché net et que leur séparation soit irréversible, pendant que d'autres se munissent de pince à épiler pour ne pas les abîmer, pensez-vous ils pourraient en avoir mauvaise conscience !

Ils osent tout. Voilà pourquoi ils nous pourrissent la vie.

- Bugatti "La Voiture Noire", ou la voiture la plus chère au monde - BFMTV 05.03

"La Voiture Noire" est un exemplaire unique. Son propriétaire, Ferdinand Piëch, ancien dirigeant du Groupe Volkswagen, prix : 16,7 millions d'euros. Performance : 0 à 100 en seulement 2,5 secondes, pour un 0 à 200 en 6,5 secondes. BFMTV 05.03

LVOG - Ferdinand Piëch : Une injure à la nature humaine...

Mystification. Anti-Gilets Jaunes. Les officines à la solde de l'oligarchie et Macron se mobilisent contre le prolétariat mondial.

LVOG - A qui s'adressent-elles ? A leurs maîtres ! Que leur demandent-elles ? Sachant pertinemment que ceux qui nous gouvernent sont les porte-parole des multinationales, et qu'ils ne prendront aucune mesure contraignante à leur encontre, leur mobilisation sert uniquement à cautionner celles qu'ils adopteront contre le reste de la population.

A défaut de lutter pour renverser le capitalisme ou pour le socialisme, pour un gouvernement ouvrier qui s'attaquerait aux multinationales, elles oeuvrent pour le compte de la réaction. Machination ou complot contre tous les peuples, au choix. Autant dire que nous n'en seront pas.

- "Ça suffit" : 140 organisations appellent à une "Marche du siècle" en faveur du climat le 16 mars - franceinfo 06.03

La liste complète des 140 organisations signataires :

350.org ; ActionAid France ; Alternatiba ; ANV-COP21 ; ATD Quart Monde ; ATTAC ; Bizi !; BLOOM ; Boycott Citoyen ; CARE France ; CCFD-Terre Solidaire ; CRID ; EHESS ; Fondation France Libertés ; Fondation de l'Écologie Politique ; Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme ; France Nature Environnement ; GERES ; Greenpeace France ; Les Amis de la Terre France ; Ligue des droits de l'Homme ; ~ le mouvement ; Mouvement Utopia ; Mouvement Colibris ; Notre Affaire à Tous ; One Voice ; Oxfam ; Partager c'est sympa ; REFEDD (Réseau Français des Étudiants pour le Développement Durable) ; Réseau Action Climat - France ; Secours Catholique - Caritas France ; Secours Islamique France ; SNCS-FSU ; SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires ; Solidaires ; ACTES en Cornouaille ; AFDI ; Alofa Tuvalu ; Alternative autogestion ; Amap des Hauts de Belleville ; Antenne Nature Loisir Patrimoine ; Association : CRI-AC! Collectif Relais d'Informations & Actions Citoyennes Association "l'Abeille Écolo" ; Association des amis des convivialistes ; Association Ecoloc ; Association Mobil'idées ; Atelier CAPACITES ; Atelier solidaire de Saint-Ouen ; Atelier Vélorution Bastille ; AYNI France ; Ayya ; Ca le fait pour la planète ; Collectif des Associations Citoyennes ; Canopée Forêts VivantesCap ou pas cap ; Carre Geo & Environnement France ; Centre de recherches sur la culture japonaise de Rennes ; Charente Nature ; Christianisme social ; CliMates ; CMR (Chrétiens dans le monde rural) ; Collectif 07 Stop Gaz de Schiste ; Collectif Arcois pour la Planète ; Collectif sarthois "Pour une Terre plus Humaine" ; Coordination eau bien commun France ; Coordination eau Île-de-France ; Coquelicots Caen ; Cré-sol Centre Réseau Economie Solidaire ; Cyclofficine d'Angouleme ; Citoyens pour le Climat ; Demain Nos Enfants ; DiEM25 France ; Ecologie au Quotidien ; EEUDF - éclaireuses et éclaireurs unionistes de France ; EGREEN ; Enseignant. e.s pour la Planète ; Extinction Rebellion France ; Fédération de l'entraide protestante ; Fédération nationale de l'ACE ; Federation Syndicale Unitaire (FSU) ; Festival Atmosphères ; FIDL, le syndicat lycéen ; Fondation ELYX ; Fondation Énergies pour le Monde ; Générations futures ; Gevalor ; Gret ; Groupe initiatives ; Groupement CARMA Gonesse Pays de France ; Hardpork ; L'abeille Ecolo ; L'Heureux Cyclage ; La Nature en Ville ; La P'tite Rustine : La Voûte Nubienne ; Le Laboratoire de la Transition ; Le Mouvement de la Paix ; Les Amis de la Forêt de la Corniche des Forts à Romainville ; Les Convivialistes ; Maison des Peuples et de la Paix ; Maison des solidarités locales et internationales ; Mouvement du Christianisme social ; Mouvement Ni Putes Ni Soumises ; Mouvement pour l'Economie Solidaire ; Mouvement pour l'Economie solidaire Occitanie ; MTMSI ; Nous sommes Parti-e-s Pour La Décroissance ; Novetat ; Observatoire international de la Gratuité ; Pacte Finance Climat ; Paris Bike Tour ; Paris zéro fossile ; Pax Christi France ; Réseau Action Climat - France ; Réseau Foi & Justice Afrique Europe France ; Résistance à l'Agression Publicitaire ; ResiWay AISBL ; Ritimo ; Savanturiers-Ecole de la Recherche ; Sciences Citoyennes ; Sgen-CFDT ; Sgen-CFDT Pays de Loire ; SOS Racisme ; Syndicat national de l'environnement Sne-FSU ; Touche pas à mon schiste ; Un p'tit dans la tête ; UNEF ; Union des Associations pour la Défense du Littoral ; Union syndicale Solidaires ;Unis Pour Le Climat ; Unis-Terre ; Vélo-Ecole du 20ème ; Vélorution Paris Île-de-France ; Wasquehal en Transition ; WECF France. franceinfo 06.03

Autant d'organisations acquises au capitalisme et à éviter. Un tel crétinisme est pitoyable !

350.org est une agence du parti démocrate oligarchique américain dirigée par William Ernest "Bill" McKibben. Il fut nommé un des hommes parmi les douze les plus influents en 2009 par le magazine américain Foreign Policy créé en 1970 par Samuel P. Huntington (théorie de l'affrontement des civilisations - néolibéral). Les éditions en ligne de Foreign Policy dépendent du Washington Post au travers de sa filiale The Slate Group, affilié au groupe Bilderberg. McKibben est un rédacteur régulier du New York Times, affilié également au groupe Bilderberg. (Source : Wikipédia)

On continue ou cela ne sera pas nécessaire ?

Voilà sur ordre de qui, avec qui tous ces gens-là vont aller manifester, nos pires ennemis de classe. Délirant, non ? Ceux qui ne le dénoncent pas s'en font les complices, que cela leur plaise ou non.

Prévention contre la schizophrénie. Attention, la menace est omniprésente, elle est absolument partout !

LVOG - Même pas peur ! La gouvernance mondiale par le règne de la peur, de la terreur dans tous les domaines, c'est tout ce qu'il leur reste, alors cela vaut le coup ou non de la combattre ?

Alimentation

- Alerte sur l'acrylamide, ce cancérogène présent dans les frites, les chips ou les biscuits - L'Express.fr

- Malbouffe : "Il faut passer la vitesse supérieure" selon la Fédération Française des Diabétiques - Franceinfo

- Les canicules marines ont bondi de 50% depuis le milieu du XXe siècle (et le pire serait à venir) - Franceinfo

Médicament

- Chute des cheveux : attention au finastéride ! - Franceinfo

Santé

- Industriels-hôpitaux : les liaisons dangereuses ? - Franceinfo

Pollution

- La quantité de plastique accumulée dans les océans pourrait doubler d'ici 2030, selon un rapport du WWF - Franceinfo

Climat

- "Ça suffit" : 140 organisations appellent à une "Marche du siècle" en faveur du climat le 16 mars - Franceinfo

Nature

- "La diminution de la biodiversité menace notre sécurité alimentaire", affirme un rapport de la FAO -

Bien d'équipement

- Attention aux métaux lourds dans les verres décorés - Franceinfo

Police

- "Gilets jaunes" : des images montrent le face-à-face entre la police et le député LFI "matraqué" à Bordeaux - Franceinfo

Justice

- Quand la justice française condamne au nom d'une loi qui n'existe pas (en France) - Franceinfo

Institution supranationale

- Tribune d'Emmanuel Macron : "Liberté, protection et progrès" pour "une renaissance européenne" - Franceinfo

Parti politique

- Elections européennes : il y a une "tentation pour les extrêmes" au sein de la jeunesse - Franceinfo

Terrorisme

- Londres: Colis piégés dans deux aéroports et à la gare de Waterloo - Reuters

Précarité généralisée.

- "Ils ne font aucun contrat fixe" : à Barcelone, la détresse de la jeunesse face aux emplois précaires - Franceinfo

Complotisme

- Privatisation d'ADP: Le Maire dénonce la "théorie du complot" de Ruffin - Le HuffPost

Agression sexuelle

- Soupçons d'agressions sexuelles et de viols au sein des Jeunes communistes : le PCF présente ses excuses aux victimes et les appelle à "saisir la justice" - Franceinfo

Viol

- Religieuses abusées par des prêtres : une "organisation criminelle ne fait pas pire" - Franceinfo

Pédophilie

- 7 questions que les pédiatres posent toujours avant que leurs enfants aillent jouer chez des amis - Le HuffPost

Racisme

- Actes antisémites en Alsace : "Ils ne nous font pas peur", assure le grand rabbin du Bas-Rhin - Franceinfo

On est bien en présence d'enragés, de fous furieux. L'avez-vous remarqué, il ne manque que les délinquants, les gangsters, les mafieux, les braqueurs, les dealers, les assassins, les mercenaires, les barbares, etc. normal, ils appartiennent à leur confrérie !

La propagande fanatique mondiale, manipulation des consciences en continu.

- Grand rassemblement en Italie contre le racisme - euronews 03.03

En Italie ce samedi, plusieurs dizaines de milliers personnes ont répondu à l'appel d'une trentaine d'organisations pour protester contre le racisme et tout type de discrimination. euronews 03.03

- La stèle de l'ancienne synagogue de Strasbourg vandalisée - euronews 03.03

Deux semaines après la profanation d'un cimetière juif de Quatzenheim (Bas-Rhin), la stèle marquant l'emplacement de l'ancienne synagogue de Strasbourg a été vandalisée dans la nuit de vendredi à samedi. euronews 03.03

- Au carnaval de Rio, des looks vegans et éco-responsables - Le HuffPost 03.03

- "J'ai des voisins qui restent deux ou trois jours sans nourriture" : à Caracas, un quartier bastion des chavistes durement touché par la pauvreté - Franceinfo 03.03

- "Les monologues du vagin" en Birmanie, une percée féministe - AFP 05.03

"Papu, pipi, sapat". Autant de mots vulgaires pour désigner le vagin en birman qui sont pour la première fois prononcés sur une scène de théâtre dans ce pays bouddhiste où la jeune génération ébranle le conservatisme ambiant. AFP 05.03

Totalitarisme. Lobotomie, décérébration, désagrégation schizoïde, impuissance, stérilité, eugénisme, fanatisme, barbarie, bestialité, cruauté, sadisme, pervers, détraqué mental, leur univers.

Titres figurant dans la colonne de droite de la page Yahoo news du jour, notamment. Autant dire que j'avais autre chose à foutre que d'ouvrir ses pages et les lire. De véritables cinglés sont aux commandes.

- "Polyamoureux", la nouvelle étiquette pour faire n'importe quoi en amour ? - Zoomin.tv

- Pourquoi les hommes hétéros rejoignent des clubs de masturbation - GQ

- "Un quart des jeunes filles ne savent pas qu'elles ont un clitoris" : Elles souhaitent libérer la sexualité des femmes - Franceinfo

Créatrices de comptes Instagram dédiés à la sexualité, elles voudraient que le clitoris soit davantage présent dans les manuels scolaires. Franceinfo

- L'orgasme du col de l'utérus, vous connaissez ? - Yahoo Style France

- Anorgasmie : quand l'orgasme se refuse - Franceinfo

Plusieurs causes peuvent entraîner une anorgasmie, une impossibilité à atteindre l'orgasme. Une difficulté répétée ou durable qui est provoquée par de nombreuses causes. En comprendre l'origine est le premier pas vers l'orgasme. Franceinfo

Un parfum de fin de règne qui mérite d'être identifié pour le dépasser.

(Le Bloco de Esquerda portugais, le Vänsterpartiet suédois, Podemos en Espagne, Sinistra, Ecologia e Liberta en Italie, en Allemagne, Die Linke, en France, La France insoumise)

- "les gauches radicales sont aussi déconcertées et dépourvues de réponses effectives que la vieille social-démocratie dans la conjoncture, critique et complexe, actuelle." slate.fr 3 mars 2019

Pour caractériser n'importe quel parti, mouvement ou n'importe quelle coalition, on doit se demander quelle est la nature de classe de leurs rapports au capitalisme et ses institutions, à l'Etat.

Les affrontent-ils pour l'éliminer ou bien s'en abstiennent-ils pour le conserver ? Sont-ils engagés résolument dans le combat politique pour l'abolir ou au contraire le ménagent-ils pour finalement s'en accommoder ?

Tous les partis ou toutes les coalitions citées ici se sont adaptées au capitalisme au lieu de le combattre pour l'abolir, leur opposition aux excès du capitalisme n'est que posture, mystification, supercherie politique. Et ce n'est pas un hasard si tous ou leurs dirigeants proviennent de la social-démocratie ou du stalinisme. C'est évidemment valable pour une multitude d'autres partis ou petites formations politiques qui en sont issus également.

Dès lors, la seule gauche qui existe provient de partis n'ayant aucun lien organique avec la social-démocratie et le stalinisme. Or, même à l'extrême gauche, un grand nombre de leurs dirigeants, quand ils n'en sont pas directement issus, se sont employés dans le passé à les ménager ou ont partagé leurs idéologies, de telle sorte que leurs formations politiques en demeurent fortement imbibées, au point d'entrer violemment en contradiction avec l'image radicale qu'ils présentent à leurs militants et de se transformer en un puissant facteur disloquant.

Comme je l'ai déjà expliqué dans une précédente causerie, on peut admettre l'existence d'une longue période de réaction sur toute la ligne, de reflux du mouvement ouvrier pendant de longues années, facteur qui constitue un handicap quasi infranchissable à la construction du parti, certes, mais là en l'occurrence nous évoquons une période de près d'un demi-siècle, depuis que la social-démocratie et le stalinisme cessèrent de faire illusion, non pas officiellement car sur ce plan-là cela ne remonte qu'à une ou deux décennies seulement, mais dans les faits tels que les travailleurs et les militants pouvaient les appréhender, et donc étaient susceptibles d'en tirer les conséquences pratiques en s'orientant vers d'autres courants du mouvement ouvrier, ce qui ne s'est pas produit, parce que ces courants n'avaient pas été capables de saisir les profondes modifications intervenues dans la société, ainsi que l'évolution des rapports entre les classes (et à l'intérieur des classes), afin de développer une stratégie en direction de la classe ouvrière et d'adapter leur conception de la lutte de classe en conséquence.

Sans attendre que Hollande soit porté au pouvoir, cela faisait plus d'un demi-siècle que plus personne n'avait d'illusions dans la social-démocratie quant à sa volonté de changer de société ou avancer vers le socialisme, et il n'a pas fallu attendre que le candidat du PCF à la présidentielle tombe à 2% pour que les travailleurs se détournent des staliniens, donc dans les deux cas, il existait un énorme potentiel de travailleurs avancés de toute condition à recruter. Or, on en a été incapable. Je ne parle pas des militants de ces partis, mais de ceux qui les avaient quittés ou leurs sympathisants, ceux qui s'en étaient éloignés, ceux qui votaient traditionnellement pour leurs candidats à chaque élection et qui dorénavant s'en abstenaient ou s'abstiennent de voter.

On voudrait nous faire croire qu'aux questions que nous posons ici clairement, il n'existerait pas de réponses ou alors, on nous renvoie au vieux refrain devenu totalement obsolète du stalinisme, puisque nous vivons une situation inédite dans le passé, il existe donc une autre explication. Le réformisme a aussi été le complément du colonialisme... A suivre.

Dans la vie quotidienne, il arrive aussi qu'on fasse des conneries parce qu'on n'avait pas tenu compte de la réalité. On était passé à côté, on ne l'avait pas vue, et hop cela nous tombait dessus ! Et on se demande d'où cela pouvait bien provenir, et pour peu qu'on ne soit pas complètement stupide, spontanément on admettra notre défaut d'attention ou on le reconnaîtra, ne serait-ce pour ne pas commettre à nouveau les mêmes erreurs. Mais la plupart des gens n'en tirent aucune leçon, ils constatent les faits et puis passent aussitôt à autre chose. Pour un peu, ils ont déjà oublié l'expérience éprouvante qu'ils viennent de vivre ou tout du moins ses origines continueront de leur échapper à défaut de les rechercher, et ils seront bons pour enchaîner les emmerdements, toujours en se demandant pourquoi cela leur tombe dessus ou pourquoi le mauvais sort s'acharne ainsi sur eux, peut-être parce qu'ils ont la tête trop dure, c'est pour tester sa résistance ! La nôtre est soumise à rude épreuve en attendant !

Et puis dans la vie aussi il faut prévoir, c'est même très fortement recommandé de nos jours, plus que jamais, mais là c'est

beaucoup trop en demander à des gens qui ne voient même pas ce qui est en train de se dérouler sous leurs yeux. Ils vivent leur vie comme quelque chose que l'on subit sans se poser trop de questions ou si peu. Ils sont dangereux, et je ne leur confierais pour rien au monde mon destin.

Opportunisme, l'air de rien.

Extraits des informations que diffusent gracieusement le POID (La Tribune des travailleurs sur Internet -TT) sans la moindre réserve ou le moindre commentaire, devenant ainsi un relais de la propagande officielle. Comme ils disent si bien, jugez vous-mêmes.

TT - 27 février 2019 – Largement critiqué depuis plusieurs mois en France pour sa dangerosité, l'usage du lanceur de balles de défense LBD-40 par les forces de l'ordre l'est désormais au plan international. Un groupe d'experts de l'ONU s'est inquiété de l'usage «disproportionné» du LBD, qui aurait provoqué des «blessures graves» dans les rangs des manifestants. De son côté, la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a appelé la France à revoir «au plus vite» sa doctrine d'emploi des armes intermédiaires.

LVOG - Question : Qu'est-ce que le lecteur doit en déduire ? Cela lui donnera peut-être envie d'aller voter aux européennes au lieu de boycotter cette élection-plébiscite, qui sait ?

L'ONU, l'UE, le Conseil de l'Europe n'ont pas d'arrière-pensées, n'ont pas de mauvaises intentions vis-à-vis des peuples opprimés, c'est bien connu, donc pourquoi ne pas leur faire un peu de pub au passage histoire d'inciter les peuples à leur accorder le bénéfice du doute ou la légitimité qu'ils leur refusent... Passons sur l'emploi des missiles que l'ONU et l'UE cautionnent sur tous les terrains de guerre... et dont elles n'ignorent pas la "dangerosité" pour la population civile !

Dites-moi si je me trompe, c'est bien pour imposer la politique dictée par l'UE que Macron recourt au LBD-40, n'est-ce pas ? Et quand la même institution feint hypocritement de s'émouvoir "de l'usage «disproportionné» du LBD", pour un peu il faudrait applaudir ou se dire que forcément Macron allait en tenir compte. L'UE ou l'ONU ne sont pas des contrepouvoirs ou des adversaires de Macron mais son parrain et son allié.

Je sens que ces arguments ne vous ont pas convaincu, il faut dire que je n'ai pas le temps de développer, le dernier devrait vous convaincre.

D'après vous, quel est l'élément déterminant, que Macron cesse de recourir au LBD-40 ou que les masses n'aient aucune espèce d'illusion dans l'UE et l'ONU ?

Commentaires d'internautes.

- "On sait que toutes les recommandations de la commissaire sont allègrement piétinées par le gouvernement et les forces de l'ordre; Autrement dit, et en toute logique, Macron et ses sbires se foutent complètement du Conseil de l'Europe, du commissaire aux droits de l'homme de ce Conseil et donc des droits de l'homme."

- Le texte parait regretter autant qu'il n'y ait pas de calme, que l'usage disproportionné de la force, ou que la criminalisation du droit de manifester. Ils manque tout les adjectifs accusatoires/ accusateurs que l'on trouve habituellement dans ce genre de proclamation.

J'ai l'impression que c'est un texte édredon pour échapper aux critiques de censure ou de partialité, mais surtout qui est là pour conserver aux Ouest-Européens le droit de se servir plus tard des faits répertoriés pour poursuivre des états étrangers à leur petit groupe.

Je n'ai pas vu de menace d'exclusion du conseil de l'Europe, ni aucune formule choc qui aurait obliger les médias grand public à en faire leur grand titre.

D'ailleurs aucun grand média n'en a fait sa une. On est loin d'une campagne ininterrompue.

Entre autres, j'ai lu un passage faisant un quart du texte sur la fatigue des policiers, mais je n'ai lu nulle part "yeux crevés" (20) ou "mains arrachées" (20), ni de clous en plastique dans les jambes (les éclats des grenades "lacrymogènes" piégées).

Un texte qui reproche d'avantage la disproportion des nouvelles lois (parlement) que la disproportion de la pratique (gouvernement).

Pour le conseil de l'Europe, un oeil crevé vaut moins qu'une nuit au poste. Propos incompréhensible, donc un texte matelas sur lequel les patrons de presse s'endorment avec toute bonne conscience.

- C'est donc à cela que sert un commissaire européen ? Enfiler des perles et des lieux communs dans un "rapport" ? Pas besoin

de partir en “mission” à Paris pour accoucher d’une pareille tartufferie que n’importe quel bureaucrate aurait pu rédiger en 15 minutes sans quitter son bureau à Bruxelles. Et puis cette manie de tous ces bons Jésus des droits de l’homme de déplorer tout et son contraire, cet art de ne pas se mouiller, c’est vraiment d’une monotonie désolante…Ca atteint un tel stade de ridicule, que dès que j’entends “droits de l’homme”, moi, j’éteins la lumière.

LVOG - A Strasbourg et non à Bruxelles, mais c'est la même chose.

TT- 27 février 2019 – Aux Etats Unis, l’ex-avocat personnel de Trump, Michael Cohen qui s’apprête à passer trois ans en prison pour fraude fiscale et violation de la loi sur le financement électoral, est auditionné publiquement devant la commission de suivi de l’action gouvernementale de la Chambre des représentants. Il déclare : « Je suis ici pour dire au peuple américain ce que je sais du président Trump (…) Je regrette le jour où j’ai dit oui à M. Trump (…) J’ai honte d’avoir collaboré avec lui », a-t-il ajouté. « [Donald Trump] est un raciste, un escroc, un tricheur ». -

LVOG - Cela vous rappelle forcément la causerie du 1er mars, n'est-ce pas ?

Par précaution ou pour qu'on ne m'accuse pas d'aboyer avec les loups ou de participer à quelque manipulation qui soit, pour rendre compte de la réalité tout simplement, j'avais fait précéder les infos sur Trump d'un titre révélateur ou qui ne laissait place à aucune ambiguïté possible sur la nature des infos distillées complaisamment par les médias dont je reproduisais les titres : Totalitarisme. Schizophrénie aggravée et complotisme hystérique.

Ne pas le faire aurait été une faute politique, selon moi. Car on doit toujours avoir à l'esprit, qui vise Trump, qui a-t-il intérêt à en faire leur cible, pourquoi s'acharnent-ils sur lui, pourquoi ne sont-ils pas cités, bref, à qui doit profiter le crime une fois Trump assassiné? Au clan de l'oligarchie anglo-saxonne qui lui reprochent son rapprochement avec la Russie, d'avoir voulu mettre fin aux guerres en Afghanistan, en Irak, en Syrie, d'imposer des taxes équivalentes à celles que l'UE impose aux Etats-Unis, d'instrumentaliser à son tour l'extrême droite pour affaiblir ses adversaires de l'extrême-centre qui s'étaient déjà alliés avec l'extrême droite, etc.

On aura compris que si cet acharnement contre Trump s'inscrit dans le cadre de la lutte des classes ou n'est pas vraiment destiné à servir les intérêts des exploités, il sert à couvrir la collusion qui existe entre les pans de la gauche social-libérale et ceux des républicains qui constituent l'extrême-centre parrainé par les oligarques les plus ultra réactionnaires. Pourquoi ? Parce qu'il paraîtrait que la gauche serait plus présentable et fréquentable que la droite qu'incarne le milliardaire Trump. C'est cette mystification qui est à l'oeuvre ici et qui justifie de recourir à ce procédé pour tromper militants et lecteurs. Qu'il nous soit permis de la dénoncer et de ne pas y participer.

Totalitarisme. Schizophrénie aggravée et complotisme hystérique.

- Cohen, l'ex-avocat de Trump, égrène ses accusations contre son ancien client - Reuters 27.02

- Michael Cohen a dressé un portrait accablant de Donald Trump - Le HuffPost 27.02

- Donald Trump est un "escroc", un "raciste", un "tricheur" : devant le Congrès américain, son ex-avocat lâche tout - Franceinfo 27.02

- Trump est un «escroc», un «raciste», et un «tricheur» selon son ex-avocat - LeFigaro.fr 27.02

- Philippe Labro - « Donald Trump est un raciste, un escroc et un tricheur » - LePoint.fr 27.02

LVOG - J'ajoute que ceux qui verraient dans ma démarche un quelconque soutien à Trump ont l'esprit particulièrement tordu, car ce que je dénonce c'est la différence de traitement dont Trump et ses accusateurs font l'objet, alors qu'ils sont tous aussi pourris, à ceci près, et là il faudrait poser la question aux lecteurs, s'ils sont favorables ou non au retrait des troupes américaines de Syrie, qu'est-ce qu'ils estiment préférables, que la guerre continue en Syrie ou que la paix revienne ? D'après eux, qu'en pensent les Syriens, sachant que les opposants à Trump, le parti démocrate et une partie du parti républicain, sont favorables à la continuité de la guerre ? Ce qui n'interdit nullement de combattre la politique de Trump.

Nos donneurs de leçons les ont semble-t-il oubliées, quand ils nous expliquaient qu'entre le noir et le blanc il existait toute une nuance de gris, ou qu'il fallait faire preuve de mesure, apparemment ils en sont devenus incapables, ils ont régressé, y compris sur ce plan-là. Après on s'étonne que les travailleurs aient une mauvaise opinion du mouvement ouvrier, c'est parfaitement justifié, mille fois hélas, qui plus est, parce qu'ils nous comprennent à tort dans le lot!

Tenez, une découverte, en voilà un qui se réveille !

- Alors que les élites démocrates se rapprochent des néoconservateurs, les électeurs du parti deviennent beaucoup plus militaristes

et pro-guerre que les républicains par Glenn Greenwald - The Intercept 11-01-2019

L'annonce faite le 18 décembre par le Président Donald Trump de son intention de retirer toutes les troupes américaines de Syrie a produit un certain soutien isolé dans les ailes anti-guerre des deux parties, mais a largement provoqué l'indignation bipartite au sein de l'establishment réflexif pro-guerre à Washington.

La sénatrice GOP [Great Old Parti : républicain, NdT] Lindsey Graham, l'une des partisanes de guerre les plus fiables du pays, et Hillary Clinton, qui a critiqué à plusieurs reprises l'ancien président Barack Obama pour son manque de bellicisme, ont condamné la décision de Trump dans des termes très similaires, invoquant le jargon classique de la guerre contre le terrorisme.

Mais alors que les hautes sphères de Washington se sont rassemblées dans l'opposition, les nouvelles données du Morning Consult/Politico montrent qu'une large majorité d'Américains soutiennent l'annonce du retrait de Trump de la Syrie : 49% sont en faveur contre une opposition de 33%.

Mais ce qui est remarquable dans les nouvelles données des sondages sur la Syrie, c'est que l'essentiel de l'appui au maintien des troupes dans ce pays provient des électeurs du Parti démocrate, alors que les républicains et les indépendants sont en très grande majorité favorables à leur retrait. Les chiffres sont frappants : parmi ceux qui ont voté pour Clinton en 2016, seuls 26 % sont favorables au retrait des troupes syriennes, tandis que 59 % s'y opposent. Les électeurs de Trump soutiennent massivement le retrait à 76% contre 14%.

Un écart similaire est observé chez ceux qui ont voté démocrate lors des élections de mi-mandat de 2018 (28% sont favorables au retrait et 54% s'y opposent), par opposition au soutien général en faveur du retrait parmi les électeurs du GOP de 2018 : 74% contre 18%.

En même temps, les élites politiques démocrates de Washington se rangent à nouveau formellement avec les néoconservateurs, au point même de créer des groupes conjoints de défense de la politique étrangère (une réunion qui a précédé la conférence de Trump). Le principal groupe de réflexion du Parti démocrate, le Center for American Progress, a fait don de 200 000 $ au néo-conservateur American Enterprise Institute et a conclu des alliances à plusieurs niveaux avec des institutions bellicistes. MSNBC, de loin le média libéral le plus influent, est rempli d'anciens représentants de Bush-Cheney, de fonctionnaires de sécurité de l'État et d'agents, alors que même les vedettes libérales sont particulièrement bellicistes (il y a dix ans, bien avant qu'elle ne s'enfonce aussi loin dans le terrier belliciste et pro guerre froide, Rachel Maddow se proclamait « libéral en sécurité nationale » qui était « tous contre l'anti-terrorisme »). Les Crises 01.03

Commentaires d'internautes.

1- "Là-bas, on appelle ça des « faucons de gauche », liberal hawks. Et si c'était eux, l'extrême droite ? Des deux côtés de l'Atlantique." (Les Crises.fr)

LVOG - Sans l'ombre d'un doute ils en font partie...

2- "Dans les années 1920-30 en Allemagne, les classes moyennes menacées de déclassement sont passées du centre aux nazis, ce qui s'est vu avec l'effondrement électoral des partis libéraux de droite et de gauche (DDP et DVP) au profit des nazis, alors que le parti de la droite nationaliste conservatrice DNVP tenait le choc électoralement parlant, même si sa direction allait elle capituler devant les nazis en finale. Aujourd'hui, peut-être avons nous affaire au même phénomène, les mêmes couches sociales dites « moyennes » liées au système et menacées par sa désagrégation, passent avec la crise d'une position « libérale de gauche » à l'extrême droite, mais cette fois ci l'extrême droite se proclame « extrême centre » tout en devenant de plus en plus militariste …donc objectivement d'extrême droite. Face à cet extrême centre d'extrême droite, le parti dominant, les démocrates aux USA par exemple, agite l'épouvantail d'une extrême droite fantasmée et souvent insipide qui est sans doute moins militariste, moins extrémiste, moins agressive, moins violente, moins disciplinée, moins haineuse, moins impérialiste ou tout au moins moins conséquente et moins efficace dans son ethnocentrisme et son agressivité impérialiste que l'extrême centre d'extrême … droite ! Finalement tout a changé pour que rien ne change mais l'apparence a changé pas la structure de classe et le processus de déclassement."

LVOG - Apparemment je ne suis pas seul à le penser. Cependant, le parti démocrate ou les démocrates aux Etats-Unis ne font pas face à l'extrême centre d'extrême droite, ils y sont intégrés ou ils en sont les alliés, et cela ne date pas d'hier. Et s'il "*agite l'épouvantail d'une extrême droite*", c'est uniquement pour mieux camoufler que l'idéologie néolibérale qu'ils partagent avec le parti républicain est d'extrême droite ou constitue l'idéologie d'extrême droite de l'oligarchie qui les finance et les porte au pouvoir en alternance avec les républicains, pour finalement faire la même politique. Or, il s'est trouvé qu'un autre très puissant clan de l'oligarchie a désigné Trump pour faire la même politique autrement, tout en partageant avec eux le même objectif, et c'est cela qu'ils ne peuvent pas admettre et qu'ils combattent férocement.

Ils ont pour ennemi commun le prolétariat mondial, mais leur tactique pour l'affronter diffère. Ils ont pour objectif commun l'instauration d'un gouvernement mondial, mais face à la résistance des peuples, ils ne sont pas d'accord sur la tactique à adopter

pour les affronter et avancer vers leur objectif. Ces désaccords entre oligarques constituent autant de failles dans leur stratégie qu'on peut exploiter pour les combattre, à condition de ne pas se tromper sur les intentions tactiques des uns et des autres, encore faut-il au préalable les avoir identifiées, ce qui est assez facile somme toute, lorsqu'il y en a un qui appelle à la paix et l'autre à la continuité de la guerre, non, vous ne trouvez pas ?

Les démêlés de Trump dont on nous parle ici, concernent-ils ses adversaires ou la classe ouvrière américaine, différents peuples, qui lui fait ce procès dans les médias, qui se livre à ce lynchage médiatique permanent sinon ce clan de l'extrême centre d'extrême droite de l'oligarchie anglo-saxonne. Dites-moi, en quoi cela nous concerne-t-il ? En rien, alors on n'a aucune raison d'y mêler nos voix sous peine de nous compromettre avec la pire réaction qui soit.

S'agirait-il de Macron ?

- ...un régime qui, à l'image du président sortant, paraît à bout de souffle.

- La jeunesse (...) – sans perspectives dans une société minée par le chômage, la corruption et la crise économique (...) – s'est spontanément portée au premier rang de la révolte.

- ...le clan au pouvoir

- Dans la foule, toutes les composantes de la société (...) sont représentées. Des avocats, des étudiants, des fonctionnaires et même des cadres travaillant dans les ministères ont pris part à la protestation. leparisien.fr 01.03

Réponse : Bouteflika, le président algérien.

Et n'ayez pas la mauvaise idée de dire de même de Macron...

En complément.

Il fait la retape pour Macron.

- Irak, lycées, tribunes et caméras : Hollande sur tous les fronts - Le Parisien 03.03

Acte XVI

- "Gilets jaunes": 39.300 manifestants samedi en France, dont 4.000 à Paris - AFP 03.03

Environ 39.300 "gilets jaunes" ont manifesté dans toute la France, dont 4.000 à Paris, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur fournis au terme du seizième samedi de mobilisation de ce mouvement social, marqué par quelques heurts en régions. (Sur Facebook, le groupe "Le nombre jaune" a lui comptabilisé 92 035 manifestants à 18 heures - ndlr)

A Paris, un cortège, qui avait été déclaré aux autorités, a défilé entre le quartier des Champs-Elysées et la place Denfert-Rochereau, dans le sud de la capitale. "Ric, pouvoir au peuple", "La France est pillée par l'oligarchie. Résistance", pouvait-on notamment lire sur des banderoles brandies par des manifestants.

À Toulouse, des milliers de personnes ont défilé en brandissant drapeaux français, drapeaux de pirate et branches de mimosas.

Parti vers 14h00 des allées Jean-Jaurès derrière la banderole "cacatov party" incitant les manifestants à jeter des bombes à excréments sur les forces de l'ordre, le cortège a sillonné le centre-ville sans incidents au rythme du slogan "Toulouse Toulouse, soulève-toi".

Vers 17h00, la manifestation a été stoppée au niveau du boulevard de Strasbourg par les forces de l'ordre qui ont eu recours au canon à eau et au gaz lacrymogène pour disperser le foule.

A Lille, où les "Gilets jaunes" avaient appelé à un rassemblement européen, quelques centaines de Belges et de Néerlandais se sont mêlés au cortège de 1.300 personnes, selon un décompte de la police. Quelques heurts ont éclaté, conduisant les forces de l'ordre à faire usage de bombes lacrymogènes.

A Bordeaux, des milliers de personnes ont défilé dans le calme au départ de la place de la Bourse, comme chaque samedi, et se sont dirigés vers la gare Saint-Jean qu'ils ont envahie avant de cheminer en direction du centre-ville. Les plus radicaux des manifestants regroupés près de l'hôtel de ville ont été dispersés par des canons à eau et des gaz lacrymogènes. Au moins

un manifestant a été blessé et les policiers ont procédé à des arrestations. Le député France Insoumise Loïc Prud'homme dit avoir été matraqué par les forces de l'ordre alors qu'il quittait la manifestation.

A Marseille, la police a compté 1.050 "Gilets jaunes" dans les rues de la ville. Ils étaient également plus d'un millier à Lyon où des heurts ont éclaté entre manifestants et forces de l'ordre avec jets de gaz lacrymogène de part et d'autre qui ont rendu l'atmosphère du centre-ville irrespirable. AFP 03.03

Acte 16 des gilets jaunes à Nîmes : une détermination intacte - lemouvement.info 02.03

« On est là, on est là, même si Macron ne le veut pas, nous, on est là, pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur, même si Macron le veut pas, nous on est là ».

Malgré l'appel régional prévu à Alès, plus de 180 personnes ont battu le pavé.

Et comme chaque semaine, infatigablement, ils ont marché et encore marché, ont fait des haltes devant les places du crocodile puis de la mairie et enfin de l'horloge.

La déambulation a continué vers la maison carrée, et les gilets jaunes sont retournés aux arènes pour se disperser à 16 h 15, le tout dans une ambiance bon enfant, avec toujours cette volonté d'expliquer leurs revendications en distribuant des tracts.

Évolution du mouvement

Car le mouvement se métamorphose petit à petit. Pour preuve, les cafés citoyens. Depuis plusieurs semaines, le samedi matin des bénévoles s'installent devant le carré d'art pour sensibiliser les citoyens à ce que les gilets jaunes appellent la démocratie participative et réelle.

Une charte a même été conçue pour réglementer ce rendez-vous hebdomadaire.

1 – Le café citoyen est créé, afin de sensibiliser tous les citoyens, à la démocratie participative et réelle.

2 – Cette sensibilisation, se fait convivialement, autour de boissons et de friandises, afin d'échanger sur des sujets d'actualité.

3 – Ces échanges permettent une réflexion collective, ainsi que l'éveil politique dans le respect des valeurs de chacun et pour le bien commun.

4 – Ces éveils politiques, ont pour but de transmettre, l'information que les médias mainstream ne diffusent pas.

5 – Ces rencontres, de citoyens volontaires et bénévoles, peuvent se faire à tous endroits de la ville, de préférence, sur un lieu plutôt fréquenté, pour avoir le plus d'impact possible.

6 – Tout citoyen peut y participer, s'investir, ou passer un moment, afin d'échanger.

7 – Le café citoyen est apartisan, sans étiquette et sans religion.

De même des actions telles que « des consultations auprès de la population pour recueillir les revendications et les propositions des citoyens et les faire remonter au vrai débat » (débat parallèle au débat national), font partie de l'évolution du mouvement.

L'acte 17 est déjà prévu. Le mouvement dont la fin est annoncée toutes les semaines, continue de plus belle. lemouvement.info 02.03

LVOG - C'est à se demander ce qui peut sortir d'un milieu aussi aseptisé ?

Charançon.

- Européennes: le gilet jaune Christophe Chalençon lance sa liste - L'Express.fr

près son départ de la liste Ralliement d'initiative citoyenne (RIC), Christophe Chalençon compte créer son propre mouvement. Le controversé gilet jaune, dont la rencontre avec le numéro deux du gouvernement italien avait créé une crise diplomatique entre Paris et Rome, a annoncé ce dimanche dans un communiqué qui présenterait une liste aux européennes. Celle-ci sera intitulée "Evolution citoyenne".

"Mes compagnons et moi annonçons aujourd'hui la création d'une bannière de rassemblement, sous laquelle nous invitons à se ranger toutes les énergies désireuses de restaurer l'unité et la grandeur de notre peuple", écrit Christophe Chalençon en précisant qu'il sera le "porte-parole" de cette liste, dont les places sont à ce jour "toutes vacantes".

La liste vient donc s'ajouter à la petite dizaine de projets de liste gilets jaunes aux Européennes qui ont été annoncés. Le gilet jaune est déjà une figure controversée du mouvement. Il a notamment appelé à installer au pouvoir le général de Villiers, ancien chef d'État-major des armées.

Dans un sondage Elabe pour BFM TV publié mercredi, une liste de "Gilets jaunes", sans plus de précisions sur l'identité des éventuels candidats, est créditée de 3% des intentions de vote. L'Express.fr

Trois exemples de violences policières parmi des milliers d'autres.

Gilets jaunes: un couple de passants frappé par des CRS en marge de l'acte XVI - Le HuffPost 3 mars 2019

La vidéo fait le tour des réseaux sociaux. Samedi 2 mars, alors que l'acte XVI des gilets jaunes toulousains touchait à sa fin, un couple de passants d'un certain âge a été brutalisé, frappé et projeté à terre par des CRS. Les manifestants et street médics qui tentaient d'intervenir ont alors été repoussés par des grenades lacrymogènes comme vous pouvez le voir dans la vidéo ci-dessous.

Une scène repérée par France 3 Occitanie sur le Facebook live d'un contestataire qui filmait et diffusait la mobilisation en direct, qui scandalise bon nombre d'internautes. "C'était un moment assez calme, il ne se passait pas grand-chose", raconte à franceinfo l'homme qui a filmé ces images avant d'indiquer que la situation n'a dégénéré que lorsque le couple de passants, "âgés entre 55 et 60 ans", s'est présenté devant le barrage de forces de l'ordre. "Un des CRS lui a filé un petit coup de bouclier, elle s'est retournée sans doute pour protester et là s'ensuit ce que vous avez vu sur les images", détaille-t-il.

Dans un communiqué de presse relayé par la chaîne de télévision locale, la préfecture de Haute-Garonne indique pour sa part que le "couple de personnes est venu s'interposer au milieu des forces de l'ordre. Invitées à circuler, elles ont alors proféré des insultes à l'encontre des policiers et l'une a tenté de dérober une grenade." Une tentative "qui n'apparaît pourtant à aucun moment sur la vidéo", à en croire France 3 Occitanie.

Même son de cloche du côté du service d'information et de communication de la Police nationale. Le Sicop indique que "le couple a invectivé verbalement et physiquement" les CRS, entraînant une réponse des forces de l'ordre. "Ils voulaient franchir le barrage. Ils étaient vindicatifs verbalement et physiquement. Les policiers ont donc fait usage de la force", précise pour sa part une source policière à Franceinfo, tout en indiquant qu'aucune interpellation n'avait eu lieu après cet incident et qu'aucune poursuites ne seraient engagées contre les deux passants.

Une autre vidéo, qui n'a aucun rapport avec la première, fait le tour des réseaux sociaux. Tournée également à Toulouse le samedi 2 mars dernier, elle montre un homme en fauteuil roulant, vêtu d'un gilet jaune se faire malmener et asperger de bombe lacrymogène par des forces de l'ordre.

Nous ne disposons, à l'heure actuelle, que de très peu d'informations sur le contexte de cette altercation. Si ce n'est que, selon plusieurs témoins, l'homme cherchait simplement à récupérer son masque de protection et qu'il est quoi qu'il en soit fortement déconseillé aux forces de l'ordre d'utiliser du gaz lacrymogène à moins d'un mètre de leur cible. Le HuffPost 3 mars 2019

Gilets jaunes: ces Insoumis réclament le départ du préfet de Gironde après le "matraquage" d'un des leurs - Le HuffPost 3 mars 2019

"Ce n'est plus la France." Depuis que leur collègue Loïc Prud'homme dénonce s'être fait "matraquer" par des forces de l'ordre samedi 2 mars à Bordeaux en marge d'un cortège de gilets jaunes, les députés Insoumis, Jean-Luc Mélenchon en tête, s'insurgent des violences policières et de la dérive autoritaire du pouvoir. Plusieurs sont ceux -et pas uniquement dans les rangs LFI- à réclamer le départ du préfet de Gironde, Didier Lallement, qui a immédiatement apporté son soutien aux policiers dans cette affaire.

"Dans une manifestation non déclarée, sur un axe interdit par arrêté préfectoral et après sommations, les forces de l'ordre ont dispersé des gilets jaunes cours Pasteur. Elles ont correctement fait leur travail. Je les soutiens totalement", avait tweeté le Préfet de Nouvelle-Aquitaine et préfet de la Gironde quelques heures après que Loïc Prud'homme se soit plaint.

Une réaction insensée pour plusieurs députés de la France insoumise, mais également d'autres bords politiques. "Je demande immédiatement la démission du préfet, qui a validé sans même enquêter le matraquage de Loïc Prud'homme!", s'est par exemple indigné l'élu de Seine-Saint-Denis Éric Coquerel au micro de LCI.

Le principal intéressé estime lui aussi que "le préfet, au regard de la conduite de ces forces de l'ordre, soit relevé de ses fonctions."

"Le plus étonnant, incroyable, inacceptable dans cette affaire, c'est surtout la réaction du préfet, Didier Lallement, qui dit que les policiers n'ont fait que leur travail, (...) alors que dans une manifestation non-déclarée, seuls les organisateurs peuvent avoir à répondre de cette organisation, et qu'aucune contrainte physique ne peut être exercée contre un parlementaire. (...) Les policiers ont agi hors du cadre de la loi, et le préfet cautionne ces agissements, c'est ce qui me semble le plus grave", a-t-il dénoncé auprès de France 3 Nouvelle Aquitaine.

Sur les images publiées par Loïc Prud'homme, on distingue une tache de sang sur l'oreille gauche du député de Gironde. "Je viens de me faire matraquer par les forces de l'ordre alors que je rentrais tranquillement récupérer mon vélo. Voilà le travail de la police, quand on se replie gentiment, qu'on est député de la République", expliquait-il dans la vidéo que vous pouvez retrouver ci-dessous.

Jean-Luc Mélenchon a, pour sa part, réclamé une nouvelle fois le départ du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner coupable selon lui, d'avoir mis en place une doctrine de maintien de l'ordre répressive à l'encontre des manifestants. Le HuffPost 3 mars 2019

Un policier frappe une journaliste malgré son brassard de presse, elle le filme en direct - sputniknews.com 3 mars 2019

Une journaliste portant un brassard de presse a reçu des coups de pied et de bouclier d'un policier lors de la manifestation des Gilets jaunes à Bordeaux, samedi dernier. Elle a filmé son «agresseur» et a dévoilé la scène dans une vidéo postée sur son compte Twitter.

La journaliste Stéphanie Roy s'est fait frapper à coups de pied et de bouclier par un représentant des forces de l'ordres durant l'acte 16 des Gilets jaunes, samedi dernier à Bordeaux.

Dans le même temps, une autre journaliste, Elsa Gambin, a dénoncé sur son compte Twitter un «collègue de l'agence Reuters visé délibérément par un tir de LBD40». sputniknews.com 3 mars 2019

Dans quel monde vivons-nous.

- Dilemme monétaire : Krach ou Guerre ? - gazettefrancaise.com 12.05.2017

Egon Von Greyerz, expert financier et fondateur de Matterhorn Asset Management AG (MAM) et de GoldSwitzerland a publié trois analyses le 27 mars 2017, le 13 avril 2017 et le 22 avril 2017 qui décrivent l'endettement inquiétant des États-Unis et les raisons pour lesquelles l'économie mondiale a été sacrifié depuis un siècle. Au cours des dernières décennies, plus de 2 millions de milliards de dollars de dette, de passifs et de produits dérivés ont été créés à partir de rien; des trilliards de dollars non capitalisés qui ne reposent sur aucune valeur ajoutée réelle. Le choix cornélien est de fait imposé : Krach ou guerre ?

Les États-Unis, un colosse aux pieds d'argiles

Selon lui, la plupart des analystes du marché se soucient de ce qu'annonce à chaque fois la FED pour pallier à la crise économique alors même que les États-Unis se trouvent sur le chemin de la ruine totale. Ils ont produit des déficits depuis plus d'un demi siècle tout en présentant un déficit commercial depuis plus de 40 ans. L'expert financier suisse affirme que ce n'est pas la preuve d'une économie forte lorsque les américains achètent des quantités énormes de nouvelles voitures, en particulier lorsqu'ils le font aux moyens de dettes subventionnées et qui ne seront jamais remboursées. La même chose se passe pour les salaires en baisse, pour le chômage réel de 23% et pour le Real-PIB en baisse (c'est à dire le Produit Intérieur Brut qui représente la valeur ajoutée de tous les biens et services produits). Une seule raison aurait permis aux États-Unis de vivre au dessus de leurs moyens pendant plus de 50 ans; c'est parce que le dollar est la monnaie de réserve mondiale. « Comment le monde peut il faire confiance à une monnaie de réserve qui repose sur la création de dette et de monnaie illimité ? » Selon lui, la seule raison pour laquelle le dollar existe encore est qu'il est fait comme une monnaie commerciale et en particulier pour le pétrole. Au début de 1970, les États-Unis ont conclu un accord avec l'Arabie Saoudite qui était de loin le plus grand producteur de pétrole du monde à l'époque. Contre des armes américaine et la protection, l'Arabie Saoudite vendrait son pétrole en dollar; ce qui signifierait que le monde entier ferait le commerce en dollar : c'était le début du pétro-dollar.

Une monnaie sans valeur

Jusqu'en 1970, les États-Unis avaient un excédant sain dans leur balance commerciale annuelle. À cause du ralentissement de l'économie et de l'importance des dépenses pour la guerre du Vietnam, le dollar a commencé à chuter. Le président Français Charles de Gaulle avait perçu les problèmes économiques des États-Unis; il avait en conséquence réclamé que les dettes des États-Unis soient payées en or. La couverture en or du dollar signifiait que chaque État souverain pouvait revendiquer le paiement en or, mais le président américain Richard Nixon avait compris que l'or des États-Unis s'en irait rapidement. Il a donc résilier le Bretton Woods system (le système de couverture pas l'or) qui était valable depuis 1944. En conséquence, les États-Unis ne paient plus leur dette nationale en or mais avec des dollars qui se dévalorisent.

Depuis ce jour d'août 1971, les États-Unis se trouvent dans un état de détérioration continue. Les dettes ont dégénérées et la monnaie s'est effondrée, accompagnée d'un train de vie qui ne se basait plus depuis longtemps sur la productivité mais sur des crédits. Entre 1999 et 2017, le déficit commercial cumulé est près de 12 000 milliards de dollars. Egon Von Greyerz ajoute que peu de personnes comprennent ce que ce montant signifie. Selon lui, on peut sans doute mieux comprendre le déficit commercial de 12 000 milliards de dollars entre 1999 et aujourd'hui si on le mesure avec l'or. Tout l'or qui a pu être exploité dans l'histoire est évalué à peu près à 170 000 tonnes. Si les États-Unis devaient équilibrer vis à vis du reste du monde leurs dépenses et leurs achats inconsidérés avec de l'or, il leur faudrait 2,7 fois 170 000 tonnes d'or.

Artifice comptable

Au lieu de cela, le gouvernement des États-Unis a trouvé une méthode beaucoup plus commode. Il imprime des morceaux de papier sans valeur en forme de billet de dollars. Les conséquences sont que celui qui détient les dollars ne possède finalement rien en terme de valeur; c'est le résultat qui garantit le système monétaire actuel. « Les gouvernements des banques centrales et les banquiers ont détruit l'économie mondiale par leurs actions de ces 100 dernières années et les masses ne s'en rendent absolument pas compte. […] « Il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom provoqué par l'expansion du crédit. L'alternative est seulement de savoir si la crise devrait venir plus tôt en raison de l'abandon volontaire de l'expansion du crédit, ou plus tard comme une catastrophe finale et totale du système monétaire impliqué.«

Après 100 ans d'expérience échelonnée d'expansion du crédit, entraînant des actifs à bulle et du passifs, le monde est désormais confronté à la faillite financière et à «une catastrophe finale et totale du système monétaire». Selon lui, tous les éléments nécessaires sont en place pour que cela se produise. Il ne s'agit que de la durée pendant laquelle les gouvernements et les banques centrales peuvent continuer à tromper les gens avant d'atteindre le jeu final. L'effet du crédit supplémentaire diminue maintenant rapidement car de plus en plus de dollars sont nécessaires pour produire une augmentation d'un dollar du PIB.

Détourner l'attention des problèmes économiques par la guerre

(...) Les cycles de guerre dans l'histoire humaine indiquent une escalade des tensions vers une guerre dans les prochaines années. Les cycles de guerre, en règle générale, coïncident avec l'état de l'économie. Avec l'économie mondiale qui est maintenant dans une position pire que n'importe quel temps dans l'histoire, le risque de guerre est au maximal.

Des pays comme le Japon, la Chine, de nombreuses nations européennes et les États-Unis ont des déficits et des dettes croissants qui ne seront jamais remboursés. En 2007-2009, le système financier mondial est presque sous déduction de la dette. Depuis, la dette mondiale a augmenté d'au moins 70%. Aucun des problèmes qui ont causé la Grande crise financière n'a été résolu, ce qui signifie que le risque est maintenant exponentiellement supérieur par rapport à il y a 10 ans. La plupart des dirigeants savent qu'ils ne peuvent pas résoudre l'état désespéré de l'économie et restent au pouvoir. Par conséquent, pour une super puissance comme les États-Unis, il n'y a maintenant que la solution ultime. La solution la plus commode pour un leader qui échoue sur le front de l'économie est de trouver une raison et un bouc émissaire pour détourner l'attention de son pays. Ainsi, allant à l'encontre de tout ce qu'il a promis lors de la campagne électorale, Trump prend maintenant les premières mesures vers un conflit mondial majeur. Pour Egon Von Greyerz, cette guerre n'est pas contre la Syrie mais contre la Russie. Le résultat d'un éventuel conflit à ce niveau est impossible à prévoir; il est selon lui primordial d'être conscients que le risque est plus grand que jamais. (...) gazettefrancaise.com 12.05.2017

LVOG - Pendant qu'eux comptent désormais en millions de milliards de dollars, parce qu'ils savent compter, dans notre camp on en est encore à compter sur nos doigts !

Il y a trop d'opposants à une guerre pour qu'ils retiennent cette option. Et puis, cela heurterait trop violemment le petit confort auquel les populations occidentales se sont habituées pour qu'elles y soient directement confrontées, elles se retourneraient spontanément contre ceux qui se sont livrés à une propagande de guerre pendant trop longtemps, elles n'auraient aucune difficultés à les identifier, ce serait trop risqué pour eux.

Totalitarisme. Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Malaise après un exercice pour CM2 sur les "bienfaits" de la colonisation - Lexpress.fr 01.03

Cet exercice portait sur "le colonialisme, une oeuvre civilisatrice". "Sans pour autant oublier les aspects négatifs de la colonisation, il ne faut pas oublier les bienfaits que cela a eu pour les populations colonisées", était-il mentionné en préambule de cet exercice à trous donné à des élèves d'une classe de primaire, diffusé sur les réseaux sociaux. Lexpress.fr 01.03

Ils formatent les cerveaux à leurs monstrueux mensonges dès la primaire, et il faudrait ménager ces salopards ?

- Poulet : les restes de l'industrie expédiés dans les DOM ! - Franceinfo 01.03

Le blanc de poulet, c'est le morceau préféré des Français. Que deviennent l'aile ou la cuisse, boudées dans l'Hexagone ? Les industriels les vendent congelées à bas prix, dans les départements d'outre mer, où ils concurrencent la production locale.

Mais alors, que vaut ce poulet congelé de métropole, une fois dans l'assiette ? Pascal Simar et Didier Gibralta, restaurateurs à Saint-Denis de la Réunion, ont accepté de le cuisiner. A la cuisson, Didier Gibralta note que le poulet "ne colore pas" et qu'il est "plein d'eau". A la dégustation, le poulet congelé de métropole ne convainc pas davantage Pascal Simar : "J'ai un petit morceau d'os, il se détache tout seul, c'est un signe de congélation. Ce poulet n'a pas de goût, il est fade, insipide" estime-t-il. Franceinfo 01.03

Au moins ils ne crèvent pas de faim dans les DOM, les bienfaits de la colonisation...insipides !

- Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont les pires pour les droits des femmes, selon la Banque mondiale - francetvinfo.fr 01.03

Certaines lois, encore en vigueur dans de nombreux pays, entravent l'égalité des sexes et la participation économique des femmes, souligne le rapport Femmes, entreprise et loi 2019.

"Si les femmes pouvaient, comme les hommes, exprimer tout leur potentiel, le monde serait à la fois plus équitable et plus prospère, Kristalina Georgieva", Directrice générale de la Banque mondiale.

Pour mesurer l'égalité des droits entre hommes et femmes, l'étude de la Banque mondiale s'est basée des indicateurs bien précis, comme l'obtention d'un emploi ou bien encore la protection des femmes contre la violence. francetvinfo.fr 01.03

Que ne feraient-ils pas pour envoyer les femmes au bagne du salariat ! Vous me direz qu'en France et ailleurs ils en redemandent...

- 23 millions de Chinois interdits de voyage - LePoint.fr 2 mars 2019

Les citoyens en infraction peuvent être empêchés d'acheter des billets de train ou d'avion.

Nouvelle étape dans la logique de crédit social mise en place en Chine : les coupables d'infraction sont désormais sanctionnés, selon « The Guardian ».

Gare à ceux qui commettront ce que le gouvernement chinois considère comme un « délit social ». 23 millions d'habitants ont fait face en 2018 à l'interdiction d'acheter un billet de train ou d'avion en raison de leur mauvaise note de crédit social, explique The Guardian.

La statistique révélée par le Centre national d'information sur le crédit public révèle que 17,5 millions de personnes ont ainsi été interdites d'acheter un billet d'avion en 2018 et 5,5 millions n'ont pas eu le droit d'accéder aux trains à grande vitesse. Une politique résumée dans le rapport par la sentence « une fois discrédité, limité partout ».

Mais quels sont donc ces comportements qui sont ainsi sanctionnés ? Ils correspondent en réalité à toute une gamme d'infractions pouvant aller du refus de payer une amende à promener un chien sans sa laisse ou encore consommer de la drogue. Le crédit social des citoyens chinois se voit affecté négativement selon l'importance aux yeux du régime de la faute commise. Dans la région de Shangdong, ceux qui souhaitent posséder un chien doivent ainsi avoir un crédit d'au moins 12 points. Le cas échéant, l'animal peut leur être retiré.

Un système amené à prendre de l'ampleur

La Chine a donné le coup d'envoi de ce projet en 2014 pour inciter les comportements positifs grâce à un système de récompenses et de punitions qui peut aussi affecter la scolarité ou encore l'accès au logement. À l'heure actuelle, le système est encore piloté par des gouvernements locaux et des agences gouvernementales. Mais l'objectif de Pékin est d'aboutir à une base de données centralisée qui permettra que chaque citoyen ait un score personnalisé. LePoint.fr 2 mars 2019

LVOG - Ah la Chine, quel pays progressiste, la Route de la soie n'est-elle pas merveilleuse, tout comme la Russie ou les travailleurs sont si heureux de vivre ! C'est ce que veulent nous faire croire, ceux pour qui dans ces pays-là les travailleurs se torchent le cul dans de la soie ou qui en oublient que la lutte de classes existe aussi ! Les médias dits alternatifs pour ne pas les nommer.

Totalitarisme. Déni, sanction, censure, ils osent tout.

- La France sanctionne le débat sur la réalité de la lutte contre Daesh - Réseau Voltaire 1er mars 2019

Le colonel François-Régis Legrier (photo), qui a commandé les artilleurs français engagés contre Daesh sur le territoire syrien (Task Force Wagram), en violation de la souveraineté de ce pays, a publié un article critique dans la Revue de la Défense nationale.

Il y expliquait que l'absence d'engagement au sol a rendu inefficace l'action de la Coalition sous commandement US et prolongé inutilement les destructions et les souffrances de la population civile.

Le directeur de la revue, le général Jérôme Pellistrandi, a regretté ne pas avoir vérifié que l'article avait été visé par la hiérarchie du colonel.

Lors d'une audition au Sénat, la ministre des Armées, Florence Parly, a indiqué qu'il serait sanctionné. Selon elle, il aurait lâchement accepté de commander ses soldats contre Daesh pour critiquer après coup l'action française.

Le Monde du 27 février 2019 a publié un long extrait de l'article ainsi qu'un commentaire du colonel Michel Goya soutenant le débat et d'un article du général Serge Cholley contestant le bien-fondé des analyses du colonel Legrier.

En réalité, la France a participé durant des années à une Coalition dont nous n'avons cessé de dire qu'elle ne combattait pas vraiment Daesh, mais détruisait la Syrie. Comme beaucoup d'autres, les soldats français présents sur le terrain l'ont constaté. Le colonel Legrier a eu tort de lever le voile, de manière technique, sur la duplicité de sa hiérarchie politique.

Ce même débat a eu lieu aux États-Unis. Lors du 2015 Intelligence & National Security Summit, de hauts responsables de l'administration avaient évoqué l'affaire. The Daily Beast avaient révélé que 50 analystes du CentCom avaient porté plainte devant l'Inspecteur général du Pentagone après avoir été contraints de falsifier les rapports de la Coalition. La Commission de surveillance et de réforme du gouvernement de la Chambre des représentants avait lancé une enquête. En définitive, les différentes instances avaient étouffé le scandale. Elle avait blanchi le commandant de la Coalition, le général John Allen, … tout en le priant de donner de sa démission. Tout avait pu continuer comme avant, jusqu'à l'élection de Donald Trump. Réseau Voltaire 1er mars 2019

- La Justice australienne censure tout article sur l'affaire Pell - Réseau Voltaire 1er mars 2019

La Justice australienne a lancé une interdiction de publier quoi que ce soit (gag order) à propos de l'affaire George Pell.

Le cardinal Pell, ancien archevêque de Sidney puis préfet du secrétariat pour l'économie du Saint-Siège (c'est-à-dire ministre des Finances de l'État de la Cité du Vatican et de l'Église catholique), a été jugé à Melbourne en décembre 2018 et condamné pour pédophilie. Il devrait être incarcéré.

Une centaine de médias ont reçu une lettre de Kerri Judd, directeur des poursuites de l'État de Victoria, leur interdisant de diffuser la nouvelle.

La censure des médias est commune en Australie, aux États-Unis, en Israël et plus encore au Royaume-Uni. Elle peut être décidée par le Judiciaire pour protéger certaines victimes, mais aussi par l'Exécutif sans avoir à l'expliquer.

En l'espèce, dans un pays où les catholiques sont très minoritaires, on ignore les raisons de cette obligation de silence après le procès. Réseau Voltaire 1er mars 2019

- Londres considère que des ministres libanais sont des terroristes - Réseau Voltaire 1er mars 2019

La Chambre des Lords a adopté un amendement à la loi antiterroriste de 2000 selon lequel le Hezbollah dans son ensemble serait une organisation terroriste. Ce texte entre en vigueur le 1er mars 2019 à minuit.

Le Hezbollah est un réseau de la Résistance libanaise à l'envahisseur israélien. Après avoir été armé par la Syrie, il l'est depuis 2005 par l'Iran.

Il dispose aujourd'hui d'un tiers des sièges au Parlement libanais et de trois ministres au gouvernement.

Une campagne israélienne vise à assimiler le Hezbollah à une organisation terroriste en lui imputant divers attentats au Liban (dont l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri) et à l'étranger : Ankara (1992) Buenos Aires (1992 et 1994), Istanbul (2011) et Bourgas (2012). Ce que le Hezbollah nie catégoriquement.

Sur la base de la campagne israélienne, plusieurs pays, dont les États-Unis, le considèrent comme terroriste. Coupant la poire en deux, l'Union européenne a établi une distinction entre la branche armée du mouvement, qu'il qualifié également de terroriste, et

sa branche civile avec laquelle elle entretient des relations. En sortant de l'Union européenne, le Royaume-Uni se désolidarise de la position de Bruxelles et adopte celle de Washington.

La motion de la Chambre des Lords a été élaborée par le nouveau ministre de l'Intérieur, l'anti-islam et pro-Israël Sajid Javid (photo). Il espère ainsi prendre le contrôle du Parti conservateur et devenir Premier ministre.

Refusant de tirer les conclusions de l'élection démocratique de 70 députés du Hezbollah, l'ambassadrice des États-Unis à Beyrouth, Elizabeth Richard, avait dénoncé sa présence au gouvernement il y a deux semaines. Elle avait fait part de l'opposition du département d'État au Premier ministre, Saad Hariri. Réseau Voltaire 1er mars 2019

- Blanchiment: L'Arabie saoudite ne sera pas ajoutée à la liste noire de l'UE - Reuters 1er mars

Les Etats membres de l'Union européenne ont rejeté à l'unanimité vendredi la proposition d'ajouter l'Arabie saoudite et quatre territoires américains (Porto Rico, Guam, les Samoa américaines et les îles Vierges américaines) à la liste noire du blanchiment d'argent... Reuters 1er mars

Complément en titre.

- Venezuela: le retour de Guaido espéré mais redouté dans son pays - AFP

- Des dizaines de milliers d'Algériens manifestent contre un 5e mandat de Bouteflika - AFP

- Le Canada lance le processus d'extradition d'une dirigeante de Huawei - AFP

- Dans une Argentine en crise, Macri défend l'austérité et demande de la patience - AFP

- Estonie: l'extrême droite espère progresser aux législatives - AFP

C'est à croire que l'AFP le souhaite !

- Somalie: 19 morts dans une attaque des shebab à Mogadiscio - AFP

- 23 millions de Chinois interdits de voyage - LePoint.fr

Qui sont des monstres de cruauté, des barbares ? Les Américains et leurs alliés.

- L'OIAC n'a pas observé d'usage d'armes prohibées par la Syrie - Réseau Voltaire 3 mars 2019

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC/OPCW) a diligenté une mission d'enquête sur l'usage allégué d'arme chimique à Douma (Ghouta orientale, Syrie), le 7 avril 2018. Elle a rendu son rapport le 1er mars 2019.

L'attaque alléguée aurait été perpétrée par la République arabe syrienne « contre son propre peuple ». Elle aurait fait 48 morts selon les Casques blancs, ou 70 selon l'Observatoire syrien des Droits de l'homme, ou encore une centaine selon l'Armée de l'islam (Jaych al-Islam) qui occupe ce quartier de Damas.

La Syrie dément immédiatement avoir utilisé des armes chimiques. La Russie dépêche des experts militaires qui concluent également à l'absence d'armes chimiques et accusent le Royaume-Uni d'avoir organisé une provocation via les Casques blancs. Cependant, le président français Emmanuel Macron déclare disposer de preuves que « des armes chimiques ont été utilisées ». Le ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, Boris Johnson, qualifie les allégations russes de « grotesques, bizarres et de mensonge flagrant ». Le département d'État US affirme que la Syrie a utilisé du « gaz sarin ». En définitive, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni considèrent que le régime est « coupable » et bombardent en représailles la Syrie, le 14 avril. Ils détruisent trois sites, selon eux liés à un « programme chimique du régime », faisant seulement 3 blessés.

Selon l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques :

1. Aucune trace d'arme chimique interdite n'a été trouvée.

2. La mission n'a pas été autorisée par Jaych al-Islam à examiner les corps des défunts. On ignore donc quel fut leur nombre et même s'il y en a eu. Jaych al-Islam a tenu à l'écart la délégation de l'OIAC, le temps que tous les corps allégués soient brûlés.

3. La mission a, au contraire, pu examiner les lieux deux semaines après l'incident, ce qui ne pose aucun problème pour retrouver des traces d'armes chimiques prohibées. Elle a constatée, sous le regard d'une foule hostile, que deux obus avaient été tirés et qu'ils auraient pu contenir un toxique chloré. Lors de ses relevés, la mission a reçu une grenade, tuant deux personnes et en blessant une troisième.

Par conséquent, le bombardement de la Syrie en représailles par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni n'était pas seulement illégal, il était injustifié. Les Syriens attendent leurs excuses. Réseau Voltaire 3 mars 2019

- Des civils tués en Syrie lors des frappes au phosphore par la coalition US, selon la TV - sputniknews.com 04.03

Le village syrien d'Al-Baghouz, qui aurait déjà été samedi la cible de frappes au phosphore blanc menées par la coalition dirigée par les États-Unis, aurait de nouveau été bombardé, d'après la chaîne de télévision Ikhbariya, qui fait état de morts et de blessés parmi les civils.

Des habitants du village syrien d'Al-Baghouz, dans le sud-est du pays, ont trouvé la mort dans les frappes au phosphore blanc menées dans la nuit du 3 au 4 mars par la coalition internationale dirigée par les États-Unis, a annoncé la chaîne de télévision syrienne Ikhbariya se référant à des sources locales.

«Des civils dont des femmes et des enfants ont été tués ou blessés lors des frappes aériennes au phosphore blanc interdit par les conventions internationales que la coalition américaine a portées près des fermes d'Al-Baghouz», a indiqué la chaîne de télévision Ikhbariya.

Il s'agirait d'une nouvelle attaque en deux jours contre ce village situé dans le gouvernorat de Deir ez-Zor. Le 2 mars, la télévision syrienne a annoncé que des frappes au phosphore blanc avaient été effectuées par la coalition contre Al-Baghouz.

Les médias syriens ont plusieurs fois dénoncé l'utilisation de phosphore blanc par la coalition dirigée par Washington et ont fait état de victimes civiles. Damas a appelé l'Onu à prendre des mesures pour mettre fin à la présence illégale de la coalition sur le territoire syrien. Le Pentagone a indiqué que la coalition ne divulguerait pas la nature des munitions qu'elle utilisait en Syrie, mais qu'elles étaient conformes aux normes internationales. sputniknews.com 04.03

- L'Onu assiste des mercenaires en Colombie contre le Venezuela - Réseau Voltaire 4 mars 2019

Il y a plusieurs semaines, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, avait évoqué la constitution d'une unité de mercenaires pro-US dans la jungle colombienne. Selon lui, ils devaient être formés pour lancer une attaque sous faux-drapeau prétendument du Venezuela contre la Colombie et créer ainsi les conditions d'une guerre en Amérique latine.

Le 1er mars 2019, le Protecteur de l'État de Táchira et directeur national des CLAP (organisme de distribution des rations alimentaires), Freddy Bernal, a accusé le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés d'avoir pris en charge 435 mercenaires étrangers et déserteurs vénézuéliens. Il a indiqué qu'ils étaient logés dans les hôtels Bolívar, Caravana et Cavalier de Cúcuta (en Colombie, au nord de Santander) et sont commandés par le général-traître vénézuélien Clíver Alcalá Cordones. Ils prépareraient l'action sous faux drapeau révélée par le président Maduro.

Rappelons qu'en novembre 2011, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Ian Martin (ancien directeur mondial d'Amnesty International) organisa le transfert par bateau de 1 500 membres d'Al-Qaïda en Libye. Ils étaient placés sous le commandement d'Abdelhakim Belhaj (ancien numéro 3 d'Al-Qaïda) et de Mehdi el-Harati. Débarqués en Turquie, ils avaient d'abord été stationnés dans un camp du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (alors dirigé par l'actuel secrétaire général António Guterres). Les parlementaires turcs, qui avaient demandé à visiter ce camp de réfugiés n'hébergeant que des hommes, ne purent y pénétrer. Puis, les Libyens furent transportés en autocar par les services secrets turc (MIT) à Jabal Al-Zouia, en Syrie. Ils y constituèrent la première unité de la soi-disant Armée « syrienne » libre et y réalisèrent les séquences vidéo sur la « révolution syrienne » qui furent utilisées par les médias occidentaux et du Golfe.

L'affaire avait été révélée au Conseil de sécurité par l'ambassadeur russe Vitali Tchourkine. Réseau Voltaire 4 mars 2019

- Juan Guaidó est accompagné par la sous-secrétaire d'État US - Réseau Voltaire 4 mars 2019

Le président de l'Assemblée nationale vénézuélienne, Juan Guaidó, a quitté son pays en violation de son contrôle judiciaire. Il a réalisé, en sa qualité de président autoproclamé du Venezuela, une tournée latino-américaine.

Il a notamment été reçu comme un chef d'État au Paraguay et en Argentine, et plus discrètement au Brésil.

Durant tout ce voyage, il était accompagné de la sous-secrétaire d'État US, Kimberly Breier, qui ne le quittait pas d'une semelle et lui indiquait tout ce qu'il devait dire et faire.

Kimberly Breier est réputée avoir été recrutée par la CIA lors de ses études à l'université George Washington. Réseau Voltaire 4 mars 2019

LVOG - Ah ben ça alors, l'AFP l'a fait disparaître de toutes les articles que j'ai lus sur le Venezuela !

En complément. Le fascisme avance.

- Estonie: les libéraux remportent les législatives, nette percée de l'extrême droite - AFP 4 mars 2019

La Réforme, le principal parti libéral estonien, actuellement dans l'opposition, a remporté les législatives de dimanche, marquées par une nette percée de l'extrême droite, selon des résultats complets rendus publics par la commission électorale.

La formation d'extrême droite eurosceptique EKRE parvient à presque tripler son score d'il y a quatre ans, surfant sur le mécontentement des zones rurales. Mais son entrée dans une coalition gouvernementale paraît improbable, faute de partenaires.

D'après la commission électorale, la Réforme, conduite par l'ancienne députée européenne Kaja Kallas et créditée de près de 29% des voix, devrait occuper 34 des 101 sièges que compte le parlement, soit quatre de plus que dans la chambre sortante.

Le Centre du Premier ministre sortant Juri Ratas, arrivé deuxième avec 23%, en aurait 26 (-1) et EKRE 19 (+12), avec 17,8% des suffrages.

Les conservateurs de Pro Patria (Isamaa) devraient avoir 12 députés (-2) et le Parti social-démocrate 10 (-5). Ces deux formations font partie de la coalition sortante. Ils pourraient s'allier avec l'un ou l'autre grand parti.

D'après les résultats définitifs, les autres partis ne franchissent pas le seuil d'éligibilité de 5% des voix.

Le Centre et la Réforme, des adversaires traditionnels, ont alterné au pouvoir et même gouverné parfois ensemble depuis que l'Estonie s'est affranchie de l'emprise soviétique, il y a plus d'un quart de siècle.

Tous deux soutiennent l'Union européenne et l'Otan et ont bien maîtrisé la dépense publique, donnant à l'Estonie le plus bas ratio dette/PIB de la zone euro. (Vaut mieux "*l'emprise*" de l'Union européenne et de l'Otan, l'Estonie est l'un des pays les plus pauvres de la région, l'AFP s'en félicite, normal, c'est la voix de l'UE et de l'Otan. Et puis quelle hypocrisie, à bien des égards l'UE emploie les mêmes méthodes totalitaires que les staliniens... - LVOG)

Le Centre s'est engagé à augmenter les retraites de 8,4% et à remplacer le taux unique d'impôt sur le revenu, qui est de 20%, par un système progressif par tranches pour augmenter les recettes de l'Etat.

La Réforme, plus proche des milieux d'affaires, voudrait augmenter la part du revenu mensuel exemptée d'impôt et réduire la cotisation d'assurance chômage.

Le taux de chômage évolue au-dessous de 5%, tandis que la croissance devrait atteindre 2,7% cette année, après 3,9% en 2018. AFP 4 mars 2019

Haut de page

Le 12 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie a été réalisée sans les infos de la veille.

- Au format pdf (31 pages)

La devise du régime ploutocratique de Macron.

La guerre, c'est la paix
La liberté, c'est l'esclavage.
L'ignorance, c'est la force.

La nôtre.

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.
Prolétaires du monde entier, unissez-vous !
Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

PREMIERE PARTIE

Pour éviter le désert sentimental... et politique.

- On naît seul, on vit seul, on meurt seul. C'est seulement à travers notre amour et l'amitié que l'on peut créer l'illusion momentanée que nous ne sommes pas seuls. Orson Welles

Cela dit, il existe certaines illusions dont on ne peut pas se passer dans la vie ou qui présentent des avantages, toutes ne sont pas nuisibles. Malheur à ceux qui n'en ont pas conscience ! En politique, elles sont criminelles ou mortelles, pour l'avoir ignoré voyez le prix qu'on en paie aujourd'hui et on est loin d'avoir réglé l'addition.

Pourquoi nous ne sommes pas de gauche : Sans révolution politique et sociale, pas de changement de régime.

« Le mot de gauche a donc un contenu certain. Mais ce contenu signifie d'abord non-révolutionnaire. » - Dionys Mascolo

J'ignore qui est Dionys Mascolo.

Qui refuse de recourir aux moyens existant pour atteindre un objectif ne partage pas cet objectif ou combat pour un autre objectif, et quand cet objectif est inavouable, il recourt à un subterfuge pour le camoufler et se faire passer pour ce qu'il n'est pas. Il en va ainsi des gens qui se disent de gauche, républicain, démocrate, libre penseur, en réalité ils sont de droite et réactionnaire.

Au lieu d'attendre que les évènements se précipitent pour qu'ils se démasquent eux-mêmes, vaut mieux sans attendre les caractériser pour ce qu'ils sont ou savoir à qui on a affaire, cela évitera de leur ressembler plus tard ou de tomber dans les pièges qu'ils vous tendront pour vous corrompre. Les faux amis sont plus dangereux que nos ennemis, vaut mieux le savoir que de l'apprendre à nos dépens.

Si un comédien peut faire l'affaire, pourquoi pas les travailleurs ?

Rompu aux spectacles humoristiques et aux réseaux sociaux, un comédien, Volodymyr Zelensky, favori inattendu des sondages pour la présidentielle en Ukraine.

Alors que beaucoup s'interrogent sur sa capacité à diriger une ex-république soviétique de 45 millions d'habitants confrontée à un conflit armé et à une situation économique très difficile, M. Zelensky assure se préparer.

"Oui, je n'ai pas d'expérience" mais "j'ai suffisamment de forces et d'énergie. Bien sûr que je n'ai pas toutes les connaissances, mais je suis en train d'apprendre (...) Je ne veux pas avoir l'air d'un imbécile", martèle-t-il. "Il y a des gens qui souhaitent m'aider et je pense qu'on y arrivera", estime l'acteur, qui a consulté ses dernières semaines de nombreux experts ukrainiens dont des militants anticorruption et plusieurs ex-ministres réformateurs. (Source : AFP 6 mars 2019)

A bas la transition écologique, vive la transition socialiste !

Ne serait-ce pas le dominé qui subit "*la fin de mois*" difficile qui menacerait le dominant qui craint "*la fin du monde*" ou de ses privilèges ?

Le pire est à venir et annoncé :

- Macron veut aller « *plus fort, plus vite et plus loin* » dans la transition écologique. - franceinfo 07.03

Révélateur.

Le retour de l'ISF, comment, taxer les plus riches, mais mon cher monsieur vous n'y pensez pas, c'est "*démagogique*"*, "*contre-productif*", "*inefficace*", bref, quelle horreur ! L'Assemblée nationale s'y est opposée, ouf !

* LREM.

Le déni permanent en guise de réalité.

- "Gilets jaunes": Macron réfute le terme de "répression" - AFP 07.03

Abattons-le !

- Davantage de loups pourront être abattus, promet Macron - AFP 07.03

Voilà où ces cinglés en sont rendus.

- Qu'est-ce que c'est un golden shower?

Réponse : L'acte sexuel consistant à uriner sur son partenaire homosexuel. (franceinfo 07.03)

Les médias ont cru bon d'attaquer le président brésilien Jair Bolsonaro, non pas parce qu'il est d'extrême droite, non pas pour avoir osé diffuser sur Twitter une vidéo du carnaval de Rio où une telle scène s'était produite, mais parce qu'elle portait atteinte à cette "gigantesque fête populaire". Comprenez que, pour que le peuple puisse supporter son triste sort, il faut qu'il se distraie...

- Arlèn, première Chilienne transgenre dans une école de filles - AFP 06.03

Comme la plupart des élèves au Chili, Arlèn Aliaga reprend le chemin de l'école ce mardi à Santiago. Mais pour elle, cette journée marque la fin d'une longue lutte. Elle est la première élève transgenre à obtenir la permission d'étudier dans un lycée de filles. AFP 06.03

Il est bon que l'on sache que le régime chilien est progressiste envers 0,01% des Chiliens... pour oublier qu'il est réactionnaire envers le reste du peuple.

Mais pas les LBD, les licenciements, les expulsions, les missiles...

- Après l'Assemblée, le Sénat veut lui aussi bannir la fessée - AFP 06.03

On peut élever les enfants sans les frapper ni les humilier: c'est le message qu'a voulu faire passer le Sénat en adoptant mercredi, au terme d'un débat nourri, en première lecture, une proposition de loi visant à "lutter contre les violences éducatives ordinaires". AFP 06.03

Totalitarisme. La force, c'est le droit, la démocratie, la liberté.

- Epinglée par l'Onu, la France réplique sur l'usage de la force - Reuters 7 mars 2019

"J'ai beaucoup de respect pour l'Onu mais je voudrais rappeler à tout le monde que nous sommes un Etat de droit, que quand il y a une plainte, elle est instruite", a déclaré le Premier ministre sur BFM TV. "Qu'il faudra expliquer à Mme le Haut commissaire (de l'Onu aux droits de l'Homme Michelle Bachelet-NDLR) l'ensemble des faits et notamment l'extrême violence qui s'est déchaînée sur les forces de l'ordre, ou sur des biens privés, parfois sur des symboles de la République".

"On n'a pas attendu le Haut commissaire de l'Onu pour faire toute la lumière sur l'ensemble des faits dès lors qu'il y a des plaintes", a-t-il ajouté. "J'aime beaucoup entendre les conseils du Haut commissaire mais je rappelle qu'en France on est dans un Etat de droit et que la République à la fin elle est la plus forte".

...le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux qui a assuré à la mi-journée que la France suivrait les recommandations de l'Onu tout en s'"étonnant" de se retrouver sur la même liste que le Venezuela ou Haïti. Reuters 7 mars 2019

LVOG - Traduire : Nous ne sommes pas un Etat de droit, et quand il y a une plainte, elle n'est pas instruite ou elle est classée sans suite ; Il faudra expliquer à Mme le Haut commissaire (de l'Onu aux droits de l'Homme Michelle Bachelet-NDLR) l'ensemble des faits et notamment l'extrême violence que les forces de l'ordre ont déchaînée sur les manifestants ; En France la République ploutocratique à la fin est la plus forte.

Macron : Quelles «violences policières», quelle «répression» ?

- Les tirs de LBD face aux gilets jaunes ont littéralement explosé - Le HuffPost 11.03

On savait que le nombre de tirs de lanceurs de balles de défense (LBD) avait explosé en réponse à la contestation inédite des gilets jaunes. On sait désormais avec précision dans quelles proportions et elles sont éloquentes.

Le Sénat, qui examinait une proposition de loi communiste réclamant l'interdiction des LBD, a publié ce lundi 11 mars le rapport de la sénatrice LR, Jacqueline Eustache-Brinio, censé éclairer la commission des Lois de la Chambre haute. Or, ce rapport dévoile pour la première fois des statistiques précises, obtenues auprès du ministère de l'Intérieur et de l'IGPN, sur l'évolution de l'usage très controversé des LBD tant par les forces de police (tous services confondus) que par la gendarmerie.

On y découvre notamment que le LBD, présenté par le gouvernement comme une arme non-létale classique destinée au maintien de l'ordre, n'avait jamais été employé à une telle fréquence par le passé. Déployés à grande échelle dans le cadre des manifestations de 2016 contre la loi Travail de la ministre de l'époque Myriam El Khomri, les tirs de LBD ont connu une accélération impressionnante en 2018, essentiellement lors du dernier trimestre de l'année, marqué par la crise des gilets jaunes.

Le nombre de tirs effectué par les seuls services de police est passé de 3814 en 2014 à 6604 en 2016. Un chiffre multiplié par trois en 2018 avec pas moins de 19.071 tirs effectués par les différents services de police.

S'appuyant sur des données de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), qui enquête sur les cas de violences policières liées notamment à l'usage des LBD, la sénatrice pointe que, sur la seule période de crise des gilets jaunes, allant du 17 novembre 2018 au 5 février 2018, la police a effectué 13.460 tirs tandis que la gendarmerie en réalisait près d'un millier. Soit plus des deux tiers du volume constaté pour la seule année 2018 en l'espace de trois mois.

Jeudi dernier, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Laurent Nuñez avait évoqué devant le Sénat "13.095 tirs de LBD depuis le début du mouvement", et 83 enquêtes en cours concernant des tirs de cette arme controversée.

Autre confirmation apportée par le rapport sénatorial, ce sont bien les services de police et non les gendarmes qui ont eu le plus recours à cette arme non-létale pendant les trois mois de crise. Deux explications sont mises en avant. La première concerne la géolocalisation des manifestations des gilets jaunes, qui ont eu lieu essentiellement en milieu urbain, terrain de prédilection des compagnies républicaines de sécurité.

Autre facteur décisif, l'immense majorité de ces tirs ont été le fait d'unités de police non spécialisées dans le maintien de l'ordre qui ont été déployées sur le terrain "à des fins judiciaires ou de renseignement". Selon le rapport, ces unités seraient à l'origine de 85% des tirs effectués sur les trois derniers mois.

La présence sur le terrain de ces unités avait été pointée du doigt par les détracteurs du LBD pour expliquer le caractère alarmant des blessures graves subies par certains manifestants après des tirs au visage, pourtant expressément bannis par le protocole officiel de la police nationale.

Le rapport sénatorial n'établit pas toutefois de lien de causalité direct entre la nature des unités de police à l'origine des tirs et les blessures infligées. Il précise en revanche que ce recours "massif" aux LBD s'est accompagné d'une "augmentation du nombre de plaintes pour blessures", affichant le nombre de 56 plaintes déposées contre les seules forces de police, contre une seule pour la gendarmerie. En séance, la présidente du groupe CRCE, Eliane Assassi, avait avancé la semaine dernière les chiffres de "206 blessures à la tête dont plusieurs dizaines liées à des tirs de LBD", et "22 personnes éborgnées par ces tirs". Le HuffPost 11.03

- Passants matraqués, femmes frappées... - Sputnik 11.03

Lors de l'acte 17 du mouvement des Gilets jaunes, des policiers (BAC) ont violenté à Lille des manifestants, y compris des femmes, en les frappant à coups de pied et de matraques ainsi qu'en les aspergeant de gaz lacrymogènes au visage. L'une des victimes a expliqué ce qu'il s'était passé sur Facebook.

«À la fin de la manif on se retrouve dans le vieux Lille direction la voiture, des manifestants sur notre route, la BAC charge, il frappe un copain qui est devant nous, on s'approche, le copain a réussi à partir!», a raconté sur Facebook l'un des manifestants frappés avant d'expliquer ce qu'il s'était passé ensuite.

«On trouve une dame avec son fils plaqués au sol, menottes aux poignets et choqués!», poursuit-il. On voit sur la vidéo que la BAC a gazé cet internaute racontant la scène, ainsi que sa femme qui était venue prendre sa défense.

La scène étant filmée, il a décidé d'aller déposer une plainte au commissariat. Néanmoins, celle-ci a été refusée car elle relevait de la compétence de l'inspection générale de la Police nationale (IGPN), a expliqué le manifestant.

Il a ajouté qu'à la sortie du commissariat, le couple a été apostrophé par des policiers de la BAC puis insulté, aspergé de gaz lacrymogène au visage et matraqué «juste devant la porte du commissariat».

Il a été blessé à la jambe par des coups de matraque et a publié une photo de ses blessures.

Le couple est ensuite allé à l'hôpital pour passer des examens. Il indique que sept jours d'ITT ont été prescrits à sa femme suite aux coups reçus dans les genoux. Sputnik 11.03

- Gilets jaunes: une vidéo montre un manifestant matraqué à terre - Le HuffPost 10.03

Une vidéo tournée samedi 9 mars lors de la manifestation régionale des gilets jaunes organisée à Quimper, montre un manifestant à terre, frappé à de multiples reprises à coups de matraque par un gendarme mobile.

Visionnée plus de 640.000 fois sur les réseaux sociaux, cette vidéo montre les forces de l'ordre qui semblent vouloir évacuer d'un pont un gilet jaune au moment où des heurts éclatent en fin de manifestation, le frappant à deux reprises à la tête, puis sur les doigts, avec des jets de grenades lacrymogènes en arrière plan.

Mais le jeune homme, prénommé Max, se plaque sur la rambarde du pont et s'y accroche. Un gendarme le frappe alors avec une matraque sur le dos à au moins 9 reprises, entouré de deux autres gendarmes dont un maintient sa tête, avant de s'en aller.

Selon Lionel Botorel, le "street médic" qui a filmé la scène, le gilet jaune, qui n'a pas été interpellé, avait déjà reçu une balle de LBD (lanceur de balle de défense) dans le visage lors de la manifestation quimpéroise du 17 novembre.

"Ce n'était pas lui qui était visé par la charge des gendarmes, mais des personnes qui se sont enfuies en courant. Max s'est fait attraper par la deuxième charge, les gendarmes l'ont matraqué assez violemment, ça a duré au moins 45 secondes", raconte le "street medic" de 37 ans, qui était sur place depuis une vingtaine de minutes avant de filmer la scène. La charge a probablement été provoquée, selon lui, par une bouteille jetée sur les forces de l'ordre de ce côté de la rivière "qui ne venait pas de Max".

"Je lui ai soigné un énorme hématome au niveau du mollet, du côté droit de la tête, des saignements au nez et au niveau du cuir chevelu. Ils lui ont aussi mis le doigt dans les yeux", poursuit le vidéaste, ajoutant qu'un gendarme avait également "craché dans la chaussure du 'gilet jaune' avant de la jeter à l'eau". Le HuffPost 10.03

- Un policier à un reporter visé par des grenades: «Pourquoi tu vas pas en Corée du Nord?» - Sputnik 11.02

Lors de l'acte 13 à Toulouse, un policier en civil a été filmé en train de donner une réponse inattendue à trois journalistes qui se plaignaient d'avoir été ciblés par des grenades de désencerclement lorsqu'ils étaient accroupis, loin des manifestants. Il leur a proposé d'aller en Corée du Nord. L'un des photographes affirme avoir été blessé.

Les trois journalistes, Valentin Belleville, Ulrich Lebeuf qui travaille pour Libération et Eric Lerbret, affirment avoir été visés «délibérément» par les forces de l'ordre lors de l'acte 13 des Gilets jaunes à Toulouse. Selon les photo-reporters, en dépit du fait qu'ils étaient isolés et facilement identifiables, la police a toutefois jeté deux grenades dans leur direction blessant M.Belleville. Ce dernier a par la suite fait une publication sur Facebook avec les détails de l'incident.

Peu après le déroulement des faits, l'un des reporteurs s'est approché d'un policier de la brigade anti-criminalité (BAC) pour lui demander des explications. La réponse qu'il avait entendue s'avérait pourtant peu commune. Filmée par NFCA média, ce dialogue a été ensuite diffusé sur Facebook.

?«Tu crois que c'est normal, on est trois journalistes isolés» pendant la manifestation des Gilets jaunes, dit un journaliste au policier de la BAC.

«Fallait pas s'isoler», répond ce dernier.

Et d'ajouter:

«Et quand on est avec les manifestants, on se fait taper dessus c'est pareil.»

«Ça fait 20 ans que je fais ce métier, je fais de la zone de conflit», lui rétorque le journaliste.

«Pourquoi tu vas pas en Corée du Nord?», finit par dire le fonctionnaire.

«Je parle pas de ça. On est trois isolés, identifiés, on prend deux grenades de désencerclement. Et j'ai un mec qui est blessé», souligne le reporter.

Selon les médias français se référant aux trois journalistes, ces derniers ne comprennent toujours pas pourquoi les policiers s'en sont pris à eux. Ils ont déjà fait une déclaration à l'IGPN et vont déposer une plainte. Sputnik 11.02

- «Ça a été terrible à Rennes»: une Gilet jaune matraquée par un policier - Sputnik 22.01

La manifestation des Gilets jaunes, samedi dernier à Rennes en présence de quelque 2.000 personnes, a été marquée par des heurts violents. Selon une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, une Gilet jaune a été frappée «gratuitement» en pleine tête par un policier.

Une des nombreuses vidéos postées le week-end dernier, au lendemain de l'acte 10 des Gilets jaunes, serait révélatrice des violences policières dénoncées à plusieurs reprises par de nombreux manifestants lors des mobilisations.

La vidéo, devenue virale, montre une femme en gilet jaune frappée au casque d'un coup de matraque par un policier. La scène est authentique, ont confirmé à 20 Minutes la manifestante en question et le vidéaste.

«Un policier qui met un coup de matraque gratuitement en pleine tête à un Gilet jaune déjà maîtrisé et qui n'opposait aucune violence», informe la vidéo.

Contactée par la rédaction de 20 Minutes, la femme en question, Soizic, a découvert la vidéo sur les réseaux sociaux quand elle est rentrée chez elle.

«J'ai un peu mal au crâne mais je n'ai rien eu heureusement, c'est le casque qui a tout pris. En revanche, j'ai des hématomes un peu partout. […] Ça a été terrible à Rennes, ce n'est pas la première fois que je manifeste mais en décembre ce n'était pas du tout violent comme ça l'était là», a-t-elle indiqué.

Le 19 janvier, toujours à Rennes, un autre manifestant a reçu derrière la tête un coup de matraque asséné par un policier. Selon lui, au moment de l'agression, il «souhaitait récupérer quelqu'un par terre». Sputnik 22.01

Totalitarisme. Intimidation. Ils ont privatisé la liberté d'expression et la justice.

- Castaner porte plainte contre une affiche d'un syndicat CGT - Le Parisien 06 mars 2019

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a porté plainte contre le syndicat Info'Com-CGT en raison d'une affiche diffusée par ce dernier après l'interpellation en décembre de lycéens à Mantes-la-Jolie (Yvelines).

Les images de cette interpellation montrant des rangées de dizaines d'élèves à genoux, les mains sur la tête, placés sous la surveillance de policiers casqués, armés de matraques et de boucliers, avaient suscité de vives réactions.

Branche de la CGT dédiée aux salariés de l'information et de la communication, Info'Com-CGT avait publié trois jours plus tard, le 9 décembre, une affiche montrant une personne en tenue de policier foulant aux pieds un ours en peluche ensanglanté avec pour légende : « Touchez pas à nos enfants ! »

L'affiche, ajoute le syndicat, constitue « bien plus un appel à la prudence dans le traitement des manifestants, jeunes en particulier, qu'une diffamation à l'égard d'une institution dont ils voient la violence condamnée de manière la plus large, ce à l'échelle européenne ». Info'ComCGT appelle par ailleurs à un rassemblement de soutien le 18 mars devant le nouveau Palais de justice de Paris et a lancé une pétition sur Internet « pour défendre la liberté d'expression ». Le Parisien 06 mars 2019

9 décembre - 6 mars, il lui a fallu 3 mois pour réagir ! Ils ont la hargne, la haine tenace ces ordures !

Le totalitarisme En Marche.

- Tribune de Mélenchon: Bergé déplore une "escalade verbale", Poirson "un délire" - AFP 11 mars 2019

Rendez-vous compte, oser "*attaquer les traités européens*", quel "*délire*", une prétention, que dis-je un crime intolérable dénoncé par les néofascistes de LREM, Aurore Bergé (porte-parole) et Brune Poirson (secrétaire d'Etat à la transition écologique et solidaire), parce que dans ce pays ou ailleurs dans le monde chacun est désormais prié d'adopter sans broncher l'idéologie néolibérale totalitaire de l'oligarchie financière mondialiste sous peine d'être traîné aux gémonies ou traité de pestiféré, de dangereux traître portant atteinte au bien commun, rien que cela ou pas moins, autant dire voué à la potence !

Quand on sait à quel point Mélenchon est inoffensif pour le régime ou l'UE, on peut imaginer quel sort ces tyrans nous réserveraient s'il nous était offert une tribune pour nous exprimer librement, fatal !

L'outrance chez ces néofascistes n'est pas seulement dans leur vociférération enragée, mais bien plutôt dans leur comportement dictatorial qui ne peut souffrir la moindre opposition, la moindre contradiction, le moindre doute, même les plus inoffensifs qui soient ou quand bien même ils ne dépasseraient pas le stade du verbiage ou du voeux platonique.

Qu'il nous soit permis de le dénoncer et de le caractériser comme il convient, sans se soucier de ce que peuvent penser ceux qui sont effrayés par la tournure que prend la situation, et qui en se réfugiant dans un déni permanent ménagent les tenants du régime. Qu'ils ne se fassent absolument aucune illusion, rien ne leur sera épargné et le pire est à venir comme s'est parti.

Dans le même registre.

- Au Venezuela, Maduro fait croire que le black-out vient des Etats-Unis, c'est faux - Le HuffPost 11 mars 2019

LVOG - Il est à noter que dans cet article absolument aucun élément ne fut apporté qui aurait pu confirmer cette thèse ou mettre en doute la version fournie par Maduro, un sabotage informatique.

Ils croient qu'il leur suffit de substituer à la réalité celle qu'ils ont fabriquée pour que tout le monde y adhère sans se poser de questions. Ils sont atteint par cette "*forme de déséquilibre psychique, caractérisée par une tendance à la fabulation plus ou moins volontaire et consciente, au mensonge, à la simulation*" qu'on nomme mythomanie.

L'affabulation, la représentation imaginaire ou déformée des faits tient lieu de réalité chez ces dangereux psychopathes. C'est en recourant à ce genre de mécanismes qu'ils fabriquent leur propagande de guerre ou mènent leur guerre idéologique et psychologique contre les peuples.

- Sabotage du réseau électrique du Venezuela - Réseau Voltaire 9 mars 2019

Depuis plus de 30 heures, 18 des 23 provinces vénézuéliennes sont privées d'électricité. La panne, qui a débuté à Caracas, s'est propagée dans tout le pays.

Au moins 79 personnes seraient décédées du fait de cette panne, dont des nouveaux-nés dans des hôpitaux.

Immédiatement, le président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, a accusé le pouvoir d'avoir laissé le système électrique dépérir et d'avoir volé les fonds publics alloués à sa maintenance. Puis, il a accusé le président Nicolas Maduro d'assassiner les bébés.

De leur côté, les autorités sont parvenues après de longues heures à déterminer la cause de la panne : une attaque informatique. Le ministre de l'Information, Jorge Rodriguez a accusé le sénateur états-unien Marco Rubio de le savoir depuis le début, comme le prouverait une de ses déclarations.

Marco Rubio a établi un parallèle entre ce ministre et son homologue iraquien sous le président Saddam Hussein, Muhammad Saeed al-Sahhaf (le « Bagdad Boy) », qui parlait fièrement à la télévision quelques minutes encore avant la destruction de la capitale sous les bombes US et la chute du régime.

Le sabotage est traditionnellement une des fonctions de la CIA, d'abord contre l'URSS, puis aujourd'hui dans tous les théâtres d'opération (Libye, Syrie, Venezuela, Yémen). La destruction des réseaux électriques est réputée atteindre profondément le moral des populations. Réseau Voltaire 9 mars 2019

- Venezuela : soumis à de nouvelles sanctions le régime contre-attaque - AFP 06.03

Le régime de Nicolas Maduro, soumis à la pression de la communauté internationale en faveur de l'opposant Juan Guaido, a

contre-attaqué mercredi en expulsant l'ambassadeur d'Allemagne à Caracas pour "ingérence".

La crispation du gouvernement vénézuélien accompagne de nouvelles sanctions annoncées par Washington, qui a révoqué les visas de 77 responsables du régime et de leurs proches, en plus des dizaines d'annulations déjà annoncées, et menacé les "institutions financières étrangères impliquées (dans l'aide) à Nicolas Maduro et à son réseau corrompu".

"Nous allons continuer à demander des comptes à l'ensemble du régime Maduro jusqu'à ce que la "libertad" soit rétablie au Venezuela", a prévenu le vice-président Mike Pence.

Accusé "d'ingérence dans les affaires intérieures" du pays, l'ambassadeur allemand Daniel Kriener a été déclaré persona non grata et prié de quitter le pays "dans les 48 heures", a annoncé la vice-présidence vénézuélienne.

Le diplomate allemand s'était rendu lundi à l'aéroport international de Caracas en compagnie d'une douzaine de diplomates occidentaux et latino-américains pour y accueillir Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale et président par intérim autoproclamé, que soutiennent une cinquantaine de pays.

M. Guaido, qui avait bravé une interdiction de quitter le pays pour se rendre en Colombie et dans quatre pays du continent, avait annoncé son retour "malgré les menaces", M. Maduro ayant averti qu'il devrait s'expliquer devant la justice pour avoir bravé une interdiction de sortie du territoire.

L'opposant et président du Parlement, qui s'est proclamé président par intérim du Venezuela le 23 janvier, fait depuis l'objet d'une enquête pour "usurpation".

"Le Venezuela juge inacceptable qu'un diplomate étranger exerce un rôle public proche de celui d'un responsable politique aligné sur le complot de secteurs extrémistes de l'opposition vénézuélienne", a dénoncé la vice-présidence dans un communiqué.

Douze autres représentants occidentaux et latino-américains étaient venus lundi accueillir M. Guaido à l'aéroport "comme témoins de la démocratie et de la liberté, afin que le président Guaido puisse rentrer", selon les mots de l'ambassadeur de France à Caracas, Romain Nadal.

Les Etats-Unis avaient également menacé de représailles en cas d'atteintes portées à l'opposant.

Dans un message le soir même sur Twitter, M. Guaido avait "remercié" les diplomates "qui ont accompagné notre retour au Venezuela" citant outre l'Allemagne, la France, l'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas, la Roumanie, le Canada, le Chili, l'Argentine, le Brésil, le Pérou, l'Equateur et les Etats-unis. AFP 06.03

Ils osent tout ou novlangue. Instrumentalisation, imposture, machination...

- Le combat de ces enfants qui veulent changer le monde - Franceinfo 07.03

- Ils militent contre la pauvreté, les armes ou haussent la voix pour l'écologie. - Franceinfo 07.03

- Amélie de Montchalin (LREM) : "Il faut que, sur le terrain, la politique sociale fonctionne" - Franceinfo

- Jean-Michel Blanquer annonce des débats sur le climat dans tous les lycées vendredi - Le HuffPost

- Gilles Le Gendre : "Le grand débat fonctionne, apaise et donne des résultats" - Franceinfo

- Réforme des retraites: Buzyn promet de "maintenir un haut niveau de solidarité" - AFP 11 mars 2019

La fabrication du consentement ou mystification.

- Stanislas Guerini (LREM) : «Faire contribuer les citoyens à la fabrique de la loi» - Le Parisien

La machination dévoilée.

- Grand débat : l'exécutif réfléchit à la suite - leparisien.fr 09 mars 2019

Et si l'important n'était pas tant le débat, que son atterrissage ?

Emmanuel Macron juge nécessaire, confie son entourage, « d'avoir une phase de partage du diagnostic ».

Environ 160 000 internautes ont répondu à un ou plusieurs des quatre formulaires, mélangeant questions ouvertes et fermées.

La crise des Gilets jaunes, auquel Macron tente justement de répondre à travers cette initiative inédite, est née d'un ras-le-bol fiscal. Et c'est sans surprise qu'on retrouve cette problématique liée au pouvoir d'achat en tête des préoccupations (34 %).

Juste derrière, on retrouve les enjeux écologiques (26 %), avec un fort intérêt pour l'accès aux transports en commun et la gestion des déchets. Autrement dit, ce sur quoi les citoyens ont la main au quotidien. 90 % des participants affirment en effet « pouvoir contribuer à protéger l'environnement », mais seule la moitié indique avoir à disposition des alternatives à la voiture individuelle. L'historien des classes populaires Gérard Noiriel se réjouit de cette mobilisation face à l'urgence climatique. « L'articulation entre la justice sociale et les enjeux écologiques devient un nouvel axe politique, c'est indéniable », prophétise-t-il. leparisien.fr 09 mars 2019

LVOG - L'urgence, c'est d'en finir avec le capitalisme. Gérard Noiriel fait partie des élites corrompus et malfaisantes acquises au néolibéralisme. Il appelle à se mobiliser avec la classe qui détient actuellement le pouvoir et ses représentants pour régler les questions de la "justice sociale" et des "enjeux écologiques", c'est donc une opération de récupération destinée uniquement à cautionner ou permettre à Macron d'appliquer la suite de son programme ultra réactionnaire.

Et comme cet objectif inavouable est camouflé, on est en droit de parler de machination ou de complot contre les travailleurs et la jeunesse.

Totalitarisme en famille : Brésil, Etats-Unis, Italie et Israël (liste non exhaustive à compléter).

- Brésil: propos ambigus de Bolsonaro sur l'armée et la démocratie - AFP 07.03

Le président brésilien Jair Bolsonaro a affirmé que "la démocratie et la liberté n'exist(ai)ent que si les forces armées le veulent", des propos rapidement nuancés par son vice-président, un général de la réserve.

"Les forces armées sont par disposition constitutionnelle et légal celle qui détiennent l'emploi légal de la violence. Cela peut en choquer certains, mais c'est ce qui est écrit", a ajouté le ministre, souvent considéré comme l'éminence grise du nouveau pouvoir.

Le gouvernement Bolsonaro s'efforce de nouer des liens plus étroits avec des pays qu'il considère avoir une "idéologie semblable", comme les Etats-Unis, l'Italie et Israël, rompant avec la tradition de multilatéralisme de la diplomatie brésilienne. AFP 07.03

Il faudrait qu'on nous explique comment l'armée pourrait incarner au Brésil la démocratie... qui n'existe pas !

Il arrive que l'armée occupe une place si importante dans les institutions et la structure économique de certains pays, que pour conserver ce privilège que la bourgeoisie lui a octroyé et lui envie - mais trop faible pour jouer directement un rôle politique ou gouverner, l'armée n'a pas d'autre alternative que s'appuyer sur les classes moyennes et la classe ouvrière sous peine de voir le pays basculer dans le chaos, la guerre civile ou devenir ingouvernable, ce à quoi elle n'a pas intérêt... C'est ce deal qui leur donne une allure trompeuse de régime démocratique ou progressiste, de gauche, qui peut se transformer en dictature militaire en cas de crise ou sur ordre de Washington.

De gré ou de force tu aimeras l'Etat fétide d'Israël.

- Débat sur l'antisémitisme: la Chambre américaine condamne "la haine" - AFP 07.03

La chambre basse américaine a approuvé jeudi à une très large majorité une résolution condamnant les discours de "haine", après des débats houleux au sein du parti démocrate sur l'antisémitisme, provoqués par les propos d'une élue musulmane concernant le soutien des Etats-Unis à Israël. AFP 07.03

Le sionisme est intégré au néolibéralisme, donc gare à celui qui ose y porter atteinte ! Le sionisme est au néolibéralisme, ce que le pétrole est au dollar ou à l'oligarchie, qu'on se le dise.

- Un Palestinien tué par l'armée israélienne dans la bande de Gaza - Reuters 9 mars 2019

Un Palestinien a été tué et 42 autres ont été blessés vendredi par des tirs de l'armée israélienne en bordure de la bande de Gaza, rapporte le ministère palestinien de la Santé.

Selon Tsahal, 8.000 manifestants, dont certains ont lancé des pierres et des cocktails Molotov en direction des militaires, s'étaient rassemblés près de la clôture qui sépare l'enclave du territoire israélien.

Les Gazaouis manifestent tous les vendredi depuis le 30 mars le long de la frontière pour faire valoir le droit au retour des réfugiés de 1948 et réclamer la levée du blocus israélien.

Depuis le début du mouvement, les tirs israéliens ont fait environ 200 morts parmi les manifestants, selon le ministère palestinien de la Santé.

Une commission d'enquête des Nations unies a estimé la semaine dernière que la réaction israélienne à ces manifestations pouvait constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. Reuters 9 mars 2019

Tout le monde se fout de ce que pense ou fait les Nations unies, l'Etat criminel sioniste d'apartheid en premier lieu !

Totalitarisme. Aucun pays n'est épargné.

- Russie : la loi contre les fausses informations adoptée - euronews 8 mars 2019

En Russie la publication de fausses informations sera désormais sévèrement encadrée par la loi. Jeudi, les députés de la douma (322 voix pour 78 contre) ont entériné l'adoption de mesures controversées qui permettront aussi au gendarme des médias de bloquer les contenus jugés irrespectueux envers les autorités.

L'ONG Reporter sans frontière a aussitôt dénoncé une censure déguisée ce que réfute ce député russe de la majorité présidentielle qui intervenait en séance plénière.

Sergey Boyarsky, député, Russie Unie : "Cette loi n'interdit pas de critiquer les fonctionnaires, d'exprimer des opinions, des jugements ou des points de vue différents de ceux du fonctionnaire. Seuls les faits et non les opinions ou les jugements peuvent être vrais ou faux, et peuvent donc être couverts par la présente loi".

Aleksei Kuriny , député Parti communiste : "Les informations seront soumises à un institut spécialement créé, quelque chose entre le bureau du Procureur et le gendarme des télécommunications. Ils détermineront si l'information est décente ou indécente, si elle insulte ou non la "moralité publique" (il existe un terme dans le texte qui n'est pas très clair). C'est l'une des options pour introduire la censure dans la Fédération de Russie qui est contraire à la Constitution de la Russie".

"Concrètement, explique notre correspondante à Moscou Galina Polonskaya , la propagation de fausses informations concernera des appels à des émeutes ou des actes extrémistes. D'autre part les blogs des internautes qui auront participé à la divulgation de fake news seront bloqués immédiatement, sans avertissement, et leurs auteurs seront passibles de lourdes amendes."

La loi des amendes maximales pour la publication de "fausses nouvelles" de 100.000 roubles (plus de 1.500 dollars) pour les particuliers, 200.000 roubles (plus de 3.000 dollars) pour les fonctionnaires, et 500.000 roubles (environ 7.600 dollars) pour les entreprises. euronews 8 mars 2019

Prostitution en famille. Un hommage bien mérité ! La gauche comme vous l'aimez.

- Royal compare Macron à Mitterrand, la gauche rit jaune - Le HuffPost 06.03

- Tribune européenne de Macron: Royal salue "un texte bienvenu et rassembleur" - AFP 06.03

- Pascal Durand candidat aux européennes sur la liste LaRem - Reuters 06.03

L'ancien leader d'Europe Ecologie-Les Verts Pascal Durand figurera sur la liste de La République en marche (LaRem) aux élections européennes... Reuters 06.03

Le pacte du diable et la jaunisse au secours de Macron.

- Pacte social et écologique : Hulot et Berger, comme un air de revanche - Le Parisien 6 mars 2019

Ils étaient 19 patrons de syndicats, d'ONG, de mutuelles, au siège parisien de la CFDT ce mardi à présenter leur « petit livret bleu ». L'objectif affiché de ce texte : « réconcilier fin du monde et fin du mois ».

Cette fois, les deux hommes, qui figurent parmi les personnalités les plus populaires à gauche, cosignent le « pacte social et écologique ». Derrière ces têtes d'affiche, on retrouve dans la coalition la Fondation Abbé Pierre, le Réseau Action Climat, la Fage (organisation étudiante), le Secours catholique, ATD-Quart monde…

Bousculés par le mouvement des Gilets jaunes et boudés par le pouvoir, les corps intermédiaires – syndicats, ONG… – veulent compter dans le grand débat. Le Parisien 6 mars 2019

Commentaire d'un internaute.

- "*N. Hulot a voté pour B. Hamon au premier tour de la présidentielle, puis pour E. Macron au second tour ; L. Berger a voté pour E. Macron aux deux tours. Donc ces deux compères ont signé un chèque en blanc à E. Macron pour cinq ans. Ils n'ont donc qu'un seul droit : Celui de se taire durant tout le mandat de leur champion. Car faire preuve de tant d'aveuglement de la part de personnes supposées responsables et matures les rend inaudibles et leur ôte toute crédibilité.*"

Une ONG... paramilitaire !

- Le WWF accusé de financer des groupes paramilitaires "tuant et torturant des gens" en Afrique et en Asie franceinfo 06.03

Torture, viols, décapitations... Dans une enquête fleuve, le site Buzzfeed (en anglais) accuse l'ONG WWF de "financer des forces paramilitaires brutales" qui ont "torturé et tué des gens" en Asie et en Afrique. Le média d'information américain révèle plusieurs exactions commises ces dernières années lors d'opérations antibraconnage menées par des gardes forestiers équipés et payés par l'organisation, notamment en Inde, au Népal, au Cameroun et en République centrafricaine.

Buzzfeed explique avoir enquêté pendant un an et réalisé une centaine d'entretiens avant de publier cet article. Documents à l'appui, le site internet affirme que l'ONG écologiste a fourni aux "forces paramilitaires des salaires, une formation et des équipements – y compris des couteaux, des jumelles de vision nocturne, du matériel antiémeute et des matraques".

Toujours selon cette enquête, "le personnel de terrain de l'association en Asie et en Afrique a organisé des missions de lutte contre le braconnage avec des troupes de choc connues pour leur brutalité, et a approuvé une proposition visant à tuer des intrus rédigée par un directeur de parc qui a présidé à l'assassinat de dizaines de personnes".

Peu après la publication de l'article de Buzzfeed, le WWF (Fonds mondial pour la nature) a indiqué qu'il allait ordonner une enquête "indépendante" chargée d'examiner ces allégations.

Ce n'est pas la première fois que le WWF est accusé de soutenir de telles pratiques. En 2017, l'ONG Survival International avait accusé des gardes forestiers financés par l'organisation de violations des droits humains "systématiques et généralisés" envers les Pygmées au Cameroun, en République démocratique du Congo et en Centrafrique. franceinfo 06.03

L'idéologue du totalitarisme est renversante d'hypocrisie et de cynisme.

- Pour l'Europe : renverser la table par J. Attali - L'Express.fr 06.03

Nous, Européens, ne pourrons bientôt plus attendre que quiconque nous aide à nous défendre face aux menaces et aux concurrences qui s'amplifient.

LVOG - Première partie, l'appât pour vous mettre en confiance.

Les élections européennes semblent aujourd'hui à beaucoup une figure imposée de la politique, où on demande à intervalles réguliers aux citoyens du continent d'aller voter pour des députés qu'ils ne connaissent pas, dont ils ne savent rien de l'action, et qui ne sont, pour la plupart, que des gloires du passé ou des faux espoirs de l'avenir. Difficile d'être plus vide de sens.

Cela l'est d'autant plus quand on sait qu'un tel parlement sert surtout à participer d'une façon fictive au choix des membres de la Commission et à l'établissement de lois qui sont en fait, à la fin, des décisions des gouvernements nationaux, prises dans d'interminables et obscurs sommets. Et plus encore quand on comprend que ces instances européennes, une fois en place, ne s'occupent que de sujets économiques limités, dans une optique ultralibérale, qui encourage la compétition entre Européens, à tous les niveaux, poussant au moins-disant fiscal et social et ne faisant rien, ou presque rien, pour construire des projets communs. (...)

LVOG - Deuxième partie, face à tant de menaces, le consentement est la seule issue possible.

Il est temps de renverser la table, et de faire beaucoup plus face aux principaux enjeux du monde. Dans les dix ans qui viennent, les États-Unis et la Chine vont se renforcer dans les secteurs clefs de l'avenir ; les Africains, les Indiens, les Russes, les Indonésiens vont commencer à apparaître comme des concurrents et non plus seulement comme des clients. D'innombrables menaces écologiques vont croître. De très nombreuses migrations vont se déclencher, dans un monde de plus en plus nomade. Et nous, Européens, ne pourrons plus attendre que quiconque nous aide à nous défendre face à ces menaces et à ces concurrences. Nous sommes devenus une proie et non plus un partenaire. Condamnés, si nous ne faisons rien, à être dépecés, saignés, assassinés. Sans que nul ne vienne à notre secours.

Alors, pourrions-nous en nous divisant nous défendre mieux ? Une France - ou une Allemagne, une Italie, une Espagne, une Hongrie - seule pourrait-elle affronter ces périls ? Non, évidemment. Il nous faut mettre en commun nos moyens de défense, notre police des frontières, nos moyens de recherche fondamentale et appliquée. Il nous faut changer notre politique de la concurrence pour favoriser la constitution de géants européens. L'Express.fr 06.03

Il appelle donc à une plus grand concentration du capital ou des richesses entre les mains de quelques oligarques.

Le monde entier vous menace, un grand péril vous guette, c'est somme toute logique de la part de ce psychopathe. Vous aurez noté que parmi les moyens qu'il cite la défense et la police sont privilégiées, parce qu'il s'agit d'imposer aux peuples un modèle de société totalitaire à l'échelle européenne et mondiale.

DEUXIEME PARTIE

Quelques réflexions d'internautes.

1- "LREM (La Répression En Marche)"

2- "*Le salariat en France représentait 30% de la population active en 1881, 40% en 1906, 50% en 1934 et plus de 80% en 1996, auquel il faut ajouter les chômeurs. (chiffres pris dans le livre "le nouvel esprit du capitalisme' de Boltanski et Chiapello) le communisme a donc été au top quand le nombre de salariés était plutôt faible par rapport à aujourd'hui. Alors la masse critique, c'est quand ?*"

LVOG - Confusion entre différentes époques et moment de la lutte des classes... La composition de la classe ouvrière a changé, sa condition aussi, mais fondamentalement les classes n'ont pas changé.

Cela dit, en 1996 ou depuis les années 60-70 la condition ouvrière n'était plus tout à fait la même qu'en 1934, et elle avait encore moins à voir avec celle de 1906 ou de 1881, elle avait connu d'immenses améliorations, mais qui, sans même parler de leur remise en cause continuelle jusqu'à nos jours allaient être supplantées par la nécessité quasi obligatoire et obsessionnelle de devoir s'adapter aux nouveaux besoins que le capitalisme allait créer et qui allaient se transformer en autant de charges nouvelles à assumer, ce qui aujourd'hui est devenu un fardeau insupportable pour un grand nombre de travailleurs.

Quand on observe cette évolution, on s'aperçoit qu'au fur et à mesure que les salaires ont augmenté, ces charges devenues quasiment incompressibles ont augmenté également, conduisant à une situation où la totalité de votre salaire est englouti ou récupéré par les capitalistes, de sorte que vous vous retrouvez précarisé sans même vous en rendre compte et à leur merci, et cela de plus en plus avant la fin du mois.

Vous ne travailler pas pour vivre, mais uniquement pour assurer la pérennité du système capitaliste, dans ces conditions, autant dire qu'il est impensable de donner un (autre) sens à sa vie, même en cherchant bien il n'en existe pas ou ils sont illusoires et éphémères. A moins bien sûr qu'on ose passer outre et qu'on remettre en cause l'existence du capitalisme, mais apparemment on a énormément de mal à l'envisager, et pourtant c'est la seule issue possible, au prix certes de quelques sacrifices, mais qui à l'arrivée valent franchement la peine, car avoir un idéal sans tache, en être digne, fier, cela n'a pas de prix, dans le cas contraire c'est qu'on continuerait de subir les contraintes du marché et nous ne serions pas libres.

En guise d'épilogue, tordons le cou à quelques idées reçues qui ont fait la gloire (usurpée) du capitalisme.

- La télévision fut conçue pour diffuser leur propagande dans chaque foyer, le seul instrument capable de réaliser cet exploit avec la radio, avec laquelle aucun parti ouvrier ne pouvait rivaliser. Et non pas pour informer ou instruire la plèbe, la distraire, là sans aucun doute. Ce fut aussi un excellent moyen pour isoler chaque ouvrier, chaque famille ouvrière, qui jusque là se retrouvait dans des cafés ou dans la rue pour discuter ou même chanter, danser ensemble, ce qui n'existe plus depuis très longtemps.

- La machine à laver le linge n'a pas été conçue et rendue accessible au plus grand nombre de femmes ou de ménages pour

leur faciliter la vie ou leur épargner cette corvée, pas du tout, mais pour qu'elles disposent de temps libre pour aller se faire exploiter à leur tour. Le réfrigérateur n'a pas été conçu dans un autre but, épargner à la femme ou au ménage d'avoir des courses à faire et de devoir cuisiner quotidiennement, donc gain de temps considérable. Les conserves et les surgelés ont été conçus dans le même objectif, qui plus est en constituant une avance en capital puisqu'on ne les consomme pas forcément immédiatement.

- Avant l'avènement des supermarchés, les ménages ouvriers allaient faire toutes leurs courses chez les commerçants de leur quartier ou de leur commune, ils s'y rencontraient, se saluaient et échangeaient quelques mots, parfois liaient des relations ou des amitiés, depuis cela a complètement disparu aussi. Au supermarché on croise des inconnus qui viennent de différentes communes avoisinantes et on ne s'adresse pas la parole.

- Avant ce qu'ils ont appelé la démocratisation de l'automobile, les ouvriers se rendaient à leur travail en vélo ou empruntaient les transports en commun. Là aussi, ils croisaient des voisins, des connaissances avec lesquels ils faisaient un brin de conversation. Et comme ils travaillaient plutôt proche de leur domicile, il leur arrivait de croiser des collègues de travail avec lesquels ils pouvaient bavarder de ce qui se passait dans l'usine... Cette époque est révolue.

- Le machinisme, le travail à la chaîne n'aurait pas pu se développer normalement ou fonctionner correctement si quotidiennement des dizaines d'ouvriers dans chaque usine étaient absents pour cause de maladie, par manque d'hygiène ou intoxication alimentaire, il fallut donc mettre à leur disposition un service public de santé et leur octroyer des conditions de logement plus décentes, et pour qu'ils s'adaptent à des machines de plus en plus perfectionnées il fallait qu'ils reçoivent un minimum d'instruction, donc ils n'ont pas été scolarisés pour devenir des hommes libres comme certains l'affirment, mais uniquement pour être davantage exploités.

Bref, absolument rien n'a été conçu sous le capitalisme qu'on nomme le progrès pour rendre la vie de l'ouvrier ou de sa famille plus agréable ou supportable, bien au contraire. Tout a été fait pour l'isoler de sa classe, pour l'atomiser et pour qu'il développe un mode de penser individualiste ou soit indifférent au sort de ses semblables. C'est le mode de vie que le capitalisme leur a imposé parce qu'il fait son affaire dans tous les sens du terme, et c'est le mode de vie que génération après génération les travailleurs adoptent ou reproduisent sans se poser de questions en abandonnant les aspirations à vivre autrement qui avaient jailli spontanément chez eux au cours de leur adolescence, et avec lesquelles la plupart ne renoueront jamais plus malheureusement.

C'est le problème politique que nous avons été incapables de résoudre avec eux jusqu'à présent : Leur insuffler à nouveaux ses aspirations légitimes à vivre autrement dans une société meilleure ou plus juste, ce qui sous-entend une plus grande fraternité ou solidarité entre eux, qui ne peut être portée que par des objectifs collectifs et réalisée que par des moyens collectifs, leur mobilisation révolutionnaire de masse pour en finir avec le capitalisme, de manière à ce qu'ils puissent enfin pleinement profiter de tout ce que les hommes ont pu inventer pour s'épanouir individuellement, au lieu de contribuer à leur propre asservissement.

C'est marrant, pendant que j'écrivais ces lignes, je me suis remis à penser à ma jeunesse, en me disant que finalement ce n'est pas étonnant si j'ai eu un parcours aussi atypique, car j'ai toujours refusé d'abandonner mes aspirations à la liberté, pour rien au monde je ne voulais reproduire le mode de vie et de pensée de mes parents, ils représentaient tout ce que je détestais, un cauchemar. Je suis issu du milieu ouvrier pauvre et très arriéré.

La philosophie a alimenté mes aspirations au début, tardivement en fait, j'avais déjà 19 ans quand je l'ai découverte, jusque là j'étais un crétin fini et j'étais voué à le rester toute ma vie comme mes parents. C'est la fréquentation de jeunes plus évolués que moi qui me permit de sortir de l'effroyable arriération dans laquelle j'étais enfermé, avec l'aide inestimable du cannabis je dois l'avouer ou le préciser puisque c'est la stricte vérité. Il agit sur mon cerveau comme une révélation. Sans comprendre ni comment ni pourquoi, en un clin d'oeil toutes les portes qui étaient jusque là verrouillées, dont en fait j'ignorais même jusqu'à l'existence s'ouvrirent, et je découvris l'étendue incommensurable de ma bêtise ou de mon ignorance qu'on m'avait soigneusement caché. J'en fus stupéfié de honte, humilié au plus profond de moi-même, traumatisé, j'allais dire à vie mais cela n'aurait pas été exact, car en réalité j'eus un réflexe salutaire, non seulement en me jurant que jamais ces portes ne se refermeraient plus jusqu'à mon dernier souffle, je m'engageai à tout faire pour réaliser mes aspirations, en ignorant à ce moment-là comment j'allais m'y prendre.

C'est là que le marxisme vola à mon secours. Mais l'affaire se compliqua plus tard, parce que le militantisme auquel je fus confronté n'était pas conçu comme un moyen d'épanouissement personnel, il reproduisait les rapports qui étaient présents à tous les niveaux de la société et que j'exécrais. Du coup quand je cessai de militer du jour au lendemain, je ne vécus pas cette expérience comme une rupture ou un traumatisme, mais plutôt une libération, c'est bien plus tard que j'en pris conscience. Cela ne m'avait rien apporté ou si peu, donc je ne perdais rien, tout du moins c'est ce que je me figurais à ce moment-là, vingt ans plus tard je réaliserai que je n'avais pas tiré tous les enseignements de cette expérience, ce qui m'amènera à renouer avec le militantisme, mais pas celui que j'avais connu autrefois. Pas plus tard qu'hier soir, sans savoir pourquoi je repensais à cette période de ma vie, et je me suis souvenu que lorsqu'avec ma première épouse nous quittâmes l'OCI, alors que j'étais responsable de cellule et de rayon, de secteur par intérim, il y avait une quarantaine de militants sur la ville (Clichy-sur-Seine), pas un militant ou une militante n'est venu sonner à notre porte pour s'enquérir des raisons de notre démission ou pour avoir nos explications, absolument plus personne ne donna jamais signe de vie par la suite, c'était comme si nous étions morts tous les deux, extraordinaire, n'est-ce pas ? Une telle indifférence en dit long sur les rapports détestables qui existaient dans cette organisation. Dans ces conditions, qu'est-ce que voudriez qu'elle m'ait apporté, rien, par contre, moi je lui ai énormément donné, en pure perte, mais cela m'a servi de leçon, et je m'en souviendrai vingt ans plus tard, car après avoir repris contact avec ce courant politique, je

ne tarderai pas à rompre avec lui en 2005, définitivement et sur des bases politiques cette fois.

J'ai sauté une étape dans mon récit, celui de mon départ en Inde. Après avoir cessé de militer, j'avais tout reporté sur mon épouse et notre fille, elles étaient devenues le centre de mon existence. Mais sept ans plus tard nous divorcions. Ma vie n'avait dès lors plus aucun sens, je me retrouvais à la case départ, celle que j'avais quittée en partant de chez mes parents douze ans plus tôt, pour un peu il ne restait plus qu'à les imiter, quelle horreur, bien que c'était un peu cela à quoi j'étais condamné si je n'avais pas divorcé, à ceci près qu'on n'avait pas vraiment le même mode de penser que mes parents, mais notre mode de vie était comparable, il était impossible de le nier, on avait aspiré à autre chose, mais nous n'étions pas parvenus à le concrétiser.

Seul, mais tout à fait, cela allait s'avérer plus facile à réaliser. Il suffisait que je suive l'idée qui m'était venue, et j'avais toutes les chances de changer radicalement de vie, à défaut de pouvoir changer la société, c'était une compensation bien méritée après tous les déboires que j'avais connus, on aspire tous à profiter de la vie au lieu du destin épouvantable qui nous était réservé, métro, boulot, dodo, personne ne pourrait me le reprocher puisque mon entreprise était parfaitement honnête et ne remettait pas en cause mes principes.

Voilà comment au lieu de prendre ma retraite officiellement à 62 ans je l'ai prise 25 ans plus tôt, en comptant les deux ans que j'avais passé en Inde entre 1990 et 1992. En Inde j'ai travaillé trois ans comme professeur de français, mais ce n'était pas pareil, car c'était moi qui avait décidé de travailler, pour me faire plaisir, pour vivre une autre expérience, avec un salaire mensuel de 25 euros, ce n'était pas par nécessité vous en conviendrez!

En conclusion à cette tranche de vie, si je suis resté fidèle aux aspirations qui ont jailli au cours de ma jeunesse, j'en ai tiré aussi des enseignements, et en observant la situation politique en apparence inextricable en France, le décalage et les contradictions qui existent entre les réponses que les uns et les autres proposent et la seule issue qui permettrait d'y mettre un terme, je m'aperçois que ces aspirations sont quasi inexistantes de leur littérature, puisque pour qu'elles se réalisent il faut briser net, rompre radicalement, trancher le cordon ombilical qui nous relie au capitalisme, à tous ces rapports de domination qui nous pourrissent la vie et aboutissent au nihilisme et au totalitarisme.

Absolument personne parmi nos dirigeants n'ose proposer de changer radicalement de rythme de vie, de mode de vie, de mode de penser, c'est à croire que l'organisation de la société telle qu'elle existe devrait perdurer, alors qu'il faut la bouleverser de fond en comble, je crois que c'est l'aspect le plus choquant de la situation, cette absence totale d'imagination pour entrevoir une autre société, ils se sont tellement éloignés du socialisme et de la réalité qu'elle s'est tarie apparemment. Ils sont clairement sous l'influence de l'idéologie dominante.

Nous n'avons pas du tout la même conception de la société qu'il faudrait bâtir.

Moi je trouve que c'est monstrueux de devoir réveiller un enfant qui dort le matin pour l'envoyer à l'école. Je trouve monstrueux qu'une femme soit obligée de placer son bébé dans une crèche. Je trouve monstrueux que ni le père ni la mère n'aient de temps à consacrer à leurs enfants. Je trouve monstrueux que des hommes et des femmes consacrent toute leur vie au travail et partent à la retraite quand ils sont usés, diminués physiquement. Je trouve monstrueux qu'un salarié doive se taper deux heures de transport pour se rendre à son lieu de travail, alors que le même emploi existe à dix minutes de son domicile. Je trouve monstrueux qu'on entasse des hommes dans des tours d'habitation. Je trouve monstrueux qu'on enferme des animaux dans des appartements, dans des cages, sous prétexte qu'ils nous tiennent compagnie. Je trouve monstrueux les élevages industriels. Je trouve monstrueux la surpopulation. Vous voyez, je n'ai même pas eu besoin d'évoquer les inégalités ou les injustices, tout dans cette société est à balayer.

Vous me direz que tout cela relève de l'utopie, la journée de travail de 8 heures, la Sécurité sociale, la retraite aussi autrefois. Sauf qu'on n'en est plus là de nos jours, on est parvenu à la fin du cycle du capitalisme, ce qu'on peine à concevoir également ou on n'en tire pas toutes les conséquences visiblement. On ne peut donc plus raisonner dans les mêmes termes qu'autrefois, il ne s'agit plus de lui soutirer des miettes en attendant des jours meilleurs, mais d'envisager de refonder la société sur d'autres bases. La question n'est pas de savoir si telle ou telle mesure serait compatible ou non avec le capitalisme, puisque nous savons dors et déjà que la réponse serait négative. Il faut donc passer outre ou à l'étape suivante et lui signifier qu'il appartient à un passé définitivement révolu en gérant les conséquences qui en découleront. Il faut absolument refuser de se laisser enfermer dans la discussion qui consiste à savoir si telle ou telle mesure sociale serait finançable ou non, combien elle coûterait, etc, sinon on est foutu. On se moque de savoir quel coût elle aura dès lors qu'elle est socialement indispensable et qu'on peut la gérer. Et où trouverez-vous l'argent ? On le prendra là où il est ou au besoin on le fabriquera, comment font-ils pour maintenir à flot leur système économique en faillite, pas autrement, et dans des proportions monstrueuses...

Mais pour développer une telle politique, il faut une détermination sans faille à affronter le capitalisme.

Nous en sommes loin, quand on voit nos dirigeants saluer comme une grande victoire une augmentation de salaire de 2%, sur la base d'un salaire net mensuel de 1.000 euros cela ne fait même pas 1 euro par jour, quelle misère, ils en sont là ! C'est vrai qu'à ce niveau-là n'importe qui peut se faire passer pour un grand révolutionnaire, un socialiste, un trotskyste ! Ils vous diront aussi que la retraite à 60 ans c'est génial. Tu parles, j'ai 63 ans et bien que j'aie moins bossé que la moyenne et soigné mon alimentation je

suis fatigué, je me sens vieux, alors j'imagine dans quel état de délabrement doivent être la plupart ou tous les travailleurs parvenus à cet âge, et qui ont vécu des conditions beaucoup plus dures que les miennes, la retraite à 60 ans, c'est monstrueux ! En fait, il faudrait revoir tous les rapports à la société tout au long de la vie, car on pourrait imaginer continuer de servir d'une manière ou d'une autre la collectivité au-delà de 45 ou 50 ans autrement qu'en étant astreint à se rendre obligatoirement à un lieu de travail quotidiennement. Mais cela on ne veut même pas en entendre parler, non, il faudrait continuer à penser notre existence dans le cadre de la société telle qu'elle a été conçue sous le capitalisme et pas autrement. Et bien dans ces conditions ce sera sans moi. D'ailleurs c'est bien simple, c'est le fondement de mon programme politique.

Cela fait près de 40 ans qu'aucun gouvernement n'a octroyé aucune réforme sociale collective aux travailleurs, quand il leur est arrivé de reculer sur une mesure, ils ont compensé autrement, par exemple le CPE a été abandonné, tandis qu'il existait encore 21 types de contrats précaires, quelle énorme victoire ! Et le reste fut à l'avenant. Il faut faire reculer le gouvernement, on a entendu cela pendant des décennies sans que leurs auteurs ne se soucient le moins du monde du résultat ou n'envisagent de changer de discours aussi incroyable que cela puisse être. Et pendant que la société se décompose à une vitesse fulgurante et pose directement la question de faire table rase une fois pour toute, tout ce qu'ils trouvent à nous sortir, c'est l'unité ou la nécessité de créer un rapport de force pour faire reculer Macron, ils se foutent de nous. Des centaines de milliers, des millions de travailleurs n'en peuvent plus, et on leur propose de revenir finalement cinquante ans en arrière comme si cela avait été la panacée. Nos dirigeants sont des démagogues qui se figurent que les générations passant, aujourd'hui plus personne ne se souviendrait que cinquante ans en arrière il existait déjà des millions de travailleurs et leurs familles pauvres en France, j'en faisais partie, c'est un truc qu'on ne peut pas oublier quand on l'a vécu. On peut faire le même constat à propos des guerres impérialistes, du colonialisme qui n'ont jamais réellement cessé, mais avec lesquelles ils se sont accommodés.

Si l'immense majorité des travailleurs refusent de s'organiser ou ne se reconnaissent pas dans les syndicats et partis du mouvement ouvrier, c'est qu'il existe une bonne raison à cela que nos dirigeants nient obstinément. Peu importe, ils veulent absolument que ce soit ces organisations corrompus qui les appellent à se mobiliser et contrôlent leur mobilisation dont l'issue est connue d'avance, et comme ils s'y refusent aucune mobilisation ne peut prendre une ampleur de masse suffisante susceptible de menacer le régime et à terme de le renverser.

Lisez attentivement dans cette causerie l'analyse que l'économiste Henri Sterdyniak a fournie à Sputnik France (11 mars 2019), elle confirme et complète ma propre analyse.

On pourrait la résumer ainsi : Faites tourner à plein régime la planche à billets, fabriquez autant de fausse monnaie que nécessaire pour éviter l'effondrement du capitalisme mondial en faillite, car jamais il ne pourra rembourser les dettes monstrueuses qu'il a accumulées. En toute impunité ou sans que personne ne puisse s'y opposer, c'est déterminant de le noter pour comprendre la situation.

Bien des lecteurs ou militants me prennent pour un pauvre type, un charlot ou un abruti qui passe sa vie à se la raconter, à remâcher de vieilles rancunes, aveuglé par sa propre impuissance ou qui manque de discernement, déconnecté de la réalité dans son trou en Inde, soit, je ne leur ferai pas l'affront de leur demander de tenter de le démontrer, car ce serait une expérience trop cruelle qui mettrait en évidence leur propre vacuité.

Vous pensiez peut-être que j'allais finir par pourrir sur place à cause de mon isolement, et bien il faudra vous faire une raison, l'adversité me stimule au plus haut point, la défaite me galvanise, et je ne crains pas d'affronter les plus grand défis, j'y ai été confronté ou préparé tout au long de ma vie. C'est peut-être cela le secret de ma durée, cette formidable expérience que j'ai accumulée en prenant parfois des risques énormes, et qui m'a permis de m'en sortir grâce aux enseignements que j'en avais tirés, dont celui de ne jamais fuir la réalité et demeurer dignes de mes principes.

Parole d'internaute.

1- Espagne : Démocratie "avancée".

Les indépendantistes catalans sont en tôle et jugés pour avoir organisé un référendum (sans un mot de Macron)

Venezuela : Dictature.

Tu te proclames président, tu demandes à bombarder ton pays, tu demandes à ce que l'on vole son argent, tu organises et participes à la violence…tu te ballades librement.

2- Le grand art de la politique. Atténuer ou dire le contraire de ce que l'on fait, vous savez: "la pédagogie".

LVOG - La démagogie en guise de pédagogie...

(A propos d'un article publié par Les Crises.fr *La sombre voie du néolibéralisme vers le fascisme*)

3- Ce qui se passe actuellement en France avec la répression pure et dure du mouvement des Gilets jaunes est une bonne illustration de cet article : un mode de gouvernement fasciste dans un contexte libéral, dissimulé derrière une façade démocratique avec des discours lénifiants… Pour le moment, lâcheté et paresse intellectuelle font que ça marche pour une majorité de citoyens…

4- Si l'on admet comme définition que le fascisme est une façon de gouverner de façon autoritaire dans l'intérêt de corporations, nous y sommes en plein et depuis quelques décennies…

5- Goebbels avait dit : "le but n'est pas de vous faire penser nos idées, mais de réduire assez le vocabulaire pour que les seules idées que vous puissiez avoir soient les nôtres".

6- Totalitarisme est assez large pour englober plusieurs concepts dont fascisme et néolibéralisme.

7- La manière dont les tenants du néolibéralisme ont infiltré toutes les instances des universités aux écoles de commerce, les agences gouvernementales les organisations internationales puis délégué des "experts" dans tous les débats nationaux et internationaux avant d'inspirer le traité constitutionnel européen, est assez totalitaire.

8- Nous avons longtemps été induits en erreur par des œuvres de penseurs néo-libéraux (Hayek au premier chef) opposant leur libéralisme au «collectivisme » qu'ils identifiaient au totalitarisme. Cette opposition qui a tout du syllogisme (notamment parce que le neo-liberalisme produit lui aussi de l'uniformisation) a été une arme idéologique puissante lors de la montée en force des idées néo-libérales dans les années 70. Nous payons aujourd'hui le prix de notre aveuglement.

9- Ce qui prouve que, en 2017, au deuxième tour, on avait le choix entre la peste ou la peste !

10- Et que penser de la quasi totalité des syndicats et associations qui ont appelé à voter Macron sans sourciller ? Je crois que ça explique le manque de véritable soutien aux gilets jaunes. La société civile organisée s'est compromise.

11- Les syndicats ont été noyautés par l'État depuis des décennies. Ils sont sous perfusion de subventions et d'avantages (missions confiées par l'État), et leur visibilité, seule garante de leurs voix, est entièrement dépendante de l'administration et des médias.

Ils sont les vassaux d'un système féodal, au sens péjoratif d'une absence de bien commun. Ils obéissent consciemment ou inconsciemment à l'État (qui, historiquement, a toujours soutenu le gouvernement) et aux grands médias (surtout depuis qu'ils sont concentrés dans les mains de quelques oligarques).

12- Le néofascisme n'est pas le fascisme lequel relève d'une période de l'histoire, il en partage néanmoins plusieurs caractéristiques. Notamment de mettre à part des individus par des classifications, surhomme, dieux, sous-homme, sans dents, ceux qui ne sont rien, inutiles.

Le néo sera pire, parce planétaire et disposant des moyens technologiques sans précédent.

13- Pour résumer le néolibéralisme :

1- La liberté évoquée par les théoriciens dogmatiques du néolibéralisme est la liberté du renard dans le poulailler.

2- La vraie théorie du ruissellement est celle qui fait transiter la richesse des pauvres vers les ultra riches.

3- Le néolibéralisme et ses tenants, en particulier l'UE, nous mènent directement vers des formes de dictature.

14- « La planification et le contrôle sont attaqués comme un déni de liberté » les modèles de la France des "30 Glorieuses", de la Chine des "Nouvelles Routes de la Soie" et des USA du New Deal ont en commun la planification et une direction de l'économie : la création monétaire est orienté vers le physique.

La question clé est l'usage de la monnaie.

– Dans ces 3 modèles, la monnaie (ou crédit publique) est créé par l'Etat et irrigue l'économie physique ce qui tend à améliorer les conditions de vie des gens et aujourd'hui de la Terre (ex de l'écologie planifiée en Chine).

– Alors que dans le modèle néolibéralisme, la monnaie est créée par la BCE, la réserve fédérale et par extension par les

Banques privées et la finalité de l'argent est de s'évaporer dans les spéculations, ce qui détériore le conditions de vie des gens.

Dans un Etat on ne peut pas sauver les gens ET les banques, il y a un choix à faire. Macron a fait son choix de sauver les banques, les Gilets Jaunes veulent sauver les gens !

15- Il y a toujours eu un antagonisme sédentaire/nomade depuis les débuts de l'agriculture.

Le mélange capitalisme néolibéral mondialiste,version moderne d'un nomadisme de riche, reste pour moi, sédentaire, l'équivalent d'un nuage de sauterelle qui s'abat sur une région, bouffe tout puis s'en va autre part répéter l'opération.

16- Le néolibéralisme, n'est pas le libéralisme. Le néolibéralisme, c'est la main mise du capital sur l'Etat, afin de faire fonctionner l'Etat au profit des intérêts privés. C'est pour cela que la manipulation de l'électorat lors de chaque campagne électorale est fondamentale. Il faut quoiqu'il arrive que ce soit un fondé de pouvoir du capital qui remporte l'élection. La possession des médias de masse est donc décisive, et c'est effectivement ce que l'on observe.

Le néolibéralisme n'est donc pas une doctrine libérale au sens classique du terme, en tout cas l'on observe souvent qu'il conduit à des régressions majeures sur le plan des libertés individuelles. Et qu'il développe des moyens de contrôle de la société, qui n'ont rien à envier au système de contrôle des anciens pays de la sphère soviétique, et sont sans aucun doute plus performants vu l'évolution des technologies. En ce sens le néolibéralisme met en place toute une infrastructure d'Etat qui si les populations deviennent une menace pour l'ordre établi (car ce mode de gestion de la société fait exploser les inégalités, et les injustices), permet en dernière extrémité de garder la main, en fermant les yeux sur les dérives fascisantes d'un pouvoir acculé, ou en se compromettant avec un pouvoir de nature fasciste, ou encore en le propulsant carrément à la tête d'un Etat. Le Chili de Pinochet est un exemple emblématique de cette compatibilité entre néolibéralisme et fascisme. Le néolibéralisme n'est donc pas le fascisme, mais il peut très naturellement conduire au fascisme.

17- Les "gilets jaunes" existent sur toute la planète avec des niveaux de pauvreté différents selon les pays dont ils sont les ressortissants : ce sont les laissés pour compte de la "mondialisation heureuse". Heureuse pour une minorité de gens nomades, sautant d'un aéroport à l'autre pour vaquer à leurs affaires ou à leurs loisirs. La majorité est sédentarisée dans des territoires qui se désertifient au profit des mégapoles où vivent les "nomades" et leurs serviteurs.

Aux USA l'on parle de "red necks", ceux qui ont voté pour le milliardaire Trump. Un milliardaire qui a su leur parler…

18- Voici un autre article très éclairant sur le néo-libéralisme. Il a été écrit par Wendy Brown, professeur de sciences politiques de l'université de Californie à Berkeley :

- On peut le résumer ainsi :

La rationalité néo-libérale étendue à l'État indexe le succès de l'État sur sa capacité à soutenir et à nourrir le marché, et attache sa légitimité à son succès en ce domaine. L'État ne doit pas seulement s'intéresser au marché, il doit penser et se conduire comme un acteur du marché. Dans ce contexte, son retrait de certains domaines et la privatisation de certaines de ses fonctions ne sont pas un démantèlement, mais consistent plutôt en une technique de gouvernance.

La gouvernance néo-libérale mine l'autonomie relative de certaines institutions (la loi, les élections, la police, la sphère publique) les unes par rapport aux autres, et l'autonomie de chacune d'entre elles par rapport au marché. Elle s'évertue à faire en sorte que chaque aspect de la vie politique et sociale soit ramené à un calcul économique. Tout doit être optimisée, rationalisé pour la bonne santé du marché. Hors du marché pas de moralité, pas de foi, pas d'héroïsme, voire pas de sens du tout.

L'État doit aussi contribuer d'une manière volontariste à la fabrique du sujet néo-libéral. Dans une société néo-libérale, tout doit être géré comme une entreprise. Chaque individu est responsable de sa vie et l'Etat n'a pas de responsabilité envers lui. Il doit sans cesse calculer ses coûts et ses bénéfices. La citoyenneté politique est réduite à un degré sans précédent de passivité béate. Le citoyen néo-libéral type est celui qui choisit stratégiquement, pour lui-même, entre les différentes options sociales, politiques et économiques. Dans un contexte néo-libéral pleinement réalisé, les citoyens sont tout sauf préoccupés par le bien commun. Ils forment à peine un peuple. La société est atomisée. Le corps politique n'est plus un corps, mais bien plutôt une collection d'entrepreneurs et de consommateurs individuels. Le néo-libéralisme entraîne l'érosion des oppositions politique et la fin de la démocratie libérale, voire de la démocratie tout court.

On voit bien qu'Emmanuel Macron est un parfait adepte du néo-libéralisme. L'Etat de droit, il s'en fout. La République, il s'en fout. La Constitution, il s'en fout. La démocratie, il s'en fout. Par contre, la matraque il aime bien, car il faut contenir le peuple et ses opposants politiques afin que l'État soutienne et nourrisse le marché à tout prix.

Le néo-libéralisme pleinement réalisé n'est pas un fascisme, c'est une sorte de nihilisme autoritaire et mortifère.

19- Sans scrupule, nihiliste et mortifère, le néo-libéralisme est en cela comparable au nazisme décrit par Hermann Rauschning (La révolution du nihilisme, Gallimard, 1939).

20- Le nazisme extermine les “non conforme au système”.

Le néo libéralisme conduit les “non conforme” à disparaître. C’est beaucoup plus discret à tel point que ça ne choque pas grand monde, pour un résultat identique. Avec un risque de révolte toutefois dès lors que les “non conforme” atteignent une population critique… (problème auquel se trouve confronté Macron)

21- Nihilisme effectivement dans le sens de détruire tout ce qui fait du lien social et qui pourrait entraver le Marché.

Mais ce Marché est une arène où les renards sont libres de croquer les poules. En effet, ce Marché est organisé par les renards, donc pour que les renards prospèrent au dépend des poules et autres volatiles. Moins les poules sont solidaires, isolées les unes des autres, et plus elles sont faciles à attraper et à croquer.

“Tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d’autres” G.Orwell (La Ferme des animaux)

22- Qu’est-ce que le néolibéralisme ? Un programme de destruction des structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur par Pierre Bourdieu est en accès libre sur https://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609

23- « … et mises au service du Marché organisé par les renards, pour les renards, et pour leur plus grand profit. »

Tout à fait juste. Dans son article, Wendy Brown a écrit ceci :

« Le fait que « démocratie » soit le terme dont on affuble tant de mesures de politique intérieure ou d’entreprises impériales anti-démocratiques suggère que nous sommes dans un interrègne – ou, plus précisément, que le néo-libéralisme emprunte considérablement à l’ancien régime à des fins de légitimation, même s’il développe et promeut en même temps de nouveaux codes de légitimité. »

Chez nous, il emprunte aussi au régime que l’on doit au centre gauche d’Adolphe Thiers (l’alter ego d’Emmanuel Macron). Ecoutez ce que disait Henri Guillemin à ce sujet :

https://www.youtube.com/watch?v=4L9g8iBBedE&t=415

« A partir de 1879, ce sont ces affairistes là, ces libéraux là, qui vont être au pouvoir en France et ils vont l’être pour des décennies. Ce sont des gens qui sont costumés en républicains et qui ne pensent en réalité qu’à la protection des grands intérêts. Leur république, c’est la république des riches dirigée par les riches et au bénéfice des riches. »

- Autre extrait éclairant de l’émission d’Henri Guillemin :

https://www.youtube.com/watch?v=4L9g8iBBedE&t=869

« Le slogan de ces messieurs [Thiers et Gambetta], réconciliés maintenant, c’est “ni réaction, ni révolution” […] Ca veut dire vigilance absolue quant à l’immobilisme social. On peut faire quelques réformes politiques, des réformes de vocabulaire, bien entendu, mais l’essentiel, c’est-à-dire le gouvernement des riches par les riches, c’est ça l’essentiel. Alors immobilisme social. […] [Thiers] avait quelques inquiétudes tout de même, parce qu’il était intelligent Thiers, il savait ouvrir les yeux sur la réalité, et il avait dit, toujours en 1877, “Je n’admets pas que l’on distingue entre les classes. Celui qui ne s’attache qu’à une classe est un factieux”. Vous ne trouvez pas que c’est assez pimpant de la part de Thiers qui travaillait uniquement pour sa classe, c’est-à-dire pour les riches, et qui disait que ceux qui s’occupent des intérêts des pauvres sont des factieux. »

24- Il est vrai que les socialistes lorsqu’ils font naître des espoirs qu’ils sont incapables de tenir, contribuent à faire le lit de la droite extrême. Mais pire encore, lorsqu’ils n’ont plus de socialiste que le nom et qu’en fait ils se sont convertis à la loi du marché. Première étape cela accouche du macronisme, deuxième étape ?

25- Le PS et LREM sont le centre gauche de l’époque d’Adolphe Thiers.

Petite anecdote amusante racontée par Henri Guillemin :

https://www.youtube.com/watch?v=4L9g8iBBedE&t=740

« Ces gens du centre gauche gouvernent, non seulement la France, ils la tiennent entre leurs mains, c'est des républicains pour rire, mais ils gouvernent aussi les hautes sphères intellectuelles. Ils entrent à l'Académie. L'Académie se recrute principalement dans le centre gauche et ils ont leur académie à eux. On a créé une académie, un institut comme on dit, des sciences morales et politiques et ils ont leur école. Aujourd'hui elle a un peu changé, mais à cette époque l'école qu'ils avaient créé à Paris, une école libre, qui s'appelle l'Ecole des Sciences Politiques, ce que l'on appellera plus vulgairement l'Ecole des Sciences Po, c'est une création du centre gauche. C'est pour une préparation de jeunes bourgeois intelligents et qui se destinent en particulier à la diplomatie, et qui sont formés selon ses bons principes. »

TROISIEME PARTIE

- "anti-partis, anti-syndicats et anti-représentants"

LVOG - Face à un pouvoir (une classe) puissamment organisé, fortement hiérarchisé, très discipliné, possédant une conscience de classe déterminée et infaillible, vous prétendez convaincre qui, vaincre qui en vous détournant des enseignements de la lutte de classe du prolétariat mondial des siècles précédents jusqu'à nos jours? Vous commettez la grave erreur politique de les confondre avec ce qu'est devenu le mouvement ouvrier parce qu'il s'en est détourné ou qui les a trahis, et cette ignorance ne peut que contribuer à notre propre perte.

Vous signifiez par là votre manque total de discernement et de logique, vous être aveuglé par votre propre individualisme qui est le produit à la fois de votre condition devenue insupportable et de l'influence qu'exerce sur vous l'idéologie de la classe dominante qui a formaté et maintenant dicte inconsciemment votre mode de penser, votre comportement, à l'instar de nos ennemis vous vous réfugiez dans un déni suicidaire...

Encore la fabrique du consentement, c'est une obsession chez eux.

- « Ce qui relie "gilets jaunes" et lycéens qui manifestaient, c'est que les réformes, d'un côté la hausse des taxes, de l'autre les changements éducatifs avec Parcoursup ont été imposés sans concertation et sans communication », analyse Johnson, un Mantais de 22 ans. Un déficit de consultation que le pouvoir entend désormais corriger. Leparisien.fr

LVOG - Ce qu'il s'agit de "corriger", c'est uniquement le "déficit de consultation" en se livrant à davantage de "concertation" et de "communication" on devrait pouvoir vous imposer toutes ces mesures... réactionnaires, dixit Le Parisien porte-parole de l'oligarchie.

C'était "***un conte de fées***.

- Selon Inequality.org, par exemple, ceux qui possédaient au moins 30 millions de dollars de richesse à l'échelle mondiale ont connu le taux de croissance le plus rapide de tous les groupes entre 2016 et 2017. La taille de ce club a augmenté de plus de 25 % au cours de ces années-là, pour atteindre 174 800 membres. Ou si vous voulez vraiment comprendre ce qui s'est passé, considérez qu'entre 2009 et 2017, le nombre de milliardaires dont la richesse cumulée était supérieure à celle des 50 % les plus pauvres du monde est passé de 380 à seulement huit.

Après 2008, les gens ont été témoins des milliards de dollars investis dans le sauvetage des banques et autres subventions financières, non seulement par les gouvernements, mais aussi par les grandes banques centrales du monde entier. Théoriquement, les banques privées, par conséquent, auraient plus d'argent et paieraient moins d'intérêts pour l'obtenir. Ils prêteraient ensuite cet argent à l'économie réelle à un meilleur taux. Les entreprises, grandes et petites, puiseraient dans ces fonds et, à leur tour, produiraient une véritable croissance économique grâce à l'expansion, à des embauches massives et à des hausses des salaire. Les gens auraient alors plus d'argent dans leurs poches et, se sentant plus en sécurité financièrement, dépenseraient cet argent pour propulser l'économie vers de nouveaux sommets – et tout, bien sûr, irait alors pour le mieux.

Ce conte de fées a été vendu dans le monde entier. En fait, l'argent bon marché a également poussé la dette à des niveaux historiques et le cours des actions des banques et de nombreuses autres entreprises cotées en bourse ont atteint des sommets.

...la dette mondiale totale a atteint 247 mille milliards de dollars au premier trimestre 2018. Comme l'a constaté l'Institut des finances internationales, les pays empruntaient, en moyenne, environ trois dollars pour chaque dollar de biens ou de services créés. (La bourse, les banques et les citoyens en colère. Source : Consortium News, Nomi Prins, 31-12-2018)

Casino. Faites chauffer la planche à billets !

- (Un internaute) Si ma mémoire est bonne, la BCE a créé en deux ans 2 600 milliards d'euros dont seulement 11% sont allés dans l'économie réelle, le reste dans la spéculation et la finance.

En ce mois de mars 2019, tous les "grands sachants", la BRI – la banque centrale des banques centrales – le FMI, l'OCDE…etc… ont alerté sur un net et inattendu ralentissement de l'économie mondiale. Non sans blague !?

Du coup, au niveau de l'UE, la BCE annonce une nouvelle création de trillions d'euros pour…les banques. Un dernier tour de manège pour l'oligarchie qui va se gaver encore plus avant l'effondrement inévitable.

- Économie proche du bad trip: la BCE redonne un shoot de prêts géants aux banques - Sputnik 11.03

Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne, a annoncé que des prêts à très long terme seraient octroyés aux banques européennes à partir de septembre 2019. Une décision qui ne va pas dans le sens d'une normalisation de la politique monétaire. L'économiste Henri Sterdyniak analyse la situation pour Sputnik France.

«La BCE prend acte du contexte économique, avec une croissance qui ne se porte pas bien dans la zone euro. Beaucoup d'indicateurs sont défavorables en Allemagne ou en Italie, sans parler des menaces du Brexit et des crises commerciales impliquant les États-Unis. La BCE a donc décidé de maintenir une politique monétaire extrêmement accommodante.»

L'économiste Henri Sterdyniak n'est pas surpris par les dernières annonces de la Banque centrale européenne (BCE). Le 7 mars, elle publiait son communiqué de politique monétaire. Un document riche d'enseignements où l'on apprenait que, finalement, les taux directeurs resteraient à des niveaux historiquement bas jusqu'à la fin 2019, au moins.

Des renoncements en série

L'institution dirigée par Mario Draghi amorce donc un nouveau virage vers plus de souplesse. Auparavant, la BCE avait annoncé une possible remontée des taux après l'été 2019. Elle a depuis abaissé ses prévisions de croissance à 1,1% en 2019 et 1,6% en 2020, contre une précédente projection à 1,7% pour les deux années. Un ralentissement économique qui l'oblige à changer son fusil d'épaule.

«Plusieurs phénomènes sont à l'action. La BCE est inquiète des conséquences qu'aurait une remontée des taux sur un certain nombre de banques, d'assurances ou d'entreprises. Elles ont pris l'habitude d'être très endettées et une hausse de taux pourrait les mettre en péril. Il faut être clair. Aujourd'hui, les économies capitalistes développées ne sont pas en situation équilibrées. Soit elles ont besoin de déficit public important comme aux États-Unis ou au Japon, soit elles ont besoin de taux d'intérêt extrêmement bas», explique Henri Sterdyniak.

Les tensions commerciales qui font baisser les échanges internationaux frappent le Vieux continent. Le 11 mars, la Banque de France a abaissé sa prévision de croissance pour le premier trimestre 2019, à 0,3%. Pas mieux du côté de la première économie de la zone euro, où l'inquiétude bat son plein. Selon le quotidien Handelsblatt, des responsables du ministère allemand des Finances s'inquiètent d'une possible détérioration de la performance économique en 2019, juste après que le pays ait évité de peu une récession au dernier trimestre de l'année dernière. «Sur le plan interne, le gouvernement fédéral n'attend qu'une croissance de 0,8% en 2019», mentionnerait un document confidentiel du ministère des Finances, selon Handelsblatt.

L'Italie est d'ores et déjà en récession, avec une chute de 0,2% de son PIB au quatrième trimestre 2018. Concernant l'inflation en Europe, la BCE ne table plus que sur 1,2% d'augmentation cette année, 1,5% l'an prochain et 1,6% en 2021, contre respectivement 1,6%, 1,7% et 1,8% annoncés en décembre 2018.

Afin de contrecarrer cette morosité ambiante qui commence à faire tanguer les marchés, la BCE a sorti l'artillerie lourde. Plus précisément, des TLTRO, pour «targeted longer term refinancing operations» (opérations ciblées de refinancement de long terme), vont être octroyés aux banques européennes de septembre 2019 à mars 2021. Ces prêts à très long terme (deux ans) et à taux zéro auront pour objectif de garder des «conditions de crédit favorables».

«Quand vous êtes dans le noir, vous faites de petits pas. Vous ne courez pas, mais vous bougez», a lâché Mario Draghi devant la presse.

Comme le rappelle l'AFP, «en 2016 et 2017, les banques, en premier lieu les plus fragiles d'entre elles, en Italie, s'étaient précipitées sur ce programme baptisé TLTRO».

Une situation insoluble?

Ce retour vers plus de souplesse après quelques velléités de resserrement monétaire ne concerne pas que l'Europe. Fin janvier,

la Réserve fédérale américaine (FED) annonçait dans un communiqué mettre fin au cycle de hausse de ses taux directeurs. Entre décembre 2015 et décembre 2018, la FED avait procédé à pas moins de neuf remontées des taux, pour les faire grimper à une fourchette comprise entre 2,25 et 2,5%.

Sa décision de mettre le holà pourrait s'expliquer par quelques mauvaises nouvelles concernant une économie américaine qui est pourtant censée plutôt bien se porter. En plus d'une dette des ménages qui ne cesse de se creuser et qui dépasse désormais les 13.500 milliards de dollars, le déficit commercial des États unis a atteint un record décennal en 2018: 621 milliards de dollars. De plus, le mois de février a vu les créations d'emplois s'effondrer outre-Atlantique. «On peut blâmer le mauvais temps, le contrecoup du "shutdown" [fermeture partielle des administrations américaines, ndlr], mais il n'en reste pas moins que c'est un chiffre très bas», a souligné Tom Cahill de Ventura Wealth Management.

La Chine n'est pas en reste. L'Empire du Milieu a enregistré sa progression de croissance la plus faible en 28 ans. Le PIB a augmenté de 6,6% en 2018 et Pékin envisage déjà de lancer un nouveau plan de relance, avec son lot de baisses d'impôts et de subventions hypothécaires, comme le note le site Express Business.

Dans le même site, Steen Jakobsen, l'économiste en chef de la banque danoise Saxo Bank, annonçait en décembre dernier: «La hausse du prix de l'argent et la diminution du montant d'argent disponible, le renversement de la mondialisation et la récente flambée des prix de l'énergie ont mis nos décideurs en échec.» Avant de poursuivre: «Après que la Chine, la Banque d'Angleterre et la FED aient déjà fait marche arrière, c'est maintenant au tour de la BCE —comme c'est prévisible.»

«C'est la logique du capitalisme financier actuel. Il se caractérise par un déficit de demande. Un peu partout, une pression est exercée sur les salaires, les dépenses publiques ou la protection sociale. Des entreprises dégagent beaucoup de profits, mais n'investissent pas en conséquence. Tout ceci produit un déséquilibre de demande que, jusqu'à présent, nous avons réglé par des taux d'intérêt très bas, qui ont eux-mêmes généré des accumulations de dettes. Et l'on ne sait pas très bien comment sortir de cette situation en restant dans le cadre du capitalisme financier actuel», analyse pour sa part Henri Sterdyniak.

D'après Steen Jakobsen, toujours cité par Express Business, «après la crise financière de 2008, le cycle économique a été remplacé par un cycle de crédit, ce qui a eu pour effet de gonfler le cours des actions, sans avoir un impact réel sur l'économie elle-même, tout en engendrant la plus grande inégalité des revenus depuis des générations».

«Après la crise financière de 2008, personne n'a réussi à se faire entendre pour changer de voie. L'importance de la finance n'a pas été limitée. Mais elle est, par essence, foncièrement instable. Il y a des déséquilibres très difficiles à résorber. Un monde où il y a trop d'actifs financiers est un monde fragile, nous le voyons aujourd'hui. Les banques centrales n'arrivent pas à revenir à la normale, c'est-à-dire proposer des taux d'intérêt de l'ordre de 3 à 4%, sans mettre en péril beaucoup d'acteurs économiques comme des entreprises ou des banques. Personne, actuellement, n'a la capacité de rétablir la situation en proposant un plan cohérent qui supposerait d'agir à la fois sur les politiques monétaire, budgétaire et salariale. Cela remettrait en cause le niveau de rentabilité exigé par les actionnaires ce qui n'est, bien sûr, pas envisageable», explique Henri Sterdyniak.

«Bienvenue dans la grande finale de l'"extend and pretend" ("continuez et faites comme si de rien n'était"), la plus misérable expérience monétaire de l'histoire», lance de son côté Steen Jakobsen à Express Business.

Les principales économies de la planète seraient-elles condamnées à rester droguées à l'argent pas cher et aux injections de liquidité? Henri Sterdyniak n'est pas très optimiste. Il appelle à un vrai changement de paradigme économique:

«Je pense que l'on maintiendra des taux d'intérêt extrêmement bas. Cette situation risque de perdurer très longtemps et avec elle le très fort endettement de certains États et entreprises. Ce n'est pas satisfaisant, mais l'on voit mal qui aurait la volonté et les moyens de proposer autre chose. Par exemple, on pourrait tenter d'impulser le crédit autrement et de manière utile pour la transition énergétique, les besoins sociaux et l'emploi. Mais ce n'est pas au sein des banques centrales ou privées qu'une telle idée fera son chemin. Le problème, aujourd'hui, c'est que même avec des taux bas, les banques ne fournissent pas assez de crédit et surtout de crédit utile. Il faut remettre en cause la rentabilité trop élevée accordée aux actionnaires et aux marchés ainsi que la distribution de crédit uniquement sur des critères purement financiers et non pas sociaux.» Sputnik 11.03

Commentaire d'un internaute.

- "*Une fois admis que l'objectif de l'oligarchie est de soutenir la bulle le temps qu'il faudra pour se débarrasser du bas peuple (tous au régime grec), on comprend immédiatement le sens de ces injections de liquidité. Lorsque les peuples seront à terre et dans l'incapacité de se révolter, ils pourront cesser leurs injections, et laisser éclater la bulle. Les spéculateurs non avertis vont dégringoler, seuls ceux qui auront placé dans des biens tangibles s'en sortiront. Et les ultra riches disposeront de la quasi totalité des ressources. Pour eux seuls.*"

Mon analyse (LVOG).

On peut dire les choses de cette manière-là, la crise du capitalisme constituait une réelle menace pour eux parce qu'elle alimentait la lutte de classe du prolétariat, mais une fois cette dernière suffisamment dévoyée ou neutralisée, il leur sera possible d'instaurer leur nouvel ordre mondial totalitaire.

Marx et Engels n'ont pas pêché par excès d'optimisme en estimant qu'il serait possible d'en finir avec le capitalisme au détour du XXe siècle, le développement du mouvement ouvrier permettait de l'envisager sérieusement, cependant ils négligèrent au moins deux facteurs qui allaient s'avérer décisif pour contrecarrer cette prévision, le faible niveau de conscience des exploités, et la capacité du capitalisme à poursuivre son expansion à l'échelle mondiale.

Les faiblesses du prolétariat mondial allaient se traduire de différentes manières que l'on peut résumer ainsi, chaque thème nécessitant d'être développé par ailleurs :

- Seule une minorité d'ouvriers étaient organisés, les couches supérieures ou les plus privilégiés, donc les plus enclines à être manipulées ou à subir l'influence de l'idéologie de la classe dominante, d'autant plus qu'ils n'avaient acquis qu'une conscience de classe élémentaire ;

- Il suffira de satisfaire certaines de leurs revendications sociales pour les diviser et briser leur mobilisation, la majorité s'en contentant ;

- Leurs dirigeants étant issus de la petite-bourgeoisie, ils étaient encore plus vulnérables et corruptibles ;

- Pour favoriser le développement du capitalisme, l'Etat se dotera d'un puissant secteur public auquel il attribuera des privilèges, en contrepartie, les fonctionnaires détachés du reste du prolétariat seront amenés à se comporter en sujets dociles de leur maître, en piliers du régime destinés à en assurer le bon fonctionnement autant que la stabilité ;

- Le développement du mouvement ouvrier ayant perdu de vue l'objectif de l'émancipation du salariat, il exploitera l'hétérogénéité du prolétariat pour contribuer à renforcer les inégalités existant entre les travailleurs au lieu de les combattre. Il favorisera le corporatisme au détriment de la fraternité ou de la solidarité entre toutes les couches de travailleurs ;

- Les dirigeants du mouvement ouvrier se servira de la mobilisation de la classe ouvrière pour lui imposer la collaboration de classes, qui caractérisera les rapports entre les capitalistes et le mouvement ouvrier, et servira à faire passer des mesures ou des lois, qui au lieu d'atténuer la division entre exploités la renforcera, on peut même affirmer que sans cette condition ses dirigeants vendus n'auraient pas pu maintenir très longtemps leur contrôle sur le mouvement ouvrier ;

- Le développement des sciences et des technologies associées au développement des forces productives facilitera la production industrielle à grande échelle de biens d'équipement, qui combinée à l'accès au crédit les rendra accessibles à la plupart des ouvriers, de telle sorte que leur condition de vie leur apparaîtra plus supportable par rapport à celle des générations précédentes, miracle qu'ils attribueront au capitalisme, et qui contribuera un peu plus à individualiser leur condition et leur mode de penser, ainsi qu'à renforcer les inégalités qui existaient entre eux.

- Les faiblesses de la nature humaine associées au fardeau de l'inertie de l'histoire correspondant à des milliers d'années d'exploitation de l'homme par l'homme les porteront à se satisfaire d'améliorations partielles de leur condition, l'homme ayant la faculté de s'adapter aux rudes ou imprévisibles conditions que la nature peut lui imposer, s'accommodera du destin que le capitalisme lui a réservé ;

- D'un pays à un autre le mouvement ouvrier n'avait pas atteint le même degré de développement ou il demeurait quasiment inexistant ou à l'état embryonnaire dans les trois quarts des pays du monde ;

- Selon Lénine dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, la victoire du réformisme au sein du mouvement ouvrier sera de brève durée... Or, il ne cessa d'accentuer son emprise sur le mouvement ouvrier jusqu'à nos jours, le stalinisme prenant le relais de la social-démocratie. En tant qu'idéologie du capital destinée à s'opposer à l'idéologie du travail, le socialisme, de nos jours le réformisme survit dans les esprits même s'il n'a plus aucune base objective, ce qui s'explique par le fait qu'en l'absence d'une représentation politique ou d'un parti qui incarnerait le socialisme et serait reconnu comme telle par les militants du mouvement ouvrier ou à défaut de toute issue politique crédible à la crise du capitalisme, il incarne les illusions ou la résistance de manière déformée de la classe ouvrière à la régression sociale sans fin à laquelle la survie du capitalisme la destine. C'est ainsi que depuis près de 40 ans, le mouvement ouvrier n'est parvenu à arracher aucune réforme sociale collective, et chaque fois qu'il se mobilisa, soit il obtint des miettes pour les travailleurs en échange d'importante concessions aux capitalistes, soit il s'agit de victoires partielles sans véritable portée ou annulées peu de temps après.

Quant aux facultés du capitalisme de s'en sortir, on notera :

- Les forces productives ne cessèrent pas de croître du début du XXe siècle à nos jours, contrairement à ce que certains prétendirent en déformant les analyses de Lénine ou de Trotsky, qui avaient observé qu'elles connaissaient des périodes

de stagnation et de croissance.

- Contrairement à ce qu'affirmèrent par la suite leurs disciples autoproclamés, suite à l'exportation massive de capitaux de nouveaux marchés se développèrent, la mondialisation du capitalisme ne s'étant pas achevée au début du XXe siècle. Que le marché mondial soit limité ou qu'il est atteint ses limites à un moment donné est une chose, mais cela ne signifiait nullement qu'il était condamné à ne pas connaître de nouvelles périodes d'expansions.

- En remettant en cause la convertibilité du dollar en or en 1971, l'oligarchie anglo-saxonne s'octroyait le pouvoir d'inonder le monde de dollars ou de recourir à la planche à billets sans limite, ce qui devait lui assurer la suprématie financière sur tous les marchés dans un premier temps, et politique plus tard. Autrement dit, la fabrication de la monnaie ainsi désindexée de l'économie réelle ou productive, produite sans aucune contrepartie matérielle, rompait avec les lois de fonctionnement du capitalisme qui continuaient malgré tout de régir l'ensemble de l'économie mondiale, introduisant dans l'économie un facteur de type mafieux, parasite, déstabilisateur et destructeur du capitalisme totalement hors de contrôle, ce qui leur permettrait d'accroître leur fortune et leur pouvoir politique dans des proportions monstrueuses.

- Une fois devenus les maîtres incontestables de l'économie mondiale, ils allaient vampiriser, piller l'économie de pays ou continents entiers, en prendre le contrôle, y déclencher des crises sociales et politiques (et au besoin le chaos, des guerres, guerres civiles, génocides, famines, épidémies, etc.), planifier la dérégulation financière, en imposant à l'ensemble des acteurs économiques mondiaux des règles, des principes, des lois contraignantes assorties de lourdes amendes ou bannissement du marché, qu'ils ne respecteraient pas eux-mêmes cela allant de soi, en passant par la création d'institutions ou d'instruments financiers sophistiqués et opaques destinés à la spéculation effrénée, ce qui leur permettrait de manipuler chaque crise du capitalisme et d'en tirer un gigantesque profit, au point qu'une poignée d'oligarques possèdent dorénavant l'équivalent des richesses de plus de la moitié de la population mondiale, un pouvoir sans équivalent dans le passé.

- Tout au long du XXe siècle à nos jours, à aucun moment le capitalisme ne fut réellement menacé par une crise économique ou financière, y compris en 1929 aux Etats-Unis, encore moins en 2008, l'heure et la date, le lieu, les conditions dans lesquelles ces crises devaient éclater, quels devaient en être les principaux acteurs et bénéficiaires, quelles devaient en être les victimes, quelles en seraient les conséquences sociales et politiques fut programmé par l'oligarchie anglo-saxonne, chacun peut le vérifier sur Internet ou se référer aux documents que j'ai mis en ligne dans le portail qui le prouvent. Et chaque crise (et guerre) leur permirent d'accroître leur fortune et leur pouvoir politique sur les Etats et l'ensemble des acteurs économiques, de la société.

Ceux qui espèrent encore un effondrement du capitalisme tel que l'avait envisagé les marxistes peuvent attendre indéfiniment. Ils ont un siècle de retard et détournent le marxisme. Ils sont incapables ou refusent d'intégrer dans leurs analyses les facteurs que nous avons énumérés et qui n'existaient pas au XIXe siècle ou durant le premier quart du XXe siècle.

L'oligarchie est lancée dans une course de vitesse avec le prolétariat mondial qu'elle veut asservir définitivement.

Cela dit, l'oligarchie ne peut pas liquider le capitalisme du jour au lendemain à l'échelle mondiale, elle peine même à en prendre le contrôle total parce qu'il s'est développé à des rythme et des niveaux différents selon les pays, d'où notamment la guerre permanente qu'elle mène à la Russie et à la Chine qui sont de grandes puissances pour les intégrer totalement dans leur stratégie, mais aussi aux pays de l'UE les plus développés dont la France et l'Allemagne, pour lui substituer un système économique qui ne soit plus basé sur la dialectique des rapports entre valeur d'usage et valeur d'échange dont les contradictions conduisent le capitalisme à la faillite et constituent une menace pour son existence, mais doit reposer uniquement sur sa volonté d'imposer sans partage son hégémonie ou son régime totalitaire à l'ensemble des classes et de l'humanité sur la base du pouvoir économique et politique qu'elle a acquis et que personne ne peut concurrencer, lui assurant une légitimité qu'elle estime incontestable et qu'elle refuse à quiconque de critiquer ou de contester.

On aura compris que pour y parvenir, elle doit au préalable neutraliser, briser la résistance du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière et des classes moyennes, d'où la guerre incessante qu'elle leur livre en parasitant leur combat en les détournant de leurs aspirations ou besoins sociaux collectifs ou démocratiques pour mieux les diviser et les affaiblir, afin qu'elles ne parviennent pas à s'unir et à poser la question de l'Etat ou du pouvoir politique ou ne trouvent pas la voix du socialisme.

La liste des arguments que j'ai fournis ici à l'appui de ma théorie est très incomplète, mais elle est suffisante pour en démontrer la cohérence ou le sérieux, je n'ai pas le temps de m'y attarder plus longtemps.

Macron est très pressé d'appliquer la suite de son programme, l'oligarchie l'exige. De notre côté, si nous ne réagissons pas immédiatement ou si nous continuons comme par le passé à nous traîner à la traîne des évènements, à perdre notre temps en polémiques ou en palabres inutiles, nous perdrons définitivement la guerre de classes. Et si vous n'en êtes pas convaincus, dites-vous bien que de nombreuses générations avant nous avaient déjà dû en faire le constat pour l'avoir vécu durant toute leur existence. Si ma contribution politique ne devait servir à rien, ce que je pense, elle aura au moins le mérite d'avoir exprimé mon refus à titre personnel de cautionner un tel destin, d'en partager la moindre responsabilité.

Acte XVII

- Gilets jaunes: la mobilisation au plus bas pour l'acte XVII - Le HuffPost 09.03

Ce samedi 9 mars, moins de 30.000 manifestants sont descendus dans les rues du pays, à une semaine d'une date cruciale pour le mouvement.

Programme avorté à Paris, éclatement des revendications et des cortèges, mais des manifestants qui ne "lâchent rien": le mouvement des gilets jaunes peinait à trouver un nouveau souffle samedi 9 mars pour son acte XVII, une semaine avant sa mobilisation cruciale pour la fin du grand débat.

Après presque quatre mois de manifestations hebdomadaires, le mouvement semble déjà tourné sur sa grande journée nationale du 16 mars. "On se prépare pour samedi prochain, ça va être gros", promet Christian, 67 ans, près des Champs-Élysées. L'acte 18 du mouvement aura lieu le lendemain de la fin officielle du grand débat et espère rassembler "la France entière à Paris" pour lancer un "ultimatum" au gouvernement.

À une semaine de cette date cruciale, les gilets jaunes espèrent retrouver l'esprit des débuts du mouvement, lorsqu'ils avaient rassemblé 282.000 personnes sur les ronds-points et dans la rue le 17 novembre. Ils n'ont toutefois pas réussi à imposer leur tempo samedi à Paris.

Ils promettaient d'occuper le Champ de Mars tout le week-end, mais le projet a tourné court : les forces de l'ordre ont empêché toute installation près de la Tour Eiffel dès vendredi soir. A défaut, une poignée de gilets jaunes, dont Priscillia Ludosky, se sont rassemblés avec des militants écologistes sous le monument dans la matinée .

Quant à la manifestation qui promettait de faire "converger toutes les mobilisations" dans les rues de la capitale samedi, elle a finalement provoqué une scission des manifestants. Au lendemain de la journée internationale des droits des femmes, un cortège emmené par des assistantes maternelles, vêtues de gilets roses, de femmes mobilisées contre les violences sexistes et arborant du violet, et de syndicats, ont fait plusieurs kilomètres dans Paris sur un parcours autorisé, avant de se disperser vers 16H00 sans incident. Des Teletubbies et un flashmob raté

Pendant ce temps, plusieurs centaines de gilets jaunes ont préféré rester massés en haut des Champs-Élysées. Après quelques tensions sporadiques -des grenades lacrymogènes répondant à des projectiles- les forces de l'ordre commençaient à utiliser des canons à eau en fin d'après-midi pour disperser progressivement les manifestants.

"C'est une manif de Teletubbies aujourd'hui", soupirait Toufik à Paris. Ce trentenaire n'avait pas l'intention de rester mobilisé tout le week-end, sans pour autant vouloir jeter l'éponge. "Si on s'arrête, on va retourner dans l'anonymat". Globalement calme, la mobilisation parisienne a donné lieu à des incidents sporadiques, entraînant des jets de gaz lacrymogènes et 13 interpellations selon la préfecture de police. A l'aéroport de Roissy, des "gilets jaunes" ont protesté en dansant contre le projet de privatisation d'Aéroports de Paris, sous le regard amusé des touristes.

En régions, le mot d'ordre restait le même : "on lâche rien", comme le chantaient des manifestants à Bordeaux, selon un journaliste de l'AFP. A Toulouse, autre foyer de la contestation, plusieurs dizaines de femmes ont pris la tête du cortège de plus d'un millier de "gilets jaunes", en scandant des slogans féministes en début d'après-midi. Ambiance tendue à Nantes, Montpellier et au Puy-en-Velay

Ratée à Paris, la convergence s'est en revanche opérée à Nice, où des assistantes maternelles et leurs gilets roses ont rejoint la foule en jaune. "On n'est pas entendus donc on continue", a expliqué Anne à Quimper, dans un cortège d'un millier de personnes. Pour cette ambulancière bretonne de 55 ans, le pouvoir d'achat reste la revendication numéro un. "Aujourd'hui tout le monde devrait pouvoir vivre de son salaire, de sa retraite ou d'une pension adulte handicapée".

D'autres manifestations se déroulaient sans incident majeur à Lyon, Saint-Brieuc, Caen, Rouen, Dijon, Lille, Strasbourg ou Nancy. L'ambiance était plus tendue à Nantes, Montpellier ou encore au Puy-en-Velay, selon plusieurs journalistes de l'AFP. Environ 2.000 personnes ont défilé dans les rues du chef-lieu de la Haute-Loire, avec parfois des projectiles lancés sur les forces de l'ordre. Le HuffPost 09.03

Sur la situation au Venezuela.

- Dans un Venezuela toujours sans électricité, Guaido promet de "marcher sur Caracas" huffingtonpost.fr 10.03

"Attaque cybernétique" Les autorités vénézuéliennes ne fournissent jamais de chiffres concernant les manifestations. Simultanément, des milliers de partisans du régime, en rouge, écoutaient le président Nicolas Maduro, qui a dénoncé une nouvelle "attaque cybernétique" qui aurait empêché de rétablir l'électricité à travers le pays.

"Aujourd'hui, 9 mars, nous avions avancé à près de 70% (dans le rétablissement de l'électricité) lorsque nous avons reçu à la mi-journée une autre attaque cybernétique visant une des sources d'énergie qui fonctionnait parfaitement. Cela a annulé tout ce que nous avions réalisé", a expliqué Nicolas Maduro, juché sur une estrade. La quasi-totalité du pays est affectée et le courant revenu samedi matin dans la capitale Caracas avait de nouveau disparu dans l'après-midi.

Selon le ministre de la Communication Jorge Rodriguez, la panne d'électricité a été déclenchée jeudi par une première "attaque cybernétique contre le système de contrôle automatisé" de la centrale hydroélectrique de Guri, dans le sud-est du pays, qui fournit au Venezuela 80% de son électricité.

Le gouvernement, sous pression depuis des semaines, a affirmé qu'il fournirait à l'ONU "des preuves" d'une responsabilité de Washington dans cette panne géante, la pire jamais connue par le pays. Ces informations seront remises à une délégation du Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme qui est attendue dans quelques jours à Caracas, a déclaré le ministre de la Communication.

LVOG - Et la fausse information devenue classique en provenance "*d'experts*"

Nombre d'experts attribuent la panne à un manque d'investissements du gouvernement dans l'entretien des infrastructures.

- Venezuela: rassemblements pro et anti-gouvernement après la panne géante - AFP 10.03

- Juan Guaido a répété qu'il était prêt à autoriser une intervention militaire étrangère, se référant à la Constitution - "L'article 187, lorsque viendra le moment", qui autorise "des missions militaires vénézuéliennes à l'extérieur ou étrangères dans le pays". huffingtonpost.fr 10.03

Après les oligarques philanthropes, le fascisme "***charismatique***".

- "charismatique leader, Juan Guaido." - euronews 10 mars 2019

QUATRIEME PARTIE

- Zola contre la Commune - revue-ballast.fr 09.03.2019

Les éditions Nouveau monde ont publié en juillet 2018 les articles d'Émile Zola, alors journaliste et jeune romancier, sur la Commune de Paris. Si la haine que vouèrent Flaubert, George Sand, Anatole France ou Edmond de Goncourt à cette séquence essentielle du socialisme européen est bien connue1, celle de Zola, figure incontournable du panthéon progressiste, l'est assurément moins. En bon républicain de la gauche libérale, Zola a pourtant opposé le « majestueux Paris » à « l'ordure révolutionnaire » et passé les 72 jours qu'a duré cette révolution — ennemie, selon les propres mots de son Conseil, « de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges » — à trépigner : que l'armée fasse place nette, vite ! Par Émile Carme

« Le mot de gauche a donc un contenu certain.Mais ce contenu signifie d'abord non-révolutionnaire2. » Dionys Mascolo

Émile Zola vient de fêter ses 31 ans. Il publie, sous forme de feuilleton dans la presse, les chapitres qui constitueront, dans quelques mois, le volume inaugural des Rougon-Macquart. Le jeune écrivain connaîtra son premier succès de librairie dans six ans, avec L'Assommoir — pour l'heure, il multiplie les contes, les nouvelles, les chroniques et les articles, entre un premier roman et une étude sur le peintre Manet. Nous sommes au mois de mars 1871 et la France sort vaincue d'une guerre contre la Prusse. L'Empire, second du nom, a rendu l'âme à Sedan et Napoléon, troisième du nom, s'en est allé en exil ; la République a été proclamée voilà six mois et les dernières élections ont vu les bancs de l'Assemblée se remplir de monarchistes — le groupe parlementaire situé le plus à gauche, l'Union républicaine, n'a remporté que 6 % des suffrages. Zola œuvre alors comme journaliste pour deux périodiques : La Cloche et Le Sémaphore de Marseille. Du 22 mars au 18 avril, il se trouve à Versailles, siège de l'Assemblée depuis qu'elle a quitté la toute républicaine capitale ; du 19 avril au 7 juin, il séjourne dans cette dernière, en plein écrasement des communards par l'armée du régime.

D'aucun côté, sinon celui de l'ordre

« Le drapeau rouge a été vu, flottant place de la Bastille. Une prison a été attaquée pour libérer des détenus politiques. »

Le drapeau rouge a été vu, flottant place de la Bastille. Une prison a été attaquée pour libérer des détenus politiques. Des armes

et des munitions ont été volées. Le pouvoir a annoncé de nouvelles lois, vécues par l'humble peuple de Paris comme autant de provocations : la solde journalière des gardes nationaux a été supprimée et le moratoire sur les loyers impayés et les échéances des petits commerces, instauré durant le siège de la ville par les forces allemandes, n'a pas été prolongé. Adolphe Thiers, chef de l'État et du gouvernement, a exigé des Parisiens qu'ils rendissent les canons et envoyé ses soldats pour ce faire ; les travailleurs ont refusé, les tenant pour leurs, et sont parvenus à les repousser hors de Montmartre. Et voilà que des barricades s'érigent ! Blanqui se voit sitôt embastillé, de crainte, par trop légendaire qu'il est déjà, qu'il ne prenne la tête de la révolte ; la troupe investit Paris ; des soldats refusent d'obéir et baissent les armes ; deux généraux sont fusillés ; la troupe se replie à Versailles et Jules Vallès, de sept ans l'aîné de Zola, se félicite dans Le Cri du peuple, son journal, que Paris se soit ainsi « reconquis ».

Thiers s'enfuit dans l'ancienne ville royale, emportant dans sa traîne son lot de bourgeois ; les faubourgs se dépavent ; l'Hôtel de Ville — lieu central du pouvoir parisien — tombe entre les mains des insurgés : le drapeau rouge est hissé le 18 mars. Le Comité central annonce que la cité accomplit là une révolution. Le 21, il fait savoir que les propriétaires ne peuvent plus expulser leurs locataires jusqu'à nouvel ordre, proroge d'un mois les échéances des petits commerces et suspend la vente des objets engagés au mont-de-piété. Le 26, il organise des élections : les Parisiens choisissent ainsi les membres du Conseil de la Commune. Trois jours plus tard sont formées neuf commissions, chapeautées par la Commission exécutive : Jules Vallès et Gustave Courbet (dont Zola tourne en ridicule sa peinture grasse de paysan et promet que « dans cent ans, les ateliers en riront encore3 ») y siègent. Le 2 avril, la Commune actera la séparation de l'Église et de l'État.

Zola revendique sans délai sa position : il ne soutient ni « les factieux », ni « les intolérants aveugles de l'Assemblée ». La situation relève à ses yeux « de la folie pure ». Versailles, déplore-t-il, considère Paris comme un repaire de bandits, un ensemble homogène juste bon à passer par les armes — et Zola ne se prive pas de dénoncer « la folie furieuse de la droite » et la « joie délirante » qui est sienne à l'idée d'écraser la capitale. L'Assemblée, à laquelle il se rend en vue de restituer les débats, ressemble, estime-t-il, à une bête qui ne raisonne pas et qu'il conviendrait de dompter. Instinctivement, il avoue se montrer plus favorable à « cette grande et noble ville » qu'est la capitale et confie même qu'il « ne [lui] déplaît pas que Paris ait affirmé par une insurrection ses volontés ». Mais le projet révolutionnaire porté par la Commune le révulse, et c'est à grand renfort d'injures qu'il en fait le portrait de jour en jour. Une sottise, une ordure, une immondice, un « rêve malsain », « grotesque et odieux, ridicule et terrifiant », qui n'a qu'un mérite : être voué à la malédiction future. L'écrivain affiche dès lors la même obsession : que « l'ordre [soit] rétabli ». Et cela, seule l'Assemblée nationale, fusse-t-elle largement de droite, le peut.

Folie contre bon sens

« L'écrivain affiche dès lors la même obsession : que "l'ordre [soit] rétabli". »

La folie : motif de cette série d'articles. Celle des protestataires parisiens, abondamment décrits sous sa plume comme autant de « misérables fous », « têtes folles », « têtes mal construites », cerveaux « détraqués », « pauvres fous » ou « pauvres hallucinés » (quand ils ne sont pas des « dictateurs », des « nains imitateurs », des « pygmées », des « brutes », des « bouffons », des « bandits », des « moralistes de doctrine nuageuse » ou des « intrigants éhontés »). Face à cette horde, le peuple anonyme, silencieux, otage des « mensonges » et des « mesures odieuses » du nouveau pouvoir révolutionnaire. Une « population saine », composée de « gens de bon sens », en proie au règne de terreur de la Commune. Celle-ci, accuse Zola, viole la propriété, outrage la conscience et la liberté individuelle. Épaulés par des « mercenaires cosmopolites », les révolutionnaires répandent leurs « doctrines fausses » : parodie de 1793 que voici, « anarchie sépulcrale », « révolution mélancolique et funèbre ». Zola ne se prive pas d'ironiser sur les passions humanitaires du soulèvement : à quand la proclamation de l'abolition du bagne ?

Thiers : « le génie français »

Adolphe Thiers va sur ses 74 ans. Avocat, journaliste et historien, l'ancien ministre de l'Intérieur occupe le siège 38 de l'Académie française (l'Immortel n'avait pas démérité, écrasant les canuts révoltés, à Lyon, en 1834). L'homme, surnommé « Foutriquet » par Paris, a troqué ses vues monarchistes de jeunesse pour celles de la gauche dite « modérée ». Si Vallès le dépeint en « vautour à tête de perroquet, taupe à lunettes, polichinelle tricolore », Zola loue, à longueur de feuillets, son « influence conciliatrice » et sa « calme et froide figure ». Plus encore : « Je n'ai plus d'espérance qu'en lui. Pour ma part, je crois que M. Thiers se contentera de se montrer tolérant et pratique, et qu'il prendra tout simplement Paris d'assaut par son bon sens et son esprit de liberté. » Le 16 mai, soit cinq jours avant que ne débute la Semaine sanglante — entendre le massacre de 7 à 30 000 communards, selon les sources historiques —, Zola informe son lecteur des émotions qui le submergent : la Commune a annoncé par décret la démolition de la demeure de Thiers, et c'est là « une grande désolation ». Pour cause : elle venait d'être réparée et les déblais s'entassent à présent sur les gazons et perturbent les feuillages en cette « fraîcheur printanière ». Un émoi confirmé dans son dernier article, en date du 3 juin : « Je me suis inquiété de la maison de M. Thiers. »

« Un coup d'audace, pour l'amour de Dieu ! et pas tant de prudence ! », supplie Zola, qui n'en peut mais. « Dieu veuille que demain je puisse vous écrire : tout est fini, on n'a plus qu'à laver le sang des pavés », ajoute-t-il encore. Bien sûr, il en appellera jusqu'au bout à la conciliation et déplorera le sang inutilement versé. S'il espère la bataille finale, s'il la désire, écrit-il même, ce n'est pas sans un frisson d'effroi — son cœur ne se serrera-t-il pas lorsqu'il marchera dans les rues de Paris, au son déplaisant des balles au loin, toutes sanguinolentes de cadavres troués ? Il faut que l'armée intervienne sans plus tarder pour délivrer Paris et

sauver l'humanité autant que le salut de la France. Rien moins. Son seul réconfort, face à celle qu'il raille sous le nom de « dame Commune », est que cette expérience tragique sauvera la nation des révolutions futures et « fera maudire » la mémoire des insurgés « dans les siècles ». Zola peste contre les communistes, les « socialistes modernes », le « parti rouge » et l'Association internationale des travailleurs, daube Marx, ce « grand pontife de l'Internationale », dénonce les étrangers désireux de tester sur le corps de la France leurs idéologies égalitaires. « Ce qu'ils laisseront dans l'histoire, eh ! ne le voient-ils pas ? ce sera une tache de sang et de boue », croit prophétiser le romancier — la Commune « ne laissera rien qui marque son passage ». Et l'armée d'entrer par la Porte de Saint-Cloud le 21 mai — la dernière barricade tombera le 28. Zola se félicite de sa « remarquable habileté » et de son « élan admirable ». Pendant que les combats font rage, il note : « L'armée a bien mérité de la patrie » ; puis, bon professeur, se félicite de ce « résultat excellent ». Le massacre achevé, l'ordre rétabli, Zola peut enfin s'enorgueillir que « notre armée a[it] retrouvé sa gloire militaire ». Et, croyant à tort Vallès fusillé, notre homme ne cache pas sa joie : justice a été faite !

« Entre républicains et monarchistes il n'existe de sérieuse dissidence que sur les moyens de tondre le troupeau4… », notera le communard Gustave Lefrançais, réfugié en Suisse et condamné à mort par contumace. Fils de la moyenne bourgeoisie et futur propriétaire d'une villa en bord de Seine, Zola restera ce républicain bon teint, libéral et progressiste : « un bourgeois de gauche5 », résumera la Revue française de science politique au mitan des années 1950. 14 ans après l'écrasement de la Commune par la Troisième République paraîtra Germinal ; Zola, qui appellera toutefois à l'amnistie des insurgés, prendra sitôt soin de rassurer les esprits inquiets : ce roman est « une œuvre de pitié, et non une œuvre de révolution6 ». Cinq ans plus tard, encore, soit huit avant « J'accuse ! », l'écrivain, bientôt chevalier de la Légion d'honneur, confiera à quelque journaliste du New York Herald Tribune que « la spéculation est une bonne chose, sans laquelle les grandes industries du monde s'éteindraient7». Puis de s'en prendre aux « grognements et [aux] grommellements émanant des centres socialistes », pour mieux conclure : « Alors arrêtez de parler de l'égalité ! La liberté, oui ; la fraternité, oui ; mais l'égalité, jamais ! »

NOTES

1. On lira notamment Les Écrivains contre la Commune de Paul Lidsky (La Découverte, 2010).
2. Sur le sens et l'usage du mot « gauche », Éditions Lignes, 2011.
3. Toutes les citations de Zola, sauf mention, sont extraites du recueil d'articles La Commune, Éditions Nouveau monde, 2018.
4. Gustave Lefrançais, Souvenirs d'un révolutionnaire, tome 2, Éditions Ressouvenance, 2009.
5. Marcel Girard, « Positions politiques d'Émile Zola jusqu'à l'affaire Dreyfus », Revue française de science politique, n° 5, 1955, pp. 503-528.
6. Cité par Marcel Girard, Ibid.
7. Entretien conduit le 20 avril 1890, cité par Jean-François Revel, La Grande parade — Essai sur la survie de l'utopie socialiste, Plon, 2000.

LVOG - Je n'ai jamais été fan de Zola. Voilà qui me le rend encore moins sympathique...

Haut de page

Le 16 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Les derniers documents publiés n'étaient pas accessibles à cause d'une erreur d'adresse que j'ai corrigée, mes excuses. Personne ne m'en a informé, merci !

Les dernières infos présentes dans cette causerie datent de mercredi, vendredi je ne me suis pas connecté à Internet, et j'ai actualisé le portail samedi matin. Finalement on en est rendu à consacrer davantage de temps à combattre la démagogie qui sévit dans notre camp. Vous me direz que c'est toujours combattre pour la bonne cause, certes, mais on peut se demander à quoi cela sert, comme le reste d'ailleurs, il vaut mieux rester lucide que se raconter des histoires auxquelles on ne croira jamais.

Les bonimenteurs et les beaux parleurs ont plus de succès que moi. Je ferais peut-être mieux de sacrifier mon temps et mon argent à mon entourage qui m'apprécie à ma juste valeur. J'ai exactement le même comportement dans la vie que dans ces causeries, je ne sais pas tricher et je suis réfractaire à tout masque. Je leur apporte quelque chose et ils m'en sont gré. Ils sont peut-être intéressés, nous le sommes tous dans des catégories diverses, assez d'hypocrisie, sinon nous n'aurions aucun rapport avec personne, car il n'existe pas de relations qui ne soient pas sans intention, ce serait contraire à la nature de la matière.

Il n'existe qu'une seule contradiction dans mon comportement, c'est le fait d'être resté inorganisé, et si j'accepte cette critique, c'est parce que j'en ai conscience et je l'assume. Je ne peux pas rejoindre une formation politique dont le programme ou les dirigeants ne me conviennent pas ou les deux à la fois, je ne peux pas m'y résoudre bien que la tentation soit grande, car j'aurais l'impression de trahir mes convictions et mes principes, ce serait suicidaire et je n'y tiens pas, c'est la seule chose qu'il

me reste.

Ma tolérance au renoncement à ses limites, et j'en sais quelque chose puisqu'elles sont mises à contribution quotidiennement en vivant parmi la classe ouvrière indienne. Ce que je supporte, bien peu pourraient le tolérer sans juger les gens que je côtoie ou sans arrière-pensées peu flatteuses. Je m'en abstiens parce que leur condition me meurtrit ou me peine profondément, et je ne tiens pas à gâcher la joie qu'ils se font de me témoigner leur reconnaissance ou leur attachement, leur tendresse aussi. Ce n'est pas parce qu'ils souffrent énormément qu'ils seraient insensibles, bien au contraire, même si cela ne se manifeste pas comme on s'y attendrait. Le fardeau de l'existence est comme un masque poisseux qui vous colle à la peau, dont il faut se défaire ou faire abstraction pour que la vraie nature de vos sentiments puissent s'exprimer ou pour renouer avec elle, et si je n'en connais pas de plus grands, je ne connais pas de plus grande satisfaction que les partager avec eux.

Avec ce portail ou par le biais d'un écran, c'est impossible d'espérer aboutir à quelque chose de comparable. Vous me direz que ce n'était pas fait pour cela. Certes, mais il faut tout de même convenir que sans cela toute tentative de créer un réseau ou un cadre organisationnel quelconque, même informel, était condamné d'avance. Et je peux vous dire que je ne ménage pas les Indiens ou la peine que je prends à me rendre désagréable à leurs yeux sans qu'ils m'en tiennent rigueur ou me le reprochent puisqu'ils savent que c'est justifié ou jamais malintentionné de ma part, peut-être ont-il atteint un degré de souffrance et de frustration qui les met à l'abri de toute méprise sur mes intentions, que mes lecteurs n'ont pas atteint ou ne connaissent pas, et comme je ne leur souhaite pas et je n'ai pas l'intention d'attendre qu'ils en soient arrivés-là, je ferais sans doute mieux de consacrer plus de temps aux gens avec lesquels j'ai de véritables relations.

Je sais que dans la vie il existe des obstacles infranchissables et que personne n'y peut rien, donc je n'en veux à personne. Donc si un jour je cessai d'actualiser le portail, au moins vous sauriez pourquoi. J'ai évoqué cette éventualité à de nombreuses reprises, et vous savez ce qu'on dit, cela arrivera bien un jour, non mais là encore c'est dialectique, c'est merveilleux ! On dit aussi que la plupart des gens ne méritent pas d'être connus, mais c'est toujours mieux que l'indifférence ou le mépris. Et puis ce n'est pas parce qu'on croit les connaître qu'on les connaîtrait vraiment, j'ai envie de dire, sinon cela se saurait ou se verrait, le monde se porterait mieux, or ce n'est pas le cas d'après mes observations. A défaut d'avoir pu passer la soirée à discuter avec quelqu'un, j'ai livré ce que j'avais sur la conscience et cela a soulagé ma solitude.

- Au format pdf (21 pages)

Une analyse sur la situation en Algérie.

- Algérie: Du prétexte conjoncturel aux causes systémiques. Promesses et dangers d'une révolte de la dignité par Saïd Bouamama (Investig'Action) - Mondialisation.ca, 11 mars 2019

Les manifestations populaires du 22 février 2019 qui se déroulent de manière simultanée dans la plupart des grandes villes algériennes mais aussi dans de très nombreuses villes moyennes constituent indéniablement l'ouverture d'une nouvelle séquence historique dans l'histoire politique algérienne. Elles marquent l'entrée sur la scène politique d'une nouvelle génération socialisée au cours des deux dernières décennies c'est-à-dire après le traumatisme qu'a constitué la décennie noire[i]. Celles-ci se caractérisent en effet sur le plan économique par la polarisation croissante entre une minorité sociale cliente de l'Etat rentier en enrichissement scandaleux et une grande majorité en paupérisation continue du fait des politiques libérales de désindustrialisation, de privatisation et de casse du service public[ii]. Elles se caractérisent sur le plan politique par l'absence d'alternative crédible du fait de la tentative d'imposition par l'Etat algérien et les classes qu'il représente d'un jeu binaire que n'ont pas remis en cause les partis « d'opposition » en raison de leur adhésion à la libéralisation économique engagée par l'Etat à marche forcée : le chaos ou la résignation[iii]. Elles se caractérisent sur le plan « identitaire » par l'intégration du courant de « l'islam politique » au sein de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie compradore[iv]. Elles se caractérisent sur le plan sociologique par une urbanisation croissante, une pyramide des âges gardant une base très large, un taux de scolarisation élevé et une ouverture sur le monde par le biais des réseaux sociaux[v]. Elles se caractérisent enfin sur le plan des expériences de vie de cette jeunesse par la restriction du champ des possibles à la débrouille et la « haraga[vi] ». C'est ce cocktail explosif qui arrive à maturité avec l'annonce du cinquième mandat faisant de celui-ci le prétexte conjoncturel qui exprime une causalité systémique à l'image d'une digue qui explose après l'accumulation continue et invisible d'une pression au cours des deux dernières décennies.

Le règne des charognards

L'excellent ouvrage de l'économiste Abdelatif Rebah, Le développement national contrarié[vii], restitue l'histoire du vaste processus de « réformes économiques » qui conduira à la situation économique actuelle. Ce processus inauguré par le président Chadli Bendjedid et poursuivi par ses successeurs est conduit avec la bénédiction des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale). Il conduit à l'émergence d'une classe de charognards[viii] sous l'action de trois procédés.

Le premier est appelé officiellement la « cession des biens de l'Etat » mais est dans les faits une véritable opération de vol à grande échelle des biens de la nation. Les dignitaires du régime s'accaparent des milliers de villas de maîtres et autres résidences à des prix ridicules au regard de la valeur de ces biens. « Le différentiel entre le prix de cession par l'Etat et le prix de revente sur le marché est de 1 à 10, selon des évaluations. Dans le contexte du monopole immobilier de l'Etat, des plus-values de l'ordre

de plusieurs dizaines de milliers de dinars vont être réalisées par des particuliers les projetant à la tête de fortunes appréciables sans aucun effort productif[ix] » résume l'économiste Abdelatif Rebah. « Le problème majeur de cette décision historique réside dans le fait que le parc de villas de maître, parfois classifiables comme monuments historiques, a été bradé à vil prix à des dignitaires du régime et à leurs proches[x] » confirme le politologue Rachid Tlemçani.

Le second procédé est celui de la privatisation du secteur public qui selon les chiffres publiés en 2003 par le ministère de la Participation et de l'Investissement a touché 1200 entreprises. A l'image des villas et maisons de maître les entreprises publiques sont bradées à une bourgeoisie parasitaire souligne Rachid Tlemçani :

L'opération de dissolution-privatisation ne vise pas à se débarrasser des canards boiteux, souligne le ministre Mourad Benachenhou, pour ne conserver que les entreprises performantes. Mêmes les entreprises rentables et solvables seront vendues dans le futur. […] La bourgeoisie algérienne, de nature rentière et spéculative, ne sera pas intéressée à acheter des entreprises au prix du marché. D'ailleurs, le législateur a prévu cette éventualité. Au terme de deux appels à la concurrence requis par la loi, le gouvernement est autorisé à les céder de gré à gré, ouvrant ainsi la voie du bradage, tant redoutée par l'opinion publique[xi].

Le troisième procédé fut la destruction progressive du monopole d'Etat sur le commerce extérieur avant d'être tout simplement aboli en 1989 dans le cadre des accords dit de « Stand-by » négociés et signés avec le FMI (mai 1989 et juin 1990). La loi des finances complémentaire de 1990 autorise ainsi « les concessionnaires et grossistes agréés à importer des produits de consommation, de biens d'équipement et des biens de consommation industriels pour les revendre en l'état » rappelle l'économiste Mehdi Abbas en soulignant que « cette loi est à l'origine de l'émergence d'un nouveau groupe socio-économique concentré autour des activités d'import et d'export, que nous qualifions de commercialiste[xii]. » Malgré des périodes de ré-étatisation partielle du commerce extérieur (sous le gouvernement Belaïd Abdessllam de juillet 1992 à octobre 1993 par exemple) le modèle ne changera plus et même sera renforcé par l'accord signé avec l'Union Européenne en 2002. De nombreux acheteurs d'entreprises publiques cessent toute activité productive et se transforment en importateurs et en spéculateurs.

Ce vaste mouvement de redistribution des richesses nationales en faveur d'une minorité spéculative s'accélère au cours de la décennie noire pendant que le peuple algérien est entré sur des préoccupations de survie. Les éléments constitutifs du « système » comme disent les manifestants algériens sont réunis et peuvent se résumer comme suit :

Les positions de monopole sur les centres de décision se sont mues en sources de « rentes régalienne » impulsant par le haut un mécanisme à la fois incitatif et sélectif d'accumulation de fortunes dispensées de contrôle et de réglementation. Ce qu'on ne désigne plus désormais que par l'appellation de « système » va ainsi abriter un vaste mécanisme irrigué par les revenus pétroliers, de transfert de valeur du secteur étatique vers le secteur privé, des activités productives vers celles du commerce et la spéculation, des salariés vers les spéculateurs, du travail productif vers la contrebande et l'informel[xiii].

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la lutte acharnée des différentes fractions de la bourgeoisie pour le contrôle de l'Etat et en conséquence les difficultés à trouver un successeur à Bouteflika. La guerre féroce qu'elles se livrent pour mettre chacune leur homme à la tête de l'Etat est à la hauteur des sommes faramineuses que redistribue cet Etat en faveur « des grands gagnants de l'accaparement des rentes régaliennes, de la nomenklatura civile et militaire reconvertie dans les affaires d'importation, dans l'immobilier de rente et de luxe, des patrons du secteur privé, des petits entrepreneurs de l'économie souterraine grise ou noire et des élites mondialisées dites de transition-basculement qui ont travaillé à la légitimation des nouveaux rapports sociaux[xiv] ».

C'est également ce contexte qui explique que la fraction de la bourgeoisie, encore plus libérale que le pouvoir actuel, tente d'instrumentaliser l'inédit mouvement populaire de contestation pour accéder au pouvoir. Elle compte pour ce faire sur l'absence de débouché politique à court terme pour se présenter comme une alternative face à un pouvoir détesté et à sa clientèle tout aussi honnie. C'est ce que résument les syndicalistes du bastion ouvrier de Rouïba, apportant leur soutien total au mouvement populaire contre le cinquième mandat tout en alertant sur les manoeuvres des ultralibéraux, et en précisant l'orientation à donner à la rupture avec le système pour que celle-ci ne se limite pas à un changement de propriétaire pour le mieux et à une aggravation du pillage pour le pire :

Sur insistance des travailleurs et des sections syndicales, l'Union locale UGTA de la zone Industrielle Rouiba/Reghain, s'est réunie en date du 06 Mars 2019 pour débattre de la situation actuelle que traverse l'Algérie et du mouvement populaire en cours. Ne pouvant rester en marge des aspirations populaires profondes qui s'expriment, nous joignons nos voix pour dire oui à un changement de système. Un système qui préserve la propriété inaliénable du peuple sur les richesses naturelles de la nation, réhabilite le rôle de l'Etat dans le développement économique et social et la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Un système qui se démarque des oligarchies et revalorise la valeur du travail et qui place l'homme au centre du développement. Un système qui garantit les libertés individuelles, collectives et le libre exercice du droit syndical[xv].

Les slogans criés lors des manifestations populaires indiquent une réelle conscience politique du contexte qui s'approfondie avec l'inscription dans la durée du mouvement. Au slogan initial de « non au cinquième mandat » s'ajoute désormais celui de « système dégage ». D'autres slogans dénoncent les « sérakin » (voleurs) du pouvoir. D'autres enfin répondent au chantage au chaos en clamant que « l'Algérie n'est pas la Syrie ». Ces slogans indiquent que derrière le déclencheur qu'a été le refus du cinquième mandat, c'est bien une causalité systémique qui est visée par la colère populaire.

L’absence d’alternative à court terme

Le caractère inédit du mouvement social actuel ne doit cependant pas occulter les difficultés auxquelles les aspirations populaires sont confrontées. Les partis d’opposition ne sont pas en mesure de constituer un débouché politique à la contestation populaire. Pour les plus importants, ils partagent les choix libéraux du pouvoir et ne jurent que par l’économie de marché qu’ils promettent de réguler.

En ne prenant pas en compte le combat contre les orientations économiques et sociales du pouvoir, ils se sont progressivement mis en décalage avec l’immense majorité des classes populaires. Composés essentiellement de membres des couches moyennes et Algérie: intermédiaires, ils n’apparaissent pas comme une alternative crédible aux yeux de ceux qui foulent les pavés des villes algériennes.

Par ailleurs l’ampleur du pillage de ces trois dernières décennies ne pouvait se réaliser qu’en corsetant par la répression toute tentative d’émergence de nouvelles forces politiques populaires autonomes du pouvoir. Les conditions drastiques pour la création d’un parti, l’interdiction des manifestations avec la mise en avant de prétextes sécuritaires, l’instrumentalisation et la récupération de leaders de luttes sociales, la répression des mouvements sociaux, le contrôle de l’information, etc., sont autant de facteurs qui ont contribués à la production d’une carence d’expression politique en dépit d’une colère sociale populaire massive.

Le pluripartisme de façade masque la monopolisation du champ politique par les partisans du libéralisme économique qui est la véritable cause de la situation actuelle. Le rejet massif des forces politiques soutenant le pouvoir comme de celles prétendant s’y opposer se traduit dès lors dans l’abstention massive. Cette dernière ne doit pas s’interpréter comme un signe de dépolitisation mais au contraire comme un mode de contestation politique souligne pertinemment la politologue Louïsa Dris-Aït Amadouche :

L’expérience du multipartisme et des élections plurielles en Algérie est récente. Or, l’abstention qui marque de façon de plus en plus frappante les scrutins constitue un comportement électoral révélateur d’une profonde crise de confiance. L’abstention est d’abord liée à un système qui a réformé ses procédures sans changer ses logiques de fonctionnement. Il en résulte un code électoral dissuasif, des résultats officiels suspects et une présomption de culpabilité en matière de fraude électorale. L’abstention est, ensuite, directement liée à l’offre politique. Son personnel, ses propositions et ses résultats conduisent les électeurs à se désintéresser sinon de la chose politique, tout au moins de la chose électorale. L’abstention est, enfin, la conséquence d’un électorat échaudé, démobilisé, suspicieux et exigeant. En 1990, les Algériens ont massivement voté contre les symboles du régime FLN. En 1995, ils se sont massivement rendus aux urnes pour rejeter le terrorisme. Dans les deux cas, le vote était accompagné d’un espoir de changement. Depuis, les électeurs ne votent plus « contre » des idées ou « contre » des personnes, ils s’abstiennent[xvi].

Le constat est encore renforcé par la jeunesse de la population algérienne. Si toutes les générations sont présentes dans les manifestations, la part de la jeunesse y est prépondérante. Ces jeunes qui sont pour les 16-24 ans à près de 30 % au chômage n’ont connu que le pouvoir de Bouteflika et de sa clientèle. Ils ont été les témoins de retournements, de négociations de ralliements, de créations artificielles de partis, d’instrumentalisations de leaders et de luttes, les tentatives d’achat de la paix sociale par la distribution d’aides et de subventions quand les recettes pétrolières sont à la hausse, etc., les conduisant à un rapport sceptique à l’offre politique quand ce n’est pas à un rejet radical.

Le vide politique voisine donc avec une maturation et une prise de position politique résultant à la fois d’un long héritage et de l’expérience concrète des deux dernières décennies. L’aspiration à l’égalité sociale investit par la paysannerie et les travailleurs algériens dans la lutte de libération nationale s’est transmis en dépit de l’instrumentalisation de celle-ci par les tenants du pouvoir afin de se légitimer. En témoigne la place de l’hymne national dans les manifestations. En témoigne également l’accueil fait à l’héroïne de la résistance qu’est Djamila Bouhired lorsqu’elle est venue apporter son soutien aux manifestants. La maturation est également issue de l’expérience récente marquée par la mise en évidence de l’impasse que constituent les forces se revendiquant de « l’islam politique » mais aussi par le spectacle des soubresauts des dites « révolutions arabes ». Comme le souligne la sociologue Fatma Oussedik :

Les personnes de référence ne sont donc plus Ali Benhadj et Abassi Madani, vêtus de djellabas, se revendiquant du seul texte religieux. Depuis les années 1990, ce courant a donné naissance à une « bourgeoisie pieuse », voire une petite bourgeoisie qui a voyagé, qui n’a pas que l’Arabie Saoudite comme horizon. Avec les dérives syrienne et libyenne, les voyages en Turquie, les islamistes algériens ont connu un relooking. Ils ont des intérêts matériels sur les marchés informels d’El Eulma, de Jolie-Vue. Ils craignent des ruptures trop brutales. Certes, il demeure des courants plus plébéiens, mais les directions des partis islamistes sont tenues par ces islamistes New look. Cette évolution a signé la fin de la mosquée comme seul centre de formation à la contestation[xvii].

Cette expérience récente a trouvé ses lieux de socialisation dans la rue, dans les associations et collectifs informels, au café mais aussi dans les stades de foot comme en témoigne la reprise des airs des chants de supporters comme support des slogans des dernières manifestations. En témoigne également la présence des femmes, portant le voile ou non, jeunes ou plus âgées dans

les cortèges. Cette maturation politique ne change cependant rien au fait qu'il n'existe pas de forces politiques crédibles susceptibles de servir de relais au mouvement social. Le manque d'une force politique populaire est une donne essentielle de la situation actuelle. Comme le souligne l'économiste Omar Benderra avant le déclenchement du mouvement populaire : « Face au libéralisme mafieux imposé par la dictature, la population oppose une tradition d'égalitarisme et de justice très ancrée, fort éloignée des dogmes et des idéologies. En attendant l'inévitable recomposition du champ politique, il ne reste donc « de gauche » que ce que le peuple, dans ses profondeurs, a conservé en termes de refus de l'injustice et de l'arbitraire, de résistance au diktat impérialiste en Palestine et d'opposition à l'alignement sur l'Occident[xviii]. »

Le paradoxe d'une conscientisation politique en progrès voisinant avec un vide d'offre politique crédible caractérise la situation algérienne actuelle. Si la rupture avec le système est le mot d'ordre commun de tous les manifestants, ceux-ci appartenant à des classes sociales différentes (des chômeurs à certains chefs d'entreprise en passant par la petite bourgeoisie), un des enjeux clef réside dans le contenu mis à cette rupture. Comme le souligne le journaliste Hocine Bellaloufi en se référant à la définition de Lénine[xix] sur les conditions d'une situation révolutionnaire : « Il est clair désormais que ceux d'en bas ne veulent plus. Ils l'on exprimé clairement et massivement de toutes les façons possibles, en particulier dans la rue. Mais en dépit des défections qui se multiplient et s'accélèrent à mesure que le mouvement populaire se développe, ceux d'en haut peuvent encore[xx]. »

Un contexte géostratégique à haut risque

L'enjeu algérien est également à resituer également dans son contexte international qui est celui d'une séquence historique mondiale marquée par une exacerbation sans précédent dans l'histoire récente des contradictions entre grandes puissances impérialistes pour la maîtrise des sources d'énergies et des matières premières stratégiques, pour le contrôle des zones géostratégiques et pour entraver l'accès des concurrents (et en particulier des économies émergentes) à ces ressources et zones. La fin des équilibres issus de la Seconde guerre mondiale avec la disparition de l'URSS a ouvert cette séquence qui est loin d'avoir encore montré toutes ses conséquences.

Une des conséquences les plus dramatiques pour les peuples est la multiplication des guerres entre ces puissances par pays interposés ou par intervention directe. Comme pour comprendre la situation algérienne, il convient désormais de prendre le réflexe analytique consistant à rechercher systématiquement la cause réelle qui se cache derrière le prétexte apparent. Pour les besoins de légitimation de ces guerres tous les prétextes possibles sont et seront mobilisés : défense d'une minorité opprimées, droits des femmes, lutte contre un dictateur, lutte contre le terrorisme, etc. Si nécessaire la logique du « pompier pyromane » peut même être mobilisée comme en témoigne la situation au Mali où après avoir freiné les capacités d'intervention de l'armée malienne, la France s'est présenté en sauveur face à la menace des rebelles sur la capitale. En témoigne également la situation au Venezuela où les sanctions économiques des USA tentent d'instaurer la pénurie pour pouvoir arguer de la nécessité d'une intervention militaire pour aider un peuple en danger. Des luttes et des revendications justes et légitimes peuvent ainsi faire l'objet de stratégie de récupération et d'instrumentalisation à des fins prédatrices.

L'Algérie et les richesses qu'elle représente n'échappaient pas à ce contexte dans le passé et n'y échappent pas plus aujourd'hui. Ce fut le cas lors de la décennie noire au cours de laquelle les USA comme l'Union européenne ont conforté certaines forces rebelles à certains moments puis les ont lâchées à d'autres en fonction des concessions du pouvoir et des accords avec lui. De même les puissances occidentales tentent depuis des années d'amener l'armée algérienne (la seconde armée en Afrique du Nord après l'Egypte) à participer à ses interventions en Afrique subsaharienne. Si jusqu'à présent la réponse fut négative, la tentation d'utilisation de la crise politique actuelle pour imposer un changement de cap soit en soutenant un pouvoir plus conciliant, soit en épaulant les tenants actuels n'est pas à exclure. Nul doute que les chancelleries des grandes puissances élaborent (et modifient ceux-ci en fonction de l'évolution de la situation) les différents scénarios leur permettant de sauvegarder leurs intérêts ou de les développer en marginalisant le concurrent en place.

Sur cet aspect également la maturité des manifestants est notable comme en témoigne l'insistance des manifestants sur le caractère pacifique de leur mouvement. Sur cet aspect également ils ont appris des guerres qui ont endeuillées le monde ces dernières années. Cela étant dit personne ne peut, en l'état de la situation prédire l'avenir et la vigilance doit rester de mise.

Notes :

[i] Si les évaluations des victimes de cette décennies ne font l'objet d'aucun consensus, le caractère massif des dégâts humains est indéniable : des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de traumatisés et d'handicapés, des milliers de femmes violées, des milliers d'exilés, des milliers de disparus, des millions de déplacés. Ne pas prendre en compte le traumatisme collectif que constitue une telle expérience de vie et de mort s'est se condamner aux conclusions erronées sur les réactions populaires algériennes qui fleurissent dans la presse française : pourquoi l'Algérie n'a-t-elle pas connue de « printemps arabe » ?, la soi-disant dépolitisation de la société algérienne, la pseudo absence de contestations sociales signant une toute aussi illusoire atonie des classes populaires, etc.

[ii] Pour ne citer qu'un indicateur rappelons que 14 millions d'algérien vivent sous le seuil de pauvreté c'est-à-dire 35 % de la population et que 10 % des algériens détiennent 80 % des ressources du pays. Ces données sont fournies par une enquête de la Ligue Algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LADDH) datant de 2015 : https://www.algerie-focus.com/2015/10/14-millions-de-pauvres-en-algerie10- dalgeriens-detiennent-80-des-ressources-du-pays/. Si les chiffres officiels

indiquent un écart considérablement moindre, ils convergent néanmoins pour souligner une augmentation importante incontestable de l'écart des richesses : les données de l'Office National des Statistiques indiquent ainsi que 20 % des ménages s'accaparent 40 % des dépenses globales du peuple algérien en 2013 : https://algeriawatch. org/?p=13682.

[iii] La dernière déclaration du président Bouteflika du jeudi 7 mars indique que le pouvoir tente toujours d'imposer cette logique binaire en dépit de l'ampleur des manifestations : « Nous nous devons d'appeler à la vigilance et à la prudence quant à une éventuelle infiltration de cette expression pacifique par une quelconque partie insidieuse, de l'intérieur ou de l'extérieur, qui pourrait (…) susciter la Fitna (discorde) et provoquer le chaos avec tout ce qu'ils peuvent entraîner comme crises et malheurs. », https://www.rtl.fr/actu/international/algerie-abdelazizbouteflika- met-en-garde-contre-un-risque-de-chaos-7797151460.

[iv] Le compromis qui a mis fin à la décennie noire s'est développé par l'intégration au sein du clientélisme d'Etat d'une partie des leaders « religieux » et par l'émergence d'une petite bourgeoisie et d'une bourgeoisie commerciale issues de cette origine en échange de la fameuse « réconciliation ».

[v] Dans un excellent article en date du 7 mars, la sociologue Fatma Oussedik résume comme suit les principales données caractérisant la population algérienne : 70 % de la population est urbaine, le taux de croissance de cette population reste élevé avec un taux de croissance de 2.89 % par an, les moins de 15 ans représentent 29.7 % de la population et les moins de 30 ans comptent pour 54 %. Ramenant le nombre de manifestants à la population active, elle souligne : « Les 3 millions qui ont manifesté représentent, selon nous, environ 25% de la population en âge de manifester, quelles que soient les corrections apportées en comptant les enfants et les retraités présents. », https://www.elwatan.com/edition/contributions/un-peuple-de-trois-millions-dans-les-rues-des-villes-du-pays-qui-sommes-nous-07-03-2019.

[vi] Le terme « haraga » signifie littéralement «ceux qui brulent ». Il désigne l'acte de risquer sa vie en tentant la traversée de la méditerranée sur des embarcations de fortune. Le président de la région de Sardaigne en Italie évaluait ainsi à 1106 le nombre d'algériens débarqués sur la seule côte sud-ouest de l'île en 2016, https://www.algeriepatriotique. com/2017/09/27/recrudescence-inquietante-de-migration-algeriensvers- litalie/.

[vii] Abdelatif Rebah, Le Développement national contrarié, Alger, INAS, 2011.

[viii] Nous empruntons ce terme au politologue Rachid Tlemçani : Etat, Bazar et globalisation. L'aventure de l'Infitah en Algérie, El Hikma, Alger, 1999.

[ix] Abdelatif Rebah, Le Développement national contrarié, op.cit., pp. 65-66.

[x] Rachid Tlemçani, : Etat, Bazar et globalisation. L'aventure de l'Infitah en Algérie, op. cit., p. 96.

[xi] Ibid, p. 95.

[xii] Mehdi Abbas, L'ouverture commerciale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme, Revue Tiers-Monde, n° 210, avril-juin 2012, p. 60.

[xiii] Abdelatif Rebah, Le Développement national contrarié, op.cit., p. 66.

[xiv] Abdelatif Rebah, Un élan populaire pour une alternative de progrès social, El Watan du 6 mars 2019, https://www.elwatan. com/edition /contributions/un-elan-populaire-pour-une-alternative-de-progres-social-06-03-2019.

[xv] Déclaration de l'Union Locale UGTA de la zone industrielle de Rouiba/ReghaÎa du 6 mars 2019, https://www.algerie-eco.com/2019/03 /06/ugta-zone-industrielle-rouiba-reghaia-soutiennent-marches-contre-5e-mandat/.

[xvi] Louïsa Dris-Aït Hamadouche, L'abstention en Algérie : un autre mode de contestation politique, L'année du Maghreb, 2009, p. 263. [xvii] Fatma Oussedik, Un peuple de trois millions dans les rues des villes du pays : qui sommes nous ?, El Watan du 7 mars 2019, https://www.elwatan.com/edition/contributions/un-peuple-de-trois-millions-dans-les-rues-des-villes-du-pays-qui-sommes-nous-07-03-2019.

[xviii] Omar Benderra, Que reste-t-l de la gauche en Algérie, Assafirarabi du 27 novembre 2018, http://assafirarabi. com/fr/23427/2018/11 /27/que-reste-t-il-de-la-gauche-en-algerie/.

[xix] Lénine, La maladie infantile du communisme (le "gauchisme") : « La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX° siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiteurs ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois.

C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. »

[xx] Hocine Belalloufi, Algérie : d'une crise de régime à une crise politique, Contretemps, 7 mars 2019, https://www.contretemps.eu/algeriecrise- regime/.

En complément. Quand tout change et rien ne change.

- Algérie: Lakhdar Brahimi présidera la conférence nationale - Reuters 12 mars 2019

Un diplomate chevronné, Lakhdar Brahimi, présidera la conférence chargée de faire des propositions sur l'avenir politique de l'Algérie après la décision du président Abdelaziz Bouteflika de ne pas briguer un cinquième mandat, a dit une source gouvernementale mardi.

La conférence nationale doit réunir des représentants des manifestants qui défilent depuis trois semaines dans les grandes villes ainsi que des vétérans de la guerre d'indépendance.

Elle sera chargée de superviser la transition, de rédiger une nouvelle Constitution et de fixer la date des élections.

Lundi soir, Abdelaziz Bouteflika, 82 ans, cédant à la pression de la rue, a annoncé qu'il renonçait à être candidat à l'élection présidentielle. Le scrutin qui devait avoir lieu le 18 avril a été reporté à une date non précisée pour l'instant.

Une nouvelle Constitution sera soumise à référendum.

Ancien ministre des Affaires étrangères, Lakhdar Brahimi, 85 ans, a aussi été jusqu'en 2014 l'envoyé spécial de l'Onu sur le conflit syrien. Reuters12 mars 2019

LVOG - Quand ils veulent nous faire croire que "le système" va disparaître.

- "Tout le système doit disparaître. Notre combat continue", déclarait l'un des manifestants, Noureddine Habi, 25 ans. Reuters 12 mars 2019

- Des messages relayés durant la nuit sur les réseaux sociaux appellent les étudiants à manifester mardi pour «la fin du système»

Abdelaziz Bouteflika renonce à briguer un 5e mandat. Dans un message à la nation publié par l'agence officielle APS, il précise que la présidentielle prévue le 18 avril est reportée. Elle aura lieu «dans le prolongement» d'une «conférence nationale» chargée de réformer le système politique et d'élaborer un projet de Constitution d'ici fin 2019. cnews.fr 12 mars 2019

LVOG - On pourrait presqu'en rire.

- Les opposants veulent avoir des représentants fiables et crédibles face à un pouvoir opaque et dominé par les militaires, très habile à diviser ses adversaires. Reuters 13 mars 2019

"Notre principal objectif est maintenant de rassembler le plus possible et de protéger le mouvement contre les infiltrations des partisans du système", a poursuivi l'un des dirigeants de la contestation, Fodil Boumala, un professeur d'université de 48 ans.

Pour lui, une période de transition de 18 à 24 mois sera nécessaire pour permettre la mise en place d'institutions nouvelles et légitimes. Entre-temps, un gouvernement intérimaire composé de technocrates devrait être formé, a-t-il suggéré.

Parmi les autres personnalités qui devraient porter la parole des manifestants figurent l'ancien Premier ministre Ahmed Benbitour, 73 ans, qui a démissionné en 1999 pour dénoncer la politique économique de Bouteflika, et Zoubida Assoul, 63 ans, avocate et dirigeante d'un parti politique, l'Union pour le changement et le progrès (UCP).

L'avocat et militant des droits de l'homme Mustapha Bouchachi, 67 ans, devrait également jouer un rôle de premier plan dans les discussions, dit-on dans les milieux d'opposition. Reuters 13 mars 2019

Un peu court, un peu léger.

Il y aurait une crise de la démocratie représentative nous dit-on. Qu'est-ce que cela signifie ?

La représentation directe serait préférable, mais comme en pratique elle est irréalisable, ses partisans se rabattent sur la représentation participative, qui n'est rien d'autre qu'une somme de positions individualistes où la conscience de classe est absente, qui consiste à l'arrivée à adopter des mesures compatibles avec l'existence du régime en place au lieu de le combattre pour l'abattre et reconstruire la société sur de nouvelles bases sociales.

La crise de représentativité expriment la crise du mouvement ouvrier, trop corrompu par le capitalisme pour être en mesure d'incarner les intérêts collectifs des exploités et des opprimés.

C'est de ce constat dont on devrait partir, au lieu de parer le mouvement ouvrier de vertus qu'il a abandonnées ou exiger qu'il réalise l'unité. Il n'y a que les sourds et les aveugles de nos jours pour refuser de l'admettre ou il faut être d'une mauvaise foi sans fond. On ne pourra rien construire ou reconstruire pour aller de l'avant sur des bases pourries, sur la base de mensonges ou de dénis.

Lu dans un article.

- "*L'autre camp ne se bat pas avec les faits, c'est ce qui fait notre force. Ils disposent d'argent, de larges audiences, mais nous, nous disposons des faits. Il nous faut juste les divulguer.*"

LVOG - Et après ? Rien ! Quand la révélation des faits ne s'inscrit pas dans une perspective politique, une stratégie politique, cela ne sert strictement à rien ou tout reste à faire. Les faits, tout le monde les connaît amplement, et pourtant cela ne se traduit pas en terme de mobilisation contre le régime. La question est de savoir pourquoi, qu'est-ce que cela signifie.

Encore une réflexion sur la situation.

Tant que le régime s'efforçait de maintenir les apparences trompeuses d'une démocratie en partageant le pouvoir avec ses opposants institutionnels ou parlementaires, en accordant des mesures à la marge pour certaines catégories de travailleurs ou en perpétuant leurs statuts privilégiés, tout en ménageant les classes moyennes à coup de niches fiscales ou autres avantages en nature en échange de leur soutien, chacun jouait le jeu et y trouvait son compte et les moutons étaient bien gardés.

La banalisation de la démagogie ordinaire faisait office de gouvernance et remplissait parfaitement sa fonction. Le consensus légendaire ou la collaboration de classes normalisée et le rôle interchangeable établis entre les différents acteurs de cette comédie fonctionnait à merveille. Bien peu d'entre eux s'attendront à ce que cette partition si bien réglée soit remise en cause, jusqu'au jour où l'oligarchie financière anglo-saxonne décida de siffler la fin de la récréation pour passer à l'offensive tout azimut contre le prolétariat mondial sur fond de crise du capitalisme devenue permanente, et pratiquement sans expédient ou privé de la possibilité de recourir au plus classique et extrême d'entre eux devenu trop dangereux, la guerre mondiale, pour éviter que l'ensemble du système économique ne s'effondre et en profiter pour se refaire temporairement une santé, relancer ensuite un nouveau cycle du capital, démarche devenue illusoire ou sans effet durable, si bref ou éphémère, bien en-deça de ce qui serait nécessaire pour satisfaire les besoins colossaux des capitalistes et de la population mondiale toujours exponentielle...

Bref, il était indispensable de saisir l'occasion qu'ils détenaient dorénavant pratiquement la totalité des leviers du pouvoir économique et politique à l'échelle mondiale, et que le mouvement ouvrier ne s'était jamais remis de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme pour frapper un grand coup et mettre un terme à cette mascarade nommée représentation démocratique au profit de régimes autoritaires, pendant que la planche à billets suppléerait à tous les avantages qu'ils auraient pu tirer d'une guerre mondiale.

Dorénavant, ils entendaient gouverner sans partage sur les plans politique et économique en plaçant à la tête des Etats ou des Parlements des partis qu'ils auraient créés et formaté pour appliquer à la lettre leur stratégie, étouffant, censurant ou réprimant violemment toute contestation à leur régime tyrannique. Mais en procédant de la sorte n'allaient-ils pas prendre le risque qu'elle se radicalise et se cristallise pour ouvrir la voie à une révolution prolétarienne et socialiste ? C'est ce qu'on peut effectivement imaginer théoriquement, mais en pratique cette menace n'existe pas à l'heure actuelle, puisqu'aucun parti ouvrier reposant sur le marxisme n'inspire confiance aux masses, pas même aux éléments les plus évoluées ou déterminées d'entre elles.

L'avant-garde du mouvement ouvrier demeure disloquée pour n'avoir pas su apprécier le tournant de la situation mondiale et l'évolution du capitalisme à partir du début des années 70, où figurait déjà les prémices des développements économiques et politiques à venir ou qui allaient conduire à la situation actuelle. A aucun moment ses dirigeants ne furent capables de prendre la mesure des profondes transformations qu'allaient connaître les classes, le capitalisme, la société en général. On en veut pour preuve qu'ils ont continué invariablement à tenir les mêmes discours, ce qui a contribué à les couper encore plus des masses. Ils n'ont pas compris ou ils ne veulent pas comprendre, qu'on ne s'adresse pas de la même manière ou qu'on ne peut pas avoir les mêmes rapports avec des ventres vides et des ventres pleins, des têtes vides et des têtes pleines et mal remplies, autrement dit qu'on n'est plus au début du XXe siècle !

Si les classes et les rapports entre les classes n'ont pas changé fondamentalement, ils ont évolué, ils ne se présentent plus de la même manière, et la manière dont les exploités les perçoivent ou perçoivent leur condition ne sont plus les mêmes. C'est cela qu'ils refusent obstinément d'admettre en s'accrochant désespérément à une conception de la lutte de classe devenue par bien des aspects obsolètes ou impuissantes pour gagner des travailleurs au socialisme, les organiser, en faire des travailleurs et des militants conscients du processus dialectique matérialiste et historique.

Si le capitalisme a évolué et est plus exigeant que jamais, il en est de même de son pendant, les travailleurs, dont la plupart se sont adaptés finalement au capitalisme et à leur condition, tant qu'ils arrivent à s'en sortir ou en tirent certains satisfactions, que l'on peut juger désuètes, éphémères ou ridicules, à raison dans bien des cas. Mais la question n'est pas la manière dont nous les percevons, mais celle dont eux les perçoivent. On commet trop souvent l'erreur de considérer leur condition en faisant abstraction de la manière dont ils l'interprètent ou vice versa, en devisant à l'infini sur l'idée qu'ils en ont en s'écartant de la réalité, ce qui se traduit par une incompréhension réciproque, alors qu'il faut les aborder et les traiter ensemble pour que leur niveau de conscience progresse. Pourquoi les travailleurs réagissent-ils ainsi, quelle est leur condition, ces deux questions sont inséparables. Dans les discours qu'on leur propose l'un ou l'autre de ces facteurs est systématiquement absent, sous-estimé ou surestimé quand il n'a pas lieu de l'être ; car on doit évidemment concevoir que selon les circonstances l'un ou l'autre l'emporte ou demeure en retrait et doit être traité en conséquence.

N'allez pas commettre la terrible méprise de croire que je serais en train de faire du Mélenchon, car en réalité tout nous oppose.

Effectivement, je me souviens que durant sa campagne électorale de 2016-2017, il martela qu'il était indispensable que le niveau de conscience des masses progresse pour pouvoir changer de politique, ce qui est exact, à ceci près qu'il allait lui donner un contenu purement électoraliste ou parlementariste, réformiste, bourré d'illusions, en faisant croire qu'il serait possible d'adopter des réformes sociales sans toucher aux fondements du capitalisme dans le cadre des institutions en place, ce qui serait évidemment impossible, niant au passage la crise du capitalisme et la crise politique qui en découlerait, puisque la réaction se mobiliserait pour s'y opposer, ce qui le conduisit à la fin de sa campagne électorale à modérer son discours, à se renier même, et à ne plus proposer que des mesures compatibles avec le capitalisme et l'Union européenne de manière à brasser le maximum d'électeurs précédemment acquis au PS, il dut estimer que pour rassembler le maximum de voix sur son nom et son programme, il valait mieux pencher à droite qu'à gauche, perdre des voix à l'extrême gauche serait largement car compensées par celles qu'ils récupèreraient du côté des classes moyennes et des couches de la classe ouvrière les moins enclines à remettre en cause l'existence du régime.

En conclusion, nous étions en présence d'un bonimenteur, qui, constatant que le réformisme avait fait son temps ou épuisé toutes ses cartouches, à blanc, car n'ayant jamais menacé l'existence du capitalisme, et que par conséquent les partis dont c'était l'unique capital étaient désormais rejetés ou laminés, le PS et le PCF, refusant de se situer sur le plan du socialisme, il ne lui restait plus qu'à tenir un discours aux apparences radicales conforme à celui que voulaient entendre ses électeurs potentiels en parant le réformisme de vertus qu'il n'a jamais eu, ni vu ni connu je t'embrouille et le tour était joué. Autrement dit, chacun aura compris que son intention du départ de contribuer à l'élévation du niveau de conscience des masses n'avait pas d'autres objectifs.

Il expliquera que pour avoir une chance d'être élu, il ne pouvait pas procéder autrement, parce que les électeurs ou les masses n'étaient pas en mesure d'adopter le socialisme ou n'étaient pas préparer pour rompre avec le capitalisme, les institutions et l'UE, ce qui signifiait ou constituait l'aveu qu'il était prêt à gouverner pour le compte des capitalistes ou qu'une fois élu il aurait totalement capitulé ou n'aurait jamais appliqué la moindre mesure contenue dans son programme, hormis peut-être celles qui étaient compatibles avec le capitalisme pour peu que les tenants du régime lui permettraient. Qu'il ait été élu ou non, cela n'aurait absolument rien changé pour les masses.

Cela signifie que son alignement sur les illusions des masses aurait été totalement inutile, quelles que soient les explications qu'il aurait fournies, la preuve aurait été apportée que rien ne pouvait justifier l'argument selon lequel il fallait ménager les masses et leur tenir un discours modéré pour ne pas les effaroucher, sinon pour les tromper et faire gagner du temps au capitalisme dont il était un des représentants. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je n'ai pas appelé à voter pour lui.

Tout cela peut paraître bien compliqué ou plutôt très tordu, ces gens-là sont ainsi faits, mais en fait c'est très simple à comprendre. C'est un peu comme les salariés qu'on aura conduit à accepter de voir baisser ou bloquer leurs salaires, soi-disant pour sauver l'entreprise qui les emploie ou leurs emplois, pour finalement un ou deux ans plus tard être tous licenciés. Qu'auront-ils obtenu ? Rien. Quel enseignement tireront-ils de cette expérience ? Aucun. Ils auront accepté des sacrifices pour au bout du compte voir leur vie brisée dans certains cas ou se retrouver face à des difficultés matérielles extrêmes. On nous rétorquera peut-être que cela ne signifiait pas pour autant que ces travailleurs auraient accepté le sort qui leur avait été réservé, où aurais-je affirmé le contraire, nulle part, j'ai seulement voulu montrer à quoi conduisait cette conception de la lutte de classes. En revanche pour le capitalisme, la vie continuera comme avant.

Où se situe le problème politique ? Dans le renoncement à affronter le capitalisme, à ne rien lui céder et au contraire à capituler sans cesse et sans cesse, ce ne sont pas les prétextes qui manquent.

A défaut d'élever le niveau de conscience de classe des masses en la situant exclusivement sur leur terrain de classe, je ne parle pas de l'amener au niveau du socialisme, Mélenchon se destinait à la manipuler pour le compte des capitalistes.

Qu'est-ce que la novlangue ?

La rhétorique des imposteurs, des despotes aux intentions inavouables qui avancent masqués, des psychopathes enragés qui ont pour ennemi la civilisation humaine.

La novlangue ou nouvelle langue est celle pratiquée par Macron et les médias. Elle a été décrite par G. Orwell dans 1984. Elle est destinée en priorité aux classes moyennes et aux intellectuels, pour qu'ils ne ne leur viennent pas à l'idée de s'allier avec le prolétariat pour renverser le régime en place.

La destruction des mots doit servir à empêcher la pensée de pouvoir se structurer, donc d'acquérir une certaine liberté d'interprétation de la réalité, ou pire, un esprit critique. Et dès lors que cette connaissance ou cette faculté vous fait défaut, vous ne pouvez plus agir librement, vous ne pouvez pas discerner le vrai du faux, le bon du mauvais, le bien du mal, l'utile du nuisible, le meilleur du pire, du coup vous vous retrouvez totalement à la merci de ceux qui le savent et vous gouvernent.

L'appauvrissement du langage entraîne une régression de la civilisation humaine qui est souhaitable, puisqu'elle coïncide avec la désagrégation de la société qui caractérise le stade ultime de l'exploitation de l'homme : le néolibéralisme ou le nouvel ordre mondial totalitaire.

En voici quelques applications.

- « Celui qui a le contrôle du passé, disait le slogan du Parti, a le contrôle du futur. Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé. »

Cela s'appelait « Contrôle de la Réalité ». On disait en novlangue, double pensée.

Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle. Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie. Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore. Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité. Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer. La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

Il existait toute une suite de départements spéciaux qui s'occupaient, pour les prolétaires, de littérature, de musique, de théâtre et, en général, de délassement. Là, on produisait des journaux stupides qui ne traitaient presque entièrement que de sport, de crime et d'astrologie, de petits romans à cinq francs, des films juteux de sexualité, des chansons sentimentales composées par des moyens entièrement mécaniques sur un genre de kaléidoscope spécial appelé versificateur. Il y avait même une sous-section entière – appelée, en novlangue, Pornosex – occupée à produire le genre le plus bas de pornographie.

– Comment va le dictionnaire ? demanda Winston en élevant la voix pour dominer le bruit.

– Lentement, répondit Syme. J'en suis aux adjectifs. C'est fascinant.

Le visage de Syme s'était immédiatement éclairé au seul mot de dictionnaire.

– La onzième édition est l'édition définitive, dit-il. Nous donnons au novlangue sa forme finale, celle qu'il aura quand personne ne parlera plus une autre langue. Quand nous aurons terminé, les gens comme vous devront le réapprendre entièrement. Vous croyez, n'est-ce pas, que notre travail principal est d'inventer des mots nouveaux ? Pas du tout ! Nous détruisons chaque jour des mots, des vingtaines de mots, des centaines de mots. Nous taillons le langage jusqu'à l'os. La onzième édition ne renfermera pas un seul mot qui puisse vieillir avant l'année 2050.

LVOG - En France de nos jours le dictionnaire comporte toujours plus de mots, mais les Français en emploient et en comprennent de moins en moins.

– C'est une belle chose, la destruction des mots. Naturellement, c'est dans les verbes et les adjectifs qu'il y a le plus de déchets, mais il y a des centaines de noms dont on peut aussi se débarrasser. Pas seulement les synonymes, il y a aussi les antonymes. Après tout, quelle raison d'exister y a-t-il pour un mot qui n'est que le contraire d'un autre ? Les mots portent en eux-mêmes leur contraire.

En résumé, la notion complète du bon et du mauvais sera couverte par six mots seulement, en réalité un seul mot.

Vous ne saisissez pas la beauté qu'il y a dans la destruction des mots. Savez-vous que le novlangue est la seule langue dont le vocabulaire diminue chaque année ?

– Ne voyez-vous pas que le véritable but du novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? À la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. Tous les concepts nécessaires seront exprimés chacun exactement par un seul mot dont le sens sera délimité. Toutes les significations subsidiaires seront supprimées et oubliées. Déjà, dans la onzième édition, nous ne sommes pas loin de ce résultat. Mais le processus continuera encore longtemps après que vous et moi nous serons morts. Chaque année, de moins en moins de mots, et le champ de la conscience de plus en plus restreint. Il n'y a plus, dès maintenant, c'est certain, d'excuse ou de raison au crime par la pensée. C'est simplement une question de discipline personnelle, de maîtrise de soi-même. Mais même cette discipline sera inutile en fin de compte. La Révolution sera complète quand le langage sera parfait. Le novlangue est l'angsoc et l'angsoc est le novlangue, ajouta-t-il avec une sorte de satisfaction mystique. Vous est-il jamais arrivé de penser, Winston, qu'en l'année 2050, au plus tard, il n'y aura pas un seul être humain vivant capable de comprendre une conversation comme celle que nous tenons maintenant ?

LVOG - Je crois qu'on y est déjà si j'en juge par la difficulté à se faire comprendre. Je ne sais pas, j'ai l'impression que les gens se foutent de ce qu'ils lisent ou cela ne les intéresse pas d'en savoir davantage, du coup cela ne leur servira à strictement rien. Je me demande s'ils sont encore capables ou non de se concentrer sur un sujet pour être continuellement en train de passer d'un truc à un autre ou tellement ils sont sollicités, à quel moment prennent-ils le temps de prendre du recul pour réfléchir.

Hier, je n'ai pas ouvert l'ordinateur de la journée et je ne me suis pas connecté à Internet, mais quel bonheur, quel moment de détente ! Du coup ce matin je me suis levé à 3h30, les idées se bousculaient dans ma petite tête et je ne voulais rien en perdre, deux jours auparavant j'étais littéralement épuisé, vidé, j'avais tout donné dans la dernière causerie. Ah la vieillerie ! Il va falloir que je m'y habitue, tous les jours vers 21h je tombe de fatigue, il faut dire que je n'arrête pas une seconde de la journée et avec 40°C à l'ombre cela n'arrange rien. Quand je lis un article, si cela ne déclenche pas chez moi une réflexion, c'est que le cerveau ne répond plus et vaut mieux que je fasse autre chose ou que j'aille dormir. Et puis cela m'énerve, ce n'est pas normal, mais bon devenir vieux c'était inévitable !

– Sauf…, commença Winston avec un accent dubitatif, mais il s'interrompit. Il avait sur le bout de la langue les mots : « Sauf les prolétaires », mais il se maîtrisa. Il n'était pas absolument certain que cette remarque fût tout à fait orthodoxe. Syme, cependant, avait deviné ce qu'il allait dire. – Les prolétaires ne sont pas des êtres humains, dit-il négligemment. Vers 2050, plus tôt probablement, toute connaissance de l'ancienne langue aura disparu. Toute la littérature du passé aura été détruite. Chaucer, Shakespeare, Milton, Byron n'existeront plus qu'en versions novlangue. Ils ne seront pas changés simplement en quelque chose de différent, ils seront changés en quelque chose qui sera le contraire de ce qu'ils étaient jusque-là. Même la littérature du Parti changera. Même les slogans changeront. Comment pourrait-il y avoir une devise comme « La liberté c'est l'esclavage » alors que le concept même de la liberté aura été aboli ? Le climat total de la pensée sera autre. En fait, il n'y aura pas de pensée telle que nous la comprenons maintenant. Orthodoxie signifie non-pensant, qui n'a pas besoin de pensée, l'orthodoxie, c'est l'inconscience.

LVOG - La liberté aura été abolie mais pas l'esclavage comme on est parti.

Etonnante prévision ou prophétie en train de se réaliser à grande vitesse.

Aujourd'hui beaucoup de gens font la chasse aux sorcières aux gros mots, tenez, prophétie, voilà que cet abruti de Tardieu (l'auteur de ce portail) se prend pour un prophète vont penser certains ! Et c'est vrai que j'en suis arrivé à éviter certains mots, si j'ai employé celui-ci, c'est par ce qu'Engels l'a utilisé à cinq reprises dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* : Je ne me suis pas avisé de supprimer dans le texte les nombreuses prophéties, en particulier celle d'une révolution sociale imminente en Angleterre, que m'inspirait alors mon ardeur juvénile (page 162 version électronique). Là il était synonyme d'imaginer et non de voeu ou d'un exercice de divination ou mystique.

L'universalisation de l'anglais s'inscrit dans cette perspective, avec un millier de mots ou à peine plus vous devenez anglophone. Au passage, je ne m'exprime pratiquement plus jamais oralement en français, je n'emploie que le tamoul et l'anglais, sauf avec mon épouse au téléphone.

Exercice de novlangue par Christophe Castaner

- «Il ne faut pas inverser la charge de la preuve. Je ne connais pas de policiers ou de gendarmes qui attaquent les manifestants».

LVOG - 392 gilets jaunes sont en prison, 22 ont perdu un œil et 5 une main. legrandsoir 15.02

En balade mercredi à Besançon, il n'a pas résisté à l'occasion d'exprimer une nouvelle fois sa haine des Gilets Jaunes après qu'une poignée eurent tenté de s'approcher du ministre : J'ai « croisé quelques abrutis sur le chemin, qui pensent que mettre en

cause la police est un geste militant ». Cinq personnes ont été interpellées pour des faits d'outrage et de rébellion, selon la préfecture. sputniknews.com 13.03

Le régime de Macron est une démocratie et non une dictature que voulez, gare à ceux qui s'aviseraient de le contester, par Attali évidemment.

Exercice de novlangue par Jacques Attali, idéologue sioniste de l'extrême-centre néolibéral et fasciste.

- On manifeste ? Bien ! Et après ? - Lexpress.fr 13.03.2019

Les citoyens sont dans la rue en France, en Algérie, au Venezuela (Pas en France ! - LVOG). Comment répondre à leurs revendications en démocratie comme en dictature. (D'emblée il commence par un amalgame. - LVOG)

Dans ce monde chaotique, fou, violent, où un nombre incroyable de paramètres interfèrent pour former une situation sans cesse fluide, incertaine, la plupart des gens ont renoncé à prévoir quoi que ce soit (C'est bien le but de la stratégie du chaos néolibérale. - LVOG). Et, en particulier, il est difficile de prévoir le résultat final des manifestations en cours dans des pays aussi différents que la France, l'Algérie ou le Venezuela. (Tiens, il se souvient qu'il y a des manifestations en France, pour mieux cautionner Macron plus loin, normal. - LVOG)

D'abord, évidemment, la première est une démocratie, avec bien des lacunes, certes, mais une démocratie (A force d'accumuler des "lacunes", la quantité se transforme en qualité et la France est devenue ouvertement une dictature. - LVOG) ; alors que les deux autres ne le sont pas (Bien que les chefs d'Etat algérien et vénézuélien aient été élus avec un pourcentage en voix supérieur à sa créature immonde, Macron. - LVOG). Ce qui devrait conduire à des résultats radicalement différents : dans une démocratie, il n'appartient pas à une manifestation de renverser un gouvernement. (Donc, si c'est l'objectif des manifestants, c'est que ce n'est pas une démocratie ! - LVOG)

Donc, en France, la réponse aux manifestations est d'abord dans les urnes, aux dates prévues pour cela (Peu importe que Macron soit le produit d'une supercherie. - LVOG). Et il appartient au gouvernement français de créer les conditions pour que la sortie du "grand débat" y prépare (Merci, on l'avait compris! - LVOG). Sans craindre de décevoir, car on connaît à l'avance, quelles que soient les décisions qui seront annoncées, les réactions des uns et des autres : certains applaudiront, d'autres crieront que ce n'est pas assez, d'autres encore répéteront que seules de nouvelles élections présidentielles, ou un changement de Constitution, satisferont leur appétit de pouvoir. Tout cela est déjà écrit et ne doit pas influer sur la volonté d'un gouvernement légitime d'appliquer le programme pour lequel il a été élu. (Au moins cela a le mérite d'être clair et net. - LVOG)

Qu'on m'entende bien : bien des aspects du programme de ce gouvernement ne me conviennent pas. Il y manque à mon avis de très nombreux éléments de justice sociale et environnementale. (Pure hypocrisie. - LVOG) Mais, il n'empêche, ce gouvernement a été élu légitimement (Macron a été élu par une minorité, donc il est illégitime. - LVOG) ; il est en droit d'appliquer son programme. (Même s'il est rejeté par l'immense majorité. - LVOG) Et s'il peut l'amender pour entendre les colères justes qui se sont exprimées ces derniers mois, ce serait encore mieux. (Au conditionnel, cela n'a aucune valeur ou cela n'a jamais été dans l'intention de Macron et d'Attali. - LVOG)

Dans bien des cas, ce n'est pas la rue qui a fait tomber une dictature (Non, c'est une dictature encore plus puissante ou extérieure [américaine, britannique, française, européenne] ou une nécessité économique, suite aux conséquences désastreuses de sa politique après que l'opposition ait été férocement réprimée ou physiquement liquidée [Espagne, Chili, Argentine, etc.]. - LVOG)

Tandis que, dans une dictature, la rue peut, doit renverser le régime et imposer la démocratie. (En Israël par exemple. - LVOG) Elle doit, mais elle y réussit très rarement. (En revanche, il arrive assez souvent que des fascistes soutenus par Attali et l'oligarchie anglo-saxonne manipulent "la rue" pour renverser le régime en place, au Brésil par exemple. - LVOG)

D'abord, il faut se souvenir que, dans bien des cas, ce n'est pas la rue qui a fait tomber une dictature. Ce n'est pas la rue qui a mis fin à l'Union soviétique, mais les décisions de Gorbatchev ; ce n'est pas la rue qui a mis fin à la dictature hitlérienne, mais les armées alliées d'alors. (Toutes les bonnes choses ont une fin ou il faut passer à autre chose vous diront les banquiers, cela tombe bien, Attali en est justement un ! En Ukraine, ce n'est pas "la rue" qui a renversé le régime en place corrompu, mais un coup d'Etat réalisé par l'Otan et des milices néonazis patronnés par vos amis de l'UE et Soros, pour instaurer la démocratie, cela va de soi ! - LVOG)

Ensuite, il faut se souvenir que, quand la rue ou des armées étrangères terrassent une dictature, cela peut produire le pire, comme ce fut le cas en Egypte, en Irak et en Libye. (Armées étrangères qu'il a soutenues, personne ne l'a oublié. - LVOG) Et, antérieurement, en Europe de l'Est, quand Staline y a remplacé Hitler. (Hitler dont l'entreprise fut financée par vos amis banquiers ou oligarques, là aussi impossible de le nier. Quant à Staline, vous avez été bien content de le trouver pour faire le sale boulot à votre place au nom du communisme. - LVOG)

Au total, qu'il s'agisse de manifestations dans une démocratie ou dans une dictature, le résultat est d'autant plus heureux que ceux qui ont le pouvoir, ou le prennent, ont une idée claire, réaliste, démocratique, de ce qu'il convient de faire pour répondre à la colère de leur peuple, en respectant les points de vue minoritaires. (Nous y voilà, l'essentiel c'est que la minorité des exploiteurs soit servie, sa conception de la démocratie, tout est dit ici. - LVOG)

Et bien des révolutions ont avorté pour n'avoir eu comme seule ambition que le départ d'un tyran. (Heureusement, imaginez un peu qu'elles s'en soient prises à la minorité qui détenait le pouvoir économique ! - LVOG) Il est donc urgent, partout où la colère gronde en ce moment (et peu de pays en sont exempts), de préparer une réponse démocratique, cohérente et complète à ces colères, sans pour autant oublier les enjeux du long terme, qui ne sont que trop rarement les sujets des manifestations : on ne s'occupera sérieusement du climat que quand des manifestations monstres mettront en accusation les entreprises qui polluent, les syndicats qui s'en désintéressent, les gouvernements qui s'en moquent. Et quand ceux qui aspireront à gouverner le feront au nom des générations futures. On en est encore loin. (Pure mystification. La question climatique est instrumentalisée tout comme les "générations futures" dont les uns et les autres se moquent éperdument au profit de l'hégémonie de l'oligarchie, leur unique préoccupation et celle d'Attali, son porte-parole. - LVOG) Lexpress.fr 13.03.2019

Quelques réflexions politiques

1- Avec l'ex-ministre de la police Sarkozy devenu président, on a assisté au début d'une révolution de type nationale socialiste que Macron LBD est chargé d'achever...

2- Ni en Tunisie ni en Egypte il n'y a eu de révolution parce que les régimes et les institutions dont demeurés en place...

3- En Algérie, les commentateurs et les différents acteurs politiques ont salué la "responsabilité" des manifestants qui ne s'en sont pas pris aux institutions, ouf !

4- Au Venezuela, Maduro a le choix entre finir comme Lula ou Allende ou avancer résolument vers le socialisme en appelant les masses à se soulever avec le soutien de l'armée pour exproprier et neutraliser l'oligarchie... Improbable.

Un Parlement à la solde de Washington contre un Président élu au suffrage universelle, un précédent existait en Macédoine.

Réseau Voltaire - Extrait. Le président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, Gjorge Ivanov, a refusé de signer la dernière loi votée par son Parlement. En effet, celle-ci en application du Traité de Prespa porte, pour la première fois, l'en-tête « République de Macédoine du Nord » ; un traité qu'il rejette.

Le Traité de Prespa étant rejeté par les deux tiers de la population, les États-Unis l'ont fait ratifier par le Parlement dont ils ont, pour le besoin, manipulé la composition [1]. Il a alors été adopté et publié au Journal officiel, non pas sous la signature du président de la République, mais sous celle du président du Parlement, Talat Xhaferi, qui est albanophone et pro-US. Réseau Voltaire 12 mars 2019

[1] « Washington corrompt des parlementaires macédoniens pour obtenir l'adhésion à l'Otan et à l'UE », « La Macédoine devient une « démocratie » à l'états-unienne », Réseau Voltaire, 9 et 23 octobre 2018.

Etats-Unis : Un empire mafieux. Comment, vous en doutiez ?

Réseau Voltaire - Extrait. Les États-Unis entendent ne plus considérer leurs alliés comme des protectorats. Par conséquent, ils leur demandent de payer le coût de leur protection, faute de quoi, ils se retireront. C'est ce qu'a annoncé le président Trump, le 17 janvier au Pentagone, qui a été présenté en février à l'Otan, mais n'a été rendu public que cette semaine. Une décision qui s'applique à tous les alliés, du Japon à l'Allemagne. Le problème, c'est que Washington demande également à ses alliés de s'aligner sur ses positions… comme ils le faisaient en tant que protectorats.

Il n'y a pas que la mafia qui demande une rançon en échange de sa « protection ». « Les pays riches que nous protégeons — a prévenu le président Donald Trump de façon menaçante dans un discours au Pentagone— sont tous avertis : ils devront payer notre protection ».

Le président Trump —révèle Bloomberg [1]— va présenter le plan « Cost Plus 50 » qui prévoit le critère suivant : les pays alliés qui hébergent des forces US sur leur territoire devront en couvrir entièrement le coût et payer aux USA un supplément de 50 % en échange du « privilège » de les héberger et d'être ainsi « protégés » par eux.

Il est en tous cas certain —prévoit un chercheur de la Rand Corp.— qu'avec le plan « Cost Plus 50 », les coûts pour les alliés « vont grimper en flèche ». On parle d'une augmentation de 600 %. Réseau Voltaire 12 mars 2019

[1] Defending the Society of States_ Why America Opposes the International Criminal Court and its Vision of World Society, Jason Ralph, Oxford University Press, USA (2007)

Ils osent tout. En plein jour, en Europe, en Espagne, la CIA attaque une ambassade.

- Attaque mystérieuse d'une ambassade à Madrid : un lien avec la CIA ? - euronews 13 mars 2019

Les services secrets américains ont-ils un lien avec la mystérieuse attaque de l'ambassade nord-coréenne à Madrid le 22 février dernier ? C'est ce qu'affirme le quotidien espagnol El Pais ce mercredi. Selon le journal, au moins deux des dix assaillants qui ont frappé et interrogé le personnel présent ce jour-là ont été identifiés et ont des liens avec la CIA.

Cette attaque est intervenu quelques jours avant un sommet à Hanoï entre Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un. Selon les sources citées par El Pais, l'objectif de cet assaut, "était d'obtenir des informations sur Kim Hyok Chol", le dernier ambassadeur de Corée du Nord en Espagne, devenu depuis l'une des personnes de confiance de Kim Jong Un et son émissaire pour les Etats-Unis.

Toujours selon El Pais, les dix hommes sont entrés dans l'ambassade avec des armes factices. Ils ont bâillonné et ligoté ses occupants et auraient ensuite dérobé des documents, ordinateurs et téléphones avant de quitter les lieux avec des véhicules de l'ambassade.

Les autorités espagnoles ont demandé des explications à la CIA, qui a répondu par la négative mais de façon "peu convaincante", conclu le quotidien selon qui les services secrets américains auraient agi "probablement en coopération" avec ceux de la Corée du Sud. euronews 13 mars 2019

Vous vous êtes enflammés pour le Brexit, et bien consumez-vous maintenant !

- La City face au Brexit : même pas peur ! - LePoint.fr 12 mars 2019

On annonçait un big bang, il n'en est (pour l'instant) rien. Londres compte bien profiter de la sortie de l'UE pour rester incontournable.

Si les arrogantes tours dédiées à l'argent et au pouvoir de la City pouvaient courber le dos et rentrer les épaules, elles feraient profil bas. À l'approche du 29 mars, la première place financière européenne, voire mondiale, ressemble à un cortège funèbre. Chaque semaine, les départs d'opérateurs prennent des proportions de plus en plus inquiétantes.

Le déménagement, le 6 mars, de Londres à Paris de l'Autorité bancaire européenne (ABE), dernier épisode en date, aurait pu inquiéter la City. Il n'en a rien été. « C'est une petite organisation liée à la zone euro, pas connue, dont l'unique mission sont les tests de résistance des banques. S'ils sont soumis à ces critères, au bout du compte, les établissements londoniens sont contrôlés par le régulateur local, la Banque d'Angleterre », souligne un observateur à propos de l'absence de réaction à la perte de quelque 200 emplois au profit de la rivale parisienne. En réalité, le « square mile » est un personnage à deux têtes qu'il ne montre jamais simultanément.

D'un côté, il y a le notable qui exprime publiquement sa frustration devant le blocage parlementaire, les divisions au sein de la majorité, la possibilité d'un divorce sans accord ou l'intransigeance de Bruxelles. En privé toutefois, quel que soit l'interlocuteur à l'ombre de la cathédrale Saint-Paul, le discours est optimiste : Londres saura profiter à bon escient de la nouvelle course étincelante et orgueilleuse au grand large pour garder son leadership, non seulement européen mais global. Le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne permettra à la City de décupler ses atouts traditionnels que sont l'avantage des fuseaux horaires, la langue anglaise, le droit coutumier, la souplesse de sa réglementation...(vous ne lirez pas la suite, elle était réservée aux abonnés du Point, et je n'en fais pas partie) LePoint.fr 12 mars 2019

Mystification. Leur humanisme est la politesse des salauds...

En famille. Ils ne savent plus quoi inventer pour cautionner les institutions de la Ve République.

- Conflit au Yémen: les députés Insoumis réclament une commission d'enquête - AFP 14 mars 2019

Le groupe des députés Insoumis plaide pour une commission d'enquête parlementaire sur "l'implication de la France"... AFP 14 mars 2019

- Grand débat: Un "stage de pauvreté obligatoire pour les élus" proposé - Le HuffPost 12 mars 2019

Quelle ignominie !

- Accord européen pour protéger les lanceurs d'alerte - Reuters 12 mars 2019

Traduire: Pour dénoncer les lanceurs d'alerte !

- Droits humains: Washington épingle ses adversaires mais ménage certains alliés - AFP 14 mars 2019

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a choisi d'épingler la Chine et l'Iran en présentant mercredi son rapport annuel sur les droits humains dans le monde, tout en se montrant conciliant avec d'autres mauvais élèves au nom des "intérêts des Etats-Unis".

Cette année, un petit glissement sémantique a sauté aux yeux des observateurs: le Golan syrien n'est plus présenté comme un territoire "occupé par Israël" mais uniquement "contrôlé" par l'Etat hébreu. L'an dernier déjà, la section consacrée auparavant à "Israël et les Territoires occupés" avait été renommée "Israël, Golan, Cisjordanie et Gaza". AFP 14 mars 2019

Droits humains : Cela existe aux Etats-Unis ?

Macron démission sans «délai raisonnable» : Tout de suite !

Algérie : Macron appelle à une transition «dans un délai raisonnable» - Le Parisien 13 mars 2019

Élection présidentielle en Algérie : "La rue a fait reculer tout le monde" - Franceinfo 13 mars 2019

LVOG - C'est bizarre, en Algérie ils sont des millions à descendre dans la rue mais pas en France. En France la majorité doit avoir de bonnes raisons de vouloir conserver le régime en place... ou de mauvaises, chut, c'est un sujet tabou ! Se rendent-ils compte qu'ils ont les mêmes tics qu'à LREM ou BFMTV ?

Manipulation des consciences. Comment ça marche ?

Si la Syrie est en ruine, c'est de la faute d'Assad, et si c'est le chaos au Venezuela, c'est de la faute de Maduro.

- Après huit ans de guerre, Assad s'estime sauvé, mais la Syrie reste en ruines - AFP13 mars 2019

- Après la panne : le Venezuela sort de l'ombre, pas du chaos - AFP 14 mars 2019

Totalitarisme. Fabrication du consentement. Engagez-vous ! Où, dans la légion ? Non, avec LREM. Vous jouez sur les mots !

Quand ils se servent de l'école pour propager leur propagande.

Ces débats doivent permettre "de travailler à des propositions concrètes pour que les lycéens s'engagent", selon le Ministre de l'Education - Franceinfo 11 mars 2019

LVOG - Autre bizarrerie, il y en a qui n'arrêtent pas de nous bassiner avec l'intention de Macron (et avant lui Hollande, Sarkozy, etc.) de lier les organisations du mouvement ouvrier à la mise en oeuvre de sa politique, voire de participer à sa rédaction, mais quand ce sont plus largement les masses qui sont appelées à y collaborer, là ils sont muets comme des carpes !

Pacte scélérat ou corporatisme.

- Grand débat: le Cese préconise l'instauration d'un "pacte démocratique" - AFP 12 mars 2019

Le Comité économique, social et environnemental (Cese) a préconisé mardi l'instauration d'un "pacte démocratique", estimant que c'est "le processus d'élaboration des décisions qui est déterminant pour rétablir la confiance, autant que les décisions elles-mêmes", dans un avis destiné à dégager des réponses dans le cadre du grand débat national.

Cet avis rapporté par Dominique Gillier (CFDT) et Michel Badré (ancien président de l'Autorité environnementale) a été adopté en séance plénière en présence du Premier ministre Édouard Philippe et de plusieurs membres du gouvernement.

Le rapport préconise en particulier l'amélioration de la participation aux décisions. "La recherche d'un meilleur équilibre entre la démocratie représentative (...), la représentation des corps intermédiaires et l'avis de citoyens choisis au hasard en fait partie". Le Cese propose un débat institutionnel sur ce point après la fin du grand débat. AFP 12 mars 2019

Quand les syndicats participent aux opérations d'intoxication du régime. En faisant du zèle, s'il vous plaît !

- Un syndicat enseignant organise un nouveau "stage antiraciste" sur le "traitement des populations non-blanches" - Franceinfo 14 mars 2019

En 2017, des ateliers du même type organisés par Sud Education 93, dont certains "en non-mixité", avaient provoqué un tollé et une plainte du ministre de l'Education. Franceinfo 14 mars 2019

Blanquier à ces "syndicalistes" : Mes chers amis, vous en faites trop, calmez-vous sinon vous allez faire tout foirer...

Faites tomber les masques... du totalitarisme.

- Loi Anticasseurs: adoptée, au Conseil constitutionnel de se prononcer - AFP13 mars 2019

Interdictions préventives de manifester - mesure qui a cristallisé les critiques -, fouilles, délit de dissimulation du visage...

"le coeur du texte est le délit de dissimulation du visage" a souligné Bruno Retailleau, chef de file des sénateurs LR.

"Ce texte ne comporte pas le début d'une once d'arbitraire", a assuré le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, soulignant que "la justice reste l'ultime garant des libertés". AFP13 mars 2019

Pour te poursuivre plus tard, t'inculper, te sanctionner, voire t'envoyer en tôle, briser ta vie, il faut au moins qu'on ait ta belle gueule en photo ou en image.

La "justice", les tribunaux d'exception qui ont jugé arbitrairement et de façon expéditive des centaines de manifestants depuis le 17 novembre 2018. Nous exigeons l'annulation des poursuites et la libération de ceux qui ont été embastillés. La prison vous protège contre vous-même, vous y êtes en sécurité !

Les mains sales.

- Climat : le gouvernement veut montrer patte verte face à la contestation - Le HuffPost

- Européennes : le parti allié à LREM financé par le fabricant du glyphosate - Franceinfo

En complément.

- Pesticides : la justice reconnaît l'origine professionnelle de la maladie de Parkinson d'un ex-employé agricole - Franceinfo

Dommage, trop tard !

- Marseille : le cannabis bientôt testé chez des malades de Parkinson - Le Parisien 11 mars 2019

C’est une première mondiale, annonce le professeur en charge de l’étude. Les effets du cannabis seront bientôt testés sur des malades de Parkinson, à l’hôpital de la Timone à Marseille (Bouches-du-Rhône). Une vingtaine de patients doivent participer à cet essai clinique qui visera à tester les effets du cannabis thérapeutique sur leurs symptômes, ceux de maladies neurodégénératives.

Cette étude est rendue possible par une récente annonce de l’Agence du médicament (ANSM) qui a indiqué en décembre souhaiter la mise en place d’une expérimentation du cannabis thérapeutique avant la fin 2019. Et le 13 février, le Parlement européen a voté une résolution sur la légalisation du cannabis thérapeutique. Autorisé dans une trentaine de pays dans le monde, le cannabis thérapeutique n’a cependant « jamais été étudié sérieusement pour Parkinson », selon le professeur Olivier Blin, directeur de Dhune, un programme de recherche sur les maladies neurodégénératives.

« La demande est venue directement des patients qui ont observé des améliorations de leurs symptômes en consommant du cannabis », a expliqué le professeur Blin qui est également chef du service pharmacologie de l’Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM). Le Parisien 11 mars 2019

Commentaire d'un internaute

- "C'est un médicament sur lequel il n'y aura jamais de rupture de stock à Marseille, surtout pour les génériques."

LVOG - Et c'est moins dangereux ou nocif que la pollution en tous genres, la cigarette, l'alcool, les médias, les réseaux asociaux, la publicité, les instituts de sondages, les jeux vidéos, les ONG, les OGM, les somnifères, les antidépresseurs, les opiacés, les produits de l'agriculture et de l'élevage intensif ou issus des trusts agro-alimentaires bourrés de produits chimiques, de sel ou de sucre, etc.

Sans addiction et en le consommant modérément, il a pour vertu de favoriser la mémoire et la concentration, le développement intellectuel, de briser temporairement certains complexes ou blocages psychologiques, de combattre efficacement l'anorexie, d'apaiser les tensions, de mettre de bonne humeur ou de remonter le moral, de constituer un somnifère naturel sans accoutumance ou effets secondaires, c'est aussi un puissant aphrodisiaque. Cependant chez certains sujets il peut provoquer des crises de paranoïa ou d'hystérie qui disparaissent au bout de quelques minutes.

Il a comme inconvénient majeur de favoriser inconsciemment le narcissisme ou l'individualisme dans des proportions démesurées, qui peut conduire à faire abstraction de tout un pan de la réalité, celui qui présente des aspects négatifs ou désagréables, de telle sorte qu'il contribue à s'en accommoder au lieu de les combattre. Il pousse donc à la passivité ou à l'indifférence de l'orientation de la société. On comprend mieux ici pourquoi certains Etats le légalisent, et à mon avis d'ici quelques années il sera en vente libre dans de très nombreux pays, cette mesure étant destinée principalement à neutraliser la combativité de la jeunesse, sachant que la plupart des jeunes n'auront ni la sagesse de ne pas en abuser ni conscience du danger qui les menace, la principale menace étant évidemment la survie du capitalisme ou du système économique mafieux mis en place par l'oligarchie financière.

Bref, il n'a rien d'obligatoire et on peut très bien s'en passer. Sinon, il est fortement conseiller d'éviter de le consommer avec l'alcool, des psychotropes ou d'autres drogues. Son usage doit demeurer pour ainsi dire thérapeutique ou homéopathique, par exemple pour se détendre un peu quand on ne supporte plus le vieux monde pourri dans lequel on nous impose de vivre à défaut de pouvoir le liquider, tout en sachant qu'il ne disparaîtra pas de lui-même si on ne s'organise pas pour l'abattre.

Les paradis artificiels demeureront toujours des exutoires illusoires pour se débarrasser des maux qui nous accablent. Ils peuvent être utiles ou nuisibles selon l'usage qu'on en fait, tout est une question de mesure, de discernement, de maîtrise de ses actes et de leurs conséquences. En toutes circonstances on doit demeurer logique, lucide, c'est notre conscience politique, notre conscience de classe qui doit nous guider et rien d'autres. Je me souviens avoir lu quelque part que Marx et Engels ne rechignaient pas à lever le coude pour se détendre un peu, qui oserait leur reprocher, personne, n'est-ce pas ?

Du consentement au "renoncement".

- Grand débat: l'exécutif se donne un mois pour trancher - AFP 13 mars 2019

Emmanuel Macron devrait clore le grand débat à partir de la mi-avril, "en donnant les grands axes de réponse et le sens de la direction à suivre", selon Sébastien Lecornu, ministre coanimateur du grand débat.

Mais "il ne faut pas imaginer qu'un beau soir à 20H00, il y aurait une grande déclaration du président qui dirait devant le drapeau: "voilà, je vous ai compris, voilà les 4-5 choses qu'on va faire, fermez le banc, on passe à autre chose". Ca ne peut pas être ça", a prévenu mercredi le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand (LREM).

Le début d'année a vu s'effriter la mobilisation des "gilets jaunes", tombée à 28.600 personnes selon l'Intérieur le 9 mars. Mais sans faire cesser les manifestations des samedi, ni la crainte que les décisions post-grand débat ne déçoivent et réveillent la vague jaune.

"Imaginer qu'il serait possible de sortir du grand débat par une série d'annonces, de vérités révélées, c'est se tromper sur la nature même de l'exercice et sur la volonté même de ceux qui y ont participé", a averti mardi Edouard Philippe. Pour qui il faudra aboutir à un "compromis démocratique" avec "des choix, y compris sur des renoncements, y compris sur des choix difficiles".

Autre complexité: articuler la "sortie" du grand débat avec la campagne des élections européennes du 26 mai, source supplémentaire de tensions et d'attaques. AFP 13 mars 2019

A noter : Comment, mais c'est insupportable toutes ces "attaques"...

Soros vous informe.

- Les "fake news" massivement partagées par les gilets jaunes sur Facebook - euronews 3 mars 2019

On peut les voir dans les rues le samedi mais surtout sur les réseaux sociaux, tous les jours. Les gilets jaunes en font même leur principale source d'information et ne s'en cachent pas. Pourtant, les "fake news" s'y accumulent. L'ONG Havaaz a étudié le nombre de vues et de partage des 100 fausses nouvelles les plus virales sur des groupes et comptes Facebook liés aux gilets jaunes entre le premier novembre et le 6 mars.

Selon un sondage Yougov réalisé pour Avaaz, 87% des citoyens Français, Allemands, Italien et espagnols voudraient que les réseaux sociaux collaborent avec des vérificateurs de faits (Factuel, le Fact-Cheking de l'AFP ou le Checknews de libération)

LVOG - Mais où voulaient-ils en venir ? Réponse à la fin de cet article.

Euronews - Russia Today tire profit du mouvement.

Si les gilets jaunes rejettent ce qu'ils appellent les médias "mainstream", Russia Today remporte tous les suffrages grâce aux vidéos des manifestations qu'elle diffuse. La chaîne d'information, financée par la Russie, accumule plus double des vues récoltées par le Huffington Post, Le Figaro, L'Obs et Le Monde réunis. euronews 3 mars 2019

Le Huffington Post, Le Figaro, L'Obs et Le Monde, en fait tous les médias pratiquent la censure ou l'autocensure et cela commence à se savoir !

Le IVe Reich sera-t-il (américano)-franco-allemand ou Hitler et Pétain en avaient rêvé, et avant eux Thiers et Bismarck !

- Les députés donnent leur feu vert à la création d'une assemblée parlementaire franco-allemande - Franceinfo

Le titre est une provocation... mais ne manque pas de sens, historique, non ?

Venezuela

LVOG - Depuis l'électricité a été rétablie dans tout le pays.

- Le gouvernement de Maduro s'efforce de rétablir le courant dans l'Ouest - Reuters 14 mars 2019

Le gouvernement du président vénézuélien en exercice, Nicolas Maduro, s'efforçait mercredi de rétablir le courant dans l'ouest du pays alors que les pillages s'y intensifient.

Après une longue panne d'électricité la semaine dernière, le courant a été peu à peu rétabli dans plusieurs parties du pays, ce qui a permis de rouvrir le port de Jose, crucial pour les exportations pétrolières du Venezuela.

Le gouvernement Maduro accuse les Etats-Unis d'être à l'origine de cette panne, ce que Washington dément.

La Chine a proposé mercredi son aide au gouvernement de Nicolas Maduro et a estimé à son tour que la panne de courant était le résultat d'actes de sabotage.

Dans l'ouest du pays, où le courant n'a pas été partout rétabli, la population est confrontée à un regain de violences et à la multiplication des pillages, dans l'Etat de Zulia notamment.

Plus de 300 entreprises ont été saccagées dans l'Etat situé à la frontière colombienne, ont annoncé les autorités locales.

Dans la foulée de la série de pillages signalés dimanche, plusieurs entreprises ont décidé de solder leur stock de marchandises de peur d'être à leur tour victimes de violences. Reuters 14 mars 2019

LVOG - L'AFP s'est faite plus circonspecte, car l'accusation de sabotage a été prise au sérieux par plusieurs Etats.

AFP - La Chine a proposé son aide pour faire la lumière sur les raisons de cette panne, dont l'ampleur et la durée restent inédites dans ce pays pétrolier. Le président Nicolas Maduro y voit une attaque "cybernétique" fomentée par le ministère américain de la Défense et l'opposition.

Une thèse techniquement possible, selon les experts, qui la jugent cependant improbable et rappellent le manque d'entretien des infrastructures du pays.

Maduro a annoncé la création d'une "commission d'enquête présidentielle" pour laquelle il entend solliciter "l'aide de l'ONU, de la Chine, de la Russie, de l'Iran, et de Cuba, pays qui ont une grande expérience des cyber-attaques". AFP 14 mars 2019

Haut de page

Le 17 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

En fin de journée j'ajouterai des articles à télécharger.

- Au format pdf (18 pages)

PREMIERE PARTIE

Au crépuscule du capitalisme.

L'illusion selon laquelle le capitalisme rimerait avec progrès social indéfini s'est envolée, il serait compatible avec la démocratie s'est désintégrée, il réaliserait progressivement le socialisme a été pulvérisée, ses représentations politique aussi, la droite et la gauche. Du coup qu'est-ce qu'il reste en lice à défaut d'un parti ouvrier révolutionnaire ou l'extrême gauche qui n'existe pas sauf dégénérée ? L'extrême droite, l'extrême droite nationale et l'extrême droite dite de l'extrême-centre ou oligarchique internationale, RN et LREM.

Lu. Où Cela ?

- "Européennes : inscrivez-vous sur les listes électorales !"

Réponse : Dans la news letter reçue de la Caf par Internet !

Défense du marxisme.

La leçon que le mouvement ouvrier et les Gilets Jaunes ont ignoré.

- Nous savons évidemment que chaque peuple, chaque classe et même chaque parti s'instruisent principalement par leur propre expérience, mais cela ne signifie nullement que l'expérience des autres pays, classes et partis soit de peu d'importance. Sans l'étude de la grande Révolution française, de la Révolution de 1848 et de la Commune de Paris, nous n'aurions jamais accompli la révolution d'Octobre, même avec l'expérience de 1905 : en effet nous avons fait cette expérience en nous appuyant sur les enseignements des révolutions antérieures et en continuant leur ligne historique. Toute la période de la contre-révolution fut remplie par l'étude des leçons de 1905. (...)

Certes, la seule étude de la révolution d'Octobre est insuffisante pour nous faire vaincre dans les autres pays; mais il peut y avoir des situations où existent toutes les prémisses de la révolution, sauf une direction clairvoyante et résolue du Parti basée sur la compréhension des lois et de méthodes de la révolution. (...)

Les dirigeants des Partis communistes européens qui n'étudieraient pas d'une façon critique et dans tous les détails l'histoire du coup de force d'Octobre ressembleraient à un chef qui, se préparant actuellement à de nouvelles guerres, n'étudierait pas l'expérience stratégique, tactique et technique de la dernière guerre impérialiste. Un tel chef vouerait ses armées à la défaite. (...)

Le Parti est l'instrument essentiel de la Révolution prolétarienne. (Extrait. Les leçons d'Octobre - L. Trotsky 1924)

Méthode scientifique ou sorcellerie. Avis aux aventuriers et autres dirigeants autoproclamés.

- Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements

épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.

Si l'auteur a justement prédit un cer-tain nombre de choses, cela n'est pas à mettre à son crédit personnel, mais à celui de la méthode qu'il a appliquée. Dans tous les autres domaines, les gens — ou au moins ceux qui sont spécialement formés — considèrent comme essentielle l'application d'une méthode définie. Il en va autrement en politique. Là domine la sorcellerie. Des gens d'une éducation supérieure croient que, pour une opération politique, les capacités d'observation, le coup d'œil, une certaine dose de finesse et le sens commun suffisent.

L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un "ingénieur" qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie.

Des gens à la tournure d'esprit vulgaire pourraient maintenant faire allusion à la défaite du courant politique auquel appartenait et appartient toujours l'auteur de ce livre. Comment est-il possible que l'empiriste Staline ait vaincu la fraction qui suivait une méthode scientifique ? Cela ne veut-il pas dire que le sens commun est supérieur au doctrinarisme ?

Tout sorcier a un certain pourcentage de malades qui guérissent. Et tout docteur un certain pourcentage de malades qui meurent. A partir de là, certains tendent à préférer la sorcellerie à la médecine. Mais en fait, la science peut démontrer que dans un cas le malade a guéri en dépit de l'intervention du sorcier et que dans l'autre il est mort parce que la science médicale, au moins dans sa phase actuelle, ne pouvait effectivement surmonter les forces de destruction de l'organisme ; dans les deux cas, on peut déterminer correctement le rapport entre l'objectif et le subjectif.

En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas. Mais, par ailleurs, la sorcellerie donne dans certains cas une victoire quand celle- ci repose sur des alignements objectifs et les tendances générales du développement.

Il y a des gens qui se considèrent comme des gens instruits, mais qui se permettent d'émettre des jugements sommaires comme celui selon lequel "la révolution d'Octobre a été un échec". Qu'en est-il de la Révolution française ? Elle s'est terminée par la restauration, bien qu'épisodique, des Bourbons. Et la guerre civile aux Etats-Unis ? Elle a conduit au règne des Soixante Familles. Et toute l'histoire humaine en général ? Jusqu'à présent, elle a conduit à la seconde guerre impérialiste, qui menace notre civilisation entière. Il est dans ces conditions impossible de ne pas dire que toute l'histoire n'a été que faute et échec. Finalement, qu'en est-il des êtres humains eux-mêmes — pas un petit facteur dans l'histoire ? Ne faut-il pas dire que ce produit d'une évolution biologique prolongée est un échec ? Bien entendu, il n'est interdit à personne de faire semblables observations générales. Mais elles découlent de l'expérience individuelle de petits boutiquiers, ou de la théosophie, et ne s'appliquent pas au processus historique dans son ensemble ou à toutes ses étapes, ses chapitres principaux ou ses épisodes. (Extrait. Toute l'histoire ne serait-elle donc que faute et échec ? - L. Trotsky mai 1940)

Arguments pour contrer la propagande officielle.

En France, les « violences policières » cela n'existe pas.

- Par Me Régis de Castelnau - Vue du Droit 13 mars 2019

Extraits.

Multiplication des procédures illégales, peines hors de proportion, incriminations fantaisistes ont été la norme pendant quelques semaines. En France on s'en est ému, à l'étranger aussi où la presse américaine a été jusqu'à dire qu'Emmanuel Macron allait faire oublier Poutine.

Et c'est comme cela que cette répression judiciaire de masse a été précédée d'une répression policière de masse elle aussi, émaillée d'un nombre invraisemblable et avéré de violences indignes d'un pays démocratique. L'utilisation de techniques policières, de matériels dangereux et de comportements ouvertement violents revendiqués comme tels ont abouti à un bilan humain catastrophique. Partout sur les réseaux on trouve des images qui en témoignent et provoquent l'inquiétude sur l'état des libertés publiques dans notre pays.

Et c'est comme cela, qu'un président de la république, perdant tout bon sens profère des phrases qui illustrent les dérives de ce pouvoir allant jusqu'à dire « il est inacceptable dans un État de droit de parler de violences policières ». Pardon ?

Lorsque l'on voit sur des vidéos des violences incontestables et illégales, commises par des policiers en uniforme dans l'exercice de leurs fonctions, il est inacceptable de parler de « violences policières » ? Lorsque l'IGPN, organe républicain de contrôle de la police, enquête sur ce qu'elle qualifie elle-même de « violences policières », c'est inacceptable ? Lorsque le parquet poursuit des policiers pour des faits commis en violation du code pénal français, qui qualifie spécifiquement les « violences policières », c'est inacceptable ? Lorsque des juges d'instruction mettent en examen des policiers pour des violences commises en violation de l'article 223-13 du Code pénal, c'est inacceptable ? Lorsqu'un tribunal condamne des policiers en application de cet article, c'est inacceptable ? Lorsque la presse ou n'importe quel citoyen utilisent la liberté d'expression garantie par la constitution et la déclaration des droits de l'homme pour qualifier de « violences policières », les comportements violents et illégaux de policiers dans l'exercice de leurs fonctions, c'est inacceptable ? Vue du Droit 13 mars 2019

- Un policier fait le coup de poing avec Gilets jaunes et street medic à Paris - sputniknews.com 16.03

Alors que des membres des forces de l'ordre essayaient de disperser des Gilets jaunes rassemblés aux Champs-Élysées à Paris dans le cadre de l'acte 18 de leur mobilisation, un policier a commencé à donner des coups de poing aux manifestants, comme en témoigne une vidéo diffusée ce samedi sur les réseaux sociaux.

Celle-ci montre également cet agent attaquant un street medic qui tente de se protéger le visage en le couvrant de ses mains.

On voit en outre d'autres policiers matraquer des Gilets jaunes et les street medics qui tentent d'accéder aux personnes gisant à terre. sputniknews.com 16.03

- Castaner qualifie d'«assassins» les auteurs de l'incendie de la Banque Tarneaud - sputniknews.com 16.03

L'idéologie politique du sionisme est colonialiste et raciste.

- La France de Macron, avant-garde de l'odieux amalgame entre antisionisme et antisémitisme par Jonathan Cook Mondialisation.ca 14 mars 2019

Extraits.

On peut mesurer à quel point l'attitude de la communauté internationale à l'égard d'Israël s'est complètement inversée au cours des cinquante dernières années en étudiant le sort d'un simple mot : « sionisme ».

En 1975, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, le monde entier se dissociait de la position des États-Unis et de l'Europe pour déclarer que le sionisme, l'idéologie fondatrice d'Israël, « est une forme de racisme et de discrimination raciale ».

Aux yeux des pays du Sud, les grandes purges de Palestiniens indigènes menées par les Juifs européens en 1948 et en 1967 ne faisaient que rappeler la purification ethnique menée par des Européens blancs contre des peuples autochtones aux États-Unis, au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud.

Sur une grande partie du globe, ces colons juifs ressemblaient à un anachronisme, une réminiscence des « pionniers » blancs se dirigeant vers l'ouest à travers les terres prétendument vides des États-Unis ; des fermiers blancs qui accaparèrent de vastes étendues de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie comme leur propriété privée ; et des nouveaux venus blancs qui ont parqué les résidus des peuples autochtones de l'Australie dans des réserves ou les ont transformés en un spectacle de foire dans leurs sites touristiques.

La résolution de l'ONU affirmant que « Le sionisme est une forme de racisme » a duré 16 ans – jusqu'à la chute de l'Union soviétique et l'émergence des États-Unis en tant que seule superpuissance mondiale. Après de nombreuses intimidations et pressions diplomatiques de la part de Washington, comprenant la promesse qu'Israël s'engagerait dans un processus de paix avec les Palestiniens, la résolution 3379 a finalement été révoquée en 1991.

Des décennies plus tard, le pendule a basculé de manière décisive dans l'autre sens.

Les élites américaines et européennes ont quitté leur position défensive d'autrefois qui affirmait que le sionisme n'est pas du racisme. Maintenant, elles sont passées à l'offensive. Elles présument que l'antisionisme – la position de la majorité de la communauté internationale il y a 44 ans – est synonyme de racisme.

Ou plus précisément, il est de plus en plus admis que l'antisionisme et l'antisémitisme sont les deux faces d'une même pièce.

Système de type Apartheid

Cette tendance s'est consolidée la semaine dernière lorsque Emmanuel Macron, le Président français centriste, est allé plus loin que la simple réitération de sa confusion entre l'antisionisme et l'antisémitisme. Cette fois, il a menacé d'interdire l'antisionisme en le pénalisant.

L'amalgame de Macron entre antisionisme et antisémitisme est manifestement absurde.

L'antisémitisme fait référence à la haine des Juifs. C'est de la bigoterie et de l'intolérance, purement et simplement.

L'antisionisme, en revanche, est une opposition à l'idéologie politique du sionisme, un mouvement qui a insisté sous toutes ses formes politiques pour donner la priorité aux droits des Juifs à une patrie par rapport à ceux, les Palestiniens, qui y vivaient déjà.

L'antisionisme n'est pas un racisme contre les Juifs ; c'est une opposition au racisme des Juifs sionistes.

Bien sûr, un antisioniste peut aussi être antisémite, mais il est plus probable qu'un antisioniste professe sa position pour des raisons pleinement rationnelles et éthiques.

Cela a été rendu encore plus clair l'été dernier lorsque le Parlement israélien a adopté une loi fondamentale définissant Israël comme l'État-nation du peuple juif (PDF). La loi affirme que tous les Juifs, même ceux qui n'ont aucun lien avec Israël, y jouissent d'un droit à l'autodétermination dont tous les Palestiniens sont privés, y compris le cinquième de la population israélienne qui est palestinienne et détient la citoyenneté israélienne.

En d'autres termes, la loi crée deux statuts en Israël – et, de manière implicite, dans les territoires occupés également – sur la base d'un système de classification ethno-religieux imposé qui octroie à tous les Juifs des droits supérieurs à tous les Palestiniens.

Sur le plan constitutionnel, Israël applique explicitement un système juridique et politique assimilable à celui de l'Apartheid, un système encore plus complet que celui de l'Afrique du Sud. Après tout, les dirigeants sud-africains de l'Apartheid n'ont jamais prétendu que leur pays était la patrie de tous les blancs.

Criminaliser le BDS

La menace de Macron d'interdire l'antisionisme est le prolongement logique des mesures existantes en Europe et aux États-Unis visant à pénaliser ceux qui soutiennent BDS, le mouvement croissant de solidarité internationale avec les Palestiniens qui appelle au boycott, au désinvestissement et à des sanctions contre Israël. (BDS).

De nombreux membres du mouvement BDS, mais pas tous, sont antisionistes. Une proportion d'entre eux est constituée de Juifs antisionistes.

Le mouvement non seulement saute par-dessus les décennies de complicité des élites politiques occidentales à l'oppression des Palestiniens par Israël, mais souligne l'ampleur de cette complicité. C'est une des raisons pour lesquelles il est tellement honni par ces élites.

La France est allée plus loin que tous les autres dans cette direction en criminalisant le BDS en tant que forme de discrimination économique. Elle assimile ainsi un État, Israël, à un groupe ethnique, les Juifs, exactement comme les antisémites.

Une telle législation a autant de sens que la France interdisant, dans les années 80, le boycott de l'Afrique du Sud de l'Apartheid au motif qu'elle constituerait une discrimination à l'égard des blancs.

Les lobbyistes israéliens en action

La France, cependant, est simplement en tête de ce mouvement. Aux États-Unis, quelques 26 États ont promulgué des lois punissant ou sanctionnant les individus et les organisations favorables au boycott d'Israël. Une législation similaire est en cours de promulgation dans 13 autres États.

Aucun d'entre eux ne semble préoccupé par le fait de violer les droits Américains si précieux garantis par le Premier amendement, et de faire une exception au droit à la liberté d'expression dans un cas seulement – celui d'Israël.

Ce mois-ci, le Sénat américain s'est joint à la mêlée en adoptant un projet de loi incitant les États à infliger des sanctions économiques aux personnes qui soutiennent le boycott d'Israël.

Ces victoires contre le mouvement non-violent BDS sont le résultat des efforts vigoureux et malveillants déployés dans les

coulisses par les lobbyistes israéliens pour assimiler l'antisionisme et l'antisémitisme.

Alors que la position d'Israël aux yeux des publics occidentaux s'est effondrée avec l'avènement des réseaux sociaux, avec la diffusion d'innombrables vidéos de la violence perpétrée par l'armée israélienne et les colons filmées par les caméras des téléphones portables, et la famine imposée à Gaza par Israël, les lobbyistes pro-israéliens ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour qu'il soit de plus en plus difficile de dénoncer Israël.

Redéfinition de l'antisémitisme

Leur coup d'État a été la récente acceptation généralisée en Occident d'une redéfinition de l'antisémitisme qui le confond volontairement avec l'antisionisme.

Les empreintes digitales d'Israël maculent les travaux de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). Il n'est donc guère surprenant que la définition longue et vague de l'antisémitisme élaborée par l'IHRA ait été complétée par 11 exemples, dont 7 se rapportent à Israël.

Un exemple, affirmant qu'Israël est une « entreprise raciste », suggère que les 72 États membres de l'ONU qui ont voté pour la résolution de 1975 intitulée « Le sionisme est une forme de racisme », de même que les 32 États qui se sont abstenus, ont eux-mêmes épousé –ou fermé les yeux sur – l'antisémitisme.

Les gouvernements occidentaux, les autorités locales, les partis politiques et les organismes publics s'empressent maintenant d'adopter la définition de l'IHRA.

Le résultat a été une peur croissante au sein des publics occidentaux à propos de ce que l'on peut encore dire sur Israël sans susciter des accusations d'antisémitisme.

C'est bien là le but. Si les gens ont peur que d'autres pensent qu'ils sont antisémites parce qu'ils ont critiqué Israël, ils se tairont, laissant à Israël une plus grande marge de manœuvre pour commettre des crimes contre les Palestiniens. Le trope de la « haine de soi juive »

Si Macron et l'IHRA avaient raison – à savoir que l'antisionisme et l'antisémitisme seraient indistincts – nous aurions alors à accepter des conclusions très gênantes.

L'une serait que les Palestiniens sont systématiquement condamnés comme antisémites car ils revendiquent leur propre droit à l'autodétermination. Autrement dit, il serait impossible pour les Palestiniens de revendiquer les mêmes droits que les Juifs dans leur propre pays sans que cela soit déclaré raciste. Bienvenue à Alice de l'autre côté du miroir.

Une autre conclusion serait qu'une proportion importante de Juifs à travers le monde, ceux qui s'opposent à l'auto-définition d'Israël comme « État juif », sont également des antisémites, contaminés par une haine irrationnelle de leurs semblables Juifs. C'est le trope du « Juif qui se hait lui-même » sur lequel Israël s'appuie depuis longtemps pour discréditer les critiques émises par des Juifs [Noam Chomsky, Norman Finkelstein, Shlomo Sand, etc.].

De ce point de vue, les Juifs qui veulent que les Palestiniens jouissent des mêmes droits que ceux que les Juifs revendiquent pour eux-mêmes au Moyen-Orient sont racistes – et pas seulement cela, mais racistes contre eux-mêmes.

Et si les efforts de Macron pour criminaliser l'antisionisme s'avéraient fructueux, cela signifierait que Palestiniens et Juifs pourraient être punis – voire même emprisonnés – pour avoir exigé l'égalité entre Palestiniens et Juifs en Israël.

Aussi grotesque que ce raisonnement puisse sembler lorsqu'on l'exprime en des termes si explicites, des acteurs en l'Europe et aux États-Unis acceptent facilement de telles approches pour lutter contre l'antisémitisme.

L'ampleur de cette folie est évidente dans la décision de la banque allemande Bank für Sozialwirtschaft, ou Banque pour l'économie sociale, de clore le compte d'un groupe juif antisioniste, La voix juive pour une paix juste au Moyen-Orient, à cause de son soutien au boycott d'Israël. C'était la première fois qu'une banque allemande fermait le compte d'une organisation juive depuis les Nazis.

La banque a pris cette mesure après avoir reçu des plaintes selon lesquelles La voix juive pour une paix juste au Moyen-Orient était antisémite de la part du centre Simon Wiesenthal, un groupe qui dissimule son soutien fervent à Israël par sa campagne en faveur des droits des Juifs. Amalgamer la gauche et l'extrême droite

L'antipathie de Macron à l'égard de l'antisionisme – partagée par beaucoup d'autres qui cherchent à le confondre avec

l'antisémitisme – a une cause explicite et une cause plus voilée. Les deux sont liées à la crise politique à laquelle il est confronté. Après deux ans au pouvoir, il est le président le plus impopulaire de l'histoire de la République.

Selon Macron, la montée de l'antisionisme, ou plus généralement l'opposition croissante à Israël, grossit les rangs de ceux qui veulent faire du mal aux Juifs en France, que ce soit par des attaques, par la griffonnage de croix gammées sur des tombes juives ou par la pollution du discours public, en particulier sur les réseaux sociaux.

Deux groupes que lui et les groupes de pression juifs français ont identifiés comme étant au cœur du problème sont les musulmans français, souvent considérés comme des immigrants récents qui importeraient avec eux des attitudes supposément racistes à l'égard des Juifs propres au Moyen-Orient, et des gauchistes laïques qui sont à l'avant-garde du soutien pour BDS.

Bien qu'un tout petit nombre de musulmans français ait adopté des positions extrémistes, la grande majorité ressent une hostilité envers Israël en raison de son rôle dans le déplacement et l'oppression des Palestiniens. Ce sentiment est également dominant chez les activistes de BDS.

Mais Macron et le lobby laissent entendre que ces deux groupes antisionistes sont en réalité étroitement alignés sur les groupes antisémites d'extrême droite et néonazis, quelles que soient leurs différences évidentes quant à l'idéologie et à l'attitude vis-à-vis de la violence.

Le flou entretenu par Macron entre l'antisionisme et l'antisémitisme vise à semer le doute sur ce qui devrait constituer une distinction évidente entre ces trois circonscriptions idéologiques très différentes. Macron le prestidigitateur

Le tour de passe-passe de Macron s'inscrit toutefois dans un ordre du jour connexe et intéressé, comme le montre clairement l'abus plus général – ou usage comme une arme – des insultes antisémites en Europe et aux États-Unis.

Macron est confronté à une révolte populaire connue sous le nom des « Gilets jaunes », qui envahit les rues principales depuis de nombreux mois. Les manifestations ébranlent son gouvernement.

À l'instar d'autres insurrections populaires récentes, telles que le mouvement Occupy Wall Street, les Gilets Jaunes n'ont pas de dirigeants et leurs revendications ne sont pas univoques. Ce mouvement représente davantage une humeur, un mécontentement généralisé à l'égard d'un système politique déconnecté du quotidien des habitants, et qui, depuis la crise financière survenue il y a dix ans, est apparu chroniquement défaillant et irréformable.

Les Gilets Jaunes incarnent un grief qui recherche désespérément à se frayer un chemin vers une nouvelle étoile politique, une vision différente et plus juste de la manière dont nos sociétés pourraient être organisées.

Le manque d'articulation même du mouvement a été son pouvoir et sa menace. Ceux qui sont frustrés par les politiques d'austérité, ceux qui sont en colère contre une élite politique et financière arrogante et qui ne réagit pas à leurs demandes, ceux qui aspirent à un retour à un sens plus clair de la Francité peuvent tous chercher refuge sous sa bannière.

Mais cela a également permis à Macron et à l'élite française de projeter sur les Gilets jaunes toutes sortes de motivations malveillantes qui servaient au mieux leurs efforts de diabolisation du mouvement. Des accusations que les porte-parole du mouvement rejettent en bloc.

Et compte tenu de la marée montante des mouvements nativistes et d'extrême droite à travers l'Europe, il a été difficile pour le Président français, dans son grand désarroi, de résister à la tentation de lancer l'accusation d'antisémitisme contre les Gilets jaunes.

De même que Macron a présenté les militants de gauche et antiracistes soutenant BDS comme étant de mèche avec les néonazis, il a mis les Gilets jaunes et les nationalistes blancs d'extrême droite dans le même sac. La plupart des médias français ont recyclé cette calomnie avec joie.

L'industrie de la calomnie et de la diffamation ne veut pas une protection contre l'antisémitisme, elle veut un retour à une culture politique dans laquelle son pouvoir restait sans rival et n'était jamais soumis à l'examen.

Pour le lobby israélien, cela signifie la renaissance d'un climat politique qui existait avant le discrédit du processus d'Oslo, lorsque les critiques d'Israël étaient publiquement rejetées et les Palestiniens traités principalement comme des terroristes.

Pour les centristes, cela nécessite l'enracinement d'une politique managériale et néolibérale dans laquelle les grandes entreprises et industries et la finance ont toute liberté pour dicter leurs politiques économiques et sociales, et où leurs échecs sont compensés sans aucune question par le public par le biais de programmes d'austérité.

Il s'agit d'un pacte impossible et dans lequel les Juifs sont utilisés pour huiler les roues des politiques défaillantes, impuissantes et de plus en plus autoritaires du centre.

Venezuela : Les masques sont tombés.

- Le Venezuela démasque le sénateur étasunien Marco Rubio suite au sabotage électrique (Prensa Latina) - legrandsoir.info 10.03

Extrait.

Caracas, 8 mars (Prensa Latina) Le gouvernement du Venezuela a aujourd´hui démasqué le sénateur étasunien Marco Rubio, étant démontrée, par un message publié sur le réseau social Twitter, sa complicité concernant le sabotage effectué contre le système électrique national du pays.

Jorge Rodriguez, vice-président des secteurs de la Communication, la Culture et du Tourisme du Venezuela, a manifesté en conférence de presse que Rubio devait rendre des comptes devant le monde pour expliquer comment il a eu connaissance du fait que le système de contrôle automatisé d´urgence de la centrale hydro-électrique de Guri avait été endommagé.

« Cet homme a des dons de devin, moins de trois minutes après le sabotage technique et criminel, Rubio apparait en annonçant l´action », a ironiquement estimé Rodriguez en référence au Twitt de Marco Rubio commentant la coupure quasi-totale d ´électricité dans le pays sud-américain moins de trois minutes après les faits.

« Nous savons déjà d´où a été perpétré l´attentat criminel, et le Twitt de Marco Rubio est en ce sens très révélateur, puisqu´ils ont attaqué de manière cybernétique le système de contrôle automatisé de la centrale hydro-électrique de Guri. En attaquant ce système, les machines de Guri se sont arrêtées pour s´auto-protéger, et ne pouvaient plus générer d´électricité. Comment Marco Rubio savaient cela en moins de trois minutes ? Car il savait ce qui allait se passer ! », a expliqué Rodriguez.

« Ceux qui sont derrière ce sabotage n´ont aucune considération envers les 30 millions de vénézuéliens ; peu leur importent les patients dans les hôpitaux, les enfants ou autres personnes », a déploré Rodriguez.

« Ce sabotage démontre qu´il ne s´agit pas d´une agression uniquement à l´encontre des chavistes (personnes soutenant le gouvernement actuel, du nom de l´ancien président Hugo Chavez), mais à l´encontre de toutes les personnes vivant au Venezuela. Et qui met en lumière ces faits et y fait face ? Une fois de plus le président du Venezuela, Nicolas Maduro », a manifesté le vice-ministre. legrandsoir.info 10.03

LVOG - Cet épisode a permis de montrer au monde entier que l'immense majorité du peuple vénézuélien soutenait Maduro et rejetait la tentative de coup d'Etat des Etats-Unis.

DEUXIEME PARTIE

Parole d'internaute.

1- Cette nuit trois des plus beaux fleurons du pays viennent d'être privatisés : la française des jeux, ADP et Engie. Une illustration supplémentaire de ce qui nous attend si nous tardons trop : le pays est en train d'être vendu à la découpe. Macron fait le job en toute urgence.

Également une preuve que ce qu'avance Juan Branco, tout au long de l'entretien, est fondé…

Car oui, cet entretien m'a juste fait froid dans le dos : la situation est bien, bien plus grave que je ne le pensais.

Juan branco démontre, preuves à l'appui, que la caste qui dirige notre pays est inféodée à une "méta caste" (les 0,1%),et qu'ils n'ont absolument aucune empathie pour les souffrances du peuple. Au contraire, le mépris est la règle, la corruption est quasi généralisée. Leur seul but est leur carrière, et leur seule volonté est de s'enrichir de plus en plus à nos dépens. J'ai fini d'écouter cet entretien en étant extrêmement mal à l'aise : comment en effet, dans notre pays qui se dit démocratique, un homme aussi talentueux que lui est aujourd'hui au RSA, ostracisé, et dans l'impossibilité d'éditer son livre en France ? C'est une preuve de plus de ce qu'il avance tout au long de l'entretien : l'état est totalement corrompu, et ceux qui résistent à cela sont écartés. Il est vraiment urgent de ne faire aucun compromis avec ce pouvoir, et de reconquérir notre souveraineté pleine et entière. Cela passe forcément par un mouvement révolutionnaire.

Macron doit partir, l'assemblée nationale doit être dissoute, et une nouvelle Constituante élaborée, ou alors nous sommes perdus.

LVOG - Depuis le 17 novembre 2017, cela fait 4 mois que les 25 à 30 millions de travailleurs et retraités ont eu l'occasion de descendre dans la rue contre Macron et sa politique, et malgré tout ils s'en sont abstenus. Et demain quand ce sera au tour du régime de retraite d'être liquidé, croyez-vous qu'ils réagiront différemment ?

Ne serait-ce pas là la question politique prioritaire que tous évitent de poser ? Pourquoi ? Que craignent-ils ?

Ce constat ou les faits confirment mon analyse que personne ne partage. Il en serait autrement que cela ne changerait rien à la situation dans l'immédiat ou même avant un certain temps, mais au moins cela permettrait de disposer d'une base saine de discussion et pour se regrouper, ce qui est impensable sur des positions identitaires ou quand on cautionne la propagande de l'oligarchie ou encore, quand on fait miroiter aux militants des objectifs irréalisables ou bien, quand on leur sert des analyses que les faits démentent presque immédiatement ou qui ont déjà été invalidés, personne ne peut prendre au sérieux ces formations politiques...

2- Les 0,1% dirigent le monde et bien entendu, la France; l'objectif ? pouvoir ? argent ? destruction ? à nous de reprendre le pouvoir !

LVOG - Que nous n'avons jamais détenu, à moins de s'identifier à des partis aujourd'hui totalement discrédités et de leur attribuer des vertus passées qu'ils n'ont jamais eu en réalité... C'est à croire que les expériences passées n'ont servi à rien.

3- Un bémol cependant sur son analyse de la situation : il dit que la caste au pouvoir n'a pas d'idéologie, que la seule chose qui la motive c'est la défense de ses intérêts : mais ça justement c'est leur idéologie – ils mettent en application l'idéologie néolibérale.

Intéressant serait de comprendre comment et à partir de quand les élites française se sont converties à cette idéologie (c'est peut-être beaucoup plus ancien que ce que l'on pense car quand écoute les analyses de Lacroix-Riz sur l'entre-deux-guerres, on se dit qu'il y a comme qui dirait des échos…)

LVOG - Il n'y a pas eu à proprement parler de conversion idéologique des "élites française", mais un tournant idéologique correspondant à un tournant économique à l'échelle mondiale... Une vieille illusion qui a la peau dure...

4- Le néolibéralisme n'a pas de règle autre que favoriser la rente du capital sans règle sinon de celle plus fort ou des compromis du moment – absence de règle donc. Ce n'est donc pas une idéologie au sens système réglant les rapports sociaux, ceux-ci sont absents. C'est donc un champ de forces sans lois (sinon ad hoc, ce qui revient à pas de lois) qui mène à tout et n'importe quoi, guerres, dictatures, dévastations de la planète, crises graves à répétition, instabilité systémique…

LVOG - Vous vous méprenez, c'est le capitalisme en général qui "n'a pas de règle autre que favoriser la rente du capital sans règle sinon de celle plus fort ou des compromis du moment". C'est marrant à quel point s'est difficile d'admettre que le capitalisme n'a jamais eu aucune vertu progressiste ou sociale, autres que celles correspondant à ses besoins ou sous la contrainte de la lutte de classe des exploités. C'est à cela qu'on reconnaît tous ceux qui ne sont pas encore prêts de rompre avec le capitalisme...

Glucksmann ou la Prostitution publique.

Les Crises. fr - Fin 2006, il avait rejoint le parti politique Alternative Libérale, hyper libéral donc, mais surtout, il avait annoncé qu'il en serait candidat pour les législatives 2007 !

Finalement, il n'a pas été candidat in extremis – étant allé avec son père promouvoir Nicolas Sarkozy.

Je rappelle enfin, par honnêteté et pour vous tenir au courant, que nous avons porté plainte contre Raphaël Glucksmann pour diffamation. Comme il a reconnu être l'auteur des propos incriminé, il a été mis en examen automatiquement, ce qui ne préjuge en rien de sa culpabilité.

- Un autre Macron est possible par Pierre Rimbert - Le Monde diplomatique - décembre 2018

Il a 39 ans, des diplômes clinquants, un regard habité et des envies de changement. Entouré de jeunes chefs d'entreprise et de « porteurs de causes » issus de la « société civile », il lance un « mouvement politique » destiné à « sauver les démocraties libérales » menacées par l'« insurrection populiste ». Parce que c'est notre projet, exhorte-t-il, « à nous, désormais, de marcher ».

Après la formation de M. Emmanuel Macron, voici Place publique, fondée en novembre par l'essayiste Raphaël Glucksmann. L'un domine le centre droit ; l'autre investit le centre gauche, où la désintégration du Parti socialiste laisse un vide et des classes moyennes cultivées désemparées. D'où va-t-on désormais proclamer que rien ne va plus et qu'il faut tout changer — sauf l'essentiel : les structures économiques et sociales ? Avec Les Enfants du vide(Allary Éditions), livre-manifeste publié

cet automne, Glucksmann a d'un coup comblé la béance. De L'Obs à L'Humanité en passant par Mediapart, on s'arrache l'homme providentiel. Il est chez lui sur France Inter, louangé permanent au Monde, en « une » de Libération, en couverture de Politis. Des personnalités socialistes, écologistes ou communistes projettent sur son visage souriant leurs aspirations ravalées. Glucksmann a compris que son public cible n'aimait rien tant que battre sa coulpe, triturer sa mauvaise conscience, ruminer ses échecs et y remédier au moyen de recettes toujours identiques, mais ripolinées aux couleurs du jour — le vert, en l'occurrence. Cela tombe bien : Raphaël, qui s'est souvent trompé, met en scène confessions et conversion. À L'Obs(4 octobre 2018), il confie : « Je dois réapprendre à m'oublier. »Ambitieux programme.

Lui qui fut tour à tour admirateur de M. Nicolas Sarkozy en 2008, animateur de la revue néoconservatrice Le Meilleur des mondes,conseiller du président géorgien néolibéral et atlantiste Mikheïl Saakachvili, lui qui admettait volontiers : « Ça ne m'a jamais fait vibrer de manifester pour les retraites » (M Le magazine du Monde,22 mars 2014) et se déclarait au printemps 2017 « fier » de l'élection de M. Macron, revendique à présent Occupy Wall Street et dit « nous » quand il parle de la gauche. « On a zappé complètement la question sociale », admet-il. « Mon logiciel de pensée a contribué à former l'impasse dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui » (Mediapart, 14 novembre 2018). La mise à jour dudit « logiciel » copie-colle les constats effectués depuis des lustres par ceux que combattait hier Raphaël : « On voit les entreprises multinationales refuser les lois des nations et chercher à leur imposer les leurs. On voit les banques sauvées par l'argent public maquiller leurs comptes et cacher leurs fonds dans des paradis fiscaux. » À tout cela s'ajoute la menace d'un anéantissement de la planète par le réchauffement climatique.

Alors, que faire ? Contre « les anciennes idéologies, les vieux partis, les antiques structures », contre les inégalités et le gaz carbonique, Glucksmann propose plus de participation citoyenne, plus d'écologie, plus d'Europe. « Nous assumons l'horizon d'une République européenne », écrit-il. Des « porteurs de causes » aussi frétillants que MM. Valéry Giscard d'Estaing, François Bayrou, Daniel Cohn-Bendit et Bernard-Henri Lévy ânonnent les éléments de ce credo depuis bientôt quatre décennies. Les papys du vide ont trouvé leur héritier. Le Monde diplomatique - décembre 2018

Commentaire d'un internaute

- Il faut à tous prix sauver le parti socialiste, vous savez ce parti qui parle à gauche dans l'opposition et à droite (voir à l'extrême droite…Valls…) au gouvernement. Mais là on a passé le mur du con…les recruteurs de la CIA et du CAC 40 semblent en manque de cheptel….et de mémoire….Parce que celui-là …Il va être très difficile de nous le vendre.

En famille. L'EuroMaïdan néozani a son candidat.

Européennes: le PS désigne Raphaël Glucksmann comme tête de liste - AFP 17 mars 2019

Le Parti socialiste a désigné samedi l'essayiste Raphaël Glucksmann comme tête de liste pour les Européennes, faisant pour la première fois de son histoire le choix critiqué de s'effacer derrière un candidat de la société civile pour ce scrutin.AFP 17 mars 2019

Européennes : Glucksmann candidat pour prendre la tête d'une liste d'union de la gauche - Lexpress.fr 15.03

LVOG - En réalité cette "*union de la gauche*" se résume à Glucksmann et une partie du PS, tous les autres partis de la pseudo-gauche ont refusé de la rejoindre.

Glucksmann - "Je ne rejoins pas le Parti socialiste, j'appelle toutes les forces qui défendent les mêmes principes à se rassembler et à s'unir" (Qui se ressemblent s'assemblent. - LVOG)

LVOG- Et les langues se délient : Opération sauvetage improbable du PS englouti.

- Voilà donc le pari de la direction socialiste: assumer de ne pas être actuellement une force de premier plan pour reconquérir peu à peu la confiance des électeurs. Le tout étant de ne pas se faire absorber par celui derrière qui l'on se range; surtout si cette personne est -pour citer un Hollandais- "un bobo parisien que personne ne connaît hors de la capitale".

Rémi Lefebvre (PS) ne croit pas une seconde à un scénario semblable au parti communiste qui a accepté de s'effacer derrière Jean-Luc Mélenchon lors de la présidentielle de 2012, plantant le dernier clou sur son cercueil : "Raphaël Glucksmann n'a pas la même ambition que Jean-Luc Mélenchon". huffingtonpost.fr 16.03

LVOG - Le scénario du face à face fictif RN - LREM ne va pas durer indéfiniment, LR et le PS étant hors jeu, il va bien falloir qu'ils trouvent ou fabriquent un autre partenaire à LREM...

Thomas Porcher quitte Place publique après l'union avec le PS pour les européennes - Le HuffPost 17 mars 2019

Censée être celle du rassemblement, la candidature de l'essayiste Raphaël Glucksmann aux élections européennes divise autant au Parti socialiste, pourtant officiellement rangé derrière lui, que dans son propre mouvement, Place publique.

L'un des principaux cofondateurs de ce parti, l'économiste Thomas Porcher, annonce son départ ce 17 mars dans une interview au Journal du dimanche, expliquant refuser de "servir de caution de gauche au PS".

"Aujourd'hui, on se retrouve cornérisé avec le PS, quelques petites chapelles, comme l'Union des démocrates et des écologistes [UDE], et un mouvement de centre droit, Cap21, qui a fait campagne pour Emmanuel Macron!", regrette-t-il. "Je n'ai pas envie de servir de caution de gauche au PS, ni que Place publique soit le nouvel emballage d'un produit périmé", ajoute-t-il.

- Pour les européennes 2019, le PS a le choix entre s'effacer ou disparaître - Le HuffPost 16 mars 2019

C'est selon Olivier Faure la meilleure option pour réaliser un bon score le 26 mai. Alors qu'une liste PS est créditée de 5 à 6% dans les sondages, le risque de faire moins que 5% et donc de n'avoir aucun élu est dans toutes les têtes. "Je pense qu'avec cette solution, on peut viser les 10%", lance, très optimiste, le député sortant Eric Andrieu, favorable à cette union. Le HuffPost 16 mars 2019

- Européennes: Glucksmann, une candidature de rassemblement... qui divise au PS - AFP 16 mars 2019

- PS: Le Foll quitte le Bureau national, en désaccord avec le soutien à la candidature Glucksmann - AFP 16 mars 2019

"Les écologistes restent écologistes, Benoît Hamon reste Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon reste Jean-Luc Mélenchon et nous, les socialistes, nous devrions nous effacer derrière Raphaël Glucksmann sans débat interne, sans aucune base idéologique et politique, sans ligne stratégique?", développe Stéphane Le Foll. "Olivier Faure a fait ce qu?il voulait faire, seul, de son côté et il devra l?assumer. Nous sommes loin, en tout cas, de cette renaissance du PS vendue aux socialistes lors du congrès".

Quant à Place publique, "ce mouvement inconnu de tous n'a ni ligne, ni portée, ni consistance!", juge l'ancien ministre de l'Agriculture. Place publique est le parti fondé par M. Glucksmann en novembre, autour des thématiques écologique, démocratique, sociale et européenne.

Le doute travaille cependant d'autres courants du PS. Réunie vendredi soir, la gauche du PS a décidé de "soutenir la démarche de rassemblement avec Raphaël Glucksmann" mais sous conditions, a indiqué Laurent Baumel à l'AFP.

Les médias en choeur, ne tarissent pas d'éloges pour, je cite Le Parisien : "***le philosophe, chouchouté par les médias***".

Jovial, séducteur, malin, un peu moralisateur, convaincant… nouveau, surtout !

Voilà Glucksmann, apôtre d'une démarche généreuse, renvoyé aux vieilles habitudes de la politique. Maintenant, il va lui falloir parler boutique avec ses partenaires en priant que les autres, jusque-là têtus, se rallient miraculeusement à son panache. Ce matin, sur France Inter, son ton avait déjà changé, sans élan, presque langue de bois…. désespérément familier. Le Parisien 15 mars 2019

Acte XVIII

LVOG - En désespoir de cause ils ont ressorti les black blocs du placard.

Au total, 32.300 personnes se sont mobilisées dans toute la France selon l'Intérieur, mais 230.766 selon le décompte des gilets jaunes posté sur Facebook. L e syndicat France Police-Policiers en colère parle, pour sa part, de 290.000 manifestants à travers toute la France à 19h30. Dans la soirée, le bilan des interpellations est monté à 237 personnes dont 144 se trouvaient en garde à vue à 21 heures.

Au soir de ce 18e samedi consécutif de manifestation, on peut légitimement se demander s'il ne s'agissait pas du dernier, comme Éric Drouet l'avait annoncé le concernant dans la semaine. Il était au demeurant impossible d'entendre la moindre revendication politique -si ce n'est le mot d'ordre "révolution"- dans les quelques cortèges non déclarés.

Ceux que l'on a vu et entendu, ce sont surtout les centaines de casseurs. Ils étaient même environ 1500 selon la préfecture de police. huffingtonpost.fr 17.03

À Bordeaux, la mobilisation des gilets jaunes en baisse et marquée par des heurts - Le HuffPost et sputniknews.com 17 mars 2019

En famille RN-LREM-LR-PS appellent à la vengeance.

- Gilets jaunes : «La France n'en peut plus !», estime Benjamin Griveaux - Le Parisien 17 mars 2019

Violences en marge des manifestations de "gilets jaunes" : "Tous ceux qui étaient là se sont rendus complices " déclare Emmanuel Macron

Violences en marge des manifestations de "gilets jaunes" à Paris : "Ça ne peut plus durer !", s'exclame Anne Hidalgo

- Emmanuel Macron veut "des décisions fortes" après les violences de l'acte 18 - Le HuffPost 17 mars 2019

"Il est inacceptable de voir que le gouvernement n'arrive pas à maintenir l'ordre dans notre pays", pour François-Xavier Bellamy, tête de liste LR pour les élections européennes, qui a appelé à "mettre fin à l'impuissance de l'État".

"Personne ne peut croire que les moyens nécessaires à la sécurité ont été mis. Si la loi anticasseurs, votée au Parlement, n''était pas bloquée par Emmanuel Macron on serait plus efficace!", a fait valoir le centriste (UDI) Christophe Lagarde.

- Violences en marge des manifestations de "gilets jaunes" : "La loi anti-casseurs ne sert à rien, il faut des moyens" affirme Sébastien Chenu (RN) - Franceinfo 17 mars 2019 LVOG - Les balles réelles !

- Gilets jaunes: Marine le Pen dénonce les "cagoules noires"... avec une photo vieille de 10 mois - Le HuffPost 17 mars 2019

Le "grand débat" : La mystification permanente en guise de gouvernance.

- La synthèse du grand débat sera biaisée, mais il y en aura des dizaines d'autres - Le HuffPost 16 mars 2019

Après le grand débat, des Français sont tirés au sort pour les "conférences citoyennes régionales" - Franceinfo 15 mars 2019

Dans le cadre de la grande consultation nationale, initiée après le début du mouvement des "gilets jaunes", les "conférences citoyennes régionales" commencent vendredi 15 mars. Des Français tirés au sort et représentatifs de la diversité sociologique du pays vont y participer. L'objectif est de formuler des propositions par rapport aux quatre grandes questions posées par le gouvernement : transition écologique, fiscalité et dépenses publiques, organisation de l'État et des services publics, démocratie et citoyenneté. À Paris, la conférence se tient à partir de vendredi, à 16 heures au Grand Palais.

...l'institut Harris Interactive a été chargé de trouver les Français prêts à débattre. L'institut avait pour mission de constituer un panel représentatif sur un certain nombre de critères comme l'âge, le genre, la catégorie socioprofessionnelle, explique Gaëtane Ricard-Nihoul, responsable du pôle "conférence citoyenne" de la mission "grand débat". "Du point de vue logistique, c'est un vrai défi, poursuit-elle. On leur propose de prendre leur billet de train, un hôtel s'ils en ont besoin et lorsqu'ils souhaitent prendre leur véhicule, on leur propose de rembourser a posteriori les frais."

"On s'attendait à un taux de réponse autour de 10% et il était un petit peu en dessous. Ce n'est extrêmement surprenant." Gaëtane Ricard-Nihoul à franceinfo. Harris Interactive a sollicité plus de 75 000 Français pour être sûr que les conférences citoyennes se tiennent avec un nombre suffisant de participants. Franceinfo 15 mars 2019

LVOG – « *L'institut Harris Interactive a été chargé de trouver les Français prêts à débattre* », ah ben voilà qu'ils recourent au RIC !

Macron le bouffon ridiculisé. Non merci monseigneur!

- L'Élysée a invité le philosophe anti-Macron Frédéric Lordon pour le grand débat - Le HuffPost 15 mars 2019

L'Élysée pouvait difficilement inviter plus farouche opposant aux idées d'Emmanuel Macron... Jeudi 14 mars, environ 500 personnes se sont réunies à la Bourse du Travail à Paris, autour de figures des gilets jaunes, militants des quartiers populaires, étudiants en lutte pour le climat et personnalités de gauche. Une occasion de fédérer différentes sphères militantes et d'appeler à un regain de mobilisation pour l'acte XVIII des gilets jaunes, samedi 16 mars, et alors que le Grand débat national tire à sa fin.

"Tout le monde est bienvenu dans ce mouvement s'il se sent concerné par les revendications et idées émises", a soutenu le gilet jaune Jérôme Rodrigues, rappelant l'inaltérable volonté de "convergence des luttes". À ses cotés, la gilet jaune Priscillia Ludosky, le journaliste Hervé Kempf ou encore l'avocat Juan Branco avaient fait le déplacement pour cette soirée proclamée "Début du

grand débarras".

Mais comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article, l'un des intervenants de la soirée a aussi fait une surprenante révélation. Frédéric Lordon, économiste et philosophe de la gauche radicale, a annoncé, lettre en main, avoir été invité par l'Élysée pour participer à un "débat prospectif" avec d'autres intellectuels le 18 mars prochain.

"Ces mecs nagent en pleine béatitude ou alors ils sont au comble du désarroi", s'est d'abord moqué l'intellectuel, devant une salle hilare, avant de lire sa réponse, sans surprise négative, à l'invitation du président.

"Savez-vous qu'à part des éditorialistes qui vous servent de laquais et répètent en boucle que la démocratie c'est le débat, votre grand débat, personne n'y croit", a raillé ce membre des Économistes atterrés, collectif d'universitaires et de chercheurs qui fustige "l'orthodoxie néo-libérale" et promeut une analyse économique aux antipodes de celle d'Emmanuel Macron.

"Vous détruisez le travail, vous détruisez les territoires, vous détruisez les vies, vous détruisez la planète." Frédéric Lordon à Emmanuel Macron.

Depuis le mouvement Nuit Debout, dont il fut l'une des têtes pensantes, Frédéric Lordon est devenue l'une des figures intellectuelles incontournables de la gauche radicale, jamais bien loin pour appeler au soulèvement contre le pouvoir en pleine mobilisation sociale. Le HuffPost 15 mars 2019

TROISIEME PARTIE

Confirmation.

- Algérie : vers un changement de clan, pas de système - L'Express.fr 16.03

Leurs institutions internationales aussi en crise.

- Les Philippines quittent la CPI, qui enquête sur leur président - AFP 17 mars 2019

Les Philippines doivent se retirer officiellement dimanche de la Cour pénale internationale (CPI), qui enquête sur les violences commises dans le cadre de la répression féroce du trafic de drogue lancée par leur président, Rodrigo Duterte. AFP 17 mars 2019

- La CPI s’apprête à violer la décision du Conseil de sécurité et à inculper Bachar el-Assad par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 12 mars 2019

On croyait impossible que la Cour pénale internationale (CPI) juge des Syriens depuis que la Chine et la Russie ont opposé leur veto à une proposition de résolution occidentale en ce sens. Mais non : une astuce juridique devrait permettre de contourner la décision du Conseil de sécurité. La Cour espère condamner le président Bachar el-Assad, non pas pour l’assassinat de Rafic Hariri (cette imposture a fait long feu), mais pour « crime contre l’humanité ».

Les Nations Unies convoquèrent, en 1998, la Conférence de Rome qui créa la Cour pénale internationale (CPI). Bien sûr, il ne s’agissait pas de créer un supra-Tribunal qui juge à la place des États-membres, au nom de l’humanité, mais de disposer d’un outil capable de juger des criminels à la fin d’une guerre, lorsque les institutions de son pays sont diminuées, voire détruites.

Ainsi, les statuts de la Cour soulignent qu’elle ne peut se saisir d’un cas qu’avec l’assentiment de la Justice locale. Or, ces mêmes statuts prévoient aussi

- qu’elle puisse se saisir d’un crime commis par un ressortissant d’un pays non-adhérent à la Cour, dans un pays adhérent, à la place de ce pays ;

- ainsi que d’un crime commis par n’importe qui, n’importe où, lorsqu’elle est saisie par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Dans ces deux cas, le Statut de Rome, élaboré au sein de l’Onu et signé par quelques États, peut s’appliquer à tous les États, même aux non-adhérents.

C’est la raison pour laquelle, les trois premières puissances mondiales —la Chine, les États-Unis et la Russie— ont refusé de

le ratifier. Elles y voient, à juste titre, une violation du principe de souveraineté, formulé au XVIIIé siècle par le juriste Emer de Vattel et consacré par la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 [1].

En septembre dernier, la CPI a déclaré recevable une plainte contre les autorités du Myanmar, qui n'est pourtant pas adhérent, parce qu'ils auraient commis des atrocités qui ont provoqué l'exode des Rohingyas. Elle estime être compétente car les victimes ont fui au Bangladesh, qui est signataire du Statut de Rome [2].

Sur ce modèle, une famille de Frères musulmans vient de porter plainte contre le président Bachar el-Assad et des responsables syriens, alors que la République arabe syrienne n'est pas adhérente. Elle argue avoir assisté à diverses atrocités et avoir été contrainte de fuir en Jordanie. La Cour devrait ignorer que les Frères musulmans sont la matrice du terrorisme islamique et que la Confrérie est classée organisation terroriste dans de nombreux pays. Logiquement, elle devrait se déclarer compétente, car la Jordanie est signataire du Statut de Rome.

Pourtant, le 22 mai 2014, lorsque les Occidentaux et leurs alliés du Golfe voulurent faire saisir la CPI par le Conseil de sécurité à propos des événements syriens, la Chine et la Russie y opposèrent leur veto [3].

Peu importe, la Cour acquiert une autonomie. Elle ne prétends plus aider les États à rendre la Justice, mais s'autoproclame défenderesse de l'humanité contre les États.

Il faut bien comprendre ce qui est en train de se passer : au cours des dernières années, la CPI a principalement été financée par l'Union européenne et a rédigé elle-même son propre Code. Jusqu'en 2016, elle n'a jugé que des prévenus africains, en fonction de ses propres lois, et les a tous condamnés [4]. Le Burundi, après un vote de son Parlement, a alors décidé de se retirer du Statut de Rome, au motif que la CPI était devenue « un instrument de pression sur les gouvernements des pays pauvres ou un moyen de les déstabiliser sous l'impulsion des grandes puissances ». Trois autres États l'ont suivi : la Gambie, les Philippines et l'Afrique du Sud. Cependant, l'Afrique du Sud et la Gambie se ravisèrent après qu'eut été nommée comme nouvelle procureure générale de la Cour, la Gambienne Fatou Bensouda.

Il n'en reste pas moins que, jusqu'à la nomination de Madame Bensouda, la CPI n'offrait aucune des garanties attendues d'une juridiction impartiale. Ainsi, lors de l'attaque de la Libye par l'Otan, en violation du mandat du Conseil de sécurité, les « preuves » réunies par le procureur général —l'Argentin Luis Moreno Ocampo— contre Mouamar Kadhafi, son fils Saïf el Islam et son beau-frère Abdallah Al-Senoussi, se limitaient en tout et pour tout à des coupures de presse des États agresseurs. Pire : lorsque l'Otan bombarda Tripoli, le procureur déclara que Saïf el-Islam Kadhafi avait été arrêté par les Occidentaux et que son bureau organisait son défèrement à La Haye. Ce faisant, il mentait effrontément et démoralisait les Libyens pour qu'ils ne résistent pas à l'agression de l'Otan. En réalité, Saïf el-Islam était sain et sauf, dans les sous-sols de l'hôtel Rixos où je me trouvais.

Le même Luis Moreno Ocampo, dans son bureau à la Cour, viola une journaliste. Il n'échappa à la Justice qu'en raison de son immunité de procureur international [5]. Corrompu, il se fit secrètement payer pour mettre en cause des individus à éliminer [6]. Les comptes bancaires secrets du procureur furent ultérieurement révélés par des enquêtes journalistiques au Panama et aux îles Vierges [7]. Luis Moreno Ocampo n'a jamais été inquiété.

Certes, son successeur, Fatou Bensouda, est plus présentable. Mais la structure n'a pas changé. Les magistrats du siège en sont si conscients que, le 15 janvier 2019, ils se sont révoltés et ont acquitté Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé ; deux accusés dont les supposés « crimes contre l'humanité » avaient servi à justifier le « changement de régime » imposé par la France en Côte d'Ivoire. C'était la première fois que la CPI s'écartait du rôle politique que les Européens lui ont assigné.

Le 29 juillet 2015, les Occidentaux tentèrent de faire passer une résolution au Conseil de sécurité dessaisissant la Justice ukrainienne de la destruction du vol MH17 et transférant l'affaire à la CPI. Il s'agissait en fait de préparer l'inculpation du président Vladimir Poutine, alors que la Russie n'est pas signataire du Statut de Rome. La question n'est pas ici de savoir qui a détruit cet avion, mais d'observer la manipulation politique de la Justice pénale internationale. La Russie opposa son veto au projet de résolution occidentale.

Le président syrien, Bachar el-Assad, devrait donc être jugé par contumace par la CPI. Il comparaîtra in abstensia avec d'autres responsables syriens dont les noms ne sont pas encore connus. Il en a l'habitude. En 2005, il avait été accusé d'avoir commandité l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri, cette fois avec la complicité du président libanais Émile Lahoud. Une enquête internationale avait été conduite par une équipe germano-israélienne [8]. Puis un pseudo-tribunal avait été créé à l'initiative de l'ambassadeur US à Beyrouth, Jeffrey Feltman. Un traité avait alors été signé par le secrétaire général de l'Onu —avec l'approbation du Conseil de sécurité— et par le nouveau Premier ministre libanais —sans autorisation ni du gouvernement, ni du Parlement—. À l'époque, l'Occident s'était persuadé de la culpabilité du prévenu. Las ! après un an d'accusations fracassantes, le procureur Detlev Mehlis démissionnait dans un ahurissant scandale : les témoins sur lesquels il s'appuyait étaient des imposteurs payés par ses amis. Le Tribunal spécial pour le Liban poursuit son œuvre malfaisante en accusant cette fois le Hezbollah, alors que celui-ci a publié des enregistrements d'un drone israélien sur les lieux de l'assassinat. Le Tribunal persiste à prétendre que Rafic Hariri a été tué par l'explosion d'une camionnette alors que les relevés médico-légaux sont formels : c'est impossible [9]. Il a dépensé des millions de dollars pour reconstituer la scène et valider

sa théorie, en vain. Il travaille donc sur une thèse que tout le monde sait fausse.

La République arabe syrienne a combattu durant 8 ans pour préserver sa souveraineté. Elle ne devrait donc pas autoriser ses dirigeants à se rendre à La Haye. Mais elle peut toujours contester la validité de la procédure.

Celle-ci a été initiée par l'avocat britannique des plaignants, Rodney Dixon, connu pour être aussi celui du Qatar contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Il a une longue expérience de la « Justice internationale » puisqu'il fut un des conseillers de la Canadienne Louise Arbour, la procureure générale du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et de celui pour le Rwanda ; deux institutions qui ont échoué à faire la lumière sur les crimes qui leur étaient soumis.

Me Dixon a déjà fait savoir qu'il comptait poursuivre les dirigeants syriens pour des « crimes contre l'humanité ». Il s'appuiera sur le Rapport César [10] ; un document rendu public par le Qatar, via le cabinet londonien Carter-Ruck, le 20 janvier 2014, deux jours avant les négociations de paix de Genève 2. Il s'agit de 55 000 photographies de suppliciés prises par un photographe de l'Armée arabe syrienne. Selon, l'accusation, elles représentent les victimes du « régime », selon le gouvernement syrien, ce sont au contraire des clichés des victimes des jihadistes. Ce rapport a été authentifié contre la Syrie par trois procureurs internationaux au passé honteux, ayant travaillé à la Cour spéciale pour le Sierra Leone ou au Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie.

- Sir Desmond Lorenz de Silva est l'auteur d'un rapport commandité, par le Premier ministre britannique sur la mort d'un avocat irlandais, qualifié de « honte » par la famille de la victime. Il y reconnaissait la responsabilité des autorités, que l'on ne pouvait plus cacher, mais escamotait les preuves contre la Couronne.

- Sir Geoffrey Nice s'est illustré en poursuivant durant deux ans Slobodan Miloševic sans jamais parvenir à apporter la moindre preuve de crimes contre l'humanité. Le procès a pris fin avec la mort du détenu, assassiné dans sa prison selon la Russie.

- David M. Crane est un ancien responsable de la CIA et de la DIA qui dirige depuis le début de la guerre contre la Syrie un programme en vue de traduire Bachar el-Assad devant n'importe quelle cour spéciale internationale et sous n'importe quelle accusation.

En septembre 2012, le département d'État US, sur une idée de l'ambassadeur Jeffrey Feltman devenu assistant de la secrétaire d'État, avait créé une association, le Syria Justice and Accountability Centre (SJAC), chargée de collecter des preuves des crimes du gouvernement syrien. Il la finançait à hauteur de 5 millions de dollars annuels, le reste étant à la charge des « Amis de la Syrie », notamment du Maroc. Deux ans plus tard, Washington renonçait à cet outil. Pourtant, l'ambassadeur Jeffrey Feltman, devenu directeur des affaires politiques de l'Onu, relançait le SJAC, cette fois avec des fonds européens.

Il n'existe aucun contrôle de la CPI, même lorsque son procureur général est un criminel corrompu. La Cour est exclusivement au service de ceux qui la payent : l'Union européenne.

Par le passé, on considérait la guerre comme un moyen de conquérir ou de se défendre. Aujourd'hui, au contraire, on feint de penser que c'est une action illégale en soi, même en légitime défense. Ainsi, celui qui la décide ne doit pas la déclarer, mais établir la preuve a posteriori qu'en commettant ce crime, il défendait le Bien. Ce que le vainqueur pourra toujours prétendre.

Notes

[1] Defending the Society of States_ Why America Opposes the International Criminal Court and its Vision of World Society, Jason Ralph, Oxford University Press, USA (2007)

[2] « Examen préliminaire : Bangladesh/Myanmar », ICC/CPI.

[3] Bien que non signataires du Statut de Rome, les États-Unis ont co-signé le projet de résolution franco-britannique. « Réunion du Conseil de sécurité sur le Proche-Orient (vétos) », Réseau Voltaire, 22 mai 2014.

[4] Africa and the International Criminal Court, Gerhard Werle, Lovell Fernandez, Moritz Vormbaum, T.M.C. Asser Press (2014). The International Criminal Court at the Mercy of Powerful States. An Assessment of the Neo-Colonialism Claim Made by African Stakehold, Res Schuerch, T.M.C. Asser Press (2017).

[5] « Luis Moreno-Ocampo, pourfendeur du mal épris de lumière », Angélique Mounier-Kuhn, Le Temps, 29 juin 2011.

[6] « Les Secrets de la Cour : Dossiers manipulés, comptes offshore, conflits d'intérêts... : 40 000 documents confidentiels dévoilent les dessous de la CPI », Fabrice Arfi et Stéphanie Maupas, Médiapart, 29 septembre 2017.

[7] « CPI : Luis Moreno Ocampo, l'accusateur accusé », Damien Glez, Jeune Afrique, 4 octobre 2017.

[8] L'Effroyable imposture 2, Thierry Meyssan, éditions Demi-Lune, 2018.

[9] « Révélations sur l'assassinat de Rafiq Hariri », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 29 novembre 2010.

[10] A Report into the credibility of certain evidence with regard to Torture and Execution of Persons Incarcerated by the current Syrian regime, Carter-Ruck, January 20, 2014

Haut de page

Le 21 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Ce portail est peut-être merdique et son animateur un pauvre type infréquentable, mais au moins ils permettent de vérifier en temps réel en s'appuyant sur les faits le bien-fondé des idées ou théories qu'ils proposent, cela évite d'avaler des conneries ou des couleuvres comme disent certains militants ou encore de se faire manipuler à leur insu, ce dont nous avons tous en horreur, n'est-ce pas ?. Cela nous fait au moins un point commun ! J'en ai trouvé un, vous voyez qu'avec un peu de bonne volonté on arrive à progresser ! Il faut bien se marrer un peu, la situation est si triste ou abominable, cela soulage, non ?

Quant à ceux à qui cela ne suffit, les éternels insatisfaits qui sont habitués à ce qu'on les flatte ou les ménage, ils peuvent attendre longtemps ou aller voir ailleurs ! Ici on affronte la réalité en face, on tranche dans le vif, on ampute, on extrait le mal à la racine : le capitalisme. En face ils sont enragés, alors pourquoi ne le serions-nous pas aussi ? A la réaction sur toute la ligne, une seule réponse possible, vous la connaissez : La révolution !

Vous verrez que c'est aussi un des thèmes de cette causerie, et je vous ferai observer que ce n'est pas moi qui l'aie mis sur le tapis, vous admettrez enfin que je me devais de l'assumer puisque je me situe au côté de notre classe, merci pour votre compréhension. Bonne lecture... et réflexion.

- Au format pdf (26 pages)

PREMIERE PARTIE

Quelques réflexions sur la situation ou l'actualité politique.

1 - Un internaute : Le mouvement La France en Marche (mot d'ordre vichyssois)...

2 - Les Champs-Elysées font quoi, 500, 700 mètres de long, et avec 89.000 forces de police mobilisées ils ne sont pas capables de flanquer une rangée de CRS de chaque côté et de protéger les établissements se situant de part et d'autre, ils nous prennent vraiment pour des demeurés !

Ceci doit expliquer cela et confirme ma version.

- Que s'est-il vraiment passé ce week-end à Paris lors de l'acte XVIII des Gilets jaunes ? Alors que 80 enseignes ont été saccagées sur les Champs-Élysées, certains policiers montent au créneau pour dénoncer un manque d'instruction, d'autorisation pour intervenir face aux casseurs. LePoint.fr 20 mars 2019

3 - On a pris l'habitude de ne pas faire d'amalgame entre les dirigeants et les militants des syndicats. Question : Jusqu'à quel point est-ce justifié ? On est en droit de se poser la question, non ? Non, on ne doit pas se poser ce genre de questions, vous entendez, c'est un ordre !

4 - Pour expliquer où nous en sommes, on a pris l'habitude qu'on nous sorte la fatalité... Vous ne trouvez pas que c'est un peu court comme explication ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas très dialectique !

La gauche ? Celle honnie par les travailleurs ? Et il s'en trouve encore pour s'étonner qu'on en soit arrivé là ! Quel délire !

Editorial de la Tribune des travailleurs (POID) par Daniel Gluckstein le 20 mars 2019

Titre - Division et soumission ne doivent pas l'emporter !

- Bref, à gauche, la division bat son plein.

- Le PS est fier de présenter aux élections européennes une tête de liste qui n'appartient pas à ses rangs...

- Le PCF, lui, dénonce un PS trop pro-européen...

LVOG - blablabla, cause toujours il en restera quelque chose...

Gluckstein - Décidément, avec de tels « adversaires », Macron n'a pas à s'inquiéter…

LVOG - On ne pouvait pas mieux dire et cela s'adresse également à vous !

Ce qui distingue les syndicats des partis dits ouvriers, c'est que dans les syndicats, bien que leurs dirigeants soient des agents du capital, il y a encore des militants qui se battent au côté des travailleurs en étant restés fidèles aux principes et objectifs fondateurs des syndicats, à savoir qu'ils luttent dans la perspective de l'émancipation du salariat, donc du capitalisme. Tout du moins théoriquement, car en réalité la plupart ont été corrompus par l'idéologie du capitalisme, ce qu'on peut vérifier quotidiennement à travers une multitude d'exemples qui le confirment, seuls une minorité (d'une minorité !) parviennent à demeurer indépendant du capitalisme et contournent la politique des dirigeants syndicaux vendus.

Mais ce n'est pas le cas au PCF et encore moins à Générations ou au PS, où contrairement aux syndicats dans aucune instance vous ne trouverez de militants (ou d'élus de ces partis) opposés au capitalisme ou demeurés fidèles au socialisme, ce qui signifie que quoi qu'ils fassent leurs militants seront instrumentalisés et serviront la cause de nos ennemis.

Maintenant compte tenu de leur faiblesse et de la crise qui les ravagent aussi (le pendant de la crise du capitalisme et de ses institutions), parce qu'ils sont en but à des contradictions qu'ils ne peuvent totalement contrôler et assumer, on peut concevoir que certains de leurs militants de base ayant des illusions dans ces partis, si, si, cela existe et c'est inévitable, puissent être disposés à entendre un autre discours, qui, s'ils l'adoptaient constitueraient un facteur destiné à alimenter la crise au sein de ces partis, dont l'unique réponse de leurs dirigeants serait de virer encore plus à droite tout en se dotant à nouveau du masque trompeur qui a servi pendant un siècle à camoufler leur collusion avec le régime capitaliste.

Autrement dit, sans que ces militants n'aient les moyens de réformer ces partis pourris jusqu'à la moelle, ils fourniraient à leurs dirigeants un prétexte pour se livrer à une nouvelle imposture destinée à tromper les naïfs ou les amnésiques et dieu seul sait combien nos rangs en comptent, pour le compte de Macron ou du régime. Et c'est cela le pire, en apparaissant un jour au côté des travailleurs, et le reste du temps au côté de Macron ou des représentants du régime, de telle sorte qu'à la fois des illusions dans ces partis sont réactivées et par leur soumission au régime ils indiquent aux travailleurs qu'il n'existe aucune issue politique, aucune alternative à la politique du gouvernement, ce qui ne peut que produire un effet dévastateur sur leur moral ou les pousser au désarroi, au désespoir, à se détourner de la politique ou pire encore en remettant leur destin entre les mains du premier bonimenteur venu.

Vous me direz que c'est inévitable, certes, en partie, mais personne n'est obligé de participer à cette imposture, non ? Il faut être clair, dans tous les cas de figure quelles que soient les positions adoptées par ces partis, elles servent des intérêts contraires à ceux des travailleurs, soit sur le court terme par pur opportunisme sachant que cela ne leur coûte rien ou ne changera rien, c'est le cas le plus fréquent et le plus néfaste parce qu'ils interviendront uniquement pour pourrir une mobilisation engagée contre le gouvernement ou la conduire dans une impasse, soit sur le long terme où fondamentalement leur supercherie a été démasquée ou l'illusion selon laquelle ils s'opposeraient au capitalisme s'est dissipée depuis longtemps ou ne convainc plus personne de nos jours ; franchement, quel travailleur aurait l'idée de placer son destin dans le PS ou le PCF, il faudrait être fou ou ne pas avoir toute sa tête, aucun à part quelques illuminés, paumés ou farfelus qui ignorent pratiquement tout sur ces partis, et qui un jour ou l'autre en sauront davantage et leur tourneront le dos.

Notre rôle ne consiste pas à manoeuvrer en fonction des prises de positions des appareils de ces partis, pas plus ici qu'ailleurs, il ne consiste pas non plus à flatter les illusions des travailleurs ou des militants, mais à les combattre en partant de leur condition, qui inclut ce qu'ils vivent au quotidien et comment ils le vivent, sans oublier leurs profondes et légitimes aspirations qui n'y figurent pas et qu'on a beaucoup trop tendance à oublier pour cette raison, ce qui constitue une grave lacune politique, puisque ce sont elles qui coïncident avec la société que nous devons concevoir et bâtir ensemble sur les cendres du capitalisme et de la Ve République, de l'UE, etc.

La démocratie : Mort-né. "Il n'est pas certain que les sociétés humaines puissent supporter indéfiniment"...l'existence du capitalisme.

Prenons un exemple très concret, le « Vous n'avez pas le choix » martelé par le dernier clip de campagne de La République en marche, pour les Européennes. Imaginait-on, il y encore vingt ans, qu'un régime démocratique pourrait un jour expliquer à ses citoyens qu'il n'avait « pas le choix » dans son vote ?

Nos sociétés contemporaines sont le lieu d'une cohabitation hautement explosive entre des idéologies foncièrement totalisantes (néo-libéralisme, transhumanisme, islamisme…), d'une part, et des individus foncièrement incapables de penser les dangers de ces idéologies, occupés qu'ils sont à admirer leurs propres particularismes individuels ou communautaires, d'autre part.

Le dilemme se posant à nous, et à nos descendants, est donc le suivant : combien de temps pourrons-nous faire cohabiter le progressisme scientifico-économique, en tant qu'idéologie par essence infinie, avec l'objectif, jusqu'ici prioritaire, d'augmentation du niveau de dignité que nous accordons à l'espèce humaine ? La société dont a accouché le capitalisme mondialisé – il l'est, certes, par essence, nous disait Marx – pourra-t-elle longtemps faire cohabiter l'idéal démocratique de gouvernement par la majorité avec les individus profondément inaptes au compromis qu'elle a largement contribué à générer ?

Tout porte à croire que l'équation est insoluble, en l'état. Un jour se posera certainement la question du choix entre primat démocratique – c'est ce que veut la majorité qui, en tant que tel, est bon et souhaitable – et primat scientifico-économique – c'est ce qui contribue à la fluidification des relations économiques et à l'augmentation de notre contrôle technique sur le monde qui, en tant que tel, est bon et souhaitable. Tocqueville voyait la démocratie comme un mode d'organisation foncièrement égalitariste. Marx voyait dans le capitalisme un phénomène produisant inexorablement des mécanismes de concentration du capital entre des mains de moins en moins nombreuses. Depuis trente ans c'est le primat du fait économique sur le fait démocratique qui est devenu la pierre de touche guidant l'action de la plupart des gouvernements.

Il n'est pas certain que les sociétés humaines puissent supporter indéfiniment une telle dépossession, dès lors que ce choix aura révélé, de crise en crise, ses vices cachés. (Néolibéralisme: la lente mort de la démocratie par Ambroise de Rancourt - Vu du Droit - Mondialisation.ca 17 mars 2019

La guerre psychologique est un des rouages déterminant de la guerre idéologique de nos ennemis.

LVOG - Il arrive même que la guerre psychologique contre les masses se fasse au détriment de la productivité, c'est dire à quel point nos ennemis y accordent une attention privilégiée, que mes détracteurs estiment aux conséquences insignifiantes pour justifier de refuser de combattre le régime sur ce plan.

BFM Business - L'open space pourrait être une gigantesque erreur. Cette affirmation, ce n'est pas celle de Michel qui après avoir entendu 17 fois le récit du dîner de Noël de Florence envisage de monter lui-même des parois de verres pour ne plus l'entendre.

Non, c'est celle d'une étude réalisée par des professeurs d'Harvard, reprise par le site du World economic forum. Ces derniers ont analysé l'évolution des interactions entre les salariés de grandes entreprises américaines en plein passage à l'open space.

Voici leurs méthodes :

Premièrement, ils ont équipés certains salariés de capteurs. C'est tout simplement une sorte de gros boîtier posé sur leur torse qui enregistre notamment le nombre de discussions et leur intensité. Ils ont ensuite mesuré le nombre de messages et d'emails. Tout cela bien sûr avant et après le passage des entreprises à l'open space.

Le résultat est assez surprenant. On remarque une baisse des interactions entre les individus de l'ordre de 70%, alors que ces derniers sont en face à face. Les communications par voies numériques explosent. Les envois de mails augmentent de 56%, le nombre de fois où les individus sont seulement en copie bondit de plus de 40%. Quant à l'utilisation de la messagerie instantanée elle augmente de 40%.

Conclusion des auteurs de l'étude : c'est tout simplement raté. L'open space censé augmenter les interactions humaines et donc la productivité produit en réalité l'effet inverse. Plus les collaborateurs sont physiquement proches, plus ils passent leur temps à s'envoyer des mails. Si on prend on compte le fait que le bruit ambiant fait en plus baisser la productivité, l'échec est cuisant.

Malgré cela, aujourd'hui petits et gros groupes continuent de passer à l'open space comme un rite d'accession à la modernité. Groupama vient par exemple de le faire à la Defense. Plus de 3000 collaborateurs d'un coup qui vont donc, si on en croit l'étude, pouvoir s'envoyer des mails alors qu'ils sont en face.

Conclusion : l'open space est-il l'arnaque du siècle ? (Source : BFM Business 03-01-2019)

Commentaires d'internautes.

1 - "Je suis en open space… Aujourd'hui ça va mieux, les envies de suicides suivent une pente descendante, inversement proportionnelle à celle des envies de meurtre."

2 - "L'open space est un mot novlangue du néolibéralisme qui signifie exactement le contraire. Il signifie surveillance contrainte et pression professionnelle renforcé, bruit , pollution sonore et visuelle et souffrance augmentée.

Le salarié n'as plus droit à aucune intimité.

On lit ses courriers, on le voit, on voit avec qui il parle.

L'open space est une forme d'asservissement supplémentaire.

Il existe depuis les années cinquante dans sa forme bureau mais n'est la continuation que d'une immense ferme usine entrepôt du tertiaire ou l'être humain exploite et asservit l'être humain.plus efficacement."

LVOG - Cela ressemble à un camp de concentration ou un quartier de haute sécurité dans une prison...

3 - "...la téléphonie mobile et l'internet, le fait de les avoir rendu très intrusifs, cela les a rendu mortel pour les relations sociales. Les promesses tant attendu n'ont pas été atteintes, ont voit des gens qui ratent leur vie familiale à cause d'Internet, d'autres qui n'ont que des amis virtuels avec qui ils ne partagent que virtualité, d'autres s'enferment dans une application de smartphone qui les coupe du monde réel, parfois provocant l'accident ou la mort."

Vous allez encore adorer le Brexit... ou John Bolton !

- Bolton brocarde l'échec de la classe politique britannique sur le Brexit - Reuters 20 mars 2019

Le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, a accusé mardi soir la classe politique britannique d'être incapable d'honorer les résultats du référendum de juin 2016 qui a tranché en faveur d'une sortie de l'Union européenne.

"Le peuple britannique a voté en faveur du Brexit mais à quel moment la classe politique du Royaume-Uni va-t-elle mettre en oeuvre ce vote ?", s'est-il interrogé sur l'antenne de Sky News. Reuters 20 mars 2019

Gilets Jaunes : Ils n'en reviennent toujours pas...

- Qui sont les Gilets jaunes ? Portrait-robot de ces Français en colère - Le Parisien 20 mars 2019

L'institut Montaigne, think tank de tendance libérale, et le sondeur Elabe, ont mené une vaste enquête sur les acteurs de cette fronde sociale inédite. Plus de 10 000 Français ont été interrogés, au plus fort de la crise, entre décembre et janvier derniers.

Largement plus que la moyenne de nos concitoyens (à 65 %, contre 48 % chez les Français en général), les contestataires peinent à joindre les deux bouts. Beaucoup sont à découvert dès le 17 du mois… sinon en permanence. Ils traquent les prix les plus bas pour s'acheter de quoi manger, et plus encore pour s'habiller. Sept Gilets jaunes sur dix avouent même avoir différé ou renoncé à des soins médicaux ! Déjà sur la corde raide -bien que les actifs soient majoritaires dans le mouvement et les ouvriers surreprésentés par rapport à la moyenne nationale-, leur situation financière, affirment-ils, s'est en plus dégradée au cours de la dernière année.

Ces Français qui se revendiquent Gilets jaunes ressentent encore plus que les autres le choc des inégalités (à 87 %, contre 80 %… ce qui est déjà colossal). « Pas nécessairement les inégalités de revenus, précise Laurent Bigorgne, patron de l'institut Montaigne. Mais les inégalités de tous les jours, qui font se demander si son enfant est dans la bonne école, si on accède au bon médecin spécialiste à l'hôpital, si on va avoir la bonne formation professionnelle, les bons moyens de transport. Bref, ils se révoltent contre les inégalités d'accès, contre ceux qui ont tout parce qu'ils ont les bons réseaux. »

Au total, le sentiment qui domine est que la promesse d'un service public de qualité pour tous, n'est pas tenue. Pas étonnant, dès lors, qu'un « Gilet jaune sur deux considère que les impôts et les taxes qu'il paye sont inutiles (51 % contre 35 %) », révèle l'étude Elabe-Montaigne.

Reste que si beaucoup vivent dans des communes rurales et dans les villes de moins de 20 000 habitants, où ils ont tenu des ronds-points tout l'hiver se relayant autour des braseros, les gilets sont présents « partout sur le territoire », note Sananès. « Dans les banlieues, les agglomérations, même en Île-de-France, où 17 % des personnes sondées ont porté en étendard la chasuble fluo. » Phénomène très observé, cette solidarité, aussi soudaine et spontanée, qui a surgi autour des ronds-points. Pour 47 % des Gilets jaunes, le seul acteur en qui ils ont confiance, sont « les gens qui vivent autour d'eux ». « Des gens qui sont et qui

parlent comme nous », développe le patron d'Elabe. Côté politique, s'ils ont relativement confiance dans les maires -ainsi que dans les associations- ils rejettent en revanche les responsables nationaux. Laurent Bigorgne se dit frappé par « un phénomène de sécession politique : ils les jugent inefficaces dans tous les domaines, et n'attendent rien d'eux ». Pas plus du grand débat, d'ailleurs. Pour ces abstentionnistes, et pour ceux qui votent, proches des partis extrêmes -surtout le RN de Marine Le Pen-, le rejet de Macron est sans retour. L'Europe n'a pas plus la cote : 61 % d'entre eux jugent que l'UE apporte plus d'inconvénients que d'avantages, alors que ce sentiment est minoritaire dans l'ensemble de la population. Même si cette crise, exceptionnelle par sa durée, ne mobilise plus autant, l'enquête est, de ce point de vue, sans ambiguïté : les fractures, les blessures et l'exaspération qu'elle exprime ne sont pas près de se refermer. Le Parisien 20 mars 2019

En direct du ministère de la Vérité ou la fabrique du consentement à l'oeuvre.

- France: Le soutien aux "Gilets jaunes" en chute après le 16 mars, selon un sondage - Reuters 19.03

La part de Français disant approuver le mouvement des "Gilets jaunes" a subi une forte baisse après les violences qui ont émaillé le 18e samedi de mobilisation, selon un sondage Elabe pour BFM TV publié mercredi. Reuters 19.03

LVOG - 53%. Combien pour Macron ? 5,10%?

En complément. Deux ans plus tôt : Dehors Macron !

- Quatre ans après son élection, Justin Trudeau ne fait plus rêver personne - Slate.fr 19.03

- Politique : 43% des Français pensent que la démocratie fonctionne bien dans notre pays, selon un sondage - Franceinfo 19.03

C'est ce que révèle une étude Viavoice, réalisée pour la Fondation Jean-Jaurès et La Revue civique, publiée mercredi. Franceinfo 19.03

Quand les élites au service de l'oligarchie sont mises à contribution.

- En dépit des turbulences, Macron poursuit le grand débat avec des intellectuels - LeFigaro.fr 19.03

Le Figaro a noté, sans rire que : "Les gilets jaunes sont toujours au cœur des discussions, même s'ils sont observés avec un peu plus de distance que lors des précédents débats."

LVOG - Normal de la part des élites corrompues.

Le Figaro - Emmanuel Macron voulait prendre de la hauteur, il en prend. Devant les intellectuels, il s'explique d'ailleurs sur la raison de ce débat: il a besoin d'eux et de l'autorité naturelle que leur confère leur savoir à l'heure où «tout se vaut». «Les intellectuels ont un rôle à jouer, ils ont la responsabilité de structurer le débat. Je crois à cette forme de médiation», assure le chef de l'État. Comme pour déplorer que lui, les Français ne l'écoutait plus. LeFigaro.fr 19.03

La pauvre malheureuse, elle n'avait pas toute sa tête, en a-t-elle une au moins ?

- Grand débat: Dominique Méda regrette d'être tombée dans le "piège" de Macron - Le HuffPost 19.03

La normalienne, conseillère de Benoît Hamon lors de la dernière présidentielle, le dit d'emblée: "après celui avec les maires, c'était au tour des intellectuels de tomber dans le piège : car de débat il n'y en eut point". La chercheuse regrette autant la forme que le fond de ce rendez-vous organisé à l'Elysée, et auquel plusieurs personnalités ont refusé de participer. Le HuffPost 19.03

LVOG - Est-elle normale ? Elle est chercheuse, moi je suis balayeur, maçon, caissière, ouvrier agricole, employée de bureau, chauffeur- livreur, aide-soignante, etc. c'est marrant, j'ai l'impression d'en savoir plus qu'elle. Mais alors qui doit gouverner ? Nous, vous et personne d'autres !

L'exécutif qui, après avoir été pris de court le 17 novembre par l'éruption du mouvement des "Gilets jaunes", espère pouvoir tourner définitivement la page de la crise à la faveur du "grand débat national" qui a pris fin vendredi.

Multipliant les débats sur le terrain avec des élus, le chef de l'Etat a notamment repris des couleurs dans les sondages et s'apprête, après une dernière phase de conférences régionales citoyennes, à annoncer une série de mesures "disruptives" et "précises" à partir du mois d'avril . Reuters 19 mars 2019

Commentaires d'Internautes

1 - Des intellectuels au service du pouvoir réunis pour "structurer", quelle belle et finale illustration de la vaste pantalonnade que constitue cette opération de communication.

2 - Enfumage total que ce débat pour gagner du temps ! Personne n'est dupe d'un Macron en campagne d'une incompétence crasse, pas le costard du gouvernant, la fuite en avant et rien d'autre...pauvre France

3 - Pas mal d'intellectuels ont refusé l'invitation, mais d'autres voient leur intérêt a être présent! Macron veut savoir a qui se fier pour enfumer les Français!

4 - C'est tourné, encore une fois, le dos à une tranche de population simple, qui ne l'intéresse pas, autrement que pour justifier, devant les caméras, le démarrage de sa campagne !! Je trouve que c'est plus humiliant que louable que de vouloir sortir du Grand Débat de cette manière.

LFI est responsable de cet amalgame en refusant de rompre avec le régime et l'UE.

- Comparée à Marine Le Pen, Danielle Simonnet quitte BFMTV - Le HuffPost 19.03

Le député LREM Olivier Véran n'a pas hésité à comparer la responsable Insoumise Danielle Simonnet à la présidente du Rassemblement national Marine Le Pen. Le HuffPost 19.03

Travail, famille, patrie ! Quand le "Grand Débat" tourne à guignol !

Ces scélérats vont jusqu'à instrumentaliser les enfants.

- On a demandé aux enfants du Grand Débat comment mettre fin à la crise des gilets jaunes - Le HuffPost 21 mars 2019

"Réduire le plastique", "ouvrir des locaux pour les SDF", "stopper le harcèlement": une centaine d'enfants âgés de 8 à 14 ans ont planché ce mercredi 20 mars pour le grand débat sous l'œil attentif de Brigitte Macron et du secrétaire d'Etat chargé de la protection de l'Enfance Adrien Taquet.

Quatre ateliers ("être solidaire", "tous citoyens", "préserver la planète", "lutter contre les violences") ont préparé le débat proprement dit dans l'après-midi à la Cité des sciences et de l'industrie.

Avant tout, ils préconisent d'écouter les gilets jaunes et de "leur donner ce qu'ils veulent"

À 18h, il faut conclure car certains reprennent le train. Adrien Taquet promet que "les conclusions des ateliers seront transmises au grand débat" et propose la création d'une "chambre de l'avenir" qui associerait les enfants aux travaux du Conseil économique, social et environnemental (Cese). Le HuffPost 21 mars 2019

LVOG - C'est beau la collaboration de classes, le formatage des esprits au néolibéralisme, au nihilisme dès l'âge de 8 ans, pour en faire des schizophrènes endurcis. L'apprentissage de l'idéologie capitaliste dès la plus tendre enfance, rien de tel pour en faire des esclaves lobotomisés et serviles ou tuer avant qu'elles n'apparaissent leurs aspirations à la justice sociale et à la liberté, à la paix.

En famille au chevet de Macron et du régime.

- "Gilets jaunes", ordre public et fiscalité: débat animé entre chefs de parti - AFP 21 mars 2019

De Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon en passant par Olivier Faure et Laurent Wauquiez, les oppositions se sont liguées pour dénoncer la gestion de l'ordre public par l'exécutif, dans un débat télévisé entre chefs de parti qui a également fait la part belle aux questions de fiscalité.

A deux mois des élections européennes, François Bayrou (MoDem), Olivier Faure (PS), Stanislas Guerini (LREM), Marine Le Pen (RN), Jean-Luc Mélenchon (LFI) et Laurent Wauquiez pour Les Républicains (LR) ont débattu pendant environ deux heures et demie sur BFMTV sur les moyens de sortir de la crise des "gilets jaunes". AFP 21 mars 2019

Près de neuf Français sur dix (86%) pensent qu'il faudra "réorienter la politique économique et sociale", selon un sondage Viavoice. AFP 21 mars 2019

Quand Mélenchon le faussaire fait du Macron.

- Mélenchon sur les violences: "Pas ça les jeunes!" - AFP 21 mars 2019

"Pas ça les jeunes!": le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a conjuré mercredi les manifestants de ne pas s'engager "dans une escalade de l'affrontement" et privilégier "la voie politique du débat" pour sortir de la crise des "gilets jaunes".

"Avec toute l'expérience de ma vie politique, pas ça les jeunes, faites pas ça! Parce que ça ne nous mène nulle part, dans une escalade de l'affrontement, et à la fin c'est les meilleurs qui meurent!"

"Je crois à un changement révolutionnaire du pays, avec le bulletin de vote", a-t-il ajouté. AFP 21 mars 2019

LVOG - Autant dire que vous pourrez attendre indéfiniment tout "*changement révolutionnaire*", tout changement de politique, de régime. C'est tout le personnage, un serviteur du régime.

Dans quel camp se situe-t-il ? Qui protège-t-il ? Le régime, l'ordre établi.

- La France au seuil d'une révolution? Le sondage alarmant de l'Ifop - sputniknews.com 20.03

Pour 39% des Français, il faudrait une révolution pour changer la situation du pays, tandis que 50% considèrent plutôt qu'il faudrait un programme de réformes, selon un sondage Ifop pour Atlantico. Seuls 3% des Français estiment qu'il n'y a pas besoin de changements.

Pour David Nguyen, directeur conseil en communication au Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop, «il s'agit d'un chiffre absolument spectaculaire. […] Même si nous ne savons pas exactement ce qu'ils mettent derrière ce mot ["révolution"], c'est la marque d'une radicalité très présente au sein de la société», souligne-t-il.

Qui plus est, ce chiffre est beaucoup plus élevé que dans tous les autres pays européens que l'institution a analysés. Il témoigne aussi d'«un niveau de tension politique élevé», selon M. Nguyen. «On voit bien que, malgré un Grand débat presque terminé, le niveau de radicalité n'a pas du tout baissé».

D'après les derniers sondages de l'Ifop, 54% des Français soutiennent les Gilets jaunes. Ce soutien global a peut-être baissé après un acte 18 particulièrement violent, mais ce mouvement gardera probablement encore la sympathie de plus de 40% de la population, et ce malgré la dramatisation des violences, avertit l'expert.

Les sentiments négatifs sont encore plus partagés en France que dans les autres pays européens, a fait ressortir David Nguyen, indiquant que les trois items qui y arrivent en tête sont «déception» (38% des sondés), «colère» (32%) et «dégoût» (28%).

«On voit une France au bord de l'implosion», a finalement constaté l'expert. En effet, 81% des Français estiment que l'opposition entre le peuple et les élites sera forte à court terme. sputniknews.com 20.03

LVOG - Au futur, pourquoi pas au conditionnel pendant qu'ils y sont ! Voilà qui nous fournit une marge assez large, non ? Tout dépend ce qu'on en fera, car pour le moment c'est plutôt mal barré !

Plus les masses se radicalisent, plus leurs représentants officiels ou autoproclamés penchent à droite.

- «On va vers la révolution»: des manifestants à Paris dénoncent la violence sociale. - sputniknews.com 19.03

Une autre manifestante, Michèle, qui portait un gilet jaune, a commencé par saluer la décision des syndicats d'organiser une action de protestation pour protéger le peuple alors qu'il n'y avait jusque-là «que les Gilets jaunes».

À son avis, «on va vers la révolution» et seul le départ du gouvernement et la tenue de nouvelles élections pourraient régler la situation qui pourrait encore s'aggraver après la décision annoncée par le Premier ministre Édouard Philippe de prendre des mesures exceptionnelles pendant les manifestations.

La grève nationale, qui s'est tenue ce mardi en France à l'initiative des syndicats CGT et FO, mais aussi d'organisations de jeunes, devrait montrer au gouvernement la nécessité d'écouter les revendications du peuple pour éviter la montée de violences et une révolution, ont estimé plusieurs manifestants interrogés par Sputnik.

Des participants à la journée de manifestations et de grèves organisée ce mardi à l'initiative de syndicats ont expliqué à Sputnik pourquoi ils étaient descendus dans la rue. Selon eux, les violences enregistrées pendant la mobilisation des Gilets jaunes ne sont rien par rapport à la violence sociale dont le gouvernement est responsable.

«S'il y a quelques vitrines cassées, tant pis. Mais la pire des violences, c'est de voir tous ces gens qui dorment dehors, qui n'ont pas de logement, qui n'ont pas de boulot. C'est une violence sociale dont on ne parle jamais. Et c'est la pire» dans un pays assez riche comme la France, a indiqué un retraité, Marc.

«La violence sociale qu'on vit depuis des années, cela, c'est une réelle violence: ne pas pouvoir nourrir ses enfants, d'être dans la galère […]. C'est de la violence qu'on vit au quotidien. Le mettre en relation avec quelques vitrines, non […]. On en est là, en France. Il y a tant de SDF, de gens qui vivent sous le seuil de pauvreté. C'est les émeutes de la faim et tout peut aller dans n'importe quel sens», a noté Michèle à Sputnik.

«Pourquoi les gens ont commencé à aller dans la rue? Parce que ce sont des gens qui n'ont pas de quoi vivre, qui ne peuvent élever correctement leurs enfants, qui vivent dans la misère, qui cherchent du travail et qui n'en trouveront jamais. C'est une vraie violence de la part du gouvernement de mettre les gens dans cette situation», a déclaré Annick. sputniknews.com 19.03

Totalitarisme. Etat policier. L'ordre des casseurs.

Leur humanisme est bien la politesse des salauds...

Christophe Castaner " Je voulais qu'il soit clair que nous ne devions avoir aucune pudeur à rétablir l'ordre."

- La «consigne de la plus grande fermeté» qu'il avait réclamée, a-t-il assuré, «n'a pas été exécutée convenablement» pour faire face à la «menace» de 1500 black blocs et de «8500 casseurs présents, prêts à tout, prêts à tuer». Le Figaro 20 mars 2019

Pudeur, valeurs, morale, dignité, honte, autant de choses qu'il ignorera toujours...

"Il faut qu'il reprenne de la respiration. La séquence est difficile. Mais il faut aussi que l'on réfléchisse dans le temps long. Rappelez-vous Cazeneuve après Sivens (la mort du manifestant Rémi Fraisse tué en 2014 par une grenade, ndlr), on disait qu'il était carbonisé, qu'il allait traverser le désert et six mois plus tard c'était le meilleur ministre de l'Intérieur. Le couple de l'Intérieur (avec son secrétaire d'Etat, Laurent Nuñez) fonctionne bien", veut croire un proche du chef de l'Etat. AFP 20 mars 2019

LVOG - Traduire : Castaner peut encore se permettre de tuer un manifestant...

Etat policier. L'engrenage de la répression policière et judiciaire. Le tout sur fond d'amalgame entre black blocs et manifestants

Ce mardi matin 19 mars j'ai lu huit articles d'agence de presse ou de médias aux ordres, aucun n'a mentionné les black blocs et tous à la suite de Macron, Philippe, Castener ont imputé les violences de samedi dernier aux Gilets Jaunes et autres manifestants. Le lendemain Le Figaro les mentionna. Je n'avais lu que les titres des articles proposés par la page politique de Yahoo.news, je n'ai pas eu le temps de consulter tous les médias.

"Gilets jaunes": Philippe défend une "réponse ferme" mais plus risquée - AFP 19 mars 2019

Edouard Philippe a défendu lundi la "réponse ferme" de l'exécutif face aux graves violences commises samedi à Paris lors des manifestations des "gilets jaunes", tout en reconnaissant que la nouvelle stratégie représentait "plus de risque" de blessés entre forces de l'ordre et manifestants. AFP 19 mars 2019

- "Gilets jaunes": le préfet limogé, des manifestations interdites - AFP 19 mars 2019

Le Figaro - Une tête et un tour de vis. Ainsi peut-on résumer les mesures annoncées par le premier ministre. La tête, c'est celle du préfet de police, Michel Delpuech, remplacé par le préfet de Nouvelle-Aquitaine, Didier Lallement, qui, à Bordeaux, est confronté depuis des mois aux violences lors des manifestations de «gilets jaunes».

- Le tour de vis prend la forme d'une série de mesures tous azimuts. - Le Figaro 18.03

AFP - Limogeage du préfet de police de Paris, interdictions de manifester et augmentation des amendes : Édouard Philippe s'est voulu ferme, lundi, en annonçant plusieurs mesures après les violences et pillages survenus à l'occasion du 18e samedi de manifestations des "gilets jaunes".

Le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, régulièrement donné partant entre affaire Benalla et polémiques à répétition sur la gestion de l'ordre public dans la capitale, en a fait les frais.

Il est remplacé par Didier Lallement, jusqu'alors préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, dont le chef-lieu Bordeaux est l'un des épicentres de la crise des "gilets jaunes" et de ses débordements hebdomadaires.

M. Lallement, 62 ans, réputé pour avoir un caractère bien trempé, est une figure connue de l'exécutif, bien que n'ayant jamais exercé à la préfecture de police de Paris : influent secrétaire général du ministère de l'Intérieur de 2012 à 2014, il avait ensuite été nommé à la Cour des comptes.

Édouard Philippe a par ailleurs annoncé l'interdiction de manifester "chaque fois qu'il le faudra", dans les quartiers "les plus touchés", "dès lors que nous aurons connaissance d'éléments "ultras" et de leur volonté de casser", en citant les Champs-Élysées à Paris, les place du capitole à Toulouse et Pey-Berland à Bordeaux - des mesures qui vont "dans le bon sens", selon le nouveau maire de Bordeaux, Nicolas Florian (LR).

Le Premier ministre a encore indiqué avoir demandé à la Garde des Sceaux, Nicole Belloubet, de porter l'amende encourue en cas de participation à une manifestation interdite de 38 à 135 euros.

En déplorant que "des consignes inappropriées (aient) été passées pour réduire l'usage" des lanceurs de balle de défense (LBD) - selon lui non pas de la part du gouvernement, en visant implicitement la préfecture de police -, il a dit sa volonté de "renforcer la fermeté de notre doctrine de maintien de l'ordre".

Interrogé lundi soir sur les conséquences de nouvelles consignes d'aller davantage au contact, le Premier ministre a reconnu que "si nous avons une stratégie qui permet aux forces de l'ordre d'être plus mobiles, d'être plus dynamiques, d'être plus fermes, il y a plus de risques" de blessés.

Les détachements d'action rapide vont être transformés en unités anticasseurs "dotées d'une capacité de dispersion et d'interpellation" susceptible d'intervenir rapidement.

Afin de procéder à davantage d'interpellations, des officiers de police judiciaire vont être déployés "au plus près du terrain" et des "moyens supplémentaires de transport" vont être mis en place, a poursuivi Edouard Philippe, évoquant également le recours aux drones et aux produits marquants.

"On va utiliser tous les moyens de droit et toute la mobilité, tout le dynamisme dont nous pouvons faire preuve, pour répondre à ceux qui viennent mettre en cause les forces de l'ordre ou la propriété privée", a-t-il ajouté.

"Jusqu'à présent, nous avons voulu faire très attention et nous voulons toujours faire très attention aux débordements, aux accidents, à la sécurité des personnes, mais nous constatons que le déchaînement de violence justifie une réponse ferme. Je l'assume, je l'explique", a-t-il souligné.

Les violences font leur retour au premier plan alors que le gouvernement espérait sortir de la crise avec le grand débat national pour lequel le président n'a pas hésité à mouiller la chemise, enchaînant débats-marathons avec élus et citoyens.

L'exécutif s'est donné jusqu'à la mi-avril, avec une prise de parole prévue du président Macron à ce moment-là, pour décider ce qu'il compte faire des très nombreuses propositions qui ont émergé. AFP 19 mars 2019

- Castaner veut des poursuites contre Drouet et Nicolle - Le HuffPost 18.03

Le gouvernement, par la voix d'Edouard Philippe, a annoncé ce lundi son intention de saisir la justice à chaque fois que les actes de violences survenus lors de manifestation de gilets jaunes seront "glorifiés", en vertu de l'article 40 du code de procédure pénale.

Le bras de fer se poursuit entre l'exécutif et les leaders de la contestation des gilets jaunes. Sur LCI ce lundi 18 mars, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a annoncé des poursuites contre les deux figures de proue de la mobilisation, Éric Drouet et Maxime Nicolle, après les violences observées samedi sur les Champs-Elysées.

"Vous vous rendez compte que ces deux personnages sont fiers -ils ont utilisé ce mot- que quelqu'un ait mis le feu à un immeuble d'habitation, au risque de voir périr des familles entières à l'intérieur?", s'est indigné le "premier flic de France", accusant les deux leaders officieux d'"alimenter cette violence". Et le ministre de poursuivre: "je souhaite non seulement qu'il y ait des poursuites pénales, mais il faut aussi qu'ils assument financièrement la casse (...) il faut qu'ils remboursent" Le HuffPost 18.03

- Christophe Castaner, tête de turc des gilets jaunes - huffingtonpost.fr 19.03

"Mutilator", "assassin", "Castaner nasse ta mère", "mafieux"... Si tous les ministres de l'Intérieur ont eu droit à leur lot d'injures dans les manifestations, rarement "premier flic de France" n'aura été autant conspué dans la rue que ne l'est Christophe Castaner. Nommé place Beauvau en octobre 2018, un mois à peine avant le début de la crise des gilets jaunes, l'ancien maire socialiste de Forcalquier devenu le joker de la Macronie s'est rapidement imposé comme la principale tête de turc des contestataires en veste fluo, juste derrière leur bête noire, le président Emmanuel Macron.

Le ministre de l'Intérieur : "Il n'est pas normal qu'une stratégie définie par le ministre au nom du gouvernement puisse être aménagée" à son insu, a-t-il affirmé sur LCI, soupçonnant que "des consignes ont été données en dessous du préfet de police" pour lever le pied sur les tirs de longue portée des LBD.

Après le fiasco de samedi, le premier ministre Edouard Philippe a repris la main et a annoncé lui-même la nouvelle doctrine qui s'appliquera désormais: plus grande autonomie aux forces sur le terrain, unités anticasseurs pouvant disperser et interpeller dès les premiers troubles, nouveaux matériels déployés (recours aux drones, produits marquants, vidéosurveillance", officiers de police judiciaire sur le terrain pour procéder aux interpellations... Un acte d'autorité qui place une nouvelle fois le ministre de l'Intérieur sous tutelle, lui qui est déjà chaperonné par un secrétaire d'Etat expert ès-sécurité, Laurent Nuñez, ancien directeur général de la Sécurité intérieure. huffingtonpost.fr 19.03

- Gilets jaunes : les militaires de "Sentinelle" en renfort pour l'acte 19 - euronews 20 mars 2019

Les militaires de l'"Opération Sentinelle" seront déployés en renfort samedi à Paris lors de l'acte 19 des "gilets jaunes". L'annonce, faite ce mercredi par le gouvernement français, s'inscrit dans la série de mesures sécuritaires, décidées après un nouveau week-end de violences dans la capitale française. euronews 20 mars 2019

Dans la matinée, le porte-parole Benjamin Griveaux avait annoncé la couleur : « On va mettre le paquet. Paris devra avoir des allures de forteresse imprenable. » Le Parisien 21 mars 2019

DEUXIEME PARTIE

Parole d'internaute.

1 - Ah les querelles de cour pour distraire l'attention et essayer de nous faire croire que les journaux appartenant aux amis de manu sont indépendants….

90% de la presse appartient à des gens grâce à qui manu est devenu président, et certains de ces propriétaires sont devenus riches grâce -et uniquement -à la compromission de l'état. Branco nousl l'a bien expliqué hier.

Donc pour moi, mises en scène, et cette lettre ne parle même pas d'agences qui ont été carrément interdites !

Bref, faut faire croire au peuple qu'il y a opposition de la presse alors que tout ce petit monde fait partie du même entre-soi parisien

Rien de nouveau sous le soleil,

2 - Peut-on encore parler de démocratie en France.

Ce pouvoir est proche d'un régime dictatorial mais surtout est incapable de gérer notre pays.

La liberté de la presse n'est qu'une illusion.

Nous sommes d'ailleurs très mal classé tant pour la liberté de la presse que pour le fonctionnement démocratique.

Un pays dans lequel, 20% des électeurs ne sont quasiment pas représentés ne peut pas être considéré comme un pays démocratique

Enfin continuer à parler de pays des droits de l'homme est presque risible et très éloigné de la vérité.

La répression à atteint une violence inouïe comparable à des pays dictatoriaux.

3 - Au niveau gouvernement, on souhaite qu'une chose ; pourrir les manifestations des GJ ; les portes sont grandes ouvertes aux casseurs, résultats beaucoup de dégâts, beaucoup d arrestations ; mais surtout chez les GJ et pas chez les cagoulés pourtant biens reconnaissables, mais on ne les vois pas. Bizarre vous avez dit bizarre. Et pendant ce temps Jupiter fait du ski à la Mongie, et le voyou de Matignon se saoule et fricote dans une boîte de nuit. Vive la France.

Les pourris sont au pouvoir.

4 - Gilets jaunes = séditieux, haineux, anti…

Pravy Sektor = démocrates, résistants, sympa et cool

LVOG - Pravy Sektor, un parti ukrainien néonazi ayant participé à l'Euromaïdan cher à BHL et Glucksmann, au PS, Générations, EELV, etc.

5 - Les exemples se ramassent à la pelle…..Les islamistes modérés qui deviennent daesh, les moudjahiddins afghans les talibans, l'opposition démocratique libyenne des marchands d'esclaves…..Mais dans le foutage de gueule et la couverture médiatique, le Venezuela est un cas d'école chimiquement pur.

6 - Relire les journaux ? Madme Pologny enfin, les journaux sont le copier-coller de la télévision et appartiennent aux mêmes, vous le savez bien ! Que vous affirmiez que cela est le signe de renouveau démocratique m'a fait bien rire ce matin, merci ! D'autant plus qu'ayant passé des semaines sur un rond-point, jamais je n'ai entendu ça, bien au contraire, les médias sont comme le gouvernement rejetés par les gens d'en bas.

Quand au premier intervenant, je n'ai rien compris à son exposé, mais rien du tout, c'est sans doute parce que je ne suis "rien" !

Ensuite, faire une conférence à SP (Sciences Po - LVOG) sur le sujet de la démocratie quand on sait que les élèves sont élevés dans l'entre-soi favorisé et hors-sol du vrai peuple, ouaiche…

C'est une farce ou quoi ?

7 - Oui de toute évidence Mme Polony aime les farces.

Étant elle même directrice de Marianne.

Détenu bien évidemment par un oligarque.

Polony c'est l'opposition contrôlée.

L'opposition "Establishment" compatible.

8 - L'opposition "canada dry"… ça ressemble à de l'opposition, ça utilise les mots de l'opposition mais ça ne sert qu'à ratisser vers le système les brebis qui s'égarent.

Le système préfère une opposition contrôlée que pas d'opposition du tout. Sinon ça se verrait qu'on est dans un système unique.

9 - "Sur la reconquête démocratique" avec Natacha Polony !?

Bonjour la (mauvaise) plaisanterie.

Bien sur, beaucoup de choses intéressantes de dites et ce débat .. à "Sciences po".

A "sciences po", justement, là où l'on forme (ou déforme) les esprits en fonction de besoin de l'ultralibéralisme; paradoxe.

Lorsque "Marianne" (Natacha Polony) fait un numéro sur la "quenellisation des esprits", plus besoin de "grands discours". " Ite missa est", la messe est dites : Contestation des gouvernements et des pratiques journalistiques; tout étant soumis et "chien de garde" du "système ultralibéral".

Un peu de réformisme; mais pas de révolution, pas de contestations réelles.

De la “poudre aux yeux” et tromperie du peuple… Comme toujours.

10 - Après, l’accès à l’école, parlons-en, qui peut débourser plus de 13 000 euros par an pour s’inscrire à SP je précise, il y a obligation de faire un stage à l’étranger (les USA au pif !)? Si ce n’est les fils et filles de ? Qui sont d’ailleurs l’auditoire de cette conférence…

Peut-être qu’on pourrait récupérer un peu de démocratie en obligeant l’assemblée nationale à avoir 30% d’ouvriers comme députés ? Et interdire à des Attali l’accès aux plus hauts postes sans avoir au préalable travaillé en vrai au bien commun!

11 - J’étais abonné à Marianne qui restait le seul hebdo à peu près lisible mais j’ai fini par abandonner. Marianne est aux mains d’un oligarque étranger avec des éditorialistes insupportables genre Julliard ou Fourest.

12 - Madame Poliny voudrait encore nous faire croire que les décisions politiques des ultra-riches sont adoptées pour notre bien et que les Gilets Jaunes se révoltent uniquement contre le fait de ne pas avoir été consultés.

Non, la révolte a avant tout lieu contre le fait que ces décisions sont prises pour avantager les ultra-riches contre les intérêts des peuples.

A l’image des 80 km/h, qui n’a pas été décidée pour sauver des vies mais pour faire payer aux pauvres des travaux qui bénéficient aux propriétaires et actionnaires des entreprises qui vont mettre en place les infrastructures de ces 80 km/h (panneaux, taxes…). Ceux-là qui sont les amis de nos politiques.

Les Gilets Jaunes ne se battent pas seulement pour leur autonomie. Ils se révoltent contre la prédation, le vol structuré et organisé par une petite poignée de gens qui ont les rennes du pouvoir et qui les réduisent à l’esclavage voire à néant : des gens qui ne sont rien.

Sur le bloc Les Crises.fr. Après la dépublication de l’interview (thinkerwiew) de Juan Branco les lecteurs donnent leurs avis.

(https://www.youtube.com/watch?v=yEtmZKE5jhw)

1 - Mais késako ? Alors comme ça on publie, dépublie…

Cette vidéo montrait trop les dessous de la corruption ? il reste le livre en PDF même si il y a bcp de fautes d’orthographe et même des mots manquants !

Surtout, vu la dépublication de l’entretien, enregistrez tout ! Olivier (le patron de ce blog - LVOG) nous expliquera sans aucun doute pourquoi il a dépublié ce billet.

2 - Oui on aimerait bien savoir.

Mais bah on peut s'en douter…

M. Berruyer de toute évidence navigue entre, d'une part, la position de Natacha Polony. C'est à dire une opposition contrôlée “Establishment” compatible. Du type réformateur : tout changer pour surtout ne rien changer dans l'ordre des choses.

Et d'autre part la position de l'opposant radical comme Juan Branco qui est pour renverser la table.

La radicalité des positions de Juan Branco serait-elle trop dangereuse pour Les Crises ? L'oligarchie dirait un peu trop rouge brun ?

Liberté d’expression et d'opinion ? Faudrait pas trop abuser non plus !

3 - Juan Branco est jeune et impulsif ! Je l’aime bien et lui souhaite un brillant avenir public.

Simplement dans cette vidéo il tient des propos qui pourraient être qualifiés de diffamatoires s’ils n’étaient sources .

Que le site les Crises soient prudent à ce propos me semble et justifie et opportun !

4 - C'est sûr étant avocat de Assange. Il ne connaît pas les risques du métier et il n'a pas pris les précautions nécessaires.

Oui, oui, Marx aussi était jeune et impulsif…

Mais faudrait quand même pas abuser dans la radicalité.

Et Hop à Cayenne à casser des cailloux. Ça lui remettra un peu les idées en place au Juan.

5 - Y a pas censure de la part de Berruyer juste de la prudence, bien compréhensible.

6 - Juan Branco chatouille l'égo de beaucoup de monde dans cette vidéo. Peut-être que quelques passages (il en suffit d'un en fait) prêtent à diffamation ou tout autre chose du même genre. Des sites comme "Les crises" qui sont déjà dans le collimateur doivent être très prudents.

Déjà 300000 vues depuis mercredi dernier (le 13 mars).

LVOG - Ils se ménagent les uns les autres, c'est beau tout de même la fraternité des nantis et des bonnes consciences !

N'oubliez pas que monsieur Berruyer travaille pour des banquiers ou des institutions financières...

Le sionisme : "***C'est cette idéologie toxique qui a donné naissance à l'État d'Israël.***"

- Le rabbin Gabriel Hagaï : « Notre Torah est basée sur la justice, l'amour, l'humilité, l'inclusion. Tout le contraire des « valeurs » du sionisme construites sur l'orgueil, l'oppression, la haine et l'exclusion. » - afrique-asie.fr 11 mars

Extraits. Suite à la polémique populaire récente autour de la définition du « sionisme » – et donc de la nature de l'opposition à cette idéologie –, je pense qu'il est important d'apporter ici quelques éclaircissements (en tant que juif orthodoxe séfarade franco-israélien).

Le sionisme est un projet politique séculaire d'origine européenne qui usurpe l'identité juive pour la transformer en nationalisme primaire. C'est donc par définition un mouvement raciste, exclusiviste et hégémoniste, de facto faiseur d'apartheid. C'est cette idéologie toxique qui a donné naissance à l'État d'Israël. Or, avant cela, les juifs n'ont jamais été nationalistes, ni par leur histoire, ni par leur religion.

L'amalgame entre « sionisme » et « judaïsme » est souvent dû au fait que ce premier est un mouvement nationaliste juif, s'adressant aux juifs, et dont le but est l'établissement d'un pays juif souverain (l'État d'Israël) parlant une langue juive (l'hébreu en l'occurrence). Du coup, le qualifier de « judaïsme » devient séduisant pour certains. Mais c'est complètement méconnaître l'idéologie même du sionisme dont le but est de remplacer la Torah (c'est-à-dire l'observance des préceptes bibliques mosaïques) par du nationalisme. Être juif, pour le sionisme, c'est être un citoyen de l'État sioniste, pour lequel toute pratique religieuse est superflue, voire à combattre.

Le sionisme est donc l'adversaire idéologique de la Torah (de la religion juive). Certes, il existe un mouvement sioniste religieux, centré autour de la pensée de R. Tsevî-Yehûda Kook (1891-1982), mais nombreuses y sont les incohérences, les réductions et les contradictions vis-à-vis des sources religieuses juives authentiques.

Il faut bien comprendre qu'il n'existe pas plus de lien entre le sionisme (l'État d'Israël) et la Torah – malgré la judaïté des sionistes – qu'entre le Ku Klux Klan et l'Église Catholique (bien que les klanistes soient chrétiens) ou qu'entre le FLN algérien et l'islam (bien que ses membres soient de culture arabo-musulmane). Donc, on ne peut pas plus affirmer que l'État israélien représenterait LES juifs (tous les juifs, et le judaïsme en plus), que le Gouvernement algérien représenterait les musulmans ou le Texas les chrétiens.

Malgré tout cela, l'État d'Israël utilise plusieurs sophismes afin de s'établir en représentant légitime et exclusif du Peuple d'Israël. La liste est longue et fallacieuse, et je n'en aborderai ici que quelques-uns de ses éléments.

Le point le plus important de la propagande sioniste est de « favoriser le "retour" du Peuple juif en Terre d'Israël » ! Or, à ma connaissance, des juifs ont de tout temps vécu en Terre Sainte. De quel « retour » parle-t-on alors, vu que les juifs n'ont jamais rompu leur lien à cette Terre ? Du pouvoir politique ?

De plus, ce « Peuple juif » cité ici, qui est-il ? Il me semble que la majorité du Peuple juif ne vit justement pas en Terre Sainte. Qui donc peut s'établir là-bas en représentant exclusif de ce peuple (et délégitimer ainsi les autres juifs vivant ailleurs) ? Et puis, « en Terre d'Israël » – selon quelles frontières ? La Terre d'Israël biblique comprend aussi l'autre rive du Jourdain (la Jordanie actuelle) jusqu'à Damas (en Syrie actuelle). Devrait-on entendre par là qu'il faudrait également que les juifs conquièrent ces territoires afin d'y asseoir leur gouvernance ?

Un autre élément de propagande est l'utilisation ad nauseam de l'argument sécuritaire. Exactement comme en Afrique du Sud lors de l'Apartheid – où les Blancs étaient convaincus par la propagande de maintenir cet état de fait, sinon les Noirs allaient tous les égorger –, ainsi les Israéliens sont manipulés à croire que tous les Arabes veulent leur extermination.

Pour accentuer cette démagogie, le souvenir de la Shoah est agité sans vergogne afin de distiller la peur de l'anéantissement. L'État sioniste garantirait la sécurité des juifs dans le monde. Or, c'est tout le contraire qui se passe ! Le raccourci est aisé : identification entre l'État d'Israël et les citoyens israéliens, puis entre les Israéliens et tous les juifs. Comment empêcher cet amalgame toxique ? Les institutions juives françaises n'aident pas à calmer la situation, au contraire. Leur soutien inconditionnel à l'État d'Israël – et leur fait d'assimiler l'antisionisme à l'antisémitisme –, ouvre le bal de tous les amalgames. La communauté juive se retrouve prise en otage par l'idéologie sioniste. Les discours s'enflamment de tous les côtés, et le sang juif coule de par le monde.

Il est important de souligner ici que l'identité juive ne s'établit pas vis-à-vis des aléas des persécutions (qui sont des épiphénomènes ne nous définissant pas), mais vis-à-vis de la Torah. C'est elle qui légitime notre histoire et notre identité en tant que peuple (ou plutôt en tant que famille) – du coup, selon moi, un juif sans Torah, même si cela existe de facto, n'a pas beaucoup de sens.

Car nous les juifs sommes une famille, pas une nation au sens politique du terme. Nous sommes la « Famille de Jacob (Bêt-Ya'aqov) », celle de ses descendants – à qui Dieu a donné Sa Torah par Moïse –, et à laquelle on peut appartenir par trois moyens : 1. la filiation, 2. l'adoption (ce qu'on appelle abusivement la « conversion ») et 3. le mariage. C'est pour cela qu'il existe des juifs de toutes les ethnies, fruits des mélanges entre nos populations originelles du Moyen-Orient et les peuples qui nous ont accueillis tout au long de notre histoire. Ainsi nos gènes sont communs avec nos sœurs et frères les Palestiniens, qui partagent la même origine que nous.

Notre Torah est justement basée sur la justice, l'amour, l'humilité et l'inclusion. Tout le contraire des « valeurs » du sionisme construites sur l'orgueil, l'oppression, la haine et l'exclusion. Selon notre Torah, on ne saurait donc établir une société saine sur l'injustice envers ne fût-ce qu'une seule personne (fût-elle non-juive) – a fortiori envers un peuple tout entier.

Les juifs sont donc les premières victimes de l'arnaque sioniste (la liste est longue). Les seconds en sont les Palestiniens qui subissent une occupation violente et un apartheid en règle – quand ils ne sont pas purement et simplement massacrés.

L'expression « antisionisme » peut donc prêter à confusion, car elle est aussi utilisée par ceux qui veulent purifier la Terre Sainte de toute présence juive (par un massacre pur et simple de la population israélienne) – ce qui n'est évidemment pas mon cas, ni le cas de mes amis Palestiniens, ni celui de l'écrasante majorité des gens sains d'esprit. Surtout que je suis plutôt un partisan de la non-violence, un adepte de la paix et de la justice.

Une paix authentique en Terre Sainte ne sera possible que fondée sur la justice pour tous les protagonistes, et non sur la simple absence de violence ou sur le remplacement d'une injustice par une autre. La paix ne se fera pas au détriment des Israéliens et au bénéfice des Palestiniens, ou réciproquement, mais au bénéfice des deux, ensemble.

C'est pourquoi soutenir la paix c'est soutenir les deux camps – pas les discours politiques, bien sûr, ni les gouvernements, mais les habitants eux-mêmes –, et servir de médiateur afin qu'ils trouvent d'eux-mêmes leurs propres solutions à tous leurs problèmes. Je pense que dès la reconnaissance par le Gouvernement israélien de ses erreurs, l'abandon de l'occupation armée et l'octroi de leurs droits aux Palestiniens, qu'il n'y aura alors plus de problèmes (car plus de sionisme).

Pour conclure, en tant qu'opposant à l'idéologie sioniste pour toutes les raisons suscitées (1 à 7, entre autres), j'accepte d'être qualifié d'« antisioniste » par défaut d'un meilleur terme. afrique-asie.fr 11 mars

http://www.ujfp.org/spip.php?article6977&lang=fr

LVOG - Mais ne devrait-on pas être sioniste puisqu'il y a des juifs tout à fait ordinaires qui le sont ? Parce qu'il y avait des travailleurs tout à fait ordinaires qui croyaient dans Pétain, Hitler, Mussolini, Salazar, etc. pourquoi ne serions-nous un peu fasciste ? Parce qu'il y avait des travailleurs tout à fait ordinaires qui croyaient dans le PS ou le PCF, pourquoi ne serions-nous pas un peu social-démocrate ou stalinien, juste un tout petit peu ? NON !

Vous avez vu à quoi peut conduire le manque de rigueur théorique ou idéologique, toutes les compromissions auxquelles on nous a habitué, le fait de s'écarter d'un millimètre de notre terrain de classe, du socialisme, c'est terrible !

En complément.

- Rassemblement pro-Israël face à l'ONU: les USA donnent de la voix - AFP 18 mars 2019

L'ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne a manifesté lundi devant l'ONU à Genève pour dénoncer le "sectarisme" dont souffre Israël au Conseil des droits de l'Homme, qui examinait lundi les conclusions d'une enquête sur les violences à Gaza.

Plusieurs centaines de personnes sont venues assister à ce rassemblement, dont la principale revendication était de demander l'abolition dans l'ordre du jour du Conseil des droits de l'Homme du point fixe dédié au traitement des Palestiniens par Israël (le point 7).

Israël est en effet le seul pays avec un point fixe à l'ordre du jour de chaque session du Conseil (trois fois par an), une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis ont décidé l'an dernier de quitter cet organe onusien.

"Ce n'est pas seulement une forme de sectarisme. C'est un signe de décadence intellectuelle et morale", a déclaré à la foule l'ambassadeur américain, Richard Grenell.

Il a également comparé l'antisémitisme à la "toxicomanie": "Comme la toxicomanie, l'antisémitisme est à la fois une maladie et une source de réconfort" pour les Etats qui condamnent habituellement Israël à l'ONU.

Au même moment, les pays membres du Conseil des droits de l'Homme débattaient de divers rapports présentés dans le cadre du point 7. Ils ont également entendu les conclusions d'une enquête de l'ONU qui accuse des soldats israéliens de possibles crimes de guerre à Gaza.

Dans ce rapport, présenté le mois dernier aux médias, la Commission d'enquête indépendante de l'ONU a accusé l'armée d'avoir intentionnellement tiré sur des enfants, des journalistes, du personnel de santé et d'autres civils au cours des manifestations de Palestiniens dans la bande de Gaza entre le 30 mars et le 31 décembre 2018. Les enquêteurs ont affirmé que les manifestations étaient essentiellement de "nature civile".

Israël a dénoncé ce rapport "partial" et rejeté ses conclusions.

Le président de la Commission de l'ONU, Santiago Canton, a indiqué lundi aux médias qu'il était "personnellement en désaccord" avec le point 7 de l'agenda du Conseil. Mais le fait que l'enquête a été créée par le Conseil des droits de l'Homme "ne signifie pas que le travail de la commission indépendante ne peut pas être objectif".

La semaine dernière, de hauts responsables israéliens venus à Genève ont critiqué point par point l'enquête de l'ONU en reprochant aux enquêteurs d'avoir ignoré des preuves essentielles, comme le rôle du Hamas. AFP 18 mars 2019

LVOG - Peu importe ici qui est le Hamas et ce qu'il fait par ailleurs, ce rapport vise des assassinats commis par l'armée israélienne qui visent des Palestiniens inoffensifs, puisqu'ils sont séparés par un grillage infranchissable.

Barbouzerie. Gladio, la CIA et ses mercenaires sous-traitants.

- Par Moon of Alabama et publié par le Saker Francophone le 15 mars 2019.

Extraits. La CIA est le principal suspect du raid militaire contre l'ambassade de Corée du Nord à Madrid. Elle fait maintenant un effort quelque peu malheureux pour s'en détourner. Le rapport dans lequel des sources du gouvernement espagnol accusent la CIA déclare :

Au moins deux des dix assaillants qui ont pénétré dans l'ambassade et interrogé le personnel diplomatique ont été identifiés et ont des liens avec les services de renseignement américains. La CIA a nié toute implication, mais des sources gouvernementales ont déclaré que la réponse était « peu convaincante ».

Une histoire a été imaginée et publiée dans l'organe préféré de la CIA, le Washington Post. Ce n'est pas la CIA qui a fait cela, écrit le journaliste chargé de la rubrique sur la sécurité nationale au journal, il s'agit d'une organisation spécialisée dans les « changements de régime », contrôlée par la CIA.

Un extrait sous le titre « Un groupe fantôme qui tente de renverser Kim Jong Un a fait irruption en plein jour dans une ambassade de Corée du Nord » :

« En plein jour, des assaillants masqués se sont infiltrés dans l'ambassade de Corée du Nord à Madrid, ont ligoté le personnel, volé des ordinateurs et des téléphones portables, et se sont enfuis à bord de deux véhicules de luxe.

Le groupe responsable de l'opération de fin février est connu sous le nom de Cheollima Civil Defence, une organisation dissidente secrète engagée pour renverser la dynastie Kim», ont déclaré au Washington Post des personnes bien informées de

la planification et de l'exécution de la mission. ...

Les personnes au courant de l'incident disent que le groupe n'a agi en coordination avec aucun gouvernement. Les agences de renseignement américaines auraient été particulièrement réticentes pour le faire étant donné le calendrier délicat et le caractère effronté de la mission. Mais le raid représente l'opération la plus ambitieuse à ce jour pour une organisation obscure qui cherche à saper le régime nord-coréen et à encourager les défections massives, disent-ils. Moon of Alabama 15 mars 2019.

La grande mystification de la "***transition écologique***".

- Les ODD, symboles d'un développement par et pour les multinationales ? - - multinationales.org 7 mars 2019

Adoptés par les Nations unies en 2015, les Objectifs de développement durable (ODD) occupent désormais une place centrale dans la communication de certaines multinationales. Comment en est-on arrivé à ce que Veolia par exemple, légitime la privatisation de l'eau en Inde en s'appuyant les objectifs de développement des Nations Unies ou que Total puisse demander un partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) autour d'un projet d'oléoduc ?

En 2015, les Nations Unies adoptaient solennellement 17 « objectifs de développement durable » (ODD) déclinés en 169 cibles, ainsi que la feuille de route pour les atteindre : l'« Agenda 2030 ». Succédant aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD, 2000-2015), les ODD visent à orienter les flux d'aide au développement et les politiques publiques dans le but d'en finir avec la pauvreté, la faim, les discriminations, les inégalités et les dégradations environnementales. La même année, deux accords internationaux majeurs sont également signés par les gouvernements du monde : le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et l'Accord de Paris sur le climat. Point commun de ces trois accords : ils confient explicitement un rôle majeur aux multinationales dans l'atteinte de leurs objectifs. Et non plus aux seuls États, dont sont ainsi actés les moyens budgétaires limitées, l'absence de volonté ou de capacité politique, mais aussi l'utilisation parfois hasardeuse de l'aide au développement.

Les trois grands accords de 2015 sont l'aboutissement d'une dynamique plus ancienne. En 1998, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan consacrait déjà un rapport à « L'esprit d'entreprise et la privatisation au service de la croissance économique et du développement ». Deux ans plus tard, il créait le « Pacte mondial » des Nations unies (aussi connu sous son nom anglais de Global Compact), un programme rassemblant des dizaines de multinationales - y compris des marchands d'armes comme Dassault, Thales ou encore Safran - autour de grands engagements volontaires sur les « droits de l'Homme ». Les ODD représentent pourtant bien une nouvelle étape dans cette logique de privatisation du développement, comme l'illustre le fait que les icônes « officielles » des ODD appartiennent elles-mêmes à une structure privée basée à Londres, liée à un consortium de multinationales, parmi lesquelles Standard Chartered ou Unilever (lire notre article). En l'absence de garde-fous quant à l'utilisation de la référence onusienne, et dans un contexte de confusion des rôles entre public et privé, les risques de dérive sont énormes.

Stratégie de confusion

Les multinationales, en tout cas, ont sauté sur l'occasion. Les ODD ont rapidement été repris par les entreprises françaises dans leur communication et leurs politiques de « responsabilité sociale » (RSE). Parfois jusqu'à l'absurde. Le Crédit agricole par exemple, explique ainsi contribuer à l'objectif 16 « Paix, Justice et Institutions efficaces » en étant « utile » à ses clients... La firme para-pétrolière Vallourec, de son côté, n'hésitait pas à affirmer qu'elle « a l'intention de formaliser ses engagements en faveur des ODD » et notamment de l'objectif 7 « en vue de faciliter l'accès aux énergies propres, dont les énergies fossiles peu polluantes » [1]. Des « énergies fossiles peu polluantes » dont on ne trouve pas trace dans le texte adopté par les Nations Unies.

Dans la même veine, en septembre 2017, Patrick Pouyanné, PDG de Total, a été désigné comme l'un des 10 « pionniers » des ODD par le « Pacte mondial » en raison de son ambition de porter à 20% le taux d'énergies bas carbone dans le portefeuille de Total à l'horizon 2035 en prenant en compte le scénario 2°C de l'Agence Internationale de l'énergie. Pour compenser l'abandon du charbon et la diminution de 5% du pétrole dans sa production, la stratégie climat de Total repose sur une augmentation de la part des énergies vertes dans sa production de 15 à 20%, mais aussi sur celle du gaz de 45 à 50% (lire notre analyse détaillée)... Le Pacte mondial n'est pas lui-même une agence intergouvernementale mais une « initiative » des Nations unies rassemblant des grandes entreprises, et bénéficiant cependant du label onusien... Une confusion savamment entretenue.

Les ODD contre les normes contraignantes ?

En ce qui concerne les grandes entreprises françaises, pour l'instant, les ODD sont plus rattachés à des projets préexistants de « RSE » qu'ils ne servent de base à la mise en place de nouveaux projets, explique Sylvain Boucherand, du Bureau d'étude en développement durable, B&L [2]. D'autant que ces objectifs du développement durable sont si généraux qu'ils peuvent être interprétés de différentes manières. Et chaque entreprise peut choisir « son objectif » et de détourner les yeux de l'impact général de ses activités. Veolia, par exemple, légitime ses privatisations, dont celle de l'eau de Nagpur en Inde, par l'objectif de garantir l'accès de tous à l'eau (Objectif 6) alors que toutes les expériences passées suggèrent qu'il ne s'agit pas d'une

réponse adaptée pour étendre l'accès à l'eau de populations par définition incapables de la payer, renforçant ainsi la pauvreté et les inégalités, deux autres cibles majeurs des ODD. Même constat pour Danone qui se targue de lutter contre la faim (objectif 2), alors que le développement de l'élevage laitier intensif ou de l'eau en bouteille vont à l'encontre de la préservation des ressources et d'une agriculture vivrière soutenable qui ne mette pas en danger la sécurité alimentaire des populations paysannes du Sud de la planète.

Ce détournement des ODD, facilité par leur caractère non contraignant et consensuel, contraste avec la difficulté à mettre des multinationales aux centaines de filiales et sous-traitants face à leurs responsabilités quand elles sont impliquées dans des crimes et délits économiques. « Depuis les années 1990, l'attitude des Nations unies à l'égard des firmes multinationales ne s'est plus caractérisée par une volonté d'encadrement, mais de partenariat ; or ce partenariat, tel qu'il est mis en œuvre, apparaît bien plus favorable à ces firmes qu'aux valeurs de l'ONU », explique Chloé Maurel, historienne spécialiste des Nations unies. Une volonté d'encadrement, qui avait émergé dans les années 1970 jusqu'à la disparition de la Commission des Nations unies sur les firmes transnationales (UNCTC) et à l'abandon du projet de code de conduite de l'ONU sur les firmes transnationales (FTN) dans les années 1990, sous la pression des États-Unis.

Aujourd'hui à nouveau, alors que le Comité des droits de l'homme de l'ONU envisage, à l'initiative de l'Équateur, d'adopter un traité international sur les entreprises multinationales et les droits humains, assorti d'obligations contraignantes et de réelles sanctions, les lobbys du secteur privé et les gouvernements occidentaux, en particulier européens, font bloc pour s'opposer à une telle perspective (lire notre article rendant compte d'une enquête menée par l'Observatoire des multinationales avec ses partenaires européens du réseau ENCO). Leur argument clé ? Les mécanismes actuels de « responsabilité sociale des entreprises » (RSE), et surtout les programmes liés à l'atteinte des Objectifs de développement durable, seraient largement suffisants, et devraient rester prioritaires par rapport à toute tentative de « stigmatiser » le secteur privé.

Ce n'est en effet pas l'un des moindre des avantages des ODD, du point de vue des multinationales, que de déplacer l'attention vers leur « rôle sociétal » et sur leur « contribution positive », et éviter les questions trop dérangeantes quant à leurs impacts sociaux et environnementaux négatifs – ou pire encore pour elles, l'obligation de rendre des comptes. Des positions qu'on retrouve actuellement en France avec les discussions autour de la loi Pacte. Pour Emmanuel Faber, PDG de Danone, qui se dit favorable à une meilleure intégration des impacts environnementaux et sociaux par les entreprises, en revanche « il faudrait retirer un certain nombre de dispositifs de contrôle qui sont imposés aujourd'hui et sont une surcharge considérable » comme la loi Sapin 2 ou celle sur le devoir de vigilance (lire notre article). Et donc fermer les yeux et faire confiance aux entreprises pour qu'elles deviennent des « entreprises à mission sociale », sans obligations ni contrôle public.

Privatisation du développement

Au-delà des effets de communication et de leur instrumentalisation pour éviter des régulations contraignantes, le place de choix accordée aux multinationales par les ODD, à côté et parfois à la place des États et des agences onusiennes, est aussi souvent un moyen de légitimer la privatisation de services publics, ainsi que les partenariats public-privé. Le CNCD, coordination d'associations belges de solidarité internationale, rappelle ainsi que le Plan d'action d'Addis Abeba, « programme de financement des ODD », consacre la priorité donnée aux partenariats public-privé : « Un chapitre entier est dédié au rôle important du secteur des affaires et de la finance : 11 paragraphes cherchent à promouvoir ou à encourager les partenariats qui réunissent plusieurs parties prenantes et les partenariats entre le secteur public et le secteur privé. »

Le réseau international Social Watch, dans son rapport « Spotlight on sustainable development » montre pourtant comment les privatisations, les partenariats public-privé et la montée en puissance de certaines grandes entreprises peuvent avoir des effets négatifs sur l'ensemble des ODD et son Agenda 2030. Comme lorsque des écoles privées payantes et à but lucratif émergent en Asie et en Afrique sous couvert de l'objectif d'une éducation de qualité pour tous (Objectif 4). Dans le dernier rapport sur la protection sociale dans le monde 2017-2019 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la Directrice du Département de la protection sociale, Isabel Ortiz, prévient : « Les politiques d'austérité à court terme continuent de saper les efforts de développement à long terme. Les ajustements d'assainissement budgétaire ont des impacts sociaux négatifs considérables et compromettent la réalisation des ODD. » En rappelant au passage que certains pays comme l'Argentine, la Hongrie ou encore la Pologne sont en train de revenir vers des systèmes publics de retraite, après l'échec de leurs privatisations.

Démocratie : la grande absente

Si un objectif (17) est entièrement consacré au « développement de partenariats pour la réalisation des objectifs » pour « mobiliser, rediriger et débloquer le pouvoir des milliers de milliards de dollars de ressources privées », des mots tels que « démocratie », « liberté de la presse », « indépendance de la justice », « liberté civile » « liberté d'expression » « élections libres », eux ne sont jamais cités, rappellent Jeffrey Smith et Alex Gladstein pour Quartz Africa. L'absence de vision politique expliquerait selon eux la popularité des ODD auprès des présidents à vie, des despotes et des États à parti unique qui cherchent à soigner leur image, souvent avec l'aide de cabinets de relations publiques et de lobbyistes occidentaux, en disant lutter pour atteindre ces objectifs de développement. Un « oubli volontaire » des engagements démocratiques qui bénéficie également aux multinationales qui peuvent se revendiquer d'une démarche de développement durable tout en travaillant avec des régimes autoritaires...

Les ODD semblent ainsi en quelque sorte la consécration d'une logique de privatisation du développement et de la recomposition des forces au sein de l'ONU. Pour Barbara Adams du Global Policy Forum (GPF), un observatoire indépendant qui analyse le travail des Nations unies et l'élaboration des politiques mondiales, « le fait que la phase d'action des 'trois grands' accords soit dominée par l'attraction de financements privés démontre à quel point le discours du marché a capturé l'agenda ». Par idéologie mais aussi par contrainte, puisqu'elle rappelle aussi que « le financement inadéquat de l'ONU et de ses mandats par les États membres a provoqué des modes de financement différents, notamment par le biais de philanthropes et de grandes entreprises ».

Les partenariats douteux du PNUD

Derrière la complaisance des agences onusiennes avec les multinationales, il y a effectivement des facteurs financiers, que la mise en avant des ODD permet de recouvrir d'un voile pudique. Exemple avec Total. Selon des documents internes inédits du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) auxquels nous avons eu accès, l'entreprise pétrolière française l'a contacté pour demander un partenariat officiel autour de son projet d'oléoduc de 1445 kilomètres de long en Ouganda et en Tanzanie. Et pour cause : cet oléoduc est au centre de nombreuses controverses pour son impact environnemental et les déplacements de population qu'il entraîne. Officiellement, Total a sollicité l'expertise du PNUD dans trois domaines : « (i) le soutien des moyens de subsistance locaux pour les communautés affectées ; (ii) l'engagement communautaire efficace, le dialogue et le règlement des différends ; et (iii) l'atténuation / la compensation des impacts négatifs sur l'environnement ». Au passage, l'agence onusienne facture 7% de frais de gestion, soit entre $385 000 et 980 000 selon le budget final.

Officiellement, le PNUD dit avoir pour vocation d'aider les pays à lutter contre l'extrême pauvreté, les inégalités et l'exclusion, avec les ODD comme outils d'orientation de ses politiques et financements. Un autre document interne de l'agence onusienne, qui « énonce les critères du PNUD pour l'évaluation et la sélection des partenaires et des principes de partenariats » livre une tout autre vision. Après avoir rappelé qu'« au cours des dernières années, il y a eu reconnaissance accrue du rôle du secteur privé dans la promotion du développement durable », il y est affirmé le PNUD a aussi pour objectif de « soutenir et faciliter le développement du secteur privé » tout engageant une « collaboration » avec ce dernier. Mais sans omettre pour autant « les risques pour sa réputation » en prenant soin de ne s'associer qu'avec « des entreprises du secteur privé qui sont attachées aux valeurs fondamentales et aux causes de l'ONU, et qui ne sont pas impliquées dans des activités commerciales ou autres incompatibles avec la vision, la mission et les valeurs du PNUD ».

Le PNUD liste des activités à exclure (vente d'armes, tabac, jeux d'argent..), mais aussi des secteurs à « haut risque », comme le secteur du pétrole et du gaz, mais aussi le secteur minier, les produits chimiques ou encore les sodas. Pourtant, le PNUD a bien passé des accords ou envisage sérieusement de le faire avec des entreprises comme Total, Dow ou encore Coca. Le « développement durable » serait-il à vendre ? Présentés comme un moyen de fédérer et orienter les efforts du secteur public, de la société civile et des entreprises privées autour d'un but commun, les Objectifs de développement durable pourraient surtout devenir un instrument de capture du développement, et du système onusien lui-même, par les multinationales. multinationales.org 7 mars 2019

- Mauvaise nouvelle pour le climat : la France commence à importer du gaz de schiste - bastamag.net 11 mars 2019

L'affaire avait fait grand bruit il y a trois ans : la France, qui a interdit l'exploitation du gaz de schiste sur son propre territoire, allait-elle importer du gaz de schiste en provenance des États-Unis ? Cette source d'énergie très controversée, en raison des impacts environnementaux de la fracturation hydraulique, allait-elle quand même alimenter les chaudières et plaques de cuisson françaises ? La réponse est oui.

Les importations de gaz de schiste américain ont effectivement commencé à l'automne 2018, selon les données rendues publiques par l'agence états-unienne d'information sur l'énergie. Et cela ne fait que commencer. Le navire méthanier Provalys, revendu l'année dernière par Engie à Total, devait accoster cette semaine au port de Montoir, à proximité de Saint-Nazaire, en provenance du terminal d'exportation de gaz de Sabine Pass. Celui-ci, situé à la frontière entre la Louisiane et le Texas, appartient à la firme américaine Cheniere. Le Provalys semble avoir changé de cap depuis la première publication de cet article (voir précisions ci-dessous).

« Le gaz naturel américain est importé directement en France depuis fin 2018 »

Elengy, filiale d'Engie qui gère le terminal méthanier de Montoir (et deux terminaux similaires à Fos-sur-Mer), a confirmé à l'Observatoire des multinationales que « le gaz naturel américain est importé en Europe depuis 2017 et directement en France depuis fin 2018 ». Tout en ajoutant que « le nom des importateurs et le détail des cargaisons sont des informations commercialement sensibles que nous ne sommes pas autorisés à divulguer ». Même invocation du secret commercial du côté du quatrième et dernier terminal méthanier française, celui construit par EDF à Dunkerque, récemment revendu à l'opérateur belge Fluxys.

L'Observatoire des multinationales, édité par Basta !, a donc sollicité les entreprises susceptibles d'avoir acheté ce gaz pour

le distribuer en France, à savoir les fournisseurs EDF, Engie et Total (qui a récemment absorbé Direct Energie et Lampiris sous la marque Total Spring, prenant la troisième place du marché). Aucune n'a souhaité répondre. L'autre possibilité est que ce gaz ait été acheté par des clients industriels, par exemple pour produire... du plastique (lire à ce sujet : Les liens étroits et méconnus entre le gaz de schiste et l'explosion des déchets plastiques).

Contrats d'approvisionnement signés... au moment de la COP 21

En 2015, juste avant la Conférence de Paris sur le climat, Engie et EDF avaient signé des accords d'approvisionnement avec Cheniere, pionnière de l'exportation du gaz de schiste américain avec les terminaux de Sabine Pass et de Corpus Christi (voir ici). Selon les données officielles, la majorité du gaz exporté vers la France transite par le terminal de Sabine Pass, et par celui de Cove Point, dans la baie de Chesapeake, appartenant à Dominion Energy.

L'essor du gaz de schiste aux États-Unis, un pays qui était auparavant un importateur net, a créé une situation de surproduction et une baisse des prix. Les industriels états-uniens se sont donc rapidement intéressés aux marchés d'exportation. La construction de plusieurs dizaines de nouveaux gazoducs et terminaux méthaniers est planifiée le long des côtes du golfe du Mexique et de la façade Atlantique, dont certains financés par des banques françaises, en particulier la Société générale.

Le gaz, aussi nuisible pour le climat que les autres hydrocarbures

La contestation de ces nouvelles infrastructures gazières est aujourd'hui tout aussi virulente aux États-Unis que celle liée aux impacts locaux de la fracturation hydraulique – contamination de l'eau, séismicité, pollution de l'air, etc (voir ici). Le gaz est souvent présenté par les industriels comme une source d'énergie plus « propre » que le pétrole ou le charbon, et donc plutôt bénéfique pour la transition énergétique. Un discours porté en France par Engie et Total.

En réalité, si l'on tient compte de l'ensemble de la filière et notamment des émissions fugitives de méthane, un gaz à effet de serre plus puissant que le CO2, le gaz est tout aussi nuisible pour le climat que les autres hydrocarbures, voire davantage. De ce point de vue aussi, l'arrivée massive de gaz américain en France et en Europe n'est pas une bonne nouvelle.

NOTE : Depuis la première publication de cet article le 8 mars 2019, le Provalys a changé de cap. Même si sa destination officielle est toujours Nantes, il est actuellement (au 13 mars au matin) en train de tourner en rond à proximité de l'archipel des Açores. Il est possible qu'il attende une offre plus lucrative pour sa cargaison. bastamag.net 11 mars 2019

TROISIEME PARTIE

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Algérie

- Algérie : Bouteflika confirme qu'il restera président après l'expiration de son mandat - Le Parisien 19 mars 2019

Voilà qui ne risque pas de calmer la rue algérienne. Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a confirmé dans un message lundi, qu'il prolongerait son 4e mandat au-delà de son terme constitutionnel, le 28 avril, jusqu'à un nouveau scrutin organisé à l'issue d'un processus de révision constitutionnelle.

« Que l'Algérie vive, dans un avenir proche, une transition harmonieuse et assiste à la remise de ses rênes à une nouvelle génération […] tel est l'objectif suprême que je me suis engagé à concrétiser avant la fin de mon mandat présidentiel, à vos côtés et à votre service », souligne le chef de l'Etat dans ce message, publié par les médias d'Etat.

Le mandat expire le 28 avril

Son actuel mandat expire constitutionnellement le 28 avril et le président a annoncé le 11 mars qu'il entend remettre ses pouvoirs à un successeur élu lors du scrutin qui sera organisé à l'issue d'une Conférence nationale devant réformer l'Algérie et modifier la Constitution.

Dans un message à l'occasion de la fête de la Victoire (19 mars 1962) sur le colonisateur français, « Boutef » assure lundi que cette « Conférence nationale » chargée de changer le « régime de gouvernance » de l'Algérie et « renouveler ses systèmes

politiques, économique et social » se tiendra « dans un très proche avenir ». La révision constitutionnelle « globale et profonde » dont est chargée la Conférence nationale et qui sera soumise à référendum, « préludera à un nouveau processus électoral qui verra l'élection d'un nouveau président », rappelle, comme il l'avait fait le 11 mars, le président algérien confirmant qu'il entend rester au pouvoir bien après le 28 avril.

Vendredi, des millions d'Algériens sont à nouveau descendus dans la rue pour exprimer leur refus de la prolongation de fait de son actuel mandat. Peine perdue.

Si un délai d'un an a été parfois évoqué pour une transmission du pouvoir, il apparaît intenable à de nombreux observateurs vu l'ampleur de la tâche : désignation des participants et organisation des travaux de la Conférence, élaboration d'une nouvelle Constitution, organisation d'un référendum, convocation et tenue d'une présidentielle…

Dans son message, le Raïs d'Alger a par ailleurs appelé le peuple à être « à la hauteur de ses aspirations socio-économiques et culturelles » et à « prêter main-forte à son armée pour préserver l'Algérie contre les dangers extérieurs ».

Plus tôt, le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée algérienne avait appelé à la « responsabilité » de chacun pour trouver des « solutions dans les plus brefs délais » à la crise actuelle en Algérie.

- Algérie: "L'armée demeure le rempart du peuple", dit le général Salah - Reuters 19.03

L'armée algérienne "demeure le rempart du peuple et de la Nation", a assuré lundi le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général Ahmed Gaïd Salah, affirmant l'existence de solutions à la crise politique que traverse actuellement le pays. Reuters 19.03

Qui va aller voter pour l'Union européenne des multinationales ? Boycott !

- Bayer Monsanto, Uber, Google, Syngenta… adorent financer les partis politiques européens - lareleveetlapeste.fr 11 mars 2019

« C'est une pratique courante et parfaitement légale : nous ouvrons nos débats à ces entreprises, qui participent en retour aux frais d'organisation de ces événements », explique Didrik de Schaetzen, directeur de la communication de l'ALDE.

En France, le financement politique par les entreprises est interdit. Il n'en est pas de même au niveau européen. En 2018, le groupe eurosceptique des Conservateurs et réformistes européens (CRE) a reçu plus de 102 000 euros de la part de neuf sociétés (AT&T, Triple A, Estiom, MTI, Wastech, Galerie Gema, Q.E.D. Systems, Without Limits et AWS Holding), ainsi que 47 000 euros de plusieurs lobbys et fondations.

Le Parti populaire européen (PPE), mouvement de droite auquel sont rattachés Les Républicains, a quant à lui reçu 61 000 euros pour l'accueil de quatre multinationales (AT&T, Walt Disney, Microsoft et UPS) à son congrès annuel, en novembre 2018.

Enfin, l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE) qui regroupe des forces politiques centristes et libérales de plusieurs pays européens, a aussi bénéficié d'importants financements provenant de Bayer, Uber, Google ou encore Syngenta, le géant suisse des pesticides. En 2018, le parti a reçu 122 000 euros de la part de huit multinationales et lobbys. Ceux-ci ont versé de 7 000 à 18 000 euros pour intervenir lors du congrès annuel du parti, organisé en novembre 2018 à Madrid.

Une pratique courante et parfaitement légale

« C'est une pratique courante et parfaitement légale : nous ouvrons nos débats à ces entreprises, qui participent en retour aux frais d'organisation de ces événements », explique Didrik de Schaetzen, directeur de la communication de l'ALDE.

De leur côté, comment les entreprises justifient-elles une telle générosité ? Interrogé par Le Monde, Bayer a déclaré avoir cosponsorisé des congrès de l'ALDE pour « faciliter un large débat sur divers sujets tels que l'innovation, l'agriculture ou le commerce ».

La défense de quels intérêts ?

Bayer se place comme deuxième plus gros donateur politique européen, derrière l'opérateur de télécommunications américain AT&T, ce dernier ayant versé plus de 200 000 euros aux quatre plus grands partis politiques européens au cours des cinq dernières années. L'influence du groupe allemand, qui a récemment acquis le très fameux spécialiste américain des pesticides Monsanto, est emblématique du problème soulevé par ces pratiques.

Alors que se pose la question du respect de certains principes de démocratie les plus essentiels – défendre l'intérêt des citoyens

avant celui des grandes entreprises – les partis revendiquent une simple ouverture aux « parties prenantes ». « On a aussi des relations avec des ONG », garantit notamment M. de Schaetzen. Dommage, aucune d'entre elles n'a été conviée au congrès du parti à Madrid. 11 mars 2019 lareleveetlapeste.fr 11 mars 2019

Brésil.

Il en est le produit !

- A Washington, le président brésilien visite... la CIA - AFP 19.03

Pour son premier voyage officiel aux Etats-Unis, le président brésilien Jair Bolsonaro a choisi d'effectuer lundi une visite pour le moins inhabituelle de la part d'un dirigeant étranger: le siège de la CIA. AFP 19.03

Il en est l'agent !

- Trump et Bolsonaro mettent en scène leur complicité à Washington - AFP 19.03

Unis dans la dénonciation des "Fake News", Donald Trump et Jair Bolsonaro, l'un de ses plus fervents admirateurs, ont affiché une forme de complicité mardi à Washington, louant une proximité sans précédent entre les Etats-Unis et le Brésil.

ECONOMIE

Etats-Unis

LVOG - Ah ben c'est con, l'effondrement du capitalisme ce ne sera pas pour demain ni après-demain... La preuve.

- USA: La Fed ne prévoit plus de hausse de taux en 2019 - Reuters 21 mars 2019

La Réserve fédérale américaine a franchi mercredi un grand pas vers la fin du cycle de resserrement de sa politique monétaire engagé fin 2015 en laissant entendre qu'elle ne relèverait pas les taux cette année et en annonçant qu'elle arrêterait de réduire son bilan en septembre.

La banque centrale américaine, qui a réaffirmé son engagement à être "patiente", ne table désormais plus que sur une seule hausse de taux d'ici 2021 et n'évoque plus la nécessité de resserrer sa politique monétaire pour prévenir une accélération de l'inflation.

Elle a en outre précisé qu'elle allait ramener la diminution de ses avoirs en bons du Trésor à 15 milliards de dollars par mois à partir du mois de mai, contre 30 milliards mensuels actuellement. La réduction du bilan sera ensuite totalement interrompue à partir de septembre si la situation économique et monétaire évolue d'ici-là conformément aux prévisions.

La banque centrale américaine prévoit ainsi d'arrêter d'ici septembre le réinvestissement systématique de jusqu'à 50 milliards de dollars (44 milliards d'euros environ) d'obligations du Trésor et de prêts immobiliers titrisés ("mortgage-based securities", MBS) arrivant à échéance ou remboursés par anticipation.

A ce stade, le bilan de la Fed devrait encore inclure au moins 3.500 milliards de dollars d'obligations, soit plus de quatre fois le montant qu'elle détenait avant la crise. Son portefeuille obligataire représente actuellement quelque 3.800 milliards de dollars.

Elle a commencé à le réduire au quatrième trimestre 2017. Il avait culminé en 2015 et 2016 à environ 4.250 milliards de dollars, après trois cycles d'"assouplissement quantitatif" ("quantitative easing", QE) lancés entre 2008 et 2014 pour injecter massivement des liquidités dans le système financier, faire baisser les taux à long terme et soutenir l'activité économique.

L'annonce de l'arrêt du processus de réduction du bilan marque un revirement pour l'institution trois mois seulement après que son président, Jerome Powell, a déclaré que le mécanisme de réinvestissement des échéances était en "pilote automatique".

La réduction du bilan engagée fin 2017 est considérée par une partie des investisseurs comme l'une des explications à la montée de la volatilité sur les marchés fin 2018.

La banque centrale continue d'encadrer l'évolution des taux des fonds fédéraux en payant aux banques des intérêts sur les quelque 1.700 milliards de dollars de réserves qu'elles détiennent auprès d'elles et via d'autres opérations monétaires.

Les réserves des banques ont augmenté fortement au cours des années qui ont suivi la crise et une réduction trop marquée pourrait se traduire par des fluctuations plus marquées des taux à court terme sur les marchés.

Ces annonces signifient que la Fed met à l'arrêt les deux moteurs du resserrement de sa politique monétaire afin d'adapter cette dernière au ralentissement de la croissance mondiale et à la dégradation de certains indicateurs économiques aux Etats-Unis.

Les nouvelles prévisions économiques de la banque centrale intègrent la perspective d'un chômage légèrement plus élevé qu'estimé initialement, d'une inflation un peu plus faible et d'une croissance moins dynamique.

La Fed a ainsi ramené sa prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis pour cette année de 2,3% à 2,1% et la prévision d'inflation à 1,8% contre 1,9%. Le taux de chômage, lui, est attendu à 3,7%, légèrement au-dessus du niveau attendu il y a trois mois. Reuters 21 mars 2019

Haut de page

Le 22 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Pourquoi n'essayerions-nous pas la révolution, le socialisme ? Ceux qui l'évoquent ne sont pas forcément ceux auxquels on pense.

J'ai créé le cinquantième dossier pour classer les nouveaux fichiers.

- Au format pdf (13 pages)

Le régime a instauré l'état de siège contre le peuple travailleur, il lui a déclaré la guerre !

Interdictions de manifester, marquage des manifestants avec des produits chimiques, drones de surveillance, unités mobiles anti-casseurs et appel à l'armée...

- Le colonel Guillaume Thomas, porte-parole adjoint de l'état-major des armées : Il n'y a "jamais eu de problème avec des manifestants ou des 'Gilets jaunes'". Reuters 21 mars 2019

L'Union européenne est la négation de la démocratie, ils le disent eux-mêmes. Boycott !

"Il ne peut y avoir de choix démocratique contre des traités européens" Jean-Claude Juncker, Président de la commission européenne "Vous devez comprendre lentement mais sûrement qu'il n'y a plus de politique intérieures nationales, il n'y a plus que des politique intérieures européennes". Viviane Reding, commissaire européen s'adressant à l'Assemblée Nationale française.

Il chasse le manifestant, l'opposant, le contestataire, le réfractaire, le résistant, le rebel, le Gilet Jaune : Chassons Macron !

- La réponse de Frédéric Lordon à Emmanuel Macron l'invitant au grand débat - Le blog de Paeonia 18.03

Extrait.

En réalité, sur la manière dont vous utilisez le langage pour « débattre » comme vous dites, nous sommes assez au clair depuis longtemps. C'est une manière particulière, dont on se souviendra, parce qu'elle aura fait entrer dans la réalité ce qu'un roman d'Orwell bien connu avait anticipé il y a 70 ans très exactement – au moins, après la grande réussite de votre itinérance mémorielle, on ne pourra pas dire que vous n'avez pas le sens des dates anniversaires. C'est une manière particulière d'user du langage en effet parce qu'elle n'est plus de l'ordre du simple mensonge.

Bien sûr, dans vos institutions, on continue de mentir, grossièrement, éhontément. Vos procureurs mentent, votre police ment, vos experts médicaux de service mentent – ce que vous avez tenté de faire à la mémoire d'Adama Traoré par experts interposés, par exemple, c'est immonde. Mais, serais-je presque tenté de dire, c'est du mensonge tristement ordinaire.

Vous et vos sbires ministériels venus de la start-up nation, c'est autre chose : vous détruisez le langage. Quand Mme Buzyn dit qu'elle supprime des lits pour améliorer la qualité des soins ; quand Mme Pénicaud dit que le démantèlement du code du travail étend les garanties des salariés ; quand Mme Vidal explique l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiants étrangers par un souci d'équité financière ; quand vous-même présentez la loi sur la fake news comme un progrès de la liberté de la presse, la loi anti-casseur comme une protection du droit de manifester, ou quand vous nous expliquez que la suppression de l'ISF s'inscrit dans une politique de justice sociale, vous voyez bien qu'on est dans autre chose – autre chose que le simple mensonge. On est dans la destruction du langage et du sens même des mots.

Si des gens vous disent « Je ne peux faire qu'un repas tous les deux jours » et que vous leur répondez « Je suis content que vous ayez bien mangé », d'abord la discussion va vite devenir difficile, ensuite, forcément, parmi les affamés, il y en a qui vont se mettre en colère. De tous les arguments qui justifient amplement la rage qui s'est emparée du pays, il y a donc celui-ci qui, je crois, pèse également, à côté des 30 ans de violences sociales et des 3 mois de violences policières à vous faire payer : il y a que, face à des gens comme vous, qui détruisent à ce point le sens des mots – donc, pensez-y, la possibilité même de discuter –, la seule solution restante, j'en suis bien désolé, c'est de vous chasser.

Il y a peu encore, vous avez déclaré : « Répression, violences policières, ces mots sont inacceptables dans un Etat de droit ». Mais M. Macron, vous êtes irréparable. Comment dire : dans un Etat de droit, ce ne sont pas ces mots, ce sont ces choses qui sont inacceptables. À une morte, 22 éborgnés et 5 mains arrachées, vous vous repoudrez la perruque et vous nous dites : « Je n'aime pas le terme répression, parce qu'il ne correspond pas à la réalité ». La question – mais quasi-psychiatrique – qui s'en suit, c'est de savoir dans quelle réalité au juste vous demeurez.

Des éléments de réponse nous sont donnés par un article publié il y a de ça quelques jours par le Gorafi sous le titre : « Le comité de médecine du ministère de l'intérieur confirme que le LBD est bon pour la santé ». On peut y lire ceci : « Christophe Castaner s'est réjoui des résultats des tests du comité de médecins et a aussitôt signé une ordonnance qualifiant de rébellion et outrage à agent toute personne qui mettrait en cause la fiabilité de cette étude ». M. Macron, voyez-vous la minceur de l'écart qui vous tient encore séparé du Gorafi ? Vous êtes la gorafisation du monde en personne. Sauf que, normalement, le Gorafi, c'est pour rire. En réalité, personne ne veut vivre dans un monde gorafisé. Si donc le macronisme est un gorafisme mais pour de vrai, vous comprendrez qu'il va nous falloir ajuster nos moyens en conséquence. Et s'il est impossible de vous ramener à la raison, il faudra bien vous ramener à la maison.

Tous les glapissements éditorialistes du pays sur votre légitimité électorale ne pourront rien contre cette exigence élémentaire, et somme toute logique. En vérité, légitime, vous ne l'avez jamais été. Votre score électoral réel, c'est 10%. 10% c'est votre score de premier tour corrigé du taux d'abstention et surtout du vote utile puisque nous savons que près de la moitié de vos électeurs de premier tour ont voté non par adhésion à vos idées mais parce qu'on les avait suffisamment apeurés pour qu'ils choisissent l'option « ceinture et bretelles ».

Mais quand bien même on vous accorderait cette fable de la légitimité électorale, il n'en reste plus rien au moment où vous avez fait du peuple un ennemi de l'État, peut-être même un ennemi personnel, en tout cas au moment où vous lui faites la guerre – avec des armes de guerre, et des blessures de guerre. Mesurez-vous à quel point vous êtes en train de vous couvrir de honte internationale ? Le Guardian, le New-York Times, et jusqu'au Financial Times, le Conseil de l'Europe, Amnesty International, l'ONU, tous sont effarés de votre violence. Même Erdogan et Salvini ont pu s'offrir ce plaisir de gourmets de vous faire la leçon en matière de démocratie et de modération, c'est dire jusqu'où vous êtes tombé.

Mais de l'international, il n'arrive pas que des motifs de honte pour vous : également des motifs d'espoir pour nous. Les Algériens sont en train de nous montrer comment on se débarrasse d'un pouvoir illégitime. C'est un très beau spectacle, aussi admirable que celui des Gilets Jaunes. Une pancarte, dont je ne sais si elle est algérienne ou française et ça n'a aucune importance, écrit ceci : « Macron soutient Boutef ; les Algériens soutiennent les Gilets Jaunes ; solidarité internationale ». Et c'est exactement ça : solidarité internationale ; Boutef bientôt dégagé, Macron à dégager bientôt.

Commentaire d'internaute

- Non, on vit un cauchemar. Si la droite, c'est le capitalisme et la haine contre le peuple, alors Macron et sa bande (Castaner, Griveaux, etc.) ne sont pas d'extrême droite, mais d'ultra-droite. Et ils sont suivis par l'électorat bourgeois de l'ex-UMP.

- Je ne veux pas nourrir une querelle sémantique, mais extrême droite veut dire pour moi:
- une politique économique entièrement tournée vers les plus riches(sans commentaires)
- un politique extérieure de pillage et de colonialisme(soutien total aux USA)
- un racisme social (sans commentaires)
- un racisme ethnique….(voir le reportage du Média sur Briançon et faire un tour sur la méditerranée…)
- Une légitimation de la violence

Cocher les cases correspondantes et comparons Lepen et Macron…

Vive la révolution prolétarienne et socialiste !

LVOG- Le pays est au bord de l'explosion sociale ou de la révolution. Non, on n'a pas lu cela dans un éditorial d'un parti du mouvement ouvrier, ce n'est pas vraiment leur ligne politique.

Après nos dirigeants expliqueront que les conditions ne sont pas favorables à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ou que c'est très compliqué, voire quasiment impossible pour justifier leur bilan nul sur cette question déterminante ou leur incurie légendaire. Et leurs militants les croient ! Il y a quelque temps déjà un militant m'avait écrit que la situation était révolutionnaire en France et que je ne le voyais pas.

En fait rien ne permettait de me convaincre dans son argumentation qu'une révolution pourrait se déclencher en France, je devais le croire sur parole, or je ne fonctionne pas ainsi. Je sais par expérience que les conditions des masses peuvent être autrement plus épouvantables dans de nombreux pays sans qu'il y ait pour autant de révolution. Donc je suis très circonspect ou prudent sur cette question et bien d'autres, et je ne me fie pas aux apparences ou je ne pratique pas l'autosuggestion ou encore, je ne prends pas mes désirs pour la réalité.

J'ai répété une multitude de fois qu'il avait toujours existé des millions de travailleurs pauvres en France et leurs familles pour en être issu, pour avoir vécu cette condition pendant toute mon enfance et mon adolescence chez mes parents, c'était une de mes tantes et ma grand-mère maternelle qui permettaient à mes parents de finir les fins mois ou de nous nourrir entre les années 50 à mi 75, de ma naissance à mes 20 ans lorsque je quitta la demeure familiale pour vivre ma propre expérience de jeune travailleur pauvre, misérable. Une fois j'irai travailler trois jours sans avoir pris un seul repas, c'est pour dire que je connais ce genre de situation. Et ici en Inde, n'en parlons pas, je ne parle pas de ma condition qui est relativement confortable, mais dans mon entourage, mon village, où régulièrement je nourris des affamés qui ne pensent pas à la révolution autant dire, ils ignorent même ce qu'est une classe sociale...

Mes souvenirs de jeunesse quand j'habitais Paris, au 6 rue Joubert, ce sont des clochards partout dormant sur les trottoirs, je les enjambais quand j'allais à l'école, sous le porche qui donnait sur la cour, puis un peu plus loin à côté de la librairie, en face devant un hôtel de passe, plus loin sous les arcades des Grands Magasins, dans le passage de Havre, puis sur les grilles du métro aux abords de la gare Saint-Lazare, dans les couloirs de la gare ils étaient encore plus nombreux, et évidemment dans le métro pour se réchauffer.

La réaction est de toute évidence plus capable d'analyser la situation et davantage lucide que nos dirigeants empêtrés dans leur dogmatisme, leurs contradictions et un déni permanent de la réalité.

- Dégoût, colère, envie de révolution**...** : l**'**étude exclusive qui révèle la très sombre humeur des Français relativement aux autres Européens. - atlantico.fr 20.03.2019

Un sondage Ifop en exclusivité pour Atlantico en partenariat avec cinq autres instituts en Europe montre notamment que 39% des Français considèrent que pour changer la situation du pays, il faudrait une révolution. Nous publions aujourd'hui la partie un de cette enquête en quatre volets.

Atlantico : Selon un sondage IFOP pour Atlantico, 39% des Français considèrent que pour changer la situation du pays, il faudrait une révolution, tandis que 50% d'entre eux considèrent plutôt qu'il faudrait un programme de réformes. Comment expliquer cette situation comparativement aux autres pays européens ?

David Nguyen : La première chose à dire est qu'il s'agit d'un chiffre absolument spectaculaire. Quatre Français sur dix considèrent qu'une révolution serait une bonne solution : même si nous ne savons pas exactement ce qu'ils mettent derrière ce mot, c'est la marque d'une radicalité très présente au sein de la société. Ce qui nous permet de dire que cela est un taux important c'est que ce chiffre est beaucoup plus élevé que dans tous les autres pays européens que nous avons testé. On observe 39% de révolutionnaires potentiels en France contre 20% en Allemagne, 14% en Autriche, 13% en Espagne, 28% en Italie et 14% parmi les Polonais. Dans ces pays, l'attachement à une logique réformiste est plus élevée qu'en France et la propension à la révolution plus faible. Même si le réformisme reste dominant dans notre pays avec 50% des français qui ne veulent pas en passer par une révolution mais plutôt par des réformes, ce résultat indique un désir de changement particulièrement intense.

Ne peut-on pas voir un décalage entre la perception du gouvernement qui semble parier sur un tassement du mouvement et le résultat de ce sondage ?

David Nguyen : Effectivement. L'adhésion à une logique révolutionnaire chez une grosse minorité des Français indique un niveau de tension politique élevé. Il faut préciser de surcroit que notre enquête a été réalisée au milieu du mois de février, quand la situation s'était en apparence un peu calmée. Nous étions en plein grand débat avec une forme de reconnexion de l'exécutif avec une partie des Français et une remontée d'Emmanuel Macron dans les sondages. Or, ce sondage montre que la colère était encore là et était prête à exploser à la moindre étincelle. C'est ce qui s'est produit lors de ce dernier samedi, probablement avec un effet

de contraste avec un président sur les pistes de ski qui n'a pas dû arranger les choses. On voit bien que, malgré un grand débat presque terminé, le niveau de radicalité n'a pas du tout baissé. Pour les jours à venir, il faut rappeler que nos dernières mesures établissaient un aggloméré de 54% des Français qui soutenaient ou avaient de la sympathie pour le mouvement des gilets jaunes. Il est possible que l'on assiste à une baisse de ce soutien global après un acte 18 particulièrement violent, mais ce sera le "ventre mou" qui aura un peu bougé, et nous aurons encore probablement plus de 40% des Français qui auront une opinion positive, malgré la dramatisation des violences. Le gouvernement ne peut donc a priori pas miser sur un grand basculement de l'opinion vis-à-vis des gilets jaunes, tout simplement parce que leurs demandes sociales sembleront toujours légitimes à toute une partie de la population.

Quelles sont les différences de ce caractère révolutionnaire selon des orientations politiques des Français ?

David Nguyen : Les électorats majoritairement révolutionnaires se trouvent du côté de la France insoumise que du Rassemblement national : 57% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon de 2017 et 66% des électeurs de Marine Le Pen 2017 pensent qu'il faut passer par une révolution pour changer les choses en France (contre 13% pour les électeurs d'Emmanuel Macron). Lorsqu'on regarde les intentions de vote pour les européennes de 2019, on passe à 67% des électeurs de la FI soit 10 points de plus de radicalité révolutionnaire et 71% des électeurs du RN, soit 5 points de plus. On voit donc que les révolutionnaires potentiels se trouvent d'abord dans les formations les plus opposées au gouvernement actuel et que cette radicalité s'est renforcée depuis le début du quinquennat. Cela veut dire que les électorats de ces deux formations, qui n'ont jamais été au pouvoir, considèrent qu'il n'y a pas d'issue dans le cadre institutionnel actuel. A ce stade on ne sait donc pas si une alternance régulière avec Jean-Luc Mélenchon ou Marine Le Pen serait suffisante aux yeux de ces électorats, ou s'il faudrait aller plus loin en mettant à bas les institutions actuelles. Il y a en tout cas une appétence pour un changement radical. A ce titre, il ne faut pas oublier que le livre d'Emmanuel Macron qui avait lancé sa campagne s'intitulait "Révolution". Si évidemment tous les Français n'y ont pas cru, et que tout le monde a bien compris qu'il ne s'agissait pas de renverser totalement le système en place, nous avions vu dans nos études qu'il y a eu une vraie séduction qui s'était opérée en début de quinquennat auprès de certaines catégories même parmi les plus populaires, sur l'idée d'un changement radical, de quelqu'un qui allait faire ce que les autres n'avaient jamais fait, qui avait renvoyé dans leurs cordes les anciens responsables politiques. On peut penser que ce désir de révolution et de radicalité a été d'autant plus déçu pour ces populations, qui ont pu avoir l'impression d'être finalement face à un pouvoir encore plus éloigné d'eux qu'auparavant.

Selon un sondage IFOP pour Atlantico, 39% des Français considèrent que pour changer la situation du pays, il faudrait une révolution, tandis que 50% d'entre eux considèrent plutôt qu'il faudrait un programme de réformes. Comment expliquer cette situation comparativement aux autres pays européens?

Christophe Boutin : Effectivement, les Français se distinguent, avec un score de 11 points de plus que celui des deuxièmes « révolutionnaires » européens, les Italiens (28%), et de près du double de celui des Allemands (20%) ou du triple de celui des Espagnols (13%).

Il serait tentant de faire un détour par les traditions politiques de ces différents peuples, et de s'interroger sur la place qu'ont eu les phénomènes révolutionnaires dans leur histoire, comme sur la connotation consécutive qu'a pour eux le mot de « révolution ». Or la France, on l'a assez dit, est une nation volontiers révolutionnaire, dont l'histoire récente a été agitée de soubresauts de ce type : 1789, 1830, 1848, 1958… et quand la transition entre deux régimes a pris une autre forme, c'est simplement qu'un coup d'État ou une défaite militaire le permettait, et non qu'il s'agissait d'une transition « pacifiée » (Thermidor, Brumaire, 1814, 1870, 1940, 1944). Dans les autres nations considérées dans le sondage, on trouve dans la même période des guerres dynastiques ou des guerres d'unification, plutôt que des révolutions – même si, effectivement, la crise des nationalités secoua toute l'Europe du XIXe siècle.

Ajoutons à cette première spécificité que notre mystique républicaine, ce « roman national » de propagande, non seulement, fait volontiers d'une révolution, celle de 1789, l'acte de naissance véritable de notre nation, gommant sans vergogne des siècles d'histoire et l'œuvre de nos rois, mais qu'elle exalte volontiers les autres révolutions que nous avons connues, dans lesquelles, comme dans le célèbre tableau de Delacroix, la liberté est toujours censée guider le peuple. On en est au point dans notre pays où, cinquante ans après l'événement, les « révolutionnaires » de1968 peuvent utiliser dans les médias et les salons le capital de sympathie acquis en bravant les CRS de Charles De Gaulle, tant être « révolutionnaire » vaut en France brevet d'intelligence et de courage, quelle qu'ait pu être la réalité.

Or on trouve moins de fascination pour les aventures révolutionnaires chez les autres peuples évoqués dans le sondage. Les Italiens, deuxièmes on l'a dit, n'oublient peut-être pas que leur Risorgimento, préparé par les carbonari, fut – un temps – révolutionnaire, et se souviennent peut-être de leurs pulsions garibaldiennes. Mais les Allemands savent que leur gouvernement socialiste mata dans le sang la révolution communiste de Liebknecht et Luxemburg, et que le pays paya ensuite de n'avoir pas su écraser à temps la révolution national-socialiste ; les Espagnols se souviennent qu'ils ont payé bien cher les excès de leur aventure révolutionnaire ;et les Polonais ont trop entendu le mot de « révolution » dans la bouche de commissaire-politiques venus de pays frères pour ne pas hésiter à l'employer.

Mais l'histoire des mentalités n'est pas tout, et, une fois évoqué cet éventuel atavisme, encore faut-il se poser la question de l'impact de la situation actuelle sur la réponse donnée. Quel Français se sent plus particulièrement révolutionnaire ? Si l'on en

croit votre sondage, un Français ayant entre 25 et 34 ans (45% privilégient la révolution sur les réformes), appartenant aux catégories populaires (50%) - mais pas chômeur (34%) -, ayant un CAP ou un BEP (50%), habitant une ville de province (41%) et se sentant pauvre (69%). Le portrait-type de ces « Gilets jaunes » du début du mouvement, de cette France périphérique des ronds-points.

Alors, certes, les « laissés pour compte » de la mondialisation existent bien dans les autres pays sondés, mais pas de la même manière. D'abord, parce que certains de ces pays tirent mieux leur épingle du jeu européen que la France, l'Allemagne, bien sûr, mais aussi une Espagne très largement aidée dans les précédentes décennies, ou une Pologne qui l'est de nos jours, autant d'éléments financiers qui peuvent tempérer la sensation d'exclusion. Pourtant, ce n'est pas tant là qu'est la différence que dans la capacité qu'ont ces exclus de se faire entendre. Prenons les pays sondés : en dehors d'une Allemagne toute puissante, en Pologne, en Italie et en Autriche des populistes et/ou nationalistes sont au pouvoir, et en Espagne les révoltés, de gauche ou de droite, jouent un rôle, au moins sur la scène très décentralisée de leurs régions. Il n'y a finalement qu'en France que la contestation du système est à ce point stigmatisée pour ne pas être entendue, que des millions d'électeurs n'ont quasiment pas de représentants, et que les réformes mises en oeuvre depuis quarante ans vont à rebours de leurs attentes clairement exprimées.

Quant aux proximités politiques des révolutionnaires potentiels du sondage, on notera que si les électeurs de La France Insoumise sont 60% à privilégier l'action révolutionnaire, ils sont 61% chez ceux de Debout La France et 73% chez ceux du Rassemblent national. La droite est donc actuellement plus farouchement révolutionnaire que la gauche… ce qui peut nous interroger sur le sens de la révolution envisagée. Deux des fameux « non-conformistes des années 30 », Robert Aron et Arnaud Dandieu, écrivaient en 1933, dans leur ouvrage La révolution nécessaire : «Quand l'ordre n'est plus dans l'ordre, il faut qu'il soit dans la révolution ». Nous y sommes.

De la colère au dégoût en passant par déception, les sentiments des Français à l'égard de la situation du pays sont largement négatifs. Comment analyser cette situation ?

David Nguyen : C'est très préoccupant parce que ces sentiments négatifs sont encore plus partagés en France que dans les autres pays européens. Notamment le sentiment de la colère qui est a priori le moteur principal d'un esprit révolutionnaire. Sur ce point, les Français se distinguent de nouveau des autres pays européens avec 32% des citations pour ce sentiment de colère, contre 19% en Allemagne, 18% en Autriche, 23% en Espagne. On voit de nouveau que l'intensité de la défiance est plus forte en France. Ce qu'il faut également noter, c'est que même si tous les pays ont la même hiérarchie des sentiments négatifs, et que l'espoir et la confiance sont partout en bas de tableau, l'intensité de la colère est également moins forte en Italie alors même que le pays est dirigé par un pouvoir dit populiste. On peut donc penser qu'une partie de la population italienne se retrouve dans le changement politique opéré en Italie et qu'elle considère que, quels que soient les résultats socio-économiques ou sur le front de l'immigration, il y a eu au moins un vrai changement. On peut voir dans ce contraste entre la France et l'Italie une forme d'avant/après le passage du populisme, avec une France dans une situation decocotte-minute sous pression maximale, quand bien même le président a lâché 10 milliards de dépenses sociales et a organisé le grand débat national. Malgré cela, le pays est au bord de l'explosion sociale. Alors qu'un pays comme l'Italie, qui est souvent présenté dans une situation de chaos, manifeste un sentiment de tension moins élevé, malgré des craintes très élevées notamment sur le front de l'emploi. Dans le détail et pour revenir à la France, les catégories qui expriment d'abord l'idée de déception sont les professions intermédiaires, c'est à dire le gros des troupes de la France du travail. C'est certainement cette France qui a cru en Emmanuel Macron et son discours sur la valeur travail et sur l'idée du redémarrage du pays. Il est inquiétant de voir que la déception est forte chez eux, et cela est certainement le stade qui précède la colère qui concerne déjà les catégories les plus populaires, les ouvriers notamment. Quand on en est à ce stade, on est effectivement moins dans une logique d'alternance démocratique et plus vers quelque chose de radical et de renversement du pouvoir.

De la colère au dégoût en passant par déception, les sentiments des Français à l'égard de la situation du pays sont largement plus négatifs que dans les autres pays considérés. Faut-il voir ici, comparativement à d'autres pays, l'expression d'un décalage perçu entre le statut du pays et la réalité vécue par la population?

Christophe Boutin : « Déception » (38% des sondés), « colère » (32%) et « dégoût » (28%) sont en effet les trois items qui, dans cet ordre, arrivent en tête en France. À noter que la «déception » est en tête dans l'esprit de tous les citoyens pays sondés, et que les Allemands, avec 40%, sont plus « déçus » encore que les Français par la situation de leur pays. C'est en fait avec la « colère » que la France remporte la palme sur ses pairs, puisque les Polonais sont encore plus« dégoûtés » que les Français de la situation de leur pays.

On retrouve donc ici l'ambiance révolutionnaire, et plus encore quand on examine les items positifs : les Français sont ceux qui ressentent le moins de « l'espoir » (7%, mais autour de 20%dans la plupart des autres pays), et disputent aux Espagnols le plus faible sentiment de «confiance » (3%). On comprend que ces mêmes Français, qui ressentent plus de « tristesse »pour la situation de leur pays que tous les autres peuples sondés, soient les plus gros consommateurs de psychotropes du monde !

On est parfois surpris par contre par la ventilation de ces items entre les différentes catégories de Français. Socialement, ce sont par exemple les 35/49 ans, et ceux qui ont fait des études supérieures (ces derniers n'ayant d'ailleurs guère « d'espoir »), qui sont le plus « déçus ». Et si les 25/34 ans sont en « colère », les 50/64 ans le sont tout autant, et l'on trouve côte à côte dans ce péché capital les CPA/BEP comme les Bac+2…

Politiquement ensuite, pour reprendre les trois items arrivés en tête, les plus « déçus » sont les électeurs du Parti Socialiste (47%) et d'Europe Écologie Les Verts (50%) – mais il est vrai que La République en Marche a taillé des croupières à ceux qui ne s'y sont pas ralliés. Les plus en «colère » - et nous retrouvons bien l'aspect révolutionnaire - sont les électeurs de La France Insoumise et du Rassemblement national. Mais les plus « dégoûtés » viennent notamment de l'Union des Démocrates et des Indépendants et de Debout La France…

On peut tirer de ces ventilations la difficulté de savoir ce que recouvrent véritablement ces items. Les « dégoûts » ou les « colères », même partagés, n'ont en effet peut-être pas les mêmes causes : un UDI pourra par exemple être « dégoûté » par une manifestation violente de « Gilets jaunes », qui pourra aussi mettre « en colère » un 50/64 ans, quand ce « dégoût » et cette «colère » n'auront que peu à voir avec ceux qu'expriment les manifestants.

Quant à la question est de savoir s'il y aurait un décalage entre la réalité du pays et le sentiment des Français, soulignons, d'abord, qu'on fait de la politique avec des sentiments autant qu'avec des faits, et que ces derniers passent même souvent en second en termes d'effets. Etre connaissons ensuite qu'il y a une forte propension à nier crûment certains faits pour tenter de faire disparaître le sentiment : il n'y aurait ainsi pas d'insécurité en France, mais un « sentiment d'insécurité », pas d'immigration croissante, mais un « sentiment d'immigration », et donc pas de décadence de notre nation, en fait riche et puissante, mais un « sentiment » d'où naîtraient, bien injustement, « déception », « colère » et « dégoût ». Hélas pour nos spécialistes et consultants, les Français sortent dans la rue et doivent payer leur baguette de pain, un choc avec la réalité toujours problématique.

Le mouvement des Gilets jaunes a pu mettre en évidence une rupture entre peuple et élite qui s'affirme au travers de ce sondage, 81% des Français estiment ainsi que l'opposition entre peuple et élite sera forte à court terme. Comment analyser un tel chiffre ?

David Nguyen : Encore une fois la France se distingue de ses voisins européens. Il y a donc une logique dans ce sondage, une cohérence des résultats. On voit une France au bord de l'implosion. 81% des Français pensent qu'il y a une opposition entre peuple et élites qui est forte et même 41% qui la considèrent très forte, ce qui est très élevé. Cela rejoint totalement le concept de sécession des élites qui a été exposé par Jérôme Fourquet dans son livre "L'archipel français" avec l'idée d'une élite qui s'est autonomisée par rapport aux classes populaires. S'il y a toujours eu une opposition et une distinction, la différence est que le poids de l'élite dans la société a explosé avec le renforcement de l'éducation supérieure. On peut donc observer aujourd'hui des bulles assez larges avec des populations urbaines et métropolitaines qui vivent en vase clos, s'expatrient à travers le monde, loin des assignés à résidence des catégories populaires qui ont le sentiment d'être complètement en dehors du film national. Ce qui est terrible, c'est que concernant ce sentiment d'opposition élite/peuple, nous n'avons pas de clivage social ou de clivage politique. C'est à dire qu'il y a une unanimité du constat selon lequel l'opposition peuple/ élites est très forte. On peut le voir d'un point de vue positif, en pensant qu'il s'agit d'une prise de conscience, alors que nous avons au début de la crise des gilets jaunes une forme de sidération des élites. Mais on peut également le voir sous un angle négatif avec une forme d'acceptation de cet état de fait de la sécession des élites.

Christophe Boutin : Premier élément, le terme d'élite est fort mal choisi, car il s'agit en fait, dans l'esprit des sondés, d'oligarchies, c'est à dire justement de fausses élites, d'élites dirigeantes sans véritable légitimité. De vraies élites, il y en aura en effet toujours, dans tous les domaines, dans tous les milieux, élites politique ou ouvrière, artisanale ou paysanne, militaire ou intellectuelle – et sans que ces termes ne soient aucunement exclusifs les uns des autres. Ce à quoi nous assistons, c'est à la fermeture sur elle-même d'une caste oligarchique, interdisant justement la « circulation des élites », la « méritocratie républicaine », « l'ascenseur social », autant de termes qui recouvrent une simple et même chose, l'application de l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 selon lequel : « Tous les citoyens (…) sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents ». Il n'y a donc pas de rupture entre le peuple et l'élite, mais seulement une rupture entre le peuple et l'oligarchie. (Et avec l'élite dont l'auteur de cet article doit faire partie. Vous savez pourquoi ? Il dira plus loin que l'élite peut porter les "revendications" du "peuple", pure imposture. - LVOG)

Intéressante ensuite est la répartition des pourcentages entre les différents peuples sondés : la France est ainsi en tête quand il s'agit de voir à terme une « forte opposition » entre peuple et élite (81%), tous ces peuples ne répondent pas forcément pour les mêmes raisons. La notion «d'élite » a en effet un sens différent selon les pays : très lié au politique dans certains – dont la France, pour des raisons historiques – elle déborde largement sur l'économique dans d'autre pays – l'Allemagne par exemple, où le sentiment d'opposition n'est que de 66%. Il faut aussi tenir compte des possibilités d'expression actuelles du peuple, de sa possibilité de voir des dirigeants (donc l'élite) porter ses revendications. Et la France, bloquée sur ce point nous l'avons dit, est ainsi logiquement largement devant des pays qui ont, par exemple, un gouvernement conservateur, comme l'Autriche (64%) ou la Pologne (50%).

Enfin, tous les pays sondés pensent majoritairement que cette opposition sera forte dans les temps qui viennent, ce qui veut dire qu'il est politiquement indispensable de renouer le lien entrele peuple et les élites, les véritables élites. Or la politique prévue par l'oligarchie pour sortir de la crise des « Gilets jaunes » consiste purement et simplement à accentuer ce clivage, et à dériver la colère qui la vise contre les véritables élites, en jouant sur les armes redoutables que sont le sentiment d'envie et un

égalitarisme niveleur qui ne la concerne pas, placée trop haut et trop loin.

Derrière ce constat de déception et de colère, quels sont les enseignements à tirer des principaux problèmes listés par les Français ?

David Nguyen : On le voit assez clairement, c'est la crise des Gilets jaunes qui impose l'agenda des préoccupations prioritaires en France aujourd'hui. Dans l'ordre, il s'agit du niveau faible des salaires et du pouvoir d'achat, du creusement des inégalités sociales, et les flux migratoires en troisième position. Il est intéressant de noter que la France se distingue de l'Allemagne et de l'Autriche, où les questions migratoires sont beaucoup plus en avant qu'en France. Le premier enseignement est que le chômage n'arrive plus en tête des préoccupations comme cela était le cas sous le quinquennat de François Hollande, alors même que nous avons un niveau de chômage qui reste élevé en France. On peut y voir une mécanique de sortie de la crise débutée en 2008. Les Français peuvent avoir le sentiment que la question du chômage, tout en restant importante, est moins intense. Dès lors il s'agit que chacun ait sa part du redémarrage économique, que chacun puisse en bénéficier en termes de pouvoir d'achat. L'autre enseignement concerne le relèvement du niveau des salaires qui arrive bien avant la question des inégalités sociales, ce qui montre que derrière le mouvement des gilets jaunes, il y a peut-être moins une logique égalitariste qu'une logique d'accès à la société de consommation et à l'élévation sociale. Ce qui est demandé, c'est plus d'argent pour survivre pour certains, et pour d'autres, pour pouvoir correspondre au modèle de la classe moyenne avec une maison dont on est propriétaire et une capacité d'offrir des loisirs à sa famille. On voit donc davantage une logique consumériste et statutaire qu'égalitariste puisque la question du pouvoir d'achat se place bien avant celle des inégalités sociales.

Au regard de la hiérarchie des priorités des Français, ne pourrait-on pas voir un "manque" dans l'offre politique française, respectant les attentes de la population ? Quelle serait-elle ?

Christophe Boutin : Ces priorités révèlent un double besoin. Le premier est un besoin de protection, sociale d'abord - augmentation du pouvoir d'achat, diminution de la fiscalité, lutte contre le chômage, garantie des retraites et de la protection de la santé -, physique ensuite - lutte contre l'insécurité et le terrorisme, mais aussi protection de l'environnement. Le second est un besoin de cohésion sociale, au sein d'une même génération - lutte contre les inégalités sociales, contre la pauvreté, question des flux migratoires et des migrants, encadrement de la finance -, mais aussi intergénérationnelle - gestion de la dette publique, question de l'environnement. (Il a oublié le principal : le besoin de démocratie ! On comprend pourquoi en lisant le dernier paragraphe. - LVOG)

Satisfaire ces priorités suppose de mener une politique à la fois nationale et sociale, une politique conservatrice au plein sens du terme, c'est-à-dire une politique de transmission qui s'inscrive dans la durée, dans l'histoire, et une politique de souveraineté et de décision – le contraire en fait de ce que peut être la gouvernance progressiste. Une politique de réconciliation française, qui mêlerait, par exemple, les noms de René de La Tour du Pin ou de Philippe Seguin, et retrouverait l'élan du gaullisme. Les Français veulent reprendre leur destin en main, ils veulent être à nouveau cette communauté qui pourra perdurer dans son être et non se dissoudre au fil des reniements. Et devant le refus qui leur est signifié, ils sont, effectivement, en colère et pensent à la révolution…

Un non-évènement institutionnel.

- Affaire Benalla : les sénateurs font vaciller l'Elysée - leparisien.fr 21 mars 2019

La décision du bureau du Sénat, ce jeudi, de saisir la justice du cas de trois hauts collaborateurs d'Emmanuel Macron, Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée et indispensable bras droit du chef de l'État, Patrick Strodza, directeur de cabinet et le général Lavergne, chef du Groupe de sécurité de la présidence, est un coup redoutable porté au chef de l'État.

Partout au sein de la macronie, le même cri de colère : il s'agit d'une manœuvre « politique politicienne ».

LVOG - Et de lâcher le morceau.

Le Parisien - Comment, dans pareille ambiance, faire avancer la réforme des institutions, reportée pour cause de crise des Gilets jaunes ?

Pour mener à bien sa réforme des institutions, le président a un atout maître dans sa manche : une large majorité à l'Assemblée. Ce jeudi, ses proches étaient nombreux à rappeler que « la loi organique, qui permet de revoir le nombre de parlementaires et les modalités de l'élection, ne nécessite pas l'accord des deux assemblées ». Un coup de semonce. Ou comment sous-entendre que si les sénateurs veulent la guerre, ils vont l'avoir. leparisien.fr 21 mars 2019

Acte XIX

- Manifestation interdite samedi à Marseille par crainte de heurts - Reuters 21 mars 2019

La préfecture de police des Bouches-du-Rhône a annoncé vendredi l'interdiction de toute manifestation samedi prochain dans le centre-ville de Marseille par crainte de heurts entre militants d'extrême gauche et d'extrême droite. Reuters 21 mars 2019

A nice également...

- "Gilets jaunes": Castaner exige l'"impunité zéro" - Reuters 21 mars 2019

"Je vous demande de faire en sorte que la doctrine de maintien de l'ordre soit effectivement et résolument mise en oeuvre sans hésitation ni demi-mesure", a déclaré Christophe Castaner lors de la cérémonie d'installation du nouveau préfet.

"Samedi, sur les Champs-Elysées, il n'y avait pas de manifestants, il n'y avait que des haineux, des ultras, des factieux, des gens venus pour casser, pour détruire, pour agresser, car on ne peut pas se prétendre simple spectateur de ceux qui défigurent Paris, de ceux qui balafrent la France", a-t-il expliqué.

"M. le préfet de police, je vous demande donc une impunité zéro. La place des blacks blocs est en prison, pas sur les Champs-Elysées", a continué Christophe Castaner. (Pas dans les tribunaux puisqu'ils y sont également absents, étrange, non ? Non, normal. - LVOG)

Didier Lallement, 62 ans, aura sous ses ordres 45.800 femmes et hommes, dont 27.500 fonctionnaires de police.

Il a notamment été conseiller au cabinet du ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement sous un gouvernement de gauche à la fin des années 1990. (Ils sont tous Macron compatible. - LVOG)

En famille. Plus royaliste que le roitelet !

- "Gilets jaunes": Royal favorable au déploiement des militaires - Reuters 21 mars 2019

C'est une constante chez eux depuis août 1914 !

- Une intelligence artificielle au pouvoir? 1 Français sur 4 serait d'accord - Le HuffPost 21 mars 2019

Alors que les démocraties occidentales traversent une crise de représentativité majeure, un Français sur quatre serait prêt à laisser une intelligence artificielle (IA) prendre les décisions importantes pour l'avenir du pays. Le HuffPost 21 mars 2019

Le HuffPost est un clone du Washington Post, ils prennent leurs rêves pour la réalité en pleine crise de démence...

Ah, vous nous pourrissez la vie à la fin, vous avez gâché notre week-end à la neige !

- "Gilets jaunes": Brigitte Macron appelle à "l'arrêt de la violence" - AFP 21 mars 2019

"On veut arrêter cette violence parce qu'il n'y a pas de vie possible, pas de réconciliation possible avec cette violence", a plaidé l'épouse du chef de l'Etat. AFP 21 mars 2019

Totalitarisme En Marche. Ils osent tout. Ce sont des monstres qui nous gouvernent.

- France : le gouvernement utilise pour la première fois des marqueurs chimiques et des nano-particules sur des manifestants - par Strategika 51 - publié par le Comité Valmy 20 mars 2019

A leur insu, des Gilets Jaunes et des passants sont devenus des cobayes pour la première expérimentation mondiale sur des humains de nano-particules et de marqueurs chimiques dont l'effet sur les organismes biologiques est encore très mal connu.

Pour le gouvernement français, il s'agit de « produits de marquage chimique codé » inoffensifs qui imprègnent la peau, les cheveux et les vêtements des personnes visées pour une durée variant entre plusieurs semaines et des dizaines d'années.

Officiellement cette technologie floue n'a jamais été utilisée contre des êtres humains.

Cependant, des informations précises recueillies auprès de certains professionnels de la sécurité indiquent que lors de l'Acte XVIII des Gilets jaunes, des canons à eau et des gaz contenant des marqueurs d'ADN et des nano-particules ont été utilisés contre les manifestants sans que ces derniers n'en aient été avertis au préalable.

Outre les marqueurs chimiques et les nano-particules dont on connaît très mal les effets sur la santé humaine, l'adjonction de nouvelles substances psychotropes aux gaz CS s'assimile à une véritable expérimentation à grande échelles de nouvelles techniques de contrôle social similaires à celles des pires dystopies des films et romans de science-fiction.

Ces « armes à ADN » développés en Grande-Bretagne et largement utilisés en Israël contiennent des substances chimiques et biologiques dont la nocivité sur la santé humaine a été délibérément ignorée, notamment en Israël ou des détenus palestiniens affirment avoir contracté divers types de cancers suite à leur marquage ADN ou l'usage d'autres techniques de contrôle impliquant des nano-particules susceptibles d'avoir endommagé le matériel génétique des cellules de leurs organismes.

Le gouvernement français a reconnu avoir utilisé des marqueurs chimiques sur des manifestants à titre d'expérimentation lors des manifestations du 01er mai 2018. Or les populations auraient du être averties qu'elles allaient faire l'objet d'expériences interdites.

Pour les défenseurs de tels procédés, les produits de marquage ADN ou ARN ne représentent aucun danger mais leurs propos ne sont étayés par aucune évidence scientifique.

On sait que l'impact de la plupart des produits biochimiques utilisées par ou sur l'homme ne peut être décelé qu'après des années puisque la plupart des études non positives sont systématiquement censurées par les grandes compagnies de l'industrie chimique.

L'usage des substances psychotiques pour le contrôle des manifestations et des émeutes urbaines s'est révélé bien plus dangereux sûr le terrain.

En 2014, les forces de maintien de l'ordre en Ukraine ont expérimenté des bombes à gaz contenant du LSD fournies par une société israélienne sur des manifestants à Kiev et le résultat fut catastrophique : les manifestants ciblés sont devenus bien plus agités et violents et certains ont commencé à avoir des convulsions violentes avant de se lancer à corps perdus vers les véhicules de police, nécessitant l'usage de balles réelles pour les arrêter.

Au Brésil, la police a expérimenté dès 2016 des substances chimiques sensées calmer les émeutiers mais l'expérience tourna mal et la police avait fini par réduire les violences par l'usage d'armes de guerre. En réalité, la substance utilisée ressemblait à une drogue neurotoxique extrêmement dangereuse qui avait un impact direct sur le système nerveux.

En Israël, certains gaz utilisés contre les manifestants contiennent outre des perturbateurs endocriniens, des substances hallucinogènes et du LSD afin de rendre les manifestants plus violents par effet recherché afin de justifier l'usage des snipers et des tirs de très haute vélocité (balles en alliage spécial pouvant avoir une vitesse initiale de 1200 m/seconde).

Les gaz utilisés en France pour le maintien de l'ordre incluent le CS ((2-chlorobenzylidene malononitrile), des irritants mais depuis peu des neurotoxiques pouvant profondément altérer les capacités de perception et de conscience.

D'autres types de nano-particules sont de plus en plus utilisés dans le maintien de l'ordre mais leur usage reste secret car même les policiers qui les utilisent ne savent pas toujours la nature de l'arme non-létale qu'ils utilisent.

Avec les marquages chimiques des individus, nos sociétés viennent de franchir un pas supplémentaire dans le contrôle totalitaire de l'individu, jusqu'aux racines de ses cheveux et son ADN. (Strategika 51 le 20 mars 2019)

LVOG - Le recours à de telles armes démontre que nous sommes en présence d'un régime qui est prêt à exterminer par n'importe quel moyen ses opposants, qu'on caractérisera de despotique ou totalitaire, bien qu'il n'ait pas encore déployer tout son savoir-faire dans l'art de réprimer toute contestation.

Alors, on les extermine ou on fait avec ces despotes fanatiques, enragés qui constituent une menace sérieuse pour la civilisation humaine dont ils se sont exclus eux-mêmes ? Si la question de la nécessité historique d'un changement de régime ne se posait pas maintenant, c'est qu'on ne la posera jamais.

Se radicaliser doit signifier demeurer fidèle au socialisme qui est la seule alternative existante et cohérente au capitalisme, car en utilisant de tels moyens pour nous combattre, c'est notre "viabilité" qui est en cause, ce qui confirme bien que nos ennemis mènent une lutte à mort contre les exploités et les opprimés, c'est donc à ce niveau que l'on doit situer notre combat, dans la perspective de l'éradication du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme de la surface de la terre. Cela signifie qu'on doit s'engager résolument dans la voie favorisant la disparition du capitalisme et ses institutions, quitte à devoir consentir des sacrifices pour y parvenir, à côté desquelles le destin qu'il nous a réservé sera pire que tout ce qu'on a pu imaginer en terme de cruauté ou de barbarie. Mais pour atteindre cet objectif, il faut au préalable s'emparer du pouvoir politique, réussir notre révolution, vaincre nos ennemis, et cela ne s'improvise pas. Malheur à ceux qui refuseraient de l'admettre ou qui tarderaient à prendre conscience !

Si vous laissez passer l'opportunité d'une révolution prolétarienne, voilà ce qui vous attend.

- Pays-Bas : percée de la droite populiste au Sénat, revers pour Rutte - AFP 21 mars 2019

Une jeune formation anti-immigration et eurosceptique est entrée en force au Sénat des Pays-Bas, où elle est désormais le plus grand parti après avoir détrôné celui du Premier ministre Mark Rutte, mis en difficulté trois jours après une fusillade "terroriste" à Utrecht.

Présent dans la chambre basse mais absent jusque-là du Sénat, le parti Forum pour la démocratie (FvD) de Thierry Baudet, 36 ans, est sorti grand vainqueur des élections provinciales qui servent à désigner les représentants à la chambre haute du parlement.

Le FvD, un parti existant depuis seulement deux ans, sera désormais le plus important au Sénat avec 13 sièges, suivi de près par le VVD de M. Rutte, qui en conserve 12 après le décompte de 98,5% des votes, ont rapporté jeudi la télévision publique NOS et l'agence de presse néerlandaise ANP.

Mark Rutte, qui a joué un rôle-clé dans les négociations sur le Brexit entre l'Union européenne et Londres, est au pouvoir depuis huit ans. Mais ce revers le rend vulnérable en l'obligeant à obtenir le soutien de partis extérieurs à la coalition. Il n'exclut pas une éventuelle collaboration avec le FvD "sur certains sujets", a-t-il déclaré à des journalistes lors d'un déplacement à Bruxelles.

Le VVD, formation de centre-droit de M. Rutte, et les trois autres partis de la coalition n'ont plus que 31 sièges - contre 38 avant les élections - sur les 75 que compte le Sénat.

"Nous allons devoir nous mettre au travail", a-t-il déclaré à ses sympathisants à l'issue du scrutin. "Nous allons devoir discuter avec d'autres partis pour faire en sorte de continuer à bien diriger ce pays".

Conscient qu'il va devoir travailler avec des partis situés plus à gauche de la coalition, dont les écologistes de GroenLinks, M. Rutte sait aussi qu'il va devoir tourner la tête à droite. Il a déclaré qu'il n'écartait pas la possibilité de travailler avec M. Baudet "sur certains sujets".

"Ce que j'espère, c'est que le FvD, maintenant qu'il est devenu si grand, même le plus grand de ces élections, soit préparé à aider à consolider la base de la gestion politique des Pays-Bas", a-t-il dit à des journalistes en marge d'un déplacement pour le sommet de l'UE à Bruxelles. AFP 21 mars 2019

Ces braves démocrates du VVD et les trois autres partis avec lesquels il s'est allié sont prêt à "travailler" avec le parti d'extrême droite FvD. En France RN soutient LREM, Macron et le gouvernement de l'extérieur...

L'Empire anglo-saxon-sioniste : Une menace mondiale.

- Corée du Nord: Les Etats-Unis sanctionnent deux compagnies maritimes chinoises - Reuters 21 mars 2019

- Le Hezbollah, menace pour la stabilité du Moyen-Orient, selon Pompeo - Reuters 21 mars 2019

Reçu par le président israélien Reuven Rivlin à Jérusalem, le chef de la diplomatie américaine a dit considérer le Hezbollah, le mouvement palestinien Hamas et la milice yéménite des Houthis - qui bénéficient tous du soutien de Téhéran - comme "des entités représentant des risques pour la stabilité du Moyen-Orient et pour Israël".

"Ils sont résolus à rayer ce pays de la carte et nous avons l'obligation morale et politique d'empêcher que cela advienne. Vous devez savoir que les Etats-Unis s'y tiennent prêts", a dit Mike Pompeo lors de son entretien avec le président israélien. Reuters 21 mars 2019

- Trump soutient la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan - AFP 21 mars 2019

Le président américain Donald Trump s'est prononcé jeudi en faveur de la reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, une décision en rupture avec la position des Etats-Unis depuis des décennies.

Israël a conquis une grande partie du Golan, soit 1.200 km2, lors de la guerre des Six Jours en 1967 et l'a annexée en 1981, mais la communauté internationale n'a jamais reconnu cette annexion.

"Après 52 ans, il est temps pour les Etats-Unis de reconnaître pleinement la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, qui a une importance stratégique pour l'Etat d'Israël et la stabilité régionale", a tweeté le président américain au moment où son chef de

la diplomatie Mike Pompeo se trouvait à Jérusalem.

"Le président Trump vient d'écrire une page d'histoire", a insisté le Premier ministre israélien lors d'un dîner avec M. Pompeo.

Fin 2017, Donald Trump avait déjà rompu avec le consensus international en reconnaissant unilatéralement Jérusalem comme la capitale d'Israël. La partie orientale de la Ville sainte a été conquise par Israël en 1967 et annexée en 1981.

La communauté internationale juge illégale cette annexion, et renvoie le statut final de la ville à des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens. AFP 21 mars 2019

Totalitarisme. Le règne de la terreur appliqué aux enfants.

LVOG - Vous comprenez pourquoi ils veulent formater le cerveau de nos enfants ou petits-enfants dès l'école primaire en France.

- Burundi : des lycéennes en prison pour le gribouillage du portrait du président Nkurunziza - Franceinfo 21 mars 2019

Accusées d'avoir gribouillé dans un manuel scolaire la photo du président Pierre Nkurunziza, trois adolescentes ont été arrêtées et écrouées en attendant leur procès.

Les élèves, âgées de 15, 16 et 17 ans, sont poursuivies pour "outrage au chef de l'Etat" et risquent jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et une amende de 250 euros.

Elles ont été arrêtées le 12 mars 2019, en même temps que quatre autres camarades après la découverte du délit : des gribouillages sur la photo du président Pierre Nkurunziza dans leurs livres d'école.

Alerté très probablement par le directeur du lycée, le procureur de la région s'est aussitôt saisi de l'"affaire". Après une première vérification, quatre élèves, dont un garçon âgé de 13 ans, ont été innocentés et libérés. Trois autres filles ont été, elles, envoyées à la maison d'arrêt pour mineures où elles sont encore sous le choc et terrifiées, selon leurs familles.

Ce n'est pas la première fois que des mineurs sont poursuivis en justice pour ce genre d'histoires. En 2016, plusieurs élèves avaient été condamnés jusqu'à 20 ans de prison pour "outrage au chef de l'Etat" et "atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat". Franceinfo 21 mars 2019

Haut de page

Le 25 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Vous ne pourrez pas dire qu'on n'a pas de suite dans les idées ou qu'on traite les problèmes que l'actualité sociale et politique nous soumet par dessus la jambe.

Je n'ai pas le temps d'aller au fond des choses en une seule causerie ou en une seule fois, aussi c'est sous forme d'épisodes qu'on y arrive, je ne lâche jamais une question qui n'a pas été résolue ou avant qu'elle ne soit épuisée, temporairement, et surtout je ne pratique pas l'autocensure.

Il y en a qui s'étonne de mon endurance, qui se demandent où je vais puiser mon énergie pour continuer le combat de mon trou en Inde et totalement isolé, sauf des masses les plus pauvres puisque je baigne dedans, cela aide, je vais leur répondre : Des faits ou de la réalité qui stimulent mon imagination et de mon aspiration à la justice et à la liberté que j'ai conservée intacte depuis ma jeunesse. Et puis je veux croire que l'homme ne s'est pas élevé à ce niveau de civilisation ou de conscience pour sombrer définitivement dans la barbarie, ce serait trop absurde. Donc je crois en la lutte de classe des exploités et des opprimés pour résoudre les contradictions auxquelles la civilisation humaine est confrontée. C'est tout ? Oui, et c'est l'essentiel !

Bonne semaine à tous, bon courage et gardez le moral, il n'est pas dit que la médiocrité et la cruauté l'emporteront, on les vaincra !

- Au format pdf (21 pages)

PREMIERE PARTIE

Voilà le genre de conneries que certains croient et colportent, quelle misère !

1- Sans rire, voilà nous dit-on comment une jeune fille d'un lycée suédois parviendrait à s'adresser et à mobiliser (avec beaucoup moins de succès qu'espérer) l'ensemble de la jeunesse d'Europe et du monde pour sauver le climat, un vrai conte de fées ! Et ce sont des bac +5 ou plus qui croient un truc pareil. A ce niveau-là ce n'est plus de la crédulité, mais de l'imbécillité pure et simple. Et dire qu'ils croient le plus sérieusement du monde avoir développé un esprit critique ! C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils sont mûrs pour croire vraiment n'importe quoi. Dès lors quelle légitimité ont-ils pour parler en notre nom ? Aucune.

- Le mouvement « Friday for Future » est parti de Suède, à l'initiative de la lycéenne Greta Thunberg, qui, depuis le mois d'août dernier, sèche les cours tous les vendredi pour exiger que les gouvernements prennent des mesures face à l'urgence climatique. (Sur le mouvement pour le climat "Friday for Future" - Tendance Claire du NPA)

LVOG - Que la question climatique soit pilotée depuis le début par l'oligarchie et ses serviteurs ne les dérange pas le moins du monde. C'est une machination montée de toutes pièces mais ils s'en moquent, ils font comme s'ils n'étaient pas au courant. Ils se font instrumentaliser et manipulent à leur tour travailleurs et militants sans que cela leur pose le moindre problème, puisqu'une fois embringués dans cette opération ils ne peuvent plus faire marche arrière sous peine de devoir avouer qu'ils ont été abusés ou qu'ils se sont trompés, impensables. Car voyez-vous, ces gens-là sont parfaits et ne commettent jamais d'erreurs, d'où notamment leur manque d'audace et d'imagination. Ils ne pensent que par procuration finalement au point de s'en remettre à l'argumentation de nos ennemis, sous-entendant qu'ils leur arriveraient d'être animés de bonnes intentions, alors de là à penser que s'ils ne font pas ce qu'il faut pour résoudre telle ou telle question, c'est sans doute parce qu'ils ont de bonnes raisons ou ils n'y sont pour rien, c'est en tout cas ce que le travailleur lambda pourra en déduire. Voilà où conduit ce genre de compromissions honteuses.

2- Manon Aubry, la tête de liste LFI aux européennes, a reproché à Castener de ne pas "*interpeller les casseurs*" qui pourrissent les manifestations des Gilets Jaunes et du mouvement ouvrier, sous-entendant qu'il en était le complice, ce qui est exact. Cependant, en déclarant : "*Je pense que le maintien de l'ordre en sortirait bien grandi*", elle commit l'erreur ou elle eut la légèreté de dévoiler ses réelles intentions ou son véritable rôle de gardienne de l'ordre établi.

Mais contrairement à toute attente ou logique de la part d'anticapitalistes, de révolutionnaires, ce n'est pas sur ce passage de son discours que la Tendance Claire du NPA va l'attaquer. Elle va lui reprocher d'avoir demandé à Castener d'"*arrêter les casseurs*", ce qui n'est en aucune manière le rôle d'une militante censée représenter les travailleurs qu'il soit dit en passant, ce qui n'était pas dénué de sens puisque cela concernait les black blocs et autres provocateurs professionnels (Flics ou d'extrême droite) s'infiltrant dans les manifestations pour y perpétrer des violences envers les forces de l'ordre et commettre des destructions, qui évidemment déclenchent une réponse policière violente contre les manifestants qui eux défilent tranquillement.

Certes, si la sortie de madame Aubry fut à bien des égards maladroite et a trahi la nature de son engagement politique que l'on ne partage pas, il n'en demeure pas moins que la plupart des militants ouvriers pensent et partagent ce qu'elle a dénoncé, à savoir la bienveillance des forces de l'ordre et du pouvoir judicaire envers les casseurs, qui pourrissent les manifestions des Gilets Jaune et du mouvement ouvrier pour les décrédibiliser et les assimiler à des voyous, et servent de prétexte à renforcer l'arsenal répressif de l'Etat ou à restreindre le droit de manifester, étendre encore la législation liberticide...

Comme vous avez pu l'observer, ces briseurs de manifestations n'opèrent pas systématiquement. Ils sont mis en scène toujours à un moment crucial de la mobilisation des travailleurs pour briser son élan, parfois ils interviennent tout au début pour briser dans l'oeuf un mouvement social, quand le pouvoir craint qu'il se propage ou s'installe dans la durée, parfois plus tard selon la tournure que prennent les évènements, l'agenda constitutionnel, etc. afin de siffler la fin de la partie. Peu importe qui les composent, ils servent de milices d'appoint au régime pour que l'ordre règne. Ils ne participent pas aux mobilisations des travailleurs ou du mouvement ouvrier, ils se regroupent et manifestent séparément, dont d'eux-mêmes ils s'excluent du mouvement ouvrier. Dès lors, rien ne justifie de leur accorder un traitement de faveur ou de les soutenir, au contraire, dès qu'ils apparaissent aux abords d'une manifestation ouvrière, il faut les chasser ou les maintenir à l'écart par n'importe quel moyen, puisqu'ils agissent en briseur de manifestations en renfort des forces de l'ordre, ce que des gauchistes dégénérés ne peuvent pas concevoir évidemment.

3- Après s'être insurgée contre le vote à l'assemblée de la loi anti-casseurs, Manon Aubry, tête de liste LFI aux européennes, estime que « l'arsenal juridique est suffisant . » Rejoignant les positions de la droite, elle reproche au Ministère de l'intérieur de ne pas mieux utiliser ses capacités de répression. Une attitude à l'opposé des traditions du mouvement ouvrier.

Interrogée sur France info à propos des « violences », la tête de liste aux élections européennes, Manon Aubry, estime que disposant de « l'arsenal juridique suffisant » le ministère de l'intérieur devrait interpeller les casseurs. « Arrêtez-les ». Renvoyant en boomerang à Castaner, qui affirme « connaître les casseurs », ses propres déclarations, elle va même jusqu'à lui donner le mode opératoire : « Dès qu'ils cassent une vitrine, arrêtez-les. Je pense que le maintien de l'ordre en sortirait bien grandi. Il ne faut pas laisser agir les casseurs. ». (Quand la tête de liste de LFI donne des conseils de répression au gouvernement - revolutionpermanente.fr (NPA) - publié par la Tendance Claire du NPA)

LVOG - Le gauchisme étant caractérisé par son manque d'imagination ou son incapacité d'analyser la situation, sur le plan politique cela va se traduire par une fièvre opportuniste dans laquelle il va confondre ses désirs et la réalité pour finalement le conduire à tous les renoncements. Là cela va prendre la forme d'une illusion formulée en direction des syndicats entièrement sous le contrôle de bureaucrates corrompus :

4- Nous devons mener un combat déterminé pour que les directions syndicales cessent tout dialogue et toute collaboration avec ce gouvernement, et appellent à une énorme manifestation pour la défense des libertés publiques. (id)

LVOG -On leur fera remarquer que sous les régimes de Franco, Mussolini, Hitler, Pinochet ou Videla, etc. le dialogue avec les syndicats était rompu puisqu'ils étaient interdits, sans que cela les empêchent de gouverner et d'appliquer leur politique antisociale... Apparemment, ces militants qui se prennent pour des dirigeants vivent sur une autre planète que la nôtre, ils n'ont semble-t-il pas encore enregistré que les travailleurs s'étaient détournés des syndicats (et des partis ouvriers) et qu'ils estimaient qu'ils n'étaient pas dignes de représenter leurs intérêts, contrairement aux militants qui combattent quotidiennement à leur côté et qui sont impuissants à inverser l'orientation réactionnaire des syndicats et à chasser leurs dirigeants. Bref, avec une telle ligne politique s'ils ne rament par pour eux, ils vouent les travailleurs à l'impuissance.

- Ce dont nous avons besoin, c'est d'un plan d'action crédible pour stopper ce gouvernement. (On vous en proposerait un que vous le rejetteriez sous des prétextes divers. - LVOG) C'est la condition pour que la masse des travailleurs/ses se lancent dans la bataille. (Vous rêvez! - LVOG) L'objectif doit être de bloquer l'économie, de bloquer les profits. Il faut une grève générale, et le rôle des directions syndicales est de mettre en branle leur appareil pour la préparer et l'organiser. (Vous pouvez attendre indéfiniment ! - LVOG) Et notre rôle est de mener la bataille contre ceux qui protègent le gouvernement et empêchent que notre force collective potentielle puisse se déployer pleinement ! (Comment, "*potentielle*", c'est marrant, moi je croyais qu'elle existait réellement, mais bon ceci explique sans doute cela, on ne peut pas défendre une politique en laquelle on ne croit même pas ! - LVOG) (Destruction des libertés: Une mobilisation unitaire et vraiment massive est urgente ! - Tendance Claire du NPA)

LVOG - C'est pitoyable !

En défense de "***la liberté de penser, fondement de notre République et de notre Constitution***", tout un programme. Non, ce n'est pas un canular, lisez.

5- Marx évacué des programmes de philo ! Défendons les programmes de philosophie !

Extrait - Alors que les nouveaux programmes de philosophie de terminale ont été communiqués aux professeurs, une jeune chercheuse lance une pétition contre la suppression de certains thèmes comme le travail et l'inconscient. Elle redoute la mise à mort de la pensée critique. (Alors que le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle lui fait déjà cruellement défaut, la suite en témoigne. - LVOG)

Dans la liste présentée par le Conseil supérieur des programmes (CSP) à l'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public (APPEP) du nouveau programme de philosophie de terminale, le Travail, infrastructure collective ainsi que l'Inconscient, preuve de l'irréductibilité de la conscience au mécanisme, disparaissent au profit d'un thomisme bigot et d'une phénoménologie apologète de l'ineffable (c'est-à-dire l'impensable) et de l'instant présent. (La philosophie, c'est la cour de récréation des penseurs imbus de leur ignorance, où l'idée et la spéculation, le sophisme règnent en maître à penser en rond. C'est de la masturbation intellectuelle pour fainéant, courtisan méprisant ou fuyant le réel au profit de chimères. C'est l'art d'amalgamer idéalisme et matérialisme dans une bouillie indigeste, de privilégier le verbe, de partir d'une idée pour discourir sans fin sur l'état du monde au, lieu de partir des actes ou des faits qui ont contribué à transformer le monde. - LVOG)

Exit Marx et Freud, le matérialisme historique et la psychanalyse introspective, bonjour Saint-Augustin et Saint-Thomas ! (C'est à croire que l'enseignement du matérialisme historique au lycée n'a jamais servi à rien, non ? - LVOG) La scolastique médiévale et le culte d'une transcendance impensable d'un côté, le behaviorisme de l'autre. Voilà qui promet ! En d'autres termes, le futur bachelier deviendra un cadre d'entreprise rompu à la rhétorique, qui se pique de mysticisme pour pallier son défaut de conscience politique et idéologique – et donc un allié de choix pour l'ordre établi. (N'était-ce pas ce qu'il est déjà devenu depuis longtemps... peut-être à cause des cours de philosophie, qui sait ? - LVOG)

Ce scandale politique, social et culturel est non seulement régressif et indigne des héritiers des Lumières que nous sommes : il met en péril la liberté de penser, fondement de notre République et de notre Constitution. (On vous les laisse volontiers ! - LVOG) La supercherie ne doit pas être passée sous silence, mais exhibée en plein jour sur la place publique et réduite à néant. (Qu'on se le dise, citoyen ! - LVOG)

Vous pouvez signer la pétition d'Andreea-Maria Lemnaru-Carrez. marianne.net publié par la Tendance Claire du NPA.

LVOG - Si votre pétition est destinée comme vous le dites à défendre le "fondement de notre République et de notre Constitution", celle antidémocratique de la Ve République, vous nous permettrez de ne pas la signer. Vous voudriez peut-être aussi qu'on enseigne le socialisme ou le marxisme au lycée ? Délirant d'opportunisme !

La mystification qui fonctionne parce qu'elle est cautionné jusqu'à l'extrême gauche.

Nous avons effectué le décompte des invitations de représentants du RN dans les radios et chaînes de télévision du 1er janvier au 17 mars 2019, sur la base de la liste des interventions médiatiques recensées sur le site du RN.

Les médias recensés sont : BFM-Business, BFM-TV, C8, CNews, Europe 1, France 2, France 24, France 3, France 5, France Bleu, France Culture, France Info, France Inter, I24, LCI, LCP, Paris Première, Public Sénat, Radio Classique, RCF, RFI, RMC, RT, RTL, Sud Radio, TV5 Monde.

On compte un total de 233 invitations médias sur 76 jours, soit une moyenne de 3 invitations par jour sur l'ensemble des médias concernés. Ce palmarès est largement dominé par BFM-TV (71) et CNews (60) y compris en comparaison avec d'autres chaînes d'information en continu (14 pour LCI). Acrimed 19-03-2019

Parole d'internaute

1- "Tout l'intérêt du système européiste, atlantiste et capitaliste est de lepéniser la moindre idée dissidente, pour la neutraliser, et pour porter les agents du Medef à l'Élysée. Ça tombe bien, la famille Le Pen est disponible.

Frexit ? C'est Le Pen.
Sortir de l'euro ? Le Pen.
Sortir de l'OTAN ? Le Pen.

Ici, nous savons bien que ces assimilations sont fausses, mais qu'importe : interrogez le Français moyen, l'électeur moyen, il a assimilé ces équivalences martelées par les médias. Merci BFM, merci CNews."

LVOG - Le "Français moyen" est passif, il n'a pas de conscience de classe, il ne participe pas à la lutte de classes, sauf quand il vote à droite ou à l'extrême droite, il s'en fait même un devoir, encouragé en cela par la gauche corrompue et l'extrême gauche qui lui colle aux basques...

2- Stratégie en deux temps:

1er temps : on dédiabolise pour faire monter dans les sondages et obtenir comme d'hab le RN au deuxième tour.

2ème temps : juste avant le deuxième tour , on ressort les zeures les plus sombres de la bête immonde et on flingue le RN pour laisser passer un tocard dont personne n'aurait voulu.

Qui a dit ?

- "*Soldats, n'obéissez qu'à des ordres conformes à l'honneur de votre engagement et de votre devoir d'obéissance à la patrie*" Réponse : Mélenchon, en terme de servilité au régime, qui plus est impérialiste, il en connaît un rayon le bougre ! Misérable. A défaut de pouvoir devenir le Premier ministre de Hollande ou de Macron, il aurait pu faire un excellent ministre de la Défense ! De la patrie ! Vive la République et vive la France ! Quelle horreur !

Dans les nuages.

Il s'en trouve encore pour s'étonner que LREM ait obtenu une majorité écrasante à l'Assemblée nationale en 2017, aussi aurait-il été préférable de se compromettre en votant ou en élisant Mélenchon qui aurait poursuivi la politique de ses prédécesseurs.

Quels que soient les intentions de ces gens-là, qui n'en doutons pas sont bourrés de principes auxquels ils font référence tant qu'ils ne sont pas exposés concrètement à l'épreuve du feu de la réalité, la question est davantage de savoir comment on a pu en arriver là, quel rôle ont joué les différents acteurs politiques et les différents facteurs économiques qui possèdent suffisamment de pouvoir pour influencer l'orientation de la société, et nous nous apercevrions au premier coup d'oeil qu'elle coïncidait avec les intérêts du capitalisme et qu'ils en étaient tous les représentants de RN à LFI en passant par LREM, LR, l'UDI, le MoDem, le PS, Générations, le PCF.

Pour qualifier cette collusion d'intérêts que le peuple travailleurs ignorent, quoique de moins en moins, on va employer un mot prohibé ou hors la loi, un gros mot, en affirmant qu'on est en présence d'un véritable complot, dans la mesure où ils participent tous à cette sinistre comédie en parfaite connaissance de cause, en se répartissant les rôles de manière à berner les ignorants ou les naïfs, en se camouflant derrière des étiquettes, dès lors il est ridicule de leur demander de l'assumer ou de s'étonner de quoi que ce soit, à moins d'y trouver son compte ou d'être d'une mauvaise foi incurable.

Au-delà, cela signifie que les masses sont en proie à une grande confusion ou que leur niveau de conscience politique n'a pratiquement pas évolué depuis 40 ans, il a même régressé à défaut de progressé, comment, en s'éparpillant, en se disloquant. Cependant si elles ne sont pas demeurés figées, elles ont déblayé le terrain et se retrouvent aujourd'hui face à un grand vide entièrement occupé par la pire réaction, LREM ou l'extrême centre, certains l'appellent l'ultra droite, le parti de l'oligarchie triomphante.

Ce vide sidérant, paralysant, désespérant, effrayant même, témoigne de leur incapacité à se doter d'une nouvelle direction, d'un nouveau parti dans lequel elles se reconnaîtraient, de dirigeants qui leur inspireraient confiance, en somme de toute réelle opposition organisée face au régime, en mesure de les mobiliser ou tout du moins de les organiser sur la base d'une perspective politique révolutionnaire.

On en arrive à se demander si les travailleurs et parmi eux les plus évolués ou instruits, ne seraient pas d'incurables idiots incapables de faire preuve de discernement et de logique pour enrayer ce processus infernal qui conduit à l'instauration d'un régime autoritaire ou totalitariste. Personnellement je ne le pense pas, mais c'est ce qu'on nous invite à croire, y compris les dirigeants qui avaient la responsabilité ou le mandat de construire ce parti, de recruter les éléments les plus avancés de la classe ouvrière et des classes moyennes pour ne tirer aucun enseignement de ce constat, de leur bilan ou de leur échec.

Il fut une époque ou la IIIe Internationale stalinisée était toute puissante, puis elle se disloqua, pour autant la construction de la IVe Internationale fut un échec dès la disparition de Trotsky, ses différents courants sombrant dans le crypto-stalinisme ou le crypto-social-démocratisme sans que personne n'en tirent des enseignements, à commencer par leurs dirigeants qui refusèrent d'assumer leur reniement ou trahison, on ne pouvait pas en attendre davantage de leur part. Par la suite, toute l'avant-garde s'est structurée idéologiquement sur cette base faussée, ce qui devait la conduire inévitablement à de nouvelles scissions, à son émiettement, à sa dislocation.

Une fois suffisamment dégénérés et affaiblis par des purges successives ou des démissions en cascades, leur direction resserrée et leur appareil contrôlant d'autant plus facilement la totalité de leurs instances, les dirigeants de ces partis décidèrent de les "ouvrir" à des éléments ne partageant ni leurs objectifs, ni leur programme, ni leur méthode, pour céder une plus grande place encore au réformisme en pratique ou en guise de ligne politique, tandis que le socialisme ou la révolution socialiste mondiale n'était plus qu'une référence désuète ou était vouée aux oubliettes. Et quel en fut le résultat ? Nul, comme il aurait fallu s'y attendre évidemment, puisque pendant ce temps-là la situation évoluait en sens inverse ! Vous avouerez que comme preuve de leur incurie politique ils auraient pu difficilement faire mieux.

Mais leurs militants n'en ont cure, ils s'en foutent complètement. Ils sont eux-mêmes sous influence, pris dans l'engrenage infernal de l'immédiateté ils sont incapable de penser au-delà ou de discerner que ce qui se passe sous leurs yeux préfigure le modèle de société que les despotes au pouvoir entendent instaurer, que tous les éléments d'une effroyable dictature sont en train de se mettre en place. Au mieux, ils sont soudain amnésiques et nostalgiques d'un passé définitivement révolu qu'ils estimaient autrefois détestable, comme s'il serait préférable à la situation actuelle, ceux qui l'ont vécu apprécieront. Après s'être écartés du processus historique et s'être coupés des masses, les voilà qui soutiennent à nouveau des théories foireuses où finalement elles seraient absentes, puisque si elles demeurent inorganisées et sans parti révolutionnaire absolument rien n'en sortira jamais ! Finalement personne ne veut se poser la question de savoir pourquoi après 70 ans de lutte de classe à laquelle ont participé des millions et millions de travailleurs, il n'existe pas même l'embryon d'un parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays, qui au moment même où les rapports entre les classes se tendent à l'extrême pourrait constituer un pôle de regroupement des couches les plus déterminées de la classe ouvrière et des classes moyennes, quand des millions de travailleurs manifestent et cherchent une issue à la crise du capitalisme. Cela demeurera totalement incompréhensible pour les militants du POID, du POI, du NPA ou de LO et d'autres formations politiques d'extrême gauche, qui ne conçoivent pas que leurs discours soient inaudibles, leur méthode et leur rapport à ces classes inadaptés quand bien même les faits le prouveraient quotidiennement.

Quand le lien est rompu.

Dans un article récent, des scientifiques à l'origine de cet outil constatent même que leur technologie démontrerait la théorie du langage proposée par le philosophe du XXe siècle Ludwig Wittgenstein. Selon sa conception philosophique, les mots ont un sens contextualisé, en lien avec leur utilisation, qui domine leur signification individuelle. Quand l'algorithmique donne raison à Wittgenstein, c'est le monde entier de la linguistique qui s'agite !

La phrase « *Le ciel est nuageux* » exprime un fait, un état en lien avec le ciel, avant d'expliciter la notion même de ciel. Wittgenstein propose donc que la théorisation du langage suive cette logique du sens contextualisé pour pouvoir représenter au mieux le sens des mots dans la réalité. LePoint.fr 22 mars 2019

Non, « *le ciel est nuageux* » n'exprime pas un état en lien avec le ciel, mais l'état du ciel tel qu'une personne peut le percevoir en l'observant à un moment donné, c'est un fait et il n'y a rien à ajouter. Le ciel, abstraction faite de ce qui le compose n'existe pas tout simplement. Les nuages se forment dans le ciel et n'existent nulle part ailleurs, il n'y a donc aucune raison de placer un lien entre le ciel et les nuages où il n'en existe pas, sauf à vouloir compliquer les choses à l'infini pour finalement vouloir les

rendre incompréhensibles, la raison d'être de la philosophie nihiliste cher aux néolibéraux.

Acte XIX : Etat de guerre. Paris occupé. Le pouvoir retranché.

LVOG - C'est à Montpellier, Bordeaux et Toulouse où les manifestants ont été les plus nombreux après Paris, que les black blocs ont encore sévi.

- Acte XIX des gilets jaunes: sur les Champs-Élysées, un impressionnant dispositif de sécurité - huffingtonpost.fr 23.03

Sur décision du nouveau préfet de police, Didier Lallement, aucun "gilet jaune" n'était autorisé à défiler sur et autour de la célèbre artère, ni sur la place de l'Étoile, ni dans un périmètre incluant le palais de l'Élysée et l'Assemblée nationale.

Au total, près de 6.000 membres des forces de l'ordre seront engagés à Paris, selon la préfecture de police. Des unités anticasseurs baptisées BRAV (brigades de répression de l'action violente) ont été déployées, en remplacement des précédents DAR (détachement d'action rapide). Deux drones survoleront également la capitale pour diriger plus efficacement les policiers et gendarmes sur les zones à risques et des produits marquants pourront être utilisés afin d'aider à l'identification des "émeutiers".

Des policiers en faction sur le toit de l'Arc de Triomphe, des fouilles et des contrôles systématiques de la circulation et des brigades de patrouille secteur par secteur, libres d'agir en cas de violence, sans attendre les ordres de la préfecture... Le nouveau dispositif de sécurité donne aux Champs-Élysées un air "post-apocalyptique" comme l'observe un touriste italien, en visite. "On dirait que la ville est morte", réagit-il au micro du HuffPost. huffingtonpost.fr 23.03

- "Gilets jaunes": 40.500 manifestants en France sans débordement - AFP 24 mars 2019

Environ 40.500 personnes, dont 5.000 à Paris, ont manifesté samedi pour l'acte 19 des "gilets jaunes" en France, où les "consignes de fermeté" données "ont permis de maintenir l'ordre et d'éviter des débordements", a déclaré le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

Du côté des "gilets jaunes", qui ont établi leur propre mode de comptage et contestent celui des autorités, on affichait 127.212 manifestants dans tout le pays.

233 interpellations ont eu lieu dans toute la France, 172 placements en garde à vue et 107 personnes verbalisées pour avoir tenté de prendre part à des rassemblements interdits.

Sur l'ensemble du territoire, 65.000 policiers et gendarmes étaient mobilisés, ainsi que 30.000 sapeurs-pompiers. A Paris, "8.545 contrôles préventifs ont été réalisés", a indiqué le ministre. Selon la préfecture de police, 96 personnes ont été interpellées et 53 verbalisées.

Notant que les manifestations autorisées s'étaient déroulées sans heurts notables, il a conclu que c'était "une preuve nouvelle que le problème n'est pas la manifestation mais bien les émeutiers et leurs complices".

A Paris, découragés par un imposant quadrillage policier sur les Champs-Elysées, jalonnés de fourgons bleus, les "gilets jaunes" ont préféré défiler dans le calme entre la place Denfert-Rochereau (sud) et la basilique du Sacré-Coeur (nord).

La situation était nettement plus tendue en région.

A Montpellier, qui n'avait pas été soumise samedi à des restrictions de manifester, des échauffourées ont éclaté environ deux heures après le départ d'un cortège rassemblant 4.500 personnes selon la préfecture. Entre 400 et 500 casseurs ont infiltré le cortège. Vers 16H00, les forces de l'ordre ont fait des sommations puis procédé à des tirs nourris de grenades lacrymogènes, alors que des manifestants leur jetaient canettes et bouteilles de bière, a constaté une journaliste de l'AFP. Des tensions étaient palpables dans plusieurs villes, où les manifestations avaient été interdites dans les lieux emblématiques et traditionnels points de rassemblement de "gilets jaunes".

A Lyon, où les forces de l'ordre tentaient d'empêcher les cortèges d'entrer dans les quartiers commerçants, policiers et "Gilets jaunes" s'échangeaient aussi jets de projectiles et gaz lacrymogène.

A Nice, des heurts ont éclaté dans l'après-midi lorsque quelques centaines de manifestants ont tenté de pénétrer dans le périmètre interdit aux rassemblements, déclenchant des tirs nourris de gaz lacrymogène. Au total, 26 personnes ont été interpellées, selon la préfecture, et une manifestante blessée dans la ville où les présidents chinois et français sont attendus dimanche et lundi.

A Bordeaux, place forte du mouvement, des tensions se sont fait sentir en centre-ville, là aussi interdit de manifestation, avec l'arrivée de militants des "black blocks" en milieu d'après-midi, a constaté une journaliste de l'AFP. La foule était ailleurs moins nombreuse que d'habitude dans la ville où beaucoup n'avaient pas enfilé leur traditionnel gilet. "C'est pour éviter de me faire tirer dessus par des flash balls. Et comme ça, je pourrai partir plus facilement si ça dégénère", expliquait une quinquagénaire. Près de 2.000 personnes, selon des sources policières, ont défilé sans violence aux cris de "Macron, démission".

Marseille 1.500 personnes ont participé aux manifestations, aucun incident n'était à signaler selon la police.

A La Rochelle, la police a fait usage de gaz lacrymogènes contre des manifestants qui leur lançaient des projectiles aux abords du vieux port, interdit d'accès, a constaté un correspondant de l'AFP. L'ultragauche, présente en force à Paris samedi dernier, "veut se mobiliser mais en privilégiant les manifestations régionales", avait estimé une source policière avant cette journée d'action.

A Nantes, 400 manifestants se sont élancés vers 14H00, pour une manifestation en périphérie de la ville qui s'est tendue quand les gendarmes ont voulu faire reculer les manifestants qui refusaient d'obtempérer.

A Toulouse, au chant de "on est là même si Macron le veut pas", quelques milliers de "gilets jaunes" ont manifesté en début d'après-midi dans le centre-ville. Véronique, retraitée de l'Education nationale, voulait toutefois que les manifestants défient l'interdiction. "Il faut aller sur la place, on n'est pas dans la rue pour rien mais pour défendre nos droits" affirmait cette "gilet jaune".

Les forces de l'ordre ont fini par charger pour disperser quelques milliers de "gilets jaunes" dans le périmètre entourant la place du capitole où les manifestations ont été interdites, et interpellé au mois trois personnes, selon une journaliste de l'AFP. Les forces de l'ordre ont notamment tenté d'interpeller des jeunes massés derrière une banderole rouge et noire, et qui, pour certains, avaient le visage dissimulé par un foulard. AFP et Reuters 23 mars 2019

A quoi leur servent les black blocs ?

- Marine Le Pen dénonce "une société livrée à l'ensauvagement" - AFP

- "Black blocs" et "gilets jaunes": convergence radicale en jaune et noir - AFP

Militants radicaux des "black blocs" et "gilets jaunes" se sont retrouvés côte à côte samedi dernier sur les Champs-Elysées dans une brutale démonstration de force commune, aux motivations diverses, mais qui semble désormais acceptée par certains manifestants et inquiète les autorités. AFP

- Quand la connivence Mélenchon-Le Pen devient visible - Le HuffPost

- Acte XIX: les soldats de Sentinelle pourraient ouvrir le feu - Le HuffPost

Quand la syphilis européeenne se teinte de jaune.

- Européennes : des gilets jaunes lancent une nouvelle liste - L'Express.fr 22 mars 2019

"Jaunes et citoyens" est la deuxième liste gilets jaunes à se lancer officiellement pour les élections européennes. Alors qu'Ingrid Levavasseur a renoncé à conduire la liste RIC, Jean-François Barnaba, une autre figure médiatique du mouvement, a annoncé vendredi le lancement sa propre liste pour les élections du 26 mai.

"Les Français aspirent à une nouvelle séquence" et la "pression de la rue finit par desservir la cause que le mouvement des gilets jaunes défend par l'infiltration de groupes ultra-violents", a expliqué le fonctionnaire territorial au micro de Sud Radio. L'Express.fr 22 mars 2019

- Le "gilet jaune" Benjamin Cauchy rejoint la liste de Nicolas Dupont-Aignan pour les européennes - Franceinfo 22 mars 2019

Il est cadre commercial...

Pour l'heure, une petite dizaine de projets de liste gilets jaunes ont été annoncées pour les Européennes. Franceinfo 22 mars 2019

En défense de la Constitution de la Ve République antidémocratique.

- 350 universitaires se déclarent "complices" des gilets jaunes - lundi 22 mars 2019

« Prenant acte de cette aggravation exponentielle des tendances autoritaires du pouvoir et des institutions, nous enjoignons toutes et tous les ami.es de la liberté à ne pas céder un pouce de terrain face à la répression et à s'organiser pour y faire face. »

Universitaires, nous nous déclarons « complices » des gilets jaunes face aux dérives autoritaires du pouvoir

Le 18 mars 2019, au moment où 65 personnalités intellectuelles participaient à un simulacre de débat avec le président de la République, et après avoir limogé un préfet de Paris jugé encore trop avare en LBD et grenades (malgré de nombreux blessés dont un nouvel éborgné ce jour-là), le Premier ministre annonçait une série de mesures répressives sans précédent. Non content d'interdire administrativement de manifestation des individus supposés dangereux, le gouvernement entend maintenant empêcher les rassemblements dans des zones entières, créer des "unités anticasseurs" aux pouvoirs renforcés et utiliser des drones et des moyens de marquage chimique des manifestants.

Plus encore, il veut faire de tous les relais et soutiens aux rassemblements des Gilets jaunes des « complices » potentiel·les des délits qui y seraient commis. Le même jour, le syndicat « Synergie Officiers », rassemblant plus de 40% de voix aux élections professionnelles, publiait un communiqué fascisant ciblant les « nervis d'extrême gauche », décrits comme « des essaims de cloportes » et des « graines d'assassins ». Deux jours plus tard, le 20 mars, le gouvernement annonçait vouloir faire appel à l'armée pour protéger les bâtiments officiels, ce qui ne s'était pas produit depuis plus de 50 ans. Tout cela contre des manifestantes et manifestants réclamant justice sociale et démocratie, et faisant face, depuis maintenant plus de 4 mois, à une répression policière et judiciaire d'une ampleur inégalée.

Face à cette dérive grave d'un pouvoir incapable d'offrir une réponse politique à la contestation des gilets jaunes, alors que pleuvent depuis des semaines les condamnations internationales des violences policières contre le mouvement (Conseil de l'Europe, Nations Unies, Parlement européen), nous, universitaires pour beaucoup spécialistes des questions de mouvements sociaux, de maintien de l'ordre et de violence politique, alertons solennellement la population des graves dangers que la nouvelle politique du gouvernement, de la majorité parlementaire, de la police et de la justice, font peser sur les libertés publiques et les droits humains. Nous nous déclarons par avance toutes et tous complices des prochains rassemblements que les gilets jaunes organiseront, avec ou sans l'autorisation de la préfecture. Nous condamnons fermement l'ensemble des violences que les forces de police infligent aux manifestantes et manifestants, comme celles que les jeunes des quartiers populaires subissent depuis des décennies, et demandons instamment l'arrêt de l'utilisation des armes de guerre (LBD et grenades) dans des opérations de maintien de l'ordre. Prenant acte de cette aggravation exponentielle des tendances autoritaires du pouvoir et des institutions, nous enjoignons toutes et tous les ami.es de la liberté à ne pas céder un pouce de terrain face à la répression et à s'organiser pour y faire face. (Publié par la Tendance Claire du NPA)

LVOG- "*Face à cette dérive grave d'un pouvoir incapable d'offrir une réponse politique à la contestation des gilets jaunes*", mais n'êtes-vous pas également "*incapable de proposer une réponse politique*" à la crise du capitalisme aux Gilets Jaunes ou à l'ensemble des travailleurs de ce pays, pourquoi rejetez-vous celle qu'on vous propose qui inclut la rupture avec les institutions de la Ve République et le capitalisme, l'UE ?

Ne serait-ce pas la question que chacun devrait se poser ? Ne serait-ce pas la clé de la situation sociale et politique, la seule issue possible, viable et souhaitable ? Quand on s'interdit de la poser, sachant que c'est la seule issue possible, on prend délibérément le parti de collaborer avec le régime en place que l'on prétend combattre, on le cautionne alors que ses représentants sont minoritaires et illégitimes, jusqu'à l'absurde puisqu'on en arrive à exiger qu'ils mettent en oeuvre une politique contraire aux intérêts de la classe dont ils sont les dépositaires.

C'est comme si on demandait à un capitaliste de se résoudre à rompre avec ses privilèges, à un policier ou un militaire de retourner son arme contre sa hiérarchie, franchement ce n'est pas sérieux.

Ils osent nous demander de "*ne pas céder un pouce de terrain*", alors que cela fait 40 ans sans interruption que le régime en place impose une régression sociale généralisée à toutes les couches de travailleurs de ce pays, s'attaque violemment à leurs conditions de travail et d'existence avec la collaboration des partis et des syndicats dits ouvriers, on croit rêver en entendant ce discours. Ma foi, ils doivent ignorer que cela ne date pas d'hier que des millions de travailleurs n'avaient aucune raison de vouloir "*céder un pouce de terrain*" pour ne rien avoir à céder du tout ! A croire qu'ils s'en sont toujours accommodés comme le reste ou l'ordre établi.

Il existe des partis (POI, POID) qui proposent aux travailleurs de s'organiser dans des comités ou des structures politiques souples pour combattre la politique du gouvernement sur la ligne de la rupture avec les institutions de la Ve République et du capitalisme, de l'UE, etc. Eh bien rejoignez ces comités ou ces structures politiques ! Participez à l'organisation des masses au lieu de brasser du vent ou de vous contentez de déclaration sans lendemain.

Vendu !

- Révélations sur le salaire de Philippe Martinez à la CGT - lentreprise.lexpress.fr 22.03

C'est peu connu : la CGT gère aussi des "filiales", comme une entreprise privée. La puissante fédération des métallos - dont est issu son secrétaire général, Philippe Martinez - possède ainsi la maternité parisienne des Bluets et trois centres de réadaptation professionnelle (CRP). Ces quatre établissements sont gérés au travers de l'association Ambroize Croizat (AAC), présidée par un proche du chef de file de la CGT, Yves Audvard.

Les crises financières s'y succèdent et la gestion de la maison mère va souvent à l'encontre de ce que prône la CGT au niveau national. Les établissements étaient au bord du gouffre financier fin 2018. La directrice générale de l'AAC, Jacqueline Garcia, évoquait un risque de redressement judiciaire, voire de liquidation. Un plan social a été mis en oeuvre et on a demandé aux salariés de se serrer la ceinture.

Le loyer de l'hôpital finance la CGT

La faillite a été évitée grâce à l'agence régionale de santé (ARS) qui a injecté un million d'euros dans les caisses de l'hôpital fin 2018 et lui aurait concédé une avance de trésorerie de 1 657 000 euros le 1er mars. Cette perfusion d'argent public ne passe pas auprès des équipes des Bluets. Selon ces dernières, la mauvaise santé financière de la maternité est la conséquence du coût trop élevé du loyer reversé au propriétaire des murs, la fédération des métallos : plus d'un million d'euros par an.

La controverse n'est pas nouvelle : le montant élevé du loyer était déjà dénoncé il y a quelques années par l'ARS alors qu'elle soutenait financièrement l'hôpital. Mais la CGT refuse de le revoir à la baisse. Et pour cause, "[ce loyer] contribue au financement de plusieurs postes de permanents de la fédération pour l'activité syndicale", relève l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) dans un rapport au vitriol sur la gestion de la maternité par l'association Ambroize Croizat.

"Un salaire déraisonnable"

Cette situation comptable alarmante n'empêche pas les militants du syndicat détenant des postes clés dans les structures d'AAC de s'octroyer de jolis salaires. Également directrice du Centre de réadaptation professionnelle (CRP) Jean-Pierre Timbaud à Montreuil (93), Jacqueline Garcia touchait 6853 euros brut par mois en 2018, alors que l'établissement affichait un résultat comptable négatif de près d'un million d'euros en 2017. "Un salaire déraisonnable", s'étrangle un cadre de la maison. À titre de comparaison, le salaire médian d'un directeur d'EHPAD, un poste équivalent, est de 3750 euros brut.

Directrice du CRP Suzanne Masson depuis 2015, la compagne de Philippe Martinez, Nathalie Gamiochipi, percevait, elle, 6021 euros brut mensuels en 2018. Cette rémunération fait grincer des dents en interne. "Quand elle est arrivée, elle disait ne rien connaître aux finances et qu'elle 'attend[ait] que ses collaborateurs lui apprennent', se souvient, amer, un employé de l'établissement. Elle n'a rien à faire, ce sont les cadres qui font tout." La preuve selon lui ? Lors du départ brutal du directeur de l'hôpital des Bluets, elle a assuré la transition avec la nouvelle direction tout en continuant à suivre une formation continue deux jours par semaine : "Si elle avait vraiment été occupée, elle n'aurait pas pu."

6000 euros de bonus pour Philippe Martinez

Plus surprenant, si l'on se fie au rapport de l'Igas, la maternité financerait donc indirectement le salaire du secrétaire général de la CGT lui-même, Philippe Martinez, en lice pour un nouveau mandat. Selon la centrale syndicale, il a touché 4230 euros brut mensuels sur 13 mois en 2018, soit au total 55 000 euros sur l'année, 6000 euros de plus que l'année précédente.

Selon cette dernière, la différence entre 2017 et 2018 s'explique "par les primes que l'entreprise Renault verse ou non à ses salariés". Employé par Renault, Philippe Martinez est payé par la fédération des métallos, qui se ferait rembourser par la confédération nationale. "La CGT a l'habitude de rémunérer ses représentants en calquant la politique salariale de l'entreprise à laquelle ils sont rattachés", explique un observateur. Chez Renault, un ETAM (employé, technicien et agent de maîtrise) "moyen" - le statut de Philippe Martinez - qui travaille au technocentre toucherait entre 5500 et 6000 euros de primes : 3000 à 3500 euros d'intéressement groupe, 1200 euros d'intéressement local, entre 500 et 1000 euros liés à la performance individuelle et 300 euros venant de la récente prime défiscalisée. Philippe Martinez aurait donc également bénéficié de la prime Macron ! lentreprise.lexpress.fr 22.03

Novlangue. Ils ont mis leurs hordes de barbares en stand by.

- Macron salue la victoire de la coalition contre l'EI en Syrie - Reuters 23.03

Emmanuel Macron a salué samedi la "détermination" des armées de la coalition internationale qui a permis de faire tomber le "dernier bastion de Daech" mais a précisé que la lutte contre les groupes terroristes devait continuer. Reuters 23.03

- Quand les Américains qualifiaient Daech d'«atout stratégique»: La guerre de l'ombre en Syrie par

Ian Hamel (Oumna.com) - Mondialisation.ca, 21 mars 2019

Les États-Unis et l'Europe n'ont pas toujours considéré Daech comme un ennemi. Ils l'ont, au contraire, largement financé et armé, raconte le journaliste indépendant Maxime Chaix dans La guerre de l'ombre en Syrie, fruit de cinq années de recherches.

Maxime Chaix, traducteur de plusieurs ouvrages du Canadien Peter Dale Scott, auteur notamment d'American War Machine (« La machine de guerre américaine »), n'est surtout pas un complotiste. A partir de sources ouvertes, il raconte que les Américains et les Saoudiens, dans leur obsession à vouloir faire tomber rapidement Bachar el-Assad, ont largement aidé les djihadistes en Syrie à partir de 2011. Pour tromper l'opinion publique, ils baptisaient « rebelles modérés » le Front al-Nostra, la branche syrienne d'al-Qaïda. Daech est né en 2013 d'une scission du Front al-Nostra. Ce n'est que bien plus tard, conscients d'avoir favorisé un monstre, que les Occidentaux ont déclaré la guerre à l'État islamique, proclamé par Abou Bakr al-Baghdadi.

Le 11 février 2015, l'ancien commandant de l'Otan, le général Wesley Clark, explique tranquillement sur CNN, et donc à des millions de téléspectateurs, que « Daech [avait] été créé grâce aux financements de nos amis et alliés [au Moyen-Orient], car ils vous diront que si vous voulez des hommes qui combattent le Hezbollah [chiite] jusqu'à la mort, vous ne placardez pas une affiche de recrutement du genre… "Rejoignez nos rangs, on va construire un monde meilleur !" Vous allez plutôt soutenir [en secret] ces fanatiques religieux, ces fondamentalistes [sunnites] ».

Un milliard de dollars par an

Dès octobre 2011, Barack Obama autorise David Petraeus, le directeur de la CIA, à lancer une guerre secrète en Syrie, baptisée Timber Sycamore, impliquant une quinzaine d'autres services spéciaux, notamment des services européens, en particulier britanniques et français. « Au fil des ans, cette campagne devint gigantesque au point que le Washington Post la décrivit en juin 2015 comme "l'une des plus vastes opérations clandestines" de l'histoire de la CIA, dont le financement avoisinait alors le milliard de dollars annuels », écrit Maxime Chaix, dont toutes les informations sont corroborées par une multitude notes de bas de pages.

Un gigantesque réseau d'approvisionnement en armes destinées à la rébellion est ainsi mise en place par David Petraeus, puis par John Brennan, son successeur à la tête de la CIA, « en coordination avec leurs alliés turcs, pétromonarchiques, européens et israéliens ». Ce qui fait dire à Christopher Davidson, qui a mené des recherches sur Timber Sycamore, dans son livre Shadow Wars, que « Daech n'était pas considéré comme un ennemi par le cabinet Obama et ses principaux partenaires, mais comme un turbulent "atout stratégique" »

« La guerre de l'ombre en Syrie » n'épargne pas non plus les grandes puissances européennes. L'ouvrage raconte ainsi que les services britanniques surveillent depuis leur base militaire à Chypre les mouvements des troupes syriennes et en informent les rebelles. Quant à Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères, il n'hésite pas à déclarer que le Front al-Nostra a fait du « bon boulot ». Alors qu'il s'agit de la branche al-Qaïda au Levant ! La scission entre al-Nostra et Daech est intervenu au printemps 2013. Le Front al-Nostra a été rebaptisée Jabbat Fateh al-Sham en juillet 2016, puis Hayat Tahrir al-Sham en janvier 2017.

En décembre 2015, le député LR Alain Marsaud, ancien juge antiterroriste, interviewé dans ce livre, rappelle qu'il a eu « l'occasion de montrer à l'Assemblée nationale des photos de combattants d'al-Nostra en possession de fusils d'assaut français ». Quant au député socialiste Gérard Bapt, il reconnaît que l'aide française aux rebelles dans ce pays « et plus généralement le soutien occidental en leur faveur, se sont poursuivis y compris après les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Casher, pourtant revendiqués par al-Qaïda ». Mondialisation.ca, 21 mars 2019

En complément.

- Au Golan occupé par Israël, des Druzes manifestent contre les propos de Trump - AFP 23 mars 2019

Des Druzes du plateau du Golan ont manifesté samedi contre la déclaration du président américain Donald Trump en faveur d'une reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur ce territoire occupé depuis 1967.

Des dizaines de milliers de Syriens ont fui ou ont été expulsés lorsqu'Israël a conquis une grande partie du Golan en 1967 lors de la guerre des Six Jours, avant de l'annexer en 1981. La communauté internationale n'a jamais reconnu cette annexion.

D'autres sont restés dans la partie contrôlée par Israël où vivent aujourd'hui environ 23.000 Druzes --une branche hétérodoxe de l'islam chiite-- aux côtés de 25.000 colons israéliens.

Une vaste majorité de ces Druzes se considèrent comme Syriens et refusent d'acquérir la nationalité israélienne.

Samedi, des hommes, femmes et enfants druzes se sont rassemblés dans la ville de Majdal Shams, à proximité de la zone tampon onusienne séparant la partie occupée et non occupée du Golan syrien.

Ils ont brandi des drapeaux druzes et syriens, des portraits du président syrien Bachar al-Assad et des banderoles sur lesquelles on pouvait lire, en arabe, "Le Golan est syrien" ou "Nous sommes ceux qui décidons de l'identité du Golan".

Pour Wasef Khatar, un représentant de la communauté kurde, Donald Trump a pris des engagements sur des "terres arabes, syriennes, mais pas israéliennes".

"Nous rejetons la décision du président américain Trump car il parle de quelque chose qui ne lui appartient pas", a déclaré M. Khatar. AFP 23 mars 2019

- Le Liban rejette les propositions de Mike Pompeo Réseau Voltaire 22 mars 2019

En voyage officiel au Liban, le 22 mars 2019, le secrétaire d'État US Mike Pompeo a rencontré les trois présidents : celui de l'Assemblée nationale (le musulman chiite Nabih Berri), celui du gouvernement (le musulman sunnite Saad Hariri) et celui de la République (le chrétien Michel Aoun).

- Sur les questions énergétiques, il a proposé que l'État reconnaisse la ligne tracée par l'ambassadeur Frederic Hof partageant les zones maritimes israélienne et libanaise de manière à faciliter l'exploitation des réserves de gaz. Ses interlocuteurs ont refusé car cette idée qui fait passer un sixième des eaux territoriales libanaises sous contrôle israélien.

- Sur la question syrienne,

- il a d'abord tenté d'obtenir le ralliement du Liban à la position du « petit groupe » (Arabie saoudite, États-Unis, France, Jordanie, Royaume-Uni). Les Libanais lui ont rappelé s'être engagés en juin 2012 —à la demande de Washington— à la neutralité de l'État (déclaration de Baabda) et ne pas pouvoir changer cette position sans une large concertation ;

- il a également demandé de garder les réfugiés syriens de manière à les utiliser comme moyen de pression sur la Syrie, mais ils s'y sont opposés. Il n'y a pas de raison de les conserver au Liban alors que les combats ont cessé dans presque toute la Syrie où l'on a besoin d'eux. Réseau Voltaire 22 mars 2019

DEUXIEME PARTIE

Le sionisme date du XVIIe siècle. Abandonné, il renaîtra à la fin du XIXe siècle.

LVOG - Le sionisme (Banquiers, négociants, commerçants), les oripeaux des monarchies européennes et le développement du capitalisme jusqu'au néolibéralisme sont liés depuis plus de trois siècles.

- À propos du sionisme, de l'antisionisme et de l'antisémitisme par Daniel Gluckstein (POID)

La Tribune des Travailleurs, le 27 février 2019, publié le 13 mars 2019 sur Internet

Le projet politique appelé « sionisme » est né à la fin du XIXe siècle. L'antisionisme est presque aussi vieux. Dès 1901, le Bund – Parti social-démocrate juif, majoritaire parmi les masses juives opprimées par l'empire des tsars – « devient antisioniste » jusqu'à décréter : « Que ce soit dans les organisations économiques (caisses) ou politiques (sections bundistes), il ne faut pas admettre les sionistes » (1).

Jusqu'à l'extermination massive des juifs par les nazis, le sionisme constitue un courant minoritaire au sein du prolétariat juif d'Europe de l'Est. L'antisionisme y domine très largement : en particulier, le Bund majoritaire et les organisations communistes se fixent de faire triompher l'aspiration des masses juives à l'égalité et à l'émancipation politique et sociale là où elles vivent (2).

Telle est la réalité historique : né au sein des populations juives d'Europe de l'Est et de leurs organisations ouvrières, l'antisionisme peut difficilement être taxé d'antisémitisme, surtout pour qui a en mémoire que l'immense majorité de ces communautés juives de Pologne, d'Ukraine, de Lituanie sera exterminée par les nazis !

Après la Seconde Guerre mondiale, ce fut par une décision commune de Staline et des impérialismes britannique, américain, français, que fut créé l'État d'Israël, non pas d'abord comme réponse à l'extermination des juifs, mais d'abord et avant tout comme instrument de la politique de l'impérialisme dans la région. Depuis sa création, cet État poursuit la logique du sionisme, expulsant les Palestiniens de leurs terres, les privant de tous leurs droits, à commencer par le droit au retour.

Depuis des décennies, les sionistes arguent de la montée (réelle ou supposée, selon les cas) de l'antisémitisme pour tenter de convaincre les juifs du monde entier de rejoindre leur prétendue patrie. Ici réside l'échec patent du sionisme : malgré la propagande déployée, et quelle que soit leur sympathie plus ou moins grande pour l'État d'Israël, le fait est que, dans leur très grande majorité, les juifs et les personnes d'origine juive dans le monde entier choisissent de rester dans les pays où ils vivent et non de rejoindre Israël.

De courant principalement juif à l'origine, l'antisionisme est, depuis 1947, le point de ralliement du peuple palestinien confronté à l'injustice, la discrimination, la persécution et de tous ceux qui s'identifient dans le monde entier à la cause palestinienne.

Que, craignant de tomber sous le coup de la loi Gayssot (3), certains camouflent leur antisémitisme sous un prétendu antisionisme, le procédé n'est pas nouveau. Comme toute manifestation d'antisémitisme, quel que soit son camouflage, celle-ci doit être combattue et condamnée (4).

Cela ne saurait justifier le discours de Macron qui, le 20 février (5), a osé déclarer : « L'antisionisme est une des formes modernes de l'antisémitisme », dénonçant « derrière la négation même de l'existence d'Israël, la haine des juifs la plus primaire. » En annonçant une loi punissant l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme, Macron se rend coupable de révisionnisme historique, de dérive totalitaire et d'incitation à l'antisémitisme.

Révisionnisme historique pour les raisons indiquées plus haut : né parmi les masses juives en réaction au sionisme, l'antisionisme ne saurait être antisémite. Dérive totalitaire : la République reconnaît la liberté de penser à tous ses citoyens, liberté gravement remise en cause par l'interdiction de dire que l'État d'Israël procède d'un projet discriminatoire (restriction de liberté qui va de pair avec la répression policière contre les manifestants et la nouvelle loi restreignant le droit de manifester).

C'est aussi une incitation de fait à l'antisémitisme. Si ce projet de loi passait, les Français d'origine juive se verraient contraints à une solidarité obligée avec l'État d'Israël, puisque leur sort en serait indissociable ! N'en déplaise à M. Macron, nombreux sont nos concitoyens, d'origine juive ou non, qui refusent toute solidarité avec un État fondé sur la discrimination, et qui revendiquent, en Palestine comme en France, l'égalité des droits de tous, quelles que soient l'origine, la religion, la langue. Ils sont nombreux à revendiquer avec le peuple palestinien le droit à la terre, le droit à la nation et le droit au retour sur les terres dont ils ont été chassés.

Ancien président de Médecins sans frontières, le Dr Rony Brauman, s'exprimant « en tant que juif et citoyen français », a déclaré ce 22 février : « Les deux populations vivent de facto dans un seul État, sous une même autorité, mais l'une a tous les droits, l'autre n'en a aucun. Je pense que c'est le démantèlement de ce système d'apartheid qui est à l'ordre du jour. »

Que cela plaise ou non à MM. Macron et consorts, c'est le droit de chacun, d'origine juive ou non, de combattre pour « le démantèlement de ce système d'apartheid ». C'est un objectif de liberté, d'égalité, de justice et de paix entre tous les peuples.

(1) Henri Minczeles, Histoire générale du Bund : un mouvement révolutionnaire juif, 1995.

(2) « Là où nous vivons, là est notre pays », proclame une affiche électorale (en yiddish) du Bund en 1926.

(3) Ce qui montre au passage les limites de la tentative d'interdire le racisme ou l'antisémitisme par une loi… Mais c'est un autre débat.

(4) Voir le communiqué du POID* publié dans le précédent numéro de La Tribune des travailleurs.

(5) Lors du dîner du Crif, le 20 février.

- Qui est l'ennemi ? - Réseau Voltaire 4 août 2014

Extrait.

Qu'est ce que le sionisme ?

Au milieu du XVIIe, les calvinistes britanniques se regroupèrent autour d'Oliver Cromwell et remirent en cause la foi et la hiérarchie du régime. Après avoir renversé la monarchie anglicane, le « Lord protecteur » prétendit permettre au peuple anglais de réaliser la pureté morale nécessaire pour traverser une tribulation de 7 ans, accueillir le retour du Christ et vivre paisiblement avec lui durant 1 000 ans (le « Millenium »). Pour ce faire, selon son interprétation de La Bible, les juifs devaient être dispersés aux confins de la terre, puis regroupés en Palestine et y reconstruire le temple de Salomon. Sur cette base, il instaura un régime puritain, leva en 1656 l'interdiction qui était faite aux juifs de s'installer en Angleterre et annonça que son pays s'engageait à créer en Palestine l'État d'Israël [4]

La secte de Cromwell ayant été à son tour renversée à la fin de la « Première Guerre civile anglaise », ses partisans tués ou exilés, et la monarchie anglicane ayant été rétablie, le sionisme (c'est-à-dire le projet de création d'un État pour les juifs) fut abandonné. Il ressurgit au XVIIIe siècle avec la « Seconde Guerre civile anglaise » (selon la dénomination des manuels d'Histoire du secondaire au Royaume-Uni) que le reste du monde connaît comme la « guerre d'indépendance des États-Unis » (1775-83). Contrairement à une idée reçue, celle-ci ne fut pas entreprise au nom de l'idéal des Lumières qui anima quelques années plus tard la Révolution française, mais financée par le roi de France et conduite pour des motifs religieux au cri de « Notre Roi, c'est Jésus ! ».

George Washington, Thomas Jefferson et Benjamin Franklin, pour ne citer qu'eux, se sont présentés comme les successeurs des partisans exilés d'Oliver Cromwell. Les États-Unis ont donc logiquement repris son projet sioniste.

En 1868, en Angleterre, la reine Victoria désigna comme Premier ministre, le juif Benjamin Disraéli. Celui-ci proposa de concéder une part de démocratie aux descendants des partisans de Cromwell de manière à pouvoir s'appuyer sur tout le peuple pour étendre le pouvoir de la Couronne dans le monde. Surtout, il proposa de s'allier à la diaspora juive pour conduire une politique impérialiste dont elle serait l'avant-garde. En 1878, il fit inscrire « la restauration d'Israël » à l'ordre du jour du Congrès de Berlin sur le nouveau partage du monde.

C'est sur cette base sioniste que le Royaume-Uni rétablit ses bonnes relations avec ses anciennes colonies devenues États-Unis à l'issue de la « Troisième Guerre civile anglaise » —connue aux États-Unis comme la « guerre civile américaine » et en Europe continentale comme la « guerre de Sécession » (1861-65)— qui vit la victoire des successeurs des partisans de Cromwell, les WASP (White Anglo-Saxon Puritans) [5]. Là encore, c'est tout à fait à tort que l'on présente ce conflit comme une lutte contre l'esclavage alors que 5 États du Nord le pratiquaient encore.

Jusqu'à la presque fin du XIXe siècle, le sionisme est donc exclusivement un projet puritain anglo-saxon auquel seule une élite juive adhère. Il est fermement condamné par les rabbins qui interprètent la Torah comme une allégorie et non pas comme un plan politique.

Parmi les conséquences actuelles de ces faits historiques, on doit admettre que si le sionisme vise à la création d'un État pour les juifs, il est aussi le fondement des États-Unis. Dès lors, la question de savoir si les décisions politiques de l'ensemble sont prises à Washington ou à Tel-Aviv n'a plus qu'un intérêt relatif. C'est la même idéologie qui est au pouvoir dans les deux pays. En outre, le sionisme ayant permis la réconciliation entre Londres et Washington, le remettre en cause, c'est s'attaquer à cette alliance, la plus puissante au monde.

L'adhésion du peuple juif au sionisme anglo-saxon

Dans l'Histoire officielle actuelle, il est d'usage d'ignorer la période XVIIe-XIXe siècle et de présenter Theodor Herzl comme le fondateur du sionisme. Or, selon les publications internes de l'Organisation sioniste mondiale, ce point est également faux.

Le vrai fondateur du sionisme contemporain n'était pas juif, mais chrétien dispensationaliste. Le révérend William E. Blackstone était un prêcheur états-unien pour qui les vrais chrétiens n'auraient pas à participer aux épreuves de la fin des temps. Il enseignait que ceux-ci seraient enlevés au ciel durant la bataille finale (le « ravissement de l'Église », en anglais « the rapture »). À ses yeux, les juifs livreraient cette bataille et en sortiraient à la fois convertis au Christ et victorieux.

C'est la théologie du révérend Blackstone qui a servi de base au soutien sans faille de Washington à la création d'Israël. Et ceci bien avant que l'AIPAC (le lobby pro-Israélien) soit créé et prenne le contrôle du Congrès. En réalité, le pouvoir du lobby ne vient pas tant de son argent et de sa capacité à financer des campagnes électorales que de cette idéologie toujours présente aux USA [6].

La théologie du ravissement pour aussi stupide qu'elle puisse paraître est aujourd'hui très puissante aux États-Unis. Elle représente un phénomène en librairie et au cinéma (voir le film Left Behind, avec Nicolas Cage, à paraître en octobre).

Theodor Herzl était un admirateur du diamantaire Cecil Rhodes, le théoricien de l'impérialisme britannique et fondateur de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie (auquel il donna son nom) et de la Zambie (ex-Rhodésie du Nord). Herzl était juif, mais pas israélite et n'avait pas circoncis son fils. Athée comme beaucoup de bourgeois européens de son époque, il préconisa d'abord d'assimiler les juifs en les convertissant au christianisme. Cependant, reprenant la théorie de Benjamin Disraéli, il arriva à la conclusion qu'une meilleure solution était de les faire participer au colonialisme britannique en créant un État juif, dans l'actuel Ouganda ou en Argentine. Il suivit l'exemple de Rhodes dans la manière d'acheter des terres et de créer l'Agence juive.

Blackstone parvint à convaincre Herzl de joindre les préoccupations des dispentionnalistes à celles des colonialistes. Il suffisait pour cela d'envisager de créer Israël en Palestine et de multiplier les références bibliques. Grâce à cette idée assez simple, ils parvinrent à faire adhérer la majorité des juifs européens à leur projet. Aujourd'hui Herzl est enterré en Israël (sur le Mont Herzl) et l'État a placé dans son cercueil La Bible annotée que Blackstone lui avait offerte.

Le sionisme n'a donc jamais eu comme objectif de « sauver le peuple juif en lui donnant une patrie », mais de faire triompher l'impérialisme anglo-saxon en y associant les juifs. En outre, non seulement le sionisme n'est pas un produit de la culture juive, mais la majorité des sionistes n'a jamais été juive, tandis que la majorité des juifs sionistes ne sont pas israélites. Les références bibliques, omniprésentes dans le discours officiel israélien, ne reflètent la pensée que de la partie croyante du pays et sont avant tout destinées à convaincre la population états-unienne.

C'est à cette période que l'on créa le mythe du peuple juif. Jusque-là, les juifs se considéraient comme appartenant à une religion et admettaient que leurs membres européens n'étaient pas des descendants des juifs de Palestine, mais de populations converties au cours de l'Histoire [7].

Blackstone et Herzl ont artificiellement fabriqué l'idée selon laquelle tous les juifs du monde seraient des descendants des juifs antiques de Palestine. Dès lors, le mot juif s'applique non seulement à la religion israélite, mais désigne aussi une ethnie. En se fondant sur une lecture littérale de La Bible, ils sont devenus les bénéficiaires d'une promesse divine sur la terre palestinienne.

Le pacte anglo-saxon pour la création d'Israël en Palestine

La décision de créer un État juif en Palestine a été prise conjointement par les gouvernements britannique et états-unien. Elle a été négociée par le premier juge juif à la Cour suprême des États-Unis, Louis Brandeis, sous les auspices du révérend Blackstone et fut approuvée aussi bien par le président Woodrow Wilson que par le Premier ministre David Llyod George, dans le sillage des accords franco-britanniques Sykes-Picot de partage du « Proche-Orient ». Cet accord fut progressivement rendu public.

Le futur secrétaire d'État pour les Colonies, Leo Amery, fut chargé d'encadrer les anciens du « Corps des muletiers de Sion » pour créer, avec deux agents britanniques Ze'ev Jabotinsky et Chaim Weizmann, la « Légion juive », au sein de l'armée britannique.

Le ministre des Affaires étrangères Lord Balfour adressa une lettre ouverte à Lord Walter Rotschild pour s'engager à créer un « foyer national juif » en Palestine (2 novembre 1917). Le président Wilson inclut parmi ses buts de guerre officiels (le n°12 des 14 points présentés au Congrès le 8 janvier 1918) la création d'Israël [8]

Par conséquent, la décision de créer Israël n'a aucun rapport avec la destruction des juifs d'Europe survenue deux décennies plus tard, durant la Seconde Guerre mondiale.

Durant la conférence de paix de Paris, l'émir Fayçal (fils du chérif de La Mecque et futur roi d'Irak britannique) signa, le 3 janvier 1919, un accord avec l'Organisation sioniste, s'engageant à soutenir la décision anglo-saxonne.

La création de l'État d'Israël, qui s'est faite contre la population de Palestine, s'est donc aussi faite avec l'accord des monarques arabes qui furent les premiers leaders sionistes musulmans. En outre, à l'époque, le chérif de La Mecque, Hussein ben Ali, n'interprétait pas le Coran à la manière du Hamas. Il ne pensait pas qu'« une terre musulmane ne peut être gouvernée par des non-musulmans ».

La création juridique de l'État d'Israël

En mai 1942, les organisations sionistes tinrent leur congrès à l'hôtel Biltmore de New York. Les participants décidèrent de transformer le « foyer national juif » de Palestine en « Commonwealth juif » (référence au Commonwealth par lequel Cromwell remplaça brièvement la monarchie britannique) et d'autoriser l'immigration massive des juifs vers la Palestine. Dans un document secret, trois objectifs étaient précisés : « (1) l'État juif embrasserait la totalité de la Palestine et probablement la Transjordanie ; (2) le déplacement des populations arabes en Irak et (3) la prise en main par les juifs des secteurs du développement et du contrôle de l'économie dans tout le Moyen-Orient ».

La presque totalité des participants ignoraient alors que la « solution finale de la question juive » (die Endlösung der Judenfrage) venait juste de débuter secrètement en Europe.

En définitive, alors que les Britanniques ne savaient plus comment satisfaire à la fois les juifs et les arabes, les Nations unies (qui ne comptaient alors que 46 États membres) proposèrent un plan de partage de la Palestine à partir des indications que les Britanniques lui fournirent. Un État binational devait être créé comprenant un État juif, un État arabe et une zone « sous régime international particulier » pour administrer les lieux saints (Jérusalem et Bethléem). Ce projet fut adopté par la Résolution 181 de l'Assemblée générale [9].

Sans attendre la suite des négociations, le président de l'Agence juive, David Ben Gourion, proclama unilatéralement l'État d'Israël, immédiatement reconnu par les États-Unis. Les arabes du territoire israélien furent placés sous la loi martiale, leurs déplacements furent limités et leurs passeports confisqués. Les pays arabes nouvellement indépendants intervinrent. Mais sans armées encore constituées, ils furent rapidement battus. Au cours de cette guerre, Israël procéda à un nettoyage ethnique et contraint au moins 700 000 arabes à fuir.

L'Onu envoya comme médiateur, le comte Folke Bernadotte, un diplomate suédois qui sauva des milliers de juifs durant la guerre. Il constata que les données démographiques transmises par les autorités britanniques étaient fausses et exigea la pleine application du plan de partage de la Palestine. Or, la Résolution 181 implique le retour des 700 000 arabes expulsés, la création d'un État arabe et l'internationalisation de Jérusalem.

L'envoyé spécial de l'Onu fut assassiné, le 17 septembre 1948, sur ordre du futur Premier ministre, Yitzhak Shamir.

Furieuse, l'Assemblée générale des Nations unies adopta la Résolution 194 qui réaffirme les principes de la Résolution 181 et, en outre, proclame le droit inaliénable des Palestiniens à retourner chez eux et à être indemnisés des préjudices qu'ils viennent de subir [10].

Cependant, Israël ayant arrêté les assassins de Bernadotte, les ayant jugés et condamnés, fut accepté au sein de l'Onu sur la promesse d'en honorer les résolutions. Or tout cela n'était que mensonges. Immédiatement après les assassins furent amnistiés et le tireur devint le garde du corps personnel du Premier ministre David Ben Gourion.

Depuis son adhésion à l'Onu, Israël n'a cessé d'en violer les résolutions qui se sont accumulées à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Ses liens organiques avec deux membres du Conseil disposant du droit de veto l'ont placé en dehors du droit international. C'est devenu un État off shore permettant aux États-Unis et au Royaume-Uni de feindre respecter eux-mêmes le droit international alors qu'ils le violent depuis ce pseudo-État.

Il est absolument erroné de croire que le problème posé par Israël ne concerne que le Proche-Orient. Aujourd'hui, Israël agit partout militairement dans le monde en couverture de l'impérialisme anglo-saxon. En Amérique latine, ce sont des agents israéliens qui ont organisé la répression durant le coup d'État contre Hugo Chavez (2002) ou le renversement de Manuel Zelaya (2009). En Afrique, ils étaient partout présents durant la guerre des Grands lacs et ont organisé l'arrestation de Mouamar el-Kadhafi. En Asie, ils ont dirigé l'assaut et le massacre des Tigres tamouls (2009), etc. Chaque fois, Londres et Washington jurent n'y être pour rien. En outre, Israël contrôle de nombreuses institutions médiatiques et financières (telle que la Réserve fédérale états-unienne).

[1] « Extension de la guerre du gaz au Levant », par Thierry Meyssan, Al-Watan/Réseau Voltaire, 21 juillet 2014.

[2] « Réunion du Conseil de sécurité sur le Proche-Orient et l'offensive israélienne à Gaza », Réseau Voltaire, 22 juillet 2014.

[3] « Déclaration du Président du Conseil de sécurité sur la situation à Gaza », Réseau Voltaire, 28 juillet 2014.

[4] Sur lhistoire du sionisme, on se reportera au chapitre correspondant (« Israël et les Anglo-Saxons ») de mon livre L'Effroyable imposture 2, Manipulations et désinformations, Edition Alphée, 2007. Les lecteurs y trouveront de nombreuses références bibliographiques.

[5] The Cousins' Wars : Religion, Politics, Civil Warfare and the Triumph of Anglo-America, par Kevin Phillips, Basic Books (1999).

[6] Voir notamment American Theocracy (2006) de Kevin Phillips, un historien exceptionnel qui fut un des conseillers de Richard Nixon. [7] Une synthèse des travaux historiques sur ce sujet : Comment le peuple juif fut inventé, par Shlomo Sand, Fayard, 2008.

[8] La formulation du point 12 est particulièrement sibylline. Ainsi, lors de la conférence de paix de Paris, en 1919, l'émir Fayçal l'évoqua pour revendiquer le droit des peuples anciennement sous le joug ottoman à disposer d'eux-mêmes. Il s'entendit répondre qu'il avait le choix entre une Syrie placée sous un ou sous plusieurs mandats. La délégation sioniste fit valoir que Wilson s'y était engagé à soutenir le Commonwealth juif à la grande surprise de la délégation états-unienne. En définitive, Wilson confirma par écrit qu'il fallait entendre le point 12 comme un engagement de Washington pour la création d'Israël et la restauration de l'Arménie. « Les quatorze points du président Wilson », Réseau Voltaire, 8 janvier 1918.

[9] « Résolution 181 de l'Assemblée générale de l'Onu », Réseau Voltaire, 29 novembre 1947.

[10] « Résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU », Réseau Voltaire, 11 décembre 1948.

- 14 décembre 1655. Cromwell accueille les juifs - croirepublications.com 14.12.2015

Extrait.

Le décret de 1290 avait expulsé la communauté juive d'Angleterre

En 1655, on décide l'ouverture en Angleterre d'une conférence à Whitehall sur la réadmission des Juifs en Angleterre, sous l'égide d'Oliver Cromwell.

Manassé Ben Israël est invité en Angleterre et est reçu avec tous les honneurs. La Conférence se déroule du 4 au 18 décembre 1655. Elle commence par affirmer qu'il n'existe pas d'obstacle juridique à la réadmission des Juifs en Angleterre. L'on discute ensuite de l'opportunité d'une telle réadmission. Le débat divise alors profondément libéraux et conservateurs. Cromwell assiste à chaque séance et s'exprime en faveur de la réadmission des Juifs. Mais la plupart des membres du comité lui résiste. Toutefois, deux juges affirment que la loi n'interdit pas les Juifs à s'installer en Angleterre.

En ce jour, le 14 Décembre 1655, il était évident que le comité ne parviendra jamais à une décision. Cromwell disperse la conférence sans qu'aucune décision n'y ait été prise, mais ses membres savent que Cromwell a l'intention d'admettre les Juifs officieusement si nécessaire.

Tout le comité élabore un document recommandant que si les Juifs étaient réadmis en Angleterre, il faudrait les empêcher de diffamer le christianisme et de travailler le dimanche. D'acquérir certaines charges, d'employer serviteurs chrétiens ou de chercher à convertir les chrétiens au judaïsme. Rien de tout cela n'est devenu une loi.

A partir de1656, les juifs sont venus en Angleterre en nombre croissant et leur population a atteint jusqu'à un quart de million. Les Juifs de Grande-Bretagne ont été la plupart du temps bien traités. On leur accorda tous les droits que l'on pouvait leur accorder, c'est à dire tous les droits qui ne nécessitaient pas de prêter un serment chrétien, et les Juifs prirent part à la vie de la cité. croirepublications.com 14.12.2015

K. Marx : La Question juive

LVOG - Je rappelle que Marx était issu d'un milieu bourgeois juif et qu'il était le mieux placé pour l'observer et l'analyser, donc impossible de le taxer d'antisémitisme.

En lisant ces extraits, vous comprendrez pourquoi l'oligarchie défend férocement l'existence d'Israël, pourquoi à l'heure du néolibéralisme, de la finance triomphante, pourquoi Israël occupe une place politique aussi importante, pourquoi chacun devrait se prosterner devant le marché et adopter l'argent comme seul valeur ou idéal. Mais aussi pourquoi l'antisionisme leur est intolérable et ils l'assimilent à l'antisémitisme, parce que "*L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme*, c'est l'émancipation du règne du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme que combattent les sionistes, les oligarques.

Extraits.

Considérons le Juif réel, non pas le Juif du sabbat, comme Bauer le fait, mais le Juif de tous les jours. Ne cherchons pas le secret du Juif dans sa religion, mais cherchons le secret de la religion dans le Juif réel. Quel est le fond profane du judaïsme ? Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son Dieu profane ? L'argent. Eh bien, en s'émancipant du trafic et de l'argent, par conséquent du judaïsme réel et pratique, l'époque actuelle s'émanciperait elle-même.

Une organisation de la société qui supprimerait les conditions nécessaires du trafic, par suite la possibilité du trafic, rendrait le Juif impossible. La conscience religieuse du Juif s'évanouirait, telle une vapeur insipide, dans l'atmosphère véritable de la société. D'autre part, du moment qu'il reconnaît la vanité de son essence pratique et s'efforce de supprimer cette essence, le Juif tend à sortir de ce qui fut jusque-là son développement, travaille à l'émancipation humaine générale et se tourne vers la plus haute expression pratique de la renonciation ou aliénation humaine.

Nous reconnaissons donc dans le judaïsme un élément antisocial général et actuel qui, par le développement historique auquel les Juifs ont, sous ce mauvais rapport, activement participé, a été poussé à son point culminant du temps présent, à une hauteur où il ne peut que se désagréger nécessairement.

Dans sa dernière signification, l'émancipation juive consiste à émanciper l'humanité du judaïsme.

Le Juif s'est émancipé déjà, mais d'une manière juive. « Le Juif par exemple, qui est simplement toléré à Vienne, détermine, par sa puissance financière, le destin de tout l'empire. Le Juif, qui dans les moindres petits états allemands, peut être sans droits, décide du destin de l'Europe. »

« Tandis que les corporations et les jurandes restent fermées aux Juifs ou ne leur sont guère favorables, l'audace de l'industrie se moque de l'entêtement des institutions moyenâgeuses. » (B. Bauer, La Question juive, p. 114.)

Ceci n'est pas un fait isolé. Le Juif s'est émancipé d'une manière juive, non seulement en se rendant maître du marché financier,

mais parce que, grâce à lui et par lui, l'argent est devenu une puissance mondiale, et l'esprit pratique juif l'esprit pratique des peuples chrétiens. Les Juifs se sont émancipés dans la mesure même où les chrétiens sont devenus Juifs.

« Les habitants religieux et politiquement libres de la Nouvelle-Angleterre, rapporte par exemple le colonel Hamilton, sont une espèce de Laocoon, qui ne fait pas le moindre effort pour se délivrer des serpents qui l'enserrent. Mammon est leur idole qu'ils adorent non seulement des lèvres mais de toutes les forces de leur corps et de leur esprit. La terre n'est à leurs yeux qu'une Bourse, et ils sont persuadés qu'ils n'ont ici-bas d'autre destinée que de devenir plus riches que leurs voisins. Le trafic s'est emparé de toutes leurs pensées, et ils n'ont d'autre délassement que de changer d'objets. Quand ils voyagent, ils emportent, pour ainsi dire, leur pacotille ou leur comptoir sur leur dos et ne parlent que d'intérêt et de profit; et s'ils perdent un instant leurs affaires de vue, ce n'est que pour fourrer leur nez dans les affaires de leurs concurrents. »

Bien plus ! La suprématie effective du judaïsme sur le monde chrétien a pris, dans l'Amérique du Nord, cette expression normale et absolument nette : l'annonce de l'Évangile, la prédication religieuse est devenue un article de commerce, et le négociant failli de l'Évangile s'occupe d'affaires tout comme le prédicateur enrichi. Tel que vous voyez à la tête d'une congrégation respectable a commencé par être marchand; son commerce étant tombé, il s'est fait ministre. Cet autre a débuté par le sacerdoce -, mais , dès qu'il a eu quelque somme d'argent à sa disposition, il a laissé la chaire pour le négoce. Aux yeux d'un grand nombre, le ministère religieux est une véritable carrière industrielle. » (Beaumont, p. 185-186.)

Si nous en croyons Bauer, nous nous trouvons en face d'une situation mensongère : en théorie, le Juif est privé des droits politiques alors qu'en pratique il dispose d'une puissance énorme et exerce en gros son influence politique diminuée en détail. (La Question juive, p. 114.)

La contradiction qui existe entre la puissance politique réelle du Juif et ses droits politiques, c'est la contradiction entre la politique et la puissance de l'argent. La politique est théoriquement au-dessus de la puissance de l'argent, mais pratiquement elle en est devenue la prisonnière absolue.

Le judaïsme s'est maintenu à côté du christianisme non seulement parce qu'il constituait la critique religieuse du christianisme et personnifiait le doute par rapport à l'origine religieuse du christianisme, mais encore et tout autant, parce que l'esprit pratique juif, parce que le judaïsme s'est perpétué dans la société chrétienne et y a même reçu son développement le plus élevé. Le Juif, qui se trouve placé comme un membre particulier dans la société bourgeoise, ne fait que figurer de façon spéciale le judaïsme de la société bourgeoise.

Le judaïsme s'est maintenu, non pas malgré l'histoire, mais par l'histoire.

C'est du fond de ses propres entrailles que la société bourgeoise engendre sans cesse le Juif.

Quelle était en soi la base de la religion juive ? Le besoin pratique, l'égoïsme.

Le monothéisme du Juif est donc, en réalité, le polythéisme des besoins multiples, un polythéisme qui fait même des lieux d'aisance un objet de la loi divine. Le besoin pratique, l'égoïsme est le principe de la société bourgeoise et se manifeste comme tel sous sa forme pure, dès que la société bourgeoise a complètement donné naissance à l'état politique. Le dieu du besoin pratique et de l'égoïsme, c'est l'argent.

L'argent est le dieu jaloux, d'Israël, devant qui nul autre dieu ne doit subsister. L'argent abaisse tous les dieux de l'homme et les change en marchandise. L'argent est la valeur générale et constituée en soi de toutes choses. C'est pour cette raison qu'elle a dépouillé de leur valeur propre le monde entier, le monde des hommes ainsi que la nature.

L'argent, c'est l'essence séparée de l'homme, de son travail, de son existence; et cette essence étrangère le domine et il l'adore.

Le dieu des Juifs s'est sécularisé et est devenu le dieu mondial. Le change, voilà le vrai dieu du Juif. Son dieu n'est qu'une traite illusoire.

L'idée que, sous l'empire de la propriété privée et de l'argent, on se fait de la nature, est le mépris réel, l'abaissement effectif de la religion, qui existe bien dans la religion juive, mais n'y existe que dans l'imagination.

Ce qui est contenu sous une forme abstraite dans la religion juive, le mépris de la théorie, de l'art, de l'histoire, de l'homme considéré comme son propre but, c'est le point de vue réel et conscient, la vertu de l'homme d'argent. Et même les rapports entre l'homme et la femme deviennent un objet de commerce ! La femme devient l'objet d'un trafic.

La nationalité chimérique du Juif est la nationalité du commerçant, de l'homme d'argent.

La loi sans fondement ni raison du Juif n'est que la caricature religieuse de la moralité et du droit sans fondement ni raison, des rites purement formels, dont s'entoure le monde de l'égoïsme.

Le judaïsme atteint son apogée avec la perfection de la société bourgeoise; mais la société bourgeoise n'atteint sa perfection que dans le monde chrétien. Ce n'est que sous le règne du christianisme, qui extériorise tous les rapports nationaux, naturels, moraux et théoriques de l'homme, que la société bourgeoise pouvait se séparer complètement de la voie de l'État, déchirer tous les liens génériques de l'homme et mettre à leur place l'égoïsme, le besoin égoïste, décomposer le monde des hommes en un monde d'individus atomistiques, hostiles les uns aux autres.

Le christianisme est issu du judaïsme , et il a fini par se ramener au judaïsme.

Par définition, le chrétien fut le Juif théorisant le Juif est, par conséquent, le chrétien pratique, et le chrétien pratique est redevenu juif.

Ce n'est qu'en apparence que le christianisme a vaincu le judaïsme réel. Il était trop élevé, trop spiritualiste, pour éliminer la brutalité du besoin pratique autrement qu'en la sublimant, dans une brume éthérée.

Le christianisme est la pensée sublime du judaïsme, le judaïsme est la mise en pratique vulgaire du christianisme; mais cette mise en pratique ne pouvait devenir générale qu'après que le christianisme, en tant que religion parfaite, eut achevé, du moins en théorie, de rendre l'homme étranger à lui-même et à la nature.

Ce n'est qu'alors que le judaïsme put arriver à la domination générale et extérioriser l'homme et la nature aliénés à eux-mêmes, en faire un objet tributaire du besoin égoïste et du trafic.

L'aliénation, c'est la pratique du dessaisissement. De même que l'homme, tant qu'il est sous l'emprise de la religion, ne sait concrétiser son être qu'en en faisant un être fantastique et étranger, de même il ne peut, sous l'influence du besoin égoïste, s'affirmer pratiquement et produire des objets pratiques qu'en soumettant ses produits ainsi que son activité à la domination d'une entité étrangère et en leur attribuant la signification d'une entité étrangère, l'argent.

Dans la pratique parfaite, l'égoïsme spiritualiste du chrétien devient nécessairement l'égoïsme matériel du Juif, le besoin céleste se mue en besoin terrestre, le subjectivisme en égoïsme. La ténacité du Juif, nous l'expliquons non par sa religion, mais plutôt par le fondement humain de sa religion, le besoin pratique, l'égoïsme.

C'est parce que l'essence véritable du Juif s'est réalisée, sécularisée d'une manière générale dans la société bourgeoise, que la société bourgeoise n'a pu convaincre le Juif de l'irréalité de son essence religieuse qui n'est précisément que la conception idéale du besoin pratique. Aussi ce n'est pas seulement dans le Pentateuque et dans le Talmud, mais dans la société actuelle que nous trouvons l'essence du Juif de nos jours, non pas une essence abstraite, mais une essence hautement empirique, non pas en tant que limitation sociale du Juif, mais en tant que limitation juive de la société.

Dès que la société parvient à supprimer l'essence empirique du judaïsme, le trafic de ses conditions, le Juif est devenu impossible, parce que sa conscience n'a plus d'objet, parce que la base subjective du judaïsme, le besoin pratique, s'est humanisée, parce que le conflit a été supprimé entre l'existence individuelle et sensible de l'homme et son essence générique.

L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme. K. Marx : La Question juive

Haut de page

Le 29 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Cela fait 4 mois et 12 jours que les masses ont eu de multiples occasions de se mobiliser contre la politique de Macron, et pourtant elles ne les ont pas saisies. Pourquoi ? Quelle en est la signification politique ?

- Au format pdf (27 pages)

LES DERNIERES INFO (avant-hier)

Ils osent tout. Petit précis de novlangue à des enfants par Emmanuel Macron.

Quand la fabrication du consentement s'attaque à des enfants de 10 ans.

Après la répression policière n'existe pas en France, Macron a encore franchi un cran supplémentaire dans l'ignominie en se servant d'enfants pour distiller son venin à l'encontre des travailleurs qui se sont mobilisés depuis le 17 novembre 2018 et ceux qui les soutiennent, soit la majorité de la population.

Pour lire sa prestation et rendre compte de la situation réelle, quand il parle en général (on, il, ils) il faut traduire ou inverser cause et conséquence, retourner chaque accusation, employer la forme affirmative au lieu de la forme négative et vive versa. En revanche quand il parle à la première personne du singulier (je) ou il emploie le subjonctif, il n'y a rien à changer puisqu'il exprime sa réelle volonté ou une nécessité pour la classe qu'il représente.

Vous remarquerez que dans les passages qu'ont retenus les médias, c'est l'expression casser ou casseur qui revenait le plus souvent, comme s'il avait voulu terroriser ces enfants. En se livrant à un exercice d'infantilisme aussi grotesque, ce schizophrène a sans doute cru qu'ils pourraient influencer leurs parents ou faire oublier son absence d'empathie.

Quand Emmanuel Macron explique sa vision des Gilets jaunes à des enfants - Le Parisien 28.03

«On a vu arriver des gens hyper violents. Il n'y a rien dans une République qui justifie de tout casser. On n'est pas dans une tyrannie [...] Quand on est minoritaire, on n'a pas le droit de dire qu'on peut tout casser parce qu'on n'est pas d'accord. Eux, ce sont les gilets jaunes que je n'aime pas [...] Il faut que ces gens comprennent que leur cause n'en est pas une.» Des protestataires « ont mis un gilet jaune pour tout casser ». Ils « s'en fichent que ça aille mieux, ils veulent juste que ce soit leur règle qui s'impose aux autres ». « Casser, attaquer les forces de l'ordre, ne pas être respectueux avec les gens, insulter… il n'y a aucune cause qui justifie ça ». « Les casseurs, je voudrais qu'ils arrêtent le plus vite possible » car « leur cause n'en est pas une » et « il faut que les gens les soutiennent de moins en moins ». (Source : Le Parisien 28.03)

- La démocratie n'a pas d'ennemie plus redoutable que la démagogie. (Alfred Croiset, Démocraties antiques, p. 335.)

Un autre exercice de démagogie appliquée.

- "C'est le moment de vous bouger!": Mélenchon secoue ses électeurs - AFP 28 mars 2019

Les enquêtes d'opinion continuent en effet d'être mauvais pour LFI, qui ne dépasse plus les 8% d'intentions de vote, loin des 19,58% de la présidentielle.

"J'ai dit de ne pas attendre les consignes car les gens savent ce qu'il y a à faire. Mais là je vous le dis, il faut se bouger car c'est la même bataille qui fait déferler les "gilets jaunes" et celle qui nous mène au scrutin, c'est la même séquence historique", a-t-il dit.

"Nous croyons dans la démocratie. Avec la violence ce n'est jamais nous qui gagnons. Nous ne pouvons gagner que si la grande masse s'implique dans la décision".

Pour tenter de résoudre le paradoxe, existant peut-être chez des électeurs, d'appeler à voter pour des représentants au sein d'une Union européenne que l'on critique, il a expliqué: "Nous sommes 17 députés au sein de la Ve République que nous désapprouvons. La représentation politique fait partie de la démarche." (Participer, c'est collaborer, par exemple au sein des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, collaborer, c'est cautionner, et cautionner c'est trahir ses engagements. - LVOG)

Manon Aubry avait plus tôt, à l'issue d'un plaidoyer pour la sauvegarde des services publics de santé, résumé l'argumentaire: "Faites d'un bulletin de vote trois coups: sanctionnez Emmanuel Macron, envoyez des parlementaires de combat, construisez l'alternative!" (Pures inanités ! - LVOG) AFP 28 mars 2019

Acte XX. Ils instaurent l'état de siège.

- Avignon en état de siège pour l'acte XX des "gilets jaunes" - Reuters 28 mars 2019

Le préfet du Vaucluse a interdit la manifestation des "Gilets jaunes", pressentie d'ampleur nationale samedi à Avignon (Vaucluse) à l'occasion de la 20e journée d'action du mouvement et placé la ville dans un quasi-état de siège.

"Ce sont des mesures de police préventives. Ce sera une manifestation importante avec des conséquences sur l'activité humaine et économique de la ville", a dit jeudi à la presse le préfet du Vaucluse, Bertrand Gaume.

Plusieurs milliers de "Gilets jaunes" sont attendus à Avignon pour un acte XX d'ampleur nationale, selon les appels lancés sur les réseaux sociaux. "Le caractère national de cet événement risque de provoquer un afflux de manifestants dépassant le cadre départemental et régional", a prévenu Bertrand Gaume.

"Cette manifestation lancée sur les réseaux sociaux n'existe pas en droit. Elle n'est pas déclarée", a-t-il dit. "L'arrêté qui a été pris ne porte donc pas atteinte au droit de la libre circulation".

Le périmètre d'interdiction de "toute manifestation" pris par la préfecture concerne le coeur d'Avignon et une partie des boulevards à l'extérieur des remparts de la ville.

Les principaux parkings de la Cité des papes seront fermés, de même que la gare centrale et le stationnement des bateaux sera interdit sur le port fluvial. Des monuments, le pont d'Avignon et le Palais des papes, seront également interdits au public, de même que les musées et parcs de la ville.

Des précautions ont été prises pour sécuriser les chantiers en déplaçant les engins et en sécurisant le matériel susceptible d'être utilisé comme une arme par les manifestants. Deux marchés de la ville ont été annulés et de nombreuses manifestations festives ont été reportés comme les portes ouvertes sur le campus d'Avignon.

L'important dispositif de sécurité, dont les contours n'ont pas été précisés, sera composé de forces de l'ordre du Vaucluse et de renforts extra-départementaux, dont le nombre était jeudi "encore en cours d'arbitrage".

"Ce sera le dispositif le plus important de ces vingt dernières semaines. On sait bien que depuis le début du mouvement il y a une forme d'émulation sur les réseaux sociaux. On s'y prépare en conséquence", a affirmé le préfet du Vaucluse. Reuters 28 mars 2019

PREMIERE PARTIE

Autisme ou déni.

Réaliser l'unité de la gauche (Volontairement sans guillemets) ou des opportunistes, créer un rapport de forces, oeuvrer à une meilleure répartition des richesses, autant de mots d'ordre qui ont signifié la faillite du mouvement ouvrier et de son avant-garde, mais auxquels ils s'accrochent désespérément comme si de rien n'était.

Quelques sujets de réflexion.

1- Un internaute. Nouvelle devise orwelienne (une de plus) en macronie : La sagesse c'est la soumission.

Samedi 23 mars, Geneviève Legay, militante d'Attac, septuagénaire a été grièvement blessée à Nice lors d'une manifestation de gilets jaunes. Emmanuel Macron lui souhaite "un prompt rétablissement, et peut-être une forme de sagesse".

LVOG - Personnellement, j'ai conseillé à mon épouse vivant (A Aubagne) avec deux prothèses cardiaques, de ne pas sortir les jours où se déroulent des manifestations car elles peuvent dégénérer à tout moment.

2- Le montant de la dette publique mondiale s'élève désormais à 63.000 milliards de dollars (55.000 milliards d'euros). (sputniknews.com 27.03.2019)

LVOG - Elle rapporte par an aux banques privées des milliers de milliards de dollars extorqués le plus légalement du monde à tous les peuples. Légitimité la dette publique, c'est légitimité le pillage et la rente des banquiers. Un gouvernement ouvrier l'annulerait sur le champ, ainsi que la dette que les travailleurs ont contracté auprès d'une banque ou un organisme financier.

3- Lu dans un article. Les casseurs endurcis évoqués par le gouvernement le 16 mars, que le gouvernment n'a ni identifiés ni arrêtés, n'ont pas donné signe de vie. Cela soulève à nouveau avec force la question de l'identité des éléments qui se sont rendus responsables des actes de pillage le 16, vu le rôle documenté d'éléments des forces de l'ordre dans le pillage. Le soupçon existe toujours que des forces au sein de l'appareil d'État ont donné leur accord, du moins tacitement, à une provocation.

4- Macron, l'État terroriste - Reporterrre 22 mars 2019

Extrait - Le recours à l'armée et l'annonce que le LBD sera employé sans limite sont l'expression nouvelle d'une politique de

terreur employée par les gouvernants à l'encontre des contestations populaires. Il faut nommer les choses pour ce qu'elles sont, et résister. Il importe de qualifier le régime politique dans lequel nous sommes, et qui n'est plus une démocratie, malgré ce que serinent jour après jour les chiens de garde. « Quelque chose glisse », observe Daniel Schneidermann, « que les médias peinent à nommer ». Il s'agit bien d'une oligarchie, mais la violence qu'elle exerce pour maintenir sa domination exprime une qualité particulière que le terme de « dérive autoritaire » ne suffit plus à qualifier. Régime autoritaire, sans doute. Mais ce qui se joue en ce moment est plus dangereux encore. Le mot d'État terroriste m'est venu. Il s'agit bien de terroriser la révolte sociale qui s'est levée depuis quatre mois. Dans une émission de radio en mars 2018, le philosophe Geoffroy de Lagasnerie disait que « Macron essaye d'instaurer un gouvernement de la terreur » : en affaiblissant les dispositifs de protection des personnes (ce que fait la politique néolibérale), expliquait M.de Lagasnerie, Emmanuel Macron rend les travailleurs soumis aux patrons, par terreur du licenciement, les chômeurs soumis aux contrôleurs, les migrants à la police, etc. Une observation comparable a été faite par l'avocate Judith Krivine : « Les gouvernements qui se succèdent privent les salariés de leurs droits et leur rendent l'accès au juge plus difficile, ce qui rend les recours de plus en plus décourageants. »

Ainsi, la violence blessante voire meurtrière des forces d'État est le volet le plus apparent d'une politique généralisée de la peur dans tous les rapports sociaux au profit des puissants. L'État terroriste de M. Macron et de la classe dont il est l'instrument n'annonce pas seulement qu'il est prêt à tuer les Gilets jaunes. Il leur refuse toute concession, et entend poursuivre sans fléchir sa politique nous entraînant dans le chaos climatique et social.

Mais quand on règne par la peur, on n'a plus d'autorité, on ne suscite plus aucune adhésion. Il ne reste que le pouvoir, dans la froide férocité du rapport de force. La bêtise criminelle des possédants dont la macronie est aujourd'hui l'expression ne doit cependant pas générer la peur par laquelle ils veulent nous paralyser, mais le simple et âpre sentiment qu'aujourd'hui, il n'est d'autre attitude digne que la résistance. Reporterrre 22 mars 2019

LVOG - Résister c'est bien mais insuffisant, voire inopérant. Il est préférable de passer à l'offensive en préparant les conditions qui nous permettrons de renverser le régime ou de nous emparer du pouvoir politique pour liquider les institutions de la Ve République et le capitalisme.

Les masques tombent. Glucksmann le manipulateur otanien de Maïdan ou le "***coup de force***" permanent.

- Coup de gueule d'un fondateur de Place publique : "Glucksmann a manipulé tout le monde" - nouvelobs.com 25 mars 2019

Raphaël Glucksmann a réagi aux accusations de Farid Benlagha qui l'a apostrophé au Grand Jury de RTL, le 24 mars. "Je n'ai jamais traité les 'gilets jaunes' de fascistes, jamais, jamais, jamais !", a répondu l'essayiste. Farid Benlagha lui répond et développe ici ses arguments.

J'ai décidé de cofonder le mouvement Place publique, PP, à la suite de plusieurs réunions parisiennes. Tout a commencé au début de l'été 2018. Je reçois alors un appel. Un groupe a commencé à travailler, avec la perspective de créer un nouveau mouvement politique, avec comme approche de mettre en valeur des porteurs de causes. Occupé par mes activités [production artistique, NDLR], je ne rejoins ce groupe qu'au début du mois de septembre. L'affaire Benalla et la première grande crise de la macronie, suivie peu de temps après par l'érosion de l'image de Mélenchon, offrent à la gauche l'opportunité de formuler une nouvelle offre avec un espace qui s'élargit donc.

Après plusieurs réunions, ce petit groupe d'une trentaine de personnes grossit peu à peu. J'y rencontre quelques personnes de qualité. Notamment Thomas Porcher, Lucas Chancel, Nayla Ajaltouni. Je me laisse convaincre. En octobre la date de lancement est fixée : ça sera le 7 novembre. Les efforts pour réussir ce lancement sont admirables, et j'y prends toute ma part. Certains signaux troublants

Cependant très vite, je perçois certains signaux troublants. Fin octobre, lors d'une réunion dite de "stratégie" j'assiste à une drôle de partie. Tout d'abord je découvre que ceux qui sont réellement aux manettes sont d'anciens militants socialistes, dont je comprends très vite le positionnement, de centre gauche, bien éloigné du mien. Profils quasiment tous identiques. Des bobos parisiens, tous "blancos", au parcours scolaire balisé.

J'écoute les stratégies proposées. Toutes très classiques, sans audace. Je propose alors une autre approche. Il faut impacter le débat politique très vite et très fort. Proposer une ligne politique claire et identifiable. On me propose de définir par quels moyens. Une "méthode fonctionne toujours : l'actualité". Profiter de sujets forts qui ponctuent régulièrement la vie d'un pays ou du monde. C'est alors qu'à leur demande, j'indique avoir détecté un sujet qui risque de monter, et qui devrait avoir un écho important dans la société.

J'évoque la date du 17 novembre 2018 comme le début d'un nouveau mouvement social en gestation sur les réseaux sociaux depuis 2, 3 semaines : les "gilets jaunes". Raphaël Glucksmann se retourne alors vers moi, et me répond de manière catégorique : "Ah, non Farid, ça, on en a entendu parler, c'est un truc de fascistes et de lepénistes."

Je reste ébahi par cette réponse. Tout y est. Le mépris de classe, l'aveuglement, l'absence de connaissance de ce pays,

la déconnexion totale avec la diversité de la population française. Les semaines suivantes ne feront que confirmer ce flash. Malgré cette stupéfiante réponse je m'accroche. Le mouvement Place publique sera lancé dans quelques jours. Le succès du lancement aidant, je m'efforce de me projeter sur le premier meeting de PP prévu le 15 novembre.

La bourgeoisie blanche parisienne

Je découvre alors son organisation et son déroulé. Nouveau choc. Une liste d'intervenants comme un tableau de cette bourgeoisie blanche parisienne. J'envoie donc le 11 novembre un mail salé à toute la "direction" de Place publique. La réaction est timide mais semble tout de même aller dans mon sens. La tension n'aidant pas à esquiver mes injonctions, je constate donc un recul, mais sans lendemain. Je le comprends d'ailleurs très vite.

Le 17 novembre l'acte 1 des "gilets jaunes" marque les esprits. Je signale l'urgence d'une réaction, d'un positionnement fort à prendre, sans chercher aucune récupération, et d'autant plus facile à faire que PP est naissant et donc vierge. Mais le groupuscule autour de Gluksmann qui noyaute déjà le mouvement bloque tout. Le 24 novembre l'acte 2 des "gilets jaunes" frappe de nouveau les esprits. Je suis déjà sur le terrain. Je ressens déjà toute l'originalité et la puissance de ce mouvement, pour les bons et mauvais côtés. Mais deux jours plus tard, on découvre alors en interne qu'une tribune a été écrite dans le dos des militants et d'une partie des cofondateurs.

Une tribune qui affilie politiquement Place publique à la CFDT.

Les "gilets jaunes" sont déjà en train de modifier l'Histoire de France, avec une forme de rejet d'un grand nombre d'institutions, et nous ne trouvons pas une meilleure méthode que de pondre une simple tribune, d'un ancien monde. Je ne retiens alors plus mes mots. Et j'envoie une réponse cinglante sur le fil telegram de l'AG de PP.

Certains camarades acquiescent. Mais ce fameux groupuscule autour de Glucksmann est déjà en marche, et fait bloc. Il ne cessera d'agir ainsi, foulant progressivement toutes les promesses. Après l'acte 3 des "gilets jaunes", ma décision est prise. Tout mon temps libre sera consacré aux "gilets jaunes". Je prends donc progressivement mes distances avec PP. Je garde cependant certains bons contacts, notamment avec Thomas Porcher, que j'embarque dans une réunion de "gilets jaunes" en décembre, pour tenter un dialogue entre "gilets jaunes et intellectuels". Il s'avérera être le seul au sein de PP à avoir compris ce mouvement et prit position publiquement.

Aucune ligne politique claire

En janvier 2019 le deuxième meeting occupe l'activité de PP. Toujours aucune ligne politique claire. Je sens le vide. Tels des enfants disciplinés, le petit groupuscule travaille en coulisses. De mon côté je multiplie mes participations aux différents actes le samedi, et certaines actions et conférences qui ponctuent les semaines. Le fossé se creuse, et deviendra insurmontable lorsque j'apprends que les tractations avec le PS ont déjà bien abouti. Je le signale une nouvelle fois dans le fil Telegram de PP. Je subis un front violent du groupuscule glucksmannien. La promesse d'un vote qui entérinerait une éventuelle participation de PP dans une quelconque liste tente de réduire à néant mes propos. Je n'y crois pas un mot, mais je suis déjà désintéressé.

Le vide absolu s'installe en février jusqu'à mi-mars au sein de PP. Ce silence cachait un coup de force. Une forme de putsch interne. Du jour au lendemain nous apprenons que Raphaël Glucksmann sera tête de liste d'une union PP et PS. Même la coprésidente de PP apprend la nouvelle via la presse. Aucune information interne. Aucun dialogue. Aucun vote interne. Un déni total de démocratie. Fomenté par un petit quarteron de bobos en mal de reconnaissance politique, ce coup de force choque en interne. De nombreux référents et cofondateurs le font savoir. Certains claquent la porte, comme Thomas Porcher et moi-même. Raphaël Glucksmann aura donc manipulé tout le monde, servi aucune autre cause que la sienne : se garantir un placement privé. nouvelobs.com 25 mars 2019

LVOG - La décision de créer Place publique n'a pas été prise par le clone de son père ou de BHL. Elle s'inscrit sans doute dans le cadre d'une stratégie à long terme spécifiquement imaginée pour la France par les idéologues de l'oligarchie. Peut-être craignent-ils que l'instrumentalisation de RN finisse par s'enrayer ou perdre en efficacité, ou plus certainement, ils savent que Macron est grillé et qu'il leur faut fabriquer son clone qu'ils présenteront comme son concurrent, s'ils veulent conserver les privilèges exorbitant qu'ils se sont octroyés depuis près de 40 ans, et le RN connoté à l'extrême droite ne pourrait remplir cette fonction.

LR est toujours en convalescence après le passage d'un boucher et une machination médiatico-judiciaire plus tard. Ils ont pulvérisé le PS, cependant ils peuvent être tentés de réanimer son cadavre encore fumant, mais l'opération s'avère délicate, car contrairement à l'époque du congrès d'Epinay il n'y a plus rien à gratter pour lui donner un semblant d'air progressiste, ce qui d'une certaine manière vaut également pour LR, ces deux partis ont épuisé leur potentiel institutionnel.

Quant à Générations, il sert de caution au cadavre puant du PS, et sans s'allier avec EELV il est voué à connaître le même sort. On peut penser qu'ils auraient pu être tentés de jouer cette carte comme en Allemagne, d'où leur acharnement à monter en épingle la question climatique. A ceci près que la France n'est pas l'Allemagne, d'autant plus qu'après avoir porté au pouvoir le représentant de l'oligarchie ou des multinationales et instaurer un régime autoritaire, ils ont manifesté clairement leur intention de ne céder

sur aucune revendication qui serait contraire à leurs besoins, y compris sur la question climatique ou plutôt bien au contraire, puisqu'ils comptaient l'instrumentaliser pour justifier les nouveaux sacrifices qu'ils exigeraient des masses et dont la révolte des couches les plus défavorisées des campagnes fut la réaction, fermant du même coup la porte à ce scénario au profit de la question sociale qui demeure déterminante pour l'ensemble des travailleurs.

Maintenant, après avoir créé un parti de toutes pièces à partir de rogatons ou transfuges du PS, de LR, du MoDem, donc disons de la gauche, de la droite et du centre, de fait en brassant tellement large qu'ils ont épuisé la source institutionnelle où ils pourraient puiser pour créer un second parti qui serait le clone de LREM en l'affublant d'une étiquette progressiste ou démocratique ou même de gauche, du coup ils n'ont plus d'autres solutions que fabriquer médiatiquement un autre parti à partir d'intellectuels acquis à leur cause auquel le PS devrait servir de caution pour donner un semblant de légitimité à cette démarche pour le moins périlleuse. D'autant plus qu'après Sarkozy et Hollande, la volonté affichée par Macron de ne rien céder brise nette toute tentative de recomposition politique dans le cadre des institutions de la Ve République, ce qui vaut pour le PG, le PCF, LFI puisqu'ils se soumettent également à ce cadre ou ils ne peuvent envisager de rompre avec le capitalisme, et d'une certaine manière pour l'extrême gauche pour ne pas renouer avec le programme de la révolution socialiste à l'ordre du jour, bien que toutes les conditions ne soient pas réunies pour qu'elle puisse se produise et encore moins triompher, l'un n'infirmant pas l'autre.

Quand on veut aller de l'avant et qu'on se retrouve face à un obstacle infranchissable qui stoppe notre progression, dès lors on a le choix entre abandonner notre objectif et rebrousser chemin (régresser), autrement dit on se fait à l'idée de devoir vivre sous un véritable carcan le reste de notre existence, ou alors on envisage de se doter des instruments qui nous permettrons plus tard de le franchir ou de l'abattre en les construisant patiemment pièce par pièce.

Réforme sociale ou révolution, le néolibéralisme a tranché définitivement : Ce sera la révolution. Depuis quand ?

Quand sous Mitterrand le PS adopta la politique d'austérité et rallia officiellement "l'économie de marché", il signifia par là non seulement qu'il abandonnait définitivement le socialisme pour le capitalisme, mais qu'il n'y aurait plus de place pour des réformes sociales dans l'avenir, donc que le règne de la réaction sur toute la ligne avait sonné, et que désormais il marquerait profondément de son emprunte l'ensemble des rapports qui existaient dans la société, que dans son sillage il entraînerait dans la décadence, la médiocrité, le chaos, la violence ou le règne de la terreur, la putréfaction jusqu'à la rendre méconnaissable, détestable, nauséabonde, insupportable, asociale, inhumaine, juste pour qu'une infime minorité de psychopathes fortunés conservent leurs privilèges et leur pouvoir sur le reste de la population.

Tandis que la réaction se radicalisait, les deux principaux courants du trotskysme adopteront l'attitude inverse en se dissolvant dans des partis de type "ouvert" au réformisme, NPA et PT, puis POI et POID, histoire de bien montrer que leurs dirigeants étaient incapables d'analyser la situation et encore moins son évolution à venir ou qu'ils étaient corrompus par l'idéologie de la classe dominante.

Quand bien même on les priverait de présenter des candidats, il faut qu'ils cautionnent l'Union européenne au lieu de boycotter l'élection du 26 mai prochain.

- Européennes: pas de liste pour le NPA faute de moyens AFP 26 mars 2019

Le Nouveau parti anticapitaliste de Philippe Poutou et Olivier Besancenot n'a pas "les moyens financiers" de présenter une liste pour les élections européennes, a annoncé le parti d'extrême gauche, qui appelle à voter pour Lutte Ouvrière.

"Le coût de la seule impression des bulletins de vote et des professions de foi est en effet estimé à un million d'euros, une somme considérable pour le NPA, qui ne bénéficie d'aucun financement public", poursuit le parti, crédité d'environ 1% d'intentions de vote dans les sondages, bien en-dessous du seuil du remboursement des frais de campagne (3%).

Les porte-parole du NPA Philippe Poutou, Olivier Besancenot et Christine Poupin feront tout de même campagne sur la "lutte contre l'austérité et les traités européens, la liberté de circulation et d'installation pour les migrants", la défense des "gilets jaunes" et la "justice sociale et climatique". AFP 26 mars 2019

LVOG - Les "problématiques de la campagne européenne" du NPA sont conformes au mirage réformiste sur lequel viennent se greffer ceux qui sont pilotés directement par l'oligarchie.

- la "lutte contre l'austérité" pour hypothétiquement récolter des miettes de la main droite aussitôt reprises par la main gauche ;
- les "traités européens" mais pas la rupture avec l'UE ;
- "la liberté de circulation et d'installation pour les migrants" made in Otan, tandis que quelque 60% des habitants de la planète se voient interdire l'accès à un visa vers les puissances occidentales ;
- la "justice sociale et climatique" qui est un amalgame macronien pour détourner les travailleurs de la question de l'Etat ou du pouvoir.

L'orientation politique du NPA, je cite ce qui figurait dans leur communiqué du 25 mars 2019 : Modifier radicalement le rapport

de forces face au gouvernement Macron, pour en finir avec sa politique au service des riches et des grands groupes capitalistes. Autrement dit, une autre politique serait possible avec ou sans Macron dans le cadre du capitalisme et ses institutions.

Nous nous disons, seul le soulèvement révolutionnaire des masses exploités permettrait d'inverser le rapport de forces entre les classes, préparons-le : Dehors Macron, hors la loi les institutions de la Ve République et le CAC40 !

Totalitarisme. Quand les anti-racistes sont des opposants fanatiques à la liberté d'expression.

- La Sorbonne dénonce l'annulation d'une pièce d'Eschyle jugée raciste par des militants - sputniknews.com 27.03

La direction de la Sorbonne a dénoncé ce mercredi l'annulation de la pièce de théâtre Les Suppliantes d'Eschyle dont la présentation a été empêchée par un groupe de militants antiracistes.

Les individus qui ont fait irruption le 25 mars à l'université de la Sorbonne pour empêcher par la force la présentation d'une pièce de théâtre d'Eschyle dont la mise en scène leur a semblé raciste est «une atteinte très grave et totalement injustifiée, à la liberté de création», a déclaré mercredi l'université de la Sorbonne.

«Sorbonne Université dénonce solennellement les événements qui se sont déroulés hier soir à la faculté des Lettres de Sorbonne Université. Empêcher, par la force et l'injure, la représentation d'une pièce de théâtre est une atteinte très grave et totalement injustifiée, à la liberté de création […]. Les accusations de racisme ou de "racialisme" sont révélatrices d'une incompréhension totale», lit-on dans le communiqué de la Sorbonne Université avant de promettre de tout faire «pour que cette pièce puisse être jouée dans des conditions sereines».

La pièce Les Suppliantes d'Eschyle devait être jouée dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne dans le cadre du festival du théâtre antique Les Dionysies. Pendant ce spectacle, mis en scène par Philippe Brunet, directeur du théâtre Démodocos et professeur de grec ancien à l'université de Rouen, les acteurs et actrices portent des masques noirs et blancs selon les usages de l'époque.

Selon les militants de la Ligue de défense noire africaine (LDNA), de la Brigade anti-négrophobie et du Conseil représentatif des associations noires (CRAN), les masques et maquillages noirs que les acteurs devaient utiliser pour personnifier les Danaïdes, s'apparentent à «blackface».

Le metteur en scène Philippe Brunet a lui aussi publié une déclaration suite à l'annulation du spectacle.

«Il y a une différence d'ethnie géographique, pas de race. Aucun racialisme là-dedans, aucun racisme encore moins de notre part. L'an dernier, ne disposant pas de masques, nous avons maquillé les peaux blanches des comédiennes européennes ou asiatiques. Sinon, l'opposition dépeinte par le texte d'Eschyle n'est pas manifeste […]. Le théâtre est le lieu de la métamorphose, pas le refuge des identités. Le grotesque n'a pas de couleur», a-t-il noté.

Le festival Les Dionysies se poursuit à Paris jusqu'au 30 mars. Le théâtre Démodocos doit jouer trois spectacles d'Eschyle à l'université de Jussieu: Ulysse chez Circé et Agamemnon le 27 mars et Les Choéphores-Les Euménides le 28 mars, ainsi que la trilogie L'Orestie d'Eschyle le 30 mars à la Bibliothèque nationale de France (BNF). sputniknews.com 27.03

Novlangue. Quand les médias-oligarques se charge "***de veiller à la déontologie de l'information***".

- Feu vert pour un "conseil de la presse", mais seulement avec "des médias volontaires" - huffingtonpost.fr 28.03

La création d'une instance d'autorégulation chargée de veiller à la déontologie de l'information, en débat depuis des années en France, est "souhaitable" et "possible", estime un rapport confié à l'ancien PDG de l'AFP Emmanuel Hoog, rendu public mercredi 27 mars.

Chargé l'an dernier d'une mission par le gouvernement, Emmanuel Hoog a remis mardi 26 mars son rapport au ministre de la Culture Franck Riester.

Réagissant à la remise du rapport Hoog, le ministre de la Culture Franck Riester a jugé que "la réflexion autour d'une telle instance est légitime et utile, tant à la profession qu'à notre démocratie".

Lors des Assises du journalisme, organisées ce mois-ci à Tours, Franck Riester avait souligné qu'un organisme de ce genre "ne peut fonctionner que si c'est la profession elle-même qui s'en saisit, parce que ça ne peut pas être une administration, ça ne peut pas être une instance politique, ça doit être une instance des professionnels pour les professionnels". huffingtonpost.fr 28.03

Commentaire d'internaute.

1- Le plus remarquable à mes yeux n'est pas tant le bidonnage de l'information que le soutien de la hiérarchie à son caniche-tête-de-gondole. On n'est pas près dans ces conditions d'avoir un "comité d'éthique" des journalistes en France, totale impunité à partir du moment où tu fais de l'audimat.

2- Hé oui. Tous les pseudos journalistes marqué du saut de "l'intouchabilité" comme Cohen, Haziza, Demorand, Lapix, Salamé… sont des chiens de garde et sont les premiers à faire ce qu'ils reprochent sans cesse aux autres. Je pose la question : quel est vraiment le rôle de ces journalistes dans notre pays ? Quels sont leurs liens avec les sphères de pouvoir, car oui, ils ne sont pas neutres. Pour qui et pour quels intérêts ils agissent ? Les réponses à ces questions sont interdites et vous savez très bien pourquoi. Seuls les mieux informés et éclairés le savent. Appelons un chat, un chat. Cessons la langue de bois. Ces gens devront rendre des comptes un jour, à moins qu'ils ne s'exilent tous dans la seule démocratie "du monde".

Ils ont gagné un ticket pour la maison close de l'Europe.

- Bernard Guetta et Stéphane Bijoux, ces journalistes sur la liste LREM - huffingtonpost.fr 27.03

Deux journalistes, le premier spécialiste des questions internationales sur France Inter, le deuxième, patron des rédactions TV de France O et d'Outre-mer 1ère qui devraient, sauf très mauvaise surprise pour la formation présidentielle, être élus au Parlement européen.

Tous deux ont officié pendant de nombreuses années sur le service public. De quoi alimenter les soupçons et la défiance de nombreux opposants qui fustigent depuis plusieurs mois -avec plus ou moins de constance- une presse complaisante avec Emmanuel Macron.

Ces deux-là ne sont d'ailleurs pas les seuls professionnels des médias à figurer sur la liste LREM. Jamais citée par les responsables de l'opposition, Catherine Chabaud , diplômée de l'Institut pratique du journalisme, y figure aussi en bonne place (5e). Navigatrice, elle a notamment dirigé la revue "Thalassa" et collaboré avec Europe 1 pendant cinq ans. huffingtonpost.fr 27.03

Commentaire d'internaute.

- De l'autre côté de l'Atlantique, le russiagate fait piteusement naufrage après deux ans de (fausses) déclarations fracassantes de la presse MSM sur la collusion Trump/Kremlin. Mueller sort de sa longue enquête les mains vides et les démocrates entament une longue et pénible période de gueule de bois après l'ivresse du début largement entretenue par une presse partiale, partisane et décérébrée.

Jeff Zucker, le patron de CNN, affirme que sa chaîne a officié dans les règles : "Nous ne sommes pas des enquêteurs. Nous sommes des journalistes, et notre travail consiste à rapporter les faits tels que nous les connaissons, ce que nous avons précisément fait". Il passe pudiquement sur la mauvaise foi crasse qui a étayé ces deux années d'agitation médiatique qui ont profondément faussé le débat démocratique de son pays, parangon autoproclamé en la matière.

https://www.zerohedge.com/news/2019-03-26/we-are-not-investigators-cnns-jeff-zucker-unapologetic-perpetual-russia-hoax

Notre presse, un business malsain qui couche avec les pouvoirs. Il faudrait mieux l'encadrer, comme dans nos belles contrées du nord : les journalistes en vitrine, avec de jolie lampes rouges pour indiquer publiquement leur raison d'être.

Fabrication du consentement. Ils y travaillent inlassablement à grande échelle.

- Royaume-Uni : l'université de Cambridge et le ministère de la Défense ont travaillé sur un programme de guerre psychologique
- Source : TV5 Monde 22-03-2019

Après le scandale Cambridge Analytica — entreprise accusée d'avoir utilisé les données de millions de comptes Facebook pour influencer les électeurs de la présidentielle américaine tout comme ceux du référendum sur le Brexit —, la révélation du quotidien étudiant en ligne Varsity reprise par le Guardian sur le programme d'influence militaire britannique vient confirmer un phénomène inquiétant : l'intérêt croissant de nombreux acteurs pour l'utilisation des sciences sociales et de la cognition, croisées avec les outils numériques… à des fins d'influence psychologique.

La cyberguerre du futur sera peut être moins axée sur le piratage des réseaux électriques que sur le piratage des esprits en façonnant l'environnement dans lequel se déroule le débat politique. Tim Stevens chercheur au Kings College London, spécialiste de la "cyberguerre", interrogé pour The Guardian en 2016.

Utiliser les recherches en sciences humaines, sur le fonctionnement du cerveau, pour développer des outils de manipulation psychologique de masse n'est pas entièrement nouveau, mais le développement des usages numériques, de l'intelligence artificielle et du traitement des données en masse (big data) allié aux neurosciences donne à ces outils une efficience insoupçonnée. Au point que des laboratoires militaires, comme celui du ministère britannique de la Défense, en fassent leur priorité et aillent jusqu'à tenter de passer des partenariats avec des entreprises privées et des instituts publics de recherche ?

Comprendre et influencer le comportement humain

C'est un article du quotidien local étudiant Varsity qui a mis l'université de Cambridge sur la sellette en février 2019. Le journal en ligne dévoilait alors le programme "Capacité de recherche en sciences sociales humaines (HSSRC)" — en partenariat avec le ministère de la Défense — qui avait comme objectif "la manipulation ciblée de l'information dans les domaines physiques et virtuels pour façonner les attitudes et les croyances dans le domaine cognitif".

Le "Laboratoire des sciences et technologies de la défense (DSTL)" du ministère de la Défense britannique, a donc travaillé au moins un an dans les locaux de l'université de Cambridge dans un local baptisé "Centre des stratégies futures". Plus d'une dizaine de chercheurs ont été séléctionnés dans des domaines aussi variés que l'architecture, la psychiatrie, les neurosciences ou la sociologie. Un document du ministère de la Défense indique clairement les grandes orientations du "laboratoire d'influence militaire"

L'approche globale stipulée dans ce document indique comme objectifs "la manipulation ciblée de l'information et l'utilisation coordonnée de tout l'éventail des capacités nationales y compris militaires, non militaires, déclarées et secrètes".

Comment définir ce qui a été engagé en 2017 par l'armée britannique dans le" Centre des stratégies futures" de l'université de Cambridge ? L'expression la plus adaptée semble être "laboratoire de propagande"… Mais un laboratoire de propagande d'un genre particulier puisqu'utilisant les techniques de pointe d'influence en sciences cognitives, et une fois encore, en lien avec le scandale Cambridge Analytica.

Les sciences cognitives au centre de l'influence

Les universitaires signataires de la lettre ouverte soulignent des risques particulièrement graves, compte tenu du débat public sur les travaux du Docteur Aleksandr Kogan, neuroscientifique à Cambridge… et impliqué dans le scandale Cambridge Analytica, mettant en jeu des méthodes de "manipulation de l'information". Au-delà de cette liaison déjà douteuse entre recherche universitaire et "entreprise d'influence électorale", le problème de la manipulation de l'opinion — telle qu'elle a été effectuée par Cambridge Analytica aidée de Kogan — reste un sujet peu mis en avant, surtout lorsqu'il concerne des administrations d'État.

The Guardian révélait pourtant en mars 2014 un "programme d'influence des esprits" développé par le ministère de la Défense britannique, sans qu'ensuite la légalité de telles pratiques soit mise en question : "Le ministère de la Défense élabore actuellement un programme de recherche secret de plusieurs millions de livres sterling sur l'avenir de la cyberguerre, notamment sur la manière dont les technologies émergentes telles que les médias sociaux et les techniques psychologiques peuvent être utilisées par l'armée pour influencer les convictions de chacun", expliquait le quotidien en ligne à l'époque.

Cinq ans plus tard, les technologies émergentes sont matures. Et les techniques psychologiques dénoncées en 2014 par The Guardian ont été testées à grande échelle. Les sciences cognitives sont au cœur de l'activité de l'influence psychologique via les technologies numériques et sont en cours de structuration, voire d'industrialisation, tant par des groupes privés que des acteurs publics comme des structures militaires étatiques. L'élection Kenyane de 2017 a été elle aussi l'instrument de ces pratiques, comme TV5Monde l'a relaté :

Ce que révèle l'affaire du programme d'influence de l'armée britannique est avant tout la volonté de faire émerger de nouvelles formes de gouvernance basées sur des techniques de propagande silencieuses et insidieuses, scientifiquement calculées pour orienter les populations. Modifier l'opinion publique. Cette capacité à la "gouvernance algorithmique d'influence" émerge alors que les populismes rencontrent un succès de plus en plus grand dans le monde. Que peut-il se passer, alors que les populismes sont accusés officiellement de remporter les élections et de gouverner grâce aux "Fake News", à la désinformation et la manipulation de l'opinion, si les Etats les dénonçant se retrouvent pris eux-mêmes à tenter de manipuler leurs opinions de façon massive et… scientifique ? Source : TV5 Monde 22-03-2019

Propagande xénophobe et machination foireuse.

- Quand les cosaques saccageaient les Champs-Élysées - Le Parisien 24 mars 2019

- Pas de preuve d'un délit commis par Trump, dit le département de la Justice - Reuters 24 mars 2019

Le procureur spécial Robert Mueller n'a pas trouvé de preuve permettant de dire que Donald Trump s'est rendu coupable de

collusion avec la Russie lors de la campagne présidentielle de 2016, a déclaré dimanche le secrétaire à la Justice William Barr... Reuters 24 mars 2019

Régime médiatico-financier-policier.

- Cnews accusée d'avoir caché une scène montrant la blessée de Nice «poussée par la police» - sputniknews.com 27.03

Arrêt sur images affirme détenir la preuve que «contrairement aux propos d'Emmanuel Macron», un policier a poussé la septuagénaire Geneviève Legay blessée à Nice en marge de l'acte 19 des Gilets jaunes. Cnews, qui a filmé toute la scène, aurait négligé la séquence.

Suite à la polémique autour de Geneviève Legay, manifestante septuagénaire blessée à Nice lors de l'acte 19 des Gilets jaunes, il s'est avéré que Cnews avait filmé la quasi-totalité de la scène en direct, sans le mentionner dans ses émissions, constate le site Arrêt sur images.

Cnews a diffusé en direct, vers midi, la charge des policiers à Nice au cours de laquelle Geneviève Legay apparaît sur les images avant et après s'être retrouvée par terre.

La septuagénaire blessée ce samedi à Nice «est dans le coma», selon son avocat «L'endroit où se tient la septuagénaire juste avant la charge, devant le poteau qu'elle va heurter en tombant, est très exactement celui où, dans l'autre image, on distingue une personne poussée par un membre des forces de l'ordre avec ses mains», précise l'auteur de l'article.

Il poursuit que «c'est encore sur ce coin précis de la rue qu'on voit peu après Geneviève Legay étendue par terre, visage ensanglanté», ajoutant qu'elle «tenait à la main son gilet jaune juste avant la charge» et que «c'est bien une personne tenant un gilet jaune à la main qui est poussée par le policier».

«Cet enchaînement d'images suggère que, contrairement aux propos d'Emmanuel Macron (Geneviève "n'a pas été en contact avec des policiers"), c'est bel et bien un membre des services de police qui l'a poussée», constate l'auteur.

L'auteur dénonce le fait que Cnews ne se soit pas servi de sa propre séquence pour en savoir plus sur la nature de la blessure de Geneviève Legay, affirmant que la chaîne a quasiment passé sous silence cet incident. sputniknews.com 27.03

Totalitarisme En Marche ou le règne de la terreur policière et judicaire

- "Gilets jaunes": 800 peines de prison fermes depuis novembre - Reuters 24 mars 2019

Environ 800 peines de prison ferme ont été prononcées depuis le début du mouvement des "Gilets jaunes", dont près de la moitié ont donné lieu à des mandats de dépôt, a déclaré dimanche la ministre de la Justice Nicole Belloubet.

Les forces de l'ordre ont procédé à près de 9.000 interpellations depuis le "premier acte" du mouvement, à la mi-novembre.

"Il y a eu 2.000 jugements qui sont déjà intervenus. Il y en a à peu près 1.800 qui doivent encore intervenir", a précisé la garde des Sceaux sur BFMTV, ajoutant : "Sur les 2.000, 40% sont des peines d'emprisonnement fermes et 60% sont d'autres types de sanctions, par exemple des travaux d'intérêt général, des sursis...".

Et sur ce dernier total, "il y a eu à peu près 390 mandats de dépôts qui ont été prononcés, des gens qui sont allés en prison, qui y sont", a-t-elle ajouté. Reuters 24 mars 2019

- Des street medics victimes de violences policières lors de l'acte 19. - sputniknews.com 25.03

Des vidéos partagées sur les réseaux sociaux montrent des street medics ayant été victimes de violences policières ou ayant été empêchés de porter secours aux blessés lors de l'acte 19 à Montpellier et à Nice. Certains d'entre eux rappellent que c'était les street medics qui avaient pris en charge le policier ayant fait un malaise à Paris.

Plusieurs vidéos mises en ligne suite à l'acte 19 des Gilets jaunes le 23 mars, montrent des scènes de violences policières à l'encontre de street medics.

Une vidéo tournée à Montpellier et diffusée sur le compte twitter Street Medic France dévoile un gendarme en train de disperser avec du gaz un groupe de médecins volontaires.

Une gazeuse à la main, il s'approche de medics pourtant facilement identifiables avec leurs casques et leurs tee-shirts blancs. Il gicle ensuite du gaz dans leur direction avant de frapper l'un d'eux au visage.

Sputnik a contacté la personne qui a diffusé ces images afin d'obtenir plus de détails et attend actuellement une réponse.

Ces violences contre les médecins bénévoles qui portent secours aux blessés pendant les manifestations des Gilets jaunes ne sont pas les seules du genre.

Une secouriste de Nice a partagé sur son compte Facebook une vidéo dans laquelle elle affirme avoir été blessée au genou «à cause des CRS». Elle affirme avoir été matraquée par des CRS alors qu'elle portait secours à une dame qui était en insuffisance cardiaque.

Dans une autre séquence, un homme qui se présente comme Thierry Paysant, street medic de Nice, raconte que les forces de l'ordre l'ont empêché de porter secours à une femme blessée. «On était loin de la manif parce que le but d'un secouriste ce n'est pas d'être dans la manif puisque si on se fait prendre à partie, on ne peut pas intervenir», explique-t-il.

Selon lui, alors qu'un gendarme a appelé à laisser passer les secouristes, l'un de ses collègues ne lui a pas permis de s'approcher de la blessée et les a placés en garde à vue. sputniknews.com 25.03

- Choc, traumatisme crânien, ITT… un youtubeur blessé par un LBD lors de l'acte 19 - sputniknews.com 25.03

Un message du YouTubeur Cemil, dans lequel il annonce avoir reçu le 23 mars un tir de LBD en pleine tête à Lyon, a été publié samedi sur Twitter. Sputnik a contacté l'homme blessé afin de vérifier cette information et d'obtenir des détails. Comme Cemil étant à ce moment-là hospitalisé, l'un de ses proches a expliqué ce qui s'était passé.

Après la manifestation des Gilets jaunes à Lyon ce samedi 23 mars, le YouTubeur Cemil a affirmé sur son compte Twitter avoir «reçu un tir de LBD à la tempe droite» et avoir été hospitalisé.

Contacté par Sputnik, l'un de ses proches a mis en lumière ce qui s'était passé.

«Il a reçu un projectile (balle de LBD) dans la tempe droite hier, alors qu'il était visible et identifiable, visage découvert et pacifique. Une manifestante l'ayant reconnu (c'est un artiste vidéaste connu par les manifestants) sur sa gauche, elle l'a salué et lui a fait tourner la tête au moment où le tir est parti, lui évitant un impact frontal qui aurait été dramatique. Il s'en sort avec un choc post-traumatique, une plaie de quelques centimètres, un traumatisme crânien et 6 jours d'ITT», a confié à Sputnik un proche de Cemil.

Selon l'interlocuteur de l'agence, «avant l'incident, tout était calme et le cortège voulait juste avancer, marcher vers les quais de Saône depuis la place Bellecour».

Selon les publications Twitter de Cemil, une plainte sera déposée à sa sortie de l'hôpital. sputniknews.com 25.03

Et pendant ce temps-là les massacres continuent.

- Une douzaine de civils tués par des frappes aériennes en Afghanistan - Reuters

Des frappes aériennes ont coûté la vie samedi à une douzaine de civils de la province de Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan, a-t-on appris dimanche auprès des autorités locales. Reuters

- Des bombardements de la coalition saoudienne signalés à Sanaa - Reuters

La coalition sous commandement saoudien a bombardé samedi plusieurs positions des rebelles chiites Houthis à Sanaa, capitale du Yémen, rapporte Al Arabiya. Reuters

La vraie nature des ONG et d'EELV ou pour qui roulent-ils.

- Européennes : Pascal Canfin quitte WWF pour la liste LREM - Le Parisien

Pressenti depuis plusieurs jours pour rejoindre la liste LREM aux élections européennes, Pascal Canfin a décidé de quitter son poste de directeur général du WWF France, a annoncé ce lundi l'ONG. Le Parisien

- La Chine construit "un projet politique de fracturation" de l'UE, selon Jadot (EELV) - AFP

La Chine construit "un projet politique de fracturation de l'Union européenne", s'est inquiété lundi Yannick Jadot, tête de liste EELV pour les élections européennes, alors que le président chinois Xi Jinping entame une officielle en France.AFP

Les enjeux du "***Grand débat national***".

Permettre à Macron d'appliquer son programme ultra réactionnaire.

- Fonction publique: 120.000 postes en moins est un objectif "tenable", selon Guerini - AFP

- Retraites: le départ à la retraite à 65 ans est "inéluctable", selon Pécresse - AFP

Le départ à la retraite à 65 ans "est inéluctable", a estimé lundi la présidente de la région Ile-de-France Valérie Pécresse (LR), disant avoir "du mal à comprendre pourquoi le gouvernement ne le dit pas". AFP

... et porter atteinte au droit de manifester contre.

- Manifestation interdite samedi sur les Champs-Elysées - Reuters 28 mars 2019

Le nouveau préfet de police de Paris a pris mercredi un arrêté interdisant toute manifestation se revendiquant des "Gilets jaunes" sur les Champs-Elysées et place de l'Etoile, samedi.

La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a pour sa part fait un point sur la réponse judiciaire donnée depuis le 17 novembre aux violences qui ont émaillé les manifestations de "Gilets jaunes".

"A ce jour (...), environ 9.000 personnes ont été placées en garde à vue depuis le début du mouvement", a-t-elle dit.

Ces gardes à vue ont été suivies d'un peu plus de 150 relaxes, environ 1.800 classements sans suite, environ 1.800 alternatives aux poursuites (essentiellement des rappels à la loi), un peu moins de 4.000 renvois devant les tribunaux.

Sur ces 4.000 affaires, environ 1.800 sont encore en attente de jugement et 2.000 condamnations ont été prononcées dont 40% de peines de prison ferme, de quelques mois à trois ans, avec 400 mandats de dépôt, et 60% de peines de prison avec sursis et d'amendes.

"De nombreuses enquêtes sont encore en cours", a ajouté la garde des Sceaux, selon qui 290 plaintes ont par ailleurs été déposées à l'encontre des forces de l'ordre.

"Dans la majorité des cas, les investigations ont été confiées (...) à l'IGPN (la "police des polices")", a-t-elle ajouté. "A ce jour, la quasi-totalité de ces enquêtes est toujours en cours, donc aucune poursuite à l'encontre des forces de l'ordre n'a été portée à la connaissance du ministère de la justice", et 17 ont été classées sans suite. Reuters 28 mars 2019

Une analyse sur la stratégie américaine.

- La nouvelle Grande stratégie des États-Unis par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire, 26 mars 2019

Il est d'usage aux États-Unis de croire que le pays n'a plus de Grande stratégie depuis la fin de la Guerre froide.

Une Grande stratégie, c'est une vision du monde que l'on tente d'imposer et que toutes les administrations doivent respecter. Ainsi, si l'on perd sur un théâtre d'opération particulier, il se poursuit sur d'autres et finit par triompher. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Washington choisit de suivre les directives fixées par l'ambassadeur George Keenan dans son célèbre télégramme diplomatique. Il s'agissait de décrire un prétendu expansionnisme soviétique pour justifier d'un endiguement de l'URSS (containment). Effectivement, bien qu'ils aient perdu les guerres de Corée et du Vietnam, les États-Unis finirent par triompher.

Il est très rare de parvenir à penser une Grande stratégie, même s'il y en a eu d'autres dans la période, notamment avec Charles De Gaulle en France.

Au cours des dix-huit dernières années, Washington est progressivement parvenu à se fixer de nouveaux objectifs et de nouvelles tactiques pour les atteindre.

1991-2001 : une période d'incertitude

Lors de la disparition de l'Union soviétique, le 25 décembre 1991, les États-Unis de Bush père ont considéré qu'ils n'avaient plus de rival. Le président victorieux par défaut a démobilisé 1 million de soldats et a imaginé un monde de paix et de prospérité. Il a libéralisé les transferts de capitaux pour que les capitalistes puissent s'enrichir et, croyait-il, ainsi enrichir ses concitoyens.

Cependant le capitalisme n'est pas un projet politique, mais un moyen de gagner de l'argent. Les grandes entreprises US —pas l'État fédéral— se sont alors alliées au Parti communiste chinois (d'où le fameux « voyage vers le Sud » de Deng Xiaoping). Elles ont délocalisé leurs entreprises à faible valeur ajoutée d'Occident vers la Chine où les travailleurs n'étaient pas éduqués, mais où les salaires étaient en moyenne 20 fois moindre. Le long processus de désindustrialisation de l'Occident commençait.

Pour gérer ses affaires transnationales, le Grand capital a déplacé ses avoirs dans des pays à fiscalité réduite où il a découvert qu'il pouvait échapper à ses responsabilités sociales. Ces pays, dont la fiscalité dérogatoire et la discrétion sont indispensables au commerce international, se trouvèrent soudain embarqués dans une gigantesque optimisation fiscale, voire dans une fraude massive, dont ils bénéficièrent en silence. Le règne de la Finance sur l'Économie débutait.

Stratégie militaire

En 2001, le secrétaire à la Défense et membre permanent du « gouvernement de continuité » [1], Donald Rumsfeld, créa un Bureau de transformation de la force (Office of Force Transformation) qu'il confia à l'amiral Arthur Cebrowski. L'homme, qui avait déjà informatisé les armées, modifia alors leur mission.

Le monde sans l'Union soviétique était devenu unipolaire, c'est-à-dire gouverné non plus par le Conseil de sécurité, mais par les seuls États-Unis. Pour maintenir leur position dominante, ils devaient « faire la part du feu », c'est-à-dire diviser l'humanité en deux. D'un côté, des États stables (les membres du G8 —Russie incluse— et leurs alliés), de l'autre le reste du monde considéré comme un simple réservoir de ressources naturelles. Washington ne considérait plus l'accès à ces ressources comme vital pour lui, mais entendait qu'elles ne soient accessibles aux États stables qu'en passant par lui. Dès lors, il convenait de détruire préventivement toutes les structures étatiques dans ce réservoir de ressources, de sorte que personne ne puisse un jour ni s'opposer à la volonté de la première puissance mondiale, ni se passer d'elle [2].

Cette stratégie a été mise en œuvre depuis sans discontinuer. Elle a débuté au Moyen-Orient élargi (Afghanistan, Irak, Liban, Libye, Syrie, Yémen). Toutefois, contrairement à ce qui avait été annoncé par la secrétaire d'État Hillary Clinton (Pivot to Asia), elle ne s'est pas prolongée en Extrême-Orient du fait du développement militaire chinois, mais dans le Bassin des Caraïbes (Venezuela, Nicaragua).

Stratégie diplomatique

En 2012, le président Barack Obama reprit le leitmotiv du Parti républicain et fit de l'exploitation du pétrole et du gaz de schiste par fracturation hydraulique une priorité nationale. En quelques années, les États-Unis multiplièrent leurs investissements et devinrent le premier producteur mondial d'hydrocarbures, renversant les paradigmes des relations internationales. En 2018, l'ancien directeur de l'équipementier pétrolier Sentry international, Mike Pompeo, devint directeur de la CIA puis secrétaire d'État. Il créa un Bureau des ressources énergétiques (Bureau of Energy Resources) qu'il confia à Francis Fannon. C'était le pendant de ce qu'avait été le Bureau de transformation de la force au Pentagone. Il mit en place une politique entièrement tournée vers la prise de contrôle du marché mondial des hydrocarbures [3]. Pour cela il imagina un nouveau type d'alliances comme celle de la région Indo-Pacifique libre et ouverte (Free and Open Indo-Pacific). Il ne s'agit plus de créer des blocs militaires, comme les Quads, mais d'organiser ces alliances autour d'objectifs de croissance économique fondés sur un accès garanti à des sources d'énergie.

Ce concept s'intègre à la stratégie Rumsfeld/Cebrowski : il ne s'agit pas de s'approprier les hydrocarbures du reste du monde (Washington n'en a plus du tout besoin), mais de déterminer qui pourra en avoir pour se développer et qui en sera privé. C'est une rupture complète avec la doctrine de la raréfaction du pétrole promue par les Rockfeller et le Club de Rome depuis les années 1960, puis par le Groupe de développement de la politique énergétique nationale (National Energy Policy Development Group) du vice-président Dick Cheney. Désormais, les États-Unis estiment que non seulement le pétrole n'a pas disparu, mais malgré l'augmentation drastique de la demande, l'humanité en dispose pour un siècle au moins.

Sous des prétextes divers et variés, Pompeo vient de bloquer l'accès de l'Iran au marché mondial, puis du Venezuela, et enfin de maintenir des troupes à l'Est de la Syrie pour empêcher que l'on y exploite les champs que l'on y a découverts [4]. Simultanément, il exerce des pressions sur l'Union européenne pour qu'elle renonce au gazoduc russe Nord Steam 2 et sur la Turquie pour qu'elle renonce à Turkish Stream.

Stratégie commerciale

En 2017, le président Donald Trump tente de rapatrier une partie des emplois délocalisés des États-Unis en Asie et dans

l'Union européenne. S'appuyant sur les conseils de l'économiste de gauche Peter Navarro [5], il mit fin au Partenariat trans-pacifique et renégocia l'Accord de libre-échange nord-américain. Simultanément, il instaura des droits de douane prohibitifs sur les voitures allemandes et la plupart des produits chinois. Il compléta le tout avec une réforme fiscale encourageant le rapatriement des capitaux. Cette politique a déjà permis d'améliorer la balance commerciale et de relancer l'emploi.

Le dispositif est désormais complet au plan militaire, économique et diplomatique. Chaque volet est articulé l'un à l'autre. Chacun sait ce qu'il doit faire.

La force principale de cette nouvelle Grande stratégie est qu'elle n'a pas été comprise par les élites du reste du monde. Washington dispose donc de l'effet de surprise, renforcé par la communication délibérément chaotique de Donald Trump. Si l'on observe les faits, et pas les tweets présidentiels, on constate l'avancée des États-Unis après la période d'incertitude des présidents Clinton et Obama.

[1] Le Gouvernement de continuité est une instance états-unienne créée par le président Eisenhower durant la Guerre froide et toujours effective. Elle a pour mission d'assurer la continuité de l'État en cas de vacance de l'Exécutif, c'est-à-dire de décès du président, du vice-président et des présidents des assemblées lors d'une guerre nucléaire. Sa composition exacte est en principe secrète bien qu'il dispose de moyens très importants.

[2] Cette stratégie a été popularisée par l'assistant de Cebrowski, Thomas Barnett. The Pentagon's New Map, Thomas P. M. Barnett, Putnam Publishing Group, 2004.

[3] "Mike Pompeo Address at CERAWeek", by Mike Pompeo, Voltaire Network, 12 March 2019.

[4] Hier soir, le département US du Trésor a émis une mise en garde contre toute forme de commerce de pétrole avec l'Iran ou avec la Syrie : "Sanctions Risks Related to Petroleum Shipments involving Iran and Syria", Voltaire Network, 25 March 2019.

[5] Death by China, Peter Navarro, Pearson, 2011. Crouching Tiger : What China's Militarism Means for the World, Prometheus Books, 2015.

Le fascisme assumé.

- 55 ans après le coup d'état US au Brésil, le nouveau président élu Bolsonaro ordonne la célébration du putsch - Mondialisation.ca, 26 mars 2019

Extrait. Brésil : 55 ans après le coup d'État des militaires du 31 mars 1964 et le renversement du président Joao Goulart, le nouveau président d'extrême-droite, Jair Bolsonaro a ordonné une célébration du coup d'État militaire de 1964. Il est important de revenir sur le soutien actif du gouvernement des États-Unis, de la Banque mondiale et du FMI aux militaires qui ne fait pas l'ombre d'un doute. Le 2 avril 2014, une organisation non gouvernementale aux États-Unis, le National Security Archive (NSA !) a rendu public une série impressionnante de documents officiels déclassifiés faisant la preuve de la complicité de Washington avec les militaires brésiliens qui ont renversé 50 ans plus tôt le régime démocratique de Joao Goulart.

Le FMI et la Banque mondiale n'hésitent pas à appuyer des dictatures quand ils (et d'autres grandes puissances capitalistes) le trouvent opportun. Les auteurs du Rapport mondial sur le développement humain réalisé par le PNUD (édition 1994) l'écrivent noir sur blanc : " De fait, l'aide versée par les États-Unis pendant les années 1980 est inversement proportionnelle au respect des droits de l'homme. Les donateurs multilatéraux ne semblent pas non plus encombrés de telles considérations. Ils semblent en effet préférer les régimes autoritaires, considérant sans ciller que ces régimes favorisent la stabilité politique et sont mieux à même de gérer l'économie. Lorsque le Bangladesh et les Philippines ont mis fin à la loi martiale, leur part respective dans l'ensemble des prêts de la Banque mondiale a diminué " Mondialisation.ca, 26 mars 2019

- Italie : une coalition droite/extrême-droite remporte l'élection en Basilicate - euronews 25 mars 2019

Selon des résultats portant sur plus de 95% des sièges électoraux, le candidat de cette coalition régionale qui réunit principalement la Ligue de Matteo Salvini et Forza Italia (FI), le parti de Silvio Berlusconi, remporte 41,9% des voix.

Au niveau national, la Ligue gouverne avec le Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème), tandis que FI et les petits partis de la coalition sont dans l'opposition.

Mais au niveau local, dans de nombreuses villes et régions, la coalition FI-Ligue se maintient et a remporté six des sept dernières élections régionales.

Le centre gauche, en difficulté dans tout le pays depuis sa défaite lors des législatives de mars 2018, perd la région malgré un

bon score (33,3%), qui en cache cependant un très mauvais: au sein de cette coalition, le Parti démocrate (PD), pilier du centre gauche en Italie, n'obtient que 7,8% des voix.

Prochain test le 26 mai pour les élections européennes où ce sera chacun pour soi.

A l'heure actuelle, les sondages au niveau national donnent la Ligue en tête avec environ 32% des intentions de vote, suivie par le M5S et le PD, au coude à coude, le premier estimé à 22% et le deuxième à 20%, loin devant FI, crédité de 10%. euronews 25 mars 2019

Totalitarisme planétaire.

- Venezuela: Les preuves de l'implication de Juan Guaidó dans le terrorisme contre le pays - albaciudad.org publié par Mondialisation.ca, 25 mars 2019

Samedi, le vice-président de secteur de la Communication, de la culture et du Tourisme, Jorge Rodríguez, a donné des détails sur le plan de recrutement, d'entraînement et la méthode d'opération d'un groupe de terroristes financés et organisés par Juan Guaidó et des membres de Volonté Populaire qui envisageaient d'assassiner des dirigeants politiques et de déstabiliser la paix et la tranquillité de la République.

Rodríguez a dénoncé le fait que des groupes paramilitaires entraînés en Colombie ont réussi à entrer au Venezuela après le 23 février : « Ces assassins ont été déplacés vers la Colombie pour entrer au Venezuela par ses frontières. » La formation de groupes de 8 à 10 équipes de tueurs à gages en provenance du Nicaragua, du Honduras et du Salvador, des groupes de 8 personnes, qui étaient entraînés en Colombie pour entrer en territoire vénézuélien et réaliser des actes terroristes. »

« A la suite de la fermeture de la frontière, tous les groupes de tueurs à gages n'ont pas réussi à entrer au Venezuela mais au moins la moitié de ces assassins ont réussi à entrer, » a déclaré le ministre. Il a souligné que les autorités vénézuéliennes recherchent ce groupe de tueurs à gages : « Nous avons identifié certains paramilitaires qui sont entrés au Venezuela, nous les recherchons par les airs, la mer et la terre. »

Jorge Rodríguez a précisé que les conversations trouvées sur le téléphone de Roberto Marrero (l'intermédiaire entre Guaidó et les tueurs à gages) qui a été récemment arrêté par le SEBIN ont mis en évidence qu'il conspirait avec Guaidó pour gérer le financement d'actes terroristes.

Parmi les actes planifiés par cette cellule terroriste, il y a des assassinats sélectifs de dirigeants politiques (il y avait même une liste de ceux qu'ils devaient assassiner), de nouveaux attentats, des explosions de rames du métro de Caracas, des attaques du téléphérique de Caracas, la création de faux positifs, l'organisation d'une grève générale, une attaque du Palais de Miraflores et des actes terroristes planifiés par « El Agricultor, » déjà identifié par les autorités.

Le financement de ces paramilitaires provient de fonds de l'Etat vénézuélien gelé par la banque internationale dans différents pays sur ordre du Gouvernement des Etats-Unis. Dans les chats trouvés sur son téléphone portable, on trouve en particulier le cas de Refidomsa PDV Caraïbes. Rodríguez a rappelé que les humoristes russes Vovan et Lexus, en se faisant passer pour le président de la Suisse, ont fait reconnaître à Guaidó qu'il avait sur l'un de ses comptes l'argent de comptes de l'Etat vénézuélien.

Rodríguez a aussi mentionné un chat entre Roberto Marrero et une personne identifiée comme "Rosana de Cúcuta" qui lui dit que l'argent pour engager les tueurs à gages n'est pas suffisant et il s'engage à payer entre 500 000 et 700 000 dollars par jour pour engager ces personnes.

Ces objectifs ont été définis par ce qu'on appelle « l'Etat major des terroristes » composé par Gavilán (Leopoldo López), Carlos Vequio Fernando Martínez Motola, Freddy Guevara (chef de la propagande de Guaidó), Juan Andrés Mejia, Roberto Marrero, Alias Roxana (qui opérait de Cúcuta) et Sergio Vergara, parmi d'autres membres de Volonté Populaire qui, avec Juan Guaidó, planifiaient les actions évoquées précédemment.

Arrestation de "Neco", le chef des tueurs à gages liés à Volonté Populaire

Après sa conférence de presse, Rodríguez a fait savoir dans un message publié sur son compte Twitter qu'un citoyen de nationalité colombienne lié aux plans terroristes que la droite cherchait à appliquer dans les prochains jours au Venezuela avait été arrêté.

« A propos de la précédente dénonciation, nous informons qu'un chef paramilitaire parmi les plus recherchés Colombie: Wilfrido Torres Gómez, alias Neco, a été arrêté. C'est l'un des chefs des tueurs à gages que l'extrême-droite a fait entrer de Colombie. Recherché par Interpol avec un code bleu pour homicide et assassinats commandités, » a écrit Rodríguez qui a joint des photos du registre d'identification du chef paramilitaire. Mondialisation.ca, 25 mars 2019

- Les USA inventent la « réciprocité d'accès » - Réseau Voltaire 27 mars 2019

Le Congrès a adopté la loi sur la réciprocité d'accès au Tibet (Reciprocal Access to Tibet Act — H.R.1872) que le président Trump a promulguée le 19 décembre 2018.

Ce texte a été présenté par le représentant James McGovern (Démocrate) à la suite d'une campagne de l'acteur Richard Gere et de l'International Campaign for Tibet (ICT). Il prévoit d'interdire l'accès aux États-Unis des fonctionnaires chinois qui refuseraient à des citoyens états-uniens celui au territoire tibétain.

Les États-Unis eux-mêmes pratiquent une politique très restrictive d'accès à leur territoire et se donnent le droit de refouler à leur frontière tout étranger, même disposant d'un visa.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang (photo), a déclaré le 26 mars 2018 que ce texte était un mauvais message dans la mesure où les États-Unis n'ont pas à interférer dans la vie d'une province chinoise. Il a rappelé que compte tenu des particularités géographiques de ce territoire, il était indispensable d'en réguler l'entrée aux étrangers.

Les États-Unis entendent étendre progressivement ce dispositif de « réciprocité d'accès » à d'autres régions dans le monde, de sorte que tout citoyen US puisse se rendre n'importe où dans le monde. Réseau Voltaire 27 mars 2019

- Trump reconnaît la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan - Reuters 26 mars 2019

Le président américain Donald Trump a signé lundi un décret par lequel les Etats-Unis reconnaissent la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, un geste immédiatement dénoncé par Damas.

Le plateau du Golan a en partie été occupé par l'armée israélienne lors de la guerre des Six-Jours en 1967, qui en a chassé les forces syriennes. Il a depuis été annexé par l'Etat hébreu.

De son côté, la Syrie s'est indignée de la position américaine. « Dans ce qui constitue une violente attaque contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie, le président des Etats-Unis a reconnu l'annexion du Golan syrien », a déclaré une source du ministère des Affaires étrangères à l'agence de presse officielle syrienne Sana.

« Trump n'a pas le droit ni l'autorité légale pour légitimer l'occupation » israélienne, a estimé une source du ministère des Affaires étrangères syrien, à l'agence de presse officielle syrienne Sana. Le soutien illimité de Washington à Israël fait des Etats-Unis « le premier ennemi des Arabes », a-t-elle encore affirmé.

Sur Twitter, le chef de l'opposition syrienne, Nasr Hariri, a estimé que la décision américaine allait «provoquer plus de violence et d'instabilité et aurait des répercussions négatives sur les efforts en vue de la paix dans la région».

« L'intention des Etats-Unis de reconnaître la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan conduit à une violation grossière du droit international, entrave la résolution de la crise syrienne et aggrave la situation dans tout le Proche-Orient », a averti lundi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov lors d'un entretien téléphonique avec son homologue américain Mike Pompeo avant la signature du décret.

Le Kremlin craint « une nouvelle vague de tensions dans la région du Proche-Orient », a averti la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova.

Au Caire, le secrétaire général de la Ligue arabe, une organisation qui regroupe les Etats arabes, Ahmed Aboul Gheit, a jugé la décision de Donald Trump «nulle et non avenue dans le fond et la forme ».

La Turquie a fermement condamné cette décision de la Maison blanche la qualifiant de "malheureuse" et estimant que "l'approche" de Washington "continue à être une partie du problème plutôt qu'une partie de la solution au Moyen-Orient", a indiqué le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué.

« Pour le secrétaire général (Antonio Guterres), il est clair que le statut du Golan n'a pas changé. La politique de l'ONU à l'égard du Golan vient des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et cette politique, à nouveau, n'a pas changé », a souligné le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric lors de son point-presse quotidien. Reuters et Le Parisien 26 mars 2019

- Les Etats-Unis isolés à l'ONU pour défendre une souveraineté d'Israël sur le Golan - AFP 28 mars 2019

Les Etats-Unis ont défendu mercredi au Conseil de sécurité la décision de Donald Trump de reconnaître la souveraineté d'Israël sur le Golan, une position unanimement condamnée par leurs 14 partenaires de l'ONU lors d'une réunion convoquée en urgence à la demande de la Syrie. AFP 28 mars 2019

- La Syrie repousse une attaque aérienne israélienne près d'Alep (Sana) - AFP 28 mars 2019

La défense syrienne a repoussé mercredi soir une attaque aérienne israélienne près d'Alep (nord), a annoncé l'agence officielle de presse syrienne Sana.

Il s'agit du premier bombardement israélien depuis l'annonce par le président Donald Trump de la reconnaissance par les Etats-Unis de la souveraineté israélienne sur la plateau syrien du Golan, dont l'annexion n'est pas admise par la communauté internationale. AFP 28 mars 2019

- Un secouriste palestinien tué par des tirs israéliens dans un camp de réfugiés - Le HuffPost 27 mars 2019

Un secouriste palestinien de 17 ans a été tué mercredi 27 mars par des tirs des forces israéliennes lors d'affrontements dans un camp de réfugiés près de Bethléem, en Cisjordanie occupée, a annoncé le ministère palestinien de la Santé.

Selon un porte-parole du ministère de la Santé, Sajid Muzher travaillait comme secouriste lorsqu'il a été tué par des tirs israéliens dans le camp de Dheisheh. L'armée israélienne n'a pas répondu aux questions de l'AFP pour l'instant.

"L'assassinat par (les forces d') occupation d'un secouriste avec des tirs à balles réelles dans l'abdomen est un crime de guerre", a dénoncé le ministre palestinien de la Santé Jawad Awad dans un communiqué. Sur les réseaux sociaux, la photo de Sajid Muzher a été largement relayée par des défenseurs de la cause palestinienne.

L'armée israélienne pénètre régulièrement dans les camps de réfugiés en Cisjordanie, territoire occupé par Israël depuis plus de cinquante ans, pour procéder notamment à des arrestations, provoquant souvent des affrontements avec les habitants. Le HuffPost 27 mars 2019

SECONDE PARTIE

Si nos aspirations sont légitimes, le régime est illégitime et doit disparaître.

Qu'on appartiennent à n'importe quelle couche de la classe ouvrière ou des classes moyennes, on partage le même réflexe, la même habitude, le même rapport à la société ou aux rapports qui en sont à l'origine, à savoir qu'au moment d'aller se coucher le soir ou de se lever le matin, à aucun moment il nous vient à l'esprit de les remettre en cause ou d'imaginer tout simplement qu'on pourrait avoir une toute autre vie.

Notre niveau de conscience est si bas, qu'il ne nous viendra pas à l'esprit de nous poser cette question qui porte en elle notre émancipation. Dès lors tout ce qu'on vous proposera qui pourrait y conduire, vous apparaîtra utopique ou farfelu, pas sérieux ou dénué d'intérêt et vous vous en détournerez.

C'est une question somme toute élémentaire, dont on fait abstraction parce qu'on n'y a jamais pensé auparavant ou tout du moins, depuis notre adolescence ou l'époque de notre vie de jeune adulte pénétrant dans le monde du travail, qui a été conçue en quelque sorte comme une machine infernale destinée à broyer toutes nos aspirations, de manière à ce que l'idée de notre émancipation ne nous viennent pas à l'esprit.

Qu'on ne puisse pas imaginer une autre organisation de la société, c'est grave et préfigure des jours sombres.

L'ordre établi règne en maître !

Jusqu'à quand ?

C'est notre condition qui nous amène à nous poser des questions et à développer une conscience de classe, qui se traduira par notre engagement politique. Ce processus présente la particularité de ne pouvoir se réaliser qu'en identifiant notre condition à celle de notre classe, à nos semblables partout dans le monde, autrement dit, dès lors qu'on cesse d'être indifférent à notre condition ou plutôt qu'on décide de le prendre en mains, notre intérêt va s'étendre ou intégrer le sort de l'ensemble des exploités et des opprimés.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit hier soir, après m'être demandé comment peut-on vivre sans conscience politique, en pensant aux travailleurs que j'observe quotidiennement, et en repensant au comportement de tous ceux que j'avais croisés un jour, mais aussi aux différentes périodes de ma vie pendant lesquelles cette conscience avait été absente, et j'ai relevé que dans ces cas-là on avait une vision de l'existence singulièrement étroite, dans le sens où notre attention ou nos intérêts ne dépassaient pas le stade de notre propre expérience quotidienne, au-delà de laquelle tout ce qui existait nous laissait indifférent ou nous ne parvenions pas à nous le représenter clairement.

Ce qu'on peut constater, c'est que dans la situation que je viens de décrire, on se couchera le soir et on se lèvera chaque matin sans se demander pourquoi on doit subir cette vie-là, ou sans jamais imaginer qu'elle pourrait être radicalement différente et meilleure, recroquevillé sur nous-même pour être doté d'un état d'esprit étroit, et quand bien même cela nous viendrait à l'esprit lors d'un instant de lucidité fugitif, on s'interdirait d'y penser par crainte de se faire des illusions inutilement ou de rendre notre condition encore plus insupportable. Du coup on s'enferme dans un cercle vicieux suicidaire d'où il sera extrêmement difficile de sortir.

Dès lors, la seule question qui mériterait d'être posée, ne devrait-elle pas être celle de savoir comment ou par quel moyen on pourrait parvenir à rompre ou à sortir de ce cercle infernal, sinon en prenant conscience que ce sont les rapports sociaux de production existant qui déterminent à la fois notre condition et la structure, l'organisation, le fonctionnement de l'ensemble de la société, de sorte qu'il demeurera impossible de réaliser nos aspirations (démocratiques) ou de pouvoir satisfaire nos besoins (sociaux) aussi longtemps qu'ils existeront ou que nous les subirons sans réagir en demeurant isolé, sans nous organiser, et que c'est uniquement cette prise de conscience individuelle mise en pratique collectivement qui permettrait de changer la société pour avoir une vie meilleure débarrassée de toutes ces souffrances inutiles et injustes.

Nous n'avons aucun intérêt à nous raconter des histoires ou à idéaliser la moindre réaction ou mobilisation des travailleurs, dans laquelle on a pris l'habitude de voir l'irruption ou le témoignage d'une conscience de classe, qui en réalité n'existera pas aussi longtemps qu'elle ne s'inscrira pas dans la perspective de leur émancipation du capitalisme, et contribuera au contraire à mieux les asservir.

Nous ne nous livrons pas ici à un exercice ou à une fixation d'ordre doctrinaire, car pour concevoir cette libération il faut au préalable avoir à l'esprit qu'on pourrait ou qu'on devrait pouvoir vivre autrement, être convaincu de la légitimité de nos aspirations, or c'est ce qui fait le plus défaut chez les travailleurs et les militants qui s'accommodent du capitalisme. On ne peut pas concevoir notre émancipation du capitalisme, quand on n'est pas absolument convaincu de la légitimité de nos aspirations, quand on y a renoncé ou elles ne nous viennent même pas à l'esprit. Si je prends ma propre expérience en exemple, je peux affirmer que c'est parce que ces aspirations ne m'ont jamais quitté que j'ai conservé intactes les mêmes convictions politiques depuis 43 ans.

Or, on peut observer également que ces aspirations ne figurent pas dans les revendications du mouvement ouvrier, en réalité, soit elles ont été de fait abandonnées, soit elles apparaissent sous des termes génériques tellement flous ou accessoires, qu'on est spontanément porté à croire qu'elles seraient en option et personne n'y prête attention ou ne les prend au sérieux, ce qui dès lors ne sert strictement à rien, alors qu'elles contribuent à légitimer notre engagement politique, qui s'inscrit dans le cadre d'un processus historique dont justement il s'agit de prendre conscience, pour être parvenu à un stade de développement où il est enfin possible de les réaliser, d'entrevoir le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté.

C'est la raison pour laquelle je mets en avant ces aspirations en les reliant au socialisme, puisque c'est uniquement dans ce cadre-là qu'elles pourraient se réaliser.

Non, travailler une ou deux années de moins ne changerait rien à notre condition, non, travailler une ou deux heures de moins par jour ne changerait rien à notre condition, non, obtenir une augmentation de salaire de quelques pourcents ne changerait rien à notre condition, non, commencer à aller à l'école dès l'âge de 3 ans ne changerait rien à notre condition, etc. dans tous ces cas de figures aucune de nos aspirations ne seraient satisfaites, nous travaillerions toujours trop et trop longtemps, nous continuerions à vivre pour travailler au lieu de travailler pour vivre, nous continuerions à n'avoir aucune liberté, y compris une fois à la retraite puisse finalement ce serait la société telle qu'elle existe qui dicterait encore notre comportement ; si vous croyez que cela m'amuse de passer mes journées devant un écran d'ordinateur au lieu de profiter de la vie, on devrait pouvoir imaginer passer son temps ou consacrer ses vieux jours à autres choses de plus agréables, non ?

Quand le mouvement ouvrier s'est développé et organisé vers la fin du XIXe siècle, immédiatement il revendiqua un changement de régime et de société et ce discours passait très bien auprès des ouvriers. Ils ne voulaient pas se contenter d'une amélioration substantielle de leur condition, ils voulaient tout ou vivre comme les bourgeois qui étaient les seuls à profiter vraiment de la vie, c'est ce facteur autant que la rudesse de leur condition qui fit le succès du socialisme à cette époque, parce qu'il ne se contentait pas de répondre aux besoins immédiats des travailleurs, il s'inscrivait aussi dans une perspective historique.

Cette conception de la lutte de classe a fait ses preuves, mais nous l'avons abandonnée. Il est donc urgent de renouer avec elle, mais pas n'importe comment. Si la majorité des travailleurs bénéficient de conditions sans comparaison ou presque avec celles d'autrefois, en revanche leur mode de vie et les rapports au sein de la société n'ont cessé de se dégrader rapidement depuis près de 40 ans, au point de devenir médiocres et détestables sans laisser le moindre espoir d'une amélioration future, ce qui ne peut les laisser indifférents pour y être confrontés quotidiennement quel que soit leur statut individuel, leur niveau de rémunération.

Donc tout en défendant quotidiennement avec acharnement tous nos droits sociaux, en ne cédant rien sous aucun prétexte à nos ennemis, c'est sur ce facteur qu'il faut s'appuyer ou qu'il faut mettre en avant, car il incarne la spoliation de leur aspirations légitimes les plus profondes qui sont irrémédiablement incompatibles avec l'existence du capitalisme (et ses institutions), qui par conséquent doit être désigné comme l'ennemi à abattre. Le choix qu'ils doivent avoir ne doit plus être vivre plus ou moins mal en régime capitaliste, mais abattre le capitalisme pour réaliser leurs aspirations.

Dans quelle société vivons-nous ?

Ils n'en ont strictement rien à foutre de votre condition !

1- Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, repéré par la presse people sur un dance floor, à la veille d'une mobilisation des "gilets jaunes" qui allait s'avérer particulièrement violente. Le couple présidentiel, en tenue de sports d'hiver, sur un télésiège, dans une station pyrénéenne, quand, au même moment, les forces de l'ordre en décousent avec les black blocs.

Ils sont en "état de guerre" contre "un ennemi intérieur" : Le peuple travailleur qui exige la démocratie.

2- Dans un entretien à France Bleu Touraine [1], le député LREM de la deuxième circonscription d'Indre-et-Loire, Daniel Labaronne.

« On peut pas les arrêter ces gens-là avant qu'ils n'arrivent sur les Champs-Élysées ? On peut pas mener des arrestations préventives ? » « Oui, on devrait pouvoir ».

« Le problème, c'est qu'on est dans un état de droit ».

« Nous sommes un peu en état de guerre, là, nous sommes face à un ennemi intérieur. » larotative.info 21.03

Dans quel monde voulons-nous vivre demain ? Pas dans le leur !

- "Smombies" : la Corée du Sud agit contre les zombies du téléphone - euronews 27 mars 2019

Les yeux rivés sur le téléphone, les pouces qui s'activent sur le petit écran tactile, rien d'autre ne compte ! Le smartphone a transformé l'être humain en "zombie du téléphone", en

"smombie" comme on l'appelle maintenant . Cet usage compulsif provoque notamment des accidents de la route.

En 2017, malgré les campagnes de prévention contre les dangers du téléphone en voiture, les Européens continuaient d'utiliser leur précieux bijou de technologie au volant. Selon la Fondation Vinci Autoroutes , ils étaient 43% à téléphoner (avec le Bluetooth) et 24 % à écrire et/ou lire des SMS ou des mails .

La Corée du Sud lutte contre les "smombies"

Selon les dernières statistiques de 2017, les chiffres sont impressionnants en Corée du Sud. Cette année-là, environ 94% des Sud-coréens détenaient un portable et 1 600 piétons ont été tués dans des accidents de la route. En cause notamment, le manque de vigilance dû à l'utilisation du smartphone. Afin de limiter le nombre d'accidents, des concepteurs sud-coréens ont décidé de créer un système pour avertir les piétons et les automobilistes scotchés à leur smartphone.

Kim Jong-Hoon , chercheur à l'Institut de Génie Civil et Technologie du Bâtiment (KICT), a participé à l'élaboration du système : " Après qu'un capteur radar et une caméra thermique ont détecté un véhicule et un piéton, explique le chercheur , les feux de la route commencent à clignoter et l'application du smartphone envoie un message d'avertissement pour prévenir les accidents de smombie ". Un concept seulement déployé sur un seul carrefour d' Uslan , une ville de banlieue au nord de Séoul, la capitale.

LED, faisceaux laser, à l'approche du carrefour en question, c'est un véritable défilé de lumières colorées qui s'animent sur le passage à niveau équipé. Le système représente plus de 11 000€ d'investissement .

La Corée du Sud n'est pas le seul pays à tester des dispositifs pour réduire les accidents dus à l'utilisation du smartphone, l'Allemagne et Israël essaient également des systèmes similaires.

La nomophobie, le mal du siècle ?

Ne plus pouvoir se passer de son smartphone n'est plus seulement un phénomène de mode, mais une véritable pathologie.

Cette angoisse viscérale et de plus en plus répandue, à tel point que "la nomophobie" a été élue "mot de l'année" en 2018 par le Cambridge Dictionary . Les principaux concernés sont les jeunes adultes âgés de 18-25 ans. Ces derniers finissent donc par être dépendants de leur compagnon électronique. euronews 27 mars 2019

LVOG - La survie du capitalisme présente bien une grave menace pour la civilisation humaine.

Opportunisme tout azimut.

L'horizon indépassable du capitalisme.

- Les éléments de cadrage sur la fiscalité et les dépenses publiques mis en ligne sur le site du Grand Débat présentent de nombreux biais qui induisent les citoyens en erreur. Loin de tirer le constat du mécontentement social pour remettre en question les priorités de sa politique économique, le gouvernement les pose comme un contexte inébranlable : la France, championne des dépenses publiques, vit au-dessus de ses moyens et les Français ne veulent plus payer d'impôt. Il faut donc réduire les uns et les autres. On demande alors seulement aux citoyens quels impôts supprimer et quelles dépenses couper. Nous souhaitons ici dénoncer quelques idées reçues et rétablir quelques vérités. Loin d'être une charge pour la société, les dépenses publiques constituent autant de revenus pour les entreprises et les ménages tout en assurant des services collectifs essentiels. Les comparaisons internationales se fondant sur les seuls ratios comptables ne sont pas pertinentes car elles ne comparent pas la même chose.

La Poste agence de renseignement.

- Une entreprise française sait beaucoup de choses sur vous : où vous habitez, quand vous déménagez, de combien de membres se compose votre famille, quel type de colis vous recevez et de qui… Cette entreprise, c'est La Poste, déjà connue pour revendre des fichiers d'adresses à des entreprises pour leurs prospections commerciales. Un nouveau cap pourrait être franchi : La Poste a racheté une start-up grenobloise spécialisée dans l'intelligence artificielle, qui permet de collecter et d'organiser des milliards de données personnelles.

Racket de l'Empire.

- En dix ans, les entreprises européennes ont versé plus de 20 milliards de dollars aux agences américaines chargées de lutter contre la corruption et les violations d'embargos. En France, ce sont les amendes record infligées à BNP Paribas et à Alstom en 2014 qui ont alerté les autorités.

Il faut sauver ces emplois !

La France achète, vend et utilise des armes de guerre : les grenades GLI F4, les grenades de désencerclement... La France achète et utilise des munitions qui mutilent : les cartouches à destination des Lanceurs de balles de défense de 40 et 44 mm (Flash Ball SuperPro et SuperPro2, LBD 40, Kann 44, Riot Penn Arms). larotative.info 21 mars 2019

VERNEY CARRON : fabrique pistolets Flash-ball, grenades de désencerclement - 54 Boulevard Thiers, 42002 Saint-Étienne

NOBEL : fabrique grenades lacrymogènes - 5 Rue du Squiriou, 29590 Pont-de-Buis-lès-Quimerch

SAPL : fabrique grenades de désencerclement, gazeuses, matériels de maintien de l'ordre – La Ferté Fresnet, Le Biot, 61550 La Ferté-en-Ouche

REDCORE : fabrique lanceurs de balles de défense, grenades de désencerclement - Technellys Bât C - 165 rue de la Montagne du Salut, 56600 Lanester

BGM : distributeur des lanceurs de 40 mm (LBD40 et lanceurs multicoups Penn Arms) - 15, Route de Meaux, Le Bois-Fleuri, 77410 Claye-Souilly

MSA : fabrique matériels de maintien de l'ordre (casques, boucliers…) - ZI Sud, 01400 Chatillon sur Chalaronne

PROTECOP : fabrique matériels de maintien de l'ordre - 2194 Route de Thiberville, 27300 Bernay

RIVOLIER : commercialise et importe les armements étrangers en France - Z.I. Les Collonges, 42173 Saint-Just-Saint-Rambert

SECURITE TIR EQUIPEMENT : commercialise et importe les armements étrangers et français destinés au maintien de l'ordre -

477, Chemin de l'Avenir, 13300 Salon de Provence

CENTRE D'EXPERTISE ET D'APPUI LOGISTIQUE : test et homologation des armes destinées au maintien de l'ordre – 168 rue de Versailles, 78150 Le Chesnay

BANC NATIONAL D'EPREUVE ET D'HOMOLOGATION : test et homologation des armes destinées au maintien de l'ordre – ZI Molina Nord, 5 rue de Méons, 42002 Saint Etienne

ETABLISSEMENT LOGISTIQUE DE LA POLICE : ZI Buxerolles, 1 rue Faraday, 87000 Limoges

NOBEL : siège social – 57 rue Pierre Charron, 75008 Paris : fabrique les système de mise à feu des grenades lacrymogène

BRÜGER & THOMET : fabrique les lanceurs de balles de défense de 40 mm – Tempelstrasse 6, CH-3608 Thun

Pour une meilleure répartition des richesses. Il n'y a que les écervelés ou les charlatans pour y croire encore. Expropriation sans indemnités !

- "La meilleure rentabilité depuis 2011" - euronews 25 mars 2019

- Les entreprises du CAC 40 ont dégagé 88,5 milliards de profits en 2018 - Les Echos 21.03

Record manqué. Alors que l'on pensait que les plus grandes entreprises françaises cotées avaient la capacité de battre leur précédent plus haut de 2007 , elles affichent, au titre de 2018, une baisse de 5,4 % de leurs profits, à 88,498 milliards d'euros, selon les chiffres compilés par EY. Ce que laissait déjà entrevoir les résultats du premier semestre (-6,8 % à 48 milliards d'euros).

Malgré tout, pour Marc Lefèvre, , associé chez EY, « si l'on n'a pas atteint les 100 milliards de profits comme on pouvait l'espérer, il ne faut pas oublier que 2018 marque la deuxième meilleure année en termes de grandeur » depuis dix ans, après les 93,58 milliards de 2017. « 88,5 milliards de profits, c'est aussi un chiffre qui reste nettement supérieur à la moyenne des 10 dernières années », qui est de 68 milliards d'euros par an.

Car la diminution de la rentabilité du CAC 40 ne doit pas masquer les deux bonnes nouvelles de 2018. D'abord le chiffre d'affaires, qui a augmenté de 2,4 %. « L'activité a été soutenue », constate Sonia Bonnet-Bernard, qui rappelle que cette croissance intervient « après une excellente année 2017 », avec hausse des ventes supérieure à 5 %. « En absolu, c'est donc un bon chiffre, car ce n'était pas évident après la croissance soutenue de 2017. C'est un élément très positif de cette année. »

Surtout, à 1.305,73 milliards d'euros, il s'agit « du chiffre d'affaires le plus élevé du CAC 40 depuis 2007 », note Marc Lefèvre, qui rappelle aussi que « cette croissance de 2,4 % est supérieure à la moyenne de ces dernières années ». Une performance d'autant plus remarquable, que les effets de change négatifs ont pesé à hauteur de 0,9 % sur le chiffre d'affaires des entreprises du CAC 40 qui publient leurs comptes en dollar (ArcelorMittal, STMicroelectronics, TechnipFMC et Total) et que la sortie de LafargeHolcim et de Solvay du CAC a aussi eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires global (en revanche, l'entrée d'Hermès et Dassault Systèmes a eu un impact positif en termes de bénéfices).

Ensuite, la marge d'exploitation a continué de s'améliorer, passant de 6,8 % du chiffre d'affaires à 7,3 %. Et hors secteur financier, elle grimpe même à 8,5 %, « soit la meilleure rentabilité depuis 2011. C'est un autre signe positif de la santé des fleurons de l'économie française », selon EY.

En 2018, le palmarès du CAC 40 a été pas mal chamboulé avec la sortie de Sanofi et d'AXA du Top 5, remplacé par Crédit Agricole (4e avec 4,4 milliards de profits) et par ArcelorMittal (5e avec 4,36 milliards). Total reprend sa place de plus gros contributeur aux profits du CAC 40, profitant de la reprise du prix du pétrole, avec 9,69 milliards de bénéfices, devant BNP Paribas (7,52 milliards) et LVMH (6,35 milliards), qui monte sur le podium (5e en 2017). Ensemble, le Top 5 pèse 32,3 milliards de profits, soit plus du tiers du total (36,53 %) contre 35,1 milliards pour le Top 5 de 2017 (37,54 % du total).

Total est l'entreprise dont le bénéfice a le plus augmenté, en valeur, en 2018, à 2,05 milliards d'euros. En pourcentage, c'est STMicroelectronics (+464 % à 1,09 milliard d'euros) Les Echos 21.03

La rouleau compresseur En Marche vers le totalitarisme.

- Fonctionnaires: la réforme en Conseil des ministres, des agents dans la rue - AFP 27 mars 2019

Le projet de loi sur la fonction publique franchit une étape décisive avec sa présentation en Conseil des ministres mercredi, jour choisi pour des rassemblements partout en France contre une réforme rejetée par l'ensemble des syndicats de fonctionnaires.

Défendu par le gouvernement comme une nécessité pour rendre la fonction publique "plus attractive et plus réactive" face aux "nouvelles attentes" des citoyens, le texte s'inscrit dans un objectif de suppression de 120.000 postes d'ici à 2022, sur 5,5 millions d'agents dans les trois versants (Etat, hospitalière, territoriale).

Il est rejeté par les neuf syndicats (CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, Unsa, FA-FP, CFE-CGC, CFTC), qui accusent le gouvernement de vouloir une fonction publique alignée sur les règles du secteur privé, au détriment du statut de fonctionnaire et de l'indépendance des agents à l'égard du pouvoir.

Des rassemblements sont prévus devant les préfectures mercredi, après la présentation dans la matinée du projet de loi en Conseil des ministres. Celui de Paris aura lieu à la mi-journée, place Chassaigne-Goyon, à proximité de l'Elysée.

Ces actions sont le prélude à une mobilisation unitaire afin "d'informer, de sensibiliser et de faire monter le rapport de force contre ce projet de loi" mais aussi de "défendre la qualité du service public", selon Jean-Marc Canon, de la CGT, pour qui "les possibilités de dialogue social avec le gouvernement sont épuisées".

Sept syndicats ont appelé à une journée nationale d'action et de grève le 9 mai, une date à laquelle FO et la CFDT ne se sont pas encore ralliées.

"Cela fait plus d'un an que nous dénonçons les orientations prises par le gouvernement (...). Nous continuons de dire qu'elles tournent le dos aux principes de la fonction publique et vont encore plus dégrader les services publics et les conditions de travail des agents dont nous demandons au contraire une hausse des rémunérations", avait dénoncé Bernadette Groison, de la FSU, lors de l'annonce de cette mobilisation.

Après son passage en Conseil des ministres, le projet de loi doit être adopté par le Parlement "d'ici à la fin du premier semestre", selon le gouvernement.

Il prévoit une refonte, comme dans le privé, des instances de dialogue social, un recours accru aux contractuels et aux contrats, la possibilité de ruptures conventionnelles ainsi que des mesures pour "favoriser la mobilité" des agents qui instaurent "un détachement d'office". Il pourrait donner lieu à une dizaine d'ordonnances.

Les syndicats dénoncent aussi bien le contenu du texte que la méthode utilisée. Luc Farré (Unsa) évoque à titre d'exemple la "rupture conventionnelle", prévue par le texte mais "jamais présentée, ni citée durant toute l'année 2018", au cours de laquelle syndicats et gouvernement se sont rencontrés à une cinquantaine de reprises, les premiers boycottant plusieurs fois ces rencontres, qualifiées par certains d'entre eux de "dialogue de sourds".

"La population doit comprendre que ce projet de loi est une des pierres angulaires qui permet de casser l'ensemble de la fonction publique", fait valoir Gaëlle Martinez (Solidaires), regrettant des "attaques répétées du gouvernement qui s'agrègent contre les missions de service public".

Les syndicats des finances publiques (Solidaires, CGT, FO, CFDT, CFTC), qui maintiennent la pression depuis janvier, appellent de leur côté à une nouvelle journée de grève jeudi, après celle du 14 mars.

L'administration fiscale a perdu 25.000 effectifs et 1.200 trésoreries depuis dix ans, selon les syndicats, qui s'opposent à "la refonte sans précédent des missions et du maillage territorial" de la Direction générale des finances publiques (DGFiP) souhaitée par le gouvernement. AFP 27 mars 2019

- La refonte du système de santé votée par les députés - Reuters 27 mars 2019

La loi réformant le système de santé français, dont le but premier est de remédier aux "déserts médicaux" en réorganisant le système de soins, a été adoptée par les députés mardi à l'Assemblée nationale au terme d'un vote solennel.

Une des principales mesures du projet, la suppression, dès la rentrée de septembre 2020, du "numerus clausus" et du concours qui plafonnent le nombre d'élèves admis en deuxième année pour les aspirants médecins, dentistes, kinésithérapeutes et sages-femmes, a suscité une large adhésion.

Il y a également eu consensus autour de la suppression du concours d'entrée à l'internat de médecine (ECN), que les étudiants passent à la fin de la sixième année. Ce concours est très décrié parce que réputé favoriser le bachotage au détriment des projets de recherche des futurs médecins.

En revanche, ce qui remplacera ces deux concours n'a pas encore été annoncé par le gouvernement.

Afin de libérer du "temps médical", la loi crée le métier d'assistant médical. Le contour de cette nouvelle profession doit être défini par la négociation entre les syndicats de médecins libéraux et la Sécurité sociale. L'objectif est de créer 4.000 postes d'assistants médicaux d'ici à 2022.

Seuls les médecins travaillant en coordination avec d'autres professionnels de santé auront le droit d'avoir un assistant médical, signale Stéphanie Rist. Travailler en réseau "fait gagner du temps" et permet de mieux prendre en charge les patients, souligne cette rhumatologue.

Ces réseaux, appelés communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS), intégreront tous les professionnels d'un territoire donné (médecins, pharmaciens, kinés, infirmières, etc.). L'objectif est d'en créer un millier d'ici 2022 et à terme de mailler tout le territoire.

Toujours pour recruter davantage de médecins dans les "déserts médicaux", le système permettant de rémunérer au smic (1.200 euros par mois) des étudiants en médecine qui acceptent de travailler en zone tendue une fois diplômés a été étendu aux Praticiens à diplômes hors Union européenne (PADHUE).

Toujours pour alléger les tâches des médecins, les pharmaciens seront habilités à délivrer sans ordonnance des médicaments qui en nécessitent une. Les infirmiers pourront pour leur part modifier certaines posologies de traitement.

Très controversés, les hôpitaux dits de proximité ne pratiqueront pas d'accouchements ni de chirurgie lourde, mais pourront offrir des services d'urgence, de gériatrie, de radiologie et de biologie.

Le gouvernement veut "labelliser" 500 à 600 hôpitaux de proximité, en lieu et place des 250 hôpitaux locaux actuels.

"Le principe de ces hôpitaux de proximité, c'est que les médecins de ville travaillent dans l'hôpital. (...) Parce qu'il y a des jeunes qui veulent bien s'installer en ville à condition qu'ils puissent encore faire des choses intéressantes à l'hôpital. (...) Pour les rendre attractifs, il y aura un investissement sur la biologie et la radiologie", explique Stéphanie Rist.

Dans un but de rationalisation, la loi officialise la création de l'espace numérique de santé qui contient le dossier médical du patient, un accès à son compte Assurance-maladie, d'éventuelles applications santé, ainsi que ses ordonnances.

Le soin à distance, jusqu'ici autorisé pour les médecins (télémédecine) sera ouvert aux autres professionnels de santé. Ainsi, en l'absence d'un orthophoniste près de chez lui, un patient pourra consulter à distance celui d'une grande ville. Reuters 27 mars 2019

Parole d'internaute

1- Comme les fameuses “théories du complot”, les “fake news” sont devenues des mots à la mode pour tuer dans l’œuf toutes critiques envers les com. officielles. Ces mots, autrefois utilisés pour des théories ou des nouvelles complètement farfelues, permettent maintenant de décrédibiliser, voir de ridiculiser une critique ou une déclaration gênante. Et ça marche. Car à notre époque de la presse “fast-food”, l’accroche est essentielle, il suffit de mettre ces mots dans un titre, et le tour est joué. C’est tellement simple… Pourquoi s’en priver.

2- À chaque époque ses termes de novlangue pour décrédibiliser ou tuer médiatiquement celui qui ne pense pas “Charlie” ou celui qui ne pense pas “LREM”. Cela a commencé il y a quelques années avec le terme “conspirationniste” ou “complotisme” utilisé à tout va dés les années 2005 environ. Les journalistes chien de garde adoraient partir sur ce terrain avec ceux avec qui ils n’étaient pas d’accord… Ils sont nombreux à avoir utilisé ce terme pour donner de la consistance à leurs propos vides. Ensuite il y a eu la “mode Dieudonné” sous Valls ou la on ajoutait en plus de conspirationniste le terme négationniste ou révisionniste. Autant dire que le mec était frappé du sceau du Démon en personne. On vous mettait 6 pieds sous terre en deux mots. Est venu ensuite le terme antisémite pour dénoncer quiconque ose critiquer Israël où certaines personnalités juives peu recommandables mais tellement valorisées dans les médias. Et vient ensuite, puisque toute cette manipulation et cette chasse aux sorcières n’a pas fonctionnée, on a décidé de parler de “fake News” la, c’est le top pour la doxa. Déjà le terme est international et son écho aussi. Quasi a la même époque on parle de fake News aussi bien en Allemagne qu’aux USA etc … (Posons nous les bonnes questions, qui sont les propagateurs de ces termes ?) le terme Fakenews permet de dire à son interlocuteur : ce que tu me dis est faux.

3 - Le contrôle des médias est beaucoup plus simple et plus efficace. Quand vous controlez l’AFP, vous contrôlez 90% de l’information qui parvient aux Français.

LVOG - Qui contrôle l'AFP ? L'Etat et l'oligarchie. Qui contrôle l'Etat ? L'oligarchie, Qui contrôle les médias ? L'oligarchie. Qui contrôle l'oligarchie ? Personne !

4 - C'est le propre des pervers narcissiques d'analyser le comportement humain. Comme ils ne ressentent aucune empathie et ne la comprennent pas, ils analysent, manipule et détruisent pour essayer de comprendre ou de dominer ce qu'ils sont incapables de ressentir.

Nous sommes gouvernés par des psychopathes, et beaucoup de choses concernant notre société s'expliquent très bien en lisant des livres sur la psychiatrie.

LVOG - Le sommet de la classe dominante sait que le capitalisme n'étant ni destiné ni en mesure de satisfaire les besoins de l'humanité, et qu'elle y était contrainte partiellement bon gré mal gré même ou à un niveau élémentaire du fait du fait de ses propres besoins ou de la lutte de classe des exploités et des opprimés ou de leurs aspirations incontournables et pressants à une vie meilleure, si elle allait se servir de la croissance exponentielle de la démographie mondiale au cours du XXe siècle pour étendre la division du travail à l'échelle mondiale, ainsi que la création de nouveaux besoins, ce qui allait se traduire par la mise en concurrence des exploités du monde entier, l'augmentation en volume de la main d'oeuvre mondiale, la création d'une importante classe moyenne, le tout par le biais de l'exportation massive de capitaux et le transfert de technologies et de pans entiers de la production permettant de créer de nouveaux marchés, du même coup elle allait raviver la concurrence inter impérialiste menant fatalement à des guerres, alimenter la surproduction mondiale tout en maintenant dans la pauvreté et la précarité l'immense majorité de la population, qui allait refusé de subir ce triste sort, après qu'on lui eut fait miroiter un avenir meilleur et exiger son dû, ce qui d'une part ne correspondait pas à la raison d'être du capitalisme, et d'autre part entrait en collision avec ses lois de fonctionnement, de telle sorte qu'il lui serait de plus en plus difficile d'en conserver le contrôle et d'éviter un effondrement du capitalisme mondial accompagné de révolutions sociales.

Cette perspective s'avérant incontournable à terme, au lieu d'assister passivement à cet effondrement et de subir cet affrontement de tous les dangers, elle a conçu un modèle de société de type totalitaire, des lois destinées à favoriser l'emprise et le pouvoir de l'oligarchie financière sur l'ensemble de l'économie mondiale et de la société, ses institutions, de s'émanciper des contradictions du capitalisme, ce qui devait nécessité de neutraliser le mouvement ouvrier, la lutte de classe des exploités et des opprimés, les Etats et leurs institutions nationales, de placer sous surveillance l'ensemble de la société soumise à un régime de terreur policière et judiciaire, de disposer de puissants instruments de communication destinés à formater les consciences de manière à ce que plus personne ne puisse contester son pouvoir.

Haut de page

Le 30 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Ils ont Daesh à l'extérieur, les black blocs à l'intérieur...

Ce sera la dernière causerie du mois de mars.

Dimanche chez nous à Trichitrumbalum, à 10 kilomètres de Pondichéry, dans l'Etat du Tamil Nadu au sud de l'Inde.

Il fait 40°C à l'ombre, temps radieux, un peu chaud quand même, le bref hiver est terminé et la nature si généreuse, flamboyante, luxuriante, explose littéralement. On en a ainsi jusqu'au mois d'octobre, en espérant avoir un peu de pluie entre temps en mai et en juillet, qui se transformera en inondation parce que le sol sera trop sec et trop dur. Terminés les virus, place aux insolations ! Quelle vie tout de même !

Au fait, personne n'a répondu à la question que j'avais posée, elle poserait des problèmes politiques à certains ? Ici les conditions de travail et d'existence sont mille fois plus dures qu'en France et les travailleurs indiens s'y sont adaptés, et absolument rien ne permet d'envisager la moindre amélioration dans les années ou décennies à venir.

Chacun vaque à ses occupations quotidiennes et évite de penser à son destin ou à son avenir, vaut mieux pas, et puis on est déjà trop accaparé par notre propre survie pour être voué à une précarité généralisée, la politique se réduit à un bulletin de vote (obligatoire) pour un des partis corrompus qui se relaient au pouvoir. On subit notre triste sort et la vie passe ainsi. C'est démoralisant n'est-ce pas ? Moi ce qui m'étonne, c'est que cela ne fasse même pas réagir les lecteurs. Vos conditions sont meilleures, vous vivez sur la rente de la lutte de classe du passé, mais elle s'épuise rapidement et c'est le pire qui vous attend, personne n'y échappera. Pas besoin de posséder un don pour observer que les travailleurs les mieux nantis ou les plus évolués sont aussi inconscients que les plus défavorisée ou les plus arriérés, mais cela on refuse de l'admettre en France.

Moi parfois cela me porte sur les nerfs parce que je partage le lot des travailleurs indiens, et si nombreux sont ceux qui ont un revenu supérieur au mien, on supporte tous les conséquences des conditions que le régime semi-féodal-ultra libéral nous impose,

là non plus, personne n'y échappe. Je le vis moins bien que les Indiens parce que j'ai vécu autre chose en France, et quand je vois que tout se délite en France sans que le mouvement ouvrier ou notre classe réagisse massivement, hormis des militants à la marge et quelques couches de travailleurs, j'ai du mal à contenir ma colère, car je ne sais que trop bien vers quoi nous allons. Je sais surtout que si les travailleurs du monde entier ne peuvent pas compter sur le mouvement ouvrier français et ses homologues en Europe, leur tradition révolutionnaire pour renouer avec le socialisme, il arrivera un jour où nous serons tous logés à la même enseigne, et ce ne sera pas vraiment une partie de plaisir vous pouvez me croire. J'ignore si vous imaginez l'énorme responsabilité qui pèse sur vous, pour un peu c'est le sort de l'humanité entière qui est entre vos mains. Non, ce n'est pas une déclaration du désespoir, disons un cri d'alarme.

A force de sous-estimer la capacité des exploités et des opprimés de s'adapter aux conditions d'existence les plus précaires ou extrêmes, on finit par en oublier qu'ils possèdent aussi la faculté de s'élever au-dessus de cette condition pour changer la société, et tout ce qu'on trouve à leur proposer consiste à améliorer leur quotidien pour mieux supporter leur condition comme s'ils y étaient condamnés à perpétuité, au lieu de leur permettre d'entrevoir l'espoir et la possibilité de changer radicalement la société et de mettre ainsi un terme définitif au sort infâme qu'on leur avait réservé, dès lors qu'ils prennent en mains leur destin ou qu'ils s'organisent.

Notre intervention dans la lutte des classes, notre conception de la lutte de classe devrait être subordonnée à cet unique objectif, qui a lui seul exprime toutes les contradictions de la situation actuelle, le défit auquel fait face la civilisation humaine, qui n'est plus de développer les forces productives pour permettre aux hommes de s'émanciper du règne de la nécessité, mais de faire prendre conscience aux exploités que les conditions objectives étant remplies pour y parvenir, ils ne pourront véritablement conquérir leur émancipation ou entrevoir le règne de la liberté aussi longtemps qu'ils ne se seront pas emparés du pouvoir politique pour orienter la société dans cette direction.

Cela fait déjà longtemps que j'ai affirmé que la construction du parti et élever le niveau de conscience politique des masses devraient être nos priorités absolues, qu'aucune concession sur ces objectifs ne devrait être admis, qu'aucun raccourci n'existerait pour y parvenir, qu'il faudrait compter uniquement sur nos forces et notre détermination pour vaincre nos ennemis. J'ai fourni des indications sur les moyens à employer pour atteindre ces objectifs, mener une lutte féroce contre l'oligarchie sur tous les plans, social, politique, idéologique, psychologique, ne jamais lui laisser le champ libre, le moindre répit, en armant les masses du glaive tranchant du matérialisme dialectique, méthode coïncidant avec le processus historique inconscient qui se déroule sous leurs yeux et qu'elles doivent saisir pour interpréter leur condition, la situation, pour cesser de subir l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui les conduit à la passivité, et finalement parvenir à rompre avec le capitalisme et ses institutions.

On peut soumettre n'importe quelle revendication ou n'importe quel objectif aux travailleurs, leur tenir un discours radical, s'il leur manque la méthode pour les interpréter sur un plan historique, jamais ils ne s'en saisiront ou alors ils les abandonneront à la première occasion, cela donnera des partis passoires tels qu'on les a connus jusqu'à présent.

Adopter un nouveau mode de penser prend du temps, beaucoup de temps en général, l'apprentissage est long, mais il peut être raccourci si on analyse chacune de nos idées ou de nos expériences, tout ce qui est soumis à notre réflexion sans concession, et pour pouvoir l'enseigner il faut le maîtriser à un haut niveau et faire preuve d'une intransigeance ou d'une rigueur absolue qu'on s'applique à soi-même, ce qui requiert beaucoup de modestie pour reconnaître nos propres erreurs ou faiblesses.

On concevra qu'en adoptant un mode de penser idéaliste, métaphysique, théologique, existentialiste, moraliste, empiriste, nihiliste, etc. on demeurera éternellement incapable d'interpréter la société ou le monde tels qu'ils existent réellement ou d'en prendre conscience, et donc d'agir pour les transformer.

Au départ, notre mode de penser est une combinaison de tous ces modes de penser, qui sont le produit de notre ignorance ou de notre inconscience, et la société est ainsi faite que nous allons être amenés à les cultiver tout au long de notre vie pour notre plus grand malheur. Cependant on peut en changer, car il n'existe dans ce domaine pas plus de fatalité que dans d'autres, puisqu'il suffit de remonter à l'origine des faits et de cerner dans quels rapports ils s'inscrivent, pour que leur enchaînement logique nous apparaissent aussi clairement que leur orientation sur laquelle nous pourrons agir. C'est ce qu'a théorisé le marxisme, d'où la haine que lui vouent nos ennemis.

L'ensemble de la matière et le comportement (y compris leurs idées) des hommes et des sociétés étant régis par les mêmes lois du mouvement, il suffit de les découvrir pour observer ensuite comment elles s'appliquent pour pouvoir modifier son propre comportement, ceux des hommes ou l'orientation de la société. Si l'homme est l'espèce ou la créature la plus évoluée de la matière, il lui reste encore à le prouver, et au stade de développement auquel il est parvenu, il est impératif qu'il en prenne conscience ou qu'il disparaisse.

On admet volontiers que pour accomplir certaines tâches il a fallu que le niveau de conscience des hommes progresse, mais dès qu'on veut appliquer ce principe aux conditions politiques, on nous rétorque que ce serait inutile ou que ce serait impossible, autant dire tout de suite que notre combat serait perdu d'avance ou que nous serions voués à l'esclavagisme ou au totalitarisme éternellement, ce qu'on se refuse d'admettre.

La situation actuelle se compose d'un ensemble de violentes contradictions poussées à l'extrême qui tendent à briser net le carcan qui nous étouffe, et pour peu qu'on les exploite, elles pourraient tourner à notre avantage, car elles conduisent à entrevoir la nécessité de faire table rase du passé dont la société nauséabonde est le produit.

- Au format pdf (12 pages)

Mystification internationale.

Les lumières s'éteignent à travers le monde pour l'"Earth Hour" - AFP 31 mars 2019

De l'Opéra de Sydney à la Tour Eiffel en passant par l'Acropole, de nombreux monuments à travers le monde ont été plongés dans l'obscurité pendant une heure samedi pour l'"Earth Hour", opération planétaire désormais rituelle d'extinction des lumières destinée à mobiliser contre le changement climatique et pour la sauvegarde de la nature.

180 pays ont éteint les uns après les autres leurs feux entre 20h30 et 21h30 locales, au fil des fuseaux horaires.

Organisée par le WWF, cette mobilisation citoyenne, qui propose aussi à tout un chacun de faire la même chose, célèbre sa 13e édition. AFP 31 mars 2019

LVOG - Quand une ONG propose, les Etats de 180 pays s'exécutent ! Oui, parce qu'on ne peut pas imaginer que quelqu'un d'autre que le chef de l'Etat donnerait l'autorisation d'éteindre la Tour Eiffel, on est bien d'accord n'est-ce pas ? C'est dire le pouvoir qu'ont acquis certaines ONG, qui ne sont rien d'autres que des officines de l'oligarchie.

Qui a dit ?

- "*L'Europe ne doit pas être plus un machin technocratique mais un nouveau centre démocratique. C'est là où les combats doivent se mener. On doit se doter de combattants qui vont se battre pour défendre les libertés publiques, se confronter aux députés du FN, de la Ligue du Nord (en Italie), d'Orban (en Hongrie), aux nationalistes slovaques*".

Réponse : Raphaël Glucksmann, le supporter fanatique de l'Euromaïdan et intime de BLH, le coup d'Etat réalisé par l'Otan et des milices néonazis. Il est sur la même longueur d'onde que Macron, l'extrême centre d'extrême droite.

- Européennes : Place publique, le pari citoyen de Raphaël Glucksmann - Le Parisien 29 octobre 2018

Avec Raphaël Glucksmann pour prendre la tête d'une liste aux européennes ? « Ce n'est pas du tout le sujet », balaie-t-on dans son entourage. Le Parisien 29 octobre 2018

Raphaël Glucksmann poison pilote de la pire réaction, l'Etat profond qui complote contre tous les peuples.

Rappel.

- Raphaël Glucksmann a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce. Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- « Ce qui m'a toujours plu chez Bernard (BHL - ndlr), comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (La Croix, 18/09/2012)

- L'essayiste André Glucksmann a annoncé son ralliement à la candidature présidentielle de Nicolas Sarkozy. Celui qui débuta sa carrière comme militant maoïste, avant de rejoindre Raymond Aron et de collaborer à Exchange (un pseudopode de la CIA), bascule une nouvelle fois de la gauche vers la droite. (Le coeur de la campagne présidentielle - Le Réseau Voltaire - 6 février 2007)

- Des chroniques, telle que « Et pourtant, je voterai Macron, par Raphaël Glucksmann » font flores, justifiant sa démarche de « stigmatiser » le « ni-ni » aujourd'hui, comme lors qu'il était « l'apanage d'une partie de la droite ». Sputnik 28.04.2017

- M. Glucksmann est un ancien membre du Cercle néoconservateur de l'Oratoire, tout comme Pierre-André Taguieff, ou aussi comme Bruno Tertrais ou Frédéric Encel. Ce Cercle a disposé, entre 2006 et 2008, d'une revue intitulée Le Meilleur des Mondes, fondée initialement pour défendre le bien-fondé de la guerre en Irak (des visionnaires ces gens là !). Et en 2008, elle a fait appel à un jeune contributeur, sorti de l'école 4 ans auparavant, pour "débattre" avec Pierre-André Taguieff : un certain

Rudy Reichstadt. (...) c'était aussi un contributeur de la revue ProChoix de Caroline Fourest. (anticons.wordpress.com/ et wikipedia.org/wiki/Le_Meilleur_des_mondes_(revue)

Biographie sommaire ou effets d'arme de cette ordure masquée, consulter la causerie du 9 novembre 2018 : Qui est réellement Raphaël Glucksmann ? Un ultra réactionnaire déguisé en intellectuel de gauche.

- A Clermont-Ferrand, la première réunion publique de Glucksmann attise curiosité et sympathie - AFP 30 mars 2019

200 personnes selon l'AFP, combien en réalité ? Le club du 3e âge du PS ou la vieillesse est un naufrage.

- Rémi Villebessaix, militant PS de 75 ans
- Pascale Ressouche, sympathisante socialiste de 55 ans
- Une professeur d'allemand à la retraite
- Jean-Pierre, un autre retraité de 63 ans
- une autre dame âgée

Parmi le public l'AFP a quand même réussi à en dégoté un de 42 ans, Xavier Lebrun, un nom prédestiné !

Après avoir appelé à voter Macron et fustigé ceux qui s'y refusaient...

- Edwy Plenel à Emmanuel Macron : « Il faut descendre » (dans la rue - LVOG) LePoint.fr 30 mars 2019

C'est presque un appel à la révolution que lance Edwy Plenel dans son livre La Victoire des vaincus. Interrogé ce samedi 30 mars sur le plateau des Terriens du samedi, l'émission de Thierry Ardisson, « la moustache qui fait trembler la République » comme le présente le programme s'offre surtout une magnifique tribune. L'occasion pour lui de livrer sa vision du mouvement des Gilets jaunes comme de l'enquête menée par Mediapart sur l'affaire Alexandre Benalla.

L'ancien militant trotskiste, qui a commencé sa carrière dans la revue de la Ligue communiste révolutionnaire, est-il content de voir les Gilets jaunes battre le pavé chaque samedi depuis novembre ? « Je suis content, mais (...) je pense que si on croit ce qu'on raconte et ce que vous racontez toutes les semaines sur la catastrophe climatique (...) que le tout-vivant du monde est menacé, si on croit ce qu'on croit sur l'impossibilité d'un monde commun quand il y a une captation des richesses à ce point par une toute petite minorité, si on croit la nécessité, non pas de pouvoir autoritaire comme il y a de plus en plus un peu partout, y compris issus des urnes, mais d'une délibération démocratique, si on croit tout ça, comment on va l'obtenir ? » interroge Edwy Plenel. Une question à laquelle il répond en légitimant le mouvement. « On va pas l'obtenir parce qu'ils vont nous le donner. On va l'obtenir parce qu'[il y aura] des gens dans la rue, le plus massivement possible. »

Pour lui, le parallèle est à chercher de l'autre côté de la Méditerranée, dans le mouvement de contestation mené en Algérie contre Abdelaziz Bouteflika. « Ce qu'il faut souhaiter, c'est que les Gilets jaunes fassent comme le peuple algérien, avec autant d'humour, le plus massivement possible. » LePoint.fr 30 mars 2019

Bienvenu ! Un numéro d'illusionnisme du fakir Ruffin que Macron et ses conseillers devrait apprécier.

- "Monsieur Macron pourrait être le bienvenu", a lancé François Ruffin

"Si on a un président de la République responsable, qui a la forme de sagesse qu'il demande aux manifestants, il doit négocier, être médiateur".

"Monsieur Macron pourrait être le bienvenu", a lancé François Ruffin, visiblement soucieux de trouver une issue aux attentes des gilets jaunes.

Le député de la Somme a insisté: "Il faut négocier, trouver des compromis et des solutions permettant de rétablir la paix dans ce pays le samedi et les autres jours. Je ne suis pas de ceux qui sont heureux que des Français tapent sur des Français tous les samedis, qu'ils portent un gilet jaune ou l'uniforme".

"Il faut sortir de ça par des discussions et pas par de l'humiliation d'un camp ou de l'autre", a-t-il jugé. "C'est la position de médiateur que je réclame, que je souhaite et que je joue ici". Le HuffPost29 mars 2019

François Ruffin est un charlatan. Tous les "Français" se valent selon lui quelle soit la classe à laquelle ils appartiennent ou qu'ils représentent, "qu'ils portent un gilet jaune ou l'uniforme", ce serait du pareil au même en somme, c'est ainsi que "l'humiliation d'un camp ou de l'autre" n'aurait aucune raison d'être, entre celui qui s'emploie à pourrir et briser des millions de

vies innocentes et celui de leurs victimes aussi injustement et violemment traités, on ne pouvait guère trouver mieux comme justification à la collaboration de classes de LFI, "rétablir la paix dans ce pays", préserver l'ordre établi voilà ce que valent en dernière analyse leurs intentions.

« L'Ère du peuple » ou la démagogie éventée.

- Jean-Luc Mélenchon gagné par le doute - Le Parisien 30 mars 2019

La crise des Gilets jaunes révèle les contradictions du leader de la France Insoumise.

Que sont devenus les 7 millions d'électeurs convaincus par Mélenchon au premier tour de la présidentielle ? « C'est sûr qu'il nous faut renouer avec le message politique qui nous a permis d'atteindre près de 20 % des voix en 2017 », reconnaît le jeune député LFI, Ugo Bernalicis. La belle dynamique d'alors, autour du tribun Mélenchon, serein, brillant et sûr de l'utilité de son combat semble avoir fait long feu. Une vague brisée sur ce qui aurait pu constituer la mère de toutes les batailles pour La France Insoumise et son leader, la révolte des Gilets jaunes.

Le surgissement inattendu du « peuple » au cœur de la « lutte des classes » n'aurait-il pas dû marquer l'ultime étape d'une conquête du pouvoir amorcée il y a onze ans, lors de la rupture d'avec le Parti socialiste puis la création du Parti de gauche ? Jean-Luc Mélenchon, lui-même, n'avait-il pas théorisé dans « L'Ère du peuple » le rôle clé de cette classe moyenne auprès de la classe ouvrière ? Le Parisien 30 mars 2019

On aurait presque envie d'en rire tellement c'est grotesque. On a parfois eu la faiblesse d'être encore trop bon envers cet histrion du régime et son mouvement de bras cassés. Comme quoi il est préférable de s'en tenir fermement à nos principes au lieu de se fier à des militants un peu trop enclins à la conciliation.

L'épisode des Gilets Jaunes aura au moins eu le mérite de clarifier la situation et de confirmer mon analyse, à laquelle j'aurais mieux fait de me tenir en toute circonstance.

Parfois on nous adresse le reproche suivant : A quoi cela vous avance-t-il d'avoir raison tout seul, hein, dites-nous, à rien, c'est ridicule, bref, à les entendre il vaudrait mieux faire des concessions pour rejoindre le club des nuls, selon lesquels la révolution aurait été imminente pendant des décennies pour ensuite l'abandonner à force de ne rien voir venir, pour ensuite nous la ressortir quand finalement ou en réalité elle semble renvoyer à un futur indéterminé. Au lieu d'être le meilleur moyen de s'y préparer et d'y préparer les masses, en colportant de cruelles illusions qui allaient se traduire par un scepticisme et une démoralisation généralisée des masses, nous ne pouvions espérer atteindre un autre objectif.

Bravo collectivement de nous avoir conduit à la situation actuelle, vous avez fait preuve d'une perspicacité étonnante, d'une prédiction remarquable ! Si, si, d'ailleurs loin de moi l'idée d'essayer de vous convaincre du contraire, là aussi on est en pleine novlangue, vous avez le droit d'assumer ce pitoyable bilan et de considérer que c'est un grand succès, ce sera la seule chose que je vous accorderai.

Novlangue. Chacun à "la possibilité de choisir sa vie", c'est bien connu... quand on fait partie des nantis!

La régression sociale ou la précarité généralisée, le chômage de masse, la pauvreté, l'allongement du temps de travail, la détérioration des conditions de travail, les déserts médicaux, industriels, les atteintes aux libertés individuelles et collectives, les LBD et les grenades de désenclavement, la répression policière et judiciaire féroce, la déconstruction du savoir ou la médiocratie, la décadence des moeurs et la prostitution servant d'échelle sociale à la méritocratie, la désinformation, la démagogie ou l'imposture en continue, la corruption, la guerre, etc. sont progressistes, révolutionnaires, et tout ce qui s'y oppose est archaïque, populiste, nationaliste, extrémiste, antisocial, antirépublicain, tyrannique...

- Européennes : On a demandé aux militants LREM ce que veut dire être "progressiste" - Le HuffPost 30.03

“Progressiste, c'est mieux que archaïque!”

« Le progressisme, c'est un objectif, une condition et une méthode. L'objectif de donner à chacun la possibilité de choisir sa vie. La condition, c'est de le faire ensemble. La méthode, c'est de toujours impulser le changement par la base », selon David Amiel ex-conseiller d'Emmanuel Macron.

“Le progressisme, c'est reconnaître que les choses ont changé. Et voir ces changements non pas comme quelque chose de dangereux, mais comme un fait qu'il faut prendre avec optimisme!”, résume Jean François-Pontet, coordinateur LREM Europe dans le Lot-et-Garonne, petit-fils de l'ex-ministre des Affaires étrangères du même nom et sans aucun doute le plus enthousiaste “progressiste” que nous ayons rencontré. Le HuffPost 30.03

La macronnie entre doute et grand délire.

- La Macronie redoute les conclusions du grand débat national - Le Parisien 31 mars 2019

« Il ne faut pas que ce qui s'est passé après le 10 décembre se reproduise ! » s'alarme un député LREM en vue. À l'approche de la conclusion du grand débat mi-avril, l'appréhension gagne une partie des rangs de la majorité. Et si les « crânes d'œuf » et autres « experts » de la haute administration passaient les annonces du chef de l'Etat à la moulinette, comme cela avait failli être le cas après son intervention télévisée à 10 milliards d'euros du 10 décembre ?

Un ministre se souvient de réunions où les « technos » avaient critiqué l'augmentation de 100 euros promise par Emmanuel Macron aux smicards, la jugeant trop coûteuse et inapplicable sur le plan juridique : « C'était : il est bien gentil lui, mais il fait de la politique. Techniquement, ce n'est pas faisable ! »

À l'aube des annonces censées doucher la révolte des Gilets jaunes, un ministre – qui espère « des mesures un peu radicales et qu'on renverse la table » – redoute donc le pire : « La technostructure va chercher comment contre-arbitrer le président ». Un conseiller ministériel lâche même, clinique : « C'est dur de transformer le pays quand on a une opposition interne ».

Mais encore ? Certains épinglent le directeur de cabinet du Premier ministre, Benoît Ribadeau-Dumas, que ses détracteurs surnomment… « le Vatican ». « C'est lui le souci. Il ne comprend pas les gens, il pense que tous les Gilets jaunes sont à enfermer. Il trouve tout dangereux, c'est l'anti-macronisme par excellence », fustige un fidèle de Macron.

Un « textoteur du soir » du président embraye : « Ce n'est pas le Premier ministre le problème. Mais autour de lui, c'est la caricature de la haute fonction publique, pire qu'à l'Elysée ! » Certains macronistes en viennent même à regretter l'époque où Alexandre Benalla, chargé de mission au Palais, faisait appliquer les ordres du « patron » quand un conseiller de l'exécutif procrastinait…

Proche du chef de l'Etat, Daniel Cohn-Bendit balaie ces craintes : « Macron a été élu pour ne pas se soumettre à la technostructure, inchallah ! Il y a eu une erreur après le 10 décembre, c'est une leçon qu'il a comprise ». « Il va y veiller de toutes ses forces, il veut aller loin dans les mesures », promet le patron des sénateurs LREM et macroniste de choc, François Patriat.

« Emmanuel est persuadé qu'il va trouver les moyens de faire de la pédagogie. Il croit profondément que la raison va l'emporter, achève un intime. Il réfléchit et, le jour où il aura décidé, ce sera un Warrior. » 31 mars 2019

LVOG - Comment caractériser un type qui vous sort que plus il croit à ce qu'il pense, plus il aura de chance de l'imposer, alors qu'au même moment des indices sérieux et bien réels indiquent exactement le contraire ? C'est le type même du détraqué mental, du psychopathe.

Grâce à Macron et à LREM, nous allons tous faire des progrès rapides en psychologie pour mieux les combattre, c'est merveilleux.

L'alliance du sabre et du coffre-fort.

- Macron et Sarkozy, un duo bien au-delà de la photo - Le HuffPost 30 mars 2019

Luc Rouban voit dans cet ouvrage la confirmation de ce qu'il écrivait l'an passé. "Le macronisme est la combinaison d'un programme libéral classique avec une vision managériale de la politique", dit-il. Mais il voit une réelle distinction avec Nicolas Sarkozy. "Il s'assumait vraiment comme un homme de droite alors qu'une des limites du macronisme c'est que c'est devenu une politique de droite qui ne s'assume pas", analyse-t-il.

"Macron ne fait pas du Sarkozy: il applique jusqu'au bout ce qu'aurait dû faire le Sarkozy de 2007. C'est pour cela que je soutiens sa politique et ses arbitrages économiques, même si l'on n'est pas d'accord sur tout", salue Frédéric Lefebvre.

"La partie est plus simple pour Emmanuel Macron qui a des oppositions très affaiblies face à lui alors que Nicolas Sarkozy avait une gauche qui était encore très puissante", reprend Luc Rouban. Il pointe cependant un écueil: le clivage gauche droite finissant toujours pas réapparaître, le chef de l'État va devoir finir par s'afficher clairement. "On peut être pragmatique mais pour légitimer ses décisions, il faut s'appuyer sur des valeurs. Or, sur le terrain éthique, sur l'immigration ou le rapport à l'autorité, on ne peut pas être de gauche et de droite. Il faut faire un choix et la loi anticasseurs a montré qu'il s'est aligné sur la droite", conclut-il. Le HuffPost 30 mars 2019

LVOG - Ils avaient tout intérêt à avoir "*une gauche qui (...) encore très puissante*"... pour prendre le relais, sachant que Sarkozy serait honni des masses, la politique a horreur du vide dit-on. Hollande se chargerait de préparer le terrain à Macron en liquidant avec Valls le PS, mission accomplie, félicitation.

Ils ne sont plus à une supercherie ou un mensonge près.

- L'Elysée a tenté de disculper Benalla avec un montage vidéo trompeur - L'Express.fr 30 mars 2019

La présidence, et notamment Ismaël Emelien, aurait fait diffuser sur les réseaux sociaux deux vidéos dont l'une ne montrait pas le couple interpellé par Benalla.

Le Monde a révélé vendredi qu'Ismaël Emelien, qui a récemment démissionné de l'Elysée pour faire la promotion de son livre Le progrès ne tombe pas du ciel, aurait été partie prenante de la diffusion, dans la foulée des révélations du 18 juillet 2018, un montage vidéo trompeur pour disculper Alexandre Benalla. L'Express.fr 30 mars 2019

- Quand Benalla rafraîchit la mémoire d'Alexis Kohler ! - LePoint.fr 30 mars 2019

D'après des éléments réunis par Le Point, tout laisse penser qu'Alexis Kohler a effectivement omis une partie de la vérité. Contrairement à ce qu'il a affirmé au Sénat, Alexis Kohler a été averti dès le 2 mai par Alexandre Benalla des violences commises la veille. LePoint.fr 30 mars 2019

Gilets jaunes : acte XX.

Manifestation des "gilets jaunes" : le point sur la mobilisation en France, région par région - Franceinfo 30.03

Les «gilets jaunes» sont retournés dans la rue ce samedi 30 mars pour leur vingtième journée de mobilisation, en dépit des 27 arrêts d'interdiction de manifester dans plusieurs villes de France, face à la crainte de heurts.

Les "gilets jaunes" étaient de nouveau dans la rue, samedi 30 mars. Au total, 33 700 personnes ont manifesté partout en France, d'après le ministère de l'Intérieur. Ce chiffre est en baisse par rapport aux 40 500 manifestants recensés le 23 mars. Les mobilisations ont fait 10 blessés légers parmi les forces de l'ordre et les manifestants, soit 13 fois moins que samedi 16 mars. A 17 heures, les forces de l'ordre avaient procédé au total à 103 interpellations, donnant lieu à 56 gardes à vue. Le point sur la mobilisation, région par région.

Île-de-France

A Paris, 4 000 "gilets jaunes" ont défilé, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. La manifestation s'est déroulée dans le calme malgré quelques tensions au moment de la dispersion du cortège, au Trocadéro. Sur la totalité de la mobilisation, 37 interpellations ont eu lieu, indique la préfecture de police de Paris. Les forces de l'ordre ont dressé 21 verbalisations pour tentative de pénétration dans le périmètre interdit. Par ailleurs, 14 485 contrôles préventifs ont été menés dans la capitale.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

A Avignon (Vaucluse), 250 manifestants ont tenté de rentrer dans le centre-ville, après avoir été repoussés en début d'après-midi au-delà des remparts. Au moins deux manifestants ont été légèrement blessés dans des affrontements avec les forces de l'ordre. La police a procédé à plusieurs interpellations. Des armes, des armes par destination (battes de baseball, machettes, lance-pierres...) et du matériel de défense (masques de hockey, casques...) ont été saisis.

A Nice, dans les Alpes-Maritimes, une marche a été organisée en soutien à Geneviève Legay, la militante d'Attac grièvement blessée samedi dernier place Garibaldi. Entre 200 et 300 personnes se sont dirigées vers l'hôpital Pasteur pour soutenir la militante qui y est toujours en soin.

Nouvelle-Aquitaine

En Gironde, à Bordeaux, 5 000 "gilets jaunes" ont bravé l'interdit en se rendant place de la Victoire. Des projectiles ont été lancés contre les forces de l'ordre dans le centre-ville, qui ont répliqué avec des tirs de gaz lacrymogène. En fin d'après-midi, le cortège, où se mêlaient des dizaines de black blocs, se diluait en petits groupes jouant au chat et à la souris avec les forces de l'ordre, tentant de se regrouper dans une place non loin du centre-ville.

Bourgogne-Franche-Comté

A Dijon (Côte-d'Or), des "gilets jaunes" ont bloqué la gare SNCF. Plusieurs dizaines de personnes cagoulées et masqués faisaient partie du cortège. Plus d'une trentaine de minutes de retard ont été enregistrées pour certains trains. Il y a eu une interpellation.

Auvergne-Rhône-Alpes

Dans la Loire, à Saint-Etienne, 3 500 manifestants ont défilé. Des dégradations ont été constatées le long du cortège.
Les manifestants ont mis le feu à un conteneur de chantier. Les forces de l'ordre ont bouclé le centre-ville de Saint-Étienne et la cité du Design. Un incendie a été allumé le long des voies de la ligne SNCF vers Firminy. Des casseurs s'en sont pris à une zone de chantier. La police a répliqué avec des tirs de LBD et de grenades lacrymogènes. Il y a eu 44 interpellations dont 11 gardes à vue. Quatre personnes ont été blessées dont un policier, touché à la main.

Bretagne

A Rennes (Ille-et-Vilaine), les "gilets jaunes" ont été pris en tenaille par les forces de l'ordre. Quelques moments de tensions ont eu lieu mais aucun débordement.

Grand-Est

A Epinal, dans les Vosges, 2 000 manifestants environ se sont rassemblés. Des "gilets jaunes" ont dressé des barricades et mis le feu à des poubelles. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène.

A Strasbourg, une poignée de "gilets jaunes" ont accompagné les 1 500 enseignants et parents d'élèves qui défilaient contre le projet de loi Blanquer.

Normandie

A Caen (Calvados), des "gilets jaunes" ont monté des barricades au pied du château.

À Lille, la préfecture du Nord avait interdit samedi, par arrêté, les «manifestations et rassemblements» de «gilets jaunes» dans «certaines rues du centre-ville». Malgré cela, entre 1000 et 2000 «gilets jaunes» ont défilé à Lille, empruntant un «itinéraire alternatif». Franceinfo et Le Figaro 30.03

- "Gilets jaunes" : les banques appellent à la fin des violences contre leurs agences - Franceinfo 30.03

Au total, plus de 760 établissements bancaires ont subi des dégradations depuis le début du mouvement de contestations des "gilets jaunes". Franceinfo 30.03

- Gilets jaunes: Éric Drouet annonce la poursuite du mouvement en avril - Le HuffPost 30 mars 2019

L'acte XX du mouvement des gilets jaunes ne sera visiblement pas le dernier. Interrogé lors de la manifestation à Bordeaux, ce samedi 30 mars, Éric Drouet a annoncé que d'autres rassemblements auraient lieu durant le mois d'avril.

"Tout le mois d'avril, ça va se passer comme ça, je crois qu'il y a un appel le 6 ou 7 avril à Lille aussi, après le 13 ou le 14 c'est à Toulouse, ensuite le 20 [ce sera à nouveau] Paris, etc", a indiqué la figure du mouvement de contestation.

[Le mouvement] durera le temps qu'il faudra", a-t-il complété. "Le temps que l'État réponde enfin à nos revendications. J'espère qu'il sera condamné pour toutes les fautes qu'il a commises depuis le début du mouvement, tant judiciaires, les violence policières même les jugements [qui ont eu lieu]". Le HuffPost 30 mars 2019

On se croirait au Brésil ! (lire pourquoi plus loin)

- Manifestante blessée à Nice: Avec «de nouvelles images», le procureur admet qu'un policier est responsable de la chute de Geneviève Legay - 20minutes.fr 29 mars 2019

Lundi, il affirmait que Géneviève Legay, la militante blessée à Nice samedi, n'avait « pas été touchée, par un agent de sécurité » avant sa chute. Ce vendredi après-midi, le procureur de la République de Nice a finalement admis le contraire, « après visionnages de nouvelles images, notamment de la vidéosurveillance, et leur analyse pixel par pixel ».

« Un fonctionnaire de police isolé et dépourvu de bouclier avait écarté du bras vers sa droite [Geneviève] Legay, provoquant ainsi la chute de cette dernière, a précisé Jean-Michel Prêtre. Ce policier qui avait déjà été entendu en début de semaine dans le cadre de l'enquête a rectifié ce [vendredi] matin son témoignage en admettant que la personne qu'il avait écartée de son chemin n'était pas un homme comme il l'avait déclaré initialement ». 20minutes.fr 29 mars 2019

- Manifestante blessée à Nice : le policier "n'a agi que dans le strict respect des ordres donnés", selon son avocat - franceinfo 30.03

L'avocat rappelle qu'il y a eu "trois sommations" pour que les manifestants se dispersent. "La charge policière qui s'en est suivie s'est déroulée très rapidement et mon client n'a pas utilisé d'arme", a-t-il précisé. Adrien Verrier affirme que son client n'a à aucun moment tenté de "dissimuler ses actes ni l'identité de la personne avec laquelle il a été en contact". Le policier est "très affecté par les blessures causées à madame Legay", a-t-il précisé. franceinfo 30.03

Ils ont déjà cloné Macron.

- Zuzana Caputova, la Macron slovaque, élue présidente de son pays - Le Parisien 31 mars 2019

La militante anti-corruption obtient 58,38% des voix, selon les résultats portant sur 99,84% des bureaux de vote. Son rival Maros Sefcovic, commissaire européen soutenu par le pouvoir actuel, est crédité de 41,61% des voix.

Les analystes comparent Mme Caputova au président français Emmanuel Macron, un outsider arrivé au pouvoir en 2017 avec un programme réformiste.

"Une histoire similaire s'est déroulée à la dernière élection présidentielle en France, où le représentant d'une nouvelle tendance politique et un nouveau mouvement politique ont triomphé" lors de l'élection, a déclaré à l'AFP Aneta Vilagi.

« Cette campagne a montré que des valeurs telles que l'humanisme, la solidarité et la vérité sont importantes pour notre société », a déclaré Zuzana Caputova peu avant la publication du sondage, remerciant ses partisans et les membres de son équipe.

Les promesses électorales de la candidate, divorcée et mère de deux enfants, incluent la protection de l'environnement, le soutien aux personnes âgées et une réforme de la justice qui priverait "les procureurs et la police de toute influence politique".

Le président slovaque ne gouverne pas, mais il ratifie les traités internationaux et nomme les plus hauts magistrats. Il est aussi le commandant en chef des forces armées et dispose du droit de veto. Le Parisien 31 mars 2019

Brésil : Un coup d'Etat par jour.

- Brésil: une juge interdit la commémoration du coup d'Etat militaire de 1964 - AFP 29.03

Une juge brésilienne a interdit vendredi au gouvernement du président d'extrême droite Jair Bolsonaro de célébrer le 55e anniversaire du coup d'Etat militaire de 1964, indiquant que l'initiative était "incompatible" avec la Constitution.AFP 29.03

Dès le lendemain.

- Brésil : l'interdiction des commémorations du coup d'Etat de 1964 annulée en appel - Franceinfo 30.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

- Le Hezbollah salue l'unité retrouvée des Libanais face aux USA - Réseau Voltaire 28 mars 2019

Dans un discours télévisé, le 26 mars 2019, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a salué la position ferme des dirigeants libanais face aux États-Unis.

Le secrétaire d'État US, Mike Pompeo, s'était rendu au Liban, le 22 mars. Il avait rencontré les trois présidents et diverses autres personnalités. Il avait tenté d'obtenir leur appui pour un partage de la zone maritime d'exploitation pétrolière avec Israël, pour l'intervention de l'Etat dans le conflit occidentalo-syrien et bloquer le retour des réfugiés syriens chez eux. Or, pour la première fois depuis la fin de la guerre civile et les accords de Taëf (1989), les dirigeants libanais de toutes tendances avaient fait

front commun et défendu les intérêts de leur pays. Cette remarque vaut aussi bien pour le président chiite de l'Assemblée nationale Nabih Berri, pour le président sunnite du gouvernement Saad Hariri et pour le président chrétien de la République Michel Aoun, que pour les criminels de guerre Walid Jumblatt et Samir Geagea.

M. Nasrallah s'est félicité de l'intérêt porté par Washington à la Résistance libanaise. Il y a vu l'hommage du vice à la vertu. Il a démonté une à une toutes les accusations des États-Unis contre son mouvement.

Il a souligné deux faits nouveaux : - l'abandon par les États-Unis des mercenaires des Forces démocratiques syriennes ; une trahison qui conduit les alliés de Washington dans la région à réfléchir sur le sort qui leur est réservé. - le reniement du vote des États-Unis au Conseil de sécurité sur la souveraineté syrienne du plateau du Golan ; un revirement qui atteste désormais de l'impuissance de l'Organisation des Nations unies à dire le droit international.

En complément. Le massacre continue.

- Gaza : manifestations massives à la frontière israélienne, quatre morts - Le Parisien 30 mars 2019

Algérie

- Les Algériens dans la rue après un appel au départ du président par ses fidèles - AFP 29 mars 2019

Les Algériens ont à nouveau défilé en masse vendredi, jugeant insuffisante la proposition du chef d'état-major d'écarter le président Abdelaziz Bouteflika, dernière tentative en date du régime de calmer plus d'un mois de contestation en Algérie.

A Alger, une foule immense, scandant notamment "le peuple veut que vous partiez tous!", a saturé les rues du centre-ville sur plusieurs kilomètres, en ce premier jour de week-end, devenu jour de manifestations massives depuis le 22 février.

Pour ce sixième vendredi consécutif, les Algériens - hommes et femmes de tous âges - ont également manifesté très nombreux, parfois en famille, dans le reste du pays, selon les images diffusées à la télévision nationale et sur les réseaux sociaux.

Aucun chiffre officiel n'est disponible mais des sources sécuritaires ont fait état de "centaines de milliers de manifestants" à Alger et recensé des marches d'ampleurs diverses dans 44 des 48 wilayas (préfectures) du pays.

La mobilisation a été sensiblement similaire à celles des trois semaines précédentes, jugées exceptionnelles par les analystes et les observateurs.

Les cortèges se sont dispersés, sans incident signalé, en fin d'après-midi.

Mardi, le général Gaïd Salah, personnage-clé du pouvoir, a proposé la mise en oeuvre de mécanismes constitutionnels pour écarter le chef de l'Etat, dont il est un fidèle indéfectible depuis que l'intéressé l'a nommé en 2004 chef d'état-major de l'armée.

Il a entraîné dans son sillage nombre de figures du camp présidentiel.

Mais le général Gaïd Salah est lui-même devenu vendredi la cible directe des manifestants qui, interrogés par l'AFP, disent souhaiter le départ de l'ensemble du régime et pas seulement celui du chef de l'Etat.

"Gaïd Salah, complice du système", indiquait une affiche. "Bouteflika tu partiras, emmène Gaïd Salah avec toi!", ont également scandaient les manifestants à Alger, ou "FLN dégage", en référence au Front de libération nationale, formation du président Bouteflika et ancien parti unique qui domine la vie politique depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962.

Le président du Conseil de la Nation (chambre haute du Parlement), Abdelkader Bensalaha, appelé à assurer l'intérim si M. Bouteflika quitte le pouvoir, est lui aussi devenu une tête de turc des manifestants, dont certains brandissaient son portrait souligné de l'injonction "Dégage!".

Amine, 45 ans, a pris la route aux aurores depuis Béjaïa (180 km à l'est d'Alger) pour manifester dans la capitale. "Nous sommes là pour lancer un dernier appel à ce pouvoir: Prenez vos bagages et partez!", dit-il.

Les dirigeants algériens "nous prennent pour des cons", estime de son côté Samir, vétérinaire de 40 ans. "Après chaque manifestation, on nous sort un nouveau truc pour essayer de nous calmer. Mais nous on veut qu'ils partent tous, il n'y a que ça pour nous calmer."

Le cortège, où dominaient comme chaque vendredi les couleurs du drapeau national --vert et blanc, frappé de l'étoile et du croissant rouges--, chantait en choeur l'hymne national, mais aussi le refrain de "La liberté", chanson du rappeur algérien Soolking, dédiée au mouvement populaire.

Durant la semaine, Ahmed Ouyahia --encore Premier ministre il y a moins d'un mois-- et son Rassemblement national démocratique (RND), pilier de la majorité présidentielle au côté du FLN, ont lâché sans scrupule M. Bouteflika, suivis d'Abdelmadjid Sidi Saïd, secrétaire général de la principale centrale syndicale, l'UGTA, forte de millions d'adhérents.

Sans rompre publiquement son allégeance, le patron des patrons algériens, Ali Haddad, proche du chef de l'Etat, a démissionné de la présidence du Forum des chefs d'entreprises (FCE), principale organisation patronale devenue au fil des ans un instrument de soutien politique au chef de l'Etat.

Aux côtés du FLN, le RND, l'UGTA et le FCE avaient bruyamment fait campagne durant des mois pour que le chef de l'Etat brigue un 5e mandat à la présidentielle initialement prévue le 18 avril, une candidature qui a poussé des millions d'Algériens à sortir dans la rue. Seul le FLN n'a pas encore déserté, mais les dissidences s'y font de plus en plus entendre, à un mois de l'expiration - le 28 avril - du mandat de M. Bouteflika, alors que la présidentielle a été reportée sine die.

Plusieurs soutiens de la contestation, comme l'avocat Mustapha Bouchachi ou la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), s'opposent à la mise en oeuvre, proposée par le général Gaïd Salah, de l'article 102, activé en cas de démission ou de "maladie grave et durable" du chef de l'Etat.

Le processus prévoit des délais trop courts pour garantir une présidentielle libre et transparente, explique notamment la LADDH, qui dénonce un "ultime subterfuge" du pouvoir "pour perpétuer le système décrié et rejeté par le peuple".

A Alger, un manifestant brandissait une affiche où il était écrit: "102, ce numéro n'est plus en service, veuillez contacter le peuple", une boutade fidèle à l'humour dont font preuve les manifestants depuis le début de la contestation.

Sur une grande banderole, on pouvait aussi lire: "Nous demandons l'application de l'article 2019. Vous partez tous!". AFP 29 mars 2019

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 3 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie de mars est disponible au format pdf, 175 pages.

- Au format pdf (13 pages)

Parole d'internaute

- "*Le cinéma est un outil de propagande pour faire accepter le modèle de société de ceux qui le financent en général.*"

LVOG - Pour un peu on pourrait en dire de même de toute la production intellectuelle et artistique labellisée, plus encore de nos jours qu'autrefois...

Le "***en même temps***" de Macron, c'est la double pensée décrite par Orwell.

A quoi sert-elle ? A substituer à la réalité présente ou passée celle que fabrique le déséquilibré mental ou le tyran qui recourt à ce procédé qui va bien au-delà de la démagogie ou du déni, puisqu'il s'en sert pour déconstruire ou détruire tout rapport avec la réalité, toute connaissance, pour finalement les réduire à ses propres fabulations qu'il sera impossible de contester une fois tout repère, tout lien avec la réalité effacé.

C'est une sorte de combinaison entre le nihilisme et la sophistique ayant un puissant pouvoir amnésique semblable à un lavage de cerveau ou à une lobotomie. Et on comprend pourquoi elle est destinée en priorité aux éléments les plus évolués de la classe ouvrière et des classes moyennes qui constituent une menace pour le régime.

Orwell 1984. Extraits.

- Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle. Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie. Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore. Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité. Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de

l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer. La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

LVOG - La haine de Sarkozy, Hollande et Macron pour les prolétaires s'inscrit parfaitement dans cette logique (de classe).

- ...le Parti enseignait que les prolétaires étaient des inférieurs naturels, qui devaient être tenus en état de dépendance, comme les animaux, par l'application de quelques règles simples. En réalité, on savait peu de chose des prolétaires. Il n'était pas nécessaire d'en savoir beaucoup. Aussi longtemps qu'ils continueraient à travailler et à engendrer, leurs autres activités seraient sans importance. Laissés à eux-mêmes, comme le bétail lâché dans les plaines de l'Argentine, ils étaient revenus à un style de vie qui leur paraissait naturel, selon une sorte de canon ancestral. Ils naissaient, ils poussaient dans la rue, ils allaient au travail à partir de douze ans. Ils traversaient une brève période de beauté florissante et de désir, ils se mariaient à vingt ans, étaient en pleine maturité à trente et mouraient, pour la plupart, à soixante ans. Le travail physique épuisant, le souci de la maison et des enfants, les querelles mesquines entre voisins, les films, le football, la bière et, surtout, le jeu, formaient tout leur horizon et comblaient leurs esprits. Les garder sous contrôle n'était pas difficile. Quelques agents de la Police de la Pensée circulaient constamment parmi eux, répandaient de fausses rumeurs, notaient et éliminaient les quelques individus qui étaient susceptibles de devenir dangereux. On n'essayait pourtant pas de les endoctriner avec l'idéologie du Parti. Il n'était pas désirable que les prolétaires puissent avoir des sentiments politiques profonds. Tout ce qu'on leur demandait, c'était un patriotisme primitif auquel on pouvait faire appel chaque fois qu'il était nécessaire de leur faire accepter plus d'heures de travail ou des rations plus réduites. Ainsi, même quand ils se fâchaient, comme ils le faisaient parfois, leur mécontentement ne menait nulle part car il n'était pas soutenu par des idées générales. Ils ne pouvaient le concentrer que sur des griefs personnels et sans importance. Les maux plus grands échappaient invariablement à leur attention. La plupart des prolétaires n'avaient même pas de télécrans chez eux. La police civile elle-même se mêlait très peu de leurs affaires. La criminalité, à Londres, était considérable. Il y avait tout un État dans l'État, fait de voleurs, de bandits, de prostituées, de marchands de drogue, de hors-la-loi de toutes sortes. Mais comme cela se passait entre prolétaires, cela n'avait aucune importance. Pour toutes les questions de morale, on leur permettait de suivre leur code ancestral. Le puritanisme sexuel du Parti ne leur était pas imposé. L'inversion sexuelle n'était pas punie, le divorce était autorisé. Entre parenthèses, la dévotion religieuse elle-même aurait été autorisée si les prolétaires avaient manifesté par le moindre signe qu'ils la désiraient ou en avaient besoin. Ils étaient au-dessous de toute suspicion. Comme l'exprimait le slogan du Parti : « Les prolétaires et les animaux sont libres. »

LVOG - Du moment qu'ils travaillent et font acte de soumission, peu importe comment vivent les prolétaires, quels rapports ils ont entre eux, les souffrances qui les accablent et l'épouvantable destin qui leur est réservé. Mais c'est déjà le lot de bien des peuples dans le monde, de l'immense majorité de l'humanité. Il leur reste encore à briser ceux qui utilisent encore la lutte de classe pour faire valoir leurs droits, qu'ils s'emploient à diviser pour mieux les broyer, et le pire, c'est que la majorité des formations politiques qui se réclament du mouvement ouvrier y participent, tandis que ceux qui s'y opposent farouchement sont marginalisés et considérés comme des diviseurs, des traîtres ou des ennemis, le comble de la confusion ou du ridicule.

Effectivement, ce procédé qui dissout tout ce qu'il touche, aboutit aux pires confusions, à de terribles méprises, au chaos dans les têtes, qui de fait ne savent plus quoi penser, se retrouvent pour ainsi dire paralysés, impuissants, donc dans l'impossibilité de combattre efficacement le régime.

J'avais déjà remarqué que chaque fois que je proposais une analyse où je faisais ressortir l'essentiel pour ne pas nous disperser ou nous distraire, éviter de nous écarter de nos objectifs politiques, mes correspondants s'employaient systématiquement à focaliser leur attention sur un détail insignifiant, un facteur secondaire, c'était chez eux une sorte de manie, de fixation inconsciente, au point désormais de s'identifier avec elle et ne rien vouloir entendre à côté, rendant dès lors toute discussion impossible ou inutile.

Dans mes causeries je me suis évertué à éviter cet écueil, en vain je dois l'avouer. Il semblerait que tous les esprits soient maintenant entrés dans une phase de désagrégation, de remise en cause de tous les enseignements de la lutte de classe du passé, qui interdit de penser et d'agir collectivement, ce que j'attribue au fait qu'on a été incapable de saisir l'évolution et l'orientation du capitalisme et de la société au cours du XXe siècle et qu'on refuse de l'admettre. "*Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer.*", on est en plein dedans, semble-t-il, non ? Vous me direz peut-être que j'en porte en partie la responsabilité.

Pourquoi ne suis-je pas organisé, alors que je ne cesse de répéter le parti, encore le parti, toujours le parti ? Je m'en suis expliqué, comment s'organiser dans des partis à la traîne de la réaction, comment s'organiser dans des partis crypto-stalinien ou cryto- social-démocrate, comment s'organiser dans des partis qui ont renoncé aux enseignements de la révolution russe de 1917, comment s'organiser dans des partis caméléons, comment s'organiser dans des partis dont les dirigeants recourent à des méthodes déloyales, scélérates, de type bureaucratique pour imposer leur ligne politique, faire taire dans leurs rangs leurs opposants, les virer, dites-moi un peu, estimez-vous qu'après cela ils pourraient servir efficacement notre cause, qu'ils seraient dignes de notre confiance, dites-moi, ce n'est pas sérieux, n'est-ce pas ?

Dites-vous bien qu'aucun n'aurait accepté dans ses rangs un militant qui aurait poursuivi ces causeries, qui aurait continué de s'exprimer librement, qui aurait adopté et défendu des positions opposées aux leurs, qui aurait publié des documents qu'eux-mêmes censurent, pendant des décennies ils en ont exclu ou conduit à la démission de leur parti pour beaucoup moins que cela, considérant que toute tendance organisée s'opposant à leur politique était incompatible avec le fonctionnement de leur

parti, alors qu'il est inscrit dans leurs statuts, hormis quand une tendance présente déjà les stigmates de la décomposition, dans ce cas-là elle ne présente aucun danger pour eux, ils l'instrumentalisent et la vireront quand ils décideront qu'ils n'en ont plus besoin ou jugeront qu'elle est devenue trop embarrassante ou remuante.

J'ai réfléchi mille fois à cette question durant la dernière décennie, et j'en suis arrivé à la conclusion que servir l'embryon d'un parti corrompu - autrefois ils avaient au moins la modestie de s'appeler une organisation quand ils n'organisaient que quelques milliers de militants ou adhérents, mais ce temps-là est révolu depuis près de 40 ans - ce serait une perte de temps et d'énergie puisque sur de telles bases il demeurerait impossible de construire le parti et de rassembler autour de lui des centaines de milliers de sympathisants dans une structure plus souple, car quand un parti est traversé par des contradictions et ses dirigeants traînent derrière un passé peu flatteur, un jour ou l'autre de nombreux militants profitent de l'occasion qu'ils surgissent pour rompre avec leur parti, j'irai même jusqu'à dire que certains le savent et n'attendent que ce prétexte pour s'en aller sur la pointe des pieds, histoire d'avoir bonne conscience ou qu'on ne les accuse pas de déserter, je tiens cela de mon expérience personne et de témoignages de militants.

Les articles suivants prouvent si nécessaire que la fiction imaginée par Orwell est plus proche de la réalité que de l'utopie, et qu'y faire référence n'a rien à voir avec le réflexe compulsif d'un théoricien ou d'un adepte de la théorie du complot, bien au contraire puisqu'Orwell avait décrypté les mécanismes psychologiques destinés à contrôler et orienter le mental et le comportement de la population pour mieux l'asservir et instaurer un modèle de société totalitaire, ce à quoi nous assistons quotidiennement et cela de plus en plus ouvertement, donc les descriptions qu'en a fournies Orwell peuvent nous aider à mieux comprendre comment fonctionnent ces mécanismes, comment ils s'articulent pour mieux les démonter et les combattre.

Personnellement, j'estime que la lutte contre la guerre idéologique et psychologique que mène l'oligarchie contre les masses exploités à l'échelle mondiale fait partie intégrante de conception de la lutte de classe du prolétariat, et que c'est notre devoir de mener cette guerre contre l'oligarchie sur ces plans-là également, pour aider les travailleurs à se doter d'une conscience de classe, condition sans laquelle il est déplacé de leur attribuer la moindre indépendance de classe, et par conséquent leur lutte de classe sur les plans social et politique ne peut être orientée que dans une direction qui ne leur permettra jamais d'entrevoir leur émancipation du capital.

Quand des despotes s'autoproclament dépositaires de la vérité.

- Elections européennes : Bruxelles lance ses «Décodeurs» contre les fake-news - Le Parisien 2 avril 2019

Pour la campagne des élections du 26 mai, la Commission européenne vient de créer un site anti-fake-news pour enter de battre en brèche les rumeurs et, chiffres à l’appui, corriger les idées reçues.

Qu’on se le dise : non, l’Europe ne décide pas de la taille des étiquettes des soutiens-gorge ! Pas plus d’ailleurs que celle des concombres. Et elle ne veut pas non plus interdire les frites en Belgique, ou les crayons de couleur au Royaume-Uni - pour le temps qu’il lui reste à passer avec nous. Tous ces bobards, drôles ou inquiétants, fleurissent régulièrement sur les réseaux sociaux, ou dans le discours des politiques europhobes, sans oublier bien sûr les comptoirs de zinc où se propagent les rumeurs.

Mais voilà, à la veille d’élections aux enjeux cruciaux, la Commission européenne, lasse de ces mensonges ou caricatures qui visent à décrédibiliser l’UE, a décidé de rendre coup pour coup.

« Dans ce but, nous lançons notre site anti-fake-news, Les décodeurs de l’Europe, annonce Isabelle Jégouzo, cheffe de la Représentation de la Commission européenne en France. Sans nous mêler de politique, nous voulons informer les citoyens, rétablir l’équilibre entre factuel et désinformation ». Pas toujours facile car, admet la représentante de l’UE, il y a toujours un fond de réalité dans ces rumeurs. Exemple, précise-t-elle, « la Commission s’est attaquée, pour protéger la santé des consommateurs, à la règlementation des composants textiles des soutiens-gorges et au bannissement du plomb des crayons de couleurs, que mâchonnent les enfants ». Mais elle n’a pas fourré son nez plus loin que cela.

Voilà le genre de rectifications que l’on trouvera sur le site. Il s’agit aussi de corriger des idées reçues qui, à force, usent un sentiment d’adhésion à l’Europe déjà ultra-fragile.

Afin de réparer ces oublis et ces offenses, la dizaine de membres de la cellule politique de la Représentation permanente, sise boulevard Saint-Germain à Paris (VIIe), va plancher sur le site. Objectif, être le plus réactif possible, à l’écoute des matinales des radios, à scruter les réseaux sociaux… Une intox, une info en contre. Mais, surtout, en cette période de pré-campagne électorale, pas de politique ! Ce n’est pas le rôle de la Commission, organe bruxellois qui doit rester neutre. Le Parisien 2 avril 2019

Quand "***la précarité devient émancipation, l’insécurité devient audace, et l’aliénation devient indépendance***".

- Quand la Pub fait l’éloge de la précarité par Edouard Vuiart - Les Crises.fr 1 avril.2019

Extrait.

Parmi ses nombreux effets pervers, l'hégémonie du néolibéralisme est parvenue à répandre un discours plutôt étrange dans l'air du temps : l'éloge de précarité. Dérive d'un système dont la dernière émanation constitue le profond déclassement des jeunes diplômés, la précarité est peu à peu passée du statut d'injustice sociale à celui de norme qu'il convient d'accepter ; cette fameuse « vraie vie » (« La vraie vie c'est ça », nous dit-on) que la jeunesse devrait saisir à pleine main et avec le sourire, au lieu de se plaindre de la destruction d'acquis sociaux qui – on finira bien par nous le dire – relèvent d'un « âge d'or désormais révolu ».

L'emploi ? Précaire. L'entreprise ? Précaire. La santé ? Précaire. Et comme si tout cela ne suffisait pas, la rhétorique néolibérale nous réclame non seulement d'accepter cette précarité (comme le fait de devoir cumuler trois petits boulots pour pouvoir vivre décemment), mais aussi de l'aimer, car elle nous éloignerait de « la routine », nous donnerait « la maîtrise de nos parcours », et nous rendrait « profondément libres ». Et c'est votre banque qui vous le dit !

En effet, depuis plusieurs mois, la banque en ligne Hello Bank diffuse une nouvelle campagne publicitaire à travers deux spots intitulés « Et toi, t'arrives à suivre ? »

Ces spots mettent en scène deux jeunes, l'un « hyperactif » et l'autre « passionnée », au quotidien « varié et intense », et dont la banque « fait tout pour les suivre »...

Hello Bank nous propose donc de découvrir « l'Hyperactif » et « la Passionnée » dont le parcours est décrit comme « freestyle » (parce que cela sonne bien mieux que « précaire »). Le clip se termine par une question pleine de suffisance (« Et toi, t'arrives à suivre ? »), qui revient à assimiler la jeunesse précaire à une bande de hipsters dont la servitude volontaire aurait un temps d'avance sur tout le monde.

Hello Bank réalise donc le tour de force de faire passer la condition précaire pour un mode de vie « tendance ». Nous découvrons ainsi une passionnée « journaliste, apprenti chef et chanteuse » qui « ne connait pas la routine », ainsi qu'un hyperactif qui préfère « ne pas avoir un métier mais trois : danseur, photographe et serveur ». Dans les deux cas, les réalités sociales et humaines qu'impliquent de telles situations professionnelles sont totalement évacuées. Le quotidien de nos deux précaires apparait ainsi, non pas comme le miroir de l'esclavage moderne, mais comme le résultat heureux d'un choix de vie libre et assumé. Ce discours publicitaire fait de la précarité non pas une injustice sociale que notre altruisme d'animal social inciterait à réparer, mais bien un état de fait, une réalité, une norme qu'il conviendrait d'accepter. Ainsi, ce ne serait pas à la précarité de disparaître face aux évolutions de la société, mais ce serait à la société elle-même de s'adapter pour accueillir cette nouvelle norme sociale.

Jouant ingénument sur les mots, notre passionnée nous dépeint un mode de vie « entre boulot, fourneaux et micro », refusant ainsi de voir le caractère profondément aliénant de ce qui doit être lu comme « boulot, boulot et boulot ». Des expressions comme « être là où on ne m'attend pas », « bouger quand je veux », « partir sur un coup de tête » ou encore « bien loin du métro, boulot, dodo », travestissent complètement la réalité précaire de nos deux protagonistes, et assimilent l'aliénation totale de l'individu à la quintessence de la liberté. En moins de deux minutes, la précarité devient émancipation, l'insécurité devient audace, et l'aliénation devient indépendance. Nous voici donc dans un univers parfaitement orwerllien où « la Liberté c'est l'Esclavage ». « Dynamique » et « épanouie », la jeunesse à trois boulots serait donc l'exemple à suivre. La modernité nous enjoindrait à préférer l'insécurité et la « flexibilité », et à délaisser la condition sociale qu'on nous présente comme dépassée.

Ce tableau s'avère fort éloigné de la réalité. Aussi, quelques chiffres ne sont jamais de trop pour illustrer une situation bien trop peu analysée. Dans une étude publiée le 11 octobre 2018, l'Observatoire des Inégalités soulignait un creusement des situations de précarité en France, dont plus de la moitié concernent des jeunes de moins de 30 ans [Source]. « On oublie les jeunes adultes de 20 à 29 ans, dont 11,8% sont pauvres, souvent les peu diplômés en difficulté d'insertion professionnelle », précise le rapport. D'autre part, depuis le milieu des années 1980, la part des jeunes précaires sortis depuis moins de cinq années du système éducatif a été multipliée par deux, passant de 17% à 35,5% des jeunes en emploi, selon l'Insee [Source].

57% des jeunes sans-diplôme sont concernés par la précarité. Mais la situation des jeunes diplômés est loin d'être idéale. En trente ans, la part de jeunes précaires ayant quitté l'enseignement supérieur depuis moins de cinq ans a plus que doublé, passant de 13% à 28% [Source]. Fortement déclassés par rapport à la situation qu'ont connue leurs aînés, leurs attentes professionnelles n'ont désormais plus rien à voir avec la réalité sociale.

Ces chiffres méconnus en disent beaucoup sur la situation réelle des jeunes en France. Au-delà de leurs rémunérations souvent très faibles, leur situation précaire génère de lourdes conséquences au quotidien : elle se répercute sur leurs conditions de vie et les confronte à une insécurité qui rend difficile l'accès au logement, la réalisation de projets personnels, la pratique d'activités régulières (loisirs, engagements, culture, congés, etc.), mais surtout leur projection dans l'avenir. « Et toi, t'arrives à suivre ? »…

Au-delà du profond travestissement de la réalité, cet éloge publicitaire de la précarité se fonde sur un contresens à la fois historique et philosophique. Ainsi, bien que la vie des Hommes soit ontologiquement semée d'incertitudes et de risques, le sens même de la civilisation consiste à pouvoir substituer à cet état précaire un minimum d'équilibre et de stabilité, seul à même de permettre

aux êtres humains de se construire. Dès lors, faire l'éloge de la précarité, c'est raisonner à l'envers. C'est en effet oublier que l'empathie humaine conduit depuis toujours à aider les plus faibles non pas seulement à survivre mais à vivre. Ainsi, contrairement aux messages que laissent entendre ces spots publicitaires, le rôle de la société humaine n'est pas de se contenter d'aider les plus faibles à survivre dans la précarité, mais de les aider à vivre HORS de la précarité.

L'aliénation individuelle et la misère sociale ne doivent être ni une fatalité, encore moins un projet de société. La vie des sociétés modernes ne peut se réduire à un nihilisme résigné qui amène à niveler toujours plus par le bas. À moins de baptiser « mobilité » la pure et simple régression sociale de toute une classe d'âge de la population française… Les Crises.fr 1 avril.2019

Commentaire d'un internaute.

- "Autre effet de la publicité, peut être un peu plus tabou : la sexualisation des enfants. En effet dans les publicités les adolescents sont automatiquement représentés en animaux avides de sexe. À terme, cela conduit à ce qu'une fillette de 12-13 ans porte une pancarte "Bouffe moi le clito plutôt que le climat" ou "Encule moi plutôt que le climat" lors de la récente manif écologiste. Voir ici https://www.google.com/amp/s/amp.purebreak.com/news/marche-pour-le-climat-les-slogans-les-plus-oses-et-improbables/172384

Orwell aurait écrit "La Décadence, c'est le Progrès". La publicité fabrique de façon certaine des pédophiles.

J'aurais un tas d'exemple pour étayer mon propos et il serait intéressant à ce titre de créer une sorte d'observatoire de la publicité."

Mystification. Sauver la planète. "***Ce réseau a été créé de toutes pièces par le Forum économique mondial en 2011***".

Extrait de *Le capitalisme vert utilise Greta Thunberg* - reporterre.net 09.02.2019

La belle histoire de Greta Thunberg commence le 20 août 2018. Ingmar Rentzhog cofondateur de la start-up We Don't Have Time (Nous n'avons pas le temps) croise Greta Thunberg devant le Parlement suédois et publie un post émouvant sur sa page Facebook. Nous sommes le 1er jour de la grève commencée par Greta. Le 24 août, sort en librairie une autobiographie mêlant crise familiale et crise climatique, Scener ur hjärtat, corédigée par Malena Ernman la mère de Greta, Svante Thunberg son père, Beata, sa soeur, et Greta. Les parents artistes - chanteuse lyrique et acteur - sont très connus en Suède ; Greta, pas encore.

En fait Ingmar Rentzhog et la famille de Greta se connaissent déjà et ont participé ensemble à une conférence sur le climat le 4 mai 2018. Peu de place au hasard donc, dans la rencontre à Stockholm, sur le trottoir devant le Parlement entre Ingmar et Greta.

En mai 2018, Ingmar Rentzhog est recruté comme président-directeur du think tank Global Utmaning, faisant la promotion du développement durable et se déclarant politiquement indépendant. Sa fondatrice n'est autre que Kristina Persson, fille du milliardaire et ex-ministre social-démocrate chargée du développement stratégique et de la coopération nordique entre 2014 et 2016. Via l'analyse des tweets du think tank, on observe un engagement politique fort, à l'aube des élections européennes, envers une alliance qui irait des sociaux-démocrates à la droite suédoise. L'ennemi étant « les nationalismes » émergeant partout en Europe et dans le monde. Des idées qui ne déplairaient pas à notre cher président Macron.

Le 16 janvier 2019, Global Utmaning était fière d'annoncer sur les réseaux sociaux sa nouvelle collaboration avec Global Shapers, une communauté de jeunes dirigeants de 20 à 30 ans « dotés d'un grand potentiel pour jouer un rôle dans l'avenir de la société et qui travaillent à améliorer la situation des populations autour d'eux ». Ce réseau a été créé de toutes pièces par le Forum économique mondial en 2011. Ses leaders entendent bien sauver la planète tout en maintenant la croissance économique et en réclamant encore plus de mondialisation. Tout un programme.

Je résume. Nous avons d'un côté une plateforme numérique en construction, We Don't Have Time, qui a pris un réel essor il y a quelques mois grâce à Greta Thunberg, « jeune conseillère » de la fondation dirigeant cette plateforme. J'ai oublié de préciser au passage que les centaines de milliers d'adresses mail collectées par Rentzhog valent de l'or. Et de l'autre, nous avons une famille de milliardaires comptant une ex-ministre qui investit dans cette start-up, puis qui embauche Ingmar Rentzhog dans un think tank développant les thèmes de la croissance verte, de l'économie circulaire, bref, de greenwashing.

Ce greenwashing qui permet au capitalisme de perdurer... reporterre.net 09.02.2019

LVOG - Et il ne viendrait pas un instant à l'esprit de ces crétins de Reporterre que pour que l'oligarchie puisse appliquer sa politique tournée contre les peuples, elle a absolument besoin d'un minimum de soutien populaire, et qu'elle est prête à le fabriquer si spontanément elle ne correspond pas à l'état d'esprit de la population, c'est ainsi qu'elle recourt aux réseaux dits sociaux ensuite relayés par les médias et les différents acteurs politiques pour y parvenir.

Dès lors toute formation politique qui participe à une telle machination sert directement les intérêts de l'oligarchie, et peu importe les états d'âme de leurs dirigeants ou leurs bonnes intentions, car seul compte les faits ou le résultat : Ils collaborent avec l'oligarchie et participent à la mise en oeuvre de sa stratégie ultra réactionnaire.

Vous nous permettrez de ne pas en être, et de dénoncer ce complot puisqu'évidemment 99,99% des gens qui se retrouvent embringués dans ce genre d'opérations ignorent totalement leur origine et leurs réels objectifs économiques ou politiques. S'ils font ainsi étalage de leur absence de conscience de classe, force est d'en arriver à la même conclusion à propos des militants et partis qui y participent également.

Raphaël Glucksmann : L'autre extrême centre d'extrême droite.

LVGO - Pourquoi revenir sur ce sujet ? Parce que cette fois il a été abordé par un média du régime, bien que de manière déformée, mais cela on ne peut pas y couper. Et ce qu'il apporte de plus n'est pas vraiment à l'avantage de cette ordure.

Lu dans un article de Francetvinfo.fr du 2 avril.

- Raphaël Glucksmann, qui décide, à 39 ans, de se lancer dans le grand bain de la politique, sans jamais avoir été élu nulle part ?

- Les fées se sont penchées sur son berceau.

- Venu de la gauche, "Glucks" – le surnom d'André – se rapproche progressivement des néoconservateurs américains et soutient l'invasion de l'Irak décidée, en 2003, par le président américain George W. Bush. Les premiers engagements de son fils, après des études à Sciences Po, s'inscrivent dans ce sillage.

- Dans le même élan, Raphaël Glucksmann devient un candidat éphémère pour un parti confidentiel et ultralibéral, Alternative libérale, aux législatives de 2007.

- Dans une vidéo datant de 2006 exhumée par Libération, Raphaël Glucksmann justifie d'ailleurs cet engagement par la volonté de changer la "politique étrangère de la France", jugée trop favorable à la Russie de Poutine et aux "dictateurs" arabes ou africains.

- Donner en Europe une bonne image de la Géorgie, selon Le Monde. "J'étais chargé de coordonner les réformes et la politique qui permettait l'accord d'association de la Géorgie avec l'Union européenne.

- Toujours sur le front anti-Poutine, il s'enflamme, fin 2013 et début 2014, pour les manifestations pro-européennes de la place Maïdan, en Ukraine, qui déboucheront sur la révolution de février et la destitution du président Viktor Ianoukovitch.

- Sa seule expérience en entreprise se traduit par un échec. - Le Monde : "Quand on demande à Raphaël Glucksmann quel est, au juste, son métier, il répond en souriant : 'C'est la pire question pour moi, j'ai toujours été porté par les décisions de l'instant'."

- Son temps libre lui offre néanmoins le loisir de la réflexion.

- "Emmanuel Macron n'est que le dernier avatar de l'aveuglement des élites occidentales sur les causes de la crise que traversent nos démocraties. Raphaël Glucksmann dans "Les Enfants du vide"

- "Si vous vendez plein de livres et que vous avez la chance de pouvoir en vivre, c'est super confortable."

- "On risque d'avoir deux cents nationalistes dans le prochain Parlement européen qui vont essayer de revenir sur les libertés publiques et de fermer les frontières. Il faut agir"

- Les esprits malicieux, eux, ne se privent pas de pointer les revirements d'un homme s'acoquinant aujourd'hui avec un PS qu'il pourfendait hier. Sur Twitter, des internautes exhument ainsi un message de l'essayiste proclamant, au lendemain des législatives de 2017 : Pour que le neuf advienne, le vieux doit accepter de mourir. Pourquoi la refondation de la gauche passe par la fin du PS.

- "Le PS se cache pour mourir", raille l'analyste politique Gaël Brustier dans La Croix. Même analyse du côté de Génération.s, pour qui le coup de peinture ne change rien à l'affaire : "C'est une très vieille entreprise qui a racheté une start-up pour renouveler la façade." La start-up, pour l'instant, peine à galvaniser les électeurs : la liste emmenée par Raphaël Glucksmann oscille entre 5% (seuil nécessaire pour obtenir des élus) et 7% des intentions de vote. Francetvinfo.fr 02.04

Commentaire d'internaute.

1- Bobo socialo-opportuniste ultralibéral de gauche, quel programme... plus fort que Macron!

2- C'est quand même fou, un anti-nationaliste revendiqué qui a pourtant soutenu Sakhachvili , un nationaliste géorgien qui a voulu éradiquer la minorité ossète de son territoire. Mais je suis sûr que nos journalistes ne vont pas l'interroger là-dessus.

3- Bobo chéri des médias, liens familiaux obligent, courant tous les combats à la mode, convictions à géométrie variable...bref le PS s'est trouvé un BHL qui fait neuf!

4- C'est la néo-aristocratie républicaine dans laquelle nous vivons et les pseudo-philosophes de pacotille tels BHL ou Glucksman sont les nouveau marquis, les nouveaux comtes de ce temps. Raphaël Glucksmann est philosophe comme je suis astronaute, il est simplement bien né et au sein de cette caste, de cette élite, de cette petite oligarchie on fait des miracles qui relèvent de la monarchie héréditaire de droit divin c-à-d que si vous êtes en l'occurrence le fils d'un "philosophe" vous héritez de ce titre et de ce statut à votre naissance... La vie est bien faite, le prolo se reproduit mais le philosophe prolonge sa lignée. Personne ne sait vraiment ce que ce Raphaël Glucksmann a écrit ou dit, il n'a pas de magister moral particulier, pas de travail concret à son actif, juste un titre: philosophe, comme on était duc de père en fils sous l'ancien régime.

Ils osent tout. Ils sont vertueux !

- Aphatie va porter plainte contre la France insoumise après sa parodie - Le HuffPost 2 avril 2019

“Exactement, la France insoumise c’est le Venezuela.” Voici ce que la formation politique anti-système fait dire à Jean-Michel Aphatie dans une série de courtes vidéos parodiant des éditorialistes de plusieurs médias. Une façon de tourner Patrick Cohen, Christophe Barbier ou encore Nathalie Saint-Cricq en ridicule tout en faisant la promotion de leur campagne de dons lancée à cette occasion pour les élections européennes de 2019.Le HuffPost 2 avril 2019

LVOG - Parodier : Imiter (qqn) de façon grotesque ou dérisoire. Être grotesque en imitant, imiter de façon imparfaite et ridicule. (Le Grand Robert de la langue française) En totalitarisme, c'est un crime !

- Brexit : Macron refuse que l’UE soit «otage» de la crise britannique - Le Parisien 02.04

Lundi encore, les députés britanniques ont voté contre toutes les solutions alternatives au plan de Theresa May pour une sortie en douceur de l’Union européenne. Le Parisien 02.04

- Bruxelles somme Londres de ponctionner des multinationales - LePoint.fr 02.04

La Commission européenne a, en partie, invalidé une exemption fiscale accordée à certaines multinationales. Un impôt que le Royaume-Uni doit récupérer. LePoint.fr 02.04

LVOG - Quand on sait que ce sont les multinationales qui contrôlent la Commission européenne et le Parlement européen...

- Européennes: Une campagne du gouvernement bloquée par sa loi fake news - Le HuffPost 02.04

Une campagne du ministère de l’Intérieur incitant à voter aux élections européennes a été refusée par Twitter, qui avance le risque d’enfreindre la nouvelle loi française contre les fausses nouvelles (“fake news”) Le HuffPost 02.04

LVOG - Qu'est-ce que cela peut bien foutre puisque l'immense majorité des électeurs dont ceux qui s'abstiennent n'utilisent pas Twitter ! En revanche, ce cas pourrait servir de jurisprudence pour censurer par la suite certains comptes ou propos qui dérangent le gouvernement.

- Démission d'Abdelaziz Bouteflika : "L'Algérie est prête pour aller vers un système démocratique"
- Franceinfo 1 avril 2019 LVOG - Qui y croit ? Absolument personne en Algérie !

Une lutte de classes à mort.

Lu dans un article du huffingtonpost.fr du 02 avril.

- Le "grand débat a permis d’asphyxier une partie de la crise des gilets jaunes"
- Une "opération de déminage de la crise des gilets jaunes"
- Asphyxié la contestation des gilets jaunes. huffingtonpost.fr 02.04

LVOG - Le bougre, ils lui auront fait payer cher son accession au trône, car rien ne permet d'affirmer ni que cette contestation va cesser ni comment le roitelet va finir...

Acte XX. Une mobilisation qui demeure très basse quoiqu'il en soit.

- Participation à l'acte 20: le patron de Sud Radio dénonce des «chiffres bidonnés» - sputniknews.com 02.04

En direct sur Facebook, Didier Maïsto a déclaré qu'on continuait à «essayer de mentir aux gens».

«Lors de cet acte 20, j'ai vu d'abord à Paris énormément de monde: 15.000 à 20.000 personnes […]. Et toutes les personnes qui étaient là ont fait les Facebook live de différents angles et on se rend compte, effectivement, qu'il y avait au bas mot, minimum, 15.000 personnes. Comme d'habitude à 14h les chiffres tombent. J'ai cru d'abord à une plaisanterie de mauvais goût. Et je vois 1.800 personnes à Paris et 5.600 personnes en France. Les bêtises continuent, on continue à essayer de mentir aux gens. Et ce chiffre était rajusté entre 16h et 17 h à 4.000 personnes à Paris», a déclaré le patron de Sud Radio.

Les Gilets jaunes se sont réunis à travers toute la France samedi 30 mars pour participer à l'acte 20 du mouvement. Les chiffres des participants diffèrent en fonction des sources. Selon le ministère de l'Intérieur, 33.700 personnes dont 4.000 à Paris ont pris part à la mobilisation, en baisse par rapport à la semaine précédente.

Un autre chiffre, donnant 120.000 manifestants, a été avancé par Policiers en colère. Enfin, d'après l'estimation de la page Facebook Le Nombre jaune, le mouvement a rassemblé en tout 102.713 personnes. sputniknews.com 02.04

Le meilleur casting : Chassons-les tous !

- Remaniement : Macron ou la fenêtre refermée sur son monde - LePoint.fr 1 avril 2019

Nommer les « siens », réflexe primaire de celui qui doute et décline LePoint.fr 1 avril 2019

- Pour le remaniement, Macron puise dans son premier cercle Lexpress.fr 1 avril 2019

Emmanuel Macron a ainsi choisi Sibeth Ndiaye, sa conseillère presse depuis la campagne, au poste de porte-parole du gouvernement, Cédric O, son conseiller pour le numérique et ex-trésorier de campagne, au secrétariat d'Etat au numérique, et la députée Amélie de Montchalin, porte-voix de la Macronie à l'Assemblée, au secrétariat d'Etat aux Affaires européennes.

Macron a-t-il épuisé ses réserves ?

Dix membres du gouvernement ont quitté leurs fonctions depuis le début du quinquennat, une concentration de départs inédite en début de mandat. Emmanuel Macron a-t-il épuisé ses réserves de soutiens ?

"C'était déjà le problème durant la campagne : on n'arrivait pas à attirer de figures politiques de poids. Mais ça ne s'est pas amélioré, on est toujours trop isolés", déclarait récemment un poids lourd de la majorité au Monde. Lexpress.fr 1 avril 2019

LR + PS = LREM

- Remaniement : un casting qui fâche - Le Parisien 01.04

Certains parlementaires LREM n'hésitant pas à afficher leur stupéfaction.

Comme le début d'un vent de fronde en macronie ? Vingt-quatre heures après le nouveau remaniement, la colère et la stupéfaction de certains marcheurs tranchaient singulièrement ce lundi avec les mots aimables et les sourires auxquels on a pu assister lors des différentes passations de pouvoir.

« Hollande, plus il avançait dans le quinquennat, plus il se recroquevillait sur ses proches. Nous sommes en train de vivre la même chose avec Macron. On est dans la hollandisation », attaque ainsi un parlementaire LREM, « déçu » par ce nouveau casting. Et il n'est pas le seul à faire part de ses états d'âme : « On sort d'une crise majeure où les Français ont dénoncé l'entre-soi des politiques et le poids des élites. Eh bien là, je pense qu'on est totalement dedans », persifle un autre qui va jusqu'à parler de « République des copains ». Quand une députée, après un gros soupir, finit par lâcher : « Je n'ai même plus envie de me mettre dans la tête d'Emmanuel Macron… ça me fatigue. »

La pilule est visiblement amère. Non pas qu'il soit reproché aux trois entrants de manquer de compétences pour leurs nouvelles fonctions. « Mais à un moment donné, la politique, cela nécessite de se reposer sur des sensibilités, des territoires, des expériences et aussi une légitimité élective. Là, on n'y est pas », glisse en écho un ministre qui redoute que cela donne l'image d'un gouvernement encore plus déconnecté. Le Parisien 01.04

Des clones de Macron issus de la banque ou du PS.

- Amélie de Montchalin affiche un CV allant des grandes écoles à la banque et l'assurance: HEC, Harvard, économiste à BNP Paribas, prospective et suivi des politiques publiques chez Axa jusqu'aux législatives.

Cette catholique pratiquante, qui défend "une laïcité de liberté", a résumé son parcours dans un discours en 2017 en Belgique devant "la grande famille jésuite", rejointe "au début de sa vie étudiante". AFP 01.04

Une précision d'un internaute : Amélie de Montchalin fait partie de la promotion 2018 des “Young Leaders”, ces citoyens français qui sont en réalité formés, formatés, pour devenir les relais des Etats-Unis en France.

- Sibeth Ndiaye, 39 ans, auparavant, elle avait tenu ce rôle auprès de Claude Bartolone, alors président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, puis auprès d'Arnaud Montebourg à Bercy sous le mandat de François Hollande. Cet engagement à gauche prend racine à l'Unef, où elle milite au début des années 2000. Elle a également été encartée au Parti socialiste, en réaction à la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002.

Elle a aussi, comme beaucoup de piliers de la campagne d'Emmanuel Macron, participé à la campagne de Dominique Strauss-Kahn pour les primaires socialistes en 2006. C'est là qu'elle a notamment rencontré Cédric O, qui vient d'entrer lui aussi au gouvernement, Stanislas Guerini, futur délégué général de LREM, Ismaël Emelien, futur (et désormais ex) conseiller d'Emmanuel Macron à l'Elysée, ou encore Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement jusqu'à jeudi dernier.

Patrice Roques, son époux, directeur général adjoint d’une société de HLM, le mari de Sibeth N’Diaye a en effet été éduqué dans les valeurs du Parti Socialiste. Lexpress.fr avec AFP et Voici 01.04

- Cédric O, diplômé de HEC, cet ancien militant socialiste a fait ses classes pendant la campagne 2006 de Dominique Strauss-Kahn, aux côtés d’autres historiques de l’aventure En Marche!, dont Benjamin Griveaux et Stanislas Guérini. Un temps collaborateur de Pierre Moscovici, membre de l’équipe de campagne de François Hollande en 2012, il a été responsable de production au sein du groupe Safran. HuffPost 31.03

Quelle belle époque tout de même quand on nous appelait à l'unité avec le PS !

En complément. Censurer, c'est réguler la liberté d'expression.

- Réguler internet ? Cédric O est "100% d'accord" avec Zuckerberg - L'Express.fr 01.04

Le nouveau secrétaire d'État au Numérique a salué ce lundi l'envie de Facebook de renforcer la collaboration avec les États pour améliorer la régulation des contenus diffusés sur le net. L'Express.fr 01.04

Quel chienlit leur vieux monde !

- Missiles russes ou avions américains: Washington durcit le ton contre Ankara - AFP 1 avril 2019

Les Etats-Unis ont à nouveau sommé lundi la Turquie de choisir entre le système antimissiles russe S-400 et les avions de chasse américains F-35. Mais cette fois, ils sont allés plus loin en suspendant la livraison d'équipements à Ankara. AFP 1 avril 2019

- Brexit: Aucune des motions votées lundi aux Communes n'a obtenu la majorité - Reuters 1 avril 2019

Aucune des quatre motions mises aux voix lundi soir à la Chambre des communes dans le cadre de "votes indicatifs" n'a obtenu la majorité. Reuters 1 avril 2019

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Préparation d'attentats terroristes à Caracas - Réseau Voltaire 31 mars 2019

Le Service bolivarien du Renseignement national (Sebin) a perquisitionné, le 21 mars 2919, le domicile du député Sergio Vergara à la recherche du directeur de cabinet de Juan Guaidó, l'avocat Roberto Marrero (photo). Ce dernier a finalement été arrêté dans la résidence mitoyenne.

Au cours de la perquisition, des agents du Sebin ont plaqué au sol le député, violant ainsi quelques instants son immunité parlementaire.

Le Groupe de Lima, une association d'États américains favorables à Juan Guaidó, a immédiatement publié un communiqué exigeant le respect de l'immunité parlementaire de Sergio Vergara et la libération de l'avocat Roberto Marrero.

Roberto Marrero dirigeait le recrutement de mercenaires au Guatemala, au Honduras et au Salvador. Ces hommes étaient transférés en Colombie pour y être formés aux actions commandos. Ils devaient être commandés par le mafieux colombien, Wilfrido Torres Gómez —alias « Neco » selon sa fiche Interpol— qui vient d'être également arrêté.

Selon des écoutes téléphoniques, Roberto Marrero disposait d'un budget quotidien de 500 000 à 700 000 $ prélevé sur les avoirs du Venezuela à l'étranger saisis par les États-Unis et le Royaume-Uni.

Lors d'une conférence de presse, le vice-président Jorge Rodríguez a révélé que l'avocat Roberto Marrero et ses hommes de main préparaient des attentats contre le métro et le téléphérique de Caracas.

Il a également diffusé un extrait distrayant d'un sketch au cours duquel des humoristes ont téléphoné à Juan Guaidó en se faisant passer pour le président suisse Ueli Maurer. Ils lui ont proposé de transférer les avoirs de la République bolivarienne du Venezuela en Suisse sur un compte personnel ouvert à son nom, ce que le président autoproclamé du Venezuela a bien sûr approuvé. Réseau Voltaire 31 mars 2019

- Juan Guaidó a commencé à piller les avoirs vénézuéliens - Réseau Voltaire 31 mars 2019

Le président de l'Assemblée nationale du Venezuela, Juan Guaidó, n'a pas présenté de justificatifs du coût de ses déplacements à l'étranger comme la Constitution lui en fait l'obligation.

Devant son refus, le contrôleur général de la République, Elvis Amoroso, a saisi la Justice qui a prononcé sa suspension de ses fonctions de député et 15 ans d'inéligibilité pour corruption.

Il a réalisé plus de 91 voyages hors du territoire pour un coût supérieur à 310 millions de bolivars (environ 94 000 dollars US) sans en justifier le financement. Celui-ci aurait été réalisé avec l'argent saisi par les États-Unis et le Royaume-Uni sur les avoirs vénézuéliens à l'étranger.

Juan Guaidó —qui ne s'estime plus président de l'Assemblée nationale, mais s'est autoproclamé président de la République — considère que le mandat du contrôleur général n'est plus valide et s'est donc opposé à sa requête. Ses représentants personnels ont pris le contrôle des avoirs nationaux saisis par les États-Unis et le Royaume-Uni avec lesquels ils financent une mini-administration en exil et le recrutement de commandos au Guatemala, au Honduras et au Salvador. Réseau Voltaire 31 mars 2019

- La guerre électromagnétique est déclarée - Réseau Voltaire 31 mars 2019

Des spécialistes militaires russes sont venus inspecter le système de production et de distribution d'électricité du Venezuela dont les pannes à répétition paralysent le pays depuis le 6 mars.

Ils auraient confirmé l'usage de bombes électromagnétiques pour endommager les installations couplé avec des sabotages manuels.

Ce type de bombe est une déclinaison des travaux du physicien soviétique Andreï Sakharov, dans les années 50. Il semble que plusieurs États en disposent aujourd'hui, notamment les États-Unis.

Alors que le président Maduro a directement accusé les États-Unis d'être responsables de ces pannes, le conseiller de Sécurité nationale US, John Bolton, a dénoncé le recours du Venezuela à des forces militaires étrangères pour le maintenir au pouvoir. En application de la « doctrine Monroe », il a mis en garde toute puissance extérieure au continent d'y déployer des forces militaires.

Craignant une action russe de rétorsion, le président US, Donald Trump, a promulgué un décret (Executive Order) pour préparer

son pays à une possible attaque électro-magnétique [1].

[1] “Executive Order on Coordinating National Resilience to Electromagnetic Pulses”, by Donald Trump, Voltaire Network, 26 March 2019.

Ukraine

- Présidentielle en Ukraine: Le comédien Zelenski vire en tête - Reuters 1 avril 2019

Le comédien Volodimir Zelenski, favori des sondages, a remporté le premier tour de l'élection présidentielle dimanche en Ukraine avec 30,4% des voix, selon les résultats d'un sondage sortie des urnes.

Il devance le président sortant, Petro Porochenko, crédité de 17,8%.

Avec 14,2%, l'opposante et ex-Première ministre Ioulia Timochenko sera éliminée de la course si les résultats du scrutin confirment cette tendance.

Un second tour aura lieu le 21 avril prochain pour départager les deux candidats arrivés en tête dimanche.

Mais en Ukraine, le rejet des élites est encore plus vif qu'ailleurs. Selon un sondage Gallup publié ce mois-ci, la cote de confiance du gouvernement sortant n'est que de 9%, un "record" mondial (en 2018, la moyenne planétaire était de 56%). Quant à la corruption, 91% des personnes interrogées parlent d'un phénomène généralisé.

La participation définitive n'est pas encore connue. Mais à 15h00 (12h00 GMT), à cinq heures de la fin des opérations de vote, 45% des inscrits avaient accompli leur devoir électoral, contre 40% à la même heure lors du scrutin de 2014.

Zelenski s'est engagé à respecter les engagements pris vis-à-vis du Fonds monétaire international, qui a octroyé sous conditions plusieurs milliards de dollars à l'Ukraine. Reuters 1 avril 2019

Algérie

- Le président algérien Abdelaziz Bouteflika démissionne - Reuters 3 avril 2019

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a démissionné de ses fonctions mardi, sous la pression de la rue, après avoir passé 20 ans à la tête du pays.

Des centaines de personnes sont descendues dans les rues de la capitale Alger, mardi soir à l'annonce de la démission du président. Des jeunes gens ont fêté l'événement, agité des drapeaux algériens et circulé en convois de voiture à travers le centre-ville, là même où avaient commencé le 22 février les manifestations contre le vieux dirigeant.

Le président de la chambre haute du parlement, Abdelkader Bensalah, doit assurer désormais l'intérim de la présidence de l'Etat pendant une durée de 90 jours, jusqu'à la tenue d'élections.

Bouteflika a annoncé sa décision dans un court communiqué puis une lettre publiés par l'agence de presse officielle APS.

"J'ai pris cette décision afin de mettre fin aux querelles actuelles", déclare-t-il dans une lettre, son principal moyen de communication depuis cinq ans.

"J'ai pris les mesures appropriées, dans l'exercice de mes prérogatives constitutionnelles, pour les besoins de la continuité de l'Etat et du fonctionnement normal de ses institutions durant la période de transition", ajoute-t-il.

"La décision de Bouteflika (de démissionner avant la fin de son mandat) ne changera rien", a dit à Reuters mardi Moustapha Bouchachi, avocat et l'un des dirigeants des manifestations.

A ses yeux, la nomination par Bouteflika d'un nouveau gouvernement vise à perpétuer le système politique en place.

"Ce qui est important, à nos yeux, c'est que nous n'acceptons pas le (nouveau) gouvernement. Les manifestations pacifiques vont continuer", a-t-il dit. Reuters 3 avril 2019

Haut de page

Le 10 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (13 pages)

Quelques réflexions.

1- Samdei 6 avril 2019 à 18H30, la Préfecture de police de Paris recensait 14.919 contrôles préventifs pour seulement 3.500 manifestants, à croire qu'ils les ont contrôlés 4 fois ou qu'ils étaient au moins 4 fois plus nombreux, toujours est-il que c'est extrêment faible comme mobilisation.

2- Sauver la planète, c'est sauver le capitalisme en faillite !

3- La transition écologique, c'est la transition néolibérale ! C'est le brun repeint en vert !

4- Les conspirateurs sont ceux qui refusent de répondre aux questions qu'on leur pose.

5- L'épisode des Gilets Jaunes semble dans une impasse ou s'enlise, ce que nous avions prévu depuis le début, tandis que la majorité végète inlassablement ou refuse de se mobiliser, ce qui confirme notre analyse. D'après ce que j'ai lu dans un de leurs textes, les quelques 800 délégués de la deuxième Assemblée des Assemblées qui s'est réunie à Saint-Nazaire ne représentaient que 10.000 Gilets Jaunes dans tout le pays, c'est insignifiant. On veut bien croire que leur détermination est intacte et qu'ils gagnent en matûrité, et on sait que les gesticulations de Macron n'ont rien changé aux conditions de ceux qui n'en peuvent plus de ce régime. Mais pour autant, cela ne constitue ni une orientation politique ni une issue à la crise du capitalisme ni un instrument ou un guide pour avancer dans cette voie, car cela ne s'improvise pas ou ne peut pas jaillir en dehors ou en niant le processus historique dont fait partie la lutte de classe et ses enseignements.

La mayonnaise n'a pas pris manifestement. Quoique l'on propose aux travailleurs ne les intéresse pas en terme d'engagement politique, c'est à croire qu'autre chose les intéresse ou fait obstacle à leur mobilisation. Bien entendu, de préférence on ne cherchera à l'identifier, ce serait trop compromettant. Apparemment ni leur condition ni l'interprétation qu'ils en font ne correspondent à ce qu'en disent les uns et les autres, ceci expliquerait cela mais personne ne veut l'admettre. Cela dit, la décomposition de la société s'accélère et tout le monde ou presque semble s'y adapter ou se faire une raison. Elle peut pourrir sans provoquer la moindre réaction de masse, c'est tout du moins ce qu'on peut observer et n'est pas nouveau. Le niveau de conscience des masses n'a progressé nulle part dans le monde, il a même eu tendance à régresser ou à se désagréger. A quoi cela est-il dû ? A plusieurs facteurs, cela se manifeste par l'absence de conscience de classe entretenue par le mouvement ouvrier corrompu, qui se porte garant de la pérennité du capitalisme ou collabore avec lui au lieu de le combattre.

La médiocrité dans tous les domaines est devenue la norme que chacun a adoptée et à laquelle chacun est prié de se conformer sans autre perspective et encore moins d'idéal. Le culte rendu au pouvoir en place est si profondément ancré dans les esprits, qu'il peut se livrer à tous les excès sans entraîner la moindre réaction ou presque, qui demeurera somme toute ultra minoritaire et sans conséquences. C'est comme si l'homme croulant sous le poids de ses faiblesses avait oublié qu'il possédait la qualité d'être perfectible, la capacité de résoudre les contradictions auxquelles il est confronté pour s'élever au-dessus de sa condition d'esclave et s'en délivrer. Au lieu de cela, il s'y complaît et il va même jusqu'à le justifier au comble de l'absurde ou de l'ignorance.

Si tout est fait pour qu'il en soit ainsi, tout devrait être entrepris pour qu'il n'en soit plus ainsi, résolument, sans faille, sans compromission, sinon toute tentative s'avèrera stérile ou vaine. On a du mal à concevoir qu'une rupture et un changement d'orientation puisse constituer le prolongement logique d'un processus historique et déboucher sur un avenir meilleur. En fait, on est fâché avec la dialectique. On n'a pas assimilé que l'homme n'aurait jamais pu franchir les différentes étapes depuis l'époque de la barbarie ou de la sauvagerie jusqu'à la civilisation humaine sans ruptures brutales, soudaines, généralement violentes, sans sacrifices pour accéder à une condition meilleure. A ceci près que jusqu'à présent seule une minorité profita essentiellement de ces meilleures conditions, parce que ce fut toujours une minorité d'exploiteurs qui détenait les moyens de production et le pouvoir politique depuis que les classes et l'Etat existent, tandis que l'amélioration de la condition des exploités était conditionnée par les besoins du mode de production en vigueur ou leur lutte de classe, et donc susceptible de régresser. Il existe aujourd'hui en France des travailleurs qui subissent des conditions d'existence aussi épouvantables qu'au début du XXe siècle.

Si seule une rupture avec le mode de production capitaliste permettrait d'y mettre un terme définitivement, trop accablés par

de multiples difficultés cette perspective est hors de leur portée, tandis que ceux qui ont de meilleures conditions s'en contentent, quitte à abandonner leurs aspirations les plus profondes qui justement coïncideraient avec un changement radical et démocratique de société, leur temps de cerveau disponible étant occupé à autres choses ou à se distraire au lieu de penser à prendre leur destin en mains. Délivrer des préoccupations matérielles, ils devraient reporter leur attention sur les aspirations démocratiques dont ils sont frustrés, mais tel n'est pas le cas, tout du moins pas spontanément ou alors elles font l'objet d'une ignoble instrumentalisation de la part de l'oligarchie, qui s'en sert pour s'attaquer à l'ensemble des droits sociaux des exploités et les enterrer ou leur ôter de l'esprit qu'une société plus juste et meilleure pourrait exister. Du coup ils se replient sur leur condition, qui dans la mesure où elle leur permet encore de satisfaire leurs besoins élémentaires, ils s'en contentent, laissant ainsi la société continuer de dégénérer comme s'ils n'étaient pas concernés.

L'homme a la capacité de s'adapter à des conditions extrêmes, et plus il s'en éloigne, moins il sera apte à saisir le moment où il s'en rapproche, ensuite il sera trop tard. Au lieu d'aider les travailleurs à s'y préparer pour l'éviter ou pour l'affronter si malgré tout il était inévitable, on a fait exactement le contraire, on les a confortés dans leurs illusions et on a flatté leur ignorance rendant toute issue politique impossible. Entre ceux qui prétendent que tout serait possible sans se soucier des conditions existantes, et ceux qui affirment que rien ne serait possible quoiqu'on fasse, nous voilà bien lotis ou bien avancé!

Il semblerait qu'on n'ait pas compris que l'évolution des conditions matérielles précédait l'élévation du niveau de conscience des hommes, et au lieu de s'atteler à combler le fossé qui existait entre les deux on s'est évertué à le conforter ou à l'accroître encore.

Défense du marxisme.

Voici, plus précisément, comment Marx lui-même situait, dans une lettre à Joseph Weydemeyer datée du 5 mars 1852, sa contribution à l'étude de l'histoire :

«Marx à Joseph Weydemeyer (à New York), Londres, 5 mars 1852.

- ...En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes, et à une société sans classes...» (K. Marx, F. Engels, Oeuvres choisies, Tome premier, Éditions du progrès, Moscou, 1976, p. 549.)

Rafraîchissant, non ?

Les forces productives ont atteint un niveau de développement permettant de satisfaire tous les besoins de l'homme concomitamment, mais du fait que ce développement s'est effectué dans le cadre d'un processus historique inconscient ou d'un mode de production et de répartition des richesses basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, il devait conduire à la concentration des richesses et du pouvoir politique entre les mains d'une infime minorité au détriment des besoins du reste de la population mondiale toujours plus nombreuses qui exigeraient qu'ils soient satisfaits, de telle sorte que cette contradiction se caractériserait par une crise permanente et généralisé aussi bien sur le plan social que politique, qui portée à son paroxysme se traduirait par des conséquences sociales chaque jour plus intolérables pour les exploités et les opprimés et une situation politique de plus en plus imprévisible ou incontrôlable alimentant la lutte des classes, posant directement la question de l'orientation de la société ou du pouvoir, donc de l'Etat, dont l'issue ou la réponse dépendrait de la classe qui détiendrait le pouvoir politique, répressive, policière, liberticide, antidémocratique, totalitaire si l'oligarchie conservait le pouvoir et le mode de production capitaliste n'était pas aboli, sociale et démocratique si au contraire c'était les classes exploités et opprimés qui s'emparaient du pouvoir et instauraient une République sociale.

Comme chacun sait, le progrès social ne peut pas se concevoir sans développement économique, mais ce qu'on a tendance à oublier, c'est que le progrès social est l'expression d'une prise de conscience élémentaire des exploités qui sont à l'origine des richesses produites, et qui exigent la satisfaction de tous leurs besoins sociaux ou de toutes leurs aspirations démocratiques légitimes, ce qui évidemment constituent une menace permanente et fatale pour le régime en place s'ils parvenaient à la théoriser et à s'organiser pour s'emparer du pouvoir. C'est la raison pour laquelle la réaction concentre dorénavant tous ses efforts à la guerre idéologique et psychologique qu'elle mène comme les masses exploitées pour dévoyer ou corrompre la lutte de classe des exploités, et faire en sorte que leur niveau de conscience régresse ou ne parvienne jamais à la compréhension du processus historique dont ils sont les principaux acteurs, afin qu'elles se soumettent docilement au modèle de société totalitaire qu'elle a conçue ou qu'elles soient impuissantes pour s'y opposer.

Force est de constater que jusqu'à présent la réaction a réalisé d'énormes progrès dans cette direction-là. Cependant, si elle détient le pouvoir d'imposer aux travailleurs des conditions de travail ou d'existence de plus en plus insupportables, elle ne peut pas empêcher que les procédés grossiers qu'elle emploie pour manipuler les consciences demeurent inopérants sur des couches entières d'exploités, et surtout, elle est impuissante à transformer le plomb en or ou elle ne peut pas empêcher les

travailleurs d'interpréter leurs conditions à leur juste valeur, injuste et détestable, au point qu'ils en viennent à chercher une issue politique pour y mettre un terme, qui au départ se manifestera maladroitement, c'est inévitable, mais qui nourrit de leurs propres expériences et défaites gagnera en maturité pour peu qu'on les aide à en tirer les enseignements dans le cadre du processus historique qui doit les conduire à s'emparer du pouvoir politique pour changer de fond en comble la société en liquidant le capitalisme et ses institutions.

Ce n'est pas là une vue de l'esprit ou un voeux creux de militant dogmatique, c'est la dialectique telle qu'elle s'applique au système économique et à la lutte des classes dont on tarde à prendre conscience. Elle conduit infailliblement à un affrontement direct entre les classes que les gesticulations ou vociférations belliqueuses et haineuses de la réaction tentent de retarder, mais elle peut aussi conduire à la dégénérescence totale de la civilisation humaine si la réaction parvenait à imposer à tous les peuples une gouvernance mondiale totalitaire, ce qui équivaudrait à sa disparition.

Au milieu du XIXe siècle l'idée que le capitalisme rimait avec progrès social infini fut battue en brèche pour ressurgir un peu plus tard, puis elle retomba sous le bruit des canons pour rejaillir à nouveau entre deux guerres, une révolution tenta de lui porter un coup décisif, mais son camp était trop faible ou mal préparé pour en venir à bout. Du coup, une nouvelle fois elle refit surface plus virulente que jamais. On eut pu croire qu'une seconde guerre mondiale lui serait fatale, mais il n'en fut rien. Bien au contraire, elle envahit littéralement le mouvement ouvrier trahit par ses dirigeants, et pendant les trois décennies suivantes elle en devint même la coqueluche sur le plan idéologique. La mystification fut tellement parfaite, que lorsque l'oligarchie sifflera la fin de la récréation quelque temps plus tard, personne ne comprendra vraiment ce qui était en train de se passer pour s'être laissé corrompre par cette illusion les décennies précédentes. D'un coup le mirage s'était évanoui, ce qui n'empêcha pas la confrérie des opportunistes réunis de s'y accrocher puisque c'était le seul os qui leur restait à ronger après avoir tourné le dos au socialisme, mais cette fois hypothétiquement puisque l'époque de réformes progressistes était définitivement révolue, ce qui allait se traduire progressivement par la remise en cause du mouvement ouvrier de la part des travailleurs qui le désertaient ou s'en détournaient massivement. Le mouvement ouvrier n'incarnerait plus que le corporatisme et les couches qui s'y organiseraient encore seraient récompensées par le régime en échange de leur collaboration de classe, ce qui permettait de tenir artificiellement en vie cette funeste et dramatique illusion. Mais ce que nos dirigeants n'imagineront pas, c'est que même cette illusion devenait néfaste pour la réaction et qu'il fallait la faire disparaître à son tour, de gré ou de force. Pour être plus précis, c'est la réaction qui dorénavant se chargerait de la faire vivre, en ne permettant à personne d'autres de se mêler de ses affaires, autrement dit, l'heure de faire disparaître le mouvement ouvrier et toute opposition au régime avait sonné pour acheter la liquidation des droits sociaux et politiques acquis par la classe ouvrière depuis la fin du XIXe siècle.

Ainsi le régime et sa véritable nature apparaissait plus nu et laide que jamais à la stupéfaction de tous ceux qui en avaient fait leur idéal ou qui s'y étaient ralliés. Une fois le socialisme totalement déformé, renié, puis jeté à la poubelle, et le mouvement ouvrier marginalisé ou réduit à l'impuissance, totalement corrompu, la réaction et le capitalisme demeureraient seuls maîtres à bord. Il ne leur resterait plus qu'à dévoyer ou briser les dernières résistances, d'une part en les associant à ses campagnes de type identitaire ou communautariste pour mieux les diviser et les détourner du régime, d'autre part en les soumettant quotidiennement à une propagande hystérique, à un matraquage médiatique frénétique relayé par les réseaux dits sociaux destiné à les faire douter de leurs propres convictions et les induire en erreur, ce qui jusqu'à maintenant à parfaitement fonctionné il faut bien le reconnaître, puisque quand bien même un profond mouvement populaire verrait le jour et perdurerait pendant des mois, somme toute très minoritaire, ils ont été incapables d'adapter leurs discours en conséquence, et d'expliquer pourquoi l'immense masse des travailleurs et jeunes ont refusé d'y participer pour chasser Macron et sa politique ultra réactionnaire, ce qui signifie à ce stade que personne n'en tirera des enseignements politiques.

Le brouillon d'un courriel jamais envoyé.

Le président Trump s’est fait élire sur la promesse de renverser le capitalisme financier, écrivez-vous. Je comprends bien qu'il ne s'agisse que d'une promesse, mais tout de même, qu'il me soit permis d'en douter fortement. Apparemment vous y croyez, or cela pose de nombreuses questions.

J'ai consulté la presse américaine sur Internet et je me suis aperçu que Trump bénéficiait du soutien de Larry Fink, le PDG de BlackRock, l’institution financière la plus puissante au monde gérant plus de 6 000 milliards de dollars d’actifs.

Votre affirmation pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses, et compte tenu de l'enjeu du sujet, il me semble qu'il faille le creuser pour trouver les bonnes, sous peine en ce qui vous concerne, de laisser vos lecteurs dans l'expectative à défaut de savoir sur quel pied danser, dit autrement, vous en dites trop ou pas assez et cela ne sert à rien.

Je n'ai pas les moyens dont vous disposez pour étudier ce sujet avec la rigueur qui s'impose malheureusement, ou alors je devrais y consacrer tout mon temps pendant une longue période. Aussi je me contenterai de vous fournir quelques éléments de réflexion.

- Il va de soi que la guerre des clans à laquelle se livre le sommet de l'oligarchie à quelque chose à voir avec la crise du capitalisme...qui devient de surcroît une crise de la civilisation humaine...

- Nous savons que les lois de fonctionnement du capitalisme contiennent des contradictions qu'il ne suffit pas de nier ou de

contourner pour qu'elles cessent d'exister, ce que les oligarques ont parfaitement compris.

- Le développement du système économique capitaliste conduit à toujours plus d'accumulation du capital, ce qui se traduit par la concentration de la richesse entre quelques mains, 1% de la population dit-on. Tandis que la population mondiale et ses besoins ne cessent d'augmenter, ainsi que la pauvreté dans le monde, entre autres conséquences néfastes, explosives et insoutenables à terme.

- Parmi ces contradictions, on trouve aussi la baisse tendancielle du taux de profit qui ne peut être compensée qu'en produisant et consommant toujours davantage, en augmentant le volume du profit réalisé au détriment des conditions dans lesquelles il a été réalisé. Quant à la main d'oeuvre à bas coût, qui est une solution temporaire pour réaliser plus de profit, elle ne fait que renforcer cette tendance ou accélérer l'accumulation du capital qui conduit à la crise ou à l'effondrement du capitalisme. Ces deux facteurs se nourrissent l'un de l'autre...

- En 2008, bien avant en réalité, le capitalisme mondial aurait dû se disloquer, or il fut sauver par les gangsters qui se sont appropriés la planche à billets (dollar notamment), qui ainsi se sont joués des contradictions du capitalisme qui le mènent à la faillite, car ce système économique est bel et bien en faillite depuis des lustres maintenant...

- Il existe donc une mafia financière qui possède le statut de faux monnayeur et qui peut agir à sa guise en toute impunité sur les places boursières du monde entier, puisque c'est elle aussi qui fixe les taux de change entre les monnaies, les matières premières, etc. ou la valeur des actions, obligations, etc. bref, qui fixe la règle du jeu en étant juge et partie, c'est un unique personnage qui endosse le rôle du gendarme et du voleur.

- C'est la crise du capitalisme et la manière de l'affronter qui divise les oligarques...

- Le capitalisme financier est présent dans ces deux clans, et Wall Street finance les deux candidats qui s'affrontent à l'élection présidentielle...

- Parmi le capitalisme financier, il faut distinguer ceux qui ont accès à la Fed et profitent de sa générosité, et ceux qui n'en ont que les retombés, les membres des différents cercles intermédiaires ou inférieurs de l'oligarchie en fonction de leur fortune ou leur pouvoir...

- Tous les oligarques investissent à la fois dans la finance et l'industrie, ensuite quel usage ou quel profit ils comptent en tirer est variable, c'est sans doute l'un des aspects les plus difficile à cerner, parce que parfois ou souvent viennent se greffer dessus des intérêts extérieurs, politique par exemple.

- La stratégie néolibérale correspond au stade du développement du capitalisme à l'époque de l'impérialisme, aux besoins de ce système économique pour assurer sa survie. Elle en est la traduction ou l'interprétation, et si elle viole ses lois de fonctionnement en recourant à des méthodes financières mafieuses, c'est parce qu'elle n'a pas le choix. (Je rajoute : Pour être plus précis, le néolibéralisme est la réponse à la crise insoluble du capitalisme qui ne peut aller qu'en s'amplifiant. Compte tenu qu'elle n'a pas d'issue hormis le conduire à son effondrement aux conséquences imprévisibles et difficiles à contrôler, le néolibéralisme qui se destine de remplacer le capitalisme par un régime totalitaire, se doit de l'accompagner dans sa chute ou même provisoirement de le sauver si nécessaire paradoxalement. Et c'est cette contradiction qui nourrit les courants souverainistes ou populistes.)

- On perçoit clairement qu'à la concentration du capital ou du pouvoir économique correspond son pendant politique, la tentation de se réunir en cercle restreint et clos pour décider du sort de tous les peuples à leur place... Toutes les institutions supranationales ou internationales reconnues ou opaques tendent à jouer ce rôle en étant toute orientées dans la même et unique direction, qui justement correspond à la conception néolibérale de la société ou du monde...

- On en est arrivé au point où l'oligarchie détient absolument tous les pouvoirs économique, politique, judiciaire, militaire, médiatique, institutionnels, constitutionnel, sans qu'aucune trace d'alternative ne se dessine à l'horizon, ce qui renforce l'impression qu'elle serait toute puissante ou son pouvoir inaliénable...

- Son point faible, outre les 7,4 milliards qui frappent à la porte avec impatience pour que leurs besoins soient satisfaits, figure le niveau inégal du développement du capitalisme dans le monde, certains pays demeurant sous-développés, tandis que d'autres ont atteint différents stades de développement, pendant que les plus développés sont entrés en putréfaction, à l'instar des Etats-Unis où les superstructures du pays ont atteint un niveau de délabrement avancé ou inquiétant, ou encore de l'Italie comme on vient de le voir...

- Ces inégalités de développement se traduisent par des inégalités sociales importantes d'un pays à un autre, il n'est donc pas possible de les traiter de la même manière sur le plan politique, or c'est ce que préconise l'oligarchie financière. Il faut préciser que dans les pays les plus développés, l'heure est à la lutte de classe chez les exploités pour tenter de conserver les droits

sociaux qu'ils avaient acquis lors des périodes antérieures et qui sont attaqués de toute part, tandis que dans les autres pays ils se mobilisent pour obtenir leur part du développement en cours.

Dans les premiers se mettent en place des régimes populistes, centriste ou d'extrême droite, voire des coalitions aux relents d'union nationale, de Front populaire, qui demeurent tous subordonnés à l'oligarchie ou à ses institutions, FMI, Banque mondiale, l'UE, etc. Dans les seconds, du fait qu'ils continuent d'être rackettés ou pillés par les multinationales des premiers, qu'ils subissent le chantage du FMI, leur développement demeure largement entravé ou il se réalise dans des conditions d'exploitation telles que le sort de la population laborieuse demeure précaire ou exécrable, et la pauvreté est omniprésente.

Les uns gagnent en sécurité au détriment de leur liberté, tandis que les autres sont davantage exploités pour consommer plus, le miracle de la "démocratie" pour les uns, celui de la "croissance" pour les autres ! Bref, les deux ne peuvent que s'enfoncer dans le chaos et la violence.

Où va se nicher l'opportunisme. Le dogmatisme conduit au pire aveuglement ou à croire des "***contes de fées***".

- Sur le mouvement pour le climat "Friday for Future" - Tendance Claire du NPA 12 mars 2019

Le mouvement « Friday for Future » est parti de Suède, à l'initiative de la lycéenne Greta Thunberg, qui, depuis le mois d'août dernier, sèche les cours tous les vendredi pour exiger que les gouvernements prennent des mesures face à l'urgence climatique. En décembre 2018, elle a tenu un discours lors de la COP23, appelant les lycéens et lycéennes du monde entier à se mobiliser.

- Les jeunes, plus chauds que le climat: Échos de l'AG inter-facs de Jussieu - Tendance Claire du NPA 16 février 2019

La COP 24 a donné à voir, jusque dans les médias dominants, la légitime révolte de la jeunesse mondiale face à la crise écologique – révolte incarnée notamment par la lycéenne Greta Thunberg.

LVOG - Pour un peu, demain ils seront invités par le forum de Davos pour lancer leur appel à la révolution socialisme mondiale ! Quel délire !

J'ai publié le 3 avril un article de Reporterre intitulé *Le capitalisme vert utilise Greta Thunberg* datant du 9 février 2019. J'en ai publié des extraits dans la causerie du 3 avril, au passage, j'ai supprimé les deux paragraphes que j'avais copiés en double. Pour ceux qui ne l'ont pas lu, une jeune Suédoise autiste de 16 ans aurait mobilisé la terre entière pour sauver le climat, sauf que derrière ce conte de fées se trouve à l'origine un réseau d'oligarques qui a été créé de toutes pièces par le Forum économique mondial (Davos) en 2011.

Personnellement, dès que les médias ont annoncé que la mobilisation des jeunes pour le climat répondait à l'appel d'une jeune fille de 16 ans, échaudé par les manipulations de cadavres de gosses syriens pour justifier le bombardement de la Syrie, je n'ai pas seulement trouvé cela suspect, spontanément je me suis dit que c'était encore une opération pourrie montée de toutes pièces par l'oligarchie, bingo, sans mérite tellement cette histoire était invraisemblable et ridicule.

Qu'à l'extrême gauche la palme de l'opportunisme ou du crétinisme revienne au NPA ne surprendra pas nos lecteurs. Mais là ils se sont surpassés. Pourquoi je relate cette pitoyable histoire, parce qu'elle met en relief le degré d'abrutissement ou de décomposition politique qu'on peut atteindre tout en se réclamant du marxisme, du socialisme, du trotskysme.

Et on n'est pas en présence d'arriérés ou d'illettrés qui se feraient manipuler à la première occasion, non, ce sont des professeurs d'université ou de l'école normale supérieure qui manifestement ont perdu toute notion de discernement ou de logique, et qui plus est se prennent pour des dirigeants d'un courant d'extrême gauche. En fait, ces militants participent à la manipulation des masses par l'oligarchie et le gouvernement. Dès lors, quelle crédibilité peut avoir un tel courant ou parti, aucune.

Ces professeurs confondent pédagogie et démagogie.

Ils volent au secours de n'importe quelle cause sans se soucier de savoir à qui elle doit profiter, n'importe quel attrape-nigaud fera l'affaire, et le plus pitoyable encore, c'est qu'ils passent leur temps à accuser les autres courants d'extrême gauche ou de leur propre parti de se laisser influencer par l'idéologie de la classe dominante, à raison d'ailleurs, leur dernière accusation en date est récente, elle date du 4 avril, où ils dénonçaient un texte manifestement "réformiste" signé par des membres du NPA (Et de LFI, du PCF, Attac, de la Fondation Copernic [PS], de Podemos, du CADTM, notamment), intitulé *Manifeste pour un nouvel internationalisme des peuples en Europe*, pour finalement faire guère mieux de leur côté ! Pour dire deux mots de ce "*manifeste*" que j'ai parcouru en diagonal, il repose sur un "*gouvernement populaire élu*" qui ne verra jamais le jour et qui surtout ne devrait pas rompre avec le capitalisme, dès lors toutes les propositions qu'il contient sont caduques, c'est un couteau sans lame, un tour d'illusionnistes.

Donc avant de rejoindre un parti politique, il est préférable de ne pas s'emballer, de ne pas se laisser séduire par de beaux

discours qui généralement correspondent à ce que vous vouliez entendre pour obtenir votre adhésion, je n'irais pas jusqu'à dire pour vous embobiner, bien que cela puisse se produire aussi. Quand un parti, ses dirigeants et ses militants en arrivent à se situer sur le terrain de classe de l'oligarchie au lieu de demeurer strictement sur celui de la classe ouvrière, d'emblée vous êtes en droit de vous dire qu'il n'y absolument rien à en attendre ou que vous n'y avez pas votre place, à moins bien sûr que vous souhaitiez collaborer avec l'oligarchie pour l'influencer.

Si on peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui, on peut envisager de mener des actions ou de participer à des combats, mais pas avec n'importe qui, surtout quand il s'agit de cautionner une entreprise qui finalement ne profitera qu'à la réaction, on s'abstiendra de se corrompre.

Ces gens-là sont fâchés avec la dialectique et la réalité sur lesquels repose le socialisme, du coup ils ne savent plus quoi faire ou inventer pour justifier leur étiquette d'extrême gauche. Ils en arrivent à se comporter en vulgaires aventuriers, il suffit à l'oligarchie de sortir sa plaquette anti-mouches pour les attraper au vol ! Et ça marche à tous les coups comme j'ai pu l'observer pendant 19 ans, car évidemment ils croient les versions officielles après chaque évènement intervenu dans le monde, qu'elles proviennent de gouvernements ou de médias.

C'est d'ailleurs ce qui me distingue d'absolument tous les partis, car je ne crois rien aveuglément et je ne me marche dans aucune opération pourrie commanditée par l'oligarchie, mieux, je les dénonce et les combats. Je m'en tiens strictement aux faits, et quand je ne suis pas en mesure de savoir ce qui s'est réellement passé, de préférence je m'abstiens ou j'avoue mon ignorance contrairement à tous ces gens chez lesquels la vérité est innée, même dans la bouche de G.W. Bush par exemple!

Si j'ai retenu les leçons de mes erreurs passées en la matière, il faut bien avouer que personne n'est à l'abri d'une manipulation, puisqu'on prend connaissance des détails d'une affaire que progressivement, aussi nous arrive-t-il encore face à l'urgence de la situation ou selon les développements qu'elle prend, d'adopter une version ou une position qu'il faudra modifier par la suite, et par les temps qui courent où la désinformation de la part des médias est systématique, on peut prendre la précaution de recouper certaines informations provenant de différentes sources et se faire abuser malgré tout, parce que toutes reproduiront celle fournie initialement qui était délibérément fausse, j'ignore si le diable se cache dans le détail, pour les faussaires assurément ! Wait and see, it's the best.

Pas de quoi devenir paranoïaque pour autant. Soyons modeste, c'est indispensable pour rester lucide et mentalement équilibré.

Une autre mystification désuète.

- Grand débat: la défiance des Français s'accroît encore - Le HuffPost 3 avril 2019

Tandis qu'Emmanuel Macron mise sur ce grand débat pour en finir avec la crise des gilets jaunes, 61% des Français interrogés par YouGov estiment que les propositions qui émaneront des débats n'infléchiront pas la politique du gouvernement.

Tandis que les manifestations du samedi se poursuivent tant bien que mal, plus d'un Français sur deux déclare toujours soutenir le mouvement (54%, 2 points de moins qu'en mars). Un score remarquable pour une mobilisation qui dure désormais depuis plus de quatre mois.

Même constat concernant la légitimité des gilets jaunes: la part de Français jugeant la mobilisation justifiée reste très similaire au mois dernier (68%, -1 point). Le HuffPost 3 avril 2019

Selon un sondage Elabe pour BFMTV paru mercredi, 79% des Français estiment que le "grand débat national" ne résoudra pas la crise politique ("9 points en un mois), 68% que les points de vue exprimés ne seront pas pris en compte ("5 points) et 62% qu'Emmanuel Macron et son gouvernement tiendront compte des points de vue exprimés (+7 points). AFP 3 avril 2019

LVOG - Non, non, vous avez bien lu ! Si 68% expriment un point de vue et que 62% expriment un point de vue contraire, cela signifie que forcément près de la moitié pensent tout et son contraire, cela dépasse le délire, c'est de la folie pure ! C'est cela, on va les rendre fous.

Quand la supercherie tourne au grotesque.

- La synthèse du grand débat sera biaisée, mais il y en aura des dizaines d'autres- Le HuffPost 08 avril

- Plusieurs organisations (GIS Démocratie et Participation, l'ICPC et le CEVIPOF) ont lancé un "observatoire des débats".

- Cartolabe (Inria et CNRS) accessible en ligne, permet ainsi de se balader dans les contributions du grand débat comme dans une galaxie.

- David Chavalarias, directeur de recherche au CNRS, a réalisé un travail similaire en réutilisant Politoscope,

- La société Atlas Semantiques, fondée par des linguistes, travaille elle aussi à analyser de manière automatisée les contributions en ligne du grand débat.

- Trois spécialistes en informatique anonymes ont lancé Witted, une page web proposant une synthèse des contributions en ligne du grand débat.

- Marion Bendinelli et Virginie Lethier, du laboratoire ELLIADD, ont par exemple analysé un cahier de doléances d'une petite ville de Franche-Comté.

- Le laboratoire Pacte a lancé une grande enquête sur ce mouvement, grâce à un questionnaire diffusé depuis décembre 2018 sur les groupes Facebook locaux de gilets jaunes. Le HuffPost 08 avril

Quand l'espoir ne fait plus vivre, c'est que le dénouement approche !

- Sondage : l'Europe ne fait plus rêver les Français, seuls 29% y voient "une source d'espoir" - Franceinfo 4 avril 2019

L'enquête Odoxa-Dentsu consulting pour franceinfo et "Le Figaro".

Mais il y en a encore qui y tiennent mordicus. Qui a dit plus d'UE que moi tu meurs ?

- "*Le Brexit nous alerte avant tout sur cet éloignement de l'UE de ses peuples.*"

LVOG - Un aveu, un regret, un grand malheur !

Réponse : Manon Aubry (LFI), jeudi soir sur le plateau de France 2. Elle est digne de son homonyme du PS.

Pour qui roule LFI, vous avez la réponse.

Parole d'internaute

1- "On va pas refaire le match du procès en jaunitude des syndicats mais bon si vous y tenez.. Arnaud Montebourg faisait remarquer récemment que les Gilets Jaunes avaient obtenus plus choses en quelques mois que les syndicats en cinq ans. Ils n'ont pas obtenu grand chose et pourtant c'est vrai… Je baigne dans les vestiges d'un monde qui reste assez syndiqué. Syndiqué moi même j'ai des amis proches délégués syndicaux. Aucun n'a compris ce qui se passait le 17 novembre. Aucun n'a participé. Finalement certains on fini par rejoindre le mouvement à titre personnel. Et encore sous l'insulte des directions.

Les syndicats sont indispensables (sinon c'est les corporations comme avant la révolution ou pire… rien). Mais comment nier qu'ils se sont complètement décrédibilisés par des années de stratégies perdantes (pour les gentils, "méchants" ?

Les Gilets Jaunes ont entièrement raison de rejeter les syndicats actuels. Les gilets jaunes sont l'occasion de refonder le mouvement syndical comme tout le reste."

LVOG - Refonder le mouvement ouvrier...

2- "Pour parler en termes marxistes, on peut dire que les syndicats ont été progressivement intégrés à l'Etat bourgeois et en sont aujourd'hui plus à défendre leurs rentes plutôt que l'intérêt du prolétariat."

LVOG - A défendre le régime.

3- "L'un des mérites du mouvement des Gilets Jaunes est d'avoir accéléré la mise à nue du visage hideux de la classe dirigeante française et le lâche conformisme des "bons élèves" désormais réduits à s'indigner de l'indulgence du maître pour les "cancres", les "beaufs", les "analphabètes", les "sans-dent", transformés en "factieux" pour l'occasion afin de justifier leur mise à mort économique sans que cela ne cause trop de dissonance cognitive pour les bourreaux et leurs alliés. Le souci c'est que sur le plan intellectuel même, censé être la justification contemporaine de la pyramide social sur le plan concret et symbolique, on s'aperçoit que cette classe dirigeante ne vaut finalement pas grand chose, et on peut remercier les partisans de LAREM pour en faire tous les jours la démonstration éclatante."

4- "Une des conséquences les plus inattendues et les plus éprouvantes des gj a été pour moi de prendre conscience plus en profondeur de nombreux événements historiques que je “savais” (livresquement) sans les “connaître” (les éprouver). Nous en avons ici un exemple.

J’avais beau admettre la réalité de l’Holocauste des juifs et des tsiganes, c’était une réalité relativement conceptuelle. La majorité des Allemands avait elle laissé faire ou véritablement approuvé? Et cela était du passé. Rien dans mon quotidien et surtout pas l’antisémitisme résiduel (et encore moins l’instrumentalisation du mot) ne pouvait raccrocher ce passé au présent. L’épouvantail du rappel des heures sombres et des divers “plus jamais ça” n’étaient que des pitreries vides de sens tant il était évident qu’on n’en était pas là. Personne n’allait faire de pogroms de juifs ni mettre d’Arabes à la mer en France pour de vrai.

Et tout d’un coup cette haine autorisée. Cette haine déversée à grand jets dans les médias. Cette haine institutionnelle qui rend le pire possible. Tout s’éclaire. On comprend le passé car son fantôme a brusquement surgit. Oui cela s’est bien passé “facilement” drancy et le reste. Le danger n’est pas le discours de haine en soi. Le danger c’est la haine d’etat augmenté de la lâcheté ou la corruption de la police et de la magistrature. Nous y venons."

5- "Vous mettez en lumière, à partir de votre expérience (que je partage), un des apports fondamentaux de ce mouvement: un grand nombre de citoyen et particulièrement tous ceux qui participent aux GJ, ont vu et vécu la “vérité” de ce pouvoir, oligarchique,manipulateur, répressif, propagandiste, autoritaire. Ils ont vu de leurs yeux les “connivences” affairistes, médiatico-politiques, intellectuelles. Ils perçoivent le fond antidémocratique de cette Vème république.Ils voient et pour les milliers d’interpellés ils vivent ” la haine d’état, augmenté de la lâcheté ou la corruption de la police et de la magistrature”. Pour beaucoup tout cela n’est plus une abstraction conceptuelle, une approche scolaire ou des livres d’histoire.Cette conscientisation de la réalité socio-politique de notre pays, réalisée par le corps (on pense avec le corps), restera un acquit quelque soit le résultat de cette “séquence historique” (encore un concept qui prend corps), car comme vous le dites :”On comprend le passé car son fantôme a brusquement surgit.” Et comprendre le passé c’est préparer l’avenir…"

6- "Contrairement à vous, peut-être une affaire d’imagination désordonnée de ma part, je n’avais pas le même problème pour me rendre compte de la noirceur et de la volonté manifeste de la cruauté, de l’inculture ou de la cupidité sans nom des gens du passé en ce qui concerne les événements dont vous parlez. Mais je vous rejoins quand même au moment où je vois sur les vidéos une élite mentir délibérément aussi et des forces de l’ordre insulter et frapper, délibérément aussi. Moi aussi je me dis “on y est”."

7- "« Le danger c’est la haine d’état augmentée de la lâcheté ou la corruption de la police et de la magistrature. Nous y venons. »

Le peuple apprend. Douloureusement, souffrant, attaqué, battu, mutilé, méprisé, diabolisé, rejeté, ignoré, ses institutions manifestement corrompues puis en ruine (c’est tout un!), il s’éveille, devenu et traité sans contredit tel l’ennemi intérieur. — Ce n’est pas peu dire…

Courage donc, indomptables unissons-nous, restons inébranlablement unis contre ce qui nous tue, il le faut, nous y sommes!"

8- "En l’occurrence, il s’agit bien de haine, haine du peuple (non pas du populisme, précisons-le!) . Après des mois de haine, une répression soutenue, répétitive, non seulement haineuse mais toujours plus barbare, après toutes ces plus diverses tentatives indignes d’anéantir le soulèvement des Gilets Jaunes, on ne peut parler avec justesse et en toute justice que de haine.

Des centaines d’heures d’enregistrement en continu des manifestations, de diffusion sur les médias traditionnels, de discussions insensées, d’accusations grotesques, de procès d’intentions ignobles, de diabolisation incessante, de déni invraisemblable et de quoi encore… l’attestent. On ne s’y trompe donc pas. «Haine » est le seul mot juste qui désigne le sentiment sous-jacent dominant au Pouvoir, et qui s’exprime publiquement, jour après jour, sans aucune retenue.

Orwell ne s’y trompait pas davantage.

« Les 2 minutes (et la semaine) de la Haine dans 1984, de George Orwell »

Dans le cas qui nous occupe, ce ne sont ni des minutes, ni une semaine, mais bien des mois de haine hargneuse, fondée sur des décennies de haine profonde, haine de classe, haine de privilégiés, haine de faux «méritants » et d’imposteurs, aussi arrogants que corrompus, qui désormais se fait jour dans la plus totale indécence."

LVOG - Faut-il encore inscrire toutes ces expériences dans le cadre du processus historique inconscient dans lequel le capitalisme et la lutte des classes se sont développés depuis plus de 3 siècles, pour en tirer des conclusions théoriques et pratiquent et les traduire en terme organisationnel permettant à l'humanité de se débarrasser des obstacles au progrès social et à la démocratie : le capitalisme et ses institutions. Tout le reste n'est que baratin.

Quand le ministère de la Propagande change de dimension sans changer de nature...

- Claude Lelouch et une vingtaine de cinéastes interpellent Macron sur la future loi audiovisuelle - Le HuffPost 7 avril 2019

Costa Gavras, Claude Lelouch, Olivier Nakache et Éric Toledano interpellent Emmanuel Macron dans une tribune “Soyons à la hauteur!” Une vingtaine de cinéastes interpellent le président Emmanuel Macron sur la future loi audiovisuelle, demandant à ce que le modèle français ne soit pas “sacrifié sur l’autel” de l’“ultralibéralisme”, dans une tribune publiée par le Journal Du Dimanche ce 7 avril.

Ce texte intitulé “60e anniversaire du ministère de la Culture : le combat continue ?” est signé notamment de Claude Lelouch et Radu Mihaileanu, présidents de l’ARP (Société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs).

Olivier Nakache, Éric Toledano, Éric Lartigau, Nathalie Marchak, Philippe Le Guay, Costa Gavras et Pierre Jolivet figurent également parmi les signataires.

Tous déplorent que les géants américains (Disney-Fox, Netflix, Amazon, Apple, Facebook) “accentuent une hégémonie que nous étions parvenus jusqu’ici à limiter grâce à l’exception culturelle” et “déploient de véritables stratégies de prédation économique pour inonder les territoires européens de contenus américains”.

“Ils ébranlent les écosystèmes vertueux que nous avons mis tant d’années à construire”, regrettent-ils, estimant que “si ce modèle vertueux doit être modernisé à l’ère numérique, il ne peut en aucun cas être sacrifié sur l’autel d’un ultralibéralisme déjà en partie responsable de la dégradation de nos sociétés et de la poussée des extrémismes”.

Pour les cinéastes, “c’est malheureusement cette voie qu’a privilégiée l’Autorité de la concurrence dans son récent rapport relatif à la prochaine loi audiovisuelle”qui doit être présenté cet été en Conseil des ministres par le ministre de la Culture. Le HuffPost 7 avril 2019

BFMTV de l'appareil répressif de l'Etat.

- Violences policières : la colère des policiers après les propos d'un haut-gradé de la gendarmerie - AFP 08.06

Alors que la mobilisation des "gilets jaunes" dure depuis cinq mois, BFMTV a diffusé lundi soir 8 avril une enquête intitulée "Police : au cœur du chaos".

La chaîne revient notamment sur l'acte III de la mobilisation, qui s'est déroulé le 1er décembre dernier. Une journée d'action particulièrement violente, marquée par le saccage des Champs-Élysées et notamment de l'Arc de Triomphe.

Le documentaire consacre également un chapitre sur la polémique des violences policières. La chaîne revient notamment sur l'épisode des "gilets jaunes" matraqués par des CRS dans le Burger King de l'avenue de Wagram à Paris, à proximité du rond-point de la place de l'Étoile. À l'époque une vidéo postée sur Youtube par l'agence Hors-Zone Press avait fait beaucoup de bruit. Devant les caméras de BFMTV, le colonel de gendarmerie Michael Di Meo, qui commandait ce jour là les gendarmes mobiles dans la capitale, l'affirme : "Ce sont des violences policières". (La spontanéité avait valeur ici de constat ou d'aveu. - LVOG)

Une déclaration qui a fait réagir le directeur général de la Police nationale, Éric Morvan. "'Violences policières' suggère un système, sciemment organisé. C'est évidemment faux", a-t-il dénoncé sur Twitter. "S'il y a fautes ou manquements à la déontologie, justice et inspections interviennent et sanctionnent. J'appelle certains commentateurs, fussent-ils gendarmes, à respecter le temps des enquêtes", poursuit-il.

Le syndicat de policiers Synergie-Officiers est également monté au créneau. Dans un tract, le syndicat déplore "une stratégie de dénigrement de la part de la gendarmerie", qui "devient systématique en l'absence de réaction des plus hautes autorités". Il exige une condamnation de ces propos par le ministère de l'Intérieur lui-même, en plus d'un "rappel à l'ordre" de la gendarmerie, "qui n'est pas la directrice de conscience des policiers". (En effet, c'est le ministère de l'Intérieur qui est directement responsable des violences policières. - LVOG)

Patrice Ribeiro, le patron du syndicat Synergie a estimé au micro de France Inter que c'était "scandaleux" qu'un colonel de gendarmerie prononce une telle "sentence morale". "Nous n'avons pas de leçon à recevoir des gendarmes", a-t-il assuré.

Du côté de la Gendarmerie nationale, l'heure est à l'apaisement. "Face à toute plainte, seules les inspections enquêtrices et la justice saisies établiront les responsabilités. Rien ne saurait opposer nos deux forces", a assuré son directeur Richard Lizurey, dans un tweet posté par la porte-parole de la Gendarmerie nationale.

"La réponse des policiers et gendarmes est toujours proportionnée", a de son côté affirmé le secrétaire d'État à l'Intérieur

Laurent Nuñez, invité à débattre sur le plateau de BFMTV après la diffusion du documentaire. (Mais les travailleurs n'ont pas le droit de recourir à une réponse proportionnée aux violences qu'ils subissent quotidiennement de la part de l'Etat. Dès lors les travailleurs ont le choix entre aller se coucher ou opter pour une réponse au niveau supérieur qui peut aller jusqu'à appeler à l'insurrection, mais on n'en est pas là. - LVOG) AFP 08.06

Ils osent tout.

- L'Assemblée vote l'instauration de la taxe sur les géants du numérique - AFP 9 avril 2019

L'Assemblée nationale a voté (par 55 voix contre 4 et 5 abstentions - ndlr) lundi soir en première lecture l'instauration d'une taxe sur les géants mondiaux du numérique, qui doit faire de la France un des pays pionniers en la matière. AFP 9 avril 2019

LVOG - Plus de 500 députés ont estimé inutile de se déplacer pour entériner cette grotesque supercherie.

- Philippe: les 80 km/h décidés pour "sauver des vies" et non "remplir les caisses" - AFP 9 avril 2019

Le Premier ministre Édouard Philippe a regretté lundi la "défiance" manifestée au moment de l'instauration de la limitation de vitesse à 80 km/h, une mesure impopulaire décidée pour "sauver des vies" et non pour "remplir les caisses" de l'Etat. AFP 9 avril 2019

- "Parapluies" de Hong Kong: des figures de la démocratie reconnus coupables - AFP 9 avril 2019

Des figures du mouvement prodémocratie de Hong Kong risquent la prison après avoir été reconnues coupables mardi pour leur rôle dans des manifestations monstre, un procès qui sonne l'alarme pour les libertés de l'ex-colonie britannique confrontée à l'emprise de plus en plus affirmée de Pékin... AFP 9 avril 2019

LVOG - Ce mouvement est piloté par la NED/CIA. J'ai mis antérieurement en ligne des documents qui le prouvent...

- Trump accuse de "terrorisme" les Gardiens de la Révolution, l'Iran riposte - AFP 9 avril 2019

Les Etats-Unis ont placé lundi les Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique du régime iranien, sur leur liste noire des "organisations terroristes étrangères"... AFP 9 avril 2019

LVOG - L'article suivant éclaire cette décision.

- Londres a délibérément laissé un réseau criminel financer le jihad - Réseau Voltaire 8 avril 2019

Selon le Sunday Times [1], les administrations britanniques ont laissé un réseau criminel détourner 8 milliards de livres pour financer le jihad, sans intervenir.

Le journal assure que le MI5 n’a pas été informé de ces activités, mais ne dit pas qui a protégé les financiers du jihad.

Cette information confirme l’enquête de Thierry Meyssan sur le soutien apporté depuis un demi-siècle par la Couronne à la Confrérie des Frères musulmans et au terrorisme islamique [2].

L’hebdomadaire évoque des transferts de fonds observés par l’administration des douanes vers Al-Qaïda, ainsi que des liens avec les auteurs des attentats de Londres du 7 juillet 2005. Un fonctionnaire assure même avoir vu un des responsables du réseau en conversation avec le Premier ministre Tony Blair lors de la guerre contre l’Iraq. Réseau Voltaire 8 avril 2019

Notes.

[1] “Taxman kept quiet while £8bn fraud helped fund Osama bin Laden”, Tom Harper, The Sunday Times, March 30, 2019.

[2] Sous nos yeux. Du 11-Septembre à Donald Trump, Thierry Meyssan, éditions Demi-Lune, 2017.

En complément. La France n'est pas en reste.

Sputnik - Dans une interview accordée le 6 avril à la chaîne italienne Sky TG24, le président du Parlement européen s’est prononcé sur l’aggravation de la situation en Libye. Il a notamment accusé l’ancien Président français, Nicolas Sarkozy, d’être derrière le meurtre de Mouammar Kadhafi.

En commentant la déclaration de Matteo Salvini sur les intérêts économiques et commerciaux qui pourraient pousser certains pays à promouvoir une intervention militaire en Libye, le président du Parlement européen, Antonio Tajani, s'en est pris à la France et, en particulier, à son ancien Président, Nicolas Sarkozy.

«Nous disions depuis toujours que la France avait des intérêts différents de ceux italiens en Libye si bien que [Nicolas] Sarkozy était l'un des protagonistes de la chasse à [Mouammar] Kadhafi et de son meurtre avec les Américains et les Britanniques», a-t-il déclaré dans une interview accordée le 6 avril à la chaîne Sky TG24. Sputnik 09.04

Haut de page

Le 11 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (6 pages)

Nouvelles du bled (Inde)

Courriel reçu du consulat de France à Pondichéry.

Le calendrier des élections législatives nationales indiennes (pour élire au scrutin uninominal à un tour 543 des 545 députés nationaux (MPs) de la chambre basse du Parlement indien, la Lok Sabha – les 2 autres, représentant les « Anglo-Indians », étant nommés par le Président) prévoit sept phases (sept jours de scrutin) dans les 29 états indiens et les sept territoires de l'union, entre le 11 avril et le 19 mai.

La proclamation des résultats est attendue le 23 mai. Aucun décompte ni aucune annonce ne seront faits avant cette date.

LVOG - Où j'habite dans l'état du Tamil Nadu, à 7 kms du territoire de Pondichéry, 10 kms du centre ville, nous sommes à une semaine du scrutin et les affiches son rares, pratiquement aucune trace de campagne électorale, pour un peu on se demanderait s'il y a vraiment des élections, il faut dire que pour les travailleurs indiens elles ne présentent absolument aucun intérêt puisque depuis plus d'un demi-siècle les mêmes partis se relaient au pouvoir sans qu'il leur ait été concédé la moindre réforme sociale.

En dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises, les travailleurs ne disposent d'aucun droit. L'immense majorité de la classe ouvrière est très hétérogène ou atomisée. Aussi longtemps que l'économie demeurera sous-développée, on devrait peut-être plutôt dire éclatée ou anarchique, ce qui se traduit par une réglementation du commerce quasi inexistante, l'adoption d'une législation sociale demeurera hypothétique, inapplicable ou inutile. Par exemple, un gouvernement pourrait adopter la semaine de travail de 5 jours que cette mesure ne serait pas appliquée puisque l'immense majorité des travailleurs ont le statut de journalier, y compris quand ils sont mensualisés, c'est-à-dire que leur salaire mensuel dépend du nombre de jours travaillés et varie d'un mois sur l'autre, et dans bien des entreprises si leur présence quotidienne est exigé, chaque mois ils restent des jours sans travailler et ces jours ne sont pas payés, il arrive même très souvent que lorsque les patrons n'ont pas de travail à leur donner, ils les renvoient chez eux et ils les recontactent quand ils ont obtenu des commandes, en fait tous les cas de figure sont possibles, ils sont taillables et corvéable à merci. C'est l'économie ubérisée ou néolibérale avant l'heure à laquelle ils sont soumis.

Dans un secteur d'activité aussi important que le bâtiment, ce sont réellement des journaliers, et ils restent parfois des semaines sans travailler, il en va de même dans les transports. Ils partagent le lot des ouvriers agricoles dont la précarité est absolue et n'a pas changé depuis un siècle. Ici n'importe qui peut se livrer à une activité commerciale sans être soumis à la moindre réglementation. Il faut qu'un bail ait été signé ou avoir pignon sur rue pour y être soumis, et encore, à condition de commercialiser des marchandises provenant d'entreprises soumises à la TVA, ce qui n'est pas le cas de tous les marchandises produites dans le cadre de l'économie informelle où la comptabilité n'existe pas, la corruption généralisée se chargeant de faire disparaître toute trace de mesures coercitives, de telle sorte que c'est l'anarchie qui prédomine. Dans ces conditions les très petites entreprises et les commerces ou échoppent pullulent. Pour contrôler l'ensemble de l'économie il faudrait embaucher des centaines de milliers de fonctionnaires, or l'heure est plutôt à en supprimer comme partout dans le monde.

L'ensemble de l'économie indienne est à l'image de la fiscalité, où plus des trois quart des Indiens ne paient pas d'impôts sur le revenu, soit parce qu'ils ne sont pas déclarés ou ils sont trop faibles. On retrouve la même proportion chez ceux qui possèdent un deux-roues à moteurs, soit les huit ou neuf dizièmes des Indiens, qui roulent sans permis et environ la moitié sans assurance...

Une précision.

Il y a un truc très important que j'ai oublié de préciser aux lecteurs depuis peut-être le début des causeries.

Quand je m'exprime, c'est soit le simple travailleur en mettant de côté ma conscience politique, soit le militant conscient, si les deux discours se rejoignent, ils ne se déclament pas de la même manière, ils ne font pas appel à la même sensibilité, le simple travailleur peut s'épancher ou avoir des états d'âme comme chacun peut en avoir, par exemple Engels s'exclamant : A quoi bon ! Tandis que le militant fera preuve d'optimisme basé sur une lucidité rationnelle, au lieu d'une lucidité formelle que l'on retrouve à toutes les époques, qui conduit à s'adapter au capitalisme, puis à l'adopter, à l'opposé de la lucidité rationnelle qui conduit à rompre avec le capitalisme, à le rejeter. On le déclare hors la loi ou on le laisse faire sa loi.

Je ne veux être ni martyr, ni esclave : Je veux être libre. Un militant qui ne serait pas libre n'a rien à enseigner ou à dire aux travailleurs. Mais être libre, si c'est être conscient, cela ne se décrète pas, cela se mérite, cela s'acquiert à force d'études et de recherches, de persévérance et de détermination, de pratique. Ce n'est pas un idéal qu'on pourrait atteindre du jour au lendemain ou qui tomberait du ciel, et cela n'a rien à voir non plus avec un quelconque niveau intellectuel ou statut social comme chacun a eu l'occasion de le constater au cours de son existence. Etre conscient, c'est avoir adopté un mode de penser conforme à la dialectique ou aux lois générales du mouvement qui régissent la pensée des hommes et la société, et dont les faits et leur enchaînement constituent la matière première...

D'où l'importance déterminante d'avoir accès aux faits ou à l'information, qu'ils ne soient pas censurés. Je viens de brocarder un blog qui a décidé de rendre payant l'accès à certains articles. Ceux qui font aujourd'hui le commerce de l'information ne peuvent pas se réclamer de la vérité, puisqu'elle est incompatible avec toutes formes de marchandisation, je dirais même qu'elle en est la négation. Les données ou les idées dont on dispose ne nous appartiennent pas, dès lors de quel droit devrait-on nous les approprier pour en faire du commerce ? J'entends dans le domaine politique et de nos jours avec l'existence d'Internet.

Quand à notre époque des données ou des analyses sont destinées à un club restreint d'abonnés, c'est qu'on ne tient pas à ce qu'elles soient partagées par le plus grand nombre, partant de là on ne peut pas prétendre oeuvrer à leur bien-être ou à je ne sais quelle cause supérieure qui manifestement ne correspond pas avec nos réelles intentions, on est quelque part en présence d'une entreprise malhonnête ou aux objectifs inavouables.

On ne devrait pas payer pour accéder à des données ou des analyses, on devrait payer pour les partager avec le plus grand nombre, la démarche ou l'engagement politique ne sont pas du tout les mêmes ou ne correspondent pas au même niveau de conscience. Dit autrement, on ne devrait pas payer pour pouvoir lire un journal ou un article, on devrait payer pour qu'ils soient accessibles à tous ou que chacun puisse les lire, l'idéal étant qu'ils soient en accès libre, gratuit ou payant selon le support où ils se présentent, laissant à chacun en fonction de ses moyens ou de son niveau de conscience politique le choix d'y participer ou non financièrement.

En famille avec Macron et LREM. La déclaration infâme à côté de laquelle nous étions passés qui cautionne Macron et le régime.

LVOG - Alors que Macron, son gouvernement et LREM sont ultra minoritaires et illégitimes, rejetés par l'immense majorité des travailleurs, nulle part cette caractérisation n'apparaîtra dans la déclaration suivante.

- Déclaration unitaire contre les mesures autoritaires du gouvernement Macron-Philippe - par Collectif vendredi 22 mars 2019

Un nouveau seuil a été franchi dans la dérive autoritaire du gouvernement. Après l'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun, l'adoption du projet de loi « anti-manifestant·e·s » qui accroît les mesures liberticides vis-à-vis des manifestant·e·s et des Gilets Jaunes, nous apprenons que l'exécutif souhaite mobiliser les militaires de l'opération Sentinelle pour intervenir face aux mobilisations sociales.

Un État de droit, une démocratie, la République ne sauraient accepter que l'armée se retrouve face au peuple, comme s'il était un ennemi, comme si la guerre civile était déclarée.

L'ONU a déjà mis en garde la France, pays de la déclaration des Droits de l'Homme, pour ses manquements à ses engagements pour les libertés fondamentales. Beaucoup connaissent l'aggravation de cette situation depuis longtemps, que ce soient les migrant·e·s, les quartiers populaires, qui ont été le champ d'expérimentation d'un maintien de l'ordre souvent en dehors des principes de l'État de droit. La situation prend cependant une gravité inédite. La pénalisation du mouvement social, écologiste et syndical, le mépris au regard des contre-pouvoirs, est une façon d'empêcher tout dialogue, toute issue positive aux crises de notre époque.

Face aux destructions de bâtiments ou autres actes de violence, le gouvernement ne doit pas jouer aux pompiers pyromanes mais faire preuve de responsabilité. Il est temps de penser les conditions de la désescalade. Pour cesser de nourrir la tension, l'État

a le devoir d'en finir avec les provocations et le recours à un arsenal sécuritaire aussi exponentiel qu'inefficace, comme il le fait depuis des semaines vis-à-vis des gilets jaunes. Il est intolérable que des armes dangereuses, dont nous réclamons l'interdiction, aient tant blessé, estropié de manifestant·e·s. Le bilan est déjà tragique et historique. Le droit fondamental de manifester se trouve maintenant clairement menacé. Nous refusons cette menace, y compris dès le samedi 23 mars.

La baisse des tensions que nous souhaitons suppose également que les pouvoirs publics répondent concrètement aux aspirations qui s'expriment largement dans le pays pour la justice sociale, pour une vie digne pour chacune et chacun, pour la lutte contre le mortifère réchauffement climatique.

Nous appelons toutes les forces vives progressistes du pays, attachées aux libertés publiques, à faire cause commune pour que le gouvernement change de ton et de réponse, pour que la démocratie ne soit pas bafouée mais renforcée, pour le retrait de la loi anti manifestants, et l'annulation des mesures liberticides annoncées ce lundi 18 mars par le Premier ministre.

Nous prenons date en ce jour pour une nouvelle réunion plus large encore jeudi 28 mars afin d'y prendre ensemble des initiatives.

ANV-COP 21 ;
ATTAC ;
Comité Justice pour Adama ;
Coopérative Ecologie Sociale ;
Le DAL ;
EELV ;
Ensemble ;
Génération.s ;
L'Humanité ;
L'UNEF ;
L'Union Nationale Lycéenne ;
La Chapelle Debout ;
La France insoumise ;
La FSU ;
Le groupe parlementaire de la Gauche démocrate et Républicaine ; Le groupe parlementaire de la France Insoumise ;
Le Mouvement National Lycéen ;
Le Parti Communiste Français ;
Le Nouveau Parti Anticapitaliste ;
Le Parti communiste des ouvriers de France ;
Le Parti de Gauche ;
Le Parti Ouvrier indépendant ;
Le Parti Ouvrier indépendant démocratique ;
Le SNES ;
Le Syndicat de la Magistrature ;
Le Syndicat des avocats de France ;
Regards ;
Solidaires ;
Sud Postes 92 ;
Union Syndicale Solidaires ;

GMI - Ces pitoyables pacifistes se gardent bien de réclamer la fin de la répression policière et judiciaire, de revendiquer la dissolution des corps de répression et encore moins d'organiser l'autodéfense. Avec une telle opposition, le gouvernement, quoiqu'affaibli, peut matraquer et reprendre son offensive contre la classe ouvrière.

LVOG - "Un État de droit, une démocratie, la République ne sauraient accepter que l'armée se retrouve face au peuple, comme s'il était un ennemi, comme si la guerre civile était déclarée", mais elle l'est, c'est l'Etat, le régime antidémocratique, les institutions de la Ve République qui ont déclaré la guerre au peuple exploité et opprimé, et voilà qu'ils s'en portent garants en voulant faire croire le contraire. Pourquoi ? Mais parce que les signataires de cet appel n'ont jamais eu l'intention de les affronter.

Et d'appeler l'ONU à la rescousse, quelle ignominie, autant en appeler à Trump !

Et de dénoncer "le mépris au regard des contre-pouvoirs, est une façon d'empêcher tout dialogue, toute issue positive aux crises de notre époque", quelle malheur ! La collaboration de classes bien huilée à laquelle participent tous les signataires est mise à mal par la crise du capitalisme et du régime en place, quel aveu ! Au passage ou l'air de rien, il existerait une "issue positive aux crises de notre époque", donc conforme aux besoins des travailleurs qui serait compatible avec l'existence du régime, mieux, et il reviendrait à l'oligarchie au pouvoir de la mettre en oeuvre, incroyable !

Et d'appeler le gouvernement à "faire preuve de responsabilité", mais il ne fait que cela ! Ils le légitiment une fois de plus, bravo ! Et de rappeler l'Etat à son "devoir", comme quoi ils le partagent ou ils en sont bien complices ! Extraordinaire !

Pire encore, il faudrait voyez-vous que "les pouvoirs publics répondent concrètement aux aspirations qui s'expriment largement dans le pays pour la justice sociale, pour une vie digne pour chacune et chacun", autrement dit, ils s'en remettent à Macron et son gouvernement, à son à Parlement fantoche qui pourraient exprimer les "aspirations" des travailleurs, se portant garant de la volonté de ce régime antidémocratique de procurer "une vie digne" à chaque travailleur, pour les désarmer et les trahir on ne pouvait imaginer une meilleure formule, autant dire qu'ils s'en foutent totalement de leur sort ou ils combattent pour une autre cause que la leurs.

Le point de chute ne pouvait être partant de là qu'un hymne en l'honneur du régime affaibli qu'ils appellent à renforcer quand ils appellent à ce que : "la démocratie ne soit pas bafouée mais renforcée", avec de tels opposant, Macron et les oligarques peuvent dormir tranquilles.

Voilà où en sont rendus le mouvement ouvrier et sa soi-disant avant-garde, l'arrière garde du régime en place. Nous n'avons cessé d'affirmer et de démontrer qu'ils avaient lié leur sort à celui du régime, en voici une parfaite illustration. Qu'en pensez-vous ?

Qui a dit ?

-"*Heureusement qu'on a le Sénat pour sortir toutes les affaires*".

Réponse : Alors que la suppression du Sénat était l'une des revendications sur les ronds-points, Éric Drouet a affirmé mardi son soutien pour la chambre haute. Le HuffPost 9 avril 2019

LVOG - La nouvelle égérie de Mélenchon ! Vive le Sénat et la Ve République ! Et l'UE !

Les avocats du diable ou du capitalisme, des institutions de la Ve République !

Marion Mazauric (Au Diable Vauvert, éditeur de Juan Branco) : "Ce livre n'est pas anticapitaliste (...) Il est républicain". Ouf, encore un procapitaliste présenté comme un opposant de gauche radical, supercherie !

Le Figaro - ...la révolution qu'il appelle de ses vœux "ne passera pas par un coup d'État", ni par "une forme autoritaire", parce qu'ils doivent être réservés à la classe des capitalistes et interdits à la classe ouvrière, au moins on sait dans quel camp se situe cet aventurier, un de plus !

(Source : Crépuscule: succès fulgurant pour le livre de l'avocat Juan Branco - Le Figaro 09.04)

Les impostures font long feu.

LVOG - Leurs contradictions les minent ou les rongent, et le développement de la situation contribue à les rendre explosives...

- La présidente du Média, Aude Lancelin, dénonce un "putsch" et démissionne - Franceinfo 9 avril 2019

La journaliste, qui avait pris la direction du Média en juillet 2018, annonce son départ, mardi 9 avril, dans un communiqué publié sur Twitter. Alors qu'une assemblée générale doit élire, mardi soir, un nouveau bureau, Aude Lancelin accuse une "coalition" d'avoir préparé une "prise de contrôle extérieure" et préfère donc se retirer. "Cette coalition a pour but avoué, exposé devant témoins, de renverser l'actuelle direction", poursuit-elle.

"Le résultat est connu d'avance. Celui-ci a été imposé par une écrasante majorité de personnages n'appartenant pas à notre équipe et dont, à une exception près, aucun n'est journaliste", écrit-elle.

Sans citer aucun nom, elle évoque "un ou deux collaborateurs partis en mauvais terme, des militants politiques et des anciens associés de Sophia Chikirou (prédécesseure de Aude Lancelin, ndlr) qui avaient déjà conspiré au départ de cette dernière" ainsi qu'un journaliste qui "contestait (...) l'orientation à ses yeux 'pro-gilets jaunes'" du site d'informations.

Tout en se félicitant du "succès" de la saison 2 et des audiences "multipliées par dix pour certains programmes", Aude Lancelin affirme ne pas pouvoir travailler "sous la tutelle d'une coalition illégitime" et qui a agi "sans avoir consulté notre équipe." Franceinfo et Le HuffPost 9 avril 2019

Un aveu

- Les Français s'intéressent peu à l'Europe, et quand ils s'y intéressent, c'est bien souvent pour jeter sur l'Union Européenne... -

Le HuffPost 10.04

LVOG - Vous aurez deviné la suite...

Ils osent tout.

- Nathalie Loiseau : «Je veux que l'Europe rime avec le mot social !» - Le Parisien 10.04

Vive la guerre !

- Très forte baisse des exécutions dans le monde en 2018 - LeFigaro.fr 9 avril 2019

Dans son rapport annuel publié ce mercredi, Amnesty International relève une diminution de 31% des exécutions à travers le monde. Il s'agit du chiffre le plus faible enregistré au cours des dix dernières années. LeFigaro.fr 9 avril 2019

LVOG - Alors, il n'est pas beau le monde que vous a réservé le capitalisme et l'oligarchie, hein, souriez !

- Entretien Trump-Mohammed ben Salman sur l'Iran, les droits de l'homme - Reuters 10 avril 2019

Le président américain Donald Trump s'est entretenu mardi par téléphone avec le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salman, pour évoquer l'Iran et "l'importance de la question des droits de l'homme", a déclaré la Maison blanche. Reuters 10 avril 2019

- Cisjordanie: Pompeo refuse de s'opposer à une éventuelle annexion israélienne des colonies - AFP 10 avril 2019

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a refusé mardi de dire si les Etats-Unis s'opposeraient à une éventuelle annexion des colonies de Cisjordanie par Israël, promise par le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

- Israël: Netanyahu en route vers un cinquième mandat - AFP 10 avril 2019

Benjamin Netanyahu est sur la voie d'un cinquième mandat de Premier ministre israélien après le dépouillement de la presque totalité des votes aux législatives de mardi qui le montre nettement mieux placé pour former le prochain gouvernement.

Les projections établies par les médias à partir du comptage de 97% des bulletins créditent le parti de M. Netanyahu d'autant de sièges (35) que la liste Bleu-blanc (centre droit) de Benny Gantz. Mais elles anticipent autour de M. Netanyahu une majorité potentielle de droite de 65 mandats sur les 120 de la prochaine Knesset.

Dans une telle configuration, il semble hautement improbable que le président Reuven Rivlin confie dans les prochains jours à un autre que M. Netanyahu la tâche de former une coalition de gouvernement.

Quelque 6,3 millions d'électeurs étaient appelés à élire leurs 120 députés...

Au total, 67,9% des électeurs ont pris part au vote, contre 71,8% lors des précédentes élections législatives en 2015.

La gauche sort laminée. L'historique Parti travailliste est crédité de 6 sièges et l'une de ses dirigeantes, Shelly Yachimovich, s'est dite "sous le choc". AFP 10 avril 2019

Haut de page

Le 16 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

Avant-hier c'était le Nouvel An tamoul tombé en désuétude. Après-demain ce sera férié pour cause d'élections à Pondichéry et au Tamil Nadu, sans intérêt.

Rien à ajouter.

Au format pdf (pages)

Défense du marxisme.

LVOG - A l'heure où la question politique de l'Etat est posée, une mise au point s'impose pour éviter toute aventurisme.

Lenine - L'Etat et la révolution, 1917

- La lutte pour soustraire les masses laborieuses à l'influence de la bourgeoisie en général, et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, est impossible sans une lutte contre les préjugés opportunistes à l'égard de l'"Etat". (...)

L'Etat est l'organisation spéciale d'un pouvoir; c'est l'organisation de la violence destinée à mater une certaine classe. Quelle est donc la classe que le prolétariat doit mater ? Evidemment la seule classe des exploiteurs, c'est-à-dire la bourgeoisie. Les travailleurs n'ont besoin de l'Etat que pour réprimer la résistance des exploiteurs : or, diriger cette répression, la réaliser pratiquement, il n'y a que le prolétariat qui puisse le faire, en tant que seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, seule classe capable d'unir tous les travailleurs et tous les exploités dans la lutte contre la bourgeoisie, en vue de la chasser totalement du pouvoir.

Les classes exploiteuses ont besoin de la domination politique pour maintenir l'exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts égoïstes d'une infime minorité, contre l'immense majorité du peuple. Les classes exploitées ont besoin de la domination politique pour supprimer complètement toute exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts de l'immense majorité du peuple contre l'infime minorité des esclavagistes modernes, c'est-à-dire les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Les démocrates petits-bourgeois, ces pseudo-socialistes qui ont substitué à la lutte des classes leurs rêveries sur l'entente des classes, se représentaient la transformation socialiste, elle aussi, comme une sorte de rêve sous la forme, non point du renversement de la domination de la classe exploiteuse, mais d'une soumission pacifique de la minorité à la majorité consciente de ses tâches. Cette utopie petite-bourgeoise, indissolublement liée à la notion d'un Etat placé au-dessus des classes, a abouti pratiquement à la trahison des intérêts des classes laborieuses, comme l'a montré, par exemple, l'histoire des révolutions françaises de 1848 et 1871, comme l'a montré l'expérience de la participation "socialiste" aux ministères bourgeois en Angleterre, en France, en Italie et en d'autres pays à la fin du XIXe siècle et au début du XXe.

Toute sa vie, Marx a lutté contre ce socialisme petit-bourgeois, ressuscité de nos jours en Russie par les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik. Marx a développé d'une façon conséquente la doctrine de la lutte des classes pour aboutir à la doctrine du pouvoir politique, à la doctrine de l'Etat.

La domination de la bourgeoisie ne peut être renversée que par le prolétariat, classe distincte que ses conditions économiques d'existence préparent à ce renversement, et à qui elles offrent la possibilité et la force de l'accomplir. Tandis que la bourgeoisie fractionne et dissémine la paysannerie et toutes les couches petites-bourgeoises, elle groupe, unit et organise le prolétariat. Etant donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de toutes les masses laborieuses et exploitées que, souvent, la bourgeoisie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolétaires, et qui sont incapables d'une lutte indépendante pour leur affranchissement.

La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en classe dominante capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses laborieuses et exploitées. Le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploiteurs que pour diriger la grande masse de la population — paysannerie, petite bourgeoisie, semi-prolétaires — dans la "mise ne place" de l'économie socialiste.

En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de mener le peuple tout entier au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie. Au contraire, l'opportunisme régnant éduque, dans le parti ouvrier, des représentants des travailleurs les mieux rétribués qui se détachent de la masse : ils "s'accommodent" assez bien du régime capitaliste et vendent pour un plat de lentilles leur droit d'aînesse, c'est-à-dire qu'ils abdiquent leur rôle de chefs révolutionnaires du peuple dans la lutte contre la bourgeoisie.

"L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante", — cette théorie de Marx est indissolublement liée à toute sa doctrine sur le rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire. L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature prolétarienne, la domination politique du prolétariat.

Second extrait.

- On conçoit la portée immense qui s'attache à la lutte du prolétariat pour l'égalité et au mot d'ordre d'égalité, à condition de comprendre ce dernier exactement, dans le sens de la suppression des classes. Mais démocratie signifie seulement égalité formelle. Et, dès que sera réalisée l'égalité de tous les membres de la société par rapport à la possession des moyens de production, c'est-à-dire l'égalité du travail, l'égalité du salaire, on verra se dresser inévitablement devant l'humanité la question d'un nouveau progrès à accomplir pour passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle, c'est-à-dire à la réalisation du principe : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins."

Par quelles étapes, par quelles mesures pratiques l'humanité s'acheminera-t-elle vers ce but suprême, nous ne le savons ni ne pouvons le savoir. Mais ce qui importe, c'est de voir l'immense mensonge contenu dans l'idée bourgeoise courante suivant laquelle le socialisme est quelque chose de mort, de figé, de donné une fois pour toutes, alors qu'en réalité c'est seulement avec le socialisme que commencera dans tous les domaines de la vie sociale et privée un mouvement de progression rapide, effectif, ayant véritablement un caractère de masse et auquel participera d'abord la majorité, puis la totalité de la population.

La démocratie est une forme de l'Etat, une de ses variétés. Elle est donc, comme tout Etat, l'application organisée, systématique, de la contrainte aux hommes. Ceci, d'une part. Mais, d'autre part, elle signifie la reconnaissance officielle de l'égalité entre les citoyens, du droit égal pour tous de déterminer la forme de l'Etat et de l'administrer. Il s'ensuit donc qu'à un certain degré de son développement, la démocratie, tout d'abord, unit le prolétariat, la classe révolutionnaire anticapitaliste, et lui permet de briser, de réduire en miettes, de faire disparaître de la surface de la terre la machine d'Etat bourgeoise, fût-elle bourgeoise républicaine, l'armée permanente, la police, la bureaucratie, et de les remplacer par une machine d'Etat plus démocratique, mais qui n'en reste pas moins une machine d'Etat, sous la forme des masses ouvrières armées, puis, progressivement, du peuple entier participant à la milice.

Ici, "la quantité se change en qualité" : parvenu à ce degré, le démocratisme sort du cadre de la société bourgeoise et commence à évoluer vers le socialisme. Si tous participent réellement à la gestion de l'Etat, le capitalisme ne peut plus se maintenir. Et le développement du capitalisme crée, à son tour, les prémisses nécessaires pour que "tous" puissent réellement participer à la gestion de l'Etat.

LVOG - Quelle leçon de dialectique appliquée à la lutte des classes !

En complément. Il faut dissoudre les peuples par la force !

- Les manifestants soudanais ne veulent pas du conseil militaire - Reuters

- Face aux militaires, les Algériens refusent de rendre les armes - LeFigaro.fr

Faites tomber les masques. Négationnisme ou le naufrage de l'extrême gauche.

Cet article a été publié dans le blog de la tendance Claire du NP le 14 avril 2019

- Comment les intox sur Rothschild alimentent l'antisémitisme - Agitations le 10 avril 2019

https://agitationautonome.com/2019/04/10/comment-les-intox-sur-rothschild-alimentent-lantisemitisme

LVOG - En consultant ce blog, je me suis aperçu qu'on était encore en présence d'une officine anonyme, et aucun des trois articles que j'ai téléchargés n'est signé.

Dans l'article consacré aux Rothschild, ils vont s'employer à réécrire les passages les plus déterminants et les moins flatteurs de leur biographie qui sont de notoriété publique. Gageons que la famille Rothschild leur témoignera sa gratitude empressée.

Que les banquiers fassent l'objet de fantasmes de la part d'illuminés, c'est un fait, et non seulement nous n'y accordons aucun intérêt, nous ne nous livrons à aucune manipulation pour occulter les aspects criminels ou montrueux de leurs activités, car si nous procédions autrement nous nous décrédibiliserions auprès de nos lecteurs qui peuvent librement accéder à ces données sur le Net ou ailleurs.

On est en présence d'idiots utiles. Utile à qui ? A Macron, au Crif, au sionisme, à l'impérialisme américain.

En réalité, l'extrême droite est davantage colonialiste que raciste, comme le sont le Crif, le sionisme, Israël et les Etats-Unis. Et comme chacun a pu le constater, l'antisémitisme et le traitement hystérique dont il fait l'objet de la part des médias-oligarques, leur focalisation sur un phénomène somme toute marginal sert de prétexte à leur discours anti-Arabe qui coïncide avec celui

de Washington et sa politique. Ceux qui s'en saisissent sans en montrer la signification politique sont finalement leurs meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier.

Les plus puissants banquiers occidentaux y compris juifs auraient financé le régime nazi, ce qui est exact... sauf les Rothschild !

Fake news n°1 : « Rothschild a financé Hitler»
Fake news n°2 : « Les Rothschild possèdent des banques centrales » :
Fake news n°3 : La « loi Pompidou-Rothschild » ?

LVOG - Et quelques perles ou fausses informations :

- "*L'antisémitisme a en effet joué un rôle prépondérant dans la concentration d'une partie du capital financier et industriel occidental.*"

LVOG - En réalité, il se trouve qu'au sommet du capital financier se tenaient de puissants banquiers juifs qui participèrent logiquement au développement "*industriel occidental*", voilà tout.

La formulation employée ici est d'autant plus grotesque qu'elle relève de la théorie du complot qu'elle est censée dénoncer, car elle tend à accorder à l'antisémisme une importance démesurée ou supérieure aux lois de fonctionnement du capitalisme, rien que cela.

- "*Si, depuis les années 1960, le racisme dans les institutions financières semble se résorber*"

LVOG - Ce qui signifie que l'oligarchie financière qui contrôle le pouvoir économique et politique n'aurait rien à voir avec la propagande raciste ou communautariste déguisée orchestrée par les puissances occidentales et relayée par leurs médias ou réseaux sociaux, vous y croyez vous ? Le dogmatisme et la crédulité, l'ignorance du gauchiste rend aveugle et idiot.

- "*Les banques centrales sont des institutions publiques*".

LVOG - Il est bien connu que la Fed et la BCE notamment sont des "institutions publiques", donc indépendantes des banquiers ou de l'oligarchie financière auxquels elles dicteraient leur politique, voilà à quoi en arrivent nos faussaires. Dans la rubrique économie du portail figurent des documents relatifs à la création des banques centrales depuis le début du XVIIe siècle.

Vous pouvez aussi consulter ou télécharger le document suivant :

Le cartel de la réserve fédérale: les huit familles - Mondialisation.ca, 03 juin 2011

https://www.mondialisation.ca/le-cartel-de-la-r-serve-f-d-rale-les-huit-familles/25107

- Le "*traité de Maastricht (...) abroge cette fameuse loi de 1973*".

LVOG - En réalité, le traité de Maastricht l'a étendue ou généralisée à tous les pays de la zone euro par l'intermédiaire de la BCE dépouillant tous les Etats de leur pouvoir monétaire, et donc budgétaire...

- "*Il ne s'agit pas de défendre la place d'une famille bourgeoise qui a longtemps tenu des positions réactionnaires*".

LVOG - Mais c'est tout à fait à votre honneur, ne vous reniez pas puisqu'elle aurait donc cessé d'être réactionnaire, ouf, la voici réhabilitée, bravo ! Depuis elle doit oeuvrer au bien-être des travailleurs, et nous idiots que nous sommes nous l'ignorions. C'est beau la famille, n'est-ce pas ?

Les Rothschild font de la politique dans tous les pays où ils sont présents... sauf en France !

- "*La famille française ne s'implique que peu dans les affaires politiques, elle est très rapidement remarquée du fait de son ascension sociale fulgurante et d'une politique paternaliste qui l'amène à faire du mécénat et à investir dans des œuvres caritatives.* "

LVOG - Il fallait oser l'écrire après avoir propulsé Macron chef de l'Etat, encore un philanthrope !

Extrait d'un autre texte.

- Marx et la critique de l'économie politique (épisode 1) - Agitations 15 janvier 2019

- "*Que la monnaie soit une marchandise ou non, elle opère toujours de la même manière.*"

LVOG - Argument à l'emporte-pièce d'autant plus ridicule qu'une monnaie est forcément une marchandise, qui plus est parce qu'elle permet d'en acquérir. C'est comme si on disait qu'il existerait des marchandises qui renfermeraient de la plus-value et d'autres qui n'en renfermeraient pas. De deux choses l'une, soit elles en contiennent et ce sont des marchandises, soit elles n'en contiennent pas et ce ne sont pas des marchandises, quel sophisme ! Pour qu'une monnaie ne soit pas une marchandise, il faudrait qu'elle n'ait aucune valeur d'échange. Qu'est-ce qui n'aurait pas de valeur d'échange? Quelque chose qui n'aurait pas de valeur d'usage. Est-ce que cela existe sous le régime capitaliste mondialisé ? Vous connaissez la réponse, hormis l'air que nous respirons qu'ils ne sont pas encore parvenus à marchandiser.

Chassons les casseurs du pouvoir !

- Loi anticasseurs : 51 associations demandent l'abrogation d'un texte "dangereux" - Lexpress.fr 11.04

- Droit de manifester et loi anti-casseur : la carte des mobilisations du 13 avril par Collectif 11 avril 2019

Si la loi est votée par le Parlement au nom du peuple français, elle ne peut et elle ne doit pas porter atteinte à la libre expression du peuple. La loi adoptée par l'Assemblée nationale qui prétend encadrer le droit de manifester reste, malgré la censure partielle du Conseil constitutionnel, une atteinte grave aux libertés publiques et à l'équilibre des pouvoirs.

Les violences contre les personnes, les biens, les institutions qui ont eu lieu ne peuvent justifier qu'un exécutif s'arroge des pouvoirs exorbitants. Participer à une manifestation ne saurait signifier le risque pour chacun et chacune d'entre nous d'être poursuivi, fiché et condamné pénalement comme financièrement.

Soumettre les participants et les participantes à une manifestation à une fouille systématique, faire d'un visage en partie couvert un délit, persister dans l'usage d'armes qui mutilent, voici l'esprit et la lettre de mesures qui sont autant d'empêchements à l'exercice d'un droit essentiel en démocratie : celui de manifester publiquement, collectivement et pacifiquement son opinion.

Cette loi de circonstance porte un lourd risque d'arbitraire des gouvernements d'aujourd'hui comme de demain, nous en demandons l'abrogation. C'est pourquoi nous appelons à manifester partout en France le samedi 13 avril 2019.

Paris, le 8 avril 2019

Signataires : Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat) ; Amnesty international France ; Association des Tunisiens en France (ATF) ; Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH) ; Agir ensemble pour les droits de l'Homme ; Association France Palestine solidarité (AFPS) ; Attac ; Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid) ; Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT) ; Confédération générale du travail (CGT) ; Confédération paysanne ; Confédération nationale du logement (CNL) ; Droit solidarité ; Emmaüs France ; EuroMed Droits ; Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) ; Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR) ; Fédération française des motards en colère (FFMC) ; Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) ; Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) ; Fédération nationale de la Libre pensée ; Fédération nationale des Francas ; Fédération syndicale unitaire (FSU) ; Femmes Egalité ; France Nature Environnement (FNE) ; Gilets jaunes de Commercy ; Gilets jaunes signataires ; Greenpeace ; La Cimade ; La Quadrature du Net (LQDN) ; Le Planning familial ; Les Amis de la Terre France ; Les Effronté-e-s ; Ligue de l'enseignement ; Ligue des droits de l'Homme (LDH) ; Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) ; Mouvement national lycéen (MNL) ; Mouvement pour une alternative non-violente Ile-de-France (MAN) ; Oxfam France ; Pas sans nous ! ; Réseau Euro-Maghrébin citoyenneté et culture (REMCC) ; SOS Racisme ; Syndicat de la magistrature (SM) ; Syndicat des avocats de France (SAF) ; Syndicat national des journalistes (SNJ) ; Syndicat national des personnels de l'éducation et du social (SNPES PJJ/FSU) ; Union juive française pour la paix (UJFP) ; Union nationale des étudiants de France (Unef) ; Union nationale lycéenne (UNL) ; Union des Tunisiens pour l'action citoyenne (UTAC).

LVOG - Ce texte ne nous pose aucun problème, contrairement à la "*déclaration unitaire contre les mesures autoritaires du gouvernement Macron-Philippe*" signée par une trentaine de partis et organisations le 18 mars (?) (causerie du 11 avril 2019) qui légitimait Macron ou n'était qu'un hymne en l'honneur du régime.

Question : Pourquoi les signataires de la déclaration précédente ne s'y sont-ils pas associés, alors que les revendications étaient identiques ? Je suis sûr que les chantres de l'unité ont une explication à nous fournir.

Totalitarisme. La fabrique du consentement

LVOG - Comment associer encore plus étroitement les travailleurs à la politique antisociale de Macron, à l'Etat, aux

institutions antidémocratiques de la Ve République. Mode d'emploi.

- Patrick Bernasconi : «Créons une Chambre de la société civile» - Le Parisien 14.04

Dans une tribune au Parisien – Aujourd'hui en France, Patrick Bernasconi, président du Conseil économique, social et environnemental (CESE) appelle à la création d'une nouvelle organisation, afin que l'avis des Français soit pris en compte avant de présenter une loi.

LVOG - Voici en quoi doit constituer cette association capital-travail.

- Rassembler en un même lieu les représentants de la société civile afin qu'ils se parlent, arrivent à des propositions communes

- Le projet de réforme constitutionnelle donne la possibilité à la société civile organisée, donc aux associations, ONG, syndicats, chefs d'entreprise, agriculteurs et artisans, défenseurs de l'environnement et aux jeunes, c'est-à-dire aux représentants de ces milliers de structures qui sont le quotidien de l'engagement des Françaises et des Français, de donner leur avis préalablement à la présentation de la loi.

- ...cela permettrait au pouvoir législatif de jouer encore plus et mieux son rôle

- ...tirons au sort des citoyens qui, participant à ce travail, confronteront leur vécu, leur avis de terrain à celui des représentants des organisations : créons une assemblée qui associe les citoyens en permanence, permettant ainsi à la société civile dans son ensemble de donner son avis et aux pouvoirs exécutif et législatif de disposer d'une photographie afin de mieux cibler leur action.

- Bref, créons ensemble cette Chambre de la société civile efficace qui associe les citoyens au service d'une démocratie représentative à la confiance retrouvée. » Le Parisien 14.04

LVOG - La "société civile", c'est le corporatisme.

Acte XXII et Gilets Jaunes.

"Gilets jaunes" : le point sur la mobilisation à Paris et en région - franceinfo 13.04

Les gilets jaunes étaient une nouvelle fois dans la rue partout en France pour manifester, et également pour dénoncer la loi anti-casseurs entrée en vigueur jeudi. Au total, 31 000 personnes rassemblées dans le pays en fin de journée, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Globalement la situation était plutôt calme avec quelques tensions dans plusieurs villes de France.

Auvergne-Rhône-Alpes

À Lyon, un arrêté préfectoral avait interdit les manifestations dans une partie de l'hyper-centre de la ville. Quelques échauffourées ont éclaté. Sur place, les forces de l'ordre ont eu recours à l'utilisation de gaz lacrymogènes.

À Roanne (Loire), selon France Bleu Saint-Etienne Loire, c'était agité : au moins 650 personnes ont manifesté avec des tensions notamment au niveau de Palais de Justice. Là, les forces de l'ordre ont utilisé des gaz lacrymogène. Plus tôt dans l'après-midi, un adolescent de 15 ans a été blessé. Le jeune homme a été touché au visage par des débris de verre après le jet d'une pierre qui a fait exploser un abribus. À noter qu'un hélicoptère a survolé la zone de rassemblement des manifestants.

Bourgogne-Franche-Comté

Environ 600 personnes ont manifesté à Besançon (Doubs) au rythme des "Révolution", "Anticapitalisme" et autre "Arrêtez de regarder, rejoignez-nous", scandés par les manifestants, selon France Bleu Besançon.

Centre-Val de Loire

À Châteauroux, une centaine de personnes ont manifesté ce samedi matin devant la préfecture de l'Indre pour marquer leur opposition à la loi anti-casseurs.

À Tours, 400 "gilets jaunes" et syndicats ont défilé "main dans la main" notamment contre la loi anticasseurs. Des associations étaient également présentes et quelques partis politiques, selon France Bleu Touraine.

Grand-Est

À Nancy (Meurthe-et-Moselle), quatre personnes ont été interpellées pour avoir été en possession d'une arme (une fronde), les autres pour "outrages, rébellion et menaces de morts sur personne dépositaire de l'autorité publique". Par ailleurs, 42 autres personnes ont été verbalisées pour avoir participé à un rassemblement interdit, rapporte France Bleu Sud Lorraine. Environ 300 personnes étaient présentes autour puis dans le centre-ville de Nancy. Aucun blessé, ni dégradations ne sont à déplorer. C'est également à Nancy que des "gilets jaunes" ont dû être repoussés deux fois du centre-ville par les forces de l'ordre, où ils n'avaient pas le droit de se rassembler.

À Reims, environ 100 "gilets jaunes" se sont mobilisés pour cette nouvelle journée de manifestation.

A Besançon, les manifestants se sont élancés vers 15 heures. Certains scandaient "une seule solution : la révolution."

Hauts-de-France

Dans le Nord-Pas-de-Calais, on a fait cause et route commune pour cette 22e journée de mobilisation. Une marche s'est élancée à 5 heures du matin, depuis le cinéma Pathé de Liévin, à côté de Lens. Les manifestants se sont rendus à pied à Lille, pour rejoindre le cortège qui partira de la Place de la République à 14 heures. Les gilets jaunes se dirigeront directement vers la rue Nationale, les boulevards Montebello et Victor Hugo avant de revenir par la rue Solférino. La préfecture a interdit les manifestations dans l'hyper-centre, vers le quartier des gares et de la Grand place. C'est une première à Lille.

Île-de-France

À Paris, aucun problème n'est à signaler. 5 000 personnes ont manifesté selon les chiffres du ministère de l'Intérieur.

Les rassemblements étaient interdits sur les Champs-Elysées et les rues perpendiculaires. Des cortèges ont défilé pour "la défense du droit de manifester" et l'abrogation de la loi anticasseurs. En tout, 27 interpellations ont eu lieu dans la capitale et 9 473 contrôles préventifs, d'après la préfecture de police contactée par franceinfo.

Normandie

À Rouen, peu avant midi, ils étaient environ 70 "à manifester dans les rues, dans une ambiance calme et détendue." Une autre manifestation était prévue à Rouen aux environs de 14h dans les jardins de l'Hôtel de Ville.

Au Havre (Seine-Maritime), plus de 300 personnes ont manifesté dans la matinée. "Des 'gilets jaunes' pour la plupart mais aussi quelques 'gilets rouges' de la CGT", précise France Bleu Normandie. Toujours selon France Bleu, le parcours qui a duré "deux heures" a été "effectué dans une ambiance festive et sans accrochage avec les forces de l'ordre."

À Caen (Calvados), d'après France Bleu Normandie, la nouvelle journée de mobilisation s'est déroulée dans le calme. La préfecture du Calvados avait de nouveau pris un arrêté pour interdire les manifestations dans l'hyper-centre-ville. Environ 500 "gilets jaunes" ont défilé le long du périmètre, sans accrochage avec les forces de l'ordre.

Nouvelle-Aquitaine

À Bordeaux, ils étaient environ 2 000 dans les rues, une "faible" mobilisation selon France Bleu Gironde. Aucune dégradation matérielle ce samedi mais six personnes ont été interpellées. Une autre mobilisation avait lieu pour manifester contre la loi anticasseurs, promulguée ce jeudi. Entre 200 et 300 y ont participé.

À Pau, France Bleu Béarn indiquait quelque 150 "gilets jaunes" à 10h45.

À Limoges, une centaine de "gilets jaunes" - 60 selon la police - se sont rassemblés sur le rond-point de la Valoine pour une opération escargot sans heurts.

Occitanie

À Montauban dans le Tarn-et-Garonne, le préfet du département avait interdit le centre-ville aux "gilets jaunes" dimanche 14 avril.

À Dions dans le Gard, les gilets jaunes étaient de retour sur la nationale 106 depuis le début de la matinée. Environ 80 manifestants ont mis en place un barrage filtrant pour les voitures et bloquant pour les camions, selon la préfecture du Gard. Une déviation avait été mise en place par les services de l'état pour permettre le passage des camions et des transports en commun.

À Toulouse, où plusieurs milliers de personnes ont défilé, la situation était plus tendue. La ville avait été désignée "capitale" de la mobilisation. Alors que la manifestation avait débuté dans le calme, en début d'après-midi la tension est montée entre "gilets jaunes" et forces de l'ordre, qui se sont affrontés tout l'après-midi, selon les informations de France Bleu Occitanie. D'après la préfecture de la Haute-Garonne, 14 blessés sont en urgence relative ce samedi soir : un blessé parmi les forces de l'ordre, 12 parmi les manifestants et deux "personnes tierces" (passants). La préfecture ajoute que 37 personnes ont été interpellées en centre-ville notamment pour "jets de projectiles", "dégradation" ou "port d'armes". A noter également, entre autres, qu'un engin de chantier a été incendié et qu'une agence d'intérim a été saccagée par des manifestants cagoulés. Le maire de la ville a par ailleurs confirmé sur franceinfo la présence de blacks blocs dans le cortège.

À Montpellier, près de 2 000 personnes ont manifesté dans le calme. Une vingtaine d'organisations, associations, syndicats, partis politiques faisaient partie du cortège, pour protester notamment contre la loi anticasseurs. France Bleu Hérault précise qu'aucun gaz lacrymogène n'a été utilisé par les forces de l'ordre.

Pays de la Loire

À Laval (Mayenne), ils étaient plus de 250 à défiler, d'après les estimations de France Bleu Mayenne. Le cortège s'est divisé devant la gare où certains manifestants sont descendus sur les voies. Finalement, tout le monde a rejoint le point de départ de la manifestation sans accroc.

Au Mans, plus de 250 personnes étaient rassemblées pour dire "stop aux atteintes au droit de manifester", après les nombreux arrêtés pris dans plusieurs villes de France par les préfectures.

À Nantes, A Nantes aussi, une personne a été blessée : bousculé par un policier, le manifestant est tombé et s'est violemment cogné la tête. Inconscient un temps, il a finalement repris connaissance avant d'être pris en charge par les pompiers. Il est finalement reparti tout seul, précise France Bleu Loire Océan. franceinfo 13.04

Précisions.

- Comparativement à l'acte précédent, le ministère de l'Intérieur a annoncé une mobilisation en hausse lors de l'acte 22 des Gilets jaunes avec 31.000 participants à travers le pays, dont 5.000 à Paris. Les chiffres officiels sont nettement surpassés par ceux du syndicat Policiers en colère (lequel comptabilise 90.000 Gilets jaunes) et par Le nombre Jaune qui a recensé 80.504 manifestants dans toute la France. sputniknews.com 14.04

- Acte 22 à Toulouse: la BAC a chargé et frappé des journalistes étrangers présumés sputniknews.com 14.04

Des agents de la BAC ont mis à terre, puis frappé avec des matraques et donné des coups de pied à deux journalistes présumés d'un média étranger portant des casques de presse alors qu'ils couvraient l'acte 22 des Gilets jaunes à Toulouse, samedi 13 avril. Un manifestant a filmé la scène et l'a partagée sur les réseaux sociaux.

La scène a eu lieu samedi 13 avril au cours de l'acte 22 des Gilets jaunes à Toulouse. Une vidéo filmée par l'utilisateur de Facebook Lelly Gijabet LIVE montre les violences des forces de l'ordre envers deux individus identifiés comme journalistes.

Ainsi, on voit dans la séquence des manifestants en train de tenir une banderole pour se protéger contre les agents de la brigade anti-criminalité (BAC) qui avançaient vers eux.

Quelques secondes plus tard, on aperçoit un journaliste portant un casque avec l'inscription «presse» (en veste beige et avec un sac à dos) courir avec une caméra vers sa collègue (avec une capuche claire) mise à terre à côté d'un agent de la BAC.

Le premier journaliste fait alors un signe de la main à l'agent de la BAC pour demander de relâcher sa collègue (à la fin de la vidéo, on apprend qu'il s'agit d'une femme).

L'agent de la BAC prend ensuite les affaires de la journaliste qui essaie de les récupérer.

Soudainement, deux agents de la BAC la poussent, elle tombe au sol et subit des coups de matraque et de pied des forces de l'ordre qui ont en outre retiré et jeté son casque.

Son collègue tente de nouveau de lui venir en aide mais il se retrouve aussi dos au sol et frappé par la BAC.

À cet instant, une voix féminine répète derrière la caméra:

«C'est la presse. Ils sont en train de frapper la presse. S'il vous plaît…»

Contacté par Sputnik, l'auteur de la vidéo a confirmé que la séquence a été filmée durant la manifestation des Gilets jaunes à Toulouse, le 13 avril, en ajoutant que les journalistes agressés travaillaient pour un média étranger. sputniknews.com 14.04

- «Une ambiance de guerre» à Toulouse lors de l'acte 22 des Gilets jaunes sputniknews.com 14.04

Toulouse, «capitale» des Gilets jaunes en ce samedi 13 avril, a vécu une journée de mobilisation très tendue, marquée par des heurts entre les forces de l'ordre et les manifestants. Des bombes de gaz lacrymogène et des canons à eau ont été utilisés à plusieurs reprises pour éparpiller les manifestants.

Plusieurs milliers des manifestants du mouvement des Gilets jaunes se sont rassemblés samedi 13 avril à Toulouse, capitale de la révolte lors de cet acte 22, a annoncé France 3.

Le départ du cortège était prévu à 12h depuis la place Jean Jaurès. 800 policiers et gendarmes, ainsi que quatre compagnies de CRS, ont été mobilisés, a affirmé la chaîne de télévision.

Le rassemblement a été émaillé par des tensions violentes entre manifestants et forces de l'ordre qui ont commencé à faire usage de gaz lacrymogène vers 14h. Afin de disperser les manifestants, des grenades lacrymogènes et assourdissantes ont été lancées à plusieurs reprises dans la journée comme l'attestent plusieurs images et vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Vers la fin de l'après-midi, le quartier du monument aux morts était couvert de gaz lacrymogène et des manifestants ont largement utilisé des masques à gaz pour se protéger.

Maxime Nicolle, une des figures du mouvement venu pour soutenir les Gilets jaunes à Toulouse, a commenté les affrontements auprès de l'AFP: «Vous avez vu: tout se passait bien et ils nous gazent».

Selon le témoignage d'un manifestant sur Twitter, il était impossible de rejoindre le cortège des Gilets jaunes pour certains participants à cause des actions des forces de l'ordre censées repousser les manifestants. «C'est une ambiance de guerre», a-t-il conclu.

La police a également utilisé des canons à eau pour disperser les manifestants et réduire le périmètre de la manifestation, interdite dans le centre et sur la place de la Capitole.

À l'issue de la manifestation, des dégâts ont été constatés dans la ville. Une agence d'intérim, une agence immobilière et une banque ont été saccagées, selon France 3.

Vers 18h, 23 personnes ont été interpellées dans le centre de Toulouse pour cause de jets de projectiles, port d'arme et dégradation, a déclaré la préfecture de Haute-Garonne. sputniknews.com 14.04

À Toulouse sous les gaz, un homme inconscient et «tout le monde en train de vomir» sputniknews.com 14.04

À Toulouse, dans les rues brumeuses de gaz, un homme visiblement touché par le gazage et possiblement blessé a été filmé gisant inconscient à terre. Une manifestante en larmes s'adresse aux forces de l'ordre, leur reprochant le recours actif au gaz, alors que tous les manifestants se sentent déjà mal.

Ce 22e samedi de mobilisation des Gilets jaunes à Toulouse a été émaillé de tensions. Des nuages de gaz lacrymogène ont été partagés en images par des témoins, ceux qui se sentaient mieux que les autres. Après l'utilisation massive de ce procédé, un homme a été filmé inconscient par terre dans l'une des rues de la ville, vraisemblablement blessé et intoxiqué.

«Ouvre les yeux!», lui dit-on, tentant de lui faire reprendre conscience. Vaguement, l'homme remue les mains, mais est apparemment très faible.

Dans le même temps, un cordon de forces de l'ordre ne laisse pas passer les manifestants qui tentent de quitter le lieu du gazage.

«Vous nous gazez, vous voulez qu'on fasse comment? Regardez, tout le monde est en train de vomir», s'écrie, en désespoir de cause, une femme en larmes.

«On n'a plus le droit de manifester», constate un homme.

Sur les réseaux sociaux, nombreux ont été les utilisateurs qui ont évoqué une «répression violente» sans précédent et des «scènes de guerre», et ce, quelques jours après l'entrée en vigueur de la loi anticasseurs.

La mobilisation de quelque 4.500 Gilets jaunes ressemblés à Toulouse, selon la police, a été marquée par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, alors que la Ville rose était proclamée «capitale» du mouvement pour son 22e acte.

Toulouse Acte 22 — Les ordres ont été donnés: Répression! Matraquages, lacrymo, intimidations et une volonté de n'en finir avec la manifestation.

Les manifestants s'y sont heurtés à des barrages des forces de l'ordre qui ont fait mouvement pour les encercler, tirant gaz lacrymogènes et grenades assourdissantes.

Des «individus habillés en noir, masqués ou cagoulés, équipés, ont pris à partie les forces de l'ordre avec de multiples jets de projectiles et feux d'artifices», a affirmé la préfecture, chiffrant à «plusieurs centaines de personnes les profils violents».

Ceux qui dégradent et cassent, insultent les journalistes et les policiers, pénalisent les commerçants et les toulousains se couvrent de honte. Ils desservent la cause des manifestants sincères, qui ont le droit de s'exprimer dans le calme et le respect, sans répression. sputniknews.com 14.04

On ne mélange pas les torchons et les serviettes.

Dans le texte final adopté par l'Assemblée des assemblées des Gilets jaunes qui s'est tenue à Saint-Nazaire du 5 au 7 avril 2019, était formulé l'objectif suivant : "*nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme*". (Source Reporterre 8 avril 2019)

LVOG - On ne peut que saluer cette prise de position.

Vous avez pu constater que les acteurs du mouvement ouvrier qui se réclament, soit du combat pour l'abolition de la Ve République, soit du combat pour en finir avec le capitalisme, étrangement ils ne trouvent pas utile de lier les deux objectifs, or c'est indispensable.

Le plus déterminant des deux ou la tâche historique à accomplir est évidemment la rupture avec le capitalisme, prélude à la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, car on peut très bien imaginer se passer de la Ve République (et de l'UE) sans que cela ne change quoi que soit, tout comme on peut se passer des présidents saoudien, algérien, tunisien, égyptien, etc. sans que rien ne change ou sans qu'aucune issue politique conforme aux intérêts des travailleurs ne voie le jour. Mais cela ne doit pas escamoter le fait, qu'on ne pourra pas s'attaquer au capitalisme sans s'emparer au préalable du pouvoir politique, donc sans se doter des instruments d'organisation ou des organismes politques indépendants pour atteindre cet objectif.

La question est de savoir dans quelle orientation sociale on situe la rupture avec les institutions de la Ve République, car c'est uniquement son contenu social qui déterminera son contenu politique, et qui par conséquent doit constituer l'axe de combat contre le régime pour le renverser. Autrement dit, si on envisage sérieusement d'en finir avec les institutions de la Ve République cela doit être conçu uniquement pour nous permettre de s'attaquer aux fondements du capitalisme, tout autre objectif consistant à le ménager ou à le préserver, à ne rien changer en somme.

Voyez la situation au Venezuela où l'oligarchie n'a pas été expropriée. En réalité, c'est elle qui continue de détenir le pouvoir et qui s'en sert pour harceler sans cesse Maduro qui incarne le pouvoir politique, qui se retrouve ainsi amputé du pouvoir de changer la société et doit en permanence composé avec la réaction et l'armée.

Ce ne sont pas les institutions nationales ou supranationales qui exploitent les travailleurs ou leur imposent une politique antisociale, leur pourrisse la vie, c'est le capitalisme en crise et ses besoins qui leur imposent, ces institutions lui fournissent un cadre légal et juridique pour assurer son fonctionnement et sa pérennité. Si l'exploitation de l'homme par l'homme coïncida avec l'apparition des classes sociale et plus tard de l'Etat avec ses institutions, leur extinction débutera quand on portera un coup décisif au capitalisme.

Faites tomber le masque du corporatisme.

- Grand débat: Jacline Mouraud suggère la création d'un "porte-parolat du citoyen" AFP 13 avril 2019

Jacline Mouraud, figure des "gilets jaunes", a suggéré samedi la création d'un "porte-parolat du citoyen" pour "faire remonter la température des régions" et favoriser davantage de démocratie participative, dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron transmise à l'AFP.

"Je vous ai proposé de favoriser la création de comités citoyens au niveau des communes, des départements et des régions, animés par un comité citoyen national, afin de favoriser l'émergence d'une société politique juste, solidaire et participative. Le temps est venu de créer un porte-parolat du citoyen, au même titre que celui du gouvernement ou de l'Elysée", écrit la fondatrice du parti "Les Emergents".

Comment fonctionnerait ce porte-parolat? Il serait composé de quatre ou cinq personnes "impliquées dans des associations ou des ONG" et recrutées selon un "tirage au sort" par zone géographique, "pourquoi pas celles de l'indicatif téléphonique", a-t-elle expliqué à l'AFP. AFP 13 avril 2019

Quand la parodie de démocratie se confronte à la dure réalité, ses heures sont comptées.

- Restitution biaisée du grand débat : "Une polémique inutile qui n'est pas fondée" pour Emmanuelle Wargon - Franceinfo

- Grand débat: une garante admet qu'il faudra un "toilettage" des chiffres de restitution - AFP

Une des garantes du grand débat, Isabelle Falque-Pierrotin, a admis vendredi qu'il faudra un "toilettage" des chiffres de sa restitution, par endroits sous-estimés et par d'autres surestimés. AFP

- Nombre de participants gonflé, approximations, analyse partielle... les petits arrangements du grand débat - Franceinfo

Après la restitution de la consultation lancée pour répondre aux "gilets jaunes", les documents de synthèse montrent que le nombre de contributeurs a été surestimé, et que plus de la moitié des contributions n'ont pas pu être prises en compte. Franceinfo

En macronnie.

Sauver le soldat Macron et son "quinquennat".

- Social et écologie: Hulot et Berger appellent à un "sursaut politique" - AFP 14 avril 2019

L'ancien ministre Nicolas Hulot, Laurent Berger (CFDT) et une quinzaine de responsables associatifs appellent à "un profond sursaut politique pour que ce quinquennat" ne soit pas "perdu pour la transition écologique et la justice sociale", dans une tribune publiée par le Journal du dimanche. AFP 14 avril 2019

Macron corrupteur et corrompu.

- Vente de Rafale à l'Inde: Paris a effacé la dette fiscale d'un proche de Modi - AFP 14.04

La France a annulé en 2015 un redressement fiscal visant une entreprise appartenant à un homme d'affaires proche du Premier ministre indien, Narendra Modi au moment où se négociait la vente de 36 avions de combat Rafale à l'Inde, affirme samedi Le Monde. AFP 14.04

UE à hue et à dia.

Ils sont à la peine.

- Les élections européennes 2019 peinent à mobiliser les foules - Le HuffPost 14.04

Même pas deux millions de téléspectateurs pour un débat en prime time sur France2, des salles qui peinent à se remplir, la concurrence d'un grand débat qui n'en finit pas... A six semaines du scrutin et alors que la campagne bat son plein, les élections européennes peinent toujours à passionner les foules, laissant craindre un nouveau pic d'abstention dans les urnes le 26 mai. Le HuffPost 14.04

Un "fan club" déjà fané.

- Européennes : Place publique en pleine hémorragie ? - Le Parisien 14.04

Sévère hémorragie à Place publique, le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann en novembre dernier et en vue du scrutin européen. Déçus par un fonctionnement « pyramidal » et l'alliance avec le PS, près de la moitié des 22 signataires de « l'acte de naissance » auraient déserté au cours du mois écoulé, comme le confirment plusieurs d'entre eux.

Farid Benlagha, l'un des fondateurs, qui avait fait suivre son départ en mars d'une tribune au vitriol, pointe une « organisation dont le seul objectif était de mettre en valeur un homme », Raphaël Glucksmann.

En écho aux critiques de Thomas Porcher qui avait regretté mi-mars dans le JDD un pacte avec le PS « pris en deux semaines par un petit cercle », Farid Benlagha accuse un « groupuscule » formé autour de Raphaël Glucksmann et ses proches d'avoir pris seul toutes les décisions. « Une forme de putsch », assène-t-il.

« D'un mouvement polyphonique, on est passés à un fan-club de Raphaël Glucksmann », ajoute une source anonyme au sein du parti, pour qui « les pouvoirs ont été concentrés entre les mains » de l'essayiste lors du congrès de Metz, les 22 et 23 février. Un déficit démocratique ayant mené à une alliance avec le seul PS que beaucoup de fondateurs n'auraient pas validée s'ils avaient été consultés. Le Parisien 14.04

L'UE valait bien La Pen.

- Européennes: Marine Le Pen veut "tout remettre sur la table" sans quitter l'euro - AFP 14.04

Marine Le Pen présente lundi son manifeste et ses propositions en vue des élections européennes pour "tout remettre sur la table" sans sortir de l'euro, entérinant un virage pris après la présidentielle. AFP 14.04

En complément. Dis, t'as pas 100 balles, c'est pour sauver le régime. Cela ne vous rappelle-t-il rien ?

- Finlande: Antti Rinne, d'ancien syndicaliste à probable Premier ministre - AFP 15 avril 2019

Il a promis aux Finlandais de mettre fin à l'austérité et améliorer l'Etat-providence: Antti Rinne, dont le Parti social-démocrate est arrivé de justesse en tête des législatives dimanche, est un ancien syndicaliste surtout connu pour son intransigeance.

A 56 ans, ses cheveux gris et son gabarit imposant ne sont pas étrangers aux Finlandais puisque le probable futur chef de gouvernement est aussi l'ancien ministre des Finances (2014-2015) sous deux coalitions droite-gauche.

"Nous devons trouver des moyens équitables de rendre la société finlandaise durable", assurait-il au journal Helsingin Sanomat.

Avocat de formation, Antti Rinne a oeuvré comme président de plusieurs syndicats dans les années 2000, jusqu'en 2014.

Il entend améliorer les conditions de vie des personnes âgées, en promettant d'augmenter de 100 euros par mois les retraites les plus basses. AFP 15 avril 2019

Quand l'oligarchie anglo-saxonne dicte sa loi au monde entier.

- Un ex-général vénézuélien arrêté à Madrid à la demande des Etats-Unis - AFP

L'ex-général vénézuélien Hugo Carvajal, ancien directeur des services secrets militaires sous la présidence de Hugo Chavez, a été arrêté vendredi à Madrid à la demande des Etats-Unis, qui le réclament pour trafic de drogue, ont déclaré à l'AFP des sources policières. AFP

- Julian Assange compte contester et combattre la demande d'extradition des Etats-Unis - euronews

C'est le début d'un long "combat" judiciaire pour le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, qui vient de passer sa première nuit en détention et risque d'être extradé vers les Etats-Unis qui le considèrent comme une menace pour leur sécurité et veulent le juger. euronews

- Les juges de la CPI refusent d'ouvrir une enquête sur l'Afghanistan - Reuters

Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont rejeté vendredi à l'unanimité la demande du procureur d'ouvrir une enquête pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre en Afghanistan, ce dont Donald Trump s'est félicité... Reuters

L'Organisation militaire internationale de l'oligarchie financière où l'état de guerre permanent.

Contre-célébration à Florence du 70ème anniversaire de l'Otan par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 10 avril 2019

Les dirigeants politiques de l'Otan se sont réunis pour en célébrer l'anniversaire, en l'absence du président Trump. Au même moment, celui-ci, contre l'avis de l'Alliance, proposait à la Chine et à la Russie un désarmement nucléaire partiel. De leur côté quelques militants de la paix appelaient à la sortie de l'Otan ; une position paradoxalement proche de celle de Donald Trump.

Manlio Dinucci - Le 70ème anniversaire de l'Otan a été célébré par les 29 ministres des Affaires étrangères réunis non pas au quartier-général de l'Otan à Bruxelles, mais dans celui du Département d'État à Washington. Maître de cérémonie : le Secrétaire général de l'Otan Jens Stolten-berg, qui s'est limité à annoncer le discours d'ouverture prononcé par le secrétaire d'État Michael Pompeo.

L'Otan —explique le Département d'État— est importante parce que, grâce à elle, « les États-Unis peuvent mieux faire face, militairement et politiquement, aux menaces globales contre leurs intérêts : l'Otan reste fondamentale pour les opérations militaires des USA dans la région transatlantique (c'est-à-dire en Europe) et dans d'autres régions stratégiquement critiques, comme le Moyen-Orient et l'Asie Méridionale ». C'est donc le Département d'État même qui nous dit clairement que l'Otan est un instrument des États-Unis. Aucune réaction politique en Italie.

La seule réponse est venue du Colloque qui, organisé par le Comitato No Guerra No Nato et par Global Research, centre de recherche dirigé par Michel Chossudovsky (Montréal), a réuni au cinéma-théâtre Odeon de Florence le 7 avril environ 600 participants.

Les conclusions sont exposées dans la Déclaration de Florence, pour un front international pour la sortie de l'Otan.

Le risque d'une vaste guerre qui, avec l'emploi des armes nucléaires, pourrait signer la fin de l'Humanité, est réel et croissant, même s'il n'est pas perçu par l'opinion publique tenue dans l'ignorance du danger imminent.

S'engager fortement à sortir du système de guerre est d'une importance vitale. Cela pose la question de l'appartenance de l'Italie et d'autres pays européens à l'Otan.

L'Otan n'est pas une Alliance. C'est une organisation sous commandement du Pentagone, dont l'objectif est le contrôle militaire de l'Europe Occidentale et Orientale.

Les bases USA dans les pays membres de l'Otan servent à occuper ces pays, en y conservant une présence militaire permanente qui permet à Washington d'influencer et de contrôler leur politique et d'empêcher de réels choix démocratiques.

L'Otan est une machine de guerre qui opère pour les intérêts des États-Unis, avec la complicité des plus grands groupes européens de pouvoir, en se rendant coupable de crimes contre l'humanité.

La guerre d'agression conduite par l'Otan en 1999 contre la Yougoslavie a ouvert la voie à la mondialisation des interventions militaires, avec les guerres contre l'Afghanistan, la Libye, la Syrie et d'autres pays, en violation complète du droit international.

Ces guerres sont financées par les pays membres, dont les budgets militaires sont en augmentation continue au détriment des dépenses sociales, pour soutenir des programmes militaires colossaux comme celui du nucléaire étasunien de 1.200 milliards de dollars.

Les USA, violant le Traité de non-prolifération, déploient des armes nucléaires dans 5 États non-nucléaires de l'Otan, sous le faux prétexte de la "menace russe". Ils mettent ainsi en jeu la sécurité de l'Europe.

Pour sortir du système de guerre qui cause de plus en plus de dégâts et nous expose au risque imminent d'une vaste guerre, il faut sortir de l'Otan, en affirmant le droit d'être des États souverains et neutres.

Il est de cette façon possible de contribuer au démantèlement de l'Otan et de toute autre alliance militaire, à la reconfiguration des structures de toute la région européenne, à la formation d'un monde multipolaire dans lequel se réalisent les aspirations des peuples à la liberté et à la justice sociale.

Nous proposons la création d'un front international NATO EXIT dans tous les pays européens de l'OTAN, en construisant un réseau organisationnel à un niveau de base capable de soutenir la très dure lutte pour arriver à cet objectif vital pour notre avenir. Réseau Voltaire 10 avril 2019

LVOG - "*La mondialisation des interventions militaires*", le "*système de guerre*", c'est ce qui caractérise l'impérialisme stade suprême du capitalisme, donc il est utopique ou opportuniste de vouloir "*sortir de l'Otan*" ou de prôner le "*démantèlement de l'Otan*" sans envisager de se débarrasser du capitalisme et des institutions supranationales du capital telles que l'Union

européenne ou "*l'Otan économique*", l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, etc.

Nous appelons les initiateurs et les signataires de cette déclaration à être cohérents et sérieux à appeler à rompre avec le capitalisme, condition sans laquelle "*les aspirations des peuples à la liberté et à la justice sociale*" demeureront un voeux pieux indéfiniment. Cessez d'agiter le hochet du droit international qui a été conçu par l'impérialisme américain pour pérenniser son hégémonie économique, politique et militaire sur le reste du monde.

- Les 70 ans de l'Otan: de guerre en guerre - mondialisation.ca 11.04

Le 70èmeanniversaire de l'Otan a été célébré par les 29 ministres des Affaires étrangères réunis non pas au quartier-général de l'Otan à Bruxelles, mais dans celui du Département d'État à Washington. Maître de cérémonie : le Secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, qui s'est limité à annoncer le discours d'ouverture prononcé par le secrétaire d'État Michael Pompeo.

L'Otan -explique le Département d'État- est importante parce que, grâce à elle, "les États-Unis peuvent mieux faire face, militairement et politiquement, aux menaces globales contre leurs intérêts : l'Otan reste fondamentale pour les opérations militaires USA dans la région transatlantique (c'est-à-dire en Europe) et dans d'autres régions stratégiquement critiques, comme le Moyen-Orient et l'Asie Méridionale". C'est donc le Département d'État même qui nous dit clairement que l'Otan est un instrument des États-Unis. Aucune réaction politique en Italie.

La seule réponse est venue du Colloque qui, organisé par le Comitato No Guerra No Nato et par Global Research, centre de recherche dirigé par Michel Chossudovsky (Montréal), a réuni au cinéma-théâtre Odeon de Florence le 7 avril environ 600 participants.

Les conclusions sont exposées dans la Déclaration de Florence, pour un front international Nato Exit

Le risque d'une vaste guerre qui, avec l'emploi des armes nucléaires, pourrait signer la fin de l'Humanité, est réel et croissant, même s'il n'est pas perçu par l'opinion publique tenue dans l'ignorance du danger imminent.

S'engager fortement à sortir du système de guerre est d'une importance vitale. Cela pose la question de l'appartenance de l'Italie et d'autres pays européens à l'Otan.

L'Otan n'est pas une Alliance. C'est une organisation sous commandement du Pentagone, dont l'objectif est le contrôle militaire de l'Europe Occidentale et Orientale.

Les bases USA dans les pays membres de l'Otan servent à occuper ces pays, en y conservant une présence militaire permanente qui permet à Washington d'influencer et de contrôler leur politique et d'empêcher de réels choix démocratiques.

L'Otan est une machine de guerre qui opère pour les intérêts des États-Unis, avec la complicité des plus grands groupes européens de pouvoir, en se rendant coupable de crimes contre l'humanité.

La guerre d'agression conduite par l'Otan en 1999 contre la Yougoslavie a ouvert la voie à la mondialisation des interventions militaires, avec les guerres contre l'Afghanistan, la Libye, la Syrie et d'autres pays, en violation complète du droit international.

Ces guerres sont financées par les pays membres, dont les budgets militaires sont en augmentation continue au détriment des dépenses sociales, pour soutenir des programmes militaires colossaux comme celui du nucléaire étasunien de 1.200 milliards de dollars.

Les USA, violant le Traité de non-prolifération, déploient des armes nucléaires dans 5 États non-nucléaires de l'Otan, sous le faux prétexte de la "menace russe". Ils mettent ainsi en jeu la sécurité de l'Europe.

Pour sortir du système de guerre qui cause de plus en plus de dégâts et nous expose au risque imminent d'une vaste guerre, il faut sortir de l'Otan, en affirmant le droit d'être des États souverains et neutres.

Il est de cette façon possible de contribuer au démantèlement de l'Otan et de toute autre alliance militaire, à la reconfiguration des structures de toute la région européenne, à la formation d'un monde multipolaire dans lequel se réalisent les aspirations des peuples à la liberté et à la justice sociale.

Nous proposons la création d'un front international NATO EXIT dans tous les pays européens de l'OTAN, en construisant un réseau organisationnel à un niveau de base capable de soutenir la très dure lutte pour arriver à cet objectif vital pour notre avenir. mondialisation.ca 11.04

LVOG - Il ne peut pas exister "*des États souverains et neutres*", des "Etats libres" disent d'autres, sans avoir anéanti la capacité de nuisance de l'oligarchie financière, sans rupture avec le capitalisme, donc sans avoir réduit son pouvoir politique à néant par une révolution sociale et démocratique détruisant les institutions nationales dans chaque pays, tâche que seule la classe ouvrière associée aux couches inférieures des classes moyennes peut accomplir.

Haut de page

Le 24 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai eu quelques problèmes informatiques et personnels, de plus il fait une chaleur à crever, ce qui explique pourquoi je n'ai pas actualisé le portail plus tôt. Rien ne pressait ! Et puis il faut s'occuper des gosses pendant les vacances scolaires, les parents travaillent, et ici la seule solution c'est de les caser chez les grands-parents, donc je joue mon rôle de grand-père avec l'une des petites-filles de ma compagne Selvi. Le jardin donne plus de boulot aussi, le nettoyage quotidien est plus long et il faut arroser tous les jours.

On ignore toujours quand et à quelle occasion les masses vont déferler par millions pour abattre le régime. Le développement de la situation va-t-il y contribuer ? Le mouvement ouvrier va-t-il encore longtemps constituer un obstacle à leur mobilisation ? Quels enseignements politiques en tirent les travailleurs ?

Apparemment tout le monde se complait dans le mode de vie qui nous a été imposé, aucun parti ne le remet réellement en cause, tout au plus s'emploient-ils à l'embellir à la marge, aucun ne propose un autre modèle de société, franchement, obtenir 100 balles de plus ou partir à la retraite un ou deux ans plus tôt, et tout le reste est à l'avenant, qu'est-ce que cela change, est-ce que cela vaut vraiment la peine de se mobiliser pour si peu ?

On a l'impression qu'il n'existe plus de véritables opposants au capitalisme.

Plus personne ne défend le socialisme car personne ne propose la retraite à 50 ans, voire 45 ans, la réduction de la semaine de travail à 24 ou 28 heures, l'éradication immédiate du chômage, la gratuité des transports en commun (Bus, train et métro), des autoroutes, de la santé, de l'école et de l'université, le smic, la retraite minimum, l'allocation chômage, vieillesse ou handicapée à 2.000 euros, la réduction des loyers par 2 ou 3, du prix du gaz et de l'électricité, de l'eau, de l'essence, des assurances, la suppression de la TVA, de la CSG et de la taxe audiovisuelle, l'expropriation sans indemnité de tous les oligarques, des capitalistes ou actionnaires du CAC 40, des 2.000 grandes entreprises, la confiscation de tous leurs biens ou avoirs, la dissolution de l'appareil répressif (policier et judiciaire) de l'Etat, de l'armée, de la Bourse, des médias de la réaction, des instituts de sondages, etc.

- Au format pdf (25 pages)

PREMIERE PARTIE

Coïncidence ?

LVOG - Je viens juste de m'équiper en achetant un récepteur Wifi multi carte Sim Huawei, et cela fonctionne à merveille, je vais gagner environ une heure par jour, 7 heures par semaine, 28 heures par mois, plus de 300 heures par an ! Cela m'a coûté 2600 roupies, 32 euros environ.

Et puis dorénavant je peux visualiser toutes les vidéos, donc je vais pouvoir être au plus près de la situation. J'en ai regardé une hier sur l'Acte XXIII à Paris, impressionnante la violence policière, harnachés comme ils sont, on voit immédiatement que Macron a mobilisé les forces de l'ordre pour aller à l'affrontement, rien que leur présence est une provocation.

- Huawei : forte croissance au premier trimestre 2019 - euronews 22 avril 2019

Carton plein pour Huawei. Dans un communiqué, le géant chinois des télécoms dévoile des chiffres de vente excellents.

Entre janvier et mars, il a vendu 59 millions de smartphones dans le monde. La firme a enregistré une hausse de 8% de ses bénéfices net. Autre chiffre important : Huawei a généré un chiffre d'affaires global de près de 27 milliards de dollars, en hausse de 39% par rapport à l'année précédente.

Huawei s'impose comme le numéro 2 mondial du smartphone devant Apple pour le troisième trimestre consécutif. Le Chinois ne compte pas s'arrêter là. Il espère voler la première place au coréen Samsung l'année prochaine.

Pour y arriver, Huawei veut surfer sur le développement du réseau 5G. Le groupe investit pour prendre le maximum de parts de marché. Selon la direction, des smartphones Huawei compatibles 5G seront disponibles l'année prochaine à des prix concurrentiels, 300 dollars l'appareil. euronews 22 avril 2019

Mais c'est pire que chez moi en Inde !

- Paris envahi par les rats, des bénévoles à la rescousse de la mairie du 17e - Franceinfo 15 avril 2019

Le rat est un important vecteur de maladies, notamment la dangereuse leptospirose. Il se reproduit très rapidement. Dans des conditions optimales une femelle qui est arrivée à maturité sexuelle à l'âge de quelques semaines peut susciter une descendance de 1000 individus par an. Chacun vivra environ 18 mois.

Se nourrissant de tout ce qu'il trouve, il prolifère dans les espaces riches en déchets alimentaires comme les décharges sauvages, les égouts, les locaux à poubelles mal entretenus, les sous sols de restaurants. On estime la population de rats dans la capitale à quatre millions d'individus, soit presque deux par habitant.

Pourtant tout le monde n'est pas d'accord pour lutter contre cette infestation. Lorsqu'en 2016 la mairie de Paris a lancé une grande campagne de dératisation, une pétition lancée par une défenseuse des animaux a recueilli plus de 26 000 signatures au cri de "Stoppez le génocide des rats". Elle réagit notamment à l'interdiction de nourrissage des pigeons qui profite indirectement aux rats. Franceinfo 15 avril 2019

LVOG - On ne s'était pas trompé en constatant que le niveau de conscience de la population évoluait plus lentement que le développement économique, mais on ignorait que l'écart entre les deux pouvait être de plusieurs siècles ! Voilà ce qui arrive quand les pigeons sont gavés, ils subissent une atrophie du cerveau ! Cela dit, en vivant en Inde depuis le début des années 90, cela fait près de 30 ans, date (1991) de l'accélération brutale et à marche forcée du développement économique, j'ai pu observer, en fait je constate quotidiennement à quel point les mentalités évoluent très lentement ou n'évoluent pas du tout. Je n'ai pas le temps de m'étendre sur ce sujet, et pas tellement envie pour être honnête parce qu'en subir les conséquences n'est pas une partie de plaisir mais plutôt un cauchemar !

Suite de l'article du 16 avril consacré aux gauchistes faussaires qui se sont entichés des Rothschild.

(Source : https://reseauinternational.net ; https://en.wikipedia.org ; https://www.investopedia.com)

Investopedia estime la richesse totale de la famille Rothschild à plus de 2 trillions (1000 milliards) de dollars en actifs et en avoirs, y compris certaines des plus anciennes sociétés vivantes du monde (Fawkes: si l'on s'en tient juste aux fortunes personnelles, on arrive déjà à 350 milliards) :

À plus de 2 trillions de dollars, la richesse déclarée de la famille est 5 fois plus élevée que la richesse combinée des 8 premiers milliardaires individuels au monde, ce qui signifie que la famille Rothschild à elle seule contrôle plus de richesses que peut-être trois quarts ou plus de la population totale du monde.

Et nous sommes encore très loin du compte car si l'on se réfère à Hongbing Song, chercheur en économie et ancien consultant pour les fonds de pension américains Freddie Mac et Fanny Mae :

« Les dynasties familiales les plus fortunées ne sont pas référencées dans le classement Forbes (The World's Billionaires List). Et pour cause… La fortune d'un Bill Gates (76 Milliards de Dollars US) ferait pâle figure comparée ne serait qu'aux actifs et avoir de la famille Rothschild (Amschel) qui fut estimée à 50 000 Milliards de Dollars US en 2012 (en comparaison, la même année, le PIB mondial fut évalué à 71 830 Dollars US).

LVOG - Cela me semble exagéré ou mérite de plus amples détails pour retenir cette estimation.

- En 2016, la famille Rothschild est une dynastie d'une richesse inimaginable qui parvient à la dissimuler en grande partie, sans jamais être publiquement reconnue comme la famille la plus riche et la plus influente au monde. En divisant leur capital et leurs avoirs parmi les nombreux membres de la famille, y compris de nombreux descendants et héritiers, il arrive que seulement un

membre de la famille apparaisse sur la liste des individus les plus riches du monde, mais la famille représente la plus grande fortune depuis toujours.

Commentaire d'un internaute

- "Il n'y a jamais de Rothschild ni de Rockefeller dans le classement, c'est un peu bizarre."

- "Forbes est propriété des Rockefeller."

LVOG - Fortune (AT&T - Time Warner - WarnerMedia) est également un magazine américain consacré à l'économie établissant un classement des grandes fortunes, racheté par Verizon à AOL en 2015 (Huffington Post, Neuf Cegetel, SFR). Parmi les principaux actionnaires on retrouve JPMorgan Chase et BlackRock Institutional Trust Company.

Investopedia coté en bourse est une référence en terme de données économiques.

- On Feb 26, 2019, Investopedia released it's 2019 Best Online Brokers Awards.[11] The awards featured 12 categories including Best Overall Online Brokers, Best Stock Trading Apps, Best for Options Trading, Best Brokers for Low Costs, and more.[12] (Source : Wikipédia en anglais)

Investopedia créé en 1999 (28 millions de visiteurs sur le Net) est propriété de IAC/InterActive Corp (NASDAQ-100) depuis 2013, 7000 salariés (2016), chiffre d'affaires de 4,65 milliards dollars (2016), possède une quarantaine d'entreprises. (en.wikipedia.org)

Vaut mieux avoir de la suite dans les idées.

Il y a déjà 10 ans ou plus, j'ai oublié, j'avais affirmé qu'un soulèvement révolutionnaire ou le déclenchement d'une révolution ne suivrait pas le schéma classique des deux derniers siècles compte tenu de l'évolution du capitalisme, des conditions des classes exploitées et opprimées, des rapports entre les classes, et qu'elle serait d'emblée politique en posant directement ou pratiquement immédiatement la question du pouvoir et de l'Etat, et c'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui en France et partout ailleurs dans le monde, qu'il s'agisse du RIC ou de "dégager le système" comme en Algérie par exemple.

Evidemment, puisque aucun parti ne partageait cette analyse de la situation, aucun ne pouvait y être préparé et y avoir préparé les travailleurs, c'est ce que chacun a pu constater depuis le 17 novembre 2018. Autant dire que leurs tactiques et stratégies ne pouvaient être qu'erronées, ce qui les conduisit à se marginaliser ou à se couper un peu plus des masses, alors qu'ils les justifièrent en expliquant qu'ils les avaient adoptées pour justement éviter de tomber dans ce travers.

Ils ont juste oublié que la concentration des richesses et du pouvoir politique par l'oligarchie financière devait se traduire non seulement par l'accroissement des inégalités sociales, mais par la radicalisation politique de la classe dominante la conduisant au refus catégorique de tout compromis social qui jusque là avait servi de vernis ou de caution démocratique au régime, de sorte qu'il allait apparaître ouvertement antidémocratique, despotique pour ne plus laisser place qu'à deux comportements possibles pour les exploités et les opprimés, subir et se soumettre en silence au sort qui leur avait été réservé ou s'y refuser et se dresser contre le régime, partant de là il était parfaitement prévisible que les deux attitudes se manifesteraient un jour ou l'autre, encore fallait-il se demander comment ou de quelle manière.

Nos dirigeants ont sous-estimé ou ignoré le tournant adopté par l'oligarchie financière sur le plan économique à l'échelle mondiale au début des années 70, qui allait rapidement se concrétiser sur le plan politique pour pouvoir poursuivre leur offensive généralisée contre le prolétariat, continuant d'entonner les mêmes discours jusqu'à nos jours, appelant la confrérie des opportunistes et traîtres à se mobiliser pour faire reculer le gouvernement et obtenir des concessions ou des réformes sociales, ne comprenant manifestement pas que cette période était révolue, ou que cette étape de la lutte des classes correspondait à un stade du développement du capitalisme mondial qui dorénavant appartenait définitivement au passé, et que c'était l'heure de l'affrontement direct ou violent entre les classes qui avait sonné et à laquelle il fallait préparer les travailleurs...

Déjà 25 ans plus tôt, ils n'avaient guère davantage compris que le stalinisme au faîte de sa gloire augurait des jours sombres pour la classe ouvrière, cela se traduisit rapidement par la dislocation de l'embryon de IVe Internationale ou ce qu'il en restait. Depuis l'avant-garde du mouvement ouvrier ne s'en est jamais remise. Peu leur importera, l'heure était à la reconstruction du capitalisme, pas seulement pour les capitalistes, mais aussi pour la social-démocratie et le stalinisme qui livrèrent le mouvement ouvrier à la réaction.

La capitulation de la social-démocratie ouvrit la voie à la Première Guerre mondiale du XXe siècle, le stalinisme ouvrit celle de la Seconde Guerre mondiale, et leur alliance contre-révolutionnaire préfigurait la suivante contre le prolétariat mondial à laquelle nous assistons en ce moment, signification politique à côté de laquelle nos dirigeants passèrent en cherchant sans cesse à leur faire jouer un rôle politique au côté des travailleurs, alors qu'ils étaient engagés au côté de la réaction. Bien que les masses aient rompu ou se soient détournés de la social-démocratie et des staliniens, ils continuent de tenir le même discours en voulant

les associer à une issue politique, c'est là qu'on s'aperçoit qu'on est en présence de partis ouvriers bureaucratiques privilégiant les rapports entre appareils, au lieu de s'en tenir aux rapports que le parti devait tisser avec les travailleurs.

Et il en est de même avec les syndicats contrôlés par les staliniens et la social-démocratie ou des dirigeants qui partagent leur idéologie depuis 1945, à ceci près qu'au cours de la période politique ouverte depuis le 17 novembre 2018 les syndicats vont être amenés à jouer un rôle déterminant dans l'offensive de la classe ouvrière pour abattre le régime, parce qu'ils sont le seul cadre organisé dans lequel les travailleurs peuvent se rassembler sur une ligne politique de rupture avec les institutions de la Ve République et au-delà avec le capitalisme, ce n'est pas le moindre des paradoxes de la situation actuelle mais s'explique très bien par le fait que les syndicats n'organisent que des travailleurs contrairement aux Gilets Jaunes, autrement dit les travailleurs pourraient réinvestir les syndicats ou les soutenir sur la base des principes qui ont été à l'origine de leur création, le combat pour l'émancipation du capital, donc de ses institutions politiques, submergeant ou balayant sociaux-démocrates et staliniens. Quant au mouvement initié par les Gilets Jaunes il pourrait emprunter la même voie une fois purgée de ses éléments de droite ou d'extrême droite. Et c'est seulement une fois les deux processus parvenus à maturité que l'affrontement direct entre les masses et le régime pourrait intervenir. Son issue dépendra de la capacité de l'avant-garde du mouvement ouvrier à exprimer consciemment ce processus et à y participer, période particulièrement favorable à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. A suivre.

Opportunisme et gauchisme.

Lu dans un article.

- "*Qu'est-ce que ça veut dire être autonome dans sa vie ? Il y a tout de suite un sens économique à l'autonomie, essayer d'être le plus indépendant possible économiquement, de sorte que l'on puisse construire sa vie, organiser sa vie librement, après j'explore aussi l'autonomie spirituelle, intellectuelle, moral.*"

LVOG - Il y en a qui naïvement rêvent de gravir les échelons de l'échelle sociale pour obtenir un statut supérieur, devenir chef d'entreprise, riche et considéré, respecté ou puissant, appartenir aux classes supérieures ou partager leur mode de vie est leur seul idéal. Pour ceux qui sont de droite et l'assument, cela ne posera aucun problème de conscience puisqu'ils sont prêts à tout sacrifier pour y parvenir, y compris leur dignité. Quant à ceux qui se prétendent de gauche, leur bonne conscience servira à justifier tous leurs reniements idéologiques

L'autonomie n'est pas donnée à tout le monde, c'est une quête ou un idéal de petits-bourgeois individualistes de gauche ou d'extrême gauche sans conscience de classe, qui rêvent parce qu'ils en auraient les moyens de s'affranchir de certaines contraintes ou conséquences néfastes liées à la survie du capitalisme, pendant que l'immense majorité continueraient de les subir. Voilà pour la véritable nature de leur engagement politique qui est étrangère au socialisme quelle que soit l'étiquette qu'ils arborent.

- Faut-il avoir peur des black blocs ? comptoir.org 9 avril 2019

Extraits.

Le hasard a voulu que « Les black blocs », ouvrage de référence sur le sujet écrit par Francis Dupuis-Déri, soit réédité en France au moment même où le mouvement des Gilets jaunes, auxquels des militants « d'ultra-gauche » vêtus de noir et cagoulés participent désormais régulièrement, bat son plein. (Quel heureux "*hasard*" pour Macron ! - LVOG) Ces militants n'ont pas bonne presse : des sommets de l'État jusqu'aux organisations de la gauche institutionnelle en passant par les manifestants non-violents, ils font l'objet d'une réprobation quasi-unanime. « Violents », « vandales », « sauvages », « terroristes », ils discréditeraient les mouvements auxquels ils participent aux yeux de l'opinion publique et contribueraient à légitimer leur répression. Vraiment ? (Ils ont oublié provocateurs, rôle habituellement dévolu à des agents du régime, policiers ou barbouzes, ainsi que d'autres acteurs issus d'officines où sont présents des éléments infiltrés des services de renseignement, qui servent à instrumentaliser leurs membres ou les incitent à passer à l'action à un moment déterminé. - LVOG)

- "Des hommes en noir des cortèges de tête."

LVOG - Hors cortèges, venus uniquement pour provoquer les forces de police qui répliqueront en gazant et matraquant les manifestants sans distinction.

L'argumentation de ses supporters des black blocs repose sur un déni. Ils refusent d'admettre que le recours à des provocations et des violences, des destructions lors de manifestations est contre-productif dès lors que la majorité ne les soutiennent pas ou n'y participent pas, et servent les intérêts du gouvernement.

Ils expliquent que, parce que l'Etat fait preuve de violence envers les travailleurs en leur imposant des conditions de vie indigne, il serait légitime qu'ils recourent à la violence contre l'Etat en n'importe quelle circonstance, donc sans tenir compte de l'attitude

des travailleurs, qui eux ne se livrent pas à des violences contre l'Etat ou les condamnent. Selon eux, il ne faudrait pas tenir compte de l'état d'esprit de la majorité des travailleurs, autrement dit, ils tentent de se substituer à eux ou agissent en dehors du cadre du mouvement ouvrier organisé et ils s'en excluent eux-mêmes. C'est le créneau classique des anarchistes et des gauchistes, les idiots utiles du régime.

Leur méthode consistent à adopter "*des formes de militantisme plus discrètes, visant justement à transformer en profondeur les rapports sociaux (ZAD, habitats partagés, remise en cause des relations hiérarchiques sous toutes leurs formes, etc.)*", actions qui ne modifieront en rien les rapports sociaux établis entre les classes comme chacun peut le constate et n'y contribueront pas non plus.

On retrouve ici la même méthode employée par ceux qui s'attaquent aux préjugés archaïques des masses et voudraient leur imposer d'autres rapports sociaux au sein de la société, sans que ne soient modifiés les rapports existant entre les classes qui en sont à l'origine, et qui se déclinent sous la forme de dominants à dominés, rapports qui ne pourront être inversés que par un soulèvement révolutionnaire des masses menant au renversement de l'ordre établi...

On peut observer que cette méthode conduit à un affrontement entre une minorité et la majorité des exploités qui devraient s'y soumettre, rapport, qui vous l'aurez remarqué, reproduit fidèlement celui existant entre les classes, et s'il leur sert de modèle, c'est parce qu'ils n'entendent pas le changer, comment pourrait-il en être autrement à partir d'une infime minorité.

Ce qu'ils appellent une "tactique" est obsolète depuis les révolutions de 1848 et 1871 en France, et qui plus est de 1905 et 1917 en Russie. Voilà des gens qui n'ont tiré aucun enseignement de la lutte des classes depuis un siècle et demi. Finalement ce sont des individualistes hystériques, là encore c'est à la mode, qui entendent se faire justice eux-mêmes en ignorant le reste de la société, à commencer par la classe ouvrière.

Une analyse toujours valable un siècle plus tard.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine 1916

- ...le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus "large" et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple "tonte des coupons". (Les principales puissances occidentales, plus la Russie et la Chine de nos jours. - LVOG) (...)

On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. (De nos jours, et cela depuis très longtemps, il ne s'agit plus seulement d'une "*couche d'ouvriers*" mais de la majorité des travailleurs, ce qui évidemment complique notre combat. Certes, s'ils se sont embourgeoisés, il n'en demeure pas moins que leur sort relève de plus en plus souvent de la roulette russe, et que ce cauchemar associé à la décomposition accélérée de la société qu'ils supportent de moins en moins, constituent de puissants facteurs de rejet du capitalisme et ses institutions. Il faudra encore faire preuve d'un peu de patience avant qu'ils passent à l'action. - LVOG) Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux cotés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards". (Les différents lignes de fractures au sein des Gilets Jaunes témoignent si nécessaire que la guerre civile est inévitable, sans parler de l'attitude purement répressive du pouvoir qui en est déjà l'expression. - LVOG)

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. (C'est ce que je me suis employé à expliquer plus haut. L'origine de la dégénérescence de la social-démocratie ainsi que le stalinisme, leur idéologie était avant tout économique et liée au capitalisme mondial dont ils sont devenus les agents ou porte-parole... - LVOG)

Une analyse de la situation mondiale.

- La stratégie du chaos dirigé par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 16 avril 2019

Extrait. Comme un rouleau compresseur, les États-Unis et l'Otan étendent au monde la stratégie Rumsfeld/Cebrowski de

destruction des structures étatiques des pays non-intégré à la globalisation économique. Pour ce faire, ils utilisent les Européens auxquels ils font croire à une prétendue « menace russe ». Ce faisant, ils encourent le risque de provoquer une guerre générale.

Manlio Dinucci - Le président roumain, Klaus Iohannis, déclare ouvertes les manœuvres de l'Otan « Bouclier de la mer 2019 ».

Tous contre tous : c'est l'image médiatique du chaos qui fait tâche d'huile sur la rive sud de la Méditerranée, de la Libye à la Syrie. Situation devant laquelle même Washington semble impuissant. En réalité Washington n'est pas l'apprenti sorcier incapable de contrôler les forces mises en mouvement. C'est le centre moteur d'une stratégie —celle du chaos— qui, en démolissant des États entiers, provoque une réaction en chaîne de conflits à utiliser selon l'antique méthode du « diviser pour régner ».

Sortis vainqueurs de la Guerre froide en 1991, les USA se sont auto-proclamés « le seul État avec une force, une portée et une influence en toute dimension —politique, économique et militaire— réellement mondiales », se proposant d' « empêcher qu'une quelconque puissance hostile ne domine une région —l'Europe Occidentale, l'Asie Orientale, le territoire de l'ex-Union Soviétique et l'Asie Sud-Occidentale (le Moyen-Orient)— dont les ressources suffiraient à générer une puissance mondiale ».

Depuis lors les États-Unis et l'Otan sous leur commandement ont fragmenté ou démoli par la guerre, un à un, les États considérés comme un obstacle au plan de domination mondiale —Irak, Yougoslavie, Afghanistan, Libye, Syrie et autres— tandis que d'autres encore (parmi lesquels l'Iran et le Venezuela) sont dans le viseur.

Entre dans la même stratégie le coup d'État en Ukraine sous conduite des USA et de l'Otan, afin de provoquer en Europe une nouvelle Guerre froide pour isoler la Russie et renforcer l'influence des États-Unis en Europe.

Pendant qu'on concentre l'attention politico-médiatique sur le conflit en Libye, on laisse dans l'ombre le scénario de plus en plus menaçant de l'escalade de l'Otan contre la Russie. Réseau Voltaire 16 avril 2019

Sur l'Union européenne.

L'Union européenne, c'est le régime supranational-socialiste.

- Un citoyen de l'Union européenne sur six était en situation de pauvreté en 2017, selon l'Insee - franceinfo 16.04

Premier enseignement de cette étude : elle précise les fortes disparités à l'intérieur de l'Union européenne. En effet, le niveau de vie moyen annuel est de 3 060 euros en Roumanie, contre 41 560 au Luxembourg. La France se situe un peu au-dessus de la moyenne européenne (située à près de 20 000 euros), avec 25 610 euros annuel par habitant.

Ces disparités se constatent également si on observe la pauvreté monétaire, qui correspond aux habitants dont les revenus sont inférieurs à 60% du revenu médian de leur pays. Cela concerne 17,3% de la population européenne (soit 87 millions de personnes) mais les chiffres font le grand écart : de 9,7% de Tchèques touchés, on passe à 25,3% en Roumanie. La France se classe en 6e position des taux les plus bas. En revanche, il est possible de retrouver une pauvreté monétaire conséquente dans des pays au niveau de vie élevé, comme au Luxembourg par exemple.

Si la mesure de la pauvreté monétaire permet de constater de fortes différences entre pays de l'UE, "l'amplitude des écarts entre les taux de pauvreté monétaire est bien inférieure à celle observée pour les taux de privation matérielle et sociale", précise cependant l'Insee. La privation matérielle et sociale est évaluée via un questionnaire et mesure la part de la population qui ne parvient pas à couvrir certaines dépenses (loyer, factures, chauffage, vacances...).

L'écart est frappant : seuls 3% de la population suédoise sont touchés contre 50% en Roumanie. Plus généralement, cette privation est plus fréquente dans les pays les moins aisés. Ainsi, on peut distinguer une fracture géographique au sein de l'UE : "Le taux de privation matérielle et sociale de l'Europe du Nord et de l'Ouest est inférieur de moitié à celui de l'Europe du Sud et de l'Est", écrivent Julien Blasco et François Gleizes dans leur étude. Par exemple, 37,5% des citoyens européens affirment ne pas pouvoir faire face à une dépense inattendue, contre 31,9% dans l'Europe de l'Ouest et du Nord et 44,2% dans l'Europe du Sud et de l'Est.

En effet, beaucoup de pays ont vu leurs taux de pauvreté augmenter entre 2007 et 2012, du fait de la crise économique. De la même manière, alors que le taux de privation matérielle est reparti à la baisse en 2013 dans un grand nombre de pays, ils ont été nombreux à voir leur pauvreté monétaire augmenter jusqu'en 2016.

Dans la majorité des pays de l'UE, on constate que "les populations exposées à l'un ou l'autre type de pauvreté sont relativement similaires du point de vue du statut d'activité, de la profession et de la configuration familiale". Ainsi, les familles monoparentales ont trois fois plus de chances d'être touchées par la pauvreté et les chômeurs quatre fois plus. De la même manière, les indépendants et les agriculteurs sont plus sujets à la pauvreté monétaire qu'à la privation matérielle et sociale.

Les 16-24 ans sont eux plus exposés à la pauvreté monétaire. De la même manière, les personnes touchées par la privation matérielle et sociale ont "un niveau de vie bien inférieur à celui du reste de la population".

L'étude réalisée par Julien Blasco et François Gleizes permet aussi d'avoir une idée plus fine de la notion de pauvreté dans chaque pays. En effet, elle révèle que, selon la définition de pauvreté retenue, les résultats peuvent différer. Concrètement, cela signifie qu'une partie de la population européenne peut gagner plus de 60% du revenu médian et ne pas pouvoir se payer une semaine de vacances par an hors de son domicile. Ainsi, en Estonie la pauvreté monétaire est beaucoup plus élevée que la privation sociale et matérielle alors que c'est l'inverse en République Tchèque. Au sein même d'un pays, on peut retrouver ces divergences. Par exemple, les retraités en France ont le taux de pauvreté monétaire le plus bas d'Europe du Nord et de l'Ouest mais la plus forte privation matérielle et sociale. Généralement, "la part de personnes en situation de privation matérielle et sociale semble être largement déterminée par la richesse du pays", affirme l'étude.

"Au sein d'un même pays, les populations pauvres définies par ces deux indicateurs ne se recoupent que partiellement", explique également l'Insee. Cependant, certains citoyens européens cumulent ces deux handicaps : ils sont 5,5% en France, 10% en Finlande et un peu plus de 33% en Roumanie. franceinfo 16.04

LVOG - Ceci explique cela, n'est-ce pas ? Quoi ? Vous savez très bien de quoi il s'agit.

- Élections européennes : Juncker promet de lutter contre la désinformation - L'Express.fr 23.04

Le président de la Commission européenne "répondra" aux pays qui travestissent la réalité de l'UE. La Hongrie, en conflit latent avec Jean-Claude Juncker, semble visée. L'Express.fr 23.04

Comme prévu, ils relances le traité de libre échange USA-UE (TTIP)

- Commerce: Feu vert des membres de l'UE aux négociations avec les USA -

Les Etats membres de l'Union européenne ont donné leur accord définitif à l'ouverture de négociations commerciales avec les Etats-Unis, malgré l'opposition de la France à cette initiative.

Les gouvernements européens ont voté lundi à une écrasante majorité en faveur du mandat de négociations proposé par la Commission européenne. Seule la France a voté contre, tandis que la Belgique s'est abstenue.

La commissaire au Commerce, Cecilia Malmström, s'est dite convaincue de pouvoir parvenir à un accord avec Washington avant la fin du mandat du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, le 31 octobre prochain.

Elle doit prendre contact avec le représentant américain au Commerce Robert Lighthizer.

"Je pense que cela peut aller assez vite. Nous sommes absolument déterminés à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour terminer (les négociations) pendant la Commission Juncker", a-t-elle déclaré.

Les Etats-Unis sont les premiers partenaires commerciaux de l'Union européenne et inversement. Les échanges entre les deux entités représentent 30% du commerce mondial.

Selon des diplomates, l'Allemagne est à l'inverse pressée de voir les négociations démarrer pour tenter de mettre ses constructeurs automobiles à l'abri d'une hausse des droits de douane aux Etats-Unis, dont Donald Trump a plusieurs fois brandi la menace. Reuters 15 avril 2019

Quand l'oligarchie anglo-saxonne dicte sa loi au monde entier.

- De nouvelles sanctions américaines contre La Havane - Reuters 18 avril 2019

Le conseiller américain à la sécurité nationale, John Bolton, a dévoilé mercredi un nouvelle série de sanctions visant Cuba. Reuters 18 avril 2019

- Syrie : l'oncle de Bachar al-Assad va être jugé en France - Le Parisien 18 avril 2019

- Pétrole iranien : la Turquie et la Chine déplorent le retour des sanctions - euronews 23.04

LVOG - La réaction de l'Inde dépendra du résultat des élections générales qui ont lieu en ce moment, qui sera connu le 23 mai.

DEUXIEME PARTIE

Qui a dit ?

- Je suis "*sidéré*" devant un "*immense malheur*". "*La cathédrale de Notre-Dame incarne quelque chose de l'avancée multiséculaire de l'esprit humain (...) Notre-Dame c'était le lieu où les Français se sont retrouvés en toute circonstance quelle que soit leur foi (...) Ce bâtiment est un membre de notre famille à tous*"

Réponse d'un bénitier en famille (LREM, LR, PS, RN, etc.) : Jean-Luc Mélenchon.

LVOG - La nostalgie de l'esclavagisme féodal ou monarchique valait bien l'union nationale, l'occasion était trop belle pour que cet illusionniste la loupe ! Travailleurs, camarades, votez LFI si vous croyez aux miracles !

Macron a loupé sa vocation.

- Jean-Louis Georgelin, un général pour "reconstruire" Notre-Dame - AFP 18 avril 2019

Nommé mercredi "Monsieur reconstruction" de la cathédrale Notre-Dame, le général d'armée (cinq étoiles) Jean-Louis Georgelin, 70 ans... AFP 18 avril 2019

Ne vous excusez pas, LREM et RN sont compatibles, voilà tout.

- Loiseau, sur une liste d'extrême droite dans sa jeunesse, n'a "pas perçu" sa couleur politique - AFP 23.04

LVOG - Vous comprenez comment on peut se retrouver un jour avec un gouvernement d'extrême droite...

La France, un pays en guerre dans l'indifférence générale.

- La France et les Émirats bombardent la Libye - Réseau Voltaire 19 avril 2019

Des drones français et des avions émiratis bombardent, depuis le 4 avril 2019, les forces du Gouvernement d'union nationale libyen de Fayez el-Sarraj (soutenues par les Nations unies).

La France est prétendument neutre en Libye et œuvre à réconcilier les différentes parties,… quoique ses forces spéciales appuient le général Khalifa Haftar.

Officiellement, la France n'a pas de drones armés. Cependant, elle a acheté, en 2013 aux États-Unis, 16 drones MQ-9 Reaper. Elles les a armés, en début d'année, en signant un accord avec General Atomics pour des missiles AGM-114 Hellfire.

De leur côté, les Émirats arabes unis ont installé une base à al-Khadim où, selon Jane's qu'ils ont armé de six IOMAX AT-802i BPA états-uniens, deux drones chinois CAIG Wing Loong, et deux hélicoptères états-uniens UH-60 Black Hawk.

Il semble que ce soient les Émirats qui ont bombardé Wadi al-Rabi'a et Tajoura. Réseau Voltaire 19 avril 2019

- Des armes françaises sont bien utilisées au Yémen, selon une note "confidentiel Défense" - Franceinfo 15 avril 2019

"Je n'ai pas connaissance du fait que des armes [françaises] soient utilisées directement au Yémen", affirmait la ministre des Armées, Florence Parly le 20 janvier 2019, sur France Inter. Et pourtant : elles sont présentes sur terre, sur mer et dans les airs, si l'on en croit un rapport de 15 pages classé "confidentiel Défense" de la Direction du renseignement militaire (DRM), daté du 25 septembre 2018, révélé par Disclose et la cellule investigation de Radio France.

Ce document précise que des armes françaises vendues à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, sont bien utilisées dans la guerre que mènent les deux pays au Yémen, contre les rebelles houthis, une minorité chiite soutenue par l'Iran.

Chars Leclerc, obus flèche, Mirage 2000-9, radar Cobra, blindés Aravis, hélicoptères Cougar et Dauphin, frégates de classe

Makkah, corvette lance-missiles de classe Baynunah ou canons Caesar : dans cette note, le renseignement militaire français établit une liste détaillée de l'armement fourni aux Saoudiens et aux Émiriens qui serait impliqué dans le conflit.

Ce document confidentiel intitulé "Yémen - Situation sécuritaire" a été transmis au chef de l'État, Emmanuel Macron, à Matignon, mais aussi à la ministre des Armées, Florence Parly, et au ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, lors du conseil de défense restreint consacré à la guerre au Yémen, qui s'est tenu le 3 octobre 2018, à l'Élysée.

Il vient contredire la version des autorités françaises d'une situation "sous contrôle" et d'une utilisation uniquement "défensive" de l'armement français au Yémen.

Depuis le début de la guerre, une batterie de canons Caesar est déployée le long de la frontière saoudo-yéménite. Fabriqué à Roanne (Loire) par l'entreprise Nexter, détenue à 100% par l'État français, le canon Caesar, monté sur un châssis de camion, peut tirer six obus par minute, dans un rayon de 42 kilomètres. La Direction du renseignement militaire précise que ces canons déployés le long de la frontière avec le Yémen sont au nombre de "48", ajoutant qu'ils "appuient les troupes loyalistes, épaulées par les forces armées saoudienne, dans leur progression en territoire yéménite". Autrement dit : les tirs de canons français ouvrent la voie pour les blindés et les chars déployés au Yémen.

Donc pas uniquement dans le cadre d'une action défensive.

S'appuyant sur une carte baptisée "Population sous la menace des bombes", le renseignement militaire français estime par ailleurs que "436 370 personnes" sont "potentiellement concernée par de possibles frappes d'artillerie." Y compris donc par les tirs de canons français.

Bien qu'étant informé de ces risques, l'État français poursuit ses livraisons. Ainsi, 147 canons devraient être expédiés vers le royaume saoudien d'ici 2023. Disclose a remonté la piste d'une de ces livraisons expédiée en septembre 2018 : 10 canons Caesar chargés depuis le site de production de Nexter à Roanne (Loire). Direction : Le Havre. Avant d'être embarqués dans les cales du Bahri Jazan, un cargo de la compagnie saoudienne Bahri. Le navire lève l'ancre le 24 septembre 2018, puis arrive à destination 19 jours plus tard, dans le port de Jeddah, en Arabie saoudite.

Par ailleurs, toujours selon nos informations, un contrat secret baptisé ARTIS, signé en décembre 2018, par Nexter avec l'Arabie saoudite, prévoit la livraison de véhicules blindés Titus (la dernière génération des blindés Nexter), mais aussi de canons tractés 105LG.

Ces informations contredisent là encore la version officielle des autorités françaises. Interrogée le 20 janvier 2019 sur France Inter, Florence Parly affirmait : "Nous n'avons récemment vendu aucune arme qui puisse être utilisée dans le cadre du conflit yéménite." Après avoir dit trois mois auparavant le 30 octobre 2018, sur BFM TV : "Nous n'avons pas de négociations avec l'Arabie saoudite."

L'équipement français fourni à la coalition engagée au Yémen ne s'arrête pas là. Il concerne aussi les chars de combat. "À ma connaissance, les équipements terrestres vendus à l'Arabie saoudite sont utilisés non pas à des fins offensives mais à des fins défensives, à la frontière entre le Yémen et l'Arabie saoudite", expliquait la ministre des Armées, le 4 juillet 2018, devant la Commission de la Défense nationale.

La note de la Direction du renseignement militaire datée du 25 septembre 2018 indique pourtant, là encore, que le char Leclerc, vendu dans les années 90 aux Émirats arabes unis, est bien utilisé sur le champ de bataille au Yémen.

Pour le comprendre, il faut entrer dans le détail de cette note de 15 pages. Si la DRM écrit qu'"aucun élément ne permet de conclure à la présence de matériel français sur les fronts actifs" du conflit, elle précise plus loin que de l'armement français se retrouve bien dans certaines zones de cette guerre.

Selon le renseignement militaire, 70 chars de combat Leclerc sont ainsi mobilisés dans le cadre d'un "engagement principalement défensif". "Dans le cadre des opérations loyalistes et de la coalition vers la ville portuaire d'al-Hudaydah, les Leclerc émiriens ne sont pas observés en première ligne", peut-on lire. Mais le document ajoute cette précision d'importance : "Ils sont néanmoins déployés sur l'emprise d'al-Khawkhah, à 115 kilomètres d'al-Hudaydah."

Sur une carte intitulée "Matériels terrestres de la coalition au Yémen", la DRM identifie quatre zones du Yémen où des chars français sont présents : à al-Khawkhah et Mocha, deux localités le long de la Mer rouge, ainsi qu'à Ma'rib, à l'intérieur du pays, et à Aden ; dans ces deux derniers cas, la DRM se fait plus prudente en notant : "Leclerc possible".

Dans un tableau récapitulatif, le renseignement militaire français écrit au sujet de ces chars Leclerc ont pu être observés "au Yémen et déployé en position défensive", ou pour certains "en attente de déploiement au Yémen".

D’après les recherches effectuées par Disclose à partir d’images tournées sur les lignes de front, puis recoupées par des vues satellites, les chars Leclerc ont participé à plusieurs grandes offensives de la coalition, à l’image de l’assaut qui s’est déroulé entre juin et décembre 2018 sur la côte ouest. En novembre 2018, les chars français sont au cœur de la bataille d’Al-Hodeïda qui a fait 55 victimes civiles, selon l’Acled.

Quant aux munitions, "les [chars] Leclerc n’emploieraient que des munitions françaises, les munitions chinoises n’ayant pas été qualifiées", estime le renseignement français : des "obus flèches et [des] obus explosifs." "La maintenance des véhicules émiriens, dont les Leclerc, est réalisée, après rapatriement par mer, aux EAU [Émirats arabes unis]", précise encore la note.

Le renseignement français reconnait aussi ses limites. À plusieurs reprises, la DRM admet qu’elle ne dispose d’"aucune information sur [l’]emploi au Yémen ou à la frontière saoudo-yéménite" de "mortier de 120 mm" ou de "missile[s] antichar Milan 3" de fabrication française. Dans un passage consacré aux "unités blindées mécanisées appuyées par l’artillerie", la DRM écrit qu’elle n’est "pas en mesure d’évaluer de manière précise le dispositif saoudien actuel à la frontière, du fait d’un manque de capteurs dans la zone."

Un système de guidage laser français

Dans cette guerre, ce sont les attaques aériennes qui sont les plus meurtrières. "Ryad conduit depuis mars 2015 une campagne de frappes aériennes massive et continue contre les territoires tenus par la rébellion houthie au Yémen : elle réalise en moyenne 120 sorties aériennes quotidiennes", écrivent les analystes du renseignement militaire français. Depuis 2015, la coalition aurait "réalisé environ 24 000 frappes, dont 6 000 au cours de l’année 2018", précise la DRM.

"Nous ne fournissons rien à l’armée de l’air saoudienne. Il vaut mieux que les choses soient dites de manière définitive pour éviter qu’il y ait de la répétition sur le sujet", affirmait le ministre de l’Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, devant la commission des Affaires étrangères de l’Assemblée nationale, le 13 février 2019.

Pourtant, quatre mois plus tôt, la note de la DRM, adressée notamment au cabinet du ministre, précise que certains avions de chasse saoudiens sont bien équipés du dernier cri de la technologie française en matière de guidage laser : le pod Damoclès, fabriqué par Thales. Fixé sous les avions de combat, ce dispositif permet aux pilotes de guider tous les types de missiles, y compris le missile américain Raytheon qui, selon une enquête de la chaîne CNN, a tué 12 enfants et trois adultes yéménites, le 20 septembre 2016, dans le district d’Al-Mutama, dans le nord du Yémen.

Cette technologie française figure dans un tableau de la DRM intitulé : "Principaux matériels saoudiens engagés dans le cadre du conflit yéménite", même si le document nuance plus loin : "pourrait être employé au Yémen".

Les pods Damoclès équipent aussi des avions de combat émiriens vendus par la France, comme le Mirage 2000-9 au sujet duquel la DRM n’a aucun doute : il "opère au Yémen" (sans préciser avec quel missile) depuis une base militaire, en Erythrée.

Des éléments confirmés par un rapport britannique de la Chambre des communes qui a enquêté sur les licences d’exportation de composants de pods Damoclès à destination de l’Arabie saoudite et des Émirats arabes unis.

Mais la liste ne s’arrête pas là. L’hélicoptère de transport d’assaut AS-532 A2 Cougar chargé du transport des troupes saoudiennes fait également partie du matériel militaire français utilisé au Yémen, tout comme l’avion ravitailleur A 330 MRTT, capable de ravitailler en kérosène plusieurs chasseurs de la coalition en même temps.

"C’est la priorité de la France que la situation humanitaire s’améliore et que l’aide humanitaire puisse passer", déclarait la ministre des Armées, Florence Parly, le 30 octobre 2018, sur BFM TV.

Pourtant, là encore si l’on en croit la note, deux navires de fabrication française "participe[nt] au blocus naval" de la coalition. Ce qui empêche l’aide humanitaire de nourrir et de soigner 20 millions de Yéménites. Selon le document, la frégate saoudienne de classe Makkah (Naval Group) et la corvette lance-missiles émiratie de classe Baynunah (Constructions Mécaniques de Normandie, CMN), participent à ce blocus. La corvette Baynunah appuierait même "des opérations terrestres menées sur le littoral yéménite", précise le renseignement militaire. Autrement dit : des bombardements sur la côte.

Une troisième frégate al-Madinah de fabrication française a également participé à ce blocus, estime la DRM, avant d’être la cible d’une attaque des rebelles houthis, en janvier 2017.

Officiellement, les navires saoudiens et émiratis font respecter l’embargo de l’ONU sur les armes à destination des Houthis en inspectant les chargements suspects. Mais tout porte à croire qu’ils bloquent l’accès à la nourriture, au carburant et aux médicaments, dans ce qui peut s’apparenter à une véritable stratégie militaire.

Une situation qui peut constituer "un crime de guerre" selon le groupe d’experts des Nations unies qui a enquêté sur place. "Le

risque juridique existe, c'est clair et net", affirmait en février 2019 le président de ce groupe d'experts, Kamel Jendoubi, à la cellule investigation de Radio France.

Interrogé sur le sujet en janvier 2019, Naval Group nous précisait qu'en tant qu'industriel son action s'inscrit dans le strict cadre de la règlementation française en matière de vente d'armes à l'exportation.

Fin 2017, les Émirats arabes unis ont acquis deux corvettes françaises Godwind 2500. "Ce contrat vient consolider notre relation en matière navale et compléter une coopération très forte ces dernières années sur toutes les armes", déclarait le président français, Emmanuel Macron, lors de sa visite officielle à Abou Dabi, le 9 novembre 2017.

Depuis 2014, la France est signataire du Traité sur le commerce des armes (TCA) qui contraint le gouvernement français à "n'autoriser aucun transfert d'armes" dès lors que celles-ci pourraient servir à commettre "des attaques contre les civils ou des biens de caractère civil (…) ou d'autres crimes de guerre". "Nous sommes complètement fidèles dans les ventes d'armes au traité du commerce international des armes que nous respectons totalement", affirmait le ministre de l'Europe et des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, devant la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 13 février 2019.

La note de la Direction du renseignement militaire fissure désormais cette version officielle.

Après avoir contacté la présidence de la République, Matignon, le ministère des Armées ainsi que le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, nous avons reçu une réponse du cabinet du Premier ministre "au titre de la CIEEMG [Commission interministérielle pour l'exportation du matériel de guerre] placée auprès de Matignon". Le cabinet du Premier ministre, Edouard Philippe, explique que les "exportations de matériels militaires" avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis "ne se sont pas interrompues en bloc après 2015, mais [que] leur autorisation au cas par cas fait naturellement l'objet d'une vigilance renforcée."

Matignon précise que "la coalition arabe lutte aussi contre Daech et al-Qaïda dans la Péninsule arabique, qui sont présents au Yémen et qui représentent une menace pour notre propre sécurité" et que "des actions offensives sont régulièrement menées depuis le Yémen vers le territoire de nos partenaires de la région."

"Les risques pour les populations civiles sont évidemment en tête des critères d'examen pris en compte [dans l'exportation de matériel de guerre]", ajoute le cabinet du Premier ministre, insistant sur "l'importance que les armées [françaises] accordent au droit international humanitaire dans la conduite de nos opérations. Ce sont des exigences que nous faisons valoir auprès de nos partenaires émiriens et saoudiens, auxquels incombent la responsabilité de les respecter."

"À notre connaissance, les armes françaises dont disposent les membres de la coalition sont placées pour l'essentiel en position défensive, à l'extérieur du territoire yéménite ou sur des emprises de la coalition, mais pas sur la ligne de front, conclut Matignon. Nous n'avons pas connaissance de victimes civiles résultant de leur utilisation sur le théâtre yéménite."

L'enquête de Disclose est publiée sur le site Made in France. Disclose est un média d'investigation à but non lucratif dont la cellule investigation de Radio France est partenaire. Franceinfo 15 avril 2019

- Les États-Unis et la France sont co-responsables de la famine au Yémen - Réseau Voltaire 16 avril 2019

Une note du Renseignement militaire français, datée d'octobre 2018, atteste que des armes françaises sont très largement utilisées par l'Arabie saoudite contre le Yémen. Il s'agit de « chars Leclerc, obus flèche, Mirage 2000-9, radar Cobra, blindés Aravis, hélicoptères Cougar et Dauphin, canons Caesar… ».

Les cartes de cette note ont été présentées au président Emmanuel Macron lors d'un conseil restreint de Défense à l'Élysée, le 3 octobre 2018.

Ce document, révélé par Disclose le 15 mars 2019, s'ajoute aux révélation du Figaro qui, le 16 juin 2018, avait confirmé la présence des Forces spéciales françaises aux côtés de l'armée saoudienne, lors de la bataille d'Hodeïda.

Le gouvernement français persiste pourtant à prétendre que ses armes et ses troupes ne participent pas aux opérations offensives, mais se trouvent uniquement en position défensive à la frontière saoudienne.

Aux États-Unis, le représentant démocrate Bernie Sanders est parvenu, le 13 mars 2019, à faire voter par sa chambre un texte de loi interdisant toute participation de son pays dans la guerre au Yémen. Ce texte, qui avait déjà été adopté dans les mêmes termes par le Sénat avant les élections de mi-mandat, devrait être confirmé par le nouveau Sénat. La Maison-Blanche a annoncé que le président Trump y opposera son veto.

La stratégie choisie par l'état-major commun israélo-saoudien (auquel les Émirats arabes unis, les États-Unis et la France sont associés) prévoit désormais de vaincre en affamant la population yémenite.

Au moins un tiers des cibles de cette coalition sont civiles et non pas militaires. Ces attaques, conduites par Riyad, ont déjà provoqué la mort par la faim d'au moins 50 000 enfants. Réseau Voltaire 16 avril 2019

Quand voter est devenu le devoir du condamné.

- "*Je suis venue faire mon devoir en votant*"

(Pavlina Gosheva, 53 ans, infirmière à Skopje en Macédoine du Nord.)

Après un ex-cow-boy, un clown, un acteur de téléréalité, un produit de marketing : Un comédien...

- Comédie à l'ukrainienne - Le Parisien 23.04

Cela pourrait ressembler à une farce, mais ce n'est pas le cas. Les Ukrainiens ont bel et bien élu comme président un comédien. Le Parisien 23.04

- Ukraine : le comédien Zelensky élu président avec 73% des voix L'Express.fr 21.04

Le comédien novice en politique Volodymyr Zelensky a remporté ce dimanche une victoire écrasante à la présidentielle en Ukraine face au président sortant Petro Porochenko, reflétant l'ampleur de la défiance des électeurs à l'égard du pouvoir en place, selon un sondage sortie des urnes.

L'humoriste de 41 ans a obtenu 73,2% des suffrages au second tour de la présidentielle contre 25,3% pour son rival de 53 ans, selon ce sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote par le consortium "Exit Poll National" réunissant trois instituts. L'Express. fr 21.04

- Présidentielle en Macédoine du nord: faible participation, second tour indécis - AFP 22 avril 2019

Les candidats de droite et de gauche, s'affronteront dans un second tour indécis à la présidentielle en Macédoine du nord le 5 mai, à l'issue d'un premier tour marqué dimanche par une partipation historiquement faible, signe de la défiance des citoyens de ce pays des Balkans.

L'accord historique avec la Grèce qui a entraîné le changement de nom du pays en "Macédoine du nord", a suscité l'enthousiasme de l'Occident. Beaucoup moins celui des 1,8 million d'électeurs, puisque selon la commission électorale, à peine plus de quatre sur dix se sont déplacés (41%), le plus faible taux depuis l'indépendance de l'ex-République yougoslave en 1991.

Après le dépouillement de la quasi totalité des bulletins, Stevo Pendarovski, 56 ans, soutenu par les sociaux-démocrates au pouvoir (SDSM), et la candidate de l'opposition de droite Gordana Siljanovska-Davkova, 62 ans, sont au coude à coude (42,63% et 42,39%)

Celui qui finira en tête dans deux semaines n'est toutefois pas assuré de succéder au nationaliste Gjorge Ivanov, adversaire résolu du changement de nom qui ne pouvait se représenter après deux mandats à ce poste largement honorifique.

Il faudra en effet atteindre encore la barre de 40% de participation, quorum requis pour valider le scrutin.

Un échec sur ce point plongerait le pays balkanique dans l'incertitude politique.

Mais le débat sur le nom ne suffit plus à mobiliser des électeurs usés par le marasme économique, la corruption, le népotisme et le clientélisme.

Mais les préoccupations des électeurs sont plus prosaïques: le taux de chômage officiel dépasse les 20%, le salaire moyen stagne à 400 euros, et l'émigration, notamment de la jeunesse, s'apparente à un exode. AFP 22 avril 2019

En famille.

- Législatives en Finlande : vers une coalition gauche-droite pour écarter l'extrême droite - AFP 15 avril 2019

La percée des Vrais Finlandais aux législatives de dimanche en Finlande devrait conduire à une grande coalition gauche-droite menée par les sociaux-démocrates arrivés en tête, afin de tenir le parti d'extrême droite à l'écart du pouvoir.

Vingt ans après leur dernière victoire aux législatives en 1999, les sociaux-démocrates ne devancent que d'une très courte tête leur adversaire eurosceptique, dans un contexte de montée des partis nationalistes en Europe à un mois des européennes.

Conduits par l'ancien ministre des Finances et probable futur Premier ministre Antti Rinne, les sociaux-démocrates obtiennent 40 sièges sur 200 au Parlement et les Vrais Finlandais 39, selon les résultats définitifs. Seulement 0,2 point sépare les deux partis.

Dans un entretien avec l'AFP, Antti Rinne envisage "des possibilités de travailler au côté du Parti de la coalition nationale" ou "le Parti du centre" du Premier ministre sortant Juha Sipilä, arrivé quatrième dimanche, même s'il a pris position pendant la campagne contre les mesures de rigueur imposées par ce dernier.

"Un paysage politique fragmenté rend plus difficile la formation d'un gouvernement et les pays deviennent plus difficiles à diriger. Lorsque les populistes gagnent, l'UE devient aussi plus difficile à gouverner", a-t-il déclaré à la télévision publique Yle.

La Finlande, qui pratique le scrutin proportionnel, a une culture politique du consensus qui porte au pouvoir des coalitions hétéroclites.

Pour Mme Korpinen, la Finlande se dirige donc vers une alliance gauche-droite composée des sociaux-démocrates, du Parti de la coalition nationale (38 sièges), mais aussi des Verts (20 sièges), de l'Alliance de gauche (16 sièges) et du parti populaire suédois (libéraux, 9 sièges).

Le pays nordique se retrouverait, selon la chroniqueuse, dans une situation similaire à celle qu'il a connue entre 2011 et 2014 sous la houlette du conservateur Jyrki Katainen. Alors chef d'une coalition gauche-droite qui a compté jusqu'à six partis, M. Katainen avait été désavoué en 2014 face à son absence de résultats. AFP 15 avril 2019

LVOG - Dans de plus en plus de pays, ce sont des coalitions qui sont obligées de gouverner parce qu'aucun parti de l'ordre ou ses supplétifs ne parviennent à obtenir suffisamment de voix pour gouverner seul.

On peut donc en déduire qu'en haut ils ne peuvent plus gouverner comme avant, ce qui caractérise une crise politique, mais comme en bas la majorité continue encore de vivre comme avant au lieu que cette crise politique se transforme en crise révolutionnaire et se radicalise à gauche ou à l'extrême gauche, elle se radicalise à droite ou à l'extrême droite.

Après voter ne sert à rien, une autre découverte qui dure... depuis plus de 90 ans.

- Le congrès de la CGT en route vers un basculement conforme à l'idéologie dominante ? - 20 avril 2019

Jean-Pierre Page, ancien responsable du département international de la CGT, et Pierre Lévy, ancien responsable CGT au sein d'un groupe de la métallurgie.

La CGT s'apprête à tenir son congrès confédéral. Sur nombre de points, le document préparatoire tourne le dos à des principes majeurs qui ont fondé son existence et son action.

Certes, des abandons, des révisions et des reculs avaient déjà été opérés depuis deux décennies. (Seulement ? - LVOG) Mais les actuelles propositions marquent désormais un véritable basculement.

En réalité, la CGT ne manque pas de forces, d'intelligence et d'esprit critique pour résister à cette dérive en forme de rupture. (Si c'était le cas, cela se saurait depuis le milieu des années 20. - LVOG) Et pour renouer avec la cohérence des combats pour la justice sociale, la paix, et pour un véritable internationalisme. (Ne parlez pas de ce que vous ignorez. - LVOG) 20 avril 2019

La liquidation du système de retraite par répartition et la privatisation du système des retraites qualifiée de "reculs des droits".

- Force ouvrière claque la porte des concertations sur les retraites - Reuters 18 avril 2019

Force ouvrière, le troisième syndicat de France, a annoncé mercredi qu'il suspendait sa participation aux concertations sur la réforme des retraites pour ne pas "cautionner de nouveaux reculs des droits".

Yves Veyrier dit refuser "une réforme des retraites mettant à bas l'existant pour un système universel à points, refus qui nous a conduits aujourd'hui à stopper notre participation à la concertation, ne voulant pas cautionner de nouveaux reculs des droits".

Force ouvrière avait dès le début des concertations au printemps 2018, fait connaître son opposition à la mise en place d'un système unique en points, tel qu'annoncé par le président de la République. Reuters 18 avril 2019

Qui a dit ?

- «*Nous avons menti, nous avons triché, nous avons volé*».

Réponse : Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, au cours de son intervention devant les étudiants de l'université A&M du Texas, évoquant son expérience au poste de directeur de la CIA de 2017 à 2018.

LVOG - Assassiner, fomenter des guerres, participer à tous les coups tordus possibles et inimaginables contre la démocratie, etc. inutile de l'avouer puisque c'est dans la nature de la CIA.

- «*Israël est un Etat d'apartheid*»

Réponse : Gérard Araud qui a quitté la fonction d'ambassadeur de France aux Etats-Unis qu'il exerçait depuis 2014.

- « [Les Israéliens] ne feront pas d'eux [les Palestiniens] des citoyens d'Israël, a expliqué l'ancien diplomate de 66 ans, qui a représenté la France dans ce pays du Proche-Orient de 2003 à 2006. Donc ils vont devoir officialiser la situation qui est, nous le savons, une situation d'apartheid. »

« Le problème est que la disproportion de pouvoir est telle entre les deux parties que la plus forte peut conclure qu'elle n'a aucun intérêt à faire des concessions, a souligné celui qui avait pris ses fonctions en 2014. Le statu quo est extrêmement confortable pour Israël. » leparisien.fr 22.04

LVOG - Cela vaut également entre les Etats-Unis et ses vassaux.

Cela doit être la fréquentation des sionistes qui lui a inspiré cette sortie.

- "Nous pouvons pardonner" la Shoah, juge le président brésilien Jair Bolsonaro - L'Express.fr 15 avril 2019

Après avoir déclaré que le nazisme était "sans aucun doute" de gauche, le président brésilien suscite à nouveau la polémique à la suite de propos déplacés sur la Shoah.

Jeudi, le chef d'État d'extrême droite a estimé devant un parterre de pasteurs évangéliques que "nous pouvons pardonner, mais nous ne pouvons pas oublier" la Shoah. L'Express.fr 15 avril 2019

LVOG - Ils n'arrêtent pas de nous emmerder avec l'antisémitisme et la Shoah, si Éric de Rothschild n'était pas le président de la Fondation de Rothschild et du Mémorial de la Shoah (source : Wikipédia), on se demanderait d'où cela pourrait-il provenir.

Sur la situation au Soudan.

- Le Soudan est passé sous contrôle saoudien - Réseau Voltaire 20 avril 2019

Nous avons appris que le président Omar el-Béchir n'a pas été renversé par le général Ahmed Awad Ibn Auf, comme nous l'avions écris : celui-ci étant en réalité son beau-frère [1]. Tout cela n'était qu'une mise en scène.

Nul n'a vu le chef d'État en prison. Il semble que lui et sa famille ont été exfiltrés, peut-être en Ouganda, sous la protection des États-Unis (qui officiellement l'accusent de génocide, mais officieusement n'ont jamais cessé de le soutenir).

Le nouveau chef d'État, le général Abdel Fattah Abdelrahmane al-Burhan (photo), —auquel la famille d'Omar el-Béchir a transmis pacifiquement le pouvoir— n'est pas un des principaux leaders militaires, mais il fut le chef des forces soudanaises qui se battent aux côtés des Saoudiens contre les Yéménites.

Désormais le Soudan, qui était sous perfusion économique du Qatar, a été récupéré par l'Arabie saoudite ; une perte supplémentaire pour les Frères musulmans et la Turquie (qui dispose d'une base militaire sur l'île de Suakin). Réseau Voltaire 20 avril 2019

Confirmation.

- L'Arabie saoudite et Abu Dhabi volent au secours du Soudan - LePoint.fr 21 avril 2019

La difficile transition dans laquelle le Soudan semble s'enliser après la destitution du président Omar el-Béchir ne rassure ni l'Arabie saoudite ni les Émirats arabes unis. De quoi les conduire à annoncer ce dimanche le déblocage de trois milliards de dollars. Le soutien saoudo-émirati prend la forme d'un dépôt de 500 millions de dollars à la Banque centrale soudanaise et d'une somme de 2,5 milliards destinée à financer les besoins du peuple soudanais en produits alimentaires, médicaments et produits pétroliers, a indiqué l'agence officielle saoudienne SPA.

Riyad n'a pas précisé s'il s'agissait de dons ou de prêts et s'ils avaient déjà été effectués.

« Conscients de la nécessité d'aider le peuple soudanais frère [...] et en soutien à la République du Soudan, les deux pays [Arabie saoudite et Émirats arabes unis] ont décidé de leur apporter conjointement cette aide », a écrit l'agence. Elle a précisé que le dépôt à la Banque centrale soudanaise était destiné à soutenir la livre soudanaise, à atténuer les pressions qu'elle subit et à stabiliser son taux de change. La valeur de la livre soudanaise s'est fortement renforcée dimanche sur le marché noir, le renversement du président Béchir laissant envisager un afflux de dollars dans ce pays confronté depuis plusieurs années à des pénuries de devises étrangères. Depuis le départ de M. Béchir le 11 avril, la livre soudanaise n'a cessé de se renforcer face au dollar. Dimanche sur les marchés parallèles, elle a bondi face au billet vert, à 45 livres pour un dollar contre 72 livres la semaine dernière. LePoint.fr 21 avril 2019

TROISIEME PARTIE

En Marche vers le totalitarisme.

Le ministre des "***casseurs***" vous informe.

"Gilets jaunes": les "casseurs" de retour, prévient Castaner - AFP 19.04

Plus de 60.000 policiers et gendarmes seront mobilisés en France samedi pour l'acte 23 des "gilets jaunes", annonce Christophe Castaner, qui affirme que les "casseurs seront à nouveau au rendez-vous". AFP 19.04

LVOG - Il paraît que des policiers vêtus tout de noir comme les Black blocs étaient présents lors des manifestations sans leur brassard, ce qui signifie que rien ne les distinguait, partant de là on peut en déduire ce qu'on veut...

Acte XXIII

Déroulement.

Dans le cadre de l'acte XXIII des "gilets jaunes", dont la mobilisation est repartie à la hausse à Paris, 21.070 contrôles préventifs et 249 interpellations ont été effectués par les forces de l'ordre. 60.000 gendarmes et policiers avaient été mobilisés.

Après plus de cinq mois de mobilisation, des milliers de "gilets jaunes" sont redescendus dans la rue samedi pour un acte 23 marqué par un regain de tension à Paris avant les réponses d'Emmanuel Macron au grand débat, attendues jeudi 25 avril. Selon le ministère de l'Intérieur, le nombre de manifestants a reculé sur l'ensemble du pays (27.900 contre 31.100 la semaine précédente) mais a quasiment doublé dans la capitale (9.000). Selon leurs estimations, les "gilets jaunes" ont comptabilisé plus de 100.000 manifestants en France.Réunies pour lancer un nouvel "ultimatum" à Emmanuel Macron, plusieurs milliers de personnes ont marché à Paris au départ de Bercy, dans le sud-est de la capitale, sous un grand soleil. Les premières échauffourées ont éclaté en début d'après-midi près de Bastille, avant de se concentrer sur la place de la République, point d'arrivée du cortège. Pendant l'après-midi, la place a été régulièrement plongée dans un nuage de gaz lacrymogènes tandis que des manifestants jetaient bouteilles et autres projectiles en direction des forces de l'ordre. Plusieurs enseignes ont été vandalisées, a constaté une journaliste de l'AFP.

A Toulouse, les forces de l'ordre ont tiré les premières grenades lacrymogènes vers 14h30 dans la rue de Metz, non loin de la préfecture, scindant le cortège qui s'est ensuite reconstitué dans la rue d'Alsace-Lorraine. Le défilé, qui compte 3.500 personnes selon la police, à repris dans le calme.

Des centaines de motards avaient ouvert la marche, avec une grande banderole portant l'inscription "Macron démission".

Un cortège de 1.500 à 2.000 manifestants, selon les estimations de Reuters, défilaient à Bordeaux en début d'après-midi depuis la place de la Bourse et en direction de la gare Saint-Jean. Quelque jets de gaz lacrymogène ont été lancés pour empêcher certains "Gilets jaunes" de s'introduire dans le centre, interdit à la manifestation.

Comme pour les semaines précédentes, les forces de police ont mis en place des contrôles préventifs aux péages, sur les autoroutes et sur les routes départementales.

De nombreuses villes de province comme Nantes, Lille, Bordeaux ou encore Toulouse avaient interdit la manifestation dans certaines zones. AFP et Reuters 20.04

- Acte XXIII des gilets jaunes: deux journalistes interpellés - huffingtonpost.fr 21.04

Auprès de Libération, des journalistes témoins de la scène ont décrit une “interpellation ciblée”. Le photoreporter Maxime Reynié raconte que Gaspard Glanz a pris à partie les forces de l’ordre après un projectile évité. “Il s’est énervé et s’est mis à gueuler qu’il voulait voir le commissaire. Ils l’ont bien repoussé, puis deux flics sont revenus pour l’interpeller, en le plaquant au sol. Quand ils l’ont attrapé, on a tous protesté en criant: ‘c’est un journaliste”, mais ils nous ont ignorés’”, a-t-il indiqué à CheckNews, le service de vérification du quotidien.

Le parquet a indiqué à Libération que le journaliste a été placé en garde à vue pour “participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations” et “outrage sur personnes dépositaires de l’autorité publique”.

L’autre journaliste interpellé est Alexis Kraland. Contributeur occasionnel sur Le HuffPost, le jeune homme est également connu pour sa couverture des conflits sociaux et a déjà eu affaire avec les forces de l’ordre en marge de manifestations précédentes. Sur Twitter, le photographe Maxime Reynié avait indiqué à la mi-journée l’arrestation du journaliste à la Gare du Nord.

D’autres incidents avec des journalistes ont été signalés ce samedi. Un journaliste du Figaro a publié des images montrant l’un de ses collègues du quotidien conservateur recevoir un coup de pied d’un policier. L’intégralité de la scène a été mise en ligne sur le site du Figaro. Notre reporter sur place était quant à lui ”à deux doigts” de recevoir des coups de matraque alors qu’il filmait des échauffourés entre policiers et manifestants.

Cette situation a provoqué l’inquiétude du Syndicat National des Journalistes. “Qu’est-ce qui justifie d’interpeller des reporters, si ce n’est pour les empêcher de travailler?”, s’est interrogé le syndicat, appelant le ministre de l’Intérieur et la préfecture de police de Paris à “respecter la liberté d’informer”.

Les journalistes ont également reçu le soutien l’Ordre des avocats de Paris. “Le barreau de Paris condamne les arrestations et les agressions de journalistes lors des manifestations d’aujourd’hui. La liberté de la presse, comme celle de manifester, sont fondamentales et doivent être respectée ”, a tweeté l’organisation. huffingtonpost.fr 21.04

En complément.

- Irlande du Nord: hommage à la journaliste tuée à Londonderry - AFP 21.04

Des anonymes rendent hommage à la journaliste Lyra McKee, tuée par balle lors d'émeutes à Londonderry, un drame rappelant les heures sombres des "Troubles" qui ont ensanglanté la province britannique. AFP 21.04

-Gilets jaunes : une importante page Facebook désactivée, son administrateur confie sa surprise - RT 19 avr. 2019

La page Facebook nommée «La France en colère - Carte des rassemblements» réunissant 360 000 membres a été désactivée ce 19 avril. Ses administrateurs assurent n'avoir rien laissé passer d'extrême qui puisse justifier cette mesure.

- «Le combat, c'est fini» ? Des Gilets jaunes de retour sur les ronds-points de France - RT 21.04

Loin des rassemblements urbains qui ont marqué le 23e acte de la mobilisation des Gilets jaunes, les actions locales refont surface avec la venue des beaux jours. Plus de cinq mois après le début du mouvement, les ronds-points ont de nouveau la cote.

Des manifestants qui s'essoufflent, un mouvement qui faiblit, des actes qui peinent à rassembler... Depuis le début de la mobilisation, les Gilets jaunes n'ont pas toujours bénéficié de l'optimisme des observateurs, médiatiques ou politiques.

Pourtant, plus de cinq mois après son lancement, le mouvement est loin d'avoir disparu, malgré l'accumulation d'éléments dissuasifs à chaque rassemblement : risques physiques, coût des déplacements ou encore mises en garde de l'exécutif.

En dépit de ces freins à la mobilisation, à l'occasion de l'acte 23, entre autres marqué par des tensions à Paris et à Toulouse, des Gilets jaunes ont choisi de reprendre les actions locales, se positionnant notamment sur des ronds-points, lieux emblématiques de la genèse du mouvement. Dès le début de celui-ci, la mobilisation des ronds-points avait rapidement irrité le camp Macron, au sein duquel certains hauts responsables n'avaient pas hésité à faire appel à la manière forte. «Le combat, c'est fini», déclarait ainsi Richard Ferrand au mois de décembre 2018, réclamant l'intervention des forces de l'ordre sur les ronds-points.

Qu'à cela ne tienne, avec le début des beaux jours, des actions locales ont repris sous le soleil, comme en témoignent des publications de la presse quotidienne régionale ainsi que celles d'internautes sur les réseaux sociaux.

Ainsi, dans le département du Nord, des Gilets jaunes se sont par exemple rassemblés sur des ronds-points d'Avesnes-sur-Helpe ou encore de Leers. Dans cette dernière commune de 10 000 habitants, des citoyens vêtus de jaune s'étaient déjà réunis au rond-point de l'Egalité le 18 avril, en amont de l'acte 23, envisageant d'y revenir, chaque samedi soir, après les manifestations à Lille.

Toujours dans le nord de la France, à Glisy, dans la Somme, Le Courrier Picard rapporte qu'«une quarantaine de Gilets jaunes [...] étaient réunis ce samedi» sur l'un des ronds-points occupés pendant des semaines cet hiver. «Ce samedi, pendant que certains distribuaient des tracts aux automobilistes, d'autres, venus en famille, préparaient un barbecue révolutionnaire», décrit le quotidien régional.

Près d'une centaine de Gilets jaunes se sont retrouvés sur le rond-point de Rochefort-sur-Nenon dans le Jura, explique de son côté Le Progrès, qui décrit une ambiance joviale avec «barbecue, kermesse et musique».

A Montbéliard, dans le Doubs, plusieurs dizaines de Gilets jaunes se sont positionnés aux abords du principal rond-point de la zone commerciale du Pied des Gouttes.

Après la destruction de leur cabane par les forces de l'ordre le 17 avril, des Gilets Jaunes de Clermont-Ferrand ont de nouveau réinvesti le rond-point du Brézet, «pacifiquement», précise France-Bleu Auvergne, qui a publié plusieurs photos et vidéos de cette action locale. L'une d'entre elles montre des Gilets Jaunes se regrouper autour du rond-point à l'arrivée de la police. «Les Gilets jaunes ont fait le tour du rond-point en marchant, avant d'effectuer une chaîne humaine», explique l'antenne locale de France Bleu.

Dans le Morbihan, en Bretagne, des Gilets jaunes de Lorient ont réinvesti leur rond-point, comme en témoigne le syndicaliste Gérard Filoche, présent sur place. «Les Gilets jaunes c'est l'avenir, c'est la révolution» a-t-il tweeté.

«Le mouvement des Gilets jaunes du pays de Lorient a repris pied, le mercredi 17 avril 2019» rapportait Ouest-France quelques jours plus tôt.

En Loire-Atlantique, au nord de Nantes, à Orvault, des citoyens vêtus de jaune se sont relayés sur le rond-point du Croisy comme le rapporte le quotidien régional Presse Océan. «On ne lâchera pas, on n'a pas le choix. On informe les gens qui réagissent très bien. On est là pacifiquement», témoigne l'un des participants au rassemblement.

Non loin de Nantes toujours, des Gilets jaunes étaient présents au rond-point de Grandlieu. «Depuis des mois, les gens viennent nous rencontrer, on discute, et il y a un climat de confiance avec les gendarmes» témoigne Philippe, l'un d'entre-eux, comme le rapporte le quotidien régional.

Au sud-ouest de Toulouse, dans la Haute-Garonne, une action locale a été menée sur le rond-point d'Estancarbon, rassemblant quelques dizaines de Gilets jaunes au cours de la journée.

En tout état de cause, si la succession des actes en ville a permis aux Gilets jaunes de maintenir la pression de «la rue» sur le gouvernement, les rassemblements ruraux apportent une image pacifiste à la mobilisation citoyenne, les médias se focalisant régulièrement sur les violences récurrentes qui émaillent les cortèges urbains. RT 21.04

- Gilets jaunes : les hôpitaux ont-ils transmis les noms des blessés au ministère de l'intérieur? - RT 17 avr. 2019

Lors de l'acte 18 de la mobilisation, les hôpitaux parisiens ont inscrit le nom des Gilets jaunes blessés dans le fichier SI-VIC, qui est transmis place Beauvau, selon Le Canard enchaîné. Une «dérive grave» selon le porte-parole des urgentistes.

Dans son édition du 17 avril, Le Canard enchaîné rallume une polémique qui secoue les hôpitaux parisiens depuis quelques semaines, et qui n'est pas près de s'éteindre. Selon les informations de l'hebdomadaire, l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) a bel et bien donné pour consigne le 16 mars, à l'occasion de l'acte 18 de la mobilisation des Gilets

jaunes, d'inscrire l'identité des blessés dans un fichier. Et celui-ci a atterri dans les locaux du ministère de l'Intérieur, place Beauvau.

Le Canard Enchaîné révèle ainsi la teneur d'un e-mail envoyé par «l'administrateur de garde», au siège des hôpitaux parisiens et à tous ces homologues. «Il est indispensable de saisir les identités des victimes en temps réel dans le SI-VIC», est-il écrit en gras et souligné, en référence au fichier en question. Créé en 2015, ce fichier baptisé SI-VIC devait initialement être utilisé pour faciliter l'identification des victimes d'attentats, mais son application a été élargie en 2016, et il peut désormais être utilisé en cas de «situation sanitaire exceptionnelle».

La consigne, on ne peut plus claire, vient contredire de façon criante les propos du directeur de l'AP-HP, Martin Hirsch, qui avait fait son possible pour se montrer rassurant le 14 avril, en niant tout fichage des Gilets jaunes : «On peut faire remonter le nombre de blessés dans le cadre des manifestations, mais on ne transfère rien de nominatif.»

«Activer ce fichier pour des manifestations à caractère social, c'est une dérive grave et une menace pour les libertés individuelles», s'insurge dans les colonnes du Canard Christian Prudhomme, porte-parole des médecins urgentistes. «C'est un scandale ! On n'est pas là pour fliquer et dénoncer des Gilets jaunes», déplore pour sa part le médecin urgentiste Gérald Kierzek, consultant pour LCI. RT 17 avr. 2019

Totalitarisme. Vive la banalisation de la répression policière ! Proposez-leur l'euthanasie !

- "Gilets jaunes": Enquête après des appels au suicide de policiers - Reuters 21 avril 2019

LVOG - Le contexte.

Le matin les manifestants criaient "*ne vous suicidez pas, rejoignez-nous*", mais l'après-midi sous une pluie de gaz lacrymogènes et de LBD désormais ils crient "*suicidez-vous*". Le Media. (http://lesgiletsjaunes.fr/acte-23-la-peur-change-de-camp/#more-10976 ou https://www.youtube.com/watch?v=rxP7nLRVNIM)

Cela signifie que tous ceux qui ont condamné ou retenu que le "*suicidez-vous*" sont des ordures ou ils ignoraient le contexte.

Reuters - Le parquet de Paris a annoncé dimanche avoir ouvert une enquête après que des manifestants ont scandé samedi le slogan "Suicidez-vous!" à des membres des forces de l'ordre dans le cortège parisien lors de la 23e journée de mobilisation des "Gilets jaunes".

L'enquête, ouverte du chef d'outrage à personne dépositaire de l'autorité publique commis en réunion, a été confiée à la sûreté territoriale de Paris.

Des syndicats de policiers avaient réclamé des poursuites judiciaires au lendemain de ces propos tenus par certains manifestants sur la place de la République, selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Des personnalités politiques de tous bords ont également condamné ces discours, alors qu'une trentaine de suicides de policiers sont intervenus depuis le début de l'année.

Le secrétaire national CRS du syndicat Unsa Police, David Michaux, a réclamé dimanche sur France info que les auteurs de ces slogans "inadmissibles" soient "identifiés, interpellés et condamnés".

"Il faut une réponse forte à ce qui s'est passé", a-t-il dit. "Je rappelle que c'est punissable d'une peine (...) de trois ans de prison et 45.000 euros d'amende", a-t-il ajouté.

Dans un communiqué diffusé samedi soir, le syndicat Alternative Police CFDT avait déjà appelé les autorités à "faire preuve de la plus grande fermeté et engager toutes les poursuites qui pourront être introduites" à l'encontre des auteurs de ces slogans qui constituent "un véritable appel à la haine des policiers".

Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a dénoncé ces faits samedi soir dans un message publié sur Twitter. "Honte à ceux qui se sont livrés à une telle ignominie Soutien total à nos forces mobilisées, et à leurs familles. L'immense majorité des Français sait ce qu'elle leur doit", a-t-il écrit.

Le directeur général de la police nationale (DGPN), Eric Morvan, a quant à lui critiqué dimanche, également sur Twitter, "la bêtise crasse de certains slogans haineux (qui) ne mérite même pas notre indignation".

De nombreuses personnalités politiques ont fait part de leurs critiques tout au long du week-end.

Sur Twitter, samedi, la présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen, a dénoncé des propos "honteux", tandis que François-Xavier Bellamy, tête de liste des Républicains (LR) pour les élections européennes, a estimé "qu'aucun de ceux qui ont crié cela ne doit rester impuni".

"Condamnons ensemble ces paroles révoltantes", a dit samedi dans un message publié sur Twitter la tête de liste de La République en marche (LaRem) pour les européennes, Nathalie Loiseau.

Selon la maire socialiste du Xe arrondissement de Paris, Alexandra Cordebard, interrogée dimanche matin sur CNEWS, "c'est parfaitement ignoble que d'entendre de tels propos".

"C'est inadmissible (...) c'est indéfendable, c'est insupportable, c'est immonde de dire ça et de chanter ça", a déclaré dimanche sur BFM TV Raphaël Glucksmann, tête de liste du Parti socialiste et de Place publique aux élections européennes.

L'association "Mobilisation des policiers en colère" (MPC), qui se veut indépendante des syndicats, évoque dans le bilan diffusé sur son site internet, dont la dernière actualisation date de jeudi dernier, un total de 29 suicides et trois morts en service depuis le début de l'année dans la police nationale.

Sur l'ensemble de l'année 2018, 35 policiers s'étaient donnés la mort, selon le service d'information et de communication de la police (SICoP).

Selon un rapport sénatorial publié en juin dernier, le taux de suicide dans la police est supérieur de 36% à celui observé dans la population générale. Reuters 21 avril 2019

- Après les "Suicidez-vous", Ludosky et Rodrigues dénoncent les chants anti-policiers - Le HuffPost 22 avril 2019

“Nous apportons notre soutien total aux familles des vingt-huit policiers et des deux gendarmes qui ont mis fin à leurs jours.” Dans un communiqué commun publié ce dimanche 21 avril, Priscillia ludosky, Philippe Pascot, Nathanaël Ramphft, Hakim Lowe et Jérôme Rodrigues dénoncent “avec vigueur” les chants anti-policiers qui ont émaillé l’acte XXIII de leur fronde sociale.

Et si ces visages connus de la mobilisation font front commun c’est parce que les images de manifestants appelant les forces de l’ordre à se suicider ont fait le tour des réseaux sociaux et ont indigné une grande majorité d’internautes. “Nous dénonçons avec vigueur les propos invitant les policiers à se suicider, entendus très marginalement et pour la première fois lors de l’acte XXIII des Gilets Jaunes, après plus de cinq mois de mobilisation”, écrivent-t-il dans ce long texte publié sur les réseaux sociaux.

Dans les paragraphes consacrés à cet épisode, les contestataires expliquent que leur “compassion” va “aux fonctionnaires qui subissent, comme [nous], au quotidien, les politiques de destruction du service public.” “Nous savons que les policiers et les gendarmes sont fatigués, que les fortes chaleurs à venir seront éprouvantes pour eux, et que leur hiérarchie craint plus que tout qu’ils fraternisent avec leurs compatriotes, unis dans le plus formidable mouvement social qui soit apparu en France depuis plus de cinquante ans”, ajoutent-ils.

Et s’ils estiment ”évident que des propos malheureux peuvent, et pourront encore surgir ici ou là”, ces gilets jaunes dénoncent l’attitude d’Emmanuel Macron qui, selon eux, “instrumentalise sans vergogne des forces de l’ordre déjà mises à rude épreuve.”

Ils s’en prennent également aux médias et aux responsables politiques qui “se sont saisis des propos d’une petite poignée d’individus” pour “diaboliser une fois encore les gilets jaunes.” Et les quatre responsables d’insister sur “les violences policières constatées de manière répétée” depuis le début de leur fronde. “L’État assume en effet une trajectoire autoritaire dans l’indifférence générale des grands médias, si prompts à s’émouvoir par ailleurs”, écrivent-ils avant de conclure, sans trop de surprise: “Notre détermination est intacte, et nous resterons mobilisés autant qu’il le faudra.” Le HuffPost 22 avril 2019

- Devant le commissariat, des manifestants appellent à libérer le journaliste Gaspard Glanz - RT 22.04

Interpellé à Paris lors de l'acte 23 des Gilets jaunes, le journaliste engagé Gaspard Glanz a été mis en garde à vue au commissariat du XIIe arrondissement. Des dizaines de personnes ont répondu à l'appel, lancé sur les réseaux sociaux.

Plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées ce 22 avril devant le commissariat du XIIe arrondissement de Paris, où le journaliste engagé Gaspard Glanz (par ailleurs fiché S) a été placé en garde à vue le 20 avril. Il avait été interpellé sur la place de la République à Paris en marge de l'acte 23 des Gilets jaunes pour «participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations» et «outrage sur personnes dépositaires de l’autorité publique».

Gaspard Glanz s'est vu remettre une convocation pour être jugé le 18 octobre au tribunal de Paris, selon son avocat. Le

journaliste, qu'on voit notamment faire un doigt d'honneur aux forces de l'ordre après avoir été poussé par un policier sur une vidéo prise lors de la manifestation, sera jugé pour «outrage sur personne dépositaire de l'autorité publique».

D'ici cette date, il a pour interdiction de paraître à Paris tous les samedis et le 1er mai, conformément aux réquisitions du parquet.

Parmi les personnes mobilisées pour la libération du journaliste engagé, des figures médiatiques ont fait le déplacement. Sur place, l'économiste Thomas Porcher a par exemple déclaré : «Au-delà de ce qu'on pense de Gaspard Glanz c'est la liberté de la presse qui a été attaquée ce samedi. Il faut qu'un maximum de monde se mobilise parce qu'on touche à un principe fondamental de toute démocratie.»

Etaient également présents, le scénariste Bruno Gaccio ou encore l'animateur de télévision Yvan Le Bolloc'h.

Depuis son interpellation, les proches de Gaspard Glanz déplorent l'absence d'information à son sujet. Son père, particulièrement actif sur le réseau social Twitter, a par exemple lancé une pétition pour faire libérer son fils ainsi que pour «le retrait de sa fiche "S"». Le texte avait été signé par plus de 10 000 personnes dans l'après-midi du 22 avril. Dans la soirée du 21 avril, il écrivait : «Je viens d'avoir confirmation à l'instant de la prolongation de 24h de la GAV de Gaspard Glanz, au motif que... il n'y a pas de motif.» Et de dénoncer «un acte totalement arbitraire et révoltant». RT 22.04

- Trois militaires de l'opération Sentinelle arrêtés après avoir agressé des boulistes - Reuters 21 avril 2019

Trois soldats hors service de l'opération Sentinelle ont été placés en garde à vue à Paris après avoir agressé des boulistes près du jardin des Tuileries, rapporte La Chaîne Info sur son site web.

Selon LCI, vendredi 19 avril, vers 19h30, deux amis qui étaient en train de jouer à la pétanque place des Pyramides ont été approchés par «trois hommes visiblement ivres», dont l'un s'est emparé de leur cochonnet avant de le projeter au loin. En réaction, l'un des joueurs lui a fait un doigt d'honneur.

Les trois suspects se sont alors rués sur les boulistes et les ont roués de coups de poing et de pied. Des policiers sont rapidement intervenus pour interpeller les agresseurs, identifiés ensuite comme des membres de l'opération Sentinelle, affectés au 3e régiment Parachutistes d'infanterie de Marine.

Les deux boullistes, couverts d'ecchymoses au visage et au corps, ont porté plainte contre les militaires, placés en garde à vue après un passage par la cellule de dégrisement.

Les premières conclusions du "Grand débat national".

- Aurore Bergé défend la suppression d'un nouveau jour férié - L'Express.fr 21 avril 2019

Un second jour férié sera-t-il prochainement supprimé ? L'hypothèse prend corps, alors que la députée et porte-parole LREM Aurore Bergé affirme, dans un entretien accordé ce 21 avril au Journal du Dimanche, qu'il s'agit d'un "premier pas nécessaire" pour "trouver d'autres ressources".

"Nous avons comme principe de n'augmenter ni la dette publique ni les impôts. Il faut donc trouver d'autres ressources. [...] Cela peut passer par la création d'une nouvelle journée de solidarité pour financer la prise en charge de la dépendance et du grand âge", avance Aurore Bergé.

"Je suis persuadée que les Français sont d'accord pour travailler plus si on explique que 100 % des recettes de la journée de solidarité sont consacrées à la baisse de leurs impôts ou au financement des Ehpad", soutien l'élue. L'Express.fr 21 avril 2019

- Un peu plus de la moitié des Français sont opposés à l'idée de "travailler plus", selon un sondage - Franceinfo 21 avril 2019

Les disparités sont importantes également selon l'âge des répondants. En dessous de 35 ans, 56% sont opposés à l'idée de travailler plus, une proportion sensiblement la même que dans la population de 35 ans et plus (53% contre). Mais les différences s'accentuent au sein de ce deuxième sous-groupe : parmi les 50-64 ans, l'opposition à l'idée de travailler plus grimpe à 65%, tandis qu'à l'inverse parmi les 65 ans et plus, 67% des personnes interrogées sont pour.

55% des artisans et commerçants sont favorables au fait de travailler plus, le taux tombe à 29% chez les ouvriers. Les dirigeants d'entreprises approuvent l'idée à 61%, mais ils ne sont que 39% parmi les salariés du privé, 35% parmi ceux du public et 26% parmi les chômeurs. Franceinfo 21 avril 2019

LVOG - Le but était de faire croire que près de la moitié serait d'accord pour travailler plus... Cela procède aussi de la guerre psychologique.

Ils osent tout.

- GAFA: les politiques sifflent la fin de la récré - Slate.fr

L'ère du Far West numérique est peut-être en train de s'achever: partout, les politiques veulent imposer de nouvelles régulations aux géants du net. La tendance était sensible dès 2018, elle se renforce ces dernières semaines. Sans doute quelque peu ébaudis par les pratiques douteuses des GAFA... Slate.fr

LVOG - Parce que ceux qui les jugent seraient animés de bonnes intentions, dont l'Union européenne...

- Violences éducatives : « C'est dur d'être parent (...) il faut les former » - Franceinfo

L'association StopVEO lance une campagne d'information, en attendant que les fessées et autres punitions soient interdites par la loi. Franceinfo

LVOG - Que cherchent-ils ? Tout le monde ne bénéficie pas de conditions favorables ou requises matérielles et intellectuelles pour élever des enfants sans avoir besoin de recourir à la violence. J'ai été un enfant battu et je n'ai jamais lever la main ou élever la voix sur ma fille, donc je peux en parler tranquillement.

Il faut comprendre que lorsque des parents ne disposent pas d'autres moyens que "*les fessées et autres punitions*" pour garder le contrôle de leurs enfants, si on leur retire, qu'est-ce qui va se passer, leurs enfants pourront faire n'importe quoi sachant que leurs actes demeureront impunis, leurs rapports deviendront infernals. C'est la théorie du chaos transposée au sein des familles. Voilà qui devrait leur pourrir un peu plus l'existence, même s'ils ont du fric ou un statut supérieur, aiguiser leur haine de cette société et vouloir en changer l'orientation.

- Indonésie: élection test pour la troisième plus grande démocratie au monde - AFP 16.04

Les Indonésiens s'apprêtent à voter mercredi pour choisir entre le président sortant, Joko Widodo, et un ex-général au passé très controversé, dans un scrutin test pour la solidité de la troisième plus grande démocratie au monde. AFP 16.04

- Enquête russe : la démocrate Elizabeth Warren appelle à destituer Donald Trump - Le Parisien

- Guaido appelle à "la plus grande manifestation de l'histoire" du Venezuela le 1er mai - AFP

- Notre-Dame: le dessin d'une Equatorienne qui a ému les réseaux sociaux - AFP

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 5 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Macron, Philippe, Castaner et Cie. : Osez un geste humanitaire collectif, suicidez-vous, un acte de salut public !

J'ai retiré la rubrique *Tribune libre* qui ne servait à rien.

La causerie d'avril est disponible au format pdf, 60 pages seulement, c'est bien assez ! Et j'ai hésité à actualiser le portail aujourd'hui, je me suis demandé si je ne devrais pas l'actualiser une fois par mois uniquement pour ceux que cela intéresse vraiment.

Personnellement en Inde je suis déconnecté de cette course effrénée ou hystérique à l'immédiateté, qui selon mes observations à tendance à déstabiliser ou perturber gravement la faculté d'analyse de ceux qui s'y adonnent et davantage encore, puisqu'elle influe sur leur comportement en général, on en a la preuve ici si besoin est.

Je crois qu'on va s'en tenir à ce rythme, deux ou trois actualisations par mois. Le reste du temps je suis occupé 24h/24, je n'arrête jamais. Je consacre un peu plus de temps au sommeil, j'ai des dizaines d'années de retard en la matière, juste pour avoir les idées plus claires. C'est indispensable ici plus qu'ailleurs, car si chez vous en France la situation se dégrade gravement, ici elle a atteint un degré de pourriture que vous ne soupçonnez même pas encore, j'ai une longueur d'avance sur vous, et je dois dire que c'est assez éprouvant, il en faut des ressources pour tenir le coup ou garder le moral, vaut mieux être blindé contre l'adversité.

Ce mois-ci cela fera 17 ans que je n'ai pas mis les pieds en France et cela ne me manque pas. J'ai eu un échange avec ma fille institutrice par le biais de Skype. Elle m'a écrit qu'elle avait trouvé "*spontanée*" ma compagne Selvi, et que c'était "*sympa*", cela change de tous ces gens susceptibles ou bourrés de complexes, d'a priori et je ne sais quoi encore, qui ont la tête farci, la grosse tête, qui se prennent très au sérieux et vous méprisent discrètement ou ouvertement. Qu'on fasse un usage aussi médiocre des connaissances qu'on a acquises ou des expériences qu'on a vécues, révèle un niveau de conscient en perdition, au ras des pâquerettes. Selvi n'a aucune mauvaise pensée, c'est une femme formidable.

Avec ma fille je m'exprime librement et elle fait de même, et quand on ne se comprend pas, on s'explique, on laisse tranquillement chacun s'exprimer, sans animosité, nos relations sont dénuées d'arrière-pensées, au-delà de la tendresse, si on peut partager quelque chose ensemble, on s'en contente ou on est comblé. Les relations les plus simples sont généralement les plus saines. En vivant avec des femmes indiennes peu évoluées ou carrément très arriérées issues de familles très pauvres depuis plus de 30 ans, vous comprendrez pourquoi en règle générale l'idée ou l'intention de changer quoi que ce soit à leur comportement ne m'ait pas effleuré l'esprit sous peine de les tyranniser et de faire notre malheur, je ne suis pas aussi stupide que le pense la plupart de mes lecteurs.

Pour savoir à qui on a affaire, il suffit d'observer si la personne qui est en face de vous vous laisse parler et vous écoute ou non, ensuite, si elle s'en tient à vos propos ou si elle s'emploie à les déformer systématiquement. Et si elle vous demande des précisions, c'est bon signe, car l'art de la communication c'est d'être imparfaite, donc forcément il y a toujours quelque chose que l'on n'a pas compris dans le discours de l'autre ou on ne perçoit pas où il voulait en venir.

Si vous vous retrouvez en présence d'une personne qui vous laisse parler, et qui aussitôt enchaîne en débitant son propre discours, vous pouvez vous dire qu'elle ne vous a pas écouté ou qu'elle n'en avait rien à foutre de vous. C'est généralement l'attitude des Indiens qui sont hyper individualistes, mais c'est leur condition épouvantable qui veut cela.

En France on ne peut pas se prévaloir de cet argument. On a cultivé trop de valeurs ou de principes qu'on n'ignore pas, cette attitude témoigne qu'on les a abandonnés ou qu'on ne les a jamais réellement adoptés pour finalement sombrer inconsciemment sous la pression de l'idéologie dominante.

C'est utile et agréable d'avoir des relations saines, on peut juste regretter qu'elles soient si rares.

Je pensais que les gens recherchaient la compagnie de personnes équilibrées, mais apparemment ce n'est pas le cas ou cela ne les intéresse pas, ce qui les ravalent au niveau de nos Indiens.

- Au format pdf (45 pages)

PREMIERE PARTIE

Rien de nouveau, on a envie de dire, rien à ajouter.

Dans cette causerie réalisée au cours des 8 derniers jours, je fournis des éléments d'analyse sur la situation que viennent corroborer les infos que je publie.

Si vous voulez savoir ce qui vous attend, observez comment a évolué la société aux Etats-Unis, et vous en aurez un aperçu assez précis. Globalement effrayant, n'est-ce pas ? Encore un argument qui justifie la nécessité impérieuse de rompre avec le capitalisme.

La question que doivent se poser certains militants et à laquelle on ne leur a proposé aucune réponse sérieuse.

Ce samedi matin au réveil, je me suis dit que le truc qui clochait ou éveillait le scepticisme pour ne pas dire le rejet quand on évoquait la rupture avec le capitalisme ou un changement de régime, résidait dans le fait que plus on avance dans la mondialisation plus on s'oriente vers un régime totalitaire mondial sur le plan politique mais aussi économique, qui dans ces conditions ne laisserait aucune chance à un Etat qui tenterait de s'engager sur la voie du socialisme. Il verrait aussitôt se dresser contre lui l'ensemble des Etats et des institutions internationales de la planète pour l'étouffer. Il se retrouverait immédiatement placé au ban de l'économie mondiale ou déclaré hors la loi de sorte que le commerce mondial lui serait interdit. Dès lors des pans entiers de son économie ne seraient plus alimentés et s'effondreraient du jour au lendemain, ce qui se répercuterait sur le niveau de vie des masses qui se dégraderait rapidement, et contribuerait à la désorganisation de l'ensemble de la société, ce qui se traduirait par la détérioration du moral des masses, qui à terme pourraient se retourner contre la nouvelle République sociale...

Aussi, pour palier au plus pressé ou pour écarter cette menace, dans un premier temps l'Etat décrèterait prioritaire la satisfaction des besoins élémentaires des quelque 20 millions de travailleurs qui font face à des difficultés quotidiennes, en prenant des mesures d'urgence telles que l'annulation de leurs dettes, porter le revenu (ou retraite, AAH, etc.) minimum à 2.000 euros nets mensuel, loger décemment les 3,5 à 4 millions de personnes mal logées ou à la rue, diviser les prix des loyers par 2 ou 3, rendre gratuit les transports en commun, l'école, l'université et l'accès à la santé, l'ensemble des terres et des entreprises laissés à l'abandon seraient confisquées par l'Etat qui les administreraient en recrutant la totalité des chômeurs ou des travailleurs à temps partiel imposé, qui pallieraient ainsi à la baisse de production imposée par l'embargo mondial. Et quant aux moyens de production existant encore dans le pays, outre que toutes les grandes entreprises seraient socialisées, le fonctionnement de l'ensemble des entreprises du pays serait rationalisé au maximum de manière à économiser le plus de matières premières et d'énergie, dans la mesure du possible tout ce qui pourrait être recyclé le serait, les technologies les plus avancées seraient mises à contribution pour produire des biens durables ou quasi inusables en employant les matériaux adéquates...

Cela étant, ne pouvant plus s'approvisionner sur le marché mondial en matière première, d'énormes difficultés surgiraient très rapidement, un grand nombre de marchandises ne pourraient plus être produites telles quelles, il faudrait donc envisager de se passer de toutes celles qui ne correspondraient pas à un besoin absolu, et modifier la composition de celles dont l'usage

serait indispensable...

Si toutes ces mesures et biens d'autres contribueraient à stabiliser provisoirement la situation politique, pour autant la rationalisation de l'ensemble de l'économie prendrait du temps et ne suffiraient pas à empêcher les masses de devoir consentir des sacrifices ou de modifier leur mode de vie, ce que les couches et classes privilégiées dans le passé refuseraient. Privé de pétrole, de gaz et d'uranium ainsi que bien d'autres matières premières, des restrictions de tout ordre seraient inévitables en attendant que les masses d'autres pays se soulèvent et s'emparent du pouvoir... L'accès aux monnaies internationales étant impossible, une monnaie nationale serait créée par l'Etat, peu importe quelle en serait la valeur puisqu'elle n'aurait pas d'autre fonction que de continuer à assurer les échanges à l'intérieur du pays et d'éviter la paralysie de l'économie, la spéculation ou la fuite des capitaux seraient réduites à néant de ce fait.

Les conditions de travail et le mode de vie seraient profondément modifiés pour que chaque citoyen participe à la vie de la collectivité et profite de la vie, au lieu d'être conduit à consommer toujours davantage inutilement et en tirer une satisfaction éphémère ou dérisoire, fort coûteuse et qui hypothèque leur futur. Le capitalisme a créé une multitude de besoins inutiles que la population a adoptés et dont elle pense ne plus pouvoir se passer. En vivant en Inde et en n'étant pas bien riche, je suis parvenu à me passer de la plupart d'entre eux depuis plus de 20 ans sans qu'ils me manquent, j'arrive à vivre confortablement avec environ 250 euros par mois.

La mondialisation coïncide avec le stade du développement des forces productives permettant d'entrevoir la satisfaction des besoins de l'humanité entière une fois débarrassée du capitalisme qui en constitue le seul obstacle, sans pratiquement avoir besoin d'augmenter la production ou même en la diminuant compte tenu du gigantesque gaspillage auquel se livre le capitalisme à l'échelle mondiale, en réduisant la consommation de matière première pour peu que la démographie mondiale cesse de croître ou diminue pour renouer avec le niveau des années 40, soit environ 3 milliards d'habitants.

Le but du socialisme, c'est de réaliser à l'échelle de la planète ce qui est à la portée du capitalisme mondialisé, mais qui est incompatible avec sa nature, sa raison d'être, les rapports sociaux sur lesquels il repose. Au-delà, il ouvre la voie à la fin du règne de la nécessité, qui inconsciemment a façonné la société et le comportement des hommes, l'ensemble des rapports que nous connaissons aujourd'hui qui disparaîtront avec lui.

En attendant, les hommes n'en sont pas seulement dépendants, ils l'entretiennent et s'y accrochent, ils lui vouent même un culte, parce qu'ils ignorent qu'il correspond uniquement à un stade de développement, et le danger qui les menace, c'est qu'ils ne parviennent pas à percevoir qu'ayant atteint les limites de son développement il se transforme qualitativement pour produire le meilleur ou le pire ; Le meilleur si les hommes en prennent conscience et décident d'y mettre un terme, le pire s'ils laissaient les capitalistes produire plus pour consommer toujours plus en saccageant au passage la planète et épuisant ses ressources.

Comme on ne peut pas envisager de mettre fin d'un coup au capitalisme à l'échelle mondiale, il faut bien commencer quelque part, quitte à en supporter les désagréments, on n'a pas le choix, encore faut-il en avoir conscience pour l'expliquer aux travailleurs afin qu'ils s'engagent dans cette voie au lieu de s'en servir comme prétexte pour s'accommoder du capitalisme.

La question est de savoir s'ils estiment ou non légitimes leurs aspirations à vivre dans une société meilleure ou plus juste, qui ne verra jamais le jour tant qu'ils n'auront pas renverser le régime en place.

De nos jours les capitalistes et leurs représentants ont renoué avec la haine que vouaient ouvertement à la classe ouvrière leurs prédécesseurs au XIXe siècle. Pourquoi ? Parce qu'ils estiment à juste titre que le mouvement ouvrier a régressé de plus d'un siècle ou qu'il est impuissant pour les affronter. Mais alors direz-vous, cela justifie la stratégie de nos dirigeants.

Pas vraiment, car la condition ouvrière est sans commune mesure avec celle de la fin du XIXe siècle ou du premier quart du XXe siècle. Or, c'est celle-ci qui détermine le comportement des travailleurs, ainsi que la société et l'ensemble des classes, le capitalisme qui ont subi de profondes transformations depuis cette époque, ce dont nos dirigeants s'acharnent à ne pas tenir compte. Bref, ils ont pris le problème à l'envers et ils ne risquaient pas de le résoudre. C'est ce que j'avais voulu dire dans une autre causerie en affirmant qu'on ne s'adressait pas de la même manière à des ventres vides (ou des poches vides) et des ventres pleins, cela vaut pour les cerveaux puisqu'on est passé d'une classe en grande partie illettrée à une classe ayant été scolarisée ou plus évoluée.

En Algérie la majorité a les poches vides, au Soudan la majorité à les ventres vides, en France la majorité à les deux qui sont pleins, ici des millions dans la rue menacent les régimes en place, là quelques dizaines ou centaines de milliers qui ne menacent rien du tout.

L'amélioration partielle de leur condition ou les avantages sociaux qu'ils ont obtenus ou qui leur ont été concédés au lieu de servir de tremplin à leur émancipation du capital, sont devenus des obstacles à leur combat politique. Quand on refuse obstinément de l'admettre, on bute forcément sur les mêmes obstacles et on n'avance pas vers notre objectif, et à force on finit par ne plus y croire et par l'abandonner, ce qu'évidemment on refuse d'avouer ou maquille maladroitement.

L'idéologie de la classe dominante a gagné tous les esprits, reste à savoir comment l'en chasser.

"*Comme toujours, à force de répétition la propagande devient évidente pour tous au point que l'on se demande si les États-Unis sont encore capables de distinguer ce qu'ils prétendent de la réalité*." (Réseau Voltaire)

Cela vaut pour la plupart de ceux qui prétendent parler en notre nom.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable, sauf quand on est sous influence, point de suspension.

Dans son dernier éditorial (Tribune des travailleurs), Daniel Gluckstein (POID) a été jusqu'à s'autocensurer : "*Les réactions des travailleurs et des jeunes au discours de Macron sont unanimes : il se f… de nous !*", comme si écrire il se fout de nous constituait un gros mot, une épouvantable vulgarité passible d'une sévère condamnation de la part des chiens de garde du régime, ce qui signifie qu'il porte davantage d'importance à leur jugement plutôt qu'à ce que pensent les travailleurs. Le diable se cache dans le détail.

Dans le même registre, commentaire d'un internaute sur Noam Chomsky dans le blog Les Crises.fr.

- "*pour dérober aux riches leur propriété, ce qui serait injuste*" : Même Noam Chomsky peut révéler une part de conditionnement … et la relayer. Par antithèse, citons Balzac "Derrière toute grande fortune se cache un grand crime.

- "*Une très bonne partie du capital accumulé par les riches ces 40 dernières années est indû*" : Ce n'est pas une très bonne partie et il ne s'agit pas de 40 ans; c'est la quasi-totalité et depuis toujours.

LVOG - La citation de Chomsky : "*Le problème de la démocratie (...) avait été reconnu longtemps auparavant par Aristote dans un texte fondateur de la politologie, Politique. Après avoir passé en revue divers régimes politiques, le philosophe y concluait que la démocratie est le meilleur d'entre eux (ou en tout cas le moins mauvais). Il y décelait cependant une faille : la grande masse des pauvres pourrait utiliser son droit de vote pour dérober aux riches leur propriété, ce qui serait injuste.*" Les Crises.fr

Si "*dérober aux riches leur propriété*" est une faille de la démocratie, c'est que cette propriété est incompatible avec la démocratie. Entre "*la grande masse des pauvres*" et "*la démocratie*" d'un côté et la "*propriété*" des riches, Chomsky se place au côté de ces derniers.

Entre nous, cela montre que Chomsky est un imposteur ou un opposant d'opérette dès lors qu'il s'agit de s'attaquer à la sacro-sainte propriété privée des moyens de production ou au régime capitaliste. Les Crises.fr se réclame de Chomsky, tout est dans l'ordre des choses.

Tous des camés !

- ...en Angleterre, vous pouvez vous faire prescrire un antidouleur appelé diamorphine, l'autre nom sophistiqué de l'héroïne. De même, (...) un médicament anti-obésité, le Desoxyn, n'est rien d'autre que de la méthamphétamine en pilule. Et que l'Adderall, un traitement populaire du TDAH, est chimiquement et physiologiquement très similaire à la méthamphétamine. Si vous avez subi une opération de la gorge, des dents ou du nez, l'anesthésiste s'est peut-être servi de cocaïne pour engourdir vos sens, car la substance restreint l'afflux sanguin mieux que tout autre anesthésique local... LePoint.fr 27 avril 2019

Et Le Point d'appeler à "*légaliser les drogues psychédéliques*", cela ne s'invente pas.

La France est par ailleurs championne du monde par habitant en matière de consommation de psychotropes et autres antidépresseurs. On est donc en droit d'en déduire qu'il ne suffit pas d'avoir un revenu ou un mode de vie relativement confortable pour s'épanouir. C'est l'argument sur lequel repose en partie la stratégie que j'ai proposée d'adopter, en vain évidemment.

L'anthropophagie sauvera-t-elle le capitalisme ?

- Le compost humain pourrait bientôt être légalisé dans l'État de Washington - Le HuffPost 24 avril 2019

Le compost humain pourrait bientôt être légalisé dans l'Etat de Washington. Une loi autorisant ce procédé a été votée par l'organe législatif et il ne manque plus que la signature du gouverneur démocrate Jay Inslee pour que le texte entre en vigueur.

Le "compost humain", aussi appelé humusation, est un procédé qui consiste à couvrir un corps de paille ou de copeaux de bois pour en accélérer la décomposition. Selon Katrina Spade, la fondatrice d'une entreprise de compostage humain aux États-Unis, il

ne faut que 3 à 7 semaines pour que le corps se décompose en compost.

Un corps pourrait donc permettre de produire en moyenne un mètre cube de compost et, si le texte entre en vigueur, les membres de la famille du défunt pourrait le conserver pour, par exemple, planter un arbre sur une propriété privée.

Selon les défenseurs de cette méthode, elle présente plusieurs avantages. D'abord, elle émet moins de CO_2 dans l'atmosphère que la crémation. Par ailleurs, elle nécessite moins de surface de terre que l'enterrement et ne pollue pas les nappes phréatiques.
Le HuffPost 24 avril 2019

Marchands d'espoir.

- La chute de l'aigle est proche par Bruno Guigue - Mondialisation.ca 23 avril 2019

Première phrase du premier paragraphe : Aurions-nous atteint ce moment crucial où l'hyperpuissance en déclin se met à douter d'elle-même ?

Nous n'en serons pas plus ou nous ne serons pas plus avancé au dernier paragraphe :

- Certes, les USA bénéficient d'une rente de situation exceptionnelle. Le dollar est encore la monnaie de référence pour les échanges internationaux et pour les réserves des banques centrales. Mais ce privilège n'est pas éternel.

L'espoir fait vivre mais pas éternellement, la vie est courte !

La théorie du capital de placement financier et les points du système financier mondial où se prépare la crise à venir par François Chesnais - Alencontre le 26 avril 2019

Même constat.

En début d'article.

- On voit que le ratio a atteint aujourd'hui le deuxième niveau le plus élevé de son histoire, plus haut qu'en 1929 ! (Ratio dit de Shiller, un ratio cours / bénéfice calculé en divisant le prix actuel d'une action par son bénéfice moyen (dividendes) ajusté en fonction de l'inflation au cours des dix années précédentes.)

LVOG - L'effondrement du capitalisme serait-il à l'ordre du jour ? Difficile de le dire en fin d'article, pas de bol décidément :

- Les frontières du système financier parallèle (celui du shadow banking) sont encore plus difficiles à tracer qu'en 2008...

- Dans le même temps les banques centrales ont continué leur politique d'injection de liquidité (quantitative easing)...

LVOG - Et voilà comment l'espoir s'envole ! Peu importe, on fera comme si on ne le savait pas en guise de conclusion :

- La question politique qui peut se poser dans un ou plusieurs pays européens selon les circonstances est un nouveau sauvetage des banques par l'Etat et la « socialisation des pertes » aux dépens des salarié·e·s qui l'accompagne en pareil cas. Autant se préparer à en faire un axe de combat.

LVOG - Je sens que cela va motiver des millions de travailleurs, pas vous, non, vous avez raison.

Plus sérieusement, selon Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) :

- L'expression « guerre économique » a été galvaudée durant des décennies pour désigner une compétition exacerbée. Il ne s'agit pas du tout de cela aujourd'hui, mais d'une vraie guerre pour tuer.

- ...les débats sur les avantages respectifs du libre-échange et du protectionnisme n'ont plus de raison d'être, puisque nous ne sommes plus en paix et qu'il n'y a plus de choix.

LVOG - Moins sérieusement en guise de conclusion : - ...ses membres (de l'UE - Ndlr) doivent s'affranchir des Traités européens et du commandement intégré de l'Otan.

LVOG - Là encore l'espoir fait vivre... mais pas indéfiniment ! En effet, il n'y a "*plus de choix*" pour ceux qui s'accrochent désespérément au capitalisme...

LREM repère de maoïstes repentis.

- Européennes : Daniel Cohn-Bendit appelle à voter LREM - L'Express.fr 28.04

Dans une tribune publiée dans le JDD, il assure que la liste conduite par Nathalie Loiseau est la seule qui permet de "s'opposer à la vague nationale-populiste". L'Express.fr 28.04

C'est celui de l'Otan !

Européennes : pourquoi LREM n'a toujours pas présenté de programme - L'Express.fr 2 mai 2019

La liste Renaissance doit dévoiler son programme pour les élections européennes le 9 mai, un choix surprenant à moins d'un mois du scrutin. L'Express.fr 2 mai 2019

Amalgame ordurier de l'extrême droite sioniste.

Élections européennes : "Il faut que les gens se mobilisent" contre les extrêmes, sinon "on va à la catastrophe", alertent les Klarsfeld

Serge, Beate et Arno Klarsfeld ont appelé, jeudi dans "Le Figaro", les électeurs à se mobiliser contre les extrêmes lors des élections européennes.

Le totalitarisme En Marche. Liberté sous surveillance.

- Insécurité à Paris : Mounir Mahjoubi propose 240 drones et 20 000 «boutons bleus» - Le Parisien 28.04

Des drones, des boutons bleus et des caméras de vidéo sécurité. Le Parisien 28.04

La démocratie divisée par 33 = 0 !

- Européennes 2019 : il y aura 33 listes le 26 mai - Le Parisien 4 mai 2019

Les candidats avaient jusqu'à vendredi soir pour déposer leur liste pour les élections européennes.

Dites 33 ! Les tables de présentation de bulletins seront chargées le 26 mai prochain pour le scrutin des européennes puisqu'il y aura au total 33 listes.

L'arrêté fixant ces listes de candidats est paru ce samedi matin au journal officiel. Il s'agit de celles qui ont été « régulièrement enregistrées ». Les candidats avaient jusqu'à vendredi 18 heures pour les déposer. Chaque liste comprend 79 candidats, soit le nombre de sièges attribués à la France dans le nouveau Parlement européen, et respecter la parité entre hommes et femmes. Aucune candidature ne peut être retirée une fois la liste déposée.

L'ordre des listes, pour l'attribution des panneaux d'affichage, a été tiré au sort. Numéro un, la France insoumise et en dernière position, l'Union démocratique pour la liberté, égalité, fraternité (UDLEF). Le Parisien 4 mai 2019

Elle bouge encore.

Soudan: une foule immense déferle à Khartoum pour réclamer un pouvoir civil - AFP

Algérie: dixième vendredi consécutif de manifestations contre le régime - AFP 27 avril 2019

Au Chili, les étudiants en colère descendent dans les rues de Santiago - euronews 26 avril 2019

Tunisie: Manifestation à Sidi Bouzid après la mort de douze ouvrières agricoles - Reuters 29 avril 2019

La lutte des classes, qui n'avait jamais cessé, est de retour dans toutes les discussions, voilà qui devrait redonner un peu d'espoir à ceux qui en manquaient.

J'avais émis l'idée qu'elle reviendrait en force une fois Sarkozy élu, je m'étais trompé parce que j'avais encore sous-estimé le degré de corruption du mouvement ouvrier et du rejet dont il faisait l'objet de la part des masses, ceci expliquant en partie cela. Evidemment cela ne risquait pas de se produire sous Hollande, le président de gauche du mouvement ouvrier, sans rire ! Ce seront finalement les couches les plus défavorisées des campagnes (mais pas seulement) qui la porteront soudainement sur le devant de la scène politique.

Sans direction ni orientation politique, la mobilisation initiée le 17 novembre 2018 était vouée à l'enlisement et à la dislocation, à l'échec, parce que combattre un ennemi organisé disposant de tous les pouvoirs, cela ne s'improvise pas. A ce jour, toutes les tentatives de structurer ce mouvement populaire ont avorté ou ne sont pas parvenues à constituer des pôles de regroupement pour les masses demeurées en retrait. De la même manière la multitude de grèves ou de mouvement sociaux ne sont pas parvenus à se structurer pour frapper ensemble le régime. Le degré de mobilisation est demeuré trop faible pour submerger les appareils pourris des syndicats qui la contrôlent et protègent ainsi le régime. L'ensemble des appareils et des instances des syndicats jusqu'aux délégués syndicaux pour la plupart d'entre eux sont corrompus par le capitalisme, les travailleurs n'ont donc rien à en attendre, ce qu'il était inutile de préciser puisqu'ils se chargent eux-mêmes de leur faire savoir. Ceux parmi nous qui refusent de l'admettre cautionnent les appareils et se coupent ainsi des masses.

Chacun en est resté à ses revendications démocratiques bourgeoises, catégorielles ou alimentaires, sur une orientation purement trade-unioniste ou réformiste, alors que l'ensemble de la situation ou des rapports entre les classes posait directement la question du pouvoir et de l'Etat, dans quelle société nous voulions vivre. Qu'aucune perspective de progrès social ne soit envisageable depuis 40 ans dans le cadre du régime en place devait conduire à la conclusion qu'il fallait s'en débarrasser ou se soumettre à son carcan. Force est d'observer que les travailleurs et le mouvement ouvrier ont adopté l'idéologie capitaliste, ils ont abandonné la perspective de changer la société, et ils se complairont dans leur condition aussi longtemps qu'ils pourront satisfaire leurs besoins élémentaires ou ils tireront certaines satisfactions ou compensations en échange des sacrifices qu'exige leur mode de vie d'esclave obéissant et servile.

Allons plus loin, et quand bien même ils seraient réduits à la précarité absolue, rien ne permet d'affirmer qu'ils envisageraient d'y mettre un terme ou qu'ils entreverraient l'espoir de vivre dans une société meilleure. Leur imagination étant plus féconde pour s'adapter à de rudes et injustes conditions plutôt que pour s'en délivrer, par la force des choses il faut bien se débrouiller pour survivre, tant qu'aucune perspective politique se fixant pour objectif de changer radicalement la société ne leur paraîtra crédible ou sérieuse.

Cette situation peut durer indéfiniment, aussi longtemps que les couches moyennes et supérieures de la classe ouvrière et les couches inférieures et moyennes des classes moyennes, qui sont mieux loties mais sont vouées à vivre dans la même société nauséabonde, ne prennent pas conscience de la nécessité de rompre avec le capitalisme, ne saisissent pas les occasions qui se présentent à elles de renverser l'ordre établi en entraînant derrière elles l'immense masse des travailleurs les plus défavorisés. Or, il s'avère que ce sont ces couches privilégiées qui sont le moins enclines à remettre en cause le régime en place, dès lors la situation semble inextricable ou sans issue. Quant au mouvement ouvrier acquis au capitalisme, il n'organise plus qu'une infime minorité de la classe ouvrière parmi les couches les plus favorisées qui ne se mobilisent que pour défendre leurs statuts sur une base corporatiste, après avoir définitivement abandonné le socialisme ou la perspective d'en finir avec le capitalisme, cela vaut pour ce qu'on appelle l'avant-garde du mouvement ouvrier, dont la conception de la lutte de classe n'a pas évolué depuis un siècle, et pas davantage leur analyse du capitalisme qui ramène au XIXe siècle.

Une pure mystification pour gagner du temps, un non évènement.

Macron a annoncé qu'il allait garder le cap et ne rien concéder en réponse à ceux qui se sont mobilisés dans tout le pays depuis le 17 novembre 2018, qui ne l'avait pas anticipé ? J'ignore si Macron à tort de douter de rien, j'observe qu'il applique sa politique ultra réactionnaire depuis qu'il a été élu, et qu'il n'existe aucune opposition organisée pour l'affronter, ceci explique cela sans qu'on entrevoie à l'horizon le moindre changement dans ce rapport.

Il s'est écoulé plus ou moins un siècle depuis que les partis ouvriers traditionnels et les syndicats ont adopté le capitalisme au détriment du socialisme, et tout ce qu'on trouve à opposer à Macron et à la classe des capitalistes, c'est l'unité de ces partis et des syndicats inféodés au capitalisme au côté de la classe ouvrière "*pour faire reculer Macron*". Cruelle illusion sans cesse renouvelée dans un contexte qui dure déjà depuis près d'une quarantaine d'années, au cours desquelles Mitterrand, Chirac, Sarkozy et Hollande ont scrupuleusement appliqué le programme antisocial qui leur avait été dicté par l'oligarchie, démontrant l'inanité ou la fausseté d'une telle orientation politique plus que son impuissance, parce qu'en dernière analyse elle s'est traduite par l'incapacité de construire un nouveau parti ouvrier, le seul objectif politique dont on aurait dû être comptable.

LVOG - Macron vous a entendu contrairement à ce que vous affirmez, mais vous ne voulez toujours pas en tenir compte.

L'extrême gauche embourbée dans ses contradictions inextricables.

NPA - Ce n'était pas une conférence de presse, mais un véritable appel pour descendre à nouveau dans la rue ces prochains

jours : à commencer par ce samedi 27 avril, lors d'une manifestation de convergences entre militantEs syndicaux de la CGT, Gilets jaunes, associations et partis politiques. Puis, après la journée de mobilisation du 1er mai, le 9 mai, journée de grève de toute la fonction publique, qui marquera une nouvelle étape dans la mobilisation, pour qu'enfin notre colère et nos revendications soient entendues et que Macron remballe toute sa politique. NPA 25 avril 2019

POI - « C'est unis, tous ensemble, par la grève massive, que nous parviendrons à bloquer, à les faire reculer, à défaire ce gouvernement et sa politique », concluait l'appel adopté le 30 mars dernier par les délégués des comités de résistance et de reconquête. Cette recherche, c'est bien la question du moment.

POID - Aujourd'hui les grèves se multiplient. Dans les entreprises, du public comme du privé, et dans les syndicats à tous les niveaux, le mot revient de plus en plus souvent : grève, grève unie qui imposera le rapport de force pour faire reculer Macron et sauver nos régimes de retraite.

LO - Nathalie Arthaud : "Nos idées font du chemin" - franceinfo 29.04

"Les sondages me donnent 1% ou 1,5% des voix. C'est toujours bien plus que mes temps de passage à la télévision, y compris sur le service public", note-t-elle, en assurant : "Nos idées d'élection en élection cheminent, l'idée que les travailleurs doivent se battre par eux-mêmes, comme l'illustre le mouvement des "gilets jaunes".

"Il n'y aura pas d'Europe sociale s'il n'y a pas de mobilisation puissante. L'argent existe. Un milliard d'euros ont été mobilisés pour Notre-Dame de Paris. Cet argent doit servir aux Ehpad, aux urgences hospitalières, à augmenter les salaires...", lance-t-elle.

42% des Français expriment un intérêt pour les élections européennes. "J'ai envie de dire aux ouvriers, retraités et chômeurs sans illusion que ce scrutin est le moyen de mettre en avant l'augmentation du smic, des retraites et une meilleure répartition du travail", conclut Nathalie Arthaud, porte-parole de LO. franceinfo 29.04

La nouvelle (vieille) gauche institutionnelle déjà en état de survie artificielle.

Le recyclage permanent des opportunistes.

- Après les européennes, Mélenchon proposera une "fédération populaire" - Le HuffPost 24.04

Le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon veut "assumer sa responsabilité" pour unir la gauche dans une "fédération populaire" si les élections européennes lui "en donnent la force", dit-il dans un entretien à Libération à paraître ce mercredi 24 avril.

Cette "fédération populaire" doit unir "les classes populaires et les classes moyennes plus favorisées qui n'appartiennent pas à l'oligarchie" et ne consiste pas en une "guirlande des sigles de partis", prévient-il, arguant que, contrairement aux années 70 où François Mitterrand avait réussi l'union de la gauche, "le champ politique s'est effondré".

"A l'Assemblée nationale, les députés à la gauche de l'hémicycle votent ensemble les neuf dixièmes du temps. Pourquoi est-ce possible à l'Assemblée et impossible dès qu'on arrive devant un journaliste?", interroge-t-il. Le HuffPost 24.04

La chute annoncée.

- "Ne nous laissez pas tomber" aux européennes, demande Mélenchon à Bordeaux - AFP 29.04

"Ne nous laissez pas tomber": le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a exhorté lundi en meeting à Bordeaux ses électeurs de 2017 à ne pas s'abstenir aux européennes, ce qui reviendrait selon lui à dire "Continuez" à Emmanuel Macron.

"Ne le laissez pas croire que vous êtes d'accord" avec les annonces de M. Macron jeudi, a-t-il ajouté. AFP 29.04

- Cher Jean-Luc Mélenchon, oui, mon appel à l'union de la gauche est sincère, et le tien? par Luc Carvounas - huffingtonpost.fr 03.05

Luc Carvounas, député du Val-de-Marne, fondateur de la Gauche Arc-en-Ciel. huffingtonpost.fr 03.05

Achevons-les !

- Ce sondage pour les européennes 2019 va faire cauchemarder le PS - Le HuffPost 30 avril 2019

C'est le scénario catastrophe que voulaient éviter les dirigeants socialistes en ouvrant leur liste à la société civile. Confier la place de numéro un à l'essayiste Raphaël Glucksmann, fondateur du mouvement Place publique, devait éloigner le PS du danger d'un score inférieur à 5% lors des européennes.

Car sous cette barre le 26 mai prochain, il n'y aurait aucun élu socialiste français dans le prochain hémicycle, ce qui n'est jamais arrivé depuis que le Parlement européen existe.

Une enquête Elabe pour BFMTV place la liste PS-Place Publique en sixième position (ce qui est presque toujours le cas) mais avec seulement 4% des intentions de vote. Que l'étude soit réalisée avec ou sans liste de gilets jaunes, le score famélique est le même et il se fait notamment au profit de la France insoumise qui reste cependant derrière EELV.

Le parti pourrait même se retrouver derrière Benoît Hamon et sa liste Générations qui est crédité lui aussi de 4%. Le danger ultime est de tomber sous les 3%, plancher qui permet le remboursement des frais de campagne. Le HuffPost 30 avril 2019

- La France insoumise: Charlotte Girard va se retirer de la coordination du programme - AFP 29 avril 2019

LVOG - On va faire l'idiot pour ceux qui détiennent la vérité : C'est quand même étonnant le décalage qui existe entre le rejet de Macron et sa politique par l'immense masse des travailleurs et le peu de soutien dont bénéficient la nouvelle gauche institutionnelle et l'extrême gauche, quel mystère, c'est à ne rien y comprendre ! Vraiment ?

Mélenchon a même été jusqu'à prêter à Macron une vertu dont il est permis de douter : "*Il ne s'est pas rendu compte qu'en jouant le pourrissement pendant des semaines, il a contribué à élever le niveau de conscience populaire*". En fait, il lui a juste fourni l'occasion de s'exprimer sans qu'on discerne la moindre progression, dans le cas contraire on ne voit pas où ou comment elle se serait traduite. Que les travailleurs aient été amenés à se poser davantage de questions depuis le 17 novembre 2018 ne signifie nullement qu'ils auraient trouvé les réponses correspondant aux tâches politiques qu'ils ont à accomplir...

Macron a joué dans le même registre que Sarkozy et Hollande, l'inflexibilité, l'imposture ou le déni, renforçant l'idée que le régime serait inébranlable ou tout puissant, ce qui est plutôt démoralisant ou démobilisateur en l'absence de toute issue politique au-delà du capitalisme et des institutions de la Ve République.

Qui Macron représente-t-il ? Sur quoi repose sa légitimité ? 1,2% de la population.

- Présidentielle 2017 : 800 personnes auraient financé 50% des fonds levés par Macron - Lexpress.fr 03.05

L'étiquette de "candidats des riches" colle à la peau d'Emmanuel Macron, et les chiffres du financement de sa campagne 2017 risquent de ne pas l'aider à s'en défaire. France inter, qui a eu accès aux données de la commission des comptes de campagne (CNCCFP), dévoile ce vendredi que près de la moitié des dons reçus pour la campagne (15 994 076 euros au total) proviennent de 1212 dons de 4500 euros et plus. Autrement dit, 1,2% des dons ont représenté 48% du montant total récolté.

Près de la moitié des dons a aussi été collectée auprès d'habitants de Paris intra-muros (qui ne représentent que 3% de la population française, comme le rappelle France inter), et particulièrement dans trois arrondissements (6e, 7e et 16e), qui ont donné à eux seuls plus que tous les donateurs étrangers (2,4 millions d'euros). Indispensable en début de campagne

Ces chiffres accréditent l'idée que les gros donateurs ont représenté une part essentielle du financement de la campagne d'Emmanuel Macron, surtout au début. En effet, comme l'explique France inter, la campagne n'aurait "jamais pu commencer" sans quelques généreux donateurs des débuts : en novembre 2016, 8 mois après le lancement d'En marche!, Emmanuel Macron a levé 3,6 millions d'euros, dont 2,2 millions qui viennent de "seulement" 300 personnes. A cette date, environ 10 000 personnes avaient pourtant déjà fait des dons, et le candidat se félicitait d'une "très grande majorité [...] de petits dons autour de 40, 50 euros".

France inter souligne également que la stratégie de levée de fonds de l'équipe d'En marche! a été tourné vers les grands donateurs dès les balbutiements de la campagne. Les règles de financement des partis politiques et des campagnes électorales autorisent un particulier à donner jusqu'à 7500 chaque année à un parti politique, et jusqu'à 4600 euros à un candidat à une élection.

L'équipe de campagne d'Emmanuel Macron aurait ainsi ciblé d'emblée environ un millier de dons à 7500 euros, comme en témoigne ce mail interne de Christian Dargnat, ancien banquier spécialiste de la gestion d'actifs et président de l'association de financement d'En marche! (Afema), daté de septembre 2016 :

"Quand on sait que les dépenses de campagne présidentielle sont limitées à 22 millions d'euros et que nous pourrions contracter un prêt bancaire (à hauteur de 9 millions) remboursé si le candidat dépasse le seuil des 5 % aux élections, il nous reste donc à 'trouver' 13 millions. Si l'on arrondit à 10 millions le budget à trouver, il faut donc obtenir des dons de 1333 personnes à 7 500

euros chacune."

Selon les données de la CNCCFP, certains donateurs auraient ainsi donné 7500 euros à En marche! en 2016 puis en 2017, ainsi que 4600 euros au candidat Macron lui-même en 2017, le tout parfois deux fois (en leur nom, puis au nom de leur conjoint). En prenant en compte ces doublons, France inter estime ainsi que les 1212 dons d'au moins 4500 euros ont été émis par 800 grands donateurs. Lexpress.fr 03.05

La fabrique du consentement est enrayée.

- 71% des sondés qui ont suivi cette allocution de près ou de loin expliquent ne pas avoir été "rassurés". - franceinfo 26.04

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo.

- 6 Français sur 10 n'ont pas été convaincus par Macron - L'Express.fr 25.04

Selon un sondage Harris Interactive/agence Epoka réalisé pour LCI, RTL et LeFigaro.

- ...ces mesures ne répondent pas à la crise et ne marquent pas le virage annoncé par Emmanuel Macron pour les Français : seuls 39% d'entre eux estiment que les mesures proposées constituent une modification importante de la politique menée depuis mai 2017. 65% soutiennent qu'elles ne répondent pas à leurs attentes. Et que le président ne se berce pas d'illusions, 80% des sondés estiment que le mouvement des Gilets jaunes va se poursuivre. RT 26.04

- Les annonces de Macron ne règlent pas la crise des gilets jaunes pour 74% des Français - Le HuffPost 30.04

Selon une enquête YouGov réalisée en exclusivité pour Le HuffPost et CNews...

LVOG - Dans l'immense majorité des pays dans le monde, depuis toujours les travailleurs subissent des conditions de travail et d'existence mille fois pires que celles qui existent en France, ils sont forcés de s'y adapter pour survivre, pire encore, ils considèrent que tel est leur destin, cela dans un contexte où ceux qui sont censés représenter leurs intérêts sont acquis au régime en place, du coup ils se retrouvent atomisés et sans défense, sans moyens pour se mobiliser pour faire valoir leurs droits. Et quand bien même une nouvelle mesure serait la goutte qui ferait déborder le vase, sans direction hormis les traîtres ou les corrompus qui s'expriment en leur nom, leur mobilisation est vouée systématiquement à une impasse ou un échec, au mieux une révolution de palais.

Evidemment la classe dominant sait tout cela et elle l'a intégré dans sa stratégie. Elle sait que les masses exploitées ne disposent d'aucune expression organisée pour la combattre, elle n'a donc aucune raison de ralentir son offensive ou de reculer à la moindre alerte, somme toute un pétard mouillé. L'absence d'un parti et d'une Internationale ouvrière révolutionnaire, d'une issue politique, lui laisse quasiment le champ libre.

Toutes les luttes qui témoignent de la résistance des travailleurs à la remise en cause de leurs droits ou conditions demeurent éparpillées ou disloquées, sans liens entre elles, parce que le mouvement ouvrier s'emploie à les diviser, à les empêcher de se fédérer ou de se rassembler contre le capitalisme et ses institutions, bref, c'est un puissant facteur contre-révolutionnaire au service du gouvernement et du régime. Dans ces conditions toute tentative de renforcer le mouvement ouvrier ne peut contribuer qu'à renforcer le pouvoir de nuisance de ses appareils dont l'unique raison d'être est de le conduire à l'impuissance. Si les partis ouvriers traditionnels furent déclarés non réformables après avoir servi la cause de nos ennemis, ce qui justifia la création de nouveaux partis ouvriers, il devrait en être de même des syndicats. Aux Etats-Unis, une fois la social-démocratie et le stalinisme quasiment disparus, les syndicats qu'ils contrôlaient continuèrent de pourrir au point de devenir marginaux ou sans aucune influence sur la politique de tous les gouvernements qui se succédèrent pendant des lustres, les travailleurs se retrouvèrent sans représentation politique et syndicale, laissant le soin à l'oligarchie financière d'orienter la société et de décider de leur destin. L'idéologie adoptée par les syndicats fut la même que partout ailleurs dans le monde, réformiste ou apolitique, donc compatible, soumise au régime en place...

Quand une minorité détient tous les pouvoirs, le droit ne peut pas incarner la démocratie. Mais on va s'efforcer de vous faire croire le contraire.

Le droit est essentiellement l'expression ou la retranscription en termes juridiques des rapports sociaux (ou économiques) existant entre les classes. Le droit est intégré à la Constitution qui en est l'expression achevée en définissant les institutions qui seront chargées de le faire respecter, dont l'appareil judiciaire et policier de l'Etat.

Le droit est établi par et pour la classe qui détient le pouvoir économique afin de préserver son hégémonie de classe.

Si son orientation subit l'influence de la lutte des classes, en aucun cas elle ne peut être inversée ou remettre en cause les fondements des rapports sociaux sur lesquels reposent le droit et l'existence du système économique capitaliste. L'exercice du droit demeure fondamentalement soumis à cette exigence.

Pour changer l'orientation du droit et de la société, il faut parvenir impérativement à inverser les rapports sociaux au profit des classes exploitées sur le plan politique, il faut une révolution ou que les exploités et les opprimés s'emparent du pouvoir politique, détruisent l'Etat de fond en comble, abolissent la Constitution de la Ve République pour instaurer une République sociale.

- Le droit est-il en train d'étouffer la démocratie ? Par Olivia Dufour - Les Crises.fr

Source : La gazette du palais, Olivia Dufour, Bertrand Mathieu, 12-09-2017

Entretien avec Bertrand Mathieu, professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1), vice-président de l'association internationale de droit constitutionnel, ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature

Certes inséparable de la démocratie, le droit n'est-il pas en train de se dresser contre elle au risque de la détruire ? C'est la question stimulante que pose le constitutionnaliste Bertrand Mathieu dans son essai Le droit contre la démocratie ? Ce livre poursuit la réflexion entamée par l'auteur en 2015 sur l'évolution de nos institutions dans Justice et politique : la déchirure ?

Gazette du Palais : Le titre de votre dernier livre,Le droit contre la démocratie ?, interpelle. En quoi le droit peut-il être opposé à la démocratie ?

Bertrand Mathieu : L'idée de ce livre est ancienne et part de la volonté de comprendre la désaffection qui frappe la démocratie. Les citoyens oscillent entre révolte et désintérêt parce qu'ils s'aperçoivent que le vote n'embraye plus sur la décision politique. Le droit est la condition de la démocratie et il détermine les modalités de son exercice mais il peut, en cas de dérive, l'encadrer et la contraindre de telle manière qu'elle soit étouffée.

Gaz. Pal. : Pourquoi et comment ce déséquilibre s'opère-t-il ?

B. Mathieu : L'une des causes est le développement du droit supranational. Il ne s'agit pas d'un jugement de valeur à l'égard de l'Union européenne – je suis au demeurant convaincu de l'intérêt de l'Europe –, mais d'un simple constat. On estime que près de 80 % de la législation nationale est directement ou indirectement contrainte par le droit européen. Or, contrairement à une idée reçue, ce droit n'est pas produit démocratiquement. Une démocratie suppose en effet l'existence d'un peuple, sur un territoire, doté d'un État au sein duquel l'exercice des pouvoirs est organisé sous une forme démocratique. Or, il n'y a pas d'État européen, pas plus que de peuple qui prendrait des décisions. Certes, le Parlement européen est élu mais cela ne suffit pas à faire de l'Union européenne une démocratie. Plus largement, les citoyens ont très bien compris que les décisions, voire les choix de société, sont prises par des oligarchies juridictionnelles (notamment la Cour européenne des droits de l'Homme), économiques ou financières dépourvues de légitimité démocratique. En d'autres termes, la règle de droit à laquelle nous nous soumettons est le produit de puissances non démocratiques. Et le même phénomène peut être observé au niveau national avec le développement des autorités administratives indépendantes qui, elles aussi, édictent des normes en dehors du cadre démocratique.

Gaz. Pal. : Dans votre livre, vous dénoncez surtout l'hypertrophie des droits de l'Homme. Pourtant, plus les droits individuels s'élargissent et gagnent en intensité plus cela incite à considérer qu'une démocratie est saine et évoluée…

B. Mathieu : Mais c'est en réalité le contraire ! Aucune société ne se bâtit durablement sur l'individualisme. Une erreur courante consiste à considérer que démocratie et droits de l'Homme forment un tout indissociable. En réalité, les droits fondamentaux sont simplement les valeurs sur lesquelles les démocraties libérales ont décidé de s'appuyer. Poussés à l'extrême, ils mènent nécessairement à l'éclatement de la notion d'intérêt général. À partir du moment où une société est fondée sur des individus pour lesquels tout désir devient un besoin et tout besoin devient un droit, on n'arrive plus à formuler un intérêt général. Or la formulation de l'intérêt général est l'objet même du jeu démocratique. Les droits fondamentaux tels qu'ils sont interprétés font prévaloir jusqu'à l'absurde la primauté de l'individu sur le collectif. Et ces droits entrent en conflit les uns avec les autres. Plus vous étendez la liberté de la presse, plus vous réduisez le droit au respect de la vie privée et inversement. La notion de progrès est donc largement illusoire puisque les avancées obtenues par les uns pèsent sur les autres. Les rapports sociaux ne s'insèrent plus dans une dimension collective, historique et institutionnelle, mais se réduisent à des relations interindividuelles et les institutions ne sont plus que des prestataires de services et de droits individuels. De fait, la démocratie ne parvient plus à assurer la stabilité et un certain bien-être collectif. Mais comme les individus ont toujours besoin de se retrouver ensemble, ils reforment des communautés à l'intérieur de la communauté nationale qui s'est désagrégée, c'est le communautarisme. Et le paradoxe final, on le voit bien avec l'Islam politique, c'est qu'une communauté peut mettre en cause la conception même des droits de l'Homme. Le système débouche sur une impasse. Il est incapable de gérer le rapport individu, communauté, intérêt collectif. Il perd toute cohérence.

Gaz. Pal. : Vous allez même plus loin en évoquant une véritable idéologie des droits de l'Homme dressée contre la démocratie…

B. Mathieu : Cette conception quasi religieuse des droits de l'Homme aboutit à limiter la liberté d'expression, pourtant indispensable à la démocratie. Les lois mémorielles, la pénalisation de certaines opinions, la pression du politiquement correct constituent une nouvelle forme de censure qui, sous couvert de protéger les droits fondamentaux, ne fait que conforter l'idéologie d'une élite intellectuelle et politique auto-proclamée. Les droits de l'Homme dont l'objectif à l'origine consiste à protéger les individus contre l'État sont devenus un outil d'un totalitarisme d'autant plus dangereux qu'il s'insinue progressivement sous la forme d'une police de la pensée.

Gaz. Pal. : Le juge en tant que gardien de ces droits hypertrophiés devient lui-même un facteur de déstabilisation de la démocratie, estimez-vous…

B. Mathieu : La fonction du juge est d'abord d'appliquer la loi, mais il devient aujourd'hui presque exclusivement le défenseur du citoyen contre l'État. Et ça aussi, c'est un élément d'affaiblissement de la démocratie dans la mesure où la justice est en principe un pouvoir de l'État et non un pouvoir dans l'État. On l'a vu lors des dernières élections présidentielles. L'affaire Fillon a soulevé deux questions essentielles liées au respect de la séparation des pouvoirs. D'abord la justice est intervenue au sein de l'Assemblée nationale sans obtenir l'autorisation de son bureau. Ensuite, s'il est vrai qu'aucune règle n'impose aux juges une retenue en période électorale, une suspension du temps judiciaire en période électorale relève de la logique même de la séparation des pouvoirs. Cette situation a conduit à une exacerbation du conflit entre les pouvoirs qui n'est pas satisfaisante. La justice est en passe de devenir un contre-pouvoir à l'État. Or, la conception d'un juge bras armé de la société, ou de l'individu, contre l'État est profondément anti-démocratique.

Gaz. Pal. : La démocratie participative pourrait-elle être la solution ?

B. Mathieu : En théorie, c'est une belle idée puisqu'il s'agit d'associer le peuple aux décisions. Mais en pratique, le plus souvent, ça ne marche pas car ce sont les militants, les lobbys, qui s'expriment et non pas le peuple dans son ensemble. On l'a vu à l'occasion d'une question sur la fin de vie. Qui s'est exprimé ? Les pro et les anti-euthanasie. Ce qui nous ramène à un système oligarchique dans lequel s'expriment uniquement ceux qui savent et d'où sont exclus ceux qui ne vont ni sur internet ni aux conférences citoyennes. En revanche, cette participation peut éventuellement fonctionner au niveau local.

Gaz. Pal. : Mais alors, comment remettre la démocratie sur les rails ?

B. Mathieu : Je suis globalement assez pessimiste, mais on peut quand même tenter d'imaginer des solutions. Je crois à la nécessité de l'Union européenne mais il faut clarifier ce qui relève de la compétence de l'Union et ce qui appartient aux États afin que les électeurs sachent clairement lorsqu'ils votent ce que la personne qu'ils élisent aura le pouvoir de faire concrètement. Une autre solution consiste à raviver le référendum, à condition bien sûr que la question soit dépourvue d'ambiguïté et que l'on tienne compte du résultat du vote, ce qu'on a refusé plusieurs fois de faire pour Notre-Dame-des-Landes, la Grèce, ou encore la construction européenne. À l'inverse, je ne crois pas que la pétition constitue réellement un remède en raison de son manque de transparence, ce qui nous ramène au problème de la démocratie participative et donc à l'oligarchie.

Totalitarisme et délation.

- Les libertés fondamentales en danger, dit le président de la CNCDH - Reuters 29 avril 2019

Les libertés fondamentales sont mises en danger en France au nom de la sécurité, estime lundi le nouveau président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), dans un entretien au Monde.

"Nous n'avions pas besoin de nouvelles lois pour mettre en prison des terroristes. Et ça n'est pas plus le cas aujourd'hui", estime Jean-Marie Delarue, nommé ce mois-ci pour trois ans à la tête de la commission. Il cite les législations antiterroristes (la dernière en date l'an dernier), mais aussi la loi "anticasseurs" adoptée en mars sur fond de contestation des "Gilets jaunes".

Créée en 1947, la CNCDH est une autorité administrative indépendante, accréditée auprès des Nations unies, qui s'assure notamment du respect des engagements internationaux de la France en matière de droits de l'homme.

"Par ces lois nouvelles, on installe une distinction entre le Français ordinaire, qui a tous les droits, et le Français suspect, qui a droit à des procédures particulières, à des juges particuliers (...) Cette dernière catégorie ne cesse de s'élargir", poursuit le conseiller d'Etat.

"Désormais, il suffit de se trouver dans les environs d'une manifestation pour devenir un Français suspect faisant l'objet de mesures extraordinaires, comme des fouilles", dit-il visant plus particulièrement la loi "anticasseurs".

"Il est par ailleurs très inquiétant de voir des gouvernements donner toujours raison à leur police", ajoute-t-il, déplorant un manque d'intérêt dans l'opinion. "C'est grave! Comme si toutes ces lois successives avaient fini par tétaniser la protestation, comme si tout cela n'intéressait pas l'opinion". Reuters 29 avril 2019

- Une directrice d'école du Havre sanctionnée pour avoir critiqué la réforme Blanquer : des enseignants envahissent la mairie - franceinfo 30 avril 2019

Une centaine d'enseignants se sont invités lundi au conseil municipal du Havre, rapporte France Bleu Normandie mardi 30 avril. Une de leurs collègues, directrice d'école, a été sanctionnée pour avoir contesté la réforme Blanquer. Ils estiment que l'équipe municipale a une part de responsabilité dans cette sanction.

Cette enseignante a envoyé un mail, il y a plus d'un mois, à des parents d'élèves pour les tenir informés des problèmes liés, selon elle, au projet de loi "pour une école de la confiance", porté par Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Education. Mais l'enseignante a envoyé cet e-mail au sein de l'école et via son adresse professionnelle, celle donc de l'Éducation nationale. Un mail transféré à l'inspection, qui a décidé de sanctionner l'enseignante à double titre le vendredi 26 avril, à l'issue d'une commission : un blâme et l'obligation de demander une mutation avant le vendredi 3 mai.

Les manifestants estiment que la sanction est "disproportionnée" et que la mairie est coupable de "délation", ce que conteste l'adjointe à l'Education, Florence Thibaudeau-Rainot. Pour elle, les sanctions prises contre la directrice n'ont rien à voir avec la municipalité havraise. "C'est une assemblée municipale, on prend des décisions municipales", plaide-t-elle.

L'Éducation nationale réfute le terme de "mutation forcée". Joint par France Bleu Normandie, le directeur académique de Seine-Maritime Olivier Wambeck assure qu'il n'y a qu'une sanction administrative. Il évoque ainsi un blâme et assure que la directrice a accepté la mutation qui lui était proposée.

Si nous étions dans le cadre d'un déplacement d'office nous serions effectivement dans le cadre d'une sanction. Mais cela eût été soit un blâme soit un déplacement d'office. Il n'y a pas de double sanction.Olivier Wambeck, directeur académique de Seine Maritimeà France Bleu Normandie

Mais pour le syndicat SNUIpp interrogé par franceinfo, qui considère que la sanction est "disproportionnée", l'Éducation nationale a "maintenu l'obligation pour cette enseignante de quitter son poste". Il y a donc bien eu une double sanction. Pour Thomas Audigier, du SNUIpp, ces sanctions sont "disproportionnées" car l'enseignante "n'a mis aucun élève en danger". Elle se trouve dans une "situation personnelle dramatique" avance-t-il. Pour lui, "il s'agit de faire un exemple et de faire taire les enseignants" qui s'opposent à la réforme Blanquer. franceinfo 30 avril 2019

Quand les défenseurs de la liberté d'expression sont des despotes.

- Washington déplore la condamnation des journalistes birmans - Reuters 24 avril 2019

Les Etats-Unis ont déploré mercredi la confirmation mardi de la condamnation de deux journalistes birmans travaillant pour l'agence Reuters et exprimé leurs doutes sur le respect de la liberté d'expression. Reuters 24 avril 2019

- Armes françaises au Yémen: Trois journalistes convoqués par la DGSI - Reuters 24 avril 2019

Trois journalistes sont convoqués le 14 mai par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) dans le cadre d'une enquête pour "atteintes au secret de la défense nationale", a-t-on appris mercredi auprès d'un de leurs avocats.

Une enquête préliminaire sur des soupçons de "compromission par personne dépositaire et compromission par un tiers" a été ouverte dès le 13 décembre dernier et confiée à la DGSI à la suite d'une plainte du ministère des Armées, précise-t-on par ailleurs de source judiciaire.

Deux de ces journalistes, Mathias Destal et Geoffrey Livolsi, sont des co-fondateurs du média d'investigation Disclose, qui a publié la semaine dernière un rapport émanant de la Direction du renseignement militaire sur l'utilisation d'armes de fabrication françaises dans la guerre du Yémen.

Le troisième est Benoît Collombat, de la cellule investigation de Radio France, qui a publié l'enquête de Disclose avec quatre autres partenaires en France et à l'étranger.

"Nous estimons que ces journalistes ont fait leur travail et qu'on essaye de porter atteinte à leurs sources", a déclaré à Reuters Me Virginie Marquet, avocate de Disclose. "Nous serons très fermes sur la protection des sources de nos journalistes." Reuters 24 avril 2019

Quand le régime impérial américain se fait totalitaire.

- Le chef de la diplomatie vénézuélienne sanctionné par Washington, Moscou proteste - AFP 25.04

- L'embargo américain sur le pétrole vénézuélien entre en vigueur - AFP

- A l'ONU, Berlin, Londres et Paris rudoyés par leur vieil allié américain - AFP 2 mai 2019

- Carnival, première cible devant la justice américaine de Cubains spoliés en 1959 - AFP 2 mai 2019

Leur vieux monde craque de partout.

- GB: Impliqué dans le dossier Huawei, le ministre de la Défense a été limogé - Reuters

- Le Premier ministre portugais menace de démissionner après une fronde - Reuters 04.05

- Démission du ministre chypriote de la Justice, fragilisé par une affaire de tueur en série - Reuters

Une architecture internationale de sanctions imposée au nom de la sécurité des Etats-Unis - RT 24 avril 2019

Plus d'une vingtaine de pays et des dizaines de milliers de personnes et entités sont frappées de sanctions américaines. Administrées par le Trésor, celles-ci sont justifiées par des menaces supposées contre la sécurité des Etats-Unis.

Les sanctions extraterritoriales décidées par les Etats-Unis concernent une vingtaine de pays répartis dans quatre continents, Amérique, Afrique, Europe et Asie. Dans le cas de certains pays ou régions, elles interdisent toute transaction commerciale sans licence spéciale, c'est-à-dire autorisation d'une entité gouvernementale des Etats-Unis.

C'est le cas de de la Corée du Nord, de Cuba, de la Crimée, de l'Iran, du Soudan et de la Syrie. En général elles ciblent, à l'intérieur de ces pays, des personnes physiques ou morales avec lesquelles elles interdisent toute transaction et dont elles tentent aussi, dans certains cas, de geler les avoirs. Les noms des personnes et entités concernées sont consignés dans un annuaire de près de 1 300 pages, la liste SDN (Specially Designated Nationals and Blocked Persons List) tenue et mise à jour par le Bureau de contrôle des actifs étrangers (Office of Foreign Assets Control-OFAC), qui dépend du Trésor des Etats-Unis.

Dans la majorité des cas, les sanctions sont décidées au nom de la sécurité des Etats-Unis. Elles peuvent être portées par une loi fédérale ou un simple executive order, équivalent d'un décret présidentiel. Dans ce cas, est systématiquement invoquée, entre autres, la Loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationaux (International Emergency Economic Powers Act - IEEPA).

Adoptée en 1977, elle autorise le président à réglementer le commerce extérieur après avoir déclaré une situation d'urgence nationale. Selon les explications d'une étude récente du service de recherche du Congrès «l'IEEEPA, à l'instar de la loi de 1917 sur le commerce avec l'ennemi (TWEA) dont elle dérive, se trouve au cœur du régime de sanctions américain moderne».

Cuba, doyen des pays sous sanctions

Les plus anciennes sanctions visent Cuba. Elles ont été décidées dès 1958 lors de la révolution contre le régime de Fulgencio Battista soutenu par les Etats-Unis et concernaient d'abord exclusivement les ventes d'armes. Elles se sont progressivement étendues jusqu'à constituer un embargo commercial total contre Cuba. Néanmoins le principe des autorisations spéciales fait que les Etats-Unis demeurent le sixième fournisseur de Cuba. Ces sanctions ont été condamnées par de nombreuses résolutions non contraignantes de l'Assemblée générale des Nations unies qui les ont, dans certains cas, qualifiées de violation de la Charte des Nations unies.

La vague ininterrompue de sanctions contre l'Iran remonte à 1979, date du plus ancien décret présidentiel signé contre la république islamique. Signé par Jimmy Carter, il ordonnait le blocage ou la saisie «de tous les biens et intérêts du gouvernement iranien, de ses institutions et entités contrôlées et de la Banque centrale d'Iran qui sont ou deviennent assujettis à la juridiction des Etats-Unis».

En 1996, le Congrès a adopté une loi qui concernait également la Libye : l'Iran and Libya Sanctions Act (ILSA). A la demande des plus grandes entreprises des Etats-Unis qui voulaient reprendre pied en Libye, en particulier dans les secteurs de l'exploration et de l'exploitation pétrolières, la Libye a été retirée de cette loi devenue en 2006 simplement Iran Sanctions Act (ISA).

L'ISA, qui a une durée limitée, est régulièrement renouvelée par le Congrès des Etats-Unis. Sa dernière mouture de 2016 a été prolongée pour dix ans. Les sanctions contre l'Iran sont multiples, elles ont fait l'objet de plus de vingt décrets présidentiels et sont complétées par des dispositions figurant dans la Loi pour contrer les adversaires de l'Amérique par des sanctions (Countering America's Adversaries Through Sanctions Act –CAATSA) adoptée en 2017 et visant également la Corée du Nord et

la Russie. Contre l'Iran, le Congrès a également adopté l'Iran Freedom and Support Act (loi pour soutenir la liberté en Iran) qui autorise les Etats-Unis à financer des «groupes d'opposition» dans le but de «soutenir une transition démocratique en Iran» selon l'intitulé exact du texte législatif.

72 actes législatifs de sanctions contre la Russie depuis 2012

Contre la Russie 72 textes ou amendements ont été signés depuis 2012 portant diverses formes de sanctions contre des entités ou personnes russes ou liées à la Russie et sous une large variété de prétextes. Les plus anciennes relèvent de la loi dite Magnistky adoptée fin 2012 après la mort en prison à Moscou en 2009 de l'avocat fiscaliste russe Sergueï Magnitsky, qui travaillait pour l'homme d'affaires américain Bill Browder.

Les plus récentes constituent de simples ajouts, en mars, de personnes et entités sur la liste SDN (voir plus-haut) et sont liées à l'incident entre les flottes russes et ukrainienne en octobre 2018 au large de la péninsule de Crimée dans des eaux territoriales contestées. En 2018, les Etats-Unis avaient aussi ajouté sur leur liste de personnes et entités sanctionnées plusieurs entreprises russes et iraniennes pour leur soutien au gouvernement syrien.

Peu avant l'entreprise russe Volasys Silver Star, filiale d'une entreprise chinoise de génie logiciel, avait été sanctionnée pour violation des restrictions commerciales imposées à la Corée du Nord. La Russie, à travers des individus ou entreprises, a également fait l'objet à plusieurs reprises de sanctions au titre d'une «interférence» dans les élections des Etats-Unis et d'activités de cybercriminalité.

Les conclusions récentes du rapport Mueller reconnaissant l'absence de preuve d'une collusion entre la Russie et l'équipe de campagne de Donald Trump en 2016 n'ont pour le moment pas donné lieu à la levée de sanctions contre la Russie basées sur ces allégations.

Des justifications d'un cynisme parfois extrême

A chaque fois, les sanctions font l'objet d'un communiqué de presse officiel publié le plus souvent par le Département du Trésor des Etats-Unis. Leur contenu atteint parfois des sommets de cynisme comme dans celui du 5 novembre 2018 intitulé «Le gouvernement des Etats-Unis réintroduit pleinement les sanctions contre le régime iranien dans le cadre d'une campagne de pression économique sans précédent aux Etats-Unis».

Justifiant un ensemble de sanctions économiques qui ne peuvent avoir d'autres résultats que d'affecter de façon très négative l'économie iranienne avec des effets graves sur la vie quotidienne de sa population, le Trésor ne craint pas d'écrire : «Alors que le peuple iranien souffre d'une mauvaise gestion budgétaire et d'un rial en chute libre, le régime iranien abuse du système bancaire du pays pour enrichir son élite et financer des institutions étatiques répressives.»

L'Otan force de «paix et de stabilité»

En juin 2001, Georges W. Bush publie un décret présidentiel de «Blocage des biens des personnes qui menacent les efforts internationaux de stabilisation dans les Balkans occidentaux». Dans le texte du décret on apprend que du point de vue de Washington, l'OTAN fait partie des «organisations internationales tentant d'apporter paix et stabilité à la région». Donald Trump a renouvelé par décret en juin 2017 ces sanctions justifiées, selon le président des Etats-Unis, par «des actes de violence extrémiste et des activités d'obstruction, [qui] continuent de représenter une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis». Parmi les personnes visées, on trouve Milorad Dodik alors président de la République serbe de Bosnie.

En 2006, des sanctions sont décidées contre un certain nombre de responsables politiques de Biélorussie, au motif que les élections qui ont eu lieu en mars dans ce pays n'ont pas été jugées démocratiques par les Etats-Unis.

Le Venezuela fait, lui, l'objet d'une multitude de sanctions depuis une quinzaine d'années que les Etats-Unis justifient par une large panoplie de motifs qui vont du «manque de coopération dans la lutte contre le terrorisme» à des actions «antidémocratiques» et «liées à la corruption». Ces sanctions visent plus d'une centaine de personnalités vénézuéliennes ainsi que l'ensemble de la société pétrolière publique PDVSA et de nombreuses autres entreprises publiques.

Les plus récentes accompagnent et suivent de près la tentative de coup d'Etat organisée par les Etats-Unis avec l'aide du président auto-proclamé Juan Guaido. Par exemple, l'arrestation de son chef de cabinet Roberto Marrero accusé de «terrorisme» par les services de sécurité vénézuéliens le 21 mars, a immédiatement déclenché une nouvelle salve de sanctions contre Bandes, la Banque de développement économique et social du Venzuela ainsi que plusieurs de ses filiales. L'action des Etats-Unis contre le Venezuela est d'ailleurs enrichie de sanctions contre divers pays comme la Russie ou Cuba auxquels il est reproché d'avoir apporté une aide économique sous une forme ou une autre au Vénézuela ou, selon la terminologie étasunienne officielle, au «régime illégitime de Maduro».

Des «contras» aux sanctions

En Amérique latine, Cuba et le Venezuela n'ont pas le privilège des sanctions américaines, celles-ci s'abattent aussi sur le Nicaragua, troisième membre de ce que les néo-conservateurs américains comme le conseiller à la sécurité nationale John Bolton, désignent sous le nom de «Troïka de la tyrannie» ou encore «Triangle de la terreur s'étirant de la Havanne à Caracas et Managua».

Les Etats-Unis qui ont longtemps financé les tristement célèbres «contras», groupes terroristes d'extrême droite, pour y renverser le gouvernement sandiniste, accusent aujourd'hui le gouvernement de «soutien au terrorisme». Et, comme dans le cas de Cuba et du Venezuela, les Etats-Unis ne cachent pas que les sanctions décrétées contre ce pays, ses instituions et entreprises publiques ont pour but ultime de renverser le gouvernement, ce qui a été à plusieurs reprises dénoncé comme une violation de la charte des Nations unies.

En Asie, la Birmanie a rejoint récemment le club des pays frappés de sanctions américaines qui comprend déjà la Corée du Nord et l'Iran. Ces sanctions qui concernent des hauts responsables militaires et même deux régiments entiers ont été motivées par des «campagnes violentes contre les minorités ethniques à travers la Birmanie», en référence aux actions du gouvernement contre la rébellion des Rohingyas et d'autres ethnies parmi lesquelles les Kachins, minorité chrétienne.

En Afrique, une dizaine de pays sont également concernés par les sanctions américaines. Parmi eux, on trouve la République démocratique du Congo, la République Centrafricaine, le Yémen, les deux Soudans, la Somalie, le Zimbabwe et même le petit Burundi. Deux ministres, un général et une quatrième personne ont été frappés de sanctions ciblées à la suite de la répression, en avril 2015, de manifestations contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, lors desquelles deux personnes ont trouvé la mort.

Dans un décret signé le 22 novembre 2015 Barack Obama expliquait que «la situation au Burundi, marquée par des meurtres et violences contre les civils…, constitu[ait] une menace inhabituelle contre la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis». RT 24 avril 2019

Ils osent tout.

- Impôts : "Le travail doit continuer à payer", lance Bruno Le Maire - Franceinfo 30.04

- France: L'Académie de médecine veut des mesures fortes contre l'alcool - Reuters 30.04

- Serbie: pas de solution sans les Etats-Unis selon le président kosovar - AFP 30.04

- Venezuela: Guaido revendique le soutien de soldats, le pouvoir dénonce une "tentative de coup d'Etat" - AFP

- 130 pays au chevet de la nature si vitale pour l'humanité - AFP Scientifiques et diplomates de 130 pays se réunissent à partir de lundi à Paris pour adopter la première évaluation mondiale des écosystèmes depuis près de 15 ans, un sombre inventaire de la nature vitale pour l'humanité. AFP

- Albright et le goût perdu de la liberté - L'Express.fr

L'ex-secrétaire d'Etat américaine Madeleine Korbel Albright met en garde contre le populisme et l'illibéralisme. L'Express.fr

- Joe Biden lance sa campagne dans un vieux bastion ouvrier de Pennsylvanie - AFP

L'ancien vice-président américain Joe Biden, l'un des favoris démocrates dans la course à la Maison Blanche, se rend lundi à la rencontre de travailleurs et de syndicalistes, premier acte de terrain de la longue campagne pour l'investiture de son parti. AFP

- En Floride, les professeurs pourront bientôt venir armés en classe - LeFigaro.fr

- L'Opep veut dépolitiser le pétrole, dit son secrétaire général - Reuters

- Chine: HRW dénonce la surveillance quotidienne au Xinjiang grâce à une application - AFP

Les autorités chinoises utilisent une application de téléphonie mobile pour surveiller les musulmans du Xinjiang et taxent de suspectes des conduites quotidiennes "totalement légales", assure un rapport de l'ONG Human Rights Watch rendu public jeudi. AFP

- Ghana : le fléau de la prostitution des enfants et des adolescentes - Franceinfo

Des dizaines de milliers de mineures se prostituent au Ghana. Parmi elles, des enfants de moins de 10 ans. Sans que les autorités n'interviennent alors que la loi ghanéenne réprime ce genre de crime. Franceinfo

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

- Egypte: La réforme constitutionnelle adoptée à près de 90% des voix - Reuters 24 avril 2019

Les électeurs égyptiens ont approuvé à 88,8% des voix les amendements constitutionnels adoptés par le Parlement qui pourraient permettre au président Abdel Fattah al Sissi de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2030, a annoncé mardi soir la commission électorale.

La participation électorale à ce référendum organisé sur trois jours, de samedi à lundi, ressort à 44,33% des quelque 61 millions d'électeurs inscrits.

La réforme constitutionnelle, approuvée la semaine dernière par 531 voix contre 22 au Parlement, fait passer la durée du mandat présidentiel de quatre à six ans et exclut de la règle de limitation des mandats ceux que Sissi a déjà accomplis, ce qui lui permettrait de rester au pouvoir jusqu'en 2030.

Un amendement confère par ailleurs au président de nouvelles prérogatives en matière de nomination des juges et des procureurs; d'autres prévoient que l'armée a le devoir de protéger "la Constitution, la démocratie, la cohésion fondamentale du pays et sa nature civile" et élargissent les compétences des tribunaux militaires.

Les soutiens de Sissi considèrent que les changements proposés sont indispensables pour que le président puisse parvenir à boucler des projets de développement majeurs ainsi que les réformes économiques. Ses détracteurs y voient une bascule vers un régime autoritaire. Reuters 24 avril 2019

Soudan

Soudan : la contestation rejette l'aide financière de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis - franceinfo 23.04

"Nous ne voulons pas de l'aide de l'Arabie saoudite, même si l'on ne doit manger que des fèves ou des fallafels." C'est en chanson que les manifestants soudanais ont clamé leur refus du soutien financier annoncé le 21 avril 2019 par Ryad et Abou Dhabi.

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont fait don dimanche d'une aide de 3 milliards de dollars au Soudan.

Ce soir à Khartoum, les manifestants scandent "nous ne voulons pas du soutien saoudien..."

Le jour même, le chef du Conseil militaire de transition révélait que les services de sécurité soudanais avaient saisi plus de 113 millions de dollars en liquide dans la résidence d'Omar el-Béchir à Khartoum, alors que les responsables de la contestation annonçaient de leur côté "la suspension des discussions avec le Conseil militaire" de transition.

Au Soudan, les manifestants ont rompu les discussions avec l'armée. Que s'est-il passé ?

Explication avec Dora Gombo, journaliste membre de l'Association des professionnels soudanais, à la tête du mouvement de contestation au de Nadia Bletry

"Nous considérons le Conseil militaire comme un prolongement du régime", a déclaré Mohamed al-Amine, un porte-parole du mouvement, appelant à "poursuivre et intensifier les manifestations jusqu'à ce que nos demandes soient satisfaites", a-t-il dit.

Face aux protestataires qui continuent de camper jour et nuit devant le quartier général de l'armée, malgré l'exigence d'une levée

des barrages par cette dernière, les deux ténors du Golfe s'inquiètent des conséquences de l'instabilité soudanaise sur leurs intérêts.

"Conscient de la nécessité d'aider le peuple soudanais frère (...) et en soutien à la République du Soudan, les deux pays (Arabie saoudite et Emirats arabes unis) ont décidé de leur apporter conjointement cette aide", a indiqué l'agence officielle saoudienne SPA.

Après plusieurs semaines de silence sur la crise politique au Soudan, le royaume saoudien et son allié émirati avaient brièvement réagi le 14 avril à la chute du président Béchir, appelant à la "stabilité" et à une "transition pacifique".

Ryad et Abou Dhabi se sont finalement résignés à la chute d'el-Béchir, mais craignent une descente aux enfers du pays, qui déstabiliserait la Corne de l'Afrique et nuirait à leurs intérêts dans la région, selon des analystes cités par l'AFP. L'Arabie saoudite et les Emirats sont très méfiants à l'égard des bouleversements incontrôlés comme ceux qui ont plongé en 2011 la Libye dans le chaos ou abouti à la montée des Frères musulmans, leur "bête noire", en Egypte.

Ils n'ont pas hésité à s'engager militairement au Yémen voisin lorsque la transition a dérapé et permis aux rebelles houthis, jugés proches de l'Iran, de s'emparer de larges portions du pays, dont la capitale Sanaa. Dans la guerre au Yémen en particulier, ils ont obtenu sur le terrain le soutien de l'armée soudanaise, décidé par le président déchu, dans le cadre de la coalition militaire sous commandement saoudien qui intervient dans ce pays depuis 2015.

Le Conseil militaire de transition soudanais avait confirmé dans la nuit du 15 au 16 avril que les troupes soudanaises resteraient engagées au Yémen "jusqu'à ce que la coalition atteigne son but". Mais tout cela reste tributaire de l'évolution de la situation intérieure soudanaise. Certes, le général Abdel Fattah al-Burhane, le chef du Conseil de transition, a affirmé à la télévision son "engagement à remettre le pouvoir au peuple", mais il a fait également monter la tension en prévenant : "Cela ne peut plus continuer, parce que la sécurité est de la responsabilité de l'Etat", a-t-il dit.

De son côté, le parti al-Oumma, première formation de l'opposition, a accusé le 22 avril "certains membres du Conseil militaire" de vouloir "recycler le régime renversé". Dans un communiqué, il réclame que le pouvoir soit confié à l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui regroupe les principales formations contestataires. L'ALC, qui avait prévu d'annoncer la veille la formation d'une instance civile censée remplacer le collège d'officiers supérieurs à la tête du pays, a finalement fait savoir qu'elle le ferait "dans quelques jours". franceinfo 23.04

Soudan: "accord" entre militaires et civils, aux contours encore vagues - AFP 25 avril 2019

Le Conseil militaire au pouvoir au Soudan a annoncé sans le préciser "un accord sur la plupart des exigences" présentées par les leaders de la contestation lors d'une réunion mercredi, qui s'est achevée avec la démission de trois membres de ce Conseil.

"Nous avons un accord avec la plupart des exigences présentées dans un document de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC)", a indiqué à la presse le général Shamseddine Kabbashi, porte-parole du Conseil militaire de transition, à l'issue d'une réunion entre les militaires et l'opposition, qui réclame un transfert du pouvoir à une autorité civile.

Un des leaders de la contestation présents à la réunion, Ahmed al-Rabia, a ajouté que les deux parties avaient également convenu de former un conseil conjoint, sans développer.

Quelques minutes après, dans un communiqué, le Conseil militaire a annoncé la démission de trois de ses membres, les lieutenants-généraux Omar Zain al-Abdin, Jalaluddin Al-Sheikh et Al-Tayieb Babikir.

Interrogé avant la réunion lors d'une conférence de presse sur les actions prévues en cas de refus du Conseil militaire d'accéder aux revendications des manifestants, l'un des leaders de la contestation, Siddiq Farouk, a menacé d'une "escalade". "Nous nous préparons à une grève générale" à travers le pays, a-t-il affirmé.

Ahmed al-Rabia, figure de l'Association des professionnels soudanais (SPA), fer de lance de la contestation, a lui appelé à une "marche d'un million de personnes pour jeudi".

Ayman Ali Mohamed, un manifestant, a indiqué mercredi qu'il prendrait part à cette marche. "Nous avons peur que le Conseil militaire nous vole la révolution, donc nous devons participer (aux manifestations) jusqu'à ce que que le transfert à un pouvoir civil soit achevé", a-t-il dit.

Un million de Soudanais réunis à Khartoum pour maintenir la pression sur les militaires - Le Figaro 02.05

«Une marche d'un million» de Soudanais s'est tenue ce jeudi devant le QG de l'armée à Khartoum afin de maintenir la pression sur les militaires. La foule réclame un transfert du pouvoir aux civils depuis qu'elle a poussé vers la sortie Omar-el-Béchir en avril

dernier. Depuis, le pays est gouverné par un Conseil militaire de transition que les Soudanais ne veulent pas voir s'installer à la tête de l'État.

Les ponts et les rues menant au complexe militaire, situé dans le centre de Khartoum, sont noirs de monde, selon des correspondants de l'AFP sur place. Dans une ambiance festive, des chants révolutionnaires résonnent à travers des enceintes sur le lieu du sit-in, où campent depuis le 6 avril des milliers de Soudanais. «Que tu chutes ou non, nous resterons», scandent les contestataires, en référence au Conseil militaire de transition. Les deux camps se sont jusqu'à présent mis d'accord pour établir un Conseil conjoint militaro-civil, appelé aussi Conseil souverain, pour remplacer le Conseil militaire mais les négociations achoppent sur le nombre de membres et sa composition, chaque partie insistant pour être majoritaire dans cet organe.

«Si le Conseil militaire a la majorité dans le conseil souverain, les droits des civils ne seront pas garantis (...) Mais si le sit-in se poursuit encore longtemps, des divisions apparaîtront qui serviront les objectifs des militaires», note Hassan Rabeh, un manifestant de Gadaref. L'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui regroupe les principales formations du mouvement de protestation, a présenté jeudi au Conseil militaire un document proposant d'établir une administration civile, avec des organes exécutif, législatif et judiciaire. Satea al-Haj, un des chefs du mouvement, a déclaré à des journalistes que l'ALC voulait une réponse du Conseil à cette demande d'ici «72 heures».

Dans un communiqué, le Conseil militaire a indiqué qu'il examinerait le document. «Nous poursuivrons notre dialogue avec l'Alliance», a-t-il souligné. Mardi, le général Salah Abdelkhalek, membre du Conseil militaire, a annoncé que le chef de cette instance, Abdel Fattah al-Burhane, serait «le chef du (futur) Conseil souverain». Fer de lance de la contestation, l'ALC a alors accusé les militaires de «ne pas envisager sérieusement de céder le pouvoir au peuple» et appelé «à une marche d'un million» de manifestants jeudi pour réclamer un pouvoir civil. La situation s'est d'autant plus tendue que les militaires ont annoncé mardi la mort de six membres des forces de sécurité, tués dans des heurts avec les manifestants à travers le pays. Le Conseil militaire a prévenu qu'il ne laisserait pas le chaos s'installer, exhortant les manifestants à retirer les barricades installées et à rouvrir les routes et ponts bloqués aux alentours du QG de l'armée.

Dans un entretien mercredi à l'AFP, Sadek al-Mahdi, le leader de l'opposition, a mis en garde les meneurs de la contestation contre toute tentative de provoquer les militaires. «Si nous provoquons (...) les forces armées qui ont contribué au changement, cela revient à chercher les ennuis», a-t-il ajouté. Cet ancien premier ministre, évincé du pouvoir en 1989 par le coup d'État mené par Omar el-Béchir avec le soutien des islamistes, a assuré que le Conseil militaire n'allait pas tarder à transférer le pouvoir aux civils.

De son côté, le général Chamseddine Kabbachi, porte-parole du Conseil militaire, a fait état de «pillages, de violences sur des citoyens, de routes bloquées, d'attaques contre les forces de sécurité». «Les forces armées doivent rester au sein du Conseil souverain» en raison des tensions que traverse le pays, a affirmé mardi Chamseddine Kabbachi. Le Conseil militaire de transition a jusque-là résisté aux appels à céder le pouvoir et les manifestants, qui ont reçu le soutien de Washington, l'ont accusé de ne pas être si différent de l'ancien régime.

Brésil

Les Indiens manifestent à Brasilia contre l'avis de Bolsonaro - huffingtonpost.fr 24.04

Quelque 2000 représentants de tribus indigènes du Brésil ont commencé à s'installer mercredi 24 avril en plein cœur de Brasilia pour leur mobilisation annuelle, bien décidés à faire valoir haut et fort leurs droits face à un gouvernement Bolsonaro ouvertement hostile.

Jusqu'à vendredi, ils doivent camper devant les centres emblématiques du pouvoir de la capitale brésilienne, participant à ce "Camp de la terre libre" ("Acampamento Terra Livre") qui rassemble chaque année plusieurs centaines d'indigènes depuis 2004.

Les forces de l'ordre étaient particulièrement nombreuses mercredi dans le centre de Brasilia, où des cordons de sécurité ont été mis en place dans la crainte de troubles, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Des indigènes en tenue traditionnelle, corps tatoués et masques de plumes multicolores, chantaient. Sur des bannières on pouvait lire: "Nos terres sont sacrées. Pas d'extractions minières sur nos territoires", ou "Nous exigeons les démarcations de nos terres".

"Nous sommes venus ici pour une cause importante", a expliqué Camila Silveiro, étudiante indigène de 22 ans. "Cela a été très difficile pour nous de conquérir nos droits et ils diminuent peu à peu. Nous sommes ici pour demander davantage de respect".

Le ministre de la Justice et de la Sécurité publique Sergio Moro a ordonné la mobilisation de la Force nationale sur l'Esplanade des ministères et de la Place des Trois pouvoirs où sont situés le gouvernement, le Congrès et la Cour suprême. Il a pris cette mesure après une demande du général Augusto Heleno, chef du cabinet de la Sécurité institutionnelle, soucieux "d'empêcher les actes de violence de la part des manifestants".

“Notre camp se tient depuis plus de 15 ans de manière pacifique, dans le but de donner de la visibilité à nos luttes quotidiennes”, s’est offusquée la Coordination des peuples indigènes du Brésil (APIB) dans un communiqué.

“Si le général Augusto Heleno prétend empêcher les actes de violence, qu’il s’occupe des grands propriétaires terriens qui envahissent nos territoires et tuent nos familles”, a ajouté l’APIB. “Pas les bienvenus”

“2019 a commencé dans un contexte très lourd”, selon l’appel au rassemblement de l’APIB, qui attend au total quelque 5.000 représentants indigènes de tout le pays. “Comme toujours, nous continuerons de résister”, a affirmé à l’AFP la coordinatrice de l’APIB, Sonia Guajajara.

Le président d’extrême droite Jair Bolsonaro, qui a pris ses fonctions le 1er janvier 2019, a envoyé au début du mois un message aux indigènes leur signifiant qu’ils n’étaient pas les bienvenus à Brasilia.

“Nous souhaitons le meilleur aux indigènes du Brésil, qui sont autant des êtres humains que n’importe qui d’autre ici (...), mais cette fiesta va devoir cesser sous notre gouvernement”, a lancé l’ex-capitaine, critiquant de supposées utilisations de fonds publics. “Dix mille indigènes sont attendus ici à Brasilia”, a-t-il dit sur Facebook, “et qui va payer la facture pour ces 10.000 indiens qui vont venir? Vous !”.

Une allégation réfutée par l’APIB, qui a assuré que le rassemblement était financé sur ses propres ressources.

La liste des doléances des populations autochtones ne cesse de s’allonger depuis l’élection de Jair Bolsonaro. Dès son entrée en fonction, il a retiré à la Funai, organisme public chargé des questions indigènes, ses attributions en matière de démarcation des terres et d’octroi de licences environnementales, au profit d’un ministère de l’Agriculture totalement acquis à la cause de l’agro-négoce.

Selon de nombreuses ONG et associations, les invasions de terres indigènes se sont multipliées sous le gouvernement Bolsonaro.

Quelque 800.000 indigènes et 305 ethnies vivent au Brésil, pays-continent de 209 millions d’habitants.

La Constitution leur accorde le droit d’usage exclusif de leurs terres mais leur délimitation est de plus en plus menacée par l’expansion de l’agriculture, les extractions minières et la déforestation illégale.

“Pourquoi laisser les indigènes isolés dans leurs réserves, comme des animaux dans un zoo?”, avait lancé Jair Bolsonaro, peu après son élection. “Comme nous, ils veulent évoluer, avoir des médecins, des dentistes, l’accès à internet et prendre l’avion”. huffingtonpost.fr 24.04

Arabie saoudite

Exécutions en Arabie saoudite : 36 décapitations, un crucifiement et un cadavre exposé en public - RT 24 avril 2019

Le 23 avril, Riyad a procédé à l'exécution groupée la plus importante de ces trois dernières années en tuant 37 citoyens, en majorité chiites, accusés de terrorisme.

Le chiisme est une branche de l'islam minoritaire en Arabie saoudite, et majoritaire en Iran, pays ennemi du royaume wahhabite. Comme le rapporte l'agence de presse AP, un des corps, celui d'un individu présenté comme un extrémiste sunnite, a été exposé sur la place publique en guise d'avertissement.

Selon un communiqué de l'ONG Amnesty international, 11 des hommes exécutés auraient été jugés coupables d'espionnage pour le compte de l'Iran et au moins 14 autres auraient été condamnés à cause de leur participation à des manifestations antigouvernementales dans les zones du pays peuplées majoritairement de chiites entre 2011 et 2012. L'écrivain saoudien et défenseur des droits de l'homme Fuad Ibrahim affirme pour sa part que 32 des 37 condamnés étaient des militants chiites de l'opposition.

L'un des prisonniers exécutés était Abdulkareem al-Hawaj, un jeune chiite qui n'avait que 16 ans lorsqu'il a été arrêté et condamné pour participation à des émeutes anti-gouvernementales.

Dans sa déclaration, le ministère saoudien de l'Intérieur a déclaré que les personnes exécutées avaient adopté «des idéologies extrémistes» et constitué des cellules terroristes dans le but de «semer le chaos» et de «provoquer des conflits sectaires». Conformément à la loi en vigueur dans ce pays allié clé des Etats-Unis, les citoyens reconnus coupables ont été décapités, ou crucifié selon les cas, sur décision du tribunal pénal de Riyad, spécialisé dans les procès pour terrorisme. L'exécution a également été ratifiée par un décret du roi Salmane. En comptant les exécutions du 23 avril, plus d'une centaine de personnes

ont été mises à mort dans le pays depuis début 2019, d'après un décompte établi sur base de communiqués officiels. RT 24 avril 2019

Espagne

Espagne: Sanchez remporte les élections marquées par l'émergence de l'extrême droite - AFP 28.04

Le Premier ministre socialiste espagnol Pedro Sanchez a remporté dimanche les élections législatives mais devra, faute de majorité absolue, chercher des alliés pour gouverner un pays divisé où l'extrême droite va entrer au parlement, plus de 40 ans après la fin de la dictature de Francisco Franco.

Le scrutin pourrait déboucher sur une poursuite de l'instabilité qui marque la politique espagnole depuis la fin du bipartisme conservateurs-socialistes en 2015, avec un Parlement fragmenté et des divisions exacerbées par la tentative de sécession de la Catalogne en 2017.

"Le futur a gagné et le passé a perdu", a lancé Pedro Sanchez en proclamant sa victoire devant les militants au siège de son parti à Madrid.

Après le dépouillement de 99% des bulletins de vote, le Parti socialiste a recueilli près de 29% des voix et 123 députés, nettement plus que les 85 remportés aux législatives de 2016, mais loin de la majorité absolue de 176 sur 350 à la chambre.

Pedro Sanchez, arrivé au pouvoir en juin dernier en renversant le conservateur Mariano Rajoy dans une motion de censure, sera donc obligé de bâtir une coalition difficile pour continuer à gouverner.

En face, les partis de droite seront bien en mal de l'en empêcher, malgré l'irruption du parti d'extrême droite Vox, qui remporte d'un coup 24 députés.

Les conservateurs du Parti populaire (PP) ont en effet perdu la moitié de leurs sièges, et retombent à 66 députés, contre 137 en 2016. Les libéraux de Ciudadanos ont réussi une belle percée, passant de 32 à 57 députés.

Mais même en s'alliant à Vox (10% des voix et 24 élus - ndlr), le PP et Ciudadanos ne pourraient pas rééditer au niveau national le succès qu'ils ont obtenu en décembre aux élections régionales d'Andalousie, où ils ont chassé les socialistes de leur fief.

Après une campagne tendue, le taux de participation a été de 75,78 %, neuf points de plus qu'en 2016, selon le ministère de l'Intérieur.

Pedro Sanchez pourra compter sur l'appui de Podemos, qui remporte 42 sièges, contre 67 en 2016, mais devrait avoir besoin de celui de partis régionalistes et donc, a priori, des indépendantistes catalans.

Mais le socialiste préférerait éviter d'avoir de nouveau besoin de ces derniers, qui l'ont contraint à convoquer ces élections anticipées en refusant de voter son budget.

Reste l'hypothèse d'une alliance avec Ciudadanos dont le chef Albert Rivera avait pourtant juré de "chasser Sanchez du pouvoir". Ensemble, le PSOE et Ciudadanos franchissent le seuil magique de la majorité absolue.

Mais les militants, qui saluaient sa victoire, l'ont mis en garde contre cette tentation en scandant "pas avec Rivera".

Dans son éditorial de lundi, le quotidien libéral madrilène El Mundo appelle M. Sanchez à "tendre la main à Rivera et envisager la formation d'un gouvernement modéré -qui serait sans aucun doute bien vu en Europe- pour garantir la stabilité" du pays.

Le quotidien de gauche El Pais souligne pour sa part la "grave responsabilité" de Ciudadanos, dont le "refus de principe" de gouverner avec les socialistes "transformera son cri d'alarme pour l'unité de l'Espagne en prophétie autoréalisatrice". AFP 28.04

LVOG - Austérité, avec 75,78 % de participation, les Espagnols en redemandent !

Bénin

- Bénin: abstention massive aux législatives en signe de protestation - AFP 28 avril 2019

Le Bénin, pays réputé pour être un exemple de démocratie en Afrique de l'Ouest, a voté dimanche pour élire ses députés lors d'un scrutin historique où l'opposition n?a pas été autorisée à se présenter, marqué par une abstention massive et une coupure

totale de l'internet, marquant un tournant autoritaire du président Patrice Talon.

La radio nationale a appelé en vain les 5 millions d'électeurs béninois à "accomplir leur devoir de citoyen" et à se rendre aux urnes pour élire leurs 83 députés.

Mais l'opposition, privée de candidats à la suite d'une révision de la loi électorale, avait appelé ses partisans à ne pas aller voter, en signe de protestation.

Les Béninois, mécontentent de la situation dans leur grande majorité, ne sont pas desendus dans les rues pour manifester mais ont signifié leur désaccord en boudant les urnes en masse.

Dans les bureaux de vote, les électeurs ont défilé "au compte-gouttes", expliquait à la mi-jouréne Kpleli Glele Marius, président d'un bureau de vote de Seme-Podji, région de l'opposant en exil Sébastien Ajavon.

Dans la dizaine de bureaux de vote visités par l'AFp à Seme-Podji, aucun n'a dépassé les 35 votants sur plus de 400 inscrits.

Les représentants de la Commission électorale (Céna) ainsi que les observateurs des partis étaient atterrés et fatigués par des heures d'attente "On n'a jamais vu ça", confiait l'un d'eux au moment du dépouillement. "La population n'est pas sortie".

Dans la région d'Allada, la participation moyenne des bureaux visités dépassait difficielement les 20%.

En effet, il semble que même les partisans du président ne se sont pas rendus aux urnes. "Je ne suis pas un opposant farouche. A vrai dire, je supporte le président Talon", explique à l'AFP Wilfrid Pokini. "Mais je ne soutiens pas cette élection. Une élection sans opposition, c'est quoi ça?" s'interroge ce commerçant de Porto Novo. "Ca va trop loin".

Le Parlement a approuvé fin 2018 la mise en place d'un nouveau code électoral pour simplifier le paysage politique et empêcher la prolifération des partis (plus de 250 dans un pays de 12 millions d'habitants).

Toutefois, même les principaux mouvements de l'opposition ne sont pas parvenus à remplir les conditions imposées par la Céna et n'ont pu présenter leur liste.

Cinq millions de Béninois étaient inscrits sur les listes électorales et ont eu jusqu'à 16h00 (15H00 GMT) pour choisir entre le Bloc Républicain et l'Union Progressiste, deux mouvements proches du président Patrice Talon. AFP 28 avril 2019

Bénin - Législatives : la participation au plus bas, à 22,99 % - LePoint.fr 30.04 C'était le chiffre le plus attendu depuis dimanche : celui de la participation. Premier enseignement : c'est historiquement le taux le plus bas depuis l'avènement de la démocratie au Bénin en 1990. LePoint.fr 30.04

Algérie

Algérie: l'armée oppose une fin de non-recevoir aux revendications des manifestants - AFP 30 avril 2019

Le chef d'état-major de l'armée algérienne a opposé mardi une fin de non-recevoir aux revendications des manifestants en Algérie, qui réclament la mise en place d'institutions de transition ad hoc pour gérer l'après Abdelaziz Bouteflika, poussé à la démission le 2 avril.

La présidentielle prévue le 4 juillet en Algérie --dans les délais prévus par la Constitution-- pour élire un successeur à M. Bouteflika, est la "solution idéale pour sortir de la crise", a affirmé mardi le général Ahmed Gaïd Salah dans un discours.

Les manifestants exigent depuis le 22 février le départ de l'ensemble des figures du "système" au pouvoir en Algérie, en tête desquelles le chef de l'Etat par intérim Abdelkader Bensalah et Premier ministre Noureddine Bedoui, deux anciens proches de M. Bouteflika.

Le parti au pouvoir, le Front de libération nationale (FLN), a pour sa part élu mardi un nouveau secrétaire général. Le député et homme d'affaires Mohamed Djamiai, 50 ans, remplace Moad Bouchareb, désigné par M. Bouteflika l'année dernière.

Alors que, comme chaque mardi depuis le début du mouvement de contestation, des milliers d'étudiants ont défilé dans le centre d'Alger et dans plusieurs villes d'Algérie, M. Bensalah a appelé à "instaurer un climat de sérénité et d'entente".

Dans un message à l'occasion de la fête du travail, il a exhorté le peuple algérien à chercher des "solutions consensuelles"

pour satisfaire "ses revendications légitimes à une vie décente et son aspiration résolue à un changement radical avec le régime, pratiques et symboles", selon l'agence APS.

Mais les contestataires refusent que les structures et personnalités de l'appareil hérité de M. Bouteflika organisent la présidentielle, alors que ses vingt années de pouvoir ont été marquées selon eux par des fraudes électorales. Ils réclament un processus de transition hors des institutions et délais prévus par la Constitution, gérée par des structures spécialement mises en place et chargées de mener le pays vers une IIe République.

Pilier du régime durant 15 ans et devenu de facto l'homme fort de l'Algérie depuis qu'il a lâché M. Bouteflika, rendant sa démission inéluctable, le général Gaïd Salah a souligné mardi exclure que l'armée permette une transition hors du cadre constitutionnel.

Il a réitéré "l'attachement profond du commandement de l'armée (...) à la Constitution" et a martelé "la détermination" de l'armée "à ne pas s'écarter de la voie constitutionnelle, quelles que soient les conditions et les circonstances".

Le général Gaïd Salah a également assuré que l'armée veillerait à ce que les enquêtes judiciaires ouvertes sur des dossiers de corruption visant des personnalités liées au régime soient préservées des "pressions ou diktats".

La justice enquêtera "sans exclure aucun dossier et en se gardant de toute mesure arbitraire ou de règlement de comptes", a-t-il précisé.

"Plusieurs dossiers lourds de corruption" concernant "des faits de spoliation des fonds publics avec des chiffres et des montants faramineux" ont été transmis à la justice par "les services de sécurité", a-t-il également indiqué, promettant que "l'opération" anticorruption ne fait que commencer et assurant que l'Algérie sera "assainie définitivement de la corruption et des corrupteurs".

Depuis le départ du pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika le 2 avril, la justice a ouvert une série d'enquêtes pour corruption visant des personnalités. Cinq puissants et richissimes hommes d'affaires, dont quatre proches de M. Bouteflika et de son frère et conseiller Saïd, ont été placées en détention provisoire.

Le général Gaïd Salah a récemment appelé la justice à "accélérer la cadence" des enquêtes, une demande assimilée à une "injonction" par ses détracteurs.

Certains observateurs craignent que, tout en étant une réponse à la contestation qui dénonce les liens entre le pouvoir et les "oligarques" --des hommes d'affaires ayant fait fortune grâce à des contrats publics--, ces enquêtes servent de levier de "purge" interne.

Mardi, le parquet d'Alger a entendu durant plusieurs heures Ahmed Ouyahia, quatre fois Premier ministre depuis 1995, dont trois fois sous la présidence de M. Bouteflika, en lien, selon la télévision nationale, avec des dossiers de "dilapidation de fonds publics et d'avantages indus".

M. Ouyahia a quitté le tribunal dans l'après-midi sans faire de déclaration, conspué par une foule qui l'a traité de "voleur".

Très impopulaire, M. Ouyahia a été limogé en mars par M. Bouteflika, dans l'espoir --vain-- d'apaiser la contestation.

Il avait été précédé devant le Parquet d'Alger lundi par l'actuel ministre des Finances Mohamed Loukal, gouverneur de la Banque centrale entre 2016 et sa nomination fin mars au gouvernement.

La justice avait annoncé le 20 avril convoquer MM. Ouyahia et Loukal, sans préciser si elle souhaitait les entendre comme témoins ou suspects, ni sur quels faits portent les dossiers. AFP 30 avril 2019

DEUXIEME PARTIE

La question qui tue celui qui la pose.

Interdit d'interdire : Les sondages nuisent-ils à la démocratie ? - Les Crises 30.04

LVOG - La question sous-entend que nous vivrions en démocratie. C'est à partir de cette escroquerie politique que les

opportunistes vont construire toute leur argumentation destinée à justifier leur soumission au régime en place, qui va consister à faire croire qu'il serait doté de vertus cachées ou insoupçonnées en s'enfermant dans un déni permanent de la réalité. Autrement dit leur méthode n'a rien à envier à celle employée par ceux qui nous gouvernent.

Les sondages, la propagande, la publicité, la société du spectacle sont des instruments (des représentations idéologiques) qui servent à fabriquer le consentement de la population au capitalisme et à la politique du gouvernement qui incarne les intérêts de l'infime minorité d'oligarques et de capitalistes, ils ne peuvent que nuire à la démocratie, ils en sont la négation.

Les sondages sont une escroquerie, même quand ils semblent anodins ou desservir leurs commanditaires. Comment cela ? Par exemple, à l'issue d'un sondage 75% des personnes interrogées rejettent la politique de Macron. Le naïf va rétorquer : Vous voyez qu'ils peuvent sortir des sondages honnêtes, vous les diabolisez, vous faites dans l'outrance doctrinaire, vous n'êtes pas crédible. Effectivement, on peut arriver à cette conclusion si on se fie aux apparences. Mais réfléchissez un peu, qu'est-ce que cela signifie seraient-ils 99% que cela ne changerait ou ne servirait strictement à rien, autrement dit il est inutile de s'y opposer ou d'espérer quoi que ce soit dans ces conditions-là, attendons des jours meilleurs, et pendant ce temps-là Macron applique tranquillement son programme ultra réactionnaire.

Quand on vous dit que l'immense majorité rejette la politique de Macron et que simultanément cela ne se traduit pas en termes politiques, vous êtes porté à penser qu'il est impossible de s'y opposer ou qu'il n'existe aucune alternative, et c'est bien ce à quoi nous assistons, non ?

Dites-vous bien que le sondage le plus anodin soit-il a une signification politique destinée à être exploitée par les représentants du régime, un parti politique ou une entreprise. Ne les prenez pas pour des demeurés, ne croyez pas qu'ils ne sauraient pas ce que les masses pensent, ne les confondez pas avec nos lamentables dirigeants, quand ils commandent un sondage ils ont toujours une intention précise inavouable dans la tête.

Et il ne faut pas oublier qu'il leur arrive de ne pas communiquer les résultats de sondages ou ils les refont jusqu'à tant qu'ils obtiennent les résultats escomptés, ils le font pour les référendums, alors pensez bien que pour de vulgaires sondages qu'ils fabriquent sans le moindre contrôle, ils ne vont pas se gratter, ce ne sont pas des questions de principe sur leur honnêteté qui va les arrêter.

L'impossible recyclage du stalinisme. Ils sont des leurs.

« Ne vous suicidez pas ! Rejoignez-nous ! » : le slogan oublié par les géants du journalisme par Frédéric Lemaire et Henri Maler (Acrimed) - Les Crises 29.04

Bravo ! Pas si vite, lisez plus loin comment ils rejoignent la meute de chiens enragés du régime :

- "Les éminences de l’éditocratie purent, tout à loisir, condamner ce qui est condamnable" Les Crises 29.04

Comprenez, ces braves "éminences de l’éditocratie" auraient commis une faute de ne pas "condamner" ce slogan. Vous vous demandiez encore comment des blogs ou des portails réalisés par des inconnus pouvaient devenir célèbres ou gagner en popularité du jour au lendemain, vous avez là la recette. Tout s'explique.

Le commentaire que j'ai envoyé au blog Les Crises et qui a été publié. L’art de tout dire et son contraire passe inaperçu.

Il est bien connu qu’il existe de bons et de mauvais patrons, de bons et de mauvais curés, de bons et de mauvais policiers, etc. en existerait-il qu’un seul de bon qu’on justifierait de les défendre, car ce n’est pas le fait qu’ils soient bons ou mauvais qu’on retiendra mais que leur existence est légitime, peu importe que par définition ou nature un patron soit un exploiteur, et qu’un policier ou un curé soit à son service, bref on ne loupera pas une occasion de manifester notre servilité envers le régime en place qu’on prétend combattre par ailleurs.

D’une part : « Ne vous suicidez pas ! Rejoignez-nous ! » : le slogan oublié par les géants du journalisme…

D’autre part : “les éminences de l’éditocratie purent, tout à loisir, condamner ce qui est condamnable”.

Voilà l’air de rien comment on cautionne les arguments avancés par les procureurs des tribunaux d’exception du régime.

Personnellement, opposant résolu au régime, par principe, oui cela existe encore, jamais je ne joindrai ma voix à celles qui défendent un représentant du régime, quand bien même serait-il maltraité injustement, parce qu’à aucun moment il ne cesse d’incarner l’ordre établi.

Ceux qui dénoncent ”l’éditocratie” n’ont finalement rien à lui envier, hélas !

Faites tomber les masques. Touchez pas à la police !

"Gilets jaunes": Coquerel (LFI) condamne les slogans "Suicidez-vous" - AFP 23 avril 2019

Le député LFI Eric Coquerel a condamné mardi les slogans "Suicidez-vous" lancés aux forces de l'ordre samedi à Paris lors de l'acte 23 des "gilets jaunes", tout en estimant que l'"escalade voulue par l'Etat" crée un contexte "pas sain".

"Chaque mouvement de ce type, à un moment donné, suscite des slogans qu'on ne revendique pas par la suite", a-t-il relevé sur Europe 1 en notant que celui de "CRS=SS" en mai 1968 n'était "pas d'une intelligence folle".

Samedi ce sont "quelque dizaines de personnes sur des milliers qui ont des slogans, que je condamne, que je n'accepte pas", a-t-il poursuivi.

Emmanuel Maurel, fondateur de la Gauche républicaine et socialiste et numéro 6 sur la liste LFI aux européennes, a également condamné les slogans lancés samedi, qualifiant sur Public Sénat leurs auteurs d'"abrutis", de "provocateurs qui d'ailleurs cherchent à discréditer un mouvement qui, dans son immense majorité, est pacifique". AFP 23 avril 2019

Pardi, après avoir entendu Coquerel il faut croire que oui !

- Le macronisme peut-il être «en même temps» de gauche? - Slate.fr 29.04

Quand l'avenir, c'est le corporatisme ou en route vers Moyen-Âge !

Le municipalisme est l’avenir des Gilets jaunes - reporterre.net 27.04

Comment le mouvement des Gilets jaunes pourrait-il durer ? Le municipalisme libertaire serait une voie féconde, selon l’auteur de cette tribune, pour qui ce modèle de société démocratique et écologique est « une stratégie de lutte pensée pour l’atteindre ».

Depuis le Moyen-Âge, l’organisation en communes autonomes est le mode d’organisation privilégié des mouvements politiques qui cherchent à contourner le piège de la représentation et à préserver l’autonomie locale contre la capture du pouvoir par une minorité de technocrates. reporterre.net 27.04

Conseil de participation citoyenne : "C'est révolutionnaire, il aura énormément de pouvoir" affirme Stanislas Guerini - franceinfo 29.04

Ce conseil, annoncé par Emmanuel Macron jeudi doit rassembler 150 citoyens, tirés au sort, pour faire des choix sur l'écologie.

"Je crois que c'est un grand pas pour la rénovation de la vie démocratique dans notre pays qui est franchi, poursuit-il. L'idée c'est de faire en sorte que nous prenions des choix collectifs et que ces choix soient mieux appliqués sur le terrain."

"Ces 150 citoyens vont se mettre ensemble et dire quelles sont les décisions à prendre de façon extrêmement précise." Il s'agira pour eux, précise le patron de LREM, de s'exprimer par exemple sur "la rénovation thermique des bâtiments, comment est-ce qu'on met la pression sur les propriétaires, quelle est la fiscalité carbone qu'on est capable d'accepter ou de ne pas accepter et sous quelles conditions". "On a du mal à entraîner toute la société, c'est ça le drame, et c'est ça qu'on va essayer de résoudre", a-t-il conclu. franceinfo 29.04

Qui complote contre les peuples ? La Commission européenne n'a de compte à rendre qu'à ses maîtres.

- Brexit : cette mystérieuse réunion entre Soros, Blair et Moscovici qui embarrasse l'UE - RT 29 avril 2019

Selon le site d'information EUobserver, spécialisé dans les actualités de l'Union européenne (UE), la Commission européenne aurait volontairement occulté, en partie, le contenu d'une rencontre ayant eu lieu lors du 49e Forum économique mondial de Davos entre le milliardaire George Soros, l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair et le commissaire européen Pierre Moscovici. Les trois protagonistes se seraient rencontrés au sujet d'«un second référendum sur le Brexit».

Après avoir demandé, fin janvier 2019, l'accès au contenu de cette discussion, le site EUobserver explique en effet s'être heurté à un refus partiel de la Commission européenne, celle-ci ayant répondu par courriel deux mois et demi plus tard. Citant dans un tweet la réponse de l'exécutif européen, le site d'information a ainsi écrit le 25 avril : «La nécessité de protéger le processus de décision

de l'UE est plus importante que tout intérêt public, dans ce qui a été discuté à propos du Brexit.»

De fait, dans sa réponse adressée à EUobserver, la Commission européenne s'est opposée au fait de divulguer «certaines parties d'un document [qui] pourraient affaiblir le processus décisionnel de l'institution». Les trois hommes en question n'ont jamais caché leur position quant au choix des citoyens britanniques de quitter l'UE, allant même parfois jusqu'à jouer un rôle particulièrement actif dans la campagne anti-Brexit, qui persiste malgré le référendum de juin 2016. RT 29 avril 2019

Passage en force

- Gouvernement : « Notre objectif, aller le plus vite possible ! », insiste Lecornu - Le Parisien 29.04

- "Conseil de défense écologique": une "bonne idée" à condition d'agir sans attendre, selon Hulot - AFP 29.04

Mimétisme. Leur humanisme est la politesse des salauds...

Le Parlement britannique déclare «l'urgence écologique et climatique» - LeFigaro.fr 2 mai 2019

Le vote du Parlement intervient après une série d'actions de blocages organisées par le mouvement Extinction Rebellion (XR) dans la capitale britannique. LeFigaro.fr 2 mai 2019

L'écocide, nouveau crime contre l'humanité qui tente de s'imposer en France - Le HuffPost 2 mai 2019

D'après Valérie Cabanes, juriste internationale et cofondatrice de "Notre affaire à tous", l'urgence est immense. Au micro du HuffPost, elle explique l'aspect inédit de l'enjeu juridique: "On est face au plus grave des crimes, au crime premier, c'est la vie de tous les êtres humains qui est menacée". Un crime plus condamnable que le génocide donc. Le HuffPost 2 mai 2019

Le capitalisme, c'est la guerre à la démocratie sur tous les continents à tous les peuples.

Monde: Les dépenses militaires à leur plus haut niveau depuis 1988 - Reuters

Les dépenses militaires ont atteint l'an dernier leur plus haut niveau dans le monde depuis 1988, dopées par des hausses sensibles des budgets de la défense aux Etats-Unis et en Chine, les deux premières puissances économiques.

Dans son rapport annuel, rendu public lundi, le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) écrit que les dépenses militaires dans le monde ont totalisé 1.820 milliards de dollars en 2018, soit une hausse de 2,6% par rapport à 2017.

Les dépenses militaires des Etats-Unis ont progressé de 4,6% l'an dernier, à 649 milliards de dollars, ce pays continuant, de loin, à faire la course en tête avec des dépenses militaires équivalant à 36% du total des dépenses militaires mondiales l'an dernier.

La Chine se classe deuxième. Ses dépenses militaires, en hausse pour la 24e année consécutive, ont progressé de 5,0% l'an dernier, à 250 milliards de dollars.

"En 2018, les Etats-Unis et la Chine ont représenté la moitié des dépenses militaires mondiales", déclare Nan Tian, chercheur au SIPRI.

Les autres grands pays, en termes de dépenses militaires, sont, dans l'ordre décroissant, l'Arabie saoudite, l'Inde, la France, la Russie, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Corée du Sud. L'Arabie, qui dirige une coalition panarabe en lutte contre les miliciens houthis au Yémen, a eu l'an dernier les plus fortes dépenses militaires au monde par tête d'habitant, juste devant les Etats-Unis.

Le Royaume-Uni et la France ont consacré respectivement 1,8% et 2,3% de leur PIB aux dépenses militaires l'an passé. Reuters

A priori. Hommage à l'esclavage.

Aux États-Unis, 20% des plus de 65 ans travaillent encore - Slate.fr

Bien que les deux situations soient incomparables, il y a fort à parier que nombre d'analystes et de politiques, dans une France dont le gouvernement aimerait inciter les individus à travailler plus longtemps, scrutent ce chiffre avec attention. Selon les résultats du Bureau of Labor Statistics, du Census Bureau et du Centre for Disease Control, analysés et mis en perspective par la firme United Income, 20% des Américain·es de plus de 65 ans conservent une activité salariée ou désirent en trouver une.

Comme le rapporte Bloomberg, ces 20% représentent 10,6 millions de personnes. La masse de seniors au travail est au plus haut depuis cinquante-sept ans et a doublé par rapport à 1985, date à laquelle elle a été au plus bas. En France, selon l'Insee, la proportion est quatre fois moindre -seuls 5% de la classe des personnes âgées de 65 à 74 ans occupent un emploi.

Dans un système mixte où les salarié·es ou leurs employeur·euses sont appelés à compléter leurs pensions publiques par des investissements et plan privés, de trop faibles revenus ou une épargne insuffisante pourraient expliquer un tel phénomène. Mais elles ne sont qu'un facteur, explique un analyste de United Income, Lincoln Pews.

Car à y regarder de plus près, c'est dans la catégorie a priori la plus à l'abri d'éventuels besoins que cette proportion d'actif·ves âgé·es a grimpé le plus vite. «La part des adultes qui ont 65 ans ou plus, qui travaillent et qui disposent au minimum d'un diplôme de niveau universitaire est passée de 25% en 1985 à 53% en 2019», est-il écrit dans le rapport de United Income. «Ceci a fait augmenter le revenu véritable de ces travailleurs âgés de 63% sur cette même période, passant de 48.000 à 78.000 dollars» [de 43.000 à 70.000 euros].

L'autre facteur est un classique, repris dans nombre de discours: toujours selon les analyses de United Income, si les gens aiment prendre leur véritable retraite plus tard qu'auparavant, c'est parce qu'ils s'en sentent capables. «Une meilleure santé a été un facteur-clé dans cette participation croissante à la force de travail. 78% des Américains de 65 ans ou plus disent se sentir en bonne santé, contre 73% en 1997 et 69% en 1985. [...] 77% expliquent ne connaître aucune limitation quant au type d'emploi qu'ils peuvent occuper, contre 71% en 1997.»

Le rapport concède tout de même que ces salarié·es agé·s se concentrent surtout sur des tâches de «col blanc ou dans la distribution», contrairement aux plus jeunes qui, eux, prennent en charge des jobs physiquement plus demandeurs.

Le Medef, qui souhaite repousser en France l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans d'ici 2028, est sans doute tout ouïe. Haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye pense quant à lui que si l'équilibre budgétaire du régime se trouve entre 63 et 64 ans, il ne faut pas toucher à l'âge actuel de 62 ans pour un départ à la retraite. Qui, a priori, ne se ferait alors plus à taux plein: les débats restent ouverts et promettent d'être houleux. Slate.fr

Les trafiquants d'esclaves (et d'armes) sont à Paris, Londres, Rome, Berlin, Madrid...

Libye: Salamé (Onu) bat en brèche le "mythe européen" des migrants - Reuters 29 avril 2019

L'envoyé spécial de l'Onu pour la Libye, Ghassan Salamé, a battu en brèche lundi "le mythe européen" selon lequel ce pays d'Afrique du Nord serait un "corridor pour l'arrivée massive" de migrants venus d'Afrique subsaharienne et désireux de rejoindre l'Europe à tout prix.

"Ces réfugiés, ce ne sont pas ceux qu'on imagine à Paris ou à Rome, ils n'ont pas tous envie de passer la Méditerranée, ils cherchent du travail en Libye qui a employé parfois 2 à 3 millions d'expatriés", a-t-il déclaré sur France Inter. "Ils veulent que la paix se réinstalle en Libye et ils veulent y travailler, ils y feront beaucoup plus d'argent légalement qu'en tentant de traverser la Méditerranée à leurs risques et périls".

"Ce ne sont pas gens qui sont à l'affût d'aller en Europe", a-t-il insisté. Ceux-là ne représentent qu'"une partie minoritaire, je dirais à peine 5% des 700.000" étrangers répertoriés en Libye.

Pour Ghassan Salamé, "c'est un vrai mythe européen de croire que la Libye n'est qu'un corridor pour l'arrivée massive des Africains en Europe".

Plongée dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye a été qualifiée ces dernières années par plusieurs capitales européennes, notamment par Rome et Paris, de "plaque tournante" du trafic de migrants d'Afrique subsaharienne cherchant à gagner l'Europe.

Après un pic en 2016, la route de la Méditerranée centrale entre la Libye et l'Italie - l'une des trois routes d'arrivées de migrants en Europe - a connu ces deux dernières années une baisse des flux migratoires.

En 2018, 23.485 arrivées en Europe via cette route ont été recensées, soit une baisse de 80% en un an, selon l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex. Reuters 29 avril 2019

Le capital ou plus vulgairement "***la théorie du vol d'oies sauvages***"

L'industrialisation est-elle la seule chance de l'Afrique? - francetvinfo.fr 04.05

Une étude publiée par l'agence économique Bloomberg prône une industrialisation de l'Afrique afin de créer un marché de l'emploi capable de répondre aux besoins. Cette préconisation peut sembler évidente, mais elle est loin d'être partagée par l'ensemble des observateurs, certains estimant qu'elle n'est pas nécessaire en Afrique.

L'étude publiée dans la rubrique Opinion de Bloomberg, signée par Noah Smith, éditorialiste de l'agence et ancien économiste, s'intitule Le seul espoir de l'Afrique est l'industrialisation. La question de l'industrialisation du continent africain est un débat récurrent entre économistes. Certains estimant que ce n'est pas la solution, quand d'autres affirment qu'il ne peut y avoir de croissance sans cela. Il est vrai que de nombreux exemples d'industrialisation non maîtrisée, souvent étatiques et répondant à des ambitions idéologiques, ont été de véritables échecs sur le continent.

Mais l'analyse de Bloomberg ne met pas en avant les investissements industriels réalisés par les Etats, qui souvent se sont perdus dans les sables de la mauvaise gestion ou de l'inutilité. Elle part du fait que l'Asie – et tout particulièrement la Chine –, devenue l'atelier du monde, a besoin de délocaliser une partie de sa production en raison de l'évolution de son industrie vers des produits à plus forte valeur ajoutée.

"La hausse des coûts de main d'œuvre en Chine et la menace des restrictions commerciales américaines incitent les fabricants à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement. Certaines de leurs usines iront au Vietnam et au Bengladesh, deux étoiles montantes du monde en développement. Mais ces pays ne seront pas assez grands pour remplacer la Chine, ce qui signifie que si les fabricants veulent vraiment réduire les coûts, beaucoup devront se tourner vers l'Afrique", écrit Noah Smith.

Les "oies sauvages" se posent-elles sur l'Afrique ?

L'analyse de Bloomberg s'appuie sur des exemples concrets. Les investissements massifs de la Chine dans les grandes infrastructures africaines sont connus et largement commentés. Ce qui l'est moins, d'après lui, c'est l'importance des investissements privés. "En 2017, l'équipe d'Irene Yuan Sun (chercheuse de McKinsey & Co) a estimé qu'il y avait environ 10 000 usines (nées d'investissements chinois) sur le continent, et (que) leur nombre est sans doute plus élevé maintenant. Le Nigeria, la Zambie, la Tanzanie et l'Ethiopie ont les plus fortes concentrations, mais de nombreux autres pays sont concernés. Bien que la Chine investisse moins en Afrique que dans d'autres régions, elle rattrape rapidement son retard", note-t-elle.

Selon cet article, "la seule chose qui semble pouvoir transformer de manière fiable les pays pauvres en pays riches semble être la théorie dite du vol d'oies sauvages". Cette analyse, décrite dans les annés 30 par le Japonais Akamatsu, montre comment un pays initie son processus d'industrialisation sur des produits à faible technicité. Après en être devenu producteur, il en devient exportateur, puis l'abandonne pour un produit à plus haute valeur ajoutée. Cet abandon permet à un autre pays d'entamer son propre processus d'industrialisation.

Part de l'Afrique à la valeur ajoutée manufacturière mondiale : 1,6%

Ce phénomène paraît s'être produit en Asie, du Japon à la Chine, en passant par la Corée... L'auteur semble penser que ce processus fonctionne maintenant vers l'Afrique et que malgré les progrès dans l'automatisation, "rien n'indique que celle-ci ait rendu obsolètes les fabrications à forte intensité de main-d'œuvre. En d'autres termes, tout indique que le processus qui a permis à l'Europe et à l'Asie de sortir de la pauvreté commence à porter ses fruits en Afrique."

Les "oies sauvages" se posent elles pour autant sur l'Afrique ? A voir certains exemples comme l'Ethiopie, où se construit une véritable industrie textile exportatrice initiée par la Chine, la théorie semble devenir réalité.

Pour autant, cette industrialisation reste extrêmement embryonnaire : "La contribution de l'industrie africaine à la valeur ajoutée manufacturière mondiale (VAM) est de 1,6%. C'est dérisoire. Ce qui est une hérésie, compte tenu de l'énorme potentiel du continent", note Jonathan Le Henry, directeur stratégie de PwC-Conseil en Afrique francophone. Surtout que le continent doit être en mesure de créer des emplois par millions : "La population africaine en âge de travailler devrait passer de 705 millions de personnes en 2018 à près d'un milliard d'ici 2030", note la Banque africaine de Développement (BAD), selon qui "les économies africaines se sont prématurément désindustrialisées, car la réallocation de la main-d'œuvre s'est orientée vers des services à faible niveau de productivité, limitant le potentiel de croissance du secteur manufacturier". Une façon de critiquer ceux qui voient le développement des services (même à travers la hightech) comme solution pour la croissance sur le continent.

Dans cette phase d'investissement, l'Afrique doit jouer sur ses capacités "à exploiter son avantage comparatif et à protéger ses frontières", estime Adama Wade, directeur de publication de Financial Afrik. Il n'est pas sûr que cela soit dans l'air du temps, même si l'ouverture à tout crin du marché mondial a du plomb dans l'aile depuis l'élection de Donald Trump.

Dans un précédent rapport, la BAD notait le manque d'infrastructures (réseaux électriques, transports...) comme principale entrave au développement de l'industrie en Afrique. Il n'est pas sûr que la théorie du "vol d'oies sauvages" suffise, malgré l'enthousiasme de Bloomberg : "L'industrialisation africaine achèvera la grande transformation, amorcée il y a plus de deux siècles en Grande-Bretagne : le mouvement de l'humanité allant de l'indigence à la sécurité matérielle. C'est la dernière frontière de la

réduction de la pauvreté." francetvinfo.fr 04.05

LVOG - Il y a déjà quelque temps j'avais émis l'hypothèse que la fin du cycle du capital serait atteinte et le passage au socialisme s'imposerait comme une nécessité et vaincrait, quand l'Afrique serait industrialisée, autrement dit, quand il n'existerait plus de réservoirs d'esclaves au capitalisme dans le monde...

TROISIEME PARTIE

1er mai.

- Défilés du 1er mai partout en France, tensions à Paris - Reuters 1 mai 2019

Entre 151.000 personnes, selon le ministère de l'Intérieur, et 310.000 personnes, selon la CGT, ont défilé mercredi partout en France à l'occasion du 1er-Mai, marqué à Paris par des heurts entre forces de l'ordre et militants radicaux.

Les 7.400 policiers mobilisés dans la capitale ont été confrontés à des centaines d'activistes "black blocs" et de manifestants "Gilets jaunes" radicalisés, infiltrés parmi les 16.000 manifestants comptabilisés par les autorités.

Ailleurs en France, des centaines de défilés rassemblant des militants syndicaux et des "Gilets jaunes", qui ont profité de la Fête du travail pour organiser leur 25e journée d'action depuis novembre, se sont pour la plupart déroulés dans le calme.

Avant et pendant le défilé intersyndical parisien, des journalistes de Reuters ont constaté la présence dans le quartier du Montparnasse de dizaines d'hommes au visage dissimulé, pour la plupart vêtus de noir. Certains étaient rassemblés derrière une banderole où l'on pouvait lire : "Colère noire. Ni oubli ni pardon".

"On ne lâche rien", "Révolution, c'est notre projet", pouvait-on lire sur d'autres pancartes.

Les CRS, déployés en grand nombre, ont fait usage de gaz lacrymogène. Des journalistes de Reuters ont vu quelques personnes blessées parmi lesquelles deux policiers dont un CRS touché au visage; du mobilier urbain et quelques véhicules ont été dégradés.

La CGT a dénoncé une "répression inouïe et sans discernement" dont son secrétaire général, Philippe Martinez, a été victime. "Nos camarades présents, y compris notre secrétaire général, se font gazer et reçoivent des grenades", a écrit la confédération dans un communiqué. La préfecture de police de Paris a démenti avoir pris la CGT pour cible.

"On est très satisfaits de l'ampleur de la mobilisation", a déclaré Philippe Martinez à la presse après avoir brièvement quitté le cortège. "C'est une manifestation de travailleurs et de travailleuses qui disent au gouvernement et au président de la République : il faut changer de politique."

Selon un décompte de la préfecture de police de Paris établi à 17h00, les forces de l'ordre ont procédé à plus de 15.300 contrôles préventifs et 288 interpellations. A 17h30, le parquet de Paris recensait 220 gardes à vue.

Selon la CGT, "près 250 manifestations" organisées dans tout le pays se sont déroulées "dans le calme".

A Bordeaux, 6.400 manifestants dont 1.300 "Gilets jaunes" selon la préfecture - 10.000 selon la CGT -, ont marché dans le centre-ville dont une partie leur était interdite par un arrêté préfectoral. Parti de la place de la République, le cortège des organisations syndicales était cette fois précédé de "Gilets jaunes", de jeunes porteurs de drapeaux noirs, de manifestants de la Confédération nationale du travail (CNT).

A Marseille, 30.000 personnes ont manifesté selon la CGT, 5.500 personnes dont 1.200 "Gilets jaunes" d'après la police.

"Ce qui est nouveau cette année, c'est la jonction entre le mouvement ouvrier, traditionnel, syndical et le mouvement spontané, insurrectionnel, des Gilets jaunes", a déclaré sur place le leader de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon. "Jusqu'à quel point, dans quelles proportions, comment tout cela se mélange bien ou mal, c'est ça la grande question politique dans laquelle est plongé notre pays et à laquelle sont confrontés tous les dirigeants responsables, y compris nous", a ajouté Jean-Luc Mélenchon, qui était accompagné par Manon Aubry, la tête de liste LFI pour les élections européennes du 26 mai.

La CGT a défilé aux côtés de la FSU, Solidaires et des organisations étudiantes Unef et UNL.

Force ouvrière n'avait pas lancé d'appel national et a laissé ses antennes locales organiser leurs propres rassemblements ou se joindre aux actions d'autres syndicats.

La CFDT, la CFE-CGC et la Fage s'étaient pour leur part donné rendez-vous place de l'Odéon à Paris, où le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a rappelé l'attention portée par son organisation au mouvement des "Gilets jaunes".

D'autres rassemblements importants ont eu lieu à Toulouse, Lyon ou encore Strasbourg, où environ 2.000 personnes, selon un journaliste de Reuters, se sont retrouvées.

Une manifestation pour le climat s'est déroulée entre la place du Panthéon et Montparnasse. Reuters 1 mai 2019

LVOG - 151.000 personnes, selon le ministère de l'Intérieur, et 310.000 personnes, selon la CGT, coupons la poire en deux et disons 200.000 manifestants, un succès ?

Décidément, on ne saura jamais pourquoi les travailleurs dont les conditions de travail et d'existence se dégradent continuellement ne se mobilisent pas ou ne se sentent pas concernés. Nous ne dirons pas attendons des jours meilleurs, entendez pires pour le savoir, puisque ce jour-là la majorité d'entre eux adopteront sans doute la même attitude comme c'est parti. Vous n'en êtes pas convaincu, vous ne voulez pas entendre cet argument, il vous gêne, n'est-ce pas, vous préférez faire l'autruche ou demeurer dans le déni, continuer de prendre vos désirs pour la réalité, c'est navrant, dommage. Je ne connais rien de plus démoralisant, je vous plains sincèrement.

Pitié-Salpêtrière : Ils sont les champions des fake news !

Intrusion à la Pitié-Salpêtrière: Mélenchon accuse Castaner d'être un "menteur" - AFP 2 mai 2019

"Monsieur Castaner est un menteur, en plus d'être un incompétent", a lancé jeudi le chef de file des Insoumis Jean-Luc Mélenchon, accusant le ministre de l'Intérieur d'avoir "inventé" l'attaque de l'hôpital parisien de la Pitié-Salpétrière en marge de la manifestation du 1er mai.

Christophe Castaner "s'est précipité hier soir sur les plateaux de télévision pour faire croire à une attaque d'un hôpital. Le mot "attaque", c'est très grave, ça veut dire que des gens délibèrent de prendre d'assaut un hôpital. Naturellement, ce n'est pas vrai", a poursuivi le député de Marseille.

Le ministre de l'Intérieur "invente des informations pour discréditer les gens, pour créer du trouble, des tensions, un mauvais état d'esprit", a poursuivi Jean-Luc Mélenchon, interrogé dans la cité phocéenne, où il avait défilé la veille.

Le parquet de Paris a ouvert mercredi une enquête à la suite de l?intrusion de plusieurs dizaines de personnes à la Pitié. 32 personnes sont en garde à vue pour attroupement en vue de commettre des dégradations ou des violences. F

"Il y a eu des gens qui ont couru à l'endroit où ils pouvaient se réfugier" pour fuir les nasses policières et les gaz lacrymogènes, selon Jean-Luc Mélenchon. "Les gens se sont précipités là où ils pouvaient aller" et "la police a reçu l'ordre de pourchasser les gens dans l'hôpital", a-t-il poursuivi.

"Personne n'a attaqué cet hôpital. Le ministre a donc menti sciemment, délibérément, pour salir les manifestants qui étaient des braves gens", a-t-il ajouté, expliquant comprendre que le personnel hospitalier "pris totalement par surprise (...) ait pu être choqué par la situation".

"M. Castaner ferait bien de faire autre chose au gouvernement. Ministre de ce qu'il veut, mais pas de l'Intérieur parce que c'est vraiment pas son truc. Depuis qu'il est là, 20 éborgnés, cinq mains arrachées, 2.000 blessés, 1.000 parmi les policiers... Il n'y a pas de pire bilan d'incompétence que le sien", a-t-il conclu. AFP 2 mai 2019

Pitié-Salpêtrière : "Une tentative de manipulation de l'information" de Christophe Castaner qui "ne peut plus rester ministre" selon Benoît Hamon - Franceinfo 3 mai 2019

"Les vidéos sont très parlantes", souligne Benoît Hamon. "Je ne comprends pas que le ministre de l'Intérieur, à l'heure où tout est observé, filmé, n'ait pas compris que, très vite, la version fallacieuse qu'il a donnée allait être démentie." Selon lui, "il suffit de regarder la vidéo pour comprendre qu'il n'y a pas d'attaque, il n'y a pas de violence. Il y a des gens qui cherchent à se réfugier".

Pour l'ancien candidat à la présidentielle, il y a "au sommet de l'Etat, une tentative de manipulation de l'information pour essayer de disqualifier globalement un mouvement social, pour essayer d'éteindre la mobilisation, là où le gouvernement n'y répond pas

par des mesures sociales satisfaisantes. C'est extrêmement grave."

Benoît Hamon estime que "des lignes jaunes sont franchies". "Le gouvernement ne peut pas faire la guerre aux fake news et produire du mensonge." Il attend maintenant des "preuves" de ce que le ministre de l'Intérieur a affirmé. "Si le gouvernement ne produit pas la preuve de ce qu'il affirme, je pense que le ministre de l'Intérieur ne peut plus rester ministre de l'Intérieur."

Benoît Hamon ne souhaite pas attendre "six mois de commission parlementaire", comme le demande l'écologiste Yannick Jadot. "Le président de la République devrait prendre la seule décision qui s'impose, c'est de démettre de ses fonctions le ministre de l'Intérieur parce qu'il a délibérément construit une histoire qui n'existait pas." Franceinfo 3 mai 2019

Pitié-Salpêtrière : l'équipe médicale dérangée "n'est pas du tout choquée" - BFMTV 2 mai 2019

À la Pitié-Salpêtrière, des soignants écartent le scénario d'une attaque - Le HuffPost 2 mai 2019

Leur témoignage était très attendu. Au lendemain de la manifestation du 1er mai, plusieurs soignants de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière ont expliqué ce qu'ils ont vu et fait alors que des personnes étaient entré dans l'enceinte de l'établissement.

Membres du service de réanimation, ils confirment l'intrusion de manifestants mais leur témoignage écarte le scénario d'une "attaque", terme employé mercredi soir par le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. Dans la vidéo visible en tête d'article, ils évoquent plutôt un incident "très court", "sans danger".

"On ne sait pas sentis en danger plus que cela. [...] Cela s'est calmé très vite. Les forces de l'ordre ont été efficaces. On n'a pas senti plus d'agression que cela. Sur le moment, c'est l'effet de masse qui a été la surprise au début. Très vite, il y a même eu des gens qui ont essayé de calmer le jeu", a par exemple témoigné au micro du HuffPost l'aide-soignante Gwenaelle Bellocq. Elle appelle à bien faire la distinction entre ce qu'il s'est passé à l'entrée du service de réanimation et ce qu'il se passait dehors. Le HuffPost 2 mai 2019

Pitié-Salpêtrière: la séquence minute par minute qui démonte le scénario d'une "attaque" - Le HuffPost 03.05

Est-ce une "attaque", comme l'a qualifiée le ministre de l'Intérieur, ou bien un mouvement de panique de manifestants fuyant la police qui a conduit entre trente à cinquante d'entre eux à tenter de pénétrer dans l'enceinte... Le HuffPost 03.05

Affaire de la Pitié-Salpêtrière : le cas Christophe Castaner - Le Parisien 4 mai 2019

Rétropédalage toute ! Face à la polémique qui n'a cessé de s'amplifier depuis mercredi soir et ses propos accusateurs après l'intrusion de manifestants dans l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris, XIIIe), Christophe Castaner a dû sérieusement corriger le tir vendredi. Dans un exercice de contrition, le ministre de l'Intérieur s'est appliqué à déminer le terrain. « J'entends le reproche qui m'est fait d'avoir utilisé le mot attaque. Je souhaite qu'aucune polémique n'existe sur ce sujet et le voyant l'être, je me dis que je n'aurais pas dû l'employer », a-t-il rétropédalé en marge d'un déplacement à Toulon (Var).

Une rectification sur la forme, devenue obligatoire tant ses déclarations le 1er Mai avaient mis le feu aux poudres. « Des gens ont attaqué un hôpital, des infirmières ont dû protéger le service de réanimation », assurait alors sans ciller le locataire de Beauvau. Le lendemain, ses affirmations étaient remises en cause par une série de vidéos et de témoignages qui démontraient qu'il ne s'agissait pas d'une « attaque ». Le Parisien 4 mai 2019

Le totalitarisme vert En Marche. Instrumentalisation et récupération.

La marche pour le climat, "un mouvement qui se pérennise" - france24.com 02.05

Ses organisateurs — Youth for Climate France (En détail dans la causerie du 1er mars 2019 : Youth for climate change, Qu'est-ce que c'est ? Une officine de l'ONU sponsorisée notamment par le British Council (créer en 1940 par le gouvernement britannique) et des oligarques, ayant lié des partenariats avec d'autres ONG brassant au total des milliards de dollars. Cette ONG fait partie d'une nébuleuse comportant des milliers d'associations à travers le monde.)

France24 - Alors que la marche pour le climat a réuni seulement 1 000 personnes à Paris le 1er-Mai, ses organisateurs et soutiens se veulent optimistes quant à la suite du mouvement, avec en ligne de mire la prochaine échéance internationale le 24 mai, une grande marche pour le climat à l'étranger et en France à l'appel du mouvement FridaysForFuture.

Des initiatives en matière climatique existent cependant, comme la récente annonce de la création d'une Convention citoyenne sur le climat – qui pourrait donner lieu à un référendum en 2020, selon le ministre de la Transition écologique, François de Rugy. "Cette conférence de citoyens qui va réfléchir au problème du climat, c'est bien, mais ce sujet devrait être plus urgent",

estime François Dubreuil, du collectif Unis pour le climat, joint par France 24. france24.com 02.05

FridaysForFuture, qu'est-ce que c'est ?

La voix de l'oligarchie ! (En détail dans la causerie du 25 mars 2019)

Reporter (reporterre.net) publiait un article sur le même sujet signer Demosphère

Demosphère, qu'est-ce que c'est ?

- Manifestation. « Cortège climatique social et démocratique » - paris.demosphere.net

Le pragmatisme, face aux défis climatiques, environnementaux et sociaux, c'est de demander (A Macron - ndlr):

- Organiser la codécision, négociation ou concertation autour des politiques publiques, des stratégies des grandes entreprises, notamment dans le cadre d'un dialogue social et sociétal sectoriel. Il s'agit de construire les outils démocratiques permettant d'articuler économie social et environnement au service de tous.

LVOG - Le corporatisme en somme puisqu'il est nulle part question d'inverser le rapport entre classe dominante et classe dominée ou d'expropriation de l'oligarchie... et son contraire pour duper ou instrumentaliser les naïfs.

Lu dans leur portail.

- Cortege Écologie Sans Transition

On veut nous faire marcher derrière le slogan "Pas de profit sur une planète morte"? Nous ne voulons pas sauver le profit, il n'est pas compatible avec le vivant. Le capitalisme vert n'existe pas. Ce n'est pas d'une transition dont la planète a besoin, mais d'une rupture. LVOG - Mais surtout pas avec le capitalisme !

Acte XXV

- Faible mobilisation pour le 25e samedi d'action des "Gilets jaunes" - Reuters 4 mai 2019

Quelques milliers de manifestants "Gilets jaunes" se sont mobilisés samedi en France pour une 25e journée d'action qui survient trois jours après celle du 1er-Mai, émaillée de heurts à Paris, et dix jours après les annonces d'Emmanuel Macron en réponse à ce mouvement.

A 14h00, le ministère de l'Intérieur a recensé 3.600 manifestants, dont un millier à Paris, un chiffre en baisse par rapport à samedi dernier qui avait vu défiler à la même heure 5.500 personnes, dont 2.600 à Paris.

Comme chaque semaine depuis près de six mois, des rassemblements ont été organisés sur des ronds-points ou dans les centres-villes à Château-Thierry (Aisne), La Roche-sur-Yon (Vendée), Metz ou encore Montpellier. Quelques dizaines de personnes ont aussi manifesté dans l'aéroport parisien de Roissy-Charles-de-Gaulle.

A Bordeaux, plusieurs centaines de personnes ont défilé selon Reuters contre au moins 2.000 la semaine précédente. Interdits de pénétrer dans le centre-ville, les manifestants ont marché sur le long de la Garonne puis en direction de la place de la Victoire dans une ambiance festive malgré la pluie.

A Paris, une manifestation s'est élancée dans le calme des abords de l'hôpital Lariboisière, dans le Xe arrondissement, en direction de la place de la Nation.

"La répression en marche, soutien aux blessés et incarcérés", "Dégageons Castaner", "Mensonges Castaner" pouvait-on lire sur certaines banderoles à destination du ministre de l'Intérieur, en première ligne depuis le début d'un mouvement marqué par des polémiques sur le comportement des forces de l'ordre, de certains manifestants et sur l'attitude du locataire de la place Beauvau lui-même.

La moindre mobilisation constatée samedi à Paris n'a pas étonné Hervé, manifestant retraité interrogé par Reuters sur le boulevard de Magenta.

"Il y a beaucoup de gens qui ont été affolés par le traitement et la répression de mercredi dernier, donc ce n'est pas étonnant de

voir qu'aujourd'hui, ça patine un petit peu au niveau de la mobilisation", a-t-il dit.

"Ce n'est pas un signe d'arrêt. On a connu des périodes comme ça, Noël, jour de l'An, où il y avait eu de monde dans les rues, c'est tout à fait normal." Pour Luc, autre retraité croisé à Paris, la mobilisation dans les villes ne doit pas faire oublier celle, plus discrète, sur les ronds-points. "Les mouvements nationaux se maintiennent et, à côté, il y a beaucoup de manifestations qui se développent", estime-t-il.

Cette nouvelle journée d'action montre que le mouvement de protestation sans leader ni structure apparu mi-novembre en France continue, malgré les annonces faites le 25 mai par Emmanuel Macron, qui ont étoffé le programme de travail du gouvernement jusqu'à l'automne.

"On ne peut pas continuer comme ça", a considéré samedi sur LCI Florence Berthout, maire les Républicains du Ve arrondissement. "Il va bien falloir parler à ce peuple." Reuters 4 mai 2019

Violences policières envers les journalistes: plus de 350 médias et journalistes signent une tribune - RT 1 mai 2019

Plus de 350 médias, journalistes, photographes, indépendants ou travaillant pour des rédactions ont signé une tribune dénonçant les violences policières subies par la profession depuis le début du mouvement des Gilets jaunes.

L'interpellation et la garde à vue du journaliste indépendant Gaspard Glanz lors de la manifestation des Gilets jaunes le 20 avril a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Plus de 350 médias, journalistes, photographes, indépendants ou affiliés à des rédactions, avec ou sans carte de presse, dénoncent, dans une tribune publiée sur France Info, «les multiples violences d'Etat» qu'ils subissent.

Avec son désormais célèbre «Allo Place Beauveau» sur Twitter, le journaliste David Dufresne décompte au moins 95 agressions visant spécifiquement les journalistes parmi les 736 signalements qu'il a recensés depuis le début du mouvement des Gilets jaunes.

Parmi les violences subies, les signataires citent : «mépris, tutoiement quasi systématique, intimidations, menaces, insultes. Mais également : tentatives de destruction ou de saisie du matériel, effacement des cartes mémoires, coups de matraque, gazages volontaires et ciblés, tirs tendus de lacrymogènes, tirs de LBD, jets de grenades de désencerclement, etc.» Ils dénoncent également la confiscation du matériel de protection (masque, casque, lunettes).

En plus d'interpeller directement le gouvernement qui n'a pas, dans une démocratie à décider de la «façon de travailler» des journalistes, les signataires s'adressent également à la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP) qui délivre la carte de presse. «Devenue extrêmement compliquée à obtenir» pour les plus précaires, la carte de presse est en effet systématiquement demandée par les forces de l'ordre lors des manifestations. «Pour rappel, le journalisme n'est pas une profession réglementée», peut-on lire dans la tribune.

De ce fait, les pétitionnaires exigent du gouvernement qu'il prenne «les mesures nécessaires pour que les forces de l'ordre cessent de [les] harceler et [les] laissent travailler librement». D'autre part, ils invitent la CCIJP à tenir compte de l'évolution des métiers de la presse et à faciliter l'obtention du fameux sésame. «En nous attribuant une carte de presse, la CCIJP marquerait sa solidarité avec les plus précaires d'entre nous et ferait un geste politique fort en faveur de la liberté de la presse en France», écrivent-ils. RT 1 mai 2019

Des artistes soutiennent les Gilets jaunes

- Binoche, Béart, Cantet… des artistes soutiennent les Gilets jaunes et dénoncent le gouvernement - Le Parisien 4 mai 2019

Alors que ce samedi a lieu l'acte 25 des Gilets jaunes, une tribune signée par plusieurs personnalités du monde de la culture leur apporte son soutien. Dans un texte publié par Libération, Juliette Binoche, Emmanuelle Béart, les cinéastes Robert Guédiguian et Laurent Cantet et l'écrivain Edouard Louis notamment saluent un mouvement « sans précédent dans l'histoire ».

Surtout, ces personnalités protestent contre l'attitude du gouvernement. Leur tribune intitulée « Nous ne sommes pas dupes » dénoncent « les ficelles usées à outrance pour discréditer les Gilets Jaunes, décrits comme des anti-écologistes, extrémistes, racistes, casseurs… » Une possible allusion à la phrase du ministre Christophe Castaner, très critiqué pour avoir qualifié d'« attaque » l'intrusion de manifestants à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

« La manœuvre ne prend pas, insistent les signataires. Ce récit ne colle pas à la réalité même si médias grand public et porte-paroles du gouvernement voudraient bien nous y faire croire. Comme cette violence qu'ils mettent en exergue chaque samedi. Pourtant, la violence la plus alarmante n'est pas là. » Ils soulignent que « la violence la plus menaçante est économique

et sociale ».

Ces artistes, parmi lesquels on trouve également l'écrivaine Annie Ernaux ou l'auteur de BD Franck Margerin, s'en prennent également aux violences policières et évoquent « un décès (ndlr : une octogénaire a été mortellement blessée par une grenade lacrymogène alors qu'elle fermait ses volets), 248 blessé.e.s à la tête, 23 éborgné.e.s, 5 mains arrachées chez les manifestant.e.s ». « C'est indigne de notre république », insistent-ils.

« Nous sommes révolté.e.s par la répression, la manipulation et l'irresponsabilité de ce gouvernement à un moment si charnière de notre histoire », insistent-ils encore. Ces artistes appellent encore à « affronter collectivement la crise écologique et trouver des solutions justes et efficaces, afin de laisser un monde vivable à nos enfants ». Le Parisien 4 mai 2019

Acte XXIV.

- Acte XXIV des gilets jaunes : ce qui est prévu samedi 27 avril - huffingtonpost.fr 26.04

L'attention sera portée sur Strasbourg pour ce nouvel acte, où un appel national et international à se rassembler, en vue des européennes, a été lancé sur les réseaux sociaux.

Dans la capitale, une manifestation partira du quartier de Montparnasse à 13h sous le mot d'ordre de "Riposte générale", à l'appel notamment de la CGT. Celle-ci a le soutien de La France insoumise, du PCF, du NPA, et devrait opérer une jonction avec les gilets jaunes "pour concrétiser la convergence des luttes et des mobilisations en cours".

Une "marche sur les médias", déclarée, est aussi prévue dans la capitale, mise en avant via l'événement Facebook "Acte 24 - Pour un traitement médiatique impartial" (200 participants, 1000 intéressés). Le cortège doit passer devant les rédactions de Radio France, TF1, CNews, France Télévisions, BFMTV et le CSA. huffingtonpost.fr 26.04

L'acte XXIV des gilets jaunes répond timidement à Emmanuel Macron - HuffPost 27.04

Selon un décompte du ministère de l'Intérieur, 23.600 personnes ont défilé dont 2600 à Paris, ce qui fait de la mobilisation de ce samedi 27 avril, une des plus faibles depuis le mois de novembre. Mobilisation des gilets jaunes Infogram

Les gilets jaunes ont pour leur part comptabilisé "60.132 manifestants minimum", selon un décompte provisoire. La semaine dernière, le ministère avait comptabilisé 27.900 manifestants, dont 9000 dans la capitale.

À un mois des élections européennes, les gilets jaunes ont voulu se rassembler à Strasbourg pour donner un caractère international à cette mobilisation. Ils étaient 2000, selon la préfecture du Bas-Rhin à avoir défilé, la manifestation ayant été émaillée d'incidents.

Dans les rues de la capitale, c'est une autre échéance qui était dans les têtes: le 1er mai et ses traditionnels défilés syndicaux. Environ 2000 personnes avaient revêtu leurs gilets jaune pour protester après l'allocution présidentielle. À ce cortège, 3000 autres personnes se sont ajoutées, venues à l'appel de syndicats et de mouvements politiques de la gauche de la gauche. Jean-Luc Mélenchon et Olivier Besancenot étaient notamment présents. "C'est la première fois qu'il y a un appel de cette nature, c'est-à-dire des organisations syndicales, des associations et des mouvements politiques. Donc je crois que c'est un événement en soi ce type d'événement, de mobilisation et de fédération populaire", s'est félicité le chef de file de la France insoumise sur BFMTV. HuffPost 27.04

LVOG - Macron en tremble déjà !

Au total, 2.600 "Gilets jaunes" ont défilé dans la capitale, un chiffre auquel il faut ajouter les 3.500 personnes qui se sont jointes au cortège, plus traditionnel, de la CGT, selon le décompte du ministère de l'Intérieur. Reuters 27 avril 2019

Un mouvement sans direction voué à se disloquer.

Des "Gilets jaunes" appellent à poursuivre le mouvement - Reuters 26 avril 2019

Plusieurs figures du mouvement des "Gilets jaunes" ont appelé vendredi à poursuivre la mobilisation au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron visant à éteindre cette contestation mais jugées insuffisantes et floues par une partie des manifestants.

"Je salue le travail réalisé, c'est un fait, ils ont planché sur le sujet", a réagi Jacline Mouraud dans un communiqué. "Mais les grands oubliés de la nation sont les travailleurs pauvres, les agriculteurs, les temps partiels, les précaires, tous les ubérisés de la société."

Priscillia Ludosky, à l'origine de la pétition contre la hausse des taxes sur le carburant qui a déclenché le mouvement de contestation en novembre, a quant à elle publié sur Twitter à l'issue du discours du chef de l'Etat les prochaines dates des manifestations pour les samedis à venir jusqu'au 25 mai - journée du 1er-mai comprise.

Sur Franceinfo, l'ancienne "gilet jaune" et fondatrice des associations Eclosion démocratique et Racines positives, Ingrid Levavasseur, a pour sa part estimé que les réponses du chef de l'Etat ne sont "absolument pas ce dont on avait envie."

"Je ne pense pas que ça (la mobilisation) va s'éteindre. Au vu de ce qui se passe sur les réseaux et de ce que j'entends et, évidemment, de l'insatisfaction des Français, je pense que ça ne va pas s'éteindre, c'est une évidence", a-t-elle ajouté.

"Gilets jaunes": Eric Drouet, figure du mouvement, annonce faire une "pause" - AFP 24 avril 2019

Eric Drouet, figure emblématique du mouvement des "gilets jaunes" a annoncé se mettre "en pause (...), voire plus peut-être" dans une publication Facebook, évoquant des "menaces" sur sa famille, des "insultes" et une grande fatigue.

"Mode pause pour moi voire plus peut-être, trop de menaces sur ma famille, trop de haineux, trop de foulards rouges, trop de mépris, trop d'insultes, je suis fatigué, désolé", a écrit le chauffeur routier de Seine-et-Marne sur son mur Facebook mardi soir. AFP 24 avril 2019

Européennes : à son tour, le gilet jaune Thierry Paul Valette jette l'éponge - L'Express.fr 26 avril 2019

Après Ingrid Levavasseur, nouvel abandon chez les gilets jaunes. Thierry Paul Valette, issu du collectif des "gilets jaunes citoyens", qui comptait emmener une liste pour les élections européennes, a jeté l'éponge vendredi en appelant les gilets jaunes à s'unir, au lendemain de la conférence d'Emmanuel Macron.

Le chef de l'État "a manqué le rendez-vous crucial qu'il avait avec les citoyens. [...] De nos cinq mois de mobilisation, il n'a rien retenu. Aucune réponse politique n'a été apportée", a déploré Thierry Paul Valette dans un communiqué, en estimant que "le mouvement des gilets jaunes doit donc se maintenir" et "se structurer".

Estimant que sa candidature est "désormais obsolète", il dit avoir "décidé de ne plus [se] porter candidat à l'élection européenne et appelle tous les gilets jaunes à l'unification", tous ceux "sur des listes européennes à [le] rejoindre et à renoncer à l'élection européenne à des fins partisanes", et "toutes les figures médiatiques à se réunir autour d'un projet commun".

"L'impasse faite sur la plupart de nos revendications est un déni de la crise sociale que traverse la France", a-t-il ajouté, fustigeant un "président de l'obstination et du mépris social". L'Express.fr 26 avril 2019

Européennes: une liste "gilets jaunes" rejoint la liste de Florian Philippot - AFP 30 avril 2019

La liste pour les élections européennes du mouvement "Jaunes et citoyens" conduit par Jean-François Barnaba a rejoint celle de Florian Philippot, partisan d'une sortie de la France de l'UE, ont annoncé mardi les deux formations.

"Le mouvement "Les Patriotes" et l'association "Jaunes et citoyens" sont parvenus à un constat commun. Leurs revendications, largement partagées (plus de pouvoir d?achat, plus de démocratie directe, plus de justice fiscale et sociale), ne sont possibles que si la France sort du carcan de l'Union européenne et de l?euro", expliquent les deux formations.

Joint par l'AFP, M. Barnaba a expliqué que "certains de notre liste avaient trouvé l'initiative intéressante mais d'autres nous ont laissés parce qu'ils n'étaient pas d'accord" avec M. Philippot. AFP 30 avril 2019

"Gilets jaunes": Francis Lalanne prend la tête d'une liste "Alliance jaune" - AFP 1 mai 2019

Cette liste, déposée mardi au ministère de l'Intérieur, est le fruit d'une alliance avec les représentants de la liste "Ralliement d'initiative citoyenne", dite "RIC", a précisé le chanteur lors d'une conférence de presse. Jérémy Clément, meneur du "RIC", sera numéro 3 de la liste, derrière Sophia Albert-Salmeron, avocate à Avignon ayant défendu plusieurs "gilets jaunes".

La liste bénéficie d'une caution financière de 800.000 euros assurée par Jean-Marc Governatori, président de l'Alliance écologiste indépendante et soutien de la liste EELV menée par Yannick Jadot. M. Governatori avait confirmé à l'AFP le 6 avril se porter caution pour une liste incluant Francis Lalanne.

Européennes 2019 : le Gilet jaune Christophe Chalençon dépose sa liste - Le Parisien 2 mai 2019

Il est une des figures, quoique controversée, des Gilets jaunes. Christophe Chalençon a déposé ce jeudi matin sa liste au ministère de l'Intérieur, en vue des élections européennes du 26 mai.

Le forgeron figure en première position sur cette liste « Evolution citoyenne », qui n'est « pas une liste Gilets jaunes » mais est entièrement composée de personnes « issues de la société civile », un « panel de citoyens de gauche à droite », a précisé Christophe Chalençon.

Christophe Chalençon avait été au coeur d'une polémique début février lorsqu'il avait rencontré en France Luigi di Maio, vice-président du Conseil italien et dirigeant du Mouvement 5 étoiles, ce qui avait entraîné le rappel par Paris, pour une semaine, de l'ambassadeur français en Italie.

« Nous ne sommes pas pour sortir de l'Europe, nous sommes pour une Europe des nations fortes », a expliqué Christophe Chalençon. S'il est élu, il entend organiser des « assemblées citoyennes » au cours desquelles les participants pourront s'exprimer sur les lois soumises au vote du Parlement européen.

Totalitarisme. La France est devenue un Etat policier.

Un "Gilet jaune" jugé en juillet pour slogan haineux envers la police - Reuters 23 avril 2019

Un homme de 69 ans, membre des Gilets jaunes, sera jugé le 12 juillet prochain par le tribunal correctionnel de Montauban (Tarn-et-Garonne) pour avoir affiché des slogans hostiles à la police sur son véhicule, a-t-on appris mardi de source judiciaire.

Dimanche, des passants ont signalé aux forces de l'ordre la présence d'un fourgon stationné dans la commune de Caussade, qui affichait sur la lunette arrière une pancarte "Flic suicidé, à moitié pardonné. Les autres vous mutilent".

Un slogan hostile et haineux envers les forces de l'ordre qui ont déjà subi des insultes telles que "suicidez-vous" le 20 avril, lors de l'"acte 23" du mouvement à Paris. Le parquet de Paris a ouvert une enquête pour "outrage à personne dépositaire de l'autorité publique commis en réunion".

Le propriétaire du fourgon, domicilié à Caussade, s'est présenté de lui-même dimanche aux gendarmes, qui l'ont placé en garde à vue.

L'homme a été déféré mardi devant le tribunal de grande instance de Montauban, a indiqué le parquet de la ville, après le dépôt d'une plainte par un officier de la compagnie de gendarmerie de Montauban.

Le sexagénaire a été remis en liberté et est convoqué par le procureur de la République le 12 juillet prochain pour des faits d'outrages à personne dépositaire de l'autorité publique.

Dans l'attente de ce jugement, il a été placé sous contrôle judiciaire, avec interdiction de participer aux manifestations des "Gilets jaunes" et obligation de pointer à la gendarmerie. Reuters 23 avril 2019

Faites preuve de compassion, accordez-leur le droit à l'euthanasie !

«Suicidez-vous !» aux policiers : un Gilet jaune condamné à huit mois de prison avec sursis - RT 30 avril 2019

«Suicidez-vous ! suicidez-vous !» : un homme, jugé pour avoir participé aux appels au suicide lancés aux policiers lors de l'acte 23 des Gilets jaunes, a été condamné le 30 avril à huit mois de prison avec sursis par le tribunal de Paris.

Ce cuisinier au chômage, âgé de 49 ans, devra également accomplir 180 heures de travail d'intérêt général, avec obligation de trouver un travail et de verser 500 euros à chacun des deux policiers qui ont porté plainte au titre du préjudice moral. RT 30 avril 2019

Devoir de mémoire. Oublier : Jamais !

Pour Jean-Michel Fauvergue "il faut oublier l'affaire Malik Oussekine" - Le HuffPost 30.04

Jean-Michel Fauvergue n'est pas que député LREM. Il est également ex-patron du Raid. Un passé au sein des forces de l'ordre... Le HuffPost 30.04

Macron au Touquet : deux gilets jaunes bientôt jugés pour participation à un attroupement - L'Express.fr 23 avril 2019

Ils avaient voulu profiter de la présence du chef de l'État dans la station balnéaire, le week-end de Pâques, pour signifier leur mécontentement. Deux gilets jaunes ayant "tenté de manifester" dimanche soir dans le centre-ville du Touquet, lors du séjour privé d'Emmanuel Macron, seront jugés en août pour attroupement interdit, a-t-on appris du parquet de Boulogne-sur-Mer.

Cet homme et cette femme seront jugés pour "une infraction de participation à un attroupement sans arme après sommation de se disperser", a précisé le procureur de la République Pascal Marconville, confirmant des informations de la presse locale. Selon le magistrat, une vingtaine de personnes ont "subitement revêtu un gilet jaune et ont tenté de manifester dans le centre-ville du Touquet" dimanche soir.

"Cette manifestation non déclarée a fait l'objet de sommations de se disperser. Seules deux personnes ont refusé obéissance à la loi et ont été arrêtées pour ces faits", a-t-il ajouté. Elles sont sorties de garde à vue lundi soir.

À l'occasion de cette visite privée, la sécurité avait été renforcée aux alentours de la maison du couple présidentiel, devant laquelle plusieurs manifestations de gilets jaunes ont eu lieu ces derniers mois. Des barrières avaient été installées et de nombreux gendarmes mobiles étaient arrivés en renfort à partir de 18 heures environ à chaque coin de rue autour de la villa Monéjan, où le président de la République a passé le week-end de Pâques en famille.

Ils filtraient le périmètre en contrôlant les sacs et parfois les identités, en comparant les documents d'identité avec un trombinoscope imprimé. L'audience des deux gilets jaunes aura lieu le 27 août à 8 h 30. L'Express.fr 23 avril 2019

Des manifestants frappés et enfermés par la police dans un commerce à Paris - sputniknews.com 02.05

Lors d'un rassemblement à l'occasion du 1er-Mai, des policiers ont poussé violemment plusieurs personnes qu'ils ont ensuite enfermées dans un bureau de tabac, situé face à l'église Notre-Dame-des-Champs, dans le 6e arrondissement de Paris. La scène a été filmée et postée sur YouTube par Street News.

Sur la séquence en question, on voit de nombreuses personnes et des policiers près d'un bureau de tabac. Plusieurs personnes — on en ignore le nombre exact- se trouvent déjà à l'intérieur. D'autres, dont un homme, se tiennent immobiles à l'extérieur.

Pour des raisons inconnues, un agent de police s'approche de cet homme et le frappe violemment au visage. La foule hurle. Par la suite, d'autres agents commencent à repousser des gens à l'intérieur du magasin, dont une femme âgée. Finalement, ils réussissent à enfermer tout le monde en abaissant le rideau métallique de la devanture. Lequel résonne bientôt des coups portés depuis l'intérieur. sputniknews.com 02.05

Un policier manie sa matraque télescopique dans le pantalon d'un manifestant à Paris sputniknews.com 03.05

Difficile de dire pour quelle raison ces policiers ont interpellé cet homme lors des manifestations du 1er-Mai à Paris, mais les images de son arrestation partagées en ligne donnent à voir qu'il a été fouillé d'une manière assez particulière. En effet, un membre des forces de l'ordre a introduit sa matraque télescopique à l'arrière de son pantalon.

À en juger par cette vidéo mise en ligne par le journaliste David Dufresne et réalisée boulevard du Montparnasse au cours d'une manifestation du 1er-Mai à Paris, un policier a glissé pendant quelques secondes sa matraque télescopique dans le fond du pantalon d'un manifestant plaqué au sol par ses collègues. sputniknews.com 03.05

Le crâne d'une jeune femme «enfoncé» par les forces de l'ordre à Marseille - Sputnik 30.04

Une jeune femme a déposé plainte pour tentative d'homicide, le 30 avril, après que des policiers lui ont infligé de graves blessures lors d'une manifestation des Gilets jaunes en décembre dernier à Marseille, indique Mediapart. Elle a d'abord été blessée par un tir de LBD, puis matraquée et frappée au sol, au point que son crâne soit fracassé.

Une jeune femme de 19 ans, a été opérée en urgence après avoir été violemment maltraitée par les forces de l'ordre, lors de la manifestation des Gilets jaunes du 8 décembre 2018 à Marseille. Là, elle a été blessée par un tir de LBD à la cuisse, est tombée par terre et a été sévèrement matraquée et frappée à coups de pied dans la tête, a indiqué Mediapart. Son cerveau a été endommagé.

Opérée en urgence pour «un traumatisme cranio-facial droit par coup de matraque et embarrure frontale droite en regard avec contusion cérébrale», elle n'a pu reprendre sa vie normale qu'en avril. Vu son «état de stress aigu», elle reste suivie par un psychiatre.

L'avocat de la jeune femme, Brice Grazzini, a déposé plainte ce mardi 30 avril auprès du parquet de Marseille pour

«tentative d'homicide» contre «personnes non-dénommées, cependant identifiées comme exerçant la fonction de policier». Parmi d'autres chefs d'accusation figurent «violences volontaires aggravées», «non-assistance à personne en danger» et «non-obstacle à la commission d'une infraction».

Contactée par Mediapart, la jeune femme affirme n'avoir «rien compris» lorsque les forces de l'ordre «ont chargé», après quoi elle a été blessée par un tir de LBD.

«Je n'ai jamais manifesté et j'ai eu très peur. J'ai couru vers la première rue perpendiculaire, la rue de la Glace, mais j'ai reçu un tir dans la jambe. J'ai crié parce que j'avais très mal à la jambe. Je suis tombée par terre.»

Au sol, elle explique s'être vue encerclée par des policiers et les témoins observent «plus de dix agents de police en jean, casqués, matraque à la main et brassard à l'épaule arriver en courant et mettre chacun à leur tour des coups de matraque et de pied à la personne clouée au sol». Elle a eu alors «le crâne enfoncé et ensanglanté», des traces de sang étaient partout.

«Tout est allé très vite. Des policiers ont surgi sur moi et j'ai reçu des coups dans la tête puis j'ai senti de la chaleur. J'étais tellement choquée. Les coups ont continué. Puis je me suis sentie partir lorsque des gens sont venus m'aider.»

La victime a de son côté reconnu «avoir bêtement fait péter des pétards sur le sol. […] Mais si c'est ça le problème, je ne comprends pas, parce que sur le moment on ne nous a rien dit.»

L'IGPN, plus connue sous le nom de la «police des polices», saisie le 19 décembre , ne l'a toujours pas auditionnée depuis, a affirmé Brice Grazzini. Sputnik 30.04

Un policier lançant ce qui semble être un pavé contre les manifestants filmé à Paris sputniknews.com 02.05

Une vidéo relayée sur Twitter après les manifestations du 1er-Mai à Paris montre un membre des forces de l'ordre lancer un morceau de trottoir ou un pavé en direction de manifestants. Le journaliste David Dufresne - qui a partagé la vidéo sur son compte - fait remarquer que cette «arme» ne figure pas dans l'arsenal habituel du maintien de l'ordre.

Selon l'indication accompagnant une vidéo, les faits ont eu lieu à Paris ce 1er mai 2019. Sur la séquence on voit plusieurs personnes, certaines avec des caméras et appareils photo, placées derrière les forces de l'ordre agencées en une ligne face aux manifestants. Quand la caméra pivote, l'un des policiers «renvoie un pavé» en le lançant en directions des manifestants, indique d'ailleurs LinePress. Dans un Tweet postérieur, cette source précise que les événements ont eu lieu devant le 46 boulevard de l'Hôpital à 17h41. sputniknews.com 02.05

Haut de page

Le 13 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

Affirmer que j'aspirais à une toute autre vie est un euphémisme, même si je ne suis pas le plus à plaindre, d'ailleurs je ne me plains pas hormis de l'existence du capitalisme qui nous pourrit l'existence. J'ai de quoi satisfaire l'essentiel de mes besoins matériels, tout en ayant en permanence à l'esprit que ce n'est pas le cas de milliards de travailleurs et leurs familles dans le monde. Quant au reste ou à mes autres besoins, à tout le reste et c'est considérable, c'est misérable ou cauchemardesque, on s'efforce de s'en tenir à nos principes pour demeurer digne de notre idéal, c'est lui qui nous en donne la force.

Comme dans bien des cas au lieu de considérer l'ensemble de nos besoins et aspirations, on les traite séparément, quand pire encore on les oppose les uns aux autres, cautionnant au passage la société détestable dans laquelle on vit ou pour se donner bonne conscience, témoignant qu'on n'a pas réellement saisi les rapports qui existent entre les deux et qui ont pour origine commune la survie du capitalisme.

Toutes les questions matérielles ramèneraient au capitalisme, et toutes les autres seraient du domaine individuel et devraient être traitées sous un angle philosophique ou autres, alors que toutes ramènent à la même idéologie.

Quand on est viscéralement anticapitaliste, les conditions matérielles d'existence qui incluent ou dépendent des conditions de travail (ou de rémunération), sont inséparables de notre mode de vie, de notre destin, du pouvoir d'en décider librement, de tous les rapports que nous avons avec les autres membres de la société et ses institutions, le perdre de vue ou ne pas en avoir suffisamment conscience nous conduit à l'impuissance pour combattre le capitalisme, cela peut même nous amener à

lutter contre notre propre cause au côté de nos ennemis ou à faire preuve d'indifférence envers ceux qui sont moins bien lotis que nous ici ou ailleurs dans le monde, c'est le lot peu enviable de tous ceux qui refusent de rompre avec le capitalisme. Le ménager, c'est comme laisser prospérer la vermine qui s'est infiltrée dans un sac de riz, finalement elle finira par le contaminer entièrement. J'en mange tous les jours donc j'y suis très attentif, qui plus est au regard de la pauvreté ou de la misère qui m'entoure, c'est la moindre des choses.

On nous dit que la pauvreté aurait reculé dans le monde, si sur le plan matériel la condition des masses s'est partiellement améliorée, en revanche sur tous les autres plans, y compris le taux d'exploitation, la situation ou tous les rapports dans la société n'ont cessé de se détériorer pour devenir nauséabonds. En dehors des riches, tout le reste de la population a un mode de vie vraiment contraint, débile, insupportable de la naissance jusqu'à la mort. Alors à quoi bon avoir un revenu meilleur ou bénéficier d'un statut supérieur pour vivre dans des conditions pareilles ?

Quand on évoque la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses (et des militants), on pense avant tout à cette question déterminante, qui ne peut pas être résolu sans remettre en cause les fondements de la société et du capitalisme.

- Au format pdf (19 pages)

Dans quel monde vivons-nous ? L'orientation de la société, votre destin : Ce n'est pas votre affaire !

La World Policy Conference (WPC) ou la Conférence sur la politique mondiale est une conférence annuelle, fondée en 20081, par Thierry de Montbrial. (Bilderberg, Commission Trilatérale, la French-American Foundation, Le Siècle, la Revue des deux mondes, l'IFRI - ndlr)

En 2017, la World Policy Conference est classée 3ème meilleure conférence de think tank mondiale selon le classement des think tanks de l'Université de Pennsylvanie, Etats-Unis.

La World Policy Conference (WPC) est une organisation indépendante, dont l'objectif est de contribuer à améliorer la gouvernance dans tous ses aspects afin de promouvoir un monde plus ouvert, plus prospère, plus juste et respectueux de la diversité des États et des nations.

Sa réunion annuelle s'articule autour de débats qui rassemblent des dirigeants politiques et économiques, des diplomates, des représentants de la société civile, des experts et des journalistes du monde entier.

Fondements

La World Policy Conference (WPC) a été fondée en accord avec trois principes majeurs.

La nature de la mondialisation

La World Policy Conference (WPC) s'inscrit dans un contexte de mondialisation de plus en plus marqué où l'interdépendance des différents pays, que ce soit sur le plan politique, économique ou environnemental, n'a jamais été aussi forte. L'année de sa création, en 2008, la WPC avait ainsi pu aborder le sujet de la crise des subprimes qui venait d'éclater aux États-Unis et qui n'a depuis épargné aucun continent.

Les relations internationales restent centrées sur les relations entre les États

Malgré les phénomènes de mondialisation, le monde reste structuré autour des unités politiques que sont les États, caractérisés par un territoire, une population et un gouvernement, organisés autour d'une culture, de valeurs communes et d'institutions propres, et délimités par des frontières qui restent bien marquées.

La construction du nouveau système international – ou plutôt de sa gouvernance – n'est pas seulement l'affaire des États.

Dans le but d'assurer une bonne gouvernance mondiale, les États doivent se réformer et coopérer. Mais ils ne doivent pas être les seuls à aller dans ce sens. Les ONG ainsi que les think tanks, dont l'Ifri, ont également pour mission de participer au processus. Il convient de passer par des instances de décision où chaque membre a voix au chapitre et influe sur les choix qui s'opèrent. Enfin, les institutions mondiales (ONU), régionales (Union africaine, Ligue des États arabes), ou encore spécialisées (FMI, Banque mondiale, Agence internationale de l'énergie, Organisation mondiale de la santé) doivent s'adapter à la nouvelle configuration mondiale et trouver les solutions adéquates. (wikipedia.org)

LVOG - Le blog Les Crises.fr qui se présente comme un "*espace d'autodéfense intellectuelle* a cru bon de publier un article faisant l'apologie de Thierry de Montbrial idéologue du néolibéralisme. (Un clinicien nommé Montbrial se porte au chevet du

monde. Par Jean Daspry)

Les Crises.fr ont publié mon commentaire (soutenu par 30 lecteurs) :

Quand la réalité vous rattrape.

Biographie volontairement incomplète.

Thierry de Montbrial, un "*des rares penseurs qui osent encore s'exprimer à contre-courant de la doxa et des éléments de langage, nouvelle religion des temps modernes*", on s'étrangle en lisant cela !

Thierry de Montbrial, c'est le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, la French-American Foundation, Le Siècle, l'IFRI, etc. j'ignorais que Les Crises était compatible avec le néolibéralisme, ou non je le savais…

Mémoire déficiante ou sélective et ses ravages.

George Orwell (1984) - « Le mensonge passe aux archives, devient vérité permanente. (…) De telles pratiques ne semblaient pas l'horrifier. Elle ne sentait pas l'abîme s'ouvrir sous ses pieds à la pensée que des mensonges devenaient des vérités. »

C'est le monde dans lequel nous vivons depuis toujours, et le plus étonnant ce sont ceux qui ne s'en aperçoivent seulement aujourd'hui ou qui font mine de le découvrir. Et encore, car selon eux ce serait une nouveauté ! Pourquoi ? Parce qu'ils n'en ont tiré aucune conclusion pratique dans le passé. Ils se sont laissé abuser ou ils se sont fourvoyés à croire des énormités parce que cela les arrangeait.

En réalité, ce qu'ils ne supportent pas ou les indisposent, c'est moins le fait qu'on ne les écoute pas ou qu'on leur dise de se taire, que de ne plus pouvoir continuer à colporter impunément ces mensonges avec lesquels leurs théories s'accommodaient sans pouvoir en changer, ce qui révèle leur inconsistance et leur opportunisme.

Le problème réside dans le fait que ceux qui sont censés transmettre des faits ou des connaissances ignorent la dialectique qui en était à l'origine ou le processus dialectique dans lequel ils s'inscrivaient, ce qui les conduit à se conformer au mode de penser en vigueur ou à l'idéologie adoptée par la majorité d'où ils tirent leur légitimité ou leur statut privilégié. Sans peine on conçoit que cette rente de la pensée obtenue à bon compte ou sans effort est somme toute plus confortable et stable, qui plus est elle ne présente aucun risque puisqu'elle est partagée par ceux qui détiennent le pouvoir...

Les mêmes causes produisent souvent les mêmes effets.

On peut être bourré d'illusions et mener un combat politique, mais on ne peut pas vaincre. Les meilleures intentions du monde n'ont jamais remplacé un programme et des objectifs politiques, il faut l'admettre et rectifier le tir ou encore en tirer rapidement les enseignements théoriques et pratiques, sinon on se condamne indéfiniment à l'échec.

Ce qui advient au mouvement initié le 17 novembre 2018 dit des Gilets Jaunes est comparable à ce qui arriva au mouvement ouvrier ou plus largement à la classe ouvrière. Durant la période d'après-guerre jusqu'aux années 80 les éléments les plus avancés et des couches entières de la classe ouvrière ainsi que des classes moyennes se tournèrent vers des partis (PCF et PS) qui prétendaient défendre leurs intérêts, alors qu'en réalité ils incarnaient ceux des capitalistes, cruelle illusion dont ils ne prendront jamais réellement conscience ou dont l'origine leur échappera, de telle sorte qu'ils n'en tireront aucune leçon pour la suite de leur combat, ce qui se traduira notamment par l'incapacité de se doter d'une nouvelle direction, d'un nouveau parti ouvrier. Voilà de quoi est issu le mouvement dit des Gilets Jaunes, dès lors il ne pouvait rien en sortir. Croire qu'on pourrait aller de l'avant en faisant abstraction des tâches que le mouvement ouvrier avait été incapables de résoudre allait fatalement aboutir au même résultat.

Pendant des décennies on a fait croire aux travailleurs qu'ils pourraient se servir du PCF et du PS pour faire avancer leur cause, parce qu'une fraction d'entre eux se tournaient vers ces partis, on a fait croire aux militants que cette orientation ou stratégie politique était juste parce qu'elle permettrait de lutter contre les illusions que les masses avaient placées dans ces partis, alors qu'en réalité c'était uniquement l'évolution de la crise du capitalisme et ses conséquences sur la condition des masses qui en auraient raison ou les entraîneraient à s'éloigner ou à rompre avec ces partis contre-révolutionnaires dans la mesure où ils se démasqueraient eux-mêmes.

Ce constat, qui porte sur la période actuelle depuis les années 80, c'était 40 ans plus tôt qu'il aurait fallu le faire. Pendant plus de 50 ans et même encore de nos jours, on nous explique qu'il était erroné parce qu'il aurait conduit à se couper des masses et à s'interdire de construire le parti, parlons-en, il n'existe pas et vous êtes coupés des masses.

L'union ou le tandem d'extrême droite LaRem et RN, le coup d'Etat permanent.

Cela ne s'invente pas. Même l'extrême droite à son "*aile gauche*".

Lu dans un article de FranceInfo : Brigitte Bourguignon, ex-socialiste du Pas-de-Calais, figure de l'aile gauche du groupe LREM.

Hier c'était le gaullisme (UDR-UMP-LR) qui avait son "aile gauche", la social-démocratie (PS) aussi, ne rigolez pas nombreux sont ceux qui l'ont cru, pas étonnant que ce mélange des genres ait donné LREM...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Macron commémore l'abolition de l'esclavage - AFP 10.05

Propagande de guerre. Otan en emporte Loiseau.

- Européennes : le jeu vidéo où Loiseau affronte Mélenchon représenté en insecte russe - Le Parisien 10.05

Le but était de faire parler de la campagne de Nathalie Loiseau, et c'est réussi. Le Parisien 10.05

Il y a ceux qui combattent pour des idées, pour une cause, et il y a ceux qui en vivent...

Le mouvement ouvrier et son avant-garde ont vécu sur la rente de la révolution d'Octobre jusqu'au début des années 90, date à laquelle elle fut coupée et ils commencèrent à se disloquer parce qu'ils ne s'étaient jamais renouvelés.

La révolution d'Octobre fut le produit d'un concours de circonstances exceptionnelles et de la rencontre d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire avec les masses exploitées et opprimées, c'est la combinaison de ces deux facteurs qui leur permit de vaincre. Aucun évènement comparable, aucune situation similaire ne se reproduira par la suite jusqu'à nos jours, et pour peu qu'il en ait existé un depuis, jamais aucun parti ouvrier authentiquement socialiste ou révolutionnaire y survivra...

On est passé de la lutte contre le capitalisme à la lutte avec le capitalisme...

Tous acceptent le joug, la dictature du capitalisme et de son Etat.

Affirmer que les syndicats sont des "organisations constituées par les salariés pour défendre leurs intérêts particuliers (matériels et moraux)", c'est exact, affirmer que leurs intérêts sont "opposés aux intérêts des capitalistes", c'est à la fois vrai et faux, conclure en affirmant que ce serait "en totale indépendance vis-à-vis d'eux et du gouvernement", c'est commettre un faux grossier, puisque si c'était le cas ils avanceraient des revendications correspondant à leurs aspirations ou besoins sans se soucier de savoir si elles sont ou non compatibles avec l'existence du régime capitaliste, et ils poursuivraient le combat jusqu'à leur satisfaction ou son renversement, ce qui n'est le cas d'aucun syndicat.

S'agissant des syndicats de fonctionnaires, c'est encore plus flagrant dans la mesure où la satisfaction de leurs revendications butant sur l'obstacle que constitue l'Etat, leur employeur, s'ils étaient réellement indépendants ils mettraient en avant la nécessité de substituer à l'Etat des capitalistes un Etat ouvrier qui seul pourrait satisfaire leurs revendications, or cela ne figure au programme ou dans les statuts d'aucun syndicat de fonctionnaires.

Parole d'internaute

- "Le changement de société passe par une réappropriation de l'information, car on a beau être intelligent, si on ne raisonne pas sur des informations justes, on raisonne faux."

LVOG - Un juste constat. Après on doit s'interroger sur ce que signifie "être intelligent", parce qu'apparemment même parmi les personnes les mieux informés on peut observer qu'elles n'ont pas vraiment le comportement de personnes intelligentes en adoptant l'idéologie de la classe dominante ou en justifiant l'existence du capitalisme et tous ses crimes.

Le règne de la terreur. Un regard fatal. Cela ne serait jamais produit autrefois.

Une personne âgée tuée par «un groupe de jeunes» car elle regardait des enfants jouer - sputniknews.com 08.05

Un octogénaire qui regardait des enfants jouer dans la cour d'une école maternelle à Villeurbanne a été agressé le 30 avril par un «groupe de jeunes gens», qui l'ont accusé de tendances pédophiles avant de le bousculer violemment, rapporte Le Progrès.

Le vieil homme a fait une mauvaise chute qui a occasionné un important traumatisme crânien. Il a succombé deux jours plus tard à l'hôpital.

L'un des jeunes suspects, qui ne serait pas le principal auteur selon le parquet de Lyon, a été arrêté lundi. Une information judiciaire a été ouverte pour «violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner en réunion». sputniknews.com 08.05

Voilà quelle ignominie criminelle a atteint leur société pourrie. Peut-être que ce petit vieux observait ces enfants jouer en pensant à ses petits-enfants ou à ceux qu'il n'avait jamais eu, personne ne le saura, parole d'un grand-père. Heureusement qu'on n'a pas ce problème là en plus en Inde où je vis.

Qui a dit ?

- "La seule régulation internationale que l'on peut admettre c'est celle de l'ONU".

Réponse : Mélenchon dans une interview accordée à la chaîne YouTube Thinkerview le 6 mai.

LVOG - Les Palestiniens apprécieront, notamment. L'ONU qui a couvert toutes les guerres de l'impérialisme américain, britannique, français, etc.

- Les Arabes israéliens commémorent la "catastrophe" de l'exode des Palestiniens en 1948 AFP 10 mai 2019

Des milliers d'Arabes israéliens et de Palestiniens ont manifesté jeudi pour commémorer la "Nakba" ou la "catastrophe" qu'a représentée pour eux la création d'Israël et qui a été synonyme d'exode pour des centaines de milliers de Palestiniens.

Les juifs israéliens célèbrent parallèlement jeudi le "jour de l'Indépendance", anniversaire de la proclamation de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948 qui tombe cette année, selon le calendrier juif, le 9 mai.

Après cette proclamation, plus de 760.000 Palestiniens ont été poussés à l'exode ou chassés de chez eux et plus de 400 localités ont été rasées par les forces israéliennes. Ils réclament depuis le droit au retour.

Israël refuse, faisant valoir qu'autoriser même une fraction d'entre eux à revenir reviendrait à proclamer sa propre fin en tant qu'Etat juif.

Les Arabes israéliens sont les descendants de Palestiniens restés sur leurs terres après 1948. Ils représentent environ 17,5% des près de 9 millions d'Israéliens. Ils soutiennent en majorité la cause palestinienne. AFP 10 mai 2019

Juan Branco : Aventurier.

A l'époque, le jeune étudiant se cherche un peu politiquement. Après s'être présenté sur une liste des Verts aux municipales en 2008 à Paris, il crée à la fin de sa deuxième année le "think tank" Jeune République, identifié comme proche de Dominique de Villepin. "Sur les idées, il y a toujours eu une certaine cohérence, par contre je me suis cherché sur la façon de les défendre", explique-t-il.

En 2012, à 22 ans, il devient collaborateur parlementaire d'Aurélie Filippetti. Du moins, sur le papier. En réalité, il travaille pour la campagne présidentielle de François Hollande au pôle "culture, audiovisuel et médias" dirigé par la députée socialiste de Moselle.

Après cette première expérience politique, tout s'enchaîne très vite. Il travaille pendant un an au Quai d'Orsay comme collaborateur extérieur, "avec le conseiller spécial de Fabius sur les discours et les droits de l'homme." (Pour rappel : Fabius porte-parole des barbares d'Al-Nosra en Syrie... - LVOG) Il termine ses études à l'ENS et part à Yale en 2013, en tant que chercheur invité.

Juan Branco, à propos de La France insoumise à franceinfo - Idéologiquement parlant, ça me semble toujours être l'offre politique la plus intéressante. Mais je suis convaincu que ce n'est pas à l'intérieur du système qu'on trouvera la solution. francetvinfo.fr 07.05

LVOG - Formule pour le moins ambigue, "*je suis convaincu que ce n'est pas à l'intérieur du système qu'on trouvera la solution*", or c'est justement là qu'elle est... pour en sortir ! Je veux dire par là une fois parvenu à la conclusion qu'il faut le liquider, ce qui ne peut venir que de l'extérieur, des masses révolutionnaires...

Collaboration de classes sous un régime aux relents totalitaires. Le SAV du "Grand débat national" ou comment aider Macron à appliquer son programme.

Mobilisation pour l'emploi: Philippe change sa "méthode" avec les partenaires sociaux AFP 6 mai 2019

Inaugurant une "nouvelle méthode", Edouard Philippe a reçu lundi à Matignon syndicats, patronat ou encore associations d'élus pour lancer sa "mobilisation générale" pour l'emploi et l'écologie, et tenter ainsi de renouer après plusieurs mois de crise sociale avec les corps intermédiaires.

"Il faut que tout le monde se mette ensemble pour trouver la solution concrète et pratique à un problème concret et pratique", a résumé le Premier ministre à l'issue de plusieurs heures de réunion, autour d'une dizaine de ministres, et de 57 délégations regroupant des élus, des représentants des organisations syndicales et patronales ou encore des associations.

L'exécutif, soucieux de la "mise en oeuvre" de ses réformes, avait dégagé cinq sujets qu'il estimait "consensuels" pour donner le coup d'envoi de cette "mobilisation nationale et territoriale autour de la formation, l'emploi, et des grandes transitions écologique et numérique", voulue par Emmanuel Macron en réponse à la crise des "gilets jaunes".

CFDT, Laurent Berger : "Mon appréciation est simple, la porte est entrouverte et il faut mettre le pied dans la porte pour pousser nos sujets". "Comme d'habitude la CFDT jugera sur pièces mais (...) objectivement les thèmes qui sont portés sont de bons sujets", a-t-il poursuivi

Unsa, Laurent Escure : "C'est un bon début car on a le sentiment que l'on va pouvoir s'exprimer sur tous les sujets". "Maintenant l'expression qui préside c'est dire: on verra bien. On a dit au Premier ministre qu'il fallait des éléments concrets qui montrent que les discussions ont servi à quelque chose et que la parole des salariés a été entendue", a-t-il ajouté.

Force ouvrière, Michel Beaugas : Il a de son côté regretté "le grand absent de la présentation initiale: l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat". "Si le gouvernement (..) obligeait le patronat et lui-même en tant qu'employeur à relever les salaires, cela permettrait de résoudre des problèmes", a-t-il dit.

Yves Veyrier (FO) : “On n’a pas l’intention de s’inscrire dans une démarche de communication politique, on y va pour rappeler nos revendications”.

Après Solidaires, c’est la CGT qui a annoncé son boycott quelques minutes avant l’ouverture du rendez-vous.

“La CGT ne participera pas à cette nouvelle réunion dont les objectifs sont loin de correspondre au mécontentement et à la colère du monde du travail et de ceux qui en sont exclus”, peut-on lire dans un communiqué. (Mais la CGT ne les condamne pas. - LVOG)

La veille, le secrétaire général Philippe Martinez avait dit qu’il envisageait de ne pas s’y rendre en raison d’un ordre du jour trop flou. “ (Comme si Macron pouvait prendre des mesures favorables aux travailleurs, qui sait ? - LVOG) Avec le président de la République c’est toujours pareil : ‘je vous invite, mais voilà de quoi on va discuter’” AFP et Le HuffPost 6 mai 2019 (De quoi vous allez "discuter" ? Mais des besoins exprimés par les capitalistes, le Medef, de quoi donc voudriez-vous discuter avec eux et Macron, leur représentant ? - LVOG)

Notre position : Boycott, aucune relation avec Macron et son gouvernement, les élus LREM, LR, MoDem, UDI, RN, PS.

A l'heure où chaque manifestation ouvrière contre Macron et sa politique fait l'objet de provocations et de violentes répressions causant de nombreux blessés parmi les manifestants ou de simples passants, agrémentée de contrôles d'identité, de fouilles, d'arrestations arbitraires, de jugements injustes expéditifs donnant lieu à des condamnations à la prison ferme, ces scélérats acceptent de se rendre à une invitation du petit dictateur aux ordres de l'oligarchie, tandis que ceux qui s'en abstiennent quand ils n'entretiennent pas des illusions criminelles sur ses intentions, ils refusent de rompre leurs relations avec le pouvoir et les institutions de la Ve République et d'appeler l'ensemble des travailleurs à se mobiliser pour affronter le régime.

- Les syndicats de fonctionnaires dans la rue contre le gouvernement - Reuters 9 mai 2019

Les syndicats de fonctionnaires, unis pour la première fois depuis près d'un an, ont lancé jeudi une journée de grève et de manifestations pour dénoncer la réforme gouvernementale qui prévoit, entre autres, un recours élargi aux contractuels.

La mobilisation était toutefois en baisse par rapport au 22 mai 2018 - dernière journée d'action unitaire portée par la CGT, CFDT, CFTC, FO, CFE-CGC, FAFP, FSU, Solidaires, et UNSA - mais en hausse chez les enseignants en colère contre les réformes de l'Education nationale.

Le taux de participation à la grève était de 5,6% dans la fonction publique territoriale, contre 6,57% le 22 mai en fin de journée, et de 6% dans la fonction publique hospitalière contre 7,5%, un an plus tôt, selon le ministère de l'Action et des Comptes publics.

Ce taux était en revanche légèrement en hausse dans la fonction publique d'Etat, à 10,87% contre 10,29%, portée par la mobilisation des professeurs d'écoles. Près de 17,59% des enseignants du primaire étaient en grève, tout comme 11,68% des enseignants du secondaire.

Le ministère de l'Intérieur a dénombré 108.900 participants sur le territoire dont 18.000 à Paris. Un an plus tôt, la mobilisation avait rassemblé 139.000 personnes sur le territoire.

"La Confédération FO se félicite de l'importante mobilisation des fonctionnaires et agents de la Fonction publique", écrit le secrétaire général de Force ouvrière, Yves Veyrier par communiqué.

"Celle-ci exprime le rejet de l'ensemble des syndicats de la Fonction publique et doit alerter d'urgence le gouvernement sur la nécessité d'entendre l'expression syndicale et d'ouvrir, (...) une véritable négociation."

Globalement, le gouvernement n'a aucune intention d'enterrer son projet de loi de "transformation de la fonction publique", selon la terminologie officielle.

"Cette réforme est attendue par les agents, elle est attendue par les agents qui veulent de la mobilité, qui veulent accéder à la formation, qui veulent maîtriser leur carrière", a jugé sur CNEWS le secrétaire d'Etat chargé du dossier, Olivier Dussopt. Reuters 9 mai 2019

Acte 26.

Après bientôt 6 mois de mobilisation, les "gilets jaunes" s'essoufflent - AFP 12 mai 2019

Après bientôt six mois de mobilisation, le mouvement des "gilets jaunes" a de nouveau peiné à mobiliser pour son acte 26, marqué par des heurts à Nantes et Lyon, épicentres des manifestations du jour.

Selon le ministère de l'Intérieur, ils étaient 18.600 manifestants en France, dont 1.200 à Paris, soit la plus faible mobilisation depuis le début du mouvement le 17 novembre. Un décompte contesté par les "gilets jaunes" qui ont comptabilisé environ 37.500 manifestants (60000 sur RT - ndlr).

A Nantes, où Maxime Nicolle dit "Fly Rider" avait fait le déplacement parmi quelque 2.200 manifestants, la manifestation s'est rapidement tendue.

Des tirs de projectiles ont entraîné une riposte notamment par tirs de LBD. Un journaliste de la chaîne d'information CNews assure avoir été touché au niveau du bas ventre mais il va "bien", sa "ceinture abdominale ayant permis d'atténuer le choc". Quelque 26 manifestants ont été interpellés.

Les forces de l'ordre ont par ailleurs sorti leur arme face à un automobiliste qui tentait de forcer un barrage. Une enquête de police a été ouverte.

A Toulouse (Haute-Garonne), où la police a dénombré 1.500 personnes, le cortège était encadré par plus de 500 policiers. Des lacrymogènes ont été tirés dans l'après-midi.

A Lyon, où il y avait environ 2.000 personnes, gendarmes mobiles et CRS ont été l'objet de jets de bouteilles, pierres ou pétards, entraînant de nombreux tirs de gaz lacrymogènes. Des heurts qui ont fait 22 blessés côté forces de l'ordre, 2 côté manifestants et ont conduit à 9 interpellations, selon la préfecture.

Ailleurs, les manifestations se sont déroulées dans le calme. A Bordeaux, ex-bastion du mouvement, la mobilisation a continué de baisser avec 700 "gilets jaunes". A Montpellier, ils étaient 1.300.

À Orléans (Loiret), environ 300 "gilets jaunes" ont manifesté. Sous surveillance policière, ils ont choisi de rendre hommage, à leur manière, à Jeanne d'Arc. L'une des manifestantes, habillée d'une chasuble floquée d'une croix médiévale, défile à cheval.

À Caen (Basse-Normandie), entre 400 et 600 "gilets jaunes" ont défilé hors du périmètre interdit par la préfecture du Calvados.

À Rouen (Haute-Normandie), environ 400 personnes ont manifesté en dehors du périmètre de sécurité du centre-ville. Aucun débordement n'est à signaler.

A Nice, où une centaine de "gilets jaunes" seulement ont défilé en présence du chanteur engagé dans les européennes

Francis Lalanne, le député LR Éric Ciotti a été pris à partie et traité de "collab", a constaté l'AFP. AFP 12 mai 2019

Union européenne minoritaire et illégitime.

Pourquoi les élections européennes intéressent-elles si peu ? - leparisien.fr 06.05

Moins de trois semaines avant le jour J ! Et pourtant, les élections européennes du 26 mai prochain ne semblent pas encore passionner les foules. Selon plusieurs sondages, la participation ne devrait pas dépasser… 45 voire 40 %.

Certes, ce scrutin 2019 n'est pas une exception, car l'abstention aux élections européennes est toujours très élevée. En 2009 et en 2014, moins d'un électeur sur deux s'était rendu aux urnes (respectivement 40,63 et 42,43 %). leparisien.fr 06.05

93 % des Français en âge de voter inscrits sur les listes électorales - LePoint.fr 07.05

À l'approche des élections européennes, qui se tiendront le 26 mai prochain, 47,1 millions d'électeurs sont inscrits sur les listes électorales françaises, selon les données publiées par l'Insee ce mardi 7 mai. Ce sont donc 93 % des Français en âge de voter qui étaient inscrits en avril 2019 – contre 88 % l'an passé – ainsi que 331 000 étrangers ressortissants de l'Union européenne (UE), qui ont le droit de voter en France aux élections européennes et municipales.

Le taux d'inscrits grimpe à 97 % chez les moins de 30 ans. Un chiffre très élevé qui s'explique par la procédure d'inscription d'office des jeunes à leur majorité. Le baby-boom de l'an 2000 a, par ailleurs, contribué à ces bons scores : 756 000 jeunes ayant eu 18 ans ont été inscrits sur les listes en seulement un an. LePoint.fr 07.05

Européennes: les handicapés mentaux pourront voter grâce à ce langage simplifié - Le HuffPost 11.05

Auparavant, une personne en situation de handicap psychique ou intellectuel pouvait se voir retirer son droit de vote sur décision d'un juge de tutelle. Depuis le 23 mars, les citoyens sous tutelle ont le droit de participer à l'ensemble des scrutins. Le HuffPost 11.05

À 2% dans un sondage, Hamon trouve encore des raisons de se réjouir - Le HuffPost 08 mai 2019

Benoît Hamon, il y a un mois encore, se vantait de réaliser de meilleures intentions de vote dans les sondages que certains de ses adversaires politiques. Le HuffPost 08 mai 2019

Européennes: 34 listes finalement validées pour le scrutin du 26 mai - AFP 10 mai 2019

Un nombre record de 34 listes a finalement été validé pour les élections européennes du 26 mai en France, après l'officialisation d'une 34e liste vendredi par le ministère de l'Intérieur.

Intitulée "Une Europe au service des peuples", elle s'ajoute aux 33 listes déjà publiées au JO le 4 mai.

Émanation de l'"Union des démocrates musulmans français", la liste supplémentaire est conduite par le président de cette organisation, Nagib Azergui, et compte, comme les autres listes, 79 candidats. AFP 10 mai 2019

CETA. Victoire de la Commission européenne des multinationales.

CETA : la justice européenne entérine le mécanisme d'arbitrage entre États et entreprises - latribune.fr 30.04

La justice européenne a estimé, ce mardi 30 mai, que le volet sur le système de règlement des litiges entre firmes et États prévu dans l'accord de libre échange entre l'UE et le Canada était conforme au droit européen.

C'est fait. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a donné son feu vert au chapitre le plus controversé de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Canada (CETA), en validant le système de règlement des litiges entre firmes et États (Investment Court System, ICS). A l'automne 2016, la Wallonie, région francophone belge, par l'intermédiaire de son ministre-président Paul Magnette (socialiste), s'était battue becs et ongles contre cette mesure inclue dans le CETA, bloquant la signature de l'accord par l'UE. En cause, la crainte que ce mécanisme d'arbitrage octroie un pouvoir trop important aux multinationales sur les choix légitimes des Etats en matière de santé ou d'environnement.

De fait, pour désamorcer la crise, le gouvernement fédéral belge (dont les socialistes wallons ne font pas partie) s'était engagé à saisir la Cour européenne de justice sur l'ICS. "La Cour a écarté les dernières préoccupations juridiques", a déclaré, ce mardi, le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, fervent défenseur du CETA, qui s'est également dit "ravi", dans

un communiqué.

La requête portait donc sur le système de règlement des litiges entre firmes et Etats prévu dans le traité de libre-échange entre l'UE et le Canada (ICS). Ce système offre la possibilité à une multinationale investissant à l'étranger de porter plainte contre un Etat qui adopterait une politique publique contraire à ses intérêts, afin de demander réparation.

Il est très critiqué par les opposants au CETA, les ONG, les Verts et les socialistes de Wallonie. Ce mécanisme avait par exemple permis à Philip Morris d'attaquer l'Uruguay pour sa politique anti-tabac ou au géant minier Oceanagold de poursuivre le Salvador pour lui avoir refusé un permis d'exploitation pour raison environnementale.

Dans sa décision rendue ce mardi, la CJUE lève les craintes d'une justice d'exception qui porterait atteinte au droit européen du fait de garanties, suffisantes à ses yeux, introduites dans l'accord pour éviter qu'une sentence arbitrale rendue par l'ICS ne remette en cause les choix démocratiques des Etats. Cette décision attendue depuis dix-huit mois constitue une victoire pour les promoteurs du CETA, et en particulier pour la Commission européenne. Le CETA est entré en vigueur de manière provisoire dans sa quasi-totalité depuis un an et demi. latribune.fr 30.04

LVOG - Si la Cour de justice de l'Union européenne estime les "*garanties*" fournies par les Américains "*suffisantes à ses yeux*", c'est qu'elles n'existent que pour les multinationales...

Totalitarisme. Ministère de la Vérité. Propagande et censure.

Le PDG de Facebook Mark Zuckerberg invité vendredi à l'Elysée lexpress.fr 06.05

Le patron de Facebook comme le président français promeuvent en ce moment l'idée d'une régulation "intelligente" d'internet. Une équipe de fonctionnaires français travaille avec Facebook pour comprendre comment le géant américain procède pour filtrer ses contenus, et s'appuyer sur cette expérience pour proposer des pistes en matière de régulation publique. lexpress.fr 06.05

Européennes : comment Facebook tente de lutter contre les "fake news" - Franceinfo 10.05

Le réseau social a mis en place une "war room" européenne censée lutter contre les fausses informations.

Quand la fiction devient réalité ou "Big Brother is watching you".

- Reconnaissance faciale : l'appli Ever accusée de piocher dans vos photos - LePoint.fr 10.05

L'application de stockage en ligne de photos se sert des 13 milliards de clichés de ses utilisateurs sans les prévenir, révèle NBC.

L'expression « Big Brother is watching you » prend ici tout son sens. Selon NBC, l'application de stockage de photos Ever aurait utilisé les dizaines de millions de clichés de ses utilisateurs pour améliorer son logiciel de reconnaissance faciale. La technologie développée par Ever est vendue à des compagnies privées, à la police et même à l'armée.

Le secret a été bien gardé depuis le lancement de l'application, en 2013. Doug Aley, le PDG de l'entreprise américaine, a tenté de se défendre auprès de NBC en affirmant que les photographies stockées dans ses serveurs n'étaient jamais partagées avec ses clients et que seule la technologie de reconnaissance faciale était proposée à la vente. À chaque nouveau cliché mis en ligne sur le cloud géant d'Ever, le logiciel de reconnaissance faciale se met en route afin d'emmagasiner le plus d'informations et de renforcer la base de données de la technologie.

Mais le cas d'Ever interpelle. L'application utilise sa propre base de données alimentée chaque jour par ses millions d'utilisateurs. Plusieurs personnes utilisant Ever ont été contactées par NBC et toutes ont assuré n'avoir jamais été mises au courant du système mis en place. Ever aurait décidé il y a deux ans et demi de se lancer dans la reconnaissance faciale pour générer une nouvelle source de revenus à l'entreprise.

Et les résultats sont probants : selon un test effectué par l'agence américaine NIST, la technologie proposée par Ever aurait une précision de 99,85 %, la plaçant en haut du classement des meilleures compagnies développant un système de reconnaissance faciale. Ever ne semble pas près de vouloir renoncer à cette mine d'or d'informations et n'a pour le moment pas décidé de changer ses habitudes. LePoint.fr 10.05

LVOG - 99,85 % de précision, à condition qu'ils disposent d'une photo de vous récente, cela signifie qu'ils pourraient vous identifier n'importe où dans le monde, je vous laisse imaginer la suite...

Commentaire d'un internaute.

- "Irresponsable...

Pourquoi donc stocker ses photos sur le "Cloud" (vrai passoire), quand un HD d'un teraoctet coûte moitié moins qu'un Iphone ?

Il y en a qui cherche toujours le bâton pour se faire battre !

Comme de confier à Facebook tous ses états d'âmes et y faire des confidences les plus intimes...

Avec ces groupes rien n'est perdu, tout se transforme... En dollars !

Les données deviennent la matière première de ces nouvelles industries, et les mines regorgeant de ce nouvel or noir, c'est nous ! Sans avoir vendu de concessions. On le leur donne gratuitement. Où plutôt ils se servent sans vergogne...

Nous avons souvent tremblés en pensant aux fichiers des préfectures dont ce sont servis les nazis pour traquer les juifs.

Je n'ose imaginer une dictature qui utiliserait les forums de la presse (celui du Point entre autres...) pour traquer les "déviants" et "subversifs".

Nous serions un certain nombre à nous faire embastiller, voire coller au poteau !"

- Une ONG américaine accuse Facebook de créer involontairement des contenus extrémistes Franceinfo 10.05

Cette organisation (National Whistleblowers Center - ndlr) a étudié pendant cinq mois les pages Facebook de 3 000 utilisateurs qui avaient "aimé" ou étaient liés à des organisations considérées comme terroristes par les autorités américaines. D'après le National Whistleblowers Center, les groupes jihadistes Etat islamique et Al-Qaïda étaient "ouvertement" actifs sur le réseau, dont les systèmes automatiques n'identifient pas toujours tous les contenus problématiques.

Les algorithmes peuvent ainsi créer automatiquement des contenus, comme par exemple les petits montages "souvenirs" qui reprennent des publications des groupes en question. Pour l'ONG, Facebook crée alors sans le vouloir des contenus extrémistes, qu'il s'attache pourtant à chasser de sa plateforme. Le réseau social "promeut des contenus (de ce type) via sa technologie", assure le National Whistleblowers Center. Franceinfo 10.05

- Singapour adopte une législation drastique contre les infox, malgré les critiques - AFP 8 mai 2019

Le gouvernement de la cité-Etat, critiquée de longue date pour les entraves à la liberté d'expression, a expliqué que ces mesures étaient nécessaires afin de lutter contre les fausses informations qui, selon lui, menacent la sécurité nationale et peuvent semer la division au sein de ce pays multi-ethnique de 5,6 millions d'habitants. AFP 8 mai 2019

Encore une loi liberticide du PS.

- "Une limite a été passée" après le rappel à l'ordre d'un enseignant qui a critiqué le projet de loi Blanquer - francetvinfo.fr 07.05

Le 11 mars dernier, Sébastien Rome, directeur d'école à Lodève, a cosigné une tribune dans Le Monde appelant les sénateurs à s'opposer au projet de loi défendu par le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer. Il a ensuite été invité sur France Bleu Hérault pour expliquer son désaccord avec le texte. Quinze jours après son passage radio, il a été convoqué par l'inspection académique puis a reçu "une lettre d'admonestation", rapporte France Bleu Hérault.

Pour Stéphane Crochet, secrétaire général du syndicat d'enseignants Unsa, il y a, avec ce courrier, "une limite qui a été passée et qui ne doit pas être passée".

L'article 1 du projet de loi Blanquer inquiète

Le syndicat est opposé à de nombreux aspects du projet de loi "pour une école de la confiance" proposé par Jean-Michel Blanquer et actuellement examiné au Sénat. Stéphane Crochet mentionne ainsi que l'article 1 prévoit de rappeler et renforcer le devoir de réserve des professeurs. "Même s'il ne vient pas modifier la loi, c'est un très mauvais signal politique envoyé à la profession, rappelant à tout le monde de bien rester dans le cadre", s'inquiète-t-il.

Le devoir de réserve imposé aux professeurs est défini par la loi de 1983 sur les droits et obligations des fonctionnaires. Elle pose

les principes de "neutralité", de "discrétion professionnelle" et de "devoir de réserve". "Dans le cadre de nos fonctions, donc dans l'enceinte de l'école ou de l'établissement, nous sommes soumis au devoir de réserve. En dehors de l'établissement scolaire, nous défendons la liberté d'expression citoyenne de chacun", souligne Stéphane Crochet.

Ce n'est pas la première fois que des professeurs sont rappelés à l'ordre de cette manière. En 2018, une professeure d'un lycée de Dijon avait été convoquée pour avoir critiqué le président de la République dans une tribune. francetvinfo.fr 07.05

Ils sont en guerre permanente contre tous les peuples ou quand le capitalisme est devenu une arme de destruction massive à abolir.

La dépense militaire mondiale —selon les estimations du Sipri, le 29 avril [1]— a dépassé les 1 800 milliards de dollars en 2018, avec une augmentation en termes réels de 76 % par rapport à 1998. Selon cette estimation, on dépense chaque minute dans le monde environ 3,5 millions de dollars en armes et armées. (La locomotive US de la dépense militaire mondiale par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 7 mai 2019)

Les vases communicants.

L'impôt sur le revenu, qui rapporte chaque année près de 75 milliards d'euros à l'Etat, est actuellement payé par 16,8 millions de foyers fiscaux sur un total de 38,3 millions, soit moins de 45% des contribuables.

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, avait déclaré la semaine dernière vouloir faire profiter près de 15 millions de foyers fiscaux de cette baisse d'impôts sur le revenu, avec un gain de 180 à 350 euros par an, selon les ménages concernés.

Selon Gérald Darmanin, la baisse d'impôts de cinq milliards d'euros promise, qui vient s'ajouter à une série de mesures en faveur du pouvoir d'achat décidées sous la pression des "gilets jaunes", sera compensée par des économies équivalentes. "Nous tenons notre cap de sérieux budgétaire et nous serons encore autour de 2% de déficit l'année prochaine, comme prévu", promet le ministre. Ce dernier confirme auprès du Parisien que les niches fiscales pour les entreprises seront réduites, pour financer en partie la baisse d'impôt.

En parallèle, "des réformes comme celles de la Fonction publique, de l'assurance-chômage, de l'audiovisuel public ou encore des mesures qui incitent à travailler plus longtemps nous permettront de ne pas creuser le déficit", assure Gérald Darmanin. franceinfo 08.05

LVOG - 180 à 350 euros par an pour parvenir à leurs fins, ce n'est pas cher payé...

Démystification.

1- "On est plutôt habitué à battre des records de fortes températures avec des températures qui augmentent d'année en année (…). Les records de minimales, c'est beaucoup moins courant." (Météo : des records de froid pour un mois de mai battus de l'Oise jusqu'à la Corse. FranceInfo et AFP 06.05)

2- Pierre Palmade - "Les gays, ce sont des gens qui mangent gay, qui vivent gay, qui rient gay, qui parlent gay, qui font des films gay. Les homos, ce sont des gens qui sont homos, mais ce n'est pas marqué sur leur front. On ne le sait pas quand ils parlent, on ne le sait pas quand ils vivent. On ne le sait que quand on va dans leur chambre à coucher."

Ce distinguo a entraîné des réactions hostiles sur les réseaux sociaux, dont celle de Joël Deumier, coprésident de SOS Homophobie et de Guillaume Mélanie, coprésident de l'association Urgence Homophobie qui refuse toutefois de taxer l'humoriste d'homophobe. "On peut avoir des paroles homophobes sans l'être foncièrement, on peut tenir des paroles homophobes, sans s'en rendre compte", explique-t-il.

L'humoriste, qui ne cache pas son homosexualité, a tenu à réagir à la polémique sur Facebook. "Je m'amuse à distinguer les homos extravertis et communautaires des homos réservés qu'on appelle 'hors milieu', sans aucun jugement de valeur, en précisant que je suis passé d'un groupe à l'autre toute ma vie, et y a quelques hystériques qui supposent que ce serait de l'homophobie ?" ("Il y a les homos et les gays" : les propos de Pierre Palmade font polémique - franceinfo 06.05)

Le système économique est devenu mafieux.

Un internaute - L'optimisation fiscale est une fraude, ce n'est pas parce qu'elle est encadrée de "lois" que ça n'en est pas une, évidemment, ils sont en capacité de faire des "lois" pour encadrer la fraude, là est la différence. Ce n'est pas la première fois que d'une pratique mafieuse on passe à un truc "légitime", tout est du même acabit. Cela pourrait être une loi si elle apportait à tous, mais elle n'apporte qu'à ceux qui ont largement assez et plus qu'assez pour vivre luxueusement

Comment je fais de l'"optimisation fiscale" avec 1000 euros ? (Dany Boon porte plainte contre Mediapart après une enquête sur des pratiques présumées d'optimisation fiscale - France 3 19-04-2019 - publié par Les Crises.fr)

LVOG - Ce qu'on a du mal à imaginer ou qu'on refuse d'admettre malgré les preuves matérielles existantes, c'est qu'ils ont conçu un système financier et une stratégie politique applicable à l'échelle mondiale sur les mêmes principes mafieux.

Ils osent tout.

- Marlène Schiappa: «Les Français ont besoin d'entendre le président» - LeFigaro.fr

- Philippe: le "pouvoir d'achat moyen" par habitant va progresser de "plus de 2%" en 2019 - AFP

Le "pouvoir d'achat moyen" par habitant va progresser de "plus de 2%" en 2019, soit "la plus forte augmentation" depuis 12 ans, a annoncé mardi le Premier ministre Edouard Philippe. AFP

- Faut-il rendre plus de vaccins obligatoires ? - Capital

La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a rendu onze vaccins obligatoires, contre trois auparavant, pour tous les enfants nés à partir du 1er janvier 2018. À l'exception des contre-indications médicales, aucune exemption ne sera possible. Capital

- Soudan: pour les militaires, la charia doit rester source de la législation - AFP

Le Conseil militaire au Soudan a affirmé mardi que la loi islamique (charia) devait rester la source de la législation, reprochant aux chefs civils de la contestation d'avoir omis de la mentionner dans leurs propositions sur une période de transition.AFP

- L'Afrique australe veut revenir en partie sur l'interdiction du commerce de l'ivoire - Franceinfo 10.05

Quatre chefs d'Etat d'Afrique australe se sont prononcés le 7 mai 2019 pour que l'interdiction du commerce de l'ivoire soit allégée. Franceinfo 10.05

Les Etats-Unis totalitaires

Les USA approuvent le déploiement de missiles Patriot au Moyen-Orient - Reuters 10.05

Le secrétariat américain à la Défense a approuvé un nouveau déploiement de missiles Patriot au Moyen-Orient, a-t-on appris vendredi auprès d'un responsable américain qui s'exprimait sous le sceau de l'anonymat.

Cette décision intervient après celle d'envoyer un groupe aéronaval et des bombardiers dans la région, afin de signaler clairement à Téhéran que toute attaque contre les intérêts de Washington ou de ses alliés serait sanctionnée, expliquait dimanche le conseiller américain à la Sécurité nationale John Bolton. Reuters 10.05

Les USA imposent de nouvelles sanctions à l'Iran - Reuters 08 mai 2019

La présidence américaine a annoncé mercredi l'instauration de nouvelles sanctions contre Téhéran, visant le secteur iranien des métaux industriels et cherchant à assécher encore les recettes de la république islamique. Reuters 08 mai 2019

Moyen-Orient et Afrique du Nord : plus de 52 millions de personnes sous-alimentées - Le Parisien 08 mai 2019

Plus de 52 millions de personnes souffrent de « sous-alimentation » au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Mena). Ce triste constat est publié mercredi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Près de 34 millions habitent dans les pays directement frappés par un conflit, comme l'Irak, la Libye, le Soudan, la Syrie et le Yémen. Le Parisien 08 mai 2019

LVOG - Avec son cynisme habituel *Le Parisien* a cru bon de préciser que "*les conflits n'expliquent pas tout*" exonérant les fomenteurs de guerres, en particulier les Etats-Unis et ses alliés...

Uber, leur modèle d'exploitation et de société.

La société Uber fait son entrée en Bourse avec une valorisation de 82 milliards de dollars - Franceinfo 10.05

En termes de valorisation boursière, Uber se retrouve ainsi, selon le cabinet Dealogic, dans les mêmes montants que Facebook à son entrée en Bourse, en mai 2012 : plus de 80 milliards de dollars.

Il s'agit de l'entrée en Bourse la plus attendue de l'année – et l'une des plus importantes de l'histoire. Uber va faire son entrée à Wall Street, vendredi 10 mai, au prix de 45 dollars (40 euros) l'action, valorisant l'entreprise à quelque 82 milliards de dollars (73 milliards d'euros), selon un communiqué.

A ce prix, sa valorisation est en-deçà des chiffres circulant ces derniers mois. Uber avait caressé l'idée d'une valorisation autour de 100 milliards de dollars (89 milliards d'euros), voire davantage, avant de revoir ses ambitions à la baisse à la suite de la déconvenue boursière de son rival, Lyft.

Uber se retrouve ainsi, selon le cabinet Dealogic, dans les mêmes montants que Facebook à son entrée en Bourse en mai 2012, en termes de valorisation boursière. L'opération permet au groupe américain de VTC, qui sera coté au New York Stock Exchange sous le symbole UBER, de lever 8,1 milliards de dollars (7,2 milliards d'euros) d'argent frais. Comme le veut la tradition, son patron, Dara Khosrowshahi, devrait sonner la cloche d'ouverture de la séance boursière vendredi matin à Wall Street.

Un moment décisif pour Uber

Après des années de croissance rapide mais très mouvementée, marquée par des scandales qui ont durablement terni son image, l'arrivée à Wall Street d'Uber est extrêmement attendue dans les milieux financiers, mais aussi dans le secteur des véhicules de tourisme avec chauffeur (VTC). La société est leader du secteur, et une marque célèbre dans de nombreuses régions du monde.

Dans les documents boursiers publiés récemment dans le cadre de cette IPO ("Initial public offering"), Uber avançait une prévision de chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de dollars au premier trimestre 2019, et une perte proche de 1 milliard de dollars. Uber cherche ainsi à se diversifier vers des activités plus rentables : livraison de repas, trottinettes, vélos... Son nouveau credo : devenir l'Amazon des transports.

Parmi les nombreux "risques" financiers actuels et futurs détaillés par Uber : la concurrence, les menaces légales et réglementaires et... les chauffeurs, qui se sont mis en grève et ont manifesté dans plusieurs villes américaines mercredi. Ces derniers affirment que l'entrée en Bourse d'Uber va enrichir de riches actionnaires, sans qu'eux-mêmes en tirent un centime. Franceinfo 10.05

Esclavagisme moderne. 23 euros par mois.

Éthiopie : le chemin de croix des travailleurs du textile - lepoint.fr 08.05

Alors que les marques internationales poursuivent leur quête incessante de lieux de confection de vêtements toujours moins chers, l'Éthiopie est devenue la dernière frontière de la mode rapide. Plusieurs facteurs ont concouru à faire de l'Éthiopie un lieu de production convoité, notamment des coûts de main-d'œuvre peu élevés, un accès commercial préférentiel aux marchés américain et européen, des incitations fiscales généreuses du gouvernement éthiopien et un important afflux d'investissements étrangers, principalement chinois.

Les parcs industriels rapportent 103 millions de dollars de devises

Entre-temps plusieurs parcs industriels sont sortis de terre, à Bole Lemi, Mekele et Adama partiellement en fonction tandis que le parc industriel de Hawassa est pleinement opérationnel, situé à quelque 270 km de la capitale. Dans les années à venir, l'Éthiopie espère disposer de 30 parcs industriels au total, dans le cadre d'une stratégie visant à accroître les recettes en devises et les investissements directs étrangers. Et le pays d'accroître ainsi ses recettes en devises : jusqu'à 103 millions de dollars des exportations générées au cours des neuf derniers mois, selon la Commission éthiopienne des investissements (EIC). Cela représente une augmentation de 40 % par rapport à la performance de l'année dernière pour la même période. Abebe Abebayehu, commissaire éthiopien à l'investissement, a annoncé que les chaussures et autres articles en cuir, ainsi que les textiles et les vêtements avaient été exportés vers l'Europe, les États-Unis, l'Asie et d'autres destinations. D'après lui, les parcs industriels du pays ont créé plus de 70 000 emplois, et l'Éthiopie a pu attirer 2,5 milliards de dollars d'investissements étrangers directs au cours de ces neuf mois.

Des conditions de travail qui se dégradent

De très bons résultats qui ne sauraient cacher les graves inégalités que révèlent le dernier rapport du Centre Stern pour les affaires et les droits de l'homme de l'université de New York. Les auteurs n'y vont pas par quatre chemins : « le plan de l'Éthiopie pour

devenir un grand pays exportateur de vêtements repose en grande partie sur l'hypothèse selon laquelle les travailleurs accepteraient le salaire de base extrêmement bas de 26 dollars par mois, ce qui ne suffit pas, même en Éthiopie », a déclaré Paul Barrett, directeur adjoint du de l'organisme américain.

En effet, selon cette étude, intitulée « Fabriqué en Éthiopie : les défis de la nouvelle frontière de l'industrie du vêtement », les salariés des usines de vêtements d'Éthiopie, qui travaillent pour des marques comme Guess, H&M ou Calvin Klein, sont les moins bien payés au monde, avec seulement 26 dollars (23 euros) par mois. En comparaison, les salariés du Bangladesh, notoirement mal payés, gagnent 95 dollars par mois, ceux du Kenya 207 et ceux de Chine 326 dollars. « Plutôt que la force de travail docile et bon marché promue en Éthiopie, les fournisseurs basés à l'étranger ont rencontré des employés qui sont malheureux de leur rémunération et de leurs conditions de vie, et qui veulent de plus en plus protester en cessant le travail ou même en démissionnant », a ajouté Paul Barrett.

« Dans leur empressement à créer une marque made in Ethiopia, le gouvernement, les marques mondiales et les fabricants étrangers n'ont pas prévu que le salaire de base était tout simplement trop faible pour que les travailleurs puissent en vivre. ». L'étude s'est penchée sur le parc industriel d'Hawassa (sud), l'un des cinq centres industriels inaugurés par le gouvernement depuis 2014, qui emploie 25 000 personnes et fabrique des vêtements pour des marques du monde entier. À terme, environ 60 000 personnes devraient y travailler. Des entreprises chinoises, indiennes et sri-lankaises ont ouvert des usines dans ce parc.

Aliénation, manque de formation : les maux des employés éthiopiens

L'Éthiopie n'a pas instauré de salaire minimum dans le secteur privé. Selon le rapport, les salariés de la confection, parmi lesquels de nombreuses femmes, ont du mal à s'en sortir, sont très peu formés et des conflits culturels les opposent aux dirigeants des usines, originaires d'Asie. Le gouvernement espère que les exportations de vêtements, qui représentent actuellement 145 millions de dollars par an, vont grimper à environ 30 milliards. Un objectif qui « paraît irréaliste », selon le rapport, ne serait-ce que parce que les bas salaires ont entraîné une productivité médiocre, des grèves à répétition et un fort turn-over.

Compte tenu du peu de formation (parfois de deux semaines à peine), la frustration suscitée par le salaire des travailleurs, combinée au mal du pays et à d'autres aspects défavorables de la vie de l'usine, a entraîné un sentiment d'aliénation et un manque de volonté de travailler de manière productive. Les travailleurs, dont beaucoup viennent de petits villages ruraux, ne reçoivent pas une formation suffisante à la culture de la vie en usine. Les différences culturelles exacerbent des conditions de travail déjà frustrantes.

Pas de syndicat

Les syndicats n'ont joué aucun rôle dans la syndicalisation des travailleurs ou dans la revendication d'une meilleure rémunération ou de meilleures conditions de travail à Hawassa. La loi éthiopienne, en théorie, garantit la liberté d'association, mais le pays possède un mouvement syndical faible, qui n'a pas tenté d'organiser les employés de la zone industrielle. Au lieu de la représentation syndicale traditionnelle, les « comités d'entreprise » sont censés promouvoir les intérêts des employés d'usine à Hawassa. Vu sous cet angle, fabriquer un tee-shirt basique à Hawassa coûte plus cher qu'un fournisseur bangladais, a déclaré un expert au Centre. La main-d'œuvre éthiopienne s'est avérée considérablement plus coûteuse que ce que le gouvernement avait initialement annoncé.

« Les marques peuvent atténuer ces difficultés pour les fournisseurs et leurs employés en alignant les pratiques commerciales sur les réalités en Éthiopie », a déclaré Dorothée Baumann-Pauly, directrice de la recherche au Centre Stern. « Des engagements à long terme, des investissements dans la formation initiale et continue et la fourniture d'avantages non financiers tels que des subventions pour les repas, le transport et le logement peuvent contribuer à accroître les niveaux d'efficacité actuellement faibles et éventuellement conduire à des salaires plus élevés. » lepoint.fr 08.05

LVOG - Cet argument devrait suffire pour rompre avec le capitalisme et briser la bonne conscience de ceux qui s'y refusent. En Inde, à Pondichéry, dans une usine textile (Baradi mill ou Anglo-French textile) le salaire minimum est environ de 100 euros par mois, plus quelques avantages sociaux... Il y a déjà quelques années ces usines avaient perdu leurs principaux clients à l'exportation pour cause de main d'oeuvre trop chère, mais avec un marché intérieur de 1,4 milliards d'Indiens à vêtir cela n'entraîna aucune perte d'emplois...

- Une institutrice américaine, malade du cancer, contrainte de payer le salaire de son remplaçant
- Franceinfo 10 mai 2019

Malade, elle doit payer près de 200 dollars (environ 180 euros) par jour à celui qui la remplace. En Californie (Etats-Unis), des parents d'élèves d'une école de San Francisco ont organisé une collecte de fonds pour aider financièrement une institutrice malade du cancer, tenue par la loi de rembourser le salaire de son remplaçant dans l'établissement scolaire.

Cette situation "n'est pas propre au district ou à San Francisco", assure à l'AFP la porte-parole du district scolaire. D'après elle, l'obligation de remboursement s'applique dans toutes les écoles de Californie, conformément au code de l'éducation en vigueur dans cet Etat depuis 1976.

En vertu de l'accord conclu entre le district et les organisations syndicales à San Francisco, chaque enseignant a droit à dix jours de congés maladie payés chaque année. Les jours non pris peuvent se cumuler d'année en année. Une fois ces jours épuisés, les enseignants malades peuvent encore bénéficier de 100 jours de congés prolongés, durant lesquels ils reçoivent cependant "l'intégralité de leur salaire moins le coût de leur remplaçant", explique la porte-parole.

Près de 14 000 dollars récoltés

Enseignante en deuxième année de maternelle, l'institutrice exerce dans l'école depuis dix-sept ans. Elle souffre d'un cancer du sein et a demandé aux nombreux médias s'intéressant à son cas de protéger son anonymat.

"C'est une enseignante super, ce n'est pas juste. C'est fou !", a réagi une parent d'élèves sur des télévisions locales. La collecte de fonds organisée sur internet par les parents de l'école élémentaire Glen Park a permis de lever près de 14 000 dollars (environ 12 450 euros) et est désormais close.

Les syndicats ont assuré vouloir renégocier ce système. Mais "nous travaillons dans le cadre d'un système éducatif public qui est financièrement atone", a estimé le président de l'association des enseignants de Californie. franceinfo avec AFP 10 mai 2019

LVOG - On retiendra que cet accord scélérat a été "*conclu entre le district et les organisations syndicales à San Francisco*".
Un véritable syndicat ouvrier refuserait de signer un tel accord et mobiliserait les enseignants pour son abrogation.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

Venezuela : comment le directeur du SEBIN a manipulé la CIA par Valentin Vasilescu - Réseau Voltaire 7 mai 2019

Après quatre mois de pression exercée par les espions de la CIA, les généraux de l'armée vénézuélienne restent toujours fidèles au président légitime, Maduro. Tous ont été approchés et ont participé à des discussions avec des espions de la CIA (déguisés en représentants de l'opposition). On leur a promis des sommes énormes pour trahir. Sous les ordres de Nicolás Maduro, la Russie coordonne les services de renseignement du Venezuela. Par peur des Russes ou par fidélité, les généraux vénézuéliens leur ont rapporté tous les détails et leur ont appris quoi et comment ils devaient faire ce qu'on attendait d'eux. Même le général Manuel Ricardo Cristopher Figuera, directeur du SEBIN (les services de Reneseignement), a déserté avec l'approbation des Russes, car son épouse était prise en otage par les États-uniens. Quand Washington a cru que Maduro avait été trahi par les chefs de l'armée, il a organisé la comédie du coup d'État. Ce fut un fiasco total de la part de l'espionnage états-unien.

En 1989, les généraux de l'armée roumaine subissaient les mêmes pressions que leurs homologues soviétiques. C'est le cas par exemple du premier sous-ministre de la Défense, le lieutenant général Athanasie Stanculescu, formé par l'espionnage britannique. C'est lui qui a organisé le coup d'État suivi de l'exécution des époux Ceausescu. C'est lui qui a inventé la comédie sanglante avec les terroristes. Donc, pour les généraux vénézuéliens, il y a déjà eu un modèle en Roumanie.

Sans rien demander à personne, le président Trump a admis qu'après cet échec il avait appelé Poutine, pour parler du Venezuela, de l'Ukraine et de la Syrie. Trump a insinué que l'utilisation de l'Ukraine comme monnaie d'échange aurait persuadé Poutine de laisser le Venezuela aux mains des États-Unis. Ce qui est un autre énorme mensonge. Tout comme quand les États-Unis ont menti à la Russie en affirmant qu'après l'unification de l'Allemagne, l'Otan ne s'étendrait pas jusqu'à ses frontières.

Les mensonges de Trump n'était pas destiné à tromper Poutine, mais les généraux du Venezuela. Il reste à voir si les généraux vénézuéliens vont trahir leur président légitime, en passant du côté d'un agent US, ou bien conserver leur dignité d'officier. Réseau Voltaire 7 mai 2019

Levée des sanctions US contre un général vénézuélien en rupture avec Maduro - Reuters 8 mai 2019

Le vice-président américain, Mike Pence, a annoncé mardi que les Etats-Unis levaient l'ensemble des sanctions qui pesaient sur le général Manuel Cristopher Figuera, ancien chef des services de renseignement du Venezuela, qui est passé la semaine dans le camp des opposants au président Nicolas Maduro.

"Nous espérons que cette mesure encouragera d'autres personnes à suivre l'exemple du général Cristopher Figuera et d'autres militaires", a dit Mike Pence dans un discours préparé pour une conférence au département d'Etat. Reuters 8 mai 2019

Venezuela — Erratum - Réseau Voltaire 11 mai 2019

Le Venezuela a été le théâtre d'un coup d'État improvisé, le 30 avril et le 1er mai 2019 [1]. Le directeur du SEBIN (Servicio Bolivariano de Inteligencia Nacional), le général Manuel Ricardo Cristopher Figuera, qui était en relation avec la CIA depuis plus d'un an, et allait être arrêté a tenté le tout pour le tout.

Selon ses propres déclarations, il conserverait son amitié pour le président Nicolás Maduro, mais aurait tenté de « sauver » son pays de l'influence de son entourage. C'est lui qui a prétendu, à tort, que plusieurs haut-fonctionnaires s'étaient retournés contre le régime constitutionnel.

Une cinquantaine de sous-officiers, d'officiers supérieurs et généraux, aurait fait défection. Ils ont été arrêtés ou ont pris la fuite.

Le fiasco de cette tentative de putsch a provoqué une vive tension entre le conseiller national de sécurité US, John Bolton, qui l'avait guidée, et le président Donald Trump, qui était opposé une action pouvant conduire les États-Unis à la guerre.

La seule analyse qui reste juste, est celle formulée par Thierry Meyssan sur Russia Today, il y a deux ans : le Pentagone mène une opération de destruction des structures étatiques du Bassin des Caraïbes, sans lien avec la nature des divers gouvernements de cette région. Pour ce faire, il a recours à des combattants Latino-Américains, mais n'a aucune intention d'entrer lui-même en guerre.

Nous avons publié en plusieurs langues deux articles erronés à propos des événements du 30 avril [2]. Contrairement à ce que nous indiquions, les services de Renseignement russes, qui forment actuellement leurs équivalents locaux, n'ont pas de rôle décisionnaire au Venezuela. Selon nos informations, toutes les décisions sont prises personnellement par le président Maduro, bien qu'il n'ait pas de formation spécialisé en la matière. Réseau Voltaire 11 mai 2019

[1] « Coup d'État hollywoodien au Venezuela », Réseau Voltaire, 1er mai 2019.

[2] « Venezuela : comment le directeur du SEBIN a manipulé la CIA » et « Venezuela : comment le SEBIN a piégé la CIA ».

Afrique du Sud.

Afrique du Sud: la victoire aux législatives de l'ANC officialisée - AFP 11 mai 2019

La Commission électorale sud-africaine (IEC) a confirmé samedi le succès en demi-teinte du Congrès national africain (ANC) aux élections législatives, qui offre un mandat fragile au président Cyril Ramaphosa pour sortir le pays de la crise.

Après dépouillement de l'ensemble des 22.925 bureaux de vote du pays, l'ANC l'a nettement emporté avec 57,5% des suffrages exprimés qui lui assurent une majorité absolue de 230 des 400 sièges de l'Assemblée nationale.

Ce résultat est le plus mauvais jamais réalisé par le parti historique de Nelson Mandela en vingt-cinq ans de pouvoir. En 2014, l'ANC avait obtenu 62,1% des voix et 249 députés.

Il a devancé l'Alliance démocratique (DA, centre) de Mmusi Maimane, qui cède du terrain avec 20,7% des suffrages et 84 députés (22,2% et 89 députés en 2014).

Sur la troisième marche du podium, les Combattants pour la liberté économique (EFF, gauche radicale) de Julius Malema réalisent une forte progression avec 10,7% des voix et 44 députés (6,3% et 25 députés en 2014).

S'exprimant en tant que chef de l'Etat, Cyril Ramaphosa a salué une "victoire de la démocratie". "Notre peuple s'est prononcé clairement et fermement. Il s'est prononcé pour une Afrique du Sud unie, pour une société plus équitable", a-t-il ajouté.

Cyril Ramaphosa, syndicaliste sous l'apartheid avant de devenir l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays, il répète depuis qu'il va éradiquer la corruption et relancer l'économie.

Le parti au pouvoir a également sauvé les meubles dans les élections régionales en gardant la majorité dans huit des neuf provinces du pays, dont celle emblématique du Gauteng (Johannesburg et Pretoria) d'extrême justesse (50,19%). AFP 11 mai 2019

Haut de page

Le 20 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

Pour mesurer avec précision le taux de fréquentation du portail, j'ai décidé de ne publier les causeries qu'au format pdf (Adobe Reader), et en fonction du résultat je continuerai ou j'arrêterai. Je consulterai les statistiques dans quelques jours.

Stop ou encore ? Un siècle plus tard, ceux qui cautionnent ce discours trahissent le syndicalisme ouvrier.

Quand Philippe Martinez appella à voter Macron au second tour de l'élection présidentielle de 2017, c'était évidemment pour défendre l'indépendance de la CGT...

Quand la direction de la CGT, dont fait partie son secrétaire général Philippe Martinez, affirmait dans son document préparatoire au 52e congrès de ce syndicat que « l'Europe doit être identifiée comme protectrice et pas comme une menace pour les travailleurs », que « la CGT, avec d'autres au sein de la CES, porte un socle social harmonisant les droits (...) », qu'il faut « casser cette idée 'Union européenne [égale] casse du service public' », c'était manifestement pour témoigner son indépendance du capitalisme, de l'Etat et de l'UE...

Quand malgré tout plus de 90% (90,65%) des congressistes réélisent Philippe Martinez secrétaire général de la CGT, après le doute n'est plus permis : La CGT est réellement un syndicat indépendant... de la classe ouvrière, du socialisme. (A lire dans cette causerie)

Comment doit-on caractériser ceux qui s'emploient à faire croire aux travailleurs et aux militants qu'il existerait encore en France des syndicats indépendants du capitalisme, de l'Etat et de l'UE, qu'ils représenteraient les intérêts des exploités ?

On appelle les délégués du 52e congrès de la CGT qui ont refusé de voter Martinez avec leurs collègues d'autres syndicats qui partagent leur ligne politique, à créer un nouveau syndicat ouvrier situant strictement son combat dans la perspective de l'émancipation du capitalisme.

- Au format pdf (23 pages)

Haut de page

Le 21 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai signé la pétition en ligne exigeant la libération de Louisa Hanoune et j'invite les lecteurs à en faire autant.

- Algérie : accusée de complot, Louisa Hanoune reste en détention - jeuneafrique.com 21 mai 2019

La justice militaire algérienne a refusé lundi de remettre en liberté de la cheffe du Parti des travailleurs (PT, trotskiste), Louisa Hanoune, inculpée pour « complots » contre l'État et l'armée, a annoncé un de ses avocats.

« La chambre d'accusation a confirmé le mandat de dépôt » délivré le 9 mai par le juge d'instruction du tribunal militaire de Blida, à une quarantaine de km au sud d'Alger, contre Louisa Hanoune, a déclaré Me Mokrane Ait-Larbi, un des avocats de la patronne du PT.

Les motivations de la décision n'ont pas été communiquées dans l'immédiat à la défense, a précisé Me Ait-Larbi, qui a annoncé qu'une demande de remise en liberté de Louisa Hanoune serait déposée dans un mois. Le tribunal militaire n'a pas communiqué. jeuneafrique.com 21 mai 2019

Wikipedia.org

- ... lors de l'élection présidentielle de 2014, elle propose notamment d'exclure toute relation avec Israël, de rompre les accords d'associations avec l'Union européenne ainsi que de rejeter l'adhésion de l'Algérie à l'OMC. Abdelaziz Bouteflika est réélu dès le premier tour et Louisa Hanoune se classe quatrième, avec 1,37 % des voix. Wikipedia.org

La libération immédiate et inconditionnelle de Louisa Hanoune SG du PT

Texte de la pétition à l'initiative du Comité National pour la libération de Louisa Hanoune constitué de militants des droits de l'Homme, de syndicalistes, de moudjahidines, d'universitaires, de journalistes , de citoyens...

Le texte:

Nous militantes, militants politiques, syndicaux, associatifs, des droits de l'Homme, personnalités nationales, universitaires, anciens combattants, citoyennes et citoyens…indignés par l'arrestation arbitraire de Louisa Hanoune, Secrétaire générale du parti des travailleurs, militante de la démocratie, des droits de femmes, de la souveraineté populaire, de la souveraineté nationale et contre toutes les formes d'ingérence extérieure et sa mise en détention provisoire par le Tribunal militaire de Blida depuis le 9 mai 2019 et mise dans un état d'isolement total, privée de toute visite, sans aucune information officielle sur les charges retenues contre elle, dénonçons cette incarcération qui touche un responsable politique et ce, quelque soit notre point de vue sur la politique du parti des travailleurs et de sa Secrétaire générale. Décidons de nous constituer en comité national pour la libération immédiate et inconditionnelle de Louisa Hanoune.

Cet acte antidémocratique qui criminalise l'action politique est dirigé aussi contre les millions d'algériennes et d'algériens engagés dans une révolution inédite pour le départ du système.

Nous appelons toutes les organisations et militants attachés à la démocratie de s'associer à cette initiative et/ou à prendre d'autres initiatives pour mettre fin à cette injuste et illégitime incarcération.

Comité national pour la libération de Louisa Hanoune

Alger ; le 11 Mai 2019

Rappel

Le 9 mai.

Louisa Hanoune a été placée en détention provisoire par le juge d'instruction près le tribunal militaire de Blida. Elle est accusée de "complot contre l'Etat" et "atteinte à l'autorité de l'armée", selon plusieurs chaines de télévision privées.

https://www.alg24.net/urgent-louisa-hanoune-placee-mandat-de-depot/

Algérie – La Secrétaire générale du Parti des Travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a été placée en détention provisoire par le Juge d'instruction militaire près le tribunal militaire de Blida, a appris ALG24 de source sûre.

Elle a été transférée dans le centre pénitentiaire civil de Blida. Louisa Hanoune avait été entendue « dans le cadre de la l'enquête ouverte contre Athmane Tartag, Mohamed Mediène et Said Bouteflika ». Ces derniers sont poursuivis pour « atteinte à l'autorité de l'Armée et complot contre l'autorité de l'Etat ». Mme Hanoune avait été ainsi convoquée pour être entendue concernant les faits.

Pour rappel, le juge d'instruction militaire près le tribunal militaire de Blida a ordonné le 5 mai courant, le placement en détention provisoire de Athmane Tartag, Mohamed Mediène et Said Bouteflika.

https://www.jeuneafrique.com/772462/politique/algerie-louisa-hanoune-entendue-dans-lenquete-sur-said-bouteflika-et-les-generaux-toufik-et-tartag/

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a été placée jeudi 9 mai sous mandat de dépôt par le tribunal militaire de Blida. Elle avait répondu le matin à une convocation du juge d'instruction dans le cadre de l'enquête pour « complot » impliquant Saïd Bouteflika et les généraux Toufik et Tartag.

Louisa Hanoune a été placée jeudi en fin d'après-midi sous mandat de dépôt par le juge d'instruction du tribunal militaire de Blida, avoir été longuement auditionnée depuis le matin. « On ignore les motifs de son incarcération. Le bureau du juge nous a simplement demandé de lui ramener ses médicaments », confie Ramdane Taazibt, député du parti.

La patronne de ce parti d'opposition avait reçu mercredi une convocation du juge d'instruction pour se rendre au tribunal en qualité de témoin, a appris Jeune Afrique de sources internes au PT. « Elle a été convoquée comme témoin et non comme prévenue, explicitait un député du parti qui a souhaité garder l'anonymat. Elle a été appelée à témoigner en sa qualité de responsable politique. » « Elle s'y est rendue sereine », confiait un parlementaire de sa formation qui l'a accompagnée à Blida.

Saïd Bouteflika, frère cadet et conseiller de l'ex-président Bouteflika, ainsi que les généraux et ex-patrons du renseignement Mohamed Mediène, dit Toufik, et Athmane Tartag, alias Bachir, ont été placés sous mandat de dépôt ce week-end par le tribunal militaire de Blida, et inculpés pour « atteinte à l'autorité de l'armée » et « complot contre l'autorité de l'État ». Témoin des discussions sur le report de l'élection

La convocation de Hanoune a-t-elle un lien direct avec l'inculpation de Saïd, Toufik et Tartag ? « Louisa Hanoune se trouve jusqu'à présent [13h40 heure d'Alger] au tribunal militaire de Blida, où elle est entendue comme témoin, selon ce qui a été indiqué sur sa convocation », a confirmé en début d'après-midi un communiqué du PT. Une source proche de la Secrétaire générale (SG) précise que son audition est liée aux discussions qui avaient eu lieu en décembre dernier au sommet du pouvoir autour du report de l'élection présidentielle d'avril 2019, et de l'idée de prolonger le quatrième mandat du président Bouteflika.

https://www.algeriepatriotique.com/2019/05/09/le-pt-qualifie-larrestation-de-louisa-hanoune-dune-derive-gravissime/

Par Mounir Serraï – Le Parti des travailleurs (PT) a réagi à la mise en détention provisoire de Louisa Hanoune, dans l'affaire de Toufik, Tartag et Saïd Bouteflika.

Dans un communiqué sanctionnant la réunion du secrétariat permanent du bureau politique, le PT dénonce «une dérive gravissime, un acte de criminalisation de l'action politique indépendante et l'expression d'une volonté de mise au pas des militants et activistes par le pouvoir de fait». «Il s'agit là, ajoute le PT, d'une mesure contre le peuple algérien et sa mobilisation révolutionnaire entamée depuis le 22 février 2019». Le PT appelle à «l'abandon de toutes les charges retenues contre elle et à sa libération inconditionnelle».

Il en appelle «à toutes les Algériennes et à tous les Algériens, à ceux qui partagent ou non nos positions, pour s'opposer à cet acte antidémocratique qui est dirigé contre la révolution du 22 février». Pour le PT, «avec cette arrestation, c'est une nouvelle étape qui s'ouvre».

Cette formation politique précise que «Louisa Hanoune est mise en détention provisoire par le Tribunal militaire de Blida, aujourd'hui, après avoir répondu à une convocation du juge d'instruction comme témoin».

«Tous les Algériennes et Algériens savent que le Parti des travailleurs a combattu depuis sa fondation, en 1990, pour l'Assemblée constituante souveraine pour l'avènement de la démocratie véritable et pour la souveraineté populaire. Il n'a jamais dévié de cette ligne directrice de sa politique», ajoute ce parti qui rappelle s'être prononcé contre «le cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika».

Le PT souligne aussi avoir décidé de «faire démissionner son groupe parlementaire de l'Assemblée populaire nationale», tout en s'exprimant «contre toutes les manœuvres visant à contourner la révolution populaire, exigeant le départ du système dont la prétendue transition qu'ils veulent faire déboucher sur la présidentielle du 4 juillet 2019». «C'est donc cela qui est reproché à Mme Louisa Hanoune», conclut le PT.

Sous couvert d'opposition virulente, Mme Hanoune a été accusée par ses détracteurs, dont une partie du mouvement actuel de contestation populaire contre le régime, de faire le jeu du « système » en participant aux élections, jugées largement frauduleuses, et en ménageant ses critiques contre le président Bouteflika. ouest-france.fr 10.05

Algérie : appel pour la libération de Louisa Hanoune

Le placement en détention provisoire le 9 mai dernier de Louisa Hanoune suscite de vives réactions à l'étranger, notamment en France. - Le Point Afrique (avec AFP) 17.05

Une « arrestation arbitraire qui suscite une légitime émotion ». C'est avec ces mots qu'un millier de personnalités françaises, militants politiques et syndicaux, défenseurs des droits de l'Homme, universitaires, ont signé un appel réclamant « la libération immédiate » de la cheffe d'un petit parti d'opposition algérien, Louisa Hanoune, inculpée de « complots » dans son pays, selon un communiqué. Cet appel a été signé notamment par l'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault, le patron de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon, le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez et le président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, maître Henri Leclerc.

« Louisa Hanoune est connue partout depuis des années pour ses prises de position et son combat intransigeant en défense de la démocratie, des libertés, des droits des femmes et toujours du côté des peuples et des opprimés. Que l'on soit d'accord ou pas avec ses positions politiques, rien ne peut justifier sa mise en détention. NOUS DEMANDONS SA LIBÉRATION IMMÉDIATE », écrivent-ils.

La justice militaire a placé le 9 mai Mme Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT, trotskiste) en détention provisoire, après l'avoir inculpée de complots contre l'armée et l'État, dans un dossier visant Saïd Bouteflika et les ex-patrons des services secrets, les généraux Mohamed « Toufik » Mediene et Athmane « Bachir » Tartag, inculpés des mêmes chefs.

Frère cadet du président Abdelaziz Bouteflika, Saïd Bouteflika est accusé, lui, d'avoir renforcé ses pouvoirs depuis plusieurs années à mesure de la dégradation de l'état de santé de son frère, dont il était le « conseiller spécial », au point d'apparaître comme un « président bis ». La défense de Mme Hanoune a admis qu'elle avait participé à une réunion avec Saïd Bouteflika et « Toufik » le 27 mars, au lendemain d'une déclaration du chef d'état-major de l'armée demandant publiquement le départ du pouvoir du chef de l'État.

Députée depuis 1997, Mme Hanoune a été candidate aux trois dernières présidentielles algériennes, remportées au premier tour avec plus de 80 % des voix par M. Bouteflika. Ses détracteurs – dont une large part du mouvement de contestation actuel – accusent Mme Hanoune d'avoir fait durant 20 ans le jeu du « système », notamment en ménageant ses critiques contre Abdelaziz Bouteflika. Le Point Afrique (avec AFP) 17.05

https://www.dzvid.com/2019/05/20/incarceration-de-louisa-hanoune-le-pt-appelle-a-la-solidarite/

Le Secrétariat permanent du Bureau politique du Parti des travailleurs (PT), réuni ce lundi suite au refus du Tribunal de Blida de libérer Mme Louisa Hanoune, a lancé un appel aux Algériennes et aux Algériens dont voici le texte :

Le Tribunal militaire de Blida vient de rejeter, ce lundi 20 mai 2019, la demande de libération provisoire de Louisa Hanoune.

Louisa Hanoune est la première responsable d'un parti politique emprisonnée depuis l'avènement du multipartisme dans notre pays. Ce qui est reproché à Louisa Hanoune, c'est de vouloir « changer le régime ». Elle est emprisonnée pour des raisons politiques, pour ses positions politiques. Elle est donc une emprisonnée politique.

Des millions et des millions d'Algériennes et d'Algériens manifestent depuis le 22 février dans les 48 wilayas du pays et dans l'immigration pour changer le régime. Le maintien de Louisa Hanoune en détention est une menace contre tous ceux qui veulent changer le régime. Le régime en crise manœuvre et réprime en cherchant à se préserver, pour se maintenir.

La nouvelle demande de libération ne sera examinée que dans un mois par le tribunal militaire. Pas un jour de prison de plus pour Louisa Hanoune. Plus que jamais nous exigeons la libération de Louisa Hanoune. C'est là le moyen pour s'opposer à la répression et aux menaces contre les libertés.

Le Parti des travailleurs réaffirme son soutien à sa secrétaire générale Louisa Hanoune. C'est pourquoi nous appelons les Algériennes et les Algériens, les Partis politiques, les organisations syndicales, les organisations de défense des droits de l'homme, les associations et les militants de défense des libertés et de la démocratie… à intensifier la campagne pour la libération de Louisa Hanoune.

Le Secrétariat permanent du Bureau politique Alger, le 20 mai 2019

Haut de page

Le 25 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'actualiserai plus tard la rubrique *Documents d'actualité*.

- Au format pdf (16 pages)

Mystification, imposture, escroquerie politique, instrumentalisation, populisme, attentat, ils ont sorti le grand jeu !

Quand on compare le niveau de conscience des penseurs Marx et Engels il y a deux siècles à une vingtaine d'années près avec celui de nos contemporains les plus évolués, on se dit qu'approximativement 99% d'entre eux n'ont décidément pas progressé, ce qui devrait nous questionner, mais non, tout le monde ou presque s'en moque.

Marx, tout en reconnaissant les faiblesses de l'homme, affirma à juste titre qu'il était perfectible, autrement dit qu'il n'était pas parfait mais qu'il pouvait progresser, restait à savoir s'il en aurait la volonté et si aucun obstacle ne viendrait la contrecarrer, a fortiori il semblerait que ce soit le cas dès lors que sa condition s'était amélioré, force est de constater que ses faiblesses reprirent le dessus, oubliant d'où il venait et ignorant toujours où il allait, ignorant quelles en seraient les conséquences néfastes pour son avenir qui s'annonçait forcément des plus sombres. Quant à ceux dont la condition était épouvantable à travers le monde ou devant sa porte, il s'en foutrait ! Constat accablant et effrayant.

Dans la situation inextricable dans laquelle nous sommes, il semble normal ou naturel d'aborder ce genre de sujets, aussi pénible et triste que ce soit.

A l'époque de Marx cette volonté s'exprima parce que le capitalisme remplissait une fonction historique progressiste, depuis que cette période s'est achevée, elle s'est ramollie au point de devenir inconsistante, et son destin se confond désormais avec celui du capitalisme voué à la déchéance ou à disparaître.

L'homme n'est pas parvenu à prendre conscience que sa condition était le produit d'un processus dialectique matérialiste historique, dont l'issue dépendrait de son orientation conditionnée par l'idéal qu'il portait, s'enrichir au détriment de la majorité, profiter à titre individuel des avantages ou du statut privilégié que la société lui concédait ou réaliser le bien commun de la collectivité humaine pour que chacun puisse s'épanouir individuellement, ce qu'on appelle aussi le socialisme.

Trente ans après la dislocation de l'URSS, plus individualiste que jamais, il a lié son sort au capitalisme avec son lot de médiocrités, d'hypocrisies, de malheurs, de souffrances injustes, inutiles et sans fin.

Toute tentative de plaquer à la réalité de la seconde moitié du XXe siècle et du début du XXIe siècle les enseignements du marxisme était vouée infailliblement à l'échec. Ce n'est pas le marxisme qui a failli, mais ceux qui s'en réclamaient.

Et si c'était l'inverse ? par Daniel Gluckstein - La Tribune des travailleurs 22 mai 2019

C'est entendu : l'abstentionniste devra rendre compte. Quel que soit le résultat des élections européennes, son manque de sens civique et son ignorance de la démocratie en porteront la responsabilité. Ainsi accusent, en un remarquable consensus, tous les dirigeants politiques institutionnels, qui, de l'extrême droite à l'extrême gauche, s'accordent, comme dans la fable de La Fontaine, pour crier : « Haro sur le baudet ! »

Et si c'était l'inverse ? Et si les abstentionnistes du 26 mai faisaient preuve d'une remarquable aspiration démocratique ?

Les médias, on le sait, ne sont pas en reste dans la croisade contre l'abstention. Journal capitaliste pourtant réputé sérieux, Les Échos consacrent deux pages à dresser « le bilan, solide, de la dernière législature du Parlement européen ».

Le lecteur y apprend qu'« à défaut de disposer d'un pouvoir d'initiative législative – réservé par les traités à la Commission européenne – le Parlement peut demander à la Commission qu'elle présente une proposition sur un sujet qui agite la société civile », à l'exception des domaines réservés que sont la fiscalité et la politique extérieure.

L'enjeu du vote du 26 mai consisterait donc à élire des gens dont le pouvoir se limite à demander sagement à d'autres personnages – les commissaires européens – de bien vouloir « présenter des propositions ». Lesquels commissaires européens sont libres de répondre ou non à cette sollicitation, selon qu'ils la jugent conforme ou non aux traités européens. Cerise sur le gâteau : selon Les Échos, le Parlement européen est « l'institution la plus démocratique du système européen » !

Faut-il dès lors s'étonner qu'une majorité de travailleurs, de jeunes, de chômeurs, de retraités s'abstienne ?

D'où la question : et si c'était l'inverse ? Et si l'abstention massive du 26 mai était porteuse d'une aspiration démocratique, consciente ou non* ?

Chacun le sait : à l'instar de ce qui se passe en Algérie, mûrit dans notre pays l'exigence « Macron, dégage ! », mais aussi « Système, dégage ! ». Que demain soient convoquées des élections à une Assemblée constituante souveraine ; que cette assemblée, élue à la proportionnelle intégrale, ait tous pouvoirs, par exemple, de bloquer les privatisations et de rétablir les monopoles publics des chemins de fer, de l'énergie et de La Poste ; et de rouvrir les classes fermées dans les écoles et les services dans les hôpitaux ; et d'abroger les contre-réformes des retraites, de la santé, de Blanquer et de la fonction publique… Et alors, on verra si l'abstention restera massive, ou si, convaincus de désigner des délégués porteurs d'un mandat conforme à leurs intérêts, les travailleurs et les jeunes ne seront pas alors les premiers à se mobiliser, y compris par le vote.

Telle est l'issue démocratique pour laquelle agissent les militants engagés dans la construction d'un parti ouvrier, le POID.

* Aspiration démocratique portée tout autant par ceux qui, contre Macron, iront voter quand même et sans illusions pour des listes issues du mouvement ouvrier et démocratique.

La mascarade de l'Union européenne par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 mai 2019

Extraits.

Pour Thierry Meyssan, les Européens sont aveugles parce qu'ils ne veulent pas voir. Ils persistent à croire que l'Union européenne, c'est la paix et la prospérité, malgré les échecs incontestables dans ces deux domaines. Ils s'imaginent une opposition intérieure entre patriotes et populistes, alors que ces deux groupes se placent sous la protection du Pentagone contre la Russie. La stratégie internationale de l'après-Deuxième Guerre mondiale se poursuit à leur détriment, sans qu'ils en aient conscience.

Thierry Meyssan - Les États-Unis ont décidé de confier la présidence de la Commission à Manfred Weber avec la mission de saboter l'approvisionnement de l'Union européenne en hydrocarbures russes. Sa première bataille sera pour faire stopper les travaux de construction du pipe-line Nord Stream 2, malgré les milliards d'euros déjà engagés et malgré les milliards qu'il permettrait d'économiser.

Pour que le Parlement élise démocratiquement Weber, il n'est pas nécessaire qu'il soit soutenu par une majorité de parlementaires. Il suffit que son groupe, le PPE, arrive en tête. Washington a donc préparé une assemblée dominée par le Parti populaire européen (PPE) puis, en seconde position, par l'Europe des nations et des libertés (ENL).

Steve Banon a été envoyé pour conseiller Matteo Salvini et créer une poussée des partis identitaires (mais pas des indépendantistes). Il a veillé à ce que l'ENL ne puisse emporter la majorité.

- Pour cela, malgré les efforts de Salvini, le parti polonais Droit est Justice a été persuadé de rester au sein des Conservateurs et réformistes européens (CRE) en échange d'une augmentation « significative » des soldats US sur son sol.

- Donald Trump a reçu, le 13 mai, le Hongrois Viktor Orbán à la Maison-Blanche et l'a enjoint de maintenir son parti au PPE en échange d'armes et de gaz naturel.

- Enfin une vidéo a fuité à la presse allemande. Elle montre Heinz-Christian Strache, le chef du Parti de la liberté autrichien (FPÖ) se faire corrompre. Cette vidéo est ancienne, elle a été mise en scène et filmée par une femme se présentant comme une agente russe, mais qui selon toute vraisemblance est une agente de la CIA.

Contrairement à ce que ressasse la presse, il n'y a aucune opposition sur le fond entre le Parti populaire européen (PPE) et l'Europe des nations et des libertés (ENL). Tous s'entendent sur la tutelle de l'Otan, laquelle implique l'essentiel des décisions politiques. Il y a juste une répartition des rôles.

La propagande officielle pour la tenue de l'élection ne cesse de répéter que « L'Europe, c'est la paix et la prospérité ». Or, ce slogan est incompatible avec la mission anti-Russe de l'Union européenne.

- En fait de paix, l'Union n'a pas été capable de libérer Chypre, toujours occupée depuis 1974 (mais qui n'a adhéré à l'Union qu'en 2004). L'armée turque occupe un tiers du territoire et a créé une autorité de collaboration sous le nom de « République turque de Chypre-Nord ». Les Chypriotes qui y vivent n'ont pas pu être inscrits sur les listes électorales du Parlement. Non seulement Bruxelles ne moque de leur sort, mais déroule le tapis rouge au président turc, Recep Tayyip Erdogan, qu'il arrose de milliards de subvention. Il est vrai que la Turquie est membre de l'Otan.

- En fait de prospérité, l'Union —qui n'a pas attendu l'affaire de Nord Stream 2— a déjà tellement bien appliqué la stratégie US que l'Union stagne quand le reste du monde se développpe. Durant la décennie ayant suivie la crise financière de 2018, la Chine a connu une croissance de +139%, l'Inde de +96%, les États-Unis de +34%, mais l'Union européenne a décru de -2%.

La campagne électorale se poursuit à l'échelle des États-membres puisqu'il n'y a toujours pas de sentiment européen. Il n'y a donc pas de parti politique à l'échelle européenne, mais des unions de partis politiques de chaque État. Il n'y a pas non plus de journée électorale unique, mais des élections distinctes sur 4 jours selon les traditions nationales.

L'abstention devrait être massive, les électeurs ayant le sentiment diffus que tout cela n'est ni clair, ni honnête. Plus de la moitié des électeurs boycotteront les urnes (bien que dans certains pays le vote soit obligatoire). Par conséquent, même si les procédures

de vote sont parfaitement démocratiques, le résultat ne pourra pas représenter la volonté de l'ensemble du corps électoral. Il ne sera donc pas démocratique. Manfred Weber sera élu par une minorité du Parlement, lui-même élu par une minorité des électeurs. Réseau Voltaire 24 mai 2019

LVOG - Les eurodéputés qui seraient élus en obtenant 20% des suffrages exprimés, sur la base d'une abstention de 60%, en réalité ils ne représenteraient que 8% de l'ensemble des électeurs ou moins encore en comptant les votes blancs et nuls, ceux qui auraient obtenu 10% seraient en fait à 4%, et quant à ceux qui seraient élus au tour de 5%, ils auraient été élus - démocratiquement, sans rire, par 2,5% du corps électoral.

C'est ainsi que le Parlement européen représentera en tout état de cause une infime minorité de la population, et il n'aura aucune légitimité pour statuer sur le sort des peuples de l'Union européenne.

Il fallait dire clairement que cette élection était une funeste mascarade destinée à associer les travailleurs de l'UE aux mesures antisociales et liberticides qui seront adoptées contre eux par la Commission européenne, via l'oligarchie anglo-saxonne ou le Pentagone, et que l'ensemble des chefs d'Etat des 27 ou 28 pays de l'UE appliqueront à la lettre sous peine de sanctions.

Climat. En famille. Mysification et instrumentalisation.

Marches mondiales pour le climat - euronews 24.05

Des marches pour le climat étaient organisées ce vendredi un peu partout dans le monde, de Sidney à Paris en passant par Bruxelles et Rome. euronews 24.05

A J-3 des Européennes, Macron réunit le premier "Conseil de défense écologique" - AFP 23.05

"Sur l'écologie, le temps n'est plus à la parole", a déclaré Emmanuel Macron en ouvrant jeudi le premier Conseil de défense écologique (CDE), dénoncé par une partie de l'opposition comme une tentative d'attirer les électeurs à trois jours des élections européennes.AFP 23.05

Mélenchon: "Il faut déclarer l'état d'urgence climatique" - AFP 23.05

Le leader de La France Insoumise Jean-Luc Mélenchon dit qu'il "faut déclarer l'état d'urgence climatique", lors d'un passage à Marseille pour dénoncer le tourisme de masse et la pollution qu'il engendre. AFP 23.05

Otan de la tyrannie.

Theresa May: un mauvais casting pour une mission impossible - AFP 24.05

Theresa May démissionnera le 7 juin - Reuters 24.05

UE : Sauve qui peut en famille !

Macron et BHL, le déjeuner-surprise - LePoint.fr 20.05

Ce mardi 21 mai, Emmanuel Macron recevra à déjeuner à l'Élysée une douzaine d'écrivains. Tous ont signé en janvier le manifeste des patriotes européens rédigé par Bernard-Henri Lévy et intitulé « Il y a le feu à la maison Europe » : « Attaquée de l'intérieur par des mauvais prophètes ivres de ressentiment et qui croient leur heure revenue, lâchée, à l'extérieur, outre-Manche et outre-Atlantique, par les deux grands alliés qui l'ont, au XXe siècle, deux fois sauvée du suicide, en proie aux manœuvres de moins en moins dissimulées du maître du Kremlin, l'Europe comme idée, volonté et représentation est en train de se défaire sous nos yeux », peut-on lire dans ce texte paru dans le journal Libération. LePoint.fr 20.05

Mimétisme

Européennes: Bernard Henri-Lévy fustige les "caïds populistes" - Reuters 21.05

Ferrand et d'ex-présidents de l'Assemblée fustigent "les populistes" - Reuters 21.05

Européennes : Macron appelle à la "mobilisation générale" contre l'abstention - L'Express.fr 22.05

Chacun doit dire "autour de soi qu'il faut aller voter", a lancé le président de la République en Conseil des ministres, rapporte

Sibeth Ndiaye. L'Express.fr 22.05

Edgar Morin : « Il faut sauver notre baraque européenne ! » - LePoint.fr 22.05

À quelques jours du scrutin, le sociologue et ancien résistant appelle à un sursaut face à la montée des anti-européens. LePoint.fr 22.05

Par "devoir citoyen", des détenus de Fleury-Mérogis vont voter en prison - AFP 22.05

"Ça prouve qu'on n'est pas mis de côté": par "devoir citoyen", des détenus votaient jusqu'à mercredi à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne) comme dans les autres prisons françaises, une grande première à l'occasion des européennes. AFP 22.05

Une application aide les indécis à choisir pour qui voter aux européennes - L'Express.fr 22.05

Les programmes des partis et mouvements politiques engagés dans la campagne ont été passés au peigne fin pour vous aider à faire le tri. L'Express.fr 22.05

En famille. Quand les syndicats cautionnent l'Union européenne à l'origine des mesures antisociales qu'ils prétendent combattre.

Européennes : CGT et CFDT appellent à faire "barrage à l'extrême droite" - Reuters 23.05

La CGT appelle à voter aux Européennes - AFP 21.05

La CGT a appelé mardi les électeurs à voter le 26 mai aux élections européennes et, sans donner de consigne précise de vote, "à ne pas se laisser duper" par les partis d'extrême droite. (Par LREM passe encore, puisque la CGT ne le caractérise pas d'extrême droite. - LVOG)

"La lutte revendicative, l'exigence sociale et le combat pour un monde de justice et de paix doit se traduire dans les urnes", ajoute-t-elle, affirmant que "s'abstenir, c'est laisser d'autres et, en premier lieu le patronat et les tenants du libéralisme économique, continuer d'inscrire l'Europe et notre avenir dans la spirale de la régression sociale et économique". (Le double langage habituel. Et puis, il faut rappeler que le Parlement européen n'a pas le pouvoir de proposer et encore moins celui d'adopter une loi, c'est la Commission européenne et le Conseil de l'Europe, donc les chefs d'Etat qui détiennent ce pouvoir. L'élection au Parlement européen sert à cautionner les futures décisions que prendra la Commission européenne des banquiers et des multinationales. - LVOG)

La semaine dernière, Laurent Berger, le numéro un de la CFDT, première organisation syndicale de France en termes de représentativité, avait appelé à la mobilisation le 26 mai.

"Nous ne donnerons pas de consigne de vote si ce n'est celle de combattre les replis nationalistes et xénophobes", avait-t-il dit. "Nous rejetons toutes ces listes qui prônent une sortie de l'Europe".

Laurent Escure, le secrétaire général de l'Unsa, l'Union nationale des syndicats autonomes, a aussi appelé les salariés à participer aux élections européennes pour "défendre la construction d'une Europe démocratique, sociale et écologique" et "dire non aux replis nationalistes ou aux choix haineux qui, en défaisant l'Europe, sacrifieraient les travailleurs". AFP 21.05

LVOG - Des syndicats ouvriers ? Les syndicats se situent ouvertement au côté de la réaction contre les travailleurs. Dès lors comment doit-on les caractériser ? Quelle doit en être la signification politique ? Quel enseignement politique en tirer ? Aucun, répondront nos dirigeants aussi corrompus. Dans ces conditions le pire est encore à venir ou il n'y a rien à espérer dans un avenir proche, ni même au-delà, puisque tout le monde semble s'en accommoder.

L'UE : Un cauchemar totalitaire.

«L'impression d'être dans 1984» : des youtubeurs parlent du «voyage d'étude» organisé par l'UE - RT 22 mai 2019

La Commission européenne organisait au mois d'avril 2019 un «voyage d'étude» auquel étaient conviés des influenceurs du net, parmi lesquels plusieurs youtubeurs spécialisés dans l'actualité politique.

Comme le rapporte Marianne, la Commission européenne cherchait ainsi à convaincre ces figures des réseaux sociaux de «parler davantage d'Europe» et surtout de porter un «récit positif» autour de l'Union européenne. Au menu : visite des

institutions européennes et séminaires visant à «déconstruire» les idées reçues sur l'UE...

Tatiana Ventôse et Tommy Lasserre, deux représentants de la chaîne YouTube «Le fil d'actu» (qui a publié un reportage à charge sur cette aventure), figurent parmi les participants qui ont pu goûter à cette expérience européenne. Ils ont accepté de livrer leur témoignage à RT France.

«J'avais l'impression d'être dans 1984 ou en URSS sur la fin, où des fonctionnaires armés de bonnes intentions [...] nous expliquaient que "la désinformation, ce sont des faits avérés et réels, utilisés pour porter un propos politique qui va à l'encontre des politiques promues l'Union européenne"», décrit Tatiana Ventôse, avant de relater l'argumentaire de ses interlocuteurs, qui lui auraient expliqué que «tout ça [était] organisé par la Russie».

Tommy Lasserre rapporte pour RT un autre élement, concernant le discours européen sur la concurrence au sein de l'UE : «L'idée reçue qu'ils ont essayé de défaire, c'est pas que l'Europe met en place la concurrence à l'échelle globale», faisant au contraire valoir que «la concurrence c'est bien». RT 22 mai 2019

Il y a 39 ans, la mystification ou l'escroquerie politique avait déjà pris fin...

Le clivage gauche-droite n'est pas mort, la preuve ! - LePoint.fr 22 mai 2019

Sa récusation est pourtant ancienne, si l'on en croit une importante étude dédiée aux valeurs de la France : de 1980 à 1991, entre 55 % et 60 % des Français estimaient que ce clivage n'était pas pertinent.

L'étude indique également que les jeunes se positionnent un peu plus à gauche. Le positionnement à droite augmente avec le niveau de revenu. LePoint.fr 22 mai 2019

LVOG - Pour ne pas avoir voulu en tenir compte, voilà ce qui est advenu... Et ne dites pas que vous le ne saviez pas, cela s'adresse à nos braves dirigeants...

La stratégie du chaos et de la terreur.

Aux États-Unis, 60% des managers hommes ont peur de travailler avec des femmes - slate.fr 20 mai 2019

Un an et demi après le début du mouvement #MeToo, les organismes LeanIn.org et SurveyMonkey viennent de publier une étude sur les relations entre hommes et femmes sur leur lieu de travail dans les mois ayant suivi cette vague de libération de la parole.

Les résultats sont sans appel: 60% des supérieurs masculins se disent mal à l'aise dans la collaboration, la socialisation ou l'interaction avec des collègues féminines. Une augmentation de 32% par rapport à l'an dernier. Les hommes interrogés déclarent avoir peur que leur comportement soit jugé inconvenant ou d'être accusés à tort de harcèlement ou d'agression sexuelle. En parallèle, le harcèlement sexuel reste omniprésent sur le lieu de travail, 57% des femmes déclarant en avoir été victimes depuis le début de leur carrière. slate.fr 20 mai 2019

Ils osent tout.

Macron défend son bilan et appelle à voter dimanche - Reuters 20.05

A six jours des élections européennes, Emmanuel Macron défend son bilan dans une interview à paraître mardi et appelle les Français à aller voter pour contrer ceux "qui ne veulent que détruire", ciblant une nouvelle fois les partis nationalistes dont il souligne la "connivence" avec "des intérêts étrangers".

"Quand je regarde les choses, le chômage est au plus bas depuis dix ans, le pouvoir d'achat n'a jamais augmenté de cette manière depuis douze ans, l'investissement productif repart, les emplois industriels sont recréés... il n'y a pas à rougir de notre bilan, même s'il faut aller plus loin", ajoute-t-il. Reuters 20.05

Raphaël Glucksmann : "On sera à beaucoup plus de 5%" - Yahoo actu 20.05

Roland Ries : « Il faut ré-enchanter l'Union européenne » - LePoint.fr 24.05

Le maire socialiste de Strasbourg déplore que l'Europe de demain ne soit pas abordée et appelle les nations à retrouver la dimension politique originelle de l'Union. LePoint.fr 24.05

La finance, mon ennemi !

Yannick Jadot (EELV) : "L'écologie que je porte, elle combat le capitalisme financier" - Franceinfo 20.05

Eux aussi ils nous refont le même coup !

Européennes: Mélenchon et Aubry (LFI) veulent "passer devant LR" pour "ouvrir une alternative" - AFP 20.05

Un attentat avant chaque élection ou adoption d'une loi liberticide, étrange coïncidence, non ?

Européennes: la campagne se termine, bousculée par l'explosion à Lyon - AFP 24.05

L'attaque de Lyon en toile de fond de l'ultime meeting de LaRem - Reuters 24.05

Après l'explosion à Lyon, Castaner annonce un renforcement de la sécurité - Le HuffPost 24.05

Journalistes convoqués par la DGSI: Macron invoque la sécurité nationale - Le HuffPost 24.05

République tchèque: le Premier ministre milliardaire favori aux Européennes - AFP 24.05

Bardella appelle les électeurs de LR, de LFI et de Dupont-Aignan à voter RN - AFP 24.05

La Russie s'est bien immiscée dans les dernières élections européennes - Slate.fr 24.05

La culture de la haine est innée chez eux !

Et si les parents n'avaient pas d'influence sur leurs enfants - LePoint.fr 20.05

On prête à l'éducation des enfants par les parents une influence qu'elle n'a pas : notre personnalité est en effet en grande partie le fruit de nos gènes.

LePoint.fr- Ce n'est tout simplement pas une bonne politique personnelle que de partir du principe que toutes les personnes que vous croiserez dans votre vie vous voudront du bien. LePoint.fr 20.05

LVOG - De la part de gens qui vous veulent du mal, c'est logique !

Les prédateurs l'ont décrété.

Journée mondiale des abeilles : une espèce fortement menacée - euronews 20.05

Parole d'esclavagistes

Cuba accusée d'esclavagisme devant la CPI - LePoint.fr 20.05

Deux ONG dénoncent les conditions de travail de centaines de milliers de travailleurs cubains, dont beaucoup de médecins, envoyés en mission à l'étranger. LePoint.fr 20.05

Multirécidivistes.

Syrie: Washington soupçonne Damas d'attaque chimique, menace de représailles - AFP 21.05

Bienvenue chez les "***sadiques***".

Vincent Lambert : la cour d'appel ordonne la reprise des soins - euronews 20 mai 2019

Coup de théâtre dans l'affaire Vincent Lambert : la cour d'appel de Paris, saisie par les parents du malade, a ordonné ce lundi soir le rétablissement des traitements visant à le maintenir en vie , traitements qui avaient été interrompus lundi matin.

La cour d'appel a finalement suivi l'avis du Comité international des droits des personnes handicapées , qui s'était prononcé le 3 mai pour le maintien de l'alimentation et l'hydratation de Vincent Lambert, tétraplégique est en état végétatif.

Un rassemblement s'est tenu ce week-end aux abords du CHU de Reims pour réclamer son maintien en vie.

La famille même de Vincent Lambert s'est déchirée sur la question , qui a incarné tout un débat sur l'euthanasie en France depuis dix ans. Sa mère parlait ce lundi soir d'une "très grande victoire", tandis que son neveu François qualifiait lui la décision de "sadisme pur". euronews 20 mai 2019

La colère de la mère de Vincent Lambert après l'arrêt des soins: "Ce sont des monstres!" - BFMTV 20.05

Affaire Vincent Lambert : mobilisation contre l'arrêt programmé des soins - euronews 20.05

En France, une manifestation était organisée ce dimanche après-midi à Reims, devant l'hôpital qui accueille Vincent Lambert. Les personnes présentes s'opposent à l'arrêt des soins prodigués à cet homme, victime d'un accident de la route, et qui se trouve dans un état végétatif depuis... euronews 20.05

Jordan Bardella "choqué" par l'arrêt des soins de Vincent Lambert - AFP 20.05

La tête de liste RN aux élections européennes Jordan Bardella s'est dit lundi "choqué" par la décision de justice prévoyant cette semaine l'arrêt des soins de Vincent Lambert, patient dans un état végétatif depuis dix ans. AFP 20.05

Vincent Lambert: Marion Maréchal sort de sa réserve et dénonce une "euthanasie" - Le HuffPost 20.05

Vincent Lambert : "Il n'y a pas de vie indigne d'être vécue", estime François-Xavier Bellamy - Franceinfo 20.05

LVOG - Alors que ces salopards sont complices de millions de morts à travers le monde causés par leurs guerres ou la pauvreté... Leur humanisme est bien la politesse des salauds, et le mot est faible !

Le "point de rupture" de la civilisation humaine a été atteint, va-t-elle sombrer définitivement dans la barbarie ?

«Un point de rupture jamais atteint» : le président de SAMU-Urgences de France écrit au gouvernement - RT 22 mai 2019

François Braun, le président de SAMU-Urgences de France, a écrit ce 21 mai une lettre adressée à Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, dans laquelle il lui demande de prendre des engagements en faveur des services urgentistes, en particulier à l'approche de la période estivale, ne cachant pas ses inquiétudes.

«Les structures de Médecine d'urgence (services des urgences, Samu-Centre 15, Smur) sont à un point de rupture jamais atteint», explique l'auteur de la lettre avant de dresser un sombre tableau de la situation, dénonçant notamment une «saturation des services et des personnes».

Contacté par RT France, Jean-Marie Godard, auteur du livre Bienvenue aux urgences édité en mars 2019, étaye ces engagements attendus par la profession. «Il faut arrêter de fermer des lits», explique par exemple le journaliste. Il évoque une situation courante : «Il arrive que des urgentistes passent deux heures au téléphone pour trouver un lit d'hospitalisation dans leur établissement [...] Le problème du service des urgences c'est qu'il prend l'impact de tout ce qui dysfonctionne dans les prises en charge des autres services», raconte-t-il. «Il y a aussi des demandes d'embauche de personnel, d'augmentation des salaires et de primes», ajoute Jean-Marie Godard.

Dans sa missive, le président de SAMU-Urgences de France appelle les personnels urgentistes à un arrêt symbolique du travail «pendant cinq minutes le 28 mai», pour témoigner de l'exaspération de la profession, «conscient[e] de [ses] responsabilités envers les patients».

Jean-Marie Godard commente l'aspect symbolique d'une action qui mécaniquement, ne pourra être menée que par du personnel en mesure de prendre une pause. «Les personnels urgentistes, excepté le personnel administratif, ne peuvent pas arrêter le travail sans mettre en danger la population», explique-t-il pour contextualiser ce qu'il qualifie de «grèves sparadrap».

Témoin des conditions de travail difficiles qui caractérisent la profession, l'auteur de Bienvenue aux urgences juge que les personnels urgentistes souffrent généralement d'un manque d'anticipation à grande échelle. Il rappelle alors que le 16 janvier dernier, quelque 14 chefs de service hospitalier avaient publié une tribune à ce sujet afin de réclamer «un grand plan pour les urgences pour mieux gérer le flux des patients».

Après les appels de plusieurs syndicats dans le milieu hospitalier, les grèves aux urgences se sont multipliées sur le territoire français. Plusieurs rassemblements ont par exemple eu lieu le 19 mai, dont un devant la mairie de Paris. RT 22 mai 2019

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie saoudite

L'Arabie saoudite était informée à l'avance des attentats au Sri Lanka - Réseau Voltaire 21 mai 2019

La police du Sri Lanka a arrêté un prédicateur wahhabite, Mohamed Aliyar, directeur du Centre de guidance islamique de Kattankudy, ville de l'Est à majorité musulmane.

Il serait lié à Zahran Hashim, le chef de l'opération conduite par Daesh à Pâques et qui a coûté la vie à près de 270 personnes et blessé plus de 500.

Le Centre de guidance islamique, que fréquentait le chef local de Daesh, est financé par les dons des camarades de classes islamiques à Riyad de Mohamed Aliyar.

Le journal libanais, édité par le Hezbollah, Alahed News, a publié le fac-similé d'un câble du ministre des Affaires étrangères saoudien à son ambassadeur au Sri Lanka. Il est daté du 17 avril 2019. On peut y lire :

« Urgent — Top secret

À Son Excellence l'ambassadeur Abdul Nasser bin Hussein al-Harethi

Vous devez prendre immédiatement les mesures suivantes :

- 1° Vous devez supprimer tous les documents, les données informatiques et la dernière correspondance avec des membres et des groupes nationaux et étrangers, vous devez en plus imposer un couvre-feu pour le personnel de l'ambassade sauf si [un voyage] est nécessaire ;

- 2° Vous devez informer tous ceux qui se rattachent au Royaume d'Arabie saoudite, notamment les conseillers, les forces de sécurité et les services de Renseignement, d'éviter toute présence dans des lieux publics et surpeuplés, notamment des églises au cours des trois prochains jours, en particulier celui de Pâques chrétien ;

- 3° Vous devez envoyer régulièrement des nouvelles écrites à propos des autorités sri-lankaises et de leurs points de vue à ce ministère.

Signé : Ibrahim bin Abdul Aziz al-Assaf, ministre des Affaires étrangères »

Les attentats ont eu lieu le 21 avril 2019.

La chaîne de télévision officielle saoudien, Al-Arabiya, avait annoncé le 1er février 2014, que Daesh était dirigé par le prince Abdul Rahman al-Faiçal (frère du ministre des Affaires étrangères de l'époque).

Suite au discours de Riyad du président Donald Trump, l'Arabie saoudite avait retiré son soutien aux organisations jihadistes. Cependant, on avait vu avec l'affaire du « Mouvement pour la Foi », dénommé par la propagande britannique « Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan », que l'Arabie saoudite dirigeait le terrorisme rohingya au Myanmar, en 2017. Depuis lors, de nombreuses informations non vérifiées font état d'une reprise en main des jihadistes par Riyad. Réseau Voltaire 21 mai 2019

Inde

LVOG - Un ex-milicien nationaliste d'extrême droite va continuer de gouverner l'Inde.

Les nationalistes hindous de Modi consolident leur emprise sur l'Inde - AFP 24 mai 2019

Le Premier ministre indien Narendra Modi a remporté une victoire écrasante jeudi qui a confirmé la domination de son parti nationaliste hindou à l'issue des élections législatives.

Selon des chiffres actualisés dans la soirée au fil du dépouillement encore en cours, le BJP de M. Modi était en passe d'accentuer encore sa victoire avec 303 sièges - une majorité absolue - sur 543 députés élus pour 5 ans à la chambre basse du Parlement, à l'issue d'un scrutin gigantesque étalé sur six semaines.

Principale formation d'opposition, le Congrès devrait remporter seulement une cinquantaine de circonscriptions, une douche froide pour ce parti clé de la politique indienne depuis l'indépendance en 1947. Son leader Rahul Gandhi a reconnu la défaite et félicité M. Modi

Le BJP détenait précédemment 284 sièges, et ce sera la première fois en cinq décennies qu'un Premier ministre sortant sera reconduit avec une majorité renforcée.

Pratiquant une ultra-personnification du pouvoir et doté d'un sens politique aiguisé, Narendra Modi avait fait de ces législatives un quasi-plébiscite. Cet adepte d'une gouvernance par coups d'éclat (bombardement au Pakistan, démonétisation surprise de billets...) avait axé sa campagne sur un discours sécuritaire anxiogène, s'érigeant en défenseur de la nation.

"Il a amené le programme nationaliste hindou dans chaque foyer. Il a dit que le pays était en danger à cause du Pakistan et les gens l'ont cru", analyse Hemant Kumar Malviya, professeur de sciences politiques à l'université hindoue de Varanasi.

67% des 900 millions d'électeurs indiens se sont exprimés pour ces 17e législatives depuis l'indépendance. (Alors que le vote est quasi obligatoire en Inde. - LVOG)

Le BJP a infligé au Congrès l'une des pires défaites de son histoire, cinq ans après l'humiliation de 2014, qui risque de plonger la formation fondée en 1885 dans une nouvelle crise.

Preuve du séisme: Rahul Gandhi a même perdu la circonscription familiale d'Amethi, dans l'Uttar Pradesh (nord), l'un des bastions traditionnels des Nehru-Gandhi. Il siégera tout de même au Parlement car il se présentait en parallèle dans une circonscription du Kerala (sud).

Le Congrès avait fait de la lutte contre la pauvreté un des grands axes de sa campagne électorale. Il promettait notamment un revenu minimum garanti pour 50 millions de foyers s'il remporte les législatives.

Rahul Gandhi "semble s'accrocher aux idées socialistes de sa grand-mère (Indira Gandhi) et ne réalise pas que les gens ont changé, même les pauvres ont changé", estime à cet égard le commentateur politique Parsa Venkateshwar Rao. AFP 23 et 24 mai 2019

LVOG - En Inde aussi la majorité des classes moyennes et des couches supérieures de la classe ouvrière ont viré à l'extrême droite.

Le revenu minimum garanti que Rahul Gandhi s'était engagé à adopter devait concerner au total en comptant les composantes d'un foyer indien incluant au minimum deux enfants et deux parents âgés à charge entre 300 et 400 millions de travailleurs indiens parmi les plus pauvres. Dans mon entourage, je ne connais personne qui ait voté pour le parti de Modi qu'ils honnissent.

Algérie

En Algérie, l'armée dit "non" aux principales demandes de la contestation - AFP 20.05

Homme fort de facto de l'Algérie, le chef d'état-major de l'armée a opposé lundi une fin de non-recevoir aux deux principales revendications du mouvement de contestation: le report de la présidentielle et le départ des figures du "système politique" en place.

Bien que légalement dénué de tout pouvoir décisionnaire, le général Ahmed Gaïd Salah est considéré par les observateurs comme celui qui donne le "la" depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika, sous la pression conjuguée de la rue et de l'armée.

Ses interventions régulières, qui contrastent avec le mutisme et la transparence médiatique du chef de l'Etat par intérim Abdelkader Bensalah et du Premier ministre Noureddine Bedoui, sont scrupuleusement écoutées.

Le chef d'état-major de l'armée a également appelé à "accélérer la création et l?installation de l'instance indépendante pour l'organisation et la supervision" du scrutin, prévue par la Constitution.

Replacée au centre du jeu politique, l'armée appelle depuis au respect de ces délais constitutionnels alors que le mouvement de contestation exige avant tout scrutin la mise sur pied d'institutions de transition ad hoc pour réformer le pays, ainsi que le départ de l'ensemble des acteurs du "système".

"L'exigence du départ collectif de tous les cadres de l?Etat, sous prétexte qu'ils représentent les symboles du système" est "une revendication (...) irraisonnable, voire dangereuse et malveillante, qui vise à déposséder les institutions de l'Etat de ses cadres", a affirmé le général.

Un temps vu comme un allié de la contestation pour son rôle dans le départ de M. Bouteflika, après en avoir été un soutien indéfectible durant 15 ans, le général Gaïd Salah est depuis plusieurs semaines la cible des manifestants pour son refus de sortir du cadre de la Constitution.

"La tenue des élections est le seul moyen de garantir la pérennité du système" au pouvoir en Algérie, a expliqué à l'AFP Mohamed Hennad, ancien enseignant en sciences politiques à l'Université d'Alger, pour qui "le système est prêt à aller droit dans le mur".

De sérieuses interrogations subsistent sur la viabilité d'un scrutin dont les électeurs manifestent chaque semaine pour en demander le report. Aucun candidat d'envergure ne s'est publiquement manifesté à quelques jours de la date-limite du dépôt des dossiers, pas même au sein des partis de la coalition ayant soutenu M. Bouteflika.

Seuls trois petits partis ont pour l'heure retiré des dossiers de candidatures, selon le ministère de l'Intérieur.

"Il est impossible d'organiser ces élections: le socle électoral est dans la rue" et "celui qui se présente à une présidentielle organisée" par le pouvoir actuel "est fini" politiquement, estime Moussaab Hammoudi, chercheur doctorant à l'Ecole des Hautes études en Sciences sociales (EHESS) à Paris.

Les personnalités sollicitées par le pouvoir pour se présenter ont toutes décliné, selon plusieurs observateurs.

Le général Gaïd Salah "s'entête dans cette solution", probablement "poussé par son entourage, les autres généraux", qui s'accrochent aux délais pour ne pas tomber dans "la configuration du coup d'Etat si les échéances passent", ajoute le chercheur.

L'armée "a peur d'une période de transition" réclamée par les protestataires car, alors, elle "va devoir rendre le pouvoir aux civils" et "sortira du jeu politique", poursuit M. Hammoudi.

Difficile de savoir de quelle marge de manoeuvre dispose l'armée si la présidentielle ne pouvait pas être organisée: "On ne sait pas (...) s'il (Gaïd Salah) donne des ordres ou des conseils. Donner des ordres au peuple ne fait pas partie de ses compétences, quant aux conseils il peut les donner directement aux personnes visées", souligne M. Hennad.

Lundi, le chef d'état-major a appelé à faire "émerger de vrais représentants" qui transmettront "les revendications populaires dans le cadre d?un dialogue (...) avec les institutions de l?Etat". Un dialogue dont l'armée ne sera pas "partie prenante", a-t-il assuré.

Algérie: les étudiants dans la rue, nouvelles mises en garde de l'armée - AFP 21 mai 2019

Etudiants et enseignants ont manifesté mardi en Algérie contre la tenue le 4 juillet de l'élection présidentielle, soutenue par le chef d'état-major de l'armée qui a mis en garde la contestation contre les auteurs de "plans pernicieux".

A Alger, un fort déploiement policier a empêché les manifestants de se rassembler sur le parvis de la Grande Poste, point de ralliement de la contestation dans le centre de la capitale, et de se diriger vers l'Assemblée nationale et le tribunal, étapes prévues du cortège.

Les étudiants se sont donc rendus devant le Palais du gouvernement, siège des services du Premier ministre et du ministère de l'Intérieur, bouclé par les forces de l'ordre.

Devant le bâtiment, de brèves échauffourées ont éclaté entre étudiants et policiers qui ont fait usage de matraques et gaz lacrymogène. Les manifestants ont finalement fait demi-tour et ont défilé jusqu'en milieu d'après-midi dans les rues du centre d'Alger, selon un journaliste de l'AFP.

"Pas d'élections, bande de mafieux", "un Etat civil, pas un Etat militaire", ont-ils notamment scandé. Plusieurs slogans ont visé directement le chef d'état major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, appelé à "dégager" ou qualifié de "traître".

Selon plusieurs médias algériens, dont l'agence de presse officielle APS, des étudiants ont aussi manifesté dans au moins une douzaine de villes universitaires, notamment à Oran et Constantine, 2e et 3e villes du pays.

Devenu de facto l'homme fort du pays depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika après 20 ans au pouvoir, sous les pressions de la rue et de l'armée, le général Gaïd Salah a appelé les Algériens à faire corps avec l'armée pour empêcher l'"infiltration" du mouvement de contestation dont l'Algérie est le théâtre depuis le 22 février.

Le peuple algérien se doit "de faire preuve d'une extrême vigilance, de s'unir avec son armée et de ne pas permettre aux instigateurs de plans pernicieux de s'infiltrer dans les rangs du peuple", a estimé le général Gaïd Salah dans ce deuxième discours prononcé en deux jours lors d'une visite sur le terrain.

La veille, il avait à nouveau opposé une fin de non-recevoir aux deux principales revendications du mouvement de contestation, en demandant la tenue de la présidentielle le 4 juillet pour élire un successeur à M. Bouteflika et en estimant "irraisonnable" et "dangereux" la revendication d'un départ préalable des personnalités du "système" au pouvoir --dont il fait lui-même partie.

La tenue du scrutin empêchera un "vide constitutionnel" porteur de "dangers (...) aux conséquences désastreuses", avait-il estimé en mettant déjà en garde contre "l'infiltration" d'individus "ayant des plans suspects" et qui "utilisent les manifestations (...) pour transmettre certaines revendications irrationnelles" telles que le départ des "symboles du système".

Le général Gaïd Salah a également défendu mardi les nombreuses procédures judiciaires ouvertes dans des affaires de corruption et visant surtout contre des personnalités et des hommes d'affaires liés à Abdelaziz Bouteflika et son entourage.

Elles sont "fondées sur des informations précises et confirmées et sur de nombreux dossiers (...) aux preuves irréfutables", a-t-il martelé, alors que ses détracteurs l'accusent d'influencer la justice.

De nombreux observateurs craignent que ces procédures servent le double objectif d'offrir des "têtes" à la contestation --qui fustige les "voleurs" à la tête de l'Etat-- tout en facilitant une purge dans le cadre de luttes de clans au sein du pouvoir. AFP 21 mai 2019

Alger bouclé et arrestations pour le 14e vendredi de manifestations massives - AFP 24 mai 2019

Malgré des dizaines d'arrestations et une capitale bouclée par la police, une foule massive a défilé sans incident à Alger pour un 14e vendredi consécutif de manifestations afin de réclamer le départ du "système" et l'annulation de la présidentielle du 4 juillet.

La fatigue accumulée pendant le mois de ramadan, qui laissait craindre un affaiblissement, n'a pas non plus entamé la mobilisation à travers l'Algérie, après 19 jours de jeûne du lever au coucher du soleil.

Les rues du centre d'Alger étaient noires de monde vendredi, selon un journaliste de l'AFP. La plupart des manifestants ont quitté la rue dans le calme en fin de journée à l'exception de quelques irréductibles que la police a dispersés en chargeant. Au moins 19 ont été arrêtés, selon un journaliste de l'AFP.

D'importantes manifestations ont aussi eu lieu dans plusieurs autres villes, dont Oran et Constantine, 2e et 3e villes d'Algérie selon les médias et réseaux sociaux.

L'agence de presse officielle APS en a recensé dans au moins 25 des 48 régions et d'autres sont prévues en soirée dans plusieurs zones du Sud, où les températures sont élevées dans la journée.

Dans la matinée à Alger, "la police interpellait systématiquement toute personne portant une banderole", a raconté un manifestant, Mehenna Abdeslam, enseignant d'université, à un journaliste de l'AFP qui a assisté à l'interpellation d'une femme.

TSA a fait état d'"arrestations massives" à Alger tandis que Samir Larabi, militant du Parti socialiste des Travailleurs (PST) a écrit dans la matinée sur Facebook, photo à l'appui, être "en compagnie d'une vingtaine de citoyens dans un fourgon cellulaire".

La Radio nationale algérienne a constaté "une présence policière accrue" à Alger, évoquant des "vérifications de papiers et des interpellations par endroits", ainsi que des "confiscations de matériel d'enregistrement de journalistes".

Dans un communiqué, le Front des Forces socialistes (FFS), plus vieux parti d'opposition a dénoncé une "véritable rafle" et un "état de siège à peine voilé (...) propre d'une dictature naissante".

Entravé par le déploiement policier inhabituellement massif dans les rues qu'il emprunte chaque semaine, le cortège s'est en partie rendu sur la Place des martyrs, vaste esplanade en contrebas du quartier de la Casbah, à environ 1,5 kilomètre de son itinéraire habituel.

Toute la journée, véhicules de police et cordon de forces anti-émeutes ont empêché les manifestants de s'approcher de la Grande Poste, bâtiment emblématique du centre d'Alger et épicentre des manifestations depuis le premier vendredi de contestation, le 22 février.

"Territoire" symbolique que s'est approprié la contestation, les marches du bâtiment, que la police avait vainement tenté de défendre durant plusieurs heures le vendredi précédent, ont été ceintes dans la semaine de palissades, officiellement pour des raisons de sécurité.

Comme les précédentes semaines, les slogans ont visé le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée, de fait l'homme fort du pays depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika sous les pressions conjuguées de la rue et de l'armée.

"Ce peuple ne veut pas du pouvoir de l'armée", "Y en a marre des généraux!" et "Gaïd Salah dégage!", ont scandé les manifestants à Alger, mais aussi "pas d'élections, bande de mafieux!".

Les réseaux sociaux ont relayé des appels à préserver le caractère pacifique du mouvement de contestation et aucun incident n'a été signalé.

Chaque semaine, les manifestants continuent de réclamer le démantèlement du "système" au pouvoir et le départ de ses figures, en tête desquelles, outre le général Gaïd Salah, le président par intérim Abdelkader Bensalah et le Premier ministre Noureddine Bedoui, tous anciens fidèles du président Bouteflika.

Ils exigent également l'annulation de la présidentielle prévue le 4 juillet, estimant que les structures et personnalités toujours en place du régime déchu ne peuvent garantir un scrutin libre et équitable.

A la veille de l'expiration du délai de dépôt des candidatures, aucune personnalité ne s'est déclarée et le rejet massif du scrutin laisse craindre une participation étique, suscitant de plus en plus d'incertitudes sur la tenue de la présidentielle.

Alors que MM. Bensalah et Bedoui sont aux abonnés absents, le général Gaïd Salah s'est dans la semaine exprimé trois fois en trois jours.

Lundi, il a d'abord opposé une fin de non-recevoir aux revendications de la contestation, estimant "irraisonnable voire dangereux" le départ des figures du "système" et appelant à accélérer les préparatifs de la présidentielle afin d'éviter un "vide constitutionnel" et de juguler "ceux qui veulent faire perdurer la crise".

Mardi, il a appelé les manifestants à "s'unir" avec l'armée afin de déjouer "l'infiltration" des manifestations par les "instigateurs de plans pernicieux" et mercredi il s'est senti obligé d'assurer n'avoir "aucune ambition politique".

Le retour au centre de l'échiquier politique de l'armée --considérée comme le réel détenteur du pouvoir jusqu'à l'arrivée d'Abdelaziz Bouteflika-- fait craindre à certains observateurs un possible scénario "à l'égyptienne".

En Egypte, le chef de l'armée Abdel Fattah al-Sissi s'est fait élire président après un coup d'Etat militaire en 2013 contre le président élu Mohamed Morsi et après avoir avait assuré que l'armée "resterait éloignée de la politique". AFP 24 mai 2019

Soudan

Soudan : vers la grève générale après l’échec des pourparlers avec les militaires - franceinfo 21 mai 2019

L’espoir aura été de courte durée au Soudan. Les négociations entre les généraux au pouvoir et les chefs du soulèvement contre Omar el-Béchir se sont achevées sans accord sur le conseil de transition. La contestation lance sa riposte.

Les chefs de la contestation au Soudan ont annoncé le 21 mai 2019 leur intention d'organiser, à une date indéterminée, une "grève générale", en raison de l'impasse dans les négociations avec les militaires au pouvoir sur la transition politique.

Les deux camps avaient pourtant réussi dans la semaine à s’entendre sur la durée de cette transition, fixée à trois ans, et la composition d’une assemblée législative, dont les deux tiers des 300 membres désignés viendraient de l’Alliance pour la liberté et

le changement (ALC), qui regroupe les principales formations contestataires.

"Afin de parvenir pleinement à la victoire, nous appelons à une grande participation à une grève politique générale", a annoncé l'Association des professionnels soudanais (SPA) dans un communiqué, sans fixer de date pour cette grève.

Acteur clé de l'ALC, fer de lance du mouvement de protestation déclenché en décembre 2018, la SPA a qualifié cette grève de "devoir révolutionnaire", appelant les manifestants à "la désobéissance civile".

Depuis le 6 avril 2019, des milliers de Soudanais participent à un sit-in devant le QG de l'armée pour réclamer le transfert du pouvoir aux civils. La poursuite de ce mouvement est "une garantie fondamentale pour réaliser les objectifs de la révolution", a ajouté la SPA.

Madani Abbas, un responsable de l'ALC, a indiqué que les dates des mouvements de grève et de désobéissance civile seraient "annoncées plus tard". Il a ajouté que l'ALC doit se réunir "pour discuter des développements après la réunion avec le Conseil militaire". franceinfo 21 mai 2019

Afrique du Sud

Afrique du Sud : licenciement de plus de 600 mineurs grévistes - Franceinfo 21 mai 2019

Des mineurs du site de Mototolo, dans la province du Limpopo (nord), avaient cessé le travail le 12 mai 2019 malgré une décision de justice le leur interdisant, a expliqué Anglo American Platinum (AAP) dans un communiqué (lien en anglais). AAP a donc décidé de licencier 643 personnes, "soit environ la moitié du personnel travaillant sous terre", selon le groupe.

Le syndicat Giwusa, à l'origine du mouvement de grève, a affirmé, lui, que 947 mineurs avaient été congédiés.

Les salariés de Mototolo dénoncent le changement de leur couverture médicale à la suite du rachat de la mine par AAP en novembre 2018. De son côté, Anglo American affirme que la nouvelle assurance médicale présente "les mêmes avantages" que la précédente. "Si la couverture médicale était identique, il n'y aurait pas besoin de faire grève", a réagi le responsable de Giwusa dans le Limpopo, Teddy Thobakgale, interrogé par l'AFP.

Les grévistes ont fait appel de leur licenciement.

La mine Mototolo (lien en anglais) a produit 26 800 onces de platine au premier trimestre de 2019 (1 once = 28 grammes), en hausse de 53% par rapport au trimestre précédent, ainsi que 57 700 onces de métaux du groupe du platine (PGM), en hausse de 51% par rapport au trimestre précédent. Franceinfo 21 mai 2019

Sahara occidental

Les efforts de l'émissaire de l'Onu pour le Sahara occidental Köhler ont été «sabotés par la France et les États-Unis» - Sputnik 24.05

S'exprimant sur la démission de Horst Köhler, envoyé personnel du SG de l'Onu pour le Sahara occidental, le Polisario a affirmé à Sputnik qu'en plus «des raisons de santé» évoquées, le diplomate rencontrait des obstacles, dressés notamment par Paris et Washington. L'Onu, Rabat, le Polisario et Alger ont regretté son départ.

Horst Köhler, envoyé du secrétaire général de l'Onu pour le Sahara occidental, a démissionné mercredi 22 mai de son poste «pour des raisons de santé», informe un communiqué des Nations unies. L'Onu, l'Algérie, le Front Polisario et le Maroc ont exprimé à l'unisson leurs regrets à l'annonce de la démission du diplomate onusien. Ils lui ont rendu hommage pour les efforts qu'il a déployés dans la résolution du conflit au Sahara occidental.

Dans un entretien à Sputnik, Mhamed Khadad, membre de la direction et responsable des relations extérieures du Front Polisario, a confirmé que le diplomate onusien avait effectivement démissionné pour des problmes de santé, ajoutant que d'autres facteurs avaient également pesé dans sa prise de décision.

«Effectivement, il y a les raisons de santé que M.Köhler a mentionné dans sa lettre d'adieu aux deux parties du conflit au Sahara occidental [le Maroc et le Front Polisario, ndlr] et à leurs voisins [l'Algérie et la Mauritanie, ndlr]. Cependant, il faut bien signaler que depuis sa nomination au poste d'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu beaucoup d'obstacles ont été érigés sur sa route», a-t-il déclaré.

Tout en affirmant que Horst Köhler avait toutes les qualités et les compétences nécessaires pour réussir sa mission, notamment son expérience diplomatique et sa connaissance du continent africain et de ses problèmes, M.Khadad a signalé que dès sa prise

de fonction, le diplomate «a insisté pour que l'Union africaine et l'Union européenne soient parties prenantes de la solution du conflit au Sahara occidental».

«Dans ce sens, il a visité l'Afrique plusieurs fois, Addis-Abeba et Kigali. Il s'était également rendu à deux-trois reprises à Bruxelles», a-t-il ajouté.

Selon M.Khadad, l'envoyé personnel du secrétaire général de l'Onu a rencontré beaucoup d'entraves dans l'accomplissement de sa mission aux Nations unies et à l'Union européenne.

«Malheureusement son travail a été entravé et carrément saboté par l'attitude du gouvernement français qui à New York [aux Nations unies, ndlr] ne voulait pas que le mandat de la Minurso [la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, ndlr] soit réduit à six mois», a-t-il affirmé.

Sur la même lancée, le responsable sahraoui a ajouté qu'«également à Bruxelles, Paris a tout fait pour saboter les efforts de M. Köhler et ce n'est pas sans raisons qu'il n'a d'ailleurs jamais été reçu par les hautes autorités françaises durant son mandat». Sputnik 24.05

Haut de page

Le 29 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

Chaque élection est une expérience particulièrement éprouvante pour les nerfs, parce que chaque fois on a le droit au même spectacle pitoyable mettant en lumière la profonde ignorance de la majorité du peuple qu'il vote ou non...

En attendant l'actualisation du portail d'ici un jour ou deux, disons pour que les plus fragiles ne soient pas tentés de détester la terre entière ou se réconcilient avec la civilisation humaine ou ce qu'elle produit encore de meilleur, un message d'espoir et de réconfort pour vous remonter le moral ou vous armer de courage, pour mieux supporter cette période pénible de réaction sur toute la ligne :

C'est quoi ? What is it ?

Absolutely beautiful, wonderful, pure magic, brilliant, incredible, phenomenal, perfection, fantastic, magnificent,100% amazing, genius : 2CELLOS.

Ils parviennent à concilier ou réconcilier musique classique et rock ou hard rock, alors pourquoi ne pourrions-nous pas en faire autant avec le socialisme quel que soit notre statut social?

- 2CELLOS - "Back to the Roots" - FULL CONCERT 2015 (classical)
- 2CELLOS - Live at Sydney Opera House 2016
- 2CELLOS - Live at Arena di Verona 2016 FULL CONCERT

Un remède ou un conseil d'ami contre la médiocrité et la dépression : Visez toujours plus haut, cela vous évitera de tomber toujours plus bas !

Haut de page

Le 31 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

Alors, génial 2CELLOS ? Et en plus ce sont des gars simples et sympathiques. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'ils ont commencé leur carrière en 2011 à environ 25 ans, et depuis ils n'ont pas cessé de progresser. Et ils jouent tous leurs morceaux de musique classique sans partition, c'est carrément phénoménal !

Pour l'occasion je vais vous raconter une petite histoire personnelle, je crois en avoir déjà parlé brièvement.

A l'âge de 8 ans j'habitais avec mes parents dans une minuscule chambre de bonne au 6ème étage au 6 rue Joubert à une encablure de l'Opéra de Paris, ma grand-mère maternelle habitait au 5ème étage au 13 rue Mogador encore plus près de l'Opéra. Elle avait fait la connaissance du professeur de chant de l'Opéra de Paris, un vieux monsieur à l'air très sérieux portant un long manteau gris et un chapeau, et toujours tiré à quatre épingles. Elle vint à lui parler de moi. Il lui proposa de me faire passer une audition pour voir si par hasard j'avais de la voix, et éventuellement m'intégrer à son cours si je passais avec succès cette épreuve. En fait il s'agissait du prestigieux centre d'apprentissage de l'Opéra de Paris où étaient recrutés des enfants de toute la France destinés plus tard à rejoindre les choeurs de l'Opéra ou mieux, à devenir solistes pour les plus talentueux. Bref, s'il m'acceptait à son cours, c'était une chance inouïe d'accéder à un statut supérieur pour un fils de menuisier destiné à finir à l'usine ou sur un chantier, d'avoir une vie extraordinaire. Je fus admis à son cours qui durait chaque fois quarante cinq minutes ou une heure maximum. Nous étions une douzaine d'élèves tout au plus. J'allais à l'Opéra plusieurs fois par semaine après l'école. On avait une partie solfège et une partie chant. Tous les soirs je noircis des cahiers entiers de notes, il nous donnait des devoirs que je m'appliquais à faire rigoureusement, à l'école j'étais parmi les premiers de la classe.

Quand j'atteins les 10 ans, un jour il vint à avoir une conversation avec ma grand-mère concernant la suite de mes études de musique. J'avais atteint l'âge où je devais prendre une décision capitale pour mon avenir, soit intégrer un cursus école-musique, soit abandonner cette carrière fabuleuse. Mes parents qui étaient très arriérés et bornés considérèrent que chanteur n'était pas vraiment un métier, et ils s'opposèrent à l'option qu'avait proposée mon professeur, c'est ainsi que d'un coup ils ruinèrent ma vie.

Ils ne comprirent pas qu'en étant intégré au centre d'apprentissage de l'Opéra à l'issue de ma formation, si tout se passait normalement, je serais directement intégré au choeur de l'Opéra, et donc que mon avenir professionnel était assuré, qu'ils n'avaient rien à craindre pour mon avenir sur le plan matériel. Ils ne voulurent rien entendre, hélas ! Six ans plus tard je rejoignais le centre d'apprentissage de la RNUR (Renault) à Boulogne Billancourt pour devenir mécanicien !

Comme mes parents me battaient pour ainsi dire tous les jours la plupart du temps sans raison, ils m'inspiraient une telle crainte que je tirai un trait sur ce triste épisode sans jamais plus y penser jusqu'à récemment, après m'être engueulé au téléphone avec ma mère (84 ans) qui s'est crue autorisée à me parler sur un ton autoritaire, alors que j'ai 63 ans, critiquant violemment mon orientation politique, aussi incroyable que cela puisse être. Il ne me fallut pas longtemps pour me souvenir depuis quand elle m'avait empêché de m'exprimer ou d'avoir ma propre personnalité, puisque cela fut toujours le cas, et c'est là que me revint à l'esprit ce passage de ma vie.

J'étais très timide du fait des mauvais traitements que m'infligeaient mes parents, avant de prendre ces cours de musique je rentrai directement à la maison et je n'en sortais plus. Je n'avais pas de copains avec qui jouer, et ma vie était terne et monotone, triste même, alors ces cours furent pour moi une formidable occasion de m'évader, de sortir de cet enfermement qui bridait littéralement mon imagination, et c'est passionnément que j'abordai cette nouvelle phase de ma vie de gamin que malheureusement mes parents allaient faire avorter, ce qui expliquera pourquoi plus tard je manquerai cruellement d'imagination, devant me contenter de celles de mes parents qui étaient aussi pauvres que leur condition.

Cela me fera cruellement défaut au cours de ma scolarité, et me vaudra des notes médiocres en rédaction, car j'étais incapable de puiser dans mon imagination précocement asséchée pour développer une idée, et plus tard en mathématiques, en ne comprenant pas les données d'un problème, alors que j'avais appris par coeur les théorèmes et autres règles, ce qui fit de moi un idiot ou un crétin fini jusqu'à l'âge avancé de 19 ans. Si j'eus conscience de cette lacune, j'ignorai d'où elle venait, tout ce que je sais c'est que mon imagination était seulement entrée en hibernation, car à peine deux ans après arrêté les cours de chant je devins fan de Jimi Hendrix (et des Beatles), un cauchemar pour mes parents évidemment !

D'Hendrix à 2CELLOS la transition est toute trouvée, puisqu'ils ont repris Purple Haze. Elton John, qui est un de leurs fans inconditionnels, leur a rendu somptueux hommage en déclarant qu'il n'avait jamais "*vibré*" de la sorte depuis qu'il avait entendu Hendrix pour la première fois dans les années 60. S'ils ont réveillé en moi ces vieux souvenirs un peu amers, en les écoutant je les ai vite remisés au musée des reliques du passé, paix à leur âme et à celle de mes parents. Ils m'ont pourri la vie par ignorance, vous comprendrez ainsi pourquoi pour moi le combat contre l'ignorance des masses est une priorité. Ils tenaient absolument à ce que je leur ressemble, et je me suis juré de ne jamais leur ressembler, ce que je crois avoir réussi à faire.

Pour clore cette petite histoire, avec ma première épouse nous mîmes au piano notre fille de 5 ans, 3 ans plus tard elle déchiffrait des partitions assez élaborées et elle se produisit en public. Malheureusement cette expérience prit fin lors de notre divorce, j'espère seulement qu'elle ne le regrettera pas un jour ou qu'elle ne nous en voudra pas.

Pendant qu'on y est, j'ai une autre histoire à vous raconter, en Inde cette fois et d'actualité, pas plus gaie que la précédente, hélas !

Depuis trois jours mon nouveau beau-frère, Kumar, l'époux d'une de ses soeurs, les trois fils de ses autres soeurs sont en prison. Le voisin de la maison que vient d'achever Kumar (avec l'argent que je lui ai prêté) a obstrué le passage, une impasse publique menant à la maison de Kumar. A deux reprises précédemment, avec plusieurs personnes il avait déjà agressé physiquement Kumar qui a libéré ce passage. Il y a trois jours à 5 heures du matin il a débarqué avec 7 voyous armés de couteaux

ou manches de pioche et ils ont agressé à nouveau Kumar, ils ont endommagé la maison d'une de ses soeurs habitant à côté, ils l'ont frappée également. La police est intervenue et elle a envoyé tout le monde en prison mercredi soir.

Le cadastre est une preuve indiscutable que Kumar est dans son droit, mais ici la police est corrompue. Il se trouve que son voisin participe aux meetings d'un parti politique et il est protégé par un élu qui a dû soudoyer la police. Ils devaient passer au tribunal aujourd'hui et être libérés dans la soirée.

J'ai hésité à me rendre au commissariat de police, car me connaissant je leur aurais dit tout ce que je pensais et j'aurais été rejoindre Kumar en tôle, aussi j'ai eu la sagesse de m'abstenir tout en enrageant d'être impuissant face à cette injustice. Et puis j'étais plus utile en liberté, j'ai donné de l'argent à ma compagne Selvi et soeur de Kumar pour acheter de la nourriture, ils n'avaient plus une roupie, j'ai aussi apporté des gâteaux à ses trois gosses, plus un cari que j'avais cuisiné, j'ai lavé à la machine tout leur linge.

L'Inde est un pays pourri par la corruption, à commencer par la police, ensuite les juges, les élus, les fonctionnaires qui sont en relation avec le public. C'est devenu leur mode de penser, ils ne peuvent pas penser autrement, ils n'ont connu que cela, du coup on est impuissant à faire valoir nos droits, c'est le cauchemar des Indiens.

Vous comprendrez l'état d'esprit dans lequel j'étais au moment de rédiger cette causerie.

Tous ces gens en France qui rechignent à caractériser tel ou tel parti politique ou dirigeant, régime ou institution, qui se réfugient dans un déni permanent, qui trafiquent la réalité, manipulent, instrumentalisent les faits, qui se camouflent derrière une étiquette, on n'en peut plus, on n'en veut plus ! Vous imaginez ce qu'on vit ici au quotidien, c'est l'enfer, alors arrêtez de nous emmerder avec vos conventions ou théories à la con, dites-le à vos dirigeants. En France avec Macron vous n'en pouvez plus, et je le comprends parfaitement, imaginez un peu ce qui vous attend si vous continuez à cautionner des partis qui n'en valent pas la peine, cessez d'avaler des couleuvres, elles finiront par vous étouffer. Assez de malhonnêteté intellectuelle, de couardise, d'hypocrisie !

On a perdu 74 ans en tergiversations, conciliations, compromissions, à ménager les uns et les autres, etc. pour quoi, pour quel résultat vous voulez me le dire, le bilan parle pour lui-même, il est nul et chacun le connaît. Cela vous emmerde qu'on vous mette face à la réalité ou vous ne le supportez pas, ici on ne nous demande pas notre avis, on se la prend en pleine gueule quotidiennement, c'est peut-être pour cela qu'on est bien ou mieux placé pour y réfléchir, et bien faites de même sans attendre et vous verrez qu'on s'en portera tous mieux rapidement, même si nous sommes impuissants à changer le cours des choses, au moins on aura fait le premier pas dans la bonne direction, et le reste suivra si on est déterminé à ne rien lâcher sur nos principes.

En Inde, disons pour simplifier les choses, on est déjà arrivé au bout du rouleau, on n'a plus aucun espoir, le seul raisonnable qu'on puisse avoir, c'est de nous tourner vers vous qui avez une longue tradition de lutte de classe, reste à renouer avec ce qu'elle avait de meilleur pour imaginer la suite en partant de la réalité, car c'est là qu'est la clé ou la solution, l'issue à la crise du capitalisme.

Bon, il fallait que ça sorte, je me suis soulagé. Tous les jours en allant chez Kumar je passe devant le commissariat de police et je me dis, j'y vais ou j'y vais pas et je continue ma route, c'est à devenir fou !

Je viens de recevoir un coup de fil de l'épouse de Kumar m'annonçant qu'il serait libéré vers 18 heures, par contre j'ignore si le problème est définitivement réglé avec son salopard de voisin.

- Au format pdf (21 pages)

C'est par ici que cela se passe.

Europe, climat au menu de la réunion Bilderberg cette semaine en Suisse - AFP 28.05

Le groupe Bilderberg, qui réunit chaque année en toute discrétion des personnalités politiques et économiques européennes et nord-américaines, se retrouvera dès jeudi dans la ville suisse de Montreux pour parler notamment de l'Europe et du climat.

Parmi les participants figurent notamment cette année Jared Kushner, le gendre et conseiller du président américain Donald Trump, ainsi que le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, la ministre allemande de la Défense Ursula von der Leyen, le ministre français de l'Economie Bruno Le Maire, la directrice général de l'Unesco Audrey Azoulay, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg et l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger. Ajoutez le gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney et l'ex-PDG de Google Eric Schmidt, le PDG de Microsoft Satya Nadella, Clément Beaune (FRA), Adviser Europe and G20, Office of the President of the Republic of France, François Godement (FRA), Senior Adviser for Asia, Institut Montaigne, Dominique Nora (FRA), Managing Editor, L'Obs, Thomas Buberl (FRA), CEO, AXA, Patrice Caine (FRA), Chairman and CEO, Thales Group, Janis Sarts (INT), Director, NATO StratCom Centre of Excellence, Darren Walker (USA),

President of Ford Foundation...

"La 67ème Rencontre Bilderberg se tiendra du 30 mai au 2 juin 2019 à Montreux, Suisse. Environ 130 participants de 23 pays ont confirmé leur participation", ont annoncé mardi les organisateurs dans un communiqué.

Le roi des Pays-Bas Willem-Alexander sera également présent à cette réunion.

Du côté des chefs d'entreprise, seront présents notamment le PDG du groupe français Total, Patrick Pouyanné, et le patron de Credit Suisse Tidjane Thiam.

Le programme de la réunion est constitué de 11 thèmes, dont la stabilité mondiale, l'avenir de l'Europe et le Brexit, le changement climatique, les cyber-menaces, la Chine, la Russie, l'avenir du capitalisme ou encore l'éthique et l'intelligence artificielle.

Environ deux tiers des participants viennent d'Europe et le reste d'Amérique du nord.

La réunion se déroule sous la règle de Chatham House: les participants sont libres d'utiliser les informations collectées à cette occasion, mais ils ne doivent révéler ni l'identité, ni l'affiliation des personnes à l'origine de ces informations. AFP 28.05

Les faits sont les faits.

De deux choses l'une, pour envisager sérieusement le renversement du régime, soit c'est possible sans attendre que la majorité des masses soient réduites à la pauvreté, à la précarité généralisée, à l'indigence du fait d'une guerre, d'une crise économique, d'un krach boursier, de l'explosion du capitalisme mondial, soit c'est impossible et dans ce cas-là il faut arrêter de faire croire le contraire aux travailleurs et aux militants ou de leur raconter des inepties. Plus loin vous lirez qu'on y croit toujours, mais pas à n'importe quelle condition.

On doit préciser que bien des peuples subissent ces conditions d'existence ordinairement ou pendant de longues périodes, sans pour autant envisager la nécessité d'un changement de régime, on entend par là mettre un terme aux rapports économiques en vigueur entre exploiteurs et exploités, et non une révolution de palais colorée, fleurie ou parfumée !

Dans les pays occidentaux ou dans les pays où le capitalisme est le plus développé, en fait dans pratiquement tous les pays du monde de nos jours, les besoins élémentaires de la majorité des masses sont satisfaits au prix de lourds sacrifices en terme d'exploitation et de conditions d'existence, auxquelles elles se sont adaptées de gré ou de force, dans la mesure où par rapport aux générations précédentes leur condition actuelle présentent sur le plan matériel une amélioration ou leur procurent un confort relatif auquel elles sont attachées, n'envisageant nullement de retourner un jour aux conditions des générations précédentes, ce qui est légitime ou naturel. Elles sont ainsi solidement amarrées au char du capitalisme.

Elles interprètent habituellement tout discours axé contre le capitalisme comme une tentative de vouloir les ramener à leur condition antérieure, et elles le rejettent. En règle générale, que leur condition sociale se détériore ou régresse ne se traduira pas par une remise en cause du capitalisme, elles préfèreront encore subir de nouveaux sacrifices en travaillant plus et en se privant davantage.

Dans les vieux pays capitalistes la majorité des masses bénéficient de conditions privilégiées, elles constituent la majorité de la population sur laquelle repose la stabilité du pouvoir politique en place et le régime. Elles sont indifférentes au sort des autres couches d'exploités. Ces couches privilégiées disposent de revenus supérieurs, d'importantes économies, et quand elles ne sont pas propriétaires de leur habitation, elles vont hériter de celle de leurs parents, ce qui les mettra à l'abri de difficultés matérielles ou financières pendant encore un certain temps. Les moins bien lotis d'entre elles vont se paupériser ou vont devoir réduire drastiquement leur mode de vie pour s'en tirer.

Parmi ces couches privilégiées qui ont bénéficié des acquis de la lutte de classe des trente années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, un grand nombre y participèrent, tandis que les générations suivantes vécurent sur cette rente en se mobilisant de moins en moins pour la défendre, les dernières se contentant d'en tirer profit ou de la consommer jusqu'à épuisement, dans la plus parfaite insouciance qu'elle n'était pas inépuisable ou que les nouvelles générations en seraient privé, ce qui montre à quel point elles ont intégré l'idéologie dominante.

Pour assurer la paix sociale et écarter tout risque de révolution, les capitalistes conçurent après-guerre avec leurs alliés social-démocrates et staliniens, qu'ils devraient concéder d'importantes concessions ou réformes sociales à la classe ouvrière et aux classes moyennes en échange de la reconstruction de l'Etat et de l'appareil productif... Les générations de travailleurs nées au cours des années 40-50 qui devaient bénéficier directement ou indirectement de ces avancées sociales, après un dernier sursaut en 1968 et une fois intégrées dans le monde du travail, finirent progressivement par se contenter de leur condition et s'intégrer dans la société capitaliste qu'ils ne devaient plus jamais envisager de changer jusqu'à nos jours, au détour ou conforter par l'implosion de l'URSS au début des années 90 qu'ils interprèteront conformément à la propagande de la réaction comme la

faillite du socialisme ou du communisme, qui précipitera la complète dégénérescence du mouvement ouvrier dorénavant acquis entièrement ou presque au capitalisme ou à l'économie de marché.

Ainsi s'acheva la période ouverte par la Première Guerre mondiale, suivie par la révolution russe de 1917 et la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle le prolétariat mondial parvint à inverser le rapport de forces en sa faveur et à imposer d'importantes défaites à ses ennemis, sans toutefois en venir à bout du fait de la faiblesse du niveau de conscience politique et d'organisation des masses, qui par la suite, donc pendant 74 ans, ne parviendront jamais à combler ces faiblesses une fois embourgeoisées ou corrompues par le capitalisme qui demeure ce 31 mai 2019 leur seul horizon. Vous pouvez le nier, cela n'en demeure pas moins la réalité.

Si l'avènement du mode de production capitaliste correspond bien à un certain stade du développement des forces productives, si le passage à un mode de production supérieur pour libérer les forces productives du carcan du capitalisme qui les étouffe demeure une nécessité historique, rien n'indique qu'une fois entré en putréfaction, parce que la classe ouvrière a échoué à faire sauter ce carcan, l'humanité ne serait pas amenée à connaître le même destin. Autrement dit, bien que la pertinence du socialisme soit incontestable sur le plan historique, rien ne certifie qu'il se réalisera ou que la civilisation humaine ne serait pas condamnée à disparaître ou conduite à rimer avec la pire barbarie ou soit livrée à un régime mondial totalitaire qu'il serait pratiquement impossible de renverser.

Sur le plan politique, compte tenu des conditions objectives qui prévalaient au milieu du XIXe siècle jusqu'à la moitié du XXe siècle, la pertinence du socialisme s'imposa face à toutes les autres théories, mais une fois ces conditions objectives ayant connu de profondes transformations (à l'échelle mondiale), le processus de maturation des conditions subjectives qu'elles avaient contribué à alimenter s'estompa ou se dilua au fil du temps jusqu'à devenir un obstacle à la prise de conscience des masses de la nécessité de liquider le capitalisme, ce que nous fûmes incapables de comprendre et de surmonter.

La division internationale du travail poussée à l'extrême n'a pas eu pour seule conséquence de mettre en concurrence les travailleurs du monde entier ou leurs conditions d'exploitation, les capitalistes s'en sont servis dans chaque pays pour accentuer les antagonismes qui existaient entre toutes les couches de travailleurs, afin qu'elles s'affrontent entre elles, pendant qu'ils allaient parvenir à concentrer tous les pouvoirs entre quelques mains, à confisquer le pouvoir politique au profit d'une autocratie et d'un parti unique bicéphale en faisant disparaître toute trace d'expression démocratique, de manière à museler littéralement les véritables opposants à leur politique ultra libérale ou ultra réactionnaire totalement marginalisés, et du même coup à écarter du processus institutionnel les couches des masses qui rejetaient leur politique, du processus politique tout court, ce qui leur laisserait le champ libre pour instaurer un régime de plus en plus totalitaire.

Tous les dirigeants du mouvement ouvrier et de son avant-garde partagent le même constat, ils s'accordent à dire que la société devait emprunter fatalement cette orientation et que rien ni personne n'y pouvait rien, leurs points de vue divergent uniquement sur la part de responsabilité qui leur revient respectivement, mais aucun ne nous explique comment en sortir ou pourquoi ce processus ne devrait-il pas se poursuivre indéfiniment en l'absence d'une guerre, de l'effondrement du capitalisme ou d'une crise économique mondiale jusqu'à la désagrégation totale de la société, à moins que la planète finisse par fondre sur place, en attendant cela a plutôt pour effet de ramollir les cerveaux, scénarios qui également aurait dû se réaliser depuis longtemps et que les représentants de l'oligarchie s'emploient à colporter histoire de créer un climat de terreur destiné à maintenir tranquille le peuple. Force est de constater également que la diminution du temps de travail et de la durée du travail, les congés payés et les jours fériés, le temps libre dont dispose les travailleurs en France n'a pas contribué à favoriser l'élévation de leur niveau de conscience, bien au contraire.

Il faut donc convenir qu'en dehors de ces scénarios extrêmes, prompts à briser les conditions objectives derrière lesquelles se retranchent les masses pour s'accommoder du capitalisme et qui contribueraient à accélérer le processus de maturation des conditions subjectives ou de leur conscience de classe, on ne voit guère quel facteur pourrait les contraindre à se mobiliser pour renverser le capitalisme, puisqu'apparemment elles sont hermétiques à toute démonstration ou argumentation logique, préférant se soumettre aux conditions d'existence qu'on leur impose en abandonnant leurs légitimes aspirations à vivre autrement ou dans une société plus juste et meilleure, croyant que le pire leur sera épargné, cruelle illusion qui associée à leur propre déchéance les a déjà conduits à cautionner des gouvernements qui ont armé des hordes de barbares massacrant des peuples innocents et détruisant des pays entiers, ou à témoigner leur indifférence au sort de leurs semblables qui se comptent pas millions voués au chômage, à la précarité, à la misère, comme si en échange de leur servilité ceux qui les gouvernaient leur en seraient gré, c'est bien mal les connaître ou se méprendre sur les conséquences à venir de l'avilissement complet de la société qui n'épargnera absolument personne, pas même les oligarques rendus au stade peu envieux de parias ou qui n'inspirent que la haine !

S'il devait réellement en être ainsi, cela signifierait que les faiblesses des hommes devaient l'emporter sur leurs qualités, ce qu'on refuse d'admettre parce qu'on n'a pas d'autres choix.

Manifestement il ne suffit pas d'être parvenu individuellement à prendre conscience du processus dialectique matérialiste et historique inconscient qui préside au développement de la civilisation humaine, il faut parvenir à le partager avec le plus grand nombre, ne serait-ce que ses éléments de base qui doivent servir de base théorique pour les traduire sur le plan organisationnel et parvenir à entraîner le reste des masses pour venir à bout du capitalisme.

Lors de l'élection européenne, une nouvelle fois on a pu constater à quel point la propagande de la réaction avait une influence sur le comportement des masses, certains diront une partie seulement des masses, effectivement celle qui sert à cautionner la légitimité du régime, mais il n'en demandait pas davantage, et ses tenants se foutent éperdument des abstentionnistes réduits au silence ou à l'impuissance.

Ceux qui seraient tentés d'instrumentaliser les abstentionnistes sont les mêmes qui vous ont raconté des balivernes pendant des décennies ou plus d'un demi-siècle, à les entendre ce seraient des opposants potentiels à Macron, alors qu'en réalité ils se détournent de la politique, ils se moquent de l'orientation de la société, seuls leurs intérêts individuels les intéressent, leur prêter la moindre conscience de classe serait commettre une terrible méprise ou une grave erreur politique.

Election, piège à cons, la formule pour le moins lapidaire a prouvé ici qu'elle était justifiée en certaines circonstances : en famille, les partis de droite ou d'extrême droite, les partisans de l'UE-Otan qui étaient les seuls à pouvoir obtenir des élus l'ont emporté, l'oligarchie peut savourer sa victoire.

Permettez-moi la formule, les cons ça osent tout, et c'est même à cela qu'on les reconnaît, on vient d'en avoir une magistrale et énième démonstration.

La propagande fanatique des représentants et des porte-parole du régime oligarchique qu'incarne l'UE a fonctionné à merveille, carton plein, ils avaient donné le tiercé gagnant dans l'ordre ou le désordre peu importe, mieux ils ont réduit au silence leurs éventuels opposants, qui d'ailleurs et à juste titre ne participaient pas à cette mascarade grotesque, le scénario idéal. La question essentielle n'est pas là, mais bien plutôt comment on a pu en arriver à une telle situation qui ferme toute perspective de changer de régime ou de société et augure du pire.

Le constat est accablant pour tous ceux qui portaient un idéal humaniste et qui apparemment n'en étaient pas digne.

On ne peut même pas en dire autant du mouvement ouvrier pour avoir appelé à participer à ce suicide collectif des valeurs portées par la civilisation humaine, son avant-garde hébétée étant réduite à compter les points ou à jouer un rôle de figurants impuissants dans leur cour de récréation.

Les tenants du capitalisme avaient bien réussi à rallier tout un peuple ou presque au régime nazi. 8 décennies plus tard, ils ont réussi le tour de force à le faire participer à sa propre déchéance programmée.

Tout s'achète, même une conscience !

A quoi cela a-t-il servi que le peuple soit scolarisé, qu'il puisse accéder à l'enseignement supérieur, qu'il dispose d'une multitude de sources d'information ? A porter au pouvoir des régimes despotiques constituant une grave menace pour la survie de la civilisation humaine.

A quoi a servi la lutte de classe des 74 dernières années ? A strictement rien, la conscience de classe des exploités et des opprimés n'a pas progressé d'un millimètre, elle a même régressé. Leur ignorance les rapproche un peu plus de leur funeste destin.

Ceux qui croient que le malheur des uns peut favoriser le bonheur des autres ou le leur ou qu'ils pourront s'en tirer individuellement, se trompent lourdement car le pire des cauchemars les attends également.

En attendant, vive le totalitarisme, puisqu'il n'existe aucune force organisée pour s'y opposer !

Voilà à quoi conduit la dilution de la lutte de classes ou de la démocratie, la mystification droite-gauche : Au totalitarisme !

La cruelle dissolution d'une illusion démocratique En Marche. Mon Dieu, mon Dieu, c'est à ne plus rien y comprendre s'exclament plus d'un militant, on compatit à leur détresse mais qu'ils ne comptent pas sur nous pour les ménager, à chacun ses responsabilités.

Vous avez encore en tête le début de la précédente causerie, sinon consultez là avant de lire la suite.

N'écoutez pas les commentateurs qui une nouvelle fois vont faire leur choux gras de l'abstention, parce qu'elle n'a pratiquement aucune signification politique dont on pourrait tirer profit pour envisager la suite de notre combat, sachant que les abstentionnistes n'ont de manière générale pas plus de conscience politique que le reste des électeurs.

Otez-vous de l'esprit toute illusion pour ne plus ressembler à ces prophètes mégalomanes de malheur, ces fossoyeurs du socialisme, qui de conjectures en conjecture n'ont cessé de prédire la chute du régime pendant des décennies ou plus d'un demi-siècle. Soyons lucide, affrontons la réalité telle qu'elle se présente et faisons preuve d'un optimisme raisonnable

Finalement, les représentants du régime ont réussi une nouvelle fois à faire voter plus de 20 millions de Français à l'élection d'une institution qui incarne un régime totalitaire, cela devrait donner à réfléchir, non ? Comme quoi leur machine à fabriquer le consentement est performante. Voilà qui explique la relative stabilité du régime. Et dès dimanche soir, l'entourage de Macron s'est empressé de faire savoir qu'il comptait "*intensifier l'acte 2 de son quinquennat*" et ne fera "*pas de changement de cap*" (AFP 26.05). Bref, rien de nouveau, c'est une confirmation, on le rappelle à l'intention de ceux qui le nient ou refusent de regarder la réalité en face.

Il va de soi que pour analyser les résultats de cette élection et en tirer des enseignements, tous les commentaires comparant les chiffres des élections européennes à ceux des législatives et de la présidentielle sont nuls ou ne présentent aucun intérêt.

La lutte de classe, la guerre de classe ne peut se mener et encore moins se remporter à coup de démagogie, d'hypocrisie et de mensonges, c'est suicidaire.

LFI visait "*l'électorat traditionnel de gauche*" (Marianne) embourgeoisé et corrompu par le capitalisme, il n'y a donc rien à attendre de ces générations.

Et ne parlons pas de ceux qui sont au crépuscule de leur vie et qui sont passés à côté, ils sont en majeure partie réactionnaire et irrécupérables.

Quant aux jeunes sans expérience et facilement manipulables, si la majorité d'entre eux se sont abstenus, le reste s'est laissé berner par la propagande officielle sur la transition écologique, ce qui explique le succès relatif et inespéré de la vermine (EELV), qui ne représente pas plus de 10.000 adhérents en France, l'allié objectif du régime au même titre que l'ensemble de ce qu'ils appellent la gauche et la gauche de la gauche qui n'ont fait que multiplier les gages de soumission en direction de l'UE ou l'Otan économique.

Pour finir, l'extrême-centre et l'extrême droite ont raflé la mise, comme pour signifier que la société et la civilisation humaine étaient vouée à être à leur image hideuse, cruelle et monstrueuse ou appeler à connaître un tragique destin, le pire restant à venir. On devrait peut-être insister et dire pire que le pire, car bien des gens ne s'imaginent pas ce que le pire signifie réellement, ce que par exemple nous vivons en Inde quotidiennement, mais vous n'en avez pas idée, disons une situation où personne n'a l'espoir d'une société meilleure ou plus juste, vous ne pouvez pas savoir à quel point s'est suffoquant.

On allait oublier le mouvement dit des Gilets jaunes qui est bien bel et bien mort.

RT - 12 500 Gilets jaunes ont manifesté en France, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Le Nombre jaune a quant à lui dénombré 35 104 manifestants, selon une première estimation rendue publique en fin d'après-midi. RT 25.05

Les réseaux dits sociaux ont fourni une lisibilité aux illusions de couches des masses exploitées, qui parvenues au stade du désespoir, démontrèrent qu'elles étaient incapables de le traduire en termes politiques conscients, et devaient demeurer sans lendemain. Renier les enseignements de la lutte de classes ou s'en détourner ne pouvait qu'aboutir à de nouvelles cruelles désillusions.

Et le socialisme dans tout cela ? Renvoyé aux calendes grecques à défaut d'une guerre ou de l'effondrement du capitalisme que vous pouvez attendre indéfiniment depuis que l'oligarchie a mis en place un système financier mafieux qu'elle est la seule à contrôler. Le socialisme demeure la seule alternative historique au capitalisme qu'on le veuille ou non. A défaut de passer au socialisme, la putréfaction du capitalisme entraînera dans son sillage la civilisation humaine, il n'existe pas de "*troisième voie*".

La rupture avec le capitalisme, ses représentants et ses institutions doit être notre axe de combat politique.

La seule faille dans la stratégie de nos ennemis que nous pourrions exploiter, réside dans le pourrissement de tous les rapports dans la société qui va finir par la rendre irrespirable au plus grand nombre, qui en arrivera à se demander par quels moyens il serait possible de renverser le régime en place, encore faudrait-il qu'ils cessent d'être sous l'emprise de l'idéologie dominante, d'où notre tâche de leur fournir des arguments pour combattre la guerre idéologique et psychologique que leur mène la réaction, afin que des couches entières de la classe ouvrière et des classes moyennes rompent avec le capitalisme et décident de s'organiser et de l'affronter...

Il faut ajouter la détérioration des superstructures de la société, comme aux Etats-Unis par exemple ; on peut être nanti ou millionnaire ou pauvre, quand on emprunte le réseau routier, ferré, aérien ou maritime, quand on doit se faire soigner, quand on envoie ses enfants à l'école ou à l'université, on est confronté aux mêmes difficultés, aux mêmes angoisses, même si les moyens pour les affronter diffèrent ; quand on passe sur un pont, on peut rouler en Rolls ou en 2CV, s'il s'écroule le sort sera le même pour tout le monde, sans parler de la violence omniprésente dans la société, du nombre de plus en plus grand de schizophrènes ou de détraqués en tous genres qu'elle génère, des ravages produits par l'alcool, les drogues, les psychotropes, les opiacés,

la dérégulation des moeurs favorisant ou encourageant toutes les perversions, etc. L'homme aspire à un autre idéal.

Bref, le capitalisme pourrissant pourrit absolument tout ou presque sur son passage au point que tout simplement vivre devient une corvée, un fardeau qu'on a de plus en plus de mal à supporter au quotidien, affirmer que la vie n'a aucun sens ou ne présente aucun intérêt est un euphémisme, pourquoi étudier ou travailler pour une telle société, quand on s'endort le soir ou quand on se réveille le matin, chaque fois le même cauchemar ressurgit à nous rendre fou, nous n'avons rien fait pour mériter un tel sort, alors pourquoi vivons-nous dans une société aussi inégale et injuste, qui n'aurait pas envie d'en sortir, qui ?

Au lieu de verser dans l'ouvriérisme ou de flatter l'ignorance des masses, au lieu de les ménager, on ferait bien mieux de les amener à partager elles-mêmes ce constat, pour ensuite aborder la question de comment y mettre un terme...

Les résultats officiels de l'élection européenne en France. (Source : francetvinfo.fr 27.05)

LVOG - Compte tenu du taux d'abstention, des votes blancs et nuls, il faut diviser par 2 les pourcentages ou le nombre de voix obtenus par chaque liste.

RN - ENL : 23.31%
LREM-Modem - Divers : 22.41%
EELV - Verts/ALE : 13.47%
LR - PPE : 8.48%
LFI - GUE/NGL : 6.31%
PS - Place publique - S&D : 6.19%
Debout la France: 3.51%
Génération.s - S&D : 3.27%
UDI - ADLE : 2.5%
PCF - GUE/NGL : 2.49%
Le parti animaliste) : 2.17%
Urgence écologie 1.82%
UPR : 1.17%
Lutte ouvrière : 0.78%
Les Patriotes : 0.65%
Alliance jaune (Francis Lalanne) : 0.54%
Les oubliés de l'Europe (Mené par un chef d'entreprise): 0,23%
Le parti pirate : 0,14%
L'Union des démocrates musulmans de France : 0,13%
L'Espéranto : 0,08%
Le parti fédéraliste européen : 0,06%
A voix égales (liste féministe) : 0,05%
Décroissance 2019 (Mené par une enseignante): 0,05%
Allons enfants (Mené par une jeune diplômée de Sciences Po) : 0,04%
Le parti des citoyens européens (Mené par un professeur d'anglais): 0,03%
Le mouvement pour l'initiative citoyenne (Mené par un chef d'entreprise en Ille-et-Vilaine): 0,03%
L'UDLEF (Mené par un chef d'entreprise breton) : 0,02% La liste de la Reconquête (extrême droite) : 0,02%
Démocratie représentative (Hadama Traoré) : 0,02%
L'Alliance royale : 0,01%
Neutre et actif : 0,01%
Evolution citoyenne (Gilets jaunes) : 0,01%
La ligne claire (extrême droite) : 0,01%
Parti révolutionnaire communistes (ex-PCF): 0,01%

Un zéro significatif ou plein d'espoir.

Résultats des élections européennes 2019 : ces 177 communes qui n'ont accordé aucune voix à La République en marche - francetvinfo.fr 27.05

La liste soutenue par le président de la République est arrivée en deuxième position au niveau national. Mais au niveau local, 177 communes affichent zéro voix pour celle-ci. francetvinfo.fr 27.05

Sondage Elabe sur la sociologie du vote.

(https://elabe.fr/comprendre-elections-europeennes)

L'abstention n'est pas uniforme, loin s'en faut : 30% des moins de 35% ont voté, contre 69% des plus de 65 ans. Les

catégories supérieures ont voté à 55%, contre 41% des catégories les moins aisées.

Sur la sociologie des électorats :

- "En marche" et les Verts ont un électorat aisé. Les Verts font 18% chez les cadres, 7% chez les ouvriers. LREM fait 37% chez les cadres, 11% chez les ouvriers. Les électorats "En marche" et "Verts" se distinguent en fait surtout sur l'âge. En marche cartonne chez les retraités (30%), beaucoup moins chez les actifs (moins de 20%).

- Les Républicains sont presque inexistants chez les actifs (environ 5%). Leur électorat est très vieux (15% chez les retraités)

- La France insoumise fait de plus gros scores dans les catégories populaires (9%) que chez les cadres (5%).

- Générations a un électorat centré sur les professions intermédiaires. Le PCF, à un très bas niveau, fait le même score que les catégories populaires que dans les catégories aisées.

- L'électorat du FN est centré sur les catégories populaires : 50% (!) chez les ouvriers, 10% chez les cadres

La vieillesse est un naufrage politique ! Mais on peut être vieux dès 18 ans !

Taux de participation à l'élection européenne en France. (même source)

18-24 32%
25-34 30%
35-49 50%
50-67 60%
65 ans et plus 69%

CSP+ 55%
CSP- 41%
Retraités 69%

Comme quoi rien n'est figé définitivement.

- 42% se sont décidés la semaine du vote.

Question : Pour quelle(s) raison(s) vous n'irez pas voter lors des élections européennes ? (même source)

LVOG - L'immense majorité des abstentionnistes rejettent les partis et les institutions en place.

- Pour des raisons pratiques (vous habitez trop loin du bureau de vote, vous n'êtes pas chez vous ce week-end, ne savez pas où voter, etc.) 32%
- Aucune des listes ne vous convient 26%
- La politique ne vous intéresse pas 20%
- Cela ne sert à rien de voter 16%
- Vous ne vous intéressez pas à l'Union européenne 14%
- Sans opinion 1%

Ils s'y voyaient déjà ou ils osent tout. Tartufferie générale. Quel délire !

LFI - "Notre objectif clair est de passer devant Les Républicains, nous voulons nous poser comme la voix qui déjouera le duo formé" par LREM et le RN en tête des sondages (au-delà des 20%), avait déclaré la tête de liste Manon Aubry lors d'une conférence de presse, dimanche 19 mai. A cette occasion, elle avait assuré que LFI pouvait atteindre "12, 13 ou même 14%" des voix lors de ces élections... Franceinfo 26 mai 2019

Dans la rubrique ils osent tout : Jean-Luc Mélenchon a estimé dimanche soir sur BFMTV qu'Emmanuel Macron semblait "avoir perdu le match qu'il avait voulu installer" avec le Rassemblement national. (Au contraire, il est réussi puisque LREM et RN sont les deux faces... de l'extrême droite. - LVOG)

PCF - Deux semaines avant le scrutin européen, Ian Brossat se montrait confiant quant à son issue. "J'attaque la dernière ligne droite avec de l'ambition pour notre résultat, la conviction que nous pouvons dépasser la barre des 5%", confiait-il lors d'un meeting

à Toulouse, le 11 mai, selon L'Humanité. Franceinfo 26 mai 2019

PP-PS - Olivier Faure, le premier secrétaire du PS s'était fixé un objectif ambitieux, être "la première force à gauche à l'issue du scrutin"... Franceinfo 26 mai 2019

Génération.s - Fin juin 2018, Benoît Hamon, à la tête de son tout jeune parti Génération.s, donnait une interview au Parisien dans laquelle il affirmait que "l'objectif" de ces élections européennes était de terminer dans "le tiercé de tête". Franceinfo 26 mai 2019

LR - Le parti des Républicains avait pour principal objectif de devenir la principale force d'opposition face à La République en marche. "Les jeux ne sont pas faits", défendait ainsi la tête de liste, François-Xavier Bellamy...Franceinfo 26 mai 2019

Debout la France - "On sera la surprise de ce scrutin !", pronostiquait début janvier un Nicolas Dupont-Aignan confiant. Franceinfo 26 mai 2019

EELV - "C'est une vague verte européenne dont nous sommes les acteurs", a jugé M. Jadot... "En 2009, nous avons fait 16% alors que nous étions à 8% la semaine d'avant, soulignait-il. J'espère capitaliser sur nos solutions... (Sachant que le Parlement européen n'a aucun pouvoir, un escroc professionnel ou le porte-parole de l'oligarchie. - LVOG)

LVOG - Le corporatisme vert.

"Nous réunirons les acteurs de la société civile, les syndicats, les scientifiques, les entreprises et les citoyens, afin qu'ensemble nous évaluions en permanence le travail des institutions européennes", a précisé M. Jadot. Franceinfo 26 mai 2019

Fabrication du consentement. Diversion et mystification. Leur dernière victime : La jeunesse.

- Europe, climat au menu de la réunion Bilderberg cette semaine en Suisse - AFP 28.05

- Européennes : la jeunesse française de plus en plus verte - Le Parisien 28.05

La jeunesse française ne cesse de verdir. Le Parisien 28.05

LVOG - Au lieu de mûrir, c'est mauvais signe !

- Aux européennes, la jeunesse française s'est mobilisée pour l'écologie - L'Express.fr 28.05

D'après un sondage Ipsos publié dimanche soir.

Le regain de participation des jeunes semble avoir profité à EELV, alors qu'il s'agit traditionnellement d'un électorat où l'abstention est importante. La participation a ainsi grimpé de 13 points chez les moins de 35 ans entre les élections européennes de 2014 et 2019, pour passer de 27 % à 40 %.

Les écologistes ont ainsi obtenu leurs meilleurs scores chez les 25-34 ans (28 %) et les 18-24 ans (25 %), alors que leurs plus mauvais scores ont été réalisés chez les 60-69 ans (9 %) et les 70 ans et plus (5 %).

Par ailleurs, le vote écologiste semble avoir peu varié selon le revenu, mais considérablement selon le niveau d'études. EELV ainsi fait 20 % chez les titulaires d'un diplôme de niveau bac+3 contre 6 % chez les électeurs sans le bac. L'Express.fr 28.05

EELV cet appendice du PS ou de la réaction.

- Il y a quelque chose de thatchérien chez Yannick Jadot. - Le Point.fr 27.05

S'il a pu faire grincer des dents en interne en se disant « pour l'économie de marché, la libre entreprise et l'innovation » dans un interview donnée au Point, force est de constater que le rafraîchissement idéologique d'EELV a fonctionné et permet d'ouvrir une assise des fondations électorales. Quelques jours avant le scrutin, un fidèle de Yannick Jadot croyait en ses chances : « le fait d'apparaître plus modéré et moins gaucho-marxistes comme à une époque va nous faire gagner des points ».

« Nous sommes les porte-parole d'une société écologiste en Europe et en France qui n'est ni de droite ni de gauche », résume l'eurodéputée Karima Delli. Celle qui a été réélue ce dimanche au Parlement européen l'admet : « Ces trucs de ni droite ni gauche, c'est de la communication politique un peu facile, mais nous en faisons une réalité. Nous sommes sans doute à l'aube d'une reconstruction politique à laquelle vont participer des Français qui font de l'écologie tous les jours, que ce soit

des citoyens, des ONG ou des entreprises. » Le Point.fr 27.05

Et de lâcher le morceau.

- Européennes : le PS et LREM voient la vie en vert après le bon score des écologistes - Franceinfo 28.05

Gilets Jaunes - Les "gilets jaunes" ont mobilisé dans la rue, pas dans les urnes. Les deux listes issues du mouvement de contestation sociale qui a provoqué la plus grande crise du quinquennat n'ont mobilisé ensemble que 0,5% des électeurs dimanche, selon les premières estimations.

Sur quelles listes s'est déporté le vote "gilet jaune"? Selon un sondage Ifop publié vendredi, 44% des personnes se sentant "gilet jaune" avaient indiqué voter pour le Rassemblement national, contre 4% pour La République en marche.

"Le débouché politique du mouvement des "gilets jaunes" dans ces élections européennes, c'est très clairement le RN", analysait alors Jérôme Sainte-Marie, président de PollingVox.

Pourtant, chez des figures des "gilets jaunes", le vote semble beaucoup plus éclaté. Thierry Paul Valette, qui avait constitué une liste avant d'abandonner, a appelé à voter pour la liste LREM soutenue par Emmanuel Macron avant de finalement s'abstenir. Ingrid Levavasseur, un temps sur la liste Alliance jaune, a glissé un bulletin EELV dans l'urne, a-t-elle indiqué à l'AFP.

Jacline Mouraud a elle décidé de voter blanc. Hervé Giacomoni, porte-parole des "gilets jaunes" de l'Aube, s'est rangé du côté de l'UPR pour soutenir le Frexit.

"On parle de "gilets jaunes", ça tend à unifier le groupe mais ce qui les caractérise c'est que justement, il y a des gens qui sont très différents", analyse Emmanuelle Reungoat, maîtresse de conférences à l'université de Montpellier.

"Ce qui les rassemble c'est plutôt la défiance à l'égard de la représentation", ajoute-t-elle. AFP 26 mai 2019

- Manifestations clairsemées et ronds-points délaissés, les "gilets jaunes" s'estompent - AFP 29 mai 2019

Il reste pourtant des ronds-points jaunes à travers la France. Dans le Nord, une "petite dizaine" sont occupés, selon Alexandre Chantry, figure des "gilets jaunes" lillois.

Dans l'Ouest, les ronds-points du Croisic, de Pornic, sont toujours occupés, et une cabane a été reconstruite près du rond-point de l'aéroport de Nantes-Atlantique.

En Bourgogne, dans le Rhône ou en Isère, à l'inverse il n'y a plus de ronds-points occupés en permanence, selon les forces de l'ordre, mais certains "gilets jaunes" continuent de se réunir sur des terrains, privés ou prêtés par la mairie, comme à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), à Givors et à Genay (Rhône) ou à Meximieux (Ain).

Michèle Riot-Sarcey, historienne, et Maxime Gaborit, sociologue, se sont penchés sur le mouvement depuis ses débuts. Tous deux estiment qu'un "noyau dur", "déterminé" ne s'estime pas vaincu, mais s'est recentré sur le local.

Les ""gilets jaunes" ne viennent plus le samedi, et restent dans des "fédérations" comme à Saint-Nazaire, à Clermont-Ferrand ou à Commercy", avance l'historienne, quand M. Gaborit observe encore "une forte détermination sur les ronds-points" dans l'Oise, son terrain de recherche, "même s'il y a de moins en moins de personnes à certains endroits". AFP 29 mai 2019

LFI, le grand écart ou pourquoi ne pas "***construire des passerelles***" avec les partisans officiels du régime ?

Après la débâcle, l'amorce de la discorde à La France insoumise - AFP 29 mai 2019

Chez LFI, malgré un score tombé à 6,31% dimanche, loin des 19,58% de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2017, rien n'a filtré de la réunion du groupe parlementaire du mardi matin, le principal lieu de discussion stratégique.

"Ca s'est bien passé, chacun a pu s'exprimer sur ce qu'il pensait de la campagne", se contente de dire à l'AFP le député Eric Coquerel, par ailleurs coordinateur du Parti de gauche, composante fondatrice de LFI.

La députée Clémentine Autain a pourtant ouvert le débat, dès dimanche soir puis les jours suivants: "Ce qui est en cause, c'est la ligne politique de LFI", a-t-elle attaqué dans les médias. Elle a aussi déploré "la récurrence de formulations" visant à "cliver", ainsi que "des murs" dressés "là où il aurait davantage fallu chercher à construire des passerelles".

"A mon sens c'est évidemment un problème de ligne, de profil politique, de ce qu'on a donné à voir depuis deux ans. Ma conviction c'est que nous gagnons quand nous sommes du côté de l'espérance et pas quand nous sommes du coté du ressentiment ou de la haine", a-t-elle ajouté.

Un "discours qui peut être dans le clash permanent" a "clivé avec une partie de notre électorat qui se trouve du coup pas considéré, qui ne comprend plus tout à fait quelle est la ligne du mouvement", a-t-elle poursuivi. "On a perdu une partie des nôtres sans réussir à aller chercher un autre électorat c'est ça qui s'est produit".

Le député Alexis Corbière a déploré que Clémentine Autain soit "allée à la radio avant qu'on ne se réunisse", taclant: "Ca ne sert à rien de chercher à tirer son aiguille personnelle".

LFI n'a certes "pas su montrer à ceux qui souffrent du système que l'enjeu était tel qu'il fallait se déplacer et voter pour nous", mais "c'est une élection qui est très dure pour nous, où notre électorat populaire s'abstient considérablement", a déclaré Eric Coquerel.

"C'est du pipeau! C'était un scrutin national, un point de passage vers la présidentielle", cingle François Cocq, ancien orateur national LFI congédié d'un tweet par Jean-Luc Mélenchon en janvier, mais qui entend continuer à militer. Il critique la stratégie d'ouverture à gauche de LFI, qui a par exemple accueilli à l'automne une partie de l'aile gauche du PS: "On a préféré, en vue des élections locales à venir, retourner à la tambouille. Les municipales vont être une pagaille incroyable pour LFI qui sera illisible". Reuters 28 mai et AFP 29 mai 2019

L'extrême gauche "***dans l'impasse***".

NPA - L'Union européenne dans l'impasse (Vraiment ? - LVOG)

NPA (Tendance Claire) - A deux jours des élections européennes, un rapide tour d'horizon des listes de "gauche" en France (LFI, EELV, PP-PS, PCF) (Ils y tiennent à leur saloperie de gauche ! - LVOG)

LO - Communiqué sur les élections européennes du 26 mai 2019

Au temps où fonctionnait le système de l'alternance entre la droite et la gauche, cette dernière bénéficiait d'un passé qui la reliait encore au mouvement ouvrier. (La corde autour du cou, le noeud coulant devait se resserrer pour l'étrangler, LO en est nostalgique, ils n'ont rien compris décidément. - LVOG)

Au-delà du rejet que la gauche provoque aujourd'hui dans l'électorat populaire, c'est tout le système de la démocratie bourgeoise qui est mis en cause, tant il apparaît que les élections, au lieu de permettre le changement, ne servent qu'à masquer le fait que rien ne change. (C'est l'histoire du parlementarisme bourgeois qui est une imposture, à laquelle LO n'a cessé de participer et ils sont loin d'être les seuls dans ce cas-là. - LVOG)

La bourgeoisie des grandes puissances impérialistes a trouvé avec le parlementarisme un système qui lui permet de dissimuler sa mainmise sur la société, en donnant à la population l'illusion que c'est d'elle et de ses votes que dépend la vie sociale, alors qu'en réalité, elle est soumise à la dictature impitoyable du grand capital. Mais cette illusion ne fonctionne que tant qu'elle est crédible. C'est de moins en moins le cas. (...) (Vraiment, en l'absence de toute alternative politique conforme aux besoins des travailleurs, cette illusion atteint son point culminant de nos jours. Au passage, pas un mot sur le "*système*" despotique qu'est l'Union européenne, courroie de transmission de la stratégie néolibérale de l'oligarchie anglo-saxonne, destiné à instaurer un régime totalitaire à l'instar de ce qui existe déjà aux Etats-Unis. L'UE devait en être la copie conforme et le vassal, force est de constater qu'ils sont parvenus à leurs fins. - LVOG)

La gauche, tant qu'elle avait un certain crédit parmi les travailleurs, a été un moyen d'enchaîner le mouvement ouvrier au système institutionnel de la bourgeoisie. Cet instrument s'est brisé en remplissant cette tâche, et tous ceux qui veulent le réparer trompent les travailleurs alors que la société est poussée vers le précipice. (...) (Pourquoi avez-vous toujours tromper les travailleurs en leur faisant croire que le PS et le PCF étaient de gauche ? - LVOG)

Aussi restreint que soit le nombre de ceux qui se retrouvent dans les idées de la lutte de classe, ce sont eux qui représentent l'avenir. (...) (Cela nous fait une belle jambe sachant ce qu'ils représentent. Au fait, pourquoi l'extrême gauche et assimilés sont-ils aussi insignifiants dans la société ? - LVOG)

La classe ouvrière a la force et les moyens de mettre fin à la dictature du grand capital sur la société. Il lui manque la conscience de ses formidables possibilités. Cette conscience ne peut s'incarner que dans un parti ayant pour objectif de mener la révolution sociale jusqu'au bout, un parti communiste révolutionnaire. L'avenir de l'humanité et peut-être même sa survie en dépendent. (Vous en doutez ? On comprend pourquoi. - LVOG)

POI-POID - Quand on lit les communiqués du POI et du POID suite à l'élection européenne, on s'aperçoit immédiatement qu'ils se sont livrés à une lecture des résultats qui fait disparaître une partie déterminante de la réalité et empêche du même coup de comprendre la situation politique.

A savoir qu'à l'issue de ce scrutin, il ressort que les partis partisans de l'Union européenne et de l'Otan ont raflé la totalité des postes d'eurodéputés, ce qui signifie que la victoire de la réaction est totale. Or, en instrumentalisant l'abstention le POI et le POID veulent vous fait croire le contraire.

Quelqu'un a dit à juste titre, que si seulement 10% des électeurs inscrits s'étaient déplacés pour aller voter, et que LREM aurait obtenu la majorité, Macron aurait célébré sa victoire, et il se serait empressé d'annoncer qu'il allait continuer d'appliquer son programme ultra réactionnaire sans rencontrer pratiquement d'obstacles, du fait que l'opposition à sa politique était disloquée ou impuissante à s'y opposer. Mais cela est hors de portée de ces dirigeants qui le nient. Ils sont enfermés dans leur dogmatisme qui les empêche de percevoir la réalité telle qu'elle est, du coup il leur faut absolument la déformer pour qu'elle coïncide avec leur théorie foireuse, c'est pitoyable !

La Ve République ou le coup d'Etat permanent.

- Pourquoi LREM et le RN ont fait un coup de force symbolique aux européennes - huffingtonpost.fr 29.05

Les deux partis revendiquent une nouvelle bipolarisation de la vie politique dont ils sont les leaders. Pourtant, le 26 mai, plus de 50% des électeurs ont refusé d'entrer dans la dichotomie néo-libéraux versus populistes.

Affirmer que le système politique est bipolarisé est un coup de force symbolique. Il s'agit d'une entreprise menée avec constance par les deux impétrants leaders en France des européennes du 26 mai 2019, soit LREM et le RN. Ce constat de bipolarisation est aussi repris dans des interprétations qui se veulent analytiques, du scrutin.

Ces analyses se diffusant, elles participent d'une interprétation fermée de la réalité, qui de proche en proche car réitérée (comme la notion polysémique de "vote utile"), devrait finir par avoir une influence... huffingtonpost.fr 29.05

LVOG - "*Une interprétation fermée de la réalité*", qui "*devrait finir par avoir une influence*" sur le comportement des travailleurs, qui en douterait encore à part les négationnistes d'extrême gauche et associés ?

- Emmanuel Macron veut remplacer des hauts fonctionnaires pas assez loyaux - Le Parisien 29.05

- Assemblée nationale : la majorité propose une réduction de temps de parole, les députés en colère - Le Parisien 29.05

C'est un pur hasard ou on n'y est pour rien, ils osent tout !

- LREM et le RN polarisent la France qui vote - Slate.fr 28.05

- Une présidentielle opposerait de nouveau Macron et Le Pen - Reuters 29.05

Emmanuel Macron et Marine Le Pen s'opposeraient de nouveau, avec des scores supérieurs à ceux de 2017, si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, selon un sondage Ifop-Fiducial pour Paris Match, Cnews et Sud Radio publié mercredi.

Interrogée à ce sujet après le conseil des ministres, la porte-parole du gouvernement a évoqué un clivage "imposé" et désormais "ancré" dans le paysage politique français.

"C'est un clivage qui s'est imposé à nous à travers l'élection présidentielle de 2017, puisque c'est le choix que les Français ont fait", a dit Sibeth Ndiaye. "Ce n'est pas de notre fait; c'est une recomposition du champ politique français qui fait qu'aujourd'hui nos concitoyens ne se reconnaissent plus dans le traditionnel clivage entre la droite et la gauche et cette recomposition, elle perdure, elle est ancrée."

"Année après année, cet ancrage malheureusement a continué dans un certain nombre de territoires et beaucoup de nos concitoyens considèrent que le Front national est un parti comme un autre", a ajouté la porte-parole... Reuters 29.05

L'aveu

- Macron demande à ses ministres de ne pas oublier l'électorat de gauche - Le Parisien 29.05

Et pour cause...

Elections européennes : 72% des Français réclament un changement fondamental de politique après la défaite du parti présidentiel, selon un sondage - franceinfo 27.05

Pour 72% des personnes interrogées, Emmanuel Macron doit changer de cap plutôt que de persévérer voire de s'obstiner dans la voie engagée depuis deux ans, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro réalisé lundi 27 mai. franceinfo 27.05

Et le Parlement européen de l'Otan

Résultats européennes 2019 : voici à quoi va ressembler le nouveau Parlement - Le Parisien 26 mai 2019

Le Parti populaire européen (PPE) garde le plus gros groupe avec 173 élus, selon les premières estimations du Parlement. Il perd toutefois beaucoup de terrain puisqu'il avait 217 eurodéputés dans la mandature précédente. C'est loin de la majorité.

L'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S & D) perd elle aussi des sièges. Elle en obtiendrait 147 sièges, contre ses 186 précédemment. Les centristes de l'ALDE progressent et auraient 102 élus (contre 68 précédemment). Les Verts sont la 4e force du Parlement avec 71 eurodéputés. Ils avaient jusqu'alors 52 élus. Le Parisien 26 mai 2019

Rappel.

Extrait; Pour que le Parlement élise démocratiquement Weber(à la présidence de la Commission européenne), il n'est pas nécessaire qu'il soit soutenu par une majorité de parlementaires. Il suffit que son groupe, le PPE, arrive en tête. Washington a donc préparé une assemblée dominée par le Parti populaire européen (PPE)...

Contrairement à ce que ressasse la presse, il n'y a aucune opposition sur le fond entre le Parti populaire européen (PPE) et l'Europe des nations et des libertés (ENL). Tous s'entendent sur la tutelle de l'Otan, laquelle implique l'essentiel des décisions politiques. Il y a juste une répartition des rôles. (La mascarade de l'Union européenne par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 mai 2019)

Macronie acte II, c'est parti.

- Assemblée: le projet de loi fonction publique adopté malgré les critiques - AFP 28 mai 2019

L'Assemblée a donné son feu vert mardi en première lecture au projet de loi sur la fonction publique qui entend donner plus de "souplesse" à un secteur souvent "victime de rigidités", avec notamment un recours accru aux contractuels vivement critiqué dans l'opposition.

Recueillant peu de suffrages en dehors des élus LREM-MoDem, le texte a été adopté par 351 voix contre 156 et 53 abstentions. Les trois groupes de gauche, PS, PCF et LFI, ont voté contre, comme LR très majoritairement. L'UDI-Agir s'est majoritairement abstenu, Libertés et Territoires étant partagé. Les élus RN se sont abstenus.

Le projet, qui concerne les 5,5 millions d'agents dans les trois versants (Etat, Territoriale et Hospitalière), vise selon le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt à "moderniser" le statut de fonctionnaire et l'adapter aux "attentes" de la société.

Cela passe notamment par l'élargissement du recours aux contractuels (déjà au nombre d'un million) qui doit rendre l'administration "plus attractive et plus réactive", mais aussi par des mobilités facilitées, un dispositif de rupture conventionnelle, un "contrat de projet" sur le modèle du privé ou encore un dialogue social "simplifié" avec une refonte des instances.

Malgré les critiques des oppositions, les députés ont aussi adopté un amendement gouvernemental de dernière minute pour imposer les 35 heures effectives dans la fonction publique, où le temps de travail est parfois inférieur.

Le projet de loi sera examiné le 18 juin au Sénat. Le gouvernement souhaite le faire adopter définitivement avant l'été pour une application au 1er janvier 2020. AFP 28 mai 2019

Leurs chers barbares ou le véritable visage du régime (et du PS).

- Paris tente d'éviter la peine de mort à ses ressortissants en Irak, déclare Le Drian Reuters 28.05

Paris s'efforce d'éviter la peine capitale à ses quatre ressortissants que la justice irakienne a condamnés à mort pour appartenance au groupe Etat islamique (EI), a déclaré mardi le chef de la diplomatie française. Reuters 28.05

LVOG - A une autre époque, ils avaient bien gracié ou réhabilité la plupart des vichystes et des nazis...

- Mobilisation d'associations pour des djihadistes français condamnés à mort - Reuters 28.05

Le Collectif des familles unies, qui rassemble des parents d'hommes ou de femmes partis faire le djihad en Syrie ou en Irak, a également demandé au gouvernement français "d'empêcher ce sinistre scénario d'exécutions capitales" et de faire en sorte qu'ils soient jugés en France.

"Nous appelons le gouvernement français à bloquer toute velléité de nouveaux transferts de ressortissants français vers l'Irak", lit-on dans son communiqué, qui rappelle que 12 d'entre eux ont été ainsi transférés en février de Syrie, où ils avaient été faits prisonniers.

"Leur transfert en Irak n'a pas pu se faire sans l'assentiment des autorités française. De ce fait les autorités françaises ont livré des ressortissants français à un pays pratiquant la peine de mort", déplore ce collectif.

"Aucune vérité ne sort de ces procès, sans témoins, expédiés à la va-vite, où même les actes d'accusation ne sont pas rendus publics, où aucune preuve n'est produite, où aucun témoin ne comparaît, où les aveux peuvent avoir été extorqués sous la torture et où les droits de la défense sont inexistants." Reuters 28.05

Franceinfo - Français condamnés à mort en Irak : cette peine est "barbare et n'aura aucune conséquence en termes de prévention"

Guillaume Denoix De Saint-Marc, directeur de l'Association française des victimes du terrorisme (AFTV), souhaite que leur peine de mort soit "commuée en prison à vie". Franceinfo 29.05

En complément.

- Soudan : les islamistes font le choix des militaires pour préserver la charia - Franceinfo 28.05

Les mouvements islamistes soudanais apportent leur soutien au Conseil militaire dans son bras de fer avec la contestation... Franceinfo 28.05

Ils osent tout.

Brexit : Boris Johnson convoqué par la justice pour "mensonges" - Franceinfo

LVOG - Alors qu'ils sont tous aussi menteurs !

Le Défenseur des droits veut que la France fasse cesser les "traitements inhumains" des enfants de jihadistes en Syrie - Le HuffPost

LVOG - Il ne pouvait évidemment pas s'agir des "*traitements inhumains*" infligés par les "*jihadistes*" français aux enfants syriens...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

Après ses mauvais résultats aux européennes, Tsipras annonce des législatives anticipées - lexpress.fr 27.05

"Après le second tour des élections locales (le 2 juin), je demanderai au président d'organiser immédiatement des élections nationales", a déclaré le Premier ministre grec Alexis Tsipras dans une allocution télévisée. Dimanche, son parti a été lourdement sanctionné aux élections européennes et locales.

Son parti Syriza a été devancé de plus de 8 points par le principal parti d'opposition, la Nouvelle Démocratie (droite). Avec seulement 25 % des suffrages se portant sur Syriza (contre 33,5 % à ND), Alexis Tsipras a visiblement échoué à capitaliser sur les succès dont il se targuait, en particulier le retour de la Grèce sur les marchés financiers et la sortie des programmes de rigueur dictés par les créanciers, UE et FMI, pour parer à la crise de la dette.

Au pouvoir depuis quatre ans, Alexis Tsipras, 44 ans, avait fait du scrutin européen un vote de confiance à l'égard de sa politique, alors que son mandat expire au mois d'octobre et que des élections législatives étaient prévues à cette échéance.

Malgré la reprise de l'économie depuis 2017 et l'amélioration des résultats macroéconomiques, les Grecs peinent à se remettre d'une profonde récession et pâtissent d'un taux de chômage de 18 %, le plus élevé de la zone euro. Le train de mesures visant à alléger la pression fiscale et venir en aide aux retraités n'a visiblement pas suffi pour séduire un électorat lassé de la politique de rigueur.

Aux élections locales également, les premiers résultats montrent une avance de ND. Aux municipales d'Athènes et de Thessalonique, organisées également dimanche, les candidats de droite arrivent en tête pour le second tour du 2 juin.

Élu pour la première fois en janvier 2015, Alexis Tsipras, qui se revendiquait alors de la gauche radicale, est accusé par ses opposants d'"avoir trahi" son électorat après avoir été contraint d'abandonner ses promesses préélectorales sur "la fin de l'austérité". lexpress.fr 27.05

Israël

Devant l'impasse politique, Israël retournera voter une 2e fois en cinq mois - AFP 29.05

Le Parlement israélien a voté pour sa propre dissolution mercredi soir moins de deux mois après avoir été élu, et les électeurs seront à nouveau appelés aux urnes le 17 septembre, scénario inédit dans l'histoire du pays. AFP 29.05

Soudan

Grève générale au Soudan pour faire pression sur les généraux au pouvoir - AFP 28 mai 2019

Des milliers de Soudanais ont observé mardi une grève générale à l'appel de la contestation, paralysant plusieurs secteurs d'activités, pour accroître la pression sur l'armée, qui refuse de transférer le pouvoir aux civils plus de six semaines après l'éviction d'Omar el-Béchir.

Les fonctionnaires, employés des banques et d'entreprises du privé ont répondu à cet appel d'une grève générale de deux jours - mardi et mercredi-, insistant sur le fait que seul un gouvernement civil est en mesure de sortir le Soudan de la crise politique.

"Cette grève est la première étape. Si nos revendications ne sont pas satisfaites, nous irons vers une désobéissance civile", a averti un employé de banque, Youssef Mohamed, alors qu?il scandait des slogans avec ses collègues devant cet établissement bancaire de Khartoum.

"Nous avons essayé un gouvernement militaire, mais cela n'a pas fonctionné", a-t-il ajouté.

Dans différents secteurs de Khartoum, des employés grévistes ont protesté en pleine rue, des voitures klaxonnant en solidarité avec eux.

Des centaines de travailleurs de Port-Soudan (est), un pôle économique vital, ont aussi rejoint la grève de 48 heures.

En milieu de journée, des hommes de l'armée régulière et des paramilitaires de la Force de soutien rapide (RSF) ont entouré les locaux de la Banque centrale à Khartoum.

"Cette force militaire a essayé d'imposer au personnel de reprendre le travail", a dénoncé l'Association des professionnels soudanais (SPA), acteur majeur du mouvement de contestation.

Des centaines de passagers ont été bloqués à l'aéroport de Khartoum. Beaucoup d'employés ont porté des insignes sur lesquels était écrit: "nous sommes en grève".

Les compagnies soudanaises Badr, Tarco et Nova ont suspendu leurs vols mardi. EgyptAir a également annulé ses liaisons avec Khartoum pour la journée, avant d'annoncer leur rétablissement.

Des centaines de passagers ont aussi été bloqués à la gare routière de la capitale, où les employés en grève ont affirmé qu'il n'y aurait pas de bus mardi et mercredi.

Après avoir demandé le soutien de l'armée contre le président Béchir, les manifestants réclament désormais le départ des généraux qui ont pris le pouvoir après avoir évincé le chef de l'Etat le 11 avril.

Face au refus persistant des militaires de céder le pouvoir, l'ALC a décidé d'utiliser l'arme "inévitable" de la grève générale.

En cas d'absence de réaction des militaires, Wajdi Saleh, membre de l'ALC, a menacé lundi soir de faire "monter la pression d'un cran vers une grève générale indéfinie". "Nous espérons ne pas en arriver là", a-t-il ajouté.

La grève de deux jours a pour objectif d'envoyer un message clair au monde: le peuple soudanais souhaite un changement réel et n'acceptera pas de laisser le pouvoir aux mains des militaires", a déclaré à l'AFP Siddiq Farouk, un des leaders de l'ALC.

Mais cet appel a aussi révélé des dissensions au sein du mouvement de contestation.

L'historique parti d'opposition al-Oumma, dirigé par l'ancien Premier ministre Sadek al-Mahdi et membre de l'ALC, a rejeté dimanche cette action, évoquant un "désaccord sur son calendrier et sa préparation".

"Une grève générale est une arme qui ne devrait être utilisée qu'après avoir fait l'objet d'un consensus" au sein de l'ALC, a argué al-Oumma.

Ce parti a toutefois appelé à maintenir "l'unité" et défendu le "droit" des travailleurs à faire grève.

M. Mahdi, ex-chef de gouvernement élu qu'Omar el-Béchir avait renversé lors d'un coup d'État soutenu par les islamistes en 1989, avait déjà appelé les manifestants à ne pas "provoquer" les militaires.

Le Parti du congrès soudanais, autre composante importante de l'ALC, a de son côté annoncé son adhésion à la grève, en dénonçant "le mur d'intransigeance du Conseil militaire". AFP 28 mai 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Argentine

Argentine: grève générale contre l'inflation et la perte de pouvoir d'achat - AFP 29.05

L'opposition au président de centre droit Mauricio Macri a lancé mercredi une grève de 24 heures en Argentine, paralysant l'activité économique pour protester contre l'incapacité du gouvernement à réduire l'inflation qui a atteint 55% sur un an.

Métros, autobus et trains de banlieue étaient à l'arrêt, tous les vols étaient annulés dans les aéroports du pays, banques, écoles et administrations fermées, et la plupart des commerces avaient également le rideau baissé, faute de transports en commun pour les employés.

"La grève est suivie car il n'y a eu aucune réponse, ni réaction du gouvernement aux revendications", a déclaré Hugo Moyano, un des leaders les plus influents du mouvement syndical argentin.

Le pouvoir d'achat des 44 millions d'Argentins est en chute libre du fait de la hausse des prix, la pauvreté augmente, l'économie est en récession, et le gouvernement mène une politique de rigueur budgétaire, sous la pression du FMI.

Les syndicats demandent des hausses salariales alignées sur l'inflation.

"Il y a un grand mécontentement contre le gouvernement. De nombreux travailleurs ont voté pour ce gouvernement car il allait supprimer l'impôt sur le revenu, ils leur ont fait confiance mais cette fois, ils ne vont pas se tromper de nouveau", a souligné Hugo Moyano, en référence à l'élection présidentielle du 27 octobre.

Le patron du syndicat des routiers, un des plus puissants de ce pays grand comme 5 fois la France, soutient le ticket présidentiel de gauche formé par l'ex-présidente Cristina Kirchner et son ex-chef du gouvernement.

"Les gens sont otages du fonctionnement des transports en commun. Lors de la précédente grève générale, certains transports fonctionnaient et les gens sont allés travailler", a dénoncé le ministre argentin des Transports Guillermo Dietrich.

C'est la cinquième grève générale du mandat de Mauricio Macri, applaudi par les grandes puissances pour son réformisme mais très critiqué en Argentine. Arrivé au pouvoir fin 2015, il brigue un second mandat de quatre ans, et se trouve affaibli par la crise économique qui frappe le pays depuis 2018.

Pour stabiliser la troisième économie d'Amérique latine, il a sollicité un prêt du FMI, qui a débloqué en 2018 le versement de 56 milliards de dollars sur trois ans. En contrepartie, les coupes budgétaires exaspèrent la population.

Forts du succès de la grève de mercredi, les syndicats tirent à boulets rouges sur le président, en mauvaise posture dans les sondages à cinq mois du scrutin.

"Le mouvement ouvrier réitère son appel à des actions immédiates pour freiner la décadence politique, sociale et économique", a lancé Hector Daer, un dirigeant de la CGT, le plus puissant des syndicats d'Argentine.

Les rues de Buenos Aires, une agglomération de 13 millions d'habitants, étaient inhabituellement calmes mardi, sans taxis, ni autobus.

"Nous ne voulons plus d'ajustements. Ni de licenciements, il faut les interdire. On ne veut plus voir des gens qui ont faim. On veut que la situation change complètement", dit Gustavo Michel, un ouvrier d'une raffinerie, près de Buenos Aires.

"De nombreuses entreprises ferment, se désole-t-il. Des familles se retrouvent à la rue. C'est terrible car il n'y plus de travail".

D'après les syndicats, 290.000 emplois ont été perdus en trois ans.

ECONOMIE

Chine

La Chine dévoile un projet de train pouvant aller jusqu'à 600 km/h - LePoint.fr 28 mai 2019

La course pour créer la prochaine génération de train ultra-rapide est lancée. La société d'État China Railway Rolling Stock Corporation (CRRC) a annoncé le développement d'un prototype de train à lévitation magnétique capable d'atteindre la vitesse de 600 km/h, explique BFM TV. Effectuer un trajet sur les rails en moitié moins de temps qu'actuellement pourrait devenir une réalité. L'entreprise contrôlée par le gouvernement chinois planche sur une technologie de sustentation magnétique.

La compétition fait rage entre la Chine et le Japon qui semblent être les plus avancés. Les deux pays se sont chacun engagés dans la bataille pour la meilleure technologie. À titre de comparaison, le TGV français ne dépasse pas les 350 km/h. Il a cependant déjà effectué une pointe à 574,8 km/h en 2007, mais il lui est impossible de maintenir cette vitesse pendant plusieurs minutes. LePoint.fr 28 mai 2019

Malaisie

- La Malaisie retourne des déchets à l'envoyeur, en France et ailleurs - Reuters 28 mai 2019

La Malaisie va renvoyer 3.000 tonnes de déchets plastiques dans leurs pays d'origine, notamment en France et aux Etats-Unis, a annoncé mardi la ministre de l'Environnement.

La Chine ayant décidé de refuser les arrivages de déchets plastiques l'an dernier, la Malaisie a pris le relais et des usines de recyclage ont vu le jour par dizaines. Beaucoup fonctionnent sans licence d'exploitation avec des conséquences néfastes pour les riverains.

Le plastique impropre au recyclage est brûlé, ce qui libère des produits chimiques toxiques dans l'atmosphère, ou bien il finit dans des centres d'enfouissement, ce qui peut contaminer le sol et les nappes phréatiques.

Dans ce contexte, 60 conteneurs d'ordures importés illégalement seront retournés à l'envoyeur, a déclaré mardi à la presse la ministre malaisienne de l'Energie, de la Technologie, de la Science, de l'Environnement et du Changement climatique, Yeo Bee Yin.

"Ces conteneurs ont été introduits illégalement dans le pays avec de fausses déclarations entre autres infractions, en violation patente de notre législation sur l'environnement", a déclaré la ministre après une visite à Port Klang, dans la banlieue de la capitale, Kuala Lumpur.

"Nous demandons instamment aux pays développés de revoir leur gestion des déchets plastiques et de cesser d'expédier des déchets vers les pays en développement", a-t-elle ajouté.

Quatorze pays sont concernés par ces retours à l'envoyeur, notamment les États-Unis, le Japon, la France, le Canada, l'Australie et la Grande-Bretagne. Cinq conteneurs de déchets plastiques contaminés ont été renvoyés à l'Espagne.

Les Philippines, qui ont le même problème, ont décidé la semaine dernière de faire appel à une société de transport maritime privée pour renvoyer 69 conteneurs de déchets au Canada qui tardait à reprendre une cargaison illégale. Reuters 28 mai 2019

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 6 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie d'ici un ou deux jours. En attendant on va se farcir EELV : La vermine de l'Otan économique (l'UE).

- Au format pdf (26 pages)

PREMIERE PARTIE

Qu'est-ce que c'est l'écologie politique à laquelle Yannick Jadot a été formée ? Vous verrez que ceci explique cela.

- C'est quoi l'ONG Solagral dans laquelle s'engagea Jadot en 1995, quelle idéologie véhiculait son président Pierre Castella lié au Ministère des Affaires étrangères (MAE) ?

- Solagral. Avec l'appui du ministère français de la Coopération...

- Du GATT à l'Organisation mondiale du commerce?

Page 51. La création d'une véritable institution du commerce mondiale (OMC - Ndlr) est cependant un premier pas important franchi. (www.persee.fr)

Extraits.

En dépit de sa discrétion, la Fondation Charles-Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (FPH) est devenue ces dernières années un acteur important dans les débats sur l'agriculture.

Placé en Bourse et dans l'immobilier, le capital de la Fondation Charles-Léopold Mayer pour le progrès de l'homme s'élève à quelque 225 millions d'euros. Le très chic Domaine de Villarceaux, dont la famille Calame est propriétaire, constitue son joyau. Il comprend un château, un golf et une exploitation agricole de plus de 400 hectares (la ferme de la Bergerie), convertie en bio en 1997 et gérée par Matthieu Calame. Grâce aux revenus de ses placements financiers, la FPH peut afficher un budget bisannuel de 17 millions d'euros, dont environ la moitié est consacrée au financement d'associations et de projets en France et ailleurs. Jusqu'en 1989, les aides accordées par la fondation étaient essentiellement destinées à des projets ponctuels. Depuis, la FPH

a décidé de privilégier« la construction de réseaux internationaux à dominante thématique ». Ceci a permis la création d'une série de nouvelles associations militantes, comme Inf'OGM(1) ou la Fondation Sciences citoyennes.

Son opposition à la politique productiviste ne concerne pas seulement l'agriculture. De manière plus générale, Pierre Calame remet en cause l'héritage gaulliste de l'après-guerre, qui a permis à la France de devenir une puissance industrielle et agricole. Son fils Matthieu, qui regrette que « l'après-guerre gaulliste [ait] ouvert la voie à une politique de recherche volontariste », est plus explicite : «Alors que Pétain pensait que la puissance d'une nation reposait sur sa force morale, de Gaulle et les communistes étaient persuadés que l'industrie fait la puissance d'une nation ». A choisir, Matthieu préfère visiblement la force morale de Pétain à la puissance industrielle souhaitée par de Gaulle ! Un brin nostalgique, il rappelle que « la Troisième République, elle, avait fait le pari que son soutien le plus sûr, c'était les petits paysans propriétaires, et que pour assurer la stabilité et la force de la nation, il fallait maintenir et protéger les petits paysans ». Paradoxalement, cette défense des « petits paysans » contre une agriculture moderne et mécanisée, typique de la droite conservatrice des années trente, permet à la FPH d'exercer une influence importante au sein des mouvements altermondialistes.

Les amis de Pierre Calame

Parallèlement au soutien qu'elle apporte aux associations militantes anti-OGM et altermondialistes, la FPH est curieusement engagée dans un travail d'influence beaucoup plus institutionnel. Celui-ci implique des acteurs presque tous issus de l'administration française ou de la fonction publique. Il est vrai que contrairement à Pierre Vuarin, Pierre Calame n'est pas vraiment un ancien militant du Larzac ! Polytechnicien de formation et ancien secrétaire général de Sacilor, il a été au service de l'Etat avant de diriger la FPH. Ses positions sont d'ailleurs souvent éloignées des slogans proférés dans les rues de Seattle en 1999. Pierre Calame se fait volontiers l'avocat de l'OMC, n'hésitant pas à crier « Vive l'OMC dans son principe ! » et à traiter de « romantisme de pacotille » le fait de se réjouir de l'échec de l'OMC à Cancun. Il estime même que « l'intuition fondatrice de Davos était bonne », tout en lui reprochant d'avoir confondu « mondialisation (le fait irréversible de nos interdépendances) et globalisation économique ». Bref, le patron de la FPH ne rejette pas la mondialisation, mais la « globalisation économique sans frein », l'« intégrisme des marchés » et surtout l'« innovation technologique sans contrôle ».

Une gouvernance technocratique

Bien moins radical que celui de José Bové, le discours de Pierre Calame est partagé par tout un courant de l'administration française proche de la pensée du fédéraliste Jean Monnet. Au sein de ce courant, certains souhaitent instaurer une « gouvernance mondiale » qui réponde à des critères – a priori très nobles – « éthiques, solidaires et écologiques ». Cependant, estime Pierre Calame, cette «gouvernance » ne peut être assurée par les Etats. Rejetant clairement ce qu'il appelle la « fiction » de l'Etat-nation souverain, il précise que « l'architecture de la gouvernance mondiale ne peut se concevoir sans une refondation des Etats nationaux eux-mêmes, sans une redéfinition de leur rôle [et] de leurs modalités de fonctionnement ». Pour repréciser ces fonctions, le patron de la FPH s'inspire de la construction européenne, qu'il considère comme un véritable modèle. Le 5 mars 1996, il organise ainsi une rencontre avec six acteurs majeurs des débuts de la construction européenne, dont Georges Berthoin, ancien secrétaire de Jean Monnet, Stéphane Hessel, ancien ambassadeur à l'Onu et Jean Ripert, ancien numéro deux de l'Onu et autre collaborateur de Monnet. Ces pionniers expliquent comment ils ont bâti l'Europe : « C'est de façon parfaitement consciente que l'on a créé des instances "technocratiques", faites de gens sans mandat politique et parlant au nom de l'Europe ». Pour eux, le principal problème des Etats réside dans le poids du jeu démocratique. Les élus étant trop sensibles aux aléas des élections et à une opinion publique volatile, il est indispensable de libérer le processus politique du fardeau parlementaire. Ceci a l'avantage de favoriser le travail d'influence directe des Commissions : « Le coup de génie des créateurs de l'Europe a été d'investir la Commission européenne du monopole de proposition. C'est par rapport à ces propositions que les représentations nationales doivent se prononcer». « Sans cette Europe technocratique, il n'y aurait pas eu d'Europe du tout », résume Pierre Calame. Contrairement à son « allié » José Bové, il s'est clairement prononcé en faveur de l'Europe de Maastricht, de l'euro et du Traité constitutionnel.

(...)

La FPH a su saisir une autre occasion de diffuser ses idées, cette fois-ci dans les bureaux de l'administration française, et en particulier ceux de la Coopération au sein du MAE (Ministère des Affaires étrangères). Pour des raisons budgétaires, une partie importante du travail de prospective des ministères a en effet été externalisée et confiée à des ONG, qui se présentent comme des bureaux d'études.

Parmi ces ONG figurent deux associations militantes de réputation bien plus modérée que Greenpeace ou les Amis de la Terre : Solagral (dont les activités ont cessé en 2003) et le Groupe d'échange et de recherche technologiques (Gret). Toutes deux entretiennent des liens étroits avec la FPH.

De Solagral…

Comme la Fondation pour le progrès de l'homme, Solagral était favorable à une réforme en profondeur de l'agriculture européenne. Elle entendait mettre fin au « face-à-face entre pouvoirs publics et professionnels », et ouvrir « la discussion aux

autres acteurs concernés : les consommateurs, les associations locales, les organisations de solidarité internationale, les organisations écologistes… bref, la société civile ». Longtemps présidée par Pierre Castella, un ancien de la Coopération au MAE et un collaborateur régulier de la FPH, Solagral était une ONG ouvertement engagée, financée entre autres par la FPH. On y retrouvait également des personnalités plus militantes comme Yannick Jadot, son délégué général (aujourd'hui responsable des campagnes de Greenpeace) ou Anne Chetaille, son « experte sur les questions internationales » (actuellement membre du conseil d'administration d'Inf'OGM). En dehors de la FPH, la principale source de revenus de Solagral était la rédaction d'études, commanditées et financées par le MAE. Celles-ci ont permis aux militants de Solagral d'influencer les positions de la France sur des questions clés comme les OGM ou la politique française en matière de développement de l'agriculture dans le tiers-monde. Grâce à ses liens étroits avec la fondation de Pierre Calame, Solagral a largement servi de relais à la FPH. En 2003, certaines personnes ont commencé à s'interroger sur les liens unissant Solagral et le MAE. Ce dernier a donc dû arrêter de passer des commandes à l'association de Pierre Castella. Faute de financement, Solagral a été contraint de mettre un terme à ses activités.

(https://www.agriculture-environnement.fr/2006/12/28/letrange-fondation-de-la-famille-calame)

- Au-delà, Jadot est aussi un produit du mouvement altermondialiste, du Forum social mondial depuis Porto Alegre. Directeur des campagnes de Greenpeace, proche de Daniel Cohn-Bendit.

- En 2005, il prend position pour le « oui » au référendum sur le traité établissant une constitution pour l'Europe.

- EELV annonce une liste autonome aux européennes 2019.

Il présente sa liste comme n'étant « ni de droite, ni de gauche », affirmant : « L'écologie, c'est pas la gauche. L'écologie veut occuper une place centrale dans le débat politique. L'écologie, c'est bien plus que la gauche ». (Une "place centrale" : c'est l'extrême-centre de Macron ou LREM - LVOG) (Source : wikipedia.org)

EELV a été créée pour évincer "les gauchistes", la "gauche marxiste", pendant des années ils resteront dans le sillage des sociaux-libéraux du PS, et quand à son tour le PS sera rejeté par les classes moyennes et les couches de la classe ouvrière qui votaient encore pour ses candidats aux élections, ils adopteront le " « ni de droite, ni de gauche » qui est la marque de fabrique de l'extrême-centre, Macron et LREM avec lesquels ils sont compatibles.

Tant que le PS fut dans l'opposition parlementaire, il se fit passer pour un parti socialiste ou de gauche en se dotant d'un programme qu'évidemment l'UDR ou le parti officiel de l'ordre ne pouvait pas appliquer, et quand il parvint au pouvoir en 1981, il s'empressa de renier son programme et de se fondre complètement dans les institutions de la Ve République pour appliquer une politique conforme aux besoins du capitalisme déjà en crise. En guise d'hors d'oeuvre, il lâchera quelques réformes progressistes, pour mieux faire passer le plat de résistance qui consistera à se rallier officiellement à l'économie de marché et justifier par la suite les sacrifices qu'il imposera à la classe ouvrière (politique d'austérité, privatisations, etc.) qui finiront par s'en détourner totalement ainsi que des couches de plus en plus importantes des classes moyennes, pour finalement quasi disparaître et céder la place au représentant officiel de l'oligarchie, Macron et LREM.

Faire disparaître le PS qui au sein des institutions incarnait la gauche, c'était une étape, mais il fallait achever le travail en évinçant le parti qui incarnait la droite au sein des institutions, de sorte que les partis qui incarnaient la lutte des classes même de façon déformée disparaissent au profit d'un parti unique, autrement dit leur objectif était la liquidation de la lutte des classes au profit d'un régime totalitaire, qui, agenda électoral oblige serait bicéphale comme aux Etats-Unis, restait à le fabriquer ou à le mettre en selle s'il existait déjà, et coup de bol, ils avaient EELV sous la main qu'ils s'étaient employés à purger ces dernières années de ses impuretés réformistes dites de gauche ou marxisantes, sans rire, une fois LR laminé lors des élections de 2017, il ne restait plus qu'à lui porter le coup de grâce lors des européennes de 2019 pour propulser la vermine réactionnaire en haut de l'affiche, pari gagné, bravo !

Entre nous, ils sont moins cons que nous, dites-le à vos dirigeants, ils le méritent !

Je n'ai pas le temps de retracer toute la chronologie de l'écologie politique ou de rappeler toutes les étapes par lesquelles cette mystification est passée depuis la Conférence de Rio sur le climat, en 1992 si je ne me trompe pas, les Cap 20 à 25, peu importe, j'en donne un aperçu ci-dessous. Les Verts ont connu les mêmes mutations que le PS pour atterrir dans le giron de l'oligarchie ou du néolibéralisme que EELV s'emploie à cautionner en employant la même méthode que le PS, en se déclarant non pas ennemi du capitalisme mais de ses excès, tout en proposant des mesures, qui parce qu'elles sont incompatibles avec les besoins du capitalistes ne verront jamais le jour tant que le capitalisme n'aura par été renversé par une révolution prolétarienne et socialiste, ce qu'ils se passeront bien de préciser parce qu'ils y sont évidemment opposés, ce qui leur permet dors et déjà de se faire passer pour des opposants au néolibérale auprès des naïfs ou ignorants qui les soutiennent ou tout simplement cautionne la "transition écologique" ou "énergétique, la propagande officielle de l'oligarchie.

Cette imposture prendra fin lorsqu'ils arriveront au pouvoir et appliqueront la même politique que Macron ou LREM, mais là il sera trop tard pour réagir ou faire marche arrière ou chercher une branche à laquelle se raccrocher car elles auront toutes été

coupées depuis longtemps, et il ne restera plus aux exploités et aux opprimés, à nos braves dirigeants, cadres et militants de l'avant-garde du mouvement ouvrier qu'à sortir un grand mouchoir pour essuyer leurs larmes et la morve (la morgue aussi) qui coulera de leur nez jusqu'à ce que mort s'en suive, car elle ne s'en remettra pas, avec un peu de chance, si la civilisation humaine était destinée à connaître des jours meilleurs un jour, il faudrait attendre les générations suivantes de militants pour espérer sortir un jour de l'enfer dans laquelle elle aura été plongée pendant de très longues décennies, demandez à nos rares petits camarades américains comment cette lèpre a fini par ronger la quasi totalité de leur mouvement ouvrier et la classe ouvrière, et comme il est difficile de la stopper.

Vous serez témoins également que depuis le début des causeries en 2008, depuis toujours en réalité, j'ai combattu sans relâche l'écologie politique, et il m'est même arrivé de prévoir son avenir glorieux, et le pire c'est que je ne plaisante pas, hélas puisqu'on me prend pour un farfelu ou un détraqué ! Au cours des dix dernières années, bien des militants ou lecteurs m'ont tourné le dos parce que j'avais eu l'audace de proposer des analyses qui sortaient des sentiers battus ou des dogmes auxquels ils se raccrochaient désespérément, et les faits m'ont donné raison la plupart du temps, en vain, encore hélas, ne comptez tout de même pas sur moi pour m'excuser, soyons sérieux s'il vous plaît, vous ne voudriez tout de même pas que je me renie à mon tour pour partager les théories foireuses qui nous ont conduits où nous en sommes, n'est-ce pas ?

J'ai lu de nombreux commentaires désespérés dans des blogs sur Internet, c'est bien triste, et j'ai constaté à quel point ils étaient bourrés de contradictions, incohérents, au point que je me suis dit qu'on ne pouvait même pas leur en vouloir tellement ils sont aveuglés par leur propre ignorance, et qu'il ne servirait à rien de leur exposer en long et en large ou en profondeur tellement ils sont fermés à toute argumentation, et reproduisent justement la méthode qu'ils dénoncent chez les idéologues, porte-parole, experts, journalistes, dirigeants psychopathes acquis à l'idéologie néolibérale, ce qui témoigne à quel point ils subissent son influence et ne s'en aperçoivent pas eux-mêmes.

Une telle absence de logique chez des gens soi-disant évolués, la plus élémentaire notez bien, n'est pas de nature à permettre d'envisager une discussion sereine avec eux, sauf à perdre son temps ou s'illusionner soi-même. J'adopte la même attitude qu'un psychothérapeute ou un psychanalyste en présence d'un cas clinique à traiter. A moins d'un choc violent qui les toucherait personnellement ou constituerait une menace sérieuse sur leur mode vie confortable, je ne vois pas comment ils pourraient réagir et sortir de l'état de léthargie intellectuelle dans lequel ils sont plongés.

Epilogue.

L'option EELV présente au moins deux inconvénients majeurs. Le premier c'est son ancrage historique à gauche même s'il est frauduleux, qui ne permettra pas ou très difficilement le ralliement d'acteurs de droite hormis du MoDem et du PS. Le second c'est son idéologie axée sur l'écologie, même là encore si en réalité elle est de nature économique et une version du capitalisme.

Ce parti ayant un nombre de militants insignifiants, autour de 5.000 tout au plus, il est donc entièrement ou presque à construire ou à reconstruire sur la base de l'extrême-centre, tâche périlleuse qui n'est pas gagné d'avance, tant son discours et ses actes présentent des contradictions qui mettent en lumière sa véritable nature de droite ou réactionnaire, une fois au pouvoir elle éclaterait au grand jour et déclencherait une crise politique très compromettante pour le camp de l'oligarchie ou aux conséquences incontrôlables, à la hauteur de cette énorme imposture.

Isolé, à ce jour, il n'aurait aucune chance de parvenir au niveau de LREM et de constituer une alternance d'extrême-centre susceptible de parvenir au pouvoir, la seule alternance que l'oligarchie pourrait envisager. Avec une coalition du type "union de la gauche", EELV-PP-PS-Générations-LFI, toutes ses composantes se déchireraient et se disloqueraient avant même sa formation, le pays serait ingouvernable. Il faut donc apparemment écarter cette hypothèse, j'y reviendrai plus loin. L'oligarchie pourrait alors recourir au parti de droite issu de la dislocation de LR, en reconstituant en quelque sorte l'UMP avec l'UDI et d'autres débris centristes qui quitteraient LREM, de manière à pouvoir envisager une alternance d'extrême-centre plus fiable et présentant moins de risques que EELV. Cette hypothèse correspond notamment aux derniers développements politiques.

- Mamère, Rivasi et d'autres écologistes mettent en garde EELV contre "le péché d'isolement" - AFP 6 juin 2019

Plusieurs personnalités écologistes et de gauche, dont des membres d'EELV, ont mis en garde Yannick Jadot et la direction du parti, mercredi, dans Libération, contre le "péché d'orgueil et d'isolement" après leur bon résultat aux élections européennes.

"Les écologistes, comme dans plusieurs pays européens, réalisent une poussée significative (...). Pour autant, ils doivent prendre garde au péché d'orgueil et d'isolement", écrivent 160 personnalités dans une tribune, dont l'ancien d'EELV Noël Mamère et l'eurodéputée EELV Michèle Rivasi, qui figurait en deuxième position sur la liste de Yannick Jadot aux européennes.

"Chaque élection est différente, nous le constaterons rapidement pour les élections municipales qui se profilent", ajoutent-ils. "Une hirondelle de 13,5% de voix ne fait pas le printemps de la transformation sociale et écologique et ne met personne en capacité de peser sérieusement dans le débat public et de représenter une alternative au capitalisme néolibéral".

La tribune vise des déclarations de la direction d'EELV, et les propos de la tête de liste Yannick Jadot au lendemain des élections européennes. Tout en disant vouloir "rassembler, rassembler, rassembler", il confiait qu'il ne ferait "pas demain ce qu('il) n'a pas fait pendant les dix mois" de campagne, "se mettre autour d'une table entre anciens partis du XXè siècle pour faire des accords, des machins, des trucs".

Selon les auteurs de la tribune, EELV "doit plus que jamais être à la hauteur des enjeux, participer activement à la reconstruction d'un grand mouvement populaire, écologiste et social, engager une démarche qui s'adresse aux forces politiques de la gauche d'émancipation et plus largement à toutes celles et ceux qui veulent s'engager dans un tel projet".

Ils estiment que "plutôt que les méfiances, les rancoeurs, nous devons confronter avec bienveillance nos points de vue et abandonner l'esprit de clocher ou d'hégémonie". "Cela ne peut plus durer, écoutons-nous, bâtissons, convergeons", concluent-ils. (C'est à croire qu'ils ont complètement oublié le processus de droitisation engagé depuis 2009 au sein des Verts et dont EELV et Jadot sont le produit achevé. A moins qu'ils lui reprochent de ne pas s'être aperçu qu'ils avaient suivi la même orientation ultra droitière! - LVOG)

Parmi les autres signataires, figurent des élus EELV comme le maire du IIè arrondissement de Paris, Jacques Boutault, le secrétaire national adjoint EELV, Alain Coulombel, mais aussi l'Insoumise Clémentine Autain - qui a elle-même appelé cette semaine à un "big bang" à gauche -, le maire PCF de Montreuil, Patrick Bessac, et le coordinateur de Générations, Guillaume Balas. AFP 6 juin 2019

LVOG - L'oligarchie aux manettes n'a pas propulsé EELV pour qu'il constitue "une alternative au capitalisme néolibéral", quelle confusion, quel délire ! Réflexion faite, à défaut de vouloir éventuellement le porter au pouvoir, EELV doit uniquement servir à affaiblir ou à pomper les voix de LFI qui constituait pour elle la seule menace en 2017. Mais au profit de qui si Macron était complètement grillé et l'abstention baissait ?

L'oligarchie craint de ne pas pouvoir renouveler aussi facile en 2022 le hold-up de 2017 en s'appuyant sur le FN-RN. Elle sait que Macron usé au-delà de la corde en 2022, il serait aventureux de compter uniquement sur sa réélection. Elle doit aussi envisager sérieusement son élimination au premier tour de la présidentielle, et quel candidat et parti adopter au second tour contre Le Pen, en dehors de EELV ou LR refondé, il n'en existe pas d'autres à ce jour, à moins de descendre le FN-RN pour porter EELV et la nouvelle mouture de LR au second tour qui ferait le plein des voix de LREM, ce qui risquerait d'être insuffisant, cette hypothèse est donc à écarter, on peut en déduire que dans tous les cas de figure ils miseront sur Le Pen et peut-être Pécresse au second tour après avoir mené une campagne médiatique hystérique contre EELV, LFI ne s'étant jamais remis de ses défaites et dont les voix auront été siphonnées par EELV. AFP 6 juin 2019

- Valérie Pécresse quitte LR, qui s'enfonce dans la crise - AFP 6 juin 2019

En visant la présidentielle de 2022? "Si vous voyez en moi l'héritière de Nicolas Sarkozy, je ne peux qu'approuver", a-t-elle glissé mercredi soir sur France 2. AFP 6 juin 2019

LVOG - Pécresse (et Fillon) avait participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013 qui fait les présidents et les Premiers ministres...

- Nicolas Sarkozy, le meilleur leader pour incarner la droite selon un sondage - L'Express.fr 6 juin 2019

L'ancien chef de l'État reste la personnalité la plus populaire auprès des sympathisants Les Républicains, d'après une étude Elabe. L'Express.fr 6 juin 2019

LVOG - Il lui manqua peu de voix pour être réélu en 2012...

DEUXIEME PARTIE

Un argumentaire reposant sur les faits pour démonter et combattre la mystification de l'écologie politique ou EELV.

Introduction.

- EELV, c'est l'écologie de marché, l'écolo-néolibéralisme, l'extrême-centre écologique, la réaction décomplexée.

- EELV est à l'écologie politique, ce que wahhabisme est à l'islam politique.

- LREM est au parti républicain, ce que EELV est au parti démocrate.

- LREM et EELV ont en commun notamment, de se composer d'éléments venus du PS et du MoDem ou partageant leur idéologie.

- On doit avouer qu'on n'avait pas vu arriver cette dernière machination.

On se demandait qu'est-ce qu'ils pourraient mettre face à Macron et LREM sachant que le coup foireux de RN ne marcherait pas indéfiniment et présentait trop d'inconvénients, et LR et le PS n'étant pas près de s'en remettre, quoique tout soit possible, on ne les voyait pas fabriquer un second parti, mais après tout pourquoi pas. C'est ce que j'avais avancé dans une causerie en repensant à Macron et LREM qui n'existait pas deux ans auparavant, comme quoi nous avons encore sous-estimé la puissance de leur machine médiatique infernale capable d'influencer la majorité des électeurs pour parvenir à leurs fins.

- Le développement durable, c'est le capitalisme durable !
- EELV : 9,7% aux européennes en 1999 (1,7 million)
- EELV : 7,4% aux européennes en 2004 (1,3 million)
- EELV : 16,3% aux européennes en 2009 (2,8 million)
- EELV : 8,9% aux européennes en 2014 (1,7 million)
- EELV : 13,47% aux européennes en 2019 (3 052 406)

- EELV : 5,4% aux législatives en 2012
- EELV : 4,30% aux législatives en 2017

- Aucun député après les législatives de 2017

Représentation

Députés : 0 / 577

Sénateurs : 3 / 348

Députés européens : 9 / 74

Conseillers régionaux : 65 / 1 758

Conseillers départementaux : 32 / 4 108

Maires de communes de plus de 60 000 habitants : 1 / 88

Avant-propos.

- L'écologie politique est le produit de la putréfaction du mouvement ouvrier parvenu à maturité dans les années 60-70. Elle est également le produit de la putréfaction du capitalisme dont elle exploite les conséquences pour détourner la classe ouvrière et les classes moyennes du combat politique contre le régime. Elle fut dès le départ l'allié objectif de la social-démocratie dégénérée poursuivant le même but. Elle instrumentalise les conséquences nuisibles de la survie du capitalisme pour justifier des mesures ou des taxes qu'auront à supporter la classe ouvrière et les classes moyennes à défaut d'affronter le capitalisme

Elle fut conçue pour pervertir et vampiriser le mouvement ouvrier et le détruire, ainsi elle figure parmi les ennemis du socialisme et de la classe ouvrière principalement.

- Toutes les ONG à caractère écologique sont liées aux multinationales, à l'oligarchie, à l'ONU, à l'UE, aux Etats qui les financent en échange des services qu'elles leur rendent.

- Les écologistes et toutes les ONG à caractère écologique ne combattent pas les privatisations ou les politiques d'austérité tournées contre les travailleurs, elles ont pour mission de les accompagner pour que les travailleurs réduits à l'indigence ou les plus vulnérables en supportent mieux les conséquences.

Un hold up ou un scénario annoncé de longue date.

Dans la causerie du 12 juin 2012

Le MoDem évaporé, (...) il ne reste plus pour ainsi dire que deux partis ou plutôt deux coalitions capitalistes ou se réclamant de l'économie de marché au Parlement, l'UMP et le PS-EELV.

Le hold-up sur la démocratie à l'américaine se précise.

EELV sur les traces du PS destiné à devenir le clone de LREM.

Le 6 avril 2015

EELV appendice du PS. Sa survie dépend de son soutien inconditionnel au régime.

Son existence est artificielle, il la doit uniquement au PS. Le PS se présente dorénavant comme un parti néolibéral populiste .

EELV n'a pas d'autre alternative que d'adopter sa politique, toute sa politique ultra réactionnaire. Il est donc normal que ses dirigeants qui acceptent d'emblée cette soumission totale montent au créneau, en somme ils n'ont jamais fait autre chose.

EELV ni droite ni de gauche comme Macron et LREM.

Le 14 novembre 2010

Daniel Cohn-Bendit lors des Assises nationale du rassemblement des écologistes au palais des congrès de Lyon, le 13 novembre 2010

"Nous ne sommes pas de droite nous ne sommes pas de gauche, nous sommes pour l'écologie politique intransigeante sur les droits de l'homme.» (Libération.fr 13.11.2010)

Hier un rejeton moisi du PS...

Le 16 juin 2014

La gauche ou la suprême imposture qui a pourri le mouvement ouvrier.

Où commence-t-elle ? En y associant le PS et accessoirement EELV dont l'origine est cependant intéressante.

EELV est dès l'origine un parti bourgeois. Le Mouvement d'écologie politique (MEP) dont il est issu avait pour fondateur un ex-militant du Parti radical et franc-maçon, René Dumont, et Brice Lalonde, le rejeton d'une riche famille d'industriels, la famille Forbes, dont la mère est la tante du milliardaire américain que vous connaissez bien, John Kerry, le secrétaire d'Etat d'Obama.

Que EELV soit devenu un satellite du PS n'a dès lors rien d'étonnant pour compter dans ses rangs plus encore de bourgeois et grands bourgeois, ils se retrouvent en famille.

...aujourd'hui de LREM.

Le 4 mai 2017

Voter Macron pour la République, sans illusions – Par "Une cinquantaine de personnalités" - Libération 02.05

Parmi les premiers signataires Esther Benbassa, sénatrice EELV, universitaire, Pierre Serne, conseiller régional EELV d'Île-de-France, ancien responsable de la fédération des associations LGBT européenne, David Cormand, secrétaire national d'EELV, Denis Crouzet, professeur universitaire, Cécile Duflot, ancienne ministre, députée EELV de Paris, Eva Joly, députée européenne EELV

Ils l'ont réclamé, Macron l'a fait

Le 10 février 2014

- EELV réclame « un pacte de responsabilité écologiste et social » - LeMonde.fr 09.02

Il fallait deux ans supplémentaires pour que cette pourriture soit à point ou que la propagande prenne.

Le 8 juin 2017

- EELV "n'a pas eu le même culot" que Macron, déplore Cohn-Bendit - AFP 07.06

Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

Le 25 mai 2019

La finance, mon ennemi !

Yannick Jadot (EELV) : "L'écologie que je porte, elle combat le capitalisme financier" - Franceinfo 20.05

EELV "l'alternative à Macron" dans le cadre du néolibéralisme.

EELV a-t-il pris la grosse tête? La réponse de David Cormand - Le Huffington Post 04.06.2019

Pour le patron des écolos, "l'outil parti EELV doit se métamorphoser" pour confirmer son bon score aux européennes. Et s'affirmer comme l'alternative à Macron.

Vous prônez désormais le “dépassement d’EELV” pour bâtir un grand mouvement de l’écologie politique. C’était précisément ce qu’aurait dû être EELV à sa création en 2009...

Ce qui a changé par rapport à 2009, c’est que nous avons tiré les leçons de l’échec d’Europe Écologie-Les Verts, dont l’ambition initiale n’a pas franchement été couronnée de succès. Désormais, nous savons que l’unité est notre bien le plus précieux.

LVOG - A la question posée : Justement, quelle est la ligne portée par EELV aujourd’hui? Cormand n'a pas de réponse, il évite soigneusement d'y répondre. Son discours est creux, volontairement évasif répétant qu'il veut appliquer "l’écologie politique" sans en préciser le contenu, et pour cause puisqu'il s'agit de justifier la politique néolibérale que l'oligarchie entend imposer à l'échelle planétaire.

"Les conditions sont prêtes pour qu’émerge de façon indépendante l’écologie politique" ou encore "c’est l’affirmation de l’écologie politique comme une offre politique en soi". Il affirme que c'est "une offre politique qui est différente" des autres courants politiques sans qu'on sache en quoi et qui se résume à "un nouvel espoir politique", plus démagogue tu meurs !

Il apporte tout de même quelques précisions sur la nature et l'orientation de leur engagement politique quand il dit "nous ne voulons pas nous adresser seulement à ceux qui se sentent orphelins de la gauche", on s'en serait douter, merci, mieux, "il y a des gens qui ont pu voter à droite et qui sont perdus face aux offres de droite. Nous voulons également les convaincre", certainement pas en proposant une véritable politique de gauche qui romprait avec le capitalisme, la Ve République et l'UE, mais bien l'inverse, là le réactionnaire se dévoile un peu, il y est bien obligé à un moment donné. La suite va le confirmer.

A la question suivante : Eric Piolle, le maire écolo qui gère Grenoble avec la France insoumise, parle “d’arc humaniste”. C’est un modèle? Il répond : "La leçon que je tire de son action, c’est que sans les citoyennes et les citoyens rien ne sera possible.", la principale leçon qu'a tiré Macron en organisant son Grand débat nationale, ainsi que les différentes initiatives qu'il a annoncées qui se situent dans son prolongement, afin d'associer "les citoyennes et les citoyens" à la mise en oeuvre de sa politique, bref le corporatisme ou à l'échelle locale comment appliquer la politique définie par Macron.

Je n'invente rien, il le dit lui-même "Si l’écologie porte une vision et des solutions globales, nous avons toujours pensé que notre projet implique d’agir localement pour construire des alternatives", ou encore "C’est aux femmes et aux hommes qui agissent et réfléchissent sur le terrain de dire comment on fait au niveau local pour construire des territoires résilients qui pensent et font la transition, bâtir du municipalisme et ainsi faire vivre la démocratie et la citoyenneté" dans le cadre des institutions en place et du capitalisme.

Quand on lui demande si "localement, des militants EELV pourront s’allier avec des macronistes...", il ne peut que répondre que négativement pour ne pas éventer leur escroquerie politique, bien entendu leur "projet politique ne peut rien avoir à faire avec les droites ou des libéraux", soit qu'il en sera la copie conforme maquillée, soit il consistera à proposer des mesures inapplicables sans renverser le capitalisme ou rompre avec le régime, et comme ce n'est pas leur objectif, elles demeureront à l'état végétatif

à l'instar de LFI et Cie. Et ils auront le beau rôle d'ajouter qu'il faudrait qu'il soit au pouvoir pour se donner les moyens de les appliquer, bref ils n'y seront pour rien ou personne ne pourra leur reprocher, les bonnes intentions faisant oublier qu'on est en présence d'illusionnistes ou d'agents du régime et le tour sera joué, c'est en tout cas ce qu'il pense ou espère.

Pour que l'imposture perdure, il termine en affirmant que "l'écologie sera la clef des prochaines municipales et pas seulement à Paris. Nos villes et nos villages ont besoin de prendre le virage de l'écologie" au lieu de celui du socialisme qu'il est censé faire oublier, raison de plus pour démasquer ces agents de la réaction et faire la propagande en faveur du socialisme, qui est la seule alternative au capitalisme.

Le Huffington Post 04.06.2019

Quelques causeries et infos en bref depuis 2009 sur EELV.

Un précédent. Un produit du marketing médiatique.

Le 9 juin 2009

(Au lendemain des élections européennes)

Comment mieux ancrer la petite bourgeoisie et la jeunesse au char du capitalisme en putréfaction ?

"Europe écologie : un vote "apolitique". ", il faudrait dire un vote "manipulé" par le biais d'un film sur l'environnement (Home) diffusé 48h avant le scrutin, les médias qui ont fait un tapage sur le très réactionnaire Daniel Cohn-Bendit présenté comme un progressiste, et les amis du Président et de l'UMP, Yann Arthus-Bertrand et Nicolas Hulot en tête dont les activités sont financées par... des multinationales !

Le 13 avril 2010

Le ver était déjà dans le fruit, suite.

1- Qui a dit : "...soyons francs : sans les médias, Europe Écologie n'aurait pas pu exister".

Réponse : Cohn-Bendit interrogé par lepoint.fr le 12 avril.

2- D'où viennent les Verts : "L'idée d'une 'coopérative écologiste' avancée par Daniel Cohn-Bendit est juste quand elle permet de rappeler notre héritage tiré du mouvement autogestionnaire", selon Mme Duflot dans une lettre publiée lundi sur le site du "Monde". (AP 12.04)

Le 21 août 2010

Le ver du capitalisme était dans le fruit.

1- Vendredi, Daniel Cohn-Bendit lors des Journées d'été d'Europe Ecologie. "La réalité est complexe, et les slogans sont bêtes. Dire que nous sommes anticapitalistes, par exemple, c'est bête." (Reuters 20.08)

2- Gabriel Cohn-Bendit, président des Amis d'Europe Ecologie.

Lefigaro.fr : Selon vous, quelle forme le futur rassemblement doit-il adopter ?

Pour moi, il devra d'abord s'appeler Europe Ecologie. Les Verts doivent comprendre qu'il faut ouvrir une nouvelle page. Parmi eux, certains répètent sans cesse qu'il ne faut pas mélanger la gauche et la droite, qu'il faut se déclarer anti-capitaliste… Nous, nous leur disons : «Qu'est-ce que la gauche aujourd'hui ? Qu'est-ce que cela signifie de se dire anti-capitaliste ?» Aujourd'hui, ces clivages et ces slogans sont dépassés. Nous devons en finir avec ces petites phrases qui ne veulent plus rien dire. En Île-de-France, un militant Vert sur deux n'a pas renouvelé sa carte afin de rejoindre Europe Ecologie. Cela montre une évolution.

Lefigaro.fr : Jusqu'où le rassemblement peut-il s'étendre ?

Au moment des européennes, j'avais dit qu'on pouvait très bien aller de José Bové à quelqu'un comme Nathalie Kosciusko-Morizet, en passant par le MoDem. Mais la question n'est pas de savoir si Europe Ecologie doit s'ouvrir aux gens de gauche ou aux gens de droite. Si NKM aurait à mon sens sa place à Europe Ecologie, d'autres à l'UMP ou chez les villepinistes ne l'auraient

évidemment pas. (Lefigaro.fr 20.08)

3- Corinne Lepage, présidente de Cap 21.

Le Point.fr : Les Verts-Europe Écologie sont-ils toujours capables d'ouverture ?

Corinne Lepage : C'est la question que je leur pose : "Est-ce que vous êtes prêts à un grand arc républicain ?" Mais j'ai le sentiment que les Verts ont gagné la bataille. Ils vont prendre l'appareil. C'est pour ça que Dany Cohn-Bendit râle. Le problème, c'est qu'Europe Écologie n'est pas une force organisée face à l'appareil des Verts, très organisé, lui, et extrêmement dur. Si les Verts ont accepté la fusion, c'est pour mettre leur structure à disposition d'EE. Ça n'a plus grand-chose à voir avec le rassemblement que voulait Dany.

Le Point.fr : Que pensez-vous d'une ligne "anticapitaliste", prônée par certains Verts ?

Je ne suis clairement pas anticapitaliste. Le capital, ce n'est pas un gros mot. Il faut arrêter ! On a besoin d'un capitalisme entreprenarial. De même qu'il faut se pencher sur les questions de sécurité. (Lepoint.fr 20.08)

Le 21 septembre 2010

(...) En clair, le futur mouvement écolo sera un parti politique classique ouvert à toutes les personnes partageant ses idées sans pour autant avoir pris leur carte de membre.

"A la différence du NPA où il y avait un verrou de la part des militants LCR, nous avons choisi de lier le fonctionnement démocratique d'un parti à l'ouverture d'un réseau. Il y a une dynamique collective", précise Jean-Vincent Placé.

"Des postes-clés à la direction iront à des non-Verts", explique encore Yannick Jadot, proche de Daniel Cohn-Bendit. Pour l'instant, il existe un texte, encore à débattre, qui fixe la ligne du mouvement. Ce texte fustige tant le "libéralisme économique" que le "socialisme étatique".

(...) Yannick Jadot dit lui que les écolos ne sont "pas dans le ni-ni" mais dans "une troisième voie" entre le libéralisme et le socialisme.

Non. Si Yannick Jadot dit "refuser le bipartisme", il affirme que ses alliances "sont à gauche" tout en adoptant une "pensée autonome". (Lepost.fr 20.09) (...)

Le 11 juin 2011

Ce sont donc un peu moins de 33 000 sympathisants écologistes qui pourront départager les quatre candidats à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts qui se tient courant juin par Internet et par courrier (...)

Ils seront environ "32 900" à pouvoir participer à la primaire, dont 15 000 adhérents, 16 000 "coopérateurs" EELV (sympathisants non adhérents) et 600 militants venus du Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter, a indiqué Alexis Braud, responsable de la commission primaire à EELV. (...)

En 2009, les écologistes ne comptaient que 8000 adhérents. Ils étaient 15 000 militants et seulement 2000 "coopérateurs" il y a encore un mois. (lexpress.fr 10.06)

Le 26 juillet 2012

Depuis le début de l'année, soutiennent-ils, «EELV a perdu 50 % de ses adhérents et 80 % de ses coopérateurs», ces derniers ayant adhéré en 2011 au mouvement pour pouvoir choisir le candidat à la présidentielle.

(...) Placé estime qu'à la fin de l'année, EELV «devrait se stabiliser au-delà de 10.000 adhérents.» (lefigaro.fr 25.07)

Le 17 novembre 2013

Les 10 000 adhérents d'EELV étaient invités à choisir samedi entre les sept motions et étaient appelés à désigner les 600 délégués au congrès qui prendront les décisions finales à Caen (30 novembre et 1er décembre). Selon plusieurs sources, "moins de 50 %" des adhérents se sont déplacés pour voter. La direction n'était pas en mesure samedi de donner les chiffres exacts. lemonde.fr 16.11

Le 6 avril 2015

EELV appendice du PS. Sa survie dépend de son soutien inconditionnel au régime. Son existence est artificielle, il la doit uniquement au PS. Le PS se présente dorénavant comme un parti néolibéral populiste .

EELV n'a pas d'autre alternative que d'adopter sa politique, toute sa politique ultra réactionnaire. Il est donc normal que ses dirigeants qui acceptent d'emblée cette soumission totale montent au créneau, en somme ils n'ont jamais fait autre chose.

- Placé: EELV donne "une mauvaise image", est "en mort clinique" - AFP

(...) - Pour Noël Mamère, "le logiciel de la gauche traditionnelle est périmé" - Francetv info

"Ce n'est pas le logiciel de Manuel Valls qui est périmé, c'est le logiciel de la gauche traditionnelle", assène Noël Mamère en écho aux critiques formulées par sa consoeur Cécile Duflot à l'encontre du Premier ministre. Invité de l'émission "C Politique" sur France 5, dimanche 5 avril, le député écologiste a fustigé "une gauche archaïque", "qui s'obstine" à mener une politique faite pour "les Trente Glorieuses". Francetv info 05.04

- Jadot "effaré d'appartenir" à EELV qui "donne la pire image" - AFP

Selon lui, Europe Ecologie-Les Verts est "agité par deux sensibilités: il faudrait être soit pro-Hollande, soit aspiré dans la gauche radicale".

"Les histoires d'appareil, de politique politicienne, ça dégoûte les gens", a-t-il estimé.

M. Jadot, qui a pointé une "haine des socialistes" au sein d'une partie d'EELV.

Aux régionales de décembre, "il faudra faire un accord (avec le PS) sur des coalitions de projet au second tour", à part dans "une ou deux régions où la menace (du FN) est telle" qu'il faudra selon lui s'entendre dès le premier. AFP 05.04

Le 14 juin 2016

Vert est mon business

- EELV élit son nouveau patron, espère un nouveau départ - Reuters

David Cormand a été élu samedi secrétaire national d'Europe Ecologie Les Verts (EELV) au cours d'un congrès qui devait offrir un "nouveau départ" à la formation écologiste, d'après son porte-parole, Julien Bayou.

David Cormand, dont la motion a reçu 60,05% des voix, occupait ce poste par intérim depuis le départ d'Emmanuelle Cosse pour le gouvernement, le 11 février dernier.

"C'est un nouveau départ", a déclaré à Reuters Julien Bayou, qui a été confirmé samedi dans son rôle. "C'est un congrès qui acte une clarification sur une rupture très claire avec le gouvernement", a-t-il ajouté.

Divisé entre les "réformistes" pro-gouvernement et les "contestataires" favorables à une rupture claire avec le Parti socialiste, EELV a traversé en 2015 une année noire, marquée par le départ de plusieurs de ses responsables.

L'entrée d'Emmanuelle Cosse au gouvernement, où elle est désormais ministre du Logement, a achevé de plonger le parti dans la crise. Puis EELV a perdu fin mai son groupe à l'Assemblée nationale, après le départ de six de ses membres vers le groupe socialiste.

Dans un entretien au Point samedi, le député François de Rugy, ex-EELV, estime que le parti "s'enfonce dans une dérive gauchiste basée sur l'éthique protestataire".

"On est dans le registre du suicide politique", ajoute-t-il.

Une analyse que rejette Julien Bayou. "On est plutôt phénix que suicidaire", assure-t-il.

Fort de sa nouvelle équipe, EELV entend soutenir une candidature écologiste à l'élection présidentielle de 2017, qui pourrait émaner de la société civile comme de son mouvement, indique son porte-parole. Reuters 13.06

Le 4 septembre 2018

Sondage truquée ou fabriquée.

Par un sondage BVA diffusé vendredi 31 août commandé par Orange, RTL et La Tribune, le plus sérieusement du monde, on apprend que la popularité de l'ensemble des partis politiques est à la baisse à l'exception notamment d'EELV qui gagne 1% à 35%.

Or ce micro-parti de moins de 10.000 adhérents ne dépasse pas 5% sur le plan électoral, et s'il a une poignée d'élus c'est uniquement dû à des alliances avec le PS, le PCF ou LFI. Bref, il est quasiment inexistant.

Le résultat de ce sondage est donc assimilable à une fausse nouvelle (fake news). Sans avoir besoin de le vérifier, on devine que la question était posée de telle sorte que les personnes interrogées devaient se prononcer davantage sur l'écologie plutôt que sur les écologistes d'EELV. (...) (Source : AFP 31 août 2018)

Le "ni libéral ni productiviste"

Le 16 juin 2009

Pour un peu on croirait que le PS serait mort, bonne nouvelle, sauf que la relève est déjà assuré par les réactionnaires d'Europe écologie !

(...) Les petits-bourgeois illusionnistes sont "ailleurs", dans le camp du corporatisme.

Devant le conseil national des Verts, samedi 13 juin, à Paris, Cécile Duflot a dit "notre objectif est simple : faire mieux en construisant une nouvelle force dépassant les clivages traditionnels".

Les mots sont lâchés : il s'agit de s'appuyer sur le succès électoral pour dépasser les Verts, petit parti marginal, rendu incapable par ses divisions et ses postures radicales de "jouer dans la cour des grands". Mais aussi de tourner la page de son histoire commune avec la gauche. Les régionales de 2010 donneront l'occasion de tester la formule. Les Verts entendent se placer au centre pour négocier au mieux, convaincus qu'ils sont désormais "force pivot". "Il n'y a plus d'alliés naturels mais des alliés potentiels qui doivent rejoindre les solutions écolos", a lancé Jean-Paul Besset, député européen du Centre et ancien bras droit de Nicolas Hulot.

La formule va "tout à fait" à M. Placé : "Nous présenterons un maximum de listes de rassemblement des écolos. On va voir qui porte les propositions de la gauche", assure-t-il. "Ni libéral ni productiviste, on se situe à équidistance du Front de gauche, du PS et du MoDem", résume M. Jadot.

La nouvelle posture a séduit les cadres des Verts qui ont voté - fait exceptionnel - à l'unanimité la résolution politique comme celle sur les régionales. Les écolos se veulent désormais "ailleurs". Seul Noël Mamère, député de Gironde, a fait part de son désaccord : "L'objet politique que nous sommes en train de construire n'est pas fini. Mais nos valeurs sont celles de la gauche, notre camp est celui de la gauche." (Le Monde 15.06)

Le PS étant totalement discrédité, il faut bien qu'un parti prenne la place pour continuer d'entretenir l'illusion que les classes sociales n'auraient plus d'intérêts distincts pour fournir une majorité au régime et tenter d'assurer sa stabilité.

Le 11 octobre 2009

Le président du MoDem, François Bayrou, se déclare ouvert à un accord avec les Verts dans certaines régions à l'occasion des élections régionales de mars 2010 en France.

"Le choix que j'ai fait depuis longtemps, c'est celui du rassemblement. Être soi-même, et en même temps faire tomber les murs, dépasser les frontières", déclare dans un entretien au Monde daté de dimanche.

"Mon idée de l'ouverture est exactement le contraire (de celle de Sarkozy - Ldc): la situation de la France est tellement grave qu'il sera impératif de traiter la crise sous forme d'une union nationale", ajoute le leader centriste. (Reuters 10.10)

Le 26 octobre 2019

Complément à la causerie de ce matin que vous trouverez plus loin.

Il y a huit jours environ dans une causerie, j'avais indiqué qu'on pouvait peut-être se servir des propos contradictoires de N. Hulot et Y. Arthus-Bertrand, et bien c'était une erreur. Pour tout vous dire, j'ignorais totalement jusqu'à dimanche après-midi quelle proportion avait pris la propagande en faveur du "capitalisme vert", cette nouvelle mouture du néo-capitalisme. Je m'en explique.

(...) J'en étais resté à Ushuaïa, à l'exposition de Y. Arthus-Bertrand aux abords du jardin du Luxembourg à Paris, à ses photos et son dernier Home, sans oublier le Grenelle de l'environnement de Sarkozy, le rôle qu'a joué la liste Europe écologie aux dernières élections européennes et tout dernièrement la taxe carbone.

Cependant je pensais à tort que cette question était restée marginale. Je savais bien que la fondation d'Hulot était directement ou indirectement financée par TF1, j'ignorais qu'il bénéficiait gracieusement de financement de toute une flopée de multinationales. Je ne pouvais pas deviné qu'ils passaient leur temps dans les allées du pouvoir, qu'on les voyait toutes les semaines à la télé, qu'ils étaient omniprésents dans la presse, c'est seulement cet dimanche 25 octobre que je me suis rendu compte de l'ampleur que cette question avait prise grâce à un camarade qui m'a envoyé l'adresse d'un portail critique sur l'action d'Hulot et son équipe (http://www.pacte-contre-hulot.org). J'ai manqué de curiosité ou je n'ai pas été suffisamment vigilant.

Ils nous refont le coup du néo capitalisme, comme au début des années 90, mais cette fois le capitalisme serait "vert", donc plus acceptable au moment ou sévit la plus formidable crise de l'histoire du capitalisme, à croire qu'ils n'étaient pas capables d'inventer mieux pour tromper les masses.

Je ne comprends pas qu'on ne tire pas à boulets rouges dessus, qu'on n'y consacre pas des articles chaque semaine pour informer travailleurs et militants, je me demande comment il faut qualifier ce non-dit. Cette question est importante et la négliger relève de l'irresponsabilité, elle fait partie de la stratégie du capitalisme pour nous asservir davantage, elle s'adresse en priorité aux petits bourgeois qui voudrait bien vivre mieux en s'en foutant d'être sous un régime capitaliste, du moment qu'il peut encore satisfaire la plupart de ses besoins sans être trop exigeant. En même temps, il le ponctionne ou l'amarre plus solidement au capitalisme, c'est le revers de la médaille et le réservoir des voix du régime. Pire, ils n'hésitent pas à utiliser nos enfants pour tenter de nous culpabiliser, alors que le pourrissement de notre environnement est avant tout le produit de l'anarchie de la production capitaliste et la soif insatiable des exploiteurs de réaliser des profits par n'importe quel moyen.

Dorénavant, en plus du combat contre le régime et les institutions, contre l'opportunisme et le centrisme, il faut mener le combat contre cette tentative de redorer le blason du capitalisme en le parant d'une étiquette "écologique". (...)

Le 12 novembre 2010

3- Verts-Europe Écologie.

3.1- Poubelle recyclable. De "l'entre-soi" à l'entrejambe UMP-PS-MoDem.

Interview du Figaro du député Verts Yves Cochet, extraits.

Question : En attendant, ce nouveau parti semble être fait pour les militants. Ne craignez-vous pas d'oublier les nouveaux électeurs d'Europe Écologie venus de divers horizons ? Réponse :Bien au contraire ! L'entre-soi a été le drame des Verts durant des années. Notre nouvelle organisation est donc moins partisane que nous ne l'étions. Plus de la moitié de nos organes, comme ceux de la Coopérative, est ouverte aux non-adhérents. L'appartenance à un autre parti, que ce soit l'UMP, le PS ou le MoDem, est même possible pour les coopérateurs ! C'est dire si nous sommes ouverts…

(...) 3.2- La décomposition de la société comme modèle.

Le député européen Daniel Cohn-Bendit a affirmé dans Le Parisien de jeudi que «le sectarisme n'a pas disparu chez les Verts». «L'idée avec cette fusion, c'est d'organiser un parti de réseau, une coopérative politique», a-t-il expliqué sur RTL.

«La construction est encore devant nous».

Le 14 novembre 2010

(Lors des Assises nationale du rassemblement des écologistes au palais des congrès de Lyon, le 13 novembre 2010)

1.2- Ils sont tout simplement des adeptes du capitalisme.

«Nous ne sommes pas de gauche, nous ne sommes pas de droite. Nous sommes nous, intransigeants avec les productivistes qu'ils soient de gauche ou de droite.» Et l'ex-leader de 68 de réclamer un droit d'inventaire sur le clivage droite/gauche:

«Si on prend la pauvreté, l'inégalité, il y a un vrai clivage traditionnel. Si on prend les problèmes sociaux, l'écologie politique se place sur le terrain de la gauche et contre la droite qui fait grandir les inégalités» a-t-il lancé.

En revanche «si on prends la lutte pour la démocratie et les droits de l'homme, le clivage ne veut plus rien dire. Rappelez-vous tous ceux de gauche qui ont soutenu je ne sais quel totalitarisme de gauche. Nous ne sommes pas de droite nous ne sommes pas de gauche nous sommes pour l'écologie politique intransigeante sur les droits de l'homme.» (Libération.fr 13.11)

(...) 1.4- Institutionnaliser la collaboration de classes qui profite toujours à la classe dominante. Entretien avec l'eurodéputé Jean-Paul Besset, proche de Nicolas Hulot, pressenti pour présider le parlement du nouveau parti.

Q. Quel est le sens de la présence de Nicolas Hulot à Lyon samedi ? (Hulot grand "ami" de Chirac, Bouygue et Cie.,)

R. (...) Il connaît l'histoire de ce mouvement et sait que son action n'est pas pour rien dans sa naissance. Dès ce jour du baptême d'Europe Ecologie-les Verts, il s'agit pour lui de rappeler la nécessité d'un dialogue permanent entre cette nouvelle force de l'écologie politique et les représentants de la société civile, les ONG et les associations.

Q. Pourquoi avoir claqué la porte au nez de Corinne Lepage ? (ex-ministre de l'Environnement d'un gouvernement de droite (1995-1997))

R. Beaucoup de militants de Cap 21 sont déjà avec nous. On veut que ce soit un mouvement souple et ouvert sur la société. Tout le monde est là. Antoine Waechter sera là. Je ne comprends pas que Corinne Lepage préfère rester dans son huis-clos.

Q. Cette maison de l'écologie est-elle à gauche ?

R. Le défi, c'est de constituer une force d'influence à partir du projet de transformation écologique de la société. Qui ne se définit pas par rapport à la gauche et à la droite. L'enjeu est de confirmer l'existence de l'autonomie stratégique et programmatique de l'écologie politique. Comme c'est le cas en Allemagne ou au Brésil. Ensuite, on passe des alliances et des partenariats. (...)

Face au ronron binaire gauche-droite, on compte faire entendre un rythme à trois temps.

Le 14 juin 2011

(...) José Bové est le leader de l'aile altermondialiste au sein de la coopérative d'Europe Ecologie - les Verts (EE-LV). Il explique pourquoi il soutient Nicolas Hulot à la primaire écologiste. (quoi de plus naturel : l'altermondialisme et Hulot sont financés par des multinationales !)

Pourquoi choisissez-vous Nicolas Hulot ?

Dans le contexte de 2012, il est le candidat le mieux à même de représenter la diversité de l'écologie. A partir des européennes de 2009, nous avons entamé une évolution qui a permis, à l'initiative de Dany Cohn-Bendit et avec le soutien de Cécile Duflot, d'élargir le champ politique de l'écologie. Rassembler des gens qui étaient membres de partis et issus du mouvement associatif ou social, comme Eva Joly, Yannick Jadot ou Sandrine Bélier, a permis de montrer que tous ces engagements allaient dans le même sens, même s'ils avaient pris des chemins différents (en se situant tous à droite, puisqu'aucun n'entend rompre avec le capitalisme) . Ce mouvement s'est renforcé aux régionales avec Robert Lion à Paris, Philippe Meirieu à Lyon ou Laurence Vichnievsky à Marseille. A chaque fois, on a démontré notre capacité à ouvrir et à élargir. Si on veut être fidèle à cette dynamique, c'est avec Nicolas Hulot comme tête de liste. (Fidèle à l'idéologie qu'ils partagent)

On vous attendait plus du côté d'Eva Joly, l'ex-juge en lutte contre les puissants, qu'avec Hulot, à l'image plus consensuelle…

J'ai dit pendant des mois que le meilleur candidat, c'était Eva Hulot ou Nicolas Joly. Je ne les oppose pas. Eva fait déjà partie de la grande famille de l'écologie. Si aujourd'hui on veut être capable de faire un saut qualitatif de plus pour permettre à des tas de gens de voter pour la première fois écologiste (détourner les travailleurs des questions politiques déterminantes au profit de questions de sociétés que le capitalisme pourrait régler, une escroquerie politique de fait, autrement dit ils roulent pour le capital) , à mon sens, c'est avec Nicolas. Il peut incarner les nouveaux électeurs d'EE-LV grâce à son parcours : il a été animateur de télé, sa fondation a été subventionnée par de grands groupes, mais il est arrivé à un engagement clair dans la famille écologiste. Et il est pour l'heure impératif de renforcer le vote écologiste au premier tour, afin d'aboutir non pas une alternance, mais une alternative politique en 2012. (l'opération consiste à la fois a attiré les jeunes électeurs qui pourraient être tentés de voter FG, NPA ou LO, et à détourner les couches moyennes attentives aux questions environnementales qui seraient tentées de voter PS, bref d'affaiblir tous ces partis pour le compte du candidat de l'UMP qui risquerait sinon de ne pas passer le 1er tour, autrement dit ils roulent pour le candidat officiel du capital, Sarkozy.)

Qu'il ait envisagé un duo avec Jean-Louis Borloo ne vous chiffonne pas ?

Il n'a jamais caché avoir rencontré Borloo et en avoir tiré la conclusion qu'il n'y avait pas de possibilité de ce côté-là d'avancer vers la mutation écologique à laquelle il aspire. Et il a refermé la porte. A La Rochelle, il a joué la transparence, et un mauvais procès d'intention lui a été fait. Le même avait été intenté avant les européennes à Eva Joly, quand certains s'étaient offusqués qu'elle ait eu des contacts avec Bayrou.

(Le seul fait de rencontrer deux représentants du capital suffit à comprendre quels intérêts représentent EE-LV : ceux du capital auxquels ont lié leur sort les couches de la petite bourgeoisie qu'EE-LV représente.)

En 2007 vous étiez candidat «antilibéral», comme Olivier Besancenot. Vous vous êtes recentré à Bruxelles ? Moi, j'ai l'impression de ne pas avoir changé. Il est vrai que quand on se regarde, on trouve que ça va toujours ! (autrement dit, derrière sa fausse modestie, il reconnaît faire partie du club des imbéciles heureux !) La vraie rupture c'est ce qu'il s'est passé en 2009 : la capacité à proposer une alternative globale avec l'écologie, tout en étant pragmatique dans la façon d'y parvenir. J'ai toujours dit qu'il fallait être radical et pragmatique. Je ne change pas. Et Nicolas Hulot dit la même chose, à sa manière. Dans son dernier film, le Syndrome du Titanic, il est dans une critique globale et sans ambiguïté du mode de développement.

(on sent poindre chez Bové l'impatience vulgaire du petit bourgeois qui est prêt à tout pour arriver à ses fins, ici pragmatique à même valeur qu'éclectisme, et chez lui dans la pratique le pragmatisme l'emporte sur la radicalité qui n'est qu'une posture, une forme d'opportunisme, c'est ce que prouve son soutien à Hulot qui n'a pas changé dit-il, l'ami des Bouygue et du gang du Fouquet's, merci au passage pour cette précision qui ne s'imposait pas. En fait, on a à faire à l'idiot du village qui estime que pour faire avancer les valeurs auxquelles on croit, on devrait saborder nos principes, notre idéologie et notre morale et adopter ceux de la classe dominante, car les leurs seraient finalement compatibles avec nos valeurs, un non-sens de toute évidence, sur le plan politique une capitulation ou un ralliement au capitalisme.)

Le 13 juillet 2011

Verte est l'illusion "au-delà des frontières politiques"

Eva Joly a remporté une victoire assez large face à Nicolas Hulot à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts, avec 58,16% des voix. "Eva Joly a fait une campagne interne très axée sur la gauche identitaire, maintenant son salut pour la campagne présidentielle c'est d'être ouverte et se servir de la complémentarité avec Nicolas Hulot", souhaite Virginie Votier, récemment passée du MoDem à EELV, qui milite pour une écologie "au-delà des frontières politiques". (liberation.fr 12.07)

Le 1er octobre 2011

En famille

Interview de Cohn-Bendit au Monde.fr:

C'est vrai que les Grünen ont toujours dit que leur indépendance, leur autonomie, leur permettaient, au cas par cas, des alliances avec les chrétiens-démocrates [qui sont à droite]. Mais dans ce pragmatisme que vous soulignez, le système politique joue un rôle majeur. Grâce à la proportionnelle, les Grünen sont présents dans toutes les villes, toutes les régions d'Allemagne, et cela permet de faire émerger des majorités différentes. Les Verts allemands travaillent avec la gauche à Francfort, avec la droite à Hambourg.

Le système électoral français est simplificateur et dommageable pour la démocratie. Car les Verts français se trouvent amarrés à gauche, mais qui peut affirmer sans rire que, localement, des majorités constituées de Verts, de centristes et d'une partie de la droite modérée ne fonctionneraient pas ? (...)

Il y aura peut-être, sans doute, une recomposition du paysage politique en France. Et à ce moment-là, il faudra m'expliquer en quoi on ne peut pas travailler avec un Michel Barnier [membre de l'UMP et commissaire européen au marché intérieur et aux services], avec une Nathalie Kosciusko-Morizet [ministre de l'écologie].

En Allemagne, l'expérience nous montre que le partage du pouvoir fonctionne mieux avec la CDU [Union chrétienne démocrate] qu'avec le SDP [Parti socialiste démocrate, classé à gauche]. Avec les sociaux-démocrates, on aboutit très vite à un accord, mais dès lors, les embrouilles commencent. Avec la droite, c'est long de signer un accord, mais ensuite, ça marche plutôt mieux. (...)

Les Grünen ont en effet voté ce qu'on appelle ici la "règle d'or". Nous, en allemand, on parle de "frein à la dette". Parler de "règle d'or", c'est du mysticisme ! Mais il ne faut pas faire passer les Verts français pour les laxistes qu'ils ne sont pas : Eva Joly souhaite réduire la dette publique de 1 point de PIB par an. Il est donc faux de dire que les Verts français n'ont pas tiré

de conséquences de la crise. Mais il leur faut aller plus loin. (...)

Mais, comme l'ont fait les Grünen en acceptant un allongement de la durée du travail, les Verts français doivent évoluer, en particulier sur les retraites, dossier sur lequel je les trouve totalement bloqués. (...)

C'est toujours la même histoire. Il faut s'adapter pour arriver au pouvoir et y rester, mais pas trop. (lemonde.fr 29.09)

Il a raison, au pouvoir ou dans l'opposition, quand on est bien placé cela rapporte autant ou presque ! Quel réactionnaire celui-là !

Le 8 août 2012

EELV. Ils décrochent la palme de la mystification en déclarant que le TSCG serait "apolitique".

«Ce traité, c'est quoi au juste? C'est un texte qui faire disparaître la politique budgétaire de la France. En tant que fédéraliste, les transferts de souveraineté ne me posent pas de problèmes. Mais, dans ce cas précis, je constate que l'Europe n'a pas de politique économique à proposer. Ce traité est apolitique.» Jean-Vincent Placé, président du groupe Europe Ecologie-Les Verts (EELV) au Sénat, fait partie des écolos qui ne voteront pas le traité européen. (lefigaro.fr 06.08)

L'oligarchie financière, Draghi, Barroso, Merkel, Monti, Rajoy, Sarkozy, etc. auraient concocté ou ratifié un traité européen "apolitique", vaut mieux en rire qu'en pleurer, ils sont vraiment complètement dégénérés à EELV.

Le 28 août 2014

En famille à la mangeoire. Un clonage n'est jamais parfait.

- De Rugy, Placé, Lambert : ces écologistes coincés entre EELV et le PS - Francetv info 27.08

- De Rugy quitte les Verts: «Les écologistes ont besoin du PS pour exister» - 20minutes.fr 27.08 - De Rugy quitte EELV et sa "dérive gauchiste", scission des écologistes enclenchée - AFP 27.08

François de Rugy, l'un des leaders d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), a claqué la porte de son parti en l'accusant de "dérive gauchiste", aggravant la crise qui touche un mouvement écologiste profondément divisé sur la participation au gouvernement et l'alliance avec le Front de gauche aux régionales.

"Son positionnement, c'est pas entre gauchisme et écologie, mais entre écologie et François Hollande, et finalement (de Rugy) a choisi", a taclé David Cormand, proche de Cécile Duflot. AFP 27.08 (...)

Le 30 août 2014

En famille. Quand on est de droite, il faut l'assumer jusqu'au bout en prenant exemple sur Hollande, Valls, Fabius et Macron.

Tout comme le réformisme, l'écologisme politique est une mystification. Ils ont comme fond commun : la soumission à l'ordre établi à défaut de l'affronter.

Il y a un penchant qui ne "dévie" pas : Celui pour la gamelle des affairistes !

- Jean-Vincent Placé quitte à son tour Europe Ecologie-Les Verts - Reuters

- EELV en plein délitement avec le départ de Placé et Rugy - AFP

"On voit bien que la dérive qui est à l'oeuvre chez EELV c'est une dérive où l'écologie se perd dans la gauche radicale, etc.

Aujourd'hui nous allons pouvoir refonder un mouvement authentiquement écologiste", a encore déclaré M. Placé, promettant de "rassembler". AFP 28.08

Il y a ceux qui assument leur imposture, et il y a ceux qui estiment qu'il faut la pousser encore plus loin en la renouvelant sans cesse. (...)

Le 22 septembre 2014

Opération diversion ou quand la Vert-mine fait la retape pour le compte des chefs d'Etat

- Nouveau record des émissions de CO2 en 2013 - LeMonde.fr

- Marche pour le climat à Paris : « Chefs d'Etat, agissez ! » - LeMonde.fr

La « Marche du peuple pour le climat » s'est tenue à Paris dimanche 21 septembre. Aux côtés de personnalités comme l'écologiste Nicolas Hulot ou le chanteur Patrice, les manifestants – qui étaient entre 5 000, selon la police et 25 000, selon les organisateurs – ont défilé pour lancer un appel aux chefs d'Etat qui se réuniront lors d'un sommet extraordinaire de l'ONU sur le changement climatique, mardi 23 septembre.

« Cette marche est un signal de la société civile pour appeler le gouvernement français à faire preuve d'un leadership fort sur le climat", explique Marie Yared, chargée de campagne d'Avaaz, l'ONG à l'origine de la mobilisation. LeMonde.fr 21.09

Qui est Avaaz ? (Lire en détail, plusieurs pages, dans la causerie du 22 septembre 2014)

Le 7 janvier 2016

Toujours plus à droite.

- Besset, cofondateur d'EELV, claque la porte du parti écologiste - AFP

Jean-Paul Besset, ancien député européen et cofondateur d'Europe Ecologie-Les Verts, claque la porte du parti écologiste, en évoquant un "devoir de retrait" d'un parti selon lui en proie à une "marginalisation groupusculaire", des "discours doctrinaires", des "caprices de star" et des "stratégies tordues".

Dans une longue tribune publiée dans Libération, ce proche de Nicolas Hulot retrace l'histoire de ce parti créé fin 2010 après le succès de l'alliance entre Les Verts et Europe Ecologie aux européennes de 2009 puis aux régionales de 2010, création à laquelle il avait participé au côté de Daniel Cohn-Bendit.

"A cette époque, les lignes avaient bougé au sein de la conscience collective", rappelle M. Besset, évoquant une "dynamique inattendue", une "maturation culturelle et sociale autour de l'impératif écologique", avec notamment le pacte écologique de Nicolas Hulot et le Grenelle de l'environnement.

"Las!", poursuit-il, "les figures imposées d'un parti dont la culture militante rangea vite ce qui le distinguait - l'écologisme - au rang d'accessoire eurent tôt fait de reprendre le dessus". "A peine né, le parti de l'écologie politique redevint Les Verts et se referma sur le pré carré des affrontements binaires, surjouant les réflexes d'appartenance à un camp plutôt que le dépassement et la convergence vers les nouveaux enjeux de l'intérêt général", analyse-t-il.

Pour lui, EELV s'est "inféodé à un "ancrage à gauche" nostalgique, se déchirant ad nauseam entre gauche vociférante ou gauche agonisante", dans une allusion au débat qui a agité le parti l'été dernier entre défenseurs d'un rapprochement avec le Front de gauche et partisans d'un retour dans le gouvernement de Manuel Valls. AFP 06.01

Le camp de la réaction.

Le 12 novembre 2009

Les Verts : un parti du capital.

Après le scrutin régional du 30 août, la Sarre aurait dû devenir le premier Land de l'ouest du pays à réaliser l'union de la gauche : les résultats avaient dégagé une nette majorité pour le bloc formé par le Parti social-démocrate (SPD), les Verts et la gauche radicale Die Linke, d'Oskar Lafontaine. Mais les écologistes sarrois ont tourné casaque.

Le ministre-président sortant, le chrétien-démocrate (CDU) Peter Müller, a été réélu, mardi 10 novembre, à la tête d'un nouveau gouvernement régional rassemblant les conservateurs, les Verts et les libéraux (FDP).

La CDU sarroise, quant à elle, se félicite du ralliement des Verts qui lui permet de rester au pouvoir malgré une perte de 13 points aux régionales.

Ils gouvernent la ville-Etat de Hambourg avec la CDU depuis 2008. (Le Monde 11.11)

Le 28 novembre 2009

Le ver était dans le fruit.

Après la Paca et le Languedoc-Roussillon, la Haute-Normandie est la troisième région où les adhérents de Cap 21, mouvement politique présidé par Corinne Lepage et vice présidente du MoDem, ont annoncé, mercredi 26 novembre, leur ralliement à la liste Europe Ecologie pour les régionales de mars. (Lexpress.fr 28.11)

Le 25 février 2011

C'est Cohn à dire !

Daniel Cohn-Bendit a indiqué ce jeudi sur LCI qu'il était "pour Dominique Strauss-Kahn" dans le cadre de la primaire PS. (Lexpress.fr 24.02)

Europe Ecologie-Les Verts (EELV) est assurément de "gauche", comme le FMI quoi !

Le 28 septembre 2011

En famille.

Jean-Vincent Placé, élu dimanche sénateur Europe Ecologie-Les Verts de l'Essonne, a souhaité lundi 26 septembre que la présidence de la commission des finances du Sénat soit confiée à la droite après le basculement à gauche du palais du Luxembourg.

Sur Public Sénat, M. Placé a proposé 'que la présidence de la commission des finances revienne à l'opposition', c'est-à-dire à la droite. Les écologistes veulent appliquer le même principe au Sénat qu'à l'Assemblée, où la présidence de la commission des Finances a été confiée à Jérôme Cahuzac (PS). (lemonde.fr 26.09)

Le 3 octobre 2013

Il est loin le temps où la CDU qualifiait les Verts de dangereux extrémistes. "Nous n'avons pas plus de différences avec les Verts qu'avec le SPD", a ainsi déclaré au magazine Focus Armin Laschet, vice-président de la CDU et membre de son aile progressiste. (...)

Les Verts ont en outre voté toutes les mesures présentées par Angela Merkel pour lutter contre la crise de l'euro. En au niveau local, les Verts ont déjà travaillé avec le camp conservateur. Ils ont dirigé Hambourg avec la CDU jusqu'en 2011. Reuters 07.10

Le 20 juin 2014

- Environnement: "Habemus Papam ecologicum", EELV salue l'encyclique du pape - AFP

Le 6 juillet 2014

EELV n'est pas en reste et vole au secours de l'UE.

- Grèce: Cosse accuse Hollande de n'avoir "pas été à la hauteur de l'enjeu" - AFP

Elle a fustigé "chaque dirigeant européen qui préfère cultiver son petit égoïsme national plutôt que de se battre pour que l'Europe reste l'Europe". "Nous voulons que la Grèce reste dans l'euro", a lancé Mme Cosse. AFP 05.07 (...)

Le 31 décembre 2015

- Jean-Vincent Placé déplore qu'EELV soit "le parti des Roms et de la Palestine" - Francetv info 18.12

Antisocial, anti-ouvrier.

Le 19 août 2011

Au diable le social, «l'urgence, aujourd'hui, est financière» !

Laurence Vichnievsky, porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts, estime que «la réduction de la dette nous oblige à revoir notre projet», qualifiant de «lubie» le retour à la retraite à 60 ans défendu par Eva Joly, des propos qui posent «souci» à Cécile Duflot, patronne d'EELV.

«Aujourd'hui, la réduction de la dette s'impose à nous comme un rappel au principe de réalité. Elle nous oblige à revoir notre projet, non dans ses principes, mais dans sa mise en oeuvre», écrit Mme Vichnievsky dans une tribune libre parue dans Libération jeudi.

«Le retour à l'âge légal de la retraite à 60 ans est une lubie, les créations d'emplois publics doivent être gagées par des suppressions de postes, les investissements publics doivent être financés, non par des économies à venir qu'ils sont censés générer ou par une affectation autoritaire sur l'épargne, mais par des recettes budgétaires concomitantes, les dépenses du système de santé et des collectivités locales doivent être maîtrisées», détaille l'ex-juge d'instruction et conseillère régionale EELV en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Certaines de ces propositions vont à l'encontre du programme de la candidate EELV à l'élection présidentielle, Eva Joly, qui demande par exemple «le retour de la retraite à 60 ans», contre 62 ans depuis la réforme de 2010. «Les marges dont nous disposons résident dans le choix d'une fiscalité plus écologique et plus juste», ajoute Mme Vichnievsky.

«Les revenus du capital et du travail doivent être taxés de manière égale et progressive. Les inégalités de fortune doivent être limitées par un impôt frappant l'ensemble du patrimoine, sans exonération, lui aussi progressif».

«L'urgence, aujourd'hui, est financière», conclut-elle. Interrogée sur cette tribune en marge des Journées d'été d'EELV à Clermont-Ferrand, Cécile Duflot, patronne d'EELV, a jugé «l'analyse de Laurence Vichnievsky étonnante», «elle n'est pas du tout en phase avec ce qui fait le corpus des écologistes». «Il y a un souci», a-t-elle ajouté. (...) (liberation.fr 18.08)

Le 5 avril 2012

Jean-Vincent Placé. "Nous (à EELV) quand on va voir les différents syndicats, on essaie de dire: 'C'est compliqué... On va réfléchir, on peut pas injecter de l'argent (...)'". (lexpress.fr 04.04)

Le 10 avril 2012

Daniel Cohn-Bendit critique le raisonnement du Front de gauche, qui "vient de signer un texte contre la décentralisation" et "prône la renationalisation de l'ensemble du secteur de l'énergie, qui serait donc placé sous la tutelle de l'Etat".

"Une sottise", aux yeux de Daniel Cohn-Bendi, qui estime que "pour amorcer la transition énergétique, il y a une chose à faire: casser le monopole d'EDF", et l'engager au niveau européen. Pour lui, les marges de manoeuvre pour réaliser les investissements nécessaires sont "au niveau de l'Europe". (AFP 09.04)

Le 13 juillet 2012

(A propos de PSA)

EELV. "Il faut que la politique change, que les pouvoirs publics financent une industrie qui pense l'avenir, que les ouvriers et les ingénieurs dans cette industrie-là pensent également à leur reconversion", a fait valoir le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Pascal Durand...

Le 15 janvier 2014

(A propos du Pacte de responsabilité de Hollande)

Europe Ecologie-Les Verts (EELV). Il faudrait que les partenaires sociaux soient associés" , a confié à l'AFP, dans les couloirs de l'Assemblée, Barbara Pompili, coprésidente des députés écologistes.

Le 1er mai 2014

Les soutiens au programme de stabilité sont venus, sans surprise, d'EELV et du PS.

« La France a besoin de réformes, nous sommes prêts à vous suivre, mais sans les politiques industrielles du passé », a souligné Jean-Vincent Placé (écologiste).

- EELV ne votera "pas contre" le nouveau gouvernement à l'Assemblée, dit Placé - AFP

Le 12 mai 2014

Quand la Vert mine liberticide passe à l'offensive.

- Jean-Vincent Placé souhaite une proposition de loi contre les injures et diffamations sur les réseaux sociaux - 20minutes.fr

Jean-Vincent Placé, le président du groupe écologiste au Sénat très actif sur Twitter, envisage de déposer une proposition de loi pour faciliter les procédures contre les insultes et diffamations sur les réseaux sociaux. «On ne peut plus laisser faire, laisser tous ces gens insulter, diffamer sur les réseaux sociaux», a-t-il dénoncé au Forum de Radio J. «Cette espace de liberté formidable (...) ça ne veut pas dire la liberté d'insulter, de diffamer et d'injurier», a-t-il fait valoir au micro de Frédéric Haziza, journaliste ciblé par des attaques antisémites sur internet. «J'avais soutenu ce qu'avait fait Manuel Valls à propos de Dieudonné, à un moment ça suffit!», s'est emporté Jean-Vincent Placé. «Je souhaite qu'on ait une organisation entre police et justice pour qu'à un moment, le parquet s'auto-saisisse» en cas de dérapages, a-t-il ajouté. Pour lui, «il n'est pas acceptable que sur le territoire national, on ait des blogs comme celui de (Alain) Soral», l'essayiste d'extrême droite proche de l'humoriste Dieudonné. «Je souhaite qu'on légifère, qu'on agisse», jugeant qu'une proposition de loi était «une bonne idée». Jean-Vincent Placé va se «tourner vers (ses) collègues» parlementaires pour préparer éventuellement un texte. 20minutes.fr 11.05

Le 20 mai 2014

La Vert-mine au secours de l'UE.

- Eva Joly: «L'austérité nourrit l'euroscepticisme, mais n'est pas inhérente à l'Europe» - 20minutes.fr D'ailleurs qu'est-ce qui pourrait justifier de rejeter l'UE ? Rien.

Le 14 octobre 2014

Quand la vermine s'emmêle.

- Violences à Air France: François de Rugy «choqué» par les réactions de certains politiques - 20minutes.fr (...)

François de Rugy, qui a claqué la porte d'EELV en août, se démarque. Il a estimé mardi que les incidents lors du comité central d'entreprise d'Air France le 5 octobre étaient des «violences inacceptables» et s'est dit «choqué» par les déclarations de certains «leaders politiques».

Plus généralement sur la situation d'Air France, François de Rugy a souhaité qu'«il y ait du dialogue social dans cette entreprise». «Il faut que cette entreprise gagne en compétitivité, qu'elle ait des coûts moins lourds par rapport à ses concurrents européens», a poursuivi l'ancien co-président du groupe écologiste à l'Assemblée. 20minutes.fr 13.10

C'est bien la fonction du dialogue social, il est réac et il a tout compris, bravo !

Traduisez: le dialogue social doit être mis au service de l'entreprise pour qu'elle "gagne en compétitivité", autrement dit les salariés devront accepter de nouveaux sacrifices.

Liberticide (Charlie évidemment !)

Le 14 janvier 2015

La vermine ne manque assurément pas de "repères" : les institutions, le capitalisme néolibéral. «Au-delà de l'amélioration du renseignement, qui fait consensus, il faut se demander quel processus amène une partie de nos jeunes à être en telle perte de repères», a dit, Barbara Pompili, l'autre coprésidente du groupe EELV à l'Assemblée nationale. 20minutes.fr 13.01

Cela ne risque pas de leur arriver, la soupe est trop bonne...

Le renseignement a failli, pratique pour l'exonérer par avance de toute complicité dans ces attentats.

Le 14 mars 2015

La vert mine la démocratie.

- Le vote va-t-il devenir obligatoire ? - Francetv info

François de Rugy, député EELV, souhaite rendre le vote obligatoire pour chaque élection, sous peine de sanctions financières. Francetv info 13.03

L'art de se compromettre au nom de la démocratie.

Le 29 décembre 2009

Gérard Onesta, ancien vice-président (Verts) du Parlement européen : "Strasbourg est une fabuleuse école de démocratie. On y pratique l'art du compromis permanent, mais pas de la compromission." (Lexpress.fr 28.12) Ben voyons !

Le 28 janvier 2010

Le ver était déjà dans le fruit, suite : Quand Cohn-Bendit se voit bien "cohabiter" avec Sarkozy.

"... en 2012, les jeux seraient faits : «Nicolas Sarkozy a de grandes chances de gagner la présidentielle, mais il va perdre les législatives» , se hasarde Daniel Cohn-Bendit. La raison pour laquelle, dit-il, «il faut faire émerger un nouveau partenariat à gauche, dans la perspective d'une cohabitation intelligente» ."

Le 13 novembre 2010

La grande famille.

Après Yves Cochet qui expliquait avant-hier que l'appartenance à l'UMP n'était pas incompatible avec l'adhésion à Europe Écologie (voir la causerie d'hier), c'était au tour hier du numéro 2 des Verts d'embrayer sur le même registre.

"Ce n'est pas la même écologie que celle que nous portons, mais je ne suis pas pour la politique du pire et si, effectivement, Alain Juppé est nommé et qu'il relance la politique par un Grenelle III ou un Grenelle IIbis, eh bien j'en serai très content", a lancé sur LCI le n°2 des verts, Jean-Vincent Placé. (Lexpress.fr 12.11)

Le 9 mai 2012

Un parti bourgeois de plus au gouvernement.

Ce n'est pas vraiment une surprise. Après avoir signé un accord électoral et programmatique avec le PS, Europe écologie-Les Verts vient de voter sa participation à un gouvernement socialiste, si François Hollande les appelle. «Plus de 75% des quelques 200 membres présents» au Conseil fédéral de mardi ont voté oui à cette proposition, souligne Lefigaro.fr. (20minutes.fr 07.05)

Le 20 juillet 2012

1- Allemagne

(...) Comme toujours ou presque depuis le début de la crise de la dette, les partis d'opposition, sociaux-démocrates (SPD) et Verts, ont rejoint la majorité conservatrice et libérale de la chancelière. (AFP 19.07)

Le 23 août 2014

En famille à la mangeoire avec la vermine

- Parti de gauche, Cap21, Nouvelle Donne…: Pourquoi se sont-ils alliés à EELV pour les régionales? - 20minutes.fr 22.08 (...)

Le 7 décembre 2014 (...) Sandrine Bélier, candidate EELV pour la région Grand Est face à Florian Philippot a, elle, appelé à une « union démocrate » de gauche et de droite. lepoint.fr 06.12

Le 10 décembre 2015

- Régionales : la sénatrice Leila Aichi suspendue par EELV pour son soutien à Pécresse - LeParisien.fr

Dans le camp de l'Otan et de la guerre impérialiste.

Le 6 septembre 2013

Les masques tombent.. Le ver était dans le fruit dès le départ disions-nous. C'était entièrement justifié.

Les Verts sont des réactionnaires, mieux, vous lirez plus loin qu'ils le revendiquent.

- Placé justifie le soutien des Verts à une intervention - lefigaro.fr

A la surprise générale, les écologistes se révélèrent les plus motivés des va-t-en-guerre.

François Hollande n'aura en effet pas eu longtemps à attendre avant d'obtenir le soutien des Verts pour l'opération militaire qu'il souhaite engager à Damas. Dès le début de la semaine, le sénateur écolo Jean-Vincent Placé l'assurait: «Nous soutenons le président dans une réponse proportionnée et ferme.»

Jusqu'alors, les Verts étaient plutôt réputés pour leur engagement pacifiste et antimilitariste. Mais ils font désormais partie de la majorité présidentielle, disposent de deux ministères et sont, à ce titre, tenus à la solidarité gouvernementale.

Et à en croire le patron des sénateurs EELV, l'ensemble de l'appareil écolo souscrit à ce raisonnement qui les amène à soutenir l'idée d'une intervention militaire en Syrie: «notre secrétaire national, Pascal Durand, les présidents des groupes dans les trois Assemblées, Daniel Cohn-Bendit, Barbara Pompili, François de Rugy, moi-même, Eva Joly, notre candidate à l'élection présidentielle, Noël Mamère, qui a parfois une parole plus libre, l'ensemble du bureau exécutif du mouvement», a énuméré le sénateur.

Noël Mamère, justement, expliquait mercredi qu'en Syrie la communauté internationale était «aujourd'hui dans un piège». «Oui, il faut une intervention, a martelé le député Vert sur BFMTV, mais, comme dans toute intervention, il faut préparer le jour d'après.»

Unanimité suspecte des écolos à bombarder la Syrie? En fait, les Verts se sont beaucoup plus souvent engagés à soutenir des opérations militaires que ne peut le laisser penser leur image de pacifistes en claquettes. En 1999, ils avaient déjà soutenu l'intervention militaire au Kosovo. Plus récemment, en 2011, Noël Mamère et François de Rugy avaient même voté pour la prolongation des opérations militaires en Libye engagées par Nicolas Sarkozy. «On nous reproche souvent ce côté droitde- l'hommistes, mais cela nous amène justement à être interventionnistes», explique le patron des députés écolos à l'Assemblée nationale.

Avec l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit, il s'apprête à prendre une initiative forte pour appeler les écolos à soutenir l'idée d'une intervention militaire en Syrie. lefigaro.fr 05.09

Le 26 février 2014

En famille. Union nationale néo coloniale !

- Conflit. Les députés UMP ont voté avec le PS la prolongation de l'intervention en Centrafrique. - AFP

Le 13 décembre 2016

Soutien aux barbares d'Al-Nosra.

- Trois députés français à Alep pour "affirmer un soutien à la population" - L'Express.fr

Dimanche, Cécile Duflot (EELV), Hervé Mariton (LR) et Patrick Mennucci (PS) devraient se rendre en Syrie avec le maire d'Alep-Est, Brita Hagi Hasan pour "affirmer [leur] soutien à la population" et alerter sur la situation de la ville martyre d'Alep. L'Express.fr 10.12

Ils ont soutenu le coup d'Etat néonazi de l'Otan en Ukraine.

Le 3 mars 2014

Dans quel camp sont-ils vraiment ?

Cette rubrique sur l'Ukraine est à lire en ayant à l'esprit le contenu chronologique des fait, l'intervention et le rôle des différents acteurs, l'évolution de la situation en Ukraine depuis 1990, l'ensemble relaté dans les dizaines d'articles mis en ligne dans notre portail.

as si sûr que cela...

- Les écologistes ne servent à rien - Slate.fr

... la preuve, ils servent à l'extrême droite...

- EELV à Kiev "condamne toute tentative d'intimidation du nouveau pouvoir" - AFP

Europe Ecologie-Les Verts (EELV), dont une délégation séjourne à Kiev, "condamne fermement toute violence en Ukraine et toute tentative d'intimidation du nouveau pouvoir" après l'autorisation donnée par le parlement russe à un "recours aux forces armées" dans le pays.

Une délégation d'EELV "vient d'arriver à Kiev pour apporter son soutien aux manifestants pacifistes et pro-européens" et exprimer "son attachement à l'intégrité territoriale de l'Ukraine", a annoncé la formation écologiste dans un communiqué publié samedi. AFP 01.03

Jadot la marionnette de l'Otan économique et militaire

Le 29 mars 2019

- La Chine construit "un projet politique de fracturation" de l'UE, selon Jadot (EELV) - AFP La Chine construit "un projet politique de fracturation de l'Union européenne", s'est inquiété lundi Yannick Jadot, tête de liste EELV pour les élections européennes, alors que le président chinois Xi Jinping entame une officielle en France.AFP

Haut de page

Le 8 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas eu le temps de terminer la causerie du jour qui sera encore volumineuse. Ce sera pour demain ou lundi.

La question qui tue les opportunistes : Quand 50% (ou même moins) de la population participe à une élection initiée par une officine de nature totalitaire (L'UE par exemple), donc cautionnent l'existence de cette institution, cette dernière n'est-elle pas en droit de s'estimer légitime, pourquoi ne devrait-elle pas abuser de ce pouvoir, sachant que les 50% (ou plus) qui n'y ont pas participé n'ont nullement l'intention de se mobiliser pour s'y opposer ?

On peut spéculer à l'infini sur les causes de cette situation, il n'en demeure pas moins qu'elle manifeste l'ignorance ou le niveau de conscience misérable de l'immense majorité qui englobe ceux qui ont participé à cette mascarade et ceux qui se sont abstenus d'y participer, qui permet à toute entreprise totalitaire de s'imposer contre la volonté et les intérêts de la majorité.

Vous pouvez retourner la situation dans tous les sens, triturer les faits comme il vous plaira ou chercher d'autres explications à l'aide d'un microscope, vous ne pourrez pas escamoter cette réalité qui s'impose à tous, y compris vous ou malgré vous. Et si vous continuez à la nier ou si vous refusez obstinément à l'affronter comme par le passé, ne vous étonnez pas des conséquences dramatiques qui en découleront. Cessez de pleurnicher ou de vous lamenter, s'il vous plaît, un peu de dignité, ne serait-ce que par respect pour ceux qui en France et à travers le monde vivent déjà l'enfer auquel vous êtes dorénavant promis. J'ai toujours l'art de me faire des amis parmi mes lecteurs, n'est-ce pas ?

En attendant, je vous propose un autre plat de résistance à déguster lentement, c'est du lourd je vous préviens, sous peine de vous étouffer !

- Au format pdf (4 pages)

Fabrication du consentement. Attali ou l'art et la manière de se faire passer pour ce qu'on n'est pas pour que vos lecteurs partagent votre analyse.

A propos de l'article de Jacques Attali publié par L'Express le 5 juin : *Gauche, droite, des concepts démodés ?*

D'emblée, il faut distinguer dans le discours, l'interprétation des faits qui peuvent être falsifiés, les intentions qui peuvent être maquillées pour être inavouables, les objectifs affichés des réels qu'il faudra découvrir si on ne les connaît pas déjà, bref les apparences trompeuses, des faits et de la réalité, sinon on sera facilement victime d'une terrible méprise, confusion ou pire, compromission.

Ce qui permet de distinguer les conservateurs des progressistes au cours du déroulement de l'histoire, repose sur la nature de leurs rapports au régime en place. Sous l'Ancien Régime la monarchie était conservatrice et la bourgeoisie progressiste ou libérale, la bourgeoisie le demeurera pendant la période d'ascension du capitalisme, et depuis que cette période prit fin au détours du XXe siècle, à la faveur de la transformation du capitalisme en impérialisme, depuis que le monopole a supplanté la concurrence, la finance a fusionné et domine l'industrie, de libérale elle est devenue conservatrice, de révolutionnaire elle est devenue réactionnaire, et au stade avancé de pourrissement que nous connaissons de nos jours ou de la crise du capitalisme devenue permanente et globale, réactionnaire sur toute la ligne, c'est-à-dire qu'elle est devenue réfractaire ou opposée à tout progrès social et incompatible avec l'expression la plus infime de la démocratie, qu'elle interprète comme une menace mortelle qu'il faut discréditer, censurer, criminaliser, réprimer, écraser par tous les moyens que l'Etat met à sa disposition.

C'est donc le développement économique au cours de son évolution qui va déterminer la nature de chaque classe, ou les rapports de chaque couche au sein de chaque classe en fonction de la place qu'ils occupent au sein du processus de production et de répartition des richesses, qui inclut donc le pouvoir politique qu'ils ont acquis ou qui en découle.

On a vu que l'orientation qui détermine la nature d'une classe pouvait être modifiée et s'inverser en fonction du stade auquel sont parvenues les forces productives dans le cadre du mode de production en vigueur. Cette interprétation qui repose sur des faits matériels ou objectifs est conforme au processus dialectique matérialiste et historique. Tant qu'une classe n'a pas épuisée son rôle historique, elle est censée remplir une fonction progressiste, elle est dite libérale, mais dès lors qu'elle a épuisé ce rôle ou qu'elle ne peut plus remplir cette fonction, elle devient conservatrice, rétrograde, décadente, réactionnaire.

Maintenant, il en est tout autrement sur le plan idéologique, qui peut donner lieu à toutes sortes de manipulations et d'escroqueries possibles et inimaginables, de manière à camoufler le plus longtemps possible la véritable nature à laquelle est parvenue une classe ou la couche qui la domine, nature qui va coïncider avec ses réelles intentions ou objectifs inavouables s'agissant des capitalistes ou de l'oligarchie plus précisément, puisque c'est elle qui mène cette danse macabre.

Leurs idéologues, dont la sournoiserie, la filouterie ou l'art de la dissimulation est une seconde nature, vont s'employer plus ou moins adroitement à dénaturer la nature de chaque classe ou de chaque couche au sein de chaque classe en occultant les rapports économiques qui en sont à l'origine, de manière à faire passer les pires réactionnaires pour des progressistes en se livrant à des spéculations dignes des sophistes les plus vicieux, de sorte que les rapports dialectiques entre le particulier et le général, les causes et leurs conséquences, seront complètement brouillés ou faussés au profit d'une confusion qui bénéficiera à la réaction ou sera destinée à justifier son orientation économique et politique, pour que la majorité y adhère ou à défaut n'ait aucune autre orientation économique ou politique à lui opposer ou à laquelle se raccrocher, ce qui lui laissera le champ libre pour parvenir à ses fins ou gouverner à sa guise.

C'est ainsi par exemple qu'ils qualifient de conservateurs les acquis sociaux qui ont accompagné le développement de la civilisation humaine et de la lutte des classes des exploités et des opprimés, et dans un accès de fièvre fanatique ils iront même jusqu'à remettre en cause les lois de fonctionnement du capitalisme, sans toutefois toucher à ses fondements évidemment, les rapports sociaux de production basés sur les inégalités entre les classes, entre dominants et dominés,, l'exploitation de l'homme par l'homme dont le capitalisme tire profit ou ce qui est sa raison d'être, leur philanthropie légendaire n'allant pas jusque là ! Ce qui les amènera à qualifier de libérale ou progressiste la liquidation de tous les progrès sociaux réalisés au cours des siècles ou des millénaires passés. Mieux encore, ils vont proclamer qu'ils constituent des obstacles au bien-être des peuples, tandis que la monstrueuse fortune que l'oligarchie est parvenue à concentrer entre ses mains et le pouvoir politique exorbitant qu'elle a accaparé ou confisqué, son extraordinaire pouvoir de nuisance sur la société, seraient pour ainsi dire le produit de la fatalité, d'un processus naturel ou un don divin que personne ne devrait dorénavant contester sous peine d'être traité de conservateur ou d'être livré aux pires injustes traitements.

L'exercice, auquel se livre l'idéologue néolibéral et banquier Attali dans l'article qui suit, ne consiste pas à opposer d'emblée les tenants du capitalisme à ses véritables opposants, ceux qui luttent pour son abolition, il ne s'y risquerait pas car l'exercice s'avèrerait beaucoup trop périlleux et révélateur, bien que ce soit eux qu'ils visent, et il est très important de l'avoir à l'esprit pour comprendre son argumentation particulièrement tordue ou fourbe. Il en fait la démonstration quand il se livre à un amalgame entre les vrais opposants luttant pour le socialisme qu'il prend soin de ne pas nommer et les faux opposants

au capitalisme parmi lesquels figurent les opposants institutionnels, officiels, sélectionnés parmi les élites acquises au capitalisme, tous corrompus ou vendus, qu'il va qualifier de conservateurs en les faisant passer pour des ennemis du progrès scientifique et technologique ou encore de la mondialisation, autrement dit du développement des forces productives à l'échelle mondiale, alors qu'en réalité ils n'y sont pas plus opposés qu'au capitalisme en général, ce qui permet au passage de faire passer les vrais opposants au capitalisme pour d'épouvantables réactionnaires, misant sur le fait que la plupart des gens ne font pas la distinction ou la différence entre les vrais et les faux opposants au capitalisme, pour finalement les ranger au côté de l'extrême droite, il n'est pas pour rien le mentor de Macron!

Ce qu'il reproche finalement aux faux opposants au capitalisme, c'est de ne pas montrer plus d'engouement pour le néolibéralisme ou de critiquer ses dérives ou excès, alors que c'est le moins qu'ils puissent faire pour sauver les apparences, ce dont Attali ne se soucie guère depuis que les oligarques ont décrété qu'il ne devait exister qu'une seule idéologie, la leur. Mais après tout il n'a pas tort, d'une certaine façon il leur adresse le message suivant : laissez-nous gouverner comme on l'entend, n'empiétez pas sur nos prérogatives, encore moins sur notre pouvoir, contentez-vous de partager notre idéologie et de faire diversion ou d'amuser la galerie avec les thèmes sociétaux ou communautaristes que nous vous servons sur un plateau, détournez-vous des questions sociales que nous sommes assez grands pour gérer tout seul, nous vous avons démontré la puissance de feu de notre machine infernale de propagande en vous propulsant où vous êtes, profitez-en, soyez loyal envers nous jusqu'au bout, sacrifiez tout ce qui vous est le plus cher si nécessaire et nous ne serons pas ingrats avec vous, ce qui n'est pas toujours le cas et ils l'apprendront assez tôt à leurs dépens

Ce que vous allez lire est un formidable tour d'illusionniste prompt à désarçonner ou berner les plus rompus à l'analyse critique. Imaginez un instant le tour de force, l'un des plus fervents partisans du "ni de droite ni de gauche" de Macron "ne pense pas que la division entre la droite et la gauche soit dépassée", quelle entourloupe magistrale !

En dernière analyse, il doit exprimer le regret que ce qui distingue et oppose irréductiblement les classes sociales entre elles n'ait pas encore disparu, et que Macron ainsi que LREM soient rejetés par l'immense masse de la classe ouvrière et des classes moyennes. Par dépit ou dans ces conditions vaut mieux avoir deux fers au feu et entretenir l'illusion de l'opposition entre droite et gauche institutionnelle ou parlementaire qui a rendu tant de services à sa classe, celle des capitalistes, carte du PS en poche !

Attali est assurément un démagogue accompli, on doit lui rendre hommage sur ce point, ne soyons pas injuste. Va-t-il parvenir à vous bluffer ? Je serais bien curieux de voir votre réaction après cette lecture.

- Gauche, droite, des concepts démodés ? par Jacques Attali - L'Express 05.06

Les clivages politiques sont en train d'être redéfinis par les enjeux contemporains mais ils ne s'effacent pas pour autant.

Depuis deux siècles au moins, la bataille politique oppose, dans la plupart des démocraties, les conservateurs et les progressistes. Elle se joue entre ceux qui veulent maintenir les situations acquises et ceux qui veulent les remettre en cause. Entre ceux qui privilégient la stabilité et ceux qui veulent bouleverser ce qui a été construit par les générations précédentes. Naturellement, ces distinctions sont partout pleines de nuances, pour tenir compte de l'histoire, des mentalités, du contexte géopolitique et des clivages sociaux de chaque pays. (Les "nuances" sont comme les exceptions qui confirment la règle très souvent. - LVOG)

Aujourd'hui, ce clivage se complexifie encore : faut-il ranger parmi les conservateurs ceux qui veulent protéger la nature, et parmi les partisans du changement ceux qui veulent encourager et accepter toutes les innovations technologiques et industrielles ? Cela remiserait à droite les partis écologistes et à gauche les tenants de l'économie libérale. (Ne vous fiez pas au conditionnel, traduisez au mode indicatif et vous aurez la pensée réelle ou les véritables intentions d'Attali. - LVOG)

Faut-il vraiment classer à droite les partisans de la défense des territoires ruraux, et à gauche les apôtres des grandes villes ? Et faut-il cataloguer à droite ceux qui plaident pour une identité nationale et à gauche ceux qui veulent s'ouvrir au monde ? La laïcité, qui est au coeur de l'identité française, n'est-elle pas au contraire une conquête de la gauche ? Et l'ouverture au monde n'est-elle pas une idée des tenants de l'économie de marché, qu'on rangerait plutôt à droite ? (Je rappellerai au passage que le socialisme a été conçu à l'échelle mondiale par ses fondateurs Marx et Engels. - LVOG)

Il est clair que ces concepts évoluent, que les grilles de lecture se mêlent, que des combats nouveaux surgissent, qui ne recoupent pas les anciens. Et il est de plus en plus difficile de réduire le débat politique à deux camps simplistes. Il est clair aussi qu'il y a des conservateurs et des modernistes tant à droite qu'à gauche. (Tous les hommes sont mortels, quel profondeur d'esprit ! - LVOG)

Cela donne à certains le droit de dire que la division gauche-droite est morte. (Il ferait presque oublier qu'il en a été un des farouches artisans ! N'y voyez pas un regret, un doute peut-être. - LVOG)

La division droite-gauche prend des formes nouvelles. (Ouf ! - LVOG)

Faut-il pour autant y renoncer ? Et dire que le combat d'aujourd'hui est en fait entre progressistes et conservateurs ?

La distinction entre "ouvert" et "fermé" prend, certes, de plus en plus d'importance. Ceux qui prônent la fermeture sont tous ceux qui défendent une identité et un patrimoine, culturel et naturel. Si on suit ce critère, on devrait voir se créer une coalition entre l'extrême droite et les écologistes, qui n'existe pourtant presque nulle part.

Ce n'est donc pas une division pertinente. Parce qu'en réalité on ne peut défendre son environnement en se fermant : le climat n'a pas de frontières ; et ce n'est pas, par exemple, parce qu'on améliore la situation des forêts dans un pays que le statut de la forêt mondiale n'empire pas. (Bref, l'oligarchie est internationaliste, humaniste, etc. pleine de qualité qu'on ignorait sots qu'on est ! - LVOG)

Je ne pense pas que la division entre la droite et la gauche soit dépassée. Elle prend seulement des formes nouvelles. Jamais les inégalités de revenus, de fortune, d'espérance, de mobilité sociale n'ont été aussi grandes. Jamais le combat pour plus de justice sociale n'a été plus justifié. (Le comble du cynisme ! - LVOG) Justice entre individus, entre générations, entre groupes sociaux, entre territoires. Et c'est ce combat qui permet de rassembler tous ceux qui veulent défendre les plus faibles où qu'ils soient, dans les usines, les territoires ou les générations à venir. (L'idéologie néolibérale au service des plus faibles, comme quoi ils ne reculent devant rien, c'est cela qu'on a du mal à saisir tellement ils ne nous ressemblent pas, ce sont des fous furieux, c'est à quel monstre de cruauté on a affaire. - LVOG)

Pour réunir ces divers concepts, il me semble qu'il faut établir une distinction entre ceux qui pensent qu'il ne faut s'occuper que de soi, et ceux pour qui la meilleure façon de s'occuper est de prendre soin des autres. (S'occuper de soi avant de s'occuper des autres, c'est ce que fait chaque patron ! - LVOG) Entre égoïsme et altruisme. (Entendez par altruisme, se dévouer à la classe qu'il représente. Il le confirme juste après. - LVOG)

L'altruisme l'emportera s'il peut convaincre qu'il est aussi la forme la plus intelligente, la plus efficace de l'égoïsme. (On se disait bien qu'il y avait une forme d'intelligence chez ces oligarques philanthropes, priez pour eux à Notre Dame de Paris ! - LVOG) S'il peut convaincre que c'est en aidant les territoires ruraux qu'on défend le mieux les urbains ; que c'est en aidant au développement de l'Afrique qu'on protégera au mieux les intérêts des Européens (On se disait bien qu'ils n'avaient pas d'amis mais que des intérêts. - LVOG) ; et que c'est en se battant pour les générations futures qu'on préparera le mieux son propre avenir. (Surtout que leur avenir est déjà largement hypothéqué ! - LVOG) L'Express 05.06

Vous en pensez quoi ? Etonnant, non ? De quoi tomber à la renverse, n'est-ce pas ? Il faut être complètement cinglé pour écrire un truc pareil, en s'appelant Attali j'entends.

On est en présence d'un détraqué, qui parce qu'il présente les traits de la normalité, s'avère particulièrement dangereux, après avoir participé à l'élaboration d'une école de pensée dont s'inspire les élites au pouvoir. Son discours est de la propagande pure, celle de la pire réaction.

Haut de page

Le 10 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

A lire absolument :

- DOCUMENT. Étude sur la nature des mouvements écologistes... (1999)

Extrait. (page 114)

Il n'y a pas d'influence discernable de l'homme sur le climat –

La phrase la plus citée du rapport 1995 du Groupement intergouvernemental d'étude sur le climat (GIEC) a été reprise dans toute la littérature écologiste et dans la majorité des articles parus autour de la conférence de Kyoto. C'est sur elle que la plupart s'appuient pour exiger des mesures drastiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. « *L'ensemble des données suggère que l'on peut discerner une influence de l'homme sur le climat mondial* ». Sans cette phrase, le rapport 1995 aurait été « politiquement inutile » puisqu'il reconnaissait, encore plus que le premier rapport du GIEC, l'étendue des incertitudes. L'histoire de cette phrase et la façon dont elle a été rajoutée au rapport est donc extrêmement intéressante. C'est à son propos que

Frederick Seitz avait fait cette terrible déclaration : « *En soixante années de participation à la recherche scientifique américaine, y compris en tant que président de l'Académie des sciences et de la Société américaine de physique, je n'ai jamais eu à connaître une corruption du processus de relecture aussi inquiétante que pour ce rapport du GIEC.* »

Que dénonce Seitz et, avec lui, tous les « dissidents » ? Le fait que l'on ait apporté des changements de dernière minute au texte du rapport, changements visant presque tous à éliminer les bémols que rajoutent de nombreux scientifiques lorsque l'on parle de « changement climatique ». Or si les rapports du GIEC font autorité, bien qu'il s'agisse d'une institution gouvernementale autant que scientifique, c'est qu'ils sont soumis au processus de relecture habituelle dans les revues scientifiques : chaque article est soumis à d'autres spécialistes de la discipline, lu, discuté et modifié, parfois plusieurs fois. Pourtant, le rapport 95 du GIEC a été modifié par un seul auteur, Ben Santer, du laboratoire Lawrence Livermore, et ce après ce processus de relecture. La plupart des modifications ont eu lieu dans quinze parties du chapitre 8, celui qui traite de la question clef de l'éventuelle influence humaine sur le climat.

Voici trois phrases qui existaient dans le rapport approuvé par deux mille scientifiques, mais qui furent retirées par Santer, « auteur principal » du chapitre 8 : « *Aucune des études citées ci-dessus n'a montré une preuve claire qui puisse nous faire attribuer les changements [climatiques] observés à la cause spécifique des accroissements de gaz à effet de serre.* » On sait en effet que, s'il y a bien eu un réchauffement au cours du dernier siècle, il a eu lieu surtout dans la première moitié. Pas ou très peu de réchauffement au cours des cinquante dernières années, pendant lesquelles on a émis 70 % du total des gaz effet de serre. Autre phrase supprimée : « *Aucune étude à ce jour n'a pu attribuer tout ou partie [du changement climatique observé] à des causes anthropogéniques [d'origine humaine].* » Ou encore : « *Toute affirmation prétendant détecter un changement climatique significatif restera probablement controversée jusqu'à ce que l'on ait réduit les incertitudes dans la variabilité naturelle totale du système climatique.* » (...)

Nous sommes allés très loin dans les détails, pour montrer à quel point on est loin de la science et proche de la politique. Santer lui-même a révélé plus tard, dans une lettre à Nature, que le département d'État américain lui avait fortement « *recommandé* » de modifier le contenu du chapitre 8 afin que celui-ci soit cohérent avec le résumé exécutif, destiné aux politiques et aux journalistes.

- Au format pdf (36 pages)

Pour changer la société et le mode de vie insupportable qui en découle, pour mettre un terme à tous les maux qui nous accablent, pour mettre fin à toutes les guerres, pour affronter les aléas climatiques et stopper le saccage de notre planète : Il faut abolir le capitalisme. Voilà de quoi il faut partir. Tout autre stratégie ou objectif est vouée à l'échec.

Le travail lui-même est nuisible et funeste non seulement dans les conditions présentes, mais en général, dans la mesure où son but est le simple accroissement de la richesse. Manuscrits de 1844, Karl Marx

---

ACTUALITÉ EN BREF

Record mondial : 307 millions d'absentéistes en Inde !

- Narendra Modi débute son deuxième mandat à la tête de l'Inde - AFP 30 mai 2019

LVOG - 67% seulement des 900 millions d'électeurs indiens ont voté en avril-mai pour ces 17e législatives depuis l'indépendance.

En complément.

Lu dans un article

- "*les abstentionnistes à 44 % des inscrits à quoi il faudrait rajouter les 12 % de non-inscrits. Dans ce cadre, le FN ne représente qu'un citoyen sur 10 et LREM encore moins. Qui peut oser encore dire qu'il a gagné…C'est surtout la démocratie qui recule et qui perd. Voilà l'enseignement politique majeur de ce scrutin.*"

LVOG - Vous vous trompez ou vous n'êtes pas assez précis. Ce n'est pas "*la démocratie qui recule et qui perd*", mais l'absence de démocratie qui progresse et qui a gagné, puisque les représentants de la minorité peuvent dorénavant gouverner pour la minorité en étant toujours plus minoritaire, et en ayant réduit au silence ses opposants. A l'étape suivante on pourrait imaginer qu'elle pourrait gouverner en se passant d'organiser des élections... C'est le cas en Algérie par exemple...

Acte 29 et 30

10 300 manifestants ont été recensés dans toute la France, dont 1 100 à Paris à 18H selon le ministère de l'Intérieur. Selon une première estimation du Nombre jaune, proche des manifestants, 19 654 personnes ont été recensées à travers la France.

Selon Le Nombre jaune, proche des manifestants, il y aurait eu 23 537 manifestants minimum en France pour l'acte 29 du mouvement la semaine dernière. Le ministère de l'Intérieur en a lui recensé 9 500. RT 08.06

Avoir la foi n'est pas une croyance, c'est "apprendre pour comprendre et comprendre pour agir" (Lénine)

- Arrêt du site “LesGiletsJaunes.fr” - lesgiletsjaunes.fr 30.05

Arrêt du site, sortie des groupes, arrêt de Facebook , Twitter, etc.

Le site reste pour l’instant en ligne , mais il ne sera plus mis à jour. lesgiletsjaunes.fr 30.05

L'illusion démocratique ou récupération sous la Ve République ou le régime totalitaire de Macron.

- Loin du Grand débat «vertical» de Macron, le «Vrai débat» invite les citoyens à légiférer eux-mêmes - RT 31 mai 2019 LVOG - Rival ou complémentaire ?

Le «Vrai débat» lance des assemblées citoyennes délibératives pour permettre aux Gilets jaunes et aux citoyens en général d'élaborer leur propre processus démocratique indépendant. L'objectif étant d'aboutir à des propositions citoyennes de loi.

Rival citoyen du grand débat national, organisé par le gouvernement pour tenter de répondre à la crise sociale en cours depuis le 17 novembre 2018, le «Vrai débat», lancé par des collectifs de Gilets jaunes, mène depuis plusieurs mois «une contre-offensive» pour recueillir les doléances des citoyens. Son but : élaborer de réelles propositions de loi.

L'aventure du «Vrai débat» a commencé avec la mise à disposition d'un outil participatif, l'application Cap collectif, qui s'est trouvée être la même plateforme que celle du grand débat organisé par le gouvernement.

Pour autant, le «Vrai débat» ne lésine ni sur le sérieux ni sur la rigueur dans son travail. Le traitement des données recueillies sur la plateforme a été effectué par des chercheurs. «Pour ce qui est du travail de synthèse [à l'issue de la consultation], il était très important pour nous d'avoir des entités indépendantes de nous pour traiter les revendications déposées par les gens sur la plateforme», explique l'un des organisateurs.

Pour ce faire, des laboratoires de recherche universitaire dont ceux de l'université Lyon2, de l'ENS et le laboratoire Triangle, ou encore le CNRS ont été mis à contribution.

LVOG - Avec la caution du gouvernement.

Les assemblées citoyennes délibératives étaient prévues par les préconisations de la Commission nationale du débat public (CNDP), l'organisme qui a assuré le suivi du grand débat national initié par le gouvernement. Contactée par RT France, Ilaria Casillo, vice-présidente de la CNDP, explique : «Nous soutenons ce type d’initiative citoyenne, comme tout type d'initiative favorisant la participation et appuierons cette démarche comme toutes celles qui souhaiteront mobiliser les garants de la CNDP, dans le strict respect du cadre légal.»

La CNDP et ses 250 garants, sélectionnés et formés pour garantir les procédures de concertation obligatoires ou facultatives sur l'ensemble du territoire national, vont donc accompagner le «Vrai débat». «Comme nous l’avons fait également pour la mission du grand débat mené par le gouvernement, nous leur avons assuré notre disponibilité à leur fournir les contacts des garants présent sur cette liste nationale», détaille Ilaria Casillo. RT 31 mai 2019

LVOG - Chantal Jouanno est la présidente de la CNDP... La suite est à l'avenant pour qui sait lire attentivement, le dernier paragraphe en est la preuve :

RT - La question de la légitimité démocratique qu'il conviendra de donner à toutes ces initiatives se posera très certainement aux participants du «Vrai débat» à l'issue de ces cycles d'assemblées. Par quel biais vont-ils faire voter leurs propositions de loi ? Vont-il interpeller les députés pour qu'ils soient leurs porte-voix ? Ou tenteront-ils d'autres procédés ? Tout cela sera décidé en assemblée d'ici l'automne.

LVOG - Au passage, RT qui relaie généreusement cette tartufferie, un ennemi de Macron, vraiment ?

Guerre idéologique et psychologique de nos ennemis.

- Quand ils ont un sexe à la place du cerveau.

- New York va dédier un monument à deux femmes transgenres, une première - AFP

- En Indonésie, les LGBT+ ne peuvent plus faire sans Grindr, malgré les risques - Slate.fr

- En Russie, des scènes de sexe homosexuelles retirées du biopic sur Elton John - L'Express.fr

Amnesty International dénonce un cas de "censure" qui "déshumanise les relations homosexuelles".L'Express.fr

- Burkina Faso : « Un jour historique pour les droits sexuels et reproductifs » - LePoint.fr

Et pendant ce temps-là :

- Au Burkina Faso, une urgence humanitaire sans précédent - Sputnik 31.05

Lire l'article plus loin.

Instrumentalisation du réchauffement climatique

- Greta Thunberg reçoit le prix le plus prestigieux d'Amnesty International - AFP

L'organisation de défense des droits de l'Homme Amnesty International a annoncé vendredi décerner son prix le plus prestigieux à l'adolescente suédoise Greta Thunberg, égérie du combat pour le climat. AFP

- Greta Thunberg mise à l'honneur dans une impressionnante peinture murale à Bristol - Le HuffPost

- Nakabuye Hilda Flavia, cette jeune activiste climatique qui interpelle Museveni - LePoint.fr

- "La plus grande épidémie animale jamais vue" : des experts alertent sur la peste porcine africaine qui fait rage en Asie - Franceinfo

- Les trois quarts des fruits non bio sont contaminés aux pesticides - Franceinfo

- Alerte sur la présence de toxines dans les moules - Franceinfo

- Alerte aux toxines dans des coquillages de la Méditerranée avec un possible "risque sanitaire" - Franceinfo

- Les humains ingèrent des dizaines de milliers de microparticules de plastique par an, selon un rapport - Franceinfo

- Méditerranée : WWF appelle à "stopper le torrent de plastiques" - euronews

- À la plage, à table, au quotidien... les gestes qui peuvent encore sauver nos océans - Le Parisien

- Alerte sur la composition du maquillage pour enfants - Franceinfo

L'art de la médiocrité. Et oiseau de malheur ou le communautarisme à l'honneur.

- Au Festival de Cannes, la politique s'invite à la cérémonie de clôture - huffingtonpost.fr 25.05

- Une jeune Canadienne autochtone reprend "Blackbird" des Beatles dans sa langue traditionnelle et ravit McCartney - Franceinfo

- Qui est BTS , le phénomène K-pop qui remplit le Stade de France deux soirs ce week-end ? - Franceinfo

- William Lebghil et Philippe Katerine tournent dans le métro un clip de rap hilarant pour annoncer le film "Yves" de Benoît Forgeard - Franceinfo

- Patrick Bruel à Lyon : 6000 fans au rendez-vous de son "Tour 2019" - Franceinfo

LVOG - C'est le Mossad qui assure la sécurité de ses concerts?

- 75e anniversaire du Débarquement : les comédiens de "Band of Brothers" de retour sur les plages de Normandie - Franceinfo

- Les meilleurs jeux vidéo français seront récompensés par les trophées Pégase, sur le modèle des César, à partir de 2020 - Franceinfo

- King Kong est de retour dans un bel album illustré par Christophe Blain - Franceinfo

---

LEUR VIEUX MONDE GROUILLE DE VERMINE

Ils ont des "***relations fantastiques***", qui en doutait ?

- Mike Pompeo : "L'UE et les États-Unis ont des relations fantastiques" - euronews 6 juin 2019

- Candidat à la commission européenne, Manfred Weber fait un appel du pied aux Verts - AFP 6 juin 2019

Candidat de la droite conservatrice pour la présidence de la Commission européenne, l'Allemand Manfred Weber a fait mercredi un appel du pied aux Verts européens afin d'obtenir les soutiens nécessaires pour son élection par le Parlement européen.

Le successeur de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission devra être accepté par le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernements des 28 pays membres et sa désignation sera au coeur de leur prochain sommet les 20 et 21 juin. Il prendra ses fonctions le 1er novembre 2019 pour un mandat de 5 années. AFP 6 juin 2019

Pour rappel : Manfred Weber est le candidat désigné par l'Otan, donc le Pentagone, la Fed et le groupe Bilderberg.

L'effet Bilderberg et la fabrication du consentement.

- La popularité de Macron baisse et celle de Jadot s'envole, selon notre sondage - L'Express.fr 30.05

Après un succès inattendu aux européennes, la cote du leader d'EELV bondit de 20 points au classement des personnalités qui suscitent l'adhésion des Français. L'Express.fr 30.05

LVOG - Depuis ils ont fabriqué et sorti d'autres sondages où Macron monte ou baisse comme la grenouille en fonction de la météo, à moins que le baromètre du régime soit détraqué, inquiétant !

- Yannick Jadot et l'écologie au top de notre palmarès de popularité - Le HuffPost 07.06

Qui a dit ?

- Les jeunes nous ont donné un mandat "*pour agir concrètement sur le climat*" ?

Réponse : Le maître du système solaire, de la galaxie, de l'univers : Yannick Jadot dans un entretien au Monde mercredi. (Source : AFP 05.06)

Mégalomane débridé, psychopathe fanatisé...

Qui a dit ?

- La social-démocratie qui représentait "*l'alternative aux droites*" et "*avait le leadership pour contrer ce projet-là*", c'est maintenant à "*l'écologie politique*" d'assumer ce rôle.

Réponse : Le secrétaire national d'EELV, David Cormand.

LVOG - Quand une illusion criminelle en chasse une autre.

"L'écologie politique est le modèle du XXIe siècle qui va inventer et pouvoir faire gagner une alternative à ça. Notre travail politique en tant qu'écologistes c'est de consolider cette offre politique", a-t-il expliqué.

Il faudra ensuite "construire un arc progressiste, humaniste, pour prendre le pouvoir, mais ça ne sera pas les écologistes tous seuls", a-t-il assuré.

Avec qui y travailler ? Ceux issus de la gauche "sensibles aux valeurs des Lumières, de solidarité", ceux qui ne se sont "jamais fixés entre la droite et la gauche", "et même d'ailleurs ceux qui ont pu voter à droite par le passé et ne se sentent pas à l'aise ni avec l'offre libérale d'Emmanuel Macron ni avec le repli xénophobe, nationaliste, de l'extrême droite".

M. Cormand a précisé qu'EELV comptait aujourd'hui "autour de 6.000" adhérents. AFP 7 juin 2019

LVOG - De 10.000 ils sont subitement passés à 6.000 adhérents, demain on va apprendre que c'était en réalité un groupuscule ! En fait, c'est comme avec le PS ou le PCF, vous soustrayez les élus et les morpions qui s'y fixent et il ne reste plus personne. Quand on pense qu'il y en a qui en avaient fait les bases de leur stratégie, on se demande où ils avaient vraiment la tête, pas vraiment tournée vers le socialisme...

Ils "***sont politiquement compatibles avec le centre gauche comme le centre droit.***"

- Après leur percée aux Européennes, les Verts à l'heure des choix - AFP 27 mai 2019

"Cette recomposition n'est pas juste interne à la gauche : en Allemagne, une partie de la droite a voté écolo, cela a à voir avec une compréhension générationnelle", selon Sébastien Treyer, directeur de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Cette poussée verte en Europe a "à voir à la fois avec une ouverture des frontières et un attachement à nos écosystèmes, ou à un régionalisme : on est en train de voir quelque chose qui transforme notre boussole politique", estime M. Treyer.

Les membres du groupe Verts au Parlement ont bonne réputation, et connaissent les processus, les alliances et le travail en groupe transfrontalier entre Etats membres.

Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques Delors, souligne ainsi leur "sérieux au Parlement européen". "Ils sont très organisés en groupe".

"Traditionnellement, ce groupe a utilisé le Parlement européen où les autres étaient beaucoup moins assidûs pour faire des percées assez étonnantes vu leur faible nombre", commente-t-il. "Ca leur donne un avantage comparatif dans la négociation sur les grands accords politiques qui vont devoir être trouvés sur la Politique agricole commune et les grandes politiques de mises en oeuvre du budget de l'UE", ajoute M. Treyer.

"Les Verts allemands s'y sentent à l'aise parce qu'ils retrouvent un fonctionnement qu'ils ont déjà au niveau national", analyse Mme Jérome. En Allemagne, les Verts sont politiquement compatibles avec le centre gauche comme le centre droit. Ils sont présents dans de nombreux gouvernements régionaux, qu'ils soient de gauche (à Berlin par exemple) ou de droite comme dans le Bade-Wurtemberg. AFP 27 mai 2019

La boboïtude parisienne le confirme.

- Européennes: LaRem et Les Verts font un carton à Paris - Reuters 27 mai 2019

La République en marche et les écologistes sont les principaux bénéficiaires des élections européennes à Paris, où le parti présidentiel fait presqu'aussi bien qu'en 2017 tandis que les Verts frôlent les 20%, à un an des municipales.

Avec 19,89% des voix, Europe Ecologie-Les Verts dépasse de six points son score national et arrive même en tête dans les quartiers populaires du Nord et de l'Est : Xe, XVIIIe, XIXe et XXe arrondissements. Reuters 27 mai 2019

Jadot : Le clone (clown) vert de Macron ou du "***ni de gauche, ni de droite***"

- Européennes : après son succès, EELV va-t-il se recentrer ? - lexpress.fr 27.05

Le bon score des Verts aux européennes - 12%, 3e place - entérine-t-il la ligne de Yannick Jadot ? Une ligne décrite comme plus libérale que celle des Verts canal historique, souvent critiquée - y compris en interne - notamment après deux interviews cet hiver où l'ancien directeur des programmes de Greenpeace louait "l'économie de marché, la libre entreprise, l'innovation" et se posait défenseur d'une écologie "ni de gauche, ni de droite" dans les colonnes du Figaro en mars.

La formule sonne très Macron-compatible. Dans une interview au Point, Yannick Jadot défend même un "protectionnisme vert" tout en ne fermant pas la porte à un éventuel rapprochement avec le PPE, les libéraux et les sociaux-démocrates au Parlement européen, sous réserve que le programme proposé améliore "substantiellement" le fonctionnement de l'UE.

"Il y a des macronistes convaincus à la tête d'EELV. L'espace dans lequel se construit EELV était "Hollando-compatible", il est Macron-compatible. Quand on vote EELV, on a une chance sur deux d'élire un macroniste" étrillait, en avril dernier, dans Regards, Sergio Coronado, ex-député EELV, candidat LFI aux européennes.

"Oui, Yannick Jadot a mené une candidature assez indépendante vis-à-vis de la gauche. Il a dressé le constat d'une impasse dans laquelle Cécile Duflot ou Emmanuelle Cosse notamment ont mené le parti, un parti d'alliance, et il a voulu en sortir, explique à L'Express l'historien spécialiste d'histoire politique Jean Garrigues. "Mais son tournant libéral, ce sont des idées reçues. Yannick Jadot n'a pas un discours libéral, mais il y a une intégration dans l'économie de marché et c'est vrai que dans les termes employés, il y a une volonté d'échapper à la dichotomie droite/gauche".

Au PS, en tout cas, le député européen Éric Andrieu assure à L'Express qu'EELV reste un partenaire. "Il faut que Yannick Jadot nous dise ce qu'il entend par 'ni de droite, ni de gauche'. Et la question c'est aussi de savoir sur quelle base on discute."

Esther Benbassa, sénatrice EELV : "On ne deviendra pas LREM, on ne deviendra pas ultralibéraux, ce n'est pas notre objectif". lexpress.fr 27.05

LVOG - Et pour cause, ils le sont déjà ! La preuve, si nécessaire, qu'on est bien en présence de psychopathes.

Ecologiste, ongiste, féministe, homosexuel, il cumule les qualités du parfait représentant de la décadence du régime

- David Belliard, 41 ans, a été désigné samedi tête de liste EELV pour les municipales de 2020 à Paris.

Le bac en poche, après une prépa HEC à Nancy, il file à l'EDHEC, école de commerce lilloise.

Ex-directeur général adjoint du Sidaction, "il a gardé cette fibre de pouvoir dialoguer avec des gens très différents et les écouter", selon son amie de 15 ans Alix Béranger, membre de son équipe pour 2020 baptisée "Faisons Paris" et féministe comme lui.

Dimension qu'il évalue "importante" dans son parcours, David Belliard ne cache pas son homosexualité.

En 2002, il débarque au sein d'Europe Ecologie-Les Verts (...). D'abord "militant de base", il participe à la campagne européenne de 2009 sans vouloir se présenter à des élections ensuite. Dix ans plus tard, après avoir été élu conseiller de Paris dans le XIe arrondissement puis conseiller métropolitain, le ton du président du groupe Ecologiste de Paris a changé. Désormais, il lâche : "je pense être tout à fait en capacité d'embrasser le rôle de maire de Paris". AFP1 juin 2019

Le corporatisme ou le totalitarisme ne sont "***ni de droite ni de gauche***" : D'extrême droite !

Le Point.fr - « Nous sommes les porte-parole d'une société écologiste en Europe et en France qui n'est ni de droite ni de gauche », résume l'eurodéputée Karima Delli. Celle qui a été réélue ce dimanche au Parlement européen l'admet : « Ces trucs de ni droite ni gauche, c'est de la communication politique un peu facile, mais nous en faisons une réalité. Nous sommes sans doute à l'aube d'une reconstruction politique à laquelle vont participer des Français qui font de l'écologie tous les jours, que ce soit des citoyens, des ONG ou des entreprises. » Le Point.fr 27.05

Qui a dit ?

- "*L'écologie n'est la propriété d'aucune formation politique. C'est elle, la grande gagnante de cette élection.*"

Réponse : Matthieu Orphelin, député ex-LREM, proche de Nicolas Hulot (lepoint.fr 08.06)

Le Point - Pensez-vous vraiment que des coalitions soient possibles entre LREM et EELV par exemple ?

Orphelin - Pourquoi pas, oui, mais dans des coalitions plus larges regroupant tous ceux qui veulent plus d'écologie et plus de solidarité et pas à n'importe quelle condition.

La responsabilité de l'écologie, c'est aujourd'hui de rassembler" (Derrière Macron et LREM - LVOG)

A tout seigneur tout honneur, 2022 est déjà réservé à Macron.

Orphelin - ...l'écologie au pouvoir, cela ne doit pas être 2022 et la présidentielle qui se jouent déjà ! C'est d'abord dans les territoires que cela va se passer. L'urgence des trois prochaines années, c'est de dire comment on arrive effectivement à faire de l'écologie et de la solidarité un moteur de l'avenir de la politique pour améliorer la vie des gens, sur les territoires, aux élections municipales puis régionales et départementales. Parce que la société est prête, elle l'a montré avec les élections, elle l'a montré il y a quelques mois avec les marches pour le climat, avec l'affaire du siècle, elle l'a montré avec des mobilisations diverses, dont celles, magnifiques et enthousiasmantes, de la jeunesse…" lepoint.fr 08.06

LVOG - Alors que toutes ces campagnes ont été un bide retentissant ou ne mobilisant qu'une infime partie de la population et de la jeunesse, sauf pour les médias-oligarques...

Les Gilets jaunes et LFI aussi veulent se "*recentrer*" sur les territoires, le local, les communes, bref, descendre toujours plus bas, à ce rythme-là ils vont finir dans un cul-de-basse-fosse, dommage !

Les opposants au "***virage de la transition écologique***" porteront-ils bientôt une étoile jaune ?

- Loi mobilités : des associations appellent les députés à "inscrire dans l'Histoire le virage de la transition écologique et sociale" franceinfo 04.06

Alors que l'examen de la loi d'orientation des mobilités a démarré lundi 3 juin à l'Assemblée nationale, plusieurs associations dont la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, publient mardi 4 juin une tribune que franceinfo s'est procurée et dans laquelle ils exhortent les députés "à inscrire dans l'Histoire le virage de la transition écologique et sociale".

Cette tribune, écrite et signée par Alain Grandjean, de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme (FNH), Philippe Portier, secrétaire national de la CFDT et Olivier Schneider, président de la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB), s'intitule "Loi mobilité : y aller à fond !".

"Voilà 30 ans que nous attendons une loi mobilité. Elle arrive à point nommé", se félicitent d'abord les signataires. "Alors que tous les voyants sont au rouge, non, les petits pas ne suffiront pas, c'est d'audace dont nous avons besoin", continue la tribune. Elle liste les solutions déjà connues pour tenter de limiter le réchauffement climatique : "La programmation de la fin de vente des voitures essence et diesel, la contribution des camions et des avions à la lutte contre la pollution et le dérèglement climatique, le forfait mobilité durable pour tous, les zones à faibles émissions, les équipements et stationnements vélo, la modernisation du train, les bornes de recharge pour voitures électriques..."

Les associations estiment que "le contexte n'a jamais été aussi favorable"

Mais "le temps presse", préviennent les signataires, qui regrettent que les objectifs de la France voient trop loin. Horizon 2040 pour la fin des ventes de véhicules essence et diesel. "D'après les experts du GIEC, il nous reste une douzaine d'années, tout au plus, pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et maintenir le réchauffement climatique en deçà de 2°C. Reporter la responsabilité à plus tard, nier les recommandations des scientifiques, serait une condamnation ! C'est maintenant qu'il faut se projeter. La politique gestionnaire et de court terme n'a plus de pertinence face à l'urgence écologique et sociale qui caractérise notre époque."

"On le voit, le contexte n'a jamais été aussi favorable et la société française aussi réactive", concluent les associations et organisations signataires en référence au bon score des écologistes aux élections européennes (13,47% pour EELV en France). "Chers députés, saisissez cette opportunité pour donner tout son sens à la loi mobilité. C'est une occasion unique d'inscrire dans l'histoire le virage de la transition écologique et sociale." franceinfo 04.06

"***Les partis verts ne portent aucune véritable rupture***".

6 Européennes : le vert ne fait pas tout. Par Aurélien Bernier - Les Crises 7 juin 2019

Source : Marianne, Aurélien Bernier, 29-05-2019

Extrait.

L'essayiste Aurélien Bernier décortique le positionnement des Verts en France et dans le reste de l'Union européenne. D'après lui, leurs ambiguïtés à l'égard du libéralisme et du libre-échange les condamnent à l'impuissance.

C'est essentiellement la forte mobilisation de la jeunesse et des classes moyennes intellectualisées, en écho aux marches et aux grèves pour le climat, qui explique cette progression. (...)

A gauche, mais pas trop...

Alors que dans la rue, les manifestants appellent à "changer le système, pas le climat", les verts européens sont pourtant plus que jamais positionnés au centre de l'échiquier politique. Depuis les tout débuts de l'écologie politique, la question se pose aux partis de cette mouvance : faut-il revendiquer une approche "ni droite ni gauche", un ancrage au sein de la gauche de transformation ou bien (ce qui est très différent) de la social-démocratie ?

Pour ce qui est de la gauche de transformation, la chose semble entendue. Les écologistes les plus à gauche, comme Jutta Ditfurth en Allemagne ou Martine Billard en France ont quitté le mouvement vert, laissant la place aux modérés. Pour ces derniers, la gauche de transformation est plutôt infréquentable. Les nouveaux dirigeants verts français se sont maintes fois déchaînés contre le Front de gauche puis la France insoumise. Ils critiquent tantôt l'attachement de ces formations aux régimes progressistes d'Amérique latine, tantôt leur positionnement sur la Russie, ou encore le côté "soviétique" de la planification écologique voulue par Jean-Luc Mélenchon.

L'ancrage "à gauche" des Verts a toujours été, dans les faits, un ancrage à la social-démocratie. Leur participation à la "gauche plurielle" en France de 1997 à 2002 est venue (tout comme celle du PCF de Robert Hue d'ailleurs) cautionner les nombreuses privatisations opérées par le gouvernement Jospin, ainsi que les somptueux avantages accordés aux actionnaires. En Allemagne, les Grünen comptent trois ministres au gouvernement lorsque le social-démocrate Gerhard Schröder fait adopter (à partir de 2003) les lois Hartz de dérégulation du marché du travail. En France à nouveau, des ministres verts sont présents au sein des deux premiers gouvernements Hollande, de 2012 à 2014.

Dans l'actuel contexte de débâcle de la social-démocratie, les verts, qui ne souhaitaient pas être entraînés dans la chute, ont logiquement opté pour un réalignement "ni droite ni gauche". "L'écologie politique n'est pas à marier" affirmait Antoine Waechter en 1986 dans sa motion majoritaire, alors que l'Assemblée nationale basculait à droite. Un discours réhabilité par Yannick Jadot et ses colistiers aujourd'hui. "Nous sommes les porte-parole d'une société écologiste en Europe et en France qui n'est ni de droite ni de gauche", assure l'eurodéputée Karima Delli au magazine Le Point.

Mais ces déclarations d'"indépendance" cachent une tout autre réalité : les écologistes ont besoin d'alliances aussi bien au niveau local que national et européen. En Belgique, le coprésident des verts wallons Jean-Marc Nollet s'y dit prêt, au niveau fédéral, à "une coalition avec l'ensemble des partis en dehors de la N-VA [l'extrême-droite]". En Allemagne, les Grünen vont jusqu'à former des "coalitions noires-vertes" avec la droite, comme celle en place dans la région de Bade-Wurtemberg depuis 2016. Au parlement européen de Strasbourg, les verts disent vouloir être « pragmatiques », c'est-à-dire travailler tant avec la droite qu'avec les sociaux-démocrates.

Le "ni-ni" de Yannick Jadot ou des Grünen n'est donc pas un "ni droite ni gauche". C'est un "en même temps". Ni totalement arrimé à la social-démocratie, ni totalement arrimé à la droite, le mouvement vert européen se réserve la possibilité de choisir la meilleure alliance en fonction des pays, des circonstances, et d'en changer si besoin. Bien qu'il s'en défende souvent, il s'aligne de fait sur les politiques libérales conduites aussi bien par les droites européennes (traditionnelles comme la CDU ou rénovées comme la République en marche) que par les forces dites socialistes. Des politiques qui n'offrent comme perspective que l'avènement d'un capitalisme "vert", dont l'un des grands ambassadeurs en Allemagne n'est autre que Joschka Fischer, ancien ministre fédéral et vice-chancelier, écologiste… et aujourd'hui conseiller des multinationales BMW, Siemens ou RWE.

...les partis verts ne portent aucune véritable rupture. Ni avec l'Union européenne, qu'ils rêvent comme beaucoup d'autres de changer de l'intérieur, ni avec l'ordre économique, qu'ils rêvent en fait de moraliser. C'est précisément ce refus de la cohérence qui mène l'écologie politique de victoires européennes ou locales en défaites nationales. Et, plus grave, c'est ce refus de l'affrontement avec les grandes puissances financières qui explique l'échec environnemental de l'écologie politique : malgré plusieurs décennies de "verdissement" du capitalisme, jamais les indicateurs n'ont été aussi rouges. Les Crises 7 juin 2019

Commentaires d'internautes.

1- Les ecolos sont les idiots utiles de notre système démocratique. Au même titre qu'un RN, constamment utilisé à des fins de victoire électorale. Les dés sont pipés et le couple Jadot sent l'arnaque à des kilomètres.

2- Marche « pour le climat » (et pourquoi pas des marches « pour le relief »), enseignement scolaire obligatoire du « changement global », alarmisme météo sans cesse renouvelé : les esprits étaient bien conditionnés pour faire monter la vague verte au plus haut, comme en 2009 avec la diffusion du documentaire de Yann Arthus-Bertrand quelques jours avant… les

élections européennes.

Cela marche en ville, un peu moins bien à la campagne où on n'est pourtant pas dénué de conscience écologique, et pour cause. Dans ma commune, la liste Jadot atteint 4,8 %, à une ou deux voix derrière les listes Glucksmann ou Dupont-Aignan.

Les Verts arriment définitivement les « socialistes » à droite, au néolibéralisme, s'il en était besoin.

3- Il y a une erreur dans cette phrase :

"en écho aux marches et aux grèves pour le climat, qui explique cette progression."

En effet il fallait écrire "en écho à la couverture médiatique surabondante aux marches…"

En effet ce sont essentiellement les médias qui font l'élection. Sur les 34 listes, 3 ont été promues jusqu'à plus soif par les journalistes, RN, LREM et EELV. D'où leurs bons scores. Il y a en effet une corrélation significative entre temps de présence médiatique et résultats électoraux.

4- Ces écolos n'ont rien de gauchiste, à part le passé des plus vieux d'entre eux. Ce sont des néo-libéraux qui croient ou font semblant de croire que la préservation de l'environnement est compatible avec la société de marché. C'est toute l'arnaque…

5- C'est grâce aux Verts que l'Allemagne otanisée a bombardé la Yougoslavie en 1999, comme au bon vieux temps (1941). Joschka Fischer, a joué un rôle essentiel à cet égard. Il dénonçait volontiers le « fascisme » serbe.

6- Ce même individu a également eu ces propos formidables: "L'Union Européenne apportera enfin à l'Allemagne la place qui lui a injustement été refusée après deux guerres mondiales". Quand tu penses que ce sont des politiques Allemands 'modérés', on ne se demande plus pourquoi l'UE soutient totalement les néonazebroques Azov, Zvoboda et Pravi sektor…

En France, on a Yves Cochet, député d'oreiller EELV, qui préconise la stérilisation de force des français, par suppression des allocs, au motif konpolutro et que bon, faut quand même faire de la place aux "nouveaux arrivants".

Sans oublier la maboule qui veut laisser crever les malades de plus de 70 piges, il me semble qu'elle sort de la même étable.

La véritable extrême droite est là, ultralibérale, malthusienne, totalitaire, brutale, basse de plafond et bouffie d'orgueil. Quand on peint un drapeau en bleu ou en vert, on peut vraiment faire passer n'importe quoi derrière.

Vive la nécrocratie.

7- ELV, pour moi et à jamais, c'est l'aveuglement et le mépris politiques et européistes, depuis leur immonde communiqué de presse suite à la signature du mémorandum tsipras en 2015 qui a enfoncé le peuple grec dans un véritable sociocide néo-libéral bien au-delà de ce qu'avait osé faire la droite depuis 2010, en "tuant" la gauche et les écolos grecs au passage : "On ne peut pas jouer aux dés 60 ans de construction européenne pour un désaccord sur quelques points de TVA sur la restauration des les îles Grecques" – quand on sait ce qu'ont été les mesures de punition et d'humiliation qui ont été infligées à ce pays, on en reste sidérée par tant de bêtise politique…(ici : https://eelv.fr/grece-ne-jouons-pas-aux-des-la-construction-europeenne/)

8- L'urgence écologique absolue c'est le réchauffement climatique du aux gaz à effet de serre issus de l'énergie carbonée (charbon gaz fioul). Les énergies renouvelables ne sont pas des alternatives à l'énergie carbonée. Elles sont additionnelles. Elles représentent un marché alimenté par les subventions publiques en même temps qu'un écran de fumée pseudo-écologique pour masquer la poursuite du cramage de la planète. La diminution nécessaire de l'énergie carbonée se heurterait frontalement aux intérêts des multinationales qui en vivent, et qui constituent le noyau dur du pouvoir capitaliste mondial. Donc il n'y a pas d'écologie politique pertinente dans le contexte du système "démocratique" contrôlé par les maîtres de l'Univers. Le faire croire relève de la collusion. Il n'y a d'écologie que radicale et révolutionnaire.

9- Comment peut-on se dire écolo et partisan de cette UE du libre échange intégral, de l'économie de marché et de la concurrence libre quand on sait que c'est totalement incompatible ? Pour ça , Il faut s'appeler Jadot et ses électeurs pour croire à ces mensonges, l'euronouillerie rend aveugle.

10- Ouest France : " Européennes. Le candidat EELV Yannick Jadot jugé « le plus convaincant » par le Medef"

Le Medef a convié les candidats aux européennes à un grand oral devant une assemblée de chef d'entreprise, le 25 avril. Selon des informations de Franceinfo, c'est l'intervention de Yannick Jadot, tête de liste EELV, qui a été jugée la plus convaincante.

LFIN ?

(Oublié dans les causeries précédentes.) Qui a dit ? (Après l'explosion à Lyon d'un colis piégé)

- ...l'«acte odieux», est l'œuvre d'un individu qui veut «peser sur le vote de dimanche». «Répondons à ceux qui nous menacent en faisant vivre notre démocratie. La tête haute, allons voter pour des jours heureux !? (RT 25.05)

Réponse : Le député LFI Adrien Quatennens.

"*Allons voter pour des jours heureux*", peut-on colporter pire criminelle illusion ?

LVOG - Cela fait penser aux "*jours heureux*" du CNR, de la "*Libération*"... avec ses tickets de rationnement jusqu'en 1949, l'appel de l'abbé Pierre de 1954 face à la crise catastrophique du logement, la grève des mineurs de 1963, la grève générale de 1968, quel bonheur ces années-là pour des millions de travailleurs en France ! Nous, monsieur le député, le bonheur, on ne connaît pas, on y a goûté si peu qu'il nous a laissé un goût amer de trop peu...

Néostalinisme. Il faut écarter "***une logique du clash, de rupture***" avec le régime, avec ses représentants.

Clémentine Autain (Ensemble, ex-PCF - LVOG) réitère que, selon elle, "un tournant a été pris" depuis deux ans, à savoir celui du "eux et nous", le peuple contre les élites, une "logique du clash, de rupture". Elle reproche à son mouvement d'avoir "misé sur le désespoir plus que sur l'espoir, le négatif plutôt que le positif".

BFMTV - Ce fossé, entre la ligne consistant à fédérer la gauche et celle, populiste et souverainiste, visant à fédérer "le peuple", n'a cessé de s'élargir depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

LVOG - Les deux sont opportunistes et suicidaires !

Tous pour un ou une!

- Une des figures de La France insoumise Charlotte Girard quitte le mouvement - AFP 08.06

Ancienne porte-parole de LFI pendant la présidentielle de 2017, Charlotte Girard exprime sa "défiance" à l'égard du mouvement, dont elle critique "l'inefficacité" et le "manque de démocratie". "La désorganisation que je ne suis pas seule à déplorer produit une telle perte d'énergie que c'en est désespérant. Or les voies pour y remédier demeurent opaques et difficiles à emprunter", écrit Mme Girard.

Pour elle, il "n'y a pas de moyen de ne pas être d'accord" au sein de LFI.

Charlotte Girard, auteur du programme originel de LFI en 2016 avec l'économiste Jacques Généreux, dénonce enfin "l'écart que nous n'avons pas comblé entre le monde militant institutionnel et les gens". Constatant que "la jonction n'a pas eu lieu" avec le mouvement des "gilets jaunes", elle estime que LFI est "trop tourné vers l'exercice institutionnel du pouvoir, en l'occurrence l'exploitation du seul contre-pouvoir parlementaire". AFP 08.06

LVOG - LFI s'est fondue dans les institutions de la Ve République et la souricière s'est refermée, fermez le banc.

EN MACRONIE

Après la béatification, c'était dans l'ordre des choses.

- La résurrection d'Emmanuel Macron - LePoint.fr 01.06

Le « tous contre Macron » s'est retourné contre ses instigateurs et permet au président de rester maître du jeu. LePoint.fr 01.06

LVOG - Il ne manque plus que la multiplication des pains, pardon, c'est déjà fait au CAC40 !

Non, sans blague ! La pompe à fric !

- Comment Macron a aspiré l'électorat de droite - Le Parisien 01.06

À l'occasion de ces élections européennes, le vivier électoral d'Emmanuel Macron semble avoir clairement basculé à droite. Le Parisien 01.06

LREMRN

- La droite mieux incarnée par Le Pen ou Macron que par Wauquiez, selon un sondage - L'Express.fr 02.06

Un sondage Ifop pour le JDD vient écorner un peu plus la stature du patron de LR, déjà fragilisé par le résultat aux européennes. L'Express.fr 02.06

En famille. Macron n'a pas d'ennemis à droite et à gauche. Ajoutons : Pas même à l'extrême droite.

- Gilles Boyer (LREM) s'excuse après avoir parlé des "ennemis du Président" - Le HuffPost 01.06

Cet impair a fait bondir aussi bien à gauche (Olivier Faure, patron du PS) qu'à droite (Jean Léonetti, numéro 2 de LR). Le HuffPost 01.06

On ne va pas les contredire !

- « Macron est le meilleur président de droite qu'on ait eu depuis un certain temps » - LePoint.fr

Emmanuelle Mignon, l'ex-conseillère de Nicolas Sarkozy.

A droite toute !

- Plusieurs maires de droite appellent à soutenir Macron - Le HuffPost

C'est une tradition chez les Rothschild !

- L'hommage très politique de Macron à Pompidou - Le Parisien

Rappel. Macron et Pompidou ont servi chez les Rothschild...

Totalitarisme rime avec négationnisme ou comment ils réécrivent le passé ou le font disparaître.

- 75e anniversaire du Débarquement des Alliés : "La Résistance française a joué un rôle déterminant" en Normandie - Franceinfo

Sans les renseignements fournis par la Résistance française, "le débarquement ne se serait peut-être pas déroulé en Normandie ou il aurait peut-être échoué", explique l'historien Dominique Lormier. Franceinfo

- Le Débarquement en Normandie «n'a pas eu d'influence décisive» selon la Russie - Le Parisien 5 juin 2019

La Russie a appelé mercredi à ne pas « exagérer » l'importance du Débarquement allié du 6 juin 1944 en Normandie, dont sera fêté jeudi le 75e anniversaire, et à ne pas « minorer » ainsi le rôle de l'URSS dans la défaite d'Adolf Hitler.

« L'apport des Alliés dans la victoire sur le Troisième Reich est clair. Mais il ne faut pas l'exagérer et minorer par là même la signification des efforts titanesques de l'Union soviétique, sans laquelle cette victoire n'existerait tout simplement pas », a déclaré aux journalistes la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova.

Tout en « rendant hommage à tous ceux qui sont tombés », la diplomate a dénoncé une « réécriture catastrophique de l'Histoire » donnant selon elle, notamment dans les films et les articles de presse, aux Etats-Unis et à leurs alliés un rôle prédominant dans la défaite allemande.

Selon elle, « le Débarquement en Normandie n'a pas eu d'influence décisive sur l'issue de la Seconde guerre mondiale […] déjà déterminée par la victoire de l'Armée rouge, avant tout à Stalingrad et Koursk ».

Les autorités russes et le président Vladimir Poutine, qui ne sera pas présent aux commémorations, dénoncent depuis de nombreuses années l'oubli dans lequel sont tombés selon eux en Occident les considérables sacrifices et les 27 millions de morts des Soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale. Le Parisien 5 juin 2019

LVOG - Le débarquement 200.000 soldats britanniques, américains et canadiens, 10.000 morts environ. URSS, 27 millions de morts...

- La face cachée du débarquement en Normandie: Ce qui resta tabou par Chems Eddine Chitour
- Mondialisation.ca, 08 juin 2019

Extrait. (Cet article a été d'abord publié le 5 juin 2014.)

L'apport « réel » de la résistance lors du débarquement : Un tabou ?

La doxa officielle a toujours présenté la « Résistance » comme étant la cheville ouvrière de la réussite du débarquement. Qu'en est-il de l'apport de la résistance (Forces françaises de l'Intérieur)?.

Dans la publication suivante, nous verrons que l'apport est beaucoup plus discret que l'histoire officielle ne l'a présenté. Nous lisons: «Le mythe des maquisards qui auraient joué un rôle très important dans la victoire des Alliés a la vie dure. Dans son ouvrage: «La Résistance expliquée à mes petits-enfants», La résistante Lucie Aubrac déclare: «Dans cette prison qu'était devenue la France, la Résistance a renseigné efficacement les Alliés, a contribué avec peu d'armes à vaincre l'occupant, a libéré seule une partie de notre pays, a aidé les Alliés sur le sol français, a poursuivi avec eux l'armée allemande jusqu'à sa totale défaite, a débarrassé la Patrie du régime de collaboration» (…) Dans son livre intitulé: Les F.T.P.,l'ancien commandant en chef des Francs-Tireurs et Partisans français, Charles Tillon, va même plus loin: il attribue la réussite du Débarquement aux FFI qui, dans les premières heures du 6 juin 1944, auraient apporté à l'opération des moyens… deux fois supérieurs à ceux des Alliés. Sa démonstration vaut la peine d'être exposée. L'auteur s'appuie tout d'abord sur une note du QG allié en 1944 selon laquelle la force des FFI «représentait l'équivalent en hommes de quinze divisions» (…)» (4)

«L'auteur «oublie» toutefois: -que les premières vagues d'assaut anglo-américaines n'étaient pas seules; elles reçurent l'appui décisif de la marine et de l'aviation qui pilonnèrent-que les «quinze divisions» FFI étaient non seulement peu armées, L. Aubrac avoue que la Résistance avait «peu d'armes» mais surtout, qu'elles n'étaient pas regroupées en Normandie pour attaquer Les forces allemandes présentes sur les lieux. Dans l'ouvrage d'Eisenhower, le satisfecit décerné à la Résistance arrive au seizième chapitre: Eh bien, dans ces 74 pages, seules… onze lignes sont consacrées à l'appui que pourrait fournir la Résistance. Et voici ce que D. Eisenhower écrit: «Notre plan reposait sur l'appoint considérable que nous escomptions de la part des mouvements des maquis en France. On savait qu'ils étaient particulièrement nombreux en Bretagne, et dans les montagnes et les collines proches de la côte méditerranéenne. […] Nous désirions particulièrement que, le Jour J, le général De Gaulle s'adressât avec moi par radio à la population française afin qu'elle ne se soulève pas et ne s'expose pas à des sacrifices inutiles qui n'avaient pas encore d'intérêt mais qu'elle se réservât pour le moment où nous lui demanderions son appui.» C'est net: pour débarquer, les Anglo-américains n'avaient nullement besoin de l'aide de la Résistance. Ils n'en voulaient pas. Ils considéraient que ce serait des «sacrifices inutiles». Les actions de harcèlement n'ont nullement pesé sur le cours des opérations.» (4)

A l'occasion du soixantième anniversaire du Débarquement, la question suivante a été posée à Jean Vanwelkenhuyzen, un historien de référence: «La résistance a-t-elle vraiment représenté un appoint pour les armées régulières?» Il a répondu: «Il y a une légende dorée française qui a été une manière de gommer la défaite de 1940. Les maquis locaux ont pu fournir des renseignements qui échappaient à la reconnaissance aérienne et aussi jouer un rôle dans certains combats. Mais dire que cela a changé les opérations, non».» (4) Mondialisation.ca, 08 juin 2019

Note

4. http://forumfrance-en-guerres.clicforum.fr/t2110-Le-mythe-de-la-Resistance-qui-aurait-permis-le-Debarquement-allie-en-Normandie.htm

En complément

- L'Ukraine reçoit le soutien de l'UE et de l'OTAN - euronews 05.06

Ce n'est pas un hasard si le nouveau président ukrainien a choisi Bruxelles pour sa première visite officielle. La capitale belge, abrite en effet le siège des institutions européennes et de l'OTAN et ces dernières soutiennent l'Ukraine depuis l'annexion de la Crimée par la Russie. euronews 05.06

EN MARCHE VERS LE TOTALITARISME

Un régime toujours plus liberticide.

- Paris va interdire la cigarette dans 52 parcs et jardins - Le HuffPost 30.05

Ceux qui voudront s'en griller une au soleil devront faire preuve de vigilance. Ce jeudi 30 mai, franceinfo rapporte que la mairie de Paris a prévu de bannir la cigarette dans 52 parcs et jardins de la capitale, à l'occasion de la journée mondiale sans tabac, samedi 8 juin.

- Schiappa salue l'action "de lanceuses d'alerte des Femen sur les féminicides" - Le HuffPost 31.05

Les barbares d'Ei ou Daesh ont coupé des mains, Nuñez les a arrachées et il en est tout aussi fier!

- "Gilets jaunes" : "Pas de regret" sur la gestion de l'ordre public dit Nuñez - AFP 02.06

Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur a déclaré dimanche ne pas "avoir de regret" sur la gestion des manifestations de "gilets jaunes", estimant que "ce n'est pas parce qu'une main a été arrachée, parce qu'un oeil a été éborgné" qu'il y a eu faute des forces de l'ordre. AFP 02.06

A défaut ou en attendant de pouvoir les interdire, la tentation est si grande qu'elle doit s'exprimer.

- Gilets jaunes : Sibeth Ndiaye considère que les manifestations «n'ont plus lieu d'être» RT - 2 juin 2019

Beaucoup de choses ont été réalisées depuis le début du mouvement», fait ainsi valoir Sibeth Ndiaye, qui prend pour exemple le grand débat national d'Emmanuel Macron, ou encore, les «mesures pour le pouvoir d'achat». «Aujourd'hui, je considère que ces manifestations n'ont plus lieu d'être», juge-t-elle au lendemain de l'augmentation de 5,9% du prix de l'électricité, et alors même que les tarifs à la pompe sont plus élevés qu'au début du mouvement.

En tout état de cause, «il n'y a plus de débouchés politiques» au mouvement, estime Sibeth Ndiaye. Pourtant, beaucoup de Gilets jaunes concentrent désormais leurs efforts sur l'élaboration de leur propre processus démocratique, indépendant. Des assemblées délibératives citoyennes vont ainsi se tenir un peu partout en France (la première aura lieu à Toulouse le 8 juin), au cours desquelles seront traitées les revendications issues de la plateforme en ligne du Vrai débat, le débat alternatif lancé par des collectifs de Gilets jaunes pour recueillir les doléances des citoyens. Des propositions de lois citoyennes devraient émerger à cette occasion sur les sujets chers aux manifestants, à l'instar du référendum d'initiative citoyenne.

Par ailleurs, d'autres voix au sein même du mouvement, offrent une autre piste d'explication à la faible mobilisation constatée lors des dernières manifestations du samedi. «Ça devient un carnaval, c'est du n'importe quoi, on se retrouve là, à jouer du tam-tam dans Paris avec deux-trois manifestations dans [la capitale]», expliquait ainsi Eric Drouet le 1er juin. Appelant à davantage d'unité, le Gilet jaune prônait un retour aux actions traditionnelles telles que «des blocages, des opérations escargot, des opérations "péages gratuits", des blocages [de] raffinerie». RT - 2 juin 2019

Le régime de Macron est compatible avec les néonazis.

- Pourquoi le Sénat français invite-t-il un terroriste néo-nazi…et l'assure-t-il de son soutien ? - investigaction.net - 31 Mai 2019

Extrait. Ce mercredi 29 mai 2019, la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat de la République française, recevait une délégation de vénézuéliens, avec à leur tête Lorent Saleh.

Qui est Laurent Saleh ?

Lorent Saleh est un activiste politique vénézuélien et fondateur du groupe ultra-radical Juventud Activa Venezuela Unida (JAVU). Ce groupuscule a été formé par les serbes de l'organisation Canvas (ex Otpor) aux techniques de coup d'Etat soft, théorisé par Gene Sharp. Ayant quitté Javu pour créer une autre officine (Operación Libertad), Lorent Saleh fut responsable d'actions insurrectionnelles réalisées dans l'Etat central de Carabobo. Actes pour lesquels il écopera d'une condamnation sans incarcération en 2010, mais avec l'obligation de se présenter au commissariat. Selon des révélations du Ministère de l'Intérieur vénézuélien, il participe, dès 2011, à des camps d'entrainement dans le but d'agresser le gouvernement d'Hugo Chávez.

Le 6 juillet 2013, Mr. Saleh a participé, en Colombie, au lancement d'un mouvement politique (Alliance Nationaliste pour la Liberté) aux cotés de militants néo-nazis du groupe Troisième Force. Le positionnement politique de Lorent Saleh n'est pas un délit, cependant il nous paraît étonnant que le Sénat français déroule le tapis rouge à des représentants de cette idéologie.

Photo - Lorent Saleh et Diego Cubillos, du groupuscule nazi colombien Tercera Fuerza

Photo - Les amis colombiens de Lorent Saleh (Faisant le salut nazi à la tribune d'une réunion ou d'un meeting, brassards et drapeaux nazis. - LVOG)

En 2014, il participe à des guérillas urbaines dans le but de renverser le gouvernement vénézuélien. Bilan : 41 morts, 608 blessés, dont la plupart sont imputables aux amis de Mr Saleh. Durant les mois qui suivirent ces violences, le jeune vénézuélien s'initiera à cette diplomatie parallèle en parcourant plusieurs pays dans le but de conquérir des soutiens dans sa lutte contre le gouvernement du Venezuela.

Au cours de cette année, il retournera en Colombie et sera arrêté par les autorités colombiennes pour avoir participer à des actions violentes à Bogota, et avoir tenter d'infiltrer l'Ecole de Guerre de ce pays.

Durant sa détention en Colombie, le journal colombien El Tiempo, publiera des photos compromettantes de Lorent Saleh dont une, où il apparait armé d'un fusil Galil, de fabrication israélienne. El Tiempo relèvera pudiquement que l'activité de Lorent Saleh allait bien au delà de ce que son visa de coopération lui permettait. Au vu des révélations de cet organe de presse peu susceptible de complaisance avec la Révolution Bolivarienne, on peut se demander ce qui justifie l'invitation d'une telle personnalité dans les institutions de notre République.

Photo - Docteur Lorent et Mister Saleh. A gauche, lors de son audition au Sénat de la République Française, à droite armé d'un fusil Galil, prêt à commettre des activités terroristes au Venezuela

Pire encore, la même année, un échange skype entre Laurent Saleh et un mystérieux interlocuteur révèle le caractère mercenaire de l'invité du Sénat. Durant la conversation, que chacun peut découvrir, Lorent Saleh découvre les contours d'une opération terroriste qu'il a lui même contribué à planifier.

«Il faut commencer à monter des camps d'entrainement, ici en Colombie. Que nos gens apprennent à manier les armes et les explosifs, à faire de l'auto-défense et du parachute » dit l'invité de la République française. Puis il continue « nous possédons déjà des explosifs et du C4, mais nous devons avoir aussi des gilets pare-balles et de l'armement, et une façade diplomatique avec Opération Liberté [son ONG, NDT]». (https://www.youtube.com/watch?v=OfhrHAUX49w)

En septembre 2014, la Colombie finira par extrader ce terroriste en herbe au Venezuela, et lui interdira l'accès à son territoire durant 10 ans. Rapatrié dans son pays, il sera jugé, arrêté, mis sous les verrous, puis libéré en 2018, dans le cadre de négociations entre le gouvernement vénézuélien et des diplomates européens.

Le 26 février 2019, trois jours après l'échec du gouvernement des Etats-Unis de violer la souveraineté du territoire vénézuélien, nous retrouvons Lorent Saleh en Colombie. L'interdiction d'entrer sur ce territoire, émise par la justice cinq ans auparavant, avait été levé pour 90 jours par le gouvernement d'Ivan Duque. Ce soir là, il fut arrêté par la police colombienne. Les interprétations sur les causes de cette arrestation divergent. Certaines sources révèlent que Lorent Saleh aurait essayé d'abuser de deux femmes dans un bar de nuit, la police de Colombie informera quelques jours plus tard qu'il s'agissait d'un contrôle de routine. Il sera finalement libéré. (https://www.investigaction.net/fr/pourquoi-le-senat-francais-invite-t-il-un-terroriste-neo-nazi-et-lassure-t-il-de-son-soutien)

Reporters Sans Frontières récompensé pour service rendu, c'est dans l'ordre des choses.

- Reporters Sans Frontières reçoit le prix du régime assassin de journalistes (The Electronic Intifada) - legrandsoir.info 2 juin 2019

Extrait. Reporters Sans Frontières est vivement critiquée pour avoir accepté un prix d'un régime qui assassine des journalistes.

Le groupe, souvent connu sous son sigle RSF, a reçu le prix Dan David pour la "défense de la démocratie" plus tôt ce mois-ci lors d'une cérémonie à l'Université de Tel Aviv en présence du président israélien Reuven Rivlin.

Christophe Deloire, directeur de RSF, a reçu le prix au nom du groupe.

Hélène Le Gal, ambassadrice de France à Tel-Aviv, a qualifié la remise du prix de " belle soirée " :

En février, une commission d'enquête indépendante de l'ONU a constaté que des tireurs d'élite israéliens avaient "

intentionnellement tiré " sur des journalistes palestiniens couvrant les manifestations de la Grande Marche du retour à Gaza l'année précédente.

Deux ont été tués - Yaser Murtaja et Ahmed Abu Hussein.

Le Comité pour la protection des journalistes a qualifié les assassinats de Murtaja et d'Abou Hussein d'" éléments d'un schéma ", notant que personne n'a jamais été tenu responsable de ces assassinats et d'autres assassinats de professionnels des médias par Israël.

L'organisation de défense des droits humains Al Mezan, basée à Gaza, a documenté plus de 230 attaques contre des journalistes pendant la Grande Marche du retour, dont 100 à balles réelles, et un nombre similaire causées par des grenades lacrymogènes.

Hamza Abu Eltarabesh, un collaborateur fréquent de Electronic Intifada, a récemment déclaré à The Electronic Intifada Podcast qu'il avait cessé de porter un gilet marqué PRESSE lorsqu'il couvrait les manifestations à Gaza et qu'il avait juste essayé de se fondre dans la foule parce que l'armée israélienne visait délibérément tant de journalistes.

Plus tôt ce mois-ci, des avions de combat israéliens ont pris pour cible et détruit les bureaux de l'agence de presse turque Anadolu à Gaza City.

"Le fait que Reporters sans frontières ait reçu ce prix nuit malheureusement à sa crédibilité", a déclaré l'Agence Média Palestine.

En effet, recevoir un prix pour la " démocratie " en présence de Reuven Rivlin, président du régime israélien qui a adopté en juillet dernier la loi de l'Etat-nation instituant officiellement l'apartheid, ne favorise pas la démocratie, bien au contraire ".

L'Agence Média Palestine a accusé Reporters sans frontières d'avoir participé à un exercice de propagande visant à réhausser l'image d'Israël.

Les militants palestiniens ont appelé les lauréats précédents à refuser d'accepter le Prix Dan David.

En 2010, par exemple, PACBI, la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël, a dit à la célèbre auteure canadienne Margaret Atwood que son acceptation du prix appuierait une "campagne bien huilée pour blanchir les graves violations par Israël du droit international et des droits humains fondamentaux".

L'auteur de The Handmaid's Tale a ignoré les appels palestiniens et accepté le prix de 1 million de dollars.

Le Prix Dan David est administré par l'Université de Tel Aviv, elle-même largement complice du système d'occupation, du colonialisme des colons et de l'apartheid israéliens.

Le jury du Prix Dan David comprend Henry Kissinger, l'homme d'État américain notoire pour une série de crimes horribles, dont le coup d'État militaire de 1973 au Chili et le bombardement génocidaire du Cambodge qui a tué 1,7 million de personnes. legrandsoir.info 2 juin 2019

Dans la France de Macron aussi...

- "J'ai peur qu'ils entrent et tirent sur tout le monde" : au Soudan, les militaires poursuivent les manifestants jusque dans les hôpitaux. Franceinfo

Ils ont trouvé leur modèle de démocratie.

- Le chef de la transition soudanaise rencontre Sissi au Caire - Reuters 25.05

- En Thaïlande, le chef de la junte conserve son poste de Premier ministre - AFP

- Opérations de l'armée française dans le Gourma malien et au Burkina - AFP

ILS OSENT TOUT

- François Hollande : "Vive le social-humanisme !" - L'Express.fr

LVOG - Vaut mieux faire disparaître la démocratie, c'est cohérent, mais une supercherie tout de même !

- Aurélien Pradié (LR) : «Le social c'est l'ADN de la droite» - LeFigaro.fr

LVOG - Même Hollande le dit...

- Laurianne Rossi (LREM): «Il faut renouer avec l'électorat de gauche» - LeFigaro.fr

LVOG - Qu'ils n'ont jamais conquis !

- Yves Cochet : "L'humanité pourrait avoir disparu en 2050" - Le Parisien

LVOG - Heureusement qu'il aura disparu avant !

- Antoine Frerot : "L'air intérieur est souvent plus pollué qu'à l'extérieur" - Franceinfo 05.06

Invité de Jean-Paul Chapel dans "l'éco", Antoine Frerot, PDG de Véolia, est venu parler du recyclage des déchets et de la pollution de l'air à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement.

LVOG - Les déchets dans son genre ne sont pas recyclables !

- "Gilets jaunes" : qui est l'abbé Michel, dans la tourmente après avoir entonné un chant anti-Macron à la fin d'une messe ?
- Franceinfo 05.06

Le préfet de l'Eure a saisi la procureure de la République d'Evreux pour outrage envers le chef de l'Etat et pour violation de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Franceinfo 05.06

LVOG - Amen, dixit le chanoine de Latran Macron !

- « Je veux voir Maduro devant la CPI » - LePoint.fr 05.06

Lorent Saleh, prix Sakharov en 2017...

LVOG - Il a bien mérité son prix de la honte délivré par l'UE !

- En Colombie, Angelina Jolie plaide pour les enfants apatrides de migrants vénézuéliens - AFP

- Liao Yiwu : « La complaisance de l'Occident vis-à-vis de la Chine est criminelle » - LePoint.fr 05.06

- Danemark : une campagne centrée sur l'immigration - euronews 05.06

La candidate sociale-démocrate, convertie au rigorisme migratoire, est donnée favorite. euronews 05.06

Et elle l'a emporté ! Vive l'Otan et la guerre !

DANS QUEL MONDE VIVONS-NOUS ? TRIBUNE LIBRE

Contre-analyse des dernières élections européennes.

Par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 05 juin 2019

Extraits.

- ... l'augmentation relative de participation dont on nous a parlé s'explique en partie par le fait que dans plusieurs Etats étaient organisés des scrutins régionaux voire nationaux, comme en Belgique, Espagne, Grèce, Irlande, Lituanie et Roumanie. Si ces scrutins intérieurs n'avaient pas été couplés aux élections européennes, on peut raisonnablement penser que l'abstention à ces dernières eût été plus forte.

- A force de répéter sans discontinuer des mensonges sur les ondes, ceux-ci rentrent lentement dans l'inconscient collectif et devient 'vérité'. C'est une technique vieille comme le monde qui fait toujours recette. D'autant plus aujourd'hui, à l'ère des réseaux sociaux et de la surinformation. Or cette info est complètement fausse

- Voyez les budgets des Ministères de la Défense qui en réalité s'appuient là-aussi sur des mensonges. Non, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, la Palestine, le Yémen, le Soudan, l'Iran, la Russie, la Chine, la Corée du Nord ne nous menacent pas, bien au contraire, par nos méthodes néocoloniales beaucoup de ces pays participent, malgré eux, à notre propre confort. Mais le lobby de l'armement agite des menaces inexistantes sur base de 'fake news' répétées, là aussi en boucle, dont on finit par voir l'imposture. En attendant, nos Etats 'ruinés' multiplient taxes et impôts pour financer ces budgets guerriers au profit d'une poignée de nantis qui s'engraissent sur les cadavres d'innocents, bien éloignés de leurs lieux de vie !

Cette orientation débridée vers un libéralisme à tout crin, sans prendre garde aux effets collatéraux d'élus se liant de la sorte aux principaux acteurs financiers – puisque là aussi, les campagnes électorales voient affluer des donations privées – est d'une dangerosité extrême : vous voulez notre argent, faites tourner nos usines, et de préférence à moindre coût. Si la boucle semble ainsi bouclée, ces politiques mettent véritablement la vie de tous les citoyens en danger. Parce qu'à terme, la réponse des pays que ces politiques dévastent finira par nous revenir en pleine figure.

Ce n'est pas un scénario pessimiste, c'est ce que l'Histoire nous enseigne. Mais comme le résume très justement Bruno Guigue : « Avec le totalitarisme dans les médias, difficile d'avoir la démocratie dans les urnes ».

Fait à noter : cette droite dure qui s'affirme ouvertement a la particularité d'être en parfaite symbiose avec l'actuel gouvernement du régime d'apartheid israélien. Ce qui d'une part, illustre l'esprit qui anime ce beau monde, et d'autre part présage que rien ne sera fait au niveau européen pour empêcher l'occupant sioniste qui se sent, avec l'appui inédit du gouvernement de D. Trump, les coudées décidément franches pour poursuivre le démantèlement de ce qui reste de la Palestine historique.

Les analyses de ces 'euroïnomanes' proclamés sont donc étranges voire amusantes à lire, avant de devenir sans doute dramatiques dans le quotidien des citoyens qui par manque de lucidité et de réflexion se seront fait berner, une fois de plus ! Mondialisation.ca, 05 juin 2019

«Choc des civilisations» ou crise de civilisation?

Par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 31 mai 2019 Asia Times 17 mai 2019

La perspective des dirigeants occidentaux actuels suggère que l'humanité aura de la difficulté à survivre au 21ème siècle

Extraits.

Beijing a accueilli cette semaine la Conférence sur le dialogue des civilisations asiatiques.

Dans son discours liminaire, le dirigeant chinois a essentiellement insisté sur le fait qu'une civilisation forçant une autre est « stupide » et « désastreux ». Dans le concept de dialogue des civilisations de Xi, il a fait référence à l'Initiative des Nouvelles routes de la soie ou Belt and Road (BRI), en tant que programme « qui a élargi les canaux pour les échanges et la communication ».

Le calme et la rationalité de Xi constituent un message saisissant et contrasté face à la campagne « Make America Great Again » du président des États-Unis, Donald Trump.

L'Ouest contre l'Est et le Sud

Comparez – et notez le contraste – les commentaires de Xi et ce qui s'est passé lors d'un forum sur la sécurité à Washington un peu plus de deux semaines auparavant, lorsqu'un bureaucrate du nom de Kiron Skinner, directeur de la planification des politiques au département d'État, a qualifié la rivalité américano-chinoise de « choc des civilisations » et de « lutte avec une civilisation et une idéologie vraiment différentes de celles des États-Unis. »

Et ça a empiré. Cette civilisation était « non caucasienne » – une résurrection, au XXIesiècle, du peu subtil « péril jaune » – rappelons-nous : le Japon « non caucasien » de la Seconde guerre mondiale était le « péril jaune » original.

L'adage Diviser pour régner, pimenté de racisme, explique le mélange toxique qui imprègne le discours hégémonique américain depuis des décennies. Le mélange se réfère au livre de Samuel Huntington, The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order [Le choc des civilisations et le remaniement de l'ordre mondial], publié en 1996.

La pseudo-théorie de Huntington, venant de quelqu'un qui ne connaissait pas grand-chose de la complexité multipolaire de l'Asie, sans parler des cultures africaine et sud-américaine, a été impitoyablement discréditée à travers de vastes étendues du Sud global. En fait, Huntington n'a même pas inventé le concept original et imparfait. C'est le travail de l'historien et commentateur anglo-américain Bernard Lewis, qui passe aux États-Unis pour un gourou du Moyen-Orient

Diviser, gouverner, conquérir

Comme Alastair Crooke, fondateur du Conflicts Forum, l'a souligné, Lewis a toujours prêché la division pour régner – avec une touche marquée de racisme – dans les États islamiques. Il était fervent partisan du changement de régime en Iran et sa recette pour traiter avec les Arabes était de « les frapper entre les deux yeux avec un gros bâton » parce que, selon lui, la seule chose qu'ils respectent est le pouvoir.

Crooke nous rappelle que depuis les années 1960, Lewis maîtrise parfaitement les vulnérabilités des « différences religieuses, de classe et ethniques comme moyen de mettre fin aux États du Moyen-Orient ». Lewis est un héros dans un certain milieu – celui qui inclut l'ancien vice-président américain Dick Cheney et le secrétaire d'État américain Mike Pompeo.

Nous vivons à l'ère d'un « Lewis revisité ». Dans la mesure où le monde islamique [sunnite] est en grande partie maîtrisé, en proie à la torpeur ou au chaos, le choc des civilisations concerne essentiellement, à une échelle réduite, la maîtrise et/ou la destruction de l'Iran chiite.

Pendant ce temps, le véritable affrontement – comme le souligne le département d'État – a lieu avec la Chine.

Huntington, le sous-Lewis, n'incluait pas la Russie dans « l'Occident ». Le département d'État US, révisionniste, le fait. Sinon, comment justifier le qualificatif « Nixon à l'envers » ?

« Nixon à l'envers », rappelons-le, est la recommandation de Kissinger au président Donald Trump : essayez de diviser la Russie et la Chine, mais cette fois, en séduisant la Russie.

Un révisionniste du Pentagone a également mis au point le concept « Indo-Pacifique ». La seule justification de l'amalgame est que ces deux zones doivent mener une politique étrangère soumise à l'hégémonie américaine.

La logique est toujours diviser pour régner en affrontant les civilisations – les divisions provoquant le chaos dans toute l'Eurasie.

Mais cette stratégie est appliquée dans le contexte d'un tournant historique crucial : le moment où la Nouvelle route de la soie BRI s'installe comme feuille de route pour l'intégration eurasienne progressive.

Ce que nous vivons maintenant n'est pas un choc de civilisations ; c'est une crise de civilisation.

Si le paradigme selon lequel la plus grande partie de l'humanité survit à peine n'est pas changé – et il y a peu de signes qu'il change – il ne restera plus aucune civilisation à affronter. Mondialisation.ca, 31 mai 2019

La suprématie occidentale est en voie de disparition

Par Dr. Paul Craig Roberts - Mondialisation.ca, 31 mai 2019

Le 28 mai, j'ai écrit que Le monde occidental s'effondre si vite que je craignais d'avoir à vivre sa disparition. Mon article traitait de l'aggravation de la diabolisation des Blancs, qui leur fait perdre la confiance en eux. La culpabilité qui leur est inculquée, les incite à accepter d'être discriminés au profit des migrants arabes, africains et hispaniques, que les dirigeants d'entreprises cupides et les politiques aveugles ont introduit dans le pays. La politique identitaire du parti démocrate avantage les migrants à peau plus sombre qui se présentent en victimes du visage pâle agresseur. De la même manière que les Juifs ont découvert l'avantage d'intoxiquer les Gentils en leur inculquant de la culpabilité, les Arabes, les Africains et les Hispaniques l'ont fait aussi.

Le naufrage psychologique et émotionnel n'est pas la seule forme d'écroulement en cours aux États-Unis et dans le monde occidental en général. Il y a aussi la débâcle économique et sociale, en particulier aux États-Unis. Aujourd'hui, en grande partie à cause de la délocalisation, les grandes villes étasuniennes jadis industrielles, comme Détroit, Saint-Louis, Cleveland, Flint dans le Michigan, Gary dans l'Indiana, ont perdu 20% de leur population.

La déliquescence sociale est manifeste dans la montée du nombre de sans-abri. Los Angeles, San Francisco et Seattle comptent d'importantes populations de sans-abri qui campent dans les rues, les parcs et les quartiers huppés des villes, comme Venice Beach. [NdT : À San Francisco, comme les SDF se soulagent à même la chaussée, depuis que la municipalité de gauchistes à-la-Clinton ferme les toilettes publiques le soir, la ville sent franchement le caca.]

À Los Angeles, les étrons et les ordures qui encombrent les rues, ont provoqué une invasion de rats et de puces. Les conditions sanitaires périlleuses font que les autorités médicales prévoient là-bas pour cet été une grande épidémie de maladie infectieuse. Craignant une épidémie de typhus à cause de l'infestation des rats, les tapis de l'hôtel de ville infestés de puces sont enlevés.

Pour les contribuables déjà pressurés, les coûts explosent. Ainsi, à Los Angeles en 2016, les électeurs avaient accepté de financer 1,2 milliard de dollars 10 000 logements pour sans-abri. Il y a trois ans, le coût prévu s'élevait à 140 000 dollars par logement. Maintenant, c'est 500 000 dollars l'unité. Comme l'a rapporté un journal, dépenser un demi-million de dollars pour construire un logement locatif basique, afin de permettre à une famille sans abri de s'abriter de la pluie, ne paraît pas être une idée viable.

Parmi les solutions à l'étude, il y a les camps de réfugiés et la refonte de la politique d'accueil des millions de gens venus de pays pauvres et instables. Nous sommes en train de nous appauvrir sans alléger la pauvreté dans le monde. Pour chaque personne accueillie aux États-Unis, des dizaines de milliers restent. Déjà, des régions ressemblent aux Indes d'il y a 100 ans.

L'assistance aux sans-abri profite au moins aux organisations libérales et progressistes, qui amassent fric et pouvoir pour lutter contre ce problème aux dépens des contribuables.

Autre signe de déliquescence sociale, la montée de la violence. Au cours du week-end du Memorial Day, 42 zèbres ont été flingués à Chicago. MS-13, le gang de voyous formé à l'origine par des migrants salvadoriens et honduriens, a développé son activité depuis la Californie jusqu'à Long Island, et il envahit maintenant les Hamptons. Pour se protéger, les résidents installent des fenêtres à l'épreuve des balles, des portes d'acier et des pièces sécurisées dans leurs maisons.

Autre signe de déliquescence sociale, les problèmes croissants liés à l'eau. Le problème de Flint dans le Michigan est bien connu, mais beaucoup d'autres ont bénéficié de moins de publicité. L'Hôpital Henry Ford et le Département de la santé de Detroit font état d'une augmentation considérable du nombre de maladies transmises par l'eau.

Ce n'est qu'un avant-goût de l'accélération de la déliquescence sociale. Les lecteurs vont écrire pour demander pourquoi je n'ai pas inclus ceci, cela et la débâcle des soins de santé. La réponse est que ceci n'est qu'un article, pas un livre.

Ce que nous vivons, c'est l'échec du gouvernement sur tous les plans. Des sommes énormes sont dépensées dans les guerres et pour les fomenter, pendant que Los Angeles est face à une épidémie de typhus. Pendant deux décennies, pour le compte d'Israël, les États-Unis ont dépensé des milliers de milliards de dollars dans les guerres au Moyen-Orient. Washington les appelle 'guerre au terrorisme' pour dissimuler ses véritables intentions et la motivation de la barbarie qui a tué, mutilé, rendu orphelin et déplacé des millions de gens. L'une des conséquences de ces guerres insensées a été de radicaliser les Musulmans contre les Occidentaux, alors même que les États-Unis et l'Europe faisaient venir dans leurs pays des millions de ces gens déplacés.

Les pays dont la population est hétérogène sont déjà désavantagés par la désunion, mais c'est de la folie de faire venir un nombre considérable de gens qui ont toutes les raisons de vous haïr. Une fois là, la politique identitaire transforme la haine en arme contre la population blanche.

Si un pays décidait de se suicider, il ferait exactement ce que font les États-Unis et l'Europe. C'est ce problème qui est grave, et non pas l'Iran, la Corée du Nord, le Venezuela, la Syrie, la Russie ou la Chine. Il est probable que la politique identitaire est à présent si ancrée dans les institutions, comme dans l'enseignement élémentaire de New York, que la désunion est désormais une spécificité acquise des États-Unis.

Les problèmes largement non identifiés qu'affrontent les États-Unis, submergeraient même un pays unifié. Mais pour un pays aussi désuni, il est difficile d'envisager un dénouement favorable.

Article original en anglais : Western Supremacy Is On Its Way Out, le 29 mai 2019 Mondialisation.ca, 31 mai 2019

La Chine salue la victoire de Modi en Inde. Voici pourquoi

Par M. K. Bhadrakumar - Mondialisation.ca, 06 juin 2019

La Chine n'a pas été particulièrement troublée par le fait que l'Inde a renforcé ses relations avec les États-Unis ou que son

non-alignement est en grand danger. Cette opinion a été renforcée après le sommet informel de Modi avec le président chinois Xi Jinping en avril à Wuhan et avec le président russe Vladimir Poutine un mois plus tard à Sochi. On peut raisonnablement considérer que Xi et Poutine ont côtoyé Modi de très près, intimement, et ont décidé de faire affaire avec lui, même dans les nouvelles conditions de la guerre froide.

En fait, dans un geste extraordinaire de camaraderie, le Kremlin a annoncé la décision de conférer à Modi le prix national le plus prestigieux de Russie, après le début des élections indiennes.

Un commentaire de l'Observer dans le journal du parti communiste chinois Global Times du 20 mai révèle de manière éloquente le soulagement de savoir que Modi sera à la barre des affaires à Delhi à un moment critique de la géopolitique dans la région. Les extraits suivants sont intéressants :

1. « La réélection de Modi stabilisera et améliorera davantage les relations sino-indiennes. Pendant le mandat de Modi, les relations entre l'Inde et la Chine ont témoigné d'une tendance au développement soutenu. La rencontre entre le président Xi Jinping et Modi en 2018 a ouvert un nouveau chapitre pour les relations bilatérales des deux pays et jeté les bases des relations futures. »

2. Certes, les actions de Modi ont également suscité la controverse en Chine – comme sa bonhomie initiale avec la direction tibétaine basée à Dharamsala, ses trois visites à l'État du Arunachal Pradesh ou la montée du nationalisme hindou qui « restreignait en quelque sorte la politique de Modi à l'égard de la Chine ». Mais c'étaient là des actes en direction de la politique intérieure de l'Inde dans le but de « rallier du soutien » au parti Bharatiya Janata, alors que « de manière générale, la politique de Modi était saine ».

3. « Modi a séparé les conflits politiques de la coopération économique, un geste judicieux qui produit des résultats réciproques pour les deux pays – Inde et Chine. Modi sait que les relations tendues avec la Chine ne vont pas dans le sens des intérêts de l'Inde. »

4. « L'Inde a rejoint la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures bien que les États-Unis et le Japon s'y soient fermement opposés… L'Inde a maintenu sa politique de non-alignement et n'a pas ajusté ses politiques chinoises conformément à la stratégie de Washington pour Beijing. Ce sont toutes des réalisations diplomatiques positives de l'administration Modi. »

5. À l'avenir, « Ces politiques se poursuivront si Modi est réélu… La réélection de Modi est bénéfique pour la continuité de ses politiques à l'égard de la Chine et la confiance mutuelle des deux pays ».

6. « Le conflit entre l'Inde et le Pakistan est un facteur important qui influence les relations entre la Chine et l'Inde. La Chine encourage toujours les deux pays à établir une confiance réciproque par le biais d'une coopération dans les domaines du commerce, de l'économie, de la lutte contre le terrorisme et dans d'autres domaines. Comme le Pakistan et l'Inde sont tous deux membres de l'Organisation de coopération de Shanghai, ils auront davantage de coopération dans ce cadre ».

PAROLE D'INTERNAUTE

1- Georges Orwell avait été probablement initié à la « Société Fabienne » et 1984 est une critique du type de « socialisme » que cette institution promouvait.

Le « socialisme » de la Fabienne était (est toujours) ouvertement et activement fondé sur le principe d'une technocratie pratiquant « l'ingénierie sociale. » pour orienter « positivement » les masses incapables de prendre en main leur destin. https://fr.wikipedia.org/wiki/Fabian_Society

L'Angleterre pré -seconde guerre mondiale était en effet à la pointe des recherches sur la manipulation des masses (via notamment la Clinique Tavistock qui deviendra après guerre Institut Tavistock). Le flambeau fut progressivement repris par les États-Unis (on se souvient du sinistre programme MK Ultra). Mais il y a de beaux restes (Cambridge analytical?).

C'est ça que Orwell dénonce dans son roman que l'on interprète hypocritement aujourd'hui comme une critique de l'Union Soviétique (que Orwell ne connaissait quasiment pas…)

Le néo-libéralisme, dont l'Union Européenne se réclame (l'économie sociale de marché, c'est a dire le néo-libéralisme allemand) est directement lié à l'idée, prévalante au sein de la société Fabienne ou de l'institut Tavistock, que les masses sont incapables de prendre positivement en main leur destin et qu'il faut donc les manipuler pour les faire avancer dans le bon sens.

Il suffit pour s'en convaincre d'étudier la biographie de Walter Lippmann et de son rôle pendant la première guerre mondiale auprès du président Wilson

2- En 2017, le PS est passé à Macon ; en 2019, c'est l'UMP qui a rallié le candidat des banquiers. Macron, c'est l'UMPS personnifiée.

3- Ce que vous dites est très juste et fort triste. Une grande partie des Français manque de connaissances politique et économique. Beaucoup de Français manquent surtout d'esprit critique. Impossible d'avoir une discussion politique sérieuse avec eux. Ils bloquent la discussion et se ferment. Beaucoup sont dogmatiques et votent pour le moindre mal (après avoir été bien manipulés par les médias grand public par désintérêt de la chose politique).

Pourtant, comme disait Hannah Arendt, ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal.

4- Laissons parler René Chiche, professeur de philosophie de son état :

« La vie politique française du début du vingt-et-unième siècle est d'une telle tristesse, d'une telle platitude, d'une telle pauvreté de pensée et d'une telle vulgarité que je comprends de mieux en mieux le vif intérêt des demi-instruits pour un tel néant. »

Il est en effet, impressionnant, voire même très inquiétant, de voir la puissance de manipulation des esprits via les médias de masse dans ce que l'on nomme encore démocratie. Le résultat de la dernière élection européenne en est la dernière illustration en date. Avec pour corollaire une abstention qui représente bon an, mal an, la moitié du corps électoral : une population qui se désintéresse de la chose publique ou considère que ses aspirations ne pourront trouver de débouchés par la voie des urnes.

Ce qui au final permet aux "grands fauves" de se perpétuer au pouvoir…

5- Cela fait déjà pas mal de temps que je vois venir le totalitarisme pseudo-écologique qui se profile de plus en plus nettement. Un écologisme politique qui n'est pas seulement compatible avec le capitalo-libéralisme, mais en parfaite synergie avec. Cet écologisme est le cheval de Troie idéal pour les politiques anti-sociales à venir, où l'hystérie climatique qui fait écran à des enjeux écologiques bien plus immédiats et concrets est elle-même le cheval de Troie idéal de l'autre.

Le public avait été préparé à la servitude volontaire, il est maintenant préparé pour renoncer au peu de pouvoir démocratique qu'il lui restait encore (comme en témoignent de nombreux sondages), afin de "sauver la planète", ce qui est la mission sacrée des occidentaux réduits à l'état de "citoyens du monde" qui ne savent plus qui ils sont, nient la nature tout en prétendant la défendre, et ainsi de suite. C'est un spectacle consternant où les bons sentiments font moins défaut que la lucidité, émotions instrumentalisées par "l'urgence climatique" pour court-circuiter la pensée critique qui devient interdite et hérétique, car de toute façon, si vous voyez les enjeux écologiques, sociaux et planétaires ailleurs, c'est que vous méritez à peine de vivre. "Pendez les blancs" et "lynchez les climato-sceptiques" seront en revanche des slogans compatibles avec ce capitalo-libéralisme en marche repeint en vert, en parfaite négation avec la renaissance à laquelle il prétend pour l'Europe.

6- Qu'est-ce qui distingue l'éco-fascisme du fascisme tout court ?

On pourrait commencer par lister ce qu'ils ont en commun :

– mépris pour l'etre humain (on justifie le meurtre et/ou l'exploitation de quantité d'individus au nom d'un bien collectif supérieur : la nation dans le cas du fascisme traditionnel, l'environnement et la survie du genre humain dans cet environnement pour l'eco-fascisme)

– Subversion de la légitimité démocratique afin d'instaurer la dictature avec le consentement des masses (un petit groupe tyrannique prétend exercer le pouvoir au nom du peuple et arrive au pouvoir en s'affublant des oripeaux de la démocratie)

– support zélé par les élites économiques (0,1%) qui y voient l'occasion rêvée de supprimer les bouches inutiles à leurs profits (et également un moyen facile de neutraliser les râleurs et autres empêcheurs de tourner en rond)

On pourrait aussi lister les convergences dans les méthodes d'exercice du pouvoir (la çà prendrait beaucoup de temps)

Et aussi essayer de déterminer dans quelle mesure nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation de pré-écofascisme.

7- Ce n'est pas parce que le capitalisme est anti-écologique qu'on ne peut pas faire entrer la pseudo-écologie dans le cadre d'un capitalisme totalitaire, par le biais du greenwashing et de la propagande pour instrumentaliser l'écologie…

Cela porte même un nom : le "développement durable". Par ailleurs, il faut différencier écologie (discipline scientifique) et écologisme (écologie politique ou plutôt, écologie politisée et orientée selon des intérêts qui sont économiques bien avant d'être écologiques). Vous parlez de la classe moyenne, or c'est précisément celle-ci qui est ciblée prioritairement par le matraquage pour une pseudo-écologie bobo.

- Oui, il faut aussi faire très attention avec le subvertissement du terme « décroissance » qui a été je crois popularisée par le « club

de Rome » dans les années 70 et qui si on y regarde bien correspond aux idées malthusiennes portée par la classe des nantis par horreur des pauvres depuis le XIXe siècle.

Prôner la décroissance sans avoir au préalable réformé la propriété privée et réduit drastiquement le gap qui existe entre les riches et les pauvres (la société sans classe?) revient à ouvrir une voie royale à l'eugénisme et au « genocide social » de pans entiers de la population.

Des hommes riches, (sauf les saints parmi eux, qui existent certainement) ne peuvent pas abandonner leur mode de vie confortable pour sauver quelques « ploucs » imbéciles – surtout si on les persuade qu'ils doivent leurs richesses à leur mérite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Chine-Russie

- Voici de quoi ont discuté à Moscou Xi Jinping et «son ami le plus proche» Vladimir Poutine - sputniknews.com 05.06

«Cela est ma huitième visite en Russie depuis 2013», a annoncé Xi Jinping.

«Nous avons noué des relations de travail étroites avec le Président Poutine ainsi qu'une profonde amitié personnelle. Au cours des six dernières années, nous nous sommes rencontrés presque 30 fois. La Russie pour moi est le pays étranger le plus visité, le Président Poutine est mon meilleur ami et un bon collègue», a-t-il avancé.

«Mentalité de la guerre froide»

Dans une déclaration commune, les deux Présidents ont appelé les dirigeants des puissances nucléaires à abandonner la «mentalité de la guerre froide». Pour ce faire, ont-ils indiqué, il faut mettre fin au développement de systèmes de défense antimissile, réduire le rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité nationale tout en diminuant de la sorte le menace de guerre nucléaire.

La Russie et la Chine ont également souligné leur position de principe jugeant «inadmissible» la destruction du système actuel d'accords dans le domaine du contrôle des armements, du désarmement et de la non-prolifération, y compris, par exemple, le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ou le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN).

L'architecture de contrôle des armes en danger?

Moscou et Pékin se sont dits préoccupés par les actions entreprises par certains pays en matière de contrôle des armements.

«La Russie et la Chine notent avec inquiétude les actions extrêmement dangereuses de certains États qui, en se basant sur leurs propres avantages géopolitiques et même commerciaux, détruisent ou adaptent l'architecture existante de contrôle des armes et de non-prolifération des armes de destruction massive», indique le document.

Les parties ont noté qu'en cherchant une supériorité dans la sphère militaire, «de tels États détruisent sans ménagement les mécanismes permettant de maintenir la stabilité».

Pas d'alternative à la résolution pacifique de la question nord-coréenne

Les positions de la Russie et de la Chine sont similaires en ce qui concerne le règlement de la question coréenne, ont indiqué les deux Présidents prônant une résolution diplomatique à la crise.

«Nous partons du fait qu'il n'y a pas d'alternative à la résolution pacifique et diplomatique des problèmes de la région, y compris nucléaire», a souligné Vladimir Poutine après les négociations.

Le nucléaire iranien

Selon le Président russe, les deux pays se manifestent en faveur de la réalisation du Plan d'action global commun (JCPOA) et

sa préservation.

Vladimir Poutine a également annoncé l'intention de poursuivre le renforcement de la coopération entre la Russie et la Chine dans le cadre des organisations internationales.

Lors des négociations entre Vladimir Poutine et Xi Jinping tenues le 5 juin à Moscou, les deux chefs d'État ont abordé, entre autres, la question du règlement des échanges commerciaux en devises nationales, traçant la route à la dédollarisation.

«La Russie et la Chine ont l'intention de développer les paiements des transactions en devises nationales. Des accords intergouvernementaux viennent d'être conclus, dans le but de développer davantage l'utilisation du rouble et du yuan dans les échanges bilatéraux, ainsi que d'assurer des services bancaires ininterrompus pour les transactions dans des conditions d'instabilité des marchés mondiaux», a expliqué Vladimir Poutine.

Les échanges entre les deux pays ont atteint 100 milliards de dollars, a déclaré après les négociations le dirigeant chinois.

«Nous notons avec satisfaction qu'avec les efforts conjoints des parties dans tous les domaines, notre coopération se développe de manière dynamique et fructueuse. Le commerce bilatéral a déjà battu un nouveau record historique et passé la barre des 100 milliards de dollars. La qualité de notre coopération s'améliore. Les projets stratégiques dans les domaines de l'énergie, des investissements, de l'espace et de l'aviation se réalisent avec succès», a exposé Xi Jinping. sputniknews.com 05.06

Danemark

- Danemark: victoire des sociaux-démocrates aux législatives face à la droite sortante - AFP 5 juin 2019

Le Danemark a choisi l'alternance: les sociaux-démocrates ont remporté mercredi des législatives marquées par une poussée "verte" et l'effondrement des populistes anti-immigration, principal allié du Premier ministre libéral sortant qui remettra jeudi la démission de son gouvernement.

Donnés favoris du scrutin, les sociaux-démocrates enregistrent un léger repli par rapport à 2015, mais sortent toujours en tête avec 25,9% des suffrages, selon des résultats quasi définitifs.

Ils bénéficient en outre de la progression d'autres partis de gauche, qui offre au "bloc rouge" une majorité absolue de 91 sièges sur 179, contre entre 79 ou 80 pour les partis de droite, selon les projections.

"Vous avez choisi une nouvelle majorité et un nouveau cap", a lancé la probable future Première ministre, Mette Frederiksen, à ses supporteurs en saluant "la première élection climatique" du pays.

La dirigeante sociale-démocrate, énergique quadra plusieurs fois ministre, a dit vouloir diriger un gouvernement minoritaire, avec le soutien au parlement de forces d'appoint.

L'une de ces forces, le Parti populaire socialiste, a doublé sa représentation parlementaire, avec un score 7,7%. Principal parti écologiste danois, la formation profite de l'urgence climatique devenue la priorité numéro un des électeurs danois, devant la dégradation du système de santé et le contrôle de l'immigration.

"Il semble que les Danois ont voté en faveur de l'espoir, du climat, des enfants et de l'avenir", s'est félicité la présidente du parti, Pia Olsen Dyhr.

Le parti libéral, à la tête du gouvernement danois 14 des 18 dernières années, a réalisé un très bon score, en hausse de quatre points par rapport à 2015, avec 23,4% des suffrages. Mais il est derrière les sociaux-démocrates et ses alliés de droite perdent du terrain.

"Nous avons fait une bonne élection mais il y a une alternance", a reconnu le Premier ministre Lars Løkke Rasmussen. Il compte en tirer les conséquences immédiatement, mais a indiqué que les libéraux chercheraient une alternative de gouvernement avec d'autres partis au centre, y compris de gauche, si Mme Frederiksen échouait à former le sien.

Lars Løkke Rasmussen avait vanté au cours de la campagne son bilan économique (croissance robuste, finances publiques saines, quasi plein-emploi), mais subi l'effondrement du Parti populaire danois (DF).

Force charnière de l'échiquier politique danois depuis le début des années 2000, cette formation populiste, eurosceptique et anti-immigration enregistre un cinglant revers, perdant plus de la moitié de ses sièges au Folketing, le parlement monocaméral, à 18 mandats.

Après avoir dicté au Danemark sa politique migratoire pendant vingt ans, ce parti qui a rejoint le groupe du Rassemblement national français au Parlement européen séduit moins aujourd'hui les électeurs protestataires. Il enregistre son plus mauvais résultat depuis 1998.

Deux partis classés à l'extrême droite se présentaient pour la première fois. Le plus radical, Ligne dure, qui prône l'interdiction de l'islam et dont le fondateur a organisé des autodafés du Coran en public, n'a finalement pas franchi le seuil des 2% des suffrages requis pour entrer au Parlement.

Ces résultats signent une victoire d'autant plus nette pour la gauche que la participation a été très élevée, à près de 85% des électeurs.

Les sociaux-démocrates vont devoir forger des alliances au cas par cas, essentiellement avec les partis de gauche, mais aussi avec la droite sur l'immigration.

Le morcellement du paysage politique pourrait toutefois les contraindre à nouer des alliances plus pérennes pour assurer la stabilité de l'exécutif et les tractations pourraient durer plusieurs semaines.

Les partis de gauche "vont s'affirmer face à Mette Frederiksen et la presser sur tous les fronts", prédit le quotidien conservateur Jyllands-Posten dans un éditorial.

Adossés à une conjoncture économique favorable, les sociaux-démocrates veulent mettre fin aux coupes budgétaires dans la santé et l'éducation.

Cette défense de l'Etat-providence va de pair avec la poursuite d'une politique restrictive à l'égard des résidents d'origine étrangère, qui représentent 10% de la population.

Usant d'une sémantique désormais courante dans le royaume scandinave, Mme Frederiksen a même présenté l'an dernier un projet de réforme prévoyant de renvoyer les migrants "non occidentaux" dans des camps africains en attendant le traitement de leur demande d'asile.

"Avec sa ligne dure sur les étrangers, Mette Frederiksen a anesthésié DF", estime l'analyste Anja Westphal, de la télévision publique DR. AFP 5 juin 2019

Soudan

- Soudan: la contestation rejette le dialogue, au moins 108 morts dans la répression - AFP 6 juin 2019

Les chefs du mouvement de contestation au Soudan ont rejeté mercredi l'offre de dialogue des généraux au pouvoir, dans un pays plongé dans l'instabilité après la répression des manifestants qui a fait au moins 108 morts depuis lundi selon un comité de médecins.

Durant la journée, des coups de feu ont été entendus dans les rues de la capitale Khartoum, où des paramilitaires, les Forces de soutien rapide (RSF), ont été déployés ainsi que dans d'autres villes du pays en proie à une contestation inédite depuis décembre qui a abouti à la destitution du président Omar el-Béchir le 11 avril.

Considérées comme issues des anciennes milices des Janjawid accusées d'atrocités durant le conflit au Darfour dans l'ouest soudanais, ces forces sont accusées par les chefs de la contestation d'être les principaux auteurs de la dispersion brutale des rassemblements, principalement le sit-in devant le QG de l'armée lundi, qualifiée de "massacre".

Un dernier bilan du comité central des médecins a fait état d'au moins 108 civils tués et de plus de 500 blessés en trois jours, la grande majorité dans la dispersion du sit-in. Parmi les morts, 40 ont été retrouvés dans les eaux du Nil, a dit cette source sans donner d'autre détail.

En raison de l'insécurité, la capitale a ressemblé à une ville fantôme en ce jour de célébration de la fête musulmane du Fitr, marquant la fin du ramadan: boutiques au rideau de fer baissé, circulation très réduite, seules quelques personnes se sont aventurées dans la rue.

L'internet mobile n'est plus accessible depuis lundi, alors que les réseaux sociaux jouent un rôle majeur dans le mouvement de contestation.

Faisant craindre un conflit ouvert, les chefs de la contestation, qui réclament depuis la chute de M. Béchir le transfert du pouvoir aux civils, ont rejeté l'offre de dialogue du Conseil militaire de transition qui a succédé au président déchu et est accusé d'avoir ordonné la répression.

"Le peuple soudanais n'est ouvert ni aux négociations, ni à ce Conseil militaire qui tue des gens", a indiqué à l'AFP Amjad Farid, porte-parole de l'Association des professionnels soudanais, l'une des formations clés de la contestation.

Les négociations entre les deux camps ont été suspendues le 20 mai, chaque camp refusant de céder. Et les milliers de manifestants au sit-in qui était en place devant le QG de l'armée depuis le 6 avril, exigeaient le transfert du pouvoir aux civils.

Les généraux nient avoir "dispersé par la force" le sit-in, évoquant une "opération de nettoyage" à proximité qui a mal tourné.

Dans un discours télévisé plus tôt dans la journée, le chef du Conseil militaire, Abdel Fattah al-Burhane, a dit "regretter ce qu'il s'est passé" à Khartoum lundi. Il a affirmé être "ouvert" "aux négociations sans restriction", mettant en avant "l'intérêt national" et appelant à ouvrir "une nouvelle page".

Les généraux avaient décidé mardi d'annuler tous les points sur lesquels ils étaient tombés d'accord avec les chefs de la contestation durant les négociations, et appelé à la tenue d'élections dans un délai de neuf mois.

Les représentants des manifestants avaient eux aussi annoncé la rupture de "tout contact" avec les militaires et rejeté l'appel à des élections par le Conseil qualifié de "putschiste".

Mercredi, le chef adjoint du Conseil militaire, Mohamad Hamdan Daglo, un ancien chef des Janjawid et chef des RSF, a prévenu qu'il ne permettrait pas le "chaos" au Soudan. "Il faut imposer l'autorité de l'Etat par le droit", a-t-il dit dans une allocution devant ses hommes, retransmise par la télévision nationale.

Il faisait référence aux barricades de fortune, faites d'amoncellements de pierres, de troncs d'arbres ou de pneus enflammés, érigées par les manifestants qui disent vouloir se protéger des RSF et contester l'autorité du pouvoir en place.

A Omdourman, ville jumelle de Khartoum, les forces de sécurité patrouillent à bord de véhicules notamment équipés de mitrailleuses et canons anti-aériens.

Les RSF, d'ordinaire cantonnées à d'autres régions en conflit au Soudan, sont accusées par de nombreux Soudanais et des organisations de défense des droits humains d'avoir commis de graves exactions au Darfour. AFP 6 juin 2019

- Soudan : le général Abdel Fattah al-Burhan a l'aval de Ryad, Abou Dhabi et Le Caire pour maintenir la stabilité - Franceinfo 5 juin 2019

Les forces de sécurité soudanaises ont déclenché le 3 juin 2019, à l'aube du dernier jour du Ramadan, le démantèlement par tirs à balles réelles du campement pacifique des opposants devant le quartier général de l'armée à Khartoum. C'est-à-dire quelques heures après le retour du général Abdel Fattah al-Burhan d'Arabie saoudite où il s'était rendu pour un triple sommet, arabe, du Golfe et islamique, convoqué par le prince héritier Mohamed Ben Sultan pour resserrer les rangs face à l'Iran.

Le nouveau chef de la junte qui vient d'annuler les accords laborieusement négociés avec la contestation rentrait d'une tournée-express auprès des pays alliés du Soudan dans la région. Arrivé le 25 mai au Caire pour un premier déplacement impromptu de quelques heures, Abdel Fattah al-Burhan a été reçu par son homonyme Abdel Fattah al-Sissi qui l'a assuré du soutien de l'Egypte... Franceinfo 5 juin 2019

République tchèque

- Prague : 120 000 Tchèques dans la rue pour exiger la démission du Premier ministre - Le Parisien 05 juin 2019

La plus grande manifestation depuis des décennies. Quelque 120 000 personnes ont manifesté mardi à Prague pour réclamer la démission du Premier ministre tchèque, Andrej Babis, soupçonné de fraudes.

Depuis la fin avril, les manifestations sont régulières ; elles visent Andrej Babis et sa ministre de la Justice, Marie Benesova, que les protestataires soupçonnent de vouloir freiner les poursuites judiciaires à l'encontre du chef de gouvernement.

Le milliardaire populiste est soupçonné de fraude aux subventions européennes et se trouverait en situation de conflit d'intérêts, selon un projet de rapport d'audit de la Commission européenne qui a fuité dans la presse praguoise.

Deuxième fortune du pays, Babis, selon ce rapport d'audit, tire toujours des bénéfices de la holding Agrofert qu'il avait fondée et dont il s'était formellement séparé en 2017 par les biais de fonds fiduciaires surveillés, entre autres, par son épouse. Bruxelles réclamerait à la République tchèque le remboursement de 17,4 M€.

Selon le site d'investigation tchèque Neovlivni, la Commission européenne préparerait un autre rapport d'audit, rédigé par la direction générale de l'agriculture et du développement rural (DG AGRI). Ce rapport concernerait des subventions agricoles d'un montant d'environ 78 M€ versées à sa holding.

Babis, 64 ans, nie avec véhémence se trouver dans une situation de conflit d'intérêts. « Cet audit est une attaque contre la République tchèque. Les fonctionnaires européens méprisent les lois tchèques », a-t-il affirmé devant les députés mardi, peu avant cette manifestation. Mais il n'a rien dit des montants en cause.

Le Premier ministre fait également face à une inculpation dans une affaire de détournement présumé de deux millions d'euros de fonds européens remontant à 2007-2008, liée à son complexe hôtelier de luxe « Nid de Cigogne » près de la capitale. En dépit de cette affaire, il avait remporté les élections législatives en octobre 2017. Le Parisien 05 juin 2019

Grèce

- Grèce : victoire écrasante de la droite aux élections locales - AFP 2 juin 2019

L'opposition de droite Nouvelle-Démocratie (ND) a remporté dimanche les mairies d'Athènes et de Thessalonique ainsi que la quasi-totalité des régions grecques, confirmant sa victoire écrasante des Européennes sur la gauche du Premier ministre d'Alexis Tsipras.

Malgré une abstention estimée à 60% par les analystes, les scores élevés réalisés par les candidats soutenus par la ND donnent un net avantage à la grande formation des conservateurs cinq semaines avant les législatives anticipées du 7 juillet.

A Athènes, Costas Bakoyannis, 41 ans, ancien gouverneur de la région du centre du pays, a rassemblé 65% des voix contre son rival de gauche Nassos Iliopoulos, selon les résultats de 99% des bureaux de vote.

Dans la région d'Attique, la plus grande du pays qui entoure la capitale, le conservateur Yiorgos Patoulis devient gouverneur avec 65% des voix.

Bastions habituels de la droite, Athènes et Thessalonique avaient rompu avec cette tradition en 2010 et 2014 en élisant des maires soutenus par le centre-gauche, Giorgos Kaminis et Yannis Boutaris.

C'était l'époque de la contestation des grands partis, ND et le parti socialiste du Pasok, tenus alors pour responsables de la crise.

Giorgos Kaminis sera candidat pour les législatives avec le Kinal (ex-Pasok), une décision de la dirigeante de ce parti Fofi Gennimata, qui avait provoqué la vive réaction d'Evangelos Venizelos, ancien chef du Pasok, qui a quitté samedi son parti.

Après son effondrement lors de la crise (2010-2017), le Kinal a vu son score s'améliorer lors des Européennes, troisième parti après la ND et Syriza. AFP 2 juin 2019

Algérie

- En Algérie, la présidentielle du 4 juillet annulée - AFP 2 juin 2019

Le Conseil constitutionnel en Algérie a annulé de facto dimanche l'élection présidentielle prévue le 4 juillet après avoir invalidé les dossiers des deux seuls candidats, préconisant le prolongement du mandat du président par intérim qui se termine le 9 juillet.

Ce scrutin était censé permettre l'élection d'un successeur au président Abdelaziz Bouteflika, qui a démissionné le 2 avril, sous la pression de la rue et de l?armée.

"Le Conseil constitutionnel rejette les deux dossiers de candidature déposés" et annonce par conséquent "l'impossibilité de tenir le présidentielle le 4 juillet", a indiqué l'institution dans un communiqué.

Le Conseil a précisé qu'il revenait au chef de l'Etat par intérim de "convoquer de nouveau le corps électoral et de parachever le processus électoral jusqu'à l'élection du président de la République et la prestation de serment".

Cette institution suggère ainsi la prolongation du mandat du président par intérim, Abdelkader Bensalah, nommé le 9 avril après la démission de M. Bouteflika.

Selon la Constitution, M. Bensalah assume la charge de chef de l'Etat pendant "90 jours maximum", avant de transmettre ses pouvoirs au nouveau président élu dans l'intervalle.

M. Bensalah, dont la principale mission est d'organiser à la présidentielle, est maintenu de facto à son poste au-delà des délais prévus par la Constitution.

La présidentielle du 4 juillet était massivement rejetée par les manifestants algériens, qui ont continué de protester après avoir obtenu la démission de Bouteflika, réclamant désormais le départ du "système" au pouvoir.

"Dès lors que la Constitution prévoit que la mission essentielle dévolue à celui investi de la charge de chef de l'Etat est d'organiser la présidentielle, il y a lieu de réunir les conditions adéquates pour l'organisation de cette élection dans la transparence et la neutralité", a expliqué le Conseil constitutionnel.

"Le report de cette élection est une victoire pour la rue, mais une victoire à haut risque", a estimé Hasni Abidi, directeur du Centre d?études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen à Genève.

"Avec cette décision, le pouvoir s'engage dans une voie dont il n'aura plus le contrôle. L'armée veut montrer qu?elle a fait preuve de bon sens et fait une concession face une rue intransigeante", a-t-il expliqué à l'AFP.

C'est "un défi pour le hirak (mouvement de contestation) et la classe politique, qui sont ainsi privés d'un facteur de taille pour se mobiliser", a estimé M. Abidi.

Le report de cette élection était l'une des principales revendications du mouvement de contestation, qui refuse tout scrutin organisé par l'appareil hérité des 20 ans de présidence de M. Bouteflika.

Les manifestants réclament au préalable le départ des dirigeants actuels ayant participé au régime de M. Bouteflika, parmi lesquels le général Ahmed Gaid Salah, chef d'état-major de l'armée depuis 2004.

Devenu le véritable détenteur du pouvoir depuis le départ de M. Bouteflika, le général Gaïd Salah a réclamé la semaine dernière des "concessions mutuelles" dans le cadre d'un "dialogue" dont il n'a pas défini les formes, et une présidentielle "dans les plus brefs délais", sans évoquer la date du 4 juillet.

Pour Smail Maaraf, professeur de droit à l'Université d'Alger, "le scrutin du 4 juillet était le plan A des autorités ou plutôt de Gaïd Salah". Mais "son rejet par la rue et l'absence de candidats ont contraint le pouvoir à reporter ce scrutin", a-t-il précisé à l'AFP.

Le pouvoir parie sur "un essoufflement" du mouvement de contestation durant les vacances d'été, a estimé M. Maaraf.

Selon lui, les autorités espèrent que "cela ouvrira la voie au retour des partis politiques qui ont été éclipsés par le hirak et à des candidatures traditionnelles", comme celle d'Ali Benflis, principal adversaire de M. Bouteflika aux présidentielles de 2004 et 2014.

Le plus ancien parti d'opposition du pays, le Front des forces socialistes (FFS) a estimé que "ce recul significatif des décideurs (était) la consécration de plusieurs semaines de mobilisation et de détermination populaires". AFP 2 juin 2019

- Algérie: 1er vendredi de manifestations depuis l'annulation de la présidentielle - AFP 8 juin 2019

Les Algériens se sont à nouveau massivement mobilisés pour un 16e vendredi consécutif, le premier depuis l'annulation de la présidentielle qu'ils rejetaient en bloc et au lendemain de déclarations du président par intérim réaffirmant sa volonté d'organiser néanmoins un scrutin à très court terme.

Un impressionnant déploiement policier dès la matinée dans le centre d'Alger n'a pas empêché une foule massive de converger après la grande prière musulmane hebdomadaire, en début d'après-midi, aux abords de la Grande Poste, point de ralliement de la contestation dans la capitale, où plusieurs centaines de personnes étaient déjà rassemblées en chantant "Y en a marre de ce pouvoir".

Les manifestants ont crié "dégagez!" à Abdelkader Bensalah, président par intérim, et au général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée devenu de facto l'homme fort du pays depuis la démission du président Abdelaziz Bouteflika, le 2 avril, sous la pression de ce mouvement de contestation inédit.

Difficile à évaluer avec précision, faute de comptage officiel, la mobilisation a semblé intacte à Alger où plusieurs artères du centre débordaient de manifestants, selon des journalistes de l'AFP. Le cortège s'est dispersé dans le calme en fin d'après-midi.

Des manifestants ont également défilé à nouveau massivement dans de nombreuses autres villes du pays, selon des médias et les réseaux sociaux.

Burkina Faso

- Au Burkina Faso, une urgence humanitaire sans précédent - Sputnik 31.05

Depuis 2018, la situation humanitaire au Burkina Faso a pris une ampleur inédite. Dans le pays, en proie à des attaques meurtrières dans ses parties nord et Est, le nombre de personnes déplacées a doublé en moins d'un an et l'insécurité alimentaire menace des millions de personnes.

Depuis 2015, ces attaques armées, attribuées à des groupes djihadistes par les autorités burkinabè, ont fait plus de 300 morts. Elles touchent essentiellement le nord et l'Est du pays, et sont devenues particulièrement fréquentes et meurtrières à partir de 2018. Tant les forces de défense et de sécurité, les civils, que les communautés religieuses sont les cibles d'hommes armés, le plus souvent non identifiés.

D'avril à mai 2019, cinq attaques ont notamment ciblé la communauté chrétienne catholique.

Le 12 mai, le prêtre célébrant et cinq fidèles de l'église catholique de Dablo, une commune de la province du Sanmatenga, à environ 200 kilomètres au nord de Ouagadougou, ont été abattus en pleine messe. Le lendemain de cette attaque, ce sont quatre personnes d'une procession en l'honneur de la vierge Marie qui ont péri dans une embuscade à Zimtenga, dans la région du Centre-nord. Le 26 mai, quatre fidèles ont été tués pendant la messe dans une église de Toulfé, un village de la région du Nord.

Toutes ces attaques, et les menaces qui les accompagnent généralement, occasionnent des déplacements massifs de populations. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) estime à plus de 160.000 le nombre actuel des personnes déplacées. Ces derniers ont trouvé refuge dans des communautés hôtes ou sur des sites dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre-Nord.

«Plusieurs personnes pourraient voir leur situation alimentaire et sanitaire se détériorer à l'approche de la période de soudure et de la saison des pluies. Également, le manque d'abris pour plusieurs milliers de famille reste une préoccupation majeure. L'accès aux services sociaux de base reste préoccupant pour les déplacés et les familles d'accueil.

En plus des personnes déplacées, près de 147.000 personnes dans les régions où les centres de santé sont fermés ou n'assurent qu'un service minimum ont besoin de soins médicaux et services de santé», s'inquiétait OCHA dans une note publiée à la mi-mai.

Par ailleurs, en raison de l'insécurité, un millier d'écoles sont actuellement fermées au Burkina, une situation qui prive environ 146.000 enfants d'accès à l'éducation.

La situation humanitaire au Burkina, en particulier dans le nord, est d'autant plus alarmante que le pays abrite depuis 2012 plus de 20.000 réfugiés maliens qui ont fui leur pays, en proie à une crise humanitaire encore plus préoccupante. Ces derniers vivent pour la plupart dans des camps dans la région du Sahel.

«Les réfugiés maliens et les personnes déplacées internes, ce sont des problématiques difficiles qui se superposent. Pour les réfugiés, nous concernant, on œuvre quand ils ont ce type de besoins, à assurer le rétablissement du contact avec leur famille restée au Mali», déclare à Sputnik Steven Anderson.

Au 12 mai 2019, le plan d'urgence de 100 millions de dollars lancé par les Nations unies pour l'assistance humanitaire à 900.000 personnes dans le besoin n'était financé qu'à 35%, selon OCHA. Et à cette date, aucune somme sur les 14,1 millions de dollars prévus pour assister les réfugiés n'a été perçue. Sputnik 31.05

Palestine occupée

- Israël a le "droit" d'annexer une partie de la Cisjordanie, dit l'ambassadeur américain - AFP 9 juin 2019

Israël a le droit d'annexer "une partie" de la Cisjordanie occupée, a affirmé samedi l'ambassadeur américain dans l'Etat hébreu, des propos susceptibles de renforcer l'opposition des Palestiniens à un plan de paix de Washington que les Etats-Unis n'ont pas encore dévoilé.

Les Palestiniens ont rejeté ce plan de paix avant même de le connaître tant l'administration du président américain Donald Trump s'est discréditée à leurs yeux par ses mesures hostiles à leur cause et foncièrement pro-israéliennes selon eux, comme le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem en mai 2018.

"Sous certaines circonstances (...) je pense qu'Israël a le droit de conserver une partie, mais pas toute, de la Cisjordanie", territoire palestinien occupé par Israël depuis plus de 50 ans, a déclaré l'ambassadeur américain en Israël, David Friedman, dans une interview publiée samedi dans le quotidien américain New York Times.

Aucune date n'a encore été fixée pour l'annonce du plan de paix, mais il ne devrait pas répondre aux principales revendications des Palestiniens, comme l'instauration d'un Etat souverain.

Soutenant avec ferveur les colonies israéliennes, M. Friedman a également déclaré que le plan de paix américain était destiné à améliorer la qualité de vie des Palestiniens, mais sans procurer de "résolution permanente du conflit".

La colonisation par Israël de la Cisjordanie occupée et de Jérusalem-Est annexée, illégale au regard du droit international, s'est poursuivie sous tous les gouvernements israéliens depuis 1967.

Plus de 600.000 colons israéliens y mènent une coexistence souvent conflictuelle avec près de trois millions de Palestiniens.

Lors de la campagne pour les législatives d'avril, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait promis, en cas de réélection, d'annexer des colonies israéliennes en Cisjordanie.

Ayant échoué à former une coalition après les élections, M. Netanyahu a dû faire voter par le Parlement sa dissolution afin d'éviter que le président ne confie à un autre le soin de former une coalition sans lui. De nouvelles élections auront lieu le 17 septembre.
AFP 9 juin 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

LVOG - Racket avec la complicité des syndicats qui participent à la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

- Les prix de l'électricité augmenteront de 5,9% le 1er juin, malgré les gilets jaunes - Le HuffPost 31.05

Gilets jaunes ou pas, les tarifs réglementés de l'électricité vont progresser comme prévu de 5,9% TTC en moyenne dès le samedi 1er juin, selon une décision publiée ce jeudi 30 mai au Journal officiel. Une augmentation qui devrait être suivie d'une autre en août, liée aux coûts de transport de l'électricité, mais que la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a promis de "limiter à 1%"

Les tarifs "sont fixés conformément à (...) la proposition de la Commission de régulation de l'énergie du 7 février" pour une entrée en vigueur dès ce samedi 1er juin, selon la décision des ministères de la Transition écologique et solidaire et de l'Economie.
Le HuffPost 31.05

Brésil

- Brésil : nouvelle mobilisation d'ampleur des étudiants contre Bolsonaro - AFP

Les Brésiliens protestant contre les coupes budgétaires du gouvernement Bolsonaro dans l'éducation ne désarment pas: deux semaines après des défilés monstres, ils étaient encore des dizaines de milliers jeudi à manifester dans une centaine de villes. AFP

ECONOMIE

France

- Le propriétaire allemand de deux sucreries françaises veut les fermer pour faire remonter les cours - RT 23.05

Le groupe allemand Südzucker refuse de vendre deux des quatre usines de sa filiale française Saint Louis promises à la fermeture. Objectif : réduire la capacité de production en Europe pour faire remonter les cours, quitte à sacrifier 130 emplois.

«Saint Louis Sucre ne vendra pas ses sites de production. Nous n'arrêtons pas la production de sucre pour la proposer à d'autres acteurs, mais bien pour retirer des capacités du marché», a asséné le président du directoire de Südzucker, Wolfgang Heer, dans un communiqué publié ce 23 mai.

Les prix du sucre européen ont chuté d'environ 30% sur l'année, dans le sillage de la baisse des cours mondiaux du sucre qui a suivi la levée des quotas sucriers en Europe fin 2017. Südzucker, propriétaire de Saint Louis Sucre qui a publié ses résultats annuels le 16 mai, enregistre pour sa branche sucre une perte de 239 millions d'euros sur l'exercice 2018/19.

«Le projet de reprise des sites de Cagny [Calvados] et d'Eppeville [Somme] débattu dans la presse par la CGB (association des planteurs de betteraves) ne résoudra pas le problème de surproduction», ajoute Südzucker dans son communiqué.

La semaine passée, après une séance de négociation avec les planteurs d'Allemagne du Sud (VSZ), qui détiennent une participation majoritaire (57%) au capital de Südzucker, le président de l'association des planteurs de betteraves avait assuré à la presse que la porte n'était pas fermée à une reprise des deux sucreries Saint Louis Sucre.

«Südzucker a accepté de recevoir notre offre de reprise par écrit. Nous proposons 30 millions d'euros pour la reprise des deux usines», avait indiqué le président de la CGB, Franck Sander. Les betteraviers français espéraient ainsi maintenir 130 emplois dans les deux sucreries ainsi que la culture de la betterave dans les bassins de production autour de ces sites, où travaillent 2 300 planteurs. Mais le président de VSZ, Hans-Jörg Gebhard, avait déclaré à l'issue de cette rencontre qu' «il serait irresponsable, pour Saint Louis Sucre, de céder des sites», fermant la porte à des négociations.

Selon la CGB, le rachat aurait permis à Südzucker d'économiser 100 millions d'euros sur les 200 millions qu'il dit avoir provisionnés pour couvrir la fermeture, le plan social et la dépollution de cinq sites appelés à fermer en Europe (les deux en France, ainsi qu'un en Pologne et deux en Allemagne).

Filiale depuis 2001 de Südzucker, premier sucrier européen qui possède 29 usines en Europe, Saint-Louis Sucre emploie 770 salariés en France et travaille avec 4 733 planteurs de betterave sucrière. Il a prévu de conserver ses sucreries françaises à Etrépagny (Eure) et à Roye (Somme), et ne va pas fermer totalement les sites de Cagny et d'Eppeville, dont il juge essentiel de maintenir les capacités de stockage afin de «renforcer la situation de Saint Louis Sucre pour l'avenir », selon le communiqué.

Les salariés accusent le groupe de faire une restructuration en arrêtant totalement la production de sucre, mais en gardant juste du stockage dans les usines, afin de contourner la loi Florange, qui impose à tout employeur d'une entreprise d'au moins 1 000 salariés qui envisage de fermer un établissement et de procéder à des licenciements économiques de rechercher un repreneur. RT 23.05

Haut de page

Le 11 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

A lire absolument :

- DOCUMENT. Étude sur la nature des mouvements écologistes... (1999)

J'ai adressé un courriel à son auteur.

- Au format pdf (3 pages)

Suite de la causerie d'hier sur l'instrumentalisation du réchauffement climatique. Nous allons voir aujourd'hui que cette imposture était programmée de longue date par l'oligarchie et ses idéologues.

L'écologie politique ou la théorie de la négation de la démocratie au profit du nouvel ordre mondial totalitaire.

Une forme de terrorisme en remplace une autre.

L'écologie politique était amenée à jouer le même rôle que l'islam politique, l'imposture du réchauffement climatique imputé à l'activité humaine, celui du terrorisme fabriqué et armé par les puissances impérialistes occidentales.

Attention, on ne nie pas le réchauffement climatique, on affirme seulement qu'il n'est pas dû à l'activité humaine.

Qui nie ou refuse de prendre en compte la stratégie de notre ennemi ne peut le combattre efficacement, et ne peut que s'embourber dans des contradictions inextricables qui le conduiront à l'impuissance ou pire encore.

J'imagine que les militants et les lecteurs ignoraient l'existence de ce document, et donc son contenu explosif qui réduit à néant la théorie du réchauffement climatique imputé à l'activité humaine. Quel parti dit ouvrier va le publier ou en publier les extraits les plus significatifs ? J'imagine aucun, dans le cas contraire je rectifierais.

Il faut souligner et cela me semble capital : L'immense majorité de la population, pour ne pas dire la totalité ou presque, ignore totalement l'origine de cette théorie, qui tire les ficelles et dans quels buts. Et dire que parmi nous il y en a encore qui estiment que cela n'aurait aucune importance, le dogmatisme rend aveugle et impuissant !

Les tenants de cette théorie mettent au défit la logique la plus élémentaire, qui fait hélas le plus défaut à tous les peuples. Notre devoir est de leur enseigner.

J'étais parvenu à la même conclusion sans avoir eu à fournir trop d'efforts. Et pour cause, sachant que 75% de la surface de la terre est recouverte d'eau ou constituée d'océans ou de mers, que l'espace sur lequel vivent les hommes et celui dont ils exploitent les ressources ne représentent qu'environ 10 à 15% de la superficie totale de la planète, on ne voyait pas comment leurs activités auraient pu contribuer à modifier le climat, d'autant plus qu'elles ne pouvaient avoir qu'un impact infini décimal sur les différentes couches de l'atmosphère qui entourent la terre, le réchauffement de la planète ou son refroidissement à d'autres époques ayant été uniquement le produit de phénomènes intervenus en dehors ou au-delà de la terre dans le système solaire ou dus à l'activité du soleil.

Il existe bien d'autres phénomènes qui se produisirent dans le passé qui auraient dû nous alerter sur cette gigantesque supercherie. Par exemple le fait qu'il ait été constaté que le trou dans la couche d'ozone avait augmenté ou avait diminué au cours des décennies antérieures, d'ailleurs plus personne ou presque n'en parle parce qu'il a diminué, sans parler des hausses ou des baisses de température enregistrées à la surface de la terre au cours des derniers millénaires sans qu'on puisse les imputer à l'activité humaine ; mais qui sait, depuis que Ben Laden du fin fond d'une caverne en Afghanistan aurait piloté les "*attentats*" du 11 septembre 2001, l'activité de Cro-Magnon ou du yéti, l'abominable homme des neiges, aurait pu contribuer à la modification du climat de la terre ! Et il y en a, et pas qu'un peu, pour croire cela ! Ceci explique cela. C'est bien cela le plus incroyable et auquel il faut nous attaquer.

- "*L'environnement global, un substitut à la Guerre froide pour parvenir à un gouvernement mondial.*"

Après les développements politiques intervenus lors des deux décennies qui ont suivi ce texte (1999), il faudrait dire en reprenant la terminologie de l'auteur : L'environnement global, un substitut ou un complément à la guerre contre le terrorisme dans le cadre de la nouvelle Guerre froide pour parvenir à un gouvernement mondial.

Extrait de l'*Étude sur la nature des mouvements écologistes...* publié en1999.

Qui a dit ?

« *Ne nous faisons pas d'illusions. La communauté des nations doit faire pression ou même utiliser la contrainte contre les pays dont les installations menacent l'environnement. Les instruments internationaux doivent être transformés en instruments de coercition, de sanction, de boycott et, d'ici quinze ans peut-être, de confiscation pure et simple de toute installation dangereuse. Pour parler franchement, ce que nous voulons, c'est légitimer le contrôle de l'application des décisions internationales.* »

« *Il nous faut une véritable autorité mondiale qui aura en charge le suivi des décisions internationales telles les traités signés (...) Cette autorité doit avoir la capacité de faire exécuter ses décisions. Il lui faut des moyens de contrôle et de sanction. Je connais l'appréhension de certains pays quand ils considèrent que leur souveraineté est menacée. Mais nous ne traitons pas de problèmes nationaux. Il s'agit de problèmes internationaux. La pollution ne connaît pas de frontières et le niveau de la mer ne peut varier en un endroit sans varier également ailleurs. (...) Évidemment, cette autorité supranationale devra être une autorité mondiale. C'est précisément ce caractère international qui favorisera les pays les plus pauvres en les faisant bénéficier de ressources supplémentaires.* »

Dans un communiqué de presse à l'occasion du sommet de Rio, Michel Rocard (PS), membre du groupe de Bilderberg et animateur de la « deuxième gauche » française fit ces déclarations fracassantes.

Par rapport à ces institutions, la démocratie est un obstacle. La Commission trilatérale avait consacré un rapport entier à ce sujet (La crise de la démocratie, Samuel Huntington, Michel Crozier, Joji Watanuki, 1975) :

« *Nous en sommes venus à reconnaître qu'il existe des limites potentiellement désirables à l'extension de la croissance économique. Il y a aussi des limites désirables à l'extension illimitée de la démocratie politique. Un gouvernement qui souffre d'un manque d'autorité et qui s'est engagé dans des programmes intérieurs [pour répondre aux demandes de sa « base »] aura peu de moyens, à moins d'une crise cataclysmique, d'imposer à la population des sacrifices pouvant être nécessaires.*»

C'est quasiment le même discours que tient le Club de Rome dans Halte a la croissance ? :

« *A toutes ces difficultés s'en ajoutera une, majeure, dans la pratique : l'homme politique normal et même l'homme d'État n'agit en général qu'en fonction d'horizons purement électoraux ; ces horizons sont naturellement très en deçà des périodes sur lesquelles, face à certaines évolutions, devraient porter notre réflexion et nos actions. Il y a là une contradiction fondamentale dont il convient d'être conscient et qui ne sera surmontée qu'au prix de changements profonds dans les comportements et dans la nature et l'exercice de certains pouvoirs.* »

Alexander King fut le deuxième président du Club de Rome, prototype du technocrate international, déclarant n'avoir « plus de nationalité », il a dirigé les affaires scientifiques de l'OCDE. Il estime que ce sont des gens comme lui qui doivent remplacer les gouvernements démocratiques :

« *[Les technocrates internationaux] sont les éminences grises de 'plusieurs gouvernements'. Leur existence permet de résoudre le problème constitutionnel classique : comment concilier le pouvoir d'une indispensable mais ésotérique élite d'experts avec les droits des hommes et des parlementaires au sein d'un gouvernement démocratique » [citant Niger Calder, Technopolis, Mac Gibbon, 1969] De plus, échappant aux pressions politiques nationales [c'est-à-dire n'ayant pas de compte à rendre aux électeurs], il [le technocrate international] peut être influent [et] faciliter une coordination des différentes politiques nationales.* »

Les technocrates internationaux qui officient au sein de l'OCDE, du PNUE, de la CE (L'Union européenne - ndlr), des secrétariats des divers traités internationaux sur la protection de l'environnement global et de bien d'autres institutions correspondent effectivement à ce qu'Alexander King attend. Ils peuvent, d'un trait de plume, après des manipulations de couloir, décider que telle substance est cancérigène, qu'il faudra appliquer telle limite aux émissions de tel produit, voire interdire complètement la production et la commercialisation de certaines molécules chimiques. Sauf dans les rares cas où une industrie nationale particulière a su mobiliser ses représentants nationaux et leur faire comprendre l'importance vitale de ce qui peut apparaître comme un détail technique, les réunions internationales au cours desquelles on procède au vote se résument souvent à entériner des décisions déjà prises en petit comité.

Qui fut le premier président du WWF ?

Le prince Bernhard de Hollande, ancien officier nazi.

J'ai découvert ce blog destiné aux scientifiques qui traite de cette question, je n'ai pas eu le temps de lire les articles qu'il a publiés.

http://www.pensee-unique.fr

Haut de page

Le 15 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

Un rendez-vous à ne pas manquer.

Le 20 juin à 18 heures, rassemblement devant l'ambassade d'Algérie à Paris, Journée internationale pour la libération de Louisa Hanoune.

- Au format pdf (17 pages)

A propos du document sur le mouvement écologique

J'ai publié ce document, uniquement parce qu'il montrait comment l'écologie politique s'inscrivait dans le cadre de l'idéologie politique du clan dominant de l'oligarchie et sa stratégie pour l'instauration d'un gouvernement mondial.

Cela dit, je ne partage pas les positions adoptées par son auteur sur le nucléaire, les OGM, la surpopulation mondiale, notamment. J'y reviendrai dans une autre causerie. J'ai pris le temps de lire attentivement la totalité ou presque de son document, et j'ai pris de nombreuses notes, donc je n'ai pas pu me consacrer à autres choses. Je dois encore réfléchir aux nombreuses questions qu'il pose pour y apporter des réponses, en fait c'est beaucoup plus facile de les trouver que de les rédiger de manière claire et cohérente pour les partager.

Ce samedi matin, après avoir passé une bonne nuit, c'est assez rare, j'ai eu les idées plus claires pour vous proposer un premier jet des réflexions qui me sont venues à l'esprit à la lecture de ce document.

L'auteur de ce document en est resté, je cite, à "*la vision judéo-chrétienne qui a donné naissance à la civilisation industrielle*", donc à une interprétation métaphysique ou philosophique, idéaliste, moraliste, à une forme d'humanisme béat, du développement de la civilisation humaine dont le développement des forces productives et la lutte des classes furent les deux principaux facteurs, ce qui devait l'amener infailliblement à se placer sur le plan du capitalisme, interprétation archaïque et incohérente qui se manifeste notamment dans le refuse d'assumer les conséquences catastrophiques pour l'espèce humaine et notre planète de la survie du capitalisme, l'horizon indépassable de la plupart des intellectuels limités ou bornés qui n'ont jamais étudié les travaux de Marx et Engels et n'ont jamais assimilé les lois générales du mouvement ou la dialectique qui régit la matière, la nature, les idées, la société...

C'est ainsi qu'il oppose, je cite, "*le concept d'État-nation souverain, né de l'humanisme de la Renaissance européenne et se fondant sur la liberté et la responsabilité de l'individu*", concept qui devait être amenée à voler en éclats sous la pression de la mondialisation du capitalisme ou une fois atteint le stade de l'impérialisme, liberté de l'individu qui devait être supplantée par la lutte du prolétariat pour obtenir des droits démocratiques ou politiques collectifs, à "*la conception féodale de l'empire avec ses sous-produits, des satrapies semi-indépendantes aux plus petites communautés autarciques*", les monarques et la noblesse qui constituaient l'aristocratie sous l'Ancien Régime devait s'entourer d'une importante cour ou d'une pléiade d'élites soumises et loyales pour gouverner leurs sujets, la répartition des rôles était ainsi réglée pour assurer à la fois la prospérité de l'oligarchie et la stabilité du régime.

De nos jours, c'est le développement du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant et ses contradictions ayant atteint leurs limites, qui conduisent ceux qui détiennent réellement le pouvoir, l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale, à définir les différentes orientations que selon eux la société et le monde devraient emprunter selon leurs intérêts, dans un contexte qui leur est imposé ou avec lequel ils doivent composer, notamment l'existence d'une population mondiale de 7,4 ou 7,5 milliards d'hommes et de femmes avec leurs besoins ou aspirations spécifiques ou incontournables, qui au-delà de la menace perpétuelle qu'ils font peser sur leur hégémonie de classe, constituent un réel danger pour leur propre survie tout court, car au rythme où s'est accrue la population mondiale entre le début et la fin du XXe siècle, passant de 1 à plus de 7 milliards, ils ont pris conscience qu'elle atteindrait 15 milliards à la fin du XXI e siècle, 30 milliards à la fin du XXIIe siècle, ce qui rendrait toute vie sur terre infernale ou impossible, qui peut en douter un seul instant, n'est-ce pas ?

Et ce qu'il y a d'extraordinaire chez ce genre d'intellectuels, c'est qu'il le nie ! Pourquoi un tel aveuglement ? Parce que les solutions préconisées par les idéologues de l'oligarchie pour réduire la population mondiale sont monstrueuses de cruauté, on est au moins d'accord sur ce point, au-delà, parce qu'il ne peut pas envisager que ce défit ne pourrait pas être réglé de manière juste et humaniste sous un autre régime que le régime capitaliste. Que propose l'auteur de ce document comme solution pratique pour régler ce problème ? Absolument aucune !

Vous voyez où conduit la soumission au capitalisme, le refus d'adopter le socialisme. Voilà qui devrait faire réfléchir nos chers lecteurs. A suivre.

De nouveaux dévelloppements confirment la tendance de l'oligarchie (monarchie) figurant dans ce document.

- Le fonds souverain norvégien prend ses distances avec les industries polluantes - huffingtonpost.fr 12.06

Le fonds souverain de la Norvège, le plus gros au monde avec plus de 1.000 milliards de dollars d'actifs, va devenir sensiblement plus vert en se désengageant davantage, mais pas totalement, des énergies fossiles, a décidé mercredi 12 juin le Parlement norvégien.

Le fonds va probablement devoir se désinvestir de géants miniers fortement présents dans le charbon comme le suisse Glencore, l'australien BHP Billiton et l'américain Anglo American, et d'énergéticiens ayant largement recours à cette énergie fossile comme l'allemand RWE et l'italien Enel.

C’est la conséquence d’un vote des députés qui ont adopté, sans surprise, une proposition présentée début avril par le gouvernement de droite en vue de durcir les critères de gestion du fonds. 5,2 milliards d’euros de parts vont devoir être vendues

Celui-ci était jusqu’alors censé se tenir à l’écart des compagnies minières ou producteurs d’énergie dont plus de 30% de l’activité est liée au charbon, mais de gros acteurs du secteur passaient à travers les mailles du filet parce qu’ils disposent d’autres activités importantes.

Désormais, le fonds devra cesser d’investir dans les entreprises produisant plus de 20 millions de tonnes de charbon par an ou plus de 10.000 MW d’électricité à partir de cette énergie fossile. Selon plusieurs groupes de défense de l’environnement, cette décision devrait l’obliger à vendre ses parts, d’une valeur de près de 5,2 milliards d’euros fin 2018, dans huit entreprises.

“C’est bien de voir que la Norvège se désinvestit de certains des plus gros ennemis de l’Accord de Paris sur le climat”, a commenté la cheffe de l’ONG Urgewald, Heffa Schuecking, en regrettant toutefois que cette mesure ne s’applique pas aux entreprises projetant la construction de nouvelles centrales à charbon.

Les députés ont aussi entériné la proposition du gouvernement visant à bannir certaines compagnies pétrolières, celles exclusivement tournées vers l’exploration et la production d’hydrocarbures. Cette mesure devrait toucher des groupes comme l’américain Chesapeake, le chinois CNOOC ou le français Maurel et Prom, mais épargner les majors parce que celles-ci ont généralement d’autres activités, notamment dans les énergies renouvelables.

Elle répond à des considérations strictement financières: plus gros producteur d’hydrocarbures d’Europe de l’ouest, la Norvège cherche à limiter l’exposition de ses finances publiques à un secteur de plus en plus remis en cause, y compris chez les investisseurs, par la lutte contre le changement climatique.

“La grande question économique liée à l’énergie dans la décennie à venir sera la prise d’assaut des bastions de combustibles fossiles par des sources d’énergie renouvelable moins chères à construire et à exploiter, nettement plus propres et aussi beaucoup plus faciles et rapides à déployer”, a noté Mark Lewis, responsable de la recherche sur le changement climatique chez BNP Paribas. huffingtonpost.fr 12.06

La banane, espèce en voie d'extinction - slate.fr 12 juin 2019

A priori, pas de quoi s'inquiéter. Sauf que toutes ces bananes sont en fait une seule et même banane. Elle s'appelle la Cavendish et si cette variété disparaît, ce sont toutes les bananes de notre consommation qui s'en vont avec elle.

La Cavendish n'est pas la seule banane au monde. En tout, il existe plus de 1.000 variétés. Mais celle qu'on importe dans tous les pays occidentaux, c'est elle –et à l'échelle globale, elle représente tout de même près de la moitié de la production. Qu'elle soit bio ou pas, sa composition génétique ne change pas. Pire, puisqu'elle a trois chromosomes, elle ne peut pas s'adapter génétiquement aux modifications de son environnement telles que les épidémies. Autrement dit, si une banane Cavendish a une maladie, toute l'espèce dans les plantations du monde entier se retrouve menacée. Et c'est précisément ce qui est en train de se passer.

LVOG - Dernier paragraphe de l'article :

- Pour être sauvée, la banane devra dans tous les cas sortir d'une monoculture intensive.

LVOG - En réalité, ce qui risque de disparaître figurait dans le sous-titre de cet article :

- Adeptes de la crêpe Nutella-banane, prenez garde. La banane telle que nous la connaissons est sur le point de disparaître et c'est de notre faute.

LVOG - Qu'est-ce qu'on en a à foutre que vous ne puissiez plus vous goinfrer, franchement ?

Les bananes seront réservées au marché local, au lieu d'être exportées dans le monde entier après avoir subi des traitements chimiques pour ralentir leur maturation, on ne peut que s'en réjouir. Elles sont cueillies vertes ou pas tout à fait mûres, et les traitements qui lui sont infligés servent à la conserver en bonne condition jusqu'au moment où elles finissent sur les étales des vendeurs ou des grandes surfaces, bref, un produit frelaté et souvent sans grande saveur, farineux et bourré de produits chimiques.

Vous mangerez des pommes, des poires, des prunes, des abricots, des fraises, des cerises, des melons, etc. et vous n'en crèverez pas ! Pourquoi aux quatre coins du monde devrait-on pouvoir consommer les fruits ou légumes et bien d'autres

marchandises produites ailleurs et qui ont parcouru des milliers de kilomètres pour atterrir dans notre assiette ?

C'est un truc d'individualiste petit-bourgeois capricieux et obsédé, misérable, qui ne conçoit pas que ses désirs soient contrariés ou ne soient pas satisfaits à tous prix.

J'ai écrit ce passage après avoir coupé il y a trois jours l'unique régime de bananes arrivé à maturité dans le jardin. On l'a entreposé dans la maison en attendant que toutes les bananes soient mûres, car elles ne mûrissent pas toute en même temps. Des petits écureuils (c'est la variété ici) ont déjà boulotté 9 bananes qui étaient mûres, c'est comme cela à chaque fois qu'on s'aperçoit qu'elles sont mûres ! Et puis le régime est situé à 3 mètres de haut...

Non, les bains de foule, c'est mieux !

Les «bains de forêts» aident-ils vraiment à se sentir mieux? - slate.fr

---

L'écologie politique, c'est l'idéologie du capital.

K . Marx : Le Capital.

C'est pourquoi l'idéologue du capital, l'économiste politique, ne considère comme productive que la partie de la consommation individuelle qu'il faut à la classe ouvrière pour se perpétuer et s'accroître, et sans laquelle le capital ne trouverait pas de force de travail à consommer ou n'en trouverait pas assez. Tout ce que le travailleur peut dépenser par-dessus le marché pour sa jouissance, soit matérielle, soit intellectuelle, est consommation improductive12. Si l'accumulation du capital occasionne une hausse de salaire qui augmente les dépenses de l'ouvrier sans mettre le capitaliste à même de faire une plus large consommation de forces de travail, le capital additionnel est consommé improductivement13. En effet, la consommation du travailleur est improductive pour lui-même; car elle ne reproduit que l'individu nécessiteux; elle est productive pour le capitaliste et l'Etat, car elle produit la force créatrice de leur richesse14.

Au point de vue social, la classe ouvrière est donc, comme tout autre instrument de travail, une appartenance du capital, dont le procès de reproduction implique dans certaines limites même la consommation individuelle des travailleurs. En retirant sans cesse au travail son produit et le portant au pôle opposé, le capital, ce procès empêche ses instruments conscients de lui échapper. La consommation individuelle, qui les soutient et les reproduit, détruit en même temps leurs subsistances, et les force ainsi à reparaître constamment sur le marché. Une chaîne retenait l'esclave romain ; ce sont des fils invisibles qui rivent le salarié à son propriétaire. Seulement ce propriétaire, ce n'est pas le capitaliste individuel, mais la classe capitaliste.

Notes.

12 James Mill, l. c., p. 238 et suiv

13 « Si le prix du travail s'élevait si haut, que malgré l'accroissement de capital il fût impossible d'employer plus de travail, je dirais alors que cet accroissement de capital est consommé improductivement. » (Ricardo, l. c., p. 163.)

14 « La seule consommation productive dans le sens propre du mot c'est la consommation ou la destruction de richesse (il veut parier de l'usure des moyens de production) effectuée par le capitaliste en vue de la reproduction... L'ouvrier est un consommateur productif pour la personne qui l'emploie et pour l'Etat, mais, à vrai dire, il ne l'est pas pour lui-même. » (Malthus, Definitions, etc., p. 30.)

Parole d'internaute

1- "« On ne peut pas résoudre un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré. » (Einstein)

Nos chères « élites » ont tellement foi dans le capitalisme qu'elles pensent que celui-ci a tous les pouvoirs, même des supers-pouvoirs, par exemple celui de régler les problèmes qu'il a lui-même engendré. « Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes » (Bossuet : c'est matinée citation, ça fait intelligent).

Les exemples pullulent du fait que pour elles (les « zélites »), il est plus facile d'imaginer la fin de l'humanité que la fin du capitalisme. D'ailleurs je finis par me demander si à choisir, elles ne préfèreraient que l'humanité disparaisse plutôt qu'elle survive au capitalisme.

Comme elles sont gagnantes dans ce système, je peux comprendre qu'elles le chérissent. Mais si chacun peut avoir la foi en ce qu'il veut, personne ne peut obliger autrui à partager sa foi."

2- "D'ailleurs le : "il est plus facile de d'imaginer la fin de l'humanité que la fin du capitalisme" est également une formule du philosophe Slavoj Zizek citée dans l'article "The shift project, un lobby éco-capitaliste" de la page 5 du numéro de Juin 2019 du journal la décroissance..."

3- "« D'ailleurs le : "il est plus facile de d'imaginer la fin de l'humanité que la fin du capitalisme" est également une formule du philosophe Slavoj Zizek »

Je l'avais déjà entendue cette phrase, mais dans la bouche d'une copine. Comme quoi…"

LVOG - Rompre avec le capitalisme, une idée qui fait son chemin, lentement, souterrainement dans la tête des travailleurs... Comme quoi il ne faut pas désespérer.

Au passage, ce genre de commentaires (blog Les Crises.fr qui n'a rien de révolutionnaire) justifie l'orientation politique que j'ai proposée, et qui malheureusement n'a été soutenue ou qui a été partagé à ce jour par aucun des lecteurs de *La voix de l'Opposition de gauche*, lecteurs qui à mon avis sont rongés par un scepticisme inavouable ou inconscient. Vous me direz qu'on le serait à moins en observant l'orientation des partis ouvriers se réclamant du socialisme existant de nos jours qui constitue un puissant facteur de démoralisation ou de découragement...

En famille Pour "***une transformation complète du modèle économique, politique et social du pays***" ou "***un changement de modèle global***" sous l'égide de l'oligarchie.

LVOG - L'écologie politique n'a pas pour objet de rendre la vie des peuples meilleure ou plus supportable, son but est uniquement de favoriser l'instauration d'un régime mondial totalitaire.

M. Le Gendre, LREM - "Nous avons une vision très différente de l'écologie, nous considérons qu'elle doit entraîner une transformation complète du modèle économique, politique et social du pays. C'est une approche globale",

"Les écologistes d'avant ne regardent que le mot écologique. Nous voulons absolument regarder le mot transition, faire en sorte que cette transformation se fasse. Ce n'est pas tout tout de suite, mais c'est très vite, très profond et surtout très complet", a-t-il ajouté. franceinfo 12.06

Mimétisme.

David Cormand, eurodéputé et secrétaire national d'EELV, jeudi sur franceinfo.

David Cormand - Nicolas Hulot l'avait dit quand il a quitté le gouvernement : l'action écologique qu'il faut mener est incompatible avec le modèle économique global que défend le gouvernement. C'est-à-dire que la vision productiviste libérale de l'économie percute la question du maintien de la vie sur Terre, la question écologique par essence.

Après, encore une fois, il y a besoin d'un changement de modèle global. C'est à ça que l'on travaille. franceinfo 13.06

Rappel à l'ordre des maîtres à leurs zélés disciples, chaque chose en son temps...

- Lecornu: les écologistes oublient la "transition sociale" - AFP 14 juin 2019

Le ministre chargé des Collectivités territoriales Sébastien Lecornu a défendu vendredi une transition écologique à "un rythme raisonnable", car elle s'accompagne d'une "transition sociale"...

"Vous ne ferez pas l'écologie contre les gens en situation de pauvreté, les salariés de la filière diesel, c'est pas vrai, faut pas mentir aux gens", a insisté le ministre. AFP 14 juin 2019

Qui a dit ?

- "*Aller expliquer aux gens de voter LFI plutôt que PCF ou les Verts, c'est vachement compliqué*".

Réponse : François Ruffin sur Europe 1 (AFP 14 juin 2019)

LVOG - De quels gens parle-t-il ? A qui s'adresse-t-il sachant que 98% n'iront pas voter PCF et 90% ou plus n'iront pas voter Verts ?

L'écoterrorisme, "ça fait un peu peur" ! Le formatage des esprits au totalitarisme commence dès l'école.

- Climat : les enfants du Maine-et-Loire se projettent dans 50 ans - Le Parisien 14 juin 2019

« Ce film nous oblige à nous imaginer dans cinquante ans, ça fait un peu peur », ajoute d'une voix timide Louise, 10 ans, tout de bleu vêtue.

Selon Elisabeth Csajaghy, professeure des écoles, l'expérience est très concrète : « Nous avons reçu à l'école des scientifiques qui nous ont informés sur notre consommation énergétique. Nous avons aussi visité un centre de tri de déchets d'ordures ménagères avant de travailler sur le scénario. » Le Parisien 14 juin 2019

Et le matraquage, le harcèlement est quotidien.

- L'homophobie est désormais un crime au Brésil - L'Express.fr

Les actes d'homophobie sont temporairement considérés comme équivalents aux actes de racisme, et peuvent donc être punis d'un à trois ans de prison, ou d'amendes. L'Express.fr

- A Rennes, un chant féministe pendant un match de Coupe du monde - euronews

" Levons-nous femmes esclaves. Et brisons nos entraves. Debout, debout, debout ! ". L'Hymne des femmes , chanson créée en mars 1971 par les militantes du Mouvement de libération des femmes (MLF)... euronews

- Aurélie Jean - Vous voulez changer le monde ? Allez donc à l'école ! - LePoint.fr 13.06

Greta Thunberg arrête l'école pour se consacrer à son combat écologique. Un caprice à l'heure où près d'un enfant sur cinq n'a pas accès à l'éducation. LePoint.fr 13.06

LVOG - Elle aura un précepteur comme chez les gosses d'aristocrates sous l'Ancien Régime

---

Acte II du national-socialisme En Marche.

- Macron veut un acte II plus "humain" - Le HuffPost 14.06

Place aux questions sociales et environnementales. Le chef de l'Etat promet ainsi plus "d'humanité" et de "proximité" pour la deuxième moitié de son quinquennat.

L'entretien s'est finalement terminé sur une note plus détendue, lorsque le journaliste s'est mis à questionner Emmanuel Macron sur son film préféré d'Audiard et le président de citer notamment: "On peut prétendre à l'audace sans connerie".

« Les cons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît. » Quand EmmanuelMacron , en fin d'interview, revendique son amour d'Audiard, « qui ne cède rien au politiquement correct ou au conformisme ». Le HuffPost 14.06

LVOG - La connerie, c'est parfois un luxe qu'il confond avec l'audace !

Acte II du national-socialisme En marche. (suite)

Hitler avait déclaré la guerre à l'aristocratie financière qui avait financé et favorisé la montée du nazisme, Hollande dont elle avait fait son candidat allait affirmé que la finance était son ennemi, et Macron qui en est le produit achevé se pose en pourfendeur du capitalisme "devenu fou" : C'est la même méthode, la même idéologie, celle de l'extrême droite avançant masquée pour le compte de l'oligarchie financière internationale.

- Emmanuel Macron dénonce les «dérives d'un capitalisme devenu fou» - Le Parisien 12 juin 2019

Emmanuel Macron a dénoncé mardi devant l'Organisation internationale du travail à Genève les dérives d'un « capitalisme devenu fou » au sein d'organisations comme le FMI ou l'OMC, qui privilégient les ajustements économiques aux droits sociaux.

Plus globalement, il a réclamé le retour à une « économie sociale de marché où chacun trouve sa part », au lieu d'une « captation des richesses par quelques-uns ». Sinon « on nourrit les extrêmes », a-t-il expliqué, comme l'an dernier au Forum de Davos.

« Quelque chose ne fonctionne plus dans ce capitalisme qui profite de plus en plus à quelques-uns. Je ne veux plus que nous considérions que le sujet d'ajustement économique et de la dette prévaut sur les droits sociaux », a lancé Macron.

« Quand le peuple ne trouve plus sa part de progrès », il peut être « attiré par l'autoritarisme, qui dit : la démocratie ne vous protège plus contre les inégalités de ce capitalisme devenu fou. Nous allons faire des murs, des frontières, sortir de ce multilatéralisme, il est mou. »

« On ne peut pas défendre ce que je dis à l'OIT et dire ensuite au FMI ou autour de la table du Conseil européen : vous allez vous ajuster face à la crise financière et réduire vos droits sociaux. Ça doit être terminé », a-t-il insisté, plaidant la cohérence.

« Ou dire à l'OMC : c'est formidable le commerce, il faut négocier des accords avec tout le monde, quelle que soit leur sensibilité sociale et environnementale. Et vive le dumping, ça ira mieux, ça enrichit tout le monde », a-t-il ajouté, se défendant de tenir un discours « crypo-marxiste » à l'OIT et libéral en France.

Le chef de l'Etat a souhaité que le G7 organisé fin août à Biarritz appelle tous les pays à se doter d'ici 2030 d'un système de protection sociale pour tous. Il a aussi appelé à un « ordre public social » incluant un salaire minimum, comme la France le défend au niveau européen, et la création d'un « fonds à impact social et environnemental ». « La crise que nous vivons peut conduire à la guerre et à la désagrégation des démocraties », a-t-il averti. Le Parisien 12 juin 2019

En Marche vers le totalitarisme avec le parti unique ou de l'extrême centre à l'extrême droite "***peu importe la provenance de vos idées***".

- "Quelque chose de totalitaire": les socialistes accusent Marlène Schiappa de vouloir un parti unique - RT 9 juin 2019

Le 8 juin, dans une tribune parue dans le Journal du dimanche, la secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes Marlène Schiappa, ainsi que les députés La République en marche (LREM) Laurent Saint-Martin et Olivia Grégoire, ont appelé les députés issus de divers bords politiques à faire «passer leur pays avant leur parti». Pour les trois signataires, la défaite des partis de gauche et de droite traditionnels lors des récentes élections européennes, témoigne du désir des Français de recomposition du paysage politique.

«Le traditionnel clivage gauche-droite doit être dépassé pour une majorité de nos concitoyens, et cela ne date ni des européennes ni de la dernière présidentielle. Voilà des années que déçus et délaissés de la politique se prononcent en faveur de l'abstention ou des partis extrêmes», déclarent-ils. Et d'ajouter : «Si affirmer simplement "nous sommes de droite" avait encore un sens, alors François-Xavier Bellamy aurait gagné les élections européennes. Si déclarer "nous sommes de gauche" suffisait à convaincre les électeurs de gauche, alors Raphaël Glucksmann aurait largement dépassé les 20%.»

«Etes-vous prêts à porter et défendre des idées, peu importe leur provenance, au service des Français ? Si oui, alors venez marcher avec nous. Nous ne serons pas d'accord sur tout?: c'est ce qui fait (encore) la beauté du débat d'idées. Mais nous serons rassemblés sur une destination», concluent-ils. RT 9 juin 2019

Le parti unique, il est déjà en place.

- Philippe obtient avec 363 voix une large confiance de l'Assemblée - AFP

- Banlieues: critiqué il y a un an, le gouvernement défend son bilan - AFP

- Discours de politique générale : «Sur l'écologie, une progression notable», note Matthieu Orphelin - Le Parisien

- Retraites : Olivier Faure "pas hostile par principe" à un système universel par points - Franceinfo

- Belloubet veut un seuil d'irresponsabilité pénale à 13 ans - AFP

La ministre de la Justice Nicole Belloubet a annoncé jeudi sa volonté d'établir un seuil d'irresponsabilité pénale à 13 ans, un "progrès" salué par les syndicats de magistrats... AFP

- Mali : trois civils tués par un tir de l'armée française sur un véhicule jugé suspect - Le Parisien

Trois civils tués au Mali. L'Armée française fait état ce mercredi d'un incident mortel dans le cadre de l'opération Barkhane. Le Parisien

LVOG - A bas l'occupation du Mali par l'impérialisme français !

Et ils comptent bien y rester (en place).

- Macron, cap sur la présidentielle de 2022 - Le Parisien 11 juin 2019

Un second mandat en 2022 ? Y penser toujours, n'en parler jamais ! Dès la présidentielle de 2017, Emmanuel Macron a conçu son action sur dix ans. Deux quinquennats, donc. (Le Parisien s'en réjouit déjà ! - LVOG)

Un cadre haut placé de la macronie regrette de voir les partis traditionnels, comme LR et le PS, si affaiblis : « J'aimerais autant qu'il y ait des amortisseurs entre nous et le RN… ». « La démocratie, c'est la circulation du pouvoir. Un jour, nous perdrons les élections. N'accréditons pas nous-mêmes l'idée que la seule alternative, ce serait le RN. Ce serait dangereux, déplore aussi le député LREM Hugues Renson. Il est important que d'autres formations politiques existent ! Soyons vigilants. » Le Parisien 11 juin 2019 LVOG - Encore faudrait-il que leurs dirigeants partagent votre idéologie, hors cela prend du temps pour les former et les sélectionner, écarter les brebis galeuses ou détecter ceux qui ne sont pas fiables ou loyaux et les éliminer...

Le recrutement ou la sélection est en cours...

- Qui sont les 72 élus de droite et du centre qui ont signé la tribune en soutien au gouvernement ? - Franceinfo 10.06

- La présidente du groupe Les Républicains à la mairie de Paris quitte le parti - Franceinfo 10.06

Et rejoint LREM.

Les déchets sont inévitables et poussés vers la sortie..

- La députée Sandrine Josso quitte LREM pour être « en accord avec ses valeurs » - Le Parisien 11 juin 2019

Il y a quatre jours, Aina Kuric, élue de la Marne, avait justifié de la même manière son départ du parti LREM, partageant sa « honte » et sa « déception ». Elle est toutefois restée apparentée au groupe parlementaire LREM.

La députée Sandrine Josso, qui, elle, quitte à la fois le mouvement et le groupe LREM de l'Assemblée, siégera désormais au groupe « Libertés et Territoires ».

Ce n'est pas la première élue macroniste à rejoindre ce groupe, regroupant pêle-mêle des députées corses, centristes ou de gauche. On y trouve en effet François-Michel Lambert et Paul Molac, jamais inscrits chez LREM, mais aussi les démissionnaires Jean-Michel Clément et M'jid El Guerrab. Ce dernier avait dû quitter le groupe et parti présidentiel après sa violente altercation violente avec un élu socialiste dans les rues de Paris.

Frédérique Dumas, issue du groupe UDI-Agir, a également rejoint Libertés et Territoires ce mardi. Ce groupe créé en octobre 2018 et qui se revendique indépendant, passe donc de 16 à 18 membres. Le Parisien 11 juin 2019

D'autres font du zèle. Déshumanisation et désocialisation En Marche.

- "C'est elle ou nous" : deux députés menacent de quitter LREM si le parti n'exclut pas Agnès Thill après ses propos sur la PMA - francetvinfo.fr 10.06

Agnès Thill explique (notamment) que la loi bioéthique, qui prévoit l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes, "restera dans l'histoire comme celle qui aura évincé les pères de la naissance et de l'éducation des enfants".

Raphaël Gérard et Laurence Vanceunebrock-Mialon, et de l'Allier :

Raphaël Gérard, députés LREM de Charente-Maritime : Sous couvert de naïveté, elle dit des choses absolument terribles. Si vous décryptez bien, elle sous-entend que le modèle hétérosexuel est supérieur à tous les autres, qu'il y aurait une minorité (les personnes LGBT) qui chercherait à imposer un mode de vie...

Notre position n'est plus tenable, on ne peut pas continuer comme ça. La ligne rouge a déjà été franchie depuis longtemps. Si on n'est pas capables de l'exclure, c'est nous qui prendrons la porte. francetvinfo.fr 10.06

Et dire que l'extême gauche partage la même idéologie que LREM !

Fabrication du consentement et numéro d'équilibrisme.

Un Français sur deux approuve les mesures annoncées par Édouard Philippe - L'Express.fr 14.06

Seule la création d'un "âge d'équilibre pour les retraites", qui instaure une décote sur les pensions de retraite avant 64 ans, a été mal reçue (66% de mécontents).

Un discours très peu suivi

Les nouvelles ne sont pourtant pas toutes bonnes pour le gouvernement. Outre les sympathisants de LREM (96%), seuls ceux des Républicains ont répondu positivement au discours du Premier ministre (56%).

Surtout, l'intervention d'Édouard Philippe a été très peu regardée : un Français sur cinq seulement l'a suivie, même indirectement, et seulement un sur deux (54%) en a au moins vaguement entendu parler. Ce qui laisse près d'un Français sur deux (46%) n'ayant absolument pas entendu parler de ce discours et de son contenu - le niveau d'exposition le plus bas pour une intervention de l'exécutif jamais enregistré par Odoxa. L'Express.fr 14.06

LVOG - Vivre pour travailler jusqu'à en crever !

Retraites : "Tout le monde devra travailler un peu plus", affirme Sibeth Ndiaye - Franceinfo 13.06

L'âge pivot ne fait pas consensus ? "Il y a encore des discussions, mais ce que l'on constate aujourd'hui c'est que les Français ont un âge légal pour partir à la retraite, qui est de 62 ans, mais la plupart d'entre eux partent à 63 ans, 63 ans et demi. Aujourd'hui c'est important d'avoir une baisse de référence, mais il faut aussi comprendre que tout le monde devra travailler un peu plus pour une bonne raison, parce que l'on vit un peu plus longtemps", indique la porte-parole du gouvernement. Franceinfo 13.06

LVOG - Je vous ai épargné la déclaration de Martinez (CGT), contrairement au POID, vous aurez deviné pourquoi, n'est-ce pas ? On ne sert pas la soupe à cette pourriture.

Au fait, cette décote scélérate, elle existe déjà, j'ai vu ma retraite (générale) amputée de 37% pour être réduite à 242, 97 euros, alors que j'ai cotisé 20 ou 21 annuités, la moitié de ce qui est requis pour percevoir une retraite à taux plein, et cela ne vous a pas empêché monsieur Martinez (et ses prédécesseurs et collèges des autres syndicats) de continuer à arpenter les allées du pouvoir, vous n'en avez rien à foutre des retraités ou des travailleurs en général, n'est-ce pas ?

Avec leur calcul pourri, si j'avais cotisé 42 annuités j'aurais eu une retraite entre 666 et 800 euros, attention, en continuant de bosser jusqu'à au moins 70 ans ! Comme quoi j'ai eu raison de diviser par deux et de prendre ma retraite à 35 ans en Inde ! L'art de la politique, c'est prévoir, de survivre aussi !

Stratégie du chaos, destabilisation des Etats. Manipulation des consciences, intoxications et provocations.

Chine

La peur de l'extradition vers la Chine plonge Hong Kong dans des violences sans précédent - AFP 13 juin 2019

Les affrontements faisaient écho à l'immense "Mouvement des parapluies" en faveur de la démocratie de l'automne 2014...

LVOG - Qui pilotait ce "*Mouvement des parapluies*" ? Réponse : la NED/CIA (lire la causerie de 2014)

Qui a pris la défense de ces manifestations ? De grands humanistes forcément :

- Trump qui a dit mercredi espérer que les manifestants soient "capables de trouver une solution avec la Chine"...

- Jeremy Hunt, le ministre britannique des Affaires étrangères a appelé Hong Kong à "écouter les inquiétudes" de ses citoyens.

- L'Union européenne en a rajouté une couche en appelant au "respect" des droits des protestataires, tout en soulignant "partager plusieurs" de leurs inquiétudes.

- Amnesty Internationale qui en a profité pour se livrer à une manipulation en affirmant que la police "a profité des actes violents d'une petite minorité pour en tirer prétexte et recourir à un usage excessif de la force contre la vaste majorité des manifestants pacifiques".

- Hong Kong est ébranlé par les pires violences politiques depuis sa rétrocession à la Chine - AFP 13 juin 2019

- La police usant de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène contre les manifestants... AFP 13 juin 2019

LVOG - Que dire de la France de Macron (après Hollande) avec les LBD, GMD et Cie. ? La répression, où en France, cela n'existe ni pour Macron ni pour son Agence Française de propagande...

- 40 000 nouvelles grenades à main pour les forces de sécurité intérieure - RT 12 juin 2019 Le ministère de l'Intérieur étoffe l'équipement de ses effectifs de police et de gendarmerie en attribuant à l'entreprise Alsetex, le 2 mai, l'appel d'offres appelant à livrer pour ses forces intérieures 40 000 nouvelles grenades à main à effet assourdissant (GMD) utilisées en matière de maintien de l'ordre.

Cet appel d'offres pesant 1,84 million d'euros et lancé le 25 août 2018 était antérieur aux polémiques liées à cette arme qui a occasionné de graves blessures au cours des opérations de maintien de l'ordre, lors de la crise sociale des Gilets jaunes. Toutefois, comme le relève le site d'investigation indépendant Bastamag, la commande de cette arme classée «matériel de guerre de catégorie A2» tombe très mal, après des dizaines de cas de blessures graves, voire de mutilations, impliquant l'usage de ces grenades.

Par ailleurs, depuis le début de cette crise sociale, le ministère de l'Intérieur a enregistré 4 952 jets de GMD. En 2016, Beauvau n'en avait comptabilisé que 866 pour toute l'année.

Déjà, au mois de décembre 2018, une polémique avait éclaté lorsque le ministère de l'Intérieur avait passé commande de plus de 1 000 lanceurs de balle de défense (LBD) pour la gendarmerie, et la police nationale alors que l'arme avait été impliquée dans des cas d'éborgnements en marge de manifestations des Gilets jaunes. RT 12 juin 2019

Pour la cheffe de l'IGPN, il n'y a pas eu de «violences policières» - Sputnik 14.06

Dans une interview accordée au Parisien, Brigitte Jullien, la cheffe de la «police des polices», l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), a commenté les enquêtes ouvertes depuis le début du mouvement des Gilets jaunes et visant des membres des forces de l'ordre. Elle a «totalement» réfuté le terme de «violences policières».

«Je réfute totalement le terme de violences policières. Il y a eu des blessures commises à l'occasion de manifestations durant lesquelles la police a fait usage de la force. Notre travail est de chercher à savoir si cet usage était légitime et proportionné», a-t-elle précisé. Sputnik 14.06

Russie

- La marche en soutien au journaliste Golounov réprimée par la police à Moscou - AFP 13 juin 2019

Au lendemain de la libération surprise du journaliste russe Ivan Golounov...

LVOG - Qui a pris la défense de cette manifestation ? Les mêmes que pour la Chine, normal.

- Le Conseil de l'Europe a appelé à respecter "le droit de réunion".

- Amnesty International a dénoncé le "mépris" des autorités russes pour "la solidarité et les droits", exigeant la "libération immédiate et sans conditions" des personnes interpellées...

- Reporters sans frontières (RSF) AFP 13 juin 2019

- L'AFP a "oublié" de préciser que cette manifestation était interdite (Source : RT 12 juin 2019)

LVOG - Un coup tordu monté de toutes pièces contre Poutine ?

Les autorités ont fait savoir que deux hauts responsables de la police avaient d'ores et déjà été limogés. La justice russe est désormais chargée d'évaluer «la légalité des actions des policiers qui ont interpellé» Ivan Golounov. RT 12 juin 2019

Et l'intox de l'Otan/CIA fonctionne à fond, la preuve, il y en a qui la soutiennent.

latribunedestravailleurs.fr (POID)

- 12 juin 2019 – A Hong Kong, des milliers de manifestants se sont à nouveau réunis aux abords du Parlement rejetant une loi du gouvernement pro Pékin visant à faciliter les extraditions vers la Chine continentale. Des barricades ont été érigées afin de bloquer le trafic routier. L'examen du texte est ajourné.

11 juin 2019 – En Russie, un journaliste indépendant, Ivan Golounov, accusé de trafic de drogue, a été disculpé après une mobilisation « historique ». Partie des rédactions des journaux moscovites, la mobilisation s'est vite répandue avec par exemple des centaines de personnes qui faisaient la queue depuis vendredi pour manifester, seules, devant le siège de la police. L'association Reporters sans frontières (RSF) a salué une « mobilisation historique de la société civile (…) Désormais, ceux qui ont essayé de monter ce coup contre lui doivent être jugés. Nous restons mobilisés pour les autres journalistes détenus en Russie ».

Et ce n'est pas tout. Quand le POID fait dans le social-patriotisme.

Daniel Gluckstein dans son éditorial du 12 juin 2019 intitulé *L'indépendance de classe : un enjeu*, consacré à la défense du statut privilégié de l'aristocratie ouvrière (CAC 40) et des fonctionnaires, il va regretter que les entreprises du CAC 40 qui réalise plus de profits et suppriment des emplois.

Daniel Gluckstein - Dans une note intitulée « Nouveau record pour les dividendes » (4 juin), le pôle économique de la CGT nous apprend qu'en 2018 les actionnaires du CAC 40 ont touché 51 milliards d'euros de dividendes, 10 % de plus que l'année précédente.

Cette progression des dividendes, à défaut d'être juste socialement, est-elle au moins « un indice du renouveau industriel français » ? interroge la note. Réponse négative : entre 2010 et 2017, les entreprises du CAC 40 ont versé à leurs actionnaires des dividendes en augmentation de 44 % et supprimé 20 % de leurs effectifs en France ! Ainsi, des centaines de milliers d'emplois sont sacrifiés (et des milliards d'euros de ce fait soustraits à la Sécurité sociale et à l'impôt en France) pour permettre à ces groupes d'augmenter leurs effectifs « dans des pays où la protection des salariés est réduite à son minimum » et ainsi de rétribuer encore plus grassement actionnaires et spéculateurs !

Indiscutablement, la CGT est dans son rôle en publiant des chiffres qui sont autant d'accusations contre le système capitaliste. Fin de l'extrait.

LVOG - Décidément , quels anticapitalistes ces dirigeants de la CGT ! Voyons plutôt de quoi il s'agit.

Les Echos - 72 %. C'est la part du chiffre d'affaires des entreprises du CAC 40 réalisée hors de France.

La croissance des sociétés de l'indice phare entre 2008 et 2011 provient ainsi pour la quasi-totalité (86 %) de la progression de leur chiffre d'affaires hors de nos frontières.

Certaines sociétés se sont distinguées ces dernières années : en particulier, quatre entreprises de l'indice phare ont vu leur chiffre d'affaires à l'étranger augmenter de plus de 30 %, depuis 2008, souligne Ernst & Young. En tête, Safran (avec une hausse

de 146 %)... BNP Paribas (+ 70 %), LVMH (+ 41 %) et Danone (+ 32 %) arrivent derrière le groupe d'aéronautique et défense. (Source : Les Echos 23/12/12)

lerevenu.com - Les entreprises du CAC 40, réalisent 57% de leurs ventes en Europe (dont la France), 15% aux États-Unis, 23% dans les pays émergents (dont 2% en Chine) et 5% dans le reste du monde.

Parmi les sociétés françaises de l'indice Stoxx 600, Accorhotels réalise 72% de son activité hors France, Air France-KLM 68%, Alstom 81%, Arkema 92%, Atos 82%, Axa 78%, Bic 92%, BNP Paribas 67%, Capgemini 80%, Danone 90%, Dassault Systèmes 84%, Faurecia 85%, Hermes International 86%, Imerys 83%, JC Decaux 81%, Lagardère 70%, L'Oréal 90%, LVMH 90%, Michelin 91%.

Pour Pernod Ricard c'est 93% de ses ventes hors France, Peugeot 75%, Plastic Omnium 90%, Rémy Cointreau 98%, Renault 77%, Rexel 81%, Safran 79%, Saint-Gobain 75%, Sanofi 93%, Schneider Electric 93%, Scor 97%, Sodexo 85%, STMicroelectronics 98%, Suez 64%, Thales 76%, Total 78%, Valeo 92%, Veolia 71%. (Source : lerevenu.com 14/11/2017)

multinationales.org - Au 31 décembre 2017, les groupes du CAC40 avaient plus de 5 millions de salariés dans le monde entier. Que pèse exactement la France dans leur effectif ? Sept firmes de l'indice boursier ne publient pas de chiffres précis à ce sujet. Pour les autres, la proportion de salariés français dans l'effectif mondial à la fin de l'année dernière était de 26%. Un chiffre en nette baisse, puisque cette proportion était encore de 35% en 2010. Cette baisse n'est pas liée à une réduction d'activité, bien au contraire. Entre 2010 et 2017, le chiffre d'affaires cumulé des groupes du CAC40 (composition actuelle) a augmenté de 10%. Et leur effectif mondial a augmenté de 2,44%. Pourtant, leur effectif en France - pour les groupes qui publient ces chiffres - a baissé de près de 20% (ou de « seulement » 15,6% si l'on enlève Engie et Kering, qui ont connu des cessions ou changements de périmètre particulièrement importants).

Seules neuf entreprises du CAC sur quarante ont vu leur effectif en France augmenter sur la période.

Le phénomène paraît particulièrement accentué dans le secteur de l'industrie. Renault a vu son chiffre d'affaires augmenter de 51% entre 2010 et 2017, son effectif mondial de 48%, mais son effectif français baisser de 12%. Même constat chez Michelin qui a vu son chiffre d'affaires croître de 22%, mais son effectif en France décroître dans les mêmes proportions (avec un effectif mondial en légère augmentation). Danone a vu son chiffre d'affaires augmenter de 45% sur la période, avec un effectif mondial en légère hausse de 3,8%, mais son effectif en France a baissé de 9%.

D'après les chiffres disponibles, seules sept entreprises du CAC40 ont vu leur effectif français évoluer plus favorablement que leur effectif global entre 2010 et 2017. Dans quatre de ces cas, l'effectif a seulement baissé moins rapidement en France qu'au niveau global ; dans les trois autres cas (Axa, Pernod et Société générale) il est en augmentation modeste. Il n'y a que trois groupes (Société générale, ST et Vivendi) dont l'effectif en France ait évolué plus favorablement entre 2010 et 2017 que leur chiffre d'affaires, lequel a baissé dans les trois cas. (...)

En ce qui concerne les données financières cette fois, la situation est beaucoup plus nébuleuse. (...)

En ce qui concerne la localisation – beaucoup plus sensible – des bénéfices et des impôts versés, les données sont encore plus rares et encore plus à prendre avec des pincettes.

Sur les 30 firmes du CAC40 qui donnent des détails à ce sujet, une petite dizaine affiche une part du chiffre d'affaires en France inférieure à 10%. Cette part descend à 1,5% dans le cas de STMicro, 3,8% pour Solvay, et entre 6,6 et 6,8% pour Sanofi, Schneider Electric et LafargeHolcim. À l'autre extrémité, on trouve les entreprises du BTP et de l'immobilier : Bouygues (63,8%), Vinci (58,8%), Unibail (55,2%). Réalisent également une part significative de leur chiffre d'affaires en France certaines banques (Crédit agricole, Société générale) ainsi que Carrefour et Orange.

Parmi le tout petit nombre de firmes qui déclarent la part de leurs bénéfices en France, Orange est la seule où celle-ci (69%) est supérieure à la fois à la part de la France dans le chiffre d'affaires (43,9%) et dans l'effectif (39,3%). (Source : multinationales. org 20 juin 2018)

LVOG - Faut-il encore commenter ?

Il est clair que plus une entreprise réalise son chiffre d'affaires dans un pays hors de France, plus elle a intérêt à y délocaliser son activité ou à produire sur place les marchandises destinées au marché local, au lieu de payer des frais de transport inutiles et onéreux à la fois en matières première vers ses unités de production, puis expédier les produits finis vers le marché destinataire qui peut être à des milliers de kilomètres, c'est logique ou dans l'ordre des choses de la mondialisation.

Le capitalisme est le capitalisme, dès lors, soit on l'affronte ou on veut le faire passer pour autre chose en faisant naître des illusions dans la tête des travailleurs, à ma connaissance, ce n'est pas le meilleur moyen de le combattre et de gagner des militants

au socialisme, non ?

Il faudrait qu'on nous explique pourquoi les marchandises consommées dans un pays devraient être fabriquées dans un autre pays, pourquoi dans ce cas précis la production et ce qui en découle en terme d'emplois, devrait être réservé à certains pays au détriment de ceux auxquels cette production est destinée, ce qui signifie que certains pays auraient le droit de produire et d'accaparer le marché du travail, tandis que d'autres seraient tout juste bons à consommer, ce qui est le meilleur moyen de les maintenir sous la dépendance des pays capitalistes économiquement les plus développés ou de les empêcher de se développer tout court. C'est la logique du colonialisme pratiqué par l'impérialisme que nous combattons ou que nous devrions combattre, puisque apparemment nous ne sommes pas tous d'accord.

Alors quelle position adoptée face à ce phénomène implacable qui devrait s'amplifier ?

Certainement pas celle qui consiste à s'opposer à toute réduction d'emplois ou fermeture d'unités de production des entreprises du CAC 40 ou exportatrices en expliquant que c'est pas beau ou injuste, d'une part parce que cela ne servirait à rien, ces emplois seraient de toutes manières supprimés ou ces unités de production fermées que les travailleurs se mobilisent ou non, leur faire croire le contraire est criminel, d'autre part parce que les travailleurs qui bénéficieront de ces créations d'emplois ou de l'ouverture de nouvelles usines s'en réjouiront, même si c'est au détriment de leurs collègues situés parfois à l'autre bout de la terre, sauf à vouloir les opposer les uns aux autres ou estimer que les uns auraient des droits supérieurs aux autres.

Il est donc préférable de s'y opposer en expliquant aux travailleurs visés par ces suppressions d'emplois qu'ils sont victimes du développement du capitalisme, et que c'est le capitalisme lui-même qu'ils doivent condamner ou avec lequel ils doivent rompre pour les gagner au socialisme, que c'est la seule voie pour en finir avec le chômage qui guette un jour ou l'autre n'importe quel travailleur du secteur privé ou marchand, car seul un Etat ou un gouvernement ouvrier ne les abandonnerait jamais au triste sort que leur réserve le capitalisme et son Etat, en cas de suppression d'emplois ou de fermeture d'usines auxquelles il ne s'opposerait pas forcément si elles étaient justifiées, il leur allouerait une allocation équivalente à leur revenu en attendant qu'ils retrouvent un emploi équivalent à celui qu'ils occupaient antérieurement ou il leur procurerait un autre emploi à leur convenance. Il en irait de même des métiers ou des emplois inutiles ou parasites qui disparaîtraient, dans le secteur bancaire, des assurances, de la publicité, de l'armée, la police, etc.

La logique de Gluckstein conduit à un affrontement non pas avec le capitalisme, mais à dresser les travailleurs du monde entier les uns contre les autres, en cela il rend un fier service aux capitalistes, dès lors que leurs intérêts ne peuvent qu'apparaître opposés dans le cadre du capitalisme, au lieu de les situer au-delà du capitalisme dans la perspective du socialisme. Quand on a abandonné cet objectif, on tombe fatalement dans l'opportunisme.

En complément à la propagande de l'Otan.

- Une pétition de 80 000 soutiens pour Pia Klemp, l'activiste allemande poursuivie en Italie pour avoir aidé des migrants en mer - Franceinfo 12.06

La capitaine de navires de sauvetage est accusée d'avoir secouru illégalement des migrants en mer Méditerranée, de 2016 à 2017.

Ils osent tout.

- Kosovo: Clinton en invité d'honneur pour fêter "vingt ans de liberté" - AFP 12 juin 2019

Le Kosovo a invité l'ancien président américain pour fêter mercredi le 20e anniversaire de l'intervention de l'Otan, qui avait de facto mis un terme à la tutelle de Belgrade sur son ancienne province méridionale. AFP 12 juin 2019

- Soudan: Emissaire américain pour inciter au dialogue entre militaires et contestataires - AFP 10.06

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Hôpital: les syndicats tentent d'étendre la grève - AFP11 juin 2019

Encouragés par la colère des services d'urgence qui dure depuis trois mois et a poussé Agnès Buzyn à de premières concessions

la semaine dernière, des personnels hospitaliers se sont mobilisés mardi, jour du vote de la loi Santé au Sénat.

A Paris, en fin de matinée, une centaine de manifestants se sont rassemblés devant le ministère, dont une majorité de militants CGT, FO et SUD, a constaté une journaliste de l'AFP. Les syndicats avaient appelé à cette journée de mobilisation pour "élever le rapport de force" face à la ministre de la Santé.

A leurs côtés se trouvaient des membres du collectif Inter-Urgences, à l'origine du mouvement parti de la capitale mi-mars et qui n'a cessé de s'étendre depuis, avec selon le collectif 95 services d'urgences en grève dimanche.

Reçus à Paris par le directeur adjoint de cabinet de Mme Buzyn, les représentants syndicaux n'ont pas caché leur déception. "Nous ne sommes pas entendus, il va falloir nous montrer plus agressifs, plus virulents", a affirmé l'urgentiste Christophe Prudhomme, de la CGT-Santé.

"Le mouvement de grève est illimité, tant qu'on n'aura pas ce qu'on veut on n'arrêtera pas", a ajouté Candice Laparge du collectif Inter-Urgences.

Mme Buzyn avait déjà tenté jeudi dernier, alors que plus de 200 urgentistes manifestaient à Paris, de désamorcer la crise en promettant une "stratégie d'ensemble" mêlant primes pour les personnels, crédits pour les travaux nécessaires et commande d'un rapport pour l'automne.

Des mesures qu'elle a rappelées mardi mais qui ont été jugées "insuffisantes" par le collectif Inter-Urgences et les syndicats.

Plusieurs actions ont également eu lieu en régions.

Les urgentistes du centre hospitalier de Valence (Drôme) ont débrayé pendant cinq minutes. "On ne retrouve plus l'essence du métier qui était de prendre soin, prendre le temps", s'est désolée Mélanie Chambre, infirmière ici depuis 7 ans.

Ils étaient plusieurs dizaines (soignants, techniciens, agents administratifs...) à se réunir à Lille devant l'agence régionale de santé. "Les urgences vont très mal, les secteurs gériatrique et psychiatrique souffrent, les personnels n'en peuvent plus", a fait valoir Christophe Zauwers, militant CGT et agent de l'hôpital de Denain (Nord).

A Nice, pour la première fois depuis l'annulation de nombreuses opérations en septembre au CHU (environ 8.000 salariés), le doyen de la faculté de médecine Patrick Baqué est sorti du rang pour se joindre au personnel mobilisé devant l'hôpital.

"Il n'y a pas d'écoute, pas de dialogue", a-t-il affirmé, déplorant "une gestion autoritaire voire autoritariste de l'hôpital qui aboutit à un sentiment d'abandon et d'humiliation de plusieurs catégories de personnel".

La ministre de la Santé a de son côté défendu son action, qui "ne peu(t) pas se réduire à ce (qu'elle a) annoncé la semaine dernière", a-t-elle affirmé à Libération.

"Les urgences payent lourdement tous les problèmes d'organisation" et "il n'y a pas de mesures miracles qui permettraient d'éteindre le feu rapidement", a-t-elle ajouté.

Mme Buzyn a assuré que son projet de loi Santé visait notamment à "améliorer l'accueil en ville en amont" et à "ne pas laisser les urgences seules faire face à l'afflux de patients" dans les établissements.

Le texte, adopté fin mars par les députés, a été adopté en première lecture mardi par le Sénat.

Sur le terrain, cette réforme semble bien éloignée des préoccupations immédiates. "J'ai vu l'hôpital se dégrader parfois, mais là c'est la dégringolade", raconte Andrée, aide-soignante depuis 38 ans à Gien (Loiret).

Ces deux dernières semaines, le mouvement de grève a franchi un palier avec la recrudescence d'arrêts de travail pour échapper aux assignations: à Lons-le-Saunier, puis à Paris (Saint-Antoine, Lariboisière), des médecins et des infirmiers se sont faits porter pâles, poussant les autorités sanitaires à recourir aux réquisitions ou au volontariat des autres soignants.

Pour contenir cette poussée de fièvre, le directeur de l'AP-HP, Martin Hirsch, a promis "des réponses fortes", à commencer par une hausse des effectifs de ses services d'urgence "parallèlement au nombre de patients", et ce "maintenant, en 2019".

Ces renforts se feront via "des embauches supplémentaires, on ne les prend(ra) pas dans certains hôpitaux", a-t-il affirmé sur France Info. Rappelant sur BFMTV qu'il s'agissait "d'une centaine de postes qu'on a proposé de rajouter aux urgences", il a insisté

sur le fait que la direction de l'AP-HP "s'engage dans la durée, dès maintenant et pour les années qui viennent".

ECONOMIE

Russie

- Pourquoi l'accord entre l'opérateur russe MTS et Huawei effraie les USA - sputniknews.com 14.06

Washington considère la compagnie Huawei comme une menace à la sécurité nationale des USA, et l'accord entre le géant chinois et l'opérateur russe MTS pour le développement de la technologie 5G inquiète sérieusement les experts américains. «Huawei permettra à la Russie de devancer l'Amérique», met en garde la chaîne CNN.

L'accord de développement des technologies 5G en Russie a été signé par Huawei et MTS à la veille du Forum économique international de Saint-Pétersbourg 2019. La cérémonie officielle s'est déroulée au Kremlin en présence des chefs d'État Vladimir Poutine et Xi Jinping.

L'opérateur russe a fait part de son intention d'investir en cinq ans plus de 20 milliards de roubles, soit près de 273 millions d'euros, dans les réseaux de 5e génération. MTS et le gouvernement russe ont signé un accord sur la mise en place de la 5G à Moscou, prévoyant des essais de cette technologie au Centre des expositions VDNKh dans les mois à venir. Le lancement des réseaux commerciaux est prévu pour 2022.

Les experts ont déjà déclaré que l'accord entre Huawei et MTS était une preuve de grande confiance mutuelle entre Pékin et Moscou. Pendant que les analystes tentent de deviner comment la Chine remerciera la Russie pour cet accès au marché, la coopération entre les deux pays pour le développement des technologies 5G a semé la panique en Occident.

«Alors même que les USA s'efforcent de persuader leurs alliés que Huawei représente une immense menace à la sécurité, la Russie a confié aux Chinois la mise en place de la technologie sans fil de future génération», constate le quotidien The New York Times.

Washington a interdit aux entreprises américaines d'utiliser les équipements de Huawei, accusant cette compagnie d'espionnage technologique et de récolte d'informations secrètes dans différents pays. Cette décision a constitué l'une des principales raisons de l'aggravation des relations Chine-USA et de la rupture des négociations sur un nouvel accord commercial bilatéral.

Sous la pression de la Maison-Blanche, les plus grandes compagnies technologiques américaines, notamment Google, Microsoft, Intel, ARM, Qualcomm et Broadcom, ont refusé de fournir des logiciels, des technologies et des équipements au géant chinois. On cherche également à repousser la compagnie du marché européen des communications. En mars, Washington a menacé Londres et Berlin de réduire l'échange de renseignements si les Britanniques et les Allemands permettaient aux Chinois de mettre en place sur leur territoire des systèmes de communication mobile de 5e génération.

Huawei est le troisième plus grand producteur de smartphones derrière la compagnie sud-coréenne Samsung et l'américaine Apple.

L'administration américaine a reconnu à plusieurs reprises que la compagnie chinoise représentait «une menace pour [notre] leadership dans la course pour la création des technologies mobiles du futur».

Comme le souligne la chaîne CNN, la Chine et la Russie ne font que renforcer ces craintes: leur coopération permettra aux deux pays de faire un bond dans le domaine des technologies internet.

«L'interdiction de Huawei risque de ralentir la mise en place des réseaux 5G dans le pays, et l'Amérique risque de prendre du retard sur la Chine. Désormais, même la Russie, qui ne fait généralement pas partie des leaders dans le domaine des hautes technologies, pourrait passer en tête», avertit CNN.

En février, l'ex-conseiller du président américain à la sécurité nationale James Jones avait parlé du retard sur les Chinois en matière de réseau 5G. Or le leadership dans ce secteur est crucial: l'internet mobile à très haut débit va entraîner une révolution dans l'économie numérique.

«De toute évidence, la 5G deviendra la technologie la plus révolutionnaire du siècle, et la Chine a toutes les chances de remporter la victoire dans cette compétition. Tous ceux qui éviteront de coopérer avec Huawei risquent également de prendre du retard parce que le monde avance vers la prochaine étape des communications numériques», avait souligné James Jones.

Les USA craignent également une autre menace découlant de la coopération Huawei-MTS: l'apparition d'un «rideau de fer» sur internet, c'est-à-dire d'une séparation du Web mondial en plusieurs réseaux nationaux.

«De plus en plus de pays, Chine en tête, se révoltent contre le principe de l'internet ouvert, les gouvernements protègent fermement les frontières de leurs propres réseaux internet, forcent les concurrents étrangers à stocker les données localement et à y garantir un accès aux organes de sécurité intérieure», indique CNN.

La scission imminente de l'internet a été également évoquée l'an dernier par l'ex-directeur général de Google, Eric Schmidt. D'après ce dernier, nous nous dirigerions vers «un internet dirigé par la Chine et un internet non-chinois avec les USA en tête».

Cette tendance s'est développée pendant une longue période grâce à Pékin, qui exportait volontiers ses technologies et son expertise afin d'aider ses partenaires à créer leurs propres réseaux internet fermement contrôlés. Mais, précise CNN, en menant une campagne agressive contre la Chine, l'Iran et la Russie, Washington a significativement renforcé la tendance à la scission de l'internet. L'apparition de différentes normes et règles nationales encadrant les réseaux informatiques est une perspective de plus en plus réelle, ce qui risque, selon la chaîne, de «faire disparaître l'internet auquel nous nous sommes habitués». sputniknews.com 14.06

Haut de page

Le 17 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

Au moins on ne s'emmerde pas sur ce portail, n'est-ce pas ? On a abordé un tas de sujets tabous depuis bientôt 11 ans, ce qui nous a permis de progresser, contrairement à tous ceux qui sont restés bloqués sur leurs dogmes, on les plaint sincèrement. Je n'ai pas toujours été à la hauteur des questions que l'actualité nous imposait, parce que je n'y étais pas préparé.

Il a fallu étudier un tas de sujets en se débarrassant de tout a priori. Evidemment les premiers jets ne furent pas toujours très heureux, on rectifia par la suite, d'où l'intérêt de revenir sans cesse sur notre ouvrage pour l'améliorer ou parvenir à quelque chose de satisfaisant et de cohérent.

Le plus grand défi quand on est isolé, c'est de détecter nos erreurs pour les corriger, surtout quand à l'origine on n'est pas un intellectuel. Cela nécessite une discipline et une attention de chaque instant, et il arrive parfois qu'on soit distrait ! Et puis on ne peut pas épuiser un sujet en une seule fois, comme on ne peut pas tout dire dans un article, ce qu'oublient souvent les lecteurs et moi aussi parfois.

Bref, on essaie toujours d'arriver à une analyse ou à dégager des positions qui soient conformes au socialisme ou au marxisme, démarche qui n'a rien de dogmatique, dans la mesure où nous devons pratiquement l'imaginer ou l'adapter au quotidien en prenant en compte les conditions générales. Là aussi il peut arriver qu'on s'en écarte un peu, mais je crois qu'en général on s'en aperçoit très rapidement et on réajuste.

On pourrait me faire le reproche d'avoir des principes ou des positions trop tranchées, rigides ou radicales qui frisent le sectarisme, alors qu'en fait ils sont uniquement conçus pour que les lecteurs ne soient pas tentés de verser dans l'opportunisme. Car je n'ignore pas que dans la réalité ils doivent parfois faire l'objet de certaines adaptations ou certains compromis, reste encore à savoir jusqu'à quelle limite on peut aller. C'est une question dialectique délicate pour beaucoup de travailleurs ou de militants, tout dépend s'ils ont la capacité d'en mesurer les conséquences pour éviter tout dérapage ou compromission. Soit, ce n'est pas un drame ou on peut tous un jour ou l'autre se faire manipuler par ignorance, encore faut-il qu'on en prenne conscience, que cela ne devienne pas quelque chose qui s'ancre profondément dans notre cerveau ou une habitude, et finisse par modifier durablement notre comportement, donc nous détourne de nos objectifs politiques...

J'ai donc la responsabilité d'éviter autant que possible aux lecteurs de se fourvoyer en lisant mes causeries, à défaut de pouvoir les rencontrer ou d'échanger avec eux, je dois m'entourer d'un maximum de précautions, d'où ma fermeté ou parfois mes exagérations. Je pense que les lecteurs sont suffisamment intelligents pour m'en être gré de vouloir ainsi les protéger, peut-être inutilement pour certains d'entre eux, plutôt que d'agir en dilettante, comme quoi la considération ou le respect que je leur porte, va bien au-delà de ce qu'ils ont pu imaginer. Je ne leur en veux pas du tout, ils ont parfaitement raison d'être méfiants, personnellement je préfèrerais le terme de vigilance, mais cela implique déjà d'avoir acquis une longue expérience ou un esprit critique aiguisé.

On va continuer sur le même thème que les derniers jours, mais davantage sur le terrain de la lutte de classes. Je n'ai pas pris connaissance de l'actualité depuis samedi, pas le temps, j'ai dû rechercher un tas de documents et les lires, y réfléchir.

Bonne semaine à tous.

- Au format pdf (7 pages)

Précision et mise en garde.

Dans ce portail et ce courant politique, on se fout des théories du complot, on se fout des jugements portés sur tel acteur ou ouvrage par les médias-oligarques ou par les ignorants ou corrompus qui sont sous l'influence de la propagande des idéologues de l'oligarchie, on privilégie les faits, les informations qui permettent de mieux comprendre dans quel monde nous vivons. Si on devait écarter tous ceux ou toutes celles qui proviennent de personnages infréquentables, Marx et Engels n'auraient jamais pu écrire la plupart de leurs ouvrages.

Je le précise à l'attention de ceux qui voudraient nous faire un procès pour avoir mis en ligne un document dont l'auteur est apparemment infréquentable, en fait ils voudraient nous faire taire pour qu'on adhère à la pensée unique qui ont envahi leurs esprits ou qu'on demeure dans l'ignorance de ce qui se trame dans notre dos, et bien qu'ils ne comptent pas qu'on capitule sur ce plan comme sur l'ensemble de nos principes.

Je ne pratique pas l'auto-censure.

Pour vous montrer l'absolue sincérité de ma démarche, j'ai découvert samedi après-midi la personnalité de l'auteur du document sur le mouvement écologique mis en ligne il y a déjà quelques jours, auparavant il ne m'était pas venu à l'esprit de faire cette recherche sur Internet. Et comme je ne partage pas la quasi-totalité de ses positions, par exemple, sur le nucléaire civil, sur les OGM, la surpopulation, il sera difficile de m'accuser de collusion avec ce journaliste.

Il existe au sein de la réaction une multitude de courants qui se livrent à une guerre farouche, dont on peut tirer profit à travers leurs révélations ou leurs études sans se compromettre le moins du monde, ne pas les utiliser serait assurément une grave erreur, d'autant plus que personne ne nous oblige à partager leurs conclusions qui sont évidemment diamétralement opposées aux nôtres, ou quand bien même elles se rejoindraient, elles ne seraient pas destinées à produire les mêmes effets du fait qu'elles s'inscriraient dans une toute autre perspective politique.

Ne vous laissez pas abuser par les inquisiteurs qui sévissent sur Internet et ailleurs, qui balancent des anathèmes en se passant bien de citer le moindre passage de cet ouvrage ou tout du moins, ceux qui dévoilent (ou rappellent) la véritable nature réactionnaire de l'écologie politique à laquelle ont adhéré Macron et Jadot notamment.

Dites-vous bien que quand l'ensemble des médias-oligarques et les élites au service de l'oligarchie s'attaquent à un ouvrage (ou à son auteur), c'est qu'il comporte quelque chose qui ne doit pas être porté à la connaissance des travailleurs ou des opposants au capitalisme.

Dans la vie en général ou en politique, il faut faire preuve d'un minimum de curiosité, d'audace, de courage, de perspicacité ou de logique pour s'en sortir en conservant sa dignité ou pour progresser, et malheur à ceux qui en manquent cruellement !

Personnellement, je n'ai jamais soutenu les écologistes, je n'ai jamais participé à une de leurs actions, je n'ai jamais voté pour un de leurs candidats. La question n'est pas de savoir s'il existe ou non de véritables écologistes à la manière des romantiques, mais quelle idéologie ils ont adoptée, celle des capitalistes ou celle de la classe ouvrière, le socialisme. En participant aux gouvernements Jospin et Hollande, en s'étant alliés avec le PS, quand ils n'en sont pas issus, en participant à toutes les campagnes mondiales orchestrées par l'oligarchie ou ses officines (ONU, etc.) les écologistes se sont définitivement disqualifiés pour représenter les intérêts des travailleurs. Leur refus de rompre avec le capitalisme et ses institutions est par conséquent dans l'ordre des choses.

Le capitalisme : Stop ou encore ?

C'est le capitalisme qui est à l'origine de la surpopulation mondiale, et compte tenu qu'il est également à l'origine de tous des maux dont souffre quotidiennement l'humanité, il est disqualifié pour régler l'ensemble de ces questions ou y apporter des réponses conformes aux besoins et aux aspirations des peuples, qui constituent les principes sur lesquels repose le socialisme.

Dès lors vous comprendrez immédiatement pourquoi nous mettons les écologistes, le Club de Rome, le GIEC, le MIT, l'ONU, l'UE, etc. et leurs détracteurs dans le même panier de crabes pourris, parce qui ni les uns ni les autres qui ont adopté le capitalisme, ne peuvent davantage affronter et résoudre ce gigantesque défit qui est posé à la civilisation humaine.

Qu'ils dénoncent ou non la surpopulation, ils sont tous d'accord sur au moins un point essentiel : Pas touche au capitalisme, ce qui

les classe tous dans le camp de la réaction, des ennemis de la classe ouvrière, du progrès social et du développement de la civilisation humaine.

Il faut bien comprendre ou conserver à l'esprit que le contrôle, la limitation ou la diminution de la population mondiale, ainsi que de la production, se fera au détriment des plus faibles, des plus nombreux, des exploités, et non des exploiteurs et des élites qui les servent. Que cela soit ces derniers qui sonnent la sirène d'alarme de "*l'effondrement*" (Limite de la croissance, rapport du Club de Rome) de la civilisation humaine, signifie simplement qu'ils n'entendent pas en être les victimes ou en supporter les conséquences, abandonner le système économique qui est à l'origine de leurs privilèges et de leur pouvoir.

Cet effondrement est celui du capitalisme, de sa faillite, de son incapacité historique à résoudre les contradictions qu'a engendré son propre développement et d'assurer le bien-être de l'humanité, pour la bonne raison que cet objectif est contradictoire avec ses fondements et sa nature qui consistent à favoriser et satisfaire uniquement les besoins d'une minorité au détriment du reste de la population, il revient donc à une autre classe de s'emparer du pouvoir politique pour les résoudre pour le compte de la population toute entière, la classe ouvrière.

Sur le plan politique, les plus dangereux sont ceux qui sont au pouvoir ou les plus proches du pouvoir ou qui pourraient y accéder, en l'occurrence les écologistes de EELV en France, et non les membres de groupuscules ou de groupes d'influence au pouvoir limité provenant de la droite officielle ou de l'extrême droite.

Les plus dangereux que nous devons dénoncer et combattre en priorité parce qu'ils avancent masqués, ce sont les écologistes de EELV et consorts, parce que leur idéologie s'inscrit dans le cadre de celle de l'oligarchie financière qui détient tous les pouvoirs et oriente la destinée de l'humanité en l'entraînant vers la décadence, le chaos, le règne de la terreur ou de la barbarie, le totalitarisme à l'échelle mondiale.

EELV au même titre que tous les partis du mouvement ouvrier ayant adopté le capitalisme, constitue un puissant facteur destiné à détourner la jeunesse et les travailleurs de la lutte de classe contre le capitalisme et ses institutions, qui contribue à la dislocation du mouvement ouvrier et à dresser les classes moyennes contre la classe ouvrière pour le compte du régime en place. EELV et l'idéologie écologique est une entreprise fondamentalement réactionnaire qui doit être caractérisée comme telle sous peine de se retrouver à ses côtés à combattre la classe ouvrière.

Ce qui caractérise l'opportunisme en général, c'est la contradiction qui existe entre les objectifs qu'il se fixe, et les moyens qu'il préconise pour les atteindre, qui non seulement ne permettront jamais de les atteindre, mais favoriseront ou permettront d'en atteindre d'autres inavouables situés à l'opposé de ceux qu'il affiche ou défend publiquement. C'est une imposture ou une escroquerie politique uniquement destinée à tromper les naïfs ou les ignorants. Or sachant que le régime capitaliste repose en grande partie sur ce facteur ou l'ignorance des masses, on comprend immédiatement dans quel camp les opportunistes se situent ou pour qui ils roulent.

Chez EELV ou les écologistes en général, à quelques exceptions près qui confirme la règle ou qui jouent un rôle insignifiant, la dénonciation des excès du capitalisme est très sélective, elle est conçue de sorte qu'elle ne doit jamais remettre en cause les fondements du capitalisme ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, pire peut-être encore ou plus pernicieux, elle sert directement les besoins du capitalisme.

On en a la preuve, si besoin était, en constatant que c'est l'oligarchie qui a pris la tête du soi-disant combat contre le réchauffement climatique, dont elle se sert en réalité comme moyen de pression, y compris coercitif, contre tous les Etats qui résistent ou refusent de s'adapter à sa stratégie politique destinée à assurer sa suprématie sur tous les peuples à l'échelle mondiale ou à instaurer une gouvernance mondiale qu'elle contrôlerait.

C'est ainsi que tous ceux qui participent à cette formidable mystification deviennent à des degrés divers des agents de l'oligarchie, qu'ils ne pourront jamais combattre efficacement par ailleurs, puisque idéologiquement ils auront adopté celle de leur ennemi.

Il est stupéfiant de constater que certains accordent le moindre crédit à la théorie du réchauffement climatique que défendent les multinationales, les banquiers, les oligarques et leurs institutions financières et politiques internationales, les chefs d'Etat qui gouvernent conformément à leurs besoins, c'est à croire qu'ils n'ont jamais tiré le moindre enseignement de leurs multiples et monstrueux méfaits et mensonges, du développement de la situation et de la lutte des classes.

Il est vrai que lorsqu'on lit *Les limites de la croissance* (The limits to growth) encore appelé Rapport Meadows publié en 1972, on se dit au premier abord que ces gens du Club de Rome sont merveilleux, plus que des philanthropes, ce sont pratiquement des saints qui veulent sauver l'humanité du triste sort que lui a réservé le capitalisme, mais quand on prend connaissance des personnalités qui en font partie, dont des dirigeants de multinationales, des hommes d'affaires, des dirigeants politiques comme Jacques Delors par exemple, là cela commence à se gâter sérieusement, un vilain doute nous envahit, et quand on aborde l'idéologie qu'ils ont adoptée ou quelle politique ils ont appliquée tout au long de leur carrière, là cela sent franchement mauvais, et finalement quand on lit leurs déclarations dans lesquelles ils livrent leurs véritables intentions, il s'en dégage une odeur pestilentielle

tellement suffocante, qu'elle entraîne chez nous un violent rejet qu'on pourrait mettre sur le compte de l'instinct de survie naturel de l'homme.

Je n'ai pas le temps de m'étendre sur ce sujet. J'ignore si leur projet eugéniste était sérieux ou non, un fantasme ou un caprice de nantis contrariés de ne pas disposer de suffisamment de pouvoir pour influencer ou orienter davantage l'évolution de la société humaine, ou encore destiné à s'inscrire dans le cadre de la stratégie adoptée par l'oligarchie anglo-saxonne pour établir une gouvernance mondiale, toujours est-il qu'il a été conçu par et pour les 10% de la population mondiale qui concentrent les richesses et devraient conserver le même mode et niveau de vie, il devrait se réaliser au détriment des 90% restant, qui eux verraient les leurs singulièrement baisser ou régresser ou ne pourraient jamais accéder au bien-être social.

Quoiqu'il en soit, en affirmant que le développement économique qui est à l'origine des progrès sociaux serait la cause du réchauffement de la planète, on est en présence d'une théorie qui coïncide avec le néolibéralisme et ses objectifs, et qui lui sert de caution afin de contraindre les exploités à y adhérer ou à la subir en silence ou sans broncher, là rien n'est moins sûr !

Car dans la réalité, elle est confrontée à une contradiction qui provient du développement inégal du capitalisme à l'échelle mondiale, qui la rend quasiment inapplicable, hormis dans les pays économiquement les plus développés où la pauvreté et la précarité devraient encore s'étendre, bien qu'ils seront obligés de les subventionner pour qu'elle ne deviennent pas un facteur social explosif. Bref, ces deux facteurs ruinent à eux seuls leur théorie, parce que la lutte de classe du prolétariat international va continuer sur son propre terrain de classe ou sans tenir compte de leurs considérations ou avertissements aussi alarmistes qu'ils soient.

Les travailleurs ont raison de mettre au second plan les questions relatives à l'environnement, parce que par exemple, pour eux la question capitale n'est pas de savoir si l'eau est polluée ou non, si elle se raréfie ou non, etc. mais comment faire en sorte de pouvoir accéder à de l'eau potable, autrement dit de disposer des moyens (publics et collectifs ou individuels et économiques) pour se la procurer ou ne pas en manquer, besoin élémentaire qu'ils ne peuvent pas satisfaire s'ils sont trop pauvres, tandis que cette question n'effleurera même pas l'esprit des riches ou des puissants qui auront toujours les moyens de se la procurer à n'importe quel prix et de la gaspiller au passage.

Donc la question qui est posée aux exploités, c'est celle de la production et du contrôle de l'eau, au même titre que l'ensemble de l'économie ou de la production qui doit être planifiée en fonction des besoins de la population et passer sous sa direction ou son contrôle, ce qui nécessite qu'ils chassent du pouvoir la classe des capitalistes ou qu'ils s'emparent du pouvoir politique...

Quant à la question de la surpopulation qui est bien réelle, il sera très facile de la résoudre, car on a constaté que lorsque le niveau économique des masses progresse, leur niveau de conscience tend à croître et le taux de naissance à baisser. Donc sous un régime véritablement socialiste, où l'ensemble des besoins et aspirations de la population seraient satisfaits, la démographie tendrait naturellement à diminuer pour atteindre un point d'équilibre permettant d'assurer la survie de l'espèce humaine dans de bonnes conditions pour les millénaires à venir, ainsi que notre planète.

Et puis, quand on sait qu'ils ont inventé des matériaux aux propriétés extraordinaires, inusables, incassables, indéformables, qui se régénèrent automatiquement, qui résistent à toutes les températures, impossible à rayer, etc. on se dit qu'en les utilisant à l'échelle industrielles, on économiserait au moins 50 à 70% des matières premières nécessaires pour produire toutes les marchandises dont l'humanité aurait besoin, sans parler du recyclage généralisé, on économiserait les ressources de la terre au lieu de les épuiser, y compris l'eau, une fois mis fin à l'anarchie de la production capitaliste qui constitue un des principaux facteurs avec la course effrénée au profit du gaspillage des ressources de la planète.

Et les hommes travailleraient beaucoup moins qu'aujourd'hui. Ils auraient un mode de vie équilibré, ainsi leurs besoins alimentaires diminueraient naturellement, ce qui permettrait de nourrir l'ensemble de la population sans avoir à recourir à des moyens de production agricole contre-nature, sans recourir à des procédés coercitifs ou des campagnes de propagandes infâmes pour les forcer à consommer moins, puisque l'idéal du bien-être ne serait plus une utopie mais une réalité qui rythmerait leur comportement ou leur mode de vie, car l'ensemble de ce processus s'accompagnerait d'une formidable prise de conscience des hommes, dès lors qu'ils y participeraient directement et librement.

En attendant ces jours meilleurs, il faut impérativement éradiquer le capitalisme de la surface de la planète, il n'existe pas d'autres voies ou alternatives.

Malthus : Essay on the principle of population, livre IV, ch. VI, pp. 531-532. Seconde édition 1803 (traduction Guillaumin, 1845). (Extrait de La situation de la classe ouvrière en Angleterre - F. Engels 1844)

- « Un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit à la plus petite portion de nourriture et, en fait, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert pour lui. Elle lui commande de s'en aller et elle mettra elle-même promptement ses ordres à exécution, s'il ne peut recourir à la compassion de quelques-uns des convives du festin. Si ces convives se lèvent et lui font place, d'autres intrus se présentent immédiatement et demandent la même faveur. Le bruit qu'il

existe des aliments pour tous ceux qui arrivent remplit la salle de nombreux quémandeurs. L'ordre et l'harmonie du festin sont troublés, l'abondance qui régnait auparavant se change en disette et le bonheur des convives est détruit par le spectacle de la misère et de la gêne qui règnent dans toutes les parties de la salle et par les clameurs importunes de ceux qui sont justement furieux de ne pas trouver les aliments qu'on leur avait laissé espérer. Les convives reconnaissent trop tard l'erreur qu'ils ont commise en enfreignant les ordres stricts à l'égard des intrus, donnés par la grande maîtresse du banquet, laquelle désirait que tous ses hôtes fussent abondamment pourvus et, sentant qu'elle ne pouvait pourvoir un nombre illimité de convives, refusait par un souci d'humanité d'admettre des nouveaux venus quand la table était déjà remplie.»

F. Engels : la situation de la classe ouvrière en Angleterre.

Extraits.

- Cependant la plus brutale déclaration de guerre de la bourgeoisie au prolétariat c'est la Théorie malthusienne de la population et la nouvelle loi sur les pauvres qui s'en inspire directement. Il a déjà été plusieurs fois question de la théorie de Malthus. Résumons une fois de plus sa conclusion essentielle : la terre est constamment surpeuplée, et par conséquent, il est fatal que règnent la misère, la détresse, la pauvreté et l'immoralité; c'est le sort de l'humanité et sa destination éternelle que d'exister en trop grand nombre et par conséquent d'être divisée en différentes classes, dont les unes sont selon lui plus ou moins riches, cultivées, morales, et les autres plus ou moins pauvres, misérables, ignorantes et immorales. D'où il s'ensuit, du point de vue pratique - et ces conclusions c'est Malthus lui-même qui les tire - que la bienfaisance et les caisses de secours ne sont que des non-sens puisqu'elles ne servent qu'à maintenir en vie et faire se multiplier la population surnuméraire dont la concurrence pèse sur le salaire de l'autre fraction de la population, qu'il est tout aussi absurde de la part de l'administration de l'Assistance de donner du travail aux pauvres car - puisque seule une quantité déterminée de produits fabriqués peut être consommée - chaque ouvrier en chômage qu'on occupe met au chômage un ouvrier jusqu'alors occupé et ainsi l'industrie privée subit un préjudice du fait de l'industrie de l'Assistance publique; la question n'est donc point de nourrir la population surnuméraire mais de la limiter autant que possible d'une manière ou d'une autre.

En quelques formules sèches Malthus déclare que le droit à l'existence, jusqu'alors reconnu à chaque homme qu'il y a au monde, est un pur non-sens. Il cite les paroles d'un poète : le pauvre vient à la table de la Nature parée pour le festin et ne trouve point de couvert mis pour lui - et il ajoute - et la Nature lui ordonne de filer (she bids him to be gone) « car il n'a pas demandé à la société avant de naître, si elle voulait de lui. » Cette théorie est maintenant la théorie préférée de tout bourgeois anglais authentique et c'est bien naturel, car elle représente pour lui le lit de paresse le plus agréable et aussi parce qu'elle contient beaucoup de vrai dans les conditions actuelles. Si donc il ne s'agit plus d'exploiter la « population surnuméraire », de la transformer en population utilisable, mais simplement de laisser les gens mourir de faim le plus doucement possible et de les empêcher en même temps de mettre trop d'enfants au monde, c'est une bagatelle - à supposer que la population excédentaire prenne conscience de sa propre superfluité et trouve quelque goût à mourir de faim. Mais en dépit des efforts les plus tenaces de la bourgeoisie humanitaire pour inculquer ces vérités aux ouvriers, il ne semble pas qu'elle ait actuellement quelque chance de succès. Les prolétaires se sont au contraire mis en tête, que c'étaient eux, avec leurs mains laborieuses, qui étaient précisément indispensables, et que c'étaient ces Messieurs les riches capitalistes, qui ne font rien, qui étaient à vrai dire les superflus.

Mais comme les riches ont encore le pouvoir, force est bien aux prolétaires d'admettre que la loi les déclare eux, réellement superflus - même s'ils ne veulent pas l'admettre de bonne grâce...

- La bourgeoisie en tant que classe organise une discrimination sociale défavorable aux travailleurs, élabore la théorie malthusienne de la population et les contraint à subir les cruautés de la Nouvelle Loi sur les Pauvres, loi malthusienne de 1834 qui les force à entrer dans les ateliers de charité - ces « bastilles de la loi sur les pauvres » - lorsqu'ils demandent à être secourus, et sépare hommes, femmes et enfants; il s'agit de rendre l'assistance si horrible que le travailleur préférera accepter le premier emploi, si rebutant soit-il, que lui offrira le capitaliste.

- Pour parler français (157) : le travailleur est, en droit et en fait, l'esclave de la classe possédante, de la bourgeoisie; il en est l'esclave au point d'être vendu comme une marchandise et son prix monte et baisse tout comme celui d'une marchandise. Si la demande de travailleurs augmente, leur prix monte; si elle vient à baisser, leur prix diminue; si elle baisse au point qu'un certain nombre de travailleurs ne sont plus vendables et « restent en stock », ils sont laissés pour compte et comme ce n'est pas une occupation qui fasse vivre son homme, ils meurent de faim. Car, pour parler la langue des économistes, les sommes dépensées à leur entretien ne seraient pas « reproduites », ce serait de l'argent jeté par les fenêtres et nul ne gaspille son capital de la sorte. Et, dans cette mesure, la théorie de la population de M. Malthus est parfaitement juste. Toute la différence par rapport à l'esclavage antique pratiqué ouvertement, c'est que le travailleur actuel semble être libre parce qu'il n'est pas vendu tout d'une pièce, mais petit à petit, par jour, par semaine, par an, et parce que ce n'est pas un propriétaire qui le vend à un autre, mais bien lui-même qui est obligé de se vendre ainsi; car il n'est pas l'esclave d'un particulier, mais de toute la classe possédante.

Par contre, la bourgeoisie se trouve beaucoup plus à son aise dans ce système que dans le cas de l'esclavage antique; elle peut congédier ses gens lorsque l'envie l'en prend sans perdre pour autant un capital investi et de plus elle obtient du travail à bien meilleur compte qu'on ne peut l'obtenir d'esclaves ainsi que le lui démontre A. Smith pour la consoler (158).

Il s'ensuit également qu'Adam, Smith a pleinement raison de poser le principe 159 :

Tout comme pour n'importe quel autre article, c'est la demande des travailleurs qui règle la production des travailleurs, la quantité des êtres humains mis au monde, accélérant cette production lorsqu'elle est trop lente, la stoppant quand elle est trop rapide.

Exactement comme pour n'importe quel autre article commercial. S'il y en a trop peu, les prix montent, c'est-à-dire ici le salaire; les travailleurs vivent mieux, les mariages se font plus nombreux, on met au monde davantage d'êtres humains, il grandit un plus grand nombre d'enfants, jusqu'à ce qu'ait été produit un nombre suffisant de travailleurs; s'il y en a trop, les prix baissent, le chômage survient, avec la misère, la disette et par suite les épidémies qui balaient « l'excédent de population ». Et Malthus qui développe la formule de Smith citée plus haut a lui aussi raison à sa manière quand il prétend qu'il y a toujours une population excédentaire, toujours trop d'individus sur terre. Il a simplement tort d'affirmer qu'il y a constamment plus d'hommes sur terre que n'en peuvent nourrir les subsistances disponibles. La population excédentaire est au contraire engendrée par la concurrence que se font les travailleurs entre eux et qui contraint chaque travailleur à travailler chaque jour autant que ses forces le lui permettent. Si un industriel peut employer les ouvriers neuf heures par jour il peut, si les ouvriers travaillent dix heures par jour, se contenter d'en employer neuf et le dixième est mis en chômage. Et si, à une époque où la demande d'ouvriers n'est pas très forte, l'industriel peut contraindre sous peine de renvoi, les neuf ouvriers à travailler une heure de plus chaque jour pour le même salaire, il renverra le dixième et économisera son salaire. Ce qui se passe ici à petite échelle se passe dans une nation, à grande échelle. Le rendement de chaque ouvrier porté au maximum par la concurrence des ouvriers entre eux, la division du travail, l'introduction du machinisme, l'utilisation des forces naturelles mettent en chômage une foule d'ouvriers. Mais ces chômeurs sont perdus pour le marché; ils ne peuvent plus acheter et par conséquent la quantité de marchandises qu'ils demandaient ne trouve plus preneur, n'a donc plus besoin d'être produite; les ouvriers antérieurement occupés à les fabriquer sont mis à leur tour en chômage; ils disparaissent eux aussi du marché et ainsi de suite, toujours selon le même cycle - ou plutôt, il en serait ainsi si d'autres facteurs n'intervenaient pas. La mise en service des moyens industriels cités plus haut et qui permettent d'accroître la production, entraîne en effet à la longue une baisse des prix et par suite une consommation accrue, de sorte qu'une importante fraction des travailleurs en chômage trouve enfin à se placer dans de nouvelles branches de travail, bien sûr après une longue période de souffrances. S'il vient s'y ajouter, comme ce fut le cas en Angleterre au cours des soixante dernières années la conquête de marchés étrangers qui provoque une augmentation continuelle et rapide de la demande de produits manufacturés, la demande en travailleurs - et avec elle la population - croît dans les mêmes proportions. Ainsi, au lieu de diminuer, la population de l'Empire britannique s'est accrue avec une rapidité considérable, s'accroît encore constamment - et bien que l'industrie ne cesse de se développer et, au total, la demande de travailleurs de croître, l'Angleterre connaît cependant, de l'aveu de tous les partis officiels - (c'est-à-dire des Tories, des Whigs et des Radicaux), un excès, un excédent de population; et malgré tout au total la concurrence des travailleurs entre eux reste plus importante que celle des patrons pour se procurer des ouvriers.

D'où vient cette contradiction ? De la nature même de l'industrie et de la concurrence ainsi que des crises économiques qui en résultent. Étant donnée l'anarchie de la production actuelle et de la répartition des biens de consommation qui n'ont pas pour fin la satisfaction immédiate des besoins mais au contraire le profit, étant donné le système où chacun travaille et s'enrichit sans se soucier d'autrui, il est inévitable qu'à tout instant un engorgement se produise.

157 - Engels a écrit bien sûr deutsch gesprochen, m.à in. « pour parler allemand ».

158 (« On a dit qu'un esclave s'use aux frais de son maître, tandis qu'un travailleur libre s'use à ses propres frais. Mais l'usure de ce dernier est aussi supportée financièrement par son maître. Le salaire payé aux journaliers, serviteurs, etc... de toutes sortes doit en effet être suffisamment élevé pour permettre au peuple des journaliers et serviteurs de se reproduire selon la demande croissante, stationnaire ou décroissante en gens de cette sorte que formule la société. Mais bien que l'usure d'un travailleur libre soit aussi aux frais du maître, elle lui coûte en règle générale beaucoup moins que celle d'un esclave. Le fonds destiné à réparer ou remplacer l'usure d'un esclave est géré habituellement par un maître négligent ou par un surveillant inattentif, etc. » A. SMITH : Wealth of Nations (La richesse des Nations), 1, 8, p. 133 de l'édition Mac Culloch en 4 volumes. (F. E.)

159 - Op. cit., p. 133.

LVOG - Au passage, vous aurez remarqué qu'Engels a cité abondamment Malthus qui était un personnage pour le moins cynique et infréquentable, il y a même donné raison par endroits.

Comme quoi, ceux qui voudraient me faire un procès pour avoir publié ce document sur le mouvement écologique, sont des dogmatiques à l'esprit borné qui ne progresseront jamais. Ce sont aussi en général des donneurs de leçons, des petites gens imbues de leur personne qui n'ont pas pris la peine d'étudier grand chose ou de réfléchir en profondeur aux questions que nous avons à résoudre. Ici on ne propose que des pistes de réflexion, qui constituent aussi les bases de notre programme et de notre orientation politique, nul n'est forcé de les partager.

Haut de page

Le 22 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

Racket mondial de Big Brother.

Après le 14 janvier 2020 le système d'exploitation fonctionnant sur les trois quarts des ordinateurs dans le monde, Windows 7 de Microsoft, sera obsolète. Donc, les utilisateurs devront acquérir la version 10, payante évidemment, et dans bien des cas (dont le mien) augmenter la mémoire de leur ordinateur ou en changer pour pouvoir continuer à utiliser les mêmes applications.

Lu dans le portail de Microsoft

Acheter un nouveau PC

Très peu d'anciens ordinateurs sont en mesure d'exécuter Windows 10, la dernière version de Windows. Si votre PC actuel ne peut pas exécuter Windows 10, le moment est peut-être venu d'en acheter un nouveau.

Découvrez notre magnifique sélection de nouveaux PC.

Au niveau de la configuration initiale, l'ordinateur doit disposer au strict minimum de 4 Go de RAM.

LVOG - Changer de carte mère et de microprocesseur, installer une mémoire supplémentaire, passer de Windows 7 à Windows 10, sont des opérations délicates ou compliquées qui nécessitent de faire appel à un informaticien dont les services sont coûteux. Les lecteurs concernés ont un peu plus de 6 mois pour trouver dans leur entourage une personne qui pourrait réaliser gratuitement ce service, et obtenir une copie de Windows 10 au lieu de l'acheter, le philanthrope Bill Gates est assez riche !

Autre problème de taille à prévoir pour bien des personnes, il paraît que la version Windows 10 est très différente de Windows 7 ou 8 (qui sera obsolète l'année suivante ou un peu plus tard), au point qu'elle nécessite un véritable apprentissage ou temps d'adaptation, ce qui réservera bien des surprises et des tracas à plus d'un, crise de nerf en perspective !

Personnellement, mon nouveau beau-frère connaît un super informaticien qui va me régler cela en deux coups de cuillère à pot, hormis son service que je paie 500 roupies (6 euros environ), il faudra débourser pour une mémoire, et peut-être l'achat d'un troisième ordinateur, car j'entends garder le mien qui fonctionne (sous XP) comme une horloge (carte mère Intel) depuis bientôt 10 ans, le portable (Dell) qui a 8 ans et que j'utilise en dépannage ou uniquement pour télécharger des concerts, des films ou des documentaires sera uniquement actualisé. Il est connecté à l'écran de télévision et ne sert qu'à visionner des films en tamoul le soir pour ma compagne, tandis que dans une autre pièce je me contente de l'écran plus petit de l'ordinateur de bureau, injustice intolérable remarquez bien, je déconne !

Dans cette causerie (Deuxième partie), la démystification du réchauffement climatique due à l'activité humaine pour les nuls.

Une théorie basée sur des "estimations" de leur fabrication (L'anthropologue Margaret Mead), à "la recherche d'un nouvel ennemi" de leur fabrication (Le Club de Rome) toujours plus menaçant, dans quel but, notamment : "pour restructurer les investissements" (La Commission Brundtland), mais pas seulement "créer un organisme supranational" (François Mitterrand), aussi faudra-t-il "procéder à des modifications politiques et institutionnelles sur une échelle inconnue depuis la Deuxième Guerre mondiale." (La Commission Trilatérale) et la boucle du totalitarisme est bouclée.

- Au format pdf (29 pages)

PREMIERE PARTIE.

Nous vivons une période particulièrement médiocre.

Ce qui est frappant également, c'est le tarissement de plus en plus précoce de l'imagination, de l'inspiration, de l'audace, de la passion, sans lesquelles aucun idéal ne peut jaillir ou survivre. Et tout ce qui subsiste est frelaté, systématiquement déformé, détourné, pour finir inconsistant, incohérent, venimeux, cruel, monstrueux.

Les intentions les meilleures ou les plus généreuses sont instrumentalisées pour servir des intérêts inavouables ou contraire à ceux qui les ont formulées. Quand on ne se pose pas suffisamment de questions, quand on manque cruellement d'esprit critique, de logique, on en arrive à cautionner le pire en espérant être épargné.

Luttons au côté des multinationales et des oligarques et nous aurons une vie merveilleuse ! Et il y en a pour y croire dur comme fer, après de longues années d'études ils finissent décérébrés ou lobotomisés.

Quand on refuse d'admettre que le régime est une dictature, non seulement on ne combattra pas pour la renverser, mais dans tous nos actes quotidiens on s'emploiera à la conforter.

Sauvons la Terre... pour sauver le capitalisme, le système d'exploitation de l'homme par l'homme !

Quand on refuse de reconnaître qu'on vit en esclavage, on ne peut pas lutter pour son émancipation ou la liberté !

Il ressort de cela que c'est la situation, les rapports entre les classes, ainsi que la nature du régime qui vont déterminer notre comportement, dont nos idées, et dès lors qu'on ne parvient pas ou qu'on se refuse à caractériser très précisément chacun des facteurs, on ne comprendra pas grand chose ou rien, et on sera en proie à l'opportunisme.

L'opportunisme, c'est d'ailleurs ce qui caractérise le mieux l'attitude des gens en général dans la vie, car on ne se contente pas de faire avec la société telle qu'elle est, on fait avec ce qu'on est comme si ni l'un ni l'autre ne devaient progresser, dans ces conditions il ne faut pas s'étonner qu'ils soient voués à régresser.

J'ai entendu dans une vidéo que j'ai regardée avant-hier, à propos du comportement des élites et des artistes pendant la Seconde Guerre mondiale, que c'était parce qu'ils ne s'étaient pas posés de questions qu'ils s'étaient finalement accommodés du régime nazi et de Vichy ou avaient collaboré avec eux, continuant de vivre comme avant comme si ne s'était passé ou pire encore dans certains cas somme toute assez nombreux, juste pour préserver leur statut social privilégié.

C'est l'attitude qu'adoptent les gens de manière générale, parce qu'ils n'ont acquis aucune conscience de classe ou politique, à ceci près que les travailleurs ne côtoient pas les sommets de l'Etat ou ceux qui détiennent du pouvoir, donc ils ignorent quelles sont leurs réelles intentions, et il leur est très difficile de le savoir autrement puisque tous les moyens de communication qui existent s'emploient à leur cacher et à les tromper. C'est donc uniquement leur participation à la lutte de classes ou au contact de militants du mouvement ouvrier qu'ils peuvent avoir l'occasion d'en prendre conscience.

Mais comme la plupart du temps leur orientation politique est également opportuniste, les masses retombent dans le même travers et ces expériences ne leur auront pas permis de progresser. Une fois passé l'époque immédiate d'après-guerre, Arletty, Maurice Chevalier, Edith Piaf, Sacha Guitry et bien d'autres personnalités du spectacle furent à nouveau adulés, tout comme les collaborateurs directs de Vichy et résistants de la dernière heure qui furent réhabilités par de Gaulle.

La SFIO (PS) et le PCF s'en accommodèrent sans peine, après avoir tissé des liens étroits ou organiques avec les gaullistes au cours de la guerre au sein du CNR, et ce sont eux ou cette collaboration qui devait présider à l'avènement de la Ve République. Quoi de plus naturel puisqu'ils partageaient la même idéologie, la répartition des rôles en fonction de leur nature originelle ou des classes qu'ils étaient censés représenter, devait les amener à adopter des objectifs différents toutefois compatibles avec le régime en place, ce qui leur permettra de sauver les apparences et de conforter le régime.

Tout n'aura été qu'opportunisme là-dedans quand on y regarde de très près. Qui dit opportunisme dit hypocrisie, mensonge, lâcheté, collusion, compromission, trahison, qui rythme la vie quotidienne sur fond d'ignorance en ce qui concerne les masses, et cela à chaque époque, alors de là à penser que le pire devrait en advenir il n'y a pas loin. C'est un peu comme les gens qui vont contracter une grippe que leur docteur (allopathique) va soigner à l'aide de remèdes, mais comme il va laisser intact le terrain qui a favorisé le développement de ce virus au lieu de s'y attaquer, chaque hiver ils tomberont malade.

C'est ainsi que l'opportunisme se répète (ou se recycle, change de masque, etc.) indéfiniment ou a encore de beaux jours devant lui, hélas ! Mais comme toute histoire heureuse ou malheureuse, l'opportunisme comportera une fin, malheur à ceux qui n'y croient pas car ils courent à leur propre perte !

C'est à cela que nous devons oeuvrer avec acharnement et une détermination sans faille, aussi ingrate que soit cette tâche, car au cours de cet âpre combat, pendant longtemps on se fera plus d'adversaires ou d'ennemis que d'amis, on aura l'impression désagréable de ramer dans le désert, à contre-courant de la majorité, puis malgré la chape de plomb qui se sera abattue sur nous surgiront des occasions qui constitueront autant de fissures et d'éclaircies qu'il faudra saisir et exploiter à fond pour nous renforcer, et enfin viendra le moment tant attendu, où le cours des choses s'inversera enfin et nous deviendra favorable, où on récoltera le produit de ce qu'on aura semé patiemment, et pour s'en être tenus strictement aux faits, ce sont les faits qui nous donneront raison, sinon il ne faudra pas compter réunir les conditions pour porter un coup décisif à l'opportunisme, la reconnaissance sera notre ultime récompense de notre vivant ou après, peu importe quand on a adopté l'idéal humaniste le plus élevé et le plus digne que l'homme pouvait concevoir, l'émancipation de l'espèce humaine du règne de la nécessité, donc du capitalisme, de l'exploitation et de l'oppression, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il n'existe pas d'autres alternatives au capitalisme que le socialisme.

- « Gilets jaunes » : faible mobilisation pour l'acte XXXI - lemonde.fr 15 juin 2019

Le mouvement des « gilets jaunes » a faiblement mobilisé samedi 15 juin en France pour l'acte XXXI, avec toutefois près d'un millier de manifestants à Paris et à Toulouse où le cortège a été dispersé par les forces de l'ordre quelques minutes après son départ. Selon le ministère de l'intérieur, ils étaient quelque 7 000 manifestants sur l'ensemble du territoire — contre 10 300 la semaine dernière —, soit la plus faible mobilisation nationale enregistrée depuis le début du mouvement le 17 novembre. Les « gilets jaunes » contestent les chiffres officiels. lemonde.fr 15 juin 2019

Au niveau national, le ministère de l'Intérieur a comptabilisé 7000 personnes, soit la mobilisation la plus faible depuis le début du mouvement, là où les gilets jaunes se sont comptés plus de 20 000. actu.fr/occitanie 15 juin 2019

La gauche, cette escroquerie politique qui a fait et continue de faire le lit de l'extrême droite, du fascisme.

Marie-Paule (A Denain -Nord) - « J'ai voté Mélenchon au premier tour de la présidentielle et je me suis abstenue au second. J'ai tout de suite senti que Macron pensait comme un banquier et ne serait pas à notre écoute. C'est pendant la campagne des législatives, après avoir rencontré Sébastien Chenu, l'avoir vu sur le terrain et écouté les solutions qu'il proposait à nos problèmes quotidiens que j'ai pris ma carte au RN », explique cette aide-soignante de 59 ans, salariée dans un Ehpad et membre de la CGT après en avoir été déléguée syndicale. « C'est la crise financière des années 2008-2009, puis les attentats terroristes qui m'ont changée », raconte cette mère de famille, qui ne veut pas se faire prendre en photo pour « ne pas gêner » ses filles et ne pas envenimer ses relations avec la CGT, devenues très tendues depuis son adhésion au RN. « Beaucoup de gens autour de moi, qui étaient pour le PC, le PS ou la France Insoumise, votent aujourd'hui RN mais n'osent pas le dire », confie Marie-Paule. Et d'expliquer sa conversion : « Le RN, on le voit sur le terrain, la gauche, c'est seulement pendant les élections. » leparisien.fr 07.06

Les fossoyeurs du socialisme roulent pour la réaction qui s'en régale, elle aurait tort de se gêner.

- Ces Insoumis tentés par le Rassemblement national - Le Parisien18 juin 2019

- «La France insoumise et le RN s'adressent aux mêmes électeurs» : le constat d'un militant LFI - Le Parisien18 juin 2019

Comme quoi ils n'ont rien compris ou ils ont une conception de la lutte de classe obsolète, élitiste.

Réunions de quartiers, participation au carnaval, au Téléthon, au Son et Lumière de la fin de l'été, aux opérations du don du sang, aides aux jeunes sortis de prison, accueil aux réfugiés dans la ville proche de Somain… À la permanence, on met en relation les voisins pour aider une vieille dame à tondre son gazon ou à ramasser les déchets verts… On aide une jeune de Denain à partir étudier au Canada, on conseille des commerçants dans leurs démarches administratives… « Le RN, ici, c'est le service après vente de la mairie, du département, de la région », sourit Julien, 28 ans, collaborateur parlementaire de Sébastien Chenu. « Le social, c'est notre priorité, se réjouit la cégétiste Marie-Paule. Les socialistes vendent du rêve. Tandis que les anciens ouvriers d'Usinor, eux, savent concrètement ce que c'est que la mondialisation sauvage et pourquoi nous voulons la combattre. »

Shéhérazade (LFI). « On nous fournit des tracts et des affiches, mais on n'a pas de local où accueillir les gens. On doit faire du tractage, du porte à porte. » Nous devons encore expliquer aux électeurs en quoi les migrants ne sont pas un danger, martèle Shéhérazade.

« Nous devons militer autrement, estime Johann, étudiant et militant à la France Insoumise. On a beaucoup misé sur les réseaux sociaux, mais il faut aussi privilégier les contacts physiques, faire plus de café débats… » Le Parisien18 juin 2019

LVOG - Insoumis en parole, et soumis en acte, voilà ce que leur enseigne Mélenchon !

La gauche réactionnaire qui a fait le "***choix de la construction européenne comme espace nécessaire de régulation***".

- Une centaine d'élus de gauche lancent un appel à l'unité sur les "territoires" - AFP 17 juin 2019

Une centaine d'élus ou ex-élus, écologistes ou de gauche, emmenés par le sénateur Ronan Dantec (ex-EELV), appellent élus et citoyens à se retrouver localement, "en dehors des jeux d'appareils nationaux", dans un texte intitulé "Ensemble sur nos territoires".

Les signataires affirment se retrouver, au-delà de leurs histoires et étiquettes, sur "la lutte contre toutes les fractures territoriales, urbaines et rurales", "l'urgence de la transition écologique", "une véritable politique d'accueil des migrants", le "renforcement de la démocratie participative", le "choix de la construction européenne comme espace nécessaire de régulation".

Parmi les signataires, outre M. Dantec, figurent : l'ancienne députée européenne EELV Sandrine Bélier, deux adjoints EELV de

la maire de Paris, Célia Blauel et Christophe Najdovski, le sénateur PS Jérôme Durain, la sénatrice Générations Sophie Taillé-Polian, le co-président de Place publique Jo Spiegel, le député Générations Régis Juanico, et le climatologue Jean Jouzel. AFP 17 juin 2019

En famille. Ils sont prêts à fréquenter les clubs de golf !

Référendum ADP : L'appel de Ruffin aux militants de droite pour faire signer la pétition jusque sur les golfs - Le HuffPost 18 juin 2019

ADP - “Sur ce thème, il ne doit pas y avoir de concurrence”. Plusieurs personnalités et élus de gauche ont lancé ce mardi 18 juin à Paris la campagne pour un référendum concernant la privatisation des aéroports de Paris (ADP). François Ruffin, appelant à une campagne “pluraliste”. Baptisée “signez comme vous êtes”, chacun pourra y apporter sa signature pour ses “raisons”.

À ses côtés, les députés Sébastien Jumel (PCF) et Boris Vallaud (PS), la militante écologiste Claire Nouvian (Place Publique), ainsi que le maire de Grenoble Éric Piolle (EELV) avaient fait le déplacement.

Mais si ces derniers sont tous issus de la gauche, ce n’est pas pour autant que la droite n’était pas concernée par le sujet du jour. En effet, cette pétition n’aurait jamais vu le jour sans une union improbable entre la gauche et une partie de la droite parlementaire. Début avril, le vote de 248 députés et sénateurs de LFI à LR en passant par le PS avait pu déclencher cette rare procédure démocratique.

Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d’article, le député picard François Ruffin a donc eu aussi un mot pour les militants de droite qui voudraient rejoindre la campagne sur le terrain. “Même le peuple de droite est d’accord pour dire son mot là-dessus”, a rappelé l’élu.

"À la fin, ils voteront peut-être pour le oui à la privatisation d’ADP, mais si on demande aux gens : ‘est-ce que vous voulez avoir davantage votre mot à dire dans les affaires publiques ou pas ", ils répondent oui massivement, indépendamment des appartenances partisanes”, a ajouté François Ruffin.

Si jamais il y a des militants de droite qui font les golfs, tant mieux, je m’en fous. Si ça signe au Rotary Club, allons-y! - François Ruffin. Le HuffPost 18 juin 2019

- Contre la privatisation d'ADP, la droite rejoint la gauche en meeting à Saint-Denis - Le HuffPost 20 juin 2019

“Je ne suis pas devenu marxiste, mais...”. Des élus issus de tout “l’arc républicain” se sont retrouvés mercredi 19 juin à Saint-Denis (93) pour une réunion publique “peu banale”, par son éclectisme politique, destinée à lancer la collecte des signatures contre la privatisation d’Aéroport de Paris (ADP).

“Nous sommes dans une réunion peu banale, avec des parlementaires de toutes ces sensibilités, des parlementaires centristes, des parlementaires de droite, on est dans une configuration assez inhabituelle”, a relevé le député PCF Stéphane Peu, organisateur de l’événement, en introduisant le meeting.

Assis sur la scène de la Bourse du travail, devant environ 250 personnes dont quelques syndicalistes agitant à l’occasion des drapeaux CGT : les députés LR Gilles Carrez et François Cornut-Gentille, les députés LFI Clémentine Autain et Eric Coquerel, le premier secrétaire du PS Olivier Faure, le secrétaire national du PCF Fabien Roussel, notamment.

Dans la salle se trouvaient également les sénateurs Philippe Dallier (LR), Esther Benbassa (EELV) et Sophie Taillé-Polian (Générations), le patron des sénateurs PS Patrick Kanner ou encore le député Boris Vallaud (PS).

Auprès de la presse, Eric Coquerel a salué un meeting “historique”, disant n’avoir jamais participé à une réunion avec des élus issus d’horizons politiques si différents, de surcroît dans une Bourse du travail. À ses côtés, les élus de droite s’étaient déplacés pour une cause “qui va bien au-delà des organisations politiques”.

Les uns comme les autres ont souligné qu’il n’y avait pas de “débouché politique” à ce rapprochement de circonstances, et qu’il ne s’agissait pas de faire un “référendum anti-Macron”. Le HuffPost 20 juin 2019

LVOG - Macon peut dormir tranquille, le voilà rassuré !

Parole d'internaute

1- "C’est une erreur de sous-estimer le pouvoir des médias !

Notre société est basée sur ce pouvoir. Leur vrai pouvoir n'est pas de convaincre avec un débat d'idée ou ce genre de truc, leur vrai pouvoir est un pouvoir d'imprégnation, et "l'élection" de Macron en est une illustration lumineuse : Pour exister il faut être présent partout. On l'a vendu comme un baril de lessive, il l'a avoué lui-même, dans une campagne de com' monumentale qui a propulsé un inconnu des élection au rang d'acteur incontournable tout en faisant oublier qu'il n'était pas un inconnu mais un ministre qui a fait passer les saloperies dont (presque) personne ne veut.

La primo-exposition, "dites du mal il en restera toujours quelque chose", l'imprégnation du vocabulaire (le RÉGIME Maduro pour un pays reconnu pour la transparence de ses élection par un ancien président US) … Notre société n'existerait pas telle qu'est est sans la propagande, la com', qu'elle soit publicitaire, économique ou politique.

Les humains ne sont pas des animaux logiques et rationnels, et ils sont très influençables en tant que groupes indépendamment des cas individuels par des procédés très élémentaires quand on y pense. Ne se préoccuper que de la dialectique sans penser à ces dynamiques de groupe c'est se planter totalement."

LVOG - Mais l'inverse est vrai également...

2- "Dans les dictatures, il y a le culte du chef, avec des statues et des portraits de 20m de haut partout et les slogans qui vont avec, rabâchés a toutes occasions.

En occident on a trouvé un système de propagande infiniment plus pernicieux et extrêmement efficace. Il s'infiltre partout, nous l'avons sous les yeux et dans les oreilles du levé au couché. Cette propagande se nomme la publicité.

Elle est le pilier centrale de l'idéologie capitaliste et du néolibéralisme."

LVOG - Disons que les mêmes processus psychologiques sont à l'oeuvre qui poursuivent le même but...

Abroger les Constitutions nationales pour instaurer la République sociale universelle.

- Algérie: le chef de l'armée met en garde contre une destruction des fondements de l'Etat - AFP 19 juin 2019

Ceux qui "tentent sciemment d'outrepasser, voire geler, l'application des dispositions de la Constitution, réalisent-ils que cela signifie la suppression de toutes les institutions de l'Etat et s'engouffrer dans un tunnel obscur dénommé le vide constitutionnel?", a interrogé mardi le général Gaïd Salah.

Le vide constitutionnel, c'est "la destruction des fondements de l'Etat national algérien et penser à construire un autre Etat avec d'autres standards, d'autres idées et d'autres projets idéologiques, auxquels seront consacrés des débats sans fin", a-t-il déclaré, dans un 2e discours en deux jours, à l'occasion d'un déplacement à Béchar (ouest), selon l'agence officielle APS.

"Il est impensable de procéder au nom du peuple, à la destruction de la réalisation du peuple algérien, qui est (...) la Constitution", a affirmé le général Gaïd Salah, estimant que les principes qu'elle contient "n'ont nul besoin de quelque forme que ce soit de révision ou de changement". AFP 19 juin 2019

En complément.

- Soudan : l'opposition lance "la troisième vague" de la révolution - Franceinfo 18 juin 2019

Stratégie du chaos du complexe militaro-industriel-financier.

Chine

LVOG - La meute enragé des médias-oligarques se déchaîne.

- Joshua Wong, libéré, rejoint la mobilisation contre l'exécutif hongkongais - AFP 17 juin 2019

- "Nous demandons le retrait total de cette loi diabolique" : à Hong Kong, deux millions de manifestants déferlent contre les autorités - Franceinfo 17 juin 2019

- La Chine soutient la dirigeante de Hongkong, affaiblie par les appels à la démission - Le Parisien 17 juin 2019

- Carrie Lam, impopulaire cheffe de l'exécutif hongkongais - LeFigaro.fr 17 juin 2019

- Hong Kong : chronique d'une autonomie toujours plus menacée par Pékin - euronews 17 juin 2019

Le POID veut en être aussi.

La Tribune des travailleurs (Internet):

17 juin – A Hong Kong, le Front civil des droits de l'homme (CHRF), organisateur de la manifestation qui a rassemblé deux millions de participants dimanche pour le retrait total du projet de loi d'extradition, appelle désormais à la grève générale pour obtenir le départ de la chef de l'exécutif, Carrie Lam. -

16 juin 2019 – 23h10 – Hong Kong : Ce sont près de deux millions de manifestants qui déferlent dans Hong Kong, déclarent les organisateurs à l'Agence France Presse. (Lire nos informations de la journée.) La cheffe du gouvernement pro-Pékin présente ses « excuses » pour avoir semé le trouble. Un parti d'opposition annonce la libération lundi du leader étudiant Joshua Wong, 22 ans, figure du mouvement prodémocratie de l'automne 2014. -

16 juin 2019 – 12h30 – Hong Kong : Des centaines de milliers de personnes défilent dans les rues, rapporte l'agence de presse Reuters. (Lire notre information de ce matin.) -

16 juin 2019 – Hong Kong : Une nouvelle manifestation est attendue malgré la décision du gouvernement de suspendre le projet de loi visant à autoriser les extraditions vers la Chine continentale. Les organisateurs réclament le retrait définitif de ce projet. Ils exigent en outre la démission de la cheffe de l'exécutif pro-Pékin de Hong Kong et ses excuses pour la répression des manifestations par la police ces derniers jours. À Pékin, un communiqué du ministère des Affaires étrangères de la Chine continentale, évoque la nécessité de « restaurer le calme au plus vite » à Hong Kong. Dans un autre communiqué, l'agence chinoise chargée des relations avec Hong Kong redit que la loi sur l'extradition est « nécessaire et justifiée ». -

15 juin 2019 – A Hong Kong, le quotidien South China Morning Post et plusieurs chaines de télévision, citant tous des sources gouvernementales, annoncent que l'administration projette de reporter l'adoption par le parlement du texte controversé qui a pour objectif d'autoriser les extraditions vers la Chine continentale. -

Rappel.

Le 2 octobre 2014

CAUSERIE

Stratégie du chaos.

- Crise à Hong Kong: une "affaire intérieure" chinoise selon Pékin - AFP
- À Hongkong, Pékin va miser sur le «pourrissement» de la situation - LeFigaro.fr
Comme Hollande-Valls avec les pilotes d'Air France par exemple.
- Hong Kong : Pékin renforce la censure du Net - LePoint.fr
- A Hongkong, des étudiants menacent d'envahir le siège du gouvernement - Liberation.fr

Sortez votre parapluie, la réaction éructe.

- Mouvement pro-démocratie à Hong Kong : la "révolution des parapluies" s'intensifie - Atlantico.fr
- Solidarité avec les parapluies de Honk Kong - LeMonde.fr -
- Hong Kong : les manifestants plus déterminés que jamais en ce jour de fête nationale - Francetv info Hong Kong: les manifestants pro-démocratie conspuent la fête nationale chinoise - L'Express.fr
- En Chine, l'écho étouffé des événements de Hongkong - LeMonde.fr
- Craignant pour sa sécurité, Pékin aurait organisé des fouilles anales sur les pigeons - L'Express.fr

Le 8 octobre 2014

CAUSERIE

Sous les parapluies percés... de Washington.

Désinformation.

- Dialogue difficile entre manifestants et autorités à Hong Kong - Reuters

- A Hongkong, le mouvement de liberté est là pour durer en dépit d'une éventuelle répression - LeMonde.fr

Information.

- L'art de la guerre - Hong Kong, sous les parapluies - Manlio Dinucci - Mondialisation.ca 07.10

Extrait. Le mouvement étudiant né à Hong Kong pour demander que l'élection du chef de gouvernement soit directe et non conditionnée par Pékin, est formé de jeunes appartenant généralement aux couches sociales avantagées par la croissance économique. Sur ce fond se pose la question : pourquoi, alors qu'on ignore des centaines de millions de personnes qui dans le monde entier luttent chaque jour dans des conditions bien pires pour les plus élémentaires droits humains, transforme-t-on quelques milliers d'étudiants de Hong Kong, au-delà de leurs propres revendications, en icône mondiale de lutte pour la démocratie ? La réponse doit être cherchée à Washington. Les inspirateurs et les chefs de ce qui est défini comme « un mouvement sans leader » -d'après une ample documentation- sont reliés au Département d'Etat et à ses émanations sous forme d' « organisations non-gouvernementales », en particulier la « Donation nationale pour la démocratie » (Ned) et l' « Institut démocratique national » (Ndi) qui, dotées de fonds très conséquents, soutiennent des « groupes démocratiques non-gouvernementaux » dans une centaine de pays. Deux exemples parmi tant d'autres. Benny Tai, l'enseignant de Hong Kong qui a lancé le mouvement « Occupy Central » (voir le South China Morning Post du 27 septembre), est devenu influent grâce à une série de forums financés par ces « ONG ». Martin Lee, fondateur du « Part démocrate » de Hong Kong, a été envoyé à Washington par la Ned et, après un briefing télétransmis (le 2 avril), a été reçu à la Maison Blanche le 7 avril par le vice-président Biden.

De ces faits et de nombreux autres émerge une stratégie, analogue à celle des « révolutions colorées » dans l'Est européen, qui, en instrumentalisant le mouvement étudiant, vise à rendre Hong Kong ingouvernable et à créer des mouvements analogues dans d'autres zones de la Chine habitées par des minorités nationales. Mondialisation.ca 07.10

Le 26 octobre 2014

CAUSERIE

Déstabilisation de la Chine par les Etats-Unis.

- Parapluie contre matraque : les manifs de Hong Kong en jeu vidéo - Francetv info 25.10.2014

Pour en savoir plus.

L'échec de la prière "révolution colorée" - Tienanmen, 20 ans après - Réseau Voltaire 09.06.2009 http://www.voltairenet.org/article160446.html

Ou encore.

Les manifestations de Hong Kong : Les raisons profondes de ce mouvement pour la « démocratie ». (mondialisation.ca) (23.10.14)

Russie.

Attentat sous faux drapeau.

- Vol MH17 abattu en Ukraine : les enquêteurs devraient dévoiler des noms de suspects - AFP 18.06

Le lendemain, quel suspens !

- Vol MH17 abattu en Ukraine : qui sont les quatre suspects? - AFP 19 juin 2019

LVOG - Comme par hasard !

AFP - Quatre hauts gradés des séparatistes prorusses de l'est de l'Ukraine à l'époque du crash du vol MH17, dont l'un de leurs chefs de guerre les plus connus, ont été désignés par l'équipe internationale d'enquêteurs comme suspects dans cette tragédie.

- Igor Guirkine (Russe) - Il vit en Russie.
- Sergueï Doubinski (Russe) - Il vit en Russie.
- Oleg Poulatov (Russe) - Il réside actuellement en Russie.
- Leonid Khartchenko (Ukrainien) - Il se trouve actuellement dans les territoires sous le contrôle des séparatistes dans l'est de l'Ukraine.

La Russie a réagi en dénonçant des "accusations gratuites" : "une fois de plus, des accusations tout à fait gratuites sont avancées contre la partie russe et visent à discréditer la Fédération de Russie devant la communauté internationale", a dénoncé le ministère des Affaires étrangères. AFP 19 juin 2019

A lire :

- Vol MH17- Le gouvernement malaisien : «Ils accusent la Russie, mais où sont les preuves?» - Mondialisation.ca, 01 juin 2019

Extrait.

Le Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad a exprimé ses doutes sur les résultats de l'enquête sur le crash du vol MH17 de la Malaysia Airlines. « Ils accusent la Russie, mais où sont les preuves ? Nous savons que le missile qui a abattu l'avion est un missile de type russe, mais il pourrait également être fabriqué en Ukraine », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Selon lui, « ce pourrait être commis par les rebelles en Ukraine » ou le « gouvernement ukrainien car eux aussi, ils possèdent le même missile ».

Monsieur Mohamad a souligné que la Malaisie devait participer à l'examen des boîtes noires, mais pour « certaines raisons » avait été exclue du processus.

« Nous ne savons pas pourquoi nous avons été exclus de l'examen, mais dès le début, nous constatons trop de politique et l'idée n'était pas de savoir comment cela s'est passé, mais d'être concentré sur le fait d'essayer de l'attribuer aux Russes. Ce n'est pas un type d'examen neutre », a-t-il déclaré.

Ce n'est pas pour la première fois que la Malaisie dénonce les méthodes groupe d'enquête conjoint (JIT), chargé d'étudier les circonstances du crash du Boeing MH17 à l'Est de l'Ukraine le 17 juillet 2014. Il y a une année, le ministre malaisien des Transports, Anthony Loke avait déclaré que les preuves recueillies par les enquêteurs internationaux ne confirmaient pas l'implication de la Russie dans le crash du vol MH17. Ces propos concordent avec les opinions de plusieurs experts internationaux qui estiment que le travail du JIT, chargé d'étudier les circonstances du crash du Boeing MH17, est très politisé. Mondialisation.ca, 01 juin 2019

- L'avion MH17 de Malaysia Airlines abattu par des avions militaires ukrainiens (20 novembre 2014)
- Mondialisation.ca, 02 juin 2019

Le compte rendu d'un contrôleur aérien espagnol sur Twitter [traduit de l'espagnol]

Un des premiers comptes rendus (en temps réel) indiquant la présence de deux avions militaires ukrainiens a été révélé par des messages Twitter du contrôleur aérien espagnol le jour des attaques. (C'est l'auteur qui souligne.)

11:48 – 17 juillet 2014

« L'avion B777 volait escorté par des chasseurs ukrainiens deux minutes avant de disparaître du radar »

11:54 – 17 juillet 2014

« Si les autorités de Kiev veulent dire la vérité, 2 avions de chasse volaient très près quelques minutes avant, n'a pas été abattu par un combattant »

12:00 – 17 juillet 2014

« L'avion B777 de Malaysia Airlines vient juste de disparaître et les autorités militaires de Kiev nous ont informé de l'attentat, comment pouvaient-ils savoir? »

12:00 – 17 juillet 2014

« 7:00 minutes après [la disparition de l'avion], l'attentat a été annoncé, plus tard, du personnel étranger a pris le contrôle de notre tour, ils ont encore ici »

12:01 – 17 juillet 2014

« Tout cela est enregistré dans les radars, pour les incrédules, abattu par Kiev, ici nous le savons et les contrôleurs aériens de l'armée le savent aussi »

13:15 – 17 juillet 2014

« Ici, les commandants militaires sont en charge et admettent que l'armée suit peut-être d'autres ordres, mais pas les pro-russes »

13:29 – 17 juillet 2014

« Le ministre de l'Intérieur savait ce que les chasseurs faisaient dans la région, pas le ministre de la Défense »

13:31 – 17 juillet 2014

« L'armée confirme que c'était l'Ukraine, mais ne sait toujours pas d'où venait l'ordre » (Spanish Air Controller @ Kiev Borispol Airport: Ukraine Military Shot Down Boeing MH#17, Global Research News, 18 juillet 2014)

Le compte Twitter du contrôleur aérien espagnol a été fermé par Twitter. Ce compte-rendu de la circulation aérienne de Kiev a été rejeté par les grands médias comme étant « une théorie du complot ». Les enregistrements audio des communications entre la tour de contrôle et l'avion n'ont pas été rendus publics.

Le rapport du pilote allemand Peter Haisenko

Dans une analyse novatrice, le pilote allemand Peter Haisenko a indiqué la présence de ce qui semblait être des trous de balle et n'auraient pas pu être causés par un missile Buk :

« La cabine de pilotage présente des traces de tirs d'artillerie. On peut voir les trous d'entrée et de sortie. Le bord d'une partie des trous est plié vers l'intérieur. Ce sont les plus petits trous, ronds et bien définis, montrant des points d'entrée, fort probablement ceux d'un projectile de calibre 30 mm. » (Revelations of German Pilot: Shocking Analysis of the "Shooting Down" of Malaysian MH17. "Aircraft Was Not Hit by a Missile", Peter Haisenko, 9 septembre 2014)

Censure du reportage de la BBC sur des témoins oculaires

Dans un reportage tourné dans l'est de l'Ukraine peu après l'incident (retiré par la suite), la BBC a présenté des témoignages selon lesquels le MH17 avait été abattu par un avion militaire. La BBC a censuré son propre reportage. Ce dernier, incluant la vidéo ont été supprimés par la BBC :

Les habitants des villages voisins sont convaincus d'avoir vu des avions militaires dans le ciel peu avant la catastrophe. Selon eux, ce sont les chasseurs qui ont abattu le Boeing.

Le gouvernement ukrainien rejette cette version des faits. Ils croient que le Boeing a été abattu à l'aide d'un missile lancé par un système « BUK » provenant de Russie.

La reporter de la BBC Olga Ivshina et la productrice Oksana Vozhdayeva ont décidé de trouver l'endroit où le missile aurait été lancé […]

Témoin n ° 2 : … Et il y avait un autre avion, un avion militaire, à ses côtés. Tout le monde l'a vu.

Témoin n ° 1 : Oui, oui. Il volait en dessous de lui, parce qu'on pouvait le voir. Il volait en dessous, de l'avion civil.

Reportage vidéo original de la BBC : conservé dans la mémoire-cache de Google

[La vidéo originale de la BCC ainsi que son reportage ont été supprimés de la mémoire-cache de Google]

Le rapport de Michael Bociurkiw, observateur de l'OSCE

Michael Bociurkiw, chef du groupe d'observateurs de l'OSCE, a confirmé à la fin juillet dans une entrevue télé à la CBC (qui n'a pas été censurée) la présence de trous de mitrailleuses dans le fuselage (ce qui porte à croire qu'un avion militaire plutôt que d'un missile était en cause). Dans le reportage de la CBC l'observateur de l'OSCE Michael Bociurkiw mentionne la présence de trous de balles dans le MH17, mais dit n'avoir toujours pas trouvé de missile.

https://www.cbc.ca/news/world/malaysia-airlines-mh17-michael-bociurkiw-talks-about-being-first-at-the-crashsite-1.2721007?cmp=rss&partner=skygrid

Source originale: http://www.cbc.ca/news/world/malaysia…– L'observateur de l'OSCE Michael Bociurkiw mentionne la présence de trous de balles dans le MH17, mais dit n'avoir toujours pas trouvé de missile. Mondialisation.ca, 02 juin 2019

Commentaires d'internautes (Abonnées au Figaro)

1- Premier constat: quand c'est l'US Navy qui abat un Airbus 300 au dessus de l'Iran, ça ne pose aucun problème! Deuxième constat, le Tribunal de La Haye s'est couché devant les US il y a peu quand il s'est agit de la litanie de crimes de guerre US en Afghanistan. Troisième constat, la Hollande est avec la Pologne le plus proche allié US du continent. Quatrième constat, le Tribunal n'a aucune preuve alors que les Russes leur ont communiqué des tonnes d'éléments sur le missile en question, le tracé radar etc.. et qu'ils ne prennent même pas en compte. J'imagine donc que dans ses statuts, le Tribunal de La Haye n'est pas contraint à examiner toutes les preuves, comme celui de Nuremberg (voir les incroyables article 18,19,20 et 21de sa Charte!)
Le 20/06/2019 à 10:18

2- Le figaro n'est pas obligé de ré-avaler sans mâcher la basse propagande Atlanto-Otanienne. Pourquoi ne pas aller interviewer le premier ministre Malaysien par exemple ? Le son de cloche risque d'être un peu différent...

3- Il semble qu'aujourd'hui, le journalisme n'implique plus de se poser des questions.

La Russie n'utilise plus ce genre de missile alors qu'on en trouve encore massivement dans les dépôts militaires ukrainiens. La Russie a fourni les documents prouvant que le missile avait été livré à l'Ukraine mais ils ont été écartés par les enquêteurs. Pourquoi?

De plus, pourquoi l'Ukraine ne fournit-elle pas les conversations de ses aiguilleurs du ciel qui ont laissé l'avion survolé une zone où 2 de ses chasseurs avait été abattu? Et surtout, pourquoi l'Ukraine a-t-elle été autorisée à participer à l'enquête avec un droit de veto alors que la Russie a été écartée?

4- "La Russie, sur le banc des accusés"? Mais la Russie a été immédiatement et depuis le début accusée d'être responsable de cette catastrophe dont personne ne pouvait initialement dire objectivement si elle résultait d'un tir visant intentionnellement et délibérément un avion civil, ou d'une erreur, soit des séparatistes, soit des forces ukrainiennes elles-mêmes. Peu importe, la Russie est coupable et condamnée d'avance, c'est le bon Obama qui nous l'avait annoncé. "L'enquête" n'a apporté aucune preuve, et le procureur hollandais, à quelques mois du procès, lance un appel à témoins, et évoque des photos publiées sur les réseaux sociaux. Dans le même temps, les accusations s'aggravent, ce sont à présent des accusations de meurtre. Vacuité et partialité de l'enquête, absence de preuves, et à présent, surenchères dans les accusations et les poursuites. Ceci n'a rien à voir avec la justice et le droit, c'est un simple procédé de propagande. C'est ce qui me gêne.

5- Le verdict est conforme aux ordres reçus le premier jour . Rappelez-vous, le jour même sur Facebook il y avait une vidéo montrant un soi-disant séparatiste se glorifier de la destruction de l'avion. En parallèle dans une autre affaire accusant l'Iran, nous avons une vidéo montrant soi disant le retrait d'une mine qui n'aurait pas explosé à côté d'un trou béant dans la coque du bateau japonais. En plus pour faire plus vrai les EU ont des empreintes digitales, et bientôt nous aurons droit à des aveux signés par les gardiens de la révolution. Les grosses ficelles se suivent et se ressemblent.

6- Très partial comme article. Si le missile avait été de fabrication américaine, aurait-on écrit dans ce journal que l'Oncle Sam est responsable? J'en doute. Mais quand il s'agit de la Russie, tout est permis.

7- Vous pouvez renouveler vos articles sur le sujet, ça reste du pipeau.

Le Premier ministre de Malaisie, pays intéressé au premier chef dans cette tragédie, répète qu'il n'y a pas l'ombre d'une preuve et qu'on ne sait toujours pas qui, des Ukrainiens ou des séparatistes, a fait le coup.

Mais ça, vous le passez évidemment sous silence...

8- Les lecteurs du Figaro (ou plutôt 90% des lecteurs du Figaro) ont bien raison. les conclusions de cette enquête sont un scandale.

9- Et ça continue. TOUT est fait pour poursuivre les sanctions contre la Russie. On a eu Skripal... Avant il y a eu la Crimée. Les

USA et les mondialistes ne supportent pas l'affront fait en Syrie, puis en Corée du Nord, puis au Venezuela, maintenant en Iran. Tout est mensonge manipulation et propagande. Pour déclencher des guerres du pétrole. Les millions de morts les pays dévastés les cultures anéanties la nature ravagée tout ça n'a aucune importance face à cette folie meurtrière qui anime certains dirigeants américains et certains lobbies de l'ombre derrière eux...

Iran.

Propagande et fabrication du consentement par les va-t-en-guerre.

LVOG - Il existe des précédents célèbres en terme d'attentats commis sous faux drapeaux, une multitude en fait puisque la plupart ont été commis par des Etats, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël principalement, le plus célèbre d'entre eux étant celui du 11 septembre 2001. Dans le même registre, celui du golfe du Tonkin en 1964, l'attaque de Pearl Harbor après que les services de renseignement américain aient percé le mode de cryptage des Japonais et feint de l'ignorer, pour justifier le carnage et l'entrée en guerre des Etats-Unis contre le Japon et l'Allemagne...

- Attaques de l'Iran : quelles sont les preuves américaines ? - LePoint.fr

- L'Iran tétanisé par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 18 juin 2019

Avant-propos - La montée des tensions dans le Golfe est un jeu dangereux qui peut déraper à tout instant. Les sabotages non revendiqués de tankers peuvent être le fait de presque toutes les parties, y compris des États-Unis habitués des opérations sous faux drapeau. Cependant une analyse rationnelle montre que Téhéran n'est pas du tout aujourd'hui dans cette disposition d'esprit. Dans un autre article, Manlio Dinucci explique l'incident en le replaçant dans le cadre de la politique énergétique globale de Washington.

Thierry Meyssan - Les États-Unis et le Royaume-Uni accusent l'Iran du sabotage de six pétroliers dans le Golfe sans en fournir la moindre preuve, sinon une vidéo US illisible. Selon eux, une embarcation des Gardiens de la Révolution y récupérait l'aimant d'une mine-ventouse non explosée sur la coque d'un des tankers, alors même que les marins assurent que leur bâtiment a été frappé par un drone ou un missile.

Le duel irano-US a changé de nature depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, en janvier 2017, mais la réaction iranienne ne peut être comprise qu'en fonction des épisodes précédents et de leurs retournements.

Le président George Bush avait tout fait ce qui était en son pouvoir pour lancer une guerre contre l'Iran à la suite de celle contre l'Iraq. Il entendait poursuivre la destruction systématique des structures étatiques du « Moyen-Orient élargi », conformément à la stratégie Rumsfeld/Cebrowski. Cependant une première fois la Commission Baker-Hamilton (2006) l'en empêcha. La classe dirigeante US ne trouvait pas assez vite son retour sur investissement pour soutenir une « Guerre sans fin ». Une seconde fois, le commandant du CentCom, l'amiral William Fallon, qui avait commencé à discuter avec Mahmoud Ahmadinejad de la stabilisation de l'Iraq, s'y opposa (2007-08). En définitive, le vice-président Dick Cheney donna instruction à Israël de louer des aéroports géorgiens de manière à pouvoir bombarder directement l'Iran sans avoir à réapprovisionner d'avions en vol. Mais ce fut la Russie qui cloua au sol les bombardiers israéliens dès les premières heures de la guerre d'Ossétie du Sud (août 2008).

À son arrivée à la Maison-Blanche, Barack Obama tenta de poursuivre la même stratégie, mais de manière moins brutale. Comme Bush et Cheney, il était persuadé qu'il fallait agir vite pour s'emparer du pétrole iranien alors que cette ressource allait bientôt manquer à l'économie mondiale (théorie du « pic pétrolier »). Plutôt que de lancer une nouvelle guerre dont le public US ne voulait pas, il amplifia des manifestations pour renverser son homologue iranien (2009). Constatant l'échec de cette « révolution colorée » face à Mahmoud Ahmadinejad, il mena à Oman des discussions avec les partenaires habituels de Washington depuis la Révolution de l'imam Rouhollah Khomeini, c'est-à-dire le clan d'Hachemi Rafsandjani (mars 2013) et plus particulièrement cheikh Hassan Rohani qui avait été le premier contact iranien lors de l'affaire Iran-Contras. Lorsque ce dernier fut élu (2013), il débuta immédiatement des négociations d'État à État pour partager le Moyen-Orient entre Saoudiens et Iraniens sous couvert de lutte contre la prolifération nucléaire. Un traité fut négocié en présence des grandes puissances en Suisse, mais il ne fut signé qu'en 2015. L'Iran obtint le droit d'exporter à nouveau son pétrole pour redémarrer son économie.

Progressivement, les relations entre les deux États se normalisèrent, jusqu'à ce que Donald Trump devienne président US (2017). Son objectif était complétement différent : la Maison-Blanche ne croyait plus que le pétrole allait manquer, mais était au contraire persuadée qu'il y en avait trop sur le marché ; elle ne poursuivait plus la politique impériale de ses prédécesseurs, mais se préoccupait uniquement de faire de l'argent. Plutôt que d'organiser sa domination du Moyen-Orient, elle entendait limiter l'approvisionnement du marché mondial de manière à pouvoir maintenir les prix du brut au niveau de la rentabilité du pétrole de schiste US. Les États-Unis encouragèrent des manifestations contre la classe politico-religieuse (2017-18), puis abrogèrent l'accord sur le nucléaire (2018).

Depuis lors, l'Iran parait tétanisé. À la différence des politiques, les religieux sont rigides et ne savent pas faire leur auto-critique. Dieu, qu'ils représentent sur terre, ne saurait se dédire. C'est pourquoi, contrairement à une idée répandue, la théocratie iranienne

est excellente commerçante, mais piètre diplomate.

L'Iran refuse toute offre de négociation avec les États-Unis et attend désespérément le retour des Démocrates au pouvoir à Washington ; un pari dangereux dans la mesure où Donald Trump pourrait être réélu pour 4 ans et que l'économie iranienne est au bord du précipice.

Cette paralysie empêche l'Iran de planifier des provocations comme celle que Washington et Londres lui attribuent, d'autant que des attaques contre les intérêts occidentaux compromettraient ses futures relations avec les Démocrates US.

Contre toute attente, la méthode Trump n'aboutira pas dans ce cas. La culture perse est celle des miniatures. Elle a ceci de particulier que les Iraniens sont le peuple le plus capable d'endurer de très longs tourments pour triompher. Réseau Voltaire 18 juin 2019

Totalitarisme En Marche.

- Pour Blanquer, la grève le 1er jour du bac n'est "pas très acceptable" - Le HuffPost 17.06

- Municipales à Paris : l'organisation d'une primaire LREM est «exclue» pour Alain Richard - Le Parisien17.06

- Les adversaires de Benjamin Griveaux se révoltent à Paris - Le HuffPost17.06

- Crise au sein de LREM dans le Nord - Le Parisien17.06

En Marche ou le temps des miliciens du parti unique.

- Cette vidéo du Service national universel inspire (et indigne) les internautes Le HuffPost - 17 juin 2019

"Flippantes", "effrayantes"... sur les réseaux sociaux, les premières scènes du Service national universel (SNU) ne sont pas passées inaperçues. Nombreux sont les internautes à s'indigner de voir des adolescents en uniforme au garde-à-vous chanter la Marseillaise.

On peut voir sur ces vidéos publiées en masse par les ministres et autres comptes liés à l'action du gouvernement, des jeunes en tenue réglementaire en train d'entonner l'hymne national, de passer une visite médicale ou encore de hisser le drapeau tricolore. La tenue n'est pas encore revêtue mais les jeunes volontaires sont prêts pour leur séjour.

Mais ce sont les scènes de chants collectifs -aux accents militaires- qui ont visiblement dérangé. "Je suis le seul que ça fait limite flipper?", commente l'un, quand d'autres s'indignent de l'âge de ces adolescents. "Décidément c'est bien les années trente et c'est ultra flippant", renchérit un autre.

Un uniforme, un logo martial, une jeunesse volontaire.

Décidément c'est bien les années trente et c'est ultra flippant. Le HuffPost 17 juin 2019

Antisocial.

Haro sur les chômeurs ! Ils instaurent les travaux forcés !

LVOG - Bientôt pour avoir le droit aux allocations chômages dont sont déjà exclus plus de la moitié des chômeurs, il faudra avoir travaillé 6 mois... au cours des 6 derniers mois !

Ce que prévoit la réforme de l'assurance-chômage pour économiser 3,4 milliards d'euros - Franceinfo 18 juin 2019

Conditions d'accès à l'indemnisation, dégressivité des allocations, accompagnement des chômeurs, système de bonus-malus pour les entreprises ayant recours aux contrats courts... De l'avis général, la réforme de l'assurance-chômage, présentée mardi 18 juin à Matignon par le Premier ministre, Edouard Philippe, et la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, s'annonce explosive. (Un pétard mouillé ! - LVOG)

L'objectif annoncé par le chef du gouvernement : réduire de 150 000 à 250 000 le nombre de demandeurs d'emploi pour atteindre 3,4 milliards d'euros d'économies sur la période 2019-2021. Voici les principales mesures qui sont contenues dans cette réforme déjà critiquée de toutes parts et qui fera l'objet d'un décret publié "le plus rapidement possible d'ici la fin de l'été", a précisé le

Premier ministre.

Des conditions durcies pour ouvrir et prolonger ses droits au chômage

Le gouvernement prévoit de durcir les conditions d'entrée dans le régime. A partir du 1er novembre, il faudra avoir travaillé l'équivalent de six mois durant les 24 mois écoulés pour bénéficier des allocations chômage et non plus quatre mois sur les 28 mois précédents. Le régime se rapprocherait de celui en vigueur au Royaume-Uni. (Le but est d'exclure un maximum de chômeurs des allocations chômage. - LVOG)

Selon Les Echos, cette mesure concernerait 236 000 personnes, soit 11% des allocataires, et permettrait de réaliser une économie de 160 millions d'euros.

Les conditions de "rechargement" des droits seront également durcies : il faudra avoir travaillé six mois au lieu d'un pendant sa période de chômage pour voir son indemnisation prolongée d'autant. (Idem - LVOG)

La base de calcul de l'allocation chômage revue

Les règles d'indemnisation seront revues à partir du 1er avril 2020 de façon à ce qu'il ne soit plus possible de bénéficier d'une indemnisation chômage supérieure à la moyenne des revenus du travail, un phénomène qui toucherait, selon le ministère, un chômeur sur cinq. Un chiffre contesté par les syndicats.

Les indemnités chômage seront donc calculées sur le revenu mensuel moyen du travail, et non sur les seuls jours travaillés comme aujourd'hui. Elles ne pourront toutefois jamais être inférieures à 65% du salaire net mensuel moyen. (Cela va entraîner une baisse systématique des indemnités chômage. - LVOG)

Un montant d'indemnisation réduit pour les cadres

Selon le ministère du Travail, qui se base sur des chiffres de Pôle emploi, les cadres qui perçoivent les indemnisations chômage les plus élevées (plus de 5 000 euros) sont ceux qui restent le plus longtemps au chômage (575 jours). Pour éviter la prolongation de ces périodes, les salariés qui avaient un revenu du travail supérieur à 4 500 euros brut par mois verront, à partir du 1er novembre, leur allocation réduite de 30% au début du septième mois d'indemnisation, avec un plancher fixé à 2 261 euros. (Ils vont se mettre à dos les couches supérieures de la classe ouvrière, ce qui facilitera l'unité de la classe. - LVOG)

Les salariés âgés d'au moins 57 ans ne seront pas concernés par cette mesure. Actuellement, les allocations chômage ne sont pas dégressives mais plafonnées à 7 700 euros brut par mois. Seule une infime minorité des indemnisés (environ 0,03%, selon l'Unédic) sont concernés par ce plafonnement.

Le cas des démissionnaires et indépendants

Conformément à ce que le gouvernement avait prévu dans sa première réforme en 2018, les salariés démissionnaires et les travailleurs indépendants pourront bénéficier de l'assurance-chômage à partir du 1er novembre 2019.

Les démissionnaires concernés seront les salariés avec au moins cinq ans d'ancienneté dans leur entreprise, qui ont un projet professionnel. Ils bénéficieront des mêmes droits que les autres chômeurs. (Cela ne devrait concerner qu'une infime minorité. - LVOG)

Pour les travailleurs indépendants, l'indemnité sera de 800 euros par mois pendant six mois. L'activité professionnelle devra avoir généré un revenu minimum de 10 000 euros par an sur les deux dernières années, avant liquidation judiciaire. (Comment survivre avec 800 euros ? Une misère. - LVOG)

Un bonus-malus pour l'usage de contrats courts

Un système de bonus-malus faisant varier les taux de cotisation chômage de 3% à 5% sera instauré à partir du 1er janvier 2020 pour les entreprises de plus de onze salariés afin de lutter contre l'enchaînement des CDD ou des missions d'intérim. Ce taux est déterminé en fonction du nombre de ruptures de contrats de travail. Ainsi, plus le nombre de salariés qui s'inscrivent à Pôle emploi après avoir travaillé pour une entreprise est important par rapport à son effectif, plus une entreprise paiera de cotisations patronales à l'assurance-chômage. (La déréglementation du Code du travail offre tellement de facilités pour se débarrasser d'un employé en CDI, il suffira aux patrons de transformer certains CDD en CDI, puis au fur et à mesure de leurs besoins de les virer ou les pousser la démission, et ainsi de suite, ils échapperont ainsi à ce terrible ou ruineux malus de 2% ! Ils pourront aussi se rabattre sur les stagiaires ou les apprentis. - LVOG)

Ce dispositif ne concernera que les sept secteurs qui génèrent le plus de contrats courts (notamment la restauration, l'agroalimentaire ou l'hébergement). Deux gros secteurs utilisant beaucoup de CDD échappent à la mesure : le bâtiment et la santé. (Ouf ! - LVOG)

Les CDD d'usage (des contrats renouvelables indéfiniment, sans délai de carence), qui ont explosé depuis leur création en 1982, se verront appliquer une taxe forfaitaire de dix euros, pour inciter les entreprises qui en abusent à proposer des contrats d'une semaine ou d'un mois plutôt que de quelques heures chaque jour. (Dix euros, quelle punition insoutenable ! - LVOG)

Les employeurs de salariés intermittents du spectacle ne seront pas concernées par cette mesure, mais conserveront la cotisation patronale supplémentaire de 0,5% introduite par la convention de mars 2017.

Les effectifs de Pôle emploi renforcés

Plus de 1 000 nouveaux conseillers Pôle emploi seront recrutés pour mettre en place de nouveaux services d'accompagnement, a aussi annoncé la ministre du Travail, mettant ainsi fin à trois années de diminution des effectifs de l'organisme public. (Pôle emploi, tout comme le Caf, se transforment de plus en plus en milices appliquant la politique du régime ou traquant les fraudeurs. - LVOG)

A partir du 1er janvier 2020, les conseillers vont par ailleurs proposer deux demi-journées d'accompagnement intensif aux demandeurs d'emploi qui le souhaitent dans les quatre premières semaines qui suivent leur inscription à l'organisme. (On leur conseillera vivement d'y participer avec enthousiasme, même s'ils n'en pensent pas moins, histoire de montrer leur bonne volonté aux agents de Pôle emploi dont dépend en grande partie leur sort, puisqu'ils détiennent le pouvoir d'interpréter la situation et le comportement des chômeurs qui déterminera s'ils bénéficieront ou non d'allocations chômage. Là, c'est un devoir d'être hypocrite, menteur, etc. comme avec les patrons ou les flics en somme. - LVOG Franceinfo 18 juin 2019

Même s'alimenter en milieu de journée quand on travaille va devenir un crime.

- Espagne : les pauses des salariés coûtent trop cher aux entreprises - LePoint.fr 17 juin 2019

Les travailleurs espagnols prennent-ils trop de pauses ? Selon un rapport d'Adecco, dévoilé par Les Échos, le temps passé par les salariés à ne pas travailler lorsqu'ils sont au bureau coûte 3,3 milliards d'euros par an aux entreprises d'Espagne. L'enquête menée dans 30 000 structures affirme que les pertes de temps d'un salarié vont de 53,8 heures à 161,3 heures par an, pour un coût moyen de 3 224 euros. En Espagne, le temps de travail hebdomadaire est de 40 heures, pour des journées d'une durée de neuf heures au maximum. LePoint.fr 17 juin 2019

Le Point. - Parmi les pays de l'OCDE, la France est celui où les personnes ayant un emploi passent le moins de temps au travail au cours de l'année, avec 1 472 heures travaillées. Comme le rappelle BFM TV, les salariés français apprécient également les pauses puisque 39 % des travailleurs affirment prendre au moins 30 minutes pour déjeuner pendant leur journée de travail. LePoint.fr 17 juin 2019

LVOG - Et pour aller se soulager, avez-vous fait le calcul ? Scélératesse !

Au fait, pourquoi vont-ils travailler à une heure ou une heure et demie de chez eux , pourquoi sont-ils obligés d'emprunter les transports en commun ou leur voiture pour aller travailler, quand ils existent les mêmes emplois à 10 minutes de chez eux ? Ah, si c'est à cause de l'anarchie du capitalisme, pas question qu'on aborde ce sujet, écolo-capitalisme oblige !

Totalitarisme. Au temps des faussaires en tout genre.

LVOG - Monnaie, infos, témoins, journalistes, historiens, experts, scientifiques, constats, analyses, etc. tout est faux ou faussé, sonne faux, mais ne dites surtout pas qu'ils conspirent en toute impunité contre les peuples qui ignorent ce qu'ils manigancent derrière leurs dos, puisque c'est pour leur bien...

- Libra: Tout savoir sur la cryptomonnaie de Facebook qui veut «réinventer» le cash - 20minutes.fr 18.06

Cette monnaie électronique devrait être lancée avant la mi-2020 et placée sous le contrôle d'une organisation indépendante basée à Genève (Suisse) et composée d'entreprises comme Mastercard et Visa (cartes bancaires) ou PayPal (système de paiement). (Dont les patrons participent au groupe Bilderberg. - LVOG)

LVOG - Comment fabriquer des faux témoignages sur mesure.

- Facebook crée une IA capable de copier la voix de n'importe qui - Les Crises 19 juin 2019

Un nouveau synthétiseur vocal, capable de copier la voix de n'importe qui au monde, vient de voir le jour. Ce petit bijou technologique est le fruit des équipes de recherche de la division IA de Facebook. Une machine appelée MelNet, qui ouvre le spectre d'une nouvelle ère des contenus audio.

Au lieu de se servir de formes d'ondes audio, les deux chercheurs ont utilisé des spectrogrammes pour former leur réseau de neurones profonds. L'avantage des spectrogrammes, c'est qu'ils enregistrent tout le spectre des fréquences audio et leur évolution dans le temps. L'information audio est bien plus dense et permet donc de se rapprocher d'un rythme et d'une intonation réels.

Les résultats sont impressionnants, MelNet est capable de reproduire la voix de n'importe qui.

Récemment, une équipe de recherche de l'Université du Zhejiang et le Fuxi AI Lab de NetEase, mettait au point un système très intéressant, qui permet de générer une animation faciale à partir d'une piste audio. Aujourd'hui avec l'invention de Facebook AI, la combinaison de ces deux intelligences artificielles pourrait nous emmener beaucoup plus loin. Les Crises 19 juin 2019

Ils osent tout.

- Valls accuse Ciudadanos, ses ex-alliés, de pactiser avec l'extrême droite - Le HuffPost 19.06

- Un artiste crée des gilets pare-balles pour enfants contre les fusillades aux États-Unis - Le HuffPost

- L'ONU dénonce des "discours de haine toujours plus virulents" - AFP 19 juin 2019

"Alors que le discours de haine a toujours existé, la nouveauté vient des communications numériques et plus particulièrement des réseaux sociaux. Ils rendent le discours de haine plus virulent que jamais, l'amplifient et lui permettent de se répandre plus rapidement et plus loin". (Heureusement qu'ils existent ou qu'ils les ont créés ! - LVOG)

"Dans de nombreux conflits entre communautés, pour des raisons ethniques ou religieuses, les discours haineux jouent un rôle et bien sûr plus une société est connectée (à l'internet) et plus leur impact est important", a relevé le patron de l'ONU. (Mais pas de raisons économiques, non, le capitalisme ne peut être mis en cause... - LVOG) AFP 19 juin 2019

- Chine: un rapport dénonce la poursuite de prélèvements forcés d'organes - AFP 18 juin 2019

- En Égypte, libéraux et islamistes pleurent la mort de Mohamed Morsi - LePoint.fr

Le seul président élu démocratiquement en Égypte est mort en plein tribunal. L'islamiste était à nouveau jugé dans une affaire d'espionnage. LePoint.fr

LVOG - Les fanatismes se rejoignent, Le Point où BHL déverse son venin sur le monde, témoigne sa proximité avec les Frères musulmans et leur idéologie rétrograde et barbare, normal.

- Khashoggi: une experte de l'ONU tient pour responsable l'Arabie saoudite - AFP

LVOG - Maintenant que l'Arabie saoudite a rejoint le club fermé des régimes qui se tapent des résolutions de l'ONU, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et Israël, quelle audace !

INFOS EN BREF

Mexique

- Le Mexique ratifie le nouveau traité de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada AFP 19 juin 2019

Le Mexique a ratifié mercredi le nouvel accord de libre-échange nord-américain (AEUMC) avec le Canada et les Etats-Unis, devenant le premier pays à donner son feu vert à ce traité, malgré les récentes tensions avec Washington sur l'immigration.

Le texte a été approuvé par le sénat mexicain par 114 voix contre quatre, et trois abstentions, envoyant "un message clair en

faveur d'une économie ouverte et d'une intégration économique approfondie dans la région", s'est félicité le ministère de l'Economie dans un communiqué.

"Cela signifie des investissements étrangers au Mexique, des emplois au Mexique, un accès au marché américain pour nos produits" a commenté le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador.

Le président américain Donald Trump a félicité son homologue mexicain pour ce vote. "Félicitations au président Lopez Obrador. Le Mexique a voté pour ratifier l'AEUMC par une large majorité. C'est le moment pour le Congrès de faire pareil ici", a tweeté M. Trump.

Ce nouveau traité doit remplacer l'accord de libre-échange nord-américain (Alena), en vigueur depuis 1994 mais vivement critiqué par le président américain Donald Trump. Il doit permettre aux trois pays de continuer de s'échanger des milliards de biens et services sans droits de douane. AFP 19 juin 2019

DEUXIEME PARTIE

Conspiration et théorie de la peur imaginée par l'oligarchie et ses idéologues pour imposer leur nouvel ordre mondial totalitaire.

- La fin de l'humanité commence en 2030! par Jean-Paul Alonso Saintes - mediapart.fr 15 nov. 2018

LVOG - Parce que sans déconner, après il sera trop tard !

Extraits.

Qu'on se le dise, si les maîtres du monde en perdition l'ont proclamé.

- Et aujourd'hui, le climat est devenu la priorité des priorités.

LVOG - La priorité, c'est plutôt d'éradiquer le capitalisme de la surface de la terre, pour que la civilisation humaine puisse faire face aux défis que son développement a engendrés et s'adapter aux aléas climatiques dus essentiellement à l'activité du soleil.

L'eugénisme est le corollaire ou l'un des buts de l'écologie politique intégrée à l'idéologie néolibérale.

- Le réchauffement climatique va faire s'effondrer la population vers 2030

LVOG - A moins que ce ne soit l'effondrement du capitalisme qui fasse "*s'effondrer la population*" en empruntant les moyens les plus injustes et cruels, cela va de soi.

Ils formulent un voeu. Le réchauffement climatique comme arme coercitif entre les mains des puissances impérialistes occidentales.

- La première Conférence de l'ONU sur le climat (COP01), en mars 1995 à Berlin, et toutes celles qui ont suivi chaque année jusqu'à nos jours, n'ont pas réussi à mettre en place un instrument juridique pour contraindre les pays à respecter l'environnement et les climats.

LVOG - Aligné sur le rapport des faussaires du GIEC (ONU).

- L'atmosphère se réchauffe à une vitesse de +0,2°C par décennie, qui s'ajoute à la surchauffe de +1°C déjà produite au siècle dernier.

LVOG - Plutôt à la fin du siècle dernier, car au milieu des années 50, période de ma naissance et de mon enfance, la température en hiver à Paris était descendue nettement en dessous de - 10°C, les aiguillages étaient bloqués par les congères et la glace et les trains étaient paralysés. Donc cette accélération du réchauffement climatique s'est réalisée en si peu de temps, qu'il ne peut pas être attribuée à l'activité humaine...

La culpabilisation des peuples.

- Vous êtes, vous les Européens, les Américains, etc., les plus gros émetteurs de CO2.

- Je vous invite à corriger chacun de vos gestes inconsidérés, car si l'on considère l'effet papillon dans la théorie du chaos, chacun d'eux peut déclencher l'emballement climatique et provoquer l'extinction de l'humanité.

- Ne pas perdre de vue que les émissions de GES et la surchauffe climatique dépendent essentiellement de notre consommation.

Il ne faut pas s'opposer à l'exode planifié et contrôlé par l'Otan des populations du Sud vers le Nord.

- Une longue chaîne de solidarité humaine entre le Nord et le Sud devra empêcher les murs de continuer à se dresser aux frontières des États pour empêcher les populations en perdition d'immigrer.

Les solutions qu'ils préconisent devraient affecter le niveau de vie de la population, hormis les nantis, s'il vous plaît !

- Le développement personnel représente une priorité sans laquelle l'humain reste prisonnier de ses envies, qui sont stimulées et exploitées par les publicistes pour faire surconsommer tout et n'importe quoi.

- Il faut donc apprendre la sobriété et éviter de renouveler nos appareils inconsidérément. Tant qu'ils fonctionnent conservez-les, faites les réparer. Faites durée vos produits... (Et l'obsolescence programmée ? La fabrication d'une multitude de produits à partir matériaux fragiles qui en font des articles jetables, réalisés à faible coût pour réaliser un maximum de profit ? - LVOG)

- Faites durée le plus longtemps possible vos produits, tout en réduisant leur utilisation au maximum, fermez vos box Internet la nuit par exemple, baissez votre chauffage, levé le pied en voiture, faites les petits trajets en vélo, etc.

- Une manière simple de réduire ses dépenses énergétiques, est de réduire son usage d'Internet, des communications et transactions électroniques, de supprimer tous les mails, fichiers et autres informations dont vous n'avez plus l'usage et de vider les corbeilles numériques.

- D'autres gestes, comme payer en espèces pour éviter la monétique, éteindre les box Internet quand elles ne servent pas (nuit, heures d'absence ou autre), idem pour tout ce qui est connecté au réseau électrique, hertzien, optique, etc.

- Pour absorber le carbone (CO2) de l'atmosphère, il faut planter des arbres autant qu'on peut, éviter l'artificialisation des sols et privilégier l'habitat collectif tout en recherchant l'autonomie alimentaire et énergétique localement pour limiter les transports. (

LVOG - "*Planter des arbres*", pendant que les Etats qui pratiquent la déforestation à grande échelle ne sont pas inquiétés ; "*privilégier l'habitat collectif*" pendant que les nantis vivent ou se font construire de gigantesques villas ou châteaux ; "*limiter les transports*", alors que les nantis se déplacent en jets privés ou en yachts géants! -

- Ne restez surtout pas dans les grandes villes.

LVOG - Comme si les travailleurs avaient le choix de vivre et de travailler où ils le désiraient !

- Produire ou acheter des aliments biologiques. (50 à 100% plus chers, parole de nantis ! - LVOG)

- Quand des milliards d'individus appliqueront cette sobriété (Allez raconter cela aux milliards pour qui "*sobriété*" rime au quotidien avec frustration, privation, précarité absolue, scélérat ! - LVOG) , nous aurons peut-être la chance d'éviter des souffrances à nos enfants et petits-enfants. (Ce n'est pas le capitalisme qui serait responsable du soi-disant réchauffement dû à l'activité humaine, non, c'est uniquement les peuples. - LVOG)

Nos ennemis ont de la suite dans les idées.

LVOG - L'écologie, l'environnement, le climat : Une arme de guerre contre tous les peuples.

Extrait du document sur le mouvement écologique mis en ligne dans le portail.

- Le rapport que la Commission trilatérale fit paraître en 1991, juste avant le Sommet de la Terre de Rio, va reprendre les idées maîtresses de la « Montagne de fer » (Jim MacNeill, Pieter Winsemius, Taizo Yakushiji, Beyond interdependance, New York, Oxford University Press, 1991) :

« La crainte d'un conflit nucléaire, qui a exercé une pression psychologique considérable à une époque, s'est traduite par un soutien politique à l'effort de défense, est en train de s'estomper. Mais certaines menaces environnementales pourraient finir par exercer la même pression dans l'esprit des peuples. Tout comme l'arme nucléaire, certaines formes de dégradation environnementale constituent des menaces mortelles, l'une comparable à une attaque cardiaque, l'autre à un cancer. Les négociations environnementales pourraient ressembler aux négociations en matière de désarmement. Mais elles différeront au moins sur un point fondamental. Une nation ne peut utiliser l'arme nucléaire comme moyen de pression politique que si elle est forte dans les domaines militaire, technologique et économique. Un pays n'a pas besoin d'être riche ou puissant pour se servir des questions environnementales comme moyen de pression [en refusant de coopérer]. » (C'est nous qui soulignons.)

« En résumé, les années 90 seront moins favorables à la coopération entre les pays de la Trilatérale que ne le furent les années 70 et 80. En l'absence d'une menace extérieure suprême, facilement dramatisée, les citoyens des pays démocratiques auront naturellement tendance à se préoccuper des affaires intérieures et à aborder les problèmes dans une perspective paroissiale. Mais la Commission trilatérale peut aider à dramatiser les coûts d'un manque de coopération trilatérale et d'une division de l'économie mondiale en blocs séparés. »

Et Albert Gore, vice-président américain, popularisera ce thème dans son livre Earth in the Balance (Houghton Mifflin Company, Boston, 1992) :

« De plus en plus de gens se joignent au mouvement de résistance [à la destruction écologique], mais le temps est venu de faire de cette lutte le principe organisateur central de la civilisation mondiale. (...)

« J'ai la conviction que nous devons choisir une ligne d'action sans équivoque, il nous faut faire de la sauvegarde de l'environnement l'épine dorsale de notre civilisation. » (C'est nous qui soulignons.)

Le clone français d'Albert Gore, Michel Barnier, ancien ministre et commissaire européen, reprend aussi la thématique trilatérale :

« [L'ampleur du désastre écologique révélé par la faillite de l'empire soviétique] justifierait un véritable "plan Marshall" de l'écologie, financé essentiellement par l'Europe occidentale, les États-Unis et le Japon. »

Et le Club de Rome, dans son rapport Question de survie (1991), entérine l'adoption définitive par les malthusiens de cette stratégie :

« A la recherche d'un nouvel ennemi qui nous ferait nous unir contre lui, nous en sommes venus à penser que la pollution, la menace du réchauffement de la Terre, la pénurie d'eau, la famine et le reste étaient les bons candidats. Tous ensemble, avec en plus leurs interactions, ces phénomènes constituent effectivement la menace commune qui appelle la solidarité de tous les peuples. »

En fait, de tous ces facteurs, c'est la protection de l'atmosphère qui s'est révélé le facteur le plus efficace en termes d'impact médiatique.

Dès 1975 une conférence intitulée « L'atmosphère menacée et menaçante » fut organisée par l'anthropologue Margaret Mead. Cette dernière expliqua que « c'est la croissance sans précédent de la population mondiale qui a certainement l'influence la plus déstabilisante pour la biosphère ». La conclusion était évidemment la nécessité de réduire la population humaine et son activité industrielle.

Pour que l'opinion publique accepte cette réduction, Margaret Mead proposa ce qui suit :

« Ce que nous demandons aux scientifiques, ce sont des estimations présentées avec suffisamment de conservatisme et de plausibilité. (...) C'est ce qui nous permettra de commencer à construire un système d'alerte artificielle, mais d'alerte efficace, le genre d'alerte qui pousse les animaux à fuir avant le cyclone. (...) Il faut rendre clair que les peuples de toutes les nations sont physiquement interdépendants. Ce n'est que comme cela que nous parviendrons à obtenir les sacrifices dont les hommes sont capables. (...) Il faut donc concentrer toute notre attention sur les dangers qui concernent l'humanité dans son ensemble. (...) [Les chercheurs en] sciences de la nature doivent donc développer des manières de décrire le danger qui nous menace d'une façon qui soit plausible entre eux ». Autrement dit, la vérité scientifique n'a pas d'importance, seules comptent les explications plausibles sur lesquelles se met d'accord un « club » qui détermine ce que doit croire la population.

La menace du réchauffement climatique une fois établie dans les esprits, suite à diverses manipulations, on peut passer à l'étape suivante : la création d'institutions supranationales. C'est ce qu'affirme en 1987 la Commission Brundtland (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Notre avenir à tous, Montréal, Ed. du fleuve, Les publications du Québec, 1989) :

« L'important n'est pas vraiment de savoir si ces avenirs énergétiques plus modérés et efficaces sont tout à fait réalisables selon le calendrier prévu. Il s'agit plutôt d'opérer de profonds remaniements politiques et institutionnels pour restructurer les investissements afin de pouvoir se lancer sur cette voie. »

Mais la Commission trilatérale, dans Beyond Interdependance, avertit « [qu'il] faudra du courage et une vision politique pour surmonter ces obstacles et procéder à des modifications politiques et institutionnelles sur une échelle inconnue depuis la Deuxième Guerre mondiale. »

Et les hommes d'État n'hésitent pas à approuver, tel François Mitterrand :

« Je crois, en effet, qu'il est nécessaire de créer un organisme supranational qui sera seul capable de veiller efficacement au respect des réglementations internationales qui devront être édictées dans ce but [la protection globale de l'atmosphère]. (Changements climatiques, ce qu'en pensent les hommes d'État, OMM, Genève, 1991.)

Laissons la conclusion à Paul Crutzen, spécialiste de l'atmosphère, codétenteur du prix Nobel pour ses travaux sur la couche d'ozone. C'est donc un des pères scientifiques du Protocole qui s'exprime (Le Monde du 30 janvier 1997) :

« Lorsque des prévisions apocalyptiques furent avancées, on ne connaissait pas exactement l'ampleur de la détérioration de la couche d'ozone. Maintenant on sait que les dégâts sont très faibles. La démonstration a été faite que la couche d'ozone se détériore à un rythme fort ralenti. »

LVOG - Cet article date un peu, mais j'ai lu depuis des articles qui le confirmaient, j'ignore ce qu'il en est en juin 2019.

La "***transition énergétique et sociale***", c'est la transition vers l'austérité généralisée.

- La population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards de personnes en 2050, selon un rapport de l'ONU - Franceinfo 18 juin 2019

Deux milliards d'êtres humains en plus en 30 ans. La population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards de personnes en 2050, contre 7,7 milliards aujourd'hui, avec notamment un doublement des habitants de l'Afrique subsaharienne, selon un rapport de l'ONU publié lundi 17 juin.

D'ici à 2050, plus de la moitié de la croissance projetée de la population mondiale se concentrera dans neuf pays, précise le rapport "Perspectives de la population dans le monde". Les Etats concernés sont l'Inde, le Nigeria, le Pakistan, la République démocratique du Congo, l'Ethiopie, la Tanzanie, l'Indonésie, l'Egypte et les Etats-Unis.

Plus de la moitié de la croissance démographique dans le monde d'ici à 2050 aura lieu en Afrique, un continent dont la population augmentera d'environ 1,3 milliard d'habitants au cours de la période", précise l'organisation internationale. Proportionnellement, c'est la région du monde qui devrait connaître la plus forte évolution démographique. Et les Nations unies de préciser : "les perspectives tablent sur un boum démographique notamment parce qu'un grand nombre de jeunes atteindront l'âge adulte dans les années à venir et seront en âge de procréer."

Cinq pays africains figurent parmi les neuf Etats du monde où la population croît le plus. Premier, le Nigeria, suivi de la République démocratique du Congo (RDC), l'Ethiopie, la Tanzanie et l'Egypte (à côté de l'Inde, du Pakistan, de l'Indonésie et des Etats-Unis d'Amérique). Actuellement, le Nigeria est le seul état africain se trouvant parmi les pays les plus peuplés. Selon les données du Fonds des Nations unies pour la population, cet Etat le plus peuplé d'Afrique compte 201 millions d'habitants.

La plupart des populations à la croissance la plus rapide se trouvent dans les pays les plus pauvres", observe le secrétaire général adjoint de l'ONU aux Affaires économiques et sociales, Liu Zhenmin, cité par le communiqué onusien.

Dans le même temps, au niveau mondial, on constate un vieillissement de la population. "En 2050, une personne sur six dans le monde aura plus de 65 ans (16%) (...). En 2018, pour la première fois de l'histoire, les personnes âgées de 65 ans et plus étaient plus nombreuses que les enfants de moins de cinq ans dans le monde", précise l'ONU. Un mouvement qui devrait notamment concerner l'Afrique du Nord, où "la part des personnes âgées (pourrait) doubler dans les 30 prochaines années". Curieusement, cette dernière information figure dans le communiqué en anglais, mais pas dans celui en français...

Parmi ses prévisions, l'ONU prévoit une population qui pourrait atteindre près de 11 milliards d'individus en 2100. Le rapport confirme par ailleurs le vieillissement de la population mondiale, en raison d'une espérance de vie croissante et d'une baisse de la fécondité.

Un niveau de fécondité en recul dans le monde

Le nombre de pays connaissant une réduction de taille de la population augmente néanmoins, note aussi le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'où est issu le rapport. Depuis 2010, 27 pays ou territoires ont connu une réduction d'au moins 1% de la taille de leurs populations, une baisse due à des faibles niveaux de fécondité. Dans ses prédictions, l'ONU

prévoit notamment que la population en Chine devrait diminuer de 31,4 millions, soit environ 2,2% entre 2019 et 2050.

L'indice de fécondité global, qui a baissé de 3,2 naissances par femme en 1990 à 2,5 en 2019, devrait encore diminuer pour s'établir à 2,2 en 2050. Ce dernier taux s'approche du niveau de fécondité de 2,1 naissances par femme, nécessaire pour assurer le remplacement des générations et éviter le déclin de la population à long terme en l'absence d'immigration, indique le communiqué de l'ONU. Franceinfo 18 juin 2019

LVOG - Quand on évoque la population mondiale, immigration ou non, elle demeure la même, à moins que se produise une immigration en provenance d'une autre planète !

Ici, au Tamil Nadu, Etat du sud de l'Inde, la plupart des femmes n'ont plus que 2 enfants et de plus en plus rarement 3 pour essentiellement des raisons économiques ou le manque d'espace, l'exiguïté de leur habitation qui rend toute idée de confort superflue. Autrefois, en fait il n'y pas si longtemps encore, il y a 30 ans environ, les familles d'origine paysanne pour l'immense majorité d'entre elles disposaient de terres qu'elles partageaient ensuite avec leurs enfants, une fois leurs enfants devenus adultes et mariés, il n'y a plus rien à partager, les générations suivantes sont obligées de rester longtemps chez leurs parents, puis elles doivent louer une habitation hors de prix du fait de la surpopulation, ce qui les incite à faire moins d'enfants.

Autre facteur. Les familles qui se saignent pour envoyer leurs deux enfants dans des écoles privées qui leur promettent un avenir fabuleux, n'auraient pas les moyens de régler la scolarité d'un troisième enfant. Cela aussi du fait que leurs charges incompressibles augmentent sans cesse, plus vite que les salaires, ainsi que l'inflation. A l'arrivée, ils ont dorénavant accès à la plupart des biens d'équipement, quoique, au prix de la dégradation de leur mode de vie ou de lourds sacrifices ; Je veux dire par là pour l'observer quotidiennement autour de moi ou dans la famille de ma compagne, ils sacrifient l'alimentation, la santé, l'hygiène, et leurs enfants n'ont toujours pas de jouets ou ils n'ont accès à aucun loisir.

Et pour prouver que je sais de quoi je parle, depuis trois jours les deux enfants (3 et 4 ans) de Srida (la fille de la soeur de ma compagne (Selvi) qui habite à 200 mètres de chez nous) vont venir tous les jours chez nous de 15h45 à 18h15 après l'école. Ils ont faim et soif évidemment, il faisait 43°C à l'ombre hier. On leur donne un jus de mangue (du jardin), des gâteaux secs et des bananes (également du jardin), et les quelques jouets que j'ai toujours à disposition pour les enfants de passage. Ils passent l'après-midi avec Selvi qui nettoie le jardin (une tâche quotidienne qu'on se partage), ensuite elle leur fait prendre une douche avant que leur mère arrive. Elle, elle revient du boulot éreintée par la chaleur, et elle va devoir entamer sa deuxième journée de travail, car ici les hommes ne font strictement aucune corvée ménagère, dès qu'ils ont un peu de temps libre, c'est pour faire une sieste ou retrouver leurs copains et/ou aller picoler !

Pendant un mois et demi (le temps des vacances scolaires) on a hébergé la petite fille (4 ans) de ma compagne, parce que les deux parents travaillent. Elle était maigre le premier jour, aussi maigre que les gosses de Srida, en partant elle avait pris deux kilos et elle avait même pris un peu de ventre, ce qui était un sujet de plaisanterie parce qu'elle me concurrençait, pas tout à fait, que je ne raconte pas de blague, quoique j'ai perdu 5 kilos depuis le début des grosses chaleurs ! Et puis il n'y a pas de télévision chez nous, donc il faut tout le temps s'occuper des gosses, parler avec eux, ils sont très bavards, jouer avec eux, ça c'est mon domaine réservé, je fais le pître quoi, et ils rient aux éclats, c'est merveilleux un enfant qui rit aux larmes, n'est-ce pas ? On en oublie un instant le monde épouvantable et impitoyable qui les attend plus tard. Au passage, je leur transmets des bribes d'éducation. Leur donner un peu de bonheur nous fait du bien, et quand on le lit dans leurs yeux nous sommes comblés aussi de bonheur. Dommage qu'il n'en soit pas ainsi avec mes lecteurs, mais bon, ils sont trop exigeants ou ils ont peut-être oubliés aussi qu'ils avaient été des enfants, sans doute gâtés, trop ? Peu importe.

Ici, comme ailleurs, il est inconcevable qu'un couple n'ait pas d'enfants, au minimum deux, si possible un garçon et une fille, ils sont tentés d'avoir un troisième enfant quand ils ont eu deux filles, la guigne à cause de la dote qui réduira à néant leurs petites économies ou les endettera pendant de longues années. La mère de mon épouse dont je suis séparé avait eu 10 enfants dont seulement 7 avaient survécu, celle de ma compagne Selvi en a eu 8 dont également 7 ont survécu, du coup une fois devenus adultes, ils sont devenus tous aussi pauvres ! Selvi a eu 3 enfants, du coup il a fallu que son frère et trois autres de ses soeurs en ait au moins 3 !

A propos des arguments ou idées reçues que les écologistes et leurs experts colportent.

Il paraîtrait que les Indiens (notamment) allaient consommer beaucoup plus de viande entre autres, parce que leur niveau de vie s'améliorait... En fait, pas du tout, puisque le poste alimentaire passe en dernier. Ensuite, ils sont très conservateurs, donc ils n'ont nullement envie de changer de régime alimentaire. Et pour finir, ils n'en ont pas les moyens, parce que les prix de la viande et du poisson ont explosé ou ils ont considérablement augmenté, au point que même moi je m'en passe depuis des années, je parle du thon, du requin, du mouton ou du porc, ce sont des produits de luxe ici, 3 à 5 fois plus cher que le poulet ou les sardines, on se rabat sur les oeufs ! Même les lentilles qui entrent dans le menu quasi quotidien des tamouls sont très chères. Et je ne parle pas des produits importés, hors de prix !

Ils ont produit des fanatiques qui sapent tous leurs efforts...

- Repentez-vous, le châtiment climatique est proche ! - LePoint.fr17.06

Toute une partie du mouvement écologiste prend aujourd'hui des accents millénaristes, aux dépens, malheureusement, d'actions réellement utiles. LePoint.fr17.06

Sans "***honte***", c'est "***très beau***" tout de même les multinationales.

- Contamination radioactive «anormalement élevée» de la Loire à Saumur - leparisien.fr 18 juin 2019

Le temps des miliciens et des justiciers.

- Eric Piolle, maire de Grenoble : «On n'est qu'au début de la justice climatique» - leparisien.fr 18 juin 2019

Total compte parmi les vingt plus grands émetteurs de gaz à effets de serre. Il faut que l'article 2 de la COP 21, qui indique que nous devons rester sous les 2 degrés et si possible sous 1,5 degré s'impose aussi aux très grandes entreprises. Par ailleurs, je trouve que c'est un très beau projet d'entreprise que de se mettre à contribuer à l'avenir de l'humanité, particulièrement quand on travaille dans l'énergie. Cette action permet de mobiliser, cela fait partie du « name and shame » (NDLR : nommer et couvrir de honte).

La justice a un pouvoir très large. Elle est parfois utilisée à l'encontre de l'environnement au nom de traités de libres-échanges. (Qu'il ne remet pas en cause ou n'entraînera pas sa rupture avec le capitalisme et ses institutions, bien au contraire puisqu'il réclame l'application de l'article 2 de la COP 21. - LVOG) Il est temps que les défenseurs du climat s'en emparent aussi. On en est qu'au début de la justice climatique.

L'idée est de monter une équipe juridique à la disposition des maires qui veulent engager notamment des recours contre les États qui ne respectent pas l'accord de Paris. leparisien.fr 18 juin 2019

- Le Groenland fond à vue d'oeil - euronews 18 juin 2019

Commentaire d'un internaute.

- "*Le réchauffement climatique est un phénomène naturel dont l'activité de l'Homme n'est pas responsable et sur lequel elle a peu d'influence. En fait, comme pour les fois précédentes, la fin de l'actuelle période interglaciaire (10-15 000 ans) connaît un paroxysme de température avant le début de la prochaine ère glaciaire de 100 - 150 000 ans.*

Si la lutte contre le réchauffement climatique est illusoire - et dispendieuse et polluante, avec les voitures électriques, éoliennes et autres panneaux solaire - cela ne signifie pas qu'il ne faut pas se préparer dès maintenant à faire face aux problèmes causés par ce phénomène. Secourir les populations qui en seront victimes pour éviter les guerres liées aux déplacements de population devrait être une évidence, qui suppose en premier lieu de renoncer aux gaspillages de la société de consommation et du capitalisme. Ce dernier a échoué, et épuise pour rien les ressources naturelles : rien ne pourra se faire d'utile sans une économie dirigiste subordonnant la décision de produire à l'intéret général."

LVOG - Mission historique qui revient à la classe des producteurs, la classe ouvrière, son gouvernement, son Etat, de se débarrasser du capitalisme...

Un autre record à mettre au compte du capitalisme.

- Un record de plus de 70 millions de réfugiés et déplacés fin 2018 dans le monde LeFigaro.fr 20 juin 2019

Parmi ces déplacés, le HCR différencie les 25,9 millions de réfugiés (dont 20,4 millions sont sous son autorité), des 41,3 millions de déplacés internes, et des 3,5 millions de demandeurs d'asile (qui demandent le statut de réfugié). En 2018, 13,6 millions de personnes ont dû quitter leur foyer, soit 37.000 par jour. Une augmentation, en partie compensée par les retours et les décès, qui explique le chiffre de 70,8 millions de déracinés recensés en 2018 par le HCR. Cette année présente le chiffre le plus important depuis la création de l'agence de l'ONU il y a 70 ans. «Cela représente le double du nombre de personnes déracinées il y a 20 ans ainsi que 2,3 millions de personnes supplémentaires par rapport à l'an dernier. Ce chiffre représente une population qui se situerait entre celle de la Thaïlande et de la Turquie», écrit le HCR.

Reste que ces chiffres sont sous-estimés, d'abord parce que les chiffres du HCR ne présentent que les personnes enregistrées par l'agence, mais aussi du fait que certaines crises récentes et notamment celle du Venezuela sont difficilement quantifiables par l'agence de l'ONU.

Sur les dix pays qui accueillent le plus de réfugiés, un seul compte parmi les pays dits développés: l'Allemagne, qui occupe la 4ème place et accueille 1,1 million de réfugiés. La France vient en 15e position avec 368.400 réfugiés sur son sol en 2018.

Le reste des pays les plus concernés par l'accueil des réfugiés sont voisins des foyers de crises qui initient les départs. La Turquie, pays voisin de la Syrie, accueille ainsi 3,7 millions de réfugiés sur son sol et occupe la première position du classement. Le Liban, lui aussi limitrophe de la Syrie vient en 7ème position, mais il présente la part de réfugiés dans sa population la plus importante de la planète. Ce petit pays de 6 millions d'habitants abrite près d'un million de réfugiés, soit un résidant sur six.

De nombreux conflits s'enlisent et avec eux la précarité des réfugiés forcés de quitter leurs foyers. Lorsque plus de 25.000 réfugiés d'une même nationalité vivent depuis plus de cinq ans dans un pays donné, la situation est considérée comme «prolongée» par l'agence des Nations unies. 46 pays sont aujourd'hui en situation d'accueil prolongé de réfugiés selon ces critères. Parmi eux, l'Iran qui accueille plus de 500.000 réfugiés Afghans sur son sol depuis près de trente ans.

Selon les chiffres présentés par le rapport du HCR, le nombre de réfugiés en situation prolongé était de 15,9 millions en 2018, soit 78% des 20,4 millions de réfugiés recensés par le HCR. Neuf pays sont entrés dans cette catégorie et notamment le Kenya, le Soudan et l'Ouganda qui accueillent désormais plus de 25.000 Sud-Soudanais depuis cinq ans. LeFigaro.fr 20 juin 2019

- Cinq pays concentrent 67 % des réfugiés - LeFigaro.fr 20 juin 2019

Commentaire d'un internaute.

- "*Le graphique montre que les réfugiés viennent de zones de guerre. Qui cause les guerres, qui les entretient ? Par exemple pourquoi y-a-t-il la guerre en Syrie, au Soudan et en Afghanistan d'où viennent la majorité des réfugiés ?*

Le graphique montre aussi que les réfugiés s'entassent principalement dans les pays voisins. Pourquoi n'en dit-on jamais rien ? "

LVOG - Les peuples doivent demeurer dans l'ignorance de leurs réelles intentions tournées contre eux, pour qu'ils puissent appliquer leur stratégie afin de mieux les asservir, leur ôter tous leurs droits ou les réduire en esclavage. Les peuples doivent adhérer à leur politique qui creusent leurs propres tombes...

France. Corporatisme ou comment légitimer un pouvoir et un régime illégitime.

- Ecologie et pauvreté : 43 organisations réclament au gouvernement "des actes concrets" - franceinfo 07.06

Symptômatique de leur ancrage idéologique.

Elles demandent, entre autres, d'interdire "*la location de logements indignes*" et "*de passoires énergétiques*", mais elles ne demandent pas d'interdire la construction de gigantesques villas dévoreuses d'énergie ou de les confiquer pour en faire des logements sociaux, les plus pauvres ou miséreux peuvent habiter dans la rue ou sous des ponts, dans des squatts ou dans des hangars désafectés, des usines abandonnées, des abris de fortune...

En famille. Institutionalisation de la tyrannie.

- Projet de loi énergie: les députés décrètent "l'urgence écologique et climatique" - AFP 19 juin 2019

Les députés ont inscrit mardi soir à l'unanimité "l'urgence écologique et climatique" dans le projet de loi relatif à l'énergie et au climat lors de son examen en commission, le ministre François de Rugy saluant une "déclaration politique".

Au premier jour de l'examen du texte en commission des Affaires économiques, les députés ont adopté une série d'amendements portés par des élus de divers bords, dont des "marcheurs" pour inscrire cette urgence à l'article 1er du projet de loi.

C'est "un appel à l'accélération" a observé l'ex-"marcheur" Matthieu Orphelin, qui portait notamment la mesure au nom du Collectif de députés transpartisan pour le climat "Accélérons". "Plus qu'un symbole, c'est un appel à renforcer très fortement les actions et à adopter une nouvelle grille de lecture de nos politiques publiques", a-t-il tweeté.

Dominique Potier (PS) y a aussi vu un "gouvernail" pour les action à venir, tandis que Célia Delavergne (LREM) a vanté un geste "à la fois symbolique et à la fois fort".

Le ministre de la Transition écologique François de Rugy a donné un avis "favorable" aux amendements. "C'est une déclaration, mais c'est une déclaration politique de considérer qu'on se situe dans une situation d'urgence", a-t-il affirmé, rappelant que le

Premier ministre Edouard Philippe l'avait affirmé dans sa déclaration de politique générale la semaine dernière.

"J'imagine que cela signifie qu'au delà de la déclaration (...) cela vaut également mobilisation notamment de la part des députés de l'opposition sur les mesures lorsqu'elles sont prises", a-t-il ajouté, observant que "dès qu'on met en place la moindre solution, c'est la polémique politique qui reprend le dessus".

Plaidant pour "que ce soit l'urgence et la cohérence", M. Rugy a notamment dit s'être senti "un peu seul" pour défendre une fiscalité écologique plus forte "en dehors des députés de la majorité".

Tout en soutenant les amendements, l'ex-ministre de l'Ecologie Delphine Batho a observé que la disposition législative n'avait "aucune portée autre que symbolique" et que "depuis des années dans le domaine de l'écologie, les mots sont repris mais pas les actes".

"Ce sont des mots et ce qui importe ce sont des actes", a aussi affirmé François Ruffin (LFI).

"Le pape et le secrétaire général de l'ONU ont tous deux déclaré que nous étions confrontés à une urgence climatique, il est donc bon de voir que le nouveau projet de loi français sur l'énergie et le climat reflète ce nouveau sentiment d'urgence", s'est félicitée dans un communiqué Laurence Tubiana, ex-négociatrice pour la France lors de la COP21. AFP 19 juin 2019

En famille. Le capitalisme Vert cannabis.

- Cannabis: 70 personnalités appellent à légaliser au nom du "pragmatisme" - AFP 19 juin 2019

Plus de 70 personnalités, dont les ex-têtes de liste aux européennes Yannick Jadot et Raphaël Glucksmann, appellent les pouvoirs publics "à agir vite" pour légaliser le cannabis au nom du "pragmatisme", dans une tribune publiée mercredi dans l'Obs.

"Il faut en finir avec le statu quo. La France doit légaliser le cannabis, qu'il soit utilisé à des fins thérapeutiques comme récréatives, pour les consommateurs de plus de 18 ans", réclament les signataires, parmi lesquels figurent notamment des élus de gauche, trois députés LREM (5 LREM, Delphine Bagarry, Annie Chapelier, Hubert Julien-Laferrière, Pierre-Alain Raphan et Cécile Rilhac. - lexpress.fr - Ndlr), des chercheurs, des médecins et les anciens ministres Bernard Kouchner et Daniel Vaillant.

"C'est précisément parce qu'il est nocif pour la santé, particulièrement celle des mineurs, qu'il faut en contrôler la production et la distribution", estiment-ils.

Les autres signataires de la proposition de loi, qui sera formellement déposée jeudi, sont Sylvia Pinel, Paul Molac, Jean-Michel Clément, Jeanine Dubié, Frédérique Dumas, François Pupponi (Libertés et territoires), Régis Juanico (app. PS), ainsi qu'Éric Coquerel, Loic Prud'homme (LFI) et Sébastien Nadot (non-inscrit).

"La politique de forte répression est un échec complet", juge François-Michel Lambert, lui-même ex-LREM issu des rangs écologistes et porte-parole de l'UDE (Union des démocrates et des écologistes). Le cannabis "peut s'apparenter à de l'alcool ou du tabac sur les enjeux de toxicomanie", estime-t-il.

La vente, par les buralistes, serait interdite aux mineurs. Un arrêté du ministre de la Santé fixerait le taux autorisé de THC, principale substance psychoactive de la plante.

Les auteurs regrettent notamment que la France soit "à la traîne" par rapport à ses voisins qui ont "tous assoupli leur législation" ou à certains pays du continent américain qui ont eux déjà "légalisé la substance".

Interrogée sur cette tribune à l'issue du Conseil des ministres, la porte-parole du gouvernement a répété qu'une telle légalisation n'était pas à l'ordre du jour. "La position du gouvernement n'est pas d'aller vers une légalisation du cannabis", a déclaré Sibeth NDiaye, concédant simplement qu'il pouvait y avoir des "réflexions" sur un usage thérapeutique.

Récemment, le Canada ainsi que plusieurs Etats américains ont suivi l'exemple de l'Uruguay, premier pays du monde à avoir légalisé le cannabis récréatif en 2013.

Près d'un Français sur deux s'était dit favorable à une légalisation du cannabis dans une étude publiée par l'Observatoire français des drogues et toxicomanies (OFDT) mi-avril.

Mardi, des députés de tout bord ont transmis une proposition de loi prônant une "légalisation contrôlée" de cette substance. AFP 19 juin 2019

LVOG - Par principe je suis contre toute prohibition, interdiction, législation répressive.

Mais force est d'admettre sur la base de ce qu'on peut observer quotidiennement, que le règne de l'exploitation et de l'oppression qui caractérise le capitalisme, concourt à maintenir l'immense masse de la population dans l'ignorance et à accroître sa vulnérabilité, en engendrant tant d'inégalités et de frustrations qui conduisent à des comportements incohérents et violents, destructeurs contre lesquels la société ou chaque citoyen doit être protégé et se protéger lui-même pour ne pas en être un jour injustement la victime.

Légaliser le cannabis reviendrait à le mettre à la portée de tous ceux qui jusqu'à présent n'y ont pas eu accès, parce que c'était trop compliqué ou risqué pour ceux qui étaient tentés d'en user, et cela pourrait encourager ceux qui en consommaient déjà à en consommer davantage ou à toute occasion, donc sans modération, ce qui aurait pour conséquence d'agir sur leur comportement et leur mental, au moment même où la classe dominante mène une guerre psychologique et idéologique sans répit contre les masses apte à générer un penchant schizophrène, auquel contribue également l'emprise des médias institutionnels et des réseaux dits sociaux sur les esprits les plus faibles, de sorte qu'en dehors d'une prise de conscience des effets de cette drogue, elle pourrait encore accentuer ce penchant ou cette menace qui pèse sur ses consommateurs, notamment les plus jeunes.

Pour en avoir consommer pendant près de 40 ans, maintenant de manière irrégulière, je suis bien placé pour en parler. J'ai déjà abordé en détail ce sujet dans d'autres causeries. Je n'ai pas d'idée arrêtée sur la question de la légalisation du cannabis, cela brasse tellement de facteurs et de situations différentes qu'il est difficile de se prononcer. Quand on a acquis un certain niveau de conscience, il ne peut être nocif pris modérément, il est bénéfique sur les plans intellectuel et mental ou psychologique, dans le cas contraire qui est celui du plus grand nombre, il peut avoir des conséquences incontrolables ou produire des effets imprévisibles ou négatifs à moyen ou long terme qu'on ne soupçonnera pas, de sorte qu'il peut influencer le cours de notre vie, mais pas forcément dans la direction qu'on aurait souhaité qu'elle prenne, pour parfois le regretter le restant de nos jours puisqu'on ne peut pas revenir sur le passé. Je tiens cela de ce que j'ai pu observer autour de moi autrefois et même plus récemment.

Personnellement j'en ai tiré le maximum de profit, sans avoir eu à en subir les effets négatifs, puisque je m'en suis relativement bien tiré. Il m'a permis d'éviter de me radicaliser à l'excès et de mieux supporter mon sort ou la société, sans émousser ma volonté ou ma combattivité contre le capitalisme. Comme il m'a accompagné tout au long de mon parcours atypique pendant près de 40 ans, je ne peux pas honnêtement lui reprocher de m'avoir rendu de fiers services ni condamner son usage ni légitimer sa prohibition.

Il ne présente pas plus de danger que l'alcool ou la cigarette également accessibles aux jeunes, on pourrait même dire moins sur le foi, les poumons et le cerveau ou encore le pancréas, mais plus sur le plan psychologique qui est une faiblesse des hommes mais aussi sa principale qualité quand ils parviennent à se connaître ainsi que la société, l'un et l'autre devant être indissociables pour parvenir à progresser dans la vie et trouver la voie qui mène à une société plus juste ou le socialisme. Mais bon, je dois faire partie des très rares exceptions qui existent dans ce domaine pour ne pas généraliser. Je l'ai traité à la manière d'un dialecticien qui n'a pas grand chose à craindre. Personne ne doit se sentir obliger de consommer ou non de l'alcool, une drogue ou de fumer, de manger ou de s'abstenir de manger tel ou tel aliment. En régime socialisme, ce genre d'interdiction n'existerait pas évidemment.

Qui a dit ?

- “*Rien ne va fondamentalement changer*”

Réponse : Joe Biden, le candidat à l’investiture démocrate pour 2020 aux États-Unis

Comme le rapportent nos confrères du HuffPost américain, l’ancien vice-président de Barack Obama s’adressait à des riches donateurs au très chic hôtel Carlyle. Et pour les convaincre de miser sur lui, il a tenu à dissiper tout malentendu lié à son discours portant sur la lutte contre les inégalités : lui président, il ne menacera pas leur train de vie.

“Nous ne voulons pas diaboliser quiconque ayant gagné de l’argent”, a-t-il déclaré, jurant que “personne ne sera puni” par sa politique. “Personne ne verra son train de vie changer, rien ne va fondamentalement changer”, a insisté Joe Biden, promettant à ses interlocuteurs qu’il ne les laisserait “pas tomber” en cas de victoire. Le HuffPost20 juin 2019

LVOG - Trump non plus !

Haut de page

Le 24 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai ajouté 2 documents dans la rubrique "Documents d'actualité".

Je suis trop crevé pour actualiser le site, je n'ai pas dormi à cause d'un problème de courant et pas de climatisation. Alors juste une info.

Qui a dit ?

- "*Comme c'est une nouvelle forme en politique, on avance en marchant, on construit en marchant.*"

Réponse : Macron ? Non, Éric Coquerel (LFI), sur franceinfo, dimanche matin.

LVOG - Vous allez peut-être estimer que mon ironie est déplacée, attendez de lire la suite.

Éric Coquerel - On ne va pas s'allier avec des gens d'En marche ! (Heureusement qu'il le précise ! - LVOG) On va se garantir aussi de ne pas s'allier avec des gens qui ont délégué des services publics au privé dans les mandats précédents. Il y a comme ça un certain nombre de conditions. francetvinfo.fr 23.06

Vraiment ?

Rappel cruel.

Mélenchon, ministre délégué à l'Enseignement professionnel du 27 mars 2000 au 6 mai 2002 sous Lionel Jospin

- Quel gouvernement a le plus privatisé depuis 30 ans ? - Le Figaro 05/10/2018

Arrivé à Matignon en juin 1997, en cohabitation avec Jacques Chirac, Lionel Jospin poursuit les privatisations et cède pour un total d'environ 30 milliards d'euros des parts de nombreuses entreprises, selon les chiffres de l'AFP. Le même chiffre a donc été avancé par Bruno Le Maire mercredi. L'État de la France de 2001 estime à 210 milliards de francs l'ensemble des privatisations sur la période 1997-2002.

Ces privatisations concernent notamment France Telecom, Thomson-CSF, Air France ou Eramet ainsi que les banques CIC, Société marseillaise de crédit et Crédit lyonnais. Les assureurs Gan et CNP sont également totalement ou partiellement cédés. Ouverture du capital d'Aérospatiale (qui devient EADS). Mars 2002 : mise en bourse de 49 % du capital d'ASF. (Source : Le Figaro 05/10/2018 et Wikipédia)

Elle est bien bonne celle-là, n'est-ce pas ? Vous avez bien lu : "*On va se garantir aussi de ne pas s'allier avec des gens qui ont délégué des services publics au privé dans les mandats précédents.*" Ils osent tout décidément !

Vont-ils virer Mélenchon, ex-ministre sous Chirac (RPR-UMP-LR) ?

Haut de page

Le 26 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (24 pages)

Démystification. Testez votre capacité à résister à l'endoctrinement officiel ou à la schizophrénie climatico-néolibérale aggravée.

climato-realistes.fr - En réalité la teneur de l'air en CO2 est une conséquence des températures de la zone intertropicale de dégazage, il n'y a dans l'air que 6% de CO2 qui vienne des combustibles fossiles (le reste vient des dégazages naturels des océans et des sols), et la teneur de l'air en CO2 n'a aucun effet car les émissions infrarouge thermique du globe qui refroidissent la surface et la troposphère sont à 90% celles de la vapeur d'eau et des nuages: la teneur en vapeur d'eau de la haute troposphère (là où devrait se voir un effet de plus de CO2) a, comme observé depuis 40 ans, diminué et le rayonnement infrarouge du globe augmenté

… sans que l'on voie la moindre trace du forçage radiatif par plus de gaz à effet de serre qui suppose a priori que la vapeur d'eau aille croissant dans la haute troposphère.

Rappelons encore que le cumul des émissions de CO2 venant de combustibles fossiles depuis 1751 représente 1% (un pour cent) du carbone qui circule entre les océans l'air et la végétation et les sols (440 Gt-C (fin 2018) pour 42000 Gt-C). https://www.climato-realistes.fr 13 mai 2019

LVOG - Vous avez bien lu, tout cela pour 1% ! Ce 1% doit vous rappelez un autre, n'est-ce pas ? Bravo, vous avez trouvé l'origine de cette gigantesque mystification, et ceux qui destinés à en profiter, les mêmes.

Les canicules d'avant la canicule au cours du XXe siècle - contrepoints.org 25 juin 2019

Année 1900

Le mois de juillet est le plus chaud à Paris depuis 1859. Longue période de fortes chaleurs avec des températures atteignant 40 degrés à Châteaudun. Paris manque d'eau.

Année 1911

En France, juillet août et septembre sont très chauds et les températures dépassent fréquemment 35°. On dénombra 40 000 morts dus à cette canicule, aussi bien des personnes âgées que des enfants en bas âge.

Année 1921

Après la sécheresse qui a commencé à l'automne 1920, le 1er janvier 1921 la vague de douceur se poursuit : 19,4° à Bordeaux, 16,5° à Châteauroux, et s'aggrave en février. Mars et avril sont toujours exceptionnellement secs et ensoleillés.

Du 14 au 17 avril, il neige fréquemment sur presque toute la France – un orage déverse 20 cm de grêle sur le Languedoc dans la soirée du 14 avril.

En juin, la sécheresse devient dramatique, aucune goutte de pluie n'est observée dans l'Oise, la Somme et le Languedoc-Roussillon ; à Paris, c'est le mois de juin le plus sec depuis 1810, une vague de chaleur exceptionnelle se produit entre le 24 et le 28 juin ; le 28 juin, un orage de grêle ravage les Deux-Sèvres avec des grêlons de 125 grammes.

Un été caniculaire s'abat sur la Lorraine. Le déficit de pluie atteint des records. Les récoltes s'annoncent faibles ; les prés, pâturages et parcs sont « grillés » comme les arbres qui « se laissent déplumer » par le vent brûlant.

Juillet reste extrêmement sec, absolument sans pluie dans la Beauce, le pays de Caux et la Picardie ; du 22 mai au 11 juillet, il ne tombe que 2 mm à Paris.

Cette sécheresse concerne également les Pays-Bas et l'Angleterre (le débit de la Tamise est réduit au 1/10eme de la moyenne) – La sécheresse perdure en Angleterre. On y dénombre de nombreux décès dus à la chaleur. Record de chaleur depuis 40 ans.

Aux USA, les températures élevées perdurent depuis août 1920, avec des températures mensuelles supérieures de 3,4° (F) supérieures à la moyenne. Le mois de mars vit une température supérieure à 10,8° (F)

Le 13 juillet, on observe également une chaleur torride et un maximum de 44,8° aurait été mesuré à Bourg (il s'agit de la valeur non officielle la plus élevée mesurée à l'ombre, en France).

La vague de chaleur atteint son maximum les 28 et 29 juillet où l'on mesure des températures supérieures à 38° sur les trois quarts de la France (40 à 42° à Vesoul, Besançon, Albertville, Bourg en Bresse et Moulin)

En août, la grande sécheresse en Europe, combinée avec des températures élevées, est la cause d'une fonte rapide des glaciers alpins.

Le déficit de pluie atteint des records. Début août, les mirabelles se font rares et comme la terre des jardins des maraîchers est brûlée, les légumes « ont pour ainsi dire disparu. Un pied de salade très dure se paie à des prix inconnus. On n'arrive presque plus à obtenir le bouquet nécessaire au pot-au-feu », peut-on lire dans les comptes-rendus de l'époque. Les prés, pâturages et parcs sont « grillés » comme les arbres qui « se laissent déplumer » par le vent brûlant.

Octobre est le plus chaud et le plus sec depuis 1757. Une vague de chaleur exceptionnelle se produit du 1er au 20 octobre. Au cours de la première semaine, les températures dépassent partout les 30° -le 5 octobre, on atteint même 36° dans les Basses Pyrénées.

Le 4 novembre 1921 voit enfin le retour de la pluie, mettant fin à la sécheresse mais le beau temps dominera pratiquement jusqu'à Noël.

Du 4 au 7 décembre, les gelées restent très fortes. Les 28 et 29 décembre, sont à l'inverse très doux, les températures dépassent 15° sur presque tout le pays.

L'année 1921 aura été la plus chaude et la plus sèche à Paris depuis le début des observations météo (1851) ; au total, il ne tombe que 270 mm d'eau contre 625 mm en moyenne.

Année 1934

USA : Pratiquement l'ensemble du pays subit une sécheresse sévère. En juin, on relève des températures supérieures à 100°F (38° C)dans 48 états. Le Texas, l'Oklahoma et le Kansas sont l'objet d'une véritable catastrophe, qui provoque l'exode majoritairement définitif de 3 millions d' habitants vers des cieux plus cléments.

Chine : vague de chaleur inhabituelle. Dans certains endroits, on relève des températures de 40 à 45° entraînant de nombreux décès. Les récoltes sont ruinées.

France : vague de chaleur torride et sécheresse au printemps et en été. Mi-avril, la température atteint près de 30°. Mi-septembre, 36° à Clermont-Ferrand. En décembre, la température moyenne est supérieure de 5° à la normale. contrepoints.org 25.06

Nouvelles d'Inde (chez moi).

LVOG - Bienvenue au club ! J'ai appris que la température allait ou avait grimpé jusqu'à 40°C ou plus en France, 48°C en Algérie. Avant-hier j'ai été privé d'électricité, donc de climatisation et j'ai passé une nuit blanche, ma compagne indienne a dormi paisiblement avec un ventilateur, comme quoi nous sommes différents.

Après plus de 22 ans en Inde, je ne m'y habituerai jamais, et en vieillissant cela ne s'améliore pas ! Au-delà de 25 ou 26°C, je ne peux plus dormir. En revanche la journée cela ne me gêne pas, je m'active du matin au soir, y compris en plein soleil, je bois 4 à 5 litres d'eau par jour et je change trois fois de short, je ne porte que cela, sauf pour sortir en ville évidemment. Cela m'a aidé à perdre 6 kilos en deux mois environ et je me sens beaucoup mieux. Quant au sommeil, avec la climatisation pendant quelques heures, c'est un tel soulagement de retrouver un peu de fraîcheur, que je m'endors au bout de quelques minutes tant je suis claqué.

J'ai encore lu un article débile de 20Minutes dans lequel ils affirmaient que d'ici 2050 il y aurait 1 milliard de climatiseurs en Inde, alors qu'en 2019 le nombre de foyers ayant les moyens d'acquérir un climatiseur, puis de l'entretenir, et ensuite payer les factures d'électricité ne doit pas dépasser 120 à 150 millions en étant généreux, ici le prix de l'électricité est progressif, plus on consomme et plus le prix du kilowatt/H est élevé, c'est dissuasif. Sans compter que la plupart des installations électriques ne sont pas conçues pour supporter ce genre d'appareil

- "C'est vraiment des conditions critiques pour la vie" : un scientifique alerte sur la chaleur extrême en Inde - franceinfo 21.06

Ces derniers jours, le thermomètre est monté jusqu'à 50 °C. "On passe quand même de quelque chose qui est difficilement supportable, assure-t-il, autour de 40, 42 °C, à quelque chose qui est plus proche de 50 °C. C'est vraiment des conditions très critiques pour la vie."

La mousson tarde à arriver, "ce qui fait que les conditions chaudes sont anormalement longues par rapport aux années habituelles", explique le chercheur. Les vents et l'augmentation de la vapeur d'eau dans l'atmosphère – due aux gaz à effets de serre – piègent la chaleur et accentuent le réchauffement de ces régions.

Depuis quelques années, le gouvernement indien met en place des programmes pour lutter contre ces vagues de chaleur. "Il y a une conscience beaucoup plus aiguë de ce que peut représenter le danger des changements climatiques, indique Pascal Terray. Mais ils ne sont pas forcément prêts à sacrifier leur développement économique." franceinfo 21.06

LVOG - Pourquoi, les Indiens devraient y renoncer ?

Commentaire d'un internaute

- "Ben oui ! Vu le modèle capitaliste on en est réduit à choisir entre rester en vie et se développer économiquement. Ca craint."

LVOG - Dites donc, chez vous en France, en Europe, le développement économique il est terminé depuis belle lurette, alors qu'attendez-vous pour vous débarrasser du capitalisme et nous en débarrasser du même coup ?

- Inde: dans Chennai à court d'eau, la quête obsessionnelle de l'or bleu - AFP 22 juin 2019

Dans le grincement de pouliEs et les splashs d'éclaboussures, des habitants tirent du plus vite qu'ils peuvent le fond d'eau de leur puits pour remplir leurs bidons du précieux liquide, devenu rare dans la ville indienne de Chennai.

Des précipitations insuffisantes depuis dix-huit mois ont plongé cette grande métropole du sud de l'Inde dans un stress hydrique appelé à durer des semaines encore. Dans cette agglomération de dix millions d'âmes, l'eau est devenue une obsession quotidienne.

Capitale du riche État du Tamil Nadu, Chennai dispose en temps normal de 830 millions de litres d'eau par jour. À l'heure actuelle, les autorités n'arrivent à fournir que 60% de cet approvisionnement. Les réservoirs sont à sec, les nappes phréatiques toujours plus basses.

"Nous n'arrivons pas à dormir la nuit car nous avons peur que ce puits s'épuise", confie à l'AFP Srinivasan V, un électricien de 39 ans venu à l'aube y chercher le quota autorisé par son quartier, proche de l'aéroport international. Les seaux s'enfoncent à une vingtaine de mètres de profondeur, dans l'obscurité, avant d'enfin rencontrer la nappe liquide.

Face à la pénurie, les gérants de ce point d'eau ont posé un verrou dessus et n'autorisent les 70 familles qui en dépendent à n'en tirer chacune que trois pots de 25 litres par jour. Une quantité insuffisante qui oblige les résidents à trouver d'autres sources pour compléter, ou à acheter au prix fort de l'eau à des sociétés privées.

Comme lors des précédentes sécheresses dans la région, qui n'avaient toutefois pas atteint un tel stade critique, ce puits fait l'objet d'un tirage au sort pour déterminer l'ordre de passage des habitants. Aux premiers une eau claire et abondante, aux derniers le raclement du fond et un liquide couleur de terre.

Srinivasan V passe près de cinq heures par jour à chercher de l'eau. Il consacre ces derniers temps 2.000 roupies par mois (25 euros) à acheter de l'eau en bonbonne ou à cotiser pour la venue d'un camion citerne privé, une fortune au vu de son salaire mensuel de 15.000 roupies (190 euros). (Plus du double du salaire minimum. - LVOG)

Pour les bourses modestes comme la sienne, cette dépense prioritaire rogne le reste de son budget: "j'ai plusieurs emprunts, notamment pour la maison, je n'ai pas pu payer les échéances", raconte-t-il.

La ville tout entière vit aujourd'hui à l'heure de l'eau rare.

Certains restaurants préfèrent servir la nourriture sur les traditionnelles feuilles de bananier, pour économiser l'eau dépensée en vaisselle d'assiettes. Des habitants se lèvent en pleine nuit pour ouvrir les robinets capricieux et attendre, des heures durant, que les récipients se remplissent, goutte à goutte.

Le matin, les enfants se chamaillent pour savoir qui aura le droit de se laver ce jour-là. Dès l'aube dans la rue, des files d'attente de gens aux faibles revenus s'étirent devant des pompes, où l'eau est gratuite.

Les nerfs sont à vif. Des disputes éclatent souvent, parfois violentes. Dans une autre ville du Tamil Nadu, une famille a battu à mort un activiste qui l'accusait de prendre trop d'eau.

Pendant que leur mari est au bureau, les épouses peuvent passer près de six heures par jour à faire la queue à la pompe, trois heures le matin et trois heures le soir. "Trouver de l'eau et la porter jusqu'à la maison, c'est un travail à plein temps pour nous", explique Nagammal Mani, une femme patientant dans une file d'attente.

Chennai tire habituellement le gros de son eau de quatre grands lacs-réservoirs voisins. La mauvaise mousson de l'année dernière ne les ayant pas régénérés, ceux-ci ne présentent plus que l'aspect de déserts craquelés, où pourrissent des cadavres de poissons morts.

Si les précipitations défaillantes sont les principales responsables de la situation, les experts soulignent que la crise est aggravée par le faible taux de récupération d'eau de pluie en Inde, société de plus en plus urbanisée et dont les besoins hydriques vont croissants.

"Au lieu de dépenser 5.000-10.000 roupies dans l'urgence pour faire venir une citerne d'eau privée, les gens auraient pu dépenser cet argent pour un système de récolte d'eau de pluie, ils pourraient alors être indépendants", note Pradeep John, un blogueur très suivi au Tamil Nadu pour ses prévisions météorologiques. (Quand on sait qu'il ne pleut que trois à quatre fois par an, on se demande bien à quoi servirait de récupérer l'eau de pluie, au bout de 8 jours elle serait épuisée ! Ridicule ! Notez au passage les connaissances ou la perspicacité du correspondant ou du journaliste de l'AFP en Inde ! - LVOG)

Pour son malheur, Chennai n'attend pas de retour à la normale dans l'immédiat. Tous les regards sont tournés vers la prochaine mousson, qui sévit dans cette région à partir d'octobre et lui fournit le gros de ses pluies annuelles.

"Si l'eau ne vient pas, les gens n'auront plus que du sang à la place des larmes pour pleurer", redoute la femme au foyer Parvathy Ramesh. AFP 22 juin 2019

LVOG - Au fait, pourquoi l'Inde ne se dote-t-elle pas d'usines de désalinisation d'eau de mer pour procurer de l'eau potable en quantité illimitée aux habitants des grandes villes situées le long du littoral ?

Dans mon village situé à environ 15 kilomètres de la mer, l'eau est disponible de 5h à 5h30 le matin, et de 16h à 16h30 l'après-midi, soit une heure par jour, elle provient du réservoir du village, l'eau est pompée à environ 100 mètres de profondeur à l'aide d'un moteur électrique.

J'en dispose d'un plus modeste à 70 mètres de profondeur dans mon jardin, car l'eau de village n'arrivait pas jusque chez moi, cela m'a coûté 65.000 roupies, soit environ 800 euros. J'ai installé un réservoir de 2.000 litres sur la terrasse de la maison, chaque soir systématiquement je le remplis.

Pourquoi l'eau n'est-elle pas disponible en permanence ? Parce que le réservoir n'y suffirait pas et les Indiens gaspilleraient l'eau si précieuse, ils n'ont absolument aucun sens civique ou des responsabilités, ce qu'un occidental a du mal à imaginer, bien que dans les cas extrêmes, il n'est pas mal non plus !

France24 - La pénurie d'eau à Madras (Chennai - LVOG) conduit à des décisions drastiques. Les écoles, les hôtels et les commerces sont fermés. Les hôpitaux ont ajourné les opérations chirurgicales non urgentes. euronews 23 juin 2019

Une crise qui génère des tensions dans le pays. Mercredi 19 juin, les habitants de la ville de Coimbatore, dans le sud-ouest de l'Inde, ont manifesté devant le bâtiment du gouvernement municipal pour dénoncer la négligence des autorités, donnant lieu à plus de 500 arrestations. Des camions d'approvisionnement en eau auraient été détournés, et leurs chauffeurs attaqués, selon l'ONG indienne Force. Le parti de l'opposition Dravida Munnetra Kazhagam appelle à une nouvelle manifestation le 22 juin. france24.com 22.06

Les Echos - Selon les experts, plus de 40 % du territoire est menacé par une sécheresse, alors que l'Inde fait déjà face à une grave crise de l'eau.

À l'instar de Bhagat Ram Dal, ils sont en Inde plus de 600 millions - soit près de la moitié de la population - à avoir difficilement accès à l'eau, selon un rapport publié l'année dernière par NITI Aayog, le think tank du gouvernement. Et dans ce quartier défavorisé situé dans le sud de Delhi, beaucoup n'ont même pas l'eau courante et dépendent entièrement des camions-citernes acheminés par la municipalité. « Lorsque nous n'avons pas beaucoup d'eau, nous ne nous douchons pas pour que nos enfants puissent se laver », explique Devindri, une mère de famille qui attend plusieurs fois par semaine le camion-citerne pour remplir ses seaux et ses réservoirs. Et en été, il se fait plus rare.

Cette pénurie a contribué au développement d'une « mafia de l'eau » dans la capitale indienne, où près de 20 % des ménages n'ont pas accès à l'eau courante. Grâce à de nombreux forages illégaux, le précieux liquide est directement prélevé dans le sous-sol avant d'être revendu. Une pratique qui accélère l'assèchement de la nappe phréatique, l'une des plus importantes sources d'eau en Inde. « Il faut aller de plus en plus en profondeur pour trouver de l'eau, au début, on la trouvait à 60 mètres sous terre, maintenant, il faut aller jusqu'à 150/180 mètres », explique un transporteur du marché noir ayant préféré garder l'anonymat. D'ici à 2020, c'est-à-dire dans six mois, 21 villes indiennes, dont New Delhi, auront épuisé leurs ressources d'eau souterraine, selon NITI Aayog.

« La sécheresse n'est pas l'unique facteur : moins de 10 % des villes possèdent des infrastructures de traitement partiel des eaux, nous ne récupérons que 6 % de l'eau de pluie et nos cultures agricoles nécessitent une irrigation intensive », énumère l'environnementaliste Vimlendu Jha. L'agriculture consomme en effet 83 % des ressources, contre 5 % pour l'usage domestique. « Le blé, le riz, la canne à sucre ou encore le coton sont gourmands en eau et beaucoup de ces produits sont exportés, ce qui revient à dire que nous exportons de l'eau », explique Nirma Bora, porte-parole de l'ONG Wate-rAid.

Pour tenter de faire face à l'ampleur du problème, l'Inde s'est dotée, à la fin du mois de mai, d'un ministère de l'Eau avec

l'ambitieux objectif d'installer un robinet dans tous les foyers d'ici à 2024. « Mais faut-il encore que de l'eau puisse couler de ces robinets », pointe Vimlendu Jha. lesechos.fr 13.06

- Inde : face à la chaleur et au manque d'eau, des villages entiers se vident de leur population - lesechos.fr 19.06

Si le mois de juin est chaque année particulièrement dur pour l'Inde, la situation se détériore année après année du fait du réchauffement climatique. Lundi dernier, Delhi a enregistré son plus haut pic pour un mois de juin, à 48°C. Et dans la région du Rajasthan, la ville de Churu est momentanément devenue l'endroit le plus chaud de la planète lorsque le mercure a affiché 50,8°C.

Résultat : des centaines de villages sont désertés par leurs habitants face au manque d'eau, notamment dans la région de Bombay, la capitale économique du pays, rapporte le correspondant du « Guardian » en Inde dans un article poignant.

« Selon des estimations, près de 90 % de la population de la région aurait fui, laissant les malades et les personnes âgées se débrouiller seuls face à une crise de l'eau qui ne montre aucun signe de ralentissement », relève le journaliste sur place. De son côté, le « Times » rapporte que des dizaines de milliers de personnes ont également fui leurs villages dans le nord du pays, notamment dans les Etats de l'Uttar Pradesh et du Bihar.

« C'est toute la problématique des réfugiés climatiques qui commence à se poser », commente Françoise Vimeux, climatologue à l'Institut de Recherche pour le Développement. Selon les estimations de la Banque mondiale, plus de 140 millions de personnes pourraient être forcées de migrer d'ici à 2050 à cause du réchauffement climatique.

600 millions de personnes, soit la moitié de la population indienne, ne disposent pas d'un accès direct à l'eau. lesechos.fr 19/06

- Au Maharashtra, des dizaines de milliers de villages n'ont plus d'eau, et des restrictions sont en cours à Bombay. - lemonde.fr 05.06

Deux bidons de 35 litres, pas plus. Voilà la quantité d'eau à laquelle a droit Nasreen Sayyed ces jours-ci, à Bombay, pour assurer les besoins domestiques quotidiens de son foyer – pas de mari, mais deux parents et trois enfants. En attendant les pluies de la mousson, annoncées au mieux pour la mi-juin, cette mère de famille subit avec colère la pénurie d'eau qui frappe la capitale commerciale de l'Inde. Femme de ménage, elle vit à la pointe sud de la mégapole péninsulaire, à Geeta Nagar, un bidonville de 2 000 habitants qui borde les jardins très chics du lotissement militaire de la Navy. « La municipalité envoie de l'eau au robinet collectif au milieu de la nuit, et tous les soirs je fais la queue dans la rue, avec mes voisines », raconte-t-elle, épuisée par ses allées et venues.

Depuis la fin mai, ce n'est que vers 2 heures du matin que Mme Sayyed arrive à remplir ses bidons. « Je n'ai pas intérêt à rater le créneau horaire, car on passe par groupes de dix et on se fait dégager au bout de trente minutes », précise-t-elle, rageuse. En temps normal, le créneau dure une heure et elle est autorisée à remplir trois bidons, pas deux.

Bombay, comme tout le centre du sous-continent, est frappée par une sécheresse d'une rare intensité. Exception faite de 2012, c'est « la pire depuis les années 1950 », indique le service météorologique indien, qui avance deux explications : le bilan pluviométrique désastreux de la mousson de l'été 2018, et la recrudescence du phénomène El Niño dans l'océan Pacifique, qui se traduit traditionnellement, en Inde, par un déficit de pluie au printemps, durant les mois qui précèdent la mousson.

Dans les sept lacs artificiels qui alimentent la ville, le niveau est préoccupant, au point que la municipalité dit ignorer ce qu'il adviendra s'il ne pleut pas assez d'ici à la mi-juillet. Le 28 mai, le gouvernement régional du Maharashtra, à court d'idées, a pris la décision de provoquer des pluies artificielles. Cet été, des avions pulvériseront, dans les airs, de la glace susceptible de se transformer en nuages et en précipitations. lemonde.fr 05.06

Quand travailler est source de dérèglement mental.

Ce moment de détente susceptible de favoriser l'équilibre mental des lecteurs (ou un rafraîchissement neuronal salutaire !), vous est offert par Sputnik.

Le portail de l'agence de presse (officielle) russe Sputnik traite pêle-mêle actualité et faits divers au point souvent de confondre les deux, ce qui donne des articles loufoques notamment, où ressort également la culture officielle ou l'état d'esprit de ses élites. Les lecteurs français ou francophones ignorent le contexte dans lequel ces articles ont été rédigés ou ce qui a motivé leurs rédacteurs, s'ils ne suivent pas quotidiennement ou régulièrement l'actualité sociale et politique russe.

En voici un exemple, où le plus sérieusement du monde Sputnik a relayé un lieu commun d'une banalité ridicule qui semble-t-il a échappé à son rédacteur.

Pour étayer les propos tenus le 11 juin 2019 par le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, lors de la session plénière de la Conférence internationale du Travail (OIT) au Palais des Nations à Genève, le journaliste a cru bon de publier les résultats d'une étude de scientifiques de l'université de Cambridge qui allaient dans le sens des propos de Dmitri Medvedev, qui avait estimé que "la réduction hebdomadaire du temps de travail était inéluctable" et plaidé "pour la semaine de travail de quatre jours" (Spunik 13 juin).

LVOG - Si un jour ça suffit, alors pourquoi en rajouter, franchement !

Combien faut-il travailler de jours par semaine pour améliorer sa santé mentale? - Sputnik 23.06

LVOG - Qu'il s'agisse du corps en général ou du cerveau en particulier, quand on aborde leur état, on parle couramment de bonne ou de mauvaise santé traduisant un équilibre ou un déséquilibre biologique (chimique) ou psychologique en rapport avec une alimentation, une hygiène et des conditions de vie et de travail. La santé ou la maladie ne sont pas des états en soi qui existeraient tels quels, ce sont les conséquence des rapports ou traitement que l'on fait subir ou imposent au corps à un moment donné ou tout au long de la vie (vieillesse). Vous allez tout de suite comprendre pourquoi cette précision.

Sputnik - Bien que le fait d'être au chômage aggrave la santé mentale, il est possible d'améliorer son état de santé en ne travaillant qu'un seul jour par semaine, ont affirmé des scientifiques de l'université de Cambridge.

LVOG - Alors pourquoi travailler au-delà ! A entendre ces "scientifiques", notre "santé mentale" serait déficiente en permanence et s'aggraverait quand on se retrouve au chômage, comme quoi au passage le travail peut être nuisible, mais là n'est pas l'essentiel.

On se demande comment ou sur quels critères ils évaluent ce qu'ils appellent "la santé mentale", si la traduction de l'anglais en français du journaliste de Sputnik est correcte. Il y a fort à parier qu'ils doivent considérer en bonne santé mentale ou équilibrées sur le plan psychologique les personnes qui se fondent dans le moule de la société telle qu'elle existe ou s'y adaptent sans manifester de comportements excessifs, bref qui adoptent le formalisme de rigueur, étant entendu qu'en règle générale la société actuelle est une source de bien-être et de bonheur partagés.

En fait, c'est tout le contraire, elle est fondée sur des rapports sociaux déséquilibrés (inégalités entre les classes sociales) qui entraînent toutes sortes de réactions violentes, que l'on impute hâtivement aux individus qui en sont en réalité les victimes. Donc sans doute inconsciemment, ces "scientifiques" sont parvenus à la conclusion que c'était la société soumise au capitalisme qui était à l'origine de tous les maux de la société et des hommes.

Sputnik - Les scientifiques ont recueilli et analysé les données sur la santé mentale et la situation professionnelle de plus de 71.000 personnes âgées d'entre 16 et 64 ans en deux ans. L'étude a été publiée dans la revue Social Science and Medicine.

Il s'est trouvé que le passage du statut de chômeur à celui de salarié baissait le risque d'aggravation de sa santé mentale de 30%. Il ne suffit que de huit heures de travail par semaine pour avoir un effet positif sur la santé.

LVOG - Ils confirment ici qu'il ne suffit pas de travailler pour être en bonne "santé mentale". Comment pourrait-il en être autrement quand en travaillant (ou non d'ailleurs) on est soumis à un régime d'exploitation et d'oppression, ce serait l'inverse qui serait très inquiétant.

Sputnik - Cependant, une autre analyse a permis d'établir que travailler plus longtemps ne présentait aucun avantage supplémentaire, affirment les chercheurs, alors que le fait de travailler moins de 36 à 40 heures par semaine ne provoque pas une dégradation de la santé mentale.

LVOG - Mais peut présenter un "avantage supplémentaire" tel par exemple que l'augmentation du taux d'exploitation, ce que Medvedev avait justement rappelé à la tribune de l'OIT, Sputnik le 13 juin : "Le Premier ministre a cité l'exemple de l'industriel américain Henry Ford, qui avait décidé il y a un siècle de ramener la semaine de travail de 48 à 40 heures, obtenant une augmentation de la productivité du travail."

Chacun sait que l'augmentation de la productivité se traduit le plus souvent par des conditions de travail dégradées, qui vont pourrir la vie des travailleurs et influer sur leur mental, mais de cela il ne sera pas question ici, normal.

L'idéal pour le capitalisme, c'est d'augmenter à la fois la productivité et la durée du travail... qui va alimenter la crise du capitalisme ou préparer les conditions de la prochaine crise, un cercle vicieux en somme dû aux contradictions du capitalisme...

Sputnik - «Il est bien mieux de réduire les heures de travail pour tout le monde que d'augmenter le chômage de certaines personnes», a déclaré Brendan Burchell, co-auteur de l'étude.

LVOG - Vaut mieux pour le capitalisme maintenir une armée de réserve importante pour faire pression sur les salaires à la baisse, et faire accepter à ceux qui ont un emploi n'importe quelles conditions de travail sous peine d'être viré...

Sputnik - Mike Slade, professeur de rétablissement de la santé mentale et d'inclusion sociale à l'université de Nottingham, a déclaré: «C'est une étude très importante qui démontre l'importance de ces rôles socialement valorisés tels que l'emploi», ajoutant que la recherche a mis en évidence l'importance de soutenir ceux qui souffrent de problèmes de santé mentale et qui cherchent à retourner au travail. Sputnik 23.06

LVOG - En conclusion, les travailleurs au chômage sont traités comme des malades mentaux par ces "scientifiques", alors que les capitalistes et leurs représentants qui les privent d'emploi, les psychopathes qui gouvernent ne méritent pas ce traitement. Cette société produit d'innombrables maux dont ces "scientifiques" se repaissent. Ils lui doivent leur statut privilégié, par conséquent ils n'ont aucune raison de s'attaquer à leur origine, le capitalisme. Pour eux, le chômage c'est comme le cholestérol !

Tout cela pour nous dire que le chômage serait nuisible ! Vous comprendrez pourquoi on a un peu élargi la discussion.

En complément. Peut-on ou doit-on travailler en période de canicule ?

- Peut-on faire du sport en période de canicule ? - LePoint.fr 25.06

Parole d'internaute. Le capitalisme en état de survie artficielle. Pour combien de temps encore ?

1- Les intelligences artificielles sont tout sauf intelligentes, ce sont juste des algorithmes pas plus intelligents qu'une pelle ou un rouleau de PQ. Cette appellation héritée du globish est un hymne à la novlangue à elle toute seule.

2- Non, non, il n'y a rien d'intelligent dans les IA. En fait l'expression "intelligence artificielle" est une traduction bête de l'anglais "artificial intelligence", où "intelligence" est plutôt à prendre au sens du I de CIA: c'est de la compilation de renseignements automatisée. Les techniques de base pour ça n'ont pas changé depuis des décennies. Ce qui a changé par contre, c'est la quantité de renseignements disponibles. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant que les progrès faits dans ce domaine aient été faits par les plus gros compilateurs de données que sont Google et Facebook. Mais les algos sous-jacents sont quasiment les mêmes que ceux utilisés dans les années 80, et n'ont rien d'intelligent, vraiment…

3- S'il y a bien une caractéristique de la novlangue, c'est de désigner quelque chose par un mot signifiant son exact contraire. Par exemple nommer « démocratie » un régime oligarchique… ou bien nommer « intelligent » un objet inanimé.

Pour l'instant et jusqu'à preuve du contraire, qui dit intelligence dit vie. On ne connaît rien d'intelligent qui ne soit pas vivant. Nommer « intelligence artificielle » des machines est une des plus belle entourloupes de l'histoire humaine. Rien que le fait d'accoler les mots « intelligence » et « artificielle » est un procédé qui en dit long : cela signifie en creux que l'homme serait capable de fabriquer de l'intelligence, ce qui sous-entend fabriquer de la conscience, pour ne pas dire de la vie. C'est le trip de l'homme démiurge qui se prend pour Dieu, qui prétend vivre indéfiniment en tuant la mort, bref, toute l'idéologie du transhumanisme résumée en une simple expression : « IA ».

Pour l'instant on ne sait pas ce qu'est l'intelligence, et encore moins la conscience. Difficile d'imaginer fabriquer quelque chose dont on ignore la nature. Les ingénieurs et les neuros travaillant sur l' « IA » partagent tous la même croyance implicite que plus les algos et les réseaux de neurones seront complexes, plus la probabilité de voir une conscience émerger sera forte, sans avoir la moindre idée de comment une telle chose pourrait se produire. C'est magique. Mais cette croyance-là, basée sur la croyance que le cerveau produit la conscience, personne ne la remet jamais en question.

Acte 32 et Gilets Jaunes

- "Gilets jaunes" : le point sur les manifestations en France samedi - Franceinfo 22 juin 2019

Nouvelle journée de mobilisation des "Gilets jaunes", samedi 22 juin, dans plusieurs villes de France : franceinfo fait le point sur les mobilisations.

À Charleville-Mézières (Ardennes), où un appel national avait été lancé, près de 400 manifestants ont défilé dès la fin de matinée. Ils ont commencé à se rassembler place de l'Hôtel-de-ville, un secteur qui leur était interdit. Ils se sont ensuite dirigés vers le centre-ville, dans le calme. La situation s'est légèrement tendue vers 15 heures, lorsque les CRS ont chargé pour repousser les manifestants. Une grosse partie des manifestants ont été dispersés. Une vitrine d'un bar-tabac a été caillassée et une quinzaine de personnes ont été interpellées.

À Belfort (Territoire de Belfort), une centaine de "gilets jaunes" ont rejoint la mobilisation de soutien aux salariés de General Electric, touchés par un plan social. Au total, 5 000 personnes ont manifesté.

À Saint-Avold (Moselle), un automobiliste a forcé un barrage de "gilets jaunes", samedi matin. Le conducteur, qui roulait à faible allure, a forcé par deux fois le barrage mis en place sur un rond-point devant un centre commercial. Au second passage, il a renversé un manifestant sur la chaussée. Ce dernier, âgé de 38 ans, a été transporté à l'hôpital pour des blessures légères à la jambe. L'automobiliste a été interpellé et placé en garde à vue.

À Laxou (Meurthe-et-Moselle), une cinquantaine de manifestants ont mis en place un barrage filtrant à l'entrée d'un centre commercial, après avoir fait une opération escargot sur l'A31.

À Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), des "gilets jaunes" ont bloqué l'entrée de la gare maritime, provoquant de gros bouchons et des problèmes de circulation en fin de matinée. Certains automobilistes qui voulaient traverser la Manche sont restés coincés pendant près de trois heures, jusqu'à l'intervention des forces de l'ordre qui ont délogé les manifestants.

À Paris, plusieurs centaines de personnes ont défilé. Le cortège est parti de Bercy pour arriver place d'Estiennes-d'Orves, dans le 9e arrondissement. Aucun incident n'est à signaler.

À Marseille (Bouches-du-Rhône), 300 "gilets jaunes" ont manifesté selon la police, alors qu'un appel national à s'y rassembler avait aussi été lancé.

À Nîmes (Gard), ils étaient une quarantaine sur un barrage filtrant ce samedi matin, avant d'être délogés par les autorités. Un "Gilet jaune" a été interpellé pour entrave à la circulation.

A Bordeaux (Gironde), la préfecture a compté 750 "gilets jaunes" qui ont défilé sur un itinéraire non autorisé dans les rues du centre, sans incident signalé. Franceinfo 22 juin 2019

- Gilets jaunes: la mobilisation en hausse par rapport à l'acte 31, selon l'Intérieur - sputniknews.com 22.06

Selon les estimations du ministère de l'Intérieur 11.800 Gilets jaunes ont pris part à la mobilisation ce samedi à travers la France, soit une hausse par rapport à l'acte 31 qui, d'après la même source, n'avait rassemblé que 7.000 manifestants.

Pour sa part, le Nombre jaune évoque 25.553 manifestants, contestant ainsi le chiffre donné par le ministère. sputniknews.com 22.06

- Gilets jaunes: plusieurs figures médiatiques s'unissent pour créer "un socle commun" - huffingtonpost.fr 22 juin 2019 - huffingtonpost.fr 22 juin 2019

Le communiqué de presse a été publié quelques heures avant une journée cruciale pour l'avenir des gilets jaunes, ce samedi 22 juin.

Jérôme Rodrigues a partagé sur les réseaux sociaux un long texte de trois pages, co-signés par plusieurs ledaers du mouvement. Une sorte de manifeste jetant les bases d'un "socle commun", ou l'embryon d'une structuration inédite pour ce mouvement.

Inédite car elle regroupe plusieurs personnalités ayant émergé médiatiquement de cette fronde. Des leaders qui ne veulent toutefois pas en avoir le nom ni le statut. On retrouve au bas de cette page Maxime Nicolle, Priscillia Ludosky, Jérôme Rodrigues ou encore Julien Parente, dans une liste "non-exhaustive" de signataires, comme le précise le document.

Leur but? Créer un "puissant organe de contestation collectif" pour devenir des acteurs incontournables du débat public.

Des actions sont listées jusqu'au 17 novembre 2019, qui marquera la date du premier anniversaire du mouvement.

Mais la grande nouveauté réside donc dans cette volonté apparente de se réunir autour d'un "socle commun". Il est notamment question de créer leurs "propres médias", leurs "propres circuits d'approvisionnement alimentaire" ou encore leurs "propres établissements d'épargne éthique". "Nous allons créer un socle commun (...) qui ne pourra être ignoré et défendra les intérêts des citoyens et les biens communs de tous", écrivent-ils.

Difficile à savoir pour l'heure quelles seront les conséquences précises de cette initiative. D'autant que les précédentes tentatives de structuration se sont toutes soldées par des échecs. On pense notamment au micro-parti fondé par Jacline Mouraud, à la liste présentée par Francis Lalanne lors des européennes ou encore à la candidature éphémère d'Ingrid Levavasseur. huffingtonpost.fr 22 juin 2019

C'est le capitalisme et ses représentants qui sont à l'origine de toutes les violences.

- Pour Macron, les gilets jaunes ne sont pas "de simples citoyens qui manifestent" - huffingtonpost.fr 24.06

À l'occasion d'un long portrait publié dans le magazine américain The New Yorker, intitulé "Emmanuel Macron peut-il endiguer la marée populiste", le président de la République revient sur les derniers mois écoulés, marqués notamment par la crise des gilets jaunes.

Interrogé sur les violences policières qui ont été maintes fois dénoncées, expression tout autant contestée par le gouvernement que par la police, Emmanuel Macron rejette la responsabilité sur les manifestants.

"Non", il n'est pas satisfait de certaines actions de la police, "mais il faut voir ce que nous avons vécu : pour la première fois, nous avions un mouvement social avec un très haut degré de violence. Quelque chose d'unique", justifie-t-il.

"J'ai décidé de ne pas décréter de situation particulière, ni d'interdire ces manifestations. J'ai fait cela car je ne voulais pas réduire le niveau de liberté dans ce pays. Je pense que ça aurait été une erreur", poursuit le locataire de l'Elysée, avant de donner son avis sur les manifestants vêtus de fluo qui se mobilisent samedis après samedis: "penser que nous avions affaire à de simples citoyens en train de manifester, c'est du pur 'bullshit'".

"Ce qui est très compliqué à gérer, c'est que beaucoup de personnes en ont assez de la violence des manifestants, qui pourrait être synonyme d'une sorte de laxisme. Et en même temps, d'autres sont en colère face à tous ces blessés, qui sont synonyme d'autoritarisme", ajoute Emmanuel Macron.

À noter que ces propos ne devraient pas manquer de faire réagir dans l'Hexagone. Le journaliste David Dufresne, qui documente les violences policières depuis le début du mouvement des gilets jaunes, a commenté les déclarations du chef de l'État, considérant que celles-ci relevaient du "déni". Selon le décompte fait par le journaliste indépendant, 138 personnes ont été blessées à la tête lors des manifestations. huffingtonpost.fr 24.06

Fabrication du consentement. Comment être rejeté par 90% des électeurs inscrits et obtenir 35 à 40% d'opinions favorables lors de sondages ?

- Sondages : la popularité de Macron et Philippe en forte hausse - L'Express.fr 25.06

Emmanuel Macron et Édouard Philippe progressent notamment auprès des plus de 65 ans, selon une enquête pour Orange, RTL et La Tribune.

Dans une première enquête BVA, le chef de l'État progresse de 3 points par rapport à fin mai pour atteindre 35% d'opinions favorables et retrouve son niveau de l'été 2018. Le Premier ministre gagne pour sa part 4 points à 40%.

Emmanuel Macron comme Édouard Philippe progressent notamment auprès des plus de 65 ans (+12 pour le chef de l'État, +11 pour le Premier ministre), selon cette enquête pour Orange, RTL et La Tribune.

Les deux-tiers des personnes interrogées (65%, -3) jugent toutefois négativement l'action du chef de l'État et 60% (-3) celle du chef du gouvernement.

Selon un autre sondage Odoxa également diffusé ce mardi, le président de la République gagne en effet 6 points pour atteindre 36% d'opinions positives, sa plus forte progression en un mois depuis son élection.

Édouard Philippe progresse pour sa part de 3 points à 37% et retrouve son niveau d'octobre 2018, avant la crise sociale, selon cette enquête pour France Inter, La Presse régionale et L'Express.

Là encore, 64% (-6) des Français interrogés jugent négativement l'action d'Emmanuel Macron et 62% (-3) celle d'Édouard Philippe. L'Express.fr 25.06

De droite et de gauche.

Le parti de l'ordre fait du zèle.

- Valérie Pécresse : "La droite doit être le parti de l'ordre" - LePoint.fr 22 juin 2019

Je vous fais grâce de son interview dans lequel elle affirmait vouloir aller au bout du programme de Macron et au-delà.

Le projet de loi de transformation de la fonction publique présenté par le gouvernement :

- Là encore, il ne va pas assez loin. Le gouvernement a renoncé à baisser le nombre de fonctionnaires. Sans cela, on ne pourra jamais réduire la dépense publique.

La France a besoin d'une revue drastique de ses politiques publiques

La délinquance explose en Île-de-France. La sanction est la grande oubliée de la politique d'Emmanuel Macron. Un élève violent est exclu de l'école. Cela ne suffit pas, il faut mettre en place de vraies sanctions éducatives. Un clandestin doit être expulsé. Il faut revoir l'échelle des sanctions pour les rendre efficaces : interdire l'accès aux transports aux harceleurs ou aux pickpockets multirécidivistes, par exemple. La droite doit être le parti de l'ordre.

La France a besoin d'un plan banlieue vigoureux. Le Danemark en a fait un projet national, sans tabou : il veut doubler les peines dans les lieux de trafic, développer la mixité en interdisant plus de 30 % de logements sociaux par quartier, et plus de 30 % d'enfants issus de l'immigration par école. On en est loin ! LePoint.fr 22 juin 2019

Plus bête tu meurs !

- Vincent Cerutti de TF1 rejoint LREM - Le HuffPost 22.06

Animateur le jour, politique la nuit. Ou les deux en même temps. Comme l'a annoncé Ouest-France, le présentateur du "Grand Bêtisier" sur TMC Vincent Cerutti se lance en politique. Le HuffPost 22.06

Tout est dans "***le non-dit***".

- Municipales: le PS prone la fermeté face à LREM - LeFigaro.fr 22 juin 2019

À la Maison de la Chimie à Paris samedi matin, devant un Conseil national socialiste quelque peu clairsemé, Olivier Faure s'est voulu très clair sur la stratégie de son parti aux municipales: «Nous ne soutiendrons à aucun endroit de France un maire qui soutiendrait la politique gouvernementale d'Emmanuel Macron».

Dans une résolution adoptée à l'unanimité par les participants, il est précisé que le PS «n'investira ou ne soutiendra aucune tête de liste soutenant la politique gouvernementale du gouvernement». Et encore, «aucun accord (…) ne sera validé par les instances nationales» en dehors de ceux conclus avec «le rassemblement le plus large possible de toute la gauche et des écologistes». Les choses sont dites, mais le non-dit n'est pas moins clair: un maire ou un candidat socialiste pourra lui, être soutenu par des membres de son équipe qui ne seraient pas issus de la gauche ou des écologistes, qu'il s'agisse du MoDem ou de LREM.

Dans de nombreuses villes de France, à Lille chez Martine Aubry, à Dijon chez François Rebsamen, au Mans chez Stéphane Le Foll, à Metz et ailleurs, de nombreux maires ont des adjoints MoDem dans leur équipe. A priori, ils ne comptent pas s'en priver. Si la fédération de Seine-Saint-Denis a ainsi déclaré l'exclusion immédiate du maire PS de Clichy-Sous-Bois Olivier Klein, investi par LREM, il ne semble pas que la direction nationale soit sur une ligne aussi raide. «Après tout, il se revendique toujours socialiste, même s'il a le soutien de LREM», indique ainsi un sénateur présent au Conseil national. Reste à savoir si Olivier Klein fera ou non allégeance à la politique du gouvernement.

Lors du Conseil national, en tribune, le président du groupe PS au Sénat, Patrick Kanner est monté au créneau pour dénoncer «des tentatives de débauchages organisées au plus haut niveau de l'État». «Cela vient directement de l'Élysée», a-t-il ajouté en marge alors qu'il y a huit jours au Sénat, dix sénateurs PS, sur le groupe de 70, se sont abstenus sur le vote de confiance au gouvernement. Leur profil est divers mais parmi eux, le premier fédéral des Hauts-De-Seine, Xavier Iacovelli, ne cache pas ses divergences avec la direction du parti. Il est avec d'autres à l'origine d'un texte qui circule actuellement «sur la social-démocratie et sur la nécessité de sortir de l'hypocrisie». «Il n'est pas question de se rallier à Macron, se défend le sénateur PS, mais de construire la social-démocratie du XXIe siècle, sans exclusive, en discutant donc avec ceux du MoDem ou de LREM qui ont le même objectif». Iacovelli pense aussi important de «peser pour que le gouvernement engage plus de mesures sociales et écologiques». Au PS, on se dit convaincu que le texte ne sortira pas. LeFigaro.fr 22 juin 2019

Nébuleuse ou météorite ?

- EELV affiche ses ambitions pour les municipales... et la présidentielle - AFP 22 juin 2019

Réuni en Conseil fédéral à Paris, au sortir d'élections européennes réussies, EELV a affiché samedi "son incroyable ambition" pour les municipales de 2020, mais aussi, déjà, la présidentielle de 2022.

Pour les municipales, M. Cormand a une nouvelle fois clairement écarté toute alliance avec le parti présidentiel: "Le projet de

La République en marche n'est pas compatible avec le projet de l'écologie (...) Nous sommes clairement dans l'opposition à la majorité actuelle", a-t-il affirmé.

La ligne d'EELV n'est "pas le ni droite ni gauche", mais "l'écologie affranchie" des "complexes", des "étiquettes" comme des "vieilles cosmogonies", a-t-il expliqué.

Réuni en conseil national samedi matin, le PS a adopté une résolution où il s'engage à travailler partout en France "à la constitution de listes d'union et de rassemblement le plus large possible de toute la gauche et des écologistes ".

Le parti a lui aussi tracé une ligne jaune vis-à-vis de la République en marche, en affirmant qu'il "n'investira(it) ou ne soutiendra (it) aucune tête de liste soutenant la politique libérale du gouvernement".

"Ne soyez pas tristes, la gauche est une fête", a lancé à ses camarades le premier secrétaire Olivier Faure en conclusion de son discours. AFP 22 juin 2019

En complément. Soutien inconditionnel aux mineurs allemands!

- Allemagne : des militants écologistes ciblent une mine à ciel ouvert - euronews 22.06

Des milliers de jeunes manifestent en Allemagne, non loin de la mine à ciel ouvert de Garzweiler ce samedi. Le lieu est devenu un foyer de protestation pour le climat notamment depuis que la société qui y extrait de la lignite, un dérivé du charbon, menace de couper une forêt voisine. euronews 22.06

Déliquescence.

- La France Insoumise en thérapie collective à Vincennes - Le HuffPost 22.06

L’objectif numéro un est de remettre les troupes en ordre de bataille en vue des prochaines échéances municipales, qui s’annoncent encore plus compliquées pour les mélenchonistes.

“La commune est le berceau de la démocratie. En gagnant des mairies et des intercommunalités, nous allons reprendre le contrôle de nos vies et préparer un avenir en commun”, se fixe pour ambition le texte programmatique.

Ce samedi, hors du regard de la presse, la FI a justement planché sur la révision de son mode de gouvernance, autour d’un texte intitulé pudiquement “La France insoumise, outil au service du peuple et de sa révolution citoyenne”, mais aussi en faisant donc prendre du galon à Adrien Quatennens.

Si le bilan des européennes qui figure dans le document est sombre, le texte conclut malgré tout que le “mouvement est la forme adaptée aux tâches qu’il nous faut accomplir”. Autrement dit, pas question de transformer la France insoumise en parti classique avec des votes internes, des motions, voire des sensibilités synonymes “d’affrontements de courants” et de “batailles internes que connaissent les partis politiques”.

L’objectif de LFI, explique Manuel Bompard, est d’avancer par “la construction du consensus”, par “synthèses successives”, avec des “groupes locaux jouissant d’une grande liberté d’initiative” pour aider à “l’auto-organisation populaire” et une “participation individuelle” via des votes d’approbation sur la plateforme numérique, plutôt qu’au moyen “de débats structurés par des sections, fédérations, motions et courants”. Le HuffPost 22.06

- Manon Le Bretton quitte La France insoumise - Le HuffPost 24 juin 2019

Coresponsable de l’école de formation de LFI.

Matraquage communautaire quotidien.

- Après #MeToo, la rue est toujours un danger pour les femmes - Slate.fr

- À Singapour, les lesbiennes mènent la lutte pour les droits LGBT+ - Slate.fr

- Nommer des rues en hommage à des personnalités LGBT+, un petit geste qui veut dire beaucoup - Slate.fr

- Exposition «Champs d'amours» à Paris: Notre visite guidée de 100 ans de cinéma LGBT - 20minutes.fr

- Gay Pride monstre à Sao Paulo - euronews

- «Conséquences»: Comment ce film slovène s'attaque à l'homophobie en Europe de l'Est - 20minutes.fr

- Manque de femmes ingénieures : Bercy veut plus de mixité dans les jouets - Le Parisien

- Sur Wikipédia, les rédactrices sont victimes de harcèlement - Slate.fr

- Burkini : des femmes envahissent une piscine à Grenoble - Atlantico.fr

- Huile de palme: 5 produits ciblés par une nouvelle enquête de l'ONG Foodwatch - BFMTV

- Pourquoi la France n'agit pas assez contre le réchauffement climatique - BFMTV

Ils osent tout

- Une éditorialiste américaine affirme avoir été violée par Trump dans les années 1990 - Le Parisien 23.06

Une éditorialiste (75 ans) renommée de la version américaine du magazine « Elle » affirme, dans un entretien au « New York magazine » publié vendredi, avoir été violée par Donald Trump en 1995 ou 1996 dans un grand magasin de luxe new-yorkais.

Il lui aurait demandé d'essayer de la lingerie dans une cabine d'essayage, ensuite il se serait enfermé avec elle dans cette cabine, avant de l'embrasser de force puis de la violer. Après s'être débattue, en vain, durant plusieurs secondes, E. Jean Carroll aurait fini par se défaire de son agresseur et s'enfuir.

Elle rappelle que 15 femmes ont déjà accusé publiquement Donald Trump de les avoir agressées sexuellement, ce que l'intéressé a réfuté. Le Parisien 23.06

LVOG - J'ignorais que les cabines d'essayage était aussi spacieuse et aussi bien isolée aux Etats-Unis...

- Maduro, l'impossible interview : ses 10 fake news les plus fréquentes - LePoint.fr 22.06

À toutes les questions gênantes en interview télévisée, Maduro répond par des éléments de langage et parfois des mensonges assumés. LePoint.fr 22.06

LVOG - Il doit être le seul dirigeant dans le monde dans ce cas-là...

- Inde : la diplomatie du yoga de Narendra Modi - LePoint.fr 21.06

Le Premier ministre indien a glorifié la pratique du yoga, dont les promesses d'harmonie véhiculent aussi des enjeux idéologiques et diplomatiques.

Les Indiens n'ont pas attendu l'arrivée au pouvoir, en 2014, du parti nationaliste hindou du BJP (Parti du peuple indien) pour pratiquer le yoga.

En ce 21 juin qui célèbre la Journée mondiale du yoga, l'Inde a donc pris les festivités très à cœur. LePoint.fr 21.06

LVOG - Je n'en connais pas un seul qui le pratique ! A quelques exceptions près, je ne connais pas non plus d'Indiens végétariens. Bon, je vis avec "*le peuple d'en bas*", mon milieu, ma famille.

Stratégie du chaos et de la guerre, déstabilisation des Etats par la dictature impériale américaine.

Chine.

- Guerre commerciale : 5 firmes technologiques chinoises sanctionnées par les États-Unis - L'Express.fr

En réaction, la Chine a annoncé la création de sa propre liste noire d'entreprises étrangères "non fiables". L'Express.fr

Iran.

- Le chef de la diplomatie iranienne publie la carte de l'itinéraire du drone US abattu - sputniknews.com 22.06

Les Américains insistant sur le fait que leur drone n'a pas violé l'espace aérien de l'Iran, le ministre des Affaires étrangères de la République islamique a publié sur ses réseaux sociaux une carte retraçant l'itinéraire de l'appareil états-unien.

Le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, a publié sur son compte Twitter une carte montrant le trajet du drone américain récemment abattu par la République islamique.

Sur ses images, des détails de l'itinéraire de l'appareil sans pilote ainsi que les coordonnées de son emplacement à tel ou tel moment sont précisés. Il est possible de voir où se trouvait l'appareil au moment des sommations envoyés par l'Iran et au moment où il a été détruit par des missiles tirés par Téhéran.

«Il ne peut y avoir aucun doute sur où l'appareil était quand il a été abattu», a-t-il fait noter, sous-entendant que malgré les affirmations américaines disant que le drone n'avait pas violé la frontière aérienne iranienne, il l'avait quand-même fait.

Plus tôt dans la journée, les militaires iraniens avaient exposé des débris du drone qui, assurent-ils, ont été retrouvés dans les eaux territoriales de la République islamique.

Le 20 juin, les Gardiens de la révolution islamique ont annoncé avoir abattu un drone espion américain qui «était entré dans l'espace aérien iranien» dans la province d'Hormozgan, qui borde le détroit d'Ormuz. Un responsable états-unien a confirmé l'attaque contre un appareil américain, affirmant que celui-ci se trouvait dans l'espace international.

Malgré le fait que Donald Trump ait évoqué une grosse erreur, en réagissant sur son compte Twitter à la destruction par les Gardiens de la révolution islamique d'un drone américain, plus tard dans la journée il a déclaré ne pas exclure l'hypothèse que le tir en question ait pu être une «erreur humaine».

Le lendemain, l'Iran a déclaré qu'il aurait également pu abattre un avion de reconnaissance américain. Quant à Donald Trump, il a affirmé qu'il était revenu sur sa décision de frapper des cibles iraniennes à 10 minutes seulement de l'attaque. sputniknews.com 22.06

- Trump promet de nouvelles sanctions "majeures" contre l'Iran - AFP 22.06

- Les Etats-Unis ont lancé des cyberattaques contre l'Iran, selon des médias - AFP 22.06

Les Etats-Unis ont lancé cette semaine des cyberattaques contre des systèmes de lancement de missiles et un réseau d'espionnage iraniens, après la destruction par Téhéran d'un drone américain, ont rapporté samedi des médias américains.

- Iran: Washington vise la tête du régime et sanctionne le Guide suprême - AFP 24 juin 2019

Les Etats-Unis ont annoncé lundi de "dures" sanctions contre le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, et plusieurs hauts gradés des Gardiens de la Révolution, frappant la tête de la République islamique pour faire encore monter la pression sur Téhéran.

Le président américain Donald Trump, qui accuse l'Iran de chercher à se doter de l'arme nucléaire et d'être un "parrain du terrorisme", a signé un décret empêchant "le Guide suprême, son équipe et d'autres qui lui sont étroitement liés d'avoir accès à des ressources financières essentielles".

Egalement visé, le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif, visage de la politique iranienne de détente avec l'Occident, considéré comme un modéré et abhorré des ultraconservateurs.

Il sera placé sur la liste des sanctions "plus tard cette semaine", a indiqué le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin, annonçant également que Washington allait geler des "milliards de dollars" d'actifs iraniens supplémentaires, sans autre précision.

Huit hauts gradés des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique du régime, ont aussi été sanctionnés, quatre jours après la destruction d'un drone américain par un missile iranien dans la région stratégique du Golfe. AFP 24 juin 2019

LVOG - Ce n'est pas un hasard si les 9 derniers paragraphes de cet article étaient consacrés aux positions américaines et

israélienne. C'est cela l'AFP.

Russie

- La Russie s'attaque au secteur touristique géorgien - euronews 23 juin 2019

Des manifestations anti-Moscou se sont déroulées samedi à Tbilissi, pour le troisième jour consécutif. Des milliers de personnes arboraient des pancartes contre "l'occupant russe", en référence à la présence militaire de Moscou en Ossétie du Sud et en Abkhazie, deux régions séparatistes soutenues par la Russie.

Les protestations ont été déclenchées jeudi par le discours polémique d'un député russe au Parlement géorgien.

Des manifestations dénoncées par Moscou qui évoque une provocation russophobe. Le Kremlin a annoncé l'interdiction des vols d'avion entre les deux pays à partir du 8 juillet.

Vladimir Poutine a également recommandé aux agences de voyages russes de suspendre leurs visites en Géorgie et a ordonné au gouvernement de rapatrier ses ressortissants déjà présents dans le pays. Ils sont plus d'un million à passer leurs vacances en Géorgie chaque année. euronews 23 juin 2019

Katelina Dartford, Euronews : "Merci de nous rejoindre aujourd'hui sur Euronews. Nous évoquons ce rassemblement anti-russe massif qui a eu lieu à Tbilissi. Comprenez-vous la raison de la colère de ces manifestants ?"

Salomé Zourabichvili, présidente de la Géorgie : "Je pense que la réaction de la population est tout à fait naturelle..." euronews 22 juin 2019

- Géorgie : des milliers de manifestants malgré les promesses du gouvernement - AFP 24 juin 2019

Des milliers de manifestants antigouvernementaux se sont rassemblés lundi soir dans la capitale géorgienne pour la cinquième journée consécutive de protestations, malgré les promesses du parti au pouvoir de réformer en profondeur le système électoral.

Plus tôt lundi, après quatre jours de manifestations, l'oligarque et chef du parti au pouvoir Bidzina Ivanichvili a annoncé une "réforme politique de grande ampleur" applicable dès les élections législatives de 2020. Il cède ainsi à une des revendication des manifestants qui se rassemblent quotidiennement depuis la semaine dernière dans ce pays du Caucase.

L'homme le plus riche du pays a ajouté qu'il n'y aurait pas de seuil minimum requis pour entrer au Parlement, qui sera élu au scrutin proportionnel. "Tous les acteurs politiques existants seront représentés", a-t-il assuré.

Pour l'opposition, le système électoral actuel favorise le parti du Rêve géorgien, fondé par M. Ivanichvili et au pouvoir depuis 2012.

Si le milliardaire répond là à une demande de l'opposition, qui mène les manifestations depuis jeudi, il n'a visiblement pas réussi à totalement apaiser les protestataires, qui réclament aussi la tenue de législatives anticipées et la démission du puissant ministre de l'Intérieur.

"Nous avons arraché des mains d'Ivanichvili de premières concessions mais ce n'est que le début. Notre but est la fin des oligarques en Géorgie", a déclaré à l'AFP Chota Nodia, un libraire de 45 ans.

"Un ministre de l'Intérieur qui ordonne des tirs de balles en caoutchouc sans sommation sur des manifestants pacifiques et des adolescents doit démissionner et en répondre devant la justice", a déclaré un autre manifestant, Anton Aladachvili, un ingénieur de 59 ans. (Mais pas Castaner en France, n'est-ce pas l'AFP ? C'est là qu'on s'aperçoit de l'orientation politique d'un article, à la manière dont il traite un évènement. Si l'AFP manifeste de la sympathie pour ces manifestations, c'est que leurs objectifs est pourris quelque part, ensuite il faut attendre d'en savoir plus pour dire précisément quoi au juste et pourquoi. Pas question de les soutenir en ce qui me concerne partant de là. - LVOG)

Eléné Khochtaria, dirigeante de l'un des principaux partis d'opposition, "Géorgie européenne", s'est félicitée des "premiers résultats" obtenus par les manifestants, mais a maintenu que le ministre de l'Intérieur Guiorgui Gakharia devait quitter son poste.

Un autre parti d'opposition, le Mouvement national uni de l'ex-président éxilé Mikheïl Saakachvili, a demandé également la "libération de tous les prisonniers politiques". (On avance. L'AFP fait passer ces partis de l'opposition pour de grands démocrates, donc c'est plus que suspect, ça pue en réalité la manipulation. - LVOG)

Les manifestations ont commencé après le discours polémique d'un député russe devant le Parlement géorgien, alors que les relations sont toujours très tendues entre Tbilissi et Moscou, plus de dix ans après la brève guerre entre les deux pays en août 2008. (Ah, on progresse, Moscou est cité. - LVOG)

Les manifestations ont continué les jours suivants et se sont transformées en un mouvement de colère contre Bidzina Ivanichvili et le président russe Vladimir Poutine, les protestataires dénonçant la proximité entre l'homme d'affaire géorgien et la Russie. (On y est, c'est directement la Russie et Poutine qui sont visés. Encore un coup tordu de l'Otan, des Américains, de Soros et Cie ? - LVOG) AFP 24 juin 2019

LVOG - Et sans que cela ne soit un hasard, la suite et fin de cet article, soit quatre paragraphes, étaient tournés contre la Russie. C'est cela l'AFP.

Les dernières nouvelles de l'Empire.

- Mark Esper prend les commandes du Pentagone en zone de turbulences - AFP 22 juin 2019

Appelé par Donald Trump à prendre les commandes du Pentagone, Mark Esper va immédiatement devoir gérer le regain de tensions avec l'Iran et les relations complexes entre Washington et ses partenaires de l'Otan.

Jusqu'ici secrétaire à l'armée de terre, il a été nommé vendredi par le président au poste de ministre de la Défense, mais il lui reste à obtenir le feu vert du Sénat.

Il arrive à la tête d'une institution déstabilisée par la ronde de ses dirigeants depuis six mois, alors que la première puissance militaire mondiale est engagée dans deux guerres, en Syrie et en Afghanistan, et en plein bras de fer avec Téhéran.

En décembre, le ministre Jim Mattis avait démissionné en étalant ses profonds désaccords avec Donald Trump sur le retrait des troupes américaines de Syrie. Son numéro deux Patrick Shanahan, qui avait immédiatement assuré l'intérim, devait le remplacer formellement.

Mardi, il a à la surprise générale renoncé à briguer la confirmation du Sénat, alors que ressurgissaient des accusations de violences conjugales mutuelles avec son ex-femme.

Son adjoint en charge de l'armée de terre Mark Esper, un ancien militaire de 55 ans qui a fait un long passage dans l'industrie de la Défense, doit reprendre lundi les rênes du Pentagone.

Mark Esper connaît le Moyen-Orient: il a combattu en Irak lors de la guerre du Golfe en 1991. Il faisait partie de la célèbre 101e division aéroportée de l'armée américaine.

Il est aussi un proche du chef de la diplomatie Mike Pompeo, aux côtés duquel il a étudié à la prestigieuse académie militaire de West Point. Les deux hommes en ont été diplômés la même année, en 1986. Sur le plan politique, il maîtrise les rouages du Congrès pour y avoir conseillé plusieurs sénateurs, notamment le républicain Chuck Hagel, devenu ensuite ministre de la Défense. Cela pourrait faciliter son processus de confirmation, même si ses liens avec l'industrie de la défense font grincer certaines dents.

Mark Esper était effectivement cadre dirigeant du groupe de défense Raytheon depuis sept ans lorsque Donald Trump l'a choisi en 2017 pour diriger l'armée de terre. AFP 22 juin 2019

LVOG - Il leur faut un ennemi pour justifier leur gigantesque budget militaire et terroriser les peuples pour appliquer leur politique ultra libérale.

- L'Otan estime «possible» une guerre entre l'Alliance et la Russie - sputniknews.com 22.06

Un rapport du Collège de défense de l'Otan indique qu'un conflit militaire entre cette organisation et la Russie est peu probable, sans écarter pour autant une telle possibilité.

Un conflit militaire entre la Russie et l'Alliance est peu probable mais demeure possible, selon un rapport du Collège de défense de l'Otan publié le mardi 18 juin et intitulé «Pourquoi les pays baltes ont de l'importance. La protection de la frontière nord-est de l'Otan».

D'après celui-ci, il est nécessaire d'envoyer davantage de troupes américaines dans les pays baltes, puisque, selon l'auteur du rapport, ils peuvent devenir «un moyen de saper l'architecture de la sécurité européenne».

«Au cours des dix dernières années, la Fédération de Russie a démontré son intention de saper l'architecture de la sécurité européenne. Le risque de conflit militaire entre l'Otan et la Russie est faible, pourtant il doit être considéré comme possible. Pour réduire les risques, il faut renforcer le potentiel de dissuasion de l'Alliance dans les Républiques baltes par l'envoi de troupes américaines sur le territoire baltique. Le déploiement des militaires devrait complémenter les accords existants sur l'augmentation [du nombre, ndlr] des éléments avancés», précise l'auteur.

Mercredi 19 juin, le Congrès US a proposé d'accorder des prêts aux États membres de l'Otan afin de réduire leur «dépendance» envers Moscou, car nombreux sont ceux continuant à utiliser des équipements soviétiques, ce qui les «force» à acheter des pièces et des services à la Russie.

Les politiciens occidentaux, y compris des responsables de l'Otan, abordent constamment le thème de «la menace russe» alors que Moscou souligne en permanence que la Russie n'a pas l'intention d'attaquer qui que ce soit.

La Russie a par ailleurs été désignée comme la principale «menace» aux yeux de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, l'Alliance. sputniknews.com 22.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Proche-Orient: Washington donne pour la première fois des détails sur son plan de paix - AFP 22 juin 2019

Les Etats-Unis ont rendu public samedi le volet économique de leur plan de paix pour le Proche-Orient, qui doit être présenté la semaine prochaine à Bahreïn - en l'absence des Palestiniens - et vise à lever plus de 50 milliards de dollars en une décennie.

Les Palestiniens ont aussitôt rejeté ce plan économique, estimant que Washington devait d'abord oeuvrer à mettre fin au "vol par Israël" des terres palestiniennes.

Donnant pour la première fois des détails sur ce plan promis de longue date, l'administration de Donald Trump a précisé vouloir attirer d'énormes investissements internationaux au profit des Palestiniens et améliorer les infrastructures et la gouvernance en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

La conférence de mardi et mercredi à Manama, emmenée par le gendre et conseiller du président américain Jared Kushner, sera l'occasion de présenter cette initiative, qui inclura plus tard un volet politique selon des responsables.

Mais l'Autorité palestinienne boycotte cet atelier intitulé "De la paix à la prospérité", estimant que l'administration Trump, qui affiche son plein soutien à Israël, cherche à acheter les Palestiniens et à les priver d'un Etat indépendant. La Maison Blanche présente le plan, qui doit être discuté à Bahreïn avec des responsables financiers de riches Etats arabes du Golfe, comme étant historique.

Il "représente l'effort international le plus ambitieux et le plus complet pour le peuple palestinien jusqu'ici", dit la Maison Blanche dans un document rendu public samedi.

"Il peut transformer la Cisjordanie et Gaza de manière fondamentale et ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire palestinienne, un chapitre défini non par les épreuves et les pertes, mais par la liberté et la dignité", selon l'exécutif américain.

L'objectif est de lever plus de 50 milliards pour les Palestiniens au cours de la prochaine décennie et de doubler leur PIB.

Selon la Maison Blanche, l'initiative peut transformer l'économie palestinienne en créant plus d'un million d'emplois.

Au risque de provoquer la colère des dirigeants palestiniens, l'exécutif américain indique que l'argent levé sera géré par une banque de développement internationale, afin d'assurer une meilleure gouvernance et d'éviter la corruption.

Qui va payer la facture? Ce n'est pas encore clair. On ne sait pas non plus si les Etats arabes du Golfe - qui se sont trouvé des points communs avec Israël en raison de leur hostilité commune envers l'Iran - vont se montrer prêts à participer avant même qu'un accord politique soit conclu.

Selon Jason Greenblatt, un conseiller de M. Trump qui a travaillé aux côtés de M. Kushner, le volet politique pourrait n'être dévoilé qu'en novembre.

Le plan a déjà été retardé en raison des élections israéliennes en avril. Le pays doit à nouveau se rendre aux urnes après que le Premier ministre Benjamin Netanyahu a échoué à former une coalition.

Les dirigeants palestiniens sont extrêmement suspicieux à l'égard de Jared Kushner, un ami de la famille Netanyahu, et du président Trump qui a souvent affiché son soutien à Israël, notamment en reconnaissant Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu.

Des responsables américains ont laissé entendre que le plan de paix complet pourrait ne pas mentionner la création d'un Etat palestinien indépendant, rompant avec la ligne suivie par la diplomatie américaine ces dernières décennies.

"Notre présence à Manama ne servirait qu'à être utilisée pour légitimer l'initiative américaine qui vise à nous priver de nos droits et à changer la formule historique de "la terre contre la paix" à "de la paix à la prospérité"", selon un communiqué palestinien publié avant l'annonce des derniers détails.

Le mouvement islamiste palestinien Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, a aussi catégoriquement rejeté la conférence de Manama. L'un de ses dirigeants, Ismaïl Haniyeh, a estimé que l'atelier visait à transformer "la cause palestinienne d'une cause politique en une cause économique".

Bien que le volet économique ne mentionne pas directement le Hamas, il dit chercher à aider la bande de Gaza, par exemple en mettant à niveau pour 590 millions de dollars la principale centrale électrique de Gaza. AFP 22 juin 2019

Albanie

- Albanie: l'opposition manifeste sans incident contre le Premier ministre - AFP 22 juin 2019

Des milliers de personnes ont, dans une rare manifestation sans incident, réclamé une nouvelle fois vendredi à Tirana que le Premier ministre socialiste Edi Rama quitte le pouvoir.

"L'heure de la vérité est venue, le départ de Rama et de ceux qui ont manipulé les résultats des élections n'est pas négociable", a déclaré à la foule le leader du Parti démocratique (opposition) Lulzim Basha.

L'opposition réclame depuis des mois le départ du Premier ministre, qu'elle accuse de corruption et d'être lié au milieu.

La droite refuse par ailleurs des municipales prévues le 30 juin. "Il n'y aura pas d'élections le 30 juin, la bataille va se poursuivre dans chaque ville, chaque localité jusqu'au départ de Rama", a dit M. Basha.

Les manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles était écrit notamment "il n'y a pas d'élections sans l'opposition", ainsi que des drapeaux américains, allemands, albanais et de l'UE.

Depuis mardi, des militants de l'opposition de droite entreprennent d'entrer de force dans les bureaux de vote, souvent installés dans les écoles, pour y détruire le matériel électoral.

Le 8 juin, le président Ilir Meta a annulé ce scrutin au nom de la stabilité du pays. Mais le Parlement a déclaré cette décision "anticonstitutionnelle" et entrepris de le destituer, décision qui devrait être validée par une Cour constitutionnelle qui n'est plus fonctionnelle. Un seul de ses juges a passé avec succès le processus de vérification du patrimoine et de la probité des magistrats prévu dans le cadre d'une réforme judiciaire.

Les accusations contre le pouvoir ont redoublé cette semaine après la publication dans les médias d'écoutes téléphoniques entre des fonctionnaires et de hauts dirigeants socialistes, y compris Edi Rama.

Datant de 2016, elles démontrent aux yeux de l'opposition la corruption, les pressions sur l'administration et la fraude électorale dont se serait rendu coupable le pouvoir.

"Une grande salade de mots où il n'y a rien", a répondu Edi Rama, qui réfute tout fait délictuel et accuse l'opposition de mettre en péril l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne. AFP 22 juin 2019

Ethiopie

- Ethiopie: le chef d'état-major de l'armée blessé par balle - AFP 22.06

Le chef d'état-major de l'armée éthiopienne a été blessé par balle, a annoncé dimanche le Premier ministre Abiy Ahmed, dont les services ont également dénoncé une tentative de "coup d'Etat" dans une région du nord-ouest du pays.

Le chef d'état-major de l'armée éthiopienne a été blessé par balle, a annoncé dimanche le Premier ministre Abiy Ahmed, dont les services ont également dénoncé une tentative de "coup d'Etat" dans une région du nord-ouest du pays.

Le Premier ministre est apparu en uniforme militaire à la télévision nationale pour annoncer l'attentat contre le général Seare Mekonnen, mais n'a pas donné de détails sur son état de santé, a rapporté un correspondant de l'AFP.

L'ambassade des Etats-Unis à Addis Abeba a lancé des alertes, recommandant à son personnel de se mettre à l'abri après des informations faisant état de tirs dans la capitale et de violences dans l'Etat régional d'Amhara (nord-ouest).

Internet était coupé en Ethiopie, et aucune information supplémentaire sur l'attentat contre le haut responsable militaire n'était disponible.

Samedi soir, le gouvernement éthiopien avait annoncé qu'une tentative de "coup d'Etat" avait été perpétrée par un "groupe armé" en Amhara, la deuxième région la plus peuplée du pays, sans non plus fournir de détails sur ces violences.

"La tentative de coup dans l'Etat régional d'Amhara est contraire à la Constitution et vise à saborder la paix chèrement acquise dans la région", avait déclaré dans un communiqué le bureau du Premier ministre.

"Cette tentative illégale doit être condamnée par tous les Ethiopiens et le gouvernement fédéral a toutes les capacités pour vaincre ce groupe armé", avait-il ajouté.

Depuis son arrivée au pouvoir en avril 2018 après deux ans de troubles en Ethiopie, le Premier ministre réformateur Abiy Ahmed s'est efforcé de démocratiser le pays.

Il a notamment légalisé des groupes dissidents, amélioré la liberté de la presse et réprimé les atteintes aux droits humains en arrêtant des dizaines de responsables de l'armée et des services de renseignement.

Il s'est également lancé dans un programme de réformes économiques et a fait la paix avec l'Erythrée après plus de vingt ans de conflit.

Mais il doit faire face à des tensions interethniques récurrentes, généralement liées à la possession des terres et à l'utilisation des ressources, qui dégénèrent souvent en violences dans ce pays de plus de 100 millions d'habitants.

Plus d'un million de personnes ont été déplacées par ces violences interethniques, que les analystes attribuent également à l'affaiblissement du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF), le parti au pouvoir autrefois tout-puissant, et à divers groupes qui profitent de la phase actuelle de transition politique pour essayer d'imposer leurs intérêts.

En juin 2018, une attaque à la grenade au cours d'un meeting auquel participait M. Abiy avait fait deux morts. Le procureur général éthiopien avait indiqué qu'un officier de renseignement non identifié était soupçonné de cet attentat. AFP 22.06

- Ethiopie: le général tenu responsable des assassinats de samedi a été tué par balle AFP 24 juin 2019

Le chef de la sécurité éthiopienne de la région Amhara, le général Asaminew Tsige, considéré comme responsable des assassinats samedi du chef d'état-major de l'armée nationale et de hauts responsables de cette région du nord-ouest, a été tué par balle lundi.

Le général Asaminew, selon la télévision EBC, proche du pouvoir, "qui était en fuite depuis le coup d'Etat manqué de ce week-end, a été tué par balle dans le quartier Zenzelma de Bahir Dar", ville du nord-ouest de l'Ethiopie. Arrêté pour un présumé complot remontant à 2009, le général Asaminew avait été amnistié et libéré en 2018. AFP 24 juin 2019

ECONOMIE

Zambie

- Zambie : bataille autour du cuivre - franceinfo 24.06

Deuxième producteur de cuivre d'Afrique et septième mondial, la Zambie a déclaré la guerre à l'actionnaire de sa principale mine, la société Konkola Copper Mines, au point de mettre en danger l'économie du pays. Mais avec l'idée d'augmenter les recettes tirées de l'exploitation de ses richesses.

En mai 2019, la justice zambienne a ordonné la liquidation judiciaire pure et simple de Konkola Copper Mines (KCM), le premier producteur de cuivre zambien, à la demande insistante du gouvernement d'Edgar Lungu, le président du pays depuis 2015.

A l'origine de cette décision, une féroce bataille entre les deux actionnaires de KCM, le groupe indien coté à Londres Vedanta Resources (79,4%) et l'Etat zambien (20,6%). Ce dernier reproche à son partenaire d'avoir violé le code minier et, surtout, de ne pas avoir payé tous ses impôts.

"Les investisseurs qui sont en Afrique pour piller, sans payer ce qu'ils doivent, ne sont pas bons pour la Zambie et ne doivent pas être autorisés à y rester", a récemment martelé le président Lungu. "Tout le monde dans la Copperbelt (région du cuivre) souhaite le départ de Vedanta". Et de citer en exemple de nombreux fournisseurs locaux non payés ou le procès pour pollution intenté à Londres contre le groupe par des habitants de la région.

Le conflit dure depuis plusieurs mois. "En janvier 2019, l'organisme chargé de la régulation du secteur des mines, la Zambia Revenue Authority (ZRA), a réclamé des arriérés dus à l'Etat par des compagnies minières exerçant dans le pays, à la suite d'une opération d'audit qu'il a menée, exacerbant à l'occasion les tensions entre les différentes parties", rappelle La Tribune Afrique .

Vedanta conteste formellement ces allégations et reproche à Lusaka de vouloir "l'exclure de façon déloyale" de KCM. Le groupe dit avoir investi plus de 3 milliards de dollars en Zambie depuis 2004 - sans faire de bénéfice ces dernières années - et dénonce des "accusations infondées". "Vedanta défendra fermement ses droits", a fait savoir son PDG, Srinivasan Venkatakrishnan, "nous espérons rencontrer bientôt le gouvernement pour discuter d'une solution". Croissance en berne

Etranglée par une forte dette (dont une partie vis-àvis de la Chine ne serait pas comptabilisée, selon certaines sources), la Zambie, deuxième producteur africain de cuivre, a décidé de frapper son secteur minier au portefeuille en remplaçant, à partir du 1er juillet, l'actuelle TVA par une nouvelle taxe. Les compagnies étrangères ont toutes averti que cet impôt, qu'elles jugent excessif, pourrait les pousser à quitter le pays.

"La nouvelle taxe sera appliquée", a répliqué Edgar Lungu, "que ceux qui n'en veulent pas s'en aillent". Le départ de KCM, souhaité par le président zambien, s'annonce toutefois risquée pour son pays, dont le cuivre fournit jusqu'à 70% de ses recettes en devises étrangères.

Après des taux de plus de 10% dans les années 2000, la croissance zambienne a nettement ralenti récemment, victime de la chute des cours du cuivre. Selon le FMI, elle devait encore reculer pour passer de 3,7% en 2018 à 2,3% cette année.

Dans ce contexte, le conflit minier apparaît dangereux pour le pays. La société KCM emploie 13 000 personnes et sa fermeture serait une catastrophe. Ce conflit pèse aussi sur la confiance suscitée par la Zambie. "La protection des investissements paraît de plus en plus vulnérable", insiste un analyste, Nick Branson, du cabinet Verisk Maplecroft. De son côté, "le groupe de pression minier du pays a averti le gouvernement que les hausses de taxes pourraient entraîner une chute de la production de cuivre de 100 000 tonnes cette année, par rapport à un record de 861 946 tonnes en 2018", précise Bloomberg.

L'opposition voit dans cette affaire une occasion de dénoncer à nouveau la corruption. "La liquidation vise à bénéficier à un certain nombre d'escrocs", accuse Chishimba Kambwili, chef du Congrès démocratique national (NDC). Le Royaume-Uni a suspendu l'an dernier son aide à la Zambie en raison "d'inquiétudes" sur des détournements de fonds.

Malgré ces critiques, Edgar Lungu semble déterminé à se débarrasser de Vedanta. Cette semaine, il a assuré être en contact avec de nombreux repreneurs potentiels et qu'un repreneur de KCM pourrait être trouvé "d'ici un mois".

Certains parlent déjà d'investisseurs chinois, qui sont déjà très actifs dans le pays, y compris dans l'exploitation minière. franceinfo 24.06

En complément.

23 juin 2019 – La grève entamée il y a dix jours par les mineurs de cuivre de Chuquicamata dans le nord du Chili se poursuit. Les 3.200 adhérents des syndicats, sur les 4.600 mineurs que compte l'entreprise, ont rejeté les propositions de Codelco, la

plus grande entreprise de cuivre au monde. - La Tribune des travailleurs.

Haut de page

Le 27 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

Ici à 15 kilomètres de Pondichéry (Inde du Sud), la température a baissé depuis trois jours et on a même eu quelques gouttes de pluie, on en voudrait bien davantage, il ne fait que 38°C à l'ombre, normal quoi.

A part un soir un énorme scorpion noir (20 centimètres de long!) juste devant la porte d'entrée de la maison, et le même soir un mille-pattes tout aussi énorme et venimeux cette fois dans la maison, mortel en moins de 30 minutes, rien à signaler ! Un petit serpent qui a pris la fuite quand j'ai failli marcher dessus ! C'est la lumière qui doit les attirer le soir ? Ah si, j'oubliais, deux peacocks, des pans qui ont fait irruption un après-midi sur le mur du jardin, j'en oublie le français ! J'ai mis un récipient d'eau à la disposition des oiseaux et des petits écureuils, qui viennent se désaltérer ou se baigner pour les oiseaux. Comme les arbres ont bien poussé, cela attire toute sorte d'oiseaux, un vrai bonheur.

On a récolté environ une centaine de mangues dont on a fait du jus, on en a donné un certain nombre aussi, suspendues dans le jardin, on pouvait difficilement les cacher, et puis cela entretient les relations, même s'il ne faut pas en attendre des miracles, surtout ici.

- Au format pdf (6 pages)

Bientôt le Portugal au ban des nations ! Pas de quoi en faire une dépression !

- Le Portugal épargné par les fortes chaleurs - euronews 26 juin 2019

Alors que l'Europe entière transpire à grosses gouttes, le Portugal est épargné par les fortes chaleurs. En effet, une dépression recouvre une partie de l'océan Atlantique et le nord-ouest de la péninsule ibérique.

Des températures inférieures à 20 degrés.

La plage de Matosinhos, près de Porto, est normalement bondée à cette époque de l'année, mais sans soleil et avec des températures inférieures à 20 degrés, on n'y voit que des surfeurs et des promeneurs qui n'ont pas mis leurs maillots de bain.

A partir de ce jeudi, la pluie devrait cesser et le mercure devrait augmenter. Mais les températures resteront inférieures à 30 degrés, bien moins que dans le reste de l'Europe. euronews 26 juin 2019

Totalitarisme En Marche. De la police de la pensée à la police du climat

La règne de la terreur écolo-néolobérale se met en place envers les plus défavorisés. LVOG - Vous ne vouliez pas changer de bagnole, vous n'en aviez pas les moyens, on va vous y forcer !

- La circulation différenciée en vigueur ce mercredi en Île-de-France - Le HuffPost 25 juin 2019

Avis aux automobilistes. En raison de la canicule qui engendre un niveau de pollution très important, la préfecture de police de Paris a décidé d'interdire certains véhicules en Île-de-France ce mercredi 26 juin, a annoncé Le Parisien suivi de plusieurs médias.

La circulation différenciée (qui a remplacé la circulation alternée) s'appliquera pour la première fois aux voitures équipées de vignettes Crit'Air 3 et toujours à celles Crit'Air 4 et 5. Elles n'auront pas le droit de circuler dans un périmètre situé à l'intérieur de l'A86 à partir de 5h30 et jusqu'à minuit. Par ailleurs, la vitesse est réduite de 20 km/h sur tous les axes.

Ce mardi matin, le ministre de la Transition écologique et solidaire François de Rugy avait précisé qu'un nouveau dispositif de déclenchement de la circulation différenciée sera bientôt opérationnel. Elle sera désormais déclenchée "automatiquement" si le seuil d'information sur un polluant est dépassé pendant deux jours au moins, ou dès que le seuil d'alerte est atteint. Jusqu'à présent, la décision relevait du pouvoir des préfets.

L'entourage du ministre précisait qu'environ un tiers du parc automobile est concerné dès lors que les vignettes Crit'Air 3 sont concernées. Le gouvernement table sur une réduction de la pollution d'environ deux-tiers. Le HuffPost 25 juin 2019

Avec le soutien de FLI

- "*On ne va pas pouvoir se contenter d'épisode caniculaire en épisode caniculaire de quelques mesures*", Adrien Quatennens sur le plateau des "4 Vérités" de France 2, mercredi 26 juin. Et l'imposteur en rajoute une grosse couche : "*Nous faisons face, non pas à un épisode météorologique, mais à un changement climatique profond*". (Source : francetvinfo.fr)

LVOG - Pourtant le Portugal n'est pas loin, mais plus loin que le bout de son nez...

- Les véhicules les plus polluants interdits dans le Grand Paris - AFP 26 juin 2019

Les véhicules les plus polluants ne devront plus circuler dans 47 communes du Grand Paris autour de la capitale à partir de lundi, une mesure sans sanction jusqu'en 2021 afin de laisser passer la période sensible des élections municipales.

A partir de lundi, tous les véhicules classées Crit'Air 5 ou non classés, c'est-à -dire les véhicules diesel de plus de 18 ans et essence de plus de 21 ans seront donc interdits de circuler dans une Zone dite "à faible émission" (ZFE), située Ã l'intérieur de l'A86, qui forme une boucle autour de Paris.

"Environ 30.000 véhicules, sur 5,5 millions d'habitants" sont potentiellement concernés, selon le président de la MGP M. Ollier.

Et aucune sanction n'est prévue avant 2021, a assuré M Ollier. "Il y aura une période de pédagogie", avec des contrôles aléatoires, "et ensuite une période de sanction, Ã partir de 2021", après les élections municipales de mars 2020, a-t-il dit, reconnaissant que certains maires pouvaient être "réticents" à mettre en place un dispositif pénalisant pour leurs administrés.

"Nous ne voulons pas une écologie imposée, mais une écologie acceptée et issue de la concertation", a-t-il expliqué. Un calendrier progressif doit ensuite étendre cette interdiction aux autres vignettes, pour atteindre en 2030 l'objectif de 100% de "véhicules propres" en circulation.

Selon une étude d'Airparif, la ZFE permettra de réduire dès la première étape (crit'air 5) les émissions de pollution (-3% pour le dioxyde d'azote par exemple). AFP 26 juin 2019

LREMilitarisé.

Agnès Thill étrille LREM après son exclusion, un "parti unique" et "sectaire", une "pensée unique" - Le HuffPost 26 juin 2019

Exclue de La République en Marche, Agnès Thill n'entend pas se laisser faire. La députée de l'Oise, farouche opposante au projet gouvernemental d'étendre la PMA à toutes les femmes, a fini par être débarquée ce mercredi 26 juin du parti de la majorité, en raison de "propos polémiques" et "pernicieux", sanction qu'elle a jugé "scandaleuse".

"C'est uniquement mes pensées différentes sur la PMA pour toutes qui valent mon exclusion. Et que l'on ne vienne pas me dire: 'Non c'est la façon dont vous le dites'", estime l'ancienne directrice d'école qui tire à boulets rouges depuis des mois sur l'ouverture de la PMA aux couples lesbiens et aux femmes seules, une promesse du candidat Macron.

"On a un parti un peu unique car on n'a pas franchement d'opposants. Et en plus à l'intérieur on a une pensée unique", a-t-elle déploré en jugeant la situation "dramatique." Le HuffPost 26 juin 2019

Quand l'extrême droite sioniste fait la loi en France (et ailleurs).

- L'Assemblée se prononcera «début octobre» sur le lien entre l'antisionisme et l'antisémitisme lefigaro.fr 26.06

Cette fois, c'est la bonne. Et c'est Richard Ferrand lui-même qui l'assure. Selon le président du Palais Bourbon, contacté par Le Figaro, «les députés se saisiront de la proposition de résolution (de Sylvain Maillard) sur l'antisémitisme dès les tout premiers jours du mois d'octobre». Rédigé en février dernier - au lendemain de l'agression d'Alain Finkielkraut par des «gilets jaunes» - par le groupe d'étude sur l'antisémitisme de l'Assemblée nationale, le texte vise notamment à adopter la définition de l'antisémitisme telle qu'elle est présentée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). En clair, il s'agit de reconnaître l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme.

De quoi rassurer notamment Serge et Beate Klarsfeld qui, comme l'a révélé Le Figaro ce mercredi matin, ont apporté leur soutien à Sylvain Maillard et à sa proposition de résolution. Le député leur en a d'ailleurs remis un exemplaire en mains propres.

Que la proposition de résolution soit votée ou non, la position d'Emmanuel Macron vis-à-vis de l'antisionisme et de l'antisémitisme semble déjà arrêtée. Avant de se rendre au «Dîner du Crif» pour y prononcer un discours, le 20 février dernier, le président de la République a en effet passé un coup de fil au premier ministre israélien, Benjamin Netanyahou. Selon les informations d'i24News, confirmées à l'époque par l'Élysée, il lui a alors fait part de son intention d'endosser la définition de l'IHRA. L'entourage du chef de l'État avait toutefois souligné avec insistance le refus du président de modifier la législation ou la jurisprudence pour pénaliser l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme. lefigaro.fr 26.06

Commentaires d'internautes (abonnés au Figaro).

1- « En clair, il s'agit de reconnaître l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme. » Les députés qui voteront ce texte commettront une forfaiture. Le sionisme est une idéologie politique. Assimiler toute critique de cette politique à une haine des Juifs est extrêmement dangereux pour la liberté d'expression. LREM devient de plus en plus antidémocratique et doit donc être combattue et, si possible, éliminée de l'échiquier politique.

2- Donc si on critique la politique d'Israël on est un fasciste antisémite et on va en taule

3- On va nous dire ce qu'il faut penser de manière officielle. Ou plutôt, on va nous délivrer la bonne pensée : la pensée officielle.

4- L'antisémitisme comme tous les racismes est Intolérable !

Le sionisme comme tous les fascismes est intolérable !

5- Tout cela est très curieux puisqu'il existe des juifs opposés au sionisme, principalement pour des raisons religieuses.

Mais bon... pas grave.

Pendant que vous y êtes, décidez aussi que toute critique de la politique du gouvernement israélien, de droite, de gauche ou du centre, est aussi une forme d'antisémitisme.

6- Finalement, il y a ceux qui ont le droit de l'ouvrir, et puis tous les autres, ceux qui n'ont que le droit de la fermer.

7- A la vitesse où va la France, il serait bien mieux de couper la langue à tous les nourrissons. On sera ainsi certain qu'ils ne prendront jamais la parole pour exprimer une opinion différente de ce que le régime veut. Je suis content de m'être barré de ce pays qui ressemble vraiment de plus en plus à une dictature. La liberté d'expression doit être totale…… et oui, on blesse forcément des gens en utilisant la liberté de parole.

8- On a vu le président du CRIF brandir victorieusement le bras girouette d'Emmanuel Macron et on a compris qui contrôle qui.

9- Oui, il est grand temps de mettre fin à l'occupation de la Palestine par les israéliens.

10- On peut être contre la politique de l'Iran et de l'Arabie saoudite sans être islamophobe et contre la politique d'Israël qui ne respecte pas le droit international sans être antisémite.

11- On commence à légiférer sur l'opinion.

12- Quelle absurdité de mêler d'aussi près la politique et la religion, le mépris de croyants avec le mépris d'une politique (et encore là il s'agit plus d'une critique d'une politique)

Cela démontre un jugement sans nuance. ce qui est justement à l'origine de l'intolérance.

13- Comment alors classer les Neturei Karta ? Il s'agit d'un groupe de juifs haredim (ultra-orthodoxes) radicalement antisioniste prônant le « démantèlement » de l'État d'Israël.

Sont ils antisémites ?

14- Sommes nous encore en démocratie ? l'article du dessus nous annonce qu'une élu de Macron a été exclue car elle

voulait défendre son point de vue sur la PMA. Maintenant on confond antisémite et antisioniste. Criminaliser la haine sur internet dire qu'un païen est différent d'un croyant c'est de la haine, dire que l'homosexualité est anormal c'est de la haine. 2 millénaires d'histoire qui ont façonné notre société jeter aux oubliettes. La dictature est en marche. Seule la pensée unique aura droit de cité.

15- Condamner un homme pour sa race est toujours à condamner.....mais condamner une politique doit toujours être possible ou alors on nie la démocratie

16- Le champ des interdits s'étend.

17- Le sujet est extrêmement délicat et risque de faire fausse route, car il revient à confondre l'appartenance à une religion et un projet politique.

L'antisionisme est le refus d'accepter une nation pour le peuple juif (Israël). L'antisémitisme est l'opprobre dont pâtissent les juifs, parce qu'ils sont juifs, où qu'ils soient.

La première position peut se discuter, en toute sérénité, la deuxième est insupportable et doit être combattue.

18- Stupide !

Cette loi interdirait de critiquer l'Etat d'Israël...

L'antiracisme interdit-il de critiquer les Etats d'Afrique ou d'Asie (ou d'Europe) ?

19- Je pense que c'est une erreur intellectuelle majeure: confondre une culture, un peuple, tout à fait respectables, avec une structure étatique dont les pratiques sont peu recommandables (colonialisme, par exemple), c'est grave; cela ne servira qu'à alimenter l'antisémitisme.

Fascisme ordinaire. Quand Le Ministère de la Vérité veut "***retirer l'agrément de tel ou tel canard***", donc les interdire.

- Le secrétaire d'Etat au Numérique souhaite la création d'un "Conseil de l'ordre des journalistes", sinon "l'Etat s'en chargera" - Franceinfo 26 juin 2019

Pour lutter contre les "fake news" et la désinformation, l'actuel secrétaire d'Etat au numérique du gouvernement est (lui aussi) favorable à la création d'un Conseil de déontologie pour les journalistes. Il l'a dit dans une interview accordée à l'agence de presse Reuters, mardi 25 juin. "Je considère qu'il doit y avoir un Conseil de l'ordre des journalistes, des journalistes entre eux, qui prennent des décisions et qui disent à l'Etat : "Vous devez retirer l'agrément de tel ou tel canard, mettre des avertissements"', explique Cédric O.

Cédric O considère que des médias comme Russia Today (RT) ou Sputnik, sous influence russe, fragilisent volontairement la démocratie "pour aboutir à l'arrivée au pouvoir de tel ou tel parti politique". "Et cela marche. Aujourd'hui, sur YouTube, la chaîne qui a le plus de visibilité ce n'est pas BFM, ce n'est pas CNews, c'est RT", ajoute le secrétaire d'Etat, selon qui "les 'gilets jaunes' ne s'informent que par RT".

Un rapport commandé par le gouvernement français prône la création d'un Conseil de déontologie qui serait toutefois dépourvu de pouvoir de sanction. Il propose que, face à un contenu journalistique qu'il juge critiquable, un citoyen aura un autre recours que la saisine du juge ou de l'éditeur. Ce rapport propose aussi qu'en cas de manquement éthique ou déontologique, le même conseil pourra émettre "des avis qui pourraient être rendus publics". Toutefois, ce Conseil n'aurait pas de pouvoir de sanction. Il jouerait davantage le rôle de médiateur.

Cette proposition de créer un "Conseil de l'ordre des journalistes" avait déjà été évoquée pendant la campagne présidentielle de 2017... par Aymeric Merleaud, un élu du Front national. "On souhaite créer un ordre des journalistes, un peu comme l'ordre des médecins, avec des journalistes à l'intérieur, avec des élections (...) en tout cas qui pourrait sanctionner des pratiques mauvaises", avait proposé le conseiller régional à l'époque.

Emmanuel Macron, alors candidat, s'était dit contre cette idée. Celui qui allait devenir président de la République avait même comparé cette proposition à l'Italie fasciste. "Je n'avais pas croisé cette idée depuis l'Italie des années 30", avait-il réagi sur BFMTV. Franceinfo 26 juin 2019

Comment procéder "***au licenciement des salariés protégés (...) sans passer par l'inspection du travail***" et sans

être "***avisés des motifs complets***" de leur licenciement.

- Communautarisme dans les services publics : «C'est un phénomène de plus en plus prégnant» - leparisien.fr 26 juin 2019

Deux députés, Éric Diard (LR) et Éric Poulliat (LREM), ont mené une mission d'information sur les services publics face au communautarisme et à la radicalisation. Le Parisien - Aujourd'hui en France dévoile, en exclusivité, ce rapport qui sera présenté, ce mercredi matin, à l'Assemblée nationale. Éric Diard, pour qui la situation « n'est pas alarmiste », mais nécessite de la « vigilance », partage les grandes lignes de son rapport.

Quelle situation avez-vous découverte ?

Elle n'est pas alarmiste. Je parlerais plutôt d'une nécessaire vigilance. Les chiffres indiquent que le nombre de fonctionnaires concernés est relativement faible.

Il faut faciliter la révocation des agents radicalisés. La question n'est pas simple car se radicaliser n'est pas un délit. Mais certaines attitudes sont incompatibles avec l'exercice d'une fonction au service du public. En guise de preuve, l'État produit des notes blanches, plus ou moins étayées car il est impératif de protéger les sources (si une personne radicalisée est dénoncée par un membre de sa famille, il ne faut pas qu'elle soit au courant).

Les juges administratifs y sont plus ou moins sensibles. Mais les services de renseignement nous ont indiqué qu'ils étaient embêtés par la transmission de ces notes. C'est pourquoi on pourrait imaginer, comme en Angleterre, une procédure contradictoire asymétrique où les fonctionnaires visés par une procédure de licenciement ne seraient pas avisés des motifs complets de celle-ci, pour des raisons de sécurité.

Mais c'est une rupture totale du respect des droits de la défense, qui plus est dans un domaine où l'opacité est déjà de mise…

Oui, c'est une rupture. Cette mesure, je le sais, ne ferait pas consensus. Mais il s'agit d'ouvrir le débat. Tout comme nous sommes favorables au licenciement des salariés protégés radicalisés sans passer par l'inspection du travail. leparisien.fr 26 juin 2019

Les pires prédateurs sont au pouvoir. Ce sont des enragés, supprimons-les !

- Renard, putois, geai des chênes**…** Dix animaux sur la liste des «nuisibles» - Le Parisien 26 juin 2019

L'arrêté qui détermine la liste des animaux considérés comme « nuisibles » et pouvant être prélevés par les chasseurs arrive à échéance dimanche prochain, 30 juin. Le ministère de la Transition écologique va prendre dans la foulée un nouvel arrêté pour la période allant de 2019 à 2022.

Selon le projet d'arrêté soumis aux internautes, la liste des animaux visés est inchangée : la belette, la fouine, la martre, le putois, le renard, le corbeau freux, la corneille noire, la pie bavarde, le geai des chênes et l'étourneau sansonnet. La dénomination utilisée pour qualifier ces animaux, elle, est modifiée. Les dix espèces ne sont plus considérées comme « nuisibles » mais comme « susceptibles d'occasionner des dégâts ».

Le nombre de départements où chaque espèce peut être chassée évolue également. À titre d'exemple, la fouine reprend ses droits dans onze départements, tandis que la pie bavarde est non grata dans cinq nouveaux départements.

Concernant le geai des chênes, « il n'y a aucun dégât avéré, pas de présence significative de l'espèce dans les départements en question », selon la l Ligue de protection des oiseaux. « Le geai des chênes est pourtant le premier "forestier" de France par le nombre d'arbres plantés (cet oiseau a l'habitude de cacher les graines et d'en oublier un certain nombre) ». Le Parisien 26 juin 2019

Ils osent tout.

- Birmanie: la Cour pénale internationale va ouvrir une enquête sur les Rohingyas - LeFigaro.fr 26 juin 2019

- Migrants : "L'humanité est en train de quitter l'Union européenne", s'alarme France terre d'asile - Franceinfo 26 juin 2019

LVOG - Comment ils cautionnent l'UE... Infâmes manipulateurs, tiers-mondistes écervelés ! N'oubliez pas que j'ai aussi la nationalité indienne...

Raymond Devos dans un sketch, en substance : Un type est xénophobe, il déteste les étrangers en général, mais quand il va en vacances à l'étranger, c'est lui l'étranger, donc il se déteste lui-même !

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie de juin est en ligne au format pdf, 128 pages. Et si on s'accordait un peu de repos ?

Après l'URSS, le terrorisme, ils ont fabriqué un nouvel ennemi encore plus insaisissable : Le réchauffement climatique !

Et ça marche du tonnerre de dieu ! Pendant combien de temps ? Voyez ce qui se passe au Soudan, en Algérie, au Honduras.

La macération risque encore d'être longue avant de retrouver la voie du socialisme scientifique, mais il ne faut jamais désespérer.

Déjà que nombreux sont ceux qui ont sombré dans le pessimisme, dans l'opportunisme ou qui ont carrément cessé le combat, et qui doivent parfois se demander où ils en sont ou pourquoi quand ils observent le résultat, on imagine que le jour où l'heure de passer à l'assaut du régime aura sonné, ils vont se demander comment ils ont pu être aveuglés ou se laisser manipulés aussi longtemps, eux seuls connaissent la réponse puisqu'ils sont hermétiques à toute explication.

Comme disait Engels (dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, je crois), on ne combat pas des personnes mais une classe sociale, celle des capitalistes, un système économique, le capitalisme et ses institutions, toutes ses représentations idéologiques, aussi je ne vise ou ne juge personne en particulier. Ceux qui me feraient ce procès, en réalité ce sont ceux qui refusent de participer à une discussion loyale.

L'idéologie du réchauffement climatique due à l'activité humaine fait souffler un air torride de réaction sur l'humanité. A entendre ses porte-parole, le capitalisme devrait se réformer et cela aurait un prix, rien que pour la France il devrait débourser plus de 500 milliards d'euros, or chacun sait qu'il n'en a pas les moyens puisqu'il est déjà en faillite.

En attendant, c'est un excellent prétexte pour justifier d'en faire payer au moins une partie à la classe ouvrière et aux classes moyennes, dont les jours sont dorénavant comptés avec ce foutu réchauffement climatique. Et comme les pays dominés dits aussi émergents ou sous-développés disposent encore moins de moyens pour régler une telle addition ou se conformer au diktat du GIEC ou de l'ONU, c'est un excellent moyen pour freiner leur développement ou mieux le contrôler pour en tirer davantage de profits, de sorte que l'hégémonie des puissances impérialistes occidentales et leurs multinationales ne soit pas remise en cause ou contestée.

Non, le capitalisme ne va pas se saborder ou se suicider, cette imposture est justement faite pour l'éviter. Ils n'ont rien trouvé d'autres que se livrer à une gigantesque destruction planétaire de forces productives et de marchandises déjà produites pour

le sauver, équivalente aux destructions qu'auraient causé une nouvelle guerre mondiale, à laquelle hélas ils ont dû renoncer jusqu'à présent, puisque cela trotte quand même dans la tête des fous furieux de l'Otan et du Pentagone ou encore de la Fed, leur maître à tous.

En réalité ces destructions ne seront pas suffisantes et trop lentes à réaliser, d'où la nécessité de nous imposer aussi la régression de notre niveau de vie ou de nos besoins. Aussi, plus que jamais l'abolition du capitalisme est à l'ordre du jour, la révolution socialiste au cours de laquelle les exploités et les opprimés s'empareront du pouvoir politique pour décider eux-mêmes leur destin, l'organisation et l'orientation de la société.

- Au format pdf (32 pages)

La "***transition écologique***", c'est l'instrument de la transition vers le totalitarisme.

L'air de rien, nos ennemis ont testé grandeur nature à l'échelle mondiale l'influence et la capacité de nuisance de leur formidable machine de propagande de guerre tournée contre tous les peuples, et avec un certain succès il faut bien l'admettre, il vaut mieux le reconnaître que faire dans le déni pour mieux la combattre.

Un argument choc à opposer aux dictateurs en herbe, aux fanatiques, aux hystériques de la "*transition écologique*" :

- Cela ne vous gêne-t-il pas de demander à ceux qui nous pourrissent la vie au quotidien de la mettre en oeuvre, parce que vous croyez vraiment qu'ils en ont quelque chose à foutre de notre bien-être ? Ma parole, vous êtes tombés sur la tête, vous vous êtes laissé manipuler sur cette question comme sur bien d'autres d'ailleurs. Réagissez et réservez vos coups au régime, au capitalisme, à Macron, aux institutions pour les abattre et qu'ils cessent de nuire définitivement à nos intérêts et à la planète.

"***Si l'on ne veut pas voir toute la société périr.***" (F. Engels)

Dans la causerie du 19 mai 2007

- Dans *Anti-Dühring*, Engels écrivait : "*Si, pour croire au bouleversement en marche du mode actuel de répartition des produits du travail, avec ses contradictions criantes de misère et d'opulence, de famine et de ripailles, nous n'avions pas de certitudes meilleure que la conscience de l'injustice de ce mode de répartition et que la conviction de la victoire finale du droit, nous serions bien mal en point et nous pourrions attendre longtemps.*"

Engels ne croyait pas si bien dire ! La seule conscience de l'injustice et des inégalités croissantes ne suffit pas. Il expliquait ensuite que l'abolition du capitalisme et l'avènement du socialisme n'était pas une lubie ou un caprice, mais une "*nécessité irrésistible*" issue du développement du capitalisme lui-même, "si l'on ne veut pas voir toute la société périr." Et il terminait ainsi : "*c'est sur ce fait, et non dans des idées de tel ou tel théoricien en chambre sur le juste et l'injuste que se fonde la certitude de la victoire du socialisme moderne.* " (Editions sociales, page 186) Vaincre ou périr, socialisme ou barbarie. Au diable ou au charbon les théoriciens (c'est la même chose pour eux !) et leurs certitudes véreuses qui nous ont menés où nous en sommes !

C'est toujours difficile d'enchaîner après Engels ou Marx, personnellement je crains toujours de ne pas être à la hauteur et de dire une connerie, cependant un exemple me vient à l'esprit pour illustrer ce qui vient d'être dit. Quand les travailleurs apprennent qu'un actionnaire empoche des millions d'euros alors qu'ils perçoivent des salaires de misère, la question n'est pas de savoir si c'est injuste et dégueulasse, cela l'est et il est inutile d'en discuter, par contre, ce qui est intéressant de mettre en évidence, c'est le fait qu'ils participent activement à la production par leur travail, à la création de richesses, alors que l'actionnaire en est totalement étranger, c'est uniquement un parasite qui est juste là pour leur pourrir la vie et empocher des millions d'euros et dont on pourrait très bien se passer. Si l'on reprend la méthode d'Engels et Marx, on peut aider à faire progresser le niveau de conscience politique du prolétariat et construire un parti. Expliquer simplement la nécessité de passer au socialisme, cela n'a rien de sorcier à ma connaissance, cela vaut bien des centaines d'éditoriaux et de tracts où l'on répète sans cesse la même chose, non ?

Quelques remarques sur le ***Projet de programme d'action politique pour la classe ouvrière*** du POID.

Quand il affirme que "*la rupture avec la Ve République* était naguère "*la position commune de tous les partis de « gauche »*", par expérience on serait en droit d'en déduire qu'un programme n'engage visiblement à rien, hormis ceux qui y croient, cette mention est plutôt malheureuse et peut se retourner contre leurs auteurs. Le PS et le PCF maintiendront jusque dans les années 80 des références au marxisme ou au socialisme dans leurs programmes, pour entretenir le plus longtemps possible l'illusion qu'ils n'avaient jamais rompu avec leur origine ouvrière lors du premier quart du XXe siècle, et détourner les travailleurs des courants politiques qui luttaient pour le socialisme.

Ils profitèrent du nouveau cycle du capital entamé après la Seconde Guerre mondiale, ainsi que du développement de la lutte des classes qui était alors favorable à la classe ouvrière, deux facteurs qui devaient s'accompagner d'importantes concessions de la part des capitalistes à la classe ouvrière ou de réformes sociales, qui eurent surtout pour fonction de désarmer le

mouvement révolutionnaire et de permettre la reconstruction de l'Etat et de la machine capitaliste en partie détruite pendant la guerre, au point de faire oublier leur reniement ou trahison du socialisme... La combinaison de ces facteurs allait être fatale au mouvement ouvrier, dès lors qu'aucun courant politique ne parviendrait à s'en extirper.

A notre époque, celle de l'impérialisme pourrissant virant au totalitarisme, on ne peut dissocier la rupture avec le capitalisme de celle avec les institutions nationales (notamment), et finalement peu importe qu'un parti participe ou non aux institutions puisque, c'est son orientation ou sa position par rapport au capitalisme qui est en dernier ressort l'élément déterminant ou qui permet de le caractériser. Tous les partis qui n'expriment pas la nécessité de rompre avec le capitalisme, que ce soit dans un programme ou des déclarations à l'Assemblée nationale, doivent être caractérisés d'opportunistes et nous appelons les travailleurs et les militants à s'en détourner.

Revenons au début de cet article.

Cette mention est d'autant plus inappropriée que la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses ne figure nulle part dans ce programme. Or, quand un travailleur a participé à la lutte de classes, qu'il a fait grève, participé à une réunion, un meeting, une manifestation, l'instant d'après il retombe sous la coupe de la machine de propagande infernale de la classe dominante et il en oublie de tirer les leçons de cette expérience qui auraient pu lui servir par la suite. Si on demandait où se situe le point de rupture entre le parti et les masses, il ne faut pas chercher ailleurs.

Les lecteurs ou les militants qui sont habitués à fréquenter ce portail ne se retrouvent pas dans cette situation désagréable, du fait qu'on mène la guerre de classe sur tous les fronts à la fois sans exception, ainsi, en principe, on leur fournit la possibilité de demeurer en permanence sur le terrain de la classe ouvrière, on ne tolère aucune faille, ou alors c'est moi qui ait failli ou qui par distraction ait manqué de perspicacité, ce qui peut toujours arriver évidemment, mais en règle générale, je crois qu'on tient bien la barre fixée sur notre objectif et qu'on n'en dévie pas, tout du moins telle est notre farouche volonté.

Dès lors qu'on ne désigne pas et qu'on ne combat pas les instruments qui concourent à influencer les masses, il ne faut pas s'étonner si les travailleurs manifestent des réticences à vous suivre après avoir exprimé leur accord avec votre programme ou son orientation générale. La propagande officielle fonctionne comme un puissant repoussoir qui incite les travailleurs à ne pas s'engager. Comment ? En flattant insidieusement leurs faiblesses que vous refuser d'admettre, mais que nos ennemis connaissent et cultivent quotidiennement non sans un certain succès comme on peut le constater.

Tout le monde se demande comment on a bien pu en arriver à cette situation-là, mais personne ne souhaite réellement se pencher sur cette question, donc forcément les réponses qui découlent de ce déni n'aboutissent à rien, hormis mettre en évidence l'impuissance de ceux qui les ont formulées.

On va me rétorquer que j'y tiens absolument à ma théorie de l'embourgeoisement des masses, je dirais que combiné aux instruments aussi multiples que sophistiqués que les capitalistes ont inventés pour conditionner les masses, force est d'observer qu'ils semblent s'imposer, non ?

Il me semble indispensable de faire le lien ou plutôt de mettre en lumière le lien qui existe entre cette guerre idéologique et psychologique avec les mesures antisociales et liberticides élaborées par les gouvernements successifs depuis près de 40 ans pour pouvoir les adopter plus facilement, tout en divisant et disloquant le mouvement ouvrier, cela va s'en dire.

Il faut bien comprendre que si les travailleurs prenaient conscience de ce lien, il constituerait une sérieuse menace pour le régime, ou tout du moins il participerait à leur maturation ou à leur radicalisation politique, il favoriserait leur indépendance de classe, leur degré d'ignorance du fonctionnement de la société sur lequel repose en grande partie la survie du régime s'en trouverait réduit, ce qui ne manquerait pas de renforcer leur détermination à ne plus accepter le moindre sacrifice supplémentaire ou à passer à l'action.

Un programme d'action politique qui ne prendrait pas en compte ce facteur déterminant, ne servirait à rien en conclusion, c'est tout du moins celle à laquelle je suis parvenu en observant le comportement des masses.

Les détracteurs de ma théorie m'accuse de porter un jugement injuste sur les masses, alors qu'en réalité je ne fais que rendre compte de leurs comportements, tels que chacun peut l'observer à condition de faire preuve d'un minimum d'honnêteté.

Si telles étaient mes intentions, je me demande comment j'aurais fait pour supporter de vivre 24h/24 parmi les couches indiennes les plus arriérées et les plus influençables de la classe ouvrière sans me livrer à au moins un homicide par jour ! Et les couches supérieures ou les classes moyennes ne sont pas meilleures, pire, elles justifient et participent à la corruption... qu'elles dénoncent de préférence !

Un peu de sérieux, s'il vous plaît, la situation est déjà suffisamment insupportable, menaçante et dramatique pour qu'on n'en rajoute pas. Moi, c'est cela qui m'exaspère le plus.

Hormis cette lacune, on peut partager le programme du POID, ce qui ne signifie pas que je cautionnerais ses faiblesses, disons que l'essentiel y figure et cela nous convient.

Une fois ramené l'homme à sa juste place.

En admettant que la température globale de la terre augmente, il n'en demeurerait pas moins qu'elle serait dû à des phénomènes naturelles, et non à l'activité des hommes ou au développement économique dont l'incidence reste au demeurant insignifiante, moins de 10%.

Cette propension à accorder à l'activité humaine plus d'importance ou d'effet qu'elle en a sur le climat, est manifestement devenue contagieuse et dangereuse. Même les personnes les mieux intentionnées sont sujettes à se laisser influencer par cette théorie comme j'ai pu l'observer, apparemment parce qu'elles ignorent les véritables données en la matière, tout du moins c'est ce que l'on veut croire à défaut d'autres explications.

Du coup, elles en arrivent à réclamer des mesures radicales pour faire baisser la température ou la contenir au niveau actuel, reprenant ainsi à leur compte le discours de l'oligarchie relayée par tous les gouvernements occidentaux, qui eux comptent en faire payer le prix lourd à tous les peuples, à commencer par leurs couches les plus défavorisées ou les plus nombreuses, tandis que les nantis seront épargnés, comme toujours. Ils tombent donc à pieds joints dans cette supercherie qui est destinée à préserver l'hégémonie des puissances impérialistes occidentales sur le reste du monde, et plus particulièrement sur le prolétariat.

Leur confusion les amène à prôner une "rupture anticapitaliste révolutionnaire" (Daniel Tanuro) pour parvenir à réaliser les objectifs définis par le GIEC, tout en donnant à leur discours un contenu diamétralement opposé à celui des écologistes conforme au socialisme. En voici un exemple :

- "*Une chose est de mettre en avant des revendications partielles, correspondant au niveau de conscience, dans le but d'amorcer un processus de radicalisation par la lutte, et de commencer ainsi à jeter un pont sur le gouffre ; autre chose est de faire croire que la concrétisation de ces revendications partielles par un gouvernement quelconque suffirait à empêcher que la catastrophe se transforme en cataclysme. Car ce n'est pas vrai. Pour avoir une chance sur deux de rester sous 1,5° C de réchauffement sans recourir à des technologies d'apprentis-sorciers, il faut que les émissions mondiales nettes de CO2 diminuent de 58 % d'ici 2030, de 100 % d'ici 2050, et soient négatives au-delà de cette date. Il est rigoureusement impossible d'atteindre ces objectifs, et même de s'en approcher, sans rupture anticapitaliste révolutionnaire.*" (Daniel Tanuro : « Collapsologie : toutes les dérives idéologiques sont possibles » - Entretien inédit pour le site de Ballast - www.revue-ballast.fr)

Rappelons pour ceux qui ne l'ont pas lu ou qui ne l'ont déjà plus à l'esprit un extrait de la causerie du 29 juin qui démontait l'argument auquel se référait Daniel Tanuro dont j'ignorais l'existence jusqu'à hier :

climato-realistes.fr - En réalité la teneur de l'air en CO2 est une conséquence des températures de la zone intertropicale de dégazage, il n'y a dans l'air que 6% de CO2 qui vienne des combustibles fossiles (le reste vient des dégazages naturels des océans et des sols), et la teneur de l'air en CO2 n'a aucun effet car les émissions infrarouge thermique du globe qui refroidissent la surface et la troposphère sont à 90% celles de la vapeur d'eau et des nuages: la teneur en vapeur d'eau de la haute troposphère (là où devrait se voir un effet de plus de CO2) a, comme observé depuis 40 ans, diminué et le rayonnement infrarouge du globe augmenté … sans que l'on voie la moindre trace du forçage radiatif par plus de gaz à effet de serre qui suppose a priori que la vapeur d'eau aille croissant dans la haute troposphère.

Rappelons encore que le cumul des émissions de CO2 venant de combustibles fossiles depuis 1751 représente 1% (un pour cent) du carbone qui circule entre les océans l'air et la végétation et les sols (440 Gt-C (fin 2018) pour 42000 Gt-C). https://www.climato-realistes.fr 13 mai 2019

Cela dit cet écosocialiste (Daniel Tanuro) se distingue radicalement de Mélenchon et ses semblables, quand il estime que l'éradication du capitalisme est une nécessité impérieuse et urgente, jusque là nous sommes d'accord avec lui, mais on ne peut pas le suivre quand il attribue au capitalisme la responsabilité du réchauffement climatique.

Extraits.

- Une rupture radicale avec l'idée que le socialisme serait nécessaire pour « libérer les forces productives matérielles des entraves capitalistes » et permettre ainsi leur « développement illimité », condition de l'émancipation humaine par la « domination de la nature ». Il est vrai que, chez Marx, chercheur à la pensée ouverte, les formules prométhéennes sont soit encadrées, soit contrebalancées ailleurs par un naturalisme sincère et une analyse qui met à nu le caractère destructeur du capitalisme. Dans Le Capital, il écrit que « la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés, gèrent rationnellement leur échange de matière avec la nature et le fassent dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine ». John Bellamy Foster voit dans cette formule la marque d'une « écologie de Marx ».

Mais, premièrement, cette « écologie » est un chantier collatéral à peine entamé par Marx lui-même. Deuxièmement, et surtout, les marxistes ultérieurs ont abandonné ce chantier pour retomber dans les formules stéréotypées et mécanistes sur « le progrès ». Il y a quelques exceptions — Walter Benjamin est la plus remarquable —, mais elles sont restées marginales. La dégénérescence stalinienne ne suffit pas à expliquer cette réalité. La critique doit creuser plus profond. Il faut, sans anachronisme mais sans complaisance, débusquer les conceptions qui ont encombré le marxisme de « scories productivistes », comme disait Daniel Bensaïd. Ce travail a acquis aujourd'hui une importance considérable, pour la simple raison qu'une réponse socialiste non productiviste est la seule alternative à la catastrophe écologique qui grandit sous nos yeux. (...)

En effet, les conceptions « productivistes » ont été historiquement hégémoniques à gauche. Encore faut-il s'accorder sur le terme. Le système soviétique doit sans aucun doute être considéré comme productiviste, mais il s'agissait d'un productivisme bureaucratique absurde : il était ancré dans la défense des privilèges parasitaires de la caste au pouvoir, pas dans les rapports de production. Ce productivisme n'a pas plus à voir avec la pensée de Marx que l'Inquisition n'a à voir avec le message de Jésus Christ. Dès les premières pages du Capital, sa comparaison des deux mouvements M-A-M et AM- A'5 amène Marx à la conclusion que le second, qui définit le capital, implique forcément une tendance au développement sans fin. Cette tendance est au coeur du capitalisme puisqu'elle découle de son objectif fondamental — la production de (sur)valeur abstraite6. Logiquement, y substituer la production de valeurs d'usage doit donc y mettre fin. Dans ses Théories sur la plus-value, Marx revient sur la question par un autre biais, plus technique : la concurrence pour le profit conduit à une augmentation fantastique du capital fixe, donc à un « lock-in7 » technologique de long terme, donc à une obligation despotique de produire — le « lock-in » du capital dans le système énergétique fossile est d'ailleurs un bel exemple. Concluant le raisonnement, il évoque la tendance du capital à « produire pour produire, qui implique aussi de consommer pour consommer ». « Produire pour produire » pourrait être une bonne définition du productivisme.

À cette aune, Marx n'est pas productiviste, en dépit de ses ambiguïtés prométhéennes. Mais, à cet égard, on peut douter qu'aucun·e marxiste l'ait été : n'avaient-ils et elles pas tous et toutes pour but l'instauration d'une économie axée sur la satisfaction des besoins humains réels par la production de valeurs d'usage ? On voit ainsi que la question n'est pas si simple. En fait, l'emprise productiviste à gauche ne renvoie pas au « produire pour produire » mais à l'idée stratégique que le capital, en développant les forces productives, rapproche l'humanité de l'émancipation socialiste, du règne de la liberté. Or au-delà d'un certain point, c'est le contraire qui est vrai. Il serait dès lors peut-être utile de distinguer le productivisme de ce qu'on pourrait appeler l'idéologie productiviste de domination sur la nature, ou l'idéologie instrumentale du progrès technique sans bornes. Selon moi, c'est cette idéologie qui est hégémonique à gauche depuis deux siècles. Mais elle n'est pas facile à combattre, car elle s'enracine non seulement dans la logique économique du capital mais aussi dans la situation schizophrénique que cette logique impose aux exploité·e·s, contraint·e·s de vendre leur force de travail pour survivre. Cette dure réalité fonde le productivisme dans la social-démocratie gestionnaire et dans les organisations syndicales réformistes, pour lesquelles l'emploi dépend de la croissance. En tant qu'écosocialistes, nous sommes dans la continuité du Marx écologiste quand nous y opposons l'idée qu'il faut d'urgence produire moins et partager plus, notamment partager le travail nécessaire.

LVOG - Ici, en Inde et dans tous les pays encore en voie de développement, il faut produire plus pour pouvoir élever le niveau social et de conscience politique des masses... Des marxistes ont en effet soutenu cette idée mécaniste que la dynamique d'accumulation conduirait automatiquement à un écroulement du capitalisme. Ce fut notamment le cas dans l'entre-deux guerres d'un auteur allemand, Henryk Grossman, qui en avait fait un véritable dogme. Il y a effectivement des similitudes fortes entre cette théorie et celle de l'effondrement écologique inévitable de la « société thermo-industrielle », qui est défendue aujourd'hui par certains courants verts. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard qu'un petit courant « marxiste collapsiste » a fait sa réapparition récemment dans le monde hispanophone, en Amérique latine notamment. Les écosocialistes pour leur part refusent ce fatalisme de l'effondrement. Que la situation soit gravissime, c'est l'évidence même. Mais le capitalisme ne s'écroulera pas de lui-même, ni sous le poids de ses contradictions internes, ni du fait de la crise écologique. Sa logique pousse au contraire des secteurs des classes dominantes à envisager des moyens néo-malthusiens, barbares, pour se sauver et sauver leurs privilèges. Face à cette menace très concrète, je crains que le fatalisme de l'effondrement inévitable sème la résignation. Or, nous avons urgemment besoin de lutte, de solidarité, et d'espérance.

LVOG - La suite est beaucoup plus confuse et pleine de contradictions, même s'il prend la précaution de préciser que : "*Si les géologues sont cohérents avec leurs critères de géologues, alors le changement d'ère n'intervient pas avant la deuxième moitié du XXe siècle, ce qui signifie que les interprétations misanthropiques du terme « Anthropocène » sont contrées : ce n'est pas l'espèce humaine qui est responsable mais son mode historique de production. Cet aspect est décisif, car le danger d'une misanthropie essentialiste basée sur une pseudo-science est très réel aujourd'hui, et se développe dans le sillage de la barbarie capitaliste montante.*"

Il se fourvoie notamment quand il reprend à son compte la propagande officielle : "*Il faut impérativement, pour rester dans les clous écologiques, réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre, donc l'extraction, le transport et la transformation de matières, donc la consommation d'énergie*" ou encore, il faudrait se résigner à "*l'absolue nécessité de réduire la production matérielle et les transports pour atteindre les niveaux nécessaires de réduction des émissions de gaz à effet de serre.*"

Cela l'amène à formuler des voeux pieux dans le cadre du régime en désespoir de cause : "*...c'est vers ces « solutions » d'apprenti-sorcier que le « capitalisme vert » s'oriente aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que la seule manière rationnelle d'équilibrer l'équation climatique est intolérable pour lui. En quoi consisterait-elle ? Il faudrait décréter une mobilisation générale, dresser un inventaire de toutes les productions inutiles ou dangereuses, de tous les transports inutiles, et les*

supprimer purement et simplement — sans indemnités pour les actionnaires — jusqu'à atteindre les réductions d'émissions nécessaires. Il va de soi que cette opération requiert des mesures draconiennes, notamment la socialisation des secteurs de l'énergie et du crédit, la réduction massive du temps de travail sans perte de salaire, la reconversion des personnels dans des activités utiles avec garantie du revenu, et le développement de services publics démocratiques."

LVOG - Mais qui pourrait adopter ces "*mesures draconiennes*" (sinon un gouvernement ouvrier), à l'issue de quel processus politique (sinon une révolution liquidant les institutions de la Ve République) ? Pas de réponse.

Cela dit il est plus proche du socialisme que la plupart de ceux qui s'en réclament à gauche et à l'extrême gauche ou des écologistes en général : "*Si on n'identifie pas la responsabilité historique majeure du capitalisme, comment faire prise, où est l'issue possible ? Pour certains, il n'y en a pas, la Terre souffre d'une maladie qui s'appelle humanité et n'en guérira qu'avec l'élimination de cette engeance.*"

LVOG - C'est bien beau d'identifier "*la responsabilité historique majeure du capitalisme*" en admettant la théorie selon laquelle il serait responsable de la hausse de la température, ce que nous rejetons, estimant qu'elle est le produit d'un phénomène naturel, mais il ne nous propose rien pour mettre un terme au capitalisme. Il n'est pas le premier à faire le procès du capitalisme, preuve que cela n'engage à rien les sociaux-démocrates et les staliniens l'avaient fait également bien avant lui, on connaît la suite.

On retrouve là le numéro d'illusionnisme des opportunistes qui dénoncent les méfaits du capitalisme et étalent leur impuissance ou leur refus de le combattre, en ne proposant aucun moyen et aucune alternative politique pour y mettre un terme, contrairement au POID par exemple.

La seule "*issue possible*" à la crise du capitalisme, c'est la transition socialiste, l'éradication du capitalisme de la surface de la planète, l'instauration d'une République sociale universelle qui mettrait un terme à l'exploitation et à l'oppression, ainsi qu'au saccage de notre planète, ce qui passe par la construction d'un parti socialiste révolutionnaire dans chaque pays et la fondation d'une Internationale dont les participants partageraient ces objectifs.

Quelques aphorismes pour se mettre en condition, les âmes sensibles vont en avoir besoin !

- Ceux qui font une fixation sur l'homosexualité, en fait, ils ne parlent jamais de sexualité, c'est à croire qu'ils ont un problème avec leur propre identité sexuelle qu'ils n'ont jamais réussi à assumer.

- Autrefois on disait que les goûts et les couleurs ne se discutaient pas, cela signifiait que chacun était libre d'avoir les siens. Dorénavant dans tous les domaines on cherche à nous en imposer.

- Le comble de l'intolérance, ce n'est pas de s'en prendre à ceux qui sont différents de nous, c'est de nier ces différences pour imposer une norme unique.

Pschitt ! Les médias dégazent.

LVOG - Poutine n'a pas un comportement normal, il est dingue et dangereux ce type, quand on vous le dit, hein ? Mais quand Macron manifeste un caprice de monarque, c'est tout à fait normal, puisqu'on vous le dit.

Peur d'être empoisonné ? Vladimir Poutine vient avec sa tasse au G20 - Le Parisien 29 juin 2019

Peur d'être empoisonné ou simple lubie d'amateur de thé ? Le président russe Vladimir Poutine a apporté sa propre tasse vendredi au dîner clôturant la première journée du G20... Le Parisien 29 juin 2019

Emmanuel Macron : ce petit luxe surprenant prévu par l'Élysée lorsqu'il se déplace - Gala.fr 28 juin 2019

« Les gens de l'Élysée se déplacent avec leur vaisselle », confie Christophe Monnereau président de la SNSM dans les colonnes de Libération. Gala.fr 28 juin 2019

NOUS Y VOILA !

Malthusianisme et eugénisme.

- Qui plaide pour la création d'un "*organisme mondial de la démographie*" pour "*définir ce que devrait être une planification de la démographie de la planète*", à ses yeux l'un des défis majeurs du 21e siècle.(AFP 27 juin 2019)

Réponse : Nicolas Sarkozy livre, dans "Passions" (Éditions de L'Observatoire) qui paraît ce jeudi.

LVOG - Après avoir relayé L'effroyable imposture (Thierry Meyssan) du 11 septembre 2001, après avoir repris la théorie du mondialisme ou la stratégie néolibérale de l'oligarchie destinée à instaurer un nouvel ordre mondial ou un régime totalitaire planétaire, après avoir évoqué la mise en place d'un système financier mafieux anglo-saxon destiné à empêcher notamment l'effondrement du capitalisme, on devrait plutôt dire, l'accompagner pour atteindre le but politique cité ci-dessus, voilà que ces derniers jours l'auteur de ce portail a publié un document de 1999 sur le mouvement écologiste malthusien, relayant la théorie d'un complot eugéniste destinée à réduire de force ou à son insu la population mondiale des deux tiers ou des trois quart ou plus encore selon ses idéologues...

Bref, Tardieu s'éloigne de plus en plus de la lutte de classes, il sombre résolument dans le marais du complotisme, il a rompu avec le marxisme et le socialisme, patati patata, et j'en passe et des meilleurs. Ainsi le veulent mes contradicteurs dogmatiques ou éclectiques jusqu'au fanatisme c'est selon, à l'esprit bornés ou étroit, pour justifier leur opportunisme, versant en permanence dans le déni de la réalité ou se détournant des faits pour finalement étaler leur impuissance à inverser le cours de la lutte de classes.

Mais voilà, les faits me donnent raison généralement, pas forcément immédiatement, quelque temps plus tard

LFIN

- Le député François Ruffin, électron libre qui s'est parfois montré ambigu sur son propre rôle dans la présidentielle, a déclaré au Point jeudi: "*En 2022, il n'est pas évident que notre famille politique doive absolument présenter un candidat. Les choses ont changé : LFI n'est plus hégémonique à gauche. Si une autre candidature semble meilleure pour défendre le progrès social, il faudra peut-être s'y rallier.*" AFP 28.06

LVOG - Ces gens-là n'ont pas de principes ou ils sont prêts à les brader à la première occasion, comme quoi ils ne sont pas dignes de confiance.

En route... vers l'Ancien Régime ou la monarchie oligarchique absolue.

- "*Il y a une effervescence dans le monde de la pensée, dans le monde éditorial, avec des recherches théoriques, parce que si la planète est un peu hors de contrôle aujourd'hui, il est temps de se demander comment on en est arrivé là. Et de repenser un certain nombre de nos visions du monde qui ont dominé notre modèle de développement depuis deux ou trois siècles*". L'historien des sciences, directeur de recherche au CNRS, Christophe Bonneuil. francetvinfo.fr 27.06

LVOG - Autant dire que nous arriverions à des conclusions diamétralement opposées aux siennes, puisqu'elles consistaient dans cet article à nier le processus dialectique matérialiste et historique qui est à l'origine de la transformation ou de l'évolution de l'homme et de la société, de la nature ou de la matière en générale.

Le CNRS regorge de négationnistes qui ont adopté l'idéologie nihiliste, qui consiste à déconstruire le savoir pour favoriser le chaos dans lequel seule la classe dominante peut tirer son épingle du jeu...

Le réchauffement climatique, un élément de chantage économique. Macron la menace.

Les Echos précise que pour les chefs d'Etat et de gouvernement du G20, la lutte contre le réchauffement climatique et le maintien des objectifs de l'accord de Paris constitue une « ligne rouge » à ne pas franchir : la mention d'« irréversibilité » de l'accord de Paris signé en 2015, qui prévoit de contenir le réchauffement climatique bien en dessous de +2°C, voire +1,5°C, d'autant plus que "la posture est d'importance après la poussée des verts aux élections européennes du mois dernier" (Les Echos)

Les Echos - Le chef de l'Etat français en fait même l'une des conditions sine qua non pour donner son feu vert à un éventuel accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mersosur que les deux partenaires continuent de négocier à Osaka en marge de ce sommet du G20.

« Si le Brésil quittait l'accord de Paris, nous, on ne pourrait pas signer des accords de commerce avec lui », a averti Emmanuel Macron. Les lignes rouges sont simples : « l'accord doit affirmer les règles environnementales européennes, comporter des assurances de préservation de la filière bovine européenne et française et mentionner explicitement l'Accord de Paris », indique l'Elysée. Les Echos 28.06

Les plus grands trafiquants de came : L'armée et les services de renseignements, les banquiers blanchisseurs.

- Brésil: «Aerococa», l'affaire qui embarrasse Jair Bolsonaro - LeFigaro.fr 27 juin 2019

La police espagnole a arrêté mardi à Séville un sergent de l'armée de l'air brésilienne qui transportait à bord d'un avion officiel 39 kg de cocaïne. Le chef de l'État, qui devait atterrir quelques heures plus tard en Espagne avant de rejoindre le G20 au Japon, a été sommé de réagir.

L'affaire embarrasse jusqu'au sommet de l'État brésilien. Lors d'un contrôle douanier réalisé mardi à l'aéroport San Paul de Séville, la police espagnole est tombée sur une valise remplie de 39 kg de cocaïne, emballés dans 37 paquets, a indiqué mercredi la Garde civile. Or le propriétaire présumé de cette valise n'est autre qu'un des membres de l'équipage de l'avion militaire qui transportait l'équipe avancée du président brésilien, Jair Bolsonaro, au sommet du G20 au Japon.

L'avion qui transportait le président brésilien a quant à lui dévié de sa route, faisant finalement escale à Lisbonne au lieu de Séville. Aucune explication officielle n'a été fournie pour justifier ce changement. LeFigaro.fr 27 juin 2019

LVOG - Des internautes ont fait remarquer à juste titre que ce genre de trafic de l'armée existait avant l'élection de Bolsonaro.

Je rappelle l'anecdote du second (un colonel ?) de la base aérienne de Villacoublay en 1975, qui m'avait dit que lorsque les mirages revenaient de mission au Liban, ils étaient bourrés de cannabis. Il avait décidé sur la cinquantaine de ne pas rempiler et de reprendre des études universitaires. Pendant les 12 jours de mon service militaire passé à l'infirmerie, régulièrement il viendra me rendre visite et m'apportera des gâteaux, chocolats et des fraises. Il m'a dit que j'avais raison de détester l'armée et de vouloir être réformé.

En complément. La CIA et le Pentagone veillent sur vos cultures.

- La production de cocaïne au plus haut dans le monde - Les Echos 26.06

Avec 1.976 tonnes produites en 2017, la production de cocaïne a connu un bond de 25 % par rapport à 2016, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans un rapport publié ce mercredi.. Cet essor est notamment lié à l'extension des cultures en Colombie, ainsi qu'à la hausse de la demande au niveau mondial.

Cet essor de cette drogue absorbée principalement par les marchés d'Amérique du Nord et d'Europe est notamment lié à l'extension des cultures et des capacités de production en Colombie, souligne encore l'ONUDC.

Dans ce pays assurant quelque 70 % de la production mondiale, les surfaces d'arbres à coca ont progressé de 17 % en 2017.

A l'inverse, la production d'opium s'est effondrée pour la première fois en deux décennies, avec un recul de 25 % en 2018, à 7 790 tonnes, relève l'ONUDC. Celui-ci s'explique notamment par une baisse de 17 % des surfaces de pavot cultivées en Afghanistan, un pays qui assure plus de 80 % de la production mondiale.

Ce recul doit toutefois être relativisé, car il intervient après un bond de 65 % de la production d'opium en 2017. Elle avait alors atteint son plus haut niveau depuis les premières estimations de l'ONUDC, au début des années 2000.

Au total, quelque 585 000 décès ont été répertoriés en 2017 dans le monde en lien avec la consommation de drogues, contre 450 000 en 2015. Cette progression est liée en partie à une meilleure prise en compte statistique dans certains pays comme l'Inde et le Nigeria. Elle n'inclut toutefois pas la Chine. Au total, plus de 270 millions de personnes consomment de la drogue chaque année, le cannabis se taillant la part du lion avec 188 millions d'adeptes, selon l'ONUDC. Les opioïdes affectent 53,4 millions de consommateurs. Le Monde et Les Echos 26.06

MYSTIFICATION. ILS SOUFFLENT LE CHAUD EN ÉTÉ, LE FROID EN HIVER.

- À quand la fin de la canicule en Europe ? - euronews 30 juin 2019

A Londres aussi, il a fait près de 35 degrés. Dernière journée de canicule pour les Londoniens : dix degrés de moins sont attendus ce dimanche sur la capitale britannique.

La fin de la canicule pour lundi ?

Les températures doivent également baisser en France, essentiellement en début de semaine. euronews 30 juin 2019

Paroles et témoignages d'internautes.

1- On nous a expliqué la semaine dernière qu il allait faire très chaud à cause d'une masse d'air provenant du Sahara...

Celle-ci est passée sur notre territoire, il a fait chaud... et actuellement elle est train de se déplacer et de perdre en intensité...nous le constatons par une diminution notable des températures...

Faut vraiment que cette psychose collective et démesurée passe elle aussi...

2- 10 km au nord de St Nazaire et 300 m de la mer, pourquoi les médias ne parle pas de chez moi en ce moment 13° avec flotte et tantôt 22° maxi?

3- Figurez-vous que ce matin au sud de la Libye il fait 13° et tenez-vous bien seulement 8° à Ialwahat en Egypte !

4- Pointe Finistère :

Lundi 24 juin, 16°, j'ai remis le chauffage, trop froid !

- Jeudi, vendredi, samedi matin, du vent, de la pluie, un petit 18°, une brume à couper au couteau, visi de moins d'un demi mille.

- samedi 15:00- enfin qq rayons de soleil, pour 21°

Sommes-nous en France ? Ou est-ce que BFMTV a été piratée ?

5- J'étais à Londres la semaine dernière, il faisait 18/20 et en fin de journée ça caillé il fallait le pull voir plus le vent fort et froid, des fois il n'y avait que 16 avec le vent le ressenti pas terrible, mais au moins c'était bien respirable.

6- Miami: 28°C. La canicule doit être un truc très Français de France. Va falloir que les médias fassent un plus gros effort.

7- Pourquoi ce catastrophisme, ne serait ce pas pour nous faire "avaler" le réchauffement climatique?

8- Je suis en Europe au Portugal et on a que 26°.

9- À Biarritz, il fait 18 degrés C.

10- En Vendée, un jour de canicule, aujourd'hui 25°, ciel couvert ! Et ça fait du bien.

11- Chez moi j'ai eu seulement 2 jours de chaud, 33 et 36°, aujourd'hui ça caille, 21° à 18h.

12- Venez du côté de Perros Guirrec vous ne serez pas déçu il fait à cette heure 19` On annonce 13degres pour demain matin !

13- Actuellement, 19 degrés à Ribadeo dans le Nord de l'Espagne.

14- Il fait chaud .. on nous dit jamais où sont placés les thermomètres... Je connais quelqu'un en Provence son thermomètre est monté à 48° sur sa terrasse carrelée à l'ombre d'un toit. Mais une dizaine de mètres en biais en face se trouve l'unité extérieure d'une grosse clim qui souffle dare dare... Alors les records de températures c'est du pipo pour fixer sur du papier et intoxiquer la France profonde et surtout les enfants (une honte) ..

15- Et à Moscou il fait 11 degrés Celsius en ce moment.

Plus le mensonge est gros mieux c'est. Sauf que c'est publié par un journal censé être de référence. Je pense qu'à un tel stade de propagande écologiste alarmiste, je vais supprimer mon abonnement au Figaro qui a définitivement perdu toute crédibilité sur ce sujet en quelques années. Curieuse évolution, il faudrait creuser sans doute du côté de l'actionnariat ?

16- Seul l'est de la France et en particulier Rhône Alpes verra sa moyenne en hausse de 2°C alors que l'ouest sera dans la norme.

Le mois de mai étant à-1°C comparé à la moyenne des mois de mai, en effet, ce dernier mois de mai fut particulièrement froid.

17- Mais il y a en même temps une vague de froid sur l'Atlantique et l'Europe de l'est (12° max à Moscou aujourd'hui - plus de 10° en dessous de la moyenne). Ca s'appelle la variabilité du climat. Que les agriculteurs s'en soucient on peut comprendre, mais de là à en faire quasi une affaire d'état...

Quand ces psychopathes versent dans le catastrophisme.

LVOG - Ils partent d'un faux constat qu'ils ont fabriqué sur lequel ils brodent ou spéculent...

- Le chef de l'ONU appelle à une action urgente pour éviter une "catastrophe" climatique - AFP 30 juin 2019

"Le dérèglement climatique a lieu maintenant (...) Il progresse même plus vite que ce que prévoyaient les meilleurs scientifiques mondiaux" et "devance nos efforts pour lutter contre", a affirmé le chef de l'ONU.

"Le changement climatique va plus vite que nous", a prévenu M. Guterres, qui a convoqué un sommet à New York le 23 septembre car des pays ne respectent pas certaines dispositions de l'accord de Paris de 2015 visant à limiter le réchauffement à "2°C d'ici la fin du siècle.

"Nous savons que même si les promesses de (l'accord de) Paris sont pleinement tenues, nous serons toujours confrontés Ã au moins "3°C d'ici la fin du siècle, une catastrophe pour la vie telle que nous la connaissons", s'est alarmé M. Guterres.

La situation continuera à se dégrader à moins que "nous agissions maintenant avec ambition et urgence", a-t-il ajouté.

Le groupe d'experts de l'ONU sur le climat (Giec) a rendu en 2018 un rapport choc démontrant que le fait de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C plutôt qu'à "2°C permettrait de réduire fortement les impacts négatifs.

Limiter la hausse des températures globales à "1,5°C impliquerait de réduire de près de 50% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 2010, ont calculé les experts du GIEC, et donc de réduire drastiquement et rapidement le recours aux énergies fossiles. AFP 30 juin 2019

LVOG - Rappel : quand on sait que par rapport à la totalité des gaz à effet de serre émis dans l'atmosphère, ceux provenant de l'activité humaine ne représentent que quelques pourcents, les réduire de 50% ne servirait strictement à rien ou n'aurait aucun impact, c'est juste grotesque !

Les ONG toujours à la pointe de la réaction

- À Madrid, les défenseurs des mesures antipollution se mobilisent - euronews 30 juin 2019

« Madrid Central », c'est le nom du dispositif antipollution que connaît Madrid depuis novembre dernier. Un dispositif remis en cause par le nouveau maire, José Luis Martinez-Almeida, au grand dam de milliers de résidents qui ont manifesté samedi. La droite, qui succède à la gauche, suspend à partir de ce lundi les amendes pour les voitures les plus polluantes qui entrent dans la zone de restriction. Un non-sens pour les militants écologistes. euronews 30 juin 2019

« L'Organisation mondiale de la santé estime qu'en Espagne, chaque année, 8900 personnes meurent prématurément à cause du dioxyde d'azote, explique Paco Segura, de l'ONG Écologistes en action. Madrid Central a été mis en place pour faire baisser le niveau de dioxyde d'azote et a permis de le réduire de moitié dans certains endroits. Et Madrid est l'endroit le plus pollué au dioxyde d'azote dans toute l'Espagne, ce qui veut dire qu'une bonne partie de ces 8900 décès ont lieu dans cette ville. »

La capitale espagnole est aussi en délicatesse avec les règles européennes sur la qualité de l'air et risque des sanctions, raison pour laquelle cette zone de restriction avait été instaurée dans le centre historique. Or comme ailleurs dans le sud de l'Europe, la pollution est accentuée par la vague de chaleur. euronews 30 juin 2019

LVOG - Ici le lézard est aussi gros qu'un caïman, l'OMS serait en mesure de déterminer que 8900 personnes seraient mortes "*prématurément à cause du dioxyde d'azote*", voyez-vous cela, ils ont dû tous les interroger post mortem pour connaître leur mode de vie pour en arriver à cette conclusion ubuesque.

Matraquage et répression.

- Rugy justifie l'évacuation des militants pour le climat, "le temps n'est plus aux manifs" - Le HuffPost 30 juin 2019

En famille. Union nationale contre les mineurs. Ecologie politique : l'écosocialisme compatible avec l'éconéolibéralisme.

- Loi énergie et climat: vers la fermeture des dernières centrales à charbon - AFP 28 juin 2019

L'Assemblée nationale a donné son feu vert jeudi soir pour permettre au gouvernement de procéder à la fermeture des

quatre dernières centrales à charbon d'ici 2022, lors de l'examen du projet de loi énergie et climat.

La mesure, adoptée par 48 voix et 5 abstentions, prévoit qu'un décret plafonnera les émissions de gaz à effet de serre émises par les installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles situées en métropole "et émettant plus de 0,550 tonne d'équivalents CO2 par heure".

Cela "conduira les exploitants des centrales à cesser l'exploitation des tranches fonctionnant au charbon".

Est également prévu: un accompagnement spécifique pour les salariés des centrales concernées et leurs sous-traitants, environ 670 emplois directs et 740 indirects selon l'étude d'impact accompagnant le texte.

Deux des centrales à charbon appartiennent à EDF et sont situées à Cordemais (Loire-Atlantique) et au Havre (Seine-Maritime). Les deux autres, propriétés de l'Allemand Uniper, se trouvent à Gardanne (Bouches-du-Rhône) et Saint-Avold (Moselle). Le groupe EDF a annoncé début juin qu'il fermera celle du Havre au printemps 2021.

"C'est un choix important en matière énergétique de tourner une page (...) et c'est concrètement la transition énergétique", a affirmé le ministre de la Transition écologique François de Rugy.

Le charbon représente "1,8%" de la part de production d'électricité, "mais c'est 35% des émissions que nous allons réduire", a souligné Célia de Lavergne, responsable du texte pour LREM, en se félicitant d'accomplir "un grand pas vers la neutralité carbone en 2050".

Hubert Wulfranc (PCF) s'est abstenu. Matthieu Orphelin (non inscrit), proche de Nicolas Hulot, a salué "une avancée majeure".

L'ex-ministre de l'Ecologie Delphine Batho (non inscrite) a, comme le groupe socialiste et les Insoumis, réclamé en vain la fermeture des centrales en 2022 sans passer par la voie réglementaire. AFP 28 juin 2019

Matraquage quotidien.

Le 28.

- Canicule: comment faire face au terrible problème des testicules qui suent - Le HuffPost 28.06

Qu'on leur coupe, la langue, les mains et la tête avec !

Le 29.

- Les canicules et les évènements climatiques extrêmes se multiplient et sont les conséquences du dérèglement climatique. - Le HuffPost 29.06

Le 30.

- Urgence climatique: il faut agir sur le logement pour sauver la planète - Le HuffPost 30 juin 2019

LVOG - Mais ils s'accommodent de tous les bouges insalubres dans lesquels croupissent des centaines de milliers de travailleurs, des ghettos dans lesquels des millions d'autres ont été parqués comme des animaux, et j'en passe.

Quand ils avouent ignorer les causes du réchauffement climatique.

- "45 degré, zéro engagement" du gouvernement, dénonce Greenpeace - AFP 30 juin 2019

"45 degrés, zéro engagement" : au lendemain d'une journée de canicule exceptionnelle qui a vu des records absolus de température, Greenpeace France continue samedi à bloquer un cargo de soja à Sète (Hérault) pour dénoncer l'absence d'engagement du gouvernement sur les causes du réchauffement climatique.

"Quand parlera-t-on enfin des causes et pas uniquement des conséquences de cette canicule ?", interroge Cécile Leuba, chargée de campagne Forêt chez Greenpeace France.

LVOG - L'importation du soja en Europe ne représente que 0,5%!

Derrière le soja, explique Mme Leuba, "se cachent de la déforestation et des émissions massives de gaz à effet de serre qui réchauffe notre planète !"

LVOG - Dites donc, elles sont où vos forêts primaires en France et en Europe ?

Le cargo bloqué contient 50.000 tonnes de soja, en provenance du port de Salvador au Brésil. 89% du soja exporté par ce port provient du Cerrado, une des zones les plus détruites par la déforestation au Brésil et ces cargaisons servent principalement à nourrir des animaux d'élevage industriel, souligne l'organisation.

LVOG - Dites donc pendant plus d'un demi-siècle et encore de nos jours, vous et vos semblables, on ne vous a jamais entendu dénoncer le capitalisme qui était responsable de l'accroissement exponentiel de la population qu'il fallait bien dès lors nourrir d'une manière ou d'une autre, des conséquences dramatiques qu'elle causerait à terme, n'est-ce pas ? D'ailleurs à Greenpeace, une officine de l'oligarchie, on ne peut pas dire que vous vous soyez engagé un jour à lutter pour en finir avec le capitalisme, n'est-ce pas ?

"L'accord de Paris, il ne suffit pas de le mentionner, il faut surtout l'appliquer", souligne Cécile Leuba. "Ce sera impossible pour la France sans mettre un terme à cette déforestation importée, comme on le voit dans ce cargo, et sans réduire sa production de viande, d'oeufs et de produits laitiers et opérer la transition vers un élevage écologique". AFP 30 juin 2019

LVOG - "Sans réduire sa production de viande, d'oeufs et de produits laitiers", voudrait-elle réduire ceux qui en consomment à l'état de ceux qui peinent à en consommer faute d'un revenu décent ?

Je ferai "***en sorte que les citoyens adhèrent*** à cette imposture.

- Nicolas Hulot appelle à l'unité dans la "guerre" pour le climat - AFP 30 juin 2019

L'ancien ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot, a appelé à l'unité par-delà les clivages politiques afin d'affronter la "guerre" contre le dérèglement climatique, dans un entretien à paraître dans Dimanche Ouest-France.

Nous devons absolument nous rassembler, au-delà de toutes nos barrières politiques, religieuses pour changer nos modes de vie. En temps de guerre, on est capable de s'unir sur l'essentiel. Et nous sommes en guerre!", estime M. Hulot dans le journal.

Nicolas Hulot, qui a démissionné du gouvernement en septembre 2018, se dit "prêt" à apporter son "soutien à un gouvernement qui fera la démonstration qu'il veut véritablement faire rentrer l'écologie dans la modernité". "Je ne serai pas avec lui politiquement, mais je serai derrière en appui pour faire en sorte que les citoyens adhèrent. C'est beaucoup plus important que de reprendre une posture partisane", explique-t-il. AFP 30 juin 2019

Quand ils s'accommodent de l'apartheid imposé aux Palestiniens.

- Le monde instaure un "apartheid climatique" - euronews 28 juin 2019 euronews 28 juin 2019

Les changements climatiques affectent et affecteront tout le monde. Ça on le sait.

Ils affectent et affecteront davantage les populations les plus pauvres. Ça, on le sait aussi. (Qui peut croire que cette pourriture se soucie des plus pauvres ? - LVOG)

Mais ce qu'on ne mesure pas encore, c'est l'ampleur de ces inégalités. (Comme s'ils s'en souciaient au quotidien ! - LVOG)

Or, un rapport vient nous éclairer sur ce sujet, de manière abrupte : on est en train d'instaurer un " apartheid climatique ", avec d'un côté les plus riches qui peuvent à peu près s'adapter, et de l'autre les plus pauvres qui, eux, affrontent le pire. (Alors qu'ils pillent les pays dits du sud depuis deux siècles ! - LVOG)

Ce constat alarmiste émane de Philip Alston, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains.

Il explique que " ceux qui ont les moyens pourront échapper aux canicules, à la faim et aux conflits, alors que le reste du monde est abandonné à ses souffrances ". (C'est leur lot quotidien sans que cela le gêne plus que cela. - LVOG)

Le paradoxe, souligne ce rapport, c'est que les pays en développement ne sont pas ceux qui sont les plus polluants. Et pourtant, ce sont eux qui paient le plus les conséquences de cette pollution. (Normal ! - LVOG)

Autre chiffre qui devrait interpeller : la moitié de la population mondiale ne génère que 10% des gaz à effet de serre, alors que les 10% le plus riches au monde sont responsables de la moitié de ces gaz à effet de serre. (Normal ! - LVOG)

Selon cet expert, l'apartheid climatique menace de défaire les progrès réalisés ces 50 dernières années en matière de lutte contre la pauvreté.

Seule lueur d'espoir, la mobilisation de la société civile, qui semble opérer une profonde prise de conscience, à l'instar du mouvement initié par la jeune militante suédoise Greta Thunberg. (Cette petite peste ignare ! - LVOG)

Le rapport de Philip Alston est très critique vis-à-vis des gouvernements, pas à la hauteur des enjeux. En témoigne le sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris, décidé par le président américain Donald Trump, envoyant par là un signal très négatif dans la lutte contre les changements climatiques.

Enfin, cet expert épingle l'Organisation des Nations Unies toujours prompte à instaurer des groupes de travail et à produire des rapports qui " exhortent les autres à faire plus sans rien faire eux-mêmes ". Reste à savoir si ce nouveau rapport ne risque pas de finir lui aussi au fond d'un tiroir. euronews 28 juin 2019 (Souhaitons-le ! - LVOG)

EN FAMILLE. ILS SE LACHENT DEPUIS QUE L'EXTREME-CENTRE EST AU POUVOIR

- Un pas de plus vers la banalisation de l'extrême droite - Le Parisien 27.06

- Une quinzaine d'élus LR ont rencontré l'ex-députée FN Marion Maréchal. - Franceinfo 27.06

"Avoir le renfort, éventuellement, de Marion Maréchal est une très bonne chose", estime l'un des sénateurs LR présents au dîner avec l'ancienne députée FN. Franceinfo 27.06

- Le Medef invite Marion Maréchal à son université d'été - Franceinfo 27.06

C'est la première fois qu'une personnalité issue de l'extrême droite est conviée au rendez-vous estival de l'organisation patronale. D'autres personnalités politiques, de La France insoumise aux Républicains, en passant par LREM, ont aussi été invités.

LVOG - Finalement au regard de la polémique qui suivit cette annonce, le Medef a annulé son invitation à Marion Maréchale et à La France insoumise. C'était l'intention qui comptait, chacun l'aura compris.

- Parti unique, pensée unique.

- Conseil de l'ordre des journalistes: Cédric O fait marche arrière - Le HuffPost 27 juin 2019

“J’ai eu des paroles un peu malheureuses dans les termes choisis, ‘conseil de l’ordre’ ce n’était pas le bon terme, et quand j’ai dit ‘l’État le fera’, ce n’était pas du tout ni une menace ni un souhait”, a déclaré ce jeudi 27 juin sur France Culture le secrétaire d’État au numérique. Le HuffPost 27 juin 2019

LVOG - Là aussi, c'était l'intention qui était révélatrice de l'état d'esprit fascisant de LREM...

- Affaire Benalla: pas de poursuites pour "faux témoignage" contre le directeur de cabinet de Macron - AFP 27 juin 2019 LVOG - Ah ben, il n'aurait plus manqué que cela !

EN FAMILLE. ILS PARTAGENT LA MEME IDÉOLOGIE CAPITALISTE.

Pas un "***défi idéologique***", mais surtout "***électoral***".

- Clémentine Autain lance son appel au «big bang de la gauche» - Le Parisien 28 juin 2019

La députée insoumise Clémentine Autain réunit des personnalités de tous horizons ce dimanche à Paris. Avec l’espoir de

déclencher un sursaut de la gauche au-delà des seuls partis.

L'un, Christian Paul, veut « construire des ponts et faire tomber les murs entre citoyens et politiques, gauche et écologie, gauche et couches populaires. » L'autre, Clémentine Autain, ambitionne que « les murs renversés deviennent des ponts. » Une citation d'Angela Davis, la militante américaine des droits de l'Homme dans les années 1960, que la députée insoumise de Seine-Saint-Denis voudrait bien voir flotter sur le chapiteau du cirque Romanès, porte Maillot à Paris. Avec plusieurs mouvements de la société civile, politique, sociale et culturelle, elle y organise ce dimanche 30 juin son « big bang dans la gauche écologiste ».

Christian Paul, ex-député socialiste pendant le quinquennat de François Hollande, un ancien « frondeur » proche de Martine Aubry, veut lui aussi réunir « toutes les facettes de la gauche ». Ce sera les 5, 6 et 7 juillet prochains, à la Charité sur Loire (Nièvre), terre ô combien mitterrandienne, pour un « Festival des Idées ». Objectif : « montrer que la gauche n'est pas morte bien que dispersée ».

Au-delà des appareils partisans

Deux initiatives qui ont pour point commun de mobiliser les forces de gauche au-delà des appareils partisans. Ces derniers « ne peuvent plus à eux seuls apporter des réponses à l'ensemble des citoyens », justifie Clémentine Autain, qui n'a récemment pas ménagé ses critiques envers le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon.

Plusieurs personnalités politiques seront présentes à Paris ce week-end, puis à la Charité sur Loire. Au Festival des Idées, se croiseront ainsi Najat Vallaud-Belkacem (ex-ministre de Hollande) et son mari Boris Vallaud (député PS des Landes), Raphaël Glucksmann (ex-tête de liste PS/Place publique aux Européennes), les insoumises Clémentine Autain et Manon Aubry ou encore Guillaume Balas (Génération. s).

A Paris, le raout sera moins socialiste. On y croisera la députée communiste des Hauts-de-Seine Elsa Faucillon, l'écologiste Noël Mamère, le même Balas et Olivier Besancenot (NPA). « Toutes ces personnalités viendront en leur nom, pas mandatées par leur parti », souligne Clémentine Autain.

A leurs côtés, seront conviés des représentants syndicaux comme Philippe Martinez, le patron de la CGT, ou des militants associatifs à l'instar d'Aurélie Trouvé d'Attac. « Il y a un vrai besoin de se parler, de se mettre en mouvement car il y a urgence, martèle la députée de Seine-Saint-Denis. Le pire serait de continuer comme avant. »

Si le « parterre » au Cirque Romanès s'annonce beaucoup plus à gauche – « écologiste et populaire » insiste Autain - que le « Festival des Idées » de Christian Paul (« une gauche de gouvernement », juge la même), les deux initiatives partagent le même but : trouver, au-delà des seuls partis, les meilleures voies pour occuper le paysage politique à gauche. « Il faut qu'on déjoue ce scénario infernal qui consisterait à n'avoir pas d'autre choix qu'entre la Macronie et l'extrême droite », fulmine Clémentine Autain. Un défi idéologique mais aussi électoral, avec les municipales de 2020 comme prochain test. Le Parisien 28 juin 2019

En complément. Les opportunistes aux prises avec leurs contradictions

AFP - En parallèle, le JDD a publié une tribune d'une quarantaine d'élus et membres de La France insoumise, où ils critiquent "l'union de la gauche, la gauche plurielle ou même le Front de Gauche (qui) appartiennent au passé", comme un tacle à Clémentine Autain.

"Nous sommes de cette génération insoumise qui ne veut pas d'un retour aux vieilles formules réchauffées mais qui s'efforce de construire un chemin à la hauteur de nos adversaires et des défis qui s'avancent", proclament les signataires, parmi lesquels les députés Mathilde Panot et Adrien Quatennens, et les eurodéputés Manuel Bompard et Leïla Chaibi. AFP 30 juin 2019

Autain "***veut***" où la nouvelle égérie des porte-parole du régime.

- Autain veut l'émergence d'"une gauche écologiste populaire" - AFP 30 juin 2019

Clémentine Autain, députée LFI de Seine-Saint-Denis, a appelé à l'émergence d'"une gauche écologiste populaire", dimanche, lors d'un meeting pour un "big bang à gauche" au cirque Romanès à Paris.

"Il faut créer une dynamique" autour d'un "big bang" de la gauche politique, associative et culturelle, a-t-elle lancé devant environ 400 personnes.

Avant elle, Elsa Faucillon, députée PCF de Seine-Saint-Denis, avait appelé à la constitution de "comités big bang, partout, pour débattre. Les 7 et 8 décembre, il y aura un moment national, pas forcément à Paris".

La députée Insoumise a affirmé qu'elle allait mettre en place "une plateforme collaborative dès septembre".

D'ici à la fin de l'année, trois rendez-vous sont programmés, l'un sur la démocratie, l'autre sur "l'écologie", le troisième sur "le travail". "Ensuite il y aura les élections municipales. L'idée est de faire des listes en moins, pas en plus", a précisé celle qui envisage de "fédérer" à gauche. Mais "il n'y a pas de solution si on ne respecte pas le pluralisme. Il faut faire un archipel de citoyens où l'on est respectueux de l'identité de chacun".

Très critique envers La France Insoumise, qui a subi une lourde défaite aux européennes (6,31%), Mme Autain a toutefois affirmé au Journal du dimanche du 30 juin qu'elle ne voulait pas, à ce stade, quitter son parti.

"Quitter LFI serait un acte de rupture" et "pour l'instant, notre démarche (ndlr pour un "big bang") est raillée par la direction insoumise. Mais le débat ne fait que commencer: notre porte est ouverte", a-t-elle dit.

Plusieurs intervenants se sont succédé lors du meeting, notamment Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, qui a reproché au président Emmanuel Macron d'"essayer d'écarter les syndicats", ou Olivier Besancenot.

Le porte-parole du NPA, qui avait appelé début juin à la création d'une "coordination permanente de la gauche en lutte", a déploré "le grand rendez-vous manqué de la gauche radicale" avec les "gilets jaunes". "Quand on loupe" de tels rendez-vous, "on loupe les rendez-vous politiques qui viennent après", a-t-il ajouté, en allusion aux maigres résultats des européennes.

Le philosophe Etienne Balibar, qui n'a pu se rendre au meeting, a envoyé un message vidéo de soutien, ainsi que l'ex-député EELV Noël «l Mamère. AFP 30 juin 2019

LVOG - Elle est prête (avec Martinez et Besancenot) à se rabibocher avec toutes les ordures du PS ou issus de ce parti, bon, il faut dire qu'ils ne manquaient déjà pas à LFI !

A bas la gauche et l'extrême gauche, à bas l'écologie, vive le peuple révolutionnaire, vive le socialisme !

Sans rire, Cambadélis lui a déjà répondu !

- Cambadélis "pardonne tout" à la gauche, et ça ne passe pas - Le HuffPost 30 juin 2019

Tout est pardonné, maintenant réconcilions-nous, car il y a urgence. Voilà, en résumé, le message qu'a voulu faire passer l'ancien patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, dans une tribune publiée dans leJDD du 30 juin. Et ça ne passe pas du tout. Le HuffPost 30 juin 2019

ACTE 33 DES GILETS JAUNES.

- Malgré la canicule, des milliers de gilets jaunes défilent pour l'Acte 33 - lemonde.fr

Présents malgré la chaleur. Quelques milliers de « gilets jaunes » ont bravé la canicule, samedi 29 juin, et ont défilé, surtout à Paris, pour l'acte 33 de leur mobilisation.

Dans les rues de la capitale, ils étaient au moins un millier, a constaté une journaliste de l'AFP. Partie de la porte de Clichy, dans le nord de Paris, la manifestation a pris un tour festif avec sous-marin jaune en guise de char et artistes donnant de la voix.

Cette manifestation avait pour thème la dénonciation des violences policières. Juché sur le char sous-marin, Alain, 54 ans, ex-militaire, a arraché ses médailles qui n'ont pour lui « plus aucune valeur ». Blessé à la gorge le 1er décembre par un lanceur de balles de défense (LBD), « à 2 millimètres de la carotide », comme en témoigne sa cicatrice, il a fait « neuf heures de voiture » depuis le Haut-Jura pour venir manifester samedi et ne veut « rien lâcher ».

La manifestation s'est déroulée dans le calme, les manifestants se ravitaillant en eau dans les supérettes, et pour quelques-uns se rafraichissant avec des pistolets à eau.

A Bordeaux, moins de 200 personnes ont manifesté, selon la police, sous un soleil de plomb dans le centre historique de la ville.

« C'est lamentable, tout ça pour ça »

Un « gilet jaune » découragé a déploré l'essoufflement du mouvement : « c'est lamentable, tout ça pour ça, c'est toujours les mêmes têtes, on n'arrive plus à mobiliser parce que la télé ne parle plus de nous, mais il y a aussi les amendes qu'on prend tous les samedis, faut les débourser les 135 euros... »

A Toulouse, ils étaient entre 100 et 200 à manifester et vu les presque 40 degrés de l'air ambiant, beaucoup n'avaient pas revêtu leur gilet. Ils étaient une centaine à Montpellier.

Par ailleurs, quelque 600 « gilets jaunes » de toute la France se retrouvent pendant tout le week-end à Montceau-les-Mines pour leur troisième « Assemblée des assemblées » qui devait se pencher sur les suites à donner au mouvement.

« En personnes actives, il nous reste à peu près 10% de ceux qui étaient là au début du mouvement », estime Eric Morin, 37 ans, venu d'Auriol (Bouches-du-Rhône) pour cette troisième « Assemblée des assemblées ». « Les gens qui sont toujours là sont ceux qui vont rester jusqu'à la fin. » Mais « les gens vont redescendre dans la rue » à la rentrée, assure-t-il, tablant sur « les mouvements sociaux de septembre ».

« Les gens attendent la suite »

Si personne ne conteste le déclin de la mobilisation dans les manifestations du samedi, attribué par beaucoup à la « répression policière », ils espèrent donner un nouveau souffle au mouvement. « Les gens attendent la suite », affirme Sylvia Fischbach, 35 ans, hôtesse de caisse administrative à Forbach (Moselle). « Manifester tous les samedis, marcher, chanter, j'aime bien. Mais on avait une vie avant le 17 (novembre 2018), on aimerait bien avoir une vie après aussi », poursuit-elle. La prochaine étape pourrait être, selon elle, « d'investir les mairies et les municipales ».

Une idée partagée par Christophe Prévost, 51 ans. « On va essayer de rassembler un maximum de monde, parler aux déçus de la politique, leur proposer de venir sur une liste citoyenne, pas forcément étiquetée "gilets jaunes" », suggère ce chargé d'affaires dans l'immobilier de Bagnols-sur-Cèze (Gard). Mais attention, cette liste sera « interdite aux figures politiques », lance-t-il devant un groupe de travail sur les « assemblées citoyennes ». Certains désapprouvent. « On a intérêt à ce que tout le monde adopte les règles démocratiques que l'on propose », répond une « gilet jaune » de Lyon. lemonde.fr

- Gilets Jaunes, Acte XXXIII - secoursrouge.org (tendanceclaire.org)

Ce samedi 29 juin, les manifestations des Gilets Jaunes en France ont rassemblé près de 6 000 personnes selon le ministère de l'intérieure et plus de 10 200 selon les Gilets Jaunes.

A Paris, plus de 1300 personnes ont manifesté dans l'après-midi où la manifestation avait pour thème la dénonciation des violences policières.

A Lille, environ 500 Gilets jaunes ont manifesté, une gilet jaune a été blessée et cinq personnes ont été interpellées et placées en garde à vue,

A Reims, où les manifestations avaient été interdites, 18 personnes ont été interpellées dont 9 placées en garde à vue.

À Rennes, plusieurs centaines de "gilets jaunes" ont manifesté, dont certains ont tenté de pénétrer dans le centre où les manifestations avaient été interdites. Trois personnes ont été interpellées pour des jets de projectiles ou des outrages.

D'autres manifestations se sont tenues entre autre à Bordeaux, Toulouse, Montpellier...

Ce week-end, plus de 600 Gilets jaunes de toute la France se réunissaient à Montceau-les-Mines pour leur troisième "Assemblée des assemblées" pour discuter sur les suites à donner au mouvement.

- Montceau-les-Mines: des gilets jaunes de toute la France réfléchissent à la suite du mouvement - france3-regions.francetvinfo.fr

Le mouvement des "gilets jaunes" né en novembre 2018 est toujours là, même s'il s'essouffle. Après des mois de manifestations tous les samedis pour demander davantage de justice sociale, il y a moins de monde dans les rues.

Mais, un noyau d'irréductibles résiste. Ils ont décidé de se réunir à Montceau-les-Mines pour tenir la troisième "Assemblée des assemblées" des "gilets jaunes" samedi 29 et dimanche 30 juin 2019. "Le mouvement couve, les braises sont encore là. On voudrait faire en sorte que le mouvement reste bien vivant pour qu'il soit un garde-fou des politiques", explique Pierre-Gaël Laveder, un des "gilets jaunes" de l'échangeur du Magny, à Montceau.

Après Commercy en janvier et Saint-Nazaire en avril, c'est la troisième fois que les "gilets jaunes" se retrouvent pour réfléchir à l'avenir du mouvement né il y a huit mois, quand la décision d'augmenter les taxes sur les carburants avait provoqué un embrasement social inédit, né sur les réseaux sociaux.

L'été, ce sont les vacances, mais il y aura de nouvelles manifestations à la rentrée de septembre, assurent les "gilets jaunes" réunis au gymnase du Pouloux pour deux jours. Environ 250 délégations de l'Hexagone sont présentes.

Au programme : des ateliers où l'on débat entre autres du capitalisme ou encore du RIC, le référendum d'initiative citoyenne tant souhaité. Parfois, la présence des journalistes n'est pas souhaitée.

Une quatrième "Assemblée des assemblées" est prévue. La date et le lieu choisi pour ce prochain rendez-vous devraient être connus dimanche. france3-regions.francetvinfo.fr

---

MYSTIFICATION TOUT AZIMUT. DÉMOCRATIE ET LA JUNGLE DU MARCHÉ LIBRE SONT-ILS COMPATIBLES ?

- La moitié de la population mondiale estime ne pas vivre en démocratie - lefigaro.fr 28.06

Un vaste sondage réalisé auprès de 175.000 personnes à travers 54 pays révèle que la moitié seulement des habitants de la planète jugent que la démocratie est respectée dans leur pays. Cette proportion tombe à 20% au Venezuela, et culmine à 78% en Suisse. Près de 80% des sondés estiment qu'il est important de vivre dans un pays démocratique (ce taux atteint 92% en Grèce). Enfin, 41% de la population souhaiteraient davantage de démocratie dans leur pays.

L'étude, conduite par l'institut Dalia Research et la fondation Alliance of Democracies, traduit l'attachement du public au système démocratique, même si celui-ci subit critiques et attaques. En Europe de l'Est, certains chefs d'État populistes sont accusés de porter atteinte à des institutions démocratiques essentielles, notamment Viktor Orban en Hongrie ou le parti PiS en Pologne. En mai dernier, tous deux ont toutefois largement remporté les élections européennes dans leurs pays.

Le niveau d'attachement à la démocratie est relativement bas en Russie et en Chine, deux pays dirigés par des chefs d'États qui sont régulièrement critiqués pour leur exercice autoritaire du pouvoir. En Russie, seulement 45% de la population souhaitent davantage de démocratie. En Chine, ils ne sont que 19%. En Iran, 55% de la population estime que la démocratie est importante. En 2018, une étude de l'Ifop pour Ouest-France indiquait que quatre Français sur dix seraient prêts à confier la direction du pays à un pouvoir autoritaire. Ces données semblent illustrer un recul de l'idéal démocratique.

«La perception du public est que la démocratie est en déclin parce que les gens veulent moins de démocratie, nuance Anders Fogh Rasmussen, ancien premier ministre danois et fondateur de la fondation Alliance of Democracies. Or cette étude montre le contraire: les gens veulent avoir plus d'influence sur la manière dont les décisions sont prises. Les dirigeants politiques doivent entendre cet appel et montrer aux peuples que leurs voix comptent toujours dans les couloirs du pouvoir» .

Environ 45% de la population qui vit en démocratie pense que leur pays n'est pas démocratique, explique Nico Jaspers, directeur général de Dalia Research. «Lorsque vous interrogez les citoyens du monde sur l'état de la démocratie dans leur pays, il devient vite évident que la crise que vivent les démocraties dans le monde n'est pas un cri contre la démocratie. C'est un cri pour plus de démocratie».

Cette demande a récemment été mise en lumière par le mouvement des «gilets jaunes», dont l'une des principales revendications est de participer plus activement à la prise de décision - notamment par le biais du référendum d'initiative citoyenne. En France, l'étude révèle que 41% de la population juge le pays démocratique, et que 48% de la population souhaiterait davantage de démocratie.

Ces résultats ont été publiés à la veille du sommet organisé par la fondation Alliance of Democracy, qui s'achève ce vendredi à Copenhague, au Danemark. La capitale danoise accueille plus de 500 personnes dont des journalistes, universitaires, personnalités politiques et chefs d'entreprise issus de près de 40 États différents afin de débattre de la démocratie et de la technologie, de l'influence américaine ou de la démocratie européenne. lefigaro.fr 28.06

L'Otan garante de la démocratie ou quand l'ONU doit passer sous le joug de l'Otan.

Une étude évaluant les perceptions globales de la démocratie, l'indice de perception de la démocratie, a été publiée aujourd'hui et montre que les citoyens des alliés américains traditionnels ressentent négativement l'impact du leadership américain sur la démocratie mondiale. "J'aimerais que cette étude serve de sonnette d'alarme aux États-Unis: le protectionnisme et l'isolationnisme réduisent à néant un ordre fondé sur des règles démocratiques qui a apporté la prospérité et la paix à notre monde moderne", a déclaré Anders Fogh Rasmussen, ancien Premier ministre danois. Ministre et fondateur de la Fondation

Alliance des Démocraties.

Qu'est-ce que la fondation Alliance of Democracy ?

Une ONG de l'Otan !

"La fondation Alliance of Democracies est une organisation à but non lucratif vouée à la promotion de la démocratie et aux marchés libres à travers le monde. Il a été créé en décembre 2017 par l'ancien secrétaire général de l'OTAN et ancien Premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen ..." dénonçant les "autocrates comme Vladimir Putin, Kim Jong-un, et Bashar al-Assad". Cette ONG est destinée à avoir de l'influence sur les Etats présents à l'ONU : " Selon Rasmussen, la nouvelle alliance des démocraties ne serait pas une nouvelle ONU mais plutôt une organisation qui la compléterait. "

Son premier sommet en 2018 accueillit d'ex-Premier ministres des puissances occidentales ou la fine fleur de la réaction, dont Tony Blair :

- "The first annual Copenhagen Democracy Summit took place in Copenhagen on July 22, 2018. Among those who attended were current Danish Prime Minister Lars Løkke Rasmussen, Joe Biden, Tony Blair, Stephen Harper, Felipe Calderón, José María Aznar, and former Estonian President Toomas Ilves."

La Transatlantic Commission on Election Integrity en fait également partie, elle a été fondée par les mêmes personnalités, Anders Fogh Rasmussen, Michael Chertoffwhich, Joe Biden, et comptant parmi ses membres Nick Clegg, Toomas Ilves, and Felipe Calderón.

Son objectif : "renforcer les défenses des démocraties occidentales contre les ingérences extérieures" , concrètement : "La Commission souhaite que lors des 20 prochaines élections dans les pays de l'UE et de l'OTAN entre 2018 et le prochain concours présidentiel américain en novembre 2020, elles proposent une approche plus collective pour lutter contre l'ingérence électorale."

Membres fondateurs.

Coprésidents:

Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'OTAN (2009-2014), fondateur de la fondation Alliance of Democracies, Rasmussen Global

Michael Chertoff, secrétaire américain à la Sécurité intérieure (2005-2009)

Membres:

Joe Biden, vice-président des États-Unis (2009-2017)

Felipe Calderon, président du Mexique (2006-2012)

Eileen Donahoe, directrice exécutive, Global Digital Policy Incubator, Centre Stanford pour la démocratie, le développement et la règle de droit

Toomas Ilves, président de l'Estonie (2006-2016)

Natalie Jaresko, directrice exécutive du Conseil de surveillance et de gestion financières de Porto Rico, ministre des Finances de l'Ukraine (2014-2016)

Tanit Koch, rédactrice en chef du magazine Bild (2016-2018)

Jeanne Meserve, présentatrice et correspondante pour ABC News et CNN (1984-2011), chercheuse principale au Centre pour la cyber-sécurité et la sécurité intérieure de l'Université George Washington (2011-2017).

Victor Pinchuk, homme d'affaires et philanthrope ukrainien, fondateur de la Fondation Victor Pinchuk

Marietje Schaake, membre du Parlement européen pour D66 (ALDE), vice-présidente de la délégation du Parlement européen aux États-Unis

Joanna Shields, membre du Parlement européen pour D66 (ALDE), vice-présidente de la délégation du Parlement européen aux États-Unis

John Negroponte, secrétaire d'État adjoint des États-Unis (2007-2009), directeur du renseignement national (2005-2007)

Et quand sur Google vous tapez : Alliance of Democracies Foundation, vous atterrisez sur le portail de la NED, une vitrine de la CIA ! Vous pouvez le vérifier : https://www.demdigest.org/tag/alliance-of-democracies-foundation/

https://mailchi.mp/allianceofdemocracies/democracy-index-united-states

Dalia Research - L'étude publiée par Dalia Research et l'Alliance of Democracies Foundation a demandé aux répondants d'indiquer s'ils estimaient que les États-Unis avaient eu un effet positif ou négatif sur la démocratie dans le monde. Il est à noter que certains des alliés traditionnels les plus proches des États-Unis étaient les plus critiques: l'Autriche (négatif à 66%), l'Allemagne (62%), le Danemark (59%), la Suisse (58%) et le Canada (58%).

Les résultats montrent également que les démocraties occidentales ont généralement tendance à considérer les plateformes de médias sociaux et le secteur financier mondial comme des menaces pour la démocratie. D'autre part, le reste du monde a tendance à considérer ces menaces comme des menaces moins critiques pour la démocratie. À l'échelle mondiale, la plupart des citoyens estiment que la démocratie est la forme de gouvernement la plus efficace, mais ils ne pensent pas qu'il en existe assez dans leur pays.

Les pays où les médias sociaux ont le plus gros impact négatif sur la démocratie sont les suivants: Autriche (43% de négatifs), Canada (43%), États-Unis (42%), Pays-Bas (41%) et Australie (41%).).

Les pays où les gens pensent que les banques et le secteur financier ont eu l'impact le plus négatif sur la démocratie sont: la Grèce (64% négatif), l'Italie (61%), l'Allemagne (56%), la France (55%) et la Belgique 53%. .

La majorité des personnes interrogées dans chaque pays (79% en moyenne) pensent qu'il est important d'avoir la démocratie dans leur pays et 41% dans le monde pensent qu'il n'y a pas assez de démocratie dans leur pays.

À propos de Dalia Research.

Fondée en 2013 et basée à Berlin, Dalia est une startup technologique en plein essor qui vise à donner aux agences de recherche, marques, bureaux d'études, universités, institutions publiques et autres organisations l'accès à des données de marché et d'opinion de grande qualité à l'échelle mondiale. Exploitant l'économie des applications et combinant la science des données de pointe avec les technologies de ciblage et d'attribution en temps réel, le moteur de connaissances de Dalia distribue des millions de micro-enquêtes dans le monde entier pour recueillir et analyser des données en temps réel sur les attitudes des consommateurs, l'opinion publique et les tendances du marché. A la recherche des tendances futures dans le secteur des informations, Dalia se consacre à l'amélioration de la qualité et de la précision de la recherche grâce à des méthodologies statistiques de pointe. Dalia Research 25 juin 2019

Vous voulez en savoir plus sur leur tentaculaire instrument de propagande mondiale ? Attention, estomac fragile, ce n'est pas comestible !

DemDigest ou Democracy digest est une coalition d'officines dont l'idéologie est dictée par la NED, soit le clan de l'oligarchie anglo-saxonne le plus fanatique.

Quelques extraits d'articles, où vous retrouverez les sujets à l'ordre du jour de la propagande mondiale de l'oligarchie et qui font l'actualité quotidienne depuis des mois ou des années, et qui figuraient à l'agenda de la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2019 ou encore des réunions de l'Otan, une pure coïncidence évidemment !

Développer la démocratie avec urgence et résolution - DemDigest 18 juin 2019

Dans son témoignage, le président de NED, Carl Gershman (à gauche), a expliqué en quoi l'approche fondée sur les subventions de NED lui permet d'être «agile… en agissant rapidement, de manière flexible et efficace, en fournissant une assistance vitale aux militants travaillant dans les environnements les plus difficiles».

Les démocraties "pas assez démocratiques", beaucoup dans l'Ouest considèrent les banques et les médias sociaux comme des menaces politiques - DemDigest (NED) 25 juin 2019

Adversaire ou ennemi? Il est «peu probable que la Chine s'effondre» - DemDigest 16 mai 2019

Depuis que Xi Jinping est arrivé au pouvoir en 2012, la Chine s'est comportée de façon de plus en plus néfaste. Sur le plan intérieur, il est passé d'un régime de parti unique à un régime unique et est devenu un État de surveillance qui enferme des centaines de milliers de personnes innocentes dans des camps de concentration. À l'étranger, il fouille, vole, kidnappe, trompe, pollue, mine, corrompt, prolifère et fait de l'intimidation. … La Chine représente également un danger sous-estimé. À bien des égards, il a déjà atteint un sommet. Son économie est en train de glisser; sa dette explose; sa population vieillit; ses effectifs diminuent; et ses citoyens les plus prospères s'en vont. Les puissances montantes peuvent attendre leur heure. Ceux qui sont en déclin - du moins ceux qui sont autoritaires - ont tendance à tenter leur chance.

Sous la direction du président Xi Jinping, la Chine déploie à une échelle sans précédent un réseau de surveillance omniprésent qui exploite les technologies émergentes - y compris l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique - pour éliminer les dissensions politiques internes et optimiser le contrôle politique du Parti communiste chinois (PCC). De manière alarmante, la Chine exporte ce modèle de contrôle social impulsé par la technologie vers des pays du monde entier, contribuant à une résurgence internationale de l'autoritarisme dans de nombreuses démocraties émergentes.

L'approche programmatique de NED visant à contrer l'influence de la Chine sur le monde, qui menace les normes, institutions et institutions démocratiques, est ancrée dans trois composantes interdépendantes: développer et accélérer la capacité des groupes de réflexion, de la société civile et des journalistes d'étudier et d'analyser l'influence chinoise sur la politique, l'économie et les médias. société; renforcer la capacité de ces acteurs, y compris ceux travaillant dans le domaine de la technologie civique, à réagir de manière appropriée et stratégique; et relier les efforts au niveau des pays avec des homologues engagés dans un travail similaire dans le monde entier.

- Quelles démocraties combattent le mieux la désinformation russe? - DemDigest 11 mai 2018

Certaines démocraties résistent plus que d'autres aux campagnes de déstabilisation russes, selon un nouveau rapport du think tank European Values, écrit par Alandete pour El Pais:

Valeurs européennes… passe en revue les 28 États membres de l'Union européenne et leurs alliés une année sur l'autre et évalue leur réaction à la menace que représentent les campagnes de désinformation russes. Les pays les moins au courant sont la Hongrie, l'Autriche, le Portugal et l'Italie.

L'Espagne figure pour la première fois dans le même groupe que la France, la Roumanie, l'Allemagne, la Finlande, la République tchèque, le Danemark et le Danemark et la Pologne…une place derrière le Royaume-Uni, la Suisse, l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie, considérés comme la ligne de front contre les tentatives de la Russie de déstabiliser les démocraties de l'Europe.

La semaine dernière, l'OTAN a reconnu les valeurs européennes pour son travail consistant à exposer les activités de subversion de la Russie en Europe de l'Est, a ajouté Alandete. Des sources de l'OTAN affirment que "la Russie est aujourd'hui la plus grande menace contre l'Occident" [et] ont averti que "le gouvernement russe est intéressé à attiser les conflits patriotiques et religieux. Il est également de plus en plus actif en Méditerranée et exploitera sans aucun doute nos faiblesses dans ce domaine. "

L'intervention de la Russie n'est pas nouvelle, mais elle est plus agressive et plus répandue que jamais, écrit Josh Rogin du Washington Post:

Les dirigeants de sociétés ouvertes aux perspectives politiques différentes doivent mettre de côté leurs vieux désaccords et s'unir pour partager des informations, renforcer les défenses et éduquer notre public. Sans cela, la Russie continuera de saper nos systèmes démocratiques, de susciter l'instabilité et de nourrir le nationalisme des côtés gauche et droit du spectre politique. Si cela est autorisé, les démocraties libérales vont laisser tomber leur propre peuple et ne serviront plus de modèle pour ceux qui vivent dans des systèmes autocratiques aujourd'hui.

https://www.demdigest.org/recommended-reads/#blogs

- À l'époque d'une résurgence autoritaire et d'une régression démocratique, Democracy Digest est un atout vital, alliant informations et analyses pour informer et inspirer la lutte pour la liberté. Un article à lire absolument et bienvenu dans toute boîte de réception. (Amanda Schnetzer - Directrice des initiatives mondiales à l'Institut George W. Bush)

ILS OSENT TOUT.

- Les dons affluent pour Carola Rackete, la capitaine du "Sea-Watch", arrêtée après avoir secouru des migrants en Méditerranée - Franceinfo 30.06

- Dans la médina de Tunis, des touristes confiants malgré le double attentat - AFP 28.06

- Missouri: la dernière clinique d'IVG de l'État menacée de fermeture - LeFigaro.fr 28.06

- Venezuela: condamnations et appels à l'ONU après la mort d'un soldat en détention - AFP 30.06

- Le Japon reprend la chasse commerciale à la baleine après trente ans d'interruption - Franceinfo 30.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Soudan

- Derrière le nouvel homme fort du Soudan, Mohamed Hamdan Daglo, l'Arabie Saoudite ? - Franceinfo 28 juin 2019

Près de 30 000 soldats soudanais combattent aux côtés de la coalition saoudienne au Yémen, a déclaré le chef adjoint du conseil militaire au pouvoir au Soudan. Dans un discours prononcé à Abri, dans la banlieue de la capitale Khartoum, Mohamed Hamdane Daglo, vice-président du Conseil militaire de transition (TMC), homme fort du nouveau pouvoir, a déclaré que les forces soudanaises étaient la plus importante des forces de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis au Yémen, a rapporté l'agence turque Anadolu.

Mohamed Hamdan Daglo, dit "Hemetti", le "leader de facto du pays" , selon le Financial Times, réaffirmait ainsi les liens qui unissent le pouvoir militaire soudanais avec l'Arabie Saoudite et les Emirats qui mènent une guerre sanglante au Yémen. D'ailleurs, au lendemain de la destitution d'Omar el-Béchir, le 11 avril 2019, il avait notamment "décidé de maintenir sa participation à la coalition emmenée par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis au Yémen", rappelle Jeune Afrique.

Le chef des RSF (Forces de soutien rapide), "une unité paramilitaire formée à partir des vestiges des redoutables milices à cheval Janjawid au Darfour" s'est ainsi rendu en Arabie Saoudite. Il a construit une véritable relation avec l'Arabie en s'occupant, sous le règne d'Omar el-Béchir, le président déchu, du déploiement des forces soudanaises au Yémen dans la coalition dirigée par Riyad. "En retour, le général Hamdan a gagné d'importants nouveaux amis, dont le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, en plus d'une rémunération généreuse pour ses troupes. Les salaires saoudiens ont contribué à redorer le blason du général Hamdan dans son Darfour natal, où certains habitants des communautés qu'il avait terrorisées ont constaté des avantages lors de son accession au pouvoir", écrit le Financial Times.

Le général au passé sulfureux (il est accusé de massacres au Darfour) a réussi son ascension. Selon le New York Times, "la guerre a enrichi le général Hamdan, qui possède des intérêts dans les mines d'or, la construction et même une société de location de limousines. Parmi ses clients, Mohammed ben Salmane, prince héritier de l'Arabie Saoudite."

C'est ce même homme qui a mené la sanglante repression le 3 juin contre les manifestants à Khartoum. Le responsable des RSF "conserve un soutien régional, voire international. Ses forces sont appuyées à la fois par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis, qui souhaitent les voir continuer à participer à la guerre catastrophique du Yémen", rapporte Al Jazeera.

Dans ce conflit yéménite qui concrétise toutes les divisions du Proche-Orient, le Soudan, frontalier de l'Egypte, est devenu un élément important que l'Arabie n'entend pas perdre. Tout comme le président Sissi au Caire, allié de l'Arabie. Dans un article du 15 juin, Le Monde prête à Mohamed Hamdan Daglo "Hemetti" l'intention d'envoyer certains de ses ex-miliciens en Libye… aux côtés des forces du maréchal Haftar, grand allié du maréchal Sissi… et donc de l'Arabie Saoudite. Franceinfo 28 juin 2019

- Soudan: sept morts lors de manifestations massives - AFP 30.06

Sept personnes ont été tuées dimanche au Soudan lors de manifestations massives pour réclamer aux militaires un transfert du pouvoir aux civils, selon l'agence de presse officielle, la contestation ayant réussi le pari de la mobilisation malgré le déploiement des forces de l'ordre. AFP 30.06

Albanie

- En pleine crise politique, seuls 20% des Albanais ont voté ce dimanche - euronews 30.06

Les Albanais ont voté dimanche mais très peu se sont déplacés jusqu'aux urnes. La participation n'atteignait pas 20% à l'heure de la fermeture des bureaux. Ces élections municipales divisent un pays englué dans une crise politique depuis février et la démission du parlement des députés de droite pour obtenir le départ du premier ministre socialiste Edi Rama.

Le report initial de ce scrutin municipal a renforcé la position de Rama. Le parlement, acquis à sa cause, a engagé une procédure de destitution du président Ilir Meta et confirmé la tenue des élections.

L'opposition a déjà prévenu qu'elle ne reconnaitrait pas les résultat du vote. De nombreuses manifestations ont ainsi paralysé Tirana toute la journée. En Europe, la situation est observée très attentivement. L'Etat des Balkans aspire à entrer dans l'Union Européenne, une adhésion qui sera discutée cet automne par les Etats-membres. euronews 30.06

Honduras

- Au Honduras, la pire crise politique depuis le coup d'Etat de 2009 - AFP28 juin 2019

Saigné par une émigration massive, miné par la corruption et secoué par de violentes manifestations réclamant la démission du chef de l'Etat Juan Orlando Hernandez, le Honduras s'enfonce dans la crise, dix ans après le coup d'Etat contre le président de gauche Manuel Zelaya.

Blocages de rues dans la capitale et plusieurs grandes villes, manifestants par milliers pour réclamer "la destitution immédiate" du président de droite : le petit pays d'Amérique centrale (9 millions d'habitants) connaît depuis un mois une vague de protestations contre le gouvernement de Juan Orlando Hernandez, au pouvoir depuis 2014.

Médecins et enseignants, soutenus par les étudiants et de nombreux habitants, sont à l'origine de cette mobilisation contre deux décrets gouvernementaux qui, selon eux, privatisent la santé et l'éducation.

L'arrestation en novembre de Tony Hernandez, le fère du président, aux Etats-Unis où il doit être jugé pour trafic de drogue, a également cristallisé le mécontentement de la population.

Lundi, la tension est encore montée d'un cran lorsque la police militaire a tiré sur une manifestation d'étudiants à Tegucigalpa, blessant au moins quatre personnes, alors que la répression policière a déjà fait trois morts et des dizaines de blessés.

D'autres manifestations, à l'appel de l'opposition, sont prévues vendredi à l'occasion du dixième anniversaire du coup d'Etat militaire contre le président Zelaya, aujourd'hui à la tête du parti Liberté et Refondation (gauche).

- "JOH dehors !" -

Le 28 juin 2009, après trois ans au pouvoir, Manuel Zelaya était arrêté chez lui et expulsé vers le Costa Rica, accusé de vouloir instaurer au Honduras le "socialisme du XXIe siècle", promu à l'époque par le Vénézuélien Hugo Chavez (1999-2013), avec lequel le chef de l'Etat avait opéré un rapprochement inédit.

Quelques mois plus tard, le candidat du Parti national (PN, droite), Porfirio Lobo, est élu à la présidence. Lui aussi du PN, Juan Orlando Hernandez lui succède en 2013, puis devient le premier président réélu pour un second mandat de quatre ans, après une réforme constitutionnelle.

Dix ans après le coup d'Etat, Porfirio Lobo lui-même estime que le pays traverse une crise pire qu'en 2009, avec un président "honni" par la population et auquel il recommande de démissionner.

"JOH dehors!" est devenu le mot d'ordre des manifestants, en référence aux initiales du chef de l'Etat. Un slogan surgi au sein de l'opposition de gauche qui n'a cessé d'accuser le président de fraudes électorales.

Pour l'ex-pésident Lobo, le gouvernement n'a pas été en mesure de s'attaquer aux problèmes économiques et au chômage qui poussent chaque année des dizaines de milliers de Honduriens à émigrer vers les Etats-Unis, parfois dans de spectaculaires "caravanes" cheminant à pied.

Mardi, le président Hernandez a exclu de démissionner. "Je vais faire (mon travail) jusqu'au dernier jour de mon mandat" en janvier 2022, a-t-il déclaré Ã la télévision.

- Pourrissement -

De son côté, Manuel Zelaya considère que la situation n'a cessé de se détériorer depuis 2009 : "Dix ans après, le peuple est dans la rue, les entreprises de transport sont en grève, il y a des soulèvements au sein même de la police", dénonce-t-il.

A deux reprises, les forces spéciales ont fait grève pour protester contre leurs journées de travail exténuantes depuis le début des manifestations antigouvernementales.

"Le peuple est dans la rue (pour réclamer) une baisse des prix de l'électricité, de l'eau, de l'essence", constate l'ex-président.

Récemment, l'Eglise catholique, très influente dans le pays, s'est prononcée contre le gouvernement. "Dans certains cas, (ils) sont la cause du problème", a déclaré la Conférence Épiscopale, dénonçant une gestion des problèmes par le pourrissement "qui ne fait qu'aiguiser les conflits".

Victor Meza, directeur de l'ONG Centre de documentation du Honduras, juge une telle prise de position encore impensable il y a quelques mois. Selon lui, "Hernandez est de plus en plus affaibli au sein de son propre parti et plus il s'affaiblit, plus sa dépendance à l'égard de ses soutiens, les Etats-Unis et les forces armées, est grande".

Le 20 juin, M. Hernandez a rencontré à Washington le vice-président américain Mike Pence, une réunion destinée à "renforcer la relation étroite" entre les deux pays, selon la Maison Blanche. AFP 28 juin 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Une énième crise des déchets plonge Rome en apnée - LeFigaro.fr 28.06

La Ville Éternelle devient pestilentielle. Depuis trois semaines, le concours de la photo de poubelle la plus dégoûtante est lancée sur les réseaux sociaux. Les habitants de certains quartiers de Rome (Italie) rivalisent de clichés de leurs rues devenues des dépotoirs en plein air. Le 16 juin, la maire Virgina Raggi -Mouvement 5 Étoiles- a estimé que «la nouvelle d'une prétendue urgence ne trouve heureusement aucune base».

Voila dix ans que Rome souffre d'une puanteur qui s'immisce partout. L'affaire surgit sur la scène publique en 2013 quand le plus grand site d'enfouissement d'Europe, Malagrotta, au sud-ouest de la ville, est définitivement fermée. Depuis plusieurs années, son fonctionnement, en plus d'être opaque, laissait grandement à désirer: les déchets étaient envoyés en centre de tri sans être correctement traités. Restaient les décharges de Rocca Cencia, à l'est, et celle de Via Salaria au nord. La première, régulièrement surchargée, a été incendiée en mars dernier ; la seconde est partie en fumée en décembre 2018. Deux sites de traitement biologique existent encore à Malagrotta, mais des travaux de maintenance ont réduit son activité depuis le mois d'avril. Sans alternative, les Romains étouffent.

Rats, mouettes, asticots qui grouillent au sol et grandissent jusqu'à devenir des mouches... Ces nuisibles ont trouvé un nouveau foyer dans les poubelles des Romains, contraints de laisser leurs ordures se putréfier sous les fortes chaleurs.

Un phénomène vient s'ajouter au marasme ambiant. Excédés par les montagnes de déchets, les Romains ont décidé de résoudre le problème par le feu. Plus de 300 sites ont été incendiés en trois ans, avait indiqué en octobre dernier Sergio Costa, ministre de l'Environnement, proche du Mouvement 5 Étoiles. C'est d'ailleurs sur ce point que la maire Virginia Raggi a privilégié sa communication ce mois-ci. Sur Facebook, l'édile, en plus de faire la chasse aux «zozzone», les ''sagouins'' qui déposent leurs ordures à côté des poubelles, dénonce des «actes de sabotage». Ces incendies criminels, estime-t-elle, sont un «véritable attentat à la santé», les fumées dégagées étant toxiques,, ainsi qu' «aux poches des contribuables», rappelant «que chaque benne coûte environ 800 euros. Ces dernières années, nous avons donc "brûlé" un peu moins d'un million d'euros que nous aurions pu investir pour la ville». Or, signe du manque de considération sur ce sujet, la municipalité romaine n'a plus de conseiller environnement depuis des mois.

Qui est responsable? Pour Raggi, il faut se tourner vers la région Latium. Et pour son président, Nicola Zingaretti issu du parti d'opposition démocrate, la région n'est pas «obligée de recevoir les déchets provenant de la capitale». Quand l'un fait une proposition, l'autre s'y oppose et vice-versa. Mais ce bras de fer politique confine à l'immobilisme, que les riverains indisposés peinent à comprendre.

Face à la crise des déchets, le navire Rome prend l'eau de toutes parts. Et chaque nouvel accroc vient alourdir un système déjà exsangue. Depuis début 2019, la capitale produit 5 000 tonnes de déchets par jour, soit plus de 1,8 million de tonnes par an.

Les équipes de ramassage de la société AMA sont trop peu nombreuses pour quadriller correctement toute la ville.

Les usines TMB sont peu nombreuses, vétustes et s'enrayent à la moindre anicroche. Les déchets recyclables et non-recyclables doivent être séparés. Normalement, ces derniers quittent la ville pour d'autres destinations: décharges régionales, incinérateurs ou usines d'exploitation étrangères. Or la quantité de déchets reçue est bien plus élevée que la capacité d'accueil initale des usines. De fait, celles-ci qui ne devaient être qu'un point de passage dans le vaste cycle de recyclage ou de destruction des déchets, sont devenues d'authentiques lieux de stockage. En plus des incendies d'usines, la pression s'est accentuée quand un contrat -controversé- avec l'Autriche est arrivé à terme fin 2018, sans qu'aucune alternative ne soit proposée. Cet engagement prévoyait l'acheminement de 70.000 tonnes d'ordures romaines par an vers des incinérateurs autrichiens, qui alimentaient ensuite 170 000 familles en électricité. LeFigaro.fr 28.06

ECONOMIE

UE - Mercosur

LVOG - Pourquoi exporter à l'autre bout du monde ce qu'on peut produire et consommer sur place ?

Parce qu'avec le capitalisme on ne produit pas pour satisfaire les besoins de la population mais uniquement pour faire du profit. On produit au-delà de nos besoins locaux ou nationaux, voire continentaux, et on exporte le reste. On encombre les océans, les routes et les airs, on pollue et gaspille un maximum d'énergie fossile, les produits sont conditionnés et maltraités, ils passent par plein d'intermédiaires et sont plus chers à l'arrivée, peu importe, seul le profit compte, tel le veut la logique du capitalisme.

- Commerce: après 20 ans de discussions, accord "historique" entre UE et Mercosur - AFP 29 juin 2019

L'Union européenne et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) ont annoncé vendredi s'ére entendus sur un vaste traité de libre-échange, touchant près de 770 millions de consommateurs, qu'ils négociaient depuis 20 ans.

"Je mesure mes paroles avec soin car c'est un accord réellement historique", a réagi le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, depuis le Japon où il participait au sommet du G20.

La conclusion de ce pacte envoie "un réel message en soutien à un commerce ouvert, équitable, durable", a-t-il insisté. "Cela montre que dans ces temps turbulents (...), des compromis peuvent être trouvés".

Derrière lui, avaient pris place, pour la photo, l'ensemble des dirigeants européens et du Mercosur - dont la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron -, comme pour symboliser leur union face au courant protectionniste.

Le président argentin Mauricio Macri a aussi salué à Osaka un "jour historique", tandis que le Brésil se félicitait de l'engagement des deux blocs, à une époque "de tensions et d'incertitudes dans le commerce international, en faveur de l'ouverture économique".

Les négociateurs étaient entrés mercredi soir à Bruxelles dans la dernière ligne droite des discussions, avec l'objectif de s'entendre enfin sur ce texte, dans un contexte mondial déstabilisé par la politique commerciale offensive du président américain, Donald Trump.

Cet accord permettra d'éliminer de nombreux droits de douane entre les deux parties au niveau industriel et agricole, mais concerne aussi les services, les marchés publics, les obstacles techniques au commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires et la propriété intellectuelle.

Le PIB de l'UE et du Mercosur représente un quart de celui de la planète, soit 18.000 milliards d'euros. L'accord, un des plus vastes jamais conclus par les 28, suscite cependant la profonde inquiétude des agriculteurs européens, qui craignent une concurrence jugée déloyale, ainsi que des ONG, préoccupées par ses conséquences pour le climat.

Le compromis négocié par la Commission devra être approuvé par les 28 Etats membres, un parcours qui s'annonce délicat, puis par le Parlement européen.

Les Européens ont obtenu de dernières avancées du côté du Mercosur en matière d'indications géographiques: 357 seront finalement protégées. Et surtout l'ouverture de leur secteur automobile, les droits élevés du Mercosur sur les voitures (35%) et les pièces détachés (jusqu'à 18%) devant à terme être éliminés.

A l'inverse, les Sud-Américains obtiennent un accès accru au marché européen pour leur production agricole, en particulier leur boeuf.

Les agriculteurs européens n'ont cessé de protester ces derniers mois contre ces discussions.

Le compromis comporte "certains défis pour les agriculteurs européens et la Commission européenne sera à leur disposition pour les aider", a concédé le commissaire à l'Agriculture Phil Hogan. Il leur promet "une aide financière" jusqu'à un milliard d'euros "en cas de perturbation du marché".

"Pour que cet accord soit gagnant-gagnant, nous ne nous ouvrirons aux produits agricoles du Mercosur qu'avec des quotas soigneusement gérés qui garantiront qu'aucun produit ne risque d'inonder le marché européen", a-t-il insisté.

L'accord permettra au Mercosur d'exporter 99.000 tonnes de viande bovine en Europe sans droit de douane chaque année.

Les négociations ont aussi été attaquées dans une lettre ouverte par 340 ONG européennes et sud-américaines, dont Greenpeace et Friends of the Earth, sur deux autres fronts: l'environnement et les droits de l'Homme.

Ces organisations, déà opposées pour certaines aux précédentes négociations commerciales de l'UE avec les Etats-Unis ou le Canada, condamnent "la détérioration des droits humains et de la situation écologique au Brésil" depuis l'investiture en janvier du président d'extrême droite, Jair Bolsonaro.

Bruxelles met en avant que l'accord inclut un chapitre sur le développement durable, qui couvre "la conservation des forêts, le respect des droits des travailleurs et la promotion d'un comportement responsable des entreprises".

"Les normes de sécurité alimentaire de l'UE resteront inchangées et toutes les importations devront être conformes" à ces règles, comme c'est déjà le cas actuellement, ajoute aussi la Commission.

L'UE et le Mercosur ont échangé en 2018 pour près de 88 milliards d'euros de marchandises. Les pays d'Amérique du Sud ont essentiellement exporté leurs produits agricoles, et les Européens des produits industriels et pharmaceutiques. AFP 29 juin 2019

- À peine conclu, l'accord UE-Mercosur ulcère les agriculteurs (même macronistes) - Le HuffPost 29 juin 2019

“Concurrence déloyale et tromperie totale.” L’accord de libéralisation commerciale entre l’UE et les quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay) annoncé vendredi 28 juin au soir est jugé “inacceptable” par les agriculteurs français, y compris par l’éleveur et nouveau député macroniste Jérémy Decerle.

“Quelques semaines après l’élection européenne, inacceptable signature d’un accord Mercosur-UE qui va exposer les agriculteurs européens à une concurrence déloyale et les consommateurs à une tromperie totale”, a tweeté la patronne du premier syndicat agricole français FNSEA, Christiane Lambert sur le slogan “n’importons pas l’agriculture et l’alimentation que nous ne voulons pas chez nous”. Le HuffPost 29 juin 2019

UE - Vietnam

- L'UE et le Vietnam signent un accord de libre-échange - sputniknews.com 30.06

Signé ce dimanche à Hanoï, en présence de la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström et du ministre vietnamien de l'Industrie et du Commerce Tran Tuan Anh, l'accord de libre-échange prévoit la suppression de 99% des droits de douane entre l’Union européenne et le Vietnam.

Lorsque l'accord entrera en vigueur, l'UE lèvera 85% de ses droits de douane sur les produits vietnamiens, réduisant progressivement le reste au cours des sept prochaines années.

Pendant ce temps, le Vietnam lèvera 49% de ses droits d'importation sur les exportations de l'UE. Le reste sera éliminé au cours des 10 ans à venir.

Le Vietnam est le deuxième partenaire commercial de l'UE en Asie du Sud-Est, avec un chiffre d'affaires de 56 milliards de dollars pour l'an dernier. sputniknews.com 30.06

Cédéao

- Cédéao : en attendant la monnaie unique… - franceinfo 28.06

Un nom circule depuis des années, Eco. Une date de naissance : 2020. Les conclusions de la conférence des Chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), qui se tient le 29 juin 2019 à Abuja (Nigeria), donneront un nouvel indice sur la concrétisation de cet ambitieux projet monétaire. Et par conséquent sur la solidité de la volonté politique à y parvenir, bien qu'elle n'ait cessé d'être réaffirmée depuis le sommet de décembre 2017, dont le principal ordre du jour a été la création d'une monnaie unique.

Dans le communiqué final, les pays membres réitéraient "leur ferme volonté à œuvrer à l'atteinte des objectifs des pères fondateurs de la (Cédéao) de doter la région d'une union monétaire en vue d'accélérer la construction d'un espace de prospérité et de solidarité."

"La Cédéao, c'est 15 pays, 335 millions d'habitants, un PIB de 637 milliards de dollars, une superficie de 5,1 millions de km², 3 langues officielles et plus de 1000 langues locales." Momodou Saho - Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest

La convergence économique a été longtemps un frein à la création de la monnaie unique. Notamment parce que la Cédéao est une organisation qui a un profil monétaire particulier. Huit Etats (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) constituent déjà l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa) qui utilise le franc CFA, autrefois arrimé au franc français et aujourd'hui à l'euro. Les sept autres (le Cap-Vert dont la monnaie a aussi une parité fixe avec l'euro, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Nigeria et la Sierra Leone) ont chacun leur monnaie.

L'un des critères de convergence requis est lié à l'inflation. Les experts soulignent qu'il est complexe de chercher à harmoniser les taux d'inflation des pays de l'Umoa, associés à une économie forte – celle des pays développés de l'Union européenne –, avec ceux des autres membres de la zone Cédéao, des pays en voie de développement, dont les structures économiques diffèrent. Pragmatiques, les Etats ont fini par jouer la carte de la flexibilité sur cette question afin de se donner une chance d'atteindre leur objectif. "Il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à une convergence macroéconomique soutenue", soulignait en 2018 Momodou Saho, directeur général de la l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest (Amao).

Mais un autre obstacle, politique cette fois-ci, se dresse. Les sept pays, jaloux de leur souveraineté monétaire, craignent une ingérance française, par le biais des pays de la zone franc CFA. Le Nigeria, le géant sous-régional qui a toujours appelé à éviter toute précipitation dans le processus de mise en place de la future monnaie, l'a encore récemment souligné. "Si nous prenons une décision sur notre monnaie, elle doit être prudente, pour ne pas mettre notre économie en difficulté. C'est très important et c'est pourquoi les responsables de notre banque centrale ont été très précautionneux sur la question", confiait Musa Nuhu, le chef de la cellule nationale Cédéao au ministère nigérian des Affaires étrangères dans les colonnes du journal nigérian Vanguard en mai 2019.

En évoquant les pays francophones qui utilisent le CFA, il a déclaré : "Le problème qui se pose, c'est que la Banque centrale du Nigeria leur demande de dissocier le CFA de la Banque de France. La valeur de ce franc CFA est déterminée par la Banque de France, qui conserve leurs réserves et fixe également son taux de change."

"Pour le naira (la monnaie nigériane), a poursuivi le responsable nigérian, nous ne nous cachons pas derrière les institutions (...) nos réserves sont en dollars américains, en euros et récemment en (yuan) chinois, nous sommes donc seuls. Si une monnaie se cache derrière une autre, on ne peut pas apprécier sa valeur réelle". Histoire d'en finir avec le CFA

Alors que le débat autour du CFA fait rage dans les pays concernés, le projet de l'union monétaire de la Cédéao s'apparente à une porte de sortie offerte aux pays de la zone Franc. Néanmoins, souligne l'économiste togolais Kako Nubupko, "la perspective de la monnaie Cédéao ne peut pas empêcher de faire les réformes en zone Franc, parce que l'on ne sait pas quand elle sera effective. Le projet a été déjà reporté quatre fois. Les Etats seront-ils prêts pour 2020 (date de lancement prévue) ? Les relations avec le Nigeria sont-elles suffisamment claires pour se lancer dans cette monnaie ? (...) Il y a beaucoup de questions auxquelles nous n'avons pas encore de réponses."

Quels que soient les obstacles, selon un rapport de la BAD publié en 2016, l'achèvement de l'intégration monétaire de l'Afrique de l'Ouest souhaitée depuis les années 80 (le Programme de coopération monétaire de la Cédéao, PCMC) a été adopté en 1987) passe par la création d'une monnaie unique. D'autant qu'elle offrirait "aux pays d'Afrique de l'Ouest une opportunité de résoudre plus efficacement les nombreux problèmes monétaires auxquels ils sont actuellement confrontés" et qu'aucun d'eux ne peut résoudre seul.

Pour de nombreux observateurs, il est peu probable que les citoyens de la zone Cédéao tiennent dans leurs mains la monnaie commune en 2020, puisqu'il n'y a pas encore de banque centrale établie pour l'émettre (mais la possibilité que l'Agence monétaire ouest-africaine en devienne une est sur la table). Dans les prochains mois, l'Eco devrait plus s'apparenter à une unité de compte ou à une monnaie de référence au sein de la Cédéao. Une étape cruciale car les espèces sonnantes et trébuchantes de la monnaie commune ne relèveraient alors plus du virtuel. franceinfo 28.06

Etats-Unis - Pétrole de schiste.

- Le pétrole de schiste américain creuse des dettes abyssales - 2000watts.org 12 Juin 2019

Le pétrole de schiste américain creuse des dettes abyssales

Le pétrole de schiste a souvent été présenté comme l'eldorado énergétique du futur capable de rassasier l'Economie mondiale. Avec 8,5 millions de barils/jours, le schiste US pourrait encore augmenter d'un million b/j d'ici à la fin de l'année.

Cependant, dans les coulisses, le tableau est moins rose. Les faillites s'accumulent et le manque de retour sur investissement exaspère Wall Street. Un sondage sur 29 compagnies pétrolières actives dans le schiste montre qu'elles ont perdu 2,5 milliards $ durant le premier trimestre de cette année. 174 faillites et le compteur tourne

Cette même dream-team avait déjà publié des pertes de 2,1 milliards durant le dernier trimestre 2018. Paradoxalement, ces performances négatives sont réalisées alors qu'elles ont diminué de 16% leurs investissements afin de réduire leurs coûts.

Globalement, les producteurs de schiste ont atteint un cash flow négatif de 184 milliards $ depuis 2010. Il est difficile de trouver une industrie qui jongle avec autant de pertes.

Depuis la crise pétrolière de 2014, 174 entreprises de pétrole et de gaz de schiste ont demandé l'ouverture de faillites afin de restructurer plus de 100 milliards $ de dettes. Pour le premier trimestre 2019, la tendance continue avec 8 faillites et une ardoise de 3 milliards $.

Il n'y a que quelques jours, Weatherford a demandé la protection d'une mise en faillite afin de restructurer sa dette de 6,7 milliards $. Avec un baril dans la zone des 55$, la contamination va se propager.

A touché le fonds, mais...

Le génie américain du pétrole de schiste a reposé sur deux facteurs : A) une communication portée par les présidents Obama et Trump afin de donner l'illusion d'abondance énergétique et B) d'avoir réussi à financer son développement et ses pertes par les fonds de pensions étrangers (européens et asiatiques) ainsi que par les Banques Nationales comme la BNS Suisse.

Les entreprises de schiste ont peut être touché le fonds, mais elles creusent encore! 2000watts.org 12 Juin 2019

Haut de page

Le 6 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

Nouvel emmerdement informatique : Je ne peux plus utiliser FillZilla pour télécharger (FTP) les fichiers dans le serveur du portail. Heureusement que j'avais un autre logiciel en remplacement en cas de coup dur.

Bonne lecture et bon week-end.

- Au format pdf (pages)

Il peut rester des fautes de code telles que celles que l'on trouve dans de nombreux articles de l'AFP, exemple: "GaÃ¯d Salah dÃ©gage", "GaÃ¯d Salah est avec les traÃ®tres" pour : "Gaïd Salah dégage", "Gaïd Salah est avec les traîtres". C'est pénible, car je dois faire des dizaines de corrections lors de chaque causerie, ce sont les lettres accentuées qui présentent une erreur d'encodage du texte.

Un internaute - Un gouvernement est la partie divertissement du lobby militaro industriel (Franck Zappa.)

PREMIERE PARTIE

Une vidéo

Jean Ziegler : Pourquoi il faut détruire le capitalisme ?

https://www.youtube.com/watch?v=slJd1kuR2Ps

Je n'ai pas eu le temps de la visionner.

Manipulation des consciences, les faussaires ne chôment pas en été.

Stable, en hausse ou en baisse, au choix!

La confiance en Emmanuel Macron et Édouard Philippe en forte hausse - L'Express.fr 2 juillet 2019

Le chef de l'État gagne au total 9 points depuis le mois d'avril et retrouve son niveau de l'été 2018, avant la crise des gilets jaunes.

Un sondage Ifop-Fiducial réalisé pour Paris Match et Sud Radio et diffusé mardi.

Avec 38% de jugements favorables sur son action et 62% (-6) des personnes interrogées d'un avis contraire, le chef de l'État gagne au total 9 points depuis le mois d'avril et la fin du grand débat.

Il progresse notamment auprès des retraités (46%, +4)...

Plusieurs sondages diffusés ces dernières semaines ont donné Emmanuel Macron en hausse de 3 à 5 points, un autre le donnait stable à 30%. L'Express.fr 2 juillet 2019

Sondage: l'embellie aura été de courte durée pour Emmanuel Macron - LeFigaro.fr 4 juillet 2019

Baromètre FIG MAG - KANTAR-onepoint Sofres de Juillet 2019 publié par LeFigaro.

Emmanuel Macron n'aura connu qu'un court répit. L'embellie entrevue le mois dernier, à la faveur du résultat des élections européennes, n'aura pas duré. La cote de confiance du président de la République rechute de 2 points (à 27% - ndlr). Simple correction après l'euphorie électorale ou déception plus grande d'une partie des Français? Toujours est-il que le chef de l'État entame l'acte II de son quinquennat avec une cote de confiance trop faible.

Il a réussi à se détacher du plancher atteint par François Hollande (16 %) mais n'arrive pas à remonter au niveau de Nicolas Sarkozy (38 %).

Niveau qui avait permis à celui-ci de continuer ses réformes malgré des millions de manifestants dans les rues. Qu'en sera-t-il pour Emmanuel Macron qui a programmé la réforme des retraites avant les municipales de mars prochain? Le seul élément positif pour l'exécutif reste la faiblesse de ses opposants. LeFigaro.fr 4 juillet 2019

La popularité d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe stagne autour de 26%, selon un nouveau sondage - Franceinfo 5 juillet 2019

La popularité d'Emmanuel Macron est en léger rebond (+1) à 26% d'opinions favorables, tandis que celle d'Edouard Philippe, au même niveau, est en baisse (-1), selon un sondage YouGov diffusé vendredi 5 juillet. Franceinfo 5 juillet 2019

LVOG - Bref, monsieur 10% batifole entre 26 et 38%, n'importe quoi ! Ce qu'il y a de bien avec tous ces sondages, c'est qu'ils s'annulent réciproquement ! Ce n'est pas seulement la crédibilité des instituts de sondages qui s'en trouve entamée, mais aussi la confiance dans ceux qui les commandent ou les médias officielles.

Les médias fers de lance de la propagande officielle et des fausses nouvelles.

Tartuffe chez les europhobes - Le Parisien 2 juillet 2019

Même quand ils se peinturlurent d'un vernis de respectabilité, les populistes finissent toujours par tomber le masque et se montrer sous leur vrai jour. Ils l'ont encore prouvé par leur attitude... Le Parisien 2 juillet 2019

Michelle Bachelet, la meilleure amie des populistes - LePoint.fr 2 juillet 2019

La responsable des droits de l'homme à l'ONU fait la leçon à la France pour la deuxième fois. Une récidive très ambiguë et toxique. LePoint.fr 2 juillet 2019

Quand ils confondent journalisme d'investigation et investigation policière.

Radio France renforce son dispositif contre le harcèlement sexuel après une enquête de Télérama - 20minutes.fr 3 juillet 2019

LVOG - Des journalistes accomplissant une mission de police au sein d'une radio, on n'est plus loin du temps des miliciens...

Faites le savoir, c'est encore le meilleur moyen de les miner...

Fausses nouvelles : 37% des Français font confiance à la télévision, 36% à la presse écrite - RT 5 juillet 2019

Un Français sur deux juge que les journaux et les magazines colportent souvent de fausses informations et seuls 37% des personnes interrogées affirment avoir confiance en la télévision et la radio. Ce chiffre chute à 36% pour les journaux.

Près d'un Français sur deux (48%) pense que journaux et magazines véhiculent fréquemment des fausses informations, proportion qui monte à 52% pour la télévision et la radio, selon une étude Ipsos menée dans 27 pays et publiée ce 5 juillet.

Selon cette étude Ipsos global advisor réalisée en ligne du 25 janvier au 8 février auprès de 19 541 personnes (dont environ 1 000 en France), la majorité de la population (52% en moyenne) dans le monde estime que la presse écrite diffuse «une large proportion» de fausses informations. En queue de peloton, la Serbie (82% de la population), la Hongrie (78%) et la Russie (68%) ne font pas confiance aux médias écrits.

En ce qui concerne télévision et radio, la moyenne mondiale reste inchangée, tout comme le trio de queue. Les Américains sont 61% à estimer que ces médias véhiculent fréquemment des fausses informations (contre 55% pour la presse écrite).

Comme d'autres études parues récemment, l'étude souligne la défiance particulière des Français dans les médias, seuls 37% affirmant avoir confiance dans la télévision et la radio, et 36% dans les journaux et les magazines. L'étude souligne aussi que la confiance à l'égard des médias s'est particulièrement dégradée ces cinq dernières années, quel que soit le support, papiers (-21% de score de confiance en 5 ans), comme audiovisuels (-28%).

La seule source d'information qui inspire encore confiance se trouve dans les relations de proximité : plus d'un Français sur 5 (26%) reconnaît faire davantage confiance à une information délivrée par une personne qu'il connaît personnellement.

«Alors qu'il n'a jamais été aussi facile d'accéder à l'information, où qu'elle soit dans le monde, ce sont finalement les règles de la proximité qui s'appliquent, comme si seul le bouche à oreille, au sens propre, pouvait inspirer confiance : seules les relations personnelles ont gagné en fiabilité au cours des cinq dernières années», remarque Yves Bardon, directeur de la prospective chez Ipsos cité dans un communiqué. RT 5 juillet 2019

CNN dévisse.

LVOG - J'ai trouvé par hasard cette info dans un portail relayant un article du portail américain d'extrême droite Breitbart daté du 3 juillet 2019 :

- CNN est arrivée en 15e position aux heures de grande écoute au cours du trimestre précédent et a perdu près de 20 pour cent de son audience

Dans la démographie très importante (pour les tarifs publicitaires) des 25-54 ans aux heures de grande écoute, FOX comptait en moyenne 373 000 téléspectateurs, MSNBC 252 000, et CNNLOL seulement 188 000.

Par rapport au même trimestre de l'année dernière, dans la démo de l'âge, FOX a baissé de 21% et MSNBC de 27%, mais CNNLOL a encore réussi à s'humilier avec une chute incroyable de 37% de jeunes téléspectateurs en prime time.

Avec seulement deux autres distributeurs en concurrence, pas un seul programme de CNNLOL ne s'est hissé parmi les 20 premiers.

La meilleure performance de CNN a été l'échec de Cuomo Prime Time, qui a atteint la place numéro 25.

Ils sont ultra minoritaires et illégitimes, mais ils légifèrent et sévissent toujours.

LVOG - Enseignants, collégiens, parents d'élèves, fonctionnaires, chômeurs et futurs chômeurs potentiels, agriculteurs et éleveurs, etc. Macron et son gouvernement, les députés LREM sont vos ennemis (pas les seuls), organisez-vous, mobilisez-vous dans l'unité pour les chasser du pouvoir !

L'Assemblée nationale adopte le projet de loi sur l'école - AFP 2 juillet 2019

400 écoles rurales vont fermer contrairement à la promesse de Macron - Le HuffPost 1 juillet 2019

Nous ne fermerons pas d'écoles primaires à la rentrée, c'est la première fois qu'un gouvernement s'engage à cela, rendez-vous compte, c'est énorme", déclarait Jean-Michel Blanquer en avril sur Franceinfo (voir la vidéo plus bas), reprenant une promesse d'Emmanuel Macron pour répondre à la crise des gilets jaunes. Vraiment?

En fait, cette promesse était assortie d'un petit astérisque en bas de page: "pas de fermeture sans l'accord des maires". Et les élus locaux ne se sont pas privés. Par ailleurs, des fermetures d'écoles ont tout de même été décidées par le gouvernement. De quoi largement relativiser "l'énormité" de cet engagement du gouvernement.

Selon une enquête du ministère de l'Éducation nationale, reprise par Le Parisien ce lundi 1er juillet, environ 400 écoles vont disparaître à la rentrée de septembre. Parmi elles, 150 fermetures ont été décidées par l'Éducation nationale et 250 par les élus locaux dans le cadre de projets de fusions et regroupements d'écoles, concernant en première ligne les établissements ruraux.

Ces fermetures sont principalement liées à une vaste refonte de la carte scolaire qui tend au regroupement des écoles de village dans des RPC (Regroupements pédagogiques concentrés), plus modernes, mieux équipés et surtout plus faciles et moins chers à gérer. Ces grosses structures qui peuvent accueillir jusqu'à plusieurs centaines d'élèves poussent par dizaines en zones rurales.

La promesse du gouvernement se heurte donc à cette reforme en cours qui, pas à pas, sonne le glas des petites écoles de campagne. Lors de son interview sur Franceinfo, le ministre de l'Éducation nationale avait pourtant mis en avant leurs résultats "meilleurs que la moyenne", leur "caractère très humain" et leur intérêt pour "la vie des villages".

"On est en train de casser la relation sociale de nos villages avec ces cartes scolaires qui servent d'abord à remplir les classes", déplore Dorothée Farcy, enseignante dans une école primaire et membre du bureau du syndicat Snuipp de la Somme, interrogée par Le Parisien. Avec 30 fermetures d'écoles, dont 27 dans le cadre de regroupements, son département est parmi les plus touchés en France.

Selon le syndicat SNUipp-FSU, 808 classes ont déjà fermé lors de la dernière rentrée en zones rurales. C'est l'une des doléances des gilets jaunes: la disparition progressive des services publics près de chez eux les obligeant à prendre, toujours plus loin et plus souvent, leur voiture. AFP 2 juillet 2019

Le gouvernement maintient le gel de la rémunération des fonctionnaires - RT 5 juillet 2019

Depuis 2010, le point d'indice qui sert de base à la rémunération des fonctionnaires a été gelé sauf entre 2017 et 2018. Selon la CGT le nombre de fonctionnaires au SMIC a doublé en 10 ans.

Bercy s'est contenté d'annoncer, dans un communiqué, la poursuite, en 2020, du dispositif «parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR), mis en place par le précédent gouvernement et qui vise à revaloriser les carrières des agents publics en échange de leur allongement. Des groupes de travail sur la «rémunération au mérite» des agents publics devraient par ailleurs être mis en place dès la rentrée.

Bercy a également prévu la réévaluation de l'indemnité compensatrice de la hausse de la CSG, mais pour la seule année 2020, ainsi que celle des frais de repas et du chèque emploi service universel dédié à la garde d'enfants, autant de mesures qui n'ont «rien à voir avec des mesures salariales», a estimé Jean-Marc Canon (CGT).

Outre le gel du point d'indice, les syndicats dénoncent la «non-compensation» de la hausse de la CSG pour les fonctionnaires au-

delà de 2020 et la réinstauration du «jour de carence».

Selon des chiffres attribués par la CGT à la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), 1,1 million d'agents publics – sur 5,5 millions – sont dans une précarité accrue aujourd'hui, avec une rémunération égale au SMIC ou de seulement 10% plus élevée, soit deux fois plus qu'il y a 20 ans. RT 5 juillet 2019

La réforme de l'assurance chômage pourrait pénaliser plus de 1,2 million de personnes - L'Express.fr 4 juillet 2019

Combien de demandeurs d'emploi vont être pénalisés par la réforme de l'assurance chômage ? Selon un document de travail de l'Unédic que s'est procuré RTL, le nombre de personnes impactées serait bien plus important qu'envisagé initialement.

Au moment de la présentation de la réforme mi-juin, le ministère du Travail avait évoqué entre 600 000 et 700 000 personnes touchées par la réforme. Mais, d'après le document de travail de l'Unédic consulté par RTL, ils seraient en fait bien plus nombreux. L'organisme détaille ainsi trois effets.

Tout d'abord, les demandeurs d'emploi ayant travaillé moins de six mois au cours de 24 derniers mois, ajoutés à ceux ayant recommencé à travailler sur de petites périodes, mais sans accumuler six mois, seront touchés par une ouverture de droits retardée ou tout simplement annulée. L'Unédic estime leur nombre à 500 000 chaque année.

Ensuite, l'éventuelle modification de 28 à 24 mois de la période de référence d'affiliation (PRA), permettant de calculer la durée d'indemnisation, conduirait à une réduction de la durée des droits d'environ 250 000 allocataires, estime l'Unédic.

Enfin, la baisse de l'allocation journalière pour les personnes ayant travaillé de manière discontinue toucherait près de 1,2 million de personnes, jauge l'association dans son document de travail. L'Unédic précise néanmoins que les personnes concernées par ces différents effets ne peuvent être additionnées, dans la mesure où certains allocataires pourraient être touchés par plusieurs d'entre eux à la fois. L'Express.fr 4 juillet 2019

La réforme de l'assurance-chômage pourrait léser 1,2 million de chômeurs - Le HuffPost 5 juillet 2019

Les syndicats y ont vu un nouveau coup de canif social, le Medef saluant pour sa part une réforme “extrêmement courageuse”. Le HuffPost 5 juillet 2019

LVOG - Un "*canif* pour affronter un bulldozer. Le Medef a raison de saluer le courage de Macron !

CETA : le gouvernement français a adopté l'accord commercial avec le Canada L'Express.fr 3 juillet 2019

Une nouvelle étape est franchie. Le gouvernement français a approuvé ce mercredi l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada (CETA) que l'Assemblée nationale devra ratifier le 17 juillet prochain, a indiqué le secrétaire d'État Jean-Baptiste Lemoyne au terme du conseil des ministres. L'Express.fr 3 juillet 2019

Corruption : Cela n'existe pas en France !

Détournement de fonds publics: le président de la métropole de Lille en garde à vue - AFP

La fortune secrète de Raymond Barre découverte en Suisse - LePoint.fr

L'ex-Premier ministre aurait dissimulé quelque 11 millions de francs suisses à Bâle, révèle « Le Canard enchaîné ». Une fortune découverte par le fisc français. LePoint.fr

Pour se partager 530 millions d'euros payés par nos impôts et taxes. Nouvel appel à la délation.

Féminicides : la Fondation des femmes réclame "un Grenelle des violences faites aux femmes" - Franceinfo 1 juillet 2019

L'association souhaite que le dossier des féminicides soit remonté "en haut de la pile" du gouvernement.

Alors que la Fondation des femmes a réclamé sur France Inter un "Grenelle des violences faites aux femmes" et qu'un collectif

de familles et de proches de victimes de féminicides dans une tribune publiée dimanche dans Le Parisien, appelle à un rassemblement le 6 juillet prochain à Paris.

Lundi 1er juillet sur franceinfo Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les hommes et les femmes : "Ça veut dire qu'il doit y avoir un ressaisissement de toute la société dans son ensemble" sur la question des violences conjugales, "y compris des témoins qui doivent pouvoir alerter..."

"Quand vous êtes témoin, vous pouvez contacter la police ou la gendarmerie. Quand vous êtes témoin d'une violence conjugale, appelez la police. Allez au commissariat déposer des témoignages, ça aidera ces femmes et c'est pour ça qu'on a créé cette plateforme de dialogue avec les policiers et les policières", a insisté Marlène Schiappa.

Elle est revenue sur le budget consacré à ces violences, "il y a 530 millions [d'euros] sur l'égalité femmes-hommes, au global et pas uniquement contre les violences, on a augmenté les subventions des associations de façon très forte et ça n'a pas fait réduire mécaniquement le nombre de meurtres." Franceinfo 1 juillet 2019

La corruption des âmes ou des bonnes consciences n'a pas d'avenir.

- Recul de la religion musulmane dans le monde arabe - Réseau Voltaire 5 juillet 2019

L'Arab Barometer a publié le 24 juin 2019 un sondage effectué auprès de 25 000 arabes, répartis dans 12 pays [1]. C'est la quatrième fois depuis 2006 qu'il procède à cette étude d'opinion.

Le plus frappant est le recul de l'appartenance religieuse. Depuis les « Printemps arabes », le nombre de personne se déclarant « non religieuse » est passé de 8 à 13 %. Il atteint même 18 % chez les moins de 30 ans.

Cette évolution marque l'échec des imams face aux Frères musulmans et au jihadisme : en déclarant qu'ils allaient expliquer le « vrai Islam » pour contrer l'« Islam politique », ils ont fait fuir une partie de la jeunesse.

Si les imams continuent à refuser de discuter ce qu'ils ont compris de leur religion, celle-ci ne cessera de reculer. En effet, ils agissent exactement comme ceux qu'ils veulent contredire : ils prétendent savoir et ne tolèrent aucune remise en question.

Comment en est-on arrivé là ? Rappelons que Mahomet a été élevé par des judéo-chrétiens qu'il a toujours protégés, qu'il buvait de l'alcool et qu'il n'a jamais demandé à une femme de se voiler. Réseau Voltaire 5 juillet 2019

LVOG - On ne peut que se féliciter de la disparition progressive de cet endoctrinement, de ce dogmatisme malsain, qui n'est plus depuis des lustres qu'une représentation de l'idéologie dominante.

Propagande. Stratégie de la tension. Ethnicisme ou communautarisme.

"Cela a été un massacre total" : une indienne Pemón témoigne de la torture au Venezuela - Franceinfo 5 juillet 2019

À la frontière entre le Venezuela et le Brésil, les Pemóns sont les premières victimes de l'oppression de l'armée vénézuelienne. Franceinfo 5 juillet 2019

L'ONU dénonce l'"érosion" de l'Etat de droit au Venezuela - AFP 5 juillet 2019

Comment Pékin étend sa mainmise sur le Xinjiang - LeFigaro.fr 5 juillet 2019

Au nord-ouest de la Chine, le Xinjiang est la terre des Ouïghours, une minorité musulmane. Il y a dix ans, des affrontements intercommunautaires ont signé une première étape dans le renforcement de la répression chinoise dans cette région hautement stratégique pour Pékin. LeFigaro.fr 5 juillet 2019

Emeutes au Xinjiang: 10 ans après, les tensions ethniques persistent - AFP 5 juillet 2019

Habitants poignardés, tabassés, voire brûlés vifs: les émeutes interethniques ayant fait près de 200 morts il y a 10 ans au Xinjiang sont aujourd'hui inimaginables dans cette région chinoise, devenue un véritable Etat policier. AFP 5 juillet 2019

Ils osent tout.

- Nicolas Sarkozy "reste un recours" pour la France, affirme Claude Guéant - Franceinfo 1 juillet 2019

- Inauguration de la place de Jerusalem à Paris - AFP 1 juillet 2019

- Londres menace Pékin de "conséquences" en cas de non respect des libertés à Hong Kong - Franceinfo 1 juillet 2019

- Sea-Watch : la capitaine Carola Rackete va porter plainte contre le ministre Matteo Salvini - Franceinfo 5 juillet 2019

- En Gambie, le peuple marche contre les violences sexuelles - Franceinfo 5 juillet 2019

- Ghana : le projet de construction d'un nouveau Parlement à 200 millions de dollars fait scandale - Franceinfo 5 juillet 2019

- Tunisie : des "dizaines de milliers" de caméras de surveillance pour lutter contre l'insécurité - Franceinfo 4 juillet 2019

DEUXIEME PARTIE

Quelques réflexions politiques et autres...

1- Une femme au pouvoir, c'est déjà un abus de pouvoir ! Alors deux, cela donne une histoire belge ou le troisième larron adoubé par Bilderberg ! Et quand elles ne sont pas fanatiques, elles sont soumises, et si elles cumulent les deux, cela donne des tyrans ! Une femme soumise est une femme faible, dépressive, qui, quand elle en prend conscience, s'émancipe en devenant despotique. Je parle par expérience, hélas !

Plus généralement, dans cette société malheureusement, où nous sommes tous en concurrence les uns ou les unes avec les autres tous les rapports tournent au rapport de forces ou sont conçus comme tels, de sorte que l'un ou l'autre doit dominer ou faire preuve de soumission, et comme souvent cela se passe mal, cela se termine mal aussi ou prématurément. Les idéologues du régime l'ont bien saisi en montant chacune des composantes, couches, communautés de la société les unes contre les autres, ce qui crée un climat peu propice au rassemblement ou à l'unité, c'est fait pour.

C'est la raison pour laquelle on doit prendre comme seul point de repère la lutte des classes, et ne jamais quitter ce terrain dès qu'il s'agit d'affrontement entre différentes couches d'exploités ou d'opprimés.

Quoiqu'on fasse, on subit ces rapports détestables et on en est aussi l'instrument, parce qu'on ne peut pas faire autrement, tous les jours on y est confronté malgré nous, car on ne peut pas échapper à l'emprise du capitalisme qui rythme tous les rapports, même un anarchiste! Même quand on a acquis un niveau de conscience supérieur, on ne détient pas le pouvoir de remettre en cause les rapports qui existent. Paradoxalement, ce n'est pas forcément souhaitable tant que les conditions ne sont pas réunies, il est même dangereux de donner du pouvoir à des gens qui n'ont pas conscience de ces rapports ou en useront à mauvais escient.

C'est la raison pour laquelle ils ont promu les réseaux sociaux, afin de créer les conditions d'un affrontement généralisé et permanent entre exploités, de manière à ce qu'ils ne se retrouvent pas sur leur terrain de classe pour affronter le régime.
Les inventeurs (et financiers) des réseaux sociaux sont les principaux responsables de la propagation de la haine et de l'intolérance à tous les niveaux dans la société.

2- Comment on en est arrivé là ?

La moitié de la population, en majorité issue de la classe ouvrière, boycotte chaque élection, laissant la voie à ceux qui votent à droite issus de toutes les classes. Les candidats de droite sont élus avec 5 à 25% des voix des électeurs inscrits. Ils sont ultra minoritaires et illégitime, peu importe c'est suffisant pour gouverner. Voilà le miracle accompli du parlementarisme bourgeois dont on a continué à nous gaver les mérites depuis l'avènement de la Ve République.

Appeler au boycott était considéré comme déviant, révisionniste ou gauchiste. Voyez-vous, il ne fallait pas se couper des masses, pour finalement se retrouver dans une situation où ce sont les masses qui se sont coupées du mouvement ouvrier, quelle preuve de perspicacité ! Sans oublier de mentionner les militants, qu'on n'idéalise pas, qui malgré tout continuent de se

battre quotidiennement au côté des masses qui se mobilisent pour défendre leurs droits ou acquis.

3- Qu'en est-il du productivisme dont on accuse le marxisme ?

Le capitalisme produit pour produire du profit, qu'une infime minorité confisque et concentre entre ses mains au détriment des besoins du reste de la population et de l'environnement qu'il saccage.

Le socialisme produit pour produire des marchandises et des services correspondant aux besoins de la population en respectant l'environnement.

Le capitalisme rime avec valeur d'échange, business, fric, pouvoir, guerre...

Le socialisme rime avec valeur d'usage, besoins, aspirations, bien-être collectif, épanouissement personnel, paix...

Quelle idéologie choisir ? Pourquoi, ce serait compliqué ? Pure mauvaise foi ou hypocrisie.

Quand le groupe Bilderberg dirige l'Union européenne ou l'Otan militaire et économique réunis.

Liste des membres du groupe Bilderberg nominés :

- Christine Lagarde (2010, 2013) ; Présidence de la BCE

- Ursula von der Leyen (2015, 2019) ; Présidence de la Commission européenne

- Charles Michel (2018) ; Présidence du Conseil européen

Cela doit bien servir à quelque chose...

- En 2010, l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Willy Claes, invité deux fois à la conférence, avait déclaré la chose suivante sur l'émission de radio de Koen Fillet à propos de ces réunions:

Willy Claes: « Eh bien, vous voyez, il n'y a pas beaucoup de secret à ce sujet. Il y a un ordre du jour qui traite des problèmes les plus importants auxquels le monde est confronté mais qui est discuté et cette discussion est faite selon une discipline stricte. Donc, vous avez toujours un rapporteur qui est nommé à l'avance et qui n'a que dix minutes pour faire l'introduction. Les interventions sont également strictement limitées. Que ce soit Kissinger ou quelqu'un d'autre, il est bloqué quand il dépasse sa limite de temps de parole. Mais ce sont des thèmes très importants. »

Koen Fillet: « Dites, M. Claes, que se passe-t-il après que tout le monde a eu ses dix minutes de temps de parole, y a-t-il un vote, est-ce que des décisions sont prises ? »

Willy Claes: « Non, il n'y aura jamais de vote, aucune résolution ne sera mise sur papier … »

Koen Filet: « Quoi alors? »

Willy Claes: « … mais bien sûr, le rapporteur essaie toujours de faire une synthèse, et tout le monde est censé faire usage de ces conclusions dans l'environnement où il a une influence. » express.live 8 juin 2018

LVOG - Et les plus zélés seront amenés à être promus...

Avec le concours de la machine à fabriquer le consentement...

- Sondage : près des deux-tiers des Français saluent la nomination de Christine Lagarde à la tête de la BCE - Franceinfo 5 juillet 2019

63% des Français interrogés ont une "bonne opinion" de l'ancienne ministre des Finances. Franceinfo 5 juillet 2019

LVOG - Ils les ont choisi au sein des 10% de LREM et 4% de LR, cela devrait faire aux alentours de 8,5% !

... qui peine de plus en plus à convaincre décidément...

- L'Europe peine à convaincre - LeFigaro.fr 4 juillet 2019

D'après un sondage Odoxa-Dentsu consulting pour Le Figaro et Franceinfo, l'Europe n'est «source d'espoir» que pour 30 % des sondés, alors qu'elle l'était encore pour 61 % d'entre eux en 2003.

Parmi les plus optimistes: les cadres (52 %), les foyers percevant au moins 3500 euros nets par mois (48 %), les plus de 65 ans (43 %), les habitants de l'agglomération parisienne (37 %) ou encore les 18-24 ans (35 %). Témoignage d'une certaine fracture sociologique, puisque un peu moins d'un quart des habitants vivant en zone rurale et 16 % seulement des employés et ouvriers croient en l'Europe. LeFigaro.fr 4 juillet 2019

Le bal des pantins.

Les quatre nouveaux visages de l'Europe - Le Parisien 2 juillet 2019

Josep Borrell, Christine Lagarde, Charles Michel et Ursula von der Leyen ont été choisis pour diriger les quatre institutions clés de l'Union européenne.

Fumée blanche ! Après une nuit de marchandages stériles entre dimanche et lundi et des pourparlers interrompus lundi, les dirigeants européens se sont entendus mardi sur leur casting pour diriger l'UE, qui verra deux femmes aux postes clés : une ministre allemande, Ursula von der Leyen, à la Commission, et la Française Christine Lagarde à la BCE.

Présidence de la Commission : Ursula von der Leyen

L'Allemande Ursula von der Leyen, 60 ans, membre de la CDU, est une proche de la chancelière Angela Merkel, qui l'a nommée ministre dans chacun de ses quatre gouvernements (2005-2019) et dont elle fut un temps désignée comme la dauphine potentielle. Ursula von der Leyen fut tour à tour ministre de la Famille, du Travail et des Affaires sociales et aujourd'hui ministre de la Défense.

Première femme désignée pour présider la Commission européenne, médecin de formation, l'actuelle ministre de la Défense allemande connaît bien la région Bruxelles-Capitale pour être née, à Ixelles, il y a 60 printemps.

Ursula von der Leyen baigne dans le monde politique depuis qu'elle est enfant. Elle est née le 8 octobre 1958 à Bruxelles, où elle passe son enfance. Son père, un baron de la CDU, le Parti chrétien-démocrate, officie alors auprès du commissaire à la Concurrence de la Communauté économique européenne (CEE). La petite Ursula grandit dans la capitale bruxelloise, fréquente l'école européenne et y apprend le français. De retour en Allemagne, « Röschen » (NDLR : petite rose) comme la surnomment les Allemands, suit des études de médecine, à Hanovre avant d'entreprendre un cursus d'économie, dans la prestigieuse université américaine de Stanford.

Cette mère de sept enfants est francophile et appréciée par Paris, notamment en raison d'une bonne coopération sur les questions de défense franco-allemande. Son bilan au ministère de la Défense, qu'elle occupe depuis près de six ans, est néanmoins controversé.

Une série de scandales ont notamment éclaboussé la Bundeswehr et son ministère : matériel obsolète, sous-investissements, experts surpayés, essor de l'extrême droite dans les rangs… Si bien que le verdict des Allemands est dur : selon un sondage récent du quotidien Bild, elle est considérée comme l'une des deux ministres les moins compétents du gouvernement.

Ursula von der Leyen, chrétienne-démocrate, est la seule ministre à avoir fait partie de tous les gouvernements Merkel depuis 2005. Elle fut tour à tour ministre de la Famille, du Travail et de la Défense. Elle n'a jamais été élue. Le Point 3 juillet 2019

Elle a contribué à accroître l'implication de son pays dans des opérations militaires extérieures, notamment au Mali. Ce qui lui vaut des louanges des partenaires de l'Allemagne, comme la France...

L'ancien président du parlement européen, Martin Schulz, s'est étonné ce mercredi du choix de la « ministre la plus faible » du gouvernement allemand pour occuper le poste à Bruxelles.

« Ursula von der Leyen est pour moi une très bonne candidature, je l'ai défendue avec beaucoup de force. J'ai pu apprécier ces dernières années son courage et sa détermination sur des sujets difficiles y compris en Allemagne. Elle a permis la mise en œuvre de nos projets de défense j'ai vu son efficacité, sa capacité à faire », a fait savoir le président Emmanuel Macron.

L'ancien président du parlement européen, Martin Schulz, s'est étonné ce mercredi du choix de la « ministre la plus faible » du gouvernement allemand pour occuper le poste à Bruxelles. Le Parisien 3 juillet 2019

Présidence du Conseil européen : Charles Michel

Charles Michel, actuel Premier ministre belge de 43 ans, est un libéral francophone. Après une arrivée précoce en politique dans l'ombre de son père, l'ex-commissaire européen Louis Michel, il a rapidement gravi les échelons : ministre à 25 ans, Premier ministre à 38, et choisi pour la présidence du Conseil européen à 43 ans.

En Belgique, où la situation politique est bloquée depuis les législatives du 26 mai, rendant son avenir incertain, cet avocat de profession a marqué les esprits en acceptant de gouverner il y a cinq ans en coalition avec la N-VA, un parti nationaliste flamand qui prône dans ses statuts l'indépendance de la Flandre. Du jamais-vu jusqu'alors pour un responsable politique francophone.

Tenace, adepte du compromis, ce père de trois enfants a réussi à diriger cet attelage pendant plus de quatre ans. Sa coalition quadripartite (incluant aussi libéraux et démocrates-chrétiens flamands) s'est effondrée en décembre 2018, quand la N-VA a refusé d'être associée au soutien du pacte de l'ONU sur les migrations.

Au plan international, dans les sommets européens, Charles Michel s'est beaucoup affiché depuis 2017 aux côtés du président français Emmanuel Macron, de la même sensibilité politique pro-UE.

Chef de la diplomatie européenne : Josep Borrell

Le socialiste espagnol Josep Borrell est un Catalan fermement anti-indépendantiste. Peu adepte de la langue de bois, Borrell a été très actif ces derniers mois sur le dossier vénézuélien et s'est montré régulièrement critique de l'administration Trump, accusée notamment de jouer les « cow-boys » dans le pays latino-américain.

En étant choisi mardi pour le poste de Haut représentant pour les affaires étrangères de l'UE, Josep Borrell, 72 ans, revient au premier plan sur la scène européenne où il avait rebondi il y a quinze ans en prenant la présidence du parlement européen de 2004 à 2007. Ministre espagnol des Travaux publics et des Transports et de l'Environnement (1991), des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération (2018).

En mai 1999, un scandale de fraude fiscale impliquant deux de ses anciens collaborateurs au secrétariat d'Etat aux Finances, un poste occupé de 1984 à 1991, l'avait écarté de son destin national. Borrell, amateur de trekking qui s'est souvent défini comme « un coureur de fond », s'était converti aux questions européennes.

L'an dernier, il avait signé son retour aux affaires comme ministre des Affaires étrangères du socialiste Pedro Sanchez, après plusieurs années passées loin de la politique. Né d'un père boulanger, titulaire de prestigieux diplômes, ce père de deux enfants issus d'un premier mariage avec une Française est en couple depuis vingt ans avec l'actuelle présidente du parti socialiste espagnol, Cristina Narbona.

- Josep Borrell occupe une position dans l'UE. - elconfidencialdigital.com 30.05.2019

Les sources consultées par ECD ont décrit le refus de Sánchez de participer au conclave (Réunion annuelle du groupe Bilderberg - LVOG) comme une "erreur". Les soi-disant "maîtres du monde" traiteront de questions telles qu'un ordre stratégique stable; Quelle est la prochaine pour l'Europe? Changement climatique et durabilité; La Chine; La Russie; L'avenir du capitalisme; Brexit et cyber menaces.

Mais ils soulignent qu'un autre des sujets qui seront discutés, avec une certitude absolue, est la désignation de postes de direction dans l'UE (...) dans les prochaines semaines et dans lesquels l'Espagne (et Borrell) jouent beaucoup. elconfidencialdigital.com 30.05.2019

Présidence de la BCE : Christine Lagarde

La Française Christine Lagarde, 63 ans, a déjà brisé plusieurs plafonds de verre : première femme à piloter le prestigieux cabinet d'avocats d'affaires Baker McKenzie, première à occuper le poste de ministre français de l'Economie et des Finances (2007-2011) sous la présidence de Nicolas Sarkozy, elle fut aussi la première femme à être nommée, en 2011, directrice générale du Fonds monétaire international. Le nom de Lagarde était déjà dans les tuyaux depuis quelque temps. Elle-même a consulté le comité d'éthique du FMI avant les annonces de sa nomination pour huit ans à ce poste inamovible.

Consacrée troisième femme la plus puissante au monde selon Forbes en 2018, Christine Lagarde, reconnaissable à ses cheveux courts argentés, ses vêtements haute couture et son large sourire, va devenir la première femme à prendre la tête de

la prestigieuse BCE pour huit ans.

En tant que directrice générale du FMI, elle a plaidé pour l'orthodoxie financière aux quatre coins du globe, et spécialement en Grèce, quitte à froisser ses anciens partenaires européens. Son franc-parler sera aussi à l'origine d'un tollé quand elle appellera les Grecs, essorés par les plans d'austérité, à payer tous « leurs impôts » ou quand elle reprochera implicitement aux autorités de ne pas se comporter en « adultes ».

C'est d'ailleurs d'Athènes que sont venues les attaques les plus virulentes contre l'action du FMI, accusé d'avoir une « responsabilité criminelle » dans la situation du pays. Mais avec ce mandat, renouvelé en juillet 2016, sa carrière a également pris une nouvelle dimension.

Son CV exemplaire est seulement entaché par une décision de la justice française qui l'a déclaré coupable en décembre 2016 d'une « négligence » très coûteuse pour les deniers publics quand elle était ministre, dans un dossier mêlant l'homme d'affaires Bernard Tapie et la débâcle du Crédit lyonnais. Par égard pour sa « réputation internationale », elle a été dispensée de peine.
Le Parisien 2 juillet 2019

Elle n'a pas plus de pouvoir que Macron.

- BCE : Christine Lagarde, woman of power ! - LePoint.fr 3 juillet 2019

Végétarienne, sportive, féministe, médiatique...

Chaque parole prononcée par Mario Draghi pendant la crise monétaire pesait des milliards d'euros en Bourse. Christine Lagarde, qui lui succédera en octobre, est beaucoup plus diserte que l'Italien et présente un visage mille fois plus glamour de l'institution. LePoint.fr 3 juillet 2019 LVOG - Un "glamour" plutôt défraîchi ! Depuis que Barbie accompagne le roitelet, ils versent aisément dans la gérontologie ! La BCE a le pouvoir que lui accorde la Fed et rien de plus.

Qui a dit ?

- "*C'est toujours une bonne nouvelle quand il y a des femmes à des postes de pouvoir, mais la question, c'est évidemment : pour quoi faire ?*"

Réponse : Manon Aubry, eurodéputée La France insoumise sur franceinfo mercredi 3 juillet.

LVOG - Pour quoi faire ? Quel mystère ? Pardi, comme si on ne le savait pas, bref, elle s'en fout !

Union des droites.

D'ici au 15 juillet, les quatre groupes proeuropéens – PPE, S & D, Renew et Verts – s'efforceront de bâtir ensemble un contrat de coalition, avec notamment l'Italien David Sassoli, élu à la présidence du Parlement. « Plus exactement un mandat, nuance Loiseau, qui exprime les attentes du Parlement à l'égard de la Commission et du Conseil Le Parisien 3 juillet 2019

Commentaires d'internautes.

1- Il faut noter qu'aucun de ces quatre présidents qui vont gouverner les européens pendant 5 ans n'a été élu par les électeurs européens lors des dernières élections.

Mieux, aucun ne s'y est même présenté.

Quelqu'un peut me dire à quoi ont servi ces élections dites démocratiques?

2- Ursula von der Leyen :

« Je n'imagine pas l'Europe de mes enfants ou de mes petits-enfants comme une union libre d'États pris au piège des intérêts nationaux. »

3- Et à la fin du match, c'est l'Allemagne qui gagne....

C'est comme au foot, il y a une certaine époque

Macron s'est opposé au candidat de l'Allemagne pour accepter à la fin une candidate allemande

Le président de la commission européenne a du poids, c'est ce que voulait l'Allemagne qui ne revendiquait pas la présidence de la banque européenne, celle-ci se trouvant déjà en Allemagne à Francfort. Christine Lagarde gère la monnaie, ce n'est pas rien, mais cela n'impacte aucune politique budgétaire, industrielle ou autre.

Macron a obtenu un poste purement technique, tandis que l'Allemagne a obtenu un poste politique.

Comme au foot, c'est l'Allemagne qui a encore gagné à la fin de ce match des nominations.

4- Pour Madame Lagarde et pour mémoire "L'ex-ministre de l'économie a été condamnée lundi pour « négligence » et en particulier dans l'attribution de 405 millions d'euros d'argent public"

5- Christine Lagarde, une Française formatée made in US.

Etudes dans un lycée du Maryland.

Stage au Capitole en tant qu'assistante parlementaire.

Diplômée de l'IEP d'Aix en Provence

Deux maîtrises, anglais et droit des affaires Paris X Nanterre

Avocate au barreau de Paris , bureau parisien de Backer McKenzie cabinet US de droit des affaires, qu'elle finit par diriger.

Ce qui lui vaut d'être acceptée par les Américains au FMI, et maintenue dans ses fonctions malgré quelques broutilles judiciaires en France.

L'empire américain de la finance peut dormir tranquille.

6- Des femmes pour faire plaisir aux bobos. Des vrais volontés de mondialisation sans fin pour faire plaisir aux patrons.

Des accords de libres échanges anti-écologiques pour faire plaisir aux vrais riches. Et pour le peuple, quelques pubs pro européenes. Les Français sont des veaux.

7- La construction européenne est une création américaine pour avoir l'Europe à sa main.

Le FMI est l'institution mise en place à Bretton Woods pour asseoir la domination du dollar et faire financer les guerres américaines par les autres pays.

La BCE en est presque une succursale.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Afrique du Sud : le charbon à la vie, à la mort - francetvinfo.fr 3 juillet 2019

eMalahleni, "le lieu du charbon" en langue Nguni, est une petite ville d'Afrique du Sud située à une heure de route à l'est de Pretoria. 100 000 habitants et une richesse, le charbon, comme son nom l'indique. La région assure 83% de la production nationale.

Une richesse, mais aussi son pire cauchemar. Car le charbon, abondant en Afrique du Sud, est le principal combustible utilisé dans les centrales électriques. Et des centrales, la région d'eMalahleni en compte douze. Ajoutez-y une usine de liquéfaction du charbon et une raffinerie de pétrole et vous obtenez l'air le plus pollué de tout le pays.

Selon l'ONG Groundwork, cette pollution a été responsable de 300 à 650 décès prématurés en 2016. Aussi Groundwork associée à Vukani, une autre association de défense de l'environnement, viennent d'attaquer en justice le gouvernement pour avoir "violé le droit" constitutionnel des habitants à respirer un air sain.

Mais eMalahleni n'est pas un cas isolé en Afrique du Sud. Selon le quotidien Mail & Guardian, "l'air de nos villes nous tue". Le journal avance le chiffre de 54 morts par jour liés à la pollution de l'air, soit 20 000 par an.

Mail & Guardian rappelle aussi que la pollution est de la responsabilité de tous, que ce soit des détritus brûlés en plein air ou du charbon ou le bois pour se chauffer et cuisiner, faute de moyens pour se fournir en électricité. Le journal jette un pavé dans la mare et n'hésite pas à affirmer : "Si les plus grands pollueurs diminuaient leur pollution, les niveaux de toxines dangereuses seraient encore trop élevés." francetvinfo.fr 3 juillet 2019

LVOG - Que ces saloperies d'ONG ne viennent pas foutre les pieds à la centrale à charbon de Nelvelli située à une centaine de kilomètres de chez moi, car pour le coup j'irais soutenir les mineurs et le gouvernement indien. Comprenez, avec environ 40°C ou plus tous les jours pendant plusieurs mois, on a besoin impérativement d'électricité, déjà qu'on subit des coupures de courant ou des baisses de tension importantes tous les jours qui nous pourrissent la vie, surtout la nuit parce que la climatisation est coupée...

Quand une officine de l'oligarchie a les mains vertes, ça pue le souffre !

- Planter 900 millions d'hectares d'arbres, la solution contre le réchauffement climatique ? - euronews 6 juillet 2019 Qui sème des arbres, lutte contre le changement climatique : c'est à peu près la conclusion d'une nouvelle étude menée par des chercheurs suisses, basés à Zurich. Aujourd'hui, la Terre compte près de 3 milliards d'hectares d'arbres. Si 900 millions d'hectares supplémentaires étaient plantés, ils pourraient, à terme, stocker deux tiers des émissions de carbone qui se sont rajoutés à l'atmosphère depuis la fin du 19ème siècle avec le début de l'ère industrielle.

Cela représente la taille du territoire des Etats-Unis. A titre de comparaison, entre 1990 et 2015, la planète a perdu 240 millions d'hectares de forêts , selon WWF .

"Cette solution est dix fois meilleure que n'importe quelle autre" , explique Tom Crowther . "Si nous atteignons au moins 10% de cet objectif, cela aurait déjà un impact significatif. Et avec le mouvement qui se développe dans le monde, je suis optimiste quant à l'idée de dépasser cet objectif intermédiaire."

Mais cette solution prendrait du temps, car il faut des décennies aux arbres pour pousser et parvenir à une maturité suffisante pour absorber le dioxyde de carbone issu des activités humaines.

La moitié des zones ainsi reboisables, selon l'étude, se trouvent dans six pays : la Russie, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, le Brésil et la Chine.

L'étude a néanmoins suscité des critiques de plusieurs spécialistes. "Les nouvelles forêts peuvent jouer un rôle pour éponger l'excès d'émissions de carbone, mais la seule façon de stabiliser le climat est de faire baisser à zéro les émissions de gaz à effet de serre" , écrit Simon Lewi s, professeur à l'University College London, dans un commentaire publié par le Science Media Centre au Royaume-Uni. Quant aux arbres, l'idée fait son chemin... L'Australie a prévu de planter un milliard d'arbres d'ici à 2050 . Le Pakistan, quant à lui, compte en planter dix fois plus. euronews 6 juillet 2019

- La déforestation de l'Amazonie a augmenté de 88% en un an - euronews 4 juillet 2019

La déforestation de la plus grande forêt tropicale humide du monde a grimpé de plus de 88 % en juin, par rapport au même mois il y a un an. C'est aussi le deuxième mois consécutif de destruction des forêts sous la présidence de Jair Bolsonaro. euronews 4 juillet 2019

Qu'est-ce que c'est le WWF ?

Extraits de l'*Étude sur la nature des mouvements écologistes...*mise en ligne récemment dans le portail.

Le Fonds mondial de la nature (à l'époque World Wild Life Fund) a été fondé en 1961 dans le but explicite de lever des fonds destinés à financer les activités de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Celle-ci avait été créée en 1948 en Suisse, suivant des statuts rédigés par le Foreign Office britannique. Elle peut se targuer aujourd'hui d'être la plus grande organisation « professionnelle » de conservation à l'échelle internationale, puisque y adhèrent 103 organismes gouvernementaux et plus de 640 ONG.

Sous prétexte de protéger la nature avec sa politique de « parcs naturels » – véritables enclaves coloniales dans lesquelles les indigènes n'ont pas le droit de rentrer – le WWF-UICN poursuit en réalité deux objectifs centraux : la réduction de la population mondiale, notamment dans les pays du Sud, et la concentration des matières premières du monde dans les mains de quelques multinationales, surtout anglo-hollandaises.

Depuis sa création, le WWF est dominé par le prince Philip, prince consort de la reine d'Angleterre Elisabeth II. Que la monarchie britannique dirige le WWF ne doit pas nous étonner car, après tout, le WWF-UICN est la création de deux grandes institutions impériales du Royaume-Uni : la Société eugénique et la Société pour la préservation de la faune de l'Empire (aujourd'hui FFPS, Fédération pour la préservation de la faune et de la flore, sous le patronage de la reine) qui jeta les bases de la création de parcs naturels dans toute l'Afrique.

L'idéologie de ces institutions est très bien reflétée dans les idées du cofondateur du WWFUICN, Sir Julian Huxley. Il était obsédé par l'explosion démographique, considéré par lui comme le « problème de notre ère ». De 1937 A 1944, il fut vice-président de la Société eugénique et en était président au moment de fonder le WWF en 1961. Il était également viceprésident du FFPS.

La philosophie de ces deux institutions, et par extension du WWF, a été inspirée par les idées de sir Francis Galton, qui inventa le terme « eugénisme ». Il essaya d'appliquer au domaine humain le concept de « la loi du plus fort », appelé « sélection naturelle » par son cousin Charles Darwin. L'objectif de son « Mouvement pour l'amélioration de la race » fut explicitement de « créer une nouvelle race supérieure, à l'aide de l'eugénisme », sous-entendu en « triant » les plus faibles.

Nommé premier directeur général de l'Unesco en 1946, Julian Huxley resta fidèle à ses idées eugéniques. Il écrivait dans le document fondateur :

« Même s'il est vrai qu'il sera impossible pour des raisons politiques et psychologiques de réaliser une politique eugénique radicale pour de nombreuses années, il est important que l'Unesco (...) fasse en sorte que l'opinion publique soit informée des enjeux afin que beaucoup de ce qui est impensable maintenant puisse devenir au moins pensable. »

Un gouvernement mondial était la solution selon Huxley, et la « conservation de la faune » devait constituer un moyen d'arriver à cette fin. Huxley affirmait que « la propagation de l'homme doit céder la place a la conservation d'autres espèces ».

En 1960, alors que de nombreux pays africains préparaient leur indépendance, Julian Huxley, alors âgé de 74 ans, fit une tournée de trois mois sur le continent noir pour expliquer que les nouvelles nations ne seraient pas capables de conserver la faune. Il fallait donc que quelqu'un d'autre s'y consacrât. Quelques mois plus tard, avec l'aide du prince Philip, le WWF fut créé.

Qui finance le WWF ?

Le Club 1001, fondé en 1971 pour financer le WWF, par le prince Bernhard des Pays-Bas, conjoint de la reine Juliana de la Maison d'Orange, est restreint tout moment à 1001 membres et seulement sur invitation. Le Club a fait don d'un immeuble dans la ville suisse de Gland, qui abrite actuellement le siège central du WWF et de l'Union mondiale pour la nature (UICN). Les premiers membres ont été personnellement choisis par le prince Bernhard et le prince Philip, duc d'Édimbourg. Voici un choix de membres actuels et anciens du Club.

Le prince Bernhard des Pays-Bas. En 1934, à l'université de Berlin, Bernhard fut recruté par les services secrets nazis et ensuite affecté chez IG Farben (le géant de la chimie qui maintint des relations d'affaire avec les Industries chimiques impériales de Grande-Bretagne pendant la guerre et produisit Zyklon-B pour les chambres à gaz). En raison de ses antécédents nazis, le mariage de Bernhard avec la reine Juliana créa un scandale aux Pays- Bas. En 1953, Bernhard fonda le groupe de Bilderberg, qui parraine chaque année une conférence secrète réunissant des représentants de l'élite "mondialiste" nord-américaine et européenne. Bernhard fut cofondateur du WWF en 1961. En 1976, lorsqu'il fut révélé qu'il avait accepté un pot-de-vin de 1,1 million de dollars de la part de la société Lockheed, il dut démissionner (formellement) de la direction générale du groupe de Bilderberg, du WWF international et du Club 1001.

Le prince Henrik, président du WWF au Danemark.

Le prince Juan Carlos fut membre fondateur et président d'honneur du WWF Espagne, avant de devenir roi d'Espagne.

Le prince Sadruddin Aga Kahn. Le titre « Altesse » lui fut conféré par la reine Elisabeth II en 1957, alors qu'il était rédacteur de Paris Review, publication cofondée par John Train.

Le prince Johannes Von Thurn und Taxis (décédé). Héritier de l'une des plus puissantes « familles princières » du Saint Empire Romain Germanique. Sa famille possède d'énormes propriétés en Bavière, au Portugal, en Italie et au Brésil. Son père, Max, hébergea pendant longtemps le quartier général de l'Allgemeine SS dans son château de Ratisbonne en Bavière.

Bertold Beitz. Directeur de la Fondation Alfred Krupp Von Bohlen et Halbach. En 1953, il prit la direction de Krupp Industries.

Conrad Black, P-DG de la société Hollinger, conglomérat de presse avec de nombreux journaux en Grande-Bretagne, au Canada, aux États-Unis, en Israël et en Australie. La Hollinger se nommait d'abord l'Argus Corporation et était issue après la Deuxième Guerre mondiale de la War Supplies Ltd, une société écran du renseignement britannique pendant le conflit. Empire de presse

au service de la maison Windsor, Hollinger a pris la tête des campagnes de presse contre le président américain Bill Clinton.

Le baron Aubrey Buxton d'Alsa. Vice-président du WWF-Royaume-Uni. La famille Buxton dirige la Barclays Bank.

Peter Cadbury. Président des Preston Publications et du George Cadbury Trust. L'empire du chocolat des Cadbury a une influence dominante sur les économies d'Afrique occidentale. Le Dr Luc Hoffmann. Vice-président du WWF-International et de l'UICN (1966-1969) ; directeur de Hoffmann-Laroche, la société pharmaceutique suisse.

Alexander King. Cofondateur avec Aurelio Peccei du Club de Rome en 1968, et co-auteur du livre Halte à la croissance ? qui remit en valeur l'argument malthusien en faveur d'une réduction drastique de la population mondiale.

Jonkheer John H. Loudon. Fait chevalier des familles royales britanniques et hollandaises. Choisi personnellement par le prince Bernhard en 1977 pour lui succéder à la présidence du WWF-International, il est l'ancien P-DG du groupe Royal Dutch Shell.

Sir Peter Scott (décédé). Chevalier de l'Empire britannique. Président du WWF depuis ses débuts en 1961. Président de la Commission du service de survie de l'UICN depuis 1963. Fondateur du Wildfowl Tust (fonds du gibier d'eau) en 1964.

Maurice Strong. Vice-président du WWF-International jusqu'en 1975. Premier directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) jusqu'en 1975, et avant cela, secrétaire général de la Conférence sur l'environnement humain de l'Onu pendant deux ans. Président du bureau de l'UICN, sous-secrétaire général des Nations unies (1985- 1987), il fut chargé de diriger le sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. Nommé par le gouvernement canadien président de Petro-Canada (1976-1978) ; président d'Ontario Hydro.

Gustavo Cisneros. Millionnaire vénézuélien proche de milieux blanchissant l'argent de la drogue. Début 1994, la banque dirigée par sa famille, la Banco Latino, fit faillite et fut saisie par le gouvernement vénézuélien. Son frère Ricardo, directeur de la Banco Latino est depuis lors en fuite. Gustavo dirigeait la principale organisation écologiste du pays (BIOMA), jusqu'à ce que celle-ci fût fermée pour avoir fait réaliser un film truqué dénonçant le massacre des dauphins.

D.K. Ludwig (décédé). Homme d'affaire qui a fait fortune en détruisant les forêts humides d'Amazonie. Il aida par la suite Meyer Lansky, le parrain du syndicat du crime organisé, à établir son empire de blanchiment de narcodollars dans les Bahamas.

Fred Meuser. L'homme qui transmit le pot de vin de 1,1 million de dollars de la société Lockheed au prince Bernhard.

Tibor Rosenbaum (décédé). Premier chef de la logistique du Mossad. Sa Banque du crédit internationnal (BCI) a été qualifiée par le magazine Life en 1967 de « blanchisserie » pour Meyer Lansky.

Louis Mortimer Bloomfield (décédé). Cofondateur du WWF - Canada, il fut un agent de renseignement britannique affecté au FBI américain pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il présida ensuite à Montréal la société Permindex, société que le procureur du district de la Nouvelle-Orléans, Jim Garrison, accusa d'avoir joué un rôle dans l'assassinat du président Kennedy. Les services secrets français établirent que Permindex avait recyclé 200 000 dollars à travers la BCI dans le but de financer diverses tentatives d'assassinat contre le général de Gaulle. Permindex fut expulsé de France et d'Italie.

Robert Vesco, fugitif international, considéré comme la « connexion américaine » du cartel de Medellin.

Anton Rupert, cofondateur du Club 1001 et président du WWF-Afrique du Sud. Propriétaire du tabac Rembrandt et protégé de sir Stewart Menzies, chef du MI-6 britannique pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Henry Keswick, président de Jardine Matheson, la société britannique créée par Lord Palmerston pour s'occuper du trafic d'opium en Extrême-Orient au XIXe siècle. Son frère, John Keswick, est directeur de la Banque d'Angleterre et président de la Hambros Bank, laquelle soutient le WWF.

Edmond Safra, président de la Safra Bank, ancien propriétaire de l'American Express. Soupconné de blanchir de l'argent sale, il a fait l'objet d'enquêtes de la part des gouvernements suisse et américain.

Ce que pensent les dirigeants du WWF

Quelques citations choisies du prince Philip, duc d'Edimbourg.

Rapporté par l'agence de presse Deutsche Press Agentur, en août 1988 :

« Au cas où je serais réincarné, je souhaiterais l'être sous la forme d'un virus mortel afin d'apporter ma contribution au problème de la surpopulation. »

Introduction au chapitre sur le « facteur démographique » de son livre Down to the Earth, 1988 :

« Ce que l'on entend par « l'équilibre de la nature », c'est simplement le système naturel d'autolimitation. La fécondité et la reproduction réussie créent des excédents, une fois les pertes remplacées. Le système des prédateurs, les variations climatiques, la maladie, la famine et dans le cas du mal nommé « homo sapiens » –la guerre et le terrorisme constituent les principaux moyens par lesquels la quantité des populations est restreinte.

«Abstraction faite des passions, il doit être évident que la population humaine du monde est devenue si nombreuse qu'elle menace son propre habitat ; et elle a déjà réussi à provoquer la disparition d'un grand nombre d'espèces de faune et de flore. Certaines ont été tout simplement tuées. D'autres ont disparu discrètement parce que des activités humaines avaient occupé ou perturbé leurs habitats. »

Préface du même livre :

« Je ne prétend pas m'intéresser spécialement à l'histoire naturelle mais, lorsque j'étais petit, on a attiré mon attention sur les fluctuations annuelles de la quantité de gibier et sur la nécessité de fixer le nombre d'animaux à supprimer en fonction de la population excédentaire. »

Lors de la réception d'un diplôme honoraire de l'université de l'Ontario (Canada) le 1er juillet 1983 :

« Le projet de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) destiné à éliminer la malaria au Sri Lanka dans les années après la guerre, a réalisé son objectif. Mais le problème, c'est que le Sri Lanka doit aujourd'hui nourrir trois fois plus de bouches, trouver trois fois plus d'emplois, tripler les logements, l'énergie, les écoles, les hopitaux et les terres habitables, afin de maintenir les mêmes niveaux. Il n'est guère étonnant que l'environnement naturel et la faune dans ce pays en aient souffert. Toujours est-il que (...) les programmes d'aide les mieux intentionnés sont, au moins en partie, responsables de ces problèmes. »

Discours devant la réunion conjointe du Groupe de la population et du développement et de la Commission de conservation de tous les partis à Londres le 11 mars 1987:

« Je crois que (...) la pression exercée par la population humaine – le simple nombre de gens sur cette planète – est la cause la plus importante de la dégradation de l'environnement naturel (...) Tout ceci a été rendu possible par la révolution industrielle et le développement explosif de la science qui a été propagé dans le monde entier par la nouvelle religion économique du développement. »

- Un entretien avec Thomas Lovejoy

L'entretien suivant a été accordé en 1983 à un représentant des Éditions Alcuin par M. Thomas Lovejoy, à l'époque dirigeant du WWF des États-Unis et P-DG de la compagnie d'assurance Metropolitan Life Co.

Thomas Lovejoy : Je veux clarifier les choses d'emblée : il y a des gens qui font circuler des histoires très sales selon lesquelles le WWF essaye d'empêcher le moindre investissement dans le secteur en voie de développement, qu'il rejette toute industrie, que nous ne nous intéressons qu'aux animaux et aux plantes... C'est un mensonge...

Mais le WWF n'a-t-il pas pris le parti des petits animaux et des plantes exotiques contre le développement industriel et le développement des ressources dans certains endroits ? Thomas Lovejoy : Certes. Mais cela ne veut pas dire que nous nous opposons à tout développement. Nous nous opposons à tout développement désordonné et négligent. Je veux que cela soit clair, parce qu'autrement il y a des gens importants qui vont en tirer une mauvaise impression. Savez-vous qui je suis ? Savez-vous vraiment qui je suis ? Je suis le président du Comité exécutif du conseil d'administration de la Metropolitan Life. Savez-vous qui est vraiment Russel Train [Président du WWF américain et ancien officier de l'Otan] ? Il est membre du conseil d'administration d'Union Carbide. Qui croyez-vous, nom d'un chien, qui fait les investissements dans le secteur en voie de développement ? Qui profite ? Regardez donc le conseil de direction du WWF et vous y trouverez les dirigeants du monde des affaires industrielles et financières. C'est nous qui faisons les investissements. Nous faisons les profits et nous voulons continuer... tout en protégeant les petits animaux... Le problème numéro un, ce sont ces satanés secteurs publics et nationaux des pays en voie de développement. Ces pays pensent qu'ils ont le droit de développer leurs ressources comme ils l'entendent. Ils veulent devenir des puissances, des États souverains et ils s'affairent... Nous pensions que nous pourrions mieux contrôler tout cela en raisonnant leurs dirigeants, ces crétins nationalistes. Mais nous avons surestimé la capacité que nous avons de contrôler ces gens-là, nous allons devoir ajuster le tir. L'ajustement sera certainement très douloureux. Le véritable problème, c'est ce stupide nationalisme et les plans de développement auquel il conduit.

Comment en venir à bout ?

Thomas Lovejoy : Ce n'est pas facile. Avant tout, il faut commencer par contrôler le ministère du Plan dans ces pays-là, surtout dans les grands pays. La crise de la dette est particulièrement opportune. Elle présente des risques mais aussi des promesses. Elle va imposer des coupes claires, des choix pénibles. Il devrait être possible de briser certains de ces grands combinats nationaux, comme l'industrie pétrolière mexicaine, parce qu'ils sont inefficaces et gros dévoreurs de capitaux.

Comment ferez-vous pour changer le programme d'investissement ? Ce n'est pas facile...

Thomas Lovejoy : C'est vrai, mais ce n'est pas impossible. Nous suggérons que si vous faites usage des considérations écologiques que nous soulevons, cela permet de retracer le plan des stratégies de développement. Prenez le Brésil, il y a d'ambitieux programmes de développement de l'aluminium. L'idée est excellente, mais on ne peut pas le faire sans une énorme quantité d'énergie. C'est là que les problèmes commencent. Les Brésiliens – je suis au courant, j'ai dix-sept ans d'expérience avec eux ? pensent que s'ils développent l'Amazone, ils deviendront une superpuissance. Ils se montent la tête avec tout ça. Alors, il faut être prudent. On peut les acheter avec moins. Laissez-les développer leur bauxite et d'autres choses, et pendant ce temps-là, restructurez les plans afin de diminuer le développement du secteur énergétique, pour des raisons écologiques. A ce moment-là, nos amis du ministère du Développement s'exclament que c'est vraiment une très bonne idée...

Et qui fera les profits sur les développements de la bauxite ?

Thomas Lovejoy : Les fonds pour investir viendront de tous côtés et les profits seront largement répartis, et les amis du WWF seront au beau milieu de tout ça. C'est pour cela que je dis qu'il est absurde de nous présenter comme opposés au développement. Nous avons un problème avec les nations, et certes les nations en tant qu'institutions font obstacle à toutes sortes de choses ? font obstacles aux projets profitables et écologiquement sains. Mais c'est un mensonge hystérique de nous accuser d'être antidéveloppement.

Un autre extrait.

De ces considérations naquit en 1961 le World Wildlife Fund (WWF) qui devait opérer parallèlement à son organisation soeur, l'UICN. Le président sera l'un des initiateurs, le prince Bernhard de Hollande. Nous avons déjà vu qu'outre le groupe de Bilderberg, celui-ci présidait aussi la Fondation culturelle européenne, à laquelle il avait donné naissance. Bernhard de Hollande a joué un rôle crucial au sein de l'oligarchie européenne pour opérer un changement de phase : l'ennemi n'est plus tant le communisme international ou l'empire soviétique, mais bien « le progrès technique, industriel et économique, de même que le développement social et politique [qui] menacent la nature dans toutes les régions du monde (...) La pollution sera un danger plus grand que la possibilité d'un conflit a l'échelle mondiale. » (Discours pour l'inauguration de la branche allemande du WWF, en 1964.)

Voilà donc l'ennemi clairement identifié : le progrès technique industriel économique et social et le développement social et politique. Pour le prince Bernhard, la nature n'est qu'un prétexte et ce qu'il cherche en réalité à défendre, c'est bien la permanence d'une structure sociale oligarchique, l'ordre établi. Cette même vision se retrouve chez des naturalistes comme Robert Hainard ou Teddy Goldsmith.

En 1977, John Hugo Loudon, Knight Commander de l'Ordre impérial britannique, directeur de la Royal Dutch Shell, gérant de la fondation Ford, principal conseiller de la Chase Manhattan Bank, etc., succède à la présidence du WWF, remplaçant ainsi le prince Bernhard devenu trop encombrant après son implication dans le scandale Lockheed. Peu après, c'est une autre tête couronnée, le prince Philip d'Angleterre, qui reprend les destinée du WWF, devenu entre temps le Worldwide Fund for Nature (voir au sujet du WWF en p.56).

L'un des buts fondamentaux du WWF est de « fournir des informations à la presse mondiale et aux médias de masse, ce qui, vu l'influence de ses dirigeants, signifie un véritable ordre de marche pour une diffusion plus intense des idées écolo-malthusiennes. (...)

Jean-François Terrasse, directeur scientifique du WWF France, préface la deuxième édition de Et la nature ? Un groupe de réflexion intitulé symboliquement « Diogène » rassemble les partisans de Robert Hainard de 1970 à 1973. On y retrouve des militants écologistes comme Antoine Waechter et Solange Fernex, mais aussi des technocrates internationaux comme Jacques Delors et Denis de Rougemont.

Leurs prochains ennemis.

Un "Festival des idées" pour faire "tomber les murs" à gauche - AFP 5 juillet 2019

Les députés insoumis lancent une campagne contre les punaises de lit - AFP 3 juillet 2019

Les punaises de lit, qui se "nourrissent de sang humain la nuit", sont "malheureusement très peu traitées comme un problème politique" alors qu'elles font vivre "un enfer à des centaines de milliers de familles", a affirmé la vice-présidente des députés LFI Mathilde Panot, au cours d'une conférence de presse.

Evoquant "des problèmes de sommeil, parfois des allergies", l'élue du Val-de-Marne a mis en avant une "souffrance extrêmement grande" qui "pourtant n'est pas reconnue comme un problème de santé publique".

Elle s'exprimait en présence de membres de plusieurs organisations, dont le Droit au Logement (DAL), l'association CLCV ou la Confédération nationale du logement (CNL) ainsi que le collectif marseillais La Cabucelle, qui s'est notamment mobilisé à la suite de l'infestation d'une école primaire.

Plusieurs représentants des associations ont pointé dans la foulée le caractère "exponentiel" du phénomène alors que les punaises avaient pratiquement été éradiquées dans les années 1950.

Pointant un problème à la fois social et écologique, Mme Panot a réclamé notamment un "plan d'urgence national d'éradication" et un plan de prévention, alors que certaines personnes ont "honte d'en parler", associant à tort ces insectes à un problème d'hygiène. AFP 3 juillet 2019

LVOG - Certains supporter de LFI doivent se pincer, pardon, se gratter, non, non, ce n'est pas une blague, c'est bien un article de l'AFP.

Ce sont des parasites sans principes.

- Après des années à la critiquer, Sophia Chikirou rejoint BFMTV - Le HuffPost 5 juillet 2019

Un retournement de veste notable de la part d'une femme qui n'a eu de cesse de critiquer les médias en général, avec un attachement tout particulier à la condamnation de BFMTV. Le HuffPost 5 juillet 2019

- "On recrute quelqu'un qui nous a craché dessus" : l'arrivée de Sophia Chikirou sur BFMTV fait grincer des dents à la rédaction de la chaîne - Franceinfo 5 juillet 2019

Et les parasites, ce n'est pas cela qui manquent !

- Pièges, sprays… attention aux vraies fausses solutions contre les moustiques-tigres - Le Parisien 3 juillet 2019

En 2030, la totalité de la métropole sera sans doute colonisée par les moustiques-tigres. Et les villes ne seront pas épargnées. Pièges, répulsifs, bracelets… l'offre est vaste, mais est-elle... Le Parisien 3 juillet 2019

- Zika, dengue… les brigades à l'assaut des moustiques-tigres dès qu'un cas est déclaré - Le Parisien 3 juillet 2019

Aux premières heures ce mardi, tout le quartier de l'hôpital de Bergerac (Dordogne) a été pulvérisé d'insecticide pour éradiquer le moustique-tigre. Le Parisien 3 juillet 2019

Pourquoi donnent-ils la parole à des détraqués et amplifient-ils l'impression qu'ils sont plus nombreux qu'on ne le croit ? La réponse est dans la question.

- Ces bruits du quotidien qui désormais dérangent - LeFigaro.fr 3 juillet 2019

Coassement des grenouilles, chant des coqs et des cigales, cloches des vaches et des églises... Sonorités typiques pour certains, nuisances sonores pour d'autres, qui n'hésitent plus à saisir la justice pour obtenir le silence. LeFigaro.fr 3 juillet 2019

- Le coq Maurice a-t-il le droit de chanter le matin? À la justice de trancher - LeFigaro.fr 3 juillet 2019

Ce 4 juillet se tient à Rochefort (Charente-Maritime) le procès de la propriétaire d'un gallinacé jugé trop bruyant par ses voisins, un couple de retraités possédant une résidence secondaire sur l'île d'Oléron. LeFigaro.fr 3 juillet 2019

LVOG - Le matin quand je coupe la climatisation, à 5h30, malgré le concert des oiseaux qui saluent bruyamment le jour nouveau, je me rendors en quelques secondes, il faut dire qu'il me manque encore 3 heures de sommeil. En fait, sauf exception, les oiseaux se relaient le jour comme la nuit, parfois j'ai l'impression d'être au beau milieu d'une forêt tropicale et j'apprécie au point que je les siffle. J'ai pris quelques photos, mais c'est compliqué, dès qu'on s'approche ils fuient. Malgré tout je me suis fait quelques compagnons parmi eux, ils viennent jusqu'à frapper aux vitres de la pièce principale ou danser devant ! Les fenêtres sont fermées la journée et il y a une moustiquaire à chaque fenêtre, sinon on serait envahi d'insectes, d'oiseaux, d'écureuils, mais aussi de serpents et autres petits scorpions qui grimpent au mur, j'en ai tués 3 en deux semaines. On vit dangereusement partout et pas de quoi devenir parano !

L'Assemblée nationale vous présente Les 2 minutes de la Haine. (G. Orwell - 1984)

- La création d'un "observatoire de la haine en ligne" votée par l'Assemblée - Le HuffPost 5 juillet 2019

L'Assemblée nationale a voté ce jeudi 4 juillet au soir la création d'un "observatoire de la haine en ligne", avant d'achever l'examen de la proposition de loi de Laetitia Avia (LREM), qui fera l'objet d'un vote solennel en première lecture mardi.

Les députés ont adopté par 33 voix (sans vote contre, mais avec 3 abstentions) un amendement du gouvernement qui créé un tel observatoire, chargé d'assurer "le suivi et l'analyse de l'évolution des contenus" haineux que les plateformes internet et moteurs de recherche doivent retirer en 24 heures, conformément à la proposition de loi. Le HuffPost 5 juillet 2019

L'ONU, une officine de l'impérialisme américain.

- Libye : les Etats-Unis bloquent une résolution pour condamner le carnage dans un centre pour migrants - Franceinfo 3 juillet 2019

- Libye: Au moins 44 migrants tués après une frappe aérienne, l'ONU s'indigne mais ne condamne pas - 20minutes.fr 3 juillet 2019

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Algérie

- A Alger, les manifestants refusent massivement l'appel au dialogue du pouvoir - AFP 5 juillet 2019

Une foule immense a défilé dans les rues d'Alger malgré la chaleur et un important dispositif policier, lors du 20e vendredi de manifestations contre le pouvoir, rejetant une proposition de sortie de crise du président par intérim.

Mercredi, le président par intérim Abdelkader Bensalah a proposé la création d'une instance de dialogue pour organiser le scrutin, promettant que l'Etat et l'armée en seront absents.

Mais dès la fin de la prière hebdomadaire musulmane, les rues d'Alger ont été envahies par une foule dense, qui a marqué son rejet de cette proposition.

"Gaïd Salah dégage", "Gaïd Salah est avec les traîtres", ont scandé les manifestants à l'adresse de celui qui a maintes fois refusé leurs revendications.

Criant "Partez, libérez l'Algérie", les manifestants à Alger ont forcé un cordon de policiers à quelques maîtres de l'esplanade de la Grande poste, bâtiment emblématique des rassemblements, a constaté un journaliste de l'AFP. Des témoins ont rapporté une dizaine d'arrestations parmi les manifestants.

Alors que le délai de 90 jours prévu par la Constitution pour l'intérim expire théoriquement le 9 juillet, M. Bensalah a dit qu'il resterait à son poste jusqu'à l'élection d'un nouveau président. AFP 5 juillet 2019

Soudan

LVOG - Marché de dupes : Les militaires restent au pouvoir. L'AFP exulte !

- Célébrations au Soudan après un accord de transition entre militaires et contestataires - AFP 5 juillet 2019

Un nouveau souffle d'espoir a envahi les rues de Khartoum vendredi après un accord entre le pouvoir et la contestation sur une instance de transition, premier signe de sortie de crise après des mois de tensions au Soudan.

Après deux nuits de négociations, le Conseil militaire, au pouvoir depuis la destitution du président Omar el-Béchir le 11 avril, et les meneurs du mouvement de protestation se sont accordés sur le principe d'une présidence alternée à la tête de la future instance appelée à diriger la transition pendant trois ans.

Cétait le principal point de discorde qui avait abouti à la suspension des discussions en mai.

Dans la rue, les Soudanais continuent toutefois de réclamer un "gouvernement civil" et sur les réseaux sociaux, beaucoup disent ne pas faire confiance aux militaires.

C'est grâce à des médiateurs éthiopiens et de l'Union africaine (UA) que les deux camps ont repris le dialogue mercredi.

"Les deux camps se sont mis d'accord sur l'instauration d'un Conseil souverain, avec une alternance entre les militaires et les civils, pour une période de trois ans ou un peu plus", a dit le médiateur de l'UA, Mohamed El-Hacen Lebatt, lors d'une conférence de presse.

L'accord final, qui va être rédigé par un comité d'experts, doit être prêt pour sa signature dès lundi, selon un communiqué de l'Association des professionnels soudanais (SPA), acteur majeur de la contestation.

Les militaires vont d'abord présider la transition pendant 21 mois et les civils prendront la relève durant 18 mois, pour une période totale de trois ans et trois mois, d'après le texte.

Le Conseil souverain sera composé de six civils, dont cinq issus de l'ALC, et de cinq militaires, selon un leader de la contestation, Ahmed Rabie. AFP 5 juillet 2019

LVOG - Je vous ai fait grâce des multiples témoignages triés sur le volet de Soudanais satisfaits de cet accord que contenait cet article de l'Agence Française de Propagande. Elle ne s'y est pas avisée avec l'Algérie, trop près de la France, trop sensible, trop risqué...

ECONOMIE

Etats-Unis

- Wall Street atteint des records avec l'espoir des baisses de taux - AFP 4 juillet 2019

Les trois principaux indices de Wall Street ont battu des records mercredi, les marchés concentrant leur attention sur une baisse de taux de la Banque centrale qu'ils estiment acquise.

Loin de l'euphorie, la séance a pourtant été marquée à l'ouverture par la publication de statistiques économiques américaines plutôt moroses.

Pour lutter contre les statistiques américaines décevantes qui se sont accumulées ces dernières semaines, "le marché s'est focalisé sur le fait que la Banque centrale (Fed) adoptera un ton accommodant lors de sa prochaine réunion", a affirmé Peter Cardillo de Spartan Capital.

Les membres de cette institution se réuniront les 30 et 31 juillet, et il est quasiment acquis aux yeux des marchés qu'ils baisseront les taux d'au moins un quart de point.

Les baisses de taux sont toujours accueillies positivement à Wall Street car elles suggèrent davantage d'huile dans les rouages

de l'économie américaine à travers un coût du crédit moins élevé pour les ménages et les entreprises. AFP 4 juillet 2019

Haut de page

Le 16 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie a été réalisée du 6 au 16 juillet sans les infos du 15. Le formatage ou la mise en page m'a pris plus de 4 heures en comptant le temps pour corriger quelques passages et trouver des titres. Je fatigue et je n'ai toujours pas terminé les travaux de ma maison. Si l'actualité le permet, je vais ralentir le rythme jusqu'à fin août.

Je sais ce que vous vivez en France, alors imaginez un instant ce qu'on vit dans un pays comme l'Inde. J'ai vraiment l'impression de vivre dans un autre monde que le vôtre, ce que je ne vous souhaite pas et vous allez comprendre tout de suite pourquoi.

Quand les conditions sont relativement satisfaisantes pour parler avec un Indien, en fin de journée ou le dimanche, j'en profite pour lui glisser quelques connaissances ou conseils amicaux, tout du moins j'essaie, car en réalité cela ne se passe pas très bien. Chaque fois et quel que soit le sujet je tiens à le préciser, au bout de 20 à 30 secondes tout au plus il décroche, il se met à regarder ailleurs ou il n'est plus là, il a les bras ou les jambes qui s'agitent ou qui le démangent comme s'il avait envie de prendre la poudre d'escampette, son attention ne va pas au-delà, il est incapable de se concentrer sur quelque chose ou alors, il faut lui répéter plusieurs fois en insistant lourdement en le questionnant à plusieurs reprises pour s'assurer qu'il suit, ce qui fait que parfois je ne sais plus moi-même ou j'en étais et j'abandonne, en pleine phrase je m'arrête et on se dit au revoir, non mais il faut le vivre pour le croire, cela se passe réellement ainsi. Et par la suite, jamais la personne ne vous reparlera de ce que vous aviez causé la dernière fois.

Du coup je me demande à quoi bon leur adresser la parole, bonjour, bonsoir, ça va et c'est tout. C'est terriblement frustrant pour quelqu'un comme moi qui aime partager ses expériences et réfléchir à celles des autres. Eux en revanche, quand ils sont partis à vous raconter une histoire, vous êtes prié de les écouter attentivement. Et attendez, cela n'en finit pas, d'ailleurs bien souvent ils en viennent à vous raconter des trucs qui n'ont rien à voir avec leur histoire au point que je me demande où ils voulaient en venir ou pourquoi ils me l'ont racontée, quand ils ne vous l'ont pas déjà racontée plusieurs fois auparavant, mais ils ne s'en souviennent pas ! Je les écoute poliment, puis je bafouille un truc insignifiant, puisque généralement leurs histoires sont d'une banalité à mourir ou je les connais par coeur, et ils sont contents ! Et le pire, c'est que cela m'épuise de les écouter et là je ne plaisante pas, cela doit provenir de l'âge ou de mon état de fatigue permanente.

Parfois cela va plus loin encore, ils me prennent à témoin et attendent mon avis. Mais je n'en ai pas, tellement l'histoire qui leur était arrivée était stupide ou banale, qu'est-ce que j'y peux, rien, pas plus qu'eux. Je sais qu'ils sont accablés par le mauvais sort et je ne peux rien y changer malheureusement. Pour leur donner un conseil je dois me mettre à leur place, ce qui n'est pas bien difficile puisque je suis issu du milieu ouvrier pauvre, mais leur condition est tellement précaire ou ils ont tellement peu d'emprise sur leur propre existence, que je n'en trouve pas à leur donner et j'en suis désolé pour eux autant que pour moi, ce qui a l'art de m'accabler et de me mettre de mauvaise humeur, car je mesure là notre impuissance face à cette société pourrie, pour ensuite partir dans des considérations politiques dans ma tête seulement, parfois je leur en cause deux mots pour les soulager, car ils n'y sont pour rien à leur niveau, au moins ils voient qu'il y a quelqu'un qui essaie de les comprendre et qui ne les juge pas, je leur glisse que c'est là tout le sens de mon combat politique contre l'injustice sociale dont ils sont victimes, ils approuvent en esquissant un sourire généralement.

Si j'ai épousé la misère du monde en allant m'installer en Inde, je pense être bien placé en partageant le quotidien des travailleurs indiens parmi les plus pauvres, pour affirmer que ce ne serait pas une bonne chose pour l'avenir de la civilisation humaine qu'elle se déverse dans les pays où cette misère du monde avait commencé à être éradiquée au cours de la lutte de classe des deux derniers siècles, sauf à vouloir à tout prix partager notre triste sort, ce qui ne vous mènerait strictement à rien ou à connaître pire condition encore, je pense sérieusement que cela mérite réflexion, non ?

Vous le savez ou vous ne le savez pas, ici le meilleur et le pire se côtoient chez tous les hommes et toutes les femmes, et comme la société leur a réservé le pire, vous pouvez imaginer que chez eux c'est aussi souvent le pire qui domine, comment pourrait-il en être autrement, n'est-ce pas ? Aussi quand malgré tout on s'emploie à cultiver le meilleur conformément à notre idéal ou à notre conception de la société, on va forcément de déconvenues en désillusions pour finalement connaître très peu de moments de satisfaction aussitôt gâchés ou rattrapés par le pire. On ne dit pas pour rien bête et méchant. Alors quand des personnes pour lesquelles vous avez fait preuve de générosité jusqu'à vous priver vous-même pour les aider vous réclament encore plus, et que vous leur refusez parce que vous ne pouvez pas faire davantage pour elles, ce qu'elles ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre, elles en deviennent mauvaises avec vous, ce qui est bien triste.

Bref, c'est très difficile à vivre en réalité, et entre nous, c'est là que vous pouvez estimer à sa juste valeur la puissance du

socialisme, car sans lui je crois bien que je ne serais plus qu'une loque humaine. Ici peut-être plus qu'ailleurs, ce qu'on a de plus cher, c'est ce qu'il y a de plus rare, ce qui nous manque le plus : La liberté.

- Au format pdf (27 pages)

Lu dans un article.

- "*Il n'y a pas d'espoir sans crise. C'est la leçon paradoxale et « dialectique » du marxisme.*"

C'est un enseignement du fonctionnement du capitalisme et de la lutte des classes.

Une note d'espoir.

- De nos jours les mystifications les plus savamment planifiées durent le temps d'une éclipse ou disons de moins en moins longtemps pour ne pas pécher par excès d'optimisme. Ce qui n'empêche pas leurs auteurs de remettre le couvert, puisque c'est le seul moyen qui reste à leur disposition pour gouverner. La ficelle est tellement grosse, qu'on a le droit de traiter de crétins indécrottables tous ceux qui marchent dans leur combine ou ne se posent pas de questions.

- Enfin, on a eu trois grosses pluies, la seconde fois depuis novembre 2018. On en redemande bien sûr. Du coup la température a brutalement chuté, à peine 23°C samedi matin à 6h30. Elle va remonter, normal. Dans le nord de l'Inde, au Bangladesh et au Népal il y a eu des pluies torrentielles, qui comme toujours ont causé de gros dégâts matériels et malheureusement quelques dizaines de morts parmi les plus pauvres, cela va de soi. Toujours est-il qu'on ne manquera pas d'eau.

Quelle audace ! Le POID comme on l'aime.

Lu dans le dernier éditorial de La tribune des travailleurs (POID)

- "Les régimes totalitaires ont toujours besoin d'un ministère de la propagande. Régime bonapartiste caricatural marchant à grands pas vers le totalitarisme, la Ve République s'est déjà dotée d'un ministère de la propagande sans scrupule."

LVOG - D'où la nécessité de lutter aussi sans répit et sans faille contre ce ministère de la propagande.

Dans la lutte des classes comme dans la vie en général, les facteurs subjectifs et objectifs entretiennent des rapports étroits ou se combinent pour déterminer l'orientation de la société ou de notre existence.

Quand on a conscience de ces rapports dialectiques, on peut agir et modifier le cours des choses, dans le cas contraire on sera réduit à l'impuissance ou à subir passivement notre sort. Cette passivité servira en politique nos ennemis, qui eux agissent quotidiennement pour satisfaire leurs besoins au détriment des nôtres. D'où la nécessité de passer à l'action, de traduire en actes politiques nos aspirations, de s'organiser...

L'alchimie du totalitarisme En Marche.

Cela commence avec l'agriculture et l'élevage bourrés de produits chimiques, engrais, pesticides, herbicides, hormones, etc. cela continue avec l'industrie agro-alimentaire où tous les produits qui en sont issus sont aussi bourrés de produits chimiques en tous genres, adjuvants, conservateurs, colorants, etc. et cela se termine par les trusts pharmaceutiques qui n'ont rien à envier à ceux de la chimie.

Bref, on nous empoisonne en toute légalité par les deux bouts, par tous les bouts. Et pour que personne ne puisse y couper, Macron vient de décréter hors la loi l'homéopathie. Va-t-il relancer la chasse aux herboristes ? Quelques mois plus tôt étaient parus des articles de presse qui dénigraient les compléments alimentaires. Parallèlement ils encourageaient la consommation de fruits et légumes bourrés de saloperies chimiques, et après le déremboursement de nombreux médicaments, on apprenait que plus de 500 médicaments de la médecine allopathique étaient en rupture de stock, tandis qu'ils avaient rendu obligatoire des vaccins, et des maladies qui avaient été éradiquées au cours du XXe siècle ressurgissaient.

Bref, la régression En Marche sur toute la ligne dans ce domaine vital.

J'ai visionné l'interview de Jean Ziegler à Thinkerview.

La critique qui suit ne doit pas occulter sa prise de position en faveur de "la destruction du capitalisme". Interrogé sur la nécessité d'une révolution pour mettre fin au capitalisme, il répondra qu'il est fort probable qu'elle sera violente, comme toutes

les révolutions qui l'avaient précédée puisque les oligarques n'ont jamais cédé le pouvoir pacifiquement dans le passé, précisera-t-il. Il martèlera qu'il n'est pas réformable. On peut donc le caractériser de gauche malgré ses faiblesses ou contradictions.

Ziegler rabâche pour sombrer à la fin dans une sorte de guévarisme libertaire sans issue.

C'est un pur produit du régime. Il n'aurait jamais accédé aux fonctions qu'il a occupées à l'ONU s'il avait présenté une réelle menace pour le capitalisme, en fait toute sa vie il n'a fait que les cautionner au nom du marxisme auquel il n'a pas compris certains aspects, par exemple lorsqu'il réprouve l'exclusion par Marx et Engels de Bakounine de la Première Internationale ou quand il dénonce le traitement que Lénine infligea aux anarchistes au cours de la révolution russe d'octobre 1917 et des quatre années de guerre civile. Cela peut se comprendre de la part d'un intellectuel ayant évolué au sein de la social-démocratie.

Monsieur Ziegler n'a jamais pu trancher entre le mouvement ouvrier et les institutions du capital.

On pourra lui reprocher son idéalisation ou ses illusions dans l'ONU à laquelle il s'en remet toujours. Monsieur Ziegler et ses semblables ne se rendent pas compte, semble-t-il, qu'ils en sont la bonne conscience, ils rendent service aux capitalistes en leur exposant fidèlement les conséquences de leurs méfaits sur les peuples, de telle sorte qu'ils puissent peaufiner leur stratégie ou adapter leur politique (et leur propagande) aux conditions réelles afin d'assurer la pérennité du capitalisme, de leur domination de classe. Et ce n'est pas un hasard si tous ceux qui encensent Ziegler ou ses semblables sont sur la même longueur d'onde opportuniste.

Pour comprendre comment ils fonctionnent, on pourrait prendre l'exemple de la surpopulation mondiale.

Pour Ziegler elle n'existe pas ou elle ne constitue pas réellement un problème, puisque selon la FAO, la production mondiale pourrait nourrir 12 milliards d'habitants, sans se demander ni comment ni avec quoi, car si vous posiez ces questions vous arriveriez fatalement à une conclusion inverse de la sienne. Il n'y a rien donc rien de scientifique dans la démarche de Ziegler. Quand un tel aveuglement fait office de phare chez les intellectuels progressistes, on est en droit de penser que l'humanité est plongée dans une profonde pénombre dont elle va avoir beaucoup de mal à sortir.

Il a cru bon également de s'étendre sur la spoliation par les banquiers helvétiques des milliards de francs suisses ou de dollars que des juifs fortunés allemands, industriels et autres, avaient transférés en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, se félicitant du rôle positif joué par le Congrès juif mondial et Bill Clinton, sans jamais se poser la question de savoir d'où provenaient ces fortunes accumulées, voilà concrètement les limites de l'anticapitalisme de Jean Ziegler.

Son éternelle indécision à se ranger résolument au côté des exploités et des opprimés témoigne de l'influence qu'exerce sur lui la réaction, ce qui va se traduire par de multiples contradictions, confusions ou erreurs d'appréciation, qui vont l'amener à se placer sur le même terrain que les opportunistes...

La civilisation humaine à la croisée des chemins.

LVOG - Si on ne peut pas confier l'avenir de l'humanité au capitalisme, on peut encore moins envisager la réduction de la population mondiale tant qu'il n'aura pas été éradiqué de la surface de la planète. C'est au socialisme que reviendra cette tâche ou plutôt aux peuples qui adopteront démocratiquement, consciemment et librement les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif de manière à assurer le bien-être des générations futures.

- L'évolution de la démographie mondiale - Le Figaro 11 juillet 2019

Nous sommes aujourd'hui 7,7 milliards d'individus sur Terre. En 2050, nous serons 9,7 milliards et 10,9 milliards en 2100 selon le dernier rapport de l'Organisation mondiale des Nations-Unies.

Alors que la fécondité - c'est-à-dire le nombre d'enfants par femme en âge d'avoir des enfants - baisse dans la plupart des pays du monde, la population continue de croître, certes à un rythme plus lent. L'allongement de la durée de la vie partout dans le monde et un nombre de naissances en Afrique subsaharienne, toujours largement plus élevé qu'ailleurs, expliquent ce phénomène. Le taux de fécondité y est de 4,6 par femme pour 2,1 dans le monde et 1,8 en France en 2019.

Selon les prévisions de l'ONU, l'Afrique subsaharienne (au sud du Sahara) comptera à elle seule plus d'un milliard de personnes en 2050. Globalement, les 47 pays les moins développés dans le monde sont ceux où la population augmente le plus vite.

La hausse mondiale est portée par seulement une dizaine de pays dont la croissance sera particulièrement forte: l'Inde, dont la population dépassera même celle de la Chine en 2027, l'Égypte, le Pakistan, l'Indonésie, les États-Unis seul pays très développé à conserver une croissance très soutenue, et de nombreux pays d'Afrique subsaharienne comme le Nigéria, le Congo, l'Éthiopie et la Tanzanie.

En Afrique, même si la fécondité reste forte, les femmes ont, comme partout, moins d'enfants. Cette baisse pourrait même avoir un effet positif sur l'économie de ces pays, à condition qu'ils créent de l'emploi et investissent dans l'éducation. Les 25-64 ans, en âge de travailler, seront alors les plus nombreux. Une aubaine que les démographes appellent «dividende démographique».

À l'inverse, l'Europe devient le foyer des pays qui se dépeuplent. À cause d'un taux de fécondité très bas, la Lituanie et la Bulgarie vont perdre plus de 20% de leur population. Même chose pour de nombreux pays d'Europe de l'Est. En Asie, le Japon va lui aussi perdre presque 20% de sa population. Quant à la France, sa population augmenterait d'un million d'ici 2050, à 68 millions.

Au niveau mondial, outre la faible fécondité, les pertes de populations s'expliquent par des migrations, économiques (Venezuela ou Bangladesh par exemple) ou environnementales, ou encore les guerres, comme en Syrie ou au Soudan.

Dans tous les pays, la durée de vie des hommes comme des femmes s'allongent, même si les femmes conservent leur avance. On vit aujourd'hui 72,6 ans dans le monde, soit 8 ans de plus qu'en 1990. L'ONU prévoit que cette durée de vie atteigne 77,1 ans en 2050. L'espérance de vie s'améliore également dans les pays les plus pauvres, même si l'écart reste de près de 14 ans avec les pays riches. Cette différence s'explique par une forte mortalité des enfants et des jeunes mères dans les pays pauvres, la violence de certains conflits et la persistance de l'épidémie de Sida.

Signe aujourd'hui de ce fort vieillissement, les personnes âgées de plus de 65 ans sont dans le monde plus nombreuses que les enfants de moins de 5 ans. Selon les projections de l'ONU, le monde comptera, pour la première fois, plus de personnes de 65 ans et plus, que de 15-24 ans, en 2050. Le nombre d'octogénaires et plus - 143 millions aujourd'hui - devrait tripler en 2050 et atteindre 426 millions. Le Figaro 11 juillet 2019

LVOG - Vivre plus vieux pour travailler plus longtemps, quelle injuste et cruelle perspective !

Le besoin morbide d'appartenir à la majorité fabriquée par ceux qui l'exploitent.

Dans 500 ans peut-être, il faut espérer avant, les hommes se demanderont peut-être comment leurs ancêtres ont-ils pu être assez écervelés pour courir après une balle ou un ballon ou frapper dedans, le pire étant encore les spectateurs beaucoup plus nombreux qui n'avaient manifestement rien d'autres de mieux à faire durant leur temps libre, à croire qu'ils en avaient trop !

Et que dire du temps libre qu'ils passaient à regarder des films, assister à des pièces, lire des livres, écouter des chansons, participer à des cultes qui leur rappelaient sans cesse leur triste sort ou les ramenaient à d'autres époques encore plus sordides, un peu comme si leur propre malheur quotidien ne leur suffisait pas, il fallait rajouter celui des autres, un soulagement particulièrement malsain quand on sait qu'ils demeuraient indifférents ou ignoraient les drames qui se déroulaient sous leurs yeux. A moins qu'ils prirent du plaisir à vivre des fictions teintées de romantisme, à défaut d'imagination une fois leurs aspirations au bonheur et à la liberté envolées. Toujours est-il qu'ils reproduisaient sans cesse les mêmes rapports qui leur empoisonnaient l'existence.

Qui plus est, ils avaient été instruits, tous ou presque avaient été scolarisés, ils disposaient d'une multitude de moyens de communication et d'information, presse écrite, presse illustrée, radio, télévision, cinéma, théâtre, Internet, ils bénéficiaient de plus en plus de temps libre, la durée du travail avait été réduite d'un quart ou plus, les congés payés couvraient cinq semaines, les jours fériés étaient encore nombreux, ils se déplaçaient de plus en plus également, y compris en avion pour visiter d'autres pays, bref, ils n'étaient plus les gueux illettrés travaillant 12 à 16 heures par jour dès l'âge de 12 ans ou beaucoup moins, vivant entassés dans des taudis infâmes...

Et pourtant, leur niveau de conscience n'avait pas progressé depuis cette époque ou si, mais tout comme le progrès social il avait servi à les corrompre, pour finalement se complaire dans leur médiocre condition dès lors qu'ils trouvaient le moyen d'en tirer quelques satisfactions éphémères et superficielles, qui à leur tour servaient à justifier l'insouciance, l'indifférence ou la passivité dans laquelle ils allaient se vautrer et qui devait les condamner à vivre dans une société rendue nauséabonde par tous les bouts où on la prenait.

On encouragea leurs illusions, on flatta leur ignorance, on décréta qu'ils n'étaient responsables de rien, bref, on fit tout minutieusement pour qu'ils ne changent rien et s'enfoncent un peu plus, cela les arrangeait car réduits à cet état insignifiant il allait de soi qu'ils ne pourraient pas être les acteurs du changement de la société que certains leur proposaient et qui les effrayait plutôt qu'autres choses. Dès lors il leur fut infligé toutes sortes de mauvais traitements, d'humiliations, on les infantilisa, on les rabaissa, on les complexa pour bien leur faire comprendre qu'ils n'étaient rien, qu'ils n'étaient pas dignes ou ne possédaient pas les qualités requises pour décider de l'orientation de la société, et qu'ils devaient s'en remettre aux puissants qui détenaient le pouvoir et gouvernaient pour le bien commun.

Ils rechignèrent et tentèrent de résister, quoique, de telle manière qu'ils finirent par tout accepter. Comme cela ne suffisait pas encore on leur trouva des excuses, on les plaignit, on les encensa une fois de plus, quelle meilleure preuve de bravoure ils pouvaient donner en faisant acte de soumission en présence d'un despote au pouvoir. Dans un acte suicidaire collectif, ils

rendirent hommage à la médiocrité qui devint le pendant de la méritocratie pavant la voie du fascisme ou du totalitarisme.

On ne les juge pas, on ne les blâme pas, on s'en tient au constat que le développement de la civilisation humaine ou les formidables progrès qu'elle a réalisés au cours des millénaires passés n'auraient jamais eu lieu sans la lutte de classe des exploités et des opprimés. Il n'existe pas davantage de bons prétextes pour refuser d'y participer, que de justifications aux inégalités et aux injustices sociales.

Dans quel monde vivons-nous ?

Pornographie, prostitution et pédophilie déguisées et légaux.

- Ce que dit la sexualisation des adolescentes de la société japonaise - Slate.fr 11 juillet 2019

Disons-le une bonne fois pour toutes: le Japon n'a pas le monopole de l'exploitation et de la sexualisation des enfants à des fins mercantiles. Parmi les exemples les plus criants, citons les compétitions de mini-miss qui mettent en scène des petites filles grimées en adultes, dans des postures parfois aguicheuses. Inventés aux États-Unis, ces concours de beauté ont été tardivement interdits (2014) en France aux moins de 13 ans, mais ils subsistent sur internet.

Par ailleurs, l'immense succès d'artistes comme Britney Spears et Alizée, 16 ans à l'époque des très suggestifs «Baby One More Time» et «Moi… Lolita», illustre nettement le pouvoir de fascination des adolescentes érotisées auprès des adultes.

Mais il y a un tabou. «On ne s'autorise pas, en Occident, à admettre que les nymphettes exercent une emprise réelle sur le grand public», estime Agnès Giard, anthropologue, membre de l'équipe de recherche EMTECH à l'Université libre de Berlin et autrice de L'imaginaire érotique au Japon. Au pays du Soleil-Levant, toutefois, la possibilité de fantasmer sur des enfants paraît plus assumée, tolérée, et donc visible, du fait de plusieurs spécificités culturelles et sociologiques.

Aujourd'hui, d'innombrables bandes dessinées, dessins animés ou jeux vidéo mettent en scène des collégiennes ou des lycéennes de manière sexualisée, de manière frontale ou anodine. En France, deuxième pays consommateur de mangas derrière le Japon, il est aisé de se procurer des œuvres grand public où les poitrines généreuses d'adolescentes bondissent et où les petites culottes moulantes ne cessent d'être entraperçues. La passion des vieux pervers pour les sous-vêtements portés par des jeunes filles est un gag récurrent dans Dragon Ball et Ranma ½, dont les adaptations animées ont été vues par les millions de téléspectateurs et de téléspectatrices du «Club Dorothée» dans les années 1990.

Cette fascination pour les nymphettes serait-elle uniquement de nature sexuelle? Pour l'anthropologue Agnès Giard, il s'agit aussi d'un idéal esthétique et philosophique. «La shôjo (jeune fille) incarne au Japon une idée du beau très particulière, celle de la fleur en train d'éclore… et sur le point de périr.»

Forte d'une industrie culturelle foisonnante et très imaginative, le Japon permet à ses citoyen·nes de nourrir leurs fantasmes, même les plus crus. Encore aujourd'hui, la pédopornographie virtuelle –images de synthèse, dessins, textes, reproductions en silicone, etc.– reste tout à fait légale, probablement pour ne pas pénaliser économiquement les entreprises et ne pas punir les consommateurs.

Néanmoins, lorsque le fantasme fait intervenir de véritables enfants, la problématique n'est plus du tout la même. Et bien que la diffusion de contenus pédopornographiques réels –photos et vidéos faisant intervenir de véritables enfants– ait été interdite dès 1999, la possession, elle, n'est devenue illégale que très récemment. «Jusqu'à 2015, posséder de la pornographie enfantine n'était pas un délit au Japon. La loi a été modifiée, mais les intéressés ont eu droit à un an de grâce pour se débarrasser de leurs collections, affirme Jake Adelstein, journaliste américain installé au Japon et spécialisé dans la traite d'êtres humains(5), dans une interview à Marie Claire. Sans ce délai, tout le monde aurait fini en prison. L'économiste Paul Seabright, auteur du livre Sexonomics, a estimé qu'un Japonais sur dix possédait ou avait regardé de la pornographie enfantine.»

Terminons avec le phénomène du JK business (de joshi kôsei, lycéennes), en plein essor d'après Mutsumi Ogaki, criminologue à l'Université d'État de Californie. Il s'agit pour des lycéennes de proposer des promenades, discussions ou autres activités en théorie anodines à des hommes plus âgés, en échange d'argent ou de cadeaux.

Mais derrière cette pratique parfaitement légale se cache souvent de la prostitution, notamment lorsque des réseaux mafieux s'en mêlent. «Presque toutes les filles sont issues de foyers conflictuels, ou se sentent isolées à l'école», témoigne Yumeno Nito, une ancienne fugueuse qui aide ces adolescentes à sortir de la rue, dans le cadre du reportage de Vice «Schoolgirls for Sale in Japan». Selon elle, «ce problème ne sera pas résolu tant que des adultes qui achètent et vendent [ces services] n'auront pas disparu». Slate.fr 11 juillet 2019

It's so easy ! (C'est si facile !) Bienvenue chez les faux-monneyeurs, les "zombies" qui marchent "sur la tête".

Sputnik - Afin d'éviter une paralysie de l'économie, la BCE a sorti l'artillerie lourde. En 2015, elle lançait un vaste programme de

rachat d'actifs (dette publique et privée) ou «quantitative easing» dans la langue de Shakespeare –ou plutôt le jargon globish des analystes financiers. Elle a ainsi injecté jusqu'à décembre 2018 environ 2.600 milliards d'euros dans l'économie. Durant son mandat, Mario Draghi a aussi proposé deux TLTRO pour «Targeted long-term refinancing operations» ou «opérations ciblées de refinancement à long terme». Le but? Octroyer aux banques des prêts sur plusieurs années à des taux proches de zéro. Les montants de ces opérations en 2014 et 2016 se sont chiffrés en centaines de milliards d'euros. Pour finir, le taux auquel se refinancent les banques auprès de la BCE est de 0% depuis mars 2016. «Super Mario», comme il est appelé dans le milieu, a donc ouvert en grand les vannes de l'argent pas cher. Pour éviter les réflexes de rentier des banques, il a également baissé le taux de dépôt à - 0,40% en juin 2014.

Le problème pour les banques demeure que ce taux négatif rogne leurs marges, de plus en pleine période de taux de crédit très bas qui ne leur offrent que peu de rentabilité.

«Les banques de la zone euro reçoivent des paiements d'intérêt faible sur les crédits» et «tout ceci conduit inexorablement au recul» de leur rentabilité. Tout comme au Japon, «on peut donc considérer qu'il s'agit de banques zombies, fortement affaiblies par les taux d'intérêt bas», estiment dans une note les experts de Natixis.

«Nous allons étudier si la préservation des effets favorables des taux d'intérêt négatifs pour l'économie requiert d'atténuer leurs effets secondaires possibles, s'il y en a, sur l'intermédiation bancaire», déclarait «Super Mario».

À la même époque et selon nos confrères des Échos, Luis de Guindos, vice-président de l'institut basé à Francfort, mettait en avant d'autres difficultés des banques de la zone euro, comme «le niveau élevé de leurs coûts, une concurrence excessive ou encore l'impact des créances douteuses». Concernant ce dernier point, la situation de la Deutsche Bank est assez révélatrice. L'établissement allemand a annoncé la suppression de 18.000 postes et la mise en place d'une «bad bank» visant à se débarrasser de 74 milliards d'euros de créances douteuses.

«La faible rentabilité des banques va clairement au-delà de l'impact potentiel des taux d'intérêt négatifs. Je pense que la faible rentabilité des banques en Europe a à voir avec des facteurs structurels», déclarait Luis de Guindos en avril dernier.

La politique non conventionnelle de la BCE a également des effets très importants sur l'immobilier. Les taux historiquement bas de la Banque centrale européenne permettent aux banques de prêter à des taux, qui, eux aussi, évoluent à des niveaux jamais vus. Selon le courtier Empruntis, il est désormais possible d'obtenir en France un crédit immobilier à 1% sur 20 ou 25 ans. Une aubaine pour acheteurs? Oui et non. Car cet argent pas cher alimente également une spéculation sur l'immobilier qui voit littéralement exploser les prix dans plusieurs villes d'Europe.

L'économiste Jean-Yves Archer voyait même plus loin en 2016. Alors qu'il mettait sa plume au service du Figaro, il exprimait ses craintes de voir la politique monétaire non conventionnelle de la BCE mener à une érosion déflationniste:

«Bien évidemment, sur le papier, le citoyen lambda se dit que financer un appartement à 1% de taux d'intérêt est une aubaine. À condition qu'une érosion déflationniste ne vienne pas tirer à la baisse la valeur de son bien, comme c'est le cas au Japon.»

Le plus inquiétant reste que la BCE ne semble pas être en mesure de sortir de ce type politique. Les craintes sur la croissance en zone euro lui ont vite fait abandonner ses velléités de normalisation monétaire. Son programme de rachat d'actifs a été clos en décembre dernier et voici que selon La Banque postale Asset Management (LBPAM) citée par Boursorama, «le marché va se passionner sur l'écho des débats concernant la possibilité d'actionner un certain nombre d'instruments: de la forward guidance au quantitative easing, en passant par une baisse des taux directeurs».

Concernant un nouveau TLTRO, c'est déjà fait. La BCE a annoncé une troisième salve de son programme visant à venir en aide aux banques. Les TLTRO III seront lancés en sept vagues entre septembre prochain et mars 2021. Les échéances des prêts seront de deux ans et les taux oscilleront entre -0,30% à + 0,10%. La quantité de crédits redistribués par chaque banque dans l'économie fera office de juge.

«Entre le TLTRO III et l'usage de taux négatifs, le dispositif à l'œuvre démontre que nous sommes encore très loin d'une normalisation des conditions monétaires», a souligné Thomas Prince, responsable de la gestion monétaire chez Groupama Asset Management.

La politique extrêmement accommodante de la BCE au cours des dernières années a mené à une situation inédite sur le marché obligataire. Aujourd'hui, plusieurs pays européens tels l'Allemagne ou la France empruntent à 10 ans à taux négatif. En zone euro, «la dette souveraine en territoire négatif vient d'atteindre le montant de 5.000 milliards d'euros, soit l'équivalent de 64% du montant total», souligne Christopher Dembik, responsable de la recherche économique chez Saxo banque.

S'il garde son titre jusqu'à échéance, le prêteur se verra rembourser moins qu'il a prêté. Mais pourquoi payer pour prêter? Pourquoi une telle «aberration intellectuelle» comme la qualifie Éric Bourguignon, directeur général délégué de Swiss Life

Asset Management France?

«L'investisseur nous confie son argent comme s'il louait un coffre-fort», explique Anthony Requin, patron de l'Agence France Trésor, chargée de placer la dette française sur les marchés. Il estime que les taux négatifs s'apparentent à des frais de location.

«Il s'agit en outre de savoir quelle est la limite quand les taux n'en sont plus une», s'interroge pour sa part Geoffroy Lenoir, responsable des taux souverains en euros pour Aviva Investor. Une source de marché qui s'est confiée à l'AFP s'est montrée plus affirmative:

«Tout le monde sait que nous marchons sur la tête.»

Christine Lagarde remettra-telle l'église de l'orthodoxie monétaire au milieu du village européen? Ses prises de position alors qu'elle était à la tête du FMI (Fonds Monétaire International) permettent d'en douter. Sputnik 09.07

La démocratie est avant tout une affaire de don...

Le point sur la primaire démocrate aux Etats-Unis, voici ce qu'on reçut en dons entre avril et juin 2019 quelques candidats de ce parti de gauche, ils sont une vingtaine au total, sans rire :

Pete Buttigieg = 24,8 millions de dollars
Joe Biden = 21,5 millions de dollars
Elizabeth Warren = 19 millions de dollars
Bernie Sanders = 18 millions de dollars
Kamala Harris = 12 millions de dollars

Et durant la même période chez les républicains :

Donald Trump = 105 millions de dollars

C'est ce qui fait dire aux lecteurs du Figaro qu'il sera sans doute réélu...

Commentaire d'internaute.

- "Les néocons ont choisi Creepy Kamala, elle sera désignée avec l'aide des médias. Évidemment elle n'a aucune chance, et Trump gagnera de toute façon. Cette primaire n'a aucun intérêt."

Schizophrénie collective et stupidité humaine.

Au fait, fait-il toujours chaud en été en France ?

Tiens donc, la fin du monde n'a duré que quelques jours et pas partout...

... quel dommage :

- Ventilateurs, brumisateurs, glaces... Les ventes de ces produits ont connu un coup de chaud pendant la canicule - Franceinfo 08.07

Le chiffre d'affaires généré par les achats de ventilateurs et de climatiseurs a bondi de 533% durant la semaine du 24 au 30 juin par rapport à la même période en 2018. Franceinfo 08.07

Il y a ceux qui brassent du vent et dont c'est la profession, et d'autres qui brassent de l'eau, mais attention à trop en dire, on se ridiculise. En attendant ceux qui brassent de l'argent se régalent !

- Olivier Dufourneaud, directeur de la politique des Océans de l'Institut Océanographique de Monaco l'invité de franceinfo - franceinfo- 08.07

Cette canicule ne s'est pas accompagnée ensuite d'un coup de vent qui aurait permis de "brasser" les eaux de surface et de profondeur. Donc on a gardé une couche de surface très chaude qui, heureusement, n'est pour l'instant pas très épaisse. J'ai plongé hier matin et à une vingtaine de mètres, on passe en-dessous des vingt degrés. (...) Cette situation peut encore évoluer. Il suffit d'un coup de mistral qui ferait remonter des eaux un peu plus profondes pour qu'on perde quelques degrés très rapidement.

LVOG - Quel scénario catastrophe ! Et c'est grâce aux océans qu'on aurait échappé au pire :

"...l'océan a capté 93% de la chaleur excédentaire. Cela nous a fait gagner du temps sur le réchauffement de la planète." Pourvu que le niveau des océans ne baisse pas, cela tombe bien puisqu'il paraît qu'il aurait plutôt tendance à augmenter...

Le noyau de la terre constitué de fer liquide ou en fusion se refroidit, du coup le champ magnétique ainsi créé qui protège la Terre des bombardements cosmiques en provenance du soleil se serait affaibli, ce qui expliquerait en grande partie le réchauffement climatique de la Terre, mais personne ne sait pourquoi le noyau de la terre se refroidit, très très lentement rassurez-vous.

Sinon, il y a encore le terrorisme, les communistes, les xénophobes, les misogynes, les racistes, le sida, la grippe, le cancer et même l'homéopathie.

Le soleil est responsable de la majorité de l'évolution du climat, auquel il faut ajouter le noyau de notre planète qui joue un rôle énorme puisque c'est lui qui produit le magnétisme terrestre qui détourne la plupart des rayons solaires de la terre, et sans lequel la terre perdrait son eau et son atmosphère et deviendrait invivable ou une planète morte.

- Une canicule de courte durée et très localisée - climato-realistes.fr 03.07

Annoncée à cor et à cri plusieurs jours à l'avance, cette canicule aura donc duré une semaine (du 24 juin au 01 juillet 2019) et culminé le 28 juin.

On remarque que les pics de chaleur ont été enregistrés dans un périmètre géographique réduit centré sur le Gard et l'Héraut, (carte)

De la météorologique au climat

Cette vague de chaleur fut classique dans sa configuration météorologique : une arrivée d'air très chaud provenant du Sahara apportée par un vent d'altitude résultant d'une dépression sur le proche Atlantique et d'un anticyclone sur le nord de l'Europe. En même temps que la masse d'air saharienne recouvrait l'Europe occidentale, une masse d'air froid s'est écoulée vers le sud et l'est de l'Europe, (carte)

Cette carte montre l'ampleur des variations météorologiques naturelles (jusqu'à 25° C), comparée à l'anomalie (supposée climatique) de température moyenne mondiale qui n'était selon le Dr Roy Spencer que de +0,3 °C pour ce mois de juin.

L'histoire climatique est mouvementée mais la mémoire des événements naturels est courte.

(Les canicules de 1911, 1947,1976, 1983, 2003 - ndlr)

Températures réelles et températures ressenties

Un taux d'humidité élevé est venu accentuer la sensation de chaleur dans certaines régions de France. Une nouvelle unité de mesure (dérivée de l'indice Humidex) s'est ainsi imposée dans certains médias : la température ressentie. Une carte, diffusée par La Chaîne Météo et BFM TV dimanche 23 juin, montrait le nord de la France, Paris incluse, recouvert de noir, avec la mention « 48 ° C ».

Explications de Pascal Scaviner, chef du service prévisions de la Chaîne Météo :

« Si l'on prend une température moyenne de 36 °C l'après-midi […] avec un air sec, c'est-à-dire un taux d'humidité de 30 %, votre corps va ressentir une température de 40 degrés. Par contre, si l'on prend la même température avec une humidité beaucoup plus élevée, de 60 %, votre corps va ressentir une température de 50 degrés, un inconfort maximal, un véritable danger pour la santé ».

Sébastien Léas prévisionniste à Météo France est heureusement venu corriger la présentation racoleuse de la chaîne Météo :

« Les prévisionnistes de Météo France ont « déjà des doutes et des incertitudes sur le niveau des températures de la semaine ». « Si on n'a pas de certitude sur les températures, vous imaginez bien que nous n'en avons encore moins sur l'indice humidex ».

Températures réelles et températures mesurées

Les températures enregistrées par une station météorologique, aussi professionnelle soit elle, ne doivent pas nécessairement être inscrites dans le marbre, sinon Météo-France ne procéderait pas régulièrement à l'homogénéisation des températures, un traitement statistique qui a pour but de détecter et corriger les biais présents dans les séries de données observées qui peuvent être du même ordre de grandeur que le signal climatique que l'on cherche à mesurer. Le dernier jeu de séries homogénéisées de référence date de 2014.

Il est donc permis de questionner le nouveau record de 45.9°C enregistré le 28 juin 2019 à Gallargues-le-Montueux par une station du réseau secondaire de Météo-France. Car il se trouve qu'une station du réseau collaboratif Info Climat située à un autre emplacement sur cette même commune donne une valeur bien différente : 44,1°C.

Le site meteo-paris.com indique que les stations de Météo-France sont classées sur une échelle de 1 à 5 : un site de classe 1 est considéré comme un site de référence, tandis qu' il est déconseillé d'effectuer des mesures météorologiques sur un site de classe 5. La station Météo-France de Gallargues est de classe 3. Il n'est donc pas interdit de penser que le franchissement de ce seuil symbolique de 45°C ne soit qu'un artefact des mesures.

L'effet d'îlot de chaleur urbaine

Sous l'effet d'îlot de chaleur urbaine la température en ville est plus élevée que dans les zones rurales alentour, en particulier la nuit. En région parisienne cet écart est de l'ordre de 2 à 3 °C en moyenne annuelle. Selon Météo France, lors de la conjonction de paramètres météorologiques (notamment en période de fortes chaleurs) l'effet d'îlot de chaleur urbaine peut atteindre près de 10 ° C en Île-de-France.

A cet égard il serait intéressant de savoir combien parmi les 554 stations météorologiques du réseau RADOME de Météo-France (une tous les 30 km) sont affectées par l'effet dit d'îlot de chaleur urbaine.

Ajoutons à cela que la vague de chaleur de juin 2019 est survenue peu de temps après le solstice d'été au moment où les journées sont les plus longues. Or, c'est justement durant la nuit que le mercure baisse. Ainsi, plus les nuits sont courtes, moins les températures ont le temps de se rafraîchir.

La fréquence des canicules augmente t-elle ?

Il est logique que dans un monde qui se réchauffe même de façon minime (entre 0,8°C et 1,2°C depuis le début de l'ère industrielle selon le GIEC), et quelle que soit la cause, naturelle ou anthropique de ce réchauffement, la fréquence des épisodes caniculaires puisse aller en augmentant.

Dans un article du 01 juillet, la Chaine Météo fournit un visuel qui compare les canicules en fonction de leur durée et de leur intensité.

On voit que 2019 se situe bien derrière les canicules de 1911, 1947 et 2003.

Mais l'été 2019 ne fait que commencer. climato-realistes.fr 03.07

- Climat : une pétition à contre-courant en Italie - climato-realistes.fr 6 juillet 2019

Nous publions la pétition sur le climat préparée par le professeur Uberto Crescenti – Professeur titulaire de géologie appliquée à l'Université G. d'Annunzio de Chieti ; il a été Recteur de l'Université G. d'Annunzio de 1985 à 1997, président de la Société italienne de géologie de 1999 à 2005, fondateur et président de l'Association italienne de géologie appliquée et d'environnement de 1999 à 2005, fondateur et président en 2001 de l'Association italienne « géologie et tourisme », et des scientifiques de renommée internationale, afin d'encourager un débat sérieux sur l'avenir de notre planète, fondé sur les connaissances scientifiques et sans contraintes politiques.

PÉTITION SUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ANTHROPIQUE

Nous soussignés, citoyens et hommes de science, invitons avec force les décideurs politiques à adopter des politiques de protection de l'environnement qui soient compatibles avec les connaissances scientifiques. En particulier, il est urgent de lutter contre la pollution là où elle se produit, comme l'indiquent les meilleures données scientifiques. A cet égard, il est regrettable que les connaissances mises à disposition par le monde de la recherche soient utilisées trop tard pour réduire les émissions anthropiques de polluants très répandus dans les systèmes environnementaux tant continentaux que marins.

Cependant, il faut être bien conscient que le dioxyde de carbone lui-même n'est pas un polluant. Au contraire, il est indispensable à la vie sur notre planète.

Au cours des dernières décennies, s'est répandue une hypothèse selon laquelle le réchauffement de la surface de la terre d'environ 0,9°C observé depuis 1850 serait anormal et dû aux activités humaines, en particulier à l'émission dans l'atmosphère de CO2 venant de l'utilisation des combustibles fossiles.

C'est là la thèse du réchauffement climatique anthropique promue par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations Unies, dont les conséquences seraient des changements environnementaux si graves qu'ils feraient craindre des dommages énormes dans un avenir proche, à moins que des mesures drastiques et très coûteuses soient adoptées immédiatement. De nombreuses nations du monde ont adhéré à des programmes de réduction des émissions de dioxyde de carbone et une propagande de plus en plus virulente les invite à adopter des programmes toujours plus exigeants dont la mise en œuvre, très onéreuse pour les économies de ces Etats, serait, prétend-on, nécessaire à la maîtrise du climat et au « salut » de la planète.

L'origine anthropique du réchauffement de la planète est cependant une conjecture non prouvée, déduite uniquement de certains modèles climatiques, c'est-à-dire de programmes informatiques complexes, appelés modèles de circulation générale.

Au contraire, la littérature scientifique a, mis en évidence l'existence d'une variabilité climatique naturelle que les modèles ne sont pas capables de reproduire, variabilité naturelle de mieux en mieux vérifiée.

Cette variabilité naturelle explique une part importante du réchauffement climatique observé depuis 1850.

La responsabilité anthropique du changement climatique observée au siècle dernier est donc exagérée de façon injustifiée et les prévisions catastrophiques sont irréalistes.

Le climat est le système le plus complexe sur notre planète : nous devons donc l'aborder avec des méthodes appropriées et adaptées à son niveau de complexité. Les modèles de simulation climatique ne reproduisent pas la variabilité naturelle observée du climat et, en particulier, ne reconstituent pas les périodes chaudes des 10 000 dernières années. Celles-ci se sont répétées environ tous les mille ans : on y trouve la période médiévale chaude, bien connue, la période romaine chaude, et généralement de grandes périodes chaudes pendant l'Optimum holocène [Il y a 8000 ans].

Ces périodes passées étaient plus chaudes que la période actuelle, bien que la concentration de CO2 y ait alors été inférieure à la concentration actuelle ; elles sont liées aux cycles millénaires de l'activité solaire. Ces effets ne sont pas reproduits par les modèles.

Rappelons que le réchauffement observé de 1900 à nos jours a, en fait, commencé en 1700, c'est-à-dire au minimum du Petit Âge glaciaire, qui est la période la plus froide des 10 000 dernières années, et qu'il correspond à un minimum millénaire de l'activité solaire que les astrophysiciens appellent minimum solaire de Maunder. Depuis, l'activité solaire, suivant son cycle millénaire, a augmenté et réchauffé la surface de la Terre.

De plus, les modèles ne parviennent pas à reproduire les oscillations climatiques bien connues de période 60 ans environ. Celles-ci ont été responsables, d'une période de réchauffement (1850-1880) suivie d'une période de refroidissement (1880-1910), puis d'une période de réchauffement (1910-1940), d'une période de refroidissement (1940-70) et d'une nouvelle période de réchauffement (1970-2000) semblable à celle observée 60 ans auparavant.

Les années suivantes (2000-2019) ont vu non pas l'augmentation prévue par les modèles, d'environ 0,2°C par décennie, mais une nette stabilité climatique sporadiquement interrompue par les oscillations naturelles rapides de l'océan Pacifique équatorial, appelées El Niño Southern Oscillation (ENSO), telles que celle qui a amené un réchauffement temporaire en 2015 et 2016.

Les médias affirment également que les événements extrêmes, tels qu'ouragans et cyclones, ont augmenté de façon inquiétante. Non ! Ces événements, sont , comme de nombreux systèmes climatiques, modulés par le cycle de 60 ans que l'on vient de signaler. Voyons, par exemple, les données officielles depuis 1880 sur les cyclones tropicaux atlantiques qui ont frappé l'Amérique du Nord : elles montrent une forte oscillation de 60 ans, corrélée à l'oscillation thermique de l'océan Atlantique appelée Atlantic Multi-decadal Oscillation (AMO). Les pics observés pendant dix ans sont comparables pour les années 1880-90, 1940-50 et 1995-2005. De 2005 à 2015, le nombre de cyclones a diminué, suivant le cycle susmentionné.

Ainsi, sur la période 1880-2015, il n'y a pas de corrélation entre le nombre de cyclones, qui oscille et le CO2 qui augmente de façon monotone.

Le système climatique n'est pas encore suffisamment bien compris. S'il est vrai que le CO2 est un gaz à effet de serre, la sensibilité du climat à son augmentation dans l'atmosphère est, selon le GIEC lui-même, encore extrêmement incertaine. Un doublement de la concentration atmosphérique de CO2, d'environ 300 ppm avant l'ère industrielle à 600 ppm, pourrait, dit-on, faire monter la température moyenne de la planète d'au moins 1°C à au plus 5°C.

Cette incertitude est énorme. Cependant, de nombreuses études récentes fondées sur des données expérimentales estiment que

la sensibilité du climat au CO2 est nettement moindre que celle estimée par les modèles du GIEC.

Il est donc scientifiquement irréaliste d'attribuer à l'homme la responsabilité du réchauffement observé de 1900 à nos jours. Les prédictions alarmistes ne sont donc pas crédibles, puisqu'elles sont basées sur des modèles dont les résultats sont en contradiction avec les données observées.

Tout porte à croire que ces modèles surestiment la contribution anthropique et sous-estiment la variabilité climatique naturelle, en particulier celle induite par le soleil, la Lune et les oscillations océaniques.

Enfin, les médias ont fait passer le message qu' il y aurait un consensus quasi unanime parmi les scientifiques sur la cause anthropique de l'actuel changement climatique et que le débat scientifique serait donc clos. Et pourtant, nous devons tout d'abord être bien conscients que la méthode scientifique exige que ce soient les faits, et non le nombre de croyants qui d'une conjecture font une théorie scientifique consolidée.

Quoi qu'il en soit, même ce supposé consensus n'existe pas. Les opinions des spécialistes – climatologues, météorologues, géologues, géophysiciens, astrophysiciens – sont très variables et nombre d'entre eux reconnaissent l'importance de la contribution naturelle au réchauffement planétaire observée depuis la période préindustrielle et même au réchauffement de l'après-guerre à aujourd'hui.

Il y a également eu des pétitions signées par des milliers de scientifiques qui ont exprimé leur désaccord avec l'hypothèse du réchauffement climatique anthropique. Notamment celle lancée en 2007 par le physicien F. Seitz, ancien président de l'American National Academy of Sciences, et celle lancée par le Groupe d'experts International Non Gouvernemental sur l'évolution du climat (NIPCC), dont le rapport 2009 conclut que » la nature, et non l'activité humaine, gouverne le climat « .

En conclusion, vu l'importance cruciale des combustibles fossiles pour l'approvisionnement énergétique de l'humanité, nous suggérons de refuser d'adhérer à des politiques de réduction des émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère sous le prétexte illusoire de gouverner le climat. climato-realistes.fr 6 juillet 2019

Les modèles qui servent à fabriquer leurs impostures.

LVOG - Rappelons que pour justifier la thèse officielle du 11 septembre 2001 présentée par G.W. Bush, la commission mise en place par l'administration américaine s'était appuyée sur des modèles informatiques à défaut de s'en tenir aux faits, qui en partie furent censurés quand ils révélaient les contradictions et incohérences de cette démarche.

A propos du réchauffement climatique, on est en présence du même procédé qui a consisté à recourir à des modèles climatiques contestés par des dizaines de milliers de scientifiques dans le monde.

- Le climatologue : Jean Jouzel - Les Armes de la Transition - Le vent se lève 17 mars 2019

Extraits.

Il faut bien voir que, d'un côté on peut reconstituer les climats passés, de l'autre, on n'a quand même pas dans les climats du passé un analogue de ce vers quoi nous allons. Il y a eu des climats plus chauds qu'aujourd'hui, bien évidemment, pour des raisons tout à fait naturelles, mais ce n'étaient jamais vraiment pour les mêmes raisons.

Donc, si on veut regarder vers le futur, la seule façon de le faire c'est d'utiliser des modèles climatiques. Bien sûr, on peut les valider, sur des conditions différentes comme celles du passé, mais l'approche quasi obligatoire c'est la modélisation, donc je m'y suis intéressé.

Si on veut regarder ce qui se passe actuellement avec une orbite circulaire, il faut aller voir ce qui s'est passé il y a 400 000 ans et là, c'est clair : la période chaude a duré 20 à 30 000 ans. On a de la chance, d'ailleurs, que notre civilisation se soit développée dans une période chaude qui, de façon interglaciaire, de façon naturelle, durera ou durerait (le réchauffement climatique risque encore d'empêcher le passage à la prochaine ère glaciaire, si on le faisait intelligemment). En tout cas, on est dans une période qui, naturellement, serait une période chaude pendant 15 000 années supplémentaires.

Et donc, cette idée qui prévalait dans les années 70 d'un prochain passage à l'ère glaciaire était fausse.

LVOG - Rien ne dit que la prochaine période chaude sera aussi longue que par le passé, en réalité il n'en sait rien et nous non plus, personne n'en sait rien. Tout comme on ignore pourquoi lentement le noyau de la terre se refroidit et le champ magnétique qui en découle faiblit. Quant au pôle magnétique il s'est inversé à plusieurs reprises depuis 4,5 milliards d'années.

Maintenant si la période chaude doit encore durer 15 000 années supplémentaires, tout est dans l'ordre des choses et nous sommes bien en présence d'une mystification, somme toute, personne ne peut prédire jusqu'à quelle température de manière naturelle va s'élever la surface de la Terre ou l'atmosphère qui l'entoure.

Et ce climatologue de décréter :

Le véritable problème c'est notre activité sur le climat.

Une construction idéologique mais pas seulement, une lubie antiscientifique relevant du fanatisme, promotion et distinctions en prime.

- Jean Jouzel est glaciologue-climatologue, pionnier dans l'étude du changement climatique. Il a été vice-président du groupe scientifique du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) lorsque ce dernier a reçu le Prix Nobel de la Paix en 2007. La liste de ses responsabilités est impressionnante. Il a plus récemment rejoint le Haut Conseil pour le Climat.

Après les années 80, je me suis impliqué dans le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat), et j'ai contribué au 2ème et 3ème rapport. À partir de 1994, j'étais chargé de rédiger la partie dédiée au climat du passé, et à partir du 4ème rapport, de 2002 à 2015, je me suis impliqué au niveau de l'organisation elle-même du GIEC, de son bureau, comme vice-président du groupe scientifique.

Quand on regarde l'Accord de Paris, il s'appuie complètement sur le cinquième rapport du GIEC, donc on a rempli notre mission.

J'ai participé au premier Débat sur l'Energie, en 2005, dans lequel est inscrit l'objectif de division par 4 de nos émissions, ensuite j'ai participé à la préparation de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, au Grenelle de l'Environnement dans lequel ça a été réaffirmé.

Une de mes activités c'est de m'impliquer dans la mise sur pied du Pacte Finance/Climat avec Pierre Larrouturou.

J'ai été beaucoup impliqué dans la réflexion qui a précédé la mise sur pied de la loi sur la transition énergétique, la loi pour la croissance verte ; et encore depuis, avec François Hollande et depuis avec Emmanuel Macron, il y a aussi des réunions.

Je suis au Conseil Economique Social et Environnemental (CESE), j'ai été co-rapporteur d'un premier avis, avec Catherine Tissot-Colle sur la loi de transition énergétique, et j'ai aussi été dans la loi T.C.E.V.

J'ai été, par exemple, 5 ans Président du Haut-Conseil de la Science et de la Technologie, qui ne s'intéressait pas au climat, mais à l'ensemble de la recherche en France.

J'ai été aussi pendant 8 ans directeur de l'Institut Pierre Simon Laplace et je me suis beaucoup impliqué dans cette modélisation future du climat..

Je suis président de Météo et Climat. Je suis Directeur de Recherche émérite au C.E.A..

J'ai aussi beaucoup de contacts avec les politiques, bien sûr, je suis assez proche de Nicolas Hulot, mais quand François de Rugy a pris le Ministère, il m'a aussi invité à le rencontrer. De même, j'ai rencontré ensuite Emmanuelle Wargon à son invitation, Brune Poirson également, on a discuté de projets sur le forum Météo/Climat.

Jean Jouzel : Des certitudes que notre communauté scientifique a construites, et auxquelles j'adhère, sont très claires.

LVOG - Avant de lire la suite rappelons que : le cumul des émissions de CO2 venant de combustibles fossiles depuis 1751 représente 1% (un pour cent) du carbone qui circule entre les océans l'air et la végétation et les sols (440 Gt-C (fin 2018) pour 42000 Gt-C). https://www.climato-realistes.fr 13 mai 2019

Comme je l'avais supposé logiquement dans une précédente causerie, l'activité humaine ramenée à sa modeste proportion par rapport aux phénomènes naturelles proportionnellement gigantesques joue un rôle minime. Mais la modestie n'est visiblement pas une valeur reconnue par ce climatologue, c'est le moins qu'on puisse dire !

Jean Jouzel - Premièrement, par nos activités, nous avons modifié la composition de l'atmosphère en gaz à effet de serre : les quantités de gaz carbonique ont augmenté de plus de 40 %, plus que doublé pour le méthane, + 20 % pour le protoxyde d'azote ; avec une conséquence très claire : cette augmentation d'effet de serre augmente la quantité d'énergie disponible pour chauffer l'atmosphère, les glaces, l'océan, et les surfaces continentales. Et d'ailleurs de cette chaleur additionnelle, va

dans l'océan. C'est une première certitude, ce sont nos activités qui ont modifié la composition de l'atmosphère.

La deuxième certitude, c'est que le réchauffement est sans équivoque. C'est une certitude qui s'est construite à travers les rapports du GIEC, et pas simplement sur le fait que les températures dans l'atmosphère augmentent. De fait, les quatre dernières années ont été les plus chaudes qu'on ait connues en France depuis 150 ans. C'est 2018 qui a été l'année la plus chaude.

« Est-ce que les activités humaines sont à l'origine du réchauffement climatique, une fois qu'on a admis la réalité du réchauffement climatique ? »

En fait, la réponse s'est modifiée, a évolué. Dans le premier rapport du GIEC, on ne sait pas… Dans le deuxième rapport du GIEC En 95, la réponse c'est « peut-être »… Et ça a joué un rôle très important, en fait, dans le Protocole de Kyoto. C'est très prudent, mais c'est suffisant. Des gens comme Al Gore utilisent ce résultat et je crois que sans ce rapport du GIEC, sans ce lien qui commence à s'établir entre activité humaine et réchauffement, le Protocole de Kyoto n'aurait pas été mis en place. Ensuite, de « peut-être », on passe à « probablement, plus de 2 chances sur 3 » dans le troisième rapport, « très probablement, plus de 9 chances sur 10 » dans le quatrième, et le cinquième rapport nous dit de façon très claire que le réchauffement climatique des 50 dernières années (depuis les années 50, en gros) est lié déjà aux activités humaines. En fait, que les causes naturelles du réchauffement climatique, que l'ensemble de l'activité solaire, l'activité volcanique, ne peuvent expliquer au mieux qu'un dixième de degré d'un réchauffement qu'on estime à peu près à 8 dixièmes de degrés depuis les années 50. lvsl.fr 17 mars 2019

LVOG - Admirez le montage : De "on ne sait pas", ils sont passés à "peut-être", puis à "probablement", de là à "très probablement", pour finir là où ils avaient décidé d'en venir : le réchauffement climatique est lié aux activités humaines, conclusion qui rejoint celle du Club de Rome, simple coïncidence évidemment.

Tout va bien. Macron peut dormir tranquille.

- Gilets jaunes : seulement quelques centaines de manifestants pour l'acte 34 - Le Parisien 6 juillet 2019

- Les premiers bouchons sur la route des vacances - AFP 7 juillet 2019

- Brossat (PCF) sermonne Jadot: "Rappelle-toi que tu es de gauche!" - AFP 7 juillet 2019

- François Baroin trouve "rassurant", "réconfortant" que les Français aiment leurs maires - Franceinfo 8 juillet 2019

Lobbyisme et stratégie de la terreur. Le climat, l'espace : Leurs ennemis, la menace !

"Fiers parce que vous protégez la nation, parce que vous êtes notre souveraineté, ce qui permet de nous défendre comme de défendre nos alliés. Et cela, ça n'a pas de prix", a conclu Emmanuel Macron.

L'espace comme "enjeu de sécurité nationale"

"Pour assurer le développement et le renforcement de nos capacités spatiales, un grand commandement de l'espace sera créé en septembre prochain", a annoncé Emmanuel Macron samedi, lors d'un discours à la veille du défilé du 14-Juillet.

Une annonce qui rappelle la "Space Force" voulue par le président Donald Trump aux Etats-Unis. Celle-ci serait l'égale des autres corps d'armée américains et regrouperait l'ensemble des personnels militaires et civils qui travaillent dans le domaine spatial au sein du Pentagone.

Pour Emmanuel Macron, l'espace est devenu un "véritable enjeu de sécurité nationale, par la conflictualité qu'il suscite".

"Ce que nous avons constaté, c'est que l'espace est devenu un terrain de conflictualité", a indique Florence Parly sur France Inter. "Il faut pouvoir protéger ce qui est vital pour le fonctionnement de nos systèmes de transport, nos systèmes aériens, nos hôpitaux". Et "l'effort budgétaire pour notre défense sera tenu", a assuré Emmanuel Macron samedi. lejdd.fr 14 juillet 2019

La légion ou l'honneur perdu.

- Plus de 400 personnes distinguées pour la promotion du 14-Juillet de la Légion d'honneur - francetvinfo.fr 14.07

Thierry de Montbrial, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, président de l'Institut français des relations internationales (Ifri), est élevé à la dignité de grand officier. francetvinfo.fr 14.07

Qui est Thierry de Montbrial ? Un idéologue de la gouvernance mondiale oligarchique.

En 1976, il prend part à la création de la French-American Foundation.

En février 1978, il fait partie des membres fondateurs du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés.

En 1979, il crée l'Institut français des relations internationales (Ifri)

Le 1er octobre 1992, il prend la présidence du comité éditorial de la Revue des deux mondes.

En 2008, il lance la World Policy Conference (WPC), rencontre annuelle autour des questions de gouvernance mondiale réunissant des personnalités du monde politique, économique et social.

Membre du comité de rédaction de la revue Foreign Policy. (Source : Wikipédia.org)

Les "lacunes" de Wikipédia :

Il est membre du club "Le siècle", de la Commission Trilatérale, membre du comité directeur du groupe Bilderberg (1976-2012), il a continué de participer aux réunions annuelles sans que son nom n'apparaisse toujours, comme c'est le cas d'autres participants, Bill Gatts par exemple.

- ...il a introduit en 1979 la notion de think tank dans son pays, en créant l'Institut français des relations internationales (Ifri), aujourd'hui classé parmi les plus influents dans le monde. Pour lui, les think tanks ont un rôle majeur à jouer au XXIe siècle pour donner chair à l'idée encore embryonnaire de société civile mondiale. thierrydemontbrial.com

- Thierry de Montbrial (...) a été pendant quarante ans un des "papes" du Bilderberg. "J'ai été nommé au steering committee [comité directeur] en 1974, à l'âge de 31 ans, en remplacement de Wilfrid Baumgartner, ancien gouverneur de la Banque de France, qui y siégeait avec le baron Edmond de Rothschild, raconte cet ancien professeur d'économie à Polytechnique passé par le Quai d'Orsay. A part Kissinger ou Rockefeller, je crois que je suis un de ceux qui ont participé au plus grand nombre de réunions." lejdd.fr 2 décembre 2017

Rappelons que le secrétaire général adjoint de l'Elysée, un certain Emmanuel Macron a été invité à participer entre le 29 mai et le 1er juin 2014 à la 62è réunion annuelle du groupe Bilderberg.

A peine deux mois plus tard, fin août 2014, Arnaud -Montebourg alors ministre de l'Economie était viré, Hollande le remplacera par Macron, qui trois ans plus tard deviendra président de République. Pure coïncidence encore une fois.

Réhabilitation pour service rendu et fidélité à Macron.

- Sarkozy-Kadhafi, les coulisses d'une machination - lejdd.fr 13 juillet 2019

Ou comment ils réécrivent l'histoire au jour le jour...

Madame Lagarde a "permis le détournement de fonds publics (...) mais ce n'est pas elle la fraudeuse", ouf !

- Tapie relaxé : "Nous sommes très étonnés", dit le président d'Anticor - Franceinfo 9 juillet 2019

Invité sur franceinfo, mardi 9 juillet, Jean-Christophe Picard, le président d'Anticor, l'association de lutte contre la corruption en politique :

S'il y a une fraude, il y a des fraudeurs. À un moment donné, il faut qu'on nous explique qui a fraudé. Ce n'est pas madame Lagarde car madame Lagarde n'a été condamnée que pour négligence ayant permis le détournement de fonds publics, mais ce n'est pas elle la fraudeuse. Donc, qui a fraudé ? Il faut bien qu'on réponde à cette question. S'il y une fraude, il y a des fraudeurs, c'est assez facile à comprendre.

...le problème de cet arbitrage, c'est qu'il a été soupçonné d'être très partial. L'accusation disait : 'cet arbitrage a été organisé pour faire en sorte que la décision soit favorable à monsieur Tapie'. C'est la partialité de l'arbitrage qui était en cause. Les montants qui ont été par la suite annoncés étaient délirants, 45 millions de préjudice moral, ça ne s'est jamais vu. C'est d'ailleurs pour ette raison que Christine Lagarde a été condamnée pour négligence, elle ne s'était pas opposée à cette décision.

Dans cette affaire, on sait très bien que ce sont les contribuables qui vont beaucoup payer. C'est ça le problème. Et surtout, ça

n'est pas très dissuasif pour l'avenir. Si ce n'est plus une fraude, c'est au moins un fiasco. Et finalement je remarque que personne n'est responsable, si ce n'est le contribuable qui paye. Franceinfo 9 juillet 2019

Qui a dit ?

- Il a réclamé du gouvernement qu'il mène "*un rapport de forces*" face aux menaces de représailles émises par le président américain. "*Il ne faut pas que la France baisse pavillon devant Donald Trump et les Etats-Unis, ajoute le député. De la même manière que sur l'Iran où il empêche les entreprises françaises d'exporter en Iran, on ne doit pas baisser pavillon. On ne doit pas se laisser faire quand bien même c'est notre allié américain.*""*On va voir quelle est la vigueur du combat [d'Emmanuel Macron], mais même s'il fait payer [les géants du numériques], ce ne sera qu'un tout petit peu*".

Bref, vive la France, vive les multinationales françaises, vive LREM, vive Macron !

Réponse : Le fakir, François Ruffin (LFI) vendredi 12 juillet, invité de Franceinfo.

Il a aussi félicité la majorité parlementaire LREM pour avoir adopté une taxe Gafa, tandis que les Gafa continuent de pratiquer l'optimisation fiscale et de faire transiter des sommes colossales dans des paradis fiscaux...

Nous, nous n'attendons rien de ces représentants de l'oligarchie. Si vous vous demandiez ce qui distingue la gauche de la droite, vous avez là la réponse. Décidément, ils ne loupent pas une occasion pour légitimer Macron et son gouvernement ultra réactionnaires, minoritaires et illégitimes, et bien moi je ne rate pas une occasion pour dénoncer leur imposture et pour les étriller, montrer en somme quelle est leur véritable nature contre-révolutionnaire.

- Le député François Ruffin (LFI) reprend "La Marseillaise" (mais en version punk) - Franceinfo 12 juillet 2019

Parole d'internaute.

Benalla
Bayrou
Nyssen
Castaner
Blanquer
Kohler
Penicaud
Flessel
Borloo
Le général de Villiers
Emelien
Ferrand
Etc.

Les affaires d'Etat s'accumulent dans la macronie.

En complément. La vieille République des affaires...

Discours du 1er mai 2017 d'Emmanuel Macron dans un meeting à la Porte de la Villette de Paris.

- "*Voilà, mes amis, cette France nouvelle, cette République nouvelle que je veux avec vous construire*"

- Emmanuel Macron veut un gouvernement irréprochable. - francetvinfo.fr 17.05.2017

Chantre d'une "*république irréprochable*", il fera adopté une loi de "*moralisation de la vie publique*".

Les médias du parti de l'ordre ont adopté la stratégie du chaos.

- «Taisez-vous ou je vous bute tous» : le coup de sang d'un prof en plein partiel à Marseille - leparisien.fr 6 juillet 2019

Un éminent agrégé de droit est accusé d'avoir agrippé par le col un étudiant qu'il accusait d'insolence. Les étudiants présents dénoncent une «humiliation inacceptable». leparisien.fr 6 juillet 2019

L'intégralité de l'article du Parisien était à charge contre ce prof.

L'éducation qu'ont reçue les élèves des écoles primaires, les collégiens, les étudiants, leur état d'esprit au contact d'une société en pleine décomposition posent de sérieux problèmes aux enseignants, notamment le manque de respect, les provocations incessantes ou l'indiscipline en général, parfois ou de plus en plus souvent la violence, j'en ai fait l'expérience et ma fille est institutrice. Pendant un temps elle fut tentée d'enseigner au secondaire, puis déjà en butte à des comportements asociaux ou difficiles à l'école primaire, finalement elle préférera se rabattre sur la maternelle.

Echo de la vermine.

En famille. "Tout le monde est pour l'économie de marché".

- Municipales: Jadot (EELV) appelle au "pragmatisme" - AFP 6 juillet 2019

Le dépué européen Yannick Jadot a appelé samedi à La Charité-sur-Loire (Nièvre) au "pragmatisme" pour les élections municipales, n'excluant pas des alliances avec des élus sans étiquette ou divers droite.

"Dans des municipalités où vous avez des gens qui sont sans étiquette ou même divers droite qui font du 100% bio dans les cantines, des jardins partagés, de la rénovation urbaine, qui appliquent ce qu'on a envie de faire", il faudra "prendre nos responsabilités", a poursuivi M. Jadot.

Prenant l'exemple du maire divers droite de Ferrette en Alsace, qui a accueilli des migrants, il a demandé s'il pouvait "dire à ce monsieur "vous êtes le mal"" parce qu'il est de droite.

"Je suis écologiste !", a rétorqué Yannick Jadot mardi sur France 2: "J'en ai marre que l'écologie ait à se situer par rapport au paysage politique du 20e siècle; c'est au paysage politique du 20e siècle, qui n'a pas lutté contre le dérèglement climatique, gauche ou droite, qui n'a pas lutté contre les pesticides, la pollution de l'air (...) C'est à eux de se positionner par rapport à l'écologie !", a-t-il lancé.

Quant à "l'économie de marché", il remarque que "tout le monde est pour l'économie de marché", en demandant: "vous voulez que les paysans bio vendent dans les sovkhozes ? Vous voulez l'économie Maduro ?"

Lundi, M. Jadot, Delphine Batho (Génération écologie), Antoine Waechter (MEI) et François Darmeval (Cap 21) ont scellé leur alliance en vue du scrutin municipal et de l'élection présidentielle de 2022 . AFP 6 et 9 juillet 2019

Quand le ver du "ni de gauche ni de droite" était déjà dans le fruit pourri des écologistes des années 1980.

- Les écologistes scellent leur rassemblement à Ivry-sur-Seine - AFP 8 juillet 2019

Yannick Jadot (EELV), Delphine Batho (Génération écologie), Antoine Waechter (MEI), et François Darmeval (Cap 21), ont scellé lundi leur alliance en vue des municipales et de la présidentielle lors d'un déplacement Ã Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne).

A leurs côtés se trouvaient également Jean-Marc Governatori (AEI) et François Bechieau (Mdp)...

Les six partis, répartis sur deux listes aux européennes, ont rendu public un texte où ils appellent "au rassemblement de toutes les forces écologistes qui veulent gouverner", et évoquent la "naissance à terme d'une nouvelle organisation collective".

La députée Delphine Batho, qui a soutenu la liste Urgence écologie (1,8%), a salué "un évènement politique important dans l'histoire de l'écologie politique en France".

"Il y a une nouvelle espérance qui est en train de se lever en France et en Europe autour de l'écologie. Le rassemblement d'aujourd'hui (...) est important pour faire grandir cette espérance d'abord aux élections municipales (...) et ensuite pour le dire clairement pour préparer 2022", a-t-elle souligné.

"Pendant toutes ces années nous avons placé la barre trop bas. Cette barre, elle consistait pour l'essentiel à créer un rapport de force pour que nos idées soient portées par le pouvoir en place ou éventuellement à s'introduire au pouvoir, mais on a bien vu que ça ne donnait pas grand-chose (...) Il n'y aura pas de politique écologiste sérieuse sans que les écologistes aient le pouvoir", a renchéri Antoine Waechter, chantre dans les années 1980 d'une écologie "ni de gauche ni de droite".

Interrogé sur sa stratégie aux municipales, M. Jadot a redit sa volonté d'être "pragmatique". "Le premier tour c'est l'écologie. Au second tour (...) on verra qui se réunit autour de nous", a-t-il répondu. AFP 8 juillet 2019

ACTUALITÉ DU JOUR

Totalitarisme. Réaction sur toute la ligne en famille. Retour à l'ordre de Vichy.

LVOG - Ce serait commettre une terrible erreur ou méprise que de leur accorder la moindre empathie, de leur reconnaître des bonnes intentions vis-à-vis de la population en général qu'ils n'ont jamais eu.

Haro sur l'homéopathie !

- Homéopathie, Macron a choisi - Journal du Dimanche 7 juillet 2019

La décision est prise : les produits homéopathiques seront déremboursés. Les experts le préconisaient ; la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, le voulait ; les fabricants et nombres d'élus, eux, s'y opposaient ; et Emmanuel Macron hésitait. Le chef de l'Etat a mis fin au suspense il y a quelques jours. L'annonce doit être effectuée à la fin de la semaine. Elle marquera un tournant. Restent à arbitrer les modalités de l'opération. A ce stade, deux options semblent envisagées :

La première prévoit le déremboursement total, mais en le différant (peut-être d'un an) pour permettre aux laboratoires concernés de se préparer à cette perte de revenus. La seconde consisterait en un déremboursement partiel : actuellement pris en charge par l'Assurance maladie à hauteur de 30%, les granules homéopathiques ne le seraient plus qu'à 15%.

Cette solution n'aurait rien de disruptif : en 2003, le remboursement de ces produits était déjà passé de 65 à 35% ; puis en 2011, de 35 à 30%. Mais elle exposerait l'exécutif au risque de fâcher à la fois les partisans et les détracteurs de l'homéopathie. Autre inconvénient : elle priverait Bercy d'une source d'économie importante (le coût des remboursements avoisine 127 millions d'euros par an), au moment où le gouvernement cherche à réduire la dépense publique. De fait, Edouard Philippe et Gérald Darmanin ont eux aussi plaidé à l'Élysée pour le déremboursement. Journal du Dimanche 7 juillet 2019

- L'homéopathie totalement déremboursée à partir de 2021, annonce Buzyn - L'Express.fr 9 juillet 2019

Le remboursement, c'est bientôt fini. C'est la ministre de la Santé elle-même qui l'annonce ce mardi soir au Parisien. Elle précise que l'homéopathie sera totalement déremboursée à partir de 2021, et que ce déremboursement débutera dès 2020.

Le gouvernement a donc décidé de suivre les conclusions de la Haute Autorité de santé (HAS) de dérembourser à 100 % les produits homéopathiques.

Les laboratoires Boiron, qui réalisent 60 % de leurs ventes en France sur les produits homéopathiques remboursables, avaient par exemple alerté sur des possibles conséquences sur l'emploi, comme la suppression de quelque 1 000 postes, voire 2 500 selon 20 Minutes.

Le prochain débat devrait se porter sur la profession d'homéopathe. L'Ordre des médecins sera saisi en octobre prochain pour prendre une décision sur la reconnaissance de cette discipline a indiqué le président Patrick Bouet, mercredi 3 juillet lors d'une conférence de presse. L'Express.fr 9 juillet 2019

Du ministère de la propagande à celui de la haine.

- Lutte contre la haine en ligne : l'Assemblée adopte le projet de loi controversé - lexpress.fr 09.07

L'Assemblée nationale a approuvé ce mardi la proposition de loi LREM de lutte contre la haine sur internet. Elle contraint les plateformes à agir malgré leurs réticences, et hérisse certains élus d'opposition en raison de l'autorité qui leur est donnée.

Le texte de la députée de Paris Laetitia Avia a été validé en première lecture par 434 voix pour, 33 contre et 69 abstentions. Il passera à la rentrée au Sénat, en vue d'une adoption définitive rapide.

Une des mesures phares, sur le modèle allemand : plateformes et moteurs de recherche auront l'obligation de retirer les contenus "manifestement" illicites sous 24 heures, sous peine d'être condamnés à des amendes allant jusqu'à 1,25 million d'euros. Sont visées les incitations à la haine, la violence, les injures à caractère raciste ou religieux.

Le tout sera contrôlé par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Et Cédric O, secrétaire d'État au Numérique, de lancer : "Nous avons une obligation de résultat, car être capable de protéger les Français, en ligne comme hors ligne, c'est la mission première de l'État".

Confier aux Gafa (Google, Amazon, Facebook et Apple) le soin de réguler "ne va pas dans le bon sens", mais que la France se saisisse du sujet est "une avancée", selon le porte-parole PCF Sébastien Jumel. Alors que l'Hexagone se veut à la pointe du mouvement mondial de régulation, Cédric O juge l'équilibre "atteint" entre liberté d'expression et "efficacité".

Dans une lettre ouverte, la Ligue des droits de l'Homme, la présidente du Conseil national du numérique et encore la présidente du Conseil national des barreaux ont plaidé que "le juge doit être au coeur tant de la procédure de qualification des contenus que de la décision de leur retrait ou blocage".

Un parquet et une juridiction seront spécialisés dans la lutte contre la haine en ligne, a aussi fait ajouter le gouvernement, à la satisfaction des députés de tous bords voulant remettre la justice au centre. lexpress.fr 09.07

Nouvel appel à délation.

- Stades de foot : la LFP et la Licra annoncent le fichage des actes racistes, sexistes et homophobes - RT 9 juillet 2019

Ce dispositif doit «permettre à toute personne présente dans nos stades, témoin ou victime, de signaler un acte discriminant (raciste, antisémite, homophobe, sexiste, ou autre)». «Tout signalement déclenchera une procédure définie en étroite collaboration entre la LFP et la Licra», fait également savoir un communiqué diffusé par la Ligue. RT 9 juillet 2019

- Le gouvernement lance la chasse au mégot de cigarette - Journal du Dimanche 10 juillet 2019

Les dates de péremption et l'obsolescence programmée pas concernées.

- Brune Poirson au JDD : "La loi antigaspillage marquera un vrai tournant écologique" - Journal du Dimanche 7 juillet 2019

Consigne, principe du pollueur-payeur pour le BTP, 100% de plastiques recyclés en 2025 : la secrétaire d'Etat à la transition écologique, Brune Poirson, présente mercredi en Conseil des ministres sa loi antigaspillage. Journal du Dimanche 7 juillet 2019

Tout cela pour adopter une nouvelle taxe.

- Les billets d'avion taxés en 2020 : "Un premier pas symbolique" pour l'écologiste Delphine Batho - Journal du Dimanche 9 juillet 2019

Une écotaxe (de 1,50 à 18 euros sur les billets d'avion - ndlr) sur tous les vols au départ de la France à partir de 2020, c'est déjà ça de pris pour l'ex-ministre de l'Ecologie Delphine Batho. L'annonce faite mardi par le gouvernement "donne raison aux jeunes qui se mobilisent pour le climat et aux électeurs qui votent pour les listes écologistes", salue pour le JDD la députée ex-PS, aujourd'hui présidente de Génération écologie.

Une mesure qui sera intégrée au projet de loi de finances 2020 et qui devrait rapporter 180 millions d'euros. Ils seront destinés, selon le gouvernement français à financer de nouvelles infrastructures de transport, plus écologiques, et en particulier, le transport ferroviaire. Journal du Dimanche et euronews 9 juillet 2019

Un comportement pathologique à traîter en urgence.

- Un «état d'urgence climatique» annoncé à Paris - sputniknews.com 09.07

Un «état d'urgence climatique» a été déclaré ce 9 juillet à Paris par les élus du conseil de la ville, après que la capitale française a connu une canicule sans précédent.

Un groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution sera formé, un «Giec parisien». Il sera composé d'experts, de climatologues, d'urbanistes et de sociologues qui prendront part au développement des politiques publiques.

En supposant que la génération actuelle peut être la dernière à pouvoir changer le climat, dans son tweet, la maire de Paris a souligné qu'il s'agissait d'un «moment historique» et qu'il était maintenant «temps de l'action concrète».

Paris déclare l'urgence climatique. Nous sommes à un moment historique. La révolution des consciences a lieu, aujourd'hui, personne ne nie plus l'urgence. Vient le temps de l'action concrète. sputniknews.com 09.07

Comment mieux dresser les femmes contre les hommes et vice versa.

- Marlène Schiappa : "Nous allons organiser un Grenelle des violences conjugales" - Journal du Dimanche 7 juillet 2019

Le gouvernement lance une "mobilisation nationale" contre les violences conjugales. La secrétaire d'Etat Marlène Schiappa annonce dans le JDD la tenue d'un Grenelle. Journal du Dimanche 7 juillet 2019

- Comment faire reculer la violence des hommes contre les femmes ? - LePoint.fr 9 juillet 2019

Longtemps, la police a fermé les yeux sur des « différends privés », les voisins ont détourné les yeux, les femmes ont eu peur. Comment changer les mentalités ? LePoint.fr 9 juillet 2019

LVOG - C'est là qu'on s'aperçoit que leur propagande a non seulement un contenu idéologique, mais fonctionne comme un instrument destiné à influencer les consciences afin que chacun s'adapte à la société monstrueuse qu'ils sont de mettre en place et en devienne un agent.

On peut même y arriver en y mettant le prix, suivez le guide.

"Bla-bla-bli, bla-bla-bla..." : Clémentine Autain (LFI) se moque des propositions de Marlène Schiappa contre les féminicides - Franceinfo 9 juillet 2019

On est dans une opération de pure communication. Ce que nous attendons, ce sont des mesures sonnantes et trébuchantes qui permettent de passer un cap dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Clémentine Autain à franceinfo. Franceinfo 9 juillet 2019

Ils osent tout

- Défilé du 14 Juillet : la France honore ses héros - Le Parisien

- Le député François Ruffin (LFI) reprend "La Marseillaise" (mais en version punk) - Franceinfo 12 juillet 2019

- « Les chefs d'entreprise doivent voir l'immigration comme une extraordinaire opportunité » - LePoint.fr 12 juillet 2019

- Migrants : deux capitaines du "Sea Watch 3" vont être décorées par la Ville de Paris - Franceinfo 13 juillet 2019

- Festival d'Avignon : Laurent Gaudé ranime la belle idée européenne avec François Hollande en guest-star ! - Franceinfo

- Pourquoi les jeunes Africains se mobilisent peu pour le climat - Franceinfo

- L'économie du bien-être en discussion à Bruxelles - euronews

- Grèce : victoire de la droite et retour à la normalité - LePoint.fr

- Trump est «incompétent» selon l'ambassadeur britannique à Washington - 20minutes.fr 06.07

- Washington veut une mission internationale après un nouvel incident dans le Golfe - AFP 12 juillet 2019

- Brésil: Bolsonaro songe à nommer un de ses fils ambassadeur aux Etats-Unis - AFP 12 juillet 2019

- Afghanistan: Washington salue des pourparlers "productifs" avec les talibans - AFP 06.07

- Marvel confirme un super-héros gay «assez prochainement» - Le Parisien 06.07

- Dans l'Oise, c'est la folie des fêtes médiévales - Le Parisien 06.07

- Ukraine : Tchernobyl devient officiellement un site touristique - LePoint.fr

- Ethiopie : Addis Abeba, une capitale sans moto - francetvinfo.fr 06.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

- Retour éclatant de la droite en Grèce - LeFigaro.fr 7 juillet 2019

Arrivé en tête avec 39,8 % des suffrages, le parti de droite Nouvelle Démocratie (ND) détiendra 158 des 300 sièges que compte la Vouli, le parlement grec, selon les résultats officiels portant sur 94 % des bureaux de vote. Syriza, le parti de gauche d'Alexis Tsipras, qui a obtenu 31,5 % des voix, ne conservera quant à lui que 86 des 144 sièges qu'il avait dans l'assemblée sortante, les Grecs ayant sévèrement sanctionné cette formation, coupable à leurs yeux d'avoir « trahi » ses promesses et d'avoir imposé l'austérité.

Le taux de participation s'est élevé à près de 58 %.

Troisième parti dans le nouveau Parlement, le Kinal né sur les cendres du Pasok (socialiste), remporte 22 sièges (8,3 % des voix), devant les communistes du KKE (5,3 % - 15 sièges), le parti nationaliste de la Solution grecque (10 sièges) et le parti MeRa25 de l'ancien ministre des finances de M. Tsipras, Yanis Varoufakis (3,4 % des voix - 9 sièges). Le parti d'extrême-droite Chryssi Avghi (Aube dorée) devrait recueillir 2,96 % des voix, échouant à entrer au parlement pour la première fois depuis ses débuts aux élections nationales de 2012.

"Nous nous sommes battus et nous avons fait beaucoup, toujours la tête haute" , a néanmoins déclaré Alexis Tsipras , dans son allocution après l'annonce de sa défaite.

"Nous avons appliqué une politique des finances impopulaire et pro-bancaire, une recette qui conduit à l'usure", a confié Nikos Xydakis, ex-député du Syriza et ancien ministre de la Culture. lemonde.fr, lexpress.fr, LeFigaro.fr et .xinhuanet.com 7 et 8 juillet 2019

Grèce : « Il y a 35 % de pauvres et 1 salarié sur 3 gagne 317 euros » - LePoint.fr 7 juillet 2019

Le marché du travail grec a été libéralisé dans le cadre des programmes d'ajustement économique.

Concernant le marché du travail, tous les nouveaux emplois créés sont surtout temporaires ou à temps partiel : ce sont des emplois précaires faiblement rémunérés. Aujourd'hui, un salarié grec sur trois travaille à temps partiel pour un salaire net de 317 euros, inférieur à l'allocation de chômage de 360 euros. Et la pauvreté reste la plus élevée de la zone euro, avec 34,8 % de la population exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, selon les dernières données d'Eurostat (2017).

Kyriakos Mitsotakis (le nouveau Premier ministre - ndlr) peut lancer des réformes favorables au marché (telles que la réduction de la bureaucratie et les privatisations), inspirer une confiance accrue aux marchés, attirer les investissements privés (nationaux et étrangers) et augmenter le taux de croissance potentielle. LePoint.fr 7 juillet 2019

Algérie

- Algérie : 21e semaine, et la mobilisation ne faiblit pas - Le Point 13.07

Les Algériens ont encore manifesté en très grand nombre vendredi, pour la 21e semaine consécutive contre le régime, à l'issue d'une longue nuit de célébrations de la qualification de l'équipe nationale pour les demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2019). Après avoir obtenu le départ de tous les caciques de l'ancien régime, les manifestants réclament celui du général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major, ministre de la Défense et désormais véritable patron du pays.

À Alger et dans les autres wilayas, la mobilisation est forte...

Ce vendredi de manifestations massives était le premier depuis l'expiration, le 9 juillet, du délai d'intérim à la tête de l'État, confié par la Constitution, durant 90 jours maximum, au président de la Chambre haute Abdelkader Bensalah. Celui-ci a fait savoir qu'il resterait néanmoins chef de l'État par intérim, hors du cadre constitutionnel, jusqu'à l'élection d'un nouveau président à une date indéterminée, la présidentielle convoquée le 4 juillet pour élire un successeur à Abdelaziz Bouteflika ayant été annulée faute de candidats.

Mercredi, le chef d'état-major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, véritable homme fort du pays depuis la démission de M. Bouteflika le 2 avril, a réaffirmé le soutien du haut commandement militaire au président Bensalah et souhaité l'organisation d'une présidentielle « dans les plus brefs délais » via un « dialogue national ».

Une partie de la nuit, de nombreux Algériens ont fêté la qualification de leur pays en demi-finale de la CAN 2019. Jeudi soir, un immense cri de joie a retenti dans Alger, à la fin de la séance des tirs au but contre la Côte d'Ivoire, auxquels ont rapidement succédé klaxons et youyous dans divers quartiers de la ville.

Malgré cette nuit de fête et un impressionnant quadrillage policier dès les premières heures de la journée, une foule immense a envahi les rues du centre d'Alger, noires de monde tout l'après-midi.

Des manifestations massives ont également eu lieu à Oran, deuxième ville du pays, à Béjaia et Tizi-Ouzou (Kabylie, Nord), selon des journalistes locaux, ainsi qu'à Constantine (3e ville d'Algérie), selon les médias algériens et les réseaux sociaux. À Alger, les manifestants ont répondu au chef d'état-major en réclamant à nouveau « un État civil, pas militaire » – faisant fi des mises en garde du patron de l'armée contre ce « slogan mensonger » – et en affirmant n'avoir « pas confiance » en lui.

Pour un passant ironique, « Alger la Blanche » (traditionnel surnom tiré de la couleur des immeubles du centre-ville) était devenue, vendredi, « Alger la Bleue », couleur de la police. Des files ininterrompues de camionnettes des forces de l'ordre sont restées garées des deux côtés des rues – et parfois même sur les trottoirs –, empruntées par le cortège, réduisant sérieusement l'espace pour les manifestants.

De l'huile de moteur a également été versée sur des escaliers, des parapets de bouches de métro ou des lampadaires sur lesquels ont l'habitude de se jucher des manifestants, selon des journalistes de l'AFP, qui ont également vu, comme à plusieurs reprises les semaines précédentes, une dizaine de personnes être interpellées dans la matinée, sans motif apparent.

Sur Twitter, Saïd Salhi, vice-président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), a dénoncé un « dispositif sécuritaire » montrant « une volonté manifeste d'empêcher les marches pacifiques à Alger ». « Barrages filtrants », « policiers en civils », « fouilles des passants », « interpellations », a-t-il détaillé.

Tentative de muselage ?

Le cortège algérois a commencé à se disperser dans le calme en fin d'après-midi. Aucun incident n'a été signalé à travers l'Algérie.

Parmi les manifestants d'Alger, Aïcha Sahli, la soixantaine, s'est dite « exaspérée par un gouvernement qui s'impose au peuple », alors que le délai d'intérim est dépassé. « Le pouvoir doit comprendre que nous refusons des élections avec les rois de la fraude », a-t-elle expliqué à l'AFP.

Le « Hirak » (mouvement de contestation) refuse que les anciens hauts responsables de la présidence Bouteflika, M. Bensalah et le général Gaïd Salah en tête, organisent le scrutin et il exige leur départ du pouvoir et la mise en place d'institutions de transition avant toute élection. Une revendication catégoriquement rejetée par les autorités.

Abdelkader Bensalah a proposé début juillet la création d'une instance de dialogue pour préparer la présidentielle, sans participation des autorités civiles et militaires, mais son cadre flou laisse sceptique les manifestants.

Pour Abdelhak, chauffeur de taxi, les dirigeants algériens « gagnent du temps en cherchant comment faire pour nous faire avaler des couleuvres ». De précédentes propositions de « dialogue » formulées par le pouvoir ont été rejetées par les figures de la contestation, qui dénoncent essentiellement l'organisation de la présidentielle imposée et non négociable. Le Point 13.07

- Algérie : le FLN et le RND donnent la présidence de l'Assemblée aux Frères musulmans - Réseau Voltaire 11 juillet 2019

Alors que la population conteste la légitimité de la totalité des personnalités ayant exercé de hautes fonctions sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika, le président de l'Assemblée nationale populaire Mouad Bouchareb a cédé et démissionné le 2 juillet.

Pour lui succéder, les partis majoritaires (le Front de libération nationale et le Rassemblement national démocratique), se sont ralliés à la candidature du Frère Slimane Chenine. Il était présenté par une coalition de partis islamistes (Ennhada, Adala et El Bina) ultra-minoritaire.

Les six autres candidats (dont ceux du FLN et du RND) se sont retirés.

Contrairement au principe démocratique, le vote a eu lieu à main levée.

Slimane Chenine est un illustre inconnu. Il a débuté sa carrière politique avec Abbasi Madani (fondateur du Front islamique du salut) au sein de la Ligue de prédication islamique de Mahfoud Nahnah.

Pour sa part, le président par intérim de la République algérienne, Abdelkader Bensalah, dont le mandat s'achevait le 9 juillet et qui fait partie des personnalités contestée, reste à son poste en l'absence d'élection. Réseau Voltaire 11 juillet 2019

Brésil

- Au Brésil, le président Bolsonaro défend le travail des enfants - 20minutes.fr 7 juillet 2019

« Regardez, en travaillant à la ferme à 9 ou 10 ans, cela ne m'a pas du tout desservi. Quand un enfant âgé de 9 ou 10 ans travaille quelque part, il y a plein de monde pour dénoncer le "travail forcé" ou le "travail des enfants". Mais s'il est en train de fumer du crack, personne ne dit rien », a déclaré jeudi le président d'extrême droite Jair Bolsonaro. « Le travail donne de la dignité aux hommes et aux femmes, peu importe l'âge », a-t-il poursuivi lors de son émission hebdomadaire en direct sur Facebook.

Le lendemain, lors d'un acte officiel, il a ajouté : « J'ai travaillé depuis l'âge de 8 ans en plantant du maïs, en cueillant des bananes (…) tandis que j'étudiais, en parallèle. Et aujourd'hui, je suis qui je suis. Ce n'est pas de la démagogie, c'est la vérité ».

Dans le cadre de cette polémique, les médias brésiliens ont ressorti ces jours-ci une interview au magazine Crescer datant de 2015 où la mère et le frère de Jair Bolsonaro, Olinda et Renato, contredisent le chef de l'Etat. « Mon père avait son style bohème, mais il n'a jamais laissé un de ses fils travailler, car il pensait qu'ils devaient étudier », y déclare Renato Bolsonaro.

Vendredi matin, la ministre de la Femme et des Droits de l'Homme, l'ancienne pasteur évangélique Damares Alves, a tenté de mettre un terme à la polémique.

« Regardez, notre génération a travaillé tôt, j'ai travaillé très tôt, nos parents ont travaillé très tôt, mais cela ne signifie pas que nous allons décriminaliser (le travail des enfants) (…) Nous sommes certains que le travail des enfants est une violation des droits, qu'il ne peut pas être autorisé », a-t-elle déclaré.

La législation brésilienne interdit le travail des moins de 16 ans, excepté pour les apprentis, qui peuvent commencer à 14 ans. Mais selon les données de l'Institut national de statistiques (IBGE), près de 2,5 millions de mineurs âgés de 5 à 17 ans travaillent au Brésil.

Iran

- Royaume-Uni/Iran : « Grace 1 » et « British Heritage » - Réseau Voltaire 11 juillet 2019

Le Grace 1, un pétrolier iranien battant pavillon panaméen, a été arraisonné au large de Gibraltar par la Royal Navy, le 4 juillet 2019. Cette opération viole le droit international assurant la liberté de circulation dans les détroits.

- Le Royaume-Uni justifie son action par ses soupçons selon lesquels l'Iran achemine du pétrole en Syrie malgré l'interdiction de l'Union européenne (dont il fait encore partie).

- Le conseiller national de sécurité US, John Bolton, a qualifié cette opération d'« excellente nouvelle ».

- L'Iran a dénoncé un « acte de piraterie ».

- L'Espagne (qui ne reconnaît pas la légitimité britannique sur sa colonie de Gibraltar) a dénoncé une opération commanditée par les Etats-Unis (ce que Londres a démenti) et « examine les conséquences qu'elle pourrait avoir sur sa souveraineté ».

L'ancien commandant des Gardiens de la Révolution, Mohsen Rezaei, a appelé son pays à prendre une mesure de rétorsion équivalente contre un navire britannique.

Le président Hassan Rohani semble lui avoir emboité le pas, lors d'une intervention télévisée, le 10 juillet.

Quelques heures plus tard, quatre embarcations des Gardiens de la Révolution ont stoppé un navire britannique de la BP, le British Heritage, dans le détroit d'Ormuz. Ils ne l'ont pas arraisonné et n'ont pas violé le droit international, mais uniquement menacé de le faire. Ils ont laissé le pétrolier suivre son chemin après que la frégate britannique d'escorte, le HMS Montrose, se

soit déclarée prête au combat. Réseau Voltaire 11 juillet 2019

Etats-Unis

- Pour les anciens soldats américains, les guerres au Moyen-Orient "n'en valaient pas le coup" - AFP 11 juillet 2019

Une majorité d'anciens soldats américains estiment que la guerre en Afghanistan, qui dure depuis près de 18 ans, "ne valait pas le coup d'être menée" et 64% tirent les mêmes conclusions sur la guerre en Irak, selon un sondage publié mercredi par le Pew Research Center.

"Pour une majorité des anciens soldats (58%) et du grand public (59%) la guerre en Afghanistan n'en valait pas le coup" tandis qu'à peu près 40% pensent l'inverse, estime le think tank américain dans ses conclusions.

Et 55% d'entre eux ont le même avis sur l'intervention américaine en Syrie contre le groupe Etat islamique.

"Les points de vue ne difèrent pas selon le grade militaire ou l'expérience", précise le Pew Research Center. D'après une récente analyse de l'université Brown, 6.951 militaires américains sont morts en opération entre 2001 et 2018.

Beaucoup d'anciens soldats reviennent en souffrant de stress post-traumatique (PTSD).

Plus de 6.000 vétérans de l'armée américaine se sont suicidés chaque année entre 2008 et 2016, selon un rapport du ministère des Anciens combattants publié fin 2018.

Haut de page

Le 24 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

Causerie du 16 au 22 juillet 2019, je n'ai pas eu le temps de prendre connaissance des infos de la veille.

On a encore eu un peu de pluie et la température en journée est tombée en dessous de 30°C, du jamais vu depuis 1990 en cette saison. Qui sait, le climat pourrait jouer un très vilain tour en s'inversant du nord au sud, hypothèse non vérifiée à ce jour...

Les hommes ont entrepris l'exploration de l'espace, mais ils ignorent toujours en grande partie ce qu'il y a sous leurs pieds. Les nantis cherchent peut-être une autre planète où émigrer quand la vie sur la Terre sera devenue impossible ou quand ils l'auront détruite ou rendue invivable. C'est l'ignorance des hommes qui les aura anéantis.

La quatrième partie de cette causerie porte sur Games of Thrones, que je n'ai ni lu ni vu, et je n'ai rien loupé. Voici ce qu'en disait J. Attali en 2014 avec son cynisme habituel :

- ...le succès de Games of Thrones est incomparable. Trois éléments l'expliquent : d'abord, les moyens financiers inédits dont cette série dispose, grâce au caractère mondial de son marché, lui permettent d'avoir des scénaristes, des effets spéciaux, des acteurs, de très haut niveau. Ensuite, l'utilisation des réseaux sociaux démultiplie son impact : ainsi, le 9ème épisode de la saison 3 a entraîné plus de messages tweeter qu'aucun autre évènement mondial et une vidéo culte sur YouTube montre les réactions des spectateurs du monde entier en la regardant. Au point même que nul ne lutte plus contre ses téléchargements illégaux, par Netflix ou tout autre logiciel, car ils contribuent à sa renommée. Enfin, et sans doute surtout, parce que son scenario renvoie très précisément à ce que notre planète va bientôt vivre : une sorte de nouveau Moyen-Age, plein de violences, de désordres, de catastrophes naturelles, de seigneurs de la guerre, de querelles de pouvoir aux rebondissements très rapides. Games of Thrones décrit le monde qui s'annonce après la fin de l'Empire américain, un nouveau Moyen Age flamboyant où aucun pouvoir n'est stable, où tout devient possible.

On peut refuser la globalisation. On peut vouloir s'enfermer dans son petit univers. Heureusement, ou malheureusement, c'est impossible : le nouveau Moyen-Age est là. Il nous fascine. Il est plein de belles histoires et de promesses ; plein de barbaries aussi. Il nous attend ; à nous d'en faire le meilleur usage.

LVOG - Il est vrai que depuis au moins le 11 septembre 2001, l'orientation du monde est fascinant "*plein de belles histoires et de promesses ; plein de barbaries aussi*", dont ses amis ont su "*faire le meilleur usage*, plus cruel tu meurs !

On a la fâcheuse habitude de faire débuter l'histoire là où on la prend ou en sélectionnant une période, généralement coïncidant avec celle que l'on est en train de vivre, alors que si on la prend dans ses enchaînements (dialectiques) on en aura une toute autre perception beaucoup plus proche de la réalité, mais cela nécessiterait un effort supplémentaire que la plupart des gens ne sont pas prêts à faire, et surtout parce que cela remettrait en cause leurs propres analyses qui ne servent qu'à justifier leurs idées ou leur comportement passif ou insouciant, dilettante, en présence d'un monde détestable, ce qui ne date pas d'hier évidemment.

- Au format pdf (29 pages)

PREMIERE PARTIE

Une source d'information irremplaçable.

Voltairenet.org est en danger - Réseau Voltaire 18 juillet 2019

Chers amis,

Nous traversons une grave crise financière susceptible de nous contraindre à fermer ce site avant la fin août.

Nous ne vous avons pas sollicité depuis 8 ans. Nous vous demandons de nous soutenir financièrement alors même que nous savons la période peu propice à ce genre de démarche.

Nous avons ouvert une cagnotte en espérant que vous serez généreux.

Nous ne sommes pas un portail reproduisant les meilleurs articles disponibles, mais une source d'informations vérifiées et d'analyses originales.

Nous avons besoin de vous de toute urgence.

Thierry Meyssan LVOG - Exceptionnellement, j'ai décidé de verser quelques dizaines d'euros au Réseau Voltaire et j'invite les lecteurs à en faire de même.

Quand le NPA est sous l'influence de l'Otan.

L'article que j'ai refusé de diffuser, et vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

Extrait.

Plus de 20.000 manifestants à Moscou pour réclamer des élections locales libres - lexpress.fr 21.07

"C'est de toute évidence le plus grand meeting d'opposition de ces dernières années", a affirmé sur Twitter l'opposant au Kremlin et blogueur anticorruption Alexeï Navalny, présent sur place avec ses alliés, indiquant n'avoir pas participé à un événement de cette taille depuis 2012. lexpress.fr 21.07

Article publié intégralement et gracieusement par la tendance Claire du NPA, la plus décomposée de cette organisation. Libre à eux de faire les poubelles de l'Otan et de cautionner ainsi sa politique.

J'ai aussi refusé de publier celui sur Honk Kong, sachant que la NED/CIA est également derrière les manifestations qui s'y déroulent.

Pourquoi ? Parce que si je publie ce genre d'articles qui relèvent de la propagande de l'Otan, qui relatent des évènements télécommandés par l'Otan, il va obligatoirement falloir que j'explique ce qui se passe réellement dans un tas de pays, qui est qui, qui fait quoi, qui manipule qui, etc. cela va prendre beaucoup de temps et j'en manque cruellement. C'est la raison pour laquelle généralement je me borne à publier les titres dans la rubrique Ils osent tout ou celle intitulée Stratégie du chaos et de la déstabilisation.

Ne craignez-vous pas d'apparaître comme un agent de Poutine ou de Xi, vous demanderez-vous peut-être?

Pour qu'il en soit ainsi il faudrait que je relaie les manifestations pro régime en Russie ou en Chine, or je leur inflige exactement le même traitement.

En complément. Ils osent tout.

- Nouvelle manifestation monstre anti-Pékin dimanche à Hong Kong - AFP 22 juillet 2019

Une nouvelle manifestation monstre anti-Pékin a dégénéré en fin de journée dimanche à Hong Kong, la police tirant des balles en caoutchouc et faisant usage de gaz lacrymogène. AFP 22 juillet 2019

Dans le portail de la NED la propagande anti-chinoise (ou anti-russe, anti-vénézuélienne, etc.) est quasi quotidienne ou hebdomadaire.

- Does the China Model challenge democracy's global appeal? - demdigest.org July 18, 2019

Extraits.

- La Chine pose un défi intellectuel, technologique, politique, diplomatique et militaire aux États-Unis.

- La puissance chinoise a un impact corrosif manifeste sur les démocraties vulnérables, selon une influence récente de l'influence maligne chinoise et de la corruption de la démocratie (ci-dessus), publiée dans le cadre de l'initiative BRIDGE de l'International Republican Institute (IRI) , financé par le National Endowment for Democracy.

- How China's 'malign influence' is corroding democracies - demdigest.org July 17 2019

- 'China is not an enemy'? Barefoot lawyer's death puts focus on CCP regime - demdigest.org July 15 2019

- China 'normalizing and enabling' global authoritarianism - demdigest.org July 11 2019

- A strategy for recovering democratic momentum, countering autocrats' political warfare - demdigest.org July 10 2019

- Time to sanction mastermind of China's crackdown on the Uighurs - demdigest.org July 9 2019

- The Specters Hanging over Hong Kong – and Communist China - demdigest.org June 27 2019

Extraits.

Mais le peuple de Hong Kong, qui a été élevé dans la liberté et les droits individuels dans un système de common law britannique avec des tribunaux indépendants, ne sera pas rassuré par ces tactiques grossières. En effet, le retrait du projet de loi sur les restitutions n'atténuerait pas leur profonde inquiétude face à l'avenir, car Hong Kong se dirige, apparemment de façon irrévocable, sur la trajectoire politique totalitaire de la Chine.

Le bail sur la liberté actuellement en vigueur à Hong Kong expire en 2047, à la fin de la période de 50 ans au cours de laquelle son système politique et économique actuel est autorisé à coexister avec celui de la partie continentale. Les récentes manifestations - proportionnellement, les plus importantes de l'histoire politique moderne - sont les manifestations d'un peuple légalement emmené en captivité. Qui plus est, les Hongkongais savent que leur liberté est progressivement atteinte, bien avant la date limite. Des personnalités fidèles à Pékin contrôlent le Conseil législatif. Les libertés civiles ont été érodées, comme en témoignent les emprisonnements, les expulsions et les enlèvements d'indésirables politiques. Les dirigeants chinois sont réputés pour leur vision à long terme, mais Xi Jinping n'attend apparemment pas que 2047 réalise le rêve d'absorber Hong Kong en Chine, un rêve partagé par des millions de personnes qui ressentent encore profondément sa saisie et sa colonisation par les Britanniques au 19ème siècle.

Les manifestations, qui vont au-delà du danger de la restitution, vont probablement continuer et la confrontation pourrait bien évoluer en une lutte à perpétuité opposant la liberté à Hong Kong à la survie même du régime du Parti communiste en Chine. (...)

De nombreux membres de l'élite politique et économique de Beijing craignent également les tribunaux chinois, sympathisent avec les aspirations des manifestants de Hong Kong et pourraient s'enhardir devant le retrait du régime devant des citoyens exigeants en matière de liberté, le premier depuis la place Tiananmen. La bataille pour Hong Kong se déplaçant maintenant sur le continent et devenant une bataille pour la Chine, le silence officiel de ces derniers jours peut laisser penser à une lutte de pouvoir.

Le résultat pourrait être tragique. (...) L'ethno-nationalisme chinois s'est épanoui, alimenté par l'ascendance du pays en tant que puissance mondiale et par le «fascisme aux caractéristiques chinoises» de Xi. Sentant l'érosion de son pouvoir et soucieux d'éviter les erreurs de Gorbatchev, Xi pourrait ordonner une répression militaire vision à long terme que la Chine peut et

doit surmonter une tempête de condamnation afin de préserver son héritage. (...)

Comment les Hongkongais pourraient-ils vivre dans un tel système? Il est difficile d'éviter de conclure que, dans le cadre du conflit actuel, Hong Kong libérera la Chine ou sera écrasée par celle-ci.

Compte tenu de son histoire unique, de ses relations politiques ponctuelles avec la Chine continentale et de sa proximité avec la Chine continentale, Hong Kong est inévitablement devenue une ligne de front de la guerre des valeurs du XXIe siècle opposant la Chine autocratique au monde libre. Les démocraties du monde ne peuvent pas se permettre de regarder avec les bras croisés. demdigest.org June 27 2019

LVOG - Propos bellicistes et intentions assumées... On se doute qu'ils ne restent pas les "bras croisés" !

Quand vous lisez un article de l'AFP ou de la presse nationale ou régionale, vous retrouvez exactement le contenu et l'orientation des articles publiés par la NED. Idem pour l'ensemble des médias, radios, chaînes de télé.

Si vous le publiez tel quel, vous devenez un de leurs agents, vous relayez leur propagande, c'est aussi simple que cela.

Il faut absolument lire Sous nos yeux de Thierry Meyssan pour avoir une petite idée de quoi ils sont capables. Vous vous apercevrez alors que tout ce qu'on nous raconte à côté est relativement insignifiant, car les choses sérieuses se passent ailleurs et autrement.

Finalement chacun a le choix entre savoir ce qui se passe réellement ou s'y refuser et prendre le risque de se faire manipuler et de colporter la propagande de nos ennemis.

Au fait, puisque tout cela est publié sur le Net, il n'est nullement question de théorie du complot, on ne pourra pas nous opposer cet argument.

Parole d'internaute.

1- "Bien sûr qu'il est opérationnel, ce bon vieux clivage que nous chérissons.

Si vous vous classez à gauche, vous voterez Chirac en 2002, et Macron en 2017, pour « faire barrage à l'extrême droite ».

Si vous vous classez à droite, vous refuserez coûte que coûte de voter Mélenchon en 2017, et vous encouragerez Macron et Castaner à réprimer sans faiblesse la révolte des Gilets jaunes.

Je connais même un militant socialiste historique, un vrai homme du peuple, qui m'a confié qu'il avait voté Macron dès le premier tour en 2017… parce qu'il ne croyait pas dans les chances de Benoît Hamon.

Bref : ce clivage ne sert plus qu'à canaliser les votes des braves gens vers les agents de l'oligarchie, du Medef, de l'UE, de l'OTAN. Et là, il est parfaitement opérationnel.

Young Leaders de droite et de gauche, unissez-vous !"

LVOG - Depuis que la IIe et la IIIe Internationales sont passées de l'autre côté de la barricade lors du premier quart du XXe siècle, ce "clivage" était une escroquerie politique. Il est d'autant plus difficile de l'admettre et de la combattre qu'elle a été entretenue pendant près d'un siècle par toutes les composantes du mouvement ouvrier. Pour beaucoup ou la plupart des militants cela signifie qu'ils doivent accepter l'idée qu'ils se seraient fourvoyés tout au long de leur combat politique ou de leur vie, et rare à ce jours sont ceux qui sont prêts à l'assumer, sans qu'on les en juge responsable ou qu'on les accuse de quoi que ce soit, notez bien.

2- "Pour ou contre le capitalisme. Cette question est aujourd'hui plus d'actualité qu'elle ne l'était hier, face à une bourgeoisie ayant fait sécession du reste de la société, une classe politique à la solde du Capital (et pas toujours celui de leur pays, comme le démontre le cas Alstom), des entreprises jouissant d'une impunité totale et un système économique et de production qui, à terme, condamne notre espèce.

Le clivage gauche/droite a donc tout son intérêt."

LVOG - A condition d'être sans concession avec le capitalisme, ses institutions et ses représentants, de rompre avec eux, avec leur idéologie, et agir ou s'organiser pour les combattre et les vaincre. Tous ceux qui ne remplissent pas ces conditions ne sont pas de gauche, c'est la seule définition que nous pouvons accepter ou retenir en référence à ce clivage ou pour caractériser la nature

de notre engagement politique.

La fabrication du consentement et grenouillage.

La popularité de Macron et Philippe en légère progression à 32% - AFP 21 juillet 2019

La popularité d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe a légèrement progressé ("2 points) en juillet par rapport à juin, à respectivement 32% et 36%, selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche.

La popularité du chef de l'Etat telle que mesurée par le JDD a été à son plus bas en décembre 2018 (23%), au plus fort de la crise des "gilets jaunes". Elle a commencé de se redresser en janvier (27%) et poursuit lentement depuis dans cette tendance: 28% d'opinions positives en février, 29% en mars et en avril, 30% en mai et en juin, 32% en juillet. AFP 21 juillet 2019

...cependant...

Près de sept Français sur dix (68 %) restent cependant mécontents de l'action du président de la République, et six sur dix (62 %) de celle de son chef de gouvernement (+1 point pour chacun). Tous les sondés ont un avis concernant le président, alors que 3 % ne se prononçaient pas le mois dernier, et la part d'indécis concernant le chef du gouvernement a réduit aussi. AFP 21 juillet 2019

Acharnement contre les plus pauvres et racket.

Le gouvernement veut taxer davantage les cigares et le tabac à rouler - Journal du Dimanche 21 juillet 2019

Le tabac à rouler, les cigarillos et les cigares pourraient voir leurs prix augmenter plus vite que prévu. Le gouvernement étudie la possibilité de relever très fortement les taxes sur ces trois produits.

Pour le ministère de la Santé, il s'agit de répondre à un objectif de santé publique - les derniers chiffres officiels établissent que le tabac tue chaque année 75.000 personnes en France.

"On se demande s'il n'y a pas un effet de report des cigarettes vers ces produits moins chers. On a lancé des études pour voir si cet effet existe bien" indique-t-on au ministère de la Santé.

Si l'hypothèse se vérifiait, les autorités tenteraient de limiter la différence de prix pour enrayer le phénomène de substitution. Journal du Dimanche 21 juillet 2019

LVOG - "*Le tabac tue chaque année 75.000 personnes en France*, pure invention, c'est la combinaison d'un ensemble de facteurs nuisibles à leur santé qui les tuent, et encore, quand ils ont un âge avancé, c'est normal. C'est comme avec le cancer, il serait dû au mode de vie de ceux qui en sont victimes, alors qu'en Inde au début du XXe siècle ou même récemment (dans la famille de mon épouse), lorsque des Indiens n'avaient jamais été exposés à la moindre pollution, au moindre produit chimique dans leur alimentation, il y en avait qui étaient atteints d'un cancer. En fait, le cancer a toujours existé et ils l'instrumentalisent comme tout le reste...

"Deux-roues motorisés à Paris : le stationnement doit devenir payant" - 19 juillet 2019

Leur pouvoir tentaculaire.

LVOG - Quand la CIA place ses pions en Ukraine ou renforce ses positions, ou comment ils ont fait élire un misérable saltimbanque, Volodymyr Zelensky, qui nommera leur agent Premier ministre, Sviatoslav Vakartchouk.

Vakartchouk: rocker, physicien et étoile montante de la politique en Ukraine - AFP 21 juillet 2019

Superstar du rock et diplômé en physique qui a étudié les sciences politiques dans les prestigieuses universités américaines de Yale et Stanford, Sviatoslav Vakartchouk est aussi le leader d'un tout jeune parti qui a réussi dimanche à entrer au Parlement ukrainien.

LVOG - L'université américaine de Stanford est le laboratoire de la CIA et du néolibéralisme depuis plus de 60 ans...

La preuve : Pour nous, l'essentiel est que l'Ukraine se rapproche de l'Europe" et intègre l'UE et l'Otan, a-t-il assuré.

Pour accentuer son image de nouvelle génération politique, sa formation a banni les députés sortants de sa liste et trié au volet

ses candidats - entrepreneurs, experts, militants dont beaucoup ont fait leurs études en Occident.

Une stratégie similaire à celle de l'actuel chef de l'Etat, ancien comédien Volodymyr Zelensky qui misait lui aussi sur l'espoir de changement.

Le parti présidentiel, Serviteur du peuple, quasiment inexistant en 2018, est arrivé largement en tête des législatives avec 44% des suffrages et M. Zelensky a d'ores et déjà proposé à M. Vakartchouk des négociations en vue de composer une coalition qui nommera le gouvernement.

Pourtant, c'était M. Vakartchouk qui était largement pressenti comme candidat à la présidentielle. Malgré des appels incessants, il ne s'est finalement pas présenté et le vote a été remporté par M. Zelensky.

Au bout d'un an à peine, il a abandonné son mandat parlementaire, se disant déçu par les intérêts cachés, selon lui, de la politique ukrainienne.

Néanmoins, M. Vakartchouk a soutenu avec passion la Révolution pro-occidentale du Maïdan en 2014, qui s'est soldée par la chute d'un président prorusse et sa fuite en Russie.

En 2015, il a participé à un programme international à Yale puis, en 2018, a rejoint l'université de Stanford en tant que chercheur invité pour étudier les sciences politiques et le leadership. AFP 21 juillet 2019

Quand l'AFP recrute des barbares.

Syrie: un journaliste citoyen parmi 18 civils tués à Idleb - AFP 22 juillet 2019

Anas Dyab, photographe et vidéaste de 22 ans ayant collaboré avec l'AFP, a péri dans des raids russes sur la ville de Khan Cheikhoun, dans la province d'Idleb, a indiqué l'OSDH.

"La Défense civile syrienne pleure la chute du héros Anas al-Dyab", ont annoncé sur Twitter les Casques blancs, dont il était un des bénévoles. (Complice, partisan, partageant leur idéologie monstrueuse. - LVOG)

"C'est une grande perte pour nous", a déploré auprès de l'AFP le directeur des Casques blancs, Raëd Saleh.

Les Casques blancs, soutenus par l'Occident, ont été nominés pour le prix Nobel de la paix en 2016. Mais Moscou et Damas accusent le groupe de complicité avec les rebelles et les jihadistes. AFP 22 juillet 2019

Maccarthysme à la Bolsonaro au Brésil.

La "guerre culturelle" fait rage dans le Brésil de Bolsonaro - AFP 21 juillet 2019

"Créer une machine de guerre culturelle": c'est la mission de Roberto Alvim, choisi par le président d'extrême droite Jair Bolsonaro pour diriger le principal organe public qui régit le spectacle vivant au Brésil.

Nommé fin juin à la tête du Centre des Arts de la scène de la Fondation National des Arts (Funarte), ce metteur en scène réputé est déterminé à mener une "croisade" contre les idées progressistes.

Pour cela, il a publié sur les réseaux sociaux un appel aux professionnels du secteur "alignés avec les valeurs conservatrices" à s'unir pour contrecarrer ce qu'il considère comme une offensive d'artistes accusés de propager le "marxisme culturel".

"Je n'ai pas inventé la guerre culturelle. Elle a été menée de façon brutale par la gauche depuis au moins 30 ans", explique le metteur en scène de 46 ans dans un échange de messages sur Whatsapp avec l'AFP.

"On peut dire que c'est un combat similaire à celui des croisades. Nous nous battons pour notre civilisation judéo-chrétienne, contre sa destruction par les forces progressistes", résume cet admirateur du philosophe sulfureux Olavo de Carvalho, le "gourou" du président Bolsonaro.

La vague ultra-conservatrice qui a permis l'élection au Brésil de ce chantre de la dictature militaire (1964-1985) a également submergé les milieux artistiques.

Le ministère de la Culture a tout simplement disparu, réduit au rang de simple département de celui de la Citoyenneté. AFP 21

juillet 2019

DEUXIEME PARTIE

Parole d'internaute.

(A la suite de l'article : Un planétaire Moyen-Age par J. Attali - attali.com 7 avril 2014)

- "Ah enfin !

Monsieur Attali admet enfin que la mondialisation heureuse qu'il a défendu et promu de tout son être n'est que la mise en place d'un féodalisme à l'échelle planétaire!

Que cette "mondialisation heureuse" qu'on nous a présentée n'était là que pour faire avaler la pilule à tous les CSP+ imbus de leurs diplômes, de leur convictions d'être indispensables aux rouages de ce nouveau monde, alors qu'il allait à moyen terme les détruire eux aussi.

Que le pouvoir est désormais entre les mains de grands seigneurs qui contrôlent aujourd'hui des multinationales, des banques, des organismes financiers, des chaînes de médias qui ont aujourd'hui plus de pouvoir que les Etats, qui peuvent faire la loi pratiquement où elles le souhaitent sur Terre (du moins dans toutes les zones qui se sont tournées vers le libre échange). Qui n'ont que faire des peuples et de leur libre arbitre à se déterminer eux-mêmes, de leur démocratie...

Et bien oui, voilà le résultat du travail de sape qui a été orchestré pour réduire a néant les nations, de "peopleiser" les hommes d'états, d'affaisser l'enseignement de la culture générale, d'affaiblir les états, de transformer les citoyens en consommateurs aveugles qui sont incapable de penser la complexité des problèmes et sont conditionnés par des médias inféodés à réagir à des stimulus émotionnels.

Voilà vers où l'on va.

Et si monsieur Attali qui aime bien les séries authentiques souhaite avoir un avant gout de ce que sera le moyen age et la barbarie du XXIe siècle dans un contexte plus réaliste que (l'excellent) Game of Thrones, je lui recommande la série US: "Sons of Anarchy".

Nous en France, nous n'avons que des niaiseries du style "Poubelle la Vie", qui sont là pour laver le cerveau des gens et leur faire croire que tout va aller mieux!"

Tension au sein du clan de la réaction. La ficelle était un peu trop grosse à avaler... ou à camoufler.

- Libre-échange : Hulot demande aux députés d'avoir «le courage de dire non» au CETA - Le Parisien 22 juillet 2019

Nicolas Hulot demande aux députés de réfléchir avant de céder aux « éléments de langage » qui voudraient faire à croire à la nécessité de ratifier le traité.

« Le plan d'action, que j'ai moi-même endossé à l'automne 2017, n'a pas produit les résultats escomptés et les attentes légitimes n'ont pas été comblées. Nous avons échoué à apporter les garanties nécessaires sur le veto climatique, les farines animales, les nouveaux OGM, la sauvegarde du principe de précaution à l'européenne… Nous avons échoué à réformer la politique commerciale européenne. Ce n'est pas faute d'avoir essayé », dit-il.

« La convergence vers le haut a du plomb dans l'aile », déplore-t-il. Concrètement, la différence de normes entre les produits qui viendront du Canada et ceux fabriqués sur le sol européen va aboutir, selon Hulot, à accepter des taux de LMR, limites maximales de résidus, bien supérieurs à ce qu'ils étaient. Hulot prend en exemple la clothianidine, « un pesticide néonicotinoïde interdit en Europe, utilisé au Canada sur les pommes de terre ». Et de dénoncer le travail de lobbying - Hulot avait, lors de sa démission, vivement mis en cause les pressions des lobbies. « Quand tous les lobbys essayent déjà d'enfoncer la porte, pourquoi leur donner un bélier avec le CETA ? Demain, ces firmes qui ont toutes des filiales au Canada pourront menacer de recourir directement à l'arbitrage. Mais alors pourquoi et pour qui ratifier le CETA ? Pourquoi maintenant ? Pas pour notre santé, pas pour nos agriculteurs ni pour le climat, on l'aura compris », conclut-il. Le Parisien 22 juillet 2019

LVOG - Hulot qui est un pure produit des lobbies...

45 députés de tout bord disent "non au déremboursement de l'homéopathie" dans une tribune publiée par Le Journal du Dimanche - AFP 20 juillet 2019

"L'homéopathie répond à un réel besoin médical. Elle contribue indéniablement à diminuer la consommation médicamenteuse et ainsi à combattre l'antibiorésistance, reconnue comme un problème majeur en termes de santé humaine et animale au niveau international"

"S'Il est difficile d'accepter l'idée selon laquelle cette pratique, qui a longtemps été reconnue par les autorités et la communauté médicale, exercée pendant plus de deux cents ans par des médecins formés, et inscrite à la pharmacopée française en 1965, puisse soudainement être reléguée au rang de "fake médecine""

"Face aux prises de positions virulentes qui ont émergé ces dernières semaines dans le débat public, alors que des millions de Français affirment constater des bienfaits, il est intéressant de se demander pourquoi l'homéopathie dérange".

"Le déremboursement total de l'homéopathie entraînera inévitablement un fort pourcentage de report vers la médecine traditionnelle, plus coûteuse et présentant également davantage de risques d'effets indésirables et secondaires". AFP 20 juillet 2019

LVOG - Bref, une régression sociale de deux cents ans ! C'est la modernité ! "45 députés de tout bord" qui par ailleurs soutiennent Macron, il ne faut pas l'oublier...

Climat. Mystification, infantilisme et mise en scène grotesque.

LVOG - Youth for Climate, c'est la French-American Foundation (FAF) en culotte courte ou le programme Young Leaders.

Changement climatique : Greta Thunberg mardi à l'Assemblée pour réveiller les élus - Journal du Dimanche 21 juillet 2019

Mardi, l'égérie suédoise de la lutte pour le climat Greta Thunberg et de jeunes militants français prendront la parole face à des députés. Le but : réveiller les élus.

Même s'il a conscience de l'enjeu, du haut de ses 18 ans, -Virgile -Mouquet n'a pas la voix qui tremble. "C'est l'occasion d'être enfin entendu par les élus, apprécie ce bachelier bordelais, figure locale du mouvement Youth for Climate qui, depuis -février, a souvent manifesté pour protéger le climat. C'est la première étape, ce qu'on attend depuis des mois." Mardi, de 12 heures à 13h45, à l'initiative du groupe de députés Accélérons la transition écologique et solidaire, il est invité à l'Assemblée nationale, avec deux jeunes femmes de son mouvement âgées de 17 et 19 ans, à prendre la parole devant un parterre de députés sur le thème de l'urgence climatique.

Sont également conviées au débat, Valérie Masson-Delmotte, coprésidente d'un groupe de travail du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), et surtout l'égérie de cette jeunesse européenne en lutte contre le changement climatique, la Suédoise de 16 ans Greta Thunberg.

"On voulait avoir les regards croisés de la science, des politiques et surtout de la jeunesse sur ces questions", avance Matthieu Orphelin, député instigateur de cette rencontre.

Diffusé en direct, l'événement, porté par Greta Thunberg, devrait faire parler de lui. Plus de 150 députés de tous bords (sauf du RN) seront présents et une cinquantaine de médias du monde entier ont été accrédités. Une quarantaine de jeunes et des associations prendront part à une séance de questions-réponses en fin de débat. "C'est tout sauf un coup de com centré sur Greta, assure -Matthieu Orphelin. Ce doit être la journée de l'éveil de la conscience écologiste portée par la jeunesse." Journal du Dimanche 21 juillet 2019

Greta Thunberg a reçu ce dimanche à Caen (Calvados) le prix Liberté 2019, en présence de vétérans du Débarquement de Normandie. Porté par les valeurs du Débarquement allié de 1944 en Normandie, ce prix récompense ceux qui se sont engagés dans le combat pour la liberté partout dans le monde. francetvinfo.fr 21.07

LVOG - A propos de Greta Thunberg, lire la causerie très détaillée du 3 avril 2019 ou encore le 10 juin 2019.

Quand la nature remplace la lutte de classes ou l'agenda du totalitarisme.

Les poupées russes :

- Occupy movement

- Compassionate Revolution

- Rising Up !

- Extinction Rebellion (XR)

(https://www.compassionate-revolution.net/draft-manifesto.html)

Extinction Rebellion en action à Londres, et ce n'est que le début - euronews 19 juillet 2019

https://extinctionrebellion.fr/qui-sommes-nous/

Extinction Rebellion est un mouvement mondial de désobéissance civile en lutte contre l'effondrement écologique et le réchauffement climatique lancé en octobre 2018 au Royaume-Uni.

En mobilisant 3,5% de la population(2), seuil à atteindre pour déclencher un changement de système - en utilisant des idées comme celle de « Momentum-driven organizing »(3).

2 - La notion de "3,5% de la population" est expliquée dans le Tedx de Erica Chenoweth : The success of nonviolent civil resistance (en anglais) Erica Chenoweth, Ph.D., est professeure en Politiques publiques à la Harward Kennedy School et au Radcliffe Institute for Advanced Studies aux USA.

3- « Momentum-driven organizing » est un concept développé dans le livre This is an uprising , co-écrit par Mark & Paul Engler. C'est un modèle d'organisation hybride qui combine la puissance explosive et à court terme des mobilisations de masse qu'il cherche à produire (type Occupy ou Nuit debout), avec la capacité à prendre des décisions collectives et à soutenir la lutte dans le temps qu'ont les structures classiques (types ONG). Ce type de mouvement est la clé de la stratégie globale d'Extinction Rebellion.

Qui est Erica Chenoweth ?

Erica Chenoweth dirige le Program on Terrorism and Insurgency Research (Programme de recherche sur le terrorisme et l'insurrection) de l'université de Denver, aux USA, et est également une chercheuse au PRIO, Peace Research Institute Oslo (Institut de recherche sur la paix d'Oslo). Pour comprendre et/ou anticiper ce qui va suivre, précisons que le PRIO est financé par la Banque mondiale, l'UE et différentes fondations privées (des organisations toutes plus révolutionnaires les unes que les autres, n'est-ce pas). Avec Maria J. Stephan — une spécialiste des affaires étrangères qui a travaillé pour le Département d'État des USA et pour l'OTAN avant de travailler pour le U.S. Institute of Peace (Institut des États-Unis pour la paix, une institution fondée par le Congrès des États-Unis en 1984), et qui est membre permanente d'un des Think Tank les plus influents et tristement célèbres de Wall Street, le Council on Foreign Relations (CFR), quatre autres organisations particulièrement subversives et révolutionnaires, n'est-ce pas — elle a co-écrit un livre sur la résistance civile (Why Civil Resistance Works) qui prétend que la non-violence est la meilleure manière de lutter.

Parmi les grands succès de la non-violence, Erica Chenoweth et Maria Stephan font souvent référence au renversement de Milosevic. Une aberration pour au moins deux raisons. La première, c'est que le mouvement qui a détrôné Milosevic, entre autres via l'organisation Otpor!, a en partie été financé et organisé par les USA, par la CIA[1], et par diverses fondations privées[2]. Ainsi, comme pour nombre des soi-disant « mouvements populaires » cités par nos deux propagandistes de la non-violence, l'aspect « populaire » est ici plus que discutable.

https://www.partage-le.com/2018/06/erica-chenoweth-ou-quand-letat-et-les-banques-promeuvent-la-non-violence-par-nicolas-casaux/

LVOG - Là vous avez la totale : Banque mondiale, l'UE et différentes fondations privées, Département d'État des USA et l'OTAN, le Congrès des États-Unis, Wall Street, le Council on Foreign Relations (CFR). Vous vous voyez lutter au côté de ces gens-là avec le pedigree et les sponsors idéologiques qu'ils ont ?

Together with Maria J. Stephan of the U.S. Department of State, Chenoweth co-wrote the book, Why Civil Resistance Works.

In 2012 Why Civil Resistance Works won the American Political Science Association's Woodrow Wilson Foundation Award for "the best book published in the U.S. during the previous calendar year on government, politics, or international affairs."

In December 2013, Foreign Policy named Chenoweth one of the Top 100 Global Thinkers of the year "for proving Gandhi right," noting her work on providing evidence for the efficacy of nonviolent political movements.

In 2013, Erica also won the Karl Deutsch Award (International Relations) for being "judged to have made the most significant contribution to the study of International Relations and Peace Research by the means of publication."

Vous pouvez vérifier ici sa collaboration à Foreign Policy

https://foreignpolicy.com/author/erica-chenoweth/

https://inthesetimes.com/community/profile/321928

Quand vous cliquez sur le lien about us (qui sommes-nous?) dans le portail Foreign Policy vous atterrissez sur celui de Foreign Affairs (créé en 1922), une officine du Council on Foreign Relations (CFR) " Foreign Affairs can do more to guide American public opinion"

https://www.foreignaffairs.com/about-foreign-affairs

Qui sont Mark & Paul Engler ?

Mark Engler is a senior analyst with Foreign Policy In Focus

Qui financent Foreign Policy In Focus ?

Notamment la Fondation Ford et l'ONU.

https://fpif.org/governance-and-funding/

thisisanuprising.org

Bill McKibben: Nonviolent Direct Action in the 21st Century - November 8, 2017

Editor's note: Bill McKibben, 350.org founder and author of The End of Nature, has written a new foreword for paperback edition of Mark and Paul Engler's This Is an Uprising, released in fall 2017.

By Bill McKibben

Nonviolent direct action was the greatest technology invented in the 20th century—Gandhi, King, and the like were Einsteins of political science, uncovering deep new forces hitherto barely guessed at. But the synthesis of that work has been slow in coming. The noble work of Gene Sharp in compiling the history of these techniques has been invaluable, of course. But now, with This Is an Uprising, the Englers have put it all in a well-written and superbly readable volume.

LVOG - Bill McKibben fait l'apologie de la non-violence employée par Gandhi tout en détournant Einsteins, et théorisée par Gene Sharp qui nous ramène à la CIA, au parti républicain, à l'oligarchie.

Qui est Gene Sharp ?

En 1983, Gene Sharp a également fondé l'Institution Albert Einstein, une organisation à but non lucratif consacrée aux études et à la promotion de l'utilisation de l'action non-violente dans les conflits mondiaux. L'institution Albert Einstein a reçu des fonds de la Fondation Ford, de l'Institut républicain international, du National Endowment for Democracy, tandis que certains anciens directeurs venaient de RAND Corporation et de la Fondation Ford . Wikipedia.org

- Le 25 janvier 2011, c'est-à-dire une semaine après la fuite du président Ben Ali, la fête nationale égyptienne se transforme en manifestation contre le Pouvoir. Les protestations sont encadrées par le dispositif traditionnel US des révolutions colorées : les Serbes formés par Gene Sharp (théoricien de l'Otan spécialisé dans les changements de régime en douceur, c'est-à-dire sans recours à la guerre [3]) et les hommes de la NED. Leurs livres et brochures traduits en arabe, y compris les consignes pour les manifestations, sont largement distribués dès le premier jour. La plupart de ces espions seront ultérieurement arrêtés, jugés, condamnés, puis expulsés. Les manifestants sont principalement mobilisés par les Frères musulmans, qui disposent d'un soutien de 15 à 20 % dans le pays, et par Kifaya (Ça suffit !), un groupe créé par Gene Sharp. C'est la « révolution du Lotus » [4].

Notes.

[3] « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 juin 2007.

[4] The International Dimensions of Democratization in Egypt : The Limits of Externally-Induced Change, Gamal M. Selim, Springer (2015).

Lire aussi : « Sous nos yeux » (5/25) - Les Frères musulmans comme membres du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 12 juillet 2019)

Extinction Rebellion. Qui sommes-nous ?

Vers une Culture Régénératrice

(c'est-à-dire une culture ouverte, bienveillante et résiliente)

Vision

« Un monde beau et sain, où l'individualité et la créativité sont encouragées, où nous travaillons et résolvons des problèmes ensemble, où chacun·e trouve du sens, avec courage, force et amour. Cela reposera sur des cultures enracinées dans le respect de la nature, de véritables libertés et la justice sociale. »

Illustration de la culture régénératrice

Une culture humaine régénératrice est une culture ouverte, bienveillante et résiliente. Elle se soucie de la planète et du vivant, sans eux l'humanité-même est en péril. Une culture régénératrice s'affine d'année en année, en prenant de petites mesures pour se soutenir et s'améliorer, à tous les niveaux : chez les individus, comme dans les communautés, en privilégiant toujours la santé de notre sol, notre eau et notre air. Plus qu'un réseau de « militants », nous cherchons à trouver des façons de faire et d'être qui accompagneront un changement positif.

LVOG - En fait de "justice sociale", elle est réduite au "vivant", au "système", nulle part dans leur document ne figure de références aux multinationales, à l'oligarchie, qui ne sont pas leurs ennemis, et pour cause, leurs objectifs coïncident avec les leurs et leurs actions consistent à les aider à les atteindre en affaiblissant les Etats ou les gouvernements qui s'y opposeraient.

- Nos principes

Nous nous remettons nous-mêmes en question, autant que ce système toxique

LVOG - Cette remise en cause correspond au constat et aux conclusions du rapport du GIEC ou du club de Rome, de la COP, des accords de Paris destinée à imposer une régression du mode de vie à tous les peuples des pays développés et à interdire aux peuples des pays sous-développés d'accéder à un mode de vie meilleur, tandis que les nantis continueraient de vivre comme avant.

Wikipédia - Revendications du mouvement

L'organisation demande la reconnaissance par l'exécutif de la "vérité" sur l'état de la crise écologique, la réduction des émissions de CO2 afin d'atteindre la neutralité carbone en 2025, l'arrêt de la destruction des écosystèmes océaniques et terrestres et la création d'une assemblée citoyenne chargée de mettre en oeuvre la transition écologique. Wikipédia

LVOG - Le "système toxique" qu'ils dénoncent n'est rien d'autre que le développement économique et la lutte de classe du prolétariat qui ont permis à l'humanité de réaliser des progrès sociaux au cours du XIXe et XXe siècle. Ils partagent le même ennemi que l'oligarchie : le progrès social.

Comme tout mouvement qui se veut apolitique et non violent ou pronant la désobéissance civile, il est foncièrement réactionnaire et il est destiné à servir les intérêts de la réaction, c'est sa seule raison d'être.

LVOG - Extinction Rebellion : Communautarisme et corporatisme sont complémentaires.

- Prenons soin de nos tribus / communautés au sens plus large et de la Terre qui assure notre survie. Concevoir et organiser nos sociétés pour protéger, soutenir et célébrer le vivant.

Une culture régénératrice est essentiellement une culture qui engendre une vie saine et épanouissante pour chaque individu,

chaque groupe d'individus et pour la communauté dans son ensemble, ainsi que pour l'écosystème dans lequel se retrouve.

Dans le portail dailymail.co.uk 16 avril 2019

Le co-fondateur, Simon Bramwell, 46 ans, est un ancien architecte.

Tasmin Osmond, 35 ans, petite-fille du baronnet Sir Thomas Lees, du vétéran militant Roger Hallam et de l'ex-employée de l'ONU Laura Reeves, vétéran d '«actions directes», telle que «Occupy London».

La mère de Wiltshire, Gail Bradbrook, 47 ans, est l'un des administrateurs de Compassionate Revolution, une société à responsabilité limitée, qui a organisé et financé en partie XR.

Mme Bradbrook, qui a deux fils âgés de 10 et 13 ans, s'est envolée pour le Costa Rica il y a quelques années pour prendre une dose d'ibogaïne, un arbuste hallucinogène poussant en Afrique de l'Ouest.

La mère, titulaire d'un doctorat en biophysique moléculaire, a également essayé l'ayahuasca, une potion extrêmement toxique et hallucinante fabriquée par des chamanes de la jungle amazonienne.

Elle a déclaré que la drogue lui avait «rebranché» le cerveau et lui avait donné «les codes du changement social». Ensuite, elle a mis fin à son mariage et a commencé son activisme dans XR.

Au sein de XR, elle organise des cercles de lune mystiques avec des collègues femmes dans un tipi, au cours duquel ils ingèrent une autre drogue «naturelle», l'armoise, utilisée par les anciens Celtes.

Mme Bradbrook a averti que le réchauffement de l'Arctique pourrait provoquer "l'effondrement du système alimentaire" dans seulement trois ans - une conviction à laquelle aucun scientifique ne souscrit.

Roger Hallam, âgé de 52 ans, co-fondateur, il est un manifestant professionnel qui effectue des recherches sur un doctorat dans le cadre d'une campagne radicale efficace.

Il a commencé à s'intéresser au changement climatique à l'âge de 40 ans quand une ferme biologique qu'il dirigeait au Pays de Galles a fait faillite à cause des conditions climatiques extrêmes.

Stuart Basden, 36 ans, cofondateur de XR, écrivain de la classe moyenne de Bristol.

George Barda, 43 ans, estime que le «gouvernement britannique britannique» est à l'origine du changement climatique. Il est étudiant de troisième cycle au King's College de Londres et est le fils du photographe de musique classique et de théâtre Clive Barda. Il est aujourd'hui directeur de Compassionate Revolution, société mère de XR, et apparaît régulièrement sur Russia Today. dailymail.co.uk 16 avril 2019

Démystification. Les modèles sont à la science, ce que les sondages sont à la réalité.

La température est montée de l'ordre de 1°C depuis le début du siècle dernier. Mais le GIEC évite de rappeler qu'elle est montée une première fois de l'ordre de 0,6°C de 1910 à 1945 alors que les émissions de CO2 étaient 6 à 10 fois inférieures à ce qu'elles sont aujourd'hui, car ce serait reconnaître une hausse essentiellement naturelle. Depuis 1945, la température n'est montée que de 0,4°C en trois quarts de siècles, ce qui n'apparait pas franchement le signe avant-coureur d'une catastrophe, et ce en dépit des émissions galopantes. La Terre largement colorisée en rouge à la fin de l'article de l'AFIS pour refléter l'évolution durant les 50 dernières années (période qui entre parenthèse commence comme par hasard durant le minimum observé dans la figure précédente) a connu la même amplitude d'évolution de 1910 à 1945, à une époque où les émissions étaient très inférieures à ce qu'elles sont aujourd'hui.

« Les modèles du GIEC reproduisent non seulement la hausse des températures en surface, mais aussi leurs variations dans la stratosphère » prétend Monsieur Bréon.[4] Non, nous venons de voir qu'en surface, en dehors de la période sur laquelle ils ont été ajustés, les modèles ne sont validés ni durant la période précédente (35 ans), ni dans la période postérieure (20 ans après prolongations). (...)

Là où il est encore plus difficile de faire confiance aux modèles, c'est vers la tropopause sous les tropiques. Les modèles y prévoient un « point chaud ». Mais les mesures montrent là encore une platitude désespérante qui ne risque pas de les valider. (...)

Quant au « dénialisme », qu'est-ce qui est dénié ? Que le climat change ? Non. Il a toujours changé. Rappelons qu'ont été qualifiées « d'optimum » des périodes plus chaudes aux époques médiévales ou minoénnes. Que les émissions de CO2 contribuent à

une variation de température ? Non, comme le confirment les titres de mes travaux publiés sur le sujet.[5] Dans quelles proportions toutefois ? Toute la controverse est là. Le dernier rapport AR5 du GIEC lui-même reconnait des incertitudes considérables sur la température et sur la hausse du niveau des océans dans son tableau SPM.2. Ce qui en revanche est effectivement dénié c'est que les velléités de politiques de réduction massive des émissions françaises de CO2 changeront quoi que ce soit de mesurable à la température de notre planète. En effet, le taux de CO2 dans l'air est passé de 0,03 % à 0,04 % en un siècle, chiffres qu'il convient constamment de rappeler car même des enseignants l'ignorent. Grâce à cette augmentation, la biomasse végétale s'est accrue de l'ordre de 20 % entraînant un verdissement de la Planète, observé en particulier par satellites, l'équivalent d'un sixième continent vert de 18 millions de kilomètres carrés.[6] La France n'est responsable que de 0,9 % de ce 0,01 % supplémentaire. En reprenant la valeur basse, 1°C, de la sensibilité climatique transitoire (échauffement au moment d'un doublement du taux de CO2 dans l'air) fournie par le GIEC, réduire de 20 % les émissions française comme c'était l'objectif initial du paquet climat européen éviterait à la Planète de se réchauffer de l'ordre de 20 % x 0,01 %/0,04 % x 0,9 % x 1°C = 0,0004°C.

Même si l'on prend la valeur haute de la fourchette d'incertitude du GIEC, 2,5°C, sans doute exagérée si l'on se réfère à l'écart grandissant des projections des modèles face aux observations depuis 20 ans, le réchauffement évité resterait de l'ordre de 20 % x 0,01 %/0,04 % x 0,9 % x 2,5°C = 0,001°C. (...)

N'y a-t-il pas matière à dénier ? Et surtout à tempérer l'anxiété dangereusement propagée en particulier auprès de la jeune génération ? Tout débat est précieux, surtout quand il est mené de bonne foi. (François Gervais répond aux critiques de François-Marie Bréon - climato-realistes.fr 17.07

LVOG - Tout cela pour 0,001°C, 0,0004°C, 0,01 %, faites-le savoir.

Après le réchauffement climatique et la canicule, la sécheresse.

- Canicule aux États-Unis: records de chaleur battus et au moins six morts - Le HuffPost 22 juillet 2019

- Vice-présidente de France nature environnement (FNE), Florence Denier-Pasquier est spécialiste du droit de l'eau et a participé aux dernières Assises de l'eau qui ont réuni l'ensemble des acteurs du secteur de janvier à juin.

Une projection pour 2070 anticipe plus de sécheresses longues, sur plusieurs années. Il faut dès à présent s'y préparer. leparisien.fr 16 juillet 2019

LVOG - Alors qu'ils ne sont pas foutus de prévoir le temps qu'il fera demain !

Si ce sont les scientifiques sélectionnés par les porte-parole de l'oligarchie qui le disent, raison de plus pour ne pas les croire.

Seul un « changement de système » peut éviter un changement climatique catastrophique, nous disent les scientifiques. Par Nafeez Ahmed - Les Crises 16 juillet 2019

Si on veut que le monde ait une chance sérieuse de limiter le réchauffement de la planète à 2°C pendant ce siècle, limite convenue au niveau international, la transition vers les énergies renouvelables devrait se faire beaucoup plus rapidement que ce qui est prévu par les efforts actuels, selon une nouvelle étude dans la revue Science.

Cette étude, réalisée par des scientifiques des universités de Manchester, Sussex et Oxford, et publiée le 22 septembre, conclut que pour respecter les engagements pris en matière d'émissions de carbone en vertu de l'Accord de Paris, les gouvernements du monde entier doivent initier des changements rapides et simultanés dans des secteurs clés comme l'électricité, les transports, le chauffage, l'industrie, les forêts et l'agriculture.

Sans cette « sortie rapide et radicale des énergies fossiles », conclut l'article, nous ne pourrons pas maîtriser assez rapidement l'augmentation prévue des émissions mondiales de carbone. (...)

L'étude reconnaît qu'une accélération de la transition n'ira pas sans une acceptation sociale sans réserve. Cela signifie qu'il faut sensibiliser les gens aux avantages sociaux, économiques et culturels considérables qui découleraient d'une transition bas carbone.

Malheureusement, dans la pratique, il s'agit d'un domaine où les progrès semblent presque inexistants. L'an dernier, un sondage Pew a révélé que le nombre d'Américains qui croient que l'activité humaine est à l'origine des changements climatiques était minoritaire, soit 48 %, niveau pratiquement inchangé par rapport à il y a six ans. (...) (Ah le bon sens populaire, quelle poisse décidément ! Les Américains sont dorénavant minoritaires à croire la fable du 11/9 de G. Bush. - LVOG)

Les gouvernements devraient être plus volontaristes en soutenant leurs engagements par une législation concrète.

Les décideurs peuvent, par des mesures politiques intransigeantes, imposer par la contrainte que les technologies obsolètes et dangereuses soient progressivement abandonnées. Les Crises 16 juillet 2019

LVOG - On nous dit que les articles de Nafeez Ahmed sont publiés notamment par Foreign Policy, qui a été racheté par le Washington Post en 2009, pilier du groupe Bilderberg avec le New York Times, pas étonnant.

La mystification du réchauffement climatique de nature anthropique ou créé par l'activité humaine ne suffisait pas, fallait-il encore trouver le moyen d'imposer un changement radical et brutal de mode de vie aux peuples récalcitrant, aussi cet idéologue au service de cette imposture encourage-t-il les gouvernements à passer en force, à recourir à la contrainte.

Afrique du Sud : l'industrie craint le pire avec la toute nouvelle taxe carbone - francetvinfo.fr 18.07

LVOG - Un puissant levier pour justifier licenciements en masse, fermeture de mines ou d'usines, liquidation de concurrents gênant, etc.

- Dans les mines, un secteur déjà en crise, "6 800 emplois directs et indirects" seront supprimés dans les deux prochaines années à cause du nouvel impôt, prévient la Chambre nationale des mines. A compter de 2023, la situation va encore se détériorer avec "environ 6 000 emplois perdus par an". La puissante organisation patronale Busa (Business Unity South Africa) dénonce, quant à elle, une taxe qui va "décourager les investissements étrangers et nationaux" dans un contexte déjà difficile de "chômage, pauvreté et inégalités".

"La taxe carbone : trop peu pour l'environnement ; trop pour le business", twittait la fédération patronale le 18 juillet 2019, affirmant s'inquiéter pour les "jobs". En Afrique du Sud, au moins 27% de la population active est sans emploi. Un taux qui dépasse 50% chez les jeunes. Pour l'entreprise Transalloys, fabricant d'alliages de fer qui emploie 400 personnes, réduire les émissions de CO2 est tout simplement impossible, affirme son PDG Theo Morkel. "Pour moi, la seule façon de les faire baisser est de fermer mes fourneaux", assure-t-il à l'AFP, très en colère.

Il reste qu'en dépit de la forte résistance des gros émetteurs de CO2, l'Afrique du Sud, 14e pollueur au monde selon Greenpeace, est devenu le 1er juin 2019 le premier pays du continent à introduire une taxe carbone, entièrement à la charge des entreprises. Cet impôt, qui existe déjà dans de nombreux pays comme le Canada, la Colombie, la France ou la Suède, non sans remous, vise à réduire les gaz à effet de serre, responsables du réchauffement de la planète.

Les ONG environnementales, comme le Fonds mondial pour la nature (WWF), ont salué "une première étape significative", très rare dans un pays émergent. Néanmoins, ils ont immédiatement regretté la faiblesse de la taxe. Son montant a été fixé à 120 rands (8 euros) par tonne de CO2 émise. Mais compte tenu d'abattements fiscaux pouvant aller jusqu'à 95%, son montant variera entre 6 et 48 rands (de 0,4 à 3 euros). Très loin des 40 à 80 dollars d'ici à 2020 recommandés pour se conformer aux objectifs de l'accord de Paris.

"La taxe carbone est plutôt faible, mais très importante symboliquement", reconnaît lui-même Ismail Momoniat, directeur général adjoint du Trésor, qui promet déjà sa réévaluation à partir de 2023.

Telle quelle, selon les ONG, la taxe carbone ne va probablement pas permettre de réduire significativement les émissions de CO2. "On a l'impression qu'on va perdre trois ans, ce qu'on ne peut pas se permettre" compte tenu de l'urgence à agir, juge même Noëlle Garcin, de l'organisation African Climate Reality Project. "Le fardeau va reposer encore plus sur la prochaine génération... et je ne sais même pas si on peut encore parler de prochaine génération". Face aux inquiétudes de l'industrie, elle appelle à penser autrement, et à voir dans le défi climatique de "splendides opportunités" pour l'économie.

Les syndicats, certes "soucieux" de l'impact de la taxe carbone sur l'emploi mais surtout des "conséquences de la pollution sur les travailleurs les plus pauvres", ne disent pas autre chose.

Le changement climatique offre "une opportunité parfaite" de créer des emplois, assure ainsi Matthew Parks, de la Cosatu, la principale centrale syndicale en Afrique du Sud. Et de citer la construction de voitures propres ou le développement de l'énergie solaire dans un pays qui abrite de nombreuses usines automobiles et bénéficie d'un ensoleillement exceptionnel.

Problème, selon M. Parks : "les entreprises, qui ne pensent qu'au profit, sont très réticentes au changement" tandis que le gouvernement "ne pense qu'à taxer sans proposer un juste plan de transition".

Le chantage n'a pas tardé. francetvinfo.fr 18.07

Stratégie du chaos et de la peur pour gouverner... et devenir l'homme le plus riche du monde !

En cassant les prix de ses caméras de surveillance Ring, Amazon pousse à la parano - Slate.fr 19 juillet 2019

«La peur triomphe de plus de gens que n'importe quoi d'autre dans le monde», disait Ralph Waldo Emerson, philosophe américain. Amazon l'a bien compris. La société Ring -acquise par l'entreprise du e-commerce en 2018- fabrique des sonnettes connectées et différentes sortes de caméras de sécurité.

Les images filmées peuvent ensuite être affichées sur Neighbors, une application gratuite de surveillance de quartier permettant aux gens d'afficher des messages sur la criminalité, la sécurité, les personnes dites suspectes, les étrangers des environs, etc.

Dans le cadre de son Prime Day, Amazon a offert un rabais de 30% sur certaines productions de Ring et de 39% sur huit accessoires de la même marque. Une belle manière d'inciter les Américain·es à se procurer ces systèmes de sécurité et de les enfermer dans l'écosystème Amazon -dès le Prime Day de 2018, la sonnette Ring d'Amazon avait été le best-seller des ventes.

Dans une récente interview, la société Ring a affirmé encourager ses client·es «à mentionner toute forme de discrimination à l'aide de l'outil signalement».

Pourtant, les personnes de couleurs sont encore surreprésentées au sein des vidéos étiquetées crimes dans l'application Neighbors, ainsi que dans les commentaires décrivant de potentiels criminels errant dans le quartier. Les utilisateurs et utilisatrices de l'application sont encouragé·es à partager leurs vidéos et leurs suspicions avec les forces de l'ordre. De quoi envenimer les relations entre la police et les personnes afro-américaines.

«Ces applications [...] reflètent simplement les préjugés des gens, qui criminalisent les personnes de couleur, les SDF et les autres communautés marginalisées», a expliqué à Vox Stevens Renderos, directeur du Center for Media Justice.

Cette nouvelle mode peut également avoir des effets négatifs pour la santé mentale d'une population, au point de la rendre parano. En multipliant les ventes de ses alarmes intelligentes, Amazon fait pénétrer sa clientèle dans un univers de fantasmes et de terreur.

Concentrant l'attention des citoyen·nes sur le crime de proximité, cet appareillage sécuritaire alimente l'impression que le danger est partout, y compris devant chez soi, et qu'il est en nette progression.

C'est pourtant faux: si les Américain·es déclarent percevoir une hausse de la criminalité, le service statistique du FBI et le Bureau of Justice Statistics dévoilent eux une réalité différente ainsi qu'un taux en baisse.

Une instauration de la terreur qui n'aide au final qu'un acteur: Amazon. Les vidéos postées sur Neighbors sont principalement consacrées aux vols de colis de la firme, un phénomène assez courant aux États-Unis. Au-delà de la mise en place de ce business de la peur, dont Amazon tire profit, le géant du e-commerce à également intérêt à ce que ces caméras se vendent pour se dédouaner en cas de commande non reçue... Slate.fr 19 juillet 2019

Life360, l'application qui flique (et agace) les ados - Slate.fr 19 juillet 2019

Aux États-Unis, les parents surveillent leurs ados par smartphone. Une surveillance extrême qui exaspère les jeunes et permet la récolte de leurs données personnelles.

Sur le réseau social favori de la jeunesse, TikTok, les jeunes Américain·es s'en plaignent ouvertement en vidéo: leurs vacances d'été sont ruinées par Life360 et leurs parents devenus surprotecteurs.

Une vidéo appréciée plus de 30.000 fois montre le fondateur de Life360, Chris Hulls, sur fond de l'extrait sonore d'une chanson de rap aux paroles simples et directes: «Balance! Balance! T'es qu'une balance!»

D'autres ados partagent des astuces pour stopper le partage de leur position et pour s'offrir un peu de tranquillité. Au total, les vidéos avec le hashtag #life360 comptabilisent plus de 14 millions de vues.

La guerre est donc déclarée et les quelques ados interviewé·es anonymement se sentent démuni·es face à cet excès de surveillance. Car Life360 scrute aussi les déplacements en voiture –et le moindre appui sur l'accélérateur est notifié.

«Si je dépasse la limitation de vitesse sur l'autoroute, mes parents flippent», raconte une adolescente californienne de 16 ans. Un autre de 18 ans se voit interdit de s'arrêter en chemin pour s'acheter une glace.

Anxiété pour tout le monde

Psychologues et experts s'inquiètent de l'impact sur la jeunesse de ces applications. «Ces sociétés ne font que peu de recherches sur le développement de l'enfant», pointe Sarita Yardi Schoenebeck professeure à l'université du Michigan et directrice de l'organisation Living Online Lab.

Or, pour Michael Stora, de l'Observatoire des mondes numériques en sciences humaines, interviewé sur le site Laurence Pernoud, cette surveillance permanente «développe l'inquiétude parentale et l'anxiété de l'enfant».

Elle fait aussi perdre des notions fondamentales: «Si les enfants n'apprennent pas les règles de base de la vie privée, ils ne sauront pas mettre de barrières, de limites, dans la leur.»

Même son de cloche pour Lisa Damour, psychologue, qui insiste dans le New York Times pour que cette surveillance ne soit pas faite en cachette. L'ado s'en aperçoit toujours, ce qui crée des tensions dans la famille. Et après tout, est-ce qu'un jeune adulte devrait accepter une surveillance que ses parents refuseraient pour eux-mêmes?

Capitalisme de surveillance

D'autant qu'avec 18 millions d'utilisateurs et d'utilisatrices actives, cette surveillance représente un véritable vivier de données personnelles pour Life360. Les inscrit·es sont encouragé·es à partager l'adresse de leur travail, de l'école, de la maison, de la salle de sport –ce qui sert à proposer du contenu publicitaire ciblé ou des partenariats.

Par exemple, comme la firme connaît exactement les habitudes de conduite, elle partage ces infos avec Arity, (propriété d'un géant de l'assurance, Allstate) qui propose alors des tarifs d'assurance auto calculés sur les risques pris.

Près d'un quart des revenus de Life360 proviennent de ces données, le reste des abonnements. Comme le note Sarita Yardi Schoenebeck, «Life360 est plus inspirée par l'économie et le capitalisme que par le bien-être des familles.» Slate.fr 19 juillet 2019

Le monopole du pétrole et des principales matières premières, c'est l'affaire de l'oligarchie anglo-saxonne.

Le pétrolier iranien reste immobilisé 30 jours de plus à Gibraltar - euronews 19.07

Le pétrolier iranien Grace 1 va rester immobilisé trente jours de plus à Gibraltar. Ainsi en a décidé la Cour Suprême du territoire britannique. Téhéran continue de nier qu'il transportait du brut à destination de la Syrie et ce, en violation des sanctions internationales contre le régime de Bachar al-Assad.

Le tanker iranien a été arraisonné début juillet au large de Gibraltar, avec à son bord deux millions de barils de brut. Téhéran dénonce un acte de piraterie. euronews 19.07

L'Iran a saisi un tanker étranger soupçonné de "contrebande" - AFP 19.07

L'Iran a annoncé jeudi détenir "un tanker étranger" et son équipage soupçonnés de se livrer à de la "contrebande" de carburant dans le Golfe, après une succession d'incidents impliquant des pétroliers dans cette région sous haute tension depuis plus de deux mois. AFP 19.07

Selon l'Iran, Trump et les États-Unis ont abattu "leur drone" - Le HuffPost 19.07

La veille Donald Trump a assuré que les États-Unis avaient abattu un appareil iranien dans le détroit d'Ormuz.

Dans un message en anglais sur Twitter, le ministre des Affaires étrangères adjoint iranien Abbas Araghchi a ainsi fait savoir: “Nous n’avons perdu aucun drone dans le détroit d’Ormuz ou ailleurs. J’ai peur que l’USS Boxer ait abattu un de leurs propres [drones] par erreur.

Une affirmation a nouveau asséné ce vendredi matin par le général de brigade et porte-parole des forces armées iranienne auprès de l’agence de presse Tasnim... Le HuffPost 19.07

LVOG - Au lieu de présenter les deux versions de manière impartiale, celle américaine et celle iranienne, Le HuffPost a préféré évoquer les "dénégations de Téhéran", autrement dit éthimologiquement, Téhéran refuse de reconnaître l'exactitude d'une affirmation ou Washington dit forcément la vérité et vous êtes priés de croire les Américains sur parole.

TROISIEME PARTIE

Leur vieux monde est toujours "plus juste". Les preuves.

- ... le droit anglo-saxon se distingue de toutes les autres formes de Justice dans le monde. Il prévoit que deux parties opposées sur un délit pénal peuvent clore l'affaire lors d'une transaction qui ignore le droit local. Au plan national, c'est une Justice de classe, au plan international, c'est la loi du fort. (Comment Donald Trump aborde-t-il la question israélo-palestinienne ? - Réseau Voltaire, 16 juillet 2019)

Avec Macron l'oligarchie se gave toujours plus.

Bernard Arnault deuxième fortune mondiale devant Bill Gates - AFP 17 juillet 2019

Forbes, qui publie sur son site internet des évaluations en temps réel de la fortune des milliardaires, évaluait mercredi à la mi-journée celle de Bernard Arnault, 70 ans, à 105,1 milliards de dollars contre 103,7 milliards pour Bill Gates. Le fondateur d'Amazon est toujours l'homme le plus riche du monde avec une fortune estimée à 164,8 milliards de dollars.

Selon Bloomberg, le Français a une fortune de 108 milliards de dollars, avec un gain de 39 milliards depuis le début de l'année, soit le profit le plus important chez les 500 personnes les plus riches de la planète en 2019.

Dans les deux listes, l'investisseur Warren Buffett et le patron de Facebook Mark Zuckerberg complètent le top 5. AFP 17 juillet 2019

"C'est un système plus juste", assure Jean-Paul Delevoye en présentant son rapport sur les retraites - Franceinfo 19.07

Ce document a été remis au Premier ministre, jeudi 18 juillet, puis exposé dans ses grandes lignes lors d'une conférence de presse.

La refonte du système doit mettre en place un système de cotisation par points et non plus par annuités. "Les points s'accumuleront tout au long de la carrière, sur un seul compte, et seront transformés en retraite", a expliqué le haut-commissaire, assurant : "Chaque point est visible, monétisable, lisible et augmentera la pension. Il n'y aura plus de trimestre inutile. Aucun point ne sera perdu."

Ce système par points, qui doit être mis en place en 2025 remplacera les 42 régimes de retraite actuels.

Concernant l'âge de départ, "nous gardons un âge plancher à 62 ans, mais si tout le monde part à 62 ans, le régime est déséquilibré", a-t-il fait valoir pour justifier un système de décote introduit pour les personnes qui partiraient avant "l'âge d'équilibre", fixé à 64 ans. Cet âge "évoluera comme l'espérance de vie", précise-t-il.

L'idée serait d'instaurer un "âge d'équilibre" à 64 ans pour la génération de 1963, assorti d'un système de décote/surcote pour encourager les cotisants à travailler le plus longtemps possible. Techniquement, l'âge de départ resterait fixé à 62 ans mais induirait une pension plus faible qu'actuellement.

"Nous avions deux possibilités : soit garder la durée individuelle de cotisation, soit proposer un âge à taux plein collectif. (...) On a voulu éviter une solution plutôt de droite, un peu comptable mais inégale socialement, et la solution plutôt de gauche, d'allonger la durée de cotisation, pour arriver à un âge d'équilibre à taux plein collectif, à 64 ans", a-t-il détaillé.

Ceux qui partiront avant cet âge-pivot de 64 ans, vivement contesté par plusieurs syndicats, verront ce rendement diminuer de 5% par année d'écart, quand ceux qui prolongeront leur activité au-delà bénéficieront d'un rendement majoré de 5% par an.

Ce qui est certain, c'est que les dirigeants syndicaux vendus continuent de collaborer avec Macron et Delevoye.

Le secrétaire général de FO Yves Veyrier : "Vers une retraite plus incertaine" - Journal du Dimanche 21 juillet 2019

Le secrétaire général de Force ouvrière (FO), Yves Veyrier, a lancé la mobilisation contre la future réforme des retraites en appelant à manifester le 21 septembre prochain et, "s'il le faut", à "cesser le travail", a-t-il explique sur Europe 1.

"Les controverses récentes ont conduit le gouvernement à assurer que le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) 2020 ne contiendrait pas de -mesures paramétriques : accélération de l'allongement de la durée de cotisation, recul de

l'âge de départ à la retraite, mise en œuvre d'un bonus-malus. Mais le projet de système universel de retraite, basé sur le rapport présenté jeudi par le haut--commissaire Jean-Paul Delevoye, est en lui-même une -réforme paramétrique permanente aux mains des gouvernements à venir.

Supprimant au passage les 42 régimes existants, ce système unique sera assis principalement sur la valeur d'acquisition des points, que chacun devra acheter tout au long de sa carrière, et sur la valeur de service (valeur de conversion des points en pension). La retraite de base ne sera plus, comme aujourd'hui dans le secteur privé, calculée sur les 25 meilleures années. Il sera donc aisé de 'jouer' sur les valeurs du point à l'achat comme à la conversion pour agir sur le montant de la pension. L'âge d'ouverture des droits (62 ans) deviendra de fait virtuel si le montant de la pension ne suffit pas et contraint à poursuivre son activité pour acquérir des points supplémentaires. Cela sera d'autant moins une liberté que le haut-commissaire préconise d'ajouter un système de malus qui amputera la pension de 10% pour ceux qui, y ayant pourtant droit, voudraient partir à 62 ans.

L'âge d'équilibre, donnant droit au taux plein sans décote, est fixé à 64 ans 'au démarrage de la -réforme et en l'état des hypothèses actuelles'. Mais il est aussitôt précisé que 'l'âge du taux plein sera un levier de pilotage'. Le haut--commissaire avait dans un premier temps évoqué 63 ans. On est déjà passé, en moins de trois mois, à un an de plus ! Et le rapport préconise, pour le pilotage, le respect d'une règle d'or révisée ensuite tous les cinq ans…

Ce système universel décidément très modulable sera entièrement livré aux gouvernements : il supprime le régime Agirc-Arrco qui, géré par la voie de la négociation collective entre organisations de salariés et d'employeurs, assure une pension complémentaire aux 13 millions de salariés retraités bénéficiaires. Le rapport est à cet égard explicite : le gouvernement, précise-t-il, fixera le cadre du pilotage et 'sera toujours libre de proposer tout projet de réforme ayant des incidences sur les équilibres financiers du système de retraite'.

En fait de retraite 'plus simple et plus juste', le système universel risque surtout de se traduire par une retraite incertaine. Tant pour le niveau de la pension que pour l'âge de départ effectif, pour tous et au fil du temps." Journal du Dimanche 21 juillet 2019

LVOG - Alors que c'est une certitude, bref, il s'en tape !

Pillage. Une guerre néocoloniale de rapine.

Les États-Unis et Israël vont piller le pétrole de la Syrie occupée - Réseau Voltaire 16 juillet 2019

Les États-Unis ont autorisé leurs mercenaires kurdes présents au Nord de la Syrie à y exploiter le pétrole et à le vendre à Israël.

Le quotidien libanais Al-Akhbar a publié la lettre de mission de l'homme d'affaire israélien Mordechai Kahana. Dans un premier temps, les portes-parole du gouvernement fantoche du « Rojava » ont nié l'information. Puis Mr Kahana l'a confirmé dans la presse israélienne (et non pas US), spécifiant qu'il n'agissait pas en tant qu'Israélien, mais qu'États-unien. Au demeurant, si tel était le cas, le Pentagone violerait les Conventions de Genève qui interdisent à toute puissance occupante de piller les ressources du pays qu'il occupe (ce qu'avaient fait Daesh et la Turquie auparavant).

Si les réserves découvertes d'hydrocarbures couvrent toute la Syrie, 90 % des puits de pétrole en état de fonctionner se trouvent dans la zone occupée par les troupes états-uniennes et françaises.

Le « Rojava » est un pseudo-Kurdistan situé en territoire syrien et en dehors de l'espace attribué par la Commission King-Crane de 1919 et approuvé par le Traité de Sèves de 1920. Durant l'agression occidentale contre la Syrie, les États-Unis ont procédé à un nettoyage ethnique, expulsant les populations chrétiennes et arabes et encourageant l'immigration kurde de Turquie et d'Iraq.

Mordechai Kahana a participé à l'émigration de juifs syriens durant l'agression occidentale de 2011. Il a financé les voyages du sénateur John McCain en Syrie et restauré des synagogues dans le pays.

Selon la presse libanaise, il était un des responsables du programme israélien de création d'une zone tampon à la frontière israélo-syrienne. Il s'agissait d'instituer un « Druzistan » autour du major syrien Khaldoun Zeineddine sur le modèle du « Kurdistan » au Nord du pays. Mais ce projet n'a jamais vraiment fonctionné faute de Collaborateurs. Réseau Voltaire 16 juillet 2019

LVOG - Le gouvernement fantoche du « Rojava » est vénéré par les gauchistes du NPA notamment (Dans le blog de sa tendance Claire), qui cautionnent ainsi un nettoyage ethnique au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est beau les principes tout de même, tout comme ils ont été amenés à soutenir les barbares d'Al-Qaïda (Daesh, Al-Nosra, etc.) supplétifs de l'Otan et du Pentagone au nom d'une révolution populaire inventée à Washington, Londres et Paris, au détriment du peuple syrien auquel ils ont refusé le droit de se prévaloir de ce principe.

Quand des prostitués décident de la légalité d'un mariage.

Opération anti-mariages forcés dans les aéroports britanniques - AFP

A l'aéroport londonien de Heathrow, une famille indienne est interceptée par des officiers britanniques, qui la soupçonnent de venir à Londres pour marier de force deux jeunes femmes. AFP

LVOG - En Inde, dans plus de 90% des cas les mariages sont forcés ou arrangés entre les familles sans le consentement des futurs époux. Ce n'est pas aux inquisiteurs britanniques d'imposer aux Indiens de renoncer à ce principe auquel adhèrent encore la plupart des jeunes indiens ou indiennes.

Dans le petit village où j'habite depuis 5 ans et demi, deux couples ont divorcé, ce qui est extrêmement rare, ils avaient fait un mariage d'amour dit-on. Je connais deux autres couples qui n'arrêtent pas de se foutre sur la gueule et qui sont dans le même cas, sauf qu'ils ne divorceront pas parce qu'ils ont eu trois enfants.

En Inde, la précarité est absolue et ceux qui y échappent savent qu'elle leur pend au nez à la première occasion funeste. Par ailleurs le niveau de conscience en général des Indiens n'est pas très développé et quelque part ils le savent, ce n'est que tardivement, disons parvenu à l'âge mur, au-delà de 40 ou 45 ans qu'ils deviennent plus ou moins adultes, or les mariages ont lieu très tôt, aux alentours de 20 ans, alors autant dire qu'à cet âge-là les jeunes garçons et filles sont encore des enfants et les parents le savent puisqu'ils sont passés par là, d'où leur réticence à laisser leurs enfants choisir librement leur futur compagne ou compagnon.

Quand on ignore le contexte dans lequel les gens vivent, on a tendance à raconter n'importe quoi, pire, à vouloir leur imposer un mode de vie pour lequel ils ne sont pas préparés. S'aiment-ils par la suite, sont-ils heureux ? Quelle question déplacée quand on est voué à demeurer pauvre ! Parfois oui, parfois non, pas davantage qu'en occident ou chacun est libre de vivre avec qui il l'entend et de se séparer à la première occasion, il n'y a pas de recette miracle en la matière, sinon cela se saurait depuis le temps.

Moi je me contente d'indiquer aux Indiens, que s'ils placent des bouteilles d'eau dans leur réfrigérateur ou dans le compartiment du congélateur, cela permettra de maintenir la température basse en cas de coupure de courant prolongée, et cela leur fera faire des économies d'électricité, pour le reste, cela ne me concerne pas, je ferme ma grande gueule ! C'est une question de respect, principe ignoré des tiers-mondistes.

Le mauvais exemple vient toujours d'en haut...

LVOG - Dans le panier de homards de LREM : Tous des abrutis, des fils de pute, des couilles molles !

Municipales: quand Griveaux qualifie d'"abrutis" ses anciens rivaux LREM - AFP 17 juillet 2019

Benjamin Griveaux a qualifié d'"abrutis" ses rivaux pour l'investiture LREM aux municipales à Paris, parmi d'autres propos peu amènes rapportés mercredi par Le Point, une fuite de "conversation privée" aussitôt déplorée par l'entourage du candidat auprès de l'AFP.

"Il y a un abruti chaque jour qui dit qu'il veut être maire de Paris", (Hugues) "Renson c'est un fils de p...., on le sait depuis le premier jour. Mounir (Mahjoubi) ... bon... no comment": l'hebdomadaire publie un florilège de propos que le candidat aurait tenus il y a quelques semaines, sans préciser le contexte ni les interlocuteurs.

Finaliste malheureux dans la course à l'investiture, Cédric Villani est également étrillé selon ces propos rapportés: "Cédric, il n'a pas les épaules pour encaisser une campagne de cette nature. Il ne verra pas venir les balles, il va se faire désosser !"

Alors que la presse disait le chef de l'Etat attentif à la campagne du médaillé Fields, M. Griveaux aurait assuré, toujours selon Le Point, qu'"Emmanuel [Macron] (lui) envoie des SMS en disant : "Cédric n'a pas compris ce que je lui ai dit"".

"Benjamin Griveaux déplore qu'une conversation privée se retrouve dans la presse", a réagi auprès de l'AFP son entourage, qui assure que "dès qu'il en a pris connaissance, il a appelé les personnes citées pour s'excuser auprès d'elles".

"Le sujet est clos", a-t-on ajouté de même source, indiquant que l'ancien porte-parole du gouvernement est désormais "pleinement concentré sur la préparation de son meeting jeudi soir".

Sur son concurrent Pierre-Yves Bournazel, élu de centre-droit à Paris et membre d'Agir, M. Griveaux aurait déclaré: "Qui tient Bournazel par les c... depuis le début, si ce n'est moi ? Pourquoi est-ce qu'on fait entrer (Franck) Riester (d'Agir) au gouvernement ? Pour tenir les mecs d'Agir, tout cela n'est pas le fruit du hasard !", selon Le Point.

Les municipales à Paris, "c'est pas la cantonale de Vesoul ! Vous croyez quoi, qu'on tricote ?", a également déclaré M. Griveaux, affirme Le Point. AFP 17 juillet 2019

LVOG - On ne va pas les contredire, on est poli !

Quand ils cautionnent une ordure, il ne faudra pas s'étonner ensuite qu'il serve de modèle dans la société.

Municipales: après la polémique, LREM serre les rangs autour de Griveaux en meeting - AFP 19.07

Et en plus c'est un chiasseux !

Griveaux prend la fuite, rattrapé par une polémique embarrassante - Le HuffPost 20 juillet 2019

Premiers couacs dès le premier meeting. Le “rassemblement de campagne” autour de Benjamin Griveaux, organisé jeudi 18 juillet, n’a pas tenu toutes ses promesses. Loin s’en faut.

La révélation des propos virulents tenus en privé par le candidat parisien LREM aux municipales contre ses rivaux a laissé des traces, ces derniers ayant tous boycotté la réunion de famille. Faute d’un véritable “rassemblement” et plombé par une polémique embarrassante, le candidat Griveaux a carrément pris la fuite au moment de répondre aux journalistes, laissant ses soutiens affronter le feu des questions. Le HuffPost 20 juillet 2019

LVOG - Quand des insultes deviennent des "propos virulents" anodins...

"Vous êtes tous des cons !"

Griveaux, un mirliflore à Paris - LePoint.fr 22 juillet 2019

Pourquoi Benjamin Griveaux sonne-t-il faux ? Pourquoi son ambition, loin de le grandir, le rend si antipathique.

Une attitude. Entre arrogance et condescendance. Un cocktail de morgue et de dédain. Un je-ne-sais-quoi qui semble dire : vous êtes tous des cons ! LePoint.fr 22 juillet 2019

Rappel : "Ce qui se dit en circo, je n'en ai rien à foutre" : le député LREM Bruno Bonnell embarrasse ses camarades - Franceinfo 2 avril 2018

On lave plus blanc que blanc en famille.

- François de Rugy va récupérer sa place de député en août - Journal du Dimanche 19.07

- Dîners fastueux: Rugy dédouané par l'enquête de l'Assemblée nationale - AFP 20.07

Le quinquennat maudit.

François de Rugy est le 11e ministre à démissionner depuis le début du quinquennat d'Emmanuel Macron - Franceinfo 16 juillet 2019

Ils sont onze au total, en 798 jours au pouvoir : Richard Ferrand, François Bayrou, Sylvie Goulard, Marielle de Sarnez, Nicolas Hulot, Laura Flessel, Gérard Collomb, Benjamin Griveaux, Mounir Mahjoubi, Nathalie Loiseau et, donc, François de Rugy.

Quatre ministres et secrétaires d'Etat ont par ailleurs été écartés du gouvernement à l'occasion du remaniement d'octobre 2018 : Françoise Nyssen, Stéphane Travert, Jacques Mézard et Delphine Gény-Stephann. Franceinfo 16 juillet 2019

LVOG - Sans parler de la valse des conseilleurs et autres personnels du château qui ont été virés...

Un ministère toxique.

Le successeur de François de Rugy sera le 7e ministre de l'Écologie en sept ans - Le HuffPost 16 juillet 2019

En dictature ce sont les plus médiocres et démagogues qui sont promus.

Kebab vs homard : Sibeth Ndiaye est-elle « complètement à côté de la plaque » ? - lepoint.fr 17.07

La porte-parole du gouvernement a déclaré que les Français mangeaient « bien souvent plutôt des kebabs » que des homards.

Le Point a enquêté pour vérifier si ce plat créé à Berlin dans les années 1970 était ainsi « bien souvent » consommé par les Français. Et les spécialistes sont implacables : la fidèle d'Emmanuel Macron se trompe !

Déjà parce que le kebab est loin de plaire à tout le monde. « C'est la génération Z qui consomme des kebabs. Ceux qui ont entre 15 et 22 ans. Et les femmes en consomment peu. C'est un plat de niche, contrairement aux pizzas, burgers ou sandwiches que tout le monde consomme », analyse Bernard Boutboul, président du cabinet Gira Conseil, spécialiste du marché de la consommation alimentaire.

« Sibeth Ndiaye est complètement à côté de la plaque ! Elle fait de la démagogie de bas étage. Elle veut se faire jeune, alors elle évoque les kebabs au lieu de parler de steak-frites, de potée auvergnate ou de choucroute », s'insurge, quant à lui, le célèbre nutritionniste Jean-Michel Cohen.

Les 360 millions de kebabs écoulés en 2018, selon Gira , arrivent en effet loin derrière les 2,4 milliards de sandwiches, les 1,2 milliard de burgers et le milliard de pizzas vendus en 2018, explique encore Bernard Boutboul

Pire, « le kebab, qui a fait son apparition après la guerre, est en train de se faire rattraper par le bagel (300 millions en 2018) », explique Bernard Boutboul. Le sandwich garni de viande accompagnée de sauce blanche, algérienne ou samouraï, est tout de même plus consommé que les sushis (45 millions de plats en 2018), le taco, qui a fait une récente entrée fracassante sur le marché (50 millions en 2018), ou la crêpe (60 millions en 2018).

Par ailleurs, si les kebabs pèsent souvent sur l'estomac, ses ventes ne pèsent pas très lourd dans le chiffre d'affaires global de la restauration. En 2018, le célèbre sandwich n'a généré que 1,2 milliard d'euros sur un marché des plats préparés estimé à 95 milliards, selon Gira Conseil, ce qui s'explique par le faible coût du sandwich : un kebab avec des frites se vend aux alentours de 5 euros. En outre, il y a en France 10 000 restaurants de kebabs sur les 340 000 points de vente, soit un total de 2,9 %. Ce qui n'est pas énorme. lepoint.fr 17.07

LVOG - C'est déjà trop ! C'est à croire qu'on est ce qu'on mange, et que cela ne va pas en s'arrangeant en France dans ce domaine comme dans tous les autres, tout s'explique.

Comment ont-ils fait pour calculer que 2,4 milliards de sandwiches avaient été consommés en France en 2018 ? C'est impossible évidemment.

Je dois faire partie des millions ou dizaines de millions de Français qui n'ont jamais mangé du homard et qui n'en mangeront jamais. Et puis plus on réfléchit à sa condition, plus on se pose de questions, moins on a envie de gaspiller le peu d'argent qu'on a dans des aliments hors de prix et inutiles.

En fait, il suffit de peu de choses et de cuisiner pour avoir une alimentation équilibrée, saine et savoureuse. Pour peu qu'on sache apprécier la saveur d'un cornichon aurait dit André Breton, aliment dont je me passe puisqu'importé et trop cher en Inde. Je rappelle que c'est moi qui cuisine à la maison, sauf le déjeuner, c'est ma compagne qui prépare la salade de crudités quotidienne pendant que je suis à l'ordinateur, au passage, c'est pour cela qu'on mange souvent très tard, entre 14 et 15 heures, tout dépend de l'actualité ou si je suis parti à écrire un truc.

C'est aussi la recette pour garder le moral en toute occasion, sauf en cas extrême bien sûr. On n'imagine pas à quel point les choses les plus simples ou les expériences apparemment dénuées d'intérêt peuvent procurer une grande satisfaction ou sont riches d'enseignements. Quand on passe à côté, on en arrive rapidement à se compliquer inutilement l'existence et à ne plus rien y comprendre. C'est la réflexion que je me fais quotidiennement en lisant dans des blogs un tas d'articles et commentaires tarabiscotés ou qui n'ont ni queue ni tête. Je m'aperçois à quel point c'est abrutissant tant leurs auteurs ont l'esprit tordu ou superficiel, ce dont ils ont nullement conscience. Ce qui leur fait le plus défaut après la logique, c'est l'imagination, ce qui me fait dire qu'ils doivent avoir les intestins dans le même état ou noués, ce que je ne souhaite pas aux lecteurs que j'épargne en ne publiant pas ces articles.

La "génération Z", c'est celle qu'ils ont décidé de sacrifier, d'empoisonner, de lobotomiser, Z pour la dernière ?

Ils osent tout.

- Selon François Hollande, seul le PS peut remettre la gauche «aux responsabilités» - LeFigaro.fr

- François Hollande : « Le socialisme a la vie longue, a la vie dure ! » - LePoint.fr 19.07

LVOG - Dommage que la sienne ne soit pas plus courte !

- "Nous les arbres", une exposition autour d'un point de vue inédit à la Fondation Cartier - Franceinfo

- Les arbres seraient-ils intelligents ? Franceinfo

LVOG - On ne leur posera pas la question, non, pas aux arbres, à Franceinfo !

- Oise : le propriétaire d'un coq condamné à verser 500 euros d'indemnités à sa voisine qui se plaignait du bruit - Franceinfo

Après le coq Maurice, le coq Coco... Ses "cocorico", près d'un par minute, est venu à bout de la patience de la voisine, une hôtesse de l'air, qui n'arrivait plus à récupérer de ses horaires décalés. Franceinfo

LVOG - Elle ferait mieux de s'envoyer en l'air ! Il y en a qui ont le cerveau décalé !

- Arrêtés sur les pesticides dans le Nord : l'Etat menace les maires d'actions en justice - Le Parisien

Ils étaient cinq maires du Nord à avoir pris des arrêtés pour encadrer l'utilisation des pesticides sur leur commune. Le Parisien

LVOG - L'ordre des lobbies empoisonneurs doit régner !

- Tunisie : Daech intensifie son offensive médiatique au Maghreb - Franceinfo

Une vidéo signée du bureau de presse de l'Organisation Etat islamique en Tunisie montre des jihadistes renouveler leur allégeance au calife autoproclamé Abou Bakr al-Baghdadi et appelle à de nouvelles attaques contre les touristes. Franceinfo

LVOG - Tiens donc, les vidéos des barbares continuent d'être diffusées par les réseaux sociaux ?

- Pétrolier "confisqué": Washington dénonce la "surenchère de la violence" de l'Iran - AFP

- Des chefs de l'armée birmane sanctionnés par Washington pour "nettoyage ethnique" - AFP 16 juillet 2019

- Washington prête main-forte à l'Argentine sur l'attentat antisémite - AFP

- Trump accusé de racisme par la Chambre des représentants - AFP 16 juillet 2019

Pour Joe Biden, vice-président sous Barack Obama et candidat à l'investiture démocrate pour 2020, aucun président dans l'histoire américaine "n'a été aussi ouvertement raciste que cet homme". AFP 16 juillet 2019

LVOG - Sous aucun président hormis Barack Obama il y a eu autant d'Afro-américains assassisés par la police aux Etats-Unis...

- Venezuela: l'UE menace Maduro pour débloquer les négociations - AFP 16 juillet 2019

- L'épidémie d'Ebola est une "urgence" sanitaire mondiale, décrète l'OMS - L'Express.fr

---

QUATRIEME PARTIE

Comment préparer psychologiquement les masses au règne de la terreur que l'oligarchie est en train d'instaurer.

Comment préparer psychologiquement les masses à l'avènement d'un régime mondial qui tiendrait de la monarchie absolue.

Game of Thrones : au commencement de la politique était la peur - Le Figaro 23/08/2016

Les interprétations sont en effet variées: feuilleton féministe pour les uns, série sexiste pour les autres, plaidoyer pour une politique progressiste ou reflet de la Realpolitik néoconservatrice etc.

...série surdimensionnée - en termes de moyens, de spectacle mais aussi de violence et de sexualité explicites - dont le style visuel navigue entre réalisme cru et kitsch du péplum?

Game of Thrones peut en effet être vue comme une concentrée de toute l'horreur possible.

...la plupart des protagonistes de Game of Thrones ne sont pas de fins politiques, encore moins des cyniques, ce sont des êtres primaires qui agissent par pur instinct.

Corruption, fanatisme religieux, liberté et esclavage, déficits, crises financières et légitimité du pouvoir, l'ensemble est riche et hétéroclite.

...la narration (...) recherche avant tout l'effet dramatique et le spectacle.

«(Est-il) suicidaire et finalement inutile de vouloir faire le bien?»

Ici sont les dragons. En vérité, ces créatures monstrueuses sont partout dans Game of Thrones et ils sont là pour nous faire peur. Une peur plus primaire que politique. Le Figaro 23/08/2016

5 leçons que nous enseigne la série Game of Thrones - Contrepoints 4 août 2017

Parce que les idées libérales sont largement basées sur l'action humaine, certains thèmes libéraux sont également abordés dans la série.

La dette publique est la ruine

L'État c'est le vol

Les frontières étanches sont l'antithèse de la liberté

...ils sont réfugiés ou envahisseurs

Les allégeances sont dangereuses en politique

... de nombreux Américains basent leurs opinions politiques sur le parti, démocrate ou républicain, auquel ils ont prêté allégeance... Contrepoints 4 août 2017

« Game of Thrones » au prisme de la théorie politique - La Tribune 15/04/2019

Game of Thrones semble renvoyer à des interrogations sur la nature des institutions politiques de l'Occident et exprimer les angoisses contemporaines quant à la stabilité de l'ordre mondial. La série met en scène un monde imaginaire où règne le chaos et où la violence est quotidienne. Alors que la mort peut survenir à chaque instant, les principaux protagonistes de la série sont unis par un même dessein : mettre fin à ce climat de désordre en montant sur le « trône de fer ».

La série décrit au fil des saisons la lente et sanglante sortie du féodalisme pour advenir à la constitution d'un pouvoir central assez fort pour tenir en respect les ambitions de chacune des « Maisons » (autrement dit les différentes familles en présence).

La pensée politique s'attachant à expliquer la formation de l'État s'est employée à décrire la sortie du féodalisme, caractérisé par un émiettement du pouvoir et un ensemble de liens hiérarchiques fondés sur la dépendance entre les vassaux et les seigneurs.

La vie d'autrui représente peu de choses face à ce rouleau compresseur moral : le sacrifice de celle-ci n'est plus un obstacle si la finalité l'exige. Sa quête de pouvoir personnel n'est tempérée par aucune valeur.

L'art de s'emparer et d'exercer le pouvoir est celui de la mise en balance des moyens et des fins. Il ne fait donc pas bon ménage avec les absolus moraux. (Qui n'existent que pour être violés par ceux qui s'en réclament. LVOG)

Game of Thrones mettrait donc en scène le conflit entre la pureté morale prémoderne et antipolitique et un

conséquentialisme confinant au cynisme selon lequel la fin vaut les moyens.

Participent-elles d'une version positive de la raison d'État et d'un bon usage de l'art politique ? Concept apparaissant au Moyen Âge, la raison d'État pose les jalons d'une autonomie du politique : gouverner est un art spécifique qui obéit à ses propres règles morales.

Réinterpréter l'histoire politique La Tribune 15/04/2019

Analyse politique de Game of thrones - Agoavox 9 mai 2014

Pour Jacques Attali, « son scenario renvoie très précisément à ce que notre planète va bientôt vivre : une sorte de nouveau Moyen Âge, plein de violences, de désordres, de catastrophes naturelles, de seigneurs de la guerre, de querelles de pouvoir aux rebondissements très rapides ». "Games of Thrones" décrit d' après lui « le monde qui s'annonce après la fin de l'Empire américain, un nouveau Moyen Âge flamboyant où aucun pouvoir n'est stable, où tout devient possible (…) le nouveau Moyen Âge est là. Il nous fascine. Il est plein de belles histoires et de promesses ; plein de barbaries aussi. Il nous attend ».

« Game of Thrones » est un manuel de science politique, qui nous parle du pouvoir, comment le prendre, comment le garder.

« Game of Thrones » se déroule dans un royaume imaginaire dont le fonctionnement correspond à peu près à celui d'un système féodal

L'autorité royale, qui joue un rôle d'arbitre dans la compétition entre les maisons, contribue à centraliser le pouvoir. Cette « logique de maison » conduit à la compétition entre les différentes maisons pour l'accumulation du pouvoir, de richesses matérielles et symboliques. Cette lutte de toutes contre toutes entraîne un processus de monopolisation du pouvoir comparable à celui qui résulte de la compétition de firmes sur un marché : à terme, une maison se retrouve en position dominante.

Cette position centrale du pouvoir royal ne va pas sans avantage.

Dans « Game of Thrones », le pouvoir royal est systématiquement un pouvoir faible...

Ces rois faibles sont incapables de jouer le rôle de « maître du jeu » qui est celui du roi, en tant qu'incarnation de l'Etat.

De prime abord, la conception du pouvoir véhiculée par « Game of Thrones » semble être extrêmement caricaturale : la violence, la contrainte physique apparaissent comme l'unique fondement du pouvoir politique.

Il n'y a pas dans Game of Thrones une vérité politique absolue, tout ne semble être que constructions sociales et illusions. Les couronnes et titres ne sont que des mythes.

Les attributs du pouvoir ne sont que des impostures et les fondements sur lesquels ils reposent ne sont que des illusions et mystifications : ainsi, même l'Histoire n'est qu'un mythe, une construction sans valeur absolue.

Le mal, le bien, le royaume, ne sont que des mythes, des constructions, seul le pouvoir est lui bien réel...

Il est donc important d'élaborer des systèmes d'alliance pour préserver un certain équilibre des puissances pour conserver le pouvoir.

La série scelle en effet le triomphe de la real politik internationale, des pragmatiques « aux mains prestes et aux nerfs glacés » selon l'adage.

Pour tirer son épingle du jeu, mieux vaut en effet faire fi de toute considération morale ou idéologique susceptible d'influer sa prise de décision : seule la poursuite rationnelle de l'intérêt personnel ou familial permet de l'emporter, les valeurs et principes moraux n'étant que des freins qui précipitent la chute de ceux qui s'y soumettent.

Tous les protagonistes prisonniers de considérations autres qu'un pur réalisme politique échouent...

On assiste ainsi à une déconcentration du pouvoir. Comme le décrit Elias, le roi devient dépendant de ses dépendants à mesure que son pouvoir s'accroît et devient moins contrôlable. Le pouvoir passe des mains de quelques individus à un nombre croissant de puissants, détenteurs de principes de puissance différents – religieux, bureaucratique, juridique, économique, qui forment un réseau d'interdépendance à l'origine des décisions étatiques.

Les luttes de pouvoir ne sont plus des luttes frontales – sauf guerres civiles – mais des luttes pour le contrôle du monopole étatique, dans les couloirs du palais. C'est précisément ce « jeu du pouvoir » qui donne son titre à « Game of Thrones », et c'est

à l'aune de leur capacité ou de leur volonté à « jouer le jeu » que sont jugés les puissants.

On retrouve grossièrement deux catégories parmi les fonctionnaires :

Les premiers, souvent issus de basses classes, ils doivent tout au royaume, qui peut obtenir en retour d'eux un grand dévouement. S'il a autant intérêt à l'Etat, au royaume, c'est qu'il est partie lié à lui, que son existence dépend de lui.

Si la première catégorie de fonctionnaire est une incarnation de la « raison d'Etat » sorte de garant du « jeu », la seconde symbolise à l'inverse l'excès et la soif de pouvoir...

Les choses sont donc bien plus complexes que le complotisme (qui voudrait qu'un grand complot explique tout depuis des siècles) et l'anti-complotisme...

La réalité est intermédiaire à ces deux visions du monde : l'histoire n'est pas le produit d'une action structurée, qui a été déployée comme prévu, et a atteint ses objectifs comme prévu, il est souvent le fait d'une collision, d'un chaos, d'un enchaînement de faits non programmés.

Par contre il y' a des processus historiques qui peuvent s'appréhender sociologiquement et qui expliquent les complots, les organisations, les concertations d'oligarchies tantôt alliée tantôt ennemie mais toujours rivales dans la course pour le contrôle du pouvoir.

On constate que tous les personnages de game of thrones sont prit dans une dynamique holistique qui les dépasse, personne n'a le contrôle …

Il n'y a pas de gentils et il n'y a pas de méchants, les personnages bons sont capables de cruautés et les personnages cruels sont capables d'actes bonté.

Et comme il est mentionné dans cette bande annonce « il est tentant de voir son ennemi comme le diable mais il y' a du bon et du mauvais dans chaque camp de toute guerre ». Agoavox 9 mai 2014

Commentaires d'internautes.

1- Notre époque, contrairement à ce que d'aucuns peuvent s'imaginer, est entrée de nouveau dans les temps féodaux. La puissance régnante d'aujourd'hui a organisé autour d'elle un puissant réseau de vassaux pour conquérir le monde à travers le prisme de la fin des états-nations et du transfert de la souveraineté à une entité globalisée.

2- Il me semblait déjà connaître la conclusion de toute cette série au premier ou deuxième épisode : le plus pourri finira par gagner. La conclusion de cette série se réduit-elle à ça ? J'espère que non, parce que j'appelle ça du nihilisme.

3- C'est pour cela que M. Attali adore cette vision. Elle nous fait peur pour que nous supportions la société actuelle. Quel bonheur pour lui ! Inutile de dire que les historiens sérieux disent tous que le Moyen-Age était très exactement le contraire de ce que décrit ce film qui est financé mais c'est un hasard, par des amis de M. Attali.

Haut de page

Le 25 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf - 7 pages)

Faisons le point.

Je me suis encore posé la question de savoir pourquoi j'avais évolué à partir de 19 ans, alors que mes semblables n'avaient pas progressé. J'ai bien trouvé des réponses ou des explications, mais aucune ne m'a réellement satisfait ou convaincu.

Je ne sais pas pourquoi, mais je me dis que quelque part c'est là que réside la réponse à la même question qu'on se pose à propos des masses ou tout du moins leurs couches les plus évoluées, qui toutefois ne sont pas parvenues à rompre

complètement avec l'idéologie capitaliste.

En y réfléchissant à nouveau pour la énième fois, bien qu'à l'époque j'ignorais que Marx et Engels aient existé, j'en suis arrivé au constat que ma démarche isolée avait été comparable à celle d'un réformiste qui se serait bien contenté d'une amélioration substantielle de sa condition, réflexe que partagent l'ensemble des travailleurs, abandonnant au passage mes aspirations à la liberté.

Au départ j'attribuerai ma condition à une injustice révoltante et je refusai de reproduire le mode de vie de mes parents, ce fut un tel cauchemar que cela me força à réfléchir et à trouver les moyens de m'en sortir, en vain sur le plan matériel et bien au-delà, car en même temps j'avais constaté que ceux qui s'en étaient bien sortis sur ce plan-là avaient une mentalité épouvantable que je ne souhaitais pour rien au monde imiter aussi, ce qui compliqua grandement mon existence, et partant de là il n'existait aucune solution à mon problème, et j'allais être voué à rester en bas de l'échelle sociale, toute en étant confronté à la précarité et à connaître une situation instable et pleine de menaces tout au long de ma vie.

Bien sûr, ce fut une grossière erreur de jeunesse de penser qu'obligatoirement si je m'en sortais sur le plan matériel, j'adopterais le mode de penser infâme du petit bourgeois, il faut dire qu'il me faisait tellement horreur que complètement démuni sur le plan théorique ou politique, c'était le seul moyen que j'avais trouvé pour éviter de lui ressembler, ce qui était louable sur le fond, mais stupide dans la forme, ce que j'ignorais évidemment. En fait, j'étais parti du principe que je voulais devenir un homme bien ou bon mais par à n'importe quel prix, et ce principe n'a cessé de m'animer depuis, à ceci près qu'à l'époque je ne comprenais pas que se frotter aux contradictions de la société et accepter de passer des compromis avec elle ne signifiait pas forcément se compromettre ou renier ses principes. Du reste c'était stupide, puisque de toutes manières la société m'imposerait des compromis.

Cette attitude révélait un manque de confiance en moi qui me poursuivra encore longtemps, mais pas seulement, car ce n'était pas seulement le destin auquel j'étais promis que je refusai, mais aussi le comportement et les idées de mes parents qui témoignaient leur profonde arriération ou ignorance, à cette époque j'ignorai que j'allais passer le reste de mon existence à la combattre. Ce qui me choqua le plus et me marqua profondément, ce fut leur acharnement à demeurer tel quel, à refuser toute idée de progrès autre que celui imposer de l'extérieur et me déniant le droit d'y jouer un rôle ou de prendre conscience de ma condition. Un tel aveuglement était si morbide, que j'en fus effrayé au point de devenir une obsession chez moi. C'était un peu comme si vous saviez qu'une route menait tout droit dans un précipice, et que malgré tout vous décidiez de la suivre jusqu'au bout. Cela dépasse l'entendement ou l'explication se trouve ailleurs.

Quand on repense aux hommes jadis à l'état primitif et qui ont évolué au fil du temps, on oublie que déjà à cette époque ils étaient inégaux ou ils n'étaient pas tous destinés à progresser au même rythme bien qu'ils aient vécu les mêmes expériences, et depuis rien n'a changé. De tous temps des hommes se sont distingués des autres par leur sens aigu de l'observation ou leur dextérité manuelle. Au passage, ce fait historique justifie si nécessaire les conclusions des travaux de Marx et Engels ou la nécessité de construire un parti rassemblant les éléments les plus conscients des masses exploitées pour changer de société... Nier cette nécessité politique, c'est nier ce fait et le processus dialectique historique et ses enseignements. Cela justifie aussi la nécessité d'une représentation politique des masses, à l'heure où les porte-parole de l'oligarchie à travers les réseaux sociaux et les gauchistes flattent l'ignorance des masses et privilégient leur expression individuelle ou la représentation directe.

C'est l'une des nombreuses faiblesses de l'homme au cours de sa préhistoire, période qui n'est pas terminée, le fait qu'une minorité évolue davantage ou plus rapidement que la majorité, ce qui s'est traduit suite au développement des forces productives par l'avènement d'une classe minoritaire détenant le pouvoir économique et politique lors du passage aux différents modes de production. On est donc bien en présence d'un fait historique incontestable.

Maintenant, c'est la nécessité pour les hommes de satisfaire leurs besoins élémentaires qui servit de levier aux progrès de la civilisation humaine, d'où la lutte des classes qui en découla plus tard et jusqu'à nos jours. Ainsi se trouve vérifier les conclusions de Marx et Engels. Cela étant, on peut constater que les besoins élémentaires de tous les hommes n'ont jamais été satisfaits depuis qu'une minorité de la société détient tous les pouvoirs, et les inégalités entre eux n'ont jamais été aussi importantes, sans qu'on parvienne à remédier à cette situation. Cela s'explique du fait que le développement économique s'est réalisé inconsciemment, et parce que la majorité de la population est toujours demeurée dans l'ignorance de ce processus historique. On doit préciser que le développement économique, qui s'est traduit par des progrès sociaux, a toujours précédé l'élévation du niveau de conscience des masses, qui lui évoluera au rythme de la lutte des classes. On doit noter ensuite, que si ces progrès sociaux ont participé à leur tour au développement économique, ce processus allait être entravé par les limites imposées par les contradictions du capitalisme, et la satisfaction des besoins élémentaires (et bien au-delà) des masses allait se transformer en obstacles à une nouvelle prise de conscience sans laquelle aussi bien sur le plan économique ou social tout progrès futur se trouverait hypothéqué ou impossible, faisant peser la menace sérieuse d'une régression sociale sans fin, c'est là que nous en sommes aujourd'hui.

Il se trouve que dans la vie, la majorité des hommes réfléchissent, se posent des questions, apprennent quelque chose ou progressent, modifient leur comportement ou passent à l'action généralement pour ne pas dire uniquement quand ils sont confrontés à des difficultés pour survivre ou pour satisfaire ses besoins élémentaires, dans le cas contraire, ils laissent la minorité gouverner à leur place ou décider de leur destin. Si la condition ouvrière n'avait pas été aussi abominable au XIXe siècle et au cours des deux guerres mondiales du XXe siècle, le mouvement ouvrier ne serait jamais développé et le socialisme

scientifique n'aurait jamais vu le jour. Si maintenant des couches entières de la classe ouvrière se retrouvent de nos jours confrontées à des difficultés dignes de celles rencontrées par le prolétariat au XIXe siècle et pendant la première moitié du XXe siècle, la situation ou les rapports entre les classes ne se présentent plus exactement de la même manière. D'une part la majorité peut encore satisfaire ses besoins élémentaires et bien au-delà, tandis que les classes moyennes bénéficient encore d'un traitement privilégié. Or, ce sont elles qui ont été à l'origine de l'organisation du mouvement ouvrier et qui ont entraîné le prolétariat au combat politique. Il en découle que, dès lors que la majorité de la classe ouvrière et des classes moyennes s'estiment satisfaites de leur condition, le combat engagé par la minorité est sans issue ou n'a aucune chance d'aboutir.

Le drame des exploités et des opprimés, c'est qu'ils n'ont jamais pris conscience que leur combat passé s'inscrivait dans le cadre d'un processus historique inconscient, dont l'issue pouvait leur être favorable ou déboucher sur la pire réaction, et nous y sommes, quoique le pire reste à venir. Partant de là ils allaient se retrouver complètement désarmés politiquement pour défendre leurs intérêts ou acquis sociaux, d'autant plus qu'il n'existait aucune condition objective comparable à celles d'autrefois susceptible de réveiller la majorité, après avoir abandonné la perspective de pouvoir satisfaire ses aspirations à la liberté, son émancipation du capital ou le socialisme, vivant confortablement ou dans l'insouciance mais au prix de quelles sacrifices, de la rente laissée par les générations de combattants passées, qui n'est pas inépuisable évidemment, laissant leur destin entre les mains de chefs d'Etat plus scélérats et réactionnaires les uns que les autres.

Merci pour cette analyse que vous nous avez déjà servi, certes quelque peu affinée, mais pour autant nous ne sommes pas davantage avancés, penserez-vous peut-être et vous auriez raison, parce que je n'ai pas mis suffisamment en lumière que l'aspect oppressif du régime supplantait dorénavant ou depuis déjà de nombreuses décennies son aspect exploiteur, plus particulièrement pour la majorité de la classe ouvrière et des classes moyennes dans les pays où le capitalisme était le plus développé.

Pour mieux comprendre les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes tels qu'ils se sont développés et cristallisés depuis plus d'un demi-siècle, on pourrait considérer que les besoins élémentaires des masses se rattachent à l'aspect exploiteur du régime, tandis que leurs aspirations démocratiques bafouées et réprimées de plus en plus souvent violemment concernent son volet oppressif. Si ces deux facteurs se combinent, ils ne se présentent pas de la même manière dans chaque classe et couche des exploités, l'un ou l'autre domine selon qu'on appartient aux couches les plus défavorisées ou les mieux nantis, ce qui va déterminer les tâches politiques que les masses doivent se fixer en articulant revendications sociales et politiques où domineront ces dernières, puisque leurs objectifs politiques seront susceptibles d'être partagés par toutes les couches d'exploités.

Bien entendu la caractère oppressif du régime (et de tous ceux qui l'ont précédé) est omniprésent, même lorsqu'il est relégué au second plan ou on a tendance à l'oublier ou encore on s'en accommode quand nos besoins élémentaires sont satisfaits, de sorte qu'il peut survivre ou sévir encore longtemps ainsi. Cela nous ramène à la véritable nature, à l'origine du régime capitaliste, qui relève de la confiscation du pouvoir ou d'un abus de pouvoir exercé par une infime minorité ou l'exercice du pouvoir par la force en recourant à l'appareil répressif de l'Etat à son service.

Donc, privilégier cet aspect des rapports établis entre les classes permet de mettre en relief les liens qui existent entre la situation politique actuelle et les fondements antidémocratiques du régime.

Si la lutte de classe des exploités et des opprimés a permis de concourir à l'amélioration de la condition des masses en général en portant des coups à l'aspect antidémocratique du régime, pour autant elle n'a jamais été suffisamment consciente, organisée et puissante pour atteindre ses fondements, à partir desquels il va trouver les moyens d'assurer sa survie. L'arrivée au pouvoir de Sarkozy, puis Hollande, et enfin Macron, témoignera que l'oligarchie avait décidé de passer à l'offensive politique contre les masses, sans qu'on en prenne réellement la mesure.

Les conséquences qui allaient en découler allait être catastrophique pour les masses, le mouvement ouvrier, et plus particulièrement son avant-garde qui avaient refusé de partager ce constat, que de mon côté j'avais établi, en vain. L'épilogue récent des Gilets jaunes et la féroce répression dont ils ont été victimes, témoigne après coup que ce constat correspondait bien à la réalité ou au tournant politique effectué par l'oligarchie, à l'accélération brutale de la destruction de tous nos acquis sociaux, et à la confiscation ou au détournement de tous nos droits politiques, de telle sorte que nous soyons réduits à l'impuissance ou dans l'incapacité de contester son pouvoir, ce qui allait agir comme un facteur supplémentaire de démoralisation, de démobilisation, de dislocation du mouvement ouvrier et de son avant-garde.

C'est dans ce cadre-là que je replace la scission du POI qui a donné naissance au POID, dont l'orientation politique se rapproche de celle que j'ai proposée, non sans contradictions qui nécessitent une clarification politique, mais c'est un autre sujet.

Avec Macron et LREM, l'aspect dictatorial, totalitaire du régime ploutocratique explose à la figure de tout le monde, c'est un fait en passe d'être partagé par la majorité des masses. C'est en même temps un formidable défi lancé aux masses qui se traduit ainsi : Capituler totalement ou se soulever pour renverser le régime en place.

Si Hollande s'était employé à déconstruire ou pourrir tous les rapports établis dans la société, avec Macron on atteint le stade suprême de l'imposture, de la médiocrité, de la régression sociale, de la nausée, si bien que chacun en arrive à se demander à

quoi cela sert-il d'étudier, de travailler, de participer à une société aussi détestable, cauchemardesque, ne serait-il pas temps d'en finir une bonne fois pour toute, puisque vivre ainsi ou sans idéal ne vaut vraiment pas la peine, surtout sachant que ceux qui gouvernent nous promettent pire encore avec le réchauffement climatique, qui entre nous, n'est qu'une monstrueuse escroquerie politique.

En s'attaquant à l'ensemble des classes et couches de la société, Macron contribue à mettre à nu les fondements du régime, sans qu'ils soient réellement menacés puisque le mouvement ouvrier est trop faible ou désorganisé. En revanche, cela devrait contribuer à la radicalisation politique des masses et offrir une formidable opportunité aux éléments les plus avancés pour prendre conscience de sa nature et rompre avec lui, ce qui ouvre une perspective politique pour construire le parti ouvrier socialiste révolutionnaire.

Guerre psychologique. Greta Thunberg ou l'égérie de Davos

Rappel.

On ignore si le réchauffement climatique est réel ou non tant les analyses sont contradictoires, en revanche ce que l'on sait, c'est qu'il n'aurait rien à voir avec les activités humaines ou le développement économique.

Rappel (causerie 3 avril 2019). Qui est Greta Thunberg ?

Le 4 mai 2018, la famille de Greta Thunberg rencontre Ingmar Rentzhog lors d'une conférence sur le climat.

En mai 2018, Ingmar Rentzhog est recruté comme président-directeur du think tank Global Utmaning, faisant la promotion du développement durable et se déclarant politiquement indépendant. Sa fondatrice n'est autre que Kristina Persson, fille du milliardaire et ex-ministre social-démocrate chargée du développement stratégique et de la coopération nordique entre 2014 et 2016. Via l'analyse des tweets du think tank, on observe un engagement politique fort, à l'aube des élections européennes, envers une alliance qui irait des sociaux-démocrates à la droite suédoise.

Le 20 août 2018, Ingmar Rentzhog cofondateur de la start-up We Don't Have Time (Nous n'avons pas le temps) rend visite à Greta Thunberg à Stockholm qui en est « jeune conseillère », à l'occasion du 1er jour de la grève qu'elle a entamée.

Le 16 janvier 2019, Global Utmaning était fière d'annoncer sur les réseaux sociaux sa nouvelle collaboration avec Global Shapers, une communauté de jeunes dirigeants de 20 à 30 ans « dotés d'un grand potentiel pour jouer un rôle dans l'avenir de la société et qui travaillent à améliorer la situation des populations autour d'eux ». Ce réseau a été créé de toutes pièces par le Forum économique mondial en 2011. Ses leaders entendent bien sauver la planète tout en maintenant la croissance économique et en réclamant encore plus de mondialisation. (Source : Reporterre)

En complément.

Tous les médias l'ont martelé du matin au soir, plus encore que le sacre de la reine de Suède, donc j'imagine que c'était de toutes les conversations et pas seulement dans les bistrots.

Hier j'ai été faire un tour sur plusieurs blogs de formations politiques d'extrême gauche ou assimilés, absolument rien sur Greta Thunberg ou l'imposture du réchauffement du climat de nature anthropique martelé du matin au soir par les médias, une nouvelle fois ils ont tous désertés ! Ils ont tous peur de prendre position, soit qu'ils s'alignent sur la position officielle et seront traités de vendus, soit qu'ils la récusent sans recourir aux arguments qui permettent de démontrer qu'on est en présence d'une énième mystification et ils passeront pour des complotistes. Quel courage, quelle détermination !

Le mieux ou le plus confortable, conformément à nos principes, la meilleure attitude était encore de relayer les faits tels qu'ils sont sans se soucier de ce qu'en penseront les uns et les autres. Quand des dirigeants ou des militants n'osent pas dire ce qu'ils pensent, il y a de quoi se poser des questions, non ?

Ils osent tout. De l'inceste royal à la crise d'infantilisme aiguë et obscurantiste ou la prostitution des mineurs légalisée.

On titrait dans la causerie du 23 juillet : Climat. Mystification, infantilisme et mise en scène grotesque.

Le lendemain on en avait une démonstration éclatante :

Greta Thunberg à l'Assemblée nationale : "*Après tous nous ne sommes jamais que des enfants*" (AFP 24.07)

LVOG - Alors chacun à sa place, va jouer à la poupée dans ta chambre ou ferme-la ! Au passage, c'est un déni de démocratie de donner la parole à des ignorants. Nous sommes les otages d'imposteurs scélérats, qui ne parvenant pas à imposer leur monstrueuse idéologie, n'hésitent plus à manipuler des enfants (ou la jeunesse) pour parvenir à leurs fins.

Alors qu'ils auraient refusé d'accorder le droit d'asile à Assange et Snowden.

- Brune Poirson : «On a besoin de lanceurs d'alerte comme Greta Thunberg» - Le Parisien 23 juillet 2019

“Le seul problème que j'ai, ce n'est pas avec Greta, qui est brillante, intelligente et engagée", explique au HuffPost Sébastien Jumel, député du PCF. Huffington Post 23 juillet 2019

LVOG - On s'en serait douté ! Bref, elle aurait toutes les qualités qui font défaut aux dirigeants du PCF, mais cela aussi on le savait !

Lu dans le blog de la tendance Claire du NPA :

Aurélien Barrau : "La science est du côté de Greta Thunberg. L'attitude des députés est scandaleuse !" - 24 juillet 2019

https://www.franceculture.fr/emissions/linvite-des-matins-dete/catastrophe-environnementale-peut-encore-etre-modere

Aurélien Barrau - "...la science, le sérieux, la raison sont précisément du côté de Greta."

LVOG - Comme si elle en était capable, quel délire !

Quand l'oligarchie fait la promotion des fanatiques écervelés qui relaient sa propagande.

- L'été militant d'Extinction Rebellion - Slate.fr 24 juillet 2019

Lire aussi la causerie du 22 à propos d'Extinction Rebellion, une ONG en relation avec, excusez du peu : La Banque mondiale, l'UE et différentes fondations privées, le Département d'État des USA et l'OTAN, le Congrès des États-Unis, Wall Street, le Council on Foreign Relations (CFR)...

Hystérie. Ils veulent vous rendre fou !

- Températures record et alerte rouge en Europe occidentale - AFP 24 juillet 2019

Ceta ou l'art de tout dire et son contraire.

- Ceta : oui, le Canada pourra exporter en France des bovins nourris avec un type de farine animale - lejdd.fr 24 juillet 2019

L'accord sur le Ceta va permettre au Canada d'exporter en France des bovins ayant consommé un type de farine animale.

Malgré les dénégations initiales du gouvernement, c'est une des conséquences de l'application de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (CETA).

L'information n'est pas anodine, les farines animales ont mauvaise presse en Europe depuis la crise de la vache folle. Selon un sondage de l'Ifop pour Fakir, 81% des Français n'accepteraient pas que, dans le cadre de ce traité, de la viande nourrie aux farines animales soit importée du Canada.

Interrogé début juillet par Le Monde, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères Jean-Baptiste Lemoyne se veut catégorique : "Lorsque Nicolas Hulot dit que des animaux nourris avec des farines animales pourront être exportés en Europe, ce n'est pas vrai. Les viandes issues de farines animales sont et demeurent interdites à l'importation et à la consommation en Europe."

Dans le cadre de cet accord, certaines farines animales sont ainsi interdites. "Quand on parle de farines animales, on fait référence aux farines de ruminants, qui ont été à l'origine de la maladie de la vache folle", explique le ministère de l'Agriculture, interrogé par l'AFP. "L'utilisation de toute protéine animale de ruminants est strictement interdite" dans l'UE "pour l'alimentation des ruminants", confirme la Commission européenne.

En revanche, au niveau international, ce sont les règles de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) qui prévalent, ce

qui signifie que les bovins peuvent "effectivement être nourris, au Canada, avec des 'sous-produits animaux'". "Mais ces produits n'ont strictement rien à voir avec les 'farines animales'" qui ont pu entraîner la maladie de la vache folle, précise Bruxelles, "c'est pour cela que l'OIE ne les interdit pas".

Concrètement, comme l'a relevé Le Monde, les éleveurs canadiens peuvent nourrir leurs boeufs avec des farines de sang, du gras ou de la gélatine, qui sont des protéines animales transformées (PAT) issues de ruminants. "Un trou dans la législation autorise en fait les éleveurs canadiens à nourrir leurs bœufs avec des farines produites à partir de ce qu'il reste de leurs congénères une fois découpés à l'abattoir – le sang, les poils, le gras – et à les envoyer sur le sol européen sans que le consommateur en soit informé", affirme le journal. Jacques Maire, député En marche, chargé du dossier Ceta dans la majorité, l'a également écrit dans son rapport.

L'information a également été confirmée par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) au site spécialisé Agrapresse. "Malgré une interdiction de principe de l'alimentation des ruminants à base de farines issues de ruminants, la législation canadienne autorise l'utilisation de certaines protéines, comme les farines de sang et la gélatine." lejdd.fr 24 juillet 2019

Quand on vous disait que le féminisme était un bordel ou un repère de prostitués !

- Une émission de strip-tease débarque sur TF1 - GQ 22 juillet 2019

Who Bares Wins, émission dans laquelle 16 célébrités (8 hommes et 8 femmes) se préparent pendant une semaine pour réaliser sur scène un strip-tease à des fins caritatives, débarque en France, sur TF1. GQ 22 juillet 2019

Encore un cas de prostitution assumée.

- Municipales à Lille: l'ex-PS Violette Spillebout investie par LREM - AFP 24 juillet 2019

L'ancienne directrice de cabinet de Martine Aubry, Violette Spillebout (ex-PS), a été investie mercredi par La République en marche tête de liste pour les élections municipales de Lille en mars prochain. AFP 24 juillet 2019

Ce sont bien les Etats qui sont à l'origine des fake news.

Corée du Sud : Séoul annonce des tirs de semonce contre un avion militaire russe Le Parisien 23 juillet 2019

Séoul a annoncé avoir procédé à des tirs de semonce contre un avion militaire russe intercepté dans son espace aérien, au large de sa côte orientale. Le Parisien 23 juillet 2019

LVOG - Démenti du côté russe.

- « Deux bombardiers Tu-95MS des forces armées russes ont effectué un vol planifié au-dessus des eaux neutres de la mer du Japon », a indiqué le ministère russe de la Défense dans un communiqué, affirmant par ailleurs qu' « aucun coup de semonce » n'avait été tiré par la Corée du Sud. Le Parisien 23 juillet 2019

"Réseau de la CIA" démantelé en Iran: 17 arrestations, des condamnations à mort - AFP 22 juillet 2019

- Donald Trump dément que l'Iran ait arrêté des espions américains - L'Express.fr 22 juillet 2019

Ils osent tout.

- Dédouané par des enquêtes, Rugy s'estime "blanchi" - AFP 24 juillet 2019

Rugy : "Je n'ai jamais douté un instant que je réussirais à prouver mon honnêteté".

LVOG - Et pour cause, des "enquêtes" ou quand LREM est juge et partie. Ils osent tout...

- Mélenchon dénonce "la violence" du mur à la frontière américano-mexicaine - AFP

Le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon s'est rendu mardi à la frontière américano-mexicaine, à Tijuana, lors d'un déplacement au Mexique où il a dénoncé ce "symbole de violence" que constitue le mur. AFP

LVOG - Voudrait-il se racheter aux yeux des médias qui le harcèlent ? Ce mur est le produit de la survie du capitalisme avec lequel Mélenchon ne veut pas rompre, donc il a cautionné sa construction, le reste est du baratin.

- Les exilés ouïghours du Kazakhstan craignent le bras long de l'État policier chinois - AFP

LVOG - Votre vieux monde est devenu un Etat policier...

- L'opposant russe Navalny renvoyé en prison en pleine grogne électorale - AFP

Haut de page

Le 27 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

Il a encore plu et il fait doux ici au Tamil Nadu. Un vrai bonheur, c'est si rare en cette saison. En France aussi paraît-il !

Pendant ce temps-là, l'air de rien ou comme une lettre à la poste ils viennent d'adopter les contre-réformes sur la santé et contre les services publics, le CETA, j'en ai peut-être oubliés, et ils préparent celle contre les retraites.

Manque de bol, de RN-FN à LFI ils ont tous repris en choeur la propagande sur le changement climatique anthropique, une belle union nationale ! Ils pensaient peut-être qu'ils allaient se déchirer à l'intérieur de chaque parti, même pas, trop chaud sans doute ! Du coup Macron a pu partir tranquille en vacances.

- Au format pdf - 13 pages)

Et si on faisait un peu de politique ?

POID - Contre le piège corporatiste, pour l'unité ouvrière Par Daniel Gluckstein - La Tribune des travailleurs 24 juillet 2019

LVOG - Piège : Artifice, moyen détourné qu'on emploie pour faire dire ou faire faire à une personne ce qu'on veut, pour la mettre dans une situation périlleuse ou désavantageuse; danger caché où l'on risque de tomber par ignorance ou par imprudence. (Le Grand Robert de la langue française)

Question : Qui ignore les intentions de Macron et son gouvernement ? Personne. Donc il n'y a pas de piège !

- Devant les organisations syndicales s'ouvre le piège du corporatisme.

LVOG - Elles ont déjà les deux pieds dedans depuis des lustres... volontairement il faut préciser sinon on se contredit, comme quoi il faut toujours aller au bout de ses analyses.

- Rien n'est joué, tout commence.

LVOG - Question : Qui peut le croire ? Personne. Cela dit, le combat pour le retrait du projet Macron-Delevoye doit être mené, mais ce n'est pas en faisant croire qu'on pourrait le gagner que vous gagnerez en crédibilité, ce serait même le contraire que vous seriez en droit d'attendre, car les militants et les travailleurs n'aiment pas qu'on les prennent pour des imbéciles ou qu'on leur serve ce genre d'illusions au-delà de l'effet dévastateur sur leur moral.

Tout est joué si ce combat n'a pas pour seul objectif de construire le parti. A l'entendre on devrait être comptable des résultats de cette bataille perdue d'avance menée par les appareils corrompus des syndicats. Dans ces conditions, tout ne commence pas mais se termine !

Construire le parti est le seul objectif à notre portée, dès lors qu'on s'en écarte ou qu'on ne subordonne la tactique à la stratégie, tout est joué, rien commence.

Dommage, on pouvait partager la première partie de son éditorial, mais tout est gâché à la fin.

LTT- Ouest France est le quotidien le plus diffusé en France. C'est aussi depuis trois quarts de siècle la propriété de la famille Hutin qui revendique la « démocratie chrétienne » comme principale source d'inspiration de sa ligne éditoriale. En clair : c'est l'Église faite journal.

En matière de doctrine sociale, l'Église s'en tient à l'encyclique Rerum Novarum promulguée en 1891 par le pape Léon XIII. Laquelle appelle au respect des inégalités : « L'homme doit accepter cette nécessité de la nature qui rend impossible l'élévation de tous au même niveau. » Bien sûr, l'Église se préoccupe du sort des plus démunis, mais « le premier principe sur lequel doit se baser le relèvement des classes inférieures est l'inviolabilité de la propriété privée ». La lutte des classes ? « L'erreur capitale est de croire que les deux classes sont ennemies. » Au contraire : « Les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement dans un parfait équilibre. » C'est pourquoi l'encyclique prône la mise en place de « corporations » unissant patrons et ouvriers sous l'égide de l'État pour contrer les syndicats ouvriers fondés sur la lutte de classe. On sait ce qu'il est advenu des régimes corporatistes s'inspirant de cette encyclique dans les années 1930…

LO - Extrait d'un article paru dans Lutte de Classe n°201 - juillet-août 2019.

- Le mouvement ouvrier est très affaibli, il faut reconstruire le parti communiste révolutionnaire dont la classe ouvrière, et finalement toute la société, ont un besoin vital pour sortir de l'impasse dans laquelle les a placées le système capitaliste. Reconstruire sur des ruines, alors que la plupart des gens se désintéressent de la politique, ne croient plus en la capacité du monde ouvrier de redresser la tête, ce n'est pas une mince affaire!

LVOG - Nous oserons leur poser la question qui tue : Pourquoi, sachant pertinemment qu'ils sont incapables de s'en tenir aux faits qui par ailleurs les accablent.

Pourquoi les gens se désintéressent-ils de la politique, pourquoi ne croient-ils plus "*en la capacité du monde ouvrier de redresser la tête*" ? Il doit bien exister des explications à cette situation autres que les balivernes débitées sans cesse depuis plus d'un demi-siècle par des dirigeants qui pensent à la place des travailleurs, pour être plus précis, qui à force de penser à la place des travailleurs ont fini par leur ressembler pour s'éloigner toujours un peu plus du socialisme.

Pourquoi les travailleurs s'accommodent-ils de leur condition, de la société dans laquelle ils vivent, du mode de vie qu'elle leur impose ? Chacun sait que lorsque quelqu'un est prêt à consentir des sacrifices ou accepte des compromis, c'est généralement parce qu'il y trouve son compte ou son intérêt, sinon cela n'aurait pas lieu d'être, n'est-ce pas ? On pèse le pour et le contre, les avantages et les inconvénients, pas dans n'importe quelle condition puisqu'elle nous est imposée, on n'a pas vraiment le choix à ce stade, donc de gré ou de force on a spontanément tendance à se soumettre et à accepter ce qu'on estime être la solution du moindre mal, toujours préférable à l'aventure dont on ignore l'issue ou les conséquences qui pourraient être pires encore.

Il y a ce qu'on vit qu'on interprète à notre manière ou à celle qui nous arrange de préférence, et il y a ce qu'on nous demande de croire, parce qu'on n'a pas atteint un niveau de conscience politique ou de classe suffisamment développé pour qu'il en soit autrement, qui à ce stade relève davantage de l'hypothétique, de la théorie, de l'utopie tant que cela ne s'est pas réalisé.

Qu'est-ce que la conscience, sinon l'inconscience réalisée ou parvenue à maturité. Un exercice dialectique.

De la même manière que les éléments organiques ou les organismes vivants sont issus de la matière inorganique, soit une combinaison physico-chimique à l'origine de tout ce qui existe dans l'univers, si on ne part pas des conditions auxquelles sont soumis les travailleurs qui sont le produit du processus dialectique matérialiste et historique inconscient qui préside au développement de la civilisation humaine, il ne faut pas s'attendre à ce que leur niveau de conscience puisse progresser.

Or, c'est exactement ce que font tous ces dirigeants. Ont-ils mauvaise conscience pour éviter d'aborder cette question , ou sont-ils incapables d'y répondre en demeurant fidèle au socialisme et il ne faudrait pas que cela se sache ?

On a estimé que le processus dialectique matérialiste et historique inconscient (et la lutte de classe) devait se dérouler d'une certaine manière pour que l'humanité franchise un pas décisive vers son émancipation du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, or, si ce processus s'est effectivement poursuivi, il ne s'est pas présenté exactement tel qu'on l'avait imaginé au XIXe siècle. Et du coup nous voilà perdus parce qu'on s'y accroche désespérément, au lieu d'observer comment il a évolué pour ensuite intégrer toutes les transformations qu'il a subi, pour finalement réussir à en prendre conscience, ce qui n'est pas gagné d'avance ou fait manifestement défaut à nos dirigeants.

Ce n'est pas "*le système capitaliste*" qui vous (LO notamment) a conduit à une "*impasse*", mais votre incapacité ou votre refus de saisir la combinaison ou les rapports qui existaient entre l'évolution du capitalisme et la lutte des classes.

Cela vaut pour tous les militants qui un jour se sont connectés à ce portail, et qui s'en sont détournés, parce qu'ils refusaient de prendre en compte ces rapports, sans doute après avoir confondu une observation ou un constat avec une interprétation destinée à étayer mon analyse ou mes positions, et le fait qu'ils ne se soient pas davantage souciés de l'orientation politique dans lequel

cette observation se situait et que je croyais partager avec eux, je parle de l'orientation politique, me fait dire qu'il n'en était rien non plus.

Vieux monde. Leur ennemi : L'espèce humaine, la civilisation humaine, le progrès social.

La voix de la réaction sur toute la ligne.

Plus ils dénoncent les fausses nouvelles, plus ils complotent contre tous les peuples car ils leur mentent effrontément, ils trafiquent la réalité, ils leur cachent la vérité.
Plus ils prétendent vous informer, plus ils déforment la réalité ou censurent certains faits.
Plus ils se posent en défenseur de la liberté d'expression, plus ils sont liberticides.
Plus ils se présentent en progressistes, plus la régression sociale s'amplifie.
Plus ils se posent en humanistes, plus ils sont cruels et barbares.
Plus ils prétendent oeuvrer pour la paix, plus ils financent des guerres.
Plus ils se prétendent démocrates, plus ils sont despotiques.
Plus ils dénoncent les excès du capitalisme, plus ils sont fascistes.

Variation climatique contre changement climatique : La transition écologique ou la dernière arnaque de l'oligarchie.

La transition écologique, c'est la transition vers le totalitarisme à l'échelle mondiale.

N'ayez pas peur, ne vous sentez pas coupable, ne vous laissez pas manipuler !

Démystification du réchauffement climatique anthropique.

L'effet de serre est créé principalement par la vapeur d'eau en suspension dans l'atmosphère, facteur essentiel que le GIEC a pratiquement censuré.

La température de la terre est stable globalement depuis près de 20 ans, en réalité elle a même tendance à baisser depuis 1975.

Le CO^2 est indispensable et irremplaçable à la croissance des végétaux.

Le niveau du CO^2 dans l'atmosphère suit les variations de la température à environ 11 mois d'intervalle et non l'inverse.

Le CO^2 présent dans la composition de l'air est passé en un siècle de 0,03 à 0,04%.

La température a augmenté de 0,6°C durant les périodes 1910-1945 et 1945-1980, alors que le CO^2 dû à l'activité humaine ou économique a considérablement augmenté, ce qui signifie qu'elle a des conséquences insignifiantes sur la température ou l'effet de serre, et qu'elle devrait augmenter de 0,6°C maximum d'ici 2100.

Malgré la déforestation, la couverture végétale de la Terre a augmenté au cours des dernières décennies.

A certains endroits les plages s'érodent, à d'autres elles ont gagné du terrain sur la mer et le solde ressort positif.

Le nombre de cyclone aux Etats-Unis notamment a régressé au cours de la dernière décennie.

Un business très lucratif pour sauver le capitalisme en crise.

Le rendement des énergies renouvelables est si faible par rapport à leur coût, que le prix de l'électricité pour les consommateurs ou leur facture est le double de celui produit à partir d'énergies fossiles.

Selon La Banque mondiale, d'ici 2030 il faudrait investir 89000 milliards de dollars pour faire face au réchauffement climatique.

Etc.

Ce qu'ils ne vous diront pas.

- Jakobshavn, le plus grand glacier du Groenland regagne du terrain - climato-realistes.fr 31 mars 2019

Des chercheurs de la NASA ont découvert que le glacier Jakobshavn (à l'origine de l'iceberg responsable du naufrage du Titanic) qui s'amincissait depuis 20 ans a fait une volte-face inattendue : le glacier s'écoule maintenant plus lentement, s'épaississant et avançant vers l'océan au lieu de reculer.

Cette découverte a fait l'objet d'une étude publiée le 25 mars dans Nature Geoscience [1], par des chercheurs du Jet Propulsion Laboratory de la NASA. Elle est basée sur les données de la mission Oceans Melting Greenland (OMG) ainsi que sur d'autres observations.

Le glacier Jakobshavn qui est situé sur la côte ouest du Groenland, draine environ 7 % de l'inlandsis de l'île. En raison de sa taille et de son importance pour l'élévation du niveau de la mer, les scientifiques de la NASA et d'autres institutions l'observent depuis de nombreuses années. Le retrait rapide du glacier avait commencé au début des années 2000 avec la perte du plateau de glace, une extension flottante du glacier qui ralentit son écoulement.

L'inversion de tendance s'est produite parce qu'un courant océanique apporte de l'eau plus fraîche depuis 2016. La température de l'eau à proximité du glacier est maintenant plus froide qu'elle ne l'était depuis le milieu des années 1980. Cette source d'eau plus froide a été localisée dans l'océan Atlantique Nord à plus de 966 kilomètres (600 milles) du glacier. (...)

Jusqu'à présent, on pensait qu'une fois que les glaciers avaient commencé à se rétracter, rien ne pouvait les arrêter. Cette étude montre qu'il n'en est rien. Cela devrait être considéré comme une bonne nouvelle ; que nenni, les scientifiques affirment que cette inversion de tendance n'est pas durable, et que rapidement, avec la bascule de la NAO en phase chaude, le glacier Jakobshavn reprendra son déclin rapide.

On relève aussi que si les records de chaleur en Alaska ont été largement commentés par la presse française, celle ci (à l'exception de Ouest-France) n'a pas fait mention du redressement du glacier Jakobshavn. climato-realistes.fr 31 mars 2019

Note.

[1] Interruption of two decades of Jakobshavn Isbrae acceleration and thinning as regional ocean cools https://www.nature.com/articles/s41561-019-0329-3

Quelques articles à télécharger ou lire.

- Le réchauffement du 21ème siècle est pour moitié dû à El Niño 31 mai 2019 - Par Roy W. Spencer, Ph. D

- Cycle du carbone, l'éclairage de trois nouvelles publications - 11 septembre 2018

- Les forêts de l'hémisphère nord absorbent de plus en plus de CO2 selon une récente étude publiée dans la revue Nature - 18 avril 2019

Les forêts de l'hémisphère nord absorbent de plus en plus de CO2 produit par l'Homme, contribuant ainsi à ralentir le réchauffement climatique. C'est la bonne nouvelle annoncée par une équipe internationale de chercheurs menée par Philippe Ciais, directeur de recherche au laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement (LSCE) à Gif sur Yvette. Leurs résultats publiés dans le journal Nature le 3 avril 2019 expliquent que ce phénomène est lié à la croissance des forêts ces dernières décennies.

Cette publication a fait l'objet d'un communiqué de presse du CEA, assorti d'une Video explicative.

- CO2 et climat : les puits de carbone à l'épreuve du temps

Contribution. "***La personne moyenne est plus intelligente que ne le suspectent les experts et les élites.***"

Une conversation avec John Christy. - climato-realistes.fr 19 juillet 2019

John Christy est climatologue à l'Université de l'Alabama à Huntsville (UAH). Ses principaux domaines de recherche sont la télédétection par satellite des températures mondiales. En février 2019, il a été nommé membre du conseil consultatif scientifique de l'agence pour l'environnement américaine (EPA). Cette interview a été conduite en anglais par Grégoire Canlorbe journaliste indépendant qui en a réalisé la traduction en français.

Extraits.

John Christy : Nous devrions appliquer la méthode scientifique aux affirmations faites par les scientifiques (et d'autres) sur le climat. Dans ce cas, j'ai téléchargé les résultats de 102 modèles de simulation du climat utilisés par le GIEC et comparé la température troposphérique depuis 1979 entre les modèles et différentes données d'observation, en incluant les données satellite que nous générons. Les modèles, en moyenne, réchauffaient l'atmosphère à une vitesse nettement supérieure à celle observée. C'est un résultat de test à partir duquel on peut affirmer que les modèles ont échoué, et donc on ne devrait pas se fonder sur la sortie de modèle pour caractériser le climat futur.

John Christy : Les résultats des observations satellitaires montrent très clairement que la Terre a connu un « verdissement » considérable au cours des 20 dernières années, donc cela indique que le CO2 supplémentaire que nous avons rejeté dans l'atmosphère a un impact très positif sur la biosphère. Il convient de noter que la plupart des êtres vivants qui nous entourent se sont développés il y a des millions d'années dans une atmosphère contenant quatre à dix fois plus de CO2 qu'aujourd'hui.

Donc, les déserts n'augmentent pas, mais se contractent. C'est là que la méthode scientifique est si importante – lorsqu'une personne fait une déclaration à propos d'un changement dans le climat ou le système terrestre, d'autres doivent la vérifier par des observations réelles. Aujourd'hui malheureusement, les médias préfèrent souvent annoncer la nouvelle dramatique d'un changement terrible sans vérifier les faits.

John Christy : Je pense que le cours naturel du climat a été changé, en particulier dans les zones urbaines où l'environnement naturel a été radicalement modifié. Les températures sont plus chaudes (surtout la nuit) dans ces zones urbaines. À l'échelle mondiale, l'impact du CO2 supplémentaire sur le climat est, je crois, moins important que le signal de réchauffement urbain dans nos grandes villes. Il convient de noter que les peuples du monde s'acheminent vers la modernisation et que cela est accompli grâce à une énergie abordable – qui provient aujourd'hui de la combustion de combustibles à base de carbone. À l'avenir, d'autres sources d'énergie abordables seront déployées et ce prétendu problème du « changement climatique » disparaîtra.

Il est important de noter que nous n'avons pas quitté l'âge de pierre parce que nous étions à court de pierres. Nous avons quitté l'âge de pierre parce que quelque chose de mieux a été découvert par l'ingéniosité humaine. Nous quitterons l'âge du carbone, non pas parce que nous sommes à court de carbone, mais parce qu'une source d'énergie différente et plus abordable sera développée. Pour le moment, les énergies renouvelables traditionnelles ne sont pas la solution, parce qu'elles elles fournissent trop peu d'énergie par rapport à la superficie qu'elles couvrent et ne sont pas en mesure de fournir de l'énergie « à la demande » comme le requiert une économie moderne.

John Christy : (...) Je dirais qu'il faut regarder les données finales – le monde augmente ses émissions de carbone à mesure qu'il travaille à éradiquer la pauvreté. Ainsi, alors que le monde a été réprimandé pendant 25 ans par les élites d'organismes scientifiques ou universitaires, ou celles des gouvernements socialistes, rien n'a vraiment changé. Les gens rechercheront ce qui est dans leur intérêt – une vie longue, saine et épanouissante – et une énergie abordable rend cela possible.

John Christy : J'ai examiné cette question et nous voyons l'impact de la variabilité solaire sur nos données de température stratosphérique. Cependant, dans la troposphère (où nous vivons), il est très difficile de tirer des conclusions, parce que notre ensemble de données est seulement de 40 ans et que d'autres perturbations majeures ont confondu la capacité de détecter un cycle de onze ans (éruptions volcaniques, El Niños, etc.). Il doit certainement exister une relation entre la variabilité solaire et le climat, et j'observe avec intérêt le travail de ceux qui étudient la connexion des rayons cosmiques directement liée aux variations solaires. Peut-être que des preuves encore plus nombreuses viendront bientôt dans ce domaine.

John Christy : (...) Il n'est pas dans notre intérêt de faire appel aux sentiments religieux lorsqu'il s'agit de questions pouvant faire l'objet de tests scientifiques. Comme le sait l'individu moyen, il existe aujourd'hui une multitude d'opinions religieuses, mais un test scientifique devrait aboutir à des résultats que tous les gens rationnels, qu'ils soient religieux ou non, devraient pouvoir reconnaître.

Je pense aussi que le citoyen moyen a une expérience considérable en ce qui concerne les affirmations relatives à un avenir dangereux émanant de soi-disant experts, ce qu'il sait être simplement des exagérations. Et la personne moyenne sait que ces experts veulent faire passer des lois qui enlèvent une partie de la vie que la personne moyenne veut et dont elle a besoin. Les récentes élections dans le monde entier démontrent que le citoyen moyen reconnaît ces fausses déclarations de calamité et veut vivre sans porter le fardeau des taxes et des redevances plus élevées qui, de fait, n'auront guère d'impact sur le climat (comme nous l'avons montré avec des tests scientifiques). La personne moyenne est plus intelligente que ne le suspectent les experts et les élites. climato-realistes.fr 19 juillet 2019

Vidéo. Arguments pour démonter leur machination néomalthusienne.

- François Gervais : En matière de réchauffement climatique, on a pris une conséquence pour une cause

- COP21 - Le carbone innocent ? - Entretien avec François Gervais (2015)
- Pr François Gervais : Le climat réel valide-t-il les modèles de climat virtuel ? (2015)
- Réchauffement climatique le GIEC ne sait plus comment mentir
- François Gervais - L'urgence climatique est un leurre

Comment faire en sorte que la réalité coïncider avec une théorie. Mode d'emploi.

A vrai dire : la canicule est-elle liée au réchauffement climatique ? - francetvinfo.fr 25.07

Une canicule ne fait pas le réchauffement climatique mais les scientifiques commencent à démontrer que la répétition de ce qu'on appelle les "phénomènes météorologiques extrèmes" est directement causée par cette augmentation de la température moyenne. (Une généralisation ou plutôt spéculation à partir d'abstractions. "les scientifiques commencent à démontrer", donc ils n'ont encore rien démontrer, peu importe, les médias et autres serviteurs zélés de l'oligarchie passe outre. - LVOG)

- Pour la deuxième fois cette année, des températures records affectent toute l'Europe occidentale et relancent les discussions sur le climat et son réchauffement. Ces vagues de chaleur exceptionnelles n'ont pourtant rien de nouveau. (Alors pourquoi en faire tout un plat ? - LVOG)

- Dans son 5ème rapport, publié en 2014, le GIEC expliquait ne pas pouvoir établir de lien formel, mais depuis les travaux s'accumulent et la position du Groupe évolue. (Encore un petit effort et leurs conclusions coïncideront avec leurs intentions... - LVOG)

- Une branche de la climatologie apparu voilà seulement 10 ans se développe :" l'attribution". Ainsi, le projet World Weather Attribution tente de décrypter ces phénomènes en temps réel ou presque. ("Tente", donc ils n'y sont pas encore arrivé, "ou presque", on est loin de la rigueur scientifique. - LVOG)

- "Nous observons les phénomènes météo extrèmes comme les sécheresses, les vagues de chaleur ou les pluies torrentielles et nous essayons de déterminer si le réchauffement d'origine humaine - ce que les gens appellent changement climatique - a accru leur fréquence. (Le postulat de départ est faux, le réchauffement d'origine humaine, le reste sera à l'avenant. Ils ne retiennent des variations climatiques que les extrêmes. Ce sont eux les dangereux extrémistes, les fanatiques qui terrorisent les populations avec leurs allégations à l'emporte-pièce- LVOG)

- Pour son sixième rapport, prévu en 2021, le GIEC veut explorer ce lien de cause à effet. (Et sans attendre, ils en sont déjà aux conclusions ! - LVOG)

- Mais d'ores et déjà et meme si les prévisions sont faillibles, on sait que dans les années à venir devrait se multiplier les canicules, comme d'autres phenomènes extremes . Les populations, les villes, les Etats devront s'y adapter, en bref notre vie va devoir un peu changer. francetvinfo.fr 25.07 (On y est, voilà leur objectif : nous imposer un changement de mode de vie sur la base de prévisions "faillibles" produites par les serviteurs d'un régime failli, malheur à ceux qui en attendent autres choses ! - LVOG)

Après des enfants, une présentatrice de télévision étale sa science !

Chloé Nabédian, présentatrice météo à France Télévisions.

- Certains (départements. - LVOG) ne sont pas en orange, mais en jaune (l'Aude et le Gard) et ça change tout. Il faut savoir que dans l'Hérault, on a des températures finalement assez classiques pour la saison. (Et demain ou après-demain ceux en rouge passeront en orange puis en jaune ! - LVOG)

(Rajouté le lendemain matin ou confirmation)

AFP 26.07 - L'Europe respire à nouveau vendredi grâce à la baisse sensible du mercure...

L'alerte "rouge canicule" a cependant été levée vendredi matin dans les derniers départements et la vigilance "orange" subsiste dans moins de la moitié des départements concernés (31 contre 60).

Les services météo britanniques ont par ailleurs noté une bizarrerie dans la région de Lincolnshire (est): en l'espace d'une heure jeudi, la température a gagné puis reperdu dix degrés, de 22°C à 32°C - et retour. AFP 26.07

LVOG - Et l'Agence Française de Propagande qui n'a plus rien à envier au ministère de la propagande nazi de conclure :

- Ces vagues de chaleur sont appelées à se multiplier et à s'intensifier sous l'effet du réchauffement climatique provoqué par les activités humaines. AFP 26.07

- Effectivement, contrairement à la canicule de juin dernier, ce n'est pas le Sud-Est qui est concerné mais tout le reste du pays. Un flux marin s'est mis en place sur les côtes méditerranéennes et limite la hausse des températures. (Quel dommage, damné "flux marin" ! - LVOG)

- Cette canicule de fin juillet 2019 est devenue plus intense que celle de 2003, puisqu'elle bat de nombreux records. Cette nuit a été la plus chaude de l'histoire à l'échelle nationale, battant le 5 août 2003. En revanche, elle n'a rien de comparable en terme de durée et de conséquences sanitaires et sociales. Celle de 2003 avait duré une quinzaine de jours. (Pourvu que celle-ci soit aussi longue, sinon... Spéculation et conclusion hasardeuses sur la base de 1 ou 2°C supplémentaires pendant quelques jours. La science des ânes ! - LVOG)

- Vendredi, la canicule va s'arrêter dans l'Ouest, mais il faudra attendre samedi dans l'Est. On va perdre une quinzaine voire une vingtaine de degrés localement, mais nous reviendrons juste dans les normales de saison. (Pour un peu il y aura de quoi se peler avec 15 ou 20°C en moins ! - LVOG)

- La pluie ne sera malheureusement pas suffisante pour aider les agriculteurs. Le risque est que les sols sont très secs, ce qui pourrait même provoquer par endroits une inondation des cultures. (C'est marrant, en Inde où je vis à la campagne en partie entouré de champs, après plus de 6 mois sans pluie, comme tous les ans en général, où tout simplement dans mon jardin, quand il tombe soudainement des trombes d'eau pendant des heures, l'eau commence par stagner, puis elle s'infiltre lentement dans le sol, et quelques heures plus tard il n'y en a plus de traces, et trois ou quatre jours plus tard à cause de la chaleur le sol redevient dur et sec, les cultures ne pourrissent pas. - LVOG)

- Si aujourd'hui l'Atlantique ne nous aide pas à tempérer les températures, c'est parce que le vent ne vient pas de l'ouest mais du sud/sud-est. Il n'y a donc pas d'air océanique qui arrive, mais de l'air saharien. (Encore un qui n'en fait qu'à sa tête, bon, heureusement qu'ils l'ont quand même ! - LVOG)

- Les chercheurs de Météo France ont aujourd'hui certaines certitudes en ce qui concerne les vagues de chaleurs en 2050. (Eux qui ne peuvent pas prévoir le temps qu'il fera 48 heures à l'avance, alors en 2050, quel délire mégalomaniaque ! On est vraiment en présence d'enragés. Et puis ils confondent allègrement température et pression atmosphérique, le thermomètre et le baromètre. - LVOG)

Qui a dit ? Au secours on va tous mourir, c'est la fin du monde !

- "*La pérennité de la vie humaine sur Terre est menacée, nous sommes au pied du mur*"

Réponse : Adrien Quatennens (LFI), sur France 2 jeudi 25 juillet 2019.

Quand LFI adopte la propagande ou le discours et les conclusions du GIEC sur le réchauffement climatique.

"Quand on vote un accord de libre-échange comme le Ceta [...] qui augmente les émissions de gaz à effet de serre, on aggrave le changement climatique, quand on continue de subventionner, comme Monsieur Macron le fait, les énergies fossiles, on aggrave le changement climatique", a-t-il argumenté. L'Express.fr 25 juillet 2019

Le lendemain Alexis Corbière sur RTL a rivalisé de zèle en réclamant des ministres "des actions qui limitent" le réchauffement climatique, les réprimandant parce qu'avec Macron "ils ne mènent pas une rupture pour aller vers la transition écologique", (Source : AFP 26 juillet 2019)

C'est la stratégie adoptée par l'oligarchie financière pour justifier la régression sociale ou du mode de vie de la majorité de la population dont l'origine est la crise ou la faillite du capitalisme avec lequel Corbière est incapable de rompre, on voit ici à quel point il est corrompu. Vous aurez compris que les furieux populistes de LFI voulaient en être de cette ridicule escroquerie. Ils ont obtenu quelque 3% des voix des électeurs inscrits à l'élection européenne, c'était justifié.

Quand les médias mènent une guerre psychologique. Franceinfo ou le matraquage.

LVOG - Titres relevés en seulement 24 heures il y a quelques jours.

- Canicule : dans le BTP, "on est obligés de travailler, c'est la période où on a des chantiers à faire" - Franceinfo

- Casquettes solaires, végétalisation... Les solutions d'un expert pour protéger les bâtiments de la chaleur - Franceinfo

- Trains ralentis, crèches fermées, piscines gratuites... Les conséquences de la canicule pour votre quotidien - Franceinfo

- "C'est impossible de décaler" : les usagers de la SNCF ont tous une bonne raison de ne pas modifier leur billet malgré la canicule - Franceinfo

- Canicule : "Les installations ferroviaires ne sont pas dimensionnées pour résister à ce genre d'aléas" - Franceinfo

- Canicule : "Le changement climatique implique une formation différente des médecins" - Franceinfo

- Canicule : de nouveaux parcs sont ouverts pour la nuit à Paris - Franceinfo

- Canicule : on vous liste les applications utiles pour vivre ces jours de forte chaleur - Franceinfo

- Crèches, personnes âgées, SDF... En pleine canicule, la mairie de Paris met "sous très haute surveillance" les plus fragiles - Franceinfo

- Sécheresse : 77 départements concernés par des restrictions d'eau, dont 29 en situation de crise - Franceinfo

- Bouchons qui sautent, patinoire qui fond, poissons qui étouffent... Cinq preuves (étonnantes) qu'il fait vraiment très chaud - Franceinfo

- "Ce n'est pas parce qu'on transpire plus qu'on gagne plus" : étouffant sous la canicule, les livreurs à vélo racontent leurs conditions de travail - Franceinfo

- Que faire de mes médicaments pendant la canicule ? - Franceinfo

Avec les compliments de l'Otan. Instrumentalisation des enfants, des animaux, tout ce qui bouge encore, quoi.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

L'émouvante histoire d'un enfant migrant ouvre la 37e édition du Festival Mimos à Périgueux - Franceinfo 25 juillet 2019

Mo et le ruban rouge est l'histoire d'un migrant, un garçon de 8 ans obligé de fuir son pays. Inspiré d'une histoire vraie, ce spectacle a ouvert le Festival Mimos en Dordogne qui prend fin le 27 juillet. Franceinfo 25 juillet 2019

Condition animale : « L'heure est à la mobilisation générale ! » - LePoint.fr 25.07

Algues vertes: "On n'est pas du tout à la hauteur des enjeux" - AFP 25.07

L'Otanazi mériterait un régime spécial et radical : L'euthanasie forcé et immédiat.

- Le vivier Otan de néonazis en Ukraine par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 23 juillet 2019

À ceux qui douteraient de la persistance du réseau stay behind italien de l'Otan, le Gladio, la saisie d'un arsenal d'armes de guerre à Turin apporte un démenti cinglant. Le réseau de néonazis travaillant avec l'Alliance atlantique contre la Russie est opérationnel en Ukraine.

Les enquêtes se poursuivent sur les arsenaux modernes découverts en Piémont, Lombardie et Toscane, de véritable matrice néonazie comme le montrent les croix gammées et les citations de Hitler trouvées avec les armes. Mais pas de réponse

par contre à la question : s'agit-il de quelque nostalgique du nazisme, collectionneur d'armes, ou bien sommes-nous devant quelque chose de bien plus dangereux ?

Les enquêteurs —d'après le Corriere della Sera— ont enquêté sur des « extrémistes de droite proches du bataillon Azov », mais n'ont découvert « rien d'utile ». Pourtant il y a depuis des années des preuves amples et documentées sur le rôle de cette formation armée ukrainienne, et d'autres avec elle, composées de néonazis entraînés et utilisés dans le putsch de Place Maïdan en 2014 sous régie USA/Otan, et dans l'attaque contre les Russes d'Ukraine dans le Donbass.

Il faut préciser avant tout que l'Azov n'est plus un bataillon (comme le définit le Corriere) de type paramilitaire, mais a été transformé en régiment, c'est-à-dire en unité militaire régulière de niveau supérieur. Le bataillon Azov fut fondé en mai 2014 par Andriy Biletsky, connu comme le « Führer blanc » en tant que soutien de la « pureté raciale de la nation ukrainienne, empêchant que ses gènes ne se mélangent avec ceux de races inférieures », assurant ainsi « sa mission historique de conduite de la Race Blanche mondiale dans sa croisade finale pour la survie ».

Pour le bataillon Azov, Biletsky recruta des militants néonazis qui étaient déjà sous ses ordres en tant que chef des opérations spéciales de Pravy Sektor. L'Azov se distingua immédiatement par sa férocité dans les attaques contre la population russe d'Ukraine, notamment à Mariupol.

En octobre 2014 le bataillon fut incorporé dans la Garde nationale, dépendant du Ministère de l'intérieur, et Biletsky fut promu colonel et décoré de l'« Ordre pour le courage ». Retiré du Donbass, l'Azov a été transformé en régiment de forces spéciales, doté de chars d'assaut et de l'artillerie de la 30ème Brigade mécanisée. Ce qu'il a conservé dans cette transformation est l'emblème, calqué de celui des SS Das Reich, et la formation idéologique des recrues modelée sur celle nazie.

Comme unité de la Garde nationale, le régiment Azov a été entraîné par des instructeurs états-uniens et par d'autres venant de l'Otan. « En octobre 2018 —lit-on dans un texte officiel— des représentants des Carabiniers italiens ont visité la Garde nationale ukrainienne pour discuter de l'expansion de la coopération dans différentes directions et signer un accord sur la coopération bilatérale entre les institutions ». En février 2019 le régiment Azov a été déployé en première ligne dans le Donbass.

L'Azov n'est pas seulement une unité militaire, mais un mouvement idéologique et politique. Biletsky —qui a créé en octobre 2016 son propre parti, « Corps national »— reste le chef charismatique en particulier pour l'organisation de jeunesse qui est éduquée, avec son livre « Les paroles du Führer blanc », dans la haine contre les Russes et entraînée militairement.

Simultanément, Azov, Pravy Sektor et d'autres organisations ukrainiennes recrutent des néonazis de toute l'Europe (Italie comprise) et des USA. Après avoir été entraînés et mis à l'épreuve dans des actions militaires contre les Russes du Donbass, on les fait rentrer dans leurs pays, en conservant évidemment des liens avec les centres de recrutement et d'entraînement.

Ceci se passe en Ukraine, pays partenaire de l'Otan, déjà de fait membre, sous étroit commandement USA. On comprend donc pourquoi l'enquête sur les arsenaux néonazis en Italie ne pourra pas aller jusqu'au bout. On comprend aussi pourquoi ceux qui en ont plein la bouche de l'antifascisme restent muets face au nazisme renaissant au cœur de l'Europe. Réseau Voltaire 23 juillet 2019

LVOG - Macron, LREM, LR, MoDem, UDI, PS, EELV, tous les gouvernement occidentaux et Israël, l'UE, toutes les instititutions internationales ont collaboré avec Porochenko et le président néonazi du parlement ukrainien, et il n'y a pas lieu de penser qu'il y aura du changement dans le futur. Vous avez le droit d'en tirer des leçons politiques.

En complément

- L'Ukraine arraisonne un tanker russe dans un port de la mer Noire - Franceinfo 25 juillet 2019

"S'il s'agit d'une prise en otage des Russes", Moscou a prévenu Kiev que "les conséquences ne se feront pas attendre" . Franceinfo 25 juillet 2019

Belliqueux. Ils ne nous auront rien épargné.

La France va doter ses satellites de moyens de "défense active", annonce Parly - Le HuffPost 25.07

Au programme également dès 2023, des moyens de "défense active" des satellites français avec notamment des "nano-satellites" capables de riposter à des agressions dans l'espace grâce à des lasers".

"Si nos satellites sont menacés, nous envisagerons d'éblouir ceux de nos adversaires. Nous nous réservons le moment et les moyens de la riposte: cela pourra impliquer l'emploi de lasers de puissance déployés depuis nos satellites ou depuis nos

nano-satellites patrouilleurs", a détaille Florence Parly. "Nous développerons des lasers de puissance. C'est un domaine dans lequel la France a pris du retard. Mais nous le comblerons." Le HuffPost 25.07

- Florence Parly a déclaré que "*l'espace devient un enjeu majeur de sécurité nationale*", le discours de Bush et Obama qui justifiaient toutes leurs guerres et les budgets qui allaient avec au nom de la "*sécurité nationale*".

À Cherbourg, livraisons en catimini de navires de guerre à l'Arabie Saoudite - Le Parisien 24.07

Totalitarisme mondial en marche.

Royaume-Uni: Priti Patel, la nouvelle ministre de l'intérieur ultra-conservatrice - huffingtonpost.fr 25.07

Ultra-conservatrice sur les sujets de société, elle a notamment voté contre le mariage des personnes homosexuelles et a un temps soutenu la peine de mort avant de faire machine arrière.

Cette femme de 47 ans fait son retour au gouvernement près de deux ans après avoir été limogée, accusée d'avoir mené une diplomatie parallèle avec Israël.

Partisane du libéralisme en économie, Priti Patel ne cache pas son admiration pour Margaret Thatcher. La bannière de son compte twitter est d'ailleurs illustrée d'une photo de la "Dame de Fer" aux côtés du président américain Ronald Reagan dans les années 1980. huffingtonpost.fr 25.07

Le Royaume-Uni va-t-il trop loin avec la sécurité routière? - slate.fr 25.07

Le Royaume-Uni souhaite aller encore plus loin dans la protection routière de ses concitoyens: interdiction pour les jeunes de conduire la nuit, de transporter des enfants et mise en place d'un permis progressif. Pourtant, le pays fait déjà partie des champions de la sécurité routière en Europe. Il est le premier pays le plus sûr d'Europe devant la Suède en nombre de morts par kilomètre parcouru.

Une place acquise grâce à un arsenal réglementaire très sévère: des amendes pouvant aller jusqu'à 2.500 livres (2.830 euros) et un territoire jalonné de radars –5.460 contre 4.700 en France. Ces décisions ont fait baisser le nombre d'accidents de 6% en 2018, selon le Department for Transport. Pourtant quelque chose continue de titiller la rigueur des autorités anglaises. Selon leurs chiffres, un cinquième des automobilistes novices seraient impliqués dans un accident au cours de leur première année au volant.

Le gouvernement veut interdire la conduite de nuit pour les jeunes car elle serait plus dangereuse. En France, le trafic nocturne représente 10% des déplacements mais il concentre deux personnes tuées sur cinq et un tiers des personnes blessées hospitalisées (plus de 24 heures). Le risque d'endormissement, la visibilité ainsi que l'alcool –généralement consommé en fin de journée– en sont les principales causes.

Les responsables anglais souhaitent aussi mettre en place une période de rodage afin de mieux encadrer les débuts des apprentis et leur interdire de transporter de jeunes enfants.

Ces nouvelles décisions ont de quoi faire enrager les jeunes. A fortiori quand leur résidence se situe en périphérie des grandes villes ou en cas d'enfant à charge. Ces règles rendront leur accès aux grandes villes plus difficile. Donc aux emplois et aux études. Il se pourrait même que certain·es soient obligés de frauder pour y accéder.

Le Department for Transport examine également la possibilité de mettre en place un régime de délivrance graduelle du permis de conduire. «Nous voulons examiner avec plus de détails comment le permis de conduire progressif [...] peut aider les nouveaux conducteurs à rester en sécurité», a déclaré le ministre de la Sécurité routière Michael Ellis.

La France, qui présente des résultats bien moins bons –deux fois plus de morts– devrait-elle prendre exemple sur la rigueur anglaise? slate.fr 25.07

En Chine, une montre pour surveiller les enfants - slate.fr 25.07

Les élèves de 60 écoles primaires de Canton ont reçu ce nouveau gadget baptisé «Safe Campus SmartWatches». Les montres envoient en temps réel leur position sur les smartphones de leurs parents et leur permettent d'appeler en cas d'urgence.

Explication du gouvernement: c'est pour aider les parents à assurer la sécurité de leurs rejetons. Pour l'heure, l'usage de ces petites espionnes se fait sur la base du volontariat. À ce jour, 8.000 personnes ont déjà enregistré leur montre en ligne. Le projet prévoit d'en émettre bientôt plus de 30.000, ainsi qu'un bracelet de sécurité similaire pour les personnes âgées.

Ce n'est pas la première innovation mise en place pour surveiller ces chers bambins. En décembre 2018, plus de dix écoles de provinces du Guizhou et du Guangxi ont demandé à leurs élèves de porter des «uniformes intelligents» dotés de puces électroniques. Ces vêtements suivent les mouvements des et déclenchent une alarme s'ils sèchent des cours. Comment? Grâce à deux petites puces placées au niveau des épaules, scannées chaque matin en entrant à l'école. L'alarme retentira également si l'enfant s'endort en cours.

La reconnaissance faciale a également fait son entrée à l'école. En mai 2019, celle de Hangzhou y a eu recours pour vérifier la qualité de l'attention des élèves en classe. Leurs expressions sont observées par trois caméras placées au-dessus du tableau et peuvent capter sept émotions différentes: la neutralité, la joie, la tristesse, la deception, la colère, la peur et la surprise. Si la machine identifie qu'un élève est distrait en classe, elle enverra directement l'information sur le smartphone de l'enseignant·e qui prendra ensuite les mesures nécessaires. slate.fr 25.07

Ils osent tout.

- Loi "Stop Soros" en Hongrie: Bruxelles saisit la justice européenne - euronews

LVOG - Soros le parrain de Bruxelles la mafieuse...

- Festival de Deauville 2019 : les huit saisons de "Game of Thrones" seront projetées sur grand écran - Franceinfo

- Afrique du Sud : comment venir à bout de la violence dans les townships ? - Franceinfo

- Egypte : Human Rights Watch dénonce un durcissement des attaques du régime Sissi contre les défenseurs des droits de l'Homme - Franceinfo

- Le bronzage seins nus n'a plus la cote et ne séduit plus que "à peine 22%" des femmes", selon une étude Ifop - Franceinfo

- Un extracteur de sperme pour les donneurs trop timides - Franceinfo

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

Sanchez échoue à se faire reconduire à la tête de l'Espagne, des élections anticipées se profilent - Le Parisien 25 juillet 2019

Le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez a échoué jeudi à obtenir la confiance de la Chambre des députés pour rester au pouvoir, faute d'être parvenu à un accord de coalition avec la gauche radicale de Podemos. Ce vote rapproche l'Espagne de nouvelles élections anticipées, qui seraient les quatrièmes en quatre ans.

Avec 124 voix pour, celles de son parti et d'un député régionaliste, 155 contre et 67 abstentions, le socialiste n'a pas obtenu la majorité simple qui lui suffisait pour être réinvesti. Arrivé au pouvoir il y a un an à la faveur d'une motion de censure, Pedro Sanchez devient le premier candidat à échouer à deux reprises à se faire élire chef du gouvernement.

Vainqueur des législatives d'avril avec seulement 123 sièges sur 350, le chef du gouvernement sortant avait absolument besoin d'alliances pour rester au pouvoir.

Mais Podemos, à qui les socialistes ont reproché de n'avoir discuté que de portefeuilles ministériels et pas d'un programme, s'est finalement abstenu alors que ses votes étaient indispensables pour investir Pedro Sanchez.

Pedro Sanchez, qui continue à expédier les affaires courantes, a maintenant jusqu'au 23 septembre pour retenter de former

un gouvernement, faute de quoi les Espagnols devront retourner aux urnes en novembre. Le Parisien 25 juillet 2019

ECONOMIE

Japon

Nissan va supprimer 12 500 emplois à travers le monde d'ici 2022 - Franceinfo 25.07

Le chiffre d'affaires du constructeur japonais a considérablement baissé ces derniers mois, le poussant à une restructuration de son activité.

Situation de crise pour Nissan. Le constructeur automobile japonais a annoncé, jeudi 25 juillet, la suppression de 12 500 emplois après la dégringolade de ses profits. Cette diminution d'effectifs s'accompagne d'une réduction de la production de 10% d'ici à 2022 ou 2023. Les mesures de restructuration ont commencé dans huit sites et seront poursuivies dans six autres. Pour l'instant, aucune indication n'a été donnée sur les sites concernés.

Entre avril et juin 2019, le partenaire nippon de Renault a vu son bénéfice net diminuer de près de 95%, à 52 millions d'euros. Son chiffre d'affaires a également enregistré une baisse de 12,7%, dans un contexte de ralentissement aux Etats-Unis et en Europe.

"Le groupe n'a pas le choix, il est acculé par la stratégie d'expansion à marche forcée menée par Carlos Ghosn", a précisé Hiroto Saikawa, PDG du constructeur japonais. Les profits ont aussi été affectés par "des facteurs extérieurs tels que les coûts des matières premières, les fluctuations de taux de change" et de lourds investissements dans le domaine technologique et pour répondre au durcissement des règlementations environnementales, souligne Nissan. Franceinfo 25.07

Haut de page

Le 31 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

Il a encore plu avant-hier, et la température à 5h30 du matin était tombée à 22°C, une température hivernale ! A 12h30 aujourd'hui il ne fait que 37°C à l'ombre, normal, je vais en profiter pour finir la taille des manguiers. Je dois aller en ville acheter du compost, c'est la saison des semis qui commence. On doit attendre que les nuits soient plus fraîches, sinon les semis montent en tige et périssent.

Je vais aussi pouvoir terminer la peinture de la terrasse et effectuer quelques réparations. J'ai également changé le moteur d'un ventilateur. Bricolage et jardinage, mais aussi cuisine, on a fait germer du soja pour agrémenter nos crudités et préparer des plats vietnamiens, thaïs ou chinois. On n'a pas les moyens de dépenser du fric dans des restos dont les prix sont exorbitants. S'il m'arrive d'acheter des ingrédients assez chers pour cuisiner, c'est uniquement parce que le coût est réparti sur plusieurs repas, je ne cuisine jamais pour un seul repas, je n'en ai pas le temps.

Passons aux choses sérieuses.

Après avoir financé le nazisme, déclenché les krachs de 1929 à nos jours ainsi que les deux guerres mondiales du XXe siècle, quasiment toutes les guerres, fabriqué l'ONU et l'UE, le FMI, la Banque mondiale, les Talibans, Al-Qaïda, Daesh, le terrorisme à grande échelle, dont Charlie, Macron, ainsi qu'un tas de mythes identitaires, alimenté le marché de l'alcool, des cigarettes, de la drogue, de la pornographie, du sport, des jeux vidéos, de la sous-culture cinématographique, musicale et populaire, des distractions abrutissantes, mais aussi toutes les formes de discriminations dans la société, etc. bref, cela relève en soit de l'exploit, au point de se dire que si cela a si bien fonctionné jusqu'à nos jours pourquoi ne pas envisager de s'attaquer à ce qui jusque là semblait inatteignable, le climat, géniale trouvaille omniprésente qui n'a d'équivalent que Dieu et sa religion, le capital.

Comme au temps de l'inquisition, il suffira de déclarer hérétiques tous ceux qui s'opposeront à leur dernière machination pour qu'elle s'impose à tous. Il suffira de déclarer que nier le réchauffement climatique anthropique c'est équivalent au péché originel pour diaboliser, censurer, exclure, excommunier tous les opposants à la transition écologique ou énergétique. A l'appel des gouvernements et des médias-oligarques, des élites compromis par le néolibéralisme, au sein des peuples et des réseaux sociaux, les brebis porteurs du message divin du capital qui se répandra se multiplieront comme par miracle dans l'ultime croisade devant mener à l'instauration d'un régime totalitaire mondial, ainsi soit-il, amen.

Tel est leur schéma simpliste, mais efficace il faut bien le reconnaître. A nous de le démonter et de le combattre sans répit.

A quoi bon ajouter quelque chose quand les faits parlent d'eux-mêmes. Encore faut-il faire le lien entre cause et effet et savoir ce qui en est à l'origine, observer comment les choses évoluent, ensuite seulement ils deviendront véritablement accessibles et compréhensibles au plus grand nombre... pour agir. On ne fait pas partie des gens qui se contentent des apparences, des rumeurs, du discours dominant qu'on tient absolument à nous imposer, désolé.

Pourquoi vous acharnez-vous ainsi? Parce que face à leur construction idéologique qu'ils substituent à la réalité, si on ne la démonte pas pièce par pièce, elle remplira un rôle d'obstacle rendant notre idéologie inaccessible aux travailleurs. D'après vous, quelle autre fonction pourrait-elle remplir ? Ne remplit-elle pas déjà parfaitement son rôle ? Observez attentivement ceux qui participent à leur construction idéologique, qui collaborent avec les représentants du régime, ne constituent-ils pas des obstacles à la mobilisation des travailleurs, à la prise de conscience que cette idéologie est contraire à leurs intérêts ?

Pour les tenants de l'écologie politique, leurs ennemis ce sont tous les peuples et non le capitalisme.

Ce n'est pas le climat qui pourrit l'existence de tous les peuples, c'est le capitalisme !

Nous avons vu lors de la précédente causerie que l'augmentation de la température n'avait rien à voir avec l'activité humaine, puisqu'elle était demeurée inchangée avant et pendant la période intense d'industrialisation ou entre 1910-1945 et 1945-1980. Par contre depuis 2003 la température de notre planète a commencé à diminuer et globalement depuis la température moyenne de la Terre n'augmente plus. Vous trouverez sur Internet de quoi le vérifier si nécessaire.

Cela étant posé, nous n'allons pas perdre notre temps à vouloir prouver que l'activité humaine n'est pas à l'origine des variations climatiques puisque c'est déjà fait, sauf à parodier des scientifiques pour se faire passer pour de grands savants, ce n'est pas notre genre.

La théorie du changement climatique de nature anthropique s'inscrit dans le cadre de la stratégie politique néolibérale. C'est à la fois un lobbying très juteux et un moyen de détruire d'énormes masses de forces productives, qui, comme après chaque guerre destructrice permet à la fois de recourir à de nouveaux moyens de production (de l'énergie notamment) et d'accroître le taux d'exploitation, les profits que les capitalistes empocheront... J'ai lu ou entendu quelque part que le coût de production des énergies renouvelables était supérieur aux énergies fossiles et leur rendement inférieur, peu importe pour les capitalistes, ils en produiront davantage et ce sont les consommateurs qui paieront ce surcoût, comme en Allemagne ou en Norvège (je crois) où le tarif est le double de celui pratiqué en France par exemple.

Maintenant tout le monde ou presque ignore ce qui se trame derrière, comment des dizaines ou des centaines de milliards de dollars ont été transférés dans des secteurs industriels ou économiques et financiers hautement lucratifs en rapport avec ce qu'ils appellent la transition écologique ou énergétique, qui tirent les ficelles et qui s'enrichissent avec ce business. Pour en avoir un aperçu il faut aller aux Etats-Unis, là où le capitalisme est le plus développé, logique, et c'est d'autant plus intéressant ou révélateur, que les différents acteurs ne se cachent pas ou étalent leurs intentions. Il suffit de lire, c'est écrit en toutes lettres et chiffré. Ben oui ! si cela rapporte tant, il faut qu'on sache à quel taux pour que cela devienne alléchant. Et puis c'est une gigantesque bulle spéculative destinée à être alimentée notamment par les peuples ou des taxes imposées par les Etats.

- Au format pdf - 12 pages)

L'AFP : Un virus à éradiquer.

Syrie: le drame de 3 fillettes saisi par une photo devenue virale - AFP 26 juillet 2019

La photo ne cesse de tourner sur les réseaux sociaux

Capturée par le photographe Bachar el-Sheikh, du média local en ligne SY24.

https://en.sy-24.com/article/they-were-screaming-and-crying-at-the-top-of-their-lungs-sy24-correspondent-recounts-terrifying-details-about-children-trapped-under-rubble-in-rural-idlib/

Lu dans ce blog :

- Tawfik Kattan faisait partie des secouristes des Casques blancs qui sont intervenus mercredi à Ariha après le raid aérien...

Mais, raconte-t-il à l'AFP...

LVOG - Via l'AFP, c'est confirmé, Bachar el-Sheikh et SY24 relaient la propagande des barbares en Casques blancs ou ils en font partie, CQFD.

AFP - Le nombre d'enfants tués à Idleb ces quatre dernières semaines dépasse désormais le bilan recensé sur l'ensemble de l'année 2018, a déploré jeudi l'ONG "Save the Children".

LVOG - Il ne manquait plus que cette saloperie d'ONG !

Le totalitarisme en phase verte.

Europe : les orages chassent la canicule - euronews 28.07

En France, la grêle qui s'est violemment abattue sur le Tour a pris de court les supporters comme les cyclistes, dans la Vanoise. Mais partout dans l'hexagone, la canicule a été balayée par une dépression qui fait chuter le mercure ce samedi : dix degrés de moins en à peine 24 heures...

L'alerte "rouge canicule" a été levée vendredi matin dans les derniers départements français concernés. En fin de journée, seuls 27 départements, sur un total de 101, étaient encore en vigilance "orange" canicule ou orage, ce qui devrait être levé d'ici à samedi. euronews 28.07

Après les fortes pluies au Pays basque, la mairie de Biarritz "espère que les plages commenceront à rouvrir samedi matin" - Franceinfo 28.07

"On joue tellement gros dans les 18 prochains mois" : le dérèglement climatique proche du point de non retour - Franceinfo 28 juillet 2019

Il y a urgence. La succession de vagues de chaleur caniculaire et d'inondations qui frappent l'Europe et d'autres continents cet été ne sont sans doute qu'une préfiguration de ce que sera le monde de demain si les hommes persistent à ne pas relever le défi du changement climatique, alertent les scientifiques.

Ces évènements dramatiques agissent comme une piqûre de rappel alors que les négociations sur les moyens de mettre en œuvre les engagements pris en 2015 par les Etats signataires de l'Accord de Paris sur le climat entrent dans une phase décisive. "On joue tellement gros dans les 18 prochains mois", estime Sue Reid, vice-présidente de l'ONG américaine Ceres, qui incite les entreprises et les investisseurs à adopter des pratiques durables.

"Nous entrons dans une période cruciale pour que les responsables politiques comme le secteur privé inversent réellement la courbe des émissions carbone", déclare-t-elle.

Face à l'inaction des Etats, certains préfèrent se préparer à l'effondrement du monde actuel. "Soit nous transformons radicalement notre mode de vie collectif en renonçant aux énergies fossiles, soit, et c'est plus probable, le changement climatique précipitera la fin de la civilisation capitaliste mondiale alimentée par les énergies fossiles", écrivait l'auteur américain Roy Scranton dans une tribune publiée en avril dans la MIT Technology Review. "Révolution ou effondrement. Dans les deux cas, la belle vie d'avant n'est plus viable." Franceinfo avec Reuters 28 juillet 2019

LVOG - Franceinfo a donné la parole à une ONG américaine, Ceres, voyons ce qu'il y a derrière et plus encore. Ils jouent "*gros*" assurément !

Mais heureusement les entreprises philanthropiques veillent.

LVOG - Pour la traduction, je me suis servi du traducteur de Google. Je n'ai pas eu le temps de corriger les quelques erreurs sans conséquence sur la compréhension de ces articles.

Ceres et sa présidente, qu'est-ce que c'est ?

Les investisseurs gagnent de l'argent avec les énergies renouvelables - forbes.com 20 mars 2012.

Mindy Lubber est PDG et présidente de Ceres, intervenante au Forum sur l'innovation durable de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2015.

Elle dirige également le Réseau des investisseurs sur les risques climatiques (INCR), un réseau de 100 investisseurs institutionnels représentant un actif d'environ 10 000 milliards de dollars, qui coordonne les réponses des investisseurs américains

aux risques financiers et aux opportunités offertes par le changement climatique. (worldbusiness.org)

Elle est également consultante experte auprès de l'équipe B Team.

Lubber travaille au développement de stratégies commerciales qui créent de la valeur à travers les spectres environnemental, social et économique. Utilisant le développement durable comme moteur d'innovation, elle a été reconnue pour son travail au sein de plusieurs multinationales telles que Nike et American Electric Power. (Wikipedia.org)

L'équipe B Team est une initiative mondiale à but non lucratif co-fondée par Sir Richard Branson (Le millliardaire britannique fondateur de Virgin - Ndlr) et Jochen Zeitz (Puma, Harley Davidson, Kering. - Ndr), qui réunit un groupe de dirigeants mondiaux du monde des affaires, de la société civile et des gouvernements, afin de susciter une meilleure façon de faire des affaires, d'accorder la priorité au bien-être de la planète.

Zeitz a reçu de nombreux prix au cours de sa carrière professionnelle, notamment "Entrepreneur de l'année", "Stratégiste de l'année" trois années de suite dans le Financial Times, "Trendsetter de l'année" et "Best of European Business Award 2006". . En 2010, la Fondation allemande pour la durabilité a décerné à Zeitz un prix pour ses stratégies futures les plus durables. Zeitz a reçu le German Image Award 2012 et a également été nommée «visionnaires» de Conde Nast Traveller 2012 et l'un des «10 joueurs les plus importants de la société Rio» lors de la conférence Rio +20 ». En 2004, le président fédéral allemand lui a attribué la Croix fédérale du mérite de la République allemande. (naturalcapitalforum.com)

Ceres est une organisation à but non lucratif dédiée au développement durable, qui collabore avec les investisseurs et les entreprises les plus influents afin de renforcer son leadership et de proposer des solutions dans l'ensemble de l'économie.

Les investisseurs font de l'argent avec les énergies renouvelables - Forbes.

Lorsque Prudential Capital Group a financé pour 121 millions de dollars un projet d'énergie solaire en Arizona plus tôt cette année et que General Electric a franchi la barre des 1,4 milliard de dollars de projets d'énergie solaire dans lesquels il a investi de manière cumulative, ils ne spéculaient pas dans des projets technologiques risqués de développement précoce. . Ils investissaient dans des projets d'infrastructure de base avec des marges brutes élevées et des revenus fixes sur 20 à 25 ans; «Des centrales électriques sans frais de carburant», selon Bill Green, directeur général de Macquarie Capital à New York. Selon Green, des investisseurs tels que Prudential, Google et GE interviennent généralement lorsque la quasi-totalité du risque a été structurée au moyen d'accords à long terme conclus avec de grandes entreprises de services publics qui acceptent d'acheter l'électricité produite par ces projets de production d'énergie renouvelable. Ces projets offrent un taux de rendement (TRI) stable et faible, à deux chiffres, tout en offrant généralement un rendement annuel compris entre 6 et 8%.

Cette opportunité d'investissement attrayante risque de surprendre ceux qui ont connu une forte baisse du cours des actions des sociétés qui fabriquent le matériel informatique utilisé par les projets d'énergie renouvelable. Les fabricants mondiaux d'éoliennes et de panneaux solaires ont été confrontés à la vive concurrence des fabricants chinois. Mais la chute du prix de cet équipement a été une aubaine pour les développeurs de projets d'énergie renouvelable, dont les coûts d'installation ont considérablement diminué.

Malheureusement, la faillite de Solyndra, fabricant de cellules solaires à couches minces, a effrayé les investisseurs qui regroupent souvent des investissements dans l'énergie propre aussi divers que les voitures électriques et les parcs éoliens, alors qu'ils appartiennent à différentes classes d'actifs. Green ne parle pas de capital d'amorçage pour des technologies qui pourraient ou non se révéler viables, mais plutôt d'investissements dans des projets de production d'énergie utilisant des technologies éprouvées fournies par des sociétés multinationales. Ces projets solaires, éoliens et à biomasse sont évalués strictement en fonction de leurs avantages en tant qu'actifs générateurs de trésorerie dans lesquels les risques et les rendements reposent uniquement sur la viabilité de ce projet.

Sur l'ensemble des opportunités en matière d'énergie propre, les investissements ont atteint le niveau record de 260 milliards de dollars en 2011 et, pour la première fois depuis 2008, les États-Unis ont dépassé la Chine en matière d'investissement dans les énergies propres. Une part non négligeable de ces investissements dans les énergies propres se produit dans l'arène de financement de projets d'énergies renouvelables dans laquelle Macquarie Capital de Green est active.

Plus tôt ce mois-ci, G.E. Le PDG Jeffrey Immelt, dont la société investit énormément dans les énergies renouvelables au Brésil, au Canada, au Kenya et aux États-Unis, a décrit l'opportunité à un groupe de dirigeants du secteur de l'énergie: «Ces choses vont et viennent à la mode, d'un point de vue politique ou social et les gens qui peuvent voir à travers les creux… vont gagner beaucoup d'argent dans les énergies renouvelables ».

Bien que le Congrès ait récemment porté un coup dur au secteur de l'énergie éolienne en ne prolongeant pas le crédit d'impôt à la production qui avait permis de stimuler les investissements et la production d'énergie éolienne et en rendant son prix concurrentiel par rapport aux sources d'énergie carbonique, Immelt reste optimiste pour les énergies renouvelables.

Les investissements dans les énergies propres aux États-Unis continueront d'être motivés par les «normes de portefeuille renouvelable» (RPS) dans 29 États et dans le District de Columbia. Les RPS sont des cibles et des mécanismes d'application permettant d'atteindre un pourcentage fixe de l'ensemble des sources d'énergie électrique d'un État à partir d'énergies renouvelables. À l'heure actuelle, 4% de l'électricité du pays provient d'énergies renouvelables non hydroélectriques et devrait doubler d'ici à 2025, à mesure que les services publics s'efforceront d'atteindre les objectifs accrus en matière de RPS. Macquarie's Green estime que des investissements de plusieurs centaines de milliards de dollars dans des projets de production d'énergie renouvelable seront nécessaires d'ici 2030 pour atteindre les objectifs RPS actuellement en vigueur. Si les normes RPS sont renforcées, ce montant sera encore plus élevé.

Selon Green, ces investissements constituent «la solution la plus concrète que nous puissions faire aujourd'hui avec le capital pour répondre à la fois au souhait de rendements stables et au besoin d'énergie à faible émission de carbone». Augmentation du pourcentage d'énergies renouvelables dans le bouquet énergétique du pays fournit également aux services publics la diversification indispensable de l'approvisionnement, une protection contre la volatilité des prix des combustibles fossiles qui peut contribuer à stabiliser les tarifs de l'électricité à long terme.

Les RPS disposent également de mécanismes permettant de limiter les répercussions sur les contribuables si le coût des énergies renouvelables et du gaz naturel (la combinaison actuellement privilégiée) commence à avoir une incidence sur le prix que les consommateurs paient pour leur électricité. Avec la montée en puissance du secteur des énergies renouvelables, les prix deviendront encore plus compétitifs: Clean Edge, qui suit l'évolution des marchés des énergies propres, estime que le coût d'installation de systèmes solaires photovoltaïques chutera de près des deux tiers au cours de la prochaine décennie. .

Résultat: pour les investisseurs à la recherche d'investissements sains sur le plan financier, respectueux de l'environnement et respectueux du climat, le financement de projets liés aux énergies renouvelables mérite une attention toute particulière. forbes. com 20 mars 2012

A propos de Ceres..

En 2007, le CERES était considéré comme l'un des cent acteurs les plus influents dans la gouvernance des entreprises par le magazine Directorship. Le CERES a reçu en 2006 une récompense de la Skoll Foundation pour l'entrepreneuriat social, ainsi qu'en 2008 une récompense de la Fast Company Social Capitalist.

Le 27 janvier 2016, aux Nations Unies à New York, Ceres et la Fondation des Nations Unies ont organisé le septième Sommet des investisseurs sur le risque climatique, qui a réuni plus de 110 investisseurs institutionnels représentant collectivement plus de 22 000 milliards d'actifs, dans le but de doubler le investissement dans les énergies propres d'ici 2020.

Ses membres comprennent Deutsche Asset Management, State Street Global Advisors et TIAA-CREF, ainsi que les fonds de pension de la Californie, de la Floride et de New York. (Wikipedia.org)

La Skoll Foundation est basé dans la Silicon Valley, à Palo Alto en Californie, créée par le milliardaire Jeff Skoll qui a bâti sa fortune en tant que premier président d'eBay de 1995 à 2001. Auparavant il avait obtenu un diplôme de commerce de l'Université de Stanford en 1993. Il est également producteur de cinéma (Participant Media). Wipedia.org

Rôle de la philanthropie.

C'est le temps d'un nouveau mythe de l'entrepreneur social - skoll.org 23 juillet 2019

L'impact de la crise climatique sur la santé humaine et les dégâts environnementaux est maintenant évident. Nous vivons à l'époque biblique, avec des incendies, des inondations, la peste, la sécheresse et des réfugiés dispersés à travers le monde. Je lutte pour retenir l'énormité de cette souffrance sans que cela ne m'écrase. Je lutte pour garder un cœur ouvert et répond avec puissance, pour m'ancrer dans l'intégrité et la féroce compassion. skoll.org 23 juillet 2019

Je vous fais grâce du reste de cet article...

Si Ceres le dit...

Ceres transforme l'économie pour bâtir un avenir durable pour les populations et la planète.

Grâce à nos réseaux puissants, nous travaillons avec des investisseurs et des entreprises influents pour intégrer des pratiques environnementales, sociales et de gouvernance dans les stratégies commerciales essentielles et saisir les opportunités offertes par l'économie de l'énergie propre.

Un instrument politique.

Dans le cadre de ces initiatives, nous travaillons avec des investisseurs et des entreprises influents pour renforcer le leadership et plaider en faveur de mesures et de solutions politiques audacieuses en matière de changement climatique, d'énergie propre et d'eau.

Qui est à l'origine de cette fantastique machination et qui doit en tirer profit, suivez le guide.

Ceres 2020 à New York 23 au 26 mars 2020, Sheraton Times Square. - ceres.org

Réservez cette date! Les inscriptions s'ouvriront plus tard cette année.

Ceres 2020 à New York mobilisera les leaders du marché des capitaux les plus influents au monde pour accélérer et développer les solutions aux défis les plus pressants en matière de développement durable. Ces cadres dirigeants définiront les prochaines étapes pour renforcer l'action des investisseurs et des entreprises en matière de développement durable dans divers secteurs de l'économie.

Ceres Conference 2020

C-Suite executives from many influential consumer brands and Fortune 500 companies and other capital market leaders will take the stage at Ceres Conference 2020 to underscore that a just and sustainable low-carbon economy is possible, necessary and urgent. The program will focus on how every sector — from energy to transportation to agriculture — can and must transform to limit global temperature rise to 1.5-degrees Celsius and avoid the worst impacts of climate change. ceres.org

LVOG - Avec ce portail, vous vous posez des réponses et on vous propose des réponses. C'est utile pour se forger des convictions et les tremper pour qu'elles deviennent incorruptibles.

À propos de Greentech Capital Advisors

Notre mission est de responsabiliser les entreprises et les investisseurs qui créent une infrastructure mondiale plus efficace et durable. Nous sommes conçus pour que nos clients réussissent. Nous avons des banquiers expérimentés qui sont des experts du secteur et comprennent les secteurs et les besoins de nos clients. Nous atteignons un vaste réseau mondial d'acheteurs, de sociétés en croissance, de propriétaires d'actifs et d'investisseurs, offrant ainsi à nos clients davantage de moyens de réussir grâce à un réseau de relations approfondi. Nous avons une expérience des transactions directement pertinente qui nous permet de trouver des structures et des solutions créatives pour clôturer des transactions. Nous sommes une équipe experte de 65 professionnels travaillant sans faille pour le compte de nos clients à New York, Zurich et San Francisco et dans le cadre d'un partenariat stratégique au Japon. Notre équipe de banquiers expérimentés fournit des conseils sans conflit et des solutions réfléchies et innovantes. greentechcapital.com

Qu'est-ce que Le Global Reporting Initiative (GRI) ?

LVOG - Une officine où sont corédigées par des multinationales, des banquiers, l'ONU et des ONG des directives destinées aux entreprises du monde entier.

Le Global Reporting Initiative (GRI) a été établi vers la fin 1997 avec comme mission de développer les directives applicables mondialement en matière de développement durable, ainsi que de rendre compte des performances économiques, environnementales et sociales, initialement pour des sociétés puis, par la suite, pour n'importe quelle organisation gouvernementale ou non gouvernementale. Rassemblée par la coalition pour les économies environnementalement responsables (CERES) en association avec le programme d'environnement des Nations unies (PNUE), le GRI incorpore la participation active des sociétés, des O.N.G., des organismes de comptabilité, des associations d'hommes d'affaires, et d'autres parties prenantes du monde entier. La version GRI actuellement en vigueur (depuis 2013) se nomme G4. Elle est appelée à remplacer progressivement les lignes directrices G3 et G3.1.

En 2008, 24 organisations françaises appliquaient la GRI : Aéroports de Paris, AG2R, Air France KLM, Airbus, BNP Paribas, Carrefour, Danone, Desjardins, EDF, Essilor International, France Télécom, Gaz de France, Imerys, La SNET, LaFarge, L'Oréal, Neuf Cegetel, Office National des Forêts, Orange, PSA Peugeot Citroën, Rhodia, Sanofi-Aventis Group, Technip, Veolia, Vivendi. Selon le référentiel dans sa version G3, aucune organisation n'arrive encore au niveau d'application classé A qui implique la publication des 49 indicateurs de base. Wikipedia.org.

Greentech Capital Advisors: nous avons besoin d'une carte de pointage pour les investissements durables - cnnmoney.ch 31 août 2018

L'investissement durable se transforme en une industrie de plusieurs milliards de dollars. Jeff McDermott, associé directeur chez Greentech Capital Advisors, lance un appel en faveur de nouveaux référentiels mondiaux de reporting et de normes comptables pour réguler le secteur en pleine expansion. "Je pense que vous allez voir de réels progrès dans les 12 prochains mois", a-t-il déclaré à Martina Fuchs lors de l'émission Going Green de cette semaine. McDermott a déclaré que les investissements tenant compte des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance des Nations Unies dans la gestion des déchets, le recyclage et les matériaux de substitution devraient générer les plus gros bénéfices. cnnmoney.ch 31 août 2018

Les vrais leaders 100 entreprises les plus performantes 2019 - Real Leaders 9 janvier 2019

Real Leaders est le premier magazine au monde sur le développement durable des entreprises et du leadership, motivant les gens à #InspireTheFuture. Disponible dans les principaux kiosques à journaux et distribué à 27 000 PDG de 130 pays, qui gèrent des dépenses de 9 000 milliards de dollars. La société est une société certifiée B, et signataire des objectifs de développement durable des Nations Unies, qui respecte les normes les plus strictes en matière de transparence, de responsabilité et de performance.

The Real Leaders 100 Top Impact Companies, en collaboration avec Big Path Capital et B Lab, constitue le premier classement des entreprises à impact positif. Les prix classent les meilleures entreprises appliquant le capitalisme pour plus de profit et plus de bien. Ces sociétés sont au cœur d'un segment dynamique de l'économie et portent une nouvelle vision du capitalisme qui démontre que chaque transaction est une opportunité à la fois pour la croissance et pour un monde meilleur.

Compte tenu de la pléthore de listes publiées qui existent déjà - les personnes les plus riches, les célébrités les plus sexy, les entreprises à la croissance la plus rapide, les plus grandes organisations ou les startups les plus populaires - un groupe de visionnaires partageant les mêmes idées, y compris Real Leaders, s'est rendu compte que ce dont le monde a vraiment besoin est une liste de entreprises qui sont une force pour le bien dans le monde. Pas une liste réconfortante, cumbayah, granola non plus; plutôt, une liste de sociétés réelles qui ont montré une croissance économique réelle en incluant le plus grand bien dans leur mission et leurs stratégies commerciales.

The Real Leaders 100 Top Impact Companies est exactement cela: une première liste mondiale qui prouve que les entreprises peuvent prospérer en tant que force du bien. Alors, comment avons-nous finalement mesuré les affaires en tant que force du bien? Nous avons trouvé une formule simple. Si vous avez déjà étudié la science, vous saurez que la formule de la force est la masse multipliée par l'accélération. La formule Real Leaders 100 pour Business For For Good est donc la suivante: Revenu X Taux de croissance X B Analyse d'impact = Force For Good. Nous espérons que vous serez inspiré par les entreprises présentées ici et postulez en 2019 pour être reconnu internationalement comme notre nouvelle liste des 100 meilleurs entreprises Real Leaders 100. Real Leaders 9 janvier 2019

Le plus grand problème pour l'humanité : C'est le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme que cautionne EELV.

"Le plus grand problème pour l'humanité, c'est la dette écologique" pour David Cormand - AFP 29 juillet 2019

Le secrétaire national d'EELV David Cormand s'est inquiété lundi que le "jour du dépassement" arrive de plus en plus tôt dans l'année et estime que "le plus grand problème pour l'humanité, c'est la dette écologique".

"On parle souvent du fait qu'on vit à crédit au niveau financier, en réalité, le plus grand problème pour l'humanité, ce n'est pas la dette financière, c'est la dette écologique parce que l'argent, c'est une construction sociale mais les limites de la nature, c'est extrêmement concret", a ajouté M. Cormand. AFP 29 juillet 2019

Etat et banquiers mafieux. Seules l'oligarchie et les élites à son service (sa milice idéologique) seront épargnés.

La Suisse livre à la France 40 000 fraudeurs - Le Point.fr 27.07

Selon la Direction générale des finances publiques françaises, 40.000 auraient caché au fisc autour de 10 milliards d'euros, elles sont soupçonnés de « comportement illicite ».

Le Tribunal fédéral, la plus haute juridiction suisse, estime que la France, à juste raison, considère que ces 10 000 clients d'UBS possèdent des comptes « non déclarés auprès des autorités fiscales ». Il s'agit de comptes ouverts entre 2006 et 2008. Le Point.fr 27.07

LVOG - Donc un redressement fiscal entre 250.000 et 1 million d'euros qui ne concerne pas les plus grandes fortunes qui n'avaient pas attendu 2006 pour ouvrir des comptes en Suisse ou dans d'autres paradis fiscaux moins exposés.

Antisocial. Par décret en pleine période de vacances Macron s'attaque aux indemnités chômages.

Les nouvelles règles d'indemnisation de l'assurance chômage entrent en vigueur à partir du 1er novembre - francetvinfo.fr 28.07

Un décret publié dimanche 28 juillet au Journal officiel précise les nouvelles conditions d'indemnisation pour les demandeurs d'emploi. La réforme s'appliquera à partir du 1er novembre, sauf le mode de calcul de l'allocation qui entrera en vigueur au 1er avril. Voici ces nouvelles règles.

Un durcissement des conditions d'entrée

Pour ouvrir des droits à indemnisation, il faudra désormais avoir travaillé six mois ("130 jours ou 910 heures") sur les 24 derniers mois ("la période de référence"). Aujourd'hui, cette condition est de quatre mois sur les 28 derniers (sauf pour les plus de 53 ans où la période de référence restera de 36 mois).

En conséquence, la durée minimale d'indemnisation passe aussi de quatre à six mois. La durée maximale reste de deux ans pour les moins de 53 ans, deux ans et demi pour les 53-55 ans, trois ans pour les plus de 55 ans.

Le seuil permettant un rechargement des droits, lorsqu'on travaille pendant sa période de chômage, sera également de six mois (910 heures) contre un mois (150 heures) aujourd'hui.

Une diminution de l'allocation mensuelle pour les "intermittents". Actuellement, la durée d'indemnisation est calculée sur le nombre de jours travaillés pendant la période de référence

(multipliés par 1,4 pour obtenir des jours calendaires, c'est-à-dire les sept jours de la semaine). Au 1er novembre, cette durée sera égale au nombre de jours calendaires, travaillés ou non, à partir du premier jour d'emploi pendant la période de référence jusqu'au terme de celle-ci.

Conséquence, les personnes qui ont travaillé de manière fractionnée pendant leur période d'affiliation (en alternant CDD courts et inactivité) auront une indemnisation potentiellement plus longue mais aussi d'un montant mensuel plus faible. En effet, à partir du 1er avril, le "salaire journalier de référence", base de calcul de l'allocation chômage, sera obtenu en divisant les salaires de la période de référence par l'ensemble des jours à partir du premier jour d'emploi, et non plus les seuls jours travaillés.

Pour un même travail, ce salaire journalier sera donc désormais identique entre une personne ayant travaillé en continu et une personne ayant alterné contrats courts et inactivité, alors qu'il était jusqu'ici plus favorable à la deuxième. "A travail égal, allocation égale", selon le gouvernement. Selon le gouvernement, l'allocation chômage sera toujours comprise entre 65 et 96% du salaire net mensuel moyen de la période de référence.

Une dégressivité pour les hauts revenus

Les salariés qui avaient un revenu du travail supérieur à 4 500 euros brut par mois verront leur indemnisation réduite de 30% au début du 7e mois d'indemnisation, avec un plancher à 2 261 euros net. Les salariés âgés de 57 ans ou plus ne seront pas concernés par la mesure. Le plafond de l'indemnisation maximale restera de 6 615 euros net.

Des droits pour les démissionnaires et indépendants

Promesse de campagne du candidat Macron, l'indemnisation sera ouverte aux démissionnaires ayant travaillé dans la même entreprise au cours des cinq dernières années. Elle sera conditionnée à "un projet de reconversion professionnelle nécessitant le suivi d'une formation ou un projet de création ou de reprise d'une entreprise".

Ce projet sera évalué par "la commission paritaire interprofessionnelle" (qui succède aux Fongecif) de la région du salarié qui jugera notamment de la "cohérence du projet de reconversion", la "disponibilité et la pertinence de la formation identifiée, la pertinence des modalités de financement envisagées". En cas d'acceptation, le salarié aura six mois pour déposer une demande d'allocation de chômage.

Les indépendants bénéficieront eux d'une allocation forfaitaire (800 euros par mois pendant six mois) en cas de liquidation judiciaire. L'activité professionnelle devra avoir généré un revenu minimum de 10 000 euros par an sur les deux dernières années avant la liquidation. francetvinfo.fr 28.07

LVOG - Voilà le bilan du "dialogue social". Scélérat !

Totalitarisme En Marche. Ils sont hors de contrôle.

Le “gilet jaune” Jérôme Rodrigues en garde à vue, soupçonné de violences conjugales - Les Crises.fr 29 juillet 2019

Extrait.

Jérôme Rodrigues avait été placé en garde à vue, dimanche 28 juillet, dans une affaire de violences conjugales envers sa compagne, qui a affirmé de son côté n’avoir subi aucune violence. Le parquet prendra une décision ultérieurement après examen du dossier.

Entendu depuis 10h30 par les enquêteurs dans une affaire de violences conjugales envers sa compagne, la garde à vue de Jérôme Rodrigues, figure emblématique du mouvement des “gilets jaunes“, a été levée en milieu de soirée, ce dimanche 28 juillet. Une altercation l’aurait opposé à sa compagne enceinte.

Le procureur a précisé que les faits se sont déroulés sur la commune de Thorigny, en Vendée, près de La-Roche-sur-Yon, et que les gendarmes sont intervenus. Cette version a été contredite par sa compagne Jenni elle-même : “J’ai fait une crise d’angoisse suite à cela et j’ai décidé d’appeler les pompiers pour qu’ils viennent me chercher”.

Après avoir été hospitalisée environ deux heures, elle a affirmé que “le procureur de la République a décidé de faire son coup de pub en plaçant Jérôme en garde à vue. Quand je suis sortie de l’hôpital, on m’a auditionnée, on a tenté de me faire dire un tissu de mensonges, dont celui d’avoir subi des violences conjugales“. En attendant, la garde à vue de Jérôme Rodrigues peut durer 24 heures et être prolongée de la même durée pour une éventuelle mise en examen.

“Le parquet prendra une décision ultérieurement après examen du dossier”, a indiqué le procureur de la République Hervé Lollic dans un communiqué, en précisant que les déclarations de sa compagne avait varié au cours de la journée.

Source : RTL, Nicolas Scheffer, AFP

La compagne de M. Rodrigues a démenti les violences

Le Procureur a alors rédigé un communiqué de presse.

Outre le niveau de détail, on appréciera particulièrement la phrase “le comportement décrit par M. Rodrigues et confirmé pour partie par les propos tenus apparaît correspondre à la définition légale” [sic], surtout quand on le rapporte à l’article 11 du Code de Procédure Pénale :

Article 11

Sauf dans le cas où la loi en dispose autrement et sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l’enquête et de l’instruction est secrète.

Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines des articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Toutefois, afin d’éviter la propagation d’informations parcellaires ou inexactes ou pour mettre fin à un trouble à l’ordre public, le procureur de la République peut, d’office et à la demande de la juridiction d’instruction ou des parties, rendre publics des éléments objectifs tirés de la procédure ne comportant aucune appréciation sur le bien-fondé des charges retenues contre les personnes mises en cause. Les Crises.fr 29 juillet 2019

LVOG - Pour un peu on se croirait en Inde ! Cela dit, la "*crise d’angoisse*" de monsieur Rodrigues au point d'appeler les pompiers confirme tout le bien qu'on pensait des dirigeants autoproclamés des Gilets Jaunes. La lutte de classe ne s'improvise pas, elle nécessite un parti (et un programme) de militants conscients aux convictions et aux nerfs aussi trempés que l'acier, inoxydables, incorruptibles... Vive le parti, encore le parti, toujours le parti de la révolution socialiste !

La ploutocratie anglo-saxonne vous informe.

- Hong Kong: tirs de gaz lacrymogène sur une manifestation interdite - AFP

LVOG - En France, non !

- À Hong Kong, cette dame âgée s'oppose courageusement à de nouvelles violences - Le HuffPost

LVOG - Inconscience ou provocation ou les deux...

- L'opposition russe manifeste sous la menace d'une "répression massive" - AFP

LVOG - Quelle horreur, car en France il n'y a pas de répression policière (Macron)...

- Amende record pour Russia Today en Grande-Bretagne, la Russie contre-attaque et menace - L'Express.fr

200 000 livres. Le régulateur britannique des médias a infligé ce vendredi une amende record à la chaîne russe RT, à qui il reproche son traitement partial de l'empoisonnement d'un ex-agent double russe à Salisbury et du conflit en Syrie. L'Express.fr

LVOG - Autant avouer qu'il n'existe pas un seul média britannique ou occidental qui rend compte de manière impartiale de la situation...

- Russie: Paris demande à Moscou de libérer Navalny et les manifestants arrêtés - Le HuffPost

LVOG - Y aurait-il un gouvernement qui ait demandé la libération des personnes emprisonnées après avoir participé en France aux manifestations depuis le 17 novembre 2018 ?

Ils osent tout

- Municipales: Cormand (EELV) exclut des alliances avec des maires de droite - AFP 29 juillet 2019

LVOG - Donc avec ceux de gauche ! Comme quoi le "clivage" droite-gauche est toujours utile...

- Toulouse : la mairie a donné son feu vert à la construction de la Tour Occitanie - Franceinfo

- Le retour de l'émission Strip-Tease sur RMC Story fait polémique - Yahoo Actualités

- Visite de Le Drian au Brésil : "La diplomatie française a toujours été très pragmatique face aux régimes autoritaires" - Franceinfo

- La diplomatie explosive de Poutine qui menace les Etats-Unis - Le HuffPost

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Algérie

A Alger, les manifestants fustigent le "panel de médiation" - AFP 26 juillet 2019

Une foule compacte a défilé vendredi à Alger pour la 23e semaine consécutive, au milieu d'un important dispositif policier, et contesté toute légitimité au "panel" désigné la veille par le pouvoir pour mener un "dialogue" sur les modalités d'une présidentielle rejetée par la contestation.

Dans les rues quadrillées par les forces de l'ordre, les manifestants ont scandé "le Peuple veut l'indépendance", ou "y en marre des généraux", en référence à la place centrale occupée par l'armée dans l'appareil de pouvoir depuis l'indépendance.

Son chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd Salah, est en outre devenu le véritable homme fort du pays depuis la démission le 2 avril, après 20 ans à la tête de l'Etat, du président Abdelaziz Bouteflika, confronté à un mouvement de contestation inédit.

Impossible à évaluer précisément en l'absence de comptage officiel, la mobilisation est restée forte vendredi, mais était moins massive que lors des gigantesques cortèges des premiers mois de contestation, déclenchée le 22 février.

Désigné jeudi au sein du "Panel de médiation", Karim Younes, ex-président de la Chambre basse et ancien ministre de M. Bouteflika, a rejoint le général Gaïd Salah et le président par intérim Abdelkader Bensalah parmi les cibles des manifestants qui ont notamment scandé: "Karim Younes, dégage".

Discrets dans la matinée, les barrages routiers de gendarmerie, installés pour bloquer ou ralentir l'accès à Alger les jours de manifestations, sont réapparus à la mi-journée, selon des manifestants.

Et dans le centre-ville, le déploiement policier semblait aussi imposant que les semaines précédentes.

Le cortège algérois s'est dispersé sans incident en fin d'après-midi, comme les manifestations recensées dans plus de la moitié des 47 autres régions du pays par l'agence de presse officielle APS. AFP 26 juillet 2019

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

Sacrée sécheresse et canicule !

Le temps est encore couvert, c'est à croire qu'il va encore pleuvoir. Et la température ne dépasse pas 33°C au lieu de 40°C au Tamil Nadu. Cela fait 8 ans je crois qu'on n'a pas eu de cyclone et de tremblement de terre. Bon, chacun son tour, dites-le au GIEC, non, ils sont incurables, sevrés au néolibéralisme !

Pour vous donnez un avant-goût de la causerie du jour, une info que je n'ai pas encore traitée parce qu'il est trop tôt.

- L'humanité au défi de nourrir 10 milliards de personnes sans ravager la planète - AFP 2 août 2019

Comment nourrir une population toujours plus importante sans détruire la nature, dont nous dépendons? Cette question cruciale pour la survie de l'humanité est au coeur de discussions qui démarrent vendredi à Genève.

Le rapport spécial du groupe d'experts de l'ONU sur le climat (Giec) consacré au "changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres", qui doit être rendu public la semaine prochaine à l'issue de ces rencontres à huis clos, sera l'analyse scientifique la plus complète à ce jour sur le sujet. AFP 2 août 2019

Tout sonne faux :

- "*sans détruire la nature*" : Comme s'ils ne s'y employaient pas déjà quotidiennement !

- "*la survie de l'humanité*" : Comme si c'était vraiment la préoccupation de ces va-t-en-guerre !

- "*changement climatique*", etc. : Autant de phénomènes qui ont ou peuvent avoir des origines différentes ou n'ayant pas forcément des liens de causes à effets entre eux, peu importe, cet amalgame a été conçue pour parvenir à leurs fins.

- "*ces rencontres à huis clos*" : Surtout ne les suspectez pas de comploter dans notre dos, qu'ont-ils de si important à cacher ?

- "*l'analyse scientifique la plus complète*" : Ce sont qui le disent et il est fortement de ne pas les croire, en réalité ils

censurent systématiquement toutes les données qui contredisent leurs conclusions.

Et de nous annoncez à l'avance que ce rapport sera approuvé par l'ONU, franchement, qui en douterait un seul instant.

AFP - Les conclusions de ce rapport sont condensées dans un résumé que les délégations d'environ 195 états réunies à Genève examineront de près à partir de vendredi, avant d'en approuver une version définitive. AFP 2 août 2019

Je vous fais grâce de la suite qui relevait de la spéculation ou de voeux pieux, car ils ne pourront pas imposer un tel carcan à l'échelle mondiale. A suivre.

- Au format pdf - 19 pages)

On peut parfois partir de constats identiques et parvenir à des conclusions différentes, en fonction des objectifs qu'on se fixe ou de l'orientation qu'on entend donner à la société, et qui peuvent se situer aux antipodes l'une de l'autre.

On peut parfois partir de constats différents et parvenir à des conclusions semblables, encore que il faille distinguer les moyens que préconisent les uns et les autres pour atteindre un même objectif, pour autant qu'il s'agisse bien du même objectif, ce qui déterminera ceux qui en seront bénéficiaires et ceux qui en seront victimes selon les moyens adoptés.

C'est le capitalisme, qui fut à l'origine du malthusianisme au XIXe siècle, et sa survie avec ses conséquences effroyables sur les peuples et notre planète du néo-malthusianisme à notre époque.

Ceux qui critiquent le néo-malthusianisme et qui appartiennent aux mêmes classes sociales que ses partisans, sont les mêmes qui vantent les qualités du capitalisme et dénoncent ses excès.

On retrouve là le mécanisme de la double pensée décrit par Orwell dans 1984 qui repose sur un constat tronqué ou falsifié de la réalité, et dont les conclusions apparaîtront de ce fait monstrueuses, alors que de nos jours un constat impartial ne parviendrait pas seulement à de toutes autres conclusions, mais valideraient également en partie celles du malthusianisme.

Du coup, parmi nous ou dans les rangs du mouvement ouvrier, par aveuglement dogmatique ou pour ne pas être accusés de néo-malthusianisme, où va se nicher la bonne conscience, ceux qui dénoncent à juste titre le néo-malthusianisme de l'écologie politique manquent eux aussi singulièrement d'impartialité, de logique, quand ils rejettent l'ensemble du constat et des conclusions du malthusianisme en refusant d'admettre que les conditions objectives, l'accroissement exponentiel de la population mondiale depuis le milieu du XIXe siècle pose un gigantesque défi à la civilisation humaine, les justifient de nos jours et les justifieront davantage encore dans l'avenir, car on ne peut pas concevoir que la vie serait supportable avec 10,15, 20 milliards d'êtres humains ou plus encore, cette perspective est tellement aberrante et effroyable, qu'on se demande où ils ont vraiment la tête ou s'ils ne l'ont pas perdue. Car apparemment il leur a échappé qu'en adoptant une telle position, ils se discréditent et laissent ainsi le champ libre aux partisans fanatiques du néo-malthusianisme ainsi que ses conclusions monstrueuses pour tous les peuples.

La question n'est pas de savoir si la surpopulation est réelle ou non, puisque si on le nie aujourd'hui à terme elle se posera obligatoirement, il faut donc partir de ce constat. Ensuite la seconde question qui se pose à nous, est de savoir si on doit s'en remettre pour la régler aux tenants du capitalisme qui ont entraîné la civilisation humaine au bord du gouffre, ou si il faut se débarrasser au préalable du capitalisme pour la régler de la manière la plus humaine et rationnelle possible, sachant que les enragés du malthusianisme et du capitalisme préconisent des méthodes brutales et radicales pour réduire la population mondiale dont tous les peuples feraient les frais.

Je crois que c'est là la seule manière correcte et humaniste de poser le problème en restant sur le terrain de la lutte de classes, en prenant en compte l'ensemble des facteurs qui composent la réalité ainsi que leur évolution.

Il ne faut jamais oublier que le développement du capitalisme est le produit d'un processus dialectique inconscient, dont les conséquences échappent à la plupart des gens, qui ne comprennent pas ses contradictions et confondent leurs conséquences avec leurs origines, ce qui expliquent pourquoi ils les subissent et sont impuissants à agir dessus pour modifier l'orientation de la société.

Le développement des forces productives, la prise de conscience de certains besoins liés à la nature humaine et leur satisfaction aurait dû permettre à la communauté des hommes de s'émanciper du règne de la nécessité, or tel n'a pas été le cas jusqu'à présent, du coup elle se retrouve empêtrée dans des contradictions qui menacent à terme son existence.

Le capitalisme constitue la dernière étape du cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme, dont on ne parvient pas à sortir ou à dépasser, et pendant ce temps-là les conséquences des contradictions sur lesquelles repose ce processus dialectique

inconscient continuent de s'amplifier ou de se tendre à l'extrême. Les capitalismes n'étant pas prêts à céder le pouvoir aux masses exploitées et opprimées pour réorganiser la société sur d'autres bases, des bases humanistes, de progressiste à parasite, le capitalisme n'est pas devenu seulement rétrograde, il en arrive à mettre en péril les bases mêmes de l'existence de la civilisation humaine en semant la haine, la violence, la désolation, la barbarie à tous les stades de la société ou à travers le monde.

Personne ne peut imaginer un instant que les mesures que prendraient les représentants du capitalisme pour réduire la population mondiale auraient pour objectif le bien-être, le développement individuel, la vie harmonieuse et la paix entre tous les peuples, d'où la nécessité de l'éradiquer de la surface de la Terre le plus tôt possible et de passer au socialisme, dont l'idéal humaniste coïncide avec cet objectif.

Si c'est bien l'idéologie capitaliste qui a produit cette monstrueuse théorie malthusienne, si c'est bien le capitalisme qui l'a mise à l'ordre du jour après avoir épuisé son rôle historique, ce n'est pas lui qui sera chargé de l'appliquer puisqu'il faudra pour commencer l'appliquer à lui-même, dès lors en recourant à de toutes autres méthodes définies par les peuples eux-mêmes une fois qu'ils auront pris leur propre destin entre leurs mains ou ils se seront emparés du pouvoir politique, pour régler librement ou trouver les meilleures solutions aux défis posés par le développement de la civilisation humaine en tenant compte évidemment des exigences de notre planète qu'ils s'emploieront à respecter, de la même manière que les besoins ou aspirations de chaque homme ou femme sans aucune distinction de classe ou autres.

Ce n'est pas pour rien qu'on affirme que le socialisme ou le communisme représente l'idéal humaniste le plus élevé que l'homme ait pu concevoir. Vous comprendrez pourquoi nous y sommes tant attachés.

La question qui tue ceux à qui on la pose.

Comment peut-on croire un instant des gens qui passent leur temps à nous tromper ou mentir, surtout quand ils se lancent dans une propagande frénétique dont ils sont destinés à être les bénéficiaires?

Maintenant il faut reconnaître qu'ils ont de la chance, car ceux qui contestent les modèles du GIEC et ses conclusions nient la surpopulation, pensent que les hommes pourraient faire face aux défis qui vont se présenter à eux rapidement en conservant ou en s'en remettant au régime capitaliste, mais comme la surpopulation est un fait avéré, ou parfaitement prévisible ou encore qui finira par s'imposer un jour ou l'autre et que la survie du capitalisme engendre le chaos et la barbarie à travers le monde, ils se discréditent et leurs arguments aussi juste soient-ils perdent en efficacité ou peineront à rivaliser avec la théorie officielle, tout au plus ils seront reçus avec bienveillance par les esprits critiques qui hésiteront à les partager. Il sera facile à leurs détracteurs de dénoncer leurs contradictions (ou compromission) en leur reprochant de ne pas assumer les conséquences de la surpopulation et de la survie du capitalisme, pour finalement les accuser d'en être les responsables.

Dit autrement, le numéro d'illusionnisme consistant à lier le réchauffement climatique à la fois à la surpopulation et au développement économique ou industriel présente l'avantage de diviser et d'épurer la communauté scientifique, en écartant tous ceux qui refusent de se soumettre à la théorie officielle, qui parce qu'elle se situe sur le plan idéologique ou politique ne leur permet pas de se défendre, puisqu'ils sont tous acquis au capitalisme et sont incapables dès lors de proposer des solutions cohérentes, disons humaines ou démocratiques pour résoudre les problèmes auxquels la civilisation humaine doit ou devra faire face dans l'avenir.

L'arnaque du réchauffement climatique de nature anthropique a pour origine la crise du capitalisme ou la contradiction poussée à l'extrême qui existe entre la concentration des richesses et du pouvoir entre les mains d'une infime minorité de nantis, et les besoins des 7,6 milliards d'exploités qui exigent qu'ils soient satisfaits sur le champ, ainsi que leurs revendications démocratiques, ce qui évidemment est incompatible avec l'existence du capitalisme.

La gigantesque destruction de forces productives qu'ils préconisent à l'échelle mondiale d'ici une ou trois décennies, chiffrée à 89.000 milliards de dollars par la Banque mondiale, est en dernière analyse l'objectif de leur machination, qui combine baisse du coût de la force de travail et instauration d'un régime totalitaire pour l'imposer, qui serait justifié par la menace permanente que fait peser le changement climatique sur la vie des hommes.

Pourquoi évoquer la baisse du coût de la force de travail, qu'est-ce que cela vient faire là-dedans ? C'est simple à comprendre à partir de définition de la valeur. La valeur de toute marchandise est déterminée par la force de travail qu'elle renferme ou qui est nécessaire à sa production, et la valeur de la force de travail correspond à ce qui est nécessaire à son renouvellement ou aux besoins du travailleurs dont les plus élémentaires. Or ce sont eux auxquels le GIEC et les adeptes de la décroissance veulent s'attaquer, par exemple quand ils veulent imposer une modification du mode alimentaire de la population ou une réduction de la consommation de viande, de produits laitiers, etc. ainsi que les contraindre à renoncer à certains biens d'équipement et services qui correspondent à des besoins élémentaires. Le coût du renouvellement de la force de travail comprend la viande que consomme un travailleur, imaginons que pour une raison ou une autre on le force à s'en passer, le coût de la force de travail diminuera d'autant, et s'il n'a pas les moyens de s'acheter une voiture électrique, il devra s'en passer.

Plus fort encore, cela c'est le schéma de base qu'ils ont retenu pour justifier par la suite la stagnation ou la baisse des salaires, car

en réalité, sauf contraint par la force des choses ou par manque de moyen financier, chacun continuera à consommer comme avant, alors que les prix de ses produits se seront envolés pour soi-disant dissuader la population d'y recourir et sauver la planète et le tour est joué !

Notez bien que la surconsommation de viande ou de tout autre marchandise est une autre question, qui leur sert uniquement de prétexte pour mieux assujettir les masses exploitées à leur régime totalitaire. Personnellement j'estime que le mode de vie de la plupart des gens est aberrant, inconscient comme tout le reste ou presque, tout en étant le produit du capitalisme qui les maintient dans l'ignorance ou ne procède que par décrets ou mesures autoritaires.

Qui a dit ou bienvenue chez les fondus de LFI.

- "*Les extrémistes, c'est ce gouvernement. C'est eux qui sont des fous, des illuminés, des sectaires du libre-échange qui se disent on s'en fout on va foutre en l'air la planète*" dénonce (celui) qui condamne les violences contre les permanences LREM.

- "*Le libre-échange participe au grand déménagement de la planète qui fait lui-même fondre la glace via le réchauffement climatique et modifie le climat!*"

Réponse : Alexis Corbière (LFI) invité de la matinale de FranceInfo le mardi 30 juillet.

Que LFI volent au secours de LREM et soit de cette machination n'étonnera personne, tous les partis présents à l'Assemblée nationale y participent.

Vous lirez dans les documents figurant dans la page d'accueil du portail ou dans les causeries que la glace fond à certains endroits du globe et épaissis depuis deux décennies à d'autres endroits, lieux précis et mesures ou chiffres à l'appui. De la même manière que la température monte ou descend ici ou là. Mais ces faussaires ne retiennent que les endroits où la glace fond et la température augmente. De la même manière, ces manipulateurs se focalisent sur des inondations ou des ouragans, mais ils oublient de préciser qu'il y en a toujours eu et qu'ils régressent depuis plusieurs décennies. Et tout le reste est à l'avenant.

La différence entre ces gens-là et nous, c'est que nous respectons les personnes auxquelles on s'adresse, alors qu'eux non. De nos jours plus que jamais, on doit absolument vérifier et revérifier chaque info pour ne pas se faire manipuler et se transformer en agent de la propagande officielle. A

ux travailleurs on doit tenir un discours direct et si besoin employé un langage populaire, autrement dit, il faut leur dire qu'on les prend littéralement pour des cons une fois de plus, ce qu'ils n'apprécient pas en général, cela devrait réveiller spontanément en eux des souvenirs assez récents, ne serait ce que l'élection de Macron, travailler plus pour gagner moins, sacrifier le peu de liberté qu'ils ont pour être plus en sécurité, alors que les auteurs des lois liberticides sont à l'origine de toutes les violences.

Point de friction, point de rupture, non, juste un réchauffement En Marche

Un député En marche à l'université d'été des Insoumis - Journal du Dimanche 31 juillet 2019

Pour leur université d'été, les "Amfis", du 22 au 25 août à Toulouse, les troupes de Jean-Luc Mélenchon compteront parmi leurs invités… un député de La République en marche (LREM). L'élu de la Haute-Vienne Jean-Baptiste Djebbari participera à une conférence-débat, intitulée "Quelle écologie face à l'urgence?", aux côtés de sa collègue LFI Mathilde Panot, et du secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), David Cormand.

C'est l'Insoumise Mathilde Panot qui l'a invité. "L'idée est de montrer à quel point l'urgence écologique a transformé le paysage politique, explique celle qui siège avec Djebbari au sein de la commission du développement durable à l'Assemblée nationale. Une nouvelle rupture se forme sur la question du libéralisme, qui pour nous n'est pas compatible avec l'urgence écologique. Or c'est un grand point de désaccord avec En marche." Journal du Dimanche 31 juillet 2019

LVOG - Vous voyez bien que lorsqu'on les traite de corrompus on n'exagère pas, on est même en dessous de la réalité...

Au nom de l'égalité des droits, du multiculturalisme, les gauchistes et opportunistes soutiens de l'Otan hurlent au scandale.

La burqa et le niqab bannis dans les lieux publics aux Pays-Bas - AFP 1 août 2019

Le port du voile intégral, tel que la burqa ou le niqab, est interdit aux Pays-Bas depuis jeudi dans les écoles, les hôpitaux, les bâtiments publics et les transports en commun, conformément à une nouvelle loi dont l'application fait débat.

La loi concerne, selon les estimations, entre 200 et 400 femmes qui portent la burqa ou le niqab, dans un pays qui compte 17 millions d'habitants. Dès l'entrée en vigueur jeudi, son application suscitait des critiques au sein de l'opinion publique.

Après une quinzaine d'années de tergiversations politiques sur le sujet, le parlement néerlandais -- dominé par une coalition centriste -- a finalement voté la loi en juin 2018, plusieurs années après leurs voisins belges et français.

Le port du voile reste toutefois autorisé dans la rue, contrairement à la législation en vigueur depuis 2010 en France, où la burqa et le niqab sont interdits dans tous les espaces publics. La Belgique, le Danemark et l'Autriche ont adopté une législation similaire.

"Dans ces endroits, il est important pour la sécurité publique et pour le bon fonctionnement des services publics que tout le monde puisse se reconnaître et se regarder", estime le ministère de l'Intérieur. Il est donc interdit dans ces lieux de porter des vêtements rendant le visage méconnaissable, comme un casque intégral, une cagoule ou une burqa. AFP 1 août 2019

En macronie.

Ils emploient la même méthode avec Macron qu'avec le climat, sauf que cela ne fonctionnera qu'à très court terme.

Sondages. La popularité moyenne d'Emmanuel Macron a atteint 33% en juillet - Journal du Dimanche 31.07

La cote de popularité d'Emmanuel Macron est restée globalement stable en juillet, en hausse d'un demi-point, à 33,42% de satisfaction moyenne. Journal du Dimanche 31.07

LVOG - Si elle est en hausse un jour et baisse le reste du temps, pas de problème, la moyenne sans tenir compte de la durée permettra de rattraper le coup, et par un tour de passe-passe on fera croire qu'on moyenne elle était en hausse et le tour sera joué ! Il n'y a que les crédules ou les nantis pour les croire encore.

Avec 28% des personnes interrogées qui lui font confiance pour affronter les problèmes du pays, le chef de l'État perd le bénéfice des européennes. L'Express.fr 01.08

LVOG - Personnes essentiellement sélectionnées ou triées parmi les 10% qui ont voté Macron sur la base de son programme. Autant dire qu'on n'accorde aucune valeur à ce genre de sondages.

En complément. Fake news immonde et intéressée.

- Avec 32 % du vote des employés et 47 % de celui des ouvriers à ces élections européennes, le RN demeure le premier parti populaire de France... Huffington Post 31.07

Alors que les employés ou ouvriers se sont abstenus massivement lors des élections européennes... Rappel : Le FN-RN n'a obtenu que 10% environ des voix des électeurs inscrits.

Pourquoi ne risquent-ils pas de se soulever contre le régime ?

Intéressement, participation: les montants d'épargne salariale en nette hausse - bfmtv.com 02.08

Le montant des primes d'intéressement, de participation ou d'épargne salariale versées aux salariés a augmenté de 6,6% au titre de l'exercice comptable 2017. Il atteint désormais 19 milliards d'euros.

Près de 19 milliards d'euros de primes d'intéressement et de participation ou d'épargne salariale ont été accordées par les entreprises à leurs salariés au titre de l'exercice comptable 2017 (versements en 2018 pour la plupart). Un montant en hausse de

6,6% à champ constant par rapport à l'exercice comptable de 2016, selon une étude du ministère du Travail publiée jeudi.

49,9% des salariés du privé (hors secteur agricole) soit 8,8 millions de salariés ont eu accès à au moins un dispositif. Parmi eux, 7,5 millions ont ainsi bénéficié d'un complément de rémunération: prime de participation ou d'intéressement ou abondement de l'employeur sur un plan d'épargne entreprise ou un plan d'épargne collectif.

Le plan d'épargne entreprise, qui couvre 42,8% des salariés, demeure le plus répandu des dispositifs, devant la participation (37,9% des salariés) et l'intéressement (32,9%). Toutefois, pour la première fois, on compte autant de bénéficiaires de l'intéressement que de la participation, soit cinq millions pour chaque dispositif (sur un total de 14,3 millions de salariés).

2512 euros en moyenne de compléments de rémunération

La participation, qui permet de redistribuer aux salariés une partie des bénéfices, est obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés dégageant un bénéfice suffisant. L'intéressement est laissé à la convenance de l'entreprise, en fonction des résultats ou performances.

Participation et intéressement peuvent être perçus directement par le salarié sous forme de prime, ou versés sur des supports financiers comme les plans d'épargne salariales (PEE ou Perco). Le montant moyen perçu au titre de ces compléments de rémunération représente 2512 euros dans les entreprises de dix salariés ou plus. Il progresse de 151 euros à champ constant, soit +6,4%, alors que le nombre de bénéficiaires est stable. La somme des primes représente 6,5% de la masse salariale des salariés bénéficiaires.

Ces dispositifs sont plus répandus dans les grandes entreprises: ils touchent 11,2% des salariés dans les entreprises de un à neuf salariés mais 86,3% de celles de 1000 salariés ou plus.

Certains secteurs sont plus généreux que d'autres: les entreprises aux salaires les plus élevés comptent davantage d'épargne salariale. La cokéfaction-raffinage (94,4% de salariés couverts par un des dispositifs), et la fabrication de matériels de transport (92,3%) ont la plus forte proportion de salariés couverts par ces dispositifs. À l'inverse, les salariés travaillant dans l'hébergement restauration (24,5%) ou l'enseignement privé, la santé humaine et l'action sociale (15,5%) sont moins bien lotis. bfmtv.com 02.08

LVOG - Si on ajoute à une partie de ces 8,8 millions de salariés, une partie des 5 millions de fonctionnaires, des 14 millions de retraités, des 2 millions d'étudiants ou jeunes âgés de 18 à 20 ans qui ne travaillent pas encore, les quelques 3 millions de patrons, on atteint ou on dépasse déjà le nombre d'électeurs aux élections européennes ou le socle électoral sur lequel repose la stabilité du régime.

Comment fonctionne l'économie capitaliste.

Le capitalisme financier déréglé: taux d'intérêt extrêmement bas et bulles des prix par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 30 juillet 2019

Extrait.

…les gouvernements et les banques centrales peuvent être tentés d'abaisser artificiellement les taux d'intérêt afin d'alléger le fardeau du service de la dette (essentiellement les paiements d'intérêts sur les obligations d'État). Cela équivaut à prélever une taxe d'inflation sur les avoirs des épargnants et des créanciers.

En effet, c'est effectivement ce que la Fed a fait. En abaissant artificiellement les taux d'intérêt au-dessous du taux d'inflation et de la prime de risque, elle a fait en sorte que le Trésor américain a pu payer des taux d'intérêt réels négatifs sur la dette publique. Quand le taux d'inflation est supérieur au taux d'intérêt nominal payé, le gouvernement des États-Unis se trouve à jouir d'un avantage budgétaire aux dépens de ses créanciers.

Si les taux d'intérêt devaient tomber à zéro, par exemple, ou même au-dessous de zéro, (comme c'est actuellement le cas au Japon, un pays qui est aux prises depuis vingt ans avec des taux d'intérêt négatifs, et dans certains pays européens aujourd'hui, tels que la Suisse, l'Allemagne, les Pays-Bas, la France, la Suède, etc.), les épargnants, les retraités, les fonds de pension, les compagnies d'assurance et les prêteurs en général sortent grands perdants.

Ainsi, dans les pays où les obligations d'État à dix ans, par exemple, génèrent un rendement nul ou négatif, cela signifie que le principe de l'intérêt composé a de facto été aboli pour les investisseurs. Cela pourrait avoir de graves conséquences pour

les épargnants, les retraités et les fonds de pension.

Cependant, lorsque c'est la banque centrale qui achète des obligations d'État, en émettant de la nouvelle monnaie, on parle alors d'une opération de « monétisation de la dette ». Si cela se fait à grande échelle, cela peut éventuellement conduire à une inflation galopante, voire à une hyperinflation.

Il convient également de noter que lorsque les banques centrales abaissent les taux d'intérêt à des niveaux extrêmement bas ou à des niveaux négatifs, les investisseurs n'ont d'autre choix que d'acheter des actifs offrant des rendements positifs, tels que des actions de sociétés ou des titres de propriété immobilière. On doit alors s'attendre à ce que des bulles de prix se forment sur les marchés boursier et immobilier. De tels investissements deviennent un refuge et une protection contre les rendements négatifs sur les titres à revenu fixe. Au cours de l'histoire, lorsque cela s'est produit, des Krachs boursiers et des paniques financières ont suivi. Mondialisation.ca, 30 juillet 2019

Il s'est noyé, il est donc mort de cause naturelle, dixit l'IGPN.

Le décès de Steve Maia Caniço n'est pas un accident, puisque 14 autres personnes ont atterri dans la Loire en même temps que lui, aveuglés par les gaz lacrymogènes et effrayés par la violence de la répression policière. Et puis 15 faits similaires se produisant au même moment ne relèvent pas du hasard ou de la coïncidence.

Steve Maia Caniço: à Nantes, les rassemblements interdits ce samedi - Le HuffPost 01.08

Le préfet de Loire-Atlantique a décidé d'interdire tout rassemblement samedi 3 août dans le centre-ville de Nantes alors que plusieurs appels en ce sens avaient été diffusés sur les réseaux sociaux pour rendre hommage à Steve Maia Caniço.

Steve Maia Caniço: Gilles Le Gendre (LREM) "pas favorable" à une enquête parlementaire - Le HuffPost 01.08

Le propos d'un internaute.

- "Il n'y a pas de "justice de classe", il n'y a que de l'injustice de classe. L'avidité criminelle des classes supérieures fait que, en l'absence d'un "populisme" fort et organisé (exemple, les communistes à 30%), ils conspirent pour accaparer progressivement toutes les richesses et tout le pouvoir, ne laissant que des miettes pour les serfs.

La forme pyramidale de la société fait que plus ils sont en haut, moins ils sont nombreux donc se connaissent et font acte de connivence, rendant leurs méthodes criminelles légales (par la conspiration), et l'opposition à leurs crimes illégale (loi contre la "haine")."

En complément.

Qui sème la haine...

Castaner compare les dégradations de permanence LREM à des "attentats" - Le HuffPost 01.08

L'Espagne sous surveillance.

Espagne: des drones pour sanctionner les conducteurs imprudents - AFP 2 août 2019

Pas en France !

Crise à Hong Kong: des manifestants poursuivis en justice - AFP 31.07

Russie : « On nous traite comme si on n'existait pas. Pourtant, on existe. » - LePoint.fr 31.07

Made in USA, leur modèle de société.

Le modèle états-unien de gouvernement « souverainiste » par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 30 juillet 2019

Extrait.

- En ce qui concerne « la liberté et l'égalité des citoyens », il suffit de rappeler que les citoyens états-uniens sont aujourd'hui encore recensés officiellement sur la base de la « race » —blancs (divisés entre non-hispaniques et hispaniques), noirs, indiens américains, asiatiques, indigènes hawaïens— et que les conditions moyennes de vie des noirs et des hispaniques (latino-américains appartenant à toutes « races ») sont de très loin les pires.

En ce qui concerne la « défense des droits fondamentaux de la personne », il suffit de rappeler qu'aux USA plus de 43 millions de citoyens (14 %) vivent dans la pauvreté et environ 30 millions n'ont pas d'assistance sanitaire, tandis que de nombreux autres en ont une insuffisante (par exemple, pour payer une longue chimiothérapie contre une tumeur). Et toujours concernant la « défense des droits de la personne », il suffit de rappeler les milliers de noirs sans armes assassinés impunément par des policiers blancs.

En ce qui concerne la « souveraineté démocratique » il suffit de rappeler la série de guerres et coups d'État effectuée par les États-Unis, de 1945 à nos jours, dans plus de 30 pays asiatiques, africains, européens et latino-américains, provoquant 20 à 30 millions de morts et des centaines de millions de blessés (voir la recherche de James Lucas présentée par le professeur Michel Chossudovsky sur le site Global Research [1]). Réseau Voltaire 30 juillet 2019

[1] "The Loss of Life, From World War I to World War III. What Would Happen if a Third World War Were to Break Out ?", Michel Chossudovsky, Global Research, November 20, 2018.

Ils osent tout.

Des balançoires roses installées à la frontière américano-mexicaine pour rapprocher les enfants des deux pays - Franceinfo 31.07

"Gay Boy OK": un rappeur singapourien fait son coming out en chanson - AFP 31.07

Hong Kong: des banquiers se rassemblent pour soutenir la contestation - AFP 01.08

Des centaines d'employés du secteur des finances se rassemblent sous la pluie dans le quartier de Central pour montrer leur soutien au mouvement de contestation contre le gouvernement local. AFP 01.08

Les États-Unis sanctionnent le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif -

L'administration américaine a décidé de s'en prendre à celui qu'elle considère comme la voix du président iranien Hassan Rohani. L'Express.fr 01.08

Washington appelle à la libération du cyberdissident chinois Huang Qi - AFP 01.08

Les Etats-Unis ont appelé jeudi à la libération immédiate du fondateur d'un site internet chinois, condamné lundi à 12 ans de prison en Chine pour "divulgation de secrets d'Etat". AFP 01.08

Pas aux Etats-Unis qui réclament l'extradition de J. Assange, notamment...

Parole d'internaute.

- "Depuis 1945 les médecins [des sachants labellisés sciences expérimentales et en qui on pouvait avoir "confiance" aveugle] disaient: "Je vous soigne votre grippe avec des antibiotiques!".

Début des années 2000 on révèle que les antibiotiques ne sont pas efficaces pour une grippe. Pire on a cassé l'efficacité des antibiotiques : les bacilles se sont renforcés par ce fait!"

LVOG - Autrefois, ils préconisaient de faire dormir les bébés sur le ventre, puis après une étude américaine dans les années 40, dans les années 90 en France, ils ont décidé de revoir leur copie et de le faire dormir sur le dos, du coup ils ont constaté que le nombre de bébés morts pendant leur sommeil avait diminué de 40% à 50%, 75% en France depuis 1990.

Vous me croirez ou non, c'est que j'ai fait des recherches sur le Net pour vous le confirmer, je le savais mais je manquais de repères. Ne croyez pas que je perds mon temps, je vous en fais gagner, c'est l'essentiel, non ?

Le bébé peut s'étouffer en dormant sur le ventre pour peu que sa respiration soit coupée, c'est élémentaire. C'est là qu'on se pose des questions sur le niveau de conscience de ces bac +10 qui nous imposent un mode de vie qui ne correspond pas à nos aspirations les plus élémentaires.

Médecins, avocats, économistes, enseignants, scientifiques ou chercheurs, historiens, cadres supérieurs, etc. à peine foutu de faire cuire un oeuf à la coque ou de changer une ampoule électrique, de raccommoder un bouton, et c'est à eux qu'on devrait confier notre destin, trop peu pour nous !

Réchauffement idéologique du climat.

A ne jamais oublier.

- Prenons le GIEC, présenté comme l'autorité en la matière. En réalité, il s'agit d'un groupement intergouvernemental, c'est-à-dire que la nomination de ses membres est politique, et ne répond pas à des critères scientifiques. (Marcel Leroux, professeur en climatologie)

Parole d'internaute.

1- "En fait toutes ces discussions ne sont pas des faits établis dans la mesure où le paradigme de base inventé par le GIEC est faux.

Très simplement, la rétroaction du rayonnement infrarouge est fausse et viole les lois de la thermodynamique et de la mécanique quantique (je n'invente RIEN, c'est ce que disent les cours de Thermodynamique):

- les gaz dits à effet de serre, absorbent le rayonnement infrarouge dans quelques étroites bandes de longueur d'onde (15 micromètre pour CO2), idem pour H2O dans des bandes plus nombreuses ...etc ...Cela est vrai!

- MAIS l'énergie du rayonnement infrarouge est trop faible pour provoquer des sauts d'énergie au niveau atomique (niveau d'énergie pour les électrons avec renvoi vers la terre et l'espace de 2 photons infrarouges par désexcitation --> quanta); c'est pourtant cette fausse hypothèse qui est exploitée par tous ceux qui reproduisent ce simpliste diagramme des divers rayonnements reçus ou émis par la Terre ...C'est la Mécanique quantique qui chiffre ces niveaux d'énergie ...donc c'est sans appel.

- Alors ce rayonnement infrarouge absorbé par le CO2 (et par H20) il fait quoi? Là encore, la Thermodynamique dit que cette faible énergie électromagnétique se couple au mouvement vibrationnel propre à ce type de molécule dissymétrique, elle entre en résonance et accroît donc l'énergie vibrationnelle de la molécule (existence de quanta) ...ce sont les cours de Thermodynamique qui le disent (principes utilisés en

Mon message a été tronqué (> 1500 c) ...

En fait beaucoup d'articles contestent cette rétroaction pour des raisons de non conformité à la Thermodynamique MAIS je n'ai jamais trouvé d'explication simple à ce phénomène qui contredit les observations; c'est le plus étonnant car j'ai trouvé ces informations QUANTIFIEES dans des cours de Spectroscopie: le rayonnement infrarouge émis par la Terre accroit l'énergie interne des molécules de CO2 par couplage au niveau de l'énergie vibrationnelle (tout le monde est d'accord là dessus) et selon les niveaux d'énergie il ne peut y avoir d'autre phénomène comme prétendu par le GIEC; cette absorption énergétique ne signifie pas non plus qu'il y ait échauffement de la molécule ...et là on voit dans les articles qu'il y a des incompréhensions ...le supplément d'énergie interne est transporté par les GES qui homogénéisent la température par chocs entre elles ...Je cherche des publications sur ce point fondamental (si la rétroaction n'existe pas les modèles sont à jeter) en vain, tout le monde est sur les modèles ...si vous trouvez je suis preneur ...

2- Je viens de consulter un site pro GIEC arborant fièrement les courbes de Tglobale. Il y a un bizarre décrochement des pentes au raccordement des courbes de températures sol/sattellites plus ou moins masqué par le raccordement en 1980. Quelqu'un a-t-il fait une régression linéaire ?

A vu de nez, il y a un écart de 30% sur la pente des courbes. En corrigeant Tglobal, on obtiendrait un magnifique prolongement de la pente de la moyenne séculaire, c'est à dire aucun accroissement du réchauffement au cours du siècle en lissant les oscillations pluri-décénales.

Ca voudrait dire évidemment qu'il y a eu une arnaque délibérée, ce que je me refuse à penser.

3- Allons une théorie, basée sur des modèles, propagée depuis 1995 n'a pas besoin de 50 ans, pire c'est 100 ans maintenant! Un échantillon de 20 ans n'est plus un échantillon : c'est 40% du parcours. Ou en sommes nous? Les prédictions, les modèles ont ils été confronté à l'expérimentation de ces 20 premières années?

On n'en demande pas plus, juste la méthode et la rigueur scientifique!

Ah ben on se demande bien pourquoi !

Pourquoi le réchauffement climatique est-il en veilleuse depuis 15 ans? - slate.fr 23 septembre 2013

Le problème, c'est que la courbe de la température, dont la pente suivait sensiblement celle du pourcentage de CO2 dans l'atmosphère jusqu'en 1998, a décroché depuis. Elle est presque plate depuis près de quinze ans alors que le taux de CO2, lui, continue à progresser sur la même pente.

Le CO2 étant la signature de l'activité humaine, via la combustion du pétrole ou du gaz, on comprend que ce décrochage fasse mauvais effet face aux climatosceptiques qui contestent justement la responsabilité de l'homme dans le réchauffement. slate.fr 23 septembre 2013

LVOG - Le GIEC s'est empressé d'enterrer ces données ou de les détourner parce qu'elles ne collaient pas avec leur théorie fumeuse et foireuse...

La nouvelle religion : Un modèle d'imposture "***scientifique***".

Un Entretien avec Marcel Leroux - agriculture-environnement.fr 8 novembre 2004

Marcel Leroux, professeur en climatologie à l'université Jean Moulin de Lyon III et directeur depuis 1986 du Laboratoire de Climatologie, Risques, Environnement (CNRS), est l'auteur du premier livre de climatologie en français traduit en anglais, La Dynamique du temps et du climat (éditions Dunod, 1996). Après la parution de The Meteorology and Climate of tropical Africa, aux Editions Springer en 2001, il a achèvé son troisième ouvrage, Global Warning, myth or reality, disponible depuis décembre 2006.

Pour ce climatologue iconoclaste, qui conteste la validité des modèles informatiques actuels, les variations climatiques s'expliquent tout naturellement, lorsque l'on prend en compte ce qu'il appelle les anticyclones mobiles polaires (AMP), vastes lentilles d'air glacial de 1500 mètres d'épaisseur et de 2.000 à 3.000 km de diamètre, générées quotidiennement par les pôles et se déplaçant vers l'équateur.

Les modèles ne prévoient-ils pas pourtant une augmentation de la température de 2 à 6°C d'ici l'an 2100 ?

On n'a pas besoin de modèle pour faire une telle prédiction. Le chimiste suédois Svante Arrhénius (1859-1927) avait déjà « prédit » exactement la même chose en 1903 ! Il avait appliqué une règle de trois entre le taux de CO2 de son époque, celui du futur et la température correspondante. C'est exactement ce que font les modèles informatiques en insistant sur l'effet de serre. Un modèle n'est qu'un super calculateur qui dépend entièrement des données qu'on lui fournit et de la démarche qu'on lui impose pour traiter ces données. Il ne faut pas prêter aux modèles des vertus « magiques », d'autant plus qu'ils ne donnent qu'une vision très incomplète et déformée de la réalité météorologique. En particulier, ils ne tiennent pas compte de la circulation générale de l'atmosphère, de son organisation et de son mouvement. Pour ces modèles, les discontinuités, pourtant présentes partout dans la nature, ne sont tout simplement pas prises en considération. Les modèles utilisés pour la prédiction climatique sont fondés sur les mêmes principes que ceux utilisés pour la prévision météorologique. Or, ces derniers se trompent constamment : ils n'ont pas été capables de prévoir les tempêtes de 1999, les inondations de Nîmes ou Vaison la Romaine, la canicule de 2003 et l'été pourri de 2004. Comment pourraient-ils être fiables à l'horizon de 2100 ? D'ailleurs, comme le rappelle l'océanographe Robert Stevenson, ces modèles prévoyaient une augmentation de la température de 1,5° pour l'an 2000 ; or, c'est six fois plus que ce que l'on a observé.

Pourquoi parle-t-on alors de réchauffement climatique ?

Parce ce que tout le monde accorde foi à la courbe de température globale publiée tous les ans par l'OMM

(Organisation Météorologique Mondiale) et le GIEC (Groupe intergouvernemental sur le changement climatique). Or, cette courbe n'est autre qu'une moyenne des températures mesurées dans 7.000 stations de la planète, traitées à l'Université d'East Anglia, à Londres, sous la direction de Philipp Jones. L'augmentation serait de 0,6° de 1860 à nos jours, soit la différence de température qu'on observe à l'échelle moyenne annuelle entre Nice et Marseille. Quel extraordinaire bouleversement ! Une telle valeur, donnée avec une fourchette de précision de plus ou moins 0,2° sur un siècle et demi, est ridicule, car elle est de l'ordre de la précision de la mesure. Cette courbe n'est d'ailleurs pas validée par les mesures récentes effectuées par les capteurs de satellites qui, depuis 1978, ne montrent au contraire aucune évolution notoire, pas plus que les mesures issues de millions de radio-sondages.

En outre, comment parler de moyenne à l'échelle globale en mélangeant des températures marines, continentales, urbaines et surtout des températures de régions qui se refroidissent alors que d'autres se réchauffent ? Par exemple, l'Arctique occidental (au nord du Canada) se refroidit, alors que l'Arctique au nord de la mer de Norvège se réchauffe. Que fait-donc alors vraiment l'Arctique ? On ne peut pas du tout dire avec certitude que la terre se réchauffe.

Pourtant, il y a unanimité chez les climatologues pour dire que le réchauffement est une réalité **...**

Non, on insiste sur un prétendu consensus chez les climatologues, alors que celui-ci n'existe pas. Ensuite, il y a plusieurs sortes de « climatologues ». Prenons le GIEC, présenté comme l'autorité en la matière. En réalité, il s'agit d'un groupement intergouvernemental, c'est-à-dire que la nomination de ses membres est politique, et ne répond pas à des critères scientifiques. D'ailleurs, la grande majorité de ses membres ne sont pas climatologues, à l'instar de Michel Petit, ingénieur en télécommunications, ou bien Jean Jouzel, qui est un excellent chimiste glaciologue, mais dont les connaissances scientifiques sur le climat sont limitées. Depuis l'avènement de l'informatique, nombre de ceux qui s'autoproclament « climatologues » sont en réalité des informaticiens-modélisateurs, qui accordent de très loin la préférence à la statistique et aux téléconnexions, sans se préoccuper des liens physiques réels. Il existe toutefois des climatologues météorologues, comme le spécialiste suédois de l'élévation du niveau de la mer Nils-Axel Mörner, ou encore le météorologiste canadien Madhav Khandekar, qui en revanche se préoccupent en priorité de l'observation des phénomènes réels et des principes physiques qui les relient. C'est aussi, naturellement, le souci premier de notre laboratoire. Ces derniers sont loin d'être convaincus par les résultats des modèles. Même parmi les modélisateurs, certains, comme l'Américain Richard Lindzen, restent très sceptiques concernant l'hypothèse du réchauffement climatique. Le problème du GIEC, comme d'ailleurs de Météo France, c'est que depuis les années 1980, ces organismes sont dominés par les modélisateurs, vedettes des médias. Les climatologues réellement soucieux de l'analyse du temps se sont d'ailleurs regroupés en association, dont l'une particulièrement active est intitulée « climat sceptics ».

Le rôle nocif sur le climat des gaz à effet de serre est quand même une donnée objective ?

Il n'y a rien de moins objectif qu'une telle affirmation ! Mettre l'accent sur les gaz à effet de serre donne une vision très simpliste du climat, alors que d'autres facteurs sont beaucoup plus importants ; en particulier, ceux qui déterminent la dynamique de l'atmosphère, les transferts méridiens d'air et d'énergie, et pour faire simple, les transferts d'air froid et d'air chaud. Chacun est capable d'observer que la température est fonction de ces brusques changements, et qu'elle n'évolue pas de façon linéaire. L'important, c'est d'abord de savoir pourquoi et comment des masses d'air froid se forment et se déplacent ; pourquoi elles remplacent ou sont remplacées par de l'air chaud – autrement dit de préciser le mécanisme de la machine atmosphérique. Le temps dépend au jour le jour de ces changements de masses d'air ; en revanche, sur le long terme, la variation dépend de l'activité solaire (tâche, magnétisme, éruption et vent solaires), des projections volcaniques, de la turbidité de l'air, des paramètres astronomiques, etc… Comment voulez-vous que leur responsabilité dans le climat puisse être mise en évidence dans des modèles qui ne prennent tout simplement pas en compte l'ensemble de ces paramètres ? L'effet de serre est donc totalement marginal, sinon même insignifiant, d'autant plus que le principal effet de serre n'est pas réalisé par le CO2 ou le CH4, mais par la vapeur d'eau. Or, même la part réelle de la vapeur d'eau dans l'effet de serre n'est pas considérée à sa juste valeur dans les modèles.

On n'observe rien, car il n'y a pas de « climat global ». En revanche, on connaît parfaitement l'évolution des climats régionaux qui suivent des évolutions fort dissemblables. D'ailleurs, il est très révélateur de constater que, de l'aveu même du GIEC, leurs modèles sont incapables de restituer ces variations régionales ! Dans son deuxième rapport de 1996, le GIEC écrit : «Les valeurs régionales des températures pourraient être sensiblement différentes de la moyenne globale, mais il n'est pas encore possible de déterminer avec précision ces fluctuations. » Cela signifie que les modèles du GIEC seraient capables de donner une valeur moyenne sans connaître les valeurs régionales qui permettent d'établir précisément cette moyenne ! Ce n'est pas très sérieux !

Vous voulez dire qu'il n'y a pas de fonte des calottes glaciaires ?

C'est un fait incontestable ! Cependant, évitons de généraliser : dans le détail, la glace de mer fond au nord de la mer de Norvège ou dans la région des Aléoutiennes dans le Pacifique nord, où arrivent de l'eau marine et de l'air chauds. En revanche, la banquise ne varie pas au Nord du Canada. Comme l'écrit correctement M. Postel-Vinay, rédacteur de la revue La Recherche, « le gros de la calotte antarctique n'a pas fondu depuis sa formation, voici 60 millions d'années. » L'observation satellitale montre même qu'au cours de la période 1979-1999, qui est celle de la plus forte hausse supposée de la température, la surface de la banquise a globalement augmenté autour du continent antarctique. Au Groenland, certaines régions fondent, notamment sur les pourtours,

mais la masse de glace augmente au centre de l'île, comme la masse de la plupart des glaciers scandinaves. Le refroidissement des pôles a atteint 4 à 5°C pendant la période 1940-90 – c'est-à-dire plus de la moitié, mais en négatif, de la valeur prévue pour 2100 ! C'est le démenti le plus flagrant apporté aux prévisions des modèles. Il est d'ailleurs surprenant que ceux-ci aient pu concevoir un tel réchauffement alors qu'il n'y a aucune raison physique qui puisse le justifier ! Est-ce seulement pour faire peur aux gens avec une prétendue montée des eaux qui en résulterait ?

En revanche, ce qui est sûr, c'est que comme les pôles se refroidissent, la puissance et la fréquence des AMP augmentent, les contrastes de températures s'élèvent, les confrontations entre l'air froid et l'air chaud sont plus vigoureuses et le temps devient de plus en plus violent et de plus en plus contrasté dans nos latitudes. Il devient aussi toujours plus irrégulier, avec des périodes étendues de froid puis de chaud, des pluies abondantes et des sécheresses. Des records de chaleur comme de fraîcheur sont d'ailleurs constamment dépassés.

Par exemple, le Canada a subi la pire tempête de verglas de son histoire en 1998, et la Mongolie a connu deux hivers successifs tellement rigoureux que l'Etat a dû faire appel à l'aide internationale. Il serait donc plus judicieux de tenir compte de cette évolution réelle, plutôt que d'un hypothétique scénario à l'horizon 2100, pour assurer, par exemple, une meilleure gestion de l'eau, notamment dans le domaine agricole. La France n'est pas plus épargnée qu'une autre région du monde. Nous avons déjà eu des chutes de neige sur la forêt méditerranéenne, en 2002. La canicule de l'été 2003 est encore un autre exemple, bien qu'elle ait été présentée comme la preuve du réchauffement climatique par M. Besson, Président de Météo France. Cette erreur de jugement est à la base de la mise en place du plan anti-canicule pour l'été 2004, canicule qui n'a bien sûr pas eu lieu. J'avais pourtant adressé, en août 2003, une note rectificative aux principaux médias écrits et audiovisuels pour expliquer les causes de la canicule. Il s'agissait tout simplement d'une hausse de pression, elle-même conséquence d'une augmentation de fréquence des AMP, visibles sur les images satellitales, mais dont les modélisateurs ne veulent pas entendre parler !

Comment expliquez-vous une telle désinformation sur ce sujet ?

Prédire le temps a toujours été une passion. Or, prédire que rien d'alarmant ne va se produire n'est pas très intéressant. Au début du XXe siècle, les prédictions alarmistes étaient déjà très à la mode.

Cependant, elles n'ont jamais réussi à s'imposer, car tous les faits les contredisaient. C'est seulement à partir des années 1985 que sont réapparus, lorsque la climatologie a été monopolisée par les informaticiens, les scénarios les plus catastrophistes. Oubliant tout simplement la météorologie, les modélistes ont appliqué des calculs en vérité extrêmement simplistes dans des modèles super sophistiqués pour imposer leurs concepts. Mais les hypothèses sur le réchauffement climatique n'ont jamais été vérifiées par l'observation, pas plus au début du XXe siècle qu'au début du XXIe. La fameuse courbe du GIEC n'est qu'un artefact, constamment démenti par les mesures et les observations satellitaires.

En réalité, le problème dit du climat est en permanence confondu avec celui de la pollution, deux domaines pourtant bien séparés, qui ne seront bien traités l'un et l'autre que lorsqu'ils seront dissociés. Il sert également de prétexte pour imposer une restriction à l'activité humaine, considérée à tort comme à l'origine du réchauffement climatique. La connexion d'intérêt qui s'est établie entre certains laboratoires, plusieurs institutions internationales et certains hommes politiques, a imposé la notion de réchauffement global. Suivre aveuglément les « recommandations pour décideurs » du GIEC fait passer à côté des phénomènes réels, dépenser vainement des sommes colossales pour des réunions par définition inutiles, et n'autorise pas des mesures de prévention efficaces contre les véritables aléas climatiques que nous allons connaître. A quoi sert de préparer l'économie d'un pays à un réchauffement, alors que tous ses thermomètres signalent un refroidissement ?

Finalement, le réchauffement climatique revêt de plus en plus un caractère de manipulation, qui ressemble vraiment à une imposture « scientifique », et dont les premières victimes sont les climatologues qui ne perçoivent de financements que lorsque leurs travaux vont dans le sens du GIEC. agriculture-environnement.fr 8 novembre 2004

En complément.

Vers trente années de refroidissement du climat ? agriculture-environnement.fr 8 février 2010

En anglais.

Summary of Non-Evidence of CO2 Global Warming - claesjohnson.blogspot.com 9 mars 2013
http://claesjohnson.blogspot.com/search/label/radiative%20forcing

LVOG - C'est très technique et inabordable pour la plupart des gens...

Confirmation. Les terroristes islamistes partout lié à l'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord (Otan).

LVOG - Difficile après de dire qu'on ne savait pas, cela s'adresse à tous les dirigeants et cadres du mouvement ouvrier.

Révélations sur les attentats de 2004 et 2017 en Espagne - Réseau Voltaire 30 juillet 2019

Les récentes révélations sur les attentats survenus à Barcelone et à Cambrils en 2017 —comme celles antérieures sur l'attentat de 2004 à Madrid— ouvrent exactement les mêmes questions légitimes que celles posées dans d'autres pays à propos d'autres attentats. Pourquoi, partout, les terroristes islamistes apparaissent-ils liés à l'Otan ?

Par Thierry Meyssan

Le 15 juillet 2019, le quotidien républicain espagnol, Público, publiait, sous la signature de Carlos Enrique Bayo, le début d'une enquête en quatre parties sur les relations entre le cerveau des attentats de Catalogne de 2017 et les services secrets espagnols [1].

En Espagne, l'espionnage et le contre-espionnage ressortent d'une unique institution, le CNI (Centro Nacional de Inteligencia— Centre national du Renseignement). Bien qu'il dépende administrativement du ministère de la Défense, son directeur a rang protocolaire de ministre.

Les documents publiés par le quotidien attestent que, contrairement à la version officielle, l'imam de Ripoll, le Marocain Abdelbaki Es-Satty,

- était radicalisé depuis longtemps ;

- qu'il avait été recruté comme informateur par les services de Renseignement ;

- que ceux-ci avaient falsifié son dossier en Justice pour lui éviter l'expulsion à l'issue de sa condamnation pour trafic de drogue ;

- qu'une « boite aux lettres morte » lui avait été affectée pour discuter avec son officier traitant ;

- et que les téléphones de ses complices étaient écoutés.

Surtout, ils attestent que :

- le CNI suivait pas à pas les terroristes ;

- connaissait les cibles des attentats ;

- et poursuivait toujours sa surveillance au moins quatre jours avant la commission des crimes.

Pourquoi le CNI n'a-t-il pas empêché ces attentats ?

Pourquoi a-t-il caché ce qu'il savait ?

Pourquoi avait-il déjà en 2008 —c'est-à-dire avant le recrutement d'Abdelbaki Es-Satty comme informateur — caché des éléments à la Garde civile afin de le protéger de l'enquête sur l'attentat de Madrid du 11 mars 2004 (dit « 11-M ») ?

En effet, Es-Satty était déjà impliqué dans l'« Opération Chacal » ce qui le reliait aux attentats de Casablanca du 16 mai 2003 [2] ainsi qu'à un autre encore en Iraq contre les forces italiennes [3].

Ces révélations rappellent à la mémoire les événements du 11-M, le plus gigantesque attentat survenu en Europe après le 11 septembre 2001, qui fit près de 200 morts et 2 000 blessés. Or, si l'on a bien jugé les exécutants de cette opération, on ignore toujours qui en sont les commanditaires.

- Il se trouve que la plupart des exécutants étaient des informateurs de la police ;

- L'Otan a secrètement réalisé à Madrid la veille de l'attentat un exercice dont le scénario était le même que celui de l'attentat [4] — scénario que ne pouvaient pas connaître les terroristes bien qu'ils l'aient suivi ;

- Une importante équipe de la CIA a précipitamment quitté l'Espagne le lendemain de l'attentat [5].

On avait alors attribué cet attentat d'abord aux indépendantistes basques d'ETA, puis à des islamistes.

Nous avions publié une enquête de Mathieu Miquel à ce sujet. Il y montrait la solidité de l'hypothèse d'une opération de l'Otan sous faux-drapeau [6].

Bien involontairement, celle-ci a été confirmée par le très atlantiste ancien Premier ministre José-Maria Aznar. Au début du « printemps arabe », il révélait que le chef d'Al-Qaïda en Libye, Abdelhakim Belhaj, était impliqué dans l'attentat du 11-M, mais n'avait pas pu être arrêté et jugé [7]. Or celui-ci est devenu avec l'aide de l'Otan le gouverneur militaire de Tripoli. Puis, selon le quotidien monarchiste espagnol ABC, il se « déplaça en Syrie pour "aider" la révolution », en fait pour créer l'Armée syrienne libre pour le compte de la France [8] ; Selon l'ambassadeur russe au Conseil de sécurité, Vitali Tchourkine, Belhaj et ses hommes avaient été transportés de Libye en Turquie par l'Onu sous couvert d'assitance aux réfugiés ; Selon une requête du procureur général d'Égypte, Hichem Baraket, à Interpol, il devint l'émir de Daesh pour le Maghreb en 2015 [9]. Il gouverne aujourd'hui l'Est de la Libye avec le soutien militaire de la Turquie et du Qatar et celui, politique, des Nations unies.

Rappelons que les historiens ont établi la responsabilité de l'Otan durant la Guerre froide d'assassinats, d'attentats et de coups d'État dans les États membres de l'Alliance [10]. Selon la littérature interne de l'Alliance, les services secrets de l'Otan étaient placés sous la responsabilité conjointe du MI6 britannique et de la CIA états-unienne.

Revenons aux attentats de Catalogne. Selon les documents de Público, l'imam de Ripoll, Abdelbaki Es-Satty, était radicalisé depuis longtemps, ce qu'avait dénié jusqu'ici le CNI. Il militait au sein d'Ansar al-Islam, un groupe qui s'est progressivement fondu dans l'État islamique en Irak, lui-même devenu Daesh.

Or, Ansar el-Islam était dirigé par le Kurde Mullah Krekar. Celui-ci est aujourd'hui assigné à résidence en Norvège. Or, selon le quotidien kurde turc Özgür Gündem (aujourd'hui fermé sur ordre du président Erdogan), la CIA a organisé une réunion secrète à Amman (Jordanie) pour planifier la conquête de l'Iraq par Daesh [11]. Le journal a publié le compte-rendu qu'en ont fait les services secrets turcs que le PKK leur avait subtilisé. Il apparait que Mullah Krekar, alors en détention, y avait participé. Il était venu de Norvège en avion spécial de l'Otan, puis était sagement retourné dans sa prison.

Cette affaire fait grand bruit en Espagne où le Parlement de Catalogne a créé une commission d'enquête sur les attentats et où Ensemble pour la Catalogne (le parti indépendantiste de Carles Puigdemont) a assailli de questions le gouvernement de Pedro Sánchez au Congrès des députés.

Les indépendantistes catalans laissent entendre que le Gouvernement espagnol a délibérément laissé commettre l'attentat contre la population catalane. C'est surement habile politiquement, mais ce n'est qu'une conjecture diffamatoire.

Les faits —et nous nous y tenons— sont que dans ces attentats en Espagne comme dans un très grand nombre d'attentats islamistes, en Occident et dans le monde arabe : - généralement des éléments de l'appareil d'État étaient très précisément informés à l'avance ; - toujours les terroristes étaient liés à l'Otan.

Bien sûr, tout ceci n'est peut-être que pures coïncidences, mais depuis 2001 elles se reproduisent à chaque fois, quels que soient le lieu et les protagonistes. Réseau Voltaire 30 juillet 2019

Notes.

[1] « La verdad sobre el imán de Ripoll » 1- « El cerebro de la masacre de Las Ramblas fue confidente del CNI hasta el día del atentado », 2- « El CNI escuchaba los móviles de los asesinos de Las Ramblas cinco días antes de la matanza », 3- « El CNI fichó a Es Satty en 2014 a cambio de no ser deportado y le ayudó a ser imán en Ripoll », 4- « El CNI quiso poner al imán en Barcelona pero el jefe local se negó a que lo controlara Madrid », Carlos Enrique Bayo, Público, 15, 16, 17 y 18 de Julio de 2019.

[2] Les attentats de Casablanca et le complot du 11 septembre, Omar Mounir, Marsam, 2004.

[3] "The Road to Las Ramblas", Zach Campbell, The Intercept, September 3, 2018.

[4] « La OTAN simuló un atentado en Europa con 200 muertos », Carlos Segovia, El Mundo, 14 de marzo de 2004.

[5] « La investigación halla en los vuelos de la CIA decenas de ocupantes con estatus diplomático », Andreu Manresa, El País, 15 de noviembre de 2005.

[6] « 11 mars 2004 à Madrid : était-ce vraiment un attentat islamiste ? », « Attentats de Madrid : l'hypothèse atlantiste »,

Mathieu Miquel, Réseau Voltaire, 11 octobre et 6 novembre 2009.

[7] « Spain's Former Prime Minister Jose Maria Aznar on the Arab Awakening and How the West Should React », CNBC.com, December 9, 2011.

[8] « Islamistas libios se desplazan a Siria para "ayudar" a la revolución », Daniel Iriarte, ABC, Red Voltaire, 17 de diciembre de 2011.

[9] « Selon Interpol, Abdelhakim Belhaj est le chef de Daesh au Maghreb », Réseau Voltaire, 25 février 2015.

[10] NATO's secret armies : operation Gladio and terrorism in Western Europe, Danile Ganser, Routledge, 2005. Version française : Les Armées Secrètes de l'OTAN, Demi-Lune, 2004.

[11] « Yer : Amman, Tarih : 1, Konu : Musul », Akif Serhat, Özgür Gündem, 6 juillet 2014.

LVOG - Après cela je n'ai plus besoin de justifier ma participation financière au Réseau Voltaire.

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Etats-Unis

La Fed baisse ses taux pour la première fois en 11 ans - AFP 1 août 2019

La Banque centrale américaine, sous la pression constante de Donald Trump pour stimuler l'économie, a réduit ses taux d'intérêt pour la première fois en 11 ans ce mercredi 31 juillet mais a eu du mal à justifier ce retour à une politique accommodante alors que l'économie américaine se porte bien.

Le patron de l'institut d'émission, Jerome Powell, a expliqué que la banque prenait une "assurance" sur l'avenir face aux "incertitudes" pesant sur l'économie mondiale mais aussi la faiblesse "persistante de l'inflation". La Fed a réduit les taux directeurs d'un quart de point de pourcentage pour les fixer dans la fourchette de 2% à 2,25%.

Donald Trump, qui mardi encore avait réclamé une baisse des taux "forte", a très vite réagi dans un tweet à la décision de la Fed qu'il ne trouve pas satisfaisante.

"Powell nous a encore déçus comme d'habitude", a affirmé le dirigeant américain. "Ce que les marchés voulaient entendre de Jay Powell (...) était que c'était le début d'un long cycle agressif de baisses des taux pour pouvoir rivaliser avec la Chine et l'Europe (...)", a-t-il ajouté.

D'une façon générale, la bourse apprécie les baisses des taux d'intérêt car les actions deviennent plus rémunératrices que les obligations.

La Fed avait resserré le loyer de l'argent quatre fois l'année dernière mais elle considère maintenant que la faiblesse de la croissance mondiale et que l'inflation résolument basse exigent une politique monétaire plus accommodante.

Mais tout en défendant son indépendance, la Fed agit finalement dans le sens de ce que n'a cessé de réclamer le président Trump. Car le locataire de la Maison Blanche, qui brigue un deuxième mandat, veut des taux bas qui favorisent le consommateur, diminuent le coût de la dette et dopent le Dow Jones à Wall Street.

La décision de la Fed n'a pas fait l'unanimité au sein du Comité monétaire. Deux membres de la Fed se sont prononcés contre la décision, Esther George de la Fed de Kansas City et Eric Rosengren de celle de Boston. Ils auraient préféré maintenir les taux en l'état. Et c'est la première fois, depuis que Jerome Powell est à la tête de l'institution depuis début 2018, que le Comité monétaire est si divisé.

Si l'inflation est stagnante à 1,4%, la croissance de l'économie américaine est encore solide à 2,1% au 2e trimestre et le taux de chômage est proche de son plus bas niveau depuis cinquante ans (3,7%).

Onze ans après la crise financière, la Banque centrale américaine rejoint ainsi les autres grandes banques centrales du monde dans leur politique accommodante.

La Banque centrale européenne, qui a maintenu les taux à zéro, a ouvert la voie la semaine dernière à une série de remèdes anti-crise, allant d'une ou plusieurs baisses de ses taux à une possible reprise de ses rachats de dette, en brossant un tableau sombre des perspectives économiques en zone euro. AFP 1 août 2019

Zone euro.

Zone euro: coup de frein pour la croissance au deuxième trimestre - AFP 31 juillet 2019

La croissance en zone euro a ralenti au deuxième trimestre, tout comme l'inflation en juillet, confirmant l'atonie de l'économie malgré le recul du chômage, selon des chiffres publiés mercredi qui devraient pousser la BCE à agir.

D'avril à fin juin, le Produit intérieur brut (PIB) a crû de 0,2%, contre +0,4% au premier trimestre, selon une première estimation.

L'inflation a elle aussi décéléré, atteignant 1,1% en juillet (contre 1,3% en juin), selon un chiffre provisoire d'Eurostat.

Ce taux s'éloigne encore un peu plus de l'objectif de la BCE, pour qui le signe de bonne santé de l'économie est une inflation très légèrement inférieure à 2,0% sur un an.

Dans sa dernière réunion avant les congés d'été, le 25 juillet dernier, la BCE avait brossé un sombre tableau des perspectives en zone euro.

Elle avait déjà ouvert la voie à une série de remèdes anti-crise pour la rentrée allant d'une ou plusieurs baisses de ses taux à une possible reprise de ses rachats de dette.

Sur le front de la croissance, "les chiffres disponibles mercredi montrent que l'atonie de la conjoncture, auparavant concentrée en Allemagne et en Italie (respectivement première et troisième économie de la zone euro, ndlr), s'est étendue à la France, l'Espagne (numéro deux et quatre de la zone), l'Autriche et la Belgique", a remarqué M. Allen-Reynolds, analyste de Capital Economics..

Ce n'est pas de bon augure. D'autant que côté inflation, une analyse dans le détail n'est guère plus rassurante.

L'inflation sous-jacente (hors énergie, produits alimentaires, boissons alcoolisées et tabac, qui exclut par conséquent les produits particulièrement volatiles) a elle aussi reculé en juillet: 0,9%, contre 1,1% en juin.

C'est seulement sur le front de l'emploi que l'horizon continue de s'éclaircir pour l'instant: le chômage était au plus bas depuis 11 ans à 7,5% en juin.

En outre, le taux de chômage des jeunes était toujours à un niveau élevé: 15,4%, contre 15,6% en mai.

Et il est également très inégalement réparti entre les pays: l'Allemagne affiche le taux le plus faible de la zone euro: 3,1%, tandis que la Grèce et l'Espagne ont le plus élevé: 17,6% pour la première en avril (dernier chiffre disponible) et 14% pour la seconde. AFP 31 juillet 2019

LVOG - A lire ou télécharger : Le capitalisme financier déréglé: taux d'intérêt extrêmement bas et bulles des prix.

https://www.mondialisation.ca/le-capitalisme-financier-deregle-taux-dinteret-extremement-bas-et-bulles-des-prix/5635721

Haut de page

Le 5 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai mis en ligne une copie (pdf) plus lisible de l'article du climatologue Marcel Leroux : *Le réchauffement climatique est un mythe !*.

Vous verrez dans cette causerie pourquoi il faut même se méfier des "*petites ONG*".

- Au format pdf - 20 pages)

Par la révolution sociale !

230 ans après, la révolution fiscale de la nuit du 4 août doit encore être achevée - Le HuffPost 3 août 2019

Rectificatifs concernant le financement du Réseau Voltaire - Réseau Voltaire 3 août 2019

1 - Nous avons créé une collecte sur PayPal accessible ici : https://www.paypal.com/pools/c/8h1X...

2 - Nous avons envoyé par erreur à certains de nos abonnés un RIB erroné du compte créé par Alain Benajam exclusivement pour notre collecte. Vous pouvez envoyer vos dons par virement bancaire à Intitulé : Alain Benajam

IBAN : FR76 1659 8000 0113 8513 8000 182

BIC : FPELFR21

RIB : 16598 00001 13851380001 82

3 - L'e-mail que nous avons indiqué à utiliser pour nous contacter en cas de vol de vos virements au Pot Commun ne fonctionne plus. Vous pouvez désormais écrire à Sergio Da Rimini :

Toutes ces données ont été corrigées sur le texte récapitulatif « Qui veut tuer le Réseau Voltaire ? », Réseau Voltaire, 2 août 2019. Nous invitons tous ceux qui ont relayé ce texte d'y apporter ces corrections.

https://www.voltairenet.org/article207204.html

Dossier sur l'arnaque du réchauffement climatique

Le NPA n'a d'yeux et d'oreilles que pour les institutions internationales du capital dont le GIEC.

Le NPA partage les objectifs climatiques du GIEC et devient de ce fait un agent de l'ONU.

- Pour moi, la réussite de la transition écologique repose sur la responsabilisation de chacun (...) l'essentiel est dans notre capacité à changer notre façon de vivre et de consommer.

Sonia Krimi, députée de la Manche (affiliée LREM), membre du Collectif "Accélérons!" de 162 députés pour accélérer la transition écologique. huffingtonpost.fr 02.08

L'air de rien, le rapport du GIEC flatte l'instinct le plus bas de l'homme ou l'individualisme primaire, effréné, enragé qui le porte à croire qu'il serait plus puissant que la nature et au-delà, si puissant qu'il pourrait imposer sa volonté à l'humanité entière.

Comme son nom l'indique, le GIEC (Groupe intergouvernemental sur le changement climatique) a été mis en place par des chefs d'Etat, qui comme chacun sait sont apolitiques, indépendants du pouvoir économique et financier, donc forcément ils seront animés des meilleures intentions du monde, et les rapports que concocteront les experts qu'ils auront désignés ne subiront aucune espèce d'influence politique ou seront d'une impartialité à toute épreuve...

Qui peut croire une stupidité pareille. Le NPA et il est loin d'être le seul en la matière. Le NPA partage le constat du GIEC qui comporte deux volets, l'augmentation de la température moyenne de la Terre qui aurait une origine essentiellement anthropique ou due à l'activité humaine, industrielle ou économique. Du coup les uns et l'autres sont également d'accord sur les objectifs qui en découlent, et ils divergent seulement sur les moyens à mettre en oeuvre pour les atteindre. On assiste donc au développement d'une psychopathie collective, qui quelque part a quelque chose de plus terrifiante que les variations climatiques constatées par ailleurs. J'ignore si les lecteurs en ont vraiment conscience.

Vous avez là le même schéma qui préside à la collaboration de classes ou au dialogue social à partir d'un constat partagé entre gouvernement et patronat d'un côté, et syndicats dits ouvriers de l'autre, qui aboutit systématiquement à la remise en cause des droits ou acquis sociaux des travailleurs. En conséquence ou logiquement, si cela veut encore dire quelque chose de nos jours, on est porté à penser que dans tous les cas de figue le traitement que le GIEC réserve aux travailleurs sera identique. Donc adopter le constat du GIEC, c'est cautionner les mesures qu'il préconisera qu'on les condamne ou non par ailleurs n'y changeant absolument rien, surtout quand à l'instar du NPA on ne dispose pas des moyens politiques pour influencer ou contrecarrer les propositions du GIEC. L'essentiel pour le GIEC et ses commanditaires de l'oligarchie, c'est que son rapport fasse consensus et que toute critique soit balayée, voilà à quoi participent le NPA et tous ceux qui adoptent aveuglément ou par ignorance le rapport du GIEC.

Questions :

- Qu'est-ce qu'on est en droit d'attendre d'un constat erroné (ou fabriqué) élevé au rang de dogme ?

- Qu'est-ce qu'on est en droit d'attendre de ceux qui partagent ce constat, à quoi cela mène-t-il au juste ?

- Que fait-on quand on prétend développer une stratégie révolutionnaire, et que dans le même temps on donne des gages aux ennemis de la révolution sociale ?

Réponse : Prisonnier de ses propres contradictions qui conduisent à une confusion inextricable, on s'enfonce un peu plus dans l'opportunisme ou la charlatanerie, et on en arrive à servir les intérêts de l'ennemi qu'on est censé combattre.

Voilà ce qui arrive quand on prend ses désirs de petits bourgeois pour la réalité.

S'il est exact que la jeunesse n'a rien à attendre du capitalisme, en revanche cela ne signifie pas pour autant qu'elle aurait atteint ce niveau de conscience politique, loin s'en faut. Dès lors, on se demande comment elle pourrait y parvenir en participant à des campagnes qui ont été initiées par l'oligarchie, et qui ont pour seul objectif de servir ses propres intérêts, et d'empêcher la jeunesse d'intervenir sur le terrain de la lutte de classes au côté du prolétariat. D'autant plus qu'à l'heure actuelle, le mouvement ouvrier en proie à une décomposition sans fin n'est pas en mesure de rivaliser avec les organisations mises en place, créées ou/et financées par l'oligarchie, qui orientent toutes ces campagnes dans une direction qui ne coïncide pas vraiment avec les aspirations de la jeunesse ou de la classe ouvrière.

Le NPA n'en tient pas compte, et il n'est pas le seul dans ce cas-là. Il participe ainsi à cette épouvantable manipulation de la jeunesse par l'oligarchie. Qu'il nous soit permis de ne pas en être et de la combattre.

"La mobilisation massive de la jeunesse" dont on nous dit qu'elle "n'a rien à attendre du capitalisme", est une appréciation qui manifestement n'est pas partagée pas la jeunesse, qui manipulée par "le mouvement « Fridays for Future » et « Green Fridays »" a conduit "le 15 mars, des centaines de milliers de jeunes (...) dans la rue dans différentes villes du monde dans le cadre d'une grève étudiante contre le changement climatique", grève initiée par la nouvelle égérie de l'oligarchie financière invitée du Forum économique mondial à Davos en 2018, Greta Thunberg, qui loin d'ouvrir "la possibilité de débattre d'une stratégie révolutionnaire pour mettre fin à la cause du changement climatique et de la dévastation environnementale : le système capitaliste" sert au contraire de caution morale aux promoteurs de la "transition énergétique" et de l'instauration d'un régime totalitaire mondial.

Le NPA reprend à son compte le constat et les objectifs du GIEC, c'est son droit, encore faut-il qu'il l'assume, ce qui n'est pas le cas ici.

Le NPA se comporte comme le GIEC et ses commanditaires de l'oligarchie, quand il affirme que "l'establishment mondial est divisé entre le négationnisme du changement climatique, les réformes cosmétiques promouvant le « capitalisme vert » adoptées lors des sommets et les paris sociaux-démocrates sur un « New Deal vert » entre les États et les grandes entreprises pour arrêter la détérioration environnementale et la prédation des ressources."

En traitant de "négationnisme du changement climatique" les scientifiques du monde entier et tous les citoyens qui rejettent le constat et les conclusions du GIEC sur la base des faits ou des données que le GIEC n'a pas cru bon d'examiner ou de retenir, et qui permettaient d'arriver à des conclusions différentes ou inverses des siennes, le NPA interdit d'emblée toute discussion loyale et sérieuse sur ce sujet, dont acte qui ne nous étonne pas du tout. La preuve, dans l'article qui suit ne figure délibérément aucun élément retenu par les opposants au rapport du GIEC que j'ai publiés dans les causeries des dernières semaines. Un exemple avec "la fonte des glaciers ou à la fonte partielle des calottes polaires" retenue par le GIEC et son agent, le NPA qui ne désavouera pas cet article d'Euronews :

- Inquiétant record de fonte glaciaire au Groenland - euronews 03.08

C'est un chiffre qui résume des semaines de canicule dans diverses régions du monde. En un seul jour, le 1er août, 11 milliards de tonnes de glace ont fondu au Groenland. euronews 03.08

- Jakobshavn, le plus grand glacier du Groenland regagne du terrain - climato-realistes.fr 31 mars 2019

Extrait. - Des chercheurs de la NASA ont découvert que le glacier Jakobshavn (à l'origine de l'iceberg responsable du naufrage du Titanic) qui s'amincissait depuis 20 ans a fait une volte-face inattendue : le glacier s'écoule maintenant plus lentement, s'épaississant et avançant vers l'océan au lieu de reculer.

Cette découverte a fait l'objet d'une étude publiée le 25 mars dans Nature Geoscience [1], par des chercheurs du Jet Propulsion Laboratory de la NASA. Elle est basée sur les données de la mission Oceans Melting Greenland (OMG) ainsi que sur d'autres observations. climato-realistes.fr 31 mars 2019

[1] Interruption of two decades of Jakobshavn Isbrae acceleration and thinning as regional ocean cools https://www.nature.com/articles/s41561-019-0329-3

Extrait d'un entretien avec Marcel Leroux, professeur en climatologie.

Marcel Leroux, professeur en climatologie à l'université Jean Moulin de Lyon III et directeur depuis 1986 du Laboratoire de Climatologie, Risques, Environnement (CNRS), est l'auteur du premier livre de climatologie en français traduit en anglais, La Dynamique du temps et du climat (éditions Dunod, 1996). Après la parution de The Meteorology and Climate of tropical Africa, aux Editions Springer en 2001, il a achèvé son troisième ouvrage, Global Warning, myth or reality, disponible depuis décembre 2006.

Vous voulez dire qu'il n'y a pas de fonte de la calotte glaciaire ?

Marcel Leroux - C'est un fait incontestable ! Cependant, évitons de généraliser : dans le détail, la glace de mer fond au nord de la mer de Norvège ou dans la région des Aléoutiennes dans le Pacifique nord, où arrivent de l'eau marine et de l'air chauds. En revanche, la banquise ne varie pas au Nord du Canada. Comme l'écrit correctement M. Postel- Vinay, rédacteur de la revue La Recherche, « le gros de la calotte antarctique n'a pas fondu depuis sa formation, voici 60 millions d'années. » L'observation satellitale montre même qu'au cours de la période 1979-1999, qui est celle de la plus forte hausse supposée de la température, la surface de la banquise a globalement augmenté autour du continent antarctique. Au Groenland, certaines régions fondent, notamment sur les pourtours, mais la masse de glace augmente au centre de l'île, comme la masse de la plupart des glaciers scandinaves. Le refroidissement des pôles a atteint 4 à 5°C pendant la période 1940-90 – c'est-à-dire plus de la moitié, mais en négatif, de la valeur prévue pour 2100 ! C'est le démenti le plus flagrant apporté aux prévisions des modèles. Il est d'ailleurs surprenant que ceux-ci aient pu concevoir un tel réchauffement alors qu'il n'y a aucune raison physique qui puisse le justifier ! Est-ce seulement pour faire peur aux gens avec une prétendue montée des eaux qui en résulterait ?

En revanche, ce qui est sûr, c'est que comme les pôles se refroidissent, la puissance et la fréquence des AMP augmentent, les contrastes de températures s'élèvent, les confrontations entre l'air froid et l'air chaud sont plus vigoureuses et le temps devient de plus en plus violent et de plus en plus contrasté dans nos latitudes. Il devient aussi toujours plus irrégulier, avec des périodes étendues de froid puis de chaud, des pluies abondantes et des sécheresses. Des records de chaleur comme de fraîcheur sont d'ailleurs constamment dépassés.

LVOG - Prenons un autre exemple, la hausse des températures et la sécheresse dans certaines régions.

Marcel Leroux - ...lors de toute période chaude, à l'échelle paléoclimatique comme à l'échelle récente, les pluies tropicales sont plus abondantes. Ce qui veut dire que paradoxalement, si le réchauffement était effectif, la sécheresse cesserait dans le Sahel !

Mais malheureusement, ce n'est pas le cas.

LVOG - Pas de bol non plus pour le GIEC et le NPA ! Et tout le reste est à l'avenant. Par exemple, le GIEC mélange notamment les relevés de température des océans avec ceux des centres des grandes métropoles pour déterminer quelle est la température moyenne de la Terre, ce n'est pas scientifique, ce n'est pas sérieux. L'article du climatologue Marcel Leroux est disponible (pdf) dans le portail.

Capitalisme, changement climatique et stratégie socialiste - revolutionpermanente.fr (NPA)

Le 15 mars, des centaines de milliers de jeunes sont descendus dans la rue dans différentes villes du monde dans le cadre d'une grève étudiante contre le changement climatique. A Madrid, Berlin, Vienne, Rome et dans d'autres villes, les manifestations ont été massives.

Le mouvement est né le 20 août 2018, lorsque la jeune militante suédoise du climat Greta Thunberg s'est présentée devant le parlement suédois avec une banderole portant le slogan « Student Climate Strike ». Inspiré par cette action, le mouvement « Fridays for Future » et « Green Fridays », dans lequel des étudiants et des lycéens manquent des cours et manifestent contre la crise environnementale mondiale sous le slogan « We don't have a planet B », a depuis pris de plus en plus d'ampleur. Surtout après le discours percutant de Thunberg lors du dernier sommet sur le climat (COP 24) à Katowice, en Pologne.

(Sainte Greta Thunberg : Une marionnette maniaco-dépressive entre les mains d'oligarques psychopathes, flattée par des ignares corrompus et autres schizophrènes décomposés qui les assistent. - LVOG)

« Notre civilisation est sacrifiée pour qu'un petit nombre de personnes ait la possibilité de continuer à gagner des sommes d'argent énormes. Notre biosphère est sacrifiée pour que les riches des pays comme le mien puissent vivre dans le luxe. C'est la souffrance de beaucoup qui paie le luxe de quelques-uns (...) Nous devons laisser les combustibles fossiles dans le sol et nous devons nous concentrer sur l'équité. Et si les solutions au sein du système sont si impossibles à trouver, peut-être devrions-nous changer le système lui-même », a déclaré cette Suédoise de 15 ans sous le regard condescendant des représentants politiques présents au sommet.

(Elle a fait 3.200 kms en train de Suède en Suisse pour se rendre au Forum économique mondial à Davos, au lieu de prendre l'avion et d'économiser 29 heures de son temps libre, c'est assurément un "luxe" et une "souffrance" qu'elle peut se permettre, mais pas nous et on ne se les souhaite pas non plus ! Si on l'écoutait, la civilisation humaine ferait un bon en arrière de mille ans au moins ! Les adeptes de la décroissance, qui accusent le marxisme de productivisme jubilent et on comprend pourquoi. Vous me direz que cela coïncide avec l'instauration d'une monarchie absolue ou le retour à l'Ancien Régime auquel on assiste avec Macron en France notamment, où les potentats locaux tels des seigneurs feraient leur loi et régner la terreur, on y vient. - LVOG)

Pendant ce temps, l'establishment mondial est divisé entre le négationnisme du changement climatique, les réformes cosmétiques promouvant le « capitalisme vert » adoptées lors des sommets et les paris sociaux-démocrates sur un « New Deal vert » entre les États et les grandes entreprises pour arrêter la détérioration environnementale et la prédation des ressources.

Dans ce contexte, la mobilisation massive de la jeunesse, qui n'a rien à attendre du capitalisme si ce n'est l'inégalité, la précarité et la destruction de la planète, ouvre la possibilité de débattre d'une stratégie révolutionnaire pour mettre fin à la cause du changement climatique et de la dévastation environnementale : le système capitaliste.

(Ils ne voient pas qu'ils s'en prennent à ce qui a présidé au développement du capitalisme et du progrès social, et qu'ainsi ils sapent les bases d'une révolution sociale, qui ne pourrait pas se produire si l'humanité était réduit littéralement en esclavage. - LVOG)

« Les prochaines années sont probablement les plus importantes de notre histoire ». La citation est de Debra Roberts, co-présidente du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) [1] qui a présenté le 8 octobre dernier le rapport spécial 1,5ºC sur le réchauffement climatique.

(Et de nous citer une voyante, de mieux en mieux ! - LVOG)

Aujourd'hui, la grande majorité des scientifiques du monde considère que le changement climatique est aussi tangible qu'inévitable. (...)

Mais qu'est-ce que le changement climatique et qu'est-ce qui en est la cause ? (Jamais ils ne parleront de variations climatiques qui se déroulent sans cesse. - LVOG)

Le climat de la Terre est régulé par un processus naturel appelé « effet de serre », par lequel certains gaz présents dans les couches inférieures de l'atmosphère (dioxyde de carbone, méthane, oxyde nitreux, hydrofluorocarbures, etc.) absorbent une partie du rayonnement solaire que la Terre émet sous forme de chaleur, formant une véritable « serre globale ». Dans le cas de la planète Terre, l'équilibre naturel de ce phénomène est ce qui a permis le développement de la vie telle que nous la connaissons. Mais lorsque la concentration de gaz à effet de serre augmente dans l'atmosphère, cet équilibre se modifie et donne naissance à ce que l'on a appelé le « changement climatique ».

(Ils ont oublié la vapeur d'eau qui participe à plus de 80% à la formation de l'effet de serre, et ils ne vous diront pas non plus que le CO^2 présent dans l'air ne représente qu'une infime partie des éléments chimiques qui la composent à côté de l'oxygène, de l'azote, etc, et que le taux de CO^2 est passée seulement de 0,3 à 0,4%... - LVOG)

La majorité des scientifiques s'accorde à dire que ce changement est principalement lié à l'augmentation vertigineuse des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, produits par les activités anthropiques, c'est-à-dire par l'action humaine. Cependant, il ne s'agit pas d'une action humaine « en général », abstraite. C'est une activité générée dans le cadre d'un certain mode de production, le capitalisme.

(Ils ne vous diront pas que le GIEC a systématiquement écarté ou minimisé l'activité du soleil, des volcans, d'El Nino, sans parler du noyau de la terre ou ce qui se passe sous nos pieds que le GIEC a totalement ignoré. - LVOG)

En effet, depuis la révolution industrielle, la super-concentration de ces gaz dans l'atmosphère, notamment en raison de la combustion d'énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz), mais aussi de la déforestation (qui a progressivement éliminé d'énormes puits de carbone) et d'autres activités productives capitalistes comme l'élevage intensif, a eu pour effet d'élever la température moyenne mondiale - qui avoisine actuellement 15°C - avec des conséquences insoupçonnées (et catastrophiques) sur l'environnement et la biodiversité. Cette dynamique a eu tendance à s'accroître de façon exponentielle avec le développement du capitalisme moderne, en particulier lors de sa dernière phase néolibérale.

(Là le NPA se fait faussaire. Rappelons qu'entre 1910-1945 et 1945-1980 la température n'a augmenté que de 0,6°C, donc avant et pendant la période d'industrialisation disons mondialisée, réfutant ainsi le rapport entre la hausse moyenne de la température avec l'augmentation du taux de CO^2 dans l'air.

A propos de la déforestation.

La 3ème étude publiée par Nature [10] intitulée « Changement dans l'utilisation des sols de 1982 à 2016 », a analysé 35 années de données satellitaires et établi un bilan complet de la dynamique mondiale des changements d'usage des sols au cours de la période 1982-2016. Elle montre que contrairement à une opinion dominante, la couverture arborée augmente (2,24 millions km2, soit + 7,1% par rapport au niveau de 1982). [10] Global land change from 1982 to 2016 (https://www.nature.com/articles/s41586-018-0411-9) - Cycle du carbone, l'éclairage de trois nouvelles publications - Usbek - climato-realistes.fr 11 septembre 2018) - LVOG)

Bien que les différents sommets sur le climat aient tiré la « sonnette d'alarme » sur le changement climatique, d'importantes organisations scientifiques mettaient en garde contre ces changements depuis des décennies. Du GIEC à des revues scientifiques prestigieuses telles que Science, elles ont présenté des recherches qui dessinent de véritables scénarios de catastrophes, soutenant que si les niveaux actuels d'émissions de CO2 se maintiennent, « le monde sera confronté au taux de changement climatique le plus rapide des 10 000 dernières années, modifiant la circulation des courants océaniques et des régimes climatiques » [2]. (Pures élucubrations catastrophiques ! - LVOG)

Les projections du GIEC indiquent que la température moyenne mondiale à la surface de la Terre pourrait augmenter de 2 à 5°C [3] et que le niveau des océans pourrait augmenter de 18 à 59 centimètres au cours des prochaines décennies, tout en avertissant que les émissions passées et futures de dioxyde de carbone (CO2) continueront au réchauffement pendant plus d'un millénaire. Dans le même temps, on a récemment appris que les niveaux de CO2 dans l'atmosphère ont dépassé 400 parties par million (ppm), et pourraient même atteindre dans les décennies à venir des niveaux supérieurs à 500 ppm, des niveaux jamais atteints auparavant dans l'histoire humaine. (Ils ont raison de ne pas remonter plus loin que "l'histoire humaine", et pour cause, les données infirmeraient leurs spéculations foireuses. - LVOG)

Pour qui que ce soit, ces estimations peuvent passer pour de simples abstractions statistiques. Cependant, elles prennent forme lorsque leurs conséquences se font sentir : expansion de phénomènes climatiques extrêmes tels que tempêtes, cyclones tropicaux, typhons et ouragans, chaleur excessive, déplacement des zones climatiques vers les pôles et réduction de l'humidité du sol, mais aussi élévation du niveau de la mer due à la fonte des glaciers ou à la fonte partielle des calottes polaires, avec pour conséquence la salinisation des terres arables et des eaux souterraines côtières. (Faux, tous ces phénomènes sont globalement en régression ou ils se sont déplacés. Ne pas en tenir compte relève sciemment de la manipulation. - LVOG)

Depuis 1880, la température moyenne de la surface de la terre a augmenté de 1°C selon le GIEC. Un changement drastique qui a déjà des conséquences dévastatrices, avec le renforcement de tous les phénomènes catastrophiques liés au climat, sa permanence dans le temps et l'accélération de ses rythmes. Il s'agit notamment de la récurrence d'ouragans et de tornades de plus en plus virulents en Amérique centrale, comme celui qui a dévasté Porto Rico et d'autres pays des Caraïbes il y a quelques mois, ou le cyclone qui a fait plus de 1 000 morts au Mozambique. La multiplication des incendies incontrôlables qui ont dévasté des villes entières dans le monde entier, la propagation de vagues de chaleur extrême (qui frappent déjà 30% de la population mondiale), les inondations massives - qui touchent déjà 41 millions de personnes en Asie du Sud - ou les sécheresses catastrophiques - comme celles qui ont provoqué le déplacement forcé de 760 000 personnes en Somalie. (...) (Le produit du développement anarchique y compris démographique sous le capitalisme... - LVOG)

Comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS) l'a récemment reconnu, si la tendance actuelle se poursuit, les conséquences du changement climatique pourraient entraîner 250 000 décès supplémentaires chaque année entre 2030 et 2050, selon une estimation pourtant minimale [5]. (...) (Au secours, on va tous mourir ! - LVOG)

La nécessité de lutter contre le changement climatique par des mesures radicales est indéniable. Selon le dernier rapport du GIEC, les émissions de gaz polluants devraient être réduites de 45 % d'ici 2030 - en moins de 12 ans - pour éviter de dépasser le seuil critique de réchauffement de 1,5°C, au-dessus duquel l'élévation du niveau de la mer, les phénomènes

météorologiques extrêmes et les pénuries alimentaires se généraliseraient. (Quand le NPA adopte les conclusions du GIEC qui justifient toutes les attaques à venir contre les peuples... - LVOG)

Un scénario qui ne laisse aucune place à des mesures partielles ou « réformistes ». Le réchauffement climatique n'est qu'une des manifestations, peut-être l'une des plus dévastatrices, de la nature destructrice du système capitaliste. (...) revolutionpermanente.fr

LVOG - La suite était à l'avenant. Au passage, pour nous la manifestation la plus dévastatrice du système capitaliste demeure l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression qui l'accompagne quotidiennement et que rien ni personne ne peut justifier.

John Christy, chef du département des sciences de l'atmosphère de l'Université de l'Alabama.

...récemment, le scientifique australien Barry Marshall a renoncé au traitement accepté pour les ulcères en suggérant qu'ils n'étaient pas causés par le stress, mais par une infection bactérienne. Aujourd'hui, le traitement standard contre les ulcères est un antibiotique. (https://www.climatedepot.com/2019/02/23/climatologist-dr-john-christy-rejects-green-new-deal-the-world-is-not-spiraling-off-into-some-dangerous-territory-of-climate)

John R. Christy est un climatologue américain.

Il a été un des auteurs principaux du rapport du GIEC de 2001, mais il en a démissionné au vu des manipulations nombreuses menées pour imposer l'idée d'un consensus scientifique pourtant inexistant sur la théorie de l'origine humaine du réchauffement climatique.

Ayant constaté par lui même les dérives du GIEC, il s'oppose avec force à l'instrumentalisation de la science menée par cette organisation et James Hansen; il déclara ainsi sur CNN le 2 mai 2007 que le but recherché par les auteurs était, non de refléter la réalité de la connaissance scientifique, mais de cultiver l'alarmisme pour forcer les États-Unis à signer le protocole de Kyoto. Lui-même critique de la thèse de l'origine humaine du réchauffement climatique, il rappelle que c'est à tort que le GIEC soutient qu'il y a consensus sur le sujet parmi les scientifiques.

Pour Christy, un environnement plus propre ne peut pas venir d'une logique de décroissance et de contrainte étatique, mais uniquement du développement économique et du progrès. wikiberal.org

Parole d'internaute.

1- Manfred Petritsch, par exemple, a repris un de ces scénarios dans son article du 10 juin 2019 : Jusqu'à l'automne 2018, les visiteurs du centre du parc national de Glacier aux Etats-Unis étaient confrontés à un panneau portant l'inscription suivante : « Adieu Glacier : En raison du changement climatique dû à l'homme, les simulations numériques montrent que les glaciers « disparaîtront » tous d'ici 2020. » Cette « disparition d'ici 2020 » a été largement rapportée dans le New York Times, le National Geographic et de nombreux autres médias internationaux. Sur Wikipedia, on peut lire tout un essai sur le recul des glaciers du parc national.

Mais maintenant les équipes de recherche de l'Université Lysander Spooner, qui visitent le parc tous les mois de septembre et mesurent les glaciers, ont révélé ce qui suit : Les glaciers les plus célèbres du parc, comme les glaciers Grinnell et Jackson, se sont même développés depuis 2010 et n'ont en aucun cas diminué ! Tous les autres glaciers sont encore là. Donc ce qui s'est réellement passé est exactement le contraire de ce qui avait été si horriblement prédit.

"Manfred Petritsch écrit : [Voix off:] « Au lieu d'informer les visiteurs que les glaciers n'avaient pas disparu, contrairement à leur pronostic, mais qu'ils s'étaient même développés, l'administration du parc n'a rien communiqué mais a simplement retiré le panneau. Les médias n'ont pas été informés non plus. L'administration du parc n'admet pas son erreur. »"

2- Qui de l'œuf ou de la poule?……

Selon certain, c'est la hausse des températures qui précède la libération de CO2 principalement d'origine océanique…..

Selon d'autre, c'est la poule!

Lorsque Philippe Verdier, chef météo France 2 a contesté le GIEC, il s'est fait viré:

https://www.youtube.com/watch?v=t3gWPzs_O1w

Il y a quelque décennie, alerte, la mer monte et des îlots vont se faire engloutir mais pourtant rien ne se produit.

Il n'y a pas de hausse significative du niveau des océans voir ici:http://refmar.shom.fr/fr/evolution-niveau-marin-brest

Pourtant:https://www.liberation.fr/planete/2019/07/31/en-europe-la-france-fait-partie-des-pays-les-plus-menaces-par-la-submersion-marine_1741624

Qui croire? L'article de Libé ou le SHOM (Service Hydrographique et Océanographique de la Marine)

J'ai plus confiance aux relevés. Mais quand Libé affirme "L'élévation du niveau de la mer s'accélère : elle est désormais de 3,2 millimètres par an en moyenne (pour la période 1994-2014), alors que pendant les trois derniers millénaires, le rythme d'élévation se situait autour de 0,5 millimètre par an." c'est une fake news.

3- GES ? avec un taux qui est passé de 0,03% à 0,04% , pas de quoi fouetter un chat

Pourquoi les températures ont-elles baissé des années 40 aux années 70 en plein 30 glorieuses alors que les émissions de CO2 étaient en augmentation constante ? (même chose fin du XIX ème siècle ?)

4- Pour le reste , les astrophysiciens découvrent des trucs intéressants : https://www.nature.com/articles/s41598-019-45584-3 , cycles de 1000 ans .. avec un point bas au XVIIème siècle et une remontée des températures depuis .

Le CO2 ? même pas utile dans leurs conclusions.

5 - Et où en sont toutes les stations de ski de moyenne altitude qui devaient fermer, déjà en 2005? Et bien elles se portent si bien que Tony Parker a décider d'en racheter une !

Il y a les articles, les études, les graphiques, de plus en plus compliqués pour faire sérieux, et il y a la réalité. Si nous battons un record de 1947, c'est qu'il a fait très chaud en 1947. Nul doute que nous battrons aussi des records de froid comme nous l'avons déjà fait dernièrement.. Il ne peut y avoir de changement climatique, car le climat change tout le temps. Marre des devins qui envahissent les médias comme a la Rome antique. Aucun d'entre eux ne sera la dans 100 ans pour répondre de ses écris, alors ça y va! L'avenir nous est a tout jamais inconnu.

6- Non, le GIEC ne compile pas toute la littérature , il compile ce qui l'intéresse et va dans le sens de ses objectifs.

En lisant le rapport AR5 , on constate que le GIEC a isolé un ensemble de modèles très divergent , les graphiques montrent que la réalité (courbes des observations) ne correspond pas aux modèles mathématiques. La réalité doit être fausse.

Les comités de lecture ne garantissent pas la véracité de ce qui est écrit.

7- Cet article est juste hallucinant. On va continuer longtemps comme cela a se moquer de nous ?

Le graphique de reconstruction du "taux de réchauffement" des 2000 dernières années est impossible. On a des milliers et des milliers de sources historiques qui attestent d'un optimum climatique romain et d'un optimum médiéval. Des centaines (ou plus) d'historiens (Le Roy Ladurie en tête) ont reconstruit à travers ces sources les grandes variations climatiques (je parle de tendances pas à la précision au ° près) donc si nous ne voyons pas distinctement ces 2 périodes sur un graphique sensé reproduire l'évolution du climat sur les 2000 dernières années c'est qu'il est faux.

Il y a un livre récemment sorti de l'historien Kyle Harper très bien documenté qui approche la fin du monde romain sous l'aspect climatique. On peut critiquer la causalité entre effondrement et climat, en revanche les sources sont nombreuses et précises aussi bien historiques que plus récentes de climatologie (dendrologie etc) et il n'y a aucun doute sur l'existence de cet optimum romain (phénomène dont on a des traces aussi bien en Chine qu'en Amérique du nord).

Il est donc parfaitement scandaleux d'avoir des graphiques où l'on ne voit pas clairement sur les 2000 dernières années l'optimum romain et médiéval qui sont des phénomènes attestés depuis des siècles dans toutes les grandes civilisations de ces époques.

8- Et si la panique autour du changement climatique était une "stratégie du choc" comme une autre, nécessaire pour faire avaler au bon peuple les réformes structurelles nécessaires pour que tout change afin que rien ne change ?

9- De 300 ppm d'avant la période pré- industrielle à env. 400 ppm aujourd'hui, soit de 1 molécule de CO2 anthropique sur 10'000

en plus contribuant à effet de serre. En présence de 2.5% de molécules de vapeur d'eau soit 250 molécules sur 10'000.

Elle change quoi cette molécule de CO2 anthropique sur 250 de H2O vapeur?

Il semble qu'une molécule H2O contribue à l'effet de serre comme 10 molécules de CO2. Quelqu'un peut-il confirmer?

Hier comme aujourd'hui, rappel, souvenir, mémoire, enseignement. Tout est une question de degré, de circonstance, l'idéologie est la même.

Dictature clé en main dans les rues de Washington. Par Ray McGovern - Les Crises 2 août 2019

- Gerry Condon, Président de Veterans for Peace [Les Vétérans pour la Paix, NdT], fut conspué et traîné dans la boue, ce mercredi soir pour avoir tenté d'apporter de la nourriture aux personnes confinées dans l'ambassade vénézuélienne à Washington. Les militants postés en son sein, dont certains ont vécu dans l'ambassade des semaines durant avec la permission du gouvernement vénézuélien, protègent les locaux, face à des manifestants qui soutiennent le président auto-déclaré Juan Gaido.

Avec la permission tacite de la police de Washington et des services secrets, les manifestants ont réussi à bloquer toute entrée de nourriture dans l'ambassade. Ce mercredi soir, l'électricité fut coupée dans l'immeuble. Un militant ayant jeté une miche de pain vers une fenêtre avait auparavant été arrêté pour usage de « missile ». Et maintenant, Condon se fait malmener et coincer pour avoir lancé un concombre.

Nous en arrivons au stade qu'Edward Snowden qualifiait de « dictature clef en main ». Et ce mercredi soir, on a tourné cette clef dans la serrure de manière spectaculaire. Jusqu'à maintenant, on assistait à un processus progressif et imperceptible, comme dans la fable de la grenouille dans l'eau bouillante.

Bien sûr, cela s'est déjà produit par le passé. Je citais ces mots dans un article que j'écrivais pour Consortium News le 27 décembre 2007 :

« Il y a peu de choses aussi étranges que l'indifférence calme et hautaine avec laquelle moi et mes semblables observions les débuts de la révolution nazie en Allemagne, comme depuis une loge au théâtre… Peut-être bien que cette bizarrerie peut se comparer avec celle d'aujourd'hui, des années après… »

Ces mots sont ceux de Sebastian Haffner (nom de plume pour Raimund Pretzel), qui, en tant que jeune avocat à Berlin pendant les années 1930, a vécu la prise de pouvoir des nazis, et en fit un témoignage de première main. Son fils découvrit son manuscrit après sa mort, en 1999, et le publia l'année suivante sous le titre Geschichte eines Deutschen (en français, Histoire d'un Allemand).

Le livre devint immédiatement un best-seller et fut traduit dans pas moins de 20 langues – en anglais comme « Defying Hitler » (« Défier Hitler »).

J'ai récemment appris de sa fille Sarah, une artiste berlinoise, que l'on fête aujourd'hui le centenaire de la naissance d'Haffner. Après avoir trouvé un de mes anciens articles, où je citais son père, elle m'a envoyé un mail me demandant « d'en écrire plus à propos de ce livre et de sa comparaison avec l'Amérique de Bush. … C'en est presque incroyable. »

Voici donc plus d'informations sur le livre d'Haffner.

(...)

Les Nazis et les Collabos

Pas besoin d'être un nazi. Il vous suffit d'être un mouton.

Dans son journal, Sebastian Haffner pointe du doigt ce qu'il nomme « la docilité du troupeau », autrement dit la façon dans les Allemands ont réagi à un événement à rapprocher du 11 Septembre : l'incendie du Parlement allemand, le Reichstag, le 27 février 1933.

Haffner fut frappé de ce qu'aucune de ses connaissances « ne soit saisie par le fait que, dès lors, on puisse écouter ses discussions téléphoniques, ouvrir ses lettres, fouiller son bureau ».

Mais c'est aux hommes politiques lâches qu'Haffner réserve sa plus véhémente condamnation. Voyez-vous maintenant le parallèle qu'on peut établir avec ce que l'on vit aujourd'hui ?

Lors des élections du 4 mai 1933, peu après l'incendie du Reichstag, le parti nazi totalisa seulement 44 % des voix. Seule la « lâche traîtrise » des sociaux-démocrates et des autres partis, auxquels 56 % des Allemands avaient accordé leur voix, ont permis aux nazis de s'emparer du pouvoir. Haffner ajoute :

« En dernière analyse, c'est seulement cette trahison qui peut expliquer l'inexplicable : qu'une si grande nation, qui n'est pas constituée de couards, ait pu sombrer dans l'ignominie sans lui opposer la moindre résistance. »

Les leaders sociaux-démocrates ont trahi leurs électeurs. Ils étaient, « pour la plupart des individus convenables et sans envergure ». En mai, ces leaders chantaient l'hymne nazi ; en juin, le Parti Social-Démocrate était dissous.

Le parti catholique Zentrum, des classes moyennes, a rendu les armes en moins d'un mois, et a, en fin de compte, donné aux nazis les voix nécessaires pour atteindre la majorité de deux tiers qui a permis de « légitimer » le dictateur Hitler.

Et il en a été de même pour la droite allemande, qu'elle soit conservatrice comme nationaliste : « Mon Dieu », s'exclame Haffner, « quel spectacle déshonorable et veule que celui qu'ont joué leurs responsables à partir de 1933 […]. Ils suivaient les nazis où qu'ils aillent : dans la terreur, la persécution des Juifs […]. Ils n'ont même pas eu l'air préoccupés lorsque leur propre parti fut dissout et leurs propres membres jetés en prison »

En résumé : « Il n'y avait pas un seul exemple de défense énergique, de courage ou de principe. Il n'y a eu que panique, fuite et désertion. En mars 1933, des millions de personnes étaient prêtes à combattre les nazis. Du jour au lendemain, elles se sont retrouvées sans chefs. … Au moment de vérité, alors que d'autres nations se soulèvent spontanément, les Allemands, collectivement et mollement, s'effondrent. Ils ont cédé et capitulé, atteints de dépression nerveuse. … Le résultat en est aujourd'hui le cauchemar du reste du monde. »

Voilà ce qui arrive quand pratiquement tous sont terrorisés.

Nos Pères fondateurs ne se sont pas montrés aveugle à cela ; c'est ainsi que James Madison a écrit :

« Je crois qu'il y a plus de cas d'atteinte à la liberté du peuple par des empiétements progressifs et silencieux du pouvoir que par des usurpations violentes et soudaines. … Les moyens de défense contre les dangers venus de l' étranger sont historiquement devenus les instruments de la tyrannie chez nous. »

Nous ne pouvons pas dire que nous n'avons pas été prévenus.

Ray McGovern travaille pour Tell the Word, une maison d'édition de l'Église œcuménique du Sauveur dans le centre-ville de Washington. Il a été analyste de la CIA pendant 27 ans, puis conseiller présidentiel et cofondateur de Veteran Intelligence Professionals for Sanity.[VIPS, NdT]

Source : Consortium News, Ray McGovern, 09-05-2019

Commentaire d'un internaute.

- "Comparaison audacieuse, mais assez justifiée, de Ray McGovern entre l'incendie du Reichstag et les attentats du onze septembre, entre la « Loi pour la protection du Peuple et de l'État » qui abroge explicitement les libertés définies par la Constitution allemande de 1919 et l'USA Patriot Act. Dans les deux cas, allemand et américain, la stratégie du choc permet la mise en place d'une dictature dans l'indifférence générale."

https://fr.wikipedia.org/wiki/Reichstagsbrandverordnung

LVOG - Le commentaire que j'ai adressé au blog Les-Crises.fr qui a été publié.

"Sont-ils tous complices ?"

Quelle naïveté réelle ou feinte ! Décidément ces expériences passées n'auront servi à rien à tous ceux qui continuent de s'en remettre au "clivage" droite-gauche, parce qu'ils y trouvent leur intérêt dans le cadre du régime capitaliste, l'horizon indépassable qui justifie toutes les corruptions ou qui en est la cause.

Avant le 27 février 1933, il y avait eu les 3 et 4 août 1914 où “la « lâche traîtrise » des sociaux-démocrates” s’était déjà manifestée de manière grandiose, non ? Et depuis plus d’un siècle elle n’a jamais cessé. Et qui la cautionna durant cette longue période comme s’ils ne le savaient pas, si ce n’est principalement les classes moyennes, les intellectuels, les classes supérieures qui y trouvaient un intérêt politique pour assurer la stabilité du régime honni par la majorité des ouvriers.

Ajoutons que l’Internationale communiste stalinisée dès le milieu des années 20, participa à cette « lâche traîtrise » et à toutes celles auxquelles les sociaux-démocrates se livrèrent ensuite.

Si le rejet qu’ils inspirent de nos jours à l’immense majorité des classes populaires est amplement justifié, reste à reconstruire le mouvement ouvrier sur les bases saines du combat politique classe contre classe en bannissant la collaboration de classes (Dont le “dialogue social”), car c’était bien de cela qu’il s’agissait en 1914, 1933 ou de nos jours.

Les éléments les plus conscients des classes moyennes ont un rôle important à jouer au cours de ce processus, mais force est de constater que ce n’est pas encore le cas, cela viendra n’en doutons pas, et alors on pourra sérieusement envisager un changement de régime qui passera par la rupture avec le capitalisme, la Ve République et l’UE, l’Otan, notamment.

Le régime répressif de Macron-Philippe-Castaner est responsable de la mort de Steve Maia Caniço.

Clémentine, 25 ans, interrogées par l'AFP.

Tout en précisant avoir "des gendarmes et des militaires" dans sa famille, cette jeune Nantaise entend, par sa présence, "protester contre les violences policières". "On matraque des gens qui s'amusent, on leur envoie des lacrymos, on envoie des chiens (...) Moi, je respecte les policiers mais leur métier, c'est de maintenir les gens en sécurité, pas de les mettre en danger". "Là, on parle d'une répression des mouvements sociaux qui s'étend à la vie quotidienne et ça prend une toute autre ampleur", considère-t-elle. AFP 3 août 2019

Mort de Steve : des secouristes décrivent une intervention de la police "totalement disproportionnée" le soir du drame - Franceinfo 3 août 2019

Appelés sur place pour un malaise, ils racontent un "mouvement de panique impressionnant" après l'emploi de gaz lacrymogène, et disent avoir vu des personnes à l'eau.

Interrogés par l'IGPN, ils ne comprennent pas le récit que celle-ci fait dans le rapport de cette dernière. Plusieurs secouristes de la protection civile racontent au Monde et à Presse-Océan ce qu'ils ont vu de l'intervention de la police sur le quai Wilson à Nantes, dans la nuit du 21 au 22 juin, le soir où a disparu Steve Maia Caniço. Une intervention que l'un d'eux juge "totalement disproportionnée".

"Un mouvement de panique impressionnant"

Les deux journaux ont interrogé un groupe de quatre secouristes, qui témoignent anonymement. Ils expliquent être intervenu à 4h13, cette nuit-là, auprès d'une personne victime d'un malaise sur le quai Wilson. Ils décrivent une ambiance d'abord "très calme", sans agressivité, et un niveau sonore qui leur permettait de "se parler sans crier".

Ces secouristes disent ne pas avoir vu les policiers avant de sentir les premières odeurs de gaz lacrymogènes. Ils décrivent une deuxième salve, peu après 4h25, qui a provoqué un nuage "très impressionnant" : "On a perdu en visibilité. Comme lorsque cela pète sur les grosses manifs dans le centre-ville de Nantes".

L'un d'eux décrit alors au Monde et à Presse-Océan "un mouvement de panique impressionnant". "On entendait des explosions. Des gens criaient et couraient, désorientés", poursuit-il. Après avoir entendu des voix faisant état de chutes dans la Loire, plusieurs de ces secouristes se sont, selon leur récit, rapprochés de la rive et ont vu des personnes dériver dans l'eau, prévenant alors "les secours adéquats".

Ces quatre secouristes ont fini par quitter les lieux en ambulance. "Ce qui ressemble à une grenade de désencerclement a explosé sous la voiture", raconte l’un d’eux.

Ils affirment aux deux quotidiens ne pas comprendre la façon dont la police à agi ce soir-là. "L’intervention me paraît totalement disproportionnée. Un tel déploiement de grenades juste pour de la musique, dans un secteur sans habitation, me paraît incroyable", juge l'un d'eux.

Ils ont par ailleurs le sentiment que le rapport de l'IGPN, pour lequel ils ont été interrogés, les positionne plus loin des lieux qu'ils ne l'étaient vraiment, et ne rend pas compte de leurs observations critiques. "Je ne sais pas quelle est la définition du mouvement de foule pour l'IGPN mais j'aimerais comprendre. Si c'est un grand nombre de personnes qui fuient rapidement un nuage de gaz lacrymogène, alors oui, il y en a eu un", commente l'un d'eux.

Interrogée par les deux médias, la communication de la police nationale répond que "tous les rapports transmis par la protection civile figurent dans l'enquête administrative", dont seule une synthèse a été rendue publique. Elle rappelle également que ces secouristes pourront, s'ils le souhaitent, "apporter un complément (...) dans le cadre de l'enquête judiciaire". Franceinfo 3 août 2019

LVOG - On aura noté que cette dizaine de jeunes qui faisaient tranquillement la fête ne gênaient personne, puisqu'ils étaient éloignés de toute habitation, on est donc en présence d'une répression policière violente encouragée par les enragés Macron, Philippe et Castaner...

FO Police attaque sévèrement le rapport de l'IGPN - francetvinfo.fr

Philippe Boussion, secrétaire régional du syndicat Unité SGP Police FO Pays-de-la-Loire, a réagi après la publication du rapport de l'IGPN sur la mort de Steve Maia Caniço.

"C'est tellement grossier dans la volonté de disculper la police que ça va être inacceptable pour beaucoup de gens", a expliqué jeudi 1er août sur franceinfo, Philippe Boussion, secrétaire régional du syndicat Unité SGP Police FO Pays-de-la-Loire. Il réagissait après la publication du rapport de l'IGPN sur la mort de Steve Maia Caniço à Nantes. Le rapport ne fait pas de lien entre l'action de la police et la mort du jeune animateur périscolaire de 24 ans. "C'est juste inaudible de dire qu'il y a aucun lien", a-t-il avancé.

"Le rapport lui-même dessert la police nationale. Je le dis clairement. Et surtout les policiers de terrain", a-t-il regretté. Selon lui, "l'IGPN par grand miracle disculpe tout le monde dans la hiérarchie, charge la mairie, les petits policiers de terrain. Franchement ce n'est pas sérieux".

franceinfo : Le rapport de l'IGPN dit qu'il n'y a pas de lien entre l'action de la police et la noyade de Steve Maïa Caniço lors de la fête de la musique à Nantes. Cela vous semble plausible ?

Philippe Boussion : De toute façon juridiquement on ne pourra jamais prouver que l'action de la police a provoqué ce drame. Je pense que le rapport de l'IGPN est inaudible pour bon nombre de gens et pour une partie des proches de ce jeune, qui sont anti-policiers. Le rapport dessert avant tout dans la forme. Je pense qu'il y aurait pu y avoir un temps entre le moment où on venait de découvrir que c'était bien le corps de Steve Caniço et le moment où il paraît. Pour la famille on aurait pu avoir un temps de recueillement, plutôt que d'être tout de suite dans la polémique. Je ne suis pas sûr qu'il était judicieux de rendre le rapport public ce jour-là. D'ailleurs mes pensées vont à ses [Steve Maia Caniço] proches.

Quel est votre sentiment sur ce rapport de l'IGPN ?

Le rapport lui-même dessert la police nationale. Je le dis clairement. Et surtout les policiers de terrain. C'est grossier dans le sens, où nous-mêmes on avait pris position et on n'a pas été auditionnés. Il y a plein de choses qui paraissent très légères par rapport à ce qui a été rendu comme conclusion. C'est juste inaudible, même pour des gens modérés. C'est juste inaudible de dire qu'il y a aucun lien. Certifier qu'il n'y aucun lien entre l'action de la police et le fait que des jeunes tombent à l'eau. La concomitance des faits où les jeunes tombent à l'eau au moment de l'intervention de la police, interroge. C'est tellement grossier dans la volonté de disculper la police que ça va être inacceptable pour beaucoup de gens. Ce rapport dessert la police et avant tout mes collègues. D'ailleurs l'IGPN par grand miracle disculpe tout le monde dans la hiérarchie, charge la mairie, les petits policiers de terrain. Franchement ce n'est pas sérieux.

D'où vient cette volonté de "disculper tout le monde dans la hiérarchie" selon vous ?

Elle vient peut-être de l'IGPN qui a voulu bien faire. En tout cas, ce n'est pas acceptable quand on lit le rapport. Ça travaille qu'à charge pour mes petits collègues qui ont mis deux coups de matraque. Dans cette affaire si l'IGPN maintient qu'il y a eu deux coups de matraque de trop, on est complètement à côté de la plaque. L'inspection générale de la police nationale devrait s'interroger sur une question : Est-ce qu'il était pertinent oui ou non d'intervenir ? Est-ce qu'il était légitime d'intervenir ? Oui, on veut faire éteindre la musique, force doit rester à la loi. Légitiment et en droit, on avait le droit de faire éteindre la musique. Oui la police était dans son rôle de dire, maintenant ça suffit. La décision qui a été prise était légitime, mais est-ce qu'elle était pertinente ? Non. Elle n'était pas pertinente pour la finalité, parce qu'on était sur des jeunes qui font la fête de la musique. On n'est pas sur des casseurs ni sur des "gilets jaunes". Est-ce qu'il y a eu, 10, 30 grenades, la question n'est pas là. Les collègues étaient pris à partie, ils ont riposté. Est-ce-que l'usage de la force était légitime ? Oui. francetvinfo.fr

LVOG - Ce salopard justifie l'usage de la force à l'encontre de jeunes qui s'amusaient tranquillement et ne dérangeaient personne.

Pas en France !

Hong Kong : la police tire des gaz lacrymogènes sur les manifestants - AFP 03.08

Une nouvelle manifestation de l'opposition réprimée à Moscou - AFP 03.08

Au nom de la démocratie.

Deux fusillades de masse en moins de 24 heures aux Etats-Unis - euronews

Russie : OVD-info, la petite ONG qui tente de venir en aide aux opposants - LePoint.fr 4 août 2019

L'OVD-info, né il y a 8 ans, a été monté par deux personnes, tous deux membres de l'intelligentsia moscovite : le journaliste Grigori Okhtine et le programmiste Daniil Beïlinsson.

Ils sont 27 à être dans l'équipe et encore quelque 100 bénévoles formés pour intervenir lors des grandes manifestations. LePoint.fr 4 août 2019

Qu'est-ce OVD-Info ? Une officine de Soros !

OVD-Info est un mouvement bénévole né à la fin de l'année 2011 après la manifestation spontanée du 5 décembre à Tchistye Proudy. courrierinternational.com 23.06.2017

Le portail OpenDemocracy héberge les articles d'OVD-info, vous pouvez le vérifier à l'adresse suivante :

https://www.opendemocracy.net/en/author/ovd-info/

(Traduit en français par Google-LVOG)) OVD-Info a été lancé par des volontaires en 2011 afin de contrôler rapidement les arrestations lors de manifestations de masse. Il s'est transformé en un projet analytique à grande échelle traitant des questions d'application de la loi en Russie. Découvrez comment vous pouvez aider ici.

OpenDemocracy par Wikipédia, disponible en anglais et traduit en français (Google-LVOG) .

- OpenDemocracy est un site Web politique basé au Royaume-Uni. OpenDemocracy, fondée en 2001, affirme que, par le biais de reportages et d'analyses de problèmes sociaux et politiques, elle cherche à "défier le pouvoir et à encourager le débat démocratique" dans le monde entier. (...) Les fondateurs du site ont été impliqués dans les médias établis et l'activisme politique. Il a été financé par la Fondation Charles Stewart Mott parmi d'autres organisations, notamment l'Open Society Foundation, le National Endowment for Democracy, la Ford Foundation et le Joseph Rowntree Charitable Trust. [1]

Yanis Varoufakis, député de Caroline Lucas, Peter Oborne, Paul Mason, Owen Jones, John Berger, Chantal Mouffe, Étienne Balibar, Chuka Umunna, Kofi Annan et George Soros (l'un de leurs plus importants bailleurs de fonds), Ayaan Hirsi Ali, Shirin Ebadi, Sidney Blumenthal, Peter Hain, Pierre Bourdieu, Manuel Castells, Fred Halliday et David Blunkett.

OpenDemocracy appartient et est publié par une fondation à but non lucratif. Il a été financé par un certain nombre d'organisations philanthropiques, notamment l'Open Society Initiative de George Soros pour l'Europe, la Fondation Mott, le Joseph Rowntree Charitable Trust, la Fondation Ford, la Fondation David et Elaine Potter, Lush, Andrew Wainwright Trust et le Network for Social Change. [4]

En parcourant les documents de cette ONG on en a découvert une autre, Rights in Russia, créée le 19 janvier 2010, où, devinez, en Grande-Bretagne également.

Qu'est-ce que Rights in Russia ? Une antenne de Soros et de la CIA.

Droits en Russie est un organisme de bienfaisance enregistré au Royaume-Uni (n ° 1147245), créé le 19 janvier 2010

Le 14 mai 2012, Rights in Russia est enregistré en tant qu'organisation caritative auprès de la UK Charity Commission. Notre numéro d'enregistrement d'organisme de bienfaisance est 1147245.

Leur adresse postale :

Rights in Russia, The Treasurer, 6, Stoford Place, Broadway, Ilminster, Somerset, TA19 9RZ, UK.

http://www.rightsinrussia.info/about/registration-certificate

Parmi ses contributeurs cette ONG compte Andreas Umland :

Senior Fellow à l'Institut de coopération euro-atlantique de Kiev, CertTransl (Leipzig), AM (Stanford), MPhil (Oxford), DipPolSci, Dr Phil (FU Berlin), PhD (Cambridge). Boursiers ou conférences à l'Université de Stanford... Membre du conseil consultatif universitaire du Comité de l'intégration européenne du Parlement ukrainien. huffingtonpost.fr

Halya Coynash, une journaliste qui est membre de l'ONG Kharkiv Human Rights Group qui fait la promotion du coup d'Etat de l'Otan en Ukraine, vous pouvez le vérifier à l'adresse suivante : http://euromaidanpress.com/author/halya/

Qu'est-ce qu'Euromaidan?

Avec Euromaidan, la société ukrainienne a fait le choix de quitter définitivement l'ère soviétique et de faire partie du monde libre et démocratique. La rébellion contre la tyrannie était guidée par le rêve d'une société régie par le droit et la justice. Sur cette page, nous vous proposons un aperçu de la révolution et de ce qu'elle signifie pour l'Ukraine et la région. euromaidanpress.com

De là on atterrissait à Hanno Gundert, directeur général de N-Ost, the Network for Reporting on Eastern Europe.

https://www.n-ost.org/about-us

Supporters (Extrait)

- BMW fondation

- Open Society fondations (Soros)

- NED (CIA)

Sarah Hurst participe à l'ONG StopFake.org

https://www.stopfake.org/fr/a-propos-de-nous/

Le site de vérification des faits StopFake.org a été lancé le 2 mars 2014 dans le but de vérifier les faits avancés par la propagande du Kremlin.

Beaucoup de personnes ayant rejoint le projet, qu'ils soient journalistes, rédacteurs, programmeurs ou interprètes, sont préoccupés par l'avenir de l'Ukraine et de son peuple depuis le début de l'occupation de la Crimée et des actions militaires dans le Donbass.

En 2015, une aide financière a été attribuée par le Fond International «Renaissance», par la «Fondation nationale pour la démocratie», par le Ministère des affaires étrangères Tchèque, ainsi que par l'Ambassade du Royaume-Uni en Ukraine et par le Sigrid Rausing Trust. stopfake.org

Wikipedia.org - L'International Renaissance Foundation, ou IRF (en ukrainien : ??????????? ???? « ??????????? », littéralement « Fondation internationale « Renaissance » »), est une organisation non gouvernementale ukrainienne créée en avril 1990, intégrée au sein de l'Open Society Foundations, toutes deux créées par George Soros et financées en grande partie par le congrès américain, via la National Endowment for Democracy (La CIA - LVOG). Wikipedia.org

LVOG - Inutile d'aller plus loin.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Aux Etats-Unis, la santé des animaux de compagnie n'a pas de prix - AFP 3 août 2019

Etats-Unis : des pompiers libèrent un raton-laveur coincé dans une grille d'égouts - Franceinfo 3 août 2019

LVOG - Excusez-moi les pompiers, j'avais cru lire des policiers...

Ocean Viking : "On ne peut pas sacrifier la vie des gens sur l'autel de la politique intérieure de tel ou tel pays", affirme SOS Méditerranée - Franceinfo 3 août 2019

Ils vous les livrent à domicile maintenant.

Migrants : l'Open Arms et le Alan Kurdi, deux bateaux en attente - euronews 3 août 2019

La troïka, un cercle très fermé.

La numéro 2 de la Banque mondiale candidate européenne au FMI - euronews 02.08

C'est la Bulgare Kristalina Georgieva qui sera la candidate européenne pour briguer la tête du FMI. Après un vote inédit - aucun candidat n'arrivait à obtenir le consensus nécessaire- celle qui a été retenue c'est Kristalina Georgieva, directrice générale de la Banque mondiale depuis 2017, après avoir été commissaire européenne. euronews 02.08

Il faut bien faire vivre le complexe militaro-industriel-financier.

Fin du traité INF, Washington va développer de nouveaux missiles - AFP 02.08

Washington prêt à déployer rapidement de nouveaux missiles en Asie - L'Express.frt 02.08

A lire : Le Traité FNI enterré, les nouveaux euromissiles arrivent, par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 03.08

La Nouvelle Guerre froide vient de commencer pour de bon. Il ne s'agit plus d'un affrontement militaire entre les Etats-Unis et l'URSS, mais entre les Etats-Unis d'un côté et le bloc Russie-Chine de l'autre. L'abrogation du Traité FNI et l'annonce de prochains pourparlers à trois met un terme aux années d'incertitude que nous venons de vivre. Cette évolution renvoie l'Europe occidentale et centrale à son statut durant la Première Guerre froide : celui de champ de bataille. Réseau Voltaire 03.08

https://www.voltairenet.org/article207207.html

Ils ont un sexe à la place du cerveau...

"Vogue": Claudia Schiffer pose nue pour les 25 ans de sa première couverture - Le HuffPost 02.08

LVOG - La prostitution de ces femmes, une rente à vie ! Jusqu'à quel âge ? Demandez à l'assureur ci-dessous.

Pour s'endormir, la masturbation: le conseil d'une assurance allemande - Le HuffPost 02.08

LVOG - Heureusement qu'il existe mieux ! Ces gens-là nous dégoûtent, et je suis très loin d'être puritain. Ils n'aiment pas les femmes, ils n'aiment que le cul et le fric, le pouvoir, eux-mêmes, ils doivent se violer pour y arriver tellement ils sont détestables.

Les Etats n'ont pas d'amis ils n'ont que des intérêts, dit-on, eux aussi, tout est dans l'ordre des choses.

Ils osent tout.

La France "condamne" les arrestations d'opposants samedi à Moscou - AFP 03.08

Affaire Rugy : des parlementaires réclament la création d'un "déontologue du gouvernement" - L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Soudan

LVOG - Contrairement au titre et à ce que voudrait faire croire l'AFP, les militaires conserveront le pouvoir au Soudan.

Au Soudan, le pouvoir civil formé le 18 août après des mois de contestation - AFP 5 août 2019

Une autorité civile chargée de piloter la transition politique au Soudan sera formée le 18 août, une étape cruciale dans ce pays gouverné durant 30 ans par un régime autoritaire et secoué ces derniers mois par une contestation populaire inédite.

"Les membres du Conseil souverain seront désignés le 18 août, le Premier ministre le 20 août et les membres du gouvernement le 28 août", a déclaré à l'AFP un des meneurs de la contestation Monzer Abou al-Maali en marge de la cérémonie.

La première réunion entre le Conseil souverain et le gouvernement aura lieu le 1er septembre, selon lui.

"Notre gouvernement est civil", "Révolution, révolution", ont chanté des dizaines de Soudanais rassemblés à l'extérieur du bâtiment où a eu lieu la cérémonie pour parapher cet accord accueilli par un concert de klaxons.

A l'intérieur de la salle, les membres de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance de la contestation, se sont embrassés en pleurant de joie.

"Les membres du Conseil souverain seront désignés le 18 août, le Premier ministre le 20 août et les membres du gouvernement le 28 août", a déclaré à l'AFP un des meneurs de la contestation Monzer Abou al-Maali en marge de la cérémonie.

La première réunion entre le Conseil souverain et le gouvernement aura lieu le 1er septembre, selon lui.

"Notre gouvernement est civil", "Révolution, révolution", ont chanté des dizaines de Soudanais rassemblés à l'extérieur du bâtiment où a eu lieu la cérémonie pour parapher cet accord accueilli par un concert de klaxons.

A l'intérieur de la salle, les membres de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance de la contestation, se sont embrassés en pleurant de joie. (Gageons qu'ils collaboreront efficacement avec l'armée qui ne sera pas ingrate envers eux... - LVOG)

Le Conseil souverain, obtenu de haute lutte, sera composé de cinq militaires et de six civils, et devra mener, avec un Parlement et un gouvernement, la transition pendant un peu plus de trois ans.

Le Premier ministre sera désigné par la contestation et confirmé par le Conseil souverain, selon Ibtissam al-Sanhouri, une des négociatrices des protestataires. La contestation disposera de 201 sièges sur les 300 du Parlement.

L'Arabie saoudite, le Qatar, Bahreïn et le Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont également salué l'accord intersoudanais. AFP 5 août 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Espagne

Espagne : pour la première fois de son histoire, le pays compte plus d'athées et non-croyants que de catholiques pratiquants - Franceinfo 2 août 2019

Une première en Espagne. Pour la première fois dans l'histoire du pays, il y a plus d'athées, agnostiques et non-croyants que de catholiques pratiquants, pointe le dernier rapport du Centre de recherche en sociologie espagnol (CIS), publié mardi 30 juillet.

Deux tiers des Espagnols se déclarent catholiques, mais seulement 22,7% de ces croyants disent aller à la messe ou se confesser régulièrement. Ce chiffre chute à 10,9% en Catalogne, alors que La Rojia, au sud du Pays basque, compte encore 40% de catholiques pratiquants. De manière générale, cette sécularisation de la société espagnole touche principalement les régions les plus industrialisées et où les cutlures se mélangent davantage comme la Catalogne, Madrid ou le Pays basque.

L'Espagne suit finalement la tendance européenne, où la majorité des catholiques sont non-pratiquants. Alors que le Vieux continent est le berceau du christianisme, l'Europe occidentale est de plus en plus laïque. Franceinfo 2 août 2019

LVOG - La plupart des Espagnols sont faits catholiques dès leur naissance sans leur demander leur avis, comme chez les musulmans, les hindous, etc. C'est déjà un abus de pouvoir, notez bien.

Afrique du Sud

Afrique du Sud : le chômage atteint le niveau record de 29% - Franceinfo 3 août 2019

"Le taux officiel du chômage est en hausse de 1,4% à 29%" au second trimestre 2019 par rapport au premier trimestre, a annoncé Stats SA. "Il s'agit du niveau le plus élevé enregistré depuis 2008", année où a été introduite la publication de données trimestrielles, précise le département de statistiques du pays. On compte ainsi 6,7 millions de chômeurs.

La situation est encore plus préoccupante si on y inclut le nombre des "demandeurs d'emploi découragés" ("discouraged"), qui ont abandonné toute recherche pour trouver un travail : ce nombre s'élève à 2,864 millions de personnes. Résultat : en tenant compte de ces "discouraged", le taux de chômage s'élève alors à quelque 41% ! 49 000 emplois ont été perdus au second trimestre, notamment parmi les "Private households", qu'on appelerait en français les "jobs" familiaux, mais aussi dans les transports (42 000), les mines (36 000), l'industrie (21 000). Parallèlement, "la population en âge de travailler a augmenté de 150 000 personnes", rapporte le communiqué de Stats SA.

31,3% des femmes en âge d'avoir un travail (15-64 ans) en sont dépourvues, précise l'étude détaillée de Stats SA. Les hommes dans la même situation sont 27,1%.

Fait notable : les Noirs sont les premiers touchés par le chômage, avec un taux de 32,7%. Chez les Blancs, ce taux s'élève à 7,4% (en baisse de 0,6%). Constatation qui s'impose : un quart de siècle après le démantèlement du régime raciste de l'apartheid, les énormes disparités sociales qui en sont issues demeurent.

Dans le même temps, les sans-emploi sont peu qualifiés. Seulement 2,2% d'entre eux sont diplômés.

Autre caractéristique, les jeunes sont particulièrement touchés. 40,3% des 15-34 ans (qui représentent globalement une population de 20,4 millions de personnes) n'ont pas de travail.

L'économie sud-africaine traverse une mauvaise passe. Le Produit intérieur brut (PIB) sud-africain a reculé de 3,2% en rythme annuel au premier trimestre 2019, son plus fort recul sur trois mois enregistré ces dix dernières années, notamment en raison des rationnements d'électricité, mais aussi de la faiblesse des investissements et des dépenses des ménages. Franceinfo 3 août 2019

Haut de page

Le 6 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

La rubrique *Réchauffement climatique entre mystification et instrumentalisation* a été actualisée avec de nouveaux documents. A lire absolument celui de la Banque mondiale.

La suite demain.

Haut de page

Le 7 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf - 15 pages)

J'ai reçu un texte assez court d'un militant (ex-OCI) qui s'interroge sur les raisons de la dislocation ("atomisation") de l'avant-garde du mouvement ouvrier, et plus particulièrement du courant politique (trotskyste lambertiste) auquel il appartenait, depuis la fin des années 80.

Selon lui et d'autres camarades, "*la question sur la distinction entre classe ouvrière et prolétariat*" serait une mauvaise piste de réflexion : "*on peut débattre à l'infini sur la composition organique de la classe ouvrière, et sur son évolution même depuis Marx (ce qui n'est pas du tout inintéressant), mais le lièvre ne gît pas là*", de même il serait inutile de revenir sur "1968", et nous devrions "*partir, pour analyser la situation actuelle, de ce qui s'est modifié profondément dans le rapport de forces entre les deux classes fondamentales de la société depuis cette période, ainsi que les raisons de ces modifications*", comme si il y a 41 ans les rapports qui prévalaient entre les classes et à l'intérieur des classes n'avaient pas été forgés précédemment, ce qui est incompréhensible comme argument.

Puis il s'est embarqué dans une spéculation oiseuse portant sur le mouvement des Gilets Jaunes, qui, "*s'il avait bénéficié de la puissance de l'unité ouvrière -organisations comprises-, il aurait pu mettre directement en danger le pouvoir bourgeois*", tu parles, comment peut-on l'affirmer sans tenir compte des rapports établis entre la classe ouvrière et le capitalisme et ses institutions qui montraient à quel point elle y était subordonnée et elle allait y être encore plus solidement amarrée au cours des décennies suivantes, constat qui était déjà valable AVANT 1968, fait qu'on évacue une nouvelle fois par un tour de passe-passe en 2019.

Plus loin à propos des défaites et des reculs que la classe ouvrière avait subis depuis des décennies, selon lui "*Il est impossible (qu'ils) n'aient pas altéré pour un temps et profondément la "conscience de classe", et la confiance que le prolétariat et sa jeunesse peuvent avoir dans leur capacité de vaincre la bourgeoisie*", c'est là leur attribuer des qualités qu'à mon avis "*le prolétariat et sa jeunesse*" n'avaient pas développées ou alors selon une orientation opportuniste ou qui allaient évoluer vers le corporatisme tel qu'on peut le constater depuis plusieurs décennies.

Je crois qu'on a là les deux facteurs à l'origine de la situation actuelle et de la confusion à laquelle nous assistons, d'une part le refus d'analyser à nouveau de quelle manière les rapports entre les classes ont évolué du début du XXe siècle jusqu'aux années 70-80, ainsi que le capitalisme et ses institutions à l'échelle mondiale, mais aussi la société dans son ensemble, et le fait de prêter un niveau de conscience politique aux masses qu'elles n'ont jamais eu en réalité ou qui n'avait pas dépassé le stade des revendications alimentaires ou immédiates, y compris démocratiques, ce qu'on retrouve justement dans les rapports entre les classes de nos jours et qui expliqueraient l'atomisation de l'avant-garde du mouvement ouvrier.

Selon lui, nous n'aurions pas assimilé "*la nouvelle période historique dans laquelle l'humanité était entrée avec la chute de l'URSS*", alors que c'est la période antérieure qui fit l'objet d'une grande confusion, et qui se traduisit par cette incompréhension, disons supplémentaire, et qui a abouti au "*vide*" actuel, le prolétariat se retrouvant sans direction.

En conclusion : "*Comment faire renouer les mouvements actuels du prolétariat en France et ailleurs avec le marxisme, comment "aider" (comme nous disions) ces mouvements à tracer leur chemin jusqu'au renversement de la bourgeoisie et à son expropriation ? Pour s'attaquer à ce grave et profond problème, il faut d'abord, j'en suis convaincu, être le plus possible au clair sur la réalité de la situation actuelle de la classe avec laquelle on veut se battre.*"

En repartant de la manière dont il présente les choses, on se demandera qu'est-ce qui distingue ou qu'est-ce qu'il y a de comparable entre la situation ou les conditions dans lesquelles se trouvaient les différentes classes dont principalement la classe ouvrière et le capitalisme lorsque Le manifeste du parti communiste a été publié en 1847, et notre époque, en revisitant évidemment les 172 années de lutte de classes qui se sont écoulées ? Qu'est-ce qui a changé ? Comment ? Pourquoi ? Dans quelle direction ? Qu'est-ce qui a disparu ? Qu'est-ce qui a vu le jour ? Pour donner naissance à quoi ? Etc.

Si maintenant on prétend vouloir résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés en refusant d'aborder ces questions, soit, dans ce cas-là ce sera sans moi ou plutôt, à ma manière dans les causeries j'y ai apporté des réponses qui valent ce qu'elles valent, mais à mon avis elles méritent d'être examinées. Et cela ne sert à rien ou s'est encore se fourvoyer que d'en appeler au "*respect de points de vue différents, voire divergents*" quand ils portent sur l'essentiel, ce serait reproduire ce qui existe chez LFI ou au NPA par exemple, une telle méthode ne permettrait jamais de construire le parti.

Les conclusions auxquelles je suis parvenu et les propositions que j'ai soumises, s'appuyaient sur le constat que les besoins élémentaires de l'immense majorité des masses avaient été satisfaites en comparaison de la situation qui prévalait entre la moitié du XIXe et du XXe siècle, en revanche leurs aspirations démocratiques ne l'ont jamais été ou partiellement ou encore à la marge seulement, sinon il faudrait qu'on nous explique pourquoi la question des droits des minorités ou des femmes ressurgissent régulièrement. De nos jours, et ce constat était déjà valable il y a plus de 50 ans en arrière, du fait de l'amélioration du sort de la classe ouvrière, l'axe du combat politique contre le régime aurait dû être modifié et porter sur ses aspirations démocratiques qui sont incompatibles avec l'existence du régime en place, qu'on pourrait résumer au droit de décider de notre propre sort ou de la manière dont on va mener notre existence de notre naissance jusqu'à notre mort, ce qui nécessite une réorganisation ou plutôt une restructuration complète de la société, pour qu'on travaille pour vivre plutôt que vivre pour travailler.

Cela ne signifie pas qu'il faudrait abandonner le combat pour améliorer le sort des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, ce que j'ai voulu mettre en lumière, c'est que cet aspect du combat politique n'intéresse pas la majorité des travailleurs qui ont encore les moyens de supporter ou d'amortir les conséquences de la crise du capitalisme et de la politique d'austérité mise en oeuvre par les gouvernements successif depuis 40 ans, donc ils ne se mobiliseront pas pour ces revendications, ils ne se mobiliseront que lorsque l'enjeu sera vital pour eux, quand leur statut sera remis en cause ou quand ils seront menacés de perdre leur emploi par exemple, le reste du temps ils adopteront une position de neutralité pour ne pas dire indifférente ou demeureront passifs.

En revanche, leur condition de travail s'est gravement dégradée, leur condition d'existence également plus généralement dans une société devenue nauséabonde, où la délation, la suspicion, la haine et l'intolérance, etc. sous le règne de l'inquisition que mène les chiens de garde du régime, pourrissant littéralement toutes les relations après avoir dressé toutes les générations, couches ou communautés de la société les unes contre les autres. Vous avez beau avoir de quoi vivre comme avant ou vous en sortir sur le plan matériel ou financier, à côté de cela la société ne vous inspire que la peur, l'angoisse, rien que d'y penser est un véritable cauchemar, et vous conduit à adopter des comportements paranoïaques ou schizophrènes, où toute notion de bonheur est pour ainsi dire exclue, on peut le nier évidemment mais cela ne résiste pas à une introspection sincère lorsqu'on se retrouve seul avec soi-même à penser à son destin, on peut mentir aux autres ou faire semblant d'être heureux, mais dans notre fort intérieur on sait que ce n'est pas le cas, comment le pourrait-on entourer de tant de malheur, d'injustice.

Il faut vraiment se forcer pour trouver dans la société une source de satisfaction tellement elle est devenue médiocre. Il y a là de quoi vous ronger le moral, car elle n'offre à l'horizon aucune perspective, en réalité toujours pire quand on y pense honnêtement, de toutes manières, on s'emploie à vous le rappeler quotidiennement pour que cela s'ancre profondément dans votre cerveau et vous décourage d'agir pour changer de société.

Et bien, c'est justement sur ce levier qu'il faut agir pour répondre aux aspirations légitimes des masses de vivre autrement, dans une autre société après avoir balayé celle en place, le régime capitaliste et ses institutions. Je sais ce que certains vont rétorquer : mais la stratégie que vous proposez s'inscrit en contradiction avec le marxisme... Oui assurément quand on est resté bloqué deux siècles en arrière, ou quand on n'a pas intégré depuis les profondes transformations qu'a connues la société, le capitalisme, les différentes classes, dans ce cas-là on ne peut qu'avoir un dialogue de sourds.

Hormis au milieu des années 30 et la courte période qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, jamais les conditions objectives n'ont été réunies pour une révolution prolétarienne. Alors je voudrais qu'on m'explique comment des militants ont-ils pu croire le contraire pendant tant d'années ou décennies, j'en ai fait partie, mais ce n'est plus le cas. C'est cette réflexion qui m'a amené à revoir ma copie, je les invite fraternellement à en faire autant. Vous savez, on n'en meurt pas, je dirai même en attendant des jours meilleurs qu'on mourra moins idiot sans avoir renier notre idéal !

Rectificatif.

Attention : la Financière des paiements électroniques suspend le compte Réseau Voltaire - Réseau Voltaire 6 août 2019

La Financière des paiements électroniques, détentrice du compte ouvert par Alain Benajam, vient de suspendre les encaissements de dons en soutien à Voltairenet.org en attendant d'éclaircir cette « opération atypique ».

Nous vous prions de stopper provisoirement l'envoi de vos dons par virement. il est par contre possible de continuer à utiliser PayPal. Réseau Voltaire 6 août 2019

Provocation - Réaction - Répression.

Dans l'« affaire Steve », la présomption d'innocence doit s'appliquer à tous - LePoint.fr 5 août 2019

Personne ne sait encore ce qui s'est passé le soir de la mort de Steve Maia Caniço à Nantes. Dès lors, chacun devrait se garder de porter des accusations. LePoint.fr 5 août 2019

LVOG - Face à l'abus de pouvoir de la police ou des moyens démesurés qu'elle emploie face à des manifestants sans arme, la "présomption d'innocence" se transforme en impunité des criminels.

Légitime évidemment :

- ... les deux responsables de l'IGPN interrogés dans Libération restent sur leur ligne, justifiant un usage légitime de la force "en réaction à des jets de projectiles", comme le précise Brigitte Jullien. La directrice de l'IGPN ajoute d'ailleurs ne pas porter de "jugement sur les consignes de la préfecture d'aller éteindre la musique à 4 heures du matin". franceinfo 05.08

Qui a publié cela ? L'Otan, le Pentagone, la CIA, l'AFP, FranceInfo, Le Monde ? Vous n'y êtes pas!

- "*En septembre 2011 (...) la révolution entrait dans « une situation tragique, prédisposée à la destruction ». Les premières manifestations pacifiques du printemps avaient été durement réprimées par la dictature de Bachar al-Assad et ont débouché au cours de l'été sur un soulèvement armé.*"

Réponse : La tendance Claire du NPA qui relaie depuis 2011 la propagande de guerre des puissances occidentales contre la Syrie.

(https://npa2009.org/actualite/international/syrie-un-regime-de-plus-en-plus-tribal-sectaire-capitaliste)

Ce propos est extrait d'un entretien qu'a eu le 3 août 2019 Joseph Daher (?) avec la Plateforme altermondialiste, un collectif québécois de militants qui ont pour "projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme. (...) dans le but de construire un groupe spécifique de réflexion, un « think tank ». " (http://alter.quebec/a-propos)

Mimétisme ou quand réfléchir demeure un exercice hors de portée.

Le paragraphe qui conclut la plupart des articles de l'AFP ou des médias reproduisant les dépêches de l'AFP depuis 2011 :

- Déclenchée en 2011 par la répression par le régime de Bachar al-Assad de manifestations prodémocratie, la guerre en Syrie a fait plus de 370.000 morts et déplacé des millions de personnes.

Un autre exemple.

Juillet 2019 est le mois le plus chaud jamais mesuré dans le monde - publiée le 6 août 2019

(https://www.anti-k.org/2019/08/05/juillet-2019-est-le-mois-le-plus-chaud-jamais-mesure-dans-le-monde)

« Avec la poursuite des émissions de gaz à effet de serre et l'impact sur l'augmentation mondiale des températures, des records continueront à être battus », prévient le programme européen Copernicus.

Franceinfo avec AFP : "Avec la poursuite des émissions de gaz à effet de serre et l'impact sur l'augmentation mondiale des températures, des records continueront à être battus", a-t-il indiqué. (le chef du service Jean-Noël Thépaut dans un communiqué du service européen Copernicus sur le changement climatique, publié lundi 5 août. - LVOG)

Ah vous aviez cru que c'était un article qu'ils avaient rédigé eux-mêmes ! Mais alors qui en est à l'origine, d'où leur vient leur inspiration, quelle idéologie véhiculent-ils ?

NPA (Anti-K).

- Le mois de juillet a notamment été marqué par une canicule courte mais très intense en Europe de l'Ouest, où plusieurs pays, comme l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas, ont battu leur record absolu de chaleur. Le programme européen souligne également que les températures ont été au-dessus de la normale en Alaska, au Groenland et dans certaines parties de la Sibérie, ainsi qu'en Asie centrale et certaines régions de l'Antarctique.

(https://www.anti-k.org/2019/08/05/juillet-2019-est-le-mois-le-plus-chaud-jamais-mesure-dans-le-monde - publié aussi par https://tendanceclaire.org/breve.php?id=35610)

Franceinfo avec AFP.

- Le mois de juillet a notamment été marqué par une canicule courte, mais très intense, en Europe de l'Ouest, où plusieurs pays comme l'Allemagne, la Belgique ou les Pays-Bas, ont battu leur record absolu de chaleur. Selon Copernicus, les températures ont également été au-dessus de la normale en Alaska, au Groenland et dans certaines parties de la Sibérie, ainsi qu'en Asie centrale et certaines régions de l'Antarctique.

LVOG - Je ne m'approprie jamais les articles rédigés par d'autres personnes, et même quand je cite ne serait-ce qu'une expression, généralement je fournis la source ou l'auteur ou au minimum je la mets entre parenthèse pour montrer que je n'en suis pas l'auteur.

J'ai même poussé le scrupule jusqu'à me refuser d'écrire sur des sujets après que d'autres l'eurent fait pour ne pas être accusé de plagiat, préférant reproduire des articles ou extraits d'articles en faisant figurer en exergues mes propres analyses ou commentaires comportant des données supplémentaires ou des rectifications.

Je ne suis pas un dirigeant, je ne suis pas un intellectuel, je ne cherche pas à me faire passer pour ce que je ne suis pas, y compris dans les moindres détails, c'est une question de principe et d'honnêteté, et j'y tiens absolument.

On vit dans un monde dominé par des psychopathes, des faussaires ou escrocs, des illusionnistes, des mégalomanes, des gens chez qui le pouvoir leur est monté à la tête, et qui sont prêts à tout pour l'exercer, ce n'est pas mon cas ou je m'y refuse, ce qui n'est pas sans conséquence, puisque la plupart des gens et des militants sont davantage attirés par ce genre de personnages auxquels je ne leur souhaite pas de ressembler.

La plupart des gens se font une idée d'eux-mêmes qui n'est pas justifiée ou qu'ils ne méritent pas, qui ne correspond pas davantage à la réalité telle qu'ils se la représentent, alors de là à la tordre sans scrupule, où est le problème franchement. Ce n'est pas là un discours moralisateur, c'est simplement le rappel de quelques principes élémentaires dont j'estime on doit respecter pour être digne de l'idéal qu'on prétend représenter.

Dans le cas de figure oser écrire : "*Les brèves publiées dans cette rubrique « Informations et analyses » le sont à titre d'information et n'engagent pas la Tendance CLAIRE*", c'est fouler aux pieds ces principes et indigne de notre idéal.

Partant de là, plus rien ne s'oppose à toucher le fond en publiant le 5 août cet article infâme : Lettre ouverte aux forces de l'ordre encore dignes de leurs fonctions: réagissez!

Chaud devant ! Machination, désinformation, propagande. Catastrophisme ou la stratégie de la peur.

Quand ce n'est pas dû à l'activité humaine, c'est de la faute à Trump.

Quand ils confondent sciemment température et climat.

Juillet 2019 est le mois le plus chaud jamais mesuré dans le monde, selon le programme européen Copernicus - franceinfo 05.08

Lors de la canicule à la fin du mois, des records de chaleur ont été battus dans plusieurs pays.

Le mois de juillet 2019 a été le mois le plus chaud jamais mesuré dans le monde, juste au-dessus du mois de juillet 2016, selon un communiqué du service européen Copernicus sur le changement climatique, publié lundi 5 août.

Un écart toutefois faible avec juillet 2016 Selon les données de Copernicus, le mercure est monté en juillet 0,04°C plus haut que le précédent record de juillet 2016, année marquée par l'influence d'un puissant el Niño.

Cet écart est tellement faible qu'il est possible que d'autres organismes de référence, qui collectent et analysent les données de façon un peu différente, ne parviennent pas à la même conclusion, note le communiqué. L'Agence atmosphérique américaine NOAA n'a pas encore publié ses conclusions pour le mois de juillet.

Le mois de juillet a notamment été marqué par une canicule courte, mais très intense, en Europe de l'Ouest, où plusieurs pays comme l'Allemagne, la Belgique ou les Pays-Bas, ont battu leur record absolu de chaleur. Selon Copernicus, les températures ont également été au-dessus de la normale en Alaska, au Groenland et dans certaines parties de la Sibérie, ainsi qu'en Asie centrale et certaines régions de l'Antarctique.

"Avec la poursuite des émissions de gaz à effet de serre et l'impact sur l'augmentation mondiale des températures, des records continueront à être battus", a déclaré le chef du service Jean-Noël Thépaut dans un communiqué. franceinfo avec AFP 05.08

LVOG - Des "*records continueront à être battus*"... de froid aussi, ici ou ailleurs ? Chut !

Manipuler la jeunesse, les couches de la population les plus faibles ou sensibles.

Sommets pour le climat : la mobilisation des jeunes "est doublement importante" pour le climatologue Jean Jouzel - Franceinfo 6 août 2019

Selon l'ancien vice-président du Giec, les jeunes d'aujourd'hui devraient être les premiers à subir les conséquences du réchauffement climatique.

Le climatologue, ancien vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), réagit alors que la Suisse accueille deux sommets majeurs sur le climat : le sommet "Smile for Future" avec Greta Thunberg à l'université de Lausanne jusqu'au 9 août, et la réunion du Giec à Genève sur le changement climatique et les terres, jusqu'au 8 août.

Si nous ne faisons rien pour lutter contre le réchauffement climatique, il y a ce risque que le Groenland ne fonde complètement, à échéance de quelques siècles. Cela représenterait sept mètres d'élévation supplémentaire du niveau de la mer. L'Antarctique est lui aussi assez fragile, de même que tous ces glaciers continentaux, comme les glaciers des Alpes. Nous verrons à la fin de l'été, mais le bilan risque d'être très négatif pour "nos" glaciers. Franceinfo 6 août 2019

Commentaires d'internautes.

1- Antarctique : la calotte polaire se reformerait depuis plus 10 000 ans

https://www.nationalgeographic.fr/environnement/antarctique-la-calotte-polaire-se-reformerait-depuis-plus-10-000-ans

Imaginez la tête de nos Cassandre écologiques si cet hiver il faisait -40 à Paris !

2- En Antarctique, on peut dire que tout va bien. -63°C hier à la station russe de Vostock.

Du côté des manchots, c'est moins certain. La pluie tue les poussins dont le duvet ne peut les protéger, la fonte en surface éloigne le point de contact avec la mer, ce qui provoque des distances plus longues pour pêcher et des morts par famine.

Le raisonnement par taquet, ne retenir qu'un maximum pour valider une moyenne trouve ses limites rapidement.

La moyenne de Juillet à Roissy (relevé pro) est inférieure à celle de 2018.

La thermodynamique dit que 2 fluides de température différente ne se mélangent pas, la connaissance des courants marins dont ceux dits fossiles, est imparfaite.

Il y a autant d'énergie dans l'atmosphère que dans les 3 mètres sous la surface.

Greta va vous expliquer tous les calculs pour fabriquer un modèle mathématique.

3- L'homogénéisation ne concerne, sauf erreur de ma part, que le déplacement d'une station d'un emplacement à un autre. Si la moyenne de la température du deuxième lieu est différente, il est possible d'ajuster la température pour que la deuxième station soit la même. La normalisation consiste à ajuster la température d'une station en tenant compte des stations dans un rayon plus ou moins large autour de la station. Pour donner un exemple: http://berkeleyearth.lbl.gov/locations/45.81N-72.69W pour la ville de Trois-Rivières, à mi-chemin entre Québec et Montréal. (Descendez vers le milieu de la page.) Vous verrez qu'ils ont utilisé plus

de 4000 stations dans un rayon de 2000 km pour calculer la température de la ville. L'ajout ou le retrait de stations peut donc faire en moyenne augmenter ou diminuer la température de celle-ci. (Certaines stations de Berkeley affichent d'ailleurs une baisse importante, disons de plus d'un degré C, à cause d'un refroidissement de la température moyenne des stations dans quelques régions.)

Cependant, rien n'est fait à ma connaissance pour ajuster régionalement les données si une station ouvre ou ferme tout simplement.

Enfin, rien ne dit que le nouvel emplacement continuera, même ajusté, de fournir des données bien corrélées avec l'ancien site. La station de la ville de Québec est un bon exemple. Jusqu'aux années 1950, elle était dans le plus ancien parc industriel de la ville, dont les alentours étaient tous construit. Elle a ensuite été déplacée vers le nouvel aéroport de Québec, qui était alors en plein champs agricoles. Aujourd'hui, cela commence à se construire autour. De plus, l'augmentation du trafic fausse les données. Ces messieurs de la météo n'ont rien trouvé de mieux que d'installer la station du côté au vent de la piste, rabattant les gaz brûlés des avions directement sur le thermomètre. (Piste principale orientée Sud-Ouest / Nord-Est; le vent vient 40% du temps du Sud-Ouest; thermomètre à l'extrémité Nord-est de la piste.) Depuis le début des années 2000, l'achalandage a triplé, et la chaleur dissipée par un seul décollage est suffisante pour faire augmenter d'un degré C la température sur une épaisseur de 50 mètres sur une superficie de 4000 à 40000 m². Quid de la continuité?

4- Carl-Stéphane Huot, Diplômé en génie mécanique et industriel, U. Laval, Québec

Cher Monsieur Alexandre P. (du 4/08 à 10h54) «…ne serait-il pas temps de changer de point de vue? » questionnez-vous.

Adoptant le propos d'un ami, il me plait de mentionner ici Romain Rolland, un écrivain et humaniste au regard pénétrant, probablement tombé dans l'oubli : https://fr.wikipedia.org/wiki/Romain_Rolland

Celui-ci écrivait : « Une discussion est impossible avec quelqu'un qui prétend ne pas chercher la vérité mais déjà la posséder ». Propos de littéraire du 19 siècle qui vaut avec pertinence en notre contexte actuel ? Par ailleurs une maxime à laquelle vous adhérez.

Changer quel point de vue, en effet ? Serait-ce celui attribué aux courants politico-scientifiques « convenus » d'IPCC-GIEC (en laquelle des versions successives de leurs rapports) ? Voire la conviction d'activistes à peine masqués, en arrière-plan d'une gamine de 16 ans dont les tuteurs-coaches attribuent une capacité de « voir le CO2 » (sans toutefois nous en préciser sa variété et l'origine, sinon de ne le voir qu'anthropique) ? Faut-il céder aux articles incendiaires de journalistes « spécialisés dans les choses dites environnementales » ? Pis que pendre, faut-il confondre des faits météorologiques extrêmes et ceux de la science naissante et toute aussi complexe qu'est encore à ce stade la « climatologie » ? Devrions-nous retomber à l'époque de l'Inquisition ecclésiastique de Galileo ou d'une quelconque dictature mentale ? Certains sont affirmatifs (et nettement politisés) ; d'autres se permettent de douter. J'en sais gré à ces derniers.

Votre énumération de phénomènes (régionaux à l'échelle du globe) semble s'appuyer sur les puissants relais médiatiques qui jouent d'influence vers l'opinion publique. Du matraquage où parfois/souvent on a du mal à discerner ce qui relève d'une science ou fait exact… ou d'une volonté d'intoxiquer notre mental. La méthode n'est pas originale. L'histoire fourmille de cas vécus où des régnants et gros financiers – sinon ceux aspirant à le devenir – usèrent de procédés douteux pour préserver un pouvoir sur les masses présumées ignorantes ou malléables. Usant d'une notoriété acquise en leur discipline favorite (liste?), beaucoup de notables publics se réfèrent eux-mêmes aux « nouveaux dogmes ». Ainsi, sous le titre lu récemment : « Déracinés, les hommes cherchent une Terre habitable », un magazine belge se targue d'interviewer un philosophe mû par la certitude. Le même auteur n'hésitant pas à pointer les « climatosceptiques » en arguant d'être sur la défensive ? Où swallons-nous dirait un vieux sage !

Actuellement, nous observons la narration – concomitante – d'une foultitude de faits alarmistes. Serait-ce pour mieux nous imposer une « façon globale, unique » de penser ou vouloir dicter aux foules un mode de vie « de conformiste nouveau » ?

Je vous le donne à réfléchir, bien cordialement.

Quid est veritas? Si d'aucuns préfèrent une variante latine.

5- D'abord merci de nous lire avec attention.

Votre commentaire s'inscrit dans celui du 1/08

(http://www.science-climat-energie.be/2019/07/09/etendue-de-la-glace-arctique-actualisation-juin-2019/#comments).

A nouveau il ne s'agit pas de critiquer 'pour critiquer' les études scientifiques, il s'agit simplement d'exercer son droit à les analyser et d'en estimer ou démontrer leur bien fondé. C'est en tous cas le 'core business' normal de tout scientifique digne de ce nom.

Dans le cas qui nous occupe, SCE a procédé il n'y a pas très longtemps (http://www.science-climat-energie.be/2019/03/14/exagerations-climatiques-extremes/) à une analyse critique des sujets que vous abordez (canicules et sécheresses notamment) à partir du rapport AR5 (GIEC) publié en 2013. Vous y verrez que ce rapport de 94 pages sur les événements climatiques extrêmes aboutit à une partie du résumé de 30 pages (Résumé 'SPM' pour les décideurs) qui oriente ou accentue la synthèse dans une option volontairement(?) catastrophiste et néglige presque entièrement la substance du rapport de 94 pages qui met en avant le caractère local des événements. Inutile de vous dire que les médias, politiques et souvent scientifiques relaient quasi-instantanément ce catastrophisme mondial, et montrent par la même occasion qu'ils n'ont pas lu le rapport original qui ne démontre pas cela.

Alors oui faites attention aux manipulations et vérifiez par vous-même.

Autre point important : SCE n'a de cesse de répéter qu'il ne faut pas confondre climat et pollution, et finalement modes de vie. Tout peut se discuter, mais il faut d'abord éviter les amalgames et ne pas se laisser confisquer le débat, à défaut de la pensée, par ceux qui nous annoncent sans cesse la fin du monde pour demain, par ceux dont les nombreuses prédictions se sont avérées fausses.

Enfin pour réfléchir, voici une personne qui a apparemment repris en main sa pensée (égarée ?) : https://www.quora.com/Why-did-you-change-your-views-on-climate-change/answer/Chris-Boyd-50?ch=10&share=a2211cae&srid=mSk86

Pour les canicules, voyez également ce reportage du 17 juillet 1852

http://www.science-climat-energie.be/wp-content/uploads/2019/08/Canicule-juin-2019.pdf

et aussi : https://belgotopia.com/2019/04/02/les-epouvantables-consequences-du-rechauffement-climatique/

Enfin jusqu'où peut aller le catastrophisme? https://www.francetvinfo.fr/meteo/climat/ici-je-suis-pret-on-a-rencontre-yves-cochet-l-ex-ministre-de-l-environnement-qui-se-prepare-au-jour-ou-tout-s-ecroulera_3557789.html#xtor=EPR-51-%5Bici-je-suis-pret-on-a-rencontre-yves-cochet-l-ex-ministre-de-l-environnement-qui-se-prepare-au-jour-ou-tout-s-ecroulera_3564337%5D-20190804-%5Bbouton%5D

Enfin, pour terminer, à quelles études scientifiques montrant que la Sibérie brûle ou l'Inde subit la canicule faites-vous allusion?

Dites-moi quelles sont vos intentions, chiffrées de préférence, je vous dirai ce que vaut votre théorie du réchauffement climatique ou hold up à 90 mille milliards de dollars.

https://www.banquemondiale.org/fr/topic/climatechange/overview

Changement climatique

Le changement climatique constitue une grave menace pour le développement et le combat engagé afin de mettre fin à la pauvreté dans le monde. Faute de mesures immédiates, 100 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans la pauvreté.

Le besoin de financement pour assurer une transition ordonnée vers une économie mondiale décarbonée et résiliente se chiffre désormais en milliers de milliards de dollars.

Au cours des 15 prochaines années, le monde va devoir consentir de lourds investissements dans les infrastructures, évalués à environ 90 000 milliards de dollars d'ici 2030 (a), mais le surcoût pour rendre ces infrastructures compatibles avec les objectifs climatiques n'est pas conséquent.

Les mesures de lutte contre le changement climatique offrent de véritables possibilités pour parvenir à un développement mondial durable et relancer la croissance économique. Leurs effets sont déjà tangibles, en termes d'emplois créés, d'économies réalisées, de gains de compétitivité et de nouveaux débouchés commerciaux mais aussi d'amélioration du bien-être dans le monde avec, en perspective, une hausse des investissements, toujours plus d'innovation et de nouveaux leviers de croissance. banquemondiale.org

LVOG - Bref, comment sauver le capitalisme en faillite ou justifier l'instauration d'un régime totalitaire mondial...

Tournons la page de la canicule et de la sécheresse : Au secours il va y avoir des orages, du vent, de la grêle et de la pluie !

Six départements du Centre-Est en vigilance orange aux orages - franceinfo 06.08

Les départements concernés sont la Haute-Loire, la Loire, le Rhône, l'Ain, le Jura et le Doubs.

Il tombera de 30 à 50 mm d'eau en une heure, ce qui peut engendrer un risque de ruissellement et d'inondations locales. Des chutes de grêle, des grosses averses orageuses et des rafales de vent pouvant dépasser les 90 km/h sont à prévoir dans l'après-midi. La vigilance court pour l'instant jusqu'à demain matin 6 heures. franceinfo 06.08

LVOG - Pas assez de pluie, puis trop de pluie, trop chaud, puis trop froid, décidément le climat n'en fait qu'à sa tête, à défaut de pouvoir lui commander on va commencer par mater les récalcitrants aux mesures qu'on veut leur imposer pour leur bien...

La surpopulation n'existe pas, et si hélas, la preuve!

Près d'un quart de la population mondiale menacée par une pénurie en eau, selon un rapport - franceinfo 06.08

Près d'un quart de la population mondiale est en situation de pénurie hydrique grave, proche du "jour zéro" lors duquel plus aucune eau ne sortira du robinet, selon un rapport (en anglais) rendu public mardi 6 août. La carte établie par l'institut World resources mesure les risques de pénurie en eau, de sécheresse et d'inondations fluviales.

"L'agriculture, l'industrie, et les municipalités absorbent 80% de la surface disponible et des eaux souterraines lors d'une année moyenne" dans les 17 pays concernés, principalement situés au Moyen-Orient et au nord de l'Afrique, écrit l'institut. Ceux-ci sont le Qatar, Israël, le Liban, l'Iran, la Jordanie, la Libye, le Koweït, l'Arabie saoudite, l'Erythrée, les Emirats arabes unis, Saint Marin, Bahreïn, le Pakistan, le Turkménistan, Oman, le Botswana et l'Inde, deuxième pays le plus peuplé du monde.

"La plus grande crise dont personne ne parle"

"La pénurie en eau est la plus grande crise, dont personne ne parle. Ses conséquences prennent la forme d'insécurité alimentaire, de conflit, de migration, et d'instabilité financière", a indiqué Andrew Steer, PDG de WRI.

"Lorsque la demande rivalise avec les réserves, même de petits épisodes de sécheresse –qui vont augmenter avec le changement climatique– peuvent provoquer de terribles conséquences", comme les récentes crises à Cape Town, Sao Paulo ou Chennai, détaille l'institut. Vingt-sept autres pays figurent sur la liste des pays présentant une "pénurie hydrique élevée". franceinfo avec AFP 06.08

LVOG - Si c'est réellement "*l'agriculture, l'industrie, et les municipalités (qui) absorbent 80% de la surface disponible et des eaux souterraines lors d'une année moyenne*", cela signifie que la population excède les ressources en eau de la planète.

Ou alors et dans une certaine mesure, c'est la concentration de la population dans les zones urbaines qui posent problème, or c'est là que se trouvent les emplois, les infrastructures et les services, et il est inimaginable qu'il en soit autrement sous le régime capitalisme, raison de plus pour l'éradiquer de la surface de la planète.

En réalité tous les ans des milliers de boutiques ferment et des milliers ouvrent comme la température qui monte et qui descend.

Les nouvelles taxes de Trump pourraient accélérer la crise du commerce de détail - slate.fr 05.08

Plus de 7.500 boutiques ont déjà fermé aux États-Unis en 2019, et la situation risque de ne pas aller en s'arrangeant.

Année noire

Le New York Times note que ce chiffre excède d'ores et déjà celui de l'an passé, qui avait vu 5.854 commerces cesser leur activité.

En mai, la banque UBS estimait que la première salve de taxation à 25% risquait d'obliger 12.000 magasins à mettre la clé sous la porte.

Si les nouvelles taxes ont l'effet dramatique suggéré par UBS, 2019 pourrait battre le record établi en 2017, année durant laquelle plus de 8.000 magasins avaient baissé le rideau. slate.fr 05.08

Décidément pour des raisons politiques ils manipulent tout...

Totalitarisme. L'étau se resserre.

Bientôt la fin du cash? L'argent liquide a de moins en moins la cote - sputniknews.com 06.08

Le célèbre magazine The Economist (Rothschild - LVOG) plaide pour que les pays riches se préparent à un futur sans cash alors que les moyens de paiement électroniques prennent une part de plus en plus importante dans les transactions. Une éventualité qui inquiète certains observateurs.

«L'institution prévoit que les paiements en billets pourraient reculer, en valeur, de plus de 20% d'ici à 2025. Ils passeraient de 153 à 122 milliards d'euros entre 2018 et 2025. En volume, le nombre de billets remontant du public vers les professionnels de la filière fiduciaire pourrait baisser de plus d'un quart sur la même période.»

Le Monde révélait en mars dernier un document interne de la Banque de France qui dessinait un avenir économique où le cash aura de moins en moins de place. Le développement des moyens de paiement électroniques ne connaît pas d'arrêt dans les pays riches. Selon la Banque de France, les paiements par carte bancaire représentaient 53% des transactions en 2018 dans l'Hexagone. Les paiements sans contact ont, quant à eux, connu une forte progression de 82% en volume et 89% en valeur. Si les téléphones mobiles restent peu utilisés, le nombre de transactions effectuées par ce moyen a plus que doublé entre 2017 et 2018.

Et la tendance se vérifie dans de nombreux pays. Aux États-Unis, moins d'un tiers des paiements se font encore en liquide. En Suède, les paiements en cash ont reculé de 80% en dix ans. En Chine, les transactions numériques ont connu une augmentation de 34% en 2017. Un tableau qui a poussé le célèbre The Economist a publié un appel à ce que les pays riches se préparent à «un futur sans cash».

«Pour le magazine de référence sur l'économie, l'essoufflement de l'argent liquide s'explique par deux facteurs. D'une part, la demande. Les jeunes consommateurs veulent des systèmes de paiement rapide et qui s'intègrent dans leur quotidien digitalisé. D'autre part, la monnaie physique représente un coût trop élevé (distributeurs de billets, camion de transport sécurisés…) pour les compagnies financières», expliquent nos confrères des Echos.

En 2016 lors du Forum mondial de Davos, John Cryan, qui officiait à la tête de la Deutsche Bank lançait: «Le cash, je pense, n'existera probablement plus dans 10 ans. Ce n'est pas quelque chose qui est nécessaire, c'est terriblement inefficace et cher.»

«On est un peu pris de court par la modernisation des moyens de paiement, mais on n'arrêtera pas le mouvement. L'argent liquide a toujours son importance dans les achats quotidiens. Le plus important, c'est la protection des données qui est absolument essentielle et beaucoup moins évidente sur les nouveaux moyens de paiement. On fait beaucoup de prévention auprès des consommateurs», expliquait récemment à Corse-Matin Odile Leturcq, présidente de la branche marseillaise de l'UFC-Que choisir.

L'économiste Philippe Herlin verrait dans la disparition totale du cash «une atteinte à la liberté et à la vie privée».

«Si le cash disparaît, la banque, l'État et le fisc peuvent retracer la totalité de vos ressources. Ensuite, je pense que si l'État supprimait le cash, les gens basculeraient sur les cryptomonnaies. Or, quand on fait un paiement en bitcoins par exemple, ça va directement du portefeuille bitcoin à l'autre, sans passer par la banque donc sans contrôle. C'est anonyme et gratuit, décentralisé car il n'existe pas de banque centrale dédiée. C'est comme du cash sur Internet», expliquait-il à nos confrères de Corse-Matin.

En Suisse, pays très attaché au cash, l'idée de renoncer aux billets et pièces a aussi des détracteurs. «L'intérêt du cash, c'est que vous pouvez être anonymes. On ne peut pas tracer vos transactions, ce qui est très important pour la sphère privée», analysait récemment pour RTS Sophie Michaud Gigon, secrétaire générale de la Fédération romande des consommateurs (FRC). Elle voit un intérêt pour les banques à la disparition de l'argent liquide:

«Diminuer l'accès au cash permet d'augmenter toutes les transactions qu'on fait via les cartes de crédit ou de débit. Or, elles sont accompagnées de commissions qui rapportent de l'argent aux banques.»

Ce sont justement ces frais qui freinent plusieurs commerçants dans leur chemin vers le tout électronique. Nombre d'entre eux n'acceptent pas les paiements en carte bancaire en dessous d'un certain montant par exemple. «Sur CB, c'est variable, mais à l'heure actuelle, ils varient de 0,30 à +1%», lançait récemment à Corse-Matin Frédéric Jeanjean, secrétaire général de l'Umih 13, un syndicat présent dans le secteur de l'hôtellerie-restauration. sputniknews.com 06.08

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Castaner se montre ému aux larmes pour son hommage au pilote Franck Chesneau - Le HuffPost 06.08

Pendant la canicule, l'enfer caché que subissent les animaux d'élevage - Le HuffPost 06.08

Ils osent

L'émissaire américain salue "d'excellents progrès" dans les négociations avec les talibans - AFP 6 août 2019

Iran : Londres rejoint la mission américain dans le Golfe - AFP 6 août 2019

Israël approuve la construction de 2.300 logements dans les colonies - AFP 6 août 2019

Washington utilisera "tous les outils adaptés" pour stopper la "dictature" de Maduro au Venezuela - AFP 6 août 2019

Une ville suédoise exige un "permis" pour mendier dans ses rues - euronews 6 août 2019

A partir du 1er octobre, mendier dans la ville d'Eskilstuna pourra valoir une amende de 4000 couronnes, soit 370 euros. euronews

Coca-Cola lance une pub pro-LGBT en Hongrie et se fait boycotter - Le HuffPost 6 août 2019

Mounir Baatour, le premier candidat gay à la présidence en Tunisie - Slate.fr 6 août 2019

713 contraventions pour "outrage sexiste" dressées en un an - Le HuffPost 5 août 2019

Marlène Schiappa sapiosexuelle? Quand l'attirance sexuelle dépend de l'intelligence - Le HuffPost 5 août 2019

LVOG - La sapiosexualité est le fait d'être sexuellement et/ou sentimentalement attiré par des personnes intelligentes, instruites ou charismatiques. (Yahoo)

LVOG - Il y en a au gouvernement, à LREM ?

Colombie: la production de cocaïne en hausse de 5,9% en 2018, selon l'ONU - AFP 6 août 2019

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

Révocation d'autonomie au Cachemire: Washington appelle au "respect des droits" - AFP 6 août 2019

Washington a appelé lundi au "respect des droits individuels" et au "maintien de la paix et de la stabilité" après la révocation par l'Inde de l'autonomie constitutionnelle du Cachemire indien, une région revendiquée par le Pakistan.

Le gouvernement indien a annoncé lundi la révocation de l'autonomie constitutionnelle de l'Etat du Jammu-et-Cachemire (nord), ainsi que sa dislocation. Une décision explosive qui vise à placer sous une tutelle plus directe de New Delhi cette région rebelle revendiquée par le Pakistan.

Ces mesures sans précédent, préparées dans le plus grand secret par les nationalistes hindous du Premier ministre Narendra Modi, sont susceptibles de provoquer un soulèvement sanglant de la vallée à majorité musulmane de Srinagar. Nombre d'habitants de cette région himalayenne sont hostiles à l'Inde et attachés à leur autonomie qui prévalait depuis les débuts de la république fédérale indienne il y a sept décennies.

En prévision de possibles troubles, les autorités indiennes avaient déployé ces dix derniers jours plus de 80.000 paramilitaires supplémentaires dans cette zone déjà hautement militarisée. Les Cachemiris étaient totalement coupés du monde lundi, les moyens de communication ayant tous été bloqués, les déplacements et rassemblements interdits et les écoles fermées.

L'article 370 de la Constitution indienne conférait un statut spécial au Jammu-et-Cachemire et autorisait le gouvernement central de New Delhi à légiférer seulement en matière de défense, affaires étrangères et communications dans la région, le reste relevant de l'assemblée législative locale.

Le Pakistan a condamné cette révocation et indiqué qu'il fera "tout ce qui est en son pouvoir pour contrer les mesures illégales" liées au litige territorial entre les deux puissances nucléaires d'Asie du Sud, qui se sont livré deux guerres au sujet du Cachemire.

Les partisans du Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi et les chaînes de télévision nationalistes ont salué une décision "historique" qui marque, selon eux, l'intégration complète du Cachemire à l'Inde.

Responsables politiques cachemiris et d'opposition ont pour leur part dénoncé un "jour noir pour la démocratie indienne", s'inquiétant notamment de cette réécriture de la Constitution sans débat parlementaire ou public.

Le gouvernement de Narendra Modi a également présenté au Parlement un projet de loi pour diviser le Jammu-et-Cachemire, dont sera séparée la partie orientale, le Ladakh à majorité bouddhiste.

Le Jammu-et-Cachemire restant, qui comprendra les plaines à majorité hindoue de Jammu au sud et la vallée de Srinagar à majorité musulmane dans le nord, va perdre le statut d'État fédéré, pour être rétrogradé au statut de "territoire de l'Union". Cela signifie que la région sera sous l'administration directe de New Delhi et n'aura presque plus aucune autonomie.

Ce projet de loi doit encore être approuvé par le Parlement indien, où le BJP et ses alliés ont cependant la majorité absolue. Tout le processus devrait être achevé d'ici mercredi, date de fin de la session parlementaire de mousson.

La révocation de l'autonomie du Cachemire était une vieille promesse de campagne des nationalistes hindous de Narendra Modi, qui a été triomphalement réélu au printemps pour un deuxième mandat.

Le Cachemire est divisé de fait entre l'Inde et le Pakistan depuis la partition de l'empire colonial britannique des Indes en 1947, qui le revendiquent tous deux.

Une insurrection séparatiste fait aussi rage depuis 1989 au Cachemire indien et a coûté la vie à plus de 70.000 personnes, principalement des civils. New Delhi accuse son voisin de soutenir en sous-main les groupes armés à l'œuvre dans la vallée de Srinagar, ce que le Pakistan a toujours démenti. AFP 6 août 2019

Turquie

La Turquie prépare une invasion du Nord de la Syrie - Réseau Voltaire 5 août 2019

L’armée turque se prépare à envahir le Nord de la Syrie à l’Est de l’Euphrate. Le président Erdogan a présidé un Conseil de Défense le 1er août et nommé de nouveaux officiers généraux en vue de cette opération.

Le gouvernement turc a rejeté, le 3 août 2019, la proposition états-unienne d’un contrôle conjoint de la zone occupée dite « Rojava » ; celle-ci étant censée être gouvernée par une population kurde nouvellement arrivée.

Durant les années 80, la Turquie considérait les Kurdes comme une minorité destinée à être « turquisée » de force. Des centaines de milliers d’entre eux, attachés à leur culture, fuirent vers la Syrie où ils bénéficièrent de l’asile politique. Cependant, après l’arrestation de leur chef, Abdhullah Öcallan, leurs organisations furent progressivement pénétrées par les États-Unis et Israël.

Au contraire, la Turquie d’après-le coup d’État manqué de 2016 exige le patriotisme de ses citoyens. Elle considère comme ennemies les populations, y compris kurdes, devenues mercenaires du Pentagone. Ainsi, Ankara n’hésite pas à nommer à des postes à responsabilité des Turcs d’ethnie kurde qui lui sont fidèles, mais n’hésite pas non plus à massacrer ceux qui ont fait allégeance à un État étranger, fut-il allié au sein de l’Otan.

Bien sûr, les réfugiés turcs ne croient pas à la sincérité de ce changement idéologique d'Ankara. Mais, réciproquement, Ankara ne croit pas à l'évolution du PKK, passé du jour au lendemain du marxisme-léninisme pur et dur à l'anarchisme soft.

L'état-major turc entend imposer une zone frontalière, d'environ 30 km de profondeur, en territoire syrien qu'elle occuperait. Elle entend y relocaliser les réfugiés syriens actuellement résidant en Turquie.

Dans les années 2000, la Syrie avait exigé le désarmement des réfugiés turcs d'ethnie kurde et autorisé l'armée turque à poursuivre les éléments qui l'attaqueraient depuis son territoire. L'armée turque pouvait pénétrer dans une zone de 30 kilomètres de profondeur, calculée en fonction de la portée de l'artillerie de l'époque.

La Syrie a toujours craint que cette facilité soit exploitée par la Turquie pour annexer le territoire beaucoup plus important, incluant Alep, que revendiquent les Kémalistes depuis la dissolution de l'Empire ottoman. Réseau Voltaire 5 août 2019

Venezuela

Conférence internationale pour la démocratie au Venezuela, sans les alliés de Maduro - AFP 6 août 2019

Une conférence internationale réunissant une soixantaine de pays se tient mardi à Lima pour tenter de trouver une solution pacifique à la crise politique au Venezuela, en l'absence des alliés du président Nicolas Maduro.

Convoquée par le Groupe de Lima, composé d'une douzaine de pays latino-américains et du Canada, la conférence accueillera une délégation américaine de haut rang envoyée par le président Donald Trump, menée par le secrétaire au Commerce Wilbur Ross et le conseiller à la sécurité nationale John Bolton.

Pour accentuer la pression sur le dirigeant socialiste que Washington souhaite voir quitter le pouvoir, Donald Trump a ordonné un gel total des biens aux Etats-Unis du gouvernement vénézuélien, a fait savoir lundi soir la Maison Blanche.

Toute transaction avec les autorités vénézuéliennes est également interdite.

Selon le Wall Street Journal, il s'agit là des premières mesures d'un embargo économique total décrété par Washington contre Caracas. Cela mettrait le Venezuela au même niveau que des pays comme la Corée du Nord, l'Iran, la Syrie et Cuba.

Quelques heures plut tôt, John Bolton avait prévenu que les Etats-Unis allaient annoncer durant la conférence des "étapes radicales" pour avancer vers "une transition du pouvoir de Maduro vers Juan Guaido", l'opposant reconnu par une cinquantaine de pays comme président par intérim du Venezuela.

Assisteront notamment à la conférence de Lima des délégués du Vatican, de France, d'Allemagne, du Royaume-Uni, d'Australie, de Corée du Sud, d'Israël, des Emirats arabes unis, d'Afrique du Sud et de 18 pays latino-américains. Ont décliné l'invitation la Chine, Cuba, le Russie et la Turquie. AFP 6 août 2019

ECONOMIE

Chine

La Chine suspend l'achat de produits agricoles américains - franceinfo 05.08

Cette décision intervient quatre jours après les annonces inattendues de Donald Trump sur l'instauration de droits de douane additionnels sur les importations chinoises.

Le bras de fer commercial s'intensifie entre la Chine et les Etats-Unis. Les entreprises chinoises ont cessé d'acheter des produits agricoles américains, a annoncé lundi 5 août l'agence officielle Chine nouvelle. Cette décision fait suite à la menace de Donald Trump d'imposer des droits de douane supplémentaires à la quasi-totalité des importations chinoises à compter du 1er septembre.

La Chine "n'écarte pas temporairement la possibilité d'imposer des droits de douane supplémentaires sur les produits agricoles américains pour les transactions conclues après le 3 août, et les compagnies chinoises concernées ont cessé d'acheter des produits agricoles américains", a rapporté Chine nouvelle, citant le ministre du Commerce et la Commission nationale du développement et des réformes. Instabilités sur les marchés

La valeur des produits agricoles américains susceptibles d'être la cible de nouveaux droits de douane n'est pas précisée par Pékin. La Chine est, entre autres, le premier acheteur mondial de soja, principal produit agricole américain à l'exportation. franceinfo avec AFP 05.08

Haut de page

Le 11 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

A qui profite le crime ?

Un casse à 150.000 milliards de dollars.

Nombreux sont ceux qui ont tout intérêt à ne pas tuer cette poule aux oeufs d'or ! Selon la Banque mondiale, la lutte contre le changement climatique impliquerait de multiplier la dette souveraine du monde (60.000 milliards de dollars) par 2,5. contrepoints. org 01.07.2019

- Au format pdf - 19 pages)

En 2007 j'avais publié un article au sujet du réchauffement climatique où je me fiais aveuglément aux rapports du GIEC. Pourquoi ? Il y a plusieurs explications à cela.

Tout d'abord parce que j'étais isolé. Ensuite, j'ignorais tout ou presque sur ce sujet. Enfin, il ne m'était pas venu à l'esprit qu'il fallait absolument tout vérifier, j'avais la naïveté de croire tout ou partie de ce que les médias dominants publiaient ou disaient, or c'était une grave erreur. En fait, il ne m'était pas venu à l'esprit qu'ils oseraient tout et n'hésiteraient pas à manipuler absolument tous les sujets qu'ils traitaient. Je dois avouer que je n'avais pas perçu, qu'il existait un rapport de cause à effet entre la crise du capitalisme et leur intention d'instaurer un régime totalitaire mondial ou leur stratégie politique, et la manière dont ils traitaient la question climatique. Maintenant que le lien est clairement établi, j'en ai pris conscience.

Mais pour aborder cette question, cela nécessite un lourd investissement, un travail colossal ou un temps très long de tout vérifier quasi systématiquement, de recouper chaque fait ou donnée... Je ne m'imaginais pas devoir faire un tel travail d'investigation, de recherche pour ainsi dire quotidiennement, or c'est devenu obligatoire pour ne pas se faire manipuler, d'autant plus que les partis dits ouvriers s'alignent presque systématiquement sur la propagande officielle ou adoptent leurs théories.

Pire encore, et c'est le cas plus que jamais avec cette histoire de changement climatique, en lisant chaque article il faut repérer ou démêler le vrai du faux qui s'y trouve en fonction des intérêts de leurs auteurs ou des lobbies qu'ils représentent ou de leurs inclinaisons idéologiques, du coup leurs argumentations peuvent s'avérer correctes ou paraître comme telles concernant certains facteurs, et fausses ou fabriquées concernant d'autres facteurs, leurs démonstrations ou plutôt une partie de leurs démonstrations peuvent être justes et leurs conclusions ou une partie de celles-ci erronées, soit involontairement ou sciemment.

Bref, se lancer là-dedans est épuisant et prend un temps considérable parce qu'il faut essayer de tout garder en mémoire ou tout relire ou presque pour tenter de venir à bout d'un facteur, pour comprendre ce qui se passe réellement, car tout est embrouillé ou fait l'objet d'affirmations partisanes. Qui plus est, comme de nombreux facteurs entretiennent des rapports entre eux, c'est l'ensemble qu'il faut avoir en tête en permanence pour essayer d'y voir plus clair. Et puis la vérité leur importe que lorsqu'elle correspond uniquement à leurs a priori ou à leurs intérêts, à leur idéologie, et le reste du temps ils la violent sans scrupule. Non mais vous imaginez le truc, j'ai lu plus de 120 articles sur ce sujet en trois semaines. C'est le produit de ce travail ingrat et de mes réflexions que je vous livre dans cette causerie.

Un conseil, ne vous arrêtez pas aux chiffres qui y figurent qui peuvent beaucoup varier selon les auteurs ou sources, vaut mieux se faire une idée ou retenir la tendance générale qui s'en dégage.

Je sais qu'il aurait été plus simple ou économique de se demander à qui profite le crime, et d'y répondre de manière définitive sans prendre le moindre risque après avoir lu l'article de la Banque mondiale à 90.000 milliards de dollars, plus que le PIB mondial, mais je ne suis pas sûr que cela aurait été le meilleur procédé pour répondre aux interrogations des militants et des travailleurs. J'ai pensé qu'il serait plus efficace de démonter pièce par pièce l'escroquerie du GIEC, ainsi les militants ou travailleurs peuvent apprendre beaucoup de choses sur le fonctionnement de notre planète et son environnement, point par point ils disposeront d'arguments pour répondre aux partisans de la théorie officielle.

La machination du business climato-totalitaire.

Ils osent tout ou ils ne sont pas à une contradiction près.

Les mêmes, les chefs d'Etat du Canada et de l'UE, qui figurent parmi ceux qui ont mis en place le GIEC, viennent de signer le CETA. Vous avez le droit d'ajouter la totalité des médias institutionnels et d'autres.

Un glissement sémantique pas anodin, mais jamais relevé ou presque. Pourquoi ?

Du réchauffement climatique, ils sont passés au changement climatique. Pourquoi ?

Parce que la température moyenne de la Terre est demeurée inchangée au cours des 18 ou 20 dernières années selon les sources.

Qui est à l'origine du GIEC ou quand ils confondent météorologie et climatologie.

Extrait du portail de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

- L'Organisation météorologique mondiale est une institution spécialisée des Nations unies.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) est une organisation intergouvernementale qui compte actuellement 193 États et territoires Membres. (...) Le Secrétariat, dont le siège se trouve à Genève, est dirigé par le Secrétaire général. Le Congrès météorologique mondial est l'organe suprême de l'Organisation.

Dans le cadre de la réforme de la structure de gouvernance des organes constituants de l'OMM approuvée par le Dix-huitième Congrès météorologique mondial en juin 2019, le nombre de commissions techniques va passer de huit à deux.

Président de l'OMM : Gerhard Adrian. public.wmo.int

LVOG - C'est un météorologiste, le monsieur météo de l'ONU !

Quelques précisions dans Wikipedia.

- Les états développés profitent donc de la conjoncture économique pour appuyer le développement des initiatives de l'OMM en matière de détection et d'attribution du changement climatique. En 1979 a ainsi lieu la première conférence mondiale sur le climat à Genève, sur la proposition du PNUE et de l'OMM. Cette conférence se contente d'en appeler à un renforcement des observations ; elle ouvre d'ailleurs le programme climatologique mondial de l'OMM.

Les réflexions sur le climat mondial ouvrent le voie à de nombreux débats dans les années 1980 sur les possibilités de limiter le bouleversement climatique. L'OMM est un élément moteur de ces démarches. Elle invite les services nationaux à se préparer à l'intégration de nouveaux éléments dans leur périmètre d'activités, et met en place une série de nouveaux programmes liés à l'étude de l'environnement : convention sur l'ozone, pollutions atmosphériques, changement climatique. À la même époque est créé le GIEC (1988), conjointement avec le PNUE.

Les statuts de l'OMM sont définis par la convention du 11 octobre 1947. Les représentants des services météorologiques nationaux réunis à Washington décident de la création d'une organisation destinée à "coordonner, standardiser, améliorer les activités météorologiques mondiales et encourager un échange efficace d'informations entre les pays". wikipedia.org

Sponsorisée par le GIEC ou l'ONU et une monarchie.

Greta Thunberg et des centaines de jeunes Européens unis pour le climat à Lausanne - lexpress.fr 09.08

Le climatologue belge Jean-Pascal van Ypersele, ancien vice-président du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), a encouragé ces jeunes, qui devaient manifester dans l'après-midi à Lausanne, à "continuer leur bon travail".

Ce mouvement de jeunesse, comme celui de "Youth for Climate", est né après l'initiative de la jeune Greta Thunberg d'entamer une grève de l'école hebdomadaire pour le climat.

Greta Thunberg va traverser l'Atlantique en bateau. L'égérie de la lutte contre le réchauffement climatique entend en effet participer au sommet mondial sur le climat organisé à New York par le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres le 23 septembre.

Le bateau, dirigé par le skipper allemand Boris Herrmann et le fondateur monégasque de l'équipe Malizia, Pierre Casiraghi, hissera pour l'occasion une voile barrée du slogan "#Fridays for future" ("Les vendredis pour l'avenir"), du nom du mouvement lancé de la jeune militante.

"J'ai décidé d'essayer de prendre une année sabbatique et de voyager dans différents endroits, par exemple du nord au sud de l'Amérique où j'ai reçu plusieurs invitations pour assister à des sommets", avait-elle confié en juin.

L'adolescente doit également se rendre à la COP25 au Chili en décembre, un voyage confirmé plus tôt dans l'année par son entourage. Aux États-Unis, il s'agira du premier déplacement de la jeune fille sur le sol américain depuis le lancement de son mouvement "Fridays For Future". lexpress.fr avec AFP 09.08 et 29.07.

LVOG - Fera-t-elle un discours à la Fed ou à Wall Street ?

Qui est Pierre Casiraghi ?

Pierre Casiraghi est le troisième rejeton de la princesse Caroline de Monaco et vice-président du Yacht Club de Monaco.

Le GIEC en guise de rigueur scientifique : Erreurs grossières, faux, manipulations, mensonges, etc. le tout avéré ou confirmé sur fond de scandales.

mediapart.fr 10 janvier 2016 - Depuis sa création le GIEC publie tous les six ans environ un épais rapport de plusieurs milliers de pages, ainsi qu'un « résumé pour les décideurs » de 20 à 40 pages servant de base aux négociations climatiques internationales. Le cinquième et dernier rapport date de 2014. Au fil des ans, ces résumés sont devenus de plus en plus illisibles.

Les trois premiers rapports du GIEC restaient prudents. En 1995, le GIEC concluait en disant qu'aucune des études n'avait apporté la preuve que le changement climatique puisse être attribué aux gaz à effet de serre. En 2001, le GIEC soulignait qu'en matière de modélisation du climat, ils étaient face à un « système chaotique couplé et non linéaire » et que les prédictions à long terme s'avéraient impossibles.

Mais dés le 4 ème rapport (AR4), fin 2007, sans aucune donnée nouvelle, le GIEC affirme que la réalité et l'ampleur du réchauffement climatique sont « sans équivoque ». L'effet de serre du CO2 serait la cause d'un réchauffement pouvant atteindre 6,4° en 2100 si rien n'était fait; cela provoquerait aridité, désertification, catastrophes climatiques et montée des océans. Des prédictions avec un écart allant de 0,2° à 6,4°! Une marge d'incertitude invalidant leurs conclusions.

AR4 affirmait entre autres que les glaciers de l'Himalaya pourraient disparaître en 2035 voire avant. Le GIEC dût démentir en 2010 suite aux protestations des scientifiques. Des études ont confirmé qu'il n'y avait aucun recul inquiétant des glaciers en Himalaya et plusieurs scientifiques et ex-experts du GIEC démissionnèrent pour exprimer leurs désaccords quant aux méthodes de travail et ses conclusions.

En tant que vice-président dans l'administration Clinton, Al Gore aida à promouvoir le protocole de Kyoto en 1997, traité international visant à réduire les émissions de CO2.

En 2006, dans son film « une vérité qui dérange », Al Gore se met en scène pour expliquer la future catastrophe planétaire liée aux activités humaines. Ce film quasi hollywoodien très médiatisé, avec ses images d'apocalypse et sa courbe impressionnante « en crosse de hockey » pour illustrer le réchauffement depuis la période industrielle, eut un retentissement international.

Mais cette courbe était fausse ! (et ce n'était pas la seule erreur). Elle avait été sciemment falsifiée. Ce mensonge scandaleux à des fins idéologiques aurait dû entraîner la dissolution du GIEC. Mais non, le GIEC admit son «erreur», la courbe disparut du rapport suivant et le film reçut 5 prix, 2 nominations et le prix Nobel de la paix fut attribué en 2007 au GIEC et à Al Gore !!

Puis il y eut en 2009, peu avant le sommet de Copenhague, la « Climategate », autre affaire très grave. Des hackers avaient diffusé plus de 5000 e-mails de hauts membres du GIEC. Dans ces échanges apparaissaient clairement les manipulations des données scientifiques pour les faire coller à leur théorie réchauffiste, ainsi que des rapports de scientifiques censurés « comme non conforme » à la version officielle du GIEC. On y vit aussi leurs méthodes d'intimidation contre ces scientifiques « dissidents ».

Le président du GIEC, Rajendra Pachauri, faisant l'objet d'une plainte pour harcèlement sexuel, dût démissionner le 24 Février 2015. Ce n'était pas le seul scandale le concernant; il était également visé par des accusations de conflits d'intérêts et d'enrichissement personnel.

Dans le 5ème et dernier rapport (2014), sans nouvelles données scientifiques, le GIEC devient plus affirmatif encore : le réchauffement du système climatique est dû aux activités humaines (probabilité de plus de 95 %) et il faut mettre fin à l'utilisation des énergies fossiles, principales responsables. (...)

Le CO2 suit les changements de températures. Il est une conséquence et non une cause. Quand il fait froid, les océans absorbent plus de CO2, et quand il fait chaud, c'est l'inverse, ils en rejettent davantage. Le taux de CO2 d'origine anthropique dans l'atmosphère serait d'environ 5 %.

Les océans représentent la majeure partie de la surface du globe et constituent un immense réservoir de CO2 contenant 60 fois sa quantité dans l'atmosphère. Depuis 2003, 3000 balises Argo sont installées sur tous les océans du globe et leurs données sont transmises par satellite. Ces capteurs ne constatent aucune évolution significative de la température des océans depuis leur mise en place.

Depuis le début du XXIème siècle, les instituts spécialisés parlent de « pause », le GIEC emploie le mot « hiatus ». Le taux de réchauffement durant la période 1970-1998 était d'environ 0,17°C par décennie, alors que durant 1998-2012, ce taux est passé à environ 0,04°C par décennie (chiffres du MET Office, un des 3 plus importants centres de météorologie mondiale, utilisés par le GIEC). Des records de température sont toujours observés, ce qui n'est pas en contradiction avec l'ambiance de fond qui elle est quasi stationnaire. Il y a aussi le phénomène El Nino qui est à l'origine de phénomènes météo exceptionnels perturbant le climat planétaire. Il est particulièrement puissant en 2015-début 2016. Son influence reste faible en Europe.

Des prédictions peu scientifiques ...

Les mesures récentes, en particulier celles provenant des satellites et des balises Argo, sont trop éloignées des projections du GIEC pour valider leur théorie. De plus leurs modélisations ne concordent pas avec les cycles du passé. Comment pourraient-ils faire des prédictions justes pour l'avenir !?

Un rapport très complet datant de 2009, signé par 37 spécialistes internationaux concluaient par : les causes anthropiques du changement climatique restent marginales devant les causes naturelles.

Le soleil sortirait d'un cycle d'environ 60 ans d'activité intense et la tendance pourrait s'inverser et amener alors un refroidissement jusqu'en 2030.

De nombreux facteurs ont une influence sur le climat : les cycles solaires, le rayonnement cosmique (c'est à dire les particules chargées d'énergie qui pénètrent dans l'atmosphère terrestre), la formation des nuages, la dynamique des océans, le volcanisme et d'autres encore. Les phénomènes météorologiques sont de nature chaotique et d'une prédiction aléatoire. La prévision climatique est complexe. Personne n'est en mesure de savoir vers quoi évoluera le climat d'ici la fin du XXIème siècle.

Que penser de tout ça ?

Tout d'abord, les différentes affaires, erreurs et mensonges montrent qu'il n'y a aucune rigueur scientifique dans les travaux du GIEC, une structure pourtant censée synthétiser les travaux de qualité de nombreux scientifiques. Nous subissons une effroyable propagande idéologique. Il est d'ailleurs politiquement très incorrect de contester leurs thèses et tout est fait pour discréditer les contradicteurs en les raillant ou en censurant leur travail. D'où les départs de scientifiques du GIEC (comme Judith Curry, une des climatologues les plus emblématiques)

Et surtout, il apparaît clairement qu'il y a de graves problèmes bien plus urgents à se préoccuper que cet éventuel réchauffement climatique futur.

Le matraquage permanent des médias autour de ce « global warming » anthropique sert à tout justifier : une inondation inédite, une tornade comme jamais auparavant, des sécheresses dévastatrices de plus en sévères, des ouragans plus puissants que jamais, et même des truffes en baisse et des chenilles processionnaires en plus ! Diantre, vivrions nous les débuts de l'apocalypse ! Tout est pain béni pour servir ce dogme.

Face au GIEC, certains « climato-sceptiques » ont des intérêts politiques et financiers aussi peu louables. L'enjeu climatique oppose l'industrie pétrolière et l'industrie nucléaire. S'y ajoute le récent enjeu des énergies renouvelables et les affrontements entre multinationales sont impitoyables. Cette fixation sur le CO2 est aussi un moyen de tenir à distance l'émergence économique des nouvelles puissances.

Le nucléaire produit aujourd'hui à peine plus de 10% de l'électricité mondiale et ne représente que 1,8% de la consommation mondiale d'énergie. Malgré l'alibi d'être une « énergie décarbonée » pouvant lutter contre le réchauffement climatique, un nouvel essor de l'énergie nucléaire semble peu probable. La France se trouve donc dans une impasse avec des centrales dangereuses et vieillissantes qui fournissent 77 % de son énergie électrique.

Mais une nouvelle économie repeinte en vert se porte bien et mise sur de juteux profits futurs grâce aux thèses du GIEC. Les cabinets et consultants sur « l'empreinte carbone » prospèrent. La vente des voitures électriques espère décoller.

De nombreuses institutions environnementalistes (WWF, Réseau Action Climat, Greenpeace, Réseau Sortir du nucléaire,…) se sont bien sûr ralliées au discours dominant et à cette croisade, rejoignant ainsi pronucléaires et autres lobbies malpropres, et détournant les militants écologistes des vrais combats à mener. WWF et Greenpeace ont été associés au GIEC dès sa création.

Le matraquage autour de ce réchauffement idéologique a réussi à formater la pensée de nombreux militants qui sont devenus les relais zélés de cette propagande. Les personnes contestant ce dogme, ont vite droit à des insultes et se voient même traiter de révisionnistes !

Le capitalisme industriel fait des ravages sur la planète et de vraies catastrophes sont devant nos yeux.

Le danger de la science comme de la religion est de faire d'une théorie une grille de lecture unique et imposée. Les croyances ne devraient pas avoir leur place dans une étude scientifique.

Cette propagande sur une catastrophe climatique à venir permet de laisser dans l'ombre les catastrophes mondiales bien réelles, catastrophes à la fois humaines et environnementales : les guerres et la faim dans le monde, la pollution de l'air, des sols, des mers et des rivières (par des composants chimiques plus problématiques que le CO2), l'appauvrissement de la biodiversité, les déchets nucléaires, ...

Le GIEC devrait être dissous. Rester aussi influent sur la scène internationale après une telle accumulation de mensonges, d'erreurs et de manipulations, montre la puissance des lobbies et forces politiques qui sont derrière cette structure.

Si l'ONU et ses agences se démenaient autant pour le bienfait de l'humanité qu'elles le font pour le monde des affaires, nous pourrions être confiants dans l'avenir.

Les multinationales ont pris le pouvoir et mènent le monde. Les dirigeants ne sont que des marionnettes pour les servir et nous endormir. Ils se plient aux impératifs du monde économique et délaissent les vrais problèmes de notre siècle.

Il est urgent de remettre en cause nos sociétés occidentales, qui tirent le monde vers le pire, et de revoir radicalement leur fonctionnement (production, consommation, distribution)

Parler du temps permet souvent de ne pas aborder les choses essentielles ! mediapart.fr 10 janvier 2016

Vous êtes-vous "***demandé pourquoi il est difficile de prédire la météo sous nos latitudes à plus de quelques jours alors qu'il serait possible de prévoir le climat à l'échéance de plusieurs siècles***" ?

« Réchauffement climatique : Le pavé dans la marre ! » (Jean-Marc Bonnamy) - palingenesie.com 8 février 2019

Ancien élève de l'Ecole polytechnique, Jean-Marc Bonnamy a successivement été ingénieur des travaux publics, expert climatologue pour la FAO, directeur de département à l'Institut français du pétrole. Spécialiste de l'Asie du Sud-Est, il y a dirigé des filiales de sociétés françaises et créé sa propre entreprise de conseil avant de rejoindre l'ONU pour le Développement industriel dont il a dirigé les représentations au Vietnam, au Sri Lanka et en Inde, avant d'entamer une carrière de consultant pour les Nations Unies et la Communauté européenne.

- Si vous vous êtes demandé pourquoi il est difficile de prédire la météo sous nos latitudes à plus de quelques jours alors qu'il serait possible de prévoir le climat à l'échéance de plusieurs siècles, voire seulement quelques dizaines d'années, sur la terre entière, Jean-Marc Bonnamy vous rassure : vous avez raison de vous interroger et il explique pourquoi dans Réchauffement climatique : Le pavé dans la marre ! », innocentant au passage le CO2 de toute responsabilité dans un « réchauffement » – ou « changement », ou « dérèglement »… – de la planète, à l'encontre des allégations du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, créé en 1988 pour se pencher sur la question.

La question du rôle du CO2 est emblématique de la tournure politique, idéologique, quasi-religieuse du débat climatique. Dans la foulée du GIEC, les réchauffistes interprètent la corrélation statistique entre la courbe de l'élévation des températures et celle de la teneur en CO2 de l'atmosphère comme une loi physique de cause à effet, le CO2 provoquant cette élévation. Ne pourrait-on pas en déduire l'inverse, à savoir que la teneur en CO2 de l'atmosphère augmente en fonction de l'élévation de la température ? Une corrélation ne peut à elle seule servir de preuve. D'ailleurs, comment s'expliquent les périodes de décorrélation entre températures et teneurs en CO2 dans les données dont fait état le GIEC lui-même ?

Jean-Marc Bonnamy résume la thèse du GIEC comme suit : la terre se réchauffe, ce réchauffement entraînera des catastrophes, il est dû à l'effet de serre du CO2 et ce dernier résulte du développement de l'activité humaine. Et, il entreprend de démontrer, dans les premiers chapitres de son livre, qu'un phénomène physique de saturation de l'effet de serre, que personne ne nie, exonère le CO2, au-delà de ce qu'il accomplit déjà, de toute incidence dans un quelconque réchauffement climatique au sens dans lequel le GIEC l'entend et que, si tant est qu'il y a réchauffement de la terre, c'est ailleurs qu'il faut en chercher la raison. L'auteur en propose quelques pistes de réflexion dans Réchauffement climatique : Le pavé dans la marre ! ». palingenesie.com 8 février 2019

Réchauffement climatique : Le pavé dans la marre ! » (Jean-Marc Bonnamy), 164 pages, Editions L'Harmattan.

Vous devrez bannir de votre alimentation : La viande, le lait et les produits laitiers, les fruits et les légumes dont les tomates et les choux, les bananes et les fraises, les avocats, le riz et le soja ainsi que le lait d'amande, etc.

Rapport du GIEC : ces aliments "sains" sont une catastrophe pour l'environnement - Yahoo Actualités 8 août 2019

Les habitudes alimentaires des humains ont un impact extrêmement négatif sur la planète. Si certains en ont déjà conscience et tentent d'adapter leur alimentation, les alternatives choisies ne sont pas toujours les bonnes.

Ce jeudi, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) a rendu public un rapport sur la dégradation des sols, qui est notamment liée à notre façon de consommer. Parmi les enjeux évoqués, les dégâts causés par notre manière de nous nourrir.

Plus inquiétant encore, les experts assurent que plus le réchauffement climatique s'amplifie, et plus il est difficile de nourrir la population. Un cercle vicieux dont il faut se sortir rapidement.

Certaines mauvaises habitudes sont déjà connues des consommateurs, qui tentent de les modifier… mais pas toujours de la meilleure des façons.

Avocats et tofu : bons pour vous, mais pas pour la planète

Il est déjà bien connu que la viande rouge est très mauvaise pour la planète. Les vaches, les agneaux et les chèvres notamment, produisent beaucoup de méthane, d'oxyde nitreux et entraînent une grande déforestation, nécessaire pour leur offrir des pâturages.

Certains consommateurs ont donc cherché des alternatives. Les sites, blogs et comptes Instagram se sont mis à distiller des conseils, assurant qu'il était possible de remplacer la viande rouge par des légumes, des féculents et des substituts comme le tofu.

Mais contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'est pas forcément une bonne idée. Le soja - utilisé pour faire le tofu - est loin d'être un bon élève. Ses champs sont à l'origine d'une partie de la déforestation de l'Amazonie.

Souvent considéré comme un aliment sans danger, le riz n'est pourtant pas si innocent. Il est très consommateur en eau - ce qui appauvrit aussi bien les sols que les nappes phréatiques - et dégage également du méthane.

Les produits laitiers sont également décriés. Selon Greenpeace, il faudrait réduire sa consommation à 33 kg par personne et par an, alors que les Français en consomment actuellement 260 kg en moyenne. Mais leurs remplaçants n'ont pas forcément un meilleur bilan carbone.

Les laits de soja et de riz ne sont pas des modèles, à l'instar des produits dont ils sont issus. Le lait d'amande ne s'en sort pas beaucoup mieux car il impose une énorme consommation d'eau.

La méfiance est également de mise du côté des fruits et légumes. Les avocats sont ainsi source de déforestation. Quant aux bananes, tomates, fraises et autres choux, ils sont très gourmands en eau et viennent parfois de loin, ce qui ne fait qu'augmenter leur empreinte carbone.

Heureusement, le rapport du GIEC propose des solutions pour sortir du cercle vicieux. Cela passe notamment par une consommation et une agriculture moins intensive, et une réduction drastique du gaspillage. Yahoo Actualités 8 août 2019

LVOG - "Heureusement, le rapport du GIEC propose des solutions pour sortir du cercle vicieux" fabriqué de toutes pièces. Ils osent tout les tyrans !

En complément. Toujours plus fort !

- Franceinfo a interrogé Jean-François Soussana, rapporteur du Giec et vice-président pour l'international de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra)

500 millions de personnes sont exposées à la désertification. Franceinfo 08.08

LVOG - 500 millions de personnes sont exposées à la hausse du niveau des océans, 1 milliard de personnes sont exposées à la baisse des nappes phréatiques, 1 milliard de personnes sont exposées à la hausse des températures ou des canicules de plus en plus fréquentes, 1 milliard de personnes sont exposées à des phénomènes climatiques extrêmes de plus en plus violents, inondations, ouragans, cyclones, froids intenses, tremblements de terre, 1 milliard de personnes sont victimes de la faim ou de la sous-alimentation, 2 milliards de personnes disposent de moins de 2 dollars par jour vivre : Au secours on va tous mourir !

Comment justifier la hausse des prix des produits alimentaires, pétroliers, de l'électricité, de l'immobilier, des loyers, des véhicules à moteur, etc. ?

L'étau ou le carcan se resserre. Aux contraintes liées au numérique que ne serrent de s'accroître, il faut ajouter celles liées à cette machination liée aux variations climatiques.

Maintenant il ne faut pas s'emballer ni dans un sens ou l'autre. Ce qu'ils décrivent comme un réchauffement climatique concerne essentiellement l'hémisphère nord là où le capitalisme est le plus développé. Leurs gouvernants sont aux prises avec des contradictions qui éclatent au grand jour, par exemple lorsqu'ils sont pro migrants du Sud un jour ou dans les médias, et un autre jour ils dressent des murs de législations (ou de fils barbelés) pour les contenir ou les renvoyer dans leur pays d'origine ; Lorsqu'ils vont délocaliser la production de marchandises destinées à leur propre marché, etc.

A l'anarchie du capitalisme vient s'ajouter en quelque sorte celle du climat qui n'en fait qu'à sa tête, en l'admettant pour notre démonstration. Trop c'est trop, et cela pourrait être un mauvais tour que le climat réserverait à l'histoire du capitalisme, confiné telle une forteresse assiégée derrière des frontières que les capitaux ou les marchandises sont autorisés à franchir pour ainsi dire librement, mais pas les hommes, surtout les plus pauvres qui doivent demeurer confinés dans des pays livrés à la guerre, à la pauvreté, à la famine, à des régimes despotiques en général.

Le défi de satisfaire les besoins de 7,6 milliards d'habitants dans des conditions climatiques aléatoires ou qui peuvent évoluer défavorablement pour assurer la survie des hommes, est incompatible avec l'existence du capitalisme à l'échelle mondiale, de ces frontières, de ces Etats entravant la libre circulation des hommes, y compris à l'intérieur de ces Etats, c'est l'ensemble des sociétés telles qu'elles sont établies, la répartition des hommes et les rapports entre la ville et la campagne qui sont remis en cause, quand des régions entières viennent à se désertifier, à manquer cruellement d'eau, subissent des hausses brutales de température, tandis que d'autres voient les leurs baisser, leurs précipitations augmenter et leurs déserts reverdir.

La Terre n'en devient pas inhabitable pour autant, sauf quand le capitalisme constitue une entrave au déplacement des populations. Si catastrophe il y a à craindre quelque part, c'est uniquement dans la survie du capitalisme qu'il faut en chercher l'origine et nulle part ailleurs.

Quelques points de repères.

- Pourquoi entre 1910-1945 et 1945-1980 l'augmentation de la température a été la même, + 0,6°C, puis a baissé pendant que le taux de particule de CO^2 dans l'atmosphère doublait ou plus encore ?

- De 1945 à 1980, 5 Etats ont réalisé plus de 2000 essais nucléaires dans le monde, dont 516 ont été atmosphériques, 17 en haute altitude, et 4 sous-marins. (Source Wikipedia.org)

- Le coupable, c'est indubitablement l'Homme, à l'exclusion de toute autre cause possible, même si l'Homme ne compte en définitive, le GIEC lui-même le reconnaît, que pour 4 % des émissions globales de CO^2 ! contrepoints.org 01.07.2019

- La concentration actuelle de CO^2 dans l'air est de 0,04 %, j'ai peut-être écrit par erreur ailleurs 0,4%.

- En fait, relève François Gervais, la combustion des ressources fossiles a entraîné une augmentation du taux de CO2 dans l'air de 0,03 % à 0,04 % en volume, c'est-à-dire que, « parmi 10 000 molécules d'air sec, on compte à peu près 7808 molécules d'azote, 2096 molécules d'oxygène, 92 atomes d'argon, gaz qualifié de rare, et seulement 4 molécules de gaz carbonique. » Le fait de passer de 3 à 4 molécules de CO2, une molécule supplémentaire parmi 10 000 molécules d'air sec ou 10 500 molécules d'air humide justifie-t-il un tel émoi ?

Quand bien même la quantité de CO2 doublerait, sa contribution à l'effet de serre passerait seulement de 19,6% à 20,9%, elle

serait donc insignifiante. Depuis le début de l'ère industrielle, le CO2 est passé de 280 à plus de 400 ppm, soit 120 ppm d'augmentation. Si la température était uniquement fonction du CO2, la hausse moyenne des températures devrait être de 12°C.

LVOG - En réalité, si hausse de la température il y avait, elle viendrait d'ailleurs, voilà ce qu'il faut en déduire logiquement.

Leur arnaque repose sur deux leviers, le premier, la hausse de la température moyenne de la terre qui en fait demeure contenue ou est hypothétique, le second la crainte liée à l'augmentation du CO^2 dans l'air qu'ils agitent pour terrifier la population, après avoir présenté le CO^2 comme un polluant, alors qu'il ne constitue pas un danger pour la santé ou la nature, bien au contraire.

- Le problème de cette théorie fumeuse est que depuis plus de 18 ans, la « température moyenne » de notre terre n'a pas augmenté d'un iota ! Durant cette période, plus d'un tiers du CO2 total émis depuis le début de l'ère industrielle a été relâché dans l'atmosphère. Si ce gaz était vraiment responsable d'un quelconque réchauffement climatique anthropique, on s'attendrait à tout le moins à observer une hausse vigoureuse des températures. Rien de tout cela ne se produit. (István E. Markó, chimiste, président de l'European Chemical Society, professeur à l'Université catholique de Louvain.)

- Compte-tenu de ce que le transport ne représente que 2 % des émissions de CO^2 d'origine humaine, soit huit dix-millièmes des émissions globales de CO^2, le prélèvement d'une taxe sur le transport aérien est du racket (Source : contrepoints.org 01.07.2019)

- Parole d'internaute. (Suite à un article publié par le blog Les-Crises.fr)

- " Il reprend la propagande qu'on nous sert journellement: Le réchauffement est dû à l'homme! Il nous sert aussi la solution à laquelle le GIEC nous prépare : Vive le nucléaire! Un peu d'histoire: le GIEC a été fondé sous l'égide de Madame Thatcher pour qui le CO2 était un ennemi personnel lié à ses démêles avec les mineurs. Plus actuel, les dirigeants français du GIEC: Jouzel et Masson Delmotte sont des salariés du CEA. Personnellement je crains beaucoup plus le nucléaire que le CO2. En France , aucune de nos centrales nucléaires n'est installée dans une zone de sécurité (à plus de 250 km des villes). Nous léguons à nos enfants un pays avec des centrales nucléaires vieillies, des monceaux de déchets (Bure, La Hague)"

Les grands mythes du réchauffement climatique : le CO2 est tout, sauf un polluant ! - objectifliberte.fr 04 décembre 2009

Extraits.

La toxicité : Le CO2 n'est jamais toxique pour les humains aux concentrations observables.

Tout un chacun sait que l'air que nous expirons est plus riche en CO2 que celui que nous inspirons: le CO2 est un produit "d'échappement" de l'activité physique. Ce gaz coule dans nos veines, et traverse nos poumons.

Tout est question de degré, une substance peut être parfaitement inoffensive à des taux "ordinaires" et empoisonnante au delà. Ne risquons nous pas de "polluer" l'atmosphère en y augmentant le taux de CO2 ?

Et bien non. Les concentrations de CO2 "rencontrables" hors expériences de laboratoire ne sont en aucun cas toxiques, et les seuils de mortalité sont purement théoriques. Les données qui suivent sont traduites du guide en ligne des inspecteurs de sécurité des bâtiments aux USA:

Tout d'abord, une convention d'écriture 1,000,000 ppm d'un gaz = 100 % de concentration de ce gaz, et 10,000 ppm d'un gaz dans l'air=1% de concentration.

La concentration actuelle du CO2 est de 385 ppm, soit 0,038%. (Un peu plus de 400 ppm en 2018, soit 0,040% - LVOG)

Une maison fermée renferme, selon la qualité de son aération, de 600 à 800ppm, liés à la respiration des êtres vivants qui s'y trouvent. Soit 0,06/0,08%. Ces concentrations sont celles qui pourraient être rencontrées dans l'atmosphère au siècle prochain selon les estimations les plus pessimistes du GIEC.

Un auditorium fermé et moyennement ventilé peut atteindre 1200 ppm,0,12% . Aucune personne ne sera incommodée par le CO2 lui même, ceci dit, la mauvaise ventilation aura d'autres effets pervers. Les normes de sécurité considèrent qu'au dela de 1200ppm, une pièce présente un défaut de ventilation potentiellement gênant, mais pas à cause du CO2.

A 1%, soit 10 000 ppm, soit 25 fois plus que dans l'air ambiant extérieur, et 14 fois plus que dans une maison, ce qui n'est concevable que dans un auditorium de grande contenance et très mal ventilé, où la même foule resterait plusieurs heures sans aération (!), des occupants sont susceptibles de ressentir une somnolence.

C'est à partir de 20 000ppm, soit 2%, que des problèmes de nature médicale peuvent survenir: lourdeurs de poitrine et essoufflement. Ce niveau ne peut pas se rencontrer en situation naturelle, les effets de telles concentrations ont été étudiés en laboratoire.

A 3%, la respiration devient deux fois plus rapide que la normale. A 5%, quatre fois plus. à 5% (50 000 ppm, 125 fois les niveaux actuels), le CO2 est directement toxique voire mortel, par détresse respiratoire principalement.

On le voit, avant que le CO2 ne devienne un"polluant direct", il y a une marge énorme: le GIEC prévoit 560ppm à la fin du 21ème siècle dans l'atmosphère. Le CO2, à l'état naturel, quelle que soit sa concentration, n'est pas un problème pour la vie humaine, et d'une façon générale pour les mammifères. Je n'ai pas de données de toxicité pour les autres espèces (oiseaux, insectes...), mais même les sites alarmistes sont assez peu prolixes sur la question. S'il y avait le moindre risque, nous serions bombardés de messages plus pessimistes les uns que les autres, soyez en sûrs. Ce n'est pas une preuve, juste une indication.

LVOG - Dans cet article figurait une longue démonstration ou les observations et les conclusions étaient quasi-identiques pour la vie marine à celles des végétaux.

Plus de CO2 = plus de plantes !

Tout élève de CM2 sait que le CO2 est le gaz capté par les plantes par photosynthèse pour assurer leur croissance. Mais les niveaux actuels de CO2 atmosphériques sont ils les meilleurs pour favoriser la pousse des plantes ? L'agriculture, ou les forêts, se porteraient-elles mieux ou moins bien si, toutes choses égales par ailleurs, les taux de CO2 atmosphériques venaient à augmenter ?

Le phénomène est documenté depuis longtemps par une abondante recherche, car le milieu agricole est depuis longtemps sensible à ces questions. Et la conclusion est absolument sans appel: plus de CO2 implique une meilleure pousse des végétaux.

A tel point que les serres (les vraies !) sont souvent équipées d'injecteurs de CO2, quelques exemples de ces dispositifs figurent ci dessous.

Co2-injection

L'expérience agricole montre que des niveaux de CO2 sous serre de 750 à 1000ppm produisent des pousses végétales bien plus abondantes (une augmentation de 300ppm / au taux atmosphérique produit en moyenne une surpousse de 33%), et parfois qualitativement supérieures (plus de sucre dans les fruits, plus de couleurs dans les fleurs, etc...).

Le site Co2science maintient une très impressionnante base de données de centaines d'études et observations qui corroborent cette affirmation, espèce par espèce.

Pour ceux qui souhaiteraient une synthèse plus complète sur cette question, le désormais indispensable Papy Jako a publié un résumé d'une note de synthèse du ministère de l'agriculture canadien qui dit en substance que:

- En dessous de 340 ppm, le taux est trop faible, cette valeur constituant un seuil de carence préjudiciable à la bonne croissance des plantes. Autrement dit, notre concentration atmosphérique actuelle est juste légèrement supérieure à ce seuil de carence !

- Selon le type de plantes, la concentration de CO2 au delà de laquelle une augmentation n'a plus d'impact sur la croissance des plantes ("point de saturation") est de l'ordre de 1000 à 1300 ppm, soit 2,6 à 3,2 fois les concentrations actuelles. Si l'augmentation du CO2 atmosphérique devait se produire au même rythme qu'actuellement, il faudrait plus de 400 ans pour atteindre 1000ppm.

Pour les curieux, la note détaillée du ministère canadien :

(http://www.omafra.gov.on.ca/french/crops/facts/00-078.htm)

Plus de CO2 dans l'atmosphère promet donc un monde plus vert et des rendements agricoles meilleurs, ce qui devrait réjouir ceux qui s'inquiètent des problèmes de faim dans le monde. Pourquoi alors sont-ce souvent les mêmes qui crient au loup face à l'augmentation du CO2 ?

Et le climat, alors ?

A ce stade, nous voyons que le CO2 ne pose aucun problème direct de nature biologique ni pour la vie terrestre, ni pour la vie

marine, et ce, même à des concentrations trois à quatre fois supérieures à celles que nous observons actuellement.

Bref, il ne reste comme possibilité de classer le CO2 comme "polluant" qu'une très éventuelle implication de ce gaz dans l'augmentation des températures terrestres. Or, là aussi, les publications qui remettent en cause ce dogme abondent. (...)

La corrélation entre CO2 et températures semble difficile à établir dans le temps !

Rappelons en outre que les hypothèses de persistance du CO2 retenues par le GIEC ont été établies à partir de modèles informatisés. Mais le GIEC a pris pour hypothèse que le temps de persistance d'une molécule de CO2 dans l'atmosphère était de 100 années. Il ignore en cela une petite quarantaine de recherches estimant, par plusieurs méthodes différentes, ce temps de rémanence entre 5 et 20 ans, avec une moyenne autour de 10. Oh, et faut il le préciser, ces 37 recherches, dont les mesures ont été effectuées par plusieurs méthodes différentes, datent toutes d'avant 1997, date à laquelle un article de Segalstadt, de l'université d'Oslo, les a recensées. Il y a pu en avoir d'autres depuis. Segalstadt, déjà, en déduisait que les hypothèses du GIEC relèvent du dogme et non de la science, et explique les fautes de raisonnement du GIEC qui conduisent à prendre en compte des durées erronées.

Un catastrophisme injustifié

Ajoutons également que malgré les dires du GIEC, il n'est pas évident qu'une température un poil plus élevée serait maléfique pour la planète. Après tout, alors que la tendance depuis les années 70 est au réchauffement, on a vu ni hausse inconsidérée des niveaux marins, et les déserts d'Afrique tropicale ont plutôt eu tendance à reverdir, la chaleur augmentant la condensation et les précipitations. De même, dans cette vidéo, le professeur Reiter, de l'institut Pasteur, un des meilleurs spécialistes des maladies tropicales au monde, affirme que le GIEC, dont il a claqué la porte, ment effrontément (il ne dit pas "se trompe"...) pour faire croire qu'un accroissement des températures signifierait un retour de la malaria sous les latitudes européennes, alors que le moustique a longtemps aussi sévi en Sibérie ou dans les pays nordiques, signe que ce n'est pas une maladie des tropiques, mais une maladie du manque d'hygiène né de la pauvreté. Il existe de nombreuses réfutations des allégations du GIEC sur le niveau des mers (Notamment par Nils Axel Morner), et sur la plupart des catastrophes attribuées à une mer chaude. Je n'en ferai pas la litanie ce soir, car l'article est déjà long, mais j'y reviendrai ultérieurement.

En clair, le GIEC, à partir de courbes de températures fausses car ouvertement trafiquées, d'hypothèses surprenantes sur la durée de vie du CO2 dans l'atmosphère, et d'assomptions totalement infondées sur les conséquences éventuelles d'une variation des températures, nous affirme que le CO2 est le "principal facteur de réchauffement climatique porteur de calamité". Et voilà comment on transforme un gaz vital en épouvantail pour populations que l'on espère ainsi manipuler.

Pourquoi tant de haine ?

On se perd en conjectures sur l'intérêt de certains groupes à vouloir à tout prix que ce gaz indispensable à la vie, et même bénéfique, soit combattu, jusqu'à vouloir dépenser des sommes astronomiques pour l'enfouir sous terre. Si ces groupes se préoccupaient sérieusement de l'état environnemental de la planète, ne devraient-ils pas se féliciter de ce que l'on découvre que le CO2 a des impacts positifs pour elle ? Ne devraient-ils pas prôner l'abandon de la lutte contre ce gaz vital pour dégager des ressources pour traiter d'autres problèmes écologiques autrement plus importants ?

La réaction anti CO2 des militants écologistes de diverses mouvances, parmi lesquels on trouve bon nombre de ces scientifiques d'un genre nouveau, "les scientifiques d'opinion", relayée par nos politiques rendus aveugles, ne peut que nous interroger sur ses motivations réelles.

Ne s'agit-il pas d'un moyen habile trouvé par ceux qui n'aiment pas les sociétés occidentales, de les mettre à mal, en sabrant leurs économies, dont la combustion des énergies fossiles est pour un temps encore le pilier, et plus encore en sapant dans l'esprit des populations l'appétence au progrès, en persuadant nos contemporains que toute marche vers plus de progrès technologique, plus de croissance économique, sont nuisibles ? objectifliberte.fr 04 décembre 2009

Comment ont évolué les températures du XXème siècle ?

Temperatures-1850-2000

Sur le graphique ci-dessus, tiré du rapport 2007 du GIEC à l'intention des décideurs politiques, on observe deux phases de réchauffement. L'une va de 1910 à 1940, l'autre de 1975 à 2000. Pour la première phase, l'explication ne peut se trouver dans les émissions humaines de CO2, l'industrialisation et l'automobile étant peu développées à l'époque, réservée à quelques pays d'Amérique du Nord et d'Europe. De 1945 à 1975, on observe une légère baisse des températures, à une époque où, au contraire, les concentrations en CO2 s'élevaient constamment.

C'est donc essentiellement sur la phase 1975-2000 qu'il faut nous pencher.

Réchauffement 1975-2000 : ce n'est pas l'effet de serre ! (J'ai perdu la source de ces données. - LVOG)

Propagande ou fabrication du consentement.

La concentration en CO2 n'a jamais été aussi élevée depuis 3 millions d'années - Article de Futura avec l'AFP-Relaxnews paru le 08/04/2019

La concentration dans l'atmosphère du CO2, principal gaz à effet de serre responsable du réchauffement climatique en cours, est au plus haut depuis trois millions d'années, rendant inéluctable la hausse dramatique de la température de la Planète et du niveau des océans en quelques siècles, mettent en garde des chercheurs.

LVOG - Je vous fais grâce de l'article. Retenons le meilleur :

- Ces analyses sont corroborées par un nouveau modèle climatique...

- Le rythme de ces périodes glaciaires reste un mystère...

- Cet éclairage sur les deux derniers millions d'années de l'atmosphère apporte donc des réponses mais pose aussi de nouvelles questions...

LVOG - Voilà pour leurs preuves irréfutables.

Origine de la récente augmentation du CO2 dans l'atmosphère - skyfall.fr 06.07.2016

LVOG - Tout dépend de quelle manière on interprète des mesures, quand, où, comment elles sont réalisées...

- Toutes les mesures effectuées à travers tout le globe montrent avec des preuves éclatantes que les humains causent le plus gros de l'augmentation récente du CO2 dans l'atmosphère.

Mais…

Que les humains soient la cause de l'augmentation récente du CO2 ne dit rien à propos de l'influence du CO2 en augmentation sur la température !

LVOG - On pense, mais on n'en sait rien, on n'a aucune certitude.

- Dans ce cas, on pense que la végétation des forêts tropicales souffrent de l'élévation des températures...

LVOG - Ils ne comprennent pas de quoi ils parlent, mais leurs conclusions sont affirmatives... Ils ne comprennent pas ce qui se passe et le disent eux-mêmes, et il faudrait adhérer à leurs conclusions.

- Plusieurs discussions m'ont révélé qu'il est difficile de comprendre les deux mécanismes différent qui règlent le sort du CO2 anthropique dans l'atmosphère : le sort de molécules individuelles, réglé par le taux d'échange (« turnover ») et le sort d'un accroissement du total de CO2, réglé par les taux d'absorption (capacité du puits).

LVOG - Presque, mais pas impossible, donc tout est possible !

- Donc il est presque impossible que les émissions naturelles aient été responsables de l'augmentation du CO2...

LVOG - Sur la base d'estimations valable ou réfutées par la suite, peu importe...

- Les estimations récentes du taux de rotation dans l'atmosphère

LVOG - Cela ne prouve rien...mais si quand même !

- Cela ne prouve pas directement que tout l'accroissement de CO2 dans l'atmosphère provident de l'usage de combustible fossile, mais...

LVOG - Vous retrouvez le "*en même temps*" de Macron, c'est la même idéologie.

Quand la mémoire sélective engendre la sélection climatique.

Sécheresse : "Il y a des secteurs en France qui n'ont pas eu une seule goutte d'eau ces deux derniers mois" - franceinfo 08.08

- "La situation est assez grave dans certains secteurs", a expliqué sur franceinfo Emma Haziza, hydrologue, experte en adaptation face au changement climatique.

LVOG - Ils ne sont plus à un superlatif près ou quand "*assez grave*" devient "*l'un des plus graves*" avec FranceInfo.

FranceInfo - cet épisode de sécheresse est l'un des plus graves que le pays ait connu...

- Il y a des secteurs en France...

- Entre Bordeaux et Limoges, il n'y a pas eu de pluie du tout. franceinfo 08.08

LVOG - Mais il y en a eu entre Bordeaux et Toulouse, peu importe...

Flagrant délit, le énième.

Les épisodes de pluies intenses n'augmentent pas en France - Association des climato-réalistes 20 juin 2019

Les épisodes de pluies torrentielles se multiplient-ils ? Sont-ils de plus en plus violents ? Pour le savoir, France-Info a interrogé un climatologue du CNRS (le 17.06.2019). Voici sa réponse : « On sait que dans le Sud de la France, les pluies intenses se sont intensifiées (sic) d'environ 20% depuis 50 ans dues au changement climatique ».

En cherchant un peu, cependant, nous avons trouvé ce mauvais Français, là où on le l'attendait guère: à France Météo. Sur le site de cette institution publique qui collecte les données sur les précipitations, on lit en effet : « En l'état actuel de l'analyse des observations, on ne note pas de tendance marquée à l'augmentation du nombre d'épisodes de pluies diluviennes dans le Sud-Est de la France (Figure 1) depuis qu'on peut les recenser de manière précise (à partir de 1958) ».

Le chroniqueur de France-Info qui chasse le vrai du faux pourrait peut-être appliquer son talent aux déclarations de sa propre chaîne, et y débusquer le faux qui se cache parfois dans le vrai qu'elle débite. Association des climato-réalistes 20 juin 2019

Ils ne sont plus à une conclusion près bâclée.

Le Sahel reverdit - Usbek 20 mai 2017

Selon une étude publiée en juin 2015 dans la revue Nature Climate Change [1] le Sahel reverdit grâce à une pluviosité en augmentation depuis les années 80.

La pluviométrie à l'origine de ce verdissement

Il y a un consensus sur le fait que le Sahel gagne en couverture végétale par rapport aux années 1980. Ce verdissement est dû aux à la pluviométrie comme le montre le graphique ci-dessous : la pluviométrie qui avait nettement régressé entre 1950 et 1980 a recommencé à augmenter depuis 1985 jusqu'à nos jours retrouvant le niveau des années 1910-1920.

Il est piquant de constater que l'étude de Nature Climate Change ne concède ce verdissement qu'en l'attribuant au réchauffement climatique anthropique ! Selon ses auteurs en effet, la reprise des précipitations au Sahel est due à une hausse continue des émissions des gaz à effet de serre. Rowan Sutton, professeur au Centre national pour les sciences atmosphériques à l'Université de Reading et co-auteur l'indique en ces termes :

Les quantités de précipitations ont récupéré sensiblement. Ce fut une surprise que l'augmentation de l'effet de serre semble avoir été le facteur dominant.

L'amélioration des pratiques agricoles pourrait accentuer cette tendance Certains auteurs soutiennent que bien que les précipitations aient évidemment augmenté au cours des trois dernières décennies, ce verdissement n'aurait pas pu être obtenu sans un changement dans l'utilisation des terres et des pratiques agricoles. Une étude publiée dans la revue Land attribue une partie du verdissement au déplacement de certaines espèces d'arbres vers une flore plus tolérante aux conditions arides.

Les agriculteurs sahéliens au Burkina Faso et au Niger ont modifié ingénieusement leurs pratiques d'agro foresterie, d'eau et de gestion des sols pour obtenir plus de cultures. C'est aussi l'avis du « Stockholm Resilience Centre » [2] citant une étude selon laquelle les agriculteurs ont géré leurs terres d'une manière qui améliorent leur productivité.

[1] Nature Climate Change (01 June 2015) : « Dominant role of greenhouse-gas forcing in the recovery of Sahel rainfall »

[2] Stockholm Resilience Centre : « A tree paradox in a greener Sahel »

En complément.

LVOG - Quand l'effet de serre est constitué de 75 à 80% de vapeur d'eau, azote, méthane, et parmi les 20 à 25% de CO^2 qui y participent, seulement 4% est attribuable à l'activité humaine (Chiffre retenu par le GIEC), les 96% restants proviennent de la végétation et des océans qui couvrent les trois quarts de la surface de la Terre. Selon un processus d'absorption et de rejet dont les taux et la composition varient en fonction de certains paramètres, dont la température, la saison.

AFP - L'agriculture, l'exploitation forestière et d'autres activités liées à l'utilisation de la terre représentent, sur la période 2007-2016, quelque 23% des émissions nets de gaz à effet de serre liées à l'activité humaine. En y ajoutant les industries de transformation des aliments, cette part monte à 37%. AFP 08.08

LVOG - Quand on lit leurs articles, on s'aperçoit qu'il y a deux facteurs qu'ils occultent notamment : le nucléaire civil et militaire, les essais nucléaires du passé, et les OGM... dont la promotion s'impose.

Ils passent sous silence que la Terre est globalement davantage boisée malgré la déforestation.

AFP - Les changements alimentaires ont affecté les sols et la biodiversité...

AFP - Réhabiliter et restaurer les sols avec une gestion durable...

LVOG - Pire encore, selon eux ce serait les régimes alimentaires de la population qui seraient responsables de la détérioration des sols et de la biodiversité, régimes alimentaires qu'ils ont promus en multipliant les besoins ou les produits manufacturés, préconisant de revenir sur les méthodes de l'agriculture extensive et de l'élevage intensif qu'ils ont eux-mêmes encouragés et financés au détriment des sols et de la santé de la population.

Totalitarisme. Quand le hors la loi devient légitime.

Sur franceinfo, Grégoire Leclercq, co-fondateur de l'Observatoire de l'ubérisation, également président de la fédération nationale des auto-entrepreneurs - franceinfo 07.08

Il y aurait selon lui 11 500 livreurs à travailler pour le compte de la plateforme Deliveroo en France.

Chez Deliveroo, les décisions sont-elles unilatérales ?

Dans une entreprise plus classique, on aurait à faire à des salariés, on aurait une négociation annuelle qui est obligatoire dans le droit français. Le problème est que les plateformes ne relèvent pas du droit du travail, elles relèvent du droit du commerce, du droit fondamental de l'entreprise. Tout donneur d'ordres peut fixer les conditions générales de vente, d'utilisation, la tarification, le prix auquel il paiera son sous-traitant et ce de manière unilatérale. C'est un peu biaisé dans le modèle parce qu'en réalité, la plateforme l'impose à ses sous-traitants parce que ces sous-traitants ne sont pas en mesure de négocier, comme d'ailleurs des agriculteurs face à la grande distribution ou des sous-traitants de l'aéronautique face aux grands constructeurs d'avion. C'est toujours la même logique du rapport de force.

Les syndicats peuvent-ils trouver leur place dans ce modèle ?

Il est très difficile pour les syndicats traditionnels, de personnels ou patronaux, de trouver leur place dans cette économie. D'abord parce qu'elle est très nouvelle et que globalement, les syndicats vont quand même assez lentement dans cette compréhension des nouveaux acteurs et du nouveau phénomène économique. Ces indépendants, ces micro-entrepreneurs, ces auto-entrepreneurs que nous défendons depuis 10 ans, sont un peu des ovnis.

Ce ne sont ni vraiment des salariés, ni vraiment des patrons. Ils ne relèvent pas du Code du travail et des statuts de la plupart

des syndicats de salariés qu'on connaît en France. Ils ne sont pas vraiment patrons non plus, puisque ce ne sont pas des entrepreneurs au sens de créateurs d'activités et d'employeurs, ils ne sont donc pas vraiment représentés par le Medef et la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME). On est dans un flou total. franceinfo 07.08

En complément.

Le projet d'un hypermarché sans caissiers le dimanche à Angers fait polémique - francetvinfo.fr 08.08

Ce Géant Casino, installé dans le quartier angevin de la Roseraie, ouvrira à partir du 25 août les dimanches après-midi avec à disposition des caisses automatiques de ses clients, pour scanner et régler les articles, "une première pour un hypermarché", selon la communication des enseignes Casino.

Cette grande surface de 5 000 m2 qui compte un total de 115 salariés, "proposera un service en mode automatique à partir de 13 heures, et jusqu'à 21 heures", précisent les enseignes Casino qui affirment répondre à une demande des clients.

Si, localement, élus et syndicats se montrent réservés, les enseignes Casino affirment qu'il n'y a pas d'opposition chez les salariés. L'accueil sera assuré l'après-midi et le soir par des vigiles, et "une à deux animatrices de caisses". "Ce sont des prestataires extérieurs, pas des salariés de Casino. Nos salariés travailleront le dimanche jusqu'à 13 heures, on est dans les règles" du travail dominical, assure-t-on. francetvinfo.fr 08.08

Comment faire diminuer le coût de la force du travail ? Mode d'emploi par ses promoteurs.

Les niveaux de salaires en Chine atteignent voire dépassent ceux de certaines régions d'Europe - Les Crises 08.09

Forbes - Les salaires mensuels médians de la Chine à Shanghai (1 135 $), Beijing (983 $) et Shenzen (938 $) sont plus élevés que ceux du plus récent membre de l'Union européenne, la Croatie. Le salaire net médian en Croatie est de 887 $ par mois. Elle a rejoint l'UE en 2013.

Les salaires médians à Shanghai, en particulier, sont également supérieurs à ceux de deux des plus récents membres de la zone euro dans les pays baltes : La Lituanie (956 $) et la Lettonie (1 005 $), avec l'Estonie, qui a adhéré à l'euro en 2011, enregistrant un revenu médian de 1 256 $ par mois, selon les chiffres officiels pour 2016.

Au cours des dix dernières années, l'Europe s'est efforcée d'intégrer dans l'Union européenne le bassin de main-d'œuvre qualifiée et bon marché d'Europe de l'Est. En 2002, la Chine s'est mieux intégrée au marché mondial de la main-d'œuvre en adhérant à l'Organisation mondiale du commerce. La combinaison, en matière de main d'œuvre, de ces deux bassins d'emploi considérables a ouvert la voie à la stagnation des salaires chez les travailleurs peu qualifiés et sur les chaînes de montage du monde entier.

Dans le jargon économique, ce phénomène est décrit comme « l'aplanissement de la courbe de Phillips » [les salaires tendent à baisser lorsque la disponibilité de main d'oeuvre augmente, NdT], explique Neil MacKinnon, économiste de VTB Capital.

« L'impact de la mondialisation et l'entrée de la Chine à l'OMC en 2002 ont considérablement accru l'offre mondiale de main-d'œuvre », dit-il. L'offre excédentaire de main-d'œuvre chinoise et l'afflux de produits chinois à bas prix dans l'économie mondiale ont favorisé les consommateurs mondiaux, mais cela signifie aussi que certains produits qui étaient fabriqués en Europe orientale – et les emplois associés – allaient devoir faire concurrence à une Chine à bas prix. Outre les chaînes d'approvisionnement et les marchés, le coût le plus important pour une entreprise est sa main-d'œuvre. La main-d'œuvre chinoise est enfin payée. Les salaires comparables à ceux des Chinois d'Europe de l'Est sont tout à fait d'actualité dans un monde où la devise est devenue : tout ce que vous pouvez faire, la Chine peut le faire à moindre coût.

La Chine fixe le prix de la main-d'œuvre dans l'industrie et, à l'avenir, le fixera dans la logistique liée au commerce en ligne. Si certains Européens désirent pour eux-mêmes une augmentation de leur salaire brut, ils doivent espérer la poursuite de la hausse des salaires en Chine.

La part de la Chine dans le commerce mondial (la moyenne entre les exportations et les importations) est passée d'un peu moins de 2 % en 1990 à près de 15 % aujourd'hui, selon la Banque des Règlements Internationaux (BRI). Au cours de cette période, les circuits économiques chinois se sont intégrés à l'économie mondiale, principalement grâce à sa main-d'œuvre, avec un ratio capital/travail inférieur aux standards mondiaux. La Chine commence à peine à se moderniser.

L'intégration de l'Europe de l'Est au sein du monde occidental est souvent passée sous silence.

L'intégration de la Chine et de l'Europe de l'Est dans l'économie mondiale a mis à parité les salaires des nouveaux pays de l'UE avec ceux de la Chine. Dans la course aux salaires, la Chine rattrape son retard tandis que l'Europe de l'Est est loin de progresser autant, les deux bassins d'emploi faisant désormais partie d'un système mondial qui fixe le coût de la main-d'œuvre peu qualifiée. Source : ONU.

Sur la même période, soit depuis les années 1990, les pays d'Europe de l'Est ont quitté l'orbite soviétique et se sont rapprochés de l'occident. Avant la chute du communisme, ces pays étaient plus ou moins isolés. La main-d'œuvre était abondante et bien formée, mais les capitaux et la capacité d'encadrement étaient limités. Une telle combinaison a porté ses fruits : L'Europe de l'Ouest fournissait les fonds et l'encadrement, l'Europe de l'Est une main-d'œuvre à bas coût.

Les chiffres relatifs à l'intégration de la Chine et de l'Europe de l'Est sont stupéfiants. Si l'on ne compte que la main-d'œuvre potentielle, la population active en Chine et en Europe de l'Est entre les âges de 20 et de 64 ans était de 820 millions en 1990 et atteignait 1,2 milliard en 2015. La population active disponible dans les pays industrialisés d'Europe était de 685 millions d'habitants avant l'éclatement de l'Union soviétique en 1990 et a atteint 763 millions en 2014. La main-d'œuvre totale disponible a ainsi d'un coup augmenté de 120%, ce qui a entravé les salaires des travailleurs les moins qualifiés, selon la BRI. [Ces chiffres interrogent, notamment pour la population active européenne, puisque la population totale européenne (Russie d'Europe comprise) n'atteint que 742,4 millions en 2013, les 763 millions corespondent peut-être à la population active occidentale, il en va de même pour l'augmentation de 120 %, NdT]

Si l'on prend ces trois villes chinoises comme référence, les salaires médians de leurs employés sont supérieurs à ceux dans la partie la plus pauvre de l'Europe, celle des Balkans ex-communistes.

A deux pas de la frontière de la riche Italie, de l'autre côté de l'Adriatique, se trouve un bassin d'emploi qui rappelle la Chine. Avec, en fait, un coût encore plus bas. Les travailleurs chinois de Shanghai, Shenzhen et Beijing gagnent en moyenne plus que ceux de l'Albanie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Slovaquie et du Monténégro, nouveau membre de l'OTAN, dont le revenu médian est de seulement 896 $ par mois.

Les salaires médians à Shanghai sont comparables à ceux de la Pologne, soit 1 569 $. Il en va de même pour la République tchèque, avec son salaire médian à Prague, sa ville la plus riche, qui se situe autour de 1 400 $. Le salaire brut moyen en Hongrie est équivalent à celui à Shanghai, à 1 139 $ par mois.

La croissance des salaires en Chine est impressionnante. Tant mieux pour les Chinois. Néanmoins, ceux-ci ont limité la croissance des salaires dans de nombreux États d'Europe où les revenus sont faibles. Ces chiffres montrent que le rôle de la Chine en tant que plaque tournante du secteur manufacturier a jeté les bases de toute hausse future des salaires, en particulier pour les travailleurs peu qualifiés du secteur manufacturier, mais bientôt aussi pour des secteurs émergents comme celui du e-commerce.

Source : Forbes, Kenneth Rapoza, 16-08-2017

Dans un monde toujours plus liberticide...

En Belgique, il est désormais interdit de fumer en voiture en présence d'un enfant - LeFigaro.fr 09.08

La Belgique interdit de fumer en voiture en présence de mineur de moins de 16 ans. Les contrevenants risquent une amende de 130 à 1000 euros. LeFigaro.fr 09.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

Après la révocation de l'autonomie du Cachemire, le Pakistan expulse l'ambassadeur indien - Franceinfo 8 août 2019

Le Pakistan a annoncé mercredi 7 août qu'il expulsait l'ambassadeur indien à Islamabad et suspendait le commerce bilatéral avec l'Inde, deux jours après la révocation par New Delhi de l'autonomie constitutionnelle de la partie du Cachemire qu'elle contrôle.

Le gouvernement a également annoncé qu'il abaissait le niveau des relations diplomatiques avec l'Inde et suspendait le commerce avec son voisin. Cette deuxième mesure est avant tout symbolique, les échanges étant déjà très limités entre les deux pays. Ces décisions ont été annoncées après une nouvelle réunion du comité de sécurité nationale, à laquelle ont participé les principaux ministres et généraux pakistanais. Franceinfo 8 août 2019

Algérie

Pour le 25e vendredi consécutif, les Algériens dans la rue contre le pouvoir - AFP 9 août 2019

Les Algériens ont manifesté vendredi pour la 25e semaine consécutive, appelant à la "désobéissance civile" et rejetant le dialogue proposé par le pouvoir pour mettre fin à la crise politique née de la contestation inédite en février.

Impossible à évaluer en l'absence de comptage officiel, la mobilisation reste importante, sous un soleil de plomb, en ce début de long week-end et à deux jours de la célébration de l'Aïd al-Adha.

"Soit nous soit vous, on n'arrêtera pas", "Etat civil pas militaire", "La désobéissance civile est en route", ont scandé les manifestants pour appeler les dirigeants proches de M. Bouteflika à quitter le pouvoir.

Les protestataires ont également conspué Karim Younes, le coordonnateur de l'Instance nationale de dialogue et de médiation, formée par le président par intérim Abdelkader Bensalah pour mener des consultations sur les modalités de la future présidentielle.

Cette instance est contestée par les protestataires et plusieurs personnalités ont refusé de la rejoindre.

Mercredi, l'Instance nationale s'est réunie pour la première fois pour discuter avec des personnes présentées comme des militants de la contestation. La majorité des intervenants ont jugé que la présidentielle devait se tenir rapidement et sans intervention du gouvernement de Noureddine Bedoui, accusé d'être un "représentant de la fraude".

Le mouvement de contestation réclame le départ de tous les anciens proches de M. Bouteflika avant une élection. "Pas de dialogue avec les gangs", ont scandé les manifestants.

"Le pouvoir va finir par nous écouter et répondre à nos revendications qui sont très simples: le départ des figures du système de Bouteflika, on ne peut pas organiser des élections avec les fraudeurs qui lui ont permis de rester 20 ans au pouvoir", a déclaré Hassan, un fonctionnaire de 57 ans.

En fin d'après-midi, les manifestants se sont dispersés dans le calme et il n'y pas eu d'arrestations.

Comme ces dernières semaines, de nombreux véhicules de police ont été garés à Alger des deux côtés des principaux axes du centre-ville empruntés par le cortège.

Les manifestants sont également descendus dans la rue dans d'autres villes du pays comme à Constantine et Annaba, 3e et 4e villes du pays. Les manifestations se sont déroulées sans incident. AFP 9 août 2019

Haut de page

Le 12 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai dégoté le dossier le plus complet sur Greta Thunberg et leur machination climato-néolibérale.

- L'économie politique du complexe industriel à but non lucratif. (18.07.19)
- La vérité dérangeante derrière l'embrigadement des jeunes. (20.07.19)
- La vérité la plus dérangeante « le capitalisme est en danger d'effondrement ». (22.07.19)
- La maison est en feu ! & le sauvetage à 100 billions de dollars. (24.07.19)

- Le New Deal vert est le cheval de Troie de la financiarisation de la nature. (26.07.19)

- Une décennie de manipulation sociale pour la captation de la nature par les grandes entreprises. (31.07.19)

Haut de page

Le 18 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

A peine 22°C au petit matin à 10 kms de Pondichéry dans mon village, 18 heures de pluie, une belle mousson : Au secours le changement climatique, on va tous mourir ! Et même qu'on a de l'électricité, c'est merveilleux !

Pas pour ma jeune voisine qui est moins bien lotie que moi avec sa minuscule maison, alors j'ai accepté de lui faire deux machines à laver, sympa, non ? C'est pour que ses deux gosses aient des vêtements propres et secs pour aller à l'école demain matin. Elle bosse toute la semaine (6j/7) et elle est crevée. A midi, elle m'a apporté du carry de poulet qu'elle a cuisiné, c'est sympa.

Depuis la semaine dernière, comme elle s'est engueulée avec sa belle-mère, c'est moi qui récupère les gosses pour les faire manger à quatre heures, elle m'a confié la clé de sa maison, elle ne l'aurait pas confiée à ses voisines indiennes, avec moi elle sait qu'il n'y a pas de risque d'embrouilles. Enfin quelqu'un qui m'estime à ma juste valeur !

Ma compagne est encore absente pour la semaine, elle est partie aider une de ses soeurs suite au décès d'un membre de la famille de son époux. Entre nous, cela me fait des vacances, j'aime bien être seul et je bosse davantage, y compris dans le jardin. Et puis on est toujours heureux de se retrouver.

Son frère qui bosse dans une exploitation agricole organique m'a filé 50 kilos de compost, alors j'ai semé un peu, j'ai aussi commencé un compost, j'ai de quoi faire après avoir taillé les manguiers, orangers, etc. Je vais essayer de faire pousser des champignons de Paris. Désormais, le midi on agrémente les crudités de soja germé, une de ses soeurs l'a gratuitement. J'ai téléchargé un tas de recettes chinoises et autres pour préparer de nouveaux plats, j'ai acheté des noodles ou spaghettis et les ingrédients nécessaires, on varie la cuisine, ma compagne adore cela, surtout que c'est moi qui suis de service !

Ah on ne s'emmerde pas, pas le temps !

Après le dernier épisode climatique de l'oligarchie, je me demande bien qu'est-ce qu'elle pourrait trouver d'autres dans le futur pour mener le peuple en bateau, rien j'espère, du coup j'arrêterais là. Elle peut toujours réactiver le terrorisme ou la xénophobie anti-russe, chinoise, arabe, musulmane, mais c'est plutôt foireux et dangereux à la longue, elle pourrait provoquer une nouvelle crise financière, c'est bien comme truc puisque personne n'y comprend quoi que ce soit ou tout le monde marche dans leur combine, qui sait ? Bon, c'est vrai que si ici on a déjà un avant-goût de l'hiver, ce n'est pas encore le cas chez vous, pour un peu j'allais oublier qu'on n'était qu'au mois d'août, comme quoi je deviens plus Indien que Français, à force c'est normal.

Cela a fait 23 ans le 16 août que je suis installé en Inde, 17 ans que je n'ai pas mis les pieds en France, et 11 ans que j'ai commencé ces causeries. Cela ne me rajeunit pas ! On fatigue. Je comprends que personne ne m'écrive, puisque je suis apparemment le seul à avoir une vision globale de la situation, c'est très préoccupant en vérité.

Comme je ne suis pas sur le terrain en France, je laisse le soin à d'autres de relayer ce qui s'y passe, je suis cela de près. Je m'intéresse tout autant ou davantage à ce que mijote l'oligarchie et à ce que pense les travailleurs, à leur manière de réagir aux différents évènements. Les militants et les partis qui vivent dans leur bulle ou les systèmes qu'ils se sont forgés m'intéressent moins, ils pratiquent l'entre soi et sont heureux ainsi, qu'est-ce qu'on peut y faire, rien apparemment, c'est dommage et bien triste, quel gâchis !

L'oligarchie voudrait bien réaliser un hold-up à plus de 1000 milliards d'euros sur les organismes de retraite pour alimenter leur Green New Deal si prometteur en profits, chacun devrait comprendre que les deux facteurs sont liés, eh bien non, nos dirigeants ont décidé qu'il n'en était rien ou qu'il ne fallait pas les traiter ensemble. Du coup personne n'y comprendra rien et les deux passeront comme une lettre à la poste, on prend les paris ? Au moins personne ne pourra dire qu'il ne le savait pas, je ne parle pas des travailleurs en général puisqu'ils ignorent l'existence de ce portail unique en son genre, à peine 1 ou 2 sur 1 million s'y connectent environ, je pense aux partis et groupes auxquels j'ai communiqué l'adresse des articles qui figuraient dans la causerie du 12, resté sans réponse évidemment, le dédain ou l'indifférence habituelle qui confirme tout le bien qu'on en pense.

Malgré tout j'ai encore proposé une analyse et des pistes de réflexion dans cette causerie, j'espère qu'elles profiteront aux lecteurs ou aux militants les plus conscients. Etant abonné au 11, j'aurais 64 ans le 11 septembre prochain, j'en profiterais peut-être pour mettre un terme à ces causeries, généralement le 11 est prolifique ou synonyme de changement dans ma vie. A suivre.

On changera plus tard ou demain le photomontage de la page d'accueil.

Qu'est-ce qui caractérise le mieux le "*en même temps*" de Macron ? La droite et la gauche, les côtés pile et face du capitalisme depuis plus d'un siècle.

- Au format pdf - 24 pages)

Nous aussi on a de la suite dans les idées.

Cette causerie a été rédigée tout au long des 6 derniers jours. Son plan réalisé au fur et à mesure et plusieurs fois modifiés n'est pas aussi rigoureux qu'on pourrait le souhaiter, je m'en excuse et je n'ai plus le temps de le retoucher.

Ce qui est tout à fait remarquable, c'est que ce sont une poignée d'oligarques qui sont à l'origine de la destiné de la société, de l'humanité et de la planète, et c'est seulement maintenant qu'on commence à découvrir comment ils s'y sont pris tout au long du XXe siècle, plus particulièrement depuis la seconde moitié du XXe siècle, où on a assisté à une accélération du processus conduisant à leur emprise presque totale sur tout ce qui pousse ou respire et même bien au-delà sur Terre, incroyable n'est-ce pas ?

Personnellement je l'ai découvert au fil des 15 dernières années, car avant j'avais été délibérément maintenu dans l'ignorance, je parle des années pendant lesquelles je lisais encore les publications du mouvement ouvrier où j'étais en contact avec de nombreux militants.

Guerre, coup d'Etat, génocide, "printemps arabe", "révolution des fleurs" ou de "couleur", 11 septembre 2001, déstabilisation des Etats, actes terroristes, Al-Qaïda, famine et sous-alimentation, les mouvements féministe, homophile, LGTB, PMA-GMA, écologiste et le Green new deal, l'antiraciste, l'antifasciste, l'indépendantisme, la libéralisation de la drogue, la pornographie accessible à tous via Internet, les réseaux sociaux, le néolibéralisme, le nihilisme élevé au rang de mode de penser idéal, la censure ou l'autocensure, les krachs boursiers, les privatisations (santé, éducation, transport, communication, bref, des services publics...), les délocalisations, la vidéosurveillance, les lois liberticides, le cyberterrorisme, la corruption des élites, l'emprise sur les médias, les instituts de sondages, le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne, les banques centrales dont la Fed et la BCE, l'euro, l'Otan, le Pentagone, le complexe militaro-industriel, les multinationales, trusts et holdings, les banques et les institutions financières, les Bourses, les compagnies d'assurances, tous les secteurs clés de l'économie, les ONG, les OGM, la recherche sur le génome humain et les plantes, etc. non seulement tout est lié, mais est relié ou remonte à quelques oligarques ou familles les plus fortunées, puissantes ou influentes (royales ou anglo-saxonnes) du monde, qui disposent d'institutions qu'ils ont créées, afin de dicter aux Etats et aux décideurs qui sont sous leur contrôle ou acquis à leur cause la marche du monde, dont le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale et le Council Foreign Relation constituent le sommet de la pyramide, qui fonctionne comme un gouvernement mondial quasi invisible, hors d'atteinte, illégitime et antidémocratique...

J'entends déjà ceux qui ont réponse à tout ou qui détiennent la vérité, asséner qu'il s'agit là d'un lieu commun, alors qu'en réalité ces liens leur avaient échappés ou ils n'en ont jamais tenu compte, leurs stratégies politiques l'ont suffisamment démontré pour qu'il soit inutile d'y revenir.

Ensuite, sauf à se contredire, ce qui ne les gêne pas plus que cela en général, ils auront du mal à affirmer que cela tiendrait de la théorie du complot, d'autant plus que ces faits sont davantage de notoriété publique de nos jours qu'hier, ils sont facilement accessibles sur le Net pour peu qu'on soit curieux ou qu'on se livre à des recherches, encore faut-il être capable d'interpréter correctement ce qu'on découvre et en tirer des leçons politiques, ce qui n'est pas vraiment donné à tout le monde où sinon nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Et effectivement, le citoyen lambda, le travailleur, l'étudiant, le collégien, eux ils l'ignorent, submergés par le matraquage idéologique des médias et leurs "experts", des réseaux sociaux, des médias dits alternatifs, de tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche corrompue, de l'ensemble des institutions et des acteurs sociaux qui leur tiennent à peu de choses près le même discours, comment pourrait-il en être autrement dans ces conditions ?

Mais dites-nous, quel serait l'intérêt de le savoir ou d'en prendre conscience ?

D'après vous, comment réagissent un homme ou une femme normalement constitués ou en possession de toutes leurs facultés mentales, quand ils apprennent que quelqu'un à passer son temps à leur cacher la vérité, dépenser son énergie pour les tromper délibérément, après le choc ou la surprise qu'une telle découverte produira sur eux, ils fulmineront ou enrageront, ils décideront sur le champ de rompre avec cette personne ou institution, ils ne voudront plus jamais en entendre parler, ils seront prêts à rompre avec son idéologie dans le cas qui nous occupe ici, et les plus déterminés d'entre eux s'engageront à

la combattre.

Voilà à quoi cela peut servir ou à quelle conclusion on pouvait en venir.

On évoque volontiers le capitalisme et ses institutions, l'oligarchie, la concentration des richesses et du pouvoir politique, l'explosion des inégalités sociales, la confiscation de la démocratie ou sa violation délibérée, le saccage de notre planète, etc. et quand on aborde l'analyse de la situation ou la conception de la lutte de classe qu'on devrait adopter, bizarrement (Je fais l'idiot!) on s'aperçoit qu'elles se réduisent à des interprétations occultant des pans entiers de la réalité dont un certain nombre de représentations idéologiques, pour finalement coïncider avec des dogmes ou une vision étriquée qui ne permet ni de comprendre dans quel monde on vit ni de le combattre efficacement, non pas pour terrasser les affreux capitalistes, mais pour construire le parti ouvrier révolutionnaire, puisqu'il n'existe pas d'autres objectifs à notre portée ou dont nous serions comptables dans la perspective d'un changement de régime et de société.

Si les idéologues de la réaction ont déterminé qu'il suffisait que 3,5% de la population se mobilisent pour parvenir à leurs fins, on est en droit de penser qu'environ 1,5 à 2 millions de travailleurs et jeunes rassemblés à Paris et décidés à n'en pas bouger jusqu'à la chute du régime et l'élection d'une Assemblée constituante souveraine pourrait être un objectif politique qu'un tel parti pourrait se fixer et atteindre, encore faudrait-il qu'il existe et qu'il compte des dizaines de milliers de militants.

Ma contribution s'inscrit uniquement dans cette perspective politique.

Divers aspects de la situation.

- En France, 8 millions de personnes (personnes seules ou en couple) vivent sous le seuil de pauvreté fixé à 855 euros. AFP.

LVOG - En nombre de personnes adultes, cela signifie que quelque 36 ou 37 millions de personnes parviennent encore à s'en sortir dans une société devenue irrespirables, nauséabonde, sans idéal...

- Un récent sondage a révélé que seulement 18 % des Allemands estiment pouvoir s’exprimer librement en public. Plus de 31 pour cent ne se sont même pas sentis libres de s’exprimer en privé avec leurs amis. Seulement 17 pour cent des Allemands se sentaient libres de s’exprimer sur Internet, et 35 pour cent ont déclaré que la liberté d’expression est limitée à de petits cercles privés. C’est ce qu’on appelle un effet paralysant, et c’est cela qu’il faut craindre. Source : The Hill, Jonathan Turley, 06-07-2019 - Les Crises.fr 06-07-2019)

LVOG - Psychose collective et règne de la terreur... Raison de plus pour dire ou écrire ce qu'on pense...

- La méthode la plus efficace pour condamner des idées ou des actes appartenant au passé et qui parfois continuent d'avoir cours, consiste à les extraire du contexte dans lequel ils ont vu le jour ou bien où ils se sont développés, puis de les juger en les soumettant à des principes ou critères issus du présent ou qu'on a sélectionnés pour l'occasion...

Le Green New Deal ou la New Climate Economy appelée encore la Quatrième révolution industrielle est arrivé.

Avez-vous lu les derniers articles mis en ligne sur le Green New Deal ? Quel gigantesque réseau tentaculaire, une vraie mafia, n'est-ce pas ? Et dire qu'ils ont lentement tissé leur toile pendant des décennies, et que c'est seulement maintenant qu'on le découvre.

C'est déconcertant, comme quoi l'autocensure fonctionne bien dans nos rangs. Quels militants en tireront des enseignements ? On n'ose même plus poser la question ! C'est à se demander dans quel monde nous vivons.

Les oligarques et leurs représentants veulent sauver la faune et la flore, toutes les espèces vivantes, la biodiversité, sans rire, même les hommes, la civilisation humaine, la planète, l'adage selon laquelle leur humanisme est la politesse des salauds n'aura jamais été aussi approprié.

Comme quoi il ne faut jamais dire que c'est impossible.

Avec la taxe carbone, ils sont parvenus à taxer l'air qu'on respire. Mais pour que leur oeuvre totalitaire soit parfaite ou que personne n'y échappe, il fallait qu'on ne puisse plus respirer quel que soit l'endroit où nous nous trouverions sur cette planète, alors

ils ont conçu un Green New Deal ou une New Climate Economy appelée encore la Quatrième révolution industrielle, où la privatisation-marchandisation-financiarisation de la totalité de la nature deviendrait réalité. Ensuite ils pourraient en faire ce que bon leur semble ainsi que la colonie d'esclaves qui la peuplent.

La privatisation de la nature ou de la terre, elle a commencé aux alentours du passage au néolithique, accompagnant la privatisation des moyens de production dont la force de travail, les trois modes de production qui se succédèrent ensuite la poursuivirent, et parvenu à la fin du règne de la nécessité ou au stade pourrissant de l'impérialisme, elle fut peaufinée ou s'amplifia avec l'avènement des OGM qui précéda cette emprise sur la totalité de la surface de notre planète, on devrait plutôt dire du volume total de la Terre allant des tréfonds de la couche terrestre aux couches atmosphériques en passant par le fond des océans et les sommets montagneux, exploiter les territoires qu'ils s'étaient appropriés ne leur suffisait plus, il leur fallait faire main basse sur la planète entière à des fins purement mercantiles.

Toutefois, contrairement aux apparences leur machination climatique peine à prendre. J'en veux pour preuve leur propre affirmation, selon laquelle la mobilisation de 3,5% de la population suffirait à modifier l'orientation politique d'un gouvernement. Or, après avoir mobilisé leur armada médiatique, leurs réseaux sociaux et leurs ONG, à ce jour les mobilisations observées en France et dans le monde n'atteignent même pas le quart ou le cinquième de cet objectif, c'est donc un échec.

Mieux encore, à force de beaucoup trop en faire pour obtenir le consentement de la population, comme chaque fois ils se grillent eux-mêmes ou leurs intentions deviennent louches, leur rhétorique soudainement humaniste paraît suspecte aux yeux des citoyens lambdas, ce qu'on appelle aussi le bon sens populaire qui lui se trompe rarement.

Cela dit, il faut prendre très au sérieux ce facteur apparemment arrivé à maturité sur fond de crise généralisée du capitalisme. Un exemple pour l'illustrer :

Le 26 septembre 2018.

« *La Commission européenne a proposé de consacrer 25% de son prochain budget (2021-2027), soit 320 milliards d'euros à des objectifs liés au climat et prévoir un soutien financier à des investissements dans des infrastructures durables à travers le programme « InvestUE », dont il est espéré qu'il générera plus de 150 milliards d'euros.* » (Source : entelekheia.fr)

Les Américains n'étant pas en reste évidemment ou plutôt ayant déjà devancé l'UE, ce sont ainsi des sommes colossales qui sont déjà et qui vont être détournées et investies dans des dépenses inutiles cependant à haute valeur ajoutée, au détriment de programmes sociaux. Les principaux bénéficiaires seront les multinationales, l'oligarchie, qui accroîtra encore sa fortune et son pouvoir sur le reste du monde. Et ils n'en sont même pas encore au hors d'oeuvre...

Voilà où nous en sommes rendus pour avoir été incapables de les arrêter avant. Pourquoi ?

Chacun à sa petite explication pour répondre à la question comment avons-nous pu en arriver là, dont aucune n'est ni cohérente ni convaincante, donc forcément inefficace pour inverser le cours des choses, pour chaque fois verser dans le déni d'une part plus ou moins importante de la réalité ou de la situation, car ce n'est pas la vérité ou le sort de l'humanité qui préside à l'engagement politique des opposants autoproclamés au capitalisme ou simplement à son orientation monstrueuse, mais des intérêts individuels plus ou moins bien camouflés ou inconscients qui ne correspondent nullement aux intentions qu'ils affichent, et qui suffisent à tromper les naïfs ou les ignorants, qui s'épuisent dans un activisme insensé pour finalement se retrouver réduits à l'impuissance, embrigadés dans une voie menant à une impasse ou pire encore, quand ils en arrivent à combattre au coté de leurs ennemis pour des causes qui dès lors ne peuvent pas être les leurs.

On ne va pas s'apitoyer sur notre sort, nous sommes les otages de dirigeants prétentieux, ignares ou corrompus ou les trois à la fois, qui portent la terrible responsabilité de nous avoir conduit à la situation actuelle. A leur manière, qui est également celle de nos ennemis, ils monopolisent dans nos rangs le pouvoir et les moyens pour interdire le développement d'une véritable opposition de gauche, qui ne prétend pas rivaliser avec eux ou ne cherche en aucun cas à les détrôner, mais juste à faire entendre loyalement sa voix. Je n'invente rien, la dislocation et le degré de putréfaction auxquels sont parvenus le mouvement ouvrier et son avant-garde en témoignent suffisamment ou encore, l'absence d'une nouvelle direction capable d'organiser et de guider les exploités et les opprimés vers le socialisme.

Ce triste constat ne peut être abordé ou être compréhensible qu'à partir du moment où on le relie au développement général de la situation et à son orientation.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que tout le monde ou presque se réclamant du socialisme, dirigeants, cadres, militants, adhérents, sympathisants, auxquels il faut ajouter les simples contestataires, révoltés, opposants dits de gauche dénonçant les excès ou les méfaits du capitalisme, etc. s'enferment dans un déni borné et suicidaire. Tous détiennent une parcelle de la vérité et croient qu'elle se réduirait à cette portion congrue élevée au rang d'intérêt supérieur, de priorité absolue ou de facteur déterminant, ce que ne peuvent que contester tous ceux qui ne la partagent pas, et quand on a à l'esprit le nombre important de facteurs qui composent la situation, on en arrive à une situation inextricable où toute discussion devient impossible ou se réduit

à des monologues, des dialogues de sourds, où les uns aux autres s'opposent et se déchirent sans jamais parvenir à construire quoi que ce soit pour l'avenir.

On devrait s'en foutre qu'un travailleur ou un militant ait ou non des préjugés archaïques, qu'il croie ou non à telle ou telle théorie, qu'il ait vécu telle ou telle expérience, qu'il adopte un comportement qu'on ne partage pas, qu'il ait des idées qui ne nous viendraient pas à l'esprit, qu'il fréquente telle ou telle personne ou tel ou tel lieu, etc. du moment qu'il s'engage sincèrement ou loyalement dans le combat pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, ce qui d'une manière ou d'une autre contribuera à sa propre progression ou à maîtriser le matérialisme dialectique ou le socialisme pour peu qu'on les mette à sa portée, et si cela n'était pas le cas, parce que la vie est ainsi faite, d'autres travailleurs ou militants le remplaceraient et ainsi de suite.

Il y a deux façons d'agir avec les travailleurs ou les militants, celle qui consiste à vouloir leur imposer des idées ou des comportements qu'ils ne partagent pas, à les dénigrer ou à s'en moquer sans vouloir le reconnaître, donc malhonnêtement, c'est ce qui se pratique en général, et celle qui consiste à employer nos connaissances à bon escient en remontant à l'origine ou à la source de tous les rapports qui existent dans la société, de sorte qu'ils puissent comprendre par eux-mêmes comment les choses se sont déroulées, et pourquoi ils se comportent de telle ou telle manière sans prononcer le moindre jugement évidemment.

Non, quand on tente d'imposer nos idées aux autres, en le niant de préférence, on ne les respecte pas, et cela ne peut pas fonctionner ou pas très longtemps. C'est le genre de question auquel on ferait bien de réfléchir rapidement, mais sérieusement. Si je ne me l'étais pas posé à moi-même, je n'en parlerais pas.

Quand on retrouve les mêmes institutions, les mêmes officines, les mêmes ONG, et les mêmes acteurs.

Dans le Green New Deal on retrouve notamment les mêmes institutions, les mêmes officines, les mêmes ONG, et les mêmes acteurs qui étaient déjà derrière les révolutions colorées ou des fleurs, toutes les campagnes à caractère communautaire ou identitaire, la promotion de la pornographie, de la drogue, de la violence et de la guerre, etc. des mouvements LGTB, féministes, antiracistes, antifascistes, qui ont servi à cautionner ou à accompagner toutes les guerres de l'impérialisme américain depuis le 11 septembre 2001, ou qui sont à l'origine de la déstabilisation d'Etats comme le Venezuela, l'Iran, la Chine, la Russie de nos jours.

Quand il y en a qui progressent, d'autre régressent.

Tous ceux qui apportent leur soutien ou font preuve de bienveillance envers les manifestations qui se déroulent en ce moment à Moscou ou à Hong Kong et dont les mêmes officines ou acteurs sont à l'origine le savent-ils, comment pourraient-ils l'ignorer ? Si on admettait qu'ils pourraient l'ignorer, cela signifierait qu'ils seraient mal informés ou qu'ils se désintéresseraient de facteurs qui déterminent l'orientation de la société et du monde, dans ce cas-là leurs analyses ne pourraient pas être conformes à la situation, ce qui expliquerait pourquoi ils adopteraient ces positions opportunistes. Ce qui est curieux, c'est une façon de parler, et vous aller tout de suite comprendre pourquoi, c'est que

personnellement, il y a de cela déjà quelques années, par ignorance j'avais cru un bref moment qu'il fallait s'impliquer dans ces manifestations, argumentant que des travailleurs y participaient de bonne foi, vilipendant ceux qui s'y refusaient, et qui somme tout avaient parfaitement raison... Or, aujourd'hui les mêmes soutiennent ces manifestations, l'extrême gauche et apparentée pour ne pas les citer, se retrouvant ainsi au côté de la réaction qui les manipule.

Les manifestations qui se déroulent à Moscou ou à Hong Kong n'ont pas pour objectif de satisfaire les aspirations démocratiques de ces peuples, mais uniquement de servir l'agenda ou la stratégie de l'oligarchie anglo-saxonne et internationale. Partant de ce constat, elles ne nous concernent pas. Nous ne soutenons ni Poutine ni Xi, ni ces manifestations organisées depuis Washington. Entre la peste et choléra on ne choisit pas.

S'ils le reconnaissent eux-mêmes, c'est uniquement parce qu'ils ne peuvent plus le taire.

- "Ils sont manipulés": les manifestations pro-démocratie à Hong Kong divisent - AFP 12 août 2019

- Les Britanniques et la « révolution colorée » à Hong Kong - Réseau Voltaire 10 août 2019

Depuis le transfert de souveraineté de l'Empire britannique à la République populaire de Chine, Hong Kong est —avec Macao— une des deux Régions administratives spéciales chinoises. Conformément aux accords de 1997, Beijing a installé la démocratie occidentale à Hong Kong qui ne l'avait jamais connue auparavant. Pour la première fois, le Parlement a été élu par la population.

Cependant, si la rétrocession de Hong Kong à Chine a marqué une amélioration des conditions de vie de la population, celle-ci est restée culturellement plus britannique que chinoise. Ce qui ne manque pas d'étonner les voyageurs.

Les démonstrations massives actuelles doivent d'abord être comprises comme le constat de l'impossibilité culturelle de l'unification chinoise. Elles sont attisées par le Royaume-Uni et les États-Unis, dont une « diplomate » a rencontré et coaché les leaders des manifestations. On a vu l'élément le plus en pointe des protestations, le Mouvement pour l'indépendance de Hong Kong, brandir l'ancien drapeau colonial en pleine conférence de presse. Le même phénomène avait été observé en Libye et en Syrie où le Conseil national de transition a adopté le drapeau du roi Idriss et l'Armée syrienne libre celui du mandat français. Réseau Voltaire 10 août 2019

Affaiblir des pays en manipulant la démocratie - Réseau Voltaire 13 août 2019

C'est désormais systématique : lorsque des gens, quels qu'ils soient, expriment leur opposition au pouvoir de leur pays (sauf dans les « Cinq yeux » [1]), quel qu'il soit, des groupes affiliés à la NED prennent le contrôle des manifestants à leur insu.

Cette stratégie n'a aucun rapport avec les situations particulières des pays impactés, ni avec la légitimité ou l'illégitimité des revendications.

- À Hong Kong, le Mouvement pour l'indépendance a choisi le drapeau de l'ancienne puissance coloniale, l'Empire britannique.

- En Russie, à Moscou, les gens utilisant Google sur leur téléphone portable ont reçu des messages non-sollicités les invitant à participer à des manifestations interdites et leur détaillant les lieux de rencontre.

- En France, le Mouvement des Gilets jaunes est infiltré par un groupe affilié à la nébuleuse de George Soros et prenant la suite de « Nuit debout ! » : « Cerveaux non disponibles ».

Tous les soutiens ne sont pas bons à prendre. Ces groupes visent uniquement à affaiblir ces pays et non pas à faire triompher les revendications de ces manifestants. Réseau Voltaire 13 août 2019

Note :

[1] Les Cinq yeux sont une alliance militaire, fondée en 1942 autour de la Charte de l'Atlantique. Ils comprennent l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni. Cette alliance est surtout connue pour gérer le système Echelon d'interception satellitaire des communications téléphoniques mondiales. La National Endowment for Democracy (NED), créée par Ronald Reagan en 1983, est une agence US dont le budget est voté par le Congrès dans l'enveloppe du département d'État et qui est organiquement liée à des agences similaires dans chaque pays des Cinq yeux.

Hong Kong: L'ingérence occidentale la main dans le sac! par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 15 août 2019

La main dans le sac ! Lorsque la presse chinoise a publié la photo de quatre dirigeants du mouvement de protestation hongkongais en compagnie du chef du département politique du consulat des Etats-Unis, on a senti comme un trou d'air dans la rhétorique anti-Pékin. (Pour lire la suite, télécharger l'article dans la page d'accueil du portail)

La stratégie de la déstabilisation des Etats ou du chaos mise en oeuvre par les Etats-Unis en Russie ou en Chine ou ailleurs ne peut servir que la cause des ennemis de la démocratie.

La vérité sur le mouvement de protestations de Moscou par Andrew Korybko - Eurasia Future 5 août 2019 - Mondialisation.ca, 14 août 2019

Le récent mouvement de protestations de Moscou constitue de toute évidence une tentative de déclencher des violences de Révolution de Couleur en Russie, mais considérer tous les participants au mouvement comme des « agents de la CIA » revient à faire abstraction de leurs critiques objectivement valides quant à la situation actuelle du pays.

LVOG - Andrew Korybko a raison sur ce point. Il faut distinguer les manifestants qui ont conscience d'être manipulés par les Américains, et ceux qui l'ignorent et se mobilisent de bonne foi ou pour une cause que nous partageons. Mais à mon avis l'essentiel est ailleurs, il réside dans l'agenda ou les objectifs politique que servent ces manifestations à court ou long terme d'ailleurs, nos ennemis ont de la suite dans les idées et n'abandonnent jamais.

Dans le reste de son article il s'en est pris à juste titre aux "médias alternatifs" qui déforment la réalité en vouant un culte à la Russie ou à Poutine. Lui il l'épargne, ce n'est pas mieux !

En complément. Quand l'Otan étend sa toile...

- L'Australie pourrait adhérer à l'Otan - Réseau Voltaire 15 août 2019

L'Alliance atlantique va déployer des missiles nucléaires à moyenne portée autour de la Chine. C'était le sens profond du retrait des États-Unis du Traité INF qui n'avait été signé que par la Russie et pas par la Chine.

Le secrétaire US à la Défense, Mark T. Esper, et son collègue secrétaire d'État, Mike Pompeo, se sont rendus du 3 au 6 août en Australie. Ils y ont été rejoints par le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, qui y était présent du 6 au 8 août.

Tous ont discuté à Canberra d'une éventuelle adhésion de l'Australie à l'Otan [1].

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'Alliance atlantique ne se limite plus à la sécurité de l'espace transatlantique face à la Russie, mais entend maintenir la Pax Americana dans l'ensemble du monde.

L'éventuelle adhésion de l'Australie modifiera profondément la composition et le sens de l'Alliance jusqu'ici réservée aux deux rives de l'Atlantique-Nord. Elle ouvrira la voie à une adhésion du Japon et à une division du monde en deux blocs, l'un dominé par Washington, l'autre autour de Moscou et de Beijing.

Dominion de l'Empire britannique, l'Australie dispose d'un bureau au siège de l'Otan à Bruxelles. Depuis 2005, ses troupes sont présentes sous commandement de l'Alliance en Afghanistan et en Iraq. Elles participent également à l'opération Sea Guardian.

En février, la France a signé un contrat de 50 milliards de dollars avec l'Australie afin de construire 12 sous-marins de nouvelle génération. En avril, Ursula van der Leyen a été la première ministre de la Défense allemande à se rendre à Canberra. Toujours en avril, l'Australie a organisé les manœuvres Indo-Pacific Endeavour avec l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, le Sri Lanka, la Thaïlande et le Vietnam, puis en juin d'autres encore avec le Japon. Réseau Voltaire 15 août 2019

Note :

[1] "China rückt näher", Till Fähnders, Michael Stabenow, Frankfürter Allgemeine Zeitung, 12. August 2019.

Le Green New Deal : C'est la même arnaque politique.

- Changer la vie au lieu de changer de société, ça ce fut en 1968.

- Changer de mode de vie pour changer le climat, ça c'est en 2019.

- Changer de mode de production pour changer la société, ça c'est le socialisme, cela attendra...

En admettant d'une part la hausse de la température moyenne de la Terre, et d'autre part qu'elle aurait une origine anthropique ou due à l'activité humaine, dans ce cas-là, ce ne serait pas le développement économique à l'origine du progrès social qu'il faudrait condamner mais la manière dont il a été réalisé, c'est-à-dire mû dans le seul objectif de réaliser un maximum de profit afin d'enrichir une poignée de nantis au détriment de ses principaux acteurs, les producteurs de richesses, la classe ouvrière, l'ensemble des exploités, ainsi que notre planète.

Ce qui serait en cause figure au programme du combat pour le socialisme qui repose sur un constat bien réel : L'anarchie de la production qui entraîne un gigantesque gaspillage de matières premières et de force de travail, la création sans cesse de nouveaux besoins pour alimenter la machine à produire de la plus-value qui finira dans l'escarcelle des capitalistes, des actionnaires, des banquiers, des oligarques, et servira également à corrompre et engraisser les élites, processus qui se traduit également par la destruction en masse de forces productives, le saccage de la nature.

C'est le règne de la nécessité poussé au paroxysme qui engendre des conditions de travail et d'existence intolérables pour tous les peuples et conduit l'humanité au chaos et à la barbarie, menace la survie de la civilisation humaine ainsi que de notre planète.

Notre mode de vie ou tous les rapports qui existent dans la société sont le produit des rapports établis entre les classes qui sont à l'origine du capitalisme. Dit autrement, notre mode de vie ou tous les rapports qui existent dans la société sont influencés ou sont la reproduction de ces rapports fondamentaux. Et c'est l'inégalité entre les classes, entre dominants et dominés, exploiteurs

et exploités, qui caractérise la nature de ces rapports fondamentaux qui structure l'ensemble de la société. Et comme ce sont les dominants, les exploiteurs, ceux qui possèdent les moyens de production, qui concentrent toutes les richesses (et le pouvoir politique) entre leurs mains, qui dictent leur loi au reste de la société ou du monde, qui façonnent le modèle de société dans laquelle nous vivons, eux seuls portent la responsabilité des conséquences de la manière dont ce processus se déroule, et non les opprimés ou les peuples qui les subissent pour ne détenir aucun pouvoir.

Quand on dit qu'on est en présence d'un processus dialectique matérialiste et historique inconscient, cela ne signifie pas que les capitalistes et leurs représentants seraient inconscients des conséquences de leurs actes, dont ils entendent reporter la responsabilité sur les exploités et les opprimés, qui eux ignorent comment opèrent ce processus historique, puisque tout a été fait pour qu'ils ne parvienne jamais à en prendre conscience, auquel cas ils pourraient trouver la voie de leur émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, et commencer par mettre un terme au capitalisme.

Quand ils font le procès du mode de vie du peuple ou de ses comportements archaïques, ce n'est pas pour lui rendre service ou pour qu'il se porte ou comporte mieux, c'est uniquement pour qu'il s'adapte aux nouvelles conditions qu'ils veulent lui imposer qui correspondent à un nouveau stade de la crise générale du capitalisme, dont évidemment ils comptent bien lui faire payer les conséquences en exigeant de lui de nouveaux sacrifices.

Parvenus à court d'arguments et aux abois en présence de 7,6 milliards d'exploités qui exigent que leurs besoins soient satisfaits, aux prises à des contradictions inextricables qui menacent leur domination de classe, ils n'ont rien trouvé de mieux que leurs élucubrations climatiques pour le contraindre à les accepter. Ce n'est pas gagné d'avance monsieur Warren Buffett !

Ils ont fabriqué ce nouvel ennemi après avoir usé jusqu'à la corde ceux du communisme et du terrorisme, et surtout après s'être autoproclamés dépositaires de la liberté d'expression qu'en réalité ils ont confisquée à leur profit exclusif par le biais des médias qu'ils contrôlent et des élites corrompues qui relaient leur discours, de telle sorte qu'il ne devrait plus exister qu'une seule idéologie, une seule version idéologique que tous les membres de la société devraient adopter sous peine d'être traités de fous, de falsificateurs, d'ignorants, de traîtres, de conspirateurs.

Si assurément leur comportement en général ou plus particulièrement leur divagation sur le climat tiennent de la démence, il n'en demeure pas moins qu'ils ont parfaitement conscience d'agir conformément à une idéologie, aux besoins du capitalisme en crise, dans le cadre d'une stratégie politique, et de contribuer à l'instauration d'une société totalitaire, contrairement aux masses exploitées et opprimées qui l'ignorent, et qui de ce fait se retrouvent désarmés pour les combattre.

Nos ennemis liés par ce consensus ont constitué une coalition aux ramifications tentaculaires composée des médias contrôlés par des oligarques, des institutions politiques ou financières nationales ou internationales, des gouvernements, des réseaux sociaux, des ONG, des partis politiques allant de l'extrême droite à l'extrême gauche, des syndicats ouvriers et patronaux, des think-tank néolibéraux et apparentés, des banquiers et des plus importants actionnaires des multinationales, n'ai-je oublié personne ?

Ne nous laissons pas démoraliser par ce genre de discours :

- Dans les mouvements et révolutions manufacturés du 21ème siècle, les « leaders » d'aujourd'hui (fabriqués par des médias détenus et financés par des entreprises) ne sont plus les ennemis de l'establishment. Au contraire, ils organisent des événements ensemble – avec des personnalités telles que le maire de New York, Bill de Blasio, qui adulent nos nouveaux « révolutionnaires », les taggent et tweetent leurs louanges. Quand l' establishment lui-même adore nos mouvements et nos « visages du futur » – nous savons que nous avons déjà perdu la bataille de l'avenir. (entelekheia.fr)

LVOG - Cherchez ailleurs, tournez-vous vers le mouvement ouvrier, vous y trouverez peut-être des militants aussi déterminés que nos ennemis, et qui armés théoriquement proposent une alternative cohérente et sérieuse au capitalisme. Qu'ils ne courent pas les rues ou soient difficilement discernables, on leur accorde volontiers, puisque ces militants sont éparpillés et n'osent pas se faire connaître, mais ils existent, la preuve...

Les variations climatiques ne suivent pas l'histoire des hommes, elles la devancent ou la font.

Réchauffement climatique : "À l'échelle 2050-2100, il faut s'attendre à ce que tous ces glaciers aient quasiment disparu" - francetvinfo.fr 12.08

Onze milliards de tonnes de glace ont fondu en un jour au Groenland - Usbek - climato-realistes.fr 12 août 2019

Comment une information vraie devient spécieuse lorsqu'elle n'est pas contextualisée.

Une publication de la CNN du 2 août 2019 intitulée « Greenland's ice sheet just lost 11 billion tons of ice – in one day » a été reprise en chœur par la presse française. Le Monde du 03 août titrait : « En une journée, onze milliards de tonnes de glace ont

fondu au Groenland », et en sous-titre : « La calotte glaciaire fond trois fois plus vite qu'en temps normal, impactée par le réchauffement climatique ». Il s'agit de la journée du jeudi 1er août 2019.

Commençons par rectifier une erreur du journal Le Monde : la tonne états-unienne équivaut à 0,907185 tonne métrique, de sorte que le chiffre exact de glace perdue est de 10 milliards de tonnes.

Selon l'Organisation mondiale météorologique la calotte a perdu 160 milliards de tonnes de glace par la fonte de surface, soit 160 kilomètres cubes pour le seul mois de juillet. C'est certes beaucoup, mais par rapport au volume total de glace du Groenland qui est de 2,85 millions de kilomètres cubes [1], la perte de juillet ne représente que 0,0056 %. A ce rythme, la calotte glaciaire aura fondu dans 1484 années.

Climat ou météo ?

« Il est important de rappeler qu'au Groenland chaque jour de chaque année, le budget de masse de glace résulte en grande partie de la météo, même si une tendance de fond climatique peut l'affecter » a twitté le glaciologue Ruth Mottram à propos de cet événement. En l'occurrence comme l'indique André Heitz dans Contrepoints, « il s'agit d'un épisode de fonte très exceptionnel dû à une vague de chaleur très exceptionnelle dont on ne pourra dire que dans quelques années, voire décennies, si elle résulte ou non des changements climatiques » .

La presse a surréagi à un événement météorologique, considérant la seule journée du 01 août 2019. L'examen de l'évolution du bilan de masse de neige au Groenland sur les trois dernières années fournit un éclairage bien différent.

Pour lire la suite :

https://www.climato-realistes.fr/onze-milliards-de-tonnes-de-glace-fondue-en-un-jour-au-groenland/

Quand un "consensus" basé "sur des modèles climatiques" était foireux, un de plus.

Réserves d'eau souterraine : l'Afrique subsaharienne pas si mal en point - lepoint.fr 16.08

C'est une étude d'hydrogéologues consacrée au continent africain qui le dit. Publiée dans « Nature », elle pointe la résilience de l'eau souterraine face aux variations du climat.

La richesse en or bleu est-elle sous-estimée en Afrique subsaharienne ? La question se pose à la lecture d'une étude publiée dans la revue Nature, qui établit que les réserves d'eau douce stockées dans les nappes phréatiques sont bien plus importantes que ce qu'on imaginait, et notamment dans les régions plus arides. Jusque-là, le consensus sur une baisse des ressources en eau dans cette région du globe reposait surtout sur des modèles climatiques, que les chercheurs peinaient à confronter à des mesures hydrogéologiques sur le terrain. Ces données, en règle générale, sont lacunaires sont le continent. Mais les 32 auteurs de cette publication ont pu recueillir des relevés des stocks d'eaux souterrains dans 9 pays – et sur une période d'au moins 20 ans –, ce qui leur permet aujourd'hui d'apporter un contrepoint à ces prévisions baissières. D'après leurs résultats, les ressources en eau souterraine affichent une certaine résilience face aux variations du climat. Et une baisse de la pluviométrie, par exemple, ne se traduit pas forcément par une diminution des réserves d'eau souterraines. Une nouvelle plutôt réjouissante, dans un contexte de pression démographique, et de besoins croissants en eau potable et en irrigation pour l'agriculture.

Un consortium panafricain de 32 chercheurs

Tout est parti d'un colloque sur les eaux souterraines à Marrakech, en 2014. S'est ensuivie la création d'un consortium de 32 scientifiques, principalement africains, et dont les travaux ont été coordonnés par des chercheurs de l'University College London, de Cardiff University et de l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Pourquoi cet intérêt pour les eaux souterraines ? Rappelons que l'eau de pluie – dont la plus grande partie s'évapore – alimente aussi bien les eaux souterraines (nappe phréatique), que les eaux de surface (rivières, lacs, mers). Il s'agissait au départ, explique Jean-Michel Vouillamoz, hydrogéologue à l'IRD et cosignataire de l'article, de « répondre à un paradoxe ». « Alors que l'eau souterraine est la ressource est la plus utilisée en Afrique subsaharienne pour répondre notamment à des besoins domestiques, elle constitue le parent pauvre des études sur le climat, qui sont davantage centrées sur l'évolution des précipitations ou sur leur impact sur les eaux de surface ». Et de souligner qu'entre 60 et 90 % de la population selon les régions d'Afrique subsaharienne dépendent de cette ressource en eau, car « très peu d'eaux de surface sont pérennes ».

L'étude s'est déroulée dans 13 zones de neuf pays d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Niger, Ghana, Tanzanie, Ouganda, Zimbabwe, Namibie, Afrique du Sud). L'intérêt pour les scientifiques était de combiner des mesures dans des climats variés (d'humide à très aride)… Mais cela correspond aussi et surtout aux endroits où ils pu recueillir un maximum de relevés hydrogéologiques auprès des instituts de recherche africains. Car s'interroger sur la variation des réserves d'eau souterraines en fonction du climat nécessite de s'inscrire dans le temps long (plusieurs décennies). Or, les chroniques de longue

durée des eaux souterraines ne sont pas monnaie courante sur le continent.

Les zones arides pas si mal pourvues en eaux souterraines

L'analyse de ces données a permis de mieux comprendre le processus de renouvellement des eaux souterraines. « Deux mécanismes majeurs contrôlent le rechargement des eaux souterraines. D'abord, la recharge directe. C'est par exemple ce que l'on voit dans les zones humides, et typiquement au Bénin : l'eau de pluie s'infiltre directement dans le sous-sol. Ensuite, dans les zones arides ou semi-arides, l'eau de pluie ne s'infiltre pas directement. Elle s'accumule dans des bas-fonds, des rivières, et c'est à partir de ces écoulements temporaires que se renouvelle la nappe phréatique », résume Jean-Michel Vouillamoz. Ce deuxième point est particulièrement important. D'une part, parce qu'il permet de compléter, et éventuellement d'ajuster la connaissance – les simulations informatiques ne prennent pas en compte ce mode de renouvellement des réserves d'eau douce, d'où les prévisions plus inquiétantes sur la raréfaction de la ressource en eau dans les régions sèches.

D'autre part, l'étude fait ressortir que dans certaines régions arides ou semi-arides, par exemple en Tanzanie, l'intensité des pluies (et non la quantité) permet d'alimenter de façon significative les nappes phréatiques. « On peut avoir des années sèches avec une faible quantité de pluie, mais durant lesquelles, pourtant, le renouvellement des eaux souterraines est plus élevé la moyenne, en raison d'événements extrêmes comme de fortes pluies ou des inondations », décrypte le chargé de recherche à l'IRD. Ce constat peut permettre d'orienter les stratégies d'adaptation au changement climatique. « Si on confirme que c'est l'intensité des pluies qui contrôle les volumes d'eau dans les zones arides ou semi-arides, on va alors pouvoir s'appuyer sur des prédictions climatiques pour élaborer des modèles d'irrigation », poursuit Jean-Michel Vouillamoz. Les fortes pluies ou inondations pourraient en effet être amplifiées par les événements climatiques extrêmes tels qu'El Niño et La Niña. Des phénomènes prévisibles (jusqu'à 9 mois à l'avance), permettant d'envisager une gestion plus raisonnée et durable des réserves d'eau souterraine.

Réserves d'eau sous-exploitées

« De façon générale, ce type de recherche peut aider à réfléchir de façon plus rigoureuse à la question du développement de l'irrigation à partir de l'eau souterraine, avance l'hydrogéologue et géophysicien. Au Bénin, nous estimons les volumes d'eau souterraine stockés à 500 litres d'eau par mètre carré, et que ce stock-là peut se maintenir six ans. Il y a de quoi augmenter les prélèvements pour les besoins domestiques ou agricoles, qui sont de l'ordre d'un litre par mètre carré si on se projette dans les 50 prochaines années avec une croissance démographique constante », ajoute-t-il. Pour ce faire, les mesures hydrogéologiques doivent aussi se multiplier et s'inscrire dans la durée, afin de pouvoir anticiper une éventuelle évolution des modes de renouvellement des nappes d'eau. « Nous avons encore de nombreuses questions à étudier, sur les paramètres climatiques, géologiques, anthropiques qui interagissent avec la recharge des stocks d'eau », conclut Jean-Michel Vouillamoz, qui parie sur la pérennité du réseau panafricain de scientifiques. lepoint.fr 16.08

LVOG - Pour l'occasion, on n'osera pas remettre en cause l'impartialité du Point et de cet hydrogéologue à l'IRD !

Quand le PG et LFI plus zélés que le GIEC adoptent le Green New Deal de l'oligarchie.

Aller sauver chaque dixième de degré - PG 10 octobre 2018

Le nouveau rapport du GIEC, commandé à l'occasion de la Cop21, est donc sorti ce lundi.

LVOG - Le programme de l'écosocialisme ! Ils en rajoutent une grosse couche, de quoi ? Devinez !

PG - On y apprend que le seuil de « +1,5°C », considéré comme un point de bascule à ne pas dépasser, le sera dès 2030 au rythme actuel. Dans douze ans.

Le GIEC nous dit également qu'il peut encore être évité – en changeant tout, tout de suite. C'est une version optimiste qui fonctionne peut-être sur le papier, basée sur des chiffres et des considérations géophysiques, mais qui fait délibérément abstraction des aspects politiques. Or ceux-ci, au lieu d'agir comme facteurs de solution, sont aujourd'hui essentiellement des éléments d'aggravation. Ainsi des engagements de la Cop21, dit « accord de Paris » : même si ceux-ci étaient tenus, ils nous entraîneraient vers un réchauffement de +3°C, or ils ne le sont pas. Ajoutez à cela le hors-jeu des États-Unis, l'effet d'inertie du système et le poids des lobbies : il est de plus en plus probable que le +1,5°C soit atteint bien avant 2030.

LVOG - Le PG porte-parole de l'ONU.

PG -Le caractère très hypothétique de la victoire du « +1,5°C » ne doit pas pour autant nous faire abandonner le combat.

LVOG - Fanatisme au "dixième de degré" près ! Alarmisme consommé.

PG -Ce serait oublier un peu vite qu'au-delà de ce chiffre, c'est chaque dixième de degré qu'il va falloir aller sauver. Car chaque dixième de degré supplémentaire sera pire que le précédent et causera davantage de victimes, d'injustice sociale et de dégâts irrémédiables sur les écosystèmes.

LVOG - Et ces tartufes osent tout.

PG - Il s'agit de faire preuve de lucidité. La politique n'est pas affaire d'espoir ou d'optimisme. Nous devons aux citoyens un discours d'honnêteté.

LVOG - Le GIEC, honnête ? Les fondations Rockefeller, Gates, Soros, JP Morgan, la Banque mondiale, le FMI, etc. honnêtes ?

PG - Face à cette situation, nous avons besoin de trouver de nouveaux alliés, d'accélérer la mobilisation, et de nous organiser collectivement.

LVOG - L'oligarchie y pourvoie déjà depuis au moins 1982 ou la création du Club de Rome en 1968

PG - Après (...) le succès des marches pour le climat du 8 septembre, il s'agit d'organiser la convergence.

LVOG - Marches organisées par les mêmes ONG mises en place par l'oligarchie. Et de nous lancer un avertissement digne de Big Brother ou de despotes. Que chacun se le dise et surveille son comportement, ses moindres gestes :

PG - ...nous rentrons désormais dans une phase de « tolérance zéro »...

LVOG - Ces enragés sont effrayants. Ces charlatans devrait-on dire, lisez :

PG - Nous continuerons également à dénoncer l'hypocrisie de ceux qui surfent sur la vague de mobilisation, les « champions de la Terre » du capitalisme vert et des odes au point de croissance du PIB, ceux qui ne sont pas prêts à sortir des traités et de l'austérité alors que s'approchent les échéances européennes. Nous n'oublions pas surtout que les plus précaires de la planète sont toujours les premières victimes, et que les vrais coupables : l'oligarchie, les lobbies et ceux qui les financent, doivent être nommés et ciblés.

LVOG - Ils ne "*surfent*" pas "*sur la vague de mobilisation*", ce sont eux qui l'ont initiée, on a vraiment affaire à des abrutis ou des manipulateurs cyniques de la pire espèce ! Quand à rompre avec le vrai coupable, le capitalisme, si vous les écoutez... vous attendrez indéfiniment.

Une initiative que les agents de la supercherie climatique devrait saluer.

Le boeuf banni d'une université londonienne pour sauver la planète - lexpress.fr 13.07

Dès la rentrée, fini hamburgers, lasagnes et spaghettis à la bolognaise pour les étudiants de l'université Goldsmiths de Londres.

Dès la rentrée, l'université Goldsmiths va interdire la vente de tous les produits contenant de la viande de boeuf afin de lutter contre le changement climatique.

Cette interdiction à la vente de tous les produits en contenant entrera en vigueur dans les commerces du campus à la rentrée de septembre, a annoncé cette université du sud-est de la capitale britannique dans un communiqué, l'élevage de bovins étant accusé d'être très consommateur d'eau et source de déforestation.

"L'appel mondial de plus en plus insistant à ce que les organisations prennent au sérieux leurs responsabilités afin de stopper le changement climatique est impossible à ignorer", a expliqué la nouvelle directrice de Goldsmiths, qui a pris ses fonctions en août. "Le personnel et les étudiants sont déterminés à contribuer au changement radical nécessaire pour réduire drastiquement notre empreinte carbone, aussi vite que possible", a-t-elle ajouté.

Un rapport du groupe d'experts de l'ONU sur le climat (Giec) rendu public jeudi dernier souligne que modifier les habitudes de consommation et de production alimentaires est un des leviers pour agir contre le réchauffement climatique, sans pour autant préconiser de passer à un régime végétarien ou végétalien. lexpress.fr avec l'AFP 13.07

Un autre exemple de manipulation.

Argentine. Quand un péroniste remporte un scrutin face à un péroniste, il s'en trouve à l'extrême gauche (NPA notamment) en

France pour crier victoire !

Dimanche 11 août, l'ex-chef du gouvernement et péroniste Alberto Fernandez et sa colistière Cristina Fernandez de Kirchner, l'ancienne présidente du pays, ont remporté les élections primaires face au tandem composé de Mauricio Macri et du dirigeant péroniste Miguel Angel Pichetto.

Alberto Fernandez, chef du gouvernement de Nestor puis de Cristina Kirchner entre 2003 et 2008, a fait campagne en jurant avoir rompu avec les politiques de gauche suivies par le passé et s'être recentré.

A la surprise générale car elle était en tête des sondages, Mme Kirchner avait annoncé le 18 mai son retrait, laissant M. Fernandez briguer le fauteuil de président qu'elle a occupé de 2007 à 2015. (Source : AFP12 août 2019)

LVOG - Alberto Fernandez a juré "*avoir rompu avec les politiques de gauche suivies par le passé et s'être recentré*", voilà de quoi crier victoire ! Vous voulez faire quoi avec de tels dirigeants, franchement ?

Macron : Un cas qui relève bien de la psychiatrie.

Emmanuel Macron ne gouverne pas les Français, il les soumet - huffingtonpost.fr 14.08

Par Roland Gori, psychanalyste, professeur émérite de psychopathologie clinique à l'Université d'Aix-Marseille

L'autre pour Emmanuel Macron n'est qu'un autre lui-même. Il veut les Français à son image, à l'image des clones qui l'entourent et l'adorent.

Que l'on s'en réjouissance ou qu'on le déplore (Réjouissance pour réjouisse, attention dans cet article notre psychanalyste pratique la masturbation ! - LVOG) , il est bien un héros de notre temps, "personnalité sociale" de cette nouvelle élite qui a rompu le pacte de solidarité républicain. (On a les "*héros*" qu'on peut. - LVOG) Emmanuel Macron s'avance en conquérant pour qui ne compte que la performance, la réussite. (De ses parrains ! Réussite, de la part d'un raté, il y a de quoi s'interroger sur la santé mentale du "*professeur émérite*". - LVOG)

Il descend dans l'arène de l'opinion publique témoigner de ses convictions, élans de ses conquêtes, causes de ses succès. C'est ainsi disait Freud que s'avance le conquérant porté par un narcissisme maternel qui fait que rien ne lui résiste: "quand on a été le favori incontesté de la mère, on en garde pour la vie ce sentiment conquérant, cette assurance du succès, dont il n'est pas rare qu'elle entraîne effectivement après soi le succès." (Notion du "*succès*" plutôt sordide en ce qui concerne Macron. Et puis, le "*narcissisme maternel*" il l'a épousé au point de le rendre carrément fou pour de bon. - LVOG)

Cette formule freudienne, on la croirait taillée sur mesure pour notre Président. (Le vôtre, on vous l'accorde, pas le nôtre. - LVOG) La passion maternelle pour son enfant idéalisé induit une confiance à toute épreuve chez celui qui en reçoit le privilège. Elle lui donne une force et une confiance inébranlables qui facilitent ses conquêtes (Sauf féminines ! - LVOG), et fait qu'il ne peut que s'aimer davantage. C'est ce narcissisme qui confère au conquérant un pouvoir de séduction incontestable. Le conquérant fascine comme fascinent les grands fauves ou les people. La fascination n'est pas du même registre que l'amour ou le dialogue fraternel. Bien au contraire, le conquérant rêve debout, enveloppé dans son repli narcissique, sans contestation possible. À chaque objection de ses interlocuteurs, Emmanuel Macron aime répliquer: "Non! Je vais vous expliquer". Il y croit et feint de croire qu'on va le croire. L'autre pour Emmanuel Macron n'est qu'un autre lui-même, un Macron qui s'ignore et dont il faut, tel Socrate, savoir l'accoucher. (Bref, c'est un psychopathe ! - LVOG)

On lui reproche un manque d'empathie. Le diagnostic est à la fois cruel et juste. À condition de préciser que l'empathie est identification à l'autre, qu'elle suppose une capacité authentique d'en adopter le point de vue. Il faut pour cela non consommer l'effusion sentimentale, la fusion affective, la ferveur des émotions, mais se déplacer là où se trouve l'autre tout en restant soi-même. Il n'est pas sûr que notre monarque y parvienne. C'est pourquoi lorsqu'il dit qu'il est lui aussi "un gilet jaune", nous pourrions craindre que des cris de détresse et de colère il n'entende que l'écho de son propre message dont le Grand Débat fut, à plus d'un titre, la caisse de résonance. Au fond, il se révèle comme l'enfant émerveillé par le château de sable qu'il construit avec le matériau de la France. Il veut les Français à son image, il les façonne de son parcours, les maçonne de ses illusions, les étourdit de ses imprécations. (Au point qu'ils le haïssent ! - LVOG)

Cet homme croit à la fable des abeilles besogneuses dont il convient d'écarter les frelons, tous ces fainéants qui "coûtent un pognon de dingue", qui "ne sont rien parce qu'ils ne font rien". Il croit au destin d'un Etat entrepreneurial et d'une Nation start-up. Il croit à ce qu'il dit, il croit à ce qu'il fait, avec l'acharnement de l'évangéliste, avec l'audace de l'aventurier, avec le courage du centurion, il construit avec le sable français les châteaux de son Empire. (Il détruit plutôt tout ce qu'il touche. - LVOG) Emmanuel Macron n'a pas fait don de sa personne à la France, il lui a fait don de sa croyance, "délire sectorisé", nouveau

corps mystique du pouvoir. Il nous veut tous à l'image de la "bande" de clones qui l'entoure et l'adore dans l'effusion des religions saint-simoniennes. Plus que de Jupiter, c'est de Pygmalion qu'il suit l'exemple. Il burine la France et le peuple français pour sculpter sa statue. Il l'aime cette statue, c'est son œuvre, sa création, le fruit de ses croyances. Aucun frelon, jaune, rouge ou vert, ne saurait le détourner de sa doxa. Il est "entrepreneur" de sa politique comme il souhaite que chacun le devienne de son existence. (En fait, il est "*entrepreneur*" de rien du tout, il est un simple et docile exécutant des basses oeuvres de l'oligarchie. - LVOG)

Mais ce conquérant est aussi le héros nihiliste de la tragédie de notre époque, celle qui fait de la conquête le moyen d'assouvir le "caractère destructeur" du capitalisme globalisé. Ce capitalisme, qui fait de la destruction la nouvelle source de profit, détruit aussi celui qui se place à son service. Ce caractère destructeur, il convient de le comprendre au sens du philosophe Walter Benjamin[1] qui en dresse le portrait: "Le caractère destructeur ne connaît qu'un seul mot d'ordre: faire de la place; qu'une seule activité: déblayer. Son besoin d'air frais et d'espace libre est plus fort que toute haine." Les débris humains, peuples et gouvernants, et écologiques qui en résultent sont recyclés pour de nouveaux profits. (Comme quoi ils ont parfaitement conscience de leur oeuvre destructrice ou de la servir en ce qui concerne l'auteur de cet article qui n'y voit qu'un sens philosophique et non antisocial. - LVOG)

À distance de toute attaque ad hominem c'est ainsi, je crois, qu'il convient de comprendre le destin des conquérants actuels dont Emmanuel Macron est l'exemple. Leur destin, comme celui des peuples qu'ils soumettent plus qu'ils ne les gouvernent, procède de ce même principe destructeur. Les gouvernants ne cherchent pas à être compris ou aimés de leurs peuples, tout juste consentent-ils à les faire témoins de leur efficacité. Ils savent que plus rien dans l'environnement d'aujourd'hui n'est durable, et qu'ils doivent en conséquence devancer la nature pour ne pas en subir le rythme, la simplifier pour mieux la liquider et la transformer en profits. (Qu'il prenne ses distances avec "*toute attaque ad hominem*" visant Macron, c'est bien naturel, on l'avait compris chez ce psychanalyste nihiliste et démagogue, maniant le "*en même temps*" en reprenant à son compte l'idéologie de Macron ("*plus rien dans l'environnement d'aujourd'hui n'est durable*", ben voyons, on ne lui a pas soufflé à part cela !) tout en visant plus loin le profit. - LVOG)

C'est bien pourquoi leur politique ne saurait être écologique ou humaniste. Détruire efface les traces du temps et de l'histoire. Brecht l'avait annoncé: la modernité efface les traces, elle est sans mémoire, mais non sans commémorations. (Orwell aurait dit à juste titre que "*la modernité efface les traces*" du passé quand elle est synonyme de régression et de réaction sur toute la ligne. - LVOG) La langue même est affectée par ce caractère destructeur, elle ne révèle plus, elle n'autorise plus que la communication, et trouve dans le numérique le moyen fabuleux de son déclin. (Parlez pour vous ou les eunuques du cerveau ! Ici on respecte la langue, tout du moins on essaie. A l'entendre ce serait une fatalité, autrement dit il considère comme déjà acquis les objectifs que Macron s'est fixé. - LVOG) Ce caractère destructeur ne relève pas de la psychologie mais procède ici de l'économie politique, de la culture, de nos sociétés. (Nous sommes tous responsables, que pèse un seul homme face à la multitude, rien, alors pourquoi faire le procès de Macron... et le sien ainsi que leur idéologie ! - LVOG) C'est ainsi qu'il faut comprendre les violences que nous avons connues ces derniers temps, moins comme des accidents de parcours que comme des symptômes durables de cette nouvelle pathologie de masse produite par le "caractère destructeur" d'un capitalisme métamorphosé dont les fascismes du siècle passé n'étaient que les archétypes. (En réalisé, si le capitalisme s'est "*métamorphosé*", c'est pour mieux demeuré fidèle à lui-même, puisque ses fondements sont demeurés les mêmes, c'était l'objet même de cette métamorphose, se survivre à lui-même quitte à tout détruire sur son passage... Ah le "*en même temps*" ! - LVOG) huffingtonpost.fr 14.08

En macronie, pas de répression policière. La question qui tue celui (Franceinfo) qui la pose après la mort de Steve Maia Caniço.

franceinfo 10.08 - L'opération de police a-t-elle contribué à ces multiples chutes ? C'est ce que plusieurs enquêtes doivent notamment déterminer.

Pas besoin d'enquêtes : Sans l'intervention violente des forces de l'ordre il n'y aurait pas eu de chutes dans la Loire, donc pas de noyade. Ce sont les forces de l'ordre ou plus précisément le préfet, le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre et Macron qui sont responsables de la mort de ce jeune.

Ils sont dans le déni permanent ou ils ne cessent de refabriquer la réalité ou le passé pour qu'elle coïncide avec leur idéologie ou leurs intérêts.

Ils ont tiré 33 grenades lacrymogènes (MP7), dix grenades de désencerclement et douze balles de défenses (LBD) dans la nuit du 21 au 22 juin sur "des gamins en short".

"Ils n'étaient pas face à une situation insurrectionnelle. En face, c'était des gamins en short. A quel moment avaient-ils besoin d'utiliser de tels moyens ? - Marianne Rostan, avocate à franceinfo. franceinfo 10.08

1984-2019. En Marche vers le totalitarisme. Milicien, délateur, justicier, inquisiteur, procureur, dictateur...

- Une adjointe du ministre de l'Agriculture tacle Greta Thunberg en détournant "Martine" - Le HuffPost

- Tritium : l'écologiste Julien Bayou accusé d'avoir répandu une "fake news" - Le HuffPost 12.08

- Polémique après la participation de deux ministres à une corrida, dont celui chargé du bien-être animal - Journal du Dimanche

- Sarkozy-Kadhafi : Eric Ciotti demande à Nicole Belloubet une enquête sur le juge Tournaire - Journal du Dimanche 12.08

- Affaire Epstein: la justice sommée d'ouvrir une enquête sur de possibles "liens" avec la France - AFP 12.08

- Une photo d'Eric Woerth, en pleine "ascension" sur le massif du Mont-Blanc, déclenche l'hilarité sur Twitter - Franceinfo 12.08

- Les quartiers résidentiels se big-brothérisent - slate.fr 15.08

Logiciels de reconnaissance faciale, capteurs de mouvement et autres gadgets sophistiqués infiltrent les voisinages.

Être observé dans la rue par l'œil d'une caméra perchée sur un poteau semble être devenu normal. Derrière elle, vous imaginez un policier à moitié endormi par l'ennui de sa tâche, assis devant un écran dans un centre situé à plusieurs kilomètres de là. Mais s'il s'agissait plutôt de votre voisin?

Contrairement à l'Asie, la surveillance en Europe ou en Amérique était généralement d'ordre public, mise en place par la police ou le gouvernement. Mais la récente démocratisation des technologies de reconnaissance faciale ou d'identification de plaques d'immatriculation permet aux particuliers de se procurer des outils de moins en moins difficiles à utiliser.

Objets connectés et logiciels d'intelligence artificielle sont en pleine irruption dans les rues résidentielles, à l'entrée des maisons ou dans les petits magasins de quartier.

Souriez, vous êtes filmé! (Admirez le cynisme. - LVOG)

Des caméras qui repèrent les mouvements inhabituels ou reconnaissent les visages sont désormais inclues dans les sonnettes intelligentes. Des logiciels d'intelligence artificielle permettent de repérer des actions spécifiques comme fumer.

Il leur est aussi possible de détecter ce type de comportement en analysant, sans assistance humaine, des heures et des heures d'enregistrements dans des bases de données. Ces technologies ne coûtent souvent pas plus que quelques centaines d'euros et sont très simples à installer.

«Nous constatons une hausse de l'adoption des technologies de sécurité pour la maison dans un souci de surveillance du voisinage», remarque, pour Axios, Mana Azarmi, conseillère au Center for Democracy and Technology. «Les stalkers, les criminels et les époux suspicieux peuvent en abuser.»

L'Amérique en pointe

Aux États-Unis, à Denver, plus de dix quartiers ont acheté des lecteurs de plaques d'immatriculation pour traquer les entrées et sorties de tous les véhicules et placé des caméras qui enregistrent les visages des passants.

Dans tout le pays, des maisons sont équipées de caméras de surveillance qui alertent la police de violations des règles de voisinage, des collisions de voitures dans les parkings ou de dépôts de poubelles illégaux. Des propriétaires utilisent également ces technologies pour surveiller leurs locataires dans les milieux les plus défavorisés.

Les experts s'inquiètent notamment car ces bases de données privées sont plus facilement accessibles aux forces de l'ordre que les images prises par le gouvernement dans l'espace public. «La police a accès à une incroyable quantité de mouvements des Américains dans le temps et l'espace et sur, potentiellement, des années», s'inquiète Nathan Freed Wesslet, un avocat de l'Union américaine pour les libertés civiles.

Ses inquiétudes reposent désormais sur des certitudes: fin juillet, il était révélé que Ring, propriété d'Amazon, pouvait transmettre sans mandat ni question des vidéos à la police américaine. slate.fr 15.08

Fake news ou présentation trafiquée de la réalité. Un avant-goût de l'escroquerie du Green New Deal

L'électrification en Afrique subsaharienne est plus rapide que la croissance démographique - francetvinfo.fr 12.08

Le développement du hors-réseau, grâce au solaire, explique cette accélération de la fourniture électrique.

L'affirmation vient de la Banque Mondiale. Et cela, alors que la croissance démographique est particulièrement forte. "Avec une population qui a été quasiment multipliée par cinq, pour passer de 227 millions d'habitants en 1960 à plus d'un milliard en 2018, l'Afrique subsaharienne est la région qui a enregistré la plus forte croissance démographique."

A l'heure des grands projets hydro-électriques sur les fleuves africains, c'est le hors-réseau qui permet cette révolution de l'électrification, tirée par la production autonome d'électricité. Car 600 millions de personnes en Afrique subsaharienne ne sont toujours pas raccordées à un réseau électrique. En une dizaine d'années, parti de zéro, le hors-réseau fournit aujourd'hui de l'énergie à des millions de personnes.

L'évolution technologique a permis cette expansion, en proposant des produits non seulement plus performants mais aussi moins coûteux. La Banque mondiale (BM) a même élaboré un label pour garantir un équipement en matériel de qualité. En 2010, seulement six produits étaient conformes à ce label. Il y en a 150 aujourd'hui, écoulés à 40 millions d'exemplaires.

Selon l'institution financière, 500 millions de dollars ont été investis dans le secteur ces deux dernières années. "Au cours des deux dernières années, de plus en plus d'investisseurs privés sont entrés sur ce segment, motivés par les perspectives de rendement financier", explique la banque mondiale.

Son programme "Lighting Africa" ambitionne de fournir une énergie électrique hors réseau à 250 millions de personnes d'Afrique subsaharienne d'ici 2030. La BM a ainsi ouvert une ligne de crédit de 140 millions de dollars dans le cadre du projet ROGEP. Il s'agit de fournir des matériels de production d'électricité solaire dans 19 pays et d'atteindre 1,7 million d'habitants. De petites unités de 20 à 350 KW pour équiper les ménages, les entreprises et les établissements publics comme les écoles.

Même un géant comme EDF est de la partie. La société française, déjà présente dans le hors-réseau au Maroc ou en Afrique du sud, a lancé une offre en Côte d'Ivoire, associée à une jeune pousse américaine. En 2017, 7000 kits ont été placés comprenant le panneau solaire, l'onduleur, des lampes, des chargeurs, parfois même une télévision pour des prix s'échelonnant de 140 000 à 420 000 CFA (de 200 à 600 euros environ) selon les modèles. Le succès est au rendez-vous.

La population qui dispose de l'énergie électrique ne cesse donc de croître, et l'équipement va donc à terme concerner tout le continent. Une bonne nouvelle pour le développement. francetvinfo.fr 12.08

LVOG - Où est le lézard ?

EDF et ses semblables sont des philanthropes comme chacun sait, "*7000 kits ont été placés*", gratuitement ? De combien ces familles ont-elles dû s'endetter, à quel taux d'intérêt ? Ici aussi en Inde les Indiens s'équipent en deux-roues à moteur, réfrigérateur, etc... à des taux usuriers ! Ou pour inscrire leurs enfants dans des écoles privées? J'en suis le témoin direct. Les banques passent dans les villages et proposent des prêts allant jusqu'à 50.000 roupies, à l'arrivée, ils auront remboursé le double du capital emprunté.

Les batteries doivent être renouvelées tous les 4 ans au mieux et elles coûtent l'équivalent du prix des panneaux solaires, c'est d'ailleurs pour cette raison que j'y ai renoncé (en Inde). Raccordé au réseau électrique public, en raison des fréquentes coupures, dont une de 24h chaque mois, j'ai opté pour un convertisseur de courant et deux batteries.

Ensuite, ce qu'on ne vous dit pas, c'est que pour ce prix là, vous ne pourrez pas avoir de réfrigérateur, de machine à laver le linge, encore moins la climatisation, il faudrait invertir trois fois plus !

Bref, en dehors de quelques ampoules, un ventilateur, un écran de télévision ou d'ordinateur, ces Africains devront continuer indéfiniment et désespérément de manquer des biens d'équipement qui distinguent ceux qui profitent du progrès social et ceux qui devront s'en passer.

Ils osent tout.

- Le bien-être animal devrait-il avoir son propre ministère? - Le HuffPost

LVOG - Ils pensent enfin à nous !

- "Plus belle la vie" : un acteur trisomique rejoint le casting de la série de France 3 - Franceinfo

- "Ils nous ont sauvés" : des rescapés du Bataclan publient une tribune pour soutenir la BRI - Franceinfo

- L'ONU interpelle la France sur le transfèrement "illégal" des jihadistes français condamnés à mort en Irak - Franceinfo

LVOG - Macron livrent ses barbares au bourreau, quel ingrat ! L'ONU veut sauver ses mercenaires...

- Maroc : la Banque mondiale critique une stratégie de croissance trop dépendante du secteur public - Franceinfo

- La traque de ceux qui sont la Russie libre ne peut que nous inquiéter - Le HuffPost

- Pas d'argent, pas de moutons : des menaces pèsent sur la fête de l'Aïd au Cachemire - AFP

- Le régime syrien avance dans Idleb, 61 combattants tués - AFP 12 août 2019

LVOG - Les barbares rebaptisés combattants... Dans l'article il s'agira du "groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branche syrienne d'Al-Qaïda) et des groupes rebelles".

- Des canots de sauvetage de migrants transformés en sacs à Berlin - AFP

- Après les fusillades d'El Paso, Dayton et Gilroy, Lady Gaga va financer 162 classes d'école - Le HuffPost

- «Œil pour œil»: les manifestants de Hongkong dénoncent les violences policières - LeFigaro.fr

- Facebook reconnaît avoir écouté et transcrit des conversations privées d'usagers - Franceinfo

- Le Luxembourg veut légaliser le cannabis, une première en Europe - LeFigaro.fr

- Le jeu vidéo bac-à-sable "Roblox" dépasse les 100 millions d'utilisateurs - Franceinfo

- Le Japon envisage de déverser l'eau radioactive de Fukushima dans le Pacifique - L'Express.fr

- Plus d'un milliard de litres d'eau contaminée pourrait ainsi se retrouver dans l'océan. L'Express.fr

- ASAP Rocky condamné à de la prison avec sursis pour violences - Le HuffPost

- Une victime présumée de Jeffrey Epstein attaque en justice ses héritiers - AFP

- Accusé de harcèlement sexuel, Placido Domingo lâché par ses pairs - euronews

Aux Etats-Unis, plusieurs salles prestigieuses ont décidé de lâcher Placido Domingo, confronté à des accusations de harcèlement sexuel. L'opéra de San Francisco et l'orchestre de Philadeplhie ont annulé sa venue, prévue dans les prochaines semaines. euronews

- Japon: le nouvel empereur exprime de "profonds remords" pour la guerre - AFP

Vive la paix sociale sous un régime totalitaire !

15 dollars: les restaurants new-yorkais ont doublé le salaire minimum et se portent très bien - slate.fr 13.08

À l'image de nombreux économistes et observateurs, qui établissent un lien direct entre niveau des émoluments et activité

ou chômage, la plupart des restaurateurs new-yorkais étaient vent debout contre la hausse du salaire minimum pour l'ensemble des salarié·es de l'État, annoncée en 2015 par le gouverneur Andrew M. Cuomo.

Apocalypse salariale

Celle-ci a fait passer l'équivalent du Smic de 7,25 dollars de l'heure (6,5 euros) à 15 dollars en 2018 (13,4 euros). Très dépendante de ses armées de petites mains aux bas salaires, la restauration est souvent présentée comme le secteur le plus fragile en cas de hausse de la masse salariale.

Étaient promises une inflation des notes payées par les clients, une baisse de l'activité voire des faillites et, finalement, des personnels mis sur le carreau. Une récente étude, menée par The New School et le think tank National Employment Law Project, a pourtant découvert tout l'inverse.

Selon ses observations, non seulement le secteur de la restauration à New York n'a traversé aucune des apocalypses prophétisées par les adversaires de la mesure, mais il vit de très beaux jours. «Lors de cette période où l'État a connu une hausse historique du salaire minimum, la croissance à New York a dépassé la moyenne nationale», est-il ainsi analysé, avec force détails chiffrés.

Cette résistance peut notamment s'expliquer par les bonnes performances économiques générales de l'État de New York, ainsi que par les récentes mutations du secteur –le surgissement de la restauration en livraison a offert un coup de jeune à de nombreux établissements.

Dans une nation où le plein emploi crée de fortes tensions mais où les salaires continuent à stagner, cette étude peut être une nouvelle bienvenue pour les salariés. Et le fait qu'un géant comme Amazon tente de tirer la concurrence vers le haut en fixant un salaire minimum deux fois plus élevé qu'au niveau national laisse à penser qu'un changement de paradigme est en cours. slate.fr 13.08

LVOG - Le correcteur orthographique a supprimé l'orthographe inclusive de cet article, il ne le supportait pas et moi non plus !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne.

La droite conserve la région de Madrid grâce à l'extrême droite - AFP 14 août 2019

Les conservateurs du Parti populaire, qui ont perdu le pouvoir en Espagne en 2018 après un scandale de corruption, se sont assurés mercredi de la présidence de la région de Madrid avec les voix de l'extrême droite, conservant un fief important malgré une série de revers électoraux.

Concurrencé par Ciudadanos (centre-droit) et par Vox (extrême droite), le PP, éjecté du gouvernement national par une motion de censure en juin 2018, a obtenu aux législatives d'avril, puis aux municipales et régionales de mai, des scores historiquement faibles, bien qu'il reste la première force à droite.

Mais en passant des accords avec ces deux partis, il a maintenu pratiquement intact son pouvoir territorial, reprenant même à la gauche les mairies de Madrid et de Saragosse.

Après deux mois de négociations, la candidate du PP Isabel Diaz Ayuso a été investie à la tête de la région de Madrid, la plus riche d'Espagne, forte de 6,6 millions d'habitants, avec les voix de Ciudadanos et de Vox.

Elle devient la troisième conservatrice à gouverner une région grâce aux voix de l'extrême droite, après Juan Manuel Moreno arrivé au pouvoir en Andalousie (sud) en janvier, et Fernando Lopez-Miras, réélu en juillet président de la petite région de Murcie (sud-est).

Comme ses deux homologues, Isabel Diaz Ayuso gouvernera en coalition avec Ciudadanos, tandis que Vox, dont les élus lui sont indispensables pour avoir une majorité, reste hors de l'exécutif.

La dirigeante de Vox, Rocio Monasterio, a assuré que son parti ne les soutiendrait pas dans tous les cas : "Nous ne reculerons

pas d'un millimètre dans la défense de nos électeurs", a-t-elle promis devant l'assemblée régionale. "Notre engagement avec le Parti populaire et Ciudadanos se termine là où commence le vôtre avec nous, c'est-à-dire après ce vote", a ajouté la porte-parole du parti ultraconservateur, créé en 2014 par des déçus du PP et qui s'est installé ces derniers mois dans le paysage politique espagnol.

Mme Diaz Ayuso a elle mis l'accent sur les points communs entre leurs deux partis.

"Rien que voir les réactions que vos mots suscitent à gauche (...) me démontre que vous et moi sommes plus unies qu'ils ne le souhaiteraient", lui a-t-elle répondu.

Elle a promis d'importantes baisses d'impôts dans la région que son parti dirige sans interruption depuis 24 ans, et où des scandales de corruption ont emporté plusieurs de ses prédécesseurs. AFP 14 août 2019

Guatemala

Guatemala: le candidat de droite Alejandro Giammattei élu président - AFP 12 août 2019

Le candidat de droite Alejandro Giammattei a été élu dimanche à la présidence du Guatemala, a annnoncé le tribunal électoral en faisant état de résultats préliminaires du second tour du scrutin "notoirement irréversibles".

Avec 95% des bulletins dépouillés, le Dr. Giammattei était crédité de 58,7% des suffrages, selon le décompte communiqué par le Tribunal suprême électoral (TSE). Le parti de son adversaire sociale-démocrate Sandra Torres a reconnu sa défaite.

Alejandro Giammattei a promis de combattre les criminels et les trafiquants de drogue à coup de "testostérone", et de rétablir la peine de mort. Comme son adversaire sociale-démocrate, il s'est prononcé contre le mariage homosexuel et la légalisation de l'avortement.

Se déplaçant à l'aide de béquilles en raison d'une maladie vieille de 40 ans, le médecin conservateur en est à sa quatrième candidature depuis 2007, à chaque fois pour des partis différents.

Elu sous les couleurs du parti de droite Vamos (Allons-y), M. Giammattei est redouté pour ses colères intempestives et incontrôlables.

Ancien directeur de l'administration pénitentiaire, il a lui-même connu la prison pendant 10 mois en 2010. Accusé dans une affaire d'exécution extrajudiciaire de huit détenus en 2006, il a été libéré faute de preuves mais est resté, dit-il, profondément marqué par cette expérience d'incarcération.

Le scrutin a été marqué par une forte absention, de plus de 55%, selon les résultats préliminaires.

Brésil

A Brasilia, 100.000 femmes du monde rural manifestent contre Bolsonaro - AFP 14 août 2019

Une centaine de milliers de femmes du monde rural ont participé mercredi à Brasilia, selon les organisateurs, à la traditionnelle "Marche des marguerites", qui a pris cette année la forme d'une protestation contre le président Jair Bolsonaro.

Cette "Marche des marguerites" a lieu tous les quatre ans en défense du monde paysan et des droits des femmes, dans un pays très affecté par les violences domestiques. Elle a aussi été l'occasion d'appels à la libération de l'ex-président Lula, emprisonné pour corruption.

Ces femmes ont protesté en matinée contre la politique gouvernementale d'extension de l'usage des pesticides et l'intention affirmée par Jair Bolsonaro d'autoriser l'exploration minière sur des terres indigènes ou dans des zones protégées.

Des femmes membres de tribus autochtones de tout le Brésil qui avaient manifesté la veille dans la capitale pour dénoncer les "politiques génocidaires" du président d'extrême droite se sont jointes à la marche mercredi.

Il s'agit de la troisième manifestation à Brasilia en deux jours, un mouvement de protestation ayant également eu lieu mardi dans la capitale contre les coupes budgétaires dans l'éducation et la réforme des retraites, parallèlement à la manifestation des femmes indigènes. AFP 14 août 2019

Algérie

Algérie: 26e vendredi de manifestations contre le régime - AFP 17 août 2019

Les Algériens ont manifesté à nouveau massivement dans les rues du centre de la capitale, quadrillé par la police, pour un 26e vendredi consécutif d'un mouvement de protestation qui s'apprête à clore son 6e mois sans avancée vers une solution à la crise.

Malgré la forte chaleur estivale, la mobilisation, difficile à estimer précisément en l'absence de comptage officiel, a semblé aussi importante que ces dernières semaines.

Amoindrie par les vacances scolaires par rapport aux premières semaines du "Hirak" (le mouvement de contestation né le 22 février), la mobilisation est restée forte à Alger, où comme chaque vendredi, hommes, femmes et enfants de tous âges étaient au rendez-vous dès le début de l'après-midi et se sont dispersés sans incident après plusieurs heures de marche.

Des manifestations ont également eu lieu dans les principales villes du pays, selon les sites d'information et les réseaux sociaux.

Alors que le mouvement de contestation, qui s'apprête à fêter son 6e mois le 22 août, ne semble pas s'essouffler, aucune solution à la crise politique dans laquelle est plongée l'Algérie ne se profile.

De leur côté, plusieurs partis politiques et organisations de la société civile ont été contraints de reporter une réunion prévue samedi, faute d'avoir obtenu - comme le veut la loi - une autorisation préalable des autorités.

"Au moment où le pouvoir fait la promotion de son offre de dialogue, la réalité est tout autre", s'insurgent les organisateurs dans un communiqué, dénonçant "le verrouillage du débat public, des médias, du dialogue dans la société". AFP 17 août 2019

Zimbabwe

Zimbabwe : le régime interdit les manifestations contre les pénuries alimentaires - Franceinfo 16 août 2019

Redoutant une forte répression policière, le principal parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) a finalement préféré annulé la manifestation prévue ce vendredi 16 août 2019.

Ce qui n'a pas empêché certains de ses sympathisants à descendre dans les rues de la capitale. Ils ont été immédiatement violemment dispersés à coup de bâtons et de gaz lacrymogène.

Un appel à manifester avait été lancé par 21 groupes d'opposition pour protester contre la politique économique du gouvernement et les nombreuses pénuries que connaît le pays.

Un porte-parole de la police avait interdit les manifestations et indiqué que tout contrevenant commettrait un crime. Le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) avait pourtant déclaré que les manifestations seraient pacifiques.

En janvier 2019, des manifestations contre la hausse des carburants avaient déjà été violemment réprimées par la police. Franceinfo 16 août 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France.

LVOG - Quand le "*taux*" baisse, le "*halo*" augmente. Bref le chômage de masse se porte à merveille !

Le taux de chômage poursuit sa baisse à 8,5%, son niveau le plus bas depuis 10 ans - lejdd.fr 14 août 2019

Voilà quatre ans que le chômage a entamé sa lente décrue.

L'Insee indique mercredi que le taux de chômage a reculé de 0,2 point au deuxième trimestre, pour s'établir à 8,5% de la population active en France. Il s'agit d'un plus bas niveau depuis début 2009, souligne l'Insee, comme au trimestre précédent. Sur la seule France métropolitaine, le taux de chômage baisse aussi de 0,2 point et s'établit à 8,2%, ce qui représente 2,4 millions de chômeurs, soit 66.000 chômeurs de moins sur le trimestre.

Le "halo autour du chômage", lui, est en forte hausse

En revanche, après avoir nettement baissé au 1er trimestre, le "halo autour du chômage" est en forte hausse au 2e trimestre. Ces personnes qui souhaitent travailler mais qui ne sont pas comptabilisées parce qu'elles ne cherchent pas activement ou ne sont pas disponibles immédiatement ont vu leur nombre augmenter de 63.000 (-80.000 au 1er trimestre). Ce halo concerne environ 1,5 million de personnes. Enfin, le taux d'emploi, c'est-à-dire la proportion des 15-64 ans qui travaillent, reste quasi stable pour s'établir à 66% (-0,1 pt), à noter qu'il diminue pour les 15-24 ans (-0,3 pt) et qu'il augmente pour les seniors (+0,2 pt). lejdd.fr 14 août 2019

LVOG - 66.000 en moins, 63.000 en plus = 3.000 en moins, entrés en stage, en apprentissage... à moins que ce soit en plus en comptant les DOM-TOM !

ECONOMIE

Médias

Médias : Viacom et CBS fusionnent vers un géant mondial du divertissement - euronews 14 août 2019

Le groupe pèserait 28 milliards de dollars de chiffre d'affaires. euronews 14 août 2019

Chine

La Chine continue ses investissements en Ethiopie - francetvinfo.fr 15.08

L'Éthiopie et la Chine doivent établir un partenariat en vue de constituer un nouveau parc industriel représentant une valeur de 300 millions de dollars dans ce pays d'Afrique de l'Est, selon l'Agence Chine Nouvelle.

Ce nouveau parc industriel doit s'implanter dans la ville d'Adama, à une centaine de km au sud-est d'Addis-Abeba, la capitale. Environ 85 % des financements nécessaires pour bâtir ce parc industriel seront couverts par des prêts à taux bonifiés du gouvernement chinois, tandis que les 15 % restants seront fournis par le gouvernement éthiopien, selon Pékin.

"Couvrant une superficie de 100 hectares, ce parc industriel devrait générer des opportunités d'emploi pour près de 25 000 Éthiopiens et il s'inscrit dans le cadre du grand plan de l'Éthiopie pour transformer son économie, majoritairement agraire, en une économie industrialisée d'ici à 2025", précise l'agence Chine nouvelle.

Ces parcs industriels devraient au total être une douzaine. Neuf d'entre eux sont implantés à proximité de la ligne de chemin de fer électrifiée de 756 km reliant l'Ethiopie à Djibouti… construite par les Chinois.

Ces zones créées par l'Etat sont destinées à employer une importante main d'oeuvre. Les industriels qui s'y établissent "sont exemptés d'impôt sur le revenu durant les cinq premières années et exonérés de droits ou de taxes sur l'importation de biens d'équipement et de matériaux de construction", explique un article de Bloomberg. Face à la montée des salaires en Asie (et en Chine en particulier), de nombreuses entreprises chinoises sous-traitent en Ethiopie une partie de leur production, dans le secteur textile notamment.

Ce nouvel investissement chinois en Ethiopie montre la prépondérance de Pékin dans l'économie du deuxième pays le plus peuplé d'Afrique (derrière le Nigéria). Selon une étude citée par la BBC, "depuis 2000", Addis Abeba lui "a emprunté plus de 12 milliards de dollars", faisant de ce pays le deuxième plus gros destinataire de prêts chinois vers l'Afrique (après l'Angola). francetvinfo.fr 15.08

Haut de page

Le 26 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

Il y a quelques jours, j'ai eu un malaise qui m'a forcé à me reposer un peu. Cette causerie ne me satisfait pas, comme très

souvent d'ailleurs, par manque de temps ou à cause de la fatigue. J'essaie de faire en sorte que ce que je vis quotidiennement n'influence pas trop mes analyses, bien que les conditions d'existence très difficiles que subissent les travailleurs indiens fassent partie de la situation mondiale.

On arrive encore à survivre, nous en sommes tous là ici. Quand quelqu'un vient vous voir, c'est parce qu'il fait face à un énorme problème à régler en urgence. Les gens ne parlent que de cela, car tous rencontrent d'énormes difficultés au quotidien, c'est général et je n'abuse pas, je parle d'Indiens qui travaillent et pas d'oisifs. Mais bon, je vais vous épargner les multiples histoires que je pourrais vous raconter, elles sont à pleurer de tristesse ou démoralisante au possible. Moralement et mentalement c'est très dur, certains craquent et on assiste à leur détresse ou chute impuissant.

Si on se doit de ne pas sombrer dans le pessimisme, il est difficile d'être optimiste, c'est presque inconvenant ou choquant, même une parole encourageante paraît déplacée, un geste généreux, insignifiant, car toujours insuffisant, vous comprenez, mais on n'a pas le choix. On vit en permanence on the edge, sur le fil du rasoir, un peu comme sur un fil suspendu au-dessus du vide et sans filet, c'est très éprouvant nerveusement.

Notre seul espoir repose sur la lutte de classe dans les pays les plus développés économiquement, dont la France en particulier, d'où hélas ne nous parvient aucune bonne nouvelle. Patience.

Le montage photo de la page d'accueil n'est pas bon, il est réservé aux connaisseurs.

- Au format pdf - 28 pages)

Il y en a qui rêvent d'une nouvelle union de la gauche, d'un nouveau Front populaire, d'autres de l'unité des syndicats contrôlés par les partis de cette hypothétique union de la gauche, et qui (les syndicats) sont intégrés à l'Etat depuis qu'ils siègent au Conseil économique et social et environnemental, au conseil d'administration d'entreprises gérées par l'Etat, ou dans les organismes sociaux au côté du patronat et du gouvernement; notamment, autant dire qu'ils nous prennent tous pour des cons pour le faire à la Audiard ou Mocky.

Car il faudrait qu'on nous explique comment des acteurs impliqués jusqu'au cou dans la mise en oeuvre de lois ou de mesures anti-ouvrières au côté des représentants de l'Etat des capitalistes et le patronat pourraient-ils lutter contre ces lois ou mesures iniques ou injustes en toute indépendance, poser la question, c'est y répondre, impossible évidemment. Là on n'est pas dans le cadre de compromis arrachés de haute lutte, mais de compromissions ou de complicité active délibérément entretenues dans le cadre de la collaboration de classes devenue permanente depuis des lustres, et à ce titre un des piliers du régime que nous combattons.

Qu'ils signent ou non des accords, qu'ils siègent ou non autour d'une table en compagnie des représentants de l'Etat et du patronat, peu importe puisque leurs rapports demeurent identiques, mieux, ils sont gravés dans le marbre au point que leur inversion est inenvisageable quel que soit le niveau de la lutte de classe des masses exploitées, ils resteront fidèle au capitalisme jusqu'au bout. Il n'y a qu'une révolution qui pourrait en chasser les dirigeants, mais d'ici là ils ne peuvent que remplir un rôle contre-révolutionnaire pour le compte du régime en place puisque telle est leur nature. Jusqu'à preuve du contraire, nos dirigeants n'ont cessé de s'en accommoder ou pire encore.

Les travailleurs qui ne partagent pas les mêmes intérêts que les uns et les autres ne les ont pas imités, ils s'en sont détournés par millions, sans que nos dirigeants en mesure la signification politique ou rectifient leur orientation politique, et en viennent à poser la question de la nécessité de créer un nouveau syndicat ouvrier de lutte de classe et non plus de collaboration de classe. Jamais à bout d'arguments tant ils sont de mauvaise foi, ils vous expliqueront que cela aurait contribué à affaiblir davantage ou à diviser encore plus le mouvement ouvrier, alors qu'en réalité c'est l'existence de ces syndicats ouvriers-patronaux qui est à l'origine de sa faiblesse ou de sa division.

Evidemment les sociaux-démocrates et les staliniens partagent leur conception du syndicalisme dont l'origine ne peut être qu'idéologique, la preuve étant que même sans militant encarté au PS ou PCF ou un de leurs satellites la même idéologie domine dans les syndicats. Pour qu'il en soit autrement ou affronter les agents du capital qui ont fait main basse sur les syndicats, cela reviendrait à affronter ce qu'on a appelé faussement la gauche, qu'ils ont porté au pouvoir en 1981 ou avec laquelle ils n'ont cessé de se compromettre pendant plus d'un demi-siècle, autant dire que c'est inimaginable.

Jamais à court d'argument pour nous berner, ils évoqueront la faiblesse de leurs partis qui ne permet pas d'avancer dans cette voie, oubliant de préciser qu'il fut une ou des époques où leurs partis comportaient beaucoup plus de militants et de syndicalistes, où les conditions pour créer un nouveau syndicat étaient réunies ou tout du moins étaient plus favorables qu'aujourd'hui.

Un exemple personnel parmi des centaines de milliers d'autres en guise d'épilogue.

Les syndicats cogèrent les organismes sociaux, la Sécurité sociale et les organismes de retraites, à ce titre ils portent la

responsabilité de la retraite misérable de moins de 400 euros que je perçois mensuellement après avoir cotisé à mi-temps, parce qu'il m'a été imposé en plus une décote de 37,5%, la double peine. Voilà ce que les uns et les autres ont cautionné et cautionnent toujours. Si vous estimez que ce n'était pas là se compromettre, c'est que vous jugez juste le traitement qui m'a été infligé et à bien d'autres travailleurs, dans ce cas-là, vous ne méritez pas qu'on vous reconnaisse le statut de militants ouvriers.

La dialectique est implacable ou cruelle, elle rappelle sans cesse à ceux qui l'ignoreraient, surtout quand cela les arrange, que l'accumulation d'expériences ou de faits va influer sur la nature de ceux qui en ont été les acteurs ou la révéler, c'est incontournable et c'est très bien ainsi, puisque cela va nous aider à mieux comprendre où nous en sommes vraiment.

Une autre réflexion politique.

L'ennemi de tous peuples exploités, c'est le capitalisme au stade pourrissant de l'impérialisme et du totalitarisme. Alors comment faire pour qu'ils s'en détournent ? En leur désignant d'autres ennemis ou en les fabriquant. Cela les occupera un bon moment pendant qu'ils continueront de vaquer à leurs occupations très lucratives. Pour se faire ils diabolisent la Russie et la Chine avec lesquelles cependant ils passent des compromis sur les plans économique et politique, ce qui permet aux uns et autres de conserver leur hégémonie sur le reste du monde.

Voilà ce qu'a résumé assez bien la Chambre de commerce américaine en réponse à la dernière sortie de Trump enjoignant aux entreprises américaines de quitter la Chine : "Nous ne voulons pas d'une nouvelle détérioration des relations sino-américaines", explique t-elle dans un communiqué, qui souligne que "40 ans de relations commerciales entre nos deux pays ont été pour l'essentiel productives, constructives et mutuellement bénéfiques". (Source : francetvinfo.fr 23.08)

Et puis cela permet de justifier l'augmentation des budgets militaires au détriment des budgets sociaux. Après tout, ils rognent bien déjà sur les libertés pour davantage de sécurité, alors pour préserver la paix et la démocratie aucune dépense n'est de trop, propagande matraquée sans cesse qui viendra se greffer profondément dans le cerveau d'une population rendu amorphe ou schizophrène à force.

Les régimes américain, russe et chinois, ainsi que ceux de toutes les puissances occidentales sont relativement stables ou ne sont pas menacés par une puissante opposition organisée. Il n'y a donc pas lieu de briser cet équilibre qui sert l'agenda de l'oligarchie ou lui permet d'accroître encore sa gigantesque fortune et son pouvoir politique. Quant aux conséquences de la crise du capitalisme, rien n'interdit d'en faire porter le chapeau aux uns ou aux autres, tout en les instrumentalisant de manière à ce qu'elles ne deviennent pas hors de contrôle, car aucun n'aurait intérêt à ce qu'elles se traduisent par une radicalisation politique des exploités et opprimés.

Au-delà de la concurrence ou de la guerre commerciale acharnée à laquelle ils se livrent pour assurer leur développement futur, un pacte les lie contre tous les peuples.

De notre côté, à ce niveau, nous n'avons rien à leur opposer puisque le mouvement ouvrier n'est pas parvenu à se débarrasser de l'idéologie qui a contribué à son affaiblissement et l'a conduit à la dislocation, la même idéologie que partagent les capitalistes, et tant qu'il en sera ainsi, la civilisation humaine sera condamnée à régresser ou la lutte de classe des exploités et des opprimés servira pour ainsi strictement à rien ou accompagnera cette descente aux enfers, au mieux elle freinera ce processus sans jamais pouvoir l'inverser ou empêcher l'oligarchie d'atteindre pas à pas ses objectifs.

Bien que chaque jour qui passe les travailleurs et les militants soient informés des crimes monstrueux commis par le capitalisme quelque part dans le monde, force est de constater que leur bonne conscience s'en accommode, qu'ils y sont indifférents en croyant qu'ils ne les concernent pas directement. Leur faculté d'analyse critique est quasiment nulle, corrompue, et leur capacité à réagir est neutralisée ou détournée.

Si le développement économique n'est pas forcément synonyme de progrès social, il ne l'est pas non plus concernant l'élévation du niveau de conscience des travailleurs. Plus la crise du capitalisme s'approfondissait, plus la lutte de classe du prolétariat aurait dû être intense et se radicaliser, sauf qu'on a assisté au phénomène inverse, témoignant que son niveau de conscience était demeuré superficiel et prêt à s'effondrer dès que la réaction passerait à l'offensive. La crise du capitalisme est demeurée sous contrôle ou elle n'a pas débouché sur un effondrement général, du coup le mouvement ouvrier put d'autant moins en tirer profit qu'il s'était solidement amarré au char du capitalisme. Quant à ceux qui le redoutaient en souhaitant éviter de nouvelles souffrances aux travailleurs, c'est à se demander s'ils ne redoutaient pas plutôt leur réaction, ce qui est étrange puisque c'était la condition pour qu'ils s'orientent vers le socialisme, mais peut-être le craignaient-ils, qui sait ?

Partant de là, à tous les niveaux les rapports dans la société sont voués à continuer de se déliter jusqu'à extinction de toute trace de civilisation, la consommation, la propriété, la marchandisation et la financiarisation globale : La règle, le principe, l'unique valeur et idéal.

Leur morale et la nôtre ou leur humanisme est la politesse des salauds...

Le très fortuné américain sioniste Jeffrey Epstein dirigeait depuis Paris un réseau international de prostitutions impliquant des dizaines de personnes parmi le gratin des banquiers, hommes d'affaires, élus, etc. dans de nombreux pays dont les Etats-Unis et Israël, se livrant à des débauches ou des actes pédophiles.

En choeur les autorités et les médias ont affirmé qu'il s'était suicidé en prison, or, selon le constat d'experts médicaux indépendants dont le Washington Post avait obtenu le rapport, il aurait plutôt été suicidé ou assassiné. C'est aussi ce que porte à croire la déclaration de son avocat, qui indiqua qu'une semaine auparavant il n'avait pas l'attitude d'un désespéré au bord du suicide, au contraire, il conservait le moral et il était très combatif.

On a appris que la porte-parole du médecin légiste en charge de l'annonce du rapport officiel d'autopsie concluant à la pendaison ou au suicide, était un certaine Aja Worthy-Davis, une fonctionnaire de New York qui retweetait le lobby sioniste AIPAC.

G7. Ils représentent uniquement "l'économie de marché".

Entre aveux d'impuissance à maîtriser les conséquences issues des contradictions du capitalisme, et appel à resserer les rangs des différents acteurs impliqués dans la survie du capitalisme.

Macron - "*...le modèle qu'on doit inventer n'est pas de fermer l'économie de marché*". "*Mais ce modèle s'est enrayé, parce que la démocratie s'est déréglée, parce que le capitalisme s'est déréglé et est devenu fou, parce qu'on produit nous-mêmes des inégalités qu'on ne sait plus réguler*".

Devant qui Macron a-t-il tenu ce discours, où et quand ?

Le chef de l'État s'est exprimé à l'Élysée dans le cadre d'une journée de "dialogue" avec des acteurs de la société civile (ONG et entrepreneurs), à quelques heures de l'ouverture du G7 à Biarritz. lexpress.fr 23.08

- "*Le modèle qu'on doit inventer n'est pas de fermer l'économie de marché*" = Cela tombe bien, ils lui sont tous acquis et c'est leur horizon indépassable...

- "*Ce modèle s'est enrayé*", "*le capitalisme s'est déréglé et est devenu fou*" = Un exercice obligé qui ne coûte rien puisque émis par son représentant et partagé par son auditoire de déséquilibrés...

- "*La démocratie s'est déréglée*" = Alors que Macron est l'expression achevée de sa négation, ce que personne ne relèvera, puisque toutes les personnes présentes étaient dans le même cas lui, illégitimes pour parler au nom des besoins des peuples. Du coup quand il dit : "*on produit nous-mêmes des inégalités qu'on ne sait plus réguler*", il les appelle à s'impliquer davantage, non pas pour combattre ces inégalités et encore moins les faire disparaître, mais pour les faire assumer à tous les peuples exploités et opprimés.

Je ne croyais pas si bien dire la veille en rédigeant ces lignes :

- Emmanuel Macron veut impliquer les Français dans le G7 - LeFigaro.fr 24.08

ONG7.

Le G7 "favorise les inégalités", selon Oxfam - franceinfo 22.08

Oxfam déplore que le groupement des superpuissances mondiales "ne parvient pas à prendre des mesures concluantes pour combler le fossé entre riches et pauvres".

Oxfam dénonce "une mainmise sur les politiques publiques" par les grandes fortunes et les entreprises, ainsi que "la priorité aux actionnaires" du modèle de capitalisme néolibéral, imposé par le G7 "dans le monde entier".

Pour réduire effectivement les écarts entre les riches et les pauvres, l'ONG réclame "des plans concrets avec une date butoir claire", "l'introduction d'un taux effectif d'imposition minimum dans tous les pays, fixé à un niveau ambitieux" et des investissements "dans des services universels publics et gratuits". L'association souhaite également "des mesures concrètes pour la justice climatique" avec "des réductions des émissions beaucoup plus élevées". franceinfo 22.08

Pourquoi Oxfam n’ira pas déjeuner avec Emmanuel Macron en amont du G7 - liberation.fr 22.08

Par Cécile Duflot, Directrice générale d'Oxfam France et Winnie Byanyima, Directrice générale d'Oxfam International qui co-présida le Forum économique mondial de Davos en janvier 2015.

- Depuis des mois, nous avons transmis nos idées pour que ce G7 contribue réellement à la lutte contre les inégalités. Le temps des discours est terminé. Il est plus que temps que le G7 agisse.

Le G7 doit réinventer une économie «humaine» mondiale, une économie qui protège les peuples et leur offre des opportunités et la sécurité, une économie durable sur le plan écologique. Pas celle qui exige la croissance économique avant tout. Le G7 pourrait commencer par s'assurer que les personnes et les sociétés les plus riches paient leur juste part d'impôt et l'investissent dans les services sociaux tels que la santé et l'éducation, et dans la lutte contre le changement climatique. liberation.fr 22.08

Oxfam financée notamment par l'oligarque Bill Gates et différents gouvernements.

https://www.oxfamfrance.org/nos-finances/

Subventions et autres concours publics :

Cette rubrique comprend les financements de la Coopération suédoise (sur la transparence financière des banques), du ministère des Affaires Etrangères et du Développement International (Centre de Crise) et de l'Agence française pour le Développement, ainsi que des collectivités territoriales pour le Trailwalker et le Wintertrail Oxfam.

Cette rubrique est en hausse par rapport à l'année précédente et représente 29% de nos ressources.

Autres fonds privés :

(...) Ce poste comprend aussi le financement de fondations privées comme la Fondation Gates (sur l'accès à la santé et l'efficacité de l'aide publique au développement), la Charity Aid Fondation et la Fondation Ensemble. oxfamfrance.org

Un cran au-dessus

"Le WWF ira au déjeuner avec le président de la République" annonce l'organisation de protection de l'environnement - franceinfo 23.08

Le WWF ira au déjeuner avec le président de la République" vendredi 23 août, annonce sur franceinfo dans la matinée Pierre Cannet, co-directeur des programmes de l'organisation de protection de l'environnement - France, porte-parole sur le G7. WWF participera-t-elle donc au sommet du G7 qui débute samedi à Biarritz ? "Ce n'est pas encore sûr" a-t-il répondu.

LVOG - Peu importe, l'essentiel est ailleurs, en tant qu'un des instruments principaux de la fabrication du consentement, les limites à la contestation de façade sont vite atteintes ou relayées au second plan face au consensus organique qui existe entre ces différents acteurs. Leur positionnement dépend de ce que l'oligarchie est en droit d'attendre lors de chaque expérience, réunion ou conférence.

Pierre Cannet - Au-delà de ces enjeux logistiques, de ces problèmes d'invitation de la société civile au sein du G7, il y a des vrais sujets qui sont au cœur de nos actions. franceinfo 23.08

LVOG - Il s'agit bien de lier les peuples aux objectifs ou aux décisions annoncées lors du G7 (ou ailleurs) de manière à ce qu'ils se divisent et ne soient plus en état de les combattre.

Au lieu de compter exclusivement sur les traîtres ou charlatans qui contrôlent le mouvement ouvrier et peuvent subir l'influence de leurs bases, et par conséquent exiger en retour des compensations pour se couvrir, vaut mieux s'en remettre à des ONG que l'oligarchie a fabriqué elle-même ou qu'elle contrôle, sachant qu'elles lui seront loyales en toute circonstance sans exiger quoi que ce soit.

En complément pour rappel.

- Qui est derrière OSIWA l'ONG américaine qui finance Y'en a marre ? - oeildafrique.com 14 Mai 2015

Il y a quelques jours Œil d'Afrique avait épinglé le mouvement « Y'en a marre » dans une publication qui présentait le millionnaire Américain, Georges Soros, en compagnie des jeunes activistes Sénégalais. Répondant à notre article via une interview,

le journaliste Fadel Baro, coordinateur et fondateur du mouvement a essayé de sauver ce qu'il pouvait encore l'être tant la photo en compagnie de Soros est explicite.

Voici ce que affirme Fadel Baro : « Avec Soros comme avec les autres, nous discutons d'égal à égal. Des ONG sont venues vers nous, OXFAM, Open Society Institute de Georges Soros, OSIWA, pour nous accompagner dans la réalisation de nos programmes. Mais ce qui doit être clair, et j'y accorde beaucoup d'importance, c'est que cet argent qui est remis par ces ONG au Mouvement « Y en a marre », ce ne sont pas les membres du Mouvement qui le touchent directement. Pour garder notre indépendance, parce que déjà nous n'avons pas la bureaucratie pour gérer cet argent, nous avons signé un contrat avec Enda Lead Afrique francophone, une entité de Enda tiers monde, afin qu'ils gèrent ces fonds-là. » affirme le coordinateur et fondateur de Y'en a marre. Mais qui est OSIWA (Open Society Initiative for West Africa)?

Voici ce que écrivait l'analyste des questions géostratégiques Patrick Mbeko à ce sujet :

Basée à Dakar, OSIWA fait partie du réseau mondial d'ONG parrainées par le spéculateur américain, qui se présente lui-même comme un « philanthrope politique » affirmant souffrir d'une drôle de pathologie : la « surextension impériale ». Elle est présente dans plusieurs pays de la CEDEAO (Communauté des États d'Afrique de l'Ouest), en Afrique centrale (Tchad et Cameroun) et en Mauritanie. Comme toutes les organisations chapeautées par Soros, elle a comme leitmotiv « la démocratie et les droits de l'homme ». On la croit sans problème. Mais comment démêler, dans les investissements de Georges Soros, l'action de l'homme d'affaire et celle du « philanthrope politique » alors qu'il règne sur un empire mondial où la rhétorique sur la démocratie et les droits humains sert de faux nez dissimulant les menées de divers intérêts occidentaux sur le continent africain?

On se rappellera du rôle joué par l'OSI de Soros et le gouvernement américain dans ce que les médias occidentaux ont baptisé le « printemps arabe » et dans les « révolutions de couleur » en Europe de l'Est, afin d'intégrer les États ciblés à une mondialisation fondée sur les exigences du capitalisme financier international.

Il y a quelques temps, Georges Soros et les responsables d'OSIWA ont été reçus par le mouvement « Y'en a marre ». Le groupe d'activistes sénégalais « a sollicité des financements pour un certain nombre de projets dont la mise sur pied de l'Observatoire national de la démocratie et des droits humains. » On ne peut douter des nobles intentions de ce groupe d'activistes qui a mobilisé le peuple sénégalais pour barrer la route au président Abdoulaye Wade. Mais la démarche est sans rappeler la stratégie mise en place en Afrique du Nord par l'OSI et d'autres organisations américaines de « promotion de la démocratie » les années précédant le « printemps arabe ». Le modus operandi est toujours le même : s'appuyer sur les revendications légitimes des peuples opprimés et révoltés pour avancer des politiques chères à la démocratie du marché. Pour ce faire, on fait des yeux doux à des groupes de la « société civile » ayant pignon sur rue; un merveilleux travail de cooptation est entrepris pour gagner les cœurs et les esprits de certains activistes ciblés.

Ce n'est donc pas un hasard si le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius a, en marge de sa rencontre avec le président sénégalais Macky Sall à Dakar, rendu visite au mouvement de jeunes contestataire «Y'en a marre».

En effet, Fadel Barro, devenu un leader d'opinion respecté au Sénégal, avait reçu la visite de M. Fabius, le 29 juillet 2012 à Dakar. Quelques temps après, le président Obama lui a marqué son soutien, en même temps qu'à dix autres représentants de la société civile parmi lesquels figurent l'historienne et militante féministe Penda Mbow, le représentant de l'ONG Enda Tiers-Monde Emmanuel Ndione et Moussa Mbaye, du Forum civil, la section sénégalaise de Transparency International. La rencontre s'est tenue pendant une demi-heure dans une ambiance décontractée au Gorée Institute, une autre ONG de promotion de la paix et de la démocratie en Afrique fondée en 1992 à Dakar.

En apportant leur concours financier à différentes associations ou mouvements africains, les fondations de Georges Soros et certaines ONG occidentales mènent de facto des actions d'ingérence dans la vie socio-politique et économique des pays dans lesquels elles opèrent en vue d'orienter les décisions en fonction de leurs intérêts.

Même si certains gouvernements africains ont démissionné de leur mission régalienne, une prise de conscience du côté africain est urgente. Dans un contexte international de crise, de plus en plus incertain et agressif, et au moment où la politique de la canonnière est remise au goût du jour par les « enseignants de la démocratie », les mouvements africains se réclamant de la société dite « civile » comme « Y'en a marre », le Forum civil, Filimbi etc., quelque soit par ailleurs la sincérité de leurs militants, doivent se méfier de toutes ces « organisations-pièges » qui donnent aux puissances occidentales une légitimité pour les coopter, les dominer et les instrumentaliser afin d'atteindre d'inavouables objectifs dans nos pays. Ces organisations occidentales, qui n'ont d'« internationales » que le nom, sont l'incarnation d'un colonialisme de type nouveau.

La lutte contre la pauvreté et les injustices, l'aspiration à la paix et à la dignité, l'élaboration d'une perspective de développement durable sur le continent africain implique que les peuples d'Afrique résistent à cet ordre cannibale nouveau incarné par des mercenaires de l'humanitaire, sous-traitants officieux d'un système qui ne peut plus assurer les exigences indispensables à la dignité humaine et à la créolisation du monde. Il est grand temps que les Africains ouvrent les yeux et privilégient avant tout leurs intérêts. Comme nous le rappelle cette grande figure noire de la lutte anti-apartheid, Steve Biko : «l'arme la plus puissante dans les mains des oppresseurs, est la mentalité des opprimés! » oeildafrique.com 14 Mai 2015

Un business au service du contrôle de la population.

L'alcool, nouvelle plaie de l'Afrique, poursuit sa progression sur le continent - franceinfo 22.08

La consommation d'alcool en Afrique ne cesse de s'accroître et inquiète autorités locales et instances internationales. Même si, comme le dit l'Agence Ecofin, "contrairement aux idées reçues, l'Afrique, dans son ensemble, n'est pas un continent très porté sur la bouteille. Bien moins que les Européens."

En effet, quand la moyenne européenne se situe à 10/12 litres d'alcool pur par an et par habitant, le champion africain, le Gabon, ne consomme "que 9 litres". Mais, premier bémol, si on exclut les populations abstinentes, notamment pour des critères religieux, le chiffre s'emballe. Du coup, les pays musulmans deviennent de mauvais élèves. Il y a peu de buveurs, mais de très gros buveurs. Au Tchad, cela frôle les 34 litres par personne non abstinente.

L'alcoolisme en Afrique est totalement ignoré. On parle d'Ebola, du sida, du paludisme, mais très peu des risques de la consommation d'alcool. Et l'industrie l'a bien compris qui fait du continent un marché à conquérir. Une zone de développement dans un marché mondial qui stagne. A côté de programmes de responsabilisation sociale, les brasseurs créent des gammes "low-cost" ou des bières moins alcoolisées. La filière met en avant des bières locales, jouant ainsi sur la corde sensible du nationalisme.

Ainsi en 2017, la croissance du secteur de la bière a été trois fois plus élevée en Afrique que dans le reste du monde. Cette année-là, Heineken, associé au distributeur CFAO, investit 150 millions d'euros à Abidjan (Côte d'Ivoire) dans une immense brasserie, prévue pour produire à terme 1,6 millions d'hectolitres. Le marché ivoirien est porteur.

"L'Afrique est notre source principale de croissance à l'avenir avec le développement de la classe moyenne", explique à l'époque le président Afrique du groupe néerlandais, Roland Pirmez. Ajoutez à cela la jeunesse de la population, le faible coût de la publicité et la réglementation assez lâche, vous avez un terrain idéal de développement.

Face à cela, les enjeux de santé publique semblent peser bien peu. Ainsi, dans les années 2010, plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et centrale ont vu se développer la vente d'alcool en sachet. Des doses de 5 ml de whisky, vodka ou gin sont vendues entre 100 et 150 francs CFA (entre 0,15 et 0,22 euros) à la porte des établissements scolaires. Selon plusieurs médias, les lycéens consomment entre deux cours. Accoutumance garantie, les alcooliers préparent ainsi le terrain.

La plupart des pays ont réagi en interdisant la vente de ces produits. Au Cameroun, l'interdiction remonte à 2014. C'est l'un des premiers pays à avoir réagi face à cette menace d'addiction. Pourtant à en croire le site internet Actu Cameroun, "cinq ans après cet arrêté ministériel, la vente de ces produits se porte toujours bien."

Les professionnels avaient deux ans pour écouler leur stock. Force est de constater, selon les journalistes sur place, que les produits sont toujours disponibles. "Il n'y a pas de contrôle", explique une vendeuse du marché de Yaoundé à Géraldine Ivaha, de Cameroon-info.net. Si des salariés du ministère du commerce passent, "on leur fait savoir qu'on n'est pas au courant de l'interdiction et s'ils insistent on s'arrange et ils s'en vont."

Le Sénégal également a interdit la vente de l'alcool en sachet. Et ici aussi, la consommation continue. Pour Alioune Samb, le chef du service régional du commerce de Thiès (ouest), il s'agit d'un trafic à petite échelle. Une revente d'alcool en bouteille reconditionné dans des sachets afin de toucher un public jeune. Selon Alioune Samb, cela ne constitue pas "une production industrielle". Sans doute pas une production industrielle, mais en tout cas un véritable trafic. franceinfo 22.08

Réfexion politique. Sujet tabou.

En lisant dans un blog des discussions entre des militants issus de l'OCI et de la LCR, j'ai eu la désagréable impression de me retrouver 40 ans en arrière en réunion de cellule.

J'en ai conclu que la réflexion de ces militants n'avait jamais progressé, parce qu'ils refusaient de renier les dogmes qu'ils avaient adoptés dans le passé, bien qu'ils sentent plus qu'ils ne comprennent, qu'il est dorénavant ridicule de s'en réclamer ou de continuer à tenir les mêmes discours, qui le moins qu'on puisse dire n'ont mené à strictement rien en terme d'organisation, pour finalement avouer eux-mêmes qu'ils ne savent plus où ils en sont et quoi faire.

On a envie de leur répondre qu'il ne faut pas chercher ailleurs l'origine du problème qu'ils ne parviennent pas à résoudre, ce qui concerne l'ensemble des formations politiques et des militants qui se réclament encore du socialisme.

On a voulu utiliser les vieilles recettes ou les enseignements du marxisme qu'on n'avait jamais réellement assimilés, qui concernaient une toute autre époque que la nôtre, disons à partir de 1945 ou même plutôt, fatale erreur qui nous conduisit dans une dramatique impasse politique, dont apparemment nous ne sommes pas près de sortir, puisque tout le monde s'obstine à camper sur ses positions et à refuser de se donner la peine d'analyser à nouveau sereinement et rigoureusement comment évoluèrent les différents facteurs et rapports qui composèrent la situation au XXe siècle jusqu'à nos jours ainsi que leur orientation.

Si à mon niveau je me bornerai à fournir des pistes de réflexion sans être fermé à l'examen de tout autre argument ou fait que j'aurais pu sous-estimer ou surestimer ou négliger, il va de soi que je privilégie les conditions sociales, ce qui présente l'avantage de partir de faits concrets

Les conditions sociales et politiques qui prévalaient entre le milieu du XIXe siècle et le milieu du XXe siècle, période pendant laquelle se développa la lutte de classes (et le capitalisme (1)), n'allaient plus rien avoir affaire avec celles de notre époque, et au lieu d'en tenir compte, on l'ignora superbement transformant et avilissant le marxisme et le socialisme en un dogme impuissant.

A aucun moment on se demandera quels sont les facteurs ou les rapports sur lesquels s'appuyait le régime pour assurer sa survie. On évitera soigneusement d'analyser comment ont évolué ces facteurs au cours du siècle passé, les différentes classes et leurs rapports, à l'Etat, aux institutions, au capitalisme également.

D'une certaine manière, c'était estimer que c'était du pareil au même que travailler 16,12 ou 10 heures par jours 6 jours sur 7 sans bénéficier du moindre avantage social, ou travailler 8 ou 7 heures par jours 5 jours sur 7 en bénéficiant de 5 semaines de congés payés plus d'autres jours fériés, de bénéficier ou non d'une protection sociale (Sécurité sociale, retraite, allocations en tout genre, etc.), de bénéficier dans le pire des cas d'un revenu minimum garanti, au lieu d'être taillable et corvéable à merci, de bénéficier de deux revenus au lieu d'un dans un ménage, de bénéficier d'habitation plus digne que les bouges insalubres et surpeuplés d'autrefois, de profiter d'une multitude de loisirs ou divertissements qui n'existaient pas avant, etc.

Bref, bien que les conditions sociales des travailleurs aient évolué au cours du XXe siècle, plus particulièrement à partir de la seconde moitié du XXe siècle, on a fait comme si rien ne s'était passé. On a aussi occulté le développement des classes moyennes, le sort privilégié des fonctionnaires, des salariés des entreprises du CAC40 ou des grandes entreprises, au point que les militants qui en faisaient partie ne s'en sont jamais rendus compte, c'est pour dire à quel degré d'aveuglement on était parvenu.

Si autrefois la condition ouvrière ou de la majorité de la population était si épouvantable qu'elle ne laissait aucune place à des réflexions sur les bienfaits du capitalisme, il n'en fut plus de même quand elle s'améliora considérablement jusqu'à nos jours. Bien entendu, il y a toujours des pans entiers de la classe ouvrière qui sont laissés pour compte ou qui continuent de vivre dans des conditions misérables, mais ce qui a changé avec autrefois, c'est qu'ils sont désormais minoritaires et éclatés, et ils ne pèsent plus rien ou presque sur le plan politique, ce qu'on a pu vérifier avec l'épisode des Gilets jaunes, et pour cause tous les partis ouvriers les avaient ignorés ou s'en étaient détournés.

Les conditions sociales qui prévalaient au XIXe siècle furent à l'origine de la création des partis ouvriers et des syndicats. Ces conditions étaient si détestables qu'elles devaient déboucher sur la remise en cause du système économique en vigueur, le capitalisme, et la théorisation du combat que devait mener le prolétariat pour en finir avec ce régime, dont la plus achevée fut le marxisme ou le socialisme.

La condition de la classe ouvrière était tellement précaire que son combat politique s'inscrivait dans cette perspective, puisque même l'adoption de réformes sociales ou démocratiques laissait en suspens un grand nombre de besoins ou d'aspirations qui demeuraient insatisfaites, autrement dit l'amélioration substantielle de la condition des masses exploitées était loin de faire le compte, ce qui favorisera le développement du mouvement ouvrier et sa radicalisation.

Comme chaque fois au cours d'un processus dialectique, il arriva un moment où la quantité se transforma en qualité, et où l'ensemble des réformes sociales et démocratiques adoptées influencèrent la manière dont la classe ouvrière devait interpréter sa condition, pour finalement encouragée par la social-démocratie et le stalinisme se contenter d'améliorations partielles dans le cadre du capitalisme avec lequel elle allait s'accommoder.

Si la classe ouvrière put ainsi supporter davantage sa condition, le régime d'exploitation et d'oppression demeurait en place et lui préparait des jours plus sombres au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'approfondirait, son mode de vie était voué à se dégrader gravement, alors que la condition matérielle ou financière de la majorité permettrait d'en amortir les conséquences. C'est l'une des contradictions de la situation actuelle, et la raison pour laquelle elle est dans l'état insoluble. Dans une causerie j'avais schématisé en rappelant qu'on ne pensait pas de la même manière le ventre plein ou le ventre vide.

Cependant, cette dégradation du mode de vie allait affecter à la fois l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes dans le collimateur des capitalistes sur un autre plan tout aussi déterminant, car personne n'échapperait aux conséquences de la décomposition de tous les rapports dans la société, qui allaient découler de la stratégie mise en oeuvre par la classe dominante pour les diviser pour mieux régner ou appliquer sa politique ultra réactionnaire.

L'atmosphère allait devenir nauséabonde, irrespirable, au point de ne plus oser exprimer ses idées en public, sur son lieu de travail ou en présence d'inconnus par crainte que parmi eux se trouve un inquisiteur pour les juger ou les dénoncer. Pendant toute une période les réformes sociale adoptées ont été accompagnées de droits démocratiques qui pouvaient laisser supposer ou donner l'illusion que le régime était démocratique ou sur la voie de la démocratie, alors qu'en réalité, ces droits tout en grande partie ses réformes servaient l'intérêt du capitalisme, pour ceux qui refusent d'admettre ce constat, disons qu'ils étaient compatibles avec l'existence du capitalisme qui fit avec et n'en est pas mort.

Chacun est forcément sensible au pourrissement de la société et à l'orientation de la situation mondiale. Cela a de quoi briser le moral des plus optimistes, et l'individualisme le plus forcené qui pourrait tendre à le faire oublier, se traduit par un avilissement tout aussi insupportable, où on finit par se détester soi-même, secrètement de préférence, sans idéal, sans espoir de vivre un jour dans une société meilleure et plus juste, cela tourne au cauchemar, on en devient hystérique, paranoïaque ou schizophrène. Alors évidemment un grand nombre de travailleurs de toute condition cherchent à résister à cette tendance morbide, réfléchissent et se posent de nouvelles questions, cherchent à comprendre ce qui se passe réellement, ce qui est à l'origine de ce dérèglement, pourquoi la société régresse et pourquoi il est impossible d'inverser cette tendance qui préfigure des jours encore plus sombres. Moralement et mentalement pour un esprit développé, c'est forcément difficile à vivre au quotidien, de vivre dans une société rongée par l'imposture, la corruption, l'hypocrisie, le mensonge, le cynisme, la violence, qui flatte la médiocrité et les parasites, les puissants. Sur ce plan-là, la posture de Macron, qui en est le produit le plus achevé, constitue une provocation permanente insupportable pour eux.

On serait donc en droit de penser que parmi ces travailleurs issus de la classe ouvrière ou des classes moyennes, un certain nombre en arrive à remettre en cause l'existence du capitalisme. Vous me direz qu'il en a toujours été ainsi, et je ne vous dirai pas le contraire (3), à ceci près qu'on ne peut pas tenir un discours aux travailleurs qui ne tiendrait pas compte de l'évolution de leur condition ou de leur classe au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours (4). De fait, on ne peut pas aborder la lutte de classes en 2019 de la même manière qu'autrefois ou il y a un siècle en arrière.

Pendant toute une période on a cru que parce qu'on tenait un discours qui correspondait à ce que certaines couches de travailleurs voulaient entendre, ce discours était forcément juste ou reposait sur une analyse correcte, alors que ce n'était pas le cas. Malgré leur radicalité en apparence, il était tout autant teinté d'illusions, cela permit à certains courants politiques de recruter des milliers de militants avant qu'ils ne s'effondrent sous le poids de leurs contradictions et opportunisme. Et le tournant politique adopté par la classe dominante dans les années 70-80 allait leur être fatal, pour s'être détournés des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière qui en quelque sorte étaient les garantes du combat pour le socialisme, dans la mesure où leur condition devait les pousser à rejeter ou rompre avec le capitalisme, contrairement aux couches les plus favorisées qui constituaient la majorité qui bénéficiaient de conditions meilleures et qui étaient acquises aussi bien au réformisme qu'au capitalisme.

Oui effectivement, c'est l'absence d'un tel parti ouvrier qui pousse dans les bras de l'opportunisme les travailleurs les plus évolués ou un grand nombre d'intellectuels qui se livrent à un procès radical ou impartial du capitalisme.

J'ai volontairement laissé de côté la situation mondiale, qui malgré tout figure en toile de fond ou en filigrane dans tout ce qui vient d'être évoqué. Je le dis à l'attention des esprits critiques critiques enclins à tout contester à coups de mais ceci, mais cela, mais vous n'avez pas tenu compte de tel ou tel aspect de la situation, pour finalement ne pas se donner la peine d'examiner les arguments ou les faits que j'ai exposés, car seuls les leurs vaudrait le coup qu'on s'y intéresse. C'est à mon avis le meilleur moyen de passer à côté de l'essentiel, que je me suis contenté d'exposer sommairement en essayant de ne rien oublier tout en laissant chaque chose à leur place.

Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce que ces miitants n'aient rien à nous proposer, tout comme les formations politiques qui se réclament du socialisme.

On a envie de leur dire que le marxisme tel qu'ils le rabâchent, a été conçu pour papa et grand-papa, et qu'il est en partie obsolète depuis plus de 70 ans (2), et c'est un admirateur passionné de Marx et Engels qui leur dit.

Notre malheur ou plutôt celui du prolétariat à travers le monde qui ne bénéficie pas du mode de vie supérieur qui existe en France, c'est qu'on a été incapable d'écrire la suite ou d'assurer la relève, parce qu'on s'est laissé corrompre inconsciemment par les bienfaits du développement du capitalisme, et de la lutte de classe du mouvement ouvrier ayant adopté le réformisme au détriment du socialisme. Dans ces conditions, il allait être impossible de doter la classe ouvrière d'une nouvelle direction.

Notes :

1 - On alla jusqu'à nous expliquer que le capitalisme ne se développerait plus, les forces productives ayant cessé de croître définitivement, contrairement à ce qu'affirmèrent Lénine et Trotsky, que le marché mondial n'était plus en expansion, les faits ont amplement démontré le contraire.

C'est important de le souligner, car toute la stratégie des trotskystes reposa sur ce facteur ou cette analyse erronée.

2 - Une fois constaté que les conditions dans lesquelles se déroulait la lutte des classes avaient été profondément modifiées, il aurait fallu adapter en conséquence notre conception de la lutte de classe, mais comme cela venait heurter les théories que nos dirigeants avaient édifiées et érigées en dogme, cela allait être rendu impossible, tous ceux qui les contesteront seront éliminés. Et sur le plan pratique ou organisationnel cela allait se traduire par la lassitude ou la démoralisation d'un grand nombre de militants qui feront défection.

3 - Quand on est jeune ou encore adolescent, on aspire spontanément à la liberté, à s'émanciper de la tutelle envahissante des parents, puis de la société qui a déjà contribué à nous formater, et qui par bien des aspects constitue une entrave à la réalisation de nos aspirations encore grossières ou mal définies, en nous imposant un mode de vie que nous n'avons pas choisi et qui ne correspond pas vraiment à ce qu'on est en droit d'attendre de la vie tant il est oppressant, contre-nature et violent à bien des égards, préfigurant ce qui nous attend dans le monde implacable du travail, où l'expression même de ces aspirations sera étouffée. Si les jeunes sont si sensibles aux injustices en général, c'est avant tout parce qu'ils ont l'impression légitime d'en être les principales victimes.

Leurs aspirations à la liberté les porteront à refuser de se soumettre à cette injustice et à se révolter contre la société capitaliste. C'est ce qui m'amena comme beaucoup d'autres adolescents à découvrir le marxisme et le socialisme, parce que je ne pouvais pas me résoudre au sort qui m'était destiné par cette société ou à reproduire le mode de vie aliénant et cauchemardesque de mes parents. Et depuis je n'ai pas évolué, c'est mon côté conservateur, je l'avoue et je le revendique parvenu au stade de la vieillesse, pas seulement parce que ces aspirations étaient parfaitement légitimes, mais surtout parce qu'elles correspondaient à la réalisation du stade supérieur du processus historique auquel nous participions, qui coïncidait avec la réalisation de cet idéal débarrassé du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme à l'origine de toutes les formes d'oppression, contrairement à la plupart de mes semblables que le monde du travail broiera littéralement.

Et il en est ainsi à toutes les époques. Et qu'on ne vienne pas me dire que je prendrais mon cas pour une généralité, pour la bonne raison qu'issu d'un milieu ouvrier très défavorisé, si quelqu'un n'était pas destiné à s'élever au-dessus de la médiocrité ambiante, c'était bien moi. A 18 ans, j'avais le niveau de conscience du lecteur et fan de Spirou ou Mickey pour vous donner un ordre d'idée d'où je viens. C'est choquant, cela fait peur, n'est-ce pas ? Un tel crétinisme était humiliant surtout. Vous comprendrez pourquoi depuis que j'en ai pris conscience je mène sur tous les plans un combat acharné et sans répit contre l'ignorance.

Ayant abandonné la scolarité trop tôt pour quitter le plus vite possible l'ambiance irrespirable de la maison familiale, j'allais commencer à progresser par procuration grâce à des copains qui avaient eu la chance d'aller jusqu'en terminale et de suivre les cours de philosophie. J'allais partir de là pour aboutir au marxisme deux ans plus tard ; si la philo s'accommode très bien des paradis artificiels du cannabis, en revanche pour changer la société elle est inopérante ou nulle !

Après quelques lectures purificatrices ou qui allaient enfin mettre de l'ordre dans mes idées ou répondre aux questions pratiques que je m'étais posé, j'en arriverai à la conclusion que je devais m'organiser. Mais là je n'allais pas être au bout de mes peines, car les militants de l'OCI que je contacterai (A Surennes dans les Hauts-de-Seine) refuseront catégoriquement que je les rejoigne. Le militant, qui avait tenté de me décourager tout en m'accordant deux ou trois entretiens dans son atelier de petite mécanique, se nommait Albert, un ami de vieille date de feu Pierre Lambert.

Mes copains m'ayant dit que c'était le courant politique le plus sérieux, je persisterai et après une période d'un an de purgatoire et de sacrifices, au profit d'un déménagement à Clichy-sur Seine je finirai par être admis dans le clan ou la secte des trotskystes lambertistes. Devenu un activiste forcené, responsable de cellule, puis de rayon et de secteur par intérim, j'y demeurerai trois ans et je n'en conserverai pas un bon souvenir. Et pour cause, du jour au lendemain avec mon épouse qui avait également rejoint l'OCI, pas un seul militant parmi ceux que nous avions côtoyé quotidiennement ne nous rendra visite ou cherchera à savoir pourquoi nous avions soudainement démissionné comme si nous étions devenus des parias, pour un peu, nous serions morts que pas un militant ne s'en serait soucié, cela donne à réfléchir plus tard sur cette expérience. Pour autant, et bien que je cesserai de militer pendant une vingtaine d'années, jamais mes aspirations d'adolescent ne me quitteraient, d'ailleurs je ne vois pas pourquoi il aurait dû en être autrement puisqu'elles étaient légitimes, mais surtout je crois que cela tient au fait que j'étais venu au marxisme avant de rejoindre cette organisation, par mes propres moyens, en partant de mes propres expériences de la vie sous le régime capitaliste, et non à l'issu d'un processus idéologique ou purement intellectuel, et comme ma condition n'avait pas changé, par conséquent je ne voyais pas pourquoi j'aurais dû remettre en cause les conclusions auxquelles j'étais parvenu ou celles de Marx et Engels qui demeuraient valables, bien que la société dans laquelle je vivais n'avait plus grand chose à voir avec celle de leur époque, leur analyse parcourant l'ensemble du processus dialectique matérialiste et historique dans lequel allait s'insérer la période qui me restait à vivre jusqu'à mon dernier souffle, s'en éloigner sans jamais pouvoir le réfuter aurait été suicidaire, et puis après être passé autrefois par les différents stades de l'idéalisme, je ne voyais pas quel autre mode de penser que la matérialisme dialectique j'aurais pu adopter, qui devait un jour ou l'autre me ramener sur la voie du militantisme et du socialisme dont je m'étais écarté, en ce qui me concerne le 11 septembre 2001, une telle crise de conscience ne s'invente pas !

Tout cela pour en arriver à la conclusion que ces aspirations démocratiques sommeillaient chez chaque travailleur, demeuraient profondément enfouies sous un fatras d'illusions inconsistantes dont ils ne tiraient que des satisfactions illusoires

ou éphémères, qui ne demandaient qu'à se volatiliser pour peu qu'on les aide à s'en délivrer pour renouer avec leurs aspirations à la liberté et à la justice sociale. C'est ma profonde conviction.

Dites-moi, connaissez-vous beaucoup de travailleurs qui sincèrement soient satisfaits de leur mode de vie, beaucoup de jeunes qui envisagent leur avenir sans être saisi par une terrible angoisse, personnellement je n'en connais pas et je n'en ai jamais rencontrés.

Si évidemment on doit continuer de mener la lutte de classe en défendant tous les acquis ou droits sociaux qu'il nous reste ou pour en obtenir davantage, on doit partir du constat que les conditions matérielles de la majorité des travailleurs ne constituent plus leur préoccupation principale ou elles ne sont pas dégradées au point qu'ils se mobilisent par millions et millions, ou elles ne sont pas de nature à les pousser à se soulever pour abattre le régime, contrairement aux théories foireuses colportées par nos dirigeants pendant plus d'un demi-siècle qui n'en tinrent pas compte, et auxquelles par ignorance nous avions adhéré, ce sont davantage les conditions politiques dans lesquelles ils vivent quotidiennement ou l'état de putréfaction avancée de la société qui peut les conduire à envisager de balayer le vieux monde pourri du capitalisme.

Dans le cas contraire ou si on contestait cette analyse et les conclusions pratiques que je viens de vous soumettre, ce qui est le droit de chacun évidemment, je voudrais bien qu'on m'explique sur quoi pourrait s'appuyer le combat politique pour changer de société ou pour justifier encore le socialisme. Jusqu'à présent, tout ce qu'on nous a proposé conduisait à abandonner la perspective du socialisme, y compris ou surtout chez ceux qui s'en défendaient, qui se réfugient dans le déni permanent ou refusent d'examiner les éléments que j'ai pris en compte dans mon analyse.

Si vous avez lu un jour les programmes des partis ouvriers ou les résolutions adoptées par les congrès des Internationales, vous avez pu constater qu'ils commençaient tous par une longue et exhaustive analyse de la situation nationale et mondiale comportant un état de chaque classe et de leurs rapports, en relation avec l'évolution de la situation économique qui constituaient la toile de fond sur lesquels allait se greffer leur stratégie pour mener leur combat ou pour se construire.

Donc avant d'évoquer la rédaction d'un nouveau programme ou la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, il faudrait peut-être commencer par concentrer nos efforts sur l'analyse de la situation, et là on n'est pas au bout de nos peines hélas ! Car dans l'état actuel des choses cela s'avère totalement impossible, puisque chacun se réfugie dans un monologue ou joue à celui qui sera le plus dogmatique que moi tu meurs, certains en sont même à se faire des politesses pour ne pas froisser la susceptibilité à fleur de peau de leurs petits camarades par crainte qu'ils rompent la discussion avec eux, procédé misérable qui ne peut aboutir qu'à un résultat tout aussi misérable quand on manque d'arguments, de faits ou d'expériences pour étayer sa théorie.

Personnellement je m'en tiens à ce que j'ai évoqué dans ce texte, aux faits, à savoir les conditions d'existence matérielles de l'immense majorité des travailleurs, et les conditions politiques auxquelles ils sont soumis ou l'état délétère de la société dans laquelle ils doivent vivent quotidiennement et qui est voué à empirer, rendant de plus en plus urgent ou prégnant la nécessité de faire table rase. Je tiens à préciser que ce discours s'adresse en priorité aux couches les plus défavorisées de la classe ouvrière.

4 - J'ai eu le privilège d'arriver en Inde peu de temps avant le libéralisme économique du début des années 90, qui en réalité allait décoller quelques années plus tard.

Si je devait comparer la situation sociale à cette époque avec celle qui prévaut de nos jours en Inde, je dirais qu'entre 1991 et 2019 ou déjà vers 2010, il s'est produit autant de changements qu'en France entre le milieu du XIXe siècle et les dernières décennies du XXe siècle, pour dire à quel point le développement économique s'est réalisé à marche forcé, forcément plus vite que les mentalités qui sont demeurées loin en retrait ou n'ont guère eu le temps d'évoluer, sans révolution évidemment et sans que la lutte des classes y contribue. Cela permet de comprendre pourquoi nous vivons sous un régime semi-féodal corrompu et favorisant le népotisme, où les travailleurs sont livrés sans défense à la surexploitation. Cela eut pour conséquence la détérioration accélérée de tous les rapports sociaux.

Par exemple, jusqu'au début des années 90, généralement ou pour ne pas dire dans la quasi totalité des cas deux ou trois générations vivaient sous le même toit, une fable occidentale veut que les Indiens fassent beaucoup d'enfants pour compenser l'absence de retraite, donc pour assurer leurs vieux jours comptant sur leurs enfants pour subvenir à leurs besoins quand ils seront vieux.

Or il se trouve que non seulement chaque génération ou chaque membre adulte d'une famille vit séparément dorénavant, et très souvent ils refusent d'héberger leurs parents, ils les traitent comme des animaux dont il n'y a désormais plus aucun profit à attendre, sauf évidemment quand il reste encore une part d'héritage à se partager, ce qui est de plus en plus rarement le cas, puisqu'avec la démographie galopante il a été dispersé depuis longtemps ou se sont les générations intermédiaires qui en ont déjà bénéficié.

Quand aux membres d'une même famille, généralement nombreuses, la solidarité d'autrefois a pratiquement totalement disparu, cela est dû essentiellement au nombre croissant de besoins qu'ils doivent satisfaire et qui évidemment n'existaient pas 20 ou 30 ans auparavant, de telle sorte qu'ils ne sont plus en mesure de venir en aide à leurs frères ou soeurs, que ce soit justifié ou

non importe peu, puisque la plupart pour ne pas dire tous font face à de graves difficultés matérielles ou financières tout en étant endettés, j'en sais quelque chose pour en dépanner chaque mois quand leur situation devient critique ou dangereuse, car ce n'est pas rare non plus qu'ils en viennent aux mains ou au suicide.

L'insouciance et la bonhomie légendaire des Indiens qu'il ne fallait tout de même pas idéaliser, allaient céder la place en une seule génération à des rapports quasiment féroces entre eux, aiguisant leur individualisme au point de disloquer littéralement toutes les familles, même si très hypocritement et pour respecter les traditions elles se réunissent encore lors d'évènements familiaux, retirez-leur la religion et demain ils s'ignoreront totalement ou deviendront des étrangers.

En 1990, un revenu mensuel suffisait à couvrir les besoins d'une famille de 8 à 10 personnes enfants inclus. En 2019, deux revenus ne suffisent plus à satisfaire les besoins d'un jeune couple endetté avec deux enfants en bas âge. Le bonheur de l'expansion du capitalisme est résumé ici.

J'ai assisté au rapide changement des mentalités, j'en ai surtout été victime pour ne pas l'avoir toujours saisi au bon moment mais après coup par la force des choses. Jusque là la majorité des Indiens étaient pauvres et ils s'en faisaient une raison, ils s'étaient adaptés à cette situation et tiraient ailleurs des compensations à leur oisivement forcé puisque le chômage était le lot de la plupart d'entre eux, ce qui expliquait leur relative jovialité ou insouciance comme je l'ai rappelé plus haut. Sous l'emprise de la fatalité et d'une mentalité qui n'avait guère évolué depuis des siècles, leurs rapports étaient plus sains qu'aujourd'hui.

Bien sûr qu'à cette époque la roupie (la monnaie indienne) était très présente dans leurs conversations, mais c'était uniquement parce qu'elle était rare et précieuse, alors que maintenant qu'elle coule en abondance, elle n'est jamais suffisante pour satisfaire les multiples besoins qu'on leur a imposés et dont ils ne peuvent plus se passer, ce qui a contribué à ravager leur mode de vie et à leur ôter le peu de liberté dont ils bénéficiaient encore, car dorénavant en travaillant 6 jours sur 7, 12 mois sur 12, ils n'en ont plus du tout, et en cas d'accident ou de maladie, c'est la misère noire qui les attend, et ils en ont conscience, je crois même pouvoir dire que c'est la seule chose dont ils aient pris conscience ou le seul bienfait que leur ait procuré le développement économiques des 3 dernières décennies. Ne leur demandez pas s'ils le regrettent, puisqu'ils ont déjà oublié les conditions qui prévalaient lors de leur enfance, ou ils sont tombés sous le charme de ce qu'on appelle communément la société de consommation. Et quant aux dernières générations, elles ne les ont jamais connues, donc elles ignorent ce qu'elles ont perdues et qu'elles ne sont pas prêtes de les retrouver, elles idéalisent naïvement les pays riches, sans savoir que le peu de liberté qui y règne encore à une saveur très amère faite également de sueur et de larmes.

Je vis depuis 5 ans et demi dans un petit village d'environ 400 familles ou maisons séparées (Ils ont souvent des liens de parentés et j'ignore au juste combien de familles vraiment différentes habitent le village), et bien je peux vous dire que je n'en connais pas une qui ne corresponde pas à la description que je viens de vous faire, hormis les quelques agriculteurs riches qui vivent dans une partie séparée du village et qui snobent la partie pauvre du village où je vis. La même remarque vaut pour la famille de mon épouse Magueswary où tous les frères ont fini par se haïr, et me voler, mais c'est une autre histoire. Par chance, les frères et soeurs de ma nouvelle compagne Selvi ont de meilleurs rapports, un peu forcés je dois dire ou pour sauver les apparences, je ne suis pas dupe et je ne les juge pas.

On constatera que tout au long du développement du capitalisme, le progrès social se traduira par une amélioration de la condition individuelle des travailleurs au détriment de leurs rapports collectifs, parce que seulement une minorité participera à la lutte de classes, et quand ces rapports collectifs finiront par devenir complètement pourris, donc graduellement génération après génération, cela sonnera l'heure de la régression sociale sans fin. Les générations de la lutte de classe des années 30 et d'après-guerre ont disparu, celle de la fin des années 60 a dépassé l'âge de la retraite, il ne reste plus que celles qui ont vécu de la rente des précédentes sans en comprendre ni l'origine ni la signification politique, et pour lesquelles le socialisme est quelque chose d'incompréhensible ou de totalement étranger.

En Inde le processus fut différent, puisqu'on leur imposa ce qu'on appelle de manière inappropriée ou uniforme le progrès social, les travailleurs indiens ne le conquirent pas au cours de leur lutte de classe, il leur fut importé avec les capitaux de l'oligarchie des pays les plus riches. En fait de progrès social, ils auront dorénavant le droit d'être davantage exploités pour consommer davantage et faire tourner la machine à profit du capitalisme, ce sera le seul droit qui leur sera consenti par les esclavagistes modernes réalisant la seule oeuvre philanthropique dont ils soient capables. A suivre.

En voici quelques aspects parmi des milliers d'autres ou leur humanisme est la politesse des salauds...

On devrait enfermer ces enragés jusqu'à ce qu'ils en crèvent.

Vidéo de L214 dans un élevage de lapins : "Si les normes de densité sont respectées, la cage n'est pas forcément un mauvais outil d'élevage" - franceinfo 20.08

"La législation doit prendre en compte de façon beaucoup plus sérieuse la question du bien-être animal", a estimé mardi 20 août sur franceinfo Éric Andrieu, député européen PS, membre de la commission agriculture et vice-président du groupe des sociaux-démocrates. L'association L214 dénonce un nouveau cas de maltraitance animale dans un élevage de lapins à Nueil-

les-Aubiers (Deux-Sèvres). La vidéo montre notamment des cages minuscules où les lapins sont entassés, ainsi que des boîtes d'antibiotiques et d'hormones servant à optimiser l'insémination artificielle.

Éric Andrieu - La cage, du point de vue sanitaire, dès lors qu'on règle le problème de la surpopulation, est un outil d'élevage qui permet de garantir l'aspect sanitaire. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de maltraitance par rapport au lisier en particulier, et donc en termes de salubrité. Dans la mesure où les normes de la densité sont respectées, la cage n'est pas forcément un mauvais outil d'élevage. franceinfo 20.08

LVOG - Dans son cas et celui de ses semblables il n'existe pas de bons outils d'élevage car il n'est pas souhaitable qu'ils se reproduisent...

Un conseil, n'en consommez pas pour ne pas finir comme ces malheureux lapins.

Quand ils vous traitent aussi comme du bétail pour réaliser toujours plus de profit.

Prendre l'avion va devenir de plus en plus inconfortable - slate.fr 31.07

Pour beaucoup, prendre l'avion est devenu un réel test d'endurance physique, qui consiste à rester assis pendant de nombreuses heures sur de petits sièges, les genoux recroquevillés et touchant le siège de devant.

Si vous trouvez cette position inconfortable aujourd'hui, sachez que la situation risque de s'empirer: l'industrie de l'aviation cherche à réduire au minimum l'espace mis à disposition des passagers.

La demande de vols explose partout dans le monde, et notamment en Asie, où cent millions de personnes prennent tous les ans l'avion pour la première fois.

Pour absorber cette nouvelle demande, les compagnies aériennes pourraient simplement agrandir leur flotte. La plupart d'entre elles esquivent pourtant cette option –pas pour des motifs écologiques, mais en raison de la pénurie de pistes et afin d'éviter de verser des droits d'atterrissage supplémentaires.

Dans ce contexte, les transporteurs préfèrent trouver des astuces pour faire rentrer toujours plus de monde dans leurs avions. «L'objectif est de serrer le plus grand nombre de passagers possible. Ça ne fera qu'empirer au cours de la prochaine décennie», prévient Mathieu De Marchi, un consultant en aviation civile basé à Bangkok.

En juin 2019, Cebu Air, le plus gros transporteur aérien low-cost des Philippines, a annoncé que ses nouveaux A330neos compteraient bientôt 460 sièges, soit vingt de plus qu'aujourd'hui.

La compagnie asiatique n'est pas la seule à vouloir nous entasser. Ryanair avait déjà eu l'idée en 2014, en commandant à Boeing Co. des avions haute densité disposant de huit sièges de plus que la version standard du 737.

Cathay Pacific Airways Ltd, une compagnie autrefois traditionnelle, a quant à elle ajouté en 2017 une assise supplémentaire dans chaque rangée de ses Boeing 777-300.

Cette baisse de confort n'a pas que des inconvénients: pour les touristes, elle est synonyme de baisse du prix des billets.

La concurrence des transporteurs low-cost a forcé les compagnies aériennes à proposer des tarifs plus avantageux, quitte à facturer des services autrefois gratuits. Évidemment, le surplus d'espace figure parmi les nouveaux extras proposés. slate.fr 31.07

LVOG - Il n'y a pas de petits profits... Heureusement que je ne prends plus l'avion, quelle horreur ! 10 heures sans pouvoir bouger, c'est une véritable torture !

Le touriste, c'est le temps de cerveau... le cerveau en moins... J'ai toujours essayé d'éviter les foules de touristes qui perturbaient la vie quotidienne des gens. En meutes, ils ne respectent rien et cela est contraire à mes principes. Chez les frustrés, c'est-à-dire l'immense majorité des gens qui ne disposent d'aucun pouvoir et ne l'assument pas ou difficilement et inconsciemment, le tourisme de masse leur sert de défouloir souvent aveugle et bruyant, répugnant.

Comment, elle n'est pas pou-belle la vie ou l'immondice du vieux monde.

Indonésie : Bangun, un "village poubelle" envahi par le plastique - franceinfo 20.08

Des montagnes de déchets, loin des paysages paradisiaques de certaines îles indonésiennes. Dans la province de Java Oriental (Indonésie), les rues de plusieurs villages pauvres se retrouvent de plus en plus saturées par des déchets en plastique, arrivant chaque jour de l'étranger pour être triés. Bangun est l'un de ces "villages poubelles", devenu malgré lui un lieu de recyclage des déchets.

Chaque jour, plus de 40 camions y déversent du plastique à recycler. Mais ces déchets ne viennent ni d'Indonésie, ni des pays voisins. Ils sont importés de pays occidentaux, tels que les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou la Belgique, mais également du Moyen-Orient. Depuis que la Chine a interdit l'importation de certains déchets, en janvier 2018, d'autres pays d'Asie du Sud-Est ont pris le relais, devenant des destinations privilégiées pour le recyclage du plastique.

Deux villageois sur trois vivent du tri

A la fin de l'année 2018, l'Indonésie recevait 35 000 tonnes de déchets en plastique par mois, contre 10 000 un an auparavant. Face à autant d'ordures s'amoncelant dans les rues de Bangun, le traitement des déchets a fini par faire vivre une partie du village. Aujourd'hui, les deux tiers de sa population gagnent de l'argent grâce au tri du plastique.

"Pour les habitants, les ordures sont un trésor", explique Keman, qui vit à Bangun. "Pourquoi ? Parce qu'après les avoir séchées le matin et les avoir triées, elles sont converties en argent l'après-midi."

Mais ce travail n'est pas sans risques pour la santé et l'environnement. Les déchets sont en effet triés à mains nues, avec un simple masque en tissu en guise de protection. Selon plusieurs organisations de défense de l'environnement, des déchets en plastique non recyclables sont brûlés dans la nuit, entraînant des rejets toxiques pour les habitants… et l'arrivée de microplastiques dans les voies d'eau. franceinfo 20.08

LVOG - La bonne conscience de l'occidental consiste à dire qu'il n'y ait pour rien ou qu'il n'a rien à se reprocher, d'ailleurs c'est son comportement habituel ou généralisé.

Les ouvriéristes, qui se foutent de son état de conscience misérable, le flattent et le défendent pour qu'on n'ait rien à leur reprocher non plus. Vous n'y êtes pour rien puisque vous êtes rien, cela ne vous rappelle-t-il pas un certain discours qu'ils ont brocardés, les opportunistes ne sont pas à cela près... Après ils s'étonnent qu'on ne les prennent pas au sérieux.

L'Etat sioniste à la pointe de l'industrie du totalitarisme, s'ils le disent eux-mêmes...

Ces logiciels espions qui prouvent qu'Orwell avait raison - slate.fr 28.06

Des dizaines de sociétés se targuent de pouvoir pirater téléphones et ordinateurs pour le compte des gouvernements.

En mai 2019, le Financial Times a dévoilé que WhatsApp, propriété de Facebook, avait été victime d'une attaque très sophistiquée, menée grâce à une faille exploitée par une start-up israélienne de cybersécurité. À en croire le quotidien londonien, le groupe NSO basé à Tel Aviv était à la manœuvre.

Ce fabricant d'équipements de surveillance, bien connu des services de renseignements de nombreuses nations, est notamment accusé d'aider plusieurs gouvernements à épier journalistes et militants, avec des conséquences parfois funestes.

Un récent recours en justice affirme ainsi que sa technologie du nom de Pegasus a été utilisée pour retrouver la trace du dissident saoudien Jamal Khashoggi, ensuite assassiné. Interrogée Fast Company, la société israélienne a nié toute implication dans ce meurtre ou ce qui lui a précédé.

Israël au cœur du business

NSO n'est que l'une des multiples firmes qui vendent de tels outils logiciels. Israël en abrite une multitude. Parmi elles, on peut compter Ability, Verint et Elbit Systems, qui disposent d'une clientèle répartie aux quatre coin du globe, écrit Fast Company.

Au cours de ces derniers mois, une nouvelle alliance d'entreprises publiques et anonymes a même lancé Intellexa, un consortium qui espère défier NSO Group et Verint sur le marché en plein essor des interceptions légales.

Ability, de son côté, vend un système dit d'interceptions illimitées (ULIN) qui permet de court-circuiter les communications GSM, UMTS, LTE et réseaux CDMA pour espionner le smartphone d'une cible.

Parmi ses plus gros clients, on compte le Mexique, qui a dépensé 42 millions de dollars en 2016, soit près de 37 millions d'euros. L'entreprise propose également ses services à la Chine, Singapour, à la Birmanie ou encore à la République

tchèque, toujours selon l'enquête de Fast Company. slate.fr 28.06

S'ils le disent eux-mêmes, après l'avoir nié et traité de complotistes ceux qui l'affirmaient.

« Les Frères musulmans gardent des contacts étroits avec les terroristes » - LePoint.fr 23.08

L'Émirati Abdul Rahman Khalifa Salem Sobeih Al Suwaidi a passé 35 ans dans la Confrérie. Il accuse cette société secrète de vouloir dominer l'Occident.

Son livre s'intitule Ken Penjar. Mon histoire avec l'organisation des Frères musulmans. « Ken Penjar », c'est le mot que lui a lancé un jour un policier de l'île indonésienne de Bata et qu'on peut traduire par « Jetez-le en prison ». Le Frère musulman Abdul Rahman Khalifa Salem Sobeih Al Suwaidi a fui les Émirats arabes unis, en passant notamment par Oman, le Yémen, la Turquie, la Thaïlande, la Malaisie. En 2015, il est arrêté en Indonésie en possession de faux papiers. La Confrérie, à laquelle il a consacré toute son énergie depuis son adolescence, l'abandonne à son triste sort. « J'ai compris que j'avais fait fausse route et j'ai demandé pardon à Dieu », explique cet homme de 55 ans, tout de blanc vêtu, que nous rencontrons dans un hôtel à Dubaï. C'est ici qu'il vit. Il y est né en 1964, dans une famille de neuf enfants, son père travaillant pour le gouvernement.

Accompagné de deux hommes qui ne se présentent pas faisant partie de sa garde rapprochée, l'ex-Frère, très prudent, préfère parler dans une chambre de l'établissement, à l'abri des regards. « Je me suis fait insulter sur les réseaux sociaux depuis la publication de mon livre. Mais je ne crains pas vraiment pour ma vie aux Émirats », dit-il. Le jour de l'entretien, trois autres Frères musulmans émiratis annonçaient qu'ils lâchaient à leur tour la Confrérie. « Comme les Frères musulmans sont persécutés dans beaucoup de pays musulmans, en particulier en Égypte, l'Europe est devenue une base arrière essentielle pour cette société secrète. Une grande partie des dirigeants de l'organisation internationale [le Tanzim al-dawli] sont d'ailleurs établis à Londres. Pour la plupart inconnus des services secrets occidentaux, ils agissent à partir de structures, de sociétés, parfaitement légales », révèle l'ancien responsable de la Confrérie, qui participait aux campagnes d'aide et secours dans le monde entier.

Marche, escalade et Kalachnikov

Dans son livre, il cite le cas d'un certain Hassan El Dokki, un Frère musulman qui incitait de jeunes musulmans à partir combattre en Syrie. « Officiellement, le conseil de la Choura de la Confrérie – qui est un conseil consultatif – l'a exclu, car nous ne devons surtout pas montrer vis-à-vis de l'extérieur que nous sommes des extrémistes. Mais c'était de la comédie. J'ai découvert que Saïd Nasser Al-Taniji, membre du conseil de la Choura, était toujours en contact avec Hassan El Dokki », raconte l'ex-Frère musulman. Oussama Ben Laden, comme son mentor en Afghanistan, le Palestinien Abdullah Azzam, étaient « eux aussi Frères musulmans », ajoute-t-il en énumérant les « contacts étroits avec les terroristes » que conserve la Confrérie.

L'auteur de Ken Penjar a lui-même suivi un entraînement militaire au Pakistan. Le programme comprenait de l'escalade, de la marche, des exercices physiques, ainsi que le maniement de la Kalachnikov et « nous apprenions la manière de se déplacer de jour comme de nuit, de porter les blessés, de se cacher, de se camoufler », raconte-t-il. Officiellement, le plus radical des Frères, l'Égyptien Sayyid Qutb (pendu au Caire en 1966) a été désavoué par la Confrérie. L'Émirati nous dévoile que Qutb est toujours enseigné aux Frères qui franchissent la deuxième barrière de confidentialité de l'organisation, rejoignant une structure appelée « le cercle de la Mosquée ». En s'arrogeant le pouvoir de considérer qu'un autre musulman peut être un mauvais musulman, ce qui donne le droit de le tuer, Sayyid Qutb est l'un des maîtres à penser de Daech.

12,5 % de l'aide humanitaire ponctionnés

En partant de sa propre histoire, Abdul Rahman Khalifa Salem Sobeih Al Suwaidi explique comment la complexité de la structure hiérarchique de la Confrérie lui a permis de résister depuis des décennies, malgré les interdictions, les persécutions. À tous les niveaux, certains Frères sont sélectionnés pour participer à d'autres activités et reçoivent l'ordre de ne pas en informer les autres. L'organisation secrète se préoccupe également de la vie privée de ses membres. À 20 ans, l'ancien Frère a reçu une enveloppe « contenant une liste de femmes qui pourraient [lui] convenir », se rappelle-t-il. Toutes ces femmes étant des Sœurs, membres de l'organisation féminine de la Confrérie.

Durant trente-cinq ans, il a œuvré dans des projets caritatifs dans le monde entier. Car la Confrérie tire sa force de l'humanitaire. Chaque catastrophe, chaque inondation, chaque tremblement de terre ou famine lui offre l'occasion de se faire apprécier des populations secourues et de renforcer son implantation. « Chaque opération permet aussi de générer des profits. En se basant sur une fatwa [un avis juridique selon la loi islamique, NDLR], la Confrérie soustrait pour elle très exactement 12,5 % des sommes recueillies », précise-t-il.

L'Union européenne subventionne les Frères

Mais comment freiner l'influence grandissante des Frères musulmans ? « Ils n'agissent jamais à visage découvert. Les

Frères adhèrent à des associations tout à fait légales qui n'appartiennent pas à la Confrérie. Comme ce sont des militants très actifs, ils prennent rapidement d'importantes responsabilités, ce qui leur permet d'influencer les décisions de l'association. Puis cette association humanitaire parasitée en Europe se met ensuite en contact avec une association humanitaire également parasitée au Mali ou au Pakistan pour lui proposer une aide », raconte l'auteur de Ken Penjar. Mon histoire avec l'Organisation des Frères musulmans.

Résultat, les Nations unies, l'Union européenne, coopèrent, subventionnent des associations tenues en sous-main par la Confrérie. « C'est le cas de l'Unicef au Yémen qui s'est choisi comme partenaire l'association Islah », raconte-t-il. « L'Égypto-Qatari Youssef al-Qaradhawi, que j'ai rencontré, le dit clairement : l'ambition de la Confrérie est d'établir un État islamique sur toute la terre. Les Européens ne se rendent même pas compte du danger, de l'activisme conjoint du Qatar et de la Turquie », déclare-t-il encore, avant de se lever et de clore l'entretien : c'est l'heure de la prière. LePoint.fr 23.08

C'est la crise alors vous devrez travailler plus longtemps pour une retraite réduite.

L'orgie insupportable de l'oligarchie.

A 513,8 milliards de dollars, les dividendes mondiaux battent un nouveau record - Les Echos 19.08

Quelque 513,8 milliards de dollars ont été versés par les entreprises à leurs actionnaires sous forme de dividende au cours du deuxième trimestre. Un montant en hausse par rapport à l'année précédente, selon l'étude de référence de la société de gestion de fonds Janus Henderson Investors (JHI).

Pour leur part, les actionnaires français tirent leur épingle du jeu, les entreprises tricolores s'étant montrées à nouveau très généreuses avec eux. La France est « de loin le plus grand payeur de dividendes en Europe » (+3,1 %, à 51 milliards de dollars).

La région Asie-Pacifique hors Japon 43,2 milliards de dollars...

Outre-Atlantique, le montant des dividendes ressort en hausse de 4,4 % à 132,9 milliards de dollars.

Pour l'année 2019, Janus Henderson maintient ses prévisions inchangées. Tablant sur un montant record de 1.430 milliards de dollars de dividendes, soit une hausse annuelle de 4,2 %. Les Echos 19.08

Fabrique du consentement au service de la contre-réforme des retraites. Le sophisme en guise de mode de gouvernance totalitaire.

- ...depuis le début de l'année 2019, les 14 Français qui apparaissent dans l'index des milliardaires de Bloomberg ont vu leur richesse globale augmenter de 78 milliards de dollars. liberation.fr 22.08

Réforme des retraites: Buzyn annonce une "consultation citoyenne" - Le Huffington Post 21.08

"Ce sera probablement moins lourd que la consultation citoyenne du grand débat qui a mobilisé énormément de monde et de financement", commence-t-elle avant de rebondir sur une question du journaliste: "cela pourra se faire sur internet, dans les mairies, via des associations et via des syndicats. Tout cela va être mis sur la table au mois de septembre et nous attendons les retours de nos concitoyens sur les propositions qui ont été faites".

Sibeth Ndiaye (...) précisant que "l'objectif de la consultation" est de "détailler la réforme aux Français et de les faire réagir".

Échaudés par les mois de contestation des "gilets jaunes", Emmanuel Macron et son gouvernement vont tenter à partir de septembre de mieux faire accepter une série de réformes délicates.

La réforme des retraites, présentée au début de l'été, a été unanimement rejetée par les syndicats. Le gouvernement veut se donner du temps en ouvrant une nouvelle phase de concertation, mais FO et la CGT se mobiliseront les 21 et 24 septembre. Le Huffington Post 21.08

LVOG - Président des banquiers, des compagnies d'assurance, des fonds de pension, Macron est ultra minoritaire et illégitime pour adopter la moindre mesure ou gouverner. Cette contre-réforme comporte trois axes : allonger la durée du travail, réduire les pensions, livrer les cotisations retraites au marché pour spéculer et financer l'escroquerie du Green new deal. Aucun de ces objectifs ne peut être conforme aux besoins des travailleurs.

Quand Macron affirme qu'il serait normal de travailler plus longtemps ou de prendre sa retraite plus tard, à 64 ans ou au-delà, parce qu'on vit plus vieux qu'autrefois, sur fond de chômage de masse il faut le rappeler, que dit-il sinon qu'on devrait consacrer toute notre existence à travailler pour engraisser des actionnaires, rentiers ou oisifs, et autres parasites, que c'est la fatalité et qu'il faut s'y résigner.

Acte 40 et les dérives gauchistes.

En été et sous la pluie «l'acte XL» rassemble seulement quelques centaines de Gilets jaunes - RT 17 août 2019

Le quarantième acte des Gilets jaunes s'est tenu 9 mois après le début du mouvement social, avec des manifestations de faible ampleur et souvent sous la pluie comme à Paris, où quelques centaines de manifestants ont défilé.

À Paris, un défilé d'environ 300 personnes s'est tenu sous la pluie entre la place des fêtes [place excentrée du 19e arrondissement] et la place de la République. RT 17 août 2019

Cette mini manifestation vue par la Tendance Claire du NPA (http://tendanceclaire.npa.free.fr

- Acte 40. Toulouse : Les gilets jaunes toujours présents (17/08)

- Acte 40. Paris : Belle mobilisation en plein mois d'août et sous la pluie (17/08)

LVOG - Le plus démoralisant pour les militants, ce n'est pas que les travailleurs ne se mobilisent pas contre le régime, mais d'avoir des dirigeants aussi misérables ou qui font dans l'autosatisfaction qui tient de la démagogie...

Ouvriéristes par ci, tiers-mondistes ou communautaristes par là.

Inde-Cachemire. «Transformer l'Inde en un Etat hindou» - tendanceclaire.org 18 août 2019

(https://alencontre.org/asie/inde/inde-cachemire-transformer-linde-en-un-etat-hindou.html)

LVOG - Avec plus de 200 millions de musulmans sur une population totale de 1,4 milliards d'Indiens, c'est grotesque. On peut ajouter quelque 30 millions de chrétiens, 20,8 millions de sikhs, 8,4 millions de bouddhistes et 4,4 millions de jaïns.

Autre chose.

Quand l'AFP écrit : "*Le Jammu-et-Cachemire (...) va perdre le statut d'État fédéré, pour être rétrogradé au statut de "territoire de l'Union*". Cela signifie que la région sera placée "*sous l'administration directe de New Delhi et n'aura presque plus aucune autonomie*", ce qui n'est pas la pire chose qui pouvait lui arriver si j'en juge par la situation qui prévaut dans les territoires de l'Union (dont Pondichéry) qui est bien meilleure que dans celles des 26 ou 27 Etats de l'Inde qui leur envient.

Par exemple, parce qu'on ne peut pas affirmer quelque chose sans preuve, jusqu'à présent et malgré de multiples tentatives avortées, le gouvernement central de New Delhi n'est jamais parvenu à imposer aux habitants du Territoire de Pondichéry d'être intégrés à l'Etat du Tamil Nadu parce que l'immense majorité y étaient farouchement opposés. Pourquoi ? Parce qu'ils avaient conscience de bénéficier d'un statut spécial présentant de nombreux avantages qu'ils ne voulaient pas abandonner. Cela dit j'ignore ce que compte entreprendre New Delhi au Jammu-et-Cachemire.

L'Inde entière est rongée par la corruption et le népotisme sur fond d'obscurantisme religieux, où se mêle développement économique inégal et anarchique, ainsi que des rapports sociaux semi-féodaux.

Les Etats comptant des dizaines de millions d'habitants, 60 millions environ au Tamil Nadu où je vis (à 10 kms de Pondichéry), autant dire que les partis politiques qui les dirigent exercent le pouvoir en dehors de tout contrôle ou de manière discrétionnaire sur une population illettrée ou dont le niveau de connaissance ou de conscience politique demeure très élémentaire ou quasi inexistante, et qui ne dispose d'aucun moyen indépendant de faire entre sa voix ou ses revendications, dans ces conditions ce sont les élus, les lobbies ou les potentats locaux qui font leurs lois dans chaque district.

Mais pas n'importe comment.

Cela va très loin, puisque par exemple, et j'en ai fait l'expérience à de nombreuses reprises depuis 1990, d'un district à l'autre la même loi ou la Constitution sera interprétée différemment par ceux qui en sont les dépositaires, sans que personne ne puisse le contester. Cela signifie que la population est littéralement livrée sans défense à ces féodaux corrompus ou oppresseurs érigés

en législateurs. Pour vous attirer les bonnes grâces de ces seigneurs ou espérer vous faire entendre, vous devez vous incliner devant eux, adopter un air humble ou inférieur, les flatter ou de préférence leur graisser la patte, à moins qu'ils puissent tirer profit de votre statut quand vous en avez un, ou encore si vous n'avez rien à leur donner en échange parce que vous êtes trop misérable, que vous vous engagiez à vanter leurs mérites autour de vous, de manière à favoriser leur popularité jusqu'aux prochaines élections par exemple.

Autant dire que toute expression de la démocratie politique n'existe pas dans ces Etats. En revanche, les territoires sont beaucoup plus petits en superficie et en population, ce qui en favorise l'exercice. Si vous voulez, c'est un peu comme dans une commune en France ou les élus ne peuvent pas faire n'importe quoi sans que la population finisse par le savoir et réagisse où les sanctionne lors du prochain scrutin. Le pouvoir et les structures de l'Etat sont plus proches des citoyens. Dans un Etat, vous ne bénéficierez pas des mêmes services, selon le parti politique pour lequel vous êtes cencé proche ou avoir voté lors des dernières élections. Si maintenant vous êtes prêt à en changer, vous aurez toutes les chances que votre requête soit prise en considération et satisfaite. A Pondichéry c'est différent, soit cela se passe naturellement, soit vous versez un bakchich pour faire accélérer votre dossier.

J'ignore dans quel cas de figure se trouvait jusqu'à présent la région autonome du Jammu-et-Cachemire, mais d'après ce que j'ai lu, j'ai cru comprendre qu'elle bénéficiait davantage du statut d'un Etat plutôt que celui d'un territoire, notamment sur le plan financier, car ce qui distingue ces deux statuts, c'est qu'un territoire bénéficie d'une importante dotation financière de New Delhi, sa dépendance envers New Delhi est plus importante qu'un Etat. New Delhi peut asphyxier l'économie d'un territoire mais pas d'un Etat très développé, en fonction des partis qui sont au pouvoir à New Delhi et dans chaque territoire, et si nécessaire les déstabiliser politiquement en alimentant une crise sociale. Par exemple à Pondichéry, tant que le parti du Congrès était au pouvoir à Delhi et à Pondichéry, tout allait pour le mieux, mais quand le Chief minister a fait défection pour créer son propre parti, New Delhi a commencé à fermer le robinet, du coup le gouvernement de Pondichéry a réduit le nombre pléthorique de fonctionnaires qu'il ne pouvait plus payer en ne renouvelant plus les départs à la retraite, en liquidant purement et simplement certains secteurs économiques, par exemple les magasins publics du genre supérette, l'usine de compost, etc. Apparemment, si j'en juge par la multiplication des travaux dans la ville même, les autorités de Pondichéry se seraient rapprochées de New Delhi depuis que Modi est Premier ministre, l'ennemi juré du parti du Congrès. Le financement très coûteux des infrastructures dépend toujours de Delhi.

J'en conclus provisoirement que le gouvernement central a modifié le statut du Jammu-et-Cachemire pour mieux en reprendre le contrôle financier et politique, au détriment ou au bénéfice de la population de cette région, il est trop tôt pour le dire. Contrairement à ce que voudrait faire croire certains, les Indiens de toutes confessions ou athées se côtoient quotidiennement, même lorsqu'il existe des quartiers ou l'une ou l'autre confession domine. Quand je vais au marché central de Pondichéry, j'ai pu constater qu'indistinctement les femmes musulmanes, hindoues ou chrétiennes faisaient leurs courses chez les mêmes commerçants. Bien qu'il existe 10 hindous pour 2 musulmans en Inde, ils sont intégrés dans le pays. La haine qui existerait entre eux est uniquement alimentée par la classe dominante ou les partis au pouvoir pour mieux les diviser et affaiblir leur résistance à l'exploitation et à l'oppression.

C'est accordé beaucoup trop d'importance au slogan électoral de Modi qui d'ailleurs n'a jamais été pris au sérieux, Modi qui soit est issu d'une milice hindouiste fanatique d'extrême droite, que de prétendre qu'il envisagerait de «transformer l'Inde en un Etat hindou», c'est ridicule, cela n'a pas de sens, c'est faire le jeu de ceux qui se servent de cette question pour faire pression sur l'Inde ou la déstabiliser, alimenter le communautarisme, inutile de vous faire un dessin pour que vous deviniez qui y aurait intérêt, les mêmes qui sont entrés en action à Moscou ou Hong Kong ou encore Caracas notamment.

L'inde est le premier ou le second client des marchands d'armes sur le marché mondial, donc tout ce qui peut servir à le justifier est bon à prendre. Je crois que c'est plutôt de ce côté-là qu'il faut chercher pour comprendre la décision de Modi.

Quand on devient un agent des GAFAM.

YouTube agit à son tour contre la propagande de Pékin sur Hong Kong - AFP 23.08

Après Twitter et Facebook, la plateforme vidéo YouTube a annoncé jeudi avoir agi à son tour contre une vaste campagne de propagande menée par les autorités chinoises sur les réseaux sociaux pour discréditer la mobilisation en faveur de réformes démocratiques à Hong Kong. AFP 23.08

LVOG - YouTube a été racheté en 2005 par Google qu'on ne présente plus.

Twitter, Facebook et YouTube, donc Google, n'ont pas agi contre la campagne de propagande menée par les Etats-Unis et ses alliés contre les autorités chinoises, estimant sans doute qu'elle est légitime de la part de ces démocratie ! Que penser, comment caractériser les partis dits ouvriers et les militants qui participent à cette campagne via leurs publications ? Je vous laisse deviner.

Green new deal.

Propagande du Green new deal ou de la théorie du réchauffement climatique à usage spéculatif et politique.

Au secours il y a des orages, il pleut !

Douze départements en alerte orange aux orages, de la grêle dans l'est de la France - francetvinfo.fr 18.08

Des grêlons impressionnants sont tombés sur l'est de la France dimanche 18 août. Douze départements de l'est de la France, de la Loire à L'Alsace, ont, en effet, été placés en vigilance orange en raison d'un risque d'orages "violents" jusqu'à lundi matin, a indiqué Météo-France dimanche 18 août.

L'autoroute A6 était sous les eaux au péage de Villefrance Limas.

Le temps lundi sera encore nuageux et pluvieux dans l'est, douze départements de l'est de la France, de la Loire à L'Alsace... francetvinfo.fr 18.08

A quoi mesure-t-on la supercherie du "réchauffement climatique"?

LVOG - Islande. Superficie : 103 000 km². Environ 10 % de l'île est recouverte de glaciers. (Wikipédia.org)

10% de 103 000 km2, cela fait 10.000 km².

Le glacier Okjökull qui a disparu avait une superficie de 16 km2 en 1890, soit 0,16% de la superficie totale des glaciers, on est bien d'accord. Et si on prend sa superficie un siècle plus tard cela donne 0,016%.

Voyez quel pataquès en ont fait les idéologues du changement climatique d'origine anthropique, c'est du délire !

"C'est un appel au futur et à l'action" : l'Islande honore son premier glacier fondu à cause du réchauffement climatique - francetvinfo.fr 18.08

Les scientifiques et chercheurs, qui dévoilent cette plaque commémorative, veulent alerter le monde sur la fonte des glaciers, due au changement climatique.

Okjökull n'est en effet plus considéré comme un glacier car la glace, aujourd'hui quasi-inexistante, fondait plus vite qu'elle ne s'accumulait. La glace, qui recouvrait encore 16 km2 de surface en 1890, n'était plus que de 0,7 km2 en 2012, selon un rapport de l'université d'Islande publié en 2017. Le glacier a donc perdu son statut en 2014, une première sur l'île volcanique.

C'est la première commémoration dans le monde réalisée en l'honneur d'un glacier disparu à cause des changements climatiques. "C'est important de trouver des moyens de se connecter au monde dans lequel nous vivons aujourd'hui", analyse Dominic Boyer, professeur d'anthropologie à l'université Rice. francetvinfo.fr 18.08

En complément.

- Juillet 2019 n'a pas été le mois le plus chaud jamais enregistré - 20 août 2019 (climato-realistes.fr/juillet-2019-na-pas-ete-le-mois-le-plus-chaud-jamais-enregistre)

Ca commence à tanguer à trop charger la barque !

La très polluante traversée de l'Atlantique de Greta Thunberg - LePoint.fr 17 août 2019

...comme l'a expliqué au journal allemand Die Tageszeitung le porte-parole du skipper Boris Herrmann, cinq membres d'équipage du Malizia II vont voyager jusqu'à New York en avion pour ramener le navire.

Le Parisien précise par ailleurs que si la jeune activiste suédoise de 16 ans et son père avaient rallié New York en avion, la pollution émise par leur voyage aurait été moindre. Cela n'aurait en effet nécessité que deux billets d'avion, contre six au final, puisque le skipper de l'embarcation reviendra des États-Unis par les airs, lui aussi. Pour ce qui est du retour, l'adolescente et son père rentreront probablement en Europe via un bateau porte-conteneurs, ce qui n'engendrera pas, ou presque, de

pollution supplémentaire. LePoint.fr 17 août 2019

Franceinfo ou le média de l'Elysée vogue à son secours.

Le voyage de Greta Thunberg en bateau est-il vraiment plus polluant que si elle avait pris l'avion ? - Franceinfo 18 août 2019

LVOG - Quelle connerie ! J'ai parcouru les commentaires sur le Net, et j'ai constaté qu'ils avaient tellement gavé les gens avec leur égérie aux allures de despote qu'ils la vomissent ! Mais attention, c'est juste pour amuser la galerie, les choses sérieuses sonnantes et trébuchantes se passent ailleurs...

Les mains sales du Green new deal pas invitées au festin ?

G7: Macron reçoit la société civile à l'Elysée, des ONG boycottent - AFP 22 août 2019

Emmanuel Macron recevra vendredi des représentants de la société civile, à la veille de l'ouverture du G7, que plusieurs ONG (Réseau action climat (RAC)) ont décidé de boycotter, en regrettant d'être laissées "à l'écart" du sommet.

La présidence met aussi en avant l'organisation d'une journée "de dialogue" qui se tient vendredi, de 10H00 à 18H00, à l'Elysée...

(il y aura) un déjeuner avec des responsables d'ONG autour des droits de l'Homme, de la démocratie et de la protection de l'environnement. Devraient notamment être représentés Human Rights Watch (HRW), RSF, Amnesty International, Care, Coordination Sud, WWF et la Fondation européenne pour le climat, selon l'Elysée. AFP 22 août 2019

LVOG - Par ailleurs j'ai lu cette info : EELV assure compter désormais un peu plus de 7.000 membres au lieu de 5.000 en mai dernier.

Le Green new deal passe par le greenwashing auquel participe l'ONU ou l'OMS.

Les microplastiques, inoffensifs dans l'eau que nous buvons, selon l'OMS - euronews 22 août 2019

Que contient l'eau que nous buvons ? Notamment des microplastiques. Est il dangereux de les ingérer ? L'Organisation Mondiale de la Santé répond que non, selon les études actuelles, mais ajoute qu'il faut encore approfondir les recherches.

"Il n'y a aucun doute, explique Bruce Gordon, coordinateur à l'OMS, il y a bien des microplastiques dans l'eau potable, et en effet dans l'eau douce, et dans les sources qui alimentent l'eau que l'on boit, comme les eaux souterraines. Maintenant, quand on pense aux risques potentiels qu'ils posent et à leurs voies de pénétration, il s'agit d'une particule, une particule inerte (le plastique ne réagissant pas chimiquement) qui pénètre dans le corps et peut éventuellement causer des dommages aux organes et tissus. Le message principal c'est que la grande majorité des microplastiques passeraient de manière inoffensive à travers le corps".

Si le premier vecteur de microplastique est l'eau, surtout en bouteille, on en trouve aussi en quantité dans les fruits de mer, la bière et le sel.

Selon un rapport de l'ONG WWF du mois de juin, qui s'appuie sur une étude d'une université australienne, un individu moyen pourrait ingérer jusqu'à 5 grammes de plastique chaque semaine, c'est le poids d'une carte de crédit.

WWF comme l'OMS alertent sur les dangers à venir : si le plastique augmente dans l'environnement au rythme actuel, les microplastiques pourraient être terribles pour les écosystèmes aquatiques d'ici un siècle, ce qui ne devrait pas être sans conséquence sur notre santé.

L'OMS rappelle enfin un danger bien plus grand pour deux milliards d'habitants sur la terre : la qualité très mauvaise de l'eau dans de nombreux pays qui provoque un million de morts par an. euronews 22 août 2019

LVOG - Voilà que cette O(oligarchie)NG totalement impliquée dans cette supercherie au côté de Greenpeace serait sensible à notre santé...dans un siècle ! Et l'OMS ou l'Organisation des maladies sexuellement transmissible de l'ONU de se pencher sur le sort des deux milliards d'habitants qui ne disposent pas d'eau potable de qualité, c'est très touchant, n'est-ce pas ?

Réaction d'un internaute.

- "Quand on lit dans le rapport 2017 de cette association la phrase suivante « … le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts dirigeants bénévoles ou salariés ne peut être communiqué car cela consisterait à communiquer une rémunération individuelle », on ne peut que constater :1- un/une bénévole ne touche normalement rien ; 2- que c'est faux car

un montant global n'est pas individuel ; 3- que beaucoup d'autres organisations le font…. Et donc en déduire que les rémunérations et avantages en nature sont tellement dorés, qu'il faut absolument les cacher… pourquoi donc ne pas aussi aller dans des soirées huppées..."

LVOG - Un homard m'a tué...

Quand on disait qu'ils veulaient nous rendre fou, exagérions-nous tant que cela ? La preuve que non.

L'Oregon pourrait légaliser les champignons thérapeutiques - Slate.fr 17 août 2019

Les effets bénéfiques des psychotropes sur la santé mentale sont de plus en plus étudiés.

L'Oregon, grand État du nord-ouest des États-Unis, a souvent été précurseur dans la législation sur les drogues. Dès 1973, c'est le tout premier État à décriminaliser la possession de petites quantités de cannabis. En 2014, il faisait partie des premiers territoires à légaliser son usage récréatif.

Après le cannabis, une autre substance longtemps prohibée pourrait elle aussi devenir légale: les champignons hallucinogènes. En mai, la ville de Denver, au Texas, a dépénalisé leur possession, usage et culture. L'Oregon l'avait devancé en mettant au vote pour 2020 une proposition similaire.

Mais l'État ira peut-être même plus loin. Le bureau du procureur général de l'Oregon a enregistré une pétition demandant la légalisation de la psilocybine, la substance psychoactive contenue dans les «champis», en tant que médicament.

Cette évolution irait dans le sens d'études qui suggèrent que cette molécule pourrait notamment être efficace pour combattre les dépressions sévères. Slate.fr 17 août 2019

LVOG - La psilocybine est un puissant et dangereux hallucinogène à bannir sans réserve, comme toutes les autres drogues, hormis le cannabis qui est ni plus ni moins nocif que l'alcool ou le tabac.

Et pendant ce temps-là...

Des médecins hospitaliers s'inquiètent de pénuries de médicaments "vingt fois plus nombreuses qu'en 2008" - francetvinfo.fr 18.08

Une vingtaine de médecins et professeurs hospitaliers s'inquiètent, dimanche 18 août, dans une tribune au JDD, de récentes pénuries de médicaments en France. Ils appellent à imposer aux laboratoires la constitution de stocks pour les remèdes les plus cruciaux.

"Très rares il y a une dizaine d'années, les pénuries de médicaments se multiplient", affirment les 26 signataires, qui s'inquiètent que 868 "signalements de tensions ou de ruptures d'approvisionnement" aient été relevés en 2018 dans les hôpitaux, soit "vingt fois plus qu'en 2008".

Or "les malades sont les premières victimes" de ces pénuries, qui concernent "des médicaments du cancer, des antibiotiques, des corticoïdes, des vaccins, des traitements de l'hypertension, des maladies cardiaques, du système nerveux...". Dans le reportage ci-dessous, un patient explique ainsi avoir dû interrompre un traitement contre le cancer de la vessie en raison d'une pénurie de médicament.

"Ces pénuries ne touchent pas les très chères innovations thérapeutiques mais des médicaments peu coûteux qui, bien qu'anciens et tombés dans le domaine public, constituent toujours l'essentiel de la pharmacopée", ajoutent les signataires.

Les plans anti-pénuries encore "dérisoires"

S'ils saluent les mesures mises en place ces dernières années, notamment l'obligation imposée aux laboratoires pharmaceutiques de mettre en place des plans de gestion des pénuries, les médecins et professeurs estiment que "l'efficacité de ces mesures apparaît jusqu'alors dérisoire". "Ces plans visent à gérer les pénuries et non à les prévenir", ajoutent-ils.

Les signataires demandent donc que soient imposées aux laboratoires pharmaceutiques titulaires de l'autorisation de mise sur le marché "la constitution et la gestion de stocks" de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur.

Ils appellent également à ce que "soit rapatriée en Europe la production des principes actifs" et demandent la création d'un "établissement pharmaceutique à but non lucratif, si possible européen". Une telle structure permettra "de prévenir les pénuries et sera la garante de la qualité des médicaments et de prix justes et pérennes", assurent-ils. francetvinfo.fr 18.08

Les parasites. Le panier de crabes LFI-PCF-PS-Place publique-PRG-Générations-EELV-Génération écologie-LR-LREM qui cautionnent le régime.

Les gauches font leur rentrée - AFP 20 août 2019

Alors que les partis de gauche font cette semaine leur rentrée politique avec leurs traditionnelles "universités d'été", les regards seront particulièrement tournés vers Europe Ecologie Les Verts, sorti renforcé des européennes et qui affiche une posture conquérante à l'approche des municipales.

Le parti écologiste, qui a créé la surprise le 26 mai en arrivant troisième de l'élection avec 13,5% des suffrages, promet une édition "mémorable par son affluence", avec environ 2.000 personnes attendues de jeudi à samedi à l'Université du Mirail de Toulouse, soit "le double de l'année dernière", selon le secrétaire national, David Cormand.

De nombreuses personnalités seront présentes, parmi lesquelles le député européen Raphaël Glucksmann (Place publique), les députés François Ruffin (LFI), Delphine Batho (Génération écologie) et Frédérique Dumas (ex-LREM), le coordinateur de Générations Guillaume Balas, ou encore le Haut-commissaire à la réforme des retraites Jean-Paul Delevoye.

La France insoumise se réunira également à Toulouse, de jeudi à dimanche. Le coordinateur du parti, Adrien Quatennens, assure qu'environ 1.000 personnes se presseront au centre de congrès Pierre Baudis, soit le même étiage que les années précédentes. Après un score décevant aux européennes (6,3%), ces "Amfis" doivent ouvrir une "nouvelle saison" pour le parti, promet-il.

Invités remarquables, les "gilets jaunes" François Boulo et Jérôme Rodrigues, mais aussi l'animateur-producteur Thierry Ardisson, proche de l'Insoumise Raquel Garrido. David Cormand et les députés Elsa Faucillon (PCF), Luc Carvounas (PS) et Jean-Baptiste Djebarri (LREM) participeront à des débats, preuve de la volonté d'ouverture de LFI, selon M. Quatennens.

M. Mélenchon, qui doit comparaître en septembre devant le tribunal de Bobigny pour actes d'intimidation contre l'autorité judiciaire, rébellion et provocation, prononcera une "conférence" sur le thème de la "révolution citoyenne" vendredi soir.

Réuni à Aix-en-Provence, le PCF compte lui aussi rassembler "autour du millier" de participants.

L'université d'été du PS, dont la dernière édition remonte à 2015, fera son retour à La Rochelle (Charente-Maritime), sous un format renouvelé... et en l'absence de nombre de ses grandes figures. François Hollande et Bernard Cazeneuve effectueront leur rentrée plus tard, aux Journées parlementaires du PS à Avignon (4 au 6 septembre), tandis qu'Anne Hidalgo est retenue par la commémoration de la Libération de Paris.

Le secrétaire national Maxime des Gayets, en charge de l'organisation, espère 2.000 participants, sensiblement moins qu'aux "grandes heures" de l'événement --en 2014, jusqu'à 6.000 personnes avaient afflué à l'Espace Encan, dans un contexte où les "frondeurs" avaient particulièrement mobilisé leurs troupes, assure le premier secrétaire d'alors Jean-Christophe Cambadélis.

Des représentants des autres partis de gauche seront là aussi présents: l'eurodéputé Younous Omarjee (LFI), le maire de Montreuil Patrice Bessac (PCF), le président du PRG Guillaume Lacroix... Convié par le premier secrétaire Olivier Faure, qui avait espéré au soir du 26 mai que La Rochelle soit "un rendez-vous pour l'ensemble de la gauche", David Cormand a décliné l'invitation. "Je ne vois pas l'histoire que ça raconte", commente-t-il auprès de l'AFP.

Porté par son bon score du 26 mai, et gargarisé par l'afflux de nouveaux militants --ils sont désormis plus de 7.000, contre un peu moins de 5.000 fin décembre-- EELV entend bien poursuivre sa stratégie d'autonomie vis-à-vis de l'ancien grand frère socialiste. "Soyons conquérants pour les élections municipales. Le temps des écologistes est venu !", clame le député européen Yannick Jadot dans la brochure de présentation des Journées d'été.

Pour tous les partis, ces universités d'été seront l'occasion de se mettre en ordre de bataille, à un peu plus de six mois des municipales. Avec ici ou là d'inévitables couacs: à Paris, la compagne de M. Jadot, la journaliste Isabelle Saporta, a annoncé lundi son ralliement à l'ancien conseiller en communication de François Hollande, Gaspard Gantzer, qui affrontera entre autres le candidat EELV David Belliard au premier tour des municipales.

Une initiative qui n'engage pas M. Jadot, assure un responsable d'EELV. "Yannick (Jadot) soutient David Belliard, il le dira", a affirmé cette source. Interrogée mardi soir sur BFMTV Paris, Mme Saporta a reconnu que sa décision n'était "pas forcément la chose qui arrangeait le plus" M. Jadot.

LVOG - EELV rejoint l'extrême-centre LREM et l'extrême droite RN qui sont à la fois de droite et de gauche ou plutôt ils exposent leur vrai nature.

Qui a dit ?

- "À travers cet échange entre Emmanuel Macron et Vladimir Poutine, "*on pèse peu dans la situation et la réalité. C'est ce qu'illustre cet échange, on ne se fait pas De Gaulle en un clin d'œil.*"

Réponse : Un gaulliste "*historique*", non, un élu LR, non, de l'UDI, non, du MoDem, non, de LREM, non vous n'y êtes pas : Éric Coquerel député LFI de Seine-Saint-Denis. Encore un gaulliste, pardon, un gauchiste de 68 ! (Source : Franceinfo20 août 2019)

Il a aussi déploré que l'impérialisme français "*pèse peu*" sur la scène internationale (Nos amis maliens, syriens, etc. appécieront. - LVOG) , précisant au nom des intérêts du patronat française "*que la Russie n'est pas notre adversaire, elle l'est peut-être de monsieur Trump, mais ce n'est pas notre adversaire, quoi qu'on pense du régime de Vladimir Poutine*." Qu'il aille donc raconter cela aux travailleurs russes...

Voilà ce qui arrive aux philistins quand ils se mettent à la place de Macron ou entendent parler en son nom. Et qui se trompe de camp. (Source : Le HuffPost 20 août 2019)

De Gaulle (et la Ve République) aussi avait un penchant monarchiste.

Voir un auditorium rempli d'Insoumis applaudir Thierry Ardisson (le monarchiste) dès son arrivée dans la salle mérite de prendre quelques secondes pour se faire à l'idée... lepoint.fr 24.08

Tous des rats !

Crise politique en Italie : pour "construise l'Europe", Matteo Renzi favorable à une alliance avec le M5S - Franceinfo 21 août 2019

Il y a encore quelques mois, Matteo Renzi, membre du Parti démocrate (PD, centre-gauche) considérait le M5S comme un parti "dangereux et extrêmiste". Franceinfo 21 août 2019

Ils osent tout.

- Emmanuel Macron retrouve sa popularité d'il y a un an - Journal du Dimanche

- "Pour une démocratie vraiment ascendante" - Journal du Dimanche

- Cachemire indien. Macron : la France "attentive" aux intérêts et droits des populations - AFP

- Un emblème de la lutte anti-esclavage restauré à Liverpool - euronews

- "Nous ne pouvons pas laisser la France s'habituer à la violence", affirme Richard Ferrand - L'Express.fr

- Macron appelle les Français à se "réconcilier" et fustige la "résignation" - L'Express.fr

- Jadot (EELV): les écologistes "jamais aussi crédibles pour gouverner" - AFP

LVOG - Ils ne sont plus à un coup d'Etat près !

- La Banque mondiale tire la sonnette d'alarme sur la pollution de l'eau, "une crise invisible" - AFP

LVOG - C'est fou le nombre de crises invisibles qui peuvent exister de nos jours, alors que les causes sont bien visibles...

Soudan. Un pouvoir civil. Vraiment ?

LVOG - On nous dit que "*le Conseil souverain sera d'abord dirigé par un général pendant 21 mois*". Que voulez-vous, il faut croire que "*l'opposition soudanaise*" porte aussi des galons !

C'est comme l'histoire de la droite et la gauche, la main gauche sur le coeur et la droite sur le portefeuille...

Soudan: militaires et contestation signent un accord historique vers un pouvoir civil - AFP 18 août 2019

AFP- Si les militaires sont minoritaires au sein du Conseil souverain, il sera d'abord dirigé par un général pendant 21 mois.

Lorsqu'il est sorti de la salle de conférence après la signature de l'accord, le général Mohammed Hamdan Daglo a été accueilli par une foule hostile.

Des membres des forces paramilitaires qu'il dirige l'ont vite fait entrer dans sa voiture, alors que la foule autour de lui criait: "Sang pour sang".

Le chef de l'opposition soudanaise, Sadek al-Mahdi a, lui, parlé d'une "journée de transition vers un pouvoir civil qui aboutira à la paix et au changement démocratique".

Mais beaucoup de Soudanais et d'observateurs doutent encore de la capacité des institutions de transition à limiter le pouvoir de l'élite militaire. AFP 18 août 2019

LVOG - Pour moi qui vit en Inde depuis si longtemps, ce que j'adore c'est quand ils parlent d'imposer la démocratie dans des pays où la population est hyper arriérée et ignore de quoi il s'agit ou n'y croit pas, parce qu'elle est échaudée ou elle a la mauvaise habitude d'exiger des preuves, ce qu'on est incapable de leur montrer évidemment.

Les masses les plus arriérées sont très pragmatiques, alors les discours ne les intéressent pas au grand dam de ceux qui leur racontent des balivernes sur la démocratie...

En langage populaire, ce n'est pas parce que quelqu'un est con qu'il ne comprendrait rien, c'est se faire des illusions sur son compte et lui manquer de respect.

Haut de page

Le 29 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai publié quelques articles dans deux rubriques figurant dans cette page, et qui méritent d'être lus attentivement et diffusés largement.

Evidemment cela devrait questionner tous ceux qui refusent de se faire manipuler, tous ceux qui prétendent lutter pour que la vérité triomphe car elle est révolutionnaire.

On se demandera non sans une certaine inquiétude ou angoisse, comment est-ce possible que ceux qui nous gouvernent puissent ainsi se livrer impunément et quasi quotidiennement à de telles grossières impostures. Bénéficient-ils de complicités ? Elles sont nombreuses et diverses. Lesquelles ? Ceci n'explique-t-il pas cela ?

Qui aide les travailleurs à en prendre conscience ? Qui dénoncent ces impostures ? De la réponse à ces questions dépend largement l'avenir du mouvement ouvrier et de la société toute entière, parce qu'on ne peut pas faire l'économie de ces questions ou les nier, et prétendre lutter pour changer de société, vaincre le capitalisme.

A mon niveau je mène inlassablement ce combat, et j'appelle les lecteurs à me contacter s'il le partage, juste histoire de se compter, et éventuellement partager fraternellement le produit de nos réflexions ou expériences pour aller de l'avant.

Moi ce qui me préoccupe le plus, c'est tout du moins ce que j'ai constaté, il n'existe aucune formation ou aucun courant politique, aucun support médiatique dit alternatif totalement digne de confiance, car ici ou là il faut qu'ils se fourvoient, qu'ils versent dans l'opportunisme ou diffusent la propagande officielle à propos de tel ou tel évènement et cela quel que soit le sujet traité, à croire que c'est plus fort qu'eux ou que quelque chose les y oblige que les lecteurs ignorent évidemment. Du coup leurs sympathisants potentiels seront amenées à s'en détourner ou hésiteront à se fier aux informations qu'ils auront publiées, quand ils n'en tiendront pas compte tout bonnement, alors que cela sera injustifié dans bien des cas. On en arrive ainsi à la situation absurde où on va se détourner de la réalité, uniquement parce que la ou les personnes qui sont censées la porter à notre connaissance ne sont pas digne de confiance.

Cela va donc très loin, car les lecteurs seront induits en erreur, non pas parce qu'ils auraient manifesté une méfiance excessive ou maladive envers ces acteurs (politiques ou autres), mais parce que ces derniers auront commis des erreurs d'appréciation ou d'analyse tellement énormes, qu'il est impensable qu'ils ne s'en soient pas aperçus eux-mêmes, ce qui signifie qu'ils ont publié des faits ou des conclusions erronées délibérément, la plupart du temps parce qu'ils privilégiaient leurs intérêts personnels au détriment de la vérité, sachant pertinemment que d'autres acteurs les contrediraient ou rétabliraient les faits un jour ou l'autre.

Dans le cas d'un parti politique, cela aura des conséquences carrément catastrophiques, car partant de là on doutera des capacités de ses dirigeants, dont à tout moment on pourra contester le statut, la ligne politique ou la stratégie, y compris l'honnêteté. Dans ces conditions, comment voulez-vous construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, comment voulez-vous que des travailleurs s'y engagent, comment voulez-vous que des militants demeurent fidèles à un parti, quand ils s'aperçoivent qu'on les trompe sur un tas de sujets ou ils ont honte des positions adoptées par leurs dirigeants.

Et pourtant, avec les instruments de communication dont nous disposons de nos jours, pour peu qu'on en ait la volonté, il est relativement facile et rapide de savoir ce qui s'est réellement passé n'importe où dans le monde. Sur Internet on trouve tout et n'importe quoi, certes, mais on trouve absolument tout si on s'en donne la peine. Si j'y parviens en étant isolé dans mon trou en Inde et en faisant ce travail absolument seul, donc non sans de lourds sacrifices, pourquoi personne d'autres à ma connaissance n'y arrive, aucun parti ?

Quand par exemple j'ai lu le titre de l'éditorial de Daniel Gluckstein du dernier numéro de la Tribune des travailleurs (POID) *Bluff et mensonge : Macron apprend vite auprès de Trump*, je me suis dit spontanément, quelle connerie, mais où a-t-il été cherché cela sinon chez les éditocrates de Libération, du Parisien ou consorts, comme si bluff et mensonge n'étaient pas justement la marque de fabrique du sociopathe Macron. Du coup, quand on lit cet éditorial articulé autour de plusieurs sujets, on s'aperçoit qu'il passe systématiquement à côté de l'essentiel, c'est à croire qu'il l'a fait exprès, ce n'est pas possible autrement.

Par exemple, il faut être très fort pour évoquer indirectement la déforestation en Guyane à propos de l'Amazonie, sans dévoiler que les incendies actuels font l'objet d'une énième énorme imposture, ce qui revient à la couvrir. J'ignore par ailleurs si cet aspect est traité dans ce numéro de la Tribune des travailleurs, par expérience je serais porté à en douter, en tout cas le lecteur qui se contentera sur Internet de cet éditorial sera en droit d'en arriver à cette conclusion amère ou qui ne le satisfera pas et il aura parfaitement raison.

Hélas, on serait en droit de se demander qui a appris le plus vite auprès de Trump ! C'est pitoyable en somme. La question essentielle à se poser aurait plutôt été, comment avons-nous pu en arriver là, où les dirigeants du vieux monde et leurs porte-parole médiatiques peuvent se permettre de prendre ouvertement les peuples exploités et opprimés pour des abrutis finis sans craindre leur réaction. Maintenant on peut concevoir qu'il soit difficile de poser cette question, quand on partage la responsabilité de la situation actuelle.

Macron et Trump tiennent un double langage, soit. Question : Nos dirigeants nous ont-ils habitué à autres choses au cours des 5 ou 7 décennies passées ? La plupart des militants y sont tellement habitués, qu'ils ne s'en rendent même plus compte les malheureux. Personnellement, je n'y ai aucun intérêt et je m'y refuse obstinément, car rien ne permettrait de le justifier selon mes principes, ce qui me vaut leur inimitié ou hostilité, mais moi au moins je ne manipule personne et je demeure digne de la cause que je défends.

Un dernier mot.

J'avais envoyé à plusieurs partis l'adresse des articles consacrés à *La fabrication de Greta Thunberg et du Green new deal* (http://www.entelekheia.fr), j'ai reçu avant-hier un courriel de remerciement de Lutte ouvrière. J'ignore s'ils en feront un bon usage. Les autres ne m'ont pas répondu. Des camarades peuvent-ils me dire de quelle manière le POI, le POID et le NPA (ou d'autres partis) ont traité ces questions, en quelques mots cela suffira, les ont-ils occultées, etc. Merci d'avance.

Un dernier mot très vite.

J'ai constaté qu'il restait de nombreuses fautes d'orthographe dans les causeries, parce que mon correcteur n'est pas adapté, c'est une version anglaise piratée de Word. Je me relis rapidement et je ne vois pas tout, il faut dire que je suis épuisé, j'ai encore

fait un malaise faute de sommeil, je deviens vieux, je m'en excuse !

La causerie et infos en bref demain ou après-demain. Elle sera encore assez dense.

- Au format pdf - 2 pages)

Haut de page

Le 30 août 2019

CAUSERIE ET INFOS

Quel boulot pour un mois d'août !

- Au format pdf - 16 pages)

Le développement de la civilisation humaine, pour ne pas remonter beaucoup plus loin dans le temps, correspond à un processus dialectique matérialiste et historique inconscient, dont les forces productives et la lutte des classes sont les deux principaux facteurs ou moteurs. Que l'un des deux (ou les deux à la fois) stagne, soit paralysé ou neutralisé et la civilisation humaine ou le progrès social qui y est associé est vouée à régresser.

Maintenant, s'agissant d'un processus inconscient, personne ne peut ignorer de nos jours qu'il puisse prendre une tournure particulièrement cruelle et monstrueuse, au point de constituer une grave menace pour la survie de la civilisation humaine, les générations futures, ou une entrave à son développement à venir, dans la mesure où l'humanité demeure incapable d'en prendre conscience pour en modifier l'orientation ou plus précisément, d'agir consciemment pour en modifier l'orientation.

Autrement dit, libérer les forces productives, pas pour faire n'importe quoi, afin qu'elles ne servent strictement qu'au bien-être de la population sans gaspiller, épuiser ou détruire inutilement les ressources de notre planète ou la nature, et instaurer dans un premier temps un régime politique aussi démocratique que possible ou qui soit meilleur et plus juste pour la majorité des exploités et des opprimés, sachant que seule une minorité aura plus ou moins conscience au départ de ce processus et y participera activement.

Pourquoi introduire une telle restriction ? Pardi, mais parce qu'elle s'impose à nous, parce qu'il ne peut pas en être autrement dans l'état actuel des choses. On part des faits, on tient compte de la réalité, c'est aussi simple que cela. Il suffit d'ouvrir ses yeux ou ses oreilles pour en arriver au constat que les masses exploitées sont très loin d'être mûres pour passer à une société sans classe, sans Etat, sans frontière, sans monnaie ou banque ou encore ce qu'on appelle le communisme.

Elles ne peuvent pas parvenir à saisir d'un coup l'ensemble de ce processus historique, même au cours d'une révolution ou les années suivantes, personne en réalité. D'autant plus, quand elles sont soumises à une machine sophistiquée à propagande, qui censure les faits ou les déforme systématiquement pour empêcher que leur niveau de conscience progresse, ainsi elles se retrouvent privées des conditions qui pourraient déterminer leur volonté de passager à l'action à un moment donné.

Je crois qu'il existe une grande confusion dans notre interprétation des rapports qui existent entre le verbe, la pensée ou la conscience et l'action. On a pu apprendre par coeur la formule selon laquelle l'action précède le verbe sans vraiment la comprendre.

Quand au commencement jadis nos ancêtres recoururent aux outils les plus rudimentaires, par exemple en s'emparant d'une pierre pour frapper sur une noix, la briser ou l'ouvrir pour en consommer le contenu. Ils n'avaient absolument aucune conscience de ce qu'ils faisaient. Ils reproduisirent ce qu'ils avaient observé attentivement dans la nature accidentellement, une noix se détacha d'une branche et éclata au contact d'une pierre quelques mètres plus bas, et encore auront-ils dû l'observer de multiples fois avant de se livrer à cette expérience, qui fit à son tour l'objet de nombreux essais infructueux avant d'arriver à leur fin... On peut évidemment imaginer d'autres scénarios aboutissant au même effet. Nous avons retenu celui-là pour notre démonstration.

Dites-moi, comment peut-on caractériser leur observation, était-elle de nature conceptuelle ou plutôt comportementale ou étaient-elles liées ? Ils se servirent de leurs yeux comme d'un outil pour saisir ce qui se passait dans la nature, et une fois qu'ils furent plus évolués, soit des dizaines ou centaines de milliers d'années plus tard, ils tireront immédiatement une réflexion ou un enseignement pratique d'une simple observation.

Et bien quand on prend connaissance d'un fait directement à l'aide de notre cerveau, on est en présence du même processus auquel on accordera ou non de l'attention. Si cet hominidé primitif n'avait pas prêté une attention particulière à cette noix tombée

d'un arbre et qui s'était fracassée en frappant violemment une pierre, il n'aurait jamais été motivé pour saisir une pierre. On peut donc en tirer comme conclusion, qu'observer (ou écouter) ce qui se passe autour de nous relève autant de l'action que se servir de ses mains pour accomplir une tâche, que cette observation débouche ou non sur une action.

Ensuite la question à se poser, c'est de découvrir pourquoi ou dans quelles conditions cette observation sera suivi d'effets, conscients ou inconscients. Et c'est là qu'on peut facilement se fourvoyer, en considérant qu'elle pourrait se traduire par aucun effet. Or, c'est impossible, car cela serait nier cette expérience ! C'est comme lorsque notre regard se porte sur un tas de choses au cours de la journée sans qu'on les remarque, il n'en demeure pas moins qu'on les a observées, et que ce regard concourt à notre comportement, ne serait-ce que par l'indifférence qu'on lui porte, car être indifférent à quelque chose, c'est déjà adopter une attitude envers quelque chose. Pourquoi ? Mais parce que le monde extérieur n'a pas besoin de nous pour exister, sauf à se prendre pour le maître de l'univers !

Adopter une attitude neutre ou passive par rapport à tout ce qui se passe dans la société, n'en demeure pas moins une attitude qui va contribuer à influencer l'orientation de la société, qu'on le veuille ou non. En électricité, le neutre et la phase sont actifs, déconnectez l'un ou l'autre et vous n'avez plus de courant ! Il en va de même des atomes, donc de la matière dont nous sommes composés.

L'immense majorité des travailleurs ne participent pas à la lutte de classe ou ignorent ce qui se passe réellement. Pour autant, leur attitude influencera la lutte des classes et l'orientation de la société. Pourquoi n'y participent-ils pas ? Notamment parce qu'ils n'ont pas conscience de leur condition, ils en ignorent les origines parce qu'ils se fient à ce qu'on leur raconte et ils s'accommodent de leur mode de vie médiocre.

De nos jours, quand on affirme que les hommes sont plus évolués que jadis, on veut uniquement dire qu'ils interprètent le plus souvent inconsciemment ou à leur insu ce qu'ils observent, le progrès qu'ils ont réalisé ne va guère au-delà, et c'est se leurrer gravement que de leur prêter un niveau de conscience supérieur pour qu'ils réalisent des tâches (politiques) qui ne correspondent pas aux capacités qu'ils ont acquises.

Pour qu'ils progressent à nouveau et que l'humanité franchisse une étape décisive vers son émancipation ou la liberté, il faudrait qu'ils admettent qu'ils doivent commencer par apprendre à observer et à écouter ce qui se passe dans la société, pour ensuite éventuellement agir ensemble pour la changer.

Mes détracteurs prétendent qu'un aveugle ou un sourd et muet peut très bien se débrouiller seul en étant dépourvu des moyens pour trouver son chemin ou s'orienter dans la société. Marche et tu trouveras ton chemin aurait dit saint Pierre ou je ne sais plus qui ! Si l'immense majorité des travailleurs ne participent pas à la lutte de classe ou ignorent ce qui se passe réellement, eux ne chercheront pas à savoir pourquoi, cela pourrait signifier qu'ils l'ignorent eux-mêmes, effectivement c'est plausible, ils les inviteront à y participer comme si de rien n'était, parce qu'apparemment ils ont une conception de l'action antérieure à la préhistoire. Jusqu'où régresseront-ils ? A suivre.

Macron toujours en quête de légitimité.

G7 : Emmanuel Macron gagne son « brevet d'homme d'État » - LePoint.fr

Au lendemain du G7, les éditorialistes saluent le caractère offensif d'Emmanuel Macron, qui a renforcé sa stature sur la scène internationale. LePoint.fr

... mais la ficelle était un peu trop grosse ou visible...

Au G7, comment Emmanuel Macron a tenté en vain de manipuler Donald Trump - Le HuffPost

Si on commence par la conférence de presse commune entre Donald Trump et Emmanuel Macron, on reste sur une sensation étrange où la flagornerie semble l'avoir disputé à l'ambiguïté. Le HuffPost

... allant jusqu'à la faute...

Sommet Trump-Rohani : pourquoi Macron s'est trop avancé - Le HuffPost

...et cerise sur le gâteau, le tartuffe ridiculisé dans la foulée...

Trump et Bolsonaro se congratulent sur la gestion des feux en Amazonie - Le HuffPost 28 août 2019

En faisant l'éloge de la façon dont Jair Bolsonaro gère le dossier amazonien, Donald Trump prend le contre-pied du président

français Emmanuel Macron, qui a ouvertement déploré l'attitude du président brésilien face à cette crise.

Lors du sommet du G7 à Biarritz, en France, Emmanuel Macron s'est interrogé sur l'opportunité de conférer un statut international à la forêt amazonienne, au cas où les dirigeants de la région prenaient des décisions nuisibles pour la planète. Le HuffPost 28 août 2019

LVOG - Evo Morales en campagne électorale cède à la pression du lobby écolo-néolibéral.

- Lundi, La Paz a accepté la proposition de Paris de former une "Alliance pour l'Amazonie". Le président bolivien a également annoncé une suspension provisoire dans les régions amazoniennes des achats et ventes de terres, afin d'éviter que les surfaces dévastées par les feux ne soient utilisées pour créer des zones de culture ou d'élevage. Comme Jair Bolsonaro, Evo Morales est la cible de critiques des écologistes sur sa gestion des incendies en Bolivie et parce qu'il encourage la pratique de la culture sur brûlis pour l'extension des activités agricoles intensives. Le HuffPost 28 août 2019

...ce qui ne les empêche pas d'en remettre une couche...

Jair Bolsonaro, le "capitaine tronçonneuse" qui fait honte au Brésil - Le HuffPost

... et de faire une découverte incroyable...

Afrique subsaharienne : ses forêts brûlent aussi - LePoint.fr 27 août 2019

Totalitarisme et militarisation.

La militarisation de la Commission européenne ou l'Otan économique.

Sylvie Goulard à la Commission européenne, une désignation déjà entourée de polémiques - LeFigaro.fr 28 août 2019

Le président Emmanuel Macron a désigné l'ancienne ministre des Armées pour intégrer la future Commission européenne, malgré des affaires en cours. LeFigaro.fr 28 août 2019

Quand ils en arrivent à détruire les institutions qu'ils ont forgées pour asservir le peuple travailleur au profit d'un régime totalitaire.

L'exécutif avance à pas de loup sur la réforme des institutions - AFP 28 août 2019

L'exécutif a présenté mercredi une version sans surprise de sa réforme des institutions qui comprend notamment une réduction de 25% du nombre de parlementaires, sans se prononcer encore sur la date de son examen au Parlement, qui dépendra d'intenses tractations avec le Sénat.

Les trois projets de loi (constitutionnel, organique et ordinaire) présentés en Conseil des ministres par la Garde des Sceaux Nicole Belloubet sont tels qu'attendus. Pomme de discorde, le volet organique comporte bien une "diminution des effectifs qui aboutit à une réduction de 25%, en fixant à 433 le nombre de députés et à 261 le nombre de sénateurs", dixit Mme Belloubet. Actuellement, ils sont 577 députés et 348 sénateurs à siéger à l'Assemblée nationale et au Sénat.

L'introduction d'une dose de proportionnelle aux législatives, à hauteur de 20%, a également été confirmée, tout comme la limitation à trois mandats identiques et consécutifs pour les parlementaires, les présidents d'exécutifs locaux et les maires des communes à partir de 9.000 habitants. AFP 28 août 2019

LVOG - Vous aurez noté que nulle part je défendrais l'existence des institutions de la Ve République, puisque nous combattons pour leur abolition.

Numéro d'illusionnisme pour justifier la fin des partis politiques ou leur mise hors la loi au profit de l'oligarchie.

Le tirage au sort peut-il sauver la démocratie? - slate.fr 25 août 2019

La montée de l'abstentionnisme est patente dans les démocraties représentatives, et en particulier en France. Quelque 10%

des Français en âge de voter –soit 4,3 millions de personnes– ne sont pas inscrits sur les listes électorales.

Il ne faut pas non plus négliger l'ampleur de la crise du capitalisme financier et des politiques publiques –de droite comme de gauche– menées depuis la crise économique de 2008, et leurs effets sur le partage des richesses.

Dans ce contexte de crise de la représentation politique, la distanciation, la dénonciation et la protestation repérables dans l'ensemble des pays européens sont moins les signes d'un déficit démocratique que d'une demande de démocratie.

«Dans son principe comme dans son origine historique, la représentation est le contraire de la démocratie», a écrit le philosophe Jacques Rancière. Cela rejoint, de manière certes contre-intuitive, ce que certains penseurs des Lumières avançaient: tout système représentatif est aristocratique.

Dans L'Esprit des lois, Montesquieu l'exprime ainsi: «Le suffrage par le sort est de la nature de la démocratie; le suffrage par le choix est de celle de l'aristocratie.» Le principe de l'élection de représentants implique un choix, et donc l'établissement de distinctions entre les citoyens.

Ainsi, la représentation est une idée d'origine aristocratique s'opposant à celle, démocratique, d'égale compétence de chacun à prendre les décisions collectives. Dans la Grèce et la Rome antique, «est démocratique le gouvernement auquel tous participent» –même s'il ne faut pas oublier que tout individu n'est pas citoyen dans l'Antiquité.

Dans Principes du gouvernement représentatif, le philosophe Bernard Manin montre que les pères fondateurs des républiques modernes voulaient une aristocratie élective (censitaire - LVOG), ce pourquoi ils ont rejeté le tirage au sort, associé depuis Platon et Aristote à la démocratie directe.

Disparu de la scène politique avec les révolutions modernes, bien qu'utilisé par la démocratie athénienne ou par les cités italiennes de la Renaissance, telles Venise et Florence, et ancré dans la tradition politique historique suisse, le tirage au sort redevient aujourd'hui une expérience politique et un objet de discussion chez les spécialistes.

La demande de démocratie directe s'exprime par l'utilisation du tirage au sort en politique, de manière nationale ou plus locale, mais aussi par des exemples de démocratie participative.

(Le chaos en guise de démocratie... - LVOG)

Mais ce sont surtout les exemples de démocratie participative et d'engagement citoyen comme nouveaux espaces d'élaboration politique qui plaident pour une rupture radicale: de Nuit debout aux Indignés, de Luttopia à Montpellier (pour un autre accès à la culture) à l'Appel des jours heureux, en passant par Alternatiba (un mouvement alternatif politique pour le climat), les expériences de fab labs et, évidemment, le débat ouvert par les «gilets jaunes».

(Autant de "débats" immédiatement clos ou sans lendemain pour n'avoir jamais franchi ou envisagé d'abattre l'obstacle de la Ve République. - LVOG)

Le tirage au sort en politique est aussi de retour au niveau théorique, avec Barbara Goodwin, Jon Elster, Peter Stone, Anja Röcke, Gil Delannoi, Oliver Dowlen, Alexander Guerrero, Manuel Cervera-Marzal, Yohan Dubigeon, Yves Sintomer, Loïc Blondiaux ou Paul Le Fèvre. Travaux de recherche, ouvrages récents, colloques traitent de cette question, notamment sous l'angle des effets potentiels dans une logique une pluralisation des voies de la légitimité politique.

Par-delà les multiples difficultés de mise en œuvre, par-delà les inconvénients que le sens commun est prompt à développer, par-delà les écueils réels, les effets potentiels méritent au moins d'être cités, à défaut de les analyser en détail: simplicité, économie, impartialité caractérisent le tirage au sort.

Celui-ci permet également une suppression de la compétition dans le domaine politique et la fin de sa monopolisation par les partis politiques. Dès lors, conflits d'intérêts et corruption ont moins de risques de se produire.

(Du moment que l'immense majorité de la population partage l'idéologie capitaliste, ils n'ont rien à craindre, de leur pochette surprise sortira toujours une majorité de représentant acquis à leur cause. Une révolution prolétarienne serait menée au début par une minorité, donc elle serait déclarée non démocratique sur le plan politique, tandis qu'elle exprimerait les intérêts de la majorité et serait démocratique sur le plan historique. - LVOG)

Par un tel exercice de citoyenneté commune, chacun se voit reconnue la compétence à décider, agir et gouverner, ce qui favorise le développement d'une culture civique. La délibération politique commune facilite l'expression régulée des désaccords, et donc la cohésion sociale. slate.fr 25 août 2019

LVOG - Traduisons le dernier paragraphe.

Par un tel exercice d'unité nationale, l'oligarchie se voit reconnue la compétence à décider, agir et gouverner, ce qui favorise le développement d'une culture esclavagiste. La délibération politique commune exclut l'expression régulée des désaccords, et donc facilite le totalitarisme au détriment de la démocratie.

"Ce n'est bien sûr pas une situation comparable à une dictature mais..." cela y ressemble quand même.

Critique à l'égard de la police, Sebastian Roché évincé de l'école des Commissaires - lexpress.fr 28.08

Depuis 1993, Sebastian Roché enseignait dans la prestigieuse École nationale supérieure de la police (ENSP). Également directeur de recherche au CNRS, ce sociologue était jusqu'alors en charge d'une quinzaine d'heures de cours au sein de l'école, rappelle Le Parisien.

Mais dans une lettre reçue le 20 août dernier, le spécialiste apprend soudainement que cette collaboration est terminée. "Pour l'année universitaire 2019-2020, le cours [...] ayant trait à l'analyse de la sécurité est confié à un autre intervenant", explique le courrier. Signé par William Marion, le directeur adjoint de l'ENSP, le texte informe qu'"eu égard aux axes stratégiques de la police nationale", l'école a décidé d'une "refonte des orientations de certains contenus pédagogiques", relate Libération. Sebastian Roché, lui, y voit surtout "une décision politique". "L'école reste dans un système dirigé par le ministre de l'Intérieur, je pense que j'ai déplu au prince", déplore-t-il dans le journal.

Remise en cause de la stratégie policière

Et pour cause. Spécialiste des relations entre police et population, Sebastian Roché s'est avéré très critique envers le comportement de la police durant le mouvement des gilets jaunes. Le sociologue s'est largement exprimé dans les médias, pour mettre en garde contre la stratégie des forces de l'ordre qui, selon lui, engendrait de nombreux blessés. Il a également critiqué le manque d'indépendance de l'IGPN, et a dénoncé plusieurs fois un usage disproportionné de la force de la part des agents de police.

Dans une récente interview à Libération, il estimait par exemple que les violences policières durant le mouvement des gilets jaunes constituaient un "tournant" : "Ce n'était jamais arrivé en France à cette échelle. Une partie de la population, des journalistes, des avocats, des universitaires estiment que c'est illégitime. La défiance vis-à-vis de la police est alimentée par sa violence, mais aussi parce que de tels actes sont présentés comme légaux."

Des déclarations qui n'avaient pas manqué de faire réagir les principaux intéressés, comme le Syndicat des commissaires de la police nationale, qui avait déclaré dans la foulée que les critiques du sociologue étaient "malvenues", et qu'il était "temps de passer la main".

C'est désormais chose faite, puisque l'ENSP précise dans son courrier "qu'un autre intervenant qualifié, en l'occurrence un docteur de la police nationale", serait chargé de remplacer Sebastian Roché pour ses cours. Selon Libération, le fameux remplaçant n'a pour l'instant toujours pas été recruté.

"Dans les moments de tension, le ministère de l'Intérieur se crispe. Il a tendance à confondre ce qui relève du débat public et du sabotage de la police", analyse le sociologue dans Le Parisien. "Mon départ est peut-être aussi l'indication que la relation entre la police et la population n'est pas un sujet très important pour le ministère", ajoute-t-il dans Libération. "Ce n'est bien sûr pas une situation comparable à une dictature mais, mis bout à bout, il y a un ciblage des personnes qui ont un regard critique sur la police. Le ministre de l'Intérieur n'a pas la maturité démocratique pour le débat, elle n'est pas complètement absente mais elle est très fragile. Par moments elle se développe, il y a des gens courageux qui veulent dialoguer, mais ce n'est pas structurel". lexpress.fr 28.08

Climat. Apocalypse now ou la science des corrompus, des ignorants, des médiocres, des malfaisants.

De qui s'agit-il ?

- "Mon cerveau ne fonctionne plus bien", s'est-elle excusée alors qu'elle bafouillait brièvement lors de la conférence presse.

Réponse : Greta Thunberg, diagnostiquée autiste Asperger à l'âge de 12 ans, à son arrivée à New York à bord du voilier Malizia II appartenant à Pierre Casiraghi, fils de la princesse Caroline de Monaco. AFP 29 août 2019

L'imposture du changement climatique d'origine anthropique ou du Green new deal. Fric-frac en milliers de milliards de dollars

Fabrication du consentement, mode d'emploi. Entre "être efficace et être honnête", ils n'ont même pas eu besoin de réfléchir !

« Nous avons besoin de l'appui du public, et pour cela, capter l'attention des médias. Nous devrons donc présenter des scénarios effrayants, faire des déclarations dramatiques simplistes et taire tous les doutes que nous pourrions avoir.. Chacun de nous doit décider quel est le bon équilibre entre être efficace et être honnête ». Stephen Schneider – Lead Author GIEC – Discover magazine 10/1989.

A quelle machination financière veulent-ils associer les peuples. Quelques sponsors en diront plus que de longs discours :

BlackRock, The Chase Manhatan Bank, JP Morgan, les GAFAM, Bloomberg, Avaaz (Soros), Al Gore, Richard. Branson (Kingfisher), Unilever, Johnson and Johnson, les fondations Rockefeller, Ford, Coca Cola, Nestlé, ainsi qu'Eni, Shell, Roche, Kering, Lafarge Holcim, Ikea, Reliance, Tata, etc.

La Banque mondiale, le FMI, le Forum économique mondial (Davos), le Council Foreign Relation (CFR), l'ONU, l'UE, etc.

Climate Action 100+, l'une des importantes officines américaines qui coordonnent les prédateurs du Green new deal dont le capital se monte à 34.000 milliards de dollars.

https://www.ceres.org/initiatives/climate-action-100

Launched in December 2017 at the One Planet Summit, with 225 investors with $26 trillion in assets under management, Climate Action 100+ is now backed by more than 360 investors with more than $34 trillion in assets under management, including 87 North American investors.

Parole d'internaute.

- "Contrairement à ce que prétendent les prophètes de l'apocalypse l'Amazone n'est pas le poumon de la planète. L'Amazone est une forêt secondaire (et non primaire) qui est mature et donc produit plus de CO2 qu'elle n'en absorbe.

A l'échelle du globe, il n'y a actuellement pas d'augmentation de surface de forêt détruite annuellement.

Les incendies font partie du cycle normal de vie des forêts. Ils sont indispensables pour la régénérer et pour le maintien de la biodiversité.

Les cultures et les prairies absorbent plus de CO2 que les forêts matures.

A l'échelle du globe la tendance est à l'augmentation des surfaces forestières. Singulièrement dans les zones tempérées qui sont les zones les plus efficaces pour l'absorption du CO2 la surface de forêt n'a jamais été aussi grande depuis le XIXe siècle.

Le CO2 n'est pas un gaz polluant mais un gaz indispensable à la vie.

Les études montrent que l'augmentation de CO2 non seulement favorise le développement des plantes, mais aussi suit toujours l'élévation de température et non l'inverse.

Les algorithmes du GIEC prévoient des évolutions climatiques très discordantes et tous sont incapables de reconstruire le climat passé et récent. En un mot, ils n'ont aucune validité scientifique. Notez que les rapports (pas la synthèse à l'intention des médias et des politiques) du GIEC le reconnaissent. Olivier Montulet

LVOG - Au passage, vous retrouvez la méthode du "*en même temps*" adoptée par Macron et par les idéologues de l'extrême-centre. Le GIEC reconnaît que personne ne comprend et ne peut prévoir les évolutions climatiques dans ses rapports, mais dans ses conclusions à l'intention des médias et des politiques il passe outre.

Ceux qui gouvernement admettent que les inégalités sociales exorbitantes posent problèmes, et quand ils passent à l'exercice pratique ou législatif au lieu de s'attaquer à ses origines, ils s'en prennent à ceux qui en sont victimes et les aggravent. C'est la même méthode. Les problèmes de sécurité ou de violence ont pour origine l'absence de liberté ou le non respect des droits

de la majorité de la population, et en conclusion ils vont réduire encore ces droits et restreindre les libertés. Ils ne peuvent pas traiter des problèmes dont ils sont partie prenante, il faut donc commencer par les chasser du pouvoir...

La stratégie de la terreur

Un climat de peur par Jo Moreau 20/05/2019

Une peur quasi-religieuse et obsessionnelle d'une apocalypse inéluctable, instillée dans nos populations, et surtout parmi la jeunesse, par les prédicateurs d'une nouvelle Eglise au discours à caractère oppressif. Et l'angoisse qu'elle génère est portée presque journellement par l'ensemble des acteurs de notre société, depuis les enseignants en passant par les médias, le monde politique et une partie du monde scientifique. Cette peur paralyse de plus en plus les différents vecteurs de son dynamisme et de son développement. (...)

Heureusement, on a inventé le merveilleux et hyper-populiste « principe de précaution », destiné à préserver nos malheureuses populations de toutes ces inventions du diable et des innombrables catastrophes qui en sont les conséquences inévitables. Et qui permet au monde politique de surfer sur la vague électoralement rentable de la sécurité à tout prix et du sauvetage de la planète. Si certaines recherches fondamentales se poursuivent malgré tout, c'est presque honteusement et en toute discrétion.

Menaces ouvertes sur les écrits giecosceptiques par Jo Moreau 15/07/2019

Il apparaît qu'un réseau social bien connu a mis en place l'équivalent d'un « Ministère de la Vérité » tel que décrit par Georges Orwell dans son roman 1984.

En effet, ma page « belgotopia » (comme d'autres pages équivalentes) y a fait l'objet de menaces de non-diffusion, et même de radiation pure et simple si je continuais à promouvoir des « fake news ».

Quel est mon crime ?: Avoir voulu partager une étude développée par Jirky KAUPPINEN, – PhD – Physicien – Professeur à l' université de Turku (Finlande), et contresignée par Pekka J. MALMI, PhD, Dept Physics and Astronomy – de la même université. (1)

Sans aucun doute deux plaisantins ignares !

Les accusations de « fake news » reposent sur deux arguments :

– L'article n'a pas fait l'objet d'une parution dans une revue à comité de lecture (peer-review).

– En bref, il est en contradiction avec la science officielle diffusée par le GIEC, seul détenteur de la Vraie Vérité...

Les publications scientifiques sont truffées d'erreurs et de falsifications.

Le peer-review, irréprochable ? par Jo Moreau 17/07/2019

Randy SCHEKMAN, prix Nobel de médecine, déclare que son équipe n'enverra plus de document de recherche à NATURE, SCIENCE ou CELL dans la mesure où ces revues à comité de relecture faussent le processus scientifique, et constituent une tyrannie qui doit être brisée.

Il les accuse ces de sélectionner les études qu'elles publient, par exemple en fonction du fait que soit ces articles « représentent la bonne science », ou les refusent parce qu'ils sont « provocateurs ». D'autres chercheurs de son laboratoire émettent un avis semblable, mais reconnaissent que sans ces articles, ils auraient des problèmes pour ouvrir les bonnes portes dans leur carrière future, ou pour l'obtention de crédits de recherche. (1)

Richard HORTON, rédacteur en chef de la revue britannique « THE LANCET » , a déclaré de son côté que : « Les éditeurs et les scientifiques insistent sur l'importance cruciale de l'évaluation par les pairs. Nous la dépeignons au public comme si c'était un processus quasi-sacré qui aide à faire de la science notre accès le plus objectif à la vérité. Mais nous savons que le système d'évaluation par les pairs est biaisé, injuste, non fiable, incomplet, facilement truqué, souvent insultant, souvent ignare, parfois bête, et souvent erroné » . Fichtre !

Pierre MARAGE, vice-recteur à l'Université Libre de Bruxelles et Vincent YZERBYT, son équivalent à l'Université Catholique de Louvain ainsi que Nicolas TAJJEDINE également de l'UCL insistent également sur leur importance. « Publier ? c'est ça qui assure les carrières scientifiques. Et à tous les niveaux d'ailleurs. Pour un jeune, publier est essentiel parce que cela lui permet d'enrichir son CV, de poursuivre une carrière, d'être reconnu par ses pairs. Pour quelqu'un de plus expérimenté, c'est

le principal critère pour obtenir des financements et faire prospérer son laboratoire. (…)A partir du moment où vous travaillez dans une institution publique, c'est de l'argent de la collectivité dont il est question. Il est donc légitime qu'à un moment donné, les pouvoirs subsidiants puissent contrôler ce qu'il se fait et attendre des résultats. On peut difficilement donner à des chercheurs des masses gigantesques d'argent sans attendre un retour sur investissement. » (2)

Le nombre d'articles publiés dans les revues NATURE et SCIENCE constitue ainsi un critère important dans le classement des meilleures universités dans le monde.

On réalise immédiatement la pression qui pèse sur les épaules des chercheurs, et le pouvoir écrasant qui se trouve dans les mains d'un éditeur de revue scientifique.

On comprend aussi combien il est important de se retrouver dans le cocon d'une pensée conformiste d'un « consensus scientifique » tellement vanté.

La grande majorité des chercheurs l'ont bien compris, et on peut citer William BRIGGS, PhD, statisticien climatique « J'ai entendu des histoires scandaleuses de la part de collègues qui ont essayé de faire publier des thèses en désaccord avec les vues du GIEC. Il y avait un comportement totalement contraire à l'éthique de la part de certains éditeurs », de Gérard BODIFEE , astrophysicien « Quasi tous les scientifiques sont aujourd'hui pieds et poings liés à des fonds sans lesquels ils ne peuvent fonctionner. Ils doivent publier. Or, on n'a plus accès aux revues scientifiques si on ne participe pas à la pensée dominante », Cliff OLLIER, PhD, géologue « Il devient de plus en plus difficile d'obtenir des crédits si on ne s'affirme pas en faveur des thèses du réchauffement climatique dû à l'homme », ou encore Jim STEELE, biologie de l'environnement « La blague dans la plupart des départements de biologie universitaire pour les chercheurs qui cherchent du financement, est «comment puis-je lier ma recherche au réchauffement climatique ?».

Là-dessus, s'ajoute le fait que pour être considéré comme chercheur à priori fiable, il est hautement préférable de ne pas remettre en cause les croyances de ses pairs, et d'en tenir compte dans un processus de peer-reviewing.

Le « peer review » n'est pas une garantie contre la manipulation ou la fraude.

Je ne reviendrai pas sur le cas « SERALINI », dont l'étude sur la toxicité des OGM a été retirée de la revue « Food and Chemical Toxicology ». La controverse qui l'accompagne démontre à suffisance l'ampleur de l'influence idéologique et politique qui transparaît dans la discussion scientifique et risque de la polluer, de quelque bord qu'elle provienne d'ailleurs.

De nombreux cas de fraudes ont eux été clairement établis, et je ne citerai que celle commise par Diederick STAPEL, chercheur et professeur à l'Université de Tilburg, qui pendant une dizaine d'années a publié plus de 137 articles dans des revues à relecture, dont 55 au minimum contiennent des données inventées ou falsifiées. (4)

Dans le domaine climatique, que nous a appris en son temps le « Climategate » ?

En 2009, la divulgation de mails échangés entre des chercheurs du CLIMATIC RESEARCH UNIT (CRU), grand pourvoyeur de données au GIEC, a brièvement secoué le monde scientifique avant d'être enfoui dans un oubli confortable. Les chercheurs incriminés furent ensuite blanchis par une commission du Parlement britannique (donc des politiques et non des scientifiques).

Quelques phrases relevées dans certains de ces mails :

Je ne veux voir aucun de ces papiers repris dans le prochain rapport du GIEC. Kevin et moi les écarterons, même si nous devons redéfinir ce qu'est la littérature peer-review. » (5)

« C'est le danger de toujours reprocher aux sceptiques de ne pas publier dans la littérature « peer reviewed ». De toute évidence, ils ont trouvé une solution à cela : infiltrer un journal. Alors, que faisons-nous à ce sujet? Je pense que nous devons cesser de considérer « Climate Research » comme une revue à prendre en référence. Nous devrions peut-être encourager nos collègues dans le milieu de la recherche climatique à ne plus prendre cette revue en considération. Nous devrions aussi attirer l'attention de nos collègues plus raisonnables qui actuellement siègent au comité de rédaction … » (6)

« Hans VON STORCH est en partie à blâmer (pour la publication d'articles sceptiques dans Climate Research). Cela encourage la publication d'inepties scientifiques. Nous devrions prendre contact avec les éditeurs et leur montrer que leur journal est perçu comme faisant de la désinformation. J'emploie le terme 'perçu', que cela soit vrai ou non c'est la perception à l' extérieur qui compte. Nous devrions pouvoir rassembler un groupe d'environ 50 scientifiques pour signer une telle lettre ». (7)

Dans une autre suite de mails (8), les scientifiques du CRU réagissent à la parution d'un article de McIntyre dans Geophysical Research Letters, où ils expriment leurs préoccupations au vu des relations du rédacteur en chef du journal

James SAIERS, avec l'Université de Virginia (et probablement Pat Michaels). « Si Saiers est un sceptique, alors il doit être éjecté via les canaux officiels du Journal. » (Saiers a effectivement été évincé).

Voilà qui doit permettre à chacun de se faire sa propre idée sur les pressions auxquelles sont soumis les éditeurs de journaux à comité de relecture. Et accessoirement sur la déontologie des champions de la Vraie Science du CRU. Et enfin sur l'opportunité de blanchir ces personnages comme l'a fait le Parlement britannique, qui -notons-le – avait à juger ses propres compatriotes agissant au sein de la prestigieuse université East Anglia.

D'autres anomalies …

Le professeur Paul BROOKES, professeur agrégé à l'Université de Rochester- Medical Center a prononcé l'évaluation la plus accablante, concentrant ses flèches sur Nature Publishing Group (NPG): «Vous pouvez avoir tous les poids lourds (scientifiques) de votre côté, mais si vous contestez quelque chose qui a paru dans un Journal du NPG, vous aurez à vous battre d'abord pour entrouvrir la porte, suivi par une bataille rangée pour obtenir que quelque chose soit publié. NPG n'aime pas quand vous trouvez des erreurs qui auraient échappé à l'examen par les pairs ». Le professeur Brookes avait sous un pseudo, créé un site web : science-fraud.org qui avait pour but de dénoncer des documents suspects dans la littérature scientifique. En six mois, il avait répertorié environ 500 articles, et son site comptait plusieurs milliers de visiteurs quotidiens. Lorsque sa véritable identité fut découverte, des e-mails furent envoyés aux scientifiques concernés pour les inciter à déposer plainte pour diffamation, qualifiant son site comme étant « un site de haine et constituant une menace pour la communauté scientifique (!) ». Cette dénonciation fut également envoyée à ses supérieurs académiques, aux éditeurs qui l'avaient publié ainsi qu'à ses collègues qui auraient aussi pu être des « peer reviewers ». Son site fut fermé à la suite de cette cabale. (9)

« (…) les relecteurs des revues scientifiques ont souvent encouragé des pratiques irrégulières ainsi qu' « une incitation à passer sous silence les résultats n'allant pas dans le bon sens ou les expériences n'ayant pas mis en évidence l'effet escompté, comme si cette absence de résultat n'était pas un résultat en soi ! « Il n'était pas rare que les revues plaident fortement en faveur de sujets intéressants, élégants, concis et irrésistibles, sans doute aux dépens de la rigueur scientifique. » (10)

Conclusion

Alors, toutes les revues scientifiques sont-elles à mettre à la poubelle, et tous les relecteurs sont-ils pourris ? Evidemment non, et je m'en voudrais de suivre le même cheminement intellectuel qu'affectionnent les partisans du GIEC à l'encontre de leurs contradicteurs. J'ai simplement voulu montrer les multiples failles d'un système en définitive très humain, soumis à des pressions en tous genres, intellectuelles ou financières auxquelles il est parfois difficile de résister, mais dictatorial dans sa finalité.

Il fallait bien que la gauche scélérate se distingue.

Le pari du Green New Deal à 16.300 milliards de dollars de Bernie Sanders - slate.fr 26.08

Quelques mois après la proposition d'un Green New Deal par la représentante Alexandra Ocasio-Cortez et le sénateur Edward John Markey, Bernie Sanders la reprend à son compte en lui apportant de profondes modifications au passage.

L'objectif semble insensé. Il vise une énergie propre à 100% pour l'activité des industries de l'énergie et du transport d'ici à 2030 et une économie décarbonée dans son intégralité vingt ans plus tard.

Le changement climatique deviendrait une «urgence nationale»; des investissements massifs dans la recherche et le développement ou dans les énergies renouvelables seraient effectués; l'achat de véhicules électriques serait subventionné significativement; 200 milliards de dollars seraient alloués à une aide au développement vert.

La fracturation hydraulique serait bannie, tout comme les imports et exports d'énergies fossiles ou les nouvelles autorisations d'exploitation. Les activités, firmes et grandes fortunes liées aux énergies qui ne respectent pas les critères pour être qualifiées de vertes seraient massivement taxées et un travail serait effectué avec la Securities and Exchange Commission (SEC) pour rediriger les investissements vers des fonds écologiques.

Au sein même de son camp, certaines personnes estiment que ces mesures sont tout à fait irréalistes. «Le plan Sanders semble gros, mais ce n'est pas sérieux», a par exemple déclaré au New York Times Joshua Freed, vice-président du think tank vert et démocrate Third Way.

D'autres, en revanche, louent la force symbolique du projet. Même si on le juge inapplicable, le Green New Deal de Bernie Sanders pourrait pousser les autres candidat·es à présenter des propositions plus osées. slate.fr 26.08

En complément.

Italie: le centre gauche et le M5S s'entendent pour un gouvernement Conte 2 - AFP 29 août 2019

Le Mouvement 5 Etoiles (antisystème) et le Parti démocrate (centre gauche) se sont entendus mercredi pour former un gouvernement sous la houlette du Premier ministre sortant Giuseppe Conte mais des incertitudes demeurent sur sa mise en place qui n'interviendra que dans les prochains jours.

Un "accord politique a été trouvé avec le PD" pour former une nouvelle majorité de gouvernement, a annoncé le chef du Mouvement 5 Etoiles (M5S), Luigi Di Maio, après avoir rencontré le président Sergio Mattarella.

Le nouvel exécutif sera de nouveau dirigé par M. Conte, et ce "sera une garantie" pour le M5S, a précisé M. Di Maio... AFP 29 août 2019

Hong Kong. Un flagrant délit qui passe mal. Les manipulations de masse à des fins inavouables n'existeraient pas selon les idéologues de l'oligarchie.

LVOG - La très prolifique et bienveillante couverture médiatique et institutionnelle de ces manifestations aurait dû mettre la puce à l'oreille de nos dirigeants sur leurs origines et leurs intentions inavouables car malveillantes, pensez-vous ! Comme ils n'ont rien à se mettre sous la dent en France pour maintenir le moral de leurs troupes et faire oublier leur incurie politique légendaire, n'importe quoi fera l'affaire quitte à les manipuler. Où va se nicher l'opportunisme.

Paranoïaque, Pékin voit l'ombre de la CIA à tous les coins de rue - slate.fr 26.08

Comme l'a souligné un porte-parole du département d'État dans une interview accordée au New York Times, «il n'est pas crédible de penser que des millions de personnes seraient manipulées afin de défendre une société libre et ouverte».

Sauf que Pékin a de bonnes raisons de recourir à des tactiques aussi manifestement maladroites. À l'instar du président américain Donald Trump, le pouvoir chinois a compris depuis longtemps que des déclarations farfelues peuvent mettre votre adversaire sur la défensive et détourner au moins partiellement son attention des questions de fond.

Au lieu d'analyser les véritables causes premières des manifestations en faveur de la démocratie et de se tenir au fait des événements sur le terrain, le consulat des États-Unis à Hong Kong va devoir passer un certain temps à réfuter le conspirationnisme ambiant et redoubler de vigilance lorsqu'il cherchera à maintenir le contact avec des Hongkongais de toutes obédiences politiques.

Nul doute que nombre de personnes qui lisent la presse et regardent la télévision chinoise ont cru aux mensonges sur Eadeh. Et ont dès lors vu sous un jour beaucoup moins positif les déclarations des gouvernements occidentaux affirmant les droits fondamentaux à la liberté de réunion et d'expression des manifestants.

La grande question est de savoir si le Parti croit aux mensonges qu'il raconte. slate.fr 26.08

LVOG - Slate croit-il aux siens ? Question stupide, ces manipulateurs professionnels s'en foutent assurément...

Téléchargez les articles disponibles dans la page d'accueil du portail sur ce sujet.

En guise de rappel pour les militants amnésiques (de mauvaise foi) ou les travailleurs qui l'ignoraient.

Dans la causerie du 2 octobre 2014

Stratégie du chaos.

- Crise à Hong Kong: une "affaire intérieure" chinoise selon Pékin - AFP

- Hong Kong : Pékin renforce la censure du Net - LePoint.fr

- A Hongkong, des étudiants menacent d'envahir le siège du gouvernement - Liberation.fr

- Mouvement pro-démocratie à Hong Kong : la "révolution des parapluies" s'intensifie - Atlantico.fr

- Solidarité avec les parapluies de Honk Kong - LeMonde.fr -

- Hong Kong : les manifestants plus déterminés que jamais en ce jour de fête nationale - Francetv info

- Hong Kong: les manifestants pro-démocratie conspuent la fête nationale chinoise - L'Express.fr

- En Chine, l'écho étouffé des événements de Hongkong - LeMonde.fr

- Craignant pour sa sécurité, Pékin aurait organisé des fouilles anales sur les pigeons - L'Express.fr

Dans la causerie du 4 octobre 2014

Mouvement social ou manipulation politique des tenants de la stratégie du chaos ?

- Hong Kong: Les manifestants se heurtent aux habitants exaspérés - 20minutes.fr

- Hong Kong: les étudiants rompent le dialogue après de violents heurts - AFP

- Violences à Hong Kong, les manifestants menacent - Reuters

- Manifestations à Hong Kong : vers un nouveau Tian'anmen ? - Le Monde

Dans la causerie du 8 octobre 2014

- L'art de la guerre - Hong Kong, sous les parapluies - Manlio Dinucci - Mondialisation.ca 07.10.2014

Extrait.

Le mouvement étudiant né à Hong Kong pour demander que l'élection du chef de gouvernement soit directe et non conditionnée par Pékin, est formé de jeunes appartenant généralement aux couches sociales avantagées par la croissance économique. Sur ce fond se pose la question : pourquoi, alors qu'on ignore des centaines de millions de personnes qui dans le monde entier luttent chaque jour dans des conditions bien pires pour les plus élémentaires droits humains, transforme-t-on quelques milliers d'étudiants de Hong Kong, au-delà de leurs propres revendications, en icône mondiale de lutte pour la démocratie ? La réponse doit être cherchée à Washington. Les inspirateurs et les chefs de ce qui est défini comme « un mouvement sans leader » -d'après une ample documentation- sont reliés au Département d'Etat et à ses émanations sous forme d' « organisations non-gouvernementales », en particulier la « Donation nationale pour la démocratie » (Ned) et l' « Institut démocratique national » (Ndi) qui, dotées de fonds très conséquents, soutiennent des « groupes démocratiques non-gouvernementaux » dans une centaine de pays. Deux exemples parmi tant d'autres. Benny Tai, l'enseignant de Hong Kong qui a lancé le mouvement « Occupy Central » (voir le South China Morning Post du 27 septembre), est devenu influent grâce à une série de forums financés par ces « ONG ». Martin Lee, fondateur du « Part démocrate » de Hong Kong, a été envoyé à Washington par la Ned et, après un briefing télétransmis (le 2 avril), a été reçu à la Maison Blanche le 7 avril par le vice-président Biden.

De ces faits et de nombreux autres émerge une stratégie, analogue à celle des « révolutions colorées » dans l'Est européen, qui, en instrumentalisant le mouvement étudiant, vise à rendre Hong Kong ingouvernable et à créer des mouvements analogues dans d'autres zones de la Chine habitées par des minorités nationales. Mondialisation.ca 07.10.2014

Dans la causerie du 26 octobre 2014

Déstabilisation de la Chine par les Etats-Unis.

- Parapluie contre matraque : les manifs de Hong Kong en jeu vidéo - Francetv info 25.10.2014

Pour en savoir plus.

L'échec de la prière "révolution colorée" - Tienanmen, 20 ans après - Réseau Voltaire 09.06.2009

http://www.voltairenet.org/article160446.html

Ou encore.

Les manifestations de Hong Kong : Les raisons profondes de ce mouvement pour la « démocratie ». (mondialisation.ca) (23.10.14)

http://www.luttedeclasse.org/dossier26/Hong_Kong_NED_231014.pdf

Liste non exhaustive, j'en ai d'autres en magasin si cela vous intéresse.

Ils osent tout.

Au G7, Macron "est plutôt en position de force", estime Raffarin - AFP

Manifestations: Macron veut "éradiquer progressivement la grande violence" - AFP

Gilets jaunes: Pour Macron, il n'y a pas eu de violence "irréparable" - Le HuffPost

Traité du Mercosur : Gilles Le Gendre remet en cause "la sincérité" et "l'honnêteté" du Brésil - Franceinfo

Marlène Schiappa veut "multiplier par 5" les amendes pour les partis politiques sans parité - Le HuffPost

Bruno Le Maire au JDD : "Je mesure les effets de notre crédibilité retrouvée" - Journal du Dimanche

Transparence : "Savoir qui inspire le législateur est un progrès" - Journal du Dimanche

LVMH et Leonardo DiCaprio vont donner des millions pour l'Amazonie - Le HuffPost

Ille-et-Vilaine : l'arrêté anti-pesticides du maire de Langouët suspendu par le tribunal administratif - Franceinfo

Comment rester positif quand tout va mal ? - LePoint.fr 26.08

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 4 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

On constata que durant les périodes entourant la fin des guerres impérialistes à la fin du XIXe siècle et au XXe siècle, les exploités et les opprimés s'étaient mobilisés pas seulement pour exiger la paix ou la fin de la guerre, mais aussi pour obtenir une amélioration de leur condition, alors que la situation économique ne s'y prêtait pas. Ces mouvements populaires ou révolutionnaires dépassèrent donc le cadre des rapports entre les classes fixés par la guerre et qui étaient à leur désavantage, et ils obtinrent en partie ou partiellement satisfaction...

De nos jours au contraire, lorsque nos acquis sociaux sont menacés, on se recroqueville sur nous-mêmes en espérant ainsi pouvoir sauver ce qui pourrait l'être encore, au lieu de nous projeter audacieusement dans l'avenir, comme s'il était déjà hypothéqué ou comme si nous n'en aurions pas quoi qu'il arrive, et du coup c'est effectivement ce qui est en train de se passer ou ce qui nous pend au nez, en adoptant cette attitude défensive au lieu de passer à l'offensive contre notre ennemi de classe.

Si on croit qu'il nous ménagera pour autant ou que ce serait le meilleur moyen d'entraîner les masses au combat, au lieu de soi-disant les effrayer avec un programme révolutionnaire, on commet là une lourde erreur politique ou on baigne en pleine confusion, car en empruntant cette voie jamais le mouvement ouvrier et son avant-garde ne pourront se reconstruire sur une base saine ou renouer avec le socialisme.

- Au format pdf - 19 pages)

A l'heure où la médiocrité envahit les esprits.

Il existe des musiciens qui sont à la fois des virtuoses et des génies, mais ils sont exceptionnellement rares. Il existe des centaines de virtuoses dans chaque instrument à travers le monde, mais peu ont développé la sensibilité qui associée à l'imagination font le génie créateur.

En écoutant hier David Garrett au violon avec ses musiciens et différents orchestres symphoniques, et Luka Sulic et Stjepan Hauser (2Cellos) au violoncelle interpréter les mêmes morceaux, en un éclair dès les premières notes, j'ai perçu que le virtuose David Garrett était dépourvu du génie qui habitait Luka et Stjepan. J'en ai été saisi au point d'être littéralement transporté en écoutant cette prestation digne d'un idéal qui aurait été atteint ou réalisé. Cela m'a rempli d'un bonheur indicible qui m'a fait penser aux plus grands penseurs qui nous inspirent, comme s'ils appartenaient à la même famille ou à l'élite qui incarne le meilleur que l'homme puisse produire.

Et le plus étonnant, c'est qu'ils parviennent encore à se surpasser ou à progresser, bien qu'ils ne soient pas toujours au même niveau, ce qui est impossible puisque ce ne sont que des hommes. Les musiciens de génie n'interprètent pas avec la même sensibilité la partition d'un autre compositeur. Les meilleurs parviennent, dit-on, à se rapprocher de la sensibilité du compositeur, à moins que ce ne soit la leur qu'ils nous transmettent ou qu'elle se confonde avec la nôtre.

C'est comme un don merveilleux que la nature nous offrirait ou qui nous réconcilierait avec elle. C'est peut-être le seul art qui traverse intact les siècles avec la même générosité et abnégation, où l'artiste incarne la perfection qui habite chacun des hommes, mais que peu d'élus parviennent à percevoir en eux, pour tenter de s'en rapprocher à défaut de pouvoir l'atteindre.

Cet hommage était dédié à l'espèce humaine, et au meilleur qu'elle est capable d'accomplir pour peu que l'occasion lui en soit donnée. C'est tout le mal que je vous souhaite, et que je me souhaite au passage puisque mon 64e anniversaire est dans une semaine, il ne faut jamais oublier personne !

Bon, vous aurez compris qu'on est loin d'être déprimé, dépressif ou aigri, mentalement et moralement on se maintient, il n'y a que physiquement que cela se dégrade, c'est la nature ! Heureusement que notre horizon se situe au-delà du monde dans lequel nous vivons, soumis au régime capitaliste qui s'emploie à nous pourrir l'existence ou tout ce qu'il touche. Sinon nous serions terriblement malheureux.

Maintenant que j'y pense, cela aurait très bien pu être un hymne à la liberté qui nous est si chère. Elle est si rare, qu'on a tendance à croire qu'elle n'existerait pas, parce qu'elle est enfouie sous un fatras de croyances qui nous la rendent inaccessible. Alors débarrassons-nous en une fois pour toute et tout le monde s'en portera mieux !

En attendant malheureusement force est de constater à ma connaissance que ceux qui prétendaient lutter pour nous en débarrasser ont renoncé ou se sont se sont laisser corrompre par l'idéologie dominante en se vautrant dans la pire imposture depuis le 11 septembre 2001, je veux parler de la théorie du réchauffement climatique de nature anthropique ou dû à l'activité humaine à laquelle ils se sont tous ralliés. Du coup, il est permis de se dire qu'il est une nouvelle fois minuit dans le siècle, pire encore qu'il y a 80 ans en arrière.

La seule chose qu'on puisse espérer, c'est que l'hémisphère nord soit balayé prochainement par un hiver particulièrement long et glacial qui paralyse et détruise une partie de l'économie, de manière à réveiller ou secouer les consciences de la torpeur dans laquelle elles ont sombré.

Rappelons que 95% du CO^2 présent dans l'atmosphère provient des océans et de la végétation, et que seulement 5% provient de l'activité humaine, et que le taux de CO^2 d'origine anthropique présent dans l'effet de serre représente seulement entre 0,5 et 0,7% de l'ensemble des éléments qui compose l'effet de serre, proportion insignifiante qui n'a aucune influence sur la température de la Terre.

J'ignore si les lecteurs ont conscience de l'ampleur et de la profondeur du désastre et de l'infamie que signifie le déni de la réalité ou la manipulation des faits, auxquels il a fallu se livrer pour croire que l'activité humaine serait responsable du réchauffement de notre planète, tellement les éléments démontrant le contraire sont évidents ou à la portée du plus imbécile des hommes, C'est cela qui est stupéfiant et le plus préoccupant, car cela révèle qu'on ne peut avoir confiance dans absolument aucun courant politique qui se réclame du mouvement ouvrier ou qui gravite autour, je pense ici aux animateurs des médias dits alternatifs ou progressistes, qui se prétendent aussi indépendants et qui démontrent ici qu'ils ne le sont pas en réalité, c'est consternant, pitoyable, pathétique.

Chacun comprendra qu'un tel comportement relève forcément d'un choix adopté délibérément de tromper les personnes auxquelles ils s'adressent, et qu'ils ne peuvent invoquer une quelconque carence ou défaillance intellectuelle. On n'a pas fini d'en subir les conséquences dramatiques, surtout si auparavant on ignorait à qui on avait affaire ou on refusait un tel constat tellement cela paraissait impensable, parfois par souci de modestie, sauf qu'il ne faut pas se fier aux apparences mais s'en tenir strictement aux faits en toute circonstance aussi dure que puisse être la réalité, sinon on se laisse facilement embarquer dans des manipulations qui nous serons un jour fatales, et notre impuissance à inverser le cours des choses prouve suffisamment que nous en sommes arrivés à ce stade de dégénérescence. Reste à savoir si elle serait irréversible et que tout serait foutu, mon témoignage était juste destiné à démontrer le contraire, et j'ose croire ou espérer que je ne suis pas le seul dans ce cas-là.

Qu'il nous soit permis d'espérer mieux.

L'homme a continué de se reproduire comme un animal sauvage et de coloniser la terre de manière anarchique, comme si les variations climatiques relevées depuis des siècles et dues essentiellement à l'activité du soleil et du rayonnement cosmique n'existaient pas ou n'auraient aucune conséquence sur son existence dans l'avenir, ce qui relève de la part des classes dominantes qui portent la responsabilité de l'orientation de la société, de la plus parfaite inconscience et du plus complet cynisme qu'on puisse imaginer.

Que les représentants de la classe ouvrière fassent preuve de la même ignorance ou inconscience relève de l'imposture.

Il fut une époque ou les populations pouvaient migrer lorsqu'elles étaient menacées par les aléas du climat ou après avoir subi une catastrophe. On en est arrivé au point ou changer d'emploi et de lieu de travail ou déménager est devenu quasiment impossible ou présente d'énormes risques, alors qu'on nous l'impose très souvent. Des centaines de millions de personnes dans le monde sont contraintes de continuer de vivre dans des conditions épouvantables ou extrêmes dans des lieux quasi insalubres, surpeuplés, pollués, etc. sans espoir d'en sortir un jour. Et ceux qui bénéficient d'un meilleur traitement, n'osent pas non plus bouger par crainte que leur mode de vie privilégié se détériore. Il en va de même pour les plus nombreux qui se situent entre les deux, qui peinent à survivre, l'angoisse du lendemain au ventre ou qu'un banal accident ou une maladie soudaine ferait sombrer dans la misère noire.

De nos jours, il existe des hommes primitifs qui vivent mieux ou plus heureux dans des forêts, que les hommes modernes qui vivent dans des villes, parce qu'ils bénéficient encore de libertés qui chez nous ont pratiquement totalement disparu, ce qui se traduit par une vie routinière à mourir d'ennui ou abrutissante, un mode de vie insignifiant, oppressant, auquel on peine en vain à donner un sens.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ces peuples primitifs ont davantage conscience de leur condition et de l'environnement naturel dans lequel ils sont parfaitement intégrés, que les hommes modernes qui n'ont rien compris au développement économique dont ils sont les produits, et qui, lorsqu'ils ne se sentent pas exclus de la société, ne saisissent pas l'occasion d'agir pour la changer au risque de la laisser s'enliser ou dépérir avec elle.

Quand le système financier mafieux domine le monde.

La Toile d'Araignée: Le Second Empire Britannique - 2018

https://www.youtube.com/watch?v=hizj_6EH34M

Cette vidéo devrait figurer au programme de formation des militants socialistes.

On y explique et démontre comment la Citi de Londres, la Banque d'Angleterre, la monarchie et les institutions parlementaires britanniques ont mis en place un système financier illégal et mafieux, qui consiste à organiser l'évasion fiscal de capitaux à l'échelle mondiale du particulier au banquier, et à blanchir l'argent du crime qu'il soit de nature individuel ou organisé à l'échelle internationale.

Autrement dit, comment la Grande-Bretagne est devenue la première place financière mondiale en servant de couverture politique aux paradis fiscaux qu'elle a créés dans les années 60-70 ou dans la foulée de la décolonisation à cette fin. Bien entendu, tous les membres des gouvernements dans le monde le savent, en sont complices et en profitent en échange de leur silence ou de leur inaction pour mettre un terme à cette activité illégale et mafieuse.

Ce qui est intéressant dans cette vidéo, qui sans cela n'aurait pas pu exister, c'est que ce sont des transfuges de la finance britannique ou d'ex-employés de haut niveau (mais pas seulement) qui ont travaillé dans ces paradis fiscaux qui en révèlent le fonctionnement. Les sommes colossales dont il est question ici, il est évoqué à un moment donné le chiffre de 50.000 milliards de dollars, suffisent à nous faire comprendre où se situe le pouvoir de nos jours, qui concentre le pouvoir et qui concourt à l'orientation du monde dans lequel nous vivons.

Où cela pose problème, c'est que nos dirigeants (du mouvement ouvrier) le nient ou n'en tiennent pas compte dans leurs analyses et leurs stratégies. Ils estiment que les travailleurs en aient ou non conscience n'aurait pas d'importance ou d'influence sur l'interprétation de leur condition ou de la situation. C'est ce qu'un militant trotskyste m'avait affirmé il n'y a pas si longtemps, en m'expliquant que je perdais mon temps ou que je me fourvoyais en accordant trop d'importance à ce facteur, alors qu'en réalité je m'efforçais de porter à la connaissance des travailleurs ou militants comment fonctionne réellement la société, sachant que s'ils ne le comprenaient pas, ils ne pourraient jamais agir efficacement pour la changer, compte tenu que ce facteur avait le pouvoir de déterminer l'orientation de la société ou qu'il était responsable de leur condition.

On comprend mieux aussi qui a avantage au Brexit ou pourquoi quand on sait que pour que cette industrie financière mafieuse fonctionne, elle doit demeurer opaque et n'avoir de compte à rendre à personne, n'être soumis à aucune réglementation d'où qu'elle vienne, y compris l'Union européenne ou le Parlement européen. La plaque tournante britannique de la finance mafieuse internationale doit demeurer hors contrôle, totalement indépendante de toute institution, de tout pouvoir politique, à l'instar de celle américaine à laquelle elle a servi de modèle et que soutient l'oligarque Trump fervent partisan du Brexit.

La crise du capitalisme a pris une telle ampleur dans le monde, que de plus en plus de voix se sont élevées, non pas pour abolir ce système économique, mais pour réclamer plus de réglementation, un droit de regard sur son fonctionnement, or c'est

totalement impensable sachant qu'il est essentiellement illégal, mafieux ou criminel. Donc le seul moyen d'échapper à cette tentative de contrôle, c'était encore à cet Etat voyou de se déclarer indépendant de l'UE.

Et le plus navrant ou le plus pitoyable, on a envie de dire comme d'habitude tellement c'est devenu un lieu commun, c'est qu'en choeur l'ensemble du mouvement ouvrier s'est engouffré comme un seul homme dans le Brexit dont les travailleurs britanniques n'avaient rien à attendre de bon, bien au contraire. Entre la peste et le choléra, entre la livre sterling et l'euro, nos dirigeants ont estimé qu'ils devaient choisir !

Au passage, vous comprendrez mieux pourquoi je n'ai jamais soutenu le Brexit. Je ne connaissais pas tous les dessous de cette opération, qui ont cependant transpiré au compte-gouttes au fil du temps, indiquant qu'il s'agissait sans doute d'un coup pourri qui avait été orchestré au plus haut niveau, donc celui de la finance britannique, constatant que ça sentait franchement mauvais de ce coté-là et n'ayant aucun attrait particulier pour les mauvaises odeurs ni aucun lien avec cette caste, par prudence, je m'étais dit qu'il valait mieux s'abstenir que de se compromettre en attendant d'en savoir davantage, et je ne le regrette pas puisque les faits m'ont donné raison. Pour déconner, je crois que finalement je n'aurais pas fait un si mauvais dirigeant que cela ou je n'aurais pas fait pire que les nôtres !

Je ne sais plus si c'était avant ou juste après l'élection de Macron, j'avais indiqué dans une causerie qu'on devrait se concentrer contre l'oligarchie qui trône à la tête du capitalisme, car en la décapitant, c'est le capitalisme qu'on liquiderait du même coup. A condition d'achever le boulot, évidemment, d'aller jusqu'au bout, de s'emparer de tous les rouages essentiels de l'économie.

En guise d'épilogue.

« Dieu et mon droit » (en français dans le texte) est la devise de la monarchie britannique depuis l'époque d'Henri V (1413, 1422). Cette devise ferait référence au droit divin des rois, et aurait été utilisée comme mot de passe. (Comme quoi ils ont de la suite dans les idées ! - LVOG)

L'équivalent latin serait « Deus meumque ius » utilisé par la maçonnerie française de rite écossais, avec le symbole de l'aigle à deux têtes. (Source : Wikipédia.org) (La même boutique ! - LVOG)

En complément.

Les décomposés du NPA n'en loupent pas une.

La Tendance Claire a cru bon de publié un article de Marianne intitulé *Existe-t-il un "Etat profond", formule employée par Macron lors du G7 ?*, comme si ce n'était pas évident !

Dans cet article l'auteur s'emploie à attribuer cette formule à l'extrême droite pour la discréditer ou faire le jeu de l'oligarchie qui tire les ficelles, pour finalement conclure que la France serait épargnée par ce phénomène, ouf les oligarques français et les actionnaires du CAC40 peuvent dormir tranquille. Si vous vous engagez dans le NPA, au moins vous saurez quels intérêts vous servirez.

Au point où ils en sont, les maîtres du monde d'hier et d'aujourd'hui osent tout.

Tollé en Allemagne: l’ancienne famille impériale veut récupérer ses châteaux confisqués - lefigaro.fr 01.09

Or «il y a un débat entre historiens autour du lien controversé du Kronprinz (le prince héritier, arrière-grand-père de Georges-Frédéric) avec le nazisme. La plupart d’entre eux estiment tout de même qu’il existait un lien très fort entre le NSDAP et le Kronprinz, bien qu’il n’ait jamais été membre du parti», explique l’historien Stephan Malinowski. «En 1932, le Kronprinz appelle à voter pour Hitler lors de l’élection présidentielle», ajoute-t-il. Élection qui sera remportée une nouvelle fois par le maréchal Hindenburg. lefigaro.fr 01.09

Les positions adoptées par tous les partis dits ouvriers face à la contre-réforme des retraites de Macron sont scandaleuses.

Aucun ne défendra le droit à la retraite au plus tard à 50 ans à taux plein et sans condition, ni même à 55 ans ou à 60 ans, tous s'alignent sur le droit existant qui est profondément injuste. Je vais avoir 64 ans dans 10 jours, je suis passé par 50 ans et je sais qu'à cet âge-là j'étais déjà diminué physiquement, alors autant dire qu'au-delà de 60 ans c'est un martyr de continuer à travailler comme avant. Tout comme forcer des gosses à se lever chaque matin à 6 ou 6h30 pour aller à l'école de l'esclavage.

Tous ces partis se contentent de défendre un système profondément injuste, sous prétexte que celui que Macron propose serait pire encore. Mais quel travailleur va avoir envie de défendre un système de retraite sachant qu'il est profondément injuste, aucun à part les nantis de l'aristocratie ouvrière qui bénéficient d'un statut privilégié et constituent les piliers du régime en place ?

Voilà ce que défendent en réalité ces partis, le régime qu'ils n'ont nullement l'intention d'affronter.

Dites-moi qu'est-ce qui distingue les conditions de travail d'un guichetier de la RATP ou de la SNCF d'une caissière d'un supermarché qui est amenée à travailler jusqu'à 22h et les jours fériés ? Qu'est-ce qui distingue un chauffeur de bus de la RATP d'un chauffeur de car d'une entreprise privée? Absolument rien ne justifie qu'ils bénéficient d'un traitement différent. Or, ce n'est pas l'avis de nos dirigeants.

Où sont donc passées la revendication légitime pour une baisse de la durée du travail pour l'ensemble des travailleurs ? A la trappe, elle ne serait pas ou plus d'actualité compte tenu du contexte politique dans lequel nous vivons, qui se caractérise par la réaction sur toute la ligne, autrement dit à ce compte-là on finira par ne plus défendre aucun besoin social ou aspiration démocratique.

On nous fait croire qu'on vivrait mieux qu'autrefois, mais à bien y regarder était-ce vraiment le cas ?

Autrefois on travaillait 10 heures par jour 6 jours sur 7 en habitant à 10 minutes de son lieu de travail ou quasiment sur place. De nos jours en moyenne on travaille entre 39 et 40 heures par semaine réparties sur 5 jours en ayant en moyenne entre 2 et 3 heures de transport quotidiennement. Avez-vous fait le calcul de la différence que cela représente au bout d'un siècle ? Non, évidemment, moi je l'ai fait, cela représente une diminution de 8 à 13 heures ou de 7 à 9 heures hebdomadaire au bout d'un siècle, alors que le taux de productivité (ou d'exploitation) a été multiplié par 100 au moins. Et il y en a qui osent appeler cela un progrès social, mais de qui se foutent-ils ?

Mais direz-vous, cette revendication est incompatible avec l'existence du régime capitaliste, ce n'est pas sérieux. Si au contraire, c'est d'y renoncer parce qu'elle n'est pas compatible avec l'existence du régime capitaliste qui n'est pas sérieux, car nous revendiquons également l'abolition de ce système économique.

Ces partis ont renoncé à cet objectif, c'est pourquoi ils ne peuvent pas reprendre à leur compte cette revendication légitime. Vous auriez une autre explication à nous fournir, n'hésitez pas à nous la faire connaître.

Retraites. Fabrication du consentement.

Sondage. Retraites : ce que veulent les Français - lejdd.fr 31.08

Selon notre sondage Ifop/JDD* publié dimanche, seulement un tiers des Français (34%) leur font confiance pour réformer les retraites, contre deux tiers (66%) qui y sont opposés.

Interrogés sur leur "orientation privilégiée" dans ce dossier, 41% des Français jugent qu'une réforme des retraites n'est pas nécessaire.

Selon ce sondage, 36% des Français considèrent qu'il faut allonger la durée de cotisation des actifs, le levier traditionnellement utilisé par les politiques en la matière. Parmi les autres options proposées, 16% des Français optent pour une augmentation des cotisations des actifs et 7% pour une baisse des pensions des retraités, selon ce sondage. Seulement 2% des retraités sont favorables à cette dernière option.

Plus engageant pour le gouvernement, les deux tiers des Français (66%) sont favorables à une harmonisation des différents régimes "au nom de l'égalité entre les cotisants", alors que 34% des Français veulent conserver des régimes de retraites différents compte tenu des spécificités de certains métiers ou professeurs, selon ce sondage. lejdd.fr 31.08

LVOG - Lire professions au lieu de "*professeurs*". J'en profite pour prévenir les lecteurs, que depuis quelque temps les médias laissent passer de plus en plus de fautes dans leurs articles, je les corrige la plupart du temps.

Les deux tiers de la population estiment que Macron et son gouvernement sont illégitimes pour réformer les retraites, tout le reste ne sert qu'à la cautionner.

Cela dit le système actuel de retraites est très inégalitaire ou injuste.

Quand la hausse de l'espérance de vie est pour 2/3 en mauvaise santé, quel progrès !

L'espérance de vie en bonne santé, grande absente du débat sur la reforme des retraites - francetvinfo.fr 30.08

Avec l'allongement de la vie, la retraite est devenue une véritable deuxième vie : l'espérance de vie à la naissance a atteint 79,5 ans pour les hommes et 85,4 ans pour les femmes en 2018 en France métropolitaine, selon l'Insee. Au cours des 60 dernières années, les hommes comme les femmes ont gagné 14 ans d'espérance de vie en moyenne.

Selon les dernières données disponibles, l'espérance de vie en bonne santé est de 64,9 ans pour les femmes et 62,5 ans pour les hommes. Elle est restée stable ces dix dernières années. La part des années vécues sans incapacité est stable elle aussi, autour de 80 % pour les hommes et de 75 % pour les femmes : ces dernières déclarent en effet davantage de limitations fonctionnelles, légères ou fortes, dans les activités du quotidien.

Mais comme dans le cas de l'espérance de vie à la naissance, les chiffres mis en avant ne sont que des moyennes qui recouvrent des situations très différentes. Il est probable que les incapacités surviennent plus rapidement dans les classes sociales les moins favorisées où les travaux physiques sont plus courants, la prévention et les soins moins bons. Mais aucune étude n'est jamais vraiment venue objectiver des inégalités dans le "bien vieillir". "Les enquêtes sont menées sur des échantillons représentatifs de la population française, mais l'espérance de vie en bonne santé n'est pas un indicateur que l'on décline par origine sociale. Sur cette question, nous n'avons aucunes données", admet Muriel Moisy. "Il y a seulement eu, il y a une quinzaine d'années, une étude d'Emmanuelle Cambois qui montrait que non seulement les ouvriers vivaient moins longtemps, mais qu'en plus ils vivaient plus longtemps en mauvaise santé." (La "double peine" des ouvriers : plus d'années d'incapacité au sein d'une vie plus courte), ndlr)

De ces données, les gouvernements -actuels et passés- en tiennent-ils compte pour nourrir leurs réflexions sur la réforme des retraites ? Ils en prennent, en tout cas, connaissance. "L'espérance de vie sans incapacité compte parmi les indicateurs de richesse. Le conseil des retraites nous le demande tous les ans début octobre, indique la socio-démographe. Ce qui l'intéresse c'est de savoir combien d'années en bonne santé vivent les gens après 65 ans. Et avec quel degré de limitation : en effet, avec une déclaration de limitation légère, on pourrait imaginer que ce sont des personnes encore capables de travailler."

Selon Frédéric Bizard, économiste spécialiste des questions de protection sociale et de santé, ces données ne sont pas du tout prises en compte dans le débat sur les retraites. "Certains syndicats peuvent les prendre en considération mais le font pour nourrir leur opposition à tout report de l'âge de la retraite. Mais pas les gouvernements. En tout cas, le sujet n'est pas officiellement abordé." Un tort, toujours à en croire l'économiste. "C'est une erreur : la hausse de l'espérance de vie est pour 2/3 en mauvaise santé. Mais le gouvernement, n'a pas envie d'aborder le sujet parce qu'il est plutôt défavorable au travail au-delà de 62 ans. Pour lui ce serait se tirer une balle dans le pied." francetvinfo.fr 30.08

LVOG - Et ne comptez sur aucun acteur politique pour lui tirer une balle dans la tête !

« Et en même temps » quand la vieillesse est un naufrage... qui vient souvent de loin.

Après Arlette, Emmanuel Macron, la nouvelle coqueluche d'Alain Souchon - lepoint.fr 30.08

« Et en même temps... c'est drôle, ces parcours. C'est émouvant, ces parcours. Ces gens si brillants, si intelligents, si cultivés, qui se retrouvent si jeunes là... C'est un roman. De toute façon, c'est romanesque, la vie de nos présidents. Que ce soit Mitterrand, Chirac, Hollande... Ce sont des gens tellement brillants... » a poursuivi le chanteur invité de RTL...

Alain Souchon concède qu'il a « parfois trouvé » le président « arrogant sur la politique ». « Bien sûr, c'est parce qu'il est jeune. Mais c'est assez magnifique de voir ce jeune garçon à la tête d'un État important comme ça », estime l'artiste de 75 ans, qui s'est justifié de son discours laudatif : « Vous savez aujourd'hui, la politique, c'est difficile de faire des compliments. François Hollande, on disait : "Qu'il s'en aille, qu'il s'en aille !" Moi, j'étais là du temps du général de Gaulle et tout le monde disait aussi : "Qu'il s'en aille, il est vieux, il nous fait chier." Et maintenant, tout le monde l'apprécie. La politique, c'est spécial... ». lepoint.fr 30.08

En complément.

L'épouvantail issu du PCF qui va effrayer les patrons !

Monique Pinçon-Charlot, une marxiste chez les grands patrons - lepoint.fr 29.08

S'ils le disent eux-mêmes: Point de salut en dehors du néolibéralisme ou la version la plus débridée du capitalisme.

"La droite française comme la gauche de gouvernement doivent composer avec un modèle néo-libéral" - huffingtonpost.fr 01.09

Extrait. La réalité sous-jacente est plus prosaïque: la confrontation de deux capitalismes brutaux, en lutte pour la plus-value, avec leurs clientèles, leurs financiers et leurs réseaux. D'un côté le complexe militaro-industriel et pétrolier des "néo-cons" qui s'est résigné à devoir accepter comme leader un Donald Trump rabatteur de classes populaires isolées dans les États les plus enclavés. De l'autre la Silicon Valley, le monde tertiaire et le réseau des universités, ouverts sur les océans et le flux du monde, qui se nourrissent de l'éparpillement individualiste des multitudes pour vendre. (Le courant politique auquel se sont convertis le PS et EELV notamment, ce qu'ils appellent la gauche, le parti démocrate aux Etats-Unis. - LVOG)

Les deux forces s'appuient sur des héritages d'idées différents, issus de l'histoire des États-Unis: conservatisme religieux d'une part, pensée libertarienne de l'autre. Mais néo-libérales chacune à leur sauce, elle n'ont pas le moindre intérêt pour la défense des sociétés.

Trump rejette le dogme libre-échangiste de Ronald Reagan et l'aventurisme militaire de George W. Bush. Mais il n'y a pas rupture avec le libéralisme économique et l'idéologie néo-conservatrice. En réalité, l'administration Trump ne fait que lever des barrières protectionnistes pour développer plus de "néo-libéralisme dans un pays", et redonner un soutien populaire au capitalisme financier de Wall Street. Au prix pour ses idéologues de tordre même la pensée du philosophe anglais Edmund Burke, qui s'insurgeait pourtant au XVIIIème siècle contre l'impérialisme économique britannique. (Effectivement, il n'y a pas de rupture entre le capitalisme libéral et le néolibéralisme, c'est la même idéologie revue ou corrigée pour s'adapter aux conditions ou aux besoins actuelles du capitalisme en crise. La supercherie de la gauche ou de la gauche de la gauche consiste à le nier pour mieux masquer son adaptation au capitalisme. - LVOG)

Libertaire, nationaliste, conservatrice, selon les circonstances, il s'agit toujours pour la droite de prolonger le néo-libéralisme. Le socialisme a muté en progressisme (...). (Traduire : Ses représentants officiels se sont adaptés et sont devenus de vulgaires agents du néo-libéralisme. - LVOG)

...la droite française comme la gauche de gouvernement doivent composer avec un modèle néo-libéral de consanguinité et de service réciproque avec des grands groupes économiques solidaires de réseaux mondialisés. (La gauche a-t-elle fait autre chose depuis un siècle, composer avec le capitalisme, franchement ? Et que dire de l'extrême gauche qui s'était encanaillée avec la gauche. Ne parlons pas de l'extrême droite avec la droite, puisque c'est naturel chez elle. - LVOG)

(Par Régis Passerieux Professeur à l'école des hautes études internationales et politiques, ancien secrétaire national aux relations internationales du PS - huffingtonpost.fr 01.09)

LVOG - Notre avenir devrait dépendre des entreprises transnationales ou des multinationales, voilà résumé le programme de la gauche de gouvernement du PS à LFI. Il existe cependant une alternative, un unique espoir pour l'humanité, le socialisme que cet idéologue néolibéral ne pouvait évidemment pas mentionner.

Qui a dit ?

Interrogé au sujet de la jeune activiste Greta Thunberg, il décrit une jeune fille "très intéressante", devenue "le visage de cette jeunesse qu'on n'attendait pas se mêler de manière aussi forte et radicale de la question climatique". "Mais ce qui importe, c'est le diagnostic qu'elle pose". francetvinfo.fr 01.09

Réponse : Le député populiste LFI Adrien Quatennens.

Ce charlatan devait être le seul à en attendre autres choses !

francetvinfo - Il se dit "très déçu des conclusions du G7".

LVOG - Sa rhétorique le trahit, l'amateurisme ou le dilettantisme transpire dans son discours autant que l'opportunisme, par exemple quand il vole au secours de Macron et le ménage en s'en prenant à Bolsonaro qui "*déforeste l'Amazonie*" sans préciser que Macron fait la même chose en Guyane pour le compte de multinationales.

Quand un militant attend quelque chose des représentants de 7 puissances impérialistes, c'est qu'il milite dans le camp de nos ennemis.

francetvinfo - ...il se montre très critique envers Jair Bolsonaro, le président brésilien, déplorant son "comportement" et les "mots" adressés à Emmanuel Macron et à sa femme Brigitte. Il critique en outre la "politique détestable" de Jair Bolsonaro,

"ce monsieur qui s'accommode du travail des enfants, qui déforeste l'Amazonie dans des proportions inconsidérées". francetvinfo.fr 01.09

Le Parlement européen dans le rôle zélé de la blanchisseur au service de l'autocratie.

Emplois fictifs: Sylvie Goulard blanchie par le Parlement européen - AFP

La candidate de la France pour siéger à la Commission européenne, Sylvie Goulard, a été blanchie par le Parlement européen dans le cadre d'une affaire d'emplois fictifs présumés, a indiqué vendredi le service du presse du Parlement européen. AFP

Qui est Nicolas Berggruen, le milliardaire « philanthrope » qui a financé Sylvie Goulard ? - ruptures-presse.fr 28 juin 2017

Extraits. L'information était disponible depuis 2014, mais Le Journal du dimanche l'a actualisée et mise sur le devant de la scène le 25 juin dernier : Sylvie Goulard a reçu de l'Institut Berggruen plus de 10 000 euros par mois d'octobre 2013 à janvier 2016, période au cours de laquelle elle était députée européenne (voir notre article). Dans la rubrique « Mon parcours » de son site personnel, l'éphémère ministre des Armées présente ainsi son activité au service du think tank américain : « Conseillère spéciale du Council for the Future of Europe [Conseil pour l'avenir de l'Europe] », un groupe de réflexion qui dépend du « Nicolas Berggruen Institute for Governance [Institut pour la gouvernance] ».

Sylvie Goulard précise ensuite qu'il s'agit d'une « association à but non lucratif visant à promouvoir une meilleure gouvernance mondiale et européenne. » Elle ajoute que le Conseil pour l'avenir de l'Europe « est présidé par Mario Monti » et qu'il « comporte des personnalités de sensibilités politiques diverses telles que, notamment, Jacques Delors, Guy Verhofstadt, Pascal Lamy, Romano Prodi ou Jean Pisani-Ferry. » On imagine les débats enflammés entre ces anticonformistes que tout oppose…

Un milliardaire « philanthrope » de plus

Basé en Californie, l'Institut Berggruen a été fondé en 2010 par le milliardaire américano-allemand – qui a grandi en France – Nicolas Berggruen, fils du richissime collectionneur et marchand d'art Heinz Berggruen (décédé en 2007). Le magazine Forbes évalue la fortune personnelle du golden boy à 1,81 milliard de dollars. (...)

Financier à la réputation d'excentrique se piquant de « philanthropie » et d' « idées », Nicolas Berggruen reste avant tout un homme d'affaires. Avec sa holding personnelle, qui fait des investissements immobiliers et financiers dans le monde entier, il est l'actionnaire majoritaire du premier groupe de médias espagnol Prisa (qui possède notamment le quotidien El País). Ce géant des médias présent dans 23 pays détient 15 % du groupe Le Monde. D'après Mediapart, M. Berggruen « siège au conseil d'administration du Monde ». On peine à comprendre la discrétion du « journal de référence » sur un si prestigieux compagnonnage. (...)

Le portrait au cirage de Nicolas Berggruen brossé par L'Obs serait incomplet si l'irremplaçable Jacques Attali n'y avait pas apporté sa touche : « C'est un garçon étrange, extrêmement gentil, extrêmement cultivé et extrêmement curieux, dans tous les sens du terme ». Et le grand mage médiatique surenchérit : « C'est un honnête homme au sens du XVIIIe siècle. Quelqu'un qui a décidé de mettre son argent au service de l'intérêt général. Je le crois sincère dans sa démarche. » (...)

Fort de quelques cours particuliers de philosophie (on imagine le salaire des deux professeurs…), Nicolas Berggruen a écrit avec le journaliste Nathan Gardels un livre intitulé Gouverner au XXIe siècle : La voie du milieu entre l'Est et l'Ouest (Fayard, 2013). Cet ouvrage en appelle à une « gouvernance intelligente » faisant la synthèse entre la « démocratie libérale occidentale » et le « modèle chinois ». Ce must-read des élites transnationales comporte une préface de Jacques Attali et un avant-propos d'Alain Minc. Dans lesquels, on le soupçonne, les Dupond et Dupont du mondialisme néolibéral doivent insister sur les « réformes indispensables ». « Je dirais même plus, les indispensables réformes… »

Le dessein intellectuel et politique de Nicolas Berggruen est assez facile à cerner à travers la fadeur cyber-patronale de ses propos : il s'agit de ripoliner l'incontournable capitalisme à coups de nouvelles technologies, de « gouvernance » et de « démocratie participative ». Dès lors on comprend son attachement à l'intégration européenne à la sauce digitale. Une visite du compte Twitter de ce ravi de la crèche mondiale donne un aperçu de sa « pensée profonde ». Il écrit par exemple le 24 mai 2017 : « Le paradoxe de la démocratie : afin de sauver la démocratie, nous devrons peut-être en avoir moins. » Précisons qu'il ne s'agit pas d'une citation de 1984. (...)

À noter que notre financier-philosophe, via son Institut, a fondé avec le Huffington Post un nouveau média en 2014 : le WorldPost, une publication dédiée aux « enjeux mondiaux ». Il y (co)signe lui-même des articles, comme celui-ci ; le titre laisse deviner un point de vue résolument iconoclaste : « Le "président start-up" de la France est exactement ce dont l'Europe a besoin pour

redémarrer ».

Comme on peut aisément s'en douter, ce membre éminent de l'oligarchie est un détracteur féroce du nouveau président français. Ses tweets en attestent : « Macron écrit l'histoire pour la France et l'Europe – un leadership nouveau, post-parti » (7 mai) ; « La France célèbre ses francs-tireurs : le Roi-Soleil, Napoléon et maintenant, Macron » (12 juin) ; « Le gouvernement d'Emmanuel Macron offre une aube nouvelle à la France, à l'Europe et à la civilisation occidentale » (19 juin). (...)

Qui sont les modèles de Nicolas Berggruen ? Sans surprise, les milliardaires mécènes William Gates (Bill pour les intimes) et Warren Buffet. Mais aussi George Soros, à propos duquel il déclare en 2010 : « Il m'impressionne beaucoup parce qu'il est à la fois généreux et engagé. » Toutefois, comme M. Berggruen se réclame de la « post-idéologie » – une fumisterie capitaliste –, il nuance quelques années plus tard : « J'ai un grand respect pour lui, pour ce qu'il a fait. Mais l'Institut [Berggruen] n'a pas de parti pris idéologique [sic]. Nous ne sommes pas là pour dire à des pays arabes par exemple : la démocratie libérale à l'occidentale est le meilleur système. Il faut tout changer et être comme nous. » (...) ruptures-presse.fr 28 juin 2017

Green new deal. Stratégie de la terreur. Au pif, du simple au double

Les prévisions dramatiques pour les océans et les glaciers (rapport de l'ONU sur le climat) - euronews 29 août 2019

C'est un nouveau rapport qui nous alerte sur le sort de la planète, et notamment sur l'état des océans. Il émane du GIEC, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat . Il sera présenté officiellement le 25 septembre à Monaco. (Un paradis fiscal ! - LVOG)

Le niveau des océans aura augmenté d'au moins 43 centimètres environ d'ici à la fin du siècle, dans le meilleur des scénarios. Cela pourrait atteindre près d'un mètre selon les prévisions les plus dramatiques.

Les petits atolls du Pacifique ne seront pas les seuls touchés. De très nombreuses villes côtières auront les pieds dans l'eau.

Le GIEC prédit que près de 280 millions de personnes auront à s'installer ailleurs, rendant bien réelle la notion de "réfugiés climatiques ".

Autre conséquence du réchauffement des océans : les réserves de poissons vont décliner encore plus vite qu'aujourd'hui, certaines espèces ne s'adaptant pas à des mers plus chaudes, plus acides et moins salées.

Enfin, le rapport s'inquiète du dégel du permafrost, cette couche du sol théoriquement gelée toute l'année.

En fondant, le permafrost libère les énormes quantités de dioxyde de carbone qu'il renferme. Et cela ne fait qu'accélérer le réchauffement climatique. euronews 29 août 2019

LVOG - Vous aurez remarqué que dans cet article ils ont soigneusement évité de mentionner le réchauffement climatique selon eux de nature anthropique.

De mon côté, j'ignore si le niveau des océans a fluctué au cours des siècles derniers, sans doute si j'en crois ma propre expérience ou ce que j'ai pu constater quand j'habitais sur une plage (pendant 11 ans, de 2000 à 2011) à 5 kilomètres de Pondichéry. Après que le gouvernement de Pondichéry eut entrepris de creuser en amont le bassin qui servait de port de pêche et commercial, la cote s'étendant vers le nord fit l'objet d'une profonde modification. La mer se mit à avancer inexorablement chaque année de telle sorte que le rivage recula de plus de 100 mètres détruisant des dizaines d'habitations et en menaçant davantage, y compris la mienne. A cette occasion dans mon village de pêcheurs, la mer mit au jour les piliers en pierre où autrefois les bateaux étaient amarrés, ce qui signifiait qu'à une autre époque le niveau de la mer avait été beaucoup plus élevé, ce que confirmèrent les anciens du village. Je n'en déduis rien, c'est juste un constat. Je vais faire des recherches sur ce sujet et je vous tiendrai au courant de mes découvertes.

Je précise que ce phénomène se produisit indépendamment du tsunami qui ravagea la côte et ma maison. D'ailleurs si ce matin-là la mer pénétra dans les terres d'environ une centaine de mètre au-delà de ma maison, qui s'est retrouvée dans la mer, dix minutes plus tard ou un peu plus, j'avoue ne pas avoir fait attention, j'étais bloqué à l'intérieur de la maison avec de l'eau jusqu'au cou sans pouvoir en sortir, elle se retira et elle reprit sa place habituelle, le rivage n'en fut pas modifié.

Au passage, je reviens de très loin, alors vous comprenez pourquoi je me contrefous de ce qu'on peut penser de moi depuis. Et puis, vivre en Inde, c'est un peu risquer sa peau au quotidien, on s'y habitue !

Non, sans blague, sous un régime tropical la faune croît très rapidement, ah ben en voilà une découverte de chercheur !

Incendies en Amazonie : "Pour que la forêt revienne en l'état, il faut plusieurs années" - Franceinfo 29 août 2019

Des feux ravagent la forêt amazonienne depuis le début du mois d'août. S'il juge leurs conséquences terribles pour cette zone tropicale, Jérôme Chave, directeur de recherche au CNRS, estime qu'elles ne sont pas irréversibles.

Franceinfo - Est-ce irréversible ? Est-ce que ce qui a brûlé sera perdu à jamais ?

Jérôme Chave - Non. C'est une échelle de temps. La forêt brûle en quelques jours, mais pour qu'elle revienne en l'état, il faut plusieurs années.

LVOG - Merci pour cette précision !

En réalité, elle commence à se régénérer très rapidement et la pousse des arbres est encore plus rapide. Dans une telle forêt en région tropicale, donc ensoleillée, chaude et humide toute l'année, le sol est recouvert de feuilles fanées tombées des arbres et de branchages secs qui en se décomposant vont constituer un excellent compost naturel, qui favorisera la croissance de nouvelles plantes ou de nouveaux arbres.

En Inde du sud où j'habite, dans mon jardin j'ai planté des graines ou de minuscules arbustes il y a 5 ans et certains (les flamboyants) ont déjà un tronc de 40 cms de diamètres et une taille de 8 mètres de haut environ, et j'ai dû tailler des orangers et des manguiers qui dépassaient 5 mètres de haut. Alors j'imagine que dans la forêt amazonienne où les conditions sont meilleures leur taille serait au moins le double. Derrière chez moi, un agriculteur a planté dans un champ de cailloux une sorte d'épicéa il y a 3 ans, ils atteignent déjà 6 mètres environ, sans épandage d'engrais. Et dans un autre terrain où des eucalyptus avaient été rasés il y a 2 ou 3 ans, ils dépassent déjà 6 mètres de haut. Alors quand ce directeur de recherche au CNRS raconte qu'"*il faut plus de soixante ans, parfois une centaine d'années*" pour régénérer une forêt, mais que "*néanmoins, déjà, au bout d'une vingtaine années, on se rend compte que des arbres ont poussé*" il se fout du monde, bien avant ils atteindront 15 ou 20 mètres de haut ou beaucoup plus pour certaines espèces, c'est à croire qu'il n'a jamais vu pousser un arbre autrement que dans des livres !

Jérôme Chave - Pour l'Amazonie, les données actuelles suggèrent que cette année pourrait être parmi les plus intenses depuis 2001. Mais on ne sait pas si ça va être vraiment exceptionnel, car on est seulement au début de la saison sèche, qui s'achève fin novembre. Le pic est attendu en septembre-octobre. Franceinfo 29 août 2019

LVOG - Quand on ne sait pas, vous savez ce qu'on fait : On la ferme !

Pourquoi ne prend-il pas comme référence les années 2002 à 2007 et 2010 qui furent "*vraiment exceptionnelles*" où le double environ de la surface actuelle brûla ? Ah ben parce que dans ce cas-là ce ne serait plus "*exceptionnel*" et personne n'en parlerait, il faut bien faire peur aux gens avec le changement climatique pour qu'ils supportent le Green new deal...

Les limites de la désinformation...

Une nouvelle fois, les cartes satellites sont parlantes : en ce moment, il y a plus d'incendies en Afrique subsaharienne et à Madagascar, qu'en Amazonie. Bloomberg a fait le décompte pour la période du 22 au 24 août : on dénombrait 6.902 incendies en Angola au cours des dernières 48 heures, contre 3.395 en République démocratique du Congo et 2.127 au Brésil.

...il faut bien constater sur les cartes de la NASA que les incendies sont proportionnellement tout aussi nombreux au Pérou ou en Bolivie (...) D'autre part, les incendies au Brésil ne se limitent pas à l'Amazonie et touchent aussi de façon importante le sud du pays… rtbf.be 29 août 2019

LVOG - Les Africains, les Asiatiques, les habitants d'Amérique du Sud devraient absolument préserver la nature, la biodiversité, la faune et la flore, etc. que les puissances impérialistes occidentales ou l'ensemble des pays européens ont dû passer à la hache, au bulldozer, à l'explosif, parfois ravagé ou saccagé, pour assurer leur développement au cours des siècles derniers, autrement dit, il serait normal que les habitants et l'économie de tous ces continents demeurent sous-développé.

On nous rétorquera qu'ils sont davantage victimes du pillage des puissances impérialistes occidentales, comme si cela n'avait pas été le cas autrefois des populations en Europe, aux Etats-Unis, en Australie, oubliant au passage le sort épouvantable que leurs capitalistes leur avaient réservé.

Toujours le même déni, la même hypocrisie.

Il est significatif que les bonnes consciences qui se penchent sur le sort de ces populations, hébergent ceux qui pillent leurs richesses ou s'en accommodent en général, parce qu'ils en tirent profit, ne serait-ce que pour maintenir leur niveau de vie supérieur. Commencez donc par vous débarrasser du capitalisme, et tous les peuples de la planète ne pourront que s'en porter mieux.

Amazonie: Bolsonaro minimise la gravité des incendies et s'en prend à la presse - AFP 30 août 2019

Le président brésilien Jair Bolsonaro a de nouveau minimisé jeudi la gravité des incendies qui sévissent en Amazonie, alors qu'est entrée en vigueur l'interdiction temporaire des brûlis agricoles dans tout le pays.

Il "n'est pas vrai" que la forêt amazonienne soit "en feu", a affirmé M. Bolsonaro en direct sur Facebook, tout en assurant que "les incendies cette année sont inférieurs à la moyenne de ces dernières années". Il a accusé la presse brésilienne de "nourrir" l'inquiétude internationale à ce sujet.

Au Japon, le secrétaire général de l'ONU a souhaité "une réunion dédiée à la mobilisation de soutiens" à l'Amazonie en marge de l'Assemblée générale, du 20 au 23 septembre.

"La situation en Amazonie est, clairement, très grave", a déclaré Antonio Guterres. "La communauté internationale doit se mobiliser avec force pour soutenir les pays d'Amazonie afin de mettre fin aux incendies aussi rapidement que possible, par tous les moyens possibles, et mener ensuite une politique complète de reforestation".

"Le secrétaire général de l'ONU n'a pas parlé de cette affaire avec le gouvernement brésilien, nous se sommes pas au courant", a déclaré le ministère des Affaires étrangères, interrogé par l'AFP. "Il serait important que les autorités étrangères connaissent mieux la politique du Brésil en matière d'environnement (...) et qu'elle s'informent (...) de la situation en Amazonie et des mesures prises pour combattre les incendies, avant de proposer de nouvelles initiatives". AFP 30 août 2019

LVOG - Le POID a commis l'exploit dans une vidéo d'aborder les incendies de l'Amazonie sans mentionner pourquoi ils avaient été montées en épingle, c'est-à-dire préparer l'opinion publique à des mesures coercitives contre les Etats qui n'adopteraient par le Green new deal justifier par la théorie falsifiée du changement climatique d'origine anthropique. Par son silence, le POID la cautionne et rejoint la "communauté internationale" qui participe à cette machination pour sauver le capitalisme. Il n'est pas le seul dans ce cas-là comme nous l'avons signalé au début de cette causerie, toutes les formations politiques se réclamant du mouvement ouvrier sont alignés sur la propagande officielle, à ma connaissance je précise, s'il existait des exceptions, on voudrait bien les connaître.

Vidéo. Science contre prophètie et idéologie.

Attention, dans ces vidéos, si le commentateur adopte un ton neutre en apparence, en réalité il distille à petite dose la propagande officielle, sinon il ne serait pas journaliste à Arté !

La Propagande Écolo 1
https://www.youtube.com/watch?v=6pgcSAyCk44

La Propagande Écolo 2
https://www.youtube.com/watch?v=x1QeiAiD6gQ

La Propagande Écolo 3
https://www.youtube.com/watch?v=UsKhYfwW5lY

La Propagande Écolo 4
https://www.youtube.com/watch?v=-t7JBQGUorc

La Propagande Écolo 5
https://www.youtube.com/watch?v=j22rXqp6qHE

La Propagande Écolo 6
https://www.youtube.com/watch?v=3va8xq2tsLE

La Propagande Écolo 7
https://www.youtube.com/watch?v=ABMu_MK7Abc

Bienvenue en régime totalitaire qui s'étend à l'espace.

Condamné à vie pour avoir volé 50 dollars, un détenu de l'Alabama vient d'être libéré - slate.fr 30 août 2019

Alvin Kennard a passé toute sa vie d'adulte en prison, de ses 22 ans à ses 58 ans. En 1983, armé d'un couteau, il a dérobé 50 dollars dans la caisse d'une boulangerie et a été condamné à la perpétuité.

L'Alabama a des lois particulièrement strictes en matière de récidive, et deux ou trois délits mineurs non violents peuvent mener à la prison à vie. C'était le cas pour Kennard, qui avait auparavant été inculpé pour effraction dans une station-service. Il avait 18 ans au moment du premier incident et avait écopé de trois ans d'emprisonnement avec sursis.

C'est une association légale locale, l'Alabama Appleseed Center for Law and Justice, qui a obtenu la réduction de peine de Kennard. Son avocate, Carla Crowder, a précisé qu'il avait été un détenu exemplaire et qu'il avait trouvé la foi en prison.

Carla Crowder a déclaré que des centaines de détenus dans des situations similaires étaient toujours en prison, car ils n'avaient pas d'avocat. «C'est incroyablement injuste que des centaines de personnes en Alabama soient en prison à perpétuité pour des crimes non violents», a-t-elle insisté. slate.fr 30 août 2019

LVOG - Précision. En anglais on emploie le mot crime à propos de n'importe quel forfait, un vol à l'étalage par exemple.

En état de guerre perpétuelle pour justifier un budget militaire monstrueux.

Trump lance un commandement de l'espace face aux menaces de guerre des étoiles - AFP 29 août 2019

Donald Trump veut être prêt en cas de guerre des étoiles: le président américain a lancé jeudi un commandement militaire de l'espace, qui sera chargé d'assurer la domination des Etats-Unis, menacée par la Chine et la Russie, sur ce nouveau terrain de guerre.

"C'est un moment historique, un jour historique, qui reconnaît que l'espace est au centre de la sécurité nationale et de la défense de l'Amérique", a affirmé le président lors d'une cérémonie à Washington.

Ce commandement, baptisé "Spacecom", "s'assurera que la domination américaine dans l'espace ne soit jamais remise en question ou menacée car nous savons que la meilleure façon d'empêcher les conflit, c'est de se préparer à la victoire", a-t-il ajouté.

Pour M. Trump, il s'agit de combattre les ennemis des Etats-Unis qui s'attaquent aux "satellites américains qui sont si importants pour les opérations sur les terrains de guerre et pour notre style de vie".

Le "Spacecom" devient le 11e commandement militaire du Pentagone, équivalent par exemple au Centcom, chargé des opérations militaires américaines au Moyen-Orient.

Après le Spacecom, M. Trump a confirmé la prochaine création d'une "Force de l'espace" qui deviendra une sixième branche de l'armée américaine, aux côtés de l'armée de Terre, l'US Navy, l'US Air Force, le corps des Marines et celui des garde-côtes.

La mission du Spacecom est multiple: dissuader, défendre, offrir une capacité efficace de combat spatial et former des combattants pour la guerre dans l'espace, selon le Pentagone.

Le Spacecom travaillera avec les alliés traditionnels de Washington: le groupe des "Five Eyes" qui réunit les services de renseignement américain, néo-zélandais, britannique, canadien et australien, ainsi qu'avec l'Allemagne, le Japon et la France, qui a déjà annoncé la création prochaine d'un commandement dédié à l'espace.

"Historiquement, nous n'avions pas besoin d'alliés dans l'espace, qui était un domaine secondaire. C'est devenu très important aujourd'hui", a-t-il dit. AFP 29 août 2019

Sous la barbe et la moustache : La troïka !

Le Premier ministre ukrainien, un jeune juriste au profil discret - AFP 29 août 2019

Oleksiï Gontcharouk, qui est devenu jeudi à 35 ans le plus jeune Premier ministre ukrainien, est un ancien avocat partisan de

réformes économiques libérales, peu connu et avec trois mois d'expérience à peine au sein du pouvoir.

Barbu et moustachu, M. Gontcharouk a dirigé pendant quatre ans le centre d'analyse BRDO à Kiev, financé par l'Union européenne et dont les activités visent à améliorer le climat des affaires en Ukraine.

"Les changements pour le mieux vont bientôt s'accélérer considérablement (...) Restez à l'écoute!", a-t-il écrit sur sa page Facebook la semaine dernière en publiant une photo de sa poignée de main avec le président de la Banque mondiale, David Malpass, alors en visite à Kiev.

Considéré comme partisan d'une politique économique libérale, M. Gontcharouk a plaidé en faveur de la poursuite de la coopération avec le Fonds monétaire international, dont l'aide financière est cruciale et conditionnée à l'application de mesures très impopulaires, comme la hausse de la facture du gaz.

Il "ne pourra pas être un Premier ministre indépendant, même s'il le souhaite, faute de disposer de sa propre base politique", résume l'analyste politique Volodymyr Fessenko. AFP 29 août 2019

LVOG - C'est bien pour cela qu'il a été nommé à ce poste, bravo pour votre perspicacité !

Ils osent tout ou leur humanisme est la politesse des salauds...

Capitalism : No future !

- "Elle sera un super modèle pour mon bébé" : à New York, une manifestation pour le climat... et pour voir Greta Thunberg - Franceinfo

- Incendies en Amazonie : "Vous qui venez d'autres mondes, aidez-nous !", implorent les indigènes de la tribu des Karitiana - Franceinfo

- Australie : les perspectives désormais "très mauvaises" pour la Grande Barrière de corail - Franceinfo

- L'association Les Ailes du Petit Prince fait voler de petits enfants handicapés dans l'esprit de Saint-Exupéry - Franceinfo

- A New York, dix statues de femmes installées sur une avenue pour lutter contre le sexisme - Franceinfo

- Plus de trois millions d'enfants réfugiés à travers le monde ne sont pas scolarisés - Franceinfo

- En Israël, la religion prend de plus en plus de place à l'école - LePoint.fr

- En burkini, des militantes provoquent la fermeture d'une piscine à Paris - sputniknews.com

Massacre de masse ordinaire.

- Frappe de la coalition au Yémen: la Croix-Rouge évoque un bilan supérieur à 100 morts - AFP 01.09

Une frappe de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite sur un centre de détention tenu par les rebelles Houthis a fait plus de 100 morts au Yémen, a estimé dimanche la Croix-Rouge internationale, affirmant s'efforcer de fournir une "aide médicale urgente" aux victimes. AFP 01.09

LVOG - Récemment ils avaient bombardé un mariage faisant plus de 80 morts.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie.

- Les États-Unis bombardent Al-Qaëda à Idleb - Réseau Voltaire 1er septembre 2019

Les États-Unis ont bombardé le quartier général d'Al-Qaëda à Idleb, le 31 août 2019. Selon la coalition internationale contre Daesh, ils auraient tué une quarantaine de personnes.

En agissant ainsi, les États-Unis prêtent main forte à l'armée arabe syrienne qui, depuis deux mois, libère le gouvernorat d'Idleb, occupé par Al-Qaëda.

Jusqu'à présent, Washington prétendait que le gouvernorat d'Idleb était le refuge des « opposants au régime Assad » et déniait qu'il soit occupé par Al-Qaëda. Il accusait la Syrie et la Russie de « faire du gouvernorat un enfer » sous le « faux prétexte » de la lutte contre le terrorisme. Réseau Voltaire 1er septembre 2019

Et l'interprétation médiatique destinée à l'opinion publique.

- À Idleb, la Russie accuse les États-Unis d'avoir "compromis" la trêve - Le HuffPost 2 septembre 2019

La Russie a accusé ce dimanche 1 septembre les États-Unis d'avoir "compromis" le maintien du cessez-le-feu dans la province syrienne d'Idleb, où Washington a mené samedi une frappe contre des chefs jihadistes.

Selon l'armée russe, les États-Unis ont frappé la région "sans en notifier à l'avance la Russie et la Turquie", qui disposent toutes deux de troupes au sol. Elle a qualifié la frappe d'"utilisation aveugle de l'aviation" militaire. Le HuffPost 2 septembre 2019

LVOG - Si les Américains ont frappé la région "*sans en notifier à l'avance la Russie et la Turquie*", c'est qu'ils savaient qu'ils ne viseraient pas les "*troupes au sol*" russes ou turques.

Allemagne.

Forte poussée de l'extrême droite en ex-RDA - AFP 1 septembre 2019

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui pourfend la politique d'accueil de centaines de milliers de migrants par la chancelière ces dernières années, obtient 22,5% dans le Brandebourg, le Land qui entoure Berlin, contre 12,2% en 2014, et 27,5% en Saxe, dans le sud-est (9,7% en 2014), selon des estimations des médias allemands.

L'Est de l'Allemagne confirme son statut de bastion électoral de l'AfD, nettement plus faible à l'Ouest du pays. Une illustration de la césure persistante en Allemagne trois décennies après sa réunification.

Quelque 5,5 millions de personnes étaient appelées aux urnes pour élire leurs nouveaux parlements régionaux.

S'il ne s'agit que d'environ 12% du corps électoral allemand, ces scrutins, complétés par un troisième en Thuringe, autre région de l'ex-RDA, le 27 octobre, sont scrutés à la loupe.

Dans le Brandebourg, le parti social-démocrate, partenaire minoritaire de la coalition gouvernementale de Mme Merkel à Berlin, parvient à sauver sa première place avec 27,5%, selon les estimations.

En Saxe voisine, les conservateurs d'Angela Merkel, dont ce Land constitue un fief, arrive certes en tête avec plus de 32%, devançant l'AfD de 5 points environ dans cette région berceau du mouvement islamophobe Pegida. Mais avec un net repli depuis 2014 (39,4%).

Les partis établis, en particulier la CDU, ont d'ores et déjà prévenu qu'ils ne formeraient pas de coalition avec l'AfD, qui présentaient de surcroît dans ces régions des figures issues de sa frange la plus radicale.

Ces Länder pourraient ainsi se trouver gouvernés par de larges alliances hétéroclites associant droite et gauche, au risque d'attiser un peu plus les mécontentements.

Dans des régions où nombre de jeunes continuent d'émigrer chaque année vers l'Ouest de l'Allemagne et ses salaires plus alléchants, les Allemands de l'ex-RDA souffrent d'un sentiment de déclassement, malgré une forte baisse du chômage depuis 10 ans.

Plus d'un électeur sur deux (54% en Saxe, 51% dans le Brandebourg) juge ainsi que les habitants de l'Est sont traités comme des "citoyens de seconde zone", selon un sondage diffusé dimanche par la première chaîne de ARD.

Devenu le deuxième parti à l'échelon fédéral, selon les sondages, les Verts ratent eux en partie le coche dans ces deux Länder industriels. Avec un score autour de 9% dans chacun des scrutins, ils sont en deçà des 14% promis par d'ultimes sondages.

Avec 10% dans les deux Länder, le parti de gauche radicale Die Linke perd lui autour de 8 points par rapport à 2014. AFP 1 septembre 2019

LVOG - "Ces Länder pourraient ainsi se trouver gouvernés par de larges alliances hétéroclites associant droite et gauche", SPD et/ou Verts ou Die Linke, ne serait-ce pas ce qui alimente l'extrême droite ? Chut !

Haut de page

Le 10 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

En tombant pas hasard sur un documentaire dédié à Léonard de Vinci, il y a quelques jours, j'ai été sidéré de constater que l'idée que j'en avais conservée depuis ma scolarité, était très éloignée de la réalité ou de l'image qui a été colportée depuis cinq siècles à travers le monde.

En fait de génial inventeur, il fut surtout un plagiaire doué d'un sens aiguisé de l'observation et d'une imagination exubérante, facultés qui lui permirent de perfectionner les inventions d'autres chercheurs de son époque. Pour concevoir celles qu'on lui attribue, il eut l'idée de se servir ou de rapprocher les avancées de son époque dans les différents secteurs de la recherche ou scientifiques, notamment en mathématiques et en physique, c'est essentiellement pour cette raison qu'on le présente comme un visionnaire, et sur quoi reposa à l'époque sa réputation, qu'on serait peut-être tenté de justifier après coup, mais qui laissa un goût amer à ses employeurs, qui constatèrent que la plupart de ses inventions ne leur étaient d'aucune utilité ou ne fonctionnaient pas.

Quant au peintre, sa technique, dont personne n'a réussi à percer le secret jusqu'à nos jours, était tellement complexe qu'elle était inadaptée à la réalisation de fresques, la plupart de celles dans lesquelles il se lança demeurèrent inachevées, ainsi qu'un grand nombre de tableaux qui ont été détruits ou qui ont disparu par la suite, ce qui explique qu'à peine une vingtaine de ces tableaux parvinrent jusqu'à nous. Il travaillait excessivement lentement est-il rapporté. J'ignore s'il rivalisa de talent avec ses maîtres et les peintres de son époque. Là où il excella, ce fut dans la reproduction d'anatomies humaines ou animalières, ainsi que la description de mécanismes qu'il réalisa avec une précision exceptionnelle.

Pour terminer, l'histoire du personnage, son mode de vie, ses fréquentations, son comportement en général, absolument rien de ce que sa biographie a révélé ne méritait des éloges ou qu'on le hisse au rang d'icône. Avantagé par son physique d'esthète, de nos jours on dirait qu'il fut toute sa vie d'adulte un pédophile vivant avec un garçon d'une dizaine d'année au visage d'ange, recherchant sans cesse la présence de très jeunes garçons avec lesquels il aura des relations sexuelles. Extravagant, perpétuellement en quête de reconnaissance, il se mettra au service de nobles cruels ou tyranniques, fort peu recommandables, qui lui permettront de mener une vie de seigneur, et qu'il n'hésitera pas à trahir. Bref, passons sur les détails qui n'étaient pas davantage en sa faveur, hormis son talent indéniable d'ingénieur et de peintre, c'est surtout à son ambition débordante et à son individualiste exacerbé auxquels il doit sa renommée. De là à en faire un génie ou le plus grand peintre de tous les temps, ce serait exagéré et injustifié.

Plus prosaïquement, je me demande jusqu'où on nous a enseigné un tas de conneries à l'école ou raconté des histoires qui étaient très éloignées de la réalité, et pas seulement à l'école. Là je fais l'idiot, parce que cela fait de très nombreuses années que j'en étais arrivé à cette conclusion.

Mais remarquez bien, que si on m'avait interrogé sur Léonard de Vinci avant de regarder ce documentaire, ne m'étends jamais penché à nouveau sur ce sujet depuis ma scolarité, j'aurais débité comme un âne ce que j'avais été sommé d'apprendre par coeur autrefois, et je serais passé pour un crétin, ce que je déteste, mais est encore possible, la preuve, comme quoi aussi il vaut mieux être modeste dans la vie en général.

Donc quand vous lirez certains passages de cette causerie, ne vous empressez pas de soulever les épaules en signe de désapprobation, essayez plutôt de réfléchir aux raisons qui m'ont conduit à émettre certaines idées, hypothèses ou scénarios, à première vue totalement déconnectés de la réalité ou farfelus, mais qui ne le sont peut-être pas tant que cela. Et dites-vous bien que j'ai eu la même attitude ou surprise que vous, car quand on cherche, on ignore ce qu'on va découvrir, après la question qu'on se pose, c'est de savoir qu'est-ce qu'on va pouvoir en faire, à vous de voir, chacun est libre.

- Au format pdf - 26 pages

Sur l'orientation économique du capitalisme.

Cette causerie sert de complément à la vidéo que je vous propose plus loin. J'ignorais les questions que j'allais devoir aborder et qui troubleront plus d'un lecteur.

On commencera par la fin ou la modification du rôle de l'Etat ou des rapports entre l'Etat et les différentes classes, l'Etat servant dorénavant exclusivement de caution politique à la mafia financière, en endossant la responsabilité de la dérégulation totale de l'économie au profit de la finance et au détriment de l'ensemble de la population, après avoir transféré ses prérogatives économiques ou financières aux banques centrales détenues ou entièrement contrôlées par les sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale (via le FMI, la Banque mondiale), et ses prérogatives politiques à des institutions supranationales telles l'Union européenne, ou militaires, à l'Otan.

C'est la distinction établie entre ce que certains économistes appellent l'économie sociale de marché et l'économie purement de marché, qui permet de comprendre comment le capitalisme est passé du libéralisme appelé également Etat providence au néolibéralisme. Dans l'économie sociale de marché l'Etat joue un rôle de régulateur social entre les classes, ce qui se traduit par une répartition des richesses entre toutes les classes Dans l'économie purement de marché, l'Etat abandonne ce rôle, ce qui se traduit par une explosion des inégalités sociales et l'enrichissement à outrance d'une infime minorité de prédateurs financiers ou oligarques.

Quant à la question de savoir quand cette transition eut lieu ou a été amorcée, cela remonte, soit à l'indépendance des banques centrales (Japon, les tigres et dragons asiatiques, les pays de la zone euro, etc.), soit à la décision politique de leur accorder le pouvoir de décider quelle masse de monnaie serait en circulation ou de prendre le contrôle de l'économie d'un pays (Etats-Unis).

Tant que la création monétaire était adossée à l'or ou correspondait à des actifs, elle demeurait limitée ou encadrée, c'était la loi de l'offre et de la demande ainsi que la lutte des classes qui servaient de régulateur, mais lorsque cette garantie disparue ou la création monétaire fut libéralisée et détournée du secteur productif ou marchand au profit du secteur financier ou de la spéculation, elle contribua à la formation de bulles financières qui en éclatant déclenchèrent une récession accompagnée d'une contraction monétaire pour l'accentuer davantage, ce qui se traduisit par des centaines de milliers de faillites et un chômage de masse dont les Etats furent rendus responsables pour justifier l'adoption de réformes structurelles que Washington par l'intermédiaire du FMI réclamait, afin que l'économie de tous ces pays bascule vers le néolibéralisme ou adoptent la même politique économique que les Etats-Unis.

Ce scénario savamment orchestré par l'oligarchie financière anglo-saxonne a fini par s'imposer dans tous les pays capitalistes industrialisés.

Ce que ne dit pas la vidéo exceptionnelle que je vous propose de visualiser très attentivement tellement elle est instructive et claire, c'est que le développement du capitalisme ou l'économie sociale de marché conduisait inexorablement à une crise incontrôlable du capitalisme ou à son effondrement, car aussi généreux qu'il pouvait paraître en apparence à plus ou moins longue échéance les contradictions sur lesquelles reposaient ses fondements le rattraperaient, car il est impossible à terme de distribuer plus de richesses qu'il n'en est produit sans aboutir à la faillite ou à la remise en cause de ce système économique, sachant que les capitaux investis dans la production allaient s'accroître, tandis que la plus-value présente dans les richesses produites allaient au contraire diminuer du fait de l'augmentation de la productivité, il était donc prévisible qu'il arriverait un moment où ce processus atteindrait ses limites et qu'il faudrait y mettre un terme d'une manière ou d'une autre, et de prendre le risque de laisser la lutte des classes décider de son issue, et qui sait, de parvenir à abattre ce système économique, ce qui du point de vue de l'oligarchie était inconcevable évidemment.

L'oligarchie anglo-saxonne décida donc de casser la règle du jeu qui prévalait au sein du capitalisme depuis son avènement, en empêchant la lutte des classes de continuer à jouer son rôle historique de moteur du développement de la civilisation humaine, pour la plonger dans le chaos et la barbarie que nous connaissons aujourd'hui. Elle parvint assez facilement à la neutraliser, dans la mesure où précédemment l'économie sociale de marché (ou "l'Etat providence") s'était montrée particulièrement généreuse envers les classes exploitées qu'elle était ainsi parvenue à corrompre, ainsi que l'ensemble du mouvement ouvrier qui devait se détourner du socialisme.

L'oligarchie financière anglo-saxonne, puis petit à petit internationale, ne finassa pas, disons à partir du début des années 70, elle n'hésita pas à adopter des mesures illégales et mafieuses pour parvenir à ses fins, que l'ensemble des chefs d'Etat ou de gouvernement devaient couvrir, et qu'évidemment les travailleurs devaient ignorer, jusqu'au moment où mise devant le fait accompli et par la force des choses, en en subissant les brutales conséquences, du fait qu'ils s'étaient accommodés du capitalisme et que le mouvement ouvrier avait abandonné la perspective du socialisme, ils se retrouveraient impuissants pour les combattre, jusqu'à quand, c'est la seule question qui reste de nos jours en suspens.

Dans de précédentes causeries, j'avais déjà abordé cette question déterminante ou analysé comment et pourquoi nous en

étions arrivés à la situation actuelle inextricable ou apparemment sans issue politique à court terme, à ceci près que nous n'étions peut-être pas parvenus à mettre suffisamment en relief les différentes étapes par lequel ce processus économique était passé, et les liens qui reliaient chacun des acteurs politiques autant que leur rôle au cours de ce processus qui a duré des décennies...

J'avais expliqué que la neutralisation de la lutte de classe du prolétariat était un objectif déterminant que l'oligarchie s'était donnée d'atteindre. On m'a alors ri au nez, cela paraissait tellement évident. Mais ce qui l'était beaucoup moins, c'était comment le libéralisme économique allait précisément servir cet objectif pendant toute une époque, car déformé par la formation politique que j'avais reçue, je croyais que le progrès social ne pouvait provenir que de la lutte de classe des exploités, je ne pouvais pas concevoir que l'oligarchie imaginerait une stratégie dans laquelle, dans un premier temps elle favoriserait le progrès social, pour ensuite s'en servir pour atteindre d'autres objectifs cette fois financiers, ce qui inclurait la liquidation de ce progrès social. On peut affirmer qu'elle s'est servie du mouvement ouvrier pour pouvoir passer tranquillement au néolibéralisme, et que ses dirigeants en portent la terrible responsabilité.

On peut ajouter que l'élimination à la tête des institutions nationales des différents Etats de tous les partis politiques dits de droite ou de gauche qui ont participé à ce processus, était inscrite dans ce processus ou y conduisait inexorablement. Donc Macron et LREM ne sont pas tombés un jour du ciel, non, ils constituent à ce stade le point d'achèvement de ce processus de destruction des bases sur lesquelles reposait le capitalisme et la lutte des classes depuis le XVIIe siècle, qui notez bien n'ont pas disparu pour autant, contradiction que l'oligarchie va avoir bien du mal à gérer dans l'avenir, une faille ou une faiblesse qui constitue notre seul espoir de l'abattre et de passer au socialisme.

Venons-en à cette vidéo.

Richard Werner, dont j'ai découvert l'existence avant-hier, est réputé pour être le plus fameux professeur d'économie actuellement en vie.

Le contenu de cette vidéo est exceptionnelle par sa clarté, elle est accessible à tous ou presque. C'est à cela qu'on reconnaît si quelqu'un maîtrise parfaitement son sujet et c'est le cas ici. Il y est décrit étape par étape comment le sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne est parvenue à étendre son pouvoir à l'économie mondiale à partir des années 50. Cette vidéo mérite d'être visionnée plusieurs fois, afin de retenir chacune de ces étapes et les rôles qu'ont tenu chacun des acteurs ou facteurs qui y figurent.

Tout militant, cadre ou dirigeant qui tient à demeurer digne de son engagement politique, devrait être en mesure spontanément de les énumérer à l'issue de ce visionnage, histoire de montrer qu'il a bien compris l'orientation du capitalisme, sinon, ce ne serait même pas la peine qu'il se livre à une analyse de la situation qui serait forcément embrouillée ou confuse.

Je crois qu'à un moment donné il faut être sérieux et arrêter de raconter des conneries aux travailleurs, non ? Si chacun ne s'efforce pas de progresser, à son rythme bien entendu, on ne s'en sortira jamais. Car toute argumentation qui comporte des failles ou des contradictions ne vaut rien, votre interlocuteur s'engouffre dedans et vous perdez votre temps, ou pire, vous allez le manipuler parce que vous ne savez même pas de quoi vous lui causez, et vous êtes susceptible d'être manipulé aussi.

Princes of the Yen: Central Bank Truth Documentary

https://www.youtube.com/watch?v=p5Ac7ap_MAY

Présentation.

«Les princes du yen: les banques centrales et la transformation de l'économie» explique comment la société japonaise a été transformée pour répondre aux priorités et aux souhaits de puissants groupes d'intérêts, et comment les citoyens ont été totalement ignorés à ce sujet. D'après un livre du professeur Richard Werner, chercheur à la Banque du Japon pendant le krach des années 90, au cours duquel le marché boursier a chuté de 80% et les prix des logements de 84%. Le film dévoile la véritable cause de cette période extraordinaire de l'histoire récente du Japon. Tirant largement parti des images d'archives et des apparitions télévisées de Richard Werner à l'époque, le spectateur est guidé vers une nouvelle compréhension de ce qui fait bouger le monde. Et découvre que ce qui s'est passé au Japon il y a près de 25 ans se répète à nouveau en Europe (En réalité partout dans le monde - LVOG). Pour comprendre comment, pourquoi et par qui, regardez ce film. «Princes of the Yen» est un défi sans précédent pour le système de croyance idéologique dominant d'aujourd'hui, ainsi que pour les leviers de contrôle qui le sous-tend. Morceau par morceau, la réalité est déconstruite pour révéler le monde tel qu'il est et non pas comme ceux au pouvoir voudraient nous faire croire qu'il est. "Parce que seul le pouvoir qui est caché est le pouvoir qui dure."

LVOG - Je voudrais rajouter un mot sur les limites de l'économie sociale de marché tant vantée par Richard Werner.

Pour que ce processus se poursuive indéfiniment comme le suggérait Richard Werner, il aurait fallu que tous les Etats développés l'adoptent ou que le marché soit en expansion indéfiniment, or ce n'était pas le cas et ne le sera jamais, sinon

le capitalisme ne connaîtrait plus de crise, et les oligarques n'auraient eu aucun intérêt à saborder un système économique qui aurait été aussi parfait. Sans même ouvrir en grand le robinet du crédit bon marché, il serait forcément arrivé un moment où la solvabilité des emprunteurs aurait atteint une limite, ou une fois satisfait leurs besoins ils se seraient épuisés, la surproduction aurait entraîné une chute de la valeur des actifs et conduit à la faillite un grand nombre d'entreprises et à une crise sociale aux conséquences incontrôlables, de la même manière qu'avec une bulle financière. Le capitalisme qui n'a rien de philanthropique ne fait pas de miracles, contrairement à la croyance qu'entretient notre professeur d'économie.

Ce qu'il faut aussi retenir, c'est que c'est bien un système financier illégale et mafieux qui s'est mis en place ou qui domine l'orientation de l'économie mondiale, dont les banques centrales sont les principaux instruments, puisque ce sont elles qui dictent leur loi et leur droit à tous les acteurs économiques (et politiques) qui ont le devoir de les respecter ou de s'y plier sous peine d'être éliminés ou ruinés. Elles contrôlent la masse monétaire en circulation et tous les leviers financiers, elles peuvent s'en servir à tout moment pour déstabiliser un secteur économique ou un Etat. Elles agissent comme un gang de malfaiteurs qui détrousseraient légalement la population en toute impunité. C'est donc une mafia financière, qui avec l'aval des dirigeants politiques des différents Etats, est responsable de tous les maux dont souffrent tous les peuples, il est donc légitime de la qualifier d'organisation criminelle.

Le plus exaspérant (au XXIe siècle), c'est de constater le gouffre qui existe entre la perception qu'en a la majorité de la population et la plupart des militants, et cette réalité cynique et despotique si difficile à admettre tellement elle est invraisemblable et monstrueuse, car on peine à croire qu'elle puisse exister réellement, et pourtant, c'est hélas le cas ! Il n'y a pas lieu de s'en faire une raison pour autant, mais de la regarder en face et de la combattre pour renverser ce régime immonde, je vous laisse le soin de le qualifier comme il vous plaira.

Un jour, un militant m'a dit que je déraillais ou que j'étais sous l'emprise d'une théorie du complot, quand j'affirmais que les banques centrales créaient de la monnaie sans équivalent ou à partir de rien, et qu'on était en présence de faux-monnayeurs, parce que si cela avait été le cas, elles en distribueraient à la population sans compter... Or c'est ce qu'elles firent aux Etats-Unis, puis beaucoup plus tard au Japon. Et qu'est-ce qui s'est passé ? Cela devait contribuer à produire une bulle financière qui devait finir par exploser fatalement pour les raisons que nous avons évoquées plus haut. Il ignorait que cela avait existé et conduit à une longue récession, à des ruines en cascades et des millions de chômeurs, parce que le système capitaliste était incompatible avec de telles règles tout simplement.

Une République sociale et démocratique, un gouvernement ouvrier, se retrouveraient face à des difficultés économiques et un dilemme.

En régime socialiste, c'est l'Etat qui contrôlerait la banque centrale, la création et la masse monétaire en circulation, qui déciderait des taux d'intérêt ou de les annuler, du niveau des salaires, des prix, etc. c'est un gouvernement ouvrier qui déterminerait le budget de l'Etat, mais il serait rapidement confronté à une énorme difficulté, la reconnaissance de sa monnaie sur le marché mondial, et il y a fort à parier qu'aucun Etat ou aucune banque centrale n'en voudrait pour réaliser des transactions commerciales, il resterait alors le troc, mais là encore il essuierait un refus catégorique, il ferait l'objet d'un boycott ou d'un blocus économique mondial. Alors que faire ? Permettre à l'ancienne monnaie de continuer à avoir cours, cela ne changerait pas forcément grand chose, et précipiterait une crise économique qui entraînerait la chute de la nouvelle République sociale.

Les réformes sociales ne réaliseraient pas plus de miracles dans une économie dépendant du marché mondial dominé par le capitalisme, surtout dans un pays aussi petit que la France ou les autres Etats européens. Soit le prolétariat d'autres pays développés se soulèveraient, et notre Etat socialiste bénéficierait d'un répit en attendant que d'autres les imitent et ainsi de suite, soit ce scénario serait reporté à une échéance ultérieure et la menace de son étranglement se ferait de plus en plus pressante, dans ce cas-là que faire une fois de plus, que pourrait-on envisager ? Capituler, adopter des mesures artificielles pour retarder l'heure de l'effondrement fatal ?

Après tout la République sociale détiendrait tous les pouvoirs et pourrait s'adresser directement à la population pour lui suggérer un autre scénario inédit, auquel je n'ose même pas penser, mais auquel elle pourrait adhérer, et si je vous le soumets, c'est parce que je n'en ai pas trouvé d'autres qui permettrait de nous sauver : On décrèterait la monnaie et les rapports sociaux à l'origine du règne de la nécessité et donc du capitaliste hors la loi, de telle sorte qu'il n'existerait plus aucune entrave au développement économique ainsi libéré du carcan qui menaçait de l'étouffer, y compris de l'extérieur, puisque la valeur d'échange aurait été abolie, et toute tentative de revenir à l'ancien régime serait vaine ou vouée à l'échec, puisque ses fondements auraient complètement disparu et le mode de vie de la population aurait été transformé de fond en comble.

Pour autant notre problème d'approvisionnement en matières premières et d'exportations ne serait pas résolu. Un peu de patience, on y vient.

On peut acheter ou compromettre quelqu'un avec de l'argent en lui promettant monts et merveilles, mais quand il en a déjà fait l'expérience ou qu'il observe ce qui se passe dans les pays où un autre modèle de société basé sur l'argent sévit, il n'aura pas envie de les imiter. Qui plus est, la nouvelle société sécrèterait tellement d'enthousiasme, de liberté et de vocation créatrice, que plus personne ne se porterait aussi mal qu'autrefois ou en 2019. Tout ce qui poussait jusque là les gens à se haïr, à la violence ou à manquer de respect envers les autres aurait disparu, seule demeurerait la fraternité entre les hommes. Le bien commun ou

le bien-être partagé serait ce qu'ils auraient de plus cher, et pour rien au monde ils n'envisageraient d'y renoncer, chacun trouverait sa place dans la société, personne ne serait laissé pour compte, dans ces conditions les rapports sociaux seraient apaisés et tous les peuples en prendraient conscience précipitant l'éradication du capitalisme de la surface de la Terre.

Pour autant d'autres problèmes urgents surgiraient pratiquement immédiatement et il faudrait leur apporter des réponses.

Et comme ce processus n'irait pas de soi malgré tout, compte tenu de l'ignorance dans laquelle a été maintenue si longtemps la population, il serait farfelu d'imaginer que les comportements formatés au cours des milliers d'années d'exploitation et d'oppression changeraient du jour au lendemain. On peut imaginer le choc qu'une telle brutale transition produirait sur bien des gens. C'est la raison pour laquelle ce scénario se réaliserait progressivement, selon des règles que les institutions véritablement démocratiques qui auraient été fondées au cours du processus révolutionnaire adopteraient, de manière à ce que chacun puisse s'adapter à la nouvelle société, et d'intervenir pour proposer des solutions en présence de comportements anarchiques ou inappropriés qui seraient inévitables dans un premier temps ou pendant un certain temps. L'Etat ne subsisterait pas tel que nous le connaissons aujourd'hui, il serait en voie d'extinction, dans tous les cas de figure il ne servirait plus à opprimer une classe ou la majorité, il la protègerait en attendant que l'ensemble des citoyens constituent une collectivité humaine ou sociale coïncidant avec l'épanouissement individuelle de chacun de ses membres.

Ce que je propose ici, n'est ni plus ni moins que la négation ou l'opposé du modèle de société qu'on nous impose ou dans lequel nous sommes sinon condamnés à vivre indéfiniment qui est basé sur l'argent ou la monnaie, le profit... Si on parvient au constat ou à se faire à l'idée qu'un modèle de société aussi monstrueux que le néolibéralisme soit parvenu à s'imposer, pourquoi on ne pourrait pas envisager que sa négation puisse exister ? Cela n'aurait aucun sens ou serait stupide.

Je sais ce qu'on va nous rétorquer : Les gens n'y sont pas préparés, ils ne le seront jamais, patati et patata. A ce compte là, autant abandonner tout de suite cette perspective et accommodons-nous du régime en place. Si on attend que les masses soient prêtes en restant les bras croisés, effectivement on pourra attendre indéfiniment. Il ne faut pas les sous-estimer, placées dans des conditions particulièrement favorables, sachant qu'elles ont acquis la capacité d'évoluer très rapidement, même si cela ne saute pas eux yeux, si elles n'ont pas d'autre choix que la liberté ou le retour de l'ancien régime honni, gageons qu'elles en feront un bon usage.

Je vous mets au défi de trouver dans la société, un seul membre de la classe ouvrière ou des classes qui ne trouverait pas génial de vivre dans une société débarrassée de la monnaie, même s'il ajouterait aussitôt que ce serait utopique, ce qui serait tout à fait normal ou prévisible, puisqu'il ne percevrait pas le processus politique qui permettrait de réaliser cette utopie ; c'est d'ailleurs le même argument auquel recourt les ennemis du socialisme ou du communisme.

Quant à ceux qui seraient tentés de se contenter de l'illusion du "socialisme du XXIe siècle" dans le cadre du capitalisme, voyez de quelle manière elle se conclut chaque fois. Rien ne change fondamentalement en réalité pour les exploités et les opprimés.

Personne à ma connaissance n'a osé avancer dans la voie que je propose ici, où figurent plusieurs scénarios, notez bien, en fonction du développement de la situation politique dans le monde. A aucun moment j'ai affirmé qu'il fallait axer notre politique sur la suppression de la monnaie, qu'on ne déforme pas ce que j'ai proposé. J'ai seulement indiqué qu'il fallait concevoir qu'à un moment donné on pourrait être amené à envisager cette solution parce qu'il n'en existerait pas d'autres, c'est tout.

On vous parle de gouvernement ouvrier, d'Etat ouvrier, d'Assemblée constituante souveraine, de communisme, on vous dit qu'il faut s'emparer du pouvoir politique, abolir les institutions de la Ve République, rompre avec l'UE et les institutions financières ou politiques internationales du capital et j'en passe, mais personne n'ose aborder en pratique les difficultés auxquelles nous nous retrouverions confrontés dans un tel cas de figure ; Rétablir le franc et abandonner l'euro, etc. c'est bien beau sur le papier, mais qui en voudra de votre franc, absolument personne sur le marché mondial sous peine de représailles de Washington, de l'Otan, de Bruxelles, etc.

Que proposent-ils en échange des lourds sacrifices que temporairement la population devraient subir suite à l'embargo, au blocus mondial dont notre République sociale ferait l'objet ? Des réformes sociales en veux-tu en voilà, mais elles seraient très loin de faire le compte. Réfléchissez un peu, si vous n'aviez plus de pétrole, plus de gaz, plus d'uranium, plus de café, de thé, de cacao, de sucre, etc. toutes ces marchandises importées qui participent à la vie quotidienne des Français, vous devriez vous en priver ou leur trouver des alternatives très rapidement, quand cela serait possible, si elles existaient. Imaginez un instant quels changements radicaux et brutaux en découleraient pour la population, et vous croyez qu'elle pourrait les accepter de gaité de coeur, à quoi cela lui servirait-il de bénéficier de hausses de salaire si dans le même temps elle ne pourrait plus satisfaire ses besoins les plus élémentaires ou si cela s'avèrerait plus compliqué encore que par le passé, de vivre tout simplement, il en faudrait beaucoup plus pour qu'elle accepte d'y renoncer même temporairement. Vous feriez face à des émeutes sanglantes quotidiennes et des pillages alimentées par les membres de l'ancien régime, qui déboucheraient sur une guerre civile que vous ne pourriez pas contrôlée, puisque ce serait les masses elles-mêmes qui en seraient à l'initiative ou y participeraient, d'autant plus que les inégalités sociales n'auraient pas disparu, loin de là, je ne donnerais pas chère de votre République sociale qui volerait en éclats en un temps record, c'est une certitude.

Alors qu'avec la suppression de la monnaie, les inégalités sociales que l'on croyait devoir disparaître progressivement, n'auraient plus cours immédiatement. C'est la totalité de la population qui serait impliquée dans l'organisation, la planification, la gestion de la production et de la société, la répartition des richesses disponibles, de telle sorte que personne n'aurait intérêt à semer le désordre sous peine de se priver elle-même des marchandises dont elle aurait besoin ou d'aggraver la situation ou la pénurie de certaines matières premières, chacun serait conscient des difficultés passagères à affronter, et donnerait le meilleur de lui-même pour les résoudre au mieux véritablement équitablement entre tous les membres de la société.

La suppression de la monnaie entraînerait spontanément un profond changement de comportement de la population. Tous ceux qui croyaient qu'ils allaient subir jusqu'à leur dernier souffle le sort épouvantable que le capitalisme leur avait réservé, réaliseraient soudain qu'ils en seraient désormais définitivement libérés, et que pour conserver cette liberté ou en contrepartie ils devraient accomplir de nouvelles tâches ou consentir certains sacrifices en attendant des jours meilleurs, ce qui vaudrait toujours mieux que de vivre éternellement sous un régime qui les exploitait et les opprimait.

Finies l'angoisse ou la crainte du lendemain, des fins de mois, de la faim, du patron, du contremaître, du chômage, de l'expulsion, de la saisi, de l'huissier, du fisc, du banquier, de la traite arrivant à échéance, du crédit usuraire, des impôts à payer, de l'augmentation des prix, de la panne imprévue, des discriminations, de la persécution policière, de l'arbitraire judiciaire, de l'humiliation permanente, de la justice de classe, des injustices, etc.

On comprend que ceux qui ne sont pas vraiment confrontés à ces difficultés de nos jours, aient du mal à se sentir concernés ou ne parviennent pas à imaginer un seul instant, ce que cette avancée démocratique représenterait pour la population, un progrès inestimable, hors de prix.

Que nous proposent nos détracteurs ? Rien, hormis rabâcher des formules creuses apprises par coeur ou sans lendemain dont ils se gargarisent. Ce sont uniquement des agitateurs incapables d'apporter la moindre réponse aux questions que les travailleurs sont légitimement en droit de se poser, quand on leur propose de changer de société ou de les embarquer dans une aventure dont ils ignorent tout, les inconvénients et les avantages.

Vous me direz qu'on est encore loin d'en être rendu là. Certes, et ce n'est pas en s'en tenant à des lieux communs ou en enfonçant des portes ouvertes qu'on risque de s'en rapprocher, en tenant un discours aux travailleurs digne du XIXe siècle. J'ai envie de dire, qu'ils ont encore trop à perdre de nos jours pour ne pas se soucier du service après-vente, au cas où ils adopteraient la marchandise qu'on cherche à leur fourguer à tout prix. C'est un peu vulgaire, mais c'est ainsi qu'ils perçoivent souvent le militantisme, et je crois que l'épisode des Gilets jaunes l'a suffisamment illustré pour ne pas avoir à insister sur la défiance qu'ils manifestent envers le mouvement ouvrier.

Je crois qu'il faut commencer par là, et c'est seulement au cas où la discussion serait suffisamment avancée avec certains travailleurs ou militants, qu'on pourrait leur exposer les différents scénarios qui se présenteraient à nous pour conserver le pouvoir une fois qu'on l'aurait conquis, précaution sans laquelle nous passerions pour des farfelus, des gauchistes ou des anarchistes, ce que nous ne sommes pas. A suivre.

Grande-Bretagne. Les gangsters de la City en action.

La motion permettant au Parlement de reprendre le contrôle sur l'agenda du Brexit a été adoptée par 328 voix contre 301.

Les adversaires de Boris Johnson ont en effet fait leur le slogan des partisans du Brexit en 2016, «reprendre le contrôle», en l'appliquant au Parlement. Pour eux, il s'agit de restaurer le contrôle des députés sur le Brexit, afin de pouvoir empêcher un «no deal». lefigaro.fr 04.09

LVOG - Pendant toute la campagne électorale, on nous a fait croire qu'il existait deux camps, les pro et les anti-Brexit, depuis ils ne se donnent même plus la peine de camoufler que tous les partis institutionnels étaient en réalité alignés sur la City à l'origine du Brexit. Il n'y a que les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier en France pour continuer à alimenter cette mystification.

Nous, nous avions compris que ce n'était pas notre affaire ou que nous n'avions pas à être pro-Brexit ou adopter une position conforme aux besoins exprimés par la City, la première place financière mondiale, ou être anti-Brexit au profit du maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne puisque nous combattons pour l'abolition de l'UE.

On a envie de dire que le mouvement ouvrier est si affaibli, divisé, disloqué, décomposé qu'il est devenu incapable d'adopter une position indépendante ou de se situer sur son propre terrain de classe. C'est d'ailleurs ce qu'on a pu observer une multitude de fois au cours des dernières décennies, au mieux, il se retrouve exclut de la scène politique ou il ne peut plus y jouer aucun rôle. 75 ans de collaboration de classes devait entraîner son effondrement, à défaut d'être parvenu à se doter d'une nouvelle direction indépendante pour se reconstruire sur des bases saines ou renouer avec le socialisme.

Par conséquent, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, il n'y avait pas de fatalité ou nous ne devions pas forcément

en arriver à la situation actuelle, les conditions objectives permettaient d'entrevoir une autre perspective politique que nos dirigeants n'ont pas été capables de saisir, ce qu'ils refusent d'admettre évidemment. Si dans la foulée de la révolution russe de 1917 tous les mouvements révolutionnaires en Europe ont échoué, ce n'était pas particulièrement parce que le prolétariat aurait été trop arriéré ou inorganisé, mais parce qu'ils furent dirigés par des dirigeants incompétents ou qui les trahirent, hormis une poignée qui demeurèrent fidèles au socialisme, et qui trop faibles ou marginalisés ne purent peser sur l'orientation du mouvement ouvrier, quand ils ne furent pas éliminés, y compris physiquement.

Déjà à cette époque, au début du XXe siècle, le mouvement ouvrier a été incapable de se doter d'une puissante avant-garde, et depuis il n'a jamais résolu ce problème. Avec tout le respect que l'on doit aux dirigeants qui tentèrent sincèrement de demeurer fidèle au socialisme, force est de constater qu'aucun ne compris réellement le développement de la situation en Russie et l'orientation politique adoptée par Lénine ou les dirigeants bolcheviks qu'ils condamnèrent parfois violemment.

---

11 septembre 2001 ou l'effroyable imposture.18 ans de mensonges, de désinformation, de censure.

DOC CENSURE 11 septembre/2001 " Le Complot" COMPLET - Par reopen911.info - 2013

https://www.youtube.com/watch?v=VGjFCCCF0AA

Cette vidéo comporte beaucoup de faiblesses hélas, nous les mettrons volontairement de côté. On retiendra l'essentiel, les preuves matérielles indiscutables que les faits ont été sciemment falsifiés ou occultés. Par exemple la présence dans la poussière récoltée de billes d'acier fondu comportant du souffre et d'autres composants chimiques n'entrant pas dans la fabrication de poutres en acier, indique de manière irréfutable que les tours du Word Trade Center et la tour n°7 ont fait l'objet d'une démolition contrôlée à partir d'explosifs militaires, sans parler qu'elles se sont effondrées à la vitesse de la chute libre d'un corps, en 10 secondes, pour 400 mètres de haut pour les 2 tours du WTC et 47 mètres pour la tour n°7.

Malgré tout, il y en a encore pour le nier farouchement, parmi lesquels Michel Collon (Investig'Action), qui vient de publier dans son blog un article sur l'Amazonie, dans lequel on peut lire que le réchauffement climatique serait de nature anthropique (moins de 5% du CO^2 présent dans l'atmosphère), alors que c'est tout aussi impossible que de faire fondre comme du beurre des poutres en acier (point de fusion 1600° environ) de 10 centimètres d'épaisseur avec du kérosène (température maximum inférieure à 1000°), des matériaux de construction, du matériel de bureau ou du papier !

Quand on s'adresse à des gens ou qu'on veut rendre compte de faits, quand on est honnête, avant d'affirmer quoi que ce soit, le minimum est d'essayer de savoir qu'est-ce qui s'est réellement passé. On se renseigne, on fait des recherches, on compare les différentes versions si nécessaires, on recoupe les éléments portés à notre connaissance, on étudie le sujet si on en ignorait tout, et si on ne parvient pas à un résultat satisfaisant ou si on a un doute, et bien on le dit tout simplement, et entre nous, on n'en meurt pas !

Maintenant il y a des gens qui s'enfoncent dans le déni, peut-être parce qu'ils se sont précipités sur la première version et qu'ils craignent de se contredire par la suite, mais à ma connaissance, c'est permis de se tromper, cela nous arrive à tous un jour ou l'autre, ce qui est inexcusable, c'est de refuser de l'admettre et de corriger ses erreurs. Ces gens-là se discréditent eux-mêmes et c'est parfois dommage.

J'avoue ne pas comprendre comment on peut vivre ainsi dans le mensonge, et quelle satisfaction on peut en tirer. Il faut croire que l'intérêt qu'ils portent à leur petite personne se situe au-delà de l'intérêt qu'ils portent à ceux auxquels ils s'adressent, je ne vois pas d'autres explications. Aussi doit-on se méfier de la fausse modestie qu'ils affichent généralement.

Il ne faut jamais rien croire ni personne sur parole, il faut toujours exiger des faits, des preuves matérielles, des témoignages, les vérifier si possible, des réponses aux questions qu'on pose, aux objections qu'on oppose, aux hypothèses qu'on soulève, aux contradictions qu'on relève, aux arguments qu'on avance, etc. Vous me direz que c'est être très ou trop exigeant... Non, c'est une réaction tout à fait normal et salutaire, quand on ne veut pas croire n'importe quoi ou qu'on ne tient pas à se faire manipuler et à manipuler les autres par la suite, quand on veut progresser aussi.

Comment voulez-vous orienter votre vie, si vous avez un tas de conneries dans la tête, dites-moi ? Il faut savoir ce qu'on veut dans la vie et s'y tenir, sinon il ne faut pas se plaindre ensuite qu'elle ne vaille pas grand chose, puisqu'on en est en grande partie responsable. Je dirais même que c'est pratiquement la seule liberté dont on dispose réellement dans cette société pourrie, alors si on ne l'exploite pas, on mérite le statut d'esclave que nous réserve l'oligarchie.

Encore un truc qui me vient à l'esprit.

Avez-vous observé comment les différents acteurs politiques de gauche ou d'extrême gauche et autres "personnalités" démocrates

ou progressistes en sont venus au cours des dernières décennies à adopter servilement ici ou là le discours dominant, et je ne parle même pas de leur interprétation des évènements qui ont marqué les 7 premières décennies du XXe siècle, elle est calquée généralement sur le catéchisme des manuels scolaires ou universitaires ou encore des historiens officiels.

C'est plus fort qu'eux apparemment, et c'est plutôt déconcertant ou cela demeure d'autant plus inexplicable, si on ne s'aperçoit pas que tous ces gens qui se disent de gauche ou d'extrême gauche ont calé leurs positions sur la gauche officielle, le PS et ses satellites, la plus corrompue, réactionnaire, par crainte sans doute d'être trop marginalisés ou de se retrouver sous les feux croisés de la critique à la fois de la droite et de cette gauche pourrie, ce qui par ailleurs n'a pas empêché les éditocrates de les amalgamer à l'extrême droite ou de les traiter de conspirateurs...

C'était comme si leur respectabilité ou leur survie en dépendait, croyant sans doute que leur démagogie mettrait un certain temps avant d'être percée ou que personne n'y prêterait attention, prenant vraiment les travailleurs ou les militants pour des cons. On a du mal à saisir quel besoin ils avaient de s'avilir ainsi. Si c'était pour justifier leur étiquette de gauche ou d'extrême gauche auprès des travailleurs, le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est plutôt raté, vous voyez à quoi je fais allusion ici.

Comme le communisme, le socialisme, le marxisme, bref, les enseignements de la lutte de classe ne pouvaient plus être invoqués comme caution, sans rire, ni même le PS ou le PCF qu'ils portèrent si longtemps à bout de bras, après les élus et les braves petits patrons on eut le droit aux homosexuels, aux LGTB, aux fumeurs de cannabis, aux femmes battues, harcelées, violées, aux couples stériles, aux médias-oligarques persécutés, aux Roms, aux immigrés, aux migrants, tous idolâtrés ou devant disposer d'un statut supérieur, aux animaux maltraités, au malheureux capitalisme malmené par de riches égoïstes, aux tristes djihadistes décapiteurs gazés ou bombardés par d'horribles tyrans, sans parler de l'Etat-nation cruellement sacrifié sur l'autel de l'UE, et dernièrement le climat mis à mal par notre mode de vie de nantis, pour un peu on aurait presque honte d'avoir lutté pour le progrès social pendant tant d'années, souhaitant à ceux qui n'y ont jamais eu accès sur tous les continents de s'en abstenir, pour leur bien évidemment, amen !

Sans blague, comment voulez-vous qu'un travailleur normalement constitué et ayant acquis un début de conscience politique puisse prendre au sérieux ces gens-là, avec toutes les gamelles qu'ils traînent derrière eux ? Et je vous ai épargné toutes les théories foireuses qui prétendaient au cours du XXe siècle qu'on allait prendre le pouvoir incessamment sous peu.

Après il y en a encore pour s'étonner de la débâcle du mouvement ouvrier et de son avant-garde. Qu'ils demandent donc à leurs dirigeants pourquoi ils refusent obstinément de faire l'inventaire de la lutte de classe du XXe siècle, pourquoi ils refusent d'examiner les arguments que j'avance. Il y a toujours une explication à tout, je crois qu'il faut partir de ce principe pour tenter de la découvrir, sinon on a aucune chance d'y parvenir. Là encore, il faut savoir ce qu'on veut dans la vie.

Quelle est la stratégie de notre ennemi, quelle analyse fait-il de la situation, de quelle manière les présentent-ils, quelles difficultés rencontrent-ils, de quels moyens dispose-t-il pour avancer son agenda, etc. ?

La militarisation du monde made in USA au service de la démocratie expliquée par ses propagandistes.

DemDigest est le ou l'un des portails de la NED/CIA, et signifie la démocratie en résumé ou en aperçu, et non au sens alimentaire ou anatomique comme je l'avais écrit un peu trop vite dans une autre causerie, en me laissant influencer par la présentation trompeuse qu'ils en font, pour rendre leur version comestible ou présentable afin d'intoxiquer les peuples et les soumettre à leur dictature.

- La politique étrangère américaine aurait trop tardé pour un rééquilibrage, qui freinerait les déploiements militaires dans plus de 100 pays et relancerait une approche plus multidimensionnelle visant à renforcer la démocratie et à rendre le monde plus sûr, selon le New York Times. (...)

Ce ne sont pas seulement l'USAID, le département d'État et l'Institut républicain international qui sont importants ici. Il existe de nombreuses autres organisations, telles que le National Endowment for Democracy (NED), qui permettent de tirer le maximum de profit. (...) Voulons-nous maintenir l'ordre démocratique international dirigé par les États-Unis au XXIe siècle? (Source : https://www.demdigest.org/150-years-of-data-proves-autocrats-are-bad-for-the-economy/)

LVOG - La politique de la canonnière a ses limites regrette amèrement le New York Times, mais combinée à la manipulation des consciences à l'aide d'instruments toujours plus sophistiqués, l'oligarchie financière espère parvenir à conserver son hégémonie sur le monde et à l'étendre encore...

Quand les plus farouches ennemis de la démocratique s'en emparent, le totalitarisme progresse.

Voyez combien d'articles la NED/CIA y a consacré sur son portail Internet du 19 août au 4 septembre 2019.

- How to cultivate democratic resilience - DemDigest September 4, 2019

- Labor movement ‘winning the war of ideas’ for democracy? - DemDigest September 4, 2019

- Advancing democracy – a resilient element of U.S. foreign policy? - DemDigest August 30, 2019

- Capitalism vs democracy: Europe’s hard problem – or source of resilience? - DemDigest August 29, 2019

- Can democracy survive if the media fail? - DemDigest August 29, 2019

- Restoring civility for a healthy democracy and decent civil society - DemDigest August 29, 2019

- 'Nakedly populist move’ jolts the world’s most stable democracy - DemDigest August 28, 2019

- Tribalism threatens reversible democratic experiment - DemDigest August 28, 2019

- 'How To Hack A Democracy’: Are disruptive populists the new normal? - DemDigest August 28, 2019

- How corruption undermines democratic institutions - DemDigest August 28, 2019

- When democracy is not enough: Can technology ‘revolutionize’ Latin America - DemDigest August 28, 2019

- ‘Daunting challenges’ face Sudan’s democratic transition - DemDigest August 27, 2019

- Is a ‘democratic depression’ around the corner? - DemDigest August 27, 2019

- China snuffs out rare beacon of economic liberalism and democracy - DemDigest August 27, 2019

- Not too late to strengthen the democracy that undergirds Afghan state - DemDigest August 26, 2019

- Exporting digital authoritarianism: How to build democratic resilience - DemDigest August 26, 2019 How liberal democracies can demonstrate capacity for reinvention & renewal - DemDigest August 21, 2019 Have liberal democratic model’s geopolitical limits been reached? - DemDigest August 21, 2019

- China vs. Democracy DemDigest August 20, 2019

- ‘Unprincipled cut-and-run’ would betray Afghanistan’s fragile democratic process - DemDigest August 20, 2019

- Why equality is essential to a successful democracy - DemDigest August 20, 2019 Japan & South Korea should ‘lead the charge’ for democracy in Asia, but…. - DemDigest August 20, 2019

- At hinge in history, democracies need renewal to survive - DemDigest August 19, 2019

Comment en pratique ils appliquent leur stratégie au quotidien ou façonnent l'orientation du monde. Quelques exemples.

Hong Kong’s ‘Water Revolution’ spiraling out of control? DemDigest September 3, 2019

Diamond, co-éditeur du Journal of Democracy du NED:

Il ne reste peut-être pas beaucoup de temps pour éviter une tragédie. Les États-Unis, le Royaume-Uni et d’autres grandes démocraties doivent faire comprendre aux dirigeants chinois (notamment par le biais de chaînes privées) que la répression violente à Hong Kong aura des conséquences graves et durables. Au minimum, nous devrions utiliser le Global Magnitsky Act pour imposer des sanctions ciblées… Les dirigeants de Pékin doivent savoir qu’une répression violente à Hong Kong empêcherait toute possibilité de retour à une relation plus normale avec les démocraties occidentales. Et nous devons nous préparer maintenant à mener une bataille pour que l'opinion publique mondiale fasse payer un lourd tribut à la RPC si elle recourait à la force pour réprimer des manifestants pacifiques à Hong Kong.

Dans le même temps, compte tenu du temps qui reste, nous devrions rejoindre divers éléments du mouvement en faveur de la démocratie à Hong Kong, appelant à un strict respect de la non-violence et à une volonté de négociation et de compromis, suggère-t-il.

https://www.demdigest.org/hong-kongs-water-revolution-spiraling-out-of-control/

LVOG - On retiendra : "Nous préparer maintenant à mener une bataille pour que l'opinion publique mondiale fasse payer un lourd tribut à la RPC (République populaire de Chine)", autrement dit manipuler les consciences pour que les peuples adhèrent à la propagande xénophobe de leurs gouvernants contre la Chine, ou justifier des sanctions contre ce pays ou sa population.

Vous aurez noté également qu'ils appellent leurs agents à rejoindre la fraction non-violente de ce mouvement, à croire qu'ils étaient engagés dans la fraction violente jusqu'à présent ou qu'ils la supportaient, mais cela ils ne vous le diront pas aussi ouvertement.

Labor movement 'winning the war of ideas' for democracy? DemDigest September 4, 2019

Le mouvement ouvrier «gagne-t-il la guerre des idées» pour la démocratie?

Les syndicats ont exprimé leur solidarité avec les militants démocrates de Hong Kong cette semaine, alors que la Confédération syndicale internationale a appelé l'Union européenne à montrer la voie en veillant à ce que les droits de l'homme ne soient plus érodés dans la région, sous la pression politique accrue de Pékin. Rapports EURACTIV.

L'année dernière, le taux de syndicalisation des États-Unis est tombé à un nouveau plus bas historique de 10,5%. Parmi les travailleurs du secteur privé, le taux de chômage était de 6,4%. La résilience des travailleurs gouvernementaux a longtemps empêché le mouvement syndical en général de rester en vie. Mais en 2018, la majorité conservatrice de la Cour suprême a vidé la capacité de ces travailleurs de collecter les cotisations syndicales. Maintenant, le taux de syndicalisation dans le secteur public diminue plus rapidement que dans le secteur privé - et les travailleurs syndiqués sont en train de perdre la guerre des classes.

Et pourtant, le mouvement syndical est simultanément en train de gagner la «guerre des idées», écrit l'analyste Eric Levitz pour New York Magazine.

Les syndicats ont contribué à créer une nation plus juste et plus démocratique: en soulevant des millions de travailleurs et en donnant une voix plus forte aux Américains moyens et non fortunés en politique, déclare l'ancien journaliste du New York Times Steven Greenhouse, auteur du nouveau livre «Beaten Down, Worked Up : Le passé, le présent et l'avenir du travail américain ».

Comme l'a observé le philosophe Sidney Hook, «la démocratie n'est pas simplement un concept politique, mais un concept moral. C'est la démocratie en tant que mode de vie. »En tant que tel, il s'étend au-delà de l'arène politique pour couvrir tous les domaines, y compris le lieu de travail. Les syndicats sont souvent les groupes de la société civile les plus importants et les plus représentatifs du pays, avec une base de membres qui ajoute des références démocratiques et une légitimité que la plupart des ONG ne peuvent que leur envier.

Les syndicats ont joué un rôle central dans les transitions démocratiques en Corée du Sud, en Afrique du Sud et en Pologne. Les travailleurs et les syndicats ont souvent figuré parmi les manifestants les plus anciens et les plus énergiques dans les États africains confrontés à des manifestations démocratiques, écrit Jon Kraus dans Syndicats dans le renouveau démocratique et les transitions en Afrique.

Les syndicats ont toujours été non seulement des défenseurs politiques des travailleurs, syndiqués ou non, affirme Peter Cole, professeur d'histoire à la Western Illinois University et chercheur associé à la Society, Work and Development Institute de la University of the Witwatersrand en Afrique du sud. Le travail organisé fournit également un moyen de contrôle ou un pouvoir compensateur contre les entreprises ou d'autres intérêts particuliers qui capturent et corrompaient la démocratie, écrit-il pour le magazine TIME.

Un syndicalisme robuste était autrefois considéré comme un fondement essentiel de la démocratie, écrivait John Nichols pour The Nation:

Immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, les Américains prêchaient à partir d'un évangile qui considérait les droits du travail comme des droits de l'homme. Pendant l'occupation du Japon après la guerre, le général Douglas MacArthur et ses collaborateurs ont collaboré avec les citoyens japonais pour élaborer une constitution qui servirait de cadre à la démocratie. Conscients que de puissants syndicats indépendants constituent une défense contre l'autoritarisme, ils ont

notamment précisé explicitement que "le droit des travailleurs de s'organiser, de négocier et d'agir collectivement est garanti".

Les États-Unis avaient l'habitude de dire au monde que les syndicats forts constituaient un rempart contre le fascisme. Nous devrions suivre nos propres conseils et consacrer le droit de s'organiser, soutient Nichols.

Les principales tendances et perturbations modifient le monde qui nous entoure. Menaces contre les défenseurs des droits de l'homme et des droits des travailleurs, fermeture de l'espace civique, impact de l'automatisation sur l'avenir du travail et les conditions sous-jacentes au mouvement #MeToo constituent de véritables défis pour assurer une économie mondiale juste et qui profite à tous. Toutefois, pour faire face à ces menaces, des efforts importants sont en cours pour renforcer le pouvoir, établir des normes et, finalement, assurer la justice économique et sociale dans les communautés du monde entier, note le Solidarity Center, un institut de base du National Endowment for Democracy:

Des femmes incroyables sont aux premières lignes de ce combat et préparent le terrain pour des réformes du droit, des politiques et des pratiques. Ces dirigeants comprennent que pour que tout soit correct, nous devons créer du pouvoir et travailler en collaboration. Cet événement célébrera à la fois leurs réalisations et réfléchira sur ce qui a fonctionné - et sur ce qui a besoin de plus de soutien - dans la lutte pour la justice, la démocratie et un travail juste pour tous.

Le Centre de solidarité, les fondations Open Society Foundations (G. Soros - LVOG), la Fondation Ford, le Fonds pour la liberté, la Fundación Avina, la Fondation C & A, Humanity United et AFL-CIO, le Solidarity Center et Global Labour Justice vous invitent à participer à une discussion le mardi 24 septembre 2019 à partir de 3: De 00h00 à 17h00 intitulé:

Building Power: Le leadership des femmes dans la lutte pour la justice, la démocratie et le travail équitable

Building Power: Women's Leadership in the Fight for Justice, Democracy and Fair Work, in New York City on Tuesday, September 24, 2019 from 3 p.m. – 5 p.m.

https://www.demdigest.org/labor-movement-winning-the-war-of-ideas-for-democracy/

LVOG - On retiendra qu'en s'associant aux officines de l'oligarchie, les syndicats se compromettent et ne peuvent pas être indépendants, et la lutte qu'ils mènent n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs. Qui ne le savait pas déjà ?

Quand ceux qui ont conçu l'Union européenne en arrivent à affirmer que "l'UE n'est pas un État démocratique" est un "argument (...) respectable".

The United Kingdom of Absurdistan: Britain's 'Enemy of the People' DemDigest September 4, 2019

Royaume-Uni le pays de l'absurde : l'Ennemi du peuple britannique.

En écrasant le Parlement dans l'un des débats politiques les plus importants du siècle, le Premier ministre britannique Boris Johnson pose les mêmes dangers pour la démocratie libérale que les agitateurs populistes pour la République romaine, écrit Ian Buruma dans Enemy of the People, de Grande-Bretagne:

La campagne autour du Brexit comporte de nombreux aspects peu recommandables: peurs exacerbées des immigrés, délires de grandeur nationale, etc. L'argument le plus respectable tournait autour de la question de la souveraineté. L'UE n'est pas un État démocratique. L'adhésion à l'UE signifie que certaines lois sont proposées et promulguées par des personnes qui n'ont pas été directement choisies lors d'élections nationales. Il existe un argumentaire puriste selon lequel une démocratie libérale ne peut déléguer des pouvoirs législatifs à des institutions supranationales sans affaiblir sa souveraineté nationale.

Alors que d'autres populistes sombrent dans l'autoritarisme, Johnson "se dissimule dans une sorte de nihilisme insouciant", écrit Fintan O'Toole pour The New York Review of Books.

L'une des vertus de la braderie de Johnson est qu'il a certainement fait comprendre à ses compatriotes ce que les étrangers peuvent voir: le système dans lequel tout cela est possible est une démocratie construite autour d'un solide noyau de féodalisme, a-t-il déclaré dans le Irish Times. (La NED critique aveuglément Johnson, car en obtenant l'aval de la reine, il n'a pas remis en cause le "solide noyau de féodalisme" sur lequel repose le régime britannique. C'est confirmé deux paragraphe plus loin. - LVOG)

Les plébiscites sont considérés dans les systèmes fermés comme une forme de «démocratie directe», alors que la volonté du peuple trouve sa plus pure expression dans la volonté d'un grand dirigeant, écrit Buruma pour Project Syndicate:

Mais l'intérêt de la démocratie parlementaire, dont la Grande-Bretagne est l'un des exemples les plus anciens et les plus fiers, est qu'elle est indirecte. L'idée d'un Etat représentant la volonté du peuple est une notion jacobine française, qui a toujours été

rejetée par les conservateurs britanniques, à commencer par Edmund Burke. Le «peuple» n'existe pas dans une démocratie parlementaire, encore moins une volonté populaire ou une seule voix populaire. (Là, c'est on ne peut plus clair. Rappelons que les représentants de la Chambre des lords ne sont pas élues, mais désignés par la reine si je ne me trompe pas. Bref, le régime britannique n'a jamais été démocratique, on le savait déjà. - LVOG)

Le populisme de droite est l'héritage de l'obsession de gauche pour la démocratie participative, note l'analyste Peter Skerry, professeur de sciences politiques au Boston College.

Une bureaucratisation, une professionnalisation et une dépendance plus larges et plus profondes à l'égard d'experts formés en sciences naturelles et sociales sont maintenant couramment citées comme des facteurs critiques de la désaffection des citoyens envers le gouvernement. Mais tout aussi important, ces développements ont également eu un impact sur la politique, les partis politiques en particulier et les institutions de la société civile, écrit-il pour The American Interest:

Tel que mentionné ci-dessus, le politologue Peter Mair affirme [dans Ruling the Void: le renfoncement de la démocratie occidentale] que les partis ont atteint «un statut quasi officiel en tant que partie intégrante de l'État». Il a ensuite ajouté que les organisations de partis dans les démocraties occidentales avaient «À partir d'une position dans laquelle ils étaient principalement définis comme des acteurs sociaux. . . dans un domaine où ils pourraient maintenant être définis de manière raisonnable en tant qu'acteurs étatiques ", ils" sont maintenant moins enracinés dans la société au sens large "et" sont désormais plus fortement orientés vers le gouvernement et l'État ". (Tous les partis politiques qui participent aux institutions sont de fait intégrés à l'Etat, comme tous les syndicats qui participent à des "concertations" ou au "dialogue social' avec des représentants de l'Etat. - LVOG)

Le populisme offre la promesse d'un renouveau démocratique, introduisant de nouveaux acteurs et de nouvelles politiques dans le système politique, affirme Patrick Liddiard. Mais les gouvernements populistes peuvent éroder les contrôles institutionnels sur le pouvoir exécutif nécessaires à une démocratie durable, même dans des démocraties avancées jusque-là résilientes, et la mobilisation populiste a précipité l'effondrement démocratique dans les démocraties les plus riches afin de revenir à l'autocratie: Turquie, Venezuela et Thaïlande pour le Wilson Center. (Il faut entendre par "démocratie durable", la dictature de la City ou de la finance sur la société que cautionne politiquement l'Etat, il est donc malvenu de vouloir affaiblir l'Etat dans ces conditions. Avis à ceux qui en prennent la défense, souverainistes, nationalistes, défenseurs des Etats-nations... - LVOG)

https://www.demdigest.org/britains-enemy-of-the-people-the-united-kingdom-of-absurdistan/

C'est le FMI, donc Washington, qui dorénavant gouverne l'Ukraine.

How to understand Ukraine's electoral revolution DemDigest August 30, 2019

Comment comprendre la révolution électorale de l'Ukraine

Les législateurs ukrainiens ont approuvé (HT: CFR / RFE / RL), Oleksiy Honcharuk, avocat et nouveau venu politique âgé de 35 ans, au poste de Premier ministre. Honcharuk a annoncé qu'il entamerait des négociations avec le Fonds monétaire international sur un nouvel accord d'aide dans les prochaines semaines.

Cinq ans après que les manifestations EuroMaidan aient chassé du pouvoir un président corrompu, comment se porte la démocratie en Ukraine? Le Journal de la démocratie de la NED demande.

https://www.demdigest.org/how-to-understand-ukraines-electoral-revolution/

LVOG - Le Président et le Premier ministre ukrainien ont été propulsés à ces postes par la NED et l'OTAN, parce qu'ils n'avaient aucune expérience politique, cela en fera des pantins plus dociles à manipuler.

Leurs articles ne tournent pas autour du pot, ils vont droit au but ou très souvent ils expriment ouvertement leurs intentions contrairement à ceux des médias. Il n'existe donc pas à proprement dit de théories du complot, je le précise pour ceux qui nous accusaient de les colporter. En revanche, les médias institutionnels en ne rendant pas public ces informations, sont directement ou indirectement à l'origine de la plupart des théories du complot.

Quand les bonnes intentions peuvent servir les plus noirs desseins ou "***comment réconcilier le capitalisme et la démocratie***".

Capitalism vs democracy: Europe's hard problem – or source of resilience? DemDigest August 29, 2019

Capitalisme contre démocratie: problème difficile de l'Europe - ou source de résilience?

La structure politique de l'Europe moderne est basée sur l'hypothèse que le capitalisme et la démocratie peuvent être compatibles - le défi le plus urgent de notre époque est donc de réconcilier les deux, affirme Mark Mazower, directeur du Columbia Institute for Ideas and Imagination à Paris, et auteur de " Continent noir: le vingtième siècle de l'Europe ».

Il est frappant de constater que le défi le plus urgent auquel sont aujourd'hui confrontés les Européens est le même casse-tête auquel ils sont confrontés depuis le début du siècle précédent: comment réconcilier le capitalisme et la démocratie, écrit-il pour The New Statesman.

«Tandis que l'existence du communisme soviétique soulevait des enjeux dans les démocraties européennes, a-t-il ajouté, lorsque les Européens ont dit adieu à la démocratie parlementaire, ils se dirigeaient principalement vers la droite, mais pas vers la gauche. ……. À partir de 1940, les seules démocraties restantes en Europe se trouvaient au Royaume-Uni, en Suisse, en Suède, en Irlande et en Finlande. ” (Dans un paradis fiscal ou des monarchies parlementaires, des exemples de démocratie assurément ! Sans parler que ces monarchies frayèrent avec le régime nazi, chut ! - LVOG)

Compte tenu de tout cela, l’année 1945 représente une renaissance presque miraculeuse de la démocratie. (Vive Thorez et Staline ! - LVOG) C'était aussi le moment de repenser sérieusement la compatibilité de la démocratie et du capitalisme, a déclaré Mazower:

La démocratie est revenue par la politique parlementaire, les systèmes multipartites ont manifesté un nouveau degré de convergence idéologique entre droite et gauche, et le langage de la liberté et des droits de l'homme a été vanté par des organisations telles que le Conseil de l'Europe. Dans le même temps, la démocratie ouest-européenne d'après-guerre acquit une nouvelle légitimité grâce à un éventail de dispositions sociales et économiques considérablement élargi…("Les systèmes multipartites ont manifesté un nouveau degré de convergence idéologique entre droite et gauche", tiens donc, ne serait-ce pas l'époque où les trotskystes ne voyaient que par le front unique de cette gauche convergeant idéologiquement avec la droite ? Ils ont dû être les seuls à ne pas s'en apercevoir ! Ah les bienfaits du marchandage d'après-guerre ou des "dispositions sociales et économiques" pour remettre en selle le capitalisme et les Etats vacillants, au détriment des mouvements révolutionnaire et du socialisme. Au moins eux ils ont le courage d'affirmer qu'ils leur ont sauvé la mise. Toutefois ils ne diront pas qu'ils y auront été contraints par la lutte de classe du prolétariat. - LVOG)

Aujourd’hui, l’évolution de la relation entre capitalisme et démocratie en Europe est liée à la nouvelle position du continent dans le monde. Non seulement sa masse démographique a diminué (les populations réunies de l’Europe et de l’Amérique du Nord représentaient 30% de la population mondiale en 1900 et à peine la moitié de celle d’aujourd’hui (de 1900 - LVOG)), c’est aussi un continent qui a dominé les affaires mondiales en 1900 la force économique et militaire est incapable de le faire maintenant. (D'où le recourt hystérique à la fabrication du consentement via les médias, les instituts de sondages, au consensus ou à la collaboration de classes renforcée ou le corporatisme, et finalement le passage au parti unique, LREM en France. - LVOG)

Pour ceux qui croient que le capitalisme est nécessaire pour assurer la croissance économique et la séparation du pouvoir économique et politique qu'exige une démocratie saine, la croissance du nombre de voix qui ne sont pas attachées à l'un ou à l'autre ou qui ne croient pas qu'elles puissent être réconciliées devrait être inquiétante, Sheri Berman, collaboratrice du Journal of Democracy du National Endowment for Democracy, a publié son dernier ouvrage sur Démocratie et dictature en Europe: de l'Ancien Régime à nos jours (2019). (Ils ont toujours tendance à doter le capitalisme de qualités qui seraient naturelles, alors qu'ils les ont usurpées, et il arrive forcément un moment où les peuples finissent par en douter ou s'en apercevoir, d'où leur crainte légitime. - LVOG)

Mais si le capitalisme et la démocratie sont des amis si mal à l'aise, qu'est-ce qui explique leur longue coexistence dans le monde riche? Demande l'économiste. (Parce qu'il est riche, pardi, donc corrupteur ! - LVOG)

Torben Iversen, de l’Université de Harvard, et David Soskice, de la London School of Economics, soutiennent dans leur récent ouvrage «Democracy and Prosperity» que, dans les économies avancées, la démocratie et le capitalisme ont tendance à se renforcer mutuellement, avec trois piliers stabilisateurs qui renforcent la résilience démocratique.

La mondialisation sape l’égalité sociale sans la renforcer, et si l’UE veut tenir sa promesse démocratique, elle devra renoncer plus résolument à la stabilité monétaire et à l’orthodoxie budgétaire, au profit d’une politique de solidarité sociale, a-t-il ajouté. La lutte pour réconcilier le capitalisme et la démocratie se poursuit. RTWT (Celui ou celle qui ne sait pas, que c'est justement en renonçant "à la stabilité monétaire et à l’orthodoxie budgétaire" qu'ils sont parvenus à imposer leur modèle néolibéral aux Etats-Unis, au Japon et à tous les Etats qui les ont imités, sera tenté d'en conclure que les idéologues de la NED/CIA sont des démocrates, des progressistes. - LVOG)

https://www.demdigest.org/capitalism-vs-democracy-europes-hard-problem-or-source-of-resilience/

LVOG - La NED ou les idéologues de l'oligarchie financière se penchent sur absolument tous les facteurs et rapports qui composent au quotidien la situation et son évolution, ce que de mon côté je fais à mon niveau avec les faibles moyens dont je dispose, pendant que les partis dits ouvriers se contentent des os à ronger que leur balance quotidiennement l'AFP et les médias,

ce qui évidemment ne permet pas de comprendre la situation ou de se faire sa propre idée sur la situation, du coup les militants qui ne s'informent pas ailleurs ou qui n'ont pas développé un minimum d'esprit critique en sont réduits à gober leurs analyses surfaites ou erronées.

En complément.

L'ONU observe un "rétrécissement de l'espace démocratique" au Brésil - AFP

La Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme a fait état mercredi d'un "rétrécissement de l'espace démocratique" au Brésil, avec notamment des attaques contre les défenseurs de la nature et des droits de l'Homme.AFP

Etats-Unis : le Pentagone débloque 3,6 milliards de dollars pour la construction du mur à la frontière mexicaine - Franceinfo

---

En famille entre gens du même monde.

Jean-Luc Mélenchon adresse un message de soutien à Brigitte Macron, attaquée par le pouvoir brésilien - Franceinfo 06.09

"Les Brésiliens que j'ai rencontrés sont outrés par la grossièreté de leurs dirigeants à votre égard", écrit le leader de La France Insoumise. Franceinfo 06.09

LVOG - Dieu vous le rendra monsieur le franc-maçon !

Darmanin en appelle à l'UDI qui se dit "prête à travailler en partenariat" avec LREM - AFP 06.09

Philippe Gosselin (LR) veut savoir si l'Assemblée aussi abrite des reliques nazies - Le HuffPost 4 septembre 2019

Marion Maréchal veut "ancrer dans un avenir commun" droite et extrême droite - AFP 06.09

Macron toujours en quête de légitimité.

Seul un quart des Français juge le bilan d'Emmanuel Macron positif, selon un sondage - Franceinfo

Grenelle des violences conjugales: Philippe n'a pas convaincu les associations - Le HuffPost

Sondage : la cote de confiance de Macron en légère progression - L'Express.fr 03.09

Le chef de l'Etat enregistre 43% d'opinions favorables selon un sondage Harris Interactive pour LCI. - L'Express.fr 03.09

Et 3 jours plus tard...

La popularité de Macron et Philippe en forte hausse - Le HuffPost 6 septembre 2019

Dans la vague de septembre du baromètre YouGov pour Le HuffPost, le chef de l'État gagne 6 points à 28% d'opinions favorables, son score le plus élevé depuis juillet 2018. Le HuffPost 6 septembre 2019

LVOG - En 6 jours, la cote de popularité de Macron passe d'un jour à l'autre ou d'un institut de sondages à l'autre de 22% à 28% ou 43%, qui dit mieux, au choix ! Comment une telle grossière manipulation est-elle possible ? La réponse un peu plus loin.

Il n'y a pas de violence policière en France, dixit Macron.

Un policier de la BAC étrangle un manifestant «en direct» sur une vidéo diffusée par Mediapart - sputniknews.com 04.09

Une nouvelle vidéo publiée le 3 septembre contredit la version des forces de l'ordre. Ces images montrent un policier de la Brigade anticriminalité (BAC), le visage masqué, en train de serrer le cou de l'homme avant que celui-ci tombe à terre, visiblement au bord du malaise, souligne Mediapart.

Confronté à une vidéo montrant l'homme à terre, le service de communication de la police nationale (Sicop) avait alors affirmé à Libération que le manifestant avait été hospitalisé «parce qu'il était incommodé par les gaz lacrymogènes».

Or, le compte rendu médical atteste que le «patient interpellé par [la] BAC» a été «retrouvé inconscient sur la voie publique» et souligne l'absence de toute substance toxique qui aurait pu provoquer cet état.

Toujours selon Médiapart, le parquet de Nantes a ouvert une enquête préliminaire après la plainte déposée par la victime, Bruno Kaïk, pour tentative d'homicide. sputniknews.com 04.09

Retraites. Les représentants ouvriers patronaux y croient eux.

Réforme des retraites: les Français ne croient pas à la concertation - Le HuffPost

Réforme des retraites : après une nouvelle concertation, les partenaires sociaux toujours dans l'expectative - lejdd.fr 6 septembre 2019

En attendant, la fronde prend forme : FO a prévu de mobiliser le 21 septembre, la CGT le 24. Les agents de la RATP sont appelés à la grève le 13, tandis que certains avocats, médecins et infirmières libérales défendront leurs régimes spécifiques dans la rue le 16. lejdd.fr 6 septembre 2019

LVOG - Ou comment les dirigeants corrompus des syndicats ont décidé de venir en aide à Macron pour faire passer sa contre-réforme des retraites.

La tactique du front unique est valable uniquement quand on est en mesure d'en tirer profit pour construire le parti, à condition que l'orientation des dirigeants de ce parti en construction repose sur une analyse correcte de la situation, dans tous les autres cas elle ne peut que contribuer à faire naître des illusions dans la tête des travailleurs et des militants envers les dirigeants vendus des syndicats (ou des partis dits de gauche), et renforcer leur pouvoir de nuisance au sein du mouvement ouvrier au lieu de l'affaiblir.

L'erreur fatale consista à prétendre que, dès lors que les masses et les militants ouvriers se saisiraient du front unique en lui donnant un contenu différent de celle des dirigeants du PS ou de la SFIO et du PCF ou des dirigeants syndicaux issus de la social-démocratie ou du stalinisme, donc en manifestant d'immenses illusions dans ces dirigeants, cela suffirait pour modifier l'orientation du front unique, ce qui ne sera jamais le cas ou à la marge pour sonner la fin de la mobilisation et sauver ainsi le régime en place.

Subordonner la stratégie d'un parti à la tactique du front unique devait conduire à sa dislocation ou ne permettrait jamais de le construire. Autant dire que cette confusion était étrangère au marxisme, et je pense qu'il serait injuste de l'attribuer à Trotsky.

En août 1934 Trotsky proposa à la Ligue communiste en France de "prendre sa place à l'intérieur du Front unique pour concourir activement au regroupement révolutionnaire et à la concentration des forces de ce regroupement". Résultat : La ligue parvint au cours des deux années suivantes à recruter des centaines de militants issus de la SFIO notamment. Mais ce succès masqua bien des illusions qui n'allèrent pas tarder par l'emporter. Puis, quand en 36 vint le Front populaire, la presque totalité de ces nouveaux militants désertèrent pour rejoindre la SFIO qui incarnait le mieux le front unique ! Autrement dit, cette tactique avait été un échec complet. On pourrait multiplier les exemples à l'infini qui ont abouti au même résultat désastreux. Pour être juste, il faut préciser que les dirigeants de la Ligue communiste ou du Groupe bolchevik-léniniste portaient la responsabilité de cet échec et non Trotsky, auquel on ne peut pas attribuer la responsabilité des faiblesses ou des lacunes théoriques de ces dirigeants. Et de ceux qui s'en inspireront plus tard (Les trotskystes de l'OCI) jusqu'à nos jours. (Source sur Internet : S.F.I.O. et S.F.I.C. : la voie du débouché)

On pourrait tempérer notre conclusion, et considérer que deux ans c'est court pour former des militants qui maîtriseraient les bases du marxisme ou du socialisme scientifique. On peut l'admettre pour certains, au départ tout dépend du niveau de conscience politique des dirigeants ou des facultés qu'ils ont ou non développées. Si on fait preuve de méthode, de rigueur, de logique et de discipline, si on a conscience que la formation politique des militants doit être une priorité absolue du parti, deux ans c'est largement suffisant pour adopter le matérialisme dialectique comme mode de pensée pour interpréter la société ou le monde, dans la vie quotidienne, pour qu'il s'incruste profondément dans le cerveau. C'est un peu comme apprendre à lire, écrire, compter ou conduire.

Rappelons pour ceux qui l'ignoreraient ou que cela effraierait, que ce mode de pensée consiste simplement à partir des faits et de leurs enchaînements, et non de divagations ou spéculations idéalistes, métaphysiques, philosophiques ou psychologiques auxquelles la réalité peut donner lieu. Avec le matérialisme dialectique, on procède à l'inverse du lavage de cerveau, du bourrage de crâne, des croyances, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle les idéologues de la réaction la

considèrent comme leur pire ennemi, puisque cette méthode permet à celui qui l'adopte de réduire ou de s'attaquer à son ignorance, l'ignorance des masses étant le facteur déterminant sur lequel repose justement le régime.

Revenons à la tactique du front unique élevée au rang de stratégie.

C'est un pis-aller dérisoire et qui plus est trompeur et rien de plus. Remarquez bien qu'elle peut fonctionner pendant tout un temps, pour obtenir satisfaction sur des revendications partielles ou collectives qui sont compatibles avec l'existence du capitalisme, dont l'activité ne se limite pas aux frontières de votre tout petit pays, mais comme en toile de fond cette tactique sert à camoufler des intentions ou des objectifs inavouables ou néfastes opposés aux besoins fondamentaux des travailleurs qui coïncident avec l'émancipation du capitalisme, il arrivera un moment où elle se retournera contre ceux qui y auront recouru ou qui seront encore tentés d'y recourir, mais cette fois en vain, révélant au passage leur opportunisme, leur impuissance, tandis que les travailleurs en état de prostration sombreront dans un grand désarroi et seront abandonnés à leur triste sort.

Il faut aussi noter que la tactique du front unique élevée au rang de stratégie s'apparente à la théorie révisionniste adoptée par les ennemis du socialisme au sein du mouvement ouvrier depuis la fin du XIXe siècle (Bernstein), qui considéraient que la lutte pour des réformes sociales était le moyen de parvenir progressivement au socialisme dans le cadre du régime capitaliste, on sait ce qu'il en est réellement, au détriment de la révolution sociale, que par conséquent le mouvement ouvrier devait abandonner tant comme moyen et but politique. Je renvoie les lecteurs qui voudraient étudier cette question théorique à *Réforme sociale ou révolutionnaire* de Rosa Luxemburg (Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble : la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but.) ou aux ouvrages de Lénine.

Ni Marx, ni Engels, ni Lénine, ni Trotsky, ni Luxemburg, ne pouvaient imaginer comment allait se traduire l'adoption d'importantes réformes sociales, de quelle manière elles participeraient plus tard jusqu'à notre époque à la corruption généralisée du prolétariat et du mouvement ouvrier, bien qu'ils en aient déjà constaté les effets désastreux à leur époque. On ne peut donc pas les accuser de ne pas avoir défini les moyens de combattre cette tendance opportuniste, le marxisme n'est pas une recette magique. C'était à nous que devait revenir cette tâche et d'adapter les instruments de notre combat politique... Nous n'y sommes jamais parvenus, hélas !

Donnons-nous les moyens... de vous présenter la facture ! Non, merci, dégagez !

Donnons-nous les moyens face à l'urgence de la pollution plastique - huffingtonpost.fr 05.09

François-Michel Lambert, élu député EELV en 2012 puis réélu en 2017 LREM.

300 millions de tonnes, c'est la quantité de déchets de plastiques dans la mer. En Méditerranée, c'est 250 milliards de particules de plastique, la mer la plus polluée au Monde. La faune en avale à hauteur de 12 à 24.000 tonnes par an, soit près de 66 tonnes de plastique ingérées chaque jour.

LVOG - Au gramme près, sans rire ! Ils savent tellement de choses, qu'on se demande comment on a pu en arriver à vivre dans un monde aussi pourri ! Parce qu'ils n'en avaient rien à foutre... Et ils n'ont pas changé.

Venezuela. Les médias officiels champions toutes catégories des fake news ou de la désinformation

L'intox vénézuélienne - Réseau Voltaire 04.09

La presse internationale a rendu compte, en août 2018, d'un exode massif des Vénézuéliens, fuyant la famine et la dictature du chaviste Nicolás Maduro. Ils étaient 18 000 à franchir la frontière chaque jour. À l'époque l'Onu prévoyait qu'ils seraient 5,3 millions de migrants et de réfugiés vénézuéliens dans toute l'Amérique latine à la fin 2019. On dénonçait une crise majeure.

Las ! Ces chiffres étaient de pure propagande : le Haut-Commissariat aux réfugiés vient de publier ses statistiques officielles au 31 décembre 2018. 57 % des réfugiés dans le monde provenaient de Syrie (6,7 millions), d'Afghanistan (2,7 millions) et du Soudan du Sud (2,3 millions).

Les réfugiés vénézuéliens n'ont représenté que 341 800 personnes (dont un grand nombre sont retournés depuis dans leur pays).

La campagne d'intoxication médiatique, relayée dans tous les États alliés du Pentagone, était initiée en préparation de l'opération

de déstabilisation de l'État vénézuélien qui débuta en décembre 2018. Elle visait à convaincre les nationaux qu'ils n'avaient plus d'avenir chez eux et les étrangers que le président Maduro était illégitime.

Il s'agit d'une claire application de la théorie des « migrations comme armes de guerre » [1]. Réseau Voltaire 04.09

Note :

[1] "Strategic Engineered Migration as a Weapon of War", Kelly M. Greenhill, Civil War Journal, Volume 10, Issue 1, July 2008. Understanding the Coercive Power of Mass Migrations," in Weapons of Mass Migration : Forced Displacement, Coercion and Foreign Policy, Kelly M. Greenhill, Ithaca, 2010. "Migration as a Coercive Weapon : New Evidence from the Middle East", in Coercion : The Power to Hurt in International Politics, Kelly M. Greenhill, Oxford University Press, 2018.

Et la propagande officielle continue son matraque comme si de rien n'était.

Grandir au Venezuela sans ses parents partis à l'étranger - AFP 06.09

Dans les quartiers populaires de Caracas, les enfants sont élevés par leurs grands-parents, leurs parents étant partis chercher du travail à l'étranger pour aider leur famille dans ce pays en crise. AFP 06.09

Censurons-les ! Le coup de grâce porté à la télévision et au cinéma.

Réforme de l'audiovisuel : plus de pubs, plus de films... Ce qui va changer sur vos écrans - lexpress.fr 04.09

Le projet de loi autorisera donc la publicité dite "segmentée" sur les chaînes, comme la diffusion de pubs géolocalisées, mais de manière encadrée. Dans ce cadre, un téléspectateur bordelais ne verra pas forcément les mêmes publicités qu'un habitant de Lille.

Une troisième coupure pub sera aussi autorisée dans les films et téléfilms d'une durée supérieure à une heure et demie sur les chaînes privées. Les chaînes seront ainsi libérées de la contrainte qui les pousse actuellement à attendre au moins 20 minutes entre deux coupures pub.

Autre mesure réclamée de longue date par le PAF, les télés pourront désormais diffuser des films quand elles le veulent : le projet de loi mettra fin à l'interdiction des films certains jours et soirs, notamment le mercredi, le vendredi et le samedi, une disposition qui visait à protéger les salles de cinéma mais ne s'appliquait pas aux plateformes de streaming.

Netflix, Amazon... Les plateformes de streaming en ligne devront aussi s'engager. Comme le rapporte Le Parisien, elles seront désormais dans l'obligation de financer la production française, de cinéma ou de série, à hauteur d'au moins 16 % de leur chiffre d'affaires en France.

Dans le cas contraire, le ministre de la Culture prévient : "S'ils ne le font pas, ils ne pourront plus être disponibles en France". Cela sera toutefois très difficile à contrôler car ces plateformes ne sont pas du tout transparentes sur leurs comptes, rappelle le quotidien.

Par ailleurs, le ministre a tranché en faveur d'une fusion entre le CSA (gendarme de l'audiovisuel) et l'Hadopi (autorité de lutte contre le piratage), mais pas avec l'Arcep (gendarme des télécoms). lexpress.fr 04.09

LVOG - Mocky raconta qu'à chaque séance dans son cinéma de 100 places, où étaient programmés 2 films pour le prix d'un, quand il y avait 20 spectateurs il s'estimait heureux, et il affirma que c'était général en France. A 9 ou 10 euros la place, c'est très cher.

Quant à la télévision, il faut être décérébré ou abruti au dernier degré pour la regarder encore. Je m'excuse auprès des personnes concernées, mais c'est consternant à la fin de voir des gens s'accommoder de tout. Et le pire, ce sont encore ceux qui les plaignent ou flattent leur avilissement, parce que les malheureux Français ne seraient responsables de rien. Ce qu'on sait aussi avec certitude, c'est que ce comportement contribue à pourrir un peu plus chaque jour la société. Franchement, je crois qu'on mérite mieux, non ?

Je rappelle que nous n'avons plus de télévision depuis 5 ans et demi, et nous nous en passons très bien, elle ne nous manque pas assurément. Ma compagne Selvi se sert de l'écran relié à l'ordinateur portable pour regarder des films en tamoul le soir, tandis que moi je regarde des films, des documentaires ou des concerts sur l'autre ordinateur dans une autre pièce.

Personnellement, je n'ai jamais acheté quoi que ce soit au cours de ma vie après avoir regardé une publicité.

Quand j'ai acheté un scooter, j'ai comparé la notice technique des scooters présents sur le marché, puis les prix, et enfin j'ai pris des renseignements sur le SAV en me rendant sur place pour juger par moi-même des conditions de travail des ouvriers. Le confort (fourche télescopique), la capacité du réservoir (forcément très limitée sur un scooter de 125cm3) et du coffre situé sous le siège (le scooter remplace la voiture pour faire mes courses en ville), étaient mes priorités, je me foutais du design (dépassé du Suzuki, la frime c'est un truc de jeune et je suis vieux!) et des gadgets genre, prise pour recharger un téléphone portable ou je ne sais quoi encore. Finalement, j'ai acheté le plus fonctionnel et j'en suis satisfait au bout de bientôt 2 ans.

Je procède toujours ainsi pour éviter les mauvaises surprises ou d'avoir à me traiter de con pour avoir suivi des conseils mal avisés ! Y compris quand je fais le marché ! Non mais sans blague, quand on n'a pas de fric, on évite de faire n'importe quoi et de se plaindre ensuite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

Des vétérans du « Rojava » de retour en Europe - Réseau Voltaire 03.09

Les États-Unis étant convenus avec la Russie que la Syrie ne sera pas dépecée et qu'il n'y aura donc pas de nouvel État (ni le « Sunnistan » de Daesh, ni le « Rojava » du PKK), les anarchistes européens qui étaient partis faire le coup de feu devront rentrer chez eux.

font Des militants libertaires espagnols, français, anglais, allemand et italiens étaient allés se battre aux côté des mercenaires kurdes de l'Otan en Syrie [1] séduits par le discours « municipaliste libertaire » et les références à Murray Bookchin.

Ces jeunes gens croyaient défendre le peuple kurde face aux jihadistes. Rares sont ceux qui ont ouvert les yeux : ils étaient manipulés par l'Alliance atlantique pour créer un État-croupion en Syrie sous couvert d'un pseudo « Kurdistan » (les Kurdes sont un peuple nomade qui s'est fixé en Turquie au XXème siècle. C'est uniquement là que peut être créé leur pays ainsi que l'ont établi la Commission King-Crane et la conférence internationale de Sèvres [2]).

Selon la DGSI, environ 25 Français auraient survécu, dont la moitié est déjà rentrée. Ils animent aujourd'hui des groupes d'ultra-gauche qu'ils font profiter de leur expérience de la guerre.

Ainsi, selon Médiapart, la DGSI aurait acquis la conviction que l'homme qui a tiré sur un hélicoptère de la gendarmerie lors de l'évacuation de la ZAD (« Zone à défendre ») du projet d'aéroport de Notre-Dame-des- Landes, en avril 2018, était déjà un vétéran du « Rojava » [3]. Réseau Voltaire 03.09

[1] « Les Brigades anarchistes de l'Otan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 12 septembre 2017.

[2] « Les projets de Kurdistan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 septembre 2016.

[3] « Ces revenants du Rojava qui inquiètent les services de renseignement », Matthieu Suc et Jacques Massey, Médiapart, 2 septembre 2019.

LVOG - Ont-ils au moins l'adresse du NPA (notamment) qui a participé à cette manipulation? Tapez Rojava après avoir ouvert la page du blog de la tendance Claire du NPA, vous devriez trouver les articles dithyrambiques qu'elle avait publiés.

ECONOMIE

Russie - Inde

Au forum de Vladivostok, la Russie et l'Inde annoncent le renforcement de leur coopération - RT 04.09

Le président russe Vladimir Poutine (d.) et le Premier ministre indien Narendra Modi (g.) lors de la cérémonie de signature

des documents communs faisant suite aux pourparlers russo-indiens du Ve Forum économique de l'Est à Vladivostok, le 4 septembre 2019.

La cinquième édition du Forum économique de Vladivostok est l'occasion d'annonces importantes pour la coopération entre les deux pays. Outre la «coordination diplomatique», cette coopération s'étend à l'armement, l'énergie et l'espace.

La Russie et l'Inde ont conclu le 4 septembre un accord de production en commun de pièces détachées et de composants pour des équipements militaires de fabrication russe. L'accord a été signé entre les Etats russe et indien dans le cadre de la cinquième édition du Forum économique de l'Est qui se tient à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe, et doit se conclure le 6 septembre.

Les dirigeants russe et indien, Vladimir Poutine et Narendra Modi, ont le même jour adopté une déclaration commune portant sur un renforcement de la coopération entre les deux pays. Commentant cette déclaration, le président russe a estimé qu'elle exprimait une volonté d'approfondir les liens entre les deux pays, y compris dans le domaine de la «coordination de la politique étrangère».

Le Premier ministre indien a, lui, souligné le succès de la coopération entre la Russie et l'Inde dans des domaines tels que la défense, l'énergie nucléaire et l'espace.

Depuis des décennies, Delhi est l'un des premiers clients de l'industrie russe de l'armement. L'armée indienne est par exemple équipée de chars T-90 et d'avions de combat comme les chasseurs MiG-29 et Soukhoï-30MKI. Des armes comme les missiles de croisière BrahMos, résultent des efforts conjoints d'ingénieurs russes et indiens. Et en mars, Narendra Modi a inauguré une usine qui doit produire en masse des fusils mitrailleurs AK-203 du constructeur Kalashnikov.

Récemment, Delhi a commencé à recevoir les systèmes de défense aérienne russes S-400, malgré les pressions de Washington. A présent, les deux pays envisagent d'élaborer un nouveau système de paiement hors dollars pour tous les contrats de défense, qui sera également utilisé dans le contrat S-400.

Dans le domaine de la recherche spatiale, il a été annoncé en juillet que l'Inde envisageait d'acheter des moteurs de fusée à la Russie. Un peu plus tôt, Moscou avait également promis d'aider Delhi dans le cadre de son programme spatial Gaganyaan, lequel prévoit le séjour d'un astronaute indien dans l'espace en 2022.

Sergueï Lavrov a annoncé le début de discussions sur une zone de libre-échange entre l'Inde et l'Union économique eurasiatique – un bloc qui, outre la Russie, réunit quatre anciennes républiques soviétiques : l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan et la Kirghizie.

L'utilisation des monnaies nationales dans les échanges commerciaux ainsi que les projets d'investissement de l'Inde dans l'Extrême-Orient russe sont également à l'ordre du jour. A l'issue de sa rencontre avec son homologue russe Subrahmanyam Jaishankar a déclaré qu'il voyait un «énorme» potentiel de croissance dans l'Extrême-Orient russe.

Pendant le mois d'août, l'Inde et la Russie ont également discuté de projets commun d'exploitation de gaz dans l'Arctique. Le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal, avait alors déclaré que son pays cherchait à «fonder entièrement [son] économie sur le gaz» tout en louant la coopération énergétique avec la Russie. RT 04.09

Haut de page

Le 12 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf - pages

Avant d'aborder cette causerie, je vous propose une récréation musicale qui rompt avec la médiocrité de cette époque, histoire aussi de rendre hommage aux femmes, mais pas au féminisme dans lequel les femmes éclairées ne se reconnaissent pas.

Il faut éviter d'aborder les causeries comme un catalogue de mauvaises nouvelles, mais plutôt comme un regard direct sur la société telle qu'elle est ou sans complaisance, pour mieux comprendre son fonctionnement et la combattre afin d'en changer.

Beethoven's "Für Elise" - Arranged for Harp by Deborah Henson-Conant
https://www.youtube.com/watch?v=K6IGbyUVw18

Mason Williams - Classical Gas w/ Deborah Henson-Conant
https://www.youtube.com/watch?v=0vXtywOlayc

Celtic Heart (PBS Special) "Kid ar an Sliabh" - feat. Harp Twins & Máiréad Nesbitt
https://www.youtube.com/watch?v=sEMR16gOXLM

Metallica - One - 2 Girls 1 Harp (Harp Twins) Harp metal
https://www.youtube.com/watch?v=JhOhGhq0e54

Metallica - The Unforgiven - Harp Guitar Cover - Jamie Dupuis
https://www.youtube.com/watch?v=d_6hXZvYdj0

2CELLOS - Resistance [Live at Arena di Verona]
https://www.youtube.com/watch?v=ycdk5sSn4oA

Bienvenue dans le vieux monde.

Voilà où certains en sont rendus dans leur monde gouverné par des psychopathes, à se déplacer en trottinette électrique, car la marche à pied serait fatigante ou une contrainte. Quelle déchéance, et pas seulement physique !

Mon épouse m'a téléphoné d'Aubagne hier pour me souhaiter un bon anniversaire. Elle m'a dit qu'elle avait mis un peu le chauffage parce qu'elle avait froid, le 11 septembre. Je lui ai répondu qu'elle devait s'attendre à connaître des hivers particulièrement vigoureux et des été plus chaud du fait des variations climatiques naturelles qui correspondent à des cycles solaires.

Bref, les manipulateurs du climat et des consciences vont avoir beaucoup de mal à justifier la stagnation ou la baisse de la température moyenne de la Terre, on les attend au tournant.

Faire table rase serait-il d'actualité ?

L'école de l'obscurantisme forme les futurs esclaves, les agriculteurs et les éleveurs vous empoisonnent, les industriels vendent de la camelote, les médecins vous gavent de médicaments et engraissent les trusts pharmaceutiques, les fonctionnaires participent à l'organisation de cette magnifique machine, les exploités assurent sa prospérité et font leur propre malheur, les institutions veillent au bon fonctionnement du régime, les scientifiques et les intellectuels le cautionnent, les médias diffusent leur bonne parole, les ONG les assistent, les religieux les bénissent et la boucle du monde merveilleux dans lequel nous vivons est bouclée. Cela ressemble de plus en plus à un noeud coulant qui se resserre, non ?

Sans rire, il paraîtrait que cela pourrait être pire encore. Réflexion de nantis ou d'inconscients qui s'en accommodent, ce sont souvent les mêmes remarquez bien, car le pire, cela l'est déjà pour des milliards de travailleurs et leurs familles à travers le monde quotidiennement.

Quand vient la fin de la journée, c'est enfin l'heure de pouvoir savourer le peu de liberté qu'il nous reste. C'est un coup à devenir insomniaque quand on y tient !

Qui a dit ?

- "*Notre mode de vie européen, c'est s'accrocher à nos valeurs. La beauté de la dignité de chaque être humain est l'une des plus précieuses valeurs*".

Réponse : Ursula von der Leyen, qui doit succéder à Jean-Claude Juncker le 1er novembre à la présidence de la Commission européenne, à propos de la commission intitulée "Protection de notre mode de vie européen" qui intègre le dossier de la migration. (Source : AFP10 septembre 2019)

Leur humanisme est bien la politesse des salauds, le cynisme sans fond en prime.

Enfin une mesure contre l'obscurantisme. Quand la mythologie est destinée à faire office d'histoire de la lutte des classes et du développement de la civilisation humaine.

Manuel d'histoire : renouer avec le récit national - LePoint.fr10 septembre 2019

Chronique. Des historiens se sont inspirés du travail d'Ernest Lavisse et ont écrit trois manuels d'histoire, qui paraissent le 12 septembre.

« Enfant, tu vois sur la couverture de ce livre les fleurs et les fruits de la France. Dans ce livre, tu apprendras l'histoire de la France. Tu dois aimer la France, parce que la nature l'a faite belle et parce que son histoire l'a faite grande. » Cette phrase ornait la couverture d'un manuel scolaire publié en 1912, imaginé et écrit par un homme à qui notre pays doit son récit : Ernest Lavisse (1842-1922). Les écoliers apprenaient alors une histoire dont l'objet n'était pas de glorifier notre nation – son influence est telle qu'elle se passe de fabuliste –, mais de les rassurer. Les enfants de France héritaient d'un passé dont la force, la richesse et la singularité les renforçaient. (Un passé colonial, impérialiste, monarchiste, bonapartiste, tyrannique, que ses héritiers en soient fiers, on comprend. C'est bien cela qu'on nous a appris à l'école, et que malheureusement nous avons été bien peu à être capables à désapprendre au cours de notre vie. - LVOG)

Des historiens se sont inspirés du travail d'Ernest Lavisse et ont écrit trois manuels d'histoire, qui paraissent le 12 septembre, préfacés par Jean-Pierre Chevènement et destinés aux collégiens (cinquième, quatrième, troisième). L'intention des professeurs est simple : préférer une organisation chronologique à une table des matières thématique, évoquer toutes les époques, restituer l'héritage monarchique en même temps que l'héritage républicain, et ce, sans rien sacrifier au programme officiel. L'intégrité intellectuelle des auteurs est exemplaire dans la mesure où les sujets les plus délicats, la Révolution française par exemple, sont traités avec probité et équité. La nouveauté tient moins à la nature des commentaires qu'aux époques relatées. Louis XIII et Richelieu, absents des autres manuels, occupent un des premiers rôles de ce récit national ; Jeanne d'Arc, d'habitude résumée en quelques lignes, est restituée dans son statut de mythe fondateur ; quant aux cathédrales, colosses de notre architecture abandonnés par l'Éducation nationale, elles se dressent de (...) (la suite réservé aux abonnés). LePoint.fr10 septembre 2019

LVOG - Une organisation chronologique au profit d'un traitement empirique qui ne permet pas de comprendre les faits et leurs enchaînements, ce que le "*programme officiel*" ne permettra jamais...

Non, ce ne sont pas des "***faits divers***", c'est la société inhumaine dans laquelle nous vivons.

Inde : une femme de 74 ans donne naissance à des jumelles - francetvinfo.fr 09.09

Jeune mère à… 74 ans. Mangayamma Yaramati, une septuagénaire a donné naissance à des jumelles le 5 septembre dernier dans l'état d'Andhra Pradesh, dans le sud-est de l'Inde, selon l'agence SWNS. La mère et les deux petites filles se portent bien, selon la docteure Uma Sankar interrogée par la BBC.

Mangayamma et son mari âgé de 82 ans, Sitarama Rajarao, n'avaient pas réussi à concevoir pendant leurs 57 ans de vie maritale. Aujourd'hui, la grossesse a été rendue possible par une fécondation in vitro (FIV) à partir du sperme de Sitarama Rajarao et des ovocytes d'une donneuse. La naissance a ensuite eu lieu par césarienne. francetvinfo.fr 09.09

Bouches-du-Rhône : un homme tue sa femme, sa belle-mère et son beau-frère avant de se suicider - francetvinfo.fr 09.09

Un septuagénaire a abattu successivement, lundi 9 septembre, sa belle-mère, son beau-frère et sa femme, tous dans leur lit médicalisé, dans deux petites communes des Bouches-du-Rhône, avant de se donner la mort. Les victimes étaient toutes âgées et "gravement atteintes par la maladie", a indiqué le procureur de la République de Tarascon (Bouches-du-Rhône) Patrick Desjardins, qui a évoqué un "drame familial" et "le contexte fragile d'une famille touchée par la maladie et où un homme prend la décision de prendre les armes".

L'auteur des meurtres, âgé de 78 ans, s'est d'abord rendu chez sa belle-mère à Maussane-les-Alpilles en tout début d'après-midi. C'est là-bas que les gendarmes ont découvert les corps de cette femme de 95 ans, "alitée dans un lit médicalisé, fortement diminuée physiquement", et de son fils de 69 ans, également alité, a décrit le procureur. Tous les deux ont été "abattus par au moins un coup de fusil", a ajouté Patrick Desjardins.

L'homme est ensuite revenu chez lui, à Mouriès, la commune voisine, où il a abattu son épouse qui, à 72 ans, était "elle aussi affaiblie par la maladie", selon le procureur, et a été retrouvée dans les mêmes circonstances que sa mère et son frère, tuée "vraisemblablement par un coup de fusil" dans son lit médicalisé. "Il n'en pouvait plus"

Les gendarmes, avertis par un voisin qui avait entendu des coups de feu, ont très rapidement mis un nom sur l'auteur de ces meurtres. Il s'est tiré deux balles dans le corps devant sa maison mais était encore en vie à l'arrivée des secours. Il a été héliporté à Marseille où il est mort dans l'après-midi.

"Il s'occupait depuis des années de sa femme malade et de sa belle-famille, il leur faisait à manger, les lavait, faisait le ménage, il n'en pouvait plus", a raconté son voisin et neveu par alliance."C'était une personne très estimée dans le village, je suis encore très émue de ce qui s'est passé, on est tous anéantis", a déclaré la maire de Mouriès, Alice Roggiero. Elle a décrit le septuagénaire qui s'est suicidé comme "un monsieur plutôt réservé, très près de sa famille, de son épouse, de ses petits-enfants". francetvinfo.fr 09.09

LVOG - Les actionnaires, aristocrates ou rentiers du CAC40 peuvent se partager chaque année des dizaines de milliards d'euros de dividendes, mais la prise en charge de personnes âgées impotentes qui ont travaillé toute leur vie coûte trop chère.

Ce travailleur a été conduit au désespoir, moralement épuisé, à bout de force, il a décidé d'abréger les souffrances de ses proches et les siennes en même temps. Il n'a rien à se reprocher. Quelle infamie ce régime qui mérite qu'on le liquide de la même manière et le plus tôt sera le mieux.

800.000 suicides par an, dans le monde alerte l'OMS - AFP

Avec 800.000 personnes qui mettent fin à leurs jours chaque année dans le monde -- une tous les 40 secondes, les chiffres restent alarmants même si le taux de suicide par habitant recule, a indiqué l'OMS lundi. AFP

Les idéologues du régime en quête désespérément d'"***un nouvel élan de la théorie***" pour assurer sa survie ou lerègne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Alain Minc: «Nos certitudes sur l'économie s'effondrent et on cherche un Keynes ou un Friedman» - lefigaro.fr 23.08.2019

Nous avons cru en des lois économiques qui se trouvent aujourd'hui invalidées par les faits. Aussi avons-nous besoin de grands penseurs à la hauteur de ces bouleversements, alerte l'essayiste.

(Il faut être plus précis ou remettre chaque chose à sa place. "*Les faits*" ont révélé que les "*lois économiques*" qu'ils ont mises en oeuvre ont conduit au chaos et à la barbarie, à l'impasse actuelle, dont ils s'accommodent, mais qui les inquiète tant elle est lourde de menaces sur leur hégémonie... - LVOG)

Nous avons depuis cinquante ans été formés à respecter des tables de la loi économiques peu nombreuses mais très strictes: le plein-emploi crée l'inflation et celle-ci pousse les taux d'intérêt à la hausse. Le financement de l'État par une banque centrale est un anathème car facteur d'inflation. La création monétaire doit demeurer dans des limites raisonnables sous peine, là aussi, de nourrir l'inflation. (Idiots que nous sommes, on se demande d'où provient alors l'inflation en réalité masquée et la hausse des prix qui l'est tout autant. Quand par exemple le m² à Paris atteint 10.000 euros ou que le prix de l'immobilier flambe, si ce n'est pas de l'inflation, qu'est-ce que c'est alors ? - LVOG) Et enfin, plus globalement, une révolution technologique engendre des progrès de productivité qui constituent le meilleur adjuvant de la croissance. (Cela dépend pour qui, ils servent surtout à freiner la baisse du taux de profit, et à rassurer les actionnaires qui empochent des dividendes records... - LVOG) Les dix dernières années viennent de nous démontrer que ces principes fondateurs n'ont plus lieu d'être et nous sommes, dès lors, désemparés car privés de boussole macroéconomique. (Ces gens-là conseillent ceux qui gouvernent, et dans un exercice de fausse modestie avouent qu'ils ne savent plus où ils en sont, alors dégagez ! - LVOG)

Nombre de pays occidentaux vivent, depuis quatre ou cinq ans, en plein-emploi - États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne en particulier. (Non seulement c'est faux, et il faut voir à quel traitement misérable son soumis ceux qui étaient au chômage et qui trouvent un nouvel emploi, surexploité et sous-rémunéré. - LVOG) La règle traditionnelle, de bon sens, veut que celui-ci engendre des hausses de salaires et celles-ci mécaniquement l'inflation. Il existe certes aujourd'hui des hausses de salaires, mais elles sont circonscrites aux secteurs dans lesquels une présence syndicale encore puissante permet une pression sur les employeurs. Dans un contexte général de désyndicalisation accélérée, ceci ne concerne qu'une part limitée du monde économique : grandes entreprises traditionnelles pour l'essentiel. (La minorité de l'aristocratie ouvrière qui assure la stabilité politique du régime. - LVOG) Le reste de l'économie - services et activités en voie d'ubérisation, pour employer un raccourci - y échappe totalement. Quand l'IG Metall allemande obtient des hausses significatives de rémunération, ceci n'exerce plus aucune contagion car ces secteurs deviennent une peau de chagrin dans l'économie contemporaine. Résultat : cette inflation des salaires dans la vieille économie n'induit aucune inflation globale. Dès lors, le moteur d'éventuelles hausses de taux d'intérêt est en panne pour une très longue période. (Voilà où il voulait en venir. En porte parole de l'industrie financière ou des rentiers, il regrette qu'ils ne puissent pas s'engraisser davantage sur la bête, ceux qui travaillent et produisent les richesses. Un peu de patience. - LVOG)

En effet, le moteur annexe, en l'occurrence le financement des États par la création monétaire, ne fonctionne plus. (Mais celui des goinfres du marché financier tourne à plein régime ! - LVOG) Qu'est-ce que le quantitative easing, si ce n'est le comblement du déficit public par « la planche à billets » ? (Alors que le "déficit public" et "la planche à billets" servent notamment à accroître

la fortune des oligarques et à justifier des politiques d'austérité. - LVOG) (Le fait que les achats de bons du Trésor au lieu d'être réalisés en direct passent par les marchés n'est qu'un artifice. (Qui se grugent au passage et à des taux d'intérêt supérieur. - LVOG) Le résultat est le même. Effet sur le rythme d'inflation : nul ou marginal. Et la période expérimentale pendant laquelle le quantitative easing (QE) a fonctionné à plein a été suffisamment longue pour penser qu'il n'y aura pas d'effet de rattrapage. (Sur les salaires, merci, on s'en serait douté ! - LVOG) Le QE est évidemment allé de pair avec un gonflement ahurissant du bilan des banques centrales - un quadruplement pour certaines en quelques années. Or par rapport au principe d'une création monétaire raisonnable, c'est là un véritable sacrilège. (Là il feint de s'en émouvoir, car c'est ce qui leur a permis de sauver la mise ou de renflouer certaines banques ou multinationales, d'éviter l'effondrement de tout le système économique et bien plus encore. - LVOG) Preuve, s'il en est besoin, que le lien création monétaire/inflation est cassé au même titre que la relation plein-emploi/inflation avec pour conséquence qu'il n'existe désormais aucun facteur conduisant à une hausse des taux d'intérêt. (Constat excellent, avec la mise en place de leur système financier mafieux, ils sont parvenus à contourner les lois de fonctionnement du capitalisme - qui pour autant existent toujours et c'est bien là que se situe leur problème, bref, à sa manière il confirme ce que je n'arrête pas d'expliquer et que nos dirigeants refusent d'admettre ou de prendre en compte. - LVOG) Dans ce nouveau monde, les crises financières ne vont pas disparaître : peut-être même, au contraire. (C'est ce que je viens de rappeler. - LVOG) Mais que feront les banques centrales dans ce contexte ? Elles arroseront, comme toujours, le système de nouvelles liquidités, ajoutant une pression supplémentaire à la tendance à une baisse des taux. (Il ne comprend pas ou il fait semblant de ne pas comprendre que ce, processus du robinet ouvert contribue à une plus grande concentration des capitaux et du pouvoir politique entre les mains des oligarques qui trônent au sommet de l'économie capitaliste mondial. Vous me direz que Minc ne joue pas dans la cour des grands, même s'il conseille les présidents de la République, et pour cause, ces derniers sont de vulgaires marionnettes... - LVOG)

C'est un nouvel univers qui se dessine : autrefois pourvoyeur d'emplois, le secteur bancaire va être sérieusement chahuté : moins de rentabilité, moins de main-d'oeuvre, moindre valeur boursière. (Son discours est incompréhensible pour ceux qui ignorent que le secteur bancaire est une chose, et l'oligarchie financière en est une autre, et que c'est cette dernière qui est aux commandes ou qui mène un combat acharné pour s'imposer dans tous les pays où elle n'a pas encore pris le pouvoir ou prendre le contrôle des banques centrales. L'oligarchie financière, c'est la Fed, la BCE, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, etc. mais ce n'est pas forcément la banque centrale de tel ou tel pays encore sous le contrôle de l'Etat. Les intérêts de l'oligarchie financière peuvent s'opposer à ceux des banquiers, mieux, son orientation économique est destinée à affaiblir ou étrangler les banques pour qu'elles soient contraintes de s'en remettre aux financiers de Washington ou de la City... - LVOG) Le problème de la protection de l'épargne, en particulier aux fins de retraite, va devenir lancinant et politiquement explosif. Comme débiteurs, les agents économiques seront heureux ; comme créditeurs, ils seront terrifiés. Affolés, les gestionnaires d'épargne collective se tourneront vers de nouveaux placements plus risqués afin d'espérer une rentabilité minimale. Excédés de devoir payer pour placer leur argent, les épargnants collectifs ou individuels se concentreront davantage encore vers l'immobilier, l'or ou l'art, en pariant sur la perpétuation de hausses spéculatives. (Il anticipe ici la prochaine crise ou l'effondrement programmé de la finance mondiale qui ruinera les fonds de retraites et autres fonds spéculatifs (hedge fund) et réduira à la mendicité des dizaines ou centaines de millions de retraités. Comme aux Etats-Unis ou aux Japon, etc. la cote de l'immobilier s'effondrera, et les vautours de la finance n'auront plus qu'à se baisser ramasser la mise pour une bouchée de pain ou pour réaliser le plus grand hold-up de tous les temps. - LVOG)

Peut-on espérer que ces soubresauts seront subvertis par une vague de croissance d'une ampleur telle qu'elle effacerait tout sur son passage ? (Là il est déjà dans l'après-crise, sans aborder l'ampleur de ses conséquences sociales et politiques. Il en vient à espérer un miracle ! - LVOG) Celle-ci ne pourrait venir que d'une révolution technologique engendrant des progrès de productivité propres à relancer la machine. (La production étant robotisée, digitalisée, automatisée au maximum, d'où pourraient provenir "des progrès de productivité" supplémentaires, on ne voit pas. Lui non plus ! - LVOG) Or nous vivons un paradoxe : un bouleversement massif avec la révolution digitale, peut-être le plus puissant que l'on ait jamais connu, car, à la différence de la machine à vapeur ou de l'électricité, il touche le consommateur final au moins autant que le secteur productif. Et simultanément les statistiques ne montrent aucune accélération de la productivité, voire son tassement. De là, deux hypothèses. Soit les chiffres sont faux car l'appareil statistique a des difficultés pour prendre en compte la digitalisation de l'économie. Soit celle-ci, par son caractère diffus, ses besoins limités en investissement, sa concentration sur les services, n'est pas en effet génératrice de productivité. Dans ce cas, le plus probable, la « croissance potentielle » - selon l'expression rituelle - est durablement plafonnée. (Quel cruel constat ! Cela dit, il va tenter de se rassurer, ces gens-là ne doutent de rien, ils en ont les moyens. - LVOG)

Aucun de ces phénomènes n'est en soi dramatique. (Cela dépend pour qui ! - LVOG) Mais de même que la crise de 1929 a donné naissance au keynésianisme et l'inflation des années 1970 au monétarisme et au libéralisme friedmanien, le bouleversement actuel exige un aggiornamento complet de la pensée macroéconomique. Or celui-ci ne point pas à l'horizon. En effet, l'incroyable segmentation de la réflexion économique en microsujets tue toute tentative de réflexion globale. Les règles propres au monde académique ostracisent tous ceux qui se lanceraient dans des approches ambitieuses, par nature risquées. Ce désert intellectuel est angoissant car il est sans précédent dans l'histoire économique. À chacune de ses nouvelles étapes a correspondu un nouvel élan de la théorie. Ce n'est pas aujourd'hui le cas. Il faut obliger la gent économique à penser ! Si le monde académique l'en dissuade, il revient aux États de lancer des livres blancs, de réunir des commissions, de susciter des rapports, de stimuler le débat car ils sont les premiers en manque de matière grise. Ce n'est pas un jeu gratuit mais une urgence. lefigaro.fr 23.08.2019

LVOG - Ils en sont avec leur régime en état d'urgence, cela tombe mal, les urgences sont en grève ! Alors préparons-nous à les achever.

Commentaires d'internautes

1- "Le chômage réel aux USA est aujourd'hui supérieur à 22% (http://www.shadowstats.com/alternate_data/unemployment-charts), loin, très loin des statistiques bidonnées de l'administration US.

Les taux d'emploi, au Royaume Uni et en Allemagne ont des taux d'emploi aux alentour de 75%, (ce qui n'a rien de glorieux particulièrement pour l'Allemagne qui de plus connaît une baisse de population).(source OCDE : https://data.oecd.org/fr/emp/taux-d-emploi.htm)

Je n'ai pas lu le reste de son article car quand les hypothèses de base sont fausses…"

- "Ce qu'entendent par "plein emploi" les économistes néo-libéraux n'est pas ce que vous et moi pouvons croire.

Pour nous "plein emploi" signifie qu'offre et demande de travail s'équilibrent globalement pour toute la population active.

Pour un économiste néo-lib ça signifie que les emplois générateurs de richesses – les emplois les plus qualifiés- sont en tension par manque de candidats.

Pour le même économiste, que les salariés peu ou pas assez qualifiés perdent leurs emplois et n'en retrouvent pas ou très difficilement n'est pas le problème. Cette population ne les intéresse pas, sauf ceux qui sont là pour garder leurs enfants ou prendre soin de leur parents âgés, les "loosers" c'est à la collectivité de s'en occuper.

L'économie néo-lib a intégré une nouvelle réalité sociale qui tient en une phrase, le chômage de masse et l'assistanat constituent le mode de vie normal pour la part de la population active "excédentaire". Et qu'ils ne viennent pas réclamer."

Ils osent tout. Comment ils vous surexploitent et se proposent de vous saigner.

Walmart propose un prêt à 36% aux personnes qu'elle emploie, et Uber pourrait l'imiter - Slate.fr11 septembre 2019

L'article du Wall Street Journal est, sinon édifiant, du moins éclairant sur la position financière inconfortable dans laquelle se trouvent nombre de personnes salariées aux États-Unis -un fait qui vaut aussi pour ce côté-ci de l'Atlantique.

Le quotidien américain présente la solution utilisée entre autres par Walmart pour venir en aide, si l'on peut dire, aux personnes qu'elle emploie et qui traversent une mauvaise passe budgétaire, qui font face à des dépenses imprévues ou qui désirent s'offrir un petit plaisir.

Endettement programmé

Alors que leur compte bancaire frôle les limites autorisées et que leur credit score leur barre l'accès à l'emprunt classique, ces personnes dans le besoin peuvent demander une avance sur salaire à la firme. Cette dernière leur propose, contre une petite commission et via l'application tierce PayActive, de débloquer des fonds dont le remboursement s'étalera sur les prochaines paies.

Jusqu'ici, rien de révolutionnaire. Mis à part, peut-être, les taux appliqués: si pour chaque emprunt le coût peut sembler raisonnable, les taux proposés, lorsqu'ils sont annualisés, frôlent ou dépassent ce que la réglementation française qualifierait d'usure. Il est question de 6 à 36% d'intérêts.

Certains États, celui de New York notamment, enquêtent sur cette pratique qui pourrait contrevenir aux règles bancaires. Ils auront peut-être bientôt plus de matière encore pour ces scrutations de méthodes qualifiées de «prédatrices» par certains observateurs.

Le cynisme selon Uber

Début septembre, Vox-ReCode nous apprenait que Uber semblait songer à suivre cette même voie du «payday loan». Certains individus employés par l'entreprise pour assurer les courses ont été sondés via l'application sur les petits emprunts qu'ils avaient effectués dans un passé proche, ainsi que sur leur volonté éventuelle de requérir quelques centaines de dollars auprès de la plateforme si elle proposait l'offre.

Alors que la firme dépense des dizaines de millions de dollars pour s'opposer à un projet de loi californien qui pourrait faire dérailler son modèle en l'obligeant à salarier ses troupes, que la condition sociale et l'endettement mettent déjà ses employés

dans une situation de forte dépendance et de stress quotidien, le (vague) projet sur lequel planche Uber est jugé particulièrement cynique.

Un chroniqueur de Forbes établit un parallèle avec les «company stores», les magasins patronaux dans lesquels les mineurs n'avaient d'autre choix que de dépenser l'intégralité de leurs maigres revenus. Slate.fr11 septembre 2019

Ils osent tout. Mais avez-vous vraiment tout essayer pour vous en sortir ?

La masturbation permettrait d'avoir un plus haut poste et un meilleur salaire, et c'est la science qui le dit ! - Yahoo 10.09

Un exercice de générosité sans arrière-pensées. Comment détourner les patients des urgences des hôpitaux au profit des cliniques privées.

La grève des urgences reprend de plus belle, malgré les promesses de Buzyn - Le HuffPost11 septembre 2019

Plus de 750 millions d'euros redéployés et voilà que la grève des urgences repart de plus belle. Au lendemain de la présentation du plan de "refondation" des urgences hospitalières par Agnès Buzyn, le collectif Inter-Urgences a voté la poursuite du mouvement avant une manifestation ce mercredi 11 septembre à l'appel des syndicats.

Nouveau "service d'accès aux soins" universel pour réguler les appels aux secours, "admissions directes" sans passage aux urgences pour les personnes âgées, optimisation de la "gestion des lits" disponibles dans les hôpitaux, le tout financé par des crédits existants... Par ces annonces fortes, Agnès Buzyn a tenté d'apporter une réponse systémique à l'engorgement des hôpitaux en promettant une réorganisation de l'accès à l'hôpital, tout en refusant de débloquer davantage d'argent ou de procéder à des embauches massives.

C'est précisément l'absence d'évolution sur ces points -très attendus par les grévistes- qui ont précipité la prolongation du mouvement de contestation. "Ce plan, c'est du flan!", a résumé Hugo Huon, président du collectif Inter-Urgences, à l'issue de son assemblée générale à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Les représentants des grévistes y ont voté à main levée une motion rappelant leurs principales revendications -"réouvertures de lits", "recrutements à la hauteur des besoins", "augmentation de 300 euros net mensuel".

Désormais, afin de renforcer la pression sur le ministère, les grévistes en appellent à une extension du mouvement aux autres services hospitaliers. "Nous appelons l'ensemble de nos collègues à se mettre en grève avec nous", a déclaré Christophe Le Tallec, vice-président de ce collectif, qui prévoit des "rassemblements locaux" le 26 septembre et doit prochainement fixer "une date de mobilisation nationale"

En attendant, les soignants sont invités "à se mobiliser sur l'ensemble des dates syndicales qui sont annoncées", a-t-il ajouté. La CGT organise justement une "journée d'action" ce mercredi dans tout le secteur sanitaire et social, avec une manifestation dans la capitale. Pour son secrétaire général, Philippe Martinez, le plan d'Agnès Buzyn "est loin des attentes du personnel".

Il "ne répond en rien à la réalité du terrain", estime Force ouvrière, qui a décidé de "s'associer" à cette mobilisation.

Du côté des médecins, le président de l'Association des urgentistes de France (Amuf), Patrick Pelloux, et celui du syndicat Action Praticien Hôpital, ont indiqué que leurs organisations se prononceraient jeudi sur leur participation à la grève. "Très déçu" par les annonces de la ministre, Patrick Pelloux a évoqué "un rendez-vous raté" sans "rien sur les revalorisations salariales" et a prédit que "la contestation va être sévère".

LVOG - Les charognards se lèchent les babines.

Plus convaincu, le patron de la FHP (cliniques privées), Lamine Gharbi, salue "un important effort financier", signe "que l'exécutif a pris la mesure des enjeux". "On ne s'attendait pas à un choix budgétaire aussi important", a reconnu François Braun, président de l'association Samu-Urgences de France, saluant des "mesures qui vont dans le bon sens pour sortir de cette crise". Elles "sont la preuve d"une volonté de faire une réforme en profondeur", a renchéri Agnès Ricard-Hibon, présidente de la Société française de médecine d'urgence (SFMU).

L'Ordre national des infirmiers, pour sa part, "se réjouit" des "compétences élargies" qui seront déléguées aux soignants - comme prescrire une radio ou réaliser une suture sans attendre un médecin.

Même enthousiasme chez les kinés, dont le principal syndicat (FFMKR) "se félicite" de la possibilité d'un "accès direct" pour la "petite traumatologie" - entorse de cheville et lombalgie aigüe.

LVOG - Mais certains plus gourmands espéraient davantage.

Pour les médecins libéraux, en revanche, le plan fait la part trop belle à l'hôpital: le SML regrette "l'insuffisance de moyens pour la ville", tandis que la CSMF réclame "sans délai des négociations pour une meilleure valorisation des soins non programmés". Le HuffPost11 septembre 2019

Acte 43.

Gilets jaunes : regain de mobilisation et de violences pour l'acte 43 - Journal du Dimanche 8 septembre 2019

Les Gilets jaunes espèrent toujours mettre la pression sur l'exécutif. Plus vigoureuse que la semaine dernière, la mobilisation reste cependant bien en deçà de ce qu'elle a pu représenter l'hiver dernier. Pour cet acte 43, 7.000 personnes ont ainsi défilé dans plusieurs villes.

Le plus gros bataillon s'était regroupé à Montpellier, désignée "capitale nationale", où 2.000 manifestants ont envahi les rues et la place de la Comédie, dont 500 black blocs, selon la préfecture de l'Hérault. Des heurts ont très vite éclaté avec les forces de l'ordre, plusieurs vitrines de magasins ont été vandalisées et un véhicule de police, inoccupé, a été incendié. À Rouen, où tout rassemblement était interdit dans le centre-ville, les tensions ont également été vives autour du cortège soutenu par la CGT de Seine-Maritime, qui a réuni 500 manifestants. "Mobilisation historique" souhaitée à Paris pour le 21 septembre

À Paris, les Champs-Élysées ont assisté au retour de quelque 800 Gilets jaunes, sans violence ni dégradations. Au total, plus d'une centaine -d'interpellations ont été recensées par le ministère de l'Intérieur, dont 89 à Paris et 26 à Rouen. Journal du Dimanche 8 septembre 2019

Totalitarisme ou le régime policier En Marche.

Quoi qu'il advienne, ils ont décrété que cela restera un accident.

Mort de Steve Caniço: un téléphone au coeur de l'enquête - AFP11 septembre 2019

Nouvel élément dans l'enquête sur la mort de Steve Caniço: le portable de l'animateur disparu pendant la Fête de la musique à Nantes émettait un signal au moment de l'intervention policière alors que l'IGPN faisait jusque-là simplement état d'un SMS envoyé une heure auparavant.

Contactée par l'AFP, l'avocate de la famille Caniço a estimé que cette découverte confortait ses convictions. "Je ne peux pas communiquer sur l'instruction en cours mais je rappelle que je dis depuis fin juillet que la chute de Steve dans la Loire est concomitante de l'intervention policière", a réagi Me Cécile de Oliveira. AFP11 septembre 2019

Quand ils sèment le chaos et le désespoir.

Valérie Pécresse veut "rétablir l'ordre et l'espoir" dans les banlieues - L'Express.fr

La présidente de la région Île-de-France déplore la "situation explosive de nos banlieues" et veut le rétablissement de "l'ordre républicain". L'Express.fr

Répression préventive.

L'État français ne tue pas les observateurs, il les enferme seulement - Mediapart - Le blog de Camille Halut 2 septembre 2019

Observer les pratiques du maintien de l'ordre serait-il désormais interdit ? L'État français répond par l'affirmative au regard du traitement qu'il applique aux observateurs. Ainsi cet État s'élève au rang de ceux qui usent de répression pour maîtriser le recueil et la diffusion de l'Information.

33h de garde à vue en l'espace de quatre mois

- Samedi 6 avril 2019 à Montpellier, des observateurs de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) dont je fais partie effectuent leur mission lors d'une opération de blocage d'une autoroute menée par des gilets jaunes. Nous nous positionnons à plusieurs endroits et nous observons les points de tension susceptibles d'annoncer une intervention des forces du maintien de l'ordre. Toutefois la force publique n'intervient pas et les manifestants quittent l'autoroute de leur propre gré. Je suis convoquée par la Police sur des motifs flous une vingtaine de jours plus tard, le 29 avril : je suis placée en garde à vue dès mon arrivée au commissariat, je suis privée de liberté pendant 9h.

- Samedi 24 août 2019 à Bayonne, trois observatrices de la LDH dont moi-même sillonnent la ville à la recherche d'une manifestation du contre-G7 à observer. Nous présentons nos justificatifs de mission et le contenu de nos sacs à chaque contrôle de gendarmerie – c'est-à-dire à chaque intersection de rue ou presque, les gendarmes nous laissent repartir en nous indiquant que nous pourrons circuler librement pour effectuer notre mission. Eléonore, Natti et moi-même nous arrêtons un instant sur une grande place vide située près de la Nive. Une Brigade de répression de l'action violence motorisée (BRAV-M) se dirige vers nous et nous entoure. Les policiers procèdent au contrôle de nos identités et à une saisie - sans formalités - de notre matériel de protection (chasuble siglée de la LDH, casque, masques oculaire et respiratoire, set de protection de roller). Nous présentons nos pièces d'identités, nos cartes de membres LDH et nos mandats pour cette mission d'observation, nous précisons que le matériel est nécessaire pour effectuer la mission dont nous sommes chargées et que nous refusons de nous en défaire sans procès-verbal de saisie. Les policiers nous informent alors qu'ils nous placent en garde à vue, ils nous menottent avec des serflex et nous mènent au centre de rétention administrative de Saint-Jean-de-Luz. Nous sommes privées de liberté pendant 24h.

Des procès à la clef

- Je serai jugée le 1er octobre 2019 à 8h30 au tribunal correctionnel de Montpellier pour l'observation de l'action sur l'autoroute : le procureur de la République me reproche d'avoir commis l'infraction d'« entrave à la circulation » en raison de ma seule présence sur le lieu de la manifestation.

- Eléonore, Natti et moi-même avons reçu un rappel à la loi pour l'observation du contre-G7 et notre matériel de protection ne nous a pas été restitué : le procureur de la République nous reproche « d'avoir participé sciemment à un groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destructions ou de dégradation de biens, circonstance que les faits ont été commis en réunion » tout en se gardant d'expliquer comment nous l'aurions fait. De plus, le vice président du tribunal de grande instance de Bayonne précise dans chacun des rappels à la loi qui nous sont adressés « ne pas donner de suite judiciaire à la présente procédure, à la condition qu'elle ne commette pas une autre infraction dans un délai de 3 ans et qu'à défaut, elle sera poursuivie devant le Tribunal. »

Un glissement autoritaire confirmé

Un rappel à la loi n'est pas une décision de justice mais une « mesure alternative aux poursuites ». Il n'établit pas la preuve du fait reproché à son auteur ni sa culpabilité. Si l'affaire était finalement poursuivie devant un tribunal, ce qui est possible malgré l'émission de cet acte, le juge ne serait pas dans l'obligation de rendre une décision allant dans le sens du rappel à la loi. Dès lors, le rappel à la loi adressé à des observateurs LDH et a fortiori le procès pour entrave à la circulation constituent de véritables tentatives d'intimidation pour dissuader de continuer l'activité d'observation.

La procédure-bâillon est un vocable qui désigne, selon le Journal officiel de la République française n°0202, une « instrumentalisation de la justice mise en œuvre par une entreprise ou une institution, qui vise à prévenir ou à sanctionner l'expression d'une opinion qui lui serait préjudiciable, en impliquant notamment la personne qui formule cette opinion dans une procédure juridique coûteuse. » Cette méthode établit une censure visant généralement des sujets d'intérêt public. Elle est qualifiée d' « abus de droit ». Son emploi est sanctionné notamment par l'article 32-1 du code de procédure civile. L'État utilise donc – au travers de ses appareils policier et judiciaire – une méthode qu'il prétend combattre.

Les évènements de ces deniers mois ont exposé aux yeux du monde entier que l'État français use de pratiques illégales pour maîtriser les mouvements sociaux qui aspirent à une démocratie moins usurpée. Ces pratiques illégales sont étendues vers ceux qui les dénoncent. La répression policière et judiciaire qui s'abat sur les observateurs LDH consolide ce constat et rappelle l'actualité du glissement autoritaire en cours. Mediapart - Le blog de Camille Halut 02.09

LVOG - On a envie de leur répondre, qu'il n'y a rien d'étonnant à cela, et que ce qui leur arrive est d'autant plus pathétique, puisque les gangsters de la finance usent de "pratiques illégales" et mafieuses en toute impunité, piétinent la démocratie, sans pour autant qu'ils remettent en cause l'existence du capitalisme.

La vassalité ordinaire attise leur soif de vengeance.

Jean-Luc Mélenchon accuse "Quotidien" de faire "le jeu de la police politique" - Le HuffPost 11 septembre 2019

La tension monte entre La France insoumise (LFI) et "Quotidien". Dans un message publié ce mardi 10 septembre sur Facebook, le chef de file du mouvement, Jean-Luc Mélenchon, accuse l'émission de TMC de faire "le jeu de la police politique" en diffusant

des images de la perquisition mouvementée au siège du parti en octobre 2018 qui, selon lui, ne traduisent pas la réalité des faits. Le dernier épisode d'une confrontation par tweets et passages télé interposés.

"Depuis un an, 'Quotidien' joue le jeu de la police politique. Ce sont ses images qui servent de base à nos accusateurs", estime Jean-Luc Mélenchon, qui doit être jugé les 19 et 20 septembre en correctionnelle, avec cinq de ses proches, pour actes d'intimidation contre l'autorité judiciaire, rébellion et provocation, après la perquisition dont les images avaient fait le tour des médias français.

La plupart de ces images, montrant une confrontation particulièrement tendue entre les policiers et les responsables de LFI, avaient été diffusées par "Quotidien". Jean-Luc Mélenchon avait par ailleurs lui-même diffusé une vidéo de cette perquisition sur sa page Facebook.

"Depuis un an, 'Quotidien' cachait ces moments où (Alexis) Corbière et moi rassurons les policiers et appelons au calme. C'est le contraire de ce que montrent les 30 secondes que diffuse 'Quotidien' depuis un an", poursuit Jean-Luc Mélenchon dans son message, dénonçant une "manipulation médiatique aux ordres du parquet". Le responsable cible également Le Monde, qui "il y a quelques mois publiait illégalement des extraits des auditions en faisant croire à une violence absolue", selon lui.

À dix jours de son procès, Jean-Luc Mélenchon assure que "le procès verbal intégral des auditions montre que TOUS les policiers concernés déclarent ne s'être 'jamais sentis menacés physiquement'" lors de la perquisition.

Ce mardi matin, le député LFI de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière, lui-même convoqué devant la justice, avait déjà chargé l'émission de Yann Barthès, l'accusant d'avoir "sectionné" les images à des fins politiques.

"Elles sont coupées les images. Moi par exemple on me voit crier après un policier (...) On m'a vu dire à un policier 'Arrêtez d'être violent'. Mais quand on voit tout avant, les violences qui ont lieu, le moment où, calmement, je dis à ces policiers 'pas de violence'... C'est une manière de focaliser, et là c'est politique", a-t-il déclaré sur LCI.

"Pour un homme comme moi, c'est une humiliation la manière dont on nous traite, de sectionner les images. De montrer Jean-Luc Mélenchon que en colère, qui subit une injustice (...) Tout cela a eu des conséquences politiques dans les urnes", fait valoir Alexis Corbière, en référence à la désillusion de son mouvement aux européennes de mai. Le HuffPost 11 septembre 2019

Ils osent tout. Le bonheur est dans le pré.

D'un coup de baguette magique le gouvernement invente les pesticides qui résistent au vent.

Protection contre les pesticides: le maire de Langouët juge "pas croyable" la proposition du gouvernement - AFP 7 septembre 2019

Le maire écologiste de Langouët (Ille-et-Vilaine) Daniel Cueff, qui avait pris un arrêté interdisant les pesticides à moins de 150 m des habitations, suspendu par la justice, a qualifié de "pas croyable" la proposition du gouvernement de fixer une distance de 5 ou 10 mètres.

"Quand j'ai appris ça, je pensais que c'était une "fake news" et que ce n'était pas sérieux! Cette proposition n'est pas croyable", a réagi samedi à l'AFP le maire de cette commune rurale proche de Rennes.

"On est tombé de notre chaise car ces cinq et dix mètres, ce sont des protocoles déjà mis sur des bidons de pesticide de synthèse", a-t-il ajouté.

Selon un porte-parole du ministère de l'Agriculture, le gouvernement va soumettre à consultation lundi un projet de décret qui part des recommandations scientifiques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses). Les distances proposées dans ce projet seront de 5 mètres pour les cultures dites basses comme les légumes et de 10 mètres pour les cultures hautes, telles que les céréales.

"On s'est aperçu que, pour moins respirer les glyphosates et les pesticides de synthèse, il fallait une bande de 150 m car là il y a moins de chance de respirer ces pesticides qui sont volatils et qui sont dans l'air", a expliqué M. Cueff.

Selon le maire, dont l'arrêté a entraîné la médiatisation du sujet sur le plan national, le président Emmanuel Macron et le gouvernement n'ont pas pris "la mesure de cette vague qui ne voudra pas et ne voudra plus être face à des pesticides de synthèse dans l'air".

M. Cueff a pris le 18 mai un arrêté interdisant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques "à une distance inférieure à 150 mètres de toute parcelle cadastrale comprenant un bâtiment à usage d'habitation ou professionnel". Ce texte a été suspendu le mardi 27 août par le tribunal administratif de Rennes. AFP 7 septembre 2019

Lu dans un article de FranceInfo du 9 septembre.

La recommandation de l'Anses peut être relativisée dans la mesure où l'agence n'a bénéficié que de quelques mois pour se prononcer. Saisie par le gouvernement le 28 janvier 2019, elle a rendu sa recommandation le 14 juin 2019.

En attendant, pour rendre son avis sur ces fameuses distances, l'Anses précise qu'elle s'est appuyée sur un guide de l'agence européenne Efsa datant de 2014. L'Anses précise aussi que "l'évaluation de l'exposition des personnes présentes et des résidents repose sur des données limitées issues d'études effectuées dans les années 80 et sur les données de l'agence sanitaire américaine EPA". Par ailleurs, l'Anses a étudié trois territoires européens pour voir quelles étaient les distances de sécurité. L'Allemagne, la Slovénie et la Wallonie en Belgique. Les distances vont de 2 à 5 mètres en Allemagne, de 2,50 mètres à 20 mètres en Slovénie et jusqu'à 50 mètres en Wallonie quand la zone jouxte une cour de récréation, une crèche ou une école. FranceInfo 9 septembre.

A la hauteur des marigots du Palais, qu'est-ce que ça pue !

Nicolas Hulot estime qu'Emmanuel Macron a été "à la hauteur" sur l'Amazonie - Le HuffPost

Emmanuel Macron s'est montré "à la hauteur" sur la question de l'Amazonie et face au président brésilien Jair Bolsonaro, "complice d'un crime contre l'humanité", a estimé ce samedi 7 septembre à Bordeaux l'ex-ministre de l'Ecologie Nicolas Hulot. Le HuffPost

---

Brexit ou la partie de poker menteur.

Le Brexit, l'UE et la démocratie - Réseau Voltaire 10.09

Pour Thierry Meyssan, la politique de Boris Johnson se situe dans la parfaite continuité de l'histoire britannique. Si l'on se réfère aux écrits du Premier ministre britannique et non à ses propos de campagne, elle est bien plus guidée par le danger ressenti face à la naissance d'un État supranational continental que par une volonté d'indépendance économique. Réseau Voltaire 10.09

L'intégralité de l'article est en ligne dans la page d'accueil du portail.

Cette interprétation est biaisée, du fait que Thierry Meyssan est un analyste politique ou un politicien tout court et non un économiste, qui lui présenterait comme travers de sous-estimer la politique et sa relative indépendance en certaines occasions, d'où l'impression d'incompréhension qui domine les analyses des uns et des autres ou les contradictions inextricables dans lesquelles ils se débattent.

Au départ, la conception de l'Union européenne, puis sa fondation, et enfin son élargissement jusqu'à 28 Etats comprenant l'intégration de la Grande-Bretagne, ont été motivés pour permettre à l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale qui s'y serait ralliée au fil du temps, d'étendre son pouvoir à l'ensemble de l'économie mondiale, ce qui devait coïncider à terme avec l'instauration d'un nouvel ordre mondial ou une gouvernance mondiale qui serait placée sous son contrôle. Voilà la trame qui sous-tend l'évolution de la situation mondiale depuis les années 40 ou bien davantage.

Cette perspective devait entrer fatalement en conflit avec le développement économique ou l'histoire politique de tous les pays concernés, et se traduire par des crises politiques à répétition ou de plus en plus fréquentes, s'étendant à de plus en plus de pays, sur fond de crises sociales quasi-généralisées... Voilà à quoi nous assistons selon moi.

A notre époque, certains acteurs politiques peuvent encore manifester quelques velléités d'indépendance face à la finance, mais en dernière analyse et quelles que soient les contradictions ou tensions sociales qui apparaissent, compte tenu du pouvoir phénoménal acquis par la finance, ils finissent tous par se plier à ses exigences du fait qu'ils sont tous acquis à la cause du capitalisme ou sous peine d'être limogés rapidement, et par faire passer au second plan ou à la trappe les intérêts du pays et des citoyens qu'ils représentent, plus particulièrement ceux des classes populaires, y compris ceux de leurs propres capitalistes ou banquiers si les gangsters de la finance l'exige.

L'UE a été conçue pour ligoter tous les pays qui y adhèreraient, et exercer ensuite un chantage sur eux une fois abdiquée leur souveraineté au profit de cette institution supranationale, dont la nature est oligarchique ou ploutocratique, antidémocratique

ou totalitaire. En contrepartie des lourdes contraintes qui accompagnaient cette adhésion, ils leur ont adjoint quelques avantages destinés hypocritement à leur développement économique ou à répondre aux aspirations démocratiques des peuples. Mais en réalité, l'ensemble de ces directives devaient servir de noeud coulant passer au cou de tous les acteurs économiques sans exception, que la BCE et la Commission européenne n'auraient plus qu'à actionner sur ordre des marchés financiers pour asphyxier ceux qui étaient destinés à disparaître, ou pour obtenir la capitulation sans condition des acteurs politiques les plus réticents.

Leur objectif était de convertir la totalité des pays de l'UE au néolibéralisme, que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient déjà adopté ainsi que d'autres pays dans le monde, le Japon notamment, en plaçant l'ensemble de leur économie et leurs institutions politiques sous le contrôle de leur banque centrale, conformément à la stratégie que de l'oligarchie financière avait élaborée sachant que le capitalisme était condamné à la faillite, et qu'il fallait trouver les moyens d'écarter cette menace. C'est là qu'on s'aperçoit que la Grande-Bretagne devait servir d'aiguillon au sein de l'UE, comment, en montrant l'exemple aux Etats qui au départ n'étaient pas disposés à rejoindre l'UE. Voyez, nous qui sommes viscéralement attachés à notre indépendance, nous avons osé franchir le pas, alors pourquoi pas vous. Et si maintenant l'oligarchie financière a opté pour le Brexit ou la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, c'est sans doute parce qu'elle estimait que l'évolution de la situation sociale et politique pouvait menacer son indépendance, celle de la City, ou parce qu'elle avait jugé que la conversion de l'UE au néolibéralisme étant bien avancée ou tous les acteurs politiques suffisamment corrompus pour qu'ils ne puissent plus faire marche arrière, il était dorénavant inutile de faire partie de l'UE, à moins qu'elle ne prépare l'effondrement programmé de l'UE, et qu'en sortir avant permettrait à la City d'être relativement épargnés et d'en tirer davantage profit.

On voit que sur le plan tactique plusieurs options se présentaient à l'oligarchie financière anglo-saxonne, ou il peut y avoir plusieurs explications crédibles au Brexit, qui toutes sont évidemment orientées vers les mêmes objectifs stratégiques, accroître son pouvoir financier et politique sur le monde. Sachant que la City est un Etat dans l'Etat, qu'est la première place financière du monde et qu'elle se livre à des activités mafieuses et illégales en toute impunité, elle sera la seule bénéficière du Brexit, la question qui reste ouverte aujourd'hui, est de savoir quel usage elle compte en faire, on ne tardera pas à être fixés.

Ajoutons que l'explication selon laquelle le Brexit aurait été conçu pour affaiblir l'UE ne tient pas ou à la marge en l'admettant, puisque ce sont les Américains qui contrôlaient déjà la Commission européenne et la BCE, et les dernières nominations à la direction de ces institutions l'ont confirmé si besoin était.

GB: le "speaker" du Parlement, acteur clé du feuilleton du Brexit, tire sa révérence - AFP

Le président de la Chambre des communes, John Bercow, qui a annoncé lundi sa prochaine démission, a joué un rôle clé dans le feuilleton du Brexit, avec des interventions souvent cinglantes et des décisions parfois critiquées.

...le Parlement va être suspendu jusqu'au 14 octobre, deux semaines avant la date prévue pour le Brexit, que les députés votent ou non en faveur d'élections anticipées, selon un porte-parole du 10, Downing Street. AFP

La Reine oblige Boris Johnson à demander un report du Brexit - Le HuffPost 9 septembre 2019

La reine Elizabeth II a formellement approuvé la loi qui contraint le gouvernement du Premier ministre Boris Johnson à solliciter un report du Brexit auprès de l'Union européenne, a indiqué ce lundi 9 septembre après-midi la Chambre des Lords. Le HuffPost 9 septembre 2019

Brexit: le Parlement refuse à nouveau des élections avant sa suspension - AFP 10 septembre 2019

Les députés britanniques ont infligé mardi une nouvelle défaite cuisante au Premier ministre Boris Johnson en refusant encore une fois de déclencher des législatives anticipées, avant que le Parlement ne soit suspendu jusqu'au 14 octobre, deux semaines seulement avant la date prévue pour le Brexit.

Avant tout scrutin, l'opposition veut s'assurer que la perspective d'un "no deal" est écartée et que le Brexit sera repoussé de trois mois, comme le Parlement l'a voté la semaine dernière.

Ce texte oblige le Premier ministre à demander ce report à l'UE s'il n'obtient pas d'accord de sortie d'ici au 19 octobre, juste après un sommet européen.

Seul contre tous, et la Reine, et la City ?

Brexit: Boris Johnson persiste, seul contre tous - LeFigaro.fr 10.09

Quand la perturbation prend de la hauteur.

Grève monstre à British Airways avant une poursuite du mouvement mardi - AFP

La compagnie aérienne British Airways (BA) faisait face lundi à sa première grève de pilotes, ce qui l'a poussé à annuler ses vols faute d'issue dans ce conflit social qui devrait se poursuivre mardi.

"Nous n'avons pas d'autre choix que d'annuler presque 100% de nos vols", a indiqué le transporteur qui effectue environ 850 vols par jour au Royaume-Uni, essentiellement au départ des aéroports londoniens d'Heathrow et Gatwick.

Ce débrayage, qui porte sur un différend salarial, affecte au total autour de 140.000 voyageurs, mais BA avait prévenu ces derniers jours les passagers concernés de l'annulation de leurs vols.

Aucun règlement de conflit social n'était en vue, ce qui devrait contraindre BA, sauf solution de dernière minute, à annuler à nouveau presque tous ses vols mardi, le deuxième jour de grève prévu par les pilotes. Le mouvement doit se poursuivre une troisième journée, le 27 septembre.

Il s'agit de la toute première grève de leur histoire pour les pilotes de British Airways. Environ 93% des pilotes BA membres du syndicat Balpa, soit autour de 4.000, ont voté pour ce mouvement.

Le syndicat a décidé de débrayer après l'échec de négociations sur des hausses de salaires. Selon Balpa, les pilotes ont fait des "sacrifices" ces dernières années et devraient tirer davantage profit des bons résultats de l'entreprise.

BA a proposé une hausse de salaire de 11,5% sur trois ans, une offre qui a été refusée par le syndicat. Selon la compagnie, cela porterait le salaire de certains commandants de bord (Combien ? - LVOG) à plus de 200.000 livres par an.

Cette grève historique intervient à un moment difficile pour BA, l'emblématique compagnie nationale, dont la réputation a eu à souffrir ces dernières années, avec notamment un vol de données financières de centaines de milliers de passagers l'an passé.

Et, en mai 2017, une panne géante avait touché ses systèmes en raison d'un problème d'alimentation électrique qui l'avait forcée à annuler 726 vols, soit 28% de ses avions pendant trois jours d'un week-end prolongé. AFP

Hong Kong. C'était quoi au fait leur référence à la démocratie ? Réponse.

Hong Kong: grosse manifestation devant le consulat américain - AFP 11.09

Une foule compacte de militants pro-démocratie a manifesté dimanche devant le consulat des États-Unis à Hong Kong afin d'appeler Washington à faire pression sur Pékin après trois mois de manifestations. AFP 11.09

Hong Kong: la réception à Berlin d'un activiste suscite la colère de Pékin - AFP 10 septembre 2019

La Chine s'en est pris mardi à l'Allemagne à propos de la crise de Hong Kong, fustigeant la rencontre du militant Joshua Wong, en quête de soutiens internationaux, avec le chef de la diplomatie allemande.

L'activiste âgé de 22 ans, arrivé lundi soir à Berlin pour une visite de plusieurs jours dans la capitale allemande, a posté sur Twitter une photo de lui aux côtés du ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, précisant avoir discuté "des protestations actuelles et de (la) lutte pour des élections libres et la démocratie à Hong Kong".

Après un discours prévu mercredi soir à l'université Humboldt de Berlin, M. Wong doit se rendre aux Etats-Unis pour chercher de nouveaux soutiens.

Ces dernières années, l'Allemagne est devenue un refuge pour plusieurs dissidents chinois, notamment Liu Xia, la veuve du lauréat du Nobel de la Paix Liu Xiaobo, décédé en 2017.

En mai, deux anciens militants pour l'indépendance de Hong Kong ont obtenu le statut de réfugié en Allemagne, devenant les premiers dissidents hongkongais à recevoir une telle protection. AFP 10 septembre 2019

En complément. Quand ces grands démocrates vont plus loin que faire le lit du fascisme.

Un néonazi remporte des élections locales en Allemagne, avec le soutien de la CDU et du SPD - Le HuffPost

L'élection d'un membre d'un parti néonazi à la tête de l'assemblée d'une bourgade de l'ouest de l'Allemagne, avec le soutien unanime d'élus locaux conservateurs et sociaux-démocrates, a provoqué un tollé parmi les partis politiques allemands qui appellent à une annulation de cette décision

Stefan Jagsch, un adhérent du Parti national-démocrate (NPD), ultranationaliste, a été élu jeudi 5 septembre chef du conseil municipal de Waldsiedlung, une commune de 2500 habitants du district d'Altenstadt, à 30 kilomètres au nord-est de Francfort. Il a bénéficié du soutien de membres locaux de la CDU, le parti de la chancelière d'Angela Merkel, mais aussi d'élus du SPD (sociaux-démocrates) et du FDP (libéraux).

De nombreuses questions se posent aussi sur ce vote unanime en faveur de cet homme de la part de personnalités aux sensibilités si diverses. Le HuffPost

---

Ils osent tout.

- Macron défend sa stratégie anti-pauvreté malgré les critiques - Le HuffPost

- Depuis 30 ans, le père Pedro aide les plus pauvres de Madagascar - Franceinfo

- A Maurice, le pape s'inquiète pour les jeunes, sacrifiés de l'économie - AFP

- Cette BD où des Avengers gays s'embrassent ne sera plus censurée à Rio - Le HuffPost

- Une campagne sur les réseaux pour lutter contre le bizutage - Franceinfo

- Les démocrates avancent un peu plus vers une procédure de destitution de Trump - AFP

- Netanyahu accuse l'Iran d'avoir développé puis détruit un site nucléaire - AFP

- Hong Kong: en première ligne au côté des "braves" affrontant la police - AFP

- Israël: Netanyahu promet d'annexer un pan stratégique de la Cisjordanie s'il est réélu - AFP

- Afghanistan : peut-on faire la paix avec les talibans ? - Franceinfo

---

Etats-Unis. Quand l'Etat profond change son fusil d'épaule.

LVOG - Et même que les conseillers de Macron en ont été informé, d'où son changement de rhétorique envers la Russie...

Donald Trump limoge John Bolton, son conseiller va-t-en-guerre - AFP11 septembre 2019

Exit John Bolton et sa célèbre moustache: le président américain Donald Trump a annoncé mardi le limogeage de son conseiller à la sécurité nationale avec lequel il était en désaccord sur plusieurs dossiers brûlants, de l'Iran à la Corée du Nord en passant par l'Afghanistan.

Pour le leader des démocrates au Sénat, Chuck Schumer, cette décision de Donald Trump n'est que "le dernier exemple de sa façon de gouverner par le chaos".

Le sénateur républicain Rand Paul a lui salué avec force l'annonce du limogeage de M. Bolton. "Le président a d'excellentes intuitions sur la politique étrangère et sur la nécessité de mettre fin à nos guerres sans fin", a-t-il tweeté. "Il devrait être conseillé par ceux qui partagent sa vision".

"Depuis le début, deux voix murmuraient à l'oreille de Donald Trump: celle recommandant la diplomatie et mettant en garde contre le conflit, et celle poussant à la belligérance et mettant en garde contre le risque d'apparaître faible", résumait Robert Malley,

président de l'International Crisis Group.

"Avec le départ de Bolton, la deuxième a incontestablement perdu son principal avocat. Cela pourrait créer de nouvelles opportunités diplomatiques sur l'Iran, l'Afghanistan, la Corée du Nord et le Venezuela. Espérons que le président les saisira". AFP11 septembre 2019

Pompeo souligne ses nombreux désaccords avec John Bolton, limogé par Trump - euronews 11 septembre 2019

LVOG - Et si cette information venant du camp des va-t-en-guerre n'était pas tout à fait fortuite, alors que Pompeo a approuvé le limogeage de Bolton ?

Les Etats-Unis ont exfiltré en 2017 une taupe haut placée au Kremlin - AFP 11 septembre 2019

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo s'est insurgé mardi contre la publication d'informations selon lesquelles les Etats-Unis ont exfiltré une "taupe" de la CIA qui avait accès au cercle rapproché de Vladimir Poutine au Kremlin.

LVOG - La caution du RussiaGate et autres machinations contre la Russie.

Cet informateur haut placé à Moscou aurait confirmé l'implication personnelle du président russe dans l'opération d'ingérence dans la présidentielle américaine de 2016. Cet homme aurait été exfiltré en 2017.

"Ces informations sont inexactes sur le plan factuel", a déclaré le chef du département d'Etat américain, sans les rejeter en bloc. M. Pompeo a dirigé précédemment la CIA et il a précisé n'accepter de parler sur un sujet tel que l'exfiltration d'un espion "que lorsque des personnes sont mises en danger".

D'après CNN et le New York Times, qui ont révélé l'affaire lundi, cette taupe avait été recrutée par les Américains plusieurs décennies auparavant.

Selon CNN, l'espion avait même transmis aux Américains des documents photographiés en cachette sur le bureau du président russe.

Fort de cette position, il avait, selon le NYT, pu confirmer que le maître du Kremlin avait lui-même orchestré la campagne russe destinée à favoriser le candidat Donald Trump lors de la présidentielle de 2016.

D'après le quotidien new-yorkais, l'informateur a également directement impliqué M. Poutine dans le piratage d'e-mails dans le camp démocrate, dont la publication avait embarrassé la candidate Hillary Clinton.

LVOG - Ils l'ont exfiltré quand Trump a été élu, pure coïncidence évidemment !

La chaîne CNN a assuré que la CIA l'avait exfiltré de crainte que Donald Trump ou son entourage ne le trahissent, mais l'agence centrale du renseignement a vigoureusement démenti ce point.

"Les allégations malencontreuses selon lesquelles la gestion des renseignements les plus sensibles de notre nation par le président --auxquels il a accès absolument chaque jour-- aurait provoqué une supposée exfiltration sont inexactes", a déclaré à CNN la directrice des affaires publiques de la CIA, Brittany Bramell. AFP 11 septembre 2019

LVOG - Les faits prouvent le contraire de ce qu'affirme CNN.

Haut de page

Le 19 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Une causerie et des infos en bref qui couvrent une semaine, 46 pages. Je vous conseille de la télécharger pour prendre le temps de la lire. Je n'ai pas pris en compte les infos de la veille, pas le temps. Elle comporte cinq parties.

J'ai cru bon de recopier de longs passages de certains articles pour inciter les lecteurs à les lire, car on ne peut pas se faire une idée du monde dans lequel on vit ou prendre conscience de quoi sont capables les psychopathes qui nous gouvernent et ce qu'ils nous réservent dans l'avenir, en se basant sur des éléments superficiels ou des impressions, ou alors c'est qu'on s'en fout, ce n'est pas mon cas, et je suis porté à croire que ce n'est pas le cas non plus des lecteurs.

Je rajouterais des documents d'actualité plus tard ou demain matin.

- Au format pdf - pages

PREMIERE PARTIE.

Que les lecteurs ne croient pas que je me désintéresserais de l'actualité sociale en France (ou ailleurs), je ne peux pas traiter tous les sujets. Je laisse le soin à d'autres de rendre compte des journées d'action et autres "actes" sans lendemain... Les causeries et infos ont pour vocation d'aider les lecteurs à mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et dans quelle direction il s'oriente, en reliant les différents facteurs qui composent la situation en fonction des éléments à notre disposition ou portés à notre connaissance, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale sans privilégier a priori tel ou tel facteur, puisqu'on ne choisit pas le contexte dans lequel se mène la lutte de classe.

Les causeries et infos ne consistent pas à empiler mécaniquement des faits les uns à la suite des autres, car cela ne présenterait aucun intérêt. Rien que pour faire un tour d'horizon de l'actualité quotidienne, cela prend entre 4 et 5 heures par jour, généralement de 9 heures à 13 ou 14 heures, ce qui inclut la lecture rapide des articles de presse sélectionnés, et réaliser un copier/coller des titres et des passages significatifs.

Comme les causeries s'étalent sur plusieurs jours, chaque jour il faut classer les différentes infos, les intercaler dans les infos des jours précédents en respectant une certaine logique pour qu'elles apparaissent cohérentes ou que s'en dégage une orientation, ou plutôt, qu'autant que faire se peut les lecteurs puissent saisir le fil qui relie l'ensemble des évènements relatés à la situation mondiale, les titres que j'imagine sont destinés à les y aider.

Ensuite, on essaie d'analyser ou de commenter brièvement ces infos, cela prend encore des heures. Au final, en 5 ou 6 jours, on est revenu cent fois sur notre ouvrage pour le peaufiner, le rendre plus clair, plus précis, plus cohérent. On n'a pas cessé de penser à tel ou tel sujet des heures et des heures, et quand vient le moment de formater le document pour qu'il soit présentable à l'écran dans la page d'accueil du portail, chaque fois il faut encore consacrer entre 2 et 4 heures à le modifier, à améliorer ou changer certains titres qui ne nous conviennent plus, à rajouter un commentaire qui nous est venu à l'esprit à n'importe quel moment de la journée ou même de la nuit ! Pratiquement jusqu'à la dernière minute, j'essaie d'améliorer le travail que je vais vous livrer, parfois à cause de la fatigue extrême je me résous à publier une causerie inachevée ou brouillonne, parce que je ne peux pas reporter indéfiniment sa mise en ligne, ce qui me permet de ralentir le rythme pendant un jour ou deux ou de me reposer un peu.

Vous devez bien imaginer au regard du nombre de sujets abordés dans chaque causerie, que je ne les maîtrise pas tous, loin de là, surtout avec ma mémoire défaillante. J'ai très souvent ma petite idée, heureusement, mais cela ne suffit pas, aussi avant de publier quoi que ce soit, il faut réfléchir, réfléchir et réfléchir encore, se documenter, et quand on est totalement isolé comme je le suis, il faut surtout se méfier de nos propres idées, car il n'y a personne pour me corriger éventuellement. C'est ma hantise de m'être convaincu d'avoir compris quelque chose, pour m'apercevoir ensuite que je m'étais planté. C'est rarement le cas, puisque je prends la précaution de tout reprendre à zéro à chaque fois ou de tout vérifier scrupuleusement, mais on peut encore se tromper en s'étant fié à des sources insuffisamment rigoureuses. Il m'arrive encore de faire des contresens, mais je m'en rends compte à temps.

Quant à mes idées, c'est autre chose ou un autre aspect de ce portail, personne n'est obligé de les partager, et je n'encourage personne à les adopter, si on n'a pas compris au préalable le processus dialectique dont elles sont le produit, car dans ce cas-là vous ne pourriez pas les défendre, et excusez l'expression, vous en prendriez plein la gueule inutilement en polémiquant avec des adversaires mieux outillés que vous pour défendre les leurs.

Si mon combat politique se situe toujours exclusivement sur le terrain de la lutte des classes et du socialisme, je rejette la conception de la lutte des classes des ouvriéristes ou des tiers-mondistes qui idéalisent les exploités et les opprimés, plus généralement la nature humaine, qui privilégient leur condition et excluent l'interprétation qu'ils en ont sous prétexte qu'ils ne l'ont pas choisie, comme si les multiples instruments sophistiqués de propagande de la réaction n'avaient aucune influence sur leur comportement ou leurs idées, et finalement sur l'orientation de la société. Je persiste et signe à combattre avec acharnement cette conception révisionniste du marxisme ou qui est étrangère au marxisme mais s'en revendique. Il suffit par exemple d'observer le degré de putréfaction atteint par le NPA, pour comprendre ce qu'il y a lieu d'en attendre.

Le combat contre l'idéologie de la classe dominante, toutes ses variantes de droite qui vont de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par l'extrême-centre de Macron, la gauche dite de gouvernement, institutionnelle, contre la guerre psychologique que tous ces acteurs mènent avec les médias contre la classe ouvrière et les classes moyennes, contre la politique ultra libérale de Macron, contre le système financier mafieux dominé par la City et New York, contre le capitalisme et l'ensemble de ses

institutions financières ou politiques à l'échelon national, continental, mondial, contre la stratégie de l'oligarchie financière destinée à instaurer un nouvel ordre mondial totalitaire, l'ensemble de ces combats ne doivent en former qu'un ou sont indissociables, puisque l'ensemble de ces facteurs sont reliés entre eux. C'est aussi ce que ces causeries ou ce portail s'emploient à mettre en lumière.

Absolument sous aucun prétexte on ne devrait se soustraire à l'un de ces combats politiques, sous peine de laisser le champ libre à nos ennemis ou de lui accorder le moindre répit, ce qui serait assimilé à un renoncement et dénoncé comme tel par les opportunistes et la réaction, ce qui nous porterait un coup fatal, puisque notre crédibilité serait gravement entamée, la cohérence de notre politique définitivement compromise.

C'est si vous voulez sur cette base-là, que je propose de reconstruire l'avant-garde de la classe ouvrière, car je pense que c'est parce qu'on a été incapable ou on a refusé de mener cette guerre sur tous les fronts à nos ennemis, totale, qu'on en est là aujourd'hui.

Comprenez bien que cela résoudrait d'un coup bien des problèmes entre nous ou éviterait bien des confusions, incompréhensions ou méprises inutiles qui nous pourrissent l'existence, nous divisent, nous affaiblissent, nous réduisent finalement à l'impuissance, quelle que soit les intentions sincères et généreuses ou la bonne volonté manifestées par les uns et les autres.

Une dernière réflexion.

Avez-vous remarqué qu'ils sont tous en campagne électorale ? Vous non, mais eux si.

Macron toujours en quête de légitimité.

Quand Macron révèle à ceux qui l'ignoraient encore que l'extrême droite est la véritable nature de l'extrême-centre.

Immigration: il faut regarder le sujet "en face" affirme Macron - AFP 17 septembre 2019

Emmanuel Macron a affirmé lundi soir à sa majorité qu'il fallait regarder le sujet de l'immigration "en face" et ne pas être "un parti bourgeois" car ce sont les classes populaires "qui vivent avec" et ont migré vers l'extrême droite.

"Les flux d'entrée n'ont jamais été aussi bas en Europe et les demandes d'asile jamais aussi hautes en France". "En prétendant être humaniste on est parfois trop laxiste", a-t-il estimé.

"La gauche n'a pas voulu regarder ce problème pendant des décennies. Les classes populaires ont donc migré vers l'extrême droite. On est comme les trois petits singes: on ne veut pas regarder", a-t-il encore ajouté.

"Vous n'avez qu'un opposant sur le terrain: c'est le Front national (devenu Rassemblement national, ndlr). Il faut confirmer cette opposition car ce sont les Français qui l'ont choisie. Il y a deux projets : celui du repli, tout faire peur ou bâtir une solution ouverte mais pas naïve", a-t-il conclu. AFP 17 septembre 2019

LVOG - Qu'il s'emploie à entretenir ou "*confirmer cette opposition*" histoire de focaliser l'attention sur le FN-RN, la gauche et l'extrême gauche s'y emploient également avec succès, puisqu'à l'arrivée il ne reste plus en lice que LREM et FN-RN.

Et puis cela permet d'avancer l'argument suivant : Si le FN-RN incarne l'extrême droite, voyons, comment voulez-vous que LREM l'incarne aussi, c'est impossible, du coup LREM apparaît plus présentable, plus fréquentable...

Plus de 60% des Français estiment qu'il y a «trop d'étrangers» en France, selon un sondage - sputniknews.com 17.09

Un sondage réalisé par Ipsos-Sopra Steria a mis en évidence que la plupart des Français, à savoir 63%, considèrent qu'il y a trop d'étrangers dans leur pays. Qui plus est, d'après ce sondage, 66% des Français estiment que les étrangers qui viennent en France «ne font pas d'effort pour s'intégrer» en France.

Ensuite, le pessimisme des Français à l'égard de la vie sociétale ressort également à travers les résultats à l'affirmation «Aujourd'hui, on ne sent plus chez soi comme avant» que 64% des Français interrogés ont estimé comme correcte. sputniknews.com 17.09

Totalitarisme. Castener parlait-il des gangsters-blanchisseurs de la finance de la City : "Plus violentes, moins traçables (...) Les trafics se sont industrialisés, mondialisés" ?

Le gouvernement lance un plan antidrogue avec 55 mesures - AFP 17 septembre 2019

Une nouvelle organisation pour "frapper fort": le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a présenté mardi un nouveau plan antidrogue avec comme mesure phare la création d'un organisme, l'Ofast, comme chef de file de la lutte contre les trafics de stupéfiants.

Christophe Castaner a fait valoir que cette réforme était "impérative" face aux méthodes "plus violentes, moins traçables" des trafiquants. "En 66 ans", a-t-il dit, "tout a changé, sauf notre organisation. Les trafics se sont industrialisés, mondialisés".

LVOG - C'est exactement le même procédé employé par l'oligarchie anglo-saxonne pour prendre le contrôle de la finance mondiale, via les banques centrales et le FMI grâce à l'évasion fiscale et l'argent de tous les trafics, les véritables trafiquants de drogue en somme. Quand ils ne parviennent pas à prendre le contrôle total d'un trafic, ils l'organisent eux-mêmes, et c'est aussi un excellent prétexte pour réduire un peu plus les libertés.

AFP - Désigné pilier de cette réforme comprenant 55 mesures, l'Ofast (Office antistupéfiants) remplacera l'Office central pour la répression du trafic illégal de stupéfiants (Ocrtis) dont la réputation a été entachée par des scandales.

L'Ofast, qui devra être "opérationnel dès le 1er janvier" prochain, "coordonnera l'action de tous les acteurs dans la lutte antistupéfiants au niveau local et national", selon M. Castaner et associera pour la première fois dans sa gouvernance, police, gendarmerie, douanes et magistrats.

LVOG - Le régime policier doit se généraliser à tout le pays.

AFP - Il aura à sa tête une femme, Stéphanie Cherbonnier, actuelle conseillère "justice" du directeur général de la police nationale (DGPN). Elle sera secondée par le procureur de Bayonne, Samuel Vuelta-Simon.

Cet office, dont l'objectif est de "mutualiser" les forces des différents acteurs de la lutte contre les trafics de drogue, comptera "150 enquêteurs" et disposera de "16 antennes territoriales en métropole et dans les outre-mer".

Le ministre de l'Intérieur a insisté en outre sur la nécessité d'accroître le système de renseignement par une montée en puissance des cellules du renseignement opérationnel contre les stupéfiants (CROSS), dont la première avait été créée par Laurent Nuñez à Marseille.

De même, il a mis l'accent sur l'importance de "toucher au patrimoine des dealers". "Aujourd'hui, sur 500 millions d'euros d'avoirs criminels saisis seulement 10% sont issus des trafics de stupéfiants", a-t-il regretté, alors que le chiffre d'affaires des trafics est évalué à 3,5 milliards d'euros en France.

Christophe Castaner a promis aussi que les trafiquants seraient "plus systématiquement éloignés de leurs territoires".

LVOG - La France aura bientôt ses exilés intérieurs ! En prime, la délation

AFP - Une plateforme d'appel pour signaler les points de vente sera mise en place.

LVOG - Le tableau répressif ne serait pas complet sans son aspect financier.

AFP - Pour sa part, la ministre de la Justice a annoncé vouloir rendre "opérationnelle courant 2020", l'amende forfaitaire sanctionnant l'usage de stupéfiants.

Cette amende de 200 euros, votée par le parlement en novembre dernier, doit permettre de sanctionner l'usage illicite de stupéfiants. AFP 17 septembre 2019

LVOG - Alors qu'il est légalisé dans de plus en plus de pays ou d'Etats, quand il ne bénéficie pas d'un traitement permissif dans un plus grand nombre de pays encore. C'est à croire que la France est en train de se distinguer parmi les pays les plus autoritaires de la planète.

Ils visent les jeunes en priorité, mais pas seulement, ils veulent les terroriser, cela pourrait les conduire à se radicaliser plus rapidement...

Le monde est gouverné par des monstres. Techno-eugénisme tout azimut.

LVOG - Délire de complotiste ? Lisez, ils ont produits des "porcs dotés d'un cerveau humain".

BBC. Fake News sur la 5G décodés: Impacts sur la santé niés malgré des preuves scientifiques accablantes par Claire Edwards - Mondialisation.ca, 08 septembre 2019

Saviez-vous qu'au moins 60 appels : Doctors & Scientists Appeals For Stronger Electromagnetic Radiation Regulations ; Appel international demandant l'arrêt du déploiement de la 5G sur Terre et dans l'espace – 134 458 signataires dans 198 pays (2 août 2019) ?

Portail EMF de l'Université d'Aachen, exemple de recherche documentaire sur les « dommages à l'ADN » : 623 articles ont été trouvés ; l'opérateur Swisscom a déposé en 2004 un brevet sur une méthode et un système de réduction de l'électrosmog dans les réseaux locaux sans fil qui constate clairement que le WiFi endommage l'ADN.

Voici d'innombrables raisons de penser que l'exposition à la 5G par la technologie sans fil est extrêmement dangereuse

1. « C'est un rayonnement non ionisant. Il n'est pas assez fort pour briser les liaisons chimiques, endommager l'ADN, par exemple. »

Portail EMF de l'Université d'Aachen, exemple de recherche documentaire sur les « dommages à l'ADN » : 623 articles ont été trouvés ; l'opérateur Swisscom a déposé en 2004 un brevet sur une méthode et un système de réduction de l'électrosmog dans les réseaux locaux sans fil qui constate clairement que le WiFi endommage l'ADN.

2. « Il y a beaucoup de recherches sur les effets biologiques des radiofréquences, des ondes électromagnétiques et le seul effet reproductible qui en résulte est un léger réchauffement des tissus. » Irradié : Une compilation et une analyse complètes de la littérature sur les champs de radiofréquences et les impacts biologiques négatifs des champs électromagnétiques non ionisants (en particulier les champs de radiofréquences) sur les organismes biologiques (416 pages) ; le portail CEM de l'Université d'Aachen avec plus de 28.000 études. Même l'ICNIRP corrompue admet dans ses lignes directrices de 1998 que « par rapport au rayonnement à ondes continues (CW), les champs de micro-ondes pulsées avec le même taux moyen de dépôt d'énergie dans les tissus sont généralement plus efficaces pour produire une réponse biologique, surtout lorsqu'il existe un seuil bien défini qui doit être dépassé pour obtenir l'effet (ICNIRP, 1996).

3. « Il n'y a aucune preuve qu'il y ait un risque, qu'elle cause un préjudice réel. »

Portail EMF de l'Université d'Aachen : Le cœur du portail CEM est une vaste base de données bibliographiques avec un inventaire de 28.841 publications et 6.390 résumés d'études scientifiques individuelles sur les effets des champs électromagnétiques.

4. « On est baigné par le soleil avec des radiations électromagnétiques plus intenses et plus fréquentes chaque jour que ce à quoi vous allez être exposé à travers la 5G ! »

Selon le professeur Olle Johansson, récemment retraité de l'Institut Karolinska en Suède, l'exposition actuelle du public au rayonnement sans fil (avant l'ajout de la 5G) est environ un quintillion de fois (1 000 000 000 000 000 000 ou 18 zéros) supérieure au rayonnement naturel.

Le rayonnement de fond naturel n'est ni pulsé ni modulé, comme l'explique Arthur Firstenberg, scientifique et co-auteur de l'Appel international demandant l'arrêt du déploiement de la 5G sur Terre et dans l'espace :

Le dommage n'a rien à voir avec les niveaux de puissance. C'est ce que personne ne comprend. Le niveau de puissance n'est pertinent que pour un seul type d'effet : le chauffage. Pour tous les autres effets, il est complètement hors de propos. Il y a des effets à puissance proche de zéro, et pour certains effets, il y a une relation de puissance inverse, c'est-à-dire que plus la puissance est faible, plus le dommage est grave. Le DAS [débit d'absorption spécifique, utilisé pour exprimer la puissance absorbée par masse de tissu] n'est absolument pas pertinent pour les effets non thermiques.

Ce n'est pas la puissance qui fait le mal. C'est le degré de cohérence, le type et la profondeur de la modulation, la longueur d'onde, le nombre de fréquences, le nombre de signaux, la largeur de bande, la forme des ondes, la hauteur et la largeur des impulsions, le temps de montée et de descente, et les autres propriétés du rayonnement. Le peu d'importance des niveaux de puissance pour les effets autres que la chaleur a été démontré à maintes reprises. Dans les études de Salford, ce sont les niveaux de puissance les plus faibles qui ont causé le plus de fuites dans la barrière hémato-encéphalique. Blackman, Bawin, Dutta, Schwartz et

Kunjilwar, tous dans des laboratoires différents, ont constaté que le flux de calcium provenant des cellules neurales et cardiaques se produisait à des fréquences et à des niveaux d'exposition spécifiques et n'augmentait pas avec la puissance. Dans l'étude de Dutta, une diminution de 3 000 fois de la puissance a causé une augmentation de 4 fois du flux de calcium. Sadchikova et ses collègues soviétiques ont constaté que les employés exposés aux niveaux de puissance les plus bas souffraient plus souvent du mal des ondes radio. Belyaev a constaté que les effets génétiques se produisaient à des fréquences spécifiques et que l'ampleur de l'effet ne changeait pas avec un niveau de puissance supérieur à 16 ordres de grandeur. L'hypothèse selon laquelle la technologie sans fil peut être rendue sûre en réduisant la puissance a été démentie. (...)

Les contributeurs au programme qui sont effectivement qualifiés et justifiés d'exiger des tests de santé et de sécurité de la technologie 5G avant son déploiement en vertu (a) d'une qualification médicale et de connaissances dans ce domaine de la médecine, (b) d'une expérience personnelle des effets délétères de la technologie sans fil, et (c) de connaissances juridiques, sont dépeints comme déraisonnables, insensés, mesquins et extrêmes. Ils seront sans doute bientôt qualifiés de terroristes – affaire [BBC] à suivre… !

En revanche, les intervenants pro-5G, qui possèdent des qualifications techniques mais ni médicales dans le domaine des CEM ni scientifiques, sont vivement encouragés à exposer leurs opinions vides et sans valeur sur la sécurité de la 5G. Chacun parle après chaque intervenant anti-5G afin de saper ce qu'il ou elle a dit, et ensemble on leur accorde le double du temps accordé aux intervenants anti-5G. Des indices subtils tels que le choix du registre de la langue, les phrases vernaculaires, la banalisation et l'intonation désobligeante sont également utilisés pour miner les intervenants anti-5G. Mondialisation.ca, 08 septembre 2019

«Nous nous dirigeons vers un avenir techno-eugénique» par Dr Stuart Newman et Mohsen Abdelmoumen - Mondialisation.ca, 08 septembre 2019

Entretien avec le docteur Stuart Alan Newman, professeur de biologie cellulaire et d'anatomie au New York Medical College de Valhalla, dans l'État de New York, aux États-Unis, par Mohsen Abdelmoumen.

Interview réalisée par Mohsen Abdelmoumen

Qui est le Dr. Stuart Newman ?

Le Dr. Stuart A. Newman, Ph.D., est professeur de biologie cellulaire et d'anatomie. Il a été professeur invité à l'Institut Pasteur, Paris, au Centre de l'Energie Atomique-Saclay, Gif-sur-Yvette, à l'Indian Institute of Science, Bangalore, à l'Université de Tokyo, et Chercheur principal international spécialisé Fogarty à la Monash University, Australie. Il a été membre fondateur du Conseil pour une génétique responsable à Cambridge, Massachusetts, et est administrateur du Conseil des peuples autochtones sur le bio-colonialisme, Nixon, Nevada, et il est aussi membre du comité de rédaction du Journal des biosciences (Bangalore). Il écrit également sur les aspects sociaux et culturels de la recherche et de la technologie biologiques.

Ses domaines d'expertise sont les mécanismes cellulaires et moléculaires du développement des vertébrés, les mécanismes physiques de la morphogenèse, l'évolution des mécanismes du développement, les relations entre la structure des protéines et la fonction, les aspects sociaux et culturels de la recherche biologique et technologique.

Extrait.

La médecine a toujours bénéficié des progrès scientifiques, mais son domaine de prédilection a toujours été le corps des individus existants. La technologie génétique appliquée aux organes et tissus du corps des personnes est appelée mutation « somatique ». Il est toutefois très difficile d'introduire des gènes fonctionnels dans les tissus et organes développés et beaucoup plus simple de les introduire dans des ovules préfertilisés ou fécondés. Bien que le fonctionnement exact du nouveau gène dans son nouveau contexte soit mal compris, la facilité et la précision trompeuse de la manipulation ont conduit certains scientifiques et leurs alliés médecins à prendre l'initiative de modifier le gène embryonnaire. Avec les techniques actuelles, ces modifications du stade de l'œuf seront également transmises aux générations futures, ce qui conduira à ce qu'on appelle la mutation « germinale ».

Mais même si la transmission germinale pouvait être évitée, l'acte de façonner une personne potentielle par la modification de l'embryon serait une étape civilisationnelle majeure, que ma co-auteure Tina Stevens et moi, ainsi que d'autres penseurs sociaux et éthiciens, croyons fermement que ce ne doit pas être entrepris. Les personnes en devenir ne sont pas des patients de n'importe quel médecin et ne sont pas non plus la propriété d'un futur parent qui doit être faite sur commande. La modification humaine serait une expérimentation incontrôlée, compte tenu du fait que même les séquences de gènes les plus précisément caractérisées se comportent différemment selon les différents « contextes génétiques » (c.-à-d. tous les autres gènes de la personne modifiée).

Ce n'est pas simplement (comme le demande l'écrivain Walter Isaacson dans un essai récent) « Should the Rich be Allowed to Buy the Best Genes? » (Devrait-on permettre aux riches d'acheter les meilleurs gènes ?) mais que toute idée de perfectionner les humains à partir de théories génétiques nébuleuses est inconcevable. Parfois, cela peut fonctionner, ou sembler fonctionner, mais d'autres fois, cela échouera, produisant des déficiences qu'ils n'auraient pas eues autrement. Parfois, on ne sait même pas

quel en a été l'effet. Les partisans diront que la nature non manipulée peut aussi produire des résultats insatisfaisants. Mais l'introduction d'erreurs expérimentales irréversibles dans la poursuite de l'amélioration biologique humaine serait une évolution entièrement nouvelle et troublante dans l'histoire humaine.

Vous êtes un éminent scientifique et un chercheur chevronné. Quelle est votre opinion sur les dérives de certains laboratoires scientifiques et de certains chercheurs ?

La plupart des scientifiques que je connais sont très motivés et sérieux. Mais l'éthique professionnelle de la science est une de spécialisation, et peu de scientifiques prennent le temps d'apprendre l'histoire de leur domaine ou de réfléchir aux implications sociales de leurs recherches. Si vous apprenez qu'un gène est lié à de mauvais résultats s'il est endommagé chez l'homme ou chez la souris, l'impulsion par défaut est d'essayer de le corriger, et il serait plus facile de le faire chez les embryons que chez les enfants ou les adultes.

Mais les analystes qui ont étudié le rôle des gènes de façon plus générale, dans les populations humaines ou dans le développement des embryons animaux, ont conclu qu'ils n'agissent pas simplement. Les systèmes vivants dans lesquels ils fonctionnent les utilisent différemment dans différents contextes, y compris dans différents tissus d'un même organisme, dans les mêmes tissus d'espèces différentes (la souris, par exemple), à partir de laquelle on obtient beaucoup d'informations (de mauvais « modèles » pour la biologie humaine), et même dans les mêmes tissus chez différents membres d'une même espèce (deux personnes différentes, par exemple). Pour se faire une idée différente, une doctrine appelée « déterminisme génétique » était à la mode après les grandes découvertes sur la structure et la fonction de l'ADN dans la seconde moitié du XXe siècle. Bien que de plus en plus démentie, elle reste toujours d'actualité et alimente les propositions et les attentes. Mais ce qui est intéressant, c'est que presque personne qui propose de modifier génétiquement des embryons humains n'est un biologiste du développement, c.-à-d. un scientifique qui étudie comment les organismes prennent forme. Les adeptes sont pour la plupart des ingénieurs généticiens, des chercheurs qui se concentrent sur la façon de modifier avec précision les gènes individuels.

Une autre idéologie qui imprègne le discours biologique et les propositions politiques est l'eugénisme, l'idée d'améliorer les gens par leurs gènes. James Watson, le codécouvreur de la structure de l'ADN, est un eugéniste célèbre. Certains moyens de mettre en œuvre l'eugénisme empêchent la procréation ou éliminent les personnes avec de supposés mauvais gènes. Peu de scientifiques adhèrent ouvertement à de telles politiques de nos jours, mais beaucoup trouvent peu de choses à redire sur le génie génétique embryonnaire, la « techno-eugénique » pour reprendre les termes du philosophe social Richard Hayes, malgré la faillibilité de la technologie.

De nombreux biologistes sont financés par des subventions gouvernementales, payées à même les coffres de l'État, mais peu se demanderont pourquoi un système politique dominé par le marché dépenserait de l'argent pour leur permettre de poursuivre leurs chères idées. Bien que les thérapies puissent en faire partie, l'engagement global du gouvernement américain envers la santé nationale (tel qu'il se reflète dans les politiques sur l'eau potable et l'environnement, par exemple) est en déclin. La logique de financement se traduit alors de plus en plus par des brevets et des bénéfices pour leurs institutions, par le biais de sociétés de capital-risque ou de sociétés de biotechnologie, la plupart des bénéficiaires se sentant chanceux et affirmant la valeur de leurs idées et de leurs recherches pour la société.

Aux échelons supérieurs de l'élite scientifique, les choses sont différentes. Ces chercheurs reçoivent des sommes d'argent exceptionnellement élevées non seulement d'organismes gouvernementaux, mais aussi de sociétés et de sources privées. Certains sont présentés dans de prestigieuses revues médicales pour recommander les gènes modifiés dont les parents éclairés devraient espérer doter leur progéniture. Ils sont régulièrement les interlocuteurs les plus bruyants dans la salle lors des délibérations officielles en matière de politiques, leurs relations commerciales étant fièrement révélées et donc jugées irréprochables.

Bon nombre de ces scientifiques, chercheurs dans les domaines cognitif et cérébral, ainsi que des généticiens de Harvard, du MIT et du Santa Fe Institute, par exemple, ont énormément profité des largesses financières et du réseautage social du prédateur sexuel et adepte de l'eugénisme Jeffrey Epstein, souvent présentés l'un à l'autre par un ami d'Epstein qui était aussi leur agent. Certains des plus éminents d'entre eux sont restés en contact fréquent avec Epstein, assistant à des conclaves presque tous masculins (en ce qui concerne les principes scientifiques) dans ses diverses résidences, même après que ses crimes soient devenus connus de tous. Rien n'indique que la participation à ce milieu culturel atténuera l'influence de ces personnalités dans l'orientation des initiatives sur l'avenir biologique de l'humanité.

Vous avez tiré la sonnette d'alarme dans votre récent article The Biotech-Industrial Complex Gets Ready to Define What is Human (Le complexe Biotech-Industriel se prépare à définir ce qui est humain) en décrivant des expérimentations terrifiantes visant à créer des hybrides mi humains, mi animaux. Vous évoquez l'écrivain visionnaire H.G. Welles, et ce qui était hier de la science fiction est aujourd'hui une réalité. D'après vous, quel est le but réel de ces expériences ? Ont-elles un objectif clair ?

Mon intérêt pour les embryons chimères a commencé dans les années 1980, lorsque plusieurs articles ont montré que les mélanges de cellules d'embryons de chèvres et de moutons pouvaient produire des animaux viables et sains, qui étaient intermédiaires entre les deux types d'animaux. Les chimères sont différentes des hybrides, obtenues par croisement, en ce

que leurs cellules apparaissent au cours du développement avec l'identité de l'une ou de l'autre espèce : chaque cellule de la chimère chèvre-mouton (« geep » en anglais) est soit chèvre, soit mouton. Malgré cela, les « geeps » eux-mêmes n'étaient pas de l'une ou l'autre espèce, mais un composite. Depuis que les moutons et les chèvres ont divergé il y a environ 4 millions d'années, et que leur évolution séparée s'est accompagnée de nombreux changements génétiques, le résultat de la chimère a remis en question les idées conventionnelles sur la signification des frontières entre espèces et, partant, sur la rôle central des différences de gènes dans la définition de l'identité des organismes.

En 1997, le critique social Jeremy Rifkin, qui voulait savoir jusqu'où la biotechnologie pouvait aller sans porter atteinte aux valeurs de la société, m'a demandé si je pouvais proposer une invention biologique qui soit utile sur le plan médical, techniquement réalisable, mais qui serait suffisamment gênante pour justifier la nécessité des limites. Les chimères humaines et non humaines (p. ex. les singes, les porcs, les souris) correspondent à la demande, et Jeremy, par l'entremise de sa Foundation on Economic Trends, a financé mes efforts pour obtenir un brevet préemptif sur ces chimères, pour poser ces questions importantes au public (mais pas pour produire réellement les organismes des espèces mixtes).

Le brevet a été refusé après plusieurs cycles d'examens et de réponses, principalement parce que le U.S. Patent and Technology Office (Bureau américain des brevets et de la technologie) l'a jugé « sujet inapproprié ». Ils n'ont cependant jamais remis en question son utilité, puisqu'il est clair que des organismes mi-humains et mi-animaux seraient extrêmement utiles à la recherche scientifique en tant que sujets expérimentaux et sources d'organes transplantables.

Vingt-deux ans plus tard, certains scientifiques ont apparemment surmonté les scrupules (et même l'indignation, le dégoût et le déni du fait que des enquêteurs responsables entreprendraient un jour de produire des chimères de ce genre) exprimés à l'époque par l'OTP (ndlr: Patent and Technology Office), ainsi que par d'éminents scientifiques et autres commentateurs. Travaillant à l'échelle transnationale, des chercheurs basés aux États-Unis, mais ayant des affiliations et des collaborations au Japon et en Chine, ont réussi à négocier les aspects juridiques ambigus de la technologie pour produire des chimères singe-humain et porc-humain. Jusqu'à présent, on leur a juste permis de développer jusqu'au stade embryonnaire ou peut-être fœtal, mais les scientifiques ont clairement exprimé leur intention de produire à terme des chimères vivantes autonomes.

Comme nous l'avons vu plus haut, ces animaux chimériques en partie humains seraient très utiles pour la recherche scientifique et les thérapies médicales. Comme ils sont destinés à être produits à des fins expérimentales et non en tant que membres de la communauté humaine, ils ne soulèvent pas le même type de problèmes éthiques que le génie génétique expérimental d'enfants potentiels. Paradoxalement cependant, alors que cette technologie n'est utile que dans la mesure où les chimères peuvent être traitées comme des êtres sous-humains ou inférieurs à l'être humain, sa valeur scientifique et médicale augmente proportionnellement au fait que leur biologie se rapproche de celle de l'homme.

Ces expériences scientifiques ne sont-elles pas avant tout immorales ? La science n'a-t-elle pas été pervertie ?

La moralité se rapporte habituellement aux comportements entre et parmi les individus existants. Mais beaucoup de gens reconnaissent que confier aux gens l'avenir – que nous ne connaîtrons jamais – d'une planète dont l'environnement a été détruit, est profondément immoral. Dans les cas dont nous discutons, il s'agit de la production expérimentale de personnes potentielles, ou d'organismes dont la personnalité humaine peut être partielle ou incertaine, et il me semble que les décisions de prendre ces mesures irréversibles de civilisation, fondées sur une conception étroite, pratique ou commerciale, sont tout aussi immorales. Sans presque aucune délibération, si ce n'est sur l'efficacité de ces procédures, notre génération amènera la procréation humaine dans le domaine de l'optimisation de type industriel par la manipulation génétique expérimentale de personnes potentielles. Cela brouillera également la frontière entre les humains et les non-humains tout en s'approchant de l'humain aussi près que ce qui est socialement acceptable (une norme forcément glissante), en produisant des chimères.

Aucun média n'évoque ces faits graves que vous révélez dans vos écrits. Pourquoi ces expérimentations se déroulent-elles dans l'opacité totale ?

Les articles sur les » percées » biotechnologiques apparaissent tout le temps dans la presse populaire, mais sont rarement débattus ou contextualisés en ce qui concerne leurs implications sociales. Les «valeurs» ont un rythme journalistique différent, laissé aux auteurs en religion ou en philosophie. Les journalistes spécialisés dans la technologie sont généralement des libéraux. Pour eux et leurs éditeurs, la critique de la recherche sur les embryons est essentiellement un sujet tabou, qui se rapproche trop de la politique de l'avortement. Les rares auteurs conservateurs de ces technologies, qui apportent parfois une perspective culturelle plus inclusive, ne doutent pas que le rejet de l'avortement soit à la base de leurs critiques, ce qui les a tenus à l'écart du discours traditionnel favorable aux sciences. L'engagement de longue date des écrivains marxistes envers la science et la technologie semble s'être largement écarté de la biologie moderne.

Mon point de vue, et celui de ma co-auteure de Biotech Juggernaut, Tina Stevens, est que le droit d'une femme d'interrompre une grossesse est totalement différent d'un prétendu « droit » des scientifiques et des médecins d'utiliser des embryons humains comme matériel expérimental pour produire des personnes génétiquement modifiées ou quasi-humaines. Cependant, notre position semble traverser trop de frontières idéologiques pour être prise en compte par les journalistes.

De plus, le déterminisme génétique est tellement enraciné chez les élites instruites que les récents succès du CRISPR et des techniques connexes pour modifier avec précision les gènes ont renforcé l'idée que la modification des embryons d'une manière prévisible n'est qu'une question de mise au point technique et de dépassement des traditions cachées. Si les journalistes laissaient entendre le contraire, ils risqueraient de perdre leurs sources dans les communautés scientifiques et bio-entrepreneuriales. Lorsque j'ai annoncé le dépôt de ma demande de brevet de chimère en 1998, mon argumentation a été commentée et l'affaire a fait l'objet d'un examen et d'une réponse jusqu'à son rejet en 2005 (que j'ai refusé de contester) dans une série d'articles du Washington Post. Toutefois, mes récentes tentatives, en tant que biologiste du développement ayant une position critique, une histoire d'engagement et même un livre sur ces questions, de placer des éditoriaux sur la modification des embryons et la production de chimères dans ces journaux, le New York Times, le Wall Street Journal et même la Nation, ont été infructueuses. Que ce soit par crainte de paraître anti-entrepreneuriat, anti-science ou anti-génétique, ces espaces journalistiques semblent s'être embarqués dans l'engrenage des biotechnologies des générations à venir.

J'aimerais trouver une quelconque dynamique compensatrice, mais il me semble que nous nous dirigeons vers un avenir techno-eugénique. Des chimères homme-animal sont déjà en cours de production ; le calibrage de leur degré acceptable d'humanité ne sera qu'une question de morale sociale. À l'heure actuelle, les porcs dotés d'un cerveau humain sont considérés comme un pas de trop, et les scientifiques qui les supervisent ont promis de détruire tous les animaux d'espèces mixtes qui présentent des signes de conscience humaine. Cependant, lorsque des modèles d'affaires impliquant, par exemple, la reconstruction post-chirurgicale ou l'amélioration cognitive à l'aide de tissus provenant de ces animaux émergeront, il est presque certain que cela va changer.

En ce qui concerne l'ingénierie embryonnaire avec l'intention de produire une progéniture améliorée, la technologie n'est certainement pas prête pour une application générale. Je ne peux concevoir qu'un biologiste ou qu'une personne bien informée et fortunée puisse consentir à ce que ses enfants potentiels soient bricolés par ces méthodes. Pour cette raison, la question de Walter Isaacson dans son article mentionné ci-dessus, à savoir si les riches devraient être autorisés à acheter les meilleurs gènes, est prématurée et trompeuse. Tout gène spécifique, même s'il peut s'avérer être le « meilleur » dans un contexte donné, est une ressource reproductible à l'infini. La bonne question est plutôt de savoir si (et, de façon plus réaliste, comment) la technologie peut être adaptée pour les riches.

Dans son essai, Isaacson discute de la proposition de James Watson, prix Nobel d'eugénisme, de rendre le génie génétique « plus équitable » (c'est-à-dire accessible aux pauvres) en diminuant la protection conférée par les brevets sur la technologie. Isaacson considère cela comme une expression tardive de la générosité libérale de Watson, mais cela semble naïf. Compte tenu des antécédents de Watson, nous savons quel secteur de la société a, à son avis, le plus besoin de nettoyage génétique et lequel conviendrait le mieux pour devenir le sujet expérimental de première ligne avant qu'il ne soit prêt pour les heures de grande écoute.

Vous êtes quelques militants qui dénoncez ce dévoiement de la science. D'après vous, quel est le moyen le plus efficace pour contrer ces expérimentations inhumaines et contre nature ?

J'aimerais croire qu'on peut y parvenir en formant mieux les scientifiques afin qu'ils soient sensibilisés aux déterminants sociaux de la science et de la technologie et à leurs utilisations à travers l'histoire. Mais malheureusement, il ne s'agit pas seulement d'un problème d'acteurs individuels. En outre, le public dans son ensemble doit faire face à des problèmes d'actualité plus pressants, le climat et l'environnement, le militarisme et la guerre, la pauvreté et les inégalités, pour s'attendre à ce qu'il se mobilise face à ces menaces d'avenir, aussi importantes soient-elles. Je ne crois pas que la perspective d'introduire la procréation humaine et la définition de la nature humaine biologique dans le système marchand puisse être résolue au sein du capitalisme, mais les autres problèmes mentionnés non plus.

Sur un tout autre chapitre, celui de la politique, quelle est votre analyse du bilan de la présidence Trump ? Ne pensez-vous pas que ce sera dangereux pour les États-Unis et le reste du monde s'il se fait réélire ?

L'administration Trump est en train d'aggraver presque tout, et ce sera inévitablement un désastre pour tout le monde s'il est réélu. Mais en ce qui concerne l'ingénierie embryonnaire, les conservateurs qui contrôlent les politiques scientifiques et médicales représentent un répit temporaire en raison de leur position anti-avortement. Comme il est mentionné plus haut, le domaine techno-eugénique est essentiellement un projet libéral et s'accélérera probablement si les démocrates reviennent au pouvoir. Les démocrates à la Chambre des représentants étaient prêts à mettre fin à l'interdiction américaine de la construction d'embryons de trois personnes lors du dernier examen du budget et n'ont échoué que dans les derniers jours en raison des contre-indications techniques qui ont été découvertes. Il ne fait aucun doute que les universitaires et les entreprises qu'ils représentent travaillent d'arrache-pied pour dissiper ces objections valables. Mondialisation.ca, 08 septembre 2019

Et vous n'avez pas peur ? Attendez, ils ont trouvé plus grandiose que le communisme, le terrorisme et le changement climatique réunis

Le trou noir au centre de notre galaxie est devenu plus affamé et lumineux que jamais - Business Insider 16 septembre 2019

Le trou noir supermassif a connu des "changements sans précédent", selon les scientifiques. NASA

LVOG - Comme la Terre, quelle coïncidence troublante !

Business Insider - Un trou noir qui se trouve au centre de notre galaxie, normalement inoffensif, s'est régalé de tout ce qui est venu dans sa direction — un phénomène que les scientifiques n'ont pas observé depuis 24 ans.

LVOG - Pour un peu il va nous dévorer aussi !

Business Insider - Aujourd'hui, son appétit inhabituel laisse penser que le trou noir pourrait finalement entrer dans une nouvelle phase.

LVOG - C'est franchement inquiétant, non ?

Business Insider - Les scientifiques pensent que si ce ne sont pas des étoiles, cela pourrait être des astéroïdes. En effet, si un astéroïde assez gros a été pris dans la gravité du trou noir, il pourrait être la cause de ce gros repas.

LVOG - Ouf, nous voilà un peu soulager !

Business Insider - Quoi qu'il en soit, le phénomène n'affecte en rien la Terre. Le trou noir se trouve à 26 000 années-lumière de notre planète et ne représente aucune menace immédiate.

LVOG - Enfin, sauvés ou presque, dans l'immédiat, mais plus tard ?

Business Insider - Pour qu'il y ait des répercussions sur Terre, il faudrait que la luminosité soit 10 milliards de fois supérieure à celle observée actuellement.

LVOG - Qui sait, qui sait ? C'est cela le "business". Vous ne voyez pas le rapport ? Alors c'est que vous êtes passé à côté.

Business Insider 16 septembre 2019

Toujours plus fort, mais ça plane un peu moins haut ou moins loin, mais qui sait ?

LVOG - Vous apprécierez la posture qui consiste à vous inviter à ne pas "forcément accréditer l'hypothèse extraterrestre", alors que le titre était plus que suggestif, affirmatif ou sans ambiguïté, du grand art !

Des vidéos d'OVNIS reconnues authentiques par l'armée américaine - Le HuffPost 17.09

La Navy, l'une des branches de l'armée américaine, a confirmé le 10 septembre au site spécialisé dans les objets volants non identifiés The Black Vault l'authenticité de trois vidéos. Des enregistrements infrarouge capturés par les systèmes de navigation d'avions de chasse. (...)

Datant de 2015, mais diffusés dans la presse deux ans plus tard, ces documents ont de quoi troubler les esprits les plus pragmatiques: tant les objets non identifiés, clairement capturés par une technologie de pointe, que les commentaires des pilotes effarés rendent ces enregistrements particulièrement intéressants.

Le mystère planant autour de ces objets volants non identifiés ne doit pourtant pas forcément accréditer l'hypothèse extraterrestre. La manière dont se déplacent les objets peut aussi faire penser, par exemple, à des drones militaires d'une nouvelle génération. Que la Navy ait décidé de confirmer, deux ans après leur diffusion, l'authenticité de ces images n'est peut-être pas anodin non plus, dans un secteur -le domaine militaire- où les innovations sont divulgués au compte-gouttes. Le HuffPost 17.09

LVOG - Vous n'avez toujours pas peur ? Tenez, je vous ai dégoté un truc à vous faire frémir.

Brexit dur : le rapport choc qui dévoile un scénario catastrophe - euronews

---

L'effroyable imposture du 11 Septembre 2001 craque de partout.

Je viens de découvrir un article sur le 11 Septembre 2001 que je n'avais jamais lu, alors qu'il avait été publié dès le lendemain par le portail canadien, le Centre de recherche sur la mondialisation (Global Research - mondialisation.ca) qu'aucun dirigeant du mouvement ouvrier ne pouvait ignorer. A l'époque j'ignorais l'existence de ce portail et bien d'autres d'un intérêt crucial...

L'auteur de cet article précisait en guise de présentation que "*Le texte ci-dessous a pour object d'analyser l'histoire d'Oussama ben Laden et des liens entre la Jihad islamique et la politique étrangère des États-Unis depuis la Guerre froide.*". mondialisation.ca 12 Septembre 2001

LVOG - Ces liens une fois connus, la précipitation avec laquelle l'administration américaine s'est employée à attribuer à ben Laden les attaques du 11 Septembre devait faire jaillir immédiatement au minimum dans la tête d'une personne disons normalement constituée un doute sur la version officielle, l'ampleur et la complexité de l'opération, la très lourde logistique qu'elle avait nécessitée, la multitude de facteurs ou acteurs qu'elle impliquait dont certains avaient dû être neutralisés, la rendait définitivement invraisemblable, ce qui sera amplement vérifié par la suite.

Question : Dans ces conditions, comment se fait-il que 18 ans plus tard la totalité des dirigeants du mouvement ouvrier continuent de colporter la version officielle rocambolesque de Bush, Rumsfeld, Cheney, Powell ? C'est à croire qu'ils finiront par être les seuls à la soutenir. Comment ne pas s'interroger sur leurs réelles intentions, sur leur intégrité.

Dix-huit ans après le 11 septembre 2001 par Dr. Paul Craig Roberts - Mondialisation.ca, 11 septembre 2019

J'aimerais que les lecteurs me disent si par hasard, ils ont appris par la presse écrite, télévisée ou par la radio publique nationale, que des professionnels hautement qualifiés ont étudié pendant quatre ans l'écroulement du building WTC-7. Cette équipe internationale d'ingénieurs civils a conclu que l'explication officielle de l'effondrement du bâtiment 7 est mensongère de A à Z. (...)

Les seules recherches réelles ont été faites par des scientifiques, des ingénieurs et des architectes privés. Ils ont trouvé des indices évidents montrant que de la nanothermite avait servi à détruire les tours jumelles. Plus de 100 pompiers premiers intervenants ont témoigné avoir ressenti un grand nombre d'explosions à l'intérieur des tours, dont une énorme explosion dans le sous-sol d'une des tours, avant les impacts des avions de ligne. De nombreux pilotes militaires et civils ont attesté que les manœuvres des avions impliqués dans les attentats au WTC et au Pentagone, dépassaient leurs compétences et très certainement l'habileté des prétendus pirates de l'air. Chose ahurissante, il n'y avait pas d'épaves d'avions sur les sites d'impact, etc. etc. Et il n'est plus contestable que le bâtiment 7 a fait l'objet d'une démolition contrôlée.

En se référant aux faits connus, des gens bien informés et des experts ont conclu que les événements du 11/9 sont un coup monté de l'intérieur, organisé par le vice-Président Dick Cheney, son équipe de néocons et Israël. Ils l'ont fait dans le but de [de forcer l'armée des États-Unis à] réorganiser le Moyen-Orient dans l'intérêt d'Israël, en enrichissant au passage le Complexe militaro-sécuritaire étasunien.

La plupart des gens ne sont pas au courant du rôle joué par le directeur du FBI Robert Mueller, dans la défense de l'histoire officielle du 9/11 contre les faits. Paul Sperry révèle dans le New York Post les nombreuses démarches de Mueller visant à dissimuler les faits au Congrès et au public.

Patrick Pasin, l'auteur français du livre « Le FBI, complice du 11 septembre« , apporte une preuve supplémentaire montrant que Mueller a abusé de sa fonction en s'employant à protéger le mensonge officiel.

Le livre de Pasin raconte de manière convaincante comment l'histoire de l'attentat sous faux drapeau a été protégée grâce à la censure des faits connus. Il détaille le plan « grâce auquel le FBI a tenté de prouver, quel qu'en soit le coût, la véracité de l'histoire de complot du gouvernement ». Gardez à l'esprit que Mueller est celui que l'État profond a collé sur le dos du Président Trump. Le sale travail est l'affaire de Mueller. (...)

Le livre de Pasin est facile à lire. En exposant simplement le déroulé des événements, il dévoile falsification après falsification, mensonge après mensonge. La fausseté manifeste de l'histoire officielle est révélée au monde, et les experts qui le font sont qualifiés de « théoriciens du complot » par des gens trop stupides et ignorants pour supporter ce que dévoile leurs livres.

Voilà les États-Unis du XXIe siècle et, apparemment, le reste de la population mondiale n'est pas plus brillante.

Dans 3 jours, ce sera le 18ème anniversaire du 11 septembre. Qu'avons-nous appris pendant ces 18 ans ? Nous avons appris que des milliers d'experts disposant de preuves tangibles, ne peuvent rien contre un mensonge officiel évident. Mondialisation.ca, 11 septembre 2019

De plus en plus d'Étasuniens remettent en question l'histoire officielle du 11-Septembre alors que de nouvelles preuves contredisent le récit officiel par Whitney Webb - Mondialisation.ca, 12 septembre 2019

Extrait.

...après 18 ans, et grâce aux efforts inlassables des familles des victimes, des premiers intervenants, des scientifiques et des ingénieurs, le vent semble tourner, alors que de nouvelles preuves continuent d'apparaître et que de nouvelles enquêtes sont demandées. (...)

Par exemple, à la fin de juillet, les commissaires d'un service d'incendie de la région de New York, qui ont réagi aux attaques et ont perdu l'un des leurs ce jour-là, ont demandé une nouvelle enquête sur les événements du 11 septembre. Le 24 juillet, la commission des commissaires du Franklin Square Munson Fire District, qui dessert une population d'environ 30 000 personnes près du Queens, a voté à l'unanimité en faveur d'une nouvelle enquête sur ces attaques.

Alors que l'appel à une nouvelle enquête lancé par un service de pompiers de New York impliqué dans l'effort de sauvetage semble normalement digne d'intérêt pour les médias qui rallient souvent les Étasuniens à « ne jamais oublier », l'appel des commissaires à une nouvelle enquête a été accueilli avec un silence total dans les médias grand public. La raison probable de la rareté de la couverture médiatique d'un vote par ailleurs digne d'intérêt était probablement due au fait que la résolution qui demandait la tenue d'une nouvelle enquête contenait la clause suivante :

« Attendu que la preuve accablante présentée dans ladite pétition démontre sans l'ombre d'un doute que des explosifs et/ou incendiaires préinstallés – pas seulement les avions et les incendies qui ont suivi – ont causé la destruction des trois bâtiments du World Trade Center, tuant la grande majorité des victimes qui ont péri ce jour-là » .

Dans le monde de l'après-11 septembre, ceux qui ont fait de telles affirmations, aussi bien fondées soient-elles, ont souvent été ridiculisés et attaqués en tant que « théoriciens du complot » pour avoir remis en question les affirmations officielles selon lesquelles les trois bâtiments du World Trade Center s'étaient effondrés le 11 septembre parce qu'elles avaient été frappées par des avions et à cause des incendies qui en ont découlé. Pourtant, il est beaucoup plus difficile de lancer ces mêmes attaques contre les membres d'un service de pompiers qui a perdu un de ses membres le 11 septembre et dont plusieurs membres ont participé aux efforts de sauvetage de cette journée, dont certains souffrent encore de maladies chroniques en conséquence. (...)

Bien que la remise en question des conclusions officielles de la première enquête fédérale sur les attentats du 11 septembre ait été traitée comme un tabou dans le paysage médiatique américain depuis des années, il convient de noter que même ceux qui ont dirigé la commission ont dit que l'enquête avait été « conçue pour échouer » dès le départ et que des fonctionnaires fédéraux les avaient trompés et leur avaient menti à plusieurs reprises au sujet des événements du jour en question.

Par exemple, le Président et le vice-Président de la Commission du 11 septembre 2001, Thomas Kean et Lee Hamilton, ont écrit dans leur livre « Without Precedent » que non seulement la commission avait été privée de fonds et de ses pouvoirs d'enquête étrangement limités, mais qu'elle avait été entravée et carrément trompée par les hauts fonctionnaires du Pentagone et de la Federal Aviation Authority (FAA). Comme d'autres commissaires, ils ont déclaré sans ambages que le rapport « officiel » sur les attentats était incomplet, imparfait et incapable de répondre aux questions clés concernant les attentats terroristes. (...)

Peu de temps après que le Franklin Square and Munson Fire District ait demandé la tenue d'une nouvelle enquête sur les attentats du 11 septembre, une étude universitaire révolutionnaire a donné encore plus de poids à l'appel des commissaires pour un nouvel examen des preuves concernant l'effondrement des trois bâtiments du World Trade Center. Alors que la plupart des Étasuniens savent très bien que les tours jumelles se sont effondrées le 11 septembre, ils sont moins nombreux à savoir qu'un troisième bâtiment – le World Trade Center Building 7 – s'est également effondré. Cet effondrement s'est produit sept heures après la chute des tours jumelles, même si le WTC 7, ou « bâtiment 7 », n'a jamais été frappé par un avion.

Ce n'est que près de deux mois après son effondrement que les rapports ont révélé que la CIA avait un « bureau secret » dans le WTC 7 et que, après la destruction du bâtiment, « une équipe spéciale de la CIA a fouillé les décombres à la recherche de documents secrets et de rapports de renseignements stockés dans la station, sur papier ou dans des ordinateurs« . Le WTC 7 abritait également des bureaux pour le Département de la Défense, les Services Secrets, le bureau du Maire de New York pour la gestion des urgences et la banque Salomon Brothers.

Bien que l'histoire officielle concernant l'effondrement du WTC 7 cite les « incendies incontrôlés de bâtiments » comme conduisant à la destruction du bâtiment, une majorité d'Étasuniens qui ont vu les images de la tour de 47 étages descendre sous quatre angles différents rejettent massivement l'histoire officielle, selon un nouveau sondage mené par YouGov au nom des architectes et ingénieurs pour « 9/11 Truth » et publié lundi.

Ce sondage a révélé que 52 % des personnes qui ont vu les images étaient sûres ou soupçonnées que la chute de l'immeuble était due à des explosifs et qu'il s'agissait d'une démolition contrôlée, et que 27 % ont dit ne pas savoir quoi faire de ces images. Seulement 21 % des personnes interrogées étaient d'accord avec l'histoire officielle selon laquelle le bâtiment s'est effondré à cause des seuls incendies. Avant de voir les images, 36 % des répondants ont dit qu'ils ne savaient pas qu'un troisième

bâtiment s'était effondré le 11 septembre et que plus de 67 % n'étaient pas en mesure de nommer le bâtiment qui s'était effondré.

Un autre résultat important du sondage de YouGov est que 48 % des répondants ont appuyé une nouvelle enquête sur les événements du 11 septembre, alors que seulement 15 % s'y sont opposés. Ceci montre que non seulement le récent appel du Franklin Square Fire District pour une nouvelle enquête en accord avec l'opinion publique américaine, mais que visionner les images de l'effondrement du WTC 7 soulève plus de questions que de réponses pour de nombreux Étatsuniens, questions qui n'ont pas été suffisamment traitées par l'enquête officielle de la Commission du 11 septembre.

Les Étasuniens qui estimaient que les images vidéo de l'effondrement du WTC 7 ne correspondaient pas au récit officiel et semblaient montrer une démolition contrôlée ont maintenant plus de preuves scientifiques sur lesquelles s'appuyer après la publication d'une nouvelle étude universitaire qui a constaté que le bâtiment est tombé pas à la suite de l'incendie mais de « la rupture quasi simultanée de chaque colonne dans l'immeuble« . L'étude approfondie de quatre ans a été menée par le Department of Civil and Environmental Engineering de l'Université de l'Alaska et a utilisé des modèles informatiques complexes pour déterminer si le bâtiment était vraiment le premier gratte-ciel à ossature d'acier à s'être effondré uniquement en raison d'incendies de bureaux.

L'étude, actuellement disponible sous forme d'ébauche, a conclu que les « incendies incontrôlés de bâtiments » n'ont pas conduit le bâtiment à tomber dans son empreinte – en chute libre à plus de 100 pieds à la vitesse de la gravité pendant 2,5 secondes de son effondrement de sept secondes – comme cela a été officiellement affirmé. J. Leroy Hulsey, Dr. Feng Xiao et Dr. Zhili Quan – a conclu que « le feu n'a pas causé l'effondrement du WTC 7 le 11 septembre, contrairement aux conclusions du NIST [National Institute of Standards and Technology] et des sociétés privées qui l'ont étudié« , mais que l'effondrement du WTC 7 était un échec mondial impliquant la rupture quasi simultanée de chaque colonne dans l'immeuble.

Cette « défaillance quasi simultanée de chaque colonne » du WTC 7 suggère fortement que des explosifs ont été impliqués dans son effondrement, ce que confirment les déclarations de Barry Jennings, alors directeur adjoint des services d'urgence de la New York City Housing Authority. Jennings a dit à un journaliste le jour de l'attaque que lui et Michael Hess, alors conseiller juridique de la ville de New York, avaient entendu et vu des explosions dans le WTC 7 plusieurs heures avant son effondrement et avaient ensuite répété ces affirmations au cinéaste Dylan Avery. Les premiers intervenants qui ont aidé à sauver Jennings et Hess ont également affirmé avoir entendu des explosions dans le WTC 7. Jennings est décédé en 2008, deux jours avant la publication du rapport officiel du NIST qui attribuait l'effondrement du WTC 7 aux incendies. À ce jour, aucune cause officielle de décès pour Jennings n'a été donnée. Mondialisation.ca, 12 septembre 2019

Pendant que nos dirigeants observent l'histoire par le petit trou de la lorgnette, que peut-il en sortir ?

Lu dans un autre article publié le même jour par le même portail.

- L'opinion publique mondiale est également amenée à croire qu'un Boeing 757 – d'une envergure de 38 mètres – a réussi à pénétrer le Pentagone par un trou de six mètres de large et de la hauteur du premier étage. Un Boeing 757 avec train d'atterrissage mesure 13 mètres de haut.

L'opinion publique mondiale est également invitée à croire que la physique newtonienne a été suspendue comme bonus spécial pour le WTC 1 et 2 le 11 septembre (sans parler du WTC 7, qui n'a été touché par aucun avion). La tour la plus lente du WTC a mis 10 secondes pour tomber de 411 mètres, à partir de l'immobilité. Elle est donc tombée à 148 kilomètres à l'heure. Compte tenu du temps d'accélération initial, c'est une chute libre, notamment entravée par 47 énormes poutres d'acier verticales qui constituaient le cœur de la structure de la tour.

L'opinion publique mondiale est également amenée à croire que le vol 93 de United Airlines – 150 tonnes d'un avion de 45 personnes, 200 sièges, bagages, une envergure de 38 mètres – s'est écrasé dans un champ en Pennsylvanie et s'est littéralement pulvérisé, disparaissant totalement dans un trou de six mètres par trois mètres de large et seulement deux mètres de profondeur. Mondialisation.ca, 12 septembre 2019

LVOG - Il faut être mentalement déséquilibré ou sous influence idéologique pour croire une histoire aussi extravagante, et ce n'est là qu'un infime échantillon des faits, preuves et témoignages accumulés qui prouvent de manière irréfutable que la version officielle était mensongère.

Le dossier le plus exhaustif et actualisé, mais qui peut aussi comporter quelques aspects contestables ou contradictions.

Qui a organisé les attentats du 11 Septembre 2001 ?
http://wiki.reopen911.info/index.php/Accueil

TROISIEME PARTIE

La retraite, mais laquelle ?

Battre en retraite, non, passer à l'offensive !

Retraites : 72% des Français ne pensent pas qu'Edouard Philippe proposera une bonne réforme, selon un sondage - Franceinfo 12 septembre 2019

Par ailleurs, Edouard Philippe "est plus que jamais vu comme étant 'de droite'" puisque deux tiers des Français le pensent... Franceinfo 12 septembre 2019

LVOG - Mais pas Macron, normal puisque l'extrême-centre est d'extrême droite...

Perfidie. Quand le pouvoir politique se sert du "***levier***" médiatique pour manipuler les consciences et atteindre son objectif.

LVOG - Il ne faut pas oublier que la communication du pouvoir politique n'a aucun effet, si elle n'est pas relayée par le pouvoir médiatique, matraquée pour s'incruster dans le cerveau et s'imposer.

Perfidie vaut mieux que déloyauté, car on ne demandera pas à Macron ou Delevoye d'être loyal envers le peuple, pourquoi devraient-ils l'être puisqu'ils représentent déjà les intérêts de l'oligarchie financière.

Si l'"*authentique*" motivation de Macron et Delevoye est "*dissimulé sous d'obscures formulations*" pour tromper les travailleurs, vous appelez cela comment ?

Ce n'est pas un complot, pourquoi tout de suite les grands mots, non, c'est juste une "*ruse*", admirer l'entourloupe, ils font preuve de tolérance entre eux. Et pour ceux que la ruse présenterait encore des risques ou des inconvénients, ils peuvent toujours qualifier ce procédé frauduleux de "*précaution langagière*", ils ne sont jamais avares de figures de rhétorique ou d'euphémismes oiseux ou avantageux quand il s'agit de minimiser leurs forfaits ou de les sous-estimer, c'est d'ailleurs le seul endroit où s'exerce leur modestie. Attention, quand ils s'en flattent ou vous invitent à les imiter, c'est sans doute qu'ils préparent une saloperie contre vous ! La preuve.

Cette ruse de De Gaulle que Macron utilise pour faire passer la réforme des retraites - Le HuffPost 18.09

M. Delevoye a été nommé au gouvernement pour conduire la grande réforme du système de retraite français. Pourtant, alors que ce dernier avait construit une usine rhétorique dont les précautions langagières prônaient, dans un rapport remis à Matignon le 18 juillet dernier, l'augmentation de l'âge de départ en retraite à taux plein, le Président l'a désavoué en direct sur France 2 et enterré le seuil des 64 ans. Macron trancha sans ambages: "on voit bien que cet âge pivot n'est pas bien compris". Comment un Haut-commissaire désavoué peut-il donc ensuite bénéficier dans la foulée d'une promotion au gouvernement afin de poursuivre une réforme essentielle pour la bonne santé politique d'un Président de la République tout juste remis d'une épidémie en jaune?

Derrière cela se cache une stratégie politicienne dont la communication est un levier essentiel.

Pourquoi M. Delevoye a-t-il travaillé d'arrache-pied à échanger patiemment avec certains partenaires sociaux pour penser une authentique réponse reposant sur un report de l'âge de départ à la retraite dissimulé sous d'obscures formulations? Il s'agissait de faire avancer le dossier en donnant du corps au nouveau positionnement du Président de la République engagé dans la mise en place de l'acte 2 de son quinquennat. Celui d'un président qui a changé, qui opte pour la consultation. En agissant ainsi, le Président donne l'impression d'entendre les arguments de la CFDT, pion essentiel à la réussite de sa réforme.

Delevoye et Macron remettent au goût du jour une vieille tactique utilisée par De Gaulle. Cette technique de la ruse délibérative nous est détaillée par Pierre-Henri Tavoillot dans l'ouvrage: "Comment gouverner un peuple-roi?". Le 12 juillet 1961, Alain Peyrefitte est reçu en audience par De Gaulle sur la situation en Algérie. L'échec du projet d'assimilation dessine de plus en plus le scénario de l'indépendance. Mais à quelles conditions, c'est l'enjeu des négociations secrètes engagées avec le FLN. De Gaulle avait évoqué la possibilité d'un "regroupement des Européens d'Algérie" qui pourrait esquisser un partage. Peyrefitte objecte mais De Gaulle indique: "Ce n'est pas idéal, mais il ne serait pas mauvais que le FLN se rende compte qu'on va vers ça, s'il continue à fuir le contact". Et De Gaulle de proposer à son très fidèle Peyrefitte: "Vous qui écrivez, pourquoi n'approfondiriez-vous pas cette solution dans des articles de journaux?". Peyrefitte se met à la tâche et prépare un livre. Prêt à être publié, Peyrefitte se rend à nouveau auprès du Général de Gaulle.

Ce dernier s'étonne: "On me dit que vous faites campagne pour le partage de l'Algérie et que vous voulez même publier un livre?". Peyrefitte s'étouffe. Le Général ajoute: "En clair vous souhaitez faire un Israël français. Si nous suivons cette solution,

nous dresserons la Terre entière contre nous". Dépité par autant de culot, Peyrefitte propose de mettre au pilon son ouvrage.

"Gardez-vous-en bien! Ça peut encore servir. La seule chose que je vous demande, c'est de ne pas laisser entendre que je suis favorable à cette solution".

Trois mois plus tard, en mars 1962, les négociations avec le FLN aboutissent; l'indépendance est actée. "Mieux vaut la paix dans la coopération que la séparation dans la violence" conclut De Gaulle lors d'un dernier entretien sur ce point avec son collaborateur.

MM. Macron et Delevoye ont saisi comme De Gaulle et Peyrefitte en leur temps que l'espace public est une puissante arme de négociation. Et que la communication défend efficacement les intérêts de l'émetteur lorsqu'elle est utilisée avec intelligence et la dose convenable de machiavélisme. ("C'était de Gaulle", t.1, partie I, chapitre XII, de Alain Peyrefitte) Le HuffPost 18.09

LVOG - Quand la soi-disant intelligence se fait machiavélique, il y a de quoi s'inquiéter, c'est qu'on en présence de personnages animés d'intentions malfaisants et aux intérêts inavouables.

Au temps des conciliateurs.

Editorial de la Tribune des travailleurs (POID) publié le 11 septembre 2019.

Titre : Préserver l'existant, condition des conquêtes futures par Daniel Gluckstein.

LVOG - D'accord, mais à condition de bien cerner de quoi se compose "*l'existant*", de ne rien oublier ou de ne pas faire l'impasse sur ses aspects peu reluisants et dont certains sont indéfendables. Absolument tout doit être mis sur la table plus que jamais et faire l'objet d'une discussion, de toute manière si vous vous y refusez, les travailleurs s'en chargeront sans vous demander votre autorisation, donc cette attitude serait dérisoire. Cette condition est indispensable pour inspirer confiance aux travailleurs et les aider à comprendre dans quelle société nous vivons, sans quoi vous pourrez dire adieu aux "*conquêtes futures*"... et au socialisme.

Gardez en mémoire avant de lire la suite, qu'ici on s'adresse uniquement aux travailleurs et aux militants, pas à L'Humanité, au PCF ou aux dirigeants syndicaux corrompus, nous n'avons rien à leur dire et nous n'en attendons rien.

"*Préserver l'existant*", en voilà une expression particulièrement maladroite, faudrait-il qu'à force de compromis, reniements, trahisons, l'existant ne soit pas devenu synonyme d'injustices insupportables au point d'être indéfendable, car à ce compte-là, on sait ce qui se passe ou comment cela se termine, on finit par s'accommoder de tout ou tout justifier, et c'est bien là qu'est le problème dans cette formulation.

Mon dernier salaire net déclaré en 1996 était environ de 11.000 francs, soit environ 2.000 euros, n'ayant cotisé que 21 annuités au lieu de 42, j'aurais dû percevoir une retraite divisée par 2, soit 1.000 euros ou un peu moins. Mais voilà "*l'existant*" en a décidé autrement, en tenant compte de salaires ridiculement bas 25 ans en arrière et en m'imposant une décote de 37,5% on m'imposa la double peine en somme, du coup ma retraite générale atteint péniblement 243 euros et des poussières, et ma retraite complémentaire, 141,67 euros, la triple peine en tenant compte de la variation du taux de change entre l'euro et la roupie, puisque ma retraite est directement versée sur mon compte en banque en Inde, je n'ai plus de compte bancaire en France.

On me répliquera peut-être que je devais le savoir, oui et non ou en partie seulement, peu importe puisque je ne regrette rien, et puis je ne me plains pas, j'ai pris mes responsabilités et je l'assume, jusqu'à présent par principe j'ai refusé toute aide financière de mes proches ou de ma famille. Au moins j'aurais pu profiter de la vie encore jeune, ce qui malheureusement ne fait pas partie de "*l'existant*" à "*préserver*" pour l'immense majorité des travailleurs, pour ne pas dire tous, car je n'en connais pas, qui, s'ils en avaient le choix, décideraient de revivre la même existence parce qu'ils s'estimeraient heureux.

"*L'existant*", personne ne se le représente de la même manière. Y sont attachés ceux qui ont conscience d'avoir encore quelque chose à perdre, les autres ou la majorité s'en fout quand bien même elle aurait aussi quelque chose à perdre.

Si "*l'existant*" est le produit de la lutte de classe depuis deux siècles, force est de revoir le bilan amplement à la baisse compte tenu qu'elle a été négative depuis près de 40 ans. A un moment donné la quantité se transforme en qualité et finit par changer de nature, un avantage devient un inconvénient, un handicap ou un obstacle, les aspects négatifs l'emportent sur les aspects positifs ou l'inverse selon de quoi il s'agit...

Allez donc raconter à tous ceux qui perçoivent une retraite de misère, à tous ceux qui ont un membre de leur famille ou un proche qui perçoit une retraite de misère, qu'ils doivent se mobiliser pour "*préserver l'existant*", je ne suis pas sûr que votre discours sera bien reçu, et tout le reste est à l'avenant. On se passera bien de vous le décrire "*l'existant*" à "*préserver*", il est si laid. Mieux, si aujourd'hui vous n'avez que 30, 40 ou 50 ans, on passera sous silence que d'ici que vous preniez votre retraite, la collaboration de classes aura commis de nouveaux ravages et la défense de "*l'existant*" à "*préserver*" ressemblera davantage à un exercice de soutien au régime en place, c'est d'ailleurs déjà le cas en partie aujourd'hui en s'y prenant de cette manière C'est une

contradiction ou plutôt un paradoxe que l'on peut facilement gérer, encore faut-il l'admettre et en tenir compte, ce qui n'est évidemment pas le cas des opportunistes.

Si on s'en tient au contenu de "*l'existant*" tel qu'il existe de nos jours, si on tient à le conserver tel quel, ne comptez pas sur moi pour le défendre. En revanche, s'il s'agit de combattre le projet de contre-réforme des retraites de Macron en remettant au premier plan ou à l'honneur le droit à la retraite que "*l'existant*" piétine, à savoir le droit à la retraite à taux plein et sans condition dès 50 ans, âge à partir duquel nos capacités physiques commencent à décliner, aucune retraite en dessous de 2.000 euros nets, le minimum pour vivre décemment, retraite de réversion sans décote, etc. dans ce cas-là j'en serais, d'une part parce que je ne peux pas défendre un système de retraite devenu infâme, et d'autre part, je ne peux concevoir que ce soit le régime en place qui dicte les limites ou les objectifs de mon combat politique ou alors je n'en serais plus digne et je ferais mieux de consacrer mes vieux jours à autres choses, au jardinage par exemple !

Et puis "*l'existant*" est voué à disparaître un jour ou l'autre, il n'est pas éternel en l'état, non ?

Il peut passer par des phases de relative stabilité ou équilibre, pour ensuite passer par des phases plus agitées ou mouvementées lors desquelles il connaîtra de profondes transformations, qui parfois le rendront méconnaissable ou qui détermineront son orientation. La question qui nous intéresse est de savoir comment se réalisent ces transformations quels sont les facteurs qui y participent ? Mais surtout, quand, à quelle occasion, à quel moment précis la quantité va se transformer en qualité, pour être prêt ce jour-là à agir pour les orienter dans la bonne direction si nécessaire.

Il y avait quelques aspects franchement répugnants dans cet éditorial, par exemple : "*Le secrétaire national du PCF est dans son rôle en dessinant son programme de gouvernement*", chacun son rôle et le troupeau sera bien gardé, on a compris. Nous, nous ne reconnaissons aucun rôle à cette pourriture, ce qui n'est pas tout à fait exact, hormis celui de fossoyeur de l'avenir de la civilisation humaine, ce n'est quand même pas rien !

"*Au plus tôt, ses propositions* (du PCF - LVOG) *ne pourraient être prises en compte qu'après une (hypothétique) victoire électorale*" ou plutôt jamais, de toutes manières aucune proposition du PCF ne fait le compte, mais peut-être que Gluckstein s'en contenterait, il se contente bien de "*l'existant*" !

Gluckstein a réussi à se convaincre qu'ils avaient posés des "*questions, cruciales pour tous les travailleurs"*, alors qu'on a plutôt l'impression qu'il est passé sciemment à côté.

C'est significatif qu'il termine son éditorial en lançant un appel dans cet ordre-là : "*maintien de nos 42 régimes de retraite, non à la retraite par points, retrait du plan Macron-Delevoye !*". En l'inversant, cela correspondrait déjà mieux à la réalité ou aux intérêts de l'ensemble des travailleurs qui seraient mis au premier plan : Retrait du plan Macron-Delevoye, non à la retraite par points, maintien de nos 42 régimes de retraite.

Désolé monsieur le représentant de l'aristocratie ouvrière, l'urgence pour les travailleurs ce n'est pas le "*maintien de nos 42 régimes de retraite*", au passage les vôtres, pas les nôtres, mais le retrait du plan Macron-Delevoye qui inclut les deux autres points ou signifierait le maintien du système de retraite par répartition et des 42 régimes de retraite.

Cela dit, on ne choisit pas les conditions dans lesquelles se déroule la lutte de classes : Retrait inconditionnel du projet de loi sur les retraites Macron-Delevoye!

Oui, le système de retraite par répartition avec ses 42 régimes est injuste à de nombreux égards, oui les conditions de départ à la retraite pour l'immense majorité des travailleurs sont injustes ou pire encore de manière générale, puisqu'elles cautionnent qu'il faille vivre pour travailler au lieu du contraire conformément à l'idéologie dominante.

Cependant, on se doit de le défendre malgré tout, car ce que prépare Macron avec le passage à un système par point est bien pire encore, c'est sa privatisation avec la grave menace qu'elle ferait planer sur l'avenir des retraites livrées à la spéculation des fonds spéculatifs ou des marchés financiers, qui conduits à la faillite vous priveraient de votre retraite comme cela fut déjà le cas de millions de travailleurs américains.

En guise d'épilogue, une réflexion sur le militantisme.

Il y en a qui ont toujours tendance à vivre dans le passé, et à oublier que de nos jours tout se sait très vite ou que chacun rencontrera un jour quelqu'un qui lui dira : Comment tu ne le savais pas, de sorte que celui qui ne le savait pas passera pour un ignorant ou un manipulateur s'il feignait de ne pas le savoir, et en aucun cas n'inspirera confiance.

A entendre bien des militants, on croirait vivre dans une société merveilleuse, puisque dès qu'on aborde les idées ou le comportement des travailleurs en général ou de certaines catégories, à part les plaindre ou leur tisser des lauriers, ce serait des gens formidables, sans faiblesses, sans lacunes, sans défauts, et cerise sur le gâteau, ils ne seraient responsables de rien de ce

qui peut arriver dans la société ou le monde, bref, on se demande bien comment le régime parvient à tenir un jour de plus, un miracle à même au compte de la laïcité sans doute !

Ils vivent dans une bulle et ils sont quasiment coupés des travailleurs et du monde. Vous allez peut-être vous dire : comment pouvez-vous écrire une chose pareille, c'est très présomptueux, ça ne veut rien dire... Attendez, non seulement je suis passé par là autrefois et je m'en souviens parfaitement, parfois il m'arrive de devoir encore combattre un affreux penchant au dogmatisme que je perçois dans mon comportement, et puis je crois qu'il suffit de consulter les publications des partis ou d'écouter parler une minute leurs militants, pour s'apercevoir que ce que je décris correspond malheureusement à la réalité, je veux bien admettre qu'il puisse exister des exceptions, mais dans ce cas-là c'est le plus souvent le fait de dilettantes ou d'éclectiques qui ne prennent pas très au sérieux leur engagement politique.

Leur conception du militantisme en général est déformée par la manière dont ils perçoivent leurs relations avec les travailleurs, et comme ils n'en ont pas conscience, ils développeront des travers tout aussi graves ou dommageables que les travailleurs, de sorte qu'on se retrouve en présence de deux protagonistes aux objectifs divergents ou opposées en apparence, et qui ne sont pas destinés à s'entendre du fait qu'ils présentent les mêmes lacunes et d'autres avec des contenus différents.

Un travailleur qui est dépourvu de conscience politique n'abordera pas sa condition, les facteurs et rapports qui composent la situation, donc ses collègues de travail, les différentes catégories de travailleurs, les militants qu'il croisera, etc., en se situant sur un terrain de classe, il les abordera en se situant sur un plan individuel ou conformément à l'idéologie dominante dans la société, celle qui lui a été inculquée depuis sa naissance.

Un travailleur qui devient militant va oublier tout cela du jour au lendemain, en admettant qu'il en ait pris conscience un jour. Tel un missionnaire, le voilà dorénavant investi d'un mandat quasi messianique chargé de répandre la bonne parole ou de convertir les brebis égarés à son nouveau catéchisme. Ses intentions aussi louables et généreuses soient-elles associées à une parole quasi-divine, l'aveugleront au point de croire en leur pouvoir rédempteur ou purificateur, ce que les dirigeants de sa nouvelle chapelle ne démentiront pas, ayant tout intérêt à masquer leur aspect puéril ou infantile, qui se manifestera que bien plus tard sous la forme violente de désillusions, sans qu'il soit en mesure de comprendre pourquoi, puisqu'il n'aura jamais progressé au cours de ces années ou ces décennies de militantisme.

Un militant cesse de penser en travailleur sans en avoir conscience, mais comme malgré tout il conserve son statut de travailleur, il ne sera plus en mesure de comprendre comment les travailleurs vivent leur condition, puisque dorénavant il va vivre et penser uniquement dans sa bulle, dans le système qu'il s'est construit et auquel il va soumettre toutes ses expériences.

Il aura certes perdu certaines illusions, sans s'apercevoir qu'il lui en restait autant ou encore plus à évacuer, et il les conservera tout au long de sa vie et ne progressera jamais ou si peu, puisque ses dirigeants ne feront rien pour l'aider à s'en libérer. Il sera encouragé à lire un tas de documents en tous genres, dont il ne tirera presque rien, puisqu'on ne lui aura pas appris à lire, à maîtriser la dialectique, le matérialisme dialectique.

Quand un travailleur bourré d'illusions rencontre un militant bourré d'illusions, qu'est-ce qu'ils se racontent ?

Quand un militant bourré d'illusions rencontre un autre militant bourré d'illusions, qu'est-ce qui se passe ?

Dans ces conditions, dans 9 cas sur 10 on assistera à un dialogue de sourds ou alors chacun étalera ses désaccords et on ne sera pas plus avancé.

C'est assez incroyable qu'on puisse croire qu'on n'aurait plus rien à apprendre une fois notre scolarité achevée, alors qu'on n'a fait qu'apprendre à lire, écrire et compter, et encore ! Oui, tout le reste aura pratiquement été inutile, de sorte que nos observations ou lectures futures le seront tout autant, puisqu'il y manquera encore le fil de la dialectique qui parcourt ou relie l'ensemble du processus historique, sans lequel tout part à vau l'eau ou n'a aucun sens.

On croit, qu'il suffirait d'expliquer à une personne comment les choses se sont passées réellement pour qu'elle progresse, mais c'est archi faux, j'en veux pour preuve la réaction de mes lecteurs, qui ne me trouble nullement puisqu'elle est logique et intervient dans un contexte particulier que je crois avoir cerné assez précisément. Voyez le nombre de gens qui ont lu des centaines ou des milliers livres, tous ces intellectuels, scientifiques ou chercheurs, dont le niveau de conscience ne dépasse pas celui d'un ouvrier qui ne serait pas capable d'aborder les ouvrages qu'ils ont lus.

L'un a la tête pleine, l'autre à la tête vide, et à l'arrivée le résultat est le même, alors qu'on ne vienne pas invoquer d'autres facteurs pour expliquer pourquoi aucun des deux ne parvient pas à comprendre dans quel monde nous vivons, cet argument ne tient pas, la raison est ailleurs. L'ouvrier invoquera l'implacable fatalité, la société lui avait réservé un sort et il s'est réalisé, voilà tout. L'intellectuel invoquera les efforts et les sacrifices auxquels il a dû consentir pour obtenir un statut supérieur. Il y a des ouvriers qui parviennent à briser ce mauvais sort sans pour autant remonter à ses origines. De la même manière que l'intellectuel va énumérer empiriquement les différentes étapes par lesquelles il sera passé depuis son enfance, qui ne constituent que très sommairement la trame historique de son parcours, mais en aucun cas sa dialectique. Interrogez-le, et il vous répondra que

c'est normal qu'il bénéficie d'un statut supérieur, sans pouvoir expliquer pourquoi ce n'est pas le cas de notre ouvrier, qui est tout aussi méritant que lui ou davantage encore.

Autrement dit, l'intellectuel est aussi inconscient de sa condition ou de la situation que notre ouvrier, aucun ne saisit le lien qui les relie aux fondements du capitalisme. Et ce lien, c'est ce qu'on appelle la dialectique qu'ignore l'un et l'autre, et la plupart des militants, car il ne faut pas se fier à leurs discours ou aux apparences. Ils ont appris des formules par coeur, ce qui leur donne un air savant, mais au-delà cela sonne creux.

On ne prétend pas que les intellectuels et les ouvriers pourraient réaliser le lien qui existe entre leurs conditions et les fondements du capitalisme, mais qu'ils pourraient au moins parvenir à avoir à l'esprit les différents rapports logiques qui façonnent la réalité, leur propre existence, leurs idées, de manière à pouvoir y réfléchir et progresser, sans qu'on leur dicte quoi que ce soit ou comment penser, remarquez bien.

Notre démarche se veut critique et fraternelle, et en aucun cas elle constitue un jugement, tant pis pour ceux qui ne ferait pas la distinction.

En famille. Martinez, il est des vôtres ! Gageons que votre souverain tant aimé s'empressera d'honorer la noble requête d'un si zélé sujet.

Réforme des retraites : le patron de la CGT demande à être reçu par Macron "comme les autres" - Franceinfo 15 septembre 2019

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a demandé, dimanche 15 septembre dans "Dimanche en politique" sur France 3, que son syndicat soit reçu par Emmanuel Macron sur la réforme des retraites, comme l'ont été la CFDT et l'Unsa.

C'est une question de démocratie. Nous demandons le même traitement que les autres. Il faut qu'il nous reçoive pour qu'on lui explique toutes les propositions de la CGT pour améliorer notre système de retraites. Franceinfo 15 septembre 2019

LVOG - Martinez a choisi son camp, c'est clair, non ? Mieux ou plus précis, c'est naturel chez lui !

Qui a dit ? Faites comme moi...

- "Demain matin, j'utilise ma voiture de fonction, comme tous les jours. Donc je serai de tout coeur avec les Franciliens qui galéreront dans les couloirs du métro".

Réponse : Sibeth Ndiaye, la porte-parole du gouvernement, interrogée sur BFMTV jeudi. LePoint.fr 13 septembre 2019

LVOG - Mon cher Lucien, la porte s'il vous plaît, conduisez-moi au Château...

L'absence d'empathie envers les faibles caractérise les psychopathes, dit-on.

Flagrants délits de manipulations.

Fake news intentionnelle de LCI et de l'OCDE.

Les professeurs de collèges et de lycées français seraient les mieux payés de l'OCDE, avec des salaires oscillant entre 3400 et 3800 euros, information annoncée dans une chronique de LCI.

Réactions d'enseignant sur Twitter :

- 28 ans d'ancienneté en clg, certifiée, échelon 9 : 2249€ et non 3425 €. Il manque 1176 €.

- 2eme année titulaire, BAC+ 5 et concours de catégorie A, salaire net : 1652,54 € (copie d'une feuille de paie)

LVOG - Réaction obligée du Huffington Post :

- Les salaires partagés par ces professeurs s'avèrent être sensiblement inférieurs à ceux annoncés dans la matinale de la

chaîne d'info. Pour certains, il y a un écart de 1000 euros. Pour d'autres l'écart se creuse encore plus, atteignant 2000 euros.

LVOG - Explication embarrassée. ("sensiblement inférieurs", un simple "écart" qui finalement "se creuse".)

Huffington Post - Mais comment expliquer de tels écarts alors que les chiffres cités par le journaliste François-Xavier Piétri sont issus d'une étude de l'OCDE ?

Tout d'abord, il faut préciser que les chiffres annoncés sont une moyenne. Ce qui signifie que certains professeurs, comme le montrent les tweets ont un salaire équivalent ou supérieur à 2000 euros alors que pour d'autres il sera inférieur.

LVOG - Comment cette "*moyenne*" est-elle calculée, tient-elle compte du nombre d'enseignants dans chaque tranche de salaire ?

Huffington Post - Ensuite, il faut savoir si ces moyennes recueillies sont calculées à partir du salaire brut ou net. Avant ou après déduction des impôts.

Or, comme le montre la vidéo en tête d'article l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) précise que celles-ci sont calculées à partir des salaires brut avant déduction d'impôts. Cette précision qui n'a pas été donnée par nos confrères de LCI peut expliquer la différence importante entre les chiffres annoncés et les captures partagées sur le réseau social. huffingtonpost.fr 12 septembre 2019

LVOG - Une "*différence importante*", quelle complaisance quand les salaires évoqués vont du simple au double ! On est en droit ici de parler de manipulation pour présenter les enseignants comme des nantis pour que les travailleurs ne les soutiennent pas.

A lire également (avec de nombreux commentaires d'enseignants) :

Salaire des profs : incompétence et manipulations sur LCI (et ailleurs)
https://www.les-crises.fr/salaire-des-profs-incompetence-et-manipulations-sur-lci-et-ailleurs/

Salaire des profs : Oui, François-Xavier Pietri et LCI mentent "les yeux dans les yeux"
https://www.les-crises.fr/salaire-des-profs-oui-francois-xavier-pietri-et-lci-mentent-les-yeux-dans-les-yeux

Les bricoleurs de l'INSEE, service public de la fabrication du consentement.

Argent : gagnez-vous plus que la moitié des Français ? - cbanque.com 10 septembre 2019

Commentaire d'un internaute

- "Dans son calcul du niveau de vie, l'INSEE prend comme hypothèse qu'un 2eme adulte ne compte que pour 0,5 individu en terme de charges et qu'un enfant de bas âge ne représente que 0,3 individu.

En gros si vous êtes un couple avec 2 enfants (soit 4 personnes) l'INSEE ne divise les revenus du couple pas par 4 mais par 2,1 (1 +0,5+0,3+0,3). Effet artificiel qui augmente votre niveau de vie alors que les charges réelles sont plus que doublées par rapport a une personne seule...

Ensuite les calculs en euro constant c'est de la rigolade car l'inflation estimée n'est pas celle subie par les ménages qui est bien plus importante dans les faits et notamment pour les ménages pauvres qui ont beaucoup de dépenses contraintes qui flambent... N'oublions pas que l'INSEE dans ses calculs d'inflation estime que le poste logement ne représente que 8% des dépenses ce qui est faux. Et l'INSEE est capable de dire qu'il n'y a aucune hausse des prix pour des prix qui montent car il intègre dans ses calculs le fait que certains biens soient plus performants aujourd'hui et corrige artificiellement à la baisse le prix de ces produits. Effet qualité dit il... En revanche, quand la qualité de certains produits se dégradent (malbouffe, ultra transformation...) l'INSEE ne révise pas à la hausse les prix...

Ce "bricolage" de l'INSEE n'est connu que par un petit nombre de Français et les méthodes ne sont pas rendues publiques (pour éviter un scandale).

Ca va toujours dans un sens, le même...tout pour vous faire croire qu'il n'y a aucune inflation... Et que votre pouvoir d'achat monte en flèche chaque année !

D'où des Français qui croient de moins en moins ce qu'on leur raconte à juste titre d'ailleurs... Manipulateurs... "

QUATRIEME PARTIE

Le Green new deal, c'est une machine à fabriquer du profit (et du pouvoir) à partir de mirages et de miracles. C'est de la démagogie à l'état pure animée d'intentions inavouables car terriblement toxiques, nocives, mortelles pour tous les peuples, particulièrement les plus mal lotis qui sont des victimes toutes désignées, et au secours desquels ils prétendent voler pour réduire à l'impuissance ou neutraliser ceux parmi les mieux lotis qui oseraient leur résister et qui y passeront à leur tour le moment voulu. On vient de se livrer à un exercice d'internationalisme, d'un autre niveau que celui qu'on nous sert habituellement, vous en conviendrez, n'est-ce pas ?

Maintenant on va se livrer à un tour d'horizon encore plus vaste et dévastateur, qui annonce des jours encore plus sombres si on ne réagit pas.

A l'heure où l'économie mondiale stagne, où l'Allemagne est en récession dit-on (Au deuxième trimestre, l'Allemagne a enregistré une baisse de 0, 2 % de son activité économique), les Etats-Unis sur le point de l'être aussi, la Chine et l'Inde ralentissent, l'Europe est en panne désespérément de croissance, les voilà qui seraient prêts à dépenser des centaines, des milliers de milliards de dollars dans des secteurs d'activité réputés pour leur faible rendement, mais où les profits s'annoncent particulièrement juteux pour les investisseurs financiers. Mais où trouvent-ils tout ce fric direz-vous ? Pardi, ils vont le fabriquer et se le distribuer comme lors de chaque crise, comment, vous ne l'aviez pas encore compris, si je schématise pour simplifier, le scénario ou la trame est bien réelle ou huilée.

Reste à travailler la bête au corps. Réduire les résistances après avoir détourné, empoisonné, formaté les consciences, pour anéantir toute velléité de contestation organisée, combative, indépendante, qui renouerait avec le socialisme.

Toutes leurs annonces sont destinées à vous y préparer psychologiquement pour que vous y adhériez, ou pour que vous croyiez qu'il est indispensable de passer par là, parce que c'est pour votre bien, ces gens-là sont des philanthropes animés forcément de bonnes intentions, puisqu'on vous le répète à longueur de temps, vous devez vous en convaincre, de toutes manières ils ne vous laisseront pas le choix, de gré ou de force vous devrez vous y soumettre, voyez comme la société devient de plus en plus totalitaire, cela devrait suffire pour vous faire comprendre quelle terrible menace pèse sur la civilisation humaine, et qu'il est tant de passer à l'action pour les chasser du pouvoir.

De plus, vous n'avez encore rien vu, ils sont encore en phase de rodage, attendez qu'ils passent à la phase supérieure, et ils vont réduire en miettes votre mode de vie, vous le pourrir comme vous n'avez pas idée.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais toutes les personnes qui laissent des commentaires à la suite de films diffusés sur le Net, dont l'action se situe dans les années 60 à 80, et qui ont vécu cette époque, estiment qu'ils étaient plus heureux autrefois, que les relations ou les rapports dans la société étaient meilleures qu'aujourd'hui. Sans idéaliser évidemment, car ce n'est qu'un aspect de la situation, et on n'ignore pas qu'ils ont une mémoire sélective ou qu'ils n'étaient pas plus conscients 30 ou 40 ans auparavant. 2,5 millions de vieux travailleurs vivaient dans la grande pauvreté en 1962, par exemple. Là on parle des générations qui avaient plus de 20 ans dans les années 60 et suivantes et qui vivent très mal l'orientation de la société depuis les années 80 ou 90.

Ce qu'ils veulent dire par là, c'est que l'impression générale qui se dégageait autrefois ou à cette époque était meilleure ou offrait plus d'opportunité et de satisfaction qu'aujourd'hui, portait à l'optimisme, normal avec ce qu'ils avaient vécu pendant la guerre, le tout avec sa part d'illusions bien sûr ou de nostalgie. Mais ce qui compte ou ce qu'ils retiennent ou semblent vouloir nous dire, c'est que lorsqu'on a encore l'espoir d'un monde meilleur, cela donne envie de se battre pour le réaliser, ce qui n'est plus le cas de nos jours. Il n'existe plus aucune perspective ou alternative crédible ou reconnue même par un petit nombre de travailleurs ; A ne pas confondre avec le fait qu'il pourrait en exister une cohérente et sérieuse, l'un n'empêche pas l'autre à ma connaissance.

De la même manière, qu'un grand nombre de travailleurs résistent ou refusent de se résigner, cela a existé à chaque époque, et ne signifie pas ou ne garantit pas obligatoirement qu'on avancerait vers notre émancipation. Certaines conditions doivent être réunies, or de nos jours elles n'existent pas malheureusement ou on en est loin. Parmi ces conditions figure la nécessité de disposer d'un parti ouvrier digne de ce nom et de confiance. Or, pour ne prendre qu'un exemple frappant et d'actualité, à ma connaissance absolument toutes les formations politiques se réclamant du mouvement ouvrier, partis, organisations, groupes, comités, etc. ont adopté la version officielle du 11 septembre 2001 qui servit à justifier toutes les guerres dans lesquelles l'impérialisme américain et ses alliés allaient s'engager par la suite, donc les cautionnant encore aujourd'hui, le reste étant à l'avenant.

Dans ces conditions, comment pourrait-on imaginer un seul instant que ces formations politiques auraient réellement la volonté d'affronter le capitalisme et ses institutions, sachant qu'il s'agit d'une lutte à mort, quand ils craignent d'adopter une position qui risquerait d'être incomprise ou d'attirer sur eux la foudre des médias et des partis de la réaction, de devoir faire face à une violente polémique ou d'affronter la crédulité de leurs propres militants, ce qui signifie qu'à l'avance sans être soumis à une réelle menace, ils refusaient d'assumer leur responsabilité et préféraient adopter une version des faits qu'ils savaient

pertinemment fausse, fabriquée ou contraire à la vérité, juste pour conserver leur tranquillité ou faire partie de la majorité, du troupeau, de la masse des ignorants, il paraît que c'est réconfortant, je l'ignore, je n'en ai jamais fait partie.

Vous me direz que ce n'est pas très important, puisque ni les militants ni les travailleurs ne feront le rapprochement, s'ils ne peuvent pas stopper le rouleau compresseur de l'ultra libéralisme, ils pourront au moins en ralentir la progression... Certes, c'est une manière assez cynique de voir les choses ou de faire durer le plaisir, et assurément un certain nombre s'en contenteront, surtout s'ils ne sont pas les pires à se plaindre de la situation. Mais surtout, il n'y a pas lieu de se demander, comment ces dirigeants qui capitulent en rase campagne sans même être soumis à une menace, réagiraient le jour où elle deviendrait réelle, on connaît à l'avance la réponse et les conséquences, les illusions que les uns et les autres auraient placées en eux leur seraient fatales ce jour-là, non ?

Ne répondez pas peut-être, on verra bien le moment opportun, on a le temps d'y penser... Vous vous foutez de nous ou quoi, vous ne l'avez jamais trouvé le temps en un demi-siècle, et vous voudriez bénéficier d'un sursis supplémentaire, et puis quoi encore, lorsque cela se produira il sera trop tard, vous serez désarmés le dos au mur, réduit à l'impuissance pire qu'aujourd'hui, défait, écrasé littéralement et nous avec évidemment.

Ce qui me sidère, c'est qu'on ne puisse pas s'en tenir à des principes aussi élémentaires, qu'on manque à ce point de logique.

Maintenant libre à chacun d'estimer que des gens qui les trompent délibérément quand ils n'y sont pas forcés, méritent leur confiance, ils n'auront jamais la mienne. Du coup, on peut en tirer comme conclusion qu'on est très mal barré ou qu'on ne s'en sortira jamais, tant qu'on ne construira pas un nouveau parti sur des bases saines. Et dites-vous bien que nos ennemis le savent.

Green new deal. Ils sont "***dans l'urgence***", que craignent-ils donc tant que cela ?

L'adaptation rapide du monde au changement climatique rapporterait 6.400 milliards d'euros - Slate.fr 12.09

Un article publié par Bloomberg le 9 septembre 2019

Ce sont les conclusions auxquelles est arrivée la Commission globale sur l'Adaptation, un groupe composé de spécialistes du public et du privé, mené·es par Bill Gates, l'ex-Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et Kristalina Georgieva, directrice générale de la Banque mondiale sur le départ et seule candidate en lice pour prendre la tête du FMI.

Maintenant ou jamais

Dans un long rapport intitulé S'adapter maintenant, un appel global pour un leadership sur la résilience climatique, les trente-quatre membres de la CGA préviennent d'emblée: les initiatives actuelles pour lutter contre le changement climatique sont prometteuses mais insuffisantes.

Le monde doit se préparer à s'adapter s'il souhaite éviter les grandes catastrophes à venir –et s'il désire en tirer un jour des bénéfices sonnants et trébuchants ou économiser sur les coûts monstrueux qu'une préparation à la va-vite impliquerait.

«Nous sommes dans l'urgence, nous avons besoin d'efficacité et d'une plus grande échelle, peut-on lire. La bonne nouvelle, c'est que si elle est bien menée, une politique d'adaptation mènera à un meilleur développement et à une croissance plus élevée. Cela protègera la nature, réduira les inégalités et créera des opportunités.»

L'urgence est telle que, selon la CGA, les actions envisagées doivent être initiées dans les quinze mois qui viennent, si la planète tient à résister aux «températures plus élevées, à la hausse du niveau des océans, à des tornades de plus en plus féroces, à des précipitations plus imprévisibles et à des mers plus acides».

Retour sur investissement

Les investissements qu'elle appelle de ses vœux s'élèveraient à 1,6 billion d'euros. Un montant voué à améliorer la technicité dans cinq domaines: les systèmes d'alerte, les infrastructures (qu'il faudrait rendre plus résilientes), l'agriculture dans les zones sèches, la protection des mangroves et les structures de gestion de l'eau.

De tels projets sont déjà en cours dans certaines régions du monde, comme le rappelle Bloomberg. The Verge s'est penché sur un autre aspect: investir 725 millions d'euros dans un système de prévision météorologique suffisamment précis pour alerter 24 heures à l'avance, dans les pays en voie de développement, les personnes qui travaillent la terre afin qu'elles puissent anticiper et se protéger des calamités à venir. À la clé, 30% de dégâts en moins, et 14,5 milliards d'euros économisés chaque année. Slate.fr 12.09

LVOG - Pour des milliers de milliards de dollars ou d'euros pillés à l'Afrique, à l'Asie, à l'Amérique du Sud par les mêmes oligarques, qui atterrissent à la City ou à New York ou dans d'autres paradis fiscaux.

Les fonds d'investissement, les banques ou les compagnies d'assurances se soucieraient moralement de votre bien-être et de celui de la planète.

Réchauffement climatique : de plus en plus d'investisseurs se détournent des énergies fossiles pour soutenir les énergies propres - franceinfo 11.09

Selon des ONG environnementales, organisatrices d'une conférence sur la transition énergétique au Cap en Afrique du Sud, le 9 septembre 2019, plus de mille bailleurs de fonds internationaux veulent verdir leurs investissements.

Est-ce le début d'une nouvelle ère ? Plus d'un millier d'investisseurs, détenteurs d'un portefeuille mondial d'actifs de 11 000 milliards de dollars, se sont engagés, au Cap où ils étaient réunis le 9 septembre 2019, à céder leurs parts dans les énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) au profit des énergies vertes, beaucoup moins polluantes.

Ces chiffres ont été dévoilés lors d'une conférence mêlant des acteurs traditionnellement opposés : entreprises et ONG défendant l'environnement. La volonté d'une transition énergétique bien pensée et la lutte contre le réchauffement climatique les ont rapprochés. Parmi eux, figurent des fonds d'investissement, des banques ou des compagnies d'assurances, ainsi que des collectivités locales, des universités ou des fondations religieuses. Cependant, leurs raisons sociales n'ont pas été divulguées. (Ils complotent alors. - LVOG)

Pétrole, charbon et gaz devenus des "toxiques" de la finance

Selon les chiffres de la Banque mondiale, cités par les organisateurs, le montant de 11 000 milliards de dollars équivaut à environ 16% du marché mondial des capitaux pour l'année 2016. D'après eux, la somme des actifs des investisseurs prêts à se retirer des énergies fossiles s'élevait à 52 milliards de dollars en 2014, soit 200 fois moins qu'aujourd'hui.

"Nous observons que les investissements se détournent de plus en plus des énergies fossiles dans tous les secteurs", s'est réjouie Clara Vondrich, directrice de l'organisation Divest-Invest et intervenante à la conférence. "Les actifs dans le charbon, le pétrole ou le gaz sont considérés comme toxiques, non seulement moralement, mais aussi financièrement".

Poussées par leurs actionnaires et l'opinion publique mondiale, de plus en plus d'entreprises tentent de réduire leur empreinte carbone ou leurs participations dans des secteurs qui contribuent au réchauffement de la planète.

Les pays signataires de l'accord de Paris en 2015, lors de la COP 21, se sont engagés à limiter entre 1,5 et 2 degrés Celsius la hausse des températures sur la planète d'ici à la fin du XXIe siècle. Au niveau actuel des émissions de CO2, cette hausse pourrait aller jusqu'à 3 degrés et avoir des conséquences terribles. franceinfo 11.09

LVOG - A retenir : "*Poussées par leurs actionnaires et l'opinion publique mondiale*".

Vous y croyez, vous les croyez, c'est que vous êtes des ânes, la preuve :

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande mondiale de pétrole augmentera de 1,1 million de barils par jour (mbj) en 2019 et 1,3 mbj en 2020. AFP 12 septembre 2019

Embrigadement et caution populaire (infantile) au Green new deal

Les écoles de New York vont "excuser" les élèves absents qui feront grève pour le climat - Le HuffPost 12.09

LVOG - Quand ils encouragent à la grève, c'est forcément pour une mauvaise cause.

Les autorités new-yorkaises ont donné ce jeudi 12 septembre leur bénédiction aux élèves qui veulent rater l'école pour participer à la grande manifestation pour le climat prévue le 20 septembre, emmenée par la jeune Suédoise Greta Thunberg.

L'administration scolaire, qui gère plus de 1700 écoles publiques sous l'autorité du maire démocrate et très anti-Trump Bill de Blasio, a annoncé dans un tweet qu'elle "excuserait les absences des écoliers qui participeront à la grève pour le climat du 20 septembre". (Sinon il n'y aura personne à leur "*grande manifestation*". - LVOG)

“Nous applaudissons nos élèves quand ils prennent la parole de façon respectueuse et pacifique, sur des sujets qui leur tiennent à coeur”, a ajouté l’administration, indiquant qu’elle encouragerait les discussions à l’école sur le changement climatique et l’importance de participer au débat public.

Les écoles publiques new-yorkaises comptent quelque 1,1 million d’élèves, de la maternelle à l’équivalent de la Terminale.

Difficile de savoir combien de personnes participeront à la manifestation new-yorkaise, l’une des nombreuses auxquelles les jeunes sont appelés à participer ce jour-là dans le monde entier.

Dans une lettre datée mise en ligne par une des organisatrices de la manifestation new-yorkaise, Alexandria Villasenor, le conseil municipal de la capitale économique américaine évoquait le chiffre de 30.000 élèves new-yorkais attendus le 20 septembre autour de la jeune égérie Greta Thunberg, arrivée à New York le 29 août après avoir traversé l’Atlantique en voilier. (Ils étaient une poignée à son arrivée à New York. - LVOG)

Ça “va être la plus grande journée d’action pour le climat que le monde ait jamais vue”, a affirmé vendredi l’un des coordinateurs de l’évènement, l’Américain Bill McKibben, lors d’une conférence de presse téléphonique.

Des célébrités et de grandes ONG sans lien direct avec la cause environnementale, comme Amnesty International, ont aussi appelé à participer aux manifestations. (En "*lien direct*" avec l'oligarchie financière, assurément ! - LVOG)

Cette journée de mobilisation vise à pousser à l’action les dirigeants du monde entier, avant le sommet de l’ONU sur le climat du 23 septembre. Le HuffPost et AFP 12.09

Les multinationales se dotent d'une "***ambassadrice de conscience***" pour cautionner le greenwashing.

Amnesty International fait de Greta Thunberg son "ambassadrice de conscience" - euronews 17 septembre 2019

La jeune militante écologiste suédoise Greta Thunberg et le mouvement de jeunes Fridays for Future ont reçu le prix d'"ambassadeurs de conscience" de l'ONG Amnesty International, quelques jours avant un grand rendez-vous climatique à l'ONU à New York.

De grandes manifestations mondiales coordonnées auront lieu ce vendredi, avant un sommet climat à l'ONU, et à nouveau le vendredi suivant pendant l'Assemblée générale des Nations unies.

"Et n'oubliez pas que ces jeunes lycéens jouent un rôle très important pour éduquer leurs propres parents" a dit à l'AFP le patron d'Amnesty International, Kumi Naidoo. (Les "*jeunes lycéens* qui doivent "*éduquer leurs propres parents*", c'est le monde à l'envers ou la stratégie du chaos appliquée à tous les stades de la société. - LVOG)

"Ne laissez pas les Donald Trump et Bolsonaro du monde vous voler votre enfance!" a-t-il ensuite lancé aux jeunes dans la salle devant des étudiants de l'université George Washington dans la capitale américaine, où avait lieu la remise de prix. euronews 17 septembre 2019 (C'est le capitalisme qui vous la vole ! - LVOG)

LVOG - Le greenwashing est le procédé destiné à blanchir les multinationales, à faire oublier qu'elles pillent ou exploitent à outrance les matières premières sur tous les continents, polluent, saccagent l'environnement, détruisent la biodiversité, etc. à l'aide d'opérations de marketing médiatisées destinées à les présenter comme des sauveurs de la nature et des bienfaitrices de l'humanité, dont finalement elles seront les principales bénéficiaires. Hulot en est le porte-parole et le produit le plus achevé en France.

Ce qui est présenté comme une "***aubaine***" par et pour les banquiers, peut-il l'être pour les peuples ?

LVOG - C'est la question fatale à la gauche et à l'extrême gauche qui marchent dans leur combine pourrie.

Le changement climatique, une aubaine à 125 milliards pour les labos pharmaceutiques - Slate.fr 08.08

Un rapport de Morgan Stanley voit dans les dérèglements climatiques et leurs conséquences une opportunité de profit pour Sanofi ou GSK.

Les effets du changement climatique risquent d'être considérables sur la santé humaine. L'OMS prévoit qu'il aura un impact «extrêmement négatif» notamment à cause de la propagation de maladies tropicales comme la dengue, le chikungunya, le zika ou encore la fièvre jaune.

Une aubaine pour l'industrie pharmaceutique, qui se devra de répondre rapidement à ces nouvelles problématiques, explique un rapport réalisé par la banque américaine Morgan Stanley. Les analystes estiment qu'une dépense de 50 à 125 milliards de dollars, soit de 44,6 à 111,6 milliards d'euros, dans des vaccins supplémentaires sera nécessaire pour lutter contre cette propagation virale.

Invasion de moustiques

En cause, selon ce même rapport et l'OMS, les moustiques Aedes aegypti et Aedes Albopictus, tous deux responsables de ces maladies. Avec le réchauffement, ces deux espèces pour le moment présentes dans les régions chaudes auront tendance à se développer et à migrer. Les spécialistes prévoient que, d'ici 2050, entre 385 et 725 millions de personnes de plus seront exposées à des maladies infectieuses.

Du fait de son faible risque actuel, l'Europe devrait être la zone géographique la plus touchée, car peu de personnes y sont pour le moment vaccinées. Le nombre estimé d'Européens qui seront exposés aux vecteurs d'ici 2050 est d'environ 400 millions – autant d'individus qu'il faudra vacciner.

Changement climatique = Profit

Selon le Carbon Disclosure Project, près de 74% des entreprises du secteur biotechnologique, santé et pharmaceutique ont déjà intégré le changement climatique dans leur stratégie d'affaires. Nombre de sociétés pharmaceutiques tireront profit de la vente de médicaments et de vaccins conçus pour lutter contre ces afflictions.

Sanofi et GlaxoSmithKline (GSK) sont les deux entreprises qui devraient le plus bénéficier du changement climatique. La première dispose de plusieurs produits vaccinaux, dont un contre le paludisme et un contre la dengue. Son point fort réside dans sa capacité à produire à grande échelle.

GSK vend plus de 1,9 million de produits chaque jour dans plus de 50 pays, démontrant ainsi sa vaste influence et sa force commerciale globale. Le traitement à dose unique de tafénoquine, conçu par le laboratoire et approuvé par la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis, a été créé pour prévenir les poussées de paludisme. Slate.fr 08.08

Faites chauffer les porte-monnaie, "***les pistes de monétisation ne manquent pas***". On se disait bien que nos braves philanthropes étaient intéressés !

LVOG - ...et qu'ils avaient de la suite dans les idées contrairement à nous qui en manquons singulièrement, c'est un euphémisme de nos jours !

Le réchauffement climatique peut rapporter gros - Slate.fr 25.01

La firme Coca-Cola s'inquiète quant à elle du fait que l'amenuisement des ressources en eau potable pourrait l'empêcher de maintenir sa production. Mais pour toutes ces grandes firmes, le réchauffement de la planète ne représente pas qu'une menace: il est aussi une opportunité. Réchauffement des porte-monnaie

Une autre question figurant sur les questionnaires (tous disponibles sur le site de CPD): «Avez-vous identifié des opportunités liées au réchauffement climatique et ayant le potentiel d'avoir un impact financier ou stratégique substantiel sur votre activité?». Autrement dit, avez-vous pensé à la manière dont le dérèglement climatique pourra vous faire gagner de l'argent?

La grande majorité des entreprises interrogées ont déjà réfléchi à cette question et les pistes de monétisation ne manquent pas. Pour la plupart, le réchauffement de la planète implique de pivoter vers des solutions de production moins gourmandes en énergie et ressources ou vers une offre de produits et services plus écologiques. Toutefois, certaines ont des préoccupations plus terre-à-terre.

Home Depot par exemple, géant de l'électroménager et de l'équipement domestique, estime que l'augmentation des températures lui permettra de vendre plus de climatiseurs et de ventilateurs. Alphabet, la société mère de Google espère que son outil de visualisation géographique, Google Earth, sera très utilisé pour étudier les modifications terrestres, car cela «pourrait résulter en une augmentation de la loyauté de nos clients et de la valeur de notre marque».

French Touch

Les entreprises françaises ne sont pas en reste. Vinci, par exemple, sait que les autorités publiques auront besoin d'aide pour protéger leurs infrastructures des potentielles catastrophes naturelles. Ce qui promet de jolis contrats en perspective.

Eiffage, autre mastodonte français du BTP, se félicite de ses préfabriqués adaptés aux pics de températures et aux pluies violentes, qui auront un succès certain quand le monde subira de plein fouet une hausse de plusieurs degrés.

Plus inattendu, Bouygues espère que le réchauffement aura un effet positif sur ses propriétés télévisuelles. Son raisonnement s'appuie sur le succès des reportages journalistiques et émissions de TF1 («Ushuaïa» est directement citée): parce que ces programmes traitent souvent d'écologie, la chaîne sera bien placée pour diffuser des publicités relatives aux «solutions» envisagées pour faire face au dérèglement climatique.

Think different

Toutefois, la palme de l'honnêteté –ou du cynisme, tout dépend du point de vue– revient à Apple, qui présente l'iPhone comme le compagnon parfait pour la crise climatique à venir. «Avec la plus grande fréquence des événements météorologiques violents, les consommateurs pourraient accorder une plus grande valeur à la disponibilité immédiate et universelle d'outils mobiles utilisables dans des situations où le transport, le courant ou d'autres services pourraient être temporairement interrompus», écrit la firme de Cupertino, mentionnant également «l'accroissement des besoins de confiance et de préparation dans le domaine de la sécurité personnelle et du bien-être de ses proches». Or, les téléphones portables peuvent servir de «lampe de poche ou de sirène, fournir des instructions de premier secours ou servir de radio».

Ainsi, si ses téléphones permettent d'aider des personnes dans le besoin lors d'accidents de ce type, Apple pourrait bénéficier «d'une augmentation de fidélité des consommateurs et d'une "brand value" en hausse de 0,5%». La belle affaire. Slate.fr 25.01

Offensive hystérique tout azimut.

- Batho, Villani et Orphelin préparent une loi pour généraliser l'enseignement des enjeux climatiques - lejdd.fr 15 septembre 2019

Delphine Batho, Matthieu Orphelin et Cédric Villani achèvent l'écriture d'une proposition de loi pour généraliser l'enseignement des enjeux liés aux changements climatiques. lejdd.fr 15 septembre 2019

- Pollution de l'air à Paris: Hidalgo veut agir contre l'automobile, les particules ultrafines sous surveillance AFP 17 septembre 2019

Anne Hidalgo veut faire se poursuivre la baisse du trafic automobile à Paris, a annoncé mardi la maire (PS) après avoir présenté les points où se concentrent essentiellement les particules fines dans la capitale.

Bouches de métro, nord-est de Paris, alentours du périphérique, places où stationnent les autobus touristiques... des cartes mises en ligne mardi par la mairie de Paris permettent d'identifier, heure par heure et rue par rue, les niveaux de dioxyde d'azote (NO2), ozone (O3) et particules fines (PM10 et PM2,5) dans la capitale.

Les cartes, victimes de leur succès, ne s'actualisaient plus à la mi-journée sur le site de la Ville.

(https://www.paris.fr/pages/etat-des-lieux-de-la-qualite-de-l-air-a-paris-7101).

Interrogé sur les outils qui seront concrètement mis en oeuvre à l'avenir pour assainir l'air, l'adjoint chargé des Transports, Christophe Najdovski (EELV), a appelé l'Etat à donner aux collectivités les moyens de mettre en place un contrôle automatisé" pour sanctionner les véhicules les plus polluants. (Sanctionner ceux qui n'ont pas les moyens de s'acheter un véhicule neuf moins polluant. - LVOG)

Selon une étude dévoilée la semaine dernière par l'association environnementale ICCT, les émissions polluantes aux oxydes d'azote (NOx) des voitures diesel, mêmes des modèles les plus récents, à Paris, sont au-dessus des normes prévues par l'Union européenne. (Sans doute encore une étude biaisée effectuée par une officine juge et partie. - LVOG)

Concernant la pollution liées aux gares et lignes de métros, Anne Hidalgo a demandé à la RATP de prendre les mesures nécessaires pour que "les bouches d'aération" bloquent "les particules fines", tout en invitant les familles à être prudentes et ne pas laisser les enfants "jouer au-dessus des grilles" qui rejettent en surface les particules. (Et les clochards qui dorment dessus pour se réchauffer l'hiver ? Qui ? - LVOG)

L'organisme de surveillance de la qualité de l'air Airparif a annoncé par ailleurs qu'il installerait en Ile-de-France un instrument permettant de mesurer les particules ultrafines, encore mal connues mais fortement soupçonnées d'impacts néfastes sur la santé humaine. (Encore des mesures faussées en perspective puisqu'elles seront effectuées dans des lieux réputés les plus pollués. - LVOG)

Ce dispositif financé par la région Ile-de-France sera installé d'ici à la fin de l'année dans un lieu permanent qui n'a pas encore

été défini, "dans l'agglomération parisienne" et dans une "station urbaine de fond" (zone densément peuplée mais à distance d'une source de pollution directe. AFP 17 septembre 2019

LVOG - Un "*dispositif financé*" avec des fonds publics. On ne les "*soupçonne*" pas d'être cinglés, c'est une certitude ! La réaction sur toute la ligne jusque dans les moindres particules.

Des territoires d'excellence... pour les multinationales minières françaises !

Forêt amazonienne: une délégation de Guyane avec Macron à l'ONU - AFP 17 septembre 2019

La Guyane, située dans l'est de l'Amazonie, est couverte à 98% de forêts.

La présence d'une telle délégation "est une grande première et c'est important. (...) J'ai toujours dit que les territoires d'outre-mer étaient des territoires d'excellence, des territoires de solutions et c'est souvent à partir de ces territoires que nous pouvons rayonner dans l'ensemble du monde", a insisté la ministre.

Le Grand conseil coutumier avait regretté fin août qu'Emmanuel Macron ait "attribué 360.000 hectares de forêt aux multinationales minières en Guyane". AFP 17 septembre 2019

LVOG - Discours aux relents impérialistes. Indépendance de La Guyane !

En complément en titres.

- Lilly, 12 ans, la Greta Thunberg de Thaïlande en guerre contre le plastique - AFP

-Le chef indien Raoni, prochain Prix Nobel de la Paix ? - euronews

-Contre le salon de l'automobile de Francfort, des milliers d'Allemands défilent à pied et à vélo - Le HuffPost

-Le Danemark a organisé le premier téléthon du climat pour planter plus de 900 000 arbres - Le HuffPost

LVOG - Ces deux derniers exemples montrent comment insidieusement ils associent la population à leur sinistre imposture.

Pour un peu on se croirait en Inde.

Le sud-est de l'Espagne frappé par des inondations exceptionnelles - euronews 13 septembre 2019

Depuis deux jours, les provinces de Valence, d'Alicante et de Murcie sont touchées par des inondations exceptionnelles , provoquées par de violents orages et des pluies torrentielles.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, il y a plu l'équivalent de 100 litres d'eau au mètre carré en à peine six heures de temps . Des pluies d'une rare intensité, qui ont surpris les habitants au petit matin. " Il y avait de l'eau dans les rues, et quand on l'a remarqué, l'eau nous arrivait déjà à la taille. On ne pouvait pas sortir de la maison ", raconte une femme, interviewée par la chaîne espagnole TVE.

Les intempéries devraient se poursuivre ce vendredi. Dans les régions de Murcie et de Valence, les écoles et les collèges restent donc fermés . Les autorités conseillent aux habitants de rester chez eux, et de ne pas prendre la route. euronews 13 septembre 2019

LVOG - On connaît cela ici, on y est habitué. Mais au fait, ils ne se plaignaient pas de la sécheresse il y a à peine quelques semaines en Espagne et en France ?

Depuis près de 3 semaines, on a le droit à des pluies torrentielles en fin de journée et une bonne partie de la nuit environ 3 jours sur 4. Personne n'ose se plaindre évidemment, car on sait qu'une fois que ce sera terminé il faudra attendre un an pour connaître de grosses pluies. Sauf ceux qui ont subi de gros dégâts, les plus pauvres, cela va de soi.

C'est la première fois depuis 1990 que j'assiste à de telles pluies aussi tôt et pendant une durée aussi longue, généralement elles interviennent entre la mi-octobre et le début janvier au plus tard.

On n'ose même pas l'imaginer ! Stop ou encore ?

De 7 à 9 milliards d'habitants: à quoi ressemblera la population mondiale en 2050? - BFMTV 13 septembre 2019

Dans un rapport publié cette semaine, l'Institut national des études démographiques (Ined) dévoile ses projections démographiques pour la première moitié du XXIème siècle.

Selon elle, la population va considérablement croître au cours des 30 prochaines années, passant de 7,7 milliards d'habitants aujourd'hui à 9,7 en 2050. Une forte augmentation principalement portée par le continent africain, qui devrait quasiment doubler sa population au fil des trois prochaines décennies. BFMTV 13 septembre 2019

LVOG - Et dire qu'il y en a encore pour prétendre que cette démographie exponentielle ou surpopulation ne constituerait pas une menace pour la civilisation humaine.

Les gangsters de la finance agissent dans l'illégalité et en toute impunité, alors pourquoi ne pas aller plus loin encore...

Uber a choisi l'illégalité (et ne va pas s'arrêter en si bon chemin) - Slate.fr13 septembre 2019

L'entreprise n'entend pas se soumettre à la loi californienne qui vient d'être votée pour contrer son modèle économique.

Malgré un intense lobbying de la part de Lyft et Uber, la «gig economy» a finalement reçu son plus important revers à ce jour. L'assemblée de Californie a voté la loi AB5, censée permettre à des milliers de personnes qui travaillent en indépendant de passer au statut salarié.

Cette mesure devrait prendre effet au 1er janvier 2020. Uber ne compte pas plier face au législateur. La société a d'ores et déjà annoncé qu'elle ne se soumettrait pas à la nouvelle réglementation, estimant qu'elle ne s'applique pas aux personnes qu'elle emploie.

L'entreprise feint probablement d'ignorer que le texte a été cousu sur-mesure pour contrer son modèle économique. Uber attend d'être attaquée en justice afin de continuer le combat dans l'arène des tribunaux.

En parallèle, Uber, Lyft et Doordash (livraison de nourriture) ont promis de consacrer chacune 30 millions de dollars (27 millions d'euros) pour lutter contre la loi. Les trois entreprises se serrent les coudes afin de proposer un accord visant le statu quo en ce qui concerne les VTC californiens, tout en faisant quelques concessions, notamment sur le salaire minimum.

Guérrilla législative

Ce genre d'annonce était attendue. La méthode est classique de la part de Uber. L'entreprise conquiert de nouveaux territoires en transgressant délibérément la loi. À ses armées de lobbyistes la mission de faire en sorte que ce soit le cadre législatif qui s'adapte.

Uber utilisait même un programme appelé Greyball afin d'identifier les autorités des villes où elle n'avait pas le droit d'opérer pour leur interdire l'accès à l'application et éviter de se faire prendre en flagrant délit.

Lorsque ces techniques de guérilla ne fonctionnent pas, l'entreprise préfère simplement quitter un marché qu'elle narrive pas à formater selon ses desiderata. En 2016 par exemple, la ville d'Austin avait forcé Uber et Lyft à vérifier que les personnes qui conduisent pour elles n'avaient pas de casier judiciaire. Une mesure qui avait poussé les deux entreprises à quitter la ville – avant de revenir en 2018 à la faveur d'un changement de législation. Slate.fr 13 septembre 2019

Le même scénario qu'aux Etats-Unis et au Japon pour mieux nous imposer leur modèle de société totalitaire.

Prêts immobiliers: comment la BCE nous incite à nous endetter - lefigaro.fr 13 septembre 2019

En baissant son taux de dépôt, la Banque centrale européenne incite les banques à prêter leurs liquidités plutôt qu'à les placer chez elle. Une situation qui profite aux emprunteurs immobiliers. Le Figaro vous explique pourquoi.

La Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser son taux de dépôt de 0,1 point à -0,5%. Dit comme cela, cette annonce

n'a pas de quoi vous faire tomber de votre chaise. Et pourtant, c'est une bonne nouvelle si vous avez un crédit immobilier en cours ou à venir. Ce taux est celui auquel sont rémunérés les dépôts que placent les banques auprès de la BCE. S'il est négatif, confier leurs liquidités à l'institution coûte de l'argent aux établissements financiers.

Dans un contexte où les obligations et les actions perdent de leur attrait, les banques ont tout intérêt à prêter leur argent aux particuliers. Et en cela, le crédit immobilier est le placement qui offre le meilleur couple rendement/risque. «D'autant qu'en France, le taux de défaut sur les crédits immobiliers est le plus faible d'Europe, précise Jérôme Robin, directeur général du courtier en crédits immobiliers Vousfinancer. Même si la rentabilité sur les crédits immobiliers est faible, elle reste positive». Une aubaine pour les actuels ou futurs emprunteurs et notamment ceux qui disposent d'un bon voire très bon profil.

Mois après mois, les banques adoptent une politique offensive en baissant leurs taux. C'est ainsi qu'en août dernier, le taux d'emprunt, toutes durées confondues, a atteint un nouveau record, selon l'observatoire Crédit Logement/CSA: 1,17%. Dans le détail, vous pouvez obtenir en moyenne un taux de 0,96% sur 15 ans, de 1,13% sur 20 ans et sur 1,34% sur 25 ans. Mais, si vous bénéficiez de revenus élevés et réguliers et une bonne capacité d'épargne, la banque peut vous accorder des taux encore plus faibles.

Grâce à une situation financière exceptionnelle, certains ont même réussi à obtenir des taux inférieurs à 1%. C'est ainsi qu'un couple de quinquagénaires havrais, gagnant 15.000 euros par mois à deux et disposant d'un apport de 200.000 euros, s'est vu proposer un taux de 0,55% sur 20 ans pour un emprunt de 600.000 euros. Idem à Rennes, un médecin gagnant 30.000 euros par mois, avec un apport de 180.000 euros, a glané un taux de 0,7% sur 25 ans. «Les banques ciblent tous les clients haut de gamme et c'est ainsi qu'ils obtiennent ces taux hallucinants. Certes, avec ces taux proches de 0, elles dégagent une plus faible rentabilité sur le crédit mais le risque est quasi-nul et le remboursement, plus rapide», analyse Sandrine Allonier, de Vousfinancer. lefigaro.fr 13 septembre 2019

CINQUIEME PARTIE

La collaboration de classes s'étoffe ou passe à un format supérieur.

LVOG - Un discours insupportable, car il cautionne le régime en place et ses représentants.

- Vers l'alliance des Gilets jaunes et du mouvement climat ? - tendanceclaire.org 13 septembre 2019

Les organisations du mouvement climat s'adressent à « la classe politique » et « au grand public » afin de forcer les premiers à agir et d'inciter les seconds à à se mobiliser. Dans cette démarche, le sens du mouvement est de faire bouger d'autres acteurs que lui dans un monde pensé comme une totalité...

https://www.lautrequotidien.fr/articles/unejournee1009

LVOG - Pour nous, il ne s'agit pas "*de faire bouger d'autres acteurs*" pour perpétuer votre "*monde pensé comme une totalité*", mais de combattre et exterminer ceux qui sont nuisibles pour bâtir un monde meilleur et plus juste.

"*Se mobiliser*" pour "*forcer les premiers à agir*", connaissant les intentions nuisibles de « *la classe politique* », ceux qui nous gouvernent, cela revient à leur prêter main forte pour qu'ils puissent appliquer leur programme et atteindre leurs objectifs inavouables dont les travailleurs feront les frais.

Dans le même registre.

Entendu pendant l'acte 44 à Saint-Nazaire (44)

- «Je suis là parce que le gouvernement ne fait rien pour le climat», annonce un étudiant de 18 ans. tendanceclaire.org

LVOG - Il aurait fallu lui répondre qu'il était particulièrement injuste avec le gouvernement ou ceux qui l'ont précédé, car je crois me souvenir qu'ils ont déjà créé des taxes ou des vignettes, des contrôles techniques en tout genre (véhicules et immobiliers), vous en redemandez, bravo !

Toujours dans le même registre.

Reporterre. (publié par tendanceclaire.org - NPA)

- "Nous avons une responsabilité morale à agir indépendante de la responsabilité causale "

LVOG - Comment, nous devrions endosser "*la responsabilité morale*" de tous les maux dont souffre la société et dont le capitalisme porte "*la responsabilité causale*" sous prétexte qu'il ne s'en chargera pas, tout cela parce que vous refusez de l'affronter, mais vous nous prenez pour qui ? Quelle confusion !

- "plutôt que de se demander pourquoi il faudrait protéger la nature, la vraie question serait pourquoi on la détruit – et je ne trouve pas beaucoup de bonnes raisons à cela."

LVOG - Pourquoi, il en existerait ? Les capitalistes saccagent l'environnement dont ils tirent profit, et ils laissent saccager celui dont ils ne tirent pas profit, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils dépensent de l'argent pour le protéger puisqu'il ne leur rapporte rien, c'est aussi simple que cela.

Voilà à quoi en sont arrivées la gauche et l'extrême gauche, à devenir des agents du régime.

En famille. Toujours plus large !

Alexandre Benalla, Jean-Paul Delevoye à la Fête de l'Humanité... il ne manquait plus que Macron ! (Source : francetvinfo.fr 14.09)

Et Daniel Gluckstein (POID) toujours aussi perspicace en a fait (l'Humanité et le PCF) son éditorial cette semaine! Bravo ! (A lire plus loin)

En voilà un amalgame suspect, et là les idéologues néocons n'y sont pour rien...

A la Fête de l'Humanité, le rouge communiste se teinte du vert écolo - AFP

LVOG - Ce serait le pire des cauchemars ! Cela donne quoi comme teinte le mélange de rouge et de vert ?

AFP - « Comment la gauche peut redevenir crédible ».

Clémentine Autain (Ensemble) était invitée avec Adrien Quatennens (LFI), le premier secrétaire du Parti socialiste (PS) Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti communiste Fabien Roussel et la porte-parole d'Europe Écologie-Les Verts Sandra Regol à une table ronde baptisée « Re - Faire Révolution ? » Le surtitre en dit long sur le chemin qu'il reste à mener : « Comment la gauche peut redevenir crédible ».

Alors que l'état de la gauche française après les élections européennes est proche du champ de ruines – en cumulé, LFI, PS, Génération·s de Benoît Hamon et PCF ont totalisé 18,26 % des suffrages... lepoint.fr 15 septembre 2019

LVOG - Et devinez qui a dit à un auditoire conquis : « En un an, nous avons connu trois grands mouvements protestataires entre #MeToo, les Gilets jaunes et la Marche pour le climat. Et ils se sont tous construits en dehors de nous. »

Réponse : Olivier Faure (PS).

LVOG - Et pour cause, #MeToo et la Marche pour le climat ont été initiés par l'oligarchie. Quant aux Gilets jaunes, ils ont été le produit des réseaux sociaux donnant lieu à toutes sortes de manipulations ou qui n'ont jamais été destinées à servir les besoins des peuples, les Gilets jaunes n'ont pas échappé à la règle.

Mélenchon n'est pas en reste. Histrion ou tartuffe du régime.

Il pourfend la justice et défend Ferrand: le virulent retour de Mélenchon - AFP 12 septembre 2019

LVOG - Après que Macron eut annoncé amorcer un rapprochement avec la Russie de Poutine, Mélenchon se fendra-il d'un compliment à son suzerain ? Maintenant que madame Le Pen l'a précédé, il va peut-être hésiter. Quel pantin !

Ah que c'est beau la "***moralisation de la vie publique***", la République exemplaire, le quinquennat du renouveau...

Ferrand, Rugy, Benalla... Ces affaires qui ont déjà entaché le quinquennat d'Emmanuel Macron - Franceinfo 12 septembre 2019

LVOG - Les points de suspension sont de Franceinfo parce qu'on ne les compte plus...

Quand les dirigeants de LFI en pinçaient pour le parti démocrate, il était bien inspiré...

Les milliardaires américains se rassemblent autour de Warren et Buttigieg par Eric Zuesse - Mondialisation.ca, 12 septembre 2019

Les candidats Démocrates à la présidence qui ont été les plus soutenus par les milliardaires n'ont pas obtenu de bons résultats dans les sondages, jusqu'à présent, et ce fait perturbe grandement ces derniers. Ils savent que le candidat Démocrate sera choisi lors du dernier tour des primaires, et ils ont toujours voulu que Pete Buttigieg y participe [Il est titulaire d'une bourse Rhodes, NdSF]. Par conséquent, ils l'ont soutenu plus que tous les autres candidats. Mais ce qui les inquiète aujourd'hui, c'est que son adversaire pour ce dernier tour pourrait bien être Bernie Sanders, qu'ils considèrent tous comme leur ennemi juré. Ils veulent à tout prix éviter ce résultat. Et ils ont peut-être trouvé un moyen de le faire : Elizabeth Warren.

Il y a quelques semaines à peine, les cinq principaux candidats à la présidence américaine du parti Démocrate, qui avaient reçu le soutien le plus fort de la part des milliardaires américains, étaient, dans l'ordre : Pete Buttigieg, Cory Booker, Kamala Harris, Michael Bennett et Joe Biden. Warren n'était qu'en 12e position dans le soutien des milliardaires. Sanders était lui tout en bas de l'échelle, zéro milliardaire le soutenant (il est le seul des 17 candidats déclaré qui n'ait aucun soutien de milliardaire).

Les milliardaires du parti Démocrate sont tout simplement fous de Buttigieg, mais la question qui se pose maintenant est de savoir qui ils vont choisir pour se présenter contre lui lors du dernier tour décisif des primaires ? Préféreraient-ils que ce soit Sanders ? Ou à la place Warren ?

Ils préfèrent définitivement Warren. Ses récents sondages d'opinion, dont le nombre ne cesse d'augmenter, montrent un tel soutien que le néoconservateur et libéral (c'est à dire pro milliardaires) magazine The Atlantic de David Bradley titrait « Elizabeth Warren arrive à amadouer l'establishment Démocrate », en une du 26 août dernier. Ce magazine disait que (en utilisant mon langage et pas le leur) les rats du navire Joe Biden en train de couler ont commencé à sauter à bord du navire flottant de l'U.S. S. Elizabeth Warren, qui est peut-être déjà à égalité avec les deux autres navires principaux, le Biden et le Sanders. Comme Sanders est le seul candidat à la présidence américaine qu'aucun milliardaire ne soutient, tout porte à croire que Warren éloignera certains d'entre eux de Biden. Cela pourrait transformer la course à l'investiture, en fin de compte, en un match Buttigieg contre Warren (qui sont tous deux acceptables pour les milliardaires), plutôt qu'en Buttigieg contre Sanders (ce qui représenterait pour eux la menace de résulter en une présidence Sanders). Il y a peu de raisons de penser que Buttigieg va décliner à la position #2 dans le soutien des milliardaires ; mais, si ce concours se transforme en Sanders v. Buttigieg, au lieu de Warren v. Buttigieg, alors les milliardaires du parti Démocrate non seulement verseraient encore plus d'argent dans la campagne contre Sanders, mais ils finiraient probablement par financer le candidat Républicain si Sanders se mettait à battre Buttigieg (comme c'est presque certain si l'on en croit les sondages). En revanche, si cette course à l'investiture finit par avoir lieu entre Warren contre Buttigieg, alors les milliardaires du Parti ne soutiendraient probablement pas le candidat Républicain, ils continueraient à faire des dons au Parti Démocrate, quel que soit le candidat qui l'emporte, afin de battre Trump (ou tout autre candidat Républicain), et prendre le contrôle du pays des mains des milliardaires Républicains (comme c'est maintenant le cas). (...)

En 2016, ce candidat mainstreamétait Hillary Clinton (le DNC avait même truqué les primaires pour la faire gagner contre Sanders), mais plus récemment c'était Joe Biden et Pete Buttigieg ; et, maintenant, ce mainstream commence à inclure (du point de vue des milliardaires) Elizabeth Warren. C'est parce que Warren est beaucoup plus préféré par les milliardaires que Sanders, et ils veulent donc que les progressistes du Parti la choisissent, au lieu de Sanders, de sorte que le dernier concours présidentiel démocrate sera entre Warren contre le favori réel des milliardaires, qui est Buttigieg. S'ils ne peuvent pas le faire élire, au moins ils pourront la faire élire. Mondialisation.ca, 12 septembre 2019

Pour lire l'intégralité de cet article ou le télécharger :

https://www.mondialisation.ca/les-milliardaires-americains-se-rassemblent-autour-de-warren-et-buttigieg/5636700?print=1

La suite. L'oligarchie financière sélectionne ses candidats de gauche à l'élection présidentielle américaine de 2020.

LVOG - L'AFP devient logiquement le porte-parole d'Elizabeth Warren, lisez l'article dithyrambique qu'elle lui consacre.

Une femme qui a des idées: Elizabeth Warren très applaudie à New York - AFP 17 septembre 2019

Extrait. "Elle a vraiment beaucoup d'idées": Elizabeth Warren, candidate démocrate qui monte pour la présidentielle américaine 2020, a énergisé lundi plusieurs milliers de New-Yorkais avec sa liste d'idées pour "réparer un système" américain qui selon elle ne profite plus qu'aux riches.

Celle qui n'a cessé de grimper dans les sondages ces dernières semaines - où elle occupe désormais la 2e ou 3e place parmi les 20 candidats démocrates, derrière l'ancien vice-président Joe Biden et parfois derrière Bernie Sanders - a énuméré ses propositions, censées relancer une démocratie américaine qu'elle juge "corrompue", sous les applaudissements et les cris répétés de "Warren! Warren! Warren!".

...cette ex-professeure de droit de Harvard "a un plan pour réparer" tous ces problèmes, une petite phrase qui rythme désormais ses discours comme un refrain, et qui s'affiche sur les tee-shirts de ses supporters: depuis l'interdiction à vie de pantouflage pour les élus du Congrès ou l'obligation pour les candidats de publier leurs déclarations d'impôts, jusqu'à l'assurance-santé pour tous et l'annulation de la quasi-totalité de l'énorme dette étudiante.

Des propositions qu'elle prévoit de financer par une taxe sur les riches, de 2 cents pour chaque dollar de revenu au-dessus des 50 millions de dollars, particulièrement applaudie par les habitants de la capitale financière américaine qui ont repris en choeur, "2 cents! 2 cents!".

LVOG - C'est vrai qu'avec une taxe sur les riches de 2 cents pour chaque dollar de revenu au-dessus des 50 millions de dollars, c'est alléchant, les oligarques et leur claque d'ignares peuvent applaudir à tout rompre ! Remarquez bien qu'à côté elle tient sensiblement le même discours que Bernie Sanders pour lequel Mélenchon et LFI avaient craqué.

AFP - Des géants énergétiques aux assurances-santé, en passant par l'industrie des armes et les élus vendus aux lobbyistes, tout le monde a intérêt à pérenniser un "système cassé" pour s'enrichir sur le dos des familles qui travaillent, a martelé cette ex-républicaine depuis la tribune, sa veste violette brillant sous les projecteurs.

Mais cette ex-professeure de droit de Harvard "a un plan pour réparer" tous ces problèmes, une petite phrase qui rythme désormais ses discours comme un refrain, et qui s'affiche sur les tee-shirts de ses supporters: depuis l'interdiction à vie de pantouflage pour les élus du Congrès ou l'obligation pour les candidats de publier leurs déclarations d'impôts, jusqu'à l'assurance-santé pour tous et l'annulation de la quasi-totalité de l'énorme dette étudiante.

LVOG - Pour l'AFP, une étoile est née, une étoile qui monte, et il serait évidememnt regrettable qu'elle n'ait été qu'une étoile filante, et pour cause à 2 cents le dollar, c'est encore moins cher que pour les fabriquer à la Fed !

AFP - Elizabeth Warren peut-elle emporter l'investiture démocrate en 2020? Beaucoup de ses supporters reconnaissent qu'il est trop tôt pour le dire, les primaires qui déboucheront sur la désignation du candidat démocrate qui affrontera l'iconoclaste président américain ne commenceront pas avant début 2020.

Mais le nombre de personnes qui croient à ses chances augmente, et la queue était interminable après le meeting lundi soir pour obtenir un "selfie" avec la candidate.

"Je commence juste à me familiariser avec les candidats, mais c'est de plus en plus clair pour moi que Elizabeth Warren sera ma candidate. Je ne vois personne de meilleure qu'elle," a indiqué à l'AFP Ellen Downing, 69 ans, ravie d'avoir pu écouter la sénatrice lors d'un bref passage à New York.

"Elle semble vraiment quelqu'un qui a beaucoup d'idées pour résoudre les problèmes de ce pays", s'est réjouie Rebecca Hatcher, 43 ans, bibliothécaire venue spécialement du Connecticut pour la voir.

Alan Siege, professeur en management new-yorkais, n'a lui rien décidé encore mais il voulait voir de près celle qui "parle plus de ce qui pourrait être par opposition à ce qui est déjà, comme Joe Biden".

"Je me demande s'il peut attirer et passionner les gens comme elle le peut", dit-il. "Evidemment je veux que Trump soit battu, mais j'essaie encore de voir la meilleure façon d'y arriver". AFP17 septembre 2019

LVOG - L'AFP ne pouvait terminer cet article "passionné" dicté par l'oligarchie financière, qu'en suggérant qu'elle était la meilleure candidate possible pour battre Trump ("la meilleure façon d'y arriver").

Leur dernière imposture sent plus le pétrole et le dollar que la poudre.

6% de pétrole en moins sur le marché, et c'est la pénurie qui menace, encore un faux prétexte ou une imposture.

LVOG - 6%, c'est 2% de plus que le CO^2 d'origine anthropique auquel on doit paraît-il le changement climatique, alors tout est possible ! La preuve, la Maison Blanche a fait savoir que des "infrastructures vitales pour l'économie mondiale" avaient été touchées, alors qu'elles ne représentent que 6% de l'approvisionnement mondial.

Pétrole saoudien: Washington "prêt à riposter" aux attaques, le prix du baril s'envole - AFP 16 septembre 2019

Les Etats-Unis se sont déclarés dimanche "prêts à riposter" aux attaques de drones la veille contre des installations pétrolières en Arabie saoudite, qui ont entraîné une réduction de moitié de sa production et provoqué une forte hausse des cours de l'or noir.

Cette frappe est d'un autre ordre: elle a provoqué une réduction brutale de production de 5,7 millions de barils par jour, soit environ 6% de l'approvisionnement mondial.

Le prince Abdel Aziz ben Salmane, récemment nommé ministre de l'Energie, a assuré qu'une partie de la baisse de production serait compensée par les stocks.

Ryad, premier exportateur mondial de pétrole brut, dispose de cinq gigantesques installations de stockage souterrain qui peuvent contenir des dizaines de millions de barils.

Lors d'un entretien téléphonique entre Donald Trump et le prince héritier, la Maison Blanche a condamné les attaques contre des "infrastructures vitales pour l'économie mondiale".

James Dorsey, expert du Moyen-Orient à la S. Rajaratnam School of International Studies à Singapour, a estimé des représailles directes peu probables: "Les Saoudiens ne veulent pas d'un conflit ouvert avec l'Iran (...) Ils aimeraient que d'autres se battent pour eux, mais les autres sont réticents".

Mais la Maison Blanche a fait savoir que M. Trump n'excluait toujours pas l'hypothèse d'une rencontre avec le président iranien Hassan Rohani malgré les accusations portées contre Téhéran.

L'envoyé de l'ONU au Yémen, Martin Griffiths, s'est déclaré "extrêmement préoccupé" par les attaques, également condamnées par des voisins de Ryad (les Emirats arabes unis, Bahreïn et le Koweït). Paris a exprimé sa "solidarité" avec Ryad.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a condamné les attaques et appelé toutes les parties à "la retenue pour prévenir toute escalade", selon son porte-parole. AFP 16 septembre 2019

Chute des cours du pétrole: l'Opep veut maintenir la baisse de la production - AFP 12 septembre 2019

Les pays de l'Opep, l'Arabie saoudite en tête, ont annoncé jeudi à Abou Dhabi leur intention de respecter leurs engagements à réduire la production pour maintenir des prix en baisse sur un marché instable, affecté par le climat d'incertitude de l'économie mondiale.

Le prix du baril de Brent se situe actuellement autour de 60 dollars contre plus de 75 dollars il y a un an, après avoir chuté à 50 dollars fin 2018.

Les 24 membres de l'Opep" ont décidé l'année dernière de réduire la production de 1,2 million de barils par jour à partir de janvier 2019 pour pousser les prix à la hausse, après une chute de 40% entre 2014 et 2019.

Prolongées jusqu'à mars 2020, ces réductions n'ont pas réussi à faire grimper le baril à plus de 70 dollars, ce qui explique le scepticisme de certains analystes quant aux effets de la stratégie de l'Opep".

"Le marché abandonne (l'idée) que l'Opep" puisse soutenir les prix", a estimé Ole Hansen, chef de la stratégie sur les matières premières à Saxo Bank A/S, cité par Bloomberg. "Ils peuvent contrôler la production mais pas la demande", a-t-il observé.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a mis en garde jeudi sur le "défi" énorme que pose la hausse de la production américaine pour l'équilibre du marché pétrolier.

Selon l'AIE, la demande mondiale augmentera de 1,1 million de barils par jour (mbj) en 2019 et 1,3 mbj en 2020.

Mercredi, l'Opep avait au contraire légèrement abaissé ses prévisions, sur fond de ralentissement mondial.

La demande progressera de 1,02 million de barils par jours (mbj) en 2019 et 1,02 million en 2020, selon l'Opep. AFP 12 septembre 2019

Ils osent tout.

- Sarkozy a "de la peine" pour les Balkany et "espère qu'ils vont tenir le coup" - AFP

- Défense des droits fondamentaux dans l'UE - euronews

- Migrants: l'Ocean Viking se prépare à retourner vers la Libye - AFP

Les ONG sont devenus les passeurs... Chut !

- Quatre ministres à Marseille pour dévoiler un plan "anti-stups" - AFP

- Sommet de la Cedeao : un plan d'action antiterroriste à un milliard de dollars - LePoint.fr

- Le parti démocrate américain a opéré un grand virage à gauche - Le HuffPost

- Acquittement de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé : la procureure fait appel - LePoint.fr

- Hong Kong: le militant pro-démocratie Joshua Wong demande le soutien de Trump et du Congrès - AFP

- Hong Kong: les manifestants pro-démocratie en appellent à Londres - AFP

Des manifestants pro-démocratie se sont rassemblés dimanche aux abords du consulat de Grande-Bretagne à Hong Kong pour demander à Londres d'en faire davantage pour protéger les habitants de son ancienne colonie, dénonçant à nouveau le recul des libertés dans le territoire. AFP

- Irak : l'US Air Force a rayé une île de la carte - LePoint.fr

L'armée américaine a largué 36 tonnes de bombes sur une île du Tigre qu'elle jugeait « infestée » de combattants de l'État islamique. LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

LVOG - Encore un régime minoritaire et illégitime. Un de plus.

Présidentielle en Tunisie: participation de 45% au premier tour - AFP 16 septembre 2019

Le taux de participation au premier tour de la présidentielle dimanche en Tunisie a atteint 45,02%, a annoncé l'Instance chargée d'organiser les élections. En 2014, la participation pour le premier tour s'était établie à 64% en fin de journée.

L'arrivée au second tour de la présidentielle en Tunisie de deux candidats ayant fait campagne sur des plateformes "anti-

système", laisse présager de profonds bouleversements, et soulève de nombreuses interrogations sur la suite.

Quelques éléments de réponses.

Pourquoi un tel rejet des candidats traditionnels?

Une abstention-sanction s'est dessinée dimanche : les élections étaient de toutes les conversations, les interviews politiques ont été très suivies, mais la classe politique n'a pas réussi à regagner en crédibilité auprès d'un électorat lassé des guerres de clans et stratégies politiciennes.

"Cette abstention exprime un réel rejet du système, plus qu'un désintérêt", souligne le politologue Hamza Meddeb.

"Il y a un ras le bol d'une classe politique qui n'a pas répondu aux attentes économiques et sociales", estime-t-il, critiquant "un discours très faible des candidats, une absence de pensée et de vision".

Les Tunisiens "ne pensent pas que ce personnel politique va résoudre leurs problèmes de fond", abonde l'historienne Sophie Bessis.

Cela va dans le même sens que le vote pour deux personnalités qui ont "réussi à capter le vote anti-système", même si le publicitaire Nabil Karoui, "fait partie de cette élite politico-médiatico-affairiste" qui est rejetée, souligne M. Meddeb.

Les deux candidats présentés comme finalistes "ne rassemblent que le tiers des votants", souligne l'éditorialiste Zied Krichen. AFP 16 septembre 2019

Présidentielle en Tunisie: vers un duel entre candidats hors normes au 2e tour - AFP 17 septembre 2019

Kais Saied, un universitaire de 61 ans sans parti ni structure, entré en toute discrétion sur la scène politique, recueille 18,9% des voix, d'après les chiffres de l'instance électorale (Isie) publié lundi et portant sur deux tiers des suffrages.

Il devance l'homme d'affaires emprisonné Nabil Karoui, qui recueille 15,5% des suffrages, devant le candidat du parti d'inspiration islamiste Ennahdha, Abdelfattah Mourou (12,9%).

"C'est assez représentatif du résultat, et a priori le classement final ne risque pas de changer", a déclaré à l'AFP Mohamed Tlili Mansri, un responsable de l'Isie.

Selon les résultats partiels de l'Isie, le ministre de la Défense Abdelkarim Zbidi arrive en 4e position avec 10,1% des voix et le Premier ministre Youssef Chahed 5e avec 7,4% des suffrages. Une défaite cuisante pour les candidats de la famille libérale "centriste" issus du parti de l'ancien président Béji Caïd Essebsi, décédé en juillet.

Sept millions d'électeurs étaient appelés dimanche à départager 26 candidats pour le premier tour de ce scrutin, qui s'est déroulé sur fond de crise économique et sociale et dans un contexte de rejet des élites politiques traditionnelles.

"Les électeurs ont adressé un message clair, tout à fait nouveau. Ils ont fait une révolution dans le cadre de la légalité, une révolution dans le cadre de la Constitution. Ils veulent quelque chose de nouveau. Nous avons besoin d'une nouvelle pensée politique", s'est félicité M. Saied lundi.

Régulièrement entouré d'étudiants ou jeunes actifs, il a défendu des positions socialement conservatrices: il est contre l'abolition de la peine de mort, contre l'abrogation des textes punissant l'homosexualité et les atteintes à la pudeur, ce dernier texte ayant servi à condamner des couples non mariés s'embrassant dans la rue. Il s'est aussi prononcé contre l'égalité en matière d'héritage.

Nabil Karoui, lui, est issu des cercles du pouvoir mais il s'est positionné contre eux et a vu son image d'"anti-système" renforcée par son incarcération fin août dans le cadre d'une enquête pour blanchiment et fraude fiscale.

Cet homme d'affaires de 56 ans, taxé de "populiste" par ses détracteurs, a bâti sa popularité ces dernières années en organisant des opérations caritatives dans les régions défavorisées, et il a derrière lui la puissance d'une chaîne privée, Nessma, dont il est le fondateur.

Les Tunisiens restent avant tout préoccupés par la crise sociale dans un pays sous perfusion du Fonds monétaire international (FMI), où le chômage est de 15% et où le coût de la vie a augmenté de 30% depuis 2016. AFP 17 septembre 2019

Algérie

La présidentielle en Algérie fixée au 12 décembre - AFP 16 septembre 2019

L'élection présidentielle en Algérie aura lieu le 12 décembre, a annoncé dimanche soir le chef de l'Etat par intérim, Abdelkader Bensalah, dans un discours à "la Nation", retransmis par la télévision publique.

La date annoncée coïncide avec les délais réclamés par le chef d'état-major de l'armée, Ahmed Gaïd Salah, véritable homme fort du pays depuis la démission forcée du président Abdelaziz Bouteflika le 2 avril.

"J'ai décidé (...) que la date de l'élection présidentielle sera le jeudi 12 décembre 2019", a déclaré M. Bensalah qui, selon la Constitution du pays, ne peut être candidat. AFP 16 septembre 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Etats-Unis

Les employés de General Motors appelés à la grève, une première en 12 ans - Le HuffPost 15 septembre 2019

Une initiative rare. Les 46.000 employés du constructeur automobile General Motors sont appelés à la grève à partir de minuit ce dimanche 15 septembre. Objectif: peser sur des négociations actuellement dans l'impasse sur une nouvelle convention collective, a indiqué le puissant syndicat United Auto Workers.

“Les responsables syndicaux de tout le pays se sont réunis dimanche matin après l'expiration samedi dans la nuit de la convention collective de General Motors datant de 2015, et ont choisi de se mettre en grève à minuit dimanche”, a écrit le syndicat UAW dans un communiqué.

Le syndicat exige notamment des augmentations de salaires, une meilleure couverture santé et des garanties sur la sécurité de l'emploi, a expliqué à la presse le vice-président d'UAW, Terry Dittes, à l'issue de la réunion à Detroit.

Également en négociation avec Ford et Chrysler, le syndicat est parvenu vendredi à un accord dans ces deux groupes. Le HuffPost et AFP 15 septembre 2019

LVOG - Il se peut que les employés et syndiqués de General Motors aient été particulièrement revendicatifs, alors pour les isoler et qu'ils capitulent, le vice-président d'UAW a signé des accords avec Ford et Chrysler. A suivre

Haut de page

Le 20 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Plusieurs documents ont été ajoutés dans différentes rubriques.

Une brève causerie, je n'ai pas eu le temps d'aller sur Internet.

- Au format pdf - 3 pages

Lu à la fin d'un tract (GMI) : *Intégration des régimes de retraite complémentaires au régime général !*

Le régime général est par répartition, le retraite complémentaire par points.

Parce que je n'ai cotisé qu'à mi-temps, le régime général m'a infligé une décote de 37,5%, le régime complémentaire 22%. Si le régime complémentaire avait été intégré au régime général, sur mes misérables 141,67 euros de retraite complémentaire j'aurais perdu encore 31,16 euros, non merci. Qu'il faille conserver le régime général par répartition, d'accord, mais ne nous

en demandez pas davantage.

Lu dans le même tract : *Retour aux 37,5 années de cotisation et à 60 ans d'âge de la retraite !*

37,5 années de cotisation, c'est trop, et 60 ans, c'est beaucoup trop tard.

Mon père décédé en 2003 était né en 1931. Il était menuisier en bâtiment. Je me souviens que lorsque j'avais environ 5 ans, donc aux alentours du début des années 60, quand mon père n'avait qu'une trentaine d'années, qu'après voir commencé à travailler à 16 ans, donc en 1947, une quinzaine d'années plus tard, il était déjà si fatigué, qu'il passait le dimanche matin à faire la grâce matinée et ma mère lui servait le petit déjeuner au lit. Il faut préciser que s'il était de constitution robuste et très courageux, à l'époque il était payé à la tâche, donc pas question de fainéanter ou d'enchaîner les arrêts maladies, très pauvre il était sous-alimenté par rapport à l'effort qu'il devait fournir quotidiennement. Arrivé à 45 ans il était déjà bien entamé, et complètement usé à 55 ans. Il cotisera jusqu'à 65 ans au lieu de 60 pour obtenir une meilleure retraite, il tombera gravement malade 3 ou 4 après avoir pris sa retraite et disparaîtra à 72 ans.

La plupart des travailleurs étant soumis à un rythme de vie infernal, ils devraient pouvoir prendre leur retraite vers 50 ans ou avant et non 60. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne participeraient plus au fonctionnement de la société, dans une autre société évidemment. Quant aux forçats qui se tapent les tâches les plus lourdes, dans les mines, les usines, les docks, sur les chantiers, bâtiment ou chaussée, etc. passées 10 années de service ils devraient être relevés systématiquement, et se voir confier des tâches plus légères après avoir suivi une formation rémunérée sur la base du salaire minimum fixé à 2.000 euros nets.

La durée quotidienne et hebdomadaire de travail serait fixée entre 5 et 6 heures maximums sur 4 jours, ou davantage après accord des ouvriers en échange de jours de récupération. Car il peut exister des contraintes matérielles, climatiques ou saisonnières, techniques, etc. ou il est plus rentable de travailler plus longtemps, tout gaspillage de temps évité favoriserait la réduction du temps de travail en régime socialiste, puisque c'est le bien-être des travailleurs qui serait à la fois à la base de la production et son objectif.

Ce sont là des aspirations légitimes que plus personne n'ose avancer. Et bien nous, nous continuerons à populariser le socialisme.

Imaginer un instant ces millions de travailleurs (et milliards d'euros) affectés à des tâches inutiles ou nuisibles dans les banques, les assurances, dans la magistrature, dans la police et l'armée, chez les notaires, avocats, etc. qui demain seraient affectés à la production et à l'organisation de la société, sans parler des millions de chômeurs qui les rejoindraient, il y aurait largement de quoi réduire le temps de travail et la durée du travail d'un tiers ou de moitié, travailler et satisfaire nos besoins dans la bonne humeur en rendant la nature encore plus belle, c'est tout à fait possible, mais le malheur, c'est que personne n'y croit par ignorance.

Lu également : *Une seule caisse pour tous les salariés, gérée par leurs seuls représentants !*

Tu parles, ils ne valent pas mieux que les représentants patronaux ! La preuve si nécessaire : *Dirigeants syndicaux, sortez du Conseil d'orientation des retraites !*

Nous, nous refusons d'exiger quoi que ce de ces agents du capital corrompus. Nous refusons de leur reconnaître la moindre légitimité pour représenter les intérêts des travailleurs. C'est cette orientation politique adoptée depuis près d'un siècle qui nous a conduit à la situation actuelle. Nous ne cautionnerons jamais la collaboration de classes, un point c'est tout.

C'est des syndicats qu'il faut chasser ces dirigeants. Et si nous n'en avons pas les moyens pour le moment, ce n'est pas une raison pour leur servir la soupe, même froide pour qu'ils attrapent une congestion, ils seraient foutus de s'en remettre et vous seriez compromis !

Deux infos.

En famille. Quand la médecine devient ambulatoire, le droit à la santé devient aléatoire.

LVOG - Leur méthode est la même qu'avec le climat, les retraites, l'école, etc.

Ils dressent un constat "*catastrophique*" de la situation, réel, amplifié ou imaginaire, de manière à ce que chacun se disent qu'il y aurait urgence à agir, pour finalement cautionner des mesures qui auront été prises par ceux qui détiennent le pouvoir et qui finalement contribueront à l'aggraver.

Un autre aspect de ce mécanisme machiavélique.

Après avoir pris des mesures qui ont contribué à pourrir la situation, ou avoir refusé de prendre des mesures adéquates pour

éviter qu'elle se dégrade davantage, ils s'en servent comme prétexte pour appliquer des mesures qu'ils n'auraient pas pu imposer autrement ou les justifier. Dit autrement, pour que la boucle de la machination soit bouclée, il ne leur reste plus qu'à décréter qu'ils doivent agir dans l'urgence face à une terrible menace, à laquelle personne ou presque n'osera s'opposer.

Un rapport alarmant sur la psychiatrie déplore une "prise en charge catastrophique" - Le HuffPost 18.09

Les députées Martine Wonner (LREM) et Caroline Fiat (LFI) dévoilent les conclusions de leurs travaux.

LVOG - Pour aborder ce sujet, il fallait commencer par lire le dernier paragraphe pour connaître leurs réelles intentions qui comme par hasard coïncident avec l'objectif du gouvernement : cautionner la liquidation de l'hôpital psychiatrique.

Le HuffPost - Le projet de budget de la Sécurité sociale pour 2020 devrait par ailleurs amorcer la “refonte” du financement de la psychiatrie.

LVOG - Le "*financement*, l'arme de la guerre ! Le tout présenter frauduleusement sous un angle avantageux, cela allait de soi aussi.

Le HuffPost - “Il est urgent de déployer des moyens importants sur les structures extra-hospitalières, qu’elles soient sanitaires, sociales ou médico-sociales”, font-elles valoir, plaidant pour “le développement massif d’équipes mobiles sur l’ensemble du territoire mais aussi de structures d’amont et d’aval”.

“Au terme d’une dizaine d’années, l’objectif (...) devrait être de déployer 80% des moyens de l’hôpital psychiatrique sur l’ambulatoire”. Le HuffPost 18.09

LVOG - Autant dire que l’hôpital psychiatrique aura complètement disparu ou presque. Que Caroline Fiat de LFI cautionne ce procédé scélérat et cet objectif, n'étonnera personne non plus.

Avec la participation du gouvernement français.

L'Otan approvisionne en armes Daesh au Yémen - voltairenet.org 17.09

Une enquête de Dilyana Gaytandzhieva, publiée par Arms Watch, établi documents à l’appui que la mission de l’Otan en Afghanistan (Resolute Support Mission) sert de couverture à un trafic d’armes états-unien pour approvisionner Daesh au Yémen.

L’enquête révèle au passage que les Forces spéciales US (Task Force Smoking Gun en Croatie) ont également acheminé des armes à Al-Qaïda (Front al-Nosra) en Syrie.

Quantité de sociétés sont impliquées dont Sierra Four Industries, Orbital ATK, Global Ordnance, et UDC aux États-Unis, ainsi que les gouvernements azéris, serbes et saoudiens.

La journaliste bulgare Dilyana Gaytandzhieva s’était fait connaître, il y a deux ans, en publiant des documents attestant du plus grand trafic d’armes de l’Histoire, l’opération Timber Sycamore [1]. voltairenet.org 17.09

Notes.

1. “Islamic State weapons in Yemen traced back to US Government : Serbia files” ;

2. “US Task Force Smoking Gun smuggles weapons to Syria : Serbia files” ;

3. “Leaked arms dealers’ passports reveal who supplies terrorists in Yemen : Serbia files”. by Dilyana Gaytandzhieva, Arms Watch, September 15, 2019.

Haut de page

Le 26 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie fait 50 pages, vous imaginez le boulot !

L'actualité est très chargée et les questions faisant l'objet de manipulation se multiplient, en réalité, tout ce qu'ils touchent, on baigne en pleine psychopathie ou folie aggravée.

Quel dommage que nous ne soyons pas toute une équipe pour faire ce boulot ! On le ferait mieux avec plus de moyens. Connaissez-vous un autre portail (ou blog) qui se livre à un tel travail ?

Ma compagne m'a demandé d'arrêter.

Un de mes commentaires posté au blog Les-Crises.fr a encore été censuré, c'était sur la crise climato-hystérique. Il faut voir les conneries qu'on peut lire, ce n'est plus à la pelle mais à la pelleteuse mécanique.

J'ignorais qu'en 2010 Assad et Chavez avaient appelé à la formation d'un Mouvement des alliés libres (www.voltairenet.org/article166111.html)

Ce qui me fait marrer, ce sont les gauchistes écervelés ou les opportunistes qui en pinçaient pour Chavez et traitaient Assad de dictateur ou de tyran sanguinaire. Ce qui est dommage, c'est que ces militants n'en tirent aucun enseignement politique.

J'ignorais la suite du parcours de mon ex-responsable de secteur à l'OCI en 1981.

Christian Eyschen, 65 ans, permanent syndical FO à la CPAM des Hauts-de-Seine et vice-président de la Fédération Nationale de la Libre Pensée. C'est un militant lambertiste, aujourd'hui POI, courant trotskiste auquel appartenait le patron de La France Insoumise (LFI) de 1968 à 1976, avant de rejoindre le PS. Le POI a appelé à voter Mélenchon à la dernière présidentielle de 2017 et a apprécié que le candidat n'ait pas soutenu Macron contre Le Pen au second tour. Eyschen a rejoint le GODF en 1991, six ans après Mélenchon. Eyschen Christian, Vénérable Maître d'Honneur de la Respectable Loge L'Homme libre – 32e REAA». blogs.lexpress.fr 31.10.2018

Précision : Mélenchon avait appelé à ne pas voter pour Le Pen uniquement, laissant libre les électeurs de voter éventuellement pour Macron, si ce que j'ai lu était exact.

Donc attention, en s'adressant à lui ne commettez pas l'horrible impair de l'appeler camarade ou monsieur...Tout sonne faux chez ce genre de dirigeants, dommage.

Eyschen ou la dérive papale d'un "bolchevik".

A lire dans le blog de La Tribune des travailleurs (POID)

- À propos d'une déclaration de 202 personnalités dans le Journal du dimanche du 7 septembre par Alain Visseq - Publié le 13 septembre 2019.

Nous exigeons la libération immédiate et sans condition de Louisa Hanoune !

Franceinfo - Un tribunal militaire algérien a condamné, dans la nuit du 24 au 25 septembre 2019, à 15 ans de prison la secrétaire générale du Parti des travailleurs Louisa Hanoune,

La défense avait admis que Louisa Hanoune avait participé à une réunion avec Saïd Bouteflika et le général "Toufik" le 27 mars, au lendemain d'une déclaration du chef d'état-major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, demandant publiquement le départ d'Abdelaziz Bouteflika.

Ont écopé de la même peine de prison, Saïd Bouteflika, frère du président déchu Abdelaziz Bouteflika, le général "Toufik" et son successeur à la tête du renseignement Athmane Tartag.

Le tribunal a également condamné à 20 ans de prison l'ancien ministre de la Défense et ex-chef d'état-major de l'armée Khaled Nezzar, son fils Lotfi, ainsi que Farid Benhamdine, gérant de la Société algérienne de pharmacie, tous les trois jugés par contumace dans la même affaire. (Source : franceinfo 25.09)

LVOG - On peut quand même légitimement se poser une question : Etait-ce bien le rôle et la place d'une dirigeante du mouvement ouvrier algérien de discuter avec Saïd Bouteflika et le général "Toufik" ? Notamment.

Où en sommes-nous ? Dans la préhistoire.

On est bien en présence d'un processus dialectique matérialiste et historique inconscient.

L'action précède le verbe ou l'idée, le règne de la nécessité celui de la liberté, l'évolution et la diversification des primates dont est issu l'hominidé ou homo sapiens, le passage du paléolithique au néolithique, du nomadisme à la sédentarisation, les différents modes de production qui se sont succédés suite au développement des forces productives, la civilisation humaine avec ses classes et ses Etats telle que nous les connaissons aujourd'hui, la formation de peuples primitifs sur des bases ethniques, puis sociales, la colonisation anarchique de la Terre par l'homme, l'apparition des villes, l'exploitation des ressources de la nature pour satisfaire les besoins toujours croissant des hommes, bref, tous ces processus qu'ils aient été naturels ou le produit de l'activité ou de la volonté des hommes, se sont déroulés jusqu'à nos jours sans qu'ils en aient pris conscience, puisqu'ils ont toujours ignoré les conséquences de ces transformations aussi bien sur leur propre destin que celui de la nature.

Bien que depuis bientôt deux siècles l'ensemble de ces processus soient connus ou parvenus à la connaissance des hommes grâce aux travaux de Marx et Engels, ils ne parviennent toujours pas à en prendre conscience ou à le traduire en terme d'action (politique) pour passer à un mode de production et de répartition des richesses supérieur, de sorte que ces transformations cesseraient d'être nuisibles aussi bien au destin de la majorité des hommes que de celui de la nature.

Ils ne parviennent pas à prendre conscience que les moyens matériels, économiques, humains existent de nos jours pour sortir définitivement du règne de la nécessité et de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de tous leurs maux et conquérir leur liberté, renouer avec la nature dont ils font partie, parce qu'ils continuent d'ignorer que c'est le même processus dialectique matérialiste qui est partout à l'oeuvre, et qu'il n'existe pas de fatalité.

Cette faiblesse est inhérente à la nature, donc y compris aux hommes qui viennent au monde ignorant de tout qu'ils soient riches ou pauvres, à ceci près qu'ils possèdent la faculté de progresser et d'en venir à bout, ce qui leur permettrait de modifier favorablement l'orientation de ce processus dialectique matérialiste pour s'émanciper du règne de la nécessité dont ils sont esclaves, dans le cas contraire ils n'auront pas idée des jours sombres et tragiques qui les attendent.

Les hommes se sont employés à exploiter, puis à transformer leur environnement pour satisfaire leurs besoins. Ils ont été jusqu'à croire que parce qu'ils pouvaient domestiquer ou exploiter la nature, ils parviendraient à la dominer ou à la maîtriser... Pure folie à mettre au compte des classes dominantes portées à soumettre par le fouet leurs esclaves, leurs serfs, leurs salariés, car la nature est changeante, imprévisible, indomptable, incontrôlable.

La Terre ayant toujours été soumises à des variations climatiques depuis quelque 4,5 milliards d'années, frustrée d'avoir fait l'objet d'une telle ignorance, et d'avoir subi de telles mauvais traitements, se rappelle soudain au bon souvenir des hommes, qui découvrent hébétés son pouvoir destructeur au point d'en devenir hystérique.

Les hommes se sont multipliés sans compter, de la même manière ils se sont établis n'importe où. Bref, son développement fut anarchique et inconscient, sans se soucier de savoir à quelle loi générale régissait leur planète, ainsi que ce qui l'entourait ou les conditions qui concouraient à la rendre viable pour les hommes, planète qui pourrait être soumise à des variations climatiques dommageables pour leur société ou leur mode de vie, et nécessitaient pour y parer ou en atténuer les conséquences, qu'ils s'y soient préparés.

Ils en furent incapables pour n'avoir pas réussi à mettre un terme au dernier stade du règne de la nécessité, le capitalisme, qui entrave leur liberté de mouvement et interdit toutes solutions pour faire face à ces dommages ou en réduire les conséquences.

Ils sont donc face à un problème politique et non un problème écologique, et la seule manière de le résoudre consiste à se mobiliser et à s'organiser pour mettre fin au capitalisme.

Imaginez un instant, il y a des milliers d'années en arrière, un homme se livrant à une démonstration avec 2 pommes, affirme qu'une pomme plus une pomme égale deux pommes, et qu'un de ses congénères se lève et déclare que c'est impossible, pourquoi, parce qu'il n'existe pas deux pommes identiques.

En admettant qu'il en reste là, l'homme en serait resté à l'état de sauvagerie, celui vers lequel l'oligarchie veut entraîner l'humanité.

Il y en a parmi nous pour lesquels 1+1=2 ne suffit pas, ils ne sont pas convaincus, ils doutent, ils réclament des preuves. Désolé, nous admettons humblement notre crasse ignorance, nous avons épuisé tous les arguments dont nous disposions pour vous aider à réaliser cette opération. Il ne vous restera plus qu'à nous expliquer comment vous allez vous y prendre pour changer le monde à vous tout seul, à moins que vous vous accommodiez de celui dans lequel vous vivez, c'est moins compliqué il est vrai.

- Au format pdf - 50 pages

PREMIERE PARTIE

Vont-ils faire sauter la banque ? Ce n'est pas pour demain !

La banque centrale américaine inonde le marché: faut-il s'en inquiéter? - lefigaro.fr 20.09

La Fed a injecté 278 milliards de dollars en quatre jours sur le marché monétaire américain et va en remettre 75 milliards quotidiennement jusqu'au 10 octobre. Ces opérations suscitent des interrogations. Les raisons pourraient ne pas être que techniques.

La Réserve fédérale des États-Unis a injecté quelque 278 milliards de dollars sur le marché monétaire en l'espace de quatre jours. Ces injections quotidiennes massives d'argent frais sur le marché américain de l'argent au jour le jour suscitent des interrogations. Les dernières fois que cette situation s'est présentée c'était au moment de la crise financière de 2008.

Après avoir injecté pour 53 milliards de dollars en début de semaine, la Fed a en effet reconduit trois fois ces opérations pour des montants astronomiques représentant 75 milliards par jour, et a d'ore et déjà annoncé qu'elle continuerait de le faire quotidiennement jusqu'au 10 octobre.

Ces opérations sont spectaculaires, mais elles ne semblent pas inquiéter la Bourse de New York, avec un indice Dow Jones qui s'est maintenu toute la semaine au-dessus des 27.000 points. La bonne résistance de Wall Street s'explique par le fait que ces opérations ne concernent que le marché interbancaire qui se trouve, selon les spécialistes, momentanément à cours de liquidités. Les banques qui se financent quotidiennement sur ce marché souffriraient d'un assèchement des liquidités à la suite d'importantes émissions de dettes de la part du Trésor et d'une forte demande de liquidités de la part des entreprises qui avaient à faire face à des échéances fiscales.

Certaines sources plus alarmistes évoquent cependant le refus de certains établissements financiers de mettre leurs disponibilités sur marché évoquant la vulnérabilité possible d'un intervenant (banque ou entreprises) qui pourrait ne pas être en mesure de rembourser les sommes empruntées au jour le jour. Si cette situation, synonyme d'une perte de confiance réciproque sur le marché interbancaire se vérifie, il pourrait s'agir d'une crise plus grave que les autorités monétaires devront régler au plus vite. lefigaro.fr 20.09

Commentaires d'internautes.

1- "Ces 75 milliards sont immédiatement utilisés pour le budget américain, c'est un tout de passe-passe la banque centrale " fabrique " des dollars, les introduit sur le marché pour ensuite l'Etat emprunte aux banques."

2- "C'est dommage d'écrire un article et de montrer qu'on ne le comprend pas! Quand la Fed injecte 75 Mds de prêts à 1 jour pendant plusieurs jours, elle n'injecte pas près de 300 Mds comme le dit l'article."

LVOG - Non, 278 !

- Au cours de trois opérations de marché distinctes effectuées de mardi à jeudi, la banque centrale avait offert un total de 203 milliards de dollars en pensions.

Cette semaine marque la première fois que la banque centrale prend de telles mesures depuis la crise financière mondiale il y a 10 ans. markets.businessinsider.com 20.09

Un repo, dont les noms juridiques en français sont notamment pension livrée ou pension de titres, est la contraction utilisée aux États-Unis pour l'expression "Sale and Repurchase Agreement", ou accord de rachat ou opération de pension, importants instruments financiers du marché monétaire.

- Evoquant des facteurs purement "techniques", la Fed de New York a ainsi injecté mardi 53 milliards de dollars sur le marché "repo", puis 75 milliards de dollars supplémentaires chacun des trois jours suivants, soit un total de 278 Mds$ (environ 252 MdsE).

Le "repo" (repurchase market) est un mode de financement sécurisé qui permet aux banques de se procurer des liquidités via un système de prêts à très court terme entre établissements. Les banques se prêtent des liquidités entre elles, généralement sur 24 heures, en les échangeant contre des titres très sûrs, les obligations d'Etat américaines (les Treasuries). Mais ces derniers jours, face à une forte demande, les liquidités se sont mises à manquer, faisant grimper les taux d'intérêts... boursier.com22.09

En complément.

Panique à la Réserve Fédérale et retour du Credit Crunch sur un océan de dettes - Mondialisation.ca, 20 septembre 2019

Extrait. L'économie capitaliste mondiale est maintenue à flot sur un océan de dettes et les injections massives de liquidités opérées par les principales banques centrales (la BCE et celles des États-Unis, du Japon, de la Grande Bretagne et de la Chine) renforcent cette tendance.

A cause des politiques menées par les banques centrales et les gouvernements, l'économie des pays les plus industrialisés est tombée dans ce que l'économiste britannique J. M. Keynes (1883-1946) appelait le piège de la liquidité. Alors que les banques centrales injectent des liquidités et baissent les taux d'intérêts, les banques et les grandes entreprises privées préfèrent garder ces liquidités à portée de la main ou les utilisent pour spéculer.

Il convient aussi de rappeler ce qu'écrivait dans Le Capital en 1867 Karl Marx (1818-1883) :

« Dès leur naissance, les grandes banques, affublées de titres nationaux, n'étaient que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtenaient, à même de leur prêter l'argent du public. [2] »

"La question n'est pas : les bulles spéculatives éclateront-elles ou pas ? Mais bien : quand éclateront-elles ?"

A propos des crises, il ajoutait « La crise elle-même éclate d'abord là où sévit la spéculation et ce n'est que plus tard qu'elle gagne la production. L'observateur superficiel ne voit pas la cause de la crise dans la surproduction. La désorganisation consécutive de la production n'apparaît pas comme le résultat nécessaire de sa propre exubérance antérieure mais comme une simple réaction de la spéculation qui se dégonfle. [3] »

LVOG - Citation de Marx mal à propos ou en partie obsolète, puisque que depuis déjà quelques décennies au moins, les gouvernements n'ont plus besoin de prêter "l'argent du public" aux grandes banques, elles le fabriquent elles-mêmes via les banques centrales qui leur distribuent. En revanche, pour régler leurs dettes les gouvernements recourent à "l'argent du public".

- "Les banques privées dépendent complètement du soutien des États"

Pour le dire simplement et un peu schématiquement, les banquiers centraux se demandent pendant combien de temps ils vont maintenir la politique actuelle qui consiste à injecter massivement des liquidités dans les banques et à maintenir un taux d'intérêt réel très bas, proche de zéro et, en tout cas, inférieur à l'inflation. Ils savent très bien et depuis un bon moment qu'en menant cette politique afin de permettre aux banques (et à de grandes entreprises non financières) de se maintenir à flot, ils ont favorisé la naissance de nouvelles bulles spéculatives qui peuvent éclater à très court ou à moyen terme. La question n'est pas : éclateront-elles ou pas ? Mais bien : quand éclateront-elles ?

En même temps, les dirigeants des banques centrales savent que s'ils réduisent nettement les injections de liquidités, ils vont mettre en difficulté les grandes banques et provoquer l'éclatement des nouvelles bulles spéculatives qui se sont formées ces dernières années. Si en plus ils augmentent les taux d'intérêt, cela accroît d'un cran supplémentaire le risque de faillites bancaires et d'éclatements de bulles. Difficulté supplémentaire, s'ils augmentent les taux d'intérêt, ils augmentent automatiquement le coût du paiement de la dette publique et aggravent le déficit des États [4].

LVOG - Pourquoi ces bulles devraient éclater, puisque les banques centrales disposent du pouvoir de renflouer les banques en recourant à la planche à billets ? Si elles les laissent éclater, c'est parce que les oligarques à la tête des institutions financières les plus puissantes en auront décidé ainsi, comme chaque fois dans le passé.

Si le capitalisme mondial fonctionnait encore tel que l'avait décrit Marx à son époque, cela fait belle lurette qu'il se serait effondré.

Ils osent tout, hold-up à 99 millions d'euros.

Ryanair : la rémunération du patron fait tousser les actionnaires - capital.fr 19.09

La compagnie aérienne a fait face, jeudi 19 septembre, à une forte contestation de ses actionnaires qui ont été près d'un sur deux à voter contre la rémunération des dirigeants dont celle de l'emblématique patron Michael O'Leary. Dans un bref communiqué publié à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires, le transporteur irlandais à bas coût a annoncé que seuls 50,5% des porteurs de titres se sont prononcés en faveur de la politique de rémunération des hauts responsables de Ryanair.

Ce plan prévoit notamment que le directeur général du groupe, Michael O'Leary, pourrait d'ici cinq ans acheter 10 millions d'actions Ryanair au prix de 11,12 euros, à condition que l'action dépasse 21 euros dans les cinq ans à venir et que la rentabilité annuelle du groupe double à 2 milliards d'euros. Si Michel O'Leary parvenait à exercer cette option, il réaliserait une plus-value de 99 millions d'euros.

Ce vent de révolte des actionnaires intervient alors que la compagnie doit composer à nouveau avec plusieurs mouvements sociaux en Europe. Au Royaume-Uni, les pilotes poursuivent leur grève depuis mercredi 18 septembre et pour plusieurs jours d'ici la fin du mois, pour protester contre leurs conditions de travail et leurs salaires. Ce mouvement n'avait toutefois pas de conséquence sur les vols. Une journée de grève est également prévue le 27 septembre par le personnel de cabine au Portugal, ainsi qu'en Espagne où les pilotes se joindront au mouvement, contre des fermetures de bases et des suppressions d'emploi.

Des syndicats belges ont de surcroît appelé, le même jour, à "une journée d'actions européenne" au sein de la compagnie. Fin juillet dernier, Ryanair a annoncé son intention de supprimer 900 emplois sur ses quelque 13.000 salariés. Le groupe entend fermer des bases cet hiver et à l'été 2020 à cause des reports de livraison du Boeing 737 MAX, dont la flotte est clouée au sol après deux accidents. capital.fr 19.09

En complément

Pendant que Thomas Cook s'enfonçait, ses dirigeants se remplissaient les poches - Capital 25 septembre 2019

C’est une nouvelle amère pour les salariés de Thomas Cook. Alors que 22.000 emplois sont menacés par la faillite du groupe touristique, la presse britannique s’est fait l’écho des rémunérations colossales perçues par les dirigeants de l’entreprise pendant des années. Selon le Guardian, les patrons successifs de Thomas Cook auraient ainsi reçu plus de 39,4 millions d’euros, en salaire ou en bonus, alors même que les finances de l’entreprise n’étaient pas au beau fixe. Capital 25 septembre 2019

Le modèle de société du totalitarisme : La monarchie !

"Downton Abbey", le film : une adaptation enlevée et efficace de la mythique série télé - franceinfo 21.09

Downton Abbey, en salles le 25 septembre, est une adaptation de la mythique série créée par Julian Fellowes, diffusée entre 2010 et 2015 au Royaume-Uni, qui a fait un carton dans le monde entier et reçu trois Golden Globes, dont celui de la meilleure série dramatique.

Le film, très attendu depuis l'annonce de sa réalisation en juillet 2018, se concentre, comme la série, sur les quelques jours précédant l'événement : côté salon avec ses péripéties aristocratiques, et côté cuisine avec les joies et les tracas des domestiques.

A travers la vie de château, c'est aussi toute une époque, un contexte politique et social, que décrit en filigrane Downton Abbey. La vie des aristocrates, l'attachement d'une famille à son nom, à sa terre, à ses principes et à la monarchie, bien particulière au Royaume Uni. Un attachement que partagent aristocrates et domestiques, car dans cette société hyper hiérarchisée, quoi qu'il arrive, on se retrouve autour des têtes couronnées.

Ici, même les graines de révolutionnaires qui œuvrent en cuisine éprouvent un sentiment de tendresse à l'égard de leurs monarques, pour d'autres ce sentiment confine carrément à la dévotion.

Le château et son jardin sont ici aussi en vedette. A l'occasion de la sortie du film, il sera d'ailleurs possible, comme le roi et la reine, de passer une nuit aristocratique au château, le 26 novembre prochain. franceinfo 21.09

Les idéologues de l'Etat profond faiseurs de haine et de guerres.

L'Inde va-t-elle faire enfermer toutes les personnes de confession musulmane? - Slate.fr

Le gouvernement du Premier ministre indien Narendra Modi veut expulser les personnes qui habitent l'État d'Assam dans le Nord-Est de l'Inde, et qui sont incapables de prouver leur citoyenneté –c'est-à-dire la minorité musulmane. Par quel moyen? En faisant une mise à jour du «registre national des citoyens» (NRC). La population concernée doit prouver qu'elle-même ou la génération précédente habite en Assam depuis au moins 1971.

(Selon) le gouvernement, il s'agit d'une simple opération destinée à identifier qui est en situation irrégulière de qui ne l'est pas. Il s'agit d'«un processus non discriminatoire qui ne laisse aucune place à l'injustice, et fondé sur des méthodes scientifiques», contrairement à ce que disent les médias étrangers, notamment pakistanais et occidentaux qui essayent de faire

croire qu'il s'agit d'un processus visant à exclure les musulmans.

LVOG - Amalgame scélérat entre déclarations politiques ou discours à vocation électorale et la réalité, car on ne voit pas comment le gouvernement indien pourrait expulser plusieurs millions de musulmans et pas seulement.

Slate.fr - Cette déclaration du ministère des Affaires étrangères entre en contradiction avec bien d'autres déclarations officielles. De longue date le BJP, le parti nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi, qualifie les adeptes de cette religion d'infiltré·es. L'actuel ministre indien de l'Intérieur, Amit Shah, les a comparés à des termites.

LVOG - La suite de l'article rappelait que le régime était despotique, notamment incarcérations en violation de la Constitution pendant des années ou des décennies, droits de la défense bafoués, conditions de détention inhumaines, etc. les touristes ou les expatriés occidentaux l'ignorent le plus souvent.

Quand j'évoque le totalitarisme ou la tyrannie à propos de la France, j'ai bien conscience que c'est un processus en cours ou inachevé, que je peux comparer avec celui que j'ai sous les yeux au quotidien et qui est beaucoup plus avancé ou même achevé à bien des égards, voyez les syndicalistes de Maruti condamnés injustement à la prison à vie. Quand on est en présence d'un représentant des forces de l'ordre, on doit veiller à son langage et à son comportement sous peine de finir en prison ou d'être expulsé.

Les travailleurs et la plupart des militants en France n'ont pas réellement conscience de la situation ou il y a beaucoup de choses qui leur échappent et comportent de lourdes menaces sur la société et les libertés, je m'emploie juste à les mettre en lumière ou à les avertir avant qu'il ne soit trop tard.

A deux reprises j'ai prêté de l'argent à des familles indiennes pour éviter qu'un de leurs membres aille en prison, l'un suite à un banal accident de la circulation, l'autre dans le cadre d'une procédure de divorce qui tournait mal, l'autre partie ayant inventé une agression. C'est pour dire qu'ici en Inde, la liberté ne tient qu'à un cheveux !

Slate.fr - La mission paraît impossible. Le Bangladesh n'en veut pas. Ces personnes vont-elles se retrouver en prison par milliers pour une détention ad vitam?

Ne pouvant être ni expulsés, ni incarcérés indéfiniment, les hors liste pourraient être autorisés à survivre en Inde, et destitués des droits liés à la citoyenneté.

LVOG - De plus de "1,9 millions" de personnes, l'auteur de cet article est passé à "par milliers". Il s'appelle comment au fait l'auteur de ces spéculations oiseuses, Patrice Victor. Sait-il ce que c'est les "droits liés à la citoyenneté", hormis la carte d'électeur qui permet de voter pour des partis corrompus, il reste le carnet de rationnement qui a été réduit à une peau de chagrin au cours des dernières années, les stocks sont vides ou presque ou les bureaux du gouvernement restent fermés pendant des mois. Sinon il reste les emplois de fonctionnaire pratiquement inaccessibles, sauf si vous connaissez les combines pour y accéder ou les responsables à payer. Et si vous n'avez pas un membre de votre famille dans la place, autant dire que vous n'aurez pratiquement aucune chance d'y accéder, il n'y en a aucun dans la famille de mon épouse ou de ma nouvelle compagne, donc sur plusieurs centaines de personnes.

Les Indiens ne bénéficient d'aucun droit social ou politique (ou à vos risques et périls !), voilà la règle, après appelez cela comme vous voudrez. Modi ou pas Modi, BJP ou parti du Congrès, cela ne change strictement rien.

En complément.

L'Islande condamnée à une amende après cette action pro-palestinienne à l'Eurovision - Le HuffPost 22 septembre 2019

Les organisateurs du concours de l'Eurovision ont infligé une amende à l'Islande pour sanctionner le déploiement par le groupe islandais Hatari de banderoles aux couleurs palestiniennes au cours de la dernière édition de la compétition musicale organisée en Israël, ont-ils indiqué ce samedi. Le HuffPost 22 septembre 2019

LVOG - Aux couleurs de l'Etat juif d'apartheid, elle aurait été ovationnée !

La haine et la délation vont trop loin, ils sacrifient leur truie !

Sandra Muller condamnée pour diffamation - euronews 26 septembre 2019

En France, l'initiatrice de #Balancetonporc a été condamnée pour diffamation, à l'encontre de celui qu'elle accusait de

harcèlement sexuel. Le mot-clé, créé par Sandra Muller avait suscité une véritable déferlante sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, cette décision de justice ne devrait pas peser sur la libération de la parole, mais envoie un message négatif, estime cette femme, que le magazine Time avait désignée comme l'une des personnalités de l'année 2017.

En octobre 2017, Sandra Muller avait incité les femmes à désigner les auteurs de comportements déplacés, et accusé l'ancien parton de chaîne Eric Brion, de l'avoir harcelée sexuellement.

Elle a été condamnée à lui verser 15 000 euros de dommages et intérêts, "faute de base factuelle suffisante", indique le tribunal, mais compte faire appel de cette décision. euronews 26 septembre 2019

En totalitarisme, le règne de la terreur et de la paranoïa collective doit être de mise dès l'enfance.

Site pour sensibiliser au risque terroriste : "Il ne faut pas oublier qu'on est une cible prioritaire, de ce fait il faut se préparer", estime une association de victimes - FranceInfo 20.09

Sensibiliser au risque d'attentats, apprendre les bons réflexes, c'est le but d'un site internet interactif, que lance ce vendredi le gouvernement. Il est destiné aux particuliers, aux élus locaux et aux professionnels qui accueillent du public. "Il ne faut pas oublier qu'on est une cible prioritaire, (...) de ce fait il faut se préparer", a expliqué ce vendredi sur franceinfo Guillaume Denoix de Saint Marc, directeur général et fondateur de l'Association française des victimes du terrorisme (AFVT).

Cela ne peut pas ne pas être anxiogène. Nous sommes tous collectivement une cible. Il faut qu'on intègre ça dans nos modes de vie...

Comme la menace est toujours là, il est important de rappeler que ce n'est pas parce que Daech est tombé que la menace a disparu. Le fait terrorisme va être enseigné dans les lycées. FranceInfo 20.09

LVOG - Les enseignants sont de plus en plus appelés à se transformer en porte-parole de l'idéologie de la classe dominante (terrorisme, climat, etc.), c'est un euphémisme...

Dans quel monde policier merveilleux vivons-nous.

Deux enfants de 6 et 8 ans arrêtés et menottés dans leur école à Orlando - Slate.fr 23 septembre 2019

Jeudi 19 septembre, un garçon de 8 ans puis une fillette de 6 ans ont été arrêtées et menottées alors qu'elles se trouvaient dans leur école à Orlando, en Floride. La charter school (une école privée à financements publics) Lucious and Emma Nixon Academy emploie des agents de sécurité, comme c'est le cas de Dennis Turner. Il est membre du programme des officiers de réserve et travaillait auparavant à la police d'Orlando. Le chef de la police locale a déclaré que ce dernier avait été depuis suspendu de ses fonctions et faisait l'objet d'une enquête.

Le premier enfant, dont l'identité n'a pas été divulguée par la police, a été amené dans un centre d'évaluation juvénile, avant que l'un de ses proches vienne le récupérer. L'agent chargé de son transfert n'a pas vérifié si Dennis Turner avait obtenu l'autorisation de son superviseur de procéder à la mise en détention de l'enfant, conformément à la loi. Quant à la petite fille, Kaia, elle n'a pas été conduite au centre d'évaluation juvénile car l'agent chargé de son transport a constaté l'absence d'autorisation pour procéder à l'arrestation et a interrompu le processus.

D'une crise de colère à la détention

La grand-mère de Kaia, Meralyn Kirkland, a déclaré à la chaîne de télévision WKMG que sa petite-fille avait été arrêtée après avoir piqué une crise de colère. Elle a reçu un appel l'informant que Kaia avait donné un coup de pied à un membre du personnel de l'école et qu'elle était accusée de coups et blessures. Alors qu'elle expliquait à l'officier Dennis Turner que sa petite-fille souffrait de troubles du sommeil, il aurait répliqué: «J'ai de l'apnée du sommeil et je ne me comporte pas comme ça.» Mais Meralyn Kirkland estime qu'«aucun enfant de 6 ans ne devrait pouvoir raconter qu'il avait des menottes aux poignets et qu'il était à l'arrière d'une voiture de police».

Interrogé, le docteur Victor M. Formari, vice-président du service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'hôpital Zucker Hillside de Northwell Health dans l'État de New York, a déclaré qu'il était difficile d'affirmer que des enfants de 6 ou 8 ans méritaient d'être arrêté·es. Dans des situations similaires, le système de santé mentale est plus adapté pour les enfants que le système de justice pénale car «les arrêter et les menotter est traumatisant», sans qu'il n'y ait «d'avantage clinique pour l'enfant ou la société».

Après avoir servi dans la police durant vingt-trois ans, Dennis Turner a pris sa retraite en juin 2018. Il avait toutefois fait l'objet d'une enquête en 1998 pour mauvais traitements infligés à son fils de 7 ans. Puis en 2016, il avait été réprimandé pour usage

excessif de la force après avoir utilisé cinq fois un taser sur un homme lors d'une arrestation, selon le journal Orlando Sentinel. Slate.fr 23 septembre 2019

Parole d'internautes.

1- LREM = La Répression En Marche

2- Un internaute : "*C'est Macron et Hollande qui ont fait la COP21. Ces manifestants vont dans le sens du pouvoir et de l'écolofascisme.*"

LVOG - Plus précisément l'oligarchie financière, aidés en cela par les institutions, partis, ONG, etc. à sa solde...

3- Un internaute : "*Comment les blackblock ont pu tranquillement sévir malgré la présence de nombreux services d'ordres et de contrôles?*"

LVOG - Une manifestante rapporte : "*On n'a pas le droit d'avoir du produit pour les yeux dans les sacs, on est condamnable à une amende de 135 euros.*" (Source : Le HuffPost 21.09)

Dans ces conditions, comment les blackblock peuvent-ils passer tous les contrôles avec leur attirail et s'infiltrer dans les manifestations ? On croit savoir que Castaner a une explication...

Quelques réflexions relevées ici ou là.

1- "Les peuples occidentaux ne sont pas suffisamment intelligents et perspicaces pour comprendre ce qui se passe. Ils ne constituent pas une restriction aux décisions à l'ordre du jour."

LVOG - D'autant plus qu'ils sont faibles, inorganisées et manipulables.

- "Beaucoup de gens sont sortis de la pauvreté, mais c'est une sortie précaire car elle dépend des allocations"

LVOG - L'état d'indigence et de privation permanente, l'humiliation de vivre de l'aumône ou de la charité publique, en guise de progrès social sous le capitalisme.

- Bolivie : La fiction d'un développement alternatif

De manière générale, la stratégie économique de la Bolivie soulève des problèmes de dépendance multiple : envers quelques matières premières (l'or le gaz, le zinc et l'or représentent près de deux tiers des exportations) aux prix fluctuants, sur lesquels il n'exerce aucun contrôle, et envers quelques pays (un tiers des exportations sont destinées au Brésil et à l'Argentine ; 21% des importations proviennent de la Chine) Mondialisation.ca, 18 septembre 2019

LVOG - La fiction du socialisme du XXIe siècle ou de la révolution bolivarienne, fausse alternative au capitalisme.

- "Le drame joué à Hong Kong est en fait un microcosme de l'image d'ensemble : un hyper-capitalisme néolibéral turbocompressé, confronté à une représentation politique zéro. Cet « arrangement » qui ne convient qu'aux 0,1% ne peut tout simplement pas continuer comme avant."

LVOG - C'est un peu le même scénario qui se produit dans tous les pays dominants ou qui les attend...

Les ONG sont des éléments clés de la stratégie néolibérale du chaos et de la déstabilisation des Etats.

Vanessa Beeley déboulonne les Casques blancs par Vanessa Beeley et Robin Philpot - Mondialisation.ca, 20 septembre 2019

La journaliste Vanessa Beeley passe en revue la fondation en2013 des Casques blancs en Turquie et en Jordanie, non pas en Syrie, par l'ancien membre des services britanniques James Lemesurier, leur financement britannique, américain et autre, et les objectifs qui ont été fixés pour eux.

Loin d'être des bénévoles au service de la population civile syrienne, ils sont des criminels bien payés qui participent activement à la tentative de changement de régime en Syrie lancée en 2011. Les preuves sont accablantes de ces crimes, allant de trafic d'organes humains, à la séquestration, à la participation aux crimes de djihadistes et à la fabrication de fausses nouvelles et

fausses vidéos.

Forte de son travail sur le terrain, elle expose la façon de fonctionner et note qu'ils sont devenus un modèle pour d'autres « ONG » soi-disant humanitaires qui participent à la déstabilisation de pays cibles, comme la Chine et le Venezuela. Mondialisation.ca, 20 septembre 2019

https://soundcloud.com/user-363799016/le-pied-a-papineau-ckvl-vanessa-beeley-deboulonne-les-casques-blancs

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Macron toujours en quête de légitimité. Falsification de la réalité et fabrication du consentement

- Hausse de la popularité de Macron et Philippe - AFP

...et quelques jours plus tard...

- Sondage. Légère rechute de popularité pour Emmanuel Macron - Journal du Dimanche 21.09

... mais ça remonte 3 jours après...

- Popularité : Macron et Philippe atteignent leur plus haut niveau depuis un an - L'Express.fr 24 septembre 2019

C'est le principal enseignement du baromètre politique de septembre réalisé par Odoxa-CGI pour France Inter, L'Express et la presse régionale publié ce mardi.

Macron guère apprécié hors de LREM. L'Express.fr 24 septembre 2019

- Emmanuel Macron fait de nouveau la une du « Time » - LePoint.fr

- Emmanuel Macron bénéficie d'une certaine bienveillance de la part de Time (huffingtonpost.fr)

Pas seulement du Time.

- Macron: «D'une certaine manière, les "gilets jaunes" ont été très bons pour moi» - LeFigaro.fr

C'est l'idée que j'avais exposé dès le départ, sans trop insister pour ne pas apparaître comme un opposant à ce mouvement et un suppôt de Macron. Cela m'était venu spontanément à l'esprit en observant le comportement bienveillant des médias. C'était suspect, cela aurait dû mettre la puce à l'oreille de ceux qui oscillent entre opportunisme et gauchisme ou confondent les deux.

Un scénario somme toute classique, le moment venu les médias criminaliseraient les manifestants tandis que la répression doublerait d'intensité, le tout allant crescendo sachant que le mouvement ouvrier était neutralisé et que la majorité des travailleurs ne se mobiliserait pas, il n'y avait plus qu'à attendre que la situation pourrisse sur place et que ce mouvement sans véritable direction et orientation se disloque et le tour était joué. Macron aurait le champ libre pour appliquer la suite de son programme. Tranquillement? Là c'est moins sûr, à suivre.

Un complément médiocre et de toutes les époques.

- Paris: Hugues Aufray rejoint l'équipe de Cédric Villani - Le HuffPost

LVOG - La vieillesse n'en finit plus d'être un naufrage...

Totalitarisme et propagande. Le Ministère de la Vérité se structure. Privatisation des médias publics.

Réforme de l'audiovisuel : une superstructure va chapeauter Radio France, France Télévisions, l'INA et France Franceinfo 24 septembre 2019

Une holding va chapeauter Radio France, France Télévisions, l'INA et France Médias Monde - qui regroupe la radio RFI et France 24 - a appris franceinfo de sources proches du dossier, mardi 24 septembre 2019. Arte et TV5 Monde ne feront pas partie de cette holding, en raison de leurs statuts particuliers de coopération internationale.

Cette holding, baptisée France Médias, verra le jour en 2021. Elle devra définir les orientations stratégiques et répartir le budget entre chacune des sociétés de l'audiovisuel public, rapportent plusieurs sources syndicales. En revanche, elle ne gèrera pas les affaires éditoriales de chaque entité. Les actuels patrons de l'audiovisuel public vont devenir des directeurs généraux, sous la houlette du - ou de la - PDG de la superstructure nommé par le conseil d'administration créé pour l'occasion, indique-t-on de même sources. Franceinfo 24 septembre 2019

LVOG - Conclusion : Boycott des médias institutionnels !

A quoi mesure-t-on le degré d'intelligence ou de conscience d'une personne ? Si elle regarde encore ou non la télévision, écoute encore ou non la radio ou dépense encore du fric pour acheter des journaux ou magazines (papier ou en ligne. Sans trop prendre de risques, on peut affirmer que c'est un indicateur fiable pour déterminer quel niveau d'influence peut avoir sur elle la propagande officielle, la marge d'erreur est minime.

Intox. Auraient-ils une meilleure opinion de Macron ?

LVOG - Entre nous, le charlatan Mélenchon n'a que ce qu'il mérite.

Trois quarts des Français ont une mauvaise opinion de Jean-Luc Mélenchon, selon un sondage - L'Express.fr 20.09

Le leader de la France Insoumise est en chute dans les sondages, 73% des Français le percevant comme "agressif".

Sa cote de popularité est en chute libre : près de trois quarts des Français ont une opinion négative de Jean-Luc Mélenchon, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting, pour franceinfo et Le Figaro, publié ce jeudi.

En deux ans, le leader de La France Insoumise (LFI) a chuté de 14 points dans les sondages. En septembre 2017, 42% des Français avaient une bonne opinion de lui : un chiffre qui a dégringolé à 28% aujourd'hui, indique franceinfo.

95% des sympathisants de LFI disent ainsi avoir une bonne opinion de lui. Mais 93% des Républicains ont une mauvaise opinion de Jean-Luc Mélenchon, tout comme 86% des sympathisants de La République en Marche et 73% des électeurs du Rassemblement national.

L'image de Jean-Luc Mélenchon, elle aussi, semble égratignée : 73% des personnes interrogées le jugent "agressif", 72% le perçoivent comme "pas sympathique", et 71% estiment même qu'il n'est "pas honnête". Du côté de La France Insoumise, 92% des électeurs le trouvent néanmoins "compétent", 89% "honnête" et 87% "sympathique".

Cette enquête Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro a été réalisée par internet les 18 et 19 juin, sur un échantillon de 1 005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'Express.fr 20.09

Les barbares et leurs milices se rebiffent.

Jean-Luc Mélenchon visé par une plainte du syndicat Unité SGP Police-FO - Le HuffPost 26 septembre 2019

Le syndicat Unité SGP Police-Force ouvrière a annoncé ce mercredi 25 septembre en fin de journée le dépôt d'une plainte contre Jean-Luc Mélenchon, après que ce dernier a qualifié de "barbares" les forces de l'ordre lors d'une manifestation contre la réforme des retraites mardi à Paris.

Le député LFI Alexis Corbière s'est insurgé contre cette "nouvelle polémique fabriquée contre Jean-Luc Mélenchon", en insistant sur le côté "privé de la conversation", et qui n'était donc en rien "une déclaration".

"Parce que le métier de policier exige de défendre les valeurs de la République, Unité SGP Police-FO a pris la décision de déposer plainte contre Jean-Luc Mélenchon", écrit le syndicat dans un communiqué partagé sur Twitter. "Ses propos, incitant à la haine, cautionnent les violences commises quotidiennement à notre encontre", poursuit-il.

Côté gouvernement et préfecture de police, même condamnation: propos "inqualifiables" selon Laurent Nuñez, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, "portant atteinte à la dignité" des forces de l'ordre selon Didier Lallement, préfet de police de Paris. M. Mélenchon "distille du poison", estime Marc Fesneau, ministre des Relations avec le parlement.

“Inacceptable insulte à nos forces de l’ordre mobilisées, chaque jour, pour protéger les Français, au péril de leur vie. Jean-Luc Mélenchon leur doit le respect, et désormais des excuses”, a tweeté mercredi Christophe Castaner.

Alliance a en outre appelé à un rassemblement jeudi à 11H00 devant le siège de LFI à Paris. L'ex-candidat à la présidentielle a aussitôt demandé sur Twitter "la protection de la gendarmerie" et des "gilets jaunes" ont appelé à venir le "soutenir" jeudi. Le HuffPost 26 septembre 2019

LVOG - 500.000 adhérents, je ne sais plus, 5 ou 6 millions d'électeurs, et il a besoin de "*la protection de la gendarmerie*", mais où sont-ils passés ?

Totalitarisme. Vengeance et acharnement. Pas d'excuse pour avoir remis en cause la version officielle du 11 septembre 2001.

Mathieu Kassovitz condamné pour avoir qualifié des policiers de "bâtards" et de "bons à rien" - programme-tv.net 19.09

L'affaire avait fait grand bruit il y a deux ans. En décembre 2017, l'acteur et metteur en scène Mathieu Kassovitz avait vivement réagi à une opération antidrogue menée par la police dans un hôpital psychiatrique de Nantes, qualifiant sur Twitter les forces de l'ordre de "bande de bâtards" et leur reprochant d'être "une belle bande de bons à rien". Ses propos avaient fait l'objet d'une plainte "à titre personnel" d'une quinzaine de policiers pour "outrage". Même si le réalisateur de La Haine avait ensuite présenté ses excuses, il avait du comparaître en mai dernier au tribunal correctionnel de Paris.

Ce jeudi 19 septembre, le verdict est tombé : Mathieu Kassovitz est reconnu coupable d' '"injures publiques" envers des fonctionnaires dépositaires de l'autorité, comme le rapporte l'Agence France Presse. Le comédien est condamné à payer une amende de 500 euros dans deux jugements distincts, soit 1.000 euros en tout. Il devra en outre verser un euro de dommages et intérêts à chacun des 17 agents qui avaient porté plainte contre lui.

En mai, lors de l'audience, Mathieu Kassovitz avait assuré que ces propos n'étaient qu'une simple "raillerie". Devant le tribunal, il avait regretté la "susceptibilité" des policiers assurant qu'il ne voulait pas les "blesser". Selon la décision de justice, relayée par l'AFP, l'acteur n'a été reconnu coupable que pour l'utilisation de "bande de bâtards" et non pas pour celle de "bons à rien"... programme-tv.net 19.09

LVOG - Le Grand Robert - "*Bâtard : Le mot est péjoratif, voire insultant, sauf lorsqu'il s'agit de grandes familles*". Précisons royales, aristocratiques ou oligarchiques, un privilège désormais partagé avec les forces du maintien de l'ordre de leur régime totalitaire, quelle déliquescence qui a comme une odeur de fin de régime !

Epidémie de totalitarisme, chacun est prié d'"***être en joie de 8h à 22h***" par arrêté municipal, la "morosité" est déclarée hors la loi.

Essarts-en-Bocage, ville de Vendée oblige les citoyens à "être en joie de 8h à 22h" - Le HuffPost 19 septembre 2019

Le maire des Essarts-en-Bocage, commune rurale de Vendée, a publié “un arrêté municipal officiel” portant obligation “d’être en joie” la semaine du 5 au 11 octobre, à l’occasion de la première édition d’un festival de musique “Ville en joie”.

L’arrêté, publié le vendredi 13 septembre, exige aussi “d’interdire la diffusion de toute musique qui pourrait être perçue comme déprimante ou triste, de films, d’histoires ou de livres qui se terminent mal” ou encore de “produire des endorphines, les hormones du bonheur, en riant au moins trois fois par jour”.

Interrogé par l’AFP, le maire (SE) Freddy Riffaud, qui travaille à mi-temps dans l’informatique, estime “qu’il y a trop de morosité” dans le pays et va tenter “de diffuser cet état d’esprit” dans les commerces et chez les habitants, précisant que l’arrêté était officiel et “signé de ma part”. Le maire de cette commune de 9.000 habitants, proche de La-Roche-sur-Yon, souhaite également créer le label “ville en joie”. Le HuffPost 19 septembre 2019

Intox. Son crime : Avoir tenu des positions anti-vaccins, impardonnable pour le lobby pharmaceutique, l'ordre des médecins et la ministre de la Santé.

Essai clinique illégal: "un vrai scandale", selon la ministre de la Santé - AFP 20 septembre 2019

L'essai clinique illégal sur au moins 350 malades de Parkinson et Alzheimer interdit jeudi est un "vrai scandale", s'est

insurgée vendredi la ministre de la Santé, Agnès Buzyn.

"C'est absolument inadmissible, c'est un vrai scandale, je pense qu'il y aura des poursuites pénales, le procureur est saisi", a affirmé Mme Buzyn à la presse en marge de la présentation d'un plan gouvernemental sur la nutrition à l'agence sanitaire Santé publique France, près de Paris.

"La priorité, c'est de connaître l'état de santé de ceux qui y ont participé, de vérifier qu'ils ont repris leur traitement, anti-parkinsonien notamment", a-t-elle poursuivi.

L'Agence du médicament ANSM a indiqué jeudi avoir interdit un "essai clinique illégal" mené sur au moins 350 malades de Parkinson ou Alzheimer ou personnes souffrant de troubles du sommeil.

Réalisé en partie dans une abbaye près de Poitiers, il était mené par une structure baptisée Fonds Josefa, dont le vice-président est le Pr Henri Joyeux est contesté par la communauté médicale notamment à cause de ses positions anti-vaccins.

L'expérimentation consistait à appliquer aux patients des patchs contenant deux molécules aux "effets inconnus" selon l'ANSM, appelées valentonine et 6-méthoxy-harmalan.

"Ça n'a rien à voir avec un essai clinique", a affirmé Henri Joyeux jeudi dans un bref entretien téléphonique avec l'AFP, en refusant d'en dire davantage.

"Il s'agit d'une étude scientifique préalable à un essai clinique qui sera demandé d'ici la fin de l'année 2019. L'ANSM le sait parfaitement", a-t-il affirmé sur BFMTV.

"Le professeur Jean-Bernard Fourtillan qui a découvert l'hormone du sommeil, le valentonine, a écrit le 22 juin dernier à l'Agence nationale du médicament pour le leur dire. Soit ils n'ont pas lu la lettre, soit ils l'ont mal lue, c'est tout", a-t-il poursuivi.

La radio Europe 1 a publié vendredi sur son site des e-mails envoyés à partir de décembre 2017 par le Fonds Josefa à des patients qu'il souhaitait recruter pour l'expérimentation.

Le Fonds Josefa y expliquait à ces patients qu'ils étaient sollicités pour participer à un "essai clinique préliminaire" du fameux patch.

Le coût était évalué à "1.000 euros par sujet inclus" dans l'essai.

En arguant du fait que "certains candidats aux essais cliniques n'auront pas les moyens d'effectuer un tel don (religieux, retraités, démunis etc.)", le fonds demandait "aux personnes les plus aisées (...) de faire un don supérieur à 1.000 euros, afin de pouvoir financer convenablement cet essai".

"Il en va de la qualité du dossier d'AMM (autorisation de mise sur le marché d'un médicament, ndlr) qui sera soumis aux autorités de santé", assurait le Fonds Josefa dans ces e-mails.

"Le président du Fonds Josefa, Jean-Bernard Fourtillan, a découvert une hormone qui peut être utile pour les patients. J'ai confiance dans sa découverte", a affirmé Henri Joyeux à Europe 1.

LVOG - Qui peut croire que "la priorité" d'Agnès Buzyn serait "de connaître l'état de santé de ceux qui ont participé essai clinique" comme si un simple patch pouvait mettre leur vie en danger ?

Imaginez que pour un coût réduit, un ridicule patch parvienne à soulager les troubles du sommeil les personnes atteintes des maladies de Parkinson ou Alzheimer, aussi efficacement ou mieux que les saloperies mises sur le marché par les trusts pharmaceutiques mafieux, insupportable !

Racket légal à l'hôpital cautionné par la ministre de la Santé.

Enquête France 2. Le business caché d'Happytal, la société qui renfloue les caisses des hôpitaux - franceinfo 19.09

Happytal, c'est le leader de la conciergerie d'hôpital. Des polos roses qui rendent aux patients hospitalisés de petits services, contre rémunération : paniers de légumes, livraison de journaux ou séance de massage… Depuis 2013, cette société privée de 400 salariés a signé des contrats avec une centaine d'hôpitaux en France, qui lui versent un abonnement en échange de ses services.

Mais nous avons découvert une autre activité d'Happytal, qui renfloue les caisses des hôpitaux. La mère d'Eliane Evard l'a appris à ses dépens, pendant une hospitalisation à Cannes l'an dernier, avant son décès à 89 ans. Elle était installée en chambre individuelle pour raisons médicales (comme l'atteste un certificat du service cardiologie), quand elle a reçu la visite d'une concierge d'Happytal. "Elle a demandé à ma mère si elle avait une mutuelle, si elle était d'accord pour cette chambre, etc." raconte sa fille Eliane. "Et elle lui a demandé de signer un papier."

Une signature… pour une facture de 900 euros

Ce papier que la mère d'Eliane a signé, c'est une demande de chambre individuelle, qui va permettre à l'hôpital de la facturer - et à Happytal de prélever une commission. Car la chambre simple reste gratuite tant que c'est l'hôpital qui décide de vous l'attribuer. Mais si c'est vous qui en faites la demande, l'hôpital peut vous la facturer : en moyenne 50 euros par jour, non pris en charge par la sécurité sociale.

"On reçoit cette facture de 900 euros," reprend Eliane. "Si la concierge avait dit : 'je vous donne ce papier à signer parce que vous êtes d'accord pour payer la chambre', ma maman, malgré son état, aurait réagi !"

Contactés, Happytal et le centre hospitalier nous ont répondu que le personnel médical l'avait jugée "apte" à être démarchée, que "l'âge n'est pas un critère de faiblesse", et que seulement "0,6% des dossiers" donneraient lieu à réclamation. Selon nos calculs*, la facturation des chambres simples rapporterait environ 1,5 million d'euros par an à l'hôpital de Cannes.

Des signatures qui valent des millions

Si ces signatures de patients récoltées par Happytal sont lucratives pour les hôpitaux, très peu d'établissements ont accepté de nous communiquer les recettes engendrées. Au centre hospitalier d'Orléans, l'un des rares à nous répondre, la facturation des chambres individuelles a doublé depuis que la direction fait appel aux services d'Happytal : de 2,5 millions d'euros en 2016 à 5,2 millions en 2018 ! A Paris, Happytal rapporterait 2 millions d'euros annuels à 4 hôpitaux, dont plus d'un tiers reviendrait à la société privée, selon la Commission Médicale d'Etablissement de l'AP-HP.

Nous avons rencontré des salariés qui ont quitté Happytal, pour certains après plusieurs années de collaboration. Ils ont choisi de témoigner anonymement, pour éviter tout conflit avec leurs nouveaux employeurs. Selon eux, la signature d'un maximum de chambres individuelles serait un des principaux objectifs assignés aux concierges d'Happytal. "C'est ce qui a été le plus contrariant pour moi," témoigne l'une d'eux. "On m'a dit : 'c'est une conciergerie, le but c'est d'apporter du bien-être, de la bienveillance', et on nous dit 'en fait il va falloir aller en chambre faire signer des demandes individuelles, parce que c'est ça qui fait gagner de l'argent à Happytal.'" Elle affirme que lors du démarchage en chambre, le but était d'obtenir "la signature du patient, à tout prix."

Des plaintes à la Répression des Fraudes

Car les salariés sont jugés sur le nombre de chambres signées. Un graphique interne que nous nous sommes procuré compare les résultats de chaque concierge en une semaine. Avec un commentaire acerbe d'un manageur : "Je me pose des questions sur les performances de [X] : 1 signature en 4 JOURS ! On en reparle à ma prochaine visite..."

"Oui," abonde un autre ancien concierge, "il y avait une pression pour en signer toujours plus, pour voir le plus de personnes possible, parce que chaque personne qu'on ratait, pour eux c'était de la facturation en moins."

Saisie de plaintes de patients, la Direction de la Répression des Fraudes (DGCCRF) nous a confirmé mener des contrôles sur Happytal et ses méthodes. A Paris, comme l'a révélé le journal Le Monde, c'est le corps médical qui s'interroge.

Je ne suis pas sûre que quand vous avez 80 ans et que vous venez pour une maladie quelconque, vous ayez la lucidité de vous dire : "Happytal n'est pas l'hôpital." La confrontation entre un patient en état de fragilité et quelqu'un qui veut lui vendre quelque chose, ça n'est pas un rapport contractuel à égalité. Dr Anne Gervais, Vice-Présidente - Commission Médicale d'Etablissement de l'AP-HP à L'œil du 20 heures

Happytal a refusé nos demandes d'interview. Par écrit, un porte-parole précise que tous ses concierges signent une charte éthique, dans laquelle ils s'engagent à fournir une "information loyale et complète", et à "respecter le choix du patient".

A l'issue de notre enquête, la direction des Hôpitaux de Paris nous a annoncé sa décision de ne pas renouveler ses contrats avec Happytal. Après deux ans d'expérience, 9 hôpitaux se passeront bientôt des polos roses et de leurs services. franceinfo 19.09

LVOG - Tiens, pour la ministre de la Santé ce n'est pas un "*vrai scandale*", on devrait l'enfermer à la Conciergerie !

Ils osent tout.

- Le "Comment osez-vous?" de Greta Thunberg, grand moment du mouvement climatique - AFP

- Les océans ravagés, nouvelle preuve accablante du dérèglement climatique - AFP

- Séisme à Washington: les démocrates lancent une procédure de destitution contre Trump - AFP

- Starbucks ne devra plus verser 30 millions d'euros aux Pays-Bas - euronews

Les juges ont estimé que Starbucks ne bénéficiait d'aucun avantage économique dans le régime fiscal en vigueur aux Pays-Bas.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Algérie

Des milliers de manifestants à Alger pour rejeter le scrutin du 12 décembre prochain - L'Express.fr 21 septembre 2019

L'annonce d'une élection présidentielle en décembre n'a pas suffi à arrêter les manifestants algériens. Ce vendredi, ils étaient à nouveau des milliers à se rassembler dans les rues d'Alger pour contester toute élection d'un successeur à Abdelaziz Bouteflika, poussé à la démission en avril dernier sous la pression conjuguée de la rue et de l'armée, sans un départ préalable du "système" au pouvoir depuis deux décennies.

"Le peuple veut renverser Gaïd Salah", "Mettez-nous tous en prison", "Le peuple ne s'arrêtera pas", ont scandé les manifestants, en référence à Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée et véritable homme fort du pays.

Avant le début de la manifestation, des membres des forces de l'ordre ont arrêté plusieurs manifestants à proximité de la place de la Grande Poste, point de rassemblement phare du mouvement de contestation, dans le centre-ville. La police a multiplié ces dernières semaines les arrestations à Alger avant le début des manifestations hebdomadaires du vendredi. Trois figures de proue de la contestation ont été arrêtées récemment en l'espace d'une semaine.

La mobilisation était cependant au rendez-vous, et ce également en dépit d'un déploiement des forces de sécurité encore plus important que lors des vendredis précédents. La police était fortement présente dans le centre de la capitale et sur les axes y menant. Elle a arrêté des véhicules dans les rues principales de la capitale menant notamment à la Grande Poste.

À l'entrée sud-ouest de la capitale, des membres des forces de l'ordre ont stoppé des voitures venant de l'extérieur d'Alger. Sur les médias sociaux, des militants ont fait état d'un embouteillage s'étendant sur "plusieurs kilomètres" aux entrées de la capitale. Un hélicoptère de la police a survolé la capitale depuis le matin. L'Express.fr 21 septembre 2019

Syrie

L'armée syrienne abat un drone équipé de bombes à fragmentation - sputniknews.com 21.09

L'armée gouvernementale syrienne a intercepté un drone équipé de bombes à fragmentation dans le sud-ouest de la Syrie, a annoncé l'agence de presse syrienne Sana.

Un drone chargé de bombes à fragmentation a été abattu par l'armée syrienne alors qu'il survolait le village d'Arnah, dans la région de Jabal al-Cheikh, au nord de la ville de Quneitra, relate l'agence de presse syrienne Sana.

Selon cette dernière, les spécialistes ont neutralisé le drone qui était bourré d'explosifs puissants de type C4 et muni d'un dispositif-piège empêchant de le démonter.

Une cache terroriste avec des produits israéliens

Les services secrets syriens ont en outre découvert une cache de terroristes dans le village de Barika, en banlieue de Quneitra.

La cache contenait des fusils d'assauts, des mitraillettes, des projectiles pour lance-roquettes et autres munitions, des moyens de communication par satellite. sputniknews.com 21.09

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Haïti

Pénurie d'essence en Haïti: heurts entre manifestants et policiers - AFP 21 septembre 2019

Plusieurs milliers de manifestants ont exprimé leur colère vendredi à Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, face à la pénurie d'essence qui perdure depuis plus de trois semaines dans le pays, un mouvement donnant lieu à des altercations violentes entre manifestants et policiers.

Depuis dimanche, les activités ont été paralysées dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et les principales villes du pays en raison des tensions causées par la pénurie de carburants.

Les compagnies importatrices de produits pétroliers peinent à approvisionner le marché national faute de trésorerie disponible, en raison des dettes de plusieurs dizaines de millions de dollars de l'Etat haïtien qui subventionne les carburants.

A plusieurs occasions vendredi, la police a tiré des salves à balles réelles provoquant la dispersion paniquée mais temporaire de la foule, a constaté une journaliste de l'AFP.

Face aux manifestants multipliant jets de pierres et de bouteilles en verre, les forces de l'ordre ont fait un large usage de grenades lacrymogènes.

Si une poignée de stations essence ont été partiellement réapprovisionnées jeudi dans la capitale, la très large majorité des points de vente du pays sont toujours fermés faute de stocks disponibles ou à cause des affrontements causés par les fortes affluences.

"Il faut que nous ayons la possibilité de travailler comme dans tous les pays, il faut que nous ayons la possibilité de manger (...) mais aujourd'hui c'est chaotique", déplore Evens Paul, jeune partisan d'un groupe de l'opposition.

Alors que la majorité pauvre de la population haïtienne peine à survivre face une inflation dépassant les 20%, de nouveaux scandales de corruption voient le jour, impliquant ministres et parlementaires. La colère des manifestants se cristallise autour de la personne du président, Jovenel Moïse, décrié par l'opposition depuis son élection en février 2017.

Le chef de l'État haïtien doit quitter le pays dimanche afin de se rendre à New York pour participer à l'Assemblée générale des Nations unies.

N'ayant qu'un gouvernement démissionnaire depuis six mois, le pays de la Caraïbe s'enfonce dans une crise politique profonde. AFP 21 septembre 2019

DEUXIEME PARTIE

Mobilisation sociale en France.

France : Plus de 10 000 manifestants réunis contre la réforme des retraites - euronews 24 septembre 2019

La grève contre la réforme des retraites a réuni une dizaine de milliers de personnes partout en France. Près de 150 actions ont été menées à travers le pays pour faire entendre la colère. euronews 24 septembre 2019

LVOG - 3 jours plus tôt, la manifestation nationale à Paris à l'appel de FO avait réuni entre 10 et 15.000 manifestants.

Question : 10.000 par ci, 15.000 par là, pour un total (CGT, FO et quelques syndicats moins importants) quelque 1,3 million d'adhérents, on ne comprend pas pourquoi ou comment les travailleurs pourraient se mobiliser en masse, si les adhérents ne participent pas aux manifestations de leurs syndicats, je voudrais qu'on m'explique.

Tout le monde évite soigneusement de se poser cette question, parce qu'elle touche au fonctionnement, à la structure des syndicats, à la conception du syndicalisme, finalement à leur nature. C'est pitoyable !

La mise en scène grotesque du Grand débat nationale réactivée pour faire passer la contre-réforme des retraites.

LVOG - Que craignent-ils ? Ils le disent eux-mêmes : "*tout le monde se sent concerné*" par la question des retraites. Vous me direz que cela ne signifie pas forcément grand chose.

Macron relance le grand débat pour convaincre sur les retraites - AFP 25 septembre 2019

Grand débat, acte 2: Emmanuel Macron donne jeudi le coup d'envoi de la concertation citoyenne sur les retraites, en reprenant dans l'Aveyron le format des réunions organisées après la crise des "gilets jaunes".

Debout, micro à la main, le chef de l'Etat va véritablement lancer la "large consultation" qui doit s'étaler jusqu'à la fin de l'année sur cette réforme présentée comme la plus importante de la deuxième partie du quinquennat.

En écho aux manifestations organisées ces derniers jours à Paris, les opposants ont d'ailleurs prévu de se faire entendre dans les rues de Rodez. La CGT, France insoumise, FSU, l'Union des Gilets jaunes, le Parti de Gauche, le PCF et SUD notamment ont appelé à un rassemblement à 17H30.

"Macron, assez de grand blabla", indiquent les organisateurs, pour qui le président "veut tromper son monde en faisant croire à un débat alors que les conclusions sont déjà écrites".

"Nous sommes extrêmement conscients que c'est la réforme qui peut susciter la plus large mobilisation" contre elle, remarque un haut responsable de la majorité. "C'est un sujet parmi les plus anxiogènes car tout le monde se sent concerné", souligne un autre. AFP 25 septembre 2019

C'est vrai que cela donne à réfléchir. Qui a dit qu'ils n'avaient pas de coeur ?

LVOG - A retenir :

"*Le coeur de notre électorat, c'est les plus de 65 ans et les retraites.*"

- "*Aller inquiéter les plus de 70 qui sont l'électorat le plus sûr d'aller voter aux municipales…*"

Réduction en vue d'une aide pour les personnes âgées non dépendantes, colère des oppositions - AFP 24 septembre 2019

Le gouvernement va supprimer l'an prochain un avantage accordé spécifiquement aux personnes âgées de plus de 70 ans qui emploient une aide à domicile, en le réservant aux seuls seniors dépendants, a indiqué lundi la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye.

Selon Marie-Béatrice Levaux, la présidente de la Fédération des particuliers-employeurs (Fepem) : "Si cette mesure est votée dans le cadre du projet de loi de finances, cela concernera 700.000 personnes." "Un discours hors de toute réalité, hors de la vie quotidienne : on peut ne pas être dépendant mais avoir une retraite très modeste et avoir des fins de mois difficiles", s'emporte Marie-Béatrice Levaux.

Décidée dans un souci "de justice sociale", la mesure n'a pas pour objectif premier de réaliser des économies, même si, en l'occurrence, elle pourrait permettre de dégager 310 millions d'euros "au maximum", selon la même source.

Interrogée sur BFMTV, la ministre du Travail Muriel Pénicaud a évoqué le chiffre de "115 millions d'euros".

Au total, ce dispositif d'exonération créé en 1987 et accordé actuellement sur critère d'âge, de dépendance ou au titre de l'aide à domicile pour un enfant handicapé, coûte 1,8 milliard d'euros par an à l'Etat.

Mme Ndiaye a réfuté toute "politique anti-vieux" de la part du gouvernement. AFP et le Journal du Dimanche Journal du Dimanche 23 et 24 septembre 2019

Comment le gouvernement a finalement renoncé à raboter un avantage fiscal pour les seniors - Journal du Dimanche 24 septembre 2019

La mesure avait mis le feu à la majorité. Edouard Philippe a rapidement éteint l'incendie : le Premier ministre a annoncé mardi, devant les députés, que la niche fiscale en faveur des personnes âgées de plus de 70 ans pour l'emploi d'une aide à domicile ne serait pas rabotée. "Ces mesures n'entreront jamais en vigueur", a-t-il déclaré dès le début de la séance de questions au gouvernement. A peine 24 heures après l'annonce de ce dispositif. Dans ce délai, les membres du gouvernement ont été assiégés par les professionnels du secteur mais aussi par la majorité. Journal du Dimanche 24 septembre 2019

Les syndicats citadelles du régime.

L'ancien leader de FO Pascal Pavageau règle ses comptes - lejjd;fr 21 septembre 2019

Dans un livre d'entretiens menés entre avril et fin août avec le journaliste Laurent Neumann : Allô Jupiter, ici la Terre (éd. Kero), à paraître cette semaine. Il y égratigne ceux qui l'ont fait chuter.

Face au JDD, il pointe "ces mégalodons qui tiennent l'organisation et pour qui la défense des travailleurs passe après leurs chapeaux à plumes".

Celui qui plaidait pour une ligne dure face à Emmanuel Macron continue, au fil des pages, à tenter de se construire une stature d'opposant. Les Gilets jaunes, il les aurait soutenus, lui. Et considère comme une "erreur historique" le fait que les syndicats n'aient pas relayé leurs préoccupations. lejjd;fr 21 septembre 2019

LVOG - Qu'il ne vienne pas nous faire croire qu'il ne savait pas à quoi s'en tenir, personne n'est dupe.

Marche pour le climat et Gilets jaunes

À Paris, une convergence gilets jaunes-Marche pour le climat étouffée - Lexpress.fr 21.09

Dès 9 heures du matin, la place de la Madeleine à Paris avait des allures de forteresse. Commerces fermés, barrages filtrants, dispositifs anti-émeutes bien en vue, présence policière et brigades motorisées en reconnaissance... Toute tentative de "convergence des luttes" entre gilets jaunes et mouvement écologiste, consigne de ce rendez-vous de rentrée, a été refrénée. "Les gendarmes n'ont pas arrêté de nous disperser. On ne sait même plus où aller, absolument tout est bouché", décrit Gilles, un gilet jaune venu d'Alsace, devant l'église de la Madeleine. À deux pas, un petit groupe excédé discute autour d'un thermos de café : "On ne pourra jamais accéder aux Champs-Élysées", "vive la démocratie", "c'est ça la France entière à Paris ?" interrogent-ils, en référence à l'un des mots d'ordre du jour.

Deux heures plus tard, malgré les 7500 membres des forces de l'ordre déployés dans Paris, ils sont près d'un millier de gilets jaunes à être parvenus à investir la plus belle avenue du monde. Mais tous dépourvus de leur gilet fluo, "pour ne pas se faire repérer à l'arrivée" explique Ivette, de Blois, "prudente" à la lumière des "milliers d'interpellations préventives" déclenchées, selon elle, par le simple port de ce vêtement. Est-ce le signe d'une mue ? Clotaire ne l'enfile plus non plus. "On n'est plus des gilets jaunes, on est des citoyens. Le mouvement a changé. Maintenant, le combat c'est contre la BAC, la police qui blesse et éborgne en toute impunité", dit ce manifestant de Sarcelles (Val-d'Oise) en pointant du doigt une troupe de policiers casqués remontant l'avenue au pas de course. Sa femme ne l'accompagne plus à Paris, "fragilisée psychologiquement" depuis un coup de matraque au visage au cours de l'acte 3, en décembre 2018, "comme tant d'autres".

"Les mobilisations sur Paris, maintenant, c'est fini", désespère Salem, tourneur fraiseur de 33 ans, venu de Douai (Nord). S'il promet de toujours revenir "même pour l'acte 2220 !", il se sent démuni face à cette démonstration de force. "On est là pour exercer nos droits, mais on n'est rien face au pouvoir répressif de cet État. Il faut que l'on monte en intensité. Le pacifisme a fait son temps. Je crois, j'espère, qu'on va sortir les armes." Avant d'appeler à concourir dans des villes "avec moins de CRS" à l'instar (croit-il savoir) de Rennes, Toulouse ou Strasbourg. Bientôt, la mobilisation se borne à des huées contre les brigades motorisées lorsqu'elles effectuent un passage ("Assassins !", "Dictature !") et quelques chants révoltés, le tout sans gilets, sans nombre, sans images fortes.

Marche pour le climat samedi 21 Septembre à Paris.

Black blocs et gilets jaunes prennent la tête du cortège. De "tout le monde déteste la police" à "un, deux, trois degrés, c'est un crime contre l'humanité", la diversité des slogans est à l'image de celle des personnes présentes. Après seulement trois quarts d'heure, les premières grenades lacrymogènes retentissent. Les manifestants rebroussent chemin dans la confusion. Sur Twitter, Greenpeace leur conseille de quitter la marche. Les militants pacifiques se replient, asphyxiés, mais beaucoup se retrouvent bloqués par des cordons de CRS. Personne ne sait où aller.

Une femme réussit à franchir un barrage avec son jeune fils en pleurs. Sophie est elle aussi venue avec ses deux enfants de 5 et 2 ans. Ils viennent de quitter la manifestation : "On a eu peur, on s'est réfugiés dans un immeuble. Pour passer, les policiers m'ont obligée à détruire la pancarte de mon fils qui dit 'on veut des oiseaux et des escargots'. Black blocs, écologistes, gilets jaunes, CRS, les enfants ne comprennent plus qui sont les gentils et qui sont les méchants !".

Vitrines cassées, banque dégradée, barricades de fortune incendiées, des dégradations ont été commises dès le début de la marche, où 1000 manifestants "radicaux" ont été signalés par la préfecture de police. "En 60 ans de manifs, je n'ai jamais vu ça", reconnaît Marie. Laura, trentenaire, n'a "pas de mots". Il y a un an, elle avait déjà participé à la Marche pour le climat. "C'était totalement pacifiste, cette année les forces de l'ordre ne nous ont pas laissés marcher", regrette-t-elle. Lexpress.fr 21.09

Ce couple de gilets jaunes se dit "empêché" de manifester - Le HuffPost 21.09

“C’est de la persécution presque. Il y a de la méchanceté, commanditée en haut lieu. Ils [les policiers] nous disent, ‘c’est les ordres’”. Venus de l’Essonne pour manifester à Paris ce samedi 21 septembre, Jacques et Élisabeth, 74 ans chacun, mariés depuis 1968 et gilet jaune sur les épaules, ont eu toutes les peines du monde à se faire entendre.

Entre les “périmètres interdits” à la manifestation, les fouilles, les filtrages et l’impressionnant dispositif de sécurité mis en place par la préfecture de police, le couple de retraités, elle enseignante, lui ingénieur, a parcouru la capitale pour tenter de se greffer à un cortège. En vain. “On a fait quatre lieux depuis ce matin. Chaque fois, c’était barricadé, on ne pouvait pas y aller. On a dû cacher nos gilets jaunes”, explique Élisabeth

Comme eux, de nombreux manifestants ont exprimé leur frustration dans les rues et sur les réseaux sociaux face à ce qu’ils considèrent comme une entrave au droit de manifester. Pour la première fois, beaucoup avaient renoncé à endosser le gilet jaune, notamment pour échapper aux contrôles de police.

“La police nous empêche. On ne peut même pas mettre le gilet jaune. On n’a pas le droit d’avoir du produit pour les yeux dans les sacs, on est condamnable à une amende de 135 euros. On nous encadre, la police nous arrête”, déplore Élisabeth d’une petite voix.

De guerre lasse, beaucoup de contestataires ont finalement rejoint la marche pour le climat au départ du Jardin du Luxembourg, celle-ci ayant été autorisée. C’est là que nous avons croisé Jacques et Élisabeth qui confient n’avoir jamais vu un tel dispositif policier. Le HuffPost 21.09

Manifestations à Paris : 158 personnes ont été placées en garde à vue - franceinfo 22.09

Au total, 158 personnes ont été placées en garde à vue, samedi 21 septembre, en marge des violences qui ont émaillé le 45e samedi de mobilisation des "gilets jaunes" et la Marche pour le climat dans la capitale, a indiqué dimanche le parquet de Paris. C'est le bilan le plus élevé depuis le week-end du 1er-Mai à Paris, où 315 personnes avaient été placées en garde à vue.

Le record avait été atteint avec plus de 900 gardes à vue lors des manifestations des "gilets jaunes" le 8 décembre 2018 dans la capitale.

Dimanche à la mi-journée, 45 de ces personnes avaient fait l'objet d'un rappel à la loi, assorti pour 16 d'entre elles d'une interdiction de paraître à Paris pendant une durée de six mois, une disposition nouvelle introduite dans la loi en mars pour faire face, notamment, aux violences récurrentes en marge des manifestations dans la capitale. La garde à vue se poursuivait pour 105 personnes et les quelques cas restants faisaient l'objet d'enquêtes préliminaires ou de classements sans suite, selon le parquet.

Parmi les personnes arrêtées figure un capitaine de police en poste au ministère de l'Intérieur. Hors service samedi, il manifestait dans la matinée lorsqu'il a été placé en garde à vue pour outrage et rébellion. Selon le décompte de la préfecture de Paris, 186 personnes au total ont été interpellées au cours de la journée... franceinfo 22.09

TROISIEME PARTIE

Mystification et prophétie climatique.

Où en sommes-nous ?

L'évolution et la diversification des primates dont est issu l'hominidé ou homo sapiens, le passage du paléolithique au néolithique,

du nomadisme à la sédentarisation, les différents modes de production qui se sont succédés suite au développement des forces productives, la civilisation humaine avec ses classes et ses Etats tels que nous les connaissons aujourd'hui, la formation de peuples primitifs sur des bases ethniques, puis sociales, la colonisation de la Terre par l'homme, l'apparition des villes, l'exploitation des ressources de la nature pour satisfaire les besoins toujours croissant des hommes, bref, tous ces processus qu'ils aient été naturels ou le produit de la volonté des hommes, se sont déroulés jusqu'à nos jours sans que les hommes en aient pris réellement conscience (ou la mesure si vous préférez), puisqu'ils ont toujours ignoré les conséquences de ces transformations aussi bien sur leur propre destin que celui de la nature.

On est bien en présence d'un processus dialectique matérialiste et historique inconscient.

La plupart des hommes vivent dans l'insouciance de leurs actes ou de ce qui se passe dans la société ou dans le monde, qu'ils soient illettrés ou très cultivés qui se croient plus intelligents que la majorité, c'est ce qu'on peut observer quotidiennement. A suivre.

Rappel. Ils ont officiellement développé des armes pour modifier le climat.

LVOG - Il n'est jamais inutile de mettre à l'épreuve l'esprit critique des lecteurs.

« HAARP - Un système d'armement modifiant le climat » - agoravox.fr 28.01.2010

Ci-dessous un rapport pour le moins édifiant de la Commission européenne des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense (rapport A4-0005/99 en date du 14 janvier 1999) sur les expériences menées par les Etats-Unis via le projet HAARP (High Frequency Active Auroral Research Project).

Le 5 février 1998, la sous-commission sécurité et désarmement du Parlement a procédé à une audition portant notamment sur HAARP. Des représentants de l'OTAN et des États-Unis avaient été conviés à la réunion. Ils ont toutefois choisi de ne pas venir. La sous-commission a déploré que les États-Unis n'aient envoyé aucun représentant à l'audition et qu'ils n'aient pas saisi l'opportunité de faire des commentaires sur le matériel présenté(24).

HAARP est un programme de recherche sur le rayonnement à haute fréquence (High Frequency Active Auroral Research Project). Il est conduit conjointement par l'armée de l'air et la marine des États-Unis et par l'Institut de géophysique de l'université d'Alaska à Fairbanks. Des tentatives analogues ont lieu en Norvège, dans l'Antarctique, mais aussi dans l'ex-Union soviétique(25). HAARP est un projet de recherche utilisant un équipement terrestre, un réseau d'antennes. Chacune est alimentée par son propre émetteur pour réchauffer des parties de l'ionosphère(26) au moyen d'ondes radio puissantes. L'énergie ainsi générée réchauffe certaines parties de l'ionosphère, ce qui crée des trous dans l'ionosphère et des "lentilles" artificielles. HAARP peut avoir de multiples applications. La manipulation des particularités électriques de l'atmosphère permet de contrôler des énergies gigantesques. Utilisée à des fins militaires contre un ennemi, cette technique peut avoir des conséquences terribles. HAARP permet d'envoyer à un endroit déterminé des millions de fois plus d'énergie que tout autre émetteur traditionnel. L'énergie peut aussi être dirigée contre un objectif mobile, notamment contre des missiles ennemis.

Le projet améliore la communication avec les sous-marins et permet de manipuler les conditions météorologiques mondiales. Mais l'inverse, perturber les communications, est également possible. En manipulant l'ionosphère, on peut bloquer la communication globale tout en conservant ses propres possibilités de communications. La radiographie de la terre sur une profondeur de plusieurs kilomètres (tomographie terrestre pénétrante) à la fin de découvrir les champs de pétrole et de gaz, mais aussi les équipements militaires sous-terrains, et le radar transhorizon qui identifie des objets à grande distance au-delà de la ligne d'horizon sont d'autres applications du système HAARP.

Depuis les années 50, les États-Unis procèdent à des explosions nucléaires dans les ceintures de Van Allen(27) afin d'examiner les effets des impulsions électromagnétiques qu'elles déclenchent sur les communications radio et le fonctionnement des équipements radars. Ces explosions ont généré de nouvelles ceintures de rayonnement magnétique qui ont pratiquement entouré la terre tout entière.

Les électrons se déplaçaient le long de lignes de champs magnétiques et créaient une aurore boréale artificielle au-dessus du pôle nord. Ces essais militaires risquent de perturber à long terme les ceintures de Van Allen. Le champ magnétique terrestre pourrait s'étendre sur de vastes zones et empêcher toute communication radio. Certaines scientifiques américains estiment qu'il faudra plusieurs centaines d'années avant que les ceintures de Van Allen retrouvent leur état initial.

HAARP peut bouleverser les conditions climatiques. Tout l'écosystème peut être menacé, en particulier dans l'Antarctique où il est fragile. Les trous dans l'ionosphère causés par les ondes radio puissantes qui y sont envoyées constituent un autre effet très grave d'HAARP. L'ionosphère est notre bouclier contre le rayonnement cosmique. L'on espère que ces trous se refermeront, mais l'expérience acquise suite à la modification de la couche d'ozone donne à penser le contraire. Le bouclier de l'ionosphère est fortement percé à plusieurs endroits.

En raison de l'ampleur de ces incidences sur l'environnement, HAARP constitue un problème global et il faudrait évaluer si les avantages que procure ce système compensent les risques encourus. Ses incidences écologiques et éthiques doivent être évaluées avant la poursuite des travaux de recherche et la réalisation d'essais. L'opinion publique ignore pratiquement tout du projet HAARP et il est important qu'elle soit mise au courant.

HAARP est lié à la recherche spatiale intensive menée depuis 50 ans à des fins clairement militaires, par exemple en tant qu'élément de la "guerre des étoiles" en vue du contrôle de la haute atmosphère et des communications. Ces travaux de recherche doivent être considérés comme extrêmement néfastes pour l'environnement et la vie humaine. Personne ne sait avec certitude ce que peuvent être les effets de HAARP. agoravox.fr 28.012010

Commentaires d'internautes.

1- "Quand on pense qu'il y a des gens qui pensent qu'il faut réduire les gaz à effet de serre pour lutter contre une modification du climat et on continue à laisser les militaires faire ce qu'ils veulent.

Ce monde marche sur la tête !"

2- « D'autres terroristes sont engagés dans un type d'action » écologique « où ils peuvent altérer le climat, déclencher des tremblements de terre, des éruptions volcaniques en utilisant des ondes électromagnétiques. Beaucoup d'esprits ingénieux travaillent actuellement pour imaginer des moyens de terroriser des nations entières. Tout ceci est RÉEL et c'est la raison pour laquelle nous avons intensifié nos efforts dans la guerre contre les terroristes. »

Secrétaire à la Défense William Cohen, avril 1997. Conférence consacrée au contre-terrorisme organisée par le sénateur Sam Nunn. Propos rapportés au Département de la Défense (DoD). "Conférence sur le terrorisme. Armes de destruction massive et stratégie américaine. Université de géorgie, Athènes, 28 avril 1997.

Tout de même... On a beau trouver bien des défauts aux militaires anglo-saxons, il faut bien leur reconnaître au moins une qualité essentielle : l'aptitude au pressentiment !

- Matin du 11 septembre 2001, USA : une vingtaine d'exercices de simulation d'attentats (crashs, détournements d'avion, etc.) sont en cours sur tout le territoire nord-américain, au moment même où les « vraies » attaques terroristes se produisent.

- Matin du 7 juillet 2005, Londres : des exercices d'entraînement similaires se déroulent dans le métro, aux mêmes endroits et mêmes heures (de pointe) que les vrais attentats.

Après-midi du 12 janvier 2010, Haïti : 10 000 GIs, déjà pré-positionnés autour de l'île, y débarquent derechef... Leur commandant, le général P.K.Keen, était déjà présent à Port-au-Prince depuis quelques jours, pour y préparer... quoi donc ? Une vaste SIMULATION d'opération humanitaire, faisant suite à une... catastrophe naturelle, envisagée au même moment en Haïti ! (ça ne s'invente pas)

3- Comment ? Qu'avez-vous dit ?

Projet HAARP (1985), PAMIR (1976, racheté par les Américains à la chute de l'Union Soviétique) SEAL (1945) ?

Armes climatologiques, sismiques, machine à provoquer des tsunamis ? Connais pas...

Ou alors, ce ne sont, une fois de plus, que ragots d'internautes délirants... C'est évident ! (quand la réalité outrepasse à ce point les limites de l'imagination humaine, ceux qui osent encore la formuler sont traités de déments ou d'affabulateurs alors que les sceptiques, qui en ont peur, se prennent pour de grands sages)

Bref, toutes les valeurs du faux et du vrai, de la folie et de la lucidité s'inversent.

http://www.paperblog.fr/644346/le-projet-haarp/
http://www.jppetit.org/Divers/Armes_sismiques1.htm
http://conspiration.ca/livres/anges_jouent_pas_haarp.html
http://www.voltairenet.org/article163625.html

4- "Effectivement , c'est assez troublant , et d'autant plus troublant que le séisme a comme par hasard limité à Haiti et la république Dominicaine juste limitrophe a été épargnée."

En complément. Encore un séisme qui tombe à pic.

- Séisme au Cachemire pakistanais : au moins 19 morts - AFP 24.09.2019

Des images montrent les dégâts après qu'un séisme de magnitude 5,2 a fait au moins 19 morts et plus de 300 blessés dans la partie du Cachemire contrôlée par le Pakistan, endommageant habitations et infrastructures dans cette région himalayenne. AFP 24.09.2019

Les Etats Unis ont-ils provoqué le tremblement de terre à Haiti ? - Réseau Voltaire 22 janvier 2010

Extrait.

VIVE TV - Un rapport de la flotte russe du Nord indiquerait que le séisme qui a dévasté Haïti est clairement « le résultat d'un essai par l'US Navy de son arme sismique ». (...)

Depuis la fin des années 70, les Etats-Unis ont considérablement avancé leurs recherches sur les armes sismiques. Selon ce rapport, ils utilisent désormais des générateurs impulsionnels, à plasma et à résonance combinés à des bombes à onde de choc [1]

Le rapport compare deux expériences conduites par la marine états-unienne la semaine dernière : un tremblement de terre de magnitude 6,5 alentour de la ville d'Eureka en Californie, qui n'a pas fait de victimes, et celui des Caraïbes qui a fait au moins 140 000 morts.

Ainsi que l'indique le rapport, il est plus que probable que l'US Navy avait une pleine connaissance des dommages que cette expérience était susceptible de causer à Haïti. C'est pourquoi, la Navy avait positionné à l'avance sur l'île le général P. K. Keen, commandant en second du SouthCom (Commandement du Sud), pour superviser les opérations de secours prévisibles [2] (...)

Selon le rapport, le système expérimental des Etats-Unis (High frequency active auroral research program, dit « HAARP ») permet également de créer des anomalies climatiques afin de provoquer des inondations, des sécheresses et des ouragans [3]

Selon un rapport précédent, les données disponibles coïncident avec celles du tremblement de terre de magnitude 7,8 sur l'échelle de Richter survenu au Sichuan (Chine), le 12 mai 2008, également causé par des ondes électro-magnétiques HAARP. (...)

L'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), intervenait déjà à Haïti avant le séisme.

Le président Obama a été informé du tremblement de terre à 17 h 52, le 12 janvier, et a ordonné le secours au personnel de son ambassade et l'aide humanitaire nécessaire à la population.

Conformément au rapport russe, le département d'État, l'USAID et le SouthCom ont débuté l'invasion humanitaire en déployant 10 000 soldats et contractants, à la place de l'ONU, pour contrôler le territoire haïtien après le « tremblement de terre dévastateur expérimental ». Réseau Voltaire 22 janvier 2010

Notes.

[1] Voir « Les armes sismiques » par Jean-Pierre Petit, 1er mars 2006.

[2] Officiellement, les forces US étaient prépositionnées autour d'Haïti dans le cadre d'un exercice militaire simulant… une intervention humanitaire en Haïti. Cf. « Defense launches online system to coordinate Haiti relief efforts », par Bob Brewin, Govexec.com, 15 janvier 2010.

[3] Le Programme HAARP : science ou désastre ?, par Luc Mampaey, Groupe de recherches et d'information sur la paix et la sécurité (Bruxelles, 1998).

Rappel sur le CO^2

François Gervais, physicien et expert reviewer du rapport AR5 du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), professeur émérite de l'université de Tours et ancien directeur d'un laboratoire du CNRS.

En fait, relève François Gervais, la combustion des ressources fossiles a entraîné une augmentation du taux de CO2 dans l'air de 0,03 % à 0,04 % en volume, c'est-à-dire que, « parmi 10 000 molécules d'air sec, on compte à peu près 7808 molécules d'azote, 2096 molécules d'oxygène, 92 atomes d'argon, gaz qualifié de rare, et seulement 4 molécules de gaz carbonique. » Le fait de passer de 3 à 4 molécules de CO2, une molécule supplémentaire parmi 10 000 molécules d'air sec ou 10 500 molécules d'air

humide justifie-t-il un tel émoi ? (contrepoints.org 29.05.2019)

La fabrique du consentement peine à convaincre.

Nouveau sondage sur le climat : l'esprit critique résiste toujours - mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 17.09

Un sondage YouGov sur la question du climat vient d'être publié. Mené dans plusieurs pays, il indique que le climato-réalisme résiste contre vents et marées à la permanente propagande carbocentriste.

Pour ce qui est de la France, les 37% qui pensent que le climat change mais que l'humanité n'en est que partiellement responsable constituent une fort belle minorité résistante au discours ambiant qui voudrait nous rendre coupables de chaque épisode caniculaire et de chaque cyclone. Ces 37% ne se définiraient peut-être pas tous comme climato-réalistes, toutefois, si l'on tient compte des 7% supplémentaires franchement sceptiques (4% pour qui l'homme n'est pour rien dans l'évolution du climat, 3% pour qui le climat ne change pas), on peut raisonnablement penser que le résultat du sondage confirme la stabilité de la proportion de Français qui doutent : de l'ordre d'un tiers.

Un point notable de ce sondage, qui ne semble pourtant pas avoir été signalé par YouGov, est le grand nombre de pays qui s'accusent eux-mêmes d'être les pires coupables du dérèglement de la disruption de la crise climatique. Cela illustre sans doute l'efficacité de la campagne de culpabilisation chez les sujets les plus prédisposés à l'éco-anxiété. Ainsi, la France, deuxième pays le plus environnementalement vertueux du monde selon le dernier classement de l'université de Yale (grâce notamment à son parc-nucléaire-qui-n'émet-pas-de-CO2), est reconnue comme telle part la plupart des pays, qui ne la mentionnent comme principal coupable de la fin des haricots de l'Apocalypse que de façon anecdotique (et probablement un peu aléatoire). Les seuls à accuser la France un peu plus nettement sont les Français eux-mêmes. Une culpabilité équivalente habite les Britanniques, les Allemands, les Italiens et les Espagnols. Les seuls Européens à échapper à l'autoflagellation sont les pays nordiques, ce qui suggère au passage qu'ils semblent avoir bien intégré leur statut d'autorité morale. Le « modèle scandinave » n'est-il pas une tarte à la crème des professeurs de vertu ? mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 17.09

Un courrier signé par 500 scientifiques et professionnels, dont 40 pour la France, vient d'être adressé à António Guterres, secrétaire général des Nations unies, ainsi qu'à Patricia Espinosa Cantellano, secrétaire exécutive de la Convention-cadres des Nations unies sur les changements climatiques.

Lancée par Guus Berkhout, géophysicien professeur émérite à l'université de La Haye (Pays-Bas), cette initiative est le fruit d'une collaboration de scientifiques et associations de treize pays. Publiée au moment où l'agenda international place une nouvelle fois le climat en tête des préoccupations, cette « Déclaration Européenne sur le Climat » est destinée à faire savoir qu'il n'y ni urgence ni crise climatique. Elle appelle donc à ce que les politiques climatiques soient entièrement repensées, et reconnaissent en particulier que le réchauffement observé est moindre que prévu, et que le gaz carbonique, loin d'être un polluant, est bénéfique pour la vie sur Terre.

Ci-dessous une traduction de cette lettre (suivie de la lettre originale en anglais). À faire circuler aussi largement que possible.

Vos Excellences,

Il n'y a pas d'urgence climatique

Un réseau mondial de plus de 500 scientifiques et professionnels expérimentés du climat et des domaines connexes a l'honneur d'adresser à Vos Excellences la Déclaration européenne sur le climat, jointe en annexe, dont les signataires de la présente lettre sont les ambassadeurs nationaux.

Les modèles de circulation générale du climat sur lesquels la politique internationale est actuellement fondée sont inadaptés. Il est donc cruel aussi bien qu'imprudent de préconiser le gaspillage de milliers de milliards de dollars sur la base des résultats de modèles aussi imparfaits. Les politiques climatiques actuelles affaiblissent inutilement le système économique, mettant des vies en danger dans les pays à qui est refusé l'accès à une énergie électrique permanente et bon marché.

Nous vous exhortons à suivre une politique climatique fondée sur une science solide, sur le réalisme économique et sur une attention réelle vis-à-vis de ceux qui sont frappés par des politiques d'atténuation coûteuses et inutiles.

Nous vous demandons d'inscrire cette Déclaration à l'ordre du jour de votre prochaine session à New York.

Nous vous invitons également à organiser avec nous début 2020 une réunion de haut niveau, constructive, entre des scientifiques de réputation mondiale des deux côtés du débat sur le climat. Cette réunion rendra effective l'application du juste et ancien principe, aussi bien de bonne science que de justice naturelle, selon lequel les deux parties doivent pouvoir être pleinement

et équitablement entendues. Audiatur et altera pars !

Bien respectueusement,

Les ambassadeurs de la Déclaration européenne sur le climat :

Guus Berkhout, professeur (Pays-Bas)
Richard Lindzen, professeur (États-Unis)
Reynald Du Berger, professeur (Canada (francophone))
Ingemar Nordin, professeur (Suède)
Terry Dunleavy (Nouvelle-Zélande)
Jim O'Brien (République d'Irlande)
Viv Forbes (Australie)
Alberto Prestininzi, professeur (Italie)
Jeffrey Foss, professeur (Canada anglophone)
Benoît Rittaud, maître de conférences (France)
Morten Jødal (Norvège)
Fritz Varenholt, professeur (Allemagne)
Rob Lemeire (Belgique)
Viconte Monkton of Brenchley (Royaume-Uni)

Courrier climato-réaliste à l'ONU : les signataires pour la France
mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com - 25 septembre 2019

L'idée de Clintel, l'initiateur de la Déclaration publiée avant-hier était d'attendre quelques semaines avant de divulguer la liste des signataires, notamment parce que celle-ci continue à grossir. La pression est toutefois forte pour que cette liste soit rendue publique, notamment aux États-Unis. En France, après que Valeurs Actuelles ait relayé l'information sur l'existence de la Déclaration, le HuffPost a eu accès à une liste de signataires et vient de publier son propre article, qui mentionne quelques noms. Sans oublier de balancer quelques vacheries gratuites (c'est la loi du genre), mais un simple filtre d'esprit critique permet de séparer le bon grain de l'ivraie.

Voici la liste complète de ceux qui ont signé pour la France.

1.Benoît Rittaud, Associate professor of Mathematics at University of Paris-Nord, President of the French Association des climato-réalistes. ECD Ambassador

2. Jean-Charles Abbé, former research director at CNRS, labs director (Strasbourg, Nantes) in Radiochemistry, expert at NATO and IAEA.

3. Charles Aubourg, full professor at the University of Pau, geophysicist.

4. Jean-Pierre Bardinet, Ingénieur ENSEM, publicist on climate issues

5. Bernard Beauzamy, university professor (ret.), chairman and CEO, Société de Calcul Mathématique SA (Paris).

6.Jean-Claude Bernier, emeritus professor (university of Strasbourg), former director of the Institute of Chemistry of the CNRS.

7. Pierre Beslu, former searcher and head of department in the french Nuclear Energy Commission (CEA).

8. Christian Buson, PhD in agronomy, director of research in a company (impact studies in environmental issues, sewage treatment).

9. Sylvie Brunel, full professor at Sorbonne University, geographer and economist, former president of the humanitarian organization Action against Hunger (Action contre la faim).

10. Jean-Louis Butré, professional engineer, head of laboratory at Grenoble Nuclear Research Center, Chief executive officer or the Pharmacie Centrale de France, President of Axens, President of the Fédération Environnement Durable and the European Platform Against Windfarms, Knight of the National Order of Merit.

11. Patrick de Casanove, Doctor of Medicine, Chairman of the Cercle Frédéric Bastiat.

12. Philippe Colomban, CNRS Research Professor, Former Head of Laboratory at Université Piere-et-Marie Curie, Expert in

Hydrogen-based Energy Storage

13. Vincent Courtillot, geophysicist, member of the French Academy of Sciences, former director of the Institute de Physique du Globe de Paris

14. Pierre Darriulat, Professor of Physics, Member of the French Academy of Sciences.

15. Gérard Douet, PhD in Nuclear Physics, Retired Engineer at CERN, Technical Manager on Digital Transmission and Video Encoding

- 16. Bruno Durieux, economist, former Minister of Health and of Foreign Trade, ancient administrator of the French National Institute of Statistics and Economic Studies (INSEE).

- 17. Max Falque, International Consultant in Environmental Policy

- 18. Patrick Fischer, Associate Professor in Applied Mathematics, University of Bordeaux

- 19. François Gauchenot, governance specialist, founder of Saint George Institute.

- 20. Christian Gérondeau, former advisor of several French Prime Ministers. Former responsible for the road traffic safety policy for France and the European Union.

- 21. Francois Gervais, Emeritus Professor of Physics and Material Sciences, University of Tours.

- 22. Bernard Grandchamp, Agronomic Engineer and Environment & Plant Defense Expert, Managing Director of Famoux Chateaux Viticoles in Bordeaux

- 23. Gilles Granereau, Former meteorologist, currently project manager environment and tourism in a public institution. Worked on coastal risks, marine erosion, sand dune fixation, hydraulics, forest management, botany.

- 24. Maximilian Hasler, Associate Professor in Mathematics, University of French West Indies

- 25. Philippe de Larminat, Professor at École Centrale de Nantes, specialist of business process modeling.

- 26. René Laversanne, Former researcher at the CNRS, 16 patents.

- 27. Christian Marchal, astronomer and mathematician, former research director at the French National Office for Aerospace Studies and Research, former professor at the Observatory of Paris (1980-93), former assistant professor at Polytechnic School (1981-92).

- 28. Patrick Mellett, architect and CEO.

- 29. Marc le Menn, Head of Metrology-Chemistry Oceanography Lab, Brest.

- 30.Cédric Moro, geographer on natural hazards management, co-founder of Visov, an NGO in Civil defense.

- 31. Rémy Prud'homme, Emeritus Professor in Economics at University of Paris-Est, Former Deputy Director Environment, Directorate of OECD

- 32. Isabelle Rivals, Associate professor in Statistics at ESPCI Paris

- 33. Jean Rouquerol, Emeritus Research Director at CNRS Marseille, Expert in Gas Adsorption and Calorimetry

- 34. François Simonet, Former Director for planning and foresight in a State Agency for water and aquatic ecosystems management.

- 35. Marcel Terrier, Engineer ENSAEM in risk management, 35. teacher at École des Mines.

- 36. Étienne Vernaz, former Director of Research of CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique) in France, Professor at INSTN (Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires).

- 37.Camille Veyres, Retired Engineer at École des Mines, Specialist in Telecommunications and Broadband Networks

- 38. Brigitte Van Vliet-Lanoë, geoscientist, Emeritus Research Director (CNRS, Université de Bretagne Occidentale), stratigraphy and paleoenvironments, Quaternary and Holocene.

- 39.Théa Vogt, retired CNRS searcher, géomorphology, Quaternary palaeoenvironments, soil and desertification remote sensing

- 40. Henri Voron, Retired Civil Chief Engineer, Specialized in Water Management

- Quelques précisions que vous ne trouverez peut-être pas ailleurs. D'abord, la liste est encore ouverte. Ceux qui veulent la signer peuvent m'envoyer un courrier avec leur nom et une ligne de CV (en anglais, donc, sur le modèle de la liste précédente). Chaque pays a défini ses propres critères pour intégrer des signataires, les voici pour la liste française :

– d'une part être Français, résider en France ou avoir travaillé en France pendant une durée significative

– d'autre part satisfaire au moins une des conditions suivantes :

- être titulaire d'un doctorat dans un domaine scientifique (entendu en un sens large, c'est-à-dire qui inclut la médecine, les techniques, la technologie…).

- être titulaire d'un diplôme niveau master 2 dans un domaine scientifique (sens large) et disposer d'une expérience professionnelle de haut niveau en lien avec la science (sens large).

- être en poste permanent dans une fonction de recherche (quel qu'en soit le sujet) dans une structure publique ou privée reconnue (université, centre de R&D…), ou l'avoir été pendant au moins quelques années.

- être l'auteur de réalisations significatives dans un domaine en lien avec les questions environnementales (aménagement territorial, gestion de risques…).

Climat : non à l'enseignement de la peur ! par Benoît Rittaud - mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 25 septembre 2019

Énième capitulation intellectuelle de nos élites dans le JDD du 15 septembre : cet appel d'enseignants et de dirigeants d'établissements qui demandent « une stratégie de transition de l'enseignement supérieur positionnant le climat comme urgence première ». Sans craindre la contradiction, les auteurs glorifient la « grève scolaire pour le climat » en même temps qu'ils proposent de faire travailler davantage les étudiants dans les amphis — sur la « crise climatique » bien entendu.

Les lamentations des signataires sur la place « très insuffisante » accordée au climat et à l'environnement dans l'enseignement supérieur démontrent au moins une chose : à l'instar de bien des universitaires dans leur bulle, ils ignorent tout de ce qui se passe hors de leur petit monde. S'ils daignent un jour descendre de leur Olympe, ils verront que les questions qui les préoccupent ne sont pas seulement matraquées jour et nuit par les médias, les ministères et les ONG, mais qu'elles ont aussi envahi depuis un bon moment les programmes scolaires.

Ils ont certes une excuse : le ministre de l'Éducation nationale lui-même ne semble pas au courant de ce qui est enseigné dans les classes, lui qui vient de demander au Conseil supérieur des programmes une réflexion qui doit déboucher sur « des enseignements plus explicites, plus précis et plus complets sur ces questions » d'environnement.

Les élèves seraient-ils donc à ce point privés de cours sur la peur écologiste ? Qu'on en juge.

Le « comportement responsable vis-à-vis de l'environnement » apparaît dès les programmes de cycle 2 (du CP au CE2), et l'éducation au développement durable au cycle 3 (CM1, CM2 et sixième). Le cycle 4, qui va jusqu'à la fin du collège, voit l'invasion du thème « transition écologique et développement durable » dans toutes les matières. Chaque discipline est invitée à décliner à sa manière l'anxiété aujourd'hui à la mode : « avenir de la planète » en français, « impacts engendrés par les actions de l'être humain sur la nature » en physique-chimie, « conscience écologique » en instruction civique, ou encore « crise climatique » en géographie. Des arts plastiques à l'éducation physique et sportive, la peur environnementale est partout, l'exemple le plus risible étant l'étonnant « Arts, énergies, climatologie et développement durable » qui figure au programme… d'histoire de l'art !

Ce qui est vrai au collège l'est encore plus au lycée, comme le montre par exemple le programme de tronc commun des terminales scientifiques de la voie générale. Son thème 1 (il y en a 3) n'est autre que « science, climat et société ». Son thème 2, « le futur des énergies », se permet d'évoquer « l'urgence de l'action », confondant visiblement un cours de science avec une

réunion militante.

Et il faudrait en faire davantage ! Et il faudrait que l'université suive le même chemin ! Tout cela n'aura-t-il donc jamais de fin ?

Je ne pousserai pas plus loin les exemples précédents, que chacun peut prolonger par lui-même, et sur lesquels il serait puéril à moi d'insister. Jusqu'à quel point le formatage peut-il remplacer la formation ? Quand est-ce que l'enseignant peut dire à l'élève : sur le climat je t'en ai assez dit ?

Certes, les étudiants de Sciences-po ou de l'École normale supérieure peuvent s'offrir le luxe de cours qui leur apprendront combien de kilos de CO2 on épargne à l'atmosphère en prenant le train plutôt que l'avion. Non seulement eux, l'avion, ils ont les moyens de le prendre, mais en plus leur situation sociale les protège suffisamment pour que gaspiller leur temps d'apprentissage de cette manière ne constitue pas une prise de risque. Qu'ils se débrouillent s'ils le veulent pour que tel ou tel de nos climatocrates habituels vienne leur donner les frissons qu'ils demandent ! Mais que l'on ne croit pas que leur situation serait représentative des besoins de l'instruction dans notre pays.

J'enseigne à l'université Paris-Nord, cette université de Seine-Saint-Denis sur laquelle se déverse volontiers le mépris ignorant de ceux qui ne franchissent jamais le périphérique. Ici, un étudiant sur deux est boursier. Les prêches sur leurs péchés carboniques sont la dernière chose dont ils ont besoin. Ce qu'on leur doit, c'est une aide dans cette tâche si difficile et si exigeante d'acquérir les compétences fondamentales qui leur permettront de s'intégrer dans le monde en général, et sur le marché de l'emploi en particulier : savoir, savoir-faire, savoir-être. Le savoir-craindre n'en fait pas partie, si à la mode que soit cette nouvelle compétence qui consiste à savoir porter ses peurs en étendard pour les présenter comme des preuves de sagesse.

Chers étudiants, certains ne se lasseront jamais d'essayer de faire de vous des angoissés. En m'opposant à eux, c'est vous que je défends. mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 25 septembre 2019

Le saviez-vous ?

Cette raffinerie solaire transforme la lumière et l'air en combustible liquide - ethz.ch 13 juin 2019

EPFZ : Ecole polytechnique fédérale de Zurich.

Une nouvelle technologie produit des combustibles hydrocarbonés liquides exclusivement à partir de la lumière du soleil et de l'air.

Les carburants neutres en carbone sont essentiels pour rendre les transports aériens et maritimes durables. La nouvelle centrale solaire produit des combustibles liquides synthétiques qui émettent autant de CO2 lors de leur combustion comme précédemment extrait de l'air pour leur production.

Le système extrait le CO2 et l'eau directement à partir de l'air ambiant et les divise en utilisant l'énergie solaire. Ce processus produit du gaz de synthèse, un mélange d'hydrogène et de monoxyde de carbone, qui est ensuite transformé en kérosène, méthanol ou autres hydrocarbures. Ces carburants d'appoint sont prêts à être utilisés dans l'infrastructure de transport mondiale existante.

Preuve de concept

«Cette usine prouve que les combustibles hydrocarbonés neutres en carbone peuvent être fabriqués à partir de la lumière du soleil et de l'air dans des conditions réelles,» explique Aldo Steinfeld, professeur de vecteurs d'énergie renouvelable à l'ETH Zurich, dont le groupe de recherche a développé la technologie. «Le processus thermochimique utilise l'ensemble du spectre solaire et se déroule à haute température, ce qui permet des réactions rapides et un rendement élevé.»

La mini-raffinerie solaire sur un toit de Zurich prouve que la technologie est réalisable, même dans les conditions climatiques prévalant dans la ville. Il produit environ un décilitre de carburant par jour (un peu moins d'une demi-tasse).

Steinfeld et son groupe travaillent déjà sur un test à grande échelle de leur réacteur solaire dans une tour solaire près de Madrid, réalisé dans le cadre du projet européen Sun-to-Liquid. Des applications commerciales sont envisagées dès 2025, selon ses concepteurs.

Le prochain objectif consiste à adapter la technologie à la mise en œuvre industrielle et à la rendre économiquement compétitive.

L'efficience de la conversion entre énergie solaire et gaz synthétique était jusqu'ici limitée à 2%, mais "elle s'approche désormais des 5%", a révélé le professeur Aldo Steinfeld qui pilote ce projet expérimental. L'objectif d'une efficience de 15% est envisagé dès 2020 et il permettrait d'atteindre la rentabilité souhaitée.

«Une centrale solaire d'une superficie d'un kilomètre carré pourrait produire 20,000 litres de kérosène par jour», explique Philipp Furler, directeur de Synhelion et ancien étudiant au doctorat du groupe de Steinfeld. «Théoriquement, une usine de la taille de la Suisse - ou un tiers du désert californien des Mojaves - pourrait couvrir les besoins en kérosène de l'ensemble du secteur de l'aviation. Notre objectif pour l'avenir est de produire efficacement des carburants durables avec notre technologie et ainsi de limiter les émissions de CO2 émissions ».

Comment fonctionne la raffinerie solaire

La chaîne de processus du nouveau système combine trois processus de conversion thermochimique:

L'extraction de CO2 et l'eau de l'air.
La scission solaire-thermochimique du CO2 et de l'eau.
Leur liquéfaction ultérieure dans les hydrocarbures.

Un processus d'adsorption / désorption extrait du CO2 et de l'eau directement de l'air ambiant. Les deux entrent ensuite dans le réacteur solaire au foyer d'un réflecteur parabolique. Le rayonnement solaire est concentré par un facteur 3,000, générant de la chaleur à une température de 1,500 en degrés Celsius à l'intérieur du réacteur solaire.

Au cœur du réacteur solaire se trouve une structure en céramique à base d'oxyde de cérium, qui permet une réaction en deux étapes - le cycle redox - pour séparer l'eau et le CO2 en gaz de synthèse. Ce mélange d'hydrogène et de monoxyde de carbone peut ensuite être transformé en carburants hydrocarbonés liquides par la synthèse classique du méthanol ou de Fischer-Tropsch.

Le groupe de recherche de Steinfeld a déjà mis au point deux entreprises dérivées: Synhelion, fondée à 2016, qui commercialise la technologie de production de combustible solaire, et Climeworks, déjà fondée à 2010, qui commercialise la technologie de production de combustible solaire qui est capturé de l'air.

Même si le prix du carburant lui-même devrait rester supérieur à celui des dérivés pétroliers, il serait tout à fait rentable commercialement en bénéficiant d'une taxation allégée. ethz.ch et swissinfo.ch 13 juin 2019, et automobile-sportive.com 21 juin 2019

Les enragés. Du "***en même temps***" au "***même si***".

Climat : Greta Thunberg et quinze autres jeunes intentent une action juridique contre cinq pays, dont la France - franceinfo 23.09

Greta Thunberg et quinze autres jeunes ont annoncé, lundi 23 septembre, qu'ils intentaient une action en justice pour dénoncer l'inaction de cinq pays contre le réchauffement climatique comme une atteinte à la convention de l'ONU sur les droits de l'enfant. Cette plainte inédite, déposée avec l'aide du cabinet international d'avocats Hausfeld et la bénédiction de l'Unicef, vise cinq Etats pollueurs : la France, l'Allemagne, l'Argentine, le Brésil et la Turquie.

Bien que cette convention ait été signée il y a trente ans, les dirigeants de ces pays "n'ont pas tenu leurs engagements", a déclaré la jeune Suédoise de 16 ans en marge du sommet de l'ONU pour le climat qui se tient à New York. La quasi-totalité des pays du monde, exception faite des Etats-Unis, ont ratifié cette convention censée protéger la santé et les droits des enfants. Pourtant, "chacun de nous a vu ses droits violés et reniés", a ajouté l'Américaine Alexandria Villasenor, 14 ans.

Cette action en justice doit permettre de "faire comprendre" aux dirigeants qu'il y a une "réelle urgence", a encore estimé la Française Iris Duquesne, 16 ans, au micro de franceinfo.

Cette plainte s'inscrit dans le cadre d'un "protocole optionnel" méconnu de la convention. Il autorise depuis 2014 des enfants à porter plainte devant le comité des droits de l'enfant de l'ONU, s'ils estiment que leurs droits sont bafoués. Le comité est censé enquêter sur les violations présumées, puis faire des recommandations aux Etats visés pour y mettre fin. Les recommandations ne sont pas contraignantes, mais les 44 pays ayant ratifié ce protocole s'engagent en principe à les respecter, a expliqué Michael Hausfeld, qui espère que des recommandations seront faites dans les douze mois qui viennent.

Les cinq pays visés par la plainte font partie de ces 44 Etats, figurent parmi les grands pollueurs de la planète et sont influents au sein du club des pays riches du G20. Ce qui leur a valu d'être épinglés, plutôt que les Etats-Unis, la Chine ou l'Inde, plus gros émetteurs au monde, qui, eux, n'ont pas ratifié ce protocole. De vieux pays industriels comme la France et l'Allemagne sont responsables d'une large part historique des émissions, même si, aujourd'hui, ils ne sont pas les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre, a fait valoir le cabinet Hausfeld. franceinfo avec AFP 23.09

Commentaire d'un internaute.

- "Bon, peut-on arrêter cette mascarade ? D'un côté, les médias nous enjoignent de croire les experts du GIEC en vertu de leur aura scientifique, et de l'autre côté, les mêmes médias s'extasient devant des adolescents boutonneux qui n'ont aucune expertise et dont on se doute qu'ils ne peuvent être que des marionnettes manipulées par des experts en communication. Depuis quand la parole des enfants serait la vérité biblique ?"

Bonne nouvelle !

A l'ONU, l'appel de Greta Thunberg sur le climat rencontre peu d'écho - AFP 23.09

"L'appel passionné de Greta pour le bon sens, pour l'écoute et pour agir sur la base de la science a été ignoré", dit Jennifer Morgan, de Greenpeace, à l'AFP.

"Hélas, la plupart des dirigeants des pays les plus émetteurs ont raté l'examen", estime Alden Meyer, de l'ONG Union of Concerned Scientists.

Depuis le Vatican, le pape François lui-même a déploré les engagements "très vagues" des Etats depuis quatre ans.

Ni le Brésil, qui contient une majorité de l'Amazonie, gigantesque puits de carbone naturel, ni les Etats-Unis, deuxième émetteur mondial, n'ont participé, si ce n'est une brève apparition de Donald Trump, venu s'asseoir une dizaine de minutes à la surprise générale.

"L'Inde et la Chine n'ont rien dit du tout", dit à l'AFP Laurence Tubiana, l'une des négociatrices de l'accord scellé au Bourget. "Ils ont fait des déclarations très conservatrices. AFP 23.09

Commentaires d'internautes.

1- Et les dirigeants de l'ONU qui applaudissent cette tarée manipulée, elle est à gifler !

2- S'il y avait vraiment une urgence climatique, on prendrait des mesures immédiates et pas pour 2050. On supprimerait tout ce qui n'est pas nécessaire à la vie comme le football, la publicité, les produits de luxe, les spectacles, etc.

Mais voilà, il se fait qu'il n'y a pas d'urgence, je ne comprends pas cette exagération de la part des scientifiques et des médias.

3- C'est d'un ridicule achevé ! L'agitation de cette petite psychotique ça peut marcher ou c'est complètement foireux ? Je confesse ne plus comprendre les humains boboisés.

Cette hystérie du climat est pathétique car c'est bien la seule chose sur lequel l'humain n'a pas de pouvoir.

Par contre sur les autre problèmes qui sont sous la responsabilité de l'humain...

4- Une honte la médiatisation de cette mome !

5- Complètement manipulé et givré, au fait qui paie sont hôtel, le resto, etc. etc.?

6- Cette fille me fait peur et la regarder me met mal à l'aise

7- Pauvre gamine manipulée comme une marionnette par des lobbys.

8- Une question ? Ce petit produit "marketing" , qui passe son temps à voyager à travers le monde, ne va donc pas au collège ? Qui finance ? Quelle légitimité ?

9- Elle était juste pathétique !

10- Ses parents qui la manipulent écrivent des bouquins à son sujet visent l'argent du prix Nobel de la paix !

11- Je zappe quand je vois ce visage de haine.

12- La dictature verte est à notre porte.

Dans un des tweet de la nouvelle égérie de la planète Greta Thunberg nous l'annonce de façon radicale : This is just beginning, change is coming, like it or not. (c'est juste le début, le changement vient, que cela vous plaise ou non).

Dans 15 ans, ces enfants seront totalement "formatés". On aura une petite idée à quoi pourra ressembler l'enfer "vert".

Constat partagé, accusations, menaces, mesures de rétortion.

Sommet pour le climat : "Des actes, des actes, des actes", réclame Emmanuel Macron - franceinfo 23.09

"On a besoin de la jeunesse pour nous dire d'aller plus vite, pour nous aider à changer les choses, et nous aider à mettre la pression sur ceux qui ne veulent pas bouger". Dans un discours prononcé lundi 23 septembre à l'ouverture du sommet pour le climat de l'ONU, Emmanuel Macron a tenté de répondre à "l'exigence" des jeunes qui défilent pour réclamer une politique plus ambitieuse pour le climat.

Le président de la République a ensuite poursuivi en évoquant le commerce international. "On ne peut plus avoir un agenda commercial qui soit contraire à notre agenda climatique, a-t-il estimé. Il nous faut, dans nos échanges, être cohérent. Je ne suis plus favorable à renforcer les échanges avec des pays en contradiction avec l'accord de Paris".

"Nous devons bâtir un agenda commercial, au niveau européen, qui vise le zéro carbone et le zéro déforestation importés. C'est indispensable", a-t-il également affirmé.

Pour terminer son allocution, Emmanuel Macron a évoqué le "fonds vert", "priorité immédiate". "La France mettra 1,5 milliard d'euros dans ce fonds (...) Nous sommes au moment où je vous parle à sept milliards de dollars (6,37 milliards d'euros). La cible est d'atteindre dix milliards de dollars", a-t-il calculé. "J'appelle chacun d'entre vous à rehausser sa contribution au fonds vert. Des actes, des actes, des actes. On ne peut pas laisser notre jeunesse passer tous ses vendredis à manifester." franceinfo 23.09

Et l'hystérie continue...

Les océans ravagés, nouvelle preuve accablante du dérèglement climatique - AFP 25 septembre 2019

"Des millions de personnes dans les rues vendredi ont montré clairement qu'ils n'accepteraient plus l'apathie, les excuses et l'inaction des dirigeants mondiaux, faibles et incapables de résister au pouvoir de l'industrie des énergies fossiles", a commenté Jennifer Morgan, directrice de Greenpeace International.

(Leur cible : les énergies fossiles sans lesquelles le développement économique et le progrès social depuis la fin du Moyen-Age n'auraient jamais pu avoir lieu. La réaction, quoi ! - LVOG)

Certains espèrent malgré tout que le nouveau rapport spécial des experts climat de l'ONU (Giec) -qui devrait être tout aussi alarmant que les deux précédents sur l'objectif de limiter le réchauffement à "1,5°C et sur l'utilisation des terres- soit un moteur pour agir. (Discours alarmiste écrit d'avance destiné à convaincre la population, que les mesures financières et liberticides adoptées par les gouvernants sont indispensables, bonnes et pour son bien. - LVOG)

Les scientifiques et diplomates des 195 Etats membres du Giec ont adopté mardi matin après cinq jours de débats et une dernière session marathon de 27 heures la synthèse de ce rapport de 900 pages, dont le contenu sera dévoilé seulement ce mercredi à 9H00 GMT.

("La synthèse de ce rapport" sera comme les précédentes, elle ignorera les contradictions qu'il renferme, elle ignorera toutes les observations ou arguments qui contredisent leurs conclusions, elle ignorera les principaux facteurs à l'origine des variations climatiques pour ne retenir que le facteur anthropique, l'activité des hommes. - LVOG)

Les océans, qui couvrent plus de 80% de la surface du globe, ont absorbé environ un quart des émissions de gaz à effet de serre générés par l'Homme. Avec des conséquences palpables: hausse de la température de la mer, acidification, perte d'oxygène.

(C'est la fonction naturelle des océans d'absorber (et de rejeter) une partie du CO^2 présent dans l'air, dans le cas contraire il n'y aurait pas de végétation aquatique, pas de poissons, etc. ni faune ni flore, les océans seraient vides, morts. - LVOG)

Aujourd'hui, avec seulement "1°C de réchauffement, les impacts se font déjà lourdement sentir, des tempêtes aux inondations, en passant par les sécheresses et les canicules meurtrières. AFP 25 septembre 2019

(Non pas 1°C, mais entre 0,6 et 0,7°C avec une marge d'erreur qui rend toute conclusion hâtive et sans objet, hormis manipuler les consciences. Par ailleurs, il est prouvé que les aléas climatiques cités ont décliné en nombre au cours des dernières décennies, en revanche ils se sont déplacés d'un hémisphère ou d'un continent à l'autre. Des phénomènes inverses se sont produits, par exemple des périodes de froids plus intenses, mais la synthèse du GIEC ou les médias ne retiennent que les brèves périodes de canicule qui ont été observées dans certains pays. L'ensemble de ces éléments confirment qu'on est bien en présence d'une machination. - LVOG)

LVOG - Comment expliquer qu'entre 1950 et 1975 la température moyenne est demeuré stable, alors que le CO^2 rejeté dans l'air explosait suite à l'industrialisation d'après-guerre et à l'avènement de l'automobile populaire (par le biais du crédit) ?

Comment se fait-il que la température moyenne de la Terre ait baissé de 1,5°C au cours du dernier millénaire, alors que la teneur en CO^2 atmosphérique restait constante?

Comment expliquer que la concentration de CO^2 dans l'air était de 290 ppmv à Vostok, donc proche du taux actuel, il y a 400 000 ans ?

Comment se fait-il que les glaciers alpins au 12 au 15ème siècle étaient très hauts, et qu'aux 16 et 17ème siècle, ils sont redescendus jusqu'à menacer les villages ?

Comment se fait-il que la température moyenne au centre du Groenland ait été au cours des 4000 dernières années, en général, plus élevée qu'aujourd'hui et jusqu'à environ 3°C ?

Au 13 ème siècle le Groenland permettait a une colonie de Vikings de vivre de culture et d'élevage, aujourd'hui c'est impossible car il est essentiellement couvert de glaces. (La vigne était cultivée à Amiens et en Angleterre, à la même époque.)

Comment se fait-il qu'à une époque très lointaine, le niveau des océans était 160 mètres plus élevé qu'aujourd'hui ?

Etc. etc. Vous aurez compris que ce n'est pas l'homme qui serait responsable de toutes ces variations du climat, de la hausse ou de la baisse de la température, du niveau des océans, de la formation ou de la disparition des glaciers, etc.

Commentaires d'internautes.

1- "Les changements climatiques planétaires ont été beaucoup plus intenses (de 12 à 20 fois plus intenses dans certains cas) que le réchauffement planétaire du siècle dernier. Ils se sont produits rapidement en l'espace de 20 à 100 ans. Le réchauffement planétaire du siècle précédent (0,8° C), est pratiquement insignifiant comparativement à l'ampleur, 10 fois supérieure, des changements climatiques planétaires des derniers 15 000 ans."

Déclare le Professeur Don J. Easterbrook du Département de géologie, Université Western Washington

2- "C'est la densité de l'atmosphère qui compte.

Et non sa composition.

La Terre à une atmosphère cent fois plus dense que Mars, mais avec seulement 0, 04% de CO2, contre 96 % sur Mars, soit 2400 fois plus.

La masse de CO2 sur Mars est de plus de 70 000 gigatonnes, contre seulement 3 2000 gigatonnes sur Terre. Il y a plus de 23 fois plus de CO2 dans l'atmosphère de Mars que sur Terre, et pourtant la température de Mars est de -53°, et celle de la Terre de +15°…

Ce qui compte, outre la distance au soleil, c'est la densité de l'atmosphère, et non sa composition.

Vénus serait aussi chaude avec une atmosphère composée à 96 % d'hydrogène ou de crème chantilly, du moment qu'elle ait la même densité, et la même distance au soleil.

Ainsi, Jupiter atteint + 66 °, alors que sa distance au Soleil est de 800 millions de kilomètres et que son atmosphère ne contient pas de CO2, même pas un millionième.

Mais la densité de son atmosphère, sans CO2, est colossale, essentiellement composée de dihydrogène (H2) et d'hélium... Qui n'ont aucun effet de serre.

Si Jupiter est bien plus chaude que la Terre alors qu'elle n'a PAS de CO2, et qu'elle est huit fois plus éloignée du Soleil, c'est bien la preuve que ce n'est pas le CO2 qui détermine la température de l'atmosphère, mais sa densité. "

Ils osent tout. Déclarer que "***le changement climatique est irréversible***" est une contrevérité volontaire et grotesque.

Sauver les océans pour sauver l'Humanité: le constat glaçant du Giec - AFP 25 septembre 2019

Bouleversés par le réchauffement, les océans et les zones gelées dépérissent à vue d'oeil, menaçant des pans entiers de l'Humanité qui n'a qu'une option pour les protéger et se sauver elle-même: réduire ses émissions de CO2, avertit le Giec.

"A cause de cette chaleur emmagasinée, nous ne pouvons plus revenir en arrière, quoi que nous fassions avec nos émissions, le changement climatique est irréversible", assène la climatologue Valérie Masson-Delmotte, qui a participé à la rédaction du document de 900 pages.

Mais "la clé pour protéger la vie marine, c'est de réduire nos émissions de gaz à effet de serre aussi vite que possible et à un rythme rapide", estime Valérie Masson-Delmotte. AFP 25 septembre 2019

Dans le marigot de la finance.

Travaux herculéens à New York pour résister à la montée des eaux - AFP 21 septembre 2019

Dans une ville si dense que personne n'imagine déserter les quartiers côtiers les plus exposés, la municipalité a fait de la fortification de ses 850 kilomètres de côtes une priorité. Et annoncé une série de mesures pour se protéger des eaux - qui pourraient monter de 1,80 m d'ici 2100 - et des tempêtes à répétition qui s'annoncent.

Au sud-est, sur la presqu'île des Rockaways, proche de l'aéroport J.F. Kennedy, et au sud, à Staten Island, deux quartiers durement frappés par Sandy, 15 kilomètres de dunes ont été érigées, et des millions de tonnes de sable déversées pour consolider les plages des Rockaways ou de Coney Island, à Brooklyn.

Plusieurs milliards de dollars ont été dépensés pour protéger le réseau électrique et le métro, indispensable à la circulation des 8,5 millions de New-Yorkais.

Des murets faits de containers de sable spécialement conçus contre les inondations sont apparus dans plusieurs quartiers, notamment à Brooklyn ou à Manhattan, près de Wall Street: une mesure de protection temporaire, pour cinq ans, en attendant des fortifications plus pérennes pour protéger le coeur historique et financier de New York.

Selon des projections officielles, 37% des bâtiments de la pointe de Manhattan seront exposés aux ondes de tempêtes d'ici 2050, et 20% des rues risqueraient d'être quotidiennement inondées d'ici 2100.

Les chantiers les plus ambitieux n'ont pas commencé: la mairie doit lancer en 2020 des travaux sur trois ans pour surélever le grand parc longeant l'East River au sud de Manhattan.

Et le maire démocrate Bill de Blasio a présenté en mars un projet pour protéger la pointe sud de Manhattan, où sont concentrés 10% des emplois de la ville: elle serait prolongée par une bande de terre, qui permettrait de gagner 150 mètres sur l'East River et d'"absorber l'énergie d'une tempête", explique Steve Cohen, expert en politique environnementale à l'Institut de la Terre de l'université Columbia.

Mais ces travaux prendraient des années et coûteraient jusqu'à 10 milliards de dollars, dont le financement est incertain.

Au-delà de ces projets de quartiers, le corps du génie de l'armée américaine étudie des plans couvrant l'ensemble de la région new-yorkaise.

Parmi les options qu'il doit affiner d'ici 2020, dont le coût s'échelonne de 15 à 120 milliards de dollars, la plus chère - et la plus improbable - prévoit un système de barrières immergées pour tout l'estuaire new-yorkais. Il réduirait les risques d'inondation de 92%, mais risquerait aussi d'étouffer l'écosystème.

A l'autre extrême, pour 15 milliards, un projet plus classique de digues et de barrières côtières réduirait le risque de 25% seulement.

- Retards inquiétants -

La décision sera prise avec la ville, mais une chose est sûre: les travaux s'annoncent longs, et l'enveloppe globale de 20 milliards initialement annoncée n'est plus qu'un "acompte", selon la municipalité. AFP 21 septembre 2019

En totalitarisme, quand les faits ou les observations contredisent le discours officiel, ils en concluent qu'il était juste.

Météo : la pluie de ce week-end ne va pas régler le problème de la sécheresse - franceinfo 20.09

Cette pluie tant espérée par les agriculteurs suffira-t-elle à sortir le pays de la sécheresse ? Non...

LVOG - ...mais...

franceinfo - Les éleveurs de bétail, qui n'ont plus d'herbe à donner à leurs bêtes, devraient bénéficier d'une repousse des prairies.

Certaines régions méditerranéennes devraient cependant rattraper une partie de leur retard.

LVOG - Qu'on se le dise, même s'il pleuvait à torrent, cela ne changerait rien parce qu'ils en ont décidé ainsi, ils le disent eux-mêmes.

franceinfo - De fortes pluies type épisode cévenol auront ainsi plutôt tendance à ruisseler. Voilà pour le principe général.

LVOG - ... mais, et c'est le mais le plus important, sur lequel ils n'insisteront pas évidemment.

franceinfo - Dans la pratique, certaines petites nappes, dites "réactives" car situées à faible profondeur et dans des sols à la géologie plus perméable, pourraient profiter de cette pluie pour se recharger un peu.

LVOG - Alors qu'il est impossible de prévoir la météo plusieurs jours à l'avance...

Pas de recharge efficace des nappes avant 2020

Mais, pour bien reconstituer les stocks d'eau souterraine, il faudrait un épisode pluvieux plus long et plus tardif dans la saison. "Il faut qu'il pleuve en automne et en hiver, quand la végétation est en dormance et capte moins d'eau, c'est-à-dire à partir de fin octobre. Question quantité, il vaut mieux une pluie fine pendant plusieurs jours que des orages violents", explique Violaine Bault. Une telle pluie n'est pas pour tout de suite, selon les prévisions à trois mois consultées par Florence Habets : "Il n'y aura pas de recharge efficace avant 2020. Nous allons rester en dessous de la normale et le déficit ne devrait pas se résorber avant la fin de l'année." franceinfo 20.09

LVOG - Et ce scénario se produisait et que la "*recharge efficace*" intervenait au printemps, ils n'en feraient pas état ou la minimiseraient.

Le chef de la mission et scientifique Markus Rex : "***jusqu'ici nous comprenons très peu cette région***". Peu importe puisque cette expédition est destinée uniquement à confirmer leurs conclusions formulées a priori.

Climat : départ de la plus grande expédition scientifique dans l'Arctique - franceinfo 20.09

La plus grande expédition scientifique jamais réalisée dans l'Arctique doit entamer, vendredi 20 septembre, une mission internationale d'un an pour étudier les conséquences du changement climatique au pôle Nord, a annoncé l'institut allemand qui dirige cette initiative. Le brise-glace "Polarstern" de l'institut allemand Alfred-Wegener de Bremerhaven doit ainsi quitter, dans la soirée, le port norvégien de Tromso dans le cadre de cette mission géante baptisée "Mosaic".

Au total, 600 scientifiques prévoient de se relayer pendant quelque 390 jours, le brise-glace devant parcourir au total 2 500 kilomètres. Les équipes affronteront notamment 150 jours de nuit polaire et des températures pouvant tomber à - 45°C. Six personnes seront en outre employées uniquement à repérer et éloigner les ours polaires. Soixante instituts et 19 pays coopèrent pour ce projet.

Les scientifiques étudieront à la fois l'atmosphère, l'océan, la mer de glaces et l'écosystème pour recueillir des données qui permettront de voir comment le changement climatique affecte la région et le monde entier.

LVOG - Ils avouent leur ignorance, ce qui ne les empêche pas de se livrer à toutes sortes de spéculations ou de conclusions alarmistes.

Contrairement à ce qu'il laisse penser implicitement "le changement climatique" n'affecte pas le monde entier de la même manière, ce qu'il sait pertinemment, par exemple le comportement de l'Arctique ne correspond pas à celui de l'Antarctique.

franceinfo - "Nous ne pourrons pas établir de prévisions correctes concernant notre climat si nous n'avons pas de pronostics filables pour l'Arctique", a-t-il poursuivi.

LVOG - Il ne dira pas que par la suite la situation dans l'Arctique est redevenue normale ou conforme à ce qui a pu être constaté au cours des décennies antérieures... On appelle cela de la rétention d'information, et c'est malhonnête.

franceinfo - La situation dans l'Arctique est préoccupante. "En début d'année, nous avons eu un cas extrême : dans le centre de l'Arctique il a fait plus chaud qu'en Allemagne", a-t-il souligné. franceinfo 20.09

Ils ne demandent que cela. Les bataillons du Green new deal de l'oligarchie financière.

La porte-parole en France de Youth for Climate, Léna Lazare :"*contraindre les politiques à adopter une politique réellement à la hauteur des enjeux*"

Salaire, chômage, retraite relayés au second plan : "C'est une énorme réussite" pour la réaction !

François Gemenne, un membre du GIEC "C'est une énorme réussite parce que ça a permis d'imposer le climat comme un sujet politique majeur" en Belgique - francetvinfo.fr 20 septembre 2019

Vraiment ?

Vendredi, 15 000 jeunes ont manifesté dans les rues de Bruxelles. Ils étaient un peu moins de 10 000 à Paris.

Exercice d'union nationale.

Selon François Gemenne, un membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), le mouvement des jeunes en Belgique a uni le pays pourtant divisé entre sa partie sud-francophone et sa partie nord-néerlandophone. francetvinfo.fr 20 septembre 2019

Dans le même article dans le premier paragraphe il a été présenter ainsi : "le politologue François Gemenne a comparé la situation..." Y aurait-il des politologues au sein du GIEC ? Inutile, puisque la feuille de route du GIEC a été dictée par les idéologues de l'oligarchie financière.

Il y a différentes approches reconnaît François Gemenne. "Certains disent qu'on ne peut pas détourner un avion, si on n'est pas à l'intérieur de l'avion", explique-t-il. francetvinfo.fr 20 septembre 2019

LVOG - Il ignore qu'ils sont capables de faire voler des avions de chasse ou de ligne à l'instar des drones, il n'y a que le volume et le poids qui changent, de prendre à distance le contrôle d'un avion et de le détourner de sa trajectoire et de le faire disparaître si nécessaire, procédé employé notamment par le Pentagone le 11 septembre 2001.

Inga Zasowska 13 ans, les médias en pleine crise d'infantilisme. Vous en apprenez beaucoup trop sur le capitalisme durable !

"À l'école, nous n'apprenons presque rien sur le développement durable" : la jeune militante Inga Zasowska veut bousculer la Pologne sur le climat - francetvinfo.fr 20 septembre 2019

L'activiste participe notamment à la journée de grève mondiale pour le climat, vendredi, après avoir passé ses vendredis du mois de juillet assise devant le parlement de son pays pour interpeller la classe politique polonaise sur le réchauffement climatique.

À 13 ans, la Polonaise a pourtant elle aussi créé un élan durant l'été. "Il y a eu d'autres grèves après moi, durant les vacances. Organisées par des jeunes dans d'autres villes de Pologne, rappelle l'adolescente. Quant à mon action devant le parlement, il y avait des gens qui m'ignoraient mais aussi d'autres qui, dès le premier jour, se sont joints à moi pour faire grève aussi.

La jeune fille doit son engagement en grande partie à sa mère, militante pour le climat. Comme Greta Thunberg, Inga Zasowska est elle aussi accusée d'être instrumentalisée, ou d'être trop jeune pour pouvoir donner des leçons. Des critiques qui ne la touchent pas. francetvinfo.fr 20 septembre 2019

Et dire que "***ce mouvement sans chefs des "Fridays for Future" va organiser "5 000 événements sur une semaine***" dans le monde. (Source : AFP 21 septembre 2019) Ce n'est plus un exploit, un miracle !

Coup d'envoi de la grève mondiale pour le climat : 5 000 événements sur une semaine. - euronews 21 septembre 2019

Dis-moi qui te finance, et je te dirai pour quelle cause tu te mobilises.

Le Français Sacha Ghnassia, 18 ans, participant au sommet de l'ONU samedi

- Son billet d'avion et son hôtel ont été payés comme des centaines d'autres par l'ONU.

"Pour moi la prochaine étape c'est de taxer la viande", dit-il par exemple. Il est végan depuis quatre ans.

- Penny Tovar, 24 ans, influenceuse sur YouTube et Instagram. Elle était venue animer une session avec Yusuf Omar, "mojo" ou journaliste mobile, 30 ans, originaire du Royaume-Uni mais "nomade". Il dit avoir voyagé dans 140 pays ces dernières années pour apprendre aux jeunes à raconter leurs histoires avec leurs téléphones portables. AFP 22 septembre 2019

LVOG - Voyage et séjour gratis aux Etats-Unis, c'est séduisant, dans "140 pays" pour simplement raconter des histoires

Machination. Qui devait "***craindre***" les black blocs, Macron, les forces du maintien de l'ordre établi ou les manifestants, devinez ?

La Marche pour le climat à Paris infiltrée par des "black blocs" - Le HuffPost 21 septembre 2019

C'était à craindre. Ce samedi 21 septembre, la Marche pour le climat qui se déroule dans les rues de Paris mais aussi dans plusieurs villes de France, a été infiltrée par des manifestants violents dans la capitale.

...les forces de l'ordre craignaient des heurts lors de la marche pour la défense de l'environnement. Elles avaient vu juste. Selon la préfecture de police, un cortège de militants radicaux "black bloc" s'est constitué au sein de la marche dès le départ vers 14h. Ces derniers s'en sont notamment pris à une agence bancaire après avoir lancé des projectiles sur les forces de l'ordre.

Sur Twitter, la préfecture a invité les participants à se désolidariser des groupes violents, au risque d'être pris dans la riposte policière. Le HuffPost 21 septembre 2019

Amalgame au profit de ceux qui détiennent le pouvoir pour qu'ils le conservent et appliquent leur programme ou comment légitimé Macron.

LVOG - Il en tremble !

- "ce gouvernement a peur de ces convergences autour de la justice sociale, fiscale et environnementale", Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac. franceinfo 20.09

Que revendique-t-elle ? Que Macron et ses semblables qui représentent les intérêts de l'oligarchie ou du capitalisme mettent en oeuvre "des politiques fortes", mais Macron s'y emploie quotidiennement, il ne pense qu'à cela, tenez, avec sa contre-réforme des retraites par exemple.

Quand on met en avant des revendications sociales ou politiques, on s'adresse à la classe que l'on estime légitime pour les appliquer. Attac a désigné les capitalistes ou ses représentants, c'est donc la classe dont Attac représente les intérêts.

Guerre idéologique et psychologique, quand ils manipulent la jeunesse pour servir leurs intérêts inavouables.

"Nous sommes l'avenir": démonstration de force mondiale des jeunes pour le climat - AFP 21 septembre 2019

D'un bout à l'autre de la Terre, des masses de jeunes ont fait la grève de l'école vendredi pour implorer les dirigeants mondiaux de faire leurs devoirs sur le climat, une énergie que l'ONU va tenter d'exploiter dès samedi avec des sommets climatiques.

A Melbourne, Bangkok, Kampala, Berlin et San Francisco, dans des petites villes d'Afrique ou d'Amérique du Sud, par groupes de dizaines de personnes ou dans des cortèges si massifs qu'ils embouteillaient les centres-villes, une même génération a scandé les mêmes slogans, unis par une même colère face à l'inaction des adultes au pouvoir.

Jamais le monde n'avait vu une telle mobilisation de jeunes pour le climat. Les organisateurs de ce mouvement sans chefs "Fridays for Future" disent avoir recensé des rassemblements dans 160 pays et plus de 5.000 villes et villages, avec quatre millions de jeunes et, en réalité, beaucoup d'adultes, de nombreux syndicats et entreprises s'étant joints au mouvement.

Les plus grandes manifestations ont été vues en Australie, à Berlin, Londres, New York et San Francisco, mais sur tous les continents, des lycéens et des enfants ont marché, pancartes à la main, alternant comme à chacune de ces grèves entre humour noir ("Respecte ta mère", à New York, c'est-à-dire Mère Nature) et réprimande contre les générations qui les ont précédés ("Si vous ne vous comportez pas comme des adultes, nous le ferons", à Skopje).

L'Europe a aussi vu des foules immenses, notamment en Allemagne, où selon les organisateurs plus d'un million de personnes ont manifesté.

A Paris, Jeannette, 12 ans, est allée manifester avec près de 10.000 personnes: "La situation me rend triste, on est dans le caca et on fait n'importe quoi", a-t-elle lancé.

Le mouvement s'est propagé jusqu'en Arctique, une région qui se réchauffe deux fois plus rapidement que le reste de la planète.

A Longyearbyen, en Norvège, à un bon millier de kilomètres du pôle Nord, environ 80 personnes emmitouflées ont sillonné les rues derrière des pancartes proclamant "Ca chauffe ici" ou "Pas cool sans glace".

Des centaines d'entreprises se sont aussi mobilisées, laissant leurs employés aller défiler.

Parmi eux, des milliers de salariés du géant du commerce en ligne Amazon, dont le patron Jeff Bezos avait annoncé jeudi un vaste plan pour que l'entreprise atteigne la neutralité carbone d'ici 2040.

"On dit que nous sommes paresseux, que nous ne voulons rien faire, que nous ne voulons pas nous engager. Mais quand nous essayons d'exprimer nos préoccupations, on se moque de nous aussi, les gens disent qu'il ne faut pas nous écouter, que nous ne savons rien... donc l'équilibre est assez difficile", a dit, grinçante, Greta Thunberg, 16 ans, dans un entretien à l'AFP à New York.

Créditée pour avoir lancé ces grèves l'an dernier à Stockholm, la lycéenne suédoise est invitée partout, a rencontré Barack Obama et des parlementaires américains à Washington cette semaine, et c'est elle qui ouvrira samedi matin le sommet de la jeunesse sur le climat à l'ONU, avec d'autres jeunes militants.

- De la rue à l'ONU -

Quelque 500 jeunes militants associatifs, éco-entrepreneurs et autres, venus de la Terre entière et certes plus âgés qu'elle en général, ont été invités par l'ONU pour ce sommet.

Puis lundi, un sommet spécial climat a été convoqué par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, avec une soixantaine de chefs d'Etats et de gouvernements attendus à la tribune pour présenter des plans de réduction des émissions des gaz à effet de serre révisés à la hausse.

"Le changement arrive, qu'ils le veuillent ou non", a-t-elle prévenu à New York, ovationnée par la foule.

Partout, ces manifestants souvent trop jeunes pour voter dénonçaient l'absurdité de devoir attendre 10, 20 ou 30 ans pour qu'une nouvelle génération prenne le pouvoir et agisse. Le consensus scientifique est qu'il sera trop tard.

Pour avoir une chance de stopper le réchauffement du globe à +1,5°C (par rapport au XIXe siècle), il faudrait que le monde soit neutre en carbone en 2050, selon le dernier consensus de scientifiques mandatés par l'ONU.

"Nous sommes l'avenir et nous méritons mieux", a dit à Bangkok Lilly Satidtanasarn, 12 ans, surnommée la Greta Thunberg de Thaïlande pour son combat contre le plastique.

"Pour moi manifester n'est pas un choix, c'est nécessaire", a dit à New York Sierra Meloy, 17 ans, vêtue d'un tee-shirt "La science n'est pas une théorie gauchisante du complot".

En Amérique latine, des milliers de personnes ont défilé au Mexique, en Colombie, au Guatemala ou encore au Brésil, où le président d'extrême droite Jair Bolsonaro a été ciblé pour sa gestion des incendies de la forêt amazonienne.

Antonio Guterres a convoqué les sommets pour accélérer le processus lancé par l'accord de Paris, signé par 195 pays en 2015.

Il s'attend à ce que de nouveaux pays s'engagent à être neutres en carbone d'ici 2050, mais a reconnu que beaucoup resterait à faire.

"Il est clair que nous sommes en retard", a-t-il confié à des journalistes au siège de l'ONU vendredi. "Les résistances sont nombreuses. Nous avons toujours un énorme problème avec le charbon en Asie".

"Mais il s'est produit une accélération intéressante ces derniers mois", a ajouté Antonio Guterres. "On voit que le climat est devenu une question électorale". AFP 21 septembre 2019

LVOG - En Inde le peuple en état de précarité absolue s'en contrefout. Ne touchez pas à notre charbon !

En famille. Ils n'avaient que la rue à traverser.

La mobilisation des jeunes sur le climat passe de la rue à l'ONU - AFP 21 septembre 2019

Au lendemain de la démonstration de force de la jeunesse mondiale pour le climat, plusieurs centaines de jeunes ont enfilé des habits formels samedi pour un sommet climatique au siège des Nations unies, juste avant l'arrivée à New York de centaines de dirigeants mondiaux.

L'ONU a invité 500 jeunes militants ou entrepreneurs verts à participer à cette réunion d'un nouveau genre, mais certains n'ont pas pu venir en raison de visas refusés.

Le ton a été donné dès l'ouverture par le discours furieux du jeune militant argentin Bruno Rodriguez, 19 ans, leader du mouvement des grèves de l'école dans son pays.

"Le climat et la crise écologique sont la crise politique de notre époque", a-t-il lancé, avec à ses côtés le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, la militante Suédoise Greta Thunberg et d'autres jeunes conviés par l'organisation internationale. AFP 21 septembre 2019

Le rôle des géants du web dans le réchauffement climatique - euronews 20 septembre 2019

Facebook, Google, Microsoft et Amazon... Des milliers d'employés de ces géants du numérique ont rejoint la manifestation mondiale pour le climat. euronews 20 septembre 2019

En titres.

- Sous la pression de la rue, Berlin promet 100 milliards pour le climat - AFP 21 septembre 2019

- Le budget de la Transition écologique augmenté de plus de 800 millions d'euros en 2020 - L'Express.fr 20.09

La hausse de 2,6% du budget du ministère l'amènera vers un total de 32,2 milliards d'euros.

La ministre n'a en revanche pas précisé l'ampleur des réductions d'effectifs qui toucheront l'an prochain son ministère, qui pourraient atteindre plus de 1700 postes, selon des informations de presse.

- Alarme mondiale sur les feux de forêt en Amazonie - AFP 21 septembre 2019

- Des drones pour protéger la forêt amazonienne au Pérou - euronews 21 septembre 2019

- Les mers nourricières dévastées par les Hommes - AFP 21 septembre 2019

- Comme l'Islande, la Suisse va commémorer un glacier disparu - Le HuffPost 21 septembre 2019

- Trois milliards d'oiseaux ont disparu depuis 1970 en Amérique du Nord - euronews 21 septembre 2019

- Ces Sud-coréens alertent pour la planète avec un SOS éco-responsable en morse - Le HuffPost 20 septembre 2019

Quand ils transforment les peuples en éboueurs des déchets du capitalisme.

Des bénévoles à la chasse aux déchets pour nettoyer la planète - AFP 21 septembre 2019

Des milliers de bénévoles se sont lancés samedi dans une chasse aux déchets dans 163 pays pour la journée mondiale du nettoyage de la planète, au lendemain d'une manifestation pour le climat qui a réuni plus de quatre millions de jeunes dans le monde selon les organisateurs.

Cette opération à l'échelle mondiale destinée à nettoyer des rues, des plages ou des bords de rivières pollués a commencé samedi matin aux îles Fidji, dans le Pacifique sud.

Les ramasseurs y ont parcouru les plages situées à l'ouest de la capitale Suva, à la recherche de déchets, pneus ou pièces de voitures.

Sur la célèbre plage de Bondi, à Sydney, les bénévoles ont ramassé dans le sable des mégots de cigarettes et des bouts de plastique.

Près de Manille, environ 10.000 personnes ont rempli leurs sacs poubelles sur une longue plage située le long d'un cours d'eau très pollué.

"C'est à nous de lutter pour l'environnement, surtout ici, à Manille, où il y a beaucoup d'ordures", a expliqué à l'AFP Mae Angela Areglado, une étudiante de 20 ans, qui participait au nettoyage, près de l'immense bidonville de Baseco.

"(Le plastique) nuit à la vie marine parce qu'ils (les poissons) pensent que c'est de la nourriture", a-t-elle ajouté.

"Bien que nos actions soient très modestes, comme le nettoyage des ordures sur le trottoir, elles ont pour objectif de faire passer un message", a déclaré Hoang Thi Hoan, 18 ans, dans une rue de Hanoï (Vietnam), où 1.800 volontaires ont chassé les déchets.

La pollution plastique est un problème majeur en Asie du Sud-Est, mais particulièrement aux Philippines, qui, avec la Chine, le Vietnam et l'Indonésie, figurent sur la liste des pays les plus touchés.

- Canettes, mégots, papiers gras -

En France, du port septentrional de Dunkerque aux rives de la Méditerranée, des milliers de bénévoles - portant souvent des tee-shirts verts ou des chasubles fluos - se sont mobilisés.

Et ont affiché sur les réseaux sociaux les résultats de leurs efforts, sous le hashtag #worldcleanupday : des monceaux de déchets hétéroclites, cannettes de soda, jerricans de plastique ou papiers gras.

Des agents du ministère français de l'Ecologie ont quant à eux sillonné dès vendredi le vaste parvis de la Défense, un quartier d'affaires aux portes de Paris, où ils ont ramassé 12.528 mégots de cigarettes en deux heures, a twitté le ministère.

En Estonie, le pays d'origine du mouvement, 10.000 enfants, de 120 écoles et jardins d'enfants, ont passé la semaine à nettoyer les forêts proches de chez eux.

Samedi, 30.000 personnes ont participé au mouvement dans ce pays balte. Mart Normet, qui y a coordonné l'organisation de la journée, s'est réjoui dans un communiqué de voir que "la nouvelle génération adopte une attitude complètement nouvelle. Les déchets et la consommation à outrance appartiennent au passé".

Le mouvement ne vise pas seulement à nettoyer, mais aussi à attirer l'attention sur le problème des déchets à l'échelle de la planète et à inciter les différents secteurs à travailler ensemble pour trouver des solutions, a-t-il expliqué.

En 2018, plus de 17,7 millions de citoyens dans 157 pays avaient participé à cette opération, organisée depuis 2008 par l'ONG Let's Do It Foundation ("Fondation Faisons-le").

"Les poubelles sont un problème mondial, qui touche l'ensemble des habitants de la planète. Il ne connaît pas de frontières. Nous pourrions penser que nous n'en voyons pas beaucoup quotidiennement, mais en réalité le problème grossit dans le monde", a déclaré la présidente de Let's Do It !, Heidi Solba, sur le site internet de l'ONG. AFP 21 septembre 2019

Emmanuel Macron aux jeunes : "Je préfère que tous les vendredis on fasse de grandes opérations de ramassage" - Journal du Dimanche 23 septembre 2019

Le président de la République, Emmanuel Macron, a évoqué dimanche au Parisien les manifestations hebdomadaires des jeunes pour le climat. Il leur propose de faire des "opérations de ramassage" ou de mettre la pression sur la Pologne. Journal du Dimanche 23 septembre 2019

Saleté à Paris: Hidalgo appelle les Parisiens à se prendre en charge - AFP 23 septembre 2019

"On ne va pas mettre un éboueur derrière chaque Parisien": Anne Hidalgo a incité lundi les citoyens à se prendre "en charge" pour lutter contre la saleté à Paris...

"Je pense qu'il faut tout reprendre à la base, l'éducation au respect, le respect de l'autre, le respect de son environnement, le respect de l'endroit où l'on vit", a estimé la maire PS de la capitale sur France Inter, au lendemain de la publication d'un article du quotidien britannique The Guardian décrivant Paris comme "l'homme sale de l'Europe".

"J'aurais été la maire qui aura mis des moyens supplémentaires: on est quasiment à 600 millions d'euros maintenant de dépenses publiques municipales sur la propreté de nos rues", a rappelé l'élue PS. AFP 23 septembre 2019

Avec les médias aux ordres, n'en jetez plus, la poubelle est pleine !

Les médias passent au vert - nouvelobs.com 22.09

C’est la tendance lourde de la rentrée : pour épouser la préoccupation majeure de leur public, radios et télés font leur transition écologique en multipliant les programmes verts. Chroniques, émissions spéciales, programmes dédiés : l’audiovisuel français serre les rangs pour défendre l’environnement. « Du haut de mes 31 ans, je refuse de considérer qu’il soit trop tard pour nous mobiliser », explique Fanny Agostini, ex-présentatrice de « Thalassa », désormais titulaire d’une pastille quotidienne dans la matinale d’Europe 1 en direct de sa ferme pédagogique de Haute-Loire . « Comment écouter sereinement des adolescents se demander si, dans ce monde, ils auront encore des enfants ? », interroge Mathieu Vidard, aux commandes de « la Terre au carré », chaque après-midi sur France-Inter. RTL recrute Yann Arthus-Bertrand (« On refait la planète »).

France Télévisions charge Hugo Clément, transfuge de « Quotidien » et de « Konbini », de quatre soirées en prime time (« Sur le front »). Le groupe a également confié à Anne-Elisabeth Lemoine et Nagui une soirée événementielle en octobre (« l’Emission pour la Terre »). Placée sous le parrainage de l’ex-ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, elle s’organisera autour de promesses d’engagement à la portée de tous et servira de rampe de lancement à une foultitude d’opérations. Bref, radios et télés campent sur la même ligne verte comme si elles avaient enfin pris la mesure de l’urgence et de la nécessité d’accompagner le mouvement. nouvelobs.com 22.09

LVOG – A vomir !

Haut de page

Le 29 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Le montage photo : Le Malmo bloqué par les glaces à 1400 kms du pôle nord ; graphisme montrant que la banquise se reforme rapidement ; le mafieux Guaido en compagnie de narco-trafiquants ; Downton Abbey ou la nostalgie de la monarchie ; une chiotte en or pour poser leurs culs royaux ; manifestation à Hong Kong sous la bannière étoilée synonyme de démocratie, c'est bien connu.

Fuyez les ONG, c'est pire que la peste et le choléra réunis !

La causerie demain ou plus tard.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 4 octobre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Je vais essayer de trouver le temps de vider un peu la page d'accueil ou d'archiver des articles, les classer pour commencer, c'est un boulot ingrat et long.

La causerie de septembre est disponible au format pdf, 121 pages. Depuis le 1er janvier, 1182 pages de causeries et infos.

Ceux et celles qui lisent attentivement et sans a priori les causeries sont des veinards, car lors de pratiquement chaque causerie ils ont l'occasion d'apprendre quelque chose et de progresser, tout comme moi parce que je découvre autant de choses qu'eux ou peut-être plus en les réalisant, sinon à quoi bon, c'est d'ailleurs la seule satisfaction que j'en tire en les partageant avec eux.

Ceux qui savent tout, ceux qui s'expriment à tort et à travers sur des questions qu'ils n'ont jamais étudiées sérieusement, forment la cohorte des donneurs de leçons dont vous n'apprendrez jamais rien. Ils vous induiront en erreur ou vous manipuleront comme ils l'ont été eux-mêmes, et n'allez pas croire que parce qu'ils auraient déjà atteint un certain âge ou acquis une certaine expérience de la vie ils en auraient forcément retenu quelque chose. Qu'ils nous soient familiers ou qu'on ne les connaisse pas ou très peu, il n'y a pas lieu de croire une personne sur parole. Pour savoir à qui on a affaire, il suffit de glisser dans la discussion une vérité ou un fait incontestable et d'observer sa réaction. En cas de déni, vous pourrez en déduire qu'elle n'est pas digne de confiance ou tout du moins, qu'il y a lieu de se méfier de ce qu'elle raconte si vous ne voulez pas croire n'importe quoi. C'est juste un conseil d'ami.

- 55 pages au format pdf -

L'idéologie du réchauffement climatique : Tout était dit ici dès 2010.

En 2010, le Dr Otmar Edenhofer, président du Groupe de travail 3 du Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques des Nations Unies (GIEC), a déclaré à un intervieweur: «*… nous devons dire clairement que nous redistribuons de facto la richesse mondiale par la politique climatique. Il faut se libérer de l'illusion que la politique climatique internationale soit une politique environnementale. Cela n'a presque plus rien à voir avec la politique environnementale, avec des problèmes tels que la déforestation ou le trou dans la couche d'ozone* » cielvoile.fr 29 Septembre 2019 (lire l'article en entier plus loin et/ou le télécharger)

Extraordinaire cette déclaration, on ne pouvait être plus explicite. Pas pour tout le monde, la preuve :

Un militant de la Gauche révolutionnaire dans un courriel reçu avant-hier : "*Nier les chiffres et les prévisions du GIEC est juste inintelligent !*". Etre intelligent consisterait à faire confiance aveuglément au GIEC, dont le mandat a été confié par l'oligarchie financière par l'intermédiaire des chefs d'Etat, qui comme chacun sait, oeuvrent pour le bien-être des peuples et de notre planète. Pathétique. On y reviendra plus en détail plus loin.

A mon sens, être intelligent serait de prendre en compte ce qui suit:

Lorsque les sociétés multinationales les plus influentes, les plus grands investisseurs institutionnels au monde, dont BlackRock et Goldman Sachs, les Nations Unies, la Banque mondiale, la Banque d'Angleterre et d'autres banques centrales de la BRI se sont ralliés au financement d'un Agenda vert, appelez Green New Deal vert ou autre, il est temps de chercher derrière la surface des campagnes publiques de militants pour le climat. L'image qui en ressort est la tentative de réorganisation financière de l'économie mondiale fondée sur le climat, le soleil et son énergie ont bien plus à faire que l'humanité ne le pourrait jamais - pour tenter de convaincre les gens ordinaires de faire des sacrifices indescriptibles pour «sauver notre planète ». (Le climat et la piste de l'argent 29 Septembre 2019 - http://www.cielvoile.fr/2019/09/le-climat-et-la-piste-de-l-argent.html) (L'article en entier est plus loin.)

Avez-vous envie de participer à leur Agenda vert ? Nous, non. Nous ne participerons pas à une opération qui a pour unique objectif politique d'instaurer à l'échelle mondial un régime encore plus dictatorial ou totalitaire.

Ce sont eux qui détiennent le pouvoir.

Vous vous demandez peut-être encore d'où vient la ligne idéologique de Macron et des médias officiels, pour le savoir il vous suffit de vous connecter sur le portail de la NED/CIA, porte-parole de l'Etat profond ou de l'extrême-centre, la page d'accueil en donne un aperçu significatif.

Hong Kong protests 'raining on China's parade': clash of ideologies gives the lie to 70th anniversary DemDigest October 1, 2019

LVOG - Qui est à l'origine du mouvement violent qui secoue Hong Kong, suivez le guide.

Putin in 'political desert': What's the next step for Russia's opposition? DemDigest October 1, 2019

LVOG - Macron a rencontré le 1er octobre à Strasbourg le cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, un opposant à Poutine...

Tunisia's democracy hangs in the balance - DemDigest September 30, 2019

LVOG - Comme ils les aiment les Frères musulmans...

Tunisia's moderate Islamist Ennahda party will seek to govern alone or in partnership with "the forces of the revolution", its leader said on Friday, hinting at an end to five years of consensus rule with the secular establishment, Reuters reports...

LVOG - Et par voie de conséquence l'AFP :

- Tunisie: chef du parti Ennahdha, le "cheikh" Ghannouchi dans l'arène électorale - AFP 02.10

Reinvent democracy as populists 'weaponize the will of the people' - DemDigest September 30, 2019

'Gems, Warlords and Mercenaries': Russia's sharp power playbook in Africa - DemDigest September 30, 2019

Renewing the promise of reconciling political Islam and democracy? - DemDigest September 30, 2019

LVOG - La stigmatisation de l'Islam, c'est eux aussi.

Resisting populism, renovating democracy in the age of globalization - DemDigest September 27, 2019

LVOG - L'instrumentalisation du populisme et de l'extrême droite, c'est eux aussi.

PREMIERE PARTIE

La monarchie est héréditaire, alors vive le roi !

Jacques Chirac, le dernier grand président de la Ve République - slate.fr 26 septembre 2019

«Jacques Chirac est le dernier grand président monarchique que les Français ont eu. Il a été le dernier à avoir l'allure d'un monarque républicain, qui habitait le costume présidentiel avec élégance et forçait le respect. C'était un président du XXe siècle», disait, le 19 septembre 2016, l'éditorialiste et directeur adjoint du Figaro Yves Thréard.

D'aucuns diront qu'en réalité, Jacques Chirac n'est pas le dernier des grands présidents, mais le premier post-président, celui par lequel la dévalorisation de la fonction a commencé –ou un président de transition.

Il n'empêche, pour nombre d'historiens et de politologues, le dernier des grands, c'est lui. «Mitterrand est le dernier grand président pharaonique, mais je pense objectivement que la vraie rupture sur la présidentialité –je ne parle pas du bilan, le bilan de Chirac est peut-être le plus mauvais de la Ve République– se fait après Chirac», estime l'historien Jean Garrigues...

«Il donne cette impression d'être le dernier grand président charismatique, qui n'incarne ni l'hyperprésidence de Sarkozy, ni l'hypoprésidence de Hollande», analyse Jean-Luc Barré, écrivain et biographe de Jacques Chirac...

L'aura dont il bénéficie est liée, par contraste, à la désacralisation de la fonction présidentielle que subissent ses successeurs, tout simplement parce que le monde, notamment médiatique, a changé entre temps.

Jacques Chirac est le dernier président épris de culture, comme le furent avant lui Georges Pompidou ou François Mitterrand.

À côté de lui, Nicolas Sarkozy et François Hollande font pâle figure. Le premier a claironné son mépris pour La Princesse de Clèves et écorche les titres de livre. Le second est plus féru de presse que de littérature et a prodigué à sa ministre de la Culture Fleur Pellerin ce conseil devenu célèbre: «Va au spectacle. Tous les soirs, il faut que tu te tapes ça, et tu dis que “C'est bien”, que “C'est beau”.»

Nombre d'acteurs culturels, mais pas seulement, de Français en général, ont le sentiment que les hommes qui les gouvernent ont un bagage culturel maigre. Qu'ils ne sont pas bien différents d'eux, ni plus intelligents, ni plus cultivés. Et qu'avec les derniers présidents-monarques, c'est aussi une certaine conception culturelle de la France qui s'en est allée...

Jacques Chirac est aussi, symboliquement, surtout lors de son premier mandat, le président d'une époque où la mondialisation n'exerçait pas encore pleinement ses effets. C'était avant la grande crise financière de 2008, avant que l'Union européenne ne soit accusée de faire perdre aux États qui la composent leur autonomie, avant que neuf Français sur dix ne jugent que la France «est en déclin».

Il n'y aura plus de grand président, prédisait Mitterrand dans une parole visionnaire, «à cause de l'Europe… À cause de la mondialisation… À cause de l'évolution nécessaire des institutions…»...

De manière plus prosaïque, on peut également penser que si Chirac est vu comme le dernier grand président, c'est parce qu'il a duré. Gouvernant de 1995 à 2007, dernier président à accomplir un septennat, il aura conservé le pouvoir plus longtemps que Valéry Giscard d'Estaing et Georges Pompidou, plus longtemps que Nicolas Sarkozy et même plus longtemps que de Gaulle. Seul Mitterrand le dépasse en longévité.

Il aura duré… et aura eu le temps de se faire oublier.

Si les Français pensent désormais que Chirac est le meilleur président de ces quarante dernières années, et qu'ils ont la mémoire courte sur son mauvais bilan, ses promesses non tenues, les affaires judiciaires, le taux de chômage record durant son premier quinquennat et ses coups bas en politique, c'est sans doute aussi tout simplement parce qu'ils ont la nostalgie de ces années-là, les années d'avant –car c'est bien connu, c'était toujours mieux avant.

Il n'est pas exclu, de ce point de vue, que François Hollande ou Nicolas Sarkozy finissent un jour par être «réhabilités» dans la mémoire des Français, juge l'historien Patrick Garcia: «Dans l'histoire monarchique, les souverains précédents étaient toujours meilleurs que les souverains présents. Louis XIV est aujourd'hui présenté comme l'un des plus grands rois de France, mais on oublie qu'il a été enterré de nuit. Ce qui est déterminant pour Chirac, c'est qu'il porte l'image de la France d'avant. Et puis aujourd'hui, on a la nostalgie rapide. De même qu'il y a une frénésie et une accélération de la prise de décision, la nostalgie va aussi plus vite.» slate.fr 26 septembre 2019

Les mal inspirés.

Rappel. Un sondage place Chirac comme deuxième meilleur président après De Gaulle, alors qu'il était à 16% en fin de mandat !

- Mort de Jacques Chirac : un bon président pour huit personnes sur dix, les deux tiers des Français se disent attristés - Franceinfo

- Jacques Chirac : Lionel Jospin évoque "le privilège" d'avoir travaillé sous sa présidence - L'Express.fr 26.09

- L'académicien Marc Lambron : "Le roi Chirac est mort, vive le roi" - Journal du Dimanche

- Jacques Chirac, son tropisme russe et son "ami Boris" Eltsine - Franceinfo

- Jacques Chirac : son célèbre discours avant-gardiste sur l'environnement en 2002 - Non Stop People

- Ces villes qui, en hommage à Chirac, veulent rebaptiser un lieu - Le HuffPost

Totalitarisme. Règlements de compte en famille.

Philippe Labro : « Donald Trump, ce chef mafieux » - LePoint.fr 30 septembre 2019

Quand LCI finit par couper le sifflet à Éric Zemmour - Le HuffPost 30 septembre 2019

LVOG - Il a osé comparer, je cite : le travail des médias français à la propagande nazie et stalinienne. Quel crime y a-t-il à cela, c'est tellement vrai, trop justement, ils n'acceptent aucune critique, même de gens du camp de la réaction.

Michel Onfray : "Il y a aussi un délit de sale gueule avec Éric Zemmour" - Yahoo Actu 1 octobre 2019

Invité du 30' Pol' sur Yahoo, Michel Onfray a réagi à l'enquête ouverte par le Parquet de Paris contre Éric Zemmour pour "injures publiques" et "provocation publique à la discrimination, la haine ou la violence" après ses propos sur l'immigration et l'islam lors de la "Convention de la droite".

Le philosophe estime qu'"on ne combat pas un intellectuel en l'envoyant devant les tribunaux ou en prison mais avec des idées et des arguments". Yahoo Actu 1 octobre 2019

LVOG - Zemmour, c'est la voix du Crif ou du sionisme d'extrême droite, c'est pour cela que les médias lui offrent généreusement autant de tribunes. Le preuve.

L'avocat sioniste d'extrême droite et membre du comité directeur du Crif, Gilles William Goldnadel, prend sa défense lors de la "Convention de la droite", à Paris samedi dernier, à laquelle il a également participé.

- "La chasse à l'homme Zemmour prend une tournure névrotique. J'observe que Raphael Enthoven qui lui a succédé sur l'estrade n'avait pas éprouvé la nécessité de marquer sa réprobation. Malgré mes réserves , l'acharnement judiciaire ordonne mon entier soutien au nom de nos libertés."

Rappel.

- L'avocat Gilles-William Goldnadel a fustigé vendredi l'appel au vote du CRIF contre les "extrêmes" lancé à quelques jours du scrutin des élections européennes, l'accusant d'occulter la menace islamiste "qui tue les Juifs" en Europe. LeMondeJuif. info 04.05.2019

- Gilles-William Goldnadel se déclare « hostile à toutes formes d'antisionisme et d'antisémitisme indépendamment de leur orientation politique ». wikipedia.org

Commentaires d'internautes

1- C'est bien de faire une enquête et de sanctionner les propos de Zemmour, ça motive encore plus pour voter RN.

2- Liberté d'expression, où es-tu passée ?

3- Même si pas d'accord avec ses positions / provocations il doit avoir le droit (comme tout le monde) de s'exprimer , liberté j'écris ton nom !

4- Serions nous dans un pays ou critiquer l'Islam est devenu interdit ?

5- Pourquoi n'aurait-on pas le droit d'avoir une opinion même négative sur l'immigration et sur la religion musulmane?

6- Donc il est interdit d'être anti-immigration, et il est interdit de dire "je suis contre cette religion" si la religion est l'islam !

C'est hallucinant cette soumission et ce lavage de cerveaux forcés dans ce pays.... C'est dément

7- Plus qu'un "délit de sale gueule", j'y vois un "délit d'opinion".

8- En 2015, tout les journalistes étaient Charlie et portaient en étendard la liberté d'expression. En 2019, les même s'érigent en petits juges pour dire qui a le droit de s'exprimer dans les médias et qui n'a pas le droit.

9- La liberté d'expression n'est pas égalitaire pour tous ? Ça devient de plus en plus inquiétant...

10- On peut porter des jugements et disserter sur toutes les philosophies et autres croyances.

11- Tout à fait d'accord avec Onfray ! Zemmour a le droit de dire ce qu'il pense (d'autant qu'un bon nombre de Français pensent comme lui !) et si l'on n'est pas d'accord, on argumente, on explique, on tente de convaincre. Ça s'appelle le combat des idées ...

12- La Soumission selon Houlebeck s'installe durablement dans le pays avec même un peu d'avance ! Dramatique.

1- Le principe humaniste tendance voltairienne s'applique ici comme le rappelle Onfray , rappelons le ici / même si je ne partage pas vos idées je me battrais pour que vous puissiez les exprimer ....

14- C'est notre Civilisation qui fout le camp petit à petit si l'on y prend garde ,avec ces raisonnements nauséabonds, telle celle de l'Allemagne allait faire avec ceux des nazis qui avaient commencé ainsi en 1933 déjà !

15- Je ne suis pas souvent d'accord avec les idées de Zemmour même si sur certains points il n'a pas toujours entièrement tort, mais en France, on doit avoir la liberté de s'exprimer même si ça ne colle pas avec la bien-pensance établie

16- Mais il est autorisé de dire publiquement et dans les médias qu'on est anti-chrétiens, anti-christianisme, et anti-cathos. Là nous sommes d'accord, ça passe

17- S'il y a un délit : faut aller le chercher du côté du gouvernement, qui se sert de son peuple comme de la chair à canon !

18- En cherchant à faire taire Zemmour, le parquet de Paris ne fait que valider les propos de ce même Zemmour! c'est cocasse...

LVOG - Ils prennent en otage la liberté d'expression pour diffuser leur idéologie d'extrême droite, afin que le législateur concocte une nouvelle loi liberticide ou étende celles déjà existantes, ce qui ne les empêchera pas de continuer à propager leur propagande nauséabonde sans être vraiment inquiétés, puisqu'ils bénéficient de soutiens jusqu'au sommet de l'Etat.

En cas d'action judiciaire contre eux, ils la transformeront en tribune politique grâce aux médias, ils s'en tireront par un rappel à la loi ou avec une sanction ridicule, qui les encouragera à poursuivre leurs activités sans changer de discours et ainsi de suite. C'est une partie de l'explication.

L'autre, c'est que pendant ce temps-là, ils auront réussi à inoculer le venin de la haine et du racisme à d'autres personnes ou renforcer les convictions de ceux qui étaient déjà racistes, de préférence au profit de l'Etat sioniste.

Comment ils alimentent le racisme. Mode d'emploi.

Les rayons produits du monde sont-ils racistes? - Slate.fr 02.10

Il serait peut-être temps de mettre fin aux allées dédiées à la nourriture exotique dans les supermarchés. Si le supermarché n'est généralement considéré que comme l'endroit où l'on fait ses courses, il rappelle à certains leur statut de personne d'origine étrangère. Slate.fr 02.10

LVOG - Il faut être sérieusement atteint pour penser à un truc pareil.

Totalitarisme. En famille. Quand les supplétifs des oppresseurs font du zèle ou deviennent incontrôlables.

Des oppresseurs, nos grands hommes? Pourquoi un tel procès est dangereux. - Le HuffPost 30 septembre 2019

Vouloir effacer les noms de nos grands personnages témoigne d'une incapacité à assumer l'Histoire. Or, assumer son passé est une des conditions nécessaires pour bien vivre le présent.

De plus en plus d'associations communautaires, au nom de la lutte pour l'émancipation, exigent de déboulonner les statues des héros de notre Histoire, d'effacer leur nom de nos écoles et de nos rues, qu'on interdise des pièces de théâtre. Où s'arrêteront-elles? (...)

Mise en procès par une poignée de procureurs, notre histoire est pourtant accusée d'être à l'origine de (presque) tous les maux de notre société. Ce phénomène, appelé mouvement décolonial, nous vient des États-Unis.

(Tiens donc, encore ! - LVOG)

Ces groupes communautaires (CRAN, CCIF, PIR) soutenus par des associations comme SOS racisme, des syndicats enseignant (SUD éducation), étudiant (l'UNEF) et des personnalités politiques, proposent une vision du monde binaire: d'un côté, les oppresseurs, la France et ses grands hommes, pilleurs des pays du tiers-monde, de l'autre les opprimés, eux-mêmes, les victimes.

(Vous devez vous demander à juste titre pourquoi ils font monter la sauce ou les médias leur accordent des tribunes, c'est qu'il y a bien une raison à cela, mais laquelle ? Que dénoncent ces fanatiques qui n'ont rien à envier à l'extrême droite ? Le processus dialectique historique inconscient qui sert de fil conducteur au développement de la civilisation humaine jusqu'à nos jours, celui qui a donné naissance à la lutte des classes, et dont l'issue débouchera sur un régime encore plus barbare ou le socialisme. Coupez ce fil, et la perspective du socialisme disparaît. Et que reste-t-il, vous avez deviné, le capitalisme comme seule perspective. Pourquoi ? Mais parce qu'il existe déjà, parbleu ! Voilà quelle cause réactionnaire ils servent. - LVOG)

Déboulonner nos statues, attaquer nos grands hommes, c'est remettre en cause les valeurs françaises qui nous portent, de liberté d'expression, d'opinion, de tolérance et d'universalisme, c'est attaquer ce qui constitue le socle de nos repères. Cette mise en conformité du passé avec l'idéologie est dangereuse. Elle efface. Elle épure. Elle travestit. Elle met en procès le passé. On reconnaît les mouvements totalitaires à cette volonté de briser l'Histoire selon leurs objectifs. Or, cette épuration de la mémoire rappelle les systèmes totalitaires, la simplification binaire du bien et du mal. Le HuffPost 30 septembre 2019

(Cela s'applique aux médias qui censurent des intellectuels ! - LVOG)

En Marche vers un "***ordre sécuritaire***", ils le disent eux-mêmes.

Selon l'historien macroniste (C'est slate.fr qui le caractérise ainsi - LVOG) Pierre Serna, Macron est passé en moins de deux ans de «l'héroïsme» électoral triomphant (une forme de bonapartisme par les urnes) à un «État d'exception permanent» au sein duquel «la fuite vers l'ordre sécuritaire» (En marche forcée?) semble rattraper la «bienveillance» des premiers mois. (Source : slate.fr 27.06.2019)

L'Etat policier En Marche.

Des milliers de policiers à Paris pour une "marche de la colère" - AFP3 octobre 2019

Les policiers ne sont pas assez soutenus pour 56% des Français - Le HuffPost 2 octobre 2019

Mais si :

Quatennens (LFI): il faut "entendre la colère des policiers" - AFP 2 octobre 2019

DEUXIEME PARTIE

Stratégie de la terreur climatique.

Quelques réflexions en avant-propos.

Dans ce monde dirigé par de dangereux fanatiques, on trouve de moins en moins de gens équilibrés ou dotés d'un minimum d'esprit critique, y compris ou surtout dans le mouvement ouvrier, ce qui d'une certaine manière est logique, puisque c'est le dogmatisme qui y prédominait déjà, sans que ceux qui en sont atteints n'en aient conscience évidemment, rendant toute discussion quasi impossible.

Des militants auxquels on prêtait un niveau de conscience supérieur à la moyene en arrivent à sortir, excusez-moi l'expression, des conneries monumentales ou à faire preuve d'un aveuglement total, mieux, et quand vous leur faites remarquer gentillement en argumentant votre propos, ils vous prennent pour un con ou vous traite de demeuré ! Je viens d'en faire l'expérience, c'est très préoccupant.

A propos des variations climatiques naturelles de la Terre, ils affirment, ils prennent position, ils dénigrent ou insultes ceux qui ne partagent pas leurs idées en faisant preuve de la plus crasse ignorance, en produisant des arguments grotesques au possible, qui démontrent que manifestement ils ne savent absolument pas de quoi ils parlent ou ils n'ont rien lu en dehors des clichés servis par la propagande officielle.

Personnellement, j'ai lu et parfois relu attentivement sur le sujet 273 articles depuis le 30 juillet 2019 et j'ai visionné une quinzaine de vidéos.

L'écologie politique : Mystification, imposture, désinformation, censure, inquisition, terreur.
- Apocalypse climatique
- Alarmistes carbocentristes
- Climatocrates
- Djihadistes du climat

Comme quoi il est urgent d'en finir avec le capitalisme.

- Une personne qui fait partie des 1 % les plus riches au monde « génère en moyenne 175 fois plus de CO2 qu'une personne se situant dans les 10 % les plus pauvres », selon un rapport publié le 2 décembre 2015 par l'ONG britannique Oxfam. 20 Minutes 02.12.2015

Quel est votre bilan carbone?

Je n'ai jamais rien entendu de plus con. Ma foi, ces despotes veulent taxer l'air qu'on respire, leur projet n'est rien de moins qu'idéologique et totalitaire, eugéniste de surcroît.

Et le pire, c'est qu'il y en a qui marchent dans leur combine pourrie, mais pas forcément ceux auxquels on pense généralement. Moins l'ouvrier qui en a marre d'entendre leurs conneries à longueur de temps, que les militants entrés en léthargie qui croient avoir compris quelque chose sans même se donner la peine d'avoir étudier quoi que ce soit, ou encore la plupart des intellectuels par fainéantise ou parce qu'ils sont tout simplement médiocres...

- S'ils croient nous attendrir en instrumentalisant des gamines de 13 ou 16 ans.

Lu dans un commentaire : Nous vivons une dystopie.

Une dystopie est un récit de fiction dépeignant une société imaginaire organisée de telle façon qu'elle empêche ses membres d'atteindre le bonheur.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, un article récent qui met les pendules du casino du Green New Deal à l'heure.

Le climat et la piste de l'argent publié par F.William Engdahl - cielvoile.fr 29 Septembre 2019

F. William Engdahl est consultant en risques stratégiques et conférencier. Diplômé en politique de l'Université de Princeton, il est un auteur à succès en matière de pétrole et de géopolitique, exclusivement pour le magazine en ligne «New Eastern Outlook». Il collabore régulièrement avec Global Research.

Climat. Maintenant, qui y réfléchit. Les gigantesques méga-entreprises et les méga-milliardaires à l'origine de la mondialisation de l'économie mondiale au cours des dernières décennies, dont la recherche de gain pour les actionnaires et la réduction des coûts ont gravement endommagé notre environnement, tant dans le monde industrialisé que dans les économies sous-

développées d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, sont les principaux bailleurs de fonds du mouvement de décarbonisation en Suède jusqu'en Allemagne, en passant par les États-Unis et au-delà.

S'agit-il d'une crise de conscience ou pourrait-il s'agir d'un programme plus élaboré de financiarisation de l'air que nous respirons et plus encore?

Quoi que l'on pense des dangers du CO2 et du réchauffement de la planète, qui entraîneraient une augmentation moyenne de la température de 1,5 à 2 degrés Celsius au cours des 12 prochaines années, il convient de noter qui promeut le flot actuel de propagande et d'activisme pour le climat.

La finance verte

Plusieurs années avant qu'Al Gore et d'autres ne décident d'utiliser une jeune écolière suédoise pour devenir l'affiche de l'urgence climatique, ou aux États-Unis, l'appel d'Alexandria Ocasio-Cortez pour une réorganisation complète de l'économie autour du Green New Deal, les géants de la finance ont commencé à concevoir des systèmes permettant de débloquer des centaines de milliards de fonds pour des entreprises «climatiques» souvent vaines.

En 2013, après des années de préparation minutieuse, Vasakronan, une société immobilière suédoise, a émis la première « obligation verte ». Elle a été suivie par d'autres sociétés, notamment Apple, la SNCF et la grande banque française Crédit Agricole. En novembre 2013, Tesla Energy, en proie à des problèmes épineux, a publié la première garantie adossée à des actifs solaires. Selon ce que l'on appelle la Climate Bonds Initiative, plus de 500 milliards de dollars d'obligations vertes sont exceptionnelles. Les créateurs de l'idée d'obligation déclarent que leur objectif est de conquérir une part importante des 45 milliers de milliards de dollars d'actifs « gérés » dans le monde, qui se sont engagés de manière symbolique à investir dans des projets «respectueux du climat».

Le Prince Charles, futur monarque du Royaume-Uni, ainsi que les finances de la Banque d'Angleterre et de la City de Londres ont promu les «instruments financiers écologiques», dirigés par Green Bonds, afin de réorienter les régimes de retraite et les fonds mutuels vers des projets écologiques. Le directeur sortant de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, est un acteur clé dans le rapprochement des institutions financières mondiales et de l'Agenda vert. En décembre 2015, le Conseil de stabilité financière (FSB) de la Banque des règlements internationaux, présidé à l'époque par Carney, a créé le Groupe de travail sur la divulgation d'informations financières liées au climat (TCFD), dans le but de conseiller «les investisseurs, les prêteurs et les assurances sur les risques liés au climat». C'était certainement un objectif étrange pour les banquiers centraux du monde.

En 2016, la TCFD, la City de Londres et le gouvernement du Royaume-Uni ont lancé l'Initiative de finance verte, dans le but de consacrer des milliards de dollars à des investissements «verts». Les banquiers centraux du FSB ont désigné 31 personnes pour former le TCFD. Présidé par le milliardaire Michael Bloomberg du secteur financier, il comprend des personnalités de JP Morgan Chase; de BlackRock, l'un des plus importants gestionnaires d'actifs au monde, avec près de 7 000 milliards de dollars; la banque Barclays; HSBC, la banque Londres-Hong Kong condamnée à une amende à plusieurs reprises pour blanchiment de drogue et autres fonds noirs; Swiss Re, la deuxième plus grande compagnie de réassurance au monde; la banque chinoise ICBC; Tata Steel, ENI Oil, Dow Chemical, le géant minier BHP Billington et David Blood d'Al Gore, Generation Investment LLC. En fait, il semblerait que les renards rédigent les règles du nouveau poulailler vert.

Carney, de la Banque d'Angleterre, a également joué un rôle clé dans les efforts visant à faire de la ville de Londres le centre financier de la finance verte dans le monde. Philip Hammond, chancelier sortant de l'Echiquier, a publié en juillet 2019 un livre blanc intitulé «Stratégie en matière de finance verte: transformer la finance pour un avenir plus vert». Le document indique que «l'une des initiatives les plus influentes à émerger est celle du Conseil de stabilité financière». Groupe de travail du secteur privé sur les informations financières liées au climat (TCFD), appuyé par Mark Carney et présidé par Michael Bloomberg. Cela a été approuvé par des institutions représentant 118 000 milliards d'actifs dans le monde. »Il semble y avoir un plan ici. Le plan est la financiarisation de l'économie mondiale dans son ensemble, en utilisant la crainte d'un scénario de fin du monde pour atteindre des objectifs arbitraires tels que «les émissions nettes de gaz à effet de serre».

Goldman Sachs, un acteur clé

Goldman Sachs, la banque omniprésente de Wall Street, qui a notamment donné naissance au président sortant de la BCE, Mario Draghi, et au président de la Banque d'Angleterre, Carney, vient de dévoiler le premier indice mondial des valeurs environnementales de premier plan, réalisé avec le CDP, basé à Londres. Carbon Disclosure Project. Le CDP, notamment, est financé par des investisseurs tels que HSBC, JPMorgan Chase, Bank of America, Merrill Lynch, Goldman Sachs, American International Group et State Street Corp.

Le nouvel indice, appelé CDP Environment EW et CDP Eurozone EW, vise à attirer les fonds d'investissement, les systèmes de retraite publics tels que le CalPERS (système de retraite des employés publics de la Californie) et CalSTRS (système de retraite des enseignants de l'État de Californie) + milliards d'actifs, à investir dans des cibles soigneusement choisies. Parmi les entreprises les mieux notées dans l'indice figurent Alphabet, qui possède Google, Microsoft, le Groupe ING, Diageo,

Philips, Danone et, de manière pratique, Goldman Sachs.

Entrent Greta, AOC et compagnie.

À ce stade, les événements prennent un tour cynique alors que nous sommes confrontés à des activistes du climat extrêmement populaires comme la suédoise Greta Thunberg ou Alexandria Ocasio-Cortez, 29 ans, de New York, et au Green New Deal. Aussi sincères que puissent être ces militantes, il existe une machine financière bien huilée derrière leur promotion.

Greta Thunberg fait partie d'un réseau bien connecté lié à l'organisation d'Al Gore, elle est commercialisée de manière cynique et professionnelle et utilisée par des agences telles que l'ONU, la Commission européenne et les intérêts financiers qui sous-tendent le programme climatique actuel. En tant que chercheur canadien et activiste pour le climat, Cory Morningstar, décrit dans une excellente série d'articles, l'enjeu est un réseau bien établi, lié à un investisseur américain dans le climat et un profiteur du climat extrêmement riche, Al Gore, président du groupe Generation Investment.

Le partenaire d'Al Gore, l'ancien responsable de Goldman Sachs, David Blood, est membre du TCFD créé par la BRI. Greta Thunberg et son ami américain du climat, Jamie Margolin, âgé de 17 ans, ont été nommés «conseillers spéciaux pour la jeunesse et administrateurs» de l'ONG suédoise We Don't Have Time, fondée par son PDG, Ingmar Rentzhog. Rentzhog est membre des leaders de l'organisation Climate Reality d'Al Gore et fait partie du groupe de travail européen sur la politique climatique. Il a été formé en mars 2017 par Al Gore à Denver et à nouveau en juin 2018 à Berlin. Le « projet de réalité climatique » d'Al Gore est partenaire de We Don't Have Time.

La députée Alexandria Ocasio-Cortez (AOC), qui a fait sensation lors de ses premiers jours au Congrès américain pour avoir dévoilé un «New Deal vert» destiné à réorganiser complètement l'économie américaine à un coût d'environ 100 000 milliards de dollars, n'est pas sans conseils avisés . AOC a ouvertement admis qu'elle s'était présentée au Congrès sous l'impulsion d'un groupe appelé « Justice Democrats ». Elle a confié à un intervieweur: «Je n'aurais pas été candidate sans le soutien de « Justice Démocrats » et de « Brand New Congress ». Humm, en fait, ce sont ces organisations qui, toutes les deux, m'ont demandé de me présenter à la première place. Ce sont elles qui m'ont appelée il y a un an et demi… » Désormais, en tant que membre du Congrès, les conseillers d'AOC comprennent le cofondateur de Justice Démocrats, Zack Exley. Exley était un membre de l'Open Society et a reçu des fonds, entre autres, des fondations Open Society et de la Fondation Ford, afin de créer un "prédécesseur" de Justice Democrats pour recruter des candidats.

Le véritable agenda est économique

Les liens entre les plus grands groupes financiers du monde, les banques centrales et les grandes entreprises mondiales, en faveur d'une stratégie climatique radicale visant à abandonner l'économie de combustibles fossiles au profit d'une économie verte, vague et inexpliquée semblent, peu concernés par la volonté de notre société de faire de notre planète un environnement propre et sain à vivre. Il s'agit plutôt d'un programme intimement lié à l'Agenda 2030 des Nations Unies pour une économie «durable» et à la création de milliards de dollars en nouvelles richesses pour les banques mondiales et les géants financiers qui constituent les véritables pouvoirs.

En février 2019, à la suite d'un discours prononcé devant la Commission européenne à Bruxelles par Greta Thunberg, Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission européenne, après avoir embrassé galamment la main de Greta, semblait être passé à l'action réelle. Il a déclaré à Greta et à la presse que l'UE devrait dépenser des centaines de milliards d'euros pour lutter contre le changement climatique au cours des 10 prochaines années. Juncker a proposé qu'entre 2021 et 2027, "chaque euro dépensé dans le budget de l'UE serve à lutter contre le changement climatique". Ce que Juncker, sournois, n'a pas dit, c'est que cette décision n'avait rien à voir avec le plaidoyer de la jeune militante suédoise. Il avait été réalisé conjointement avec la Banque mondiale une année complète auparavant, le 26 septembre 2018, lors du Sommet One Planet, aux côtés de la Banque mondiale, des fondations Bloomberg, du Forum économique mondial et autres. Juncker avait habilement utilisé l'attention médiatique donnée à la jeune suédoise pour promouvoir son programme climatique.

Le 17 octobre 2018, quelques jours après l'accord conclu lors du Sommet One Planet, l'UE de Juncker a signé un protocole d'entente avec Breakthrough Energy-Europe dans lequel les sociétés membres de Breakthrough Energy-Europe auraient un accès préférentiel à tout financement. Parmi les membres de Breakthrough Energy figurent Richard Branson de Virgin Air, Bill Gates, Jack Ma d'Alibaba, Mark Zuckerberg de Facebook, SAR le Prince Al-Waleed bin Talal, Ray Dalio de Bridgewater Associates; Julian Robertson du géant des fonds de couverture, Tiger Management; David Rubenstein, fondateur du groupe Carlyle; George Soros, président de Soros Fund Management LLC; Masayoshi Son, fondateur de Softbank, Japon.

Ne vous trompez pas. Lorsque les sociétés multinationales les plus influentes, les plus grands investisseurs institutionnels au monde, dont BlackRock et Goldman Sachs, les Nations Unies, la Banque mondiale, la Banque d'Angleterre et d'autres banques centrales de la BRI se sont ralliés au financement d'un soi-disant Agenda vert, appelez Green New Deal vert ou autre, il est temps de chercher derrière la surface des campagnes publiques de militants pour le climat. L'image qui en ressort est la tentative de réorganisation financière de l'économie mondiale fondée sur le climat, le soleil et son énergie ont bien plus à faire que l'humanité ne le pourrait jamais - pour tenter de convaincre les gens ordinaires de faire des sacrifices indescriptibles pour

«sauver notre planète ».

En 2010, le Dr Otmar Edenhofer, président du Groupe de travail 3 du Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques des Nations Unies, a déclaré à un intervieweur: «… nous devons dire clairement que nous redistribuons de facto la richesse mondiale par la politique climatique. Il faut se libérer de l'illusion que la politique climatique internationale soit une politique environnementale. Cela n'a presque plus rien à voir avec la politique environnementale, avec des problèmes tels que la déforestation ou le trou dans la couche d'ozone ». Depuis lors, la stratégie de politique économique s'est beaucoup développée.

En famille. Quand l'extrême gauche devient l'aiguillon de la réaction.

Climat: la fin du monde? - Gauche révolutionnaire 27.09.

- Le réchauffement climatique est certain et dû pour la majeure partie à l'activité humaine.

Voilà ce que j'ai reçu d'un militant dont que je ne citerai pas le nom tellement j'ai honte pour l'un et pour l'autre, et ma réponse lapidaire.

- "*Nier les chiffres et les prévisions du GIEC est juste inintelligent !*"

Ma réponse

- Sais-tu au moins ce que signifie GIEC ? Je me pose la question, je suis quelqu'un de sérieux.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Que ses membres sont choisis par les gouvernements des 195 Etats présents à l'ONU.

Autant dire que l'orientation de leurs rapports sera conforme à celle définie par ces Etats. En fait par l'oligarchie financière. Lire l'article de la Banque mondial, notamment. Là aussi, c'est une référence sérieuse.

Et de quelle nationalité sont les membres du groupe le plus nombreux qui composent le GIEC ?

Américaine. Normal.

- "*Nier les chiffres et les prévisions du GIEC est juste inintelligent !*"

C'est comme si tu disais que nier les chiffres et les prévisions de Macron en matière de retraite est juste inintelligent !

Sidérant !

J'ajoute quelques mots.

Je vis en Inde depuis 1996, je n'ai pas mis les pieds en France depuis 2002, donc j'ai du mal à saisir l'évolution des consciences ou des mentalités dans ce pays, c'est normal me semble-t-il. Cela semble avoir empiré. Si j'y allais demain, j'aurais l'impression d'être un étranger. Je ne m'imaginais pas à quel point les consciences avaient pu subir un tel lavage de cerveau au cours des dernières décennies.

Du coup je me dis que mon travail est plus utile que ce que je croyais, puisque je repends tout de zéro chaque fois que le temps me le permet. Ce militant m'a dit qu'il ne se connectait plus à des portails politiques, parce que les écrits politiques ne l'intéressaient pas ou ils ne lui apprenaient rien, entendez par là qu'il sait tout, on vient d'en avoir une illustration éclatante ! Au passage, mon portail ne traite pas que de politique, loin de là.

Quand l'extrême gauche devient un instrument de l'oligarchie financière.

Démocratie révolutionnaire (NPA)

- Réchauffement climatique, Greta Thunberg a raison, les dirigeants de ce monde sont des menteurs et des irresponsables...

29 septembre

LVOG - Comment légitimer "*les dirigeants de ce monde*". Mais agissez bon dieu ! Ils ne font que cela, ne demandent que cela !

- C'est cette inaction des gouvernements que plus de 4 millions de jeunes ont dénoncée

LVOG - Parce que "*les données et les recommandations de ces scientifiques*" désignés par "*les gouvernements*" seraient fiables et animés de bonnes intentions, grotesque !

- ...les jeunes ont appris à s'appuyer sur les données et les recommandations de ces scientifiques que les gouvernements avaient eux-mêmes convoqués.

LVOG - Sainte Greta de l'ONU, priez pour elle !

- Greta Thunberg, a fustigé avec force, dignité et colère les dirigeants du monde réunis à l'ONU pour un énième et inutile sommet sur le climat

LVOG - Déni, insulte à la science, à l'intelligence humaine !

- Greta Thunberg a aussi subi des flots de haine aussi bêtes que réactionnaires d'une partie de la presse comme de vieux réactionnaires sur le retour, l'attaquant sur sa jeunesse, son sexe ou son syndrome d'Asperger… mais n'ayant finalement rien à opposer à ses arguments.

LVOG - Quand ils censurent toute contestation scientifique aux allégations idéologiques du GIEC.

- Car Greta Thunberg a doublement raison, raison sur le fond car elle ne fait que tirer les conséquences des rapports scientifiques que plus personne ne peut réellement contester.

LVOG - Terminologie et catastrophisme empruntée aux ONG oligarchiques WWF et Greenpeace.

- Faire face à la crise écologique globale rejoint le combat social et politique contre les vrais responsables de la catastrophe annoncée

LVOG - Ils doivent bien se marrer avec de tels révolutionnaires, quelle honte ! Vous savez pourquoi ils ont sabordé la gauche, parce qu'elle avait réussi à tellement pourrir l'extrême gauche que celle-ci ferait dorénavant l'affaire comme principal fourvoyeur du socialisme. Bravo !

Je leur ai envoyé mes observations, j'imagine qu'ils ne me répondront pas, que pourraient-ils faire d'autres ou se ridiculiser encore plus.

Démocratie révolutionnaire (NPA) 22 septembre 2019

LVOG - Il n'y a pas de socialisme "B" !

Croyez-vous qu'ils se seraient posés une seconde la question de savoir pourquoi les gouvernements auraient été assez farfelus pour désigner des scientifiques, qui auraient eu pour mission de concocter des rapports qui auraient exprimé les "*légitimes inquiétudes*" de la jeunesse, s'il ne s'agissait pas de les instrumentaliser à des fins inavouables ? On est en présence d'incurables crétins.

- « Il n'y a pas de planète B », urgence de la transition socialiste

Le caractère subversif de la question écologique

En s'emparant de la question climatique, une partie de la jeunesse exprime ses légitimes inquiétudes pour son avenir face à ces rapports scientifiques de plus en plus alarmants...

LVOG - Ils oublient soigneusement de rappeler que ce sont les braconniers climatiques (Club de Rome) de l'oligarchie qui ont posé les collets dès les années 60 pour mieux lever le lièvre ou pour réaliser le hold-up du siècle.

LVOG - Tous coupables !

- Le premier réflexe est souvent de s'interroger, à son échelle, sur ses gestes quotidiens.

LVOG - Les "*nouvelles générations*" feraient preuve d'une "*conscience*" hors du commun qui jusqu'à preuve du contraire se traduit par un individualisme exacerbé et une absence d'orientation politique révolutionnaire. Cette conscience serait capable de "*décider sa vie lucidement*", c'est à croire qu'elle possèderait la science infuse depuis le foetus, un miracle en somme, laïc cela va de soi !

- Le rejet de cette absurdité (Le "*gaspillage insupportable*" de vos "gestes quotidiens, le profit, etc. - LVOG) est une forme « d'hygiène de vie » élémentaire qui s'inscrit dans l'élévation du niveau de conscience qu'entraîne le progrès général du développement de la société humaine, notamment chez les nouvelles générations. Une conscience qui est à la base de l'aspiration démocratique à pouvoir penser, décider sa vie lucidement, en maîtrisant les conséquences de ses actes, en lien avec les autres, avec toute la société comme avec l'ensemble des êtres vivants, du monde naturel dont nous sommes partie prenante.

LVOG - Ils reprennent la théorie subversive (sans rire) du GIEC imputant aux "activités humaines" les variations climatiques naturelles.

- L'écologie, en tant que science, oblige à faire le lien entre notre environnement, l'impact que les activités humaines ont sur lui et donc le cadre dans lequel ses activités se développent… et c'est d'ailleurs ce qui lui donne son caractère subversif.

LVOG - Ils en remettent une grosse couche.

- Car la cause première de la crise climatique n'est pas à chercher dans des généralités abstraites sur l'accroissement de la population, sur les comportements individuels, ou sur la science, le progrès mais dans les contradictions que la société capitaliste a développées depuis près de 200 ans.

LVOG - Incapables de saisir le caractère inconscient du processus dialectique historique, ils le balancent ! Ils balancent au passage les bases du socialisme.

C'est cette folie d'accumulation capitaliste qui a donné à la crise écologique actuelle sa nouveauté. La mondialisation impérialiste et libérale a entraîné une globalisation de la crise écologique dont le réchauffement climatique est une manifestation...

LVOG - Sainte Greta ! Un génie on vous dit. Et la Cop avec tous ces si bons et généreux chefs d'Etat, quelle merveilleuse source d'inspiration! Quel délire !

- En décembre 2018 à la Cop 24, Greta Thunberg, la jeune militante suédoise à l'origine des grèves pour le climat, avait finalement posé le problème de fond...

LVOG - La confusion est totale et le constat est faux. En chiffrant leur hold-up à plus de 100.000 milliards de dollars, je ne pense pas que les multinationales aient une vue "*à court terme*".

- A ce cynisme des classes dominantes et de leurs représentants, les jeunes opposent les faits, les constats établis par les scientifiques. Ils dénoncent, à juste titre, qu'aucune de leurs préconisations n'ait été réellement mise en œuvre à l'échelle mondiale, et il apparaît clairement que c'est avant tout parce que cela impliquerait de remettre en cause les intérêts à court terme des principales multinationales qui dominent l'économie mondiale.

LVOG - Les voilà pris d'un fâcheux doute soudain ("semble"). Révélateur au plus haut point !

- Le capitalisme semble avoir atteint ses limites...

LVOG - La nouvelle religion ou la déclinaison du totalitarisme au XXIe siècle.

- La crise climatique est devenue une question sociale et politique déterminante...

LVOG - Sauf que le combat écologique tel qu'il a été conçu et tel qu'il est perçu, sert essentiellement à renforcer "*la domination de l'économie mondiale par les multinationales, les grands groupes financiers et les États à leur service*" au lieu de les combattre, y participer, c'est se transformer en petit soldat de cette oppression.

- Combat écologique et combat social se rejoignent dans un seul et même combat, un combat de classe contre la domination de l'économie mondiale par les multinationales, les grands groupes financiers et les États à leur service.

Lutte ouvrière est sur la même ligne.

Crises climatique, économique, c'est le système capitaliste qui est en faillite ! - 31 juillet 2019

Extraits.

LVOG - Ah ces braves scientifiques nommés par les gouvernements successifs et acquis au réchauffement climatique ! Ah ces "sommets internationaux" dont il faudrait attendre quelque chose ou des miracles !

- Des scientifiques ne cessent d'alerter en effet sur les conséquences du réchauffement climatique et sur le fait que la fréquence des canicules devrait encore augmenter dans les années à venir. Plus grave encore, les rapports se succèdent sur les risques de voir disparaître de nombreuses espèces végétales et animales, et de compromettre à plus long terme les possibilités de vie sur la planète. Des sommets internationaux se succèdent, sans rien démontrer d'autre que l'incapacité des gouvernants à agir face aux périls qui menacent l'humanité.

LVOG - Ne touchez pas à nos mines de charbon ! Mais ces gens-là voudraient nous faire revenir au Moyen-Age !

- Les capitaux sont libres d'aller s'investir dans une mine de charbon polluante, sans se préoccuper de la santé publique, comme ils peuvent se tourner vers la spéculation, au risque de provoquer une crise financière aux conséquences dramatiques pour l'ensemble de la société.

En fait, ils sont tout aussi impuissants (les gouvernements - LVOG) à résoudre le problème climatique qu'à faire face à la crise de leur économie.

LVOG - Normal, non ? Ils ne font que propager illusions et confusions qui servent les plans de la réaction...

Corporatisme. Macron toujours en quête de légitimité. Pas vraiment représentatif, pas vraiment autonome, mais assurément bien encadrés.

Tirés au sort, ces 150 citoyens vont plancher pendant 4 mois sur le climat - lejdd.fr 1 octobre 2019

Ils doivent représenter la "diversité" de la France.

Julien Blanchet, rapporteur général de cette instance, détaille au JDD le cadre de travail dans lequel ils évolueront.

Nous ne nous sommes pas remis exclusivement au seul tirage au sort.

Ces 150 citoyens ne peuvent pas évidemment représenter toute la France, mais ils seront le reflet de sa diversité.

Ils seront autonomes dans le cadre du mandat fixé par le président de la République, à savoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici 2030 dans un esprit de justice sociale. Les 150 citoyens travailleront jusqu'au 26 janvier pour élaborer des propositions.

Leur seule contrainte est le mandat donné par le Président. lejdd.fr 1 octobre 2019

Quelle mascarade !

Dans le même registre

LVOG - Comment légitimer l'usage massif de pesticides. En y associant la population ou les victimes.

Épandage des pesticides: fin de la consultation, 50.000 avis - AFP 01.10

Le gouvernement tiendra compte de la consultation publique sur les distances minimales entre habitations et zones d'épandage de pesticides, a assuré mardi Élisabeth Borne au dernier jour de cet exercice qui a recueilli plus de 50.000 avis. AFP 01.10

Le saviez-vous ?

LVOG - A l'origine du Giec, l'extrême gauche qui le soutient en fera-t-elle des cauchemars ?

L'un des aspects les moins connus du processus ayant aboutit à Rio est le rôle de Margaret Thatcher. Il est décrit en détail dans

un livre indispensable à qui veut comprendre les tenants et aboutissants de la science du climat et des négociations qui s'y réfèrent (1).

Le point de départ de la prise en compte politique de la question du réchauffement climatique est le cri d'alarme lancé par le scientifique américain James Hansen dans les locaux du Sénat en juin 1988. Trois mois plus tard, la Dame de Fer s'adresse à une Royal Society sidérée, (l'académie des sciences britannique), pour sonner le tocsin. Elle évoque le risque d'une « fonte accélérée des glaces et une augmentation subséquente du niveau de la mer de plusieurs pieds au siècle prochain ».

Elle avait été sensibilisée au sujet depuis trois ans par l'un de ses conseillers au Foreign Office, Sir Crispin Tickell, auteur d'un livre prémonitoire publié en 1977, Climate Change and World Affairs. Crispin Tickell avait été nommé ambassadeur auprès de l'ONU en 1987 et le soutien de Thatcher ne fut pas pour rien dans la mise sur pied très rapide du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat) fin 1988. En mars suivant elle déclare à la BBC : « Nous ne comprenons pas encore complètement les gaz à effet de serre ni comment ils vont opérer, mais nous savons qu'il est de notre devoir d'agir ». En novembre, un jour avant la chute du mur de Berlin, elle évoque à la tribune des Nations-Unies l'apparition d'un « danger insidieux, aussi menaçant que les périls[…] dont s'est accoutumée la diplomatie internationale pendant des siècles : la perspective d'un dommage irréparable à l'atmosphère, aux océans, à la Terre elle-même ».

Ce discours eut un énorme retentissement aux Etats-Unis. Pendant ce temps le Giec préparait son premier rapport et la Dame de Fer se tenait informée de la progression des travaux, recevant régulièrement son président, John Houghton. Elle lisait les textes qu'il lui présentait, crayon et gomme à la main. Le jour de la publication, elle fit un discours devant les climatologues britanniques : leur tâche était de « nous aider à sauvegarder le futur de la planète ». Intervenant à nouveau lors de la conférence mondiale sur le climat à Genève en novembre 1990, elle déclara que les incertitudes scientifiques ne pouvaient constituer une excuse pour ne pas agir. « Nous devons appliquer le principe de précaution au niveau international […] et ne pas perdre du temps et de l'énergie à discuter le rapport du Giec ». Elle appelait le plus grand nombre de pays possible à signer une convention cadre sur le climat en 1992. Ce fut son dernier message politique : elle devait démissionner quelques jours plus tard. Le sommet de Rio se réunit en l'absence de son principal inspirateur politique.

Elle changea d'avis après avoir quitté le pouvoir. Dans son livre testament, Statecraft : Strategies for a Changing World, publié en 2003, elle exprime le sentiment de s'être fait rouler dans la farine par des experts plus inspirés par une idéologie catastrophiste que par le souci de chercher la vérité.

Cet article est paru dans Libération le 1er décembre 2015.

(1) Rupert Darwall, The Age of Global Warming, A History, Quartet 2013. books.fr janvier 2016

Le GIEC, pire qu'une secte !

...la liste des 10 signaux d'alerte (liste utilisée en France par les Renseignements Généraux) et dressée par les parlementaires français dans leur volonté de détecter le caractère sectaire d'une organisation et son degré de dangerosité :

La déstabilisation mentale.
Le caractère exorbitant des exigences financières.
La rupture induite avec l'environnement d'origine.
Les atteintes à l'intégrité physique.
L'embrigadement des enfants.
Le discours plus ou moins anti-social.
Les troubles à l'ordre public.
L'importance des démêlés judiciaires.
L'éventuel détournement des circuits économiques traditionnels.
Les tentatives d'infiltration des pouvoirs publics.

L'interprétation à donner à cette liste est la suivante :

Un seul « oui » est suffisant pour autoriser l'appellation « secte » et nous invite à la prudence.
Plusieurs « oui » constituent une mise en garde sérieuse : vous êtes en danger (secte).
Plus de 5 « oui » sont un appel clair à la fuite : soyez prudents et demandez de l'aide (SOS Secte). (1)

Nous pouvons sans peine affecter un grand nombre de ces critères à la « l'activisme climatique ». belgotopia.com 12.08.2019

Les membres du GIEC sont-ils tous des scientifiques ? À cette question, le professeur István Markó, répond.

Les membres du GIEC sont-ils tous des scientifiques ?

« Il y en a, mais beaucoup proviennent d'ONG comme WWF ou Greenpeace. Et dans le groupe qui gère la préparation du rapport pour les décideurs, il y a surtout des politiciens et des économistes. [...]

Certains ont tout à y gagner. Et le plus grand supporter de cela, c'est Al Gore qui a fait un film de propagande risible au niveau scientifique, vu le nombre d'erreurs qu'il contient. Il a réalisé cela dans un but de lucre total et ça lui a permis de devenir très riche, notamment via les bourses carbones. Grâce à ce prétendu réchauffement, on développe un business sur l'éolien et le photovoltaïque. On crée ces bourses carbones et on contribue à une augmentation du prix de l'énergie et des matières premières. »

István Markó (1956 – 2017) était professeur et chercheur en chimie organique, c'est-à-dire la chimie du carbone et du vivant, et ses transformations, à l'université catholique de Louvain. (Belgique).

István Markó - Si l'on étudie, cependant, ce qui s'est passé au niveau géologique depuis plusieurs millions d'années, on se rend compte que la période présente est caractérisée par un taux de CO2 extraordinairement bas. Au cours du Jurassique, du Trias, etc., le taux de CO2 grimpait à des valeurs parfois de l'ordre de 7000, 8000, 9000 ppm, ce qui excède considérablement les malheureux 400 ppm que nous avons aujourd'hui. Non seulement la vie existait bel et bien, en ces temps reculés où le CO2 était aussi présent dans l'atmosphère, mais des plantes telles que les fougères atteignaient couramment 25 mètres de haut. Réciproquement, loin de profiter à la végétation actuelle, la diminution de la présence du CO2 dans l'atmosphère serait susceptible de compromettre la santé, voire la survie, de très nombreuses plantes. Descendre au-dessous du seuil de 280 ou 240 ppm se solderait, tout simplement, par l'extinction d'une large variété de nos espèces végétales.

En outre, notre croisade acharnée pour réduire le taux de CO2 pourrait s'avérer d'autant plus nuisible à la nature que les plantes ne sont pas les seuls organismes à baser leur alimentation sur le CO2. Les espèces du phytoplancton, elles aussi, se nourrissent de CO2, utilisant le carbone du CO2 comme unité de construction et relâchant de l'oxygène. Au passage, il est bon de rappeler que 70% de l'oxygène présent dans l'atmosphère aujourd'hui provient du phytoplancton, et non des arbres : contrairement à la doxa, ce ne sont donc pas les forêts, mais bien les océans, qui constituent les « poumons » de la terre.

En ce qui concerne, plus particulièrement, le lien supposé entre réchauffement de la planète et émissions de CO2, il est tout à fait faux que le CO2 ait un effet de serre majeur. Il est bon de rappeler, là aussi, que le CO2 est un gaz mineur : aujourd'hui, il représente seulement 0,04% de la composition de l'air ; et on attribue à son effet de serre la valeur de 1. Le gaz à effet de serre majeur dans l'atmosphère est bien plutôt la vapeur d'eau : dix fois plus puissante que le CO2 dans son effet de serre, la vapeur d'eau est présente à hauteur de 2% dans l'atmosphère. Ces faits sont, en principe, enseignés à l'école et à l'université ; mais on réussit tout de même à incriminer le CO2 auprès des élèves, en se servant d'une entourloupe qui consiste à présenter l'effet de réchauffement du CO2 comme mineur mais exacerbé, à travers des boucles de rétroaction, par les autres effets de serre.

Sur les 12 000 dernières années, c'est à une oscillation entre des périodes de chaud et de froid, donc des périodes de hausse et des périodes de baisse du niveau des eaux, que l'on assiste. Incontestablement, le niveau des mers et océans monte depuis la fin du Petit Âge glaciaire, lequel s'étend approximativement du début du XIVème à la fin du XIXème siècle. Au terme de cette période, la température globale s'est effectivement mise à augmenter : cela dit, la hausse enregistrée est de 0,8 degré centigrade et n'a donc rien d'extraordinaire. Si la température monte, l'eau des océans se dilate forcément et certains glaciers reculent ; mais c'est quelque chose que les glaciers ont toujours fait, et non une spécificité de notre époque.

C'est ainsi que, du temps de Rome, les glaciers étaient beaucoup plus petits que ceux que nous connaissons actuellement ; et j'invite le lecteur à consulter les documents datant de l'époque de Hannibal, lequel a pu passer avec ses éléphants pour la raison qu'il n'a pas rencontré de glace sur son chemin, hormis lors d'une tempête de neige juste avant d'arriver dans la plaine d'Italie. Aujourd'hui, vous ne pourriez plus faire le trajet de Hannibal ; et c'est bien parce qu'il faisait plus chaud du temps des Romains que Hannibal a été capable d'un tel exploit.

Le niveau des eaux, actuellement, monte ; mais c'est un phénomène que nous surestimons : la hausse enregistrée est de 1,5 millimètre par an, soit 1,5 cm tous les dix ans, et n'a donc rien de dramatique. Certes, il arrive que des îles entières soient englouties ; mais dans 99% des cas, cela est dû à un classique phénomène d'érosion, et non à la montée des eaux. Quant à Venise, le fait qu'elle s'enlise n'est aucunement dû à quelque augmentation du niveau de la lagune ; et ne fait que manifester la triste réalité que « la cité des Doges » s'enfonce sous son propre poids. Encore une fois, le niveau global des mers et océans monte ; mais la menace censément représentée par ce phénomène est loin d'être tangible. Je constate que les îles de Tuvalu, dont on nous annonçait naguère l'engloutissement imminent, non seulement n'ont pas été submergées, mais ont vu leur niveau augmenter par rapport à celui des eaux autour d'elles.

Encore un autre phénomène que nous exagérons est la fonte des calottes polaires. Cela fait plus de dix ans que la quantité de glace en Arctique n'a pas diminué : l'on peut bien constater, d'une année à l'autre, des fluctuations du niveau de la glace, mais en moyenne, ce niveau reste constant. Au sortir du Petit Âge glaciaire, puisque la température a monté, l'Arctique s'est mis à fondre ; mais le niveau de la glace en Arctique s'est finalement stabilisé. Du reste, cela fait plus de trente ans que la glace s'accumule en Antarctique ; et c'est également ce que l'on observe au Groenland, dont la quantité de glace a augmenté de 112 millions de kilomètres cube l'année passée. À l'échelle du globe, les glaciers comptant pour des cacahouètes, et la majorité des glaces se trouvant en Antarctique et sur le Groenland, force est de constater que la quantité de glace n'a quasiment pas

changé depuis des centaines d'années.

Bien d'autres mythes et légendes climatiques existent. Des intempéries aux tornades, les événements extrêmes sont véritablement en diminution partout dans le monde ; et lorsqu'ils se produisent, leur ampleur est bien moindre également. Comme l'explique Richard Lindzen, physicien au MIT, la diminution du différentiel de température entre l'hémisphère nord et la partie équatoriale de notre planète rend l'énergie cyclonique beaucoup plus petite : la gravité et la fréquence des événements extrêmes diminuent donc. Mais encore une fois, la hausse des températures accuse une ampleur bien moindre par rapport à celle que l'on se figure couramment.

Si vous jetez un œil sur les données satellites et les données des ballons sondes, vous constatez ainsi que l'augmentation des températures dans le monde est relativement modeste ; qu'elle est beaucoup plus faible que celle que l'on nous annonce et qui repose sur des calculs qui, faute de pouvoir prendre en compte les températures passées, sauf en ajustant des données x, y, z que l'on ne connaît pas toujours, sont autant de projections hasardeuses. Du reste, les sauts de température mesurés par les satellites et ballons sondes procèdent d'un phénomène classique que l'on appelle le phénomène El Niño ; et qui consiste en un retour des eaux très chaudes à la surface de l'océan Pacifique équatorial, la chaleur ainsi dégagée dans l'atmosphère tirant la température mondiale vers le haut et le CO2 ne jouant strictement aucun rôle dans ce processus.

Sur les 12 000 dernières années, c'est à une oscillation entre des périodes de chaud et de froid, donc des périodes de hausse et des périodes de baisse du niveau des eaux, que l'on assiste. Incontestablement, le niveau des mers et océans monte depuis la fin du Petit Âge glaciaire, lequel s'étend approximativement du début du XIVème à la fin du XIXème siècle. Au terme de cette période, la température globale s'est effectivement mise à augmenter : cela dit, la hausse enregistrée est de 0,8 degré centigrade et n'a donc rien d'extraordinaire. Si la température monte, l'eau des océans se dilate forcément et certains glaciers reculent ; mais c'est quelque chose que les glaciers ont toujours fait, et non une spécificité de notre époque.

C'est ainsi que, du temps de Rome, les glaciers étaient beaucoup plus petits que ceux que nous connaissons actuellement ; et j'invite le lecteur à consulter les documents datant de l'époque de Hannibal, lequel a pu passer avec ses éléphants pour la raison qu'il n'a pas rencontré de glace sur son chemin, hormis lors d'une tempête de neige juste avant d'arriver dans la plaine d'Italie. Aujourd'hui, vous ne pourriez plus faire le trajet de Hannibal ; et c'est bien parce qu'il faisait plus chaud du temps des Romains que Hannibal a été capable d'un tel exploit.

Le niveau des eaux, actuellement, monte ; mais c'est un phénomène que nous surestimons : la hausse enregistrée est de 1,5 millimètre par an, soit 1,5 cm tous les dix ans, et n'a donc rien de dramatique. Certes, il arrive que des îles entières soient englouties ; mais dans 99% des cas, cela est dû à un classique phénomène d'érosion, et non à la montée des eaux. Quant à Venise, le fait qu'elle s'enlise n'est aucunement dû à quelque augmentation du niveau de la lagune ; et ne fait que manifester la triste réalité que « la cité des Doges » s'enfonce sous son propre poids. Encore une fois, le niveau global des mers et océans monte ; mais la menace censément représentée par ce phénomène est loin d'être tangible. Je constate que les îles de Tuvalu, dont on nous annonçait naguère l'engloutissement imminent, non seulement n'ont pas été submergées, mais ont vu leur niveau augmenter par rapport à celui des eaux autour d'elles.

Encore un autre phénomène que nous exagérons est la fonte des calottes polaires. Cela fait plus de dix ans que la quantité de glace en Arctique n'a pas diminué : l'on peut bien constater, d'une année à l'autre, des fluctuations du niveau de la glace, mais en moyenne, ce niveau reste constant. Au sortir du Petit Âge glaciaire, puisque la température a monté, l'Arctique s'est mis à fondre ; mais le niveau de la glace en Arctique s'est finalement stabilisé. Du reste, cela fait plus de trente ans que la glace s'accumule en Antarctique ; et c'est également ce que l'on observe au Groenland, dont la quantité de glace a augmenté de 112 millions de kilomètres cube l'année passée. À l'échelle du globe, les glaciers comptant pour des cacahouètes, et la majorité des glaces se trouvant en Antarctique et sur le Groenland, force est de constater que la quantité de glace n'a quasiment pas changé depuis des centaines d'années.

Bien d'autres mythes et légendes climatiques existent. Des intempéries aux tornades, les événements extrêmes sont véritablement en diminution partout dans le monde ; et lorsqu'ils se produisent, leur ampleur est bien moindre également. Comme l'explique Richard Lindzen, physicien au MIT, la diminution du différentiel de température entre l'hémisphère nord et la partie équatoriale de notre planète rend l'énergie cyclonique beaucoup plus petite : la gravité et la fréquence des événements extrêmes diminuent donc. Mais encore une fois, la hausse des températures accuse une ampleur bien moindre par rapport à celle que l'on se figure couramment.

Si vous jetez un œil sur les données satellites et les données des ballons sondes, vous constatez ainsi que l'augmentation des températures dans le monde est relativement modeste ; qu'elle est beaucoup plus faible que celle que l'on nous annonce et qui repose sur des calculs qui, faute de pouvoir prendre en compte les températures passées, sauf en ajustant des données x, y, z que l'on ne connaît pas toujours, sont autant de projections hasardeuses. Du reste, les sauts de température mesurés par les satellites et ballons sondes procèdent d'un phénomène classique que l'on appelle le phénomène El Niño ; et qui consiste en un retour des eaux très chaudes à la surface de l'océan Pacifique équatorial, la chaleur ainsi dégagée dans l'atmosphère tirant la température mondiale vers le haut et le CO2 ne jouant strictement aucun rôle dans ce processus.

Autre chose encore : les déserts actuels, bien loin d'augmenter, diminuent ; et ils diminuent en raison de la plus grande quantité

de CO2 disponible dans l'air. Il se trouve que les personnes cultivant des plantes sous serre injectent volontairement trois fois plus de CO2 dans la serre qu'il n'y en a dans l'atmosphère. Les effets que l'on constate sont que les plantes poussent plus vite et qu'elles sont plus grandes ; qu'elles sont plus résistantes aux maladies et plus résistantes aux insectes ravageurs ; et surtout, que leur photosynthèse est beaucoup plus efficace et qu'elles utilisent donc beaucoup moins d'eau. De même, l'augmentation de la quantité de CO2 dans l'atmosphère fait que les plantes ont moins besoin d'eau ; et qu'elles peuvent donc se permettre de coloniser des régions arides.

En ce qui concerne les maladies et autres phénomènes étranges que l'on s'empresse d'attribuer au réchauffement climatique, il existe un site web – « globalwarminghoax.com », me semble-t-il – qui collectionne les diverses rumeurs et élucubrations entendues à ce sujet. Le fait que la fertilité masculine diminue ; le fait que les ailes des oiseaux rétrécissent ; le fait qu'un requin se manifeste en mer du Nord ; tout et n'importe quoi est susceptible d'être mis en relation avec le changement climatique si l'on y met suffisamment de malhonnêteté intellectuelle. C'est là que vous journalistes honnêtes avez un rôle à jouer : celui d'enquêter sur la vraie raison des phénomènes et de démystifier le prêt-à-penser que des puissances d'argent et des forces politiques demandent aux médias de relayer servilement.

En réalité, les maladies qui dépendent du climat en tant que tel sont relativement rares ; et même la malaria ne dépend pas directement du climat, mais de la manière dont nous permettons au parasite de se reproduire et au moustique de prospérer dans l'endroit où nous nous situons. Si vous vous trouvez dans une zone marécageuse, vos chances d'attraper la malaria seront élevées ; si vous avez asséché le système et que vous n'avez plus ces zones humides, vos chances d'attraper la malaria seront très faibles. En définitive, mettre la résurgence de quelque maladie automatiquement sur le dos du réchauffement climatique revient à déresponsabiliser les gens : à nier que ce soit leur rejet des vaccins, par exemple, ou leur manque d'hygiène qui puisse être en cause.

L'analyse de Soljenitsyne, qui fustige ce qu'il appelle « la civilisation scientifique et technique », me semble mâtinée d'une curieuse défiance à l'endroit de la science et du progrès technologique : cette même défiance, en fait, qui s'est répandue dans nos sociétés occidentales comme une traînée de poudre. (...)

Pour commencer, ceux qui colportent l'idée que le caractère fini des ressources rend impossible une croissance infinie, font l'impasse sur la capacité de l'être humain à innover dans sa technologie, à enrichir sa connaissance de la nature, et à actualiser ses stratégies d'extraction. Prenons le cas de cette ressource finie qu'est le pétrole : on constate, de un, que de nouvelles nappes sont découvertes régulièrement ; de deux, que les anciennes nappes pétrolières sont exploitées par des méthodes plus évoluées qui améliorent le rendement ; et de trois, que le pic pétrolier, dont les malthusiens n'ont de cesse de nous dire qu'il est sur le point d'être atteint, est constamment repoussé. Par ailleurs, on met au point, en tâtonnant, des méthodes de recyclage qui laissent entrevoir la possibilité, dans un futur plus ou moins surréaliste, d'asseoir la croissance sur des ressources perpétuellement et intégralement recyclées.

Je ne nie pas que nous devions préserver notre environnement ; et éviter de l' « exploiter à outrance ». Mais ce que nous devons aussi comprendre, c'est que la nature ne donne rien spontanément : les ressources ne s'offrent pas d'elles-mêmes ; elles sont toujours à aller chercher, extraire, au moyen de quelque technologie. Au demeurant, la nature n'est pas hospitalière par elle-même : pour survivre et prospérer, nous avons dû nous adapter à notre environnement ; et adapter notre environnement lui-même. (...)

S'en prendre à la consommation de masse et au progrès industriel en tant que tels me laisse, cependant, perplexe : ne serait-ce que parce que c'est le gaspillage, et non la consommation elle-même, qui est le vrai problème. Autant la lutte contre le gaspillage me semble donc fondée et nécessaire, autant la lutte contre « la société de consommation », qui a pu inspirer un certain terrorisme, me semble hors de propos. Je rappelle que ce sont notamment la consommation de masse et, en amont, l'exploitation industrielle des ressources fossiles, qui ont libéré l'homme occidental de la pauvreté et de toute une série de tâches qui l'avilissaient. Du reste, la victoire de la médecine, que l'on vante si souvent, n'aurait jamais pu voir le jour, elle non plus, sans la chimie des ressources fossiles ; et ce sont bien les progrès chimiques et industriels en matière de pesticides, d'insecticides, et de fertilisants, qui nous ont permis de maîtriser notre environnement.

À moins que l'on ne juge dégradant et asservissant le fait même d'améliorer nos conditions de vie, il est peu sérieux de reprocher à la science, à la technique, et à la consommation de nous tenir en esclavage. (Propos rapporté par Sott.net 11 novembre 2013)

Comment Istvan Marko en est-il arrivé à douter des thèses alarmistes du GIEC sur le climat ?

Comment êtes-vous devenu critique vis-à-vis des arguments avancés par le GIEC ? - contrepoints.org 05.06.2017

Tout a commencé il y a plusieurs années de cela, d'une façon assez banale, par un cours vacant que l'on m'a demandé de donner avec un collègue. Je vous le donne en mille : « Chimie de l'environnement » ! Je vous jure que ce n'est pas une blague.

Bien. Comment fait-on pour donner un nouveau cours ? On le prépare, pardi ! Mon collègue et moi-même avons acheté

plusieurs livres traitant du domaine, les avons lu et avons commencé à préparer nos notes de cours. Toutefois, au fur et à mesure de mon investissement dans cette matière, je me suis rendu compte qu'il y avait des points obscurs, des zones pas très claires, des affirmations pas toujours étayées de démonstrations convaincantes…

Si vous voulez vraiment bien donner un cours, vous devez absolument maîtriser la matière dans ses moindres détails. Je me suis donc plongé dans les articles originaux et, à ma grande surprise, plus je creusais, et plus apparaissaient des incohérences, des sélections arbitraires de données, des conclusions non étayées par les résultats, bref, de la science de plus en plus « douteuse », si j'ose dire.

J'ai fait part de ces observations à mon ami, le Pr. Robert B. Crichton, qui m'invita dans la foulée à participer à un café-débat avec mon collègue, le Pr. Jean-Pascal van Ypersele, à l'occasion de l'Année de la Chimie.

J'y ai rencontré des gens formidables. Ensemble, nous avons décidé de coucher sur le papier les incohérences scientifiques relatives à la thèse « réchauffiste » du GIEC.

Il en a résulté ce livre, Climat, 15 vérités qui dérangent, que je vous conseille vivement de lire si vous voulez en savoir plus et vous forger une opinion informée sur le sujet. Il ne s'agit pas d'une opinion formatée par les médias qui ressassent sans cesse les mêmes mantras officiels et qui jouent sur votre peur de l'avenir et vos rêves d'une planète « propre » sur laquelle il fait bon vivre. La planète, j'y tiens autant que vous (j'aime mon jardin, les fleurs, les balades en forêt, les plages de sable fin et les mers aux eaux turquoises), mais pas au prix du mensonge scientifique, d'interprétations douteuses et de messages tronqués.

Des professeurs de l'UCL ont lancé une fronde contre vous, notamment pour demander votre mise à l'écart. Comment l'avez-vous pris ?

Au départ, j'ai cru qu'il s'agissait d'une farce de mes chercheurs. Ils sont tellement facétieux, si vous saviez. Ce sont eux qui créent cette atmosphère extraordinaire au laboratoire et qui me donnent envie de me lever tous les matins vers cinq heures pour aller travailler. Vous n'imaginez pas les blagues qu'ils m'ont déjà faites.

Ensuite, ce fut l'incompréhension. Je n'en revenais pas. Dans un pays comme la Belgique, où tout un chacun jouit d'une liberté d'expression totale, dans un lieu comme l'Université, où la liberté d'expression académique est fondamentale, tenter de faire taire quelqu'un de cette façon parce qu'il ne partage pas votre opinion est tout simplement ahurissant.

Puis, est venue la tristesse. Pour eux, pas pour moi. J'ai compris que c'était la seule solution à laquelle ils avaient pensé, qu'ils se défendaient avec les seuls moyens qu'ils connaissaient. Ils risquaient de perdre beaucoup dans cette histoire et j'ai eu mal au cœur pour eux. Vraiment. Encore aujourd'hui, malgré les insultes de certains et les critiques personnelles d'autres, je les plains. Sans le savoir, ils m'ont donné encore plus envie d'aller de l'avant. István Markó, êtes-vous d'accord sur le fait que le débat sur le réchauffement climatique a pris une tournure idéologique ?

Comment pourrait-il en être autrement ? N'oublions pas que le rôle du GIEC et sa raison d'exister est de démontrer que le réchauffement/dérèglement climatique est dû à la production de CO2 par l'Homme (voir notre livre et celui de Drieu Godefridi, Le GIEC est mort, vive la science).

Remarquez la subtilité du langage des politiciens du GIEC : le réchauffement climatique s'étant arrêté depuis plus d'une quinzaine d'années, dans l'indifférence générale des médias francophones, il devenait difficile de continuer à utiliser ce terme. Dès lors, il s'est transmué en : changement climatique. Toute modification, quelle qu'elle soit de notre climat, devenait ainsi imputable à l'action de l'Homme. Un joli coup, vraiment. Cela n'étant pas suffisant, le changement climatique est devenu le dérèglement climatique.

À ce stade, de la pluie en automne et de la neige en hiver sont dus au… dérèglement climatique. S'il fait chaud, s'il fait froid, s'il pleut, s'il y a une sécheresse, c'est la faute à l'Homme et à ses rejets de gaz à effet de serre, surtout, le terrifiant CO2 ! Tout s'articule autour de cela et la science est utilisée à charge et jamais à décharge. Le procès est truqué depuis le début. Malheur à celui qui oserait se dresser contre le courant de pensée actuelle !

Il y a, d'un côté, la parole sacro-sainte du GIEC, les affirmations répétées tant de fois qu'elles en sont devenues des vérités incontestées et non contestables, peu importe leur véracité scientifique, les mantras des ONG environnementales qui ont tout à y gagner et le lavage de cerveau constant de la population depuis la plus tendre enfance. De l'autre, il y a quelques scientifiques, de plus en plus nombreux faut-il le dire, qui essayent de faire entendre leurs voix, qui apportent des arguments scientifiques contradictoires de plus en plus gênants pour les ténors du barbecue mondial. David contre Goliath.

Mais la science n'est plus la partie importante de l'équation. Aujourd'hui, le rationnel scientifique et l'argumentation solide, basés sur des faits établis et non des calculs théoriques simplistes et des prédictions plus erronées les unes que les autres, ont laissé la place à l'idéologie, à l'émotionnel, au quasi-religieux. Difficile de dialoguer dans de telles circonstances.

Pensez-vous que cela est de nature à discréditer le travail des scientifiques ?

La climatologie est une science très jeune, qui se cherche, qui se tortille comme un petit animal essayant de sortir de son œuf. Il y aura des erreurs et des errements, des jugements erronés et des calculs trafiqués, des scientifiques honnêtes et d'autres attirés par la gloire et l'argent, mais in fine, la vérité triomphera toujours. Il y aura toujours des Don Quichotte et des Galilée. La science ne s'arrête pas, son questionnement n'a pas de fin.

Al Gore ne l'a pas compris, lui qui n'est pas un scientifique, lorsqu'il a dit « science is settled ! ». Quelle hérésie ! Jamais la science n'est acquise pour de bon ! Rien n'est jamais démontré ad vitam æternam ! Nos connaissances ne cessent de s'améliorer et de nouvelles théories poussent et grandissent sur les ruines des anciens dogmes. De nouvelles avancées germent sur le terreau fertile des idéologies décadentes.

C'est ainsi qu'avance la science et, si certains l'ont oublié, si certains tentent de la pervertir pour satisfaire leur propre idéologie, elle finit toujours, tel un boomerang, par leur revenir en pleine figure. Ceux-là auront mal, mais ce ne sera qu'un juste retour des choses.

Quant au travail des vrais scientifiques, il se poursuit, inlassablement. Les pièces de ce puzzle gigantesque et d'une complexité inouïe qu'est le climat se mettent petit à petit en place. Il faudra encore beaucoup de temps, beaucoup de travail, beaucoup de sueur, pour commencer à en dessiner quelques vagues contours. Quant à prévoir l'avenir du climat…

Quand les faits contredisent les prédictions du GIEC

La végétation de l'hémisphère nord absorbe plus de CO2 qu'attendu ! - sciencepost.fr sciencepost.fr 10 avril 2019

Selon les travaux d'une équipe internationale de chercheurs, la végétation de l'hémisphère nord séquestre de plus en plus de carbone à mesure que la concentration atmosphérique en CO2 augmente. Depuis 2000, la capture observée est même plus élevée que celle calculée par les modèles de cycle du carbone. L'étude, dirigée par le Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement, a été rendue publique le 3 avril dernier.

Tout le dioxyde de carbone (CO2) rejeté par les activités humaines ne s'accumule pas dans l'atmosphère. Une partie – environ la moitié – est absorbée par les océans et la végétation. On parle de puits de CO2. En réduisant la quantité de gaz à effet de serre dans l'air, ils limitent de ce fait l'ampleur du changement climatique en cours.

Dans un précédent article, nous évoquions l'évolution du puits océanique. Il était apparu que celui-ci continuait à jouer pleinement son rôle, sans montrer de signe d'affaiblissement. Mais quid du puits continental lié à la végétation?

Une capture de carbone de plus en plus importante

Une étude parue le 3 avril dans la revue Nature Climate Change fournit une estimation actualisée de l'évolution du puits continental de l'hémisphère nord. La période couverte par l'analyse s'étend de 1958 à 2016, soit 50 ans. Les résultats obtenus par les chercheurs sont assez intrigants, en particulier concernant les deux dernières décennies.

«Depuis 1958, la végétation de l'hémisphère nord a continué à absorber une quantité importante de CO2, avec deux augmentations significatives de l'absorption : une dans les années 1990 et une autre dans les années 2000. En revanche, l'absorption de carbone par les continents du sud semble stagner», rapporte Philippe Ciais, auteur principal de l'étude.

«Les modèles du cycle du carbone utilisés pour évaluer les projections futures de CO2 atmosphérique et tenir compte des changements climatiques n'ont pas été en mesure de reproduire l'intensification de l'absorption observée dans les années 2000», poursuit-il. À l'heure actuelle, il n'existe pas de réponse consensuelle sur l'origine de ce biais dans les simulations. Une hypothèse serait la mauvaise prise en compte des dépôts azotés, lesquels stimulent la croissance des végétaux.

L'évaluation du puits continental de carbone

Pour arriver à ces conclusions, les scientifiques se sont basés sur le gradient de CO2 inter-hémisphérique*. En effet, la concentration moyenne est plus élevée au nord qu'au sud de l'équateur. Au premier ordre, on peut l'expliquer par le simple fait que les sources de CO2 anthropique – liées aux combustibles fossiles notamment – se situent majoritairement dans l'hémisphère boréal.

Cependant, en considérant uniquement ce facteur, il apparaît que le gradient aurait dû s'accentuer bien plus qu'il ne l'a fait en réalité. Ainsi, il convient de prendre en compte un autre mécanisme. C'est sur cette différence entre valeurs attendues et observées que les scientifiques se sont appuyés pour évaluer l'évolution du puits continental.

Au final, malgré les évolutions climatiques défavorables – sécheresses, feux de forêt, etc. – il apparaît que la séquestration de carbone par la végétation nordique a été plus importante que prévu. Un résultat intriguant, pour partie seulement car les incertitudes associées à l'évaluation de ce flux ont toujours été larges. Le manque de contraintes observationnelles a souvent obligé à calculer ce dernier comme un terme résiduel dans les bilans. En conclusion, l'étude présentée dans cet article est une première étape vers une estimation plus robuste du puits continental.

* Calculé sur la base de l'écart moyen entre les stations de Mauna Loa et de South pole. sciencepost.fr 10 avril 2019

A lire également :

Environnement : la séquestration carbone n'est pas une solution miracle
https://sciencepost.fr/environnement-la-sequestration-carbone-nest-pas-une-solution-miracle/

Quand l'activité humaine est forcément responsable de réchauffement climatique de la planète Mars.

Mars : son atmosphère se réchauffe aussi ! - futura-sciences.com 10.04.2007

Le Pr Lauri Fenton, du Centre de recherche Ames de la Nasa, est formel : la planète Mars, ou plutôt son atmosphère est aussi en pleine phase de réchauffement climatique, pour des causes assez proches de celles que l'on subit actuellement sur Terre.

Selon cette étude, menée conjointement avec l'US Geological Survey, les températures moyennes relevées à la surface de la Planète rouge s'accroissent quatre fois plus rapidement que sur Terre. Les chercheurs estiment que la température de surface martienne aurait augmenté de quelque 0,65°C entre les années 70 et les années 90, soit depuis l'atterrissage des sondes américaines Viking et des premiers relevés précis. Une des premières conséquences de ce réchauffement a été la diminution des calottes polaires martiennes, venant encore en renfort de ce processus par réduction d'albédo.

La comparaison avec la Terre est aisée. Si une zone couverte de neige fond, sa réflectivité, donc son albédo, diminue en proportion. Ainsi, si la glace qui recouvre l'océan Arctique réfléchit 85% du rayonnement solaire, l'eau n'en renvoie plus que 15%. Le reste est absorbé et contribue à réchauffer l'océan, ce qui accélère le processus, etc. Le même phénomène est observé sur Mars, à partir d'autres éléments: les tempêtes soulèvent la poussière qui se dépose sur les calottes en les assombrissant. Leur l'albédo diminue, ce qui entraîne une absorption plus importante du rayonnement solaire. La température du sol augmente encore, la fonte de la glace s'accélère, et ainsi de suite.

Les variations de température ayant servi à cette étude ont été déterminées sur la base des images thermiques prises par les orbiteurs des deux missions Viking des années 70, et des relevés effectués par Mars Global Surveyor 20 ans plus tard.

Une inconnue cependant demeure. Les chercheurs n'ont encore pu déterminer la cause des nuages de poussière survenus à partir de 1970, et qui ont déclenché tout le processus de perte d'albédo et de réchauffement global. futura-sciences.com 10.04.2007

Au secours, la banquise revient !

Les « guerriers du climat » vaincus par la banquise - Association des climato-réalistes 25 septembre 2019

Par Rémy Prud'homme, Professeur des Universités (émérite)

Extrait. Tous les savants du monde, d'Al Gore à Greta, le savent et le disent : la banquise du pôle nord fond rapidement. En fait, elle a déjà fondu. En 2007, Al Gore, conjointement avec le GIEC, recevait le prix Nobel (de la paix, pas de science, mais passons), et il déclarait à Oslo : « La banquise est en chute libre … Une étude récente nous avertit qu'elle pourrait avoir complètement disparu l'été dans sept ans seulement ». Dans sept ans, en 2014 donc. Les membres du GIEC présents avaient chaleureusement applaudi ce magnifique discours prophétique.

Armés de beaucoup de courage, et surtout d'argent, 17 guerrier/ère/s du climat (c'est ainsi qu'ils se nomment) ont donc, fin août 2019, affrété un bateau de croisière suédois spécialisé, le Malmo, fonctionnant au mazout, et sont partis vers le pôle nord. Ils voulaient voir par eux mêmes la mort de la banquise, et la filmer pour l'éducation des masses encore ignorantes.

Ils ont vu. Arrivé aux iles Svalbard, à 1400 km du pôle, le Malmo a été bloqué, puis encerclé par les glaces, comme dans un roman de Jules Verne. La banquise-qui-n'existe-plus avait gagné. Plus moyen d'avancer, ni de reculer. Les ours blancs, qui-ont-également- disparu, nombreux dans ces parages, et affamés, pouvaient venir manger nos valeureux et savants combattants. Ces derniers ont du être secourus par hélicoptère (toujours au mazout). On ne sait pas si cette retraite stratégique a été filmée par l'équipe de cinéastes embarquée.

Bien entendu, cette histoire hilarante ne prouve rien du tout sur l'évolution du climat à moyen ou long terme. Mais elle renseigne sur l'instrumentalisation de la science de l'environnement.

L'évolution de la banquise arctique, qui est un phénomène complexe, est en fait étudiée et bien connue. L'Institut Météorologique Danois, ou le Centre de données sur la neige et la glace arctique de l'Université du Colorado, par exemple, permettent de suivre les évolutions en temps réel. Si au lieu de crier avec les loups nos militants cherchaient à s'informer, ils sauraient que la banquise du pôle nord, qui s'est beaucoup réduite dans les années 1990, a tendance à se stabiliser depuis une quinzaine d'années : en septembre 2019, elle est certes moins étendue qu'en 1990, mais elle est plus étendue (d'environ un million de km carrés, excusez du peu) qu'en 2012. Et ils auraient fait preuve d'un peu plus de prudence.

La mésaventure du Malmo a été systématiquement cachée par les grands médias (radios, journaux, télévision) français et étranger.

https://www.climato-realistes.fr/le-bateau-des-guerriers-du-climat-vaincus-par-la-banquise/

Adieu, canicule, sécheresse, vive les inondations !

La météo en France ce mardi 1er octobre: de la pluie sur les trois quarts du pays, accompagnée d'orages par endroits bfmtv.com 01.10

Les pluies vont traverser ce mardi le pays d'ouest en est...

Les pluies seront plus continues sur les Pyrénées et le nord des Alpes. Sur le Nord-Ouest...

Les températures matinales iront de 10 à 16 degrés sur l'ensemble du pays et entre 18 à 20 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, il fera de 17 à 23 degrés sur la moitié nord du pays, 21 à 25 sur le sud, et 27 à 28 en Corse et en Provence. bfmtv.com 01.10

Au secours, le refroidissement climatique sévit !

Retour de la neige dans les Alpes - meteo-paris.com 09.09

C'est logiquement en Haute-Savoie que les chutes de neige ont été les plus basses en altitude et les plus importantes En ce début d'après-midi, le Mont-Blanc apparaît chargé de neige, il y serait tombé jusqu'à 20cm au-dessus de 2500m.

Italie

La neige a été particulièrement abondante dans le Nord-Est du pays où elle est parfois descendue jusqu'à 1400m d'altitude mais en quantités bien plus importantes qu'en France, jusqu'à 70cm à seulement 2000m d'altitude comme ce fur le cas près du Stelvio et du massif de l'Ortles où le paysage est digne d'un mois de novembre.

La neige début septembre est-elle un évènement rare?

Si la neige peut tomber toute l'année au dessus de 1800 à 2000m d'altitude, elle est couramment observée durant la 1ère quinzaine de septembre (environ une année sur trois), et même souvent en plus grandes quantités qui arrive souvent dès le premier rafraîchissement de l'automne (donc à la mi-septembre, voire début octobre lors des automnes anticycloniques).

Suisse

En Suisse, les cumuls de neige sont relativement similaires à ceux observés entre la Haute Savoie et l'Autriche à savoir une limite d'enneigement située entre 1400 et 1500m avec des cumuls assez importants passés 2000m. meteo-paris.com 09.09

Premières neiges sur les Pyrénées catalanes - francebleu.fr Mardi 10 septembre

De la neige au 10 septembre sur les sommets de certaines montagnes catalanes : les premiers flocons sont tombés ce mardi matin, avec prés de deux mois d'avance par rapport à l'an passé. Plusieurs stations de ski comme Porté-Puymorens ou Les Angles ont été recouvertes d'une fine pellicule blanche. francebleu.fr Mardi 10 septembre

Winter Has Come to Russia's Arctic City of Norilsk - themoscowtimes.com 11.09

Les prévisions météorologiques ont révélé aux médias russes que les tempêtes de neige étaient si tôt en début de saison, même pour Norilsk, ajoutant qu'elles ne débutaient généralement pas avant la fin octobre.

« Les premières neiges sont tombées. Pour cette saison ce n'est ni étonnant ni un cataclysme [après tout, la cité se trouve au-delà du cercle polaire]. Mais elles s'accompagnent d'un vent fort, or les tempêtes de neige sont un phénomène rare pour cette époque, la période des tempêtes débute habituellement fin octobre », ont fait savoir à l'agence de presse TASS les experts du Centre de météorologie et de contrôle de l'environnement de Taïmyr. themoscowtimes.com et fr.rbth.com 11.09

La première neige de la saison couvre les plus hauts sommets de l'Utah, du Wyoming, y compris les parcs nationaux de Yellowstone et de Grand Teton - weather.com 11.09

Alors qu'il reste encore plus d'une semaine d'été, la neige recouvre certains sommets les plus élevés de l'Utah, du Wyoming, du Montana et du Colorado. weather.com 11.09

Cela peut sembler trop tôt, mais la neige du mois d'août est arrivée aux États-Unis avant - weather.com 22.08

La neige du mois d'août semble improbable aux États-Unis, mais quelques localités ont déjà accumulé de la neige au cours de ce mois d'été.

À la fin du mois d'août 1992, le Service météorologique national a qualifié une "tempête hivernale sans précédent", selon les normes du mois d'août.

Les 22 et 23 août, Great Falls a accumulé 8,3 pouces de neige (21cms), la première et la seule fois où il a été enregistré de la neige mesurable dans cette ville du nord du Montana depuis 1886.

Du 21 au 30 août, des températures basses ont été fixées dans certaines régions du Montana pendant huit jours sur dix, y compris les plus bas de tous les temps en août à Great Falls (-1.1 degré), Helena (-2,2 degrés), Billings (1,6 degré) et Butte. (-5 degrés).

Si la tempête de neige du mois d'août n'a pas été suffisamment choquante, considérez la chaleur qu'elle a suivie.

Trois jours seulement avant la tempête de neige, Great Falls a culminé à 35 degrés. Missoula, Montana, a grimpé à 37,7 degrés le 14 août.weather.com 22.08

LVOG - Déconcertant, des pluies "continues", de la neige précoce, des températures qui baissent et qui montent et que redescendre, et dire que le climat reste insensible aux décrets du GIEC !

Business is business.

Energie solaire et traitement de l'eau : le rêve africain - franceinfo 29.09

C'est le nouvel espoir des ONG et de certaines entreprises. franceinfo 29.09

Comment produire plus de CO^2 pour justifier le Green New Deal. Mode d'emploi

Pour sauver le climat, il faut capturer et séquestrer 10 gigatonnes de CO2 par an - slate.fr 30.09

Chercheur au MIT, sous-secrétaire à l'Énergie chargé de l'environnement sous Clinton puis secrétaire à l'Énergie en 2013 dans l'administration Obama, Ernest Moniz connaît quelque peu le sujet du changement climatique et des émissions de dioxyde de carbone.

Selon lui, l'objectif minimal d'un réchauffement climatique de moins de 2 degrés n'est plus atteignable par l'humanité si elle se contente, même au pas de course, de réduire ses émissions de CO2 et de multiplier des sources énergétiques alternatives.

À la tête de l'ONG Energy Futures Initiative, Moniz est donc un fervent supporter des negative emission technologies («technologies d'émission négative»), ou NETs, des techniques visant à capturer le carbone dans l'atmosphère pour le stocker sous terre. Elles ne sont, selon lui, plus une option. Émissions négatives et impératives

Energy Future Initiative a rendu public le 24 septembre le plan d'action et d'investissements, sobrement titré «Nettoyer l'air», qu'elle envisage pour inverser les tendances.

Ce long document, résumé par Quartz, repose sur des recherches de l'Académie nationale des sciences américaine selon lesquelles il serait nécessaire, pour éviter la catastrophe, de capturer dans l'atmosphère 10 gigatonnes de CO2 par an d'ici à 2050, puis le double d'ici à la fin du siècle.

The Hill note que, si ces 10 milliards de tonnes de dioxyde de carbone étaient stockées sous terre à l'état fluide, dit supercritique, elles représenteraient le double de la production annuelle globale de pétrole.

Les techniques envisagées sont diverses. Il est question de reforestation massive, d'accroissement de la quantité de phytoplancton dans les océans, de plantes génétiquement modifiées et programmées pour la capture et le stockage profond du CO2, d'une «minéralisation améliorée» ou de la succion directe et technologique du carbone dans l'atmospshère.

Ces technologies ne sont encore pour la plupart qu'embryonnaires et nécessitent des investissements massifs pour monter en puissance et baisser en coût.

Le plan présenté par Ernest Moniz prévoit un plan décennal d'investissement de 10,7 milliards de dollars (9,7 milliards d'euros) de la part du gouvernement américain, qui impliquerait plus d'une douzaine d'agences fédérales.

Cette somme semble raisonnable, notamment en regard des investissements nécessaires pour réaliser la transition vers une économie décarbonée –le Green New Deal du candidat Bernie Sanders a été chiffré à 16.300 milliards de dollars. Elle pourrait faire consensus chez les Démocrates comme chez les Républicains qui, au Congrès, sont pourtant encore 150 à ne voir que des billevesées dans le changement climatique. slate.fr 30.09

Le lilliputien qui se prenait pour un titan ou le maître de l'univers.

Chaque année, la végétation terrestre absorbe 120 milliards de tonnes de CO2 atmosphérique lors de la photosynthèse. La moitié de ce CO2 retourne dans l'atmosphère par la respiration des végétaux, l'autre moitié est stockée dans la plante. Cela représente 10 fois plus de C02 que ce que l'homme émet. planetoscope.com

LVOG - Et le CO^2 qui retourne dans l'atmosphère a une durée limitée de quelques années, entre 5 et 10 ans selon les auteurs. Mais dites-moi, c'est donc la végétation terrestre qui est le véritable régulateur du CO^2 dans l'air, chut !

La stratégie de la haine, de la délation, de la peur, de la terreur.

La haine contre Greta Thunberg : voici ceux, avec nom et adresse, qui la financent ! - legrandsoir.info 25 septembre 2019

A la tête de la campagne contre Greta, ponctuée de centaines de textes et de photomontages souvent très vulgaires, il y a trois des plus importants partis européens d'extrême droite : Le Rassemblement National français, le AFD allemand et l'UKIP britannique. Et derrière ces partis d'extrême droite et de leur campagne abjecte, deux think-tanks climato-sceptiques conservateurs, le EIKE (Institut Européen pour le Climat et l'Énergie) et le CFACT-Europe (Comité pour un Lendemain Créatif), lesquels soutiennent de manière multiforme, et pas seulement avec des « arguments » et des conférences, la négation de la catastrophe climatique par l'extrême droite.

LVOG - Vous devez aimer cette écervelée, un point c'est tout. Un lecteur du Grand Soir en a conclu que c'était "*le nouveau point Godwin de la bienpensance [...] Greta-sceptique = climatosceptique = écocide = extrême droite...*"

Et qui est à l'origine de cet amalgame ordurier ? Une ONG de l'oligarchie : Greenpeace et L'Institute for Strategic Dialogue (ISD) britannique. On ajoutera un mot plus loin sur Greenpeace.

En janvier 2006, l'Institute for Strategic Dialogue, fondé à l'origine en tant que The Club of Three dans les années 1990, a établi Lord Weidenfeld comme président.

Le fondateur et président de l'Institut est le Baron George Weidenfeld of Chelsea .

L'Institute for Strategic Dialogue (ISD) est un laboratoire d'idées indépendant qui travaille avec des leaders du secteur public et privé ainsi que du monde médiatique et académique pour développer des réponses multilatérales aux défis sécuritaires et socio-économiques majeurs de notre temps et améliorer la capacité de l'Europe à agir de façon effective sur la scène globale.

ISD mène des programmes majeurs avec Facebook, Google et Microsoft afin de générer des réponses proportionnelles aux messages extrémistes.

George Weidenfeld

En 1949, Weidenfeld exerça les fonctions de conseiller politique et de chef de cabinet auprès de Chaim Weizmann.

- Président l'université Ben Gourion du Néguev
- Gouverneur de l'université de Tel Aviv,
- Gouverneur de l'Institut Weizmann,
- Vice-président du Forum UE-Israël.

LVOG - Tout s'explique !

The Club of Three.

Le Club des Trois a été créé par George Weidenfeld, le Prince Schwarzenberg et l'Institut des sciences humaines basé à Vienne. Il s'agit d'une entreprise de réseautage et de planification politique regroupant des élites françaises, allemandes et britanniques. Son site Web dédié a maintenant été supprimé et il fait partie de l'une des autres entreprises de Weidenfeld, l'Institute for Strategic Dialogue.

Contributeurs.

Lord Helena Kennedy

Le Général le lord Guthrie de Craigiebank :

- ex-chef d'état-major des forces armées britanniques.
- Directeur de N M Rothschild & Sons Limited
- Membre du conseil d'administration en 2007 de l'Université Ben Gourion
- Membre Jewish National Fund en Grande-Bretagne

Partenaires financiers

Airbus
IBM
HSBC
Vodafone
Foreign and Commonwealth Office

Qui finance Greenpeace ?

Source : http://www.cielvoile.fr 30.06.2016

Greenpeace fonctionne sous diverses formes juridiques aux Etats-Unis :

GREENPEACE FUND INC. GREENPEACE FUND GREENPEACE INC.

GPU (Greenpeace USA)

Le siège social de GPU est situé 702 H Street, NW, Suite 300, Washington, DC 20001, de même que Greenpeace Fund (forme juridique de Greenpeace USA), et sur lequel nous allons nous concentrer pour suivre le financement.

Greenpeace Fund, sur son site officiel, dit clairement :

« Greenpeace Fund fournit également un soutien financier aux bureaux de Greenpeace dans le monde entier grâce au soutien financier de Greenpeace International ».

Examinons son financement à l'aide de données vérifiables : Pour savoir quelles multinationales financent Greenpeace et pour quel montant, nous utiliserons la législation des États-Unis, qui oblige les fondations privées à but non lucratif qui leur appartiennent et installées dans leur pays, à publier chaque année, la déduction des dons faits aux organismes sociaux multiples au Fisc, à la fois les dépenses et les recettes, puisque ces déductions s'élèvent à des centaines de millions de dollars par an.

Où pouvons-nous trouver ces dons ? Formulaire IRS en 990-PF (Exonération de l'impôt sur le revenu) du Trésor du gouvernement des États-Unis, qui apparaîtra dans les tableaux suivants

Qui finance GREENPEACE ?

La fondation des frères Rockefeller.

Il est bien connu que John D. Rockefeller, a fondé la Standard Oil, compagnie pétrolière dissoute en 1911 pour son monopole mondial, puis divisée en 34 entreprises, contrôlée par la famille Rockefeller. La plus connue d'entre elles est ExxonMobil Corporation, la compagnie pétrolière multinationale la plus influente de la planète. De plus les Rockefeller sont actionnaires de bien d'autres compagnies pétrolières ...

Des banques telles que JP Morgan Chase & Co (Chase Manhattan Bank) ou la City Bank appartiennent aux Rockfeller. Ainsi l'or noir de la famille Rockefeller, a financé Greenpeace pendant au moins 8 années consécutives, pour un montant cumulé de 1.150.000 $ et présenté dans le tableau suivant : Année Montant Donné à Greenpeace Fonds Document de formulaire IRS 990-PF

2001 50 000 + 75 000 + 100 000 + 150 000 = 375,000 $ Rockefeller Brothers Fund p. 179
2002 75 000 Rockefeller Brothers Fund p. 174
2003 75 000 + 50 000 = 125 000 $ Rockefeller Brothers Fund p. 92
2005 75 000 + 25 000 = 100 000 Rockefeller Brothers Fund p. 152
2006 75 000 Rockefeller Brothers Fund p. 159
2007 75 000 Rockefeller Brothers Fund p. 162
2008 75 000 + 75.000 = 150 000 $ Rockefeller Brothers Fund p. 152
Et cela sur 8 ans seulement ...

La Fondation Turner, Inc

Robert Edward Turner III (Ted Turner) est un magnat des médias, propriétaire d'AOL Time Warner, qui gère entre autres à TNT, CNN, Warner Bros, New Line Cinema, Warner Music Group, etc. Ted Tuner a créé cette fondation sans but lucratif pour alléger ses impôts, parmi beaucoup d'autres intérêts, et au fil des ans a toujours financé Greenpeace comme suit et voici trois exemples : Année Montant Donné à Greenpeace Fonds Document de formulaire IRS 990-PF - Télécharger

1999 150 000 $ Fondation Turner, Inc. Pag. 28

2000 50,000 $ Fondation Turner, Inc. Pag. 36

2001 50.000 + 150.000 + 50,000 = 250,000 $ Fondation Turner, Inc. Pag. 52

Rappelons que, curieusement, quand Greenpeace mène une action, c'est CNN qui diffuse les premières images télévisées. Par un heureux hasard, il y a toujours un technicien intrépide de CNN au bon moment, au bon endroit, avec son appareil photo de poche prêt à filmer les meilleures impressions ... et parfois elles sont si professionnelles qu'il a même le temps d'y ajouter de la musique et une présentation très élégante ... Continuons.

La Fondation Marisla ou la Fondation Homeland: Qui a dit que Greenpeace était allergique au pétrole? ... Le précieux or noir des Rockefeller ne leur suffit pas, ils ont été cherché Getty, fondateur de la Fondation Marisla.

Pour l'anecdote, nous citons la phrase mythique de J. Paul Getty qui résume sa vie, lui le propriétaire d'Oil Getty (maintenant Lukoil): " Ma recette pour devenir riche? Levez-vous tôt, travailler tard et trouver du pétrole."

Cet homme a financé Greenpeace, par sa fondation à but non lucratif pour les montants suivants:

Année Montant Donné à Greenpeace Fonds Document de formulaire IRS 990-PF - Télécharger

2001 $ 100,000 La Fondation Marisla p. 43

2003 $ 100 000 La Fondation Marisla p 45 2004 $ 50,000 La Fondation Marisla p. 70 2006 $ 60,000 La Fondation Marisla p. 46 2007 $ 75,000 La Fondation Marisla p. 58

2008 $ 75,000 La Fondation Marisla p. 53 Sur 6 années choisies au hasard , nous avons calculé une donation totale de 460 000 $ à Greenpeace par une autre grande compagnie pétrolière. Et après, si fière dans son Rainbow Warrior pour protéger l'environnement, en consommant peu de carburant pour ne pas polluer ...

NO COMMENT

La Fondation Charles Stewart Mott :

Charles Stewart Mott était leader de l'industrie à Flint, Michigan; président de Weston-Mott Co., une société appartenant à son oncle Fred Mott. Suite à l'invitation de son ami Billy Durant à déplacer l'entreprise à Flint, il s'associa à Buick Motor Company, puis devint partenaire d'origine à la création de la General Motors Corporation, dont il fut le vice-président puis chef du Comité consultatif de la GM à son siège à Detroit, où il siégea jusqu'à sa mort.

General Motors, est une entreprise leader dans la production de voitures et de camions, avec 9 025 millions d'unités vendues dans le monde en 2011, ce qui correspond à 11,9% du marché mondial de l'industrie automobile. Sa production est distribuée dans 31 pays et vendue grâce à des marques connues telles que Opel, Cadillac, GM Daewoo, Chevrolet, Buick, etc.

La Fondation Charles Stewart Mott a financé Greenpeace Russie en 2002 (en mettant un an ...) "Stichting Greenpeace Council" pour le montant suivant: Année Montant Donné à Greenpeace Fonds Document de formulaire IRS 990-PF

2002 $ 49,000 Charles Stewart Mott Foundation Pag. 244

Rien qu'en analysant les données de quelques fondations, nous voyons combien rentable est une organisation militante de première ligne, telle que Greenpeace. http://www.cielvoile.fr 30.06.2016

Suite. La stratégie de la haine, de la délation, de la peur, de la terreur.

LVOG - Le totalitarisme ne peut supporter le moindre écart, la moindre critique, le moindre doute, s'il y en a encore qui se demandaient si on avançait réellement dans cette direction, ils en ont les preuves ici.

« Catastrophisme » de Greta Thunberg : Le designer de Vivienne Westwood s'en prend au patron de LVMH - 20 Minutes 29.09

Bernard Arnault a estimé cette semaine que l'égérie suédoise du climat se livrait « à un catastrophisme absolu sur l'évolution du monde ».

« Cela a un côté démoralisateur pour les jeunes, elle ne propose rien, sinon de critiquer », a jugé mercredi Bernard Arnault. « La conséquence qu'on en tire, c'est arrêter la croissance, qui a permis quand même d'améliorer le niveau vie mondial, de réduire la pauvreté, d'améliorer la santé dans des pays comme l'Afrique. Si on veut repartir en arrière, arrêtons la croissance », avait-il ajouté. 20 Minutes 29.09

Bernard Chenebault limogé après avoir appelé à tuer Greta Thunberg - Le HuffPost 30 septembre 2019

Le Palais de Tokyo a désavoué le président de l'association des Amis du musée, qui s'est lui-même excusé après avoir appelé ce week-end à "abattre" Greta Thunberg, dans des commentaires publiés sur Facebook.

"Cette folle rajoute une couche de haine dans notre société déjà fort agitée par de mauvais sentiments de toute part", et "j'espère qu'un désaxé va l'abattre", avait notamment commenté Bernard Chenebault, le président des Amis du Palais de Tokyo, dans plusieurs réactions à un article sur la jeune militante suédoise, comme l'ont rapporté plusieurs médias.

"Je regrette profondément ces propos qui ont heurté de nombreuses personnes, à qui je présente mes excuses pour l'indignation qu'ils ont ressentie. Bien sûr, je n'appelle aucunement au meurtre de Greta Thunberg et vous prie de croire que, dans le "jeu" de Facebook, mes mots ont totalement dérapé hors de ma pensée et de mon intention", s'est-il ensuite excusé, dans un message publié sur son compte Facebook, disant par ailleurs regretter d'avoir "mis dans l'embarras" les Amis du Palais de Tokyo et le musée.

De son côté, la direction de l'établissement s'est aussitôt désolidarisée du président de l'association et a annoncé qu'il serait rapidement remplacé à la tête des Amis du Palais de Tokyo. Le HuffPost 30 septembre 2019

Le signe «ok» est désormais considéré comme raciste par une ONG américaine - Sputnik 27 septembre 2019

L'Anti-Defamation League (ADL), une organisation non gouvernementale juive de défense des droits civils, a ajouté 36 symboles à sa base de données «Haine» («Hate on Display»), y compris le geste «ok»...

L'ADL a créé sa base de données «Hate on Display» en 2000 afin d'aider notamment les forces de l'ordre et les enseignants à déceler les groupes d'extrémistes et leurs symboles, dans l'espoir de détecter d'éventuels signes d'antisémitisme. La base en contient déjà 214.

Jonathan Greenblatt, PDG de l'ADL, a déclaré dans un communiqué que les symboles, les gestes et autres images anciennes acquièrent rapidement de nouvelles significations haineuses pouvant rester obscures pour le grand public. «Nous pensons que les forces de l'ordre et le public doivent être pleinement informés de la signification de ces images, qui peuvent servir de premier signal d'alarme pour la présence d'ennemis dans une communauté ou une école», a-t-il déclaré. Sputnik 27 septembre 2019

Comment épurer les institutions pour y placer leurs dévoués partisans.

Lutte contre les lobbies : deux ONG lancent une campagne pour inciter les politiques à rendre leurs agendas publics - Franceinfo 30 septembre 2019

Qui influence dans l'ombre les textes de loi votés par les responsables politiques ? Associations, ONG, think tanks, syndicats, mais aussi grands groupes internationaux ou cabinets plus ou moins opaques... Les lobbies (ou représentants d'intérêts) interviennent tout au long du processus législatif, donnant lieu, parfois, à des dérives. Deux ONG, Transparency France et le WWF France, lancent une campagne, lundi 30 septembre, pour "lever le voile sur les relations entre les lobbies et les responsables politiques".

"Il est grand temps de mettre un terme à cette opacité et de permettre enfin aux citoyens de savoir qui influence la loi, avec quels moyens et quels arguments", argumente Véronique Andrieux, directrice générale du WWF France. Selon un sondage Ifop commandé par les deux ONG, 79% des Français estiment que les responsables politiques sont "trop influencés par les lobbies" et 84% pensent qu'ils devraient "rendre publiques leurs rencontres avec les lobbyistes". Franceinfo 30 septembre 2019

LVOG - Cette opération est destinée à faire croire qu'il pourrait en être autrement, de la part de 2 ONG oligarchiques parmi les plus pourries ou corrompues qui existent.

Campagne idéologique tout azimut.

Et quand il n'existe pas ou plus d'alternatives aux sacs plastiques ?

L'Inde bannit le plastique à usage unique du pays - euronews 30 septembre 2019

C'est un changement radical qui va s'opérer en Inde !

A partir du 2 octobre prochain, le pays interdira définitivement plusieurs plastiques à usage unique , tels que les sacs, les pailles ou encore les gobelets. Considérée comme une révolution écologique, cette nouvelle mesure pose tout de même un problème majeur : que va-t-il advenir de l'industrie du plastique? euronews 30 septembre 2019

LVOG - En fait, vous savez ce qu'ils font ? Certains commerces ont déjà supprimé les sacs plastiques, et lorsque les client se présentent à la caisse ou achètent des produits non emballés, un poulet par exemple, ils leur proposent des sacs en plastique payant ! J'en emporte toujours dans le coffre du scooter pour ne pas dépenser quelques roupies de plus.

"***Nous n'en savons toujours pas beaucoup***", peu importe, la nouvelle religion a décrété que la viande en général et rouge en particulier était nocive pour l'homme.

La viande rouge, bien ou mal? Un groupe de chercheurs crée la controverse - AFP 1 octobre 2019

Le groupe a ré-analysées collectivement les études existantes et estime qu'elles montrent que réduire la consommation de viande rouge abaisserait la mortalité par cancer de sept morts pour mille personnes, ce qu'il considère être une baisse modeste.

En outre, les chercheurs qualifient le degré de certitude de "faible", voire "très faible" pour la charcuterie et les maladies cardiovasculaires et le diabète.

"Il y a de très faibles réductions de risque pour le cancer, les maladies du coeur et le diabète, et en outre, les preuves sont incertaines", résume Bradley Johnston, professeur associé d'épidémiologie à l'université Dalhousie au Canada, et directeur du groupe NutriRECS, qui a rédigé les consignes.

"Peut-être qu'il y a une réduction du risque, ou peut-être pas", dit-il à l'AFP.

Avec leur nouvelle analyse, les chercheurs disent vouloir faire mûrir le domaine des recommandations nutritionnelles, qu'ils jugent représentatives d'une "vieille école" qui estime que toute réduction de risque, aussi infime et incertaine soit-elle, apporte des bénéfices sociétaux, quels que soient les goûts individuels.

"Nous livrons aux gens notre meilleure estimation de la vérité, qui est incertaine. Selon leurs propres préférences, ils peuvent décider de réduire ou d'éliminer" viande et charcuterie, poursuit Bradley Johnston.

"Mais notre recommandation est que, pour la plupart des gens, la meilleure approche est de continuer, étant donné la très faible réduction de risques et l'incertitude des preuves". Bradley Johnston, professeur associé d'épidémiologie à l'université Dalhousie au Canada, et directeur du groupe NutriRECS, qui a rédigé les consignes.

"Il est déprimant que tout tende à indiquer qu'après toutes ces années et des millions de participants à des études, nous n'en savons toujours pas beaucoup", conclut de son côté Kevin McConway, professeur émérite de statistiques à l'Open University.

Le Centre international de recherche sur le cancer, agence de l'Organisation mondiale de la Santé, classe la viande rouge comme "cancérogène probable" et la charcuterie "cancérogène". AFP 1 octobre 2019

LVOG - En lisant le titre, n'aller pas croire que j'encouragerais la consommation de viande en général, j'en mange très peu, et je me passe de la viande rouge parce qu'elle ne convient pas à ma compagne, sans que cela me manque. Je voulais juste montrer une fois de plus, que la propagande officielle n'a aucune base scientifique et qu'elle est uniquement d'ordre idéologique.

Dans la rubrique les mal inspirés.

LVOG - Comment ils veulent faire monter les prix des produits alimentaires et affamer les plus pauvres.

L'industrie agroalimentaire doit céder la place aux vraies solutions à la crise climatique - grain.org 26.09

- "un nouveau rapport accablant sur le système alimentaire publié par le Groupe d'experts sur le climat (GIEC) et des millions de jeunes dans les rues réclamant l'arrêt des combustibles fossiles et des fermes industrielles"

- "... l'Amazonie est en flammes... le Cerrado brésilien, haut lieu de la biodiversité comparable à l'Amazonie ... brûle également à un rythme record."

- "Cependant, le dernier rapport du GIEC a révélé que les engrais azotés représentaient l'un des facteurs les plus dangereux et les plus sous-estimés contribuant à la crise climatique, et de nouvelles recherches montrent que le secteur a largement sous-estimé ses propres émissions."

- "Les grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers sont également en difficulté. Ces sociétés, telles que Tyson, Nestlé et Cargill, ont des niveaux d'émissions proches de leurs homologues du secteur des combustibles fossiles. Les 20 plus grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers émettent plus de gaz à effet de serre que l'Allemagne, le premier pollueur climatique européen. Toutefois, aucune de ces entreprises n'a de plans d'action crédibles pour réduire ses émissions et seules quatre des 35 plus grandes sociétés publient leurs émissions ! Au lieu de prendre des mesures significatives pour réduire la production, plusieurs sociétés ont fait tout un battage médiatique au sujet de leurs modestes investissements dans des alternatives à base de protéines végétales. Les gens ne sont pas dupes. À la veille de la grève mondiale contre le changement climatique de la semaine dernière, plus de 200 représentants d'organisations de peuples autochtones, de travailleurs, d'universités et d'organisations de défense de l'environnement et des droits humains ont adopté une déclaration historique qui plaçait « l'industrie des combustibles fossiles et l'agro-industrie » […] « au cœur de la destruction de notre climat »." grain.org 26.09

Qu'est-ce que c'est Le Grain ?

LVOG - Une organisation sympath, cool, qui défend les petits agriculteurs, les pauvres, patati patata. En fait elle fait partie du réseau mondial d'ONG instrumentalisées et financées par l'oligarchie financière, Gates, Soros, la Fondation Ford, etc. J'ai passé près de 2 heures à faire ces recherches sur le Net. Qu'est-ce qui m'y a incité ? Il y avait trop de trucs qui puaient dans leur article, et je commence à avoir le pif pour détecter les manipulateurs et autres escrocs au grand coeur. Suivez le guide, accrochez-vous.

https://www.grain.org/fr/pages/support-us-new

- Le travail de GRAIN est principalement financé par des subventions en provenance d'ONG, de fondations privées, de

gouvernements et, parfois, d'organisations intergouvernementales (voir la liste ici).

LVOG - Dans cette liste que je n'ai pas consultée en entier, je me suis arrêté au pif sur The New Venture Fund, et bingo !

http://www.newventurefund.org/project-directory/

Le New Venture Fund est fier de travailler avec des philanthropes de premier plan sur des projets novateurs aux États-Unis et dans le monde.

LVOG - Et devinez avec qui ? La Fondation Bill & Melinda Gates, mais aussi The National Convening Council. Voyons qui finance cette officine.

http://bmafunders.org/national-convening-council/

Open society fondations (Soros)

The Foundation Center

Et que trouve-t-on à la direction de The Foundation Center ?

https://candid.org/about/board-of-trustees#

LVOG - Précision. Candid est la nouvelle étiquette de cette officine depuis mai 2019 suite à sa fusion avec GuideStar, apparemment une base de données comportant 2.7 millions d'ONG ou associations. (https://www.fastcompany.com/90301678/guidestar-and-the-foundation-center-are-merging-to-form-the-definitive-nonprofit-transparency-organzation) - LVOG)

Ana Marie Argilagos
President
HIP—Hispanics in Philanthropy
New York , NY (elle a travaillé comme conseillère principale à la Fondation Ford)

Melissa Berman
President and CEO
Rockefeller Philanthropy Advisors, Inc.

Dominick Impemba
Controller
The Rockefeller Foundation

T. Sylvester John
Senior Director New Propositions, Digital Experience, & Store Delivery Walmart

Maintenant vous pourrez séparer le bon grain du mauvais ! Quel boulot !

Comment ils détournent la lutte de classe au profit d'une entreprise corporatiste.

LVOG - Parce que vous n'auriez pas encore deviné qu'il s'agissait de cela depuis le début de cette causerie ? Mais nous n'avons jamais quitté ce terrain. Bienvenue chez les enragés.

Plus de 200 dirigeants d'organisations de défense de l'environnement et des droits humains s'engagent à faire face ensemble à l'urgence climatique - Amnesty International 18 septembre 2019

Extrait. Plus de 200 représentants d'organisations de peuples autochtones, de travailleurs et travailleuses, d'universitaires et de défenseurs de l'environnement et des droits humains ont adopté une déclaration commune inédite appelant les gouvernements et les entreprises à s'attaquer sans délai à l'urgence climatique afin d'assurer la survie de l'humanité.

Ces représentants et leurs organisations souhaitent faire pression sur les gouvernements et les entreprises pour qu'ils accélèrent leurs engagements sur le climat. Entre autres initiatives, ces personnes prévoient de concerter davantage les actions en justice liées au climat...

Le Sommet a été organisé par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Amnesty International, Greenpeace International, le Centre pour le droit international de l'environnement (CIEL), le Fonds mondial Wallace et le Centre pour les droits humains et la justice mondiale de l'Université de New York. Il se déroule les 18 et 19 septembre, en amont du Sommet Action Climat convoqué par le Secrétaire général des Nations unies.

Kumi Naidoo, secrétaire général d'Amnesty International, a déclaré :

« La lutte la plus urgente du monde a besoin de la force et de la diversité que peut apporter le mouvement populaire mondial de défense des droits humains...

Craig Mokhiber, directeur du bureau de New York du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, a déclaré :

« Pour les personnes qui sont en première ligne, le changement climatique affaiblit déjà les droits à l'alimentation, à l'eau et à l'assainissement, à un logement convenable, à la santé, à la sécurité, et même à la vie...

À terme, les effets négatifs du changement climatique atteignent le tissu même de la société humaine. Tous les pays doivent prendre des mesures urgentes et concrètes pour faire face à cette menace pesant sur les droits humains. En rassemblant les nombreuses ramifications du mouvement pour la justice climatique, nous entendons mobiliser une action climatique évolutive reposant sur les droits humains et la tolérance. »

Jennifer Morgan, directrice exécutive internationale de Greenpeace International, a déclaré :

« La crise climatique est une crise des droits humains. Les conséquences humaines des phénomènes météorologiques extrêmes peuvent être ahurissantes...

« Cette déclaration marque le début d'une nouvelle ère dans le militantisme climatique. Menés par les jeunes et aux côtés de nos alliés...

Carroll Muffett, présidente-directrice générale du Centre pour le droit international de l'environnement, a déclaré :

« Le coût de l'inaction persistante face à la crise climatique se mesure en termes de droits humains, de moyens de subsistance et de vies humaines... La déclaration d'aujourd'hui est le reflet d'un engagement commun, au sein du mouvement de défense des droits humains, pour placer les droits humains au centre de la crise climatique, supprimer progressivement les énergies fossiles qui alimentent cette crise et amener les gouvernements et les entreprises à rendre des comptes lorsqu'ils entravent l'action climatique. »

Ellen Dorsey, directrice générale du Fonds mondial Wallace, a déclaré :

« Le secteur des droits humains et ses mouvements aux quatre coins du monde apportent à l'action climatique de nouvelles ressources, un puissant vivier international de sympathisants et une force unique de plaidoyer en faveur des droits humains, permettant d'appeler les gouvernements et les entreprises à prendre des mesures à la hauteur de l'ampleur et de la rapidité du changement climatique afin d'assurer la survie de l'humanité. »

Philip Alston, président du Centre pour les droits humains et la justice mondiale de l'Université de New York, a déclaré :

« Le changement climatique a été qualifié de "fausse alerte", mais c'est une alerte qui finira par tuer un grand nombre de nos enfants et au moins certains d'entre nous. Nous lisons chaque jour des informations faisant état de nombreuses personnes mortes à cause de fortes chaleurs, au cours d'inondations ou lors d'incendies de forêts, ou simplement contraintes de fuir leur domicile, mais nous persistons à croire que cela ne nous arrivera pas. Tandis que beaucoup d'entre nous sont distraits par les réseaux sociaux ou déterminés à continuer une vie normale, les probabilités de catastrophes futures découlant du changement climatique deviennent des certitudes. Les droits humains tels que nous les connaissons seront rendus de plus insignifiants si nous n'agissons pas immédiatement. »

https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/09/200-environmental-and-human-rights-leaders-pledge-to-tackle-climate-emergency-together/

Maintenant démontons cette escroquerie.

Qu'est-ce que le Fonds mondial Wallace ?

http://wgf.org/mission-investing/#theoryofchange

Théorie du changement

Au Wallace Global Fund, nous nous considérons comme un bailleur de fonds et un partisan des mouvements sociaux. Pour ce faire, nous nous sommes engagés à utiliser tous les outils à notre disposition pour proposer de nouvelles idées et stratégies en vue de réaliser le changement. Pour ce faire, l'un des moyens consiste à maximiser l'impact de nos investissements en plus de nos subventions.

http://wgf.org/mission-investing/

Ce fonds mondial à revenu fixe, présidé par l'ancien vice-président Al Gore, se concentre sur l'octroi de prêts à des entreprises durables et à des opportunités.

Ce fonds est axé sur l'espace des technologies propres. Tesla Motors fait partie des investissements réussis.

Le premier fonds d'investissement mutuel pour l'environnement, le Fonds New Alternatives (NALFX), est axé sur les énergies renouvelables, le recyclage, la prévention de la pollution et la conservation. Whole Foods, Vestas Wind Systems, American Water Works et Panasonic font partie de ses investissements mondiaux. Le fonds détient également des liquidités dans plusieurs banques et coopératives de crédit axées sur l'octroi de prêts pour les logements à faible revenu et les petites entreprises.

http://wgf.org/mission-investing/#financials

Les membres du comité d'investissement.

Matt Gelfand est économiste principal, conseiller en placement principal et directeur général de Rockefeller Capital Management. Il est responsable de la surveillance des actifs des principaux régimes de retraite, fondations et fonds de dotation depuis plus de vingt ans.

Par erreur je suis tombé sur une autre officine de l'oligarchie philanthropique.

Le Fonds Mondial pour les Femmes.

https://www.globalfundforwomen.org/ressources-de-financement/?lang=fr

Le principal objectif du Fonds Mondial pour les Femmes est d'obtenir des ressources pour les organisations dirigées par des femmes, des filles et des personnes transgenres. Nous soutenons des organisations dirigées par des groupes historiquement marginalisés qui travaillent à construire des mouvements forts et connectés pour l'égalité des genres et les droits humains.

Les Bailleurs de Fonds (Extrait)

Canadian International Development Agency (CIDA)

EDGE Funders Alliance
European Foundation Centre (EFC)
Ford Foundation
The Foundation Center
Freedom House
FRIDA – The Young Feminist Fund
Fund for Global Human Rights
International Foundation for Electoral Systems (IFES)
The International Network of Women's Funds (INWF) The International Human Rights Funders Group
L'Agence Française de Développement
The Lutheran World Federation
National Endowment for Democracy (NED) (CIA)
New Israel Fund
Open Society Foundations (OSF) (Soros)
Oxfam GB

Oxfam Novib
Oxfam Quebec
Qatar Charity
Save the Children
The Virginia Gildersleeve International Fund
Wallace Global Fund

Une dernière au service du nouvel ordre mondial totalitaire.

Humanity United

https://humanityunited.org/

Quand l'humanité est unie, nous pouvons créer une force puissante pour la dignité humaine.

Conseil d'administration

Pierre Omidyar (fondateur d'eBay, selon le magazine Forbes, sa fortune s'élève à 10,9 milliards de dollars en 2018.)

Pam Omidyar

Pat Christen (directricer général du groupe Omidyar)

Jeff Mohr (conseiller en stratégie et gouvernance auprès du groupe Omidyar)

http://www.trustafrica.org/Funders_french.html

Humanity United est une fondation qui s'est donnée pour mission de renforcer la paix et de promouvoir la liberté humaine. Nous soutenons de nombreuses initiatives et idées et dirigeons un vaste réseau d'organisations qui partagent notre vision d'un monde libéré des conflits et de l'injustice.

Donateurs (Extrait)

Humanity United
Ministère néerlandais des Affaires étrangères
Fonds mondial Wallace
Carnegie Corporation
Fondation Bill & Melinda Gates
Fondation Ford
Fondations Open Society (Soros)

LVOG - Pour réaliser cet article, j'ai été sur les portails de toutes ces institutions (et bien d'autres!) et j'ai fouiné pour y trouver ce que je cherchais, autant dire que cela m'a pris un temps considérable, surtout en anglais, car cela vaut pour tous les sujets abordés dans cette causerie. Ces sources que je communique aux lecteurs leur permettent de vérifier que je ne leur raconte pas de blagues. Et j'y tiens.

Comment s'y prennent-ils pour faire de vous des malades mentaux. Alors ne les écoutez pas !

LVOG - Qui n'a pas entendu dire que les occidentaux dont les Français seraient des nantis, qu'ils auraient tout pour être heureux et pourtant ils ne cessent pas de se plaindre, de revendiquer, de manifester, honte à eux !

Donc même si votre condition est misérable, tout juste supportable, délicate, votre statut précaire et votre avenir professionnel incertain, vous devriez vous estimer heureux et arrêter de geindre en permanence, quelle indécence franchement !

Et quelles peuvent être les conséquences d'un tel discours ? Lisez.

Les 5,5 millions d'habitants de la Finlande sont historiquement stéréotypés comme étant suicidaires et taciturnes, notamment à cause des longs hivers obscurs. La population a pourtant été élue la plus heureuse du monde par l'ONU pour la deuxième année consécutive...

En 1990, la Finlande enregistrait le deuxième taux de suicide le plus élevé au monde. Le nombre de suicides, à tout âge, a depuis diminué de moitié, mais demeure bien au-dessus de la moyenne européenne. Il reste que près de 16% des femmes finlandaises âgées de 18 à 23 ans et 11% des jeunes hommes se définissent comme «en difficulté» ou «souffrant» dans la vie, selon un rapport publié en 2018 par le Conseil nordique des ministres et l'Institut de recherche sur le bonheur de Copenhague.

«Tout allait bien, mais... on a presque l'impression de ne pas avoir le droit d'être déprimé quand on vit dans un pays comme la Finlande où le niveau de vie est si élevé», explique Kirsi-Marja Moberg, 34 ans, qui a reçu son premier diagnostic de dépression à l'adolescence. «Vous avez vraiment l'impression que vous devriez simplement vous amuser et profiter de toutes les possibilités que vous avez quand vous êtes encore jeune. La société peut vraiment vous donner ce genre d'image.» slate.fr 27 septembre 2019

En Marche même en Inde !

Inde: départ d'une "marche pour la paix" à travers le monde pour promouvoir les valeurs de Gandhi - AFP 2 octobre 2019

Plusieurs centaines de disciples du héros de l'indépendance indienne Mahatma Gandhi ont entamé mercredi depuis New Delhi une marche pour la paix d'un an, qui les mènera jusqu'à Genève après un périple de 14.000 km.

Le départ de la marche "Jai Jagat", qui signifie "guérir le monde", coïncide avec le 150e anniversaire de la naissance de Gandhi et traversera 10 pays, pour promouvoir les valeurs de l'icône indienne de la paix, qui prôna la résistance non-violente face au colonisateur britannique.

"Si c'est possible en Inde, c'est possible partout dans le monde", a déclaré l'organisateur de la marche, Rajagopal PV, en soulignant que la non-violence pouvait être au coeur des combats contre la pauvreté ou le changement climatique.

"Nous irons de ville en ville pour apprendre et nous inspirer des expériences alternatives qui fonctionnent", s'est enthousiasmé une jeune participante française, Claire Lhermitte.

Pour Michel Daudet, un autre Français, agriculteur à la retraite, l'objectif est de construire "un monde plus juste".

"Le changement commence avec nous. La marche servira aussi à nous changer nous-mêmes", a-t-il ajouté. AFP 2 octobre 2019

LVOG - Gandhi l'archaïque qui s'opposa à Nerhu promoteur de l'industrialisation de l'Inde, ils lui décerneraient le prix Nobel de la Paix de nos jours !

L'art de semer le désespoir.

LVOG - Un exercice qui vous est proposé par Jérémy Sebbane, écrivain, scénariste, ancienne plume de Manuel Valls et Fleur Pellerin, tout un roman ou un programme! Sous le patronage du HuffPost.

- ...l'action politique –fortement limitée par le marché ou des structures extranationales notamment européennes- s'est substituée la communication au rythme du buzz, du storytelling, des chaînes infos en continu et des réseaux sociaux, dans une ère où (...) les peuples finissent par préférer voter pour des animateurs de télévision, où puiser encore un idéal?

LVOG - Quand on attribue "le marché" comme limite à "l'action politique", forcément on ne risque pas d'avoir d'idéal!

- Quand on est issu d'une génération post-chute du Mur de Berlin où les idéologies se sont évanouies et ont laissé place à des engagements politiques fluctuants et la plupart du temps interchangeables, que l'on a toujours connu un pays où être jeune était synonyme de parcours du combattant pour trouver un emploi, un logement ou simplement acquérir son indépendance, où chercher encore l'espoir de changement ?

LVOG - Quand on confond les différents acteurs politiques et les idéologies, forcément il n'existe aucun "espoir de changement" !

Ne serait-ce pas le cas depuis plus d'un siècle ?

Le populisme de gauche met fin au déni de la lutte des classes - Francis Daspe, membre du Parti de Gauche

La traditionnelle "latéralisation" gauche/droite ne signifie en effet plus grand-chose en la matière. Tout simplement parce qu'une partie de la gauche instituée a changé de camp à force de renoncements et de reniements. Elle est passée au marché, et même parfois bien davantage, intégrant le cercle de la répression des forces sociales. Si bien qu'une partie non négligeable du "peuple" vote à droite, donnant à l'occasion à croire que les exploiteurs et les possédants pourraient être majoritaires. Ce qui

n'est pas vrai. Le HuffPost 28.09

LVOG - Qu'est-ce qui caractérise le populisme de gauche ? On serait tenté de dire la même chose que le populisme de droite, puisque ni l'un ni l'autre ne remet en cause l'existence du capitalisme.

Ce qui caractérise le populisme de gauche, c'est la faculté d'employer un discours démagogique ou radical opposant le peuple à l'oligarchie pour camoufler son refus d'affronter le capitalisme et ses institutions, avec lesquels il s'accommode très bien comme on peut l'observer.

En fait, ça baigne ! Pas pour tout le monde.

La suppression de l'ISF a surtout bénéficié aux 5% des ménages les plus riches, selon le comité d'évaluation - Franceinfo 01.10

Le comité d'évaluation estime qu'il est difficile d'évaluer les effets de la réforme à long terme par manque de données statistiques. Dans son premier rapport, il affirme tout de même qu'elle a favorisé les ménages les plus aisés. Franceinfo 01.10

Le marché automobile français s'est repris en 2019 - BFMTV 01.10

Le nombre d'immatriculations en France s'est envolé de près de 17% en septembre sur un an selon les chiffres du CCFA.

Sur les neuf premiers mois de 2019, plus de 1,64 millions de voitures particulières neuves ont été mises sur les routes, soit une baisse modeste de 1,28% sur un an. Le CCFA avait prévu un marché "stable" à un haut niveau d'environ 2,1 millions de véhicules sur l'année. BFMTV 01.10

TROISIEME PARTIE

L'Empire totalitaire fait régner la terreur.

Washington accuse Damas d'une nouvelle attaque chimique et promet de riposter - AFP 27 septembre 2019

Lors d'une rencontre avec la presse, Jim Jeffrey, représentant spécial des Etats-Unis pour la Syrie, a rappelé que l'attaque avait fait quatre blessés. Mais même sans décès...

L'ONU a annoncé lundi un accord intersyrien pour la création d'un Comité constitutionnel, censé ouvrir la voie à des élections et tourner la page de la guerre.

Bachar al-Assad reste aussi sourd à tous les appels à stopper l'offensive sur Idleb... AFP 27 septembre 2019

Trump suspend par décret le permis d'entrée américain aux autorités de l'Iran et du Venezuela - RT 26 septembre 2019

Le président américain Donald Trump a suspendu par décret l'autorisation d'entrée aux Etats-Unis de hauts fonctionnaires de l'Iran et du Venezuela ainsi que leurs proches afin d'exercer une pression supplémentaire sur leurs gouvernements respectifs. RT 26 septembre 2019

Publiés presque simultanément le 25 septembre sur le site internet de la Maison Blanche, deux décrets annoncent que le président américain Donald Trump a suspendu l'autorisation d'entrée américaine de hauts fonctionnaires du Venezuela et d'Iran, ainsi que leurs proches. Des déclarations faites à un moment bien choisi : Hassan Rohani et plus de 80 de ses principaux diplomates et collaborateurs étaient en effet présents à New York pour assister à l'Assemblée générale annuelle des Nations unies.

Si cette annonce spectaculaire ne visait pas à forcer la délégation iranienne à partir sur le champ, elle constitue – comme s'il en fallait davantage – un signal fort de l'hostilité américaine à l'égard de Téhéran.

Abritant le siège des Nations unies, les Etats-Unis émettent généralement des visas pour permettre aux dirigeants étrangers de s'y rendre, tout en limitant strictement leurs mouvements à New York.

Dans son communiqué, Donald Trump décrit le gouvernement iranien comme un «Etat parrain du terrorisme qui menace la stabilité

du Moyen-Orient et au-delà». «J'ai déterminé qu'il était dans l'intérêt des Etats-Unis de prendre des mesures pour restreindre et suspendre l'entrée aux Etats-Unis, en tant qu'immigrants ou non-immigrants, de hauts fonctionnaires, des responsables de l'Iran, et des membres de leur famille immédiate», écrit le président américain.

Le même jour à la tribune de l'ONU, le président iranien Hassan Rohani a annoncé refuser «toute négociation» avec les Etats-Unis «tant qu'il y aura des sanctions».

Tous ceux qui soutiennent Maduro persona non grata aux Etats-Unis

Quant au Venezuela, la même décision affectera les «membres du régime de Nicolas Maduro», l'armée et la police, les membres de l'Assemblée nationale constituante et leurs familles, fait savoir le décret présidentiel.

Selon Donald Trump, les personnes en question «formulent, appliquent ou bénéficient des politiques ou actions qui minent ou endommagent les institutions démocratiques du Venezuela ou empêchent le rétablissement du gouvernement constitutionnel» dans ce pays.

Le même jour, ABC News annonçait que le locataire de la Maison blanche avait rencontré la délégation de l'opposition vénézuélienne à l'Assemblée générale de l'ONU, lui exprimant son soutien et appelant à la fin de «l'oppression horrible et brutale» du président Nicolas Maduro. RT 26 septembre 2019

Ils osent tout.

Hommage à Chirac : comment l'école honore ses présidents décédés - LePoint.fr

À Strasbourg, Macron va décorer deux héros de l'attentat du marché de Noël - Le HuffPost 30.09

Ce qu'il y a de Martin Luther King dans le discours historique de Greta Thunberg - Le HuffPost 26.09

Le trou de la Sécu de retour après les «gilets jaunes» - LeFigaro.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Pérou

Confusion politique au Pérou: le président dissout le Parlement, qui riposte en le suspendant - AFP 1 octobre 2019

La confusion politique régnait mardi au Pérou où le chef de l'Etat Martin Vizcarra a prononcé la veille la dissolution du Parlement dominé par l'opposition fujimoriste, lequel a riposté en le suspendant pour un an et en nommant une présidente intérimaire.

Dans un discours télévisé à la nation, M. Vizcarra a commencé par annoncer la dissolution du Parlement, une première au Pérou depuis 1992, et la convocation d'élections législatives anticipées le 26 janvier.

Mais le Parlement a riposté en votant, à une majorité de 86 voix sur 130, la suspension pour un an de M. Vizcarra pour "incapacité morale" et son remplacement par la vice-présidente Mercedes Araoz, une économiste de 58 ans, laquelle a prêté serment dans la foulée.

Le Parlement se réunira à nouveau vendredi pour voter une motion destituant M. Vizcarra de façon définitive, a indiqué le président de la Chambre, Pedro Olaechea.

"Nous sommes face à un coup d'Etat", a fulminé le député Jorge Del Castillo, allié de l'opposition, pour justifier la fronde du Parlement. "J'espère que les forces armées et la police ne se joindront pas à cette mascarade", a-t-il ajouté.

Mais les principaux chefs de l'armée et de la police se sont rendus au palais présidentiel à Lima pour réaffirmer "leur plein soutien à l'ordre constitutionnel et au président Martin Vizcarra comme chef suprême", a annoncé la présidence sur Twitter en publiant une photo de la réunion.

Cette crise est l'aboutissement d'une querelle politique de plusieurs années au Pérou au sujet du mode de nomination de juges au Tribunal constitutionnel.

Le Tribunal constitutionnel, la plus haute instance judiciaire du Pérou, est actuellement saisi de la demande de remise en liberté de la leader de l'opposition Keiko Fujimori, fille de l'ex-président Alberto Fujimori (1990-2000).

Mme Fujimori est incarcérée depuis onze mois dans le cadre du vaste scandale de corruption Odebrecht -- du nom du géant du BTP brésilien -- qui éclabousse la classe politique latino-américaine.

Les fujimorises détiennent actuellement la majorité au Parlement mais, en dégringolade dans les sondages, ils redoutent la perspective d'élections anticipées. D'autant plus qu'en vertu d'une réforme adoptée en 2018 par référendum, plus aucun parlementaire au Pérou ne peut postuler à un second mandat.

Martin Vizcarra, au contraire, jouit d'une forte popularité en raison de son intransigeance face à l'opposition, même si lui-même ne bénéficie du soutien d'aucun parti politique. Cet ingénieur de 56 ans a succédé en 2018 à Pedro Pablo Kuczynski, dont il était le vice-président, acculé à la démission en raison de soupçons de corruption.

Plusieurs manifestations de soutien à sa décision de dissoudre le Parlement ont eu lieu lundi soir à travers le Pérou. La plus importante a rassemblé environ 2.000 personnes à Lima.

Outre Alberto Fujimori, condamné pour violations des droits de l'homme et emprisonné depuis 2005, les quatre derniers présidents du Pérou ont eu maille à partir avec la justice de leur pays.

Alan Garcia (1985-1990 et 2006-2011), soupçonné de corruption dans le scandale Odebrecht, s'est suicidé d'une balle dans la tête le 17 avril au moment où la police venait l'arrêter à son domicile.

Ollanta Humala (2011-2016) et son épouse Nadine Heredia ont été inculpés en mai par la justice péruvienne pour blanchiment d'argent présumé.

Pedro Pablo Kuczynski (2016-2018), contrait à démissionner, est visé par une enquête pour blanchiment d'argent présumé dans le scandale Odebrecht.

Quant à Alejandro Toledo (2001-2006), il a été arrêté le 16 juillet aux Etats-Unis, où il réside, en vue d'une extradition, également pour le scandale Odebrecht. AFP 1 octobre 2019

Autriche

L'Autrichien Sebastian Kurz triomphe en solitaire et cherche des partenaires - AFP 30 septembre 2019

Au sommet mais bien seul: Sebastian Kurz part lundi en quête de partenaires pour gouverner l'Autriche, fort d'une large victoire aux législatives mais privé du soutien de l'extrême droite, son ancien allié, et boudé par les autres formations.

Son score de 37% offre au chef des conservateurs une revanche appréciable, quatre mois après la chute de sa coalition avec le parti d'extrême droite FPÖ, balayé en mai par le scandale de corruption de l'Ibizagate.

Mais Sebastian Kurz a beau avoir creusé la distance avec tous ses concurrents et amélioré de près de six points le résultat obtenu par son parti ÖVP en 2017, il ne peut gouverner seul et doit nouer de nouvelles alliances pour revenir au pouvoir.

Aucun parti ne semble pressé de lui tendre la main. Dès dimanche soir, l'extrême droite FPÖ, qui a gouverné dix-huit mois avec la droite, a fait savoir qu'elle se voyait siéger dans les rangs de l'opposition après un recul dans les urnes bien plus fort qu'attendu.

Confronté dans les derniers jours de campagne à de nouveaux soupçons de malversation, le parti anti-islam et anti-immigration a perdu environ dix points (16%) par rapport au précédent scrutin et n'est "pas en position" de gouverner, a annoncé son nouveau chef Norbert Hofer.

"Le FPÖ est le grand perdant" du scrutin, observe le politologue Peter Filzmaier, alors qu'il y a deux ans, la coalition autrichienne entre la droite et l'extrême droite s'affichait en modèle à suivre dans une Europe aux prises avec la montée des nationalismes.

Portés par la mobilisation internationale sur le climat, les Verts d'Autriche sont eux les gagnants manifestes des législatives, avec un score de 14% qui les place en position de former une majorité avec Sebastian Kurz.

"Le plus vraisemblable est un gouvernement turquoise (couleur de l'ÖVP, ndlr) - vert", affirme un éditorial du quotidien Kurier (centre-gauche).

- "Neutraliser la vague verte" -

Mais le parti écologiste ne compte pas faire de cadeau au chef des conservateurs, qui a imposé une ligne dure sur l'immigration et refuse mordicus la création d'une taxe carbone défendue par les Verts.

Seuls 32% des électeurs des Verts sont favorables à une coalition avec l'ÖVP, inédite en Autriche. Les partisans de ce mariage sont encore moins nombreux dans le camp conservateur (20%).

Le chef des "Grünen", Werner Kogler, a averti qu'il n'envisageait un pacte avec Sebastian Kurz que si ce dernier opérait "un changement politique radical".

Les questions climatiques ont éclipsé la thématique de l'immigration durant la campagne électorale et les écologistes ont quadruplé leur score (14%), eux qui n'avaient pas franchi la barre des 4% nécessaires pour entrer au parlement en 2017.

"Ce pourrait être l'occasion pour Sebastian Kurz de prendre le train de l'écologie en marche tout en neutralisant la vague verte", avance le politologue Thibault Muzergues, qui estime que l'ex-chancelier étudie sérieusement cette possibilité d'alliance.

Mais il pourrait tout aussi bien revenir à la traditionnelle "grande coalition" avec les sociaux-démocrates du SPÖ, arrivés en seconde position (22%) avec un retard de quinze points sur la droite. Ils réalisent leur performance la plus médiocre de l'après-guerre.

Las, eux non plus ne se montrent pas particulièrement enthousiastes à l'idée de partager le pouvoir avec la droite, qu'ils accusent d'une dérive populiste sous l'influence de Sebastian Kurz. La cheffe du SPÖ, Pamela Rendi-Wagner, s'est cependant dit prête à discuter avec les conservateurs.

Une grande coalition centriste sur le modèle de celle qui a gouverné l'Autriche durant 44 ans ne serait guère populaire auprès des électeurs qui ne veulent plus entendre parler de ce "vieux couple".

"Sebastian Kurz décevra ses électeurs quelque soit la coalition qu'il va former", résume le politologue Peter Filzmaier.

Reste l'option d'un gouvernement minoritaire. Au vu des résultats, cette variante "est devenue très, très tentante", estime l'analyste Johannes Huber. "Bien sûr, à un moment donné, il y aura une motion de défiance contre M. Kurz et finalement de nouvelles élections. Mais ce ne sera pas rapide. Dans un avenir prévisible, le FPÖ est en soins intensifs et les sociaux-démocrates aux abonnés absents." AFP 30 septembre 2019

Afghanistan

Abstention record à la présidentielle afghane, plombée par les craintes d'attaques et de fraude - AFP 30 septembre 2019

L'abstention devrait battre un record à l'élection présidentielle afghane, plombée par la menace des attaques des talibans, une campagne atone et les craintes de fraude électorale.

Environ 9,6 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes samedi dans l'Afghanistan en guerre pour choisir le chef de l'Etat parmi 18 candidats, avec deux favoris, l'actuel président Ashraf Ghani et son chef de l'exécutif Abdullah Abdullah.

La participation devrait être la plus basse des quatre scrutins présidentiels tenus depuis 2004.

La commission électorale a annoncé dimanche soir que selon les chiffres disponibles pour les trois quarts des bureaux de vote (3.736 sur 4.905), un peu plus de 20% des électeurs (2,19 millions) avaient mis un bulletin dans l'urne.

A ce rythme la participation finale, attendue lundi, pourrait tourner autour de 25%. Loin derrière le plus bas enregistré jusqu'ici, qui était de 38% au premier tour de la présidentielle de 2009.

Haroun Mir, chercheur indépendant à Kaboul, a minimisé les conséquences d'un faible taux de participation, jugeant que "le prochain gouvernement aura un mandat plus fort que l'actuel, parce que l'élection est beaucoup plus "propre" que les précédentes".

La peur des attaques, mais aussi de la fraude, ont joué un rôle dans cette désaffection, selon de nombreux témoignages de

citoyens recueillis avant l'élection. Les précédentes présidentielles de 2014 et 2009 avaient été entachées de fraudes massives.

Bon nombre d'électeurs sont aussi restés chez eux, ayant perdu tout espoir que leurs élites améliorent leurs conditions d'existence, dans un pays où 55% de la population vivait avec moins de deux dollars par jour en 2017.

Les résultats préliminaires doivent être annoncés le 19 octobre et les définitifs le 7 novembre. Si aucun des candidats du premier tour n'a reçu plus de 50% des suffrages, un deuxième tour se tiendra alors dans les deux semaines suivantes. AFP 30 septembre 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Le suicide d'une directrice d'école de Pantin doit faire réagir Blanquer - Le HuffPost 28.09

Les parents d'élèves d'une école maternelle de Pantin (Seine-Saint-Denis), dont la directrice s'est donné la mort il y a une semaine, ont adressé vendredi 27 septembre une lettre au ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer pour l'interpeller sur "un dramatique cri d'alerte".

Six jours après la découverte du corps de Christine Renon dans le hall de la maternelle Méhul et des nombreuses lettres qu'elle avait pris soin d'envoyer avant sa mort où elle mettait en cause l'Education nationale, les parents d'élèves ont envoyé ce courrier, également adressé au recteur, ainsi qu'à l'inspecteur d'académie et de la circonscription.

"Le geste de Christine Renon est porteur de messages clairs; nous vous demandons de les entendre et d'en prendre acte, et nous attendons un engagement fort en faveur des écoles de Pantin, des écoles de Seine-Saint-Denis, des écoles des zones sensibles", écrivent-ils dans cette lettre que l'AFP a pu consulter. Des problèmes chroniques

"En dehors de l'émotion, nous vivons l'événement qui secoue notre école aujourd'hui comme un tragique reflet de l'état des écoles de notre secteur et comme un dramatique cri d'alerte sur les conditions de travail des directeurs d'école", poursuivent-ils.

Comme dans le courrier adressé par la défunte à plusieurs directeurs d'école de Pantin, les parents d'élèves pointent du doigt l'"instabilité d'un interlocuteur essentiel, l'inspecteur de l'Education nationale", un nouveau "en poste à chaque début d'année scolaire".

Ils évoquent aussi des problèmes liés aux rythmes scolaires,"une grande instabilité dans les équipes d'animation, des changements de personnel très fréquents, en sous-effectif régulier, souvent peu formé".

Se déclarant "bien décidés à poursuivre les combats de Christine Renon", ils interrogent le ministre: "Quelles solutions pouvez-vous apporter?, quelles suites pouvons-nous attendre et dans quels délais?, comment les enseignants de l'équipe seront-ils accompagnés et soutenus dans la durée?". Réflexion sur le statut de directeur d'école

"Samedi, je me suis réveillée épouvantablement fatiguée": c'est par ces mots que commence la longue lettre envoyée à son inspection par cette enseignante de 58 ans qui exerçait dans le 93 depuis 30 ans.

Jeudi, plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées dans la cour de l'école Méhul pour rendre hommage à Christine Renon. Quelques heures auparavant, Jean-Michel Blanquer s'était rendu sur les lieux pour rencontrer les personnels de l'école. Il avait exprimé dans un tweet "sa profonde tristesse" et indiqué avoir missionné l'Inspection générale.

"Il faut une réflexion sur le statut de directeur d'école, soumis à de plus en plus de tensions, de violences", ajoute-t-on dans l'entourage du ministre.

L'école, qui compte onze classes et accueille 300 enfants, a été fermée lundi. Elle a rouvert mardi avec des modalités d'accueil particulières. Le HuffPost 28.09

Grèce

Grèce : mobilisation sociale contre une réforme du travail - euronews 2 octobre 2019

Nouvelle journée de grève de 24 heures ce mercredi en Grèce, à l'appel des syndicats du privé et des transports en commun. Un mouvement qui touche notamment les transports. Quasiment pas de liaisons maritimes, pas de métros, pas de trains. La poste et plusieurs banques étaient également affectées par ces débrayages.

Le nombre des manifestants s'est élevé à 6.000 personnes, moins que mardi dernier lors de la grève observée par la Confédération des salariés du public, l'Adedy, qui avait perturbé le fonctionnement des hôpitaux, écoles et tribunaux et rassemblé plus de 7.000 personnes.

En tout cas, le mot d'ordre est le même : dire non à un projet de loi sur la réforme du travail qui, d'après les syndicats, vise à "la déréglementation du marché de l'emploi". euronews 2 octobre 2019

Ca sent toujours la merde monsieur Modi !

L'Inde débarrassée de la défécation en plein air, affirme Modi - AFP 2 octobre 2019

L'Inde est débarrassée du problème de la défécation en plein air, a assuré mercredi son Premier ministre, Narendra Modi, à l'origine d'un vaste plan d'installation de toilettes dans son pays.

"En 60 mois, on a donné accès aux toilettes à 600 millions de personnes (sur 1,3 milliard d'habitants, ndlr), plus de 110 millions de toilettes ont été construites", s'est exclamé M. Modi au cours d'un événement public à Ahmedabad (ouest).

"Le monde entier est stupéfait d'entendre ceci", a-t-il ajouté, malgré le scepticisme qu'a suscité cette annonce faite le jour du 150e anniversaire de la naissance du Mahatma Gandhi, qui a joué un rôle fondamental non seulement en vue de l'indépendance mais aussi pour l'amélioration de la situation sanitaire de son pays.

Le gouvernement indien dit avoir consacré 20 milliards de dollars à ce plan sanitaire lancé en 2014 pour remédier aux effets de la défécation en plein air, qui touche surtout les zones rurales.

Narendra Modi, qui a remporté un deuxième mandat de Premier ministre haut la main en mai, a été primé le mois dernier à New York par la Fondation Bill et Melinda Gates pour les mesures qu'il a prises contre ce fléau. AFP 2 octobre 2019

LVOG - Au moins on sait de qui il est le président !

Dans tous les villages il existe des dizaines d'habitations où il n'y a pas d'espace pour construire des toilettes, donc les gens continuent de se soulager en plein air. Quand il a plu, c'est une puanteur. En face de chez moi il y a un terrain non clôturé qui appartient à un propriétaire. Il a été planté d'eucalyptus, les gens du village qui n'ont pas de toilettes y vont chier, quoique depuis une semaine les arbres ont été coupés et ils doivent aller cent mètres plus loin. A la tombée de la nuit, en cette saison la rosée tombe et il se dégage de ce terrain une odeur pestilentielle, je ne la sens pas de chez moi grâce au mur du jardin sauf quand il y a du vent qui vient de l'est, ce qui est rare, et puis on ne sort pas le soir dans le jardin à cause des serpents ou des scorpions qui se baladent.

Et puis, il y a des gens qui ont revendu les matériaux que le gouvernement leur avait livrés pour construire des toilettes ou ils s'en sont servis pour autres choses. Mieux, comme l'immense majorité des Indiens vivent dans la précarité absolue, ils n'auront pas d'argent pour faire vider leurs fosses septiques et ils retourneront chier n'importe où.

La mienne est très grande, la dernière fois cela m'a coûté 1800 roupies (environ 25 euros) pour la faire vider, une fortune ! Le salaire minimum tourne maintenant autour de 6 à 7000 roupies (80 à 93 euros) , mais beaucoup de travailleurs indiens sont encore payés à la tâche ou à la journée ou ne travaillent pas un mois complet, et ils ne sont pas payés quand ils s'absentent ou sont malades, ce qui arrive souvent. Ici le salaire varie en fonction du nombre de jours travaillés, il n'y a pas de salaire mensualisé fixe comme en France.

ECONOMIE

Chine

Pékin inaugure son nouvel aéroport géant avant l'anniversaire du régime - AFP 25 septembre 2019

La Chine a inauguré mercredi un nouvel aéroport géant au sud de Pékin, une infrastructure de prestige ouverte à quelques jours des colossales célébrations du 70e anniversaire du régime communiste.

Le président Xi Jinping en personne a inauguré l'aérogare qui évoque la forme d'une étoile de mer au toit cuivré. Un premier vol commercial, un Airbus A380 de la compagnie China Southern Airlines, a décollé quelques heures plus tard à destination de Canton (sud).

Juste avant la fête nationale du 1er octobre, qui s'accompagnera d'un énorme défilé civil et militaire au coeur de Pékin, l'inauguration d'un aéroport futuriste s'inscrit dans la droite ligne du "rêve chinois" que Xi Jinping vante à ses compatriotes.

L'aéroport international de Daxing, situé à 46 km au sud du coeur de la capitale, doit fonctionner à pleine capacité en 2025 avec 72 millions de passagers par an, ce qui en ferait un record mondial pour un terminal unique, selon ses concepteurs.

A l'horizon 2040, l'infrastructure disposera de huit pistes, dont une à usage militaire. Elle sera en mesure d'accueillir 100 millions de passagers, ce qui en ferait la plus grande aérogare du monde en termes de capacité voyageurs.

Le nouveau site doit désengorger l'actuel aéroport international de Pékin-Capitale, dont les trois terminaux sont situés au nord-est de la métropole tentaculaire de 21 millions d'habitants.

Cette infrastructure, deuxième du classement mondial en termes de fréquentation après l'aéroport d'Atlanta aux Etats-Unis, arrive déjà à saturation, avec un peu plus de 100 millions de passagers annuels.

A titre de comparaison, tous les terminaux de Paris-Charles-de-Gaulle, 10e aéroport mondial, ont traité moins de 70 millions de passagers en 2017.

Avec la hausse du niveau de vie et l'appétit des Chinois pour les voyages, le transport aérien est en plein boom dans le pays asiatique: selon l'Association du transport aérien international (Iata), au milieu des années 2020, la Chine passera devant les Etats-Unis pour devenir le premier marché aérien du monde.

En 2037, le pays assurera 1,6 milliard de voyages en avion par an, soit un milliard de plus qu'en 2017.

Dans ces conditions, la capitale s'attend à recevoir 170 millions de passagers en 2025, répartis entre ses deux aéroports.

Avec une superficie de 700.000 m2, le nouveau bâtiment revendique le titre de plus grand terminal aéroportuaire du monde. Il a été conçu par l'architecte anglo-irakienne Zaha Hadid, décédée en 2016, et la filiale ingénierie d'Aéroports de Paris (ADP).

Il est recouvert par un toit d'un seul tenant qui représente la superficie de 25 terrains de football.

A la différence des aérogares classiques, le nouveau bâtiment est tout en hauteur, avec deux niveaux pour les départs et autant pour les arrivées. Une gare métro/TGV est installée directement sous le terminal.

Une ligne express doit permettre de rejoindre le centre-ville en une vingtaine de minutes, mais la liaison avec l'actuel aéroport, distant de 67 km, risque d'être plus compliquée.

Le projet a coûté 120 milliards de yuans (15 milliards d'euros), 400 milliards en comptant les raccordements ferroviaires et routiers. AFP 25 septembre 2019

Inde

LVOG - "Généralement utilitaire", mais pas forcément indispensable en état de précarité absolue ! Une vision économique au ras du slip !

À en croire les ventes de slips, c'est la crise en Inde - slate.fr 26.09

C'est un indicateur curieux et non-académique, mais c'est un indicateur que l'économiste américain et ex-président de la Réserve fédérale Alan Greenspan utilisait pour détecter les crises.

Selon lui, comme le rapportait NPR en 2008, une récession ou un ralentissement économique peuvent se jauger à la baisse des ventes de sous-vêtements ou à celle de l'activité des entreprises de nettoyage à sec.

Faire nettoyer ses vêtements est, pour beaucoup, un luxe que l'on s'offre; ne plus le faire est donc le signe que les budgets sont à la baisse. L'achat des sous-vêtements est un acte peu coûteux et généralement utilitaire. Quand ils ne sont plus rachetés

aussi régulièrement que d'habitude, c'est que les ménages ont dû arbitrer en défaveur de cet objet pourtant nécessaire. Et donc que l'économie va mal.

Quand les slips vont mal, tout va mal

Le New York Times est allé vérifier l'équation en Inde, dans la ville de Tiruppur, où ils sont produits en masse – l'industrie du textile emploie 45 millions d'Indiens.

À en juger par l'état du commerce des slips, le pays semble être entré dans une importante crise: au milieu de marchés désertés et de grossistes démoralisé·es, un commerçant local fait état d'une dégringolade de 50%.

Une chute symptomatique de l'état d'esprit du pays. Jusqu'à l'année dernière, avec une population estimée à 1,3 milliard, l'Inde figurait parmi les champions du monde de la croissance, dépassant régulièrement les 8% annuels.

Réélu en mai, Narendra Modi et son gouvernement tablent, pour cette année, sur 5% seulement. Le pays fait face à une crise de l'emploi sans précédent. La moitié de la population du pays dépendant de l'agriculture est à la peine.

La roupie a perdu près de 9% de sa valeur en un an, ce qui a renchéri nombre de produits que l'Inde importe. La fragilité bancaire a provoqué un resserrement du crédit qui pénalise un peu plus encore l'économie et les investissements.

L'industrie automobile est particulièrement marquée: les ventes de véhicules neufs ont baissé de 32% an août et le secteur menace de devoir licencier un million de personnes si la tendance se poursuit.

Comme le note le New York Times, même les paquets de biscuits bon marché Parle, qui accompagnent le thé au lait matinal dans des millions de foyers, souffrent malgré leur prix. (10 roupies - 80 grammes. Vous voyez que c'est moi qui fait les courses ! - LVOG)

Le gouvernement Modi, longtemps critiqué pour son inaction, a fini par prendre des mesures en faveur de l'investissement, et a poussé la Banque centrale à lui verser 22 milliards d'euros pour tenter de stimuler l'économie.

Mais les spécialistes doutent de l'efficacité de sa politique et préviennent: l'exemple indien, qui fait écho au ralentissement chinois, pourrait être suivi par de nombreux autres pays en voie de développement. slate.fr 26.09

LVOG - Cela fait belle lurette que je ne dépense plus de fric pour cet article inutile ou superflu, le slip, pourquoi j'en porterais puisque les femmes n'en portent pas, franchement ? En revanche ils leur ont imposé le soutien-gorge qui n'existait pratiquement pas dans les années 80. Quand j'ai rencontré ma future épouse en 1989, il a fallu que je lui en achète parce qu'elle n'en avait pas.

Les prix continuent de flamber mais les salaires ne suivent pas ou pas forcément, et les charges fixes inexistantes hier (essence, assurance, scolarité, téléphone, électricité, gaz, etc.) et correspondant à de nouveaux besoins se sont multipliées, toutes les familles indiennes sont endettées, même les plus pauvres, je ne parle pas des miséreuses, cela existe aussi et pas qu'un peu. Avec deux salaires ils peinent à survivre, avec un seul, c'est la pauvreté assurée.

Tous mes voisins dans mon village, mais aussi les frères et soeurs de ma compagne font des économies sur l'alimentation, pas de viande ou poisson ou rarement, même pas d'oeufs, du riz et un bouillon ou nagent quelques lentilles et légumes agrémentés de quelques épices. Je ne mange jamais chez eux, sauf les jours de fête.

Les ignobles adeptes de la théorie de la décroissance peuvent se réjouir, ce n'est pas demain la veille que les travailleurs indiens auront le même niveau de vie qu'eux.

Moi aussi j'ai supprimé un tas de trucs pour réduire ou tenter de stabiliser mon budget mensuel, y compris ma facture alimentaire. J'ai été effaré d'avoir constaté hier que j'avais dépensé 20.000 roupies en septembre sans faire d'extras. A ce rythme-là, d'ici quelques années je ne pourrai plus rien économiser pour me soigner si nécessaire ou aider des personnes dans le besoin, qui me remboursent quand elles le peuvent ou à leur rythme. Tous les mois je dépanne des gens, j'en nourris aussi. Je sers aussi de pharmacien, gratuit évidemment. Aujourd'hui, c'est ma jeune voisine Kajé qui a déboulé à 8 heures du matin avec un mal de tête carabiné, avant-hier ce fut Srida qui avait envoyé son fils pour le même mal. Chaque fois je leur donne plusieurs comprimés pour ne pas paraître avare. J'ai un stock de médicaments chez moi qui sert essentiellement aux gens du village ou à la famille. Et ils coûtent de plus en plus chers.

Je prête des outils, tabouret, échelle, je file de la ficelle, du fil électrique, etc. plus d'essence, le carburateur du scooter n'est pas accessible ! Les gens viennent téléphoner chez moi quand leur compte est à zéro. Il y en a qui avait acheté une parcelle de terrain sur laquelle ils comptaient construire un jour une petite maison, ils ont même parfois commencé à acheter des briques et du sable, et quelques années plus tard ils vivent toujours dans leur baraque provisoire ou au mieux leur maison inachevée, le coût

des matériaux s'est envolés ainsi que celui de la main d'oeuvre, pour un service toujours aussi médiocre ou pire encore, du coup ils n'arriveront jamais à construire leur maison ou à la terminer, un de mes voisins est dans ce cas-là et il l'a mis en vente, si chère qu'il n'est pas prêt de trouver un acquéreur, il est endetté jusqu'au cou et son couple avec 3 gosses est brisé, il est chauffeur poids lourd.

Le prix des terrains a explosé depuis que le gouvernement a décrété qu'il était interdit de transformer des terres agricoles en parcelles destinées à des habitations. Non loin de chez moi, un terrain qui était mis en vente 300.000 roupies il y a 1 ou 2 ans, est proposé aujourd'hui à 900.000 roupies, 1 million de roupies avec les frais d'enregistrement qui ont aussi énormément augmenté. Du coup plus personne ou presque n'achète de terrain ou ne fait construire de maison, ce qui va engendrer du chômage supplémentaire. J'ai dépensé un peu plus de 3 millions de roupies pour m'installer il y a 6 ans, il m'en faudrait au moins 10 aujourd'hui et je ne les aurais pas eu, j'aurais donc été condamné à louer et à déménager sans cesse jusqu'à la fin de ma vie. C'est ma compagne qui avait eu cette judicieuse idée.

Haut de page

Le 9 octobre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Les infos de la veille n'ont pas été prises en compte.

Le combat pour la vérité est un combat de chaque instant que l'on doit honorer sous peine de s'avilir, de se renier, de trahir notre idéal. C'est un combat titanesque, tant l'imposture s'est répandue comme une traînée de poudre à absolument tous les domaines, qui plus est, on doit aussi (ou surtout) le mener dans notre propre camp.

C'est un combat que l'on mène sur le terrain de la lutte des classes, parce que c'est sur ce terrain-là que se situe une issue politique à la crise du capitalisme et ses conséquences dévastatrices et nulle part ailleurs.

On le mène sur tous les fronts à la fois, on n'a pas le choix. On doit être ferme et sans concession envers ceux qui propagent l'idéologie de la classe dominante, et qui ont la faiblesse de se laisser mystifier par les tenants du réchauffement climatique d'origine anthropique, refusant d'admettre ce qui relève de la logique la plus élémentaire, au point de penser qu'ils ont complètement perdu la tête, pour peu qu'ils en aient eu une un jour, ce dont on peut douter dorénavant à l'aune du pathétique spectacle qu'ils nous offrent.

Ils ont perdu le peu d'esprit critique qu'ils avaient acquis ou qu'il leur restait encore. Ils ont plié, ils ont craqué, ils ont capitulé, ils sont morts politiquement. On les appelle à se reprendre et non à se repentir, parce qu'on ne les juge pas, à reprendre tout de zéro au lieu de vouloir les convertir à quoi que ce soit, parce qu'on n'a pas de leçon à leur donner. On leur conseillera de commencer par rompre avec tous ceux qui les ont induits en erreur, car il faut être libre pour pouvoir penser librement, et ils s'en porteront déjà mieux immédiatement.

J'avais commencé par être un écervelé jusqu'à l'âge de 18 ans, puis j'ai commencé à étudier en partant de zéro, après je suis passé à l'exercice pratique sur le plan politique, au bout de quatre ans j'y ai mis un terme, ensuite j'ai cessé de militer pendant 20 ans, pour finalement renouer en 2001 avec le militantisme en reprenant tout pratiquement de zéro, en vérifiant tout ce que j'avais appris autrefois à l'aide de la méthode du matérialisme dialectique, et au fil des ans je crois être parvenu à progresser, après avoir tout assumé il faut toutefois préciser, en particulier mes faiblesses et mes lacunes, mes erreurs et mes errements.

Comme quoi on peut s'en remettre ou rien n'est foutu pour autant, quand on s'est fourvoyé durant de longues années. Tous ceux qui refusent de se laisser broyer par la propagande officielle, trouveront toujours dans mes causeries matière à progresser ou un soutien indéfectible, qu'on partage ou non les mêmes idées ou positions, peu importe, je ne suis ni un prophète ni un prédicateur. Bonne chance et bon courage.

- 42 pages au format pdf -

PREMIERE PARTIE

En macronnie

Leur humanisme est la politesse des salauds... et elle n'est pas désintéressée.

Immigration : l'aile gauche de LREM veut élargir le marché du travail pour les migrants - LePoint.fr

Qui a osé dire

- "*On a besoin des journalistes*". "*Ce dont je suis plus convaincu qu'il y a quelques mois ou quelques années, c'est que la fonction de journaliste est indispensable dans la société*", a-t-il jugé, "*pour la garantie de sérieux et de confiance*" face aux fausses informations.

Réponse : Macron au "Sommet de l'élevage" à Cournon-d'Auvergne près de Clermont-Ferrand AFP 5 octobre 2019

La Répression En Marche fait des émules.

Valérie Pécresse veut que la "radicalisation islamiste" devienne un motif de licenciement - L'Express.fr 7 octobre 2019

À l'heure actuelle, tout agent travaillant par exemple dans les transports et qui "fait l'objet d'une enquête des services antiterroristes pour radicalisation" peut être "mis de côté" mais il faut selon elle "aller plus loin", que cette radicalisation "soit un motif de licenciement possible et que le licenciement ne soit pas annulé par le juge".

"Je ne parle pas de criminaliser, je parle d'incompatibilité professionnelle", a insisté Valérie Pécresse, notant que "la radicalisation ça se prouve, par la fréquentation de mosquées salafistes, par le refus de serrer la main d'une femme". L'Express.fr 7 octobre 2019

LVOG - Je refuserais de serrer la vôtre et celle de vos semblables, les salafistes !

La question des retraites.

Philippe Martinez (CGT) a été reçu par son président, Macron. - Libération 3 octobre 2019

Libération - Cela faisait longtemps que vous n'aviez pas été reçu à l'Elysée, comment s'est déroulé votre entretien avec Emmanuel Macron ?

Martinez - Ça s'est bien passé, ça faisait en effet longtemps que je ne l'avais pas vu...

LVOG - Cela lui manquait visiblement !

Martinez - Aujourd'hui, on lui a fait remarquer d'ailleurs qu'on parle d'un «acte 2» du quinquennat avec les syndicats, mais qu'il s'ouvrait seulement à certaines organisations. Ce n'est pas normal que, lorsqu'un président engage un tour syndical, il fasse du tri sélectif.

LVOG - Il voulait en être le bougre, la collaboration de classes ne doit connaître de répit.

Libération - Quelles sont les propositions que vous lui avez soumises ?

Martinez - On a parlé évidemment du projet de réforme des retraites, mais pas que.

LVOG -C'était accessoire, on comprend pourquoi.

Martinez - Sur les retraites, il a au moins clarifié une chose : il a convenu que nous avions raison, que ce soit un âge légal ou la durée de cotisation, le résultat c'est que l'on va travailler plus longtemps.

LVOG - Ah ben voilà, c'est acquis !

Libération - Vous êtes-vous senti entendu cette fois ?

Martinez - Il écoute toujours, il n'entend pas souvent. Je ne veux pas faire de procès d'intention. (...) On verra, on ne peut pas tirer de conclusion dès maintenant.

Libération - Pour vous, en ce qui concerne les retraites, quelle est la suite à donner après cet entretien ?

Martinez - On y réfléchit, il y a déjà une suite la semaine prochaine autour de la mobilisation unitaire des retraités mardi. On est aussi en contact avec d'autres organisations syndicales. Il y a besoin que les citoyens s'expriment de façon plus visible.

LVOG - Cela tombe bien avec le Grand débat sur les retraites initié par Macron !

Libération - Cela pourrait se faire via une grève illimitée comme celle des agents de la RATP le 5 décembre prochain ?

Martinez - C'est une date qui est dans le paysage, mais c'est le 5 décembre… Il faut aussi expliquer, dialoguer. On a lancé des propositions et on invite ceux qui soutiennent le projet du gouvernement à venir débattre avec nous. Libération 3 octobre 2019

LVOG - Il oppose aux partisans de la grève illimitée ou générale "ceux qui soutiennent le projet du gouvernement", son véritable camp en somme, quoi de plus naturel chez cet agent du capital.

Quand Macron vous promet une retraite de misère en 2040.

Macron - "Il ne faut pas se mentir, il faudra cotiser plus, il n'y a pas de solution magique" à cause de l'évolution démographique et de l'allongement de la vie, met-il en garde le public, composé de lecteurs des trois quotidiens du groupe La Dépêche (La Dépêche, Centre-Presse et Midi Libre).

Macron - "Elle (sa contre-réforme) se fera en 2025 et pleinement en 2040."

Lejdd - Il promet qu'à terme aucune retraite pleine ne sera inférieure à 1.000 euros par mois.

LVOG - 1.000 euros en 2040, la misère assurée ! Et en prime :

Macron - "Il ne faut pas se mentir, il faudra cotiser plus, il n'y a pas de solution magique"

La CGT favorable à l'augmentation des cotisations sociales des salariés. Macron jubile.

Selon Catherine Perret, la secrétaire confédérale CGT en charge des retraites, pour préserver le système actuel, il est très important de "poser la question du financement, puisque demain il y aura beaucoup plus de retraités, il faut donc évidemment poser la question de comment augmenter les recettes. Nous disons qu'il faut augmenter les cotisations sociales. Avec 1,60 euros par mois en plus sur les cotisations salariés et 2,40 euros en plus sur la cotisation employeur, cela permet d'améliorer les retraites de tout le monde." Avant de conclure : "En Europe, partout où on était mis les système à points, les pensions ont baissé de manière rapide et vertigineuse. Le système actuel, c'est le meilleur des systèmes au monde." francetvinfo.fr 03.10

Même épuisé ou usé jusqu'à la corde, vous irez bosser jusqu'au bout tas de fainéants, profiteurs !

Macron (jeudi à Rodez) - ...l'âge légal de départ "en dessous duquel il n'est pas possible de partir" (hors carrières longues) sera maintenu à 62 ans. Mais il y aura aussi "un âge, que dans le débat on doit définir", qui donnera droit à une retraite complète, sans décote.

Macron ou la voix du Medef.

Fabrice Le Saché, vice-président du Medef, est l'invité de «L'Instant politique» sur France Info.

Il estime que la population française devra travailler jusqu'à 64 ans. France Info

Il n'en existe qu'une solution légitime : Expropriation du capital!

«il n'y a pas dix mille solutions, si on veut préserver le niveau de pension, si on veut éviter les déficits, il faut travailler plus, d'ailleurs la moyenne d'âge de départ c'est autour de 63 ans.» Slate.fr 7 octobre 2019

Le cabinet Occurrence financé à 100% par l'Etat reconnaît avoir "***conçu la méthodologie avec des médias***".

Occurrence, dont la méthodologie de comptage des manifestants a été adoptée depuis 2017 par vingt médias nationaux, du Figaro à Mediapart en passant par l'AFP. Des références que complètent 64 quotidiens régionaux. De quoi asseoir la légitimité de

cette expertise mais aussi éviter les écarts abyssaux entre les chiffres des forces de l'ordre et ceux des syndicats. (Ces médias corrompus comme caution à la légitimité de cette officine, il fallait oser le dire. - LVOG)

Financement

Subventionnée par l'État pour moitié de son budget, l'école finance le reste grâce à la taxe d'apprentissage, les contrats de recherche, la formation continue. Wikipédia.org (Donc 100% subventionné par l'Etat. Ceci explique cela ! - LVOG)

Le président cofondateur d'Occurrence est Assaël Adary.

- ...la question de la fiabilité du comptage des manifestants est posée, surtout qu'une vingtaine de médias, et même près de 80 si on prend en compte tous les titres de presse régionale, font confiance à Occurrence.

"L'indépendance des chiffres des manifestants vient du fait que j'ai conçu la méthodologie avec des médias de sensibilité différente, du 'Figaro' à Mediapart en passant par franceinfo et 'La Croix'. Mais ce qui est terrible, c'est que cet argument se retourne contre nous, à cause du manque de confiance envers les médias", explique Assaël Adary. francetvinfo.fr 07.10

Dans la fosse septique de la gauche, ils pratiquent le clonage.

Naissance du mouvement "Ensemble sur nos territoires" à l'initiative d'un sénateur EELV - AFP 7 octobre 2019

Plusieurs élus dont des écologistes et des socialistes ont créé ce weekend à Erdeven (Morbihan) le mouvement "Ensemble sur nos territoires", qui a l'ambition de favoriser le "rassemblement écologique et social" aux élections municipales de mars, a annoncé lundi à l'AFP le sénateur écologiste, Ronan Dantec.

Environ 200 personnes ont participé à des conférences au cours du weekend, avec en invités vedettes - sans intégration dans le mouvement - le député de Place publique Raphaël Glucksmann et l'ancienne ministre socialiste Marylise Lebranchu.

14 membres ont été nommés au bureau de la nouvelle formation, avec comme président le sénateur EELV de Loire-Atlantique Ronan Dantec, les conseillers régionaux PS de Nouvelle-Aquitaine Anne-Laure Bedu et de Bretagne Maxime Picard ou encore l'ancienne députée européenne de Générations Isabelle Thomas.

"On ne cherche pas recréer le cartel des gauches", a expliqué Ronan Dantec à l'origine de cette initiative. Il s'agit d'un mouvement "clairement régionaliste", "attaché à l'Europe", avec pour objectif premier de favoriser "le rassemblement écologique et social" et la conquête "de petites et moyennes villes", a-t-il ajouté. AFP 7 octobre 2019

L'extrême gauche à la gloire de la patrie !

Lu dans un article publié le 3 octobre 2019 par la tendance Claire du NPA : Polytechniciens, ce monde se meurt : engagez-vous !

LVOG - Par pitié pour les lecteurs, je ne reproduirai que le dernier paragraphe à la gloire de la patrie, cela ne s'invente pas :

- "Dans notre devise « Pour la Patrie, les sciences et la gloire », notre gloire est de permettre à la France et au peuple français de retrouver sa souveraineté et sa liberté. La pleine égalité entre citoyennes et citoyens au sein d'une nation fraternelle, à l'intérieur comme à l'extérieur, sont à portée de main !"

LVOG - Pourquoi je n'ai pas relayé cette information ? Parce que j'ignore qui est derrière ces manifestations au moment où l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie et la Russie essaient de mettre fin à la guerre en Irak et en Syrie, certes dans laquelle la Turquie a joué un rôle majeur au côté des Etats-Unis et d'Israël.

- Irak : la rue s'embrase contre la corruption, au moins 28 morts (04/10)

LVOG - Une centaine 4 jours plus tard. En fait, la situation est bien plus complexe que cela. Depuis l'Iran a fourni certaines explications qui ne sont pas dénuées d'intérêt. Les snipers qui tirent sur les manifestants et les forces de l'ordre, on a déjà vu cela ailleurs, en Syrie en 2011 notamment. A suivre.

Les gauchistes et autres écervelés d'extrême gauche se ruent sur la moindre manifestation qui se produit dans le monde sans chercher à en connaître la nature ou l'origine exacte, ou qui éventuellement tire les ficelles ou les instrumentalisent, pour quels objectifs, qui dans bien des cas n'ont rien à voir avec les intérêts des peuples ou des travailleurs, bien au contraire.

- Hong Kong : Trois mois d'insurrection (03/10)

LVOG - Sous la bannière étoilée et sponsorisée par la NED/CIA, les populistes ne sont pas à cela près...

DEUXIEME PARTIE

Mystification climatique et ses acteurs.

Quand le débat présente "***les caractéristiques d'un extrémisme religieux***".

Le professeur Petteri Taalas, secrétaire général de l'OMM (Organisation Météorologique mondiale), a déclaré le 6 septembre au magazine finnois Talouselämä qu'il appelait à une approche calme et rationnelle du débat sur le climat, et qu'il était en désaccord avec ceux qui promeuvent des scénarios de fin du monde : « Le changement climatique n'est pas encore incontrôlable, a-t-il déclaré, mais le débat l'est : il a les caractéristiques d'un extrémisme religieux ».

Le 12 septembre, il a reformulé officiellement sa déclaration sur le site de l'OMM en ces termes :

" J'ai souligné que l'approche scientifique est compromise lorsque des faits sont sortis de leur contexte pour justifier des mesures extrêmes au nom de l'action pour le climat. Les mesures devraient être fondées sur une vision équilibrée des données scientifiques disponibles, et non sur une lecture partiale des rapports du GIEC, dont l'OMM est l'une des organisations-mères. " skyfall.fr 20.09

Quand l'"***espace d'autodéfense intellectuelle***" ou le blog Les Crises se transforme en tribunal de l'inquisition climatique.

La Folie anti-Greta Thunberg - Olivier Berruyer propriétaire du blog - Les Crises 3 octobre 2019

Les Crises - Des gens profitent-ils de Greta ? Très probablement. Mais des gens profiteront toujours de tout le monde, quelle que soit la position.

LVOG - Un exercice de démagogie appliqué en somme. Il prend son cas pour une généralité.

Que monsieur Olivier Berruyer profite "*de tout le monde*", des naïfs comme des corrompus, qu'il ait l'état d'esprit malsain du profiteur, on n'en a jamais douté un instant, sinon son blog n'existerait pas, c'est sa raison d'être pour tenir son rang.

Les Crises - Face à une urgence aussi grave, il faut parfois aussi simplement regarder de quel côté une action fait pencher la balance.

LVOG - Entendez par là, "*de quel côté une action fait pencher la balance*", on croirait entendre un boursicoteur s'exprimer, du côté de mes intérêts individuels ou d'intérêts privés en me moquant bien de savoir au détriment de qui.

Pour cautionner son article nauséabond, monsieur Berruyer n'a rien trouvé de mieux que reproduire une tribune du « Monde » du 6 mai 2019 rédigé par un ancien vice-président du GIEC, Jean-Pascal van Ypersele étalant "*son admiration pour Greta Thunberg*".

Extraits.

Les Crises - "Greta est surdouée"

LVOG - Tiens donc, pourtant elle a affirmé elle-même le contraire, et c'est lui qui le dit :

Les Crises - "...lors de la COP24, en décembre 2018. Elle était seule à répondre aux questions d'un animateur et du public. Elle n'a pas de fiches, mais répond sans hésiter, parfois en disant simplement : « Je ne sais pas, je n'ai que 15 ans, demandez aux experts. »

Les Crises -"Elle en sait pourtant déjà beaucoup".

LVOG - Elle dit elle-même qu'elle ne sait pas, qu'elle ne sait rien ou presque en réalité, peu importe, il faut que leur produit de marketing super star soit crédible coûte que coûte aux yeux de la jeunesse notamment.

Devant de tels procédés, on s'incline.

D'où vient donc l'inspiration de monsieur Berruyer ?

Si Greta Thunberg concentre tant de haine, c'est parce qu'elle déroge à ce qu'elle devrait être par Titiou Lecoq - slate.fr 27 septembre 2019

Vous me direz, c'est plus facile de déblatérer sur l'adolescence que sur des sujets scientifiques dont la plupart des éditorialistes n'ont pas le début d'une connaissance. Vous imaginez s'il fallait se farcir des rapports de climatologues pour pouvoir commenter l'actualité? Alors que vous pouvez vous contenter de regarder intensément la photo d'une ado et de vous demander ce qu'elle vous évoque aux tréfonds de vous-même et si vous aimez son regard.

Et puis, comme je suis encore une douce enfant innocente, j'ai été estomaquée devant la violence des attaques dont elle est la cible. slate.fr 27 septembre 2019

LVOG - Greta Thunberg : "*Je suis encore une douce enfant innocente*", vraiment, attardée peut-être, instrumentalisée, sans aucun doute possible en compagnie de Christine Lagarde ou Al Gore !

Qui est Titiou Lecoq ?

Wikipedia - Titiou Lecoq, née le 22 janvier 1980 à Paris (France), est une journaliste, féministe, blogueuse, essayiste et romancière française, spécialiste de la culture web.

Elle collabore avec le magazine en ligne Slate.fr pour lequel elle a écrit plus de 250 articles. En 2017, dans Libération, elle trace le portrait de femmes victimes de meurtres conjugaux. Wikipedia.org

Slate.fr est détenu par :

- ses fondateurs et ses cadres (26,67%)

Jean-Marie Colombani, ancien directeur du journal Le Monde, Éric Leser, Johan Hufnagel, et Éric Le Boucher, journalistes, chroniqueur aux Echos., et Jacques Attali.

- Cattlyea Finance et Lampsane Investissement, groupe familial de Benjamin et Ariane de Rotschild (69.77%)

En juin 2017, Ariane et Benjamin de Rothschild prennent le contrôle de Slate à la faveur d'une augmentation de capital par l'intermédiaire de leur société Cattleya Finance. (Source : slate.fr et wikipédia.org)

En prenant la défense de sainte Greta Thurnberg, le blog Les-Crises révèle sa véritable nature, autant dire qu'il a aussi censuré deux de mes commentaires qui étaient très mesurés, où figuraient uniquement quelques données et des adresses de blogs où cette mystification était démontée.

Pourquoi les lecteurs de ce blog ne devraient-ils pas pouvoir disposer d'arguments contradictoires pour ensuite se faire leur propre idée sur le sujet du climat ? Surtout quand on sait que ses lecteurs appartiennent tous ou presque aux classes moyennes ou ce sont des intellectuels, enseignants, hauts fonctionnaires, etc. aux couches supérieures de la société, aux élites, selon une étude rendue publique par ce blog.

C'est le sort que réserve tous les médias, y compris dits alternatifs à la thèse réchauffiste anthropique, à ceux qui contestent les rapports de synthèse du GIEC et ses conclusions, procédé scélérat qui relève du despotisme, puisqu'il faut bien à un moment donné le caractériser.

Que craignent-ils donc? Que leur machination se fracasse lorsqu'elle est confrontée à la réalité. En règle générale, ceux qui agissent de la sorte savent pertinemment que l'épreuve de la confrontation des données ou des idées leur serait fatale. Et puisque dans la société l'exemple vient souvent d'en haut, par effet de mimétisme et à défaut de conscience politique, on peut observer que de plus en plus de personnes en viennent inconsciemment la plupart du temps à adopter ce comportement sclérosant, qui empêche toute réflexion libre ou critique de s'exprimer, et qui plus est s'oppose à toute évolution future, de sorte qu'ils ne seront jamais en mesure de comprendre la situation, et donc de trouver les moyens pour l'orienter dans une autre direction, d'agir afin de changer les bases sociales de la société.

On aura également compris, que ce procédé autoritaire qui favorise l'adhésion aveugle à des idées ou à des mesures en

manipulant des émotions et en s'appuyant sur les faiblesses des hommes, leur ignorance et leur manque de logique notamment, contribue à renforcer toutes les formes d'intolérance ou de discrimination au lieu de les combattre, c'est d'ailleurs l'un de ses principaux objectifs politiques.

C'est ainsi que des personnes qui sincèrement se décrivent comme progressistes, humanistes ou je ne sais quoi encore, se retrouveront en proie à une extrême confusion, qui les conduira à partager les idées et parfois les objectifs des ennemis de leurs intérêts, à relayer leur propagande ou à participer à leur côté à leurs combats politiques.

On retiendra de tout cela, qu'à l'origine se trouve l'ignorance des faits. Le déni ou le refus de les prendre en compte viendra ensuite, pas directement, car c'est seulement une fois que vous vous serez laissé convaincre à coup de matraquages médiatiques et sondagiers truquée à votre insu, parce que vous manquez singulièrement de discernement, que la majorité avait adopté la réalité de substitution fabriquée par les idéologues de la classes spécialement pour vous berner, que vous en viendrez à partager ce déni et à en devenir un agent ou un colporteur dans la société, pour votre plus grand malheur. Mais cela vous vous en apercevrez bien plus tard, trop tard, pas toujours d'ailleurs, car vous pouvez tout aussi bien ne vous êtes aperçu de rien du tout. Peu importe, puisque vous n'y aurez rien compris ou presque ou vous ne serez pas en mesure d'en tirer des enseignements, de sorte qu'à la première occasion vous plongerez encore à pieds joints dans leurs machinations ou vous serez manipulé une fois de plus.

Lu ici ou là.

1- Soyez "*apolitique*" !

LVOG - Quelle louable intention... surtout en compagnie de Gates, Rockefeller, Soros, Buffett, Al Gore, etc. De la Banque mondiale, de la troïka, du CFR, de la BRI, Golman Sachs, JP Morgan, etc.

2- "*Ne tombons pas dans le piège grossier tendant à opposer les défenseurs de l'environnement aux militants de l'égalité sociale*"

LVOG - Quand bien même "*les défenseurs de l'environnement*" marcheraient au côté des responsables des inégalités sociales, quand ils reprennent leur propagande, leurs objectifs, il faudrait s'associer avec ceux qui saccagent notre planète et nous maintiennent en esclavage, et bien ce sera sans nous.

3- "*Chez les adeptes de l'Église de Climatologie, c'est la queue qui remue le chien.*"

LVOG - Ou l'idiot regarde le doigt du philosophe au lieu de regarde la lune vers laquelle il est pointé, proverbe chinois.

4- "*les carbonistes*", les "*modèles carbocentrés*", formules parmi d'autres qui vont bien à ces enragés.

Le PCF tenait à en être, normal.

PCF - Lettre ouverte des communistes de Vénissieux à Greta Thunberg (date ?)

LVOG - Comme si ses mentors de l'oligarchie allaient lui communiquer, quelle niaiserie ! Quoique cela n'engage à rien !

PCF - Nous prenons au sérieux la colère de Greta, et nous l'appelons à aller au bout de cette colère, à constater qu'il est impossible d'entendre l'alarme scientifique sur le climat sans mettre en cause les règles mêmes du système économique et politique, sans mettre en cause donc le capitalisme, et qu'il faut pour cela sans hésiter s'organiser pour mener une bataille politique pour une autre société.

LVOG - Le crétinisme est un état naturel au PCF cultivé depuis près d'un siècle.

PCF - Tu as raison d'en conclure qu'il faut changer le système...

LVOG - Changer quoi, de système économique, par vraiment, d'ailleurs à aucun moment elle ne s'exprime sur le terrain de la lutte des classes, elle oppose en permanence les générations entre elles, les adultes et les jeunes qu'ils soient riches ou pauvres, dominants ou dominés. Greta Thunberg : "*Le système politique que vous, les adultes, avez créé n'est que compétition.*" Partant de là, en quoi consisterait le changement qu'elle propose, au corporatisme, je cite : "*Nous devons coopérer et partager ce qui reste des ressources de la planète d'une façon juste*", les pauvres doivent coopérer avec les riches, qui animés de justice sociale comme chacun sait, partageront avec les pauvres, ben voyons !

Le PCF poussera l'illusion et la malhonnêteté plus loin, car il sait pertinemment qui sont les sponsors de cette fillette, jusqu'à faire croire qu'elle serait en mesure "*de choisir avec qui mener cette bataille, sur quel terrain, avec quels moyens*", alors qu'elle est totalement manipulée, instrumentalisée par l'oligarchie. Et comme il ne doute de rien, il va aller jusqu'à lui proposer d'adopter

"*un autre système*", "*une autre société*", qui je vous le donne en mille "*porte un nom, le socialisme*" sponsorisé par Gates, Buffett, Soros, Rockefeller et Cie

Aussi, le PCF lui recommande-t-il de ne pas prêter attention à ceux qui ont "*contesté*" les rapports de synthèse du GIEC, "*les climato-sceptiques*" qu'il va amalgamer à Trump pour mieux salir ces scientifiques, car dit-il, ils ne sont pas à des "*coups bas*", des "*insultes*" et des "*mensonges*" près, qui cherchent juste "*comment se différencier dans les médias*". On reconnaît là la méthode scélérate des staliniens pour accuser et exécuter des opposants ou des victimes innocentes.

Dans un autre document le PCF ira encore plus loin en amalgamant les scientifiques climato-sceptiques à l'extrême droite : "*L'extrême droite reste par excellence le camp des réactionnaires et des climato-sceptiques.*" (Avec les jeunes, quelle société pour la planète ? - 1er octobre 2019)

Si on a évidemment deviné depuis le début où le PCF voulait en venir, il avait en tête un autre objectif politique clairement identifié, là où il excelle il faut bien le reconnaître, c'est dans la défense des institutions mises en place par les capitalistes : "*on ne peut pas affronter le défi climatique sans remettre en cause en urgence la domination de nos institutions par les grands intérêts privés*". Ils y tiennent à leurs institutions ("*nos*"), sinon le PCF n'existerait plus ! Nous, nous estimons au contraire, que pour mettre fin à la domination des "*grands intérêts privés*", il faut commencer par abattre ces institutions, leurs institutions, la Ve République et rompre avec l'UE notamment.

PCF - Écologie : Produire ou ne pas produire, telle n'est pas la question - 1er octobre 2019

- En tant que marxistes, nos analyses démontrent que « *la culture est la nature de l'homme* », et que la culture est la résultante de la spécificité humaine, qui est précisément de savoir produire et penser la production...

LVOG - Et un peu plus loin, après une citation d'Engels comme il se doit pour berner leurs lecteurs, ses réelles intentions se précisent quand "*la production*" et donc les rapports sociaux établis entre les classes sont ravalés au rang de "*volontés individuelles*", faisant ainsi disparaître les inégalités sociales qui sont à l'origine du système économique capitaliste et par voie de conséquence la lutte des classes :

- Ce n'est pas par ce qu'elle produit (car tous les humains vivent en société, et toutes les sociétés produisent à leur manière) que la société capitaliste détruit l'environnement, c'est car elle repose sur des rapports de volontés individuelles et concurrentielles qui encouragent l'isolement individualiste et le court-termisme, qu'elle est incapable de dépasser ses contradictions par elle-même.

LVOG - Non, tous les humains ne vivent pas en société, la classe des nantis ne se mélange à cette des gueux, ils vivent entre eux, ils ne vivent donc pas en société. Et si "*toutes les sociétés produisent à leur manière*", dans la société il y en a qui produisent ou travaillent, assurent des services à la population, et il y a les parasites qui vivent à leur dépens, la classe des capitalistes.

A défaut de légitimité.

- Pourquoi donner le prix Nobel de la paix à Greta Thunberg ferait polémique - Le HuffPost

En à peine un an, elle est passée de l'anonymat au rang de star internationale. Le HuffPost

LVOG - Et les crétins d'extrême gauche, qui ne se demandent pas même comment cela a été rendu possible, croient aux miracles !

Macron toujours en quête de légitimité.

Convention citoyenne pour le climat : une honte antidémocratique - climato-alarmiste.fr 7 octobre 2019

Extrait. C'est sans doute un avantage collatéral d'être un sauveur de planète : on peut se dispenser de suivre les règles ordinaires de la démocratie. La « convention citoyenne pour le climat » est un débat honteusement truqué, et qui ne se cache même pas de l'être. Pire qu'une parodie qui ne serait que ridicule, cette convention affaiblit l'idée même de discussion contradictoire, en portant la pensée unique comme horizon indépassable de la politique.

Première phrase de la page d'accueil de la Convention, et déjà premier mensonge : « un panel décrivant la diversité des citoyens et citoyennes françaises directement impliqués dans la préparation de la loi. » C'est un mensonge, parce que le panel en question est dirigé par une clique intégralement composée de bien-pensants climatiques, et qu'il n'y a donc aucune chance pour que les 150 citoyens tirés au sort aient l'occasion d'entendre un autre son de cloche que celui de l'alarmisme ordinaire. La diversité n'est donc pas respectée, alors même que les climato-réalistes constituent une proportion stable et importante de Français. On l'observe en effet dans chaque sondage à peu près impartial (c'est-à-dire qui s'abstient de poser des questions comme « Suite à l'aggravation de la crise climatique, faut-il engager des mesures énergiques pour la réduction des émissions de gaz à effet de

serre ? » — Score stalinien garanti.) Citons un tout récent sondage YouGov (septembre 2019), un sondage de l'IFOP (2018), ou encore celui… du ministère de l'Écologie et du Développement durable de 2013. Tous donnent des résultats similaires : un Français sur trois résiste encore et toujours à la propagande climato-alarmiste permanente et subventionnée. (...)

En créant cette convention, Emmanuel Macron travestit l'outil démocratique par excellence qu'est le débat citoyen pour en faire une simple chambre de validation d'une politique à l'évidence déjà décidée.

Pour ceux qui douteraient de ce dernier point : les conclusions de la convention sont en effet déjà écrites, comme on peut le lire dès la troisième phrase de la même page d'accueil :

[La Convention] a pour mandat de définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) dans un esprit de justice sociale.

Ce passage est écrit en gras et en couleur, histoire qu'on comprenne bien le message : amis citoyens, vous n'êtes pas là pour dire ce que vous pensez, mais seulement pour signer en bas d'un projet déjà préparé.

Le garant de la Convention qu'est Cyril Dion, censé « apporter un regard extérieur sur la démarche« , n'a pas manqué d'annoncer la couleur. On lit en effet dans Geo :

Il n'y va pas avec le dos de la cuillère, Cyril Dion, pour parler de l'urgence climatique : « Honnêtement, vu la situation dans laquelle on est, on devrait être dans une sorte de branle-bas de combat comme avant une guerre mondiale. » (...)

Un tel préalable étant posé aux discussions, il n'y aura en réalité pas grand chose à dire d'intéressant, si ce n'est qu'il s'agit d'une pure ânerie. climato-alarmiste.fr 7 octobre 2019

Commentaire d'un internaute

1- "C'est la méthode GIEC appliquée au débat démocratique : on fixe un cadre dogmatique et on y enferme le débat.

Rappelons que les GIEC a pour but de montrer le réchauffement anthropique, comme c'est écrit dans ses statuts. Ici, la convention citoyenne a pour but de réduire de 40% les émissions de GES du pays pour 2030 (comme si c'était réellement nécessaire).

Le politique vous impose l'objectif, à vous de déterminer les meilleures manière d'y aboutir.

Avec le GIEC, ce cadre normatif a berné une grande partie de la communauté de scientifique, je crains que cela ait le même effet pour les citoyens.

Bref, ils posent le dogme et font croire aux citoyens qu'ils sont libres à l'intérieur des limites de ce dogme."

LVOG - C'est aussi le dogme ou le cadre du "*dialogue social*", du corporatisme.

Comme quoi il n'est pas inutile d'informer la population

- "Moi aussi j'avalais tout cru le discours officiel et puis je me suis intéressé au réchauffement. J'ai écouté Gervais, Coutillot, Otto Weiss, Marko et d'autres. Il y aurait actuellement 400 ppm de CO2 dans l'atmosphère dont seulement 5 à 6% d'origine anthropique (humaine), soit 24 ppm ou 0,0024%. Déjà que 0,0024% de l'atmosphère soit capable de tout chambouler, ça me semble louche. Ensuite les explications sur la capacité du CO2 à absorber les infrarouges ne vont pas dans le sens d'une culpabilité de l'homme en matière de réchauffement. Les autres explications naturelles sont nettement plus crédibles mais parfaitement occultées et passées sous silence par les Médias. Les modèles du GIEC sont totalement « à la ramasse », on sort déjà des corridors. La banquise n'a pas disparu, les Ours se portent très bien, il n'y a pas plus de réfugiés climatiques, le niveau des mers augmente très peu, il n'y a pas plus de tornades qu'avant, ni plus violentes, etc…

On ne nous informe surtout pas que le réchauffement actuel a commencé vers 1700 et qu'au moyen-âge et du temps des Romains aussi, il faisait à peu près la même température que de nos jours.

Les écolos sont hystériques sur la question et les politiques disent n'importe quoi (François Hollande devant l'ONU : CO2 => Tremblements de Terre et Tunamis : n'importe quoi… pfffffff….).

Ils ont foutus les jetons à tout le monde et Al Gore est devenu très riche avec sa courbe en forme de crosse de Hockey et son CO2 qui monte avant la température alors que c'est le contraire.

Ca pue la manipulation à plein nez cette histoire de réchauffement dû au CO2 anthropique.

Comment peut-on encore y croire dur comme fer alors que les prévisions du GIEC sont déjà hors jeu en 2017 ! Rien que ça, ça devrait suffire à rendre un peu « climato-sceptique ».

Si on a un tout petit minimum de bon sens, on se pose quelques questions, on cherche un peu, et on trouve facilement.

Plus c'est gros, plus ça passe comme disait Chirac.

Un petit graphique issu du rapport du GIEC => http://img15.hostingpics.net/pics/179555GIEC10112b.jpg Même les modèles les moins réchauffistes doivent être actuellement « OUT ».

Comme l'a parfaitement souligné Leucipe, toute cette manipulation risque de décrédibiliser complètement le monde scientifique et politique (si encore c'était possible de faire pire pour ce dernier…), alors qu'il y aurait eu mieux à faire et à expliquer.

- Pour les 5 à 6% de CO2 anthropiques, je l'ai vu ici => http://www.skyfall.fr/wp-content/2014/12/notice-succincte-sur-la-teneur-de-lair-en-carbone-des-gaz-de-combustion-de-combustibles-fossiles-2-xii-2014.pdf

Mais ce n'est pas la seule source bien sûr.

On sait très bien distinguer le CO2 fossile du CO2 non fossile.

Et si ça a augmenté tant que ça, pourquoi ne serait-ce pas pour une part naturel et dû à la température qui augmente justement ? (je pose la question, je ne suis pas spécialiste).

La température de Janvier 2017 est à peu près celle de 2005 (cf. les graphes des sites Wood for Trees et Climate4you qui compilent les données HadCrut et satellites). Si vous tirez un trait horizontal à partir de 2005 et vous vous calez sur 2017, vous verrez qu'on est déjà » hors corridor » et que le moins réchauffiste des modèles du GIEC est déjà au-dessus de la réalité.

Pour moi, ça donne ça => http://img15.hostingpics.net/pics/292002EstimationTempratureJanv2017.jpg (à une petite erreur possible dans un sens ou dans l'autre, peu importe).

Votre futur article m'intéressera tout à fait. Je pense que la majorité des gens (dont je faisais partie) n'a même pas idée du fait que la Tamise et la Seine gelaient du temps de Louis XIV (même le vin gelait à Versailles paraît-il => cf. le PDF ci-dessous), et qu'à cette époque on mourrait de famine et de froid. Ca a conduit d'ailleurs à la révolution Française. Ils ne s'imaginent pas non plus qu'au moyen-âge la température moyenne était comparable à celle de nos jours (sans 4×4, sans voitures, sans industries, etc…). Bien sûr ils ignorent pour beaucoup qu'on est actuellement sur un pic interglaciaire.

Le Pr. Carl Otto Weiss a utilisé l'analyse de Fourrier avec les relevés de température des 250 dernières années pour déceler les phénomènes cycliques. Il semble qu'ils soient liés à des phénomènes connus (même si pas expliqués totalement). Il a ainsi pu reconstituer la tendance générale des 250 dernières années, et il semblerait qu'on aille tout droit vers une pente descendante avec un minimum vers 2085 (pas aussi froide que le minimum de Maunder) avec une chute déjà sensible vers 2030. => http://micro.icaunais.free.fr/Petit_Guide_du_rechauffement_climatique_v4.pdf

Si ça se vérifie, on dit quoi ?

Et pourquoi l'hypothèse du CO2 anthropique est-elle privilégiée par le GIEC en ignorant les phénomènes naturels connus ?

Une contribution.

Le maquillage vert du capitalisme ne change pas son essence prédatrice: la fable Greta et ses limites par Cecilia Zamudio - Mondialisation.ca, 04 octobre 2019

Un point de vue sur le silence des médias et les véritables luttes environnementales

Les véritables écologistes de ce monde sont les peuples qui luttent contre la déprédation perpétrée par les multinationales : ceux qui donnent leur vie pour leurs communautés, pour les montagnes et les rivières. Chaque mois, des dizaines de ces véritables écologistes sont assassinés dans leurs pays : les balles des tueurs à gages du capitalisme transnational font exploser leurs têtes pleines d'honnêteté et de lutte, et ils meurent les mains propres, des mains qui n'auront jamais serré les mains infâmes du FMI, ni celles des autres vampires de la planète. La classe exploiteuse et son système capitaliste se perpétue sur la base

de l'extermination et de l'aliénation : sur la base de la violence, mais aussi sur la base du mensonge qu'elle impose au moyen de ses médias de masse.

Sur plusieurs photographies et vidéos, on peut voir Greta Thunberg, le nouveau personnage hyper-médiatisé par l'appareil culturel du capitalisme, avec Christine Lagarde, directrice du FMI et candidate à la BCE (le FMI, cette institution du capitalisme transnational qui pille la nature et affame des peuples entiers). Une poignée de mains qui illustre bien la joie des maîtres du monde saluant ceux qui les servent dans l'importante tâche d'infiltrer toutes les luttes avec des Chevaux de Troie qui mènent les énergies vers des impasses, qui manipulent les majorités dans des pseudo luttes qui ne touchent jamais à la racine des problèmes, et donc ne les résolvent pas. Le capitalisme qui est en train de détruire la nature, et la classe exploiteuse qui s'en bénéficie, ne sont pas remis en question par la Fable « Greta ». (...)

Dans le capitalisme, la télévision, la presse, l'industrie culturelle appartiennent aux monopoles privés: ces monopoles ont souvent aussi des capitaux dans le complexe militaro-industriel, l'industrie agroalimentaire, l'industrie chimique et pharmaceutique, etc… Tout ce qui précède explique pourquoi les médias de masse ne diffusent aucune information sur qui que ce soit qui questionne réellement leurs intérêts : aucune personne contestant la perpétuation de ce système, remettant en question le capitalisme, ne recevra une telle hypermédiatisation.

La déprédation de la nature est due au mode de production capitaliste : l'industrie agroalimentaire empoisonne la terre, l'industrie minière dévaste les montagnes et les rivières, etc. La surconsommation est un phénomène télécommandé par l'appareil culturel du capitalisme, par le bombardement publicitaire. L'obsolescence Programmée, mécanisme pervers de vieillissement prématuré des choses, mis en œuvre à dessein dans le mode de production capitaliste, garantit également à la bourgeoisie que les masses surconsomment, car c'est ainsi que la bourgeoisie remplit ses coffres : sur la base de l'exploitation des travailleuses et des travailleurs et sur la base de la dévastation de la nature.

Il n'y a pas de solution à la dévastation de la nature dans le cadre du capitalisme. Face à la tragédie palpable de continents de plastique flottant sur les océans, de la déforestation vertigineuse des forêts millénaires, des glaciers détruits, des nappes phréatiques et des fleuves contaminés et asséchés, de cordillères amputées par l'industrie minière, de l'uranium appauvri avec lequel le complexe militaro-industriel bombarde des régions entières, des niveaux de CO2 en nette augmentation, le cynisme des maîtres du monde est colossal. (...) Greta et son groupe font appel aux soi-disant «qualités morales» des maîtres du monde, font appel à leur prétendue «bonne volonté» ; une fois de plus, nous entrons dans la fable anesthésiante qui feint d'ignorer que dans le capitalisme l'accumulation de richesses est perpétrée par les grands capitalistes de deux manières fondamentales : l'exploitation des travailleurs et le pillage de la nature. Dans cette fable du greenwashing (lavage vert), est posée frauduleusement l'existence d'un soi-disant «capitalisme vert», ce qui est totalement impossible par la logique même du système. Un «capitalisme vert» n'est pas possible, pas plus qu'un «capitalisme à visage humain», pas plus qu'un lion végétarien. Et tout simplement parce que lorsque nous parlons de ce système économique, social, politique et culturel qu'est le capitalisme, nous parlons des mécanismes inhérents à sa logique : ca-pi-ta-li-ser.

Et à ceux qui avancent l'imposture qui proclame que : « les pays nordiques sont de grands exemples de capitalisme bon et vert » , leur rétorquer qu'ils feraient mieux de s'enquérir auprès des victimes des massacres que les grandes entreprises nordiques ont fomenté au Congo pour pouvoir piller jusqu'à la moelle le coltan et d'autres ressources. Ça vous parle Ericsson, Saab, Volvo, Bofors (armes), Nammo (armes), Kongsberg (armes), Ikea, H&M, etc ? Ni très "vertes" ni très "humaines" en ce qui concerne l'exploitation et la dévastation contre les travailleurs et contre la nature. Ah, si l'on réussit à externaliser hors du pays tout le cloaque des pratiques qui enrichissent une multinationale, alors ce cloaque n'est pas pris en compte ? Et le chiffre d'affaires faramineux des entreprises suédoises, norvégiennes et finlandaises sur la base de la vente d'armes, et leur participation lucrative dans toute nouvelle invasion de l'OTAN, ne sera pas non plus exposée dans la fable, n'est-ce pas?

De plus, dans le discours du Greenwashing, tout le monde est également coupable, et finalement… « si nous sommes tous coupables, personne ne l'est de manière spécifique», ce qui est une manière de diluer les responsabilités, de ne pas désigner les principaux responsables de cette barbarie : les grands capitalistes, la bourgeoisie transnationale.

Il est vrai que la surconsommation ne se limite pas à la bourgeoisie, car si celle-ci peut consommer beaucoup plus et engendrer un gaspillage effarant, la classe exploitée a également été aliénée par le bombardement publicitaire, pour la mener à surconsommer, même au prix d'accumuler des dettes. Mais encore une fois, il y a une question de classe : parce que c'est la classe exploiteuse, celle qui possède les moyens de production et de propagande, qui impose son hégémonie idéologique et culturelle à toute la planète, c'est la classe exploiteuse qui aliène la classe exploitée au moyen des médias de masse qui sont sa propriété. C'est au travers de l'aliénation que la classe exploiteuse dirige la classe exploitée vers la surconsommation. Une classe dirige l'autre au travers du bombardement publicitaire et au moyen des paradigmes imposés par l'appareil culturel du capitalisme (individualisme, consommation présentée comme «compensatoire», notion de "succès " liée à l'avoir et non à l'être, etc…). L'obsolescence programmée (vieillissement prématuré des choses) garantit également aux grands capitalistes que les masses surconsomment, pour remplir leurs comptes bancaires tout en dévastant la planète.

En 2019, les 26 personnes les plus enrichies du monde possèdent la même richesse que celle avec laquelle vivotent les 3,8 milliards de personnes les plus appauvries, soit la moitié de la population mondiale (Oxfam). Une poignée de milliardaires possèdent les principaux moyens de production et de propagande. 1 % de la population mondiale détient 82 % de la

richesse mondiale. Les données sur la consommation d'énergie électrique par habitant montrent que ce sont l'Europe, les États-Unis, le Canada et les restantes métropoles capitalistes qui consomment, et de loin, l'immense majorité de l'énergie consommée dans le monde.

Dans le discours de Maquillage Vert, on assimile les déprédations commises par les grands capitalistes, par les gigantesques multinationales qui détournent des rivières entières pour l'industrie minière, aux peuples qui en sont les victimes. On assimile les victimes et les bourreaux dans ce discours abject du « nous sommes tous coupables » qui ne fait aucune distinction, ni de classes sociales, ni entre la poignée de pays qui consomment 80% des ressources de la planète (États-Unis, Europe, Canada, Japon, Australie et autres métropoles capitalistes) et tous les autres pays du monde (l'immense majorité) qui survivent avec les 20 % restants. Dans le discours du Maquillage Vert, on ne parle pas des métropoles capitalistes qui surconsomment, versus les périphéries capitalistes conçues par le capitalisme transnational comme de simples «réservoirs de ressources» et pillées jusqu'à la moelle, avec un impact écologique dévastateur et un impact social d'appauvrissement brutal; on ne dit pas non plus que le pillage est perpétré en assassinant toute personne ou communauté qui élève sa voix contre le pillage capitaliste.

On assimile les multinationales prédatrices et les peuples qu'elles exterminent. Prenons l'exemple de ce que font Anglo American, BHP Billiton et Glencore en détournant une rivière entière pour utiliser l'eau dans la plus grande mine de charbon du monde, la mine de Cerrejón en Colombie, ce qui cause sécheresse, écocide, famine et génocide contre l'un des principaux peuples indigènes de Colombie, les Wayú. Plus de 14000 enfants Wayú sont morts de faim et de soif à cause du pillage capitaliste perpétré par ces trois multinationales. Le charbon qui est extrait par tonnes est principalement destiné aux États-Unis et à l'Europe. Donc non, nous ne sommes pas «tous coupables de la même manière». Une famille de travailleurs n'est pas coupable de la même manière qu'un capitaliste. La multinationale Glencore n'est pas « coupable de la même manière » que le peuple Wayú, qui non seulement n'est pas coupable, mais subit un génocide. Les coupables ne sont pas les milliers de combattants sociaux, véritables écologistes, qui sont tués quotidiennement par les balles des tueurs à gages du capitalisme transnational ; mais bien ceux qui pillent la planète et paient des tueurs à gages pour exterminer toute opposition au pillage capitaliste.

Pour nos mortes et nos morts, pas une minute de silence face à la barbarie et à la pantomime avec laquelle la bourgeoisie transnationale prétend couvrir ses crimes : plus de 1500 paysans, indigènes, afro-descendants, écologistes, militants sociaux, ont été assassinés en Colombie par le capitalisme transnational en cinq ans, plusieurs milliers au Mexique, autant dans divers pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Et cette même bourgeoisie nous vient avec sa fable de l'adolescente à tresses, qui ne remet pas en question le système capitaliste et qui est hyper-médiatisée, avec cette mise en scène qui sent le paternalisme euro centré, avec ce décor qui pue le cynisme, avec ce théâtre qui pue la simulation pour que rien ne change.

Ils expérimentent pour voir à quel point nous avalons tous leurs montages avec un sourire béat, alors qu'eux, les membres de la classe exploiteuse, continuent à détruire les montagnes et les rivières, les océans et les forêts; ils continuent de perpétrer des écocides et des génocides, ils continuent de pousser des millions de spoliés sur les routes de l'exode, ils continuent de transformer la planète en décharge et les êtres humains en aliénés (et à celui qui ne se laisse pas aliéner, et qui prétend se battre en dehors des tracés de l'inutile, lui est assénée la balle paramilitaire et militaire, la persécution politique et la prison).

«Tant que nous vivrons sous le capitalisme, cette planète ne sera pas sauvée ; car le capitalisme est contraire à la vie, à l'écologie, à l'être humain, aux femmes», exprimait Berta Cáceres, écologiste authentique et combattante sociale hondurienne, assassinée pour s'être opposée au pillage capitaliste. Chico Méndes, un autre écologiste authentique, défenseur de l'Amazonie et militant social assassiné pour faire taire sa voix de conscience de classe, pour tenter de freiner l'organisation politique des dépossédés, signalait déjà avant d'être assassiné, les impostures du « greenwashing » (on n'utilisait pas ce terme alors, mais le fait existait déjà). Contre le capitalisme et son Maquillage Vert, s'était également levée Macarena Valdés, écologiste Mapuche assassinée à cause de sa défense de la nature et de la communauté. Macarena avait affronté la multinationale RP Global, de capital autrichien , qui promeut une énergie vendue comme «renouvelable et durable» (omettant sa participation de l'écocide et du génocide contre le peuple Mapuche). Les militantes et militants contre la déprédation de la nature sont des milliers, leurs voix ne sont pas médiatisées, leurs vies sont souvent courtes parce qu'elles sont brisées par les outils répressifs au service du capitalisme transnational.

Et si un pays prétend nationaliser ses ressources naturelles et ne pas permettre aux multinationales de les piller, il est bombardé, victime des guerres impérialistes ; il est envahi par des mercenaires religieux, fanatiques incubés depuis l'empire, puis par les bottes de l'OTAN ; il est torturé, martyrisé, on lui impose des régimes sanguinaires. Où sont donc ces faux « écologistes" du système quand l'impérialisme étasunien et européen massacre la nature et les peuples en Irak, Libye, Colombie, Afghanistan, Yémen, etc ? Ah… là il n'y a pas de « manifestation » de leur part, n'est-ce pas ? … Bien sûr, les marionnettes se doivent au théâtre, à berner les dupes, à faire que des milliers de personnes qui ont été (et sont quotidiennement) assassinées par le capitalisme transnational pour avoir véritablement défendu en première ligne la planète, soient encore d'avantage passées sous silence au milieu de toute la cacophonie, de l'hypermédiatisation de la fiction. Mais la lutte continue, contre le capitalisme et sa barbarie ; parce que la cosmétique avec laquelle ils prétendent couvrir sa puanteur, nous sommes nombreuses et nombreux à ne pas la gober. Mondialisation.ca, 04 octobre 2019

TROISIEME PARTIE

L'écologie politique et la collapsologie ont des origines idéologiques communes

Pourquoi consacrer ici de la place et du temps à la collapsologie? Parce qu'on y trouve la plupart des ingrédients venimeux ou hautement toxiques présents dans le Green New Deal ou la théorie du réchauffement climatique de nature anthropique propagée par l'oligarchie financière et son agence, le GIEC. Lisez, c'est révélateur ou très instructif.

Pour vous faciliter la lecture de l'article ci-dessous, quelques points de repères ou ce qu'il faut avoir en tête. La collapsologie et l'écologie politique présentent de nombreuses similitudes.

- Fatalisme. L'effondrement est inéluctable, tout est foutu, plus rien ne sera jamais comme avant, c'est la fin du monde...

- La théorie de l'effondrement lie la crise sociale et environnementale à la crise du capitalisme pour mieux préserver l'ordre établi.

- La dépolitisation de leur discours en est le révélateur. D'où les "*grands décloisonnements*" et les "*alliances improbables*"... Un euphémisme pour ne pas dire infréquentable.

- La résilience, le conditionnement psychologique. La fin du monde, il faut s'y préparer intérieurement, individuellement, il faut s'adapter, critiquer, résister, combattre ne servirait à rien...

- Les réponses collectives et les luttes ne doivent servir qu'à accompagner ce processus irréversible...

- La sociobiologie et le positivisme, les ennemis de la lutte des classes.

- Glissement entre les sciences naturelles et les sciences sociales ou "*naturaliser l'ordre social existant*" pour mieux "*neutraliser la charge critique*" contre le capitalisme, abolir l'histoire sociale au profit de l'histoire naturelle...

- Essentialisme. Survivalisme. Libertarien. Dérives mystiques et racistes...

- La joie pour les uns, l'enfer, « du sang, du labeur, des larmes et de la sueur » pour les autres...

La collapsologie : start-up de l'happy collapse par Bertrand Louart, - La revue anarchiste marseillaise Réfraction n°44, 2020. - septembre 2019

L'avenir était quand même mieux avant la fin du monde

Extraits.

La Collapsologie, « science de l'effondrement » (collapse en anglais) prétend maintenant élever la prophétie de l'effondrement de la société industrielle à la dignité d'une discipline académique. En France, Pablo Servigne et ses collègues (ci-après désignés par Servigne & Co) sont en quelque sorte devenus les prophètes de cette prospective qui se veut scientifique.

"L'effondrement viendrait d'abord des "limites" d'un système qui ne fonctionne plus, plutôt que d'injustices sociales. Pour prouver cet effondrement, les collapsologues s'en réfèrent généralement à des données quantitatives, issues des sciences naturelles. Ce faisant, ils effectuent un glissement entre les sciences naturelles et les sciences sociales, en étudiant la société comme un "écosystème", et en déduisant de données "physiques", un effondrement social. Cette idée qu'il existerait des déterminismes sociaux découlant de lois de la nature porte un nom : le positivisme. »

Positivisme qui, sous prétexte d'objectivité scientifique, en vient en fait à naturaliser l'ordre social existant, c'est-à-dire à neutraliser la charge critique qu'implique le constat du désastre pour la société actuelle au profit de la prophétie scientifique sur l'effondrement.

L'idée de résilience, définie comme la capacité à se remettre d'un choc extérieur, sur lequel on n'a pas prise, sous-entend que l'origine et les responsables de ce bouleversement finalement importent peu, ce qui importe étant de survivre.

La collapsologie est une forme nouvelle du progressisme, au sens de l'attitude qui attend de l'avenir la solution des maux du présent. Cette fois, c'est l'effondrement de la société marchande et industrielle qui va nous – du moins, les survivants – obliger à être vertueux écologiquement. Et comme pour le Progrès, que pas plus que l'effondrement on ne peut arrêter, il faut dès maintenant s'y préparer. Car la collapsologie est avant tout une idéologie de cadres ; sa principale injonction est : « il faut s'adapter ! » Cela ne signifie pas seulement se conformer à l'ordre des choses existant, mais surtout – puisque, pour les cadres qui sont le relais de la direction de l'entreprise, « gouverner, c'est prévoir ! » – anticiper l'évolution future et agir dès maintenant en conséquence.

« La fin de ce monde annonce de grands décloisonnements et des alliances improbables. Qui ne comprend pas cela, qui s'en offusque, ou qui ne le souhaite pas, se prive de pans entiers de la vie. C'est-à-dire en premier lieu de la survie. » (2018, p. 280)

Traduction en bon français : qui critique, conteste et résiste sera abandonné à son triste sort. On ne saurait dire plus clairement que Servigne & Co privilégient avant tout la survie et l'adaptation, au détriment de la lutte contre les fauteurs de désastre et de l'émancipation de la domination et de l'exploitation capitaliste.

...la sociobiologie, ancienne ou nouvelle mouture, est avant tout une idéologie scientifique, c'est-à-dire une projection sur les êtres vivant des valeurs et comportements sociaux dominants et donc d'une naturalisation de l'attitude de l'individu vivant dans le capitalisme industriel.

En effet, dans leur dernier ouvrage Servigne & Co se focalisent sur ce que ressentent les individus face à l'annonce de la prophétie de l'effondrement avec une approche écopsychologique et narcissique où les réponses collectives et les luttes ne sont là que comme décors pour ce théâtre d'ombres. Pour eux, « ne pas annoncer que "tout est foutu" » signifie qu'il faut avant tout « passer par un processus de deuil » du monde existant et par une « transition intérieure » afin d'accepter et de se préparer à ce qui est présenté comme inéluctable.

Ayant, comme on l'a vu, aboli l'histoire sociale au profit de l'histoire naturelle, ils se penchent sur la « nature humaine » telle que l'a analysée le psychiatre suisse Carl Gustav Jung (1875-1961).

Dans la troisième partie de Une autre fin du monde…, où ils exposent leur « collapsosophie », ils nous invitent à nous « réensauvager » en « dansant avec nos ombres », afin de « vivre avec tous les aspects de nos vies qui nous semblent inacceptables » [sic]. Il s'agit de « renouer avec nos racines profondes ». Celles-ci ne sont autres que :

« les archétypes au sens défini par Jung, à savoir des symboles primitifs, universels, appartenant à l'inconscient collectif, une forme de représentations préétablies [sic] qui structurent la psyché. » (2018, p. 242).

Pour Jung, plus un groupe humain est développé, plus il a refoulé ses racines primitives, sauvages et barbares. Or, celles-ci sont sources de vitalité et de créativité. Chaque peuple doit les retrouver pour les assumer, faute de quoi les « archétypes » resurgiraient violemment, hors de tout contrôle. Soit une conception très essentialiste de la « nature humaine » et de l' « âme des peuples » qui se prête aisément à diverses dérives mystiques et racistes. Jung aurait d'ailleurs collaboré avec les nazis de 1933 à 1939 .

Le phénomène survivaliste touche aujourd'hui un public bien plus large que les libertariens, mais cela ne constitue pas vraiment une bonne nouvelle. Il s'agit avant tout d'un énorme marché en pleine expansion, une sphère où se croisent désormais « bobos et fachos » qui offre une tribune discrète mais importante (10 000 personnes lors du deuxième salon du survivalisme qui s'est tenu à Paris du 22 au 24 mars 2019) à des individus et organisations d'extrême droite.

Ces réalités historiques et sociales sont manifestement quelque chose qui indiffère profondément nos effondrementalistes qui de par leurs origines et positions sociales n'ont jamais eu affaire qu'avec les « bons côtés » du système. C'est bien sûr cela qui leur assure de la réputation et du succès auprès des médias et des dirigeants. Le fait d'annoncer l'effondrement de la société marchande sans remettre en question la marchandise et les rapports sociaux d'exploitation et de domination qui vont avec. Au moment où le capitalisme industriel est en train de chercher à se recomposer, exploitant la crise écologique pour trouver de nouvelles manières de contraindre travailleurs et consommateurs à consacrer plus de temps et d'énergie au système même qui les dépossède des choses de plus en plus élémentaires.

Servigne & Co nous promettent « du sang, du labeur, des larmes et de la sueur ». Mais rien de tout cela n'a de gravité ni d'importance en comparaison de « la joie » qu'ils éprouvent face à la perspective de pouvoir survivre, même dans l'enfer qu'ils auront contribué à étendre et perpétuer…

Derrière cette idée (effondrement - LVOG), sont en fait confondues deux choses très différentes. D'une part, la dégradation continue des conditions de la vie humaine autant que naturelle, qui sont constitutives de notre existence libre et autonome, sous l'effet de l'expansion prédatrice du capitalisme industriel. Et d'autre part, l'effondrement de la société capitaliste et industrielle sous l'effet de la raréfaction des ressources fossiles nécessaires à la production de marchandises dont actuellement nous dépendons largement pour notre existence. Les effondrementalistes amalgament ces deux problèmes – au prétexte que dans les deux cas c'est notre existence qui est menacée –, comme si le premier et le second étaient nécessairement liés. Or l'analyse critique du capitalisme industriel montre précisément que la valorisation marchande se réalise essentiellement grâce à une artificialisation croissante de l'existence humaine.

La dépolitisation de leur discours est le symptôme qu'ils aiment la marchandise et le monde qui va avec. Ils ont pris conscience qu'ils vont devoir à l'avenir y renoncer, mais c'est contraints et forcés par la « crise écologique », l' « épuisement des ressources », etc. Ils ont découvert que leur idéal social – celui qu'on leur a enseigné sur les bancs des écoles et des universités, celui

qu'ils allaient docilement reproduire sans se poser plus de questions – n'est pas viable matériellement sur cette planète. Mais en bons « scientifiques » – dont l'objectivité ne va pas jusqu'à comprendre leur position sociale et la manière dont elle influe sur leur analyse de la situation –, ce n'est qu'un problème purement matériel de limites physiques et écologiques qui n'appelle aucune analyse socio-politique du capitalisme industriel, aucune remise en question des structures de pouvoir qui nous ont menés là. C'est pourquoi l'effondrementalisme est profondément réactionnaire : son idéal social est derrière lui.

Conclusion

A l'opposé de ceux qui croient trouver dans la « collapsologie » l'expression d'une critique radicale nécessaire pour relever le gant de la catastrophe grandissante, l'effondrementalisme prêche au contraire la résignation, l'attente de l'événement purificateur et rédempteur qui – obligeant tout le monde à se serrer les coudes face à l'adversité – épargnerait à chacun de devoir comprendre, identifier et lutter contre les mécanismes sociopolitiques de la guerre contre la liberté humaine et contre l'autonomie du vivant actuellement en cours. La « renaissance » que les collapsologues espèrent voir sortir finalement de l'effondrement a donc de grandes chances d'être surtout une régression archaïque vers des structures de pouvoir toujours plus coercitives. La revue anarchiste marseillaise Réfraction n°44, 2020.

En complément, deux illustrations.

"*Une dernière occupation avant la fin du monde*" (Extinction Rebellion)

Qu'est-ce que Extinction Rebellion ?

Extrait de la causerie du 24 juillet 2019. (http://www.luttedeclasse.org/archives2010/causeries0719.pdf)

Quand la nature remplace la lutte de classes ou l'agenda du totalitarisme.

Les poupées russes :

- Occupy movement
- Compassionate Revolution
- Rising Up !
- Extinction Rebellion (XR)

(https://www.compassionate-revolution.net/draft-manifesto.html)

La stratégie de la terreur : "La fin du monde" approche.

- Extinction Rebellion occupe un centre commercial à Paris - euronews 6 octobre 2019

"Une dernière occupation avant la fin du monde". Tel était le nom de l'opération menée samedi à Paris par des militants écologistes du mouvement Extinction Rebellion. Plusieurs centaines de personnes ont pris possession d'un centre commercial, symbole selon eux, du capitalisme.

Extinction Rébellion a été créé il y a à peine un an. Il prône la désobéissance civile et la non-violence pour forcer les gouvernements à déclarer l'urgence climatique. euronews 6 octobre 2019

Quand Le Figaro sert de guide ou de rabatteur aux mercenaires recrutés par Gates, Rockefeller, Soros, Buffett, Al Gore et Cie.

Extinction Rebellion: une semaine de désobéissance civile dans le monde entier - LeFigaro.fr 4 octobre 2019

Des milliers d'activistes écologistes comptent bloquer dès lundi 7 octobre les villes de 55 pays, dont la France, pour dénoncer l'inaction climatique des États. En prélude, samedi à Paris, Extinction Rebellion veut occuper illégalement, en compagnie de «gilets jaunes», un lieu symbole de notre «système économique injuste, sexiste, raciste et autoritaire».

Au programme de cette «rébellion internationale», des blocages de rues, des occupations illégales, des campagnes d'affichage et des «ateliers artistiques».

Dans ce mouvement horizontal, où n'existe ni chef ni porte-parole, «nous avons quatre objectifs: faire avouer aux gouvernements la vérité sur la question écologique, les faire agir pour la biodiversité, militer pour le zéro carbone, et mettre le citoyen face à

ses responsabilités», affirme au Figaro Franck, l'un des membres de XR France. L'important? «Le pacifisme, la non-violence».

Les «festivités» françaises débuteront officiellement par une cérémonie d'ouverture dimanche 6 octobre, à partir de 17h à Paris. «Non-blocante», elle sera ouverte à tous et se déroulera au Parc de la Villette (XIXe arrondissement).

À partir de lundi 7 octobre, départ effectif de la semaine de rébellion, les actions prévues seront classées et associées aux quatre éléments (Terre, Air, Eau, Feu). Chaque catégorie devant répondre à une problématique écologique, comme visible dans l'image ci-dessous.

Pour participer à ces actions, des pages d'inscription sont disponibles sur le site d'Extinction Rebellion. Le mouvement demande à tous les participants d'assumer un rôle défini: «Bloqueur», «peacekeeper», «artiviste», «médic», «médiactiviste», «cuisinier»… De «Je ne veux pas de poursuite judiciaire» à «Je suis prêt à être placé en garde à vue», ils doivent également sélectionner leur niveau d'investissement.

Sont ainsi prévus dès le 7 octobre «des plantes bloquantes sur le goudron pour libérer des places et des allées», «une rue de l'information» qui accueillera et sensibilisera le public, «un grand chantier pour inventer des espaces de vie et des jeux pour enfants», et «une agora pour tenir des assemblées citoyennes, des concerts et des débats jusqu'à l'aube.»

Jusqu'à l'aube, puisque comme nous a confié Franck, le mouvement compte déployer ses tentes et dormir sur place. «Du moins, si on ne tente pas de nous déloger», déplore-t-on chez XR.

Le 10 octobre, c'est la question migratoire qui sera au centre des revendications. «Les catastrophes à venir provoquées par le dérèglement climatique provoqueront d'ici 2050 le déplacement d'un milliard d'habitants (...) Demain, tous migrants!», peut-on lire sur la page officielle. Encore une fois, le secret est bien gardé sur les lieux de rassemblement. Mais selon nos informations, les activistes tenteraient de bloquer la Seine. Avec des bateaux? «Il nous faut des moyens, donc ça risque d'être compliqué, mais on veut marquer les esprits.»

L'après-midi du vendredi 11 octobre, l'opération «Tournez manège» sera lancée à Paris. Elle consistera à «remplacer le trafic motorisé par une vague immense et joyeuse de vélos». Le 12 octobre, place à «l'archipel des nouveaux mondes», lors duquel les militants devraient occuper un quartier entier de Paris, bloquer sa circulation, puis «se répandre en multiples groupes d'action autonomes pour se réapproprier la ville». Y sont attendus des groupes de toute la France, non liés à XR. Enfin, des actions de sensibilisation et d'affichage sur le plastique seront menées dans toute la capitale du 7 au 12 octobre.

Les groupes locaux de XR.

En termes d'affluence, «on a déjà plusieurs milliers d'inscrits», nous révèle le groupe, sans vouloir communiquer de chiffres précis. «Mais il est possible que ce nombre baisse, par peur» des violences et des interpellations. LeFigaro.fr 4 octobre 2019

LVOG - En réalité ils seront entre 200 ou 300 ou moins.

Commentaires d'internautes.

1- On voit très bien que cette "urgence" est un mariage de la carpe et du lapin:

On y mélange, pêle-mêle: la biodiversité, les migrations, le réchauffisme, le collectivisme et «système économique injuste, destructeur, sexiste, raciste, et autoritaire».

C'est donc un véritable foutoir de la non-pensée et du retour au néolithique.

2- C'est bien, c'est bien mais le climat s'en fout totalement des gens qui marchent.....le climat devient la nouvelle religion au détriment de tout ce que l'on sait de notre passé, à savoir que le climat terrestre a tjrs été une alternance de période chaude et froide, bien avant les interventions humaines.

3- Est-il vrai que le mouvement ER serait financé par quelques milliardaires américains qui s'arrogeraient le droit de pratiquer l'ingérence dans tous les pays et d'inciter les gens à la violence en bloquant la libre circulation, l'économie, la paralysie de services publics ? Si ce n'est pas une infox, quel but poursuivraient ils ? Ils pourraient déjà s'occuper de leur pays, l'un des plus gros pollueurs de la planète !

4- XR est financé par quel lobby. ? Quel milliardaire de la finance internationale ? Tout ceci est bien opaque !

LVOG - Réfléchissons un peu. Quand on sait qu'un blog, un groupe de militants ou un parti peine à se faire connaître dans son

propre pays au bout de longues décennies, comment pourrait-il en un an essaimer la planète, faire la une des médias dans le monde, où trouverait-il les finances ? Poser la question, c'est y répondre : Impossible, hormis lorsque c'est l'oligarchie qui en est le chef d'orchestre et le financier. Il n'existe absolument aucune autre explication plausible ou possible. Il en va de même de toutes les ONG propulser par des populistes.

Avec l'autorisation de Macron et de la Préfecture de police de Paris, et la bienveillance des médias-oligarchiques.

20minutes.fr - Quelques centaines de militants et sympathisants du mouvement écologiste Extinction Rebellion (XR) occupaient toujours ce mardi matin la place du Châtelet et un pont de la Seine, au centre de Paris, après y avoir passé la nuit dans le calme.

Dans le cadre de la mobilisation internationale de « XR », ces militants occupent depuis lundi après-midi ce nœud central, à quelques centaines de mètres de la préfecture de Police de Paris, où doit se tenir ce mardi matin une cérémonie en hommage aux victimes de la tuerie de la semaine dernière dans ces mêmes locaux, en présence d'Emmanuel Macron.

Sous la surveillance d'un dispositif policier assez léger...

Depuis leur arrivée place du Châtelet, les militants ont multiplié les prises de parole, lors d'« assemblées citoyennes », annonçant leur intention de rester sur place jusqu'à mercredi.

Extinction Rebellion est né au Royaume-Uni fin 2018 à l'initiative d'universitaires notamment, inspiré par la stratégie de lutte pour les droits civiques aux États-Unis dans les années 1960.

Le mouvement s'est étendu grâce aux réseaux sociaux et revendique aujourd'hui 500 groupes dans 72 pays. 20minutes.fr et AFP8 octobre 2019

Ils passent à la phase de destruction et de régression massive.

Le Danemark demande à l'Europe d'interdire la vente des voitures thermiques dès 2030 - BFMTV 7 octobre 2019

Interdire la vente des voitures thermiques dans l'Union européenne dès 2030, c'est une proposition du Danemark. Le 4 octobre, dans le cadre d'une réunion des ministres de l'Environnement européen à Luxembourg, les Danois ont amené cette proposition, avec l'espoir d'être soutenu par une dizaine de pays, précise l'agence Reuters.

"Nous devons reconnaître que nous devons agir en urgence", a expliqué à Reuters Dan Jorgensen, le ministre danois à l'Energie et au Climat. Dan Jorgensen a exposé deux plans: "Le plan A est d'obtenir une interdiction au niveau européen". Le plan B serait qu'au minimum, les Etats qui le désirent puissent mettre en place cette interdiction.

En voisin de l'Union européenne, la Norvège veut elle interdire les voitures thermiques dès 2025. Côté français, l'interdiction de la vente des modèles thermiques a été votée par les députés pour 2040. Une interdiction en 2030 avait été jugée difficilement soutenable pour les constructeurs nationaux par un certain nombre de députés. Mais les différentes autorités politiques ne sont pas forcément sur la même ligne. Ainsi, la mairie de Paris veut elle interdire non la vente, mais la circulation des véhicules thermiques dès 2030.

Lors de cette réunion à Luxembourg, certains Etats, comme la Lituanie, la Slovénie ou encore la Bulgarie, ont également demandé à ce que des mesures soient prises afin de limiter les ventes de véhicules d'occasion venus d'Europe de l'Ouest. Les pays de l'Est reçoivent depuis des années les voitures d'occasion venues des grands marchés automobiles de l'Ouest, une tendance qui s'est accentuée ces dernières années avec le dieselgate. Les diesel allemands finissent ainsi leur carrière en Pologne, Roumanie ou dans les marchés du coeur de l'Europe, avec pour conséquence un parc plus vieux que la moyenne européenne (de 10,7 ans actuellement selon l'association des constructeurs européens). Ainsi, en Lituanie, pays demandeur d'une réglementation plus poussée sur les ventes de voitures d'occasion, l'âge moyen d'une voiture est de 16,7 ans. Avec, en conséquence, des niveaux de pollution plus élevés. BFMTV 7 octobre 2019

Comment sauver le capitalisme. Une opération lucrative à quelque 10.000 milliards de dollars en 2019, 20.000 milliards de dollars en 2050.

Il y a environ 1,2 milliard de voitures dans le monde ! - lesaviezvous.net 31 janvier 2019

L'année dernière, le total des ventes de véhicules neufs s'élevait à plus 90 millions, mais les estimations suggèrent que les ventes annuelles pourraient monter à 127 millions d'ici 2035, ce qui porterait le nombre total de véhicules à 2 milliards ou plus.

Ces calculs incluent les voitures de particuliers, les camions légers, moyens et lourds, ainsi que les autobus.

En France, le nombre de voitures immatriculées s'est élevé à près de 32 millions en 2018. La Chine a encore beaucoup moins de véhicules par personne que les pays occidentaux, avec seulement 100 millions de voitures pour 1,3 milliard de personnes. Si ce taux était égal à celui des États-Unis, le pays disposerait d'un milliard de véhicules à lui tout seul.

Aux États-Unis, il y a environ 250 millions de voitures pour une population de 300 millions d'habitants, et ce nombre n'arrête pas d'augmenter.

Selon les estimations, le nombre total de véhicules dans le monde pourrait doubler pour atteindre 2,5 milliards d'ici 2050. 31 janvier 2019

Tandis que la société est en pleine déliquescence.

LVOG - San Francisco, au cœur de la Silicon Valley, du Green New Deal, de l'extrême-centre, du "deep state".

San Francisco : Des habitants installent des rochers pour empêcher les sans-abri de s'installer dans la rue 20minutes.fr 3 octobre 2019

San Francisco, au cœur de la Silicon Valley, est l'une des villes américaines les plus marquées par les inégalités. Dans la métropole californienne, la population de sans-abri a bondi de 17 % depuis 2017. La situation est si tendue que certains riverains ont décidé d'installer des rochers dans leur rue, rapporte The Washington Post ce mardi. L'objectif de ce drôle de manège : empêcher les sans-abri de venir planter leurs tentes.

Depuis l'installation d'un campement de SDF dans leur quartier, les résidents de la rue de Clinton Park sont confrontés à la drogue et aux violences. Des seringues usagées sont même retrouvées sur le trottoir.

Face à l'inaction de la police, ces habitants ont décidé de régler le problème par leurs propres moyens : ensemble, ils ont financé l'installation de vingt-quatre rochers sur le trottoir. Un investissement de 4.000 dollars (environ 3.650 euros).

A plusieurs reprises, des activistes ont déplacé les rochers sur la route. Mais les agents de la municipalité les ont remis sur les trottoirs.

Lassés de la controverse, les résidents ont finalement battu en retraite. Selon Slate, ils ont demandé à la municipalité de retirer les rochers. Définitivement. 20minutes.fr 3 octobre 2019

Plus d'un million de mal-logés vivent en Île-de-France - LeFigaro.fr 8 octobre 2019

C'est la région la plus riche de France mais aussi celle qui compte le plus de mal-logés. Plus d'un million de personnes se trouvent dans cette situation peu enviable en Ile-de-France, selon la Fondation Abbé-Pierre qui publie son rapport sur le mal-logement dans cette région où vivent plus de 12 millions d'habitants. Si l'Ile-de-France représente plus de 18% de la population nationale, elle concentre près d'un tiers du total de mal-logés en France (4 millions de personnes). LeFigaro.fr 8 octobre 2019

France. Consommation : le blues de la classe moyenne - LePoint.fr 8 octobre 2019

Décrochée par une société de consommation qui avance trop vite, alourdie par des contraintes budgétaires toujours plus encombrantes, la classe moyenne se réduit en France comme peau de chagrin. Selon une étude publiée ce mardi par Le Parisien, la tendance tient désormais du phénomène : l'angoisse d'un avenir incertain et les fins de mois difficiles touchent de plus en plus les Français moyens, ceux qui ne sont « ni les 30 % les plus riches ni les 30 % les plus pauvres ».

En 2019, selon l'enquête Ifop, 58 % des Français déclarent appartenir à la classe moyenne. En 2008, ils étaient 70 %. Sur la même période, le nombre de ceux qui se déclarent « modestes » a gagné 15 points, passant de 23 % à 38 %. Interrogée par le quotidien francilien, la sociologue Pascale Hébel explique ainsi cette tendance : « Les dépenses contraintes, logement en tête, n'ayant cessé de progresser, le reste à vivre est de plus en plus restreint. » En effet, parmi les 58 % de Français qui considèrent toujours appartenir à la classe dite « moyenne », les fins de mois sont rudes : 28 % déclarent « tout juste » finir le mois, 17 % « difficilement », souvent au point de « réduire leurs dépenses alimentaires les derniers jours du mois » et 13 % « facilement ».

Les principaux marqueurs de l'appartenance à cette classe moyenne évoluent donc avec elle, à son rythme. L'étude explique ainsi que la vente de vêtements d'occasion explose, tout comme celle de voitures à bas prix tandis que, dans l'alimentation, beaucoup sont systématiquement à la recherche de la moindre promotion.

Mais, outre la nécessaire adaptation d'une nouvelle façon de consommer, la classe moyenne se sent parfois tout bonnement « décrochée », en marge de la société de consommation au point de se déclarer plus modeste que moyen. Ainsi les loisirs, les dépenses cosmétiques ou la décoration disparaissent, car le chauffage, la santé ou les enfants sont prioritaires. Pour les trois quarts de la « classe moyenne inférieure », il faut même « parfois ou de temps en temps » renoncer aux vacances, autre détail hautement symbolique. LePoint.fr 8 octobre 2019

LVOG - Etude à relativiser compte tenu de leur niveau de vie et de consommation. Ils sont moins nombreux à se déclarer appartenir à la classe moyenne, peut-être parce qu'entre temps ils se sont lourdement endettés ou ils avaient fait des prévisions un peu trop optimistes.

C'est un indicateur à suivre...

Ils osent tout.

Convention citoyenne: "rien n'est interdit", assure Édouard Philippe - AFP

"Rien n'est interdit" à la toute nouvelle Convention citoyenne pour le climat qui va faire des propositions contre le réchauffement climatique, a assuré vendredi le Premier ministre... AFP

"Rien n'est interdit", sauf de contester la théorie du réchauffement climatique de nature anthropique.

Le pape plante un arbre au Vatican avec des indigènes d'Amazonie - AFP

L'époque des missionnaires est de retour, c'est la réaction sur toute la ligne oui ou non ?

QUATRIEME PARTIE

Stratégie de la déstabilisation ou du chaos, tout doit y passer. A quoi sert le féminisme ? Réponse.

Le couple ou les convictions, une féministe hétéro aura difficilement les deux - Slate.fr 7 octobre 2019

LVOG - Vous constaterez que dans cet article il n'est donné la parole qu'à des femmes, et que ces femmes appartiennent toutes aux couches supérieures ou intellectuelles de la classe ouvrière, et qui du fait de leur statut privilégié, autant que leur absence de conscience de classe, adoptent le comportement du petit bourgeois pour lequel ses désirs doivent devenir immédiatement se réaliser sans tenir compte des facteurs qui les contrecarrent, ce qui les amènent à s'en prendre au premier qui leur tombe sous la main, leur conjoint, qu'elles accuseront sans en avoir conscience, de reproduire les rapports de domination qui prévalent dans la société et dont le capitalisme est à l'origine, donc l'unique responsable.

Que leur revendication soit juste, la répartition des tâches et des responsabilités au sein d'un couple, ce qui l'est moins en revanche, c'est le procès qu'elles intentent à leur conjoint qui n'était pas forcément préparé à l'accepter, ce qu'elles n'étaient pas censées ignorer puisque chacun sait que c'est rarement la cas dans un couple. On se demandera pourquoi ces femmes qui se prétendent évoluées, n'y avaient pas pensé avant, et n'avaient pas évoqué cette question avec leur futur conjoint ou l'éventuel candidat destiné à partager leur existence. Aussi, partagent-elles la responsabilité de la situation désagréable dans laquelle elles allaient se retrouver, sans qu'on leur reproche puisque leur conjoint n'y avait pas pensé non plus. Autant dire que s'ils en restaient à se le reprocher mutuellement, au lieu d'essayer de comprendre pourquoi ils avaient reproduit inconsciemment ces rapports, ils n'en trouveront pas l'origine et leur relation ne pourra que s'envenimer, car même si leur conjoint rectifiait son attitude il développerait à leur égard du ressentiment, ce qui d'une manière ou d'une autre empoisonnerait leur existence.

Slate.fr - Alice, 23 ans, professeure des écoles - «...quand on a plus de connaissances, on voit avec plus d'acuité. Du coup, j'ai vu beaucoup de points noirs dans ma relation par rapport à la charge mentale et émotionnelle et ça a été dur à vivre.» Au point qu'elle s'est interrogée sur la compatibilité entre idéaux féministes et couple hétérosexuel: «Est-ce que je pourrai vivre avec un mec un jour? Est-ce que je suis vouée à être déçue toute ma vie, par mon copain actuel ou d'autres?»

LVOG - Comment ils poussent à l'éclatement des couples hétérosexuels au profit de couples homosexuels ou à l'adoption du statut de familles monoparentales, recomposées, décomposées ou éclatées. Atomisé, vous êtes plus faible, plus vulnérables, plus influençable.

Mélanie, 32 ans, éducatrice Montessori, est aussi passée par cette phase interrogative: «Je ne me considère pas comme

une féministe radicale mais c'est une question que je me suis vraiment posée: “Est-ce que je peux être en couple?”» Ce n'était pas par manque de confiance en elle ou crainte de ne pas plaire, plutôt par conviction que ses exigences concernant la vie conjugale, bien que basiques (par exemple ne pas être la seule à s'occuper des tâches ménagères, «avoir le sentiment que tous les deux on y contribue»), seraient difficilement satisfaites. «Est-ce que je peux trouver quelqu'un d'assez bien pour répondre à mes attentes?» reformule-t-elle.

LVOG - Ma pauvre dame, au point où vous en êtes et je dis cela par expérience, votre conjoint partagerait les tâches ménagères que rapidement vous trouveriez autre chose à lui reprocher et ainsi de suite, même un homme tendre, très attentionné et désintéressé, passionnément amoureux de vous (même après des années de vie commune), consacrant la majeure partie de son temps libre à vous et à vos enfants, rentrant directement à la maison après le boulot, ni joueur, ni alcoolique, ni drogué, ni dragueur, honnête, pas dépensier, sincère, avec lequel on ne s'ennuie jamais, avec lequel on peut aborder n'importe quel sujet, ni taciturne, ni aigri, ni violent, propre, soigné, ordonné, sérieux, courageux, responsable, bref, un homme auquel on peine à trouver de gros défauts comme l'on dit, vous ne pourriez pas le supporter avec l'état d'esprit que vous avez développé.

Vous voulez que je vous dise un truc, vous êtes minée par l'angoisse d'être dominée, et vous allez vous conduire avec lui en despote, l'envie inconsciente de le dominer va vous aveugler au point de vous convaincre qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans votre couple et qu'il faut le rompre. Pourquoi, parce que vous n'avez rien à lui reprocher, et si malgré tout vous n'êtes pas heureuse, il ne peut pas l'être non plus dans ces conditions, car en fait le problème se situe ailleurs, au niveau de votre mode de vie qui vous a été imposé par la société et non par votre conjoint qui était dans le même cas que vous, ce mode de vie infernal fait uniquement de contraintes et qui ne vous laisse pratiquement aucune liberté, le lot de toute la population en régime capitaliste que vous ne parvenez pas à assumer. «Je peux facilement être féministe sur internet, dans la rue, mais, une fois la porte de la maison fermée, est-ce qu'on continue à vivre en accord avec ses principes?» soulevait également la journaliste Titiou Lecoq, autrice de l'ouvrage Libérées – Le combat féministe se gagne devant le panier de linge sale, dans une interview vidéo donnée à L'Obs.

LVOG - Les féministes sont des pestes, qui croient qu'en imposant aux hommes de changer de mentalité contre leur gré sans changer de société, elles seront plus heureuses, les faits démontrent le contraire.

Loin d'être le signe apparent d'une misandrie, ces hésitations et cette désillusion sont en fait provoquées par la difficile mise en œuvre de l'idéal d'égalité entre les sexes au sein d'un couple hétérosexuel, même lorsque celui-ci est partagé par ses deux membres. «Ce n'est pas une guerre contre les hommes. Les femmes bataillent vraiment avec la vie de couple, surtout quand elles se revendiquent féministes. On retrouve des tensions entre un espoir d'égalité et la réalité», pointe Jenny van Hooff, maîtresse de conférences en sociologie à l'Université métropolitaine de Manchester (MMU).

LVOG - Dans la mesure où ce n'est pas "une guerre" contre l'ordre établi qui est à l'origine de tous les rapports sociaux dans la société, c'est "une guerre" qui est tournée contre les hommes ou ils le ressentiront ainsi à juste titre. A l'entendre, les hommes seraient enclins à dominer les femmes naturellement, ce serait dans leur nature en somme, elle le dit elle-même en affirmant qu'ils partageraient le même "idéal d'égalité entre les sexes au sein d'un couple hétérosexuel", alors que la cause est extérieure au couple, et remonte aux fondements de la société basée sur des inégalités, entre les classes, puis entre les sexes. L'ignorer interdit de dépasser cet antagonisme et conduit à le reproduire sans cesse. Il ne peut pas exister d'égalité dans une société fondamentalement inégalitaire, que ce soit entre ses membres ou entre les sexes. De même qu'au-delà, il ne peut exister d'égalité entre deux personnes, puisque nous sommes tous différents. Il faut donc concevoir qu'on l'interprète différemment, que cela nous plaise ou non, et il faut se faire à l'idée qu'il n'existe pas de principes supérieurs à la réalité, et que dans la vie il faut parfois faire des concessions de part et d'autre sous peine de rendre la vie commune ou en collectivité impossible, quel que soit le régime politique en présence.

Dans un article publié en 2011, elle conclut que «les relations hétérosexuelles continuent à être submergées par les rôles genrés traditionnels»: «La croyance et la sensibilisation à des idéaux égalitaires ne suffit pas à empêcher ces couples de s'en remettre à un partage traditionnel des tâches. [...] Les rôles genrés traditionnels refont surface quand les couples emménagent ensemble, sapant toute tentative d'égalité.»

LVOG - Même sur le plan biologique ou morphologique, et donc psychologique, les hommes sont différents des femmes, alors pourquoi voulez-vous absolument qu'ils se ressemblent au point d'être égaux en toute chose, c'est antinaturel, c'est stupide. Et puis, chacun, sans que cela tienne à un sexe ou un autre, est plus doué pour accomplir certaines tâches plutôt que d'autres, ou y trouve plus de satisfaction, se sente plus à l'aise. Pourquoi devrions-nous tous être doués pour faire la cuisine ou le repassage, raccommoder des boutons, la menuiserie ou l'électricité, la mécanique, lire des histoires aux enfants, jouer avec eux, pourquoi devrions-nous tous trouver du plaisir à faire les courses ou à passer des heures dans des centres commerciaux, etc. c'est despotique comme conception de la vie et de l'égalité.

D'après un sondage de l'institut Ipsos mené en avril 2018, 55% des Français «considèrent que les inégalités hommes/femmes en matière de répartition des tâches ne sont plus vraiment un problème au sein du foyer». Mais les chiffres de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) sont formels: selon les enquêtes «Emploi du temps», encore en 2010, les femmes s'acquittaient des trois quarts des tâches domestiques et y passaient en moyenne très exactement quatre heures et une minute quotidiennes contre deux heures et treize minutes pour les hommes; si l'on zoome sur les tâches parentales, les femmes supplantent également les hommes en les prenant en charge à 65% (quarante-cinq minutes journalières, contre dix-

neuf minutes pour les hommes).

LVOG - On voit là clairement, que puisque le sondage de 2018 ne colle pas avec leur théorie et leur intention de tourner les femmes contre les hommes et vice versa, ils vont spéculer sur celui de 2010 ! Le GIEC ne procède pas autrement notez bien. C'est normal que les femmes qui enfantent soient plus proches de l'enfant, et que par conséquent elles soient plus aptes à remplir "les tâches parentales", non ? Et c'est chronométré à la seconde près !

«Une lente et timide “réduction des inégalités” si l'on songe qu'entre 1986 et 2010 les femmes ont bel et bien consacré une heure de moins au ménage [et aux courses], tandis que les hommes n'y consacraient pour leur part que sept minutes de plus... Bref, si les femmes doivent remercier quelqu'un pour cette heure de corvée en moins, c'est peut-être leur lave-vaisselle, le magasin de surgelés d'à côté ou leur femme de ménage... mais sans doute pas leur conjoint», relate dans son ouvrage L'éducation vraiment positive la journaliste Béatrice Kammerer.

LVOG - Le progrès technologique et social favoriserait les hommes, leur ennemi déclaré avec le Green New Deal, cela se tient.

Et il ne faudrait pas croire, dans un regain d'optimisme, que la situation s'est miraculeusement améliorée depuis. En 2016, 93% des femmes de 25 à 49 ans ayant des enfants de moins de 18 ans s'occupent quotidiennement d'eux, contre seulement 74% des hommes, nous apprennent l'Insee et Eurostat. Les différences sont même plus prononcées pour les travaux ménagers et la cuisine: 80% des femmes ont à leur charge tous les jours ces tâches, contre seulement 36% des hommes.

LVOG - Jusqu'à l'âge de 18 ans, la mère occuperait toujours une place prépondérante dans la vie de l'enfant ou de l'adolescent, ce qui n'a rien de "miraculeux", c'est naturel. Mais puisque les variations climatiques sont naturelles et qu'ils ont décidé qu'il n'en était rien, pourquoi n'enfreindraient-ils pas d'autres lois naturelles pour parvenir à leurs fins, c'est l'engrenage. Nous vivons dans une société où les femmes couvent les filles et les hommes les garçons, c'est ainsi, donc les filles sont amenées très tôt à imiter leur mère et les garçon leur père, ils se partagent les rôles sans qu'il n'y ait rien de péjoratif ou de dégradant à cela, sauf que les féministes fanatiques ont décidé le contraire, c'est tout.

Pour mener à bien toutes ces tâches, les femmes consacrent en moyenne moins de temps à leur travail que les hommes (3h31 par jour contre 5h15) et rognent également sur leur temps libre (3h58 contre 4h28). L'activité professionnelle de l'homme comme ses loisirs passent en priorité, même si ce n'est jamais dit aussi expressément. L'ex de Mélanie, avec qui elle a vécu pendant cinq ans, lui affirmait que, pour lui, le ménage était «une perte de temps».

LVOG - Moi, je n'ai connu que des femmes qui, lorsqu'elles travaillaient à plein temps, consacraient autant d'heures au travail que les hommes. Si la différence de temps libre entre les femmes et les hommes n'est que de 30 minutes, c'est peu, vous voulez faire quoi en 30 minutes, cela représente 11%, ridicule.

Sauf qu'il fallait bien que quelqu'un s'en charge. «Il sous-entendait que c'était à moi de le faire et donc que mon temps à moi avait moins de valeur. Il avait des projets personnels qu'il voulait développer, mais moi aussi, et je me prenais des remarques comme quoi le ménage n'avait pas été fait. Je travaillais quarante heures par semaine et loin du domicile. Je ne voulais pas prendre ce que j'estimais sa part à lui du ménage», se remémore-t-elle avec agacement.

LVOG - Qu'il y ait des mufles parmi les hommes, cela a toujours existé, comme des feignasses parmi les femmes sans qu'on en fasse un plat.

«Sur le temps passé à la maison, mon conjoint veut bien faire des trucs mais il ne veut pas être plus à la maison, déplore aussi Elsa, enseignante-chercheuse en anthropologie de 38 ans et mère de deux garçons. La marge de manœuvre est assez réduite. Il ne va pas renoncer à un truc professionnel pour être avec les enfants. S'il a une réunion importante et qu'un des enfants est malade, il ne va pas l'annuler. Quand on lui propose un déplacement, il va toujours dire oui et ce sera à moi de m'adapter. Moi, mon premier réflexe, c'est de penser “non, les enfants sont encore petits, ça va être compliqué”... Et pourtant il était en théorie plutôt ouvert, même s'il ne se dit pas vraiment féministe.» LVOG - Vous n'aviez qu'à pas avoir d'enfants, c'est tout. Pourquoi cela devrait-il être la règle d'en avoir, dites-moi? Assumez vos responsabilités.

La jeune femme a ainsi démarré l'année universitaire 2019-2020 en posant un congé enfant malade parce que le benjamin a eu une angine, tandis que son conjoint, chercheur lui aussi, partait en déplacement. Et elle ne compte plus les fois où elle a dû annuler des réunions fixées tôt le matin parce qu'il ne l'avait pas prévenue de ses voyages et qu'il fallait bien emmener les enfants à la crèche et l'école.

LVOG - Quand on a une activité professionnelle très prenante ou comportant des contraintes, on n'a pas d'enfant voilà tout ! Il y a plein de gens qui bénéficient de conditions privilégiées et qui vont se pourrir la vie en prenant des décisions qu'ils ne seront pas capables d'assumer plus tard, parce qu'ils auront agi avec insouciance. Ils satisfont un désir sans en mesurer les conséquences comme le premier imbécile venu.

Même quand chaque membre du couple met la main à la patte, on retombe vite dans les vieux modèles. Thalie, 33 ans, RH, revendique une répartition égalitaire des tâches avec son conjoint mais concède que celle-ci reste stéréotypée: «Dans mon esprit, dans la manière dont j'ai été éduquée, une femme est capable de tout faire, devrait pouvoir tout faire et c'est l'exemple que je voulais et veux donner à mes filles. Dans les faits, la répartition des tâches s'est faite chez nous de manière genrée dans le sens où par exemple c'est moi qui vais m'occuper beaucoup du repas, beaucoup du linge, beaucoup du ménage et c'est lui qui va s'occuper des choses comme le bricolage, la voiture...»

LVOG - Normal comme on l'a déjà dit plus haut. Sinon il faut changer de régime et de société, mais cela vous ne voulez pas en entendre parler.

Le sondage Ipsos de 2018 montre que cette répartition est la norme: 83% des femmes trient le linge et lancent des lessives, contre 21% des hommes; pour le repassage, les pourcentages sont quasi similaires, respectivement 81% et 20%; pour le lavage des sanitaires, 78% vs 22%; à l'inverse, 71% des hommes bricolent, contre 11% des femmes, et 55% des hommes sortent les poubelles, contre 21% des femmes.

LVOG - Confirmation. Bon, les hommes sont assez bons pour sortir les poubelles, ne vous plaignez pas, je plaisante.

En outre, comme le souligne l'enquête Erfi (pour «Étude des relations familiales et intergénérationnelles») menée par l'Institut national d'études démographiques (Ined), «les pères sont nettement en retrait des activités contraintes, assimilables aux activités domestiques et socialement “sexuées” comme l'habillage des enfants. [...] C'est sans aucun doute dans les activités ludiques, affectives et de “sociabilité” que la participation des pères est la plus importante».

LVOG - Elles vont leur reprocher. Elles préfèreraient peut-être que les pères se désintéressent de leurs enfants, il faut croire.

L'irritation provoquée par ce surcroît de travail (souvent ingrat) qui incombe aux femmes est loin d'être tue. «La plupart des femmes interrogées ont exprimé de la frustration concernant le volume de tâches domestiques qu'elles se sentaient en devoir de réaliser», écrit ainsi Jenny van Hooff. Qui plus est quand elles avaient en tête des idéaux féministes.

LVOG - "Des idéaux féministes" qui leur pourrissent la vie en réalité, mais c'est le but.

Le quotidien se fait alors conflictuel. «Les tâches ménagères, je fais tout, jusqu'à ce que j'aie un accès de rage et je me mette à crier sur Ian», raconte Jane à la sociologue de la MMU. «Ça paraît des petites choses mais ça peut vraiment miner, nous dépeint Elsa. Les tensions qu'on a eues, c'est toujours autour de ça. On a eu des disputes hyper violentes cet été. On fait le même métier [chercheurs] et, quand je suis évaluée sur ma production scientifique, on ne prend pas en compte le fait que ce soit moi qui ai récuré les chiottes!»

LVOG - Il est vrai que c'est un critère scientifique ! Vous n'aviez qu'à vous mettre en ménage avec un homme de service, dont la définition de fonction comportait le nettoyage des chiottes !

Pour Alice, l'enseignante, qu'à de multiples reprises son copain n'ait même pas commencé à préparer le dîner au moment où elle rentrait tardivement du travail a généré beaucoup de tristesse: «Pour moi, ce n'était pas qu'il avait oublié de faire à manger, ça allait vachement au-delà: c'est que c'était un être qui manquait d'empathie et d'idées féministes et de motivations pour faire les choses...» Ce qui a parfois provoqué un désamour voire une diminution du désir. Difficile en effet de partager son intimité avec une personne dont on se dit qu'elle ne nous comprend pas ni ne nous écoute.

LVOG - Il n'appréciait peut-être pas non plus que vous rentriez tard du travail, qui sait ? Moi, quand mon épouse rentrait, j'avais tout fait, les courses, le ménage, la bouffe, la vaisselle, la machine à laver, etc. et cela n'allait pas encore, comme quoi... Si l'autre ne pense pas à vous, rien ne vous empêche de vous en séparer, pourquoi restez-vous avec un rustre ?

Du côté de Mélanie, faire appel à une tierce personne pour le ménage n'a pas suffi à apaiser les tensions conjugales. Elle avait «l'impression d'être devenue le lubrificateur de sa vie à lui, dépossédée de qui [elle était] et contrainte à une vie de domesticité qui ne correspondait pas à [ses] aspirations». Alors, à 30 ans, et alors même qu'elle avait pleinement conscience que c'était peut-être sa dernière chance d'avoir un enfant, elle est partie. «Je l'aimais, mais au bout d'un moment ce n'était plus suffisant. Je préférais ne pas avoir de mec que de m'asservir. J'ai reconquis ma liberté en le quittant. Dans ma tête, je me disais “le couple, si c'est ça, non merci, j'ai fait cinq ans et j'ai vu que c'était pas pour moi”.»

LVOG - Mais de là à généraliser, il ne faut pas exagérer, bien que généralement les relations dans un couple soient exécrables, j'en conviens. La société est pourrie à la base ou basée sur des rapports de domination, donc pourquoi devrait-il en être autrement dans un couple ? Prenez-en conscience, et avec un peu de chance vous rencontrerez peut-être un homme qui en a également conscience, et vous vous épanouirez ensemble, autant que cela se peut dans cette société.

Toutes les femmes en couple hétéro ne sautent pas le pas. Les fréquentes confrontations qu'Elsa a avec son conjoint l'ont

également conduite à songer à la séparation; elle a abordé le sujet avec lui, sans vraiment envisager la mise en pratique de cette échappatoire. «On ne peut pas se séparer de quelqu'un juste pour lui prouver qu'il faut partager les tâches», se persuade-t-elle. Ce qui n'étonne pas Jenny van Hooff: «Pour la plupart des couples, la répartition des tâches est une source permanente de conflit. Pourtant, les femmes estiment que c'est une question trop futile pour quitter leur partenaire, malgré la détresse existante.»

LVOG - Je n'ose même pas imaginer, comment ils peuvent vivre ensemble, et encore moins être un tant soit peu heureux en étant en permanence en conflit. Quel cauchemar !

Même si les idéaux féministes ne conduisent pas forcément au célibat, vouloir conformer son couple à la doctrine et l'analyser sous ce prisme, «c'est très compliqué et ça provoque beaucoup de déceptions et de colère», formule Alice. «Il y a des fois où on se dit “si je ne résistais pas, ce serait plus facile”», énonce Elsa. Au point que des femmes peuvent avoir la sensation qu'il n'y a pas d'autre option que de faire une croix sur leurs convictions –ce qui pourrait expliquer la persistante disparité entre les croyances en l'égalité et leur mise en application plus que partielle. «Les femmes semblent avoir intégré l'idée que, en étant dans une relation hétérosexuelle, elles assumeraient la majorité des tâches domestiques et émotionnelles», résume Jenny van Hooff, parce que, en l'état actuel des choses, hétérosexualité et féminisme font encore rarement bon ménage.

LVOG - Les femmes qui veulent conformer leur couple à la doctrine fanatique des féministes, font leur propre malheur, parce que en règle générale ce n'est pas à la réalité de s'adapter à une théorie mais l'inverse, ce qui ne signifie pas que la théorie devrait se conformer à la réalité, mais qu'elle doit partir de la réalité pour pouvoir la modifier. Quand maintenant on privilégie ses désirs, ses émotions ou ses sentiments au détriment de la réalité, on s'expose à bien des déboires inutiles par la suite. On sera amené à faire des choix qui empêcheront vos désirs de se réaliser, vos émotions et vos sentiments s'inverseront, ils tourneront au ressentiment et à la haine parfois... Slate.fr 7 octobre 2019

LVOG - Chez nous, c'est moi qui fait réchauffer le ou les plats du dîner (qui cuisine), qui met la table, qui prépare nos cocktails de jus de fruits (+ Vodka pour moi), j'aide ma compagne à débarrasser la table en fin de repas et c'est moi qui essuie la table, elle, elle lave la vaisselle et l'essuie, moi je la range. S'il manque quelque chose sur la table, c'est celui qui y pense qui se lève généralement, mais pas toujours, c'est le plus rapide !

Comme quoi je n'exploite pas, je n'opprime pas, je ne profite pas de ma compagne. On se partage les tâches, on nettoie ensemble le jardin et c'est moi qui l'arrose, qui fais les courses, la machine à laver et étend le linge (parfois elle), qui s'occupe des papiers, du bricolage, c'est elle qui balaie et lave le carrelage, moi je fais les vitres (11 fenêtres), etc.

Ce n'est pas une question de culture ou d'éducation.

Chez mes parents quand j'étais gosse j'aidais ma mère et mon père, ma soeur ne foutra jamais rien, comme quoi. En prime, c'est moi qui seras traité en pestiféré dans cette famille, pourquoi, parce que je n'avais pas adopté leurs idées et leur mode de vie.

Avec ma première épouse, j'aurais le comportement exemplaire que j'ai décrit plus haut, elle finira par me balancer comme une merde en m'accusant de tout et de rien selon. Ma fille hélas en deviendra le clone !

Ma deuxième épouse que j'avais sortie de la misère à laquelle elle était promise, et pour laquelle je serais tout aussi attentionnée, m'apprendra un jour par téléphone qu'elle avait décidé de s'installer en France précipitant notre rupture dès lors inévitable.

Avec Selvi, ma dernière compagne, on ne peut imaginer un couple plus dépareillé, on atteint pratiquement les extrêmes, cela nous force, me force surtout, à parler davantage encore et à admettre qu'il faille faire d'importante concessions. La barrière du langage est un gros handicap qu'on parvient à surmonter comme on peut. On assume cette situation qui n'est pas toujours facile à vivre. On s'aime bien et on se respecte, on s'assume comme on est, que demandez de plus ? Une chose qu'on possède également et qui est primordiale, on en a conscience tous les deux.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Portugal

Portugal: le socialiste Antonio Costa largement reconduit - AFP 7 octobre 2019

Le Premier ministre socialiste portugais Antonio Costa est sorti nettement renforcé des élections législatives de dimanche, après

être arrivé au pouvoir en 2015 à la tête d'une union de la gauche pour tourner la page de l'austérité.

Selon des résultats quasi définitifs, la formation de l'ancien maire de Lisbonne, âgé de 58 ans, a récolté 36,65% des suffrages et disposera d'au moins 106 sièges sur 230 au parlement, contre 86 en 2015.

Les socialistes devancent donc largement leurs principaux adversaires du Parti social-démocrate (PSD, centre-droit), qui ont reculé à 27,9% des voix et 77 sièges contre 89.

Marqué par une abstention record (45,5%), ce scrutin confirme que le pays est l'un des rares d'Europe où les socialistes ont le vent en poupe et où la droite populiste ne pèse pas sur le débat politique, même si le parti Chega! ("Assez!") est entré au parlement avec un député.

M. Costa ne dispose toutefois pas de la majorité absolue, ce qui l'obligera à chercher l'appui d'autres formations dans un parlement largement dominé par la gauche.

Le Bloc de Gauche, qui dispose comme en 2015 de 19 sièges, s'est déjà dit "prêt à négocier (avec le PS) un accord assurant la stabilité du pays", selon sa numéro un Catarina Martins. Avec 12 sièges, les communistes, qui reculent, n'ont eux pas exclu d'appuyer de nouveau le PS.

M. Costa dispose d'un autre allié potentiel, le parti animaliste PAN fondé par un philosophe bouddhiste qui passe de un à quatre sièges.

Depuis que M. Costa est au pouvoir, l'économie portugaise a consolidé spectaculairement la reprise entamée après la cure d'austérité drastique mise en œuvre par le précédent gouvernement de droite suite au sauvetage financier du pays en 2011.

La croissance (3,5% en 2017 et 2,4% en 2018) est actuellement au plus haut depuis le début des années 2000 et le chômage a retrouvé son niveau d'avant la crise (6,4%).

L'ancien avocat a surtout réussi le grand écart de détricoter les mesures de rigueur en augmentant les retraites ou les salaires des fonctionnaires, tout en profitant de la bonne conjoncture pour jouer les premiers de la classe de la zone euro en matière de déficit public, qui devrait être ramené à 0,2% du PIB cette année.

Ce bilan économique et social aura été son principal argument de campagne, même si la dette publique avoisine toujours les 120% du PIB et que les Portugais se plaignent toujours des bas salaires, d'une dégradation des services publics et de la hausse des prix de l'immobilier entraînée par l'explosion du tourisme. AFP 7 octobre 2019

Tunisie

Après les législatives en Tunisie: le risque d'un parlement émietté et d'un pays ingouvernable - Franceinfo 7 octobre 2019

Deux partis rivaux, Ennahdha et la formation du finaliste à la présidentielle incarcéré Nabil Karoui, ont tous deux assuré être arrivé en tête des législatives du 6 octobre en Tunisie. Un scrutin qui devrait déboucher sur un Parlement fragmenté en de nombreux petits blocs.

Deux sondages publiés par des instituts tunisiens ont néanmoins estimé que le parti d'inspiration islamiste Ennahdha avait gagné le plus grand nombre de sièges, 40 sur 217 (17,5% des suffrages), contre 33 à 35 pour Cœur de la Tunisie, le parti du leader de Nessma TV, Nabil Karoui (15,6% des voix). Les deux formations, qui ont revendiqué leur victoire devant la presse sans donner de chiffre, avaient exclu toute alliance durant la campagne.

Les résultats préliminaires sont attendus le 9 octobre, a indiqué l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE).

Si ces sondages se confirment, Ennahdha a encore perdu du terrain et la nouvelle assemblée s'annonce morcelée entre des partis hétéroclites peu enclins à négocier après une campagne à couteaux tirés. Quelque soit le gagnant, il lui sera difficile de rassembler une majorité.

Si l'impossibilité de former une coalition de gouvernement se confirme, la Tunisie risque de devenir ingouvernable dans un contexte économique très dégradé.

Le parti arrivé en tête disposera de deux mois pour dégager une majorité de 109 voix au Parlement afin de former un gouvernement. Le futur président de la République, qui sera élu à l'issue du second tour de la présidentielle prévu le 13 octobre, n'intervient qu'en cas de blocage au terme de cette période.

"Les négociations prendront probablement des semaines", juge l'analyste politique Youssef Cherif, en évoquant le risque d'un nouveau scrutin si les députés ne parviennent pas à se mettre d'accord.

Selon l'ISIE, le taux de participation a atteint 41,3%, bien en deça des 68% de 2014. Un faible score qui témoigne d'un fort sentiment de frustration et de désillusion vis-à-vis de la politique. Le scrutin traduit aussi le rejet des élites actuelles, déjà exprimé au premier tour de la présidentielle le 15 septembre.

Tant Ennahdha que Cœur de la Tunisie ont fait de la lutte contre la pauvreté le thème phare de leur campagne. Interdit sous la présidence de Ben Ali, Ennahda a fortement lissé son image depuis la Révolution en prenant part aux coalitions de divers gouvernements. Franceinfo 7 octobre 2019

LVOG - Franceinfo a "*lissé*" l'image des Frères musulmans, leur parti !

Algérie

Manifestation massive à Alger contre la présidentielle voulue par l'armée - AFP 4 octobre 2019

"Il n'y aura pas de vote!". Une foule massive a défilé vendredi à Alger contre la présidentielle de décembre exigée par l'armée et qui ne vise selon les manifestants qu'à maintenir au pouvoir un "système" dont ils réclament depuis sept mois la disparition.

Un cortège compact de manifestants, impossible à chiffrer en l'absence de tout comptage officiel, a rempli les rues du centre de la capitale algérienne, à l'issue de la grande prière musulmane hebdomadaire, bravant le fort déploiement policier et les mises en garde de l'armée à ceux qui s'opposent à la tenue du scrutin, a constaté une journaliste de l'AFP.

Selon des journalistes locaux et des sites d'information, la mobilisation a aussi été importante dans de nombreuses villes du pays.

Les cortèges, notamment à Alger, se sont dispersés sans incident en fin d'après-midi.

Conformément aux instructions données le 18 septembre par le chef d'état-major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, d'empêcher les manifestants d'autres régions de défiler à Alger, des barrages de gendarmerie ont entravé la circulation aux entrées de la capitale, provoquant de nombreux bouchons, selon des manifestants.

"C'est notre pays, c'est à nous de décider et il n'y aura pas de vote", ont scandé les manifestants, hostiles à la tenue le 12 décembre de la présidentielle.

Lors de ce 33e vendredi consécutif de manifestations, les slogans des protestataires ont visé expressément l'armée et son chef d'état-major, véritable homme fort du pays face à un président par intérim, Abdelkader Bensalah, largement invisible.

"On s'est débarrassé de la 'charita' ('la charrette', le fauteuil roulant dans lequel M. Bouteflika était cloué depuis un AVC en 2013), on va se débarrasser de la bedaine" du replet général Gaïd Salah, un ancien fidèle de M. Bouteflika, ont scandé avec humour les manifestants.

Plus tôt cette semaine, le général Gaïd Salah a réitéré ses avertissements à ceux qui voudraient "perturber" la tenue du scrutin, présenté comme un gage de "démocratie" souhaité selon lui par "la majorité écrasante du peuple algérien".

Mais pour les manifestants, cette élection ne servira qu'à maintenir en vie un "système", dont une partie des acteurs sont encore au pouvoir malgré le départ de M. Bouteflika.

L'ancien ministre de l'Intérieur, désormais Premier ministre "Noureddine Bedoui, 'Monsieur Fraude' (électorale), est toujours en place", souligne Amine Benmesbah, un ingénieur de 50 ans.

Et comme principaux candidats déclarés "on a le droit à (Abdelmadjid) Tebboune et (Ali) Benflis, des dinosaures qui ont longtemps été proches de Bouteflika et que le pouvoir veut présenter comme de grands démocrates. Alors pas question de voter dans ces conditions", assène-t-il.

"Aujourd'hui, c'est la veille du 31e anniversaire du 5 octobre 1988", date à laquelle de violentes émeutes ont éclaté à Bab el Oued, quartier populaire d'Alger, avant de gagner le reste de la capitale et du pays, a rappelé Hamida Benhaj, une manifestante de 56 ans.

"A l'époque, on s'est fait avoir avec les fausses promesses de démocratie et de liberté faites par le pouvoir. Pas question de céder aujourd'hui et se retrouver avec le même pouvoir aux commandes pour encore des décennies", a dit cette enseignante en affirmant qu'elle n'irait pas voter le 12 décembre.

L'onde de choc de 1988 allait provoquer l'effondrement du système du parti unique --le Front de libération nationale (FLN)-- et ouvrir la voie à d'importantes réformes démocratiques qui n'empêchent pas le haut commandement militaire, pilier du régime depuis l'indépendance, de conserver son influence.

La guerre civile qui éclate quand l'armée interrompt en 1992 les législatives pour empêcher la victoire annoncée des islamistes met un terme à l'ouverture démocratique.

"Les généraux à la poubelle et le peuple aura son indépendance", ont crié les manifestants. Pour Fatima, 54 ans, "la démocratie, c'est maintenant ou jamais qu'il faut l'arracher" dans la rue. AFP 4 octobre 2019

Irak

L'Irakien Moqtada Sadr réclame la démission du gouvernement, heurts meurtriers - AFP 5 octobre 2019

Le très influent leader chiite irakien Moqtada Sadr a réclamé vendredi la démission du gouvernement, faisant monter davantage la pression sur le pouvoir confronté à un mouvement de contestation marqué par des violences qui ont fait plus de 60 morts et 1.600 blessés en quatre jours.

Cet appel d'un poids lourd de la politique irakienne risque de mobiliser ses très nombreux partisans qui pourraient se joindre aux manifestations à Bagdad et dans plusieurs villes chiites du sud du pays, contre la corruption, le chômage et la déliquescence des services publics.

"Pour éviter davantage d'effusion de sang irakien, le gouvernement doit démissionner et des élections anticipées doivent se tenir sous supervision de l'ONU", a indiqué dans une lettre diffusée par son bureau M. Sadr, un ex-chef de milice redouté devenu ces dernières années le héraut des manifestations anticorruption.

Sa coalition, qui avait remporté en 2018 les élections législatives, constitue le premier bloc au Parlement et participe avec quatre ministres au gouvernement. Le retrait en 2018 de son soutien au Premier ministre de l'époque, Haider al-Abadi, après un mouvement social, avait empêché ce dernier d'être reconduit à son poste.

Plus de 60 personnes ont été tuées depuis le début du mouvement de contestation en Irak, dont au moins 18 à Bagdad, et plus de 1.600 blessées dans la capitale et le sud du pays, a indiqué dans la nuit de vendredi à samedi la commission gouvernementale des droits de l'homme irakienne. Six policiers figurent parmi les morts. Né d'appels sur les réseaux sociaux, le mouvement de contestation est le premier test pour le gouvernement d'Adel Abdel Mahdi en place depuis un an dans un pays sorti il y a moins de deux ans de près de quatre décennies de conflits et en pénurie chronique d'électricité et d'eau potable.

Selon les observateurs, les manifestants descendus dans la rue spontanément mardi et qui se disent sans aucune affiliation politique devraient rejeter toute récupération politique de leur mouvement par des partisans de M. Sadr.

Pour le quatrième jour consécutif, les Irakiens ont manifesté à Bagdad et dans plusieurs régions du Sud malgré un couvre-feu décrété jeudi, un blocage d'Internet et un énorme déploiement sécuritaire.

De violents affrontements ont opposé à Bagdad des forces anti-émeutes à des manifestants. Des tirs nourris ont résonné toute la journée dans la capitale irakienne et se sont poursuivis dans la nuit mais de manière sporadique, selon des journalistes de l'AFP sur place.

"Cela fait plus de 15 ans qu'on entend les mêmes promesses (...)", s'est indigné Sayyed, un manifestant de 32 ans à Bagdad. "On continue: soit on meurt, soit on change le régime".

Le pire, se lamente-t-il, c'est que l'Irak, deuxième producteur de l'Opep, "est censé être un pays riche! Si on creuse ici, on va trouver du pétrole, et pourtant on meurt de faim".

Le mouvement a repris de plus belle après une allocution vendredi de M. Abdel Mahdi qui a réclamé du temps pour pouvoir améliorer les conditions de vie des Irakiens.

Mais le grand ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité chiite du pays, a sommé le pouvoir de répondre rapidement aux demandes des manifestants.

"Le gouvernement doit "améliorer les services publics, trouver des emplois, éviter le clientélisme dans le service public et en finir avec les dossiers de corruption", a dit Ahmed al-Safi, représentant de M. Sistani. "Si les manifestations faiblissent pour un temps, elles reprendront et seront plus fortes et plus massives".

Les députés irakiens ont dit qu'ils consacreraient leurs réunion samedi à "l'étude des demandes des manifestants". Leur président, Mohammed al-Halboussi, a déclaré que si les demandes des manifestants n'étaient pas satisfaites rapidement, il "rejoindrait" le mouvement de contestation.

Pour la première fois, les forces de sécurité ont accusé, sans autre précision, des "snipers non identifiés" d'avoir tiré sur les manifestants et sur leurs membres à Bagdad. Les autorités accusent des "saboteurs" d'infiltrer les manifestations.

La majorité des manifestants tués ont été touchés par des balles réelles, selon des sources médicales qui ne précisent pas l'origine des tirs.

Le mouvement touche, outre Bagdad, les provinces de Najaf, Missane, Zi Qar, Wassit, Diwaniya, Babylone et Bassora.

Pour le moment, les régions principalement sunnites dans le Nord et à l'ouest de Bagdad n'ont pas connu de manifestations. La région autonome du Kurdistan non plus. AFP 5 octobre 2019

Irak: près de 100 morts en cinq jours, l'ONU appelle à la fin des violences - AFP 6 octobre 2019

De nouvelles manifestations ont eu lieu dans l'après-midi et en soirée dans différents quartiers de Bagdad et dans des villes du sud du pays.

Les forces de sécurité ont dispersé un important rassemblement dans l'est de la capitale, où les manifestants ont fait face à des tirs à balles réelles et de gaz lacrymogènes, selon des correspondants de l'AFP.

Dans le sud du pays, des protestataires ont mis le feu au QG de six partis politiques à Nassiriya. Des milliers de personnes ont aussi défilé dans les rues de Diwaniya, où de nombreux tirs ont été entendus.

Spontané, le mouvement est présenté par les manifestants comme "non partisan", par opposition aux précédentes mobilisations partisanes, tribales ou confessionnelles.

"Personne ne nous représente (...) On ne veut plus des partis, on ne veut plus de personne qui parle en notre nom", a lancé vendredi un manifestant à l'AFP.

Les responsables irakiens, pour beaucoup aux affaires depuis 2003 après la chute de Saddam Hussein, ont vu se dresser devant eux un phénomène inédit, explique Fanar Haddad, spécialiste de l'Irak.

"Ce sont des manifestations antisystème", affirme-t-il, qui diffèrent des traditionnels défilés pour réclamer électricité ou eau potable, dans un pays pourtant 5e producteur et exportateur mondial de pétrole.

"C'est la première fois", ajoute le chercheur, "qu'on entend des gens réclamer la chute du régime", qui repose sur une répartition confessionnelle et ethnique des postes et a créé népotisme et clientélisme. AFP 6 octobre 2019

La guerre larvée entre les USA et l'Iran s'est transformée en « soulèvement irakien » - entelekheia.fr 6 octobre 2019

La situation économique critique du Moyen-Orient constitue un terreau fertile pour des soulèvements menant à un chaos généralisé.

L'Irak est un cas spécial depuis l'occupation du pays par les USA en 2003, en raison de sa position d'allié à la fois de l'Iran et des USA. Jusqu'ici, le premier ministre Adel Abdel Mahdi s'en remettait à l'article 8 de la Constitution, qui préconise le maintien d'un équilibre entre l'Irak et ses alliés et les pays voisins, tout en veillant à ce que la Mésopotamie ne devienne pas le lieu de batailles rangées entre pays en conflit comme les USA et l'Iran, ou l'Arabie Saoudite et l'Iran.

En dépit des efforts des responsables bagdadis, la détérioration de la situation économique en Irak a entraîné le pays dans un état semblable à celui d'autres pays du Moyen-Orient qui ont vécu le soi-disant « printemps arabe ». Profitant de revendications légitimes dues à la précarisation des emplois et à la corruption endémique, les soulèvements intérieurs ont été manipulés pour faire tomber les régimes et créer des États en déliquescence, comme ce fut le cas en Syrie en 2011. Des pays étrangers et régionaux ont profité des demandes légitimes de la population locale pour faire avancer leurs propres

visées, menant ainsi à la destruction complète des pays concernés.

Des sources du cabinet du premier ministre irakien ont affirmé que « les dernières manifestations étaient planifiées depuis quelque chose comme deux mois. Bagdad a tenté de calmer la situation dans le pays, d'autant plus que les demandes de la population sont légitimes. Le premier ministre a hérité d'un système corrompu depuis 2003, lorsque des centaines de milliards de dollars ont été détournés vers les poches de politiciens corrompus. De plus, la guerre contre le terrorisme a non seulement mobilisé toutes les ressources du pays, mais a aussi obligé l'Irak à emprunter des milliards de dollars pour reconstituer les forces de sécurité et répondre à d'autres besoins essentiels. »

« Les dernières manifestations devaient être pacifiques et étaient légitimes, parce que les gens ont le droit d'exprimer leur mécontentement, leurs préoccupations et leurs frustrations. Cependant, le cours des événements a fait ressortir un tout autre objectif : 16 membres des forces de sécurité ont été tués et au moins 43 habitations civiles et immeubles du gouvernement et du parti ont été incendiés et complètement détruits. Ce genre de comportement a dévié les griefs légitimes de la population et abouti à un résultat désastreux : un chaos total dans le pays. Mais qui donc profite du désordre en Irak? »

Les troubles dans les villes irakiennes coïncident avec une tentative d'assassinat contre le général iranien Soleimani. Des sources croient que « la tentative d'assassinat de Qassem Soleimani, qui commande les Brigades Al-Qods du Corps des gardiens de la Révolution iranienne, n'est pas une pure coïncidence et qu'elle est liée à ce qui se passe en Irak. »

« Soleimani était en Irak lors du choix des principaux dirigeants du pays. Il a beaucoup d'influence, tout comme les Américains qui ont des gens en place. Une fois Soleimani disparu, ceux qui sont derrière les troubles récents pourraient croire que cela créerait assez de confusion en Irak et en Iran pour permettre un éventuel coup d'État militaire encouragé par des forces étrangères, en l'occurrence l'Arabie Saoudite et les USA dans ce cas. Dans l'esprit des acteurs étrangers, tuer Soleimani pourrait semer le chaos et amoindrir l'influence de l'Iran en Irak », expliquent les sources.

Les décisions récentes d'Abdel Mahdi l'ont rendu extrêmement impopulaire auprès des USA. Il a accusé Israël d'être responsable de la destruction de cinq entrepôts des forces de sécurité irakiennes (Hachd al-Chaabi) et d'avoir tué un commandant à la frontière irako-syrienne. Il a ouvert le poste frontalier à al-Qaem entre l'Irak et la Syrie, au grand dam de l'ambassade des USA à Bagdad, dont le personnel a exprimé son malaise aux responsables irakiens. Il a exprimé sa volonté d'acheter des S-400 et autre matériel militaire à la Russie. Abdel Mahdi s'est entendu avec la Chine pour la reconstruction de l'infrastructure essentielle de l'Irak en échange de pétrole, en plus d'avoir accordé un contrat d'électricité de 284 millions de dollars à une firme allemande plutôt qu'américaine. Le premier ministre irakien a refusé de respecter les sanctions des USA en continuant d'acheter de l'électricité de l'Iran et en autorisant des échanges commerciaux qui apportent de gros montants dans l'économie iranienne. Enfin, Abdel Mahdi a rejeté « l'Accord du siècle » proposé par les USA et tente une médiation entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, dévoilant ainsi son intention de ne pas se conformer aux objectifs et aux politiques des USA au Moyen-Orient.

Les responsables américains ont exprimé leur vif mécontentement à l'égard de la politique menée par Abdel Mahdi à de nombreux responsables irakiens. Les Américains jugent que leur échec à faire de l'Irak un pays faisant front à l'Iran est une victoire pour Téhéran. Cependant, ce que le premier ministre cherche à faire est tout autre. Il tente tout simplement de rester à distance du conflit USA-Iran, mais il rencontre des difficultés grandissantes.

Abdel Mahdi a pris le pouvoir en Irak lorsque l'économie était dans un état catastrophique. Il peine en cette première année de son gouvernement, car même si les réserves pétrolières de l'Irak sont les quatrièmes en importance dans le monde, le quart de sa population de plus de 40 millions d'habitants vit dans la pauvreté.

La Marjaya [Le corps religieux suprême des ayatollahs dans le chiisme, NdT] à Nadjaf est intervenue pour calmer le jeu, montrant ainsi sa capacité à contrôler la foule. Son représentant à Kerbala, Sayyed Ahmad al-Safi, souligne l'importance de combattre la corruption et de mettre sur pied un comité chargé de remettre le pays sur ses rails. Al-Safi a affirmé qu'il était nécessaire d'engager des réformes sérieuses et a demandé au Parlement, notamment à la « plus grande coalition », d'assumer ses responsabilités.

La coalition principale, qui comprend 53 députés, relève de Sayyed Moqtada al-Sadr qui a annoncé, contrairement à ce que la Marjaya souhaitait, la suspension de la participation de son groupe aux travaux du Parlement au lieu d'assumer ses responsabilités. Moqtada appelle à des élections anticipées, qui ne devraient pas lui donner plus que 12 à 15 députés. Al-Sadr, qui se rend en Arabie Saoudite et en Iran sans avoir d'objectif stratégique, cherche à surfer sur la vague du mécontentement afin de tirer avantage des demandes légitimes des manifestants. Moqtada et les autres groupes chiites qui dirigent le pays aujourd'hui, en alliance avec les Kurdes et les minorités sunnites, sont ceux-là mêmes qui devraient répondre aux exigences du peuple plutôt que de se cacher derrière ceux qui prennent d'assaut les rues pour demander la fin de la corruption, des emplois et une amélioration de leur qualité de vie.

Le premier ministre Abdel Mahdi ne possède pas de baguette magique et le peuple ne peut attendre bien longtemps. Les demandes des manifestants étaient justes, mais ils n'étaient « pas seuls dans la rue ». La majorité des créateurs de hashtags sur les réseaux sociaux étaient Saoudiens. Selon la source, « c'est très révélateur du fait que les visites d'Abdel Mahdi en Arabie

Saoudite et sa médiation entre Riyad et Téhéran ne l'immunisent pas contre un changement de régime soutenu par les Saoudiens. » Les voisins de l'Irak ont d'ailleurs laissé entendre clairement au premier ministre que ses relations avec l'Iran sont les plus saines et les plus stables de ses relatios avec ses pays voisins. Téhéran n'a pas conspiré contre lui, même si le drapeau iranien a été le seul qu'ont brûlé et souillé certains manifestants dans les rues de Bagdad, au cours des derniers jours du soulèvement.

La situation économique critique du Moyen-Orient le rend plus vulnérables à des troubles sociaux. La plupart des pays souffrent des sanctions que les USA imposent à l'Iran et des sommes faramineuses dépensées pour se procurer des armes américaines. Le président des USA Donald Trump fait tout ce qu'il peut pour vider les poches des dirigeants arabes et faire de l'Iran un épouvantail, pour drainer les finances des pays du Golfe. La guerre que les Saoudiens imposent au Yémen est un autre facteur déstabilisant au Moyen-Orient, car il favorise des tensions et des affrontements.

L'Irak semble se diriger vers l'instabilité, en tant que front de la guerre multidimensionnelle des USA contre l'Iran; les USA demandent la solidarité des pays arabes et du Golfe envers leurs plans. L'Irak ne se conforme pas aux demandes américaines. Le parlement et les partis politiques irakiens étant représentatifs de la majorité de la population, le changement de régime est improbable, mais les pays voisins et les USA vont continuer d'exploiter les griefs des citoyens irakiens. On ne sait pas si Abdel Mahdi réussira à maintenir la stabilité en Irak. entelekheia.fr 6 octobre 2019

Irak: Khamenei accuse des "ennemis" de chercher à "semer la discorde" entre Téhéran et Bagdad - AFP 7 octobre 2019

Le guide suprême iranien Ali Khamenei a accusé lundi des "ennemis" de chercher à "semer la discorde" entre l'Iran et l'Irak, son voisin, secoué depuis près d'une semaine par des manifestations au cours desquelles plus de 100 personnes ont été tuées.

"L'Iran et l'Irak son deux nations dont le coeur et l'âme sont liés (...). Des ennemis cherchent à semer la discorde mais ils ont échoué et leur complot n'aura pas d'effet", a écrit M. Khamenei dans un tweet, sans donner plus de détails sur l'identité des "ennemis".

Selon l'agence officielle Irna, ce tweet a été publié en réaction aux manifestations qui ont lieu en Irak, principalement à Bagdad et dans le sud du pays, à majorité chiite, depuis le 1er octobre, pour réclamer le départ du gouvernement accusé de corruption ainsi que des réformes économiques.

Les autorités irakiennes ont accusé des "saboteurs" et des "tireurs non identifiés" infiltrés de cibler manifestants et forces de l'ordre. Selon des sources médicales et sécuritaires, parmi la centaine de personnes tuées figurent huit membres des forces de sécurité. Plus de 6.000 personnes ont en outre été blessées.

Ces manifestations interviennent alors que des milliers de marcheurs iraniens ont entamé le grand pèlerinage chiite annuel vers le tombeau de l'imam Hussein à Kerbala, à 110 km au sud de Bagdad, qui doit culminer le 17 octobre avec les célébrations d'Arbaïn.

L'Iran a appelé ses ressortissants prévoyant de se rendre en Irak pour le grand pèlerinage à retarder leur départ. La télévision d'Etat iranienne avait annoncé le 2 octobre qu'un des trois postes-frontière utilisés par les pèlerins pour se rendre en Irak avait été fermé.

En 2018, environ 1,8 million d'Iraniens ont effectué le pèlerinage d'Arbaïn, selon des chiffres officiels.

Téhéran entretien avec Bagdad une relation étroite mais compliquée et soutient plusieurs groupes chiites en Irak. L'influence de l'Iran s'est renforcée en Irak après l'invasion américaine de l'Irak qui a mené au renversement de Saddam Hussein en 2003.

Kosovo

Législatives au Kosovo: l'opposition fait chuter les "commandants" - AFP 7 octobre 2019

Les électeurs ont sonné l'heure du changement au Kosovo, plaçant l'opposition en tête des législatives dimanche et infligeant une lourde défaite aux anciens chefs de la guérilla après une décennie de pouvoir.

Durant ces dix ans, le pays s'est enfoncé dans une profonde crise socio-économique sans obtenir une pleine reconnaissance internationale de sa souveraineté, la Serbie refusant toujours de reconnaître l'indépendance proclamée en 2008 par son ancienne province majoritairement peuplée d'Albanais.

Après le dépouillement de près de 95% des votes, le parti du leader de la gauche (Vetevendosje), Albin Kurti, (25,81%) devance de justesse l'autre grande formation d'opposition, la LDK (centre droit, 24,95%), à bonne distance des deux principales composantes de la coalition au pouvoir, le PDK du président Hashim Thaçi (21,27%) et l'AAK du Premier ministre sortant Ramush Haradinaj (11,5%). La commission électorale devrait annoncer lundi les résultats officiels avant d'éventuels recours.

Privé de la majorité absolue des 120 sièges à pourvoir (dont dix pour la minorité serbe), Albin Kurti, 44 ans, va s'employer à trouver un accord de coalition avec la tête de liste de la LDK, Vjosa Osmani, 37 ans.

Mais les partisans souvent très jeunes de l'ancien leader étudiant n'ont pas attendu pour scander le nom de leur héros, opposant de la première heure à la tutelle de Belgrade sur le Kosovo, devenu farouche pourfendeur des "commandants" et notamment d'Hashim Thaçi. En campagne, il avait prévenu qu'il demanderait le départ de son vieil adversaire sans attendre le terme de son mandat en 2021.

La cheffe de file de la LDK, Vjosa Osmani, s'est dite "prête à discuter" d'une alliance afin de "pousser dans l'opposition les partis qui ont mené le Kosovo" jusqu'à présent.

Après avoir mené la lutte de la guérilla contre les forces serbes (1998-99, 13.000 morts), les "commandants" sont rendus responsables par une grande partie des 1,8 million d'habitants (dont plus de la moitié ont moins de 25 ans), du chômage qui touche un quart de la population, d'une corruption et d'un clientélisme endémiques, de services publics désastreux.

Les nouveaux dirigeants du Kosovo seront confrontés à un double défi: ne pas décevoir la population mais aussi répondre aux exigences des Occidentaux qui attendent une résolution du conflit avec la Serbie, une des principales sources d'instabilité en Europe.

Reconnue par plus de 100 pays dont les principales capitales occidentales, l'indépendance du Kosovo est toujours fermement rejetée par Belgrade, mais aussi la Russie et la Chine, ce qui lui ferme les portes de l'ONU.

Le scrutin avait été provoqué par la démission en juillet du Premier ministre Ramush Haradinaj, convoqué par le tribunal spécial sur les allégations de crimes de guerre commis par l'Armée de Libération du Kosovo (UCK) durant ce conflit ayant parachevé la désintégration de la Yougoslavie.

Avant même le scrutin, Américains et Européens avaient demandé aux futurs dirigeants de "reprendre de manière urgente les discussions avec la Serbie", au point mort depuis des mois. Belgrade refuse de les reprendre tant que sont en vigueur les droits de douane de 100% imposés à ses produits par Ramush Haradinaj. AFP 7 octobre 2019

Commentaires d'internautes.

- Kosovo est gouverné par la mafia et le président Thaci est un criminel de guerre!

- La toxique AFP aurait dû préciser que sur les 10 000 km2 la base américaine en occupe 4 600 km2

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Équateur

Hausse du prix des carburants : l'Équateur instaure l'état d'urgence face à la colère de la rue - euronews 4 octobre 2019

Le président de l'Équateur, Lenin Moreno, a décrété jeudi l'état d'urgence dans tout le pays, paralysé par des grèves et des blocages contre une hausse du prix du carburant de plus de 100%, qui ont fait une trentaine de blessés.

Depuis l'entrée en vigueur des nouveaux tarif du carburant ce jeudi, le gouvernement est la cible de la colère de la rue. Le secteur des transports s'est mis en grève dans plusieurs régions du pays, et le mouvement va se poursuivre. "Nous avons décidé de continuer" la grève jusqu'à nouvel ordre, a déclaré Carlos Brunis, le dirigeant des chauffeurs de taxi de Quito, où aucun taxi et autobus n'a circulé jeudi.

Affrontements entre manifestants et policiers

En réaction à l'instauration de l'état d'urgence, des manifestants se sont violemment affrontés avec les forces de l'ordre près du siège du gouvernement, ont constaté des journalistes de l'AFP. Les protestataires ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur la police qui a répliqué en faisant usage de gaz lacrymogène. Le ministre de la défense dénombrait 277 interpellations et 21 personnes blessées dans la nuit de jeudi à vendredi.

Hausse de 100% des prix

Le démantèlement de subventions pour le diesel et l'essence dans le cadre d'un accord conclu en mars avec le Fonds monétaire international (FMI) a conduit à une augmentation des droits de douane pouvant atteindre 123%. Cet accord prévoit un soutien financier de 4,2 milliards de dollars en échange d'un programme de réformes économiques sur trois ans.

Jeudi, les nouveaux tarifs du carburant sont entrés en vigueur : le prix d'un "galon américain" (3,7 litres) de diesel est ainsi passé de 1,03 à 2,30 dollars, et celui d'essence de 1,85 à 2,40 dollars.

Le président Moreno, au pouvoir depuis mai 2017, a mis en garde les manifestants, affirmant qu'il ne permettrait pas qu'ils "imposent le chaos". "Cette époque est révolue", a-t-il ajouté. Dans le passé, des hausses des prix de carburant ont déclenché des grèves qui ont entraîné le renversement de trois présidents entre 1996 et 2007.

L'Équateur est confronté à des difficultés financières qui ont conduit le gouvernement à recourir davantage à l'endettement extérieur. En juillet, la dette publique était estimée à 36% du PIB, soit 39 milliards de dollars, selon la Banque centrale d'Equateur (BCE). Face au déficit budgétaire, le gouvernement a émis à plusieurs reprises des titres souverains qui ont dépassé les 10 milliards de dollars. En février, Quito a également obtenu des crédits pour 10 milliards de dollars d'organismes multilatéraux, avec une échéance de remboursement à trois ans. euronews 4 octobre 2019

Equateur: suspension de la grève des transporteurs - AFP 5 octobre 2019

Malgré la mobilisation, le président Moreno a affirmé vendredi qu'il ne reviendrait pas sur l'arrêt des subventions.

Jordanie

Jordanie: des milliers de manifestants en soutien aux enseignants grévistes - AFP 3 octobre 2019

Quelque 3.000 personnes se sont rassemblées jeudi à Amman, au milieu d'un important déploiement de forces de sécurité, devant le siège des syndicats professionnels jordaniens pour soutenir les enseignants du public, en grève depuis plus d'un mois pour réclamer des hausses salariales.

"Ce que réclament les enseignants n'est pas un luxe, ce sont des droits" ou "Il en va de la dignité de l'enseignant et de celle de la Nation", pouvait-on lire notamment sur des pancartes brandies par les manifestants, selon un photographe de l'AFP.

"Haussons la voix contre l'affront fait à l'enseignant", ont-ils aussi scandé lors de ce rassemblement organisé à l'appel de militants sur Facebook pour soutenir la cause des enseignants.

Parmi les manifestants devant le siège des syndicats --dont celui des ingénieurs, des médecins ou encore des avocats-- figuraient des membres de ces corps de métier mais aussi des parents d'élèves.

Les participants ont répété les demandes des enseignants du public, qui réclament une hausse de 50% des salaires et exigent des excuses des autorités pour la dispersion par la force d'une manifestation le 5 septembre devant le siège de la Primature à Amman.

A la suite de cette dispersion, le syndicat des enseignants avait décrété une grève, qui se poursuit à ce jour en dépit de mesures gouvernementales et d'une injonction judiciaire à cesser le mouvement.

Celui-ci paralyse environ 4.000 écoles publiques, où sont inscrits plus d'1,4 millions d'élèves jordaniens.

Les enseignants du secteur public demandent une hausse de 50% de leur salaire, dans un pays où le revenu moyen est de 550 euros environ et le salaire minimum de 275 euros.

Le gouvernement refuse de répondre à leur demande, dont il a estimé le coût à 112 millions de dinars jordaniens (environ 150 millions de dollars) pour le budget du royaume.

Dépourvue de ressources naturelles et très dépendante d'aides étrangères, la Jordanie est confrontée à une situation économique difficile, avec une dette de plus de 95% du PIB et un taux de chômage de 18,5 % tandis que 20% de la population vit à la limite du seuil de pauvreté.

Les autorités ont introduit une série de mesures d'austérité visant à réduire la dette publique en échange d'un prêt de plusieurs centaines de millions d'euros du Fonds monétaire international (FMI).

L'an dernier, les Jordaniens ont été touchés par des hausses des prix de produits de base qui avaient suscité des manifestations massives et entraîné la démission du gouvernement de l'époque. AFP 3 octobre 2019

Les enseignants ont obtenu partiellement satisfaction depuis...

Haut de page

Le 13 octobre 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai actualisé 2 rubriques, la causerie encore volumineuse demain, sauf imprévu.

On nous ment à tour de bras sur le climat, les températures et le CO^2 en particulier. N'étant ni physicien, ni géologue, ni mathématicien, ni climatologue, on doit démêler le vrai du faux et éviter les écueils idéologiques des uns et des autres, cela prend un temps considérable.

On n'en oublie pas pour autant la lutte de classe, comment le pourrait-on après les soulèvements en Equateur, au Pérou, en Haïti, en Algérie, en Irak, au Yémen, etc. Les crises politiques ouvertes ou rampantes aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, en Roumanie, en Pologne, etc. En dehors de quelques pays, presque partout c'est le capitalisme qui est remis en cause à l'échelle mondiale. Le Green New Deal suffira-t-il à le sauver ?

La liste de ceux qui en sont ne cesse de s'allonger de l'extrême droite jusqu'à l'extrême gauche et assimilée, ce qui augure du pire. Reste que les peuples exploités et opprimés peuvent aussi l'interpréter autrement que nos dirigeants, toujours est-il que sans un parti et une Internationale qui refuse de se compromettre dans cette machination et bien d'autres, on n'a aucune chance de s'en sortir, il faut garder cela soigneusement à l'esprit si on ne veut pas aller de désillusion en désillusion. Ni ce parti ni cette Internationale n'existe de nos jours, c'est donc le problème prioritaire à résoudre.

Voilà que la grève générale revient à la mode, encore faudrait-il la situer dans une perspective politique pour convaincre les travailleurs de se mobiliser, car ils sont de plus en plus nombreux à comprendre plus ou moins clairement que c'est à eux de prendre en mains le destin de la société face à la faillite du capitalisme et ses représentants, sinon à quoi bon.

C'est aux travailleurs de prendre le pouvoir et de gouverner, afin de réorganiser la production et l'ensemble de la société en fonction de leurs besoins et de leurs aspirations, en prenant soin de notre planète. Cela passe par l'instauration d'une Assemblée constituante ou populaire souveraine.

Les jeunes et parfois moins jeunes qui se mobilisent pour "sauver la planète" dans le cadre fixé par ceux qui détiennent le pouvoir et participent à sa destruction, n'ont pas conscience qu'ils sont manipulés, leur engagement étant sincère peut déboucher sur leur radicalisation politique et les amener à se dresser contre le régime. Cependant, là non plus il ne faut se faire aucune illusion, les organisateurs de ces manifestations ou de ces mouvements leur retireront le tapis ou disparaîtront avant même qu'ils s'en prennent au régime, c'est ce qu'on toujours fait la social-démocratie et les staliniens dans le cadre du mouvement ouvrier abandonnant les travailleurs à leur triste sort.

Donc les enseignements de la lutte de classe du passé demeurent valables de nos jours, qu'on le veuille ou non, les Gilets jaunes n'ont pas su ou pu ou encore voulu en tenir compte et on a pu observer le résultat. Il ne faut pas croire qu'on s'en tirera sans avoir corrigé toutes nos erreurs ou nos errements des 50 dernière années ou davantage. C'est avant tout notre analyse de la situation et le rôle des différents acteurs qui la composent qui pose problème, qu'on ne parvient pas à comprendre et à situer sur le plan historique, j'en veux pour preuve qu'absolument tous les partis ouvriers ont emboîté le pas du GIEC ou ont adopté ses thèses préfabriquées. A suivre.

Haut de page

Le 17 octobre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Une nouvelle fois malade et très diminué, je suspend l'actualisation du portail. On se contentera de petit chronique.

Je ne peux plus continuer. 10 heures par jour devant un écran, fumer comme un pompier, passé 60 ans quand vient la mousson, on suffoque, c'est suicidaire. Et puis cela ne mène à rien. De plus, je rencontre de plus en plus de problèmes informatiques que je ne m'explique pas, même la société OVH qui héberge le portail n'y comprend rien, c'est pour dire.

J'ajouterai des documents qui aident à comprendre le monde dans lequel nous vivons, conscient de ne pas pouvoir faire davantage, d'ailleurs nous en sommes tous au même point, mais pas vraiment pour les mêmes raisons. Après la gauche, c'est l'ensemble de l'extrême gauche et assimilée qui verse dorénavant dans le populisme nauséabond, le dernier exercice en date concerne la question kurde.

Les voilà qui volent au secours des ex-supplétifs de l'OTAN et du Pentagone, ex-associés aux mercenaires sanguinaires de Daesh qui se livrèrent pendant 8 ans à des massacres en masse de Syriens innocents, hommes, femmme, enfants, vieillards, s'ils voulaient finir de se décrédibiliser eux-mêmes, ils ne pouvaient pas imaginer mieux. Quand à la population civile kurde, ses bourreaux sont dans ses propres rangs depuis un siècle. C'est un peu la même chose en France (ou ailleurs) avec le mouvement ouvrier, qui au lieu de se mettre au service du prolétariat sert des intérêts qui lui sont étrangers.

J'ai lu qu'une grève se préparait pour le 5 décembre. Je n'ai rien à en dire, sinon que quel que soit son ampleur elle ne changera rien. Tout le monde connaît le contenu de cette contre-réforme, et jusqu'à preuve du contraire aucun mouvement de rejet supplémentaire de Macron ne s'est produit depuis, il n'y a donc pas lieu de penser qu'il en ira autrement demain. Seul un très grave incident, un acte de répression féroce pourrait mettre le feu aux poudres, soulever la jeunesse... C'est paradoxal, mais cela se tient parce que les masses sont excédées. Maintenant la France, ce n'est pas encore le Pérou ou Haïti.

A propos du syndicalisme en France, vous devriez lire l'article du Journal du Dimanche publié le 16 octobre 2019, *A Marseille, l'alliance Gaudin-Force ouvrière vit sa fin de règne*, stupéfiant, corruption avérée à tous les niveaux, et repensez aux discours outragers de nos dirigeants (permanents FO) après les 8 morts de la rue d'Aubagne le 5 novembre 2018, plus cynique, plus dégueulasse, tu meurs ! Je crois que même cela ne fait pas réagir la plupart des militants.

Haut de page

Le 31 octobre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Je confirme que le portail ne sera plus actualisé. Je précise que cela n'a rien à voir avec mon état de santé, je suis rétabli et en pleine forme. Je n'ai rien à ajouter.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 4 décembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

- 30 pages au format pdf -

- "*Ne plus exprimer son opinion être dans l'air du temps*". A bas la démagogie, la servilité, la lâcheté, le conformisme, le populisme, l'inquisition, la tyrannie !

- « *Tant que les Autrichiens auront leur bière brune et leurs petites saucisses, ils ne se révolteront jamais* ». L.V. Beethoven.

C'est ce que de multiples expériences dans le passé ont prouvé à propos des classes moyennes et des couches supérieures de la classe ouvrière.

Quand ils commenceront à devoir s'en priver, ils se mobiliseront, et la question est de saisir à quel moment précis cela se produira. Avant dans la plupart des cas, elles resteront sourds parce qu'il était trop tôt, et après elles le seraient tout autant parce qu'il serait trop tard. Tel est le paradoxe ou la difficulté à laquelle nous sommes confrontés et qui nécessite d'adapter en permanence notre tactique en fonction de l'évolution de la situation, afin que notre discours devienne intelligible au plus grand nombre quand ce basculement se réalisera, et qu'elles adoptent la perspective et les objectifs politiques que nous leur proposeront.

On a bien vu que partout où se produisait des mouvements sociaux d'ampleur ou de masse dans le monde, sans perspective et objectifs politiques, sans programme et parti ou organisation, ils sont systématiquement voués à l'échec ou à remporter des victoires partielles (et temporaires) consistant à récolter des miettes (qui seront annulées par d'autres mesures à venir) qui ne changent rien fondamentalement à leur condition et au régime en place.

Sans poser la question du pouvoir politique et de l'Etat, de la nécessité d'un changement de régime, du mode de production et de répartition des richesses, de réorganiser la société sur la base de nouveaux rapports sociaux, c'est un leurre ou une illusion de croire qu'elle pourrait devenir meilleure ou plus juste tant que la minorité qui détient le pouvoir n'aura pas été chassée, neutralisée, muselée, réprimée, car elle ne cèdera jamais le pouvoir pacifiquement.

Je n'ai pas traité certains sujets qui sont à épisodes ou s'étendent dans le temps, qui font l'objet d'infos quasi quotidiennement pendant des semaines ou des mois, c'est trop contraignant ou il faut une équipe pour faire ce boulot.

Entendu à Tripoli au Liban hier 3 décembre 2019

- "Mais descendre dans la rue ne suffit pas", ajoute-t-elle, précisant que les manifestants "ont senti qu'ils avaient besoin de comprendre". AFP 4 décembre 2019

Entendu à Alger hier 3 décembre 2019

- "La peur, c'était avant": en Algérie, les étudiants manifestent contre la présidentielle prévue le 12 décembre

Les manifestants estiment que le scrutin ne servira qu'à conserver le système politique mis en place après l'indépendance de 1962. francetvinfo.fr 03.12

Au Chili, l'annonce d'un toilettage cosmétique de la Constitution n'a pas davantage convaincu les manifestants qui exigent un changement de régime, et il en est ainsi partout ailleurs. Ce qui fait cruellement défaut, c'est le parti de la révolution socialiste mondiale que nous n'avons pas été foutus de construire, d'où la situation inextricable ou l'absence d'issue politique à la crise du capitalisme...

Eh oui, les enseignements du marxisme ou de la Commune de 1871, de la révolution russe de 1917, ont conservé toute leur actualité, nous en faisons continuellement la cruelle expérience, même si malheureusement nous n'avons pas été capable de les intégrer dans notre programme ou de les traduire en terme stratégique, ou pire si nous leur avons tourné le dos parce que nous avons cessé de croire dans les masses et le socialisme !

S'agissant de la contre-réforme des retraites nous exigeons son retrait.

Quant au 5 décembre et à la suite, je suis dubitatif en appelant à y participer évidemment, si vous vous demandiez pourquoi cela signifierait que vous n'auriez pas lu attentivement les causeries depuis août 2008.

- Contre la réforme des retraites, des CRS déposent casque et matraque - huffingtonpost.fr 02.12

Dans un geste symbolique, une centaine de policiers ont tenu à marquer leur désaccord avec la réforme qui se profile. Mais ils prévoient d'assurer normalement leur mission de maintien de l'ordre le 5 décembre.

Ce lundi 2 décembre, une centaine de CRS ont déposé symboliquement casques et matraques, devant la caserne de Chevilly-Larue dans le Val-de-Marne, pour demander le maintien du régime spécifique des policiers dans le cadre de la future réforme des retraites.

Le 5 décembre s’annonce comme une journée de mobilisations et de manifestations particulièrement suivies, contre la fusion des 42 régimes de retraite existants en un système “universel” par points, à l’appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires.

Pour ce qui est de la Police nationale, l’ensemble des syndicats est vent debout contre le projet de réforme. Deux fédérations syndicales de la Police emmenées par les syndicats Alliance et Unsa-Police ont appelé à des “actions de 10h à 15h dans tous les services de police”, le 5 décembre, avec des fermetures symboliques de commissariats, grève des PV ou zèle lors du contrôle aux aéroports.

Les policiers craignent une remise en cause de leur avantageux système de bonifications. Actuellement les policiers bénéficient d’une bonification spéciale dite “du cinquième” ou “quinquennale”, qui leur offre une annuité (quatre trimestres) de cotisation tous les cinq ans. Elle est plafonnée à cinq annuités et, pour y être éligible, le fonctionnaire doit avoir exercé 27 ans. huffingtonpost.fr 02.12

LVOG - 27 ans au lieu de 42 ans, aucun travailleur ne devrait être forcé de travailler au-delà de 50 ans, voire moins pour les mineurs, sidérurgistes, métallos, ouvriers du bâtiment, marins, etc. soumis à des contraintes physiques épuisantes ou nocives pour leur santé. Voilà ce qui devrait être généralisé à l'ensemble des travailleurs et qu'aucun syndicat ni parti ouvrier n'ose revendiquer, y compris ceux qui prétendent combattre pour changer de société ou le socialisme...

S'agissant de l'escroquerie climatique ou Green New Deal, nous exigeons son abandon.

- Une "coalition" de personnalités contre le changement climatique - Le HuffPost 2 décembre 2019

L’ancien chef de la diplomatie américaine John Kerry a officiellement lancé dimanche 1er décembre une coalition pour lutter contre la crise climatique, soutenu par des personnalités comme Leonardo DiCaprio, Emma Watson ou encore Arnold Schwarzenegger.

Bill Clinton, John Kerry, Cindy McCain, Susan Rice ou Madeleine Albright également de la partie.

Baptisée “World War Zero” (Guerre mondiale zéro), cette initiative rassemble des personnalités politiques de différents bords, des stars du cinéma ou du monde de la chanson. Le HuffPost 2 décembre 2019

LVOG - Révélateur. "*Des personnalités politiques de différents bords*", ce qui prouve que malgré les étiquettes ils sont bien tous du même bord politique, excellent !

- Les sacs réutilisables sont pires pour l'environnement que les sacs jetables -Slate.fr 3 décembre 2019

Ils nécessitent plus de plastique et sont jetés comme les autres.

En 2019 selon une étude sur la question du plastique dans la grande distribution au Royaume-Uni, conjointement publiée par Greenpeace et l'Environmental Investigation Agency, les dix plus grandes chaînes de distribution britanniques ont indiqué avoir fourni 1,5 milliard de ces pochons réutilisables, soit 54 «sacs pour la vie» par foyer britannique. Slate.fr 3 décembre 2019

Il en va de même des véhicules électriques et des éoliennes, notamment. Pour que l'ensemble des acteurs de la société changent de comportement, là où cela serait nécessaire uniquement, il faut commencer par changer de société et se débarrasser du capitalisme... Tout autre message est pure illusion, de l'intox, manipulation des consciences à des fins inavouables pour que rien ne change et tout empire finalement.

Une preuve supplémentaire.

- L'Islande bannit le fioul lourd de ses eaux territoriales - euronews 3 décembre 2019

Le transport maritime représente une source très importante des émissions mondiales de gaz à effet de serre. euronews 3 décembre 2019

Vraiment ou fake news ?

- Réduire les émissions de CO2 des navires - letemps.ch 12 avril 2018

Le transport maritime représente aujourd'hui entre 2% et 3% des émissions totales des gaz à effet de serre (GES) liées aux activités humaines... letemps.ch 12 avril 2018

LVOG - Le CO^2 d'origine humaine ou anthropique ne représente qu'environ 5% du CO^2 total présent dans ce qu'ils appellent l'effet de serre, 95% du CO^2 provient de la végétation et des océans, alors que représente 2% de 5% ? 0,10%, une "*une source très importante des émissions mondiales de gaz à effet de serre*" !

Questions : Quand quelqu'un recourt à ce genre de méthode ou d'argument pour imposer sa théorie : Est-elle digne de confiance ? Non. Que vaut sa théorie ? Rien. Ne recouvre-t-elle pas des intentions inavouables ? Evidemment !

Défense du marxisme.

Le manifeste du Parti communiste - Karl Marx, Friedrich Engels -1847

De plus, ainsi que nous venons de le voir, des fractions entières de la classe dominante sont, par le progrès de l'industrie, précipitées dans le prolétariat, ou sont menacées, tout au moins, dans leurs conditions d'existence. Elles aussi apportent au prolétariat une foule d'éléments d'éducation.

Enfin, au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une petite fraction de la classe dominante se détache de celle-ci et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que, jadis, une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et, notamment, cette partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à la compréhension théorique de l'ensemble du mouvement historique.

De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périclitent et périssent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique.

Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien

plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat.

Critique de l'économie politique - Karl Marx - 1859

À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves.

Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distin-guer entre : le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.

Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production.

Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société.

C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.

A propos de la NED

L'actualité politique fait référence à la NED, le National Endowment for Democracy (Fonds national pour la démocratie) des États-Unis, qui est une façade de la CIA. Des lecteurs pourraient nous accuser de faire une fixation sur la CIA ou de déformer le rôle de la NED, les précisions suivantes serviront à dissiper leur doute.

C'est une réalité que décrivent très bien leurs porte-parole, le New York Times et le Times.

- Le NED a été fondé en 1983 après que des opérations secrètes en série de la CIA à travers le Sud Global aient été exposées.

En 1986, le président du NED, Carl Gershman, a déclaré au New York Times : « Il serait terrible pour les groupes démocratiques du monde entier d'être considérés comme subventionnés par la CIA. Nous l'avons vu dans les années 60, et c'est pour ces raisons que cela a été abandonné« . Comme l'article du Times l'expliquait à propos du NED :

« À certains égards, le programme ressemble à l'aide apportée par la Central Intelligence Agency dans les années 1950, 1960 et 1970 pour soutenir les groupes politiques proétasuniens. Mais cette aide était clandestine et, d'après des enquêtes ultérieures du Congrès, on a souvent utilisé des articles de journaux et d'autres formes d'informations intentionnellement trompeuses. Le financement actuel est largement public – malgré le souhait de certains bénéficiaires de garder certaines activités secrètes – et semble être accordé dans le but de renforcer le pluralisme politique, plus large que les objectifs de la CIA de promouvoir le pro-Étasunisme« .

Ce n'est donc un secret pour personne, dans tout le Sud Global, que sous le couvert d'un parapluie bénin de promotion de la démocratie et des droits de l'homme, le NED fonctionne comme un mécanisme de pouvoir doux qui intervient activement dans la politique et la société. L'Ukraine, le Venezuela et le Nicaragua en sont des exemples récents. Dans de nombreux cas, il favorise le changement de régime.

Le conseil d'administration du NED comprend Elliott Abrams, qui a joué un rôle déterminant dans le financement et l'armement des Contras au Nicaragua, et Victoria Nuland, qui a supervisé le financement et l'armement des milices en Ukraine que certains experts ont qualifié de néo-fascistes. Le NED offre des subventions par l'intermédiaire de diverses branches. L'une d'elles est le National Democratic Institute, qui est actif à Hong Kong depuis la rétrocession de 1997. (Source : Traquer l'ingérence étrangère à Hong Kong - Mondialisation.ca, 11 octobre 2019)

Prostituez-vous, adoptez les médias faussaires institutionnels.

Franceinfo a-t-elle caché l'orientation politique d'un plombier interviewé sur les retraites ? - RT 29 novembre 2019

Après la publication d'un article présentant un plombier favorable à la réforme des retraites, Franceinfo a été épinglée pour avoir omis de préciser que celui-ci était un adhérent LREM. La chaîne s'est défendue, arguant d'une rencontre fortuite.

La chaîne d'information en continu, Franceinfo, se retrouve au centre d'une polémique après la publication sur son site, le 28 novembre, d'un article relatant l'histoire d'Olivier, plombier parisien militant pour la fin des régimes spéciaux. «Je souhaite qu'on arrête d'avoir ces régimes spéciaux […] qui créent aujourd'hui des inégalités très fortes», explique-t-il aux journalistes venus l'interviewer. Jusqu'ici rien de suspect, l'article aurait pu – dû – passer totalement inaperçu.

C'était sans compter sur la vigilance des utilisateurs des réseaux sociaux. Car à la suite de la mise en ligne du papier, de nombreux internautes se sont insurgés sur Twitter contre ce qu'ils considèrent être une manipulation de l'information. En effet, un cliché refait surface, daté du 22 mai 2017, montrant le même plombier affublé d'un t-shirt «En marche», paquet de tracts à l'effigie d'Emmanuel Macron entre les mains, en compagnie de Laurianne Rossi, qui sera élue députée La République en marche (LREM) des Hauts-de-Seine quelques semaines plus tard. «Laurianne Rossi avec Fatima Kaddouci, Animatrice #RépubliqueEnMarche Bagneux et Olivier Beurton, très bon accueil des Balnéolais», avait-elle tweeté à l'époque.

Par ailleurs, dans une publication sur son compte Facebook le 20 avril 2017, soit trois jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, Olivier avait appelé à «donner à Emmanuel Macron les voix dont il a besoin dès le 23 avril». Les internautes reprochent à la chaîne publique de ne pas avoir précisé l'orientation politique de l'interviewé, malgré son soutien très clair au futur président de la République.

Ils accusent également Franceinfo d'avoir modifié l'article en catimini afin que personne ne s'aperçoive de la supercherie. «Voici les deux versions avant les modifications de Franceinfo : la première qui ne précise même pas que le "plombier" a un quelconque lien avec LREM. La seconde qui dit uniquement que le "plombier" a voté Macron en 2017. Tout ça alors qu'ils savaient que ce type était adhérent LREM», a assuré l'un d'entre eux sur le réseau social, captures d'écran à l'appui.

Voici les deux versions avant les modifications de France Info :

La 1ere qui ne précise même pas que le "plombier" a un quelconque lien avec LREM.

La 2nde qui dit uniquement que le "plombier" a voté Macron en 2017.

Tout ça alors qu'ils savaient que ce type était adhérent LREM. pic.twitter.com/ZsS1KuMdG7

— Jean Hugon (@JeanHugon3) November 29, 2019

Contacté par RT France, Franceinfo confirme que l'information n'apparaissait pas dans la première mouture du papier. «Notre journaliste, Benjamin Illy, se déplace aléatoirement et n'a aucune idée de la personne à qui il s'adresse», se défend toutefois le service de presse de la chaîne. L'article a depuis été modifié, précisant que l'homme a «voté pour Emmanuel Macron à la dernière présidentielle» et qu'il est «adhérent» de LREM.

Cependant les internautes ne se sont pas arrêtés là. Déterrant le passé du plombier, ils ont finalement mis la main sur son profil sur le site de BFMTV, qui répertorie les dirigeants d'entreprises. Alors que dans son article Franceinfo le dépeignait comme un «artisan, à la tête d'une petite entreprise de plomberie», on s'aperçoit en fait qu'Olivier est bien gérant de la société PCEP, au chiffre d'affaires de 323 031 euros en 2018, spécialisée dans les «travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux» mais aussi celui de la société Tocablan, entreprise louant des «terrains et d'autres biens immobiliers». Elles sont toutes deux domiciliées à la même adresse, dans le XIVe arrondissement de la capitale. L'homme est en outre administrateur d'une autre société, cette fois-ci de construction automobiles : Automobiles de Fremond. Contacté par RT France, le gérant de PCEP a reconnu être l'homme interviewé par Franceinfo mais a refusé de répondre à nos questions.

Le Point avait en outre déjà rencontré Olivier en novembre 2016. Dans un article titré Ils en sont venus aux mains ! et publié dans la version papier de l'hebdomadaire, on apprenait que l'homme né en 1961 est diplômé d'HEC, fils de médecin et de chirurgien du VIIIe arrondissement de Paris et qu'il a été directeur général de Pierrot Gourmand, filiale d'Andros. «Je gagne de quoi rester à l'aise dans ma caste», avait-il alors déclaré au magazine après sa reconversion dans la plomberie au début des années 2000. Un profil atypique donc, dont on comprend désormais mieux la volonté de voir disparaître les régimes spéciaux. RT 29 novembre 2019

Un conseil de déontologie journalistique se crée, Mélenchon applaudit - Le HuffPost 25.11

Des représentants de la presse française, journalistes et citoyens vont fonder le 2 décembre à Paris le “conseil de déontologie journalistique et de médiation” (CDJM), une instance qui fait débat depuis des années et qui vise notamment à répondre à l’énorme défiance envers les médias.

Dans un communiqué, le chef de file de La France Insoumise Jean-Luc Mélenchon, qui avait lui-même défendu la création d’un tel conseil, a salué cette initiative, y voyant potentiellement “une belle avancée vers un droit de recours citoyen face aux médias”. Mais il a aussi appelé à ce que le conseil obtienne “un pouvoir de sanction symbolique réel et reconnu”, ce qui nécessiterait “l’appui du gouvernement et du législateur”. Le HuffPost 25.11

LVOG - Quel démocrate ce Macron ! Le gouvernement et le législateur garants de l'honnêteté des médias ou du droit à l'information, il fallait oser la sortir celle-là ! Qu'est-ce qu'il ne ferait pas ce charlatan pour cautionner Macron et les médias pourris ! Ce type-là n'a vraiment aucune dignité, répugnant.

- Une vingtaine de rédactions refusent de participer au Conseil de déontologie journalistique - RT 30.11

A l'initiative du gouvernement, un Conseil de déontologie journalistique et de médiation va voir le jour le 2 décembre. 19 rédactions, dont l'AFP, Europe 1, Le Figaro, TF1 ou Mediapart s'opposent au projet et refusent d'y participer.

Sous l'impulsion du gouvernement macronien, un Conseil de déontologie journalistique et de médiation (CDJM) sera lancé officiellement le 2 décembre avec son assemblée générale fondatrice. A l'instar de l'AFP, France Inter, TF1, Europe 1, Le Figaro ou Mediapart, 19 sociétés de journalistes et de rédacteurs refusent d'y participer et le font savoir le 29 novembre à travers un communiqué. «C'est un machin gouvernemental monté par des apparatchiks qui veulent donner des leçons aux autres et qui répondent aux ordres d'Emmanuel Macron», s'est insurgé auprès de l'AFP le 29 novembre Etienne Gernelle, directeur du Point. RT 30.11

LVOG - Que ces médias aient mauvaise conscience ou plutôt quelque chose d'inavouable à se reprocher, c'est un lieu commun, après tout ils ont tous appelé à voter Macron et le soutiennent quotidiennement, alors cela mérite bien un peu de considération et de confiance, non mais !

Rappel. Quand "***tous les socialistes étaient de gauche même très différemment***" ou à vous faire haïr la gauche, si cela était encore nécessaire.

- Les alter-chiens de garde de l’Union européenne par Laurent Dauré - librairie-tropiques.fr 27 Novembre 2019

(A propos d'un article sur l'UPR.)

Extrait. En effet, le mentor politique du chef de la France insoumise est François Mitterrand – dont il dit toujours le plus grand bien –, récipiendaire de la Francisque numéro 2 202, ministre de la Justice pendant la guerre d’Algérie, protecteur de l’ultra-vichyste René Bousquet (responsable de la rafle du Vél’ d’Hiv’), anti-communiste sournois, acteur principal du tournant libéral et maastrichtien du Parti socialiste, etc. Au nom de quoi l’allégeance – passée et présente – de Jean-Luc Mélenchon à l’égard de François Mitterrand devrait-elle être considérée comme moins fâcheuse que les premières étapes du parcours de François Asselineau ?

D’autant plus que pour le leader de la France insoumise, on peut aussi mentionner d’autres prises de position accablantes, certaines récentes : « Maastricht est un compromis de gauche » (Sénat, 9 juin 1992) ; la décision de Nicolas Sarkozy d’intervenir militairement en Libye est une « bonne idée » (BFM-TV, 18 mars 2011) ; « J’approuve l’idée qu’on brise le tyran [Mouammar Kadhafi] pour l’empêcher de briser la révolution » (Libération, 21 mars 2011) ; « prôner la sortie de l’euro relève du maréchalisme » (Europe 1, 26 juin 2011) ; « Cela vaut la peine de défendre l’euro, pas celui-là, mais commençons déjà par défendre l’idée même de l’euro » (Europe 1, 10 septembre 2011) ; « Je veux l’Europe » (Arrêt sur images, 4 juillet 2013).

Autre épisode éloquent, dont j’avais rendu compte dans cet article : le 5 juillet 2015, les Grecs rejettent par référendum (à 61 %) les conditions imposées par la troïka pour un 3e « plan de sauvetage ». Alexis Tsipras, pourtant à l’initiative de la consultation, s’empresse de s’asseoir sur le résultat et cède tout aux créanciers. Comment Jean-Luc Mélenchon réagit-il à cette trahison manifeste du peuple grec et de la démocratie ? Ainsi : « on peut considérer qu’il y a là une erreur dans le combat qui a été faite. Mais, à partir de là ça ne le disqualifie pas lui. Donc moi je reste solidaire de Tsipras » (propos recueillis par Télé Bocal et l’Agence Info Libre, le 16 juillet 2015 à Paris, dans une manifestation pour dire « non » aux politiques d’austérité mais… « oui » à Syriza).

À la mort de Michel Rocard, voici ce que Jean-Luc Mélenchon écrit sur son compte Twitter (2 juillet 2016) : « Des milliers de personnes engagées sont en deuil. Un éclaireur nous a quittés. Sa vie est une leçon. À chacun de la méditer. En ce temps-là, tous les socialistes étaient de gauche même très différemment. » Et, en effet, quelques années avant, le fondateur du Parti de gauche affirmait ceci à propos de Dominique Strauss-Kahn, alors possible candidat à l’élection présidentielle de 2012 : « Il est membre du PS et a été ministre du gouvernement de Lionel Jospin. Au nom de quoi pourrais-je lui contester son appartenance à

la gauche ? » (dans un débat fort amical avec le pro-DSK Pierre Moscovici, L'Express, 24 juin 2010).

Ils sont passés par là...

Paul-Marie Coûteaux, l'ex-altermondialiste

L'article, qui est décidément riche en détails sur le passé de François Asselineau, précise que celui-ci a fait « un bref passage au Rassemblement pour l'indépendance et la souveraineté de la France (RIF), créé en 2003 par l'eurodéputé Paul-Marie Coûteaux (qui se rapprochera plus tard de l'extrême droite) ». Tout ceci est vrai mais là encore on donne aux lecteurs des éléments d'appréciation incomplets qui conditionnent l'interprétation dans un sens défavorable à « l'enquêté ».

Paul-Marie Coûteaux a en effet dérivé vers des positions ultra-conservatrices et réactionnaires, jusqu'à doubler sur sa droite le Front national – avec lequel il a cheminé un temps –, mais c'est aussi un ancien chevènementiste (il est passé par les cabinets de Boutros Boutros-Ghali, du « Che » et de Philippe Séguin). Plus surprenant encore, il a été adhérent à Lutte ouvrière et c'est un des membres fondateurs de l'association Attac – créée en 1998 –, dont Le Monde diplomatique est on ne peut plus proche, Ignacio Ramonet, alors directeur du mensuel, en ayant été le principal artisan. D'ailleurs M. Coûteaux est également un ancien contributeur du journal.

On comprend qu'il soit préférable de taire ce lien Coûteaux-Attac-Diplo pour ne pas perturber le lecteur. D'ailleurs l'association altermondialiste (mais aussi alter-européiste et alter-capitaliste) fait de même sur son site Internet, où on ne trouve aucune mention de Paul-Marie Coûteaux. Quant à ce dernier, il n'affiche plus son engagement à Attac depuis qu'il a choisi de suivre une voie sinueuse au sein de la droite dure.

LVOG - Dans la lettre de démission de l'UPR de Laurent Dauré.

Laurent Dauré - Sur une note plus personnelle, en réfléchissant à mon parcours, je m'aperçois que je suis entré en politique par la porte de la souveraineté populaire, du souci démocratique (et aussi de l'opposition aux guerres impérialistes), et que j'ai peu à peu donné à ma pensée un contenu plus nettement anti-libéral – puis anti-capitaliste – et des principes anarcho-communistes (via lectures et rencontres). Bref, je suis sorti de l'UPR plus à gauche que j'y étais entré. »

LVOG - Pendant que de nombreux militants d'extrême gauche se vautrent dans le populisme ou se droitisent, d'autres font le chemin inverse et tentent de nouer des liens avec le socialisme, cela méritait d'être signalé.

C'est chouette, en capitalisme tout est possible... à condition d'en avoir les moyens!

- 57% des Français dépassent leur découvert autorisé au moins une fois par an (et ça coûte cher) - lepoint.fr 08.10

Selon l'étude du comparateur en ligne Panorabanques.com, 21% des Français sont chaque mois en "dépassement de découvert autorisé" et 57% le sont au moins au fois par an. Ce qui leur coûte en moyenne plus de 70 euros de frais par an.

Les clients les plus demandeurs sont logiquement ceux qui sont dont le compte bancaire est le plus dans le rouge vif: 89% des Français en dépassement de leur limite tous les mois souhaitent disposer d'une autorisation de découvert. En 2019, 57% des Français sont en dépassement de leur limite autorisée au moins 1 fois par an mais surtout plus d'un Français sur 5 (21%) est en dépassement de sa limite autorisée 1 fois par mois.

L'étude révèle que même les Français aux revenus les plus aisés sont, pour la moitié (47%) d'entre eux, en dépassement de leur limite au moins 1 fois par an (contre 57% pour l'ensemble des Français).

Or, l'utilisation du découvert non-autorisé coûte très cher en frais bancaires. "Les frais liés au dépassement de découvert autorisé représentent toujours environ un tiers de la facture des frais bancaires" commente Laure Prenat, directrice générale du comparateur en ligne des services de banque.

Le principal facteur inflationniste reste le taux nominal des agios à payer, situés entre 16% et le taux d'usure (environ 21%) même si ces taux élevés ne s'appliquent que sur une période courte.

S'ajoutent les lettres d'information pour compte débiteur non-autorisé expédiées par les banques à leurs clients ayant dépassé leur découvert. Ce courrier n'est gratuit que dans 24% des banques et il coûte en moyenne 10 euros dans les autres établissements. Enfin, il convient d'ajouter les "commissions d'intervention", plafonnées à 8 euros et 80 euros par mois depuis 2014. "Ce sont surtout elles qui font grimper la facture" commente panorabanques.com.

L'étude constate aussi de grands écarts de frais bancaires selon la fréquence du dépassement de découvert. "On peut aller jusqu'à plusieurs centaines d'euros par an pour ceux qui sont en dépassement tous les mois. Les incidents de paiement (rejets

de prélèvements, non exécution de virement permanent, chèque rejeté pour défaut de provision…) aggravent encore la situation des personnes touchées par ces incidents" conclut panorabanques.com. lepoint.fr 08.10

Les machines à décérébrer...

Plus de sept Français sur dix (71 %) jouent au moins occasionnellement aux jeux vidéo. C'est ce qu'indique la dernière étude Médiamétrie « Les Français et le Jeu Vidéo », mise en ligne par le SELL (Syndicat des Editeurs de Logiciels de Loisirs) et relayée par Clubicce jeudi.

Dans le détail, cela représente 32,75 millions d'adultes et 4,41 millions d'enfants âgés de 10 à 17 ans, soit 96 % de cette dernière classe d'âge. Par ailleurs, près d'un Français sur deux joue régulièrement.

Précisément, 49 % des Français assurent jouer au moins une fois par semaine. Leur âge moyen s'établit à 40 ans. Parmi ces joueurs réguliers, un enfant sur deux joue tous les jours. Cette situation concerne un adulte sur trois. 20minutes.fr 26.10

... qui peuvent rendre aussi constipé !

- Hygiène et hémorroïdes : une étude alerte sur l'utilisation des smartphones aux toilettes - L'Express.fr 8 octobre 2019

Une étude britannique révèle que l'utilisation des smartphones aux toilettes est fréquente et serait facteur de développement d'hémorroïdes ou d'autres maladies.

L'addiction à notre smartphone que l'on emporte jusque dans les toilettes pourrait devenir dangereuse pour notre santé physique. Dans la presse britannique, les médecins alertent sur cette pratique fréquente outre-Manche (57% des Britanniques admettent utiliser leur téléphone aux toilettes), qui peut devenir problématique pour la santé, comme engendrer des hémorroïdes.

Avoir son écran dans la main peut nous faire rester trop longtemps assis sur le trône, ce qui fait augmenter la pression des veines de l'anus sur le rectum inférieur, explique les médecins dans l'étude relayée par The Sun. C'est là que l'apparition d'hémorroïdes est facilitée. Ce qui est mis en cause ici est donc le temps passé aux toilettes et non l'activité en soi d'avoir un smartphone. Cela concerne aussi un magazine, un livre ou un journal.

"La constipation et se retenir d'aller aux toilettes est un risque majeur de contracter des hémorroïdes", ajoute encore docteur Sarah Jarvis dans les colonnes du site britannique qui confirme que rester longtemps sur le trône est aussi un facteur. Elle conseille donc de laisser le téléphone en dehors des petits coins. L'Express.fr 8 octobre 2019

LVOG - Je n'ai pas de connexion Internet sur mon smartphone, inutile. Je n'ai jamais chargé non plus une application. Mon smartphone me sert uniquement pour téléphoner, prendre parfois des photos et écouter de la musique que j'ai transférée de l'ordinateur. Il y figure aussi l'ensemble de mes papiers d'identité, permis de conduire, assurance, etc.

Je ne m'en sers pratiquement jamais à l'extérieur. Je le range dans une pochette en cuir dans mon sac, puis dans le coffre du scooter, ce qui fait que s'il sonne je ne l'entend pas, tranquille quoi. Je ne téléphone jamais à une personne en cours de journée pour ne pas la déranger à son travail. On a déjà si peu de liberté, non ?

Ces pervers et prostituées ont un sexe à la place du cerveau.

- Se masturber sans les mains, c'est possible grâce à ces 4 techniques - huffingtonpost.fr 13.11
- 5 positions sexuelles idéales pour faire l'amour le matin - huffingtonpost.fr 19.10
- Le peaking, la technique magique pour avoir un orgasme plus intense - huffingtonpost.fr 12.10
- Avoir un orgasme dans son sommeil, est-ce vraiment possible ? - huffingtonpost.fr 16.09
- 4 positions pour un coït réussi sans enlever ses fringues (ou presque) - huffingtonpost.fr 11.08
- Pour s'endormir, la masturbation: le conseil d'une assurance allemande huffingtonpost.fr 02.08
- Pour avoir un orgasme multiple, voici la technique - huffingtonpost.fr 22.06
- 12 femmes partagent leurs techniques pour atteindre l'orgasme - huffingtonpost.fr 07.08.2018

La remise en cause du capitalisme et ses institutions, ses partis, est mondiale. Nos ennemis livrent leurs inquiétudes.

N'en tirez aucune conclusion hâtive, vous iriez encore de désillusions en désillusions, et c'est aussi néfaste pour la santé que pour le moral.

Algérie, Liban, Irak, Chili, Hongkong... La contestation est mondiale - Le Monde 8 novembre 2019

Malaise profond, ralentissement économique, creusement des inégalités, corruption, écrasement des classes moyennes, jeunesse sans avenir, marginalisation politique… Le monde est en proie à une flambée de mouvements contestataires. Le Monde 8 novembre 2019

La France est dans un «ensauvagement général» avec un «degré de violence inédit», alerte le renseignement - Sputnik 22 novembre 2019

«On constate une forte dégradation des rapports sociaux dans les sociétés occidentales», a observé jeudi le coordinateur national du renseignement, Pierre Bousquet de Florian, parlant d'«un degré de violence» inédit. 22 novembre 2019

Le clivage droite-gauche est mort et enterré! - Le HuffPost 22 novembre 2019

Ceux qui imaginent faire renaître de ses cendres le vieux clivage en seront pour leurs frais. Celui-ci est mort. Non pas que la droite et la gauche aient disparu. Le HuffPost 22 novembre 2019

LVOG - La droite et la gauche n'existent plus depuis belle lurette, mais les classes sociales aux intérêts opposés et irréconciliables existent toujours, attention, la confusion est fatale !

La grève du 5 décembre à la SNCF peut-elle durer jusqu'à Noël? - Le HuffPost 30 novembre 2019

- Réforme des retraites : une grève dure ou une grève qui dure? - Journal du Dimanche 02.12

LVOG - Quel cauchemar !

Il y a 7 ans et demi déjà, dans la causerie du 17 juin 2012.

- Des manifestations importantes et des grèves générales à répétition ont eu lieu en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce, mais aussi dans une moindre mesure en Belgique, en Irlande et en Allemagne. Des mouvements révolutionnaires ont eu lieu en Tunisie, en Egypte, au Yémen notamment.

Des manifestations ont également eu lieu récemment dans un nombre important de pays de la Chine à la Bolivie en passant par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, on pourrait ajouter des pays où les manifestions sont extrêmement rares, à Bahrein, au Koweit, en Arabie Saoudite.

On ne peut donc pas dire que le mouvement ouvrier internationale serait dans une phase de reflux, alors que partout ou presque il a manifesté sa volonté de passer à l'offensive contre le capitalisme mondial. Fin de l'extrait.

Et qu'est-il sorti 7 ans et demi plus tard de ces expériences, à quoi ont-elles servi ? A rien ou pire, le mouvement ouvrier internationale a continué de se disloquer et à se gangrener, simple constat.

Liban, Irak, Algérie, Haïti, Chili, Equateur, Pérou, Colombie, Guinée, etc. tous ces peuples exigent un changement de régime.

Et en occident, en France ? On en est encore loin, bien que les mouvements sociaux se multiplient. Que fait-il défaut ? Une perspective politique.

En France, voile, immigration, communautarisme, féminicides, harcèlement sexuel, réchauffement climatique anthropique, élections municipales, duel Macron-Le Pen en 2022... jusqu'à la nausée!

... et pendant ce temps-là... les Français ont de quoi être fiers !

- Bernard Arnault est désormais plus riche que Bill Gates et Jeff Bezos - Challenges 26 novembre 2019

Avec le rachat de Tiffany pour 16, 2 milliards de dollars, Bernard Arnault a réussi un coup de maître pour son groupe de luxe. Mais cette opération va aussi lui permettre de chiper un autre symbole américain, le titre d'homme le plus riche du monde, largement trusté depuis des années par les milliardaires américains: Bill Gates, Jeff Bezos, Warren Buffett. Seul le magnat mexicain des telecoms Carlos Slim avait réussi cet exploit avant lui, entre 2010 et 2014.

La nouvelle n'est pas encore officielle sur le site de Bloomberg mais d'après nos calculs réalisés ce jour, la fortune de Bernard Arnault serait aujourd'hui de plus de 109 milliards de dollars. Car le PDG de LVMH détient 47,16% de LVMH, qui a atteint son

plus haut historique, grâce au rachat de Tiffany (206 milliards d'euros de capitalisation, soit 97 milliards d'euros pour sa participation, en hausse de 57% depuis le 1er janvier) mais ce n'est pas tout. Il conserve aussi 1,87% du sellier Hermès, solde de sa tentative de rachat avortée en 2014, valorisé 1,3 milliard d'euros, ainsi que 8,63% du groupe de distribution Carrefour (une prise de participation démarrée en 2007), pour près de 1,1 milliard d'euros sans compter d'autres actifs, impossibles à valoriser pour le moment et logés dans Groupe Arnault, la holding de tête du groupe. Ce qui donne un total conservateur de 99,5 milliards d'euros, soit - après conversion - 109,5 milliards de dollars. Devant Jeff Bezos (108,3 milliards de dollars au cours d'hier soir) et Bill Gates (106,7 milliards de dollars). "Ce n'est pas du tout de l'argent que j'ai sur mon compte, a réagi Bernard Arnault dans Le Monde, c'est la valeur des actions du groupe. Si les actions montent, ça monte, si les actions baissent, ça baisse. Voilà"

Une croissance à deux chiffres

Une ascension éclair, puisque si Bernard Arnault occupe sans discontinuer depuis 2016 la première place des fortunes françaises, à l'époque, le propriétaire de LVMH ne pointait qu'à la 13ème place du classement Bloomberg, loin derrière les stars américaines de la tech. Il était même devancé en Europe par l'Espagnol Amancio Ortega, propriétaire de Zara. Mais la stratégie de montée en gamme du groupe LVMH et ses acquisitions de pépites du luxe (le joailler Bulgari en 2001, le bagagiste allemand Rimowa en 2016, le groupe hôtelier haut de gamme Belmond en 2018...) ont payé : en dix ans, le chiffre d'affaires a triplé et le cours de bourse a été multiplié par... quasiment 6. De quoi se payer le luxe d'être l'homme le plus riche du monde ! Challenges 26 novembre 2019

L'extrême centre était bien l'extrême droite.

Emmanuel Macron choisit Valeurs Actuelles pour parler islam - Le HuffPost 30 octobre 2019

Que la gauche venimeuse soit la plus virulente contre cette initiative de Macron n'a rien d'étonnant, puisqu'elle protège Macron et LREM qui ne doivent pas apparaître au grand jour tels qu'ils sont ou le plus tard possible en cas de besoin. L'extrême droite, c'est le RN-FN et non LREM, sinon comment voudriez-vous qu'on continue de caractériser le régime de démocratique... et de le soutenir.

Port du voile: le Sénat vote l'interdiction pour les parents accompagnant les sorties scolaires - AFP 30 octobre 2019

Tout cela pour un insignifiant bout de tissu posé sur les cheveux, un simple foulard sur la tête...

La gauche venimeuse s'en offusque qui appela à bombarder la Libye et la Syrie... Elle en appelle au respect du "modèle républicain" qui lui servit à adopter un tas de lois injustes sur le plan social et liberticides...

Macron ou l'hydre de la haine consommée.

Macron appelle "la nation toute entière" à "se mobiliser" face à "l'hydre islamiste" - lexpress.fr 08.10

Lors de son hommage aux victimes de la préfecture de police de Paris, le président de la République a promis un "combat sans relâche" "face au terrorisme islamiste".

Le président de la République a appelé "la nation toute entière" à "se mobiliser" face à "l'hydre islamiste", en louant "l'irréductible esprit français de résistance".

"Trop souvent nous avons pleuré, parlé, pris des lois, puis sommes revenus au quotidien, comme si de rien n'était. Comme si ce quotidien ne pouvait être habité par le pire. Or c'est ce qui est advenu ici même (...) Alors faisons bloc derrière nos forces de l'ordre", a-t-il ajouté.

"Ce que nous combattons, c'est aussi cet islamisme souterrain, qui progresse par les réseaux sociaux, qui accomplit son oeuvre de manière invisible (...) C'est un ennemi insidieux, qui exige de chaque citoyen, de chacun d'entre nous, un regain de vigilance et de civisme", a-t-il insisté. lexpress.fr 08.10

LVOG - Le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis qui hébergent, protègent, financent les Frères musulmans, les takfiristes, salafistes, al Qaïda, Daesh, les Talibans, qui oeuvreraient "de manière invisible" ?

Stratégie de la terreur. La menace est omniprésente, partout...

"La société de vigilance" voulue par Macron ne contribue pas à l'unité mais à la division - Journal du Dimanche13 octobre 2019

Emmanuel Macron a demandé à chaque Français de "repérer à l'école, au travail, dans les lieux de culte", les "petits gestes qui signalent un éloignement avec les lois et les valeurs de la République"... [Journal du Dimanche] Journal du Dimanche13

octobre 2019

LVOG - Lui, ils n'auront pas de mal à l'identifier !

Macron président des riches, pas des juifs, mais des sionistes.

- Lutte contre l'antisémitisme : 127 universitaires juifs appellent à s'opposer à une résolution LREM - Franceinfo 02.12

Cette résolution, sans valeur contraignante, doit être débattue le 3 décembre à l'Assemblée nationale. Elle prévoit notamment d'élargir la définition de l'antisémitisme à l'antisionisme.

"Cet amalgame est fondamentalement faux." Un collectif de 127 intellectuels juifs appelle l'Assemblée nationale à s'opposer à une proposition de résolution pour lutter contre de "nouvelles formes" d'antisémitisme. Sans valeur contraignante, la résolution a été proposée par le député LREM de Paris Sylvain Maillard et doit être examinée mardi 3 décembre. Le texte suscite de nombreuses critiques, y compris dans la majorité.

Il suggère de reprendre la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (Ihra), validée par plusieurs pays et appuyée par Emmanuel Macron en février devant le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif). Le président de la République avait alors affirmé vouloir élargir la définition de l'antisémitisme à l'antisionisme.

Dans une tribune publiée dans Le Monde (lien réservé aux abonnés), le collectif d'intellectuels estime que la résolution "assimile (…) l'antisionisme à l'antisémitisme". Or "pour les nombreux juifs se considérant antisionistes, cet amalgame est profondément injurieux", affirme le collectif. "De nombreuses victimes de l'Holocauste étaient antisionistes (…) Environ 20% de la population d'Israël sont des citoyens palestiniens, dont la plupart sont musulmans ou chrétiens. La désignation choisie occulte et nie leur existence", rappelle-t-il.

Pour les Palestiniens, le sionisme représente la dépossession, le déplacement, l'occupation et les inégalités structurelles. (...) Ils s'opposent au sionisme non par haine des juifs, mais parce qu'ils vivent le sionisme comme un mouvement politique oppressif. Un collectif de 127 intellectuels juifs dans "Le Monde"

La deuxième raison est que la définition de l'antisémitisme de l'Ihra elle-même serait "hautement problématique", "peu claire et imprécise". Elle est en outre "déjà utilisée pour stigmatiser et réduire au silence les critiques de l'Etat d'Israël, notamment les organisations de défense des droits humains", estime le collectif.

"Nous ne pouvons pas considérer cela comme indépendant de l'agenda politique principal du gouvernement israélien visant à enraciner son occupation et son annexion de la Palestine", écrivent les signataires, qui s'inquiètent que "ces efforts du gouvernement israélien trouvent un soutien politique, jusqu'en France".

La proposition de résolution, qui sera examinée en début de soirée mardi au Palais Bourbon, a été cosignée par une centaine de députés de divers bords, dont environ 80 LREM seulement. Franceinfo 02.12

En complément.

Le texte, sans valeur contraignante, a été adopté par seulement 154 voix pour, 72 contre, et 43 abstentions. franceinfo 03.12

Hommage à l'impérialisme français toujours en guerre, c'est là qu'il est le meilleur !

Le 11 novembre Macron a inauguré le premier monument national dédié aux "Morts pour la France en opérations extérieures" (OPEX), et il a demandé que ce monument soit inscrit "comme un haut lieu de la mémoire nationale"... que nous recommandons de ne pas partager. (Source : lefigaro.fr 11.11)

- «République islamique en marche» : la nouvelle Une de Charlie Hebdo affole Twitter - RT 30 octobre 2019

- Castaner favorable à "associer" le secteur privé en matière de sécurité - AFP 19 novembre 2019

- Brésil: un fils de Bolsonaro évoque une dictature "si la gauche se radicalise" - AFP 1 novembre 2019

- Aux États-Unis, Kansas City débaptise son avenue Martin Luther King - Le HuffPost 7 novembre 2019

A qui ont-ils attribué le prix Nobel de la paix ? A un militaire !

Au Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed.

Wikipédia.org. Il atteint le grade de lieutenant-colonel et contribue à organiser les services de renseignement éthiopiens. Formé aux États-Unis et au Royaume-Uni, il est cadre technique spécialiste en cybersécurité au sein des services de renseignement.

Décoré de l'Ordre du roi Abdelaziz (Arabie saoudite, 16 septembre 2018.)

Cela lui fera une croix de guerre en plus.

- La France va-t-elle armer le Prix Nobel de la paix ? Le Point 17.11

« Le Point » s'est procuré la (longue) liste de courses du Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, envoyée à l'Élysée : des Rafale, des hélicoptères et des missiles nucléaires.

Deux mois avant d'être auréolé du prix Nobel de la paix, le Premier ministre éthiopien s'est fendu d'un courrier à « Son Excellence » le président Emmanuel Macron. Le 22 juillet 2019, Abiy Ahmed demande à la France de l'aider « à renforcer l'armée de l'air éthiopienne » en lui fournissant, à crédit, un arsenal de pointe détaillé sur trois pages. Cette liste comprend : 12 avions de combat (dont des Rafale et des Mirage 2000), 18 hélicoptères et 2 avions de transport militaire fabriqués par Airbus, 10 drones Dassault, des systèmes de brouillage électronique et, encore plus surprenant, une trentaine de missiles M51 d'une portée de plus de 6 000 kilomètres… et à tête nucléaire ! Une demande pour le moins extravagante (et illégale) sachant que la France comme l'Éthiopie ont signé le traité de non-prolifération nucléaire.

Pour le reste, la France a, certes, entériné un nouveau partenariat de défense en mars 2019, mais personne ne s'attendait à un tel appétit militaire et formalisé aussi rapidement de la part de l'un des pays les plus pauvres de la planète. Si l'on se réfère aux prix de vente de précédents contrats similaires, la facture pourrait dépasser les 4 milliards d'euros. Le Point 17.11

Etats policiers. Délation, chasse à l'homme, répression, etc.

Après la multiplication des appels à la délation, le régime policier envisage maintenant d'envoyer des flics sur les lieux de tournage des films pour prévenir le harcèlement sexuel.

- Violences sexuelles: après les accusations, des mesures dans le cinéma - AFP 14 novembre 2019

Le ministre est également "favorable à la nomination de référents en matière de prévention et de détection des risques liés au harcèlement sexuel" sur les tournages et pendant les promotions des films. AFP 14 novembre 2019

- Traquer la fraude fiscale sur les réseaux sociaux: feu vert de l'Assemblée - AFP 13 novembre 2019

- Le gouvernement vise les 1200 radars tourelles installés en 2020 - Le HuffPost 1 novembre 2019

- Toulouse : 100 euros d'amende pour avoir donné des pièces à une mendiante - Yahoo Actualités 21 novembre 2019

- Un détecteur anti-oubli dans les sièges-autos en Italie - euronews 8 novembre 2019

- Au Canada, tenir la rampe d'un escalator n'est pas une obligation - Franceinfo 30 novembre 2019

Une mère de famille, Bela Kosoian, avait été arrêtée en mai 2009 dans le métro de Montréal pour avoir refusé d'obéir à un ordre d'un policier qui lui avait intimé de tenir la rampe d'un escalier mécanique. Bela Kosoian, qui avait aussi refusé de s'identifier, avait reçu un constat d'infraction de 100 dollars canadiens (66 euros) pour avoir désobéi à un panneau et un autre de 320 dollars (212 euros) pour entrave au travail des policiers.

Mais vendredi, la Cour suprême du Canada a unanimement infirmé ces conclusions et condamné la régie de transport de Montréal, ainsi que le policier impliqué dans l'incident, à verser ensemble 20 000 dollars en dommages-intérêts à Bela Kosoian.

Elle a jugé que le pictogramme constituait un avertissement, qu'il n'existait aucun texte de loi disant aux gens qu'ils devaient tenir la main courante et que le policier avait donc eu tort de l'arrêter. Le tribunal tient aussi pour responsable la Société de transport de Montréal pour ne pas avoir formé le policier adéquatement, car elle enseignait que les pictogrammes dans les stations de métro décrivent des règles de droit. Franceinfo 30 novembre 2019

Les esclavagistes et leurs alliés.

Le gouvernement veut assouplir le travail de nuit dans le commerce alimentaire - L'Express.fr 31 octobre 2019

Pour le Medef, il faut rendre le recrutement d'étrangers «plus facile, plus simple» - RT 6 novembre 2019

Il ne manquera pas de soutien parmi la gauche et l'extrême gauche...

Yannick Jadot : "Les entreprises doivent être nos alliées" lejdd.fr 9 novembre 2019

Les alliés de nos ennemis sont nos ennemis... pas pour Mélenchon, ce qui n'étonnera personne.

- Mélenchon propose à Jadot de bâtir un accord de "gouvernement commun" - Le HuffPost 4 décembre 2019

Avec le Medef, le patronat ?

Comment les puissances impérialistes occidentales tyrannisent le monde entier.

- Venezuela : le Sénat français vote à une majorité écrasante pour le renforcement des sanctions - RT 1er novembre 2019

- Angela Merkel exhorte l'Inde à lutter contre la pollution - euronews 3 novembre 2019

- Faut-il interdire Paul Gauguin ? Pour le New York Times, la réponse est oui ! - RT 21 novembre 2019

- En Lettonie, 9 chaînes de télévision russes interdites - L'Express.fr 23 novembre 2019

- Trump promulgue la loi soutenant les manifestants pro-démocratie de Hong Kong, colère de Pékin - AFP 27 novembre 2019

- Ouïghours : Paris appelle Pékin à "mettre un terme aux détentions arbitraires de masse" - Franceinfo 27 novembre 2019

- Jihadistes : la France demande au Mali et au Burkina d'agir au plan politique - Franceinfo 27 novembre 2019

- Violations de l'accord sur le nucléaire iranien : Paris lance un avertissement à l'Iran - L'Express.fr 27 novembre 2019

- Le Parlement européen et la propagande anti-cubaine - Réseau Voltaire 2 décembre 2019

Le Parlement européen a adopté, le 28 novembre 2019, une résolution intitulée « Cuba, le cas de José Daniel Ferrer » (P9_TA-PROV(2019)0073) condamnant le « régime » cubain pour ses violations des Droits de l'homme en général et en particulier pour son traitement du « chef de l'opposition » et de l'Union patriotique de Cuba (UNPACU). Réseau Voltaire 2 décembre 2019

Fabrication du consentement. Urgence climatique. Matraquage quotidien hystérique tout azimut.

- La Finlande mise sur les déjections animales pour produire de l'énergie verte - AFP 28 octobre 2019

Produire de l'énergie propre grâce aux excréments d'animaux: en Finlande, plusieurs compagnies d'électricité se tournent vers cette source d'énergie jusque-là inexploitée pour réduire l'empreinte carbone du pays. AFP 28 octobre 2019

- Climat : il faut réduire de moitié les émissions de CO2 d'ici 2030, selon l'ONU - euronews 26 novembre 2019

Les États doivent redoubler d'efforts pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et éviter ainsi la catastrophe. euronews 26 novembre 2019

- Climat: plus une minute à perdre pour éviter le pire, avertit l'ONU AFP 26 novembre 2019

La mise en garde lancée mardi par l'ONU est plus claire que jamais: si le monde remet encore à plus tard les actions immédiates et radicales nécessaires pour réduire les émissions de CO2, la catastrophe climatique ne pourra plus être évitée. AFP 26 novembre 2019

- Australie: manifestation contre le réchauffement climatique à Melbourne - AFP 29 novembre 2019

- Noar, le rappeur hongrois qui se dresse contre le réchauffement - euronews 29 novembre 2019

- "Block Friday" : les anti-Black Friday à l'offensive, Amazon en ligne de mire - AFP 29 novembre 2019

- A quelques jours de l'ouverture de la COP25 dans la capitale espagnole, l'ONG (Greenpeace - ndlr) y a écrit "Consumérisme=crise climatique". AFP 29 novembre 2019

- La déforestation en Amazonie n'a jamais été aussi forte depuis 2008 - AFP 29 novembre 2019

- COP25 : organisation éclair à Madrid - Le HuffPost 29 novembre 2019

- Sauver l'accord de Paris sur le climat. - euronews 29 novembre 2019

- Charles Michel veut une Europe plus verte avec des emplois et de l'innovation - euronews 29 novembre 2019

- Les émissions de CO2 à leur plus bas niveau au Japon - Reuters 29 novembre 2019

Le recul s'explique en partie par le redémarrage de neuf réacteurs nucléaires. Reuters 29 novembre 2019

- Arrivée d'uranium appauvri en Russie, Greenpeace gronde - euronews 29 novembre 2019

- En Afrique du Sud aussi, la question des déchets radioactifs crée des tensions - Franceinfo 29 novembre 2019

- Des militants pour le climat ont occupé des mines de charbon allemandes - AFP 30 novembre 2019

- L'Europe se mobilise à son tour avant un sommet de l'ONU sur le climat - AFP 29 novembre 2019

- Ursula von der Leyen ne veut plus perdre de temps pour combattre le changement climatique - euronews 30 novembre 2019

- COP25: l'Humanité doit arrêter de faire la "guerre" à la planète - AFP 1 décembre 2019

- Une "coalition" de personnalités contre le changement climatique - Le HuffPost 2 décembre 2019

- Macédoine du Nord - L'inquiétante disparition du lac Prespa - euronews 3 décembre 2019

- Groenland : Un lac se vide en quelques heures sous les yeux des scientifiques - 20minutes.fr 3 décembre 2019

- Climat: une décennie de chaleur record, sans inversion de tendance - AFP 3 décembre 2019

- L'Islande bannit le fioul lourd de ses eaux territoriales - euronews 3 décembre 2019

Les conséquences du sous-développement dont les puissances occidentales sont responsables.

- L'activité domestique, principal facteur de la pollution de l'air en Afrique - Franceinfo 3 décembre 2019

Une enquête inquiétante révèle un continent très pollué. Mine de rien, l'Afrique est ainsi un pollueur majeur. Franceinfo 3 décembre 2019

Une nouvelle fois amalgame entre CO^2 et pollution...

- Les humains produisent toujours plus de CO2 - AFP 4 décembre 2019

- Greta Thunberg débarque en Europe pour "continuer le combat" à la COP25 - AFP 4 décembre 2019

Infantilisme psychotique aggravé.

- Greta Thunberg : "les gens sous-estiment la force des enfants en colère" - euronews 3 décembre 2019

La ministre chilienne de l'environnement Carolina Schmidt, présidente de la COP25, estime que la jeune suédoise a été capable de " faire bouger les choses, d'ouvrir les cœurs de nombreux jeunes et de nombreuses personnes partout dans le monde ".

" Nous avons besoin de cette énorme force pour intensifier l'action climatique [...] Nous avons donc besoin de Greta ici avec toute cette force " a-t-elle ajouté. euronews 3 décembre 2019

On a vraiment affaire à des dingues. Ce qu'ils n'ont pas l'impression de s'apercevoir, c'est que plus ils en rajoutent, et plus c'est perceptible, plus les gens se foutent de leur discours pour finalement se concentrer ou se rabattre sur les problèmes auxquels ils sont confrontés dans la vie quotidienne. Le Chili vient de le prouver, la COP 25, rien à foutre !

Travailleurs, les riches ou les nantis, les élites, sont capables de gouverner, pour un peu les enfants aussi, mais pas vous, vous êtes tout juste bons à subir (en silence ou passivement) le sort épouvantable qu'ils vous ont réservé, cherchez l'erreur !

Leur cible : La jeunesse.

Jeune, assurément sans changement de régime vous êtes condamnés à vivre dans une société cauchemardesque, et à travailler jusqu'à votre dernier souffle quel que soit votre statut, ils vous le promettent.

The Lancet a publié jeudi 14 novembre un nouveau rapport interrogeant l'impact du climat sur la santé. Fruit de la coopération de 35 institutions académiques et agences internationales, l'édition de 2019 "se concentre sur la manière dont la vie d'un enfant né aujourd'hui sera affectée". Tout un programme !

"Tous les indicateurs en termes de santé liés au climat sont mauvais" :

- risque de souffrir de malnutrition ;
- exposés à plus d'événements climatiques extrêmes, notamment des canicules plus nombreuses, plus fortes et plus longues ;
- exposition aux maladies infectieuses ;
- surexposés à la pollution produite par les énergies fossiles ;
- risques tels les migrations, l'exacerbation de la pauvreté, les conflits violents et les maladies mentales.

Pour y remédier ou les éviter, adoptez l'Accord de Paris, précisons sponsorisé par la Banque mondiale ou l'oligarchie financière, vous aurez, je cite : "un air plus pur, des villes plus sûres, plus d'aliments nutritifs". (Source : huffingtonpost.fr 14.11)

En complément.

- Les experts de la Bundesbank proposent que, d'ici à 2070, le départ à la retraite soit progressivement fixé à 69 ans et 4 mois. C'est aussi, note le rapport, ce que recommandent la Commission européenne, le Fonds monétaire international et l'OCDE. (lepoint.fr 22.10.2019)

Contre-argumentation

Source : http://lefilonmag.com - septembre 2019 n°123

La terre se réchauffe à cause des émissions de dioxyde de carbone engendrées par les activités humaines. Il faut agir. Tel, est le refrain entonné constamment par les médias «bien-pensants».

Qu'en est-il en réalité ? Rappel de quelques faits.

Le cycle du carbone est complexe : mécanismes naturels de réabsorption par le sol et les océans ; nourriture pour la végétation. Augmenter la concentration c'est augmenter la photosynthèse, donc le stockage du CO2 par les plantes (1). Les flux naturels du gaz carbonique sont 50 fois plus importants que ceux d'origine humaine. Il n'y a pas de corrélation entre l'évolution des températures et le niveau de CO2. Exemple : entre 1945 et 1975, période de forte augmentation du CO2 causée par le développement économique, la température moyenne baissait. Hivers rigoureux en 1954, 1956, 1963...

En dehors des périodes glaciaires dues à des modifications de l'orbite terrestre (2), le climat a toujours été variable, réchauffements et refroidissements se succédant, liés a des interactions complexes entre les océans, la dissolution/réémission des gaz, les cycles de l'activité solaire. De 1650 à 1695, il y eût une période froide, le soleil atteignant un point particulièrement bas de son activité appelé «minimum de Maunder». S'y ajoute l'imprévu : lors de l'éruption du volcan Tam- bora en 1815, les aérosols envoyés à plus de 40 km d'altitude ont occultés partiellement le rayon- nement solaire, provoquant 3 années de refroidissement et la dernière grande famine d'Europe.

Sur tout ceci nous n'avons aucun pouvoir. Prétendre «agir pour le climat» n'a pas de sens. Alors, direz-vous, à quoi riment les thèses du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, vivant de subventions d'Etat), nous prédisant une hausse catastrophique des températures jusqu'à la fin du siècle si on ne fait rien ? Derrière leurs calculs biaisés, reje- tés par des scientifiques du monde entier, se tient un discours politique. A quelles fins ? Créer des impôts nouveaux (taxes sur les émissions de CO2), détourner l'attention des citoyens des vrais problèmes environnementaux (3), promouvoir la géo-ingénierie. Des apprentis sorciers projettent en effet de lâcher des nanoparticules métalliques dans la haute atmosphère afin de «l'assombrir» (pollution supplémentaire et baisse des rendements agricoles). En arrière-plan : la recherche d'une maîtrise mondiale du climat.

Conclusion : au réchauffement actuel succèdera comme toujours un refroidissement (prévu par certains vers 2030)... mais les médias répètent comme des perroquets ce que raconte le GIEC, puisqu'en France il n'y a pas de débat sur le sujet. Qui a dit que les infos n'étaient pas sous contrôle ?

Jean Blusseau

(1) – 15 milliards de tonnes de carbone sont extrait annuellement de l'atmosphère par la végétation, en période de croissance. Quand à « l'effet de serre » atmosphérique annoncé, il ne « colle » pas avec les lois de la physique et de la thermodynamique. Il y a réchauffement dans un système fermé... ce n'est pas le cas de l'atmosphère !

(2) – La dernière (glaciation de Würm) s'est achevée il y a 9000 ans.

(3) – Interrogeons-nous sur nos 66000 tonnes de pesticides utilisés annuellement sur le sol français, sur nos 1,5 million de m3 de déchets nucléaires qui y sont déjà stockés (dont certains seront radioactifs pendant des milliers d'années), sur nos déchets plastiques (22% seulement sont recyclés) et ainsi de suite.

Compatible.

Mélange, partage, distribution et confusion des rôles.

- Pour la métropole de Lyon, le RN investit un ex-LFI - AFP 31 octobre 2019

Andrea Kotarac, ex-conseiller régional LFI, s'est dit "honoré" mercredi d'avoir été investi par le Rassemblement national pour mener la campagne des élections métropolitaines à Lyon.

"Les localistes, les souverainistes, les patriotes, tous les gens attachés aux valeurs républicaines sont indéniablement du côté du RN (...). C'est le "Conseil national de la Résistance" du XXIe siècle", a-t-il conclu.

- Municipales : La France insoumise se rallie à Éric Piolle (EELV) à Grenoble - L'Express.fr 30 octobre 2019

Quand Mélenchon se prend (encore) pour le ministre de la Guerre de Macron et du Pentagone.

Jean-Luc Mélenchon sur la Syrie : "le devoir des Français en arme est de répliquer" - Yahoo Actualités 12 octobre 2019

Le député France Insoumise Jean-Luc Mélenchon était présent à la manifestation de soutien aux Kurdes, samedi 12 octobre à Paris. L'occasion pour lui d'exhorter les Français à intervenir contre les Turcs.

Le député en a profité pour demander à Emmanuel Macron d'agir en Syrie. Il souhaite que les soldats français basés dans la zone frontalière de la Turquie répondent aux assauts de l'armée turque d'Erdogan. "Le devoir des Français en arme est de répliquer", a-t-il martelé lors d'un discours devant les manifestants. "Le devoir de tous ceux qui sont armés devant les troupes turques est de répliquer et de mener implacablement la guerre pour vaincre Erdogan le terroriste et ses troupes qui sont celles du fascisme et de l'obscurantisme", a précisé Jean-Luc Mélenchon. Yahoo Actualités 12 octobre 2019

- Jean-Luc Mélenchon et Bastien Lachaud sur le Sahel : "Il faut ramener nos soldats à la maison" lejdd.fr - 30 novembre 2019

...les députés de La France insoumise ont appelé mardi le gouvernement à "ouvrir une discussion sérieuse et rationnelle pour envisager les voies de sortie" de la "guerre" au Mali. Car, pour eux, "le sens" de ce conflit "échappe désormais à nombre de nos compatriotes et de Maliens eux-mêmes". 30 novembre 2019

LVOV - Entendez par là, que si ce conflit avait un "sens", cette "guerre" de l'impérialisme français au Mali serait justifiée. Mais quelle autre "sens" pourrait-elle avoir ? Scélérat !

- Quatennens (LFI): "Que le gouvernement cesse de dissuader" de manifester le 5 décembre - AFP 18 novembre 2019

Autant dire que le gouvernement cesse d'être ce qu'il est. Serait-ce possible, aurait-il des qualités et ignorant que nous sommes nous les ignorerions ?

- Quand Ruffin et Macron se partageaient les rôles sur un dossier social sensible - Le Figaro 27.11

Bon allez, on s'arrange comme ça : Tu dis ça, moi je dis ça et on s'en sort très bien, génial !

A "***gauche***" et "***capitaliste jusqu'à la moelle***" !

- Elizabeth Warren, coup de barre à gauche pour conquérir la Maison Blanche - AFP 31 octobre 2019

Longtemps électrice républicaine (...) , la sénatrice Elizabeth Warren incarne l'espoir le plus solide de l'aile progressiste des démocrates qui rêvent de gagner la Maison Blanche en 2020.

Ses trois frères se sont engagés dans l'armée: "c'était leur ticket pour la classe moyenne".

Premier grand nom à entrer dans la course à l'investiture démocrate, le 31 décembre 2018, elle a grimpé peu à peu jusqu'à la seconde place.

Au passage, elle a doublé le sénateur indépendant Bernie Sanders. Son ami se revendique socialiste tandis qu'elle s'est dite "capitaliste jusqu'à la moelle". AFP 31 octobre 2019

L'arnaque !

- Allemagne: coup de barre à gauche du SPD, la coalition Merkel fragilisée - AFP 30 novembre 2019

Confirmation quelques jours plus tard...

- La nouvelle direction du SPD ne devrait pas proposer une rupture avec Merkel - Reuters 3 décembre 2019

Qui en doutait ? La preuve.

- Allemagne: La justice invalide l'arrêt d'une vente de blindés à Ryad - Reuters 4 décembre 2019

La justice allemande a invalidé mardi la suspension par Berlin d'une vente de véhicules blindés à l'Arabie saoudite décidée en réaction à l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi en octobre 2018. Reuters 4 décembre 2019

- Le Parti travailliste dévoile un programme radical pour le Royaume-Uni - Reuters 21 novembre 2019

Vous allez voir ce que vous allez voir, entend-il briser l'oligarchie, la City ? Vous connaissez la réponse.

- Au Royaume-Uni, les 6 plus riches ont autant d'argent que les 13 millions les plus pauvres - Le HuffPost 4 décembre 2019

Quel que soit le domaine, les inégalités dans le monde sont bien loin d'être abolies. Y compris au Royaume-Uni où les six personnes les plus riches du pays possèdent autant d'argent que les 13 millions les plus pauvres.

L'étude de l'association "The Equality Trust" publiée ce mardi 3 décembre a été réalisée en compilant les données du magazine Forbes ainsi que celles du groupe bancaire Crédit Suisse. Et le constat est le suivant: six personnes (5 familles) possèdent à elles seules l'équivalent de 46 milliards d'euros (39,4 milliards de livres sterling). C'est-à-dire autant que 13 millions des personnes les plus pauvres du Royaume-Uni. Le HuffPost 4 décembre 2019

"***Unissez-vous!... et dansez ensemble.***"

- "Unissez-vous!" Chez Samsung, c'est la révolution syndicale - AFP 23 novembre 2019

Un syndicat chez Samsung? L'idée semblait inimaginable, tant le fabricant sud-coréen de smartphones a longtemps réprimé

toute tentative.

Samsung doit vivre avec son temps, tout comme les organisations syndicales doivent mettre de l'eau dans leur vin, souligne Chun Soon-ok, une militante du droit du travail et ex-parlementaire.

Dans le passé, syndicats et direction "se considéraient comme des concurrents s'affrontant sur un ring de boxe", dit-elle.

"Mais aujourd'hui, c'est le XXIe siècle. Ils doivent se voir comme des partenaires et danser ensemble." AFP 23 novembre 2019

La direction de Samsung en tremble déjà !

Populisme d'extrême gauche, ils tiennent tous à en être, honte à eux !

FIL D'INFOS (latribunedestravailleurs.fr) (POID)

Hong Kong: les candidats pro-démocratie obtiennent près de 90% des sièges lors des élections aux conseils de district

24 novembre 2019 – La participation au vote a dépassé les 70%, pour les élections locales dans les 18 conseils de districts. Il s'agit d'un taux record bien supérieur aux 47% du précédent scrutin de 2015. Jusqu'alors les conseils de districts ont toujours été dominés par des élus favorables à l'exécutif aligné sur Pékin. Mais environ 400.000 personnes de plus se sont inscrites cette année sur les listes électorales, en raison notamment d'une campagne de mobilisation organisée par les pro-démocratie. Les candidats pro-démocratie ont obtenu près de 90% des 452 sièges du conseil de district, a rapporté la télévision RTHK.

LVOG - Avec les félicitations des chancelleries occidentales et de la NED/CIA.

Importante mobilisation contre les violences faites aux femmes

23 novembre 2019 – Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Paris et dans d'autres villes de France contre les violences faites aux femmes avec des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Etat coupable », « justice complice ». Au moins 137 femmes sont mortes depuis le début de l'année sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint, selon le décompte d'un collectif qui recense les féminicides.

LVOG - Violences causées par des hommes, j'imagine, à des femmes qui doivent avoir eu un comportement parfait ou au-dessus de tout soupçon, qui n'ont jamais usé d'hypocrisie, de mensonges, de harcèlement psychologique, de chantage, etc. pour pousser à bout des hommes qui somme toute comme elles sont de simples travailleurs, faibles, vulnérables, inconscients, ignorants, et qui dans certaines circonstances sont amenés à perdre le contrôle d'eux-mêmes, parce qu'ils croulent sous les problèmes que leur cause cette société pourrie où la classe qui détient le pouvoir, que seule nous déclarons responsable de cette violence.

Sinon il faut aussi juger et condamner les femmes qui battent ou persécutent des hommes, les poussent parfois au suicide, sans oublier leurs enfants, c'est facile de perdre patience avec plus faible que soi... Eh oui, il faut aller au bout de cette logique ! Dans ce cas-là on en arrive à opposer entre eux les travailleurs des deux sexes (les générations entre elles, etc.) au lieu de combattre ensemble le régime en place, ce sera sans nous. On déplore et condamne tous les maux dont souffrent indistinctement l'ensemble des travailleurs sans se tromper d'ennemi. De classe !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Otan - Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord

- Otan: Trump, Macron et Erdogan enflamment le sommet du 70e anniversaire - AFP 4 décembre 2019

S'il s'est félicité d'avoir "obtenu 130 milliards de dollars", en référence à la somme que le Canada et les membres européens auront ajoutée aux budgets de la défense en quatre ans, M. Trump s'est dit insatisfait. AFP 4 décembre 2019

Bolivie

"La Banque mondiale, ses détracteurs reprochent à Evo Morales un accroissement du rôle de l'État dans l'économie." AFP 14 novembre 2019

Libye

Le chef de l'Etat tchadien, Idriss Déby était parmi les chefs d'Etat africains invités sur le plateau du Débat africain (RFI). D'emblée, il évoque, avec nostalgie, l'époque où les populations du Sahel, bien que pauvres, vivaient paisiblement. Tout a changé brusquement, se rappelle-t-il, après la déflagration de la Libye, orchestrée par les pays du Nord, en dépit des multiples mises en garde des pays africains.

"Avant la déflagration de la Libye, vous avez entendu un seul jour un homme noir, un Africain, se faire exploser pour tuer d'autres Africains ? Cela n'a commencé qu'en février 2014. C'est quelque chose qui n'existait pas chez nous. Ça a commencé après la destruction de l'Etat libyen"

"Le trafic de la drogue et des êtres humains n'existait pas avant la déflagration de la Libye. Nos pays étaient en paix, même si des citoyens mécontents de tel ou tel pays pouvaient se livrer à des activités violentes. Avant la mort de Kadhafi, il n'y avait pas de gens qui quittaient la Libye, à leurs risques et périls, pour aller en Europe. 500 000 jeunes Africains travaillaient dans ce pays", se souvient-il.

Le ched de l'Etat Nigérien, Mahamadou Issoufou, acquiesce. Il décrit le triste spectacle offert aujourd'hui par le Sahel et le Bassin du Lac Tchad. Il n'y a que du sang et des larmes partout. De la Mauritanie au Tchad, de la Libye au Burkina Faso, se désole-t-il. "Il y a des décisions qui sont prises sans nous. La décision d'intervenir en Libye, nous l'avons apprise par la radio. Aujourd'hui, c'est nous qui en subissons les conséquences. Bien sûr que des menaces terroristes existaient déjà à l'époque en Algérie et dans le nord du Mali. Bien sûr qu'il y avait une présence d'organisations criminelles de trafic de drogue dans tout le Sahel. Mais toutes ces menaces ont été amplifiées par la chute de Kadhafi" francetvinfo.fr 14.11

Tunisie

Le Frère musulman Rachid Ghannouchi, 78 ans, a été élu président de l'Assemblée des représentants du peuple tunisien (assemblée nationale dans un système monocaméral) bien que son parti, Ennahdha, n'y ait pas de majorité.

Porté au pouvoir par le MI6 lors du « printemps arabe », il reconstitua l'« Appareil secret » des Frères sous le nom de « Ligue de protection de la révolution » (LPR). Il put ainsi faire assassiner les « ennemis de Dieu » comme Chokri Belaïd ou Mohamed Brahmi.

En 2012, il organisa le transfert des combattants islamistes tunisiens en Syrie, ainsi que l'a révélé le quotidien syrien Al-Watan. En 2016, alors que les daechistes massacraient des centaines de milliers de musulmans, il déclara dans Al-Quods al-Arabi que « Daech représente l'islam en colère » (sic). Réseau Voltaire 14 novembre 2019

ECONOMIE

Economie mondiale.

- Une bombe de 246.000 milliards de dollars posée sous l'économie mondiale - sputniknews.com 02.08

La dette mondiale a atteint 246.000 milliards de dollars, un record absolu dépassant de plus du triple le PIB mondial, c'est-à-dire la valeur de tous les produits et services sur la planète.

A un moment donné, l'économie mondiale ne pourra plus digérer l'immense dette incontrôlée. Sachant que la crise imminente, prédite par les économistes, sera bien plus rude et conduira à un appauvrissement de masse, à une grande instabilité géopolitique, à des troubles sociaux et à des guerres. sputniknews.com 02.08

...le poids de la dette augmente aujourd'hui. Pour éviter cela, nous nous sommes lancés dans cette fuite en avant de création monétaire en 2008 car c'était la seule solution pour éviter un effondrement de l'économie. Et c'est toujours l'unique solution que nous avons. Cette solution, loin d'être idéale, est dans notre système (c'est-à-dire un monde où le capital est libre) la seule possible pour éviter que les dettes n'écrasent les acteurs de l'économie.

Aux différents coins de la planète, il y a une contestation des inégalités et donc de la mondialisation. Les privatisations sont également contestées, comme nous le voyons au Chili ou en Algérie, où l'on estime qu'elles sont décidées au bénéfice d'une oligarchie économique et politique. La contestation est aussi politique: elle s'attaque à une élite qu'on accuse de ne

plus s'intéresser aux problèmes du peuple, qu'on accuse de corruption. Cette contestation est universelle: elle intervient aussi bien à Hong Kong qu'en Algérie, au Chili, en Équateur, au Liban, ... le journaliste économique François Lenglet lefigaro.fr 23.10

- La dette mondiale dépassera 255.000 milliards de dollars fin 2019, selon une étude - Reuters 15 novembre 2019

L'ensemble de la dette mondiale devrait dépasser 255.000 milliards de dollars (230.000 milliards d'euros) cette année selon des estimations de l'Institute of International Finance (IIF) publiées vendredi, soit près de 32.500 dollars pour chacun des 7,7 milliards d'humains vivant sur Terre.

Ce montant, plus de trois fois supérieur à celui du produit intérieur brut (PIB) mondial, a augmenté de 7.500 milliards sur les six premiers mois de l'année et la tendance à la hausse n'a montré aucun signe de ralentissement ces derniers mois.

Environ 60% de la hausse du premier semestre est à mettre au compte des Etats-Unis et de la Chine.

La seule dette des Etats devrait dépasser 70.000 milliards cette année, précise l'IIF.

Une autre étude, réalisée par Bank of America Merrill Lynch, conclut que depuis la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers en 2008, les Etats ont emprunté 30.000 milliards de dollars, les entreprises 25.000 milliards, les ménages 9.000 milliards et les banques 2.000 milliards.

L'étude de l'IIF, qui s'appuie entre autres sur les données de la Banque des règlements internationaux et du Fonds monétaire international, précise que la dette mondiale hors secteur financier, à 190.000 milliards de dollars, représente désormais plus de 240% du PIB mondial.

Les marchés obligataires regroupent plus de 115.000 milliards de dollars de titres, contre 87.000 milliards en 2009, et les emprunts d'Etat pèsent 47% de l'ensemble des titres cotés, contre 40% il y a dix ans. Parallèlement, la part des obligations bancaires est revenue à moins de 40%, contre plus de 50% en 2009. Reuters 15 novembre 2019

Banques.

- La banque italienne UniCredit va supprimer 8000 emplois et fermer 500 agences d'ici 2023 L'Express.fr 3 décembre 2019

La banque italienne UniCredit, confrontée comme ses homologues à un contexte difficile, va supprimer 8000 emplois et fermer 500 agences d'ici 2023, tout en augmentant nettement les dividendes versés aux actionnaires. Cette nouvelle saignée entraînera une baisse de 12% des effectifs en équivalents temps plein (ETP) et de 17% du nombre d'agences en Europe occidentale.

Depuis son arrivée à la tête d'UniCredit à l'été 2016, le Français Jean-Pierre Mustier a mené une vaste réorganisation de la banque, en réduisant déjà les effectifs de quelque 14 000 équivalents temps pleins et en fermant plus de 900 agences.

Confrontées à un environnement compliqué, marqué notamment par des taux d'intérêt bas et les tensions politico-commerciales, une dizaine de banques européennes, dont Société Générale, Deutsche Bank et HSBC, a annoncé depuis le début de l'année la suppression de plus de 44 000 postes. Avec UniCredit, le chiffre passe à plus de 52 000. L'Express.fr 3 décembre 2019

Suisse

- La Suisse reste numéro un mondial de la gestion de fortune - Le Point 09.10

Au moment où l'Europe s'apprête à retirer le pays de la liste des paradis fiscaux, un livre raconte 60 ans de compagnonnage entre la Suisse et l'argent sale.

Sous la pression de Washington et de Bruxelles, la Suisse était contrainte en 2009 d'annoncer la mort du secret bancaire. À cette époque, les fonds non déclarés des Allemands atteignaient, selon des estimations sérieuses, 155 milliards d'euros, ceux des Italiens, 150 milliards. Les Français, « seulement », 74 milliards, suivis par les Britanniques 48 milliards, et les Espagnols 40 milliards. L'étude du consultant Helvea avançait que 3 % seulement des Français étaient en règle avec le fisc, contre 1 % pour les Italiens.

Berne s'est-il acheté une vertu en sacrifiant ses places financières ? Pas vraiment. Selon l'association suisse des banquiers, 27,5 % des actifs transfrontaliers sous gestion – comprenez l'argent offshore – sont toujours gérés en Suisse, ce qui en fait le premier gestionnaire de fortune du monde, « loin devant Hongkong et Singapour. Suivent les États-Unis et les Émirats arabes unis », écrit Roland Rossier. Zurich, Genève et Lugano possèdent-elles une baguette magique ? D'abord, le secret bancaire n'a pas été aboli pour les personnes domiciliées en Suisse, qu'elles soient suisses et étrangères.

En ce qui concerne l'argent des Européens, il a pu se reconvertir sans trop de difficultés en biens immobiliers, en or et bijoux, en voitures de sport, en œuvres d'art. Quelle est la valeur des biens qui dorment toujours dans les coffres des banques ou dans les ports francs ? « Aucune estimation sérieuse n'est disponible », reconnaît l'ouvrage La Suisse et l'argent sale.

Enfin, la lutte contre l'argent sale a toujours des limites. Si en 2018, le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent a reçu 6 126 communications, on estime qu'à peine 5 % de ces soupçons donneront lieu à un jugement. Rappelons un proverbe zurichois : « Gott regiert im Himel und s Gält uf Erde », qui peut se traduire par : « Dieu règne au ciel et l'argent sur terre. » Un autre proverbe, cette fois en Switzerdütsch, le dialecte suisse alémanique, assure que « même le diable danse pour de l'argent ». Le Point 09.10

Capitalisme.

Comment cautionner le néolibéralisme ? En généralisant son système financier au fonctionnement mafieux.

Mariana Mazzucato, l'économiste qui veut sauver le capitalisme - slate.fr 09.10

Selon l'Italo-Américaine, l'innovation n'est pas le fruit de génies solitaires mais d'efforts collectifs. Ses thèses rencontrent un vif succès. (Traduction : l'enrichissement des oligarques et de leurs sous-traitants est le produit de subventions publiques ou le pillage de la force de travail. - LVOG)

Vous ne connaissez peut-être pas son nom, mais Mariana Mazzucato est l'une des économistes les plus influentes au monde. Autrice notamment de The Entrepreneurial State en 2011, ses recherches chamboulent les paradigmes du capitalisme moderne.

Comme l'explique un article de Wired, ce sont les conservateurs britanniques, avec lesquels elle a fini par collaborer étroitement, qui ont déclenché chez Mazzucato l'envie de renverser les perspectives.

Leur politique d'austérité a en particulier attiré son attention. Mise en place au Royaume-Uni après la crise de 2008, elle s'est accompagnée d'un fort désengagement de l'État et d'un discours violent contre les fonctionnaires, présentés par David Cameron comme des «ennemis de l'entreprise».

«Ils misaient tout sur les entrepreneurs et rejetaient tout le reste, se souvient l'économiste. Il y avait cette croyance que si nous n'avions pas de Google ou de Facebook européens, c'était parce que nous n'avions pas embrassé l'approche du libre marché de la Silicon Valley. Ce n'était que de l'idéologie: il n'y avait pas de libre marché dans la Silicon Valley.»

Pas de libre marché, car ce que le mythe présente comme le fruit du génie individuel est souvent une réussite collective, permise par l'investissement initial des États, souligne Mazzucato. (Le budget de l'Etat et sa dette doivent servir à financer les secteurs clés de l'économie néolibérale ou les plus rentables en général, afin d'éliminer tous les autres. - LVOG)

Ainsi, l'algorithme de recherche de Google n'aurait peut-être pas existé sans une bourse délivrée par la National Science Foundation. Tesla a reçu 465 millions de dollars (soit 423 millions d'euros) de l'US Department of Energy. Au total, Elon Musk a bénéficié de 4,9 milliards de dollars d'aides publiques diverses pour trois de ses compagnies, dont SpaceX.

Protocole HTTP, internet, GPS, microprocesseurs, écran tactile: un grand nombre des technologies fondamentales ayant mené à l'iPhone ont été financées par des programmes étatiques, universitaires ou militaires.

L'économiste précise qu'il ne faut pas concentrer tous les efforts sur la redistribution des richesses, mais réfléchir aussi à leur création. Pour cela, elle souhaite que des ensembles d'organisations, orientées sur des missions spécifiques, s'emparent de l'initiative, prennent les risques initiaux et commencent à façonner un marché dont pourront ensuite s'emparer les acteurs privés. (La "création" de nouveaux besoins qui ne seront pas accessibles à une grande partie de la population est leur priorité, et non la "redistribution des richesses", on s'en serait douter! Quand elle dit que les Etats ou les institutions supranationales (lire plus loin) doivent s'emparer "de l'initiative", commencer "à façonner un marché dont pourront ensuite s'emparer les acteurs privés, on a le scénario du Green New Deal.- LVOG)

Mazzucato a désormais l'oreille d'Elizabeth Warren, candidate démocrate américaine à la popularité grandissante. Elle a également aidé Alexandria Ocasio-Cortez à affiner son discours et son projet de Green New Deal. (Les deux égéries de la gauche oligarchique. - LVOG)

La Commission européenne l'a chargée de réfléchir à diverses missions de recherche, notamment dans le domaine de l'écologie et du développement durable, tout comme les Nations unies. (Confirmation de ce qui a été dit plus haut. - LVOG)

Les thèses de Mariana Mazzucato séduisent largement: discrètement mais sûrement, l'économiste redessine les paradigmes économiques modernes. Comme le pointe Quartz, elle pourrait même sauver le capitalisme de ses propres turpitudes. (Entendez par "turpitudes" ses difficultés à remodeler la société selon les critères du néolibéralisme. - LVOG)

FMI

Demandez le programme par Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI.

Réforme structurelle, du marché du travail,

Priorité à la menace du changement climatique combinée au terrorisme.

La résilience ou guerre psychologique combiné ou encore fabrication du consentement.

- Entretien avec la nouvelle dirigeante du FMI, Kristalina Georgieva - euronews 10 octobre 2019

Le domaine de réforme le plus difficile et pourtant le plus souhaitable est celui de la structure. L'automatisation, l'évolution très rapide des technologies numériques, l'intelligence artificielle - tout ceci impose de nouvelles exigences aux pays. Et par conséquent, réformer les marchés du travail, investir dans les compétences de demain, dans le capital humain - peut et doit être une priorité pour les décideurs, afin que l'Europe puisse gagner en compétitivité pour l'avenir.

Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI : Selon moi, nous devons en priorité prêter attention aux risques du changement climatique. Nous avons vu comment la force de la nature peut avoir un impact considérable sur les économies et nous devons nous préparer à ce que davantage de ces chocs se produisent. En plus de cela, nous sommes plus vulnérables au terrorisme. Nous devons être mieux préparés aux changements et aux chocs soudains, afin de construire des économies plus agiles et plus adaptables. Et aussi investir dans la résilience pour l'avenir. euronews 10 octobre 2019

BCE

"Toute inaction sur le climat voudra dire que "dans 50 ans, nous serons toastés, rôtis et grillés", a-t-elle dit dans une critique implicite des climato-sceptiques". Interrogée sur la question climatique lors d'une conférence en Arabie saoudite. Europe 1 24 octobre 2017.

Elle présidente, la BCE utilisera-t-elle ses moyens colossaux pour contribuer à limiter le réchauffement climatique... ?

Christine Lagarde, en réponse à la question de Pascal Canfin : "...on est convaincu de la nécessité absolue de joindre nos forces ou que l'on soit et quelque soit l'institution que l'on dirige pour lutter contre le changement climatique."

Impératif, nécessité absolue... les mots qu'utilise Christine Lagarde sont forts. "Le risque climatique doit être au cœur de notre action, dira-t-elle aussi pendant son audition. Ou encore "La prise en compte du climat et des risques environnementaux doivent être des missions essentielles". franceculture.fr 07.09.2019

- FMI : le somptueux pot de départ de Dame Christine Lagarde et de ses courtisans - Marianne 10 octobre 2019

Grâce à Paris Match, on n'ignore rien du modeste pot d'adieu auquel a eu droit Christine Lagarde au siège du Fonds monétaire international (FMI) à Washington, le 28 septembre. Le lendemain, elle partait prendre la direction de la Banque centrale européenne (BCE), installée à Francfort, siège du vrai pouvoir monétaire de l'Europe allemande.

Du beau monde au chevet de la reine Christine

Ce jour-là, l'ex-ministre de l'Economie de Nicolas Sarkozy, aujourd'hui adoubée par Emmanuel Macron, est arrivée en robe Chanel, entourée de sa grande famille, pour participer à ce que Paris Match appelle « un adieu festif et chaleureux ». Au menu, il n'y avait pas que des chips et du soda, vu qu'il s'agissait d'accueillir le tout-Washington des affaires et le petit monde de l'élite politique mondialisée. Ce ne sont pas des gens à qui on propose une petite collation sur un coin de table. On n'est pas au Secours populaire.

Quelque 250 invités en tenue de gala ont été conviés à venir saluer la reine Christine. Parmi les invités, il y avait Ivanka Trump, la fille de qui vous savez, accompagnée de monsieur ; le milliardaire Lakshmi Mittal, boss du groupe éponyme, connu pour avoir contribué à mettre la sidérurgie lorraine sur le carreau ; David Rubenstein, fondateur du fonds d'investissement Carlyle, l'un des plus puissants au monde, historiquement lié à la CIA et qui a compté les deux Bush (le père et le fils) parmi ses responsables ;

et même Bono, leader de U2, venu saluer celle qu'il considère comme « une rock star ».

Devant tous ces représentants du lumpenprolétariat mondial, Christine Lagarde a eu droit à une corbeille d'éloges. Les uns et les autres ont tenu à souligner « son humanité, sa tolérance ». En guise de remerciement, Christine Lagarde leur a lancé : « Vous avez tous touché ma vie ». Les peuples des pays où sont passés les experts du FMI, toujours prêts à sortir le sabre pour couper les crédits qui dépassent, n'en diront pas autant.

Avec son salaire annuel de 380.000 euros, sans compter les menus avantages liés à la fonction, on comprend que la dame puisse cultiver son jardin de souvenirs. Marianne 10 octobre 2019

Haut de page

Le 12 décembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Finalement, le portail sera actualisé quand j'en aurai le temps.

- 29 pages au format pdf -

- La seule chose absolue dans un monde comme le nôtre, c'est l'humour. A. Einstein.

Et c'est reparti pour les journées d'action, 5, 10, 12, 17... Après on peut proclamer qu'on se battra jusqu'au retrait, dès lors cela n'engage à rien !

Le mouvement ouvrier est en train de jouer sa survie, sa crédibilité, si toutefois il en restait quelque chose. La civilisation humaine aussi, car si elle était vouée à l'esclavage, elle ne s'en remettrait pas.

Fait significatif, en regardant de larges extraits d'une vidéo de plus de 4 heures tournée à Paris le 10 décembre par RT, j'ai pu vérifier ce que le Huffington Post avait signalé dans un article, à savoir que de très nombreux manifestants étaient venus seuls à cette manifestation, et que l'immense majorité n'ont pas défilé derrière des banderoles syndicales, autrement dit, des centaines de milliers de travailleurs inorganisés sont descendus dans la rue spontanément dans toute la France, sans craindre la répression policière ou sans tenir compte du discours officiel tendant à les dissuader de manifester.

Nous sommes à la croisée des chemins. Ce ne sont pas les hommes qu'il faut changer, c'est le régime qu'il faut renverser. Tous les défis auxquels nous sommes confrontés renvoient à la question du régime, de l'Etat, du pouvoir.

Pourquoi ceux qui gouvernent sont-ils si enclins à soutenir des minorités pour semer le chaos et déstabiliser la majorité, sinon parce qu'ils sont eux-mêmes une infime minorité que l'on devrait respecter et à laquelle on devrait accord tous les droits une fois effacée ou fait disparaître toute différenciation de classe.

Seule une minorité doit détenir le pouvoir selon nos ennemis, tout simplement parce que diluer ou partager le pouvoir est inconcevable pour eux, cela reviendrait à cesser de le détenir, à le perdre, or ils n'y tiennent pas du tout, c'est leur seule raison de vivre ! Cela tombe bien parce que nous n'aurons nullement l'intention de le partager avec eux une fois que nous l'aurons conquis.

La minorité qui détient le pouvoir quelle qu'elle soit ne peut se maintenir au pouvoir qu'en s'appuyant sur une majorité passive ou neutre, mais cela ne dure jamais indéfiniment, même sous une dictature militaire.

On vit dans un monde en guerre perpétuelle, et la plupart des gens vaquent à leurs occupations comme si de rien n'était, simple constat.

Il va de soi que la question du pouvoir ne se pose plus dans les mêmes termes qu'autrefois, pour l'avoir nié ou négligé trop longtemps ou encore, pour ne pas l'avoir compris, nous en sommes rendus à la situation actuelle.

La lutte de classe du mouvement ouvrier et du prolétariat, des éléments progressistes des classes moyennes au cours de la seconde moitié du XXe siècle a privilégié une stratégie les conduisant à s'adapter au capitalisme, à s'en accommoder au lieu d'être orientée vers leur émancipation du capital ou de l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle a généré un mode de pensée profondément ancré dans leurs cerveaux, qu'il s'agit maintenant d'extraire à la lumière de l'orientation totalitaire du

capitalisme mondial dont ils peuvent percevoir quotidiennement les applications. On ne peut pas leur proposer une perspective politique ou une stratégie cohérente et crédible sans tenir compte de cette orientation ou de la stratégie de nos ennemis, sinon elle serait incompréhensible pour la plupart des travailleurs et des militants.

La stratégie de nos ennemis repose sur un ensemble de facteurs déterminants qu'il faut commencer par identifier, dont ensuite il faut définir précisément la nature, pour comprendre comment ils s'en servent pour structurer le processus qui doit leur permettre d'atteindre leurs objectifs, objectifs qu'ils se fixent par étapes, si possible afin de le combattre pour le freiner ou sinon en tirer des enseignements théoriques et affiner notre analyse de l'évolution de la situation.

Il va de soi qu'on ne construit pas un parti, qu'on ne conserve pas des militants sur la base d'illusions ou d'analyses erronées, à coup d'arguments démagogiques ou de dogmatisme. Les militants ont le droit à la vérité, ils doivent la regarder en face aussi difficile soit-elle, et c'est inutile ou ridicule de leur cacher ou de vouloir les ménager, puisqu'elle finira par s'imposer à eux un jour ou l'autre, et ce jour-là ils vous accuseront de les avoir trompés ou ils vous reprocheront d'avoir fait preuve d'incompétence, pour finalement estimer que vous n'êtes pas dignes de leur confiance, et 10, 20 ou 50 ans plus tard nous en serons toujours au même point et l'absence du parti nous fera plus cruellement défaut que jamais. Est-ce cela que vous souhaitez ?

Les facteurs dont il a été question plus haut, je les ai repérés ou répertoriés au cours des années précédentes dans les causeries. Ils jouent un rôle déterminant dans les conditions actuelles aussi bien sur le plan objectif que subjectif, tant leurs rapports déterminent ou conditionnent le rythme auquel l'oligarchie peut appliquer pas à pas sa stratégie, ainsi que les objectifs tactiques ou stratégiques partielles qu'elle peut se fixer ou qu'elle est en droit d'espérer atteindre. Les ignorer revient à lui laisser le champ libre, non mais il faut le savoir, sinon qu'on nous explique pourquoi on ne parvient pas à progresser, c'est un euphémisme !

Jadis, les facteurs subjectifs étaient si insignifiants ou si peu développés, qu'ils n'avaient pratiquement aucune influence sur les facteurs objectifs ou l'évolution de l'homme et de la société, qui en était encore au stade de la gestation, et c'est l'action des hommes sur son environnement en tant que facteurs objectifs, qui permit l'éclosion, puis l'expansion des facteurs subjectifs, qui allaient prendre au cours des millénaires de plus en plus d'importance sur leur destin jusqu'à déterminer en grande partie l'orientation de l'humanité.

C'est précisément ce que nous ne sommes pas vraiment parvenus à comprendre. Ce rapport est si complexe en apparence, qu'on préfère traiter de préférence chacun de ces facteurs unilatéralement, fatale erreur.

De nos jours, les facteurs subjectifs ont pris une telle dimension, que la réaction déploie une gigantesque énergie et recourt à des moyens aussi multiples que colossaux pour les contenir ou les orienter dans une direction conforme à son idéologie et à ses objectifs tant économiques que politiques, tant par crainte qu'ils ne servent une cause opposée à la sienne, que parce qu'ils constituent des obstacles qui contrarient ses plans et qu'il faut les éliminer ou les neutraliser, parce que dorénavant le temps presse ou ne joue plus en sa faveur.

Le développement des conditions objectives étant pour ainsi dire achevé au stade du règne de la nécessité, ce sont dorénavant les conditions subjectives qui dominent et président plus que jamais au destin de la civilisation humaine, et qui font l'objet d'une guerre (psychologique) permanente, dont l'issue déterminera quelle classe sera hégémonique dans le futur ou imposera sa dictature féroce à l'autre.

Si les conditions objectives nous ont toujours échappé ou ont fait l'objet d'un développement inconscient, c'est bien parce que les conditions subjectives n'étaient jamais parvenues à maturité. Or, on continue de les négliger, aussi incroyable que cela puisse paraître, c'est l'ensemble du processus de l'évolution qu'on n'a toujours pas assimilé, la difficulté résidant dans le fait qu'on ne peut pas le traiter par morceaux ou petits bouts pour en saisir la dynamique et l'orientation afin de pouvoir agir dessus, ou dit autrement, définir ou forger les moyens qui permettront de changer de régime ou de modèle de société.

Si les conditions objectives se prêtent à toute forme d'adaptations dès lors qu'elles sont développées, dans des limites plus restreintes qui sont rapidement atteintes quand elles ne le sont guère, les conditions subjectives ne sont pas en reste, et elles peuvent facilement faire l'objet de toute sorte de manipulations, de sorte que ceux qui en seront victimes en arriveront à confondre leurs amis et leurs ennemis, au point de s'autodétruire ou de réduire à néant leur capacité à pouvoir agir sur la société pour la transformer.

L'ensemble de la propagande officielle est principalement conçu pour atteindre cet objectif, qui évidemment n'apparaît pas clairement à la conscience des travailleurs, notre devoir est donc de les aider à en prendre conscience. Que cela rebute aux militants, on peut le comprendre dans la mesure où ils sont eux-mêmes largement sous l'influence de cette propagande ou parce qu'eux-mêmes n'ont pas atteint un niveau de conscience suffisant pour le partager, on en revient toujours à la faiblesse des facteurs subjectifs, tandis que les conditions objectifs pourrissent littéralement sur place.

Qu'on n'ait pas compris ce processus dialectique, parce qu'il concerne davantage ce qui se passe dans la tête des hommes ou au niveau de leurs idées, des mécanismes psychologiques qui dans une large mesure les dominent, devrait être admis par ceux qui sont parvenus à la conclusion que c'est le même processus dialectique qui préside à la destinée de la matière, dont le cerveau

des hommes fait autant partie que la société ou la nature. Finalement, l'organique est à l'inorganique, ce que la matière ou le cerveau est à l'esprit ou aux idées, ce que l'utopie est à la réalité pour peu que les hommes en prennent conscience ou prennent leur destin en mains.

Défense du marxisme.

- Le petit bourgeois se tient toujours au milieu et tranche les questions selon la formule : « d'une part » et « d'autre part ». Si les capitalistes sont intraitables, les ouvriers sont trop exigeants. (...)

Leur philosophie reflète leur propre univers. Par leur nature sociale, ils sont des intellectuels semi-bourgeois. Ils se nourrissent de demi-pensées et de demi-sentiments. Ils veulent soigner la société avec des demi-mesures. Ils considèrent le processus historique comme un phénomène trop instable, et ne veulent pas s'y engager à plus de 50 %. Ainsi, ces gens qui vivent de demi-vérités — c'est-à-dire de la pire forme de fausseté — sont devenus un véritable frein de la pensée vraiment progressive, c'est-à-dire révolutionnaire. (Léon Trotsky - Les prêtres de la demi-vérité - 19 mars 1938)

La formule valait également pour ce qu'on a appelé la gauche, la fausse gauche, celle des usurpateurs, social-démocrates et staliniens.

Dossier sur la mobilisation contre le projet de contre-réforme des retraites Macron-Delevoye.

Grève du 5 décembre: environ 40% d'écoles fermées et 70% de grévistes, selon les syndicats - LeFigaro.fr 04.12

Grève du 5 décembre : près de sept Français sur dix estiment que le mouvement est justifié - Franceinfo 04.12

Un soutien qui progresse de deux points en une semaine, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié mercredi. Franceinfo 04.12

Partout en France, une mobilisation massive contre la réforme des retraites - LeFigaro.fr 6 décembre 2019

En fin d'après-midi, on comptait plus de 806.000 manifestants dans toute la France dont 65.000 à Paris, selon le ministère de l'Intérieur. La CGT, elle, annonçait le chiffre de 1,5 million de personnes.

Cheminots, policiers, avocats, enseignants, pompiers, routiers, personnels hospitaliers, étudiants, retraités étaient largement mobilisés. À leurs côtés, des «gilets jaunes», et 180 intellectuels, dont Thomas Piketty et Ariane Ascaride, dénonçant les «offensives d'un gouvernement néolibéral et autoritaire». Une mobilisation que 68 % des Français estiment «justifiée», selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et Franceinfo. LeFigaro.fr 6 décembre 2019

Qui a dit ?

- «*Mais l'enjeu, c'est que ça s'arrête! On ne veut pas que le pays soit bloqué, on veut que le gouvernement retire sa réforme…*»

Réponse : Fabien Roussel, PCF. Macron appréciera. LeFigaro.fr 6 décembre 2019

- «*Même Madame Le Pen dit qu'il faut manifester. C'est un grand progrès, d'habitude elle passe son temps à chercher pouilles aux Arabes et aux musulmans. Elle a compris que, quelle que soit sa religion ou sa couleur de peau, on a tous des intérêts communs et qu'on est semblables*», s'est-il félicité, ajoutant que, «*à partir de 60 ans, tout le monde est fatigué*».

Réponse : Cette déclaration infâme est de Mélenchon. Vous avez raison monsieur le populiste, vous avez "tous des intérêts communs" et vous êtes "semblables", si c'est lui qui le dit, les professionnels de l'amalgame rouge-brun s'en frottent les mains, les faux amis figurent parmi nos pires ennemis, il n'y a pas de doute à avoir.

Et ce n'est pas «à partir de 60 ans (que) tout le monde est fatigué» mais dès 50 ans dans cette société de dingues qui vit à un rythme frénétique, rythme imposé par le cycle du capital.

Et puis la question n'est pas la fatigue, mais le droit de profiter de la vie avant de devenir vieux ou grabataire, cela ne peut pas lui effleurer l'esprit puisqu'il ignore ce que veut dire travailler.

Après la grève du 6 décembre, nouvelle journée d'actions mardi 10 décembre - huffingtonpost.fr 06.12

Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, a plaidé pour que l'exécutif remette "les compteurs à zéro" en retirant son projet de système "universel" de retraite par points, "qui va accroître la pauvreté dans le pays". "Édouard Philippe "devrait intervenir pour dire 'on a entendu la colère de ce pays, on remet les compteurs à zéro, on retire notre projet', et on retravaille. En France nous avons le meilleur système de retraite au monde", a estimé le leader sur LCI.

"Il faut retirer ce texte qui va individualiser le système de retraite, qui va accroître la pauvreté dans ce pays", a-t-il ajouté avant d'appeler "à généraliser la grève dans toutes les entreprises".

Son homologue à FO, Yves Veyrier, a jugé de son côté "important" que la réunion intersyndicale de ce 6 décembre "conforte la nécessité qu'on continue cette mobilisation mais pas en attendant une prochaine journée, dès maintenant". "Ce qui est important, c'est que lundi la question de la mobilisation soit maintenue, y compris dans la grève parce que l'expérience passée nous l'a démontré, ça ne suffirait pas de donner quelques rendez-vous comme ça", a-t-il précisé.

Fait marquant selon eux deux, l'ampleur de "l'adhésion" à la contestation qui a touché les transports, l'éducation, la police, la justice, les transporteurs routiers, mais aussi les entreprises privées. Ou encore les raffineries: au moins quatre étaient de nouveau bloquées vendredi 6 décembre, selon la CGT.

Le syndicat de cadres CFE-CGC qui manifestait le 5 décembre de manière exceptionnelle a participé à la réunion, a quitté la réunion plus tôt que prévu, préférant attendre la réponse du gouvernement avant de se prononcer sur la suite. huffingtonpost.fr 06.12

Il n'y a pas de violences policières en France...

Cette vidéo montrant des policiers frapper un manifestant indigne l'opposition - huffingtonpost.fr 06.12

Les images montrent deux policiers casqués passer à tabac un homme au sol, à coups de matraque et à coups de pieds. huffingtonpost.fr 06.12

L'homme n'a visiblement pas commis de délit, car aucune arrestation ne suit. - sputniknews.com 06.12

Il ne lui viendrait pas à l'esprit d'exiger l'alignement du régime général sur le régime spécial le plus favorable aux travailleurs.

Éric Coquerel, député La France insoumise : "Le gouvernement a essayé de jouer la division" en misant sur la jalousie des Français, invité vendredi 6 décembre soir de franceinfo. franceinfo 06.12

Une répartition des rôles bien rodée.

Edouard Philippe se dit "déterminé à mener la réforme à son terme, en répondant aux inquiétudes" - Journal du Dimanche 8 décembre 2019

"La balle est dans le camp du gouvernement", selon Philippe Martinez. Journal du Dimanche 8 décembre 2019

LVOG - Nous on estimait plutôt qu'elle était dans le camp des travailleurs qui doivent se mobiliser...

A coup de journées d'action...

Philippe Martinez sur la réforme des retraites : "Nous tiendrons jusqu'au retrait" - Journal du Dimanche 8 décembre 2019

La jaunisse et la vermine font aussi bon ménage...

En pleine grève, la majorité sort le joker CFDT pour discréditer les autres syndicats - Le HuffPost 5 décembre 2019

Voilà qui tombe à pic pour la majorité. À la veille de la grève d'ampleur de ce jeudi 5 décembre, la CFDT, dont la centrale refuse de se joindre au mouvement, a diffusé sur les réseaux sociaux des "précisions concernant les différentes informations qui circulent" sur la réforme des retraites.

Un travail de fact-checking visant à justifier la position du syndicat représenté par Laurent Berger, favorable à l'instauration d'un système à points et universel. Le HuffPost 5 décembre 2019

Jadot pointe le "risque" du système par points et demande des "garanties" - AFP 10.12

Le chef de file d'EELV Yannick Jadot ne se déclare pas opposé par principe au système de retraites par points... AFP 10.12

C'est à se demander lequel était le plus inquiet...

Avant la grève, Christophe Castaner écrit aux policiers pour les rassurer sur leur retraite - Le HuffPost 04.12

Les chiens de garde du régime en éveil.

Ces mairies qui vont mettre des cars à disposition des manifestants en toute illégalité - Franceinfo 04.12

Demain, en région parisienne, il y aura bien quelques bus, mais pas pour ceux qui vont travailler. L'Œil du 20 heures a découvert que certaines mairies allaient mettre des cars à disposition des manifestants qui veulent rejoindre Paris pour défiler contre la réforme des retraites. Franceinfo 04.12

Le système par points ou des intentions inavouables.

Grève: comment Fillon est revenu sur le devant de la scène... malgré lui - LeFigaro.fr 5 décembre 2019

François Ruffin a sorti une vidéo de 2016 dans laquelle l'ex-ministre expliquait que «le système par points» permettait de «baisser le niveau des pensions».

L'extrait remonte à mars 2016. François Fillon, alors candidat à la primaire de la droite et du centre, s'exprimait devant un panel de chefs d'entreprise pour la Fondation Concorde. Il expliquait, à propos des retraites: «Il y a trop d'hommes politiques qui jouent avec l'affaire des retraites et qui font miroiter des réformes formidables». François Fillon évoquait notamment «le système par points». «Il permet une chose, qu'aucun homme politique n'avoue, ça permet de baisser chaque année le montant, la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions», assurait le candidat à l'époque. LeFigaro.fr 5 décembre 2019

Réforme des retraites : quelles sont les limites du régime suédois ? - francetvinfo.fr 10.12

Le modèle consiste à épargner des points retraite pendant sa carrière. Une couronne gagnée = un point cotisé, quelle que soit son activité ou son statut. Ainsi, c'est toute la carrière qui compte pour calculer les pensions, et non plus les 15 meilleures années de salaire comme c'était le cas avant 1998.

Concrètement, le modèle est basé sur trois niveaux. Le premier, c'est le régime principal public, par répartition et pour tous les Suédois, c'est la retraite de base qui fonctionne par points. Ensuite, il y a un régime complémentaire obligatoire par capitalisation pour constituer des fonds de pension. Et enfin un troisième, plus petit, aussi par capitalisation, d'assurance supplémentaire. Le régime public par points ne constitue donc qu'une partie du système des retraites.

Quelles sont les limites de ce modèle ?

La particularité de ce modèle unifié, c'est que la valeur des points fluctue en fonction de l'espérance de vie de la génération du retraité, de la conjoncture économique du pays (des cotisations collectées), et de l'âge de départ à la retraite. Ainsi, la valeur du point est variable. Il a déjà baissé : -3% en 2010 et -4% en 2011, avant de remonter +3 et +4% les deux années suivantes, puis a rebaissé en 2014.

Autre inconvénient : les carrières hachées ou incomplètes de type temps partiels, les études longues ou arrêts, se retrouvent pénalisées. Des inégalités visibles aussi entre les pensions des femmes et celles des hommes. Les femmes, plus concernées par le temps partiel ou arrêtées pour avoir élevé leurs enfants, touchent en moyenne 600 euros de moins par mois que les hommes.

Par ailleurs, si le modèle incite à travailler plus longtemps, le taux remplacement a baissé. Les pensions en Suède s'élevaient à 60 % du salaire de fin de carrière en 2000, elles ne représentent en 2018 plus que 53,4 %, selon les chiffres de l'OCDE. Conséquence, pour avoir une retraite correcte certains séniors sont obligés de travailler en complément de leur pension. En parallèle, le taux de pauvreté a bondi de 7,3% en 1991 à 14,9% en 2017 d'après SCB, le Bureau central de la statistique suédois. francetvinfo.fr 10.12

Parole d'internaute.

1- "Je regarde des statistiques là, les 60 - 75+ représentent 26,2% des Français. Les 40 à 60 ans représentent 23,1% des

Français. Conclusion : dans 15/20 ans, il y aura minimum 3,1% de retraités en moins. Je ne compte pas l'idée que parmi les 40-60 ans, il y aura malheureusement des décès, donc moins de retraités. Pour le futur plus loin encore, il y a 23,7% de la population âgé de 20 à 40 ans. Au final, lorsqu'on nous dit qu'aujourd'hui les retraites, c'est possible, mais que dans le futur ce sera ingérable, on se moque bien de nous. Sachant que 3% de la population, c'est quand même 2 millions de personnes."

2- "Tout a fait, et si vous vous donner la peine de lire le rapport de la COR, vous constaterez qu'il est écrit noir sur blanc qu'il n'y a aucune matière au catastrophisme ambiant concernant le système de retraite actuel, que celui est équilibré des 2025 et cela dans tous les scénarios de croissance du PIB...Qu'il n'y a rien qui justifie de détruire la répartition pour la capitalisation..."

Quelques jours plus tard...

Retraites : plus d'un Français sur deux a une image positive du mouvement - LePoint.fr 09.12

Nous, avocats, ne laisserons pas passer cette réforme des retraites! - Le HuffPost 9 décembre 2019

L'intersyndicale appelle à une nouvelle manifestation nationale le 17 décembre - Le HuffPost 11 décembre 2019 L'intersyndicale FO-CGT-FSU-Solidaires et quatre organisations de jeunesse opposée à la réforme des retraites a appelé ce mardi 10 décembre à des actions locales le 12 décembre et à une manifestation nationale le 17 à Paris, a-t-elle annoncé à la presse... Le HuffPost 11 décembre 2019

Mobilisation contre la réforme des retraites : 885 000 manifestants en France selon la CGT - RT 10.12

Les syndicats annoncent 180 000 manifestants à Paris, contre 250 000 le 5 décembre, selon l'AFP qui cite le numéro un de Force Ouvrière Yves Veyrier. La CGT a quant à elle annoncé 885 000 manifestants à 17h pour l'ensemble de la France, contre 1,5 million le 5 décembre. Selon le ministère de l'Intérieur, 339 000 personnes ont manifesté en France dont 31 000 à Paris. RT 10.12

Quel déploiment d'énergie pour tenter de légitimer Macron.

Entre 27 et 40%, autant dire qu'ils ne sont pas à 1 ou 4°C près !

La popularité de Macron a toujours été fabriquée ou sujette à caution, s'apercevant qu'elle avait atteint un seuil critique, ils ont inventé "*la popularité moyenne*" !

Sondages. La popularité moyenne d'Emmanuel Macron perd un nouveau point. - Journal du Dimanche 2 décembre 2019

En novembre, Emmanuel Macron a perdu un nouveau point de popularité, à 33,57% de satisfaction, selon notre moyenne calculée à partir de sept baromètres différents. Journal du Dimanche 2 décembre 2019

... le lendemain elle descendait de 40 à 39% !

Confiance: Macron en légère baisse (-1) à 39% d'opinions favorables - AFP 3 décembre 2019

La cote de confiance d'Emmanuel Macron est en légère baisse (-1 point) en décembre pour le troisième mois consécutif, avec 39% d'opinions favorables, selon un sondage Harris Interactive diffusé lundi. AFP 3 décembre 2019

Au fait, ce sont les mêmes qui matraquent quotidiennement que l'activité humaine serait responsable du réchauffement climatique... et que des crétins croient encore. La cohérence, la rigueur, la logique ou le simple bon sens, la raison, c'est ce qui fait le plus défaut de nos jours. AFP 3 décembre 2019

C'est à Lourdes que les instituts de sondage devraient avoir leur siège social.

- Emmanuel Macron perd un point dans le baromètre Ifop pour le JDD (33%), qui mesure une satisfaction, dans l'autre de l'Ifop pour Paris Match (36%), qui se concentre sur une approbation de l'action ainsi que chez Harris (39%) et BVA (36%). Il chute de cinq points auprès d'Elabe (28%).

Il est stable chez Ipsos, à 33%.

Il prend en revanche un point dans le Kantar-onepoint (30%), dont la vague de novembre a en fait été réalisée en toute fin du mois d'octobre. Journal du Dimanche 2 décembre 2019

Les miracles suivent une courbe exponentielle (sans inconnu évidemment !)

La popularité de Macron augmente de deux points, à 29% - AFP 8 décembre 2019

Emmanuel Macron et Édouard Philippe ont tous deux gagné légèrement en popularité ("2 points) en décembre, avec 29% d'opinions favorables, selon le baromètre Yougov pour le Huff Post publié vendredi. AFP 8 décembre 2019

Confiance : Macron en légère baisse pour le troisième mois consécutif - L'Express.fr 11 décembre 2019

Avec 35% de jugements favorables, le chef de l'Etat perd trois points en trois mois et deux Français sur trois (65%, +2) jugent négativement son action, dont 38% (+6) qui ne l'"approuvent pas du tout". L'Express.fr 11 décembre 2019

LVOG - Ces psychopathes ne se rendent pas compte à quel point leur procédé est grotesque et ils se décrédibilisent eux-mêmes. Encourageons-les à poursuivre.

Green New Deal lobbying ou terrorisme écologique.

Totalitarisme. Que craignent-ils donc tant ?

Comment, confronter des thèses opposées sur l'origine du réchauffement climatique, mais vous n'y pensez pas, c'est intolérable comme démarche en démocratie.

Le climat connaît des phases de réchauffement ou de refroidissement depuis des millions d'années, il exista même des périodes plus chaude lorsque le taux de CO^2 dans l'air était moins important qu'aujourd'hui, et il est prouvé par les observations effectuées à partir de calotes glaciaires que l'élévation de la température a précédé celle du CO^2.

Climat : un député LR évoque un "prétendu réchauffement climatique", provoquant l'indignation dans la majorité - Franceinfo 04.12

Le député Jean-Charles Taugourdeau estime qu'il y a un débat entre les climatologues et que le "développement durable" est le "lobby le plus puissant".

Les climatoscepticisme n'est pas mort. En posant une question sur les retraites, le député LR Jean-Charles Taugourdeau s'en est pris, mardi 4 décembre, dans l'Hémicycle, au "prétendu réchauffement climatique" : "Vous savez ce que disent les Français dans nos campagnes : 'C'est le nouveau truc à la mode pour nous pomper notre fric'."

Quelques minutes plus tard, la secrétaire d'Etat à la Transition écologique, Brune Poirson, s'est dite "assez choquée" par les propos de l'élu du Maine-et-Loire : "Je vous le dis très calmement, nous ne pouvons pas nier une réalité prouvée scientifiquement." (Dont l'origine ne correspond pas à ce qu'affirme le GIEC et Poirson. - LVOG)

Peu intimidé, Jean-Charles Taugourdeau a ensuite estimé, sur LCP, qu'"aujourd'hui, il y a des climatologues qui défendent une thèse, d'autres climatologues qui en défendent une autre. Quand je lis dans un titre de presse quotidienne 'réchauffement climatique, plus une minute à perdre', là je me dis qu'il y a des formules qui ne sont pas crédibles."

Le député LR considère que le "développement durable" est le "lobby le plus puissant parce que c'est le plus séduisant, ça génère des milliardaires. Le jour où on m'expliquera pourquoi on a choisi davantage les éoliennes que les hydroliennes, j'arriverai à intégrer tout ça". Fin juillet, l'élu avait également réclamé un colloque sur le climat à l'Assemblée nationale afin d'organiser "un débat scientifique équilibré avec des porteurs d'opinions diverses pour que le législateur puisse se faire une opinion éclairée".

La porte-parole de LREM Aurore Bergé a appelé, mercredi, le parti LR à "se désolidarise[r] des propos" du député. "C'est assez sidérant, je trouve ça inquiétant; vous voyez que certains partis 'se trumpisent'", a-t-elle déploré sur CNews. "Remettre en cause ce qu'est le réchauffement climatique (...) est gravissime." Franceinfo 04.12

En complément. Ils en rajoutent une grosse couche par jour.

Le blanchissement corallien : un fléau pour les petits États insulaires - euronews 6 décembre 2019

Réchauffement climatique : les océans aussi suffoquent - euronews 7 décembre 2019

Déjà menacés, les océans en manque d'oxygène - AFP 7 décembre 2019

A l'échelle mondiale, le taux d'oxygène dans les océans a diminué d'environ 2% entre 1960 et 2010, selon le rapport. AFP 7 décembre 2019

LVOG - 2%... avec une tolérance de + ou - 1%, c'est gi-gan-tes-que !

Qui a dit ?

- "*nous aimerions des actions de la part des gens au pouvoir*"

"*Des actions de la part des gens au pouvoir*", mais on ne voit que cela, on ne subit que cela !

Réponse : La filleule de l'oligarchie, Greta Thunberg, à Madrid le 6 décembre.

- "*Le changement est en marche, qu'ils le veuillent ou non car nous n'avons pas d'autre choix*", on croirait un slogan de LREM !

La marche pour le climat a rassemblé 15.000 personnes selon la préfecture (à Madrid - ndlr). Greta Thunberg a elle évoqué le chiffre de 500.000 participants. (Source : AFP 07.12)

Greta Thunberg ne se sera à peine exprimée devant les 1000 journalistes venus pour elle - Le HuffPost 9 décembre 2019

Les crues du Var sont-elles de plus en plus graves ? par Rémy Prud'homme - LePoint.fr 10 décembre 2019

Le Var a été récemment frappé par des pluies diluviennes qui ont fait déborder les rivières, faisant, hélas, des victimes. Sans rien vérifier, radios, télés, et journaux ont immédiatement pointé le responsable : le réchauffement climatique. La hausse des températures entraîne inéluctablement une augmentation rapide et considérable des événements extrêmes, nous a-t-on répété. Pluies et crues ont dans le Var atteint des niveaux jamais vus hier, qui les ont rendues mortelles. Et cela sera bien pire demain.

Les crues, ça se mesure. Un forestier varois m'envoie la chronique des relevés des cinquante dernières années de la station de mesure Decapris, dans la vallée de Sauvebonne, sur le Real Martin, principal affluent du Gapeau, qui rassemble les eaux de l'un des deux principaux bassins versants du Var. Au cours d'une année, le niveau des eaux varie considérablement, de quelques centimètres l'été à (parfois) plus de 4 mètres l'hiver. Le 23 novembre 2019, il a atteint 4,04 m. Ce niveau est-il inédit ? S'inscrit-il dans une tendance forte et claire, comme on nous le répète ? Pour le savoir, on a considéré la valeur maximale annuelle enregistrée pour chacune des années depuis 1971. Un demi-siècle constitue en effet une période assez longue pour faire apparaître la fameuse « aggravation rapide des phénomènes extrêmes causés par le changement climatique » dont on nous rebat les oreilles. Le graphique ci-après présente les résultats obtenus. Que montre-t-il ?

La crue de 2019 a bien été très élevée. Mais nullement exceptionnelle. Elle a déjà été dépassée (en 1978, en 2014). Au cours du dernier demi-siècle, l'ensemble des données disponibles ne fait apparaître absolument aucune aggravation des crues, et des pluies qui les causent. Si tendance il y a, elle est à la baisse, pas à la hausse. La moyenne des maxima annuels de la décennie 2010 (3,02 m) est nettement inférieure à la moyenne de la décennie 1970 (3,69 m). La pente de la droite qui résume le mieux le nuage de points est légèrement descendante. On ne peut que s'en réjouir.

Une fois de plus, le discours officiel dominant, relayé par les médias, a été en l'occurrence faux, trompeur, et mensonger. Dans le cas des crues du Var, ou bien le réchauffement n'engendre pas d'aggravation des événements climatiques extrêmes, ou bien le réchauffement des cinquante dernières années a été trop faible pour que cette aggravation se manifeste (ou bien les deux à la fois). Ceux qui se sont appuyés sur ce cas pour hurler à « l'urgence climatique » ont ridiculisé leurs cris. Le pire n'est pas toujours sûr.

Rémy Prud'homme - Après des études à HEC, à Harvard, et un doctorat, Rémy Prud'homme est devenu professeur des universités. Il a enseigné à Paris-12, et au MIT comme « visiting professor ». Il a aussi été directeur adjoint de l'environnement à l'OCDE. Il a publié récemment plusieurs ouvrages dont « L'Idéologie du réchauffement » (L'Artilleur).

L'année 2019, la 3ème la plus chaude depuis le début des mesures, n'est que d'environ 0,36 degrés au-dessus de la moyenne de 30 ans - climato-realistes.fr 10 décembre 2019

Traduction d'un article publié le 6 décembre sur le site de Roy spencer

Extrait. Les températures mesurées par satellite pour la décennie 2010-2019 sont en moyenne supérieures de 0,15° Celsius à celles de la décennie précédente (2000-2009). C'est moins du tiers d'un degré F (0,068 °C), que personne, sur une période de 10 ans ne peut percevoir.

La carte des écarts cumulatifs de température de 2019 par rapport à la moyenne de 30 ans (1981-2010) (Figure 2) montre l'image classique de températures tantôt supérieures tantôt inférieures à la normale, avec peu d'indication visuelle permettant de savoir que la température mondiale de l'année 2019 n'est que d'environ 0,36 degrés Celsius au-dessus de la moyenne de 30 ans.

L'utilisation du terme « le plus chaud » pour décrire le réchauffement récent masque le fait que le taux de réchauffement que nous avons connu au cours des dernières décennies est minuscule par rapport aux brusques changements de température (plusieurs dizaines de degrés) que la plupart des gens expérimentent tout au long de l'année, parfois en l'espace de moins d'une semaine.

Alors, sommes nous censés être saisis d'effroi à l'idée que la température moyenne a augmenté au plus d'une petite fraction de degré en dix ans? Le terme « le plus chaud » figurant dans les gros titres des journaux peut-il sérieusement nous émouvoir?

Que le journalisme à sensation utilise des expressions telles que « le plus chaud », « urgence climatique » et maintenant « catastrophe climatique », explique pourquoi le public reste largement indifférent à la question du réchauffement climatique, surtout lorsqu'on lui demande d'ouvrir son portefeuille pour résoudre le problème.

Le récit alarmiste tend aujourd'hui à se détourner de la température pour se concentrer désormais sur les incendies de forêt, les sécheresses, les inondations, les ouragans, les tempêtes de neige et l'élévation du niveau de la mer. Pourtant, aucun de ces événements n'a empiré au cours des 100 dernières années, à l'exception de l'élévation du niveau de la mer qui se poursuit au rythme d'environ 1 pouce (2,5 cm) par décennie sans changement depuis que celui-ci est surveillé (depuis les années 1850, bien avant que les activités humaines puissent être mises en cause).

Et permettez-moi de préciser que je ne suis pas un négateur du changement climatique d'origine humaine. Je n'exclus pas qu'au moins une partie du réchauffement que nous avons connu au cours des 50 dernières années soit due à l'augmentation du dioxyde de carbone. Je considère simplement que la fraction de réchauffement attribuable aux activités humaines est incertaine et probablement largement bénigne.

Ceci est parfaitement cohérent avec la science, car le déséquilibre énergétique mondial nécessaire pour expliquer le réchauffement récent (environ 1/250ème des flux naturels d'énergie entrant et sortant du système climatique) est beaucoup plus petit que la connaissance que nous avons de ces flux, que ce soit par la théorie ou par les observations.

En d'autres termes, le réchauffement récent pourrait bien être principalement naturel.

Nous ne pouvons tout simplement pas le savoir. climato-realistes.fr 10 décembre 2019

LVOG - Que représente la superficie occupée par les hommes sur la Terre, entre 10 et 15%, et l'incidence de son activité moins encore si on considère qu'elle est ponctuée de périodes de repos ou d'inactivité, et c'est ce qui se passerait sur cette toute petite superficie ou cette toute petite activité qui dominerait sur l'activité qui règne au sein des 85 ou 90% restants, les océans, la végétation, la nature ? C'est la question qui tue l'escroquerie de la « catastrophe climatique ».

Vous me direz que 10% d'oligarques concentre la richesse mondiale et président bien à la destinée de l'humanité ou à l'orientation de la situation mondiale, effectivement, à ceci près que la nature est libre et n'a pas besoin de demander la permission à l'homme pour exister, alors que les 90% restants des hommes ne sont pas libres, ils sont dans une situation de dépendance imposée par le régime économique en vigueur.

Au charbon ! Vive le charbon !

Quel avenir pour les centrales thermiques au charbon ? - lemondedelenergie.com 15.12.2018

Le charbon est l'énergie fossile (c'est-à-dire issue de la transformation de matières organiques fossilisées) la plus néfaste pour l'environnement : sa combustion émet en effet 1,3 fois plus de dioxyde de carbone que la combustion du pétrole et 1,7 fois plus que la combustion du gaz.

On estime que le charbon est responsable de plus de 40% des émissions de CO2 au niveau mondial. Cette constatation en fait donc une ressource énergétique incompatible avec les objectifs de lutte contre la pollution atmosphérique que se sont fixés de nombreux pays.

Dans un contexte où les besoins énergétiques de nos sociétés modernes sont appelés à continuer à augmenter, face aux exigences climatiques, le charbon est-il encore appelé à jouer un rôle dans le l'approvisionnement énergétique ?

Augmenter le rendement des centrales thermiques au charbon

L’apparition de technologies plus propres, et donc moins émettrices de dioxyde de carbone, est donc une condition sine qua non pour rendre l’utilisation du charbon compatible avec les enjeux climatiques actuels.

L’émergence d’un charbon plus responsable passe à ce titre par la modernisation des centrales thermiques.

Pour remplir ses obligations environnementales et continuer à jouer un rôle dans le paysage énergétique mondial, le parc thermique n’a donc pas d’autres choix que de se moderniser.

Cette modernisation vise notamment à rendre compatibles les installations avec les nouvelles directives européennes en matière de limitation d’émissions de particules polluantes. La solution la plus évidente consiste donc à améliorer le rendement des centrales électriques.

Concrètement, il s’agit pour une centrale thermique d’améliorer son efficacité thermique c’est-à-dire d’augmenter la quantité d’énergie produite avec une tonne de charbon. Par simple effet mathématique, l’énergie produite présentera un bilan carbone amélioré.

Les centrales à cycle vapeur supercritique fonctionnent avec de la vapeur plus chaude et une pression plus élevée que les centrales à charbon traditionnelles. Elles permettent donc de produire plus avec la même quantité de charbon : le MWh d’électricité d’une centrale à cycle vapeur supercritique est généré avec moins d’émissions de CO2 qu’au sein d’une centrale thermique classique.

La cogénération pour optimiser la production

Les techniques de cogénération permettent également d’augmenter le rendement d’une centrale électrique et de réduire ses émissions atmosphériques en permettant de produire deux formes d’énergie avec une seule ressource.

Déployée au cœur d’une centrale thermique au charbon, la cogénération permet par exemple de faire fonctionner simultanément une turbine à chaleur (production de chaleur injectée sur un réseau de chauffage urbain) et une turbine électrique (production d’électricité).

Les centrales électriques à cycle combiné gaz représentent un des exemples les plus pertinents en matière de cogénération. lemondedelenergie.com 15.12.2018

LVOG - On aura compris qu'il suffirait de moderniser les installations existantes et de les munir de filtres pour retenir les particules ultrafines pour que le charbon soit présentable.

Quand des particules ultrafines entraînent sécheresse ou inondation catastrophique à 300 kms à la ronde.

...les centrales à charbon constituent, depuis de nombreuses années, «les sources de particules ultrafines les plus puissantes au monde». Et qu'elles ont une influence considérable sur les processus météorologiques. Elles peuvent par exemple provoquer des phénomènes météorologiques extrêmes.

De grandes quantités de particules ultrafines

Les cheminées des centrales à charbon émettent des particules ultrafines à quelque 200 ou 300 mètres de hauteur. Elles sont ensuite répandues sur plusieurs centaines de kilomètres à la ronde, en fonction des conditions météorologiques.

...ces particules ultrafines présentent un diamètre inférieur à 100 nanomètres. Elles peuvent donc influencer les propriétés des nuages et les précipitations. «En redistribuant les évènements pluvieux, notamment. Cela peut conduire à des conditions plus sèches à certains endroits ou à des précipitations exceptionnelles à d'autres»... futura-sciences.com 15.03.2019

Des fanatiques, des fous furieux, la preuve.

Le réchauffement climatique réduirait la durée des grossesses et augmenterait le nombre de bébés prématurés - yahoo.com 9 décembre 2019

Alan Barreca - chercheur à l’université de Californie - et Jessamyn Schaller (qui officie au Bureau national de recherche économique de Cambridge) ont découvert que le taux de natalité avait augmenté de 5% les jours où il faisait plus de 32,2 °C aux États-Unis, entre 1969 et 1988, et encore plus en cas de canicule. Avec en moyenne un accouchement qui s’est déroulé 6,1 jours avant la date prévue.

Ce phénomène risque donc potentiellement d'accroître le nombre de bébés prématurés et les soucis de santé et de développement que cela sous-entend.

Pour le moment, rien n'a été prouvé scientifiquement, ce ne sont donc que des hypothèses émises par les spécialistes. yahoo.com 9 décembre 2019

Ouf !

32,2 °C, 6,1 jours, admirez la précision ! Tu parles, accoucher 6 jours plus tôt sans savoir au jour près la date du début de la grossesse, quelle connerie, quelle catastrophe !

Cela signifie que pour parvenir à l'objectif qu'ils s'étaient fixés, ils ont dû y consacrer un temps phénoménal et s'y reprendre à de multiples reprises, car il a fallu qu'ils consultent les relevés des naissances des jours où il avait fait plus de 32,2°C et pas un dixième de moins s'il vous plaît, pour l'ensemble du territoire américain entre 1969 et 1988, 19 ans, pas un an de plus, pas un an de moins, car ils seraient sans doute parvenus à une toute autre conclusion. Au fait, ils ne nous ont pas dit quel était le pourcentage de prématurés en dessous de 32,2 °C avant 1969 ou depuis 1988.

Pourquoi les affirmations catastrophistes sur le climat sont fausses

Pour l'écologiste pragmatique Michael Shellenberger, les déclarations apocalyptiques s'avèrent scientifiquement erronées et politiquement contre-productives. Par Michael Shellenberger - Le Point.fr 09.12

Ces dernières semaines, les journalistes et les défenseurs de l'environnement ont fait un certain nombre de prédictions apocalyptiques sur l'impact du changement climatique. L'écologiste Bill McKibben a suggéré qu'en Australie, les incendies causés par le climat avaient rendu les koalas « pratiquement éteints ». Extinction Rebellion affirme : « Des milliards de gens mourront » et « la vie sur Terre est en train de s'éteindre ». Vice magazine soutient que « l'effondrement de la civilisation a peut-être déjà commencé ».

Peu ont plus attiré l'attention sur cette menace que la militante étudiante Greta Thunberg et la représentante démocrate Alexandria Ocasio-Cortez, sponsor du Green New Deal. Cette dernière prétend que « le monde va s'écrouler dans douze ans si nous ne nous attaquons pas au changement climatique ». Dans son nouveau livre, Thunberg affirme : « Vers 2030, nous serons en situation de déclencher une réaction en chaîne irréversible hors du contrôle humain, qui conduira à la fin de la civilisation telle que nous la connaissons. »

Parfois, les scientifiques eux-mêmes font des affirmations apocalyptiques. Si la terre se réchauffe de quatre degrés, « il est difficile de voir comment nous pourrions accueillir huit milliards de personnes, voire la moitié d'entre elles », a déclaré l'un d'entre eux, Johan Rockström, directeur de l'Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact du climat. Si le niveau de la mer s'élève autant que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat le prévoit, un autre scientifique, Michael Oppenheimer, professeur des sciences de la Terre à Princeton, a déclaré : « Ce sera un problème ingérable. »

Des déclarations apocalyptiques comme celles-ci ont des répercussions dans le monde réel. En septembre, un groupe de psychologues britanniques a déclaré que les enfants souffrent de plus en plus de l'anxiété causée par le discours effrayant sur le changement climatique. En octobre, un militant d'Extinction Rebellion (XR) – un groupe environnemental fondé en 2018 pour désobéir civilement afin d'attirer l'attention sur la menace que les changements climatiques font peser sur l'existence humaine – et un vidéaste ont été frappés et battus dans une station du métro londonien par des voyageurs en colère. Et fin novembre, un cofondateur de XR a déclaré qu'un génocide comme celui de l'Holocauste « se reproduisait, à une bien plus grande échelle, et à la vue de tous » à cause du changement climatique.

Le changement climatique est une question qui me tient à cœur et à laquelle j'ai consacré une partie importante de ma vie. J'ai été politiquement actif sur cette question pendant plus de vingt ans et j'ai fait des recherches et écrit à ce sujet pendant dix-sept ans. Au cours des quatre dernières années, mon organisation, Environmental Progress, a collaboré avec certains des plus grands climatologues du monde pour empêcher les émissions de carbone d'augmenter. À ce jour, nous avons contribué à prévenir l'augmentation des émissions, pour l'équivalent de 24 millions de voitures supplémentaires sur les routes.

Je tiens également à rétablir l'exactitude des faits et de la science et j'ai, ces derniers mois, corrigé la couverture médiatique inexacte et apocalyptique des incendies en Amazonie et en Californie, qui ont été présentés à tort comme étant principalement attribuables aux changements climatiques.

L'approche catastrophiste du changement climatique est autodestructrice

Les journalistes et les militants ont l'obligation de décrire les problèmes environnementaux avec honnêteté et précision, même s'ils craignent que cela réduise la valeur de ces nouvelles ou leur impact sur le public. Il y a des preuves concordantes du fait

que l'approche catastrophiste du changement climatique est autodestructrice, car elle détourne et polarise de nombreuses personnes. Et exagérer le changement climatique risque de nous éloigner d'autres questions importantes, y compris celles sur lesquelles nous pourrions avoir un meilleur contrôle à court terme.

Je ressens le besoin de le dire d'emblée parce que je veux que les questions que je m'apprête à soulever soient prises au sérieux et ne soient pas rejetées par ceux qui qualifient de « négationnistes du climat » ou de « retardateurs du climat » ceux qui repoussent l'exagération.

Cela étant posé, examinons si les données scientifiques appuient ce qui a été dit.

Premièrement, aucun organisme scientifique crédible n'a jamais dit que les changements climatiques menacent la civilisation d'effondrement et encore moins l'espèce humaine d'extinction. « Nos enfants vont mourir dans les 10 à 20 prochaines années. » Quel est le fondement scientifique de ces allégations ? » Andrew Neil, de la BBC, a interrogé le mois dernier une porte-parole de XR visiblement mal à l'aise. « Il est vrai que ces affirmations ont été contestées », répond-elle. « Il y a des scientifiques qui sont d'accord et d'autres qui disent que ce n'est pas vrai. Mais le problème général, c'est que ces morts vont bien se produire. » « Mais la plupart des scientifiques ne sont pas d'accord avec cela » poursuit Neil. « J'ai examiné les rapports du Giec et je ne vois aucune référence à des milliards de personnes qui mourront, ou à de telles conséquences pour les enfants dans 20 ans. Comment mourraient-ils ? » « Des migrations de masse à travers le monde ont déjà lieu en raison de la sécheresse prolongée qui sévit dans certains pays, en particulier en Asie du Sud. Il y a des incendies de forêt en Indonésie, dans la forêt amazonienne, en Sibérie, dans l'Arctique », dit-elle.

Mais en disant cela, la porte-parole de XR a grossièrement déformé la science. « Il existe des preuves solides que les catastrophes déplacent des personnes dans le monde entier, note le Giec, mais des preuves limitées que le changement climatique ou l'élévation du niveau de la mer en sont la cause directe. » Qu'en est-il de cette « migration de masse » ? « La majorité des mouvements de population qui en résultent ont tendance à se produire à l'intérieur des frontières des pays touchés », explique le Giec.

Ce n'est pas comme si le climat n'avait pas d'importance. C'est que les changements climatiques sont compensés par d'autres facteurs. Plus tôt cette année, les chercheurs ont constaté que le climat « a affecté les conflits armés organisés dans des pays. Cependant, d'autres moteurs, tels que le faible développement socio-économique et les faibles capacités de l'État, sont jugés beaucoup plus influents. »

En janvier dernier, après que les climatologues eurent critiqué la représente Alexandria Ocasio-Cortez pour avoir dit que la fin du monde arriverait dans douze ans, son porte-parole a répondu : « Nous pouvons ergoter sur la phraséologie, qu'elle soit existentielle ou cataclysmique », ajoutant : « Nous observons beaucoup de problèmes [liés au changement climatique] qui ont déjà un impact sur des vies. » Cette dernière partie est peut-être vraie, mais il est également vrai que le développement économique nous a rendus moins vulnérables, ce qui explique pourquoi le nombre de victimes de catastrophes naturelles a diminué de 99,7 % depuis son point culminant de 1931. Cette année-là, 3,7 millions de personnes sont mortes des suites de catastrophes naturelles. En 2018, 11 000 seulement. Et ce déclin s'est produit au cours d'une période où la population mondiale a quadruplé.

Qu'en est-il de l'élévation du niveau de la mer ? Le Giec estime que le niveau de la mer pourrait monter de deux pieds (0,6 mètre) d'ici 2100. Est-ce que cela semble apocalyptique ou même « ingérable » ? Considérons qu'un tiers des Pays-Bas se trouve sous le niveau de la mer et que certaines régions se trouvent à sept mètres sous le niveau de la mer. On pourrait objecter que les Pays-Bas sont riches alors que le Bangladesh est pauvre. Mais les Pays-Bas se sont adaptés à la vie sous le niveau de la mer il y a quatre cents ans. La technologie s'est un peu améliorée depuis.

Qu'en est-il des allégations de mauvaises récoltes, de famine et de mortalité massive ? C'est de la science-fiction, pas de la science. Aujourd'hui, les humains produisent suffisamment de nourriture pour 10 milliards de personnes, soit 25 % de plus que ce dont nous avons besoin, et les organismes scientifiques prédisent une augmentation de cette tendance, et non un déclin. L'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) prévoit une augmentation des rendements agricoles de 30 % d'ici 2050. Et les régions les plus pauvres du monde, comme l'Afrique subsaharienne, devraient connaître des augmentations de 80 à 90 %.

Personne ne suggère que le changement climatique n'aura pas d'impact négatif sur le rendement des cultures. Cela se pourrait. Mais ces baisses doivent être relativisées. Les rendements du blé ont augmenté de 100 à 300 % dans le monde entier depuis les années 1960, tandis qu'une étude reposant sur 30 modèles a révélé que les rendements diminueraient de 6 % pour chaque degré Celsius d'augmentation des températures. Les taux de croissance futurs des rendements dépendent beaucoup plus de l'accès des pays pauvres aux tracteurs, à l'irrigation et aux engrais que du changement climatique, selon la FAO.

Tout ceci explique pourquoi le Giec prévoit que les changements climatiques auront un impact modeste sur la croissance économique. D'ici 2100, le Giec prévoit que l'économie mondiale sera de 300 à 500 % plus importante qu'elle ne l'est actuellement. Le Giec et le lauréat du prix Nobel d'économie de Yale, William Nordhaus, prédisent conjointement qu'un réchauffement de 2,5 °C et 4 °C réduirait le produit intérieur brut (PIB) de 2 % et 5 % au cours de la même période.

Cela signifie-t-il que nous ne devrions pas nous inquiéter du changement climatique ? Pas du tout.

Doit-on s'inquiéter pour les koalas ? Absolument !

L'une des raisons pour lesquelles je travaille sur le changement climatique est que je m'inquiète de l'impact qu'il pourrait avoir sur les espèces en péril. Le changement climatique pourrait menacer un million d'espèces dans le monde et la moitié de tous les mammifères, reptiles et amphibiens dans divers endroits comme le Rift Albertin en Afrique centrale, habitat du gorille des montagnes dont l'espèce est menacée.

Mais il n'est pas vrai que « nous mettons notre propre survie en danger » par des extinctions, comme Elizabeth Kolbert l'a affirmé dans son livre, La Sixième Extinction (éditions Vuibert). Aussi tragiques que soient les extinctions d'animaux, elles ne menacent pas la civilisation humaine. Si nous voulons sauver les espèces en voie de disparition, nous devons le faire parce que nous nous préoccupons de la faune pour des raisons spirituelles, éthiques ou esthétiques, et non pour des raisons de survie.

Et exagérer le risque et suggérer que le changement climatique est plus important que des choses comme la destruction de l'habitat sont contre-productifs. Par exemple, les incendies en Australie ne conduisent pas à l'extinction des koalas, comme l'a suggéré Bill McKibben. Le principal organisme scientifique qui suit l'espèce, l'Union internationale pour la conservation de la nature, ou UICN, qualifie le koala de « vulnérable », qui est un niveau en dessous de « en danger », deux niveaux en dessous de « en danger critique d'extinction » et trois en dessous de « éteint » à l'état sauvage.

Doit-on s'inquiéter pour les koalas ? Absolument ! Ce sont des animaux étonnants et leur nombre est tombé à environ 300 000. Mais ils font face à des menaces beaucoup plus importantes comme la destruction de leur habitat, les maladies, les feux de brousse et les espèces envahissantes. Envisagez les choses ainsi. Le climat pourrait changer radicalement – et nous pourrions encore sauver les koalas. Inversement, le climat pourrait ne changer que modestement – et les koalas pourraient toujours disparaître.

L'accent monomaniaque mis sur le climat détourne notre attention d'autres menaces qui pèsent sur les koalas et sur les possibilités de les protéger, comme la protection et l'expansion de leur habitat. En ce qui concerne les incendies, l'un des scientifiques australiens les plus éminents sur la question déclare : « Les pertes dues aux feux de brousse peuvent s'expliquer par l'exposition croissante des habitations aux broussailles sujettes au feu. Aucune autre influence n'a besoin d'être invoquée. Donc, même si le changement climatique avait joué un petit rôle dans l'occurrence des feux de brousse récents, et nous ne pouvons l'exclure, le changement d'exposition des biens au risque est un facteur largement prééminent. »

Les incendies ne sont pas non plus uniquement dus à la sécheresse, qui est fréquente en Australie, et exceptionnelle cette année. « Le changement climatique joue son rôle ici », a expliqué Richard Thornton du Bushfire and Natural Hazards Cooperative Research Centre en Australie, « mais il n'est pas la cause de ces incendies. »

Il en va de même pour les incendies aux États-Unis. En 2017, les scientifiques ont modélisé 37 régions différentes et ont découvert que « les humains peuvent non seulement influencer les régimes de feu, mais que leur présence peut en fait éclipser, ou même neutraliser, les effets du climat ». Parmi les dix variables qui influent sur le feu, « aucune n'était aussi importante… que les variables anthropiques », comme la construction de maisons, la gestion de feux et l'utilisation du bois en tant que combustible à proximité des forêts.

Les scientifiques du climat commencent à repousser les exagérations des militants, des journalistes et des autres scientifiques. « Alors que de nombreuses espèces sont menacées d'extinction », a déclaré Ken Caldeira de Stanford, « le changement climatique ne menace pas l'extinction de l'homme… Je ne voudrais pas qu'on motive les gens à faire ce qu'il faut en leur faisant croire quelque chose qui est faux. » J'ai demandé au climatologue australien Tom Wigley ce qu'il pensait de l'affirmation selon laquelle le changement climatique menace la civilisation. « Ça me dérange vraiment parce que c'est faux », a-t-il dit. « Tous ces jeunes ont été mal informés. Et c'est en partie la faute de Greta Thunberg. Pas délibérément. Mais elle a tort. » Mais les scientifiques et les militants n'ont-ils pas besoin d'exagérer pour attirer l'attention du public ? « Je me souviens de ce que disait Steve Schneider, un climatologue de l'université de Stanford, répondit Wigley. « Il avait l'habitude de dire qu'en tant que scientifique, nous ne devons pas vraiment nous préoccuper de la façon dont nous présentons les choses dans nos communications avec les gens de la rue qui ont besoin d'un petit coup de pouce pour réaliser que le problème est grave. Steve n'avait aucun scrupule à parler de cette façon biaisée. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec ça.

Nécessité d'un terrain d'entente

Wigley a commencé à travailler à plein temps sur la science du climat en 1975 et a créé l'un des premiers modèles climatiques (MAGICC) en 1987. MAGICC reste l'un des principaux modèles climatiques utilisés aujourd'hui. « Quand je m'adresse au grand public, dit-il, je souligne certaines des choses qui pourraient réduire le réchauffement prévu et d'autres qui pourraient l'accroître. J'essaie toujours de présenter les deux côtés. »

Ce qui me dérange pour partie dans la rhétorique apocalyptique des activistes du climat, c'est qu'elle s'accompagne

souvent d'exigences visant à refuser aux pays pauvres les sources d'énergie bon marché dont ils ont besoin pour se développer. J'ai constaté que de nombreux scientifiques partagent mes préoccupations.

« Si vous voulez minimiser la proportion de dioxyde de carbone dans l'atmosphère en 2070, vous pourriez bien être amené à accélérer la combustion du charbon en Inde aujourd'hui », a déclaré Kerry Emanuel, climatologue du MIT. « Cela semble paradoxal. Le charbon est terrible pour le carbone. Mais c'est en brûlant beaucoup de charbon que les Indiens s'enrichissent, et en s'enrichissant ils ont moins d'enfants, et en n'ayant pas autant de gens qui brûlent du carbone, on sera peut-être en meilleure position en 2070. »

Emanuel et Wigley affirment qu'une rhétorique extrémiste rend plus difficile un accord politique sur le changement climatique.

« Il faut trouver un terrain d'entente où l'on peut faire des choses raisonnables pour atténuer les risques et essayer en même temps de sortir les gens de la pauvreté et les rendre plus résilients », dit Emanuel. « Nous ne devrions pas être forcés de choisir entre sortir les gens de la pauvreté et faire quelque chose pour le climat. »

Fort heureusement, il y a une grande marge de manœuvre entre l'apocalypse climatique et le déni climatique.

Michael Shellenberger - Nommé « héros de l'environnement » par le magazine Time en 2008 et fondateur du think thank Environmental Progress, Michael Shellenberger se définit comme un écologiste pragmatique et pro-nucléaire. Il est un fréquent contributeur de Forbes, du New York Times et du Washington Post. lepoint.fr 09.12

Dans quel monde vivons-nous ?

Une "nouvelle génération d'inégalités" menace le développement, selon le Pnud - Reuters 10 décembre 2019

Les manifestations qui ont eut lieu récemment au Chili, en Équateur, en Bolivie ou au Liban pourraient prendre encore plus d'ampleur et s'étendre ailleurs si les gouvernements ne font pas le nécessaire pour réduire les inégalités, a averti lundi Achim Steiner, administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

"Ceux qui détiennent le pouvoir (...) doivent reconnaître que faute de réponse au mécontentement que les gens ressentent, leur légitimité sera remise en cause", a-t-il déclaré à Reuters, à l'occasion de la publication du rapport annuel du PNUD sur le développement humain, à Bogota.

"Ce n'est pas un hasard si le phénomène ne se limite pas à la Colombie ni de l'Amérique latine. Il se produit dans le monde entier, a-t-il poursuivi.

"Différents détonateurs poussent les populations à descendre dans la rue : le coût d'un billet de train, le prix de l'essence, les revendications politiques d'indépendance. Ces manifestations sont une nouvelle expression des inégalités et, comme le fait ressortir le Rapport sur le développement humain, les inégalités ne sont pas sans solutions.

"Reconnaître le vrai visage des inégalités est un premier pas. La suite est un choix qui appartient à chaque dirigeant", conclut Achim Steiner. Reuters 10 décembre 2019

Un loup a mangé Wall Street : l'économie des USA décolle, les inégalités aussi - entelekheia.fr 3 décembre 2019

Extrait. Selon des données publiées par le Brookings Institute, 53 millions d'Américains âgés de 18 à 64 ans entrent dans la catégorie des « bas salaires ». Leur salaire horaire s'élève à environ 10,22 $, tandis que leur salaire annuel médian est de 18 000 $ [moins que le SMIC français, NdT]. Le plus surprenant, cependant, c'est que ce groupe de salariés représente 44 % de l'ensemble de la main-d'œuvre américaine, ce qui est énorme. (...)

Et il y a pire : bon nombre de ces travailleurs à bas salaire ne correspondent pas au stéréotype de l'adolescent qui fait des hamburgers chez McDonald's pour gagner de quoi dépenser un peu plus les fins de semaine. En fait, la majorité des personnes qui entrent dans cette catégorie sont des adultes dans leurs « années les plus productives », et le travail mal rémunéré est leur « principal moyen de subventionner leurs besoins et ceux de leur famille », selon le rapport.

C'était vrai pour la majorité des régions des États-Unis, puisque l'étude a analysé des données provenant de près de 400 régions métropolitaines. D'autres recherches corroborent les conclusions de l'étude Brookings.

Selon un nouvel outil de mesure économique appelé Indice de la qualité de l'emploi, 63% de tous les emplois créés depuis 1990 ont été des emplois mal rémunérés, dont bon nombre de temps partiels. Aujourd'hui, le salaire moyen réel aux États-Unis, c'est-à-

dire le salaire après calcul de l'inflation, octroie approximativement le même pouvoir d'achat qu'il y a 40 ans. Et les gains réalisés par les entreprises sont surtout allés aux cadres les mieux rémunérés.

De nombreuses raisons expliquent ces graves inégalités, notamment l'effondrement des syndicats, qui donnaient jadis aux salariés une véritable voix démocratique sur leur lieu de travail. Il faut aussi blâmer l'exode, sur plusieurs décennies, des entreprises américaines vers des rivages étrangers, dans leur sempiternelle quête de main d'œuvre bon marché et de profits élevés. (...)

En ce qui concerne la diminution des salaires aux États-Unis pour des emplois de moins en moins attractifs, le danger ici – outre le risque très réel de bouleversements sociaux futurs – est que si le nombre de « démunis » dépasse un certain seuil, la santé globale de l'économie commence à en souffrir. (...)

D'après des données récentes, l'excédent d'emplois à bas salaires semble avoir un impact direct sur la santé et le bien-être des Américains moyens.

Selon un rapport publié ce mois-ci par le National Center for Health Statistics, l'espérance de vie aux États-Unis a chuté entre 2016 et 2017, sous l'effet des surdosages de drogues et des suicides, poursuivant une tendance à la baisse qui se maintient depuis trois ans. Aujourd'hui, les Américains peuvent s'attendre à vivre 78,6 ans, une baisse de trois dixièmes d'année depuis 2014. « Nous vivons dans un pays développé avec un système de soins de santé assez sophistiqué et beaucoup de ressources… et maintenant, tout à coup, cela semble s'être inversé », a déclaré Robert Anderson, chef de la Direction des statistiques de mortalité au National Center for Health Statistics, à US News and World Report. (...)

Il serait très difficile de soutenir qu'il n'y a aucun lien entre la santé mentale et physique des gens et le montant qu'ils gagnent pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Ce fardeau semble au moins partiellement responsable de l'augmentation des abus de drogues, des violences domestiques et même des suicides aux États-Unis. entelekheia.fr 3 décembre 2019

L'insécurité au Sahel provoque un doublement du nombre de personnes en besoin d'aide alimentaire urgente - Franceinfo 9 décembre 2019

Fin 2019, à cause de la montée des troubles dans les 16 pays du Sahel, 9,4 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire immédiate, selon une réunion d'experts et de gouvernements le 9 novembre à Paris.

Fait inévitable, les conflits qui se multiplient dans la région constituent "un facteur aggravant de l'insécurité alimentaire" dans la zone, souligne auprès de l'AFP M. Mahalmoudou Hamadoun, coordonnateur du programme régional à la sécurité alimentaire.

Mais "l'insécurité civile s'est exacerbée cette année au Mali, au Burkina Faso et au Nigeria, du coup les populations essentiellement rurales sont empêchées d'accéder à leurs moyens d'existence, l'agriculture ou l'élevage, alors qu'elles continuent de subir l'insécurité climatique", précise M. Hamadoun. "Des villages entiers ont été déplacés au Burkina Faso, les infrastructures sont fermées, écoles, centres de santé, les gens n'ont plus la possibilité de rester chez eux", ajoute Sibili Jean Zoundi, responsable du Club Sahel de l'OCDE, dans une conclusion alarmante. Franceinfo 9 décembre 2019

Les enfants yéménites souffriront de la faim pendant vingt ans - Slate.fr 4 décembre 2019

Aujourd'hui, 80% des Yéménites, soit 24 millions de personnes, ont un besoin urgent d'assistance humanitaire.

«Le Yémen abrite désormais la plus grande population au monde en situation d'insécurité alimentaire», indique le rapport de vingt pages intitulé «The War Detroyed Our Dream», qui précise également que les enfants sont les principaux touchés.

«La malnutrition n'est pas quelque chose dont on peut se remettre», a déclaré Frank McManus, directeur de l'IRC au Yémen. «Elle a un impact sur votre développement. Chaque enfant se voit privé de toutes les opportunités qu'il aurait pu avoir.»

D'après le rapport d'International Rescue Committee (IRC), sans un cessez-le-feu immédiat, la communauté internationale devra financer jusqu'à 29 milliards de dollars d'aide humanitaire. Si rien n'est fait, la situation du pays ne peut qu'empirer selon l'ONU, qui estime que 500.000 Yéménites de plus mourront si les combats perdurent jusqu'en 2022. Parmi eux, 300.000 décèderont faute de nourriture ou de soins.

Les pays occidentaux sont aussi vivement critiqués pour continuer à vendre des armes de pointe et à fournir un soutien militaire au régime saoudien dans ses efforts pour vaincre les Houthis, considérés comme des alliés de l'Iran. Slate.fr 4 décembre 2019

En complément.

La ville de New York paye des sans-abri pour les faire aller vivre ailleurs - slate.fr 4 décembre 2019

Leur humanisme est la politesse des salauds... La femme, objet universel.

Zozibini Tunzi, première Miss Univers noire aux cheveux crépus - Le HuffPost 9 décembre 2019

À 26 ans, Zozibini Tunzi devient ainsi la cinquième femme noire de l'histoire à gagner le célèbre concours de beauté. Mais surtout, la première d'entre elles à porter ses cheveux au naturel.

La jeune femme, qui s'est distinguée de ses 67 autres prédécesseuses à la longue chevelure lisse, a défilé sur la scène de la cérémonie avec une courte coiffure afro. Un message fort, rejoint par le discours de cette dernière.

"J'ai grandi dans un monde où une femme comme moi, avec mon type de peau et mon type de cheveux, n'a jamais été considérée comme étant belle, a-t-elle lancé sous les applaudissements à l'issue du couronnement. Je pense qu'il est temps que ça change aujourd'hui."

Sur les réseaux sociaux, les internautes saluent cette avancée. Le HuffPost 9 décembre 2019

LVOG - En matière de "naturel", il est vrai que les réseaux sociaux et les médias se posent là ! "Une courte coiffure afro" serait "un message fort", c'est à croire qu'ils auraient mauvaise conscience, mais cela ne leur ressemble pas.

Commentaires d'internautes.

1- "Aux cheveux crépus, le détails significatif..."

2- "Première Miss Univers noire aux cheveux crépus"

Ça fait tout comme: "Première charolaise (ou limousine) avec pis extra larges""

3- "Miss monde et miss univers n'ont aucun sens, la beauté et ses critères sont tout sauf universels !"

4- "Propagande quotidienne. HuffPost/AFP tellement prévisibles sur tous les sujets ! Demain : "Trump mange des bébés"."

Leur humanisme est la politesse des salauds... L'enfant, objet universel.

Elsa, fille trans de 8 ans, demande à l'Assemblée de la laisser être heureuse - Le HuffPost 4 décembre 2019

LGBT+ - "J'ai décidé de suivre un seul chemin, et c'est celui du bonheur". Ce sont les paroles d'Elsa, huit ans et transgenre depuis l'âge de quatre ans, face à l'assemblée de sa région. Le HuffPost 4 décembre 2019

Japon : les femmes se mobilisent pour pouvoir porter des lunettes au travail - Franceinfo 5 décembre 2019

Au Japon, les codes vestimentaires féminins en entreprise sont souvent sexistes. Les femmes ont l'obligation de porter des jupes serrées et des talons hauts.

"La racine du problème, c'est que (certaines entreprises) ont des règlements applicables aux seules femmes telles que l'interdiction des lunettes ou l'obligation d'utiliser des cosmétiques, qui sont excessives", a expliqué Yumi Ishikawa à la presse.

Le responsable d'une agence de travail temporaire a aussi confié qu'il recevait "de certaines entreprises des demandes de réceptionnistes s'abstenant de porter des lunettes", une exigence à laquelle s'ajoute souvent l'interdiction de se teindre les cheveux, qui "doivent être noirs". Franceinfo 5 décembre 2019

LVOG - Jusqu'où va se nicher la tyrannie !

La guerre, c'est la paix.

Les ventes d'armes en hausse de près de 5% dans le monde - bfmtv.com 09.12

Les ventes d'armes ont augmenté de 4,6% dans le monde en 2018, dans un marché dominé par les Etats-Unis, selon un rapport

de l'Institut de recherche sur la paix internationale de Stockholm (Sipri) publié lundi. Avec 420 milliards de dollars, le chiffre d'affaires des 100 plus gros producteurs d'armes au monde, dont il est question dans l'étude, est en plein essor grâce à la vitalité du secteur aux Etats-Unis. En tête de peloton, l'industrie de l'armement américaine, dont la part s'élève à 59% du marché, représente un chiffre d'affaires de 246 milliards de dollars, en hausse de 7,2% sur un an.

La Russie, elle, se maintient à la deuxième place du classement des plus gros producteurs d'armes, avec 8,6% des parts de marché, juste devant le Royaume-Uni (8,4%) et la France (5,5%).

L'étude ne prend pas en compte le cas de la Chine, pour laquelle les données disponibles sont insuffisantes, note le Sipri, qui estime pourtant que le pays pourrait compter entre trois et sept entreprises dans le Top 100. La Chine a consacré 1,9% de son PIB à la défense chaque année depuis 2013.

Almaz-Anteï, première entreprise russe du Top 100, se hisse au neuvième rang avec un chiffre d'affaires de 9,6 milliards de dollars (+ 18% par rapport à 2017), une progression de 15 places depuis 2009.

En Turquie, l'industrie de l'armement se porte bien, avec deux entreprises dans le top 100 et un chiffre d'affaires en hausse de 22% sur un an, à 2,8 milliards de dollars.

Depuis 2009, le premier fabricant mondial d'arme reste l'Américain Lockheed Martin (47,3 milliards de dollars de revenus), dont les ventes représentent 11% des ventes d'armes dans le monde. bfmtv.com 09.12

L'Otan réaffirme son unité, lance une réflexion sur sa stratégie - Reuters 4 décembre 2019

"La solidarité, l'unité et la cohésion sont des principes fondamentaux de notre Alliance", peut-on lire dans cette déclaration à l'issue du sommet de Watford, dans la banlieue de la capitale britannique, à l'occasion des 70 ans de l'Otan.

"Alors que nous oeuvrons ensemble à prévenir les conflits et à préserver la paix, l'Otan reste le fondement de notre défense collective et le forum essentiel pour les consultations et la prise de décision en matière de sécurité entre Alliés", ajoutent les dirigeants des 29 Etats membres.

Parmi les "menaces et défis distincts" auxquels elle est confrontée, l'alliance relève des "actions agressives de la Russie" qui "constituent une menace pour la sécurité euro-atlantique" et "le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations".

En réponse aux critiques répétées du président américain Donald Trump qui réclame un "meilleur partage du fardeau" financier, ils réaffirment également leur engagement à consacrer d'ici 2024 au moins 2% de son PIB à leur budget défense.

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenbergs'est vu confier une mission de réflexion sur les missions de l'Otan à l'issue de la réunion. Reuters et euronews 4 décembre 2019

Froide ou chaude, comme ils l'aiment !

- "L'Otan, effectivement, est une alliance d'un autre temps. La guerre froide est terminée. Donc, quel intérêt avons-nous à être encore autant affilié aux Etats-Unis d'Amérique et à leur volonté parfois belliciste ?"

Entendez par là ("donc") que la "guerre froide" justifiait d'être "affilié aux Etats-Unis d'Amérique et à leur volonté parfois belliciste".

Réponse : Le député réactionnaire LFI Adrien Quatennens à FranceInfo le 3 décembre 2019.

Vous aurez compris que cette déclaration neutralise son appel à rompre avec l'Otan qui n'est qu'une imposture de plus. Vous aurez apprécié tout particulièrement le "parfois" qui témoigne de la crasse ignorance de ce personnage ou sa volonté de ménager l'impérialisme américain.

Garant des intérêts de l'impérialisme français.

- "La France, poursuit-il, compte-tenu de ce qu'elle est, compte-tenu de la manière dont elle est observée à travers le monde, doit jouer à l'échelle internationale son rôle de puissance médiatrice."

- "Le seul organe dans lequel je me reconnais, dont nous reconnaissons qu'il devrait être réhabilité et renforcé, c'est bien évidemment l'Organisation des Nations unies", a-t-il dit.

L'ONU qui a couvert, cautionné ou soutenu directement toutes les guerres des puissances occidentales depuis sa fondation le 26 juin 1945, qui a consacré la liquidation de la Palestine le 29 novembre 1947, comment pourrait-elle être réhabilitée, alors qu'elle n'a jamais cessé d'être au service de l'impérialisme américain, du capitalisme mondial, de nos jours plus particulièrement de la finance et des multinationales transnationales mafieuses et criminelles ?

Ce sont les dirigeants de LFI qui sont atteints de mort cérébrale !

Ils osent tout.

L'ingérence russe dans la présidentielle resurgit avant la rencontre Poutine-Macron - Le HuffPost 8 décembre 2019

Paul Volcker : hommage à un de nos bienfaiteurs méconnus - LePoint.fr 11 décembre 2019

Ex-président de la Fed, un "bienfaiteur", et dire qu'on l'ignorait !

L'Assemblée nationale vote la fin de l'emballage plastique à usage unique pour... 2040 - Franceinfo 11 décembre 2019

LVOG - Ils pourraient leur faire voter n'importe quoi... ou presque !

Libye: de multiples groupes armés étrangers dans la guerre, selon l'ONU - AFP 11 décembre 2019

Hong Kong, vous en êtes, savez-vous à quelle manipulation vous vous prêtez ?

LVOG - Cet article est très long, il y figure des détails (et de nombreuses photos prises à Hong Kong) qui prouvent que son auteur n'a rien inventé. Sachant la suspicion ou la susceptibilité quasi-maladive de la plupart des gens, j'ai décidé de reproduire la presque totalité de cet article.

Je crois que certains parmi nous ont beaucoup de mal avec la réalité ou refusent d'imaginer dans quel monde nous vivons exactement, et de quoi sont capables nos ennemis. Après aucun lecteur ne pourra dire qu'il ne savait pas. Personnellement, jamais je n'ai assimilé ce qui se passait à Hong Kong avec les soulèvements à Haïti, en Irak, en Iran, en Equateur, en Algérie, au Pérou, en Colombie, en Bolivie, etc. C'est cela l'Opposition de gauche !

Hong Kong : des néonazis ukrainiens se joignent au mouvement de protestation - entelekheia.fr 10 décembre 2019

Extrait. Des néonazis d'Ukraine se sont envolés pour Hong Kong afin de participer à l'insurrection anti-chinoise, qui a été largement présentée comme un mouvement pro-démocratique pacifique et saluée par les médias occidentaux.

Depuis mars 2019, Hong Kong est le théâtre de manifestations et d'émeutes souvent violentes qui ont détruit l'économie de la ville. Le gouvernement américain a financé de nombreux groupes qui dirigent le mouvement pro-occidental et anti-Pékin, et les dirigeants de l'opposition ont travaillé en étroite coordination avec des personnalités politiques conservatrices de Washington telles que Marco Rubio et Steve Bannon, en faisant pression pour des sanctions et autres mesures punitives contre la Chine.

De nombreuses délégations de groupes d'extrême droite du monde entier se sont rendues à Hong Kong pour se joindre à la violente insurrection contre Pékin, au cours de laquelle des sécessionnistes ont attaqué la police avec des arcs et des flèches, ainsi que des armes incendiaires lancées par des catapultes, et brûlé vives des personnes.

Avec leur flamboyante agitation des drapeaux coloniaux américains et britanniques et leur tendance à jouer l'hymne national américain sur des mégaphones, les séparatistes anti-Chine à Hong Kong sont attractifs pour l'extrême droite américaine. Le personnel du site InfoWars, la personnalité des réseaux sociaux de droite Paul Joseph Watson et le groupe ultra-conservateur Patriot Prayer font partie de ceux qui ont fait des pèlerinages à ces manifestations.

La dernière collection de militants d'extrême droite venue renforcer les rangs des séparatistes de Hong Kong vient d'Ukraine. Ils se font appeler « Gonor » et portent des tatouages sur leurs torses ornés de symboles indéniables de suprématie blanche et de néonazisme.

Ces extrémistes avaient auparavant combattu contre les militants pro-russes dans une milice néonazie célèbre pour sa brutalité, le bataillon Azov, dans la guerre d'Ukraine.

Le bataillon Azov est un groupe paramilitaire ouvertement fasciste articulé autour de l'idéologie néonazie. Après un coup d'État soutenu par l'Occident en 2014 contre le gouvernement démocratiquement élu de l'Ukraine, le bataillon Azov avait été

incorporé dans la garde nationale ukrainienne. Il a reçu le soutien du gouvernement américain, qui armait et conseillait les néo-nazis dans leur lutte contre Moscou.

Azov a également aidé à former des suprématistes blancs américains, qui ont ensuite planifié des attentats terroristes chez eux, aux États-Unis.

La présence de militants ukrainiens pro-changement de régime dans les manifestations de Hong Kong est une preuve supplémentaire des alliances que les militants anti-chinois à Hong Kong nouent avec d'autres mouvements de droite soutenus par les États-Unis dans le monde, afin de partager des tactiques pour affaiblir et déstabiliser les pays ciblés par l'OTAN.

Des fascistes ukrainiens se joignent à l'insurrection de Hong Kong

Le 1er décembre, le militant d'extrême droite Serhii Filimonov a posté des photos sur Facebook qui le montraient, avec trois amis ukrainiens, à leur arrivée à Hong Kong. Les images étaient accompagnées du slogan non officiel anti-Pékin : « Fight for Freedom. Stand with Hong Kong! » (« Battez-vous pour la liberté. Soutien à Hong Kong! »)

Stand With Hong Kong (Soutien à Hong Kong) est aussi le nom d'une organisation soutenue par l'Occident qui a fait pression sur les gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, du Canada et de l'Australie pour imposer des sanctions et prendre des mesures punitives contre la Chine. Dans une vidéo qu'ils ont diffusée sur les réseaux sociaux, les partisans de la suprématie blanche ukrainiens ont révélé qu'ils avaient obtenu une carte de presse en se présentant faussement comme des journalistes.

Un militant ukrainien d'extrême droite bien connu, Maliar, s'est joint à Filimonov lors de son voyage à Hong Kong. Maliar est populaire sur Instagram sous le nom de xgadzillax, où il a plus de 23 000 followers. (Maliar a une cicatrice particulière sur le côté gauche du cou, ce qui le rend facile à identifier sur les photos.)

Outre les croix gammées inscrites à l'encre sur son crâne, Maliar a des symboles nazis tatoués sur sa jambe droite, à côté d'une rune algiz, un autre emblème connu des suprémacistes blancs.

Plusieurs photos montrent qu'au moins deux des fascistes ukrainiens à Hong Kong ont des tatouages marqués « Victory or Valhalla » (« La victoire ou le Valhalla »), titre d'une compilation d'écrits du célèbre suprémaciste blanc américain David Lane, dont le groupe terroriste néo-fasciste The Order a assassiné un animateur radio juif libéral et planifié d'autres assassinats de juifs de gauche.

Lane, condamné à 190 ans de prison aux États-Unis pour ses nombreux crimes, a créé le plus célèbre slogan suprémaciste blanc, connu sous le nom de « 14 mots », qui a inspiré le nom d'un autre groupe néonazi ukrainien appelé C14.

Filimonov, qui a également un grand nombre de followers sur Instagram où il utilise le nom de Sunperuna, a publié une photo montrant l'expression « la victoire ou le Valahalla » figurant sur sa poitrine.

Le livre « La victoire ou le Valhalla » est dédié à « la race aryenne. » Dans ses pages, son auteur dit qu'il s'engage à prévenir « l'extinction imminente de la race blanche » et « le meurtre judéo-américain/judéo-chrétien de la race blanche ». Le texte est rempli d'hommages aux nazis, et le verso du livre montre une photo du corps de Lane dans son cercueil, enveloppé dans un drapeau confédéré.

Ces fascistes ukrainiens sont tellement fans du livre qu'ils en ont tatoué le titre sur leur corps.

Maliar, l'autre membre de Gonor qui s'est joint aux protestations de Hong Kong, a « La victoire ou le Valhalla » inscrit bien en évidence sur son cou.

Le journaliste Morgan Artyukhina a identifié un autre membre du contingent ukrainien d'extrême droite à Hong Kong, Serhii Sternenko. Artyukhina a noté que Sternenko est un ancien dirigeant du groupe fasciste ukrainien Secteur Droit, qui avait incendié un bâtiment syndical à Odessa pendant le coup d'État de 2014, tuant 42 personnes.

Les néonazis s'installent sur un campus

Le 2 décembre, les visiteurs fascistes ukrainiens ont posté des photos d'eux-mêmes sur le campus de l'Université polytechnique de Hong Kong (PolyU), un site de manifestations violentes.

PolyU a été une base d'opération cruciale pour le soulèvement séparatiste. Au total, 3 989 cocktails molotov, 1 339 explosifs et 601 bouteilles de liquides corrosifs ont été récupérés dans les locaux le 2 décembre, selon les rapports.

D’autres membres de Gonor ont publié des photos d’eux portant des armes à feu sur Instagram.

Une vidéo postée sur Instagram en 2015 montre Maliar et un ami en t-shirt « White Rebel » (« rebelle blanc ») orné du drapeau confédéré. Les deux sont entourés de fusils et de tasers.

Le symbole de Gonor s’inspire des mêmes thèmes ultra-nationalistes, avec trois couteaux blancs centrés sur un drapeau noir.

La chaîne Telegram de Gonor offre aux membres une place de premier rang pour assister à une débauche de violence. Elle a publié des dizaines de vidéos d’insurgés de Hong Kong, les applaudissant pour avoir tiré des flèches et mené des attaques d’une brutalité extrême contre les forces de sécurité de l’État.

Filimonov et Maliar avaient déjà combattu dans le bataillon néonazi Azov soutenu par les États-Unis. Maliar a posté des photos sur Instagram montrant les deux hommes armés et en uniforme militaire, portant des écussons d’Azov.

Et Filimonov a posté plusieurs photos le montrant, lui et ses amis, portant des t-shirts d’Azov.

Les changeurs de régime ukrainiens créent des réseaux avec les sécessionnistes de Hong Kong

Malgré toutes ces preuves publiques du fascisme ouvert des hooligans ukrainiens à Hong Kong, le Free Hong Kong Center basé à Kiev a publié une déclaration sur Facebook qui défendait et blanchissait le Gonor.

L’organisation a confirmé que les extrémistes s’étaient effectivement battus avec Azov « pendant la première période de la guerre » contre les séparatistes pro-russes, mais a affirmé qu’ils n’y sont plus affiliés depuis 2015.

Le Free Hong Kong Center a décrit les néo-fascistes comme des « militants de la Révolution de la Dignité et des vétérans de la guerre de défense contre la Russie ». De façon absurde, le centre a déclaré « ils nous ont assuré qu’ils étaient vraiment contre le nazisme et une autre sorte d’idéologie d’alt-droite » [sic. A quelle « autre sorte d’idéologie d’alt-droite » le centre fait-il référence ? Mystère, NdT].

« Beaucoup de gens ont été déçus par les tatouages de ces types », a reconnu le Free Hong Kong Center. Mais il a insisté sur le fait que « tous les symboles sont issus du paganisme slave. »

Le Free Hong Kong Center est une branche d’une ONG appelée Liberal Democratic League of Ukraine (Ligue libérale démocratique d’Ukraine). En plus d’établir des liens avec les forces anti-Pékin à Hong Kong, l’entité dit que sa mission est de « contrecarrer les menaces chinoises contre l’Ukraine ».

La Ligue Libérale Démocratique d’Ukraine est une organisation pro-UE membre de la Jeunesse Libérale Européenne (LYMEC) et de l’International Federation of Liberal Youth (IFLRY), qui sont toutes deux financées par l’UE.

Le coordinateur principal du Free Hong Kong Center, un militant ukrainien nommé Arthur Kharytonov, est également président de la Ligue démocratique libérale d’Ukraine. Kharytonov a été profondément impliqué dans les manifestations de l’Euromaïdan en Ukraine, qui ont conduit au coup d’État soutenu par les États-Unis en 2014. Il a ensuite créé la Ligue en 2015.

Kharytonov et son organisation ont été fréquemment médiatisés par les organes de presse ukrainiens financés par le gouvernement américain, tels que Hromadske. Dans ces interviews complaisantes avec une presse hautement bienveillante, Kharytonov compare les manifestations anti-russes en Ukraine aux manifestations anti-chinoises à Hong Kong, et appelle au renforcement des liens entre elles.

Tweet : « A l’occasion du 6ème anniversaire de la révolution #Euromaidan, les Ukrainiens ont manifesté leur solidarité avec les manifestants à Hong Kong. Nous avons invité le coordinateur principal du Free Hong Kong Center, Arthur Kharytonov, basé à Kiev, à établir des parallèles entre les événements en #Ukraine & #HongKong ») Kharytonov et ces organisations soutenues par le gouvernement occidental font partie d’un réseau en plein développement de militants ukrainiens qui s’organisent avec des sécessionnistes à Hong Kong dans le but de partager des tactiques d’insurrection.

Alors que l’ordre hégémonique unipolaire dirigé par les États-Unis et l’OTAN qui domine le monde depuis la fin de la guerre froide commence à s’effriter, et que la Chine en plein essor et la Russie cherchent à restaurer un système mondial multipolaire, Washington et les pays européens construisent un réseau de mouvements pour saper leurs ennemis à leurs frontières.

Ce réseau mondial est présenté comme l’avant-garde du libéralisme mondial, mais comme l’ont révélé les événements qui se sont déroulés de l’Ukraine à Hong Kong, le fascisme infeste sa base. entelekheia.fr 10 décembre 2019

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Vénézuéla

Des pays d'Amérique latine ferment leurs frontières au Vénézuélien Maduro - Reuters 4 décembre 2019

Quinze pays du continent américain ont convenu mardi d'interdire au président vénézuélien Nicolas Maduro et à plusieurs de ses alliés de traverser leurs frontières, dans le cadre d'efforts diplomatiques destinés à pousser le dirigeant socialiste à quitter le pouvoir.

Des représentants de la Colombie, Argentine, Brésil, Etats-Unis, Chili et Pérou, membres de l'Organisation des Etats américains (OEA), participaient à la réunion organisée dans la capitale colombienne Bogota et ont signé le traité interaméricain d'assistance mutuelle (TIAR).

Parmi la trentaine de Vénézuéliens interdits d'entrée dans les 15 pays du TIAR figurent, en plus de Nicolas Maduro, de proches alliés du président vénézuélien comme le ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza ou le ministre de la Défense Vladimir Padrino. Reuters 4 décembre 2019

Russie

Crise diplomatique entre Berlin et Moscou après le meurtre d'un Géorgien - AFP 4 décembre 2019

Le meurtre d'un Géorgien à Berlin plonge l'Allemagne et la Russie dans une crise diplomatique: deux membres de l'ambassade russe, auquel le gouvernement allemand reproche de ne pas "coopérer" à l'enquête, doivent immédiatement quitter le pays.

La Russie a dès le début été soupçonnée d'avoir été impliquée, ce que le Kremlin a formellement démenti.

Le 23 août, en plein jour dans un parc du centre de la capitale allemande, un Géorgien issu de la minorité tchétchène du pays, âgé de 40 ans et identifié comme Tornike K., a été tué de trois balles par une arme avec silencieux. Des témoins ont évoqué une "exécution".

Il s'agirait en fait de Vadim Krasikov, 54 ans, qui a fait l'objet d'un mandat d'arrêt international de Moscou pour le meurtre présumé d'un homme d'affaires russe en 2013, affirment plusieurs médias.

Cet homme était détenteur de papiers d'identité au nom de Vadim Sokolov, 49 ans, qui ne figurait pas dans les bases de données russes. Il était entré en Allemagne, en passant par la France, trois jours avant le meurtre.

Tornike K. avait participé dans le camp tchétchène à la deuxième guerre de Tchétchénie contre la Russie, avant de passer dans une unité anti-terroriste du ministère de l'Intérieur géorgien, tout en gardant des liens avec les milieux islamistes dont il était proche. Moscou le considère comme un "terroriste", rappelle le parquet allemand. Visé déjà par plusieurs tentatives d'assassinat, celui qui était jusqu'ici présenté dans la presse sous le nom de Zelimkhan Khangochvili avait émigré ces dernières années en Allemagne. AFP 4 décembre 2019

Commentaire d'un internaute :

- "Voici donc un individu qui a fait l'objet d'un mandat d'arrêt international de Moscou pour le meurtre présumé d'un homme d'affaires russe en 2013. Ce multirécidiviste avait donc trouvé refuge dans plusieurs pays de l'Otan, dont l'Allemagne. "

L'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord porte bien son nom, une preuve de plus.

ECONOMIE

Amérique du Nord.

Le nouvel accord de libre échange nord-américain signé mardi à Mexico - AFP 11 décembre 2019

Le nouvel accord de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada sera signé mardi à Mexico après une année de négociations entre les trois pays, a annoncé le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador. (De gauche ou centre gauche, sans rire ! - LVOG)

Le principal syndicat américain, AFL-CIO, a annoncé mardi qu'il validait les amendements apportés à l'accord. (L'AFL-CIO on savait aussi qu'il était de gauche, Trump et Trudeau aussi ! - LVOG) AFP 11 décembre 2019

Commentaire d'un internaute.

- "Autrement dit, ce sont les USA qui vont dicter et surveiller la politique sociale du Mexique."

Haut de page

Le 17 décembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Grise, mon ami, est toute théorie, mais vert est l'arbre d'or de la vie. (Faust (1806) de Johann Wolfgang Goethe.)

La Voix de l'Opposition de Gauche ou la théorie actualisée à l'aune de la lutte des classes, et bien sûr de la vie, de l'évolution du système d'exploitation de l'homme par l'homme, de la société, du monde.

- 23 pages au format pdf -

Retrait ou Macron démission !

Malgré la démission de Delevoye, le gouvernement "ne retirera pas" la réforme - Le HuffPost 16.12

Totalitarisme. Ils osent tout dans absolument tous les domaines. Un bref aperçu.

La civilisation humaine, l'espèce humaine en voie d'extinction.

"À 24 ans, j'ai compris que je n'avais pas besoin d'un homme pour jouir." par Hazel Evans - huffingtonpost.fr 17.11

L'éducation sexuelle, aussi bien à l'école que dans les foyers et dans les médias, doit être revue du tout au tout. Il faut aborder le plaisir et toutes les façons de le ressentir, pour que les filles comme moi ne grandissent plus en pensant avoir besoin d'un homme (ou de qui que ce soit d'autre) pour jouir.

Illustration d'une photo : L'autrice donne un discours sur sa découverte tardive de la masturbation au cours de l'une des conférences "Girls Are Talking" de la plateforme Girls Are Awesome, à Copenhague, en juillet 2018. huffingtonpost.fr 17.11

LVOG - Ce sont bien des attardés mentaux...

Les pornographes sont au pouvoir.

Le porno aurait une influence directe sur le cerveau… Et sur le comportement - Yahoo Style France 16.12

LVOG - On s'en était aussi aperçu en observant la médiocrité des prostituées qui nous gouvernent et des élites à leur service...

Le mimétisme était parfait.

- Miss Univers 2019 est sud-africaine, et féministe - AFP 09.12

- Miss France 2020 est Miss Guadeloupe - lexpress.fr 14.12

LVOG - Moralité : Pour les maîtres Blancs, seuls les esclaves Noirs qui se prostituent, qui leur ressemblent, qui se prosternent à leurs pieds ou qui servent leurs intérêts ont une valeur, ce qui exclut l'ouvrier noir qui fera toujours l'objet de discrimination et de la pire exploitation et oppression sous leur régime infâme...

Iran. Résurrection. Quand le bilan "***de plus de 1 000 manifestants tués***" a été repris en choeur par les médias...

- Troubles en Iran: des vidéos émergent sur le Net, révélant l'ampleur de la répression - nouvelobs.com 03.12

...le président américain Donald Trump, qui a fait de l'Iran une de ses bêtes noires, a évoqué mardi "peut-être des milliers et des milliers" de morts. nouvelobs.com 03.12

- Répression: les États-Unis accusent l'Iran d'avoir tué "plus de 1000 manifestants" - lexpress.fr 05.12

- Iran : plus de 1 000 manifestants tués, selon les États-Unis ... - lepoint.fr 06.12

- Trump dénonce une répression «brutale» en Iran - lefigaro.fr 05.12

Selon l'émissaire des Etats-Unis pour l'Iran, Brian Hook, les forces de sécurité du régime de Téhéran ont pu tuer plus de 1000 Iraniens. lefigaro.fr 05.12

- Il semble que le régime ait pu tuer plus de 1000 manifestants - leparisien.fr 06.12

- Les États-Unis accusent le régime iranien d'avoir tué plus de 1000 manifestants - BFMTV 06.12

- Les Etats-Unis accusent le régime iranien d'avoir tué plus de 1.000 manifestants - orange.fr 06.12

- Iran: Les Etats-Unis accusent le régime d'avoir tué plus de 1.000 manifestants - 20minutes.fr 06.12

Et finalement les 1.000 morts ont été par miracle divisés par 3 dans le plus grand cynisme qui soit.

- En Iran, la répression de la contestation a fait plus de 300 morts - Le HuffPost 15.12

Question.

- Manifestations en Iran : Plus de 1000 morts - csdhi.org 04.12

Pourquoi le CSDHI reprend-il à son compte le nombre de tués que seuls les Etats-Unis avançaient ? Devinez.

Qu'est-ce que le CSDHI? Une officine chaperonnée par les services de renseignements occidentaux.

Qui sommes-nous ? (csdhi.org)

Le CSDHI a été fondé en décembre 2004 par des victimes de la répression en Iran et réfugiées en France. L'association fait la promotion des droits de l'Homme en Iran, soutient les partis et organisations qui luttent pour la démocratie en Iran.

LVOG - Bref, le CSDHI est l'équivalent de toutes les officines que les puissances occidentales ont créés dans la foulée de tous les conflits ou toutes les guerres qu'elles ont entrepris pour décrédibiliser les régimes en place qu'elles souhaitaient déstabiliser ou liquider...

Dans le même registre : La Chine et la répression des Ouïghours.

L'intoxe hystérique ou la désinformation en continue.

(L'intox ou l'intoxe (n. f.) au choix, abréviation de intoxication.)

- La Chine a transformé le Xinjiang en prison pour les Ouïgours du Xinjiang - ouest-france.fr 29 juillet 2018

- Camps pour les Ouïghours en Chine : ce que tout le monde doit savoir - blogs.mediapart.fr 2 septembre 2018

- La Chine réprime en masse les Ouïgours du Xinjiang - La Croix 11 septembre 2018

- Comprendre la répression des Ouïgours de Chine - lemonde.fr 13 septembre 2018

- Ouïghours, à la force des camps - France 24 10 mai 2019 « Ouïghours, à la force des camps », silence, on rééduque... - nouvelobs.com 11 mai 2019

- Ouïghours : au Xinjiang, un lent et silencieux «génocide ... - liberation.fr 5 septembre 2019

- Chine: Washington appelle l'ONU à se mobiliser contre «l'horrible répression» des Ouïghours - Le Figaro 24 septembre 2019

- Des révélations sur la détention des Ouïghours en Chine ... - europe1.fr 25 novembre 2019

- Chine, l'univers dantesque des camps de travail au Xinjiang - la-croix.com 26 novembre 2019

- Le footballeur allemand Mesut Ozil apporte son soutien aux Ouïghours, la Chine lui répond - Franceinfo 16 décembre 2019

La désintoxe ou les faits réels.

- La CIA et les jihadistes ouïghours - Réseau Voltaire 16 décembre 2019

Les « Xinjiang papers », publiés le 16 novembre 2019 par le New York Times, ont été interprétés en Occident comme un plan de répression de la culture ouïghoure en Chine [1]. Ces documents, rédigés en chinois, restent difficiles d'accès pour les Occidentaux. En réalité, la Chine protège la culture ouïghoure, tolère la religion musulmane, mais combat le terrorisme et le séparatisme du World Uyghur Congress (WUC).

La Chine a déjà publié de nombreuses études [2] justifiant sa politique.

Les documents révélés par le New York Times attestent de la volonté du gouvernement chinois de maintenir la paix civile par tous les moyens. Le président Xi a invité les Forces de l'ordre à se montrer « absolument sans pitié » avec les terroristes. En effet, il fait face à une puissante organisation, le World Uyghur Congress, créé par la CIA durant la Guerre froide, que le quotidien états-unien fait mine de croire pacifique.

Or, le World Uyghur Congress, basé à Munich (Allemagne), revendique de nombreux attentats meurtriers en Chine. En outre, cette organisation a envoyé des milliers de combattants se former en Syrie avec l'aide de la Turquie [3]. Ainsi, plus de 18 000 jihadistes ouighours ont investi la ville d'al-Zanbaki (gouvernorat d'Idleb) où ils bénéficient de la logistique alimentaire et sanitaire d'«ONG » allemandes et françaises.

Les jihadistes ouïghours disposent désormais de nombreux soutiens en Europe. Ainsi, un séminaire de trois jours à réuni des lobbyistes à huis clos à Bruxelles, du 7 au 9 décembre 2019, puis une conférence s'est tenue au Parlement européen sous la présidence du député européen français, Raphaël Glucksmann, et du président du World Uyghur Congress, Dolkun Isa, le 10 décembre. Réseau Voltaire 16 décembre 2019

[1] "'Absolutely No Mercy' : Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims", Austin Ramzy and Chris Buckley, The New York Times, November 16, 2019

[2] "Human Rights in Xinjiang - Development and Progress", 1 June 2017 ; "Cultural Protection and Development in Xinjiang", 13 December 2018 ; "The Fight against Terrorism and Extremism and Human Rights Protection in Xinjiang", Voltaire Network, 18 March 2019.

[3] « La CIA utilise la Turquie pour faire pression sur la Chine », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 19 février 2019.

Lire aussi : La «fuite» de documents chinois: le New York Times couvre le terrorisme - Mondialisation.ca, 08 décembre 2019

Syrie. Le rapport rendu public par l'OIAC sur l'«attaque chimique» du 7 avril 2018 à Douma a été trafiqué.

- «Attaque chimique» à Douma : fuite d'une version préliminaire jamais publiée du rapport de l'OIAC - RT 15 décembre 2019

«Troisième lot de documents», «falsification des faits» : WikiLeaks publie de nouveaux documents mettant en avant l'existence de désaccords au sein de l'OIAC au sujet de son rapport d'enquête sur la présumée attaque chimique du 7 avril 2018 à Douma.

Près de trois semaines après la publication d'un courriel pointant des reformulations «trompeuses» ainsi que des omissions «sélectives» dans une version corrigée du rapport préliminaire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur la présumée attaque chimique du 7 avril 2018 à Douma, en Syrie, WikiLeaks révèle de nouveaux documents mettant en lumière «la façon dont les faits ont été dénaturés dans la version corrigée du rapport de l'OIAC [publié le 1er mars 2019]». Parmi ces documents, WikiLeaks affirme rendre publics : un courriel adressé le 14 mars 2019 au directeur de l'OIAC par un membre de la mission d'enquête envoyée en Syrie au mois d'avril 2018, ou encore une version préliminaire du rapport, encore jamais publiée, datée de juin 2018.

«Troisième lot de documents montrant la falsification des faits dans la version publiée du rapport de l'OIAC sur les armes chimiques concernant la Syrie», a tweeté WikiLeaks dans la nuit du 14 au 15 décembre.

Mis en avant par WikiLeaks comme le mémorandum écrit par l'un des scientifiques de la mission d'enquête initiale, un des documents révélés dans cette fuite se présente sous la forme d'un courriel adressé le 14 mars 2019 à Fernando Arias, directeur de l'OIAC. Le texte évoque alors les préoccupations d'«environ 20 inspecteurs» de l'équipe de la mission d'enquête au sujet du rapport rendu public par l'OIAC le 1er mars 2019, dont «la conclusion semble s'être complètement inversée» par rapport à sa version préliminaire. L'auteur du courriel explique ainsi que le texte final «ne reflète pas le point de vue des membres de l'équipe déployés à Douma», affirmant par ailleurs que seul un membre de la mission d'enquête qui s'est déplacée à Douma, «un secouriste», aurait participé à la version finale du rapport. «En dehors de cette seule personne, une nouvelle équipe dénommée "équipe de base de la mission d'enquête" a été réunie pour préparer le rapport final», écrit-il.

En outre, affirmant avoir initialement été «chargé d'analyser et d'évaluer les deux cylindres trouvés sur les lieux de l'attaque chimique présumée», l'auteur du courriel se plaint d'avoir été exclu du travail au cours de l'enquête, «pour des raisons qui n'étaient pas clairement établies». Il explique donc avoir voulu finir le travail qu'il avait commencé en engageant notamment «une expertise en ingénierie» avec «deux institutions impartiales et crédibles». Affirmant avoir tenté de transmettre les avancées de son travail à la nouvelle équipe de mission «à partir du 15 février 2019», l'auteur du courriel explique que ses envois n'ont pas été pris en compte pour la publication du rapport final.

Révélation de la version préliminaire du rapport, encore jamais publiée

Figure également dans cette nouvelle fuite un document de 116 pages présenté comme «le premier projet du rapport préliminaire», daté du mois de juin 2018.

A titre d'exemple, contrairement au rapport corrigé qui évoque l'existence de «preuves suffisantes pour établir que du chlore, ou un autre produit chimique réactif contenant du chlore, était vraisemblablement libéré des bouteilles», le texte initial révélé par WikiLeaks précise par exemple dès les premières pages que «bien que [d]es bouteilles aient pu être à l'origine du rejet chimique suspect, les preuves sont insuffisantes pour le confirmer».

Dès les premières pages encore, les auteurs de ce rapport préliminaire expliquent également que l'équipe de la mission envoyée en Syrie en avril 2018 n'écartait pas le scénario selon lequel les décès liés à l'attaque pourraient résulter d'«un incident non lié à des produits chimiques». «L'équipe ne dispose pas à l'heure actuelle de preuves suffisantes pour pouvoir formuler une conclusion», précise alors le texte. RT 15 décembre 2019

Instrumentalisation. Alarme climatique : Ils font feu de tout bois.

- Sécheresse en Afrique australe : ce signal fort du changement climatique - lepoint.fr 16.12

France. Grèvistes : Bande d'assassins !

- Grève: les accidents de deux-roues en hausse de 40% - Le HuffPost 16.12

C’est une des conséquences de la grève et de la densité du trafic routier à Paris et en banlieue qui en découle. Le HuffPost 16.12

- Grèves : risque-t-on une pénurie de sang dans les hôpitaux ? - Yahoo Actualités 13.12

France. L'extrême centre et le sionisme d'extrême droite font bon ménage.

- Bergé (LREM) accuse LFI d'avoir "un problème avec l'antisémitisme", comme le Labour - AFP 16.12

Aurore Bergé, porte-parole de LREM, a accusé lundi La France insoumise d'avoir, comme le parti travailliste britannique (Labour), un "problème avec l'antisémitisme" illustré par les attaques de Jean-Luc Mélenchon contre le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif)... AFP 16.12

En complément.

- USA: Trump signe un décret contre l'antisémitisme dans les universités - Reuters12 décembre 2019

France. Macron toujours en quête de légitimité.

- La confiance Macron et Philippe en hausse - AFP 16.12

La confiance accordée par les Français à Emmanuel Macron et à son Premier ministre Edouard Philippe est en hausse de 2 et 4 points respectivement sur un mois, selon un sondage Elabe diffusé lundi.

Au total, 30% des personnes interrogées accordent leur confiance au chef de l'Etat pour affronter les problèmes du pays et 65% ne lui font pas confiance, dont 38% "pas confiance du tout" (" 2 points), selon cette étude d'Elabe pour Les Echos et Radio Classique. AFP 16.12

D'ou vient l'amalgame rouge-brun ?

- Koch – Soros : l'alliance de deux milliardaires que tout semble opposer - Le Point.fr 16.12

L'un est un conservateur bon teint, l'autre très à gauche. Charles Koch et George Soros ont monté ensemble un think tank qui intrigue les observateurs.

C'est le mariage de la carpe et du lapin. George Soros, le milliardaire d'origine hongroise qui soutient des causes de gauche, s'est associé avec Charles Koch, un industriel richissime, ardent défenseur, lui, des politiques conservatrices. Ils viennent de créer ensemble un cercle de réflexion, l'Institut Quincy, un think thank qui entend œuvrer pour une « politique responsable », à deux pas de la Maison-Blanche. Son but est de promouvoir des idées pour mettre un terme à l'implication américaine dans des « guerres sans fin » et de « poser les fondations d'une nouvelle politique étrangère centrée sur l'engagement diplomatique et le contrôle militaire ».

L'institut porte le nom du président John Quincy Adams, qui, en 1821, a déclaré dans un discours célèbre : « L'Amérique ne va pas à l'étranger à la recherche de monstres à détruire. » Le fait de ne pas respecter ce principe, estime l'institut, a nui aux intérêts du pays et provoqué toutes sortes de répercussions humanitaires graves. « Les dirigeants politiques ont de plus en plus utilisé les moyens militaires de manière ruineuse, contre-productive et sans discernement », résume le site de l'institut.

Pour moi, la politique étrangère est une forme de folie

George Soros, qui finance depuis des décennies toutes sortes d'initiatives destinées à défendre la démocratie et les droits de l'homme, dénonce le militarisme américain excessif. Charles Koch avec son empire industriel soutient, lui, les politiques anti-réglementation, anti-réchauffement climatique et isolationniste. Dans une interview qui date de 2015, il déclarait : « Pour moi, la politique étrangère est une forme de folie. On passe notre temps à déboulonner des dictateurs et ensuite, on n'a rien de mieux à mettre à la place et on perturbe la vie de plein de gens, on dépense des fortunes et on se retrouve avec des Américains tués et mutilés. »

En finir avec l'Amérique gendarme du monde

L'institut espère rassembler tous les partisans de droite et de gauche qui considèrent que le rôle de l'Amérique-gendarme-du-monde est un échec et sont en faveur d'une politique moins interventionniste. Il s'appuie sur les exemples de l'Irak, de la Syrie et de l'Afghanistan. Le Washington Post vient de publier une grande enquête qui montre comment les administrations successives ont manipulé l'opinion publique en vantant les progrès en Afghanistan alors qu'elles étaient conscientes de l'échec de l'intervention américaine.

À Washington, la plupart des think tanks défendent le rôle d'une Amérique superpuissante et interventionniste. « Une grande part de la communauté de spécialistes de politique étrangère a succombé à la léthargie intellectuelle et au dysfonctionnement. Elle empêche et évite les débats sérieux et est incapable de tenir les hommes politiques et les commentateurs responsables de politiques désastreuses », indique le site de l'institut.

Le think tank va rassembler une quarantaine de chercheurs, dont l'objectif est de proposer une approche différente qui mette en

avant la paix et la diplomatie. Soros et Koch ont contribué chacun à hauteur de 500 000 dollars.

Mais dès son lancement, il s'est attiré des critiques. James Kirchick, un expert de la Brookings Institution, un autre cercle de réflexion plutôt à gauche, a écrit une tribune dans le Washington Post intitulée « Pourquoi George Soros et Charles Koch collaborent dans un think tank qui casse du sucre sur le dos de l'Amérique ». Selon lui, la philosophie de l'institut est un amalgame « bizarre d'idées d'extrême droite et d'extrême gauche, unies par un isolationnisme partagé et une aversion pour le rôle de l'Amérique comme force du bien ». Le Point.fr 16.12

LVOG - Vous aurez reconnu la ligne politique adoptée par Trump. Ce qui confirme aussi l'analyse de monsieur Thierry Meyssan du Réseau Voltaire. Je n'ai plus le temps de m'y attarder.

Le populisme d'extrême gauche se porte bien.

Une déclaration que le POID (notamment) a été fier de reproduire (latribunedestravailleurs.fr).

- « *Nous n'avons pas de raisons de lâcher un système qui fonctionne* » confirme le secrétaire général de Force Ouvrière.

Est-ce un argument crédible ou légitime, ou au contraire ignoble et cynique ?

Les millions de travailleurs qui se retrouvent avec une retraite misérable apprécieront sans doute. Après on s'étonnera que la majorité des plus de 60 ans (17 501 491 au 1er janvier 2019, 26,2% de la population - INSEE) soutiennent la retraite par points, ce sont ces infâmes dirigeants syndicaux et leurs soutiens politiques qui ont pavé la voie à cette énième contre-réforme des retraites. Il faut aussi compter leurs parents ou enfants ou encore leurs proches qui représentent des millions de travailleurs qui sont encore en activité, qui non seulement ne sont pas insensibles à la misère qui frappent ces vieux travailleurs, et qui s'inquiètent de connaître le même sort plus tard avec le système actuel de retraite, inquiétude somme toute légitime.

Né en 1955, je suis officiellement à la retraite depuis l'âge de 62 ans (octobre 2017). Je perçois au total une pension de 384,63 euros après avoir cotisé à mi-temps ou un peu plus, alors que mon dernier salaire en France était environ de 2.100 euros nets en 1996. Compte tenu qu'il me manquait plus de 20 trimestres on m'a infligé la décote maximale de 37,5%, et ne résidant pas en France, je n'ai pas le droit à l'Aspa ou minimum vieillesse qui est de 868,20 euros. Et comble de l'infamie, bien que je ne bénéficie pas des services de la Sécurité Sociale ou que je ne lui coûte pas un centime, je suis assujetti à la CASA, à la CSG, ainsi qu'au CRDS. On appelle cela aussi de l'acharnement sur les pauvres que cautionne le secrétaire général de Force Ouvrière et ses larbins.

Pour autant, notre devoir est d'exiger le retrait du projet de retraite à points, du fait que ce facteur ouvre la voie à la retraite par capitalisation ou à la privatisation des retraites livrées à terme aux fonds de pensions ou spéculatifs du marché...

On peut parfaitement rejeter la retraite par points, parce qu'on en connaît à l'avance les conséquences néfastes ou catastrophiques qui en découleront, sans pour autant vanter un système et une législation particulièrement injustes, c'est ce que je tenais à préciser.

Après cet exercice de conciliation compromettante, le gauchisme ou l'autre extrémité de l'opportunisme.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs.

- Le régime vacille… - par Daniel Gluckstein, le 12 décembre 2019

Sans rire, il le prédit avec ses petits camarades depuis les années 70. Bref, ces gens-là ne sont pas sérieux ou à une contradiction près, ils se foutent de nous.

Dans leur blog ils en rajoutent une couche :

- "*le gouvernement est sous le choc.*"

- "*Comment des millions de travailleurs en grève, en manifestation ont fait basculer la situation.*"

Vous ne le saurez pas en poursuivant sur leur blog, il faut casquer ! Et puis il n'y a pas eu des millions de manifestants le 5 décembre, entre 850.000 et 1,5 million selon les sources, million sans "s" !

Que valent les théories ou analyses de ceux qui reprennent la rhétorique de l'urgence climatique concoctée par l'oligarchie financière ?

À propos de la COP25 - 14 décembre 2019

- "*Imposer un véritable programme d'urgence de défense de l'environnement humain, est-ce possible en voulant préserver le système capitaliste ?*"

Cela ne leur viendrait pas à l'esprit de se demander pourquoi et comment, qui est à l'origine de cette soudaine "*urgence*" climatique, car en y regardant de plus près les variations climatiques ne sont pas des phénomènes nouveaux, avec chaque fois leurs lots de dommages humains dramatiques ou effroyables amplifiés par les guerres de rapines des puissances occidentales ou leur politique au service de leurs multinationales et au détriment des peuples qui en sont les victimes. Effectivement, les peuples continueront de subir les conséquences terribles des variations climatiques aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été éradiqué de la surface de la Terre. J'ai utilisé les qualificatifs extrêmes, dramatiques, effroyables, terribles parce qu'il n'existe rien de pire que mourir de faim...

Cette soudaine "*urgence* sert à la fois à entretenir ou amplifier la peur, la psychose collective qu'ils se sont employés à développer avec plus ou moins de succès au cours des deux dernières décennies au sein de la population à l'aide du levier du terrorisme qu'ils maîtrisent parfaitement, mais dont les effets finissaient par s'épuiser, mais aussi ou surtout à des fins économiques, pour soulager le capitalisme en crise et accroître au passage le pouvoir et la fortune de l'oligarchie, dans la perspective d'instaurer un modèle totalitaire à l'échelle de la planète.

En complément, à gauche si vous y tenez vraiment ou sans honte.

- Municipales à Paris : le PCF s'allie avec le PS dès le premier tour - L'Express.fr 13.12

Cet accord doit cependant être soumis au vote des militants PCF, les 18, 19 et 20 décembre. L'Express.fr 13.12

Retrait ou Macron à la retraite anticipée !

Quand 3 = 13 (14 depuis le 16 décembre) ou le mensonge éhonté, c'est la vérité ou "la bonne foi" !

- Jean-Paul Delevoye déclare finalement treize mandats dans sa déclaration d'intérêts - Franceinfo 15 décembre 2019

Il n'y avait que trois mentions dans la première mouture du document rempli par le Haut commissaire aux Retraites. Franceinfo 15 décembre 2019

- Edouard Philippe: la "bonne foi" de Delevoye est "totale" sur ses activités - AFP 15 décembre 2019

Le Premier ministre Édouard Philippe juge que "la bonne foi de Jean-Paul Delevoye est totale", après les mises en cause du haut-commissaire aux retraites sur ses activités parallèles, selon une déclaration publiée sur le site du Parisien samedi. AFP 15 décembre 2019

- Jean-Paul Delevoye déclare finalement treize mandats dans sa déclaration d'intérêts - Franceinfo 15 décembre 2019

Le Monde révèle samedi 14 décembre la deuxième version de la déclaration d'intérêts signée par Jean-Paul Delevoye, le Haut commissaire aux retraites. L'homme politique a finalement déclaré treize mandats, dont onze toujours actifs, au lieu des trois initialement indiqués. Franceinfo 15 décembre 2019

- Les départs ou démissions de ministres sous Macron - AFP 17 décembre 2019

Le haut-commissaire aux retraites, Jean-Paul Delevoye, qui a jeté l'éponge lundi, est le 12e ministre démissionnaire - et le 16e partant - depuis le début de la présidence Macron en mai 2017. AFP 17 décembre 2019

Mise à mort programmée dès la naissance, voilà leur modèle de société esclavagiste !

- Vieillir au travail, est-ce tenable? L'angle mort de la réforme des retraites - huffingtonpost.fr 11.12

Entendu : Je n'ai pas peur de la mort, mais de vieillir... Je confirme, et ne vous marrez, pas s'il vous plaît !

Qui perd gagne !

- Réforme des retraites : dans les projections du Gouvernement, tout le monde gagne ! - Franceinfo 12.12

Toutes les rédactions ont reçu le dossier de presse de la réforme des retraites alors que le Premier ministre présentait son projet. Et en décortiquant le document, nous avons parfois eu des surprises. Les chiffres donnés dans les simulations illustrant la réforme pouvaient paraître un peu tronqués ou gonflés.

Dans le dossier distribué à la presse pour expliquer la réforme des retraites, il y a plein d'exemples : les gagnants du nouveau système. Mais pour mettre en avant les avantagés de la réforme, les communicants de Matignon n'ont pas hésité à sortir… la boule de cristal !

Tout le monde va gagner

A en croire le dossier de presse du gouvernement, le nouveau système des retraites, c'est un peu comme à l'école des fans : tout le monde va gagner ! Philippe, le smicard, touchera dans 50 ans 1900 € de retraite, contre 1550 € avec le système actuel. Même chose pour Hugo, l'agriculteur : 300€ de plus chaque mois. Des exemples alléchants mais incomplets, selon le collectif "Nos Retraites", opposé à la réforme : « On peut comparer des montants de retraite en euros, mais pour nous ce n'est pas suffisamment fiable, » estime Agathe, la porte-parole. « Ce qu'il nous faut c'est le rapport entre le dernier salaire et la première retraite pour savoir si la personne maintient son niveau de vie au moment du passage à la retraite. »

Contacté, le cabinet du Premier ministre explique que ces informations seront présentées plus tard, et que pour calculer les montants des futures pensions, il a choisi un des scénarios envisagés par le Conseil d'Orientation des Retraites : une hausse continue de tous les salaires de 1,3% par an, pendant 50 ans. Cette hypothèse a-t-elle des chances de se réaliser ?

Pas selon l'économiste du travail Philippe Askenazy : « Les économistes ont déjà des difficultés à construire des prévisions de court terme. Les chiffres que vous avancez correspondent à une situation qui serait en quelque sorte figée pendant 50 ans ce qui ne s'est en fait jamais vu dans l'histoire économique et ne se verra certainement pas. »

« Ça ne tient pas la route »

Alors pourquoi le gouvernement a-t-il choisi ce scénario ? La réponse avec le cas d'un infirmier libéral, dont la retraite augmenterait, avec la réforme et le scénario retenu... de 1250 € par mois ! De quoi faire tiquer la profession, dont les revenus moyens baissent depuis 4 ans.

« Le gouvernement dans ce cas précis envisage que nos revenus augmentent de 1.3% par an, » analyse Catherine Kirnidis, présidente du Syndicat National des Infirmières et Infirmiers Libéraux. « Or, on a des revenus moyens pour les infirmiers notamment, qui diminuent tous les ans, de 1000 à 2000 euros par an. Ça ne tient pas la route. »

Matignon assume ses projections et précise que d'autres simulations seront bientôt réalisées. Et cette fois, dans la boule de cristal, il y aura aussi des perdants. Franceinfo 12.12

Tout le monde gagne, la preuve.

Nos lecteurs n'ont pas attendu cet épisode pour apprendre l'existence de l'institution financière la plus puissante du monde, BlackRock.

- Retraites: quatre questions sur BlackRock, la société accusée d'avoir influencé la réforme - lexpress.fr 12.12

Plusieurs médias français accusent la multinationale, spécialisée dans la gestion d'actifs, d'avoir influencé la réforme pour servir ses propres intérêts.

Le plus grand gérant d'actifs au monde aurait-il la capacité d'influencer l'Élysée ? L'entreprise américaine BlackRock, spécialisée dans la gestion d'actifs, est depuis plusieurs jours au coeur d'une polémique entourant la réforme des retraites. Plusieurs médias français soupçonnent notamment ses dirigeants d'avoir influencé la réforme, afin de servir leurs propres intérêts.

Le site d'investigation Mediapart et le journal L'Humanité ont tous deux publié de longs articles à ce sujet cette semaine, tandis que le député d'Eure-et-Loire Olivier Marleix a directement accusé l'entreprise de profiter de la réforme des retraites, dans une déclaration au Parlement.

"Si votre réforme va à son terme, les affaires de BlackRock en France prendront un formidable essor", a-t-il affirmé lors de questions au gouvernement. Mais qu'est-il exactement reproché à BlackRock ? L'Express vous aide à y voir plus clair en quatre questions.

Qu'est-ce que BlackRock ?

Fondée en 1988 aux États-Unis, cette multinationale est devenue au fil du temps le plus grand gestionnaire d'actifs au monde - à la fin du mois de septembre 2019, elle gérait ainsi plus de 6960 milliards de dollars. Par ces fonds accumulés et ses liens avec les investisseurs institutionnels, la société est aujourd'hui extrêmement influente, et a acquis depuis la crise économique et financière de 2008 une place "sans précédent" dans le monde des affaires, explique Mediapart. Selon le site d'investigation, les banques centrales américaine (FED) et européenne (BCE) font notamment appel à elle pour évaluer les banques.

Certaines de ses têtes pensantes ont également des liens plus ou moins intimes avec les dirigeants de plusieurs pays et institutions européennes. Ainsi, l'ancien président de la banque nationale suisse Philipp Hildebrand est devenu vice-président de BlackRock. Ancien responsable de la CDU, le parti d'Angela Merkel, Friedrich Merz en est lui le représentant en Allemagne.

Enfin, Larry Fink, co-fondateur et président de BlackRock, connaît bien Emmanuel Macron : en avril 2017, il déclarait sur Fox News que l'actuel chef de l'État était destiné, selon lui, à devenir le futur président "pour le plus grand bien de la France et de l'Europe". Depuis, les deux hommes se sont rencontrés à plusieurs reprises, selon Mediapart. Jean-François Cirelli, ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée sous Chirac, PDG de GDF puis vice-président d'Engie, et actuel président français de BlackRock, a lui "porte ouverte dans les ministères", assure le site. C'est là où le bât blesse : selon L'Humanité et Mediapart, le géant américain aurait pu influencer le gouvernement, notamment sur la réforme des retraites, afin de servir ses propres intérêts.

Qu'est-il reproché à cette entreprise ?

Tout part d'une note, rédigée par l'entreprise "à destination du gouvernement français" en juin 2019 et repérée par Mediapart. Dans cette note, intitulée "Loi Pacte : le bon plan retraite", BlackRock se félicite notamment de l'adoption en avril de la loi Pacte, et de sa toute récente promulgation.

Selon l'entreprise, cette loi vise "à combler les lacunes structurelles des régimes d'épargne retraite volontaire existants. Elle permet à l'épargnant : de bénéficier d'un allègement fiscal pour les cotisations versées en réduisant sa base imposable sur le revenu, d'accéder à son capital avant la retraite dans certains cas prédéfinis [...], de transférer son patrimoine à une entité plus concurrentielle sans frais de transfert après cinq ans".

Mais au-delà de ce "premier pas", la société se réjouit surtout du projet de réforme des retraites, qui, pour les financiers, doit être l'occasion de mettre en oeuvre un système par capitalisation, qui jusque-là n'a pas encore réussi à s'appliquer en France. Un système qui leur permettrait de mettre la main sur une épargne "parmi les plus élevées d'Europe", indique BlackRock.

En quoi la réforme des retraites pourrait-elle lui bénéficier ?

Cette épargne "élevée" leur échappait jusqu'à présent : "Fin 2017, seuls 130 milliards d'euros avaient été collectés dans ces produits [d'épargne retraite], ce qui est décevant par rapport à l'épargne déposée en liquidités [1500 milliards d'euros], les produits d'assurance-vie en euros [1600 milliards d'euros] ou les investissements directs/indirects en actifs non financiers [plus de 7 600 milliards d'euros]", indique la note.

Mais, comme le rappelle Les Échos, la réforme des retraites pourrait bien changer la donne, puisqu'elle a pour but de faire passer les encours gérés dans le secteur de 230 milliards d'euros à plus de 300 milliards d'ici 2022. Avec la réforme, les plus hauts revenus ne devraient plus cotiser pour leur retraite sur la part de leur rémunération supérieure à 10 000 euros par mois. "S'ils veulent compenser cette perte de droits à la retraite, ils devront donc épargner", conclut le journal.

Une réforme plus que bénéfique pour BlackRock, qui rédige ainsi dans sa note quelques règles à suivre pour le gouvernement, afin de "réussir la réforme de l'épargne retraite" : " 1) Améliorer par voie de décrets d'application et d'ordonnance la lisibilité du régime avec un corpus de règles communes destiné à faciliter la portabilité de l'épargne retraite. 2) S'inscrire dans le cadre du nouveau règlement européen qui instaure le produit paneuropéen d'épargne retraite individuelle (PEPP). 3) Pérenniser le dispositif législatif et les incitations fiscales de long terme en renforçant le rôle d'un tiers indépendant ayant pour mission d'évaluer le coût et l'efficacité des réformes dans la durée", cite Mediapart. lexpress.fr 12.12

D'autres aspects liés à ce sujet.

Les jaunes ne doivent pas rester isolés, ils vont pouvoir encore leur servir.

- Réforme des retraites: la CFDT bascule dans la mobilisation - AFP 12.12

"La ligne rouge est franchie": pourtant favorable au principe du régime universel de retraite, le numéro un de la CFDT Laurent Berger a basculé mercredi dans le camp de la mobilisation, appelant lui aussi à descendre dans la rue le 17 décembre. AFP 12.12

L'appareil de répression fragilisé.

- Pourquoi les policiers n'ont pas été convaincus par les annonces d'Edouard Philippe - Journal du Dimanche 12 décembre 2019

Les policiers n'ont pas été convaincus par les annonces d'Edouard Philippe mercredi. Jeudi, ils ont décidé de durcir leur mouvement de protestation. Journal du Dimanche 12 décembre 2019

Et le lendemain... un miracle républicain (sic!) s'est produit :

- Retraites : les policiers saluent des "avancées" et suspendent leur mobilisation - L'Express.fr 13 décembre 2019

Les syndicats policiers suspendent leur mouvement de protestation contre la réforme des retraites, en saluant des "avancées" pour le maintien de leur régime dérogatoire, après une réunion ce jeudi avec Christophe Castaner et Jean-Paul Delevoye.

Les secrétaires généraux des principaux gardiens de la paix, Unité, Alliance et Unsa-police ont annoncé dans la foulée la "suspension" de leur mouvement de grogne contre le projet de réforme.

Le policier "bénéficiera des avantages des régimes particuliers : possibilité d'ouverture des droits à 52 ans, un départ à la retraite à 57 ans et la bonification du 5e, qui sera maintenue par une surcotisation de l'employeur, le ministère de l'Intérieur", a exposé Yves Lefebvre. Actuellement, les policiers bénéficient d'un régime spécifique qui leur permet d'obtenir une annuité de cotisation supplémentaire tous les cinq ans. C'est la bonification dite "du cinquième" ou "quinquennale". Elle est plafonnée à cinq annuités et, pour y être éligible, le fonctionnaire doit avoir exercé 27 ans.

Quel que soit son poste ou sa fonction, un policier bénéficie de ce système, censé contrebalancer la pénibilité du métier. L'Express.fr 13 décembre 2019

A croire que ceux qui sont concernés par les retraites ne sont pas les mêmes travailleurs qui vont réveillonner en famille le 24 décembre. Eux non, assurément.

- Grèves: Marine Le Pen demande une trêve pour les fêtes - LeFigaro.fr 13 décembre 2019

La présidente du Rassemblement national, qui soutenait le mouvement jusque-là, demande une trêve pour les fêtes de fin d'année.

“Il serait injuste que les Français soient les victimes d'une contestation qu'ils partagent pour beaucoup d'entre eux”, avait défendu la veille Marine Le Pen.

Pour l'exécutif, l'occasion est belle avec cette trêve de Noël de tenter de briser le front syndical qui s'est constitué depuis le discours d'Édouard Philippe.

Jugeant “irresponsable d'annoncer qu'on veut gâcher les vacances de Noël des Français”, la ministre Élisabeth Borne a ainsi estimé ce vendredi 13 décembre sur CNews qu'il était temps de “s'asseoir à la table de discussions et reprendre le travail”.

“On prend en otage les Français à un moment qui est très important pour eux, pour la famille, pour l'économie française et il n'y a pas d'alternatives”, s'est indignée sur LCI la secrétaire d'État à l'Économie Agnès Pannier-Runacher.

La veille sur Europe1, la secrétaire d'État Marlène Schiappa avait repris à son compte un argument populaire chez les adversaires du mouvement social. “Même dans les guerres, il y a des trêves. Là, nous ne sommes pas dans une guerre, nous sommes dans une discussion et chacun peut respecter ce temps de fêtes”, a-t-elle jugé, plaidant pour le respect des fêtes de Noël, “un moment unique pour se rapprocher, pour une pause dans l'année”. huffingtonpost.fr et LeFigaro.fr 13 décembre 2019

Ils sonderaient les morts s'ils le pouvaient. Un peu de patience !

- Sondage : les Français favorables à l'âge de départ «pivot» sont ceux qui ne sont plus concernés - RT 13 déc. 2019

C'est surtout parmi les Français âgés de plus de 65 ans – la classe d'âge la moins directement concernée par le projet de retraite par points – que l'on trouve le plus de partisans (67%) de cette réforme, selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut Elabe et publiée le 11 décembre par le site BFMTV.com. RT 13 déc. 2019

Selon l'une de ces études, réalisée pour le compte de la Fondation pour l'innovation politique, une seule classe d'âge

est majoritairement favorable (52%) à ce système de retraite qui existe notamment aux Etats-Unis – celle des 18-24 ans. Mais cette étude fait aussi apparaître que 64% de cette tranche d'âge déclare avoir une «idée peu claire» ou «pas du tout claire» du système actuel.

On peut légitimement se demander si ce sentiment général de confusion par rapport à ce qui existe, ce qui est connu et ce qui est promis en matière de retraite, n'a pas été entretenu par le principal promoteur du projet de réforme. Ainsi, le 22 novembre, à Nesle, dans la Somme, deux semaines avant le début de la mobilisation, le président de la République Emmanuel Macron avait jugé «étrange» une mobilisation contre une réforme «dont on ne connaît pas les termes exacts». RT 13 déc. 2019

Ils sont dépités !

- Grève: malgré le spectre d'un "Noël noir", les Français soutiennent le mouvement - Le HuffPost15 décembre 2019

Mais visiblement pour la majorité des Français, pris à témoin par le ministre, la réforme des retraites prônée par le gouvernement est plus insupportable que le spectre de blocages pendant les Fêtes de fin d'année. C'est en tout cas ce qu'indique un sondage Ifop publié par le Journal du Dimanche.

L'opinion publique semble effectivement toujours favorable au mouvement social. Selon ce sondage, dont vous pouvez retrouver les grandes lignes ci-dessous, 54% des Français soutiennent la grève, et 30% lui sont hostiles. Le HuffPost15 décembre 2019

Ils ont ressorti le cadavre puant de la gauche du placard, il bouge encore. Mais ils ne sont pas "***prêts pour présenter un texte commun***", le mot retrait leur brûle les lèvres !

- Réforme des retraites : la gauche unie contre le gouvernement à Saint-Denis - LeFigaro.fr 12 décembre 2019

Les principaux représentants de la gauche, réunis en meeting mercredi soir, ont fait front commun contre le projet de réforme mené par Édouard Philippe. Mais impossible pour eux de proposer un texte commun.

«Ils voulaient qu'on se bouffe la gueule entre nous, ils n'y sont pas parvenus!» À la Bourse du Travail de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Olivier Besancenot est chaleureusement applaudi par quelque 300 militants, mais aussi par la brochette de figures de la gauche présente à ses côtés, de la responsable de LO, Nathalie Arthaud, au premier secrétaire du PS, Olivier Faure. Quelques minutes avant, Catherine Perret, la responsable retraite de la CGT, avait salué la CFDT qui, au même moment, annonçait son intention de rejoindre la mobilisation du 17 décembre, comme l'Unsa et la CFTC. De quoi amuser Eric Beynel de Solidaires: «Faire applaudir la CFDT à la Bourse du Travail, c'est magique!» Ambiance front commun. «Il y a un gouvernement qui nous déclare la guerre», balance Besancenot qui ne voit «pas d'autres solutions» que de «paralyser plusieurs jours» la France. LeFigaro.fr 12 décembre 2019

L'extrême centre, c'est aussi cela.

- Comment Elie Hatem, figure d'extrême droite, s'est retrouvé à l'Élysée - Le HuffPost 12 décembre 2019

Ce jeudi 12 décembre, plusieurs photos circulant sur les réseaux sociaux montrent Elie Hatem, ex-membre de l'Action française et figure de l'ultra-droite, poser au côté d'Emmanuel et Brigitte Macron à l'Élysée.

Elie Hatem est proche de Jean-Marie Le Pen, comme on peut le voir sur cette image également issue de son compte Facebook. Le HuffPost 12 décembre 2019

- Climat: difficile d'exister entre le "club Greta" et le "club Donald", selon Macron - AFP 12 décembre 2019

"Je voudrais qu'on fasse notre club à nous" avec l'objectif d'arriver à "ce que les gens changent leur comportement, comprennent que c'est possible et qu'on les accompagne", a-t-il poursuivi.

M. Macron a pour cela demandé aux chercheurs présents à aider "à convaincre les décideurs et l'opinion" pour "rendre le changement acceptable" afin de lutter contre le réchauffement. AFP 12 décembre 2019

Climat. Intox. Croyance, propagande et manipulation.

Greenpeace sonne l'alarme sur le climat avant le Sommet européen - AFP 12 décembre 2019

Une énorme banderole sur "l'urgence climatique" déployée sur un bâtiment faussement en flammes: Greenpeace s'est invité jeudi au sommet européen à Bruxelles pour mettre la pression sur les dirigeants, peu avant leur réunion largement consacrée au

"Pacte vert" de l'UE. AFP 12 décembre 2019

Le Pacte vert, "nouvelle stratégie de croissance" de l'UE, dévoilé et déjà critiqué - AFP 12 décembre 2019

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a présenté mercredi son "Pacte vert", une feuille de route vers la neutralité climatique destinée à devenir la "nouvelle stratégie de croissance" de l'UE.

Le gouvernement français a estimé que le Pacte vert "ouvre la voie à une ambition forte pour le climat et la protection de l'environnement".

"La France partage cette priorité et la volonté que l'Europe s'affirme comme le leader mondial de la transition écologique", ont affirmé la ministre de la Transition écologique Elisabeth Borne, la secrétaire d'Etat aux Affaires européennes Amélie de Montchalin ainsi que la secrétaire d'Etat à la Transition écologique Brune Poirson dans un communiqué commun.

Pour atteindre les objectifs du Pacte vert, 260 milliards d'investissements annuels supplémentaires par an nécessiteront "la mobilisation des secteurs public et privé", souligne la Commission. AFP 12 décembre 2019

Neutralité carbone en 2050: l'UE s'engage, mais sans la Pologne - AFP 13 décembre 2019

Si le reste de l'UE se montre compréhensif, Ursula von der Leyen a toutefois assuré, au lendemain de la présentation du Pacte vert européen, que "cela ne changerait pas le calendrier de la Commission".

Le fait que la Pologne reste en dehors est "complètement acceptable", a assuré Mme von der Leyen.

"Cet objectif (de neutralité) engagera l'UE dans son ensemble", assure-t-on à l'Elysée.

A l'entame du sommet, Varsovie n'était pas le seul pays récalcitrant. La Hongrie et la République tchèque affichaient aussi leur scepticisme, exigeant des garanties financières, mais également sur les moyens d'atteindre cet objectif climatique, y compris grâce au nucléaire.

Inacceptable pour des pays comme l'Autriche ou le Luxembourg, cette référence à l'atome était défendue par les trois capitales de l'Est. Les autres dirigeants ont fini par céder et par en faire mention dans les conclusions. Une reconnaissance importante car elle ouvre la voie à des aides et subventions.

Le Premier ministre tchèque Andrej Babis s'est félicité d'avoir "convaincu" ses homologues que "l'énergie nucléaire est notre voie vers la neutralité climatique". Selon la présidence française, les dirigeants des 27 ont par ailleurs apporté un "soutien unanime" à la mise en place d'une "taxe carbone" des produits provenant de l'extérieur de l'UE "s'ils ne respectent pas les mêmes exigences climatiques que les entreprises européennes".

Nettement plus nuancées, les conclusions officielles du sommet se bornent à indiquer que le Conseil "prend note de l'intention de la Commission de proposer un mécanisme d'ajustement aux frontières pour les secteurs très carbonés".

Le principe d'une telle taxe carbone aux frontières, réclamée de longue date par la France, vise à lutter contre le "dumping environnemental" et éviter le déplacement des émissions de CO2 vers des pays où il n'a pas de prix. AFP 13 décembre 2019

Climat: vers un zéro pointé à l'épreuve de l'urgence climatique - AFP 13 décembre 2019

La science réclame des actions urgentes et radicales pour éviter la catastrophe climatique, mais la conférence climat de l'ONU qui doit finir vendredi ne sera pas à la hauteur, même si le texte le plus ambitieux sur la table est adopté par les Etats.

Etats-Unis, Chine, Inde, Japon... Pendant ces deux semaines de réunion, les plus grands pays émetteurs de gaz à effet de serre n'ont pas fait d'annonces indiquant une volonté de faire plus et plus vite contre le réchauffement de la planète qui amplifie un peu partout tempêtes, canicules ou inondations.

Dans le viseur des défenseurs du climat, évidemment les Etats-Unis, qui ont officialisé leur retrait de l'accord de Paris l'an prochain. Mais aussi des pays émergents, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, qui ont clairement dit cette semaine qu'ils ne prévoyaient pas de rehausser leurs ambitions prochainement.

Les millions de jeunes descendus dans les rues dans les pas de l'adolescente suédoise Greta Thunberg et le secrétaire général

de l'ONU Antonio Guterres, qui a exhorté les hommes à arrêter de faire la "guerre" à la planète, risquent d'être plus que déçus. AFP 13 décembre 2019

Greta Thunberg, personnalité de l'année du Times et star de la COP25 - AFP 12 décembre 2019

Greta Thunberg a dû traverser l'Allemagne assise par terre dans un train bondé. - sputniknews.com 15.12

RT 15.12 - La Deutsche Bahn, compagnie ferroviaire publique allemande, a répliqué ce 15 décembre. «Chère Greta, merci pour votre soutien aux employés des chemins de fer dans notre combat contre le changement climatique. Nous sommes contents que vous ayez voyagé sur le ICE 74 [train à grande vitesse] samedi», a tweeté la compagnie allemande. «Il aurait été plus gentil si vous aviez également fait mention de la façon aimable et compétente dont vous avez été traitée par notre personnel en première classe», affirme le tweet qui a été suivi d'un communiqué.

«Je voyage dans des trains surpeuplés», a déploré la jeune suédoise, le 14 décembre dans un premier tweet.

Après ce retour de la compagnie ferroviaire, Greta Thunberg a apporté quelques précisions dans un second tweet. Elle explique que son train depuis Bâle avait été annulé et que ses amis et elle-même avaient dû s'asseoir par terre dans deux trains avant de trouver une place à partir de Goettingen.

La Deutsche Bahn n'a pas démenti que la jeune fille n'avait pas trouvé de siège avant Francfort, à mi-chemin de son voyage entre Bâle et Hambourg. RT 15.12

LVOG - La photo montrait un couloir et l'espace en bout de wagon totalement vides.

Flossie Donnelly, la "Greta irlandaise" qui nettoie les plages de Dublin - euronews 12 décembre 2019

A seulement 12 ans, la jeune fille est devenue l'une des militantes écologistes les plus célèbres d'Irlande. euronews 12 décembre 2019

Un "New Deal" vert pour l'Italie - euronews 11 décembre 2019

Rome fait un pas de plus pour se conformer aux objectifs de l'accord de Paris, et tenter de réduire à néant ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

Près de 55 milliards d'euros seront injectés dans cette cause au cours des années à venir...

"Le premier article du décret sur le climat impose que toutes les politiques économiques de ce gouvernement et de ceux à venir soient vertes dans les prochaines années", indique Sergio Costa, ministre italien de l'Environnement.

L'Italie va mettre en place des cours obligatoires sur le dérèglement climatique dans les écoles dès la rentrée prochaine, du primaire au lycée, et va intégrer les problématiques environnementales dans l'ensemble des matières. euronews 11 décembre 2019

La "taxe carbone" multipliée par plus de deux en Allemagne d'ici le 1er janvier 2021 - Reuters 16.12

Le gouvernement allemand et les exécutifs régionaux se sont mis d'accord pour multiplier par plus de deux le montant de la taxe appliquée aux émissions de carbone et la porter à 25 euros par tonne, rapporte lundi l'agence DPA. Reuters 16.12

Climat: négociations de nuit pour tenter d'éviter un échec de la COP25 - AFP 15 décembre 2019

La conférence de l'Onu sur le climat semblait dans l'impasse samedi en raison du refus de plusieurs grandes économies de renforcer leurs engagements de réduction des émissions carbone pour lutter contre le changement climatique.

"Nous demandons la vie", "Encore combien de morts?": une dizaine de militants du mouvement écologiste Extinction Rebellion ont voulu rappeler aux négociateurs l'urgence à agir en déversant du fumier non loin du centre de conférences où se déroule la COP.

Au rythme actuel, la température pourrait gagner jusqu'à 4 ou 5°C d'ici la fin du siècle, avec son lot de catastrophes à la clé. Même si les quelque 200 signataires de l'Accord de Paris respectaient leurs engagements, le réchauffement dépasserait 3°C.

Le verdict de la science est sans appel: pour éviter la catastrophe climatique, il faut transformer radicalement l'économie pour commencer à réduire les émissions de gaz à effet de serre et avoir une chance d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris

de limiter le réchauffement de la planète à 2°C, voire 1,5°C, par rapport à l'ère pré-industrielle.

Tous les Etats doivent soumettre d'ici la COP26 à Glasgow une version révisée de leurs engagements. A ce stade, quelque 80 pays se sont engagés à présenter un rehaussement de cette ambition mais ils ne représentent qu'environ 10% des émissions mondiales.

Quasiment aucun des plus grands émetteurs, Chine, Inde ou Etats-Unis, ne semble vouloir rejoindre ce groupe. Seule l'Union européenne a "endossé" cette semaine à Bruxelles l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050. Mais sans la Pologne, très dépendante du charbon. AFP et Reuters 15 décembre 2019

La COP25, une occasion "ratée" de répondre à l'urgence climatique - AFP 16 décembre 2019

La conférence climat de l'ONU qui s'est terminée dimanche à Madrid n'a pas été à la hauteur de l'urgence climatique, adoptant un accord a minima sans s'entendre sur des points essentiels en raison des réticences de certains Etats.

Sans surprise, quasiment aucun des grands pays émetteurs n'a fait d'annonce significative pour rehausser ses ambitions, ni donner de signe clair d'une telle intention pour 2020. Evidemment pas les Etats-Unis qui quitteront l'accord de Paris en novembre prochain, mais pas non plus la Chine ou l'Inde. AFP 16 décembre 2019

Balkanisation. Atomisation des peuples pour mieux les contrôler ou assimilation forcée au sein d'institutions supranationales

- L'île de Bougainville va devenir un État indépendant - huffingtonpost.fr 11.12

Les habitants de Bougainville ont décidé à une écrasante majorité de quitter le giron de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, un pas majeur vers la création d'un nouvel État, selon les résultats du référendum publiés ce mercredi 11 décembre.

176.928 électeurs ont voté en faveur de l'indépendance, soit plus de 98% des suffrages exprimés.

A New York (Etats-Unis), le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a salué "l'organisation réussie du référendum" et félicité les autorités et tous les électeurs "pour leur dévouement et la conduite pacifique du processus". Il a appelé toutes les parties à s'assurer que la suite sera "inclusive et constructive", précise son communiqué. L'indépendance ne prendra pas effet immédiatement et un long processus politique attend les dirigeants.

Le résultat du référendum doit dans un premier temps être ratifié par le Parlement de Papouasie-Nouvelle-Guinée, au sein duquel certains élus sont vigoureusement opposés à cette indépendance, redoutant un effet de contagion dans un pays d'une très grande diversité ethnique et linguistique.

L'ampleur de la victoire des partisans de l'indépendance devrait cependant peser en faveur de la reconnaissance de ce référendum.

"Ce résultat ne laisse place à aucune autre interprétation que: Bougainville veut l'indépendance", a expliqué Shane McLeod, chercheur à l'Institut Lowy de Sydney (Australie). "Un vote aussi massif la rend inévitable". "Port Moresby devra rapidement digérer le résultat", a-t-il estimé, "ils devront être prêts pour évoquer le calendrier de l'indépendance".

"Nous n'avons peut-être pas les meilleurs hôpitaux, les meilleures écoles ou les meilleures routes et infrastructures, mais notre moral est bon et cela nous mènera là où nous voulons".

L'île doit son nom au navigateur français Louis-Antoine de Bougainville (1729-1811), qui l'explora en 1768, et compte parmi les territoires les plus pauvres de l'hémisphère Sud malgré ses richesses en cuivre. huffingtonpost.fr 11.12

Pauvres ils étaient, pauvres ils resteront malgré leurs richesses...

En complément. Par la force s'il le faut !

- L'Afrique peut-elle se passer des forces étrangères tant décriées sur le continent ? - Franceinfo 12.12

Dehors les esclavagistes, les colons, les pilleurs, les affameurs, les criminels !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

Comment Modi l'agent de Washington ou plutôt de l'Etat profond destabilise l'Inde.

- "Contre l'esprit de l'Inde": la contestation d'une loi sur la citoyenneté se propage - AFP 16 décembre 2019

Au lendemain de violences dans une université de New Delhi, le mouvement de contestation d'une loi sur la citoyenneté a gagné de l'ampleur et s'est propagé lundi dans toute l'Inde, mettant au défi le gouvernement Modi.

Une législation passée la semaine dernière facilite l'attribution de la citoyenneté indienne aux réfugiés d'Afghanistan, du Bangladesh et du Pakistan, mais à la condition qu'ils ne soient pas musulmans.

Lundi, au lendemain de heurts brutaux entre protestataires et police à la grande université Jamia Millia Islamia de la capitale, de nouvelles manifestations se tenaient sur des campus à Delhi, Chennai, Bangalore, Aligarh, Hyderabad, Bombay ou Lucknow entre autres. Aucun incident majeur n'avait été signalé dans la soirée.

Le Premier ministre Narendra Modi a dénoncé sur Twitter des "groupes aux intérêts cachés" cherchant à semer la "division" et a affirmé que la nouvelle loi reflète "la culture multiséculaire d'acceptation, d'harmonie, de compassion et de fraternité de l'Inde".

Pour Shree Kumar, un étudiant de Delhi, la loi sur la citoyenneté est "contre les musulmans. Elle est contre l'esprit de l'Inde. Elle est contre les idées laïques de l'Inde".

L'opposant Rahul Gandhi, dont le parti du Congrès a été largement battu par les nationalistes hindous dans les urnes au printemps, a qualifié sur Twitter la loi et un registre controversé de citoyens d'"armes de polarisation de masse lancées sur l'Inde par des fascistes".

D'après Ashok Swain, professeur à l'université d'Uppsala (Suède), l'ampleur des manifestations a pris de court les dirigeants nationalistes hindous, déjà confrontés à une fort ralentissement de l'économie indienne.

"La contestation reçoit une attention internationale et se répand à différentes parties du pays. Cela accroîtra certainement la pression sur le régime alors que l'économie ne va pas bien", a-t-il déclaré à l'AFP. AFP 16 décembre 2019

LVOG - Que Modi soit mal conseillé, cela paraît évident, une cellule de la NED/CIA très influente officie à Delhi. Je crois qu'on ne doit pas tout mettre sur le dos de son fanatisme religieux hindouiste, bien qu'il joue un rôle pour diviser ses adversaires. Le BJP détient la majorité absolue au Parlement. Quant à détourner les masses de leurs préoccupations sociales quotidiennes, je n'y crois pas non plus, tout du moins à l'échelle de la totalité du pays, tout comme elles se foutent éperdument de la question climatique, leur précarité absolue absorbe ou concentre toute leur attention, et cristallise leur mécontentement contre le gouvernement et rien ne les en détournera.

Pendant les deux campagnes électorales, j'ai expliqué aux Indiens à quel point Modi était dangereux. Ce n'était pas la peine, je n'en ai pas rencontré un qui s'apprêtait à voter pour son parti, le BJP. Normal, je vis dans un village et je ne croise que des travailleurs manuels pauvres. Ce sont les villes qui ont élu Modi, pas les campagnes, comme en France et partout ailleurs.

Algérie

1- En Algérie, l'élection présidentielle marquée par une abstention record - Le HuffPost 13 décembre 2019

Par son absence dans les isoloirs, le “Hirak” se fait entendre dans les urnes. Plus de six Algériens sur dix ont boudé le vote ce jeudi 12 décembre, une abstention record, lors de la présidentielle fermement rejetée par le mouvement populaire de contestation ayant emporté en avril le président Abdelaziz Bouteflika, dont ils étaient appelés à élire le successeur.

Seuls 39,93% des inscrits ont voté (39,83% - ndlr), le plus faible de l'histoire des élections présidentielles pluralistes en Algérie. , selon les chiffres annoncés en fin de soirée à la télévision nationale par Mohamed Charfi, président de l’Autorité nationale indépendante des élections (Anie). Le taux de participation au niveau national s’établit à 41,41% et celui des Algériens de l’étranger à 8,69%, a-t-il ensuite expliqué.

Ce taux est le plus faible de toutes les présidentielles pluralistes de l'histoire de l'Algérie. Il est inférieur de plus de 10 points à celui du précédent scrutin -le plus faible jusqu'ici-, qui en 2014 avait vu la 4e victoire d'Abdelaziz Bouteflika.

Le "Hirak", le "mouvement" de contestation populaire massif et inédit du régime qui a contraint Abdelaziz Bouteflika à la démission, rejetait catégoriquement la tenue de cette élection, vue comme un moyen de se régénérer pour le "système" au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1962.

Ce mouvement exige la fin de ce "système" aux manettes depuis l'indépendance en 1962, et le départ de tous les anciens soutiens ou collaborateurs des 20 ans de présidence Bouteflika. Ce que sont les cinq candidats (Abdelaziz Belaïd, Ali Benflis, Abdelkader Bengrina, Azzedine Mihoubi et Abdelmajid Tebboune).

Aucune projection de résultat n'a été publiée, mais le camp d'Abdelmajid Tebboune, ancien bref Premier ministre d'Abdelaziz Bouteflika en 2017, a revendiqué dans la soirée la victoire au 1er tour. "Selon les premiers éléments en notre possession (...) Abdelmadjid Tebboune a remporté la présidentielle avec un score de 64%" des votants", a déclaré à l'AFP Abdelatif Belkaim, directeur adjoint de la communication du candidat. Le HuffPost 13 décembre 2019

2- Algérie: Abdelmadjid Tebboune, ex-Premier ministre de Bouteflika, élu président (officiel) - AFP 13 décembre 2019

Abdelmadjid Tebboune, ancien ministre puis chef de gouvernement d'Abdelaziz Bouteflika âgé de 74 ans, a été élu dès le premier tour pour lui succéder à la tête de l'Etat algérien, a annoncé vendredi l'Autorité nationale des élections (Anie).

M. Tebboune a "recueilli (...) 58,15% des suffrages", a indiqué le président de l'Anie Mohamed Charfi lors d'une cérémonie officielle, au lendemain d'un scrutin marqué par une abstention record et qui s'est déroulé dans un contexte de contestation massive et inédite du régime au pouvoir depuis l'indépendance en 1962. AFP 13 décembre 2019

Grande-Bretagne

1- Législatives britanniques : le Parti conservateur de Boris Johnson obtient une majorité écrasante, selon un sondage de sortie des urnes - francetvinfo.fr 12.12

Plus rien ne s'oppose au Brexit. Le Parti conservateur du Premier ministre Boris Johnson obtient une majorité écrasante lors des législatives britanniques, selon un sondage de sortie des urnes, jeudi 12 décembre au soir.

Les conservateurs décrochent en effet une très confortable majorité de 368 sièges sur 650, contre 317 lors du précédent scrutin en 2017, selon le sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote par l'institut Ipsos/MORI pour les médias britanniques. Les travaillistes de Jeremy Corbyn s'effondrent à 191 sièges (203, autre source plus tard - ndlr) (contre 262), selon ces projections généralement proches des résultats. Si les résultats ne sont attendus que dans la nuit, ces estimations donnent une avance large, sans précédent pour les conservateurs depuis Margaret Thatcher. francetvinfo.fr 12.12

Après dépouillement dans 647 circonscriptions sur 650, le parti de Boris Johnson avait raflé 362 sièges à la Chambre des communes (365 en définitif) contre 317 remportés en 2017. Principale formation d'opposition, les travaillistes s'effondrent à 203 sièges (contre 262), plaçant leur très à gauche chef de file Jeremy Corbyn sur un siège éjectable.

Boris Johnson a été félicité par son fidèle soutien, le président américain Donald Trump, qui lui a promis sur Twitter "un énorme nouvel accord commercial après le BREXIT", "potentiellement beaucoup plus gros et plus lucratif que n'importe quel accord qui pourrait être conclu avec l'Union européenne". AFP 13 décembre 2019

Le taux de participation a été de 67,3 %. lesoir.be 13.12

2- Royaume-Uni : les élections étaient le second référendum sur le Brexit - entelekheia.fr 13 décembre 2019

Les travaillistes se sont rendus aux élections générales britanniques en promettant aux électeurs un second référendum sur le Brexit, sans se rendre compte que cette élection était le second référendum en question. Erreur fatale.

Il n'y avait pas d'autre enjeu, c'était l'élection du Brexit. La seule façon de gagner était de promettre de sortir la Grande-Bretagne de l'UE et de mettre fin au cirque sur le Brexit, mais Jeremy Corbyn (ainsi que les Libéraux-démocrates [1]) n'ont pas vu dans quel sens le vent soufflait.

Les pauvres vieux Libéraux-démocrates ont perdu leur leader Jo Swinson. Elle n'a même pas réussi à obtenir assez de soutiens pour garder son propre siège, et encore moins accéder à Downing Street. Leur promesse d'annuler purement et simplement le

Brexit était vouée à l'échec, mais pour la défense des Libéraux-démocrates, ils devaient essayer de se distinguer des deux principaux partis.

Les travaillistes n'ont pas cette excuse, en premier lieu parce que ce sont leurs électeurs de la classe ouvrière qui ont voté pour quitter l'UE, et ensuite parce que tout y était pour définir les politiques nécessaires pour gagner le pouvoir, et qu'elles ont été ignorées. Le parti travailliste, le parti de la classe ouvrière, a perdu le vote de la classe ouvrière, une erreur de proportions historiques.

Les Corbynites qui composent Momentum, le groupe qui dirige le Labour, étaient aveuglés par leur idéologie. Ils ont proposé un programme socialiste de subventions d'État et de nationalisations et ont menacé d'une razzia sur les comptes bancaires des milliardaires, mais leurs électeurs voulaient le Brexit, c'était aussi simple que cela. [2]

L'orientation du Labour était attrayante pour l'élite urbaine jeune, des libéraux obsédés par les politiques identitaires qui accusent les partisans du Brexit d'être racistes, mais les électeurs de la classe ouvrière sont rebutés par ces gens.

[1] - Les Lib Dems, Libéraux-démocrates, sont un parti britannique de centre-gauche.

[2] - Les promesses ultra-radicales des meneurs du Labour sont d'autant plus tombées dans l'oreille de sourds que pour les tenir, le Labour aurait d'abord dû mener le pays hors de l'UE, ce qu'il se refusait à envisager. En effet, l'Union interdit la majeure partie des mesures annoncées par Momentum. C'est cette schizophrénie sur l'UE qui a coûté la victoire aux travaillistes.

Voir à ce sujet, en anglais, The gaping contradictions between Labour's promises and its refusal to get Britain out of the EU sur Brexit Central.com. entelekheia.fr 13 décembre 2019

LVOG - Je n'ai jamais fait la promotion du Brexit sachant de quoi il retournait vraiment, contrairement à tous ceux dans nos rangs qui ont cautionné cette machination tournée contre les travailleurs britanniques. J'espère que les lecteurs apprécieront. Idem sur Hong Kong, l'Iran, la Chine ou les Ouïghours, la Syrie, le Rojava, les variations climatiques, etc.

ECONOMIE

Italie.

- Le gouvernement de Giuseppe Conte au secours d'une banque italienne - euronews 16 décembre 2019

Le président du Conseil italien Giuseppe Conte et son gouvernement ont approuvé dimanche un décret pour accorder jusqu'à 900 millions d'euros à la banque Popolare di Bari, dans le cadre d'un plan d'aide.

La banque, placée vendredi sous administration spéciale par la banque d'Italie, a en effet eu du mal à faire face à l'augmentation des pertes sur les prêts qu'elle avait accordées lors de la crise qui a secoué l'économie italienne, notamment dans le sud du pays, son fief. euronews 16 décembre 2019

Haut de page

Le 21 décembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

- 21 pages au format pdf

Le mot du jour : La climatomancie ou l'art divinatoire du climat.

Nous poursuivons la publication en épisodes du livre de Thierry Meyssan (Réseau Voltaire), *Sous nos yeux.* dans la rubrique *Comment fonctionne leur vieux monde*, des documents irremplaçables d'une valeur exceptionnelle, à lire, télécharger et faire circuler le plus largement possible.

En comparaison, si la comparaison est toutefois possible, les interprétations de l'évolution de la situation mondiale telle qu'elle

se déroule sous nos yeux proposées par les dirigeants de l'extrême gauche font pâles figures ou apparaissent complètement ridicules, d'aucune utilité.

Une vidéo

Ces financiers qui dirigent le monde – BlackRock (Arte)

- BlackRock par Arte

Vous constaterez par vous-même, qu'ils sont beaucoup plus avancés sur la voie du totalitarisme que ce que l'on croit ou ce qu'on nous raconte généralement, cela confirme ce que j'avais indiqué à multiples reprises, en vain évidemment !

Quelques réflexions politiques

Lu dans un article :

- "Ce mouvement est un mouvement populaire qui se dit spontané".

Peu importe duquel il s'agit ici, puisqu'on est en présence d'une pandémie quasi universelle de générations (prétendument) spontanées (théorie par ailleurs démentie par la science), au point qu'ils deviennent omniprésents en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, parvenant même à déstabiliser des Etats ou à ouvrir la voie au renversement de régimes ou à s'emparer du pouvoir, un miracle en somme que les naïfs sont censés croire ou soutenir et auquel ils sont appelés à participer.

En réalité, si au départ les acteurs qui en sont les auteurs sont ou semblent isolés ou sans lien avec des partis politiques, en revanche ils ne le sont pas sur le plan idéologique, et ce sont les tenants de cette idéologie qui les reconnaissant comme les leurs, qui à partir de ce moment-là va les instrumentaliser ou s'en servir pour développer des mini coups d'Etat ou lancer des opérations de grandes envergures contre tel ou tel chef d'Etat ou gouvernement.

La propagande officielle, qui peut s'étendre sur des années ou des décennies, a pour fonction d'y préparer psychologiquement la population pour obtenir au mieux son adhésion à ces machinations, au pire sa neutralité, le tout à son insu ou à l'insu de ses intérêts, sinon elle n'aurait aucune raison d'être. Que leurs intentions inavouables demeurent ignorées de la population, constitue la condition préalable ou indispensable pour que cette manipulation des consciences soit un succès ou atteigne son but...

Naufrage.

- "Racisme et xénophobie ne sont pas de génération spontanée, mais le produit d'une politique qui s'y abandonne." (Edwy Plenel - 2014)

C'est l'art d'un faussaire de se faire passer à bon marché pour un humanisme, parce qu'en réalité le racisme et la xénophobie, comme toutes les formes de discrimination ne sont pas le produit d'une politique mais d'un régime économique, plus précisément des inégalités sociales qui en sont à l'origine, autrement dit, c'est dans sa nature.

Pourquoi les puissances occidentales ont-elles réservé les pires souffrances ou humiliations, conditions d'exploitation qui soient aux Africains, aux Asiatiques, etc. sinon pour des raisons purement économiques. Nations ou peuples auxquels en fait elles n'ont jamais cessé de faire la guerre sur le plan économique ou militaire malgré la décolonisation, on en a des exemples sous les yeux avec le sort qu'ils ont réservé à ceux du Moyen-Orient ou avec la russophobie, et c'est la même ligne de fracture que l'on retrouve avec le Green New Deal, où la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud sont la cible de campagnes destinées à les maintenir sous domination.

Les notions de racisme et de xénophobie s'étendent finalement à tous ceux qui ne sont pas leurs alliés de circonstance ou d'intérêt.

C'est une façon comme une autre de se faire passer pour quelqu'un de gauche, alors qu'en réalité on ne fait que ménager ou cautionner un système économique obsolète, archaïque, décadent, rétrograde, monstrueux, cruel, barbare.

Lu quelque part, je n'ai pas retrouvé l'article.

- "Édouard Philippe a promis aux organisations syndicales qu'elles participeraient dès 2021 à « la gouvernance du système » de retraites à points, « sous le contrôle du Parlement ».

Donc, le gouvernement décide... espérant évidemment diviser les organisations syndicales et les entraîner dans l'accompagnement de sa politique et vers le corporatisme."

LVOG - En participant au COR (Conseil d'orientation des retraites) ne l'accompagnent-elles pas déjà vers le corporatisme ?

https://www.cor-retraites.fr/presentation/membres-du-cor

Edouard Philippe lors de son intervention devant le Conseil économique, social et environnemental (Cese) le 12 décembre.

- "La valeur du point sera fixée par les partenaires sociaux, mais "sous contrôle du Parlement". Le point sera indexé sur les salaires et pas sur l'inflation, et une "règle d'or" sera fixé pour que la valeur du point ne puisse pas baisser."

Alors où se situe l'entourloupe ou l'escroquerie ?

En indexant la valeur du point sur les salaires, sachant que l'augmentation des salaires (smic mais aussi les retraites) est désindexée de l'inflation ou ne la compense pas, mécaniquement la valeur du point baissera, et comme les salariés qui s'appauvrissent, les retraités seraient voués à subir le même traitement.

Difficile d'assumer un programme aussi réactionnaire.

- Municipales 2020 : quand LREM conseille à ses candidats de ne pas afficher son propre logo - Franceinfo 18.12

Le fact checking ou la vérification des faits par ceux qui les falsifient au quotidien.

Fact-Checking AFP (https://page.afp.com/factchecking-fr.html)

Des contenus vérifiés que vous pouvez publier en toute sécurité. (Si vous voulez vous ridiculiser ou vous décrédibiliser. - LVOG)

L'une des plus grandes agences de presse au monde lance un service de contenus multimédias pour déjouer la désinformation (Ou sauter à deux pieds joints dedans, la relayer ! - LVOG)

Participez a l'effort d'éducation contre la désinformation ("à" et non "a", encore un petit "effort d'éducation". - LVOG)

"Canular", "Vrai", "Faux" - l'AFP passe au crible les infos qui circulent sur internet et les réseaux sociaux (Le gendarme de l'info ou de la pensée du régime. - LVOG)

Les contenus Fact-checking sont de véritables vecteurs de trafic. (De tous les trafics en effet ! - LVOG) Partageables et viraux, ils permettent d'engager et d'augmenter votre communauté. (La communauté des démagogues, des abusés, ça paie...ou c'est fatal ! - LVOG)

On va passer à l'exercice pratique en consacrant notre Fact-checking à l'AFP, ci-dessous et un peu plus loin.

La stratégie Rumsfeld/Cebrowski prévoit d'adapter la mission du Pentagone à la globalisation du capitalisme. En conséquence, les structures étatiques doivent être détruites sans plusieurs régions du monde, à commencer par le Moyen-Orient élargi, au profit du « chaos constructif ». C'est la « guerre sans fin » annoncée par George Bush, poursuivie par Barack Obama et dénoncée par Donald Trump. (Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 17.12.2019)

Comment les médias acquis à la théorie du « chaos constructif » font-ils croire que Trump pourrait être destitué.

- Destitution: vote historique au Congrès sur un renvoi de Trump en procès - AFP 18.12

- Donald Trump, colère et calculs - AFP 18 décembre 2019

- L'heure de l'impeachment a sonné pour Donald Trump. AFP 18 décembre 2019

- Débat historique au Congrès sur l'"impeachment" de Donald Trump - Reuters 18.12

- Destitution de Donald Trump : vote historique au Congrès - euronews 18.12

- Le procès en destitution de Trump voté par la Chambre des représentants - Le HuffPost 18.12

- Philippe Labro – Donald Trump, le jour de la destitution - LePoint.fr 18.12

Et ce qu'il faut savoir.

Les républicains détiennent 53 sièges sur 100 au Sénat, or selon la légisation il faudrait 67 voix ou que les deux tiers des sénateurs votent la destitution pour qu'elle devienne effective, comme c'est inenvisageable, Trump est sûr d'être acquitté et de rester à son poste.

Le lendemain, fin annoncée de cette grossière machination.

- Destitution: mis en accusation, Trump veut un acquittement rapide - AFP 20 décembre 2019

Au lendemain d'une mise en accusation historique, Donald Trump a pressé jeudi le Sénat américain dominé par son camp républicain de prendre en main son procès en destitution pour lui assurer un acquittement rapide.

La chambre a voté mercredi en faveur de son "impeachment" pour "abus de pouvoir" et "entrave à la bonne marche du Congrès" dans l'affaire ukrainienne.

Mais les débats et le résultat ont reflété la division extrême de la classe politique et, par-delà, du pays face à ce président qui depuis trois ans casse tous les codes et alimente toutes les controverses: la quasi-totalité des démocrates, majoritaires à la chambre basse du parlement, ont approuvé son renvoi en procès, quand tous les républicains s'y sont opposés.

"100% de voix républicaines. C'est de ça que les gens parlent. Les républicains sont unis comme jamais!", s'est enthousiasmé Donald Trump, qui a su rallier à lui un parti plutôt hostile lors de son entrée fracassante en politique.

Il a ensuite annoncé qu'un des trois seuls élus démocrates qui avaient voté contre la mise en accusation, Jeff Van Drew, avait rejoint les rangs républicains. A ses côtés dans le Bureau ovale, le transfuge a promis son "soutien sans faille" au président.

Cette unité, l'ex-magnat de l'immobilier veut en faire une force au moment d'affronter un procès potentiellement humiliant et, surtout, de mener campagne pour sa réélection lors de la présidentielle de novembre 2020.

Car les républicains contrôlent le Sénat qui est chargé, selon la Constitution, de le juger.

Le chef de file du camp présidentiel au Sénat, Mitch McConnell, n'a pas fait mystère de son intention de se coordonner avec la Maison Blanche pour ensuite acquitter rapidement le président. AFP 20 décembre 2019

Populisme quand tu me tiens. Le POID fait durer le suspens, il va finir par être le seul !

- Trump « impeached »

18 décembre 2019 – Aux Etats-Unis, les députés de la chambre des représentants à majorité démocrate ont mis en accusation le président Donald Trump, troisième président de l'histoire américaine renvoyé en procès en destitution. Ils ont approuvé le chef d'« abus de pouvoir» (230 voix contre 197), et celui d'«entrave au travail du Congrès» (229 voix pour et 198 contre), en raison de son refus de participer à l'enquête en destitution le visant. Le procès en destitution devrait avoir lieu en janvier devant le Sénat à majorité républicaine. latribunedestravailleurs.fr

Retraite. Détermination totale : Mobilisation générale jusqu'au retrait ou la démission de Macron !

- Retraites: Philippe affirme sa "détermination totale" à mener la réforme - AFP 17.12

- Retraites : "Retirer la réforme, ce n'est pas possible", affirme Aurore Bergé (LREM) - Franceinfo 17.12

Le député LREM Laurent Pietraszewski est nommé secrétaire d'Etat en charge des retraites, deux jours après la démission de Jean-Paul Delevoye Franceinfo18 décembre 2019

Il a aussi été le rapporteur des lois travail. Depuis septembre, il est également porte-parole du groupe des députés La République en Marche.

- La grève du 17 décembre a mobilisé entre 615.000 et 1,8 million de personnes - Le HuffPost 17 décembre 2019

Si l'on se fie aux chiffres du ministère de l'Intérieur, c'est un échec pour les syndicats. Mais selon leur propre comptage, le contrat est rempli puisqu'ils ont dénombré 1,8 million de manifestants. Il y avait en tout cas beaucoup de monde dans les rues de Paris et de nombreuses villes de France ce mardi 17 décembre à l'occasion de la troisième grande journée d'actions contre la réforme des retraites, la première à l'appel de toutes les centrales.

Alors que les taux de grévistes étaient nettement inférieurs à ceux enregistrés le 5 décembre mais plus élevés que le 10 décembre, le même constat fait par les autorités est le même pour les cortèges. Le ministère de l'Intérieur a comptabilisé 615.000 manifestants au total, contre 339.000 la semaine dernière et 806.000 il y a 12 jours.

Les principaux cortèges ont sans surprise défilé dans les plus grandes villes: ils étaient 20.000 à Marseille, 17.000 à Lyon et Toulouse, 14.000 à Nantes, 13.000 Bordeaux, 11.000 à Lille, 10.500 à Caen et Montpellier, 10.000 à Brest, Rennes et Rouen.

À Paris, la préfecture de police a comptabilisé 76.000 manifestants, soit le plus gros total puisqu'elle avait compté 65.000 personnes le 5 et 31.000 le 10. Un grand écart avec la CGT qui en a dénombré 350.000 soit environ deux fois plus que le 10 décembre (180.000) et 100.000 de plus que le 5 décembre (250.000).

Quant au cabinet indépendant Occurence, il a avancé le chiffe de 72.500, en hausse par rapport aux deux précédentes mobilisations. Le HuffPost 17 décembre 2019

Quelle répression policière en France (Macron) ?

- Place de la Nation, la police charge des pompiers - Le HuffPost 18 décembre 2019

Une fin de journée sous tension. Ce mardi 17 décembre, la manifestation parisienne contre la réforme des retraites promise par le gouvernement s'est achevée place de la Nation, dans le XIIe arrondissement. Mais alors que la dispersion devait avoir lieu à 18h, de nombreux opposants n'avaient pas l'intention de quitter les lieux.

Résultat: des tensions ont commencé à gronder entre forces de l'ordre et manifestants, poussant un groupe de pompiers à s'interposer entre les deux camps.

Arrivant les mains levées dans un signe pacifique universel, les soldats du feu ont déposé un drapeau bleu-blanc-rouge aux pieds d'un groupe de CRS qui cherchaient à faire reculer les manifestants. Une tentative d'empêcher la charge des forces de l'ordre qui s'est accompagnée d'appels au calme de la part des pompiers, certains expliquant aux policiers que tous étaient "dans le même camp".

Mais ayant apparemment l'ordre de ne pas laisser d'attroupement perdurer au milieu de la place de la Nation, les fonctionnaires de police ont mené plusieurs charges contre ceux qui se trouvaient face à eux, et donc notamment les pompiers.

Des pompiers présents dans les cortèges

D'après des journalistes présents sur place, ils ont également fait usage de grenades de désencerclement, dont l'une a atteint un soldat du feu.

Plusieurs charges policières notamment contre des pompiers qui tentaient de s'interposer, bras en l'air, l'un d'eux a été blessé par une grenade de desencerclement lancée dans le tas. Des journalistes chargés à coups de matraque. Le HuffPost 18 décembre 2019

Alignement du régime général sur le régime spécial des militaires !

- Macron rassure les militaires sur les retraites - AFP 20.12

Emmanuel Macron (...) a souligné de nouveau que les militaires touchaient une pension précisant ainsi qu'ils n'étaient pas concernés par la réforme envisagée.

Le Premier ministre Edouard Philippe a affirmé le 11 décembre que les militaires, comme les policiers ou les pompiers, allaient garder le bénéfice de dérogations d'âge sur le départ à la retraite, car ils sont " exposés à des fonctions dangereuses dans le cadre des missions régaliennes". AFP 20.12

Macron où la crise de légitimité permanente.

- Réforme des retraites: les Français subissent la grève mais la trouvent justifiée - LeFigaro.fr 19.12

L'instauration d'un système universel avec des règles communes de calcul des pensions ne recueille l'assentiment que d'une faible minorité.

Cette réforme et son point cardinal, l'instauration d'un système universel avec des règles communes de calcul des pensions, ne recueille l'assentiment que d'une faible minorité de Français (23 %).

Depuis le 5 décembre, près d'un Français sur deux (48 %) et une large majorité de Parisiens (78 %) ont subi les perturbations liées au mouvement de grève, selon notre sondage Odoxa-Dentsu Consulting réalisé pour Le Figaro et France Info. Pourtant, 66 % des Français continuent d'estimer que ce mouvement contre le projet de réforme des retraites est justifié. La raison de ce paradoxe: «Une majorité de Français ne fait pas confiance au gouvernement pour la mise en place d'un nouveau système, et l'âge pivot ou d'équilibre passe très mal, explique Céline Bracq, directrice générale de l'institut Odoxa. C'est surtout la jeune génération (née en 1975 ou après), concernée par la réforme qui trouve le mouvement justifié (78 %), tandis que leurs aînés ne sont que 57 % à le dire.» LeFigaro.fr 19.12

- Retraites: l'intersyndicale annonce une nouvelle journée d'action le 9 janvier - Le HuffPost LeFigaro.fr 19.12

Les briseurs de grève sont des assassins.

- Grève SNCF: les chauffeurs de cars Macron autorisés à conduire 12 heures par jour - Le HuffPost 18.12

Quand il ne vous restera plus que les os sur la peau.

- Au Japon, les seniors portent des exosquelettes pour travailler plus longtemps - Slate.fr 17 décembre 2019

Face à une baisse de la main-d'oeuvre et à des pensions insuffisantes, ces armatures permettent aux personnes âgées de rester sur le marché du travail.

L'exosquelette, sorte de robot accroché au corps qui accompagne et supplée les mouvements d'un individu, est la solution promue par le gouvernement pour faire travailler plus longtemps les 28% de 65 ans ou plus que compte la société japonaise. Plusieurs sociétés et industries proposent désormais cette technologie à leur main-d'oeuvre aux cheveux grisonnants.

«C'est un peu comme une seconde peau», indique Kenji Takemura, un manutentionnaire du port d'Osaka. À 59 ans, il continue à charger, décharger, se baisser et porter des cartons -jusqu'à 100 tonnes par jour. Il ne pourrait pas accomplir cette tâche fastidieuse sans son exosquelette sur le dos; grâce à lui, il se voit déjà travailler au-delà de 63 ans, l'âge légal de la retraite au Japon.

Sur tout l'archipel, la concurrence devient féroce entre les sociétés proposant cette technique. La plus célèbre, Cyberdyne, commercialise l'un des systèmes les plus avancés. Son exosquelette lit les signaux bioélectriques du cerveau vers les muscles, afin d'imiter le mouvement prévu, et réduit d'au moins 15 kilos la charge réelle supportée par le dos.

L'exosquelette, sorte de robot accroché au corps qui accompagne et supplée les mouvements d'un individu, est la solution promue par le gouvernement pour faire travailler plus longtemps les 28% de 65 ans ou plus que compte la société japonaise. Plusieurs sociétés et industries proposent désormais cette technologie à leur main-d'oeuvre aux cheveux grisonnants.

«C'est un peu comme une seconde peau», indique Kenji Takemura, un manutentionnaire du port d'Osaka. À 59 ans, il continue à charger, décharger, se baisser et porter des cartons -jusqu'à 100 tonnes par jour. Il ne pourrait pas accomplir cette tâche fastidieuse sans son exosquelette sur le dos; grâce à lui, il se voit déjà travailler au-delà de 63 ans, l'âge légal de la retraite au Japon.

Sur tout l'archipel, la concurrence devient féroce entre les sociétés proposant cette technique. La plus célèbre, Cyberdyne, commercialise l'un des systèmes les plus avancés. Son exosquelette lit les signaux bioélectriques du cerveau vers les muscles, afin d'imiter le mouvement prévu, et réduit d'au moins 15 kilos la charge réelle supportée par le dos.

À l'instar de l'Hexagone, le Premier ministre japonais envisage de réformer les retraites à travers un plan baptisé «Vers une ère où l'on vit 100 ans». En fixant l'âge légal à 70 ans, Shinzo Abe souhaite s'attaquer aux problèmes fiscaux causés par le vieillissement rapide de la population et la baisse conséquente de la natalité. Slate.fr 17 décembre 2019

Leur société, leur monde sont monstrueux.

En complément

- Yvan le Bolloch excédé sur la réforme des retraites: "Je veux pas crever au boulot" - Le HuffPost 18 décembre 2019

Remballez votre aumône, Macron dehors !

- Pas de coup de pouce au SMIC et revalorisation de 15 euros par mois au minimum légal - RT 19 décembre 2019

Le gouvernement a choisi de s'en tenir au strict minimum imposé par la loi pour fixer le montant du salaire minimum en 2020. Il n'augmentera que de 12 centimes par heure travaillée.

Le Smic qui désigne le montant minimal de la rémunération horaire est donc porté au 1er janvier à 10,15 euros contre 10,03 en 2019. Cela représente en moyenne 15 euros de plus par mois pour les 2,3 millions de personnes employées à ce salaire. Le Smic dit «mensuel» et désignant le salaire minimum pour une durée de travail hebdomadaire de 35 heures s'établira ainsi à 1 219 euros nets en 2020, ce qui représente selon la porte-parole du gouvernement «173 euros supplémentaires sur l'ensemble de l'année». RT 19 décembre 2019

La fabrication de l'urgence climatique au quotidien.

De la main invisible à la main verte.

- Les eurodéputés approuvent un accord sur la finance verte - Reuters 17.12

Les eurodéputés sont convenus lundi d'approuver un projet visant à fixer un ensemble de règles pour définir les produits financiers "verts" et "durables", un marché évalué à 180 milliards d'euros, cinq jours après que les Etats membres de l'Union européenne ont rejeté un accord en ce sens.

Le projet contraint les émetteurs de produits financiers à rendre publique la part exacte de leurs investissements compatibles avec les exigences écologiques pour obtenir l'étiquette de "vert et durable".

La Grande-Bretagne, la France, la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie et la Slovénie se sont opposées mercredi dernier à ce projet qui empêchera selon elles le nucléaire ou le charbon, énergies dont ces pays sont largement dépendants, d'obtenir le label convoité.

Cette possibilité n'était pas exclue aux termes de la nouvelle classification ("taxonomie") mise au point, mais il était très difficile pour ces secteurs de l'obtenir.

La nouvelle réglementation doit être approuvée mercredi par les diplomates de l'ensemble des Etats membres et transmise ensuite pour promulgation à la Commission européenne. Reuters 17.12

Variation climato-politique LREM-EELV-LFI

- Cédric Villani (LREM) accepte la "coalition pour le climat" à Paris proposée par David Belliard (EELV) Le HuffPost 19.12

Rappel - Municipales : La France insoumise se rallie à Éric Piolle (EELV) à Grenoble - L'Express.fr 30.10

Pour cause d'agenda électoral...

- La Convention citoyenne pour le climat prolongée jusqu'en avril - L'Express.fr 20 décembre 2019

La Convention citoyenne pour le climat, chargée de proposer des mesures contre le réchauffement climatique et qui devait initialement s'achever fin janvier, poursuivra finalement ses travaux jusqu'en avril, selon un nouveau calendrier annoncé jeudi.

Les prochaines sessions se tiendront du 10 au 12 janvier, du 7 au 9 février, du 6 au 8 mars et la dernière, quand seront annoncées les mesures et leur mode d'adoption proposé (loi, règlement, référendum...) les 3 et 4 avril, selon ce nouveau calendrier. L'Express.fr 20 décembre 2019

Fake news éhontée ou ils osent tout.

Quand des saisons ou des évènements saisonniers (mousson...) sont précoces, ils les montent en épingle ou spéculent dessus, mais quand c'est l'inverse qui se produit, ils n'en parlent pas puisque cela contredit leur théorie.

- Australie: 40,9°C mardi, journée la plus chaude jamais mesurée - AFP 18 décembre 2019

Mardi a été la journée la plus chaude en Australie depuis le début des relevés, avec une moyenne nationale des températures maximales mesurée à 40,9°C, a annoncé mercredi le bureau de météorologie.

Des records ont été relevés cette semaine dans l'Etat d'Australie occidentale, où les pompiers luttent contre des incendies qui ont dévasté des milliers d'hectares.

Les incendies sont courants à l'approche de l'été austral, mais ils sont apparus très tôt cette année et sont particulièrement virulents. Les chercheurs estiment que le réchauffement climatique contribue à créer des conditions encore plus propices aux feux. AFP 18 décembre 2019

Commentaires d'internautes :

1- "C'est du n'importe quoi, j'étais en Australie en Janvier 2011 et il faisait 43 degrés a l'ombre en plein milieu de tourner et 41 a minuit. Il faut arrêter de dire des conneries."

2- "C'est faux, la plus haute température en Australie a été enregistrée le 2 janvier 1960 à Oodnadatta avec 50.7°, soit 10° de plus"

LVOG - L'écart entre le 18 décembre et le 2 janvier est de deux semaines, on ne peut donc pas nous accuser de manipuler des données.

Je confirme. 53°C à Tomas Mitchell en 1845, 53°C à Cloncurry en 1889, 51,6°C à Euston en 1897, 51,7°C à Gerardton en 1896, la station de Marra dans le New South Wales a enregistré 130°F (54,4°C) le Janvier 21 1896, et c'était bien avant le formidable développement industriel du XXe siècle.

Partant de l'article du blog climato-realistes.fr intitulé : *Vague de chaleur en Australie: réchauffement global ou événement météorologique local ?* Voilà ce que j'ai trouvé.

In January 1896 (...) Newspaper reports showed that in Bourke the heat approached 120°F (48.9°C) on three days. joannenova.com.au/2012/11/extreme-heat-in-1896-panic-stricken-people-fled-the-outback-on-special-trains-as-hundreds-die/

Et si vous n'avez pas confiance dans ces données ou dans la personne qui vous les communique ici, donc l'auteur de ce portail, vous pouvez consulter à l'adresse suivante les archives du Western Mail du 17 janvier 1896 publié à Perth en Australie : trove.nla.gov.au/newspaper/article/33121679?zoomLevel=4

Eh oui, je me suis connecté à tous ces portails pour vérifier ces informations !

54,4°C le Janvier 21 1896, 49.8°C le 19 décembre 2019.

- Australie : les températures frôlent les 50°C, l'état d'urgence décrété - euronews 19 décembre 2019

Ce jeudi, le mercure a grimpé à 49.8°C à l'ouest du pays, des températures record pour un mois de décembre. En Nouvelle-Galle du Sud dont Sydney est la capitale, l'état d'urgence a été décrété pour la seconde fois depuis le début de la saison des incendies, en septembre. euronews 19 décembre 2019

- Des incendies plus précoces et plus violents qu'à l'accoutumés selon les scientifiques. euronews 19 décembre 2019

LVOG - Amen !

Et l'amalgame inévitable.

- Incendies et canicule en Australie: deux infographies pour comprendre - LeFigaro.fr 19 décembre 2019

En attendant "***l'arrivée du froid***", ils spéculent sur le réchauffement climatique.

- Une température de 6°C attendue dans la nuit à Moscou, du jamais vu depuis 133 ans - Reuters 18 décembre 2019

La température ne devrait pas descendre en dessous des 6°C dans la nuit de mercredi à jeudi à Moscou, du jamais vu depuis le

18 décembre 1886, a annoncé le centre national de météorologie.

La normale saisonnière à cette époque de l'année est inférieure de douze degrés, à -6,2°C.

Résultat de cette douceur inhabituelle, conséquence d'un front atmosphérique venu de l'Atlantique...

Au jardin botanique de l'Université d'Etat de Moscou, la flore est elle aussi surprise par ces températures printanières: perce-neige et rhododendrons sont déjà en fleur. "Ces fleurs ne survivront certainement pas à l'arrivée du froid. Il n'y aura pas de floraison au printemps", explique Anton Doubeniouk, jardinier en chef. Reuters18 décembre 2019

Parole d'internaute.

Suite à des articles parus dans le blog Les Crises.fr favorable à la théorie du réchauffement anthropique)

(Climat. La NOAA publie son rapport 2019 sur l'Arctique par Johan Lorck - Les Crises 17décembre 2019)

(Climat. Niveau record pour les émissions de CO2 d'origine fossile par Johan Lorck - Les Crises 13 décembre 2019)

1- La NOAA a très mauvaise réputation chez les statisticiens.

'Hidden' NOAA temperature data reveals that 6 of the last 9 months were below normal in the USA – and NOAA can't even get June right

Anthony Watts / July 30, 2019

A review of state-of-the-art climate data tells a different story than what NOAA tells the public.

While media outlets scream "hottest ever" for the world in June and July (it's summer) and opportunistic climate crusaders use those headlines to push the idea of a "climate crisis" the reality is for USA is that so far most of 2019 has been below normal, temperature-wise.

Little known data from the state of the art U.S. Climate Reference Network (which never seems to make it into NOAA's monthly "state of the climate" reports) show that for the past nine months, six of them were below normal, shown in bold below.

https://wattsupwiththat.com/2019/07/30/hidden-noaa-temperature-data-reveals-that-6-of-the-last-9-months-were-below-normal-in-the-usa-and-noaa-cant-even-get-june-right/

2- Les données de température « cachées » de la NOAA révèlent que 6 des 9 derniers mois étaient inférieurs à la normale aux États-Unis – et la NOAA n'arrive même pas à faire le bon mois de juin

Anthony Watts / 30 juillet 2019

Un examen des données climatiques de pointe raconte une histoire différente de celle que la NOAA raconte au public.

Alors que les médias crient « plus chaud que jamais » pour le monde en juin et juillet (c'est l'été) et que les adeptes opportunistes de la croisade climatique utilisent ces manchettes pour promouvoir l'idée d'une « crise climatique » la réalité pour les États-Unis est que, jusqu'à présent, la majeure partie de 2019 a été inférieure à la normale, du point de vue de la température.

Peu de données connues provenant du Climate Reference Network des É.-U. (qui ne semble jamais figurer dans les rapports mensuels de la NOAA sur l'état du climat) montrent qu'au cours des neuf derniers mois, six d'entre elles étaient en dessous de la normale, en caractères gras ci-dessous.

3- Qu'est ce qui vous fait croire que "les scientifiques" forment un ensemble cohérent et robuste sur les questions du climat? Il n'y a pas d'un côté les scientifiques, et d'un autre côté les autres. Il existe des scientifiques qui sont loin d'être d'accord avec la façon dont on présente les choses et qui n'accordent pas foi à toutes les conclusions du GIEC. Les fameux "97% de consensus" n'ont pas de sens.

4- Vous n'êtes pas sans savoir que le recul des glaciers en Europe a commencé il y a plus de 12 000 ans, avec la fin de la glaciation de Würm. L'activité industrielle du paléolithique final et du mésolithique est-elle un facteur du recul des glaciers ?

Depuis, il a fallu des périodes exceptionnellement froides pour que ces glaciers progressent à nouveau (vers 1600, moment du « petit âge glaciaire », ou en 1973) : comme s'ils n'avaient pas encore atteint leur point d'équilibre.

D'autre part, il faut distinguer trois types de glaces au moins : les glaciers de montagne, les inlandsis, et la banquise qui est un indicateur de court terme.

5- "En ce moment, – 18°C à Fairbanks (Alaska), mais les températures vont baisser fortement les prochains jours.

La tiédeur se maintient à Moscou (2°C), mais il fait – 21°C à Norilsk, – 35° C à Iakoutsk, – 46°C à Verkhoïansk."

Cela fait des mois qu'on vous dit qu'il y a une différence entre météo et climat. Soit vous avez un problème de compréhension soit … vous avez un problème de compréhension."

Réponse d'un internaute :

6- "Mais j'ai parfaitement compris votre catéchisme. Je le résume :

Il fait froid ? C'est la météo.

Il fait chaud ? C'est le climat.

Quant à la distinction climat/météo, je n'ai pas attendu vos commentaires pour l'apprendre, pour la définir, et pour l'enseigner.

Le même internaute :

7- "Étonnante, la promotion du commentaire d'Alligator en date du 17.12.2019 à 11h45.

En fin de soirée, il est passé de +1 à +8, puis à + 45, le tout à une vitesse record.

Ce doit être ça, le réchauffement (des commentaires dans la ligne du blog).

Et vous croyez que les lecteurs sont dupes ?"

8- "Je me fais des idées ou "Les Crises" nous fait maintenant régulièrement de la pub réchauffiste? Il n'y a pas d'articles de scientifiques sceptiques? Ah on me dit dans l'oreillette que dans ce cas on dit simplement "complotistes"."

9- "Quand la science dévoyée devient une croyance au service de la mondialisation, alors on croit ou on ne croit pas au réchauffement climatique d'où des discussions sans fin."

10- "Qu'il y ait globalement et sur le long terme un (léger) réchauffement du climat n'est pas contestable. Qu'il y ait accélération n'est en rien démontré scientifiquement. Que ce soit du au CO2 (gaz indispensable à la vie) est très improbable puisque le taux de CO2 dans l'atmosphère est très faible et que le taux de CO2 dit anthropique estlui même très faible par rapport à ce taux total. Les autres gaz mais surtout la vapeur d'eau ont un impact immensément plus important dans l'effet dit de serre. Que l'augmentation de t° ait des effets apocalyptiques est un arguments de prophètes mais en rien une affirmation fondée scientifiquement.

PS: Le Giec est constitué uniquement de délégués des gouvernements rares y sont les scientifiques et encore plus les climatologues.

Il faut en finir avec l'hystérie climatique et plus généralement l'idéologie obscurantiste de l'environnementalisme qui constitue la religion des écologistes et des lobbies tels GreenPeace, WWF et autres inter-environnement."

"Toujours le même cirque. Je m'abstiendrai de commenter ce texte de propagande (mon dernier commentaire contenant ce terme a disparu). Je dirai simplement que, par simple exercice d'esprit critique, je discute toute prétention à la prévision climatique, qui n'est pas de la science, puisqu'on n'a pas le recul pour vérifier nos théories… Je fais la même chose sur des sites qui prétendent que c'est un refroidissement catastrophique qui nous attend. Il y a toutefois une différence entre eux et ici : là-bas, mes commentaires ne sont jamais censurés, même si de temps en temps on m'attaque avec virulence, voire on essaye de me faire taire (c'est arrivé une seule fois). Ici, on peut certes lire des commentaires critiques ou sceptiques (heureusement…), mais mon expérience est qu'ils disparaissent en masse… Simple constat qui mène à en déduire qu'ici, il est plus difficile de contester une idéologie qui couvre la pratique pseudo-scientifique que constitue la climatomancie."

11- "Vu l'ambiance détestable de cette pseudo-discussion, et la manipulation évidente des « likes » par les maîtres du jeu, je

préfère arrêter ici et maintenant mes commentaires sur ce blog, qui n'est plus celui que j'ai découvert en 2014. Je souhaite seulement que ce dernier message ne soit pas effacé."

12- "va falloir se réveiller un peu et arrêter de valider ces thèses qui s'avèrent totalement fausses. Le Giec n'est absolument pas impartial, leurs intérêts dépassent la vérité. Sans réchauffement, ou "preuve" du réchauffement le Giec n'a aucune raison d'être. Renseignez vous sur les Taux de Co2 à l'époque du jurassique et de son impact positif sur la planète et le développement de la faune et de la flore. Nous sommes dans une propagande climatique mensongère qui obéit à un agenda qu'il faut à tout prix respecter. Regarder comme ils sont en panique depuis les 3 jours de canicule (oui l'été il peut faire un peu chaud) de cet été et comme les médias font dans le catastrophisme permanent. Allez sur le Figaro, en deux jours, ils publient "une bombe climatique au fond du pacifique" et un autre article expliquant que la hausse du CO2 pourrait provoquer la disparition des nuages et donc du monde.." Honnêtement je sais pas ce qu'il faut de plus pour convaincre les réchauffistes. Quotidiennement les médias mainstream font dans la "peur du réchauffement" comme ci l'homme pouvait influer sur le climat, machinerie vieille de milliards d'années, dont on ne connait presque rien finalement. On se fout de nous sur toute la ligne. Capitalisme vert oblige. Nous vivons une période de réchauffement comme la planète en a déjà connu. l'humanité ne pourra rien y changer."

13- "Ce sont les mêmes lobbies : ceux du charbon, du gaz et du pétrole prônent tous pour du solaire et de l'éolien, car ces derniers ne sont pas pilotables (ne peuvent suffire à eux seul pour approvisionner toutes la demande d'énergie électrique).

De plus si vous observer les implantations du parc éolien en France, le principal fournisseur d'éolien est General Electric; le même que le gouvernement précédent (dont l'un des principal promoteur est à la tête de l'état) à permis de racheter la branche "énergie" d'Alstom (et l'autre promoteur, celui qui a construit le dossier pour la vente d'Alstom, est à la tête d'Alstom France).

Ne changeons pas une équipe qui gagne…"

14- "C'est une arnaque qui permet de dévaliser le contribuable.

L'électricité non pilotable à une valeur ridicule par rapport à celle qui l'est, et forcer le rachat au prix fort d'électricité quand on est prêt à payer pour s'en débarrasser c'est stupide.

On engraisse des actionnaires qui font faire des éoliennes qui n'ont aucun sens d'un point de vue économique et écologique, mais très rentables grâce aux subventions…

Pour ce qui est de "l'abondance", déjà si on engraissait pas une classe dirigeante boulimique ça aiderait, si on rationalisait le transport (rail et transport en commun gratuit partout), si on mettait en avant le droit à réparer, bref si on commençait à planifier une société fonctionnant intelligemment plutôt que de laisser l'avidité des plus nantis et la force aveugle du marché décider de la marche à suivre."

15- "En Chine, pour aller de Yichang à Wanzhou, au lieu de mettre 22h de train, on en met désormais 5. On a dû faire, sur 380 kms,159 tunnels et 253 ponts. Il a fallu 50 000 ouvriers, mais pas seulement; il a fallu aussi du béton, de l'acier, des équipemements et beaucoup d'énergie. Une des lignes les plus difficiles du monde! Mais les habitants des montagnes Wuling disent:"il nous fallait une journée de bus et 100yuans pour aller à Yichang, maintenant on y est en 2h à 30yuans". Voilà ce qu'est du vrai développement, avec CO2, oui…Des projets que l'on ignore depuis des décennies et dont, bobos arrivés, on se croit libre. En revanche on nous propose quand même, soudain, des tonnes de béton et d'acier pour empiler éoliennes et panneaux solaires à l'empreinte environnementale monstrueuse.

Pourquoi? La réponse de Engdahl est simple: suivez la piste de l'argent

(https://journal-neo.org/2019/09/25/climate-and-the-money-trail/). Seule façon de comprendre l'incestueuse et repoussante collusion entre les capitalistes les plus éhontés et les vertus vertes de la "lutte pour le climat"."

16- "Ah et bravo à l'auteur, au "Global Carbon Project" et autres statisticiens pour soigneusement passer sous silence la production de CO2 des guerres américaines. 1.2Btonnes pour le Pentagone à lui tout seul (6 fois le Royaume Uni) et autant pour la guerre en Afghanistan/Irak. Y'a pourtant difficilement plus environnement compatibles que les Talibans!

https://theintercept.com/2019/09/15/climate-change-us-military-war/"

17- "Il faut arrêter avec les discours apocalyptiques…

Le CO2 n'est et n'a JAMAIS, JAMAIS été un polluant.

C'est un gaz essentiel au développement de la flore.

Quant au principal gaz à effet de serre, ce n'est même pas le CO2 c'est la vapeur d'eau !

Les campagnes médiatiques, dont le dernier "plan com" en date nous a été servi avec les peurs d'une jeune adolescente aux accents hystériques, ne servent qu'à mieux nous "vendre" des taxes et n'ont pour dessein que d'entretenir un mythe transnational planétaire, terreau favorable à la disparition des états au profit d'un gouvernement mondial."

La balkanisation et le pillage des richesses de l'Afrique en sont la cause.

LVOG - Pourquoi des peuples entiers sont-ils condamnés à subir impuissants les aléas du climat qui leur rendent l'existence plus qu'insupportable au quotidien ? Pourquoi devraient-ils continuer à vivre dans des endroits pareils ? Comment une telle barbarie peut-elle exister au XXIe siècle ?

Cette situation n'est pas nouvelle, elle est connue depuis fort longtemps.

Personne n'ignore qu'il existe des endroits sur Terre où les conditions sont quasiment invivables pour l'homme du fait de l'aridité du climat, de la chaleur ou du froid extrême qui y règne, de l'absence d'eau en quantité suffisante. Des peuples s'y établirent à une époque où les conditions climatiques étaient meilleures ou plus clémentes, leur sédentarisation dans ces régions était compatible avec leur niveau de développement économique et démographique, alors que ce n'est plus le cas depuis des années ou de nombreuses décennies, parfois davantage.

Pire, ils n'ont plus comme autrefois la possibilité de se déplacer ou de migrer librement vers des terres bien irriguées au climat plus clément. Ils sont dorénavant contraints de demeurer sur place dans des espaces de plus en plus étroits ou limités, où leur survie est gravement menacée du fait de frontières infranchissables tant administratives ou intérieures qu'internationales imposées par les ex-colonisateurs.

Ainsi ils sont davantage otages de leur intégration forcée à la mondialisation et de ses maîtres, que du climat qui sert cyniquement de bouc émissaire à ceux qui finalement sont responsables de leur situation dramatique, et qui à défaut de remettre en cause leur système économique préfèrent les laisser crever ou élever des murs pour contenir leur exode.

Attention, ce qui est décrit ci-dessous est littéralement cauchemardesque.

- Afrique du Sud : Adelaïde, la ville où il n'a pas plu depuis cinq ans - francetvinfo.fr 19.12

Dans la province du Cap-Oriental, dans le sud-est de l'Afrique du Sud, il n'a pas plus depuis cinq ou six ans. Au moins. Mais d'une manière générale, c'est l'Afrique australe toute entière, où les températures augmentent deux fois plus vite que sur le reste du globe, qui connaît sa pire sécheresse depuis 35 ans, selon l'ONU.

A Adelaide, où le taux de chômage avoisine les 70%, le prix de la sécheresse, conjugué à celui de la crise économique qui sévit dans le pays, est déjà énorme.

L'incompétence des autorités

Les autorités assurent ravitailler un jour sur deux les quartiers de la ville, via un réservoir raccordé à un pipeline bien trop étroit qui remonte jusqu'à la Fish River, à une cinquantaine de kilomètres de là. Mais la réalité est tout autre... Le réseau de canalisations est en "mauvais état", reconnaît Bornboy Ndyebi, adjoint au maire d'Adelaide. Et les camions-citernes sont en panne, concède Thandekile Mnyimba, à la tête de la municipalité du district d'Amathole qui gère Adelaide.

De son côté, l'opposition accuse la ville, aux mains du Congrès national africain (ANC) qui dirige le pays, de ne pas avoir anticipé cette situation dramatique. "Les autorités locales se sont réveillées quand le niveau de l'eau dans le barrage était de 4%", affirme Ernie Lombard, conseiller municipal de l'Alliance démocratique (DA).

Le président Ramaphosa, qui a succédé en 2018 à Jacob Zuma, empêtré dans des scandales de corruption, le concède: "La mauvaise gestion des ressources en eau et la corruption ne sont pas pour rien dans la situation actuelle. En clair, les effets de la sécheresse ont encore été aggravés par l'incompétence des autorités. "Sans mesure drastique", l'accès à l'eau deviendra "le défi économique le plus important" de l'Afrique du Sud, a prévenu le chef de l'Etat. Un défi qui ne semble pas prêt d'être relevé... francetvinfo.fr 19.12

La Zambie privée d'électricité en raison de la sécheresse qui frappe toute l'Afrique Australe - Franceinfo 20.12

La Zambie est victime depuis plusieurs semaines des pires coupures d'électricité de son histoire, causées par la sécheresse qui vide les barrages. Récurrente depuis plusieurs saisons dans toute l'Afrique australe, la sécheresse a fait plonger les réserves d'eau du barrage hydroélectrique de Kariba (sud), la principale source d'énergie du pays.

Selon le ministre de l'Energie, Matthew Nkhuwa, ses turbines ne tournent plus qu'à 10% de leur capacité. Le pays peut également s'appuyer sur une centrale solaire de 54 MW et une centrale à biomasse de 43 MW, mais l'essentiel de l'électricité est importé du grand voisin sud-africain.

Ces pénuries d'électricité ralentissent sérieusement l'activité économique et gênent la vie quotidienne des habitants.

Dans certains quartiers de la capitale zambienne Lusaka, ces délestages peuvent durer jusqu'à dix-neuf heures par jour, ce qui pénalise bon nombre de petits commerces et d'entreprises. Les coupures d'électricité nourrissent la colère de la population. Ces deux dernières semaines, des manifestants ont caillassé des installations de la compagnie de distribution.

L'Afrique australe particulièrement affectée par le réchauffement climatique

90% de l'énergie de la Zambie est importée d'Afrique du Sud, elle aussi confrontée à une terrible sécheresse. Le géant public sud-africain de l'électricité Eskom, qui fournit à la Zambie son courant, a été contraint la semaine dernière à des délestages massifs.

Il n'y a plus d'électricité, même en Afrique du Sud d'où nous importons plusieurs centaines de MGW. S'il ne pleut pas, la situation sera terrible, Matthew Nkuwa ministre zambien de l'Energie à l'AFP.

Depuis plusieurs années, les météorologues constatent une saison des pluies plus tardive et plus courte dans la région. Un phénomène qui pourrait encore s'aggraver dans les prochaines décennies.

L'Afrique australe est particulièrement affectée par le réchauffement climatique. Les températures augmentent deux fois plus rapidement dans cette région que dans le reste du monde. On prévoit que les températures y augmenteront de cinq degrés ou plus, en particulier en Namibie, au Botswana et en Zambie, zones qui sont déjà particulièrement chaudes. Manque d'eau, crise agricole et pénurie d'électricité : un avant-goût de ce que pourrait être le changement climatique. Franceinfo 20.12

Dérèglementation financière d'un côté, règlementation de la consommation de l'autre.

- Antigaspillage: l'Assemblée vote la création de nouvelles filières pollueur-payeur - AFP 19 décembre 2019

L'Assemblée nationale a voté mercredi soir la création de nouvelles filières pollueur-payeur, notamment dans les secteurs du bâtiment et du tabac, l'une des mesures clés du projet de loi antigaspillage.

Le principe de ces filières REP ("à responsabilité élargie du producteur") est d'exiger des professionnels de contribuer financièrement à la gestion et au recyclage des déchets liés à leurs produits.

Autre filière REP, celle sur le tabac pour financer la récupération des mégots dès 2021, notamment sur les plages. "Les industriels du tabac sont d'accord. En tout cas, ils ont compris qu'ils n'avaient pas le choix", a souligné la secrétaire d'Etat Brune Poirson.

Ou encore celles sur les jouets, les articles de sports et de loisirs, de bricolage et de jardinage en 2022, et pour les lingettes pré-imbibées pour usages corporels et domestiques, à compter de 2024.

Les députés ont voté cet article 8 du projet de loi à l'unanimité. AFP 19 décembre 2019

AFP 20 décembre 2019 - L'Assemblée a aussi voté l'interdiction de la destruction des invendus non alimentaires, comme les produits d'hygiène et le textile, qui devront être donnés ou recyclés à partir de 2022. (De toutes manières, ceux qui en profiteront sont insolvables ! - LVOG)

Toujours dans cette "écologie du quotidien" que plébiscitent les "marcheurs", le projet de loi veut interdire le plastique à usage unique dans les fast-foods pour les repas servis sur place. Place aux contenants et couverts réemployables, au plus tard en 2023, et finis aussi les jouets en plastique gratuits dans les menus enfants. (Les multinationales du fast-food vont faire des économies. - LVOG)

Dans la même logique, l'impression des tickets de caisse pour les petites sommes est appelée à disparaître, sauf demande expresse du client.

Contre l'obsolescence programmée, notamment dans l'électronique, le projet de loi crée en outre un "indice de réparabilité" qui précisera si un produit est aisé à réparer, et veut faciliter l'accès aux pièces détachées. (Laissé à l'appréciation des fabricants, une blague ! - LVOG)

Enfin, le texte ouvre la voie pour certains antibiotiques à la délivrance de médicaments à l'unité, un engagement de campagne d'Emmanuel Macron. (Comme cela vous serez obligé de repasser par un médecin pour obtenir à nouveaux des antibiotiques. Donc on voit vient ici que cette mesure n'est pas dictée par le besoin de faire faire des économie à la Sécurité sociale. - LVOG) AFP 20 décembre 2019

Commentaire d'un internaute :

- "Encore des taxes, toujours des taxes, qui ne résolvent évidemment aucun problème. Tout cela ne fera qu'augmenter les décharges sauvages et les taxes de nettoyage, et les prix qui évidemment incluront ces taxes. On voit bien que le but de ces politiques idiots n'est pas la pollution. (...) Rémunérer le recyclage et là tout changera! On paye déjà 1 taxe eco sur 70% des produits; et elle sert à quoi cette taxe (Chirac)? Personne ne sait où elle va!

On sait par expérience, que lorsqu'ils font appel aux « droits de l'homme », ce n'est jamais pour une bonne cause ou c'est parce qu'ils n'ont pas la conscience tranquille.

- Réchauffement climatique : l'ordre de la Cour suprême néerlandaise - euronews 20 décembre 2019

Un procès historique aux Pays-Bas, et une confirmation, celle de la Cour Suprême qui ordonne au gouvernement du pays de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 25% d'ici 2020.

Kees Streefkerk, Président de la Cour Suprême : "Cette obligation est fondée sur les articles 2 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. Ces articles impliquent une obligation positive pour l'État néerlandais de prendre des mesures raisonnables et appropriées pour protéger les résidents des Pays-Bas contre le risque sérieux d'un changement climatique qui menacerait la vie et le bien-être de nombreuses personnes aux Pays-Bas." euronews 20 décembre 2019

LVOG - La Cour Suprême néerlandaise a retenu l'interprétation la plus restrictive en matière de liberté collective contenue dans l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Voici cet article.

L'article n°8 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)

« Droit au respect de la vie privée et familiale

1- Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2- Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »

LVOG - Ainsi il est laissé à la discrétion de l'autorité suprême d'un Etat de décréter ce qui "*est nécessaire à la sécurité nationale*", d'en user et abuser à sa guise.

L'urgence est plutôt de débrancher les imposteurs aux commandes

- La Suisse débranche la centrale nucléaire de Mühleberg - Reuters 20 décembre 2019

La Suisse a fermé définitivement vendredi la centrale nucléaire de Mühleberg, en service depuis 47 ans, première étape d'un processus de sortie du nucléaire décidé en 2011 après la catastrophe de Fukushima, au Japon.

D'une capacité de 373 megawatts, la centrale ouverte en 1972 à l'ouest de Berne a été débranchée à 12h30 (11h30 GMT).

La décision de démanteler les cinq centrales nucléaires suisses a été confirmée par votation populaire en 2017. Le gouvernement s'est engagé parallèlement à développer les subventions pour les énergies renouvelables.

En 2017, le nucléaire représentait un tiers de la production d'électricité en Suisse, contre 60% pour l'hydroélectricité et 5% pour les renouvelables.

Aucune date n'a encore été fixée pour la fermeture des quatre autres réacteurs nucléaires de la Confédération, même si le prochain sur la liste devrait être celui de Beznau, près de la frontière allemande, inaugurée en 1969.

Le groupe énergétique BKW, contrôlé par l'Etat, a pris la décision de fermer la centrale de Mühleberg en octobre 2013, estimant que les programmes d'investissement à long terme sur le site n'étaient plus viables.

Le démantèlement des installations commencera en janvier et doit s'étaler sur une période de quinze ans pour un coût global de 3 milliards de francs suisses (2,75 milliards d'euros). Reuters 20 décembre 2019

INFOS EN BREF

ECONOMIE

États-Unis

1- La Fed préparerait l'effondrement du dollar pour le Nouvel an - sputniknews.com 18.12

Mi-janvier, le cours du dollar pourrait chuter significativement: en l'espace d'un mois, la Réserve fédérale des États-Unis (Fed) prévoit d'injecter près de 500 milliards de dollars dans l'économie américaine.

Les analystes estiment que l'intervention de la Fed dans le système financier du pays a atteint une ampleur «épique» à cause du risque grandissant d'une crise comparable à celle de 2008 dans le secteur bancaire.

Pénurie d'argent?

Après l'été, les États-Unis se sont soudainement retrouvés confrontés à une crise de liquidités: le 16 septembre, la demande de prêts à court terme de la Fed par les banques a soudainement doublé pour passer de 27 à 53,2 milliards de dollars, ce qui a entraîné une hausse des taux d'intérêt de 2,29% à 4,75%. Le lendemain, les banques ont déposé des requêtes de prêt pour plus de 80 milliards de dollars et les taux d'intérêt à court terme se sont envolés jusqu'à 10%.

En lui-même, le taux d'intérêt des fonds fédéraux (avec lequel les banques accordent des prêts à court terme à d'autres banques à partir des réserves excédentaires) a dépassé pour la première fois l'intervalle-cible de la Fed (2,3%) pour atteindre 2,35%.

Le dollar ne valait pas aussi cher sur le marché interbancaire ni en pleine crise de 2008 ni quand la bulle internet spéculative a éclaté en 2002.

Afin de sauver le marché financier d'une paralysie, pour la première fois depuis la crise financière mondiale, la Federal Reserve Bank of New York a entamé le rachat d'actifs aux banques (obligations américaines, obligations des agences fédérales et des engagements hypothécaires) pour assurer un afflux d'argent liquide dans l'économie. En seulement deux jours (les 18 et 19 septembre), les autorités financières ont ainsi injecté sur le marché 128 milliards de dollars.

En octobre, le patron de la Fed Jerome Powell a déclaré que le régulateur augmenterait ses achats d'actifs à court terme, le qualifiant de «mesures techniques» nécessaires pour améliorer le système financier. Depuis le 15 octobre, la Fed rachète 60 milliards de dollars par mois sur le marché les obligations du Trésor à court terme (sur un an).

En fait, la Fed a lancé un nouveau programme d'assouplissement quantitatif, comme le confirment les plans du régulateur d'injecter sur le marché interbancaire un volume record de liquidité d'ici fin décembre. Selon le document publié par la Federal Reserve Bank of New York, entre le 16 décembre et le 14 janvier auront lieu neuf opérations de rachat Repo (la première pour 50 milliards de dollars, et les autres pour 35 milliards de dollars).

De cette manière, la Fed injectera dans le système financier du pays près de 500 milliards de dollars en un mois.

«L'augmentation significative des injections monétaires sur le marché interbancaire est nécessaire pour éviter un bond des taux d'intérêt des prêts à court terme en fin d'année», a expliqué Jerome Powell.

Les réserves diminuent

Les analystes ont conclu que la crise de septembre sur le marché du financement court terme avait notamment été provoquée par la réticence des quatre plus grandes banques à accorder des prêts. Ces derniers mois, les actifs des créanciers primaires se sont concentrés sur les obligations du Trésor, ce qui a limité leur capacité à garantir le financement à court terme sur les marchés Repo, constate une étude de la Banque des règlements internationaux (BRI).

Le rapport n'indique pas quelles banques ont secoué le marché, mais, selon l'a déclaré au Financial Times un gestionnaire de portefeuille, il s'agit des principaux animateurs du marché, y compris JP Morgan.

Les fonds alternatifs ont également apporté leur contribution en augmentant la demande en financement garanti: ils utilisent de plus en plus souvent des contrats Repo pour les transactions d'arbitrage, indiquent les analystes de la BRI.

La crise a également des causes plus profondes, et notamment la réduction continue des réserves bancaires ces cinq dernières années, qui s'est particulièrement accélérée après l'adoption en août de la loi sur la prolongation du délai pour atteindre le plafond de la dette publique.

Entre le 14 août et le 17 septembre, le Trésor a dépensé plus de 120 milliards de dollars de réserves, en réduisant les réserves d'argent des plus grandes banques et donc leur capacité à placer des fonds sur le marché du financement court terme.

La situation est aggravée par le déficit budgétaire de 1.000 milliards de dollars, qui est couvert en grande partie grâce à la vente d'obligations publiques - mais la demande diminue.

Selon les chiffres officiels, la dette publique des États-Unis s'élève à 22.500 milliards de dollars (106% du PIB). Doutant de la solvabilité de Washington, les plus grands créanciers vendent progressivement ces «instruments les plus sûrs et les plus liquides du monde» que sont les obligations du Trésor.

Selon les fonds d'investissement, dans ces conditions la crise sur le marché du financement court terme ne fera que s'aggraver, et très prochainement Jerome Powell annoncera officiellement un nouveau cycle d'assouplissement quantitatif.

Même si le patron de la Fed affirme que la situation sur le marché du financement court terme n'affectera pas toute l'économie, les économistes en doutent. Si ce segment est effectivement «cassé», comme en témoigne la dépendance du secteur bancaire des injections quotidiennes de liquidités, il est fort probable que la crise s'étendra sur tous les marchés.

Mais les actions du régulateur risquent également d'entraîner de sérieuses conséquences. Un afflux d'argent non garanti accélérera l'inflation et provoquera un affaiblissement global du dollar.

Sachant que la monnaie américaine pourrait être confrontée à une chute brutale dès janvier: la hausse du solde de la Fed de 10% (jusqu'à un record de 4.500 milliards de dollars) en seulement un mois exercera une immense pression sur le cours monétaire.

Goldman Sachs pense que la Fed ne pourra pas renoncer aux injections monétaires dans l'économie.

«Le marché a besoin constamment de dollars à cause des placements gigantesques d'obligations publiques afin de couvrir le déficit budgétaire», constate la banque. Par conséquent, la monnaie américaine continuera de perdre de la valeur. sputniknews. com 18.12

LVOG - Si ce genre d'articles doit toujours être pris au conditionnel, la qualité des acteurs cités ici nous a conduit à y prêter attention ou vaut pour information.

2- Scandale du fonds malaisien 1MDB : Goldman Sachs va payer près de 2 milliards de dollars d'amende - RT 19 décembre 2019

La banque américaine, qui avait aidé le fonds souverain malaisien à lever 6,5 milliards de dollars en 2012 et 2013 et perçu, au passage, quelque 600 millions de commissions, est accusée d'avoir prêté son concours à un gigantesque scandale de corruption et de détournement de fonds.

Kuala Lumpur cherche à récupérer des milliards de dollars détournés du fonds 1MDB. Lancé en 2009, ce fonds devait, à l'origine, servir au développement économique de la Malaisie. Problème : l'argent siphonné aurait bénéficié, en réalité, à l'ancien Premier ministre malaisien Najib Razak et ses proches pour financer des dépenses somptuaires. RT 19 décembre 2019

Haut de page

Le 29 décembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

Je vous souhaite tout le meilleur pour la suite et portez-vous bien.

Ce sera la dernière causerie de l'année.

On a l'habitude de dire : Un peu plus tôt ou un peu plus tard... en ignorant superbement qu'il arrive parfois que cela soit trop tard ! Et c'est ce qui nous pend au nez malheureusement.

Autrefois on s'était goinfré de formules toutes faites de ce genre, qu'on a sorties à tort et à travers en croyant avoir tout dit, alors qu'en réalité on n'avait pas compris grand chose à la situation. D'un côté la conscience d'une partie des masses a tendance à mûrir lentement, mais simultanément l'hégémonie que la réaction exerce sur elles se renforce grâce aux nombreux instruments idéologiques qu'elle a développés pour les maintenir dans un état d'extrême confusion. Dans ces conditions, rien ne permet d'affirmer qu'on pourrait entrevoir une issue politique à court terme.

Je crois qu'à ce stade il est inutile d'en dire davantage sous peine de tomber dans des spéculations oiseuses ou de formuler des théories foireuses. On connaît les principaux ou les plus puissants facteurs qui influencent l'orientation de l'économie et de la politique mondiale. On continue d'ignorer ceux qui ne seraient pas conformes au dogme. On sait ce qui nous fait le plus cruellement défaut, un parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom. Si on croit qu'on va arriver à le construire en se vautrant dans le populisme, on n'est pas près d'y arriver. Bref, nous sommes toujours aussi mal barrés !

- 63 pages au format pdf

Depuis une semaine je participe modestement au blog des scientifiques qui se définissent climato-réalistes. Je leur transmets la partie de la causerie consacrée au climat qu'ils publient. Je me suis dit que c'était dommage que mon travail ne profite qu'à mes lecteurs. En réalité, je les ai autorisés à reproduire ce qu'ils estimaient intéressants dans ces infos, et éventuellement à effacer mes commentaires. Au regard de la polémique qu'a soulevé mon document, cette expérience pourrait s'avérer de courte durée.

Par ailleurs, ce blog publie les commentaires que je lui envoie.

Contrairement à ce qui se passe avec la plupart des blogs, ses auteurs qui sont des scientifiques ou des intellectuels ne censurent pas les commentaires qui contiennent des idées qu'ils ne partagent pas, y compris politiques ou traitant de l'économie, ce qui est tout à leur honneur.

Qu'est-ce qui m'a conduit à les faire profiter de mon travail ? Voilà ce que je leur ai envoyé en guise de motivation.

- Si je m'intéresse à cette question du climat, ce n'est pas parce que ce serait à la mode ou parce que j'aurais une fibre écologique, je n'en ai pas besoin pour respecter la nature, c'est parce que cette supercherie est destinée à servir de caution au Green New Deal qui a été chiffré par plusieurs institutions ou acteurs entre 100.000 et 250.000 milliards de dollars, à défaut de pouvoir se lancer dans une Troisième Guerre mondiale qui les emporterait aussi, il est uniquement estimé à accroître leur fortune et leur pouvoir déjà exorbitants, accessoirement pour soulager le capitalisme en crise, je dis accessoirement puisqu'ils sont propriétaires de la planche à billets, à ceci près qu'elle ne produit pas de plus-value, contrairement à la production industrielle qui demeure l'unique source de richesse.

Bref, donc cette question s'inscrit dans le combat politique que je mène contre le capitalisme, en cela je ne suis pas les imbéciles d'anticapitalistes autoproclamés d'extrême gauche qui ont tous adopté la rhétorique de l'urgence climatique, et je pèse mes mots. Pour eux, je suis un parasite, un paria, ce dont je me moque éperdument. Ils passent leur temps à proclamer que la vérité est révolutionnaire, et quand ils ont une occasion de la mettre en avant, ils s'assoient dessus ! Quelle époque !

J'ajoute un mot.

Le traitement que l'oligarchie financière a réservé à ce facteur à l'échelle mondiale, qu'elle a intégré dans sa stratégie, mérite toute notre attention. On aura compris qu'il s'inscrit dans la perspective de nous imposer un modèle de société totalitaire. Dès lors tous les moyens à notre disposition pour en freiner la mise en oeuvre doivent être utilisés, quitte à faire quelques compromis qui ne remettent en rien en cause notre engagement politique, bien au contraire.

Dans cette causerie vous pourrez le vérifier si besoin était, avec le traitement que nous avons réservé au premier cercle de

l'oligarchie financière.

Je suis évidemment à la disposition des lecteurs pour répondre à toutes les questions qu'ils se poseraient.

Peut-on prétendre lutter sérieusement contre le capitalisme sans combattre le Green New Deal destiné à le sauver ?

On pourrait nous rétorquer que tout facteur comporte une contradiction et que là en l'occurrence le Green New Deal va s'avérer être un formidable accélérateur de la crise du capitalisme... On pourrait tout aussi bien lui trouver des avantages dans le domaine de la recherche ou technologique. Effectivement, mais s'en féliciter et laisser faire serait faire preuve de légèreté ou d'inconscience au regard des considérations politiques qui l'entourent ou sont destinées à le rendre possible, sachant qu'elles confinent au totalitarisme ou y participent.

Pour avoir commis l'erreur pendant près d'un siècle de privilégier l'aspect économique et social de la situation au détriment de celui politique, nous en sommes rendus à la situation actuelle qui est sans issue politique, donc la question est de savoir si on tient à reproduire indéfiniment cette erreur ou on la corrige pendant qu'il en est encore temps...

Comme quoi cette question doit être prise très au sérieux et traiter en conséquence :

- Urgence climatique : faut-il instaurer une dictature environnementale ? Un débat du Monde Festival Montréal - lemonde.fr 27.12

Devra-t-on sacrifier la démocratie sur l’autel de la sauvegarde de l’environnement ?

Omniprésent dans l’espace public, le débat sur le dérèglement climatique soulève des passions diverses. Décroissance, désobéissance civile, véganisme… ces options radicales trouvent écho dans nos sociétés civiles. Face à une machine démocratique grippée, doit-on imposer des mesures autoritaires et impopulaires pour espérer répondre à l’urgence écologique ? lemonde.fr 27.12

LVOG - Ils ne prennent même plus la peine d'enrober leurs intentions totalitaristes.

Veille sur le climat 17-21/12/2019 - mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com 23 décembre 2019

L’ami JCT fait régulièrement une veille très fouillée sur ce qui se passe sur le front du climat. Mille merci à lui d’en permettre la publication sur MM&M, qui devrait être régulière désormais. Pas tout à fait dans le même style que le bulletin de l’association, elle en est je crois un très bon complément. C’est long, fouillé, parfois assez personnel (les commentaires signés Ndlr sont de lui) (LVOG ici).

Cette première veille est ici publiée brut de décoffrage, n’ayant pas trop le temps (ni l’énergie) ces jours-ci pour une jolie mise en page. Déjà que j’aurais dû publier avant-hier…

https://mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com/2019/12/23/veille-sur-le-climat-17-21-12-2019/#more-18124

Adieu liberté, adieu démocratie, adieu État de droit - climato-realistes.fr 24.12

Extraits. En déclarant l’état d’urgence climatique, le Parlement européen a ouvert la porte à des mesures excessives qui pourraient à terme violer les libertés individuelles et éroder la démocratie dans l’Union européenne. Le débat sur le climat est devenu un moyen politique pour mettre en œuvre un programme radical.

Les parlements ont pour mission de représenter les intérêts des citoyens. Il est de leur devoir d’empêcher les gouvernements et les administrations d’abuser de leur pouvoir, de limiter les droits individuels ou de compromettre la prospérité de leur pays pour des raisons politiques.

Nous sommes actuellement bombardés de nouvelles apocalyptiques sur le changement climatique. Les ONG sont devenues les grands prêtres d’une religion du climat ; elles avertissent que l’humanité prendra fin si des objectifs extrêmes ne sont pas atteints – à tout prix, y compris avec des conséquences juridiques, économiques, sociales et même environnementales. En vue de ces objectifs des pratiques néfastes sont adoptées...

Les personnes qui ne sont pas d’accord avec ces affirmations apocalyptiques sur le changement climatique sont intimidées verbalement ou même physiquement. Les écoliers, trompés par la désinformation alarmiste, manifestent dans des rassemblements qui ressemblent à des croisades.

Certains vont même jusqu'à soutenir que le fait de nier ou de minimiser ce qui est déclaré être un "changement climatique" devrait faire l'objet de poursuites. De nombreux médias couvrent ce sujet d'un point de vue hystérique sans tenir compte des faits. La politique tourne maintenant autour d'un activisme aveugle, abandonnant les stratégies de long terme qui limiteraient le gaspillage. Il faut des actions pratiques et de terrain contre la pollution, et non des théories et des objectifs déconnectés des réalités mais qui font plaisir à ceux qui les fixent. L'approche actuelle consiste à demander des mesures immédiates, qu'elles soient utiles ou inutiles, même si elles sont potentiellement nuisibles.

Déclarer l'état d'urgence a des conséquences critiques. ça permet aux gouvernements d'introduire des mesures en dehors des procédures constitutionnelles et juridiques normales, et ça leur permet de violer les droits individuels.

Des objectifs fantasmatiques ou théoriques ont été fixés pour tenter de camoufler l'aspect totalitaire de la proclamation d'un état d'urgence, non seulement pour l'Europe, mais aussi pour le monde.

La situation est critique. Les parlements n'assument pas pleinement leurs fonctions. La peur se répand et radicalise la société. Les mesures nécessaires pour lutter contre la pollution et les déchets sont remplacées par de l'activisme.

Les citoyens deviennent des sujets. Les droits individuels, la liberté d'expression et d'opinion, et les droits de propriété sont sacrifiés. Par démagogie, irresponsabilité et manque de courage, les parlements (et pas seulement celui de Strasbourg) trahissent leur devoir de défendre la liberté et les intérêts légitimes des citoyens, une mission qui inclut la mise en place de mesures réelles et efficaces pour protéger l'environnement. climato-realistes.fr 24.12

Hormis les illusions dans les institutions, on partage tout le reste.

Parole d'internaute

(Suite à l'article *Cette torture morale infligée aux enfants* publié le 15 décembre par mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com)

- "Il est intéressant de confronter ainsi deux maltraitances pour déporter la charge culpabilisatrice et renvoyer le camp-du-bien à sa propre morale (il le fait justement au nom de l'avenir des enfants). Mais j'aimerais aborder la question de l'autorité, de la responsabilité, de la discipline éducative d'origine politique sous un autre angle afin de dégager quelque chose de plus complexe qu'un simple « c'était pire avant », digne pendant du « c'était mieux avant ».

Ce qui suit n'est aucunement une tentative de réhabilitation des châtiments corporels, heureusement disparu de la scène éducative.

Le danger ici comme ailleurs, est de regarder le passé avec les lunettes du présent. Porter un jugement à rebours est délicat et ouvre sur le contresens ou la lecture anachronique...

Le premier risque est de faire une lecture sans nuance de cette illustration car c'est bien par bienveillance et humanité que les fameux hussards noirs faisaient preuve de sévérité. Qui aime bien châtie bien. Et la règle est bien là pour arracher l'enfant à sa condition à laquelle son échec le condamne. S'il restait TOUJOURS un être méprisable, alors le professeur ne tenterait pas de l'élever. C'est par ailleurs toute l'histoire de Pinocchio qui finira par échapper à sa condition de cancre. Il faut également sortir du politiquement correct : lire une métaphore au premier degré est ridiculement dangereux alors qu'elle était parfaitement comprise comme ce qu'elle est. Une preuve ? la boite est celle d'un jeu ludique destiné aux enfants, à leur édification. Elle n'était pas négative, c'est notre regard qui a changé sur ce point. C'est le langage publicitaire de l'époque ; sa datation serait par ailleurs erronée puisque le jeu semble dater des années 50.

Dans sa forme, cette image de l'enfant est une caricature, une déformation grotesque. L'histoire de la caricature (assez récente) a fait grand usage de ces métamorphoses homme-animal ou homme-végétal au 19e (voir « les Poires » par Honoré Daumier). Cette proximité homme-animal se place dans une longue lignée historique. En vrac : physiognomonie de LeBrun, les fables de Lafontaine, en remontant jusqu'au Grecs (le Timée, les multiples métamorphoses des dieux, minotaure, centaures, sirènes, etc) sans oublier bien évidemment les Dieux Egyptiens. Cette thérianthropie se retrouve jusque dans les religions primitives (chamanisme et totémisme par exemple) aussi loin que les dessins des grottes (« sorcier dansant » grotte des Trois-Frères). Chose amusante, la métamorphose en âne dans le cadre d'une initiation ou d'un apprentissage remonte au moins aux romains avec les métamorphoses d'Apulée (L'Âne d'or). Voir ici un essentialisme à une époque où l'on était formé aux humanités est tendancieux même si l'humanisme fut dès le début considéré comme un club (sans culture, l'homme n'était qu'une bête). Ce sujet fait déjà l'objet de nombreux ouvrages et n'est pas le coeur du sujet ici.

Rapide retour en arrière : la règle dénoncée ici est en réalité l'image de la férule. La férule fut la règle pendant toute l'histoire de l'école ; elle remonte aux romains qui châtiaient les mauvais élèves avec cette palette de bois. Fouet, martinet, bétula scholastica, verge, coups… on ne va pas refaire ici toute l'histoire des châtiments corporels à visée éducative (et leurs horreurs), mais soulignons simplement que ce fut constamment condamné, sa réglementation très lente mais continuelle permit la réduction des abus jusqu'à leur heureuse disparition. Ces méthodes furent critiquées dès Quintillien, St Anselm, Rathérius, Erasme,

Montaigne, Don Bosco (pédagogie préventive qui réhabilite l'affectivité à une époque où l'on rationalise) etc…

L'école moderne trouve son fondement non pas dans la république ou la monarchie, mais dans l'Eglise (Batencour, Démia, J.B. de la Salle). Aujourd'hui le prêtre est remplacé par le maître d'école, le pédagogue, ce qui implique une large refondation des préoccupations morales. Dans un renversement (modèle biologique d'évolution, marxisme) d'ontologique sociale, les missions et les méthodes sont bouleversées. L'école a très peu évoluée au fil du temps mais c'est sous l'impulsion récente du pouvoir qui la pense comme un moyen de réaliser son projet, de faire passer son message qu'elle fut investie d'un projet politique qui lui permit d'opérer une mue rapide. Pour « Diminuer la turbulence des masses » (circulaire de 1828), elle permettra espère-t-on d'émanciper de la tutelle religieuse ; il s'agit de faire adhérer l'élève futur citoyen à son formatage rousseauiste. Le politique a toujours eu la main sur l'école : les Romains pour contrôler les élites des peuples conquis, l'Eglise pour l'éducation religieuse, la monarchie pour lutter contre la réforme, mais c'est avec les pédagogies nouvelles et les projets progressistes sur base naturaliste que le formatage prend une autre ampleur. Il n'est donc pas étonnant de voir le projet écolo-climatique être injecté dans l'école par la puissance publique : ce n'est que la partie émergée de l'iceberg.

S'il est vrai que l'humanisme des lumières permit d'accentuer l'humanisation de l'école, de l'autre il réintroduit le droit romain avec un succédané du pater-familias qui relègue la femme à une sous-citoyenneté. rappelons que le pater-familias romain avait droit de vie ou de mort sur ces enfants. Là encore attention à la relecture du passé : la conception de l'enfance a radicalement changé ces derniers siècles avec notre vision de l'homme (c'en est heureux sous un certain aspect). Le mouvement fut long. L'enfant était considéré comme corrigible car indocile, et parfois mauvais : le contexte d'une vie dure donnait des coeurs endurcis. Il était aussi perçu comme un animal fougueux à dompter (l'âne) ; l'enfant, miniature d'homme, n'était pas grand chose à cause d'une forte mortalité infantile. Même Montaigne avoue avoir perdu 2-3 enfants « sans fâcherie ». Bach en perdit 10.

Aujourd'hui, la question des méthodes pédagogiques déborde sur le cadre familial avec l'importante intrusion d'un mouvement législatif et morale qui entend régenter les relations parent-enfants dans une atmosphère autoritaire qui n'est pas sans évoquer un certain totalitarisme. On constate donc un élargissement discutable du terme de maltraitance a tout et n'importe quoi. Elargissement dont l'article se fait l'écho en évoquant une « torture morale » (Guantanamo n'est pas loin ?). Derrière le rejet de toute violence, se trouve une anthropologie rousseauiste qui hélas n'a pas donné les fruits escomptés. Un simple regard dans les cours de récréation (harcèlements, bastonnade, violence mimétique du bouc émissaire), les affaires sexuelles chez les plus petits (miol, abus) suffit à s'en convaincre. L'ultra-violence scolaire rend par ailleurs banal la souscription d'assurances contre les agressions en milieu scolaire : 50% des enseignants en 2015. L'interdiction de la fessée permet-elle d'espérer la pacification de la société ? malgré les fakes-niouse à ce sujet, il suffit d'un coup d'oeil sur les statistiques criminelles suédoises (pays pionnier sur ce sujet depuis 1979 pour l'interdiction) pour voir qu'il n'en est rien, on ne constate qu'une augmentation continuelle des violences. (https://www.bra.se).

Mais avons-nous tant progressé que cela ? La peur aurait-elle changée de camp ? La punition va de paire avec la récompense : sa majesté bon-point et le banc d'honneur. L'idéologie d'aujourd'hui perçoit l'effort et la valorisation du succès scolaire comme négatif dès qu'il sort de la moyenne (Coleman 1975). Si succès il y a, il doit se faire sans pénibilité. Par un nivellement par le bas, le progressisme a donc réprouvé le travail académique car coupable de sélection en montant l'intérêt contre effort, l'épanouissement contre le devoir. On ne rappellera pas assez que la discipline est aussi d'abord un petit fouet qui servait à la mortification : une souffrance physique pour éprouver la chair et progresser spirituellement. Mais pas seulement, car la mortification est d'abord un renoncement de soi-même, d'une inclinaison, dans un contexte de pénibilité. Le sujet est l'épreuve et la souffrance, avec lequel tout sportif ayant cherché à progresser par dépassement de soi se sentira familier. Dans le cadre scolaire, c'est l'épreuve de l'échec ou de l'effort qui permet une construction intérieure en confrontant l'élève à lui même. Mais la compétition est rejetée car génératrice de souffrance. La punition renvoie à la question de la responsabilité. Dans la recherche de l'émancipation de l'individu, la contrainte est perçue comme un frein car producteur de conformisme (Piaget). Hors, l'enfant doit apprendre à se conformer à la règle (si je puis dire) du jeu avant celle du je (Vygotsky) ; avec la férule romaine allait aussi le ludus (de ludique). La responsabilité est une question morale, et le développement moral repose sur la soumission de l'agir a un sens. Le pédagogisme cherche à tout centraliser sur l'enfant dans une incessante agitation (expérimentation, savoir-vivre…), mais pour commencer à penser il faut d'abord cesser d'agir (Maurice Berger). Ce nudge-cocooning empêche l'enfant d'accéder à lui même.

On a recherché à aider à juste titre les perdants de la compétition scolaire, mais ce faisant le progressiste à tout fait pour discréditer la discipline. Les indisciplinés ne sont aujourd'hui plus expulsés ou presque, et encore moins punis, ils perturbent donc impunément les efforts de ceux qui cherchent à progresser. Les fauteurs de troubles (faute) d'aujourd'hui sont d'abord considérés comme des victimes, tout comme les délinquants et criminels sont d'abord des victimes de la société dans une surenchère victimaire et paralysante. Les enseignants sont désavoués face à ces situations ou le rapport de force est inversé ; si l'école est devenue incapable de promouvoir une règle alors c'est la loi du plus fort qui resurgit.

L'échec des méthodes modernes de pédagogie ne concerne pas seulement l'apprentissage mais aussi l'autorité qu'elle a largement contribué à détruire. Nous seront certainement jugés par les générations à venir mais plus certainement sur le fiasco de ces réformes progressistes qui ont plus que contribué à la résurgence d'une société primitive teintée de paganisme violent. Dans un raccourci provocateur nous pourrions dire que nous n'avons (heureusement) plus de férule, mais qu'à la place nous avons gagné Greta. On peut encore espérer puiser dans le passé des recettes et un bon sens qui nous fait aujourd'hui défaut, empêtré que nous sommes dans l'idéologie.

Quelques sujets de réflexion.

A vomir. La prostitution n'a pas d'époque ! Leur humanisme est la politesse des salauds.

Le procédé qui consiste à caractériser le passé avec les critères du présent, sert à réinventer ou à réécrire le passé en le déformant, de manière à le rendre totalement inintelligible. Il peut avoir de multiples applications comme on peut le voir ici. Il fait partie de la panoplie idéologique débridée ou totalitaire du néolibéralisme.

A l'origine, le puritanisme britannique ou anglo-saxon qui sillonnera le monde du XVIe au XXe siècle en massacrant hommes, femmes et enfants ou en les réduisant en esclavage, avant de s'en servir de chair à canons. Monarques, nobles, aristocrates et bourgeois rivalisèrent en libertinage, orgies, perversités en tous genres...

Cette opération de la réaction est politique, il s'agit d'une offensive contre le libéralisme né dans la foulée de mai 68 destinée à casser ses derniers représentants encore vivant qu'ils encensaient encore hier.

- Comme Gabriel Matzneff, le tout-Paris des années 70 défendait le sexe entre adultes et enfants - 27.12 huffingtonpost.fr 28.12

Ils peuvent sacrifier les survivants, ils ont tous entre 75 et 100 ans, ils peuvent tirer dessus à volonté, ils n'ont rien à craindre, ils sont grabataires.

- Bernard Pivot accusé de complaisance avec l'écrivain Gabriel Matzneff.

Bernard Pivot : "Dans les années 70 et 80, la littérature passait avant la morale; aujourd'hui, la morale passe avant la littérature. Moralement, c'est un progrès. Nous sommes plus ou moins les produits intellectuels et moraux d'un pays et, surtout, d'une époque", a écrit l'ancien président de l'Académie Goncourt, sur Twitter. huffingtonpost.fr 28.12

LVOG - Traduire : "*Nous sommes plus ou moins les produits*" d'un régime, d'un système économique.

Je connais tellement de femmes en Inde qui ont été mariées à l'âge de 12 ans et qui ont eu leur premier enfant à 13, et sachant que les jeunes filles de 14 ans étaient mariées en France au XVIIe siècle, je me dis qu'il y en a qui ne vivent pas à la même époque que la nôtre. Ce fut le cas de ma compagne, mariée à 12 ans à un homme de 25 ans qu'elle ne connaissait pas. Pendant un an elle parviendra à lui échapper en se réfugiant auprès de sa mère. L'année suivante elle accouchera de son premier enfant, les deux autres suivront. Il la violera et la battra pendant 10 ans avant de succomber d'une cirrhose. Traumatisée par cette expérience, elle fuira la compagnie des hommes jusqu'à notre rencontre 23 ans plus tard, à l'âge de 43 ans. Sa mère et celle de mon épouse ont également été mariées à 12 ans.

Comment cautionner l'appareil répressif de l'Etat. Quel bel hommage à la police... républicaine, s'il vous plaît.

Jérôme Rodrigues, une figure des gilets jaunes, a été légèrement blessé à un œil ce samedi 28 décembre à Paris après avoir été touché par le bouclier d'un CRS lors de l'acte 59 de ce mouvement social.

Alexis Corbière sur Twitter.

- Honte à ceux qui commettent cette violence ! Honte à ceux qui donnent les ordres ! Honte au gouvernement qui couvre et approuve systématiquement tous ces actes indignes d'une police républicaine ! huffingtonpost.fr 28.12

Parce qu'ils seraient capables d'avoir honte ?

En famille chez la droite et l'extrême droite.

Giuseppe Conte "est manifestement trop attaché aux ministères puisqu'après avoir perdu un ministre, il en annonce deux nouveaux", a critiqué le chef de la Ligue (extrême droite)...

Dans ce fief historique de la gauche (nord-est), souvent qualifié par les Italiens d'"Emilie rouge", se profile un duel entre le Parti démocrate (centre-gauche) et la droite menée par la Ligue. AFP 28 décembre 2019

LVOG - "*Ligue (extrême droite)*" en début d'article, et à la fin "*la droite menée par la Ligue*".

Défendent-il les retraites de tous les salariés ? On est en droit d'en douter.

Souriez, ouvriers en usine ou agricole, du bâtiment, des ponts et chaussée, OS, manutentionnaires, magasiniers, chauffeurs livreurs, mécaniciens, dockers, mineurs (il en reste !), éboueurs, etc. de quoi vous plaignez-vous, vous êtes violemment exploités... mais privilégiés !

latribunedestravailleurs.fr 24.12 - Pénibilité : les fonctionnaires souvent plus exposés que les salariés du privé.

LVOG - On aurait dit que c'était le parti des fonctionnaires ou de l'aristocratie ouvrière, on nous aurait accusé de leur faire un procès d'intention, on n'en aura même pas besoin.

Vous me direz qu'après avoir privatisé ou marchandisé l'information au profit de leurs élites on ne s'étonne plus de rien.

latribunedestravailleurs.fr - "*Lire les reportages des correspondants de La Tribune des travailleurs dans les assemblées générales*".

Na, vous serez privés des derniers développements de la bataille en cours sur les retraites si vous ne passez pas à la caisse ! Débrouillez-vous avec le peu d'informations que distillent au compte-gouttes les médias. C'est désormais l'un des seuls domaines où ils peuvent encore exercer leur pouvoir, donc ils en usent et en abusent sans modération. S'ils croient nous prendre ainsi en otage, c'est raté. Plus grave ou pire, c'est une façon comme une autre de vous conseiller d'aller voir ailleurs ou de cesser ce combat faute de ne pas pouvoir suivre l'évolution de la situation.

Il faudrait les informer qu'on a changé d'époque, et que celle où il fallait systématiquement payer pour s'informer est révolue depuis déjà un moment. On pourrait aussi appeler cela de la rétention d'informations avec l'intention de nuire à la cause qu'ils prétendent défendre.

Il faut vivre avec son époque, aujourd'hui pour financer et vendre un journal, construire un pari, le baratin d'autrefois est dépassé ou plutôt ne suffit plus, à défaut de l'avoir compris et d'avoir développé une tactique pour palier cet inconvénient qui aurait dû passer par l'élévation du niveau de conscience des militants, il y en a qui ont opté pour la marchandisation de l'information, si tu refuses de payer tu demeureras dans l'ignorance, telle est leur logique suicidaire.

Ils n'ont toujours pas compris que dorénavant pour envisager une transformation révolutionnaire de société, il était indispensable de tout mettre en oeuvre pour aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience politique, et que c'était l'une des deux faiblesses des masses avec leur faible niveau d'organisation.

C'est à croire qu'il n'existe plus de marxistes ou si peu.

L’absence - ruptures-presse.fr 21 décembre 2019

Si l’on veut vraiment établir un trait commun, du moins pour les soulèvements d’inspiration progressiste, il en est un… qui apparaît plutôt en creux : l’absence d’alternative politique. Un manque cruel qui, objectivement, ne laisse pas beaucoup d’espoir aux révoltés.

De Bagdad à Beyrouth en passant par Alger, nombreux sont ceux qui refusent même l’idée de porte-parole – ce qui n’est pas sans rappeler l’état d’esprit des Gilets jaunes. Ce rejet de la représentation est compréhensible après l’expérience de la désinvolture et des trahisons des partis politiques traditionnels. Mais elle constitue un fatal handicap. Dans aucun des pays cités – pas plus que dans l’Hexagone – ne s’esquisse une force politiquement déterminée, rigoureusement organisée et idéologiquement cohérente susceptible de porter des perspectives de rupture. ruptures-presse.fr 21 décembre 2019

Un cas de schizophrénie qui s'ignore. Les sociologues ne sont décidément pas finis.

- «Pour une prise en compte politique du concept d’insécurité générationnelle» - lefigaro.fr 25.12

Extrait - Cependant, il convient d’ajouter à cette fracture culturelle une autre fracture, jouant un rôle non négligeable dans l’évolution de la société française, qui est celle liée à l’âge. En effet, dans le contexte d’une mondialisation, où tout va très vite, la fragmentation de la société est aussi générationnelle. Traditionnellement, les générations étaient longues, s’étendant sur une durée de vingt-cinq ans, comme ce fut le cas pour les «baby-boomers» nés pendant les Trente Glorieuses, c’est-à-dire approximativement entre 1948 et 1973, dont le référent culturel majeur est mai 1968. Or aujourd’hui, face à l’accélération du cours de l’histoire, le phénomène générationnel s’est fortement raccourci, soit de l’ordre de cinq à sept ans tout au plus, le sociologue Jean Viard parlant à raison, dans son Nouveau Portrait de la France publié en 2012, de «générations culturelles courtes».
Ce changement fondamental du fonctionnement de nos sociétés est source d’une «insécurité» (entendue comme l’état de quelque chose qui est instable), mésestimée jusqu’ici, qui peut expliquer aussi bien la montée du fondamentalisme religieux que la progression du vote extrémiste.

En effet, les générations évoluent de plus en plus différemment les unes des autres, avec leurs codes spécifiques et leur propre histoire culturelle, faite d'une combinaison de références cinématographiques, télévisuelles, sportives, musicales, technologiques et de «styles de vie», qui conduisent très rapidement les individus à avoir l'impression d'être en dehors du coup, étant dépassés par la nouvelle génération, qui, elle-même, se retrouve à son tour très rapidement dépassée par une autre. Cette accélération explique que beaucoup de trentenaires, populations encore relativement «jeunes» dans nos sociétés occidentales vieillies et qui ont encore plus de temps à vivre qu'elles n'ont vécu, ont des comportements nostalgiques et souffrent d'un certain mal-être. Ils ont déjà l'impression d'être «vieux», sans en avoir les responsabilités et le respect, notre société étant dirigée, malgré la jeunesse d'Emmanuel Macron qui ne doit pas faire illusion, par des sexagénaires. En conséquence, les plus précarisés d'entre eux tombent dans un certain fatalisme, favorable à toutes les formes de repli identitaire, que ce soit le salafisme chez les populations d'origine maghrébine ou la tentation de l'extrême-droite dans nos campagnes.

Cette situation est le reflet d'une insécurité plurielle, source d'une inquiétude persistante face à l'avenir, pour les générations d'âge intermédiaire.

Sur le plan des compétences, elles sont vite remises en cause à travers les changements constants liés au renouvellement technologique... (Ou plutôt l'impitoyable loi du marché. - LVOG)

Sur le plan financier, l'acquisition à terme d'un logement, considérée par beaucoup de nos concitoyens comme l'un des principaux accomplissements d'une vie, devient de moins en moins assurée, étant donné le coût exorbitant de l'immobilier... (On plaindra plutôt ceux qui en ont fait le but de leur vie. - LVOG)

Sur le plan personnel, la fragilité des unions, d'une durée moyenne de 15 ans pour les couples mariés, mais sensiblement moindre pour les autres statuts juridiques, conduit nombre d'individus à devoir recommencer plusieurs fois leur vie sentimentale. (Comme si c'était possible ! Une fois qu'on a donné, généralement on a compris... - LVOG)

Enfin sur le plan philosophique il en va de même, avec des évolutions parfois soudaines, les peurs d'hier devenant caduques en quelques années, comme le montre le fait que la question du «dérèglement climatique» semble l'emporter aujourd'hui sur le risque terroriste selon les sondages d'opinion. (Il aurait mieux fallu écrire sur le plan philosophique de la peur distillée par les tenants de l'idéologie dominante. - LVOG) lefigaro.fr 25.12

BlackRock est le produit du totalitarisme parvenu à point.

Tandis que ceux qui affirmaient que le totalitarisme était en marche étaient traités de gauchistes ou d'illuminés, BlackRock étendait son pouvoir tentaculaire sur la planète.

J'ignore si vous avez visionné attentivement la vidéo sur BlackRock *Ces financiers qui dirigent le monde*, le titre n'était pas exagéré.

Les passages les plus significatif que j'ai relevés.

- "*on n'achète plus une action, on achète la valeur d'un indice boursier*"

- "*BlackRock vote aux assemblées générales des 17000 grandes sociétés du monde entier et influence donc leur stratégie.*" - "*Un groupe de gros actionnaires possèdent 90% des 500 plus grandes entreprises américaines.*"

- "*La propriété commune, c'est le fait que les gros actionnaires possèdent des parts dans pratiquement toutes les grandes entreprises du monde.*"

- "*la valeur de l'ETF suivra toujours celle de l'indice, si l'indice grimpe de manière globale à la Bourse, l'ETF augmente aussi, s'il chute l'ETF baisse également*", mais cela ne signifie pas que BlackRock perdrait de l'argent, seuls les détendeurs d'ETF en perdraient, puisque grâce à Aladdin il peut prévoir si à la clôture l'indice général sera en hausse ou en baisse et entre temps il aura spéculé en conséquence, ce qui est facilement réalisable quand on sait que les transactions peuvent se réaliser à la nanoseconde !

- "*Avec Vanguard, BlackRock se partagent la moitié du marché américain des ETF, les IShare représentent environ 50% des ETF.*"

- "*En Allemagne BlackRock est un des gros actionnaires dans les 30 plus grandes entreprises du Dax, il en va de même en France au CAC40.*"

- "*Alladin brasse 18.000 milliards de dollars*", presque le PIB des Etats-Unis, ce qui signifie que la quasi totalité des revenus des Américains passe par BlackRock.

Aladdin capte toutes les données bancaires ou fiscales du monde entier, budgets des Etats, bilans comptables des sociétés, revenus des particuliers, achats, crédits, déplacements, téléphone, courriel, blog, portail, vidéo, déclarations relayées par les médias, évènements politiques, mouvements sociaux, tout y passe. Débranchez Aladdin et BlackRock et ses acolytes de la propriété commune redeviennent des sociétés comme les autres ou presque ou une grande partie de leur pouvoir d'attraction s'évanouirait du jour au lendemain, leur capacité à orienter l'économie et la politique mondiale serait entamée. Leur quasi monopole sur le marché mondial et leur pouvoir politique ne dépendent donc pas uniquement de cette concentration de richesse.

Toujours est-il qu'il y avait quelque chose de déterminant à retenir selon moi.

Qu'une valeur monte ou baisse au Nasdaq (par exemple) à New York n'a pas vraiment d'importance pour BlackRock, puisque en règle générale quand BlackRock spécule à la hausse sur une valeur, elle augmente, et quand il spécule à la baisse, elle baissera. Cela dit, s'il spéculait à la hausse sur une valeur et que malgré tout elle baissait, BackRock perdrait de l'argent, et s'il spéculait à la baisse sur un titre et que sa valeur augmenterait, il perdrait aussi de l'argent, avouez que ce serait contrariant pour ses principaux actionnaires.

Aussi, pour éliminer ce risque, tout risque, il fallait trouver une parade, si possible pratiquement infaillible, et ils l'ont trouvée ou mise au point. Elle consistera à spéculer sur l'ensemble des titres cotés au Nasdaq, de telle sorte qu'à la clôture, que l'indice du Nasdaq soit à la baisse ou la hausse, BlackRock gagnera à tous les coups, ce qui a été rendu possible parce que grâce à son programme informatique Aladdin, BlackRock contrôle (notamment) l'ensemble des données des entreprises cotées au Nasdaq. Il peut donc prévoir à l'avance si à la clôture l'indice du Nasdaq sera à la baisse ou à la hausse, et dans tous les cas de figures il spéculera en conséquence, bingo, à tous les coups il empochera la mise, c'est aussi simple que cela. C'est la Fed, le gouvernement américain, la BCE qui ont fourni ces données à BlackRock, donc on n'invente rien ici. Ecoutez attentivement cette vidéo, c'est stupéfiant, il faut l'entendre pour le croire.

On pouvait lire dans la brève présentation de cette vidéo : "*La force de ce géant américain de la gestion réside dans les milliards de dollars que lui confient ses clients, pour la plupart des gros poissons de la finance : multinationales, institutions financières et fonds d'investissement ou de pension. Grâce à cette manne financière, le groupe a mis le grappin sur de nombreuses multinationales. Actuellement, BlackRock est entre autres présent dans le capital d'Apple, de Microsoft, de Facebook, de McDonald's, de Siemens, ainsi que de nombreuses entreprises du CAC 40*."

Cela signifie que c'est ce premier cercle de l'oligarchie financière qui influence l'orientation de l'économie et de la politique mondiale.

Maintenant vous comprenez mieux pourquoi une poignée de super milliardaires ont pu augmenter leur fortune dans des proportions phénoménales en un temps record depuis 2008.

Quels enseignements politiques en tirer ?

Aucun de préférence si on se fie à nos dirigeants. Pour eux c'est encore de la science-fiction ou du délire d'illuminés acquis aux théories complotistes. BlackRock, Vanguard, Berkshire Hathaway, Goldman Sachs, J-P Morgan et Cie. ont acquis un tel pouvoir qu'il leur faut moins de temps que pour le dire pour faire s'effondrer l'économie d'un pays ou influencer son orientation politique, leur pouvoir s'étendant à l'ensemble de l'économie, au pouvoir politique et aux institutions, aux médias et aux supports numériques, au complexe militaro-industriel.

Questions à deux balles : Qui serait assez fou pour troquer le confort matériel dans lequel il s'est installé, pour les affronter au risque d'être liquidé financièrement, politiquement ou physiquement si nécessaire ?

Uniquement des dirigeants ou des militants demeurés fidèles aux enseignements de la révolution russe de 1917, incorruptibles, inoxydables, dont le caractère et les convictions ont été forgées dans le roc ! Et les masses qui ignorent tout de ce qui se trame dans leurs dos. Face à une telle concentration de pouvoir, il faut pour l'affronter et la désintégrer quelque chose qui incarne le pouvoir, un autre modèle de société intégral incompatible avec l'existence du régime capitaliste, ce que la plupart des gens ont beaucoup de mal à imaginer, alors qu'elle est à leur portée, perspective politique qui ne peut se réaliser sans un parti pour guider cette masse, dont la détermination et l'engagement est total, à l'instar de nos ennemis.

The Vanguard Group.

Actuel PDG : F. William McNabb III

The Vanguard Group est une société américaine de fonds d'investissement. Le groupe est basé à Malvern en Pennsylvanie

La société est créée en 1975, qui annonce gérer en décembre 2016 pour plus de 5 100 milliards de dollars américains d'actifs. (5 500 milliards de dollars en 2019 - ndlr)

The Vanguard Group détient des parts dans de grandes sociétés comme Michelin, Pernod Ricard, Monsanto, ExxonMobil, Alphabet, Time Warner, Dow Chemical ou encore Foxconn.

Il est le premier actionnaire de Goldman Sachs devant State Street Corporation, avec 5,73 % et le premier actionnaire d'Apple, avec 7,01 %, actionnaire d'Amazon, avec 5,6 % des actions.

Il est le gérant d'environ 180 fonds de gestion aux États-Unis et d'environ 200 sociétés hors des États-Unis.

Berkshire Hathaway

Berkshire Hathaway est un conglomérat et une société d'investissement basé à Omaha dans le Nebraska (États-Unis). La société est dirigée par Warren Buffett et Charlie Munger et compte Bill Gates à son directoire.

Selon le Forbes Global 2000, elle est classée la quatrième entreprise mondiale parmi celles qui ont recours à un appel public à l'épargne (2017).

Berkshire Hathaway actionnaires de :

Goldman Sachs (7,60 %)
Coca-Cola Company (8,3 % en 2004)
Apple (5,32%, deuxième actionnaire en 2019)

10 000 USD investis dans l'action BRK en 1965 (soit environ 63 878 USD de 2006 [1] [archive]) valaient 80 000 000 USD en 2010

Dès 1969, ses investissements ont réalisé des plus-values de presque 30 % en moyenne et par an, dans un marché où la moyenne se situe entre 7 et 11 % et où les meilleures performances sont exceptionnelles.

En 2004, après la mort de son épouse, Buffett nomme Gates au conseil d'administration de Berkshire Hathaway. Bill Gates a acheté des actions de l'entreprise.

En 2006, Buffett annonce son intention de confier 83 % de sa fortune à la fondation Bill-et-Melinda-Gates,

Le 25 mai 2005, Warren Buffett déclare sur la chaîne de télévision CNN : « Il y a une guerre des classes, où ma classe gagne de plus en plus, alors qu'elle ne le devrait pas » (It's a class warfare, my class is winning, but they shouldn't be). En effet, Warren Buffett affirme à l'occasion que les riches ne se sont jamais aussi bien portés (« We never had it so good ») et qu'il serait ainsi judicieux d'élever les taxes les concernant. Il déclarait aussi : « il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner ».

KKR (Kohlberg Kravis Roberts & Co.)

KKR & Co. L.P. (précédemment Kohlberg Kravis Roberts & Co.) est un fonds d'investissement américain et l'un des plus anciens et des plus importants au monde (1976).

L'entreprise se spécialise dans la constitution d'un montant de liquidités confié par des investisseurs pour financer des rachats hostiles d'entreprises. Les dettes ainsi contractées pour acquérir les sociétés cibles sont remboursées par la vente de branches non rentables (démantèlement de la cible) et par une réduction des coûts (délocalisation, sous-traitance, licenciements).
KKR, spécialisé dans la technique du LBO, se constitue un trésor de guerre en facturant 20 % des profits de la restructuration, 1,5 % du montant de la transaction et une participation capitalistique dans chaque société rachetée.

En 1988 KKR devient le second conglomérat industriel des États-Unis.

Aujourd'hui, KKR est investi dans plus de 65 % des 500 plus grosses sociétés mondiales et depuis sa création en 1976, le fonds obtient en moyenne un taux annuel de rentabilité de 27%.

Global 2000 - Les plus grandes sociétés privées au monde - forbes.com 15.05.2019

Le 17e classement annuel de Forbes des plus grandes sociétés ouvertes au monde reflète l'état de l'économie mondiale d'aujourd'hui: qui est au sommet, qui grandit et qui a connu des jours meilleurs.

La Banque industrielle et commerciale de Chine a repris la première place pour la 7e année consécutive. Cette puissance financière appartenant à l'État gère plus de 4 000 milliards de dollars d'actifs et emploie près d'un demi-million de personnes. Dans l'ensemble, le secteur financier a également connu une bonne année: les autres grandes banques chinoises se sont toutes classées parmi les dix premières et JPMorgan Chase a grimpé au deuxième rang en raison de la hausse des bénéfices grâce en partie à d'importantes baisses d'impôts.

Sur les 61 pays représentés sur la liste, les États-Unis comptent le plus grand nombre, 575 entreprises. La Chine et Hong Kong viennent ensuite avec 309, suivies du Japon avec 223. La ventilation semble très différente de ce qu'elle était lorsque Forbes a publié le Global 2000 en 2003. Cette année-là, les États-Unis ont contribué 776 entreprises tandis que la Chine et Hong Kong n'en comptaient que 43. forbes.com 15.05.2019

L'impressionnante augmentation de salaire du nouveau patron d'Alphabet - Capital 21 décembre 2019

Deux millions de dollars. C'est le salaire que va toucher, l'année prochaine, le nouveau patron d'Alphabet, Sundar Pichai. La maison mère de Google va en effet nettement augmenter le salaire annuel de son nouveau patron et lui offrir des actions d'un montant pouvant dépasser les 200 millions de dollars, selon un document déposé auprès du gendarme boursier américain vendredi. Sundar Pichai a pris les rênes d'Alphabet début décembre. Selon l'agence Bloomberg, il était payé 650.000 dollars lorsqu'il était PDG de Google, un poste qu'il va d'ailleurs conserver.

Il pourra également prétendre à 90 millions de dollars en actions en fonction des performances du géant de l'internet et pourra récupérer des actions, échelonnées dans le temps, pour un montant s'élevant jusqu'à 120 millions de dollars. La valeur des actions basées sur les résultats du groupe pourra varier de 0% à 200%, selon la performance d'Alphabet par rapport à l'indice S&P 100, composé des 100 plus grandes valeurs cotées au sein de l'indice élargi S&P 500, lors des deux prochaines années. Capital 21 décembre 2019

Big Brother est devenu la réalité.

Big Brother is geolocating you - slate.fr 26.12

Une vaste enquête du New York Times révèle à quel point les populations sont traquées, où qu'elles soient et qui qu'elles soient – y compris au plus haut sommet de l'État.

Des journalistes du New York Times ont eu accès aux données de géolocalisation de plus de 12 millions d'Américains. Les informations recueillies leur ont permis d'établir l'identité et les trajets de plusieurs centaines de personnes, dont certaines travaillent au sommet de l'État. Des observations les conduisant à estimer que la sécurité nationale était en danger.

En étudiant une période de plusieurs mois courant de 2016 à 2017, les journalistes ont pu d'emblée tirer un premier constat: personne n'est épargné par la géolocalisation, du gratin d'Hollywood au staff de la Maison-Blanche en passant par monsieur et madame Tout-le-monde.

Parmi les va-et-vient observés, ceux de nombre d'agent·es des services secrets se sont révélés particulièrement inquiétants. Dans l'entourage même du président, les journalistes ont été en mesure de déterminer l'identité d'un individu en se basant uniquement sur ses déplacements. Une approche inédite que les services secrets se sont pour l'instant abstenus de commenter.

Une menace pour la sécurité intérieure

Cette vulnérabilité touche tous les hauts lieux du pouvoir. Elle concerne aussi bien les militaires, les agent·es de police que les avocat·es et les juges de la Cour suprême.

Les risques qui en découlent sont nombreux: chantage, campagnes électorales compromises mais aussi intrusion de puissances étrangères, notamment russes, chinoises ou nord-coréennes.

Grâce aux données de géolocalisation, il est possible de créer une carte large et précise du réseau social d'un individu, ce qui auparavant, dans le cadre d'un espionnage traditionnel, était difficile voire quasiment impossible.

De cette manière, les journalistes du New York Times ont identifié avec certitude un agent du Pentagone qui se rendait en fin de semaine dans un centre pour toxicomanes. À l'évidence, l'utilisation malveillante de ce genre d'informations sensibles peut facilement mettre en péril un mariage ou une carrière professionnelle, donc constituer un moyen de pression phénoménal pour une puissance hostile.

La sécurité nationale est par ailleurs compromise par l'absence de règles cohérentes. Si, par exemple, la géolocalisation n'est

pas autorisée au quartier général de la CIA, elle l'est sur son parking. Il est ainsi aisé de suivre le trajet de n'importe quel employé une fois sa journée de travail terminée. Des sites comme le Pentagone, le siège du FBI ou les bureaux des services secrets seraient également concernés par ce laxisme sécuritaire.

Personne n'y échappe!

Nul besoin d'être un agent secret pour redouter cette nouvelle forme de surveillance. Avec ces données, il devient très facile de repérer et d'identifier les participant·es à une manifestation.

Autre cas de figure, plus amusant peut-être, qui permet de battre en brèche le fameux argument du «je n'ai rien à cacher»: les journalistes ont pu suivre le trajet d'un ingénieur de Microsoft se rendant un mardi après-midi chez le concurrent Amazon.

Un mois plus tard, ses informations de géolocalisation ne le situant plus que sur le campus de ce dernier, les journalistes en ont conclu qu'il avait démissionné de chez Microsoft... Doit-on craindre dans le futur la surveillance ciblée des salarié·es?

Autre point que le New York Times a tenu à souligner: indépendamment de Google Maps ou Facebook, la grande majorité des données de géolocalisation sont collectées par de petites entreprises, souvent méconnues du grand public. Des centaines d'applications pour smartphones permettant de géocaliser une personne ont ainsi vu le jour et se retrouvent dans la poche de millions d'Américain·es, à leur insu.

Vers une meilleure réglementation?

Jugeant les mesures actuelles insuffisantes, les journalistes en appellent au Congrès américain pour qu'une réglementation digne de ce nom puisse voir le jour.

Pour justifier cette incursion du secteur privé dans nos vies quotidiennes, les entreprises mettent souvent en avant l'argument de l'anonymisation des données. «C'est complètement faux», rétorque Paul Ohm, professeur de droit à l'Université de Georgetown qui estime que «la seule chose probablement plus compliquée à anonymiser que ces informations de géolocalisation est notre ADN».

Selon le New York Times, nous vivrions «dans le système de surveillance le plus performant au monde». Si ce système n'a pas été créé délibérément à des fins de surveillance mais avec des buts financiers et de profit, il n'en reste pas moins que nous sommes aujourd'hui si habitués à être pisté·es que nous ne nous en rendons même plus compte.

Loin de rejeter la faute sur le consommateur ou la consommatrice, les journalistes dénoncent un secteur privé qui a fait de l'opacité sa marque de fabrique. Une situation à laquelle on peut espérer remédier grâce à une prise de conscience croissante sur la question des données personnelles. slate.fr 26.12

En complément. Une histoire de vases communicants. La Bourse s'éclate !

Wall Street à des records, portée par Boeing et le commerce - AFP 24 décembre 2019

Les principaux indices de la Bourse new-yorkaise ont franchi des records lundi, soutenus par la nette hausse de l'action de Boeing, dont le patron a annoncé sa démission, ainsi que par un vent d'optimisme commercial après des annonces chinoises.

Son indice vedette, le Dow Jones Industrial Average, a gagné 0,34%, à 28.551,53 points.

Le Nasdaq, à forte coloration technologique, est monté de 0,23%, à 8.945,65 points, et l'indice élargi S&P 500 a grappillé 0,09%, à 3.224,01 points. AFP 24 décembre 2019

La Bourse de Paris à son plus haut niveau de clôture depuis 12 ans - AFP 23 décembre 2019

L'indice CAC 40 a pris 7,84 points à 6.029,37 points...

L'année s'achève sur un millésime époustouflant pour les actions, avec à la clé des gains de près de 30% en Europe et aux Etats-Unis. AFP 23 décembre 2019

Le smic augmentera de 12 cts de l'heure en 2020, c'est énorme !

Dans quel monde vivons-nous ?

Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Sinon il reste la capsule de cyanure !

Les micro-chambres se multiplient en Europe - Le Figaro 26.12

Dormir dans une cabine haute et large de 1,45 mètre, sur un lit de deux mètres de long? Les «capsule hôtels», ces hébergements bon marché longtemps apanage des Japonais, ont désormais le vent en poupe dans le monde entier, comme à Milan, ville en plein essor touristique. Dans les chambres standards, huit capsules sont collées les unes aux autres, avec un espace toilettes partagé et des douches au bout du couloir.

À l'intérieur de la cabine: un lit de 90 centimètres sur 2 mètres avec oreiller et couette, deux prises pour recharger téléphone ou ordinateur, un coffre pour ranger son sac et une table de chevet intégrée. Le tout pour un tarif allant de 19 euros (petit-déjeuner inclus), en période creuse, à 150 euros pendant la Semaine du design. Un concept né au Japon dans les années 80. Les «établissements de dépannage» se développent ensuite rapidement sur la péninsule, prisés à la fois des «salarymen», ces employés en costume cravate connus pour apprécier les soirées tardives et arrosées, et par les malheureux ayant manqué le dernier train pour rentrer chez eux.

Mais depuis plusieurs années, le concept a essaimé dans le reste du monde. D'abord dans les aéroports, de Paris à Moscou en passant par Bangkok. Puis progressivement dans les villes elles-mêmes, comme à Singapour, Séoul ou Bombay. Néanmoins, en Europe, hors aéroports, les vrais hôtels capsule restent encore rares. On peut citer le City Hub à Amsterdam ou le «capsule hotel Lucerne», premier à avoir ouvert en Suisse fin 2018. En Italie, Milan est la première ville à en accueillir, mais ZZZleepandGo et sa filiale Ostelzzz comptent s'étendre.

Le groupe italien s'est déjà construit un petit empire: fin 2019, il sera présent dans six aéroports (Milan, Varsovie...) auxquels s'ajouteront rapidement en 2020 ceux de Vienne et quatre au Brésil (dont Rio de Janeiro), en faisant le leader mondial, assure son directeur général Gianmaria Leto. Outre «cinq à six aéroports en plus chaque année», «notre objectif est de créer un ou deux hôtels (capsule) par an dans les cinq prochaines années dans les principales villes européennes», ajoute le trentenaire. Ce qui fera passer le chiffre d'affaires du groupe à 10 millions d'euros, contre un million en 2019.

Selon la blogueuse spécialiste du voyage Agnese Sabatini, «le seul aspect négatif d'un hôtel capsule est la sensation d'enfermement, de claustrophobie, qu'il peut déclencher chez certains». Sinon, c'est un trio gagnant: «Ils offrent de l'intimité, des tarifs réduits, le tout avec la ville à portée de main», estime la rédactrice du blog «I'll B right back». «Les petits espaces ne sont pas un problème pour les jeunes:Ce qu'ils demandent c'est de la technologie, comme le check-in automatisé, des prises pour charger leurs appareils électroniques», mais aussi des espaces communs pour rencontrer de nouvelles personnes, ajoute-t-elle.

Le choix de Milan pour le premier hôtel capsule italien n'est pas anodin: la ville connaît un envol touristique depuis l'Exposition universelle de 2015, grâce à ses semaines de la mode, du design, son Duomo (cathédrale) ou sa vie nocturne. De 4,2 millions de visiteurs en 2011, elle est passée à 6,8 millions en 2018 (dont environ 65% d'étrangers), soit une hausse de plus de 60%. Et celle-ci se poursuit: en septembre, Milan a accueilli plus de 700.000 touristes, soit un boom de 18% sur un an. Parmi ceux-ci, une part croissante de jeunes. Le Figaro 26.12

LVOG - Et ils vous racontent cela le plus tranquillement du monde...

Totalitarisme. Plus personne ne pourra dire qu'il n'existe pas.

NED - Pourquoi la démocratie dépend de «l'État profond» - demdigest.org 20 décembre 2019

Comme toutes les démocraties modernes, les États-Unis ont besoin d'un État profond, car il est essentiel pour lutter contre la corruption et faire respecter l'État de droit, affirme Francis Fukuyama, chercheur principal au Freeman Spogli Institute de l'Université de Stanford et auteur de «Political Order and Political Decay: De la révolution industrielle à la mondialisation de la démocratie ».

Le gouvernement constitutionnel dépend de l'existence d'une fonction publique professionnelle, experte et non partisane, écrit-il pour le Wall Street Journal. Aussi difficile à imaginer qu'en ce moment de polarisation partisane extrême, le gouvernement ne peut fonctionner sans des fonctionnaires dont la loyauté première n'est pas envers le chef politique qui les a nommés, mais envers la Constitution et un plus grand sens de l'intérêt public, ajoute Fukuyama, un membre du conseil d'administration du National Endowment for Democracy (NED), le groupe d'aide à la démocratie basé à Washington. RTWT. demdigest.org 20 décembre 2019

LVOG - État profond = État de droit ; Démocratie = Corruption.

Encore de la science-fiction, une "***théorie du complot***" ? Non, la réalité.

Un carnet de vaccination sous-cutané de taille microscopique mis au point par des chercheurs - 20minutes.fr 23.12

Santé connectée. Invisible à l'œil nu, les informations fluorescentes de ce carnet de vaccination futuriste pourraient être lues avec un smartphone spécialement équipé

Depuis des années déjà, les scientifiques mettent au point diverses puces sous-cutanées plus ou moins utiles. Celles-ci peuvent renfermer notre identité ou permettre de déverrouiller la porte de sa maison, de sa voiture ou donner accès à son bureau. Un concept qui – pour l'instant – a encore du mal à passer auprès du grand public, mais le projet du MIT pourrait peut-être se démarquer.

Le projet du Massachusetts Institute of Technology consiste en un carnet de vaccination sous-cutanée. Dans les faits, ce carnet de vaccination prendrait la forme de symboles placés sous la peau indiquant que la personne a bien reçu tel ou tel vaccin.

Le carnet de vaccination 2.0 du MIT ne consiste pas en une micropuce électronique, mais prend plutôt la forme de nanoparticules injectées sous la peau grâce à une seringue spécifique équipée d'un patch de micro-aiguilles de 1,5 millimètre de longueur.

Les nanoparticules sont composées de cristaux à base de cuivre d'une longueur de 3,7 nanomètres de diamètre. Celles-ci sont encapsulées dans des microcapsules de 16 micromètres. Ces nanoparticules sont totalement invisibles à l'œil nu, c'est pourquoi il est nécessaire d'utiliser un smartphone spécialement équipé pour pouvoir lire les informations fluorescentes.

LVOG - Les pays les plus pauvres devraient servir de cobaye ou de laboratoire.

Le dispositif du MIT est plutôt destiné aux pays en voie de développement où il est difficile de connaître les antécédents médicaux d'un patient et ainsi de le vacciner si nécessaire.

À l'heure actuelle, le procédé n'a pas encore été testé sur l'homme, mais cela pourrait changer dans un futur relativement proche.

LVOG - La santé comme caution.

Le MIT souhaiterait arriver à mettre au point un dispositif qui injecte à la fois le vaccin et les nanoparticules sous-cutanées indiquant que le patient a été vacciné. 20minutes.fr 23.12

Wikipédia - La FDA américaine (Food and Drugs Administration) a approuvé en 2004 l'implantation sous cutanée de radio-marqueurs à des fins médicales, une impulsion significative à des industriels comme Applied Digital Solutions, fabricant de ce type de radio-marqueurs et en quête d'un véritable marché de masse.

Mais il n'est aujourd'hui déjà plus besoin d'un risque vital pour accepter l'implantation d'un tel dispositif. Les membres du Baja Beach Club à Barcelone se font implanter une puce Verichip d'Applied Digital Solutions. Celle-ci assure une fonction de porte-monnaie virtuel dans le cadre de cet établissement6.

Il est possible de se faire implanter une puce sous-cutanée lors d'événements appelés "implant-party". En juin 2015, un tel événement a eu lieu au festival Futur en Seine à Paris à la Gaîté lyrique ; présent à cet évènement, le journaliste du Point Guillaume Grallet a raconté son implantation de puce.

Chez l'animal

La puce permet d'identifier l'animal (nom, date de naissance, propriétaire, adresse...), de retrouver des données médicales (âge, sexe, vaccinations...). Wikipédia.org

A lire aussi

- Un monde sous surveillance ? - La surveillance de demain : puces RFID et implants sous-cutanés

https://books.openedition.org/pupvd/3969?lang=fr

- Les véritables dangers de la micro-puce sous-cutanées et de son fonctionnement.

https://gloria.tv/post/jY1x1miE66gt6nqYcyhvbRPc3 Se faire implanter une puce électronique par son entreprise : pour ou contre ?

https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/implantation-puce-electronique-rfid-entreprise

Dossier sur les retraites.

Macron a appelé les grévistes à la "*trêve*" après les avoir accusés de ne pas "*respecter les familles et la vie des familles*" dont il se moque complètement par ailleurs, en assurant qu'"*il n'y aura pas de trêve pour le gouvernement pendant cette période compte tenu de nos engagements et de l'importance de la situation*". AFP 21.12

Comme quoi une "***trêve***" était mal venue.

En pleine grève, Elisabeth Borne part en vacances au Maroc : "Elle est totalement joignable et mobilisable", assure son cabinet - Franceinfo 25.12

Une intention idéologique ministérielle inavouable à peine maquillée.

- En pleine grève, la SNCF reçoit le prix de la pire entreprise de l'année - huffingtonpost.fr 26.12

LVOG - L'INC a le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), placé sous la tutelle du ministre chargé de la consommation.

Huffingtonpost - Cela n'a rien à voir avec la grève, mais la SNCF aurait certainement pu se passer de ce prix remis par le magazine 60 millions de consommateurs.

LVOG - Nous aussi ! L'Institut national de la consommation jure la main sur le coeur que "*ce trophée n'a rien à voir avec la grève*", ben voyons ! Et il faudrait que les lecteurs croient sur parole cette officine de Washington (Huffingtonpost), ils les prennent vraiment pour des abrutis.

Comme il y a les attentats sous faux drapeaux, il y a les prix sous de faux prétextes qui tombent à point nommé.

Huffingtonpost - La SNCF est pointée du doigt pour ses retards, sa politique tarifaire et ses accès difficiles aux guichets.

LVOG - De quoi justifier sa privatisation. Plus fort encore, alors que la SNCF va être découpée en deux entités le 1er janvier 2020 pour pouvoir achever à terme sa privatisation : SNCF Réseau et SNCF Voyageurs. SNCF Voyageurs regroupera les TGV et Intercités, TER, trains de banlieue franciliens. SNCF, mais sans les gares, les activités de logistique et de fret ferroviaire, ni les 70% détenus dans l'opérateur de transports publics Keolis qui relèveront de SNCF Réseau et de sa filiale SNCF Gares & Connexions :

Huffingtonpost - L'objectif de ce "Cactus d'Or", encourager l'entreprise à s'améliorer.

LVOG - Le Cactus du ridicule, cela ne leur dit rien ?

Ce qui se passe et qui échappe à l'attention de la plupart des lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, c'est que pas une agence de presse ou un média institutionnel ne peut fournir une info sans être tenté au passage de s'en servir comme un instrument au service de la propagande du régime. Et quand on a passé des années à les décrypter minutieusement quotidiennement pendant des heures, on s'aperçoit que cette pratique s'est généralisée.

Ils n'informent pas, ils ne rendent pas compte de faits ou de la situation, ils les fabriquent afin d'influencer la population en fonction de l'agenda du gouvernement ou de l'Etat profond.

L'oligarchie pourvoira largement à ses besoins pour service rendu...

Emmanuel Macron ne touchera pas sa retraite de président de la République - LePoint.fr 21.12

Emmanuel Macron et la financiarisation des retraites

Pour comprendre qui sont les commanditaires d'Emmanuel Macron, il ne faut pas regarder en France, mais à l'étranger. Certes, la banque Rothschild a joué un rôle dans son élection, mais pas si important que cela. Au contraire, Henry Kravis, le patron du premier hedge fund KKR, en a joué un considérablement plus important, voire décisif [4]. Il tient sa fortune de la mise au point d'une technique à la limite de la légalité : le rachat d'entreprises par l'endettement (« LBO », en français : « achat à effet de levier »). C'est lui qui a introduit le jeune ambitieux au Club de Bilderberg ou encore qui a choisi son Premier ministre, Édouard Philippe.

Jusqu'ici Henry Kravis est considéré comme un requin et nul à Wall Street n'envisageait de s'allier à KKR [5]… sauf Blackrock, le premier gestionnaire d'actifs au monde pour qui la crise financière de 2008 a été une aubaine.

Le 25 octobre 2017, le président Emmanuel Macron privatise la salle du Conseil des ministres pour héberger un séminaire de grands spéculateurs, dont Laurence Fink, le patron de Blackrock [6]. Ce dernier est accompagné d'un de ses employés, l'ancien chancelier de l'échiquier britannique, le baron George Osborne. Édouard Philippe (Premier ministre), Muriel Pénicaud (Travail), Bruno Lemaire (Économie et Fiances), Élisabeth Borne (Transport) et Benjamin Griveaux (secrétaire d'État auprès de Bruno Lemaire) viennent plancher devant cet aréopage.

Au cours de cette réunion Emmanuel Macron et Bruno Lemaire exposent à leurs interlocuteurs leur plan pour financiariser l'épargne des Français : réformer les retraites en abandonnant le système de solidarité entre les générations par un système de capitalisation. Pour cela, ils viennent de choisir un vieux politicien (70 ans à l'époque), Jean-Paul Delevoye et de le nommer Haut-Commissaire à la Réforme des retraites. C'est un ami de longue date de Jean-François Cirelli, le patron de Blackrock en France. Ils ont également révélé vouloir glisser dans le projet de loi relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite « Loi PACTE », un discret article permettant une « meilleure accessibilité de l'épargne retraite », c'est-à-dire l'accès des plus riches à une retraite par capitalisation.

Cependant, après deux ans de consultations, les électeurs ignorent toujours en quoi consistera la réforme des retraites. Selon les jours, on dénonce le trou de certains régimes spéciaux et on appelle au nom de la justice sociale à une uniformisation du système ; ou l'on déplore l'allongement de la durée de la vie et l'on préconise d'allonger la durée d'activité afin d'équilibrer les comptes. En réalité aucun pays au monde n'a de système unique de retraite et, compte tenu « chômage des seniors », rien ne permet d'affirmer que le report de l'âge de la retraite fera faire des économies. Tout ce tintamarre ne visait qu'à cacher le seul objectif du gouvernement : substituer la capitalisation à la solidarité entre les générations. Un gigantesque mouvement de protestation sociale se met en branle, incluant les Gilets jaunes, qui aboutit à une spectaculaire grève de deux semaines.

C'est à ce moment là que Le Parisien publie une nouvelle stupéfiante : en violation de la Constitution, Jean-Paul Delevoye entretient un lien de subordination avec l'IFPASS, l'organisme de formation professionnelle de la Fédération française des assurances, principal bénéficiaire de la réforme en cours [7]. Il en entretient un autre avec un second organisme de formation professionnelle lié au premier. De fil en aiguille, on recense quatorze liens de subordination du vieux sage. Il mettra huit jours à démissionner.

Loin de le condamner, le président Emmanuel Macron exprime ses « regrets » devant sa démission, tandis que Gilles Le Gendre, président du groupe parlementaire de leur parti à l'Assemblée nationale, proclame son « respect devant sa décision courageuse ». Il apparait que le président, le Premier ministre et presque tous les membres du gouvernement savaient depuis longtemps et, contrairement à leur obligation, ne sont pas intervenus. Tardivement, le Procureur de la République est saisi. (La classe politique française et les violations de la Constitution par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 décembre 2019)

Le suzerain recevra encore ses vassaux.

Réforme des retraites : les partenaires sociaux reçus le 7 janvier par le gouvernement - L'Express.fr 24 décembre 2019

Chez les intellectuels non plus il n'existe pas de consensus

Cheminots: des personnalités appellent à soutenir financièrement les grévistes - Le HuffPost 23 décembre 2019

Une quarantaine d'écrivains, comédiens ou encore universitaires, parmi lesquels Édouard Louis, Annie Ernaux ou Jean-Marie Bigard, ont appelé ce dimanche 22 décembre à "soutenir financièrement", via diverses cagnottes, les cheminots en grève contre la réforme des retraites, qui menace selon eux "un de nos biens communs".

"Nous sommes à nouveau aux côtés des grévistes de la RATP et de la SNCF", écrivent sur un blog de Mediapart ces personnalités , dont certaines avaient déjà lancé une cagnotte au printemps 2018, à la veille d'une grève de 36 jours sur trois mois contre la réforme de la SNCF.

ls défendent un de nos biens communs, un système de retraites qui, loin d'avoir été octroyé par les patrons, est le fruit des luttes de nos aînés", font valoir les signataires du texte, alors que le gouvernement veut instaurer un système universel par points remplaçant les 42 régimes existants.

"Pour la grande majorité d'entre nous, une retraite calculée sur toute une carrière" sera "plus basse que celle calculée sur les 25 dernières années, comme c'est le cas aujourd'hui", assurent-ils, au 18e jour d'une grève illimitée dans les transports ferroviaires.

Les journées de grève coûtent. Pour imposer le maintien du système actuel de retraites, il importe que le mouvement dure

et s'amplifie", font valoir les signataires qui "soutiendront financièrement" les grévistes et renvoient vers les diverses cagnottes lancées par des syndicats (CFT, FO, SUD, Solidaires, Unsa) de la RATP et de la SNCF.

"Nous nous souvenons des grèves de 1995 et 1968 (...) La solidarité entre voisins et collègues mit en échec le calcul gouvernemental de dresser les usagers contre la grève", écrivent-ils, promettant de manifester "aux côtés des cheminots, le samedi 28 décembre, et de tous les grévistes, le 9 janvier".

Parmi les auteurs du texte figure le sociologue Jean-Marc Salmon, déjà à l'origine de la cagnotte lancée l'année dernière et qui avait rapporté plus d'un million d'euros sur internet.

En font également partie le PDG de Sud Radio, Didier Maïsto, l'acteur Yvan le Bolloc'h, l'écrivain Laurent Binet, le dessinateur Tardi, les philosophes Toni Negri et Étienne Balibar, ou encore les humoristes Shirley et Dino. Le HuffPost 23 décembre 2019

Jeanne Balibar étrille Macron, "bouleversé" par "Les Misérables" - huffingtonpost.fr 06.12

L'actrice des "Misérables" de Ladj Ly juge Emmanuel Macron "directement responsable" "de toute mort dans un hôpital".

"Pourquoi considérer que c'est révolutionnaire alors que c'est juste une politique sensée?" C'est un réquisitoire en règle que livre l'actrice Jeanne Balibar contre Emmanuel Macron, la politique de son gouvernement et plus globalement le capitalisme.

Et ce qu'elle pense du gouvernement d'Édouard Philippe n'est pas franchement positif. Mais c'est à l'égard du président de la République que l'interprète de la commissaire dans le film "Les Misérables" de Ladj Ly, s'est montrée particulièrement dure. Jeanne Balibar ne peut visiblement pas concevoir la prise de conscience présumée d'Emmanuel Macron sur le malaise dans les banlieues.

"Responsable de toute mort dans un hôpital"

Pourtant, c'est un indiscret du Journal du dimanche qui révélait courant novembre qu'Emmanuel Macron avait été "bouleversé par la justesse" des "Misérables." Selon l'hebdomadaire politique, le film primé à Cannes a touché le chef de l'État au point qu'il "demande au gouvernement de se dépêcher de trouver des idées et d'agir pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers".

"C'est de la merde", tranche Jeanne Balibar. "Tant qu'il n'y a pas de bouleversement de la politique fiscale, ça ne sert à rien d'aller voir un film et de dire 'je suis bouleversé', c'est de la merde", explique-t-elle plus en détail tout en s'en prenant vivement à la politique d'Emmanuel Macron qui favoriserait les plus riches depuis son accession au pouvoir.

"On voit des milliardaires devenus cent fois plus milliardaires qu'il y a vingt ans, et tout chef d'État qui ne rapatrie pas cet argent aujourd'hui est un criminel, responsable de toute mort dans un hôpital", cingle-t-elle avant de juger par conséquent Emmanuel Macron "directement responsable" "de toute dérive sociale ou psychique non soignée par la justice, de tout enfant qui ne fera pas d'études à la hauteur de ses capacités intellectuelles, de toute personne qui ne pourra pas se déplacer pour trouver un travail."

"J'en ai marre d'entendre parler de la révolution"

Dans cette interview la comédienne est également revenue sur les traditions communistes de sa famille. "J'en ai marre d'entendre parler de la révolution parce qu'on m'en parle depuis cinquante ans et qu'il ne se passe rien, ça ne fait qu'empirer", déplore-t-elle. La solution pour Jeanne Balibar? "Récupérer" l'argent des milliardaires. "Pourquoi considérer que c'est révolutionnaire alors que c'est juste une politique censée?"

Quelques jours auparavant, c'est Vincent Lindon qui avait démontré qu'il est sans doute l'un des acteurs les plus engagés du cinéma français. Dimanche 1er décembre, l'acteur récompensé au festival de Cannes pour son interprétation d'un vigile de supermarché dans "La loi du marché, a livré un édito flamboyant aux Échos avec une question en fil rouge: "comment nos décideurs peuvent-ils dormir la nuit?"

"Ont-ils oublié que rien n'est plus précieux que la santé? Ne savent-ils plus que l'école est l'outil indispensable d'ouverture sur le monde, où l'on apprend à nos enfants à discerner le bien du mal, le juste de l'inéquitable?", clame Vincent Lindon en estimant "qu'aux oubliés de la start-up nation, il ne reste que la rue pour dire leur colère ou leur désespoir." huffingtonpost.fr 06.12

- «Désobéissance civile»: plus de 1.000 médecins renoncent à leurs fonctions administratives - sputniknews.com 28.12

Depuis la publication d'une tribune dans Le Journal du Dimanche le 15 décembre, plus d'un millier de chefs de service,

médecins hospitaliers ou responsables d'unité lâchent leurs fonctions administratives, alors que 250 unités d'urgence prennent part à la grève. Ils renoncent ainsi à appliquer la codification tarifaire pour éviter de facturer les actes à l'assurance maladie, ainsi qu'à participer à des réunions et à siéger à des commissions, indique Europe 1.

Censé mettre en garde le gouvernement, ce «mouvement de désobéissance civile […] a une dimension éthique», car ceux qui y participent le font «pour la population, pas pour des intérêts corporatistes», a expliqué André Grimaldi, professeur émérite d'endocrinologie au CHU de la Pitié-Salpêtrière, cité par Europe 1.

Bien que l'État ait annoncé allouer une enveloppe de 1,5 milliard d'euros supplémentaires, André Grimaldi considère que ces fonds ne correspondent qu'à 200 millions de plus par an, une somme «dérisoire», selon le professeur.

Les signatures bientôt transmises à la ministre

Depuis le 15 décembre, le nombre de signataires de la tribune est passé de 600 à 1.000 personnes, soit «environ 10% des chefs de service toutes spécialités et services confondus sur l'ensemble du territoire», a souligné André Grimaldi, cité par France Info. Cette liste sera transmise le 6 ou le 7 janvier à Agnès Buzyn, a indiqué la chaîne de radio. sputniknews.com 28.12

Toutes les couches de travailleurs se dressent contre la "réforme" des retraites

Les petits rats de Paris dans la rue contre la réforme des retraites - euronews 24 décembre 2019

L'Opéra de Paris hausse le ton et lance ses petits rats dans la rue pour faire entendre sa voix. Au 20e jour de mobilisation contre la réforme des retraites, les danseuses, musiciens et musiciennes en grève ont interprété devant l'Opéra Garnier, un extrait du Lac des Cygnes.

Un grand moment culturel pour rappeler que l'Opéra bénéficie de l'un des régimes spéciaux les plus anciens de France, qui date de Louis XIV.

Les artistes sont mis à la retraite à 42 ans après une carrière particulièrement éprouvante.

Supprimer leur caisse spéciale, serait condamner une des institutions qui contribue au prestige international de la culture française. euronews 24 décembre 2019

La solidarité intergénérationnelle n'est pas négociable.

Sur les retraites, les danseurs de l'Opéra de Paris refusent la concession du gouvernement - Le HuffPost 29 décembre 2019

Les danseurs de l'Opéra de Paris ne céderont pas. Dans un communiqué partagé le 24 décembre sur Facebook, les artistes, en grève contre le projet de réforme des retraites, font part de leur désaccord face à la concession proposée par le gouvernement la veille, selon laquelle le nouveau texte pourrait n'entrer en vigueur qu'à partir de 2022, pour ne s'appliquer qu'aux futures générations.

"Il nous est proposé d'échapper personnellement aux mesures, pour ne les voir appliquées qu'aux prochaines générations. Mais nous ne sommes qu'un petit maillon dans une chaîne vieille de 350 ans. Cette chaîne doit se prolonger loin dans le futur: nous ne pouvons pas être la génération qui aura sacrifié les suivantes", écrivent-ils.

L'Opéra, qui dispose d'un régime spécial datant de 1698, sous Louis XIV, et la Comédie-Française sont les seules institutions culturelles concernées par la réforme du gouvernement.

Les danseurs de l'Opéra de Paris (Garnier et Bastille) partent actuellement à la retraite à 42 ans compte tenu de la "pénibilité" de leur métier, des risques de blessure et du fait que la majorité des danseurs peut difficilement continuer à danser les grands ballets au-delà de cet âge avec le même niveau d'excellence.

"La pension que nous touchons après 42 ans, additionnée aux salaires souvent modestes de nos deuxièmes carrières permet -si on a de la chance- , de conserver un niveau de vie à peu près stable quand on ne peut plus danser", estiment les danseurs, qui se disent "poussés à bout". "L'élimination de notre caisse de retraite, qui incarne l'union entre toutes les générations de nos plus de 70 métiers, pour nous faire rentrer de force dans un régime qui ne nous correspond pas du tout, achèverait de détruire l'équilibre fragile de notre collectif de travail", ajoutent-ils. Le HuffPost 29 décembre 2019

- Retraites: l'appel à la grève des bibliothécaires - Le HuffPost 29 décembre 2019

Des enseignants aux cheminots de la SNCF en passant par les danseurs de l'Opéra de Paris ou les avocats... la contestation de la réforme des retraites touche de très nombreux corps de métiers.

Lundi 23 décembre, environ 250 bibliothécaires en France ont à leur tour appelé à la mobilisation contre le système à point promis par le gouvernement. Dans un texte publié sur plateforme appeldesbibliotheques.frama.site/, ces dizaines de professionnels -travaillant au sein de bibliothèques universitaires, ou à la bibliothèque nationale de France ou autre- appellent leurs collègues à rejoindre la lutte.

"Nous, personnes travaillant en bibliothèque, quels que soient notre tutelle, notre statut et le lieu où nous exerçons notre métier, sommes mobilisées depuis le 5 décembre contre la contre-réforme des retraites par points : en grève, en manifestation, en action aux côtés de la RATP, de la SNCF, du personnel de l'éducation, et des nombreux autres secteurs professionnels unis pour une société solidaire", débute le texte signé par des salariés de la France entière. "Plus que jamais il est temps de s'organiser"

Comme les syndicats les plus hostiles à la réforme, le texte pointe une "remise en cause complète du mode de financement des retraites, qui devrait désormais reposer en grande partie sur l'épargne privée" et la baisse généralisée des pensions désormais calculées sur l'entièreté de la carrière.

Et le texte de conclure à un appel à la mobilisation sous toutes ses formes. "Nous appelons les personnels des bibliothèques à renforcer la mobilisation partout en France dès à présent, à se réunir dans leurs bibliothèques pour s'informer et débattre du contenu de la contre-réforme, à faire grève, y compris de manière reconductible là où c'est possible, à contribuer aux caisses de solidarité, à participer aux assemblées générales et à toute action ou manifestation pour l'abandon de la réforme des retraites du gouvernement. Plus que jamais il est temps de s'organiser, s'entraider et lutter pour une société juste et solidaire et un service public de qualité." Le HuffPost 29 décembre 2019

Macron a même réussi à se mettre à dos les policiers.

Macron a fâché les policiers avec son discours sur les retraites en Côte d'Ivoire - Le HuffPost 22 décembre 2019

Or cette déclaration ainsi que celles plus récentes de la ministre des Armées Florence Parly, ont mis en colère plusieurs syndicats de policiers qui se sont ainsi fendus de communiqué ce week-end. Dénonçant que "la clause du grand-père", s'applique aux militaires et donc aux gendarmes, mais pas aux policiers.

"Si cela venait à se confirmer, ce serait pour nous injuste et inacceptable. Comment pourriez-vous obliger alors l'application du régime universel de retraite aux policiers nés à partir de 1985? Une fois de plus nous constatons qu'il existe une perspective de régime à deux vitesses au sein d'un même ministère et pire un véritable mépris pour tous les policiers républicains qui payent chaque année un lourd tribut", dénonce un communiqué d'Alliance et Unsa Police.

Dans un autre communiqué, SGP Police revient également sur cette notion d'âge qui a mis le feu aux poudres, après qu'un conseil supérieur de la fonction militaire réuni ce jeudi en présence de la ministre Florence Parly a confirmé "qu'aucun sous-officier ne basculerait dans le régime universel". "Quelques officiers ayant moins de 10 ans de carrière seront concernés par le nouveau système. 95% des gendarmes sont donc épargnés par cette réforme", déplore ainsi l'organisation.

Lors de la première manifestation contre la réforme des retraites le 5 décembre dernier, plusieurs syndicats de policiers avaient annoncé rejoindre le front de l'opposition. Mais après une réunion au ministère de l'Intérieur avec Christophe Castaner les centrales avaient choisi de suspendre leur mouvement de protestation. "On ressort de cette réunion assez confiants. Le ministre nous a assuré que le statut spécial sera préservé", avait notamment déclaré le secrétaire général d'Alliance, Fabien Vanhemelryck. Les organisations avaient également eu gain de cause sur la bonification.

Autant d'avancées qui pourraient voler en éclat après ce qui est ressenti comme une trahison pour les organisations syndicales réclamant le même traitement que les gendarmes. "Ces annonces sont en contradictions avec celles que vous aviez faites le 12 décembre 2019, lorsque vous aviez acté un traitement des retraites pour les policiers et les gendarmes basé sur un même niveau d'égalité", déplore désormais Alliance. Le HuffPost 22 décembre 2019

Le gouvernement capitule partiellement face à une menace de grève du personnel du transport aérien.

Après les hôtesses et stewards, les pilotes retirent leur préavis de grève huffingtonpost.fr 27.12

Le principal syndicat a obtenu la garantie que les pilotes de ligne pourront partir à taux plein à 60 ans.

Le SNPL, syndicat de pilotes majoritaire en France, a annoncé ce vendredi 27 décembre la levée de son préavis de grève pour la journée du 3 janvier en raison des "avancées significatives" obtenues du gouvernement concernant la réforme des retraites.

Lors d'une rencontre avec le secrétaire d'État aux Transports Jean-Baptiste Djebbari et le "monsieur Retraites" du gouvernement Laurent Pietraszewski, "des avancées significatives ont été obtenues" et le gouvernement a transmis ce vendredi au SNPL France Alpa "des éléments précis et engageants confirmant ces avancées", indique le syndicat dans un communiqué.

Le SNPL a obtenu la garantie que les pilotes de ligne pourront partir à taux plein à 60 ans ainsi que le maintien de la caisse de retraite du personnel navigant (CRPN), caisse autonome dotée de 5 milliards d'euros de réserves et menacée de disparition dans le cadre du projet de fusion des 42 régimes existants dans un "système universel" par points.

"Nous avons reçu la confirmation de la prise en compte par le gouvernement de nos spécificités 'pilotes' légales, spécificités qui seront financées par la profession", a précisé à l'AFP le SNPL.

Le syndicat avait déposé le 18 décembre son préavis de grève appelant "l'ensemble des pilotes des entreprises de travail et de transport aérien relevant de la législation française" à cesser le travail le 3 janvier.

Le SNPL est membre du collectif SOS Retraites, qui regroupe des professions libérales disposant de régimes autonomes (avocats, kinésithérapeutes, infirmiers, etc) et appelle à la mobilisation à partir du 3 janvier. Quatre syndicats d'hôtesses et stewards (SNPNC, Unsa PNC, Unac et UNPNC) ont également suspendu leur appel à la grève le 3 janvier devant les concessions obtenues du gouvernement en début de semaine.

"Nous avons reçu l'engagement que les 5 milliards d'euros de réserves de la CRPN seront conservés", avait indiqué jeudi à l'AFP Christelle Auster, secrétaire générale du SNPNC, premier syndicat d'hôtesses et stewards, "en revanche l'âge de départ à la retraite à 55 ans pour les PNC (personnels navigants commerciaux, ndlr) va disparaître progressivement pour les générations nées après 1987, pour converger vers 60 ans".

D'autres syndicats de navigants (le Spaf pour les pilotes et le SNGAF pour les hôtesses et stewards) maintiennent toutefois leur appel. huffingtonpost.fr 27.12

Macronscopie.

Trucage.

Le rôle de la France dans le trucage du rapport de l'OIAC - Réseau Voltaire 27 décembre 2019

Wikileaks a publié de nouveaux documents internes de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC) [1]. Un e-mail atteste que le travail de l'inspecteur Ian Henderson a été supprimé sur ordre du directeur de cabinet du directeur général de l'Organisation, Sébastien Braha [2].

Ce diplomate français est un « cadre d'Orient » qui fut détaché auprès de l'OIAC trois mois après la supposée attaque chimique de Douma afin de contrôler l'enquête de l'Organisation.

Sébastien Braha (photo) précise ; « Veuillez retirer ce document des archives [...]. Et veuillez supprimer toute trace, s'il y en a, de sa livraison/stockage/quoi que ce soit dans les archives ».

Ian Henderson avait établi que les deux cylindres qui ont été retrouvés sur le site de l'attaque présumée à Douma (Syrie) auraient été plutôt placés manuellement que largués d'un avion ou d'un hélicoptère.

Le rapport expurgé avait été utilisé pour justifier un bombardement conjoint de la Syrie, par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, dans la nuit du 13 au 14 avril 2018.

[1] "OPCW Douma Docs", Wikileaks, December 27, 2019.

[2] « Le rapport de l'OIAC était falsifié », Réseau Voltaire, 25 novembre 2019.

Qui a dit ?

- "*Le continent africain est un continent jeune.* "

Donc à propos de ce qui est considéré comme le "*berceau*" de l'humanité.

Réponse : Macron lors d'une conférence de presse à Abidjan le 21 décembre.

Dans le même registre et dans la foulée :

- ""“Trop souvent aujourd’hui la France est perçue” comme ayant “un regard d’hégémonie et des oripeaux d’un colonialisme qui a été une erreur profonde, une faute de la République”, a-t-il déclaré, appelant à “bâtir une nouvelle page”.

Tout d'abord, on ne bâtit une nouvelle page, on tourne l'ancienne ou on en ouvre une nouvelle, voilà pour la médiocrité rhétorique du discours présidentiel.

Il en a profité pour attaquer la République. Cela peut se concevoir à condition de reconnaître que les valeurs qu'elle incarne sont imparfaites ou feront l'objet d'interprétations contradictoires, et qu'en fonction des rapports sociaux établis elles profiteront principalement à la classe qui détient le pouvoir, ou ici en l'occurrence l'impérialisme français au détriment de pays qu'ils avaient soumis à sa domination sous la colonisation, rapport qui n'a jamais réellement disparu.

Il l'a avoué lui-même en appelant à “*bâtir une nouvelle page*”... après avoir commencé par le nier en suggérant qu'il ne s'agissait que d'une impression trompeuse ou exagérée. Conformément à la figure de rhétorique du "*en même temps*" qui a chez lui une signification démagogique, il a tenu un double langage destiné à embrouiller les esprits mal assurés, tout en rassurant ses partisans que rien ne changerait dans les relations entre la France impérialiste et coloniale et l'Afrique. Mais comme cela se décide à Washington ou au Pentagone...

Macron ou quand une banale erreur génétique est devenue une "***faute***" monstueuse.

Pour Emmanuel Macron, le colonialisme a été "une faute de la République" - Le HuffPost 21.12 Rétablissons les faits.

Le colonialisme s'inscrivait à un moment donné dans la continuité du processus historique inconscient entamé lors du développement économique ou des forces productives, qui devait par la suite s'étendre à l'ensemble de la planète sous la conduite de la classe qui détiendrait le pouvoir à l'issu de la lutte de classes.

La classe ouvrière ayant été incapable de s'emparer du pouvoir politique au cours du XXe siècle dans les pays économiquement les plus développés, c'est donc la classe des capitalistes à laquelle il échut d'accomplir ou de poursuivre de nos jours cette tâche historique, à sa manière, injuste, violente, cruelle, barbare, afin d'assurer la pérénité du système de l'exploitation de l'homme par l'homme dont elle tire sa subsistance, avec toutes les contradictions qui en découlent et qui finalement l'emporteront, sous peine dans le cas contraire que la civilisation humaine dégénère et régresse indéfiniment jusqu'à sa disparition tout simplement.

C'est dans cette voie-là que malheureusement nous sommes engagés actuellement, pour être toujours incapables de nous élever au niveau de la compréhension de ce processus historique inconscient...

Barkhane n’est pas la Françafrique: ce que fait vraiment la France au Sahel - Le HuffPost 22 décembre 2019

Et sur quels arguments s'appuient les porte-parole de l'impérialisme français pour l'affirmer ?

Le HuffPost - C’est l’incapacité des pays africains à bâtir une force militaire efficace qui a contraint la France à intervenir. Cela lui a permis de protéger des pays amis mais aussi ses ressortissants vivant dans les États de la région.

LVOG - Et pourquoi ces pays africains malgré les richesses dont ils regorgent n'ont-ils pas eu les moyens politiques et financiers pour "bâtir une force militaire efficace", sinon parce qu'ils sont demeurés les vassaux des ex-colonisateurs qui ont constamment spolié leur indépendance.

Le HuffPost - La France n’est pas intervenue pour sauver ses intérêts économiques...

LVOG - Pensez-vous !

Le HuffPost - D’ailleurs s’agissant d’Areva au Niger, on peut légitimement considérer que cela relèverait d’abord d’une logique sécuritaire en évitant qu’un groupe jihadiste ne s’empare d’une mine d’uranium leur permettant de fabriquer des bombes sales.

LVOG - Comme s'il suffisait de posséder de l'uranium pour fabriquer des bombes et pourquoi pas des centrales nucléaires, grotesque. Au passage, au moins avec le charbon les risques sont réduits, parce qu'ils ne vous parlent jamais des retombées monstrueuses de toutes leurs guerres et des destructions qu'elles engendrent sur le climat notamment, en les prenant au mot.

Du franc à l'euro ou du franc CFA à l'Eco : Même punition...en pire pour les Africains !

- Emmanuel Macron a sonné le glas du franc CFA samedi 21 décembre selon FranceInfo le 22 décembre 2019

Macron - J'ai souhaité engager la France dans une réforme historique et ambitieuse de la coopération entre l'union économique et monétaire ouest africaine et notre pays. Nous le faisons pour la jeunesse africaine.

Le président ivoirien, l'un des rares défenseurs de la devise, "a dû se plier à la décision souveraine prise par les autres dirigeants de la zone UEMOA" (Union économique et monétaire ouest-africaine - ndlr), note le Financial Times (article en anglais). Par ailleurs, plusieurs chefs d'Etat africains avaient récemment appelé à une remise en cause profonde de la monnaie, à l'image de Patrice Talon, président du Bénin... FranceInfo 22 décembre 2019

Courrier international précisait le 22 décembre 2019 :

L'annonce n'a rien d'une surprise. Plus tôt cette semaine, le Financial Times avait souligné que Paris "perdait de l'appétit pour le système" de la France-Afrique. Le franc CFA étant perçu comme une "relique coloniale", le chef de l'Etat paraissait ouvert à une évolution.

"Si ce changement de nom peut à certains égards sembler symbolique, la transformation ne s'arrête pas là", insiste le site sénégalais Senenews. "Elle s'accompagne de deux réformes techniques importantes qui devraient calmer les critiques". A savoir la fin du compte d'opération à la Banque de France et le départ des Français de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest.

"En d'autres termes, Paris ne cogérera plus cette monnaie", clarifie Lefaso.net. En revanche, la nouvelle monnaie conservera une parité avec l'Euro. courrierinternational.com 22 décembre 2019

L'Eco de la savane élyséenne.

Le franc CFA sera remplacé par l'"Eco", annonce le président ivoirien Alassane Ouattara à l'occasion de la visite d'Emmanuel Macron - francetvinfo.fr 21.12

"Le franc CFA a été un outil essentiel", mais "nous devons entreprendre des réformes encore plus ambitieuses afin de consolider notre dynamique de croissance, préserver le pouvoir d'achat de nos populations", a dit le président ivoirien, samedi 21 décembre. A Abidjan, en présence du président français Emmanuel Macron, Alassane Ouattara a fait cette annonce lors d'une conférence de presse commune avec son homologue.

En vertu de l'accord conclu entre l'Union économique ouest-africaine (Uemoa) et la France en vue d'une réforme du franc CFA, ce dernier deviendra l'"Eco" et conservera une parité fixe avec l'euro, a précisé le président ivoirien."Cette monnaie verra le jour en 2020. Je m'en félicite", a ajouté Emmanuel Macron, prenant la parole à son tour.

L'Uemoa regroupe le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a appelé samedi ses membres "à poursuivre les efforts" pour permettre la création de cette monnaie à l'horizon 2020.

Les critères clés de convergence sont de rester en dessous de 3% du Produit intérieur brut de déficit, de 10% d'inflation, avec une dette inférieure à 70% du PIB.

Les chefs d'Etat des 15 pays de la région ont par ailleurs adopté le symbole de l'Eco, "EC", ainsi que le nom de la future banque centrale de la Cédéao, la "Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest". francetvinfo.fr 21.12

LVOG - Les Etats qui composent la Cédéao : Bénin, Burkina, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

On aura compris que "les critères clés de convergence" serviront à les étrangler financièrement et que ce sera dès lors la "Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest" qui détiendra les "clés" de leur économie.

Par ailleurs, comme dans cette institution les pouvoirs seront répartis en fonction de leur démographie et de leur poids économique, le calcul est vite fait, c'est le Nigéria et les pays anglophone à la solde de Washington qui y exerceront une position dominante.

Nigéria : 191 millions d'habitants

Côte d'Ivoire : 24 millions d'habitants

Sur les 368 millions d'habitants qui composent la Cédéao (chiffre de 2017), les pays francophones, ayant adopté le franc CFA ou sous tutelle française ne pèsent que 120 millions d'habitants. Et en terme de PIB, les pays de la Cédéao pèsaient plus de 565 milliards de dollars en 2017, tandis que ceux du franc CFA ne pesaient que 109 milliards de dollars, pire encore, en terme de PIB par habitant, ceux de la zone CFA sont avec 2 422 dollars deux fois plus pauvres que la moyenne des pays de la Cédéao. (Source : Wikipédia et Banque mondiale)

Il faut dire aux populations hors zone Franc CFA ce qui les attend avec l'Eco, qui selon le président ivoirien doit s'inscrire dans la continuité du "franc CFA (qui) a été un outil essentiel", l'Eco devant servir à "préserver le pouvoir d'achat de nos populations", traduire, maintenir dans la pauvreté les peuples qui étaient soumis au franc CFA et l'étendre la pauvreté à ceux qui y avaient échappé jusqu'à présent. francetvinfo.fr 21.12

Économie. En Afrique de l'Ouest, le Nigeria fait sa loi - courrierinternational.com 08.11

Culture. Comment le Nigeria conquiert le monde - courrierinternational.com 15.02

Dossier sur le Green New Deal.

Emmanuel Macron et la financiarisation de l'écologie

EXtrait. Emmanuel Macron avait annoncé son intention de « verdir la Finance » (sic). L'annonce du retrait à venir des États-Unis de l'Accord de Paris contre le réchauffement climatique lui en a fourni l'occasion. Bien avant que celui-ci soit effectif, il lançait à son homologue US son retentissant « Make our planet great again ! ».

Rappelons l'enjeu de ce conflit qui n'a aucun rapport avec la communication à ce sujet. En 1997, le Protocole de Kyoto désigne cinq gaz à effet de serre. Il institue un Fonds d'adaptation géré par la Banque mondiale et un système de permis négociables. Il s'agit à la fois de limiter la production de ces gaz et de financer l'industrialisation des pays en voie de développement en leur permettant de vendre des permis négociables aux pays développés au prorata de leur émission totale de ces gaz. Bien décidé à ne pas verser un sous, le président Bill Clinton ratifie publiquement ce texte qu'il fait en sous-main rejeter à l'unanimité par le Sénat. Simultanément, il confie la création d'une bourse des permis négociables à son vice-président, Al Gore. Celui-ci en fait rédiger les statuts par un juriste inconnu à l'époque, Barack Obama. Compte tenu des montants à venir des permis négociables, les financiers US conserveront leur prééminence dans le monde [2]. Lorsque Barack Obama devient président des États-Unis, il fait valider ce dispositif par l'Accord de Paris en 2015. Au passage, quatre des gaz à effet de serre ont disparus, seul reste le dioxyde de carbone (CO2?), dont l'impact supposé est pourtant minime. Mais celui-ci, lorsqu'il est produit par l'homme, vient de la consommation du charbon, du gaz et du pétrole, les « sources d'énergie fossiles ». La focalisation sur ce seul gaz devrait ouvrir de nouveaux marchés à l'industrie automobile déclinante, qui pour se régénérer passera à l'énergie électrique, sans pour autant porter atteinte à l'industrie pétrolière qui trouve de nouveaux débouchés dans les plastiques.

Emmanuel Macron conçoit alors une nouvelle taxe sur les carburants dont la mise en application déclenche le mouvement des « Gilets jaunes ». En quelques semaines, les Français prennent conscience d'un phénomène qu'ils observent sans réagir depuis près de trente ans : la globalisation de l'économie et de la finance détruit les classes moyennes en Occident [3]. Ne souhaitant pas remettre en cause l'ordre financier global, le président Macron est en panne.

(La classe politique française et les violations de la Constitution par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 décembre 2019)

Notes.

[2] « 1997-2010 : L'écologie financière », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 26 avril 2010.

[3] « Comment l'Occident dévore ses enfants », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 décembre 2018.

Les milliardaires ne s'emparent pas "***de l'action climatique et de la finance climatique***" par philanthropie.

Un banquier chargé du climat pour l'ONU - euronews.com 02.12

Mark Carney est nommé envoyé spécial de l'ONU pour le climat, il doit succéder en février au milliardaire Michael Bloomberg qui s'est lui lancé dans la course pour la Maison blanche. (Il a passé 13 ans à la banque d'affaires Goldman Sachs. - Ndlr)

Mark Carney est canadien, il a 54 ans et c'est le secrétaire général des Nations Unies qui a officialisé sa nomination.

Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU : "J'ai le plaisir d'annoncer que M. Mark Carney, qui est actuellement gouverneur de la Banque d'Angleterre et qui est est un de premier à avoir poussé le secteur financier à agir sur le climat, a accepté d'être mon envoyé spécial pour l'action climatique et la finance climatique."

Mark Carney est un ardent défenseur des politiques de réduction des gaz à effet de serre.

Dans le monde des Banques centrales, Mark Carney est un des premiers à avoir ajouté le changement climatique à la liste des facteurs importants du système financier.

Il avait établi que Banque d'Angleterre devrait avant d'autres passer des tests pour évaluer sa robustesse face à d'hypothétiques catastrophes climatiques ou dans le cas où le réchauffement climatique se poursuivrait.

Mark Carney estime que le poste des assurances pour les risques liées aux changements climatiques devrait d'augmenter, pour les assurés comme pour les assureurs qui feront face à des remboursements plus élevés.

En avril dernier Mark Carney et le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau avait signé ensemble une lettre ouverte pour mettre en garde contre les risques financiers liés réchauffement de la planète..

Les deux hommes plaident pour l'introduction systématique des risques financiers liés aux changements climatiques dans les tests de résistance auxquels les banques sont soumises. euronews.com 02.12

Quel rapport y a-t-il entre la température et le CO2 ?

- Pourquoi l'Homme n'influe pas sur le climat par le CO2 - contreveritesclimatiques.wordpress.com 08.11.2019

Résumé : La température et la teneur en CO2 dans l'atmosphère sont corrélées, comme on l'a remarqué depuis longtemps. Cependant, ce n'est pas un changement de la teneur en CO2 qui détermine presque immédiatement une nouvelle température comme on l'a cru initialement, mais un changement de la température qui entraîne une nouvelle teneur en CO2 avec plusieurs siècles de retard.

Or, les mesures anti-CO2 nuisent fortement à la société.

Introduction

On a d'abord cru que les planètes étaient des Dieux, que la terre était au centre de l'univers, que les nourrissons devaient dormir sur le ventre, etc. La Science progresse lorsque les scientifiques sont seuls. En ce qui concerne le climat, des mécanismes économiques se sont mis en marche pour « sauver la planète », des intérêts ont été créés et la majorité des contributeurs au « sauvetage de la planète » n'imaginent plus quitter leur rôle. Les sommes d'argent en jeu sont colossales, rien que par les nouveaux produits « neutres en CO2 » qui doivent être mis sur le marché, ou utilisés dans le cadre de la « nécessaire transition énergétique » (un autre mythe). Par l'intermédiaire de l'ONU et du GIEC, la Science ne progresse plus. Claude Allègre (entre beaucoup d'autres : médaille d'or du CNRS et grand prix de la Société de Géographie) s'est rendu compte dès 2012 que la théorie du réchauffement climatique par le CO2 ne tient pas debout. Sa thèse a été reconnue, mais insuffisamment et surtout pas par les médias. Il s'agira ici, d'abord, d'expliquer l'apparence du réchauffement climatique. Ensuite, la théorie du réchauffement climatique par le CO2 sera réfutée méticuleusement. Enfin, les conséquences néfastes pour la société de la lutte anti-CO2 seront montrées.

I Explications simples de l'apparence du réchauffement climatique

A) Le but d'un média est d'être vu, écouté ou lu et non de raconter la vérité :

Après avoir annoncé dans les années 70 le retour d'un âge glaciaire, la presse signale que le réchauffement climatique est nettement plus important dans plein de régions du globe que partout ailleurs. Comment la croire ?

B) Contre-exemple :

Considérons une nuit en Europe et une nuit au Sahara. La nuit en Europe est plus chaude alors qu'il y faisait plus froid pendant la journée précédente ; pourtant les teneurs en CO2 sont semblables aux deux endroits (412 ppm). C'est parce que c'est l'humidité (soit la vapeur d'eau dont la teneur autrement plus importante est 3 000 ppm) et bien moins le CO2 qui retient la chaleur.

C) Pourquoi l'État a mal été conseillé par l'Académie des Sciences :

« Le problème est de savoir comment un rapport a pu présenter des conclusions aussi tranchées, donnant une impression de consensus, alors même que plusieurs académiciens sont en désaccord avec ces conclusions. L'honnêteté élémentaire consistait à écrire : nous ne sommes pas d'accord entre nous : il y a débat. ». Puis « Traiter le sujet, comme nous l'avons fait au volume I de ce Livre Blanc, requiert plusieurs mois de travail pour toute une équipe : il faut récupérer des données, les analyser une par une, les comparer avec une grande minutie, vérifier que le graphique présenté à tel endroit provient bien des données qui s'y rapportent, etc. Les membres de l'Académie des Sciences n'ont pas la possibilité de faire cela » selon une des meilleures société de modélisation au monde, la Société de Calcul Mathématique (SCM) : 2015, SCM, La lutte contre le réchauffement climatique :

Conséquences sociales

D) Explication de photo :

On montre sans cesse des pans de glace qui tombent dans la mer près des cercles arctiques et antarctiques. On signale que c'est le « réchauffement climatique » qui est à l'œuvre en faisant fondre la glace. C'est cependant normal ; il neige dans ces cercles et la neige éventuellement transformée en glace est continuellement évacuée vers la mer, sauf aux endroits où elle est accumulée.

Par ailleurs, « la variabilité du phénomène est si grande que des mesures sur quelques centaines d'années sont dépourvues de signification » 2015, SCM : La lutte contre le Réchauffement Climatique : une croisade absurde, coûteuse et inutile

E) Les réchauffistes changent de vocabulaire selon le temps qu'il fait.

1. Lors d'hiver très froid, on expliqua que ce fut à cause du réchauffement climatique.

D'autres, refusant d'expliquer que ça devient plus chaud parce que c'est plus froid, changèrent leur conviction et introduisirent alors le vocable de « dérèglement climatique ».

2. La température ne monte pas comme prédit, on s'alarme donc de l'augmentation de la teneur en CO2. F) Il n'y a pas plus d'ouragans qu'avant.

1. Concernée en premier chef par la question, la compagnie d'assurances AON le signale p. 16 & 17 dans son rapport.

2. « Il en résulte clairement, contrairement à ce qu'on lit partout, qu'il n'y a aucune augmentation du nombre des cyclones depuis 40 ans. » selon la SCM.

3. Confusion entre baromètre & thermomètre : À la minute 50:03 du discours de François Gervais dans L'urgence climatique est un leurre.

II Réfutation générale du réchauffement climatique par le CO2

Introduction : On constate que depuis le début des années 2000, la terre ne se réchauffe pas comme l'ont prévu les modèles climatiques antérieurs.

A) L'arnaque du réchauffement climatique par le CO2.

Un documentaire (52 min.) expliquant l'histoire du réchauffement climatique :

- les températures actuelles ne sont pas extraordinaires,

- le climat a toujours changé et

- aucune preuve scientifique ne démontre que le climat est déterminé par la teneur en CO2, généré par l'homme ou non.

B) Les Mesures du GIEC ne sont pas fiables.

Introduction : Le GIEC

« Sur les plans de la méthodologie fondamentale et de l'acquisition des données, le travail du GIEC est entièrement défectueux,

- puisqu'il ignore les variations naturelles de la température, des précipitations, de la teneur en CO2, etc. Le GIEC raisonne comme

si la terre était naturellement dans un état permanent et stable, que seules les activités humaines viendraient perturber.

- ne choisit par principe que les données qui soutiennent ses thèses.

Le travail du GIEC est très orienté idéologiquement ; il n'obéit à aucune des règles fondamentales de la recherche scientifique, et ne pourrait pas être publié dans une revue scientifique avec comité de lecture ». 2015, SCM : La lutte contre le Réchauffement Climatique : une croisade absurde, coûteuse et inutile

Que font les membres du GIEC ?

En postulant que la teneur en CO2 dans l'atmosphère détermine la température, ils font des modèles de prévision dont ils changent en permanence les paramètres. Ils invoquent par ailleurs la notion de rétroaction pour tenter de justifier leur raisonnement. Cette rétroaction est de la poudre de perlimpinpin (cf. II D).

1. Conférence sur le « réchauffement climatique » (25 min.) de Vincent Courtillot (entre beaucoup d'autres : Médaille d'argent du CNRS, Membre de l'Académie des Sciences, Prix Dolomieu, Palmes académique).

- La terre se réchauffe, comme elle l'a déjà fait en 750, en 1000, en 1400 et en 1750.

- La courbe en crosse de hockey de Mann est fausse comme certaines du GIEC.

- À court terme, la température moyenne de la terre est proportionnelle aux nombres de tâches du soleil.

- Depuis 400 mille années, la teneur en CO2 suit la température avec un peu moins de 1000 ans de retard, puisqu'il sort doucement des océans qui chauffent et dont la solvabilité du CO2 décroît. Ces derniers contiennent environ 60 fois plus de CO2 que l'atmosphère.

- Le niveau de la mer est monté au XXème siècle indépendamment de la teneur en CO2.

2. Explications (59 min.) de François Gervais (examinateur du rapport AR5 du GIEC en 2011 & 2012, prix Ivan Peychès, médaille de bronze du CNRS, officier dans l'ordre des Palmes académiques).

- L'Occident réduit ses émissions de CO2 pendant que la Chine et l'Inde les décuplent.

- La banquise antarctique n'a jamais été aussi grande et aussi froide (N.D.L.R. Sa surface croissait tandis que celle de la banquise arctique diminuait, puis sa surface a brutalement chutée à partir de 2015. On ne peut donc rien conclure, cf. p. 35 du lien en I E 1).

- Les prévisions du GIEC, qui ignore les critiques internes, sont des plus imprécises et ne reflètent pas les mesures récentes.

- Les plantes poussent bien mieux avec plus de CO2.

(N.D.L.R.: M. Gervais et le GIEC trouvent que la température de la stratosphère est constante, alors qu'elle aurait baissé entre 1980 et 2000, ce qui de toutes les façons renforce le propos de M. Gervais, p.89)

3. Les océans montent dangereusement, sauf autour des îles par Jacques Corbin (retraité de l'enseignement supérieur & de l'industrie).

- La peur, un puissant moyen de pouvoir ; inventer la notion de réfugiés climatiques, la chiffrer à 250 millions et taire la diminution de la facture de chauffage l'hiver. La montée des eaux, la terreur ultime,

- La montée des eaux, apparente autour des îles de l'AOSIS, le lobby au sein de l'ONU,

- La fable des coraux menacés de disparition,

- Mesures du niveau de la mer autour de 33 îles pendant les quarante dernières années. Les niveaux ne varient guère.

C) Description méthodique de l'histoire du réchauffement contemporain climatique,

- XXème siècle, la grande explosion ?

- Que se passe-t-il ?

- Le CO2, un poison ?

- Mais alors, quel mécanisme ?

- Quel état du débat ?

- Quelles conséquences ça aurait ?

D) Explication scientifique, pour plus tard, actuellement en impression, donc pas encore protégée, de Pascal Richet (entre autres : médaille de bronze du CNRS, prix Gay-Lussac von Humboldt, médaille Urey).

Résumé succinct : Les relevés de température et de concentration en CO2 & CH4 effectuées sur la carotte de glace de Vostok (celle sur laquelle se fondent les réchauffistes) montrent que depuis les dernières 400 mille années l'évolution de la température a lieu avant celles des teneurs en CO2 et CH4, et qu'une rétroaction ne peut exister.

Quant aux variations de température, elles sont principalement déterminées par les changements réguliers de l'orbite terrestre et de la rotation de la terre, par les changements de régime des réactions physiques dans le soleil (mal connues), et par les éruptions volcaniques (éventuellement sous-marines).

III Conséquences délétères des politiques anti-CO2 et élargissement des connaissances A) La lutte contre le Réchauffement Climatique : une croisade absurde, coûteuse et inutile.

« Réduire nos émissions de CO2, qui n'ont aucune influence sur le climat, ne sert à rien. La France n'a qu'un rôle mineur à jouer sur le plan technique : ses industries et automobiles sont plus propres que la moyenne mondiale, et sa production énergétique, essentiellement nucléaire, émet moins de CO2 que les autres. Pourtant, les dirigeants français veulent à toute force faire participer la France à cette croisade. Les pays présents au Protocole de Kyoto ne représentent que 15% des émissions de GES mondiales. Les mesures prises sont incohérentes et mal évaluées : Celles qui concernent les transports sont coûteuses et peu efficaces ; celles relatives à l'agriculture, mal ciblées, se concentrent sur la diminution du CO2 agricole qui représente seulement 10% des émissions totales du secteur. La France est prête à dépenser beaucoup d'argent pour réduire inutilement ses émissions, sans prendre en compte les délocalisations qui en résultent et nuisent gravement à l'emploi. Les seules mesures pertinentes sont des banalités, comme améliorer l'isolation des bâtiments. Mais, pour arriver à cette conclusion, il n'était pas nécessaire d'inventer le réchauffement climatique, une construction intellectuelle née dans le mysticisme et agonisant dans l'arbitraire. » 2015, SCM : La lutte contre le Réchauffement Climatique : une croisade absurde, coûteuse et inutile

B) La lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences économiques :

Les impôts n'ont jamais été aussi élevés ; l'État emprunte de plus en plus ; le délabrement des infrastructures ; pas de création d'emplois. 2015, SCM, La lutte contre le réchauffement climatique : Conséquences sociales

C) L'impôt sur le Carbone :

« En avril 2016, le coût de l'impôt carbone est de: 605 885 546 € ; ce qui correspond à plus de 7% des employés travaillant en France. » et « L'impôt peut assurément avoir une influence très néfaste sur notre activité, mais il ne peut en aucune manière avoir une action quelconque sur la température du globe, sur laquelle nous ne pouvons agir en rien. » 2015, SCM, Le réchauffement climatique : L'impôt sur le carbone, la gabelle du 21ème siècle

D) Site des climato-réalistes pour connaître l'actualité et approfondir ses connaissances :

https://www.climato-realistes.fr/

Conclusion :

Les mouvements de la terre autour du soleil déterminent la température moyenne, laquelle définit les teneurs en CO2 et CH4.

Marcher pour le climat aurait un sens si des chamanes officiels organisaient des prières publiques au dieu Soleil, mais marcher contre le CO2 est supplier l'effet de bien vouloir faire cesser la cause.

« On nous dit: « Mais enfin, de quoi vous mêlez-vous ? Tout ceci est décidé par les Nations, par la Commission Européenne, par des Experts Internationaux ! Tout ceci a force de loi, a toute légitimité ! Qu'espérez-vous, dans votre combat minuscule et solitaire ? ». C'est simple, pour nous, la population n'a pas pris conscience des faits et des enjeux. Aux yeux de la France, aux yeux de l'Europe, la COP21 est encore masquée. Ce livre n'est pas autre chose qu'une main qui sort de l'ombre et qui lui arrache ce masque » 2015, SCM, Le réchauffement climatique : L'impôt sur le carbone, la gabelle du 21ème siècle

Enfin, c'est regrettable de passer du temps à parler du CO2 et à dépenser de l'argent pour en diminuer son émission au lieu de parler de la :

- déforestation,

- disparition des grands mammifères, des insectes et des oiseaux,

- surpêche,

- bétonisation des terres arables,

- et au lieu de dépenser cet argent pour lutter contre ces destructions d'écosystèmes qui elles sont réelles.

Annexe 1 : Littérature :

- Allègre :

*L'Imposture climatique, Plon, 2010 (ISBN 978-2-259-20985-4)

- François Gervais :

*L'Innocence du carbone : L'effet de serre sera remis en question, Albin Michel, 2013, (ISBN978-2-226-20916-0)

*L'urgence climatique est un leurre, L'Artilleur, 2018 (ISBN13 9782810008513)

- un livre montrant que la teneur en CO2 est déterminée par la température passée sortira en 2020 chez Springer

Annexe 2 : Les prévisions météorologiques habituelles concernant les jours à venir ne sont jamais contestées dans aucun pays ; car elles sont faites scientifiquement, rigoureusement et les résultats sont incontestables. Pourquoi y a-t-il alors tant de gens contestant les résultats du GIEC ? C'est qu'ils ne sont pas incontestables, donc la science du GIEC n'est ni formelle ni rigoureuse.

Annexe 3 : Imaginez-vous travailler en climatologie. Vous avez l'opportunité de travailler au sein du GIEC. On dit à vous et vos collègues « Voici 2 millions comme salaire et pour faire des mesures, pour contribuer au sauvetage de la terre.

Pourriez-vous nous dire la prochaine fois comment sera l'état de la planète vis à vis du CO2 s'il vous plaît ? ».

Choisirez-vous de strictement faire ce qu'on vous a demandé ou sentirez-vous le pouvoir qui vous est octroyé ?

Aurez-vous envie de le conserver et aurez-vous envie de continuer à jouer le rôle de sauveteur du monde ?

Là ils sont trop modestes ! Quand la communauté scientifique "***ne sait vraiment rien***".

Le pôle nord magnétique se déplace à une vitesse inédite, les chercheurs perplexes - sputniknews.com 18.12

Le pôle nord magnétique terrestre se déplace désormais à la vitesse sans précédent de plus de 50 kilomètres par an, et la communauté scientifique semble ne pas en connaître la cause, indique le Financial Times.

Selon le Centre National de l'Information Environnementale, depuis sa découverte en 1831, le pôle nord magnétique a parcouru près de 2.250 kilomètres.

Depuis les années 1990, il se déplace de près de 40 kilomètres par an en direction de la Sibérie. Or, au cours des dernières décennies, ce mouvement s'est accéléré pour atteindre près de 55 km par an, est-il précisé.

La position du pôle magnétique est liée aux mouvements du fer en fusion qui circule sous la croûte terrestre, pour autant les chercheurs peinent à comprendre cette accélération inédite. Ciaran Beggan, du British Geological Survey, reconnaît que la communauté scientifique «ne sait vraiment rien sur les changements dans le phénomène à l'origine du mouvement». sputniknews.com 18.12

Ce n'est décidément pas donné à tout le monde d'avoir un cerveau.

- Dérèglement climatique : Cécile Duflot critique "l'hypocrisie" du président de la République et du gouvernement - francetvinfo.fr 26.12

Cécile Duflot, ancienne ministre et présidente d'Oxfam France, était invitée sur franceinfo jeudi 26 novembre.

Cécile Duflot, appelle ainsi à "changer de modèle et à le faire bien plus vite", estimant que la société est prête. Elle cite l'exemple de la conférence citoyenne sur le climat, lancée par le gouvernement. "On a choisi un panel représentatif de la diversité sociale, politique, géographique de la France. Et ils deviennent tous écolos. Parce que je pense qu'aujourd'hui, il suffit de lire et d'avoir un cerveau pour devenir écologiste". francetvinfo.fr 26.12

LVOG - Elle cautionne Macron et sa Conférence citoyenne sur le climat, elle méritait d'être présidente d'Oxfam France.

Quand « ***le soleil brille partout et le vent souffle partout*** », sur quelle planète vivent-ils ?

- Le « Green New Deal » selon Rifkin - Les Echos 18 octobre 2019

Dans son dernier essai, le prospectiviste américain annonce la mort de la civilisation carbone…

Depuis deux décennies, l'économiste et prospectiviste américain prédit à longueur d'ouvrages que le solaire et l'éolien vont se généraliser, et que leur mariage avec les technologies numériques annonce une nouvelle révolution industrielle, marquée par une abondance de l'énergie, une distribution décentralisée des ressources et la création de nouveaux emplois plus « verts ». Autant d'idées présentes dans le concept de « Green New Deal » , qui inspire aujourd'hui une partie des démocrates américains .

Rifkin - «Chaque localité dans le monde, peut espérer produire assez d'électricité pour être autosuffisant et résilient. Le soleil brille partout et le vent souffle partout. » Les Echos 18 octobre 2019

LVOG - Il a oublié d'ajouter...mais pas toujours ! Ni à quel prix ! Ces démocrates américains sont bien mal inspirés ou alors ils ne sont pas vraiment démocrates, ceci explique sans doute cela.

Après les ronds-points, inutiles et source de corruption, ils inventent les "***îlots de fraîcheur***".

- Allergies, stress, maladies... La santé des habitants du sud-est de la France affectée par le changement climatique - Franceinfo 24 décembre 2019

Les experts redoutent une surmortalité mais aussi une augmentation des maladies cardiovasculaires, respiratoires et même des troubles mentaux liés aux fortes chaleurs. Face à cette nuée de menaces, les scientifiques du Grec proposent des mesures d'adaptation, comme l'aménagement "d'îlots de fraîcheur" en ville.

Des allergies toute l'année, de nouvelles maladies tropicales et un stress lié aux catastrophes naturelles à répétition. Dans les décennies à venir, le changement climatique va affecter durement la santé des habitants du sud-est de la France, prévoient des experts du Groupe régional d'experts sur le climat (Grec) dans un rapport (PDF) publié en novembre.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est "un 'hot spot' du changement climatique", rappelle le Grec. Selon les prévisions de ces experts, la sécheresse et la chaleur estivale augmenteront en durée et en intensité, les eaux souterraines et de surface diminueront de 20%, et les épisodes de pluies intenses se multiplieront dans les années à venir. Ces épisodes "méditerranéens", caractérisés par des précipitations extrêmes sur de courtes périodes, s'accompagnent de pertes humaines. A l'automne, ces pluies torrentielles causant souvent des inondations ont causé la mort de 13 personnes lors de deux épisodes distincts en deux semaines dans le sud-est de la France.

"Stress post-traumatique" et bactéries E. Coli

Les experts redoutent que ces catastrophes à répétition ne provoquent "un stress post-traumatique" chez les Méridionaux. Ce trouble apparaît chez la moitié des personnes exposées à des désastres naturels, et peuvent durer dans le temps. (...) La survenue

de graves intempéries peut aussi activer ou réactiver d'autres maladies : troubles anxieux, dépressifs, ou addictifs.

La chaleur pourrait aussi provoquer, prédit le Grec, la prolifération de bactéries dans les canalisations avant la distribution de l'eau au robinet. D'autres bactéries envahiront la mer, comme E.Coli, qui provoque des gastro-entérites et autres infections, en raison de l'augmentation de la température de l'eau.

Davantage d'allergies et de moustiques tigres

Autre conséquence inattendue du changement climatique : l'augmentation des allergies. Car les pollens, auxquels 20% des adultes sont allergiques (presque deux fois plus qu'il y a vingt ans), profiteront aussi du réchauffement. La durée de la saison pollinique des graminées progresse déjà de 4,5% par an à Nice depuis 1989. Les urticacées aussi voient leur saison pollinique s'éterniser, à tel point, prédisent les experts, que l'allergie à la pariétaire, une plante vivace souvent accrochée à des rochers ou à de vieux murs, pourrait sévir toute l'année.

Les allergies aux acariens devraient elles aussi gagner du terrain : avec l'augmentation des températures, les moisissures prolifèreront à l'extérieur comme à l'intérieur des logements. Des études ont montré une densité des acariens et allergènes acariens plus forte dans les villes où la température moyenne est la plus élevée.

Enfin, le réchauffement permet le développement d'"agents pathogènes", comme le moustique tigre, qui colonise déjà toute la région Paca à l'exception des zones montagneuses. Cet insecte pourrait augmenter sa période d'activité au cours de l'année. En 2019, pour la première fois en France, un foyer du virus tropical Zika, transmis par ce moustique, a été confirmé dans le Var, avec trois cas de maladie "autochtones". Franceinfo 24 décembre 2019

Commentaire d'un internaute.

- "La description du GREC correspond à la vie qu'ont plusieurs millions de Français à La Réunion, aux Antilles, en Polynésie et en Calédonie et ils survivent..."

Greenwashing. Les multimillionnaires sont des écologistes dans l'âme et des philanthropes.

- YouTube : Des vidéastes récoltent 20 millions de dollars pour planter des arbres - 20minutes.fr 23.12

Deux mois après le début d'une grande campagne d'appel aux dons sur YouTube, l'objectif a été atteint puisque 20 millions de dollars ont été recueillis pour planter 20 millions d'arbres, ce vendredi. Les fonds récoltés vont permettre à l'ONG Arbor Day Foundation de mettre en terre un arbre pour chaque dollar donné.

Le succès a été annoncé sur le compte Instagram du programme. Il est dû à la participation de plus de 500.000 donateurs. Elon Musk, le patron de SpaceX et Tobi Lütke, le PDG de Shopify, ont chacun donné 1 million de dollars. Les PDG de Twitter et de YouTube ont de leur côté soutenu la cause en offrant plusieurs centaines de milliers de dollars.

Arbor Day Foundation plantera les premiers arbres en janvier 2020 et le projet devrait se terminer avant décembre 2022. L'ONG évalue que ces arbres feront disparaître 115.000 tonnes de substances toxiques dans l'air. Les végétaux absorberont et stockeront également 1,6 tonne de carbone. 20minutes.fr 23.12

Ce ne serait plus qu'un « ***quasi-consensus scientifique*** », encore un petit effort et la vérité triomphera.

- Changement climatique : "Personne ne peut dire avec certitude à quoi il est dû", dit Poutine - rtl.fr 19.12

Le président russe Vladimir Poutine a laissé entendre que l'activité humaine n'est pas la principale cause du réchauffement climatique.

Jeudi 19 décembre, lors de sa conférence de presse annuelle, le président russe a affirmé que "personne ne peut dire avec certitude à quoi est dû le changement climatique". "Nous savons que notre Terre a connu des périodes de réchauffement et de refroidissement et cela peut dépendre de processus dans l'univers", a-t-il ajouté.

Le dirigeant russe a remis en question le quasi-consensus scientifique sur la responsabilité humaine dans le phénomène du changement climatique. "Un petit changement d'angle de rotation de la Terre autour du Soleil peut conduire - et a déjà mené dans le passé - la planète à des changements sérieux, colossaux de climat avec des conséquences dramatiques", a-t-il déclaré.

Vladimir Poutine a également jugé qu'"évaluer l'influence que peut avoir l'humanité contemporaine" sur le climat est "très difficile, voire même pas possible". Il a cependant réaffirmé l'engagement de réduction des émissions de gaz à effet de serre de son pays et le respect de l'accord de Paris sur le climat. "Ne rien faire n'est pas non plus une solution, et sur ce point je suis d'accord avec

mes collègues (chefs d'Etat). Nous devons faire le maximum d'efforts pour que le climat ne change pas de manière dramatique", a-t-il dit. rtl.fr 19.12

RTL récidivait le lendemain.

- Réchauffement climatique : pourquoi Vladimir Poutine est-il "climato-sceptique" ? - rtl.fr 20.12

Plus de 97% des scientifiques depuis une quarantaine d'années expliquent que le réchauffement climatique est provoqué par l'Homme et ça se voit notamment grâce au rapport du GIEC. Ensuite, le fameux argument "la Terre a connu des périodes chaudes et des périodes froides" est vrai, mais la seule différence avec aujourd'hui, Vladimir, c'est l'accélération.

On voit clairement un réchauffement en progression depuis le début de l'ère industrielle milieu du XIXème siècle et encore plus au XXème siècle. La température a augmenté d'1 à 2 degrés, et vers 2100 il est prévu 7 degrés de plus. Mais qui fait ça ? Un" processus dans l'univers" ! Ça marche pour tout, le réchauffement climatique comme une dinde trop cuite à Noël.

Du climato-sceptisme politique

La question est de savoir pourquoi Vladimir Poutine continue à nier l'impact de l'Homme. Ils sont en fait trois chefs d'États à partager avoir cet avis. Outre le président russe, il y a Donald Trump, qui a longtemps pensé que ce réchauffement était la faute des Chinois, et le président brésilien Jair Bolsonaro, dont le ministre des Affaires étrangères a déclaré que le réchauffement climatique était un complot marxiste.

Chez ces 3 hommes on retrouve un doute envers la science. Le réchauffement climatique est un phénomène face auquel ils sont impuissants, et surtout ce n'est pas très bon pour l'économie de leur pays. Par exemple, Poutine continue d'exploiter des hydrocarbures.

Cette déclaration de Vladimir Poutine arrive, comme par hasard, quelques semaines après que l'Union Européenne ait décidé de stopper le financement de projets liés aux énergies fossiles à partir de 2022, et notamment le gaz russe. Le fait que des chefs d'États doutent, ça donne des arguments aux climatosceptiques en général.

De moins en moins de climato-sceptiques

Le nombre de ces climatosceptiques reculent clairement, un sondage récent montrait que 80% des Français pensent que le réchauffement climatique est provoqué par l'Homme. Mais ceux qui restent sceptiques hurlent fort, se répandent sur Internet et publient moult vidéos. rtl.fr 20.12

LVOG - Quel sondage ? Et dire que ceux qui ne rentrent pas dans le rang disposent encore de moyens pour s'exprimer librement, c'est une honte en démocratie, il faudrait les faire taire !

- Fin novembre ont été dévoilés les résultats d'une étude Ipsos initiée par EDF menée dans 30 pays auprès de 25.000 personnes représentant 2/3 de la population mondiale. Selon ce sondage, le changement climatique ne préoccupe que 40 % des personnes interrogées. Trente pour cent des participants à l'enquête n'identifient pas les émissions de gaz à effet de serre comme responsables du changement climatique et croient en un phénomène naturel.

Cela est cohérent avec un sondage réalisé en France par Opinion Way en mars 2019, qui montrait qu'un quart des Français ne croient pas au phénomène de réchauffement climatique. A noter, ce sont les sont les tranches d'âge 18-24 ans et 25-34 ans les plus sceptiques quant à la réalité du phénomène, avec respectivement 36 % et 28 % des sondés avouant ne pas croire au réchauffement climatique. Bulletin des climato-réalistes n° 97 - climato-realistes.fr 26.12

Ils font feu de tout bois. Excès de zèle, qui dit mieux ?

- Pourquoi la Haute-Savoie va-t-elle interdire le chauffage au bois ? - rtl.fr 19.12

La préfecture de Haute-Savoie a décidé d'interdire l'utilisation du chauffage au bois à foyer ouvert, à partir de 2022. Il serait responsable de "80% des émissions totales de particules fines que l'on retrouve dans l'atmosphère", en hiver, rapporte Atmo Auvergne-Rhône-Alpes.

Faire une bonne flambée, c'est agréable en hiver mais ça peut être très polluant. La préfecture de Haute-Savoie vient de signer un arrêté interdisant, à compter du 1er janvier 2022, toute utilisation de chauffage au bois à foyer ouvert, c'est-à-dire une cheminée classique, dans les 41 communes de la Vallée de l'Arve.

Selon l'organisme de mesure de la qualité de l'air de la région Rhône-Alpes (Atmo), le chauffage individuel au bois peut contribuer, par temps froid, "jusqu'à 80% des émissions totales de particules fines que l'on retrouve dans l'atmosphère". Les vieux chauffages à bois, ou les cheminées non fermées, sont accusés de cette pollution. La préfecture appelle donc au sens civique et promet une aide de 2.000 euros pour remplacer son chauffage polluant.

Pourtant, le gouvernement encourage le chauffage au bois...

En février dernier, il annonçait vouloir passer de 7 à 9,3 millions de logements équipés d'un système de chauffage au bois d'ici 2028, à condition que votre poêle à bois et votre cheminée ait un foyer fermé, qu'elle soit bien entretenue et que l'essence des bûches choisies soit la bonne.

Les chauffages à bois font des progrès et ceux d'aujourd'hui sont beaucoup moins polluants que ceux du début des années 2000. rtl. fr 19.12

LVOG - …comme les centrales à charbon, chut !

Au charbon !

- Australie: le Premier ministre rejette les appels à réduire l'industrie du charbon - AFP 23 décembre 2019

Le Premier ministre australien Scott Morrison s'est dit lundi opposé aux demandes "irresponsables" et "destructrices d'emplois" de limiter l'industrie charbonnière face à l'actuelle crise meurtrière des feux de brousse liée au changement climatique.

"Nous n'allons pas nous engager dans des objectifs irresponsables, destructeurs d'emploi et nuisibles à l'économie qui sont demandés", a dit le dirigeant sur la chaîne de télévision Channel 9, en réponse à des appels à adopter une politique plus respectueuse de l'environnement.

"Je ne vais pas rayer de la carte l'emploi de milliers d'Australiens en m'éloignant des industries traditionnelles", a-t-il dit sur un autre canal, Seven Network, parmi d'autres interviews matinales allant dans le même sens. Le gouvernement conservateur de Scott Morrison a farouchement défendu l'industrie lucrative du charbon en Australie, qui produit un tiers des exportations mondiales de ce minerai et fournit des emplois dans des circonscriptions électorales-clés.

Si les feux de brousse sont endémiques en Australie, les scientifiques affirment que plusieurs phénomènes météorologiques se sont conjugués pour faire de cette saison l'une des pires jamais enregistrées en la matière. Des précipitations et des températures record ainsi que des vents violents ont été propices aux incendies, et sont, selon les scientifiques, influencés par le changement climatique.

M. Morrison a assuré que l'Australie atteindrait ses objectifs d'émissions de gaz à effet de serre pour 2030, même si cela se fera en grande partie en comptant les crédits passés plutôt que par de nouvelles réductions.

"Je vais maintenir le cap d'une gestion responsable, en abordant de manière responsable les changements du climat et en veillant de manière responsable à ce que nous puissions faire croître notre économie dans un climat très difficile en ce moment", a-t-il dit sur Seven Network.

Alors que les émissions nationales de CO2 de l'Australie sont faibles par rapport aux principaux pays pollueurs, ses exportations de combustibles fossiles - principalement du charbon - représentent environ 7% des émissions mondiales de carbone. AFP 23 décembre 2019

Pourquoi ne pas en faire du compost ? Serait-ce moins rentable ?

La Côte d'Ivoire va produire de l'électricité à partir des résidus du palmier et du cacao - franceinfo 26 décembre 2019 La construction de la plus grande centrale électrique d'Afrique de l'Ouest alimentée à partir de déchets agricoles va débuter à Aboisso, à 100 km à l'est d'Abidjan. Une deuxième centrale à biomasse, utilisant cette fois les déchets de la production de cacao, est en projet à Divo, au centre d'une des grandes régions cacaoyères.

A Aboisso, le combustible proviendra des résidus des palmiers (feuilles, troncs, etc.) issus de 39 000 hectares de plantations de palmiers à huile. L'énergie ainsi produite sera intégrée au réseau de la Côte d'Ivoire. Cette centrale à biomasse devrait répondre aux besoins en électricité de 1,7 million de personnes.

Les matières végétales et organiques ont l'avantage d'être gratuites, même s'il faut les collecter (ramassage) et les acheminer (camions) jusqu'à la centrale. Mais au total, cela émet beaucoup moins de CO2 qu'une centrale au charbon ou au pétrole.

Le coût total du projet, porté par la société Biovea Energie, est estimé à 180 millions d'euros. Il est soutenu par les membres du consortium EDF, Meridiam et Sifca (plantations) avec des financements de l'Agence française de développement (AFD). Et devrait créer près d'un millier d'emplois.

Cette énergie, considérée comme renouvelable, est encore très marginale en Côte d'Ivoire, où 85% de l'électricité proviennent de centrales thermiques. On en compte une soixantaine réparties dans tout le pays.

Une deuxième centrale à biomasse, utilisant cette fois les déchets de la production de cacao, est en projet dans le centre du pays. L'étude technique de faisabilité a été financée à hauteur d'un million de dollars, par l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA).

Premier producteur de cacao au monde, la Côte d'Ivoire génère, chaque année, quelque 26 millions de tonnes de déchets issus de cette culture. Autant de cabosses ou de fèves défectueuses qui sont perdues, car incinérées le plus souvent à l'air libre.

A plein régime, cette centrale, située à Divo au cœur d'une des grandes régions cacaoyères, devrait permettre d'économiser 250 000 tonnes de CO2 par an. Son coût est évalué à 230 millions d'euros.

Ces deux centrales à biomasse vont permettre de valoriser ces déchets agricoles perdus et de répondre, en partie, aux besoins croissants en électricité de la Côte d'Ivoire. Un choix écologique, en raison d'un faible bilan carbone. Le Cameroun et l'Afrique du Sud ont également plusieurs projets dans ce domaine. Une voie à explorer pour l'Afrique. franceinfo 26 décembre 2019

Lutte ouvrière au-delà de "***l'absurde***".

LVOG - A propos de l'Australie

LO - Il y a quelques jours des milliers de manifestants ont protesté contre l'inaction d'un gouvernement accusé d'être lié au patronat des mines, contre aussi son déni des conséquences du réchauffement climatique. (...)

Les mesures d'urgence pour préparer l'avenir se heurtent à la défense des intérêts de ceux qui dirigent l'économie. Jusqu'à l'absurde. LO 20.12

LVOG - Si ce n'est pas dit explicitement par manque de courage, c'est suggérer implicitement, les "mines" de charbon participeraient aux "réchauffement climatique", appelant à des "mesures d'urgence pour préparer l'avenir", en adoptant cette rhétorique et quoi qu'elle dise par ailleurs, LO cautionne ainsi la COP et le GIEC, rien de révolutionnaire là-dedans !

Recyclage des déchets.

- Le PS à la peine mise sur l'écologie et le social pour redevenir audible - AFP 23 décembre 2019

Fracturé, dévitalisé depuis son élimination au premier tour de la présidentielle de 2017, le Parti socialiste, dont on oublierait presque qu'il a été la grande force de la gauche, mise désormais sur l'écologie et le social pour redevenir audible. (L'écologie au secours du social, cela sans le souffre, le frelaté… - LVOG)

Selon Juliette Méadel, ex-ministre qui a quitté le PS en 2016 (...) Aujourd'hui, "il faut tout revoir à la lumière de l'écologie"...

Il faut construire "une alliance la plus large possible, laïque, républicaine, sociale et écologiste", insiste le député Boris Vallaud.

"Après les municipales, il faudra se dépasser pour reconstruire une gauche de gouvernement. Le PS n'a aucune chance de se réimposer seul", confirme leur aîné, l'ex-député européen Henri Weber, qui souhaite, à l'instar de Bernard Cazeneuve, "faire de la question environnementale et climatique le nouveau paradigme de l'identité de gauche".

Sur cette question, l'ancien Premier ministre met en garde sa famille politique. "La gauche française s'égarerait en se contentant d'une simple opération de "greenwashing"", écrit-il dans une contribution au magazine Le Débat, daté de septembre-octobre. AFP 23 décembre 2019

Parole d'internaute.

LVOG – Suite à un article publié dans Notre-Planète.

1- « La Fédération Internationale de Croix-Rouge basée à Genève en Suisse a récemment fait paraître son rapport 2014 sur les catastrophes naturelles, nous apprend le journal en ligne allemand Bild. Les nouvelles sont bonnes, notamment des pertes moins importantes que les années précédentes.

De plus, l'activité des tornades aux États-Unis reste à l'équilibre depuis 1950. Quant à celle des cyclones, elle décroît. Une copie des résultats du rapport est disponible ici. La synthèse est la suivante (les points importants sont en gras) :

« Encore à la baisse : les pertes financières causées par des catastrophes naturelles en 2014 sont en dessous de la moyenne. La totalité des catastrophes naturelles en 2014 ont engendré une perte financière de 132 Md$, soit 37% de moins que la moyenne des 10 années précédentes (211 Md$). Ces pertes concernaient 258 événements différents, à comparer avec une moyenne de 260 pour les 10 années précédentes. Ces catastrophes ont causé des pertes estimées à 39 Md$ pour les biens assurés, soit 38% de moins que la moyenne des 10 années précédentes (63 Md$). Cela représente les pertes les plus faibles depuis 2009. 2014 a été la seconde année consécutive avec des pertes en dessous de la moyenne. Nous pouvons citer comme incidents majeurs en 2014 : les inondations importantes en Inde, Pakistan, Chine et Europe du Sud ; les orages convectifs aux États-Unis, en France et Allemagne, dont les dégâts ont coûté des milliards de dollars ; des tempêtes hivernales au Japon et aux États-Unis ; des sécheresses étendues aux États-Unis et au Brésil.

Les trois catastrophes les plus courantes (inondations, cyclone tropical, météo critique) représentent 72% des pertes financières en 2014. Bien que 75% des pertes aient lieu en dehors des États-Unis, ces derniers comptent encore pour 53% des pertes sujettes à une assurance, en vertu d'une pénétration plus élevée des mécanismes assurantiels dans ce pays. »

Selon les données de la Croix-Rouge, de nombreuses victimes ont succombé au froid, dont 505 dans un seul pays, le Pérou ! Parmi les catastrophes les plus meurtrières, il y a en effet les hivers brutaux aux États-Unis et au Japon, ce n'est pas ce qu'on pourrait attendre d'un « réchauffement climatique ».

2- Pourquoi les données reconnues les plus précises pour mesurer la température de notre bonne vieille terre, celles prises par les satellites et les ballons-sondes, sont elles discrètement glissées sous le tapis par une revue qui se dit sérieuse?

Et pendant qu'on discute d'objectivité, j'aimerais un jour voir Notre-Planète faire un article sur les ajustements opérés sur les températures prises au sol et leur justification.

Voici un lien sur un article qui parle du sujet:

https://www.contrepoints.org/2015/02/26/198684-climat-pourquoi-les-ajustements-apportes-aux-temperatures

3- Sur la question d'un réchauffement d'origine anthropique, l'avis d'un des plus grand physicien encore vivant ayant connu les plus grands : Albert Einstein, Richard Feynman, Niels Bohr ou Enrico Fermi C'est Freeman Dyson, voici un article de ce qu'il pense de l'aspect "Catastrophique" du réchauffement et des personnes clamant la responsabilité de l'homme dans l'augmentation des T ° (moyenne !!!) de la planète. http://www.courrierinternational.com/article/2009/07/02/sceptique-par-principe

La Terre existe depuis "environ" 4,5 milliard d'années, écrivons ce chiffre : 4 500 000 000 années

Nous avons des historiques de prise de T° depuis environ 1850 soit 166 ans.

Donc :

Début de la terre :..... 4 500 000 000 années

Nombre d'année de prise des T° : ..... 166 années

Scientifiquement ce n’est pas pertinent comme durée d'étude et on ne peut pas conclure quel sera le climat en 2100 avec 166 années d'historique de T°.

On sait par des carottages que le Taux de C02 a déjà été supérieur au 400 ppm actuel (soit 0,04% des gaz de notre atmosphère) alors pourquoi on nous dis que le taux de gaz a effet de serre n'a jamais été aussi élevé, alors que depuis 4,5 milliard d'années il a déjà été supérieur.

Personnellement depuis l'affaire des mails piratés du GIEC, je suis plus que sceptique sur la cause du réchauffement climatique (CO2). Il y a eu un réchauffement, mais aussi beaucoup d'incohérence, de démission de chercheur du GIEC en désaccord avec les conclusions alarmistes et même fausses notamment avec l'affaire des cyclones (démission de Christopher Landsea en 2005 : http://agriculture-environnement.fr/dossiers/climat,7/demission-fracassante-au-giec,59).

Je pense que dans cette affaire, il y a des lobbies qui font pression des deux côtés et que le débat n'est plus scientifique mais uniquement économique et politique. Je me réclame donc sceptique dans le sens contraire à crédule, comme le dit le dictionnaire, sur les "éléments scientifiques et de simulation" du GiEC qui sont de plus en plus contredit par les événements réels. N'oublions pas que les simulations par ordinateur ne sont que des "simulations incomplètes" et pas des faits !

NB : dans les années 1970 et notamment 1975 les grands journaux (pas encore d'Internet) affichaient sur leur une la panique sur le début d'une ère Glaciaire !! Bon ben voilà quoi l'homme depuis longtemps se trompe (cf. la une de Newsweek : http://www.scribd.com/doc/225798861/Newsweek-s-Global-Cooling-Article-From-April-28-1975)

Une constante dans cette histoire est l'incapacité de l'homme à prévoir quoi que ce soit d'un point de vu climatique, le modèle étant un chao lié à une multitude de paramètres et donc non linéaire, il n'est pas possible d'avoir une simulation "absolue" pouvant prédire les faits à venir.

Surtout que des scientifiques pensent maintenant que l'on irait de nouveau vers un age glaciaire d'ici 2030 ! Comme le climat les avis sont cycliques on dirait ;-)

(cf. article : http://www.slate.fr/story/104239/terre-periode-glaciaire-2030)

4- Merci Staphanux40 pour ce commentaire plein de bonnes réflexions, et d'analyses scientifiques. Pour compléter, il est impossible de prévoir avec exactitude le prochain épisode glaciaire. Cependant "le réchauffement actuel" (si petit soit-il) s'il continue et s'intensifie, entraînera obligatoirement un refroidissement brutal. La fonte des banquises va apporter de l'eau douce dans les océans, diminuer leur salinité et donc leurs densités dans ces zones. Dans ces zones on observera une inversion des courants océanique actuels qui s'étendra à l'échelle mondiale engendrant un refroidissement général et rapide de la terre...

Pour répondre aux personnes s'interrogeant sur la part de l'homme dans les gaz à effet de serre et toutes les blablatteries qu'on peut entendre aujourd'hui la dessus, avec les manipulations politiques. C'est bien de dire que la température augmente. Les graphiques le prouvent. Est-ce que quelqu'un est capable de définir avec précision le pourcentage de rejet de gaz a effet de serre lié à l'Homme sur Terre vis-à-vis de la nature (volcanisme, dorsale, érosion des roches....) car moi j'en suis incapable si infime qu'elle soit. Est-ce que l'augmentation de la température et gaz n'est pas liée à une augmentation des phénomènes naturels? Je vous laisse méditer.

Et petite question, quelle activité liée à l'homme produit "le plus de gaz" d'effet de serre ? Recherchez et la réponse va vous surprendre, car on est très loin de la vérité avec nos voitures, usines, etc.

5- Certes mais au début du Paléozoïque et pendant le Mésozoïque, les teneurs en CO2 atmosphérique étaient bien plus élevées. Cela n'a pas empêché la vie...

L'homme aurait été fort bien adapté aux conditions climatiques du Mésozoïque... Même si la cohabitation avec les dinosaures aurait été complexe à gérer.

Longtemps appelé ère secondaire, c'est une période caractérisée par une forte activité volcanique. Cette dernière génère des conditions favorables à l'accumulation de dioxyde de carbone (CO2) dans l'atmosphère et à l'installation d'un climat à fort effet de serre.

Le taux de CO2, est d'environ six fois plus qu'aujourd'hui !

Ces conditions ont fait du Mésozoïque un paradis pour la vie.

Elles ont notamment permis le développement spectaculaire et la diversification des reptiles et dinosaures ainsi que l'apparition des oiseaux et des mammifères (nos ancêtres !).

Sur le plan de la flore, les gymnospermes dominent largement jusqu'à la fin du Jurassique (les ancêtres de nos résineux), puis arrive le temps des plantes à fleurs...

Certaines plantes de cette époque existent toujours. J'en ai trois dans mon jardin : un Ginkgo biloba, un Magnolia et un Equisetum camtschatcense.

6- L'homme n'est responsable que de 21 ppm du CO2 atmosphérique : un peu de maths (pour ceux que ça ne rebute pas) :

Données de base :

- La masse de l'atmosphère est de 5,15 106 Gt (Giga-tonnes) ;

- La masse moléculaire du CO2 est 44 (dont 12 de C), celle de l'air 29 ;

1 ppm de CO2 pèse donc 5,15 x 44 / 29 = 7,81 Gt, dont 2,13 Gt-C (Giga-tonnes de Carbone) 320 ppm de CO2 (en 1965) représentent donc 682 Gt-C, et les 80 ppm qui s'y sont rajoutés depuis représentent 170 Gt-C (soit un total de 852 Gt-C pour 400 ppm aujourd'hui).

La consommation de combustibles fossiles a généré (statistiques BP : bp-statistical-review-of-world-energy-2017-underpinning-data.xlsx) :

- depuis 1965 (début des statistiques) : 1 153 000 Millions de tonnes de CO2, soit 315 Gt-C (ou 148 ppm)

- dont 33 432 Millions de tonnes de CO2 en 2016, soit 9 Gt-C (ou 19 ppm).

Un raisonnement faux, qu'on entend malheureusement souvent, consiste à considérer que, sur les 148 ppm produits par les combustibles fossiles depuis 50 ans, seulement 68 ont pu être absorbés par les "puits de carbone" que constituent les océans et la végétation, puits de carbone ... qui n'en peuvent plus (acidification des océans, ...). ... d'où cette augmentation de 80 ppm en 50 ans.

Ce raisonnement serait correct si le CO2 atmosphérique était le résultat d'un équilibre statique ; mais ce n'est pas le cas : la concentration atmosphérique en CO2 est le résultat dynamique d'échanges permanents d'énormes quantités de CO2, principalement avec la végétation et les océans, qui en contiennent des quantités considérablement plus importantes (39 000 Gt-C contre 852 dans l'atmosphère) ... au point que tout le CO2 atmosphérique est recyclé tous les 5 ans.

Ces échanges se font de façon équilibrée :

- avec la végétation : plus la concentration de CO2 augmente, plus la végétation en absorbe : c'est d'ailleurs ce qui est constaté par les satellites : la Terre verdit de plus en plus, malgré la déforestation ;

- avec les océans : plus la concentration de CO2 augmente, plus les océans (à température constante) en absorbent, de telle sorte que les pressions partielles entre l'atmosphère et l'eau restent équilibrées.

Ce chiffre de 5 ans, à une approximation près, est admis par tous et est d'ailleurs confirmé par le GIEC. Il n'est pas affecté par la concentration, car, comme on le verra plus loin, il résulte essentiellement des réactions équilibrées ci-dessus et de courants marins et atmosphériques.

J'ai cinq pommes dans mon réfrigérateur; je mange une pomme au hasard chaque matin et dépose chaque soir une pomme dans le frigo ; le rapport stock sur flux est cinq et une pomme reste en moyenne cinq jours dans le frigo.

De même, le rapport (stock de CO2 dans l'air) / (flux annuel de CO2 absorbé par les océans et par la végétation) est d'environ 5 ans : La durée de vie d'une molécule de CO2 dans l'atmosphère est d'environ 5 ans. Le CO2 anthropique (généré par l'homme) n'y fait pas exception.

Et donc, le carbone anthropique représente, au plus, cinq fois les émissions de la dernière année, soit 45 Gt-C, ce qui représente 45 / 852 = 5,3 % du carbone atmosphérique.

La part "anthropique" du CO2 contenu dans l'air est donc de l'ordre de 21 ppm (et non de 120 (400-280)).

Pour ceux qui ne seraient pas convaincus, j'ai encore en réserve le ratio Carbone 13 / Carbone 12 de l'atmosphère et du CO2 anthropique, qui confirme cette participation anthropique : 21 ppm (environ) et non 120.

Les 99 ppm de différence ne sont pas imputables à l'homme.

Qu’on se le dise : « Les journalistes scientifiques n’ont pas envie de donner la parole aux négateurs du climat. » - Adieu, climatosceptiques - lactualite.com

LVOG – L’actualité est un magazine canadien.

- En anglais, on dit « climate denier », une personne « en déni » de l’urgence climatique. En français, le terme « climatosceptique

» sonne beaucoup moins péjoratif. Appelons un chat un chat. Ce chat-là est un négateur du climat. Les indicateurs des changements climatiques sont complexes à comprendre, et chaque région du monde fait face à des conséquences différentes. Mais dire que le réchauffement climatique n'existe pas ou que l'homme n'en est pas responsable est tout simplement faux. Le consensus est sans appel : 97 % des scientifiques qui ont publié une étude sur le réchauffement climatique s'accordent sur le réchauffement des températures et la responsabilité humaine. Oui, il y a une urgence climatique, et oui, c'est de notre faute.

C'est là que le mot « sceptique » dans « climatosceptique » pose problème. Il irrite des scientifiques qui étudient les changements climatiques depuis plusieurs dizaines d'années. Ils trouvent le mot inexact, et préfèrent le terme « négateur du climat ».

Pourquoi le mot « sceptique » ne convient-il pas ? Le mot est entré dans le langage courant et paraît presque trop doux, sympathique, en opposition au mot « déni » utilisé par les anglophones. Être en déni, c'est péjoratif, c'est le refus d'une réalité. D'ailleurs, quand on tape le mot « déni » dans Google, on tombe immédiatement sur des photos d'autruches, la tête dans le sable. En revanche, quand on tape le mot « sceptique », on tombe sur des photos de banques d'images qui montrent des gens qui lèvent un sourcil ou qui se frottent le menton avec l'air incrédule. Le sceptique doute, et devant un tel consensus scientifique, le doute n'a pas sa place.

Pourquoi le mot sceptique est-il si trompeur ? La première définition du Petit Robert, c'est « philosophe partisan du doute systématique. ». Dans le sens philosophique du terme, un sceptique douterait donc du réchauffement climatique ?

« On peut supposer que bien des sceptiques accepteraient sans hésiter la valeur probante des données présentées par le GIEC et d'autres organismes qui montrent le réchauffement de la planète », répond Dario Perinetti, professeur de philosophie à l'UQAM et spécialiste en histoire du scepticisme moderne. Il explique qu'il existe de nos jours un amalgame entre le doute ordinaire et le scepticisme. « Le sceptique ne remet pas en cause ce qui est démontré par la science, explique le professeur. Le climatosceptique n'est pas sceptique, c'est un douteur ordinaire. » Et celui qui doute de la science, en philosophie, doit apporter des preuves tout aussi scientifiques pour appuyer ses dires.

« Ce que les sceptiques refusent, c'est la prétention de connaître toutes les choses qui ne sont pas accessibles à l'observation, et non les études basées sur les observations empiriques », conclut le philosophe. Bref, le sceptique en philosophie est un allié de la science moderne, et le mot n'est décidément pa s adapté au déni du climat.

Nous ferons donc attention à utiliser régulièrement d'autres termes : « climatonégationnistes », personnes en déni climatique, ou encore « négateurs du climat ». Mais sur le sujet, soyons rassurés, les Canadiens ont confiance en la science, et les journalistes scientifiques n'ont pas envie de donner la parole aux négateurs du climat. Après tout, la hausse des températures et l'urgence climatique ne sont pas sujettes à débat. Il n'y a pas de raison de leur donner la parole, de la même façon qu'il n'y aurait aucune raison de perdre son temps à écrire sur celui qui nous dirait que le pont Champlain n'existe pas. lactualite.com

LVOG – Au moins cela a le mérite d'être clair. Ils enragent, et à lire les commentaires suivants, on peut affirmer que leur discours particulièrement belliqueux est loin de convaincre tous leurs lecteurs.

Commentaires d'internautes

1- Personnellement j'ai mieux le terme climato-réaliste. C'est beaucoup plus pragmatique. Et proche de la réalité. Car depuis 50 ans les prédictions du GIEC et les scénarios catastrophes ont la fâcheuse habitude de ne pas se réaliser. Les simulations n'ont rien à voir avec la réalité.

Oui il y a des changements climatiques, mais l'homme a une influence négligeable, voire insignifiante. Les vrais scientifiques savent que l'homme ou le CO2 ne sont pas et n'ont jamais été la cause de changements climatiques. De plus en plus d'études concluent plutôt l'activité solaire comme une cause beaucoup plus probable. Donc, serait-ce possible que d'autres choses affecte le climat et que la hausse du CO2 soit une conséquence et non une cause? C'est ce que de plus en plus d'études semble démontrer.

Vous dites: « Comme beaucoup de climatosceptiques, le président américain confond le climat, dont les variations s'évaluent sur trente ans, et la météo, qui fait référence aux conditions quotidiennes de l'atmosphère. » Pourtant lors de canicules l'été on confond aussi climat et météo en nous disant le plus sérieusement du monde qu'on va tous mourir rôtis comme des petits poulets. Il faudrait se brancher.

Ce qui est aussi sidérant, c'est de voir ces « scientifiques du climat » parler de CO2 et vivre à l'autre bout du monde chauffé au mazout, se déplacer au mazout et naviguer la planète en bateau qui roule au fioul sale. Ces gens ont une empreinte environnementale pharaonique mais ils voudraient vous dire quoi faire et changer vos vies.

Et évidemment qu'une fois les recherches terminées, ces gens vont voyager partout dans le monde pour donner des conférences. Pendant que la plèbe va pédaler en Bixi ou attendre l'autobus au froid, ces gens seront bien au chaud dans leur siège

en première classe. Ces apôtres de la religion verte crient que nous sommes les pauvres victimes du capitaliste sauvage (sic!), mais en même temps prônent pour le corporatisme de l'industrie verte.

On assiste à la plus grosse arnaque de l'histoire de l'humanité.

2- Votre terme « négateur du climat » est mal approprié. Personne ne nie l'existence du climat, ces sont les changements climatiques qui sont mis en doute ce que ne reflète pas votre expression.

3- Adieu, climatosceptiques.

Bonjour, climatoréalistes.

Pour vous mettre à jour sur la science du climat, je vous suggère d'aller consulter de temps en temps le site https://www.climato-realistes.fr/ ou encore mon site personnel: AlainBonnier.com

Vous comprendrez alors pourquoi certains scientifiques, comme moi, remettent en question l'alarmisme du GIEC et considèrent les émissions anthropiques de CO2 comme un bienfait pour la vie sur Terre.

Si vous avez des questions à ce sujet, il me fera plaisir d'y répondre.

Alain Bonnier, docteur en physique

Un des 500 signataires de la Déclaration internationale des scientifiques sur le climat qui a été déposée à l'ONU en septembre dernier.

4- Fichtre, encore le coup des 97% de consensus popularisé par Obama, reprenant une « meta-étude » de John Cook, l'activiste qui est derrière le site skepticalscience.com. Sauf que cette étude a été debunkée en long et large, le biais de classification qui permet d'atteindre ce chiffre est aisément vérifiable par quiconque veut s'en donner la peine. Et ce biais n'est pas léger. En utilisant la classification de Cook lui-même, il s'avère que non pas 97%… mais 1.6% d'entre-elles soutiennent que « le climat se réchauffe et que l'homme en est la *principale* cause ».

Un bon résumé ici:

https://daviddfriedman.blogspot.com/2014/02/a-climate-falsehood-you-can-check-for.html

5- J'ai milité 3 ans pour le parti vert du Canada, j'ai fait beaucoup de recherche et j'ai tout laissé tomber. Je suis maintenant climato-septique car je doute qu'il y ait "urgence", je doute aussi que l'homme soit le grand responsable mais je ne doute pas que le climat change. D'ailleurs il a toujours changé, pendant des centaines d'années sur la tamise il y avait des fêtes d'hiver mais la tamise a gelé pour la dernière fois en 1814 soit longtemps avant les f-150… votre volonté de vouloir changer les mots, contrôler le langage nous amène à un monde Orwellien et les mensonges et les "consensus" de supposément 97% de la communauté scientifique sont non seulement dangereux pour la stabilité et la paix sociale mais sont aussi un gage de lois liberticide et un contrôle absolu sur notre vie au nom d'une urgence climatique inventée pour remplacer nos anciennes religions qui nous condamnais à un jugement dernier.

2019 : L'année du matraquage climato-alarmiste.

- 2019, l'année noire du climat - euronews 23 décembre 2019

"Nous sommes au début d'une extinction de masse, et tout ce dont vous parlez, c'est d'argent, et des contes de fées de croissance économique éternelle ? Comment osez-vous!"

Ce discours à l'intention des dirigeants du monde entier, au siège de l'ONU à New York, est un des plus percutants de ceux prononcés par Greta Thunberg en 2019.

"Les vendredis pour le futur", rendez-vous hebdomadaires à l'initiative de la jeune militante suédoise, ou "Extinction Rebellion", le mouvement social-écologiste, le clament haut et fort : il est temps de réagir.

2019 a été marquée par des chaleurs exceptionnelles. L'Europe a subi non pas une mais deux vagues de chaleur en juin puis en juillet avec des records de températures. L'Australie traverse l'un des étés les plus brûlants de son histoire récente.

Cette année, la Sibérie et l'Amazonie, les deux plus grandes forêts de la planète ont été ravagées par des incendies gigantesques.

En Russie, ce sont près de 3 millions d'hectares qui sont partis en fumée soit la taille d'un pays comme la Belgique. Au même moment, la forêt amazonienne brûlait à un rythme jamais vu auparavant.

Les inondations se sont également intensifiées sur la planète, plus dévastatrices que jamais. Le Japon a affronté le typhon Hagibis, le plus puissant depuis plus de cinq décennies, tandis que Venise a connu sa plus haute acqua alta depuis 1966.

Les scientifiques, dont Petteri Taalas, secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, ont une explication pour cet important dérèglement climatique :

"Le changement climatique se poursuit et ne s'améliore pas selon l'Accord de Paris. Les dix dernières années ont été la période la plus chaude de cette période de 170 ans. Nous avons trois principaux gaz à effet de serre : le dioxyde de carbone, le méthane et l'oxyde nitreux, et dans tous ces gaz nous avons encore une fois battu des records."

Mais tout le monde n'est pas convaincu de l'urgence de sauver la planète, Donald Trump en tête : "J'ai annoncé le retrait des USA de l'horrible, du coûteux, du partial accord de Paris. Nous remettons nos grands mineurs au travail."

En Espagne, l'Union Européenne a présenté le plan le plus ambitieux visant à progresser vers une économie neutre en carbone d'ici 2050. Des dizaines de petits pays se sont mis d'accord sur des objectifs à long terme similaires, mais d'autres grands émetteurs comme les États-Unis, la Chine ou le Brésil ont eux fait machine arrière. Malgré les discussions les plus poussées en 25 éditions, la COP s'est terminée sur une note décevante.

Aucun accord international n'a pu être mis en place notamment sur les règles des marchés carbone ou l'assistance aux pays en développement pour s'adapter aux incidences du dérèglement climatique.

Les militants écologistes accusent les pays les plus riches de faire preuve de peu d'engagement pour lutter sérieusement contre le changement climatique.

Leurs espoirs sont maintenant placés dans le prochain sommet sur le climat qui se tiendra à Glasgow en novembre 2020. euronews 23 décembre 2019

Stratégie de la terreur.

- Météo : quel temps va-t-il faire en France jusqu'à la fin du siècle ? - rtl.fr 25.12

LVOG - Alors qu'ils n'en savent rien au-delà de 24 ou 48 heures !

Des scientifiques de Météo France ont présenté les scénarios de changement climatique en France jusqu'en 2100.

En métropole dans un horizon proche entre 2021 et 2050, les chercheurs projettent une hausse des températures moyennes entre 0,6 et 1,3 °C, une augmentation du nombre de jours de vagues de chaleur en été (surtout dans le quart Sud-Est) ainsi qu'une diminution du nombre de jours anormalement froids en hiver sur l'ensemble de la France.

Puis, d'ici la fin du siècle entre 2071 et 2100, les tendances s'accentueraient encore. Les scientifiques observent une forte hausse des températures moyennes pouvant atteindre de 2,6 °C à 5,3°C en été, des vagues de chaleur pouvant dépasser 20 jours dans le Sud-Est mais aussi la poursuite de la diminution des extrêmes froids

Les scénarios sont en effet alarmants : des épisodes de sécheresse plus nombreux sont à prévoir ainsi qu'un renforcement des précipitations extrêmes sur une large partie du territoire. rtl.fr 25.12

Comment créer un « ***choc émotionnel*** » à partir de « ***catastrophes naturelles.*** »

- Catastrophe naturelle : « Avec mes photos, je veux faire prendre conscience du choc qu'il y a à tout perdre » - 20minutes.f 23.12

Interview - Photographe pour l'agence Getty Images, Joe Raedle a couvert de nombreuses catastrophes naturelles. Il s'intéresse autant aux dommages causés qu'à la façon dont l'homme s'adapte au changement climatique. Des typhons, des feux de forêts, des inondations, des canicules… L'année 2019 a été une nouvelle fois fournie en catastrophes naturelles et événements climatiques extrêmes. La plupart ont fait la « une » des journaux télévisés. Elles n'ont pas non plus échappé aux photojournalistes de l'agence Getty Images. Voici une rétrospective en images des bouleversements climatiques que l'agence américaine a couverts. Des incendies de forêt en Californie et au Brésil aux ouragans qui ont dévasté les Bahamas, en passant par les images rapportées de Kivalina, un village en Alaska menacé d'être rayé de la carte, par le photographe américain Joe Raedle. Ce dernier a répondu aux questions de 20 Minutes.

Joe Raedle - En couvrant depuis de nombreuses années les ouragans et inondations, j'ai aussi pu me rendre compte que ces catastrophes naturelles sont plus intenses et plus fréquentes. Enfin, parce que je vis à Miami, je suis déjà pleinement conscient des impacts de l'élévation du niveau de la mer due au changement climatique. (...) Puisque ces catastrophes naturelles semblent de plus en plus fréquentes et de plus en plus intenses, j'espère alors que mes photographies des catastrophes passées font prendre conscience à ceux qui les voient de la nécessité de se préparer aux catastrophes naturelles qui, demain, pourront nous affecter. Si à partir d'une de mes images, j'arrive à faire passer le choc émotionnel qui nous frappe quand on perd tout, alors j'ai réussi. Parce que j'aurai fait prendre conscience à des personnes, voire à des entités gouvernementales, de la nécessité de se préparer aux changements climatiques.

La couverture de ces catastrophes naturelles devient-elle un genre photographique à part entière, au même titre qu'il existe des photographes de guerre ?

Joe Raedle -Je ne pense pas qu'on puisse dire ça, tout simplement parce que des photojournalistes couvrent ces catastrophes naturelles depuis très longtemps. En revanche, cette couverture est sans doute plus visible aujourd'hui, alors que de plus en plus de personnes prennent conscience des impacts de nos comportements, de nos modes de vie, sur l'avènement et l'intensité de ces catastrophes naturelles. Pour la plupart, les photojournalistes sont attirés par toutes les histoires où l'homme entre en compte – que ce soit en tant que victime et/ou responsable- et notre travail est alors de montrer ce qui se passe et d'alerter le grand public. Et bien souvent, dans ces catastrophes naturelles, il y a cette part d'humain. 20minutes.f 23.12

Soit vous vous soumettez à notre diktat, soit 90% de la population mondiale sera à la diète !

- Le changement climatique bouleversera-t-il notre alimentation ? - France Inter 20 décembre 2019

La chronique "Detox" de Caroline Tourbe

Extrait. En pensant à l'augmentation des températures sur terre et en mer, à la modification du régime des pluies, au renversement des courants marins, à la migration des espèces marines, on imagine naturellement (Que son imagination est sous influence - LVOG), que tous ces bouleversements vont finir d'une manière ou d'une autre par se voir dans le contenu de nos assiettes. ("D'une manière ou d'une autre", c'est acquis sans preuves, peu importe. - LVOG)

Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Ces dernières années, une multitude d'articles scientifiques a permis de détailler les déséquilibres attendus (ou déjà en cours) dans les mers et sur terre ("Attendus", car pour les miracles il faut être patient ! - LVOG). Mais ce qui reste très rare ce sont les études qui permettent de saisir les conséquences de tous ces petits changements dans la production alimentaire à l'échelle planétaire. (Les "études" sont très "rares", on ne sait rien ou presque, peu importe, on spécule sur le pire scénario. - LVOG)

Et tout d'un coup, le miracle s'est produit :

C'est tout l'intérêt d'une étude publiée à l'occasion de la COP25. En combinant des modèles climatiques avec des données mondiales sur la sécurité alimentaire, l'emploi et l'économie dans plus de deux cent quarante pays, des chercheurs internationaux ont mesuré l'effet du changement climatique sur les deux secteurs clés de l'alimentation : l'agriculture et la pêche. (Il n'existe que 198 pays reconnus par l'ONU dans le monde. - LVOG)

Cette étude - pilotée par Joachim Claudet (chercher au CNRS)- permet non seulement de mesurer l'évolution de la productivité de la pêche et de l'agriculture mais aussi les possibilités d'adaptation des différents pays du monde.

Résultat, si les températures augmentent en moyenne de 4,3°C d'ici la fin du siècle – (comme le prévoit le GIEC, si les émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas), les chercheurs estiment que plus de sept milliards de personnes seront affectées à la fois par une diminution des récoltes et des quantités de poissons pêchés, sans avoir vraiment le moyen d'y faire face. C'est à dire près de 90% de la population mondiale ! France Inter 20 décembre 2019

LVOG - Même pas peur !

Cela méritait bien un hommage royal.

- La reine Elizabeth II salue le "sens du devoir" des jeunes pour le climat - Franceinfo 26 décembre 2019

La reine d'Angleterre Elizabeth II a rendu hommage, dans son allocution de Noël mercredi 25 décembre, à l'engagement des jeunes générations face à la crise climatique (...) qui ne cite toutefois pas le nom de Greta Thunberg. Franceinfo 26 décembre 2019

LVOG - L'ordre protocolaire doit être respecté...

Même le père Noël est mis à contribution.

- Le Père Noël écolo d'un spectacle scolaire provoque un tollé dans une ville canadienne - Le HuffPost 25 décembre 2019

Noël - Dans une petite ville pétrolière de l'Ouest canadien, suggérer lors d'un spectacle de fin d'année que le père Noël se déplace en traîneau électrique a provoqué un tollé et obligé une école à pré

Dans une petite ville pétrolière de l'Ouest canadien, suggérer lors d'un spectacle de fin d'année que le père Noël se déplace en traîneau électrique a provoqué un tollé et obligé une école à présenter ses excuses.

...une enquête menée en 2016 montrant que seulement 56 % des habitants de la région d'Oxbow croient au réchauffement climatique, contre 79 % au niveau national. Le HuffPost 25 décembre 2019

Bonne appétit !

- La viande imprimée en 3D, alternative éco-responsable - euronews 25 décembre 2019

Seriez-vous prêts à servir un steak imprimé en 3D pour votre prochain Noël ? En Espagne, l'un des principaux consommateurs de viande sur le continent, on a trouvé une alternative durable à la viande traditionnelle. Installé à Barcelone, l'Italien Giuseppe Scionti est parvenu à imprimer de la viande végétale en trois dimensions à partir de modèles sur Internet.

" C'est le premier produit qui a à la fois l'apparence en trois dimensions d'un morceau de viande, qui a le goût ainsi que la consistance fibreuse, une vraie alternative à la viande animale, explique l'ingénieur en biotechnologies, " explique l'Italien. " Le bétail a un impact plus fort sur l'environnement en termes de gaz à effet de serre que tous les transports combinés. La FAO estime que le bétail représente 14,5 % des gaz à effet de serre contre 13 % pour les transports ."

Le but de Giuseppe Scionti est de parvenir à une production à large échelle. Il travaille encore sur des goûts différents. Mais ses tout nouveaux steaks imprimés sont parfaits pour un repas éthique, sain et équilibré.

Les consommateurs en quête d'une alternative éco-responsable ont déjà commencé à changer leurs habitudes. Ces dernières années, les substituts à la viande ont augmenté de 451% sur le marché européen. euronews 25 décembre 2019

Leur idéologie vole de plus en plus bas. Comment cautionner un racket. Mode d'emploi.

- La menace d'une pollution massive par les avions rend urgente la taxation des billets - Le HuffPost 24 décembre 2019

Par Jourdain Vaillant, expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, rédacteur du Pacte Finance-Climat 2020 réalisé dans le cadre de l'association Agir pour le climat (Fondation mal nommée après avoir adopté l'ultra libéralisme. - LVOG)

Extraits.

Alors qu'à Madrid s'est achevée la COP25 –décevant à plus d'un titre, l'accord signé ne portant que sur des avancées minimes–, je souhaite reprendre la proposition de Lucas Chancel et Thomas Piketty d'une taxation progressive sur les billets d'avion. L'aviation étant une source importante d'émission de gaz à effet de serre, cette taxation permettrait de financer l'adaptation au changement climatique et participerait à la mise en place d'une transition juste.

La question d'une taxe écologique sur l'aviation se pose à tous les niveaux réglementaires, qu'ils soient nationaux, européens ou globaux.

Jusqu'à présent, aucun cadre réglementaire multilatéral n'a donné lieu à un signal-prix efficace susceptible d'en atténuer l'attrait. Dans le même temps, l'adaptation au changement climatique souffre d'un déficit de financement. La création d'une taxe progressive sur les billets d'avion serait à la fois une source de financement pertinente pour l'adaptation au changement climatique et un vecteur de justice sociale.

Le financement de l'adaptation au changement climatique est insuffisant et les émissions du transport aérien connaissent une croissance exponentielle.

Le Fonds vert pour le climat (2010), principal instrument multilatéral de financement de l'adaptation au changement climatique,

est insuffisamment financé par les pays développés. Malgré l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020, la carence est loin d'être comblée. La dernière conférence de reconstitution du Fonds vert a permis de recueillir près de 10 milliards de dollars pour la période 2020-2023.

Dans le même temps, le volume du trafic aérien mondial double tous les 15 ans. Le transport aérien pourrait atteindre 8,2 milliards de passagers dans le monde en 2037, contre 4,1 milliards en 2017. Il est responsable de 5% du réchauffement climatique anthropique [Lee et al., 2009 - Aviation and global climate change in the 21st century.] Les émissions totales du transport aérien devraient au moins tripler d'ici 2050.[Lee, 2013 - The impact of the "2020 Carbon Neutral Goal" on aviation CO2 radiative forcing and temperature response.] Cette tendance n'est en rien conforme à l'Accord de Paris (2015). En tenant compte de la pollution par personne et par kilomètre, le transport aérien est considéré comme le moyen de transport le plus polluant.

Le secteur de l'aviation est exclu des mécanismes internationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les émissions du transport aérien international ne sont pas couvertes par le Protocole de Kyoto (1997) et l'Accord de Paris. En vertu de la Convention de Chicago (1944), le kérosène ne peut être soumis à une taxation internationale. Une telle taxe ne pourrait être introduite qu'aux niveaux nationaux. En 2016, l'Organisation de l'aviation civile internationale a certes mis en place un outil pour limiter l'impact climatique du secteur, le Système de compensation et de réduction des émissions de carbone dans l'aviation internationale (dit "CORSIA"). Fondé sur le volontarisme, le mécanisme qui en résulte semble incapable de compenser plus de 20% des émissions du secteur. [Transport & Environment, 2016 - "European and ICAO measures compared - How Europe's ETS and ICAO's global measure compare over 2021-2035."]

Étant donné la possibilité, peu probable, d'établir un consensus européen pour remodeler les dispositions multilatérales ou d'obtenir un accord unanime sur une disposition fiscale, des alternatives réalistes ne peuvent être que nationales. Celles-ci pourraient ainsi contribuer au financement de l'adaptation au changement climatique ou de l'atténuation de ses effets, et ouvrir la voie à une justice climatique.

...une approche fondée sur les émissions individuelles plutôt que sur les émissions nationales pourrait accroître le volume global de l'aide à l'adaptation au changement climatique. Deux économistes français, Lucas Chancel et Thomas Piketty, ont développé un instrument statistique capable de combiner inégalités de revenus et émissions de CO2. [Chancel, Piketty, 2015 - "Carbon and inequality: from Kyoto to Paris".] D'après leurs conclusions, 10% des individus les plus émetteurs sur Terre sont responsables de 45% des émissions mondiales. Les émissions mondiales sont donc concentrées dans les classes les plus aisées.

Une taxe sur les billets d'avion répond à la question "Qui paie quoi?" de la manière la plus équitable. Dans la logique de l'équité, il ne s'agit plus de baser le financement de l'adaptation au changement climatique sur la contribution des pays, mais plutôt sur la contribution des individus qui émettent le plus.

Le transport aérien peut se démarquer comme un relativement bon marqueur de revenus élevés et de modes de vie fortement émetteurs de CO2. Il est généralement associé à un niveau de vie élevé -du moins au niveau mondial- et opère généralement une distinction entre les différents groupes de revenus ou groupes sociaux avec le système classe économique / première classe / classe affaires. (...) [Une telle taxe] atteindrait les personnes à revenu élevé et les grands émetteurs. Chancel, Piketty, 2015 - Carbone et inégalités: de Kyoto à Paris.

Augmenter le coût de chaque billet d'avion aiderait considérablement à financer l'adaptation au changement climatique. Selon les calculs de Chancel et Piketty, taxer tous les billets d'avion de première classe jusqu'à 180€ et tous les billets d'avion de classe économique jusqu'à 20€ générerait 150 milliards d'euros (170 milliards de dollars) chaque année au niveau mondial. (Qui doit financer le Green New Deal ? Vous avez la réponse. - LVOG)

Il existe un précédent à cette initiative. Une taxe progressive de solidarité sur les billets d'avion a été instaurée après le Forum de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement. Initialement signée par 30 pays, la taxe a été mise en œuvre dans neuf d'entre eux. Son montant varie entre 1€ et 45€ par billet. Elle génère aujourd'hui 200 millions d'euros par an. Ses revenus financent des organisations internationales du domaine de la vaccination et de la lutte contre les épidémies. (200 millions d'euros par an qui atterrissent dans les poches des trusts pharmaceutiques, il fallait y penser ! - LVOG)

Une fiscalité progressive sur les billets d'avion présente l'avantage de financer des fonds d'adaptation au changement climatique sans impliquer les populations les plus vulnérables. (Quelle générosité, elles sont trop pauvres pour prendre l'avion et subir ce racket ! - LVOG)

Dans un scénario de mise en œuvre complète du scénario Chancel-Piketty, le surcoût important pourrait, il est vrai, entraîner la fermeture de petits aéroports. L'adaptation au changement climatique nécessite de profonds changements. Les revenus générés par cette taxe faciliteraient l'aboutissement de la transition entre de petits aéroports inutilement polluants vers de plus amples interconnexions ferroviaires souvent réclamées par les usagers du rail. (Après avoir liquidé les petites gares, les petits commerçants, de nombreuses écoles communales, maternités, services publics, c'est le tour des aéroports, et toujours pour la bonne cause. - LVOG)

LVOG - Ces sauvages veulent "***civiliser la menace***", le climat.

L'aviation est une utopie qui risque de se transformer en symptôme. Nous vivons une occasion cruciale de "civiliser la menace". Alors que ladite guerre contre le changement climatique se déroule sous nos latitudes, ceux qui comprennent qu'elle est d'abord un défi logistique prennent de l'avance. Ils seront en mesure de façonner un avenir durable.

Nous ne sommes pas égaux lorsqu'il s'agit de prendre l'avion. Il convient de vite en tirer des conséquences, tout en gardant en tête que la transition écologique ne peut décemment se faire sans justice sociale –qui pourrait en douter dorénavant? (Ne vous en faites pas, les pauvres vont le rester ! - LVOG) Les prévisions indiquent que cette source d'émissions de gaz à effet de serre s'apprête à devenir massive. Nous avons la responsabilité de nous confronter à cette problématique de manière concertée. Une taxation progressive est une réponse simple et puissante.

L'aviation est en passe de devenir une source importante et croissante d'émissions de gaz à effet de serre.

Il n'y a pas d'obstacle juridique à une taxe progressive supportée par les clients des compagnies aériennes. (Au moins cela présente l'avantage d'être clair ! Au passage, ils visent principalement les classes moyennes, mais pas seulement, lire plus loin. - LVOG) Le HuffPost 24 décembre 2019

Reporterre - Si l'on regarde les statistiques françaises, les émissions de CO2 de l'aérien représentent ainsi seulement 2,8 % des émissions des transports et 0,8 % des émissions totales de gaz à effet de serre en 2016. Ces faibles chiffres s'expliquent par le fait que seuls les trajets internes à la France sont comptés (outre-mer compris). Les transports aériens et maritimes internationaux ne sont en effet pas pris en compte dans les chiffres des conférences des Nations unies sur le climat.

Au niveau mondial, l'aérien représente en 2015 environ 11 % des émissions de CO2 des transports, soit 1,5 % des émissions totales de gaz à effet de serre. (Les transports émettent 17% du CO2 de nature anthropique à l'échelle mondiale, ramené à la France 11% de 17% cela rejoint les "1,5 % des émissions totales de gaz à effet de serre", soit une quantité insignifiante, qui divisée ou multipliée par deux le demeurera.. - LVOG)

Aligner le transport aérien sur l'objectif de l'Accord de Paris devrait donc passer par une remise en cause des hausses du trafic (Source : L'avion émet 1.500 fois plus de CO2 que le train - Reporterre 15 mai 2019)

Les industriels mettent en avant les avancées : « En soixante ans, les émissions des avions par passager ont été réduites de 80 %, dont 50 % sur les quinze dernières années », a souligné jeudi Marwan Lahoud, président du Gifas et du groupe Airbus. « On peut encore gratter 15 % par rapport à ce qui se fait de mieux actuellement », renchérit Daniel Gaffié, de l'Onera (Office national d'études et de recherches aérospatiales).

Malgré ces avancées, les émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble du secteur aérien français ont augmenté de 62 % entre 1990 et 2012 à cause de la hausse du trafic. Les innovations technologiques « ne pourront pas contrebalancer une augmentation du trafic aérien telle qu'elle est envisagée », tempère Célia Gautier, du Réseau action climat. « Il faut mettre un prix sur la pollution et ça commence par un mécanisme de tarification des émissions de CO2. » (Source : Quelles sont les véritables émissions de CO2 du trafic aérien ? - Le Monde 17 juin 2015)

LVOG - Taxer les riches ? Pas vraiment.

Paul Chiambaretto, professeur associé de stratégie et marketing à Montpellier Business School et chercheur associé à l'école polytechnique, et présentée le 7 novembre lors d'un colloque organisé par l'Union des aéroports français (UAF)

- « Une étude de la DGAC montre que 50% des voyageurs sont des CSP- ou des inactifs, alors que le cliché qu'a un Français moyen d'un passager aérien est quelqu'un de riche, qui voyage essentiellement pour son loisir et qui n'est donc pas obligé de voyager en avion, et qui n'est pas à 10, 15, 20 euros près. Résultat, le transport aérien est perçu comme un gros pollueur qui ne fait pas d'efforts et dont les clients particulièrement riches sont non seulement peu sensibles à des variations de prix, mais ont également un comportement peu vertueux. Il y a tous les ingrédients d'une stigmatisation organisationnelle d'un secteur contre lequel l'opinion publique va se retourner. Le transport aérien est un super bouc émissaire », a-t-il déclaré. (...) Pour rappel, selon le Groupe interministériel d'experts intergouvernemental du climat (Giec), le transport aérien représente 2,5% des émissions de CO2 dans le monde.

Cette mauvaise perception s'ajoute, selon lui, à celle du passager aérien.

« 65% des Français surestiment l'impact négatif du transport aérien et la majorité sous-estime les efforts réalisés pour réduire les émissions de CO2 qui ont diminué de 25% par passager depuis quinze ans, explique le chercheur. 35% des gens qui ne travaillent pas dans ce secteur ne savent pas que les avions consomment entre 2 et 3 litres aux 100 kilomètres par passager, qui

sont des niveaux inférieurs à ceux des voitures hybrides. Or, normalement, on vous applaudit quand vous avez une voiture hybride.» (Source : Aviation : la vérité sur les calculateurs de CO2 (Air France, GoodPlanet, DGAC...) - La Tribune 29.11.2019)

Transport

17% des émissions de CO2 globales par source d'activité

Transport routier

18% des émissions de CO2 globales par source d'activité en incluant l'électricité et l'énergie dans la source finale d'utilisation. Autres transports : 7%.

Transport

15% des émissions de tous les gaz à effet de serre en plus du CO2 (méthane, N2O et halocarbures) par secteur d'activité finale

Emissions de CO2 mondiales par source d'activité - 27 mars 2008

https://www.econologie.com/emissions-co2-mondiales-source-activite

A la louche, "***entre 14% et 75%, selon les hypothèses***"

- Madagascar : les lémuriens menacés par le réchauffement climatique - Franceinfo 24 décembre 2019

Au moins deux types de lémuriens du genre Varecia, espèces emblématiques de Madagascar menacées par la déforestation, pourraient voir plus de 90% de leur habitat disparaître d'ici 50 ans en intégrant les effets du réchauffement climatique, alerte une étude publiée le 23 décembre 2019 dans la revue Nature Climate Change.

Parmi ces espèces, une équipe de scientifiques a étudié l'habitat du vari noir et blanc et du vari roux (varecia variegata et varecia rubra de leurs noms scientifiques), toutes deux déjà classées en danger critique. Comme nombre d'autres lémuriens, 96% des espèces sont classées plus ou moins fortement menacées.

L'équipe scientifique a d'abord modélisé l'évolution de la couverture forestière, selon différents scénarios de déforestation - interdiction stricte ou non de toute coupe dans les zones protégées. Et ce alors que la Grande île a déjà perdu 44% de sa couverture forestière depuis les années 1950.

Les scientifiques ont également évalué l'impact du réchauffement climatique sur la forêt, là encore selon différents scénarios de poursuite des émissions de gaz à effet de serre. A partir de ces données, ils ont évalué les zones qui resteraient habitables par les varis, avec une hypothèse catastrophe où la combinaison des pires scénarios pourrait entraîner une chute dramatique de 95% des zones habitables d'ici 2070. La seule déforestation pourrait réduire leur habitat de 30% dans l'hypothèse d'une protection "stricte" de la forêt, ou du double si la protection est "relâchée". Les effets du changement climatique pourraient le réduire d'entre 14% et 75%, selon les hypothèses. Franceinfo 24 décembre 2019

La biodiversité, d'accord, mais la chaîne alimentaire on s'en moque.

- L'eau contaminée de Fukushima pourrait bien être rejetée dans le Pacifique - huffingtonpost.fr 24 décembre 2019

D'énormes quantités d'eaux contaminées sont toujours stockées dans l'enceinte de la centrale de Fukushima, ravagée par le tsunami de mars 2011.

Le rejet dans l'environnement (mer ou air) de l'eau contaminée de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi est l'unique option restante après que les experts eurent exclu un stockage de longue durée, ont précisé ce mardi 24 décembre à l'AFP les autorités japonaises.

"L'option d'un simple stockage à long terme n'est plus envisagée", a déclaré à l'AFP un fonctionnaire d'Etat souhaitant garder l'anonymat.

Et de préciser que l'ambition du gouvernement est de faire place nette à Fukushima Daiichi: une fois les réacteurs démolis et le site nettoyé, il ne devra rien rester, donc pas de citernes d'eau contenant encore au moins du tritium.

Une quantité massive d'eau contaminée est stockée dans l'enceinte de ce site ravagé par le tsunami de mars 2011. Elle provient de la pluie, des nappes souterraines ou d'injections nécessaires pour refroidir les coeurs des réacteurs entrés en fusion.

Filtrée à plusieurs reprises, elle sera à terme débarrassée d'une grande quantité de radionucléides, sauf le tritium, considéré comme moins dangereux pour l'environnement et les êtres vivants.

Le stockage durable, que recommandaient des organisations écologistes comme Greenpeace, n'étant plus d'actualité, restent trois options jugées les plus faisables, d'un point de vue technique et économique: la dilution en mer, l'évaporation dans l'air ou une combinaison des deux.

Des experts, dont ceux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), poussent depuis des années pour la dilution en mer. Mais ce n'est pas faisable pour le moment car, comme l'a reconnu la compagnie Tokyo Electric Power (Tepco), une grande partie de cette eau est encore lourdement chargée en éléments radioactifs dangereux pour la chaîne alimentaire.

Tepco estime cependant que les citernes seront pleines en 2022.

Une décision finale ne devrait pas être prise avant les jeux Olympiques de Tokyo à l'été 2020, compte tenu du risque diplomatique. huffingtonpost.fr 24 décembre 2019

Place aux pigeons !

- Oui, "73% des moineaux ont disparu à Paris en dix ans" - Journal du Dimanche 23 décembre 2019

La conseillère France insoumise de Paris Danielle Simonnet a écrit sur Twitter que 73% des moineaux avaient disparu à Paris en l'espace de 10 ans. C'est vrai.

Ce chiffre est tiré d'une -enquête de septembre 2017, menée par le Centre ornithologique d'Ile-de-France (Corif) et la Ligue de -protection des -oiseaux (LPO), qui recense 14 -comptages annuels effectués dans la capitale entre 2003 et 2016. Ils révèlent une chute importante de la population de moineaux domestiques (Passer domesticus) à Paris intra-muros. En treize ans précisément, trois moineaux sur quatre ont disparu. Paris n'est pas la seule touchée : en 2002 déjà, le Royaume-Uni inscrivait le moineau domestique sur sa liste d'espèces menacées, après une chute d'environ 60% de sa population entre 1970 et 1990.

L'Allemagne, elle, le considère comme "quasi menacé". Même problème en République tchèque et en Finlande. Hors Europe, le nombre de moineaux baisse en Amérique du Nord et dans certaines régions de l'Inde. Journal du Dimanche 23 décembre 2019

Ils osent tout.

La guerre, c'est la paix.

- Sommes-nous trop lâches pour mettre fin à la guerre d'extermination d'Assad et Poutine en Syrie? - Le HuffPost 27.12

Big brother vous surveille.

- Le Conseil constitutionnel valide très largement la surveillance des réseaux sociaux contre la fraude - huffingtonpost.fr 28.12

Encore un cas de pédophilie qui s'ignore ?

- Joyeuses Fêtes 2019: Marlène Schiappa cherchait un poupon métis, elle l'a trouvé - Le HuffPost 25.12

Quand les extrémistes sionistes revendiquent la direction du Parti travailliste

- L'antisémitisme au sein du Parti travailliste et les élections de 2019 - Slate.fr 25.12

Cette haine du juif révèle un défaut de leadership au sein de la formation politique. Slate.fr 25.12

De honte ? Et blanc... mais pas comme neige !

- Mélenchon se compare au père Noël: "je suis rouge comme lui" - Le HuffPost 24.12

Ne l'était-il pas ?

- Algérie: le puissant général Ahmed Gaïd Salah enterré comme un chef d'Etat - AFP

Révélation. C'est à vous dégoûter de vivre !

- Le moment où commence le vieillissement de l'organisme humain révélé - sputniknews.com 25.12

LVOG - Et devinez quand est-ce qu'il se situe, je vous le donne en mille : "*Le vieillissement commence au moment de la conception ou juste après, considèrent les chercheurs*", non, sans blague !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Croatie

- Croatie : la présidente conservatrice sortante affrontera le centre gauche au second tour - AFP 23 décembre 2019

La cheffe de l'Etat conservatrice sortante en Croatie affrontera un ancien Premier ministre de centre gauche au second tour de la présidentielle après avoir franchi de justesse la première étape et perdu des électeurs au profit d'un chanteur populiste de droite.

Alors que la Croatie prend au début de l'année les rênes de l'Union européenne, elle devra attendre le second tour prévu pour le 5 janvier afin de connaître le nom de son prochain président aux fonctions surtout honorifiques.

Le premier tour dimanche révèle la montée en puissance de la droite dure dans un pays qui fait face à la pression de migrants à ses frontières et est confronté comme ses voisins balkaniques à un exode massif de ses habitants ainsi qu'à une corruption endémique.

Avec près de 30% des voix, l'ancien Premier ministre social-démocrate Zoran Milanovic, 53 ans, arrive en tête du scrutin, selon les résultats officiels après comptage de la quasi totalité des suffrages.

Mais malgré ce succès, le premier tour révèle surtout que même divisée, la droite a progressé en Croatie, estiment les analystes.

La présidente sortante Kolinda Grabar-Kitarovic, 51 ans, a obtenu 26,6% des suffrages. Miroslav Skoro, 57 ans, un artiste devenu populaire dans les années 1990 avec des titres à teneur patriotique, a recueilli 24,4% des voix en promettant de déployer l'armée à la frontière pour empêcher les migrants de passer et de gracier un criminel de guerre.

Mme Grabar-Kitarovic est soutenue par le HDZ (centre droit) qui domine la vie politique depuis l'indépendance en 1991. Elle a passé le plus clair de la campagne électorale à louvoyer entre l'aide modérée et l'aile nationaliste de cette formation.

Dès dimanche soir, la présidente sortante a commencé les opérations de séduction pour tenter de reconquérir son électorat perdu, déclarant même que Miroslav Skoro avait en réalité joué le rôle de "co-candidat" pendant la campagne.

"J'avais un bon co-candidat dans ma sensibilité politique", a-t-elle lancé à ses partisans. "Maintenant, nous devons nous rassembler et aller à la victoire".

Une défaite de Mme Grabar-Kitarovic compliquerait les chances du HDZ et du Premier ministre modéré Andrej Plenkovic aux élections législatives prévues pour 2020.

"La droite radicale montre sa force", constate l'analyste Tihomir Cipek. "Nous verrons si la situation se répètera aux législatives".

L'électorat de gauche s'est rassemblé autour de M. Milanovic, un ancien diplomate épargné par les soupçons de corruption pesant sur bon nombre de membres de la classe politique. Il s'est engagé à faire de la Croatie un "pays normal" avec une justice indépendante, qui respecte les minorités.

"Nous allons vers un second tour et non vers la guerre, les guerres sont terminées", a-t-il dit à ses supporteurs, une

référence apparente aux fréquentes allusions faites par ses rivaux au conflit déclenché par la déclaration d'indépendance de la Croatie en 1991.

Si ses partisans saluent sa détermination, ses contempteurs dénoncent son arrogance. Le gouvernement qu'il avait dirigé de 2011 à 2016 avait déçu car il n'avait pas su mettre fin à la corruption ambiante ni développer l'économie.

La Croatie assumera la présidence tournante de l'UE pour un mandat de six mois qui verra sans doute le Royaume-Uni quitter l'Union et des Etats des Balkans occidentaux frapper à sa porte.

Ce pays, dont les côtes sont baignées par l'Adriatique, est un aimant pour les touristes mais ses habitants s'en vont, un phénomène qui s'est accéléré après son adhésion à l'UE en 2013.

Les émigrés partent chercher une vie meilleure ailleurs en Europe mais invoquent aussi la corruption et le clientélisme ou la piètre qualité des services publics.

Depuis 2013, 190.000 personnes sont parties selon les statistiques officielles, mais les spécialistes estiment qu'en réalité 300.000 habitants manquent à l'appel.

Parallèlement, le taux de natalité est faible, ce qui fait dire aux experts que la Croatie est au bord d'un "effondrement démographique".

L'économie, fortement dépendante du tourisme, manque de bras et compte pour fonctionner sur des migrants en provenance de pays comme la Bosnie, la Serbie et le Kosovo. AFP 23 décembre 2019

LVOG - Vive la Yougoslavie !

Inde

- Inde : nouvelles manifestations contre la loi sur la citoyenneté, le bilan grimpe à 24 morts - AFP 22 décembre 2019

Des milliers de personnes se sont rassemblées samedi dans plusieurs villes indiennes pour protester contre la nouvelle loi sur la citoyenneté, qui provoque une inquiétude grandissante dans le pays et des troubles qui ont fait 24 morts à ce jour.

Ces nouvelles manifestations ont débuté samedi à Chennai, la capitale de l'Etat du Tamil Nadu (sud) et à Patna, dans l'Etat de Bihar (est), où trois manifestants ont été blessés par balles, selon la police. Un rassemblement a également eu lieu à New Delhi, où les manifestants brandissaient au crépuscule leurs téléphones portables allumés, comme s'il s'agissait de torches, devant la plus grande mosquée indienne, Jama Masjid.

Un manifestant est mort samedi dans des heurts avec les forces de l'ordre à Rampur, dans l'Etat de l'Uttar Pradeh (nord), a indiqué la police à l'AFP.

Ces nouveau rassemblements interviennent au lendemain de manifestations qui ont dégénéré vendredi dans l'Uttar Pradesh - Etat le plus peuplé e l'Inde - tuant au moins 15 personnes, dont un enfant de 8 ans, piétiné lors d'une bousculade dans la ville sainte hindoue de Varanasi, dans le même Etat, a indiqué le chef de la police du district, Prabhakar Chaudhary. AFP 22 décembre 2019

Russie

La Russie rappelle que la Pologne et le Reich avaient planifié la déportation des juifs dès 1938 - Réseau Voltaire 25 décembre 2019

Intervenant devant l'état-major militaire russe, le 24 décembre 2019, le président Vladimir Poutine a déclaré avoir pris connaissance de documents d'archives saisis lors de la chute de Berlin, en 1945.

Ils attestent qu'en 1938 la Pologne du maréchal Józef Pilsudski avait envisagé et planifié avec le Reich allemand la déportation des juifs polonais et allemands en Afrique.

Ils sont probablement relatifs au « plan Madagascar » qui fit l'objet d'une commission paritaire entre les deux États, la Commission Lepecki. Ce projet fut abandonné au début de la Seconde Guerre mondiale en raison de l'impossibilité d'acheminer les juifs à destination, du fait de la marine britannique.

Le président Poutine a lié ce rappel au négationnisme historique de l'actuel gouvernement polonais et au vote par le Parlement européen d'une résolution rendant responsable l'Union soviétique de la Seconde Guerre mondiale [1].

[1] « Résolution du Parlement européen du 19 septembre 2019 sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe (2019/2819(RSP)) », Réseau Voltaire, 19 septembre 2019.

Moscou déploie son "arme absolue", le missile hypersonique Avangard - lexpress.fr 27.12

La Russie a annoncé ce vendredi la mise en service de ses premiers missiles hypersoniques Avangard, l'une des nouvelles armes développées par Moscou et vantées par le président Vladimir Poutine comme "pratiquement invincibles". Il serait capable de voler à plus de 30 000 km/h. Ce système fait partie d'une nouvelle génération de missiles capables, selon Moscou, d'atteindre une cible quasiment partout dans le monde et de surpasser n'importe quel bouclier antimissile existant, tel que le système déployé par les États-Unis en Europe.

Une autre arme vantée comme "invincible" par Vladimir Poutine, le missile lourd balistique intercontinental de cinquième génération Sarmat, doit être livrée aux forces armées russes en 2020. Le Sarmat n'aurait "pratiquement pas de limites en matière de portée" et serait "capable de viser des cibles en traversant le pôle Nord comme le pôle Sud". Parmi les autres systèmes en développement figurent un drone sous-marin à propulsion nucléaire, des missiles hypersoniques destinés aux chasseurs russes ou encore un mystérieux "laser de combat". lexpress.fr 27.12

ÉCONOMIE

Argentine

L'Argentine prend des mesures d'urgence pour tenter de sortir de la crise - AFP 24 décembre 2019

Le gouvernement argentin a promulgué lundi une loi instaurant une série de mesures économiques et fiscales d'urgence destinées à remettre sur les rails l'économie d'un pays en "défaut de paiement virtuel" et plongé dans une crise similaire à celle de 2001, selon le nouveau président Alberto Fernandez.

La loi d'urgence économique prévoit entre autres une hausse de la fiscalité pour les classes moyennes et supérieures, des prestations sociales pour les plus défavorisés et une taxe de 30% sur les achats en devises étrangères, dans un pays où de nombreux habitants ont l'habitude d'économiser en dollars pour faire face aux dévaluations de la monnaie et à l'inflation.

Elle prévoit aussi une augmentation des taxes sur les exportations agricoles, le secteur de l'agro-business étant le seul à avoir progressé ces dernières années.

La loi prévoit notamment un "plan contre la faim", ainsi que l'octroi de primes pour les petites retraites et, pour les plus pauvres, le report ou le gel des augmentations des tarifs des services publics.

L'ex-président de centre droit Mauricio Macri a laissé un pays en proie à la récession et l'inflation. Le peso argentin a chuté de 70% depuis janvier 2018. Il avait demandé fin août un rééchelonnement de la dette, notamment au Fonds monétaire international (FMI) qui a accordé à l'Argentine en 2018 un prêt de 57 milliards de dollars contre un programme d'austérité - elle en a reçu 44 milliards -.

La troisième économie d'Amérique latine a connu une baisse de 3,1% de son PIB en 2019 et une hausse des prix de 55%, une des plus élevées du monde.

La dette publique s'élève à quelque 330 milliards de dollars, soit plus de 90% du PIB, dont les 44 milliards du FMI. En 2016, au début du mandat de Mauricio Macri, elle s'élevait à 20% du PIB. AFP 24 décembre 2019

Haut de page